

202.0

AL5

DL

V. 75

1978

(Jan. - Jan)

LA

60^e ANNÉE - T. LXXV

Prix : 6 F - BIMENSUEL

Detroit, Michigan 48221

1^{er} janvier 1978

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



ère Roger dans la jonque de Hong-Kong où a été rédigé le message du Concile des jeunes (cf. p. 39 - Photo Lachmann)

Non à la violence (message de Paul VI)

Le problème scolaire en France

Liturgie et sacrements

LIVRES NEUFS A PRIX REDUITS

Voici à l'intention de nos lecteurs une sélection d'ouvrages — vendus par correspondance — dans les meilleures conditions de livraison et de prix

LE DERNIER ETAGE DU VATICAN, par le chanoine Papin. Un homme d'Eglise lance des appels de phare sur la stratégie diplomatique de quatre Papes face aux crises du xx^e siècle. Les faits l'emportent sur la calomnie et les idées reçues. Pie XII et le maréchal Pétain émergent comme défenseurs de la chrétienté et des juifs persécutés. Un livre capital. 15 x 24, 195 p., Albatros 1977. Prix 37 F.

JESUS, par Guittou, Leprince-Ringuet, R. P. Carré, Refoulé, o. p. Des philosophes, des savants, des théologiens questionnent Jésus, sa terre, son temps, ses disciples, sa vie. Ce livre, aux illustrations somptueuses, sait allier l'art le plus haut à la méditation personnelle. 16 x 24, 265 p., 49 ill. in-texte en noir et blanc, 27 p. ill. couleur h.-t., 25 p. ill. noir et blanc h.-t. Réalités Hachette 1971. Prix 29 F.

LES LOIS DU MONDE, par le R. P. Raphaël Sineux, o. p. Cet ouvrage, accessible à tous, nous introduit aux rapports entre l'ordre naturel et l'ordre surnaturel et expose les bases de la doctrine sociale de l'Eglise. 13,5 x 21, 178 p. Nouvelle Aurore. Prix 20 F.

TEILHARD DE CHARDIN, étude critique, foi au Christ universel, par Philippe de la Trinité, o. c. d. La doctrine de Teilhard de Chardin est étudiée avec minutie, clairvoyance et objectivité. Ce livre est indispensable pour comprendre l'œuvre du plus grand apologiste que la France ait eu depuis Pascal. 14 x 19,5, 241 p., Table ronde 1968, imprimatur. Prix 10 F.

LES COMMUNISTES FRANÇAIS PENDANT LA DROLE DE GUERRE, 1939-1940, par A. Rossi. Un des ouvrages les plus accablants pour le Parti communiste français. La vérité établie par les faits et les documents. 15,5 x 24, 412 p., 56 planches h.-t. de reprod., de documents, Albatros. Prix 45 F.

L'ALGERIE DES ADIEUX, par Serge Groussard. Qui pourrait prétendre avoir le droit d'ignorer ce livre déchirant et noble, ce témoignage bouleversant sur les derniers jours de l'Algérie française, au milieu, pêle-mêle, des reniements, des douleurs et des sacrifices ? 13 x 20, 308 p., Plon 1972, paru à 25 F. Prix 13,80 F.

COLLECTION « LA GUILDE CHRETIENNE ». Textes choisis des meilleurs écrivains catholiques, dont six membres de l'Académie française. Volumes 13 x 20,5, nombreuses illustrations, reliés façon club. Valeur 25 F l'un. Prix, le tome, 9,80 F. Les dix tomes ensemble, val. 250 F. Prix 85 F.

— Tome I, 380 p. : Pietro Ambrogiani, **JEAN XXIII**; Michel de Saint-Pierre, **BERNADETTE DE LOURDES**; Daniel-Rops, **LES MARTYRS**; Robert Serrou et Pierre Vals, **LA TRAPPE**. — Tome II, 376 p. : Maria Winowska, **PADRE PIO**; Marc Escholier, **LACORDAIRE**; Mgr Breynat, **L'EVEQUE VOLANT**; Gertrude Von Le Fort, **LA DERNIERE A L'ECHAFAUD**.

— Tome III, 376 p. : Johannès Joergensen, **SAINT FRANÇOIS D'ASSISE**; William Thomas Walsh, **NOTRE-DAME DE FATIMA**; Roland Cluny, **SŒURS MISSIONNAIRES EN AFRIQUE**; John Gibbons, **LE VAGABOND DE NOTRE-DAME**.

— Tome IV, 376 p. : La Varende, **DON BOSCO**; G. Bissonnette, **MOSCOU, MA PAROISSE**; Georges Blond, **L'HOMME, CE PELERIN**; Suzanne Citamald, **LA VIE DES BENEDICTINES**.

— Tome V : 376 p. : Mgr Fulton J. Scheen, **LE CHEMIN DU BONHEUR**; André Dupeyrat, m. s. c., **VINGT-ET-UN ANS CHEZ LES PAPOUS**; Louis Chaigne, **SAINTE THERESE DE LISIEUX**; Henri Queffelec, **UN HOMME D'OUESSANT**.

— Tome VI, 374 p. : Louis Bertrand, **SANGUIS MARTYRUM**; Maria Winowska, **LE FOU DE NOTRE-DAME**; Abbé Eugène Joly, **QU'EST-CE QUE CROIRE ?**; Daniel-Rops, **PORT-ROYAL**.

— Tome VII, 378 p. : Jacques Loew, **JOURNAL D'UNE MISSION OUVRIERE**; La Varende, **UN SAINT**; Mgr J. Calvet, **SAINT VINCENT DE PAUL**;

Nicolas Corte, **LA VIE ET L'AME DE TEILHARD DE CHARDIN**.

— Tome VIII, 380 p. : Edouard Estaunié, **L'INFIRME AUX MAINS DE LUMIERE**; Robert Serrou et Pierre Vals, **AU DESERT DE CHARTREUSE**; Jean Nicolas a. a., **ONZE ANS AU PARADIS**; Henri Massis, **NOTRE AMI PSICHARI**.

— Tome IX, 376 p. : René Bazin, **MAGNIFICAT**; Daniel-Rops, **LA VIE DE SAINT AUGUSTIN**; Jacques Andouard, **ROI DE L'EVASION**; Fernand Remisch, **TRENTE-TROIS ANS AVEC THERESE NEUMANN**.

— Tome X, 340 : Francis Laner Talbot, s. j., **UN SAINT CHEZ LES HURONS**; Henry Troyat, **LE PUY SAINT-CLAIR**; Jean Descola, **QUAND LES JESUITES SONT AU POUVOIR**; Fernand Hayward, **PIE X**.

DICIONNAIRE D'HISTOIRE UNIVERSELLE, par Michel Mourre. D'où vient le mot abbé ? Quand eut lieu le Concile de Constantinople ? Qui commandait la flotte chrétienne à Lépante ? Que fit saint Zosime ? Voici, classés de A à Z, les hommes, les événements, les structures politiques, économiques et sociales, les villes, les provinces, les Etats, etc. Plus de 29 000 définitions, nombreuses illustrations et tableaux synoptiques. Deux vol. 16 x 25, ens. 2 500 p., reliés pleine toile, Ed. Universitaires, parus à 300 F. Les deux vol. ensemble, prix spécial 195 F.

HISTOIRE SECRETE DU PARTI COMMUNISTE, par Roland Gaucher. Le Parti communiste n'est pas ce qu'un vain peuple pense. Si sa surface est inquiétante, ce n'est rien auprès des secrets redoutables que recèlent ses profondeurs et que ce livre nous dévoile, avec des précisions qui donnent froid dans le dos. 16 x 24, 704 p. dont 30 p. photocopies de documents, Albin-Michel 1975. Prix 49,50 F.

L'ANTIQUITE CHRETIENNE. Essentiel pour comprendre l'évolution de l'Eglise, de César-Auguste à Constantin, ce livre est une mine de renseignements précieux. Quarante cartes en couleur matérialisent pour l'œil les phases de l'expansion, de l'organisation de la vie de l'Eglise pendant les six premiers siècles. 614 illustrations en noir et blanc, collection sans égale de documents sur le monde chrétien, appuient un commentaire suivi et méthodique qui apporte sur l'histoire de l'Eglise, les martyrs, les écrivains, les monuments, les sièges épiscopaux, les monastères, une masse impressionnante de renseignements. 26 x 35,5, 216 p., relié, Séquoia. Prix 98 F.

ICONES, par Christophe Walter. Quand l'art et la religion s'unissent si parfaitement, le miracle est parfait. Découvrez celui de l'icône, ces Vierges de tendresse et les anges noirs de la déploration. Vous comprendrez alors la résistance mystique de la Russie contemporaine. 22 x 29, 64 p., 56 ill. en coul. et 10 dessins en noir et blanc, relié, Nagel 1976, imprimé en Suisse. Prix 35 F.

Passer commande à

DIFRALIVRE DC 51

BP 14 - 78580 MAULE

Tél. (16-1) 090-72-89

JOINDRE LE REGLEMENT A LA COMMANDE (y ajouter pour envoi et emballage : 6 F pour le premier volume et 1 F par volume supplémentaire pour la France métropolitaine, et 9 F pour le premier volume plus 1 F par volume supplémentaire pour toutes autres destinations), en chèque bancaire ou postal, mandat-lettre, timbres-poste français. (CCP 19979.24 M PARIS)

Expédition rapide.

Bon de garantie, accordant faculté de retour, joint à notre envoi.

Actes de S. S. Paul VI

NON A LA VIOLENCE, OUI A LA PAIX

Message pour la « Journée de la paix » (1^{er} janvier 1978) (1)

Au monde, à l'humanité entière, nous osons adresser encore une fois le mot doux et solennel de paix. Ce mot nous oppresse et nous exalte. Il n'est pas à nous, il descend du royaume invisible, le Royaume des cieux ; nous en percevons la transcendance prophétique et elle ne s'éteint pas sur nos lèvres qui lui prêtent voix : « Paix sur la terre aux hommes, objets de la bienveillance divine ! » (Lc 2, 14.) Oui, nous le répétons, la paix doit exister ! La paix est possible !

Voici le message, voici la grande annonce, dans sa nouveauté toujours renouvelée, voici l'Evangile qu'à l'aube du nouveau cycle sidéral, l'an de grâce 1978, nous devons encore proclamer pour tous les hommes : la paix est le don offert aux hommes, et ce don, ils peuvent, ils doivent l'accueillir et le placer au point le plus haut de leurs esprits, de leurs programmes, de leurs espoirs, de leurs joies.

La paix, rappelons-le tout de suite, n'est pas un songe purement idéaliste, ce n'est pas une utopie, attrayante certes, mais stérile et impossible à atteindre. C'est au contraire et ce doit être une réalité, une réalité mouvante, à engendrer de nouveau à chaque époque de la civilisation, comme le pain dont on se nourrit, fruit de la terre et de la divine Providence, mais aussi œuvre du travail de l'homme. De même aussi, la paix n'est pas un état d'apathie publique dans lequel celui qui en jouit est dispensé de toute attention et préservé de tout dérangement, et peut se laisser aller à une béatitude stable et tranquille, plus faite d'inertie et d'hédonisme que de force vigilante et agissante. La paix est au contraire un équilibre qui s'appuie sur le mouvement et déploie de continues énergies d'esprit et d'action ; c'est une force intelligente et vivante.

C'est pourquoi, au seuil de cette nouvelle année 1978, nous supplions encore tous les hommes de bonne volonté, tous les responsables de la conduite collective de la vie sociale, les hommes politiques, les penseurs, les écrivains, les artistes, les inspirateurs de l'opinion publique, les maîtres d'école, d'art, de prière, et aussi ceux qui conçoivent comme ceux qui réalisent le marché mondial des armes, tous nous les supplions de se remettre, avec une généreuse honnêteté, à réfléchir sur la paix dans le monde, et cela aujourd'hui !

Il nous semble que deux phénomènes capitaux s'imposent à l'attention de tous et l'emportent aisément dans l'évaluation de la paix elle-même.

Phénomène positif : le progrès de l'idée de paix

Le premier est magnifiquement positif : il est constitué par le progrès dans l'évolution de la paix. La paix est une idée qui acquiert du prestige dans la conscience de l'humanité ; elle va de l'avant, et elle précède et accompagne en même temps l'idée du progrès qui est celle de l'unité du genre humain. L'histoire de notre temps, et cela est tout à sa gloire, est parsemée des fleurs d'une splendide documentation en faveur de la paix, pensée, voulue, organisée, célébrée et défendue : Helsinki le montre. Et ces espérances se trouvent confirmées par la prochaine session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU, consacrée au problème du désarmement, comme aussi par les nombreux efforts de grands et d'humbles artisans de la paix.

Personne, aujourd'hui, n'ose plus soutenir, comme principes de bien-être et de gloire, des programmes déclarés de lutte meurtrière entre les hommes, c'est-à-dire de guerre. Même là où les expressions communautaires d'un légitime intérêt national, s'appuyant sur des titres qui semblent coïncider avec les raisons prévalentes du droit, ne réussissent pas à s'imposer par les chemins de la guerre comme voie de solution, on a encore l'espoir de pouvoir éviter le recours désespéré aux armes qui s'avère plus que jamais follement homicide et destructeur. Mais actuellement la conscience du monde est horrifiée par l'hypothèse que notre paix ne soit qu'une trêve, et qu'une conflagration démesurée puisse être soudainement déchaînée.

Nous voudrions être en mesure de dissiper ce terrible cauchemar qui nous poursuit, en proclamant à haute voix l'absurdité de la guerre moderne et l'absolue nécessité de la paix, fondée, non pas sur la supériorité des armes, dotées aujourd'hui d'un potentiel de guerre infernal — souvenons-nous de la tragédie du Japon —, ni sur la violence structurelle de régimes politiques, mais sur la pratique patiente, rationnelle et solidaire de la justice et de la liberté, comme les grandes institutions internationales d'aujourd'hui s'attachent à la promouvoir et à la défendre. Nous avons confiance que les enseignements magistraux de nos grands prédécesseurs, Pie XII et Jean XXIII, continueront d'inspirer, sur ce point fondamental, la sagesse des maîtres modernes et des hommes politiques contemporains.

Phénomène négatif : le développement de la violence

Mais nous voulons évoquer maintenant un second phénomène, négatif celui-là, et qui

(1) Traduction française publiée par la Polyglotte vaticane. Sous-titres de la DC.

coexiste avec le premier : c'est celui de la violence, passionnelle ou cérébrale. Ce phénomène se répand dans la trame de notre civilisation moderne, profitant des facilités dont bénéficie le citoyen dans son activité pour attaquer et frapper, habituellement avec trahison, le citoyen-frère qui fait obstacle légalement à son propre intérêt. Cette violence, que nous pouvons aussi appeler privée, même si elle est astucieusement organisée en groupes clandestins et factieux, prend des proportions préoccupantes, au point de devenir une habitude. On pourrait lui donner le nom de délinquance, à cause des expressions antijuridiques qu'elle revêt, mais les manifestations qu'elle déploie depuis quelque temps et en certains milieux exigent une analyse propre, très diversifiée et difficile. Elle provient d'une décadence de la conscience morale, non éduquée, non assistée, imprégnée généralement de pessimisme en ce qui concerne la société, qui a éteint dans l'esprit le goût et les exigences de l'honnêteté professée pour elle-même, et aussi ce qu'il y a de plus beau et de plus heureux dans le cœur humain, l'amour, oui, l'amour véritable, noble et fidèle. Bien souvent la psychologie de celui qui est violent se développe à partir d'une racine perverse de l'idée de vengeance, et donc d'une justice insatisfaite, baignant dans des pensées amères et égoïstes, et avec une tendance à rechercher, sans scrupule et sans frein, n'importe quel but. Le possible remplace l'honnête. Le seul frein est la peur d'encourir quelque sanction publique et privée. Voilà pourquoi le comportement habituel de cette violence est celui de l'action cachée et de l'acte vil et traître qui favorise la violence elle-même par le fait de son succès impuni.

La violence n'est pas la véritable force. Elle est l'explosion d'une énergie aveugle, dégradant l'homme qui s'y abandonne, en l'abaissant du plan de la raison à celui de la passion ; et même quand la violence conserve une certaine maîtrise de soi, elle cherche des voies ignobles pour s'imposer, les voies de l'embûche, de la surprise, de la domination physique sur un adversaire plus faible et peut-être sans défense ; elle profite de la surprise ou de la frayeur de la victime en même temps que de sa propre folie ; et s'il en est ainsi entre les deux adversaires, quel est le plus vil ?

Il faut aussi considérer un aspect de la violence érigée en système « pour règlement de compte » : ne recourt-elle pas à des formes abjectes de haine, de rancune, d'inimitié qui constituent un péril pour la vie en société et qui disqualifient la communauté dans laquelle elles détruisent les sentiments d'humanité qui forment le tissu fondamental et indispensable de toute société, qu'il s'agisse de la famille, de la tribu, de quelque autre communauté ?

La violence est antisociale de par les méthodes mêmes qui lui permettent de s'organiser selon une complicité de groupe : la loi du silence y est le ciment qui en assure la cohésion et le bouclier qui la protège. Un sens dégradant de l'honneur lui confère un semblant de conscience. C'est là une des déformations, aujourd'hui répandues, du vrai sens social qui, avec le secret dont elle s'entoure et la menace de vengeance implacable, recouvre certaines formes d'égoïsme collectif. Celui-ci se montre méfiant

vis-à-vis de la légalité normale et toujours habile à en déjouer l'observance. Par la force des choses, peut-on dire, il prépare des entreprises criminelles qui dégénèrent parfois en gestes impitoyables de terrorisme marquant l'aboutissement de cette voie erronée que l'on a suivie et provoquant des répressions peu souhaitables. La violence conduit à la révolution, et la révolution à la perte de la liberté. C'est autour d'un axe social erroné que la violence étend son développement fatal. Elle éclate comme une réaction de force, non dépourvue parfois d'impulsion logique ; mais elle finit par se retourner contre elle-même et contre les motifs qui ont provoqué son intervention. Il faut sans doute rappeler ici la phrase lapidaire du Christ contre le recours impulsif et vengeur à l'épée : « Tous ceux qui prennent le glaive périront par le glaive. » (Mt 26, 52.) Ne l'oublions donc pas : la violence n'est pas la véritable force. Loin d'exalter l'homme, elle humilie celui qui y a recours.

Notre guerre contre la guerre n'est pas encore gagnée

Dans ce message de paix, nous parlons de la violence comme de son terme opposé. Nous n'avons pas parlé de la guerre, mais elle mérite toujours notre condamnation, même si aujourd'hui la guerre soulève la réprobation toujours plus générale et suscite contre elle un louable effort de plus en plus valable dans les domaines social et politique ; sans compter qu'il y a une répression de la guerre en raison même du caractère terrible des armes dont elle pourrait immédiatement disposer au cas — hypothèse combien tragique ! — où elle viendrait à éclater. La peur, commune à tous les peuples et spécialement aux plus forts, restreint l'éventualité d'une guerre qui dégénérerait en conflagration cosmique. Et à la peur, barrière plus mentale que réelle, s'ajoute, nous l'avons dit, un effort rationnel s'élevant aux plus hautes sphères politiques : il doit tendre non pas tellement à équilibrer les forces des éventuels adversaires qu'à démontrer le caractère suprêmement irrationnel de la guerre et en même temps à établir des rapports entre les peuples toujours plus interdépendants, solidaires quant à la fin, rapports toujours plus amicaux et plus humains. Dieu veuille qu'il en soit ainsi !

Mais nous ne saurions fermer les yeux devant la triste réalité de la guerre partielle, aussi bien parce qu'elle reste cruellement présente dans des zones particulières que parce que psychologiquement elle n'est nullement exclue des hypothèses troubles de l'histoire contemporaine. Notre guerre contre la guerre n'est pas encore gagnée, et notre « oui » à la paix est plus un souhait qu'une réalité : il y a encore tant de situations géographiques et politiques dans lesquelles, faute d'avoir trouvé des solutions justes et pacifiques, il reste une menace latente de futurs conflits ! Notre amour pour la paix doit rester en garde : d'autres perspectives que celles d'une nouvelle guerre mondiale nous obligent aussi à considérer et à exalter la paix en dehors des tranchées militaires.

Oui à la paix, oui à la vie

Nous devons en effet aujourd'hui défendre la paix sous son aspect que l'on peut dire métaphy-

sique, antérieur et supérieur à l'aspect historique et contingent du silence des armes et de la « tranquillité de l'ordre » à l'extérieur. Nous voulons considérer la cause de la paix en tant qu'elle se reflète dans celle de la vie humaine elle-même. Notre « oui » à la paix s'élargit dans un « oui » à la vie. La paix doit s'imposer non seulement sur les champs de bataille, mais partout où se déroule l'existence de l'homme. Il y a, bien plus il doit y avoir aussi non seulement une paix qui sauvegarde cette existence des menaces des armes de guerre, mais également une paix qui protège la vie en tant que telle, contre tout péril, toute calamité et toute embûche.

Notre discours pourrait s'étendre longuement, mais nos points de repère sont ici peu nombreux et bien déterminés. Il existe dans le tissu de notre civilisation une catégorie de personnes remarquables par leur savoir, leur valeur et leur ponté, qui ont fait de la science et de l'art de guérir leur vocation et leur profession. Ce sont des médecins et tous ceux qui, avec eux et sous leur direction, étudient et travaillent pour l'existence et le bien-être de l'humanité. Honneur et reconnaissance à ces sages et généreux défenseurs de la vie humaine !

Non à l'avortement

Nous, ministre de la religion, Nous regardons ces personnes qui se dévouent à la santé physique et psychique de l'humanité avec beaucoup d'admiration, de gratitude et de confiance. A bien des titres, la santé physique, le remède contre la maladie, le réconfort dans la douleur, l'énergie de la croissance et du travail, la durée de l'existence temporelle, et aussi tant d'aspects de la vie morale dépendent de la sagesse et des soins de ces protecteurs, défenseurs et amis de l'homme. Nous leur sommes très proche et nous soutenons, dans la mesure de nos possibilités, leur labeur, leur honneur, leur esprit. Et nous espérons les avoir avec nous, solidaires dans l'affirmation et la défense de la vie humaine, dans ces circonstances singulières où la vie elle-même peut être compromise par une décision positive et injuste de la volonté humaine. Notre « oui » à la paix résonne comme un « oui » à la vie. La vie de l'homme, dès le premier moment où il accède à l'existence, est sacrée. La loi du « tu ne tueras pas » sauvegarde ce prodige ineffable de la vie humaine avec une souveraineté transcendante. C'est le principe qui gouverne notre ministère religieux par rapport à l'être humain. Nous avons confiance d'avoir comme lié le ministère du médecin.

Et nous n'avons pas moins confiance dans le ministère qui donne son commencement à la vie humaine, celui des parents, et en premier à celui de la mère. Oh ! comme notre discours est fait délicat, ému, tendre et fort ! La paix a dans ce domaine de la vie qui naît son premier bouclier qui la protège, un bouclier muni des plus douces protections, mais un bouclier de défense et d'amour. Nous ne pouvons donc que s'approuver toute offense à la vie qui naît, et nous ne pouvons que supplier toutes les autorités, toutes les compétences reconnues, de travailler pour que soient apportés interdiction et remède à l'avortement volontaire. Le sein maternel et le berceau de l'enfance sont les premières arrières qui non seulement défendent la paix

en même temps que la vie, mais la construisent (cf. Ps 126, 3 ss.). Celui qui choisit la paix contre la guerre et la violence choisit par là-même la vie, il choisit l'homme dans ses exigences profondes et essentielles ; tel est le sens de ce message, que nous envoyons encore avec une humble et ardente conviction aux responsables de la paix sur la terre et à tous nos frères dans le monde.

Enfants et jeunes, soyez des hommes et non des loups

Mais nous devons ajouter quelque chose pour tous les enfants et les jeunes, qui, dans la société, représentent le secteur le plus vulnérable en face de la violence, mais également l'espérance d'un lendemain meilleur : qu'à eux aussi parvienne ce message pour la paix, grâce à la bienveillance et à l'intelligence de quelque intermédiaire.

Et voici pourquoi. La première raison est que, dans nos messages pour la paix des années précédentes, nous avons souligné que nous ne parlions pas seulement en notre nom, mais au nom du Christ qui est le « Prince de la paix » dans le monde (Is 9, 5) et qui a dit : « Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu » (Mt 5, 9). Nous croyons que, sans l'éclairage et l'aide du Christ, la paix véritable, stable et universelle est impossible. Et nous croyons aussi que la paix du Christ n'affaiblit pas les hommes, n'en fait pas un monde peureux et victime de la tyrannie des autres. Au contraire, elle les rend capables de lutter pour la justice et de résoudre quantité de problèmes avec la générosité, ou mieux, avec le génie de l'amour.

Notre seconde raison est celle-ci. Vous autres enfants et jeunes, vous êtes souvent portés à vous quereller. Rappelez-vous que vouloir vous montrer forts face à d'autres frères et camarades, par des querelles, des coups, des colères et des vengeance, constitue un orgueil fort nuisible. Sans doute répondez-vous que tous agissent ainsi. Nous vous disons : c'est mal ! Si vous voulez être forts, soyez-le au niveau du caractère, au niveau du comportement. Sachez vous dominer. Sachez aussi pardonner et retrouver rapidement l'amitié de ceux qui vous ont offensés. C'est ainsi que vous serez vraiment chrétiens.

N'ayez de haine pour personne. Ne soyez pas orgueilleux face aux jeunes et aux adultes qui sont d'un autre milieu social ou d'un autre pays. N'agissez pas par égoïsme, par intérêt, par méchanceté, et jamais par vengeance. Nous vous le répétons.

En troisième lieu enfin, nous pensons que vous, les jeunes, en grandissant, vous devez changer la manière de penser et d'agir du monde d'aujourd'hui, toujours enclin à se distinguer des autres, à s'en séparer, à les combattre. Ne sommes-nous pas tous frères ? Ne sommes-nous pas tous membres de la même famille humaine ? Et toutes les nations ne sont-elles pas obligées de marcher ensemble, pour construire la paix ?

Enfants et jeunes des temps nouveaux, vous devez vous habituer à aimer tout le monde, à donner à la société le visage d'une communauté toujours meilleure, toujours plus honnête et plus solidaire. Voulez-vous vraiment être des hommes et non des loups ? Voulez-vous vrai-

ment avoir le mérite et la joie de faire du bien, d'aider quiconque est dans la nécessité ? Voulez-vous accomplir de bonnes œuvres en comptant seulement sur la récompense de votre conscience ? Eh bien ! rappelez-vous les paroles dites par Jésus, pendant la dernière Cène, dans la nuit qui précéda sa passion : « Je vous donne un commandement nouveau : aimez-vous les uns les autres... A ceci, tous vous reconnaîtront pour mes disciples : à cet amour que

vous aurez les uns pour les autres. » (Jn 13, 34-35.) Telle est bien la marque de notre authenticité, humaine et chrétienne : nous aimer les uns les autres.

Chers enfants et jeunes, nous vous saluons tous et nous vous bénissons. Notre consigne est claire : Non à la violence, oui à la paix !

Du Vatican, le 8 décembre 1977.

PAULUS PP. VI.

ALLOCUTION A LA COMMISSION PONTIFICALE « JUSTICE ET PAIX »

La Commission pontificale « Justice et Paix », réunie en Assemblée plénière, a été reçue le 9 décembre par Paul VI qui lui a adressé l'allocution ci-après, en réponse aux paroles de présentation de son président, le cardinal Gantin (1) :

MONSIEUR LE CARDINAL,
MESSEIGNEURS,
MESDAMES, MESSIEURS,

Nous sommes très heureux d'accueillir ce matin notre Commission « Justice et Paix » à l'occasion de la première Assemblée générale qu'elle tient depuis qu'elle a reçu ses statuts définitifs. Nous nous tournons d'abord avec affection vers les nouveaux membres de cette Commission : hommes et femmes de professions et de milieux divers, vous représentez ici tous les continents, avec leurs soucis et leurs aspirations. Nous saluons aussi nos frères dans l'Episcopat qui sont parmi vous, les représentants des divers Dicastères, et enfin les responsables de la Commission, le cher cardinal Bernardin Gantin, votre président et ses collaborateurs.

Dans ce bref entretien, nous ne voudrions pas vous exprimer seulement notre satisfaction de vous voir réunis autour de nous et vous dire aussi combien nous comptons sur vous. Nous désirons également attirer votre attention sur quelques points essentiels de votre activité, afin d'éclairer le sens de la mission que nous vous avons confiée en vous appelant à faire partie de cette Commission.

La justice et la paix dans une perspective pastorale d'évangélisation

Le premier point concerne la nature même de votre tâche, telle que le *Motu proprio* « *Iustitiam et Pacem* » l'a définie (2). Nous savons que ce texte s'est trouvé au centre de vos réflexions, et que vous avez déjà médité sur l'originalité des responsabilités que vous avez reçues. Grâce à Dieu, il ne manque pas d'organismes qui se sont fixé pour but l'étude des problèmes relatifs à la justice dans les divers domaines juridiques, économiques, politiques ou sociaux, et à l'action en sa faveur. Mais la Commission que vous formez s'en distingue essentiellement. En déterminant en effet ses structures défini-

tives, nous avons indiqué clairement que nous entendions établir, à l'intérieur de la Curie romaine, un organisme consacré à un service ecclésial précis et bien délimité, qui est d'étudier les problèmes de la justice et de la paix en vue de l'action ; mais dans une perspective pastorale d'évangélisation. Et c'est ici, chers amis, que votre expérience concrète et diversifiée est capitale : vous devez mettre votre connaissance du monde actuel et de ses besoins au service du Saint-Siège et de l'Eglise universelle. C'est ici aussi qu'on voit combien sont justifiées les directives du *Motu proprio* qui vous donnent les membres de l'Episcopat, en chaque pays, comme interlocuteurs premiers et privilégiés (cf. « *Iustitiam et Pacem* », II, 3) : d'une part, ils sont les premiers qualifiés pour vous faire entendre les aspirations qu'ils perçoivent dans le peuple qui leur est confié, et ils sont aussi, en tant que responsables de l'évangélisation, ceux qu'il convient d'informer et d'aider en priorité dans l'accomplissement de leur mission par rapport aux domaines de votre compétence.

Trouver de nouvelles explicitations de la doctrine sociale de l'Eglise

Des perspectives immenses s'ouvrent devant vous pour cette tâche d'étude et d'animation. La Commission s'y est déjà bien engagée. Nous voulons simplement souligner avec insistance devant vous, ce sera notre second point, le passage du *Motu proprio* concernant la pensée sociale de l'Eglise. Les textes du Magistère sont nombreux sur le sujet, et pas toujours assez connus, utilisés, mis en valeur. Par ailleurs, les problèmes sociaux évoluent, même à l'intérieur des sociétés industrielles ; ils changent de sens et il en apparaît de nouveaux, au plan des communautés nationales comme dans les rapports entre nations. Les chrétiens ne peuvent s'arrêter à la recherche d'un ordre économique plus juste à instaurer, mais saisissant les aspirations à des relations nouvelles entre les personnes et entre les peuples, ils doivent montrer que de telles relations ne peuvent se fonder que sur une nouvelle hiérarchie des valeurs et, en définitive, sur la primauté du spirituel. Il vous revient d'agir comme le maître de maison de la parabole évangélique, qui tire de son trésor des valeurs anciennes et des valeurs nouvelles. Les principes de la doctrine sociale de l'Eglise sont toujours valables, mais ils doivent, pour être compris et être efficaces, trouver de

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* des 9-10 décembre 1977. Sous-titres de la DC.

(2) DC 1977, n° 1711, p. 6. (NDLR.)

nouvelles explicitations en fonction des données de notre temps et de ses besoins.

Assurer à tout homme sa dignité en ce monde et lui ouvrir le Royaume de Dieu

Bien d'autres secteurs connexes de réflexion et d'activité s'offrent à vous, que nous ne pouvons évoquer, sur les questions des droits de l'homme et des obligations qui en découlent, de la violence qui sape les bases de la convivence humaine, de la liberté religieuse qui n'est pas suffisamment garantie partout...

C'est donc une tâche importante qui vous attend. Il n'échappera à personne d'entre vous qu'un tel service d'Eglise requiert des orientations bien particulières. Nous n'hésitons pas à vous dire qu'elles sont d'abord spirituelles. Il vous faudra, certes, accroître encore votre compétence dans vos domaines propres et perfectionner votre connaissance des problèmes actuels, mais il faudra aussi approfondir votre connaissance de la doctrine de l'Eglise et des exigences évangéliques, et il faudra avant tout développer votre sens de la prière et celui du *sensire cum Ecclesia*, afin de vous forger la mentalité vraiment catholique et pastorale nécessaire à votre tâche. Elle vous permettra cette largeur de vue que nous vous souhaitons, afin qu'en tout domaine vos efforts ne soient point isolés, accomplis en quelque sorte abstraitement, mais qu'ils trouvent place — comme vous-même dans notre Curie, si diverse et si unifiée en même temps — dans le souci unique de l'Eglise qui est d'assurer à tout homme sa dignité en ce monde et de lui ouvrir le Royaume de Dieu.

Nous savons avec quelle disponibilité et quelle générosité vous avez déjà répondu à notre appel. Nous vous en disons notre gratitude. Et surtout nous demandons au Seigneur, auteur de tout bien, de faire fructifier vos efforts et de vous accorder l'amour de l'Eglise et de la fidélité indispensables à ceux qui veulent se mettre à son service. En son nom, de grand cœur, nous vous donnons la bénédiction apostolique.

ALLOCUTION

A L'AMBASSADEUR DU SALVADOR

Paul VI a reçu le 15 décembre M. Llach Schonenberg, nouvel ambassadeur du Salvador auprès du Saint-Siège, venu lui présenter ses lettres de créance. Dans l'allocution ci-après qu'il lui a adressée, il a évoqué la tension entre l'Eglise et l'Etat de ce pays (1) :

Monsieur l'Ambassadeur,

C'est avec beaucoup de joie que nous recevons aujourd'hui Votre Excellence venue nous présenter ses lettres de créance en tant qu'ambassadeur extra-

(1) Texte espagnol dans *l'Osservatore Romano* du 16 décembre 1977.

Dans son discours le nouvel ambassadeur a dit notamment :

[...] Je dois préciser, Très Saint-Père, que dans certaines circonstances cette bonne volonté (du gouvernement salvadorien) a dû se limiter pour s'opposer aux

ordinaire et plénipotentiaire de la République de El Salvador auprès du Saint-Siège.

En vous ouvrant notre âme, un premier sentiment jaillit spontanément en nous qui se traduit en une expression de cordiale bienvenue. Soyez donc le bienvenu, Excellence, en ce centre de l'Eglise vers lequel tant de Salvadoriens regardent avec affection et espérance.

Aussi permettez-nous qu'en votre personne, au-delà des marques de politesse, nous rendions hommage et nous disions notre estime au Salvador et à chacun de ses habitants, sans aucune distinction.

Le pays que vous représentez, monsieur l'Ambassadeur, fait souvent l'objet de nos pensées bienveillantes et de notre sollicitude la plus attentive. Nous savons bien, en effet, que la grande majorité des Salvadoriens vivent en référence à leur foi catholique et n'oublient pas les multiples implications pratiques que cela comporte sur le plan personnel, familial et social. De tout cela résulte un ensemble de relations et d'expectatives que le Saint-Siège et l'Eglise, fidèles à leur devoir, ne peuvent manquer de prendre attentivement en considération.

Avant tout, il faut reconnaître et louer la volonté du peuple salvadorien d'améliorer ses conditions générales de vie, en partant de la vision globale de l'homme et de l'humanité que l'Eglise lui enseigne. (Cf. *Populorum progressio*, 13.)

L'Eglise, pour sa part, promeut et encourage ces aspirations dans le cadre de sa compétence spécifique. C'est pourquoi, en même temps qu'elle revendique, également dans ce pays, la liberté imprescriptible de prêcher la foi, d'enseigner sa doctrine morale et sociale, ainsi que d'exercer sa mission parmi les hommes sans aucune entrave (cf. *Gaudium et spes*, 76), elle désire toujours respecter les compétences du pouvoir temporel dans sa sphère propre et accepter un dialogue constructif avec les autorités civiles, afin de mieux servir la vocation personnelle de ceux qui sont à la fois fidèles et citoyens. L'Eglise, en effet, croit que c'est là le chemin permettant de prévenir des maux, de surmonter un climat de violence qui, malheureusement, a parfois endeuillé également l'Eglise, et de créer une atmosphère sociale dans laquelle sont adéquatement corrigées des injustices évidentes qui empêchent les biens créés de parvenir équitablement à tous « selon la règle de la justice, inséparable de la charité. » (*Gaudium et spes*, 69.)

Monsieur l'Ambassadeur, en vous faisant part de ces perspectives et de ces espérances, nous avons confiance que votre mission, dont nous souhaitons qu'elle soit très heureuse et féconde, contribuera à affermir un esprit de sereine bonne entente entre votre pays et le Saint-Siège. Veuillez transmettre nos respectueuses salutations aux autorités suprêmes de El Salvador, et avant tout aux chers Salvadoriens pour lesquels, de tout notre cœur paternel, nous implorons les meilleures bénédictions de Dieu.

volontés d'ingérence de courants désagrégateurs qui attentent à la paix, à la sécurité et à notre Constitution ; courants qui trouvent leur meilleur appui dans une jeunesse imprudente et dans des personnes de bonne foi en quête de justice sociale, mais qui oublient le dicton : « Discerne les temps et tu concilieras les droits. » Dans un pays en voie de développement, en effet, cette aspiration ne peut être satisfaite en une seule génération. (Texte espagnol dans *l'Osservatore Romano* du 16 décembre 1977. Traduction de la DC.)

Au sujet de la tension Eglise-Etat au Salvador, cf. DC 1977, p. 736 et 796.

ALLOCUTION AUX ARCHEVÊQUES D'HANOÏ ET D'HOCHIMINHVILLE

Paul VI a reçu, le 9 décembre, le cardinal Trinh Nhu Khue, archevêque d'Hanoi, avec son coadjuteur, Mgr Trinh Van Can, et Mgr Nguyen Van Binh, archevêque d'Hochiminhville (ex-Saïgon). Voici l'allocution qu'il leur a adressée (1) :

CHERS FRÈRES DANS LE CHRIST,

Votre visite est pour nous un motif de très grande joie ! Vous nous apportez, en effet, le témoignage émouvant et réconfortant de la fidélité et de l'affection, non seulement de vos grands diocèses d'Hanoi et de Hochiminhville, mais de toute l'Eglise qui est au Vietnam. Nous apprécions vivement le geste des autorités de votre pays, qui ont accédé à notre demande et facilité votre venue au récent Synode des évêques. Nous souhaitons vivement que, dans les occasions à venir, surtout lorsque nous avons recours à l'expérience et aux conseils de nos frères dans l'Episcopat sur des questions qui intéressent l'Eglise universelle — c'est bien le cas des assemblées synodales comme aussi des réunions plénières des Congrégations romaines —, vous-mêmes ou d'autres évêques du Vietnam puissiez nous renouveler la joie d'une visite. En vous donnant aujourd'hui, à vous qui êtes ici ensemble pour la première fois, l'accolade fraternelle de la communion et de la paix, c'est à tous les pasteurs vietnamiens du Nord, du Centre et du Sud qu'en esprit et vérité nous donnons ce signe d'affection. Mais c'est aussi aux prêtres, aux religieux et aux religieuses, aux catéchistes et aux parents, aux adolescents et aux enfants de toute la communauté catholique, disséminée à travers le pays, que nous redisons : « Vous avez une place toute particulière dans notre cœur et notre prière. »

La catéchèse

Pendant le Synode, vous avez fait entendre la voix, les souffrances et les espérances de votre peuple (2). Et, en même temps, vous avez respiré l'atmosphère d'une assemblée universelle, riche d'expériences et d'inspirations différentes, et cependant unanime, dans sa volonté d'approfondir les problèmes actuels de la catéchèse. La catéchèse est précisément la transmission méthodique et efficace de la parole de Dieu. C'est en la recevant que les chrétiens peuvent affermir leur foi et soutenir leurs efforts de charité concrète et persévérante. C'est pourquoi la catéchèse est le premier devoir des pasteurs. Et c'est pour cela que l'Eglise, avec autant de loyauté que de respect, demande partout dans le monde aux autorités responsables, quel que soit le régime social et politique, la

liberté d'accomplir sa mission, sans privilèges mais aussi sans empêchement d'aucune sorte.

Ajoutons encore ceci : la catéchèse fait que les croyants deviennent toujours plus conscients des responsabilités qui découlent de leur foi : l'amour de Dieu, la fidélité à sa loi, le service désintéressé du prochain. Ces trois obligations les conduisent nécessairement à accomplir aussi, loyalement et exemplairement, leurs devoirs civiques, comme il convient aux membres conscients de la société à laquelle ils appartiennent, et dont le progrès moral et matériel doit leur tenir à cœur et provoquer leur engagement généreux.

La reconstruction du Vietnam

Votre pays, sorti d'une longue guerre, sanglante et dévastatrice, est maintenant absorbé par la grande œuvre de sa reconstruction. Une telle entreprise a besoin des forces de tous les citoyens. Vous nous avez donné le témoignage direct des sacrifices auxquels les catholiques vietnamiens, aussi bien que tous leurs frères, se soumettent généreusement pour hâter la renaissance du pays, en commençant par le développement des ressources essentielles, comme celles de l'alimentation. Le peuple vietnamien, dont la sobriété, la patience, le courage et la persévérance sont bien connus, fait face à une telle conjoncture. Nous sommes certain qu'il réussira son plan de redressement. Nous voudrions pourtant que ses efforts trouvent un concours de solidarité plus important, plus adapté et plus continu parmi les autres nations. Hélas ! c'est bien humain, une fois les passions de la guerre apaisées, l'attention mondiale, qui fut tout entière tournée vers le Vietnam, semble maintenant tournée vers d'autres régions et d'autres problèmes, comme si elle oubliait les pertes considérables, les dévastations, et toutes les privations laissées en héritage au peuple vietnamien par le terrible conflit que nous savons. Nous avons encouragé et nous encourageons toujours les organismes catholiques d'aide et d'assistance à offrir leur concours à votre pays, en privilégiant le secteur agricole et sanitaire, le monde des enfants, la promotion technique et professionnelle.

Grâce à une aide internationale en rapport avec les nécessités réelles, l'œuvre de reconstruction avancera plus rapidement, et il en découlera un avantage important pour les populations, cependant que le Vietnam, accueilli cette année parmi les membres de l'ONU, trouvera cette insertion vraiment bénéfique, du fait de ses relations nombreuses et amicales dans le contexte pacifique des nations.

♦♦

Nous qui avons suivi, depuis des années, avec une sollicitude toute spéciale, les épreuves de votre peuple, nous sommes vraiment heureux, chaque fois que l'occasion se présente ou se présentera, d'avoir des contacts avec le peuple et avec les autorités de votre pays, tellement nous

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* des 9-10 décembre 1977. Sous-titres de la DC.

(2) Cf. DC 1977, n° 1729, p. 923, l'intervention de Mgr Nguyen van Binh. (NDLR.)

sommes convaincu qu'ils peuvent être une source de grand bien pour l'Eglise et pour le Vietnam.

Dans cette espérance, nous vous demandons

de transmettre, avec notre affectueuse bénédiction apostolique, notre salut chaleureux et nos meilleurs souhaits aux chers catholiques du Vietnam et à votre nation tout entière.

ALLOCUTION AUX EVÊQUES DE YUGOSLAVIE

Les évêques de Yougoslavie, venus en visite ad limina, ont été reçus le 21 novembre par Paul VI qui leur a adressé cette allocution (1) :

VÉNÉRABLES FRÈRES,

Les rencontres avec nos frères dans l'épiscopat, qui nous donnent l'occasion de nous entretenir avec eux, sont pour nous un motif de joie. C'est pourquoi nous sommes heureux de vous saluer, vous qui venez des diocèses de Yougoslavie pour la visite *ad limina*, et de vous dire l'affection que nous portons à chacun de vous, particulièrement à notre vénérable frère Franjo Kuharic, archevêque de Zagreb, qui, au nom de vous tous, nous a adressé de nobles paroles et nous a présenté ses meilleurs vœux. Nous l'en remercions vivement.

La foi catholique remonte aux temps les plus anciens de l'Eglise dans certaines régions de votre pays, à une époque plus tardive dans d'autres. Toutes, maintenant, sont des membres vivants du Corps mystique de l'Eglise. On doit dire en effet que la vigueur religieuse des fidèles qui vous sont confiés est universellement reconnue.

Certaines difficultés cependant, que l'on rencontre çà et là chez vous, n'échappent ni à nous ni à vous. Il en est d'ailleurs plus ou moins de même dans d'autres parties de l'Eglise pérégrinante. On n'en doit pas moins louer cette confiance chrétienne dans les hommes et les choses que nous pouvons appeler un « sain optimisme ». Dans ces vicissitudes de la vie, il nous faut toujours revenir aux vraies sources de la joie, comme nous l'avons dit dans notre exhortation apostolique *Gaudete in Domino* : « Par essence, la joie chrétienne est participation spirituelle à la joie insondable, à la fois divine et humaine, qui est dans le cœur de Jésus crucifié (2). » (AAS LXVII, 1975, p. 295.) Nous voulons donc que vous reveniez chez vous réconfortés et joyeux, vous qui ne ménagez pas vos peines et votre dévouement

dans le champ de Dieu, et que vous repreniez votre travail pastoral avec une nouvelle ardeur.

Mais, pour que vos travaux soient plus efficaces et plus fructueux, vous devrez tenir compte de certains points que font apparaître en particulier les rapports périodiques qui sont traditionnellement remis au Saint-Siège sur l'état des diocèses.

Pureté de la doctrine

Il nous semble encore entendre ces célèbres paroles que notre prédécesseur de vénérée mémoire, Jean XXIII, prononça sur la tombe de saint Pierre, en ouvrant le II^e Concile œcuménique du Vatican : « Le Concile œcuménique [...] veut transmettre la doctrine catholique dans son intégrité, sans l'affaiblir ni l'altérer (3). » (AAS LIV, 1962, p. 791.) Nous le savons, la vérité est ouverte à la recherche et à de nouveaux modes d'expression, « en lui conservant toutefois le même sens et la même portée » (*ibid.*, p. 792), et ici c'est au magistère de l'Eglise qu'il appartient en premier lieu d'indiquer la bonne voie.

Les évêques doivent donc veiller sur cette doctrine « sûre et immuable » (cf. *ibid.*), et, s'il le faut, ils doivent user de leur autorité pour que soient écartées les opinions qui ne sont pas conformes à la foi authentique ou dangereuses. Cette vigilance doit particulièrement s'exercer dans les centres d'études ecclésiastiques, dans les séminaires, dans les institutions dépendant de l'Eglise, et aussi auprès des auteurs ecclésiastiques.

Les vocations

Si nous considérons vos diocèses, nous devons rendre grâce à Dieu de ce que la situation des vocations sacerdotales et religieuses y est meilleure que dans beaucoup d'autres pays, même d'Europe. Néanmoins, dans certaines régions de la Yougoslavie, on voit des signes annonciateurs d'une crise, de difficultés ou d'états d'esprit préoccupants. Vous, nos vénérables frères, qui portez une attention vigilante à cette question capitale que sont les vocations, vous unirez certainement vos efforts pour qu'il y ait toujours suffisamment d'ouvriers dans la vigne du Seigneur. Tous les membres des communautés ecclésiastiques doivent aussi être appelés à promouvoir les vocations. En parlant de ce problème, nous pensons tout de suite aux séminaires qui sont le « cœur » de chaque diocèse (cf. *Optatam*

(1) Texte latin dans *l'Osservatore Romano* des 21-22 novembre 1977. Traduction et sous-titres de la DC.

Participaient à l'audience : NN. SS. KUCHARIC (Zagreb) et SKVORK, son auxiliaire ; FRANIC (Split-Makaraska) et GUGIC, son auxiliaire ; PAVLISIC (Rijeka-Senj), BUKATKO (Belgrade), OBLAK (Zadar), POGACNIK (Ljubljana) et LENIC, son auxiliaire ; CULE (Mostar-Duvno), DRZECNIK (Maribor) et GRMIC, son auxiliaire ; NEZIC (Porec et Pula), ZVEKANOVIC (Subotica), BEZMALINOVIC (Hvar), PICHLER (Benjaluka), ZAZINOVIC (Krk), ARNERIC (Sibenik), JANEZ (Koper), PERNEK (Dubrovnik), HERBUT (Skopje-Prizren) et PRELA, son auxiliaire ; KOS (Djakovo) ; ZANIC, évêque coadjuteur de Mostar-Duvno.

(2) DC 1975, n° 1677, p. 502. (NDLR.)

(3) DC 1972, n° 1387, col. 1382. (NDLR.)

totius, 5). L'Eglise met beaucoup d'espoir en eux. Aussi un grand soin doit-il être apporté à la formation des séminaristes sur le plan spirituel, doctrinal et disciplinaire afin que ces centres de piété et d'étude répondent bien à ce que l'on attend d'eux.

Les relations évêques-prêtres

Nous approuvons et nous louons, vénérables frères, vos initiatives en vue d'apporter à vos prêtres les moyens dont ils ont besoin, notamment par des sessions de théologie, de pastorale et de spiritualité. Nous comptons beaucoup sur ces relations entre évêques et prêtres, car il est très important, en particulier aujourd'hui, que les évêques, dans un esprit paternel, fassent de leurs prêtres des amis auxquels les unissent des liens d'affection. Il doit aussi y avoir entre les uns et les autres une étroite coopération car les évêques portent avec leurs prêtres le poids du ministère.

L'insertion des religieux dans la pastorale diocésaine

Nous savons que beaucoup de religieux, en Yougoslavie, donnent le témoignage d'une vie consacrée à Dieu et participent activement à la pastorale, surtout dans certaines régions. Nous les en félicitons, mais qu'ils n'oublient pas qu'en matière de pastorale, ils doivent se soumettre aux évêques pour ce qui relève d'eux, comme l'enseigne clairement le II^e Concile du Vatican : « Tous les religieux, exempts et non exempts, sont soumis au pouvoir des ordinaires des lieux pour ce qui concerne [...] le soin des âmes, la sainte prédication à faire au peuple, l'éducation religieuse et morale des fidèles, surtout des enfants, l'enseignement catéchétique et la formation liturgique, la bonne tenue du clergé. Il en va de même pour les œuvres diverses en ce qui regarde l'exercice de l'apostolat » (*Christus Dominus*, 35, 4). Les tâches pastorales confiées à ces religieux doivent donc s'exercer en accord avec les évêques et, en même temps, elles doivent s'insérer efficacement dans la pastorale d'ensemble du diocèse ou même d'un territoire plus étendu.

L'idéologie matérialiste — La catéchèse

Autre point dont nous croyons devoir parler : dans votre pays, le matérialisme dit « scientifique » est enseigné dans les écoles, diffusé dans les publications, et, d'autre part, on sait les difficultés auxquelles se heurte l'enseignement religieux (4). Or la catéchèse, surtout celle des enfants et des jeunes, a une telle importance que rien ne peut la remplacer. Nous savons que vous vous en préoccupez attentivement, que vous

veillez à ce que les catéchistes soient bien formés et que dans leur enseignement ils tiennent compte des besoins d'aujourd'hui. Nous vous félicitons de cette attention vraiment apostolique. Sans aucun doute, vous aurez à cœur de veiller à ce que, dans cette question primordiale qu'est la catéchèse, l'intégrité de la doctrine soit toujours respectée, même dans tous les programmes et les moyens dont se sert cet enseignement. Les parents catholiques devront être invités à prendre conscience du devoir primordial qu'ils ont de transmettre à leurs enfants le don inestimable de la foi par l'éducation et l'exemple.

Une catéchèse saine et sage doit donc former des chrétiens vraiment mûrs, c'est-à-dire qui sachent faire passer le message de l'Evangile dans la pratique de la vie, quelles que soient les circonstances, bonnes ou mauvaises ; qui soient capables de témoigner courageusement de ce message devant qui que ce soit ; qui, dans l'esprit de ce message, soient prêts à dialoguer avec leurs frères professant d'autres formes de religion chrétienne ou des religions non chrétiennes, ou ceux qui, inconsciemment, cherchent Dieu dans le bien purement humain. Il faut enfin former des chrétiens qui se sentent appelés par le message de l'Evangile à coopérer sincèrement et généreusement avec tous les hommes de bonne volonté à forger une société où chacun vit dans la justice et la paix.

L'Eglise dans un pays composite

Un dernier point que nous soumettons à votre attention : l'Eglise, en Yougoslavie, vit dans une population composée de plusieurs groupes nationaux ayant des langues, des religions, des coutumes différentes. Dans ce milieu composite, chaque communauté ecclésiale — qu'elle vive dans des régions où la tradition catholique est bien enracinée depuis l'antiquité ou dans d'autres conditions — et même toute la communauté catholique de Yougoslavie doivent donner un témoignage éminent de Jésus-Christ, les évêques en premier. Ce témoignage doit manifester avant tout l'universalité et la cohésion de l'Eglise qui font son unité.

Cela a toujours été l'honneur des évêques de Yougoslavie qu'ils soient étroitement unis au Siège de Pierre et qu'ils s'efforcent de le servir avec amour et parfois avec beaucoup de courage. Nous sommes certain que demain encore cette union, qui est pour vous un héritage sacré, sera un gage de grande fécondité pour votre action apostolique.

Voilà ce que l'amour nous a inspiré de vous dire, vénérables frères. Nous le confirmons par notre bénédiction apostolique que nous sommes heureux de vous donner, à vous et à tous ceux qui vous sont confiés.

(4) Dans son discours de présentation, Mgr KUHARIC, archevêque de Zagreb, président de la Conférence épiscopale, avait dit :

[...] Le système politique, appuyé par la loi, donne une vision des choses pour presque tous les domaines de la vie : éducation, transformation du monde, destinée humaine, sans aucune perspective transcendante. Dans cette situation, l'Eglise a conscience que sa

mission est d'annoncer aux hommes qu'ils sont destinés à la vie éternelle et de donner à tous leurs actes une dimension spirituelle ; de répondre aux aspirations des hommes fondées sur la nature et la Révélation, et de les défendre ; de promouvoir la paix et la compréhension avec nos frères d'autres religions et opinions [...]. (Texte latin dans l'*Osservatore Romano* des 21-22 novembre 1977. Traduction de la DC. — NDLR.)

LA CATÉCHÈSE DES ENFANTS DES MIGRANTS

Lettre pontificale pour la « Journée du migrant »

A partir du dimanche 27 novembre, la « Journée du migrant » est célébrée dans différents pays du monde, à des dates fixées par chaque Conférence épiscopale. Dans la lettre ci-après, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, fait part au cardinal Baggio, président de la Commission pontificale pour la pastorale des migrations et du tourisme, du vœu de Paul VI que le thème de cette Journée soit celui du récent Synode des évêques : la catéchèse (1) :

MONSIEUR LE CARDINAL,

Comme les années passées, le Saint-Père tient à participer aux célébrations de la « Journée du migrant » qui, avec les encouragements de la Commission pontificale compétente, se déroulent dans les différentes régions du monde à l'initiative des Conférences épiscopales.

En ce début de l'Avent qui inaugure le cycle liturgique annuel, le Souverain Pontife est heureux de redire à tous les migrants dispersés à travers les cinq continents son souvenir spécial, plein d'affection et de sollicitude paternelles.

Cette pensée du Père commun est alimentée par la connaissance des conditions réelles dans lesquelles continuent à se dérouler les migrations qui ne cessent de révéler des carences et des déséquilibres préoccupants, dans le domaine des droits de l'homme comme dans celui d'une juste organisation des relations internationales. Les progrès accomplis constituent certes un motif de réconfort. On les souhaiterait pourtant plus étendus et davantage orientés vers un assainissement radical du phénomène migratoire, jusque dans ses sources mêmes. Cela pourrait se réaliser dans la mise en ordre de l'économie mondiale comme Sa Sainteté l'a indiqué dans sa lettre apostolique *Octogesima adveniens* (cf. AAS 63, 1971, p. 413-414). On aurait alors un cadre dans lequel la promotion du migrant se trouverait réellement ratifiée, au plan du droit véritable de l'homme, entendu dans ses fondements objectifs et dans sa portée la plus grande.

Cette sollicitude fait partie intégrante de la mission pastorale de l'Eglise (cf. instruction *De pastorali migratorum cura*, n. 1-9; exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi*, n. 30-39). Le Saint-Père a souvent insisté sur les efforts concrets à réaliser pour améliorer les conditions de vie des migrants, sans les dissocier du soutien spirituel à leur apporter. Cette année, il veut attirer l'attention sur ce dernier

aspect, et notamment sur un point qui vient de faire l'objet d'une réflexion approfondie de l'Eglise universelle, à travers les travaux du récent Synode : la catéchèse des enfants et des jeunes.

Que dire à ce sujet du monde de l'émigration ? La double préoccupation de l'Eglise, à savoir la sauvegarde de l'intégrité du message chrétien et sa transmission efficace selon les méthodes et dans les formes les plus adaptées aux capacités réceptives des destinataires, se vérifie spécialement dans la façon d'assurer la catéchèse aux migrants et de saisir certaines occasions particulières que présente l'émigration. Une série de questions, qui ne sont d'ailleurs pas simples, surgissent en effet : comment tenir compte comme il convient de la mentalité des migrants et de leurs enfants, de leur langue, de leur degré de culture, de leur niveau de formation religieuse, de leur comportement psychologique, de leur situation familiale et de leur environnement, de leur travail, de leurs temps libres, de leurs loisirs, bref de tout le contexte social et ecclésial qui est le leur ? Car le principe général, dont le Saint-Siège a demandé de s'inspirer dans la promotion des organisations pastorales pour les migrants, vaut spécialement en ce domaine de la catéchèse des jeunes : proposer des services adaptés à leur mentalité et à leur langue.

Le rôle primordial revient à la famille. Mais elle a besoin d'être aidée et soutenue, car l'instabilité des migrants désagrège souvent le groupe familial. A ce propos, le Souverain Pontife, tout en renouvelant son estime aux institutions publiques et privées qui mettent tout en œuvre pour l'unité et la prospérité de la famille affectée par l'émigration, souhaite vivement que soient abolies, ou du moins substantiellement corrigées, les mesures qui ne protègent pas suffisamment ou même contrecarrent le bien de la famille et sa mission éducative.

C'est dans cette perspective familiale que trouvent tout naturellement leur place les problèmes de la catéchèse des enfants des migrants, surtout des petits enfants. L'Eglise est profondément sensible aux drames pénibles dont ceux-ci sont souvent les premières victimes et qui tiennent à des bouleversements et des « déchirements » de fait ou même avalisés par le droit, drames qui les font passer à travers plusieurs langues, cultures, mentalités, coutumes, et les contraignent à vivre dans des milieux qui manquent du climat et des ressources indispensables à l'éducation. Les situations varient évidemment selon que les enfants demeurent au pays auprès de certains de leurs parents, ou qu'ils vivent à l'étranger les vicissitudes de la migration, sans parler de la situation des parents eux-mêmes. On ne saurait non plus passer sous silence les difficultés particulières qu'éprouvent les jeunes migrants, du fait de conditions qui rendent plus aigus le trauma-

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 26 novembre 1977. Titre de la DG.

tisme entre les générations et l'impact des idées et des mœurs nouvelles.

L'action de l'Eglise, des prêtres, des religieux et des religieuses, des catéchistes laïcs, est donc destinée à prendre de multiples dimensions, afin de réaliser une catéchèse qui soit authentique, intégrale et vraiment adaptée au monde des migrants et à ses divers aspects. C'est une tâche immense, qui comporte et exige une sérieuse préparation. Il tient particulièrement à cœur au Souverain Pontife que les prêtres missionnaires s'efforcent d'accomplir toujours mieux leurs obligations catéchétiques, dans le contexte d'ensemble de leur mission sacerdotale : sans oublier les valeurs humaines et sociales, ils doivent donner une priorité indiscutable au spirituel, à la catéchèse et à la prédication, à la vie liturgique, à l'administration des sacrements. Mais le Saint-Père veut aussi exprimer sa paternelle estime pour les diverses initiatives que, au plan scolaire et éducatif, le zèle des évêques et des missionnaires a progressivement mises en œuvre avec un esprit

créatif ; il pense notamment aux initiatives scolaires conçues et réalisées de manière à assurer la formation pédagogique et scientifique des enfants de migrants, en tenant compte de leurs projets d'avenir, soit qu'ils s'établissent définitivement dans le pays d'immigration, soit que l'on prévoit leur retour dans leur pays d'origine. Bien volontiers, le Souverain Pontife bénit ces institutions et il forme le vœu que les autorités publiques en comprennent les intentions et les finalités, et leur apportent une aide adéquate.

Enfin, dans le souvenir de nombreux messages que les migrants du monde entier lui ont adressés, à l'occasion de son 80^e anniversaire, le Saint-Père, très ému de cette manifestation d'affection filiale, adresse à tous ses vifs remerciements et les accompagne de sa bénédiction apostolique.

Heureux de vous transmettre ce message, je vous prie d'agréer, Monsieur le Cardinal, l'assurance de mes sentiments fraternellement dévoués dans le Christ.

† J. cardinal VILLOT.

UNE EUROPE UNIE SANS LE CHRISTIANISME ?

La Fédération internationale des hommes catholiques, « Unum omnes », a tenu sa III^e Rencontre européenne du 28 au 30 octobre à Munich sur le thème : « Une Europe unie sans le christianisme ? ». Au nom de Paul VI, le cardinal VILLOT, secrétaire d'Etat, a adressé le message ci-après à M. Ferd Niehaus, président de la Fédération (1) :

MONSIEUR LE PRESIDENT,

La Fédération internationale des hommes catholiques a choisi comme thème de sa III^e Rencontre européenne, qui se tiendra à Munich à la fin de ce mois, celui de la responsabilité des chrétiens face à la construction de l'Europe.

Au nom de Sa Sainteté le Pape Paul VI, je suis heureux de vous exprimer la satisfaction du Saint-Siège devant le sujet choisi pour cette réunion. Il est bon, en effet, que votre Fédération étudie, à côté des problèmes nationaux ou mondiaux, ceux qui se posent à la conscience chrétienne à l'échelon régional, là où se mettent en place des structures dont l'importance est grande pour la construction de la communauté internationale comme pour la compréhension des problèmes locaux.

Notre société se caractérise aujourd'hui par la multiplication des liens de toutes sortes qui unissent les personnes, les communautés et les nations entre elles.

Comment les chrétiens pourraient-ils être absents des recherches pour promouvoir la coopération et l'unité entre les peuples ? Ils trouvent, au contraire, dans leur foi la justification la plus profonde de leur engagement en ce domaine, puisque Dieu ■ voulu que les hommes forment une seule famille et se considèrent comme des frères.

Certes, le rôle spécifique d'une association chrétienne n'est pas de prendre parti en tant que telle

sur les formes juridico-politiques à adopter concrètement, mais elle ■ le droit et le devoir de mettre en évidence les principes sur lesquels elles doivent s'appuyer : égalité fondamentale de tous les hommes et valeur de la personne humaine. Elle doit aussi aider ses membres à dépasser une éthique individualiste pour assumer leurs responsabilités dans la cité et y favoriser l'ouverture aux valeurs spirituelles et au message du Christ.

Ce devoir de tout chrétien a, pour ceux des pays européens, une cohérence profonde avec l'histoire multiséculaire de l'Europe elle-même, qui a déjà connu dans son passé une conscience commune et une unité imprégnées de valeurs chrétiennes, valeurs qu'il faut conserver et approfondir pour qu'elles inspirent encore son évolution actuelle. Comment ne pas relever, en effet, le rôle que pourraient jouer les chrétiens au sein de l'Europe, contribuant ainsi à diffuser toujours davantage dans la communauté internationale le sens de la solidarité ? Une telle perspective exclut — est-il besoin de le dire ? — le repli sur soi ainsi que toute recherche de domination culturelle ou économique, mais implique au contraire compréhension et accueil des valeurs dont les autres peuples sont porteurs.

Conçue de cette manière, la présence chrétienne au processus historique, qui conduit aujourd'hui à une coopération accrue entre les peuples, sera un élément de progrès, à condition qu'elle se laisse guider par la lumière du magistère de l'Eglise, qu'elle soit attentive à la volonté du Seigneur et sache s'appuyer sur la prière.

C'est dans cette espérance que le Saint-Père ■ accueilli l'annonce de la Rencontre de Munich et qu'il accorde de grand cœur à tous ses participants, dont il recommande les travaux au Seigneur, la bénédiction apostolique.

Heureux de vous transmettre ce message, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, avec mes souhaits les meilleurs pour le succès de cette réunion, l'assurance de mon fidèle dévouement.

Jean, card. VILLOT.

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* des 31 octobre-1^{er} novembre 1977. Titre de la DG.

Questions actuelles

ACCUEILLIR LE CHRIST, C'EST S'OUVRIRE AU MONDE

Déclaration d'évêques français (Noël 1977) (1)

C'est Noël ! Christ est au milieu des hommes, à jamais. Les hommes sont bel et bien aimés de Dieu. A tous, un frère est donné. Un monde commence, bouleversant. Chrétiens, croyant cela, si nous n'aimons pas « en acte et véritablement » (Jn 1^{er} ép. 3, 18), nous sommes des gens « incroyables ».

Le pauvre Lazare est à notre porte

Noël, fête de l'amour et de la joie ! Il nous vient à l'esprit d'inviter un voisin, un isolé, un étranger. Table ouverte. Geste de tendresse. Joie du repas partagé. Cadeau choisi, parmi tant d'autres, pour le plaisir de l'enfant, des parents ou des amis. Le cœur imagine tant de gestes charmants !

En même temps, nous vivons dans un peuple — et nous en sommes, de ce peuple ! — qui partage mal avec les peuples du monde. La crise, c'est l'excuse pour la main qui a tant de peine à s'ouvrir. Après la crise, on verra. Pour l'instant, on n'a pas de trop pour vivre.

Rapports et statistiques, récits et reportages font savoir l'état de ce monde : un monde en mauvais état. Dans notre propre pays et bien d'autres, on vit. Mais que dire du chômage et de sa gravité ? Ailleurs, on survit, à peine et avec peine. Des chiffres sur les ressources mal réparties, sur le gaspillage des matières premières ou la destruction de la nature, des recensements de populations au sort inégal, nous en lisons et entendons. Habitues que nous sommes, nous tournons la page de notre journal ou fermons notre poste.

Lazare — ce pauvre dont parle l'Évangile — est multitude. Et il est à notre porte. Il aimerait bien prendre part au banquet. Il a le sentiment d'y avoir droit. Assis à la même table de famille et pas pour des miettes. Pour y manger et pour y dire son mot. Pas comme un enfant que l'on fait taire, mais comme un égal qui a quelque idée sur la manière de partager les nourritures terrestres, produits, biens, techniques et pouvoirs.

Il faudra lui faire de la place, se gêner, se pousser un peu, modifier le rythme ou le langage de la conversation, bref, changer. On parle partout de changement. La société, la vie, les rela-

tions, le travail et les loisirs, il est question de tout changer. Tout, sauf nos habitudes, notre style de vie et nos propres satisfactions. Pays riches, nous voici devenus propriétaires de nos avantages et peu disposés à les mettre en question.

Dans l'aisance, nous oublions ceux qui ont été exploités pour une croissance poussée à son degré maximum. Ceux de chez nous et ceux d'ailleurs venus chez nous. Des étrangers, en notre pays, ont construit des routes, des maisons, des hôpitaux, des villes. Un travail leur a permis de vivre — mais à quel prix souvent ! Mal aimés par nous, ils repartent chez eux avec quelques milliers de francs pour pécule. Et l'incertitude demeure, au bout du voyage. Ils retrouvent leur peuple, mais dans un pays encore soumis aux contraintes économiques des pays les plus forts.

Tous ont le droit d'être accueillis à la table de l'humanité

Habitues à une relative abondance, nous craignons le temps de la frugalité. Pourtant, ce temps-là — le dit-on clairement ? — est déjà arrivé, au moins pour certains : les exclus du travail et de la croissance. La vie ne reviendra pas « comme avant ». Nous pressentons que les choses ne vont pas facilement s'arranger. Le travail et les emplois productifs seront autrement répartis, de par le monde. Les matières premières continueront de coûter plus cher : ce sera justice pour des pays qui n'ont pas d'autres richesses. Mais tout cela n'ira pas sans modifications coûteuses pour nous. Il n'est plus possible de continuer à vivre comme si nos pays industrialisés devaient être toujours les bénéficiaires privilégiés des richesses présentes et à venir.

Un renversement est en train de s'opérer. Les peuples des mondes en développement inventent des moyens de se faire entendre et respecter. Ils prennent l'initiative. Ils manifestent leur existence, encore faiblement. En entendant leurs cris et leurs chants d'espoir, nos peuples prennent peur. Ils se replient sur eux-mêmes et se protègent. Vaine tentative pour oublier les pauvres qui frappent à la porte ! Tous ont le droit d'être accueillis à la table de l'humanité sans être contraints de forcer la porte.

(1) Texte original. Sous-titres de la DC.

Noël, c'est Jésus au milieu des bergers. Conditions précaires que celles de Jésus naissant ! La pauvreté des lieux n'est qu'un signe. Le Christ ne retient pas jalousement le rang qui l'égale à Dieu. Il n'a que faire du prestige et de l'honneur. Son autorité ne sera pas pesante. Il ne brisera pas. Il ne dominera pas. Là où les hommes ne pensent qu'à prendre et à retenir le pouvoir entre leurs mains, Jésus montre que la puissance est vaine si elle n'est pas appliquée à faire surgir des hommes et des solidarités. On le voit bien dès son commencement sur terre, Jésus introduit une dynamique nouvelle dans les relations entre les hommes, les groupes sociaux et les nations.

Un partage qui appellera à des renoncements profonds

Cette dynamique est une invitation à comprendre l'enjeu de rencontres internationales où il est question du dialogue entre pays du Nord et du Sud, d'échanges commerciaux et culturels entre nations. On y discute de l'utilisation des fonds marins, du prix des matières premières, de la participation aux décisions d'institutions financières et de bien d'autres sujets. Toutes choses qui semblent loin de nos préoccupations et soucis quotidiens. Pourtant, regardons-y de près, c'est l'avenir, pour nous et pour des centaines de millions d'hommes, qui se dessine et se décide là.

Souvent, les représentants des pays industrialisés entendent peu ou mal les requêtes des pays plus démunis ou répondent sans élan. Ils sont sourds. Ils sont à notre image. Notre opinion pèse sur eux. Ce qui nous manque, comme à eux, plus encore que l'élan du cœur, c'est la volonté commune de donner suite à des décisions réitérées mais sans lendemain.

Pour être à la hauteur du nouveau cours des choses qui s'impose peu à peu, il nous faut aller, entre nations, jusqu'à une nouvelle répartition des pouvoirs et des biens, des matières pre-

mières et des emplois, des idées et des projets. Embarqués sur l'unique et même navire qu'est la terre des hommes, « un tel partage viendra bousculer nos modes de vie et appellera des renoncements profonds » (Mgr Etchegaray, Assemblée plénière de l'épiscopat de 1977).

Au seuil d'une année au cours de laquelle se dérouleront les élections législatives en France et des élections au Parlement européen, voilà bien des questions à soumettre aux candidats, femmes et hommes, désireux de prendre des responsabilités dans nos pays d'Europe. Leur attention sera à la mesure de la nôtre.

La responsabilité de l'avenir du monde s'enracine dans notre manière de vivre avec nos prochains et de nous intéresser aux « habitants du bout du monde » (Ps 64).

14 décembre 1977.

Cinq évêques ont signé cet appel et le proposent à l'attention de tous en raison de leurs responsabilités particulières au sein de la Conférence épiscopale :

Mgr COLLINI,
archevêque-coadjuteur de Toulouse,
président de la Commission épiscopale
des missions à l'extérieur.

Mgr FAUCHET,
évêque de Troyes,
président de la Commission sociale.

Mgr SAINT-GAUDENS,
évêque d'Agen,
président de la Commission
des migrations.

Mgr BARDONNE,
évêque de Châlons,
président du Comité épiscopal
France-Amérique latine.

Mgr MÉNAGER,
archevêque de Reims,
président de la Commission française
Justice et Paix.

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

(12-14 décembre 1977) (1)

Les 12, 13 et 14 décembre, le Conseil permanent s'est réuni à Paris avec les présidents des commissions et du bureau d'études doctrinales, sous la présidence de Mgr Etchegaray. Tous les membres étaient là, à l'exception de NN. SS. Bernard et Le Bourgeois.

Mgr ETCHEGARAY a ouvert les travaux.

Un mois après l'Assemblée plénière, « il faut reprendre les chantiers ouverts à Lourdes pour les mener à bout ».

Mgr Etchegaray, qui participait comme président au Conseil des Conférences épiscopales européennes, un mois après le Synode, a souligné que les autres pays manifestent un intérêt

constant au catholicisme français. « Cela nous provoque à une responsabilité de plus en plus solidaire des autres épiscopats. »

Mgr Etchegaray a évoqué les visites « ad limina ». A l'occasion de la dernière, faite par les évêques de l'Est, le Pape a prononcé — le 5 décembre — un discours particulièrement important (2). Paul VI, qui se présente comme « un frère aîné qui réfléchit avec ses frères »,

(1) Texte publié par le Secrétariat national de l'opinion publique (SNOP).

(2) DC 1977, n° 1732, p. 1051 et s. (NDLR.)

a récapitulé en des traits vigoureux ce qu'il avait déjà confié tout au long des visites. « Si le Pape se montre à bon droit exigeant, c'est qu'il attend beaucoup des catholiques français », a dit Mgr Etchegaray. Il faut lire ce discours d'un bout à l'autre. Il a pour nous tous valeur d'une chartre. Nous adhérons pleinement à ce lucide diagnostic, à ce chaleureux appel à « approfondir et à équilibrer le rapport action-contemplation », selon l'expression même du Pape qui ajoute aussitôt : « Cette conviction personnelle ne rejoint-elle pas celle de votre dernière Assemblée de Lourdes ? » Mgr Etchegaray a rappelé enfin la prière finale de Paul VI pour qu'elle devienne celle de toute l'Eglise en France : « Nous prions Dieu et la Vierge Marie de donner aux chrétiens de France et à leurs pasteurs le calme et la vigueur, le discernement et la persévérance nécessaires aux ouvriers de l'Evangile. »

LA SECURITE SOCIALE

Le point a été fait sur les événements survenus depuis Lourdes.

1. Des informations techniques ont été fournies au rapporteur de la loi, ainsi qu'à M. Foyer, avant la discussion à l'Assemblée nationale.

2. Le 6 décembre, le projet de loi a été voté à l'Assemblée nationale, intégrant un amendement de M. Foyer. A ce sujet, une réponse a été donnée au journal *la Croix* par le Secrétariat national de l'Opinion publique (11-12 décembre 1977), rappelant la position de l'Episcopat et des responsables du Comité permanent des religieux et de l'Union des supérieures majeures, relativement à leur vœu unanime que soient évitées les formules catégorielles et que soit recherchée une unité (3).

**

Le Conseil permanent a rappelé quelques convictions :

— Evêques, supérieurs majeurs des religieux, supérieures majeures des religieuses se sont efforcés de faire partager par tous les mêmes droits et les mêmes obligations, sans un éclatement qui ferait obstacle à la mutuelle et nécessaire solidarité. Cette préoccupation fondamentale demeure.

(3) Voici le texte de cette réponse :

L'Eglise catholique, pour sa part (l'Episcopat, les responsables du Comité permanent des religieux et de l'Union des supérieures majeures), a souhaité à la fois le respect des obligations spécifiques aux prêtres, aux religieux et aux religieuses et leur large participation aux exigences de la solidarité nationale.

Mgr Vilnet, qui suit cette question au nom de l'Assemblée plénière de l'Episcopat, rappelle que tous ces responsables avaient émis le vœu unanime que soient évitées les formules catégorielles et que soit recherchée une solution cohérente. En conséquence, contrairement à certaines opinions qui ont été publiées et qui sont attribuées aux responsables de l'Eglise, ceux-ci ne se reconnaissent pas dans les propositions d'institution d'un « régime optionnel » au bénéfice de certaines congrégations. (NDLR.)

— Il appartient à l'Eglise de réaliser une solidarité interne entre ses membres pour venir en aide aux congrégations surchargées de cotisations, en raison de la jeunesse de leurs sujets ou de la modicité de leurs ressources. Les mécanismes de cette péréquation interne sont déjà en place et un aide massive a déjà été accordée à ces instituts et congrégations pour leur permettre de s'acquitter de leurs cotisations statutaires.

CATECHESE

A Lourdes, cette année, plusieurs orientations ont été adoptées (4). Elles concernent :

1. Les rythmes scolaires

Du fait des rythmes et des programmes, le temps disponible pour la catéchèse se réduit dangereusement. Les valeurs spirituelles auront-elles encore une place dans la société qui s'édifie ? Le Conseil permanent juge la situation comme préoccupante.

2. Le texte de référence exprimant pour les adultes l'essentiel de la foi

Les échos recueillis depuis l'Assemblée de Lourdes ont révélé que de nombreux chrétiens ont accueilli très favorablement l'annonce de cette publication et en attendent beaucoup pour affermir leur foi aujourd'hui.

La Commission épiscopale de l'enseignement religieux et le Bureau d'études doctrinales seront conjointement maîtres d'œuvre de la réalisation de ce texte.

Pour sa part, la Commission épiscopale de l'enseignement religieux a désigné NN. SS. Motte et Quélen pour suivre particulièrement ce travail.

On recherchera les moyens pour que l'ensemble des évêques aient la possibilité d'y participer. Ce texte — qui bénéficiera de l'apport de nombreux documents — ne se présentera pas comme une nomenclature des vérités à croire, mais il sera avant tout « profession de foi » ; il devra réaffirmer particulièrement les points fondamentaux de la foi, et parmi eux ceux qui sont plus contestés aujourd'hui : divinité de Jésus-Christ, sa résurrection...

Les évêques reconnaissent les difficultés de l'entreprise ; mais dire la foi aujourd'hui leur apparaît comme une tâche essentielle pour eux.

3. La catéchèse de l'enfance

Les évêques ont adopté deux décisions relativement à :

— Un texte de référence ;

— Un recueil des documents privilégiés pour la foi de l'enfant.

Au sein de la Commission épiscopale de l'enseignement religieux, Mgr Georges Gilson, évêque auxiliaire de Paris, est chargé de promouvoir et de suivre ces travaux.

(4) Cf. DC 1977, n° 1730, p. 985. (NDLR.)

Il reste à constituer l'équipe qui réalisera le travail, en collaboration avec la Commission épiscopale et les catéchistes qui œuvrent sur le terrain, particulièrement les directions diocésaines de l'enseignement religieux.

Une quantité de documents existent déjà ; on dispose d'un matériau important ; mais l'entreprise de conception de mise en œuvre et de rédaction est difficile.

De plus, son aboutissement dans des délais suffisamment courts suppose un investissement assez lourd en temps consacré à cette tâche, en personnes et en finances, et exige une entraide entre diocèses. Mais, comme l'a affirmé Mgr Orchampt :

« Nos décisions nous engagent et nous devons faire face, sachant que, de ces semailles, surgira la moisson. »

ACTION CATHOLIQUE

A Lourdes, la Conférence épiscopale a adopté des « recommandations » aux évêques qui accompagnent les mouvements de jeunes. Depuis la fin de l'Assemblée plénière, ces évêques ont déjà eu l'occasion de rencontrer les responsables des mouvements et de réfléchir avec eux à ce sujet.

EVALUATION DE L'ASSEMBLEE PLENIERE DE LOURDES

Depuis la fin de l'Assemblée, les évêques ont été invités à faire connaître, s'ils le désiraient, leurs remarques et suggestions sur son déroulement.

Une analyse des réponses reçues et l'échange au Conseil permanent ont fait apparaître quelques points assez largement partagés :

1. Qualité de l'atmosphère fraternelle et du climat général.

2. La méthode de travail adoptée pendant les assemblées et entre elles doit favoriser davantage le travail en région ; les questions y seraient préparées avant l'Assemblée. Au cours de l'Assemblée, des carrefours plus nombreux permettraient une plus réelle expression des régions ou des commissions.

ERRATA

Dans l'intervention du cardinal Willebrands au Synode, publiée dans notre numéro du 6 novembre 1977, p. 924, la 6^e ligne du 2^e paragraphe, « grande influence également dans les Eglises locales », doit devenir la 3^e ligne du 4^e paragraphe, où l'on doit donc lire : « Le mouvement œcuménique, en même temps que les mouvements biblique et liturgique, exerce une grande influence également dans les Eglises locales pour rénover la vie chrétienne et ecclésiale... »



Dans le numéro du 4 décembre 1977, n° 1028, col. 1, ligne 2 du chapeau, il faut lire : « Quito (Equateur) », et non Pérou.

ORDONNANCE DE PROMULGATION PAR L'EPISCOPAT FRANÇAIS DES RITUELS DE LA CONFIRMATION, DE L'ONCTION DES MALADES, DU BAPTEME DES ENFANTS EN AGE DE SCOLARITE

Les évêques de France réunis à Lourdes en Assemblée plénière ont décidé de rendre obligatoire, à partir du 1^{er} janvier 1978, l'usage des nouveaux rituels suivants :

- La confirmation (1) ;
- L'onction des malades (2) (« sacrements pour les malades ») ;
- Le baptême des enfants en âge de scolarité (3) (dans l'enseignement primaire).

Les prêtres porteront une attention particulière à approfondir le sens pastoral et spirituel de ces nouveaux textes et des introductions qui les précèdent.

Lourdes, le 11 novembre 1977.

(Texte publié dans le Bulletin officiel de la Conférence épiscopale française, 20 décembre 1977.)

Approuvé par la Congrégation pour les Sacrements et le Culte divin.

- (1) Le 3 mars 1976.
- (2) Le 10 novembre 1976.
- (3) Le 18 janvier 1977.

NOUVEAU

Dans la série
« **LES GRANDS TEXTES** »
N° 19 - 112 pages

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

A la suite du Synode des évêques
LE MESSAGE
AU PEUPLE DE DIEU
SUR LA CATÉCHÈSE

Prix des 50 exemplaires, port compris : 35 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 50 F
Le cent suivant, port compris : 45 F

Une réimpression actualisée
(112 pages, même prix) :

Pourquoi un chrétien
ne peut accepter l'avortement

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08
Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

LES INTERVENTIONS DE LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE DANS LE PROBLÈME SCOLAIRE EN FRANCE (*)

Article de Mgr Matagrín

A la demande du Figaro, Mgr Matagrín, évêque de Grenoble, a rédigé un article au sujet de déclarations sur le problème scolaire faites par M. François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, lors du forum de la revue Brèche (24 novembre 1977) et dans une interview publiée dans la Croix (29 novembre 1977). Cet article a paru dans le Figaro des 3-4 décembre 1977 mais, faute de place, un certain nombre de coupures y avaient été opérées. Voici le texte intégral de cet article, tel qu'il a paru dans l'Eglise de Grenoble (7 décembre 1977) :

Je tiens à le préciser d'emblée, je réponds ici à titre purement personnel (1) à la demande qui m'a été adressée d'exprimer mes réactions devant certains propos tenus récemment par le premier secrétaire du Parti socialiste. Je n'entends pas aborder ici le fond du problème scolaire (2) ni les rapports entre l'Eglise catholique et le socialisme (3) ce qui exigerait d'amples développements. J'aurai sans doute l'occasion de le faire un jour ou l'autre, d'une manière ou d'une autre.

Je me contenterai ici, dans l'esprit de dialogue souhaité par M. François Mitterrand, d'exprimer trois interrogations sur un point précis : les interventions de la hiérarchie catholique.

1. Lorsque je lis dans le *Monde* du 26 novembre 1977 : « La hiérarchie catholique intervient toujours dans la dernière semaine qui précède les consultations électorales. Au moment où il le faut, elle laisse percer l'oreille et ce n'est pas en notre faveur. » Je suppose que les paroles attribuées à M. Mitterrand sont effectivement celles qu'il a prononcées : je n'en ai vu aucun démenti. Je m'interroge sérieusement. Depuis que je suis évêque en 1965, je n'ai aucun souvenir d'une seule déclaration commune de la hiérarchie catholique en France, c'est-à-dire de l'Episcopat français, à la veille d'élections municipales, législatives ou présidentielles. Il y a certes eu quelques interventions, légitimes, d'évêques dans leur propre diocèse

compte tenu d'une situation locale. Il est vrai que l'on se trouve toujours entre deux élections, mais les trois déclarations du Conseil permanent de l'Episcopat français, auquel je participe, ont été dictées par des faits précis (le 10 avril 1974 à propos des conclusions du Congrès de la Fédération de l'Enseignement privé CFDT tenu à Lorient du 25 au 28 mars 1974 ; le 8 décembre 1976, devant les questions posées au sujet de l'avenir de l'enseignement catholique dans la conjoncture politique actuelle et le 15 juin 1977 après la formulation des projets de nationalisation concernant les établissements privés recevant des fonds publics) (*). En toutes ces circonstances, le Conseil permanent s'est référé au texte voté par l'Assemblée plénière de Lourdes 1969 pour appliquer à la France le décret conciliaire sur l'éducation chrétienne (4).

Le premier de ces textes est consacré à l'éducation de la foi. Il constate en particulier la gravité des problèmes scolaires dans la mutation culturelle en cours et souligne l'importance prioritaire des tâches d'enseignement.

Le second texte est une communication relative à l'Enseignement public, on peut y lire : « Il serait insuffisant de dire notre respect à ceux qui travaillent dans cet immense secteur de l'Education nationale. C'est l'école publique elle-même qui a droit à l'estime des catholiques et de leurs pasteurs. »

Le troisième texte est une communication relative à l'Enseignement catholique. Après avoir observé que « dans le contexte pluraliste de ce pays, les droits fondamentaux (des personnes et des familles) ne sont pleinement respectés que par la reconnaissance effective d'une liberté d'enseignement », les évêques de France précisent le sens à donner à l'expression « caractère propre de l'enseignement catholique » et lui reconnaissent une véritable autonomie au sein de la communauté ecclésiale parce que précisément il s'inscrit dans la nation, où il n'est pas question qu'il se refuse à une coordination des deux enseignements ni même à une planification concertée.

Cette déclaration se voulait avant tout pastorale. Dans sa logique même, elle reconnaît que le choix entre l'une ou l'autre école (publique ou catholique) fait en conscience, est légitime et respectable. Les évêques de France insistent sur leur responsabilité spirituelle à l'égard de tous les élèves et de tous les maîtres catholiques des deux écoles.

Dans l'une de ces interventions où il se réfère à ce document fondamental, le Conseil per-

(1) Je regrette que le *Figaro* ait titré « Le vice-président de la Conférence épiscopale », alors que je n'engageais que moi seul.

(2) Lire l'article remarquable de René Rémond « La querelle de l'école » dans *Projet* de novembre 1977 et la chronique d'Etienne Borne dans la *Croix* des 1^{er} et 2 décembre 1977 (« Les fantômes sont fatigués »).

(3) J'ai déjà écrit ou participé à la rédaction de plusieurs articles dans *Economie et Humanisme* et dans la *Chronique sociale de France*. Ils demanderaient à être actualisés en fonction de l'évolution du PS et du contexte actuel.

(*) DC 1974, n° 1653, p. 433 ; 1977, n° 1711, p. 32 ; n° 1723, p. 612. (NDLR.)

(4) Cf. *Eglise de Grenoble* du 11 décembre 1969 (DC 1969, n° 1552, p. 1073. — NDLR.)

manent a tenu à préciser que de nombreux enseignants et parents d'élèves ont librement choisi l'école catholique... quelle que soit leur appartenance sociale ou politique.

2. Est-il vraiment exact que les catholiques se contentent de suivre l'évolution de leur temps ?

Les évêques français ont bien conscience de la lenteur de l'évolution des mentalités et des comportements du peuple français à majorité catholique. Il est certain que, parmi les catholiques, des notables conservateurs ont essayé de se servir de l'école catholique ou de la question scolaire pour défendre une conception de la société qui ne fait pas droit à la légitime promotion de tous les citoyens et de tous les travailleurs dans la nation et à la promotion des jeunes nations dans la communauté mondiale. Mais l'action du catholicisme social, des mouvements apostoliques, spécialement des Mouvements d'Action catholique, des interventions des évêques et des prêtres, n'ont-elles pas joué un rôle important et peut-être décisif dans l'évolution de la société française vers plus de solidarité, de justice et de liberté ? C'est un fait que les militants et les pratiquants réguliers se révèlent plus sensibles aux retentissements de la foi dans la vie quotidienne que les pratiquants occasionnels.

En 1972, dans la déclaration « pour une pratique chrétienne de la politique », l'Episcopat français a énuméré un certain nombre de problèmes urgents (5). Je me borne ici à en relever quelques-uns : l'exploitation des travailleurs immigrés, le pillage du tiers monde, le cycle déshumanisant consommation-production, la finalisation de l'économie par le profit ou par la volonté d'oligarchies et de nations, la dépossession des responsabilités entraînées par le salariat, la disproportion entre les dépenses d'armement face au financement des organismes internationaux de lutte contre la misère. Si la liberté d'enseignement ne figurait pas dans cette énumération, c'est quelle paraissait assurée dans le climat de paix scolaire qui régnait alors. Depuis, des déclarations fermes de diverses instances officielles de l'Episcopat français sur la spéculation foncière, sur la mise en question des modèles de croissance, sur la course aux armements, sur la vente d'armes, sur la situation des travailleurs immigrés ont fait classer l'Episcopat à gauche par une fraction de l'opinion publique alors que ces interventions, dont nous ne nions pas l'impact politique, se voulaient avant tout l'écho de l'Evangile dans la vie politique de notre temps. Il faut reconnaître que les mêmes qui ont ainsi reçu les déclarations de l'épiscopat n'ont pas véritablement saisi la portée de la déclaration du Conseil permanent sur « le marxisme, l'homme et la foi » et que d'autre part un certain nombre d'interventions sur la contraception ou l'avortement sont apparues à beaucoup comme retardataires alors que peut-être elles sont tout simplement prophé-

tiques. N'y a-t-il pas à l'heure actuelle une prise de conscience du nécessaire respect de la nature, des équilibres biologiques, des rythmes biologiques ? Pourquoi la nature humaine serait-elle la seule à faire exception à ce nécessaire respect de ses rythmes et de ses équilibres ?

Certaines prises de position officielles de l'Eglise n'ont-elles pas précédé des prises de conscience de l'ensemble de la nation, par exemple, en ce qui concerne la décolonisation, le droit de l'indépendance des pays colonisés ? Tout récemment, lors de la dernière Assemblée plénière de l'Episcopat à Lourdes, Mgr Etchegaray a eu le rare courage d'affirmer qu'il ne suffit pas de prôner la solidarité avec les pays les plus défavorisés du monde, ceux qui ne disposent ni de pétrole ni de matières premières, sans accepter d'en payer le prix : un nouveau partage des ressources, du travail et des responsabilités, la modération dans l'usage des biens, l'acceptation d'un ralentissement de l'élévation de notre niveau de vie.

3. L'affirmation de la légitimité du pluralisme des opinions en matière politique pour les catholiques telle qu'elle a été formulée par l'Episcopat, dans la ligne du Concile, a-t-elle été vraiment comprise ?

Reconnaître la légitimité du pluralisme ne signifie aucunement prôner le neutralisme ou l'indifférentisme. L'Episcopat français, avec Paul VI dans sa lettre au cardinal Roy, récuse la possibilité pour des chrétiens, sans trahir leur foi, de soutenir des options qui acceptent, prônent, engendrent ou consolident ce que la Révélation tout comme la conscience humaine réprouvent ». Certains, en lisant ces propos dans le discours d'introduction de Mgr Etchegaray à l'Assemblée de Lourdes, ont cru y voir un point tout à fait nouveau dans l'enseignement de l'Episcopat français. Ils ne se sont pas rendu compte que le président de la Conférence épiscopale se référait explicitement à ce qui avait été dit en 1972. Pratiquement, si l'on se réfère à la lettre au cardinal Roy, il s'agit en particulier des idéologies marxistes et libérales dont les faiblesses sont mieux perçues à travers les systèmes concrets où elles essaient de se réaliser : socialisme bureaucratique, capitalisme technocratique, démocratie autoritaire (6). En positif, l'Episcopat français rappelle la nécessaire fidélité aux exigences éthiques fermement tracées par la Bible : « Le respect des pauvres, la défense des faibles, la protection des étrangers, la suspicion à l'égard de la richesse, la condamnation de la domination exercée par l'argent, l'impératif primordial de la responsabilité personnelle, l'exercice de toute autorité comme un service, le renversement des pouvoirs totalitaires. » Ceci dit, la vigueur mobilisatrice de l'Evangile peut s'exprimer à travers des choix politiques différents. Le pluralisme est légitimé d'une part, au nom de la nature propre de l'Evangile qui implique une vision globale de l'homme et de la société liée à l'Evangile mais d'où ne découle

(5) *Pour une pratique chrétienne de la politique*, Ed. du Centurion, p. 20 (DC 1972, n° 1620, p. 1011 et s. — NDLR).

(6) Lettre au cardinal Roy, n° 26 et n° 37. (DC 1971, n° 1587, p. 507 et 509. — NDLR.)

aucun projet politique particulier, et d'autre part au nom de l'approche humaine de la vérité. L'Episcopat français reconnaissait ainsi pour la première fois aux catholiques la liberté de faire une option socialiste, avec l'esprit critique requis à son égard comme à celui de toutes les autres options politiques. Mais il se refusait à céder à certains groupes de pression qui auraient voulu l'entraîner à affirmer que seule l'option socialiste est compatible avec l'Evangile et avec la conception de l'homme qu'il implique au nom d'une priorité donnée aux pauvres envisagée exclusivement à travers la notion marxiste de prolétaires. Des chrétiens se référant à l'Evangile et à la conception de l'homme, de la société et de l'histoire qu'il implique peuvent légitimement opérer d'autres choix politiques, étant donné que dans l'action politique tous sont renvoyés à des analyses rationnelles qui demeurent toujours relatives, avec des risques d'erreur venant de la complexité des problèmes, des déficiences possibles des méthodes et du caractère discutable des idéologies (7). Ne pas admettre le pluralisme politique, c'est absolutiser sa propre analyse et sa propre pratique. C'est ouvrir la voie à l'intolérance et au manichéisme dont nous souffrons tant à l'heure actuelle et qui n'est pas seulement une conséquence de la bipolarisation de la vie politique française.

**

En conclusion, quand on regarde au-delà de l'hexagone, force est bien de constater qu'une fraction importante de l'humanité ne jouit pas de la liberté d'expression en matière philosophique, religieuse ou politique, là où se sont instaurés des régimes communistes totalitaires, et qu'ailleurs les libertés sont menacées par des régimes autoritaires sinon dictatoriaux. En fait diminue sur la planète le nombre des véritables démocraties, d'inspiration plus ou moins libérale ou plus ou moins socialiste, s'efforçant de respecter les droits de l'homme et les libertés, même si ce n'est pas encore suffisamment inscrit dans les structures et dans les faits.

Peut-on rester crispé, de part et d'autre, sur des conflits hérités du passé, quand on songe aux défis auxquels l'humanité doit faire face en cette fin du XX^e siècle et qu'il faut aider les générations montantes à analyser avec lucidité, elles qui y sont plus spontanément sensibles que celles qui les ont précédées : le défi de la paix et de la guerre, le défi de la faim et de la promotion des nations les plus défavorisées de la planète, le défi de l'énergie nucléaire, militaire et même civile, celui de la vie partout menacée (violence, prise d'otage, terrorisme, torture, avortement), celui des rythmes et des équilibres biologiques de la nature et celui de la pollution, celui enfin du recul des démocraties dans le monde et de la sauvegarde réelle de la liberté et des libertés.

Le 2 décembre 1977.

† GABRIEL MATAGRIN,
évêque de Grenoble.

UNE LIBERTÉ QUI NE VEUT PAS MOURIR

Allocution du cardinal Gouyon

Inaugurant, le 19 mars 1977, les nouvelles classes de l'école Saint-Joseph, à Chantepie (près de Rennes), construites avec l'apport de 6 000 heures de travail bénévole, le cardinal Gouyon, archevêque de Rennes, a prononcé l'allocution ci-après, qui a eu un large écho dans la presse (1) :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
CHERS PARENTS,

C'est avec un empressement bien naturel que j'ai répondu à l'invitation que vous m'avez adressée de venir à Chantepie pour bénir les trois nouvelles classes de l'école Saint-Joseph.

Comment, en effet, aurais-je pu rester insensible à l'effort que vous avez fourni pour édifier cette construction très réussie ? Car ces salles sont vôtres. Non seulement parce que vous les avez voulues, parce que vous avez pris part à leur financement, mais plus encore — et le fait mérite d'être souligné avec force — parce que, depuis trois ans, sacrifiant leur après-midi de samedi au point de totaliser 6 000 heures de travail bénévole, 90 familles ont bâti de leurs propres mains ces salles spacieuses, claires et agréables. Honneur et gratitude à vous tous et à votre ardent maître d'œuvre, l'abbé Maurice Gaudin, ancien directeur de cette école. On aurait presque envie de crier aujourd'hui : « Qui dit mieux ? »

Cet effort, vous l'avez joyeusement consenti parce que vous souhaitez que vos enfants trouvent dans l'école non pas seulement une instruction religieuse rajoutée à un cycle d'études profanes, mais cette « atmosphère animée d'un esprit évangélique de liberté et de charité » dont parle la déclaration conciliaire sur l'éducation chrétienne et ce, en étroite continuité avec « une atmosphère familiale, animée par l'amour et le respect envers Dieu et les hommes qui favorise l'éducation personnelle et sociale » de vos fils et de vos filles. Comme évêque, je ne puis que vous encourager à persévérer dans une attitude que vous avez choisie après avoir écouté votre conscience.

Au cours d'une période dont le climat est quelque peu faussé par l'approche des compétitions électorales, où certains remettent en question une paix scolaire qui était en train de s'établir, votre action revêt une valeur hautement symbolique. Elle affirme avec éclat que

(7) Cf. René COSTE, *Pluralisme et espérance chrétienne*, Ed. Salvator, p. 108.

(1) *La Vie diocésaine* de Rennes, 3 décembre 1977.

vous entendez user de votre droit de parents, soucieux de transmettre à leurs enfants le meilleur de ce qu'ils ont eux-mêmes reçu par l'école chrétienne ou de ce qu'ils ont par la suite découvert, pour qu'une liberté pour laquelle des générations de chrétiens et d'hommes de bonne volonté ont courageusement œuvré ne soit pas condamnée à périr.

Actualité du problème de la liberté d'enseignement

Votre témoignage rejoint celui de 800 000 familles françaises qui partagent la même aspiration. Il montre que l'école chrétienne n'est pas imposée de l'extérieur, mais librement voulue et réclamée par les familles, d'autant plus qu'un autre choix leur serait moralement possible et financièrement plus avantageux.

Ce témoignage serait plus éclatant encore si des possibilités d'emprunt à long terme étaient accordées à l'enseignement catholique pour ouvrir des écoles dans les quartiers nouveaux qui se développent aux frontières anciennes de nos villes. Ces zones urbaines sont toutes prêtes à les accueillir et à leur faire confiance. Deux expériences récemment tentées à Rennes en font clairement foi.

Le problème de la liberté de l'enseignement n'est donc pas un problème anachronique, lié à des formes de société en voie de disparition. Bien au contraire. Qu'il soit favorablement résolu ou non, il demeure incessamment présent dans l'opinion publique parce qu'il est lié à l'exercice des libertés essentielles qu'un Etat se doit de reconnaître à ses ressortissants clairement, à l'exclusion de toutes formes ambiguës. Ceci est naturel dans les sociétés démocratiques où la diversité des opinions philosophiques, religieuses et politiques se vit dans la sérénité.

C'est ce qui se passe dans notre pays où, comme le montrent les sondages réalisés en ce domaine, une large majorité de Français pense que la liberté de l'enseignement doit demeurer intacte sous la réserve des légitimes contrôles de l'Etat. Une opération de ce genre, réalisée en 1974 par la Sofrès, concluait que 87 % des personnes interrogées dans les tranches les plus diverses du secteur politique ou social se déclaraient pour la liberté des parents de choisir entre l'école publique et l'école privée. 73 % d'entre elles se montraient également partisans d'une aide financière de l'Etat, totale ou partielle, aux écoles libres.

Un service d'intérêt public

Cette aide de l'Etat est d'autant plus logique que les écoles privées comme les écoles publiques contribuent à un service public, celui que l'Etat doit prêter aux jeunes Français pour qu'ils puissent acquérir l'instruction, la culture et l'éducation nécessaires à leur insertion réussie dans la société.

Ainsi le demandent le bon sens et la logique, rejoignant ainsi l'intérêt de la nation.

Ne pas réveiller une querelle qui n'est plus de saison

Or voici qu'en vertu de vieilles prises de position qui n'ont pas su suivre le rythme de

l'évolution des esprits, la liberté de l'enseignement est menacée de se retrouver mise en cause. Et par là même voici troublé le net déroulement du jeu politique. Comme évêque je regrette que cette balle soit lancée dans le champ électoral où chacun, en la mettant en jeu ou en la mettant hors jeu, cherchera à récupérer des voix qui, comme on l'a dit récemment, ne sont pas à vendre. Aussi voudrais-je adjurer ceux qui seraient tentés de prendre cette balle en main, de réfléchir aux risques de la division qu'ils vont ressusciter au sein de la communauté nationale et des injustices qui seraient commises à l'égard d'une partie de ses membres. De grâce qu'on nous épargne le réveil de ces regrettables querelles qu'a pu créer dans le passé ce problème entre tous irritant et qu'on ne souffle pas sur un brasier qui était en train de s'éteindre.

Force m'est d'ailleurs de constater que les adversaires de la liberté de l'enseignement ne pourraient que ressasser à son sujet des arguments maintes fois réfutés.

De faux arguments

Un des plus naïfs et des plus irréfléchis me paraît être l'appel au slogan fallacieux : « A l'école publique, les fonds publics ; à l'école privée, les fonds privés. »

D'où viennent, en effet, les fonds publics, si ce n'est du versement des contribuables ? A-t-on trouvé jamais un autre moyen d'alimenter les caisses publiques que de faire appel à des personnes privées pour qu'elles les remplissent ? Le fait qu'une fois perçus par les agents du pouvoir ces fonds soient étiquetés fonds publics ne change rien à leur origine. De plus, ces fonds privés, une fois rentrés dans les caisses de l'Etat et étiquetés fonds publics, ne bénéficient-ils qu'aux seuls services publics ? A l'échelon tant municipal que national sont accordées avec ces fonds déclarés maintenant publics des subventions à des associations privées dont l'Etat, les départements, les municipalités reconnaissent ainsi les services, ou même, en cas de calamités publiques ou de difficultés économiques à des personnes privées, souvent par l'intermédiaire de leurs organismes professionnels. Pour l'année 1975, on a pu évaluer ces subventions à 1 375 millions de NF, sans compter les subventions versées à la presse. Si le slogan « fonds publics aux établissements publics » était vraiment une règle, ne faudrait-il pas dire que cette règle serait constamment violée avec le consentement de tous les citoyens. Mais si l'on admet à juste titre que des subventions ou des aides soient consenties par exemple à des associations sportives privées à raison de leur but éducatif, comment et pourquoi refuserait-on le même bénéfice à des écoles privées ? Une école serait-elle moins utile à la formation des jeunes qu'un club de loisirs ? Et, de plus, a-t-il jamais été question de nationaliser ces mêmes associations et ces mêmes clubs sous le prétexte qu'ils avaient touché des subventions de l'Etat ?

Il serait d'autant plus paradoxal de les refuser aux écoles privées que l'enseignement privé permet à l'Etat de réaliser de substantielles économies. Il est prouvé, en effet, qu'un

élève de l'enseignement privé coûte nettement moins cher à la communauté nationale qu'un élève de l'enseignement public. Scolarisant 16 % des jeunes de France, l'enseignement privé ne reçoit que 8,71 % du budget de l'Education nationale sans que l'on puisse mettre en doute la compétence et le dévouement de ses maîtres qui ne sont pas différents de la compétence et du dévouement des professeurs de l'enseignement public.

Il reste que l'argument financier ne se justifie donc ni en droit ni en fait.

Le risque de deux jeunesses

Osera-t-on dire que l'existence de deux enseignements risque de couper en deux la jeunesse de France ? L'argument ne tient pas davantage.

Les jeunes d'aujourd'hui n'ont aucun goût pour nos querelles passées. En 1968, ils se sont retrouvés dans l'expression de leurs aspirations sans tenir compte de leurs écoles d'origine. Ils ont fraternisé dans la rue sans aucune méfiance. Il est arrivé même que des élèves de l'enseignement privé ont soutenu les revendications de leurs frères de l'enseignement public, alors que dans leurs écoles ces revendications étaient déjà satisfaites.

Pour ce qui concerne les adultes, l'étude des prévisions de vote, aussi bien que l'analyse des suffrages exprimés, montrent que les choix politiques ne sont pas le fruit de l'éducation reçue, et que le pluralisme joue largement lorsqu'il s'agit des élèves de l'une et de l'autre école. Je m'en étais rendu compte, il y a déjà quarante ans, au temps où je fréquentais les cours de l'Université d'Etat. Ce n'est pas l'école qui divise. Les divisions sont beaucoup plus nombreuses que les catégories d'écoles. En les reflétant, les partis politiques les durcissent. Mais qui consentirait à réduire de force leur diversité à l'unité comme cela existe dans les pays gouvernés par les dictatures ?

En fait, et de plus en plus souvent, des relations courtoises existent entre les responsables des deux écoles. Les parents sont heureux, en cas d'échec de leurs enfants dans l'une, d'avoir recours aux services de l'autre, l'échange se pratiquant dans les deux sens et à l'amiable, pour la plus grande chance des jeunes eux-mêmes.

Car, sur le critère de l'intérêt des enfants et dans le respect des options religieuses des familles lorsque celles-ci les font connaître, les écoles catholiques se montrent accueillantes à ceux qui s'adressent à elles. Ceci explique le crédit que font aux écoles catholiques des pères et des mères de famille qui ne se réclament pourtant pas des valeurs spécifiques que ces écoles entendent promouvoir.

Faut-il répéter d'ailleurs qu'en aucune façon l'école catholique n'entend se poser en concurrente de toute autre école ? Elle ne demande qu'à collaborer avec elle. Elle estime que le pluralisme scolaire permet une liberté pédagogique féconde et créatrice dans la mesure même où une école se trouve moins étroitement enserrée dans les règlements minutieux d'une administration zélée. Une saine émulation ne peut que

servir les intérêts d'un pays qui a besoin d'une jeunesse qui conserve vivantes toutes les traditions qui ont fait sa grandeur.

Une école privée sans l'appui de l'Etat

Les tenants de l'intégration paraissent à certains jours sentir la faiblesse des raisons qu'ils invoquent. Aussi, pour se justifier devant l'opinion publique de l'ostracisme dont ils frappent l'école privée, proposent-ils de laisser aux familles l'apparente liberté de mettre sur pied des écoles entièrement gérées par elles, à condition que ces familles acceptent de les soutenir intégralement de leurs deniers.

Je le dis tout de suite, l'Eglise ne saurait accepter pareille éventualité pour les écoles catholiques. Un tel régime réserverait les bienfaits d'un enseignement chrétien aux enfants de quelques familles riches, les seules qui pourraient supporter les frais considérables d'une telle institution. Ce serait, considère-t-elle, trahir la confiance que témoignent à l'école chrétienne tant de familles modestes comme le prouve pour la France l'augmentation continue du nombre des élèves boursiers passé en cinq ans, de 1968 à 1973, de 20 à 28 %, soit près du tiers de ses élèves. Peut-on, dès lors, reprocher à l'école privée d'accentuer les clivages sociaux ? Ces chiffres sont encore plus impressionnants pour notre département d'Ille-et-Vilaine où les boursiers sont en moyenne pour cette année de 47,5 % dans les écoles chrétiennes (plus exactement 65,5 % dans les anciens CEG, 36 % dans le secondaire, 52 % dans le technique). Où serait alors cette priorité que s'est donnée l'Eglise de France d'aller vers les plus démunis ? La fidélité à elle-même lui ferait refuser absolument la mise en œuvre d'une telle hypothèse, caricature de liberté que celle qui n'aurait pas les moyens de se vivre et qui demeurerait dans la dépendance de l'argent. Car, on l'a dit depuis longtemps, « une liberté qui n'a pas les moyens de s'exercer est un leurre ».

Devant les menaces qui planent aujourd'hui sur la liberté de l'enseignement, ses adversaires, lorsque leurs attaques obligent ses partisans à la défendre, vont les accusant de ranimer la guerre scolaire. Quel aveu ! C'est donc que la paix existait. Ne suffisait-il pas d'en conserver et d'en consacrer le bienfait ?

Le choc le plus brutal ne s'est pas encore produit. Pourtant, malgré des textes destinés à rassurer, mais dont la subtilité et la complexité — d'après ce qu'on peut en savoir à cette heure — ne laissent pas clairement entendre qu'une vraie liberté de l'enseignement sera reconnue, les inquiétudes ne semblent pas vaines. Est-ce trop espérer des hommes de bonne volonté, et il y en a beaucoup dans tous les partis, qu'ils éliminent de leurs programmes les menaces dont ils sont chargés. Nous avons trop souffert de ces affrontements. La France n'y gagnerait pas. La jeunesse y perdrait beaucoup.

En un pareil jour, les classes que vous avez édifiées, chers parents, disent votre sentiment. A supposer que les voix des hommes se taisent, ces pierres crieraient plus encore votre attachement à une liberté qui ne veut pas, qui ne doit pas mourir.

L'ONCTION DES MALADES

Lettre pastorale des évêques de la partie francophone de Belgique (*)

« J'étais malade et vous m'avez visité. »
(Mt 25, 36.)

FRÈRES ET SŒURS,

Il est fréquent de nos jours de s'entendre dire que l'Eglise change, qu'elle bouleverse tout. Bien sûr, comme tout être vivant l'Eglise évolue et s'efforce d'être attentive à ce qui constitue la réalité de nos vies aujourd'hui. Sa mission n'est-elle pas d'annoncer la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ aux hommes, et plus particulièrement aux pauvres, aux faibles, aux opprimés, aux démunis ? (Lc 4, 18-19.) Démunis, nous le sommes tous sinon aujourd'hui, du moins demain. En particulier, il est une épreuve qui s'inscrit dans le cheminement de toute personne, la dégradation de notre santé. Maladies, accidents, handicaps avec leur cortège de souffrances physiques et morales font partie de notre monde.

Fidèle à la mission qui lui est confiée de rendre Jésus-Christ présent à toutes les étapes de notre vie — naissance, adolescence, âge adulte — l'Eglise se doit aussi de mettre la vie de Jésus au cœur de la maladie, de la vieillesse et de la mort. Il est venu pour être « Dieu avec nous ». Voilà ce que rappelle le sacrement des malades. L'usage avait fini par le réserver le plus souvent aux mourants, d'où son nom d'extrême-onction. La Constitution apostolique du Pape Paul VI qui ouvre le nouveau rituel romain (1972) rend ce sacrement à ses premiers destinataires, les malades.

Le nouveau rituel destiné aux divers pays et régions francophones, intitulé *Sacrements pour les malades* (1) vient de paraître ; nous saisissons cette occasion pour vous inviter à un renouveau pastoral auquel toute la communauté chrétienne doit être intéressée et les malades associés autant que possible. Notre réflexion s'efforcera de mettre en valeur l'onction des malades comme rencontre de Jésus-Christ ressuscité et d'indiquer la place de ce sacrement dans la mission confiée à l'Eglise et notamment aux malades eux-mêmes.

Jésus-Christ rejoint les malades

Comme pour les disciples d'Emmaüs, Jésus nous rejoint sur la route de notre vie ; il est présent à tous les événements, à toutes les situations de l'existence humaine. Toutefois, les sacrements sont des rencontres privilégiées avec le Ressuscité ; ils transfigurent l'existence du croyant. Or, un des signes par lesquels Jésus

sauve l'homme, c'est le don de la guérison. Le Christ n'a-t-il pas dit aux apôtres : « Allez par le monde entier ; proclamez la Bonne Nouvelle à toute la création. Voici les signes qui accompagneront ceux qui auront cru : ils imposeront les mains aux malades et ceux-ci seront guéris. » (Mc 16, 15-16.) Dès les temps apostoliques, le sacrement des malades fut vécu comme signe du salut offert par Jésus aux malades, grâce à la prière de la foi de l'Eglise, l'imposition des mains et l'onction d'huile (Jc 5, 14-16).

Nous vivons une période où les sciences et la médecine sont en pleine évolution. Mais, aussi paradoxal que cela paraisse, le nombre de maladies chroniques est en augmentation, car on dépiste beaucoup plus tôt les maladies qu'autrefois on portait en soi sans le savoir. La médecine ne guérit pas toutes les maladies mais elle retarde de beaucoup l'heure de la mort ; de même, la vieillesse a tendance à se prolonger.

Dans cette conjoncture nouvelle, nous sommes invités à redécouvrir l'onction des malades comme le sacrement donné pour vivre dans la foi le temps de l'épreuve qu'est la maladie.

Jésus-Christ sauve et relève le malade

Nous l'avons déjà dit : souffrance, maladie et mort font partie de nos existences. Le Christ se fait solidaire de toute épreuve pour l'alléger : « Venez à moi, vous tous qui peinez et ployez sous le fardeau et je vous soulagerai. » (Mt 11, 28.) Et pourtant, les épreuves demeurent ! Comment réagissons-nous lorsque nous sommes pris par le désespoir, la révolte, la dépression, le doute ? Lorsque nous nous sentons seuls, impuissants, inutiles ? Ne disons-nous pas : « Qu'est-ce que j'ai fait à Dieu pour mériter cela ? » Non. La souffrance n'est pas une punition ou un châtement.

L'Eglise nous invite à lever les yeux vers Celui qui donne sa vie et est source de vie en plénitude. Par son Esprit-Saint, Jésus donne à son disciple paix, force, courage et patience pour lutter contre le mal et la peur ; il renouvelle sa capacité d'aimer Dieu, ses proches et tous les hommes : il lui inspire l'écoute des autres, la parole qui vient du cœur, une charité délicate.

Le salut de l'homme tout entier

Par ses sacrements et notamment l'onction des malades, Jésus rejoint l'homme vivant dans la totalité de sa personne, corps et âme. Il est faux de dire que le corps est l'affaire du médecin et l'âme celle du prêtre. Le sacrement reconforte toujours et parfois guérit : l'huile sainte utilisée pour les onctions est le signe de la grâce de force que reçoit le malade pour lutter

(*) Texte publié en brochure par LICAP, 1, rue Guimard, 1040 Bruxelles.

Cette lettre, publiée à l'occasion de la parution du nouveau rituel en langue française, a été lue aux messes dominicales des 12 et 13 novembre 1977.

(1) *Sacrements pour les malades. Pastorale et célébrations*. Chalet-Tardy, 1977, 130 pages.

contre la maladie et vivre positivement sa situation difficile. Ainsi, le malade est rendu capable de résister à la tentation du repli sur soi et du découragement. Dès lors, le prêtre n'est pas celui qui vient « quand il n'y a plus rien à faire au plan médical » ou « pour les cinq dernières minutes ». Cette mentalité démoralise le malade et son entourage et fausse totalement le sens du sacrement : d'où l'erreur de ceux qui ne veulent pas la venue du prêtre aussi longtemps que le malade est conscient. Le prêtre ne remplace certes pas le médecin, mais il collabore avec lui et le personnel soignant à la guérison du malade.

Le geste de la foi

Le sacrement épouse la foi de celui qui le reçoit et la fait grandir, qu'il y ait ou non retour à la santé.

La guérison constitue une nouvelle situation de vie ; le malade guéri est une autre personne ; son échelle de valeurs est modifiée ; il voit la vie autrement, avec plus de profondeur. Parfois, l'accident, l'intervention chirurgicale ou la maladie laissent un handicap permanent, entraînent un traumatisme grave ou des contraintes importantes pour la vie quotidienne. Dans ces cas, le sacrement vient au secours de la foi et aide à vivre la nouvelle situation avec sérénité et réconfort.

Il arrive aussi que la situation se dégrade jusqu'à la mort, car le sacrement ne produit pas nécessairement la guérison physique ; toutefois, l'onction des malades achemine vers la guérison définitive par le Christ ressuscité. C'est lui qui relève du sommeil de la mort et fait passer à la plénitude de la vie en Dieu.

L'onction s'adresse non seulement aux malades, mais aussi aux personnes âgées dont les forces déclinent ; elle n'est cependant pas le sacrement du troisième âge ou de la préparation à la mort. Le sacrement des malades est un sacrement pour les vivants qui connaissent une crise corporelle et spirituelle liée à leur état de santé. Ainsi, la vie de Dieu reçue au baptême grandit ; la foi et l'espérance se fortifient et rendent capable de poursuivre courageusement sa route. On veillera aussi à donner au malade la possibilité de recevoir le sacrement de réconciliation ; celui-ci disposera le malade à accueillir le réconfort du Seigneur par l'onction.

La place des malades dans la communauté des croyants

Tout sacrement engage la communauté chrétienne. Pour que l'onction des malades retrouve sa véritable dimension, il est nécessaire que tous, et particulièrement les chrétiens, accompagnent les malades dans leur épreuve. Par cette présence attentive vécue dans la foi, les chrétiens participent au ministère du Christ venu partager la vie des pauvres, soulager et guérir les malades. Cette action pastorale requiert une large collaboration non seulement de la famille et des amis, mais aussi des médecins et du personnel soignant, des prêtres et des diacres, des groupes paroissiaux et des visiteurs de malades.

La fréquentation des malades tant en paroisse que dans les milieux hospitaliers réclame doigté, régularité, patience et bonté. Dans les grands ensembles hospitaliers, le nombre de malades augmente sans cesse ; beaucoup connaissent l'isolement et la tristesse, n'étant pas préparés à vivre cette situation difficile. On sera particulièrement attentif à respecter la conscience et le niveau de foi de chaque malade, sa situation psychologique, son entourage familial ; il peut arriver que la célébration du sacrement soit prématurée ; toutefois, même dans ce cas, les chrétiens ont à témoigner de l'amour bienveillant de Dieu par leur présence attentive.

Le sacrement ne peut être un moment isolé de la vie du malade ; il doit se préparer par l'éveil de la foi et la prière et se prolonger par une vie chrétienne plus consciente. Le sacrement est bien plus qu'une formalité « pour être en règle » ou un « passeport pour le ciel » ; c'est tout au cours de sa vie terrestre que le malade expérimente déjà la présence bienfaisante du Sauveur.

Par leur baptême, les malades ont une place active dans la communauté ; leur vocation propre est de vivre leur situation difficile en vrais disciples du Christ ; ils actualisent à leur manière la parole de saint Paul : « Je complète dans ma chair ce qui manque à la passion du Christ pour son corps qui est l'Eglise. » (Col 1, 24.) En un mot, le sacrement des malades est un signe discret de la tendresse de Dieu ; l'action pastorale s'efforcera de le faire percevoir et expérimenter.

L'Eucharistie reçue en viatique

Tandis que l'onction est le sacrement pour vivre la condition de malade, la dernière communion du chrétien est le vrai sacrement de la Pâque, sorte de provision de route pour vivre le grand passage : « Celui qui mange ma chair et boit mon sang a la vie éternelle, et moi, je le ressusciterai au dernier jour. » (Jn 6, 52.) Cette communion eucharistique ultime doit être bien préparée et proposée à temps au chrétien qui approche de la mort. Elle sera vécue comme une marche à la rencontre du Christ ressuscité, passé de ce monde à son Père pour nous donner part au royaume. La communion en viatique est un geste de profession de foi du baptisé dans l'amour du Père, du Fils et de l'Esprit ouvrant à la vie éternelle.

Bien sûr, chaque communion nous unit au Christ vivant ; toutefois, la dernière revêt une signification particulièrement riche : le malade est sur le point de réaliser le grand passage mais il en ignore le moment précis et les circonstances particulières (souffrance ou calme, angoisse ou paix, lucidité ou absence).

Cette communion est un geste d'espérance pour l'avenir et de confiance pour le présent où la vie éternelle est déjà engagée : « Donne-nous le pain de ce jour. » Dans toute la mesure du possible, on veillera à ce que le mourant soit conscient et serein afin de faire de sa mort un acte personnel et libre, à la suite du Christ, « premier-né d'entre les morts ». L'entourage s'associera, s'il le peut, en communiant avec celui qui va rencontrer le Christ au-delà de la mort.

Souhait final

Telle est la sollicitude de l'Eglise pour ses enfants qui connaissent l'épreuve. Il nous appartient à tous, prêtres, diacres, religieux et laïcs, de manifester la présence attentive du Christ venu porter nos souffrances et nos maladies. Le sacrement de l'onction est offert aux croyants comme un geste de réconfort et de foi. Lorsque la mort approche, le Christ vient nous prendre par la main dans son Eucharistie reçue en viatique, sacrement du grand passage.

Ainsi, dans toutes les circonstances de notre vie, le Christ est sur notre route « Dieu avec nous ».

Octobre 1977.

*Les évêques
de la partie francophone
de Belgique.*

Directives pastorales

1. Le rituel romain de l'onction des malades à l'usage des pays de langue française est intitulé *Sacrements pour les malades. Pastorale et célébrations*, Chalet-Tardy, 1977. Il envisage d'abord la pastorale des malades (visite, communion, onction), ensuite celle des mourants (viatique, rite continu, confirmation en danger de mort, recommandation des mourants).

Ce rituel peut être utilisé dès maintenant ; il deviendra obligatoire à partir du premier dimanche de Carême 1978.

2. La nouvelle formule essentielle du sacrement des malades (op. cit., p. 51) est la suivante :

*N. par cette onction sainte,
que le Seigneur, en sa grande bonté,
vous réconforte par la grâce de l'Esprit-Saint.*

Amen.

*Ainsi, vous ayant libéré de tous péchés,
qu'il vous sauve et vous relève.*

Amen.

3. La pastorale des malades doit faire l'objet d'une réflexion d'équipe, tant au plan paroissial qu'au plan hospitalier. Des sessions de formation pour visiteurs de malades sont organisées par plusieurs diocèses.

Quelques publications récentes peuvent aider à la réflexion personnelle et au travail d'équipe, notamment :

— *La communauté chrétienne au service des malades*, Bureau pastoral des malades de Bruxelles, 2 fasc., Bruxelles (rue du Boulet, 24), 78 et 115 p.

— *Visiteurs de malades*, dans *La foi et le temps*, juillet 1977.

— *J'étais malade et vous m'avez visité*. Pastorale et sacrements des malades. Commission interdiocésaine de pastorale liturgique (CIPL, avenue Reine-Astrid 10, 7000 Mons).

LA PRÉPARATION DES ENFANTS A LA PREMIÈRE COMMUNION ET A LA PREMIÈRE CONFESSION

Directives de l'Episcopat allemand

Le 19 septembre 1977, l'Episcopat allemand a rendu publiques les nouvelles directives ci-après concernant la préparation des enfants à la première confession et à la première communion. Elles ont pour but de mettre un terme à la grande diversité qui régnait à ce sujet dans les diocèses allemands ().*

Conformément aux récentes déclarations du Saint-Siège relatives aux expériences pastorales de ces dernières années et en raison de la diversité de pratique dans de nombreuses paroisses, la Conférence épiscopale décide les orientations suivantes qui remplacent celles du 23 septembre 1973.

(*) Texte allemand dans *Kirchlicher Anzeiger für die Erzdioezese Koeln* du 15 novembre 1977. Traduction et sous-titres de la DG.

Nous rappelons le document de la Congrégation pour les Sacrements et le Culte divin sur cette question, publié dans notre numéro du 19 juin 1977, p. 556.

1. La première confession et la première communion constituent des étapes décisives dans l'acheminement de l'enfant à la vie et à la foi de l'Eglise. Si l'on ne fait pas l'expérience de l'Eglise, premier sacrement donné par le Christ, la réception des sacrements pris en particulier, qui entretiennent entre eux une dépendance intime, ne peut assurer de manière suffisamment efficace le développement de la foi chez l'enfant.

2. Pour préparer l'enfant à recevoir le sacrement de pénitence, l'enseignement catéchétique doit partir de l'expérience du pardon humain qu'il reçoit normalement dans sa famille. L'enfant peut ainsi comprendre ce que signifie le pardon que Dieu est prêt à accorder à l'homme lorsque celui-ci a commis une faute. C'est lorsqu'il verra chez les adultes chrétiens la force et le soutien que leur donne le fait de trouver dans l'Eglise la paix avec Dieu que l'enfant trouvera le plus facilement l'accès à la pénitence.

Préparer l'enfant au sacrement de pénitence c'est donc l'acheminer vers l'expérience de

l'amour divin, un amour qui est prêt à pardonner à l'homme ses fautes graves, mais aussi ses fautes de chaque jour.

Quand on prépare les enfants, il faut donc veiller, surtout pour ce qui est de l'éveil de la conscience, à ce que celle-ci ne soit pas alourdie par une fausse angoisse du péché ou des complexes de culpabilité, qui détruisent à la racine une saine formation des consciences et peuvent donner lieu plus tard à une répugnance invincible pour la confession.

3. Le sacrement de pénitence doit précéder l'eucharistie. C'est le devoir des pasteurs compétents — notamment en raison de la mobilité des jeunes foyers — de veiller à ce que tous les enfants fréquentant l'école primaire soient préparés à la réception du sacrement de pénitence et de l'eucharistie, et que ces sacrements soient donnés dans l'ordre indiqué.

La tâche de la communauté tout entière

4. La préparation de l'enfant à la première réception du sacrement de pénitence et de l'eucharistie est, sous la responsabilité du curé, le devoir commun des parents, des communautés paroissiales et de l'enseignement religieux dans les écoles. Le curé doit veiller à ce que tous les responsables, donc les parents, les assistants paroissiaux et les enseignants collaborent à la préparation des enfants et se complètent mutuellement. Le curé doit également veiller à ce que toutes ces personnes soient dûment aidées à accomplir leurs tâches respectives.

5. Les parents ont le devoir de participer à la préparation de leurs enfants à la première confession et à la première communion. Ils doivent jouer ce rôle même là où les conditions locales permettent encore une préparation des enfants dans le cadre de l'école primaire. En règle générale, c'est la catéchèse sacramentelle extrascolaire donnée dans la paroisse qui est le lieu adapté à cette préparation à laquelle les enseignants et les enseignantes collaborant activement à la vie paroissiale peuvent participer.

La pastorale des parents — avant, pendant et après la réception des sacrements — a pour but d'approfondir la vie de foi des parents et également de leur permettre de participer à la préparation de leurs enfants à la première confession et à la première communion.

Cette pastorale des parents doit déjà commencer dans la préparation au mariage, dans l'enseignement donné aux fiancés et tout particulièrement dans les entretiens en vue du baptême; elle doit se poursuivre dans les groupes de parents et trouver une place de choix dans le travail général de formation qu'effectuent la paroisse et les associations catholiques.

6. Au cas où les parents négligeraient de former la conscience de leurs enfants, de les éduquer à la confession et de les préparer à recevoir le sacrement de pénitence et l'Eucharistie, l'assistance de la paroisse et de l'instruction religieuse à l'école est d'autant plus urgente. La paroisse doit faire en sorte que l'enfant puisse trouver —

à côté des parrain et marraine — les croyants adultes (par exemple dans des groupes de parents, dans des foyers où ces parents sont déjà parrains) qui lui ont fait défaut jusqu'alors. Si cela n'est pas possible, l'enfant doit être présenté à la première confession et aussi à la première communion quand il a atteint un niveau d'intelligence de la foi qui correspond à son âge.

Approfondir le sens de la pénitence

7. Après la première confession et la première communion, les enfants doivent être engagés non seulement à participer régulièrement à la célébration eucharistique et à recevoir la sainte communion, mais aussi à fréquenter souvent le sacrement de pénitence. Plusieurs fois par an les enfants doivent être encouragés à recevoir le sacrement de pénitence, surtout aux temps de pénitence marqués par l'Eglise et avant les grandes fêtes. La forme du sacrement de réconciliation prévue dans la « célébration pénitentielle » pour le fidèle individuel peut être d'un grand secours pour les offices publics.

8. La préparation à la confirmation doit aussi permettre de renouveler et d'approfondir la pénitence et le sacrement de pénitence. A notre époque, l'exercice de la confession individuelle doit être particulièrement expliqué à nouveau. L'adolescent doit apprendre que le sacrement de pénitence est indispensable et ne peut être remplacé par la célébration pénitentielle. Une instruction approfondie sur la confession individuelle sera d'un grand secours, précisément à l'âge adulte.

9. Si la catéchèse paroissiale est d'une importance capitale pour la préparation aux sacrements, l'étude systématique de ces sacrements reste également une tâche prioritaire de l'enseignement religieux à l'école.

C'est pourquoi le curé doit garder le contact avec les professeurs de religion des écoles fréquentées par les enfants de la paroisse, particulièrement à l'époque de la préparation de la première confession et de la première communion. L'enseignement de la religion et la catéchèse paroissiale doivent être coordonnés aussi bien dans les horaires que dans les sujets.

10. La pastorale des enfants et des jeunes dans les paroisses et les associations doit favoriser leur éducation à la pénitence et au sacrement de pénitence.

Pour assurer la vie religieuse il ne suffit pas de préparer les enfants de bonne heure aux sacrements. Il faut aussi une formation à la pénitence, permanente et adaptée à chaque étape du développement de l'enfant et de l'adolescent.

La Conférence épiscopale demande à tous les responsables — parents, pasteurs, professeurs de religion et catéchètes — de collaborer au renouvellement de la pratique ecclésiale de la pénitence. La formation de l'enfant à la pénitence est une bonne occasion pour encourager et approfondir en nous tous une nouvelle réflexion sur la pénitence et le sacrement de pénitence dans la vie chrétienne.

LA DISTRIBUTION DE LA COMMUNION PAR LES LAICS

Directives de la Commission épiscopale suisse de liturgie ()*

INTRODUCTION

1. On constate avec joie comme un des fruits du renouveau ecclésial que les fidèles ont approfondi le sens qu'ils avaient de l'Eucharistie, et de ce fait participent en nombre croissant à la table du Seigneur. Le Concile Vatican II, qui en cela comprend et confirme des recommandations antérieures (1), rappelle que la participation à la messe trouve son accomplissement dans la réception sacramentelle de l'Eucharistie (2). Cette évolution manifeste l'aspiration de nombreux fidèles à s'unir plus étroitement au Christ et à vivre une fraternité plus palpable entre chrétiens.

2. Le premier devoir des prêtres est d'introduire les fidèles à une participation consciente, pieuse et active à l'Eucharistie, mais la fréquence plus grande des communions a créé pour les prêtres un surcroît de travail, alors que leur nombre diminue sensiblement. En outre, les exigences conciliaires de la pastorale des malades et des personnes âgées postulent qu'on leur donne fréquemment l'occasion de recevoir l'Eucharistie et plus particulièrement le dimanche (3).

Les expériences des communautés

3. En Suisse, depuis 1969, des laïcs ont été chargés d'aider à la distribution de la communion. Le mandat pour ce service liturgique leur est donné par l'Ordinaire du lieu, sur proposition du curé. L'engagement d'hommes et de femmes pour distribuer la communion s'est révélé jusqu'ici positif.

4. Grâce à ces ministres extraordinaires, les liturgies où de nombreux fidèles communient ne durent pas trop longtemps. Leur collaboration permet aussi de ménager, après la communion, un temps de silence propice à l'action de grâces. De plus, malades et personnes âgées peuvent maintenant, plus souvent qu'autrefois, recevoir la sainte communion.

5. Enfin, l'expérience prouve que les laïcs engagés dans le service auxiliaire de l'Eucharistie se trouvent aussi tout disposés à accepter d'autres tâches au sein de la paroisse (par exemple la visite des malades et des personnes âgées, le souci des pauvres et des marginaux).

6. C'est pour bien préciser ce service auxiliaire de l'Eucharistie que la Commission suisse de liturgie,

sur mandat de la Conférence des évêques, rassemble ci-dessous en un seul document les normes ecclésiastiques parues ces dernières années sur ce sujet (4).

CHARISMES ET TACHES DE LA COMMUNAUTE

Nécessité des services

7. L'Eglise est une communauté de personnes comblées par les dons divers de l'Esprit, mais elle est aussi une communauté de services. C'est de Jésus-Christ qu'elle reçoit la raison d'être et la mesure de son action : sans lui, elle ne peut rien faire (cf. Jn 15, 5).

8. Par le baptême et la confirmation, tous les croyants sont devenus partie prenante de la mission de Jésus, qui s'est livré par amour pour Dieu et pour les hommes. C'est maintenant à l'Eglise tout entière qu'a été confié ce service de Dieu et des hommes. Aussi faut-il que l'Eglise demeure continuellement attentive aux signes des temps, afin d'adapter les formes concrètes de son activité aux impératifs de la situation présente.

9. C'est au cœur de cette mission de toute la communauté que se situe la responsabilité personnelle du chrétien. Dieu donne à chacun son charisme et du même coup sa tâche propre. La communauté doit soutenir chacun de ses membres, pour qu'il puisse discerner sa mission et l'accomplir.

Multiplicité des services

10. La multiplicité des services correspond à la diversité des dons à l'intérieur de l'Eglise. « Chacun selon la grâce reçue, mettez-vous au service les uns des autres, comme de bons intendants d'une multiple grâce de Dieu » (1 P 4, 10).

Cet unique service se diversifie en services variés ; les uns se rapportent directement à l'édification de la communauté, alors que d'autres visent directement une action au sein de la société. Tous pourtant sont ordonnés les uns aux autres et se complètent mutuellement. Cette complémentarité devient aussi tout à la fois signe et instrument de l'unité.

11. Les laïcs accomplissent fondamentalement leur mission par le fait qu'ils témoignent de leur foi dans leur propre milieu de vie. Mais ils peuvent aussi recevoir un mandat spécial pour collaborer de façon plus étroite au service pastoral. Et là précisément s'ouvre à eux un vaste horizon pour assumer divers autres services : dans le domaine de l'évangélisation, dans celui de la liturgie et des sacrements — c'est là que se situe leur engagement comme ministres auxiliaires de l'Eucharistie — dans les œuvres

(*) *Evangelium et Missio* — Semaine catholique en Romandie, 17 novembre 1977.

(1) Ce qui a été surtout déterminant pour le retour à la communion fréquente, ce sont les nombreuses permissions accordées sous Pie X ; particulièrement le décret de la Congrégation du Concile du 20 décembre 1905, *De quotidiana SS. Eucharistiae sumptione* ; plus tard aussi l'encyclique de Pie XII, *Mediator Dei*, du 20 novembre 1947.

(2) *Constitution sur la liturgie* art. 55 ; voir aussi la présentation générale du *Missel romain*, n. 13 b.

(3) « La sainte communion et le culte du mystère eucharistique en dehors de la messe », *Rituel romain* promulgué le 21 juin 1973. Introduction, n. 14 d (n'a pas paru en français).

(4) Directives des évêques suisses pour la distribution de la communion (*Semaine catholique* 1971, p. 734-738) — Messes de petits groupes ou de groupes particuliers (*Semaine catholique* 1971, p. 695-707). — Instruction romaine *Immensae caritatis* du 29 janvier 1973, chap. 1 (*Evangelium et Missio* 1973, p. 183). — (On trouvera ces deux derniers textes dans la DC : 1972, n° 1604, p. 233 et s., et 1973, n° 1630, p. 358 et s. — NDLR.)

sociales et caritatives. La vitalité d'une communauté ne va finalement pas se mesurer au nombre de ses membres qui aspirent à des services purement honorifiques.

LE SERVICE AUXILIAIRE DE L'EUCCHARISTIE

L'ENGAGEMENT D'AUXILIAIRES POUR LE SERVICE DE LA COMMUNION

12. Il est bien entendu que les laïcs qui aident à la distribution de la communion ne fonctionnent que comme ministres extraordinaires, car c'est au prêtre que ce service revient en propre comme président de l'Eucharistie. L'engagement de laïcs pour la distribution de la communion a pourtant son utilité et sa raison d'être dans les cas suivants :

Au cours de la messe :

13. Chaque fois que leur collaboration pour la distribution des dons eucharistiques permet d'alléger et de rendre plus digne le déroulement de la célébration ; c'est particulièrement le cas quand la communion est donnée sous les deux espèces.

En dehors de la messe :

14. — Dans les liturgies de la Parole (en l'absence du prêtre) dans les églises et les chapelles, plus particulièrement le dimanche ;

— Dans les hôpitaux et autres résidences, où malades et personnes âgées désirent communier ;

— Dans les communautés religieuses, lorsqu'elles n'ont pas de prêtre et que la distance leur rend la participation à la messe impossible ;

— Pour les malades et les personnes âgées qui résident à la maison et qui désirent la communion fréquente, alors qu'elles ne peuvent recevoir que rarement la visite du prêtre.

LE MANDAT POUR LE SERVICE DE L'EUCCHARISTIE

Le mandat ordinaire :

15. Le mandat ordinaire est délivré sous forme écrite par l'Ordinaire, sur proposition du curé du lieu (ou du responsable de la communauté religieuse). Il n'est valable en principe que pour le service au sein de la communauté concernée.

16. Il est normal que tous les titulaires de fonctions soient installés dans leur mission et que l'on prie pour eux. On fera donc bien d'annoncer leur engagement et de l'expliquer dans le cadre d'une liturgie au cours de laquelle le président de l'assemblée présentera les candidats (5). Grâce à une telle célébration liturgique, la communauté peut reconnaître celui qui a été appelé à ce service et elle prie Dieu de le bénir et de l'aider à bien remplir sa tâche.

Le mandat extraordinaire :

17. Alors que le mandat ordinaire est donné pour un temps prolongé et d'une manière habituelle, un mandat extraordinaire peut être nécessaire (par exemple lors d'une affluence inattendue de commu-

nians). Le prêtre peut alors, de cas en cas, solliciter l'aide d'une personne de l'assemblée qu'il juge apte à distribuer la communion (6).

LE CHOIX DES MINISTRES AUXILIAIRES DE L'EUCCHARISTIE

Capacité des candidats

18. C'est au curé de faire le choix, après en avoir référé éventuellement à son conseil de paroisse. On veillera à ne proposer que des candidats susceptibles d'être agréés par la majorité des paroissiens.

19. Peuvent être désignés pour ce service : les religieux ou religieuses, les laïcs hommes ou femmes engagés dans la communauté et qui se recommandent par leur vie exemplaire (7).

20. Le service auxiliaire de l'Eucharistie ne pourra cependant être revendiqué par personne comme un droit, qui serait dans la logique d'une certaine promotion du laïcat dans le service ecclésial.

21. On déterminera le nombre des ministres auxiliaires de l'Eucharistie en fonction des besoins effectifs d'une paroisse ou d'une communauté, de telle sorte que, en règle générale, le même ministre auxiliaire n'ait qu'un seul service à assurer par dimanche ou jour de fête.

Formation des candidats

22. Afin de bien remplir leur fonction, les ministres auxiliaires de l'Eucharistie ont besoin d'une préparation adéquate. Par mandat des évêques suisses, les centres de liturgie organisent des sessions de préparation pour les candidats. En principe, la participation à une telle session est une condition pour recevoir le mandat ordinaire. Les responsables s'efforceront pourtant de parfaire encore la formation religieuse des ministres auxiliaires.

LES TACHES DES MINISTRES AUXILIAIRES DE L'EUCCHARISTIE

Le service du Corps du Seigneur

23. Pour distribuer aux fidèles l'Eucharistie, les personnes mandatées observeront le rite prévu par l'Eglise à cet effet (8) ; ils s'acquitteront de leur fonction avec tout le respect voulu.

24. Dans les communautés religieuses où l'on distribue la communion en dehors de la messe (2.1.) ce rite prendra place, conformément au rituel, dans le cadre d'une liturgie de la Parole : « Car les fidèles reçoivent aussi leur nourriture à la table de la Parole. » (9)

(6) Instruction de la Congrégation des Sacraments *Immensae caritatis* du 29 janvier 1973, 1, 2 ; les ordinaires du lieu ont la faculté d'autoriser les prêtres qui président une célébration à désigner occasionnellement une personne apte à aider pour distribuer la communion, si cela est réellement nécessaire.

(7) Par « hommes et femmes », il faut entendre non pas les enfants ou les jeunes, mais les adultes.

(8) Le rite pour la distribution de la sainte communion en dehors de la messe se trouve dans *Liturgies de communion* (CNPL, Paris, Ed. Le Centurion).

(9) Cf. *Liturgies de communion* (CNPL, Paris, Ed. Le Centurion).

(5) Le rite pour confier le mandat de ministre auxiliaire de l'eucharistie n'a pas été publié en français.

25. Le service de la communion des malades et des personnes âgées à domicile doit s'accomplir de manière digne. Pour apporter le Pain eucharistique on utilisera une custode et un corporal. Le ministre se rendra en principe directement de l'église chez le malade.

26. Le ministre auxiliaire de l'Eucharistie veillera à porter une tenue vestimentaire qui convienne à l'action sacrée qu'il accomplit. Le port d'un vêtement liturgique n'est pas requis.

Le service des malades

27. Dès le temps les plus anciens de l'Eglise, l'usage voulait que, le jour du Seigneur, les malades puissent avoir part à l'Eucharistie de la communauté (10). Dans le but de souligner les liens reliant toute la communauté, il est souhaitable que les dimanches et jours de fête — à la messe où l'on a spécialement fait mention dans la prière des frères et sœurs souffrants — on envoie à l'issue de la messe les ministres mandatés chez les malades désireux de communier (11).

28. Cela pourrait être organisé ainsi : après le partage de l'Eucharistie entre les membres de l'assemblée, ceux qui apportent la communion aux malades s'avancent devant le prêtre ; celui-ci leur tend le Pain eucharistique en leur disant :

« Recevez le Corps du Seigneur et apportez-le aux frères et sœurs malades. C'est ce même pain auquel tous nous avons part. »

Les personnes qui s'occupent d'un malade ont la possibilité de recevoir l'Eucharistie en même temps que lui (12).

REMARQUES FINALES

29. Le président de l'Eucharistie demeure ministre ordinaire de la communion et il doit toujours distribuer l'Eucharistie conjointement avec les ministres auxiliaires ; il s'efforcera aussi, à intervalles réguliers, d'apporter lui-même le Corps du Seigneur aux malades et aux personnes âgées.

30. Les autres ministres ordinaires de la communion, que sont les prêtres et les diacres qui participent à la célébration, sont rendus attentifs au fait que l'engagement de ministres auxiliaires ne les dispense nullement d'accomplir leur ministère et que, dans la mesure du possible, ils ont à distribuer eux-mêmes aux fidèles le Pain eucharistique.

31. Les prêtres auront à cœur de continuer à rappeler aux fidèles que l'Eucharistie est l'actualisation du mystère pascal parmi les hommes et la source à laquelle les chrétiens puisent leur force. L'union au Christ et à nos frères, réalisée par le sacrement, doit conditionner toute leur vie, en sorte que le don reçu puisse chaque jour porter des fruits (13).

(10) Le martyr Justin rapporte, au milieu du II^e siècle, que les diacres apportaient le pain sacré aux membres absents.

(11) Il est permis, dans le document romain sur « La sainte communion et le culte eucharistique en dehors de la messe » (n. 14 d) « de donner l'eucharistie sous la seule espèce du vin à ceux qui ne peuvent la recevoir sous l'espèce du pain ». Pour ce faire, le sang du Christ sera apporté au malade dans un récipient digne et fermé de manière étanche.

(12) Cf. *Les Sacrements des malades* (Ed. Chalet-Tardy).

(13) « La sainte communion... », n. 23 a, 25 a.

LITURGIE ET MOYENS AUDIO-VISUELS

Note de la Commission épiscopale suisse de liturgie (1)

PREFACE

C'est un peu dans tous les domaines qu'on prône aujourd'hui l'utilisation des moyens audio-visuels. Rien d'étonnant donc s'ils ont fait également leur apparition ces dernières années en liturgie. Il faut reconnaître que les possibilités nouvelles qu'ils apportent sont intéressantes. Il s'agit cependant de bien percevoir les limites et les dangers de leur usage en liturgie. Si l'on n'est pas attentif à respecter à la fois les exigences techniques et les impératifs liturgiques, on s'expose à en retirer plus d'inconvénients que d'avantages. D'où la nécessité de préciser quelques règles à tenir.

Les présentes directives de la Commission de liturgie de la Conférence épiscopale suisse voudraient, dans un premier temps, offrir aux responsables une aide efficace. C'est pour donner suite au vœu exprimé par les Synodes suisses que la Conférence des évêques a chargé la Commission de liturgie d'élaborer des orientations sur l'utilisation des moyens audio-visuels en liturgie.

Soulignons-en quelques points importants :

— Il importe, dans toute célébration, de sauvegarder la signification profonde et authentique des signes liturgiques. Il faut donc que les prêtres continuent d'instruire les fidèles sur les structures fondamentales de la liturgie et de les éduquer sur la signification profonde des attitudes qui sont demandées.

— Ces directives préconisent un usage correct et discret des moyens audio-visuels. Il ne faudrait pas en déduire qu'une célébration apparaîtrait dépassée si elle y renonçait. Il serait aberrant et pas du tout souhaitable que les moyens audio-visuels soient utilisés à chaque fois que les orientations données en autorisent l'emploi.

— Les moyens audio-visuels sont au service de la liturgie. Ils n'ont donc pas à être utilisés pour eux-mêmes, mais d'une manière toujours subordonnée et complémentaire par rapport à l'action liturgique. Il faut, dans leur usage, tenir compte de l'assemblée concrète et des exigences de la célébration, tout en prenant garde à la qualité technique indispensable.

Nous demandons instamment à tous ceux qui utiliseront ces moyens audio-visuels d'acquiescer d'abord les connaissances liturgiques et techniques nécessaires dans ce domaine. Il ne suffit pas de promulguer des conseils et des directives pour que ces possibilités nouvelles parviennent à rendre nos assemblées vivantes, il faut encore que les utilisateurs aient pleinement conscience de leur responsabilité.

† Pierre MAMIE,

Président de la Conférence épiscopale suisse.

Fribourg, le 5 octobre 1977.

(1) *Evangelie et Mission — Semaine catholique en Romandie*, 3 novembre 1977.

0. — INTRODUCTION

0.1. Destinataires et but de cette note

Cette note ne s'adresse ni à des spécialistes, ni à l'ensemble des fidèles. Elle est destinée :
— A ceux qui préparent le matériel audio-visuel et donnent des conseils à son sujet ;
— A ceux qui, dans les paroisses, assument la responsabilité de la liturgie (prêtres, membres des équipes liturgiques, musiciens) ;
— Aux personnes chargées de la construction et de l'aménagement des lieux de culte.

Sans entrer dans une étude théorique ou technique approfondie, elle vise à attirer l'attention sur quelques problèmes et à signaler certaines solutions, pour aider les responsables dans ce domaine souvent mal connu.

0.2. Rappels

0.2.1. — La liturgie est en elle-même une « action sacrée » ; en elle, « la sanctification de l'homme est signifiée par des signes sensibles » (Constitution de la sainte Liturgie, art. 7). Les signes originaux doivent toujours conserver dans la célébration leur caractère et leur valeur propre. On ne peut leur substituer des moyens techniques, audio-visuels, et les rejeter en marge de ce que l'assemblée accomplit ou suit de son attention. Toutefois, en certains cas, des moyens audio-visuels peuvent rendre plus intelligible et plus sensible le déroulement de l'action sacrée.

LITURGIE ET MOYENS AUDIO-VISUELS

0.2.2. — La compétence technique ne suffit pas dans l'utilisation de moyens audio-visuels : il y faut une sensibilité pastorale, liturgique et esthétique. On ne peut introduire ces moyens sans discernement ou d'une manière trop massive. Les moyens nouveaux doivent d'abord être expérimentés hors de la liturgie.

0.3. L'Eglise et les moyens audio-visuels

En de nombreux secteurs, et notamment dans la catéchèse et dans la liturgie, l'Eglise a toujours utilisé un grand nombre d'éléments sonores (paroles, chants, musique instrumentale, cloches...) et d'éléments visuels (gestes, images, objets, lumière...). La technique moderne ajoute aux anciens moyens sonores et visuels une gamme importante de moyens nouveaux.

Comme le rappelle l'Instruction **Communio et progressio** (1971), une des tâches de l'Eglise consiste à annoncer le message évangélique aux hommes d'aujourd'hui, tels qu'ils sont. Les moyens audio-visuels, « qui sont aujourd'hui les canaux de communication les plus usités pour la formation de l'opinion publique, offrent aux chrétiens une occasion unique de propager la connaissance élémentaire de leur foi ». L'Eglise se doit donc de les mettre au service de l'annonce de la foi, car une spiritualité adaptée à l'homme s'adresse à toutes ses facultés et tend à capter toutes ses forces vitales. En présence des moyens audio-visuels, l'Eglise se comporte comme elle s'est comportée en adoptant, au cours des siècles, les progrès de l'architecture, l'évolution du langage poétique et musical, et les découvertes techniques comme l'imprimerie ou l'éclairage électrique.

Le Synode a d'ailleurs recommandé cet usage des techniques modernes. Toutefois, il faut remarquer

que les moyens audio-visuels sont mieux adaptés à la catéchèse et à certaines célébrations particulières (célébrations pénitentielles, veillée de prière, temps de méditation au cours d'une retraite) qu'à la célébration eucharistique.

0.4. Un langage adapté à l'homme moderne

La parole, le son et l'image s'unissent souvent aujourd'hui pour renforcer la communication. Ce langage correspond à un appel profond de l'homme moderne : lorsqu'il perçoit un message, il ne se contente pas de le saisir avec son intelligence ; il a tendance à s'y engager avec la totalité de son être (corps, intelligence, sensibilité).

0.5. Importance de l'élément visuel

Une des caractéristiques de notre époque consiste en un renforcement considérable de l'élément visuel : de plus en plus, la communication entre les hommes exploite le monde de l'image (symboles, photographies, films, télévision). Par son caractère global et instantané, l'image agit plus rapidement et plus profondément sur la sensibilité.

0.6. Conséquences sur la prise de conscience et le comportement

Il serait faux de croire que les moyens audio-visuels vont modifier en son essence le comportement religieux : « Ils ne doivent pas être considérés comme la solution à tous les problèmes de l'évangélisation... Mais le langage audio-visuel offre à la pastorale de nouvelles chances d'annoncer le message du Christ à des hommes habitués à ces moyens. » (« L'audio-visuel - le nouveau langage de l'Eglise ? » Commission de planification pastorale, St-Gall, Lausanne, 1974.) En particulier, ils peuvent aider le chrétien à être moins cérébral, moins abstrait dans sa perception des êtres et des événements, et à parvenir à une prise de conscience plus directe, plus intuitive et plus profonde, favorisant du même coup un meilleur sens de ses responsabilités et un engagement mieux vécu.

1. — PRINCIPES LITURGIQUES

1.1. Légitimité

La participation active à la liturgie est une exigence primordiale de la Constitution conciliaire sur la liturgie (art. 30 et 114). Cette participation est faite d'adhésion intérieure de l'esprit et du cœur à l'action liturgique, de gestes, d'attitudes corporelles, de paroles, de chants (cf. art. 30). L'homme tout entier est donc invité à participer à la liturgie. Comme les moyens audio-visuels peuvent renforcer la participation active, il est normal qu'on les mette aussi au service de la liturgie.

1.2. Subsidiarité

Le fait d'affirmer la légitimité de l'emploi des moyens audio-visuels dans la liturgie ne constitue pas, en soi, une recommandation à les utiliser en toute occasion. Dans certains cas — notamment dans des célébrations pour enfants, et surtout dans des célébrations autres que l'eucharistie — ces moyens peuvent être utiles ; en d'autres cas, les moyens dont se sert la liturgie traditionnelle suffiront, car une liturgie vivante dépend beaucoup plus de

l'engagement personnel des acteurs de la célébration que des techniques utilisées.

Il faut remarquer d'autre part que les moyens audio-visuels exploitent souvent des éléments créés antérieurement à la célébration, par des personnes qui n'y participent pas. A un élément pré-enregistré, on préférera toujours un élément accompli par des membres de l'assemblée : un chant de l'assemblée comme le *Sanctus* ne saurait être remplacé par un enregistrement de ce même chant ; la réalité d'un cierge allumé ne saurait être remplacée par la photographie de ce cierge.

1.3. Critères

Les moyens audio-visuels peuvent convenir à la liturgie s'ils sont adaptés directement ou indirectement à l'objectif de la célébration. Le genre de moyens à utiliser et la façon de s'en servir dépendent donc de chaque cas particulier, et notamment de leur aptitude à favoriser le contact entre la liturgie et la vie.

Il est d'ailleurs difficile de donner des règles précises, car cet usage dépend :

- du genre de moyens et de leur valeur propre,
- de la personne qui les utilise,
- de la manière dont on les présente et les explique,

- de la célébration à laquelle on les destine : célébration extraliturgique ou préparant à la liturgie ; célébration de groupe ; liturgie paroissiale ordinaire.

Une bonne connaissance des moyens audio-visuels et de l'assemblée concrète est donc indispensable. Il convient en outre de préparer les assemblées avec soin, car toute nouveauté peut dérouter certains fidèles (prédication, feuille paroissiale).

1.4. Moyens audio-visuels et méditation

Les moyens audio-visuels peuvent apporter leur contribution à l'effort d'intériorisation que suppose toute méditation ; ils constituent normalement un stade préliminaire, aidant l'homme à se concentrer, libérant en lui certaines énergies créatrices, éveillant le besoin d'un approfondissement, et conduisant, en définitive, au silence. Dans certains cas, ils constituent eux-mêmes — comme la lecture d'un texte, le chant d'un psaume ou la contemplation d'une icône — un élément de méditation. Toute utilisation des moyens audio-visuels en liturgie suppose une certaine discrétion, car l'approfondissement ne dépend pas de leur qualité. Souvent même, le silence et un certain dépouillement sont préférables à tous les moyens techniques.

2. — MOYENS SONORES

2.1. — MICROPHONES ET HAUT-PARLEURS

2.1.1. Utilité

Le microphone rend de grands services depuis de nombreuses années ; il permet notamment de s'adresser aux membres d'une grande assemblée en évitant des efforts vocaux excessifs ; il permet aussi, grâce à l'installation de boucles magnétiques, la participation des personnes atteintes de surdité (la plupart des personnes porteuses d'appareils acoustiques ne peuvent se contenter des sons transmis par haut-parleurs : l'installation de ces boucles est donc indispensable). En dehors de ces cas, l'emploi du microphone ne s'impose pas toujours : dans la plupart des petites églises, une voix moyenne est souvent préférable à une voix amplifiée, car elle permet

un contact humain plus direct. On se rappellera à ce sujet que la sonorisation n'est pas toujours la seule solution aux problèmes acoustiques : il suffit parfois de déplacer légèrement le siège du célébrant ou l'ambon pour améliorer sensiblement la qualité sonore.

2.1.2. Réglage

L'emploi correct du microphone suppose un certain entraînement et quelques précautions techniques :

- Le réglage de l'amplification exige de multiples essais. Un essai sans assemblée ne saurait suffire, car l'acoustique peut varier considérablement suivant que l'église est vide, pleine, ou partiellement occupée ; il importe aussi de solliciter les remarques des personnes atteintes de surdité, car, pour elles, un réglage précis est une condition de leur participation.

Quand le même microphone doit être transporté successivement

- au siège (président de l'assemblée),
- à l'ambon (lecteurs, psalmiste),
- à l'autel (célébrant),

il convient de couper le contact avant de le déplacer pour éviter tout bruit insolite.

2.1.3. Utilisation pour la voix parlée

2.1.3.1. — Quand le microphone est utilisé pour la parole, il ne dispense pas, bien au contraire, d'une bonne articulation. Par contre, on peut adopter un ton de voix naturel, ce qui n'est guère possible quand on parle dans une église dépourvue de sonorisation.

2.1.3.2. — On peut distinguer trois zones d'utilisation du micro :

- celle de l'intimité, qui permet de prendre un ton de confidence de personne à personne, en évitant toutefois un sentimentalisme contraire à la célébration ;

- celle de la conversation, comme si l'on parlait à un petit groupe ;

- celle de la proclamation, qui convient notamment aux lectures.

L'utilisation de ces trois zones crée un véritable relief sonore, source de variété, de contraste, de vie. Le genre littéraire des textes commande le genre d'élocution, mais aussi la zone d'utilisation du micro, c'est-à-dire la distance de la personne qui parle par rapport au micro.

2.1.4. Utilisation pour la voix chantée

Quand le microphone est utilisé pour le chant, il importe de bien distinguer deux cas :

2.1.4.1. — Ou bien l'on chante en soliste (comme célébrant, animateur, psalmiste) : un soliste ordinaire peut chanter normalement au microphone, en articulant distinctement, car l'amplification suffit à diffuser sa voix ; un soliste à la voix puissante a souvent intérêt à se passer du microphone, qui risque non seulement d'être inutile mais même nuisible à la qualité.

2.1.4.2. — Ou bien l'on chante avec l'assemblée : il convient alors d'être extrêmement prudent, car la voix amplifiée couvre celle des autres participants ; par une réaction psychologique facile à comprendre, l'assemblée ne chante alors que du bout des lèvres, et le microphone, loin de favoriser le chant de l'assemblée, devient la cause de sa faiblesse ; mis à part le cas où le soliste soutient discrètement l'assemblée

pour un chant encore mal connu, il vaut mieux couper le contact, ou, tout au moins, se tenir à une certaine distance du microphone. La direction par le geste est toujours préférable à la direction par une voix trop envahissante.

2.1.5. Aspect esthétique

L'installation d'appareils destinés à l'amplification sonore risque de gâter l'architecture de l'église. L'idéal serait que tous soient incorporés à l'édifice lui-même et à son mobilier. Il faut au moins dissimuler au maximum les câbles destinés à relier les microphones aux colonnes sonores, ou adopter, si les moyens financiers le permettent, un micro-émetteur sans fil. Le micro portatif constitue une solution intermédiaire, plus discrète que le micro ordinaire, moins coûteuse que le micro-émetteur.

2.2. — DISQUES ET BANDES MAGNETIQUES

2.2.1. Principes

Le souci de rehausser le caractère festif de la célébration ou de soutenir des temps de silence par les éléments musicaux amène de plus en plus souvent les responsables de la liturgie à diffuser de la musique enregistrée, durant certains moments de la célébration. Cet usage exige, lui aussi, une certaine prudence, et avant tout le respect d'une règle fondamentale : toute exécution musicale est normalement confiée à des membres de l'assemblée (solistes, chorale, assemblée tout entière, organistes ou autres instrumentistes). En effet, les monitions, les prières, les lectures, les chants et les autres éléments musicaux sont, à des titres divers, des formes de participation à l'action liturgique. Une exécution enregistrée, même si sa qualité musicale est supérieure, ne saurait donc remplacer le geste vocal ou musical réel des membres de l'assemblée.

2.2.2. Diffusion de musique enregistrée

Moments favorables.

L'application du principe énoncé plus haut (2.2.1.) demande quelques précisions. Toutes les fois qu'il est possible d'obtenir la participation d'un instrumentiste, on doit lui accorder la préférence. Quand une telle participation est impossible — par exemple pour les mariages ou les funérailles — on peut faire entendre de la musique enregistrée, durant certains moments d'une célébration. Pour la célébration de l'Eucharistie, la musique peut intervenir notamment :

- pour créer l'atmosphère au début de la célébration et accompagner éventuellement l'entrée du célébrant, si aucun chant d'ouverture n'est possible ;
- pour souligner le caractère lyrique du psaume responsorial, s'il n'est pas chanté, et donner ainsi le ton pour la reprise du refrain de l'assemblée ;
- pour soutenir un temps de méditation après une lecture ou l'homélie ;
- pendant la communion et le temps d'action de grâces ;
- après le rite de renvoi.

Mais on se rappellera qu'un temps de silence n'est pas forcément un trou sonore qu'il faut absolument remplir.

« Un silence sacré, qui fait partie de la célébration, doit aussi être observé en son temps. » (Présentation générale du missel romain, n° 23.)

2.2.2.2. Conseils techniques

Appareils. — La diffusion de musique suppose une très bonne installation, malheureusement assez coûteuse, car les installations prévues pour l'amplification de la voix ne suffisent pas. Elle peut se faire

— soit à partir d'un bon magnétophone ;

— soit à partir d'un enregistreur à cassettes muni d'un système éliminant le bruit de fond des cassettes ordinaires.

L'utilisation de disques est évidemment plus délicate.

Haut-parleurs. — Genres : Les petites colonnes verticales installées dans nos églises ne sont pas adaptées à une bonne diffusion de la musique, car les sons graves ne peuvent être reproduits convenablement par des haut-parleurs de petites dimensions ; il faut donc prévoir d'autres haut-parleurs de plus grandes dimensions.

Place. — Dans une église petite ou moyenne, deux haut-parleurs à la hauteur du chœur suffisent généralement ; dans les églises très grandes, il sera parfois opportun d'ajouter d'autres colonnes dans la nef.

Puissance. — Pour déterminer la puissance nécessaire, un essai sur place est indispensable ; il faut prévoir un nombre de watts assez élevé pour ne pas être obligé d'utiliser toute la puissance des haut-parleurs ; toutefois, à cause de la réverbération importante des églises, on a besoin d'un nombre de watts bien inférieur à ce qu'exige une salle ordinaire.

Amplificateur. — On peut conseiller l'emploi d'un amplificateur séparé pour la diffusion de la musique, car les amplificateurs prévus pour la parole ne sont pas suffisants.

Pour toutes ces questions techniques, on consultera une maison spécialisée.

2.2.2.3. Manipulation

L'enclenchement et le déclenchement doivent se faire avec précaution. Il est recommandé de travailler avec l'amplificateur (bouton qui règle la colonne), en partant de zéro pour amplifier progressivement et, pour interrompre la diffusion, en diminuant le volume avant d'arrêter la bande.

Une trop grande puissance est déconseillée : la musique ne crée alors ni la joie, ni le recueillement.

2.2.2.4. Choix des pièces

Le choix des pièces exige une bonne sensibilité musicale. Il dépend

— du moment et du genre de la célébration ;

— de la culture musicale moyenne de l'assemblée : il convient d'éviter toute musique agressive ou vulgaire.

Toutefois, dans une célébration pour un groupe particulier, on peut consciemment adopter une musique qui fasse réagir.

En raison de l'acoustique habituelle des églises, on accordera généralement sa préférence à des pièces lentes : les mouvements rapides sont souvent intolérables dans une église comportant un écho.

Le répertoire ancien et moderne offre des possibilités de choix abondantes, notamment dans les secteurs de la musique d'orgue, d'instruments de

cuisse et d'orchestre à cordes, sans exclure les instruments modernes ou la musique électronique. L'accord avec le moment liturgique est évidemment très important, surtout dans une célébration eucharistique.

Par contre, on s'abstiendra de diffuser de la musique chantée, car le chant est perçu par tous comme l'une des formes les plus normales de la participation active de l'assemblée et de la chorale.

2.2.3. Le play-back

Si l'on est équipé et entraîné pour le faire correctement, on peut utiliser un accompagnement pré-enregistré pour soutenir un chant de l'assemblée. Mais cette réalisation est très délicate, car elle exige une grande rigueur dans le mouvement, donc un animateur spécialement entraîné ; d'autre part, l'animateur doit pouvoir s'abstenir de chanter, car il est très difficile de chanter et d'écouter en même temps. Le réglage de l'accompagnement doit permettre de soutenir le chant, sans jamais le couvrir.

2.2.4. Enregistrements destinés à l'étude de nouveaux chants

On peut diffuser dans une église, par disque ou par bande magnétique, l'enregistrement d'un nouveau chant qu'on désire faire apprendre, mais cela se fait normalement en dehors de la célébration. L'usage d'un tel enregistrement ne doit jamais constituer un moyen de substitution pour remplacer un chant de la chorale ou de l'assemblée. Tout au plus pourra-t-on le tolérer s'il reste un soutien discret, en attendant que le chant soit bien connu. Dans ce cas, on respectera les remarques émises à propos du play-back (2.2.3.) et du chant d'un soliste au microphone (2.1.4.2.).

3. — MOYENS VISUELS

3.1. — ECLAIRAGE

Avant d'introduire des moyens techniques modernes, il importe de s'occuper de l'éclairage de l'église, car il constitue le premier des moyens visuels. Or, il laisse souvent à désirer, notamment dans les lieux (ambon, siège du célébrant) d'où l'on s'adresse à l'assemblée. Une bonne vision de la personne qui parle facilite la communication, et même la compréhension de ce qu'elle dit. Cela est particulièrement important pour les personnes dont l'ouïe est défectueuse.

3.2. — COLLAGES, DESSINS ET POSTERS

Pour favoriser la participation des enfants et des jeunes à la liturgie et pour les intéresser à sa préparation, on peut décorer occasionnellement les églises avec des dessins d'enfants, des collages, des photos, des posters ou des affiches. On s'efforcera toujours d'accorder ces décorations occasionnelles avec l'architecture et la décoration fixe de l'édifice.

3.3. — PROJECTION DE TEXTES ET DE CHANTS

3.3.1. Utilité

Quand l'assemblée ne possède pas les textes des chants (absence du recueil ou de feuillet), on peut

les projeter, avec ou sans musique, sur un mur de l'église ou sur un écran. Ce moyen permet aussi de laisser sous les yeux des fidèles, après une lecture ou une homélie, certaines phrases qu'on veut proposer à leur méditation.

3.3.2.1. — Cet usage ne peut pas toujours être prévu. Si l'église est trop grande ou si la visibilité n'est pas bonne de partout, il vaut mieux s'en abstenir, afin d'éviter un sentiment de frustration chez certains membres de l'assemblée.

3.3.2.2. — Il convient également de prendre garde au genre d'église dans laquelle on projette, si l'on doit recourir à un écran : un écran risque de déséquilibrer l'espace architectural.

3.3.2.3. — La manipulation de l'appareil doit être discrète, sinon l'effet recherché par la projection risque d'être perturbé.

3.4. — PROJECTION D'IMAGES

3.4.1. Légitimité

L'Eglise a toujours accordé une grande importance aux éléments visuels de la liturgie : gestes, mouvements, ornements, lumière, espace architectural, décoration. La projection de photographies ou d'œuvres d'art s'inscrit dans la tradition des mosaïques, des fresques et des icônes, des chapiteaux et des statues, des vitraux et des retables. Elle peut avoir une valeur catéchétique et, en même temps, une valeur esthétique appréciables.

3.4.2. Utilisation

La projection d'images peut, notamment,
— illustrer un texte,
— favoriser un temps de méditation,
— illustrer une célébration sur un thème particulier, par exemple une méditation sur le chemin de croix.

Elle permet en outre d'approfondir et de renforcer la réflexion et la prise de conscience, et, mobilisant les énergies affectives de l'homme, favoriser une adhésion du cœur et de la volonté. Bien choisie, l'image projetée peut également conduire les fidèles du visible à l'invisible.

3.4.3. Valeur de l'image

Les psychologues contemporains ont mis en évidence l'importance de l'image dans notre civilisation. En raison de son impact très fort, en raison également de son caractère global et instantané, la présentation d'images risque de provoquer une écoute distraite de la parole. Il convient donc d'utiliser l'image avec prudence et d'une manière non systématique, avant ou après l'écoute d'un texte, afin d'éviter que l'attention ne se disperse. C'est surtout dans la liturgie de la Parole que la projection d'images peut intervenir.

3.4.4. Matériel

3.4.4.1. — La projection peut se faire à l'aide d'un rétroprojecteur, d'un projecteur de diapositives, ou d'un épiscopes. Les maisons spécialisées fournissent toutes les indications utiles concernant les divers types d'appareils.

3.4.4.2. — Les images peuvent être projetées soit sur un mur clair, soit sur un écran. On prendra garde au fait que l'image risque d'être déformée, si l'appareil est placé trop bas par rapport à la surface de projection. La projection d'images est déconseillée dans une église trop grande ou dans une église trop claire.

3.4.4.3. — Le choix des images doit être d'une haute qualité technique et posséder une réelle valeur expressive. Il doit éviter soigneusement tout ce qui pourrait choquer la sensibilité de certains membres de l'assemblée. L'impact des images sera d'autant plus fort que leur nombre sera limité et leur choix adapté au thème de la célébration.

3.4.4.4. — Dans les nouvelles constructions, il convient non seulement d'étudier soigneusement les emplacements des prises de courant nécessaires pour les divers appareils utilisables dans la liturgie, mais également de ménager des surfaces permettant d'éventuelles projections. Afin de garantir une bonne qualité de projection, il faut prévoir l'obscurcissement des locaux dans les projets de construction.

3.4.5. Moments favorables

La projection de diapositives trouvera surtout sa place dans des célébrations de la Parole ou des moments de méditation, notamment dans des célébrations pour enfants, pour jeunes ou pour groupes particuliers.

La projection d'images durant la célébration dominicale paroissiale n'est concevable qu'à titre exceptionnel.

Au cas où ils choisiraient cette solution, les responsables devraient alors faire preuve d'intelligence pastorale et de prudence.

3.5. — FILMS

Un film peut atteindre très profondément l'être humain. Il déclenche souvent un processus d'identification et, comme événement en soi, il possède une valeur indéniable. Aussi, de par son statut, il ne se prête pas à la fonction discrète d'accompagner et d'éclairer un autre événement.

Pour ces raisons, le film doit être exclu de la célébration eucharistique. Si l'on veut utiliser ce moyen pour des réunions de prière ou de méditation, il faut bien concevoir leur déroulement, de manière que les participants ne les confondent pas avec des séances de cinéma documentaire. Des films critiquant la société ne conviennent pas à la liturgie.

4. — INDICATIONS FINALES

4.1. Tâches des commissions

Les commissions de liturgie, de musique sacrée et d'art sacré sont appelées à collaborer avec les organismes spécialisés dans les domaines des moyens audio-visuels, en vue des tâches suivantes :

- poursuivre l'étude de ces problèmes,
- préparer l'opinion publique à ces moyens nouveaux,

- recueillir les expériences déjà réalisées, en Suisse et en d'autres pays,

- tenir à jour l'inventaire des matériaux existants,

- promouvoir la création et la diffusion de matériaux de qualité.

4.2. Tâches des responsables paroissiaux

De leur côté, les responsables des paroisses s'entoureront de personnes compétentes

- pour équiper éventuellement les églises et les salles de paroisses avec des installations bien adaptées aux besoins,

- pour diffuser des éléments sonores et visuels de qualité.

Toute innovation dans ces domaines sera précédée d'une information claire sur les objectifs visés et les moyens utilisés.

4.3. Adresses utiles

Dès maintenant, on peut s'adresser, en Suisse romande, aux centres suivants :

- Centre romand de liturgie, 188, rue Pierre-Aeby, 1700 Fribourg.

- Procure romande de musique sacrée, 188, rue Pierre-Aeby, 1700 Fribourg.

- Service audio-visuel diocésain, Abbé Mauron, 2, chemin Coin-de-Terre, 1211 Genève 28.

- Centre catéchétique, Abbé Aenishänslin, 29, boulevard de Grancy, 1001 Lausanne.

- ODIS, route de Gravelone 5, 1950 Sion.

4.4. Bibliographie

- Constitution conciliaire *De sacra liturgia* (4 décembre 1963).

- Instruction pastorale *Communio et progressio* (3 juin 1971).

- Textes synodaux (thèmes 1, 2, 12).

- L'audio-visuel - le nouveau langage de l'Eglise ? (Commission de planification pastorale de la Conférence des évêques suisses, décembre 1974.)

- Babin, l'audio-visuel et la foi (Ed. du Chalet).

- Paroisse et liturgie 1973, n° 4, (Monastère St-André, B 1340 Ottignies.)

- Auvimages, 1975, n° 4. (Association catéchétique nationale pour l'audio-visuel, 6, avenue Vavin, F 75006 Paris.)

— Célébrer Jésus-Christ. L'année liturgique, par Dom Adrien NOCENT, O.S.B. Tome VI, Temps ordinaire, 2^e partie : dimanches 9 à 21. — Un vol. 14 × 20 cm de 256 p. Prix : 49,95 F. Tome VII, Temps ordinaire, 3^e partie : dimanches 22 à 34. — Un vol. 14 × 20 cm de 256 p. Prix : 49,95 F. Jean-Pierre Delage éditeur, 10, rue Mayet, 75006 Paris.

C'est un copieux commentaire des lectures de chaque dimanche que nous donne en ces volumes Dom A. Nocent qui professe à l'Institut pontifical de liturgie Saint-Anselme de Rome. Pour le même dimanche naturellement, il y a un commentaire pour chaque année, A, B, C, selon la réforme liturgique voulue par le Concile Vatican II. Les cinq tomes qui précèdent embrassent l'introduction à l'année liturgique et l'Avent, Noël-Epiphanie, le Carême, le temps pascal et le début du temps ordinaire. C'est donc l'ensemble de l'année liturgique qui est étudié pour répondre aux besoins pastoraux de notre époque. De tels volumes peuvent aussi bien être utilisés pour la prédication que pour la méditation des fidèles.

Déclaration pastorale de la Commission épiscopale canadienne pour les migrations et le tourisme au sujet de la nouvelle loi sur l'immigration (1)

Maintenant que le Canada s'est donné une nouvelle loi sur l'immigration, nous avons jugé bon, à titre de pasteurs de l'Eglise catholique, de faire connaître nos vues sur l'esprit qui devrait animer les relations entre les citoyens de ce pays et les étrangers qui viennent s'y installer. Il nous paraît nécessaire de rappeler aux fidèles certaines valeurs essentielles que nous révèle l'Écriture, et que nous retrouvons dans l'enseignement et l'expérience de l'Eglise. Ces valeurs devraient inspirer nos attitudes et nos politiques à l'égard de tous les immigrants ; elles devraient également nous éclairer dans la conception de nos programmes pastoraux s'adressant aux immigrants qui partagent notre foi religieuse.

Aux termes de la nouvelle loi, notre pays continuera à accueillir des immigrants et des réfugiés. Un des buts de la loi est de rendre plus efficace et plus juste leur entrée au pays ; mais on y trouve également des dispositions en vue de contrôler et de limiter davantage leur nombre, et une décision sera prise chaque année à ce sujet. En outre, les fonctionnaires du gouvernement se retrouvent avec de plus grands pouvoirs du point de vue des règlements d'application dont nous devons surveiller de près les effets.

Nous nous permettons d'insister sur ce point parce qu'un certain nombre de personnes, au Parlement comme ailleurs, ont fait valoir que notre pays devrait, pour son bien-être économique, réduire le nombre des immigrants, comme s'ils étaient à blâmer pour les difficultés économiques actuelles, ou comme s'ils devaient contribuer à empirer la situation. De plus, divers incidents locaux ont mis à jour certaines tensions concernant l'arrivée d'étrangers dont la présence nous force à changer nos façons de penser et d'agir. Il semble qu'un grand nombre de Canadiens manifestent bien peu d'ouverture d'esprit au sujet du nombre et du genre d'immigrants et de réfugiés qu'il faudrait admettre à l'avenir.

Pourquoi les gens émigrent-ils ?

Il importe de se rappeler que les immigrants se coupent de leurs racines et quittent leur pays en raison de l'état de privation qu'ils ressentent. Ils émigrent ou fuient comme réfugiés, parce qu'ils croient que leur avenir sera plus heureux ailleurs. Notre pays est considéré comme une contrée riche où il fait bon vivre ; les gens veulent venir chez nous, et nous risquerions de nous montrer extrêmement égoïstes en leur limitant ou en leur refusant l'entrée.

A titre de pasteurs de l'Eglise, les évêques ont

déjà parlé de ce climat hostile qui prévaut à l'égard des immigrants. Nous revenons ici, en effet, sur un thème que notre Commission épiscopale des affaires sociales a déjà traité en juillet 1975, alors qu'elle déclarait : « Un réflexe de peur semble être à la source de ce désir de limiter le nombre de nouveaux venus ou de les refuser. Ceux-ci sont perçus comme des compétiteurs sur le marché du travail, dans l'accessibilité aux biens et aux services, et, par voie de conséquence, comme une menace à notre manière de vivre actuellement et à nos aspirations relatives à l'avenir. Aussi, notre réflexe est-il de chercher à protéger et à garder notre avoir en refusant aux autres d'y participer. » (2).

Comme membres de la Commission épiscopale pour les migrations et le tourisme, nous tenions à poursuivre cette réflexion pour une raison importante : les tensions dont nous avons parlé plus haut s'enveniment encore actuellement, de sorte que les chrétiens doivent réfléchir sur les besoins d'harmonie entre les habitants d'origines diverses de ce pays, et sur le rôle qu'ils doivent jouer en vue de faire croître la bonne entente parmi eux.

Une vision chrétienne

Nous devons nous demander d'abord quelle contribution les chrétiens peuvent apporter à l'amélioration de la situation actuelle. La meilleure façon de décrire cet apport des chrétiens est de le rattacher à la vision du genre de société qu'ils se doivent de rechercher ; cette vision détermine également les attitudes que nous devons adopter dans nos façons d'agir et nos interactions quotidiennes.

Les chrétiens sont appelés à bâtir sur terre une société qui soit la figure en même temps que le signe de la nouvelle Jérusalem qui nous a été promise, de cette cité qui descend du ciel d'au-dessus de Dieu. On nous annonce que la nouvelle Jérusalem sera une cité ouverte, avec des portes sur tous ses côtés afin d'y recevoir la multitude venant de toutes les nations (Ap 21, 12-14).

Ces images décrivent l'ouverture d'esprit et l'hospitalité dont nous devons faire montre à l'égard des nouveaux venus. Nous avons hérité de l'avertissement du Seigneur Yahvé, transmis jusqu'à nous d'âge en âge : « Si un étranger réside avec vous dans votre pays, vous ne le molesterez pas. L'étranger qui réside avec vous sera pour vous comme un compatriote et tu l'aimeras comme toi-même, car vous avez été étrangers au pays d'Égypte. » (Lv 19, 33-34.)

Certains peuvent prétendre qu'il s'agit là d'un idéal suranné et peu pratique. Mais le mouvement mondial actuel nous indique clairement que les frontières disparaissent peu à peu et que nous sommes de plus en plus appelés à vivre comme un

(1) Texte original.

Les membres de la Commission épiscopale canadienne pour les migrations et le tourisme sont : NN. SS. DE Roo, évêque de Victoria, président ; AMBROZIC, évêque auxiliaire à Toronto ; AUDET, évêque de Joliette ; HAYES, archevêque d'Halifax ; PICHÉ, évêque de Makenzie-Fort Smith ; ROBORECKI, évêque ukrainien de Saskatoon.

(2) DC 1975, n° 1681, p. 746. (NDLR.)

seul peuple. Notre vision du monde et nos préoccupations s'élargissent et englobent toute notre planète. Nous ne devons plus penser en termes d'étrangers, mais uniquement en termes de frères humains. Voilà justement ce qu'a proclamé l'Eglise lors de Vatican II : « Le Christ et l'Eglise... transcendent tout particularisme de race ou de nation, et par conséquent ils ne peuvent jamais être considérés, ni lui ni elle, comme étrangers nulle part ni à l'égard de qui que ce soit. » (*Ad gentes*, art. 8.)

Ce mouvement vers la fraternité universelle s'inspire de l'Evangile et des écrits apostoliques. Dans l'Ancien Testament, Dieu est présenté comme le « défenseur de l'étranger », et tout ce qui y est annoncé figure comme enseignement explicite dans le Nouveau Testament, en termes d'amour fraternel entre tous les hommes.

Malgré la coutume reconnue, Jésus adresse la parole à une Samaritaine et lui demande de l'aide (Jn 4, 7). Il loue la foi du centurion romain (Mt 8, 10-12) et d'une Cananéenne (Mt 8, 28). Il fait voir le contraste entre l'attitude d'un prêtre et d'un lévite et celle d'un Samaritain qui « s'est montré le prochain de l'homme tombé aux mains des brigands » (Lc 10, 32-37). Il a demandé à ses disciples d'aimer tous les hommes, et même leurs ennemis (Mt 5, 43-48 ; Lc 6, 27-36). Enfin, au jugement dernier, il dira : « J'étais un étranger et vous ne m'avez pas accueilli. » (Mt 25, 34-43.)

Saint Paul, sans nier la diversité des peuples, rappelle que tous sont un dans le Christ. Et il affirme donc : « Il n'est plus question de Grec ou de Juif..., de barbare ou de Scythe... Il n'y a que le Christ qui est tout et en tout. » (Col 3, 11 ; Ga 3, 28.)

Notre réponse ?

Quelle sera donc notre réaction à l'égard des gens qui veulent immigrer parmi nous en vue de sortir de leur état de privation et d'améliorer leur sort ?

Il nous faut demander au Seigneur de nous aider à surmonter notre peur des nouveaux venus et des étrangers, qu'ils viennent de l'intérieur ou de l'extérieur de notre pays. Il nous faut prier pour que le genre de société future que nous bâtissons ensemble soit moins marqué par la cupidité et l'égoïsme, et témoigne davantage d'un esprit de fraternité et de partage, d'accueil, d'espérance et de charité.

Si nous voulons faire un pas dans la reconstruction d'un monde plus juste, nous devons partager avec nos frères et nos sœurs qui sont dans le plus grand besoin. Pour que nous demeurions tous dans l'amour de Dieu, ne craignons pas de changer nos propres modes de vie, notre utilisation et notre contrôle des ressources, afin que les biens de la création soient justement redistribués.

A l'arrivée d'étrangers dans leur milieu, les fidèles de l'Eglise sont appelés à manifester une grande ouverture d'esprit et un accueil chaleureux. Les catholiques canadiens ont donné un magnifique exemple de cet esprit dans le passé, mais il reste encore beaucoup à faire. Il nous faut nous convertir à l'amour fraternel, accueillir et aider.

Ne soyons pas, à l'égard des immigrants, des prêtres ou des laïcs « envahissants ». Veillons plutôt à ce que tout soit fait par eux, avec eux et pour eux. Ils sont trop souvent contraints à un conformisme humiliant dans leur milieu de travail et de vie. Faisons-leur ressentir le respect de l'Eglise à l'égard de leur liberté et de leur dignité.

Il nous faut tenir compte de leurs racines, de leur patrie d'origine ; ils peuvent, de ce point de vue, nous communiquer de grandes richesses. Mais, en même temps, les immigrants ont besoin d'être aidés dans leur adaptation à leur nouveau pays. Encore ici, l'amour est primordial ; ils doivent apprendre à aimer leur nouvelle patrie. Si des liens mutuels de fraternité, de confiance et de respect s'établissent, tout leur sera possible.

Faire disparaître le racisme et l'exploitation

Nous devons nous rendre compte que l'exploitation des immigrants et le racisme ne disparaîtront que dans la mesure où tous les hommes se sentiront vraiment frères et sœurs d'une seule famille humaine. Dans un climat de conversion et de réconciliation, il sera plus facile de découvrir les moyens à mettre en œuvre pour vaincre le racisme et la tendance à exploiter les immigrants, et d'aider ces derniers dans leur vie de tous les jours.

Cet effort doit être constamment poursuivi dans les paroisses et les divers groupes sociaux. Les événements qui présentent une signification spéciale pour les immigrants devraient faire l'objet d'une attention toute particulière.

L'approfondissement de notre conscience sociale nous a non seulement fait réaliser notre besoin de conversion individuelle, mais aussi celle de tout notre milieu. Le renouvellement personnel ne pourra être vraiment efficace que s'il s'accompagne d'une transformation de nos structures, car nos attitudes marquent, sans doute, nos institutions, mais nous, en retour, sommes modelés par ces mêmes institutions. Sans les changements nécessaires dans nos politiques et nos régimes sociaux, sans les modifications à nos programmes touchant l'habitation, l'emploi, la sécurité de l'emploi, les salaires et le crédit, un racisme masqué et une exploitation sournoise à l'égard des immigrants continueront à s'exercer. Les syndicats, les caisses populaires et les autres coopératives, de même que les associations locales et de bénévolat ont tous beaucoup à faire en ce domaine.

La nouvelle loi a suscité de nouvelles questions politiques particulièrement importantes. Une fois par année, le ministre de l'Immigration devra déclarer au Parlement « le nombre d'immigrants que le gouvernement canadien juge opportun d'admettre durant une période déterminée ». Les gouvernements provinciaux seront consultés pour déterminer ce nombre. Il devient donc impérieux pour les chrétiens de rester aux aguets et de prendre part à cette nouvelle méthode de prise de décision, tant au niveau fédéral qu'à celui des provinces. Pour l'amour des immigrants et des réfugiés, les chrétiens qui veulent montrer un cœur ouvert et généreux ont également la grande responsabilité d'exercer toute la vigilance nécessaire sur la forme et les effets des règlements qui seront édictés en vertu de la nouvelle loi.

En nous rappelant le commandement du Seigneur de nous aimer les uns les autres, nous devons regrouper nos forces par tous ces moyens et par d'autres agissements afin que les droits de chacun soient vraiment mieux respectés et que les aspirations à la justice et à la fraternité soient toujours plus pleinement comblées.

Le 27 septembre 1977.

« CAR VOUS AVEZ ÉTÉ VOUS-MÊMES ÉTRANGERS »

*Lettre de la Conférence épiscopale néerlandaise à l'occasion de la Journée de l'étranger
(19-20 novembre 1977) (1)*

Aujourd'hui, l'Eglise célèbre la fête du Christ-Roi. Son règne est un règne d'amour, de justice et de paix. Il s'étend sur tous les peuples, sur toutes races et langues.

L'Eglise des Pays-Bas porte aujourd'hui une attention particulière aux étrangers. En communauté de croyants que nous sommes, nous voulons nous arrêter à cet aspect du règne du Christ, tel qu'il doit se manifester dans une société chrétienne : la cohabitation pacifique d'un grand nombre de races et de nationalités dans un seul pays.

En ce moment, la situation concrète des Pays-Bas est telle que les Néerlandais d'Europe vivent sur un territoire exigu avec des personnes qui appartiennent à de tout autres races et sont originaires d'autres pays : près de 200 000 travailleurs étrangers avec ou sans leurs familles, plus de 150 000 personnes originaires du Surinam, des Antilles néerlandaises et d'Indonésie, des réfugiés venant en majorité des pays de l'Amérique du Sud, d'autres encore : tous ensemble environ 4 % de la population totale du pays, c'est-à-dire quatre personnes pour chaque groupe de cent habitants.

L'on ne saurait trop insister sur ceci : l'étranger vivant parmi des chrétiens peut faire valoir un droit inviolable à ce qu'on lui accorde une place où il soit l'égal des autres. Nous lisons dans le Lévitique : « Si un étranger réside avec vous dans votre pays, vous ne le molesterez pas. L'étranger qui réside avec vous a les mêmes droits qu'un israélite de naissance. Tu l'aimeras comme toi-même, car vous avez été vous-mêmes étrangers au pays d'Egypte. » (19, 33-34.)

La Bible nous dépeint cet idéal que se doivent de poursuivre des chrétiens qui, dans une même société, sont appelés à coudoyer des étrangers. Aussi, comme dirigeants d'une communauté chrétienne, tenons-nous à relever avec respect et gratitude les nombreuses activités, modestes ou importantes, auxquelles s'adonnent en faveur des étrangers parmi nous les autorités, le mouvement syndical, les mass media, des voisins, des relations, des collègues de travail, des services sanitaires et sociaux, ainsi que des responsables de la pastorale. En tant que province ecclésiastique, nous nous étions déjà penchés sur le problème de l'intégration des étrangers lors des deux premières « concertations pastorales nationales ». Là aussi, de bonnes initiatives ont été prises pour essayer de le résoudre. Tout cela nous invite à la reconnaissance, bien sûr. Toutefois, beaucoup devra encore être fait avant qu'on en arrive à réaliser une société à laquelle les étrangers puissent pour leur part participer aussi complètement que possible, sans pour autant devoir renoncer à leur propre culture.

Ce qui convient tout d'abord, c'est que notre communauté prenne davantage encore conscience de ce problème. La plupart des étrangers se tiennent en effet en marge de notre société. Les travailleurs immigrés sont assujettis à une législation spéciale. Elle ne leur propose le plus souvent que les emplois les moins rémunérés. Ils vivent dans une grande

incertitude de l'emploi, et il leur est presque impossible de s'élever normalement dans l'échelle sociale. Ils n'ont le plus souvent pour toute demeure que des maisons en piteux état ou sont obligés de ■■ caser à plusieurs dans des logements aux commodités sommaires. Beaucoup d'entre eux se voient forcés de vivre pendant longtemps séparés de leurs familles. De plus, comme ils parlent une autre langue et que leur culture diffère de la nôtre, un profond fossé les sépare d'un grand nombre de Néerlandais. Ce ne sont pas seulement ceux qui disent « la Hollande aux Hollandais » qui empêchent ce fossé d'être comblé. Il y a aussi ceux qui craignent de perdre injustement leur place au profit de personnes qui ne sont pas originaires d'ici ; ceux qui sont jaloux des dispositions prises par les autorités en faveur de certains étrangers ; les parents qui redoutent que, à cause des enfants étrangers, le niveau de « leur » école puisse baisser ; ceux qui ne veulent pas qu'avec l'installation d'étrangers leur rue en vienne à perdre son standing et sa valeur. Tous ceux-là font que les étrangers vivant parmi nous sont maintenus dans un état d'infériorité. Et puis, beaucoup d'étrangers, tout en ne rentrant pas dans la catégorie des travailleurs immigrés, sont cependant eux aussi tenus à l'écart du cadre normal de la société néerlandaise : en raison de la couleur de leur peau, de leur langue qui n'est pas la nôtre, du fait que leurs idéaux, leur expression religieuse, leur mode de vie et leurs manières de penser ne correspondent pas à ce qui nous est familier. Ils vivent encore par trop souvent dans l'isolement et dans un climat de discrimination, du fait que la plupart des Néerlandais ignorent tout d'eux et comprennent trop peu ce qu'ils sont.

Dans notre société, les étrangers ne trouvent pas leur vraie place. Une juste appréciation de ce qu'ils pourraient signifier pour nous fait trop souvent défaut. La plupart d'entre nous n'ont aucune idée des richesses de leur culture, ni de leur expression religieuse, ni de l'urbanité qui caractérise leurs rapports sociaux. Pourtant, les étrangers avec lesquels nous vivons se montrent bien souvent extrêmement attentifs à la valeur de l'individu, à l'importance d'une famille bien unie, aux liens étroits qu'ils ont avec des parents vivant au loin, au respect pour les vieillards. Ils ont de l'amour et de l'attention pour les menus détails de la vie quotidienne.

N'est-il pas vrai que tout cela nous conduit à faire le choix qui s'impose : montrer plus d'intérêt pour la situation des étrangers qui vivent parmi nous ? Non pas afin de les maintenir en tutelle ni de leur dicter à tout propos ce qu'ils doivent faire, mais parce que nous les considérons comme des êtres pleinement humains, qui ont droit à leur place dans notre société. Aussi, le fait de devoir leur accorder cette place implique-t-il pour nous que nous soyons disposés à leur céder au besoin la nôtre.

Là où notre société présente des lacunes, celles-ci devront être comblées par un engagement collectif. L'étranger ■ non seulement le droit de jouir d'un régime légal convenable qui lui assure

(1) Traduction diffusée par le service de presse de l'Episcopat hollandais.

des conditions de vie décentes, mais encore de s'attendre à ce qu'on se montre attentionné et respectueux envers sa personne. Notre tâche de chrétiens consiste à nous engager dans notre propre milieu pour que cela puisse se réaliser. Si, dans ce domaine, notre position dans la vie sociale ou notre genre d'activité nous permettent de faire les choses sur une grande échelle, ce sera tant mieux. Mais il y a aussi tant de petits services que l'on peut rendre, au nom tout simplement de ce que nous appelons l'hospitalité : faire ses emplettes en compagnie de l'étranger, garder ses enfants, lui enseigner notre langue, le visiter quand il est malade, s'efforcer de comprendre son pays et ses coutumes, l'aider à remplir des formulaires... A beaucoup d'entre nous il est facile de participer aux activités éventuellement poursuivies dans ce sens par une paroisse ou une municipalité. Et en tout cas, si les chrétiens sont amenés à rencontrer des personnes d'une autre race ou d'un autre pays, ils le feront sans préjugés ni méfiance. L'un des aspects les plus saisissants de la vie de Jésus est certainement qu'il se faisait le défenseur des hommes rejetés par la société : paralytiques, publi-

cains, lépreux, aveugles, étrangers. Il se montrait plein de respect envers tous. Nous connaissons tous sa parabole du bon Samaritain. Celui-ci appartenait à un peuple vivant en étranger chez les Juifs, lesquels évitaient de le fréquenter. Jésus, ne prêtait aucune attention à ce que, par son comportement, il heurtait les coutumes que les Juifs avaient adoptées à l'égard des Samaritains. Il se conformait en effet aux normes du royaume de Dieu telles qu'elles avaient déjà été définies dans la loi de Moïse qu'il était venu accomplir.

Nous voici revenus à ce que signifie la fête du Christ-Roi que nous célébrons aujourd'hui. Dans le Christ, il n'y a pas de distinction de race ni de culture, nous sommes tous les enfants de son Père.

C'est en changeant nos mentalités et en nous engageant pour les minorités vivant parmi nous que nous ferons de l'étranger notre prochain et que nous réaliserons une société dans laquelle tous parlent la même langue de la charité, et où le Christ règne éternellement.

Utrecht, le 27 octobre.

Les évêques des Pays-Bas.

COMMUNAUTÉ DANS LA FOI, COMMUNAUTÉ DANS LA VIE

Message des évêques suisses pour le Dimanche des Migrants, 13 novembre 1977

« Communauté dans la foi - Communauté dans la vie » : tel est le thème qui nous est proposé cette année à l'occasion du Dimanche des Migrants. Il pose à notre conscience de chrétiens des questions d'une brûlante actualité. Aujourd'hui comme jamais peut-être auparavant il règne parmi les travailleurs étrangers un sentiment d'insécurité et de peur quant à leur avenir. Ils sont nombreux ceux qui, pris de panique, quittent la Suisse et retournent dans leurs pays d'origine où la plupart du temps la récession sévit encore plus durement que chez nous. Parmi ces personnes qui regagnent ainsi leur patrie, on compte non seulement des ouvriers qui ne trouvent plus de travail dans notre pays, mais aussi un grand nombre de gens qui ont un emploi assuré. Cette vague de départs entraîne même des étrangers qui habitent en Suisse depuis plus de vingt ans et que nous supposons intégrés, avec leur caractère propre, dans les structures sociales, culturelles et politiques de notre société.

Notre solidarité chrétienne ne se trouve-t-elle pas très sérieusement interpellée par ces faits ? Ne doit-il pas nous paraître étrange, à nous catholiques suisses, de partager le pain eucharistique dans nos églises avec nos frères étrangers, mais d'être par ailleurs apparemment incapables de leur assurer le pain quotidien et un « chez soi » dans la vie profane ? Nos propres intérêts et l'esprit de profit primerait-il vraiment dans une telle mesure nos idéaux chrétiens de compréhension et de communauté fraternelle qui ignorent les frontières linguistiques et nationales ? Ne ressentons-nous pas aussitôt comme un dérangement importun et une ingérence dans nos affaires, lorsque le travailleur étranger se rebiffe contre la situation sociale très inférieure qui lui est trop souvent faite ? Ou lorsqu'il parle de ses droits et en exige avec quelque impatience et véhémence la réalisation ?

Vos évêques ne se proposent pas aujourd'hui d'accuser autrui. Le dimanche des migrants doit plutôt nous inciter tous, et chacun en particulier et la communauté dans son ensemble, à examiner notre comportement envers les étrangers à la lumière de l'Evangile. Cette attitude doit procéder d'abord et avant tout d'un profond respect de la dignité humaine et des droits fondamentaux de nos frères qui sont obligés de chercher à l'étranger, souvent dans des conditions difficiles, de quoi subsister et épanouir leur vie. Or, ce que ces gens attendent avant tout, et ce qui est le plus à même de résorber les conflits, d'ouvrir les cœurs et de panser les plaies, c'est la rencontre personnelle, l'expérience d'une intimité chaleureuse qui supprime chez eux le pénible sentiment de n'être qu'un simple numéro, qu'une main-d'œuvre utile. Il s'agit donc d'intégrer les étrangers dans notre communauté et de leur offrir dans nos familles, nos entreprises et nos écoles, dans le voisinage et la paroisse, des possibilités de rencontres et d'échanges vraiment humains qui leur donneront l'assurance d'être adoptés et de pouvoir collaborer.

En Jésus-Christ Dieu s'est fait tout proche de nous. Il a renversé le mur du péché qui nous séparait de lui. Il est donc aussi de notre devoir de chrétiens d'instaurer un climat de compréhension mutuelle et d'entraide fraternelle, d'abattre les murs que l'orgueil, le caractère étranger, les préjugés et les malentendus dressent entre les hommes, afin de n'avoir « qu'un cœur et qu'une âme » (Actes 4, 32) dans une communauté vivante.

La grâce et la paix de Dieu, notre Père, et de notre Seigneur Jésus-Christ soient avec vous tous.

LES EVEQUES SUISSES.

(« Evangile et mission. » Semaine catholique en Romandie, 3 novembre 1977.)

LES VALEURS MORALES ET RELIGIEUSES DANS LA NOUVELLE CONSTITUTION ESPAGNOLE

Déclaration collective de l'Episcopat

L'Assemblée plénière de l'Episcopat espagnol, qui s'est réunie du 21 au 25 novembre, avait deux sujets à l'ordre du jour : les finances de l'Eglise en Espagne et le projet de nouvelle Constitution. Nous donnons ci-après la déclaration collective de l'Episcopat sur les valeurs morales et religieuses que devra intégrer la nouvelle Constitution en cours d'élaboration. Une partie spéciale traite de la place de la religion catholique dans la future communauté politique ().*

I. — MOTIFS DE NOTRE INTERVENTION

1. Les évêques espagnols ont tenu leur XXVII^e Assemblée plénière au moment où notre pays élabore une Constitution qui va marquer la future orientation de la vie nationale.

Il s'agit d'une entreprise qui, parce qu'elle touche au destin commun des Espagnols, nous oblige tous à nous y intéresser et à tout mettre en œuvre pour qu'elle soit une réussite. C'est au niveau de cet effort collectif pour établir une large plate-forme de convivence, au-delà de tous les affrontements historiques, que se situent les considérations que nous présentons à la société espagnole dans un esprit de collaboration.

Nous écrivons à un moment où les travaux des législateurs sont encore en grande partie inachevés. Il est normal, par ailleurs, que nous envisagions les éléments constitutionnels qui sont plus étroitement liés à l'ordre moral et religieux, celui envers lequel les pasteurs de l'Eglise se sentent plus engagés.

2. Il est de la plus haute importance que la Constitution soit le reflet d'un consensus communautaire le plus ample possible sur les valeurs qui doivent soutenir l'édifice législatif du pays et lui donner son sens ; qu'elle établisse aussi avec honnêteté les règles du jeu pour le pluralisme politique et social. Il revient à l'Etat de reconnaître et de protéger ces valeurs, en en faisant la base permanente de son action.

Nous souhaitons que l'esprit de solidarité avec lequel les forces politiques ont inauguré le processus constitutionnel continue de se renforcer, de manière que la Constitution soit stable, généreuse, réaliste, et qu'elle coupe court

à toute tentation de la remplacer périodiquement au gré de l'accession au pouvoir des différents partis.

II. — PROTECTION DES VALEURS FONDAMENTALES

3. Parmi les principes de base, désormais ancrés dans la conscience universelle, nous soulignons les suivants : l'égalité essentielle de tout homme dans sa dignité personnelle, la liberté de décider de son destin individuel et collectif ; la reconnaissance que nous avons tous les mêmes droits fondamentaux.

Les droits de l'homme

4. Ces droits ont été formulés dans les grandes déclarations et assemblées internationales. Leur reconnaissance et leur mise en œuvre effective font partie intégrante du bien commun de toute nation civilisée. Aucune dictature — ni la majorité de la nation ni un groupe qui prétend être son avant-garde — ne peut légitimement annuler ces droits, encore moins pour imposer aux autres sa propre conception de l'homme et de la société. Les systèmes démocratiques, même s'ils tablent sur le jeu des majorités, doivent garantir la protection de ces droits aux individus et aux minorités, qu'elles soient idéologiques, ethniques ou politiques.

Quand on proclame les droits de l'homme — et encore davantage lorsqu'il s'agit d'un texte constitutionnel —, le législateur a l'obligation de garantir leur exercice par des protections et des moyens efficaces. L'histoire, et aussi l'actualité, abondent, hélas ! en exemples de belles proclamations qui transforment ces droits en pures « libertés formelles », pour la raison qu'on ne leur a pas donné une couverture juridique, économique et sociale qui garantisse leur mise en œuvre effective. La Constitution elle-même devra fixer les bases de son efficacité sur un terrain aussi exposé à des résistances actives et passives.

Devoirs de solidarité

5. Il va de soi que le champ de ces droits individuels et collectifs n'est ni absolu ni illimité, puisqu'ils doivent se conjuguer avec les droits égaux des autres et comporter des devoirs qui, par cohérence éthique, ne peuvent s'en dissocier. Proclamer la dignité, la liberté, l'égalité des êtres humains, c'est exiger le respect des droits d'autrui et la responsabilité dans l'exercice de ses propres droits.

Ce ne sont pas des prérogatives sans référence sociale ; bien au contraire, ces droits ne

(*) Texte espagnol dans *Ecclesia* du 3 décembre 1977. Traduction et note de la DC.

se réalisent pleinement que dans le cadre de la solidarité avec les autres, et en fonction du bien commun de la société.

Pour équilibrer le jeu des droits et des devoirs dans une communauté nationale, il faut en appeler obligatoirement à l'autorité. Sa mission est de veiller à ce que l'équilibre des droits de tous ne soit pas rompu par suite de l'abus des plus nombreux ou des plus forts. Alléguer la liberté pour miner l'autorité serait porter atteinte au système démocratique et aux droits des plus faibles.

Les mécanismes de contrôle social prévus dans ce système devront éviter, par ailleurs, que l'autorité ne dégénère en tyrannie. Dans ce but, doivent fonctionner dans un équilibre efficace la séparation des pouvoirs, l'opinion publique, de même que le dynamisme des sociétés intermédiaires dont nous parlerons plus loin.

Une Constitution dynamique

6. Enfin, une Constitution qui aspire à durer, non comme texte paralysant, mais comme instrument dynamisant du développement social, devra poser des fondements qui permettent d'avancer, sans traumatismes ni effondrements, vers une société plus juste. La Constitution doit comporter également un programme de base pour engager le pays dans des formes de vie plus participative et communautaire.

Perspective chrétienne

7. Diverses conceptions de l'homme et de la société permettent d'aboutir à l'affirmation de ces principes fondamentaux de l'ordre social, de même qu'à la juste délimitation des droits de l'homme. Nous, chrétiens, nous faisons reposer notre conception sur notre foi en la paternité universelle de Dieu, en la fraternité humaine qui en découle, et sur le modèle du Christ Sauveur : pour nous tous qui croyons en lui, le Christ est en effet celui qui a donné sa vie pour tous les hommes, éclairé le destin de l'homme par son Evangile, celui qui est l'origine et le but de l'Histoire. La foi nous oblige à mettre à contribution ces valeurs pour construire une société humaine, dans une concurrence respectueuse et ouverte avec les différents humanismes.

III. — EXPRESSION DE LA CONSCIENCE DE NOTRE PEUPLE

8. Les Constitutions doivent avoir un fondement éthique et exprimer la réalité profonde d'une collectivité, au passé, au présent et à l'avenir de laquelle elles prétendent être fidèles. Destinée à concrétiser les valeurs et les droits qu'elle doit sauvegarder, la Constitution espagnole a l'obligation de se référer à notre conscience en tant que peuple, une conscience où la conception chrétienne a représenté, et représente encore, un élément important. Cette conception chrétienne ne doit être ni ignorée ni imposée à qui que ce soit. On évitera ainsi que des questions idéologiques ou reli-

gieuses ne deviennent l'occasion de divisions et de luttes auxquelles nous voulons barrer la route à tout jamais.

Sans vouloir être exhaustifs, nous nous permettons de passer en revue les points fondamentaux suivants qui, à notre avis, doivent être intégrés, d'une manière ou d'une autre, dans le texte constitutionnel :

Défense de la vie humaine

9. Il revient à un ordre juridique juste de garantir la défense de la vie humaine, depuis le sein maternel jusqu'au moment de la mort, contre toute attaque qui puisse la menacer, même si cette attaque porte le masque de la pitié, de l'idéal politique ou de la science imperfonnelle.

Promotion de la famille

10. La stabilité du mariage et le développement intégral de la famille, ouverte à la société, ont le droit d'être protégés par la loi. La protection privée et publique des valeurs éthiques de la famille, l'égalité juridique de la femme, le logement convenable, les possibilités éducatives des enfants, les débouchés professionnels pour les jeunes, sont des éléments constitutifs d'une bonne santé familiale, indispensable au progrès social.

Protection de la moralité publique

11. Le droit à la liberté d'expression et de diffusion de ses opinions propres ne peut être invoqué pour justifier les offenses aux valeurs et aux sentiments moraux et religieux des citoyens. Le service de la communauté civique exige en outre une défense spéciale de la moralité publique. Un peuple libre ne peut être confondu avec ce qu'on appelle, dans le domaine de la civilisation de consommation, la « société permissive ».

Accès à la culture

12. La justice sociale exige que l'ordre juridique garantisse l'accès de tous les citoyens aux biens de la culture, sans discrimination d'aucune sorte, ni pour les élèves ni pour les établissements scolaires. L'Etat a le droit et le devoir de garantir efficacement la liberté d'enseignement, d'organiser le système éducatif et de surveiller le niveau de qualité de tous les établissements, eu égard à leur identité particulière, par le moyen de l'application effective du droit des parents — croyants ou non — à choisir le type d'éducation à donner à leurs enfants. Quoi qu'il en soit, le type d'éducation des nouvelles générations doit être garanti à tous les établissements scolaires, en conformité avec les conditions morales et religieuses des parents et des élèves.

Attention aux plus faibles

13. Il nous semble que le rôle propre d'une Constitution à la fois humaniste et moderne est

de refléter l'engagement moral du pays envers ses secteurs les plus délaissés. Les chômeurs, le monde rural, les classes non productives, les personnes du troisième âge, les enfants abandonnés, les handicapés et les marginaux sociaux de toute catégorie ont droit à un traitement privilégié dans la distribution des ressources du pays.

Encouragement apporté aux initiatives sociales et aux organismes intermédiaires

14. Pour une Constitution qui s'appuie sur de profondes aspirations démocratiques, la meilleure défense contre tout empiètement autoritaire réside dans le riche éventail de sociétés intermédiaires qui surgissent spontanément dans tous les domaines d'une vie sociale en liberté. La Constitution doit protéger et promouvoir ces sociétés pour enlever à l'Etat jusqu'à la tentation d'envahir, par un excessif monopole, l'espace qu'elles occupent. Que les institutions ne fassent pas ce que peuvent faire les personnes. Que l'Etat ne fasse pas ce que peuvent faire des institutions. Que les instances supérieures suppléent toujours avec respect aux limites des instances inférieures.

Diversité des peuples d'Espagne

15. La sauvegarde légale des identités propres des peuples d'Espagne qui, par leur culture, leur histoire et leur conscience collective, se différencient entre eux à des degrés divers, doit être assumée par la Constitution espagnole comme une valeur positive.

Soutien aux pays du tiers monde

16. Parmi les éléments qui définissent l'être historique de notre peuple figurent, sans aucun doute, le sens universel et le caractère solidaire de sa culture. Cela devrait nous engager aujourd'hui, en accord avec les exigences de notre époque, à contribuer à la promotion des peuples en voie de développement, par le moyen d'une active collaboration de l'Etat et de la société espagnole avec les organismes et programmes internationaux qui tendent à la libération intégrale du tiers monde.

IV. — DEVELOPPEMENT DE LA LIBERTE RELIGIEUSE

17. Nous traitons à part du droit civil à la liberté religieuse, qui fait partie des droits de l'homme, et exige, dans notre cas, d'être particulièrement clarifié. La Constitution qui s'ébauche se propose d'affirmer, semble-t-il, l'application pleine et entière de la liberté religieuse, en renonçant à la formule de l'Etat confessionnel. L'Episcopat espagnol a rendu public, il y a quatre ans, sa position sur le caractère confessionnel de l'Etat, en laissant sa décision à la société civile et à l'Etat qu'elle incarne, et en réclamant pour l'Eglise la

pleine liberté dans l'exercice de sa mission (cf. *Eglise et communauté politique*, n. 52-56) (1).

Notons, cependant, qu'il ne suffit pas d'affirmer la non-confessionnalité de l'Etat pour instaurer dans notre patrie la paix religieuse et des relations respectueuses et constructives entre l'Etat et les Eglises. Si, dans le texte de la Constitution, venaient à prévaloir des formules équivoques et d'accent négatif qui pourraient donner lieu à des interprétations « laïcistes », on n'apporterait pas une réponse satisfaisante à la réalité religieuse des Espagnols, avec le poids indubitable du catholicisme et la présence dans notre société d'autres Eglises et confessions religieuses.

L'Eglise catholique

18. Nous pensons qu'une pleine reconnaissance des diverses Eglises — avec des garanties pour les droits inhérents aux différentes confessions et aux diverses positions des citoyens devant le fait religieux — devrait permettre d'aborder de manière sérieuse et constructive la signification de l'Eglise catholique en Espagne, en termes d'indépendance réciproque par rapport à l'Etat, de respect des compétences et de possibilité d'établir des accords sur des questions d'intérêt commun qui exigent une ligne stable d'action.

En conséquence, il serait insuffisant de proclamer dans l'abstrait une liberté religieuse de tous les citoyens, réduite à la simple liberté de conscience ou à la « liberté des cultes », sans que soit assurée la liberté d'évangéliser, d'associer les fidèles et de soutenir la fraternité humaine, par le moyen de l'éducation, de l'assistance et de la promotion intégrale.

19. Nous, évêques espagnols, redisons notre volonté de dialogue. Nous avons confiance que tous ceux qui nous lisent nous comprendront. Il ne nous reste qu'à exprimer notre espoir en la noblesse des propositions des représentants du peuple, placés devant cette décisive responsabilité parlementaire. Nous demandons à Dieu d'éclairer leurs consciences et de récompenser leurs efforts.

(1) DC 1973, n° 1626, p. 175 ; n° 1627, p. 219.

— **Enfant libre dans un corps libre**, par Laure BOYER et Noëlle HERRENSCHMIDT. — **Votre enfant aussi est musicien**, par Anne FROISSARD et Annick DELHUMEAU. — **Les Petits Accidents de votre enfant**, par Bernadette GARRETA et Bernadette DESPRES. — 3 vol. 16 × 16 cm, de 80 à 96 p., 16 F chaque. — Collection « Parents Pomme d'Api ». Editions du Centurion.

— **Guide des monastères, France, Belgique, Luxembourg**. Accueil, offices, retraites, artisanat, par Maurice COLINON. — Un vol. 11 × 21 cm de 224 p. illustrées en photogravures, pleines pages. Prix : 39 F. Pierre Horay éditeur, 22 bis, passage Dauphine, 75006 Paris.

Guide vraiment unique qui présente 450 monastères de moines et moniales obligés de travailler pour assurer leur « droit à la prière contemplative ». Il ne s'agit pas de Congrégations menant la vie active. Ce sont en même temps des pages d'histoire et qui, en plus de la liturgie, nous révèlent des trésors artistiques et renseignent sur la vie de ces hommes et de ces femmes qui ont choisi de consacrer leur vie à la prière et au silence. Ces monastères accueillent également ceux qui veulent s'y retirer pour une période de réflexion et de retraite.

LETTRE DU CONCILE DES JEUNES (TAIZÉ) A TOUTES LES GÉNÉRATIONS

Pour préparer le texte qui, comme chaque année, donne une impulsion nouvelle au Concile des jeunes (1), le F. Roger, prieur de Taizé, et une équipe intercontinentale de jeunes, sont allés vivre plusieurs semaines au milieu des populations pauvres de Hong-Kong. Ils y ont écrit la lettre ci-après qui a été rendue publique le 10 décembre au cours d'un rassemblement international de jeunes dans les halles à légumes de Breda (Hollande), en présence d'évêques et de pasteurs de diverses confessions, et notamment de Mgr Gand, évêque de Lille. Une « Opération partage » a également été lancée pour les personnes déplacées, les exilés politiques, les habitants des zones de pauvreté (2) :

Le 7 décembre 1977.

Sur la mer de Chine, nous habitons pour un temps avec ceux qui logent dans des jonques et des baraques sur pilotis. Nous vivons parmi eux, sur l'eau, dans les mêmes conditions.

Nous avons choisi de venir ici, conscients que toute frontière, quelle qu'elle soit, est intolérable aux nouvelles générations du monde entier, qui aspirent à une terre de communion.

Accueillis par cette population chinoise composée surtout de non-croyants, nous n'avons rien tenté d'autre que d'être au milieu d'eux un lieu de partage.

Voici un an, la lettre de Calcutta avait appelé à des actes concrets de partage. Suggérant de procéder par étapes successives, pour que personne ne se laisse décourager, elle a ouvert une perspective de sept ans. Beaucoup ont commencé.

Après cette première année, il est possible de concrétiser davantage : le moment est maintenant venu de multiplier à travers le monde des lieux de partage où lutte et contemplation soient étroitement liées dans la vie quotidienne. A beaucoup de femmes et d'hommes, il s'agira simplement de révéler qu'ils le vivent déjà, peut-être sans le savoir.

Dans la dynamique du provisoire

Ces lieux de partage seront constitués de quelques jeunes ou d'une communauté, d'une famille ou d'un couple, parfois d'une personne isolée qui en regroupe d'autres autour d'elle. Ils prendront des visages très divers selon les âges de la vie et les situations de chacun. Ce seront des lieux d'un accueil simple, une

demeure aux moyens élémentaires. Parvenir à une immense simplification supposera un radicalisme dans l'audace.

Ces lieux de partage ne seront reliés ni entre eux ni au Concile des jeunes par des liens organiques, comme s'il s'agissait d'un mouvement ou d'une nouvelle structure qui cherche à faire des adeptes. Ils n'existeront que dans la dynamique du provisoire.

Au cœur des contradictions de la société

Ceux qui s'engageront dans de tels lieux de partage ne fuiront pas les contradictions d'une société où s'engendrent inégalités, recherche du profit, consommation démesurée, ségrégation de races, terrorisme... Dans leur lutte pour une terre plus juste, c'est au cœur même de toutes ces contradictions qu'ils s'inséreront, soutenus par une vie de prière cachée, même si parfois ils ne partageront avec d'autres que leur faiblesse et leur impuissance.

Avancer dans le partage des biens

Avec le sens du concret qui est l'une des marques de la contemplation, ils iront toujours plus loin dans le partage des biens matériels, jusqu'à ce que cette parole devienne un fait : « Les mots le mien, le tien sont vides de sens et n'expriment aucune réalité. Ce sont les biens des pauvres dont vous êtes dépositaires alors même que vous les possédez à la suite d'un travail honnête ou par héritage. » (Jean Chrysostome.)

Vers une communion universelle

Des lieux de partage parviendront à faire tomber des frontières, entre autres celle des générations. En Asie, tout autant que sur les autres continents, nous constatons les conséquences de cette frontière : une rupture à l'intérieur de la personne humaine, une absence de confiance en l'autre et en soi-même, et finalement l'incapacité de réaliser une communion universelle.

Quand cette frontière tombe, une réalité souvent ignorée est alors mise en lumière : il est beaucoup d'ânés qui comprennent que, chez les jeunes, les mutations actuelles sont irréversibles. Ils ne s'enferment ni dans l'isolement ni dans la révolte. Ils saisissent chez les jeunes leur besoin d'accorder le geste avec la parole, leur désir d'une vie sans artifices et sans masques, leur rejet de tous les systèmes et des bureaucraties démesurées, qu'elles soient d'Etat ou d'Eglise. S'ils ont des enfants, ils ne se préoccupent pas d'accumuler de l'argent à leur laisser, ils ne se dépensent pas dans une suractivité au détriment de l'essentielle tendresse humaine. Les ânés transmettent le meilleur d'eux-mêmes comme par interpénétration, comme par osmose. Qu'ils ne se mettent pas en souci : ce meilleur transparaîtra aux moments décisifs chez ceux qui viennent après eux.

(1) Cf. DC 1974, n° 1661, p. 815 et s. ; 1976, n° 1710, p. 1082 et s.

(2) Lettre de Taizé, numéro spécial.

Que les aînés aient une telle ouverture et ils ne seront pas livrés à un avenir fermé, avec la mort pour seule perspective.

Il existe aussi des femmes et des hommes, plus âgés encore, qui ont acquis une grande intuition par toute une vie de lutte et de contemplation. Ils deviennent capables de révéler aux plus jeunes les dons cachés que ceux-ci portent en eux.

Et si des enfants sont associés à des lieux de partage, c'est alors la capacité d'émerveillement de l'enfance qui vient humaniser tous les âges.

Au-delà de la crise de confiance

Ceux qui créent un lieu de partage sont certes des signes de contradiction dans un temps où les méfiances s'exaspèrent entre les hommes. Notre époque connaît une crise de confiance en l'homme sans précédent. Entre les personnes, c'est un besoin de soupçon qui va jusqu'à défigurer les intentions. De la part de beaucoup de gouvernements, c'est la violence d'Etat, visible ou camouflée, la persécution, la prison politique, l'exil.

Pourtant, depuis la nuit des âges, il en est beaucoup qui ont entendu, même confusément, une voix leur dire : « Toi, homme, je te fais confiance. » Ceux-là savent, envers et contre tout, rechercher le meilleur, voilé par les contradictions de chaque être.

Aux sources

Ceux qui ont choisi le Christ connaissent la source où puiser pour vivre dangereusement : « Qui veut sauver sa vie la perdra. » (Mc 8, 34-38.) Pour le Christ, c'est tout ou rien.

La prière n'est jamais une simple démarche de l'intelligence. Elle fait participer l'homme tout entier. Aller jusqu'à prier le front au sol, c'est rejoindre la prostration plusieurs fois millénaire de l'homme qui exprime son intention de s'offrir de corps et d'esprit totalement.

Dans chaque demeure, un angle mis à part, même très réduit, porte à la prière. De même, il est si important d'aménager dans les églises un espace qui sera comme une oasis de prière.

Dieu ne demande pas à être convaincu par l'éloquence des lèvres. En se tenant dans de longs silences où il semble que rien ne se passe et où pourtant l'être se construit intérieurement, il est possible de s'abandonner aux dernières prières du Christ (Mt 27, 45-54 et Lc 23, 33-49).

A travers quelques chants simples, repris à l'infini, jaillit à un moment donné l'esprit de fête. Et pour certains, l'incessant rappel du nom de Jésus ou la salutation de l'ange à Marie ont toujours été une source intarissable.

Les humbles actes de chaque jour peuvent eux aussi devenir un langage adressé à Dieu de telle sorte que, comme chez tant d'Asiatiques, il n'y a pas de rupture entre la vie et la prière.

Et à quel point les Asiatiques nous rendent attentifs à cette source d'unanimité qu'est l'eucharistie !

Des lieux de partage spécifiques

Parmi tous ces lieux de partage provisoires, quelques-uns auront une tâche spécifique : permettre un temps de découverte des sources de la foi, trouver des gestes pour défendre les libertés humaines... Certains offriront la possibilité de se préparer au don de sa vie dans un service de Dieu pour toute l'existence, tant il est essentiel, dans tout ministère, d'éveiller à Dieu par sa propre vie.

Enfouis au cœur de la multitude

Environnés d'une population chinoise, nous avons été saisis par une conviction : où qu'elle soit, toute créature est habitée par l'Esprit de Dieu. Le Christ est si intimement lié à l'homme que partout où il y a un homme, il est présent. Connue ou non, le Christ accompagne chaque être humain. Certes, cette communion qu'est l'Eglise a des contours visibles, ceux du Corps du Christ. Mais cette communion est aussi tellement plus vaste que l'esprit de l'homme ne peut l'imaginer : dans le cœur de Dieu, l'Eglise est vaste comme l'humanité.

Une fois de plus en Asie, nous sommes rendus attentifs à cette nécessité que l'Eglise, dépourvue de moyens de puissance et sans l'appui de l'efficacité humaine, soit une source et devienne ferment d'amitié pour toute l'humanité. Répartis à travers le monde, souvent cachés au cœur de la multitude de ceux qui n'ont pas de connaissance du Christ, de petits lieux de partage sont un levain qui soulève toute la pâte et en fait éclater la croûte durcie. Leur simple présence, apparemment non efficace, fécondera une terre de communion pour toute la famille humaine.

TROIS PRIERES

A partir des dernières paroles du Christ (Mt 27, 45-54 et Lc 23, 33-49), F. Roger a composé ces trois prières :

❶ Christ, toi qui comme un pauvre te tiens caché auprès de chaque être humain, tu es là malgré nos doutes. Face au silence de Dieu ou aux abandons humains, tu nous donnes de prier avec toi : « Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ? »

Quand l'incompréhension semble tout recouvrir, donne-nous, ô Dieu, de vivre du pardon, cet extrême de l'amour : « Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font. » Père, pardonne-moi, car si souvent moi non plus je ne sais pas ce que je fais. Ainsi, pardonnés et encore pardonnés, tu nous engages à souffler les remords eux-mêmes comme l'enfant souffle sur la feuille morte, pour pressentir la certitude des certitudes : là où il y a le pardon, là il y a Dieu.

Ouvre nous, ô Dieu, les portes de la louange, pour dire avec ton Christ : « Père, je remets mon esprit entre tes mains. » Tu nous sais parfois si dépourvus et vulnérables. Sois remercié, Seigneur Christ, pour la fragilité hu-

maine, puisqu'elle nous introduit sur le chemin où te faire confiance éveille à l'unique essentiel : ta vie au-dedans de nous.

UNE « OPERATION PARTAGE »

Depuis la lettre de Calcutta, dans les pays d'abondance, beaucoup se demandent comment partager les biens matériels. Cette lettre donnait une indication : « *Les uns s'attachent à un changement des structures de la société, dans un combat politique à longue échéance. D'autres s'engagent dans une action immédiate et directe de solidarité avec les victimes de la société.* »

Pour permettre l'une des formes d'un tel partage immédiat, dans le déroulement d'un plan de sept ans, le Concile des jeunes va désormais soutenir une « Opération partage » qui rassemblera des dons destinés aux personnes déplacées, aux exilés politiques, quel que soit le régime de leur pays d'origine, aux habitants des zones de pauvreté.

L'une des spécificités de ce partage, c'est qu'il sera animé par des personnes qui, après avoir acquis les compétences nécessaires, donneront une ou plusieurs années de leur existence, acceptant de vivre sans salaire, avec un minimum vital, pour que les frais soient réduits à presque rien et que tous les dons reçus aillent réellement à leurs destinataires.

En lançant cette « Opération partage », F. Roger a déclaré :

« A Taizé, en 1940, tout a commencé en accueillant des réfugiés politiques. Encore seul à Taizé, je cachais des réfugiés, juifs surtout à l'époque, convaincu que la contemplation ne pouvait que s'insérer dans des situations graves de l'humanité. »

Rentrant de plusieurs semaines sur la mer de Chine, je viens de visiter en Thaïlande un camp de réfugiés indochinois. Alors que nous n'y pensions pas en partant, la nécessité s'est imposée après cette visite de concrétiser un partage. Il ne sera pas destiné seulement aux réfugiés politiques, mais aussi aux personnes déplacées, aux habitants des zones de pauvreté.

Pour ce qui est des réfugiés, nous commencerons sans tarder à Taizé en accueillant des veuves indochinoises et leurs enfants, que j'ai vus dans le camp, ainsi qu'un groupe de jeunes sans parents. Nous constituons aussi une liste de personnes que des familles européennes pourraient prendre en charge.

A Taizé, nous n'avons pas les forces nécessaires pour assumer les énormes efforts qu'un tel partage va supposer. A vous d'avoir assez d'imagination créatrice pour y sensibiliser l'opinion. »

Correspondance et chèques bancaires à :

« Opération partage », F 71250, Taizé-Communauté. C. c. p. Lyon 117-121 D.

Ou Belgique : « Opération partage ». C. c. p. 55-69-59.

Ou Suisse : « Opération partage ». C. c. p. 10-579 Lausanne.

Ou Canada : chèques Mme J. DA. Delwaide, 1610 d'Assise, Québec 3 PQ, « Opération partage ».

Ou Société générale, BP 16, 71250 Cluny, « Opération Partage, 726002, 71250 Taizé-Communauté ».

LA VIOLENCE EN AFRIQUE

Déclaration du Comité permanent des évêques du Zaïre (1)

Le Comité permanent des évêques du Zaïre, réuni pour sa session semestrielle du 8 au 15 juillet 1977, s'est spécialement interrogé sur sa mission dans le contexte des événements au Zaïre et en Afrique ces derniers temps.

Après analyse, il constate que de plus en plus la violence et la guerre acquièrent droit de cité en Afrique ; c'est pourquoi l'épiscopat du Zaïre s'associe au Conseil permanent du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM) pour élever la voix contre la recrudescence de la violence sous toutes ses formes dans notre continent, notamment contre la vague croissante d'arrestations arbitraires et de tortures, d'attentats, d'assassinats et de guerres fratricides. Aux chrétiens d'Afrique spécialement nous rappelons ces paroles de l'Evangile : « Tous ceux qui prendront le glaive, périront par le glaive. » (Mt 26, 52.)

Il est particulièrement pénible de constater que ce jeu de violence est généralement attisé par des considérations économiques, politiques et idéologiques, totalement étrangères au bien-être et à la promotion sociale des pays d'Afrique. Faut-il le dire, le premier artisan et bénéficiaire de l'action politique et de toute coopération au développement reste le peuple concerné.

Avec nos frères évêques des îles de l'Océan Indien, nous ne pouvons cacher notre inquiétude devant la militarisation progressive de l'Afrique, par terre et par mer, alors que les pays de ce continent souffrent encore d'innombrables insuffisances au plan culturel, social, alimentaire et sanitaire. N'est-ce pas proprement un devoir de charité et de justice que d'investir à des fins pacifiques, au développement économique et social des pays pauvres, les sommes fabuleuses consacrées à l'armement et à la conquête de la puissance. Avec le pape Paul VI, nous affirmons que « le développement est le nouveau nom de la paix ». (Encyclique *Populorum progressio*, n. 77 et suivants.)

Conscients que, seuls, nous sommes impuissants devant cette situation alarmante, nous lançons un appel aux Eglises sœurs du monde, à la Commission pontificale « Justice et Paix », aux nations, aux organismes et institutions nationales et internationales, afin que chacun à son niveau se joigne à notre prière et à notre action, pour aider l'Afrique à combattre et enrayer dans ses causes la course effrénée à la violence et à la guerre, dans laquelle elle se trouve entraînée, sous la poussée des grandes puissances.

Dans cet ordre d'idées, tout en applaudissant aux mesures de démocratisation du pouvoir annoncées par le président de la République du Zaïre, l'Episcopat invite le peuple zaïrois, à l'occasion des prochaines élections législatives, à faire preuve de maturité politique, en épargnant au pays la violence tant physique que morale. Que règnent la paix, l'amour fraternel, la concorde, la tolérance, la réconciliation et le sens du bien commun, les fondements de l'édification d'une nation prospère.

(1) *Fidélité et renouveau*, octobre 1977.

Événements et Informations

FRANCE

Chez les Sœurs de Jésus-Crucifié

Au cours du VII^e Chapitre général des Sœurs de Jésus-Crucifié, tenu en septembre-octobre au prieuré Saint-Joseph de Brou-sur-Chantereine (Seine-et-Marne), Sœur Marie-Estelle JASSOT a été élue prieure générale. Elle succède à Sœur Marie-Claude Chapon qui exerçait cette charge depuis 1965. Sœur Yuriko Honda (Japonaise) a été élue assistante générale ; Sœur Lucie-Marie Baudelocque, Sœur Anita Isidoro (Philippine), Sœur Marie-Edith Chevalier ont été élues conseillères.

Les Sœurs, de 22 nationalités, vivent dans 11 prieurés, en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. La Congrégation, enracinée dans la tradition de saint Benoît, offre depuis 1930 la vie monastique à des jeunes filles dont la santé ne peut supporter un régime physique trop dur. Elle prend désormais en France le nom de « Communauté monastique de Jésus-Crucifié ». (Correspondance particulière.)

Mort du chanoine Boulard

Le chanoine Boulard est mort le 17 novembre dans sa 79^e année. Celui qui fut, avec le professeur Le Bras, l'un des sociologues qui a le plus marqué l'Eglise de France depuis un demi-siècle était aussi un pasteur remarquable qui avait consacré son action à l'apostolat missionnaire en monde rural. Il a été à l'origine de l'effort des « zones pastorales » qui mirent en mouvement la plupart des diocèses de France dans les années 1950-1960. Il travailla également en Amérique latine.

Né à Paris le 28 décembre 1898, Fernand Boulard avait été ordonné prêtre à Paris le 23 décembre 1922. Curé d'Ablis en 1926, directeur spirituel au séminaire de Montmagny en 1930, curé de Saint-Sulpice-de-Favières en 1933, il devenait aumônier diocésain des mouvements ruraux en 1937, aumônier diocésain des

œuvres rurales en 1940, aumônier national adjoint de la JAC en 1942, chanoine honoraire de Versailles en 1945, professeur à l'Institut catholique en 1955, expert durant le Concile.

Ses principaux ouvrages : *l'Art d'être curé de campagne*, en 1941 ; *Paysannerie et humanisme*, en 1945 ; *Problèmes missionnaires de la France rurale*, en 1945 ; *Essor ou déclin du clergé français*, en 1950 ; *Premiers itinéraires en sociologie religieuse*, en 1966 ; *Pratiques religieuses urbaines et régions culturelles*, en 1968. (« *La Croix* », 19 novembre.)

Prix littéraires

Prix Goncourt : Didier DECOIN, pour « *John l'enfer* » (Le Seuil).

Dans « *la Croix* » du 21 novembre, Lucien Guissard écrit :

« Didier Decoin est âgé de 32 ans, il en avait 20 quand il publia, en 1965, son premier roman : *Procès à l'amour*. Déjà, en 1972, il avait manqué le Goncourt à une voix : c'était pour *Abraham de Brooklyn*. [...] Il a aussi à son actif d'autres livres : *la Mise au monde* (1967), *Laurence* (1969), *Elisabeth ou Dieu seul le sait* (1971), qui était une tentative romanesque assez risquée du côté de la sainteté, ou du moins du côté d'une certaine prédestination ; enfin, un merveilleux roman d'amour dans la Grèce antique : *Ceux qui vont s'aimer*.

Fils du cinéaste Henri Decoin, assistant de son père dans deux tournages, cinéaste lui-même, il a signé le commentaire du film de Marcel Carné : *la Bible*. Il a publié deux essais : *Il fait Dieu et Trois milliards de voyages*. [...] Dans l'état actuel de notre littérature, un point doit retenir l'attention : voici un catholique qui écrit des romans et on est amené à chercher si et comment le souci spirituel perce dans ses livres. »

Prix Renaudot : Alphonse Boudard, pour « *les Combattants du petit bonheur* » (La Table ronde). (« *La Croix* », 21 novembre.)

Prix Fémina : Régis DEBRAY, pour « *La Neige brûle* » (Grasset).

Prix Médicis : Michel BUTEL, pour « *l'Autre Amour* » (Mercure de France) et Hector BIANCOTTI pour « *le Traité des raisons* » (Gallimard). (« *La Croix* », 30 novembre.)

ÉTRANGER

AUTRICHE

Mort du chancelier Schuschnigg.

Kurt Schuschnigg, ancien chancelier d'Autriche, est mort le 11 novembre, à l'âge de 80 ans. C'est lorsqu'il était au pouvoir qu'Hitler a envahi l'Autriche en 1938. En 1948, il partit enseigner aux Etats-Unis, il prit la nationalité américaine. En 1967, retraité, il revint finir ses jours en Autriche. (« *Le Monde* », 20-21 novembre.)

CHILI

Le nouveau président de la Conférence épiscopale

Mgr Francisco DE BORJA VALENZUELA RIOS a été élu président de la Conférence épiscopale chilienne. Né en 1917, Mgr de Borja est, depuis 1974, archevêque de San Felipe. Il est aussi président de la catéchèse du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM). (« *La Croix* », 24 novembre.) « Sa visite au général Pinochet, auquel, a-t-il reconnu, il était lié d'amitié depuis qu'il l'avait connu lorsque le général commandait la garnison d'Antofagasta et qu'il était lui-même chef de ce diocèse, a été interprétée comme un geste de bonne volonté et d'apaisement. » (F. SISTERON, « *La Croix* », 8 décembre.)

CHYPRE

Mgr Chrysostomos succède à Mgr Makarios

Mgr Chrysostomos, évêque de Paphos, a été désigné archevêque de Chypre par l'assemblée cléricolaïque composée de 44 laïcs élus dans les districts de l'île, de 22 membres du clergé, de 6 supérieurs de monastères et des 6 évêques du Saint-Synode. Agé de 50 ans, proche collaborateur de Mgr Makarios qui le tenait en haute

estime, Mgr Chrysostomos a aussitôt déclaré que « l'Eglise de Chypre n'acceptera en aucun cas de légaliser l'injustice et l'occupation étrangère et ne renoncera pas aux droits légitimes du peuple chypriote ». (« *La Croix* », 15 novembre.)

DJIBOUTI

L'Eglise dans la nouvelle République

Djibouti, indépendant depuis le 27 juin dernier, compte 300 000 habitants parmi lesquels 12 000 catholiques dont 500 indigènes.

L'évêque du lieu, Mgr HOFFMANN, capucin, est aidé par des capucins de la province de Strasbourg et de la Belgique wallonne, des prêtres « Fidei Donum », des Sœurs et des Frères enseignants. Les écoles du diocèse regroupent 2 700 élèves, la plupart enfants du pays. C'est ce qui explique que dans le nouveau Parlement il y ait trois députés catholiques et que plusieurs postes importants ont été confiés à des catholiques. Beaucoup de personnalités musulmanes sont des « anciens » des écoles catholiques. Aussi, le gouvernement a-t-il demandé à l'évêque de maintenir ses écoles. (« *Fides* », 26 novembre.)

ITALIE

Le nouveau supérieur général des Pallotins

Le P. Ludwig MUENZ, ressortissant allemand, a été élu nouveau supérieur général de la « Société de l'apostolat catholique », dont les membres sont communément nommés « Pallotins ». Le P. Muenz, 56 ans, succède, pour six ans, au P. Nicholas Gorman, de nationalité irlandaise, dont le mandat était venu à expiration.

La « Société de l'apostolat catholique » a été fondée, le 4 avril 1835, par un Romain, Vincenzo Pallotti. Elle compte présentement 2 122 membres (dont 1 440 prêtres), répartis dans 341 maisons. (« *Kipa* », 6 novembre.)

Nouveau recteur à Saint-Louis-des-Français

Le P. Bernard DE LANVERIN, prêtre du diocèse de Marseille, succède à Mgr Robert Jacquard comme recteur de l'église Saint-Louis-des-Français, à Rome, et supérieur de la communauté des chapelains. (« *La Croix* », 9 novembre.)

Le nouveau supérieur général des Verbites

Le 12 novembre, les Missionnaires du Verbe Divin (Verbites), réunis

en chapitre à Nemi, près de Rome, ont élu le P. Henri HEEKEREN (allemand), supérieur général de leur Institut. (« *Fides* », 23 novembre.)

Les évêques italiens et le marxisme.

Au terme de sa session de novembre, le Conseil permanent de l'épiscopat italien a publié un communiqué dans lequel nous lisons : « Après mûre réflexion, nous considérons que nous devons confirmer ce que la présidence de la Conférence épiscopale italienne a dit dans son communiqué du 21 octobre dernier : la foi chrétienne et le marxisme sont inconciliables, en théorie et en pratique. Nous ne croyons pas, en effet, que l'attitude des chrétiens puisse se modifier devant des mouvements qui demeurent substantiellement liés à des idéologies incompatibles avec l'Evangile. Notre sollicitude pastorale nous incite plutôt à demander à tous les catholiques de veiller sur leur foi, de la préserver de tout danger d'altération et de savoir en tirer avec audace toute la lumière et la force dont ils ont besoin pour les tâches qu'ils doivent accomplir ensemble au service de la construction de la communauté humaine (cf. *Gaudium et spes*, 42). (« *L'Osservatore Romano* », 27 novembre 1977. — Nous rappelons le commentaire publié dans « *L'Osservatore Romano* » au sujet de la lettre de M. Berlinguer à Mgr Bettazzi. — « *DC* » 1977, n° 1729, p. 938 et s.)

SUISSE

Après leur départ de l'OIT, le COE presse les Etats-Unis de reconsidérer leur décision

A la suite de l'annonce faite le 1^{er} novembre 1977 par les Etats-Unis de leur retrait de l'Organisation internationale du travail (OIT) dont le siège est à Genève, le pasteur Philip Potter, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises, a déclaré : « C'est avec surprise et profond regret que nous avons appris l'annonce faite hier par le président Carter que son gouvernement se retirait de l'Organisation internationale du travail, la plus ancienne branche de la famille des Nations Unies, dont le mandat et les méthodes de travail en ont fait l'un des défenseurs les plus sûrs et les plus efficaces des droits de l'homme. » (« *COE Communication* », 2 novembre.)

TURQUIE

Visite du Patriarche de Moscou à celui de Constantinople

Pour la première fois depuis son intronisation, en 1970, le Patriarche de Moscou a rendu visite, du 12 au 19 octobre, à Sa Sainteté le Patriarche œcuménique Dimittrios I^{er}. Cinq ans lui auront été nécessaires pour obtenir des autorités turques les visas nécessaires. (« *Typos* », 30 novembre.)

USA

Le Directoire catéchétique.

Les 250 évêques des Etats-Unis, réunis en assemblée plénière du 14 au 17 novembre ont adopté le Directoire catéchétique. C'est un ouvrage de 254 pages intitulé : « *Sharing The Light of Faith* », qui était en chantier depuis cinq ans. (« *The Tablet* », 3 décembre.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé : — Mgr Carlos Arturo MULLIN NOCETTI, S.J., évêque de Minas, Uruguay. (« *OR* », 4 novembre.) — M. l'abbé Carlos Alberto NICOLINI, S.J., auxiliaire de Salto, Uruguay. (« *OR* », 4 novembre.) — Mgr Augusto ARISTIZABAL OSPINA évêque de Jérico, Colombie. (« *OR* », 5 novembre.) — Le R. P. Jesus DOSADO, C.M., auxiliaire de Cebu, Philippines. (« *OR* », 5 novembre.) — Mgr Enrico DIAS NOGUEIRA (ancien évêque de Sa da Bandeira en Angola) archevêque de Braga, Portugal (« *OR* », 6 novembre.) — Mgr Julio TAVARES REBIMBAS (auxiliaire de Lisbonne) évêque de Viana do Castelo, Portugal, diocèse créé le même jour. (« *OR* », 6 novembre.) — M. l'abbé Joseph FERRARIO auxiliaire de Honolulu, Hawaï. (« *OR* », 9 novembre.) — M. l'abbé Anthony SOTER FERNANDEZ évêque de Penang, Malaisie. (« *OR* », 11 novembre.) — Le R. P. Luis Maria ESTRADA PETAU, O.P., administrateur apostolique *permanenter constitutus* d'Izabal, Guatemala. (« *OR* », 11 novembre.) — Mgr Richard Lester GUILLY (ancien évêque de Georgetown) administrateur apostolique « sede plena et ad nutum Sanctae Sedis » de Castries, Sainte-Lucie, Antilles. (« *OR* », 11 novembre.) — Mgr Antonio VALENTINI évêque de Trivento, Italie. (« *OR* », 14-15 no-

vembre.) — Mgr Fortunato Antonio ROSSI (évêque de Venado Tuerto) évêque de *San Nicolas de los Arroyos*, Argentine. (« OR », 16 novembre.) — M. l'abbé Godfried DANNEELS évêque d'*Anvers*, Belgique. (« OR », 17 novembre.) — Mgr Cormac MURPHY-O'CONNOR évêque d'*Arundel and Brighton*, Grande-Bretagne. (« OR », 21-22 novembre.) — Le R. P. Mariano MAGRASSI, O.S.B., évêque de *Bari*, Italie. (« OR », 25 novembre.) — Mgr José Joaquin TROCONIS MONTIEL auxiliaire de *Valencia*, Venezuela. (« OR », 25 novembre.)

Démissions

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Patrick WEBSTER, archevêque de *Castries*, Sainte-Lucie, Antilles. (« OR », 11 novembre.) — De Mgr Jules Victor DAEM, évêque d'*Anvers*, Belgique. (« OR », 17 novembre.)

Décès

— De Mgr Hugh E. RYAN, ancien évêque de *Townsville*, Australie, survenu le 13 novembre. (« OR », 17 novembre.) — Du cardinal TRAGLIA, doyen du Sacré-Collège, survenu à Rome le 22 novembre. (« OR », 23 novembre.) — De Mgr André LECLERC, ancien auxiliaire

de Paris, survenu à Paris le 25 novembre à l'âge de 86 ans. (« OR », 30 novembre.) — De Mgr Ferdinando LONGINOTTI, ancien évêque de *San-Severino*, Italie, survenu le 9 novembre. (« OR », 1^{er} décembre.)

SAINT-SIÈGE

Le Saint-Père a nommé :

— Membres de la S. Congrégation pour l'Evangélisation des peuples les cardinaux Umberto MOZZONI et ROSSI, Mgr John NJENGA, évêque d'Eldoret ; les RR. PP. Mario BIANCHI, supérieur général de l'Institut des Missions de la Consolata, et Joseph HARDY, supérieur général de la Société des Missions africaines. (« OR », 7-8 novembre.)

— Le R. P. Roger HECKEL, S.J. (secrétaire de la Commission pontificale « Justice et Paix ») consultant de la Commission pontificale pour l'Amérique latine. (« OR », 14-15 novembre.)

— Mgr Pario Pio GASPARI prononce apostolique au Japon. (« OR », 18 novembre.)

— Mgr Sotero SANZ VILLALBA délégué apostolique au Mexique. (« OR », 27 novembre.)

— Mgr Emanuele CLARIZIO (président de la Commission pontificale pour la Pastorale des Migrations et du Tourisme) et le R. P. Henri DE RIEDMATTEN (secrétaire du Conseil pontifical « Cor Unum ») consultants de la Commission pontificale pour l'Amérique latine. (« OR », 27 novembre.)

Une visite de représentants de l'Eglise orthodoxe russe.

En même temps qu'une délégation catholique rendait visite au patriarcat orthodoxe de Moscou, une délégation de ce patriarcat ayant à sa tête Mgr KYRILL, archevêque de Viborg, est venue à Rome. Elle a été reçue le 30 novembre par Paul VI qui lui a dit : « Nous nous réjouissons de telles visites. Elles veulent favoriser une meilleure connaissance mutuelle de la vie spirituelle comme des institutions de nos Eglises ; leur rôle est donc important pour l'approfondissement de nos relations, car on s'aime plus ardemment lorsqu'on se connaît mieux. Et nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres pour faire entendre l'Evangile à un monde dans lequel les individus comme les peuples ont tant besoin de réconciliation et de paix. » (Texte français dans « OR », 1^{er} décembre.)

Protestation de Mgr Fitzgerald contre les mesures du gouvernement sud-africain

Mgr Joseph Fitzgerald, OMI, archevêque de Johannesburg, président de la Conférence épiscopale d'Afrique du Sud, a publié la lettre ci-après, lue dans toutes les églises de son diocèse le dimanche 23 octobre, dans laquelle il proteste vigoureusement contre les mesures attentatoires à la liberté prises par le gouvernement sud-africain, le 19 octobre (1) :

Etant votre évêque, je dois vous faire savoir que je proteste contre la détention et le bannissement infligés arbitrairement à des personnes, sans aucun recours aux tribunaux et je veux dire aux victimes ainsi qu'à leurs familles toute ma solidarité et ma sympathie.

Dans la déclaration faite en février 1975 par la Conférence des évêques concernant les détenus et les bannis, nous écrivions : « Des pays possédant des lois justes n'ont pas besoin de ces mesures » (2). Cela je le répète et ne cesserai de le répéter.

Réduire au silence des voix telles que « Qoboza » et « New World » tirant à 140 000 exemplaires..., c'est

sonner le glas de la liberté d'expression et du dialogue dans notre pays... L'observateur le plus impartial ne peut voir en tout cela qu'une course au suicide politique.

Beaucoup seraient peut-être tentés de relâcher les efforts entrepris pour obtenir un changement par des voies pacifiques. Ce serait pourtant un désastre pour nous tous si nous cédions à cette tentation. La violence engendre la violence. La seule voie possible reste celle de la paix chrétienne, de la fraternité dans le Christ. Tout espoir n'est pas perdu. Nous devons nous encourager les uns les autres, nous soutenir mutuellement dans un même effort afin de construire en Afrique du Sud une communauté chrétienne vivante et pacifique. Ainsi envisagée, la possibilité existe de trouver, à travers les événements actuels, le catalyseur qui finira par nous rapprocher les uns des autres.

C'est donc un appel solennel qu'humblement je lance à toutes les âmes de bonne volonté afin qu'elles redoublent leurs efforts et leurs prières en vue de l'heure qui, espérons-le, sera celle de la réconciliation et de l'entente. C'est le seul moyen de conserver brillante dans nos vies, la flamme de l'espérance et de l'amour.

(1) *Fides*, 16 novembre 1977.

(2) *DC* 1975, n° 1673, p. 346. (NDLR.)

L'Église dans le monde

CODE DE CONDUITE

DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE

EUROPEENNE

POUR LES ENTREPRISES AYANT DES FILIALES, DES SUCCURSALES OU DES REPRESENTATIONS EN AFRIQUE DU SUD

Les ministres des Affaires étrangères des neuf pays de la Communauté économique européenne ont adopté le code de conduite ci-après à propos des relations sociales dans les entreprises liées à la Communauté en Afrique du Sud. Nous le faisons suivre de la lettre adressée à leurs membres par des mouvements catholiques français et par la Commission française « Justice et Paix » (1) :

Bruxelles, le 20 septembre 1977.

1. Relations au sein de l'entreprise.

a) Les entreprises devraient s'assurer que tous leurs employés, sans distinction de race ou autre, soient autorisés à choisir librement, et sans aucune entrave, le type d'organisation qui les représentera ;

b) Les employeurs devraient faire savoir régulièrement, et de manière non équivoque, à leurs employés que des consultations et des négociations collectives avec des organisations librement élues et représentatives d'employés font partie de la politique poursuivie par leur entreprise ;

c) Au cas où les employés africains noirs décideraient de donner à leur représentation la forme d'un syndicat, l'entreprise devrait accepter ce choix. En effet, les syndicats pour les Africains noirs ne sont pas illégaux, et les entreprises sont libres de les reconnaître, de négocier et de conclure des accords avec eux ;

d) Par conséquent, les entreprises devraient permettre que les négociations avec les organisations librement choisies par les travailleurs se développent suivant les principes internationalement acceptés ;

e) Les employeurs devraient mettre tout en œuvre pour assurer aux employés africains noirs la liberté de former ou de s'affilier à un syndicat. Les mesures à prendre devraient notamment permettre d'expliquer aux employés les objectifs des syndicats et les avantages de l'adhésion, de distribuer et d'afficher des documents syndicaux dans l'enceinte de l'entreprise, de disposer du temps raisonnablement nécessaire pour leurs activités, et ceci sans perte de salaire, et d'organiser des réunions ;

f) Là où les comités de travail ou de liaison fonctionnent déjà, les délégués devraient avoir un statut représentatif auprès de ces organismes, si tel est le désir des employés. Toutefois, l'existence de ces types de comités ne devrait pas porter préjudice au développement ou au statut des syndicats ou de leurs représentants.

2. La main-d'œuvre.

a) Le système de la main-d'œuvre migrante est, en Afrique du Sud, un instrument de la politique d'apartheid qui a pour effet d'empêcher l'individu de rechercher et d'obtenir le travail de son choix : il cause également de graves problèmes sociaux et familiaux ;

b) Les employeurs ont la responsabilité sociale de contribuer à la réalisation de la liberté de déplacement des travailleurs africains noirs et de leur famille ;

c) En attendant, les employeurs devraient avoir le souci de tempérer, autant que possible, les effets du système existant.

3. Salaires.

Les entreprises devraient assumer une responsabilité spéciale en ce qui concerne les salaires et les conditions de travail de leurs employés africains noirs. Elles devraient formuler des lignes de conduite spécifiques visant à l'amélioration des conditions d'emploi. Un salaire basé sur le minimum absolument nécessaire, pour permettre à une famille de survivre, ne peut être considéré comme étant suffisant. Le salaire le plus bas devrait, dans une première phase, dépasser d'au moins 50 % le niveau minimum pour satisfaire aux besoins vitaux d'un employé et de sa famille.

4. Structures salariales et promotions des travailleurs africains noirs

a) Le principe « à travail égal, salaire égal » implique que tous les emplois soient accessibles à tout travailleur qui possède la qualification appropriée sans distinction de race ou autre et que les salaires correspondent au niveau qualificatif de l'emploi ;

b) Les mêmes barèmes de traitement devraient s'appliquer aux mêmes fonctions. Le principe de l'égalité de salaire serait cependant vide de sens si on maintient les employés africains noirs dans des fonctions inférieures. Les employeurs devraient, par conséquent, mettre au point, tant en nombre qu'en qualité, des programmes appropriés en vue d'assurer la formation de leur main-d'œuvre noire et veiller à réduire la dépendance de leur entreprise à l'égard de la main-d'œuvre composée d'immigrés blancs.

5. Prestations additionnelles ■■■ salaires

a) En raison de la responsabilité sociale qui leur incombe, les entreprises devraient étendre leur

(1) Texte originaux.

action aux conditions de vie de leurs employés et de leur famille ;

b) A cette fin, des ressources pourraient être dégagées leur permettant d'intervenir :

— Dans le logement du personnel africain noir et de leur famille,

— Dans le transport du domicile vers le lieu de travail et inversement,

— Dans l'infrastructure en matière de loisirs et de santé,

— En fournissant à leurs employés une assistance pour les problèmes qu'ils rencontrent avec les autorités dans le cadre de leurs déplacements, du choix de leur résidence et de leur emploi,

— En matière de pension,

— En matière d'éducation,

— En améliorant les services médicaux ; en adoptant des programmes d'assurances contre les accidents de travail et le chômage, ainsi que d'autres mesures de prévoyance sociale.

6. Déségrégation ■■ les lieux de travail.

Dans le cadre de leurs compétences propres, les employeurs devraient mettre tout en œuvre pour éliminer toute pratique de ségrégation, notamment sur les lieux de travail, dans les cantines, les activités sportives, l'éducation et la formation professionnelle. Ils devraient également assurer des conditions de travail égales pour l'ensemble de leur personnel.

7. Rapports ■■ l'application du code de conduite.

a) Les entreprises auxquelles le présent code s'adresse devraient publier chaque année un rapport détaillé et parfaitement documenté sur les progrès réalisés dans l'application de ce code ;

b) Le nombre d'Africains noirs employés dans l'entreprise devrait y être mentionné et chacun des six sujets énumérés dans les paragraphes précédents devrait être traité dans le rapport ;

c) Les gouvernements des Neuf examineront chaque année les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ce code. A cette fin, une copie du rapport des entreprises devrait être transmise aux gouvernements nationaux.

LETRE ADRESSEE A LEURS MEMBRES PAR LE CENTRE FRANÇAIS DU PATRONAT CHRETIEN LE MOUVEMENT DES CADRES CHRETIENS L'ACTION CATHOLIQUE DES MILIEUX INDEPENDANTS ET LA COMMISSION FRANÇAISE « JUSTICE ET PAIX »

Les ministres des Affaires étrangères des Neuf ont adopté à Bruxelles un « code de conduite » à appliquer par les entreprises de la CEE ayant « des filiales, succursales ou représentations en Afrique du Sud ».

Le Centre français du patronat chrétien, le Mouvement des cadres chrétiens, la Commission française « Justice et Paix » et l'Action catholique des milieux indépendants ont pris connaissance avec grande attention de ce document.

Près de cent entreprises françaises répondent à ces critères. Nombreux sont, parmi les dirigeants, ingénieurs et techniciens, ceux qui constatent que la politique d'apartheid et la rigueur de son application sont porteuses d'événements de plus en plus graves.

La publication d'un code de conduite par la CEE apparaît dès lors comme un effort positif pour plus de justice et comme une ouverture vers la réconciliation entre les communautés.

A ce titre, le CFPC, le MCC, la Commission française « Justice et Paix » et l'ACI souhaitent que ce document soit attentivement étudié au niveau des chefs d'entreprise comme à celui des cadres, et que sur chacun des points où une action d'application apparaîtra possible elle soit entreprise très rapidement.

LA STERILISATION DANS LES HOPITAUX CATHOLIQUES AUX ETATS-UNIS

Déclaration de la Commission administrative de la Conférence épiscopale

Le 22 novembre 1977, la Commission administrative de la Conférence épiscopale des Etats-Unis ■ rendu publique la déclaration ci-après sur le problème de la stérilisation dans les hôpitaux catholiques*.

En réponse à de nombreuses demandes d'éclaircissement, nous voudrions résumer ici les éléments essentiels du document publié par la S. Congrégation pour la Doctrine de la foi, en date du 13 mars 1975 (1), et faire quelques commentaires sur l'interprétation et l'application de ce document dans le contexte américain. Le but de ces remarques est d'aider les évêques et les membres du personnel hospitalier à se faire une opinion commune touchant l'accomplissement d'actes de stérilisation.

La réponse de la Congrégation

La Congrégation a confirmé l'enseignement du Magistère, à savoir que « toute stérilisation qui, de soi, c'est-à-dire de sa propre nature et condition, a pour unique but immédiat de rendre la procréation impossible, est totalement interdite. Ainsi, la stérilisation ne peut être utilisée ni comme méthode de contraception ni comme moyen pour soigner ou prévenir une maladie physique ou mentale, prévue ou redoutée à la suite d'une grossesse. La Congrégation ■ également précisé qu'aucun mandat ou autorité publique ne peut justifier la stérilisation directe et que le principe de totalité ne peut être invoqué.

Par ailleurs, les interventions entraînant la stérilité ne sont pas toujours interdites. La Congrégation a souligné que l'article 20 du Code d'éthique médicale des hôpitaux reflète fidèlement la doctrine que l'on doit tenir et observer. Comme l'indique cet article, les interventions qui entraînent la stérilité sont autorisées lorsque :

a) Elles sont immédiatement orientées vers la guérison, le soulagement ou la prévention d'une

(*) Texte anglais dans *Origins NC Documentary Service* du 8 décembre 1977. Traduction, titre, sous-titres et note de la DC.

(1) DC 1976, n° 1702, p. 657.

situation pathologique grave et ne sont pas directement contraceptives (autrement dit, lorsque la contraception n'est pas le but recherché) ;

b) On ne peut raisonnablement envisager un traitement plus simple (article 20, **Ethical and Religious Directives for Catholic Health Facilities**).

Le document de la S. Congrégation ■ formulé les trois principes suivants qui concernent la direction des hôpitaux catholiques et les procédés de stérilisation. Dans un but d'information et de clarté, nous reproduisons ici ces trois principes, tels qu'ils sont établis dans le document original :

a) Toute coopération entraînant au niveau institutionnel l'approbation ou le consentement à des actions qui sont en elles-mêmes (c'est-à-dire par leur nature et condition) dirigées vers un but contraceptif, en d'autres termes afin que soient empêchés les effets concrets des actes sexuels accomplis délibérément par le sujet stérilisé, est absolument interdite. En effet, l'approbation officielle de la stérilisation directe et, à plus forte raison, sa réglementation et son exécution en accord avec les statuts de l'hôpital est une chose qui, dans l'ordre objectif, est de sa propre nature — ou intrinsèquement — mauvaise. Un hôpital catholique ne peut y coopérer pour quelque cause que ce soit. Toute coopération ainsi apportée serait tout à fait indigne de la mission confiée à de telles institutions et contraire à la nécessaire proclamation et défense de l'ordre moral ;

b) La doctrine traditionnelle concernant la coopération matérielle, avec les distinctions qui s'imposent entre coopération nécessaire et libre, proche et éloignée, reste valide et doit être appliquée avec la plus grande prudence, le cas échéant ;

c) Dans l'application du principe de coopération matérielle, lorsque le cas le requiert, que l'on prenne bien garde d'éviter le scandale et le risque de toute confusion dans les esprits, par l'explication opportune de la réalité.

Directives pour les établissements hospitaliers

Sans vouloir répéter tous les éléments contenus dans la déclaration de la Congrégation, nous présentons ici les directives suivantes à l'intention des établissements hospitaliers catholiques :

1. Comme l'a établi le document romain, l'hôpital catholique ne peut en aucune façon approuver une stérilisation quelconque directement orientée vers la contraception. Un tel procédé de contraception comporte une stérilisation réalisée dans le but d'empêcher une future grossesse qui risquerait d'aggraver une grave affection cardiaque, rénale, circulatoire ou autre. Le fait d'approuver librement une stérilisation directe constitue une coopération formelle à un mal et serait « tout à fait indigne de la mission » confiée à l'hôpital et « contraire à la nécessaire proclamation et à la défense de l'ordre moral ».

2. L'établissement hospitalier catholique a la responsabilité morale (et cela est reconnu par la loi) de décider des techniques médicales pour lesquelles il fournira des services. Ordinairement, il n'y aura donc aucune raison ou nécessité de fournir des services pour des interventions objectivement immorales. La coopération matérielle ne sera justifiée que dans des situations où l'hôpital, par suite de contrainte ou de pression, ne peut raisonnablement exercer l'autonomie dont il jouit

(c'est-à-dire lorsque le refus fera plus de mal que de bien).

3. En raison de la nature extraordinaire de la décision concernant la coopération matérielle, c'est-à-dire la non-observation des directives éthiques et religieuses et le scandale éventuel, l'évêque du diocèse ou son représentant devront être impliqués dans la décision.

4. Pour juger de la moralité de la coopération, une nette distinction devra être faite entre le motif de la stérilisation et le motif de la coopération. Si l'hôpital coopère pour un motif de stérilisation, par exemple lorsque sont invoquées des raisons médicales, il est difficile de considérer la coopération comme matérielle. En d'autres termes, l'hôpital ne peut guère soutenir que, dans ces circonstances, il n'approuve pas les stérilisations réalisées pour des raisons médicales, et cela donnerait lieu à une coopération formelle. Si l'on veut que la coopération reste matérielle, il faut que le motif de la coopération se situe au-dessus du motif de la stérilisation elle-même. Etant donné, comme il a été mentionné plus haut (n. 2) que l'hôpital jouit d'une autorité sur ses propres décisions, cela ne devrait pas se produire fréquemment.

5. Pour porter un jugement sur la moralité de la coopération, chaque cas doit être examiné en soi. Comme les situations des hôpitaux et même les cas individuels diffèrent largement, il ne serait pas prudent d'extrapoler automatiquement une décision prise dans un hôpital, ou même dans un cas.

6. Comme le précise le document romain, l'établissement hospitalier catholique doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter de créer des malentendus ou de causer un scandale auprès de son personnel, de ses malades ou du public en général. Il fournira donc les explications qui s'imposent chaque fois que cela est nécessaire. Il devra être clairement notifié que l'hôpital désapprouve la stérilisation directe et qu'une coopération directe matérielle n'implique pas d'approbation.

La stérilisation directe est une faute grave. L'acceptation d'une coopération matérielle dans les cas extraordinaires ne peut se justifier que par le risque d'un mal encore plus grand, par exemple la fermeture d'un hôpital : une telle mesure peut en effet représenter, dans des circonstances données, un mal encore plus grand.

Tout ce qui précède est un commentaire de la réponse de la S. Congrégation pour la Doctrine de la foi concernant la coopération matérielle dans les cas de stérilisation. Il ne s'agit donc pas ici d'une discussion générale sur l'application de la coopération matérielle en tant que telle et, en conséquence, la position ci-dessus ne doit pas être étendue à d'autres domaines.

LE MINISTÈRE AUPRES DES PRÊTRES ALCOOLIQUES AUX ETATS-UNIS

Rapport du Comité de la vie et du ministère du prêtre

De récentes enquêtes menées pour le compte de la Conférence épiscopale des Etats-Unis ayant révélé la gravité de l'alcoolisme dans le clergé, le Comité de la vie et du ministère du prêtre ■ remis le rapport

ci-après aux évêques au cours de leur rencontre nationale du 14 au 17 novembre 1977. Ce rapport, après avoir montré les ravages de l'alcoolisme et de la dépendance des drogues sur une partie du clergé, propose une série de règles pratiques pour sortir les prêtres alcooliques de leur état ().*

L'alcoolisme (ou toute dépendance d'une drogue) est l'un des plus graves problèmes médicaux et sociaux que la société doit affronter aujourd'hui. C'est un désordre qui exerce des ravages sur la vie spirituelle, physique, psychologique et sociale de l'individu. L'alcoolisme est un grave dérèglement qui empêche sa victime de vivre pleinement et de développer ses potentialités. Il détruit la vie familiale, les relations humaines, la vie communautaire et la vocation personnelle. En raison de la menace qu'il fait peser sur la dignité de la personne et le tissu social, il doit être un sujet de profonde préoccupation pour nous tous, dans le ministère de compassion et de guérison qui est celui de l'Eglise.

Nous savons que l'alcoolisme affecte les gens de tout âge, position sociale et profession. Les toutes récentes enquêtes patronnées par la Conférence nationale des évêques catholiques montrent que l'alcoolisme constitue un problème parmi les prêtres, comme dans le reste de la population en général. Elles indiquent que, dans bien des cas, on a trop négligé de mettre en place des programmes, des techniques et des méthodes appropriés, dans le but de mettre fin à l'alcoolisme parmi les prêtres.

Les données montrent aussi que l'alcoolisme du clergé existe au même degré, aussi bien dans les petits et grands diocèses que dans les ordres religieux. Elles indiquent que le prêtre est particulièrement réticent à avouer qu'il est alcoolique. La difficulté provient du fait que le symptôme même de cette maladie est précisément le refus de la reconnaître. Cela tient peut-être à l'insistance morale souvent abusive que, dans le passé, on ■ associé à l'alcoolisme.

Avant tout la dignité du prêtre

Même si les proportions et les chiffres sont là pour démontrer l'importance de l'alcoolisme du clergé, ce qui nous préoccupe au premier chef c'est la dignité du prêtre en tant que personne, et le contrecoup de l'alcoolisme sur les gens qu'il a pour mission de servir. C'est l'amour de notre frère qui nous incite à soutenir, aider et encourager le prêtre à lutter contre la maladie de l'alcoolisme.

Le prêtre, en tant que personne, ■ le droit de recevoir des soins médicaux appropriés, de vivre selon l'idéal de son sacerdoce et de son ministère, de compter sur notre compréhension, notre pitié et notre amour. Bien qu'il n'y ait pas de remède miracle pour l'alcoolisme, nous savons qu'il existe des traitements. Et quelle excuse pourrions-nous donner si nous n'aidions pas un frère prêtre, victime de cette maladie ? La peur de le froisser ? D'exciter sa colère ? De l'affronter ? Ces risques d'inconvénients personnels ne sont que fort peu de choses en comparaison d'un service que nous rendons à un frère prêtre, pour lui permettre d'échapper à une maladie effrayante et destructrice.

(*) Texte anglais dans *Origins NC Documentary Service* du 8 décembre 1977. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Nous sommes également poussés par un sentiment de justice à l'égard des fidèles au service duquel le prêtre est placé. Les fidèles ont droit à l'expérience la plus pleine, à l'expression la plus complète du ministère de l'Eglise. Or, nous le savons, le ministère sacerdotal est en étroite dépendance de la qualité personnelle du prêtre.

Le prêtre ne peut proclamer la parole de Dieu que dans la mesure où il est libre, en tant que personne, d'assimiler cette parole dans son cœur et sa vie. Il ne peut présider le culte et la prière que s'il est libre de s'accepter et de connaître son peuple. Il ne peut servir la communauté chrétienne, en s'investissant dans sa vie et sa culture, que dans la mesure où il reste libre d'être ouvert et sensible à son expérience de vie. Le prêtre ne peut témoigner de la justice que dans la mesure où il reste libre de respecter sa dignité personnelle et les droits humains d'autrui. Dans la mesure où l'alcoolisme asservit la vie du prêtre, sa croissance personnelle dans le Christ est limitée et son ministère de service auprès des fidèles est empêché.

Des règles pratiques

En tant qu'évêques, nous concevons notre ministère comme un service envers nos frères prêtres et envers les fidèles que nous avons pour mission de conduire. C'est dans cet esprit de service et d'amour que nous proposons les règles pratiques suivantes pour la réhabilitation des prêtres alcooliques :

1. L'alcoolisme est un grave désordre qui exige la réhabilitation de la personne tout entière, sur le plan physique, psychologique, spirituel et social. Le traitement exige que l'on fasse appel à des spécialistes.

2. L'évêque devra mettre tout le poids de son autorité pour assurer la réalisation du programme de désintoxication. La leçon capitale que l'on peut tirer d'autres types d'expériences — que ce soit dans l'industrie, l'armée ou ailleurs, — est la suivante : il faut que soient connues la fermeté des responsables et leur volonté de soigner les alcooliques.

3. La simple promulgation du programme de la Conférence nationale du clergé sur l'alcoolisme, assortie d'une lettre de l'Ordinaire, ne sert pratiquement de rien. Elle peut même être dommageable, à moins qu'il n'existe un organisme efficace pour traduire les directives dans la réalité.

4. Tout en assumant son rôle de pasteur et de père, l'évêque doit éviter de prendre lui-même en main les cas individuels. Ce n'est que dans les cas extrêmes qu'il peut être appelé à affirmer son autorité : c'est un bureau ou un comité médical dans lequel l'évêque a pleine confiance et auquel il délègue ses pouvoirs, qui est le mieux placé pour aborder le prêtre alcoolique et l'inciter à suivre un traitement.

5. Ce bureau délégué doit avoir la pleine approbation du conseil sacerdotal et la coopération du comité diocésain chargé du personnel. Une telle intégration est indispensable, si l'on veut que soient mis en évidence un ton et un esprit de souci fraternel plein d'amour.

6. En fait, ce bureau ne peut fonctionner efficacement que s'il jouit de la pleine confiance du clergé du diocèse, en particulier des prêtres qui sont les amis intimes du prêtre alcoolique et qui pourraient être tentés de dissimuler son état.

7. Il serait bon qu'il compte toujours parmi ses membres un certain nombre de personnes ayant

fait une cure de désintoxication. Il n'est pas nécessaire que ce soient des prêtres, ■ moins que ces derniers ne soient compétents dans ce domaine. Le bureau devrait également comporter une personne du corps médical, de préférence un ancien alcoolique.

8. L'autorité déléguée ne doit pas être exercée par une seule personne — évêque auxiliaire, chancelier, curé pour les prêtres —, quelle que soit sa compétence. C'est là un domaine où la consultation et la collégialité sont essentielles pour produire des résultats positifs.

9. Les prêtres, de plus en plus nombreux, qui ont suivi avec succès une cure de désintoxication doivent être utilisés dans les diocèses. Ils ont en quelque sorte vécu le mystère pascal, après avoir fait l'expérience de la maladie, puis de la guérison. Bien souvent ce sont des hommes dont la vie personnelle et le ministère ont été enrichis par cette expérience. Certains d'entre eux, en vrais apôtres, savent reconnaître leurs frères alcooliques et connaissent les moyens de leur rendre service.

DECLARATION DES EVEQUES ANGLAIS SUR LA JUSTICE RACIALE

Les évêques anglais, réunis en assemblée plénière à l'archevêché de Westminster, du 21 au 24 novembre, ont publié la déclaration ci-après dans laquelle, en raison de la tension raciale qui se développe dans le pays, ils énoncent les principes dont doivent s'inspirer les catholiques (1) :

Lors de sa récente Assemblée, la Conférence épiscopale d'Angleterre et du Pays de Galles a étudié longuement les problèmes concernant le bien-être de nos communautés d'immigrants.

Reconnaissant que la Grande-Bretagne est maintenant une société pluraliste avec différentes races, cultures et religions, les évêques veulent affirmer clairement, en des termes qui ne peuvent prêter à équivoque, que :

1. La dignité et les droits de toute personne doivent être respectés, quelles que soient sa race, sa couleur ou ses croyances.

2. Notre communauté catholique doit vouloir la liberté et la justice raciale pour tous.

3. Tout immigrant a droit à un traitement impartial en matière de logement, d'emploi et d'éducation ; il ■ le droit de vivre en paix avec ses voisins.

4. Toute tentative individuelle ou collective d'instaurer la discrimination ou la haine raciale est en contradiction directe avec le commandement du Christ d'aimer notre prochain.

24 novembre 1977.

(1) *Briefing — Autumn Bishops' Conference Meeting, 26 novembre 1977. Traduction de la DG.*

Imprimerie « Bayard-Presses »

5, rue Bayard, Paris-8°

Le directeur: J. GELAMUR

© 1977 by Bayard-Presses.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1733 - 1^{er} JANVIER 1978

- 1 Message pour la Journée de la paix du 1^{er} janvier.
- 4 Allocution à la Commission « Justice et paix » (9 déc.).
- 5 Allocution à l'ambassadeur du Salvador (15 déc.).
- 6 Réception d'archevêques vietnamiens (9 décembre).
- 7 Allocution aux évêques de Yougoslavie (21 novembre).
- 9 Lettre pontificale pour la Journée du migrant.
- 10 Lettre pontificale ■■■ l'Europe.

ACTES DE S. S. PAUL VI

EPISCOPAT FRANÇAIS

- 11 Déclaration d'évêques pour Noël.
- 12 Les travaux du Conseil permanent de décembre.
- 14 Promulgation de rituels.

QUESTIONS ACTUELLES

LE PROBLEME SCOLAIRE EN FRANCE

- 15 Article de Mgr Matagrin.
- 17 Allocution du cardinal Gouyon.

LITURGIE ET SACREMENTS

- 20 L'onction des malades (évêques belges francophones).
- 22 Premières communion et confession (évêques allemands).
- 24 Distribution de la communion par les laïcs (Episc. suisse).
- 26 Liturgie et moyens audio-visuels (Episcopat suisse).

LES TRAVAILLEURS ETRANGERS

- 9 La catéchèse de leurs enfants (lettre pontificale).
- 32 Textes des évêques canadiens, hollandais, suisses.
- 49 Le racisme (évêques anglais).

- Déclaration de l'Episcopat espagnol sur la Constitution.
- 39 Lettre du Concile des jeunes (Taizé).
- 41 La violence en Afrique (évêques du Zaïre).

- 42 Evénements et informations (1-30 novembre).

EVENEMENTS

- 44 L'Afrique du Sud. Protestation de Mgr Fitzgerald ; Code de conduite de la Communauté économique européenne.
- 46 La stérilisation (Episcopat des Etats-Unis).
- 47 Les prêtres alcooliques (Episcopat des Etats-Unis).

- 14 Les grands textes de la DC : Le message du Synode.

LIQUÈSE DANS LE MONDE

LA

60^e ANNÉE - T. LXXV

15 janvier 1978

Prix : 6 F - BIMENSUEL

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Le pasteur Potter, secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises (cf. p. 70 - Photo COE)

L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

RÉIMPRESSION

Dans la série
« **LES GRANDS TEXTES** »
LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

POURQUOI UN CHRÉTIEN NE PEUT ACCEPTER L'AVORTEMENT

Une réimpression actualisée, 8 pages

Prix des 50 exemplaires, port compris : **30 F**
Prix des 100 exemplaires, port compris : **50 F**
Le cent suivant, port compris : **48 F**

Rappel :

**Le Message au Peuple de Dieu
sur la catéchèse**
(8 pages, même prix) :

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08
Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

- **Le Marxisme, l'Homme et la Foi chrétienne**, avec une note de la Commission épiscopale du monde ouvrier : Foi et marxisme en monde ouvrier. — Un vol. 11 X 17,5 cm de 56 p. Prix : 6,50 F. Le Centurion.
- **Laissez-vous tenter par Dieu**. Homélies à la télévision de Pierre TALEC. Préface du cardinal Marty. — Un vol. 13,5 X 21 cm de 122 p. Prix : 19 F. Le Centurion.
- **Institutions liturgiques**, par Dom Prosper GUERANGER. Extraits établis par Jean Vaquié. Préface de Dom Gérard, O.S.B. — Un vol. 13,5 X 21 cm de 300 p. Prix : 48 F. Diffusion de la pensée française, Chiré-en-Montreuil, 86190 Vouillé. Port en sus.
- **Zachée : le Christ et l'argent**, par Jean DELSUC. — Un vol. 12,5 X 18 cm de 112 p. Editions SOS, 106, rue du Bac, 75007 Paris.
C'est l'épisode évangélique — l'auteur en rajoute — raconté d'une façon très vivante qu'on lira avec plaisir.
- **Sermon sur la montagne : en tous les temps Jésus-Christ**, par M. DU BUIT, O.P., tome 3. — Un vol. 13 X 19 cm de 192 p. Prix : 36 F. Editions Salvator, Mulhouse.
Lecture enrichissante de l'Evangile qui fait ressortir la valeur de ces pages où l'enseignement du Christ comporte tant de leçons toujours actuelles, et surtout nourrit la vie spirituelle par une doctrine puisée aux meilleures sources.
- **Vers un renouveau de la théologie sacramentaire**, par Raymond VAILLANCOURT. Avant-propos de Clément Farly (coll. « Liturgie vivante »). — Un vol. 14 X 19,5 cm de 166 p. Prix : 5 F. Editions Fides, 235, Est boulevard Dorchester, Montréal (Canada).
La présentation de la doctrine catholique doit se renouveler d'âge en âge, tout en restant fidèle aux données de la foi. Ce livre en est un bon exemple.
- **La Religieuse d'aujourd'hui vue par un laïc**, par Claude TRUCHOT-PRUDENCE. — Un vol. 12,5 X 21 cm de 300 p. Editions du Levain, 1, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.
L'auteur note : « Ce livre s'adresse surtout à mes amis les époux chrétiens... Les communications avec les religieuses sont bénéfiques pour nous. Nous avons besoin d'elles. » Ce livre en est la justification ; mais les religieuses pourront également en tirer profit.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

Actes de S. S. Paul VI

ALLOCUTION AU SACRÉ-COLLÈGE

Le 22 décembre, Paul VI a reçu les vœux des cardinaux, de la famille pontificale, de la Curie et de la prélature romaine, présentés par le cardinal Confalonieri, nouveau doyen du Sacré-Collège des cardinaux. Voici l'allocution dans laquelle, comme chaque année en pareille circonstance, il a fait un large tour d'horizon de la vie du monde et de l'Eglise (1) :

Messieurs les Cardinaux, et vous tous, vénérables frères et chers fils de la Curie romaine, nos valeureux collaborateurs, nous vous sommes très reconnaissant de votre présence à l'occasion de la fête de Noël toute proche. Le sens de cette rencontre, chargée d'affection, a été noblement exprimé par le cardinal Carlo Confalonieri, doyen du Sacré-Collège. Nous le remercions de tout cœur des sentiments si élevés qu'il a exprimés, et nous sommes sincèrement heureux de saisir cette occasion pour lui exprimer ici publiquement, pour la première fois, notre satisfaction, nos félicitations et nos vœux pour sa récente élection qui l'a appelé à succéder au regretté cardinal Luigi Traglia, dont le souvenir demeure à jamais gravé dans nos cœurs. Nous garderons de lui la chère image souriante de sa bonté humaine et sacerdotale.

A l'approche de Noël

La circonstance qui nous réunit est la prochaine fête de la Nativité du Seigneur. Cette fête, nous l'avons tous attendue en veillant avec confiance dans la prière pendant tout le temps de l'Avent. Nous avons voulu en particulier, dans une intention pastorale et avec une joie toujours renouvelée, rappeler la richesse des thèmes de ce merveilleux « temps fort » de la liturgie aux foules de pèlerins venues nous voir lors des audiences générales. Maintenant, Noël approche. Jésus vient parmi nous pour renouveler le don de sa naissance terrestre par la représentation mystérieuse et réelle de ce lointain événement dans la médiation de la célébration du divin sacrifice. Il vient

parmi nous pour prolonger cette présence sous les espèces du pain et du vin. Il continue à guider son Eglise d'une façon invisible et puissante, comme il l'avait promis : « Je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin des temps. » (Mt 28, 20.) Il vient parmi nous pour habiter nos cœurs par l'offre inexprimable qu'il nous fait de sa grâce, et il attend la généreuse réponse de notre volonté : « Voici, je me tiens à la porte et je frappe. Si quelqu'un entend ma voix et ouvre la porte, j'entrerai chez lui et je dînerai avec lui et lui avec moi. » (Ap 3, 20 ; cf. Jn 14, 21-23.) Et, en son nom, commençons avec joie une nouvelle année de travail, certains que sa protection ne nous manquera jamais. Mais tout de suite, nous voulons retracer par la pensée les étapes marquantes de l'année qui se termine.

Le 80^e anniversaire

Nous pensons spontanément à notre 80^e anniversaire que nous avons célébré au mois de septembre dernier. Nous éprouvons le besoin de remercier encore une fois tous nos fils d'avoir participé ensemble à cet événement qui nous a fait réfléchir sur la fugacité du temps et sur la richesse des dons que Dieu nous a faits tout au long de notre longue vie. Nous pensions que cette célébration devrait demeurer privée, dans le secret de notre intimité personnelle, mais il est devenu l'occasion d'une réaffirmation de la conscience ecclésiale. De tous les pays, en effet, nous sont parvenues de très nombreuses marques d'affection de la part d'évêques, de diocèses, de paroisses, d'organismes catholiques, de prêtres, de familles religieuses, d'enfants, d'étudiants, d'hommes et de femmes de tous âges et de toutes conditions sociales, qui ont tenu à nous assurer de leur attachement, de leur proximité spirituelle. Devant l'ampleur de ce mouvement, nous n'avons pu manquer de faire remarquer que, bien au-delà de notre humble personne, à qui ces vœux s'adressaient, cette attestation d'amour était un événement d'Eglise. Il allait tout droit au cœur même de l'Eglise, dans laquelle le Pape est garant et symbole d'unité et de cohésion.

Nous exprimons donc encore une fois notre reconnaissance à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, nous ont adressé leurs vœux. Et nous ne voulons pas oublier ce que les artistes ont fait avec leur éloquence singulière, avec une présence qui, mieux que toutes

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 23 décembre 1977. Traduction de la DC. Les sous-titres en italique sont de notre rédaction.

paroles, réaffirme l'harmonie entre la foi et l'art. Comme ce fut le cas dans tous les siècles, celui-ci est appelé à exprimer les merveilleuses réalités que l'Eglise propose aux hommes, en explicitant la parole de Dieu et en l'annonçant joyeusement ; et pour tous ces témoignages, qui correspondent à une profonde aspiration de toute notre vie, en particulier de notre pontificat, nous ne saurons jamais suffisamment exprimer notre reconnaissance.

Les faits saillants de l'année

Nous avons déjà mentionné, au Consistoire du 27 juin, la Constitution apostolique *Vicariae potestatis* du 6 janvier, par laquelle nous avons réorganisé le Vicariat de Rome. Si nous revenons sur cette réorganisation, c'est pour rappeler ce que nous avons dit le 8 janvier en présentant cette Constitution dans notre cathédrale de Saint-Jean-de-Latran : « Nous avons vivement conscience de notre responsabilité devant le Christ en tant qu'évêque de cette Eglise locale qui, historiquement et mystiquement parlant, est l'objet d'un dessein de Dieu. Par le ministère de la parole et des sacrements, nous sommes tenu de communiquer la sainteté du Christ aux âmes des fidèles, en les préservant de tout mal et, dans la mesure du possible, en les orientant vers le bien, avec l'aide de Dieu, de sorte que nous puissions parvenir avec eux à la vie éternelle (2). » (AAS 69, 1977. p. 54.)

Canonisations et béatifications

Nous trouvons une confirmation visible de cette note essentielle et constitutive de l'Eglise qu'est la sainteté dans les figures d'hommes et de femmes que nous avons eu, cette année, la joie et l'honneur de proposer à la vénération publique de l'Eglise. Ce sont autant de héros généreux et héroïques d'une humanité bienfaisante et stimulante, formée à l'école de l'Evangile du Christ. Rappelons-les : la nouvelle sainte Rafaela Maria du Sacré-Cœur de Jésus, fondatrice des Ancelles du Sacré-Cœur de Jésus, canonisée le 23 janvier ; la nouvelle bienheureuse Maria Rosa Molas y Vallvé, fondatrice des Sœurs de Notre-Dame de la Consolation, portée aux honneurs des autels le 8 mai ; le 19 juin, ce fut la canonisation de l'évêque de Philadelphie, John Nepomucène Neumann ; et le 9 octobre, celle du moine Charbel Makhlouf, de l'Ordre maronite libanais ; et enfin, les deux gloires des Frères des Ecoles chrétiennes, Mutien Marie Wiaux et Miguel Febres Cordero, béatifiés le 30 octobre. Ces humbles et grandes figures ont été mises sous les feux de la rampe pour attirer l'attention de tous sur la valeur extraordinaire de leurs vies, tout entières consacrées à la gloire de Dieu et à l'élévation des âmes. Leur sillage, toujours vivant, demeure ineffaçable. Ils nous rappellent que nous ne devons pas nous laisser happer par les tourbillons de l'éphémère et du secondaire et que, ainsi que nous l'a rappelé la Constitution conciliaire sur

l'Eglise, « l'appel à la plénitude de la vie chrétienne et à la perfection de la charité s'adresse à tous ceux qui croient au Christ, quels que soient leur état ou leur rang ; dans la société terrestre elle-même, cette sainteté contribue à promouvoir plus d'humanité dans les conditions d'existence » (*Lumen gentium*, 40).

Rendons grâce à Dieu que chaque année nous appelle à cette méditation fondamentale sur son appel universel à cette sainteté sans laquelle nous serions « un métal qui résonne, une cymbale retentissante » (1 Co 13, 1).

**

Rappelons brièvement aussi le Consistoire de juin où, entre autres choses, nous avons adjoint au Sacré-Collège cinq très fidèles serviteurs de l'Eglise et du Siège apostolique. Cela ne nous fait cependant pas oublier les graves deuils qui, cette année, ont privé ce corps suprême de l'Eglise d'hommes très dévoués à la vie ecclésiale, qui ont dépensé leurs forces sans compter pour servir, et dont le souvenir demeure en bénédiction.

Le Congrès eucharistique de Pescara

Nous gardons aussi, gravé dans le cœur, le très doux souvenir de notre participation au Congrès eucharistique italien, à Pescara, le 17 septembre. Les bonnes et laborieuses populations chrétiennes des Abruzzes, et celles qui étaient venues des autres régions, par leur silencieuse et profonde attitude de foi, ne pouvaient pas donner une plus haute et plus fervente preuve de leur amour fort et délicat pour le Christ vivant dans l'Eucharistie. Nous avons été particulièrement édifié par les jeunes qui ont donné là un magnifique témoignage de christianisme vécu dans la joie, la tête haute. Nous n'oublierons jamais cette foule recueillie dans la prière autour de l'autel, écoutant attentivement notre humble voix. Comme un signe éloquent d'une maturation des temps toujours plus consciente, avec une fermeté grave et convaincue, elle se levait pour défendre les valeurs suprêmes de la loi divine et les principes d'une vie sociale bien ordonnée.

Le Synode des évêques

Mais nous voulons particulièrement souligner deux événements de cette année dont la signification et la portée débordent largement les limites du temps.

Le premier est le Synode des évêques où, en octobre, des représentants de l'Episcopat du monde entier ont travaillé intensément et sans relâche sur les problèmes obsédants et qui ne peuvent attendre de la catéchèse, spécialement celle des adolescents et des jeunes. Nous n'avons pas manqué de souligner à plusieurs reprises l'importance de cette rencontre, centrée sur ce mandat essentiel et constitutif de l'Eglise : « Proclamez l'Evangile à toutes les créatures. » (Mc 16, 15.) Sans vouloir revenir ici sur ce très vaste thème, nous désirons cependant remercier les Pères du Synode de la

(2) DC 1977, n° 1713, p. 105. (NDLR.)

richesse de leur contribution aux travaux ; de la compétence de leurs remarques et de leurs propositions qui, parce qu'elles reflétaient toutes les régions et les civilisations, ont été extrêmement importantes et utiles ; et aussi de la volonté unanime dont ils ont fait preuve, compte tenu des évidentes diversités des mentalités et des exigences, pour reconnaître une valeur prioritaire à l'évangélisation du monde moderne. Et surtout, nous reconnaissons encore une fois la valeur de l'institution du Synode des évêques, souhaitée par le II^e Concile du Vatican, promptement réalisée par nous et ardemment soutenue par tous nos frères dans l'Episcopat. Après l'expérience de ces dernières années, elle s'avère être un instrument irremplaçable de collaboration, une très riche mine d'informations et de thèmes sur les problèmes les plus brûlants, comme on aime dire aujourd'hui, de la pastorale de l'Eglise présentée à notre attention et à notre ministère universel. C'est aussi une heureuse formule de rencontre entre évêques pour étudier des questions ensemble et pour établir en temps opportun des programmes réfléchis pour une action sur le plan mondial qui corresponde vraiment aux besoins d'aujourd'hui.

La nouvelle Vulgate

Le second événement, c'est l'achèvement récent, après douze années de travail, de la révision de la Vulgate latine, et la publication de tous les livres de la Bible dans l'édition préparée par la Commission spéciale que nous avions créée peu après la fin du Concile, le 29 novembre 1965. L'année suivante, en cette même circonstance de la réception du Sacré-Collège et de la prélatrice romaine, nous avons parlé de cette initiative, déjà engagée sous la direction du cardinal Bea, pour préparer, avions-nous dit, « une édition requise par le progrès des études bibliques et par la nécessité de donner à l'Eglise et au monde un nouveau texte de la Sainte Ecriture faisant autorité. On envisage, avions-nous ajouté, un texte dans lequel celui de la Vulgate de saint Jérôme sera respecté à la lettre là où il reproduit fidèlement le texte original, tel qu'il résulte des éditions scientifiques actuelles. Il sera, par contre, prudemment corrigé là où il s'en éloigne ou ne l'interprète pas correctement, en employant dans ce but la langue de la *latinitas biblica* chrétienne. Le respect de la Tradition s'harmonisera ainsi avec les saintes exigences critiques de notre temps. Et la liturgie latine aura de la sorte un texte unitaire, scientifiquement irréprochable, cohérent avec la Tradition, l'herméneutique et le langage chrétien. Il servira également de référence pour les versions en langue vulgaire (3) » (AAS 59, 1967, p. 53 et s.).

Ces promesses ont été remplies. La révision a été faite grâce à la collaboration d'un groupe restreint et bien préparé d'experts dans les différentes branches des sciences bibliques et linguistiques. Ce texte, dans la mesure où cela

a été possible, est déjà utilisé en grande partie dans les éditions liturgiques des livres publiés ces dernières années. Il est aussi couramment adopté dans les célébrations solennelles présidées par nous. Et nous aimons penser qu'il pourra servir de base sûre pour les études bibliques de notre très cher clergé, spécialement là où la consultation de bibliothèques spécialisées ou la diffusion d'études de valeur est plus difficile. Et pour que le texte entier, actuellement disponible en éditions séparées, puisse être accessible à tous, il sera réuni en une seule édition, ample, élégante et maniable, digne du Livre sacré, qui constituera un événement historique. Une commission spéciale est déjà à l'œuvre pour la réalisation de cette initiative.

Nous nous réjouissons intimement de vous donner cette bonne nouvelle. Nous remercions Dieu que cette tâche soit achevée, et nous lui demandons d'accompagner de sa grâce les effets bienfaisants qu'elle aura à l'avenir. « Que la parole de Dieu poursuive sa course et soit glorifiée » (2 Th 3, 1), telle est l'unique intention qui nous a guidé.

La vie de l'Eglise

Nous avons rappelé, comme nous avons l'habitude de le faire pour trouver un réconfort au terme d'une année qui se termine, les aspects les plus importants de l'activité de ce siège apostolique et de toute l'Eglise. Mais la richesse de celle-ci, nous le savons, est bien plus grande et complexe que les phénomènes constatables. L'Eglise ne se laisse pas réduire à des schémas ou à des comptes rendus. Elle est comme la vie dont les pulsations continues sont imperceptibles et profondes.

La grâce de Dieu est à l'œuvre dans les cœurs qui l'accueillent. Elle y suscite des merveilles de générosité, de lumière, de force, de fidélité, d'apostolat. L'Eglise, formée par la trame serrée de tous les croyants, s'étend dans le monde comme un arbre qui donne abri aux oiseaux du ciel (cf. Mt 13, 31-32) et elle pénètre ce monde comme un levain qui fait lever la pâte (cf. Mt 13, 33). Cette réalité, que nous aimons contempler en pensée et pour laquelle nous prions, nous remplit d'espérance et de consolation.

Nous pensons à nos très chers prêtres qui assurent au Peuple de Dieu la nourriture de la parole divine et du pain eucharistique par un ministère qui construit quotidiennement pour l'avenir. Nous pensons aux missionnaires, hommes et femmes qui, dociles à l'appel du Christ, sont aux avant-postes de l'Eglise. Souvent isolés, privés de moyens satisfaisants, soutenus seulement par la foi, ils partagent les angoisses, les souffrances et les privations de ceux auxquels ils apportent le message libérateur de l'Evangile. Nous pensons aux religieuses de vie contemplative et active. Comme des abeilles industrieuses, en une oblation maternelle à l'image de la disponibilité totale de la Vierge Marie, elles secourent sans cesse les nécessités spirituelles et matérielles de l'uma-

(3) DC 1967, n° 1486, col. 103. (NDLR.)

nité, spécialement celles des petits, des pauvres, des malades. Nous pensons aux familles qui sont conscientes du témoignage qu'elles doivent apporter pour la construction chrétienne de la société, de l'école, de la vie publique. Nous pensons aux jeunes qui se préparent aux responsabilités de demain et ont la force d'aller à contre-courant du conformisme idéologique et moral si répandu. Et, parmi eux, nous encourageons particulièrement les séminaristes et les religieux novices qui ont courageusement choisi de consacrer leur vie au Christ.

C'est toute une plénitude de vie qui se déploie devant nos yeux et nous dit que nous pouvons et devons regarder l'avenir avec sécurité et confiance, en marchant allégrement sur la voie que nous montrent la bonté et la sagesse de Dieu.

Vœux pour la nouvelle année

Au seuil de la nouvelle année, nous ne pouvons pas manquer d'adresser nos vœux les plus sincères de sérénité et de joie à tous nos fils dans le monde, ainsi qu'à tous les hommes de toute langue et nationalité, spécialement à ceux qui sont les plus éprouvés par les privations, les oppressions, les souffrances et les calamités naturelles dont les effets douloureux se prolongent. Ces vœux naissent de la foi dans le Verbe de Dieu incarné, venu dans le monde pour apporter les dons messianiques de la justice et de la paix.

La mission de l'Eglise dans le monde

C'est dans cette lumière que nous saluons l'année qui va s'ouvrir. En effet, elle aussi, dès maintenant, porte déjà l'empreinte de Dieu. Dans son déroulement, elle manifestera la continuité d'un unique plan de rédemption et d'élévation qui embrasse tous les hommes. L'Eglise, première collaboratrice de cette œuvre de salut inaugurée par l'Incarnation du Fils de Dieu, continue dans le temps sa mission d'annonce, d'enseignement, de sanctification. Et elle est prête à apporter aux hommes sa collaboration, dans le domaine spirituel qui lui est propre, mais aussi sur le plan matériel. Ses fils sont en effet appelés à s'engager pour l'élévation et le progrès du genre humain, comme l'explique la Constitution pastorale *Gaudium et spes* du II^e Concile du Vatican dans son dense exposé programmatique. Aucun obstacle ne peut l'arrêter, aucune difficulté ne peut la retenir, aucune persécution ne peut lui faire peur. La force débordante de la parole de Dieu qui s'est fait l'un de nous pour nous sauver tous soutient, avec la logique de la croix et de la Résurrection, l'œuvre que l'Eglise accomplit humblement mais fermement parmi nos frères les hommes. De par sa nature à la fois institutionnelle et charismatique, elle est appelée à montrer que le Christ est la lumière du monde (cf. Jn 8, 12).

C'est son honneur et son devoir, mais c'est aussi la tâche de tous ses fils. Il en fut toujours ainsi, mais aujourd'hui spécialement. Tous

les chrétiens sont appelés à cette œuvre importante qui porte en elle les germes d'un renouveau profond, mais aussi des potentialités destructrices, comme ce fut le cas à tous les moments cruciaux de l'histoire. Ils sont appelés à apporter leur contribution pour la construction d'un ordre plus juste et meilleur, fondé sur le respect de la loi de Dieu qui seule garantit le respect de l'homme.

L'action occulte et organisée du vice et de la haine

Des ombres obscures s'appesantissent sur la destinée de l'humanité : la violence aveugle ; les menaces contre la vie humaine dès le sein maternel ; le terrorisme cruel qui accumule haines et ruines dans l'utopique dessein de reconstruire à neuf sur les cendres d'une destruction totale ; la recrudescence de la délinquance ; les discriminations et les injustices à l'échelle internationale ; la privation de la liberté religieuse ; l'idéologie de la haine ; l'apologie effrénée des instincts les plus bas par la pornographie des mass media qui, derrière de pseudo-objectifs culturels, cache une avilissante soif d'argent et une exploitation éhontée de la personne humaine ; les constantes séductions et menaces contre l'enfance et la jeunesse, qui minent et stérilisent les fraîches énergies créatrices de leur intelligence et de leur cœur : tout cela indique que l'estime des valeurs morales a redoutablement baissé, victime de l'action occulte et organisée du vice et de la haine.

Appel à une majorité apeurée

Nous ne pouvons pas nous taire devant cette réalité qui est malheureusement l'apanage des peuples économiquement les plus développés ; d'autant moins qu'une petite minorité qui agit dans l'ombre en abusant du don d'une liberté chèrement acquise, ne peut se permettre impunément d'attenter contre l'ordre, le progrès, la société de vie, la santé morale de toute une majorité lasse de tant d'audace, mais apeurée dans ses exigences élémentaires de travail constructif et peut-être — mais ce serait très triste — finissant par se résigner au pire.

Nous faisons appel à tous les hommes de bonne volonté, en redisant ici ce que nous avons confié à notre récent message pour la toute proche Journée de la paix de 1978. Nous appelons surtout les évêques, les prêtres, les femmes et les hommes chrétiens à faire obstacle par d'opportunes initiatives aux forces désagréatrices de l'ordre moral, à isoler les violents, à marginaliser les exploités, à opposer une digne résistance à tout ce qui est contraire à la dignité innée de l'homme, créé à l'image de Dieu et racheté par le sang du Christ. Une peureuse incohérence pourrait avoir des conséquences funestes. Pensons-y quand il en est encore temps.

L'avenir est entre les mains de Dieu ; mais il dépend aussi de la conscience et de l'action des hommes. Nous avons confiance que l'immense et silencieuse légion des hommes droits, sains et consciencieux du monde entier saura pour-

suivre sans trêve ni peur son œuvre de construction pacifique de la société humaine.

L'Eglise et le monde

A l'occasion de cette rencontre de Noël, nous avons l'habitude d'étendre notre regard au-delà des problèmes de la vie interne de l'Eglise, vers ses rapports avec le monde dans lequel se déroule cette vie et dont le comportement conditionne si souvent les possibilités de ses manifestations externes et sa liberté elle-même ; et aussi vers la situation de la vie internationale dans ses aspects qui touchent de plus près l'ordre moral et intéressent la solidarité — dans le langage chrétien nous dirions la charité — entre les hommes.

Les droits de l'homme

Si nous en avons le temps, nous aimerions nous arrêter, en raison de son actualité et de son importance, sur une question qui retient toujours davantage l'attention — on peut bien le dire — du monde entier. Nous voulons parler du respect des droits de l'homme. Hommes et peuples de tous les continents en éprouvent toujours davantage l'exigence, et ils ressentent encore plus vivement que dans le passé les offenses à ces droits que l'on rencontre malheureusement dans tant d'endroits.

Nous nous réservons de revenir prochainement, en une occasion favorable, sur cette question qui revêt aussi, à nos yeux, une importance singulière pour notre temps, et mérite donc de faire l'objet d'une réflexion spéciale.

Aujourd'hui, à la lumière de Celui qui, par sa naissance, est venu racheter l'humanité de l'esclavage du péché, de l'égoïsme, de la haine, nous voudrions au moins assurer tous ceux qui souffrent à cause de structures injustes ou de la mauvaise volonté des hommes que nous prenons part à leur épreuve. Nous voulons souhaiter que la conscience d'un devoir qui s'identifie avec les intérêts supérieurs d'une vie sociale pacifique l'emporte sur l'esprit d'oppression qui porte à méconnaître le bon droit des autres, qu'il s'agisse d'individus, de groupes sociaux ou de peuples entiers.

La liberté religieuse

L'expression de notre communauté dans la souffrance et nos vœux s'adressent en particulier à ceux qui sont opprimés ou injustement limités dans l'exercice de ce qui est le premier des droits de l'homme : le droit à la conscience religieuse et à la profession publique de la foi, conformément à leurs convictions, leurs traditions ou leurs rites. Tant de fois ce droit a été reconnu fondamentalement et proclamé par tous, du moins en paroles (il suffirait de rappeler les déclarations et les accords des Nations Unies et, pour l'Europe, les récents engagements de l'acte final de la Conférence d'Helsinki). Mais tant de fois aussi, et de tant de manières, ce droit a été foulé aux pieds, parfois d'une façon radicale (comme c'est encore le cas de nos jours — pour ne citer qu'un exemple qui nous

est proche — dans la petite, mais toujours très chère République d'Albanie).

Nous voudrions redire à tous ceux qui souffrent de cet état de choses que nos oreilles ne sont pas sourdes et que notre cœur — est-il besoin de le dire ? — n'est pas insensible à à leurs plaintes et à leurs appels à l'aide.

Nous avons l'intention et le devoir de continuer à nous employer de toutes nos forces à leur venir en aide, par les voies et les moyens possibles qui nous semblent les plus opportuns et les plus efficaces. Et nous voulons avoir confiance que ces efforts, en union avec ceux de tous les hommes qui ont à cœur le vrai bien des peuples, ne demeureront pas sans résultat.

Le Moyen-Orient

Il nous faut ajouter un mot à propos du Moyen-Orient. Nous suivons avec une attention et un intérêt tout particuliers les développements de la situation. Sans vouloir prendre parti dans les diversités ou les divergences d'opinion qui se manifestent à ce sujet, nous ne pouvons pas cacher l'espérance ou taire le vœu que les initiatives en cours, courageuses au point de paraître audacieuses, parviendront à mettre en mouvement un processus à partir duquel, grâce à la participation et à la bonne et sage volonté de tous les responsables, pourront finalement prendre forme des solutions répondant aux critères de justice, d'équité et de clairvoyance politique, non moins que de sensibilité humaine, qui seules pourront équilibrer convenablement des exigences, des aspirations, des intérêts si complexes et souvent contradictoires.

Egalement en cette occasion, discrètement mais avec confiance, le Saint-Siège n'a pas manqué de faire connaître sa pensée, particulièrement sur des points qui touchent de plus près sa mission de charité et ses responsabilités en ce qui concerne les légitimes intérêts de la chrétienté. Nous renouvelons aujourd'hui le vœu que cette vieille et difficile question s'achemine diligemment vers un règlement équitable et que toutes les populations de cette région si riche d'histoire religieuse et civile, et si tourmentée, puissent finalement jouir d'une paix juste et durable.

Tous les vœux qui ont fait l'objet de cette allocution, nous les confions à la maternelle intercession de la Sainte Vierge, Mère très pure et Reine de la paix. Nous nous tournons vers elle pour obtenir la grâce d'accueillir dans nos cœurs le Fils de Dieu qui vient, comme elle-même l'a accueilli dans son sein immaculé pour le donner au monde en tant que Mère de l'Eglise. En ces derniers jours de l'Avent, elle nous indiquera la voie la plus sûre pour parvenir au Christ et elle nous guidera vers lui.

Que la prochaine fête de Noël nous apporte à tous, avec l'exemple et la protection de Marie, une rencontre décisive de foi et d'amour avec le Sauveur. Tel est notre vœu constant, que nous accompagnons de notre cordiale bénédiction.

LES RACINES DE LA VIOLENCE DANS UNE SOCIÉTÉ SANS AMOUR

Homélie de la « Journée de la Paix »

Paul VI a célébré la messe pour la paix, le 1^{er} janvier, dans la basilique Sainte-Marie-Majeure. Voici le texte de son homélie (1) :

Réunis par la foi en cette basilique — édiflée par notre prédécesseur Sixte III quelques années après le Concile d'Ephèse qui, en 431, avait solennellement proclamé Marie « Theotokos », c'est-à-dire Mère de Dieu —, nous unissons dans notre célébration la louange pour les très grands privilèges donnés par Dieu à la Vierge Mère et la réflexion sur les exigences chrétiennes de la paix dans le monde.

En cette splendide église, qui exprime si bien la fervente dévotion mariale du peuple romain, l'histoire et l'art se sont merveilleusement fondus au cours des siècles. Sa beauté classique, mystérieusement suggestive, nous invite à des pensées empreintes de joie sereine. Les très anciennes mosaïques retracent les diverses étapes de l'histoire du salut ; dans l'abside resplendit la scène sublime du couronnement de Marie, œuvre de Jacopo Torriti ; et, près des souvenirs de la grotte de la crèche, les mages, sculptés par Arnolfo di Cambio, adorent le Verbe incarné.

C'est ce cadre merveilleux, créé par la piété de nos ancêtres, que nous avons choisi pour célébrer la « Journée de la paix ». Encore une fois, nous voulons adresser à l'humanité tout entière le doux et solennel mot de « paix ».

La Journée de la paix ne demande pas la paix pour ce seul jour.

Célébrée le premier jour de l'année civile, elle apporte chaque fois quelque chose à l'année qui commence. Cette célébration commune s'inscrit comme un souhait et une promesse au début du calendrier. Mais elle comporte aussi un thème que nous avons proposé et qui est occasion et source d'une convergence universelle d'intentions : convergence dans la prière pour les catholiques et tous les chrétiens qui veulent s'y associer ; convergences dans l'étude et la réflexion pour les responsables de la vie collective de la société et pour tous les hommes de bonne volonté ; convergence dans l'action commune. Il s'agit d'un témoignage donné au monde par un effort conjoint pour défendre tous les habitants de notre planète, si gravement menacés aujourd'hui par « l'absurdité de la guerre moderne », comme nous l'avons souligné dans notre récent message (2), et pour construire la paix, dont l'absolue nécessité est de plus en plus ressentie par la conscience de l'humanité.

Chacun des thèmes des différentes « Journées de la paix » complète les précédents

comme une pierre qui s'ajoute aux autres pour construire une maison, la maison de la paix, dont notre Vénéré Prédécesseur, Jean XXIII, disait qu'elle repose sur quatre piliers : « la vérité, la justice, la solidarité effective et la liberté » (cf. encyclique *Pacem in terris*, 47).

Marie et la paix

Mais la pensée dominante de cette célébration est exprimée dans ces deux mots : Marie et la paix.

N'y a-t-il pas un lien entre la maternité divine de Marie et la paix, que nous célébrons le jour même de sa fête ? Ce lien n'est pas accidentel. Sa réalité et ses fruits s'enracinent dans tout le patrimoine dogmatique, patristique, théologique et mystique de l'Eglise du Christ.

N'y a-t-il pas, de plus, un motif historique pour nous rencontrer aujourd'hui avec vous, filles et fils très chers, romains de naissance ou d'adoption ? N'êtes-vous pas venus, ce matin, pour continuer et confirmer par votre présence la pratique profondément religieuse et filiale de vos aïeux, diocésains de cette Eglise de Rome qui a choisi, pour rendre un hommage particulier à la Mère de Dieu, l'octave de Noël, avant même que ce jour soit devenu le premier de l'année civile ?

Et autour de vous, n'y a-t-il pas aussi toute l'Eglise, tout le Peuple de Dieu, mystiquement rassemblé en cette basilique patriarcale pour célébrer à la fois la maternité de Marie et la paix, cette paix que son Fils, Jésus-Christ, est venu apporter au monde ?

Mais il n'est pas besoin de pousser très loin notre réflexion. S'il existe une corrélation entre la maternité divine de Marie et la paix, quel rapport y a-t-il entre cette maternité et le refus de la violence, qui fait partie du thème choisi pour la « Journée de la paix » de cette année 1978 ?

Oui, il existe un lien.

Les études théologiques et exégétiques qui se multiplient sur cette question le font apparaître toujours davantage, dans leur perspective propre. Leurs conclusions rejoignent le jugement spontané des populations.

Une cause de la violence : des conditions de vie déshumanisantes

Que l'on considère — comme nous l'avons fait dans notre récent message pour cette Journée — la violence sous son aspect collectif international, c'est-à-dire sous l'aspect de la guerre moderne qui nous menace, avec « son caractère suprêmement irrationnel », avec son « absurdité » et avec la triste hypothèse de la guerre spatiale, ou qu'on la considère sous les multiples aspects de la violence passionnelle de la délinquance croissante, ou de la violence civile érigée en système, une question fonda-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 1-2-3 janvier 1978. Traduction et sous-titres de la DC.
(2) DC 1978, n° 1733, p. 1. (NDLR.)

mentale se pose : quelles sont les causes de ces comportements, des idées ou des sentiments qui les inspirent ?

Ces causes, nous les avons plusieurs fois rappelées dans nos précédents messages, en particulier dans ceux sur le désarmement et sur la défense de la vie.

Ce matin, nous n'en rappellerons qu'une : le choc provoqué dans la société par des conditions de vie déshumanisantes (cf. *Gaudium et spes*, 27).

De telles conditions de vie provoquent, surtout parmi les jeunes, des frustrations entraînant des réactions de violence et d'agressivité contre certaines structures et conjonctures de la société actuelle qui voudraient les réduire au rôle de simples instruments passifs.

Les jeunes contestent une société désacralisée, sans âme, sans amour

Et leur contestation, instinctive et organisée, s'en prend non seulement aux conséquences de ces pénibles situations, mais à « une société regorgeant de bien-être matériel, satisfaite et jouisseuse, mais privée des idéaux supérieurs qui donnent sens et valeur à la vie » (Message de Noël, 20 décembre 1968) (3); en un mot, une société désacralisée, sans âme, sans amour.

En fait, qui sont, bien souvent, ces violents dont les actes, par la crainte ou l'horreur qu'ils provoquent, exigent, comme un devoir, qu'en soient préservées nos sociétés humaines ? Bien souvent, trop souvent, ceux qui posent ces actes si intolérables sont des oubliés, des marginalisés, des méprisés qui ne sont pas ou ne se sentent pas aimés. Avides d'avoir plus que d'être, témoins et souvent victimes de l'injustice des plus forts, ou, dans certains cas bien connus, de « la violence structurelle de certains régimes politiques », comment ne se sentiraient-ils pas des « enfants perdus » dans cette société anonyme qui les a engendrés et puis souvent abandonnés, sans échelle fixe de valeurs, bref, sans boussole et sans étoile, sans l'étoile de Noël ?

La réponse de l'Eglise à l'aspiration vers une société maternelle

Dans le secret de leur cœur, ces « orphelins », du fond de cette société marâtre, n'aspirent-ils pas à une société maternelle et, enfin, à la maternité religieuse de la Mère universelle, à la maternité de Marie ?

La parole du Christ en croix : « Femme, voici ton fils » (Jn 19, 26-27) ne s'adresse-t-elle pas à eux à travers saint Jean : « Mère, voici tes fils... » ?

Et n'est-ce pas à eux que le Seigneur, avant de mourir, a dit : « Fils, voici votre Mère », une mère qui vous aime, une mère qu'il faut aimer, une mère qui se situe au sommet d'une société de l'amour ?

Mère de Dieu et du Rédempteur (*Lumen gentium*, 53), du nouvel Adam, dans lequel et pour lequel tous les hommes sont frères (cf. Rm 8, 29), Marie, nouvelle Eve (cf. *Lumen gentium*, 63), devient ainsi la mère de tous les vivants (cf. *ibid.*, 56), notre mère très aimante (*ibid.*, 53). Elle représente et inaugure l'Eglise en son achèvement dans le siècle futur (*ibid.*, 68). Ici, une nouvelle image se présente à nous : le reflet de Marie dans l'Eglise. Comme dit saint Augustin : Marie « reflète en elle l'image de la sainte Eglise » (*De Symbolo*, CI ; PL 40, 661 ; H. DE LUBAC, *Méditations sur l'Eglise*, p. 245). Mère du Christ roi, prince de la paix (Is 9, 6), Marie devient, par là même, reine et mère de la paix. Le II^e Concile du Vatican, en énumérant les titres de Marie, ne la sépare jamais de l'Eglise.

Ainsi, c'est l'Eglise, toute l'Eglise, qui doit, elle aussi, à l'exemple de Marie, vivre toujours plus intensément sa maternité universelle (cf. *Lumen gentium*, 64) à l'égard de toute la famille humaine, actuellement déshumanisée parce que désacralisée.

Mater et magistra, l'Eglise ne prétend pas construire la paix du monde sans lui ou à sa place. Mais, en proclamant le Royaume de Dieu dans toutes les nations, « elle révèle en même temps à l'homme le sens de sa propre existence », sachant que « quiconque suit le Christ, homme parfait, devient lui-même plus homme » (*Gaudium et spes*, 41).

Et, revenant par la pensée à Marie, Reine de la paix, nous rappelons volontiers que notre Vénéré Prédécesseur, le Pape Benoît XV, a voulu honorer ce titre dû à Marie en faisant graver un monument en son honneur dans cette basilique à la fin de la Première Guerre mondiale.

Le Liban — Le Moyen-Orient

Que personne ne pense que la paix apportée par Marie doive être confondue avec la faiblesse et l'insensibilité des timides ou des lâches. Rappelons-nous le *Magnificat*, le plus beau des hymnes de la liturgie mariale, où la voix vibrante et fière de Marie donne force et courage à ceux qui travaillent pour la paix : « Déployant la force de son bras, il disperse les superbes ; il renverse les puissants de leur trône, il élève les humbles. » (Lc 1, 51-52.) C'est à Marie que nous voulons confier la cause de la paix dans le monde entier, et en particulier dans la chère nation libanaise, qui a été un exemple de paix, emportée dans la spirale de la violence moins pour des causes internes que par contrecoup de situation qui, dans la région, n'ont pas encore trouvé de juste solution. Plus qu'autre chose, en somme, elle en a été la victime.

En cette Journée de la paix, nous vous exhortons donc, vous qui êtes ici présents, et tous les fidèles, à prier pour le Liban « Notre-Dame du Liban » pour hâter la réconciliation de ses fils, ainsi que la reprise spirituelle, morale et matérielle de cette nation.

Que dans les espérances de paix entrevues au Moyen-Orient, la réconciliation des divers groupes libanais et la sereine vie commune des populations puissent être un facteur et un

(3) DC 1969, n° 1531, p. 3. (NDLR.)

exemple de réconciliation et de refus de la violence de la part de tous les peuples de la région.

La paix commence dans le cœur de chacun

Pour conclure ces réflexions, nous voulons adresser un pressant appel à tous nos fils et à chacun d'eux individuellement : que chacun de vous s'efforce d'apporter sa contribution effective, généreuse et authentique à la paix du monde, en éliminant avant tout de son cœur toute forme de violence, tout sentiment violent à l'égard de son frère. C'est ainsi que vous serez déjà sur la voie de la paix universelle qui se fonde sur la paix effective de chacun. Si vous voulez faire régner la paix dans le monde entier, vous devrez la faire régner dans votre cœur, dans votre famille, dans votre maison, dans votre quartier, dans votre ville, dans votre région, dans votre nation. Les autres connaîtront alors eux aussi le désir et la joie de pouvoir vivre dans la sérénité et de pouvoir s'employer à ce que ce bien immense devienne l'aspiration, l'exigence et le patrimoine de tous.

Appel aux enfants et aux jeunes

Cela, nous voulons le dire en particulier à vous les jeunes, à vous les enfants, qui êtes aujourd'hui si nombreux dans cette basilique. Nous avons voulu terminer notre récent message pour la Journée de la paix en nous adressant en particulier aux enfants et aux jeunes du monde entier, parce que vous êtes capables d'une extraordinaire ouverture et d'une joyeuse

disponibilité, que malheureusement les adultes ont parfois oubliées ou perdues.

Vous aussi, les enfants et les jeunes, vous avez votre mot à dire. Vous avez des choses fraîches, nouvelles, originales à faire entendre aux grands. Dites ces paroles de paix, ce « non à la violence » avec énergie, avec la force de votre cœur pur, de vos yeux limpides, de votre joie de vivre, mais dans un monde où « justice et paix s'embrassent » (Ps 84, 11).

Dans vos idéaux, dans votre comportement, donnez toujours la priorité à l'amour, c'est-à-dire à la compréhension, à la bienveillance, à la solidarité envers les autres. Affermissez vos convictions de paix dans la prière, personnelle ou communautaire ; dans les échanges et les méditations où vous vous efforcez de connaître le Christ toujours plus profondément et de comprendre son message avec toutes ses exigences ; dans les sacrements et surtout celui de l'eucharistie, où le Christ lui-même vous donne la foi, l'espérance et spécialement la charité. Affermissez-les enfin dans la dévotion filiale à la Vierge Marie.

Si vos convictions sont solides et fermes, vous serez dans toutes les manifestations de votre jeunesse des témoins de la paix et de l'amour du Christ qui est en vous.

Enfants et jeunes, vous détenez l'avenir du monde et de l'histoire. Ce monde sera meilleur, plus fraternel et plus juste si dès maintenant toute votre vie est ouverte à la grâce du Christ, à l'idéal d'amour et de paix que vous enseignez l'Evangile.

Que Marie, Reine de la paix et « salut du peuple romain » intercède pour ces intentions.

LA NAISSANCE DU SEIGNEUR EST LA NAISSANCE DE LA PAIX

Message de Noël

Voici le texte du message « Urbi et orbi » que Paul VI a prononcé le jour de Noël, à midi, de la loggia de la basilique Saint-Pierre et qui a été retransmis dans le monde entier par de nombreuses chaînes de télévision (1) :

Fils très chers qui nous écoutez sur cette place et vous qui nous êtes unis par le moyen des ondes, et vous aussi, hommes et amis, auxquels parvient notre parole !

Ce n'est pas seulement l'habitude traditionnelle, ce n'est pas simplement la coutume multiséculaire, mais c'est un profond désir du cœur, un élan d'ordre intérieur qui nous pousse à nous adresser à vous pour offrir à chacun nos souhaits chrétiens en ce jour de la naissance de Notre Seigneur Jésus-Christ.

C'est un souhait très ancien et toujours nouveau qui retentit d'abord sur la terre de Judée, dans la nuit sainte de la Nativité et qui, répandu dans le monde par la bouche des apôtres, a atteint cette

ville au destin unique pour devenir un message adressé à tous les hommes « de toutes tribus, langues, peuples et nations » (Ap. 5, 9).

C'est le souhait qui, avec une fraîcheur inchangée, monte maintenant à nos lèvres, dans la conscience de son insurpassable transcendance, comme celle « de tout don parfait, qui descend du Père des lumières » (Jc 1, 17).

C'est le souhait que nous osons répéter maintenant avec émotion, pendant que se ravive notre foi et que renaît notre espérance : « Gloire à Dieu au plus haut des cieux et paix sur la terre aux hommes qu'il aime ! » (Lc 2, 14) (2).

Oui, fils, frères, amis : l'Evangile est là tout entier, son contenu de salut réel et de libération authentique est enclos dans ces brèves expressions qui, comme une musique secrète, enveloppent la pauvreté nue de la crèche de Bethléem, où naît — homme pour

(1) Traduction française diffusée par la Salle de presse du Saint-Siège. Titre et sous-titres de la DC.

(2) Texte italien : « ... e sia pace in terra agli uomini oggetto della benevolenza divina ! » (O.R. 27-28 décembre 1977. NDLR.)

les hommes — le Fils même de Dieu. Le rapport entre Dieu et l'homme est restauré et s'ouvre pour ce dernier comme une invitation rassurante et béatifiante, le double chemin de la gloire de Dieu et de la paix avec les autres hommes.

Le monde a besoin de paix

Ne nous laissons pas étonner, déconcerter, scandaliser par la simplicité élémentaire de ces paroles : hommes d'un siècle de grand progrès technologique, il nous est nécessaire et indispensable de retrouver la saveur et le goût des choses plus humbles et plus vraies. C'est la première condition pour découvrir la joie, la sérénité et la paix qui sont les dimensions originales de la vie humaine, touchée par le message évangélique.

Accueillons donc, en ce jour lumineux, l'appel de l'ange et celui de l'Evangile, et répétons-le pour susciter en nous une adhésion plus convaincue et plus assurée : là où Dieu est honoré, l'homme aussi est honoré ; la gloire de Dieu est le fondement de la dignité de l'homme ; la naissance du Christ marque, au nom du Père des cieux, le chemin de la paix sur la terre. « La naissance du Seigneur est la naissance de la paix. » (Saint Léon, *Sermo XXVI*, 5.)

Et le monde contemporain, tous peuvent en être témoins, a besoin de paix. Pour bien des situations de l'Histoire qui se déroule, on dirait que la terre a épuisé ses réserves de paix, que l'expérience tragique des deux guerres mondiales qui ont ensanglanté la première moitié du siècle, qui va déjà vers sa fin, avait enrichi de si grandes promesses. Les hommes sont encore adversaires les uns des autres. L'injustice, la faim et la misère réveillent encore les instincts de lutte, de délinquance. Les pactes sacro-saints de la concorde et de la collaboration entre les peuples semblent encore incapables de soutenir le poids de leurs engagements à renoncer à la violence. La peur des armements terribles, dont une science inhumaine est, aujourd'hui plus qu'hier, capable de susciter des images de terreur, ôte encore le sommeil aux chefs des peuples, qui ne peuvent prévoir une paix sans la défendre par des moyens de guerre et de mort toujours plus puissants.

La paix semble laisser le champ libre à de nouvelles, à d'inimaginables hypothèses de fureur guerrière.

Non, qu'il n'en soit pas ainsi ! Les loyales promesses d'amitié et de collaboration, comme les questions évidentes qui divisent les nations, doivent se renouveler par la fidélité à la paix.

La rencontre Sadate - Begin

Mais comment pourrions-nous, en ce moment même, oublier la terre bénie qui, plus que les autres et avant elles — c'est notre pensée — est destinataire de ce message de vœux, puisqu'elle l'a reçu dès son commencement ?

Vous savez que, précisément aujourd'hui, les entretiens visant à régler le long conflit qui, de plusieurs façons et à diverses reprises, a endeuillé les Lieux saints, entrent dans une nouvelle phase qui peut être — Dieu le veuille — d'une importance peut-être déterminante pour des accords définitifs. C'est une espérance de paix plus concrète qui sourit à ces chères populations si durement éprou-

vées par les guerres et par les deuils, et qui ont droit, de notre part, à une solidarité active, qui s'inspire du message du Christ Seigneur et qui en découle.

C'est à elles que nous adresserons donc, en premier lieu, notre souhait de Noël, afin que sur leur terre, qui spirituellement est aussi la nôtre, la paix dans la justice se remette à fleurir.

La paix, unique solution des problèmes

Nous reprendrons ensuite le même souhait pour l'étendre à tous les autres pays où des points douloureux de friction, de vexation, d'injustice compromettent la stabilité de la paix, ou encore en déforment le visage authentique d'humanité et de liberté, afin que, dans un esprit nouveau, soit renouvelée la confiance dans la paix, comme unique système civil pour résoudre les problèmes existants : qu'elle alimente en tous un sens vigilant de responsabilité, de prudence, de modération, et enfin, comme sommet de la paix elle-même, de justice accompagnée de liberté et de magnanimité.

Nous encourageons tous les hommes, en ce jour du Christ sauveur et en son nom, à consacrer tous leurs efforts à ce but, et vous qui nous écoutez et qui nous voyez, nous vous invitons à prier pour la noble cause de la paix, en vous renouvelant de tout cœur nos souhaits de bon Noël !

Paul VI a ensuite exprimé ses vœux de Noël en diverses langues (3) :

En italien : « *Buon Natale, nella pace e nel gaudio di Cristo.* »

En français : « *Heureux Noël, dans la joie et la paix du Christ !* »

En anglais : « *A blessed Christmas, in the joy and peace of Christ !* »

En allemand : « *Frohe und friedvolle Weihnachten in Christus.* »

En espagnol : « *Felices Navidades en la paz y gozo de Cristo !* »

En portugais : « *Feliz Natal, com os melhores votos de paz e de alegria de Cristo !* »

En grec : « *Kala Christougenna. Eukes eirenes kai karas en Kurio.* »

En polonais : « *Składam życzenia wesolych swiat, pokoju i radosci w Chrystusie !* »

En russe : « *Rozdestvom Christovoem Mir vam i radost evo.* »

En chinois : « *Gun ho Scen Dan.* »

En japonais : « *Christmas Omedeto.* »

En africain kiswahili : « *Heri kwa Siku Kuu ya Noéli.* »

Pour tous : « *Hodie Christus natus est, hodie natalis est Vitae, gaudeamus.* »

(3) *L'Osservatore Romano*, 27-28 décembre 1977.

— *L'Esprit-Saint viendra sur vous*. Selon la pensée salésienne, par Louis COMTE. Préface du cardinal RENARD. — Un vol. 13,5 x 18,5 de 192 p. Prix (franco) : 34 F. Apostolat des Editions, Paris.

Le cardinal Renard rappelle la place, et non des moindres, qu'occupe la Révélation sur l'Esprit-Saint dans l'Ecriture sainte. Ici l'étude de son action s'inspire de la doctrine bien développée par saint François de Sales. Et le cardinal peut dire : Nul doute que les chrétiens, laïcs, religieux, prêtres — j'ajoute évêques — trouvent dans ce livre nourriture spirituelle, lumières sur l'Esprit-Saint et le discernement de son action spirituelle.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LE SENS DE LA VIE PRESENTE S'ECLAIRE A LA LUMIERE DE LA VIE FUTURE

Audience générale du 7 décembre (1)

Noël approche. Si nous cherchons à y voir le point de contact de Dieu éternel avec le flux ininterrompu du temps qui passe, il nous est plus facile, presque naturel, de situer cet événement à la fois dans le passé, que nous rapporte l'Evangile, et dans l'avenir, dont l'Evangile est une prophétie. Noël nous oblige à penser au Christ qui est venu et nous amène à penser au Christ qui viendra. L'apparition du Verbe de Dieu fait homme est inscrite dans le ruban de l'histoire. Nous n'en finirons jamais de méditer sur cet événement : sa lente préparation au long des siècles, sa brève apparition, les conséquences que nous en tirons encore et qui font de notre vie dans le temps une expérience, une épreuve. Car nous confrontons notre vie à celle du Christ pendant son séjour momentané sur la terre, en y voyant notre modèle, notre type d'humanité, notre maître, notre sauveur, le fondateur de cette société de salut, de cette communion existentielle avec lui que nous appelons l'Eglise. Cet Avent, marqué par des faits prodigieux en eux-mêmes, mais qui sont passés presque inaperçus sur la scène du temps, fut cependant si important qu'il est resté le centre de l'histoire du monde. « ... Mystères éclatants, opérés dans le silence de Dieu » (*Ad Ephes*, 19), a dit, dès le début du I^{er} siècle, le célèbre Ignace, évêque d'Antioche, mort martyr à Rome. Le Noël du Christ dans le temps fut l'épilogue de l'Ancien Testament, mais en même temps ce fut l'inauguration du Nouveau Testament, dans lequel se déroule maintenant notre existence présente. Et à Noël nous célébrons deux venues du Christ : sa venue dans le passé, à Bethléem, qui éclaire les siècles suivants jusqu'à nous, jusqu'à la fin du monde ; et sa venue future lorsque, d'une façon dont nous pouvons difficilement nous faire une idée, il reviendra dans sa gloire pour juger l'humanité tout entière, « les vivants et les morts », c'est-à-dire ceux qui vivent de la vie du Christ et ceux qui, par leur faute, en sont privés.

A Noël, nous ne regardons pas seulement en arrière, vers la naissance de Jésus dans la crèche, mais aussi en avant, vers la nouvelle et future venue glorieuse du Christ (cf. 2 Th). Cette perspective est pleine de mystère, mais aussi d'indicible réalité. Saint Paul nous dit : « Comme il est écrit, c'est ce que l'œil n'a pas vu, ce que l'oreille n'a pas entendu et ce qui n'est pas monté au cœur de l'homme, tout ce que Dieu a préparé pour ceux qui l'aiment.

En effet, c'est à nous que Dieu l'a révélé par l'Esprit. » (1 Co 2, 9 et s.) Nous ne devons pas oublier cet Avent futur, eschatologique, qui conclura pour l'éternité le Royaume de Dieu et fixera notre sort pour toujours. C'est la sanction prophétique de la fin des temps qui est suspendue au-dessus de nous, la sanction de la façon dont nous aurons accueilli le premier Noël, dans le temps qu'il nous est donné de vivre. Le sens de la vie présente s'éclaire à la lumière de la vie future. Les valeurs morales de notre existence s'imposent à nous dans cette ultime confrontation avec la venue du juge qui s'est fait notre frère, notre maître, notre modèle, notre pain de vie dans le temps présent. Il nous a enseigné que c'est l'amour fraternel qui nous donnera un titre à être admis à partager pleinement la vie divine pour l'éternité.

Que notre Noël ne soit donc ni profane ni mondain, mais qu'il soit un moment de convergence entre le Noël que nous rapporte l'Evangile et celui auquel nous croyons et que nous espérons dans l'éternité, le Noël saint, bon, bienfaisant du chrétien.

CHAQUE JOUR PEUT ETRE NOEL POUR NOUS

Audience générale du 14 décembre (1)

La prochaine fête de Noël retient, comme il se doit, notre attention. Nous l'avons déjà considérée sous un double aspect. D'abord l'aspect commémoratif, historique. Nous — c'est-à-dire l'Eglise — voulons célébrer la naissance à Bethléem, il y a 1977 ans, de Jésus-Christ. Noël est une commémoration d'une importance extraordinaire qui nous amène à évoquer l'histoire du monde et de l'humanité avant cet événement qui fait toujours l'objet de notre admiration et qui faisait suite à des siècles d'attente et de prophétie. Nous pourrions méditer indéfiniment sur l'admirable scène de la crèche en cette nuit merveilleuse, sur ses rapports avec l'histoire religieuse qui l'a précédée et entourée. L'extrême humilité de ce tableau de l'Evangile, le merveilleux chant des anges qui lui a donné une solennité céleste incomparable rendent cet événement attirant pour toute l'histoire du monde, pour tout être humain à qui a été donné le bonheur d'avoir un frère divin. C'est cela l'aspect qui retient le plus l'attention. L'éblouissement de la réalité contemplée s'allie au débordement de l'imagination devant la familiarité pastorale de cette image.

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 8 décembre 1977. Traduction de la DC.

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 15 décembre 1977. Traduction et titre de la DC.

Audience générale du 21 décembre (1)

L'Eglise, née de la venue du Christ dans le monde, y a découvert un second aspect, l'aspect prophétique. Elle sait et elle croit que Noël, dans l'humilité de la crèche, est un premier moment de la présence du Christ dans l'humanité, le prélude et la promesse de sa venue triomphale, au terme de la vie présente des hommes sur la terre, dans l'Histoire. De cette venue future, nous ne savons rien, sinon qu'elle se fera dans la gloire et la puissance, pour un jugement final de l'Histoire du monde. Vous devez imprégner vos consciences de ces pensées pour les rendre plus vigilantes, plus ardentes à suivre l'Evangile que le Christ nous a laissé non seulement comme un souvenir, mais comme un commandement confié à notre responsabilité. L'Avent, avons-nous dit l'autre jour, regarde vers le passé, vers Noël que nous commémorons ; et il regarde vers l'avenir, dans lequel est contenu le secret d'une future venue du Christ qui décidera de notre destinée éternelle.

Mais ce double rapport avec le Christ en inclut un autre auquel Noël nous invite à penser : le Noël du présent. Oui, le Christ nous a quittés ; nous ne bénéficions pas de sa présence sensible et personnelle (sauf le cas de visions exceptionnelles comme celle de saint Paul — Ac 9, 7, etc. — ou de certains saints, en des épisodes brefs et intérieurs). Mais pensons-nous à la présence du Christ dans notre vie, présence qui constitue un Avent continué au milieu de nous ? Rappelons-nous comment l'ont appelé le prophète Isaïe d'abord, puis l'ange qui a parlé en songe à Joseph : Emmanuel, c'est-à-dire Dieu avec nous (Is 7, 14 ; Mt 1, 23). Ce nom ne comporte-t-il pas une permanence dans le monde parmi nous les hommes ? Jésus n'a-t-il pas dit lui-même au moment de prendre congé de ses disciples, avant de monter au ciel le jour de l'Ascension : « Je suis avec vous tous les jours, jusqu'à la fin des temps ? » (Mt 28, 20.) Et puis, le Seigneur n'a-t-il pas institué le sacrement de l'Eucharistie dans lequel est sa présence réelle et vivante ? Cet adorable sacrement n'est-il pas une présence permanente du Christ parmi nous, non pas dans ses apparences sensibles, certes, mais dans sa réalité sacramentelle ? Tous, pour notre bonheur et notre réconfort, nous savons et nous croyons que la véritable et réelle présence sacramentelle du Christ nous est offerte, à chacun de nous qui sommes orphelins de sa présence sensible, non seulement à Bethléem, mais dans tous les endroits du monde où on célèbre l'Eucharistie. Elle nous est offerte comme un aliment sacrificiel pour notre pèlerinage présent vers la vie éternelle. Cela n'est-il pas un Noël continué ?

En célébrant la grande fête de Noël, nous devons raviver notre foi dans la mystérieuse et joyeuse présence eucharistique au milieu de nous. Et puis, que de moyens — des moyens mystiques ceux-là — n'avons-nous pas de rendre possible et habituelle la présence vivifiante et déjà béatifiante du Christ parmi nous ! Son Evangile, son Eglise, ses pauvres... Chaque jour peut être Noël pour nous.

Avec notre bénédiction apostolique.

Nous arrivons à Noël. Une pieuse et aimable coutume veut que tous ceux qui ont conscience du caractère tout spécial de cette fête, source pour ainsi dire première de nobles sentiments dans la vie sociale, aient le cœur et les lèvres débordants de vœux cordiaux. Alors, accueillez de notre part, très chers fils, ce vœu particulier, conforme à notre mission religieuse, que les souhaits échangés à Noël puisent leur inspiration à leur source authentique et première, à la réalité, au mystère commémoré et ravivé à Noël : l'Incarnation du Verbe de Dieu. Le Fils éternel de Dieu, consubstantiel au Père, créateur de l'univers, s'est fait homme. Il est devenu comme l'un de nous. Dans une suprême humilité, mais une effective réalité, il s'est mis au centre de l'humanité, au confluent des prophéties avec l'histoire du monde, pour apporter aux hommes une bonne nouvelle, une foi et un salut qu'ils ne pouvaient pas se donner d'eux-mêmes. Il a ainsi marqué le centre du temps, des événements, du cosmos auquel il a donné son sens. Notre attention doit être extrême devant ce plan de Dieu qui s'insère dans le déroulement du devenir terrestre et humain. Historiquement revêtu d'humilité, de pauvreté, de souffrance pendant son séjour sur la terre, il rayonnera finalement comme un soleil levant, dans une éblouissante majesté.

Oui, nous sommes avides de connaître, d'approcher, de toucher cette divine présence qui a nom Jésus (cf. Mt 1, 20-23 ; He 1, 1-4 ; 1 Jn 1, 1-4). Et cela nous conduit au lieu, au cadre où Jésus est né, à cette crèche que des milliers et des milliers d'artistes, de saints, de fidèles ont cherché à représenter. Nous suivons l'humble escorte dont parle l'Evangile, en pressant le pas derrière celui des heureux bergers réveillés par les anges, pour trouver avec joie, comme dit l'Evangile de saint Luc, « Marie et Joseph avec le nouveau-né couché dans une mangeoire » (Lc 2, 16). Ici, il nous faut faire une pause et contempler. Contempler quoi ? Le prodige de la maternité de Marie. Là est la source.

Il nous faut recueillir tout de suite cette révélation, la révélation du Dieu qui s'est fait homme, le mystère de l'Incarnation. Nous entendons résonner ce passage décisif de notre *Credo* : « Pour nous les hommes, et pour notre salut, il descendit du ciel ; par l'Esprit-Saint il a pris chair de la Vierge Marie. » Pour arriver à Jésus, il faut d'abord saluer Marie. Nous devons accueillir avec joie et vénération ce mystère de l'Incarnation. Le Concile nous dit : « Ce divin mystère de salut se révèle pour nous et se continue dans l'Eglise, que le Seigneur a établie comme son corps et dans laquelle les croyants, attachés au Christ chef et unis dans une même communion avec tous ses saints, se doivent de vénérer en tout premier lieu la mémoire de la glorieuse Marie toujours Vierge, Mère de notre Dieu et Seigneur Jésus-Christ. »

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 22 décembre 1977. Traduction de la DG.

(*Lumen gentium*, 52.) Marie est la « Janua caeli », la porte du ciel. Elle est « Mère de Dieu et associée du Rédempteur (2). » (AAS 1974, p. 127.)

Certains ont voulu accuser l'Eglise catholique d'avoir donné à Marie, à sa mission et à son culte, une importance excessive. Ils ne voient pas qu'il y a là un manque de respect pour le mystère de l'Incarnation, un abandon de l'économie historique et théologique de ce mystère fondamental. Le culte que l'Eglise rend à Marie n'ôte rien à la totalité et à l'exclusivité de l'adoration qui est due à Dieu seul et au Christ en tant que Fils consubstantiel du Père. Bien au contraire, il nous guide vers cette adoration et nous en garantit l'accès, parce qu'il remonte le chemin que le Christ a descendu pour se faire homme.

Nous avons déjà fait quelques considérations dans notre exhortation apostolique *Marialis cultus* (AAS 1974, p. 113 et s.), et nous voudrions que votre dévotion à Marie et votre souci de vous approcher dignement d'elle à Noël vous inspirent des pensées et des sentiments qui vous préparent à célébrer le mystère de Noël avec la joie de Marie au cœur. Avec notre bénédiction apostolique (cf. le chapitre « L'Eglise et la Vierge Marie », dans *Méditation sur l'Eglise*, du P. Henri DE LUBAC, p. 241 et s.).

LA LEÇON DE NOEL POUR LA VIE CHRETIENNE

Audience générale du 28 décembre (1)

Noël est une fête qui demeure. Nous disons cela en pensant aux répercussions que cette célébration liturgique doit avoir en nous. Elle ne doit pas nous laisser seulement un souvenir agréable et spécial dans la fuite du temps, comme il en serait pour tout autre événement qui s'inscrit dans le cours de notre vie et dont nous gardons le souvenir en raison de circonstances particulières qui l'ont gravé dans notre mémoire. Noël, comme une source encore vivante de réflexion, comme un appel pédagogique, moral et religieux, demeure et doit demeurer comme une journée qui ne disparaît pas, mais qui continue à répandre sa lumière jour après jour.

Noël doit être médité. Il en fut ainsi pour les bergers, convoqués par l'ange pour constater la réalité, qui ont été les premiers témoins de la naissance de Jésus. Ils ont été à Bethléem. Ils y ont trouvé Jésus avec Marie et Joseph. En revenant, « ils racontèrent ce qui leur avait été annoncé au sujet de cet enfant. Et — fait remarquer l'Evangile de saint Luc — tout le monde s'étonnait de ce que racontaient les bergers » (Lc 2, 18). Ainsi, pouvons-nous dire, l'Evangile commence à être une nouvelle, à se répandre discrètement et secrètement, et à contribuer à la formation de cette conscience populaire messianique qui accueillera la prédication de Jean-Baptiste le précurseur, puis celle du Christ lui-même.

(2) Exhortation apostolique « *Marialis cultus* », DC 1974, n° 1651, p. 306. (NDLR.)

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 29 décembre 1977. Traduction de la DC.

Mais une autre circonstance qui se renouvelle nous exhorte à méditer sur l'événement de Noël, rappelé par la fête liturgique, pour y découvrir le sens, la signification transcendante qu'il cache et manifeste. Noël a un contenu secret qui ne se laisse découvrir que par celui qui le cherche. Pensons à Marie, à l'extase de son âme toute limpide et déjà bien consciente du mystère de sa maternité divine (cf. Lc 1, 28 et s.) et tout entière absorbée dans la méditation de ce qui se passait en elle et autour d'elle. L'Evangile, encore celui de saint Luc, dit au terme du récit de la nuit de Noël : « Marie retenait tous ces événements et les méditait dans son cœur. » (2, 9.) Cette attitude de recueillement, de réflexion, de méditation de Marie, nous est rapportée dans un autre passage de l'Evangile qui est comme la conclusion du récit des premières années de l'Enfant-Jésus jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de douze ans : « Sa Mère, conclut saint Luc, gardait tous ces événements dans son cœur. » (2, 51.) Par là nous est proposé le premier exemple de vie contemplative dans l'histoire de l'Evangile. Et cet exemple est enchanteur et magistral. La présence du Christ dans le monde est certes une lumière qui éclaire ce monde, mais à travers le voile du mystère, un mystère qui requiert l'attention de chacun de nous et que nous devons scruter. La révélation n'est pas seulement quelque chose de sensible et d'extérieur, elle est enveloppée dans la parabole (cf. Mt 13, 13). Voit celui qui veut voir, qui regarde, qui veut pénétrer le sens, la finalité de la Révélation. Dans son contenu divin, la Révélation est illimitée. Elle justifie ainsi l'effort de contemplation des fidèles, auxquels le divin Maître dira : « Heureux vos yeux parce qu'ils voient, et vos oreilles parce qu'elles entendent. » (Mt 13, 16.)

Si donc nous voulons que Noël ait une incidence positive et efficace, nous ne devons pas ranger cette fête dans le passé de notre vie spirituelle. Elle doit rester, et avant tout, comme un événement déterminant de notre conscience religieuse. Le Verbe de Dieu s'est fait homme. Voilà le fondement qui doit être à la base de notre façon de penser et de vivre. Ce n'est pas une chose secondaire, discutable, inconsistante que d'être chrétien. Il ne s'agit pas d'une idéologie subjective qui peut se conformer aux courants facultatifs de la mentalité historique ou à celle du milieu de vie. Il s'agit bien de la vérité qui oblige, transfigure et vivifie. « La vérité vous rendra libres. » (Jn 8, 32.) La crèche, oui, nous fait agenouiller devant le mystère de l'Incarnation, mystère d'infinité humilité, mais mystère de gloire infinie pour le Christ, de salut pour nous (cf. Ph 2, 1-11).

Et puis Noël est une école. L'exemple de la crèche ne limite pas ses enseignements à une leçon passagère d'une merveilleuse poésie pastorale. Il est le reflet d'une vie conçue selon l'Evangile, dans laquelle les énergies de l'action et les valeurs de l'activité humaine, loin d'être éteintes, sont totalement engagées au service de l'humble amour.

Essayons donc de voir en Noël un point de départ, une ligne qui veut être une trajectoire traçant le chemin d'une authentique vie chrétienne.

Avec notre bénédiction apostolique.

L'UNITE DES CHRETIENS

Comité central du Conseil œcuménique

(Genève, 2 juillet — 6 août 1977)

BAPTÊME, EUCHARISTIE, MINISTÈRE

ou en sommes-nous sur la voie du consensus ?

Rapport du pasteur Lukas Vischer

directeur du Secrétariat de « Foi et Constitution » (1)

Vous vous souviendrez sans doute que la V^e Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises, à Nairobi, a adopté la résolution suivante :

« *Décisions visant à un progrès sur la voie de l'unité.* La vision de la communauté conciliaire nous invite instamment à aller au-delà du simple dialogue et de l'étude en commun, afin de déterminer et de prendre, au niveau des Eglises, les décisions qui feront avancer le mouvement vers ce but. S'il est important que nous fassions rapport à nos Eglises des événements survenus dans les Assemblées du COE et que nous mettions en place des canaux plus efficaces de communication et de soutien, il demeure essentiel que les Eglises prennent des mesures tendant à renforcer le développement de l'authentique communauté conciliaire. Nous demandons aux Eglises de prendre de telles mesures, qui seront des pas délibérés sur la voie d'une communauté plus complète avec d'autres Eglises.

« A titre d'exemple d'une telle décision, nous demandons aux Eglises d'étudier les trois déclarations communes sur le baptême, l'Eucharistie

et le ministère, établies après de nombreuses années d'étude et de consultations par la Commission de Foi et Constitution. Ces déclarations font apparaître une convergence croissante des Eglises dans ces trois domaines. Nous demandons aux Eglises de communiquer leurs réactions à la Commission de Foi et Constitution avant le 31 décembre 1976, et nous souhaitons qu'une nouvelle étude de ces questions soit entreprise sur la base de leurs réponses. *Les Eglises ne devront pas seulement indiquer si les déclarations communes reflètent leur enseignement et leur pratique actuels, mais aussi définir les moyens par lesquels elles sont prêtes à contribuer au progrès commun vers l'unité. Il conviendra, sur la base de ces réponses, de poursuivre et d'approfondir l'étude sur le baptême, l'Eucharistie et le ministère.* » (« *Briser les barrières* », p. 178.)

J'ai aujourd'hui pour tâche de vous rendre compte de la mise en application de cette recommandation.

Les trois textes soumis aux Eglises-membres par l'Assemblée étaient le fruit de dix années de travail de la Commission de Foi et Constitution.

(1) Ce texte est publié dans la brochure *Vers un consensus œcuménique — baptême, eucharistie, ministère. (Foi et Constitution, document n° 84.)*

Le « *Service œcuménique de presse et d'information* » (4 août 1977) présentait ainsi le rapport du pasteur Vischer :

La quatrième séance plénière du Comité central du Conseil œcuménique des Eglises a été consacrée à l'écoute d'un important rapport sur « Baptême, eucharistie, ministère. Où en sommes-nous sur la voie du consensus ? »

Présenté par le pasteur Lukas Vischer, directeur du Secrétariat Foi et Constitution, qui est la section du COE chargée de la réflexion et du dialogue théologiques, le rapport est le fruit de dix années de travail de Foi et Constitution, nourri, depuis 1975, par les prises de position précises de plus de cent Eglises membres de COE auxquelles se sont ajoutées des réponses données par des Facultés de théologie catholiques. C'est à l'initiative de la cinquième Assemblée du Conseil œcuménique à Nairobi que les Eglises s'étaient senties interpellées et avaient exprimé leurs réactions quant aux

trois rapports sur le baptême, l'eucharistie et le ministère que leur avaient soumis Foi et Constitution.

En sept remarques générales, le pasteur Lukas Vischer a explicité la pensée de Foi et Constitution sur le consensus à réaliser.

Nous lisons dans le compte rendu final des travaux du Comité central :

Du point de vue de la recherche de l'Unité à travers des accords doctrinaux, le pasteur Lukas Vischer, directeur du Secrétariat de Foi et Constitution (COE) a indiqué aux 134 membres du Comité central que les réponses données par quelque cent Eglises au document « *Réconciliation des Eglises : baptême, eucharistie et ministère* » révèle les progrès réalisés dans le consensus sur les deux premiers sacrements. La question du ministère mutuellement reconnu nécessite par contre encore bien des recherches. D'ici la prochaine Assemblée mondiale du COE, les Eglises auront à se concerter et à préparer un document reflétant un consensus plus élargi sur ces questions.

(*World Council of Churches Communication*, 8 août 1977.)

Chacun de ces textes avait été rédigé plusieurs fois avant que la Commission ne décide, lors de sa réunion à Accra (1974), de s'adresser directement aux Eglises-membres pour les prier de prendre position. Les rédacteurs s'étaient efforcés, autant que possible, de reprendre les formules utilisées lors d'anciennes Assemblées et de grandes conférences du Mouvement de Foi et Constitution. Les textes ne devaient pas refléter les vues momentanées de quelques théologiens, mais se fonder sur les accords auxquels les représentants des Eglises étaient déjà parvenus en d'autres occasions.

La décision de l'Assemblée présentait un aspect inhabituel. C'était la première fois qu'une Assemblée du Conseil demandait avec tant d'insistance aux Eglises-membres de prendre position sur un texte théologique. C'était la première fois, surtout, au sujet d'une requête de ce genre, que l'on fixait un délai pour l'envoi des réponses. Il était manifestement dans l'intention de la V^e Assemblée de porter sur un nouveau plan, un peu plus contraignant, le débat théologique sur l'unité de l'Eglise. Dorénavant, celui-ci devait se poursuivre en contact direct avec les Eglises.

Les Eglises-membres ont pris au sérieux l'appel lancé par l'Assemblée. Et une centaine d'entre elles, à ce jour, nous ont envoyé leurs réponses. La Commission de Foi et Constitution compte parmi ses membres des théologiens catholiques, et l'Eglise catholique romaine, elle aussi, s'est sentie interpellée. Le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, de Rome, a demandé aux facultés de théologie des universités catholiques romaines de prendre position. En comptant aussi les réponses des Conseils chrétiens nationaux, de divers groupes œcuméniques et autres, on atteint le chiffre de 140. Le Secrétariat de Foi et Constitution a rédigé un rapport détaillé qui présente séparément les différentes réponses des Eglises et les résume également du point de vue thématique. 40 théologiens se sont réunis pendant une semaine, un lendemain de la Pentecôte, en vue d'examiner de manière approfondie l'ensemble des commentaires reçus et d'élaborer une « réponse aux réponses » des Eglises. Cette réunion a eu lieu sitôt après la célébration du cinquantenaire de la première Conférence mondiale de Foi et Constitution (Lausanne 1927). A cette époque-là, déjà, les trois thèmes figuraient parmi les questions débattues. Beaucoup avaient espéré alors, et avec quelle ferveur, que l'on puisse parvenir à un accord ! C'est pourquoi il paraît opportun de se demander aujourd'hui avec une nouvelle insistance où les Eglises en sont, après cinquante ans, sur la voie du consensus.

Les textes rédigés par la Commission de Foi et Constitution ont dans l'ensemble été bien accueillis. Certes, ils n'ont pas été sans susciter la critique, une critique parfois vive. Mais les réponses montrent aussi que les Eglises ont été en mesure de souscrire à nombre des affirmations contenues dans les textes. Cela vaut surtout pour les textes relatifs au baptême et à l'Eucharistie, moins pour le texte sur le ministère. Le débat œcuménique sur le baptême et sur l'Eucharistie en est manifestement à un stade plus avancé que celui sur le ministère.

Mais même les réactions au texte sur le ministère montrent que l'on peut à l'avenir compter de plus en plus sur certaines perspectives communes.

Mais comment devons-nous poursuivre notre travail ? A cet égard, la Commission de Foi et Constitution propose que l'on ne procède pas à un remaniement immédiat des trois textes. Son intention est plutôt d'attendre la prochaine Assemblée pour lui soumettre un nouveau texte, qui fasse véritablement progresser les Eglises d'un pas sur la voie du consensus. Si l'on veut y parvenir, la nouvelle formulation des textes doit se faire en étroite concertation avec les Eglises elles-mêmes. C'est pourquoi le rapport qui doit être envoyé aux Eglises — à celles qui ont fait part de leurs réactions comme aux autres — contient une série de questions précises. Il invite les Eglises à indiquer à la Commission de Foi et Constitution dans quelle direction il convient d'entreprendre ce remaniement.

Il est clair, d'emblée, que ce projet ne se réalisera pas du jour au lendemain. Il est clair, également, que cette tâche soumettra la Commission de Foi et Constitution à des exigences nouvelles et considérables. Ce n'est donc pas sans quelques hésitations, vous le comprendrez aisément, que je vous transmets cette proposition. Sera-t-il possible de franchir ensemble cette prochaine étape ? La question est ouverte. Mais il est manifeste que la proposition qui vous est présentée découle organiquement et nécessairement du travail accompli jusqu'ici. Elle exprime les progrès réalisés par les Eglises à travers le dialogue. Les hésitations s'effacent devant cette constatation.

La proposition de la Commission nécessite quelques éclaircissements. Je formulerai donc ici sept remarques pour en préciser le contenu.

1. Pourquoi rechercher le consensus entre les Eglises ?

L'intention qui est sous-jacente à cette proposition, c'est simplement que l'Eglise puisse se manifester comme *un seul* peuple. L'Eglise est communauté. La nature de l'Eglise est trahie lorsqu'elle accepte la séparation, en particulier la séparation de la table du Seigneur, comme inévitable. Il ne suffit pas que les Eglises se rencontrent. Il ne suffit pas qu'elles engagent le dialogue. Le dialogue est un instrument, rien de plus. Le but c'est la réconciliation, « shalom », « communio ». Il ne faut pas minimiser le but. Beaucoup, il est vrai, prétendent aujourd'hui que le but de la pleine « communio » est irréaliste ; qu'il suffirait que les Eglises se comprennent et soient prêtes à collaborer. On vante la diversité en des termes qui se réduisent en fin de compte à justifier la désunion. L'unité est ramenée à l'uniformité, l'union des Eglises considérée comme émuissant leur spécificité. Mais l'unité que nous recherchons est plus que le dialogue permanent, plus que la coexistence. Elle est la communauté capable de rendre un témoignage commun devant le monde. Il ne faut pas qualifier le but de non souhaitable pour la seule raison qu'il semble se situer dans un avenir encore très lointain. On ne peut pas non plus dire que les raisins sont verts pour la

seule raison qu'ils sont hors de notre portée. Au contraire, maintenant que les Eglises ont été si loin dans leur effort d'unité, elles doivent progresser plus encore. La V^e Assemblée l'a souligné en des termes on ne peut plus clairs. Le Conseil œcuménique n'a pas été créé pour faire vivre aux Eglises l'expérience d'une communauté partielle, où s'accomplissent un certain nombre de tâches, et leur épargner l'effort de tendre vers une communauté pleine et entière. Son rôle, bien au contraire, doit être d'aider les Eglises à progresser sur la voie de « l'unité visible en une seule foi et en une seule communauté eucharistique ». Cette formule est reprise mot pour mot de la Constitution du Conseil. L'Assemblée s'est efforcée, en outre, de préciser ce qu'il fallait entendre par « unité visible ». Les Eglises doivent se rapprocher les unes des autres de manière à pouvoir célébrer ensemble un Concile ; en d'autres termes, elles doivent être capables de se reconnaître les unes les autres, pleinement et entièrement, comme Eglises du Christ. Elles doivent pouvoir célébrer ensemble la Cène en se fondant sur une seule et même foi, sur un seul et même baptême. Elles doivent être si étroitement liées les unes aux autres que, laissant là égocentrisme et instinct de conservation, elles puissent se rassembler en une communauté, à l'échelon local et universel, prendre des décisions qui les engagent et témoigner de l'Evangile. L'Assemblée n'aurait pas pu définir plus clairement la tâche commune de la recherche de l'unité visible.

Cette affirmation ne traduit-elle pas une aspiration profonde, caractéristique de notre temps ? L'aspiration à une communauté qui unit se manifeste partout. Quiconque, aujourd'hui, s'attache au Christ, est soumis, à travers son témoignage, à d'énormes exigences. Il est confronté à des tâches dont l'accomplissement va bien au-delà de sa volonté et de ses forces. Sans doute a-t-il besoin plus que jamais de la communauté dont la foi affermit la sienne. Ainsi, l'unité visible signifierait affermissement de la foi comme du témoignage. Les Eglises hésitent. Tandis qu'elles hésitent, les chrétiens, de plus en plus nombreux, considèrent la communauté vécue par-delà les traditions confessionnelles comme une évidence. Il ne s'agit pas là uniquement de groupes locaux. L'aspiration à l'unité trouve de plus en plus son expression à travers de grands mouvements qui franchissent les frontières confessionnelles, nationales et culturelles. La communauté à l'échelon local, à l'évidence, ne suffit pas. Tout groupe de chrétiens qui s'engage à l'échelon local découvre bientôt qu'il doit se rattacher à d'autres groupes. Ainsi se forment de plus en plus de grands mouvements transconfessionnels.

Certes, la situation actuelle est en même temps marquée par l'existence de mouvements de retour aux sources confessionnelles. Mais je me demande parfois si ces tendances intégristes auxquelles on assiste dans les traditions confessionnelles ne sont pas dues en partie au fait que le mouvement œcuménique n'est pas (ou pas encore) suffisamment en mesure d'accorder un véritable soutien à la vie intérieure de la communauté locale.

Il faut qu'il y ait consensus, pour que chaque Eglise locale se sache dans la vérité que connaît la communauté universelle. Il faut qu'il y ait consensus sur le baptême, pour que quiconque reçoit le baptême sache qu'il a été baptisé avec tous les autres dans le même corps du Christ. Il faut qu'il y ait consensus sur l'Eucharistie, pour que le Peuple de Dieu tout entier soit spirituellement présent et participe à chaque célébration de l'Eucharistie. Il faut qu'il y ait consensus sur le ministère, pour que quiconque annonce la parole, dispense l'Eucharistie et édifie la communauté, sache qu'il le fait en communauté avec tous ceux qui sont appelés au même service. Le consensus est la condition préalable à la communauté vécue.

2. Un seul corps, une seule foi

Mais la première exigence est l'accord sur la foi. L'unité doit être visible. La foi commune est la dimension interne, cachée de par sa nature profonde, du caractère visible de l'unité. Mais cette dimension en est en même temps la condition préalable.

Toutes les définitions de l'unité visible tentées jusqu'à maintenant concordent sur ce point. L'Assemblée de la Nouvelle-Delhi (1961) a parlé de la « foi apostolique commune », condition de l'unité. La V^e Assemblée a utilisé une expression semblable.

Mais comment les Eglises savent-elles qu'elles partagent la même foi ? On n'a pas encore trouvé à cette question de réponse commune, admise par toutes les Eglises.

La difficulté de la tâche a souvent donné à penser que les Eglises devraient laisser de côté les questions de doctrine et se contenter de collaborer sur le plan pratique. La doctrine sépare, dit-on, et l'action unit. Récemment, ce mot d'ordre a souvent été inversé ; l'expérience montrant que l'action entraîne les Eglises à de nouvelles formes de division, on en est venu à l'affirmation quelque peu surprenante que c'est la doctrine qui unit et l'action qui sépare. Mais ces deux slogans ne sont-ils pas, en fait, aussi inadéquats l'un que l'autre ? Ne reposent-ils pas tous deux sur une étrange séparation entre foi et action ? N'est-ce pas simplement l'erreur du premier mot d'ordre qui apparaît inversée dans le second ? Au fond, dans l'action aussi, c'est la foi qui est en jeu et, à l'origine des différents choix d'action dans le monde, il y a différentes théologies, christologies et pneumatologies. Les Eglises, aujourd'hui comme hier, sont appelées à trouver les moyens de se confirmer mutuellement dans la foi apostolique commune. Une forme de consensus est nécessaire. Les conflits qui entourent aujourd'hui l'action de l'Eglise, loin de rendre le consensus superflu, le font apparaître plus indispensable que jamais.

Le mouvement œcuménique a permis de découvrir qu'une même vérité peut s'exprimer sous des formes diverses. Les entretiens bilatéraux ont souvent amené à constater après de longs débats que certaines formules doctrinales, qui semblent s'exclure, expriment en réalité divers aspects de la même vérité et, de ce fait, ne constituent pas une cause de division. Cette découverte est d'une grande portée pour

l'avenir. Elle ouvre la porte à une conception de l'Eglise selon laquelle la vérité une est confessée de multiples manières. Mais on peut aussi abuser de cette conception. Elle peut conduire à une relativisation radicale, comme si toutes les confessions, en dernière analyse, déclaraient la même chose. On en a souvent abusé dans ce sens. L'exigence doit donc ici être exclusivement conçue comme celle d'une plus grande ouverture à la diversité. La communauté, cependant, ne peut pas croître sur ce seul fondement. Elle a besoin de l'assurance mutuelle, assumée ensemble, que les Eglises partagent la même foi apostolique. C'est pourquoi il nous incombe de trouver comment témoigner de la fin ultime qui nous motive, la louange du Dieu qui s'est révélé à nous en Christ et qui nous conduit par l'Esprit. Par une confession commune ? Par une ou plusieurs formules de concorde ? Par un catéchisme ? Par des formules liturgiques communes ? Par des prières communes ? En tout cas, d'une manière qui permette aux Eglises d'entonner la même doxologie.

3. L'unité visible dans une communauté eucharistique

Lorsque la Commission de Foi et Constitution propose de continuer à travailler au consensus sur le baptême, l'Eucharistie et le ministère, il ne s'agit donc que d'une partie de l'accord indispensable pour tendre vers l'unité en une seule foi et en une seule communauté eucharistique. Le consensus dont il est ici question vise particulièrement l'établissement de la communauté eucharistique entre les Eglises. Bien sûr, la communauté eucharistique présuppose l'accord sur la foi. Plusieurs Eglises ont insisté là-dessus. Mais le baptême, l'Eucharistie et le ministère sont trois des points à propos desquels se manifeste l'unité dans la foi. Non seulement nous-mêmes, mais les autres aussi, à l'extérieur, prennent conscience de la communauté, lorsque les Eglises partagent le baptême et l'Eucharistie et reconnaissent mutuellement leurs ministères. Inversement, la séparation, au cours des siècles, s'est toujours révélée dans l'échec de la communauté sur ces signes externes. Qu'entendons-nous donc par consensus ? Quel est le degré d'accord indispensable ? Il est important de ne pas trop exiger. Un consensus est un accord sur l'essentiel. Il exige un accord suffisant de doctrine et de pratique pour permettre à la communauté de naître et de croître véritablement. Mais il ne faut pas confondre consensus et système théologique élaboré. Il serait faux de s'attendre à ce que chaque question en rapport avec le baptême, l'Eucharistie et le ministère devienne objet de consensus. Le consensus assure la cohésion de la communauté, tout en aménageant un large espace ouvert à la diversité des formes. Le seul baptême, le seul repas du Seigneur, le ministère mutuellement reconnu peuvent être porteurs de spiritualités diverses. Le dialogue œcuménique a une tendance malheureuse à surcharger la notion de consensus. Toutes les questions qui apparaissent lors du dialogue se pressent à l'ordre du jour. Si les Eglises recherchent un consensus, elles doivent se donner pour règle de n'exiger des autres Eglises rien de plus qu'elles ne demandent à

leurs propres membres. L'unité que nous recherchons doit avoir pour caractéristique une diversité au moins aussi grande que celle qui règne aujourd'hui dans nos Eglises.

4. Le consensus à tous les niveaux

Les réponses des Eglises donnent lieu à une observation intéressante. Elles sont presque toutes marquées par deux facteurs : d'une part, elles reflètent la tradition confessionnelle dont elles sont issues, de l'autre elles sont marquées par leurs origines géographique, historique, culturelle et politique. Même sans connaître le nom de l'Eglise dont on lit la réponse, on a tôt fait d'en déterminer tant la tradition confessionnelle que l'origine contextuelle. Si l'on considère les réponses du point de vue de la mission locale, on sera surpris de constater à quel point elles sont confessionnelles. A les considérer du point de vue de l'identité confessionnelle, on sera également surpris, mais de voir combien ces réponses sont caractérisées par le contexte. Il est donc clair que sans accord entre traditions confessionnelles, on ne parviendra pas au consensus. Mais il est tout aussi clair que l'accord entre traditions confessionnelles ne suffit pas à établir le consensus en chaque lieu. Chaque situation a ses caractères particuliers, chacun porte la marque d'une constellation confessionnelle précise ; bien plus, les facteurs historiques, culturels et politiques ont leur rôle à jouer. C'est pourquoi, dans le cadre du consensus général, chaque situation doit trouver son consensus particulier.

Dans la suite de nos travaux, il nous faudra tenir compte de cette réalité. Le dialogue doit se poursuivre à tous les niveaux, car l'Eglise une, la communauté universelle qui doit se réaliser de manière nouvelle se situe à des plans multiples. Elle doit faire ses preuves à de nombreux niveaux simultanément, et chacun de ces niveaux doit être lié aux autres de manière organique. Il est donc absurde de les opposer les uns aux autres. Au contraire, il importe que non seulement les traditions individuelles, mais encore les traditions confessionnelles dans leur ensemble prennent part à l'élaboration du consensus.

Le Conseil œcuménique des Eglises peut être un instrument au service de cette tâche multiple. Il peut collaborer avec les traditions confessionnelles dans leur ensemble. En vertu des structures qui lui sont propres, il est en relations avec chacune des Eglises. Il est de ce fait en mesure de jeter des ponts entre les aspects confessionnel et contextuel. Face aux traditions confessionnelles, il peut faire valoir qu'en dernière analyse son travail n'a d'autre but que de servir le témoignage commun à l'échelon local. Face aux tentatives qui ont lieu à ce niveau, il peut rappeler la réalité de la communauté plus vaste.

5. Miroir du temps présent ou miroir de l'avenir ?

L'Assemblée avait vivement engagé les Eglises, non sans provocation, à détailler dans leurs réponses non seulement dans quelle mesure les trois textes correspondent à leurs traditions respectives, mais encore quelles démarches elles

seraient prêtes à entreprendre en vue de l'unité. Cet appel a été très clairement perçu par quelques Eglises. Cependant, la plupart des réponses se bornent à analyser les textes sous l'angle des traditions particulières des Eglises et à communiquer la teneur de leurs convictions et leur pratique présentes. Quelques Eglises vont jusqu'à mettre en question la légitimité de la provocation lancée lors de l'Assemblée.

Mais, dans le même temps, les réponses indiquent clairement que l'objectif de la communauté conciliaire ne peut être atteint que par des démarches concrètes, entreprises par les Eglises. Il n'est certainement pas nécessaire, pas souhaitable même, que les Eglises abandonnent leurs caractères distinctifs au profit d'une uniformité artificielle, élaborée dans le dialogue œcuménique. Mais elles doivent se rapprocher dans la doctrine et la pratique, de manière à pouvoir former véritablement une communauté. Cela n'est possible que si elles s'ouvrent les unes à l'égard des autres par des mesures concrètes. Le mouvement œcuménique se caractérise aujourd'hui encore par une attitude d'expectative. Sans l'avouer ouvertement, chacune des Eglises, au fond, attend des autres qu'elles changent, et si cela n'est pas le cas, elle se plaint de ce que le mouvement œcuménique soit à l'arrêt complet, ou même que les autres Eglises ne la comprennent pas ou ne l'apprécient pas dans sa spécificité. L'ouverture sur l'unité en une seule foi et une seule communauté eucharistique exige des décisions concrètes.

La recherche du consensus a des chances de succès si les Eglises prennent pour point de départ la communauté plus large qui les lie aujourd'hui déjà. Elles se sont rencontrées, elles sont liées par l'expérience d'une nouvelle communauté. Même si elles ne peuvent pas encore rendre compte véritablement ensemble de cette expérience, celle-ci les met en question et les incite à se dépasser elles-mêmes, vers la pleine réalisation de ce qu'elles ne voient encore qu'à l'état d'esquisse. Le consensus ne sera pas formulé par une quelconque instance œcuménique, encore bien moins imposé aux Eglises. Les représentants des Eglises se sont réunis au cours des décennies écoulées et se sont mis d'accord sur un nombre de points toujours plus grand. Ils ont été surpris chaque fois des résultats de leur rencontre, et le voudraient-ils qu'ils ne pourraient plus se dispenser de cette expérience. Formuler un consensus n'est rien d'autre que saisir cette expérience et lui trouver une expression commune.

Les réactions des Eglises face au consensus grandissant sur le baptême, l'Eucharistie et le ministère ne doivent pas refléter le passé et le présent seulement; elles doivent bien plutôt constituer les miroirs multiples de cette réalité à la fois future et déjà présente. Et n'apparaîtra-t-il pas que cette communauté future est en même temps le souvenir le plus fidèle de la tradition la plus ancienne et la plus authentique de l'Eglise?

6. Comment traiter les questions concernant le mouvement œcuménique?

La recommandation de la V^e Assemblée a suscité un certain embarras au sein de plu-

sieurs Eglises. Comment donner une réponse satisfaisante aux textes théologiques issus du débat œcuménique? L'Assemblée avait manifestement demandé une réaction qui fût représentative. Mais dans quelle mesure les organes qui s'occupent du mouvement œcuménique sont-ils véritablement représentatifs de l'Eglise? Ainsi, quelques Eglises ont soumis les textes à des organes plus représentatifs, par exemple au Synode, ou à toutes les paroisses. Mais on s'est alors trouvé devant la question de savoir comment l'Eglise allait formuler sa réponse. Tout organe représentatif engage l'Eglise. Mais l'Eglise doit-elle s'exprimer en des termes qui l'engagent sur des résultats provisoires du dialogue œcuménique? Il est notoire que, jusqu'à présent, ces questions ne sont pas claires entre les Eglises, et qu'il est indispensable de trouver un accord à ce sujet. Une fois de plus: qui parle au nom de l'Eglise? Ou, plus précisément, que fait chaque Eglise pour qu'un jour toutes puissent parler ensemble? Les réponses montrent que, jusqu'à présent, la pratique des textes œcuméniques n'a encore engendré aucune habitude, sur ce point. Le fait que certaines Eglises n'ont pas encore réagi s'explique en partie (en partie seulement naturellement) par cet embarras.

Le problème, d'ailleurs, ne surgit pas uniquement du fait des Eglises, mais aussi en raison des textes élaborés par la Commission de Foi et Constitution. Ils ne se prêtaient pas à une réponse engageant les Eglises. Ils revêtaient encore trop l'aspect de traités théologiques, en particulier celui sur le ministère, et il ne ressortait pas assez des textes eux-mêmes quelle décision on attendait des Eglises. Ils donnaient plutôt l'impression de les inviter à exprimer un avis théologique. Dans la suite de notre travail, nous aurons à nous mettre d'accord sur une force adéquate de consensus.

Dès l'abord, si l'on veut que les Eglises l'adoptent, il faut préciser clairement la décision que l'on attend de chacune d'elles.

La réflexion au seul niveau de la Commission de Foi et Constitution ne suffira pas à résoudre le problème. Au contraire, les Eglises se trouvent inévitablement confrontées à la question de savoir comment elles veulent concevoir à l'avenir leur participation au mouvement œcuménique. Le mode de communication caractérisant le travail accompli jusqu'ici a été la diffusion. On a largement répandu les textes dans le public, et les Eglises étaient libres de décider si elles allaient s'en saisir ou non, et de quelle manière. Mais il est évident que la communauté qui se développe exige un mode de collaboration plus cohérent. Nous avons l'obligation, non point tant à l'égard du Conseil œcuménique qu'envers cette communauté déjà existante de collaborer à l'élaboration du consensus, et cela aussi bien pour le contenu que pour la forme, de manière à faire croître la communauté.

7. Développer le consensus à l'intérieur de la communauté

De tout ce qui précède, il devrait ressortir clairement qu'un consensus ne revient pas uniquement à élaborer un texte et à l'affirmer de plus en plus. Le consensus trouve sa base et ses racines dans la communauté. Il est l'expression

d'un accord et présuppose le « consentire » des Eglises. Il ne s'agit donc pas simplement de trouver des auteurs de plus en plus doués et d'élaborer des textes de plus en plus subtils. Mais il le faut aussi. Cependant, la communauté ne deviendra pas réalité au moment où le texte se trouvera parachevé. Il s'agit au premier chef de fortifier la communauté existante. Les questions restées en suspens trouveront une réponse à mesure que les Eglises se rapprocheront les unes des autres.

Le consensus deviendra possible au moment où les Eglises remettront sans relâche leur situation présente en question, écarteront les obstacles et feront face ouvertement et sans inhibitions aux questions nouvelles, inattendues, qui pourront se présenter. C'est pourquoi la démarche que vous propose la Commission de Foi et Constitution n'a de sens que si notre travail sur le consensus se poursuit dans cette perspective.

Permettez-moi donc de vous soumettre une seconde proposition de la Commission de Foi et Constitution. La V^e Assemblée de Nairobi a beaucoup parlé de la nécessité de l'intercession mutuelle entre les Eglises. La communauté, au sein du mouvement œcuménique, doit être conçue comme communauté d'intercession solidaire. Même si les Eglises ne sont pas encore en mesure de reconnaître la communauté pleine et entière, elles peuvent l'anticiper dans la prière. Elles peuvent intercéder en faveur des autres Eglises au cours du culte et dans la prière personnelle. Pourquoi ne pas pratiquer cette intercession de manière plus explicite et plus régulière ? Pourquoi ne le ferait-on pas tout au long de l'année, et pas seulement au cours d'une brève semaine de prière, au mois de janvier ou à la Pentecôte ? Pourquoi pas de façon concrète, en nommant les Eglises, et non pas seulement en général ? La Commission de Foi et Constitution est en train d'établir un calendrier qui donne l'occasion, au long de l'année, d'intercéder chaque semaine en faveur des Eglises d'une région particulière. Il sera prêt l'année prochaine et les Eglises qui le voudront pourront l'adopter. Comme le Secrétaire pour l'Unité des chrétiens, de Rome, nous a promis sa collaboration, l'Eglise catholique romaine participera à cette communauté d'intercession.

La chose peut sembler évidente, trop évidente même. Mais il m'apparaît que cette communauté d'intercession constitue la condition du « consentire » des Eglises, et partant d'un consensus entre elles. Un seul baptême, une seule eucharistie, et la reconnaissance mutuelle des ministères naîtront de cette communauté. D'ailleurs, l'intercession n'est-elle pas une dimension essentielle lors de la célébration du baptême, de l'eucharistie et de l'ordination ? Chaque baptême — nous ajouterons chaque confirmation — chaque eucharistie, chaque ordination pourraient dès aujourd'hui devenir l'occasion de nous souvenir de ceux qui ont reçu le même baptême, qui célèbrent la même Cène et luttent au service du même Evangile. Paul commence presque toutes ses épîtres en assurant les destinataires qu'il se souvient d'eux dans la prière, et il les engage dans presque toutes à se souvenir de lui. Il esquisse ainsi l'image d'une Eglise dans laquelle tous les membres sont liés les uns aux autres par l'intercession et se fortifient mutuellement dans le « partage de l'Evangile ».

LA COMMUNAUTÉ CONFESSANTE

Lettre du Comité central du COE aux Eglises

Au terme de leurs travaux qui avaient pour thème « la communauté confessante », les membres du Comité central du COE ont rédigé, à l'intention des 293 Eglises-membres, cette lettre où sont résumées leurs délibérations afin de les encourager à devenir des communautés plus confessantes dans le monde d'aujourd'hui (1) :

« ... qu'il ouvre votre cœur à sa lumière, pour que vous sachiez quelle espérance vous donne son appel... » (Ep 1, 18.)

Sœurs et frères en Christ,

Nous vous saluons tous au nom du Seigneur Jésus-Christ. Nous sommes vos compagnons en Christ, envoyés par les Eglises de nombreuses régions du monde pour nous réunir en tant que Comité central du Conseil œcuménique des Eglises. Nous appartenons à des races et à des cultures différentes. Nous nous réjouissons de la diversité qui nous est donnée par Dieu, et pourtant nous reflétons les divisions qui déchirent notre monde. Nous sommes issus de traditions chrétiennes différentes. Nous nous réjouissons de cet enrichissement, et pourtant nous souffrons d'appartenir à des Eglises divisées. Parfois, nous devons lutter durement pour nous comprendre les uns les autres et pour exprimer notre vocation commune. Nous avons étudié notre thème, « la communauté confessante », à la lumière d'Ep 1, 15-23 et en relation avec les différentes situations dans lesquelles nous nous trouvons, nous chrétiens, dans le monde d'aujourd'hui, et les nombreuses questions urgentes auxquelles nous nous sommes trouvés confrontés au cours de notre réunion.

Nous avons été réconfortés d'entendre parler de la foi des communautés de chrétiens de nombreuses parties du monde qui confessent le Christ dans leur cœur et de leur bouche, par leurs paroles et dans leurs vies. Ce témoignage est toujours coûteux. Pour certains même, durant l'année écoulée, il a conduit au martyre. Certains sont emprisonnés pour avoir confessé leur foi; d'autres sont mis à l'écart. Certains se trouvent rejetés par les sociétés dans lesquelles ils vivent; d'autres doivent résister aux séductions qu'elles offrent. Certains rendent leur témoignage dans l'arène du débat public, d'autres demeurent fermes dans la foi alors que des entraves sont mises au témoignage public.

Témoignant en tant que communauté chrétienne, nous ne faisons que refléter la « belle profession de foi » faite par le Seigneur Jésus-Christ lui-même (1 Tm 6, 13). Il nous apporte l'espérance de la résurrection, portant dans son corps les stigmates de sa souffrance. Il porte les péchés du monde. Il partage les luttes de l'humanité. Il appelle son Eglise à

(1) Texte original. Sous-titres du Service œcuménique de presse et d'information.

témoigner de sa victoire sur les « autorités et pouvoirs » et il nous donne la force de lutter contre toutes les puissances du mal. Lui seul est Seigneur, en dehors duquel il ne peut y avoir d'autres seigneurs ; c'est pourquoi il soumet au jugement toute autre allégeance qui revendique nos vies.

Le Saint-Esprit illumine nos cœurs et nos esprits afin que nous voyions en Jésus le Seigneur ressuscité et reconnaissons dans la forme fragile de son Eglise sur la terre la gloire divine de son corps. Membres de ce corps, nous sommes nourris à la table du Seigneur et, avec toute la communauté des saints, nous nous joignons à une liturgie d'actions de grâces et de louanges. A l'heure la plus sombre du désespoir nous entendons le message de Pâques : « Le Seigneur est ressuscité. » Et nous répondons du cœur et de la voix : « Il est vraiment ressuscité ! » Nous vous invitons à répondre ensemble en chantant votre joie de la résurrection et en rendant grâces à Dieu pour le don de cet Evangile.

Un examen de conscience

Mais qui sommes-nous pour chanter le chant du triomphe ? En tant que communautés chrétiennes nous célébrons la victoire, mais nous paraissions souvent vivre dans la défaite. Nous adorons un Seigneur vivant, mais nous ne faisons pas toujours ce qu'il nous dit. Nous disons que nous voulons le suivre, mais nous craignons d'aller là où il nous conduit. Nous prétendons être des signes du Royaume, mais nous ne sommes souvent que de simples répliques des communautés qui nous entourent. Nous sommes appelés à participer à l'œuvre du Christ de transformation du monde, mais nous nous conformons sans discernement aux modèles de nos sociétés. Nous sommes envoyés pour annoncer « la bonne nouvelle aux pauvres », mais nous nous refusons à entendre ce que cela signifie pour nous. Nous proclamons « la liberté aux opprimés », mais nous hésitons à payer le prix de la solidarité avec eux. Nous affirmons notre libération en Christ, mais nous sommes pris dans les filets du mal. Crions ensemble :
Abba, Père, libère-nous !

Nous vous invitons à vous poser les uns les autres quelques-unes des questions suivantes, dans la situation qui est la vôtre :

Comment témoignons-nous du Christ dans nos paroles, nos actes, notre vie et nos activités quotidiennes ?

Comment partageons-nous notre foi avec les autres dans nos familles, dans notre voisinage et dans le monde ?

Quelles contradictions notre confession du Christ connaît-elle dans notre communauté ?

Quels changements cela entraînerait-il dans la vie de nos paroisses si nous étions une communauté confessant pleinement le Christ ?

Comment nous aidons-nous les uns et les autres à ouvrir nos vies au Christ ?

Comment nous aidons-nous les uns et les autres à répondre en chrétiens aux dilemmes qui surgissent dans notre travail quotidien ?

Comment notre confession du Christ nous sépare-t-elle des autres ?

Comment nous unit-elle à eux ?

Où voyons-nous des femmes et des hommes privés de la dignité qui leur revient de droit, et que faisons-nous, communauté confessante, pour y remédier ?

Une intercession commune

Nous prenons l'engagement de prier les uns pour les autres et de prendre part au saint ministère d'intercession du Christ. Cette intercession n'est pas seulement un moyen de renforcer la communauté de la confession, elle en est la source vivante. Nous vous invitons à prier :

Pour ceux qui sont nouvellement entrés dans la communauté confessante, que l'Esprit porte ses fruits dans leurs vies ;

Pour ceux qui sont confortablement installés dans leur foi, que l'Esprit les éveille à une vision nouvelle ;

Pour ceux qui ont quitté l'Eglise avec le sentiment qu'elle n'a rien à leur offrir, que le Christ les rejoigne à travers la prière, le service et le témoignage de son Eglise ;

Pour ceux qui viennent à l'Eglise en cherchant leur voie, qu'ils soient accueillis par une communauté véritablement confessante qui les conduise au Christ ;

Pour ceux qui souffrent pour l'amour de l'Evangile, qu'ils se réjouissent dans l'espérance et la certitude que le Seigneur est auprès d'eux ;

Pour ceux qui cherchent une voie d'obéissance facile, qu'ils apprennent à se charger de la croix et à suivre le Christ ;

Pour ceux qui sont engagés dans la vraie lutte pour la libération et la justice, la paix et la réconciliation, qu'ils soient soutenus par la solidarité de la communauté confessante ;

Pour ceux qui sont aveugles ou indifférents aux besoins du monde, qu'ils apprennent à voir les besoins des autres avec les yeux du Christ ;

Pour toutes les communautés qui confessent le Christ, qu'elles expriment l'unité de son corps en se repentant de tout ce qui le cache aux yeux du monde ;

Pour tous ceux qui confessent le Christ comme Seigneur, que leurs paroles rendent vraiment compte de leurs actes, que leurs actes manifestent pleinement leur amour et que leur amour soit le reflet fidèle de leur Seigneur.

Seigneur Dieu, nous te supplions d'ouvrir les yeux de nos cœurs à la vision d'un monde renouvelé par ton Esprit, d'ouvrir nos bouches pour qu'elles nomment le nom de Jésus et d'ouvrir nos vies au pouvoir de conversion du Christ. Nous célébrons ensemble en lui le Seigneur ressuscité et victorieux. Aide-nous à prier, à témoigner et à travailler dans l'attente joyeuse de la victoire finale, lorsque le Christ réunira toutes choses dans sa gloire et fera siennes les nations. Car c'est à toi qu'appartiennent le règne, la puissance et la gloire maintenant et pour l'éternité. Amen !

— Pour la célébration de l'Eucharistie, dossier de l'équipe liturgique, année A, par J. FEDER et A. GORIUS et leur équipe. Deuxième édition revue et corrigée. — 24 x 18 cm, 496 p., 74 F. Mame.

Ouvrage précieux pour aider les animateurs de liturgie — prêtres ou laïcs — à préparer les célébrations, les liturgies de la parole, les prières communautaires ou familiales.

UNE SEULE OBÉISSANCE A TOUT L'ÉVANGILE

*Rapport du pasteur Philip A. Potter,
secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises (*)*

Notre réunion de cette année a pour but principal de revoir les programmes prioritaires que nous avons mis sur pied l'année dernière et de promouvoir leur exécution. Le Comité d'examen a proposé, vous vous en souvenez, qu'en cette période suivant l'Assemblée, les efforts portent en priorité sur quatre lignes-forces que vous avez vous-mêmes approuvées : a) L'expression et la communication de notre foi en le Dieu trinitaire ; b) La recherche d'une société juste et écologiquement responsable, fondée sur la participation ; c) L'unité de l'Eglise et ses rapports avec l'unité de l'humanité, et d) l'éducation et le renouveau dans la recherche de la véritable communauté. Les priorités établies pour les unités et sections l'ont été dans ce large cadre.

Au cours de l'année écoulée, toutes les sections du Conseil ont fait preuve d'une intense activité. Vous avez lu les brefs rapports des sections et des autres organes du Conseil. Il est étonnant de constater l'ampleur des efforts tentés en une période aussi courte : ils n'auraient sans doute pas été possibles sans l'engagement enthousiaste de groupes et de personnes dans le monde entier. Vous aurez l'occasion, au sein des différents comités et en séance plénière, de faire connaître votre opinion et vos conseils sur les différents programmes.

J'aimerais attirer votre attention sur les trois grandes préoccupations qui seront largement discutées au cours des prochains jours. La première est le thème principal, « La communauté confessante », qui fait suite à la discussion de la section 1 de l'Assemblée sur le thème « Confesser le Christ aujourd'hui » et reprend une de nos orientations majeures, à savoir l'expression et la communication de notre foi en le Dieu trinitaire. Le pasteur Lukas Vischer vous fera part des réponses des Eglises au texte d'accord intitulé « La réconciliation des Eglises : baptême, eucharistie, ministère ». La troisième grande préoccupation sera la mise au point d'un programme coordonné sur « la recherche d'une société juste et écologiquement responsable, fondée sur la participation ». Je m'attacherai à mettre en lumière les rapports qui existent entre ces trois préoccupations et à formuler certaines des conséquences qui en découlent pour le Conseil et les Eglises membres.

Nous commémorerons au cours de cette réunion l'anniversaire d'une date capitale dans la vie du mouvement œcuménique : c'est en effet

le 3 août 1927 que s'est ouverte à Lausanne la première Conférence mondiale de foi et Constitution. Cette Conférence avait été préparée par la Conférence mondiale des missions tenue à Edimbourg en 1950 (1). La société missionnaire anglo-catholique (Society for the Propagation of the Faith) avait accepté de participer à cette session à condition que « les questions touchant les différences de doctrine et de constitution ne fassent l'objet ni de discussions ni de résolutions au cours de la Conférence ». Cette Conférence se penchait sur « l'évangélisation du monde en cette génération », mais s'interdisait de traiter du plus grand obstacle à cette tâche d'évangélisation : la division séculaire des Eglises. Ni les Eglises orthodoxes byzantines et orientales ni l'Eglise catholique romaine n'étaient représentées à cette Conférence. Celle-ci déclarait en quelque sorte au monde : « La doctrine divise, mais l'évangélisation unit. » Ce fut, en fait, C. Y. Cheng de Chine (l'un des rares représentants du tiers monde) qui secoua la Conférence en déclarant : « Pour parler franc, nous espérons voir dans un avenir proche une Eglise chrétienne unie dans laquelle toute distinction de dénomination aura disparu. Cela peut sembler quelque peu étrange à certains d'entre vous, mais, chers amis, n'oubliez pas de nous considérer du point de vue qui est le nôtre, sinon les Chinois seront toujours pour vous un peuple mystérieux... Il n'y a pas d'époque plus importante que celle que nous vivons actuellement, car c'est celle où l'on bâtit, tant du point de vue politique que religieux. La Chine future dépendra dans une large mesure des réalisations de la période actuelle... L'Eglise du Christ est universelle, indépendante non seulement des dénominations, mais aussi des nationalités. » Ces paroles doivent nous inciter à réfléchir si nous songeons à ce qui s'est passé en Chine depuis le mouvement antichrétien des années 20, et tout particulièrement durant ces vingt dernières années. Charles Henry Brent, de l'Eglise épiscopale, qui avait été évêque missionnaire aux Philippines, partageait l'opinion de C. Y. Cheng. Immédiatement après la Conférence, il écrivit ceci : Les questions touchant à l'étendue et aux limites du dogme, au caractère de l'autorité et au gouvernement de l'Eglise doivent être examinées par une conférence représentative qu'il reste encore à convoquer et doivent l'être avec la même ouverture et la même volonté de vérité que celles qui ont caractérisé les débats d'Edimbourg. Le jour approche où une Conférence mondiale des Eglises devra se pencher sur ces questions fondamentales. » Il persuada son Eglise de prendre une initiative en ce sens et, en 1920, une réunion eut lieu à Genève pour préparer la Conférence mondiale. A peu près à la même époque se réunissait près de Genève un groupe qui jeta les bases du Conseil international des missions, fondé en 1921. Sa constitu-

(*) Traduit de l'anglais par le Service linguistique du COE.

tion limitait déjà ses compétences : « Le Conseil ne sera pas appelé à prendre de décision ou à faire de déclaration sur les sujets touchant une question d'ordre ecclésiastique ou doctrinal sur laquelle ses membres peuvent avoir des opinions différentes. » Elle prévoyait aussi que les différences doctrinales gêneraient probablement davantage la coopération dans les activités que la coopération dans la consultation.

La Conférence de Lausanne a donc été le triomphe des pionniers de l'œcuménisme en couronnant leur hardiesse et leur esprit imaginaire. De fait, les orthodoxes y étaient bien représentés. Les thèmes suivants furent discutés : le message de l'Eglise au monde : l'Evangile ; la nature de l'Eglise ; la confession de foi commune de l'Eglise ; le ministère de l'Eglise ; les sacrements ; l'unité de la chrétienté et les Eglises actuelles. Cinquante ans plus tard, un groupe de théologiens s'est réuni près de Lausanne pour examiner les réponses de plus de 90 Eglises membres et de nombreux groupes, dont des catholiques romains, aux documents qui leur avaient été soumis par la Commission de Foi et Constitution et par l'Assemblée de Nairobi sur les sacrements du baptême et de l'eucharistie et le ministère de l'Eglise. Si l'on considère que les Eglises ont été divisées pendant des siècles sur ces questions essentielles qui sont au cœur de leur vie, les progrès accomplis sont étonnants.

Mais ce qui est plus significatif encore, c'est que la Conférence de Lausanne de 1972 n'a pas considéré l'unité de l'Eglise comme un but en soi. Les orateurs qui se sont succédé à la tribune ont plaidé pour une unité de l'Eglise qui permette de proclamer plus efficacement l'Evangile, message de réconciliation des hommes entre eux et avec Dieu. La Conférence a déclaré en outre :

« L'Evangile est la source de l'énergie nécessaire à la régénération de la société. Il montre la seule voie ouverte à l'humanité pour se libérer des haines de race et de classe qui, actuellement, la ravagent ; il offre le seul moyen de garantir le vrai bonheur de chaque peuple, ainsi que l'amitié internationale et la paix. Enfin, l'Evangile est un appel miséricordieux au monde non chrétien, en Orient et en Occident, une invitation à posséder la joie promise par le Dieu vivant.

« L'Eglise sympathise avec l'angoisse de notre génération, elle comprend sa soif de sincérité intellectuelle, de justice sociale et d'inspiration spirituelle. L'Eglise lui apporte, dans l'Evangile éternel, la réponse à tous les besoins et à toutes les aspirations providentielles du monde moderne (2). »

Cette dernière déclaration était tout à fait dans l'esprit de la Conférence mondiale du christianisme pratique, tenue deux ans auparavant à Stockholm. Celle-ci avait également reconnu que l'appel de l'Eglise à la proclamation et à l'accomplissement du message du royaume de Dieu et de sa justice était en même temps un appel à la mission et à l'unité. On disait à cette époque que ce qui animait le mouvement du christianisme pratique, c'était la pensée que « la doctrine divise, mais le service unit ». Ce qui ressort de la Conférence de Lausanne, c'est

la nécessité de débattre de la doctrine qui divise afin de s'unir dans la mission et le service.

Intégralité des préoccupations du Conseil

L'argument que j'entends mettre en lumière ici est le suivant : il y a cinquante ans, il était clairement entendu que la foi et la constitution des Eglises d'une part, et leurs tâches d'évangélisation et de service de l'autre, étaient indissolublement liées. C'est ce qui a marqué la vie du mouvement œcuménique, et plus particulièrement celle du Conseil œcuménique des Eglises depuis sa fondation en 1948. Est-ce aussi vrai aujourd'hui que ce l'était dans l'esprit des Eglises qui se sont associées pour former le Conseil œcuménique il y a près de trente ans ? C'est là une question d'importance capitale parce qu'on reproche constamment au Conseil de ne pas considérer comme un tout l'appel à l'unité, à la mission et au service. Dans son rapport au Comité central de 1965, le pasteur Visser 't Hooft évoquait l'esprit des pionniers et engageait le Conseil à les imiter dans ce qui a dominé leur vie et leurs activités : « Vraie catholicité, consécration à la tâche intégrale de l'Eglise, unité en vue de la mission de l'Eglise dans le monde, disponibilité au renouveau de la vie, tels sont les éléments essentiels de la vie du Conseil œcuménique (3). » Il ajoutait : « L'activité du Conseil œcuménique s'étend actuellement à de nombreux domaines et à de nombreuses préoccupations, mais il y a encore trop de personnes dans nos Eglises qui ne s'intéressent qu'à un seul ordre de questions abordé par une division ou un département particulier, et trop peu qui cherchent à comprendre et à soutenir l'ensemble. Elles ne se rendent pas compte que c'est par leur mise en commun que ces divers types d'activité réfléchissent la vocation de l'Eglise. » Mais le problème s'est aggravé au cours de ces dernières années. D'aucuns répètent à tous les échos, et avec une certaine malignité, que le Conseil œcuménique accorde beaucoup trop d'attention aux questions sociales et politiques et trop peu à l'unité de l'Eglise et à sa tâche d'évangélisation, et que ses préoccupations sociales ne reposent pas sur un fondement théologique suffisant.

Il est par conséquent intéressant de se pencher sur les trois grandes questions qui seront débattues lors de cette réunion. Le document « La réconciliation des Eglises : baptême, eucharistie, ministère » part, dans chacun de ses chapitres, de l'idée de l'Eglise, Peuple de Dieu, engagé dans la mission et le service. Voici trois affirmations très nettes à cet égard :

« Le baptême est à la fois don de Dieu et engagement de l'homme : il tend à une croissance jusqu'à l'état d'adulte, à la taille du Christ « dans sa plénitude » (Ep 4, 13). Dans cette croissance, les chrétiens baptisés devraient manifester au monde la nouvelle génération de l'humanité libérée. Leur commune responsabilité, ici et maintenant, c'est de témoigner ensemble devant les Eglises, le monde, ceux qui n'ont pas encore entendu l'Evangile et ceux qui le refusent. C'est dans une communion de témoignage et de service que nous découvrons

la signification du don de Dieu à tout son peuple...

Dans l'eucharistie, l'Eglise est suprêmement elle-même : elle est unie au Christ et à sa mission... Réconciliés dans l'eucharistie, les membres du corps du Christ sont appelés à être serviteurs de la réconciliation parmi les hommes et témoins de la joie dont la source est la résurrection. Leur présence dans le monde implique leur pleine solidarité avec tous les hommes, qui souffrent et qui espèrent : ils peuvent être pour ceux-ci des signes de l'amour du Christ qui s'est offert en sacrifice sur la croix pour toute l'humanité et qui se donne lui-même dans l'eucharistie...

Tout ministère dans l'Eglise doit être compris à la lumière du Christ qui est venu « non pour être servi, mais pour servir » (Mc 10, 45). C'est lui qui dit : « Comme mon Père m'a envoyé, moi aussi je vous envoie. » (Jn 20, 21.) Ainsi, notre vocation en Christ nous oblige à un engagement humble, qui nous coûte et nous mette au service des besoins de l'humanité. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons comprendre le ministère de tout le Peuple de Dieu, et le caractère du ministère particulier de ceux qui sont appelés et mis à part, pour servir et former l'Eglise par la dispensation des mystères du Christ (4). »

A Nairobi, la section 1 (« Confesser le Christ aujourd'hui ») a affirmé qu'une telle confession exige une communauté confessante. « L'acte de confesser le Christ lie en une seule communion nos Eglises divisées et les nombreuses communautés, anciennes et nouvelles, qui sont en elles et autour d'elles (5). » « Cette communion de l'Esprit a pour but premier et pour fin ultime la célébration eucharistique et la glorification du Dieu trinitaire... C'est pour nous une honte et une souffrance perpétuelle de savoir que nous n'avons pas surmonté nos divisions à la table du Seigneur, où nous faisons l'expérience du salut de Dieu en faveur et au nom de toute l'humanité (6). » La communauté confessante doit affronter « le péché et le pardon, le pouvoir et l'impuissance, l'exploitation et la misère, la quête universelle d'une identité, la perte généralisée d'une motivation chrétienne et la soif spirituelle de ceux qui n'ont pas entendu parler du Christ (7). »

De même, le programme sur « La recherche d'une société juste et écologiquement responsable, fondée sur la participation » exige l'existence d'une communauté confessante nourrie par les sacrements et dans laquelle la diversité des ministères est préservée. La section 5 de l'Assemblée (« Structures d'injustice et luttes pour la libération ») a affirmé : « Les chrétiens qui souffrent ensemble pour la cause de la justice et de la libération vivent, les uns avec les autres et avec le Christ, une expérience profonde : celle de la communauté qu'ils forment ensemble. Cette communauté transcende les différences d'idéologie, de classe et de tradition chrétienne. Elle est soudée par la puissance de l'amour et du pardon. Elle reflète la vie de la communauté ultime du Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit ; et sa solidarité la plus profonde avec la souffrance de l'humanité pécheresse s'exprime dans le partage de l'eucharistie (8). »

Cloisonnement dans les Eglises elles-mêmes

J'ai tenté de mettre en lumière le rapport étroit qui lie entre eux les trois thèmes principaux. Si je me suis livré à ce petit exercice, c'était dans l'espoir de montrer que toutes les activités du Conseil concourent à former un ensemble. Pourquoi cet ensemble n'est-il pas perçu comme tel par les Eglises-membres et autres qui critiquent les travaux du Conseil œcuménique ? Quelles conséquences doit-on tirer de cet échec pour la conception qu'ont les Eglises d'elles-mêmes et du Conseil ? Il ne suffit pas de dire que les Eglises ou groupes s'intéressent surtout à tel ou tel programme du Conseil. J'ai connu des Eglises qui étaient extrêmement critiques à l'égard du Conseil à qui elles reprochaient de ne pas consacrer suffisamment de temps et d'énergie aux questions relatives à l'unité et à la mission, mais qui exigeaient du Conseil qu'il s'engage fermement dans le service de l'humanité et de ses besoins et s'applique à faire connaître ses préoccupations par le biais de déclarations ou de démarches politiques. Ces Eglises peuvent accepter ou donner de l'aide, mais n'admettent pas que cette aide puisse être l'expression visible de l'amour, né de la solidarité de la foi et de la prière et de l'ardent désir de promouvoir le renouveau et l'unité du Peuple de Dieu.

Le fait est que nous avons tous eu beaucoup de mal à répondre dans un même élan à ces trois vocations essentielles de l'Eglise que sont l'unité, la mission et le service, et à considérer qu'elles relèvent toutes trois de la même obéissance à l'Evangile global du Dieu trinitaire. Le mouvement œcuménique a certainement sa part de responsabilité dans cet état de choses car, dès le début, les différentes sections qui le composaient se sont fixé des champs d'action limités. Le mouvement missionnaire se concentrait sur la mission et l'évangélisation, mais ne débattait point de doctrine. Le mouvement du christianisme pratique estimait que le fait de se consacrer au service unirait davantage que l'étude de la doctrine. Le mouvement de Foi et Constitution a choisi la voie la plus rude et concentré son attention sur la doctrine et sur ce qui divise les Eglises, travaillant inlassablement sur cette matière pendant toutes ces années. Mais, pendant longtemps, il n'a pas suffisamment affronté les conséquences que peut avoir sur l'unité des Eglises leur communion de réflexion et d'action dans les domaines du témoignage et du service. Si ces mouvements ont été, depuis, intégrés au Conseil œcuménique, les habitudes de pensée acquises, elles, n'ont pas disparu. A l'Assemblée de Nairobi, le Comité d'orientation du programme a reconnu l'existence de ce problème historique et admis qu'il se reflétait en permanence dans les travaux du Conseil et dans les réactions des Eglises. L'activité du Conseil devrait, à son avis, être considérée comme un tout. « Ses dimensions spirituelles prophétiques et stimulantes sont parties intégrantes de l'ensemble de la vie et des tâches du COE, lorsqu'il agit avec les Eglises-membres ou pour elles (9). »

Cependant, le problème va plus loin. Ce cloisonnement qui existe entre les questions, selon

qu'elles touchent à la foi et à la constitution, à la mission et à l'évangélisation, à l'éducation et au renouveau ou au service et à la recherche de la justice et de la paix, se retrouve dans la vie des Eglises. Celles-ci ont tendance à mettre, selon leur tradition historique, l'accent sur tel ou tel aspect important de notre vocation chrétienne, et le font souvent en s'opposant à d'autres Eglises. Leurs structures et leurs institutions elles-mêmes les ont prédisposées au maintien de ce cloisonnement dans leurs préoccupations. Cette attitude a eu de graves conséquences sur la mentalité des chrétiens. Cela est particulièrement vrai pour le témoignage prophétique des Eglises dans les domaines social et politique. L'apprentissage des chrétiens à la foi a été tronqué, de sorte qu'ils sont incapables d'établir un rapport entre leur foi et leurs actes dans le monde ni d'entrevoir les conséquences que peuvent avoir leurs actes sur leur manière de concevoir la foi et la vie en commun. J'ai le sentiment que cette incapacité est au cœur de la crise spirituelle que traversent les Eglises et le mouvement œcuménique. Heureusement, nous avons aujourd'hui une conscience plus vive que jamais de cette crise et nous cherchons à être plus fidèles à l'Evangile et aux perspectives que nous avons reçues.

Et de fait, comment être plus fidèles à l'Evangile et aux perspectives que nous avons reçues ? Qu'avons-nous appris au cours de ces années de communauté et de rencontre œcuméniques qui permette aux Eglises et au Conseil de maintenir cette unité dans son intégralité ? Y a-t-il une façon de penser et d'être qui soit une condition préalable à la promotion de l'unité, du témoignage et du service du Peuple de Dieu, conformément au dessein de Dieu ? Je crois que c'est le cas et que nous apprenons depuis des années à la pratiquer. Cette façon de penser et d'être comporte trois éléments.

A la lumière de la Parole révélatrice de Dieu

Le premier d'entre eux, c'est la volonté inflexible de laisser la parole de Dieu révéler, mettre à jour les réalités qui nous entourent, de laisser le texte prendre tout son sens dans le contexte et à travers lui. Le philosophe contemporain Heidegger nous rappelle que la vérité (aletheia) n'est en rien abstraite, mais bien concrète au contraire. En grec, les deux éléments qui composent le mot, a-letheia, signifient ce qui n'est pas dissimulé, recouvert, enfermé, oublié, ce qui n'est pas soustrait au regard. Etre humain signifie dévoiler les choses, les mettre en lumière, les divulguer, les dépouiller de leur caractère occulte, les porter à la conscience, les rendre ouvertes, réelles, véritables, authentiques, présentes. Voilà ce que signifie être vrai, vivre la vérité. Dans le discours dans lequel Jésus déclare : « Je suis la lumière du monde. Celui qui vient à ma suite ne marchera pas dans les ténèbres ; il aura la lumière qui conduit à la vie. » (Jn 8, 12.) Il ajoute : « Si vous demeurez dans ma parole, vous êtes vraiment mes disciples, vous connaîtrez la vérité et la vérité fera de vous des hommes libres. » (Jn 8, 31.)

Mon propos n'est pas de faire ici une dissertation terminologique ou biblique, mais plutôt de montrer comment nous cherchons à être vrais dans le mouvement œcuménique et dans nos Eglises. A mon sens, le véritable mérite du Mouvement de Foi et Constitution, au cours de ces cinquante et quelques années de travail, est d'avoir osé parler des doctrines, dogmes, traditions et ecclésiologies de nos Eglises qui nous ont divisés et nous ont empêchés de reconnaître et de pratiquer un seul Baptême, une seule eucharistie et un seul ministère. Il a, par un travail patient et opiniâtre, exposé au jour tous ces dogmes, doctrines et ecclésiologies et permis aux chrétiens de les étudier, de les considérer d'un regard neuf à la lumière de la parole révélatrice de Dieu. Les Eglises et les théologiens ne peuvent plus désormais s'abriter derrière leurs remparts de dogmes et se lancer des flèches. Même le langage utilisé par les différentes traditions historiques tendait à dissimuler et à voiler la réalité que recouvraient ces traditions et dogmes. En reformulant les questions, Foi et Constitution a jeté sur elles une lumière nouvelle et a ouvert aux chrétiens de nouvelles possibilités de se libérer les uns pour les autres et de se rendre disponibles à la volonté de Dieu. Le document *la Réconciliation des Eglises : baptême, eucharistie, ministère* est un bon exemple d'un tel processus. Les questions qui, pendant des siècles, ont divisé les Eglises, ont été reformulées, exposées et sont maintenant portées à la conscience des Eglises. Dans cette évolution, de nouvelles questions surgissent, de nouveaux aspects sont mis en lumière. Mais on ne revient pas aux positions d'antan. On les considère plutôt d'un œil neuf. Je crois que c'est là la contribution la plus remarquable de Foi et Constitution au mouvement œcuménique. On peut même dire que c'est précisément parce que nous avons affronté sereinement nos divisions en matière de doctrine et commencé à percevoir leur vraie nature grâce à la Révélation, au dévoilement de la réalité divine dans la Trinité, que nous avons pu adhérer, si précaire que soit notre engagement, à une alliance de témoignage et de service. La situation n'est pas souvent présentée de cette manière dans les milieux œcuméniques, mais elle n'en est pas moins réelle.

Effet sur les Eglises

Parallèlement, nous discutons ensemble depuis près de soixante-dix ans de la nature de la mission et de l'évangélisation. Nous avons découvert que l'Evangile n'est pas une affaire privée, qu'il s'adresse au monde entier et qu'il n'appartient en propre à aucune Eglise, confession ou tradition particulière. En fait, sortir des enceintes de nos Eglises et proclamer l'Evangile revient à nous exposer aux autres, aux réalités du monde et à découvrir à quel point la manière même dont nous exprimons et communiquons l'Evangile est conditionnée par le monde. Nous nous rendons compte à quel point, tant les passages que nous choisissons lorsque nous avons à expliquer un texte, que la manière dont nous mettons en relief ces pas-

sages, sont influencés par le contexte. Proclamer l'Evangile, c'est exposer les personnes et les communautés aux réalités de leur existence et annoncer la réalité divulguée dans la vie, la mort et la résurrection du Christ.

Par exemple, les programmes d'action-réflexion de la Commission de mission et d'évangélisation (et précédemment du Conseil international des missions) sur les Eglises en mission, la structure missionnaire de la paroisse et la mission en milieu urbain et industriel ont eu de profondes répercussions sur la manière dont les Eglises se perçoivent. Je n'en mentionnerai que deux. La première a été de faire prendre conscience aux Eglises du fait que l'Evangile universel du Christ touche à tous les domaines de la vie humaine, au domaine public, en bref à ce que nous appelons la politique. Nous ne pouvons prêcher la justification du pécheur sans proclamer la justice de Dieu, et celle-ci exige que tous aient avec sa création et avec ses créatures, leurs frères humains, des relations empreintes de justice car toutes personnes et toutes choses lui appartiennent. La deuxième répercussion qui s'est fait sentir dans les Eglises, c'est que, amenées par l'évangélisation à rencontrer le monde, elles ont été dévoilées, exposées et qu'elles ont pris conscience de leurs propres ténèbres, de leur désobéissance cachée. Elles ont appris le renouveau dans la mission de la communauté confessante. Il est bon de nous rappeler que l'Apocalypse, la Révélation — le dévoilement du dessein ultime de Dieu pour le monde — commence par les lettres aux sept Eglises, qui les appellent à se renouveler afin d'avoir part à la promesse apocalyptique de Dieu pour le monde.

Cette expérience que nous avons faite ensemble a eu des conséquences très étendues pour le mouvement œcuménique, et plus particulièrement pour l'unité de l'Eglise et pour son témoignage au monde. Il n'est pas nécessaire de nous étendre là-dessus car cette constatation a souvent été faite, bien que peut-être d'une façon différente. Cela a son importance parce que la manifestation la plus spectaculaire des activités d'évangélisation des Eglises a été le mouvement missionnaire des deux derniers siècles qui est parti de l'Occident pour aller prêcher la Bonne Nouvelle aux pays du tiers monde. Mais comme la mission au loin ne s'est pas accompagnée d'un effort missionnaire aussi vigoureux dans les pays d'origine, il a fallu les Eglises du tiers monde et celles avec lesquelles elles étaient en relation pour que les réalités que j'ai mentionnées apparaissent au grand jour. Cela est vrai également de ceux qui accomplissent leurs tâches missionnaires dans les bidonvilles et auprès des marginaux dans les pays occidentaux.

Mettre ■■ jour les structures injustes du monde

La contribution la plus spectaculaire qu'ait apportée le mouvement œcuménique à l'apprentissage et à la pratique de la vérité réside peut-être dans notre tradition de service au monde et dans la proclamation du royaume de

justice et de paix qu'est le Royaume de Dieu. Il est évident que la politique est, de par sa nature même, publique et non pas clandestine. Son but est de promouvoir le bien commun et de permettre aux individus d'avoir pleinement part à la vie de la communauté. Il y a corruption de la politique lorsque les questions en jeu et les décisions sont tenues secrètes, lorsqu'on sème la confusion dans l'esprit du peuple, qu'on le maintient dans l'ignorance, qu'on le marginalise, le met à l'écart, le soustrait aux regards. Et c'est précisément ce qu'ont fait les structures économiques, sociales et politiques dans le monde où nous vivons. C'est pourquoi nous sommes de plus en plus attachés à démasquer, à dévoiler, à mettre au jour toutes les structures injustes de notre monde. C'est cet effort que nous poursuivons, pour la vérité de l'Evangile, lorsque nous concentrons notre attention sur ce que nous appelons maintenant la recherche d'une société juste et écologiquement responsable, fondée sur la participation.

Quelques simples exemples suffiront. Ces dernières années, notre programme de lutte contre le racisme a essuyé les feux de la critique, non pas parce que nous dénoncions le racisme comme un péché — nous le faisons depuis plus de cinquante ans —, mais bien parce que, grâce à un dur et patient travail de recherche et d'étude, grâce à un corps à corps avec la réalité, nous avons dévoilé tout le mécanisme de l'oppression raciale et montré de quelle manière des hommes dans le monde, et plus spécialement dans les pays riches, étaient impliqués concrètement dans le maintien du racisme. De même, le service des pauvres et des nécessiteux était pour nous une longue tradition et, plus récemment, nous nous sommes lancés dans l'aide au développement. Mais nous n'avons été en butte aux critiques que lorsque nous avons mis en lumière les forces occultes qui créent la pauvreté et la maintiennent par le canal du capitalisme privé, collectif ou d'Etat, des sociétés transnationales ou des élites dirigeantes qui s'appuient sur la puissance militaire. De même, la physique nucléaire et l'énergie nucléaire ont été longtemps la chasse gardée des savants et des technocrates. On a entrepris des expériences, établi des plans, pris des décisions à l'insu des citoyens, en leur interdisant toute participation, alors que leur vie en était profondément affectée. Les efforts déployés récemment pour faire apparaître au grand jour les questions que pose l'énergie nucléaire, ainsi que les conséquences qu'elle peut avoir sur la vie humaine ont complètement changé l'atmosphère. L'énergie nucléaire a quitté le domaine de la physique et de l'économie pour passer dans celui de l'éthique politique et théologique, dans celui des choix qui concernent le bien de tous.

Ces exemples apparemment disparates empruntés aux domaines de la foi et de la constitution, de la mission et de l'évangélisation, du service et de la justice illustrent tous l'unité et l'intégralité de l'Evangile et, partant, l'unité et l'intégralité des Eglises et du Conseil œcuménique.

Mais il existe dans la façon de penser et de vivre nécessaire à la promotion de l'unité, de la mission et du service de l'Eglise un deuxième élément lié au premier. Je ne peux l'expliquer mieux qu'en évoquant le terme hébreu pour la vérité, *emeth*, qui signifie confiance et loyauté, fermeté et sûreté, affirmation et confirmation, foi et fidélité. Ce n'est pas une idée, mais une relation. Dans l'Ancien Testament, l'idée de vérité, de fidélité s'accompagne souvent de ce terme intraduisible, *hesed*, loyauté, amour constant, solidarité. Le psalmiste, lorsqu'il implore le Seigneur de donner ce qui est bon afin que la terre puisse rendre sa moisson de justice, exprime graphiquement cette idée en recourant à la forme poétique du parallélisme : « Fidélité et vérité se sont rencontrées, elles ont embrassé paix et justice. La vérité germe de la terre et la justice se penche du ciel. » (Ps 85, 11-12.)

Ouverture et confiance

La vérité est liée à la fois à l'amour constant, à la justice et à la paix. C'est cette confiance qui fait des relations humaines des relations de partage et de loyauté sans faille et leur donne ce caractère ouvert et sans ombre. C'est la communauté confessante de ceux qui sont liés par une même loyauté qui rend public, montre, rend manifeste (confesse, au sens originel du mot latin), ce qui fait leur cohésion et ce qui s'adresse à tous les êtres humains. C'est la communauté conciliaire, la confiance qui nous vient lorsque nous confessons notre foi en le Dieu trinitaire et qui nous permet d'être en concile sans crainte d'affronter les choses qui nous divisent, qui nous rendent encore secrets les uns pour les autres. C'est le dialogue dans la communauté, la confiance que nous plaçons dans nos frères humains de toutes religions parce que nous sommes tous faits à l'image de Dieu et tous destinés à lutter pour la justice et la paix. C'est la participation populaire, cette confiance qui perce à travers l'aliénation créée par le dogmatisme religieux, le racisme, le sexisme, la domination de classe et de caste et l'oppression économique et qui permet aux hommes de regarder la réalité en face et de joindre leurs efforts dans la solidarité pour l'affronter. C'est la reconnaissance de l'identité d'autrui, de l'altérité, des différences, qui devient une étape sur la voie d'une communauté et d'un partage plus complets. C'est le fait d'accepter, d'affirmer et de confirmer les autres comme Dieu, dans sa fidélité, sa vérité, nous a acceptés, affirmés et confirmés en Christ et dans la communion du Saint-Esprit.

En regardant autour de nous, nous découvrons un monde en proie à la crainte et à la méfiance, à l'aliénation, à la solitude, à la tyrannie et à l'impuissance, un monde dans lequel les dissimulations ou les révélations visent davantage à détruire qu'à construire. Tous les sujets que nous aborderons au cours de cette semaine montreront à quel point cette atmosphère envahit l'Eglise, la société et l'Etat. La grande tâche du mouvement œcuménique consiste à coopérer avec Dieu pour faire de l'*oikoumene* un *oikos*, un foyer, une famille où hommes et femmes, jeunes et vieux soient

réunis, avec leurs dons, leur culture et leurs possibilités et dans l'ouverture de cœur, la confiance, l'amour et la justice. Tous les programmes prioritaires du Conseil ont pour but de promouvoir cette façon de penser et d'être. Ils se fondent sur les indications et les impératifs de l'Evangile, sur ce que Dieu a révélé dans la vie et les actes du Christ et sur ses exigences à notre égard. De même que le Verbe s'est fait chair, plein de grâce, débordant d'amour et d'abnégation, de vérité, de loyauté et de confiance, de même nous devenons véritablement humains dans la parole et l'être lorsque nous sommes, nous aussi, pleins de cette grâce et de cette vérité.

Mais cette façon de penser et d'être comporte un troisième élément irrésistiblement lié aux deux autres. Pour avoir cette ouverture de cœur et cette confiance, pour exposer inlassablement la réalité de notre monde brisé à la lumière de la réalité de l'Evangile, pour maintenir le dialogue dans la communauté qui nous permet d'être et de demeurer ouverts, il faut apprendre à souffrir. Il n'y a ni ouverture de cœur ni confiance sans souffrance. Il ne peut y avoir ni réconciliation, ni paix, ni justice dans ce monde si nous ne sommes pas prêts à nous exposer. Cela veut dire qu'il faut avoir la volonté d'affronter sans crainte les conséquences pénibles de l'accord sur des sujets tels que le baptême, l'Eucharistie et le ministère si l'on veut progresser vers une unité plus complète. Cela veut dire qu'une véritable communauté confessante doit apprendre à suivre les traces de son Seigneur qui, « pour sanctifier le peuple par son propre sang, a souffert en dehors de la porte » (He 13, 12). Et l'auteur de cette épître, qui a beaucoup à dire sur la confession de foi (He 3, 1 ; 4, 14-16 ; 10, 19-25), conclut par cette exhortation :

« Sortons donc à sa rencontre en dehors du camp, en portant son humiliation. Car nous n'avons pas ici-bas de cité permanente, mais nous sommes à la recherche de la cité future. Par lui, offrons sans cesse à Dieu un sacrifice de louange, c'est-à-dire le fruit de lèvres qui confessent son nom. N'oubliez pas la bienfaisance et l'entraide communautaire, car ce sont de tels sacrifices qui plaisent à Dieu. » (He 13, 13-16.)

Une lutte dans la souffrance

Cela signifie également que la lutte menée pour libérer le monde de toutes les structures injustes, pour mettre fin aux violations des droits de l'homme et au carnage de la guerre est une lutte dans la souffrance. Cela est apparu très clairement lors de la récente Assemblée de la Conférence chrétienne d'Asie, dans les témoignages donnés, dans les discussions de groupes et même dans la manière dont les programmes ont été formulés, tous centrés sur le thème : « Jésus-Christ dans la souffrance et l'espérance du continent asiatique. » Cette souffrance est une réalité existentielle pour les chrétiens et les paroisses du monde entier qui, dans l'obéissance à la vérité, l'acceptent pour l'avenir de Dieu et le bien-être de tous.

La souffrance dont il est question ici est la

réponse au défi du Christ : « N'allez pas croire que je sois venu apporter la paix sur la terre : je ne suis pas venu apporter la paix, mais bien le glaive... Qui ne se charge pas de sa croix et ne me suit pas n'est pas digne de moi. Qui aura assuré sa vie la perdra, et qui perdra sa vie à cause de moi l'assurera. » (Mt 10, 34 ; 38-39.) Les Eglises n'ont pas toujours affronté les conséquences de ce défi. Cela est particulièrement vrai dans le cas des trois grands thèmes dont nous discutons. Au fil des ans, nous sommes parvenus à des accords très étendus sur les questions relevant de la foi et de la Constitution, mais les Eglises ont rarement accepté la souffrance d'un rigoureux examen de conscience et se sont rarement montrées prêtes à changer. Les projets d'union d'Eglises ont été un exercice visant à assurer que les traditions et pratiques de toutes les Eglises en présence demeuraient intactes. Les sacrifices, chaque Eglise les attend des autres, pas d'elle-même. Nos règles et règlements ecclésiastiques sont souvent des moyens de nous entourer de murailles destinées à sauvegarder à tout prix notre existence ou notre identité ecclésiastique. De plus, les facteurs qu'on appelle non théologiques (histoire, culture, liens économiques et politiques, race, sexe) ont créé des situations de dissimulation et de méfiance au sein des Eglises et entre elles. De multiples manières, ces facteurs anesthésient souvent les Eglises et les rendent insensibles à la souffrance du changement et du renouveau. Les Eglises sont appelées à être des communautés confessantes, mais elles ne parviennent pas à faire face à la nécessité de repenser radicalement la manière dont elles organisent leur existence, gèrent leur budget, dépensent leur argent et leur énergie. C'est une confession sans douleur. Ces dernières années, nous avons assisté à un bien triste spectacle, celui d'Eglises qui essaient de se soustraire à la révélation de leur participation collective aux structures de l'injustice et refusent de mettre fin à leur complicité avec les forces d'exploitation et d'oppression et de prendre le parti coûteux de la justice et des droits de l'homme.

Nous réfléchissons ici concrètement à ce qu'implique le fait de porter la croix pour l'Evangile et le royaume de paix et de justice qu'est le Royaume de Dieu. De même qu'en Christ, la croix a été l'événement qui a authentifié l'intégrité de son témoignage de vérité, de révélation et de fidélité au Père, de même les Eglises et le Conseil œcuménique sont appelés à accepter la souffrance de la croix victorieuse et porteuse de guérison lorsqu'ils se trouvent en face d'eux-mêmes et d'autres qui refusent d'entendre l'appel à la repentance (*metanoia*), au changement radical de leur pensée et de leur vie dans la perspective de l'obéissance à l'Evangile. Lorsque les « autorités et puissances », les structures de la dissimulation et de la méfiance destructrices, qui refusent d'accepter la seigneurie du Christ, attaquent le Peuple de Dieu, le seul moyen qui permette à la doctrine, à la confession et à l'engagement social de devenir les véhicules de la vérité que nous devons vivre et proclamer, c'est de souffrir pour la vérité de l'Evangile.

Pour nous, il n'y a pas d'échappatoire à cet appel à la souffrance. Le Christ ne nous a rien promis de moins. Il nous a mis en garde, il nous a dit que lorsque nous vivrions la voie de la vérité par l'Esprit, lorsque nous mettrions au jour le péché et le mal du monde, lorsque nous nous montrerions confiants et loyaux à l'égard de nos frères humains en nous engageant à assurer leur bien-être, nous nous attirerions la haine du monde. C'est au milieu du monde et de sa haine qu'il nous promet l'Esprit, le Paraclet, celui qui est appelé à côté de nous, qui entend et exprime nos muets gémissements, qui nous donne la force de perpétuer la communauté des souffrances du Christ et qui est notre guide. Cette spiritualité dans la souffrance devient lumière et espérance dans la lutte pour un monde nouveau où règnent la paix et la justice de Dieu. C'est une spiritualité — cette vie dans l'Esprit — qui est capable de donner la vie et de l'enrichir comme notre président l'a si bien dit ce matin.

Retour à la réalité de la croix

C'est sur cette note que j'aimerais conclure cet exposé dans lequel je me suis efforcé de mettre en lumière l'intégralité et le caractère indissoluble de la vocation et de la tâche d'unité, de témoignage et de service qui incombent aux Eglises et au Conseil œcuménique des Eglises. J'ai essayé de montrer qu'il nous faut tous trouver une façon de vivre et de penser qui nous permette d'être ouverts les uns aux autres et d'exposer les réalités de nos existences de personnes, d'Eglises et de communautés, de nous faire confiance et de créer une atmosphère de confiance dans le monde, et d'assumer pour le monde les souffrances du Christ dans la puissance de sa résurrection. Je ne peux que répéter ce qu'a dit la section 1 de l'Assemblée de Nairobi (*Confesser le Christ aujourd'hui*) :

« Nous savons que l'acceptation du Christ souffrant est le seul moyen de surmonter nos sentiments d'impuissance face au mal. Nous savons aussi que cette acceptation nous rendrait une fois encore crédibles aux yeux du monde. C'est pourquoi nous prions pour que nos Eglises reviennent encore et toujours à la réalité et à la promesse de la croix, de manière qu'ensemble nous soyons les « intendants » de la vie nouvelle en Christ (10). »

(1) *Foi et Constitution*, Conférence mondiale de Lausanne, 3-21 août 1927.

(2) *Foi et Constitution*, Actes officiels de la Conférence mondiale de Lausanne, 3-21 août 1927, p. 472.

(3) Comité central du Conseil œcuménique des Eglises, procès-verbal et rapports de la XVIII^e session, Enugu, Nigeria, 12-21 janvier 1965, p. 89.

(4) *La réconciliation des Eglises* : baptême, eucharistie, ministère. Presses de Taizé, p. 17, 39, 40, 49.

(5) *Briser les barrières*, rapport officiel de la V^e Assemblée du COE, p. 153, § 36.

(6) *Briser les barrières*, p. 153-154, § 33 et 40.

(7) *Briser les barrières*, p. 153, § 35.

(8) *Briser les barrières*, p. 219, § 7.

(9) *Briser les barrières*, p. 419, § 7^e.

(10) *Briser les barrières*, p. 155, § 42.

DÉCLARATION DU COMITÉ CENTRAL DU CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES SUR LA TORTURE

A l'occasion du 30^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Comité central du Conseil œcuménique des Eglises (août 1978) a adopté la déclaration ci-après condamnant sans équivoque toute pratique de la torture et encourageant les Eglises et les chrétiens à la dénoncer et à démasquer toute, personne responsable de cette violation des droits de l'homme (1).

« ... l'Evangile met d'abord l'accent sur la valeur de tous les êtres humains devant Dieu, sur l'œuvre expiatoire et salvatrice du Christ qui a donné à l'homme sa véritable dignité, sur l'amour, ressort de l'action, et sur l'amour du prochain, par lequel s'exprime une foi vivante en Christ. Nous sommes membres les uns des autres et lorsque l'un souffre tous ont mal. »

(Colloque sur les droits de l'homme et la responsabilité des chrétiens, St. Pölten, Autriche, 1974.)

Les participants à la 30^e session du Comité central du Conseil œcuménique des Eglises (Genève, 28 juillet-6 août) ont entendu leur président qui, avec un profond chagrin, s'exprimait en ces termes : « Les cas de violation des droits de l'homme et d'usage de la torture ne cessent de se multiplier dans un nombre croissant de pays. » Le secrétaire général les a ensuite invités à « un mode de pensée et une façon d'être qui soient indispensables à la promotion de l'unité, du témoignage et du service du peuple de Dieu conformément au dessein de Dieu ». L'un des éléments essentiels en est la détermination à « être vrai, à vivre la vérité ». « Être humain, a-t-il dit, signifie dévoiler les choses, les mettre en lumière, les divulguer, les dépouiller de leur caractère occulte, les porter à la conscience. »

Les ténèbres des chambres de torture

Nous sommes appelés à rendre témoignage à la lumière qui est venue dans le monde par notre Seigneur Jésus-Christ. En même temps, nous savons que « le jugement, c'est que la lumière est venue dans le monde et les hommes ont préféré l'obscurité à la lumière parce que leurs œuvres étaient mauvaises. En effet, quiconque fait le mal hait la lumière de crainte que ses œuvres ne soient démasquées. » (Jn 3, 19-20.)

Aujourd'hui, nous sommes sous le jugement de Dieu car à notre époque les ténèbres, le mensonge et l'inhumanité des chambres de torture sont devenus une réalité plus répandue et plus atroce qu'à aucun autre moment de l'histoire. Aucune pratique humaine n'est aussi abominable ni aussi généralement condamnée. Et pourtant la torture physique et mentale et d'autres formes de traitement cruel et

inhumain sont aujourd'hui appliquées systématiquement dans de nombreux pays, et pour ainsi dire aucune nation ne peut prétendre en être exempte.

L'an prochain, le monde sera invité à célébrer le 30^e anniversaire de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 décembre 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le préambule de cette déclaration affirme que « la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».

L'Assemblée du COE, à Nairobi, nous a vivement engagés à prendre très au sérieux ce souci de la justice, à travailler à la reconnaissance de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle et à éliminer les causes de violations des droits de l'homme.

La lutte pour l'abolition de la torture signifie « œuvrer, au niveau le plus fondamental, à l'édification d'une société sans structures injustes ». (« Briser les barrières », section V, paragraphe 13, p. 221.) La torture risque le plus d'être pratiquée dans les sociétés caractérisées par l'injustice, mais elle peut aussi apparaître dans des situations où la plupart des droits sont protégés.

Alors que la torture est parfois appliquée à des prisonniers de droit commun, les victimes sont très certainement des personnes qui se sont engagées en faveur de la lutte pour la justice et les droits de l'homme dans leurs sociétés respectives, des personnes qui ont eu le courage d'exprimer les besoins du peuple. Face à l'opposition politique, les gouvernants d'un nombre croissant de pays ont décrété des lois d'urgence par lesquelles la garantie fondamentale de l'habeas corpus est levée (suspendue). On refuse aux détenus tout contact avec un avocat, leurs familles, des responsables religieux et d'autres personnes, créant ainsi des conditions propices à la torture. Sous prétexte de la « sécurité nationale » de nombreux pays ont subordonné la dignité humaine aux intérêts égoïstes de ceux qui détiennent le pouvoir.

Face à l'ampleur tragique que la torture a prise dans notre monde, nous engageons vivement les Eglises, à l'occasion de ce 30^e anniversaire, à dénoncer l'usage de la torture, la complicité qui l'accompagne et la tendance à l'utiliser qui existe dans nos pays. La torture est épidémique : elle se développe dans les ténèbres et dans le silence. Nous prions instamment les Eglises de révéler son existence, de briser le silence, de démasquer dans nos sociétés les personnes et les structures responsables de cette violation des droits de l'homme, la plus déshumanisante de toutes.

Nous reconnaissons que, même entre les Eglises, subsistent certaines différences dans l'interprétation des droits de l'homme et que parfois des priorités différentes sont fixées pour leur reconnaissance, selon les divers contextes socio-économiques, politiques et culturels. Mais sur la question de la torture, aucune divergence d'opinion n'est possible. Ensemble, les Eglises peuvent et doivent jouer un rôle dominant dans l'abolition de la torture.

(1) Mensuel (édition mensuelle du Service œcuménique de presse et d'information), août 1977. Sous-titres de la DC.

Appel aux Eglises

C'est pourquoi, nous demandons instamment aux Eglises :

1. a) D'intensifier leurs efforts pour informer leurs membres et les populations de leur pays sur les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier de son article 5 : « Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » ;

b) De poursuivre et d'intensifier leurs efforts visant à amener leurs gouvernements à ratifier les pactes internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels, et aux droits civils et politiques, adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 16 décembre 1966 ; on mettra tout en œuvre pour faire ratifier le protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, aux termes duquel les Etats sont d'accord de recevoir et d'examiner des communications émanant de particuliers, soumis à leur juridiction, qui prétendent être victimes d'une violation des droits énoncés dans ce pacte par leur propre pays ; de même, on attirera l'attention des gouvernements sur l'importance de ratifier en particulier l'article 41 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, aux termes duquel un Etat peut se déclarer d'accord pour autoriser d'autres nations à mettre en question, selon une procédure soigneusement élaborée, sa manière d'appliquer les dispositions de ce pacte, en particulier de son article 7 qui interdit la torture ou des peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants ;

c) D'informer leurs membres et les populations de leurs pays du contenu de la « Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 9 décembre 1975 ;

d) D'étudier l' « ensemble de règles minima pour le traitement des détenus », adopté le 30 août 1955 par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, et de veiller à ce qu'il soit appliqué à tous les niveaux gouvernementaux ;

e) D'étudier la « Déclaration de Tokyo : directives à l'intention des médecins sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants appliqués aux détenus et prisonniers », adoptée par la 29^e Assemblée médicale mondiale à Tokyo en octobre 1975, et de chercher à la faire appliquer ;

2. De chercher à s'assurer que leurs gouvernements se conforment aux dispositions de ces instruments internationaux importants, reconnaissant que ces déclarations, tout en n'ayant pas force de loi, représentent un large consensus international et ont, de ce fait, un poids moral considérable ;

3. D'exprimer leur solidarité avec les Eglises et les peuples qui luttent ailleurs pour que ces dispositions soient strictement appliquées dans leur pays ;

4. De presser leurs gouvernements de contribuer de manière positive à l'effort déployé actuellement

— par les Nations Unies pour élaborer un ensemble de principes régissant la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, et pour renforcer les procédures déjà adoptées pour la

mise en œuvre de l' « Ensemble de règles minima » et

— par l'Organisation mondiale de la santé pour élaborer un « Code d'éthique médicale s'appliquant à la protection des détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » ;

5. D'œuvrer en vue de l'élaboration par les Nations Unies d'une Convention relative à la protection de toutes les personnes contre la torture ;

6. D'encourager d'autres initiatives visant à établir une stratégie internationale de lutte contre la torture et à mettre en place un dispositif international efficace destiné à l'éliminer ;

7. De veiller à ce que des personnalités chargées de faire appliquer la loi, des militaires et des membres des services spéciaux de sécurité, ainsi que des médecins et d'autres personnes, soient informés des règles internationales susmentionnées ; et de les presser de ne pas participer à la torture ni de ne se rendre complices de ceux qui la pratiquent ;

8. De s'opposer à l'avenir à tout échange international de techniques ou d'équipement de torture ainsi qu'à la mise au point, dans les milieux scientifiques, de techniques encore plus perfectionnées de torture physique ou mentale ;

9. De chercher à pénétrer dans les lieux de détention et les centres d'interrogatoire, afin de s'assurer que les personnes qui y sont détenues ne sont pas maltraitées ;

10. De reconnaître en particulier que la torture se produit le plus souvent après l'arrestation secrète, l'enlèvement et la disparition de la victime, et de veiller à ce que soient prises rapidement des mesures appropriées visant à situer son lieu de détention et à lui assurer la protection juridique des autorités compétentes.

..

N. B. La Déclaration des Nations Unies sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants définit la torture comme suit : « Tout acte par lequel une souffrance ou une douleur physique ou mentale intense est infligée intentionnellement à une personne par un fonctionnaire public ou à son instigation, afin d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des informations ou une confession, de la punir pour un acte qu'elle a commis ou qu'elle est soupçonnée d'avoir commis, ou d'intimider elle ou d'autres personnes. Ce terme ne s'applique pas à la souffrance ou à la douleur qui résultent directement ou indirectement de sanctions légales, ou leur sont inhérentes, dans la mesure où ces sanctions sont conformes à l'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. »

— Thomas dans son village, par Hilde HEYDUCK-HUTH, 21 x 18 cm, 28 F. — Un scarabée dans le pré, par Hilde HEYDUCK-HUTH, 27 x 22 cm, 29 F. — Dis-moi l'heure qu'il est, par Wolfgang DE HAEN, 27 x 22 cm, 36 F. — Que s'est-il passé ?, par W. DE HAEN, 15 x 15 cm, 14 F. — Mon livre de Noël, par Hilde HEYDUCK-HUTH, 21 x 18 cm, 25 F. — Tout autour du bateau, tout autour de la roue, par Ali MITGUTSCH, 31 x 27 cm, 40 F. chaque. Livres d'images en couleur pour tout petits. Editions du Centurion.

LA VISITE AU PATRIARCAT DE CONSTANTINOPLE D'UNE DÉLÉGATION DU SAINT-SIÈGE

Le 30 novembre, une délégation du Saint-Siège est arrivée au Phanar pour participer à la fête de saint André, fête patronale du Patriarcat. La délégation était présidée par le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, qui était porteur du message ci-après, adressé par le Saint-Père au Patriarche œcuménique Dimitrios (1) :

MESSAGE DE PAUL VI

A S. S. DIMITRIOS I^{er}, ARCHEVÊQUE DE CONSTANTINOPLE, PATRIARCHE ŒCUMÉNIQUE,

Célébrant auprès du tombeau de Pierre la fête de son frère André, notre pensée va vers vous, frère très cher, et notre charité fraternelle s'exprime en une fervente prière à vos intentions et à celle des fidèles de votre Eglise. Cette rencontre spirituelle dans la prière entre l'Eglise de Rome et l'Eglise de Constantinople est manifestée par la présence auprès de vous de notre frère le cardinal Jean Willebrands et de ses compagnons. Il vous apporte notre baiser de paix, signe de la fraternité qui doit exister et s'approfondir entre nos Eglises.

En ces dernières semaines qui marquent le dixième anniversaire de la visite que nous fit votre grand prédécesseur, comment ne pas évoquer ici la belle icône qu'il nous avait envoyée en souvenir de notre rencontre sur le mont des Oliviers : Pierre et André s'embrassant sous la bénédiction du Christ Seigneur ? Cette attitude est un programme à réaliser avec toujours plus de vérité jusqu'au jour tant désiré où l'évêque de Rome et l'évêque de Constantinople pourront échanger ce baiser de paix dans la concélébration de la très sainte Eucharistie. Il faut pour cela que les obstacles qui existent encore entre nous soient surmontés. Nous espérons que les commissions que nous avons établies pourront, avec une prudente hâte, coordonner leurs efforts afin que commence ce dialogue théologique qui devrait nous permettre de résoudre nos dernières divergences.

En ces jours, nous demandons avec une particulière ferveur à l'Esprit-Saint de faire que nous progressions ensemble, avec un prudent courage, sur cette voie, guidés par sa lumière et animés de sa force.

Cette unité, en effet, conditionne la crédibilité du témoignage que nous avons à rendre au Christ dans le monde d'aujourd'hui. Ce témoignage est notre constante préoccupation. Dans cet esprit, le Synode des évêques qui vient de se terminer s'est efforcé de préciser les moyens

aptes à assurer la formation chrétienne des jeunes en vue de faire d'eux des témoins du Christ parmi leurs frères les hommes. Nous vous redisons donc notre ferme volonté de faire tout ce qui est possible pour arriver à cette unité « afin que le monde croie » (cf. Jn 17, 21).

Nous vous assurons, cher et vénéré frère, de notre profonde charité fraternelle.

Du Vatican, le 24 novembre 1977.

PAULUS PP. VI.

ALLOCUTION DU CARDINAL WILLEBRANDS

SAINTETÉ,

En communion de foi, en union de charité, animés d'une vive espérance, nous étions unis aujourd'hui dans la prière avec Votre Sainteté, avec les vénérables frères du Saint-Synode, avec tout le clergé et le peuple fidèle, pour célébrer ensemble saint André, protecteur de ce siège patriarcal et œcuménique.

Une fois encore, le Seigneur nous a accordé cette grande joie spirituelle.

La présence, ici, de cette délégation catholique envoyée par S. S. le Pape Paul VI, comme la présence à Rome lors de la fête des saints apôtres Pierre et Paul de la délégation envoyée par Votre Sainteté (2), est un signe des liens fraternellement réciproques qui, d'année en année, se font plus étroits et plus exigeants pour nos Eglises. Ce sont des signes de communion ecclésiale.

Réalité sacramentelle

En ces dernières années, l'Esprit de vérité nous a fait reprendre conscience que cette communion est fondée sur le patrimoine commun qui nous provient des Saintes Ecritures, patrimoine vécu et transmis dans la Tradition vivante de l'Eglise, expliqué par la réflexion des Saints Pères, défendu et proclamé par sept Conciles que nous, catholiques et orthodoxes ensemble, retenons comme œcuméniques, et qui furent tous célébrés en ces régions illustres pour la chrétienté tout entière.

N'est-ce pas la réalité sacramentelle qui rend solide et substantiellement inaltérable cette communion ? Nous croyons en effet, catholiques et orthodoxes, que l'Eglise est le grand sacrement du salut, la colonne et le fondement de la vérité. Cette conviction profonde est la base sur laquelle sont fondés les rapports entre nos deux Eglises, des rapports d'Eglises sœurs.

L'Eglise, au cours de son cheminement dans l'histoire des hommes, a rencontré et vécu de multiples difficultés tant intérieures qu'extérieures. Parmi ces difficultés, les divergences et les divisions qui ont porté atteinte à la tunique

(1) *Episkepsis*, bulletin du Centre orthodoxe du Patriarcat œcuménique (Genève), 15 décembre 1977. Sous-titres de la DC.

(2) Cf. DC 1977, n° 1724, p. 651 ; n° 1725, p. 702. (NDLR.)

ALLOCUTION

DU PATRIARCHE DIMITRIOS I^{er}

EMINENCE, FRÈRE DANS LE CHRIST, M. LE CARDINAL JEAN WILLEBRANDS, ARCHEVÊQUE ET PRÉSIDENT DU SECRÉTARIAT POUR L'UNITÉ DES CHRÉTIENS AU VATICAN, ET VOUS, SES DIGNES COMPAGNONS ET COLLABORATEURS,

Dieu a voulu que les fêtes patronales de nos deux Eglises s'enrichissent chaque année par ces précieuses visites réciproques. Une année est déjà passée depuis qu'ici on en lançait l'idée. Ensuite, on décidait de part et d'autre l'échange régulier de ces visites annuelles, en toute réciprocité.

Et voilà qu'après la visite à Rome de nos représentants, en juin dernier, à l'occasion de la commémoration des saints Pierre et Paul, les protocoryphées, nous recevons aujourd'hui ici même, à la nouvelle Rome, au siège patriarcal de cette ville, la visite de la vénérable délégation de S. S. le Pape de Rome, pour la fête annuelle de saint André, frère de saint Pierre.

Nous nous réjouissons pour cette réciprocité de manifestations. Nous saluons votre présence parmi nous comme une spéciale grâce de Dieu, comme une joie particulière pour notre Eglise et comme une force et un encouragement pour notre peuple fidèle.

Et votre visite, frères, vise aussi, entre autres choses, à souligner le fait majeur de cette année, à savoir que dix ans se sont écoulés depuis le jour où le Seigneur a conduit ici, dans cette ville, les pas de notre frère aîné, le premier évêque de la chrétienté, en visite officielle auprès de notre prédécesseur de vénérée mémoire, le regretté Patriarche Athénagoras I^{er}, comme il conduisit les pas de ce dernier vers l'ancienne Rome, « qui préside à la charité ». L'histoire a déjà inscrit dans ses pages indélébiles, comme il le fallait d'ailleurs, ce fait qui a terminé et scellé un cycle presque millénaire d'aliénation entre l'Orient et l'Occident.

Dieu soit glorifié pour tout ce qu'il dispose en notre faveur.

Notre réaction devant tout ceci sera double.

D'un côté, c'est dans l'estime et la gratitude réciproques que nous enverrons prochainement notre délégué à Rome, en répondant fraternellement au précieux message de Sa Sainteté que nous venons de recevoir par les mains de Votre Eminence vénérée. Nous sommes convaincus que ces contacts réguliers « de vive voix et de bouche à bouche », ainsi que les communications « par l'encre et la plume », pour reprendre les paroles de l'apôtre Jean (3 Jn 13 et 14), non seulement touchent profondément nos cœurs, mais deviennent autant de pierres pour la construction de l'édifice de la réconciliation et de l'unité de nos Eglises.

La préparation du dialogue théologique

D'autre part, en profitant de l'occasion de votre présence parmi nous, vous les artisans infatigables de l'unité des chrétiens, qui apportez une contribution décisive à sa réalisation, nous désirons exprimer nos pensées sur la cause sacrée du dialogue théologique entre nos deux Eglises.

Frères bien-aimés dans le Seigneur, les deux

sans couture du Christ ont été celles dont elle a le plus souffert. Dans la patience et la charité, elle s'efforce de les surmonter par la force de l'Esprit que lui a donné le Christ ressuscité. Elle doit les surmonter pour pouvoir proclamer au monde son mystère. En elle et par elle se construit le Royaume de Dieu. L'Esprit, la réalité eschatologique définitive, est communiqué aux hommes. La communauté des fidèles rachetés par le sang du Christ et incorporés à lui est progressivement menée par les sacrements à la transfiguration et à la divinisation. C'est là que se situent la vie et la réalité profondes de nos Eglises. C'est là que se noue cette communion mystérieuse qui les unit, mystérieuse mais réelle et efficace comme toute œuvre de Dieu.

En Orient et en Occident, la mise en œuvre de ces dons, le développement de la vie sacramentelle de l'Eglise, les expressions données à cette foi commune ont été divers, riches et complémentaires dans leur variété.

Le dialogue théologique

Cette réalité sacramentelle dont nous vivons est la base des rapports solides qui s'établissent entre nos Eglises. Elle donne consistance au dialogue riche d'espérances qui s'ouvre. Il doit nous permettre d'affronter avec un réalisme chrétien et de clarifier définitivement tous les points qui sont encore sources de difficultés et qui nous empêchent encore de concélébrer la sainte Eucharistie. Il doit se situer au cœur même de ce mystère, à ce point central où se résument dans l'unité la multiplicité et la variété de la surface. C'est là, dans cette lumière, que nous nous découvrons et nous reconnaissons vraiment frères, que nous découvrons et reconnaissons que nos Eglises sont vraiment des Eglises sœurs. Dans ces perspectives, nous estimons très important et très urgent le travail qu'accomplissent dans chacune de nos Eglises les commissions techniques chargées de préparer le dialogue théologique. Et, puisque la préparation prochaine du dialogue doit nécessairement être coordonnée, nous sommes heureux qu'il ait déjà été possible de charger deux sous-commissions de se rencontrer en vue d'assurer cette coordination. Il est urgent qu'une fois pour toutes nous mettions un terme à ces divergences héritées du passé.

Pour toutes ces raisons, Sainteté, nous sommes profondément heureux d'être ici et de prier ensemble le Seigneur, certains que notre commune prière est l'écho, en nous, de la prière que le Christ adresse à son Père pour son Eglise : « Qu'ils soient un, afin que le monde croie. » (Jn 17, 21.) Afin que le monde croie. Notre monde plein de tensions et de lassitude, d'oppositions et d'insouciance, de violence et de passivité, d'injustices et d'espérance, notre monde attend que quelqu'un vienne, le libère et le change en en faisant une seule famille de paix et d'amour. L'Eglise doit témoigner par son unité et la qualité de sa vie fraternelle que c'est là l'œuvre du Seigneur. Qu'il soit avec nous.

Sainteté, j'ai l'honneur de vous remettre un message personnel de S. S. le Pape Paul VI.

commissions techniques formées de théologiens et nommées pour la préparation du dialogue théologique sont déjà en pleine activité. L'an passé, ce même jour, nous annonçons la décision panorthodoxe concernant l'activation sans délai de la Commission interorthodoxe. En même temps, de la part de l'ancienne Rome, l'on avait annoncé la composition de la commission technique correspondante, formée de théologiens catholiques romains (3) et on avait communiqué les premiers résultats de sa réunion plénière. Pendant ces jours-ci, vous et les membres de notre Commission synodale, ici, vous aurez l'occasion de vous informer réciproquement de tout cela. Quant à la Commission technique théologique interorthodoxe qui a déjà tenu deux réunions pendant cette année, elle a progressé considérablement en ce qui concerne la méthodologie et la problématique du dialogue. C'est la doctrine sur les sacrements qui a été choisie comme le premier et principal sujet de cette phase du dialogue.

Nous pensons que ce choix a été heureux. En effet, c'est sûrement faire œuvre de prudence que de définir les grandes lignes de la problématique du dialogue dans ses différentes phases. Nous ne voulons nullement que les discussions s'éparpillent en vain. Au contraire, la préparation du dialogue doit être sérieuse, bien réfléchie et basée sur des données concrètes. C'est donc sans hésitation que nous déclarons ici que le domaine des sacrements offre un champ large et positif pour une poursuite fructueuse du dialogue.

Unité dans la diversité des particularités

Nous disons ceci parce que nous pensons aux deux points fondamentaux qui suivent :

Premièrement, en possédant en commun les mêmes sacrements, à savoir le même baptême, la même Eucharistie, le même sacerdoce par une ordination apostolique ininterrompue, en commun aussi les principaux points de la doctrine sur les autres sacrements, c'est-à-dire la confirmation, le mariage, la confession et l'onction des malades, qui tous s'unissent dans l'unique et incontestable mystère de l'Eglise, corps unique du Christ, lui qui est Celui « qui offre et qui est offert et qui reçoit et qui est distribué, Christ notre vrai Dieu... », en possédant en commun, disons-nous, tout le dépôt de la foi sur ce sujet, nous devons explorer en commun et dans un dialogue constructif les voies de notre unité dans le Christ.

Nous disons avec conviction que notre dialogue théologique doit commencer et se développer sur ces points communs et non pas sur les chapitres qui séparent nos Eglises. C'est autre chose d'examiner et de préciser les différences de la doctrine commune sur les sacrements, tant dans la théologie que dans la pratique. Nous reconnaissons en effet la variété souvent bien établie, existant dans ce domaine, variété que l'on appelle aussi diversité ou pluralité. Mais nous disons sans aucune réserve qu'elle ne nuit en rien à l'essence du dialogue qui, au contraire, édifie l'unité que nous cher-

chons et que nous continuerons à chercher dans la diversité des particularités liturgiques, pastorales, historiques, canoniques et autres. L'unité ne saurait être une ressemblance stricte ou une uniformité rigide de formes et d'expressions, mais plutôt elle est identité de foi, d'enseignement, de grâce et de confession du Christ, en plein respect des institutions traditionnelles de nos Eglises, institutions dont témoignent l'histoire et la théologie.

Chercher des approches nouvelles et plus positives de la vérité révélée

Nous voulons encore souligner ceci : dans toute cette phase nouvelle du dialogue, pleine d'espoir, il n'est pas permis que nos Eglises se laissent prendre dans l'engrenage des discussions sur tout ce qui auparavant a conduit les deux parties à des impasses et à des confrontations. Au contraire, en toute honnêteté, en toute fidélité à la vérité et à la pleine intégrité théologique, il est désirable et souhaitable de rechercher et de trouver des approches nouvelles et plus positives de la vérité révélée, une et indivisible.

Nous entreprendrons cela en dialoguant théologiquement. Sans ignorer les différences existant depuis longtemps et sans méconnaître, bien entendu, tout ce qui fut objet de discussion dans notre histoire d'hier, si infructueux que cela ait été, nous dialoguerons en tout, de manière constructive et positive, dans la crainte de Dieu et l'amour du Christ.

Si pour ce faire, et en vue de surmonter les difficultés accumulées tant historiques que psychologiques ou autres, un effort et une audace de décision sont requis de part et d'autre, nous pensons que nous tous nous ne devons pas être négligents, pas plus en cela qu'en tout le reste.

Aujourd'hui, l'Orient aussi bien que l'Occident vivent les nouvelles réalités des aspirations et des espoirs œcuméniques très vastes, de nouvelles tendances et orientations théologiques centrées sur l'idée de la compréhension mutuelle, de la reconnaissance réciproque et de l'acceptation de l'un par l'autre. Ce qui était incroyable hier devient réalisable aujourd'hui, et ce qui était inattendu on trouve le courage de le réaliser, et ceci par ceux qui sont en dehors du christianisme. Et nous les chrétiens, nous apparaîtrons négligents ? Certainement pas. Si nous voulions en rester aux méthodes d'hier, notre dialogue serait vain, vaine aussi notre prédication et creux notre discours sur la réconciliation, l'unité et l'œcuménisme.

Voilà, frères, les idées que nous exprimons aujourd'hui brièvement. Que le Seigneur bénisse tout ce qui va suivre.

Avec de telles pensées dans l'esprit et le cœur, porteurs de telles espérances, nous embrassons spirituellement en ce moment l'archipasteur de l'ancienne Rome, notre frère le Pape Paul VI bien-aimé dans le Christ et son Eglise ; nous vous saluons avec amour et estime, vous ses dignes représentants, en répétant les paroles du prophète Isaïe : « Qu'ils sont beaux sur les montagnes les pieds du messager qui publie la bonne annonce de la paix, de celui qui annonce le bonheur, qui publie le salut. » (Is 52, 57.)

(3) Cf. DC 1976, n° 1695, p. 342. (NDLR.)

LA VISITE A ROME DU MÉTROPOLITE MELITON

Paul VI a reçu, le 7 décembre, le métropolite Meliton de Chalcédoine qui venait lui apporter un message du Patriarche Dimitrios I^{er}, à l'occasion du 12^e anniversaire de la levée des excommunications. Voici l'allocution qu'il lui a adressée (1) :

L'ALLOCUTION DE PAUL VI

EMINENCE,

En cette période liturgique de l'Avent, qui souffle sur les Eglises chrétiennes le vent si tonifiant de l'espérance messianique, et en cet anniversaire de la journée historique du 7 décembre 1965, votre visite prend toute sa signification ! Nous rendons grâce à Dieu pour ces rencontres fraternelles et régulières entre nos Eglises, et nous félicitons Votre Eminence d'en être, pour sa part, l'artisan convaincu.

Oui, lentement mais sûrement, nos communautés s'acheminent vers la rencontre plénière. En ce moment, la formation d'une sous-commission orthodoxe chargée de prendre contact avec la sous-commission catholique analogue, en vue d'aboutir à la création d'une commission mixte pour le dialogue théologique, est un pas en avant que nous considérons comme très important. Et le dialogue entre nos Eglises, se fondant sur la réalité sacramentelle elle-même, bénéficie d'une base solide qui fait espérer le dépassement des difficultés ne permettant pas encore une concélébration de l'Eucharistie.

Nous vous demandons d'exprimer à S. S. le Patriarche œcuménique Dimitrios I^{er} nos sentiments d'affection fraternelle et notre espérance invincible dans l'aboutissement de nos communs efforts, humbles et loyaux, patients et répétés. Que l'Esprit d'unité et de sainteté renouvelle sans cesse le cœur des pasteurs et des fidèles des communautés orthodoxes et catholiques, et les dispose toujours davantage à la réconciliation totale et définitive « pour que le monde croie » !

LE MESSAGE

DU PATRIARCHE DIMITRIOS (2)

A S. S. LE PAPE PAUL VI, EVÊQUE DE L'ANCIENNE ROME, DIMITRIOS, EVÊQUE DE CONSTANTINOPLE, SALUT EN LE SEIGNEUR,

Nous venons de recevoir à notre Saint-Siège la délégation de Votre très aimée Sainteté sous la présidence de son digne représentant, S. Em. le cardinal Jean Willebrands ; lequel, sous l'inspiration et direction de Votre Sainteté, interprète parfaitement la volonté de la sainte Eglise catholique romaine pour l'unité chrétienne en général et, plus spécialement, votre désir et votre volonté afin que cette sainte et grande cause de l'unité chrétienne soit fondée

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 8 décembre 1977.

(2) Texte français dans l'*Osservatore Romano* des 9-10 décembre 1977.

sur l'unité ecclésiologique solide des Eglises occidentale et orientale.

En répondant dans la plus grande joie au très saint message qui a été adressé du Siège de l'apôtre Pierre à ce Siège de son frère l'apôtre André par Votre Sainteté — un message qui a ému profondément nous-même et l'Eglise de Constantinople à cause de son important contenu —, nous avons confié au doyen de notre saint et sacré Synode, l'éminentissime métropolite de Chalcédoine, notre frère très aimé et estimé en Christ, Mgr Méliton, de visiter Votre Sainteté dans une mission particulière à ce but de notre part et d'exprimer à Votre Sainteté et à votre très sainte Eglise catholique romaine en premier lieu nos remerciements et ceux de notre très sainte Eglise, pour la continuation du dialogue de charité en toute entente sincère et fraternelle ainsi que la préparation, avec tous les soins sérieux pris des deux parts, du dialogue théologique entre les deux Eglises ; aussi, mais en même temps, notre assurance que nous sommes prêts à briser tout mur érigé entre nous durant les siècles, afin de pouvoir communier ensemble au corps et au sang du Seigneur dans une commune sainte Eucharistie.

Avec ce vœu, nous envoyons à Votre Sainteté, en tant qu'infime expression d'amour, d'honneur fraternel et de notre reconnaissance envers votre personne vénérée en tant que premier évêque de la chrétienté dans le monde, une lampe de notre chapelle patriarcale privée, afin qu'elle soit posée dans votre chapelle privée, en signe du fait que « la lumière du Christ éclaire tous ».

En adressant cela en tout amour et honneur à Votre Sainteté à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire, du douzième anniversaire de la levée des anathèmes entre nos deux Eglises et du dixième anniversaire de la visite de notre prédécesseur d'éternelle mémoire, le Patriarche Athénagoras, à Votre Sainteté et votre très sainte Eglise, nous prions le Seigneur de faire don à Votre très aimée de nous Sainteté longévité en santé continue, et à l'Eglise un témoignage toujours plus grand que nous sommes tous un en Jésus le Christ notre seul Seigneur.

De Votre très vénérable Sainteté frère aimé,

† DIMITRIOS DE CONSTANTINOPLE.

3 décembre 1977.

— J'ai été témoin de Jéhovah, par Günther PAPE. Traduit de l'allemand par Jean CABOTTE, Charles CHAUVIN et Paul Dieudonné. — Un vol. 13,5 X 19 cm de 148 p. Prix : 33 F. Editions Salvator, Mulhouse.

Récit émouvant d'un Allemand dont les parents militaient dans la secte, sous Hitler, et qui, membre actif, en gravit tous les échelons jusqu'au jour où ses yeux s'ouvrirent ; et ce fut pour lui un long calvaire. En annexe, il livre des documents illustrant la doctrine des témoins de Jéhovah avec leurs déclarations. C'est un témoignage de courage et de foi qui mérite d'être connu et répandu.

— Le Défi intégriste, Saint-Nicolas occupé et communauté de Saint-Séverin - Saint-Nicolas. Préface de Jean ROGUES. — Un vol. 13,5 X 21 cm de 208 p. Le Centurion, Paris. C'est la Communauté des prêtres et des fidèles de cette paroisse qui prend la parole, après avoir été expulsée de son église dans les conditions que l'on sait.

Le numéro spécial de l'Osservatore Romano (25 septembre 1977) consacré au 80^e anniversaire de Paul VI, contenait, sous le titre « Paul VI et l'œcuménisme », cette étude du P. Yves Congar, O.P., sur cette importante question œcuménique qu'est devenue le « Service de Pierre » (1) :

Il y a quelque chose de dramatique dans le pontificat de notre Saint-Père Paul VI. Il est le roc de la foi et il conduit vers l'ouverture maxima, à toutes les valeurs humaines, aux valeurs mêmes des religions non chrétiennes. Il a fait de l'œcuménisme l'idée la plus englobante et la plus dynamique de son pontificat, et il sait, il a dit plusieurs fois qu'il constitue, comme Pape, l'obstacle numéro un sur le chemin de l'unité. Il l'a dit dès sa première encyclique, *Ecclesiam suam*, il l'a déclaré en recevant le Secrétariat, le 28 avril 1967, il l'a répété à Mgr Javierre en juin 1973. Et pourtant, en visitant le Conseil œcuménique des Eglises en 1969, il s'est présenté ainsi : « Mon nom est Pierre. »

Les protestants et la papauté

Cela a suscité, dans le personnel du Conseil, des réactions diverses. Si W. A. Visser't Hooft disait : « s'il le pensait, il était bien qu'il le dise », d'autres trouvaient la prétention un peu forte. Mais, depuis lors, en moins de dix ans, beaucoup de chemin a été fait, surtout du côté

(1) Titre et sous-titres de la DC.

Après le colloque œcuménique sur le « Service de Pierre » qui s'est tenu à Heidelberg du 28 au 31 octobre 1977 et auquel il a participé, le P. CONGAR écrit dans la Croix (18 novembre 1977) :

[...] Evidemment, ni protestants, ni anglicans, ni orthodoxes ne sont prêts à accepter le dogme papal de Vatican I, mais ils admettent assez communément deux points de très grande importance : 1. Un ministère œcuménique d'unité est souhaitable dans la ligne de celui que le Nouveau Testament nous montre avoir reposé sur Pierre ; 2. Il reviendrait à une papauté renouvelée. On passe sans discussion du souhait de ce ministère à son attribution à l'Evêque de Rome.

Tout cela était impensable il y a seulement vingt ans. Il est vrai qu'il a existé quelques rares anticipations au XIX^e siècle, Ph. Schaff par exemple ; il y a eu des préparations comme le Saint Pierre d'Oscar Cullmann, en 1952. C'étaient de lointaines approches. Deux faits ont transformé le climat et ouvert des possibilités nouvelles. D'abord, le fait de Jean XXIII. Il a changé le visage de la papauté. Il est apparu comme un père et un pasteur œcuménique possible. Son style évangélique a été tel que des textes comme *Mater et Magistra* apparaissent, venant de lui, exempts de ce poids d'autorité qui suscitait méfiance et recul.

Le second fait est la maturation chez les chrétiens participant au Conseil œcuménique des Eglises, de l'idéal d'une unité organique. La Conférence de Nairobi l'a proclamé en décembre 1975. [...]

protestant. Nous avons suivi ces démarches, celle des luthériens des USA, dont la parole suivante du professeur G.-A. Lindbeck pourrait indiquer la conclusion future : « Dieu montrera de nouveau dans l'avenir que la papauté est pour son peuple un don de sa grâce. » Un autre luthérien, allemand celui-là, mais d'égal et très grand crédit théologique, W. Pannenberg, écrivait récemment : « La chrétienté prise en totalité a besoin d'un office qui ait compétence et autorité pour parler et agir, sous certaines conditions, au nom de la chrétienté tout entière. L'Eglise catholique romaine tient, on le sait, qu'un tel office existe déjà, uni personnellement avec l'office de l'évêque de Rome. Quand on comprend combien un tel office permanent est désirable et nécessaire, on ne peut pas écarter a priori cette prétention. Les susceptibilités protestantes, quant à la papauté, peuvent s'expliquer par certaines expériences historiques : elles ne devraient pas faire obstacle plus longtemps à un examen réaliste de cette prétention de l'évêque de Rome... » Et le texte continue (*Una Sancta*, 1975, p. 220-221).

Nous pourrions citer d'autres déclarations, des livres et des études, et cela sans aller jusqu'aux propos tenus par le F. Roger, prieur de Taizé, à Lausanne ou à Lyon, en la Pentecôte 1977. Tous les protestants ne le suivraient pas aussi loin, mais on pourrait, croyons-nous, résumer la pensée d'un bon nombre ainsi : une papauté telle qu'on l'a connue au cours de l'Histoire, à savoir centralisatrice, impériale, étroitement autoritaire, non ! Un ministère de Pierre, apostolique et pastoral, au service de l'unité de l'évangélisation, oui ! Il est extrêmement remarquable — toute la documentation que j'ai rassemblée en témoigne — qu'on passe sans faire d'autres hypothèses, de ce service de Pierre à l'Evêque de Rome. C'est extrêmement remarquable, cela nous réjouit profondément. Mais la joie ne doit pas nous faire oublier ou minimiser la condition préalable : pas de « *Dictatus Papae* ». Pas de « *La Tradizione sono io* » (si toutefois Pie IX a prononcé cette invraisemblable parole)...

Revenir à l'inspiration et au sens de la Tradition profonde

Les exigences de cette condition préalable peuvent être honorées et, de fait, sont déjà honorées à quelque degré, de plusieurs façons. Nous en évoquerons seulement deux, la première parce qu'elle est de notre niveau, la seconde parce qu'elle est le fait de la papauté elle-même.

A notre niveau, c'est une tâche pour l'histoire et la théologie. La fonction de l'histoire est de dire ce qui a été. C'est une fonction de vérité. Or, dans une cause où les positions confessionnelles, et donc aussi la controverse et l'apologétique, ont joué un rôle aussi important, c'est

tout à fait décisif. Ceux qui connaissent l'apologétique — je l'ai enseignée pendant des années ! — savent qu'elle visait naguère à un seul but : établir que nous avons raison et que les autres ont tort, purement et simplement. Ce n'est pas la meilleure disposition pour connaître une vérité dans laquelle, parce qu'elle est incontestablement vraie, tous pourraient et même devraient être d'accord. L'histoire, elle mène à cela. Elle a une valeur de *Katharsis*, c'est-à-dire de purification. Elle nous libère d'un passé alourdi et empoisonné par la controverse et par l'acharnement à triompher de l'autre. Heureusement, nous avons commencé à voir la papauté historiquement, c'est-à-dire selon la vérité des faits, selon le sens et la portée exacts des textes. Evoquons seulement les noms de : Batiffol, Denzler, Dvornik, de Vries, Maccarrone et McCue (qui ne sont pas d'accord), Aubert, Pietri...

La théologie se retrouve au contact de l'histoire, ou plutôt de la Tradition. Or, si certains développements du Moyen Age occidental et de la contre-réforme ne pourront jamais être acceptés, ni par les protestants ni par les orthodoxes, il n'en va pas de même de la papauté du premier millénaire. Non qu'on doive revenir à cette situation. C'est même impossible. Le monde n'est plus le même et la papauté a pris, dans ce monde changé, des responsabilités chrétiennes que les siècles anciens n'ont pas connues. Il ne s'agit pas de revenir aux formes du passé, mais à l'inspiration et au sens de la Tradition profonde. Ils tiennent en quelques termes d'une grande densité : évêque de Rome, président de la charité et de la communion des Eglises, icône de l'unité, voix du collège apostolique, serviteur des serviteurs de l'Evangile (2).

(2) Le P. CONGAR écrit dans l'article cité plus haut :

Notre Pape Paul a dit plusieurs fois : « Je sais que je suis l'obstacle n° 1 sur le chemin de l'unité de tous les chrétiens. » Dramatique situation : il est obstacle d'unité alors que nous professons, vivons et éprouvons, nous catholiques, qu'il est image et principe d'unité, icône de notre unité. Les 3 millions de pèlerins de l'Année sainte 1975 en ont fait l'émouvante et réconfortante expérience. Au-delà des textes et de l'Histoire, que nous ne déprécions certes pas, il y a les réalités. Celle que la papauté romaine représente est devenue, au cours des siècles, une valeur ecclésiologique dont le Nouveau Testament nous livre le germe, mais à laquelle l'Histoire a donné son visage concret. N'est-ce pas ce qu'entendent nos amis luthériens lorsque, à la suite de Mélancton, ils se disent prêts à admettre une primauté de droit humain, en ajoutant que, dans la mesure où l'Histoire est providentiellement guidée, l'humain incorpore du divin et que la coupure entre « droit humain » et « droit divin » s'avère inadéquate. Et, en effet, lorsqu'il s'agit d'institutions, la fondation divine n'existe concrètement que dans des formes historiques humaines : penser aux sacrements, à l'eucharistie même. La connaissance loyale de l'Histoire est alors la condition de la reconnaissance du don de Dieu en son économie de grâce. De plus en plus, l'Histoire nous apparaît comme la clé qui peut rouvrir les portes fermées de nos divisions. Disons : la petite clé, celle que nous pouvons manier, la grande étant la grâce du Saint-Esprit implorée dans la prière et reçue dans l'obéissance.

Le style de Jean XXIII

C'est ici qu'intervient le fait de la papauté elle-même, en raison des quatre et surtout des deux derniers papes. Ils se sont présentés comme les défenseurs et les promoteurs de la personne humaine au milieu d'un monde inhumain parce que sans Dieu ! Avec Jean XXIII, l'humanité entière a eu le sentiment d'avoir un père. Il n'a rien abandonné de l'autorité pontificale, ni même du décorum et des cérémonies d'un autre âge. Mais son âme évangélique faisait qu'entre lui et n'importe quel homme humble ou grand ne s'interposait aucune prétention à s'imposer par la puissance. Le monde entier a suivi son agonie et pleuré sa mort. Tandis que s'élaborait au Concile le beau décret *Unitatis redintegratio*, il apparaissait comme un pasteur universel possible. En quelques années, des siècles de vaine controverse cédaient la place à une ouverture libre de toute peur et, au contraire, marquée de sympathie et même d'affection.

... et celui de Paul VI

Le style de Paul VI est différent, plus réfléchi, moins instinctif. Il y a les paroles et il y a les gestes. Paul VI a le sens des gestes expressifs et créateurs de situations nouvelles. C'est l'embrasade avec l'ardent patriarche Athénagoras, sur le mont des Oliviers ; c'est la visite à Genève ; c'est l'anneau passé au doigt de l'archevêque Michel Ramsey au sortir de Saint-Paul hors les murs ; c'est l'agenouillement devant le métropolitain Méliton, le 14 décembre 1975, agenouillement et baiser des pieds qui a fait dire au patriarche Dimitrios : « Paul VI a dépassé la papauté, il a rejoint les Pères qui ont fondé l'Eglise. » Ces paroles ne sont ni de la flatterie ni de la littérature. Elles ont précision et profondeur. La papauté que Paul VI a dépassée c'est celle qu'orthodoxes et protestants ne pourront jamais accepter, à savoir celle d'une prétention de puissance s'affirmant sur les autres sans respecter leur authentique originalité. Et « rejoindre les Pères qui ont fondé l'Eglise », c'est, au-delà de tout discours, vivre aujourd'hui la Tradition qui est la substance vivante de l'Eglise. Cela est d'une importance décisive au moment où, après le dialogue de charité, doit s'ouvrir, avec l'orthodoxie, le dialogue théologique, car voici dans quels termes pleins d'un sens profond, le métropolitain Parthénios de Carthage a caractérisé celui-ci : « Le dialogue sera, au-dessus de l'idéologie et de la théologie humaines, une tradition vivante qui continuera la vie de l'Eglise, cela seulement, et où les hommes de Dieu communiqueront et recevront le Saint-Esprit qui vit et se meut dans les Eglises de manières différentes, mais reste toujours le même... »

Paul VI a prononcé bien des paroles de portée œcuménique ; ses textes parlant d' « Eglises sœurs » sont de très grande portée. Mais ses gestes sont plus forts encore que ses paroles. Celui du 14 décembre 1975 a ouvert le dialogue théologique de façon plus créatrice encore que ses discours. Il a dépassé la papauté historique et rejoint le plus pur et le plus évangélique « ministère de Pierre ». C'est la voie de l'avenir.

Questions actuelles

POURQUOI L'ÉGLISE INTERVIENT-ELLE DANS LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ?

Homélie du cardinal Silva Henriquez

Le 1^{er} août 1977, en présence de plusieurs ambassadeurs, le cardinal Silva Henriquez, archevêque de Santiago, a prononcé l'homélie ci-après au cours d'une messe célébrée à Santiago (Chili) pour le 10^e anniversaire de la mort du cardinal Cardijn (*).

La Fondation Cardijn a voulu célébrer par une messe d'action de grâces le 10^e anniversaire de la mort du fondateur du mouvement de la Jeunesse ouvrière chrétienne.

Nous qui avons connu Mgr Cardijn d'abord, le cardinal Cardijn ensuite, nous savons qu'il a toujours été le même : un homme humble, d'humble origine, animé d'un grand idéal, plein d'amour envers la classe ouvrière, en particulier la jeunesse. Nous l'avons entendu, nous avons participé avec lui à certaines sessions de Vatican II ; je ne dirai pas qu'il y ait eu entre nous une amitié profonde mais, de mon côté, assurément, une respectueuse admiration.

Au Chili, les amis de Cardijn étaient nombreux, et l'un d'entre eux a voulu perpétuer son souvenir dans une Fondation, destinée à servir de centre de formation et d'assistance pour la jeunesse ouvrière du Chili. Ainsi, des jeunes pourront se préparer à agir plus tard en chrétiens, le cœur plein de ces deux grands idéaux : l'amour du Christ, le Fils du charpentier et le Fils de Dieu ; et l'amour de la classe ouvrière, de l'ouvrier, du fils de l'homme qui porte sur ses épaules la lourde croix du travail moderne, d'une activité qui n'est pas toujours reconnue par ses frères. C'est dans ce but qu'est née cette Fondation. Elle a connu des vicissitudes, comme toutes les choses humaines. Mais nous sommes persuadés, mes chers amis, qu'elle doit se maintenir et progresser, qu'elle doit surtout servir avec un dévouement total la classe ouvrière, et devenir un centre de formation de responsables qui sachent faire connaître et aimer les valeurs chrétiennes et humaines des ouvriers.

Je me suis demandé ce que je devais dire ce soir, et il m'est venu à l'esprit d'aborder une question qui nous paraît à tous, je crois, parfaitement claire, mais que certains discutent aujourd'hui : pour quelle raison l'Eglise intervient-elle dans les questions économiques ? Oui, pourquoi ? Il ne s'agit pas là, comme on le

soutient parfois, d'un horizontalisme qui la fait s'écarter de sa mission, une mission verticale, conduisant du ciel à la terre. Voilà le reproche qu'on nous jette à la face bien souvent. On nous dit : vous êtes des hommes politiques puisque vous intervenez dans les problèmes socio-économiques du pays, de l'humanité, ou que, du moins, vous donnez votre avis sur ces problèmes. Voilà ce que l'on nous dit. Et c'est à cela que je voudrais répondre, une fois de plus. Ou plus exactement c'est ce que je voudrais réfuter.

Ce n'est pas vrai, mes chers fils, ce n'est pas vrai que Dieu soit venu sur terre pour laisser les hommes se dévorer entre eux comme des bêtes et leur rappeler seulement que, après cette lutte, après toutes ces misères, ces injustices de la vie, ils gagneront le ciel.

Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai. Le Seigneur est venu établir le Royaume de Dieu, et comme ce Royaume serait laid et misérable — c'est un blasphème que de le dire — si ce Dieu n'apportait pas la justice et la charité entre les hommes. Nous sommes persuadés, mes chers fils, que c'est là un piège qu'on nous tend, pour nous empêcher d'agir.

On nous dit : la mission de l'Eglise n'est pas de ce monde

Il en a toujours été ainsi. Toujours l'Eglise a été critiquée, accusée, dans ses manières d'agir et son action. On dit qu'elle déborde de ses limites, qu'elle ne parle ni n'agit comme son Maître, que sa mission n'est pas de ce monde. Souvent on nous jette au visage la phrase de l'Evangile : mon Royaume n'est pas de ce monde. On nous dit que l'Eglise ne peut donc intervenir dans la réalité, dans les conflits de ce monde. C'est là une fausseté, chers fils, c'est un mensonge. Dieu est venu pour racheter l'homme, faire régner la justice et la vie, pour que l'homme vive en plénitude, pour que l'homme aime Dieu et ses frères. S'il a établi son Royaume, l'Eglise, c'est pour que les hommes, unis dans une croisade de rédemption et d'amour, se reconnaissent ses fils et sachent construire une société de frères où soient respectés les valeurs et les droits de tous. C'est pour cela que le Seigneur est venu. Cette rédemption qui vient sanctifier, promouvoir, faire fleurir dans la vie de l'humanité les grandes valeurs humaines, c'est celle que nous aimons. Nous ne sommes pas des aliénés, des misérables qui passons à travers le champ de bataille, la fleur à la bouche. Non. Nous sommes le Bon Samaritain qui recueillons le blessé, le

(*) Texte original espagnol. Titre et sous-titres de la DC.

transportons chez nous, le soignons, répondons de lui, pour le rendre à la plénitude de la vie. Voilà la vérité. Ce que je voudrais vous dire, chers fils, c'est que ce n'est pas là une invention de notre part. Ce n'est pas l'archevêque de Santiago qui a inventé cette théorie en ce moment de l'histoire du Chili. C'est la théorie de l'Eglise, une théorie qu'elle a prêchée avec insistance ces huit dernières décennies, et qu'elle n'a pas cessé de proclamer. Pour cette raison, je voudrais avant tout justifier ma manière de penser, comme je l'ai fait tant de fois, en m'appuyant sur les documents de l'Eglise, le Concile et le magistère du Pape, de celui qui est notre autorité suprême, que nous aimons, respectons et auquel nous obéissons.

Les motifs d'inquiétude de l'Eglise

On nous demande ce que nous pensons de l'économie moderne, et nous répondons en citant le Concile : « Comme tout autre domaine de la vie sociale, l'économie moderne se caractérise par une emprise croissante de l'homme sur la nature, la multiplication et l'intensification des relations et des interdépendances entre individus, groupes et peuples, et la fréquence accrue des interventions du pouvoir politique. » (*Gaudium et spes*, 63.) Autrement dit, l'économie moderne réalise avec une efficacité toujours plus grande ce que le Seigneur a dit à nos premiers parents en les créant : croissez, multipliez-vous et dominez la terre, vous êtes les maîtres de la terre. Et, progressivement, l'homme est allé découvrant les grandes et mystérieuses réserves de richesses, de pouvoir, d'énergie, d'activité, que la terre met à sa disposition. L'homme devient le maître de la terre. Quoi de plus beau que l'humanité tout entière sache tirer profit de cette mine pour ainsi dire inépuisable que le Seigneur a mise entre ses mains ! Mais, en ce moment de notre histoire, nous ressentons, l'Eglise entière ressent, une grande angoisse. Les motifs d'inquiétude ne manquent pas :

« Beaucoup d'hommes, surtout dans les régions du monde économiquement développées, apparaissent dominés par l'économie ; presque toute leur existence personnelle et sociale est imbue d'un certain « économisme », et cela aussi bien dans les pays favorables à l'économie collectiviste que dans les autres. Au moment où le développement de l'économie, orienté et coordonné d'une manière rationnelle et humaine, permettrait d'atténuer les inégalités sociales, il conduit trop souvent à leur aggravation et même, ici ou là, à une régression de la condition sociale des faibles et au mépris des pauvres. Alors que des foules immenses manquent encore du strict nécessaire, certains, même dans les régions moins développées, vivent dans l'opulence ou gaspillent sans compter. » (GS, 63.)

Voilà quelles sont les inquiétudes de l'Eglise, chers fils. Ces paroles ne sont pas de moi, ce sont les paroles de l'Eglise réunie en Concile, des quelque 2000 évêques sous l'autorité du Pape ; ce sont des paroles graves qui ont été prononcées il n'y a pas longtemps — dix ans — et qui restent encore une triste réalité. Cela, nous l'avons vu, nous le touchons du doigt, nous

en souffrons. Quelle est l'attitude de l'Eglise devant de tels faits ? Non seulement rappeler aux détenteurs de l'autorité le chemin que l'Eglise voit, signale et promeut ; non seulement rappeler à tous les hommes quels sont leurs devoirs envers des situations qui ne sont pas chrétiennes ; non seulement dénoncer et émettre des critiques lorsque les dispositions, les lois, les conditions humaines où nous vivons, ne sont pas d'accord avec cette doctrine, mais aussi être comme le Bon Samaritain, soulager le malade, le blessé, essayer de remédier à leur situation, mettre sur pied le plus possible d'organisations pour que des hommes soient capables de convaincre tous nos frères.

Serait-ce que notre attitude n'est pas suffisamment humble ? Que notre voix n'apparaît pas comme désintéressée ? Que notre manière d'être ne révèle pas aux hommes d'aujourd'hui l'humilité, la sérénité, le dévouement, la générosité du Maître de Nazareth ?

Nous recevons des gifles de la droite et de la gauche

Le fait est que, bien souvent, notre voix résonne dans le vide. Pourtant, il y a tant d'hommes et de femmes dans notre pays qui sont totalement convaincus de cette vérité et qui veulent la mettre en pratique qu'une immense espérance nous monte au cœur. Nous constatons que, dans le monde d'aujourd'hui, il y a deux extrémismes qui combattent l'Eglise et les idées que nous soutenons : les uns se trouvent à gauche, les autres à droite. Les uns et les autres affirment avoir entre les mains la panacée, le remède universel pour améliorer la situation des ouvriers. Les uns et les autres, de notre point de vue — il est possible que nous nous trompions, mais c'est là notre manière de voir et celle de notre Eglise — les uns et les autres exploitent la pauvreté, la misère, la douleur de la classe ouvrière.

Nous ne pensons pas comme eux, mais nous sommes obligés de sentir les accusations, les gifles qui nous arrivent de la droite et de la gauche. Et alors nous nous rappelons la parabole du Maître qui n'avait jamais retenti aussi claire et aussi évidente qu'aujourd'hui : si on te frappe sur la joue droite, tends aussi la joue gauche. Et les voilà qui nous frappent sur les deux joues ! Chers fils, il nous faut avoir cette vertu, cette capacité de savoir supporter avec sérénité pour que notre voix soit écoutée.

Nous sommes en lutte contre des systèmes idéologiques intrinsèquement pervers. Cela veut dire que, en leur essence, ces deux systèmes ont à la base une perversité, à savoir la méconnaissance de Dieu. Ils sont athées. Sont athées l'économie et l'organisation libérales poussées à l'extrême. Elles sont athées. Elles ne pensent pas à Dieu, elles ne croient pas que l'homme est fils de Dieu, elles ne croient pas que l'économie doit être au service de l'homme parce que l'homme est ce qui vaut le plus, qu'il est fils de Dieu, maître de la terre. Elles ne le croient pas.

L'humble semence portera des fruits

Nous nous trouvons alors face à des opinions économiques qui paraissent dominer l'humanité

tout entière, créant des situations qui empêchent de trouver des solutions, d'établir la paix, de pouvoir vivre comme des hommes, respectueux de leurs droits mutuels. Il n'y a pas de solution, chers fils, si nous n'écoutons pas la voix du Christ et de l'Eglise. C'est le Pape lui-même qui nous le dit :

« Le chrétien qui veut vivre sa foi dans une action politique conçue comme un service ne peut, sans se contredire, adhérer à des systèmes idéologiques qui s'opposent, radicalement, ou sur des points substantiels, à sa foi et à sa conception de l'homme : ni à l'idéologie marxiste, à son matérialisme athée, à sa dialectique de violence et à la manière dont elle résorbe la liberté individuelle dans la collectivité, en niant en même temps toute transcendance à l'homme et son histoire, personnelle et collective ; ni à l'idéologie libérale, qui croit exalter la liberté individuelle en la soustrayant à toute limitation, en la stimulant par la recherche exclusive de l'intérêt et de la puissance, et en considérant les solidarités sociales comme des conséquences plus ou moins automatiques des initiatives individuelles et non pas comme un but et un critère majeur de la valeur de l'organisation sociale. » (*Octogesima adveniens*, 26.)

Chers fils, voilà ce que nous croyons, voilà pourquoi nous vivons. Notre vie, nous l'avons consacrée à ces idéaux. Peut-être aurions-nous pu trouver dans notre existence d'autres buts, d'autres communautés. Peut-être aurions-nous pu bénéficier d'une société qui nous aurait présenté des possibilités, des facilités pour en jouir. Nous ne l'avons pas voulu. Et cela, chers fils, non par bonté ou par générosité de notre part. Non. Nous ne l'avons pas voulu parce

que nous avons entendu la voix du maître qui nous appelait à cette action. Une voix qui nous appelait à travailler dans notre patrie du Chili pour que les hommes de cette terre se sentent tous ses possesseurs, des êtres capables de mener une vie digne, humaine, joyeuse, belle, dans la justice, l'amour et la paix. Nous avons entendu cette voix du Seigneur, et c'est pourquoi nous sommes ici. Il me serait impossible de renier, à ce moment de ma vie, ce que j'ai ressenti si profondément. Il me serait impossible de répudier quelque chose que j'ai embrassé étant jeune, et que je maintiens avec tout l'amour — j'allais dire avec toute la fidélité, mais je crois que ce n'est pas sûr —, avec tout l'amour d'un grand idéal que l'on cherche et que l'on n'atteint pas toujours.

Pour cette raison, à l'heure même où vous célébrez un grand homme, un grand saint dirais-je, qui a consacré sa vie à propager la doctrine de l'Eglise, à défendre sa classe, à la développer, à la libérer — comme nous le disons aujourd'hui —, moi aussi, humblement, je voudrais lui demander de bénir nos œuvres. Elles sont petites, elles ne sont qu'une semence que nous lançons dans le sillon. Notre espoir, c'est que cette semence porte des fruits, et aussi que nous sachions comprendre notre mission de service. Notre idéal, c'est de servir : servir la classe ouvrière, servir notre patrie, servir nos frères, et faire en sorte que, demain, notre Chili puisse se lever comme un pays de frères, dans la liberté, la compréhension, l'esprit de justice, d'amour, de travail pour que tout ce que Dieu nous a donné appartienne à toute la communauté, une communauté d'hommes qui s'aiment et se sentent les fils de Dieu et de notre patrie.

A TOUS LES CHILIENS VIVANT A L'ÉTRANGER

Lettre de Noël des évêques du Chili

*Le 25 décembre 1977, à l'occasion de la fête de Noël, les évêques du Chili ont rendu publique la lettre suivante adressée à tous les Chiliens, vivant en dehors de leur pays, pour des raisons familiales, commerciales ou politiques.**

Frères,

Noël approche. Beaucoup d'entre vous, nous en sommes sûrs, évoquent avec nostalgie les jours de bonheur vécus dans la patrie, au milieu de leur famille et de leurs êtres chers. Les souvenirs de l'enfance remontent à la mémoire. Et l'on revit les fêtes religieuses d'autrefois où l'on célébrait le mystère de Dieu fait homme, de Dieu devenu enfant, de Dieu devenu pauvre pour partager la douleur de tous les humbles, de tous ceux qui souffrent sur terre. Pour les libérer. Pour les rendre heureux.

Nous aussi, évêques du Chili, et avec nous tout

le peuple catholique de notre patrie, auquel appartiennent bon nombre de vos parents et amis, nous évoquons votre souvenir avec affection, nous vous adressons nos meilleurs vœux et attendons votre retour.

Elles sont de toutes sortes les raisons qui, au fil de longues années, vous ont conduits hors de notre patrie. Certains sont partis chercher du travail ou une meilleure situation économique. D'autres s'en sont allés parce qu'ils ne pouvaient continuer de vivre sous le régime politique en vigueur au moment de leur départ. D'autres enfin ont dû s'exiler pour éviter d'être jetés en prison pour des motifs politiques.

Elles sont tout aussi variées les situations dans lesquelles vous vous trouvez. Certains d'entre vous ont bien réussi et vivent bien. D'autres au contraire ont de la peine à survivre. Presque tous ont la nostalgie de la patrie et beaucoup désireraient y retourner : ils ne supportent pas la langue, les habitudes, le climat ; ils ne s'accoutument pas.

Certains ont des problèmes familiaux ; leurs enfants ne comprennent pas qu'ils doivent vivre

(*) Texte original espagnol. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

parmi des étrangers, et ne l'acceptent pas. D'autres s'adaptent trop vite, et l'unité de la famille s'en trouve rompue. La majorité d'entre vous souffre, non pas tant physiquement que moralement.

Jésus lui aussi a connu l'exil

Peu de temps après la naissance, la famille de Jésus connut aussi la souffrance de l'exil. La fuite en Egypte de Joseph, de Marie et de l'enfant a ressemblé par bien des côtés à l'exil de beaucoup d'entre vous, et a été entourée des mêmes angoisses, des mêmes déchirements, des mêmes privations.

Nous voudrions vous dire que nous sommes avec vous. Parce que nous nous sentons les pères du peuple chilien — au moins de ceux qui croient — et les frères de tous, nous désirons votre retour, nous vous attendons comme vous attendent vos parents, vos mères, vos frères, vos femmes, vos fils et vos amis.

Nous remercions ceux qui, sans tenir compte de votre attitude religieuse ou de votre appartenance politique, vous ont accueillis en terre étrangère comme des frères. Nous remercions tout particulièrement nos frères évêques et les organisations catholiques qui vous ont aidés et vous aident encore dans divers pays du monde, en rappelant la parole du Seigneur : « J'ai été étranger et vous m'avez accueilli. » (Mt 25, 35.) Ils ont su voir en chacun d'entre vous le Christ exilé et ils ont essayé de faire pour vous ce qu'ils auraient fait pour eux.

Notre reconnaissance va aussi aux Eglises sœurs qui ne cessent de faire beaucoup, dans un esprit très fraternel.

Nous ne doutons pas que, en bons Chiliens, vous ne répondiez à l'hospitalité que vous recevez en tant de pays par votre loyauté envers votre nouvelle patrie — qu'elle soit provisoire ou définitive —, par votre travail courageux et par votre richesse humaine.

L'éloignement de la patrie, volontaire ou forcé, et

quelle qu'en soit la cause, est une épreuve. Mais c'est aussi une opportunité. Nous souhaitons que vous sachiez la mettre à profit.

Nous souhaitons votre retour

L'exil nous détache, parfois douloureusement, de ce que nous avons et de ce que nous aimons et, par le fait même, nous rappelle que nous n'avons ici ni patrie ni foyer définitif, que nous sommes tous des pèlerins en marche vers le royaume dans lequel « Dieu sera avec nous », « essuiera les larmes de nos yeux » et où « il n'y aura ni mort ni deuil, ni pleurs ni douleur, car le monde ancien aura disparu ». (Ap 21, 3-4.)

Le fait d'être en dehors de notre cadre habituel nous donne aussi l'occasion d'évoquer le passé, de l'évaluer, de reconnaître et de corriger des erreurs que nous pourrions avoir commises.

L'exil nous permet enfin de connaître d'autres hommes, d'autres idées, d'autres expériences, d'acquérir d'autres connaissances, de développer d'autres aptitudes. Nous souhaitons vous voir retourner dans votre patrie, dans un esprit constructif et solidaire, sans haine et sans rancœur, pour travailler avec nous qui sommes ici, pour le bien du Chili et la réconciliation entre tous les Chiliens, en enrichissant notre vie nationale de l'apport fécond de vos expériences et de vos souffrances.

Nous souhaitons que le Chili puisse vous accueillir, vous donner du travail et les moyens d'une vie digne, et vous inviter à collaborer au travail commun.

La nuit de Noël, les anges chantaient : « Gloire à Dieu dans les cieux et, sur la terre, paix aux hommes de bonne volonté. » (Lc 2, 14.) « Paix aux hommes qu'il aime », traduisent d'autres.

Nous voudrions que vous compreniez à quel point les deux termes de cette phrase sont liés. La « gloire de Dieu » et « la paix de l'homme » se donnent la main. Nous demandons à Dieu de vous révéler sa gloire au plus profond de votre cœur et de vous inonder de paix.

LES ATTEINTES A LA DIGNITÉ HUMAINE EN ARGENTINE

Le 23 décembre 1977, les familles de prisonniers et de disparus en Argentine avaient organisé à Paris une journée de prières et d'information. A cette occasion, Mgr PEZERIL, évêque auxiliaire de Paris, a prononcé l'homélie ci-après à l'église Saint-Merry ().*

Il y a quelques semaines je suis venu dans cette même église Saint-Merry célébrer une Eucharistie avec les Chiliens. Le P. Adur était des nôtres. Pendant toute la célébration, je me disais : « Et l'Argentine ? Et l'Argentine ? ». Il y a des mois que je me répète en face d'événements plus intolérables les uns que les autres, plus attentatoires à la dignité humaine : « L'Argentine ! L'Argentine ! ».

Vous venez d'écouter des amis argentins frappés par l'épreuve. Je connaissais certains de leurs cas depuis longtemps. Mais il y a peu de jours que je les ai rencontrés, que j'ai découvert leur visage, que je les ai entendus. La cruauté et l'injustice les ont

blessés jusqu'au fond du cœur, j'allais dire jusqu'au fond de l'âme.

Comment en un pareil moment, et à Paris, ne pas rappeler que, de nouveau, des Français viennent à leur tour d'être pris et surpris dans les remous de cette violence qui monte de partout en Argentine : un compatriote a été tué (1) ; deux religieuses ont disparu. Leur arrestation a provoqué une émotion extraordinaire (2). Dans quelles circonstances ont-elles été enlevées ? Je n'ai pour l'instant aucune information particulière. Un évêque de chez nous est sur place. J'attends qu'il revienne et nous fournisse la documentation indispensable. Faut-il évoquer encore la toute récente affaire Estrella ? (3).

Il est de toute manière indiscutable que, lorsqu'il y a un cadavre, c'est le cadavre d'un être humain. Lorsque l'un ou l'autre d'entre nous est privé de

(1) M. André Gasparoux, directeur de Peugeot en Argentine.

(2) Sœur Alicia (Alice Domon) et Sœur Léonie (Renée Duquet), enlevées le 8 et le 10 décembre 1977 à Buenos Aires. (Cf. infra, p. 90.)

(3) Musicien argentin, enlevé en Uruguay.

(*) Texte original. Le titre, les sous-titres et les notes sont de notre rédaction.

liberté dans l'arbitraire le plus radical, c'est une atteinte intolérable aux droits de l'homme. Le faire sordidement « disparaître », c'est ni plus ni moins prétendre traiter un fils de Dieu comme s'il n'était pas né.

Mgr Etchegaray, président de l'Episcopat français, m'a téléphoné ce matin pour me dire qu'il était à cette heure, de cœur et de prière avec nous. Le cardinal Marty, dans l'impossibilité de célébrer cette Eucharistie, m'a demandé de le remplacer et de vous traduire l'angoisse de nous tous devant le présent et l'avenir de l'Argentine. Une dizaine d'évêques de France nous ont adressé un message de solidarité.

C'est aujourd'hui toute une opinion catholique et non catholique, toute une opinion française venue des horizons les plus divers qui partage votre épreuve et est entrée fraternellement à vos côtés dans la nuit. Elle revendique que soient en toutes circonstances respectés les droits les plus intangibles de tout l'homme — celui, une fois tombé aux mains de la police, de n'être pas jeté aux oubliettes, mais au moins inscrit sur le registre d'écrou d'une prison — celui de pouvoir faire donner de ses nouvelles à sa famille — celui d'avoir à répondre d'une inculpation précise et qu'on puisse discuter, — celui d'avoir un avocat indépendant, courageux et compétent — celui de comparaître devant un juge, qui n'ait pas été lui-même dépossédé de la liberté d'en appeler à sa conscience d'homme.

Vivre la passion du Christ

Un certain nombre de croyants parmi vous vient de passer dans cette église une journée de jeûne et de prière — rythmée non seulement par les heures du jour, mais à la fois par les battements de la douleur dans leur poitrine et le rappel répété de la Passion du Christ.

Pourquoi la Passion du Christ aujourd'hui ? Alors que nous sommes à la veille de Noël. C'est que de la naissance de Jésus à sa croix, le chemin est court. Faut-il penser qu'il en va de même de nos frères argentins disparus ? Comme si nous devions nous demander à notre tour pour quoi ils sont nés. Comme s'il était impossible de parler d'eux sans entrer dans leur passion !

Que signifient pour l'humanité tant de sacrifices obscurs ou connus ? Y aurait-il véritablement des « êtres en trop », que le caprice d'un tribunal, la grossièreté d'un geôlier ou la faiblesse d'un chef d'Etat pourrait impunément détenir, supprimer ou laisser supprimer ?

Vous savez bien que non. Vous savez comme moi que, loin d'être « en trop », nos frères disparus sont devenus les plus précieux d'entre nous. Le déchaînement et l'injustice de leurs adversaires en ont fait des victimes, d'incontestables victimes. A travers leur douleur et notre douleur, c'est le mal qui déchire l'humanité que nous entendons. Il suffit pour entendre mugir le malheur de l'humanité, de porter en quelque sorte à notre oreille la détresse sans défense du plus humble de ces hommes. A travers cette détresse comme à travers certains coquillages, c'est le bruit de la mer que nous percevons, de la mer houleuse et parfois sanglante sur laquelle navigue l'histoire.

Ce tragique de l'humanité, nous avons, en quelque sorte, des oreilles pour le percevoir, depuis que Jésus, le Fils de Dieu fait homme, a été crucifié.

La foi dans le Christ n'est pas une passion inutile ou anachronique. Elle a donné à la solidarité une dimension imprévue et ignorée du paganisme. Depuis lors, l'injustice qui frappe un seul être

humain est absolument intolérable. La preuve que le lien entre ce sentiment et l'Evangile continue d'être reconnu malgré la déchristianisation du monde, c'est que la veillée de ce soir a lieu dans une église.

Le Christ a dit : « Ce que vous faites au plus petit de mes frères, c'est à moi que vous le faites. » Plus rien n'est insignifiant. L'extermination sans bruit de citoyens qu'on s'efforce de rendre de plus en plus anonymes, serait-ce celle d'un seul citoyen, rejoint irrésistiblement la Passion de Jésus. La Passion de Jésus l'enveloppait déjà comme par avance, en faisait, comme elle-même, un scandale insurmontable. Le Vendredi saint a transformé tout supplice et toute mort en supplice et mort du Fils de Dieu parmi nous.

Un signe d'espérance

Mais la croix des nôtres, depuis la Croix du Christ, doit devenir pour l'humanité un signe d'espérance. Jésus, suivant l'expression commune, est descendu « aux enfers », c'est-à-dire jusqu'au tréfonds de la misère humaine. Notre foi proclame qu'il est ressuscité. Mais, depuis deux mille ans, nul ne peut dissocier le Christ ressuscité de celui qui est passé par la mort et qui l'a traversée comme un homme. C'était inutile de lui broyer les os. Il était déjà rompu dans tout son être. Il a crié comme un abandonné.

Les nôtres aussi sont passés par là. Même lorsque l'espoir de les retrouver nous habite encore et que nous continuons de lutter pour eux, nous savons qu'ils auront beaucoup souffert. Cette souffrance travaillera à la transformation du monde. Il n'y a que les êtres qui ont souffert, qui sont dignes de nous enseigner. Non seulement dignes, mais capables. Comment, de cet excès de misère un message de résurrection pourra-t-il surgir ? Dans quelle mesure et dans quel contexte ?

Chacun de nous répondra suivant ses convictions. C'est la foi des chrétiens que, depuis le Christ, cette aventure est devenue aussi la leur. Non point seulement en vertu d'une sorte de fécondité interne et naturelle de la souffrance. Mais par la toute-puissance de Dieu.

Quand nous nous retournons et que nous regardons deux mille ans en arrière, il est impossible de ne pas constater que, malgré la médiocrité des croyants, le Christ a apporté un bouleversement extraordinaire dans l'histoire du monde. Certains se demanderont peut-être demain en voyant revenir nos « disparus » épuisés ou en apprenant qu'ils nous ont quittés pour toujours : « Qu'est-ce qui compensera jamais tout ce poids d'injustice qui les a écrasés ? »

Rien, certes, n'effacera qu'ils aient souffert. Rien n'effacera dans notre cœur d'avoir souffert avec eux et pour eux. Mais attendez quelque peu : quelles que soient les options politiques qui se disputent le monde, il y a un fait certain : ce sont nos frères sur lesquels s'abat aujourd'hui la brutalité de l'injustice sous les prétextes les plus divers, qui ranimeront demain l'espérance humaine. Ils appartiennent tous, quel que soit le nom qu'on leur donne, sous tous les régimes, à la même race, répandue sur toute la surface de la terre, celle des victimes et des pauvres. Soyez-en persuadés : il est difficile, il nous est impossible de ne pas vivre de leur témoignage. Ils ne cesseront pas, par leur présence retrouvée ou par leur exemple, d'inquiéter et de réveiller la terre.

Le Christ est allé de l'avant. Il a ouvert l'Histoire humaine. Eux aussi ils sont allés de l'avant. Ils ouvriront l'Histoire avec lui.

Événements et Informations

FRANCE

Nouveau bureau de l'Association des journalistes catholiques

L'Association des journalistes catholiques a renouvelé son bureau, qui est ainsi constitué : Présidente, Mme Jacqueline COLLINS (TF 1) ; vice-présidents, Michèle LÉONARD (« La Vie ») et Alain GUICHARD (« Le Monde ») ; secrétaire général, Guy BRUEL (« Panorama du Médecin ») ; secrétaire général adjoint, Guy LAMBERT (« La Vie française ») ; trésorier, Alain DE PÉANSTER (« L'Express ») ; présidents d'honneur, Maurice CARITÉ et Maurice CHUZEL. (« La Croix », 3 décembre.)

Raoul Follereau est mort

Raoul Follereau, « l'apôtre des lépreux », est mort le 6 décembre à Paris. Il avait 75 ans. Depuis 1972, son état de santé précaire lui avait valu plusieurs interventions et il avait désigné pour son successeur, à la Fondation qui porte son nom, M. André RECIPION. (« La Croix », 8 décembre.)

ÉTRANGER

ARGENTINE

Enlèvement de deux religieuses françaises

Sœur Alicia (Alice DOMON) et Sœur Léonie (Renée DUQUET), deux Françaises de l'Institut des Missions étrangères, dont la maison mère est à Notre-Dame-de-la-Motte à Muret (Haute-Garonne), ont été enlevées par des inconnus armés à Buenos Aires (Argentine).

Sœur Alicia a été enlevée devant l'église de la Sainte-Croix le 8 décembre avec onze Argentins, parents ou mères de disparus, à l'issue d'une messe organisée par le mouvement œcuménique des droits de l'homme. Sœur Léonie a été emmenée le 10 décembre à 11 heures, de son domicile, la paroisse Saint-Paul, par quatre hommes armés à bord d'une voiture américaine sans plaque.

Les deux religieuses, infirmières, portaient assistance aux habitants les plus défavorisés de leurs paroisses, et notamment aux femmes et parents de disparus. (« La Croix », 15 décembre, 4 janvier.)

Une note de protestation a été remise au ministère argentin des Affaires étrangères par l'ambassadeur M. François de la Gorce. Celui-ci aurait rappelé que l'Argentine est signataire de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires et que celle-ci fait obligation aux gouvernements des pays signataires d'informer une ambassade quand un de ses ressortissants est arrêté. De plus, Mgr Bernard Panafieu, évêque auxiliaire d'Annecy, est parti le 15 décembre pour Buenos Aires afin d'effectuer un voyage dans les différents diocèses d'Argentine où se trouvent des religieuses et des prêtres français. Mais ce voyage était prévu depuis plusieurs mois. (« La Croix », 16 décembre.)

BELGIQUE

Le chanoine de Locht interdit d'enseignement

Les évêques de Belgique ont interdit d'enseignement le chanoine Pierre de Locht, animateur de recherches sur la pastorale du mariage et auteur de nombreux ouvrages, en raison de certaines prises de position critiques à l'égard de l'enseignement de l'Eglise en matière de morale conjugale.

Déjà en 1973 la Conférence épiscopale belge avait retiré son patronage officiel au « Centre d'éducation à la famille et à l'amour » que dirigeait le chanoine de Locht. (« DC » 1973, p. 39 et 542.)

Une nouvelle étape est aujourd'hui franchie avec l'interdiction faite au chanoine de Locht d'enseigner dans un établissement catholique. En outre, une procédure disciplinaire a été entamée au sein de l'Université catholique de Louvain. Elle prévoit que le chanoine de Locht sera privé de ses fonctions d'enseignant qu'il exerçait en

tant que maître de conférences (« La Croix », 16 décembre.)

CANADA

Nouveau président de la Conférence épiscopale du Canada

Mgr Gilles OUELLET, archevêque de Rimouski, a été élu, pour deux ans, président de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) lors de l'Assemblée plénière des évêques réunis à Ottawa du 28 novembre au 2 décembre.

Vice-président de la CECC de 1975 à 1977, Mgr Ouellet succède à Mgr G. Emmett Carter, évêque de London, Ontario.

Agé de 55 ans, Mgr Ouellet fut supérieur général de la Société des Missions étrangères de la province de Québec de 1958 à 1967.

Mgr Joseph McNEIL, archevêque d'Edmonton, Alberta, a été élu vice-président. (Communiqué du Secrétariat de l'Episcopat canadien, 1^{er} décembre.)

CUBA

Réunion d'évêques latino-américains

Sous la présidence de Mgr Arrieta VILLALOBOS, évêque de Tilaran (Costa Rica), la Commission des vocations du CELAM (Conseil épiscopal latino-américain), qui comprend deux archevêques et dix évêques, s'est réunie à Santiago de Cuba. C'est la première fois qu'une telle réunion se tient à Cuba. L'archevêque de Santiago de Cuba, Mgr Estiu, a souligné le fait devant la presse. (« La Croix », 6 décembre.)

ITALIE

Au Conseil des Conférences épiscopales d'Europe

Le Conseil des Conférences épiscopales d'Europe (CCEE) a tenu sa réunion annuelle de trois jours au Vatican. Dix-neuf évêques, représentant autant de Conférences épiscopales, étaient présents. C'était la première réunion du nouveau Conseil, dont les membres ont été désignés pour un mandat de trois ans par les Conférences épiscopales.

L'Assemblée a réélu, à l'unanimité, son président fondateur, Mgr Roger ETCHEGARAY, archevêque de Marseille, et ses deux vice-présidents, Mgr Jean-Baptiste MUSTY, auxiliaire du diocèse de Namur (Belgique), et Mgr Jerzy STROBA, évêque de Szczecin-Kamién (Pologne).

Elle a également réorganisé son secrétariat. Celui-ci a été assuré, depuis la création du CCEE, par Mgr Aloïs SUSTAR, vicaire épiscopal de Coire, qui a été rappelé, au début de l'année, dans son diocèse d'origine, Ljubljana, en Yougoslavie. Il sera remplacé par deux secrétaires à mi-temps : M. l'abbé Ivo FURER, vicaire épiscopal de Saint-Gall et ancien responsable national du Synode 72, et M. l'abbé Paul HUOT-PLEUROY, vicaire général de l'archidiocèse de Besançon et ancien secrétaire général de l'Episcopat français. Cette solution de deux secrétaires à mi-temps permettra de mieux percevoir les diverses sensibilités des évêchés européens. Mgr Sustar continuera d'ailleurs d'apporter son expérience au secrétariat, dont le siège passe de Coire à Saint-Gall.

L'ordre du jour des travaux comportait essentiellement diverses communications suivies d'échanges, notamment sur :

- La prochaine rencontre des prêtres délégués par les Conseils presbytéraux, prévue en 1980 (Mgr Musty, Namur) ;

- La rencontre prévue en avril 1978, à Chantilly (France), entre délégués du CCEE et la Conférence européenne des Eglises (KEK) ;

- Le prochain Symposium des évêques européens, qui se tiendra à Rome, en octobre 1978, sur le thème « Les jeunes et la foi » (« Kipa », 2 décembre.)

Le nouveau supérieur général des Salésiens

Le XXI^e Chapitre général des Salésiens a élu Don Egidio VIGANO supérieur général des Salésiens. Don Vigano, âgé de 57 ans, succède à Don Luigi Ricceri qui a été supérieur général des Salésiens pendant douze ans. (« OR », 16 décembre.)

SUISSE

Votation fédérale

La votation fédérale du 4 décembre sur le service civil de remplacement a obtenu les résultats suivants : oui : 37,6 % ; non : 62,4 %

(cf. la lettre des évêques suisses sur l'objection de conscience — DC 1977, n° 1731, p. 1044).

Le même jour, une proposition socialiste d'instituer l'impôt sur la richesse a été rejetée par 55,7 % des voix. (« La Liberté », 5 décembre.)

70,4 millions de luthériens dans le monde

Selon un recensement établi par le Service d'information de la Fédération luthérienne mondiale, à partir des chiffres donnés par les différentes Eglises, il y a 70 467 759 luthériens dans le monde (sur 970 millions de chrétiens, dont 552 millions de catholiques). Répartition par continent : Europe, 54 301 508 ; Amérique du Nord, 8 997 022 ; Asie, 2 726 722 ; Afrique, 2 686 797 ; Amérique latine, 1 027 764 ; Océanie : 727 946. (Information — *Lutheran World Federation News Service*, 9 décembre 1977.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Indignation des catholiques tchèques devant les attaques de la télévision contre le Saint-Siège

Le film *le Banquier de Sa Sainteté*, diffusé par la TV tchécoslovaque, a suscité l'indignation des catholiques de ce pays qui y voient une provocation intentionnelle. Le film attaque spécialement Pie XII pour son attitude pendant la Seconde Guerre mondiale et Paul VI pendant la guerre du Liban. Il attaque aussi le cardinal Benelli et parle des liens du Vatican avec la mafia. On pense que par ce film on a voulu discréditer le Saint-Siège pour expliquer l'impossibilité de normaliser les relations avec lui. (« *Prensa Asociada* », 6 décembre.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé :

- Mgr Hubertus BRANDENDURG (auxiliaire d'Osnabrück) évêque de *Stockholm*, Suède. (« OR », 2 décembre.)
- Mgr Angelo SODANO nonce apostolique au Chili et archevêque titulaire de *Nova de Césarée*. (« OR », 3 décembre.)
- Mgr Serafin VASQUEZ ELIZALDE (évêque de Huejutla) évêque de *Ciudad Guzman*, Mexique. (« OR », 4 décembre.)
- Mgr Giuseppe

- VAIRO (archevêque d'Acerenza) archevêque de *Potenza* et évêque de *Marsico Nuovo* et de *Muro Lucano*, Italie. (« OR », 4 décembre.)
- M. l'abbé Joseph HISAJIRO MATSUNAGA auxiliaire de *Nagasaki*, Japon. (« OR », 4 décembre.)
- Mgr Vincenzo FRANCO (évêque de Tursi-Lagonegro) administrateur apostolique « sede vacante » du diocèse de *Tricarico*, Italie. (« OR », 4 décembre.)
- M. l'abbé Kenneth D. STEINER et le R. P. Paul WALDSCHMIDT, C.S.C., auxiliaires de *Portland en Oregon*, USA. (« OR », 7 décembre.)
- Mgr Michael UGWU ENEJA évêque de *Enugu*, Nigeria. (« OR », 8 décembre.)
- Mgr Albert KANENE OBIEFUNA évêque de *Awka*, Nigeria, diocèse érigé le même jour. (« OR », 8 décembre.)
- Mgr Geraldo Maria DE MORAIS PENIDO coadjuteur avec droit de succession et administrateur apostolique « sede plena » de *Aparecida*, Brésil. (« OR », 8 décembre.)
- Mgr Onofre CANDIDO ROSA, S.D.B. (coadjuteur avec droit de succession d'Uberlandia), coadjuteur avec droit de succession de *Corumba*, Brésil. (« OR », 8 décembre.)
- M. l'abbé Conrado WALTER, S.A.C., auxiliaire de *Jacarezinho*, Brésil. (« OR », 8 décembre.)
- M. l'abbé Maximilian GOFFART auxiliaire de *Aix-la-Chapelle*, Allemagne. (« OR », 9-10 décembre.)
- Mgr Ignazio CANNAVO (archevêque de Messine et prêtre de S. Lucia del Mela) évêque de *Lipari*, Italie. (« OR », 11 décembre.)
- Mgr Vittorio MONDELLO auxiliaire de *Messine*, Italie. (« OR », 11 décembre.)
- Mgr Ricardo GUIZAR DIAZ auxiliaire de *Aguascalientes*, Mexique. (« OR », 11 décembre.)
- Mgr Frank J. RODIMER évêque de *Paterson*, USA. (« OR », 14 décembre.)
- Le R. P. Philip EKKA, S.J. (provincial de la Compagnie de Jésus à Ranchi), évêque de *Ambikapur*, Inde, diocèse érigé le même jour. (« OR », 15 décembre.)
- Mgr Pedro DEAN auxiliaire de *Davao*, Philippines. (« OR », 16 décembre.)
- M. l'abbé Ugo PUCCINI BANFI auxiliaire de *Barranquilla*, Colombie. (« OR », 16 décembre.)

Démissions

Le Saint-Père a accepté la démission :

- De Mgr Jean DE CAMBOURG, évêque de *Valence*, pour raison de santé. (« OR », 2 décembre.)
- De Mgr Herminio MALZONE HUGO, évêque de *Governador Valadares*, Brésil. (« OR », 8 décembre.)
- De Mgr Almir MARQUES FERREIRA, évêque d'Uberlandia, Brésil. (« OR »,

8 décembre.) — De Mgr Antonio FERREIRA DE MACEDO, C.S.S.R., coadjuteur d'*Aparecida*, Brésil. (« OR », 8 décembre.) — De Mgr Manuel DEL ROSARIO, évêque de *Malolos*, Philippines. (« OR », 16 décembre.)

Décès

— De Mgr Leobardo VIERA CONTRERAS, ancien évêque de *Ciudad Guzman*, Mexique, survenu le 2 décembre. (« OR », 4 décembre.) — De Mgr Emile VERHILLE, ancien évêque de Fort-Rousset, Congo, survenu le 2 décembre, à Chevilly, France, à l'âge de 74 ans. (« OR », 4 décembre.) — De Mgr Francisco ESTEVE DIAS, ancien évêque de *Luso*, Angola, survenu le 2 décembre. (« OR », 9-10 décembre.) — De Mgr Norberto PERINI, ancien archevêque de *Fermo*, Italie, survenu le 9 décembre. (« OR », 11 décembre.) — De Mgr Joao Batista MUNIZ, C.S.S.R. ancien évêque de *Barra*, Brésil, survenu le 10 décembre. (« OR », 14 décembre.)

SAINT-SIÈGE

Nouveau doyen du Sacré-Colège

Le Saint-Père a nommé :

— Le cardinal Carlo CONFALONIERI (évêque du diocèse suburbicaire de Palestrina) doyen du Sacré-Colège (« OR », 14 décembre.) Il

succède au cardinal Traglia, décédé le 22 novembre dernier.

— Le cardinal Paolo MARELLA (évêque du diocèse suburbicaire de Porto et Sainte-Rufine) vice-doyen du Sacré-Colège. (« OR », 14 décembre.)

Un ambassadeur d'Islande auprès du Saint-Siège

Paul VI a reçu M. Niels PARBERG SIGURDSSON, premier ambassadeur d'Islande venu lui présenter ses lettres de créance. (« OR », 4 décembre.)

Sur une population de 213 500 habitants, l'Islande ne compte que 1 300 catholiques, le reste de la population étant luthérien. Le diocèse catholique de Reykjavik est dirigé par un religieux hollandais, Mgr Frehen. (« La Croix », 7 décembre.)

Réceptions d'ambassadeurs

— Paul VI a reçu en audience le 12 décembre M. Victor TIMOTHY LIKAKU, ambassadeur du Malawi ; M. Uma SHANKAR BAJPAI, ambassadeur de l'Inde ; M. Vittorio CORDERO DI MONTEZEMOLO, ambassadeur d'Italie, venus lui présenter leurs lettres de créance. (« OR », 12-13 décembre.)

— Paul VI a reçu en audience le 15 décembre M. Kloss VISESSURAKARN, ambassadeur de Thaïlande ; M. Dia Allah EL-FATTAL, ambassadeur de Syrie, venus lui présenter sion de l'Eglise aujourd'hui. » (« OR », 16 décembre.)

Le Congrès mariologique international de 1979

Répondant à la demande de l'Episcopat espagnol, Paul VI a décidé que le VIII^e Congrès mariologique international et le XV^e Congrès marial international se tiendront en 1979 au sanctuaire de Notre-Dame du Pilar à Saragosse, Espagne. Le thème du Congrès mariologique sera : « Le culte de Marie au XVI^e siècle » et celui du Congrès marial : « Marie et la mission de l'Eglise aujourd'hui. » (« OR », 14 décembre.)

Inauguration du « Foyer Paul VI »

Le 8 décembre, Mgr Joseph Caprio, substitut de la Secrétairerie d'Etat, a béni et déclaré officiellement ouvert le Foyer Paul VI, situé sur le campus de l'Université urbainienne.

Le Foyer Paul VI est une initiative due à la S. Congrégation pour l'Evangélisation. Elle est destinée en particulier à des religieuses appartenant à des congrégations autochtones de pays de mission. Son but est de leur permettre d'approfondir à Rome leurs connaissances théologiques et missiologiques en vue d'une plus grande compétence dans leur futur travail d'évangélisation. La réalisation de cette initiative a été confiée à l'œuvre de Saint-Pierre-Apôtre.

La communauté du Foyer a été confiée à Mère Marie-Edwige TAVONI, des Ursulines Missionnaires du Sacré-Cœur. (« Fides », 14 décembre.)

La messe pour les pèlerins à Saint-Pierre de Rome

L'Osservatore Romano (9 novembre 1977) ■ publié l'information ci-après au sujet de la messe pour les pèlerins (« Missa ad Petri Sedem ») qui a lieu tous les jeudis matin à Saint-Pierre de Rome (1) :

La « missa ad Petri Sedem » (messe au Siège de saint Pierre) fait partie intégrante du pèlerinage à Rome. Elle ■ lieu désormais le jeudi à 9 h 30 (et éventuellement le mardi soir) à l'autel de la chaire de saint Pierre, dans la basilique vaticane, pour les pèlerins provenant des différentes parties du monde.

Offerte aux intentions du Souverain Pontife, cette célébration ■ été conçue de façon à réaliser une

véritable communauté liturgique qui participe et qui prie. Les lectures et les chants se font donc en différentes langues, mais la prière eucharistique est récitée en latin.

Les pèlerins auront aussi la possibilité de participer à la messe qui est célébrée chaque soir dans la même basilique à 17 heures d'octobre à avril, et à 18 heures de mai à septembre.

Les prêtres et les groupes de pèlerins sont vivement priés de signaler leur présence à la messe, au moins un jour à l'avance, au service d'assistance religieuse aux pèlerins (Piazza Pio XII, 3 ; tél. 689-49-34 et 698-48-25, ouvert les jours ouvrables de 9 à 13 heures).

Dans l'atrium de Saint-Pierre est à la disposition des pèlerins et des touristes un service en plusieurs langues, gratuit, pour les accompagner dans la visite de la basilique.

(1) Texte italien dans l'Osservatore Romano du 9 novembre 1977. Traduction et titre de la DC.

L'Église dans le monde

HOMELIE DU CARDINAL MARTY A LA MESSE DE MINUIT DE NOEL (1)

Amis, que faisons-nous là, en cette nuit d'hiver, foule immense, impatiente ?

Je vous annonce une nouvelle. Elle a 2000 ans d'âge. La voici : « Aujourd'hui Jésus est né » ; il a vécu en cette terre d'Israël qui renaît à la paix. Tel est l'événement historique que nous proclamons à la face du monde.

On nous dit que près de 50 % des Français ne croient pas à l'existence historique de Jésus que nous appelons Christ ; d'autres en doutent. Etrange ignorance... Alors que depuis près de vingt siècles, sans la moindre interruption, des chrétiens fêtent la naissance de Jésus de Nazareth. Nous ne sommes pas ici dans le domaine de la foi mais dans celui de l'histoire. Croyants ou incroyants, nous y sommes soumis. Mais nous, chrétiens, nous avons la responsabilité de faire en sorte que soit reconnue par tous l'existence historique de Jésus. Cette vérité doit être annoncée, accueillie, respectée.

Frayer un chemin au Seigneur dans un monde clos

Notre témoignage ne s'arrête pas aux exigences des sciences historiques. La Nouvelle dépasse l'histoire. Celle-ci serait morte si nous n'étions pas les témoins de Dieu qui, aujourd'hui encore, ■ quelque chose à dire au monde. Je vous invite à entrer dans le mystère de la foi. Nous n'affrontons pas la nuit pour une simple commémoration. Peu importent les anniversaires. Nous sommes vigilants et présents dans cette cathédrale pour entendre Dieu : il nous donne son Fils qui est le Verbe de vie ; son nom est Jésus-Christ.

Saurons-nous lui trouver une place ? Notre monde est quelquefois si rationnellement organisé que l'enfant n'y trouve pas sa place ; à moins qu'il ne soit un consommateur ! Regardez ces grandes cités où les bandes de jeunes cherchent en vain un terrain de jeu, un espace pour l'aventure. De la même façon, il arrive que nos vies soient si programmées qu'elles ne laissent pas de place à l'accueil de l'autre, à l'ami qui frappe, à l'amour qui attend, à la parole de Dieu qui interpelle. Trop de vies sont fermées, bouclées. Lorsque Joseph arrive à Bethléem après une longue marche, Marie est sur le point d'enfanter : et « il n'y a pas de place pour eux dans l'hôtellerie ».

Ce monde est clos. Comment alors le Seigneur pourra-t-il se frayer un chemin ?

Le christianisme est jeunesse du monde

Qui que nous soyons, à nous est adressée aujourd'hui la parole entendue autrefois par les bergers : « Ne craignez pas, car voici que je viens vous annoncer une bonne nouvelle, une grande joie pour tout le peuple : aujourd'hui vous est né un sauveur... » (Luc 2, 11).

Dieu nous offre un avenir. Tout redevient possible : le pardon, la paix, l'amour, la joie... Le christianisme est jeunesse du monde. Il est bien plus que le souvenir de vingt siècles d'histoire religieuse ; il est bien plus que le retour nostalgique à notre propre enfance. Il est une brèche ouverte. Il libère des énergies insoupçonnées. Il efface des peurs inutiles. Il permet les communications. Il fait jaillir l'espérance. Frères et sœurs dans le Christ, c'est Noël, la fête du nouvel Adam, l'homme réconcilié, l'homme de la béatitude (cf. Mt 5, 3). Le Christ est un homme. Non pas étrange ou surhumain. L'enfant de la crèche est un bébé vagissant. Il est bien de notre chair et de notre sang. Il a besoin du lait de sa mère et de l'affection de son père adoptif. Parvenu à l'âge adulte, le Christ n'a pas fait semblant d'être l'un des nôtres. « Le Verbe s'est fait chair », lisons-nous dans l'Evangile de Jean ; il ne faut pas retirer à cette expression son réalisme déconcertant. Et tous ceux qui ont accompagné Jésus jusqu'au pied de la croix savent bien qu'il n'a pas triché avec la vérité de son humanité.

Ainsi c'est toute une vie qui nous parle, qui nous parle de l'homme, qui nous parle de Dieu. Il suffit de l'entendre et de le contempler pour nous comprendre nous-mêmes et nous libérer. Ses discours, le moindre de ses gestes, sa façon de tendre la main aux plus méprisés, sa volonté de guérir les corps et les cœurs, sa capacité de pardonner même ce qui apparaissait impardonnable..., et peut-être plus encore son regard d'enfant, tout nous parle et éveille en nous ce qu'il y a de meilleur. C'est pourquoi Jean l'évangéliste peut nous dire que Jésus est parole de Dieu pour tous les hommes de la terre. C'est dans la vie, l'engagement, la mort et la résurrection de Jésus que Dieu nous révèle tout ce qu'il ■ à révéler. Hommes de ce temps, ne cherchez pas ailleurs votre libération, n'inventez pas de faux dieux ou des paradis terrestres, ne vous laissez pas paralyser par le désespoir, ouvrez les yeux et regardez l'enfant de Bethléem : « Dieu, personne ne l'a jamais vu, mais le fils unique, lui que nous appelons Jésus, nous l'a fait connaître. »

Dieu se dit et se donne. Dans l'existence quotidienne de l'homme des évangiles nous dévisageons la présence de Dieu.

La joie de l'Incarnation

Vrai Dieu et vrai homme, tel est le mystère même de Jésus-Christ. Trop souvent nous avons une compréhension négative de l'incarnation. Nous imaginons un Dieu lointain et nous nous figurons

(1) Texte original. Sous-titres de la DG.

Cette homélie a été prononcée à Notre-Dame de Paris.

l'incarnation comme une sorte de déchéance. Mais qui donc est Dieu, sinon celui qui se dit et se donne dans la vie de Jésus, son enfant ? « Dieu a tant aimé le monde qu'il nous a donné son fils. » Se faire proche de nous, devenir notre prochain, comme le bon Samaritain pour le blessé du chemin, ce n'est pas déchoir, c'est manifester ce qu'il est : l'amour.

Comme un éclair au cœur de nos nuits, cette révélation doit éclairer l'univers. L'amour est possible. L'amour est premier.

La joie de l'incarnation, la joie de Noël, c'est d'abord la joie de Dieu. Dieu attendait ce moment comme le père attend le fils prodigue, comme le bon pasteur recherche sa brebis. Jésus, c'est le fils attendu, c'est l'homme retrouvé. Depuis le début de la création Dieu est à la recherche de l'humanité. Jésus c'est Adam réussi, c'est l'homme selon le cœur de Dieu. Lui enfin sera vraiment, par toute sa vie, « l'image du Dieu invisible ».

Frères et sœurs bien-aimés, je vous invite à entrer en cette belle nuit de Noël dans la joie de Dieu. Sa joie de se manifester à nous, sa joie d'être connu de nous, sa joie de rassembler le peuple de Dieu dispersé. En Jésus, l'enfant de la crèche, Dieu est proche, Dieu est avec nous. Il est l'Emmanuel. Désormais aucun homme ne pourra se croire loin de Dieu. Et nous ne pourrions plus nous croire loin d'aucun homme, quel qu'il soit : en Jésus le visage de l'homme devient le visage de Dieu ; en Jésus le regard de l'homme devient le regard de Dieu ; en Jésus la souffrance de l'homme devient la souffrance de Dieu ; en Jésus le sourire de l'homme devient le sourire de Dieu.

AMEN !

Les élections

Dans une interview publiée la veille de Noël dans la Croix (25-26 décembre 1977), le cardinal Marty a fait, au sujet des élections législatives de mars 1978, cette déclaration dont les différents moyens d'information se sont fait largement l'écho :

1978 sera une année électorale. Qu'à cette occasion les chrétiens vivent la charité et la vérité. Qu'ils témoignent du respect des personnes et des faits. Je souhaite que soit élaborée une charte des bons candidats : celle-ci reprendrait la Déclaration universelle des Droits de l'homme et l'appliquerait à la situation concrète et transitoire de la période électorale.

On dit que la politique a envahi les stades. Pourquoi les règles du sport ne s'imposeraient-elles pas à l'action politique ? On dit que la politique a envahi même les églises... Pourquoi le commandement de la charité serait-il exclu du combat politique ? Les hommes politiques chrétiens devraient prendre cette initiative. Et je suis prêt à en réfléchir avec eux, bien sûr, avant la campagne électorale. Il ne faut pas que la France sorte blessée, gravement blessée, d'une compétition utile et normale, indispensable même (2).

(2) Auparavant, le cardinal avait dit à propos de la rencontre Sadate-Begin qui devait avoir lieu le jour de Noël à Ismaïlia :

Et comment ne pas souhaiter la paix au monde entier, et notamment dans le Proche-Orient arabe ? J'ai

INTERVENTION DU CARDINAL RENARD

ARCHEVEQUE DE LYON, A L'ASSEMBLEE

DIOCESAINE DU 19 DECEMBRE (1)

Quand j'invitais le diocèse à fêter les martyrs lyonnais de 177 — témoins de la foi et de l'Eglise jusqu'à en mourir — j'envisageais de terminer cette année par une grande Assemblée du peuple de Dieu : nous y sommes pour affirmer notre amour fraternel dans la réconciliation selon l'Evangile et notre espérance d'un monde de justice et de paix.

Témoignages et appels

Tous, je vous salue sans exception, et avec affection, et je ne saurais trop vous dire mon immense reconnaissance pour avoir affronté le froid et le brouillard à quelque 10 000 personnes. Frères et sœurs, avec vous j'ai écouté des témoignages ; certains sont émouvants. Les appels entendus, disparates, sont un faible écho de toutes les paroles qui montent de notre terre ; qui donc n'a pas tôt ou tard son épreuve, y compris chez les jeunes déconcertés par un monde désorienté ? Les appels atteignent le cœur de chacun d'entre nous comme un stimulant de foi et de conversion, en ce temps d'Avent, qui nous prépare à accueillir Jésus de la Vierge sa mère ?

admiré le courage de M. Sadate. Avec le Pape, je me suis réjoui de sa démarche. Croire, contre toute espérance, que la paix est possible et risquer un geste inespéré. La grandeur du président égyptien est d'avoir risqué non seulement un discours, mais sa propre vie en allant tendre sa main nue à son ennemi. N'est-ce pas l'Evangile vécu ? Vécu à Jérusalem par le musulman et l'israélite. Magnifique leçon de charité !

(1) Texte original.

Nous lisons dans la Croix (23 décembre 1977), sous la signature de Pierre HYCQUES :

Dix mille chrétiens de Lyon et de Roanne ont participé lundi soir au Palais des Sports à une soirée de prière et d'échange, conclusion des fêtes du 16^e centenaire des martyrs de Lyon, sous la présidence du cardinal Renard.

Ce fut un « temps fort » qui permit aux courants divers qui animent l'Eglise de s'exprimer. « Qu'avez-vous à crier à vos frères, à votre Eglise ? », avaient demandé aux participants les organisateurs de veillée, les PP. Rozier, Deyrieu et Auboyer entre autres.

Ainsi, sous une banderole qui annonçait : « Il y a quelqu'un parmi vous, préparez le chemin du Seigneur », furent lus des textes en commun rédigés par des groupes où se mêlaient des chrétiens de toutes les confessions, toutes les classes sociales, toutes les générations : beaucoup de jeunes, des traditionalistes et des charismatiques, des étrangers, des chômeurs, des prostituées, des clochards, etc.

Le plus saisissant fut peut-être celui rédigé par une handicapée : « Mon Dieu, j'en ai assez de ce corps tordu, blessé et raté... Ma révolte ne te provoque-t-elle pas ?... Mes efforts pour ne séparer de ce corps au risque de détruire ma vie te laissent-ils insensible ?... Ce corps, on dirait une vieille église qui, malgré sa vétusté, abrite encore la vie... Mais ce corps tout pourri ne me l'as-tu pas donné pour manifester ton royaume ?... Ce corps que j'allais repousser ne peut-il pas servir ta gloire ?... » [...]

Cette veillée se termina par des lectures bibliques et par un long *Notre Père* récité sur un ton qui faisait penser aux prières charismatiques. [...]

Qu'avons-nous de commun ?

Une question se pose sans doute :

Qu'avons-nous de commun ? Qu'est-ce qui nous rassemble ? Divers par l'âge, la race, nos milieux, nos fonctions, nos options, nous avons de « commun » :

— De croire dans le Christ et de le chercher ;

— D'affirmer que lui, et lui seul, est capable de nous rassembler dans l'unité qu'il attend ;

— D'aimer les autres, en lui qui est la bonne nouvelle de l'Evangile, et la source toujours vivante de l'espérance des hommes.

Ce qui nous est « commun » est le plus précieux : la foi au seul Seigneur, le seul homme qui ne déçoit jamais.

Un monde dur...

Certes nous vivons dans un monde dur, dont nous partageons les souffrances, les combats et les espoirs, avec tous nos frères du diocèse qui sont nos compagnons de travail ; nous savons, hélas ! les chômages, les vies supprimées, les tortures de notre temps : toutes les persécutions de la foi et de la justice, il nous faut les dénoncer encore, où qu'elles sévissent, comme je l'ai fait à la fête des martyrs, le 5 juin. Le Pape Paul VI n'est-il pas intervenu maintes fois pour la défense de tout homme ?

... ■ condamner ?

Ce monde, avec ses faiblesses qui nous font mal, il ne nous appartient pas de le juger, encore moins de le condamner : Jésus nous l'a demandé. N'en sommes-nous pas solidaires pour le malheur et pour le meilleur ? Sur terre, il n'y a pas, d'un côté, les bons, et, de l'autre, les méchants ; il y a de l'ivraie jusque dans le bon grain, et on n'éteint pas la mèche qui fume encore. Avec le Seigneur, il nous faut nous délivrer du mal, de tout mal, sans refuser jamais d'aider les personnes. Qui n'a pas souffert d'être mis au rancart d'un geste d'amour ? Ce refus est une injustice de plus. Il ne suffit pas de brandir une nécessaire justice pour se convertir le cœur au Christ !

L'Eglise reconnaît sa misère...

L'Eglise, pauvre, dans la liturgie de la Pénitence, confesse sa misère, et les croyants, leurs fautes ! Ce serait trop facile d'accuser les autres : Dieu seul sonde les cœurs.

Nous tous, chrétiens, laïcs, religieux, prêtres, évêques, surtout à l'approche de Noël, nous intercédons pour nos propres péchés, dans la foi au Ressuscité qui a vaincu le mal ; il nous libère de nos égoïsmes et de nos inerties, il renouvelle notre énergie pour une prière et une action inséparables, il nous envoie de l'avant. Il fait appel à nous : voudrions-nous le décevoir ? Mais n'y a-t-il pas toujours des valeurs inexplorées dans le cœur de tout homme ? Le chrétien ne désespère jamais de l'homme, image de Dieu.

... et accueille la Parole de Dieu

Aussi il importe d'écouter maintenant la parole de Dieu : « Elle est vivante la parole de Dieu, pleine de force et plus coupante qu'une épée à deux tranchants. Elle pénètre au profond de l'âme. Elle juge des intentions et des pensées du cœur. Tout est à nu aux yeux de Dieu, à qui nous devons rendre compte. » (He 4, 11-13.)

Parole vivante de Dieu, le Christ lui-même est présent au milieu de nous : on n'en peut douter : « Là où deux ou trois sont réunis en mon nom, je

suis au milieu d'eux » (Mt 18). Lorsque nous nous parlons et nous écoutons, avec une lucide et courageuse confiance, nous pouvons entendre avec un cœur nouveau la parole de Dieu, pour nous-mêmes.

Jésus notre Espérance

Jésus nous dit encore ce soir, à nous en son Eglise : « Voici que je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin des temps. Ne craignez pas. » Jésus nous offre, en lui, l'espérance pour vivre, pour aimer, pour témoigner de lui. Et notre planète refroidie sera plus chaleureuse ! « Viens, Seigneur Jésus. »

NOTE DE Mgr ORCHAMPT A PROPOS D'UNE INITIATIVE DE L'ASSOCIATION SAINT-PIE-V

La presse locale a transmis une information qui lui a été communiquée : l'ouverture d'une chapelle à Chemillé, la venue d'un prêtre pour desservir cette chapelle, la demande de subsides, tout ceci relevant d'une association dénommée : « Association Saint-Pie-V ». Afin que les chrétiens fidèles à l'Eglise catholique ne se laissent pas abuser, je tiens à désapprouver officiellement de telles initiatives.

Je rappelle qu'un prêtre ne peut exercer un ministère pastoral dans un diocèse sans en avoir reçu mission de l'évêque. Aussi, le prêtre qui viendrait desservir la chapelle dont il est question, n'ayant reçu aucune mission de l'évêque d'Angers, accomplirait des actes pastoraux et sacramentels illicites. Les célébrations du mariage et du sacrement de pénitence seraient invalides.

Je précise que ce rappel vaut pour les actes pastoraux et sacramentels accomplis par des prêtres desservant, sans mission de l'évêque, des chapelles de ce genre, à Angers, Longué, Doué-la-Fontaine.

J'invite les chrétiens à maintenir leur fidélité à l'Eglise, dans l'authentique communion avec le Pape et les évêques ; ils éviteront ainsi tout risque de schisme.

J'invite plus encore ceux qui auraient pu être séduits par les propositions évoquées à retrouver un contact vivant avec les communautés paroissiales en lien avec l'évêque.

Angers, le 6 décembre 1977.

† Jean ORCHAMPT,
évêque d'Angers.

(« La Semaine religieuse d'Angers », 11 décembre 1977.)

Mise au point

Mgr ORCHAMPT a publié la mise au point ci-après dans la Semaine religieuse d'Angers du 25 décembre 1977, au sujet de l'invalidité des célébrations du mariage et du sacrement de pénitence :

A la suite de la « note officielle » publiée dans la Semaine religieuse d'Angers, le 11 décembre 1977, concernant l'ouverture d'une chapelle à Chemillé, à l'initiative de l'« Association Saint-Pie-V d'Anjou », le président de cette association a fait paraître une

déclaration en plusieurs quotidiens régionaux. A lire ce texte, certains chrétiens pourraient être déconcertés (1).

En écartant toute polémique avec des chrétiens qui, éloignés peut-être pour un temps, me restent chers, je tiens à assurer que ma déclaration faite dans la *Semaine religieuse*, le 11 décembre 1977, est totalement conforme aux règles des diocèses qui vivent en communion avec le Pape.

■ **ce qui concerne le ministère** ■ « **réconciliation** » (sacrement de pénitence), le Concile Vatican II n'a pas apporté de modification dans le droit de l'Eglise.

Selon la disposition en vigueur, depuis le 1^{er} janvier 1971, pour les diocèses de France (2), tout prêtre d'un diocèse de France ■ le pouvoir d'être ministre du sacrement de pénitence en tout diocèse français, et donc dans le diocèse d'Angers, à condition qu'il ait reçu ce pouvoir de son évêque et que ce pouvoir ne lui ait pas été retiré. Il est prévu, en effet, que tout évêque, conformément au droit, « se réserve de suspendre l'application de cette disposition pour de graves motifs et des circonstances particulières (2) ». C'est le cas lorsqu'un prêtre manifeste par ses paroles et ses pratiques son désaccord avec les orientations données par Vatican II ou refuse de reconnaître l'autorité de l'évêque dans son diocèse. Dans ces conditions, si un prêtre n'a pas reçu pouvoir de l'évêque, ou se l'ait vu retirer, le sacrement de pénitence qu'il donne est invalide (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de sacrement), sauf en cas de péril de mort (Canon 882).

Quant au sacrement de mariage, il ne peut être célébré validement que par un prêtre qui ■ obtenu les pouvoirs nécessaires.

Le responsable d'une paroisse érigée canoniquement par l'évêque du diocèse possède ce pouvoir, de par sa charge (pouvoir ordinaire) ; le prêtre en service dans une paroisse possède ce pouvoir grâce à une délégation permanente attachée à son ministère. L'un et l'autre peuvent déléguer ou sous-déléguer ce pouvoir à ceux à qui il peut être légitimement délégué ou sous-délégué. Ce pouvoir est lié au territoire déterminé sur lequel le prêtre ■ reçu son ministère de l'évêque.

En l'absence de ce pouvoir, ordinaire, délégué ou sous-délégué, la célébration du mariage est invalide. La seule exception à cette règle (Canon 1098) s'applique aux cas de danger de mort ou de situations particulières (impossibilité de contacter un prêtre autorisé dans des conditions et des délais convenables).

† Jean ORCHAMPT,
évêque d'Angers.

(1) Dans cette déclaration intitulée « Lettre ouverte à Mgr Orchamp, évêque d'Angers », le président de l'Association Saint-Pie-V d'Anjou déclare notamment : « Les actes pastoraux et sacramentels accomplis par des prêtres, des religieux, comme cela sera à Saint-Léonard de Chemillé sont illicites, oui, mais valides, des actes licites peuvent être invalides... Les célébrations du mariage sont valides, Droit canon n° 1098. Le sacrement de pénitence est valide, ceci depuis Vatican II, un évêque devrait savoir cela » (sic). (Note de la *Semaine religieuse*.)

(2) Décision prise par l'Assemblée plénière des évêques de France à Lourdes, 26-29 octobre 1970. (DC n° 1575 du 6 décembre 1970 et S.R. d'Angers du 20 décembre 1970, p. 734.)

INAUGURATION, DANS LA CATHEDRALE DE BRUXELLES, D'UNE PLAQUE REHABILITANT LES VICTIMES JUIVES DE LA PERSECUTION DE 1370

Le bulletin de l'archevêché de Malines-Bruxelles (« Pastoralia », décembre 1977) publie l'information ci-après, sous le titre : « Importante manifestation judéo-chrétienne à Saint-Michel » :

Une importante manifestation œcuménique s'est déroulée ce jeudi 17 novembre en la cathédrale Saint-Michel à Bruxelles : l'inauguration, en présence du cardinal Suenens, archevêque de Malines-Bruxelles ; du grand rabbin de Belgique, R. Breyfus, et du pasteur A.-J. Pieters, président du Synode de l'Eglise protestante de Belgique, d'une dalle de bronze réhabilitant une fois pour toutes les martyrs juifs de la persécution de 1370. Initiative de la sous-commission pour les relations judéo-chrétiennes de la Commission nationale catholique pour l'œcuménisme, la manifestation constitue une manière tardive de réparation de la part de l'Eglise catholique. La dalle inaugurée en la chapelle du Saint-Sacrement remplace une affiche apposée il y a quelques années et porte une inscription mettant définitivement fin à l'odieuse légende des hosties sanglantes et réhabilitant les juifs injustement accusés qui périrent sur le bûcher le 21 mai 1370.

Un cri du cœur

Au cours de la cérémonie, à laquelle assistait Mgr Lazzarotto, secrétaire de la nonciature apostolique, représentant Mgr Cardinale, Luc Dequeker, président de la Commission nationale pour les relations judéo-chrétiennes, ■ traduit les sentiments mêlés qui animent les chrétiens devant pareille réparation, sentiments faits tout à la fois de regret, d'humilité, de respect, de révolte, de reconnaissance. Soulignant que la charité chrétienne ne pouvait s'accommoder de fanatisme aveugle, il a affirmé qu'il ne s'agissait pas en l'occurrence de la révision d'un procès, mais d'un cri du cœur, d'un geste de réconciliation. « Il ne s'agit pas d'oublier ce qui s'est passé, a-t-il ajouté, mais de l'intégrer pour inaugurer de nouvelles relations. » L. Dequeker a mis en garde contre l'arrogance qui pourrait diviser aujourd'hui et invité à l'humilité et au respect des autres dans le souci de construire un avenir meilleur.

M. Jean Bloch, président FF du Consistoire central israélite, ■ fait écho à ce souhait. Au nom de toute la communauté juive de Belgique, il a salué dans ce geste de réparation une victoire de la justice, de la tolérance et de la fraternité susceptible de contribuer à la construction de cet avenir meilleur. Après avoir cité Malachie — « N'avons-nous pas tous un seul Dieu, un seul Père ? Ne nous a-t-il pas tous créés ? » — il a aussi évoqué le souvenir de tant de prêtres et de pasteurs qui moururent pour un idéal commun.

Le « miracle des hosties sanglantes »

Le « miracle des hosties sanglantes » reproduit fidèlement le schéma commun à plusieurs pays d'Eu-

rope au xiv^e siècle, à une époque où, le dogme de la présence réelle trouvant ses premiers contradicteurs, des « miracles » encouragent la vénération des hosties. Des hosties consacrées auraient commencé à suinter du sang à la suite de profanations qui, généralement, étaient attribuées aux juifs ; cela se passait le plus souvent aux environs de Pâques, alors que la liturgie de la Semaine sainte poussait la piété populaire à son paroxysme. Une vingtaine de juifs bruxellois furent donc poursuivis du chef de profanation pour avoir poignardé les hosties dans leur synagoge. Ils furent brûlés vifs le 21 mai 1370. Une bulle pontificale (1436) autorisant l'organisation d'un culte expiatoire, le reliquaire contenant les hosties sanglantes fut de plus en plus fréquenté. La légende donna lieu au xvi^e siècle (et jusqu'en 1950) à la traditionnelle « procession du Saint-Sacrement de miracle ».

La réhabilitation est d'autant plus importante que plusieurs œuvres d'art de la cathédrale Saint-Michel (vitraux, tapisseries) illustrent la légende. Signalons à ce propos que des instructions ont été données pour que des inscriptions précises et exactes accompagnent les témoignages iconographiques conservés et exposés à la cathédrale. Les inscriptions actuelles placées sous les tableaux du xviii^e siècle ont été enlevées. Il sera veillé, au cours des visites guidées à la cathédrale, à ce que des explications soient données aux visiteurs.

MESSAGE DU CARDINAL WILLEBRANDS

A l'occasion de cette manifestation judéo-chrétienne, le cardinal Willebrands, président de la Commission (pontificale) pour les relations religieuses avec le judaïsme, avait adressé au cardinal Suenens le message ci-après :

A Son Eminence

le Cardinal Leo Jozef SUENENS

Archevêque de Malines-Bruxelles

Eminence,

Nous apprenons avec joie que le 17 novembre, à la cathédrale de Bruxelles, sera inaugurée une plaque, destinée à « réhabiliter la mémoire d'une dizaine de Juifs injustement condamnés à la peine capitale et exécutés le 21 mai 1370 à Bruxelles ». Ce triste épisode s'inscrit dans une série de faits, heureusement dépassés, qui ont coûté la vie, sans aucune raison, à plusieurs de nos frères juifs. Les rapports entre juifs et chrétiens, déjà tendus et difficiles, sont ainsi devenus, ou se sont révélés, comme dominés par la méfiance et la peur.

Le deuxième Concile du Vatican, dans la Constitution « Lumen Gentium » (n. 16), et dans la Déclaration « Nostra Aetate » (n. 4), a demandé aux chrétiens une nouvelle attitude envers leurs frères juifs. Il a déploré aussi « les haines, les persécutions et toutes les manifestations d'antisémitisme, qui, quels que soient leurs époques et leurs auteurs, ont été dirigées contre les juifs ». (Déclaration « Nostra Aetate », n. 4.)

La cérémonie qui se déroulera à la cathédrale de Bruxelles, le 17 novembre, répond à la même inspiration. Cette commission pour les rapports religieux avec le judaïsme ne peut que s'en réjouir et exprimer à Votre Eminence sa plus vive adhésion. En effet, ce sont des actes comme ceux-ci qui, dans la ligne du Concile, manifesteront à nos frères juifs la sincérité des intentions de l'Eglise. Ils contribuent ainsi au rétablissement et à l'approfondissement des rapports entre les deux religions, en vue de la réconciliation définitive de tous les fils d'Abraham (cf. Rom. 11, 16-18).

Je profite de cette occasion, Eminence, pour vous exprimer les sentiments de mon respectueux dévouement.

Sincèrement à vous dans le Christ,

Cardinal Jean WILLEBRANDS,
président.

LETTRE ADRESSEE PAR L'ACTION DES CHRETIENS POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE A VINGT ET UN TORTIONNAIRES BRESILIENS (1)

Cher Monsieur,

Il ne faut pas vous étonner de cette lettre. Il ne faut pas, non plus, avoir peur de la lire puisqu'elle ne contient pas de menaces. Ce qui me porte à l'écrire, c'est le désir de vous regarder comme mon semblable à qui j'ai le droit de parler franchement. Mon intention n'est pas de vous faire la leçon mais de vous demander de reconsidérer ce que vous êtes en train de faire.

J'ai vu et j'ai entendu relater l'état dans lequel ont été réduites les personnes après les tortures physiques, morales et psychologiques, après les mauvais traitements, les coups, les menaces et les insultes qu'elles ont soufferts entre vos mains de bourreau. Durant longtemps, vous verrez encore quelques-unes de ces personnes avec des marques physiques et des traumatismes psychiques produits par les techniques de torture que vous maniez habilement.

Je sais que pour vous, c'étaient des personnes suspectes de subversion aux lois, ou alors considérées comme des bandits ordinaires ou même des assassins présumés. Mais s'il vous plaît, ré-

(1) Texte original.

Cette lettre a été adressée en portugais, le 20 octobre 1977, par l'ACAT (8, villa du Parc-Montsouris, 75014 Paris) à 21 personnes connues comme tortionnaires au Brésil.

L'un des destinataires de cette lettre est le commissaire brésilien Sergio FLEURY, dont le nom est cité 86 fois dans un rapport d'*Amnesty international* en 1972 et dont le célèbre « Escadron de la mort » avait été accusé de nombreuses exécutions sommaires. Dans une réponse à l'ACAT publiée dans DIAL (22 décembre 1977), « il affirme sa conviction d'être dans son droit, de faire que son devoir pour la défense de l'ordre, estimant que la lettre de l'ACAT est une manœuvre politique de forces plus ou moins occultes contre cet ordre ». (*La Croix*, 29 décembre 1977.)

pondez-moi : après la séance de torture, quelle différence y a-t-il entre ces délinquants et vous-même ? Est-il vrai qu'au nom de la réparation d'une erreur, au nom de la défense de la société, vous vous transformez en un quasi-assassin, en un transgresseur subversif des lois du pays qui, selon la Constitution brésilienne, interdisent catégoriquement les mauvais traitements des détenus ? Faut-il aussi rappeler que cela est contraire à la Déclaration des droits de l'homme — signée par le Brésil en 1948 — qui interdit d'infliger à un citoyen détenu des châtements physiques et moraux, ce que justement vos mains sont habituées à pratiquer. (Je sais que vous ne l'ignorez pas.)

J'essaie sincèrement d'analyser vos réponses, les excuses que vous vous donnez à vous-même, à votre propre conscience où se trouvent, comme en nous tous, des lueurs de clarté et de dignité. Je vous entends répondre : « Un bandit c'est un bandit, il n'a plus de droits » ; « qui faute doit payer » ; « ce n'est pas avec des caresses qu'on arrache les confessions d'un suspect » ; « nous sommes en guerre, il n'y a pas de guerre sans morts, sans blessés et sans excès regrettables » ; « tous les pays ont fait des choses semblables ou même pires ». Dans toutes ces réponses, une seule chose a du sens pour moi : La nécessité que vous avez de fuir la lucidité, qu'il est impossible d'extirper de la conscience. Dans vos réponses on ne trouve aucune mention de fait que, au moment de la torture, vous descendez du piédestal de votre office et de votre autorité où vous a placé votre difficile fonction de policier, de militaire, de gardien de la loi, pour vous abaisser au rang du pire des bandits.

De cette façon, vous faites l'apprentissage du sadisme. Vous l'avez déjà senti dans votre propre chair : personne ne torture sans déchaîner au-dedans de soi des forces terribles, horribles, que les bêtes elles-mêmes, plus saines que les hommes sur ce point, n'arrivent pas à connaître. Je vous demande : pourquoi couvrez-vous vos victimes d'un capuchon avant de les torturer ? Ce n'est pas uniquement pour ne pas être reconnu par elles plus tard ? C'est aussi parce que le regard de celui que vous torturez est insupportable à votre propre regard. N'est-ce pas cela ? Au début, celui qui torture se réveille pendant la nuit avec des cauchemars qui le font crier d'horreur. Mais plus tard il commence à prendre plaisir à son métier de bourreau. Il aime faire souffrir. C'est de cette façon que naît le sadisme.

En dehors de la salle de tortures, je vous vois converser avec votre épouse, avec votre mère, je vous vois regarder en face vos enfants, peut-être même prier devant l'autel d'une église, mais je ne parviens pas à imaginer dans quelles conditions morales vous pouvez, après une séance de tortures, vous présenter comme un père affectueux et exigeant, comme un croyant ou comme un citoyen soucieux de l'ordre public et de l'observance de la loi. Comment vivre et parler des valeurs de l'amour, de respect, de foi, si dans la salle de tortures vous démentez tout ce que vous vous efforcez de défendre et de bâtir dans votre vie privée et publique ?

Je sais aussi que vous ne cherchez pas trop à vous inquiéter de ce que vous pratiquez, parce que beaucoup de vos supérieurs, beaucoup de juges qui surveillent vos actions, ne disent rien et ne font rien non plus pour réfréner des pratiques qui déjà sont devenues caractéristiques de vos fonctions de recherche. Vous arrivez même à dire que vous obéis-

sez à des ordres supérieurs quand vous torturez. Toutefois, avec cette argumentation, il me semble que vous continuez à fuir la confrontation avec l'implacable lucidité de la conscience ; la lucidité aussi torture ! Aucun ordre supérieur ne peut nous obliger à devenir des êtres monstrueux, destructeurs et détruits par une pratique abominable... Vos supérieurs auront toujours honte et peur de vous appuyer publiquement. Lequel d'entre eux confirmera en public les ordres qu'il a donnés pour torturer ? Quelle « autorité supérieure » aura le courage de reconnaître publiquement ses omissions de surveillance et de vigilance pour que de telles pratiques ne se produisent pas ? A la fin, vous vous trouverez tout seul pour répondre de vos actes. Le gouvernement lui-même fuit et se cache sous le manteau de la soumission et du service de la cause publique. Pourquoi le gouvernement brésilien n'a-t-il pas voulu recevoir une commission internationale qui devait se rendre au Brésil pour voir si les droits humains y étaient respectés ?

Il serait temps que vous preniez conscience que vous servez d'instrument aux mains de ceux qui veulent maintenir, à n'importe quel prix, un ordre social extraordinairement injuste, où quelques-uns exploitent la majorité des autres. Dites-moi : comment est-il possible que dans un pays aussi grand et aussi riche que le Brésil, il y ait tant de monde réduit à des conditions de vie totalement inacceptables ? C'est là, personne ne peut le nier, un fait brutal et massif.

Toutes les explications fournies par le régime ne réussissent pas à masquer la réalité, à savoir que le système actuel est radicalement inadéquat. D'ailleurs, de telles explications sont généralement données par n'importe quel régime de force, qu'il soit de droite ou de gauche.

Prenant connaissance des raffinements des techniques de tortures dont vous savez vous servir, je me demande : que vous est-il arrivé dans votre vie, quelles horribles expériences traumatisantes et déshumanisantes avez-vous déjà vécues pour que vous vous soumettiez à ce métier de bourreau et pour que vous le justifiiez à vos propres yeux ? Ce doit être quelque chose de très grave, et probablement n'avez-vous pas la force de le regarder en face. De là cette nécessité de vous fuir vous-même. C'est cette fuite malencontreuse qui vous précipite vivant, dans l'enfer. Vous vous détruisez vous-même, vous détruisez le torturé, vous détruisez le pays que vous voulez défendre. Vous portez atteinte à la vigueur morale de la nation, qui apprend ainsi par vos mains ces pratiques horribles, lesquelles un jour pourront se retourner contre votre propre personne. Alors, la disgrâce nationale serait complète si les victimes d'aujourd'hui devenaient curieusement les bourreaux de demain. Nous luttons pour que cela n'arrive pas. Aidez-nous ! Mais même si cela ne se produit pas, que penseront vos enfants d'ici quelques années ? Comment se sentiront-ils quand l'Histoire racontera ce que vous avez réellement pratiqué ?

Je vous considère comme l'ennemi du peuple et mon ennemi. Mais je sais que nous tous, nous pouvons tomber dans ces abîmes. Je crois que vous pouvez vous régénérer et je sais qu'un jour vous pourrez être absous par le peuple et par le Seigneur même de l'Histoire, le Dieu vivant. En effet, vous ne devez pas ignorer que l'heure viendra où vous devrez rendre compte de vos responsabilités à un tribunal décent et juste, sans parler du tribunal de Dieu. Mais alors, je voudrais vous voir devant ces

tribunaux comme quelqu'un capable de témoigner que ce n'a pas été la peur de la condamnation judiciaire, mais la rencontre avec vous-même qui vous a éloigné des erreurs passées. Je vous demande donc de ne plus torturer à partir d'aujourd'hui. Ceci sera déjà le début de votre reconstruction et, d'une certaine façon, de la nôtre. Ce qui vous touche nous touche aussi. J'espère que cette lettre sera sentie par vous comme un appel à peser la gravité des problèmes que la vie a mis sur votre route. C'est principalement dans cette optique que je vous écris aujourd'hui et je vous fais cette demande : Arrêtez aujourd'hui même ; aidez votre collègue à faire comme vous. Il est encore temps.

En terminant cette lettre j'ajoute que je serai dans l'attente de votre réponse. Vous pouvez vous adresser à l'ACAT : Association des chrétiens pour l'abolition de la torture, 8, villa du Parc-Montsouris, 75014 Paris, France ; ou encore au responsable de votre église (prêtre, pasteur, évêque, ancien) qui probablement ne connaît pas cette lettre mais qui, en qualité de pasteur, sera toujours prêt à vous écouter, à vous aider et, si nécessaire, sous le sceau du secret.

Enfin nous tenons à vous dire que nous avons pleinement conscience d'appartenir, nous comme vous, à la même race humaine. C'est la raison pour laquelle nous vous écrivons.

Respectueusement,
ACAT.

— **Le Soleil de Dieu en Tanzanie**, par Bernard JOINET, prêtre en pays socialiste. Propos recueillis par Jean-Claude Petit. — Un vol. 13,5 x 19 cm de 164 p. Prix : 29 F. Les Editions du Cerf, 29, bd Latour-Maubourg, 75340 Paris, cédex 07. Avec son président Julius Nyerere, la Tanzanie a engagé une expérience qui mérite d'être connue : celle de l'Ujamaa (socialisme tanzanien), de l'autogestion, du socialisme dans la liberté. Les croyants, avec leurs évêques, ont choisi délibérément ce chemin. C'est donc une expérience à suivre. Le P. Bernard Joinet répond en toute liberté aux questions de C. Petit, ce qui donne un tour très vif à cet exposé pour l'intérêt du lecteur. Ce livre suscitera commentaires et études, on pense bien, et il serait malheureux qu'il en fût autrement.

— **L'Expérience de Dieu**, par Dom Pierre MIQUEL, abbé de Ligugé. — Un vol. 13,5 x 21,5 cm de 144 p. Prix : 36 F. Editions Beauchesne, Paris. — L'homme de notre temps ne demande pas des preuves de l'existence de Dieu, il demande une expérience de Dieu », et c'est cela qui compte. Dom Miquel recherche ce qui peut donner cette expérience à l'homme moderne : la nature, l'art, la beauté, la communauté, l'amitié ou l'amour, voire l'échec, la souffrance, etc. Peuvent-ils nous donner accès à Dieu ? Dom Miquel parle ici « d'expérience » et à son école le lecteur aura l'occasion de rencontrer Dieu dans les 300 témoignages et plus recueillis dans ces pages, qu'ils soient d'origine philosophiques ou religieuses.

— **La Nature aux quatre saisons**, par Richard ADAMS, illustré par David A. Goddard. Textes scientifiques de Max Hooper, illustrés par Adrian Williams. Texte français de Claude Lauriot Prévost. — 2 vol. 25 x 15 cm, 110 p., 46 F chaque. Editions du Centurion.

Imprimerie « Bayard-Presse »
5, rue Bayard, Paris-8°
Le directeur: J. GELAMUR
© 1977 by Bayard-Presse.

UNE SONORISATION INTELLIGIBLE MÊME EN ÉGLISE RÉVERBÉRANTE

● Une nouvelle technique adaptable aux cas les plus difficiles :

On a tout dit et tout fait pour essayer d'obtenir une sonorisation acceptable dans les églises... Les colonnes sonores amènent un début de solution mais elles ne sont pas toujours gracieuses et leur efficacité est maintenant très discutable si on veut bien tenir compte des nouvelles découvertes en acoustique.

Il n'est pas besoin d'être technicien pour admettre que la colonne sonore n'est intelligible que si chacun de ses haut-parleurs reproduit fidèlement et sans « trainage » et si on parvient à éviter que les ondes arrières des haut-parleurs se mélangent entre elles (double déformation des sons). Nous n'en connaissons aucune qui satisfasse aux lois sur l'équilibre des sons.

Moins la fidélité est grande, plus on aura de risques de sifflement (effet de Larsen entre micro et haut-parleur) trop souvent observé et très désagréable.

Actuellement, il existe des ensembles spécifiques réalisés à partir de projecteurs de son ou mieux de « transvecteurs » qui sont anti-réverbérants et dont l'intelligibilité est reconnue de tous les spécialistes.

● Une sonorisation préréglée, protégée des vols :

Une nouvelle solution permet de centraliser l'amplificateur et les connexions des fils micro et haut-parleurs, en coffret mural fermant à clef. Tout est préréglé en fonction de la réverbération de l'église. On peut raccorder 1 à 6 microphones et 2 sources sonores (tourne-disque, magnétophone, cassettes, etc.). Depuis les micros, on peut éventuellement télécommander la coupure de la modulation musique pendant tout le temps désiré (petit inter sur flexible micro). Une fois réglée, la sonorisation donnera la meilleure satisfaction en basculant sur simple inter en façade du coffret (Réf. CC1). A signaler que les microphones conseillés sont de plus en plus petits et de plus en plus de grande qualité grâce à la technique nouvelle des micros à effet « électret ».

● Cette sonorisation peut aussi servir pour des fêtes ou réunions de jeunes :

On peut déconnecter de l'intérieur du coffret.
— L'amplificateur 50 watts efficaces mono (Réf. FA 50) ;
— Le pupitre de mixage extra-plat et à 8 voies universelles réglables individuellement (graves, aigus volume) qui satisfait tout bon orchestre.
Les raccordements normalisés sont simples et efficaces (prises DIN).
L'ensemble est économique et peu encombrant.

● Que faire de la vieille sonorisation ?

On s'attache naturellement aux vieilles choses et il faut bien dire qu'elles ont coûté cher en leur temps. Pendant tout le dernier trimestre 1977 nous rachèterons votre installation ou partie de celle-ci car tout n'est peut-être pas à remplacer, si vous décidez de vous équiper d'une sonorisation moderne plus efficace et polyvalente.

TICKET-RÉPONSE ÉTUDE GRATUITE

M.
.....

demande que vous preniez contact avec lui.

L'AUTOMATIC Constructeur
Electro Acoustique

1, rue Froide, 92220 BAGNEUX. Tél. : 735-27-10.

Canada : 1 an, 1 \$, « Periodica » INC C.P. 220 Ville Mont
Royal - P.Q. H.3.P. 3B9. Autres pays : 1 an : 96 F.;
1 mois : 50 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 5 F.; des années précé-
dentes : 7 F. Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
millésimé. Prix : 16,50 F net. Franco : 18 F. C.C.P. Paris 16-68.
N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1734 - 15 JANVIER 1978

- 51 Allocution du Sacré-Collège (22 décembre).
- 56 Les racines de la violence. Homélie du 1^{er} janvier.
- 58 Message de Noël.
- 60 Audiences générales : Les leçons de Noël (7, 14, 21, 28 déc.).

ACTES DE S. S. PAUL VI

L'UNITE DES CHRETIENS

LE COMITE CENTRAL DU COE

- 63 Baptême, Eucharistie, ministère (D^r Lukas Vischer).
- 68 Lettre aux Eglises.
- 70 Rapport du pasteur P. Potter.
- 77 Déclaration sur la torture.

LE DIALOGUE CONSTANTINOPLE-ROME

- 79 Visite d'une délégation du Saint-Siège au Phanar.
- 82 Visite d'une délégation du Phanar à Rome.

♦♦

- 83 La papauté, question œcuménique (P. Congar).

CHILI ET ARGENTINE

- 85 L'intervention de l'Eglise dans les questions économiques (cardinal Silva Henriquez).
- 87 Lettre des évêques aux Chiliens de l'étranger.
- 88 Homélie de Mgr Pézeril sur l'Argentine.

QUESTIONS ACTUELLES

- 90 Evénements et informations (1^{er}-15 décembre).

EVENEMENTS

- 92 La messe pour les pèlerins à Saint-Pierre de Rome.
- 93 Homélie de Noël du cardinal Marty.
- 94 Allocution du cardinal Renard à l'Assemblée diocésaine.
- 95 Les sacrements de pénitence et de mariage dans un lieu de culte traditionaliste (Mgr Orchamp).
- 96 Manifestation judéo-chrétienne à Bruxelles.
- 97 Lettre à 21 tortionnaires brésiliens.

LE MONDE DANS LE MONDE

LA

60^e ANNÉE - T. LXXV

Prix : 6 F - BIMENSUEL

PLEASE DO NOT REMOVE

5 février 1978

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Paul VI et Moshé Dayan (Photo Keystone)

Les droits de l'homme (Paul VI)

La peine de mort (Épiscopat français)

L'école catholique

Elections de mars 1978

LES CHOIX POLITIQUES DES CHRETIENS

CONDITIONS DE COMMANDE :

La brochure : 5 F.

Prix par quantités :

- 10 exemplaires : 40 F
(4 F l'unité)
- 50 exemplaires : 150 F
(3 F l'unité)
- 100 exemplaires : 200 F
(2 F l'unité)

Remise Diffuseurs comprise.

Les informations et les documents
que LA CROIX a fourni sur ce sujet
viennent d'être rassemblés dans une brochure de 32 pages.

Cette synthèse, LA CROIX l'a réalisée
pour répondre à de nombreuses demandes.

Elle contribuera utilement à l'effort de clarification
et de réflexion conduit par le journal à l'approche des élections.

Elle intéresse un large public et nous demandons,
à tous ceux d'entre vous qui en ont la possibilité,
de participer à sa diffusion.

BON DE COMMANDE

à adresser à C. DAUVERGNE - BAYARD PRESSE, 5, rue Bayard, 75008 Paris

N 

Adresse

Désire recevoir exemplaire (s) de la brochure « Les choix
politiques des chrétiens ».

Ci-joint paiement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de
Bayard Presse.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à
tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs,
séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

Actes de S. S. Paul VI

LES DROITS DE L'HOMME

Allocution au Corps diplomatique

Paul VI a reçu, le 14 janvier, les membres du Corps diplomatique accrédités auprès du Saint-Siège, venus lui présenter leurs vœux pour la nouvelle année. Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse aux paroles de leur doyen, M. Vallderes y Aycinena, ambassadeur du Guatemala (1) :

EXCELLENCES ET CHERS MESSIEURS,

Avec joie, nous accueillons ces vœux chaleureux. Nous sommes très touché des paroles de bienveillance et de confiance que votre doyen vient de nous adresser en votre nom à tous, en évoquant des initiatives ou des événements personnels et ecclésiaux qui nous sont chers. Nous vous remercions aussi de votre présence. Veuillez agréer les souhaits très cordiaux qu'à notre tour nous sommes heureux de vous offrir : au-delà de vos personnes, ils vont à vos familles, à vos ambassades, aux Etats que vous représentez auprès du Saint-Siège. Que Dieu les garde dans la paix tout au long de l'année nouvelle.

Cette rencontre traditionnelle du mois de janvier pour l'échange des vœux nous permet, chaque année, de nous entretenir avec vous. Nous voudrions choisir aujourd'hui, comme sujet de réflexion, le thème si important et si actuel des droits humains.

Les droits de l'homme, on en parle et on en discute beaucoup aujourd'hui. On le fait avec passion, parfois avec colère, presque toujours en ayant en vue une plus grande justice effective ou présumée. Ces revendications ne semblent pas toutes raisonnables ou réalisables, car elles sont parfois inspirées par des emballages individualistes ou utopie anarchique ; quelques-unes sont même moralement inadmissibles. Mais, dans l'ensemble, en tant qu'aspiration et tension vers une plus haute espérance, cet intérêt accru pour un espace de liberté et de responsabilité plus favorable à la personne est un fait positif qu'il faut encourager ; l'Eglise le suit et veut continuer à le suivre avec sympathie, tout en lui apportant, selon sa propre mission, la lumière et les éclaircissements nécessaires.

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 15 janvier 1978. Le titre et les sous-titres secondaires sont de notre rédaction.

Parmi l'ensemble fort vaste et complexe des thèmes qui touchent les droits de la personne humaine, il nous a paru utile d'évoquer d'une façon particulière la liberté religieuse, l'égalité raciale et le droit de l'homme à l'intégrité physique et psychique. Ce choix nous a été suggéré par le fait que ces trois valeurs se situent dans la sphère des rapports entre les personnes et les pouvoirs publics : et nous vous avons justement aujourd'hui comme auditeurs, vous qui représentez les gouvernements de tant de pays.

1. — LA LIBERTE RELIGIEUSE

L'une des caractéristiques de notre société sécularisée est, sans aucun doute, la tendance à reléguer la foi religieuse au rang d'option privée. Et pourtant, jamais comme à notre époque, partout où elle est opprimée ou limitée, la liberté de religion et de conscience n'a été invoquée et revendiquée avec autant d'insistance, voire de passion, comme une valeur de l'existence, qui réclame une dimension extérieure et communautaire. Il suffit de voir les appels qui nous parviennent continuellement de personnes et de groupes, même non catholiques, d'hommes et de femmes de toute conviction, et aussi le large consensus que rencontrent les initiatives du Saint-Siège lorsqu'il demande devant les instances internationales le respect pour la liberté religieuse de tous.

Quelques idéologies diffuses veulent aussi cataloguer la foi en Dieu parmi les signes de la faiblesse et de l'aliénation humaine. Et pourtant, rarement autant qu'en ces dernières décennies, les croyants ne se sont montrés davantage des hommes libres, indépendants dans leur jugement moral, résistants dans les privations, intrépides sous les pressions et les oppressions, et devant la mort. Nous en avons pour preuve les témoignages de ceux qui ont partagé avec eux la prison ou l'internement, et aussi les sacrifices que savent supporter sereinement, sur le plan de la vie civile, du travail, des études, de la carrière, une multitude de croyants qui acceptent de subir des discriminations pour eux ou pour leurs enfants, pourvu que cela n'atteigne pas leurs propres convictions.

On doit reconnaître que toutes ou presque toutes les Constitutions du monde, sans parler de plusieurs documents internationaux de portée solennelle, contiennent des garanties — souvent amples et circonstanciées — en faveur de la liberté de religion et de conscience, et de

l'égalité des citoyens sans distinction de foi religieuse. Mais on ne peut s'empêcher de constater les limitations et les interdictions auxquelles sont soumises dans divers pays, au plan législatif et administratif, ou simplement dans les faits, de nombreuses manifestations de la vie religieuse : la profession de foi individuelle, l'éducation des jeunes, l'action pastorale de prêtres ou d'évêques, l'autonomie interne des communautés religieuses, la faculté d'évangéliser, l'utilisation de la presse, l'accès aux mass media, etc. Il faut donc en conclure que les croyants sont encore considérés comme des citoyens suspects, que l'on doit surveiller tout particulièrement.

Nous voudrions que notre discours ici soit franc, respectueux de la vérité, et aussi amical et constructif. Il est exact que la personne qui croit sincèrement en Dieu et s'efforce, malgré sa faiblesse et ses péchés, de vivre en communion d'amour avec lui se sent forte et libre. La force n'est pas la sienne : c'est celle de l'autre, auquel elle se confie. La liberté lui vient du fait qu'elle ne craint pas les puissances « qui tuent le corps » (Lc 12, 4). « C'est un curieux paradoxe », disait malicieusement sir Thomas More, humaniste et homme d'Etat, à sa fille Margaret avant de mourir, « qu'un homme puisse perdre la tête sans en subir de dommage ».

L'engagement des chrétiens pour une société plus humaine et plus juste

Moins enclin à la suggestion, le croyant est ouvert à la vérité et à la justice, il a le cœur disponible pour ses frères, il ressent le devoir impératif d'être fidèle aux responsabilités assumées. On peut tout lui demander pour les autres hommes et pour la société, sauf ce que sa conscience lui interdit.

Que les chrétiens sachent puiser dans la foi une force morale particulière qui les engage, au moins autant et même plus que d'autres, en faveur d'une société plus humaine et plus juste, c'est ce que commencent à reconnaître même ceux qui, autrefois, avaient l'habitude de qualifier la foi religieuse d'une sorte de fuite du réel. Il semble permis de se demander alors : un Etat peut-il solliciter avec fruit une confiance et une collaboration entières alors que, par une sorte de « confessionnalisme en négatif », il se proclame athée et, tout en déclarant respecter dans un certain cadre les croyances individuelles, il prend position contre la foi d'une partie de ses citoyens ? Comment penser qu'un père ou une mère aient l'espoir d'une société qui se voudrait nouvelle et plus juste, quand une éducation idéologique totalisante est privilégiée dans les écoles, et quand il reste difficile pour les familles, même dans l'intimité du foyer, de communiquer à leurs enfants les valeurs de l'esprit qui sont le fondement de la vie ? Comment peuvent se sentir tranquilles l'Eglise et ces pasteurs qui nourrissent pourtant, à l'égard de l'autorité civile, un respect sincère et motivé, selon le mot de saint Paul, « non par crainte du châtement mais par raison de conscience » (Rm 13, 5), quand on s'oppose encore à l'ouverture de lieux de culte ou à l'envoi de prêtres là où leur présence est réclamée par les fidèles, ou quand on limite

l'accès au sacerdoce ou à la consécration religieuse ?

Les temps ne sont-ils pas mûrs pour accueillir la supplication de millions de personnes ?

Pour notre part, nous avons toujours encouragé pasteurs et fidèles à faire preuve d'une patience persévérante, à être loyaux envers les pouvoirs légitimes, à s'engager généreusement dans le domaine civique et social pour tout ce qui sert le bien de leur pays. Nous en avons donné publiquement la preuve, récemment encore, à l'occasion des visites déférentes et courtoises de hautes autorités civiles. Depuis longtemps, à l'exception de quelques pays pour lesquels cela ne nous a pas été permis jusqu'ici, nous avons entamé un dialogue franc et ouvert que l'on ne peut pas considérer comme sans résultat, et que nous souhaiterions plus approfondi, élargi aussi à des points difficiles non encore abordés. Nous voudrions maintenant, faisant place à une perspective plus étendue et parlant non seulement pour les catholiques mais en faveur de tous les croyants, formuler une question. Cette question, la voici : les temps ne sont-ils pas mûrs désormais, l'évolution historique n'est-elle pas suffisamment avancée pour que certaines raideurs du passé soient surmontées, que soit accueillie la supplication de millions de personnes, et que tous — dans la parité de condition entre concitoyens et dans le concours solidaire de tous au bien civique et social de leur pays — puissent bénéficier du juste espace de liberté pour leur foi, dans ses expressions personnelles et communautaires ? N'y a-t-il pas dans les vicissitudes des peuples, même après les bouleversements les plus radicaux, une maturation naturelle des événements, une détente des esprits, un cheminement des générations abordant une nouvelle étape plus humaine, dans lesquels se consume et se dissout ce qui oppose et divise, dans lesquels aussi renaît et s'affirme ce qui accueille, fait fraterniser et réunit ? Il nous semble à nous que justice, sagesse et réalisme convergent pour étayer l'espérance fondée et le souhait cordial qu'un tel moment, capable de procurer le bonheur à tant de cœurs, ne soit pas remis à plus tard ni éludé.

2. — L'EGALITE ENTRE LES HOMMES

A l'égalité sans distinction d'origine ou de race sont consacrés des documents internationaux solennels, comme la Convention des Nations Unies du 21 décembre 1965 contre toute forme de discrimination raciale, à laquelle le Saint-Siège lui aussi a adhéré. Plus que sur son aspect juridique et politique, nous voudrions ici attirer l'attention sur le sens religieux et moral de la dignité égale de tous les hommes. Pour qui croit en Dieu, tous les êtres humains, même les moins favorisés, sont les fils du Père universel qui les a créés à son image et guide leurs destinées avec un amour prévenant. Paternité de Dieu signifie fraternité entre les hommes : c'est un point fort de l'universalisme chrétien, un point commun aussi avec d'autres grandes religions et un axiome de la plus haute sagesse humaine de tous les temps, celle qui a le culte de la dignité de l'homme.

Le mythe du sang et de la race

Pour un chrétien, aucun homme n'est exclu de la possibilité d'être sauvé par le Christ et de jouir d'une même destination au Royaume de Dieu. Il est donc inconcevable pour qui accueille le message évangélique, même en tenant compte de diversités physiques, intellectuelles ou morales, de nier l'égalité humaine fondamentale au nom de la prétendue supériorité d'une race ou d'un groupe ethnique. Nous nous souvenons encore avec émotion des fortes expressions utilisées par notre grand prédécesseur Pie XI, de vénérée mémoire, dans la lettre encyclique qu'il publia il y a quarante ans, pour condamner ceux qui voulaient porter atteinte à l'universalité de la rédemption chrétienne par la soi-disant « révélation » d'un « mythe du sang et de la race ».

Pour une solution de justice, particulièrement en Afrique australe

L'Eglise catholique, c'est-à-dire universelle de par sa mission et sa diffusion, de même qu'elle souffre de chaque recrudescence de nationalismes antagonistes, est préoccupée aussi par l'aggravation de rivalités raciales et tribales qui fomentent divisions et rancœurs entre les hommes et les peuples, et peuvent aller jusqu'à affecter même des frères dans la foi. Nous nous proposons ici d'attirer plus spécialement l'attention sur le conflit racial plus général qui, dans l'histoire africaine des dernières décennies, a revêtu un caractère paradigmatique, parce que lié à la décolonisation et à l'accession des peuples d'Afrique à l'indépendance : il s'agit de la tentative de créer des assises juridiques et politiques en violation des principes du suffrage universel et de l'autodétermination des peuples, que précisément la culture européenne et occidentale a contribué à affermir et à diffuser dans le monde.

L'Eglise comprend les justes raisons pour lesquelles les populations africaines refusent de telles situations. Certes, elle ne peut encourager ni justifier la violence qui répand le sang, sème la destruction, donne à la haine des proportions démesurées et déchaîne les représailles et les vengeances. Mais l'Eglise ne peut taire son enseignement, à savoir que toute théorie raciste est contraire à la foi et à l'amour chrétiens ; précisément, l'horreur que les chrétiens ont de la violence doit les pousser à réaffirmer l'égalité de dignité de tous les hommes avec plus de netteté et de courage. En rappelant les approbations que suscita, voici quelques années, notre formule lancée pour la Journée de la paix : « Tout homme est mon frère », nous voudrions que s'exprime toujours plus fortement et avec plus de conviction, de manière légitime mais efficace, la solidarité effective de tous en faveur d'une solution de justice, particulièrement dans l'Afrique australe, solution vainement tentée jusqu'à présent par des initiatives et des propositions diverses.

3. — L'INTEGRITE PHYSIQUE ET PSYCHIQUE DES PERSONNES

Pour qui croit en Dieu, la vie humaine est un don qui vient de lui, un dépôt sacré qu'il faut

conserver dans son intégrité. L'Eglise se sent engagée à en enseigner le respect en toute constance et à toute étape de l'existence, depuis l'instant de la conception où la vie commence à se former dans le sein maternel, jusqu'au rendez-vous avec notre « sœur la mort ». Du berceau à la tombe, tout être humain, même le plus faible et le plus dépourvu, diminué ou laissé pour compte, possède un élément de noblesse qui est l'image de Dieu et la ressemblance avec lui. Et Jésus a enseigné à ses disciples que dans la personne de ces pauvres et de ces petits est représentée, avec une évidence particulière, sa propre personne.

La torture - Les asiles psychiatriques

L'Eglise et les croyants ne peuvent donc demeurer insensibles et inertes face à la multiplication des dénonciations de tortures et de mauvais traitements pratiqués en divers pays sur des personnes arrêtées, interrogées ou bien mises en état de surveillance ou de détention. Alors que constitutions et législations font place au principe du droit à la défense à toutes les étapes de la justice, alors que sont avancées des propositions pour humaniser les lieux de détention, on constate néanmoins que les techniques de torture se perfectionnent pour affaiblir la résistance des prisonniers, et que l'on n'hésite pas parfois à leur infliger des lésions irréversibles et humiliantes pour le corps et pour l'esprit. Comment ne pas être troublé quand on sait que de nombreuses familles angoissées adressent en vain des suppliques en faveur de ceux qui leur sont chers, et que même les demandes d'information s'accumulent sans recevoir de réponse ? Pareillement, on ne peut faire silence sur la pratique, dénoncée de tant de côtés, qui consiste à assimiler les coupables — ou présumés tels — d'opposition politique aux personnes qui ont besoin de soins psychiatriques, ajoutant ainsi à leur peine un autre motif, peut-être plus dur encore, d'amertume.

Comment l'Eglise, comme elle l'a fait pour le duel et le fait encore pour l'avortement, ne prendrait-elle pas une position sévère face à la torture et aux violences analogues infligées à la personne humaine ? Ceux qui les ordonnent ou les pratiquent commettent un crime, vraiment très grave pour la conscience chrétienne, qui ne peut pas ne pas réagir et s'employer, dans la mesure du possible, à faire adopter des remèdes adéquats et efficaces.

**

Telles sont en bref, Excellences et chers Messieurs, les réflexions que nous désirions vous exprimer, certain de vous y trouver sensibles et accueillants. Nous les confions, avec nos vœux de prospérité et de paix pour les autorités et les pays que vous représentez, à Celui qui préside au destin des hommes et des peuples, et ouvre les cœurs à la vérité, à la justice, à l'amour. Puisse l'année qui vient de commencer être enrichie par un nouveau don de Dieu, celui d'un progrès considérable en faveur des droits de l'homme !

Nous ajoutons ce vœu à tous ceux que nous formons pour vous-mêmes et pour les vôtres, en priant le Seigneur de vous combler de ses bénédictions.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

NOËL, SOURCE DE LA JOIE CHRETIENNE

Audience générale du 4 janvier (1)

Il nous faut repenser à Noël, avons-nous dit aux participants à la dernière audience générale et répétons-nous en cette audience d'après Noël. Nous avons en effet la conviction que de cet événement — il serait mieux de dire de ce « mystère » — de l'Evangile naît une façon de penser et de vivre qui fait de la fidélité à Noël, c'est-à-dire de notre christianisme, une joyeuse nouveauté. Ce prolongement de notre réflexion sur Noël peut se faire par deux voies substantiellement égales parce qu'elles partent l'une et l'autre de ce Jésus dont nous célébrons la naissance, c'est-à-dire la venue en ce monde, mais avec un itinéraire différent. L'une, pouvons-nous dire, part de l'aspect narratif et moral de la célébration de Noël et elle nous ramène à la crèche de Bethléem ; l'autre attire notre attention sur l'aspect doctrinal et théologique de cette célébration et nous propose une analyse du mystère de l'Incarnation sur lequel l'Eglise catholique, avec ses premiers Conciles célébrés en Orient, a principalement appliqué sa contemplation spéculative. La première voie est caractérisée par la liturgie de notre Noël, éclairée par ce qui en est le centre : la naissance de Jésus dans le monde, aux lieu et temps rapportés dans le récit de l'Evangile. La seconde voie trouve son expression caractéristique dans l'Epiphanie, c'est-à-dire dans le « mystère » de l'Incarnation, le mystère du Verbe de Dieu fait homme.

Nous parlerons aujourd'hui de la première voie, la voie descriptive, que nous connaissons tous bien. Elle part de l'annonce de la naissance de Jésus, telle qu'elle nous est rapportée dans l'Evangile de saint Luc, dans les inoubliables paroles de l'ange aux bergers. Premiers représentants de l'humanité à être informés de la venue du Christ dans le monde, ils sont ainsi devenus participants de son premier effet. Nous les rappellerons encore une fois ces paroles de l'ange, qui constituent l'annonce, le programme du christianisme : « Soyez sans crainte, car voici, je viens vous annoncer une bonne nouvelle qui sera une grande joie pour tout le peuple : il vous est né aujourd'hui, dans la ville de David, un sauveur qui est le Christ Seigneur. » (Pause.)

Nous devons accueillir ce message venu du ciel, de mystérieuses lèvres d'ange. C'est un message de joie. D'abord à cause de sa source. Il vient du ciel, de l'horizon mystérieux et illimité du « Royaume des cieux ». C'est une économie nouvelle, un régime nouveau qui s'inaugure sur la terre. Un rapport surnaturel s'établit entre le ciel et le monde, un rapport de joie, et c'est là le second élément à inscrire à la première page de l'histoire humaine. Le christianisme, qui réalisera ce rapport, quel qu'en soit le développe-

ment spirituel et historique, est une réalité substantiellement joyeuse et qui, de plus, est destinée à l'universalité. Elle est « pour tout le peuple ».

Frères et fils, attachons tout de suite de l'importance à cette arrivée du Christ dans le monde. Dans une perspective normative et interprétative, il s'agit d'un fait qui transcende tout le monde religieux en découlant. La vocation chrétienne est une vocation à une joie essentielle pour celui qui l'accueille. Le christianisme est bonheur, plénitude, joie. Nous pouvons même dire que c'est une béatitude qui ne trompe pas : le chrétien est appelé à un bonheur qui n'a pas de source plus authentique. L'Evangile est une « bonne nouvelle », un royaume dans lequel la joie ne peut manquer. Un chrétien irrémédiablement triste n'est pas authentiquement chrétien. Nous sommes appelés à vivre et à témoigner de ce climat de vie nouvelle, alimenté par une joie transcendante. Les épreuves et les souffrances de toute sorte d'ici-bas, loin d'étouffer cette joie, l'incitent à s'exprimer d'une façon victorieuse.

Nous avons déjà solennellement parlé de notre vocation à un bonheur supérieur, spirituel et indéfectible, dans notre exhortation apostolique *Gaudete in Domino* publiée pendant l'Année sainte (9 mai 1975) (2). Nous voudrions encore une fois attirer l'attention de tous sur cette joie, aux sources inépuisables de laquelle nous voulons puiser après la récente fête de Noël.

Nous voudrions qu'à ces sources trouve remède et réconfort la présente tristesse de notre temps, que les actuelles difficultés de toute sorte font renaître, avec de bien tristes résultats : la sotte sagesse du monde se laisse aller à un pessimisme découragé, en se résignant à un irrémédiable désespoir intérieur ; ou bien on suggère de recourir à de faux remèdes comme l'hédonisme, l'égoïsme, et les jeunes d'aujourd'hui qui entendent ces suggestions en font souvent l'illusoire et toujours amère expérience. Qu'y trouve remède et réconfort spécialement cette nouvelle génération de jeunes que nous sommes heureux de voir s'approcher de la crèche de Bethléem en chantant avec une poésie nouvelle la vieille et toujours nouvelle salutation au Sauveur du monde.

Qu'il en soit ainsi, avec notre bénédiction apostolique.

(2) DC 1975, n° 1677, p. 501 et s. (NDLR.)

HUMILITE ET PAUVRETE DU CHRIST

Audience générale du 11 janvier (1)

Parlons encore de Noël. C'est là une méditation inépuisable, toujours et encore riche en

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 5 janvier 1978. Traduction de la DC.

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 12 janvier 1978. Traduction et titre de la DC.

thèmes fondamentaux qui intéressent nos rapports avec Dieu. Au terme de la célébration de ce grand événement qu'est Noël, nous retiendrons les exemples qui lui sont propres. Ceux-ci peuvent servir d'une part à nous révéler la pensée de Dieu sur nous et d'autre part à modéliser notre vie présente de telle sorte qu'elle se rapproche le mieux de celle de Dieu fait homme. Avant de nous instruire par sa parole, le Seigneur nous a donné l'exemple de ses actes avec l'Evangile relatant son apparition parmi nous sous une forme humaine.

Le seul fait de proposer à notre réflexion le récit de la vie du Christ soulève des problèmes que nous ne parviendrons jamais à résoudre complètement. Mais toujours la présence du Christ dans le monde sera pour nous une telle source de lumière, de vérité, de réconfort, d'espérance et de vie que nous devons en convenir : il est la lumière du monde et c'est seulement dans l'éclairage de la doctrine de l'Eglise sur lui que nous pouvons bénéficier de sa lumière et parvenir au salut. Ce qui revient à dire que nous devons nous sentir obligés de regarder vers le Christ notre Seigneur avec les yeux de la foi, dans une totale adhésion de pensée et de vie. Rappelons-nous les dernières paroles du prologue de l'Evangile de saint Jean : « Et le Verbe s'est fait chair et il a habité parmi nous, et nous avons vu sa gloire, cette gloire que, Fils unique plein de grâce et de vérité, il tient du Père. » (Jn 1, 14.)

Mais arrivés à ce point de notre contemplation du Verbe incarné, ce n'est pas sa gloire que nous trouverons. Le tableau de la vie temporelle de Jésus nous fait bien plutôt trouver son humiliation, sa petitesse, son anéantissement. Nous trouverons non pas la grandeur, mais la négation des valeurs de notre vie présente. La crèche nous le dit. L'humilité du Christ sera notre surprise. Une humilité qui mortifie nos attentes messianiques et nous oblige à modifier, voire à refuser, notre estime de ce que nous croyions être des biens nécessaires à notre existence naturelle. Nous rappelons cela en pensant à deux vertus chrétiennes, c'est-à-dire à deux dimensions négatives qui caractérisent notre présence dans le monde : l'humilité et la pauvreté.

Dieu a voulu se manifester à nous et partager notre vie dans une humilité absolue. Et cela modifie, bouleverse les jugements que nous portons sur nous-mêmes ou sur nos rapports avec les choses et les événements du monde. « Mettez-vous à mon école, car je suis doux et humble de cœur », nous dit Jésus dans son Evangile (Mt 11, 29). Cette humilité caractérise non seulement les aspects extérieurs de la vie du Christ, mais les formes essentielles de sa vie, de sa doctrine et de sa mission. Ici, il est nécessaire de citer une phrase bien connue de saint Paul qui contient la synthèse de toute la figure du Christ et nous donne la clé permettant de la comprendre. C'est la phrase sur la « Kénosis » du Christ, c'est-à-dire son abaissement pour accomplir le plan de notre rédemption : « Ayez en vous les mêmes sentiments que le Christ Jésus. Lui qui était dans la condition de Dieu, n'a pas jugé bon de revendiquer son droit d'être traité à l'égal de Dieu ; mais au contraire, il se dépouilla lui-même en prenant la condition

de serviteur. Devenu semblable aux hommes et reconnu comme un homme à son comportement, il s'est abaissé lui-même en devenant obéissant jusqu'à mourir, et à mourir sur une croix. C'est pourquoi Dieu l'a élevé au-dessus de tout ; il lui a conféré le nom qui surpasse tous les noms, afin qu'au nom de Jésus, aux cieux, sur la terre et dans l'abîme, tout être vivant tombe à genoux, et que toute langue proclame : « Jésus-Christ est le Seigneur, pour la gloire de Dieu le Père. » (Ph 2, 5-11.)

Ici notre méditation s'arrête et devient admiration infinie. La mortification du Christ devient principe et modèle de notre exaltation. Des observations analogues à celles-ci sur l'humilité revêtue par l'Homme-Dieu lorsqu'il est apparu dans le monde peuvent être faites à propos de la *pauvreté* dans laquelle le Christ est venu parmi les hommes. D'où une mutation radicale dans notre appréciation des biens de la vie présente sur le plan naturel. Cette mutation caractérise le christianisme, où l'humilité et la pauvreté trouvent des expressions que ne connaissent pas les conceptions naturelles de la vie humaine, mais ont pour compensation la conquête surnaturelle du royaume de Dieu, de la nouvelle vie promise à ceux qui sont humbles et pauvres de cœur. Pensons-y bien. C'est cela l'Evangile (cf. St AUGUSTIN, *Serm.* 30 ; *PL* 38, 191-192 ; P. GIANMARIA DA SPIRANO, *I Fioretti di S. Francesco d'Assisi*, Martello, Milan 1960).

Avec notre bénédiction apostolique.

L'UNITE DES CHRETIENS

Audience générale du 18 janvier (1)

Nous ne pouvons pas en faire abstraction. Aujourd'hui 18 janvier, l'audience générale coïncide avec la première journée de la « Semaine de prière pour l'unité des chrétiens ». Et nous nous sentons dans l'obligation de vous inviter tous à prendre en considération, vous aussi, cette question, toujours impérieuse, de l'œcuménisme, c'est-à-dire de la recomposition de l'union effective, dans la foi et la discipline, de tous ceux qui croient en Jésus-Christ. C'est, en effet, un devoir pour tous les chrétiens, un devoir que nous pourrions appeler constitutionnel, d'être unis entre eux, d'être « un » (Jn 17, 11-21, 22-23), selon la volonté de Jésus ; un devoir que des siècles de division entre chrétiens, loin de l'atténuer, rendent plus sensible, et dont notre temps nous fait prendre plus vivement conscience : il faut que les chrétiens soient unis.

La première chose à faire, c'est de prendre conscience de ce devoir. Telle est la volonté solennelle du Christ. Nous nous sommes habitués à cette situation paradoxale : nous nous croyons des chrétiens authentiques alors qu'il existe actuellement entre tous ceux qui se disent

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 19 janvier 1978. Traduction et titre de la DC.

chrétiens des divisions graves, multiples, invétérées. Si nous sommes soucieux d'être de vrais et fidèles disciples du Christ, nous devons éprouver un malaise, une souffrance, une anxiété devant l'état dans lequel, aujourd'hui encore, se trouve son héritage, son Eglise. Mais les difficultés pour recomposer une véritable fusion unitaire entre les diverses dénominations chrétiennes sont telles qu'elles paralysent toute espérance humaine de la voir se réaliser historiquement. Les ruptures se sont ossifiées, solidifiées, organisées à un point tel que semble utopiste toute tentative de reconstruire, rattaché à la tête qui est le Christ, « un corps coordonné et bien uni grâce à toutes les articulations qui le desservent, selon une activité répartie à la mesure de chacun... pour se construire lui-même dans l'amour », comme l'a écrit saint Paul (Ep 4, 16).

Le problème de l'unité entre les chrétiens semble insoluble aussi du fait qu'il s'agit d'une vraie unité. Ce mot très saint d'unité, dont l'exemple nous est donné dans l'indicible unité entre le Père et son divin Fils (Jn 17, 22), ne peut admettre une quelconque interprétation abusivement pluraliste. L'unité du Corps mystique qui est l'Eglise admet, exige même, une multiplicité de fonctions (Ep 4, 11-15), mais toujours en convergeant organiquement vers une foi unique, un amour unique.

Or, devant les conditions concrètes et historiques des différentes fractions de fidèles adhérant aux diverses dénominations chrétiennes, cette exigence semble décourager toute espérance œcuménique ; l'histoire ne revient pas en arrière. Et pourtant on ne peut demeurer ainsi. La parole du Christ : « Que tous soient un », n'est pas seulement un commandement qui nous est donné ; c'est aussi une promesse prophétique. Cette parole a été prononcée par le Seigneur dans son ultime prière avant sa passion, et cette prière ne peut pas ne pas être exaucée.

Nous en tirerons deux conclusions positives pour notre « Semaine de prière pour l'unité des chrétiens ». La première nous est suggérée par le thème même de la Semaine : « Vous n'êtes plus étrangers. » C'est là une autre parole de saint Paul. Elle nous dit qu'existe déjà une communion, un amour, qui nous permettent d'appeler « frères » également les chrétiens qui sont malheureusement encore séparés de la vraie unité catholique. Ils sont baptisés, ils croient dans l'Evangile ; eux aussi, pensons-nous, aspirent à l'unité entre tous les chrétiens. Oui, il existe déjà des liens d'union que nous ne pouvons ni ignorer ni sous-estimer. Ces liens ne sont pas parfaits. Ils manifestent toujours la déchirure qui a été faite dans la structure intègre et organique du Corps mystique. Ils attendent de l'Eglise mère qu'elle les retisse avec une immense patience et une humilité exemplaire, mais ils sont encore susceptibles d'une nouvelle et digne vitalité. Aujourd'hui, ces liens brisés ne doivent pas inspirer des polémiques inextinguibles ; ils doivent plutôt inspirer un plus grand amour s'ils favorisent encore la recomposition de l'unité.

Et voici alors la seconde conclusion : il faut prier. La prière pour l'unité est, en contre-jour, l'aveu de notre incapacité à parvenir par les seuls moyens humains au but que nous nous proposons : « Sans moi, vous ne pouvez rien faire. »

(Jn 15, 5.) Rappelons-nous cette parole du Seigneur et nous le priions avec une confiance encore plus grande. Que ne peut-on obtenir par la prière ? Là est la secrète espérance de la recomposition de l'unité entre les chrétiens.

Prions donc tous. Avec notre bénédiction apostolique.

LE CENTENAIRE DE JULES ISAAC

Le centenaire de la naissance de Jules Isaac, fondateur de l'Amitié judéo-chrétienne de France (1), a été commémoré au cours d'une séance solennelle au Collège de France le 6 décembre 1977. Le P. Mejia était venu de Rome porteur de la lettre ci-après du cardinal Villot, secrétaire d'Etat, au cardinal Marty, archevêque de Paris (2) :

SECRETAIRERIE D'ETAT

Le 22 novembre 1977.

N. 337904

Monsieur le Cardinal,

Sa Sainteté le Pape Paul VI, informé de l'intention qu'a « l'amitié judéo-chrétienne de France » de commémorer, le 6 décembre prochain, en une séance solennelle, le centenaire de la naissance de Jules Isaac, voudrait par votre intermédiaire exprimer aux organisateurs et aux participants de cette assemblée ses vœux et l'intérêt qu'il porte à cette commémoration.

Le Saint-Père a, en effet, bien présents à la mémoire les rapports sincères et fructueux que son vénéré prédécesseur le Pape Jean XXIII a entretenus avec Jules Isaac (3). Il apprécie également les heureuses conséquences que ces rapports ont entraînées pour l'orientation ultérieure des relations de l'Eglise catholique avec le judaïsme, relations qui ont trouvé une expression ecclésiale dans le N. 4 de la déclaration *Nostra aetate* du deuxième Concile du Vatican, ainsi qu'en d'autres manifestations qui l'ont précédé ou suivi. Jules Isaac et son œuvre peuvent dès lors apparaître comme une source d'inspiration pour tous ceux qui veulent à bon droit s'employer à promouvoir le respect, l'estime et l'amitié réciproques entre juifs et chrétiens, et même la collaboration au profit des valeurs spirituelles et humaines. A la lumière de leur commun héritage religieux et au-delà de toute discrimination ou conflit, comme fils d'Abraham et croyant en la parole de Dieu. Aussi le Saint-Père vous confie-t-il le soin de transmettre aux participants ses salutations et ses encouragements.

Veuillez agréer, Monsieur le Cardinal, l'assurance de mes sentiments fraternellement dévoués.

J. Cardinal VILLOT.

(1) 11, rue d'Enghien, 75010 Paris.

(2) Texte original.

(3) Cf. DC 1968, n° 1528, col. 2015. (NDLR.)

LA RÉCEPTION DE MOSHE DAYAN

Paul VI a reçu en audience, le 12 janvier, M. Moshé Dayan, ministre israélien des Affaires étrangères, accompagné de différentes personnalités. Voici l'allocution qu'il lui a adressée (1) :

La visite de Votre Excellence et des personnes distinguées qui vous accompagnent revêt une signification spéciale dans les conditions présentes : une phase particulièrement intense en initiatives et discussions est actuellement en cours — et vous y participez activement — pour parvenir à un règlement du long et pénible conflit du Moyen-Orient.

Cette rencontre est ainsi pour nous une heureuse occasion de renouveler nos vœux fervents et de manifester une fois encore notre profond espoir que l'impulsion donnée à la négociation s'avérera décisive pour une juste paix, grâce au courage et à la clairvoyance des dirigeants impliqués dans les discussions, et avec la participation de toutes les parties intéressées.

Nous pensons que par là nous exprimons les profondes aspirations de tous les peuples de la région et de tout ceux qui considèrent le Moyen-Orient comme une région très importante dans le monde et pour le monde, mais aussi comme la source d'immenses richesses spirituelles. Nous avons donc la conviction que malgré les difficultés accumulées tout au long de ces années éminemment critiques, il est possible de parvenir à des solutions qui allient les exigences fondamentales à la fois de la sécurité et de la justice pour tous les peuples de la région et qui jettent les fondements d'un avenir pacifique pour ces peuples.

Votre Excellence le sait bien, dans le problème complexe du Moyen-Orient, nous avons particulièrement à cœur la question de Jérusalem et des Lieux saints. Nous espérons avec ferveur en une solution qui non seulement satisfiera les aspirations légitimes de ceux qui sont concernés, mais aussi tiendra compte du suréminent caractère religieux de la Ville sainte. Nous avons donc confiance que la proposition faite plusieurs fois par le Saint-Siège, en vue de la grandeur spirituelle de Jérusalem, apparaîtra comme une contribution positive à une telle solution.

Nous voudrions enfin, monsieur le Ministre, vous demander de transmettre au peuple israélien et à ses dirigeants nos vœux chaleureux de paix. Nous accompagnons ces vœux de nos prières au Très-Haut pour leur bien-être et leur progrès civil et spirituel.

COMMUNIQUE DE LA SALLE DE PRESSE DU SAINT-SIEGE (2)

Le Saint-Père a reçu en audience privée, aujourd'hui 12 janvier 1978, à 11 h, M. Moshe Dayan, ministre des Affaires étrangères d'Israël, accompagné de MM. Zeev Y. Chek, ambassadeur d'Israël

auprès du Quirinal ; Yitshek Minerbi, chef de division pour l'Europe occidentale au ministère des Affaires étrangères d'Israël ; Meir Mendes, ministre conseiller de l'ambassade d'Israël en Italie ; et Naphtali Lavie conseiller et porte-parole de M. le Ministre.

L'entretien entre le Saint-Père et M. le ministre, auquel ont participé également Mgr Agostino Casaroli, secrétaire du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise, et S. E. l'ambassadeur Zeev Y. Chek, a eu pour objet principal la situation au Moyen-Orient, et spécialement les initiatives en cours pour parvenir à la paix dans cette région.

Sa Sainteté a exprimé son vif désir que l'on parvienne à une rapide et juste solution de la crise, de façon à mettre fin aux conflits et aux souffrances de toutes les populations du Moyen-Orient, dans le respect des droits des uns et des autres, et poser les fondements d'une fructueuse vie commune entre elles.

Le Saint-Père a ensuite exposé le point de vue du Saint-Siège sur la question de Jérusalem et des Lieux saints, en soulignant que la solution que l'on sait, proposée par lui pour Jérusalem (3), pourra répondre au caractère unique et sacré de la ville et aux intérêts spirituels de millions de catholiques ainsi que des autres fidèles des trois grandes religions monothéistes répandues dans le monde, et de leurs communautés respectives résidant dans cette ville.

De son côté, M. le ministre a exposé la position d'Israël sur ces mêmes questions et a indiqué les efforts que fait son gouvernement pour parvenir à la paix. Il a ensuite exposé tout ce que l'Etat d'Israël a réalisé pour garantir la protection des Lieux saints de toutes les religions et leur libre accès.

Pour finir, le Saint-Père a renouvelé ses vœux fervents pour la réconciliation des peuples du Moyen-Orient, le Saint-Siège étant prêt à contribuer, selon les caractéristiques et les possibilités concrètes de son action, à l'établissement de la paix.

(3) F. BERNARD, correspondant romain, écrit dans la Croix (11 janvier 1978) :

En ce qui concerne les Lieux saints, le Saint-Siège a depuis longtemps renoncé à une internationalisation qui en aurait fait un territoire relevant de la Communauté internationale et non pas d'un Etat particulier. Mais il persiste à demander que la souveraineté d'un Etat (quel qu'il soit) sur ces Lieux soit limitée par des règles internationalement reconnues, assurant la préservation des sites et le libre accès des croyants.

Israël estime qu'il offre déjà des garanties suffisantes et qu'une limitation de sa souveraineté ne se justifierait pas. Il tend en même temps à faire valoir que le Saint-Siège, dans une négociation, ne peut parler au nom de tous les croyants, ni même de tous les chrétiens. (NDLR.)

— L'Enseignement catholique face à l'avenir. Comité national de l'enseignement catholique. — Un vol. 13,5 x 21 cm de 178 p. Editions du Centurion, Paris.

Les catholiques doivent pouvoir faire leur choix en matière d'éducation. Comment leur en assurer la possibilité ? Il faut que cette liberté soit associée à l'idée de réconciliation. Quelles sont, dès lors, ses perspectives d'avenir ?

(1) Texte anglais dans *l'Osservatore Romano* du 13 janvier 1978. Traduction de la DC.

(2) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 13 janvier 1978. Traduction de la DC.

Questions actuelles

COMMISSION SOCIALE DE L'EPISCOPAT FRANÇAIS

ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION SUR LA PEINE DE MORT (*)

Le problème de la peine de mort se pose, aujourd'hui, d'une manière plus aiguë à la conscience des hommes. C'est une invitation à y réfléchir, à la lumière de l'Evangile.

Tout homme, créé à l'image de Dieu, racheté par Jésus-Christ, a une valeur sacrée. Tout attentat délibéré à la vie d'un homme est grave.

Souvent, les réactions de l'opinion sont dictées par la passion, la peur, voire l'esprit de vengeance. La vengeance n'est pas conforme à l'Evangile. La loi du talion n'est pas la justice.

Oter délibérément la vie à quelqu'un, c'est désespérer de l'homme, toujours capable de conversion. Le Christ nous apprend à ne désespérer de personne. Il arrive que celui qui subit la peine de mort, ayant évolué, n'est plus le criminel qui a été condamné.

Dieu seul connaît le fond des cœurs et peut juger avec exactitude les responsabilités. Si la société a le devoir de se protéger et d'empêcher une personne de nuire, faut-il, pour autant, lui ôter la vie ?

Ce qui s'impose, d'abord, c'est d'agir sur tout ce qui pousse à la délinquance et au crime : exaltation de l'argent, dislocation des familles, alcoolisme, exacerbation de la sexualité, étalage de la violence, etc. Chacun de nous a sa part de responsabilité dans la société actuelle et est appelé à participer à sa transformation.

L'abolition de la peine de mort dans la législation de notre pays serait un signe du respect de l'homme et de sa vie.

En France et dans le monde, des évêques catholiques et des responsables d'Eglise protestants ont déjà pris position en ce sens. La Commission sociale de l'Episcopat, à la demande du Conseil permanent, publie des éléments de réflexion, destinés d'abord aux catholiques, en vue d'éclairer ce problème à la lumière de la foi.

Janvier 1978.

(*) Texte original.

Ce texte a été publié par *Documents-Episcopat* (janvier 1978) et par les Editions du Centurion (17, rue de Babylone, 75007 Paris).

En le présentant à la presse, le 23 janvier, Mgr Fauchet, président de la Commission sociale de l'Episcopat (nous rappelons sa déclaration sur le procès de Patrick Henry, DC 1977, p. 46) a fait remarquer qu'ont collaboré à son élaboration des criminologues, des aumôniers de prison, des exégètes, des historiens, des théologiens (notamment les PP. Congar, Aubert).

La peine de mort est un sujet d'actualité.

Dans presque tous les pays occidentaux, elle a été rayée des codes. Mais l'escalade de la violence et les prises d'otages suscitent des revendications en vue de son rétablissement. La France est une des rares nations d'Europe occidentale, avec l'Irlande et l'Espagne, à avoir conservé la peine de mort. Des voix de plus en plus nombreuses s'y font entendre pour en réclamer l'abolition. Le clivage entre partisans et adversaires ne coïncide ni avec des options politiques ni avec des conceptions religieuses.

L'Eglise se sent interpellée. Elle sait qu'au cours des siècles, elle a admis les arguments de ceux qui considèrent la peine de mort comme nécessaire à la sécurité des sociétés. Mais cette thèse est-elle définitive ? Les contextes sociaux et culturels n'ont-ils pas évolué ?

En France, et dans le monde, des évêques catholiques et des responsables d'Eglise protestants ont déjà pris position en faveur de l'abolition de la peine de mort.

Le Conseil permanent de l'épiscopat français a demandé à la Commission sociale d'élaborer des éléments de réflexion, destinés d'abord aux catholiques, en vue d'éclairer ce difficile problème à la lumière de la foi.

I. — EXAMEN DES MOTIFS ET ARGUMENTS DU DEBAT SUR LA PEINE DE MORT

En France, le débat sur la peine de mort touche profondément l'opinion publique. Les motifs invoqués et les arguments employés sont à examiner avec attention.

Face au meurtre, ce qui s'exprime d'abord, c'est un cri : le cri de la souffrance, de l'indignation, de la peur ou de la vengeance. Spontanément, le public se sent solidaire de la victime. Il devient lui-même acteur. Il se sent porté à répondre à la violence par la violence, à la mort par la mort.

Vengeance ?

Ces réactions immédiates sont compréhensibles : c'est l'explosion de la passion. Le temps et la réflexion peuvent favoriser un certain apaisement. Malgré tout, le désir de vengeance peut durer longtemps. Il ne s'accommode guère de raisonnement. Parfois même, il s'ennoblit des considérations relevant de la piété filiale, de la fidélité ou de l'honneur.

Les pratiques des sociétés civilisées ont précisément pour but de maîtriser les réflexes de vengeance. Il est interdit aux citoyens de se faire justice eux-mêmes. Une distance est établie entre le meurtrier et sa victime. L'exercice de la justice et l'application des peines sont du ressort du pouvoir judiciaire. Il est demandé aux juges de se refuser à tout sentiment de vindicte. Ainsi, la société, même quand elle inflige une sanction, prétend bien ne pas céder à la vengeance mais plutôt se protéger.

Protection ?

La société doit, en effet, protéger ses membres et se protéger elle-même contre les criminels. Ce devoir est encore plus impérieux quand se multiplient les actes de terrorisme, les prises d'otages, les meurtres d'enfants et de vieillards sans défense... Pour assurer cette protection, faut-il maintenir et appliquer la peine de mort ?

D'aucuns le pensent. Il n'y a pas, disent-ils, d'autre protection vraiment efficace car, d'une part, la prison n'est jamais définitive et, d'autre part, il arrive qu'après de longues années d'incarcération, des criminels récidivent. Pourquoi, d'ailleurs, ménager le criminel qui ménage si peu la vie des autres ?

Mais, fait-on remarquer à l'encontre de cette argumentation, la protection ne peut pas être assurée par n'importe quel moyen. Tous les moyens ne sont pas bons. Le but poursuivi, la protection, ne légitime ni ne justifie le moyen préconisé, l'exécution d'un coupable. C'est, pour le moins, un paradoxe, souligne-t-on, que la société prétende protéger la vie des hommes en décidant d'en tuer quelques-uns. L'Etat ne donne-t-il pas là l'exemple — légalement — de la violence suprême ? Pour rompre l'engrenage de la violence, la société ne gagnerait-elle pas à employer d'autres moyens que celui qui consiste en un « meurtre prémédité (1) ». Car, il ne s'agit pas, en la circonstance, de légitime défense. Celle-ci ne peut justifier le meurtre de l'agresseur que dans le cas d'urgence et lorsqu'il n'y a réellement pas moyen de l'empêcher de tuer.

De plus, la protection n'est pas la seule tâche de la société en ce domaine. En exécutant le coupable, ne se décharge-t-elle pas d'une grave responsabilité : celle de réaliser un régime pénitentiaire qui permette à un criminel de redevenir un homme ? N'a-t-elle pas, d'ailleurs, quelque responsabilité à l'égard du crime commis par cet homme dont elle avait fait souvent, plus ou moins, un marginal ? Que fait-elle pour lui redonner le goût d'une vie honnête ? Quel idéal lui suggère-t-elle ? Quelle raison de vivre, sinon la course à l'argent ? Comment l'aide-t-elle à se réinsérer dans la société ? La réponse efficace à ces questions correspond plus à la mission de la société que la mise à mort d'un homme.

Des psychologues affirment, il est vrai, que des sujets sont naturellement prédisposés au crime et ne sont pas amendables. Est-ce certain ? Nous n'entrerons pas dans ce débat. Remarquons seulement que, s'il s'agit d'une infirmité de nature, la responsabilité de ces criminels

est diminuée d'autant. Ils ne méritent donc pas la mort. Qu'on les traite alors comme des malades ! Dans notre société, on ne tue pas les malades dangereux, on les empêche de nuire, on les soigne.

Même si un criminel n'est pas malade congénitalement, ne l'est-il pas plus ou moins socialement ? Mais, s'il en est ainsi, un tribunal composé d'hommes peut-il apprécier avec certitude le degré de sa responsabilité ? Une sanction irrémédiable, comme l'est la peine de mort, suppose une justice infaillible. Sans vouloir évoquer ici les erreurs judiciaires proprement dites qui, quoique exceptionnelles, ont cependant abouti parfois à l'exécution d'innocents, ne risque-t-on pas d'envoyer à la mort des hommes mal préparés — professionnellement, affectivement ou moralement — aux difficultés de la vie ?

Quant aux attentats politiques, leur gravité doit être relativisée. Leur degré de gravité est nuancé du fait que leur auteur n'est un criminel que s'il échoue. Il devient un héros si le gouvernement est renversé le jour même, un martyr s'il est renversé le lendemain. Devant une telle ambiguïté, il est difficile de justifier un châtiment absolu et irréparable.

Dissuasion ?

Mais, aux yeux de ses défenseurs, la peine de mort est une menace de nature à faire réfléchir l'homme tenté par le crime. Elle semble un moyen efficace de dissuasion, même si elle n'est appliquée que dans un petit nombre de cas.

Cet argument est contesté par de nombreux criminologues. Ils s'appuient sur diverses enquêtes internationales, notamment celle du Conseil économique et social des Nations Unies. Il en ressort que la suppression de la peine de mort n'entraîne pas une évolution sensible de la criminalité.

Expiation ?

La conscience collective sent, cependant, qu'un meurtre est un désordre très grave, absolu. Dès lors, lui semble-t-il, ce désordre doit être réparé par un acte lui aussi absolu et définitif. On parle alors d'expiation. De fait, « il a expié », dit-on après une exécution.

Mais, en rigueur de terme, peut-on dire qu'« il a expié » ? En réalité, ce mot est emprunté au langage religieux. Peut-être garde-t-il, dans la conscience collective, quelque chose de la conception païenne des religions à sacrifices humains.

Mais la Tradition judéo-chrétienne lui a donné sa vraie signification, la seule admissible aujourd'hui, étant donné la conception que nous avons de l'homme. L'expiation se comprend dans la perspective du péché, sans, pour autant, entraîner la suppression du pécheur. Bien au contraire, c'est lui qui expie librement : il reconnaît s'être détourné de Dieu, il avoue sa faute et il se retourne vers Dieu dans l'assurance de la miséricorde. Sa réconciliation avec Dieu et avec la communauté s'accomplit par une vie vécue désormais en droiture et vérité.

Parler d'expiation, pour la peine de mort infligée par les tribunaux, c'est détourner ce mot de son sens authentique.

Proche de la notion d'expiation est celle de

(1) L'expression est de M. Alain Peyrefitte.

compensation. Elle correspond à une conception quantitative : une vie pour une vie, ou plutôt un mort pour un mort. Mais c'est un abus de langage. En fait, il n'y a aucune compensation. Une deuxième mort ne redonne rien à la victime — c'est bien évident — ni à sa famille, sinon la satisfaction de la vengeance. Par contre, la peine de mort inflige une blessure grave et définitive à des parents, une épouse, des enfants, qui ne sont pas coupables.

**

D'autres arguments militent positivement pour l'abolition de la peine de mort. Ils expriment plus nettement une conception personnaliste de la vie en société. Ils témoignent du prix que l'on attache de plus en plus — malgré des contradictions évidentes — à la vie d'un homme et des hommes.

Équité

Et d'abord, une observation sommaire des sanctions et de la manière dont elles sont appliquées à l'égard des criminels fait ressortir les différences surprenantes suivant les circonstances et les lieux. Certains criminels échappent à la condamnation, d'autres à l'exécution. La diversité dans la distribution et dans l'application des sanctions constitue une véritable inégalité, qui heurte le sens de la justice. Ce manque d'équité devient dramatiquement choquant dès lors qu'il est irréversible.

Sens « médicinal » de la peine

Le Code de droit pénal considère que l'essentiel de la peine est l'amendement et le reclassement social du condamné. La peine de mort ne correspond pas à cette définition car elle est, purement et simplement, une élimination du coupable.

Or, c'est un progrès de porter attention non seulement à la société à protéger, mais aussi à la personne du criminel. Celui-ci, quelque coupable qu'il soit, est toujours un homme. Comme tel, sa vie se joue dans une durée. Si son passé a connu le crime, son avenir demeure sa chance. Quels que soient ses mauvais penchants, le rôle de la société est de l'aider à retrouver sa dignité, à se réhabiliter et à repartir pour une vie d'honnête homme. Certes, l'entreprise n'est pas facile. Elle n'est cependant pas chimérique. Certains criminels ont ensuite réussi une vie morale parfois exemplaire. Condamner à mort un homme, c'est nier pour lui la possibilité de se redresser. Pour un chrétien, c'est mettre en doute la puissance de la grâce, l'universalité de la Rédemption et la possibilité de la conversion. C'est pourquoi il conçoit la peine dans un sens « médicinal » : non pas l'extermination du coupable, mais sa guérison.

Respect de la vie humaine

Nombre d'hommes et de femmes sont sensibles aujourd'hui aux multiples menaces qui pèsent sur la vie humaine. C'est pourquoi est si vif, chez eux, le sentiment du droit de vivre. La peine de mort leur apparaît comme un signe de non-civilisation. Ils y voient un abus de pouvoir de l'homme sur l'homme : l'homme coupable ne doit pas tenir son droit de vivre

d'autres hommes qui l'en jugent digne. Ce droit vient de plus loin. La société, même au terme d'un procès régulier, ne peut disposer de la vie d'un homme, sous le couvert de sa culpabilité. Le droit à la vie est un absolu et la peine de mort une des formes du mépris de la vie humaine. Une telle conviction, fortement mise en valeur par le courant personnaliste dans ses exigences à l'égard de l'affinement des mœurs, marque la mentalité contemporaine, surtout celle des jeunes. Elle rejoint celle du chrétien pour qui la vie est un don de Dieu.

**

Tels sont les principaux arguments que partisans et adversaires de la peine de mort développent ou combattent. L'affrontement vient surtout de l'angle différent sous lequel chacun envisage la question. Les uns sont plus attentifs au devoir des gouvernants de protéger la société et de défendre la vie des innocents. Les autres, sans récuser ce grave devoir, sont préoccupés aussi de la personne du criminel et se refusent à désespérer d'un homme, quel que soit son passé.

Les chrétiens peuvent-ils, en recourant à leurs références propres, fournir au débat un éclairage nouveau ? Que leur apportent, en ce domaine, l'expérience historique de l'Eglise et la méditation de la Bible ?

II. — L'EXPERIENCE HISTORIQUE DE L'EGLISE

En raison de sa foi en Jésus-Christ, l'Eglise a toujours professé le respect de l'homme et de sa vie ; le salut personnel a toujours été sa préoccupation. Mais elle y a constamment joint le respect de l'ordre social, comme une donnée objective voulue par Dieu et confiée au pouvoir politique. Elle a donc suivi la façon dont ce pouvoir exerçait sa responsabilité. C'est ainsi qu'elle a accepté la peine de mort, d'autant plus que l'épître aux Romains en légitimait l'idée, sans cependant en lier la thèse à la foi : « L'autorité, écrivait saint Paul, dispose du glaive et elle en use au service de Dieu pour manifester sa colère envers les malfaiteurs. » (Rm 13, 4.)

Un rapide aperçu de l'histoire de l'Eglise permet d'y constater la tension entre ces deux exigences : l'homme et la société.

Points de repère historiques

Si les premiers chrétiens furent affrontés à la peine de mort, ce fut d'abord pour en être les victimes. Mais, dès les premiers siècles, un courant de résistance aux exécutions capitales se dessine. Dans l'ensemble, les chrétiens de cette époque refusent de donner la mort, soit comme soldats, soit comme bourreaux. Plusieurs écrits le montrent. Déjà saint Cyprien, d'une manière quelque peu ironique, écrit : « Un meurtre commis par un particulier est un crime. Accompli au nom de l'Etat, c'est une vertu. » L'auteur de la *Tradition apostolique*, saint Hippolyte, qui mourra martyr, demande aux chrétiens d'éviter une situation où ils pourraient avoir à condamner à mort (comme juges) ou à exécuter la sentence (comme soldats). Et

l'empereur Justinien leur interdit certains emplois administratifs car, dit-il, « leur foi les empêche d'employer l'épée contre les criminels passibles de la peine de mort ».

Lorsque s'effondre l'empire romain, l'Eglise participe activement à l'éducation politique des barbares et à la construction de l'Europe féodale. Tout en distinguant pouvoir spirituel et pouvoir séculier, elle considère qu'ils poursuivent la même fin : assurer l'ordre nécessaire pour que l'homme réalise sa destinée. Il lui apparaît donc normal que cet ordre, voulu par Dieu pour le bien temporel et spirituel des hommes, soit garanti par les moyens du pouvoir séculier.

Au XII^e siècle, les Vaudois s'opposent à la papauté. Selon eux, le Prince qui condamne un homme à mort commet un crime ; il est donc en état de péché mortel. Le Pape Innocent III réfute cette accusation portée contre les souverains en justifiant la peine de mort.

Aussi, les principaux arguments en faveur de la peine de mort formulés par saint Thomas sont-ils dans l'ensemble ceux que nous avons examinés plus haut, concernant la protection de la société contre le danger des malfaiteurs et la contagion du crime.

C'est dans ce contexte que l'Inquisition prononce des sentences d'inspiration à la fois politique et religieuse. La peine de mort étant communément admise, des hommes d'Eglise la justifient pour protéger la foi contre le danger des hérésies. Dans cet univers de chrétienté, répandre l'erreur est considéré comme aussi funeste à la société que de fabriquer de la fausse monnaie, et puni de la même façon.

Plus tard, à partir du XVIII^e siècle, les adversaires de la peine de mort se multiplient. Mais leurs arguments, puisés dans les théories du siècle des lumières, provoquent, du côté de l'Eglise, un réflexe de défiance. Ainsi, l'argument tiré du *Contrat social*, selon lequel le pouvoir politique tient seulement son autorité des citoyens et n'en a point d'autre que celle concédée par eux. Or, les citoyens n'ayant pas le droit de tuer, ils ne peuvent concéder ce pouvoir aux princes. Un tel raisonnement, puisé à une telle source, entraîne un durcissement de la position de l'Eglise.

Raisons d'une position

Si certaines pages de l'histoire de l'Eglise, brièvement évoquées ici, nous inspirent aujourd'hui des sentiments d'étonnement et d'indignation, c'est le signe d'une évolution culturelle dans le monde et dans la communauté chrétienne. Il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui bon nombre de chrétiens en viennent, à la lumière d'une lecture renouvelée de l'Ecriture, à contester la peine de mort.

La pensée de l'Eglise, il est vrai, si elle est nourrie de la Révélation, est nécessairement influencée par le contexte culturel et social de chaque époque. Puisque, pendant longtemps, il a été admis universellement et comme un dogme incontestable de la vie politique, que la peine de mort était nécessaire à la société, l'Eglise a accueilli cette doctrine comme une vérité commune.

La mentalité de l'époque facilitait d'ailleurs cette conception. La vie humaine jadis était

plus précaire que de nos jours. La mort était plus familière et plus implacable. L'homme se sentait, plus qu'aujourd'hui, impuissant devant elle. On l'acceptait donc plus facilement pour soi-même et pour ses proches, mais aussi pour le criminel.

Par ailleurs, dans ces siècles de foi, la mort n'apparaissait pas comme l'échec absolu. Considérée comme un passage vers une vie meilleure, elle ne provoquait pas un refus aussi catégorique qu'aujourd'hui. Ce n'était que la fin d'un premier temps de l'existence et le passage à un second, qu'il fallait s'efforcer de rendre favorable : d'où le souci de permettre au criminel de faire une bonne mort. En ces conditions, on n'éprouvait pas les scrupules de nos contemporains à mettre fin à une vie.

Un autre argument, d'ordre philosophique, considérerait la primauté de l'âme par rapport à la vie du corps. Celle-ci revêtait dès lors l'aspect d'un « moyen » par rapport à celle-là. En cas de conflit entre les biens corporels et les fins spirituelles, par exemple entre la vie d'un criminel et la paix de la cité, celle-ci l'emportait sur celle-là. Alors, la vie corporelle devait être sacrifiée, soit librement par le sujet lui-même, soit par la décision du prince, au profit des fins spirituelles. Influencée par des philosophies analogues, une certaine spiritualité en était venue à considérer le corps comme la prison de l'âme. Celle-ci aspirait donc à en être libérée. On comprend que, pour de telles mentalités, la mort était très relativisée.

Certes, l'Eglise considère toujours que la mort est un passage et non un échec absolu. Elle sait que si, dans ce passage, le corps va à la corruption, c'est dans la perspective de la Résurrection. Elle n'en enseigne pas moins, à la lumière de l'Ecriture, que l'homme, créé à l'image de Dieu, est à la fois matière et esprit et que la mort qui le désintègre est un mal. C'est le terme irréversible d'une aventure terrestre qu'il nous est donné de vivre avec le Christ rédempteur.

Par contre, pouvait faire problème l'objection présentée par les Vaudois et qu'ils puisaient dans la Sainte Ecriture. « Tu ne tueras pas ! » Mais cette interdiction était considérée comme ne s'adressant qu'aux particuliers. On reconnaissait, certes, que la vie de l'homme appartient à Dieu et que lui seul peut en disposer. Mais, d'après la loi de Moïse, Dieu avait délégué ce pouvoir. En vertu du principe paulinien d'après lequel « tout pouvoir vient de Dieu », saint Augustin déjà concluait que Dieu avait délégué au prince, pour le bien de la société, son pouvoir suprême sur la vie des hommes. Inquiète — il est vrai — devant la manière dont certains princes en usaient, l'Eglise ajoutait qu'ils ne pouvaient y recourir que conformément à de strictes exigences morales pré-cisées par elle.

On conçoit que, dans notre monde où la vie politique a été désacralisée, cette référence à un pouvoir divin délégué perde de sa valeur aux yeux de nos contemporains. Pourtant, il en subsiste curieusement, en France, le droit de grâce.

La pensée moderne rejoint la pensée biblique, qui récuse le dualisme dans l'homme. Les textes bibliques, en effet, parlent de l'homme comme d'une totalité. Il est corps et âme. C'est comme

tel qu'il est à respecter : une menace pour la vie corporelle est une menace pour la personne elle-même, qu'il s'agisse de la peine de mort, de la torture ou des dangers signalés et combattus par les écologistes. C'est aussi comme personne, corps et âme, que l'homme est redevable à Dieu. Voilà pourquoi le chrétien accepte difficilement qu'un homme, quelle que soit sa fonction, puisse, de sang-froid, interrompre ce mystérieux dialogue entre une personne et Dieu, en décidant du moment ultime où doit prendre fin sa plus intime responsabilité.

La recherche de la « qualité de la vie » est une caractéristique de notre temps. Aux yeux de nos contemporains, le prix de la vie est considérable. Pour sauver une vie, on affronte les pires dangers ; pour prolonger seulement une vie, on épuise des dévouements, on affine des techniques, on engage des dépenses importantes. La maîtrise acquise par la science en ce domaine ne fait qu'accentuer la conscience du prix inestimable de la vie, même si, contrairement, on admet trop facilement des atteintes inacceptables à la vie humaine (libéralisation de l'avortement, assassinats politiques, etc.) et si l'opinion publique est peu sensible à d'autres morts, causées par l'alcoolisme ou par les accidents de la route.

Dans nos sociétés, même la vie du criminel apparaît comme un bien précieux dont il faut garantir au maximum l'inviolabilité. Quelle que soit, en effet, la gravité de son inculpation, le prévenu n'est pas seul face au procureur. Il est assisté de son avocat, dont le rôle consiste à aller jusqu'au bout de sa science et de son art pour « sauver la vie de son client ». Le prévenu est toujours reconnu comme une personne humaine dont la vie est, en principe, inviolable. La personne du criminel est plus que le criminel : elle dépasse toutes les catégories dans lesquelles l'opinion aurait tendance à l'enfermer.

L'Eglise ne peut être indifférente à cette évolution des mentalités. Le Concile en prend acte : « De même qu'il importe au monde de reconnaître l'Eglise comme une réalité sociale de l'Histoire et comme son ferment, de même l'Eglise n'ignore pas tout ce qu'elle a reçu de l'Histoire et de l'évolution du genre humain. » (*Gaudium et spes*, n. 44.) L'Esprit, en effet, sollicite le cœur de tous les hommes. Et le rôle de l'Eglise n'est pas de suivre les mœurs variables de chaque époque, mais d'être un facteur dynamique de progrès dans le sens du dessein de Dieu sur l'homme.

III. — MEDITATION A PARTIR DE LA BIBLE

Ce dessein de Dieu, l'Eglise l'approfondit par une méditation de l'Ecriture réactualisée constamment.

D'une manière générale, la lecture de la Bible est délicate. Il faut tenir compte d'une part du milieu culturel et social dans lequel les prophètes ont transmis le message de Dieu et, d'autre part, de la lente évolution qui, de siècle en siècle, a conduit le Peuple de Dieu du paganisme babylonien à l'accueil de Jésus-Christ.

La Bible contient à la fois des textes législatifs et des récits historiques. Ceux de l'Ancien

Testament sont difficiles à interpréter ; ceux du Nouveau Testament nous sont plus familiers. Demander, aux uns et aux autres, de nous dire aujourd'hui quelque chose sur la peine de mort est une requête légitime, à condition d'y chercher un esprit et une inspiration plus qu'une lettre et une codification.

L'Ancien Testament contient des lois sur la peine de mort. Elle est expressément prévue dans des cas précis. La différence entre la législation du peuple juif et celle des autres peuples n'est pas dans la matérialité de la peine — dans l'une et l'autre, c'est la mort — mais dans les raisons qui la légitiment (2). Le problème fondamental, pour Israël, c'est de « garder les lois et les coutumes de Yahvé ». Il s'agit que le Peuple de Dieu ne soit pas contaminé. C'est donc au nom de la pureté de la foi et de la conduite que certains écarts, notables et significatifs, sont punis de mort. Il n'est pas question d'insécurité dans les villes, de banditisme, de hold-up ou d'enlèvement d'enfants. Les fautes punies de mort sont surtout celles par lesquelles des membres du Peuple de Dieu se montrent infidèles à l'Alliance : l'idolâtrie et le sacrilège. Les sanctions sont prévues et exécutées pour aider le peuple dans sa fidélité à Dieu.

L'histoire du peuple juif montre que la peine de mort a bel et bien été appliquée. Mais cette application ne s'est pas réalisée toujours selon une coïncidence parfaite entre les faits et les textes législatifs, la loi pouvant rester lettre morte, tandis que les exécutions n'avaient pas grand-chose à voir avec les exigences de Yahvé.

Pour ces raisons, il est hasardeux de tirer de la Bible des arguments en faveur de la peine de mort ou contre elle. Il y a, dans l'Ancien Testament, sur cette question précise, soit quelque chose de démodé, en raison du décalage culturel entre notre époque et les temps anciens, soit quelque chose d'étranger aux motivations d'une législation contemporaine, notamment par les références sacrales à un « Peuple de Dieu ».

Par contre, la Bible nous fournit un thème continu de méditation fondamentale sur l'homme, la vie, le temps, l'espérance et le pardon.

Respect de l'homme et miséricorde de Dieu

Dès les premières pages de la Bible apparaît la raison fondamentale du respect dû à la vie de l'homme : l'homme est créé à l'image de Dieu (Gn 1, 27). L'acte créateur établit une relation privilégiée entre Dieu et l'homme. Sa vie appartient à Dieu. Elle est sacrée.

(2) Par exemple Lévitique 20, 2 et 20, 8-18. On trouvera une énumération et un commentaire des textes relatifs à la peine de mort dans R. DE VAUX, *les Institutions de l'Ancien Testament*, Paris, Cerf, 1958, tome I, p. 244-247. A propos de l'esprit de ces lois, cf. Lévitique 18, 4-5 : « Vous garderez mes lois et mes coutumes : qui les accomplira y trouvera la vie. Je suis Yahvé » et Lévitique 19, 2 : « Soyez saints car moi, Yahvé, votre Dieu, je suis saint. »

Aussi, le récit du meurtre d'Abel par Caïn prend-il une signification particulièrement importante pour nous aujourd'hui. Sous la forme littéraire d'une anecdote, ce récit a une valeur universelle, à travers les cultures et le temps : Dieu ne voue pas le meurtrier à la mort. Certes, il intervient en justicier : « Qu'as-tu fait ? La voix du sang de ton frère crie du sol vers moi. » (Gn 4, 10.) Il y a crime et péché, qui méritent une punition : « Tu seras un errant parcourant la terre. » Mais Dieu laisse le coupable en vie ; il lui accorde la vie sauve, c'est-à-dire le temps de revivre autrement. Mieux, il le protège : « Si on tue Caïn, il sera vengé sept fois. » Il met un signe sur Caïn afin que le premier venu ne le frappe point (Gn 4, 15).

Ce récit comporte une véritable philosophie de la vie. Tout en reconnaissant le crime, elle incite au pardon ; la mort du criminel entraînerait un autre échec de la vie.

L'amour de Dieu pour l'homme va jusqu'à ce point. « Tu as pitié de tous, parce que tu peux tout, tu fermes les yeux sur les péchés des hommes pour qu'ils se repentent. Oui, tu aimes tous les êtres et n'as de dégoût pour rien de ce que tu as fait [...]. Tu épargnes tout, parce que tout est à toi. Maître ami de la vie, toi dont le souffle impérissable est en toutes choses ! Aussi est-ce peu à peu que tu châties ceux qui tombent ; tu les avertis et leur rappelles en quoi ils pèchent, pour qu'ils se détournent du mal et croient en toi, Seigneur. » (Sg 11, 23-12, 3.)

Ce texte met en lumière, indissociablement, le respect de l'homme, œuvre de Dieu et la miséricorde de Dieu à l'égard de l'homme.

La miséricorde de Dieu va de pair avec cette conscience du prix de l'homme. Dieu qui se révèle à travers l'histoire de son peuple est Celui qui pardonne. Le pardon vient dans un contexte où le péché est clairement désigné et vigoureusement dénoncé. A tel point que, chez les prophètes d'avant l'exil, la dénonciation du péché s'accompagne de l'annonce d'un anéantissement. Mais la catastrophe une fois là, les prophètes s'ingénient à montrer que le temps demeure — le temps, c'est-à-dire le lieu du pardon, avec l'espoir que le peuple, répondant à l'invitation de Dieu, se rassemble et reprenne vie. La parole des prophètes a provoqué, dans la mentalité religieuse du peuple, un sentiment de confiance de plus en plus profond en la miséricorde de Dieu. Les psaumes en témoignent abondamment. « Si tu retiens les fautes, Seigneur, qui donc subsistera ? Mais, près de toi, se trouve le pardon. Je te crains et j'espère. » (Ps 129.)

Jésus, sauveur des hommes

Jésus-Christ accomplit ce qui, dans l'ancienne Alliance, était ébauché et inaugure une vie nouvelle.

Par son comportement, il témoigne du respect à manifester envers tout homme, même le plus misérable. Il ne désespère d'aucun homme, quelle que soit sa déchéance. Le Royaume qu'il annonce est ouvert à tout le monde : les boiteux, les aveugles, les estropiés... Le vécu difficile du larron, de Marie-Madeleine, de la

femme adultère et de bien d'autres pécheurs sans nom creuse, en eux, à la rencontre de Jésus, le désir d'une vie autre, qui ne tourmente pas l'homme comblé. Jésus sait ce qu'il y a dans le cœur de l'homme. Il fait appel aux ressources cachées, souvent ignorées ou négligées. Lui-même, il expérimentera ce qu'il en est d'être recherché, arrêté, livré, passé en justice, condamné et exécuté.

En plusieurs circonstances, Jésus révèle que la miséricorde de Dieu l'emporte sur toute autre considération, fût-elle inscrite dans la loi de Moïse.

Dès le début de son enseignement, il abolit solennellement la « loi du talion ». Cette prescription était ainsi formulée : « Si un homme frappe mortellement un être humain, quel qu'il soit, il devra mourir... Si un homme blesse un compatriote, comme il a fait, on lui fera : fracture pour fracture, œil pour œil, dent pour dent. Tel dommage que l'on inflige à l'homme, tel celui qu'on subit... La sentence sera chez vous la même, qu'il s'agisse d'un citoyen ou d'un étranger, car je suis Yahvé votre Dieu. » (Lv 24, 17-22.)

Cette loi sévère constituait pourtant un progrès par rapport aux mœurs de l'époque : pour un mort dans une tribu, c'est toute la tribu voisine qui était exterminée. La loi du talion limitait la vengeance. A la démesure de la vengeance elle opposait une mesure : ne rendre qu'un seul coup pour un coup, au lieu d'en rendre plusieurs pour un seul.

D'autre part, elle enlevait la punition à l'individu pour la confier aux juges. Ce n'est plus par passion ou par haine que serait appliquée la sentence, mais par justice.

Par suite de l'action constante de l'Esprit-Saint dans la conscience du peuple, la méditation de la parole de Dieu (« A moi la vengeance et la rétribution ») avait amené les rabbins juifs à récuser toute vengeance et à remettre en cause la loi du talion.

Jésus appelle à un comportement nouveau : « Vous avez appris qu'il a été dit : œil pour œil, dent pour dent. Et moi, je vous dis de ne pas résister au méchant. Au contraire, si quelqu'un te frappe sur la joue droite, tends-lui l'autre joue. » (Mt 15, 38-39.) Il récuse toute vengeance. Il va même plus loin, jusqu'à l'amour des ennemis. Il promulgue l'évangile du pardon et de la miséricorde : « Bienheureux les miséricordieux, ils obtiendront miséricorde ! » Et lui-même demandera le pardon pour ses bourreaux.

Sans doute, il s'agit là de prescriptions concernant le comportement individuel, non des dispositions d'un Code pénal infligeant la peine capitale dans le but de protéger la société. C'est pourquoi la question de la peine de mort est encore en suspens. Cependant, dans une circonstance fameuse, Jésus prend parti contre la peine de mort que prescrivait un article de la loi de Moïse. Le texte est significatif. « Cette femme a été prise en flagrant délit d'adultère. Dans la loi, Moïse nous a prescrit de lapider ces femmes-là. Toi, qu'en dis-tu ? » L'interpellation est précise : il s'agit de savoir si Jésus va oser contredire la loi de

Moïse. « Femme, personne ne t'a condamnée. Moi non plus, je ne te condamnerai pas. Va, et ne pêche plus. » (Jn 8, 4-5, 10-11.) Cet épisode est très important pour notre recherche. Il nous libère à l'égard des arguments tirés de la législation mosaïque et il nous indique dans quel sens va la pensée de Jésus.

La miséricorde de Dieu apparaît en Jésus, d'une manière éminente, au moment où il est livré à la mort. La promesse du pardon dépasse la vie présente : son voisin de supplice en fera l'expérience personnelle. En même temps qu'il promet à ce bandit le paradis, Jésus implore le pardon pour ceux qui l'ont condamné et exécuté.

Le message et l'exemple de Jésus sont repris par la communauté chrétienne. Etienne, lapidé par ses coreligionnaires, prie, comme Jésus, pour ses bourreaux. Les discours des apôtres, rapportés par les Actes, contiennent le même plaidoyer pour le pardon du peuple. Ce sera une constante tradition dans l'Eglise.

IV. — CONSEQUENCES PRATIQUES

1. Aider à réfléchir

Dans cette question de la peine de mort comme dans beaucoup d'autres questions de fond de notre vie personnelle ou collective, il y a une grande différence entre ceux qui réfléchissent vraiment et ceux qui se laissent emporter par leurs passions instinctives. Quelqu'un qui réfléchit sera moins sensible aux slogans faciles et au « sensationnel ». Il est donc important d'aider à réfléchir. C'est le but que nous avons poursuivi en ces pages et que nous proposons à ceux qui s'en serviront, individuellement ou en groupe.

2. Agir sur l'opinion

La tâche est délicate, assurément. Des réflexions sereines, plus que des campagnes bruyantes, peuvent conduire les partisans de la peine de mort à remettre en cause leurs positions. Des événements, où se déchaînent les passions, peuvent être l'occasion de proposer, sans agressivité, de telles considérations. Il faut aussi que des chrétiens aient le souci de participer activement aux organismes qui portent responsabilité en ce domaine, qu'il s'agisse des recherches des juristes et des criminologues, ou de celles relatives à l'univers carcéral.

3. Investir dans la formation

Notre société, en fringale d'efficacité à tout prix, paraît plus préoccupée de produire et consommer, que d'aider les hommes à mettre en valeur ce qu'ils ont de meilleur en eux pour le livrer au service de leurs frères.

Notre pays ne pourrait-il investir davantage dans la formation et la mise en place d'éducateurs, en particulier pour tous les jeunes en voie de délinquance ou déjà en prison ? Des dépenses s'imposent pour remédier aux conséquences de la promiscuité pénitentiaire qui contamine des délinquants primaires en les mêlant à des criminels endurcis. Une nation ne

doit-elle pas consacrer plus de soin à éduquer des hommes ou à leur rendre leur dignité qu'à des dépenses de prestige ou de somptueux loisirs ?

4. Agir sur les causes sociales

Selon certains courants de pensée, les crimes s'expliquent essentiellement par l'état de la société. En réalité, la responsabilité des personnes subsiste. Mais il est vrai que de nombreux facteurs de la vie sociale poussent à la délinquance et au crime. C'est sur ces causes qu'il faut agir : la concentration urbaine, qui rejette les bandes dans la rue — la dislocation des familles, que tout concourt à provoquer, voire à favoriser —, la misère, le chômage, l'alcoolisme, l'exaspération sexuelle, l'étalage de la violence, les inégalités criantes, et enfin l'obsession de l'argent dans une société de consommation où tout est organisé pour attiser les désirs afin d'accélérer l'économie...

Quand une société porte consciemment en elle tant de germes criminogènes, peut-elle encore prononcer la condamnation à mort des criminels qu'elle a plus ou moins enfantés ?

5. S'engager dans des actions concrètes

Des réformes sont en cours, d'autres, en projet. Elles sont nécessaires.

Des actions sont possibles, sans attendre les lendemains :

— Rechercher, susciter et diffuser une information exacte sur la situation des détenus et du système pénitentiaire. Se souvenir et faire savoir que, dans l'état actuel des choses, les prisons ne sont pas des hôtels ; que la majeure partie de la population des prisons est composée de gens parmi les plus pauvres ; que la finalité pénible de la prison, à savoir l'amendement et le rétablissement des prisonniers dans leur dignité d'hommes, n'est pas encore, il s'en faut, réalisée ;

— Visiter les détenus (« j'étais en prison et vous m'avez visité ») ;

— Travailler à créer des conditions favorables à leur réinsertion : développer les courants d'opinion en faveur de l'embauche d'anciens prisonniers, contribuer à leur accueil ;

— Participer à l'action des « Comités de probation » composés, en grande partie, de bénévoles, chargés de suivre et d'aider les prisonniers en sursis avec épreuve et les prisonniers en liberté conditionnelle ;

— Prendre part aux efforts préventifs contre la délinquance.

6. Maîtriser notre propre violence

Beaucoup sont pour la peine de mort car ils la voient comme une sorte de remède infaillible contre l'insécurité actuelle. C'est une illusion, nous l'avons vu. Est-ce vraiment une solution de lutter contre la violence par la violence ?

Ne sommes-nous pas appelés, au contraire, à réagir contre toutes les formes de violence dans notre vie personnelle et collective ? La violence, ce n'est pas seulement celle des autres. C'est aussi la nôtre.

Au terme de cette réflexion, pouvons-nous affirmer, comme évêques, que la peine de mort soit inacceptable ?

Nous remarquons une consonance entre l'affirmement de la conscience morale et une meilleure compréhension de la Parole de Dieu.

Le refus de la peine de mort correspond, chez nos contemporains, à un progrès accompli dans le respect de la vie humaine. Pour nous, ce progrès dans le respect de l'homme est une approche du respect dont Dieu entoure sa créature.

Depuis que le Fils de Dieu s'est fait homme, c'est Jésus-Christ qui se profile derrière le visage de tout homme, quelle que soit la gravité de son péché, et qui l'appelle au salut.

Au cours de son histoire, le peuple de Dieu a pris progressivement conscience, et d'une façon de plus en plus vive, de la profondeur de l'appel au respect de l'homme, image et fils de Dieu.

Dans l'époque contemporaine, l'Eglise, par diverses interventions (sur la guerre, la torture, l'avortement...), témoigne que cet appel doit être entendu sans réserve. A travers son visage, elle veut que soit de mieux en mieux reconnu le visage de Jésus, qui est venu non pour condamner mais pour sauver.

C'est pour cet ensemble de raisons que, pour leur part et après une réflexion approfondie, les signataires de cette note estiment qu'en France la peine de mort devrait être abolie.

Le 20 janvier 1978.

ANDRÉ FAUCHET,
évêque de Troyes,
président de la Commission sociale
de l'Episcopat ;

PIERRE BOILLON,
évêque de Verdun ;

HENRI DEROUET,
évêque de Sées ;

LOUIS FERRAND,
archevêque de Tours ;

PAUL GOUYON,
cardinal archevêque de Rennes ;

LOUIS KUEHN,
évêque de Meaux ;

GABRIEL MATAGRIN,
évêque de Grenoble ;

JACQUES MÉNAGER,
archevêque de Reims ;

JEAN MOUISSET,
évêque de Nice ;

JEAN-PAUL VINCENT,
évêque de Bayonne,

EMILE FOULQUIER,
secrétaire de la région apostolique
du Midi,

membres de la Commission sociale de l'Episcopat.

PIERRE TOULAT,
secrétaire.

CHRISTIAN MONTFALCON,
secrétaire
de la région apostolique Centre-Est,
secrétaire de la section santé.

RAYMOND IZARD,
aumônier du Secours catholique,
secrétaire de la section
socio-caritative.

Sous ce titre, Mgr ETCHEGARAY, archevêque de Marseille et président de la Conférence épiscopale française, a publié le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (L'Eglise aujourd'hui à Marseille, 22 janvier 1978) :

La messe annuelle de rentrée des tribunaux m'a conduit à aborder un sujet très complexe, qui passionne et divise : le problème de la peine de mort. On ne peut oublier qu'en 1976-1977 Marseille a été le lieu de deux exécutions capitales. A la demande du Conseil permanent, la Commission sociale de l'Episcopat va nous proposer des éléments de réflexion qui aboutissent, tout bien pesé, à souhaiter l'abolition de la peine de mort.

Il faut certes que justice soit faite dans une société et selon les lois mêmes que cette société s'est données pour se protéger et se développer. Mais qui, jusqu'aux hommes de loi, ne discerne point les limites et parfois l'inadéquation de toute justice humaine ? Aussi loin que nous poussions nos enquêtes, il y a en tout homme un recoin inaccessible à notre regard : Dieu seul peut vraiment juger. Nous sommes plus habiles et plus prompts à accuser qu'à prévenir, à punir qu'à guérir.

Ces derniers temps — on a pu le voir dans de nombreux débats, — la montée de la criminalité a beaucoup pesé sur l'opinion publique sensible à ce qui flatte son besoin légitime de sécurité. Pourtant un chrétien, à l'exemple de son Maître, doit témoigner d'une miséricorde réconciliant les exigences de la justice et de l'amour. Il ne saurait se résigner à considérer comme normal de protéger la vie des uns en supprimant celle d'un criminel. Bien au contraire, il doit tout mettre en œuvre pour promouvoir d'autres moyens d'assurer la protection collective de la société : le sens de la vocation de l'homme et de sa dignité de fils de Dieu l'y oblige.

Lorsqu'un crime vient jeter parmi nous le deuil, la douleur, la révolte, il nous faut constater que l'humanité vient de connaître un nouvel échec sur sa route. Mais le refus de s'abriter derrière la peine de mort est un progrès accompli pour un affinement évangélique des consciences en faveur du respect de la vie, surtout lorsqu'il s'accompagne d'une intensification de la lutte contre tout ce qui pousse à la délinquance : dislocation des familles, urbanisation anarchique, exaltation de l'argent ou du sexe, extension de l'alcoolisme, étalage des inégalités et de la violence, etc. Et, comme tout se tient, défendre la vie, c'est lutter pour elle sur tout le parcours de l'homme, c'est aussi lutter contre l'avortement et contre l'euthanasie.

J'appelle les chrétiens, quelle que soit leur position de départ, à ne pas demeurer étrangers à une réflexion sereine et globale : ils ne peuvent s'y dérober.

Le 22 janvier 1978.

† Roger ETCHEGARAY.

— En tous les temps Jésus-Christ. Tome 3 : Sermon sur la montagne, par M. DU BUIT, O.P. — Un vol. 13 x 19 cm de 192 p. Prix : 36 F. Editions Salvator, B.P. 1138, 68053 Mulhouse.

Un commentaire qui ■ l'avantage de ne rien négliger des progrès les plus récents de l'exégèse et d'une saine critique du texte de saint Matthieu. L'auteur compte neuf béatitudes, car le mot est répété neuf fois, et il tient à renouer le fil des traditions malheureusement interrompu pour bien mettre en relief l'enseignement du Christ. Il y ■ dans ces pages, d'un style coulant et aisé, ample matière à étudier et méditer

COMMUNIQUÉ DE LA 161^e ASSEMBLÉE PLENIÈRE DE L'ÉPISCOPAT POLONAIS (1)

Les 14 et 15 décembre 1977 s'est tenue à Varsovie la 161^e Assemblée plénière de l'Épiscopat polonais. L'ordre du jour a été présenté par le Conseil central de l'Épiscopat qui s'est réuni le 13 décembre 1977 à Varsovie. Tant les débats du Conseil central que ceux de la Conférence plénière des évêques ont été présidés par le cardinal Stephan Wyszyński, primat de Pologne.

1. L'Assemblée a exprimé sa joie au primat de Pologne qui a pu reprendre son travail après sa maladie. La société ainsi que le clergé diocésain et religieux ont bien mérité la reconnaissance pour leurs prières adressées à Dieu par l'intercession de Notre-Dame de Czestochowa afin que le primat retrouve la santé et ses forces. Les évêques ont cordialement souhaité au primat qu'il puisse diriger l'Eglise en Pologne le plus longtemps possible. Le primat les a remerciés de leurs prières.

La visite « ad limina »

2. L'Assemblée plénière a réfléchi sur un certain nombre d'événements et de faits importants qui se sont produits ces derniers mois.

En 1977, les évêques, comme tous ceux d'autres pays d'Europe, ont rendu compte au Saint-Père de la vie de l'Eglise dans leurs diocèses à l'occasion de la visite *ad limina apostolorum*. Dans ce but, presque tous les évêques responsables des diocèses se sont rendus à Rome au début de novembre dernier. Le Saint-Père a reçu les évêques en audience le 12 novembre. En répondant au rapport du primat de Pologne concernant la situation actuelle de l'Eglise en Pologne, le Saint-Père a exprimé dans son allocution son souci paternel et pastoral pour le développement de l'Eglise en Pologne (2). Puis le Saint-Père s'est entretenu individuellement avec chaque évêque. L'Assemblée transmet l'allocution du Saint-Père adressée aux évêques en traduction autorisée.

Les évêques ont exprimé leur estime à tous les prêtres diocésains et religieux travaillant dans le pays et dans l'émigration pour leur travail pastoral zélé. Ce travail dévoué était l'un des principaux thèmes des comptes rendus quinquennaux présentés au Saint-Père. Les évêques y ont souligné leur souci de formation sacerdotale, théologique et pastorale, du statut social qui convient aux prêtres, ce qui se trouva reflété dans l'allocution du Saint-Père. Une collaboration étroite avec les prêtres, qui dans le service pastoral sont les plus proches des évêques, de multiples contacts à diverses occasions sont un moyen fondamental d'unité par lequel l'Eglise en Pologne remplit sa mission évangélique envers la nation.

La normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat

3. Le primat de Pologne et l'archevêque de Cracovie ont entretenu les évêques des pourparlers qu'ils ont eus avec le Saint-Père et à la Secrétairerie d'Etat. Le secrétaire de l'Épiscopat, Saint-Père l'expression de sa profonde gratitude Mgr B. Dąbrowski, y a directement participé. Ces entretiens ont porté sur le règlement des rapports Eglise-Etat, ainsi que sur les étapes plus éloignées et les méthodes à utiliser dans la conduite des travaux liés à la normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat.

Comme elle l'a déjà plusieurs fois déclaré, la Conférence se prononce toujours pour la poursuite de ces entretiens avec participation de l'Épiscopat, dans l'espoir qu'ils puissent aboutir à une pleine normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat. La garantie que ces rapports dureront doit être basée sur la reconnaissance du caractère public et juridique de l'Eglise (comme ce fut le cas avant la dernière guerre mondiale) et sur une convention bilatérale convenable. La collaboration de l'Eglise et de l'Etat pour le bien de la nation exige un fondement pour ses efforts continuels, en vue d'assurer à stable. L'Assemblée de l'Épiscopat exprime au l'Eglise en Pologne les droits qui lui sont dus, pour qu'elle puisse garder son caractère et sa structure et exercer son activité sans entrave, conformément à son essence et à sa mission.

La pleine normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat en notre patrie est considérée par la Conférence épiscopale comme étant de la plus haute importance.

4. L'Assemblée plénière a reconnu que l'entretien du primat de Pologne avec le premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais dans le bâtiment de la Diète revêt une très grande importance et peut contribuer à l'approfondissement de la paix sociale dans notre patrie. L'Épiscopat estime que les entretiens avec les autorités de l'Etat sont utiles, voire nécessaires, pour le bien de la nation et de l'Eglise. Cette attitude est confirmée par les documents du II^e Concile du Vatican sur le dialogue entre l'Eglise et les autorités politiques. C'est dans cette lumière que l'Épiscopat apprécie favorablement la réception de la délégation de la République populaire polonaise par le Saint-Père Paul VI, le 1^{er} décembre de cette année (3). En estimant que cet événement revêt une importance historique, l'Assemblée des évêques exprime en même temps le souhait chaleureux que cette rencontre serve à régler les relations sociales en Pologne de la façon exigée par la tradition catholique millénaire de notre patrie et l'honnête apport de la génération catholique contemporaine au bien commun de notre nation et de notre Etat.

(1) *Biuro Prasowe Sekretariatu Episkopatu Polski*.
Sous-titres de la DG.

(2) *DC* 1977, n° 1732, p. 1059 (NDLR).

(3) *DC* 1977, n° 1732, p. 1060 (NDLR).

5. En examinant d'autres problèmes sociaux et moraux, l'Assemblée constate que l'Eglise, donc toute la société catholique en Pologne, désire sincèrement et de plus en plus contribuer pour sa part à la promotion des valeurs spirituelles et morales du pays et, par ailleurs, également au progrès matériel de notre patrie ; le devoir fondamental de chaque citoyen est, en effet, le souci du bien commun de la nation. Ce bien est assuré par la coopération de toutes les forces sociales, morales et économiques. Ce souci sera effectif dans la mesure où tous les citoyens pourront avoir la certitude que leurs droits fondamentaux seront respectés, y compris le droit de manifester ouvertement leur opinion sur les questions sociales liées à la vie publique. Cela comporte, évidemment, le droit pour tous les croyants, quelle que soit leur situation, de confesser publiquement leur foi et de participer au culte divin. Toutes les formes de restriction dans ce domaine suscitent de l'inquiétude et doivent être considérées comme de la discrimination ; elles rendent difficile la coexistence et la collaboration dans la vie publique.

Devant la situation pénible de nombreuses familles provoquée par l'insuffisance du ravitaillement des magasins, l'Assemblée adresse un appel aux autorités responsables pour qu'elles s'efforcent d'améliorer ce ravitaillement. Une meilleure distribution de certaines denrées alimentaires est une nécessité vitale et un droit fondamental pour les travailleurs.

6. Le primat de Pologne a informé les évêques des travaux de la 160^e Assemblée de l'Episcopat, qui s'est tenue à Rome à l'occasion de la visite de nos pasteurs chez le Saint-Père. Il les a également informés des travaux du Conseil central qui s'est aussi réuni à Rome les 11 et 13 novembre dernier.

7. Le secrétaire de l'Episcopat a présenté à l'Assemblée épiscopale le compte rendu des pourparlers menés avec les représentants de l'Etat pour le règlement des multiples problèmes relatifs aux relations Eglise-Etat. Les évêques ont échangé leurs opinions sur la situation sociale et morale dans leurs diocèses.

La Conférence a constaté qu'il existe une grande incompatibilité entre d'une part le droit des fidèles à satisfaire leurs besoins spirituels dans une bonne atmosphère des rapports Eglise-Etat, et d'autre part les sanctions appliquées aux prêtres et aux propriétaires qui admettent chez eux des retraites liturgiques dites « oasis », destinées aux jeunes, et la célébration de la messe, surtout pour les enfants et les personnes dont l'état de santé ou l'âge ne leur permettent plus de se rendre à l'église pour y bénéficier des sacrements. L'Assemblée a manifesté son mécontentement devant la situation maintenue jusqu'ici par le pouvoir, selon laquelle les ecclésiastiques et les religieux engagés dans les institutions de l'Eglise, ayant un contrat de travail, ne peuvent toujours pas bénéficier des assurances sociales. De longues conversations sur ce thème entre le secrétaire de l'Episcopat, Mgr B. Dabrowski, et les autorités n'ont jusqu'à présent abouti à aucun résultat. Le clergé et les religieux constituent en Pologne l'unique groupe qui ne peut pas bénéficier des assurances sociales.

8. A propos des problèmes de la jeunesse universitaire, l'Assemblée rappelle que depuis longtemps déjà a été présenté aux autorités de l'Etat un memorandum protestant contre le fait que soit imposée à tous les jeunes une seule organisation, dont les principes sont contraires à l'idéologie chrétienne acceptée par la majorité d'entre eux. La jeunesse polonaise ne peut être représentée par une telle organisation. Les jeunes doivent avoir la possibilité d'adhérer aux organisations qui répondent à leurs convictions intimes.

En même temps l'Assemblée de l'Episcopat adresse un appel paternel aux aumôniers d'étudiants pour qu'ils approfondissent les connaissances religieuses et idéologiques des étudiants et éveillent chez eux le sens de la responsabilité envers l'Eglise, la culture nationale et l'avenir de notre patrie. La connaissance des saints principes de la morale chrétienne, non seulement pour la vie personnelle et familiale, mais aussi pour la vie sociale et publique, constitue un droit et un devoir pour chaque homme qui veut sciemment contribuer au bien commun.

Le Synode sur la catéchèse

9. Faisaient partie de la délégation de l'Episcopat de Pologne au dernier Synode des évêques à Rome, consacré à la catéchèse, le cardinal Karol Wojtyła et les évêques Jerzy Stroba, Edward Materski, qui a participé au Synode en l'absence du primat, et Piotr Bernarczyk. Les délégués ont fait à l'Assemblée un compte rendu de leur activité au cours du Synode. A pris la parole également Mgr Władysław Rubin, secrétaire général du Synode des évêques, qui participait lui aussi à l'Assemblée de l'Episcopat. L'Assemblée a accueilli favorablement ces informations, en soulignant l'importance fondamentale de la catéchèse, surtout celle des enfants et des jeunes. L'Assemblée a souligné la signification fondamentale du droit d'organiser la catéchèse ; droit qui a été si fermement mis en relief par le Synode.

Les bals organisés pendant l'Avent et le Carême

10. Depuis quelques années on essaye d'organiser des réunions dansantes pour la jeunesse scolaire pendant le temps de l'Avent et du Carême. Il s'agit surtout de la « Studniowki » (c'est-à-dire « la 100^e journée avant le baccalauréat »). Les évêques y voient une occasion d'affaiblir l'attitude chrétienne des jeunes et de détruire les saines traditions religieuses et morales. Voilà pourquoi les évêques demandent aux jeunes, avant tout aux candidats bacheliers et bacheliers, de ne pas assister à ces réunions et à d'autres du même genre pendant le temps de l'Avent et du Carême. Les évêques exhortent également les instituteurs et les éducateurs à respecter la liberté de conscience des jeunes dans un esprit de véritable humanisme ; qu'ils ne créent pas de situations menant à des conflits de conscience et à des troubles sociaux.

11. Dans le domaine liturgique, l'Assemblée plénière a pris deux résolutions concernant l'entrée en vigueur du nouveau rituel des funérailles à partir du 1^{er} novembre 1978 et du nouveau calendrier liturgique à partir du 1^{er} janvier 1979.

12. La Conférence a également entendu les comptes rendus des Commissions épiscopales pour la pastorale d'ensemble, le culte marial, l'exécution des résolutions de Vatican II, la pastorale de la famille, l'œcuménisme, la réforme du

droit canonique, les moyens de communication sociale, la construction des églises, les missions.

Au terme de leurs travaux, les évêques ont donné à la patrie la bénédiction pastorale.

Au nom de la Conférence fut envoyé au Saint-Père un télégramme contenant les expressions de gratitude pour l'accueil paternel des évêques polonais lors de l'audience, ainsi que les vœux pour la fête de Noël et la nouvelle année du Seigneur.

Varsovie, le 16 décembre 1977.

LETTRE PASTORALE DE L'ÉPISCOPAT POLONAIS SUR LE RESPECT DES VALEURS MORALES

La lettre ci-après des évêques polonais, destinée à attirer fermement l'attention sur l'immoralité et la liberté sexuelle qui se répandent dans le pays, a été lue dans toutes les églises de Pologne le 4 décembre, II^e dimanche de l'Avent (1) :

ENFANTS DE DIEU BIEN-AIMÉS,

La deuxième année de préparation au jubilé du 600^e anniversaire du culte de Notre-Dame dans son image de Jasna Gora touche à sa fin. Au jour du jubilé, nous voulons nous présenter devant la Mère du Christ en tant que nation docile au saint Evangile dans tous les domaines de la vie. C'est dans ce but que, tout au long de cette année, nous avons travaillé à accomplir les vœux nationaux de Jasna Gora, faits en 1956.

Aujourd'hui, nous tenons à attirer votre attention sur la nécessité de défendre et de sauvegarder l'ordre moral, surtout pour ce qui est de la pureté dans la vie personnelle et familiale. Nous constatons combien graves sont les infractions et les péchés dans ce domaine, combien il y a de désordre dans les consciences, d'infidélité conjugale et de libertinage. Et pourtant, dans les vœux de Jasna Gora, nous avons promis à Notre-Dame de « garder la loi divine, les mœurs chrétiennes et ancestrales » ; de veiller à l'indissolubilité du mariage et à la défense de la dignité de la femme ; d'éduquer la jeune génération à être fidèle au Christ et à se défendre contre l'athéisme et la corruption.

1. — Défense de la loi de Dieu dans le domaine de la modestie et de la pureté

Pour une juste compréhension et un juste comportement dans ce domaine de la vie, conformément aux desseins du Créateur, il faut porter un regard simple sur la coexistence des deux sexes, en y voyant un don d'une grande

valeur confié aux hommes par le Créateur. Il faut prendre conscience que les tendances du corps ne se développent de manière convenable que dans l'amour de la femme et de l'homme, basé sur le respect réciproque, en accord avec le plan de Dieu, qui est Seigneur de la vie et de tout amour.

Ce qu'il y a de plus divin dans l'homme, l'amour, fut douloureusement perturbé par le péché originel. Dans la vie humaine apparut le contraire de l'amour : sa dégénérescence et la haine, l'égoïsme entraînant tous les péchés et l'abandon de la conduite raisonnable dans le domaine de l'amour provenant de Dieu. L'ennemi de Dieu insulte avec acharnement cet amour, qui est en nous le reflet le plus pur de Dieu. La menace la plus dangereuse pour l'amour du corps humain est l'impureté, c'est-à-dire les expériences sensuelles conscientes et volontaires, sans cet amour vrai qui est conforme au plan de Dieu : « Ne savez-vous pas que vous êtes un temple de Dieu, et que l'Esprit de Dieu habite en vous ? » (1 Co 3, 16.)

L'instinct sexuel, bien qu'il soit une valeur venant de Dieu, n'est cependant pas une valeur absolue et indépendante. On peut donc en faire un bon ou un mauvais usage. Il est dangereux d'y voir un domaine autonome de la vie humaine. Cet instinct a un rôle important, voulu par le Créateur, dans l'amour du couple, au service de l'amour et de la vie. Mais il ne peut être considéré comme une source de satisfactions passagères. Il devient alors pour l'homme une force destructrice : « Si quelqu'un détruit le temple de Dieu, dit saint Paul, celui-là Dieu le détruira. » (1 Co 3, 17.)

Il est très dangereux de répandre sur ce point des opinions erronées, mensongères et perverses. Ces opinions sont d'autant plus dangereuses qu'elles sont vulgarisées sous la forme d'assertions apparemment justes. Elles mettent ce domaine de la vie hors du droit et de l'autorité du Christ en proclamant que l'homme en est l'unique et autonome souverain. C'est ainsi qu'elles justifient presque tout péché d'impureté sous n'importe quelle apparence de bien. Certains médecins et psychologues

(1) Biuro Prasowe Sekretariatu Episkopatu Polski.
15 novembre 1977.

donnent à leurs clients des conseils qui sont un outrage à l'ordre établi par Dieu. Ils tournent en ridicule la pureté et la virginité.

On ne peut s'étonner que de telles opinions soient suivies d'actes répréhensibles que nous devons dénoncer au nom du Christ. L'infidélité conjugale et le libertinage se répandent. Ce qui se passe par exemple dans certains hôtels d'ouvriers, foyers d'étudiants ou maisons de repos insulte Dieu et réclame une punition. Le plus douloureux, c'est que ce sont surtout les jeunes qui sont victimes de cette vogue. L'alcoolisme, les « divertissements privés » où règne le libertinage, tout cela ternit les âmes et leur enlève le charme d'innocence, en les marquant pour la vie du sceau de la corruption. De même, les moyens de communication sociale — radio, cinéma, télévision — deviennent de plus en plus souvent des agents de corruption morale.

Selon la loi divine, pour le chrétien, le juste domaine où peut s'exprimer pleinement, d'une façon convenable et sainte, l'amour du couple, c'est le mariage sacramentel. Tous les actes sexuels conscients et volontaires accomplis en dehors du mariage deviennent péchés graves. Dans le mariage, toute infidélité, voire tout ce qui dans le domaine sexuel est contraire à la nature raisonnable de l'homme, devient péché. De même, le fait de s'exposer au péché consciemment et à la légère ou d'y entraîner les autres devient transgression de la loi divine. Voilà ce que dit la Sainte Ecriture à ce sujet : « ... La volonté de Dieu, c'est votre sanctification ; c'est que vous vous absteniez d'impudicité, que chacun de vous sache user du corps qui lui appartient avec sainteté et respect, sans se laisser emporter par la passion comme font les païens qui ne connaissent pas Dieu. » (1 Th 4, 3-5.) « Fuyez la fornication !... Ou bien ne savez-vous pas que votre corps est un temple du Saint-Esprit qui est en vous ? » (1 Co 6, 18-19.)

2. — Devant le danger de corruption morale de la nation, et surtout des jeunes

Enfants de Dieu bien-aimés ! Nous ne voulons pas vous effrayer, mais la situation est vraiment grave. Jadis le Christ a crié : « Si vous ne faites pénitence, vous périrez tous pareillement. » (Lc 13, 5.) Aujourd'hui, nous pouvons redire cela en toute responsabilité. Vraiment, si nous ne nous convertissons pas, nous périrons, non seulement pour la vie éternelle, mais aussi sur le plan terrestre, car ces péchés frappent également la vie des individus et des familles, ainsi que celle de toute la nation, en coupant les racines de son existence morale et biologique.

On y entrevoit un certain plan caché de corruption morale de la nation pour lui enlever les sains principes et la force biologique de son existence. Ce programme met à profit la faiblesse de la nature humaine. Il s'efforce de détourner l'homme des valeurs et des aspirations élevées en l'orientant vers le domaine de la sensualité.

Nous devons être sobres et ne pas nous laisser tromper. En effet, il s'agit non pas d'une « libération », mais d'un horrible esclavage ! Les gens pris par cette passion ne sont pas disposés à développer pleinement leurs qualités intellectuelles et morales. Ils ne sont pas capables d'exécuter un travail honnête, de lutter pour les valeurs supérieures. Qui, si le cas se présente, va défendre la liberté de la patrie ? Il est bien facile de détruire et de s'emparer d'une nation qui manque de volonté, d'ossature morale, qui est décomposée et dépravée par l'impureté et le péché.

Quelles forces hostiles sont à l'œuvre ? Pourquoi les autorités de l'Etat ne réagissent-elles pas devant cette vague destructrice ? Pourquoi la censure de l'Etat, qui corrige si attentivement les textes religieux, consent-elle si facilement aux publications de livres et d'écrits moralement nocifs ? Pourquoi les scènes des théâtres polonais et les programmes de la télévision accueillent-ils des pièces, des films et des spectacles immoraux ? Pourquoi le ministère de l'Instruction publique approuve-t-il les programmes, bien souvent inconvenants, de conscientisation sexuelle prématurée des enfants et des jeunes ? Ces questions ne sont pas sans fondements. Chaque mot s'appuie sur des faits.

L'éducation sexuelle brutale des enfants et des adolescents qui est menée sur une échelle de plus en plus grande, sous forme d'exposés, de lectures et de films, est une activité socialement nuisible et relevant des articles du Code pénal. Dans les recyclages pour instituteurs et éducateurs, par exemple, au Congrès des biologistes surtout, on entend dire qu'aujourd'hui il n'est plus nécessaire d'« éduquer » les jeunes, mais seulement de les « conquérir ». L'une des méthodes de cette « conquête » consiste à proposer aux jeunes la liberté sexuelle, à les priver de sains principes moraux, à leur apprendre les techniques contraceptives et les encourager à la vie sexuelle précoce. Il est en effet facile de conquérir une telle jeunesse sans idéal. Mais pour peu de temps semble-t-il. Ce phénomène semble d'autant plus inquiétant que la démoralisation de la société, surtout de la jeune génération, va de pair avec une action d'athéisation qui se poursuit depuis des années. Cette activité coupe les racines de la saine morale, détruit les idéaux pour lesquels il vaut la peine de vivre et de se maîtriser, surtout dans le domaine délicat de la vie sexuelle. L'affaiblissement moral est une des formes de la propagation de l'incroyance. L'homme qui vit dans le péché préfère ne pas entendre parler de l'existence de Dieu et de ses justes commandements. La corruption morale de la nation conduit à l'abandon de l'Evangile, de la sainte foi et de la culture chrétienne.

3. — Appel à la nation

Pour défendre la jeune génération contre un tel préjudice et pour sauver l'avenir de la nation, nous devons nous prémunir contre l'activité des forces de la démoralisation mon-

diale qui travaillent même en notre patrie. Nous sommes obligés de nous opposer à ces plans pervers. C'est une tâche qui s'impose aussi bien aux dirigeants qu'aux parents, aux pasteurs, aux éducateurs et à tous les citoyens.

Parents! Pour le bien de vos enfants et de la nation, sauvegardez la sainteté de vos familles, défendez la pureté, l'ordre et l'intégrité de la famille. N'oubliez pas que c'est par l'exemple de votre vie que vous éduquerez le mieux vos enfants. La juste formation de leurs consciences, en accord avec les principes de la saine raison et de la doctrine chrétienne, est votre devoir et votre droit. Intéressez-vous à ce qu'apprennent vos enfants à l'école. Parlez aux instituteurs. Protestez contre l'éducation sexuelle inconvenante à l'école.

Nous adressons un appel chaleureux à vous, chers *jeunes!* N'oubliez pas que l'amour à deux est beau, délicat et voulu par le Créateur lui-même. Ne laissez pas anéantir ces valeurs en vous. Si quelqu'un vous parle de manière brutale de ces choses, opposez-vous-y. C'est ainsi que vous défendrez non seulement vous-mêmes et votre future famille, mais aussi la nation entière. Votre attitude exige du courage pour savoir se maîtriser soi-même dans chaque situation, pour ne pas succomber à la pression de l'opinion et de la mode, pour savoir résister aux critiques et aux moqueries.

Chers *instituteurs et éducateurs!* Nous désirons vous épauler dans votre tâche difficile : préparer la jeune génération à la vie. Nous savons que bien des fois vous recevez des programmes qui ne sont pas compatibles avec vos expériences pédagogiques et vos consciences, ainsi qu'avec la raison d'Etat polonaise. Défendez-vous contre de tels programmes. Ne perdez pas courage, ne vous laissez pas réduire à l'impuissance! Bien des fois nous avons rappelé que *l'école est nationale et que sa tâche consiste à éduquer pour le bien de toute la nation et de toute la culture chrétienne.*

Nous nous adressons aussi à ceux qui *élaborent les programmes scolaires.* Qu'ils se souviennent qu'ils doivent agir d'une façon responsable devant la nation tout entière. Un jour l'histoire vous jugera, et ce jugement sera sévère et sans complaisance. Ne vous prêtez donc pas à la réalisation de plans émanant de forces hostiles à notre nation.

Nous nous adressons aussi à vous, *artisans de la culture.* Votre vocation consiste à servir la vérité et la beauté. Ne succombez pas aux valeurs illusives bien qu'à la mode et lucratives. Personne, même le plus grand artiste, n'est dispensé d'observer les prescriptions morales. Tout créateur doit tenir compte du manque de maturité de certains usagers. C'est ainsi que, devant Dieu, il sera responsable de péchés auxquels il a coopéré. Les lois morales dépassent les critères artistiques et doivent être respectées.

A tous les hommes, nous adressons un avertissement, une exhortation à sauvegarder l'ordre moral dans la nation.

4. — Notre secours, la Mère de l'Homme-Dieu

Conscients de nos défauts et de nos faiblesses, conscients des plans de l'ennemi clandestin, nous nous sentons incapables par nous-mêmes de défendre la nation et la famille contre le danger qui les menace. A qui demanderons-nous secours, sinon à la Mère de Dieu, notre protectrice depuis des siècles devant son Fils?

L'année dernière, nous nous sommes réunis dans les églises afin de supplier la Mère de Dieu pour la défense de la foi dans notre patrie. Aujourd'hui, nous voulons demander à la Mère de Dieu de nous obtenir la miséricorde divine et la force pour résister au mal. La Vierge victorieuse, qui écrase la tête du serpent du ciel polonais, est le « signe d'une confiance infail-
lible ». C'est pourquoi cette année, dans chaque paroisse, la « *Journée de Jasna Gora* » sera consacrée à prier pour la conservation de l'ordre moral dans notre patrie, par l'intercession de la Vierge Marie (2). Pouvons-nous la supplier de nous venir en aide en demeurant dans le péché et les mauvaises habitudes? Aussi la « *Journée de prière de Jasna Gora* » sera-t-elle une journée de pénitence et de communion pour la défense de la moralité chrétienne de la nation.

Enfants de Dieu bien-aimés! Nous vous exhortons à la prière. Celui qui se trouve en état de grâce sanctifiante, qu'il offre la sainte communion de ce jour à l'intention des autres, pour leur conversion, pour le réveil de la conscience nationale, pour la défense de la jeune génération. Celui qui ne s'est pas confessé depuis de longues années et n'a pas d'empêchements graves pour accéder aux sacrements de pénitence et d'eucharistie, qu'il le fasse par amour du Christ, de la Mère de Dieu et de la nation, pour fléchir la justice de Dieu. Que tous implorent du « refuge des pécheurs » la grâce de résipiscence et de miséricorde pour eux-mêmes et les autres. La Vierge Marie ne nous refusera pas son secours. Elle prendra la défense de la nation polonaise et, une fois de plus, écrasera la tête du serpent. Le Seigneur « prend les sages à leur propre astuce » (1 Co 3, 19).

Dites à tous que vos corps sont « le temple de l'Esprit-Saint qui est en vous et qui vous vient de Dieu et que vous ne vous appartenez plus à vous-mêmes. Quelqu'un a payé le prix de votre rachat. Glorifiez donc Dieu par votre corps » (1 Co 6, 19 et s.).

Nous espérons que les pensées exprimées dans cette lettre feront l'objet de votre attention et de votre ardente prière dans vos paroisses pendant la « *Journée de Jasna Gora* ». Pour toute cette attention et toutes ces prières, nous vous bénissons de tout cœur.

Varsovie, le 16 juin 1977.

La 159^e Assemblée plénière de l'Episcopat de Pologne.

Signé : LES CARDINAUX, ARCHEVÊQUES ET
EVÊQUES PRÉSENTS A L'ASSEMBLÉE.

(2) Cette journée a eu lieu le 8 décembre ou le dimanche 11 décembre. (NDLR.)

UN REGARD SUR MA VIE

Interview de D. Helder Camara

C'est à une sorte de survol de sa vie que s'est livré D. Helder Camara, archevêque d'Olinda et Recife, dans une interview accordée au quotidien Jornal do Brasil, à l'occasion de ses vingt-cinq ans de consécration épiscopale. Après avoir évoqué son passage par l'intégralisme, sorte de fascisme brésilien, il aborde la politique récente du Brésil, traite du rôle de l'Eglise et du prêtre dans la lutte contre les injustices et termine en répondant à certaines critiques portées contre lui, en particulier ses nombreux voyages à l'étranger ().*

J'ai été ordonné à vingt-deux ans et demi, en 1931. Peu de temps après, Plinio Salgado commençait à écrire dans un journal de Sao Paulo, *Ação* (Action). A Ceara, nous lisions ces articles avec une certaine avidité. Je dois beaucoup à mon séminaire. Je me sens d'autant plus à l'aise pour dire que, du point de vue social, j'en suis sorti vraiment mal équipé. L'aspect social n'était pas le fort de nos maîtres. Si bien que notre vision des choses était que, de plus en plus, le monde se partagerait entre la droite et la gauche, le capitalisme et le communisme. A cette époque, on nous soufflait, discrètement, qu'entre deux maux il fallait choisir le moindre. Au point que, lorsque fut créée l'Action intégraliste brésilienne, qui était en fait le fascisme brésilien, j'étais tellement convaincu que le monde allait tout droit vers cet affrontement, cette division, que je demandai conseil à mon évêque lorsqu'on m'invita à entrer dans ce mouvement. L'archevêque de Fortaleza pensa qu'il pouvait être intéressant et opportun d'y adhérer parce que, disait-il, je serais au moins avec les jeunes, les travailleurs : si le mouvement faisait fausse route, je me dépêcherais d'en sortir, avec les gens.

Capitalistes et communistes, comme larrons en foire

Je dois dire que cette expérience ne dura pas longtemps, car peu à peu mes yeux s'ouvrirent ; et je n'eus pas de peine à voir que cet affrontement entre capitalisme et communisme — par lequel tant de gens jurent aujourd'hui — n'était que de la poudre aux yeux. Cette vision des choses que j'avais en 1931 — à vingt-deux ans et demi —, il y en a malheureusement beaucoup qui l'ont encore aujourd'hui. Pourtant, qui ne voit que le capitalisme et le communisme, au moins en ce qui concerne les superpuissances, savent très bien exploiter leurs divergences mutuelles, mais savent également marcher la main dans la main lorsque leurs

intérêts l'exigent ? Je n'ai jamais oublié ce qui s'est passé à Yalta à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Aux côtés de Churchill et de Roosevelt, il y avait Staline en personne.

Et par la suite, combien de fois capitalistes et communistes ne se sont-ils pas entendus comme larrons en foire, lorsque leurs intérêts étaient en jeu ! Qu'est-ce que Nixon est allé faire à Moscou, lors de sa première visite ? L'Amérique du Nord savait de façon réaliste que l'Angleterre, même si elle se trouvait dans le camp des vainqueurs à la fin de la Seconde Guerre mondiale, n'était plus la première force du monde : c'étaient désormais les Etats-Unis. Mais les Américains savaient que la deuxième était l'escadre russe, et Nixon — sous prétexte de travailler pour la paix — est allé partager, je ne dis pas fraternellement, mais de manière très pragmatique, les ports de la Méditerranée entre l'escadre russe et l'escadre américaine. Les gens ont appris tout cela par la presse américaine elle-même. Je me souviens qu'à l'époque la revue *Time* avait écrit que la Méditerranée deviendrait un lac russo-américain.

Comme on l'a vu, mon passage par l'intégralisme a duré peu de temps. Il est pourtant aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques. Bien des gens m'en font le reproche, mais moi-même je ne sais comment remercier Dieu d'avoir vécu cette expérience. J'ai à la mémoire saint Augustin qui rendait grâce à Dieu parce que, avant d'avoir découvert la vérité, il avait traversé de multiples erreurs. Tout est grâce. Il n'est pas mauvais que les gens se trompent car on apprend ainsi à être un peu plus patient envers ceux qui trébuchent.

L'Eglise protégeait un ordre social injuste

De rancœur, je n'en ai pas. Je suis sorti de l'erreur de l'intégralisme pour tomber dans une autre : j'ai cru, en effet, qu'au Brésil, nous nous trouvions dans une situation quasi idéale en ce qui concerne les relations entre l'Eglise et l'Etat. Nous n'avions pas de religion officielle, ce qui me paraissait un très grand bien, et en outre il me semblait que l'Etat et l'Eglise se respectaient mutuellement et avaient entre eux une réelle collaboration.

Je ne voyais pas que, ce faisant, j'aidais l'Eglise à maintenir la situation existante, le statu quo. Sans que je m'en rende compte nous contribuions à maintenir de terribles injustices. Préserver un soi-disant ordre social c'est en effet maintenir de terribles injustices. Il est évident que, à cette époque, les groupes puissants étaient très heureux de la collaboration de l'Eglise ; sous prétexte de sauvegarder l'autorité et l'ordre social, nous étions en train de faire le jeu de l'injustice. Mais la situation du monde, non seulement dans le Nord-Est, non seulement au Brésil, non seulement en Amérique latine, est allée en se dégradant.

(*) Texte portugais dans SEDOC du 10 septembre 1977. Traduction, titre, sous-titres et notes de la DC.

Après mon rapide passage par l'intégralisme, je me suis aperçu que le gouvernement et l'Eglise se trouvaient dans une situation très particulière au Brésil. Pendant le Congrès eucharistique international de 1936, dont j'ai été le secrétaire général, nous avons obtenu du président Getulio Vargas de détacher un ambassadeur spécial qui serait le coordinateur des activités de tous les ministères, départements et bureaux pour faciliter le déroulement du Congrès.

Je n'ai jamais été gétuliste, ou antigétuliste. A cette époque Getulio m'apparaissait comme un personnage étrange ; d'un côté, sans aucun doute, c'était un dictateur. On a assisté à d'horribles abus de pouvoir. Et il n'était pas naïf au point de ne pas voir qu'ils existaient. Mais, de l'autre, c'était un dictateur qui, pour des raisons aujourd'hui connues — on a beaucoup écrit sur son époque — a voulu donner aux travailleurs une législation sans aucun doute avancée. Il est évident que le fait même d'octroyer — mais Getulio ne le remarquait pas, et peut-être ne pouvait-il le comprendre — était déjà un très grave défaut, car ce n'est pas l'idéal que les travailleurs reçoivent comme une faveur ce qu'ils doivent conquérir par droit. Dans l'Eglise aujourd'hui nous insistons beaucoup pour attirer l'attention sur les droits humains fondamentaux. Je crois que c'est là l'une des tâches les plus importantes. Et parmi les droits fondamentaux figure le droit au travail (heureusement que la Campagne de fraternité de 1978 va réclamer la justice et le droit au travail). Il y a un droit au travail, comme il y a un droit à la maison, au logement. Ah ! si on tenait compte au moins des droits fondamentaux !

Visite à un dictateur oublié

Mais revenons à Getulio. Je n'ai donc jamais été ni gétuliste ni antigétuliste. Ce populisme ne m'a jamais égaré. J'ai toujours trouvé qu'il y avait là quelque chose de faux, je n'ai jamais été séduit par les péronismes et autres gétulismes. Je vais vous rapporter un souvenir. Un jour, le cardinal D. Jaime Câmara, tous ses évêques auxiliaires et moi-même nous sortions d'une messe pour le repos de l'âme du major de l'aéronautique, qui avait été assassiné en protégeant Lacerda. On sentait déjà dans l'air une odeur de révolution, la révolution était déjà pratiquement dans la rue. J'ai dit alors au cardinal : « J'ai une suggestion à vous faire. » Il m'a répondu : « Voyons si elle coïncide avec la mienne. » Je lui dis alors : « Eminence, vous êtes venu à cette messe avec vos auxiliaires. J'ai vu que d'autres sont venus. De mon côté, je suis venu de bon cœur, mais je trouve que, pour faire preuve d'une réelle impartialité, il serait convenable de rendre visite au président Vargas qui, actuellement, est un homme aux abois. »

Carlos Lacerda était à la tête de cette campagne qui se déroulait sur une mer de boue (1). La garde personnelle avait déjà été retirée, avec Gregorio à sa tête, du palais présidentiel du Catete, qui était tombé en somnolence. Alors — c'est à cela même que le cardinal pensait lui aussi — D. Jaime m'autorisa à demander une audience, et je pris contact avec le général Coelho Lisboa qui avait été détaché par Getulio pour servir d'organe de liaison avec le Congrès eucharistique international. Getulio était tellement seul qu'il nous fit dire qu'il pouvait nous recevoir immédiatement. Nous nous rendîmes donc au palais. Getulio nous accueillit à un endroit où il n'avait pas coutume de recevoir, dans une petite bibliothèque privée du Catete, aux fenêtres aveuglées. Le cardinal eut à peine le temps de dire : « Monsieur le Président, j'ai pensé qu'il était de mon devoir de venir rendre visite à Votre Excellence. » Et cet homme entêté, taciturne, se mit à parler, à parler. Son flux de parole se poursuivit pendant plus d'une demi-heure. Je me souviens qu'il commença par dire : « Monsieur le Cardinal, je ne suis pas un homme de haine. » Lorsque nous sortîmes je dis au cardinal : « Voilà un homme qui est à deux doigts de se suicider. » Quatre jours plus tard, Getulio se tira un coup de revolver en plein cœur.

Après quoi, nous eûmes divers présidents et, bien entendu, Juscelino Kubitschek. Ce fut alors l'apogée de la collaboration. Il y eut en particulier les fameuses rencontres des évêques du Nord-Est, des prélats de l'Amazonie, de San Francisco. Ce fut l'époque où j'étais sûr, convaincu, que le Brésil était en marche vers un brillant développement. Je ne me rendais pas compte que nous étions loin, bien loin, de cette si belle définition de Paul VI : « Développement de tout l'homme et de tous les hommes. » Je ne me rendais pas compte que ce que nous étions en train de faire, avec les meilleures intentions du monde, c'était uniquement de promouvoir le développement économique de groupes privilégiés.

Après l'arrivée des militaires au pouvoir

L'éloignement actuel entre l'Eglise et l'Etat est-il dû au fait de l'arrivée des militaires au pouvoir ? En réalité, il y a eu seulement coïncidence. Quiconque observe l'aggravation de la situation dans le monde, étudie la succession des encycliques des Papes et tient compte de Vatican II et de Medellín s'aperçoit que ces facteurs ont contribué à l'éclosion d'une phase nouvelle, d'une attitude nouvelle de l'Eglise en Amérique latine et ici au Brésil où il y a eu coïncidence avec le mouvement des militaires. Mais il n'y avait absolument pas de prévention particulière contre les militaires.

Je me souviens qu'au moment du Congrès eucharistique j'avais besoin, en tant que secrétaire général, d'une équipe pour coordonner et organiser les mouvements de la foule sur la place du Congrès, et cela plusieurs fois par jour.

Je suis allé demander l'aide ni plus ni moins qu'aux militaires. Ce sont des gens qui s'y connaissent en logistique et sont maîtres en organisation. Ils prirent en main la direction de

(1) Cf. Lettre collective de l'Episcopat brésilien après la révolution du 1^{er} avril 1964 (DC 1964, n° 1428, col. 901) ; sur les accusations portées par Carlos Lacerda sur D. Helder Câmara, col. 903.

la place. Par la suite, lorsque nous avons organisé la Fête de la Providence, le commandement était encore entre les mains des militaires. Je suis Grand Officier de l'armée, de la marine et de l'aéronautique. Je n'ai aucune prévention contre les militaires. Absolument aucune.

Ce qui s'est passé se serait même produit si le président avait été mon cher Juscelino Kubitschek. La seule différence c'est que j'aurais eu l'occasion de dialoguer avec lui et d'aller lui dire : « Monsieur le Président, ce soutien que l'on apporte à l'ordre social ne peut continuer, pour la bonne raison qu'il n'existe plus d'ordre, il existe un pseudo-ordre social. Et, nous, nous devons prêter notre voix à ceux qui sont sans voix. Notre devoir est d'essayer d'encourager, d'aider la promotion du peuple. »

Dites-moi pourquoi vous me traitez de subversif

Un jour j'ai réussi à demander à une autorité militaire pourquoi ils me traitaient de subversif et de communiste (j'aime beaucoup connaître le point de vue de ceux qui ne sont pas d'accord avec moi). C'était le général Murici. A Rio de Janeiro je m'étais très lié à sa famille et au général lui-même. Il m'a donné des explications ; c'est très facile à expliquer. « Vous savez bien, m'a-t-il dit, qu'il est plus aisé et plus rapide d'ouvrir les yeux du peuple que de faire les réformes de base. Si, tout en sachant cela, vous insistez pour ouvrir les yeux du peuple, vous êtes un agitateur, un subversif, vous faites le jeu des communistes parce que, en fin de compte, c'est au communisme que vous conduisez les gens. »

Je lui ai répondu : « Général, je vous remercie de vos paroles, car vraiment j'aime connaître le point de vue de ceux qui ne partagent pas mes opinions. Et maintenant permettez-moi de vous répondre. Vous pensez que je vais trop vite. L'Amérique latine attend depuis quatre siècles et demi déjà, et l'Afrique et l'Asie depuis des millénaires. Vous croyez que je suis un homme subversif. Mais ce qui est subversif c'est la situation où se trouve le peuple parce que, ne vous faites pas d'illusion, ce qui se passe aujourd'hui, c'est la croissance économique pour une minorité de privilégiés, qui va de pair avec une prolétarisation croissante. Les masses s'enfoncent de plus en plus dans la faim et la misère. »

J'ai eu également l'occasion de lui rappeler que, jusqu'à présent, grâce à Dieu, notre peuple ne sait pas haïr. Je lui ai demandé : « Général, nous allons voir jusqu'à quand il est possible de retenir un peuple, en proie à une telle oppression, avant qu'il ne se mette à haïr. » Il est évident que, dans la mesure où cela dépend de l'Eglise, nous ferons tout pour qu'il obtienne la justice, parce que sans justice il ne pourra y avoir de paix, mais en évitant soigneusement la haine. J'ai de la répugnance pour la haine ; la haine est anti-Dieu ; Dieu est amour.

Quant aux réformes d'aujourd'hui elles m'affligent. La télévision française m'invite, pour la première semaine d'octobre, à participer à Athènes, pendant trois soirées, à un groupe très

sympathique sur le thème suivant : y a-t-il encore place à notre époque pour la démocratie ? Ah ! mon Dieu, quand je pense à l'espoir que j'avais de voir s'avancer la démocratie ! Et puis il y a eu ce recul terrible. J'en ai le cœur serré.

Un régime d'exception qui dure

Je pense surtout aux jeunes car, en fin de compte, les enfants grandissent sans connaître une expérience différente. Ils sont toujours, toujours, dans une situation d'exception. Et c'est une exception qui se transforme en règle. Les évêques du Brésil le rappelaient déjà dans leur document (2). Nous pouvons admettre — et c'est parfaitement possible — que, en certaines occasions spéciales, l'autorité prenne des mesures exceptionnelles, mais le nom lui-même dit qu'il s'agit d'une exception, ce ne peut être la règle.

Alors qu'est-ce qui m'afflige ? Cela m'afflige de penser au Brésil. Cela m'afflige de penser à l'exemple que le Brésil donne aux pays d'Amérique latine, aux pays du tiers monde, à l'Amérique latine qui a une si lourde responsabilité dans le tiers monde. Cherche-t-on à prouver qu'il est impossible de suivre une voie démocratique ? En définitive personne n'a été assez naïf pour ne pas comprendre que la réforme judiciaire n'était qu'un prétexte. Et cela malgré toutes les explications données par le président de la République, et malgré tout le respect qu'on lui doit. Un prétexte, rien de plus. Aussi bien le projet du gouvernement a-t-il été vivement combattu et critiqué par tous les grands organismes juridiques : ils ont tous fait des restrictions. Le Parti du gouvernement lui-même a élaboré un contre-projet. Mais le président a insisté. En définitive, pourtant, le peuple n'est pas si naïf. Cela m'afflige car le Brésil a réellement une responsabilité immense en Amérique latine et dans le tiers monde.

Quand je voyage (ce qui m'arrive quatre ou cinq fois par an) je constate qu'on tourne les regards vers notre pays. Je sais à quel point on espère que, de notre continent, va sortir la solution nouvelle, puisque les systèmes en vigueur — du moins en ce qui concerne les superpuissances qui les incarnent — ne présentent pas de solution. En voyant ce qui se passe en Afrique, dans ces pays qui sont jeunes car ils viennent d'accéder à l'indépendance, j'ai eu bien des fois envie de dire à leurs ambassadeurs qui arrivent à l'ONU : ne vous faites pas trop d'illusion avec votre indépendance politique. L'Amérique latine a une expérience d'un siècle et demi. L'indépendance politique, à elle seule, n'est que le commencement du commencement. Ne vous faites pas de grandes illusions. Que voyons-nous, en effet, en Afrique ? Elle cherche de tous côtés de l'aide et aperçoit surtout trois empires : l'Amérique du Nord, la Russie et la Chine. Tous trois rivalisent pour offrir leur aide, mais aucun des trois n'entend le faire sans y mettre la patte.

(2) DC 1976, n° 1710, p. 1075.

Je n'ai aucune crainte pour l'avenir de l'Eglise

L'Eglise reste fondamentalement la même car elle est divine dans son fondateur. Mais elle est aujourd'hui confiée à notre faiblesse humaine. Ce qu'il y a eu de fondamental ces dernières années, en plus des encycliques des Papes qui nous alertaient déjà, en plus des diverses expériences qui ont eu lieu comme, par exemple, le mouvement liturgique et l'Action catholique, ce fut la grande révolution — j'emploie ce mot dans son sens le plus noble — la divine surprise, avec l'arrivée de Jean XXIII et Vatican II. En moins de cinq ans, le saint Pape Jean XXIII a accéléré un extraordinaire changement dans l'Eglise. Surtout sur ce point précis : l'Eglise, de plus en plus, préfère servir qu'être servie. Pour moi, l'une des notes essentielles de l'Eglise c'est qu'elle désire, qu'elle veut être la servante de tous, mais spécialement des petits, des humbles, des opprimés qui forment aujourd'hui les deux tiers de l'humanité.

Je n'ai aucune crainte en ce qui concerne la marche de l'Eglise, bien qu'elle soit confiée à nos faiblesses humaines. Elle appartient au Christ. Elle est conduite par l'Esprit-Saint. Je partage pleinement la vision de Jean XXIII : pour moi, l'Eglise vit une heure de printemps. Je vais vous en citer plusieurs exemples :

Sur le plan liturgique tout d'abord. Avez-vous déjà pensé à ce que signifie le fait que l'on célèbre dans la langue du peuple, que le peuple participe à la messe ? Cela est très important car l'Eucharistie est le centre de la vie. Cela est lourd de conséquences. Ensuite, je sens de plus en plus — et cela s'est accentué à Vatican II — que la vision dont Dieu a parlé et la parole qu'il a dite se trouvent dans la Bible. On sait que, pendant longtemps, la Bible s'est heurtée à une attitude soupçonneuse de la part de l'Eglise catholique pour la raison que nos frères évangéliques y étaient attachés. Aujourd'hui, au contraire, nous aimons de plus en plus la Bible, mais pour nous Dieu est un livre vivant, c'est un Dieu qui a parlé et continue de le faire. La parole qu'il a dite se trouve dans la Bible, et la parole qu'il continue de dire se trouve dans les événements. Pour citer un exemple concret : nous lisons dans la Bible que, à l'heure où son peuple était opprimé par les Pharaons d'Egypte, Dieu entendit son cri. Eh bien ! aujourd'hui, à une heure où les Nations Unies proclament la nécessité d'un nouvel ordre économique international parce que les trois quarts de l'humanité sont dans une situation indigne d'un être humain, à une heure où il y a tellement d'oppression, de souffrances dans le monde entier, Dieu va-t-il cesser d'écouter le cri de son peuple ?

Ouvrier avec Dieu

Autre exemple, la création. Il serait tellement facile au Créateur et Père de réaliser la création une fois pour toutes, de réaliser un travail parfait, achevé. Mais Dieu a seulement commencé l'évolution créatrice, et quand l'homme apparaît il le fait participer à l'intelligence, à la liberté, qui sont des dons divins. L'homme participe à la nature divine, au pouvoir créateur de la

nature divine. L'homme est cocréateur, l'homme est chargé de vaincre la nature, de compléter la création.

De même quand arrive le Fils de Dieu et qu'il se fait homme pour libérer l'homme du péché et des conséquences du péché, de l'égoïsme ou des conséquences de l'égoïsme. Il aurait été très facile pour le Christ de libérer l'homme une fois pour toutes ; mais il a seulement commencé à le libérer. Il nous veut comme colibérateurs.

C'est passionnant de vivre à une époque où plus des trois quarts de l'humanité ont besoin de liberté. Quand j'étais enfant, j'ai toujours pensé qu'il devait être passionnant de vivre au temps des abolitionnistes, à l'époque de Patricio, de Joaquim Nabuco, de Castro Alves. L'esclavage pesait sur nos frères noirs, et ces fous d'abolitionnistes se battaient pour libérer les esclaves.

Aujourd'hui, seul a disparu l'esclavage officiel, mais en fait l'oppression est toujours là, qui écrase le monde, non seulement notre pays, ou l'Amérique latine, mais le monde entier. Le travail que nous devons entreprendre est cyclopéen, ne serait-ce que parce qu'il ne peut se faire seulement dans un seul pays, et par les seuls chrétiens. Il nous faut faire appel à tous ceux qui croient en Dieu, qui craignent Dieu, notre Père à tous, et même aux personnes de bonne volonté qui aiment sincèrement la créature humaine et désirent réellement un monde plus juste, plus humain, plus respirable.

Nous avons abusé du rôle du prêtre

Je ne m'inquiète pas du problème des vocations sacerdotales parce que, nous prêtres, nous avons beaucoup abusé de notre rôle. Il y a eu un cléricisme très grave ; on faisait semblant de faire confiance au laïc. On appelait le laïc, on voulait la collaboration du laïc, mais en réalité c'était le prêtre qui avait le dernier mot. Alors, de multiples fonctions qui revenaient au laïc, que les laïcs savaient remplir mieux que nous, nous avons continué à les accaparer. Dans la mesure où, effectivement, nous laissons une place aux laïcs, un nombre plus grand de prêtres pourra réaliser un travail plus ample, dès lors qu'ils comptent effectivement sur les laïcs. Ensuite, dans la mesure où nous, prêtres, nous embrasserons avec enthousiasme, avec joie, notre mission, les vocations ne manqueront pas. Ce qui fait le plus peur, ce qui éloigne le jeune du sacerdoce, c'est de rencontrer des prêtres frustrés, pessimistes, découragés, qui ne croient pas à leur mission.

J'ai espoir que la jeunesse découvrira l'Eglise

Si la jeunesse voit que l'Eglise, avec sincérité, refuse de plus en plus toute préoccupation de prestige, ne se met pas à la remorque des puissants, si l'Eglise devient servante avec le Christ et cherche à vivre, par exemple, Vatican II — les admirables conclusions de Vatican II — et, pour nous, hommes d'Amérique latine, les admirables conclusions de Medellin, je suis bien sûr que de nombreux jeunes suivront l'Eglise avec une plus grande sympathie. Il est

clair que nous n'allons pas faire cela pour une question politique, pour recruter des adeptes.

Non. Nous le faisons, nous essayons de le faire parce que tel est notre devoir. Je dis seulement que, dans la mesure où les jeunes verront dans l'Eglise non ce que Marx voyait de son temps, et malheureusement il avait en partie raison — la religion comme force aliénante et aliénatrice — dans la mesure où ils verront soudain en elle une force de libération, une force d'espérance, de nombreux jeunes commenceront à regarder vers l'Eglise avec respect, avec sympathie. Et qui sait, ils finiront par marcher avec elle. Peut-être beaucoup d'entre eux iront-ils jusqu'au sacerdoce.

J'ai déjà avoué que j'ai partagé autrefois la vision des deux glaives, celui du pouvoir temporel et celui du pouvoir spirituel. Il me plaisait de penser que nous avions là une situation presque idéale en matière de relations entre l'Eglise et l'Etat. Aujourd'hui, avec tout le respect que je dois aux autorités, je trouve que l'engagement de l'Eglise est d'être du côté du peuple, de même que l'engagement du gouvernement est d'être du côté du peuple. Et donc, si nous sommes fidèles les uns et les autres à nos devoirs, peut-être pourrons-nous nous rencontrer au service des pauvres.

Je trouve que le prêtre a déjà, dans sa mission propre de service, un champ merveilleux. Dans la mesure où il vivra cette politique qui consiste à servir le peuple, à l'aider et à bien orienter les consciences, je suis sûr qu'il ne sentira pas le besoin de s'engager dans un parti politique quelconque.

Vous voyagez trop à l'étranger

Tout d'abord, je voudrais dire que ces critiques sont mesquines et ridicules. Aussi ridicule que ce qui est arrivé à mon frère D. Adriano Hypolito, lorsqu'il fut enlevé et torturé (3). A un moment, dans l'obscurité, il sentit qu'on versait sur lui un liquide. Il crut d'abord qu'il s'agissait d'essence et qu'on allait le brûler vif. Dieu lui donna la grâce d'accepter, en cet instant, le sacrifice de sa vie. Il l'offrit au moment même où il était certain qu'on allait le brûler vif. Mais ce n'était qu'un liquide rouge qu'on versait sur lui, pour montrer que c'était un évêque rouge. Comme c'est mesquin.

Dans mon cas, il y a eu des moments semblables. On a déclenché contre moi des campagnes généralisées, si bien orchestrées qu'on pouvait se demander s'il n'y avait pas derrière quelqu'un pour les diriger, sinon pour les financer. Mais lorsque des amis venaient me voir, particulièrement indignés de certains articles qu'ils considéraient comme offensants, injurieux et qui n'avaient rien à voir avec la vérité, ils restaient très surpris de ne pas me trouver plein d'indignation et de rage. Un jour, j'ai essayé d'expliquer mon attitude à certains d'entre eux : la créature humaine, leur ai-je dit, est très fragile. Nous croyons facilement aux éloges que nous recevons. Lorsque nous réussissons quelque chose et que quelqu'un vient

nous féliciter, celui-ci croit qu'il est le premier à le faire. Mais en général il n'est que le second. Le premier à se voter des félicitations est l'auteur de l'acte lui-même. Or il est dangereux de recevoir seulement des éloges car on finit par croire qu'on vaut quelque chose. Malheur à celui qui croit en sa propre valeur, malheur à celui qui se juge intelligent, cultivé ou saint — c'est un désastre. Et c'est pourquoi, au fond de moi-même, j'ai même de la reconnaissance envers ceux qui ne cessent de m'attaquer car ils m'aident à m'équilibrer un peu. Il y en a tant qui me couvrent d'éloges que je considère comme une grâce de Dieu le fait que, de temps en temps, on vienne me voler mon ballon.

Si je voyage à l'étranger, c'est parce que je suis convaincu qu'aujourd'hui les problèmes humains sont à l'échelle mondiale, à tel point qu'il est inutile de vouloir le changement des structures injustes qui écrasent les trois quarts de l'humanité, si on se contente de travailler au Brésil. Aujourd'hui, il nous faut être en contact avec les autres hiérarchies, et même avec les autres religions, avec les fidèles de tous les Credo, avec tous ceux qui croient en Dieu, avec toutes les personnes de bonne volonté. J'aime beaucoup cette expression que le Pape Jean employait bien souvent : personnes de bonne volonté. Elles sont bien plus généreuses qu'on l'imagine.

Interdit de télévision au Brésil

Je préfère qu'on enregistre mes paroles. Ainsi je réponds de ce que je dis et non de ce que l'on dit que je dis. Jamais je n'ai attaqué mon Brésil. Je combats les injustices. Je combats les absurdités. Maintenant, évidemment, si je combats, il me faut aller aux Etats-Unis, au Japon, en Europe. Chaque fois que j'y vais, je dis toujours que je ne me sens étranger en aucun pays du monde, que je me sens à l'aise parce qu'aujourd'hui il n'y a plus de problèmes qui soient limités par les frontières d'un pays. Nous vivons à l'heure des multinationales, des structures mondiales. Mais ce qui est vrai surtout, c'est que nous avons tous le même Père, que nous sommes tous frères. C'est là ma conviction profonde.

Il m'arrive d'aborder des problèmes qui se posent de façon particulière en Europe et aux Etats-Unis. Lorsque je combats les injustices, si ces injustices sont commises au Brésil, ce n'est pas le Brésil que j'attaque : je combats contre des injustices dont les premières victimes sont souvent les Brésiliens.

Mon silence au Brésil, vous savez fort bien qu'il ne dépend pas de moi. C'est à d'autres échelons que la question doit être posée. Par exemple, si je ne parais plus à la télévision, ce n'est pas que j'aie cessé de comprendre l'influence énorme de la télévision. Le Vatican ne m'a jamais ordonné de me taire, car s'il me laisse à la tête d'un archidiocèse, il est clair qu'il ne va pas me l'interdire. Le bruit a couru qu'on allait peut-être m'autoriser à nouveau à parler à la télévision, pourvu que j'accepte de me limiter à l'évangélisation en laissant de côté les aspects politiques et humains. De telles distinctions, je ne puis les faire. Je ne me suis

(3) *DC* 1976, n° 1707, p. 921.

jamais senti un pasteur uniquement chargé des âmes. Je suis un pasteur d'hommes, de créatures humaines avec leur âme, leur corps et toutes les conséquences qui s'ensuivent. Les grands problèmes humains m'intéressent de plus en plus. Cela me paraît être également une obligation évangélique, si bien que mon silence au Brésil ne dépend pas de moi.

Grâces à Dieu, nous ne sommes pas obligés de réussir, Dieu n'exige pas de victoires. Il exige du travail. Il exige des efforts. Le succès, la victoire ne dépendent pas de nous, Dieu merci. Remarquez que, bien souvent, quand on

croit que l'échec est total, nous sommes à la veille d'une victoire. Le Vendredi saint, après avoir prié comme jamais homme n'a prié, après avoir accompli des prodiges admirables, après avoir été souffleté, couvert de crachats, chargé d'une lourde croix, après être tombé trois fois sur le chemin et être resté trois heures sur le gibet en recevant des insultes, après avoir expiré dans les bras de la Vierge et avoir été enterré, il semblait bien que tout fût bien fini pour le Christ. Et c'est pourquoi, plus sombre est la nuit, plus certains nous pouvons être que déjà pointe l'aurore.

AU SEUIL DE 1978 : DE QUELQUES QUESTIONS ACTUELLES

Allocution radiodiffusée du cardinal Renard, archevêque de Lyon (Notre-Dame des Ondes, 8 janvier 1978) (1)

Une fois encore, je vous adresse la parole au début de l'année pour vous présenter des vœux. Je n'ai pas besoin de vous dire que je le fais volontiers : un évêque n'oublie pas ses diocésains, ceux qui croient et ceux qui ne croient pas, ceux qui ont rayé de leur vie le problème de Dieu, et ceux qui cherchent pour le trouver !

L'évêque de Lyon ne peut pas connaître les 1 650 000 habitants du diocèse, de Belleville à Givors, de Meyzieu à Charlieu. Je ne renonce certes pas à visiter les paroisses les unes après les autres, aux messes du dimanche ou pour la confirmation des enfants ; mais je prends volontiers le micro de Notre-Dame-des-Ondes pour vous rendre visite, si l'on peut dire, par une émission de radio offerte à tous ceux qui veulent bien l'écouter. Il est bien sûr que j'adresse ces mêmes vœux à tous ceux qui m'écoutent, dans toute la région.

Une année heureuse

Aussi, sans plus tarder, je vous présente à tous mes vœux fervents d'une année heureuse :

— Vœux d'une santé suffisante ou d'une santé meilleure pour tous ceux qui peinent de maladie ou de solitude.

— Vœux d'un salaire normal et de sécurité de l'emploi, en particulier aux chômeurs qui souffrent, et aux jeunes qui demandent un travail.

— Vœux d'amour fraternel entre tous, car la haine ne construit rien, et le refus de dialogue entretient la mésestimation, alors que l'amour fraternel trace des chemins d'un certain bonheur.

La société humaine

— Vœux d'une société plus humaine, parce que plus juste pour tous, et plus fraternelle entre ses membres, dans le quartier, dans la profession, dans la cité. Une idée généreuse peut être universelle : rien ne s'oppose à ce qu'elle prenne en quelques phrases toute l'humanité ! Mais une vie est toujours

localisée et située : c'est sur place, si l'on est loyal et courageux, qu'on témoigne de son idéal, concrètement, prosaïquement, modestement : « C'est au pied du mur qu'on juge le maçon », disaient nos ancêtres, et encore : « Médecin, guéris-toi toi-même l'amour, n'essaie-t-on pas d'abord d'aimer son prochain proche, d'avoir pour lui un signe, un sourire, une parole, un service ? Et si, avec raison, on demande ou revendique la justice, n'essaie-t-on pas d'abord d'être juste avec son prochain proche, au foyer, au travail, dans la commune ?

Justice et amour sont également nécessaires à une vie normalement humaine : un amour tout seul devient inopérant, inefficace pour remédier aux graves injustices dans le domaine économique ou international ; une justice toute seule peut écraser les personnes et faire de la société un champ clos de soupçons et de violences. Une société qui manque de justice sociale ou d'amour fraternel est boîteuse ; elle ne peut guère attendre de progrès humain. même. » Si, avec raison, on prêche ou réclame

Dans une société malade de ressentiments ou de morosité, les désordres des égoïsmes ou des injustices sont difficiles à guérir et la paix est discrète comme une colombe blessée ! Mais le découragement serait le plus redoutable : il ne faut jamais désespérer de l'homme, image de Dieu.

La paix

— Vœux de paix dans le monde entier, car la guerre n'arrange rien : elle tue les hommes et fait pleurer les épouses et les enfants ; le combat pacifique contre la guerre et la torture n'est pas terminé : il a besoin de l'effort de tous les hommes de bonne volonté. Là où ils sont, ils ne s'érigent pas en juges sévères des autres ; ils témoignent qu'ils sont pour la paix du monde, en étant artisans de paix dans leur vie quotidienne ; ils extirpent d'abord de leur cœur les germes de rancœur ; quand un cœur désarme et se rend à l'amour, c'est la paix qui germe !

L'Eglise, témoin du Christ

— Vœux pour une Eglise qui témoigne d'un visage plus authentique du Christ : le Christ est le visage

(1) Texte original.

humain de Dieu. J'ai été heureux que les catholiques, plus que les années précédentes, aient fêté Noël : car Jésus, né de la Vierge Marie, c'est chez nous, pour nous, la bonté et la tendresse de Dieu, qui offre de nous sauver de nos fautes et faiblesses ; Dieu vient chez nous pour nous ouvrir les chemins de la paix par tout l'Evangile, pourvu que, bien sûr, nous vivions selon le plan du Christ, à la louange de Dieu, sans égoïsme individuel ou collectif, sans orgueil de race ou de classe. Il est exigeant l'appel de Noël à un esprit de pauvreté et de pureté et de paix !

Si Jésus est le visage humain de Dieu, l'Eglise doit être le visage actuel du Christ : c'est bien déroutant que Dieu nous vienne sous les traits d'un enfant : serons-nous étonnés que l'Eglise doive présenter au monde le visage du Christ ! Elle est faite de tout le Peuple de Dieu, baptisés, pratiquants ou non, religieuses, prêtres, évêques et Pape. Le Christ demande à tous, dans la ligne de leur vocation, d'être ses témoins : « On verra que vous êtes mes disciples, si vous vous aimez les uns les autres. » Ce qui signifie bien que Jésus nous fait confiance ; il compte sur nous, pour qu'ensemble nous laissions pressentir au monde notre foi en lui. Ce qui est préjudiciable à l'Eglise et à son témoignage, n'est-ce pas le cloisonnement des croyants qui ajoute à l'éclatement de la société au lieu d'aider à la construire dans la justice ?

Certes, Dieu ne nous demande pas d'être tous les mêmes et d'approuver indifféremment toutes les opinions : cette attitude serait fausse, mais le problème est précisément là : être nous-mêmes, dans nos différences naturelles, nos solidarités de vie, nos légitimes options temporelles, mais en vivant le grand commandement d'amour du Christ : n'aurons-nous pas un cœur ouvert à tous ? C'est alors que le cœur est en meilleure santé. Car être chrétien, c'est être fils de Dieu et frère des hommes ; se conduire en fils de Dieu, c'est aussi et d'abord vouloir aimer tous les autres, au moins dans la liberté du cœur, dans la prière, dans le refus de toute exclusive : on ne met personne au rancart et on ne refuse à personne un geste d'amour ! Quel chrétien n'est pas capable d'un geste, s'il écoute ce qu'il y a de meilleur en lui, le cœur, et surtout l'appel de l'Esprit du Christ : « Tu aimeras... » ?

Options temporelles et Eglise

Sans doute songez-vous à ce qui souvent divise, les options politiques, surtout en la présente année où chaque citoyen a le droit et le devoir de voter.

On s'interroge déjà ; on regarde vers l'Eglise : que va-t-elle dire ? N'a-t-elle pas parlé maintes fois par le Pape et les évêques de France ?

Je vais essayer d'aborder sereinement le sujet, dans une période d'accalmie relative, plus favorable à la réflexion, moins sujette à la passion. Il ne saurait être question d'une prise de position, mais d'un éclairage chrétien proposé aux consciences de bonne volonté.

Les options politiques sont diverses entre les catholiques, c'est un fait ; des options diverses sont également légitimes, celles qui sont compatibles avec la foi au Christ et la mission de l'Eglise ; c'est-à-dire encore celles qui acceptent les valeurs essentielles : respect de toute vie humaine, justice sociale pour tous, libertés des personnes et des familles, dignité et travail pour tout homme, surtout pour le

« pauvre ». Les évêques, avec le Pape Paul VI, demandent qu'on réfléchisse au sens de l'homme impliqué dans les systèmes politico-économiques, et aussi au sort concret de l'homme qui en résulte dans la réalité : que deviennent, en faits positifs et négatifs, les justices et les libertés fondamentales, y compris dans le tiers monde ? Car il ne faudrait point restreindre notre souci de société plus humaine à notre seul pays. (Il serait bon, pour tous ces problèmes, de lire ou relire la déclaration de l'épiscopat : « Pour une pratique chrétienne de la politique » et la lettre de Paul VI au cardinal Roy.)

La pente n'est-elle pas facile de restreindre la liberté par souci de la justice ou de restreindre la justice par souci de la liberté ? Une cité devient plus humaine au fur et à mesure que s'entrecroisent, comme dans un bon tissu, justice sociale et libertés personnelles : n'est-ce pas leur disjonction qui lèse si gravement le bien des personnes et des peuples ?

Faut-il dire que cette visée de l'Eglise pour une société plus humaine comporte son refus de se laisser identifier elle-même à un parti politique, quel qu'il soit : d'abord, elle n'en n'est pas un, car elle veut dire le Christ dans le monde entier et elle respecte l'autonomie de la cité ; et puis, entre des exigences évangéliques et les options politiques de société, il y a des motivations différentes : choix affectifs, idéologies, solidarités, éducations, etc. Encore importe-t-il que les candidats se respectent les uns les autres dans la dignité et que les candidats catholiques aient souci d'éviter toute ambiguïté entre leur programme politique et l'Eglise, d'autant plus qu'ils seraient censés la représenter plus nettement aux yeux de l'opinion.

La foi en toute la vie

C'est que la conversion chrétienne, dont on parle beaucoup aujourd'hui, ne doit rien laisser de la vie en dehors de la foi au Christ et de la communion en Eglise. Une conversion, c'est toujours un changement de vie ; ça peut être aussi, sur un certain point, une rupture. Les mages, pour éviter un Hérode hypocrite et cruel, après avoir vu Jésus, sont repartis par un autre chemin : il leur aurait été plus facile de remettre leurs pas dans la même route, mais une lumière les avait avertis d'un piège et ils l'avaient accueillie dans la simplicité de leur cœur.

En ce début d'année et pour l'année entière, ne voudrions-nous pas, chrétiens, nous laisser interroger par le Christ, en Eglise, pour toutes nos attitudes et nos actions ? L'étoile de la lumière ne luit-elle pas pour nous ? Une lumière qui guide ? Une lumière qui peut-être fait mal, car la Parole de Dieu est parfois comme un glaive ? Un glaive qui peut provoquer une rupture ? Une lumière qui veut être attirante ? Dieu qui éclaire, c'est Dieu qui nous aime pour nous aider à mieux aimer et lui et les hommes ! L'étoile de Noël, c'est l'étoile de l'espérance pour toute l'année : car c'est le Christ qui est la lumière : « En lui est la vie et la vie est la lumière des hommes », comme dit saint Jean, et l'Apôtre ajoute avec une certaine tristesse : « Il est venu chez les siens et les siens ne l'ont pas reçu... »

Voudrions-nous, cette année, d'un cœur plus résolu, mieux recevoir le Christ et sa vérité, afin que nous puissions mieux aimer, mieux servir, mieux témoigner et rendre plus heureux les hommes ? Ce sont là tous mes vœux pour 1978 !

† Cardinal A. RENARD.

TOUT PARISIEN A DROIT A L'ÉVANGILE

Homélie du cardinal Marty

(Notre-Dame de Paris, dimanche 8 janvier 1978) (1)

FRÈRES ET SŒURS EN CHRIST,

C'est l'Épiphanie. C'est le temps de la manifestation de Dieu en Jésus-Christ. Dieu n'est pas un être obscur. Il est lumière. Je vous souhaite de vivre dans la lumière de Dieu, la nouvelle année qu'il nous offre. Tous les hommes sont invités à réchauffer leur cœur au soleil de Dieu. Les bergers étaient près de la crèche ; les mages venaient de loin. Dans les invitations de Dieu, il n'y a pas d'exclus. Les derniers sont les premiers. Les rejetés sont accueillis. Dieu se fait proche, « au plus près des plus loin ».

Je suis heureux, en ce jour de l'Épiphanie du Seigneur, de présenter à tous les Parisiens mes vœux pour l'année 1978 qui vient de commencer.

Vivre à Paris n'est pas un privilège. Nous ne l'avons pas tous choisi. Mais c'est là qu'il nous faut prendre nos responsabilités d'hommes et de chrétiens. C'est là qu'il nous faut œuvrer pour le service de la liberté, de la charité et de la justice. C'est là qu'il nous faut manifester la voie libératrice de l'Évangile.

Que Paris soit une ville où il fait bon vivre

« L'Ile-de-France, côté cœur. » Vous avez lu cette phrase sur les affiches de l'inauguration du nouveau RER ; elles nous montraient les toits de Paris. Elles nous invitaient à plus de cordialité. Je souhaite à Paris d'être une ville où il fait bon vivre. Je souhaite que tous ceux qui y habitent ou y travaillent n'aient plus comme première préoccupation de s'enfuir quelques jours ou quelques heures pour respirer. J'aime la campagne, mais ce n'est pas le paradis ! Il nous faut aimer la ville puisque la ville est un espace aménagé par l'homme et pour l'homme. Il est vrai qu'elle porte en elle, plus qu'ailleurs, les blessures et les cicatrices du péché des hommes. Il est vrai aussi qu'elle peut être le lieu de la communication de la charité.

Paris le sera si nous le voulons. Et nous, chrétiens, plus que d'autres. Car il est de notre responsabilité qu'au cœur des contraintes sociales la cordialité de Dieu crée les liens de fraternité entre tous les Parisiens. Il y a déjà dans une ville comme Paris de multiples associations où se retrouvent des hommes et des femmes de bonne volonté : ceux-ci ont en commun le désir d'aménager la cité. Je sais que des chrétiens y

participent activement. Et les communautés situées dans les différentes paroisses de Paris ne peuvent se désintéresser de cette question. Les paroisses sont dans notre ville la présence d'Eglise la plus visible, la plus repérable ; elles doivent être un lieu de communication et d'accueil, un lieu de paix et de silence, un lieu de prière et de contemplation. Tout Parisien a droit à l'Évangile, et c'est dans le rythme de sa vie quotidienne, grâce au tissu de ses relations, au centre de ses solidarités, qu'il faut lui dire l'Évangile.

A tous points de vue, Paris reste en 1978 un immense chantier où s'invente déjà le mode de vie du prochain siècle. Je souhaite qu'aux chantiers des entreprises publiques qui encombrent nos rues pour un meilleur service, se substitue le grand chantier d'humanisation de la capitale. Il ne suffit pas de donner aux Parisiens la possibilité de circuler, il faut leur donner le goût de s'arrêter, de se regarder, de dialoguer, d'entreprendre ensemble, de s'aimer... Et nous avons, nous chrétiens, cette charge d'éveiller l'homme de Paris par la proposition de la parole évangélique. Sommes-nous persuadés que Paris serait une Babylone sans la présence de Jésus-Christ ?

Lé monde de la ville est trop souvent le monde de l'anonymat et du silence... Non pas de l'absence de bruit, mais de l'absence de parole. Il est une apparente liberté : celle de n'avoir de compte à rendre à personne, celle de passer inaperçu dans la foule, celle de se perdre dans la solitude. Mais cette liberté-là est une prison. Je souhaite que tous ces prisonniers de l'angoisse soient libérés par un regard accueillant, une porte ouverte, une réponse lorsque le téléphone sonne.

Certains quartiers de Paris ont encore une véritable unité et des rapports humains ressemblant à ceux d'un « gros village ». Pourtant ce ne sont plus des villages, mais ils ont un rôle important dans cette création de liens exigés par la vie moderne. Il faut sauvegarder cette unité du quartier. Il y a des gens qui en ont le souci ; je pense particulièrement aux commerçants dont c'est, sans aucun doute, une des vocations. Je leur souhaite une bonne année. Il y a aussi des liens plus larges à créer, liens professionnels, liens amicaux d'un bout à l'autre de l'agglomération parisienne, liens familiaux qui sauvegardent le foyer de l'isolement destructeur. Le paradoxe de ce tissu de relations, c'est qu'il est tout à la fois très serré et suffisamment lâche pour que beaucoup de gens restent isolés. Je souhaite qu'en cette année 1978, au moins une fois, tout catholique tende ses bras pour accueillir une personne seule. Je souhaite que tout catholique puisse vivre, au moins une fois dans son année, la parabole du bon Samaritain.

(1) Texte original. Titre et sous-titres de la DG.

Les élections

L'année que nous venons de commencer est une année électorale. L'importance de ces échéances n'échappe à personne. La politique n'est pas tout, elle est au service de tous. Je demande aux catholiques d'être présents à ce service du bien commun. Nul ne peut s'en désintéresser. Les élections mobilisent déjà l'opinion publique. Les chrétiens n'ont pas de position commune en ce qui concerne les choix et les programmes. Ils n'ont pas à avoir de position commune. Ils n'ont pas à être sollicités en tant que tels. Ils ne sont ni à vendre ni à récupérer. Ils ne seront pas absents. Chacun prendra ses responsabilités. Le texte des évêques de France de 1972 et les diverses déclarations récentes peuvent éclairer sur le sens de ce pluralisme. Je vous invite à les relire.

Je ne veux pas dire que notre foi chrétienne soit sans incidence dans le domaine politique. Entre autres, notre foi nous rappelle toujours le souci prioritaire des exclus de notre société de consommation. Elle nous rappelle que la vie selon Dieu, la vie de prière est un droit pour tout homme. Elle nous rappelle que la liberté se défend par la justice. Elle nous rappelle que la charité ne peut être exclue du combat politique. Si rude que soit ce combat, il doit respecter la vérité des personnes et des faits.

En ce domaine je souhaite vivement que les hommes politiques s'entendent sur quelques règles élémentaires, qu'ils expriment un consensus, une sorte de code de l'honneur du bon candidat.

Je souhaite que ce temps d'intenses activités et luttes électorales soit au service du bien commun. Je souhaite que les catholiques s'y emploient.

Exprimons plus explicitement notre foi

Permettez-moi d'exprimer un dernier vœu. Que toute l'année 1978 soit un temps d'Epiphanie. Que nous, chrétiens, nous soyons heureux de manifester avec vigueur notre foi. Et cela dans Paris.

Dans une lettre adressée récemment à toutes les générations, la Communauté œcuménique de Taizé invitait à susciter des lieux de partage de la foi : « Le moment est maintenant venu, disait-elle, de multiplier à travers le monde des lieux de partage où lutte et contemplation soient étroitement liées dans la vie quotidienne. » Et le Pape Paul VI invitait les évêques, tout dernièrement, à faire en sorte que soit vécu en France l'équilibre entre action et contemplation. Il a raison.

C'est bien dans cette perspective que nous avons, nous chrétiens, à partager notre foi. Je crois que nous nous méprenons parfois sur l'espérance de nos contemporains. Nous la sous-estimons. Chaque fois qu'il peuvent parler, je constate combien les hommes et les femmes d'aujourd'hui ont soif d'une vie transfigurée, je constate combien ils attendent la rencontre de quelque chose, qui est quelqu'un ; et ce quelqu'un nous a été révélé en Jésus de Nazareth. Nous n'accueillons pas avec assez d'attention et

de sympathie cette immense « marche à l'étoile », cette recherche tâtonnante de ceux qui nous entourent et qui souvent, par une sorte de pudeur, n'en disent rien.

Sachez, catholiques de Paris, que ces chercheurs de Dieu dans l'obscurité d'un monde enfermé dans l'athéisme, sont déçus par notre timidité, par notre manque d'audace. Ils réagissent violemment si l'on cherche à leur imposer une foi qui ne leur parle pas. Mais ils sont déconcertés devant nos silences, alors que nous professons que Celui en qui nous croyons est le tout de notre vie. Hier, nous avions peur de Dieu, aujourd'hui, nous avons peur des hommes. Or, ceux-ci nous demandent de ne pas craindre de parler de Dieu, nous supplient même de leur raconter notre expérience spirituelle, acceptent que nous leur proposons le chemin.

Je souhaite que les mois qui viennent soient un temps d'annonce joyeuse de l'Evangile qui ne vieillit pas. Ainsi que l'affirmait à ses risques et périls l'Apôtre : « Nous ne pouvons pas ne pas parler... » Et j'ajouterais : nous ne pouvons pas ne pas chanter. Je pense aux Petites Sœurs de Jésus qui, pendant dix jours, ont chanté la joie de Noël dans le couloir du métro ! Ou encore de ce groupe de jeunes qui cherchaient à témoigner de leur foi à la gare Montparnasse ; pendant trois jours ils chantaient et échangeaient avec ceux qui les abordaient. Ou encore à cette tranquille affirmation d'une jeune enfant vendéenne à la télévision, alors qu'elle était confrontée aux sages et aux savants. Peu important nos manières d'agir. Mais il importe de proclamer la Bonne Nouvelle.

Je souhaite que dans les années qui viennent l'Eglise de Paris exprime plus explicitement sa foi. C'est un appel et une urgence pour chacun d'entre nous.

Chrétiens, vivant et travaillant à Paris, soyez heureux. Soyez courageux. Faites vôtre en ce temps de l'Epiphanie l'impatience missionnaire du Pape Paul VI : « Que le monde de notre temps, qui cherche tantôt dans l'angoisse, tantôt dans l'espérance, puisse recevoir la Bonne Nouvelle, non d'évangélistes tristes et découragés, impatients ou anxieux, mais de serviteurs de l'Evangile dont la vie rayonne de ferveur, qui ont les premiers reçu en eux la joie du Christ et qui acceptent de jouer leur vie pour que le Royaume soit annoncé et l'Eglise implantée au cœur du monde. »

Tels sont mes vœux. Telle est ma prière.

Amen !

— Vivre en chrétien — **xx^e siècle**, par Jean-Marie AUBERT. Tome II : **L'Engagement chrétien. La sexualité, l'économie, la politique.** — Un vol. 13,5 x 19 cm de 200 p. Prix : 18 F. Editions Salvator, Mulhouse.

Après le **Sel de la Terre** qui rappelait les grands principes de la morale chrétienne (appel évangélique, adaptation au monde actuel, liberté, loi et conscience, péché et vertu), ce tome nous présente ce que doit être l'engagement chrétien dans le détail de la vie sexuelle et familiale, la vie économique et la vie politique. L'auteur, professeur à l'Université de Strasbourg, est un guide sûr pour le chrétien qui doit faire face aux difficultés que lui réservent ses rencontres, sa vie actuelle dans toutes ces questions où patauge le monde d'aujourd'hui.

L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Allocution de Mgr Orchampt

Le dimanche 22 janvier, Mgr Orchampt, évêque d'Angers, président de la Commission épiscopale de l'enseignement religieux, a célébré la messe en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, à Angers, devant les participants à l'Assemblée générale de l'Association départementale des parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL). Il y a prononcé l'homélie ci-après dans laquelle il a évoqué ce que serait la situation de l'enseignement catholique au cas où serait appliqué le Programme commun de l'Union de la gauche (1) :

Nous nous sommes rassemblés pour célébrer l'Eucharistie, et cette célébration est orientée par les textes de la parole de Dieu que nous venons d'entendre. Sans doute, l'après-midi que vous venez de vivre, la préoccupation que vous portez, vous rendent-elles plus difficile d'entrer, d'un cœur totalement libéré, dans cette célébration. En fait, il ne s'agit pas d'y venir en oubliant le motif de votre rencontre, mais en la situant.

Nous venons d'écouter un passage de la lettre de Paul aux chrétiens de Corinthe. Cette chrétienté connaissait une crise, des tensions, des divisions. Allait-elle céder à la tentation de la rupture ? Voici que Paul intervient et rappelle ce qui unit ces frères divisés : la foi en Jésus-Christ, le salut qui vient de lui, et de lui seul. Cet appel s'inscrit au cœur de la Semaine de l'Unité. Le même texte a été lu dans les communautés catholiques aussi bien que protestantes comme une invitation à dépasser tout ce qui nous divise encore pour nous rejoindre en ce Christ qui a livré sa vie pour nous.

Reconnaissons-le, hors même des difficultés de rencontre entre Eglises, d'autres difficultés surgissent actuellement qui peuvent engendrer ou engendrent entre chrétiens des dissensions : les problèmes que posent la crise économique et le chômage tendent les rapports entre chefs d'entreprise et ouvriers ; le monde agricole n'est pas à l'abri de ces conflits. Certains pensent les résoudre par une lutte de classes qui se voudrait étape vers une société sans classes. Mais le « non à la violence, oui à la paix » que prononçait tout récemment Paul VI nous ouvre à une conception tout autre des rapports entre partenaires, sans nier les conflits, mais en invitant, pour leur trouver une solution, à une attitude qui rejoigne davantage l'esprit de l'Evangile.

Voici qu'apparaît une autre source de difficultés pour la rencontre entre hommes, chrétiens aussi bien que non-chrétiens, c'est le pro-

blème que pose l'avenir de l'enseignement privé. Les chrétiens ne sont pas seuls à demander la poursuite de l'enseignement privé. D'autres hommes, qui ne partagent pas la foi chrétienne, en souhaitent le maintien car ils voient dans cette forme d'enseignement une expression de la liberté.

Parmi les chrétiens, parmi les catholiques, les opinions sont diverses. Certains — je le rappellerai l'an dernier — ont délibérément opté pour l'enseignement public, lui donnant préférence afin de contribuer à la rencontre entre enfants et jeunes, entre enfants et enseignants, entre parents d'opinions diverses. Ces chrétiens, par le choix qu'ils ont fait, s'engagent à offrir aux enfants comme aux jeunes la possibilité d'une éducation chrétienne et d'une catéchèse hors de l'univers scolaire. Nous devons respecter cette option, même si elle heurte d'autres chrétiens, dont vous êtes peut-être.

La plupart d'entre vous ont fait un autre choix, celui de l'enseignement privé, et leur préoccupation est grande : dans quelques mois, cet enseignement privé pourra-t-il vivre ? Cela dépend, direz-vous, des résultats des élections, puisque contrairement au vœu que beaucoup ont exprimé, les groupes adhérant au « programme commun » n'ont pas admis le principe d'un enseignement privé bénéficiant des subventions de l'ensemble de la collectivité française et pensent réserver ces subsides aux enfants, jeunes et enseignants qui relèveront de l'enseignement public. Vous avez le droit d'exprimer à ce sujet votre opinion, sans pour autant oublier que le problème de l'enseignement, si réelle que soit son importance, se situe dans un ensemble : l'amélioration des conditions de travail et d'abord la possibilité de trouver un emploi, la nécessité d'une répartition plus équitable des revenus, la réduction des disparités dans l'échelle des salaires, l'ouverture aux plus pauvres que nous, pays du tiers monde et du quart monde.

Nous ignorons ce que seront les résultats des élections. Cependant, vous sachant fortement convaincus de l'importance de l'enseignement privé, je situerai notre réflexion dans l'hypothèse la plus délicate, celle qu'ouvrirait, par le choix de la majorité des Français, l'application du programme commun, selon les options qu'il exprime actuellement. Que feriez-vous alors pour maintenir un enseignement privé ? Légalement, son existence sera possible. En stricte équité, les fonds dévolus à l'éducation devraient être répartis en fonction du choix des familles. Mais, en réalité, l'existence de cet enseignement privé dépendrait de vous. Je ne veux pas évoquer ici un enseignement privé qui serait réservé à quelques catégories sociales aux revenus considérables, préoccupées de faire de certains établissements des enclos préservant leurs particularités et leurs privilèges. Si de

(1) La Semaine religieuse d'Angers, 29 janvier 1978.

tels établissements, fondés sur la fortune ou la ségrégation inavouée, existaient, ils ne pourraient être reconnus par l'évêque comme expression de l'enseignement catholique. Je pense aux écoles, aux collèges, aux lycées dont vous voudriez maintenir l'existence. Envisageons cette hypothèse car elle peut nous inviter à une réflexion sérieuse sur la signification de l'enseignement privé catholique. Une question apparaît immédiatement, celle du financement qu'exigerait le maintien de cette forme d'enseignement. Les charges financières des parents seraient lourdes, les enseignants devraient accepter des rétributions qui n'atteindraient pas ce qu'ils pourraient obtenir en entrant dans l'enseignement nationalisé. Faire ce choix impliquerait des motivations profondes. Ce que je vais dire ne veut pas méconnaître la légitimité d'autres options. Mais il est de mon devoir d'exprimer ce qu'est l'enseignement catholique et pourquoi nous souhaitons son existence.

Sur un plan humain, il est bon qu'une diversité de types d'éducation et d'enseignement existe. Cette diversité est provocante, stimulante. Les recherches vécues actuellement par de nombreux collèges dans le département en témoignent amplement. Priver la communauté humaine de cette diversité, de cette stimulation, de cette recherche, serait incontestablement un appauvrissement. Plus profondément, il paraît de plus en plus difficile de dissocier enseignement et éducation. Mises à part certaines disciplines, de nombreux domaines de l'enseignement, par le choix des textes, par la lecture qui en est proposée, permettent une découverte de l'homme, des problèmes qui se posent à lui, dans son individualité, dans sa relation aux autres, dans sa relation à l'universel. Toute communauté réellement éducative peut offrir ces possibilités, mais ce que peut et doit offrir l'école chrétienne, c'est la référence explicite de cette éducation à la foi en Jésus-Christ. L'éducation en établissement catholique implique en effet, de la part de ceux qui y sont engagés, non seulement la qualification professionnelle mais la faculté de présenter à tous, jeunes et enfants, une lecture chrétienne des réalités du monde auxquelles ouvre l'enseignement, qu'il soit littéraire, historique, artistique ou philosophique. Peut-être y aura-t-il demain moins d'établissements privés catholiques. Je souhaite qu'ils existent, dans l'intérêt de la communauté humaine, de la communauté chrétienne, dans l'intérêt des jeunes qui, dans la société fragmentée, écartelée qui est nôtre, trouveront, en ce lieu qu'est l'école, des témoins y exprimant leur foi, des témoins y exprimant leur prière et donnant aux jeunes et aux enfants les moyens de vivre ensemble la même recherche et le même partage de la foi en Jésus.

De tels établissements, témoins de l'évangile, dialoguant avec d'autres aux options différentes, ouverts au monde et au tiers monde, libérés de tout intégrisme, de quelque nature qu'il soit, l'évêque les reconnaîtra. Mais leur vie dépendra non seulement des sacrifices que s'imposeront les enseignants et le personnel qui y travaillera, mais de vous, parents. Vous êtes déjà, vous serez de nouveau pleinement participants de cette communauté éducatrice des enfants aussi bien que des jeunes dans un

esprit chrétien. Comme ils le font aujourd'hui, directeurs d'établissement, enseignants, soutiendront cette collaboration. Cependant, il me paraît important de souligner que, si grands que puissent être les sacrifices financiers auxquels vous devrez éventuellement consentir, la responsabilité spécifique de l'éducation au sein de l'établissement relèvera, au titre même de leur charge, des enseignants et du directeur de l'établissement, en lien avec le directeur de l'Enseignement catholique. Il s'agit bien d'un acte de confiance réciproque, vous, parents, vous fiant à eux ; eux se fiant à vous, ce qui implique dialogue, interrogation, voire interpellation.

Que sera demain la situation de l'enseignement catholique ? Si les hommes et les femmes qui auront la responsabilité de gouverner la France le veulent, dussent-ils pour cela modifier éventuellement la conception de l'éducation qu'ils auraient exprimée, l'enseignement privé disposera des moyens nécessaires pour exister en pleine liberté. Si, par contre, les possibilités offertes contredisaient dans les faits la liberté affirmée — car affirmer la liberté suppose qu'on donne les moyens de l'exercer — souhaitons que même alors existe un enseignement catholique, témoin d'une liberté et d'initiatives dont d'autres bénéficieront, témoin de cette relation entre l'humain et l'esprit à laquelle nous ouvre l'Incarnation du Verbe en la personne de Jésus.

Cette existence de l'enseignement catholique serait-elle encore possible ? Beaucoup penseront qu'elle sera irréalisable, en raison même des mutations que notre société vient de connaître et des conditions économiques qui en sont la conséquence pour l'épanouissement de la personne, du couple, de la famille. Il est évident que l'hypothèse envisagée peut fort bien être contredite par les faits, quel que soit le résultat des élections prochaines. Il n'était peut-être pas inutile, cependant, de la prendre en considération car elle nous a permis de préciser la signification de l'enseignement catholique. Nous réalisons d'autant mieux à quelles exigences nous devrions répondre.

Il faudrait alors que s'expriment des vocations, c'est-à-dire que des hommes, des femmes, des jeunes, discernant l'intérêt de cette présence, y engagent leur vie. Je ne pense pas abuser en évoquant l'appel des disciples que nous rappelait tout à l'heure l'Evangile : Pierre, Jacques, Jean, André sont des hommes qui ont osé quitter leur sécurité, quitter leurs filets, leurs barques, leurs familles, parce qu'ils croyaient à un projet, celui qu'offrait Jésus. L'enseignement privé catholique est une expression, limitée sans doute, mais bien réelle, de ce projet. S'il devait connaître demain les difficultés que j'évoquais, son existence reposerait, plus que jamais, sur le choix d'hommes et de femmes témoignant qu'en cette fin de xx^e siècle, dans une société que l'on dit de consommation et de facilité, des chrétiens savent risquer leur sécurité pour un projet, initier à une vision chrétienne du monde au cœur de ces réalités que sont l'enseignement et l'éducation.

Jean ORCHAMPT,
évêque d'Angers.

L'ÉCOLE CATHOLIQUE DANS LA SOCIÉTÉ ET DANS L'ÉGLISE

Lettre de Mgr J. ROZIER, évêque de Poitiers (1)

Poser la question de l'école — de la fonction de l'école dans la société — c'est toucher à un problème complexe et à un point névralgique. Poser la question de l'école catholique — de sa place et de son statut dans la société — c'est toucher à un problème qui se trouve chargé de la même complexité, mais investi par surcroît des passions et des luttes qui ont marqué notre histoire.

On doit tout faire pour éviter la polémique et, de part et d'autre, le procès d'intention. On ne peut faire l'économie du débat ni surtout de la réflexion.

Il ne s'agit pas de trouver ni de manier des justifications faciles à l'appui de positions toutes faites. Il s'agit avant tout d'un problème et d'une recherche de signification. Discerner les enjeux de la question, rendre compte des raisons de l'attitude que l'on prend, en découvrir les conséquences et les implications : telle est la réflexion qui s'impose. Se situer dans un esprit de réflexion et de recherche est une attitude qui commande d'une manière déterminante la vérité du débat et la valeur des solutions.

Il est clair que la responsabilité des chrétiens en ce domaine ne se limite pas au problème de l'école catholique. Les chrétiens sont concernés par l'ensemble des problèmes qui se posent à propos de l'école. Ils ont à apporter leur contribution dans le champ des recherches à faire, des responsabilités à prendre et des tâches à accomplir.

Néanmoins, le cas de l'école catholique pose des problèmes spécifiques qui sont à prendre en compte. L'examen à faire se situe à un double plan. Il y a à envisager l'école catholique :

— Comme « lieu » de service éducatif avec les références qu'elle se donne aux valeurs chrétiennes.

— Comme « lieu » ecclésial pour l'éveil et la formation de la foi.

I. — L'ÉCOLE CATHOLIQUE COMME « LIEU DE SERVICE ÉDUCATIF »

L'école a une fonction à remplir : une fonction de formation et d'éducation au service des jeunes. Ce service prend place dans une société donnée et s'incarne dans les institutions. Ce sont autant d'aspects qui sont à prendre en considération à propos de l'école catholique.

A. — L'ÉCOLE CATHOLIQUE EST APPELÉE À RENDRE COMPTE DE SA RAISON D'ÊTRE DANS LA SOCIÉTÉ

Le problème de l'école catholique prend place dans le débat politique que l'actualité commande.

N'est-il pas nécessaire, au-delà d'un impératif d'actualité, d'en appeler à un besoin « d'actualisation » ? Ce problème véhicule, en effet, des éléments résiduels considérables. Il est urgent de le

situer dans une problématique qui n'est plus celle du début du siècle, encore moins celle de la Révolution française. Cela requiert qu'on replace cette question dans la perspective d'ensemble de l'évolution qui a marqué à la fois les comportements et les mentalités ainsi que les rapports de l'État avec la société et avec l'Église.

La position brutale du problème se fait généralement à partir de l'évocation du principe impérissable : « à l'école publique fonds publics, à l'école privée fonds privés ».

L'éminent universitaire qu'est M. René Rémon fait, à ce propos, quelques remarques pertinentes : « Si cet adage satisfait l'esprit par la netteté de la dichotomie et s'il flatte notre instinct de symétrie, il ne correspond plus, de nos jours, à aucune réalité pratique... Depuis plus de quelque cinquante années, les choses à cet égard ont bien changé et la réalité sociale, en particulier, s'est singulièrement compliquée. Tout un secteur a surgi qui ■ rapidement pris une extension considérable où interfèrent étroitement l'initiative et l'intervention. Y a-t-il aujourd'hui même un seul domaine où le budget de l'État ne vienne encourager, épauler, relayer l'insuffisance des ressources privées ? Que ce soit la construction avec le développement des logements sociaux, l'économie avec les subventions et les garanties, les allègements fiscaux ou les facilités de crédits, la culture avec les investissements publics, la santé, partout les fonds publics concourent puissamment à l'accomplissement des tâches sociales dont l'initiative privée ne perd pas pour autant la responsabilité et le contrôle. »

N'est-ce pas dans ce contexte qu'il faut situer le problème du statut de l'école catholique et de sa prise en charge financière ? L'école catholique n'est-elle pas à considérer comme toute autre « institution reconnue d'utilité publique » dont l'État définit les critères de reconnaissance et les normes de fonctionnement ?

Tout se passe, semble-t-il, comme s'il n'y avait qu'une perspective et qu'un modèle possible. Si l'État paie, il doit diriger, voire posséder. Au nom de la modernité comme au nom de la justice, il importe sans doute de sortir de ce schéma. N'avons-nous pas à définir et à promouvoir un type de société et un système éducatif où l'intervention — de l'État — s'allie à l'initiative — des citoyens —, un système où l'autorité légitime de la puissance publique s'articule sur les responsabilités des citoyens en reconnaissant les réalités et les institutions où elles s'exercent.

C'est bien, en réalité, ce qui existe et ce qui fonctionne. Le droit et le pouvoir d'intervention de l'État s'exercent en fait d'une manière ample et déterminante. C'est l'État qui, par ses services compétents, définit et contrôle : les programmes d'enseignement, les orientations pédagogiques, l'acquisition des connaissances par les examens, l'habilitation des maîtres par les diplômes, les rythmes scolaires, etc.

Le droit à l'initiative et à la responsabilité demande alors à être reconnu et à s'inscrire légitimement dans un pluralisme institutionnel. « En fondant

(1) Supplément à la *Semaine religieuse de Poitiers*, 24 décembre 1977.

l'avenir des relations entre les deux enseignements sur un ensemble de règles de type contractuel, la législation en cours a rompu avec le cycle infernal des victoires précaires et des amères revanches qui ponctuaient depuis longtemps la guerre entre les deux écoles. » (R. Rémon.) C'est bien dans la direction prise par l'expérience vécue qu'il faut se maintenir et chercher des solutions qui ne tournent pas le dos à l'histoire.

L'intérêt public est, en tout domaine, de reconnaître et de promouvoir toutes les énergies et toutes les capacités qui peuvent contribuer au service d'un pays et de sa jeunesse. Il y a certainement, sur ce point, un consensus profond dans la nation. Pour le peuple, certaines déclarations sont ressenties comme des menaces, et certaines mesures comme des injustices. Pour les jeunes, ces débats sont insignifiants.

Tout contrat est un engagement mutuel. Il y a une contrepartie d'exigence pour l'enseignement catholique. C'est de rendre compte en permanence à tous les partenaires du contenu de son projet éducatif et de la qualité du service rendu. L'école catholique n'a pas et ne peut avoir aucune volonté hégémonique. Elle ne vise à aucun monopole, même pas pour les familles catholiques. Elle ne conteste en rien la légitimité et la valeur de l'enseignement public. Elle veut constituer simplement un lieu spécifique où, en conformité aux valeurs chrétiennes auxquelles ils se réfèrent, des adultes et des jeunes, des parents et des éducateurs apportent leur contribution à l'œuvre de l'éducation à accomplir dans le cadre de la nation.

B. — L'ECOLE CATHOLIQUE DOIT S'INTERROGER SUR SON RAPPORT A LA SOCIÉTÉ

L'école catholique a à prendre en compte tous les problèmes que posent les rapports de l'école avec la société. Sur ce point, trois convictions se dégagent et une question s'ensuit.

1. Convictions

a) Le rapport école-société

On a conscience, aujourd'hui, de l'interdépendance qui existe entre l'école et la société. Cette interdépendance se trouve reconnue et attestée à travers la diversité même des perspectives et des insistances où s'affirment les différentes conceptions de l'école.

L'école et la société sont tributaires l'une de l'autre. Elles réagissent l'une sur l'autre. En prenant le problème du côté de l'école, on peut dire que l'école est un moyen dont dispose la société, à la fois pour se reproduire et pour se transformer.

L'école reproduit la société en ce sens qu'elle n'est pas une sorte de clairière dans la forêt. Elle est habitée et traversée par tous les problèmes, les courants et les conflits qui se déploient dans la société. De ce fait, le fonctionnement de l'école se trouve nécessairement affecté et conditionné par le modèle de la société où elle est insérée. Les structures de hiérarchisation qui règnent dans la société, les pouvoirs qui s'y exercent, les idéologies qui s'y développent mettent leur marque sur l'école. Sous ce rapport, on peut dire que la société produit l'école et que l'école tend à reproduire la société.

Mais l'école joue en même temps un rôle de renouvellement. Elle développe en vertu même de la fonction qu'elle exerce par l'acquisition du savoir et la diffusion de la culture un sens critique dont l'histoire récente a manifesté la réalité et la force. De plus, au-delà de l'acquisition des connaissances du savoir, l'école engendre une prise de conscience de soi-même et de la société qui doit constituer une capacité d'action et un facteur d'évolution.

b) L'importance du fait scolaire

Cela conduit à reconnaître l'importance du fait scolaire. Le travail scolaire est vécu par les jeunes, surtout à mesure qu'ils avancent en âge, comme un élément déterminant de leur existence et de leur avenir. Même si les jeunes vivent mal à l'école, ils y vivent pourtant. L'école est pour eux un milieu de travail qui marque leur existence bien au-delà du temps qu'ils y passent. Les connaissances et les problèmes que l'école véhicule, les labeurs et les préoccupations qu'elle impose, les échanges qu'elle permet, envahissent facilement le champ de l'existence, de la conscience et de l'univers familial.

Pour les jeunes qui en vivent l'expérience, l'école n'est pas seulement un problème, elle est une réalité. C'est une réalité qui s'inscrit sur eux, pas seulement comme un poids dans leur existence, mais comme une dimension même de leur être.

Notons au passage que c'est sur cette conscience de l'importance de l'école dans la formation et dans le devenir des jeunes que se fonde et s'articule la raison d'être même que se donne l'école catholique : « Son apport original est de lier dans le même temps et le même acte l'acquisition du savoir, la formation de la liberté, l'éducation de la foi : elle propose la découverte du monde et le sens de l'existence. »

(Déclaration des évêques à Lourdes en 1969.)

c) La réalité de l'école telle vécue diversement

Les jeunes et les enfants vivent la réalité scolaire en fonction du milieu auquel ils appartiennent. Tous les jeunes, c'est un fait, n'abordent pas l'école avec les mêmes dispositions ni les mêmes chances. Et l'école ne produit pas non plus les mêmes effets. C'est pourquoi l'école est aujourd'hui spécialement objet de critique. La sélection des jeunes, la ségrégation culturelle, la reproduction des inégalités sociales qui lui sont reprochées mettent en question l'idée courante selon laquelle enseigner, c'est automatiquement libérer et former.

2. Interrogations

De ce fait, une interrogation s'ensuit que l'école catholique doit pour sa part prendre en compte : elle a à s'interroger sur ses structures et sur son fonctionnement.

a) Cette interrogation est à situer d'abord sur le plan sociologique

Il y a à considérer le problème du rapport de l'école avec les différents milieux de vie et les différents groupes sociaux. D'un simple point de vue de représentativité, dans l'école catholique, il y a à se demander : qui est là ? Quel est le monde qui est présent ? Quel est le milieu qui est réellement rejoint et servi ? Il y a à considérer le problème de la sélection : quels sont les mécanismes qui jouent ? Quels sont les groupes qui se trouvent favorisés ? Quels sont les correctifs qu'on apporte ?

Il y a à examiner par exemple le pourcentage des élèves retardés, le pourcentage des immigrés par classe, la composition des classes terminales par rapport à celle des classes de sixième, etc.

b) Cette interrogation est à conduire sur le plan pédagogique

Quelle est la relation pédagogique qui est en fait vécue ? Quelle est la mentalité que développe le système éducatif qui est pratiqué ?

Après un camp vécu en groupe, à quelqu'un qui lui demandait ses impressions, un jeune s'exprimait ainsi : « Au camp, on vit le **nous** ; à l'école, on vit le **je**. »

Compte tenu évidemment du genre littéraire de la part d'affectivité qui peut entrer dans ce propos, le problème du système éducatif se trouve posé d'une manière directe et concrète.

C. — L'ECOLE CATHOLIQUE DOIT RENDRE COMPTE DE L'ESPRIT QU'ELLE CHERCHE A METTRE EN ŒUVRE ET A PROMOUVOIR :

C'est bien à ce niveau surtout que doit se vérifier la mise en œuvre des valeurs auxquelles l'école catholique se réfère. L'éducation est un « esprit ». Cet esprit doit se traduire et se reconnaître dans certains traits caractéristiques.

a) Adultes et jeunes doivent vivre dans un climat de vérité.

Les adultes doivent vivre à l'écoute des jeunes, découvrir avec eux les questions qu'ils se posent à partir du monde dans lequel ils grandissent, de la place qu'ils y occupent, des événements qui le marquent, des courants de pensées qui le traversent.

Les jeunes doivent pouvoir trouver des adultes capables de regarder avec eux le monde nouveau qu'ils ont à construire. Ils désirent qu'ils soient pour eux des compagnons d'existence sur la solidité desquels ils puissent s'appuyer.

b) Adultes et jeunes doivent vivre dans un climat de responsabilité réciproque :

C'est le propre d'une véritable autorité et d'une véritable éducation de faire appel à la responsabilité, à la liberté. Pour naître et se développer, une liberté a besoin de trouver des objectifs, des repères et des points d'appui. La liberté n'est pas le culte de la spontanéité. Jeunes et adultes doivent chacun pour leur part se sentir partie prenante des objectifs qui sont proposés.

c) Adultes et jeunes doivent vivre dans un climat d'espérance.

La grande requête du monde moderne, c'est finalement la recherche du sens de la vie et au-delà même de tout projet de société ; c'est la recherche d'un projet d'existence qui préoccupe fondamentalement les hommes. Au nom de l'Evangile et de la lumière que Dieu nous donne sur l'homme et son destin, les chrétiens sont appelés à participer à cette recherche. Elle revêt aujourd'hui une urgence et une ampleur particulières.

II. — L'ECOLE CATHOLIQUE COMME « LIEU ECCLESIAL » POUR L'EVEIL ET LA PROPOSITION DE LA FOI :

Il y a à s'interroger sur la manière dont l'école catholique s'articule sur le projet qui est celui de l'Eglise.

1. L'école catholique pour situer sa mission par rapport à la foi et à l'Eglise doit se considérer comme un lieu « où des chances sont offertes, des propositions faites, des appels exprimés ».

Sur ce point, un double écueil se présente :

a) L'écueil du formalisme.

On a vécu, on a misé finalement sur la valeur propre du statut de l'enseignement catholique comme institution d'Eglise. On a considéré un peu vite et un peu facilement que le problème de la mission était en quelque sorte résolu par celui du « statut ». On a tout attendu des activités « religieuses » que l'école catholique a le droit et le devoir d'assurer (catéchèse, culte, etc.). L'école catholique a joué comme une référence sécurisante qui dispensait peut-être les parents, voire les éducateurs, d'une prise de conscience réelle sur ce plan.

b) L'écueil de la démission.

En fait, on s'aperçoit que l'école ne fonctionne pas comme ça sur la base d'une efficacité automatique. D'où la tentation du doute, de la volte-face, de la démission. C'est peut-être la tentation aujourd'hui la plus actuelle. Elle trouve en nous la complicité de l'esprit de facilité. On en vient à résoudre le problème par le vide. Annoncer la foi devient difficile ; alors, on y renonce. C'est ce qui se dessine et ce qui se passe souvent. On fait le désert. On laisse courir et s'éteindre toute demande. On attend d'un renouvellement hypothétique de la mentalité, de l'Eglise, de la société, que soient créées les conditions d'une situation plus claire et d'une démarche plus vraie.

C'est à coup sûr une option indéfendable : l'école catholique joue son caractère propre à ce niveau, dans sa **capacité de proposition**. Elle doit donner des chances à la rencontre de Jésus-Christ. Il ne dépend pas d'elle, il ne dépend pas que d'elle que cette rencontre soit effective. Qui dit « rencontre » dit, en effet, rapport de liberté. Mais, elle doit permettre, créer les conditions de cette rencontre.

Elle doit faire des propositions par rapport à la foi. Il ne dépend pas d'elle, il ne dépend pas que d'elle, que la foi soit accueillie, vécue. Mais il dépend d'elle que la foi soit proposée. Le silence où l'on se réfugie est le signe d'une démission, voire d'une trahison.

L'école catholique doit être le lieu où retentissent des **appels**. Il ne dépend pas d'elle, il ne dépend pas que d'elle que ces appels soient entendus, mais seulement qu'ils soient lancés.

C'est à sa richesse et à sa capacité de propositions que se vérifie la qualité chrétienne de l'institution plus qu'à la vérification difficile à exercer de son rendement.

2. L'école catholique doit être au service des cheminements sur le plan de la foi.

C'est finalement la même exigence prise non au niveau de l'institution elle-même, mais au niveau de son rapport aux jeunes. Ces jeunes :

- Qui sont-ils ?
- D'où viennent-ils ?
- Où en sont-ils ?

C'est la première question à se poser à partir de laquelle sont à définir et à penser les propositions de la foi. Il est essentiel que ces propositions soient des propositions différenciées.

Tous les jeunes qui arrivent n'en sont pas, dans ce domaine, au même niveau. On est en présence d'un nombre important et grandissant d'enfants ou de jeunes chez lesquels n'existe aucun éveil, aucun désir apparent sur le plan religieux. Cela met en demeure l'enseignement catholique d'être missionnaire. L'école catholique, dans le contexte actuel, sera missionnaire ou elle ne sera pas. Cela signifie qu'elle est appelée à jouer un rôle catéchuménal. Elle doit reconnaître, accepter, promouvoir le sens et le temps de la recherche. La foi, en effet, avant d'être une réponse est une question. C'est cette question qu'il faut d'abord susciter, faire exister et approfondir. Il importe d'éveiller le désir pour la foi, comme pour la vie ; rien n'est plus fatal que le manque de désir.

Il y a ceux et celles qui, sur le plan de la foi, ont déjà une certaine expérience et qui aspirent à un approfondissement. L'école doit en offrir la possibilité. Il n'est pas normal qu'on procède, si tant est qu'on puisse parler de haut et de bas, à un alignement sur le bas. Cela pose pour l'école un problème difficile. Les contraintes du cadre scolaire sont nombreuses ; elles semblent impératives. Elles ne doivent pas être insurmontables. L'école catholique joue, ici, sa vocation, son caractère propre. Il est possible que tous les besoins ne puissent trouver une réponse dans le cadre d'une école. Rien n'empêche de dépasser ce cadre et de promouvoir un dispositif permettant de faire des propositions sur le plan inter-établissements. Mais, que des propositions soient faites, qu'il soit manifesté que la parole de Dieu « n'est pas enchaînée » !

3. L'école catholique doit être le « lieu » où naissent, se constituent et se développent des communautés de croyants.

Cette expression, aujourd'hui, est très courante, très familière. Elle peut devenir un slogan. Elle est cependant significative.

Bien sûr, cette « communauté de croyants », c'est l'école qui doit tendre à la constituer. Il ne faut pas perdre de vue cette vocation de l'école, de l'institution à être elle-même une communauté de croyants tout en étant une communauté éducative.

Cette vue, à bien des égards et pour bien des raisons, paraît, aujourd'hui, une utopie. Mais, on sait que l'utopie n'est pas l'équivalent de l'impossible ni de l'irréel. L'utopie joue un rôle d'incitation et d'appel. Il faut néanmoins prendre conscience de la situation marquée par une double caractéristique :

a) L'institution, n'a, le plus souvent, ni l'homogénéité ni la dimension que requiert une véritable communauté.

b) L'institution, comme le mot l'indique, s'inscrit dans l'ordre de l'institutionnel qui ne s'identifie pas totalement avec l'ordre du communautaire. L'institution est finalisée par l'œuvre à faire ; la communauté, elle, est fondée avant tout sur le jeu des rapports interpersonnels.

Quoi qu'il en soit, l'institution doit être le champ où naissent, se développent, s'éprouvent des communautés de croyants. C'est-à-dire des petits groupes d'adultes ou de jeunes, où s'accomplit un partage de vie et de foi, où Jésus-Christ est recherché, reconnu, célébré.

Il s'agit de communautés qui répondent vraiment à la définition de communautés chrétiennes constituant de véritables cellules d'Eglise. De ce fait, l'école doit permettre l'apprentissage de la vie en Eglise.

4. L'école doit être un lieu, un champ de relations ouvert sur le monde et sur l'Eglise.

L'école a son identité, sa mission propre. Sa mission toutefois

- N'est pas de garder, mais d'envoyer ;
- Elle n'est pas d'enclorre, mais de relier ;
- Elle n'est pas de posséder, mais de servir.

Cela doit être signifié par la manière même dont l'école se situe et s'articule sur tout le tissu ecclésial et social. Il y a bien des manières d'enviesager cela et de le réaliser.

Il y a lieu de se demander en permanence, par rapport aux jeunes, aux parents et aux éducateurs, au plan de l'école :

- Quelles sont les relations qui sont vécues ?
- Quelles sont les solidarités qui sont reconnues ?
- Quelles sont les responsabilités qui sont exercées ?
- Quels sont les appels qui sont exprimés ?
- Quels sont les horizons qui sont révélés ?
- Quelles sont les expériences qui sont partagées ?

On a parlé de la société sans école (Illich). On sait tout ce qu'il y a de radical et de contestable dans ce courant. Il faut voir aussi ce qu'il peut y avoir de libérateur et de créateur dans la mesure où cela provoque à un dépassement du système où l'école risque de s'enliser.

L'école catholique devrait aussi se sentir la mission de réconcilier l'école et la société en faisant de l'école non une enclave mais un « foyer » vivant et générateur de la société... et de l'Eglise.

Joseph ROZIER.

— Il commence l'Evangile. Un groupe de croyants récrit la Bible. La Genèse. — Un vol. 15 X 25,5 cm de 112 p. avec illustrations (planches originales). (Collectif). Desclée, Paris. C'est dangereux de vouloir récrire la Bible, livre divin. L'intention des auteurs n'est pas ici en cause. Mais comment éviter que les familiers de la Bible authentique ne soient pas désorientés par un texte de ce genre si éloigné de l'original ?... C'est ici un livre qui présente une traduction (?) d'un genre totalement inédit du texte sacré qui a été traité « tout comme on traite une matière première ». Nous doutons qu'on substitue sa lecture à celle des livres reçus dans l'Eglise depuis les origines.

— Le Choix de l'Eglise : Vivre ! Dans le dédale... vers la lumière, par Lucien CHERON, Frère Albert de l'Annonciation, OCD. — Un vol. 13,5 X 20,5 cm de 136 p. Editions P. Téqui, 82, rue Bonaparte, 75006 Paris.

Le cardinal Daniélou écrivait dans la préface de ces pages : « Il y a dans l'Eglise de l'immuable : les événements du salut, la loi évangélique, la hiérarchie de l'Eglise ont été donnés une fois pour toutes, et nul n'y peut changer. » Mais il y a en elle un double dynamisme qui lui permet de s'adapter à tous les temps et guide ainsi ses choix. C'est ce que nous montrent ces pages vivantes et sans longueur. En annexe, des textes de Paul VI sont en exemple.

Loi du 2 janvier 1978 relative aux régimes d'assurance maladie, maternité, invalidité, vieillesse, applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses (1)

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les ministres des cultes et les membres des congrégations et collectivités religieuses qui ne relèvent pas, à titre obligatoire, d'un autre régime de Sécurité sociale sont garantis contre les risques maladie, maternité, vieillesse et invalidité dans les conditions fixées par la présente loi.

L'affiliation est prononcée par les organismes de Sécurité sociale mis en place par la présente loi, s'il y a lieu après consultation d'une commission consultative instituée auprès du ministre chargé de la Sécurité sociale, dont la composition est fixée par la voie réglementaire, et comprenant des représentants de l'administration et des personnalités choisies en raison de leur compétence, compte tenu de la diversité des cultes concernés.

TITRE 1^{er} :

ASSURANCE MALADIE ET MATERNITE

ART. 2. — Il est ajouté au livre VI du code de la Sécurité sociale un titre VIII ainsi rédigé :

TITRE VIII

Ministres des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses.

« Art. L. 613-16. — Les ministres des cultes et les membres des congrégations et collectivités religieuses, ainsi que les personnes titulaires de la pension de vieillesse ou de la pension d'invalidité instituée par la loi n° 78-4 du 2 janvier 1978 qui ne relèvent pas, à titre obligatoire, d'un autre régime d'assurance maladie, relèvent du régime général de la Sécurité sociale.

« Ils ont droit et ouvrent droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité, à condition d'être à jour de la cotisation personnelle prévue à l'article L. 613-17.

« Les membres des congrégations et des collec-

tivités religieuses peuvent, sur leur demande, être admis à bénéficier d'un régime particulier comportant des cotisations à des prestations réduites.

« Ces prestations sont limitées à la couverture des frais d'hospitalisation et de traitement dans les établissements de soins et de cure publics et privés.

« L'option pour le régime particulier est valable pour une durée de deux ans ; elle est renouvelable.

« Un décret détermine les modalités d'application des trois derniers alinéas ci-dessus.

« Art. L. 613-17. — Les charges résultant des dispositions du présent titre sont intégralement couvertes :

« 1° Par des cotisations personnelles assises sur une base forfaitaire et à la charge des assurés ;

« 2° Par une cotisation à base forfaitaire à la charge des associations, congrégations ou collectivités religieuses dont relèvent les assurés.

« Les bases et les taux de ces cotisations sont fixés par arrêté.

« Art. L. 613-18. — Le recouvrement des cotisations et le versement des prestations sont assurés, pour le compte du régime général de la Sécurité sociale, par un organisme agréé par l'autorité administrative qui prend la dénomination de « Caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes ».

« Cet organisme est constitué et fonctionne conformément aux prescriptions du code de la mutualité.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les adaptations aux règles de gestion des organismes mutualistes rendues nécessaires par les caractéristiques propres du groupe social considéré, ainsi que la composition et le mode de désignation du Conseil d'administration compte tenu, notamment, de la pluralité des cultes concernés par la loi n° 78-4 du 2 janvier 1978.

« L'organisme agréé assume dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat les obligations en matière d'affiliation à l'égard de la Sécurité sociale.

« Art. L. 613-19. — Les délibérations du Conseil d'administration de l'organisme agréé mentionné à l'article L. 613-18 ne deviennent exécutoires que s'il n'y a pas opposition du ministre des Finances dans les vingt jours de la communication à eux donnée desdites délibérations. »

TITRE II

ASSURANCE VIEILLESSE

ART. 3. — Les personnes qui exercent ou qui ont exercé des activités mentionnées à l'article premier de la présente loi reçoivent une pension de vieillesse dans les conditions et à un âge fixés par décret.

Cet âge est abaissé au profit :

— Des déportés ou internés titulaires de l'un des titres énumérés à l'article L. 332 du code de la Sécurité sociale ;

— Des anciens combattants et prisonniers de guerre remplissant les conditions prévues par la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 ;

— Des personnes atteintes d'une incapacité totale et définitive d'exercer, médicalement constatée.

(1) *Journal Officiel*, lois et décrets, 3 janvier 1978.

LOI 78-4 TRAVAUX PREPARATOIRES

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 3227 et proposition de loi n° 3128.

Rapport de M. Delaneau, au nom de la Commission des Affaires culturelles (n° 3274) ;

Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 6 décembre 1977.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale n° 129 (1977-1978) ;

Rapport de M. CRUCIS, au nom de la Commission des Affaires sociales, n° 160 (1977-1978) ;

Discussion et adoption le 19 décembre 1977.

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3383) ;

Rapport de M. Delaneau, au nom de la Commission mixte paritaire (n° 3425) ;

Discussion et adoption le 20 décembre 1977.

Sénat :

Rapport de M. CRUCIS, au nom de la Commission mixte paritaire, n° 210 (1977-1978) ;

Discussion et adoption le 21 décembre 1977.

ART. 4. — La pension est calculée sur des bases forfaitaires, en fonction de la durée d'assurance, dans les limites d'un minimum et d'un maximum fixés par voie réglementaire. Un décret fixera le mode de calcul de la pension et les conditions dans lesquelles les périodes d'activité antérieures à la création du régime seront prises en compte pour le calcul de la pension.

La bonification prévue à l'article L. 338 du code de la Sécurité sociale s'applique à la pension de vieillesse instituée par la présente loi.

En cas de décès de l'assuré, une pension de réversion peut être accordée dans les conditions prévues à l'article L. 351 du code de la Sécurité sociale.

ART. 5. — En cas d'affiliations successives ou simultanées au régime institué par le présent titre et à un ou plusieurs autres régimes obligatoires d'assurance vieillesse de base, les avantages dus aux intéressés par chaque régime se cumulent dans les conditions et, éventuellement, dans les limites fixées par décret.

Le même décret fixe les conditions dans lesquelles la pension instituée par le présent titre se substitue aux allocations dues en application des régimes de prévoyance antérieurs.

ART. 6. — Le financement de la pension de vieillesse instituée par le présent titre est intégralement assuré :

1° Par des cotisations forfaitaires à la charge des assurés ;

2° Par une cotisation de solidarité à la charge des associations, congrégations et collectivités religieuses dont relèvent les assurés ;

3° Par les actifs des régimes de prévoyance auxquels se substitue le régime institué par le présent titre ;

4° Par des recettes diverses.

ART. 7. — Les cotisations prévues aux 1° et 2° de l'article 6 sont calculées, chaque année, en fonction des charges prévisibles du régime. Elles sont fixées par arrêté après avis du Conseil d'administration de la Caisse nationale mentionnée à l'article 8 ci-dessous.

ART. 8. — La gestion du régime institué par le présent titre et notamment le service de la pension et le recouvrement des cotisations sont assurés par une caisse nationale dénommée « Caisse mutuelle d'assurance vieillesse des cultes ».

La Caisse mutuelle est dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Elle est soumise au contrôle du ministre chargé de la Sécurité sociale et du ministre de l'Economie et des Finances qui sont représentés auprès d'elle par des commissaires du gouvernement.

Un décret en Conseil d'Etat détermine la composition ainsi que le mode de désignation des membres du Conseil d'administration, compte tenu notamment de la pluralité des cultes concernés par la présente loi.

Les délibérations du Conseil d'administration ne deviennent exécutoires que s'il n'y a pas opposition du ministre chargé de la Sécurité sociale ou du ministre de l'Economie et des Finances dans les vingt jours de la communication à eux donnée des délibérations.

Les règles relatives aux placements des fonds et à la comptabilité sont fixées par voie réglementaire.

ART. 9. — Les ministres des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses de nationalité française, qui exercent à l'étranger et

dans les territoires français d'outre-mer, peuvent adhérer au régime d'assurance vieillesse institué par le présent titre.

ART. 10. — Les dispositions des articles L. 40, L. 48 et L. 49, L. 58 à L. 63, L. 65, L. 67 et L. 68, L. 138 à L. 142, L. 151 à L. 157, L. 159, L. 165 à L. 169, L. 170-1 et L. 170-2, L. 173, L. 186 à L. 189, L. 359, L. 400, L. 409, L. 410 et L. 412 du code de la Sécurité sociale sont applicables, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre, aux personnes, collectivités ou organismes mentionnés audit titre.

Les dispositions de la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974 relatives à la compensation en tant qu'elle a pour objet de remédier aux déséquilibres démographiques sont applicables au régime institué par le présent titre. Un décret en Conseil d'Etat apportera aux modalités d'application de ces dispositions les adaptations rendues nécessaires par les caractéristiques propres du groupe social concerné.

TITRE III ASSURANCE INVALIDITE

ART. 11. — Les personnes mentionnées à l'article premier ont droit à une pension d'invalidité lorsque leur état de santé les met dans l'incapacité totale et définitive d'exercer, médicalement constatée.

ART. 12. — La pension d'invalidité est égale au montant de la pension de vieillesse accordée pour la durée maximum d'assurance.

ART. 13. — La pension d'invalidité est remplacée à l'âge fixé en application du deuxième alinéa de l'article 3 par la pension de vieillesse prévue au titre II de la présente loi. Cette pension de vieillesse ne peut être d'un montant inférieur à celui de la pension d'invalidité à laquelle elle se substitue.

ART. 14. — Le financement des pensions d'invalidité est assuré par une cotisation forfaitaire fixée par arrêté. Cette cotisation est à la charge des assurés et à la charge des associations, congrégations et collectivités religieuses dont relèvent les assurés.

ART. 15. — La gestion de l'assurance invalidité est assurée par la caisse nationale prévue à l'article 8 au sein d'un section financière autonome dont l'équilibre est réalisé par les seules cotisations fixées en application de l'article 14.

ART. 16. — Les dispositions des articles L. 58 à L. 61, L. 65, L. 67, L. 68, L. 138 à L. 142, L. 151 à L. 157, L. 159, L. 165 à L. 169, L. 170-1 et L. 170-2, L. 359, L. 409, L. 410 et L. 412 du code de la Sécurité sociale sont applicables, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre, aux personnes et collectivités mentionnées audit titre.

TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 17. — La commission prévue au deuxième alinéa de l'article premier est chargée d'émettre un avis sur les problèmes soulevés par l'application de la présente loi.

ART. 18. — Les différends auxquels donne lieu l'application de la présente loi sont réglés conformément aux dispositions du Livre II du code de la Sécurité sociale.

ART. 19. — Un décret déterminera les conditions dans lesquelles les personnes définies à l'article premier et résidant dans les départements d'outre-mer

et à Mayotte bénéficient des dispositions de la présente loi.

ART. 20. — Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application de la présente loi. Il détermine notamment les conditions dans lesquelles les ministres des cultes et les membres des congrégations religieuses qui relèvent d'un autre régime obligatoire de Sécurité sociale en raison d'une activité exercée à temps partiel peuvent bénéficier des dispositions de la présente loi.

ART. 21. — Il sera procédé par décret en Conseil d'Etat à l'incorporation de la présente loi dans le code de la Sécurité sociale.

Ce décret apportera au texte toutes les modifications de formes rendues nécessaires par le travail de codification à l'exception de toute modification de fond.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.
Fait à Paris, le 2 janvier 1978.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Par le président de la République :

Le Premier ministre,

RAYMOND BARRE.

Le ministre de l'Intérieur,
CHRISTIAN BONNET.

Le ministre délégué à l'Economie et aux Finances,
ROBERT BOULIN.

Le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,
SIMONE VEIL.

ABONNEMENTS D'ENTRAIDE POUR LES PAYS DE MISSION ET LES PAYS DE L'EST

« Un confrère m'a envoyé la *Documentation catholique*. En la lisant, je vois : abonnement d'entraide pour des prêtres en Afrique, etc. Je me permets de vous signaler mon adresse. Depuis neuf ans, je suis ici, en Afrique du Nord. Je serais très sensible à ce geste de solidarité, car mes revenus ne me permettent pas de m'abonner moi-même. » (P. G..., Algérie.)

Cette demande que nous avons reçue à la rédaction, nous avons pu la satisfaire grâce à la générosité de nos lecteurs. En 1977, plus de cent prêtres d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est ont ainsi pu bénéficier d'un abonnement d'un an à la *Documentation catholique*.

Plusieurs d'entre eux nous ont écrit pour nous dire à quel point ils ont été sensibles à ce geste de solidarité. Et certains prêtres d'Europe de l'Est nous ont même déclaré que notre revue était pour eux le seul lien avec l'Eglise universelle.

Cet appel à la générosité de nos lecteurs, nous le renouvelons cette année à l'occasion du Carême.

Certains d'entre vous accepteront-ils d'offrir un ou plusieurs abonnements de la *Documentation catholique* à des prêtres qui en ont le plus grand besoin ? Merci.

La rédaction de « la *Documentation catholique* ».

Abonnement d'un an pour l'étranger : 96 F.

Adresser votre chèque bancaire ou votre CCP à l'ordre de : Bayard-Presses, 1668 Paris, et envoyez-le sous enveloppe à Bernard LABBE, 5, rue Bayard, 75380 Paris Cedex 08. Préciser : Abonnement d'entraide *Documentation catholique*.

LES FRÈRES DE PLOERMEL LEGALEMENT RECONNUS

Un décret du ministère de l'Intérieur daté du 14 novembre 1977 déclare « légalement reconnue » la Province de France de la Congrégation des Frères de Ploërmel (1). A ce propos, le *Bulletin du diocèse de Vannes* (Eglise de Vannes, 16 décembre 1977) publie l'information suivante :

Le *Journal Officiel* du 20 novembre fait connaître que, par décret ministériel du 14 novembre, la « Province de France de la Congrégation des Frères de Ploërmel » est reconnue légalement, à la suite d'une demande présentée, le 22 mai 1977, par le Frère Michel Deman, supérieur provincial résidant à Saint-Brieuc.

Fondés le 6 juin 1819, à Saint-Brieuc, par l'abbé Jean-Marie de la Mennais, vicaire capitulaire (pendant la vacance du siège épiscopal de janvier 1815 à novembre 1819), et par l'abbé Gabriel Deshayes, vicaire général de Vannes et curé d'Auray, les Frères de Ploërmel ont déjà été reconnus légalement par ordonnance de Louis XVIII, le 1^{er} mai 1822, pour les « départements composant l'ancienne province de Bretagne », puis, au début de la III^e République, par décret du maréchal de Mac-Mahon, président de la République, le 9 mai 1876, pour l'ensemble de la France ; mais un décret en Conseil des ministres devait leur retirer cette reconnaissance, le 9 avril 1903.

La dissolution en France (jusqu'à la loi du 8 avril 1942) fut l'occasion de continuer l'extension à l'étranger commencée au XIX^e siècle. L'Institut des Frères de Ploërmel est présent actuellement dans vingt pays et compte quatre branches principales : française, canadienne, américaine et espagnole.

La partie française est, en fait, vouée exclusivement à l'éducation et à l'enseignement (primaire, secondaire, technique, agricole et maritime). Les Frères français dirigent 104 établissements scolaires en France (dans cinq régions : Bretagne, Basse-Normandie, Pays de Loire, Aquitaine, Midi-Pyrénées), quatre en Polynésie française, deux au Sénégal et neuf en Haïti. Un certain nombre travaillent dans une vingtaine d'établissements non dirigés par la congrégation.

La reconnaissance légale donne à cette dernière (en France et dans les territoires français d'outre-mer) la capacité juridique de posséder, acheter, vendre, recevoir, agir en justice, etc. (sous la tutelle de l'administration civile compétente : préfecture et ministère de l'Intérieur). Une certaine assimilation aux associations d'utilité publique manifeste que l'Etat encourage l'Institut dans ses buts et ses activités, notamment dans le domaine de l'éducation. Aussi les Frères, aidés aujourd'hui par de nombreux enseignants laïcs et soutenus par la confiance d'un grand nombre de familles, se sentent-ils incités à poursuivre leur effort au service des jeunes et de la nation.

Le siège social de la « Province de France » a été fixé à Ploërmel, 1, boulevard Foch (maison mère).

(1) Le même jour ■ aussi été légalement reconnue la Congrégation des religieuses de la Délivrande, dont le siège est à Douvres-la-Délivrande, dans le Calvados (*Journal Officiel*, lois et décrets, 20 novembre 1977).

Événements et Informations

FRANCE

Conférences de Carême 1978

Elles sont données, cette année encore, par le P. Bernard BRO, O.P.

Thème général : « *Devenir Dieu* ». 12 février : « L'Eglise désespérée » ; 19 fév. : « La fin du christianisme » ; 26 fév. « Les fissures de la gloire » ; 5 mars : « Du bain de boue au bain de sang » ; 12 mars : « La béatitude du pardon » ; 19 mars : « Le banquet ».

Chacune de ces conférences est donnée à Notre-Dame de Paris à 16 h 45. Elles sont radiodiffusées en direct sur France-Culture (ondes moyennes et modulation de fréquence). Les conférences sont publiées par Bayard-Presses, 5, rue Bayard, Paris-8^e, C.C.P. 16-68. Vente au numéro : 6 F. L'abonnement aux 6 fascicules : 36 F. Les conférences sont également éditées en cassettes (3 cassettes « A-B-C »), 2 conférences par cassette. Coproduction Bayard-Presses - Edition Didakhé. Les 3 cassettes 120 F + 15 F frais d'expédition.

Sur France-Culture, chaque samedi de Carême, à 18 h 30, sont donnés les entretiens du pasteur CARREZ.

Nouveaux prêtres venant des G.F.U.

Le samedi 17 décembre, deux jeunes adultes ont été ordonnés prêtres : l'un, Jacques LECLERC DU SABLON, à Fontenay-sous-Bois (à 18 h) par Mgr Rémond, entouré de ses amis de la Mission de France ; ingénieur agronome de formation, il partira dans un pays du tiers monde. Pour le second, Hervé REGNAULT DE LA MOTHE, l'ordination a été célébrée à Saint-Séverin (à 19 h) par Mgr Gilson, pour un ministère dans le diocèse de Paris.

Tous deux ont réalisé la première étape et une grande partie de leur formation vers le ministère à l'intérieur des GFU (Groupes de formation universitaires) et cette année 1977 voit pour la première fois d'anciens membres des GFU aboutir au sacerdoce.

Les GFU sont l'un des nouveaux

modes de formation des prêtres, approuvés par les évêques de France en 1969 : des jeunes étudiants ou professionnels commencent à se préparer au ministère tout en continuant leurs études ou leur métier.

L'Eglise accueille comme prêtres des jeunes qui se sont préparés par des chemins renouvelés, puisque c'est à partir de leur vie d'étudiant et de l'exercice d'une profession que peu à peu leur formation s'est faite. C'est mêlés aux jeunes de leur âge dans les facultés que s'est fortifié en eux l'appel à être témoins de la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ ; c'est mêlés aux hommes et aux femmes dans une proximité de vie qu'ils seront prêtres.

Ces prêtres sont les tout premiers (le premier est un jeune prêtre de Nice, Guy LARGILLIÈRE, ordonné le 25 juin 1977) à devenir prêtres après avoir suivi cette voie des GFU, puis un « temps plein » de formation. D'autres suivent, une centaine environ. (« *SNOP* », 21 décembre.)

ÉTRANGER

POLOGNE

Les évêques et le problème démographique

A l'occasion de la fête de la Sainte Famille, les évêques polonais ont publié une lettre pastorale datée du 15 décembre 1977, qui a été lue dans toutes les paroisses. Ils y écrivent notamment : « [...] Aujourd'hui, la nation polonaise se trouve devant une tâche historique immense. Les problèmes démographiques apparaissent dans toute leur acuité. Nous ressentons déjà le manque général de main-d'œuvre. Ce déficit va aller en s'accroissant. Notre société actuelle vieillit rapidement. En l'an 2000, un citoyen polonais sur cinq aura plus de 60 ans... Cet état de choses est la conséquence tragique de la contra-

ception et de l'avortement [...]. » (*Biuro Prasowe Sekretariatu Episkopatu Polski*, 15 janvier 1968.)

SUISSE

Mort de Charlie Chaplin

Charlie Chaplin est mort à l'aube de Noël dans sa propriété suisse des bords du Léman à l'âge de 88 ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 27 décembre à Corsier, près de Vevey.

« *L'Osservatore Romano* » (27-28 décembre 1977), sous la signature de Sergio TRASATI, a consacré à la mort de Charlie Chaplin un long article dans lequel nous lisons : « L'élément religieux apparaît très rarement dans le monde poétique de Chaplin. Trois ou quatre fois dans des kilomètres et des kilomètres de pellicule. Le moment le plus significatif est sans doute celui de la prière de Calvero dans « *Limelight* » : « qui que tu sois, ou quoi que tu sois, fais qu'il ne s'arrête pas... » C'est un instant d'intense participation humaine au danger, à la souffrance d'un autre, qui n'est pas exempte d'un arrière-plan spirituel. Mais ce n'est pas, à la lettre, une profession de foi chrétienne. Le plus grand degré de foi que l'on pouvait demander à Chaplin c'était une profonde foi dans l'homme. Chaplin-Charlot n'était ni un anarchiste, ni un prolétaire, ni un marxiste, ni non plus un chrétien. « Il est pré-chrétien », a écrit justement Walter Alberti (« *Film et société* », Milano 1971). Sans avoir de préoccupations spécifiquement religieuses, il a fait du bien et il a obtenu des résultats positifs sur le plan d'une éthique naturelle analogue à celle sur laquelle se fonde la révélation chrétienne. »

« *Information juive* » (janvier 1978) publie un article intitulé « Charlie Chaplin était-il juif ? », dans lequel nous lisons « ... A l'écrivain Arnold Zweig qui lui posait la question, Chaplin répondit qu'il était demi-juif, par sa mère (Hannah). Cette version fut reprise par nombre de ses proches. Il fit

d'ailleurs la même réponse à son ami le « hazan » Yossele Rosenblatt... »

USA

Un prêtre catholique, ambassadeur des Etats-Unis, à une conférence de l'ONU

Le P. Théodore HESBURG, de la Congrégation de la Sainte-Croix, président de l'Université catholique de Notre-Dame en Indiana, a été assermenté en qualité d'ambassadeur américain près la conférence des Nations Unies « sur la science et la technologie ».

C'est la première fois qu'un prêtre catholique des Etats-Unis est appelé à assumer la charge d'ambassadeur de ce pays. (Le P. Hesburg est un spécialiste de renommée mondiale de l'énergie atomique.) (« Kipa », 17 décembre.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé :

— M. l'abbé François BUSSINI auxiliaire de Grenoble. (« OR », 17 décembre.)

François Bussini est né en Savoie en 1936. Après la mort de son père, sa mère vint habiter à Belfort où François Bussini fit ses études au collège des Marianistes. Puis il prépara une licence de philosophie en Sorbonne et fut, à partir de 1956, secrétaire général de la JEC sur le plan national.

Se destinant au sacerdoce, il vient faire ses études de théologie à la Faculté de théologie catholique de Strasbourg en étant au séminaire international dirigé par les Pères Oratoriens.

Ordonné prêtre à Besançon en 1967, il fut successivement vicaire à Gray, puis professeur de philosophie au grand séminaire de Lons-le-Saunier (qui accueille aussi les séminaristes de Besançon). En 1970, il revient à Strasbourg comme assistant à la Faculté de théologie catholique où il passa en 1976 sa thèse de doctorat d'Etat en théologie.

Le P. François Bussini était depuis trois ans le théologien accompagnant les recherches de l'instance évêques-prêtres de la région

apostolique de l'Est. (« Eglise de Strasbourg », janvier 1978.)

— Mgr George O. WIRZ auxiliaire de Madison, USA (« OR », 21 décembre.) — Le R. P. Sébastien Koto KHOARAI, O.M.I., évêque de Mokale's Hoek, Lesotho, diocèse érigé le même jour. (« OR », 21 décembre.) — Le R. P. Sixtus PARZINGER, O.F.M. cap., vicaire apostolique d'Araucania, Chili. (« OR », 27-28 décembre.) — Mgr Sergio CONTRERAS NAVIA évêque de Temuco, Chili. (« OR », 29 décembre.) — Mgr Marco René REVELO CONTRERAS auxiliaire de San Salvador, El Salvador. (« OR », 1-2-3 janvier.)

Démissions

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Pierre WIJNANTS, M.S.C., archevêque de Nbandaka-Bikoro, Zaïre; Mgr ETSON-NZABI-BAMUNGWABI, coadjuteur avec droit de succession, lui succède de plein droit. (« OR », 18 décembre.) — De Mgr André LOUCHEUR, C.S.Sp., évêque de Bafie, Cameroun; Mgr Athanase BALA, C.S.Sp., coadjuteur avec droit de succession, lui succède de plein droit. (« OR », 22 décembre.) — De Mgr Eldon B. SCHUSTER, évêque de Great Falls, USA. (« OR », 27-28 décembre.) — De Mgr Bernardino PINERA CARVALLO, évêque de Temuco, Chili. (« OR », 29 décembre.) — De Mgr Aurelio SIGNORA, prélat de Pompéi et délégué pontifical pour le sanctuaire de Notre-Dame-du-Rosaire. (« OR », 1-2-3 janvier.)

Décès

— De Mgr André-Marie CHARUE, ancien évêque de Namur, Belgique, à l'âge de 79 ans. (« OR », 24 décembre.) — De Mgr Georges-Léon LANDRY, ancien évêque de Hearst, Canada, survenu le 29 décembre, à l'âge de 82 ans. (« OR », 1-2-3 Janvier.) — De Mgr Conrad DUBBELMAN, ancien évêque de Jabalpur, Inde, survenu le 20 décembre.

SAINT-SIÈGE

Audience pontificale pour Mgr Hilarion Capucci

Paul VI a reçu en audience, le 16 décembre, Mgr Hilarion Capucci, vicaire patriarcal grec-melkite-catholique pour Jérusalem, accompagné du Patriarche Maximos V.

Celui-ci a déclaré à la presse : « Le Saint-Père, après avoir longuement parlé des Palestiniens jeudi avec l'ambassadeur de Syrie, nous a reçus avec une profonde affection durant une demi-heure et nous a fortement encouragés. Il pense sans cesse à la question de Jérusalem et espère une solution prochaine des problèmes du Moyen-Orient. Il nous a également parlé des événements du Liban et de son amour pour ce pays. Il nous a enfin promis de dire une de ses trois messes de Noël à l'intention de Mgr Capucci et de son Eglise. L'archevêque de Jérusalem a pleuré d'émotion et a répété son attachement filial au Saint-Père. »

C'était la première audience pontificale de Mgr Capucci, qui est arrivé à Rome le 6 novembre dernier, après avoir été libéré et expulsé d'Israël. (Cf. « DC » 1977, p. 962.)

Conformément au vœu exprimé depuis longue date par le Patriarche Maximos V Hakim, la Congrégation pour les Eglises orientales a nommé Mgr Hilarion Capucci visiteur apostolique des communautés grecques catholiques en Amérique du Sud. L'archevêque titulaire de Césarée de Palestine a finalement accepté cette nouvelle responsabilité pastorale. (« Kipa », 16 décembre.)

Nouveau recteur de l'Université urbanienne

Le cardinal Rossi, préfet de la S. Congrégation pour l'Évangélisation, a présenté le 2 décembre dernier, dans la grande salle de l'université Urbanienne, le nouveau recteur magnifique, le P. José SARAIVA MARTINS, clarétin. Le nouveau recteur, âgé de 45 ans, est de nationalité portugaise. Il est docteur en théologie des universités Grégorienne et Angelicum et docteur en philosophie de l'université Urbanienne. Doyen, depuis trois ans, de la Faculté de théologie, il eut l'occasion ces derniers temps d'être en contact direct avec le monde missionnaire afro-asiatique. En septembre dernier, il fut nommé docteur « Honoris causa » de la section « Lettres » de l'Université catholique Fu-Jen de Taïpeh (Formose). Parmi les livres qu'il a publiés, signalons deux ouvrages en portugais : « Une solution originale au problème de l'Immaculée au XVI^e siècle » et « Ecriture et Tradition selon le Concile de Trente » et un ouvrage en latin intitulé « De Collegialitate episcopali secundum Constitutionem « Lumen gentium ». (« Fides », 17 décembre.)

L'Église dans le monde

COMMUNIQUE

DE L'ASSEMBLEE DES PATRIARCHES ET EVEQUES CATHOLIQUES DU LIBAN (1)

L'Assemblée des patriarches et évêques catholiques du Liban ayant pris connaissance, durant sa seconde session ordinaire, des rapports qui lui ont été soumis et discuté les sujets inscrits à son ordre du jour, a jugé bon de diffuser, au terme de ses travaux, la déclaration suivante :

I. — SUR LE PLAN NATIONAL

1. Les membres de l'Assemblée, profondément affligés par la dégradation de la situation au Liban, provoquée dans tous les domaines par une guerre de deux longues années, estiment que l'entente nationale constitue la seule voie qui conduise au relèvement du pays et ramène le Liban à l'état de sécurité, de stabilité et de prospérité auquel aspirent tous les citoyens loyalement sincères. Ils n'épargneront, pour leur part, aucun effort susceptible de contribuer à la réalisation d'une telle entente.

La dégradation de la situation au Sud-Liban

2. La constante dégradation de la situation au Liban-Sud ; les souffrances qu'endurent les habitants de cette région, contraints qu'ils sont à quitter leurs foyers et vivre dans la dispersion, du fait des batailles qui y sont par intermittence déclenchées, soulèvent dans les âmes la plus angoissante inquiétude, entretiennent en permanence la flamme de la dissension et menacent le pays des conséquences les plus graves. Seule la stricte application des accords peut mettre un terme à un tel pourrissement et éviter aux parties concernées les préjudices auxquels serait exposée la cause qu'elles défendent.

3. Toute tergiversation à faire recouvrer foyers et biens aux populations qui en ont été expulsés, comme tout retard à imposer l'autorité de la loi et l'instauration de la justice, aussi bien qu'à châtier les criminels, ne sauraient que faire naître dans les âmes un sentiment d'amertume et même de désespoir au point de faire renier le Liban. Or, il s'est avéré qu'une patrie reniée par ses fils n'est guère loin de disparaître.

(1) Texte original. Les sous-titres secondaires sont de notre rédaction.

L'Assemblée des patriarches et évêques catholiques du Liban, présidée par le patriarche maronite, réunit les patriarches melkite, syrien et arménien, les évêques catholiques de tous rites et les huit supérieurs majeurs des congrégations religieuses maronites et melkites.

La présente Assemblée s'est tenue au couvent de Louayzeh du 29 novembre au 3 décembre 1977.

Les ventes de propriétés foncières

4. L'Assemblée a, par ailleurs, porté une attention spéciale à un autre genre de migration qui se manifeste en certaines régions et qui ne le cède guère en gravité à celle provoquée par les affrontements : il s'agit de la vente intensive de propriétés foncières, cédées entre chrétiens et musulmans et parfois aliénées à des non-Libanais sous l'effet de la peur ou celui des offres les plus alléchantes. Soucieuse de sauvegarder la terre libanaise et l'unité du peuple libanais autant que de prévenir toute velléité de partition, l'Assemblée ne saurait dès lors que proclamer toute opération de ce genre, et de quelque bord qu'en vienne l'initiative, contraire à l'intérêt supérieur de la patrie et ne peut que formellement la réprouver. Elle en appelle donc au courage des citoyens, afin qu'ils demeurent intransigeants dans leur fidélité à la terre pour sauvegarder, quoi qu'il en dût coûter de sacrifices, les possibilités d'une vie en commun dans la fraternité. En pressant l'Etat de faire régner la sécurité et hâter le retour à la confiance, l'Assemblée ne fait en somme que demander, pour les citoyens et pour leurs biens, les garanties de l'autorité qui les encourageraient à demeurer fermes dans un climat de confiance fraternelle.

L'aide de l'Etat aux écoles

5. Les charges qui pèsent sur les parents d'élèves, par suite de l'exercice de leur droit naturel à confier leurs enfants à l'école de leur choix selon les impératifs de leur conscience, sont devenues extrêmement lourdes à porter. Il est temps donc que le gouvernement intervienne pour en alléger le poids, en mettant à exécution les prescriptions de l'article 9 de la loi du 11 août 1975, publiée par décret n° 10634 et qui stipule de charger « la Commission, constituée par la loi rendue exécutoire par décret n° 9298 du 12 octobre 1974, d'élaborer un projet visant à déterminer les modalités selon lesquelles l'Etat contribuera à alléger les charges scolaires qui grèvent les parents d'élèves dans les écoles privées ». Cette contribution de l'Etat est aujourd'hui impérativement exigée, si l'on veut prévenir une crise sociale aiguë dont il serait difficile de prévoir les graves conséquences.

La hausse des prix

6. Le cercle fermé où s'engage le pays par suite du phénomène concurrentiel entre la hausse du coût de la vie et l'augmentation des traitements et des salaires ne peut que fatalement conduire à une explosion sociale. Il est donc du devoir des autorités de prendre d'urgence les mesures susceptibles d'enrayer cette marche ascensionnelle. Il faut donc mettre un frein aux cupidités, intervenir dans la fixation des prix, frapper sans ménagement les exploiters et les accapareurs, interdire aussi tout

genre d'extravagances et en tous domaines, quels qu'en soient les auteurs, groupes ou individus.

II. — QUESTIONS D'ORDRE RELIGIEUX

7. Le mouvement œcuménique a constitué un thème d'étude auquel les membres de l'Assemblée ont accordé une particulière importance. Ils se déclarent résolument engagés à en poursuivre les nobles buts et tendent la main à tous leurs frères des autres Eglises et communautés religieuses dans la perspective que seront prises des initiatives susceptibles de porter ce mouvement au plan de l'action efficace et des réalisations souhaitées, dans un esprit de sincère charité et de sacrifice sans lequel il est vain d'attendre d'heureux résultats.

Le Synode

8. L'Assemblée s'est penchée avec spéciale attention sur les conclusions du Synode des évêques qui s'est tenu à Rome durant le mois d'octobre, sous la présidence de S. S. le Pape Paul VI et avec la participation de 204 membres : patriarches, cardinaux, évêques et supérieurs généraux, représentant l'Eglise universelle. Le thème de ce Synode a traité de la catéchèse « proclamation du salut par le Christ et devoir de toute l'Eglise ». Les Pères de l'Assemblée invitent, avec insistance, tous et chacun à porter leurs responsabilités en ce domaine. Expriment leur reconnaissance à tous ceux qui, volontaires, clercs ou laïcs, ont donné de leur temps, de leur dévouement et de leurs biens pour contribuer à cette mission ; ils ne sauraient que demander à l'Etat de remplir le devoir qui lui incombe en aidant financièrement l'enseignement religieux dans les écoles officielles, étant avéré que la religion est seule à même d'épurer les mœurs, et non moins avéré que c'est l'élévation de leurs mœurs qui valorise les nations.

Le respect des règles liturgiques

9. Vu que l'Eglise a institué la sainte liturgie comme encadrement de l'administration des sacrements et aux fins de leur assurer l'atmosphère de respect et de vénération qui leur est due et de favoriser la promotion spirituelle dans les âmes des fidèles ; vu également que l'Eucharistie y est le sacrement central, on a apporté un soin minutieux à l'organisation des cérémonies religieuses selon des règles déterminées et des principes dûment établis, rappelés clairement par le Concile du Vatican qui ordonne que « personne ne peut de sa propre autorité (sauf les hautes autorités responsables) se permettre d'ajouter, de supprimer ou de modifier quoi que ce soit » ; pour ces raisons l'Assemblée fait à tous un devoir de s'en tenir aux prescriptions édictées en ce domaine, en attendant les dispositions que serait appelée à prendre la Commission liturgique dans chacune des Eglises orientales catholiques.



Les membres de l'Assemblée, assurés que les fils de leurs Eglises se prépareront par la prière, les exercices de piété et les actes de charité à célébrer la Nativité de Notre-Seigneur, ne sauraient que déplorer les différences de vues et de positions survenues entre les Etats arabes et implorer Dieu de bénir tous les efforts que l'on déploie pour le retour de notre région à la paix, d'éclairer

les Libanais et, en premier, les responsables, pour qu'ils tracent fermement les voies de l'entente, qu'ils unissent les cœurs et regroupent les activités et poursuivent leur marche vers la réconciliation. Le Liban demeurera ainsi le pays de la concorde, de la foi, de la liberté et de la paix.

Couvent de Notre-Dame de Louayzeh, le 2 décembre 1977.

LA CATECHESE EN PAYS D'ISLAM

*Intervention faite au Synode
par S.B. Maximos V,
patriarche grec-melkite-catholique
d'Antioche (1)*

Frères et Sœurs très chers
dans le Christ Seigneur,

Je me réfère aux numéros 19 et suivants de la deuxième partie de l'« Instrumentum laboris », textes qui se résument dans l'adage célèbre : « Lex orandi, lex credendi ».

Ce que je vais dire sera forcément trop général. Bien des précisions et des nuances seraient nécessaires, mais impossibles à fournir ici faute de temps. L'idée que je désire développer est cependant claire.

Un mot d'histoire me permettra ensuite de m'étendre sur notre catéchèse en pays d'Islam, durant les siècles de persécution et durant les temps modernes.

1. Histoire :

Nos pays du Proche-Orient ont non seulement vu la naissance du Christ et des apôtres, et ont entendu les premières prédications catéchétiques relatées dans les Actes des Apôtres, mais ont aussi connu la première catéchèse par la prière : prière de Jésus, prière de Pierre et Jean (Actes 3,1), prière des premiers chrétiens qui « ébranla le local où ils se trouvaient réunis et où ils furent tous remplis du Saint-Esprit » (Actes 4, 31).

Nos pays ont donné, dans les premiers Conciles œcuméniques, la doctrine christologique, trinitaire, mariale et ecclésiale. Les Pères d'Orient sont, et demeurent, les modèles des catéchistes de tous les temps.

Mais, non contents d'enseigner et de fonder les Eglises, des hommes de prière ont su consacrer à la prière, à l'exemple de Jésus, tout le temps voulu et sont les fondateurs et les modèles du monachisme qui a été et qui est l'une des gloires de l'Eglise.

De ce temps-là, les fidèles vivaient leur foi, en discutaient dans les places publiques et en étaient venus même à se faire la guerre entre eux pour défendre leur foi.

Hélas ! la division des chrétiens les affaiblit et, à l'apparition de l'Islam conquérant du 7^e siècle, de larges parties de l'Empire chrétien d'Orient passèrent sous la domination arabe.

Les premières rencontres entre le christianisme et l'Islam furent empreintes de respect dans un dialogue bénéfique. Mais les choses ne tardèrent pas à s'envenimer et, après les Croisades malheu-

(1) *Le Lien*, revue du Patriarcat grec-melkite-catholique 1977, n° 5-6. Titre de la DC.

reuses, les chrétiens, devenus un peu partout minoritaires, furent considérés comme une cinquième colonne.

Depuis lors, l'on peut dire que, durant des siècles, nos chrétiens ont connu la vie des Catacombes : peu d'églises, pas de séminaires, pas de prêtres formés, pas de catéchistes.

Et pourtant, dans nos régions du Proche-Orient, nos Eglises ne sont pas mortes, alors que celles d'Afrique du Nord, autrefois tellement prospères, disparurent totalement vers le x^e siècle.

Avec les temps modernes, l'ouverture des pays du Proche-Orient à l'indépendance et à la civilisation a permis à nos Eglises d'Orient de renaître à la vie et à la liberté.

2. Catéchèse et liturgie :

Cela dit, l'on peut se demander comment nos fidèles, durant les siècles passés, ont pu survivre ? Comment ont-ils été catéchisés ? Et par qui ?

L'histoire nous donne l'explication de notre survie : nos fidèles, privés de tout, n'ont pu être nourris que par la liturgie, par bonheur substantiellement très riche, qui a été pour eux l'unique catéchèse. Les odes admirables des Pères, des saints moines, des mélodies de chez nous ont nourri la piété de nos ancêtres, qui est parvenue jusqu'à nous. Aujourd'hui encore, dans beaucoup de nos villages, nos fidèles n'ont pour toute catéchèse que leur liturgie.

Oécuméniquement parlant (c'est à cause de l'oécuménisme que nous croyons parfois devoir donner un coup d'éclat ! (2) Mais nous avons le ferme espoir que Votre Sainteté donnera les ordres nécessaires pour ne pas nous obliger à recommencer), cette même liturgie que nous partageons avec nos frères orthodoxes est une garantie de survie pour nous tous. Les monastères, auxquels nos frères orthodoxes sont en général demeurés plus fidèles, sont les sources où les âmes pieuses continuent à aller puiser l'eau vive de leur foi et de leur amour du Christ.

(2) Le même numéro du Lien reproduit l'article publié dans le Figaro du 3 octobre 1977, où J. VANDRISSE relate ce « coup d'éclat » :

[...] En arrivant à Rome (pour le Synode), le Patriarche Maximos V des Melkites, qui désirait vivement concélebrer avec le Pape et les évêques, s'est enquis de la place qui serait donnée, lors de la liturgie, aux successeurs des Eglises d'Antioche, d'Alexandrie et de Jérusalem. Rien n'ayant été prévu à ce sujet, le patriarche délégua l'un des évêques de la Communauté, Mgr Edelby, archevêque d'Alep, nommé personnellement au Synode par le Pape. Lui participerait à la liturgie sans célébrer. Mais à peine était-il entré dans la Sixtine qu'il se vit relégué par des cérémoniaires au fond de la chapelle, derrière les évêques et les prêtres. Après avoir prié un moment, le patriarche se retira aussitôt après l'arrivée du Pape, suivi du patriarche d'Antioche des Syriens, Mgr Hayek, et du cardinal Josyf Slipyyj, archevêque majeur, métropolite de Lwow et des Ukrainiens.

« Il ne s'agit aucunement d'un geste d'amour-propre ou de mauvaise humeur, nous a dit le Patriarche Maximos. Nous avons voulu simplement poser une question : un patriarche doit-il se sentir chez lui et à sa place — celle qui convient à son Eglise — quand il se trouve chez lui au Synode de l'Eglise catholique ? »

Les membres de ce Synode connaissaient certainement le grand rôle qu'ont joué les évêques catholiques orientaux lors du Concile pour réintroduire dans le catholicisme le plus officiel les aspects fondamentaux de la tradition orientale qui conçoit l'Eglise comme « une communion d'Eglises locales, elles-mêmes en communion avec le Siège de Pierre. » (NDLR.)

Nous voudrions, malgré toutes les sollicitations qui nous viennent d'Occident, rester fidèles à notre liturgie comme la meilleure catéchèse pour nos fidèles. Combien nous nous réjouissons de voir l'Eglise d'Occident revenir elle aussi à ses richesses liturgiques et les monastères devenir, par leur exemple priant, ce qu'ils ont toujours été : les meilleurs catéchistes de la jeunesse d'aujourd'hui.

En conclusion, je demande que ce Synode mette en toute première évidence la liturgie comme la meilleure « catéchèse pour notre temps et surtout pour les jeunes et les enfants », liturgie adaptée certes à ceux-ci et mise davantage à leur portée. Ne nous y trompons pas : notre monde moderne, nourri de science profane, a surtout besoin de catéchistes qui lui enseignent à prier.

Liturgiquement nourris, les fidèles auront les autres qualités humaines nécessaires : ils sauront être des défenseurs des faibles et des pauvres, des promoteurs de la justice sociale, des avocats des cultures modernes, parce qu'ils seront des gens de foi, des gens qui prient et donc des gens qui font honneur à l'Eglise et à la Trinité trois fois sainte, qu'ils portent en eux à travers le monde où ils vivent.

4 octobre 1977.

UN DISCOURS HISTORIQUE ET PROPHETIQUE DE PAUL VI

Sous ce titre, Mgr MATAGRIN, évêque de Grenoble, écrit dans le bulletin de son diocèse (Eglise de Grenoble, 21 décembre 1977), à propos du discours que Paul VI a adressé aux évêques de la région apostolique de l'Est le 5 décembre (1) :

Lors de l'audience qu'il a donnée aux évêques de la région apostolique de l'Est, dont la visite « ad limina » clôturait celles des régions apostoliques de France, le Pape Paul VI a prononcé un discours qu'il a qualifié lui-même, oralement, de prophétique, en ajoutant : « Nous allons vivre ensemble un moment historique. »

Pour bien le comprendre, il faut savoir que le Pape doit personnellement beaucoup à la culture française dans toute sa formation et qu'il compte particulièrement sur l'Eglise qui est en France. La France n'est certes le centre ni du monde ni de l'Eglise, mais le Saint-Père ne cesse de le répéter — il me l'a dit à plusieurs reprises au cours d'audiences privées —, que ce qui s'écrit et se vit chez nous franchit les frontières de l'hexagone et attire l'attention de nombreuses Eglises dans le monde.

C'est pourquoi au terme de toutes ces visites, le Pape a voulu « résumer ses impressions générales sur le catholicisme français », avant de méditer sur la fonction épiscopale et dans une troisième partie de lancer un appel personnel aux prêtres, religieuses et laïcs. Si certains éléments tiennent compte d'avantage des problèmes posés par le rapport du président de la région Est, l'essentiel s'adresse à tous les catholiques de France. Ce qui frappe, c'est à la fois le climat de grande confiance et fraternité que

(1) DC 1977, n° 1732, p. 1051 et s.

Cf. DC 1978, n° 1733, p. 12, les déclarations faites par Mgr Etchegaray au sujet de ce discours devant le Conseil permanent de l'Episcopat français.

nous avons tous tellement apprécié au cours de ces audiences et un souci de vérité, d'authenticité tranchant fort heureusement sur certaines habitudes feutrées du monde « ecclésiastique ».

Je tiens à dire que j'adhère pleinement au diagnostic porté par le Saint-Père sur la crise actuelle que traverse l'Eglise en France, comme dans un grand nombre de pays, sur les aspects négatifs à rectifier et sur les lignes d'actions à promouvoir. Comment ne pas être frappé par le témoignage d'espérance de ce discours, par l'affirmation de la vitalité pastorale du catholicisme, par l'appel aux jeunes, et la ferme assurance qu'après l'hiver viendra le printemps ?

Je souhaite que, comme leurs évêques, les prêtres et les fidèles du diocèse de Grenoble lisent très attentivement ce discours et s'interrogent, dans une véritable révision de vie, sur ce qu'il y a à rectifier dans leurs attitudes ou leurs propos. Cherchons de manière positive comment répondre à l'appel du Saint-Père pour contribuer à ce printemps de l'Eglise annoncé par Jean XXIII comme le fruit du Concile, sans soupçonner la tourmente qui atteindrait l'Eglise dans la mutation culturelle des dix dernières années !

Lors de la mort du P. Robert Marion, j'ai eu l'occasion de dire que l'Eglise vit aujourd'hui l'expérience du désert et Louis Boisset l'a bien fait sentir lors de la rencontre de La Salette. A travers cette traversée, une espérance nous soutient, celle qui a porté le peuple d'Israël et qui porte l'Eglise à travers les vicissitudes de l'histoire et à travers toutes les persécutions, enracinée qu'elle est dans la fidélité du Dieu qui est fidèle, présent et agissant, lors même qu'il semble absent ou silencieux. « Pourquoi avez-vous peur, hommes de peu de foi ? » Encore faut-il que nous soyons capables de répondre avec lucidité et courage, chacun à notre place, chacun dans notre vocation ou dans notre état de vie, aux défis qui nous sont lancés par le monde actuel, et d'abord en approfondissant et en équilibrant le rapport Action-Contemplation.

Je me sens de plus en plus confirmé dans ce que j'écrivais le 3 septembre 1971 : « Il s'agit moins de réformer des structures que de faire surgir des sources. » J'ajouterai volontiers aujourd'hui : « Ou de reconnaître les sources qui surgissent là où souffle l'Esprit, dont l'action est toujours imprévisible. »

A Grenoble, le 15 décembre 1977.

† Gabriel MATAGRIN.

..

Le cardinal MARTY a évoqué ce même discours dans une interview recueillie par J.-C. Duquesne, publiée dans la Croix des 25-26 décembre 1977 :

[...] Oui, nous vivons le temps de l'hiver. [...] Sans doute, à la fin du Concile, avons-nous cru trop naïvement que nous venions de vivre le temps du printemps. Or c'était le temps des semailles d'automne. L'hiver est arrivé. Nous allons en sortir. [...] Un paysan sait qu'il se passe de grandes choses l'hiver et qu'il ne manque pas de travail. C'est vrai pour ce moment important que vit l'Eglise. Le Concile ■ semé. Je rends grâce tous les jours à Dieu de cette œuvre extraordinaire, dont les fruits apparaîtront à leur heure. Nous terminons une période postconciliaire qui fut très riche et nous entrons dans une autre. Je m'en suis rendu compte au récent Synode romain, en octobre dernier. Peut-

être, d'ailleurs, l'Eglise de France devrait être soucieuse de ne pas prendre de retard par rapport à cette évolution. Je crains parfois que, enfermés dans nos expériences pastorales et nos idéologies qui deviennent traditionnelles, nous prenions ce retard. Comme le Pape nous l'a rappelé récemment, il faut redéfinir l'équilibre entre l'action et la contemplation dans l'Eglise de demain... Le Pape a eu raison de nous alerter sur ce point ; il l'a fait avec clarté. Il a témoigné qu'entre évêques on pouvait se parler dans une langue directe. Je m'en suis réjoui. Il a bien fait.

..

Mgr VILNET, évêque de Saint-Dié, qui participait à l'audience, apporte des précisions inédites dans le bulletin de son diocèse (la Vie diocésaine de Saint-Dié, 1^{er} janvier 1978) :

[...] Imaginez, si vous le pouvez, l'intimité d'un groupe de onze évêques assis autour du Pape seul : douze (comme les douze apôtres !) qui allions passer une heure, sous les lambris vite oubliés de la « bibliothèque-bureau » du Pape.

J'ai longuement regardé le Saint-Père, nettement plus fatigué et accusant plus son âge que l'an dernier, mais d'une lucidité de jugement, d'une acuité de regard (en tous les sens du terme), d'une présence aux interlocuteurs, d'une connaissance précise de nos problèmes, aussi vives que par le passé.

« Nous allons passer ensemble un moment important, historique », nous dit-il pour préparer la lecture de son message. « Ce que j'ai à vous dire est surtout tourné vers l'avenir, prophétique en quelque sorte... Je veux être avec vous et pour vous un frère dans la charge épiscopale qui vous éclaire, vous encourage, vous soutienne... »

Et nous avons compris, au fur et à mesure de la lecture de cet important discours (le plus important certainement de tous ceux que le Pape a adressés cette année aux évêques de France), qu'il s'agissait, de la part de Paul VI, d'un ultime message à l'Eglise « qui est en France ». D'ici à cinq ans, reverra-t-il ainsi un groupe d'évêques de notre pays ? Il y avait quelque chose du testament dans ces paroles graves et fermes, sereines et exigeantes, souvent entrecoupées de commentaires spontanés.

Nous comprenons encore mieux pourquoi le Pape « attend » et donc « exige », de l'Eglise de France : il a été personnellement très marqué par les penseurs catholiques de notre pays dans cette première moitié du siècle dont il a brossé l'histoire. Il sait que les recherches et les initiatives de tous ordres (apostoliques, théologiques ou pastorales notamment) qui ont fleuri chez nous depuis soixantedix ans ont une très grande répercussion dans l'univers catholique : on ne peut donc pas se permettre d'à peu près, encore moins d'imprudences. [...]

COMMENTAIRE DE Mgr SCHMITT

Mgr Schmitt, évêque de Metz, président de la région apostolique de l'Est, a publié dans le bulletin de son diocèse (Eglise de Metz, janvier 1978) le commentaire ci-après de ce même discours de Paul VI :

Le moment le plus important et le plus émouvant de notre visite ad limina fut notre audience chez le

Saint-Père. Fixée depuis le mois de juin au lundi 5 décembre, une lettre nous apprend la veille que Paul VI nous recevrait à 11 heures. L'audience se terminait à 12 h 15.

Avant notre groupe, le Pape avait reçu le cardinal Villot. Après nous, il accueillait le cardinal Wyszyński, primat de Pologne.

L'accueil du Saint-Père fut très chaleureux, exceptionnellement chaleureux. Il a écouté l'adresse du président de région avec une attention très grande : il était visiblement ému et heureux.

Il fit ensuite une improvisation de dix minutes, s'excusant de chercher parfois ses mots, mais son propos n'en était que plus précis, suggestif, parfois imagé, toujours très clair. Quelques-unes de ses expressions demeurent gravées dans nos mémoires et nos cœurs.

« Nous avons conscience de vivre un moment historique... Il nous faut dire une parole prophétique..., une parole d'espérance... »

« J'ai été très heureux de recevoir au cours de cette année les évêques de France et de la plupart des pays d'Europe. De telles rencontres sont indispensables. Les difficultés ne manquent pas. Notre devoir est de nous situer dans la foi : celle-ci est exigeante. Vous êtes nos frères. »

« Oui, nous sommes des frères. Notre mission est de reconforter nos frères dans la foi. Les temps que nous vivons sont d'une telle importance pour l'avenir de l'Eglise et du monde qu'il nous faut être vigilants. »

« Nous avons préparé notre allocution avec nos proches collaborateurs, en particulier avec le cher cardinal secrétaire d'Etat, dont le dévouement nous est si précieux. Acceptez que nous vous parlions en toute clarté. Vous savez que c'est avec tout notre cœur. Nous vous prouvons ainsi notre respect et notre confiance. En vous parlant, nous entendons nous adresser à toute la France. Vous savez combien nous aimons votre pays : nous devons tant à ses théologiens, à ses penseurs. L'un d'entre eux fut notre maître... Dites-le autour de vous : nous aimons les évêques de France et nous encourageons et soutenons leurs efforts si généreux... »

Il lut ensuite le texte de l'allocution que l'**Osservatore Romano** du même jour devait publier, comme chaque fois, en première page. En le lisant, il s'arrêtait de temps à autre, pour un bref commentaire, toujours particulièrement bienveillant et parfois avec une note d'humour.

Nous-mêmes, en l'écoutant, avions bien conscience que par-delà notre groupe de onze évêques, c'est à tout l'épiscopat de France qu'il s'adressait et même à tous les catholiques de France. Les passages qui, à première lecture, nous avaient quelque peu surpris — car, faveurs insigne, avant l'audience nous avions eu communication du texte de l'allocution ! — parurent, à écouter le Saint-Père, empreints d'une telle charité fraternelle que nous comprenions qu'il s'agissait bien, entre le Pape et nous, de ce qu'en langage spirituel nous appelons « une ouverture de cœur ». Nous avons vécu une heure exaltante de communion ecclésiale.

Paul VI a un véritable amour de la France : celle d'hier, mais aussi celle d'aujourd'hui. Lorsqu'il évoque « la vitalité du catholicisme français », il le fait avec force. Lorsqu'il parle de la « santé foncière du Peuple de Dieu », il le fait avec émotion. S'il nous invite à un « approfondissement du mystère de l'Eglise », c'est qu'il se sait compris. S'il

évoque l'hiver présent, c'est pour affirmer, à la suite du bon Pape Jean : « Le printemps viendra. » Se répétant, il reprit : « Oui, le printemps viendra ! »

C'est dans ce contexte qu'il faut placer les constatations qu'il est amené à faire sur « les liturgies inadmissibles », « l'apathie spirituelle de prêtres, de religieux et religieuses », « l'évolution surprenante de tel ou tel mouvement d'Action catholique ».

De ces observations, il s'agit ni de majorer ni de minimiser la portée. Il importe de tenir compte des points signalés, d'en rechercher la signification et d'y apporter les remèdes qui s'imposent. Dans l'exercice de notre mission, le Pape nous invite à éviter la nostalgie et la peur, à approfondir sans cesse la voie de la fidélité : « A reprendre la voie assurée de l'Eglise catholique, de l'Eglise de Vatican II, de l'Eglise de toujours. »

En parlant de notre mission d'évêques, docteurs de la foi et bâtisseurs d'unité, il ne se contente pas de rappeler l'enseignement traditionnel de l'Eglise sur le ministère apostolique. Son propos est bien « situé », voire « engagé » ; il connaît les problèmes auxquels nous sommes affrontés jour après jour, les difficultés qu'il nous faut résoudre.

« Garder votre personnalité de guide. » Le Pape est orfèvre en la matière : il exerce lui-même ce rôle de guide comme une impérieuse exigence de sa mission : « En cela réside le prestige de son ministère. » Les conseils qu'il nous donne rejoignent nos interrogations les plus profondes. « La recherche continue ne tient pas lieu de doctrine », comme ce rappel est d'actualité ! « L'évêque doit éviter de se laisser totalement absorber par les partages qu'on exige de lui » ; cet avertissement vaut aussi pour moi !

« Construire l'unité. » A vues humaines, « la mission est impossible ». Mais nous savons bien que c'est le Seigneur lui-même qui édifie son Eglise. Son unité « doit se faire autour des évêques », et le Pape reconnaît que nous y déployons tout notre zèle. Que personne ne se sente donc exclu, mis à part, ou rejeté. Quels que soient sa classe sociale, son milieu culturel, sa nationalité ou la couleur de sa peau, sa situation régulière ou irrégulière dans l'Eglise, sa tiédeur ou sa ferveur, sa malcroissance ou son ardeur à communiquer sa foi. Que notre préoccupation ardente soit d'aider chacun de nos frères à trouver sa place dans le corps du Christ.

Et voici que la voix du Pape se fait encore plus vibrante. Il nous charge d'adresser un message d'amitié et un appel plein de confiance « aux diverses catégories du Peuple de Dieu que décrit en détail votre rapport régional ». Ce rapport est en bonne place, à côté de lui, sur un guéridon.

« A vos prêtres, dites combien nous les aimons. A leur intention et à la vôtre, nous avons célébré la messe ce matin. » Et il reprend sa lecture. « Transmettez-leur notre intime conviction : évêques et prêtres de ce temps sont plus que jamais appelés à la sainteté. » De la qualité de leur témoignage de vie dépend la fécondité de leur ministère et l'éveil de vocations chez les jeunes. Les paroles d'amitié et de confiance se pressent, pleines d'insistance et d'encouragements : « Relevez la tête... Soyez vous-mêmes... Appréciez votre sacerdoce, la confiance que vous fait l'Eglise, la grâce incomparable que vous donne le Christ de participer à sa mission ! Ravivez le don spirituel qui est en vous ! »

Aux religieuses, le Pape nous presse de faire connaître « son admiration et sa confiance ». Et

de transmettre quelques consignes : « Investissez vos talents en priorité dans les tâches d'apostolat ecclésial... Maintenez un grand esprit de communauté... Puissent-ils [les jeunes] rencontrer en vous des passionnées de Jésus-Christ et de son œuvre ».

Aux laïcs, Paul VI nous demande de dire, comme lui-même le fit, avec respect : « Aimez l'Eglise... Que tous se sentent invités à devenir actifs dans la communauté chrétienne. » Parlant des militants, il recommande : « Qu'ils gardent leur dynamisme apostolique, articulé sur une vie de foi approfondie. Que leur action soit catholique, ecclésiale. »

Lorsqu'il évoque les jeunes, la voix du Pape se fait particulièrement chaude : « Aux jeunes de vos diocèses et de France, nous tenons à exprimer notre particulière affection et notre confiance... Nous comprenons leurs insatisfactions et leurs souffrances... Ils sont appelés à changer cette société trop matérialiste... Sans fuir les problèmes de ce temps, qu'ils se remettent en route vers les sources du vrai bonheur : le Dieu de Jésus-Christ ! L'expérience de la prière est seule capable de leur faire découvrir « les vraies raisons de vivre ».

Dans une brève conclusion, Paul VI résume son allocution : « Après le bouillonnement apostolique des dernières décades, l'Eglise a besoin d'approfondir et d'équilibrer le rapport action-contemplation. » Aux chrétiens de France et à leurs pasteurs, il souhaite « le calme et la vigueur, le discernement et la persévérance ». De notre région et de la France il attend beaucoup.

Le Saint-Père termine par une prière : « Que l'Esprit-Saint, qui sanctifie toutes choses, soude de plus en plus les communautés, spécialement à l'occasion des eucharisties dominicales, expression et source de la vie ecclésiale. »

Au cours de l'audience du Saint-Père, nous étions tous très émus. Nous n'avons entendu ni blâme ni critique. Rien qui puisse être considéré comme un « coup de semonce » ou un « rappel à l'ordre ». Bien au contraire, nous tenons à l'attester dans l'entière et claire conscience de nos responsabilités ecclésiales (1).

Le rapport régional brossant le tableau de l'Eglise en nos diocèses avait lui-même loyalement fait état des lumières et des ombres. Nous n'attendions pas du Saint-Père des paroles de complaisance, mais bien ce qu'il nous a donné : un réconfort dans la foi, une espérance renouvelée et une charité plus vraiment catholique. Qu'il en soit remercié !

† Paul-Joseph SCHMITT.

(1) Mgr MAMIE, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, président de la Conférence épiscopale suisse, a fait ce commentaire à propos de la réception des évêques suisses par Paul VI. le 1^{er} décembre 1977 (DC 1977, p. 1055) :

[...] Quand le Pape approuve et surtout quand le Pape critique, par une allusion ou très clairement, la critique est dite de telle façon que jamais on n'a le sentiment de recevoir seulement un reproche ou une réprimande. Ce qu'il demande est dit de telle façon qu'on est chaque fois encouragé. Je partage le sentiment des évêques français qui ont été reçus quelques jours après nous. Lorsqu'on lit ce que le Pape leur a dit, on est obligé de reconnaître que c'est un avertissement sévère et grave. Pourtant les évêques sont repartis pleins de courage ; je les comprends.

(Evangile et mission — Semaine catholique en Romandie, 19 janvier 1977. — NDLR.)

PAUL VI APPELLE L'EGLISE DE FRANCE

A UN SURSAUT DE VITALITE

Sous ce titre, Mgr ELCHINGER, évêque de Strasbourg, a publié le commentaire ci-après de ce même discours dans le bulletin de son diocèse (l'Eglise en Alsace, janvier 1978) :

Le Saint-Père s'est adressé, le 5 décembre, à l'ensemble de l'Eglise de France, en recevant les évêques de la région apostolique de l'Est qui étaient les derniers à faire leur visite « ad limina ». Le Pape voulait exprimer devant eux ce qu'il a lui-même appelé « non pas un bilan récapitulatif, mais un bilan prophétique » de la situation de l'Eglise de France, telle qu'elle lui apparaît au terme de cette année où il a rencontré tous les évêques français.

Paul VI, dont l'état de santé préoccupe son entourage, nous est apparu comme un noble vieillard tout transparent de lumière et de charité, qui continue à faire preuve d'une vitalité intellectuelle et spirituelle étonnante. Sa frêle personne disparaît derrière son immense responsabilité, qu'il assume avec une impressionnante humilité qui n'a rien d'artificiel. Il fait preuve d'une profonde connaissance des diverses situations, d'une tendresse toute fraternelle pour les hommes et d'une espérance qui contraste avec les lamentations qu'on entend trop souvent. On a le sentiment d'un pasteur pleinement habité par Dieu, pacifié par lui, uniquement préoccupé par la mission que Dieu lui a confiée. Son discours était continuellement entrecoupé de commentaires qui précisaient et nuançaient sa pensée.

Certains ont dit que Paul VI a été sévère pour les évêques et pour l'Eglise de France. Ceux qui ont vu son regard et entendu l'intonation de sa voix ne peuvent pas le penser. Peut-être avons-nous perdu l'habitude d'entendre une parole pleinement libre, courageusement impartiale, venant d'un homme qui refuse de jouer avec la vérité et qui ne peut pas ne pas être exigeant envers ceux qu'il aime. Il l'a dit lui-même, en commentant son texte : « Si je vous parle ainsi, c'est pour deux raisons : d'abord à cause du rôle de la France dans le monde : elle est une école de vie pour beaucoup. Ensuite, parce que j'aime votre pays qui est un peu comme ma patrie spirituelle : mes principaux maîtres à penser furent des Français... »

Cela explique l'ambition de Paul VI pour l'Eglise de France, son espérance en elle et, pareillement, sa déception quand il constate que la crise de l'Eglise en France se prolonge alors que d'autres pays sont nettement en remontée. Par exemple, dans plusieurs diocèses d'Allemagne, des Etats-Unis ou d'Amérique latine, les grands séminaires s'emplissent à nouveau et les vocations religieuses réapparaissent nombreuses.

Pourquoi s'en étonner ? Le Saint-Père dénonce avec fermeté les déviations doctrinales et liturgiques commises aux deux ailes extrêmes de l'Eglise, qui représentent d'ailleurs de petites minorités. Il veut qu'on accorde plus d'attention et de sollicitude pastorale à la grande masse des fidèles qui se situe entre ces deux extrêmes. Ce ne sont pas des croyants de seconde zone, de simples « consommateurs religieux ». Ils ont besoin d'être aidés plus qu'autrefois, pour ne pas être trop déroutés et découragés par la pollution des esprits et des consciences.

Le Pape souhaite que, grâce à la solidité des évêques, l'Eglise en France redevienne un roc, sur lequel ceux qui cherchent lumière et vie puissent s'appuyer. Rien de surprenant alors qu'il demande qu'on reconnaisse aux évêques le droit d'être *pleinement* « les docteurs de la foi » et qu'on leur laisse le temps d'être « des bâtisseurs d'unité ».

Un certain libéralisme doctrinal et moral a, de fait, encouragé parfois le subjectivisme, favorisé le laxisme et déformé ou travesti le message chrétien, le privant de son authentique force mystique et de sa vigueur messianique. Qu'on veuille donc comprendre que ceux qui ont reçu la mission d'être des pasteurs ne peuvent pas — sous prétexte de témoigner d'une Eglise plus humble, plus humaine et plus accueillante — tout approuver et suivre leur troupeau au lieu de le guider. « L'évêque, a dit le Pape, doit garder sa personnalité de guide, évitant de se laisser mettre en condition par les interlocuteurs d'aujourd'hui..., parce qu'il est à un titre spécial le témoin de la fidélité à l'Eglise. »

C'est dans la même perspective que le Pape encourage les prêtres dans leur exaltante mission, qui est d'être non pas des sociologues ou des économistes, mais des sourciers de vie spirituelle.

Paul VI a terminé son appel en disant : « Nous attendons beaucoup de la France. »

Avec quelle simplicité et jeunesse de cœur ce Pape de quatre-vingts ans dit aux évêques, après s'être encore entretenu avec eux en toute confiance : « J'ai besoin de vos réflexions, de vos études et de vos rêves ! »

† LEON-ARTHUR ELCHINGER.

MESSAGE COMMUN AUX CHRETIENS DE FRANCE

**du Conseil missionnaire national catholique
et du Conseil du Defap (service protestant
de mission et de relations internationales),
avant les élections législatives**

Nous croyons les uns et les autres que Jésus-Christ engage tous les chrétiens dans une mission en ce monde.

Nous sommes en relation avec des frères chrétiens d'autres pays, dans le tiers monde en particulier.

Pour ces deux raisons, nous estimons important, à la veille de choix électoraux qui engageront l'avenir de notre pays, d'exprimer à nos frères chrétiens de France quelques convictions qui nous animent.

Des voix vont s'élever pour rappeler les injustices qu'entraîne le jeu des intérêts économiques : matières premières insuffisamment payées, par exemple, ou aide strictement mesurée des pays riches aux pays démunis. Nous apporterons notre appui à ceux qui parleront ainsi, car pour nous l'exigence de justice est fondamentalement liée à l'annonce de l'Evangile, mais nous voulons dire autre chose encore.

Le Christ a montré l'image d'un homme tout à la fois libre et respectueux de ce que sont les autres. Chrétiens, nous jugeons essentiel **que tout homme soit reconnu pour ce qu'il est dans sa culture et dans sa foi.**

Or nous observons des faits comme ceux-ci : les ouvriers immigrés sont considérés comme des instruments de travail beaucoup plus que comme des hommes qui, par exemple, auraient droit à une vie

de famille ou à la libre expression de leur foi ; dans les pays en voie de développement, une action culturelle insistante est menée qui n'est pas sans lien avec l'idée du profit qu'on pourra en retirer... Sur de tels sujets, les plus généreuses déclarations ne seront jamais suivies d'effet tant qu'il ne sera pas admis que le respect de l'homme prime sur la satisfaction d'intérêts économiques. Ce qui implique de renoncer aux égoïsmes personnels ou collectifs.

Les chrétiens de ce pays sont-ils prêts à de tels renoncements ? Sont-ils prêts à défendre la dignité et la liberté de qui que ce soit et à intervenir en ce sens auprès de tous ceux qui, détenant demain quelque pouvoir, mettront en avant les « impératifs économiques et politiques » ? Y sont-ils prêts alors même que cela implique de devoir **renoncer à des avantages et à des facilités de vie ?**

Dans nos relations avec les chrétiens d'autres continents, nous avons beaucoup reçu et nous avons appris ce que le respect de l'autre exige de nous. Ces frères ont enrichi notre compréhension de l'Evangile et donc de notre foi. Ils nous ont aussi fait découvrir de quel poids pèsent sur le reste du monde l'homme d'Occident, son assurance, sa science, sa technique, sa soif inextinguible de profit. C'est pourquoi nous invitons les chrétiens de notre pays à cesser de vivre repliés sur eux-mêmes. Il nous paraît essentiel et nécessaire d'écouter les hommes d'ailleurs, d'échanger et partager avec eux en matière de culture et de foi, de ressources et de technique **pour faire face avec eux à la crise de notre monde.**

Attentifs aux luttes et aux espoirs d'un monde où le débat politique est toujours mené en termes de pouvoir, de force économique et d'intérêt, nous croyons que les chrétiens de tous continents ont en ce domaine une commune mission : ensemble, **■ cause de leur foi en Jésus-Christ, appeler sans cesse à une liberté telle que deviennent possibles des attitudes et des actes marqués par le désintéressement, le renoncement, la gratuité.**

Paris, janvier 1978.

(BIP/SNOP, 11 janvier 1978.)

A PROPOS DES ELECTIONS LEGISLATIVES

Note de Mgr PATY, évêque de Luçon (1)

L'année 1978 sera marquée par des élections législatives. Un chrétien doit prendre au sérieux cet

(1) Eglise de Luçon, 24 décembre 1977.

Le même numéro de Eglise de Luçon contient le message de Noël dans lequel Mgr PATY écrit notamment :

Les élections (il y en aura en 1978) révèlent et accroissent les oppositions. Mais il faut prendre conscience que les tensions font désormais partie de la vie dans une société aussi diversifiée que la nôtre ! Des affrontements sont inévitables !

Je souhaite que les chrétiens cherchent non pas à supprimer leurs différences, qui sont une richesse, mais à s'accepter différents, à se reconnaître comme frères avec ces différences.

Qu'on évite à tout prix de simplifier de façon odieuse, en pensant que tout est bon d'un côté, tout mauvais de l'autre. Qu'on accepte de se remettre aussi en cause soi-même quand on pense devoir critiquer les autres !

Qu'on se souvienne surtout que ce qui nous unit est infiniment plus important que ce qui nous divise. [...]

événement, trouver le temps de s'informer, de réfléchir seul ou avec d'autres sur l'importance des enjeux de ces élections :

— Pour toutes les catégories d'âges : enfants, jeunes, adultes, anciens, retraités... ;

— pour toutes les catégories sociales.

Il doit à la lumière des exigences évangéliques :

— Chercher l'intérêt général et dépasser ses égoïsmes ;

— Vouloir un monde plus fraternel, plus juste ;

— Une société où l'on s'emploie inlassablement à réduire les inégalités sociales, à éliminer le chômage, à améliorer les conditions de travail ;

— Une société où l'on donne toujours la priorité aux plus pauvres, aux plus défavorisés.

L'évangile n'a pas de solution directe à ces problèmes d'aujourd'hui, mais il apporte un éclairage qui aide chacun à trouver des solutions là où il se trouve concrètement.

Un chrétien doit être soucieux de sauvegarder les libertés fondamentales, parmi lesquelles figurent la liberté de pensée, la liberté d'expression, la liberté de l'enseignement. Cette dernière liberté ne devrait être ni de droite, ni de gauche. Elle devrait figurer dans tout programme. Elle est condition du respect de l'homme.

Un chrétien doit peser soigneusement les aspects positifs et négatifs des divers programmes. C'est ensuite qu'en conscience il fait librement son choix, sans renoncer à dire son désaccord sur des points négatifs du programme choisi, pour obtenir qu'ils soient éliminés.

Si le programme de tel candidat lui semble préférable pour l'ensemble, il lui appartient, le cas échéant, d'exiger de ce candidat et de son groupe qu'ils s'expriment avec clarté, sans ambiguïté, sur les libertés fondamentales, et en particulier sur un point aussi essentiel que celui d'une vraie liberté de l'enseignement.

Pourquoi du reste réveiller une querelle qui, aux yeux de l'immense majorité des Français, est une querelle d'un autre âge ? « **De grâce... qu'on ne souffle pas sur un brasier qui était en train de s'éteindre** », déclarait récemment le Cardinal Gouyon (2). Il faut le dire nettement : tant que la menace ne sera pas écartée, nous ne saurions garder le silence.

† Charles PATY.

CHARLOT

Sous ce titre, Mgr ETCHEGARAY, archevêque de Marseille, a publié le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (« L'Eglise aujourd'hui à Marseille », 8 janvier 1978), après la mort de Charlie Chaplin survenue la nuit de Noël. (Cf. supra, p. 139.)

Peu importe si Charlie Chaplin, depuis longtemps, ne ressemblait plus à Charlôt. Mais Chaplin, le patriarche comblé et déçu tout à la fois, n'a cessé de rêver lui-même au jeune Charlôt, à ce « baladin

messianique » (J. de Baroncelli) qu'il avait créé si parfaitement mais qu'il n'a jamais réussi à incarner dans sa propre vie.

Charlôt, c'est bien l'homme, c'est vous, c'est moi : ses avatars sont les nôtres. C'est l'homme que nous portons au fond de nous, le « vagabond poétique » disait Chaplin qui, en se forgeant son propre univers, a su briser toutes les résistances ou incohérences des hommes et des objets.

Pour Charlôt, le trait essentiel de la condition humaine est l'inadaptation. Il n'est nulle part à sa place, tout se conjure contre lui, rien ne lui est familier, quoi qu'il fasse, il provoque des catastrophes et même les œillades auxquelles émerveillé il s'apprête à répondre sont destinées à quelqu'un d'autre qu'il n'avait pas vu. Charlôt nous donne l'impression d'immunité, d'indifférence devant les déboires ou les chances de la vie : une zone demeure en lui qui n'est jamais atteinte et qui affleure en ses yeux naïfs de poupée mécanique. Il serait faux de le tenir pour un résigné, il est plutôt un homme libre dont la spontanéité fait enrayer tous les rouages broyeurs de liberté. Plus rusé que méchant quand il s'agit de se défendre, il se montre avant tout plein de pitié et de tendresse pour ceux que la société rejette ou écrase.

Charlôt joue parmi nous, sans le chercher, le rôle du juge. Il porte en lui le sens des vraies réalités et des vraies valeurs. Avec une sorte d'instinct infailible il démasque tous les faux-semblants. Dépouillé de tout, de fortune, d'idées, de relations, d'habitudes, il est incapable de vivre longtemps dans la possession. La finale de *la Ruée vers l'or* est suggestive. Notre pauvre hère s'est enrichi, il apparaît luxueusement habillé. Mais, comme si cette métamorphose était insoutenable, voici que, pour se prêter au désir du photographe, il reprend ses hardes, symboles de sa liberté.

Charlôt ne semble pas être un homme religieux, encore moins un saint. Mais il personnifie le pauvre que le Christ a béatifié et dont la pauvreté consentie devient source de joie, de victoire. Sans attendre le « grand soir » des révolutionnaires tacticiens ou le « paradis » des chrétiens calculateurs, Charlôt nous rappelle que la liberté, fille de la vraie pauvreté, est déjà déposée dans le cœur de tout homme.

Sur la route où s'éloigne, solitaire et placide, en faisant tourner sa canne, le vagabond Charlôt, n'est-ce pas la porte du ciel qui s'entrouvre lorsque le mot « fin » apparaît sur le film de sa vie ?

« Heureux vous les pauvres, le Royaume de Dieu est à vous ! » (Lc 6, 20.)

Le 8 janvier 1978.

† Roger ETCHEGARAY.

LETTRE DU COMITE PERMANENT DE L'EPISCOPAT CHILIEN AUX MEMBRES DE LA JUNTE DU GOUVERNEMENT (1)

L'Assemblée générale des Nations Unies ayant adopté une résolution stigmatisant les violations des droits de l'homme au Chili, le général Pinochet avait

(1) SNOP, 18 janvier 1978.

(2) DC 1978, n° 1733, p. 18 (NDLR).

annoncé, le 21 décembre, que tous les Chiliens âgés de plus de dix-huit ans allaient être appelés à se prononcer sur cette condamnation de son régime. Ce référendum a eu lieu le 4 janvier. 75,30 % des votants ont répondu oui et 20,39 % non à la question qui leur était posée sous la forme d'un choix entre « la dignité du Chili » et « l'agression internationale » dont leur pays était victime. Le 30 décembre, le Comité permanent de l'Episcopat chilien avait adressé la lettre suivante à la Junte du gouvernement :

Santiago, le 30 décembre 1977

A Messieurs les Membres de la Junte du gouvernement,

Membres du Comité permanent de l'Episcopat, c'est mus par un très vif désir de collaborer efficacement au bien commun de notre patrie et, en particulier, à l'unité de tous les Chiliens que nous nous adressons à vous pour vous manifester avec simplicité et clarté notre pensée devant la consultation à laquelle tous les habitants de notre patrie sont appelés.

1. Sans nous prononcer sur son fondement et sa portée juridique, le fait que notre peuple soit invité à manifester sa pensée sur des sujets d'intérêt national nous semble très positif et entièrement conforme à une idéologie humaniste et chrétienne.

Cela signifie, de plus, une reconnaissance de la maturité civique qui a d'habitude caractérisé notre peuple, et un signe encourageant que sa participation dans tout le processus institutionnel s'accroîtra, comme c'est son droit, progressivement.

L'insistance mise par le gouvernement pour que chaque citoyen réponde à la consultation en stricte fidélité à sa conscience nous semble également positive.

2. La forme concrète dans laquelle cette consultation se réalise doit cependant appeler une profonde réflexion. Nous sommes intervenus à beaucoup d'occasions pour promouvoir le respect des droits humains en notre patrie. Si nous ne partageons pas l'attitude adoptée par l'ONU envers notre pays que nous considérons comme discriminatoire, il nous semble que les citoyens ne sont suffisamment informés ni sur le texte de la condamnation prononcée par l'ONU ni sur les attributions propres de cet organisme.

En second lieu, la formulation même de la consultation est polyvalente, elle rassemble plusieurs questions qui, pour cette raison, peuvent admettre des réponses différentes. Son ambiguïté même ne permet pas de prévoir à quelles conséquences pourrait aboutir une réponse majoritaire dans un sens ou un autre.

En troisième lieu, la propagande insistante et unilatérale représente une forme de pression psychologique sur les consciences et affaiblit par conséquence la valeur et le sens de la consultation même.

Et en dernier lieu, le fait de nous trouver en état d'urgence empêche la libre connaissance et diffusion de toutes les opinions, créant par là-même des craintes — fondées ou non — pour émettre un avis en pleine liberté.

La dignité de l'homme exige donc de lui qu'il agisse selon un choix conscient et libre, mû et déterminé par une conviction personnelle et non sous le seul effet de poussées instinctives ou d'une contrainte extérieure. (*Gaudium et spes*, n. 17.)

3. Il nous semble que le bien du pays exige la recherche de tâches qui nous unissent et non de

projets qui nous séparent en « patriotes » et en « antipatriotes ». L'image du Chili à l'étranger et le prestige de la Junte du gouvernement comme des Forces armées exigent également à notre avis, pour les raisons indiquées, que la consultation soit suspendue ou au moins ajournée jusqu'à ce que des conditions plus favorables pour sa validité morale puissent être créées.

Tout cela est ce que nous demandons au gouvernement suprême pour le bien de tous les Chiliens. Les idées que nous exprimons ci-dessus et le fait même de s'adresser aux membres de la Junte du gouvernement sont le fruit d'une réflexion commune entre les évêques.

Pour cette raison, nous la ferons connaître à nos fidèles pour contribuer à la formation de leur conscience morale.

Dans le désir que soit accueillie favorablement la sollicitude que nous exprimons en vue du bien de notre patrie, nous vous redisons l'expression de notre plus haute estime.

LE COMITE PERMANENT DE L'EPISCOPAT.

Santiago, 30 décembre 1977

RÉIMPRESSION

Dans la série
« LES GRANDS TEXTES »
LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

POURQUOI UN CHRÉTIEN NE PEUT ACCEPTER L'AVORTEMENT

Une réimpression actualisée, 8 pages

Prix des 50 exemplaires, port compris : 38 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 50 F
Le cent suivant, port compris : 40 F

Rappel :

**Le Message au Peuple de Dieu
sur la catéchèse**
(8 pages, même prix) :

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
8, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08
Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

Imprimerie « Bayard-Presses »
5, rue Bayard, Paris-8^e
Le directeur: J. GELAMUR
© 1978 by Bayard-Presses.

Royal - P.Q. H.S.P. 3B9. Autres pays : 1 an : 110 F.;
 12 mois : 110 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 11 F.; des années précédentes : 7 F. Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 16,55 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.
 N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1735 - 5 FÉVRIER 1978

- 101 **Les droits de l'homme.** Allocution au Corps diplomatique (14 janvier).
- 104 **Audiences générales.** La joie (4 janvier); humilité et pauvreté du Christ (11 janvier); l'unité des chrétiens (18 janvier).
- 106 **Jules Isaac.** Lettre pontificale.
- 107 **Réception de Moshé Dayan** (12 janvier).

ACTES DE S. S. PAUL VI

LA PEINE DE MORT

- 108 Texte de la Commission sociale de l'Episcopat français.
- 115 **Commentaire de Mgr Etchegaray.**

QUESTIONS ACTUELLES

L'EGLISE ET L'ETAT EN POLOGNE

- 116 Communiqué de l'Assemblée plénière de l'Episcopat.
- 118 Lettre des évêques sur les valeurs morales.

♦♦

- 121 **Réflexions de D. Helder Camara.**

LES ELECTIONS

- 126 Allocution du cardinal Renard.
- 128 Homélie du cardinal Marty.

L'ECOLE CATHOLIQUE

- 130 Allocution de Mgr Orchamp (Angers).
- 132 Lettre de Mgr Rozier (Poitiers).

- 136 Loi sur la sécurité sociale du clergé.
- 138 Les frères de Ploërmel légalement reconnus.

LÉGISLATION
ET JURISPRUDENCE

- 139 Evénements et informations (16-31 décembre).

EVÉNEMENTS

- 141 Communiqué de l'Episcopat du Liban.
- 142 La catéchèse en pays d'Islam (Patriarche Maximos V).
- 143 **Commentaires du discours de Paul VI aux évêques de l'Est** (Mgr Matagrín; cardinal Marty; NN. SS. Vilnet, Schmitt, Elchinger).
- 147 **Les élections.** Message catholique-protestant; Mgr Paty.
- 148 **Billet de Mgr Etchegaray sur Charlie Chaplin.**
- 148 **Les évêques chiliens et le référendum.**

L'EGLISE DANS LE MONDE

- 138 **Abonnements d'entraide pour les pays de mission et les pays de l'Est.**

LA
DOCUMENTATION
CATHOLIQUE

60^e ANNÉE - T. LXXV

PLEASE DO 19 février 1978

Prix : 6 F - BIMENSUEL



« ... Découvrir une vision chrétienne du mariage qui puisse devenir l'objet d'une annonce et d'une foi communes » (cf p. 157)

La théologie du mariage - Les mariages mixtes
(Rapport de la Commission catholique-luthérienne-réformée)

LIVRES NEUFS A PRIX REDUITS

Voici à l'intention de nos lecteurs une sélection d'ouvrages — vendus par correspondance — dans les meilleures conditions de livraison et de prix

JESUS, par Guitton, Leprince-Ringuet, R. P. Carré, Refoulé, o. p. Des philosophes, des savants, des théologiens questionnent Jésus, sa terre, son temps, ses disciples, sa vie. Ce livre, aux illustrations somptueuses, sait allier l'art le plus haut à la méditation personnelle. 16 x 24, 265 p., 49 ill. in-texte en noir et blanc, 27 p. ill. couleur h.-t., 25 p. ill. noir et blanc h.-t. Réalités Hachette 1971. Prix 29 F.

LES LOIS DU MONDE, par le R. P. Raphaël Sineux, o. p. Cet ouvrage, accessible à tous, nous introduit aux rapports entre l'ordre naturel et l'ordre surnaturel et expose les bases de la doctrine sociale de l'Eglise. 13,5 x 21, 178 p. Nouvelle Aurore. Prix 20 F.

JERUSALEM, LA VILLE SAINTE, par Michel Avignon. L'histoire des trois grandes religions coexistant dans la Ville Sainte où elles ont façonné, à l'intérieur des vieux remparts, une remarquable communauté d'esprit, leurs lieux saints se joignant les uns les autres dans le temps et l'espace. 21,5 x 18,5, 152 p., 130 ill. dont 30 en couleurs, relié, Weber 1974. Paru à 53 F, prix 36 F.

LES COMMUNISTES FRANÇAIS PENDANT LA DROLE DE GUERRE, 1939-1940, par A. Rossi. Un des ouvrages les plus accablants pour le Parti communiste français. La vérité établie par les faits et les documents. 15,5 x 24, 412 p., 56 planches h.-t. de reprodu., de documents, Albatros. Prix 45 F.

L'ALGERIE DES ADIEUX, par Serge Groussard. Qui pourrait prétendre avoir le droit d'ignorer ce livre déchirant et noble, ce témoignage bouleversant sur les derniers jours de l'Algérie française, au milieu, pêle-mêle, des reniements, des douleurs et des sacrifices ? 13 x 20, 308 p., Plon 1972, paru à 25 F. Prix 13,80 F.

COLLECTION « LA GUILDE CHRETIENNE ». Textes choisis des meilleurs écrivains catholiques, dont six membres de l'Académie française. Volumes 13 x 20,5, nombreuses illustrations, reliés façon club. Valeur 25 F l'un. Prix, le tome, 9,80 F. Les dix tomes ensemble, val. 250 F. Prix 85 F.

— Tome I, 380 p. : Pietro Ambrogiani, **JEAN XXIII**; Michel de Saint-Pierre, **BERNARDETTE DE LOURDES**; Daniel-Rops, **LES MARTYRS**; Robert Serrou et Pierre Vals, **LA TRAPPE**.

— Tome II, 376 p. : Maria Winowska, **PADRE PIO**; Marc Escholier, **LACORDAIRE**; Mgr Breynat, **L'EVEQUE VOLANT**; Gertrude Von Le Fort, **LA DERNIERE A L'ECHAFAUD**.

— Tome III, 376 p. : Johannès Joergensen, **SAINT FRANÇOIS D'ASSISE**; William Thomas Walsh, **NOTRE-DAME DE FATIMA**; Roland Cluny, **SŒURS MISSIONNAIRES EN AFRIQUE**; John Gibbons, **LE VAGABOND DE NOTRE-DAME**.

— Tome IV, 376 p. : La Varende, **DON BOSCO**; G. Bissonnette, **MOSCOU, MA PAROISSE**; Georges Blond, **L'HOMME, CE PELERIN**; Suzanne Cita-Malard, **LA VIE DES BENEDICTINES**.

— Tome V : 376 p. : Mgr Fulton J. Scheen, **LE CHEMIN DU BONHEUR**; André Dupeyrat, m. s. c., **VINGT-ET-UN ANS CHEZ LES PAPOUS**; Louis Chagne, **SAINTE THERESE DE LISIEUX**; Henri Queffelec, **UN HOMME D'OUESSANT**.

— Tome VI, 374 p. : Louis Bertrand, **SANGUIS MARTYRUM**; Maria Winowska, **LE FOU DE NOTRE-DAME**; Abbé Eugène Joly, **QU'EST-CE QUE CROIRE ?**; Daniel-Rops, **PORT-ROYAL**.

— Tome VII, 378 p. : Jacques Loew, **JOURNAL D'UNE MISSION OUVERIERE**; La Varende, **UN SAINT**; Mgr J. Calvet, **SAINT VINCENT DE PAUL**; Nicolas Corte, **LA VIE ET L'AME DE TEILHARD DE CHARDIN**.

— Tome VIII, 380 p. : Edouard Estaunié, **L'INFIRME AUX MAINS DE LUMIERE**; Robert Serrou et Pierre Vals, **AU DESERT DE CHARTREUSE**; Jean Nicolas a. a., **ONZE ANS AU PARADIS**; Henri Massis, **NOTRE AMI PSICHARI**.

— Tome IX, 376 p. : René Bazin, **MAGNIFICAT**; Daniel-Rops, **LA VIE DE SAINT AUGUSTIN**; Jacques Andouard, **ROI DE L'EVASION**; Fernand Remisch, **TRENTE-TROIS ANS AVEC THERESE NEUMANN**.

— Tome X, 340 : Francis Laner Talbot, s. j., **UN SAINT CHEZ LES HURONS**; Henry Troyat, **LE PUY SAINT-CLAIR**; Jean Descola, **QUAND LES JESUITES SONT AU POUVOIR**; Fernand Hayward, **PIE X**.

DICTIONNAIRE D'HISTOIRE UNIVERSELLE, par Michel Mourre. D'où vient le mot abbé ? Quand eut lieu le Concile de Constantinople ? Qui commandait la flotte chrétienne à Lépante ? Que fit saint Zosime ? Voici, classées de A à Z, les hommes, les événements, les structures politiques, économiques et sociales, les villes, les provinces, les Etats, etc. Plus de 29 000 définitions, nombreuses illustrations et tableaux synoptiques. Deux vol. 16 x 25, ens. 2 500 p., reliés pleine toile. Ed. Universitaires, parus à 300 F. Les deux vol. ensemble, prix spécial 195 F.

HISTOIRE SECRETE DU PARTI COMMUNISTE, par Roland Gaucher. Le Parti communiste n'est pas ce qu'un vain peuple pense. Si sa surface est inquiétante, ce n'est rien auprès des secrets redoutables que recèlent ses profondeurs et que ce livre nous dévoile, avec des précisions qui donnent froid dans le dos. 16 x 24, 704 p. dont 30 p. photocopies de documents, Albin-Michel 1975. Prix 49,50 F.

L'ANTIQUITE CHRETIENNE. Essentiel pour comprendre l'évolution de l'Eglise, de César-Auguste à Constantin, ce livre est une mine de renseignements précieux. Quarante cartes en couleur matérialisent pour l'œil les phases de l'expansion, de l'organisation de la vie de l'Eglise pendant les six premiers siècles. 614 illustrations en noir et blanc, collection sans égale de documents sur le monde chrétien, appuient un commentaire suivi et méthodique qui apporte sur l'histoire de l'Eglise, les martyrs, les écrivains, les monuments, les sièges épiscopaux, les monastères, une masse impressionnante de renseignements. 26 x 35,5, 216 p., relié, Séquoia. Prix 34 F.

ICONES, par Christophe Walter. Quand l'art et la religion s'unissent si parfaitement, le miracle est parfait. Découvrez celui de l'icône, ces Vierges de tendresse et les anges noirs de la déploration. Vous comprendrez alors la résistance mystique de la Russie contemporaine. 22 x 29, 64 p., 56 ill. en coul. et 10 dessins en noir et blanc, relié, Nagel 1976, imprimé en Suisse. Prix 35 F.

Passer commande à

DIFRALIVRE DC 52

BP 14 - 78580 MAULE

Tél. (16-1) 090-72-89

JOINDRE LE REGLEMENT A LA COMMANDE (y ajouter pour envoi et emballage : 6 F pour le premier volume et 1 F par volume supplémentaire pour la France métropolitaine, et 9 F pour le premier volume plus 1 F par volume supplémentaire pour toutes autres destinations), en chèque bancaire ou postal, mandat-lettre, timbres-poste français. (CCP 19979.24 M PARIS)

Expédition rapide.

Bon de garantie, accordant faculté de retour, joint à notre envoi.

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

OPPOSER LE BIEN A L'OFFENSIVE DU MAL

Audience générale du 25 janvier (1)

Aujourd'hui, l'Eglise célèbre la conversion de saint Paul. Cet événement décisif pour le christianisme a confirmé la vocation universelle de la nouvelle religion. Celle-ci, née dans un pays déterminé, dans le cadre de la tradition juive, a eu avec ce nouvel apôtre un missionnaire qui, plus que les autres, a compris et enseigné que l'Evangile était pour tous les hommes. Il y a en effet un seul Dieu et un seul médiateur entre Dieu et les hommes, un homme, Jésus-Christ, qui s'est donné en rançon pour tous. « Tel est témoignage qui fut rendu aux temps fixés et pour lequel j'ai été (c'est saint Paul qui l'atteste dans sa lettre à Timothée, 2, 5-7), moi, établi héraut et apôtre — je dis vrai, je ne mens pas, — docteur des nations dans la foi et la vérité. »

Aujourd'hui, nous saluons l'apôtre Paul avec respect et amour en pensant aussi, comme la piété de l'Eglise nous y invite aujourd'hui, au grand désir apostolique, encore insatisfait, de la pleine recomposition de l'unité entre les chrétiens. Nous prions avec espérance pour que cette aspiration, rendue, avec l'œcuménisme actuel, plus ardente et plus plausible dans nos cœurs et — Dieu le veuille — dans ceux des Frères encore séparés de nous, soit couronnée d'un heureux succès.

A saint Paul, nous demanderons aussi une parole de réconfort pour nos âmes troublées par tous ces événements de la vie du monde actuel qui ébranlent notre confiance dans le progrès pacifique de la paix dans le monde. Nous déplorons tous la triste recrudescence de la violence privée, mais organisée, dans la société d'aujourd'hui, qui traduit en phénomènes de désordre antisocial l'insécurité dont elle souffre. Le pluralisme moral et politique, actuellement dominant et qui est une contrefaçon de la liberté, semble légitimer cette violence. De plus, les difficultés économiques et sociales, avec leurs très importantes répercussions négatives, s'aggravent et font entrevoir des situations encore pires. On voit alors se développer des désirs fous et

superflus de jouissance, des craintes qui paralysent le travail normal, une psychologie de défiance qui stérilise l'activité productrice et suggère des remèdes vains et désordonnés. Et, comme il arrive souvent, un mal en engendre un autre qui est souvent pire. Nous sommes tous préoccupés. Le pire, dit-on, est un abîme sans fond. Une tentation de pessimisme se répand et paralyse tant d'énergies suscitées par les si grandes aspirations à un avenir meilleur.

Ce tableau, chacun le connaît. Son ombre pèse sur cet instant de notre civilisation et se projette sur l'histoire de demain.

Voilà alors notre remède, tiré du trésor de l'enseignement de l'apôtre Paul. Nous le trouvons dans sa lettre aux Romains. Après les avoir exhortés en termes vibrants à propos de divers points de la vie morale, telle qu'elle doit être chez des personnes éclairées par la foi et soutenues par la grâce, il résume son exhortation en cette phrase célèbre : « Ne vous laissez pas vaincre par le mal, mais soyez vainqueurs du mal par le bien. » (Rm 12, 21.) Cette parole, qui semble si simple, mérite d'être fixée dans notre mémoire. Nous ferons remarquer que la doctrine apostolique est intérieure et tend à modifier notre mentalité qui cède facilement au dégoût et au trouble devant les conditions extérieures au milieu desquelles se déroule notre existence. Nous sommes dans un monde hostile à notre existence non seulement pour tant de motifs physiques et matériels, mais aussi en raison des difficultés de son ordre social, ou plutôt en raison des facteurs de désordre qui l'empêchent d'être bien ordonné, c'est-à-dire raisonnable et juste. Nous avons conscience de ce mal qui rend la vie sociale difficile, et parfois insupportable. Que devons-nous faire ? Devons-nous permettre au mal de nous vaincre, de nous dominer, de nous absorber dans ses spirales qui nous rendraient prisonniers nous aussi ? C'est le processus de la vengeance qui accroît le mal, mais ne le guérit pas. Ou bien devons-nous céder au pessimisme et à la paresse, nous abandonner à une lâche résignation ? Cela n'est pas chrétien. Le chrétien est patient, mais ni aboulique ni indifférent. Saint Paul nous suggère une attitude qui est une réaction positive. Il nous enseigne à opposer la résistance du bien à l'offense du mal ; à multiplier les efforts dans le sens de l'amour pour réparer et vaincre les maux du désordre moral ; à faire que l'expérience du mal rencontrée sur notre chemin nous stimule à une plus grande vertu et à une activité plus positive pour notre cœur.

(1) Texte italien dans *L'Osservatore romano* du 26 janvier 1978. Traduction de la DG.

Ainsi en est-il pour saint Paul. Ainsi en est-il pour tous les saints. Qu'il en soit ainsi pour nous tous !

Avec notre bénédiction apostolique.

LA TENTATION DE FUIR UNE SOCIÉTÉ QUI A CHANGE

Audience générale du 1^{er} février (1)

La vie chrétienne est une vocation sociale. Cette affirmation semble excessive et elle admet dans la pratique une autre formulation : la vie chrétienne est une vie personnelle, intérieure. Pour trouver son authenticité, elle doit s'isoler dans la solitude, se défendre de la contagion des contacts profanes, donner une expression individuelle à son idéal, fuir les tentations extérieures, s'immuniser contre l'influence de la mode et des habitudes sociales. C'est vrai, mais pas tout à fait, parce que l'homme a besoin des autres. Il a même le devoir de s'occuper des autres. Il est soumis au grand commandement de l'amour qui déborde largement le cercle de la famille, de la parenté, de la nation ; le cercle de l'amour instinctif, naturel, égoïste, pourrions-nous dire. Même le moine, c'est-à-dire celui qui, avec sagesse, recherche avant tout la perfection personnelle, et pour cela renonce aux rapports sociaux non indispensables, doit faire une place dans son cœur à son prochain, qu'il doit aimer et servir, d'une manière ou d'une autre, de façon à obéir au précepte de l'Évangile : aimer tout le monde, même ses ennemis (Mt 5, 44-48).

Nous devons donc nous rappeler cette loi souveraine, caractéristique du christianisme qui est vie et non pure coutume ou échappatoire aux difficultés et au poids de la vie sociale. Nous devons nous garder de la tentation de fuir la société. Cette tentation peut naître également chez ceux qui se proposent un programme honnête de vie sociale, mais se défendent contre

les ennuis et les obligations que peuvent comporter les rapports communautaires. Peut-être beaucoup de bons chrétiens éprouvent-ils cette tentation antisociale, aujourd'hui où la société est en mutation. Qu'il soit bon ou discutable, le changement peut importuner, contrarier et pousser l'individu soit à réagir, soit à faire preuve d'indifférence devant des nouveautés qui s'instaurent et qui le perturbent. La vie communautaire semble devenir insupportable. Le danger existe que les bons citoyens se mettent en « grève », qu'ils se bornent à subir leur appartenance à la collectivité, mais en cherchant à échapper silencieusement aux obligations qui sont contraires à leur intérêt, à leurs habitudes.

Si cette tentation est aussi la nôtre, tâchons de la surmonter en faisant un effort de bonne volonté sociale. Proposons-nous d'être d'autant plus activement soucieux du bien commun que celui-ci semble plus loin de nos goûts et de nos intérêts. Le bien, revêtu du signe chrétien, doit solliciter d'autant plus notre présence, notre ingéniosité, notre générosité que les conditions extérieures sont moins propices à son accueil et à son développement. Nous le répétons : « Il faut vaincre le mal par le bien. » Même si les structures sociales tendent à le réduire au silence, à en faire un numéro dans la masse, à éteindre en lui l'étincelle de sa foi et de son amour, le chrétien a toujours en lui un principe original de bonté et d'action. Souvent — l'exemple des saints et des hommes de bonne volonté le montre — cela lui a permis de trouver dans les difficultés des temps des idées et des forces pour s'affirmer d'une façon nouvelle, salutaire pour tous. La sagesse sera donc non pas de fuir et de renoncer avec résignation, mais d'être silencieusement et tenacement présent dans ce milieu social qui ne semble pas propice à la bonne réussite de l'initiative chrétienne. « C'est de patience que vous avez besoin. » (He 10, 36.) Voilà ce que nous voulons dire à nos amis, à nos fidèles qui expérimentent parfois la difficulté de s'insérer dans des activités libres et honnêtes, lesquelles devraient pourtant être ouvertes à la bonne volonté de tous.

Courage, donc, avec notre bénédiction apostolique.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 2 février 1978. Traduction et titre de la DC.

Partager le patrimoine mis par Dieu à la disposition de tous

Message pour le Carême 1978 (1)

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Une fois de plus le Carême est revenu avec ses pressantes invitations ! Temps qui nous rapproche les uns des autres. Le Carême est un temps de communion, ce qui comporte aussi une mise en commun.

Nous restons impressionnés par la description que nous font les Actes des Apôtres de la vie

communautaire dans l'Eglise primitive. « Tous les croyants ensemble mettaient tout en commun » (Ac 2, 44). Ce n'était pas un moyen artificiel, imaginé pour cimenter la cohésion de la jeune communauté de Jérusalem ; c'était bien plutôt l'expression du « seul cœur » (*ibid.*, 4, 32) qui inspirait tous les gestes des croyants, les unissant dans le cœur même de Jésus.

Un des effets les plus marquants de cette unité, les Actes nous l'indiquait en disant qu'un partage constant des biens s'effectuait en fonction des besoins de chacun. Ainsi les premiers chrétiens ont-ils spontanément pratiqué le prin-

(1) Traduction française établie par le Saint-Siège. Titre de la DC.

cipe selon lequel les biens de ce monde sont destiné par le Créateur à la satisfaction des nécessités de tous sans exception. Le partage chrétien traduit dans les faits cette obligation naturelle rendue infiniment plus pressante sous l'impulsion de la charité.

Partager, c'est donc une attitude chrétienne fondamentale. Dans les nombreuses initiatives de l'amour du prochain, depuis l'aumône et le service individuel jusqu'aux contributions collectives à la promotion des peuples matériellement défavorisés, le chrétien éprouve la joie de partager, de jouir en commun d'un patrimoine généreusement mis à la disposition de tous par Dieu.

On a dit qu'il est un art de donner et un art de recevoir ; les chrétiens n'ont qu'un seul terme pour l'un et l'autre, celui du partage fraternel. Ce partage, que le présent Carême nous le fasse pratiquer comme signe de communion avec tous les hommes, tous appelés à participer au mystère de la croix et de la résurrection du Christ !

Et nous, au début de ce temps fort, reprenant le mot de saint Paul aux premiers chrétiens, nous invitons chaque fidèle de la grande communion qu'est l'Eglise catholique « à mettre de côté ce qu'il aura pu épargner » (cf. 1 Co 16, 2) en esprit de pénitence et de charité, pour l'offrir à la collecte commune. Et tous ceux qui sont ainsi disposés à partager leurs biens avec leurs frères dépourvus du nécessaire, nous les bénissons au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit.

LE 30^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE GANDHI

A l'occasion du 30^e anniversaire de la mort de Gandhi, célébré en Inde le 30 janvier (la communauté catholique avait reporté à ce même jour la célébration de la Journée de la paix), Paul VI a adressé le message ci-après au peuple indien (1) :

Que la paix soit avec vous tous !

Nous sommes reconnaissant à « All India Radio » de nous donner l'occasion de faire entendre notre voix dans votre pays, dans l'Inde tout entière. Nous nous sentons encore une fois au milieu du cher peuple de l'Inde, comme lorsque nous étions venu parmi vous à Bombay. Nous bénéficions encore une fois de l'hospitalité de votre pays, puisque notre voix parvient dans vos maisons, dans vos institutions, et surtout dans vos cœurs.

Oui, notre message est un message de paix. C'est la paix que nous proclamons au monde, avec une nouvelle vigueur à l'occasion de la célébration chez vous de la Journée mondiale de la paix. Et voici l'appel que nous adressons à vous tous, à tous les hommes et femmes de bonne volonté : « Non à la violence, oui à la paix. »

Nous croyons que nos paroles revêtent une signification particulière aujourd'hui pour les citoyens de l'Inde, au moment où est célébré le 30^e anniversaire

de la mort du Mahatma Gandhi. Nous nous unissons à vous tous pour rendre un solennel hommage à ce héraut de la non-violence, à cet homme de paix.

Et à cette occasion nous redisons : « non à la violence », à toute violence, à tout ce qui blesse, affaiblit et viole la vie, à tout ce qui déshonore la dignité humaine. En même temps nous redisons : « oui à la paix », à la paix qui apporte le bonheur à tous, car elle est fondée sur le courage et la vérité. Elle est l'œuvre de la justice et de l'amour fraternel.

Rejeter la violence et accepter toutes les conditions et exigences de la paix est éminemment louable. C'est l'expression du patriotisme le plus authentique. Que Dieu donne sa paix à l'Inde. Que la paix et l'amour de Dieu habitent dans vos cœurs pour toujours !

L'UNITE DES CHRETIENS

Angélus du dimanche 22 janvier (1)

Avant que ne se termine la Semaine de l'Unité des chrétiens, avec la fête de la conversion de saint Paul, le 25 janvier, relisons l'introduction au Décret sur l'œcuménisme, promulgué le 21 novembre 1964, par le récent Concile du Vatican :

« Promouvoir la restauration de l'unité entre tous les chrétiens est l'un des buts principaux du saint Concile œcuménique de Vatican II. Une seule et unique Eglise ■ été instituée par le Christ Seigneur. Et pourtant plusieurs communions chrétiennes se présentent aux hommes comme le véritable héritage de Jésus-Christ. Tous, certes, confessent qu'ils sont les disciples du Seigneur, mais ils ont des attitudes différentes. Ils suivent des chemins divers, comme si le Christ lui-même était partagé. Il est certain qu'une telle division s'oppose ouvertement à la volonté du Christ. Elle est pour le monde un objet de scandale et elle fait obstacle à la plus sainte des causes : la prédication de l'Evangile à toute créature. » (*Unitatis redintegratio*, 1.)

Voilà ce qui justifie l'action des fidèles pour la reconstitution de l'unité et la rend urgente. Et nous, que devons-nous faire ? Voici :

1° D'abord raviver notre sens religieux, notre foi, notre attachement à l'Eglise catholique à laquelle nous avons la chance d'appartenir. Telle est la charnière de l'unité.

2° Nous devons nous rénover, réformer notre vie de fidèles catholiques, et prier pour la reconstitution de cette unité à laquelle aspire toujours ardemment un cœur sincèrement chrétien.

3° Nous devons regarder les frères séparés avec respect et sympathie. Oubliant les offenses et les divisions historiques, nous devons chercher à établir avec eux des rapports d'amitié et de collaboration humaine et chrétienne.

Nous saluons aujourd'hui tous nos frères séparés en souhaitant pouvoir nous rassembler dans l'unité de la foi et de la charité, selon le désir du Christ notre Seigneur.

Que Marie, la Mère de l'Eglise, prie avec nous et pour nous.

(1) Texte anglais dans *l'Osservatore Romano* du 1^{er} février 1978. Traduction et titre de la DC.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore romano* des 23-24 janvier 1978. Traduction et titre de la DC.

LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT ET DÉMOCRATIE

Lettre pontificale à la Semaine Sociale d'Espagne

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A l'occasion de la 31^e Semaine sociale d'Espagne qui s'est ouverte le 26 janvier, à Séville, sur le thème « Education et démocratie », le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, au nom du Saint-Père, a adressé la lettre ci-après au professeur Almagro Nosete, président des Semaines sociales d'Espagne (1) :

Au moment où s'ouvre la XXXI^e Semaine sociale d'Espagne, sur le thème « Education et démocratie », le Saint Père, qui suit avec beaucoup d'intérêt les efforts et les réalisations du peuple espagnol en ce moment important et délicat de son histoire, me charge de transmettre ses salutations cordiales et ses directives à tous les participants à la Semaine.

Sa Sainteté se réjouit profondément de ce que le thème proposé à la réflexion des catholiques espagnols, en ces journées, soit l'éducation. Ce thème a toujours eu et aura toujours une importance capitale sur le plan social. Et, dans le cas concret de l'Espagne, il revêt une grande actualité.

Le droit à la culture

Complétant et approfondissant les travaux des précédentes Semaines, celle-ci arrête son attention sur un aspect central du développement de la personne humaine, laquelle ne peut parvenir à un niveau vraiment humain ni s'insérer consciemment et dignement dans la société sans acquérir un bagage culturel convenable.

Dans cette perspective, votre réflexion se situe dans le vaste contexte des droits de l'homme, en harmonie avec des déclarations et programmes de portée mondiale (cf. Déclaration universelle des droits de l'homme, 10 décembre 1948 ; Déclaration des droits de l'enfant, 20 novembre 1959), auxquels le II^e Concile du Vatican a fait allusion (cf. *Gravissimum educationis*, introduction).

C'est pourquoi l'Eglise, qui considère l'accès à la culture comme un droit naturel de l'homme, rappelle aux chrétiens que « il est un devoir qui convient au plus haut point à notre temps : celui de travailler avec acharnement à faire reconnaître partout et pour tous, en harmonie avec la dignité de la personne humaine, sans distinction de race, de sexe, de nation, de religion ou de condition sociale, le droit à la culture et d'assurer sa réalisation » (*Gaudium et spes*, 60).

Il faut donc considérer qu'un objectif primordial de l'éducation, dont il fait partie inté-

grante, est de permettre à tous les membres de la société l'accès à la culture et à la formation intégrale, en raison de son importance pour la vie de l'homme et de son influence sur le progrès social contemporain (cf. *Gravissimum educationis*, introduction).

Malheureusement, de nombreux millions d'enfants, de jeunes et d'adultes n'ont toujours pas les écoles qui leur permettraient d'accéder à la culture. Il est donc nécessaire que s'unissent solidairement, au plan national et international, toutes les forces disponibles — celles de l'Etat, de la société, des institutions religieuses — pour remédier de manière convenable à cette carence. Devant une tâche d'une telle ampleur, où chacun peut trouver sa juste place, toute exclusion de l'un quelconque des participants à cette tâche, par voie juridique, économique ou idéologique, serait un contresens.

Mais comme l'éducation intégrale — celle qui ne se limite pas au seul enseignement — est le moyen d'accès ordinaire à la culture, le droit de la personne à recevoir cette éducation serait purement théorique sans le droit des autres à la donner. Et ici, il faut être bien clair : ce droit, qui est en même temps un devoir, appartient en premier lieu, en vertu de l'ordre naturel, à la famille, pour s'étendre ensuite à la société, à l'Etat, à l'Eglise.

L'éducation à la liberté

Lorsque l'on analyse les conditions dans lesquelles doit se réaliser l'accès à la culture, on ne peut manquer de faire référence à la liberté. La doctrine sociale de l'Eglise, sur ce point, se situe entre deux principes : d'abord que la personne humaine ne peut parvenir à un niveau pleinement humain que par la culture (cf. *Gaudium et spes*, 53), et ensuite que celle-ci a toujours besoin d'une juste liberté et d'une juste autonomie (*ibid*, 59). Pie XII disait avec raison : « Toute saine éducation vise à rendre l'éducateur peu à peu inutile et l'éduqué indépendant entre les justes limites. » (AAS 44, 1952, p. 418.) (2)

Pour construire une société démocratique sur des bases solides, il faut faire de l'éducation à la liberté un élément indispensable, en étant attentif, d'une façon indissociable, à toutes ses prérogatives et aux responsabilités qui en découlent. Certains n'aiment pas que l'Eglise parle de « limites à la liberté » ou qu'elle déclare celle-ci « juste » ou « légitime ». On devra néanmoins reconnaître qu'il s'agit de la servir, d'éviter qu'elle soit détruite par le chaos, par des excès et l'absence de solidarité, ou par d'injustes oppressions (cf. *Octogesima adveniens*, 25).

Dans le domaine de l'éducation, il est juste de suivre le principe de Socrate — tirer de la nature humaine et de la personne de l'élève

(1) Texte espagnol dans *l'Osservatore Romano* du 28 janvier 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

(2) DC 1952, n° 1121, col. 595 (NDLR).

toutes ses virtualités — mais sans oublier l'ouverture aux autres et la référence aux valeurs transcendantes de l'homme (cf. *Divini illius Magistri*, 45).

La liberté de l'éducation

L'éducation à la liberté est intimement liée à la liberté de l'éducation. Tous les hommes ont droit à un type d'éducation qui réponde à leurs conditions propres et qui soit ouvert aux relations fraternelles avec les autres peuples, pour favoriser sur la terre la vraie unité et la paix (cf. *Gravissimum educationis*, 1). Ce droit doit être respecté « en tenant compte du pluralisme de la société moderne » (*ibid.*, 7), ou, ce qui revient au même, en permettant de choisir entre les différents modèles d'éducation qui, en fait et en droit, existent dans la société actuelle.

Concrètement, le droit à donner et recevoir l'éducation se réalise par l'application d'un projet éducatif déterminé offert par l'établissement d'enseignement et accepté par l'élève ou ses représentants légitimes. Il appartient aux parents, premiers éducateurs de leurs enfants (cf. *Gaudium et spes*, 52; *Gravissimum educationis*, 3), de choisir le type d'éducation qui doit être donné à leurs enfants, conformément à leurs convictions morales et religieuses (cf. *Dignitatis humanae*, 5).

Le rôle de l'Etat

Il est certain que les tâches de l'Etat en matière d'éducation deviennent toujours plus grandes et évidentes. Déjà l'Encyclique *Divini illius Magistri* souligne sa double fonction de garantir et de promouvoir. Cela signifie rendre viables — par les moyens législatifs requis, avec les ressources que la société met entre les mains de l'Etat — l'application effective du droit de tout citoyen à recevoir une éducation, la liberté des parents et, en son temps des élèves, à choisir le projet d'éducation qui correspond le mieux à leur identité, et la liberté pour les personnes et les institutions de créer des établissements scolaires, à égalité de droits et de devoirs devant la loi avec les établissements de l'Etat.

Dans la fonction promotionnelle de l'Etat rentre logiquement celle de créer pour lui-même des établissements d'enseignement à tous les niveaux, ou d'en stimuler la création par d'autres corps intermédiaires. C'est un signe d'espérance que dans les budgets de beaucoup d'Etats, y compris en Espagne, l'éducation occupe la première place. C'est le résultat de systèmes fiscaux progressifs et justes.

Il est certain que dans beaucoup de pays, l'enseignement de l'Etat ou enseignement officiel, surtout l'enseignement supérieur, se développe toujours davantage. Néanmoins, le caractère officiel des établissements de l'Etat devrait être compatible avec l'organisation académique de tout le système éducatif et avec la répartition équitable des fonds publics, sinon on évitera difficilement des monopoles indus.

Il ne fait pas de doute par ailleurs qu'il appartient à l'Etat de veiller sur la qualité de l'enseignement, d'éviter que la recherche du

profit ne la fasse baisser et d'empêcher, en s'attaquant à ses causes, l'esprit de classe dans l'enseignement.

L'aide à l'enseignement privé dans une perspective de solidarité et de service

Ce reproche a été adressé à beaucoup d'établissements non publics, y compris ceux dépendant d'institutions religieuses. Il faudrait faire une étude objective pour savoir si cela est dû à des préférences pour les milieux favorisés ou à une discrimination dans la répartition du budget de l'éducation, qui oblige à faire payer aux familles ce qui doit être payé par le fisc.

Devant le coût croissant de l'éducation, un grand réalisme s'impose. Il faut admettre que seuls quelques rares Etats pourront parvenir au niveau souhaitable de gratuité. Dans cette situation, il faudra prendre comme principe que l'aide à l'enseignement devra tenir compte plus de la situation matérielle de l'élève que des titres ou de l'orientation de l'établissement scolaire choisi.

C'est pourquoi, lorsque l'on parle des responsables de l'éducation, il est plus indiqué et plus constructif de le faire en termes de devoirs plutôt que de droits. En effet, opposer la famille à l'école, les établissements de l'Etat à ceux d'autres institutions ou personnes conduit fréquemment à des conflits de compétence, sinon d'intérêts, aux dépens des élèves, en définitive.

Aussi faut-il féliciter la Semaine sociale de Séville d'avoir posé le problème de l'éducation sur le plan de la solidarité, de la convergence et du service, le tout dans une optique de liberté. Cela correspond à la sage position des évêques d'Espagne qui, dans un esprit pastoral clairvoyant, « ne veulent en aucune manière que cette question devienne un facteur de division entre les Espagnols ». (Déclaration de la XXVI^e Assemblée plénière, n° 14.)

L'éducation de la foi

L'histoire nous montre que, ordinairement, dans l'action de l'Eglise, l'éducation a accompagné l'évangélisation, aussi bien aux origines de l'Europe chrétienne que dans les missions d'Amérique, d'Afrique et d'Asie. La foi chrétienne a maintenu des relations de fécondité réciproque avec les diverses cultures et elle a toujours été un ferment dans la vie personnelle et sociale.

L'Eglise a servi l'éducation par l'école parce qu'elle reconnaît en elle « un moyen privilégié de formation intégrale, en ce qu'elle est un lieu où se développe et se transmet une conception du monde, de l'homme et de l'histoire » (« L'école catholique », S. Congrégation pour l'Education catholique, 19 mars 1977) (3).

Il est certain que c'est à l'Eglise qu'appartient principalement et spécifiquement l'ensei-

(3) DC 1977, n° 1725, p. 706 (NDLR).

gnement de la foi par la catéchèse, « dont le lieu normal est la communauté chrétienne » (cf. « La catéchèse en notre temps », Synode des évêques, 29 octobre 1977). Mais « le processus de l'éducation de la foi ne peut être séparé de l'éducation générale de l'homme. Les parents sont donc obligés d'obtenir que, à l'école, l'éducation de leurs enfants inclue leur formation morale et religieuse, en conformité avec la foi de l'Eglise ». (Déclaration de la XXVI^e Assemblée plénière de l'épiscopat espagnol.)

Il est manifeste que l'école catholique constitue un instrument spécialement apte à donner cette éducation chrétienne intégrale. Pour mieux discerner les perspectives d'évangélisation et d'humanisation qui doivent définir ces établissements, ainsi que la spécificité de leur projet éducatif et les responsabilités de leur service dans la société, nous nous en remettons à l'important document déjà cité, publié l'an dernier par la S. Congrégation pour l'Education catholique : « L'Eglise est pleinement convaincue que l'école catholique, en offrant son projet éducatif aux hommes de notre temps, remplit une tâche ecclésiale indispensable et urgente. En effet, par l'école catholique, l'Eglise apporte au dialogue culturel une contribution originale en faveur du vrai progrès et de la formation intégrale de l'homme. » (*Ibid.*, 15.)

Mais l'éducation de la foi n'est pas donnée uniquement dans la communauté ecclésiale, dans la famille croyante et l'école confessionnelle. Un système éducatif qui respecte vraiment les exigences démocratiques servira la liberté et répondra au droit des parents et des élèves en faisant à l'enseignement religieux une place dans ses programmes et en lui offrant des possibilités effectives dans le cadre de l'enseignement général, selon la confession des enfants et dans le strict respect de la liberté religieuse des élèves et de leurs professeurs. Au moment où, dans votre pays, s'élabore une nouvelle constitution, la juste solution de ce problème constitue un défi exigeant à la créativité, à la collaboration des diverses forces sociales et de l'Eglise, pour le bien de la société et la paix religieuse.

Aux éducateurs

Pour conclure ces réflexions, le Saint Père désire encourager chaleureusement tous les éducateurs et les professeurs, agents privilégiés — et pas toujours suffisamment appréciés — du développement des personnes et des communautés. Soyez assurés qu'il suit avec une sollicitude et une affection particulières les tensions et les espérances des corps enseignants, dans votre pays et ailleurs, ainsi que leurs légitimes aspirations à une juste reconnaissance légale, à une rétribution digne, à une participation solidaire, à une liberté juste. C'est pourquoi il a confiance que la Semaine sociale de Séville analysera également ces questions dans leur juste dimension, afin de leur apporter une réponse clairvoyante et généreuse.

Enfin, dans le monde de l'éducation, le Saint-Père veut manifester son estime et sa

reconnaissance spéciales aux ecclésiastiques, religieux, religieuses et laïcs qui ont consacré leur vie à l'éducation de la foi et à la catéchèse. L'Eglise soutient chacun d'eux et les institutions qui les encadrent. Le Pape les encourage à poursuivre leur travail admirable et bienfaisant, sans se décourager devant les difficultés, sans abandonner pour des motifs inconsistants un champ qui est toujours susceptible de réformes et d'améliorations, mais dont l'influence positive, sur le plan social et ecclésial, a été confirmée par une solide expérience.

En les assurant de ses prières pour le succès de la Semaine, le Saint-Père donne à tous ses responsables et ses participants sa bénédiction apostolique.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président, les sentiments de mon estime et de mon dévouement dans le Christ.

Jean, cardinal VILLOT.

REPONSE DU PRESIDENT GISCARD D'ESTAING AU MESSAGE DE PAUL VI POUR LA JOURNEE DE LA PAIX (1)

Très Saint-Père,

J'ai été particulièrement sensible à la bonté que Votre Sainteté a eue de me faire parvenir, avant sa publication, le message de paix qu'elle adresse au monde, et je tiens à lui en exprimer personnellement mes sincères remerciements.

Cette année, plus que jamais, vos nobles et ardentes paroles sont assurées d'éveiller une profonde résonance dans le cœur des hommes. Elles retentissent au moment où, pour la première fois, l'espérance d'une paix véritable est en train de se lever sur la terre déchirée du Proche-Orient.

La France, pour sa part, que tant de liens unissent à cette partie du monde et qui n'a cessé d'y favoriser un règlement de justice et de dignité, fera tout ce qui dépend d'elle pour que cette espérance née sous le double signe de Jérusalem et de Noël, de la ville et de la fête de la paix, devienne pour tous les peuples de la région une vivante réalité. Ainsi répondra-t-elle à l'appel de Votre Sainteté et, conformément à ses vœux, fera-t-elle de son « oui » à la paix un « oui » à la vie.

Je vous prie, Très Saint-Père, d'agréer, avec les assurances de ma très haute considération, l'hommage de mon filial dévouement.

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 6 janvier 1978.

Le message de Paul VI a été publié dans *la DC* du 1^{er} janvier 1978, p. 1 et s.

— Saint François de Sales, ami des hommes, amant de Dieu, par Roger DE SAINT-CHAMAS. — Un vol. 13,5 x 21 cm de 144 p. Editions SOS, Paris.

En traits rapides, nous revivons ici, empreints d'une constante bonne humeur, les actes d'amitié pour les hommes et d'amour pour Dieu du saint évêque de Genève.

LA THÉOLOGIE DU MARIAGE ET LES PROBLÈMES DES MARIAGES MIXTES

Dialogue entre la Fédération luthérienne mondiale, l'Alliance réformée mondiale et le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens de l'Eglise catholique romaine — 1971-1977 ()*

Ce rapport est le résultat du dialogue qui s'est déroulé entre le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, d'une part, et la Fédération luthérienne mondiale et l'Alliance réformée mondiale d'autre part. Les autorités des trois partenaires du dialogue ayant accueilli, après une période de réflexion appropriée, la proposition formulée dans la lettre d'accompagnement signée par les trois coprésidents de la Commission (voir ci-dessous) ont décidé que le rapport serait envoyé pour étude aux Conférences épiscopales, respectivement aux Eglises membres de la Fédération luthérienne mondiale et de l'Alliance réformée mondiale, et qu'il serait également publié dans le même but.

On prévoit que les réactions au document seront étudiées en commun par une nouvelle Commission tripartite, nommée ad hoc.

Il faut remarquer le statut du document : à ce stade, il reste sous la responsabilité exclusive de la Commission qui l'a préparé, et ne constitue pas un document des autorités sous les auspices desquelles s'est déroulé le dialogue.

14 janvier 1978.

LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT A L'INTENTION DE L'EGLISE CATHOLIQUE ROMAINE LA FEDERATION LUTHERIENNE MONDIALE L'ALLIANCE REFORMEE MONDIALE

Au moment de soumettre à leurs mandats respectifs le rapport final de la Commission d'étude nommée par le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens de l'ECR, la FLM et l'ARM, les membres de la Commission tiennent à exprimer leur reconnaissance au Dieu tout-puissant de ce que les résultats de leur travail ont finalement trouvé une expression théologique à

laquelle tous ont pu se rallier avec conviction, bien qu'il subsiste des zones de désaccord nettement délimitées.

Une citation du rapport, empruntée à la section pastorale, illustre le contexte et l'esprit dans lesquels a travaillé la Commission : « La Commission a été encouragée par les perspectives nouvelles qui se sont ouvertes à elle à la faveur de son travail commun et qui lui font entrevoir l'espoir d'une compréhension plus profonde encore de la nature du mariage sous la seigneurie du Christ. L'espoir de la Commission est qu'à travers son travail ce don de compréhension puisse se refléter jour après jour dans la pastorale exercée par les Eglises auprès du Peuple de Dieu. »

Reconnaissant que les questions traitées en vertu de son mandat primitif et les divergences théologiques découlant de nos positions ecclésiastiques respectives demandent un examen bien plus poussé, la Commission d'étude prie respectueusement les autorités intéressées d'accorder la plus grande attention au rapport ci-joint.

Dans l'espoir que ce rapport fera l'objet d'une vaste étude, en tant qu'il représente une contribution à la compréhension totale que nous recherchons dans le mouvement œcuménique, nous voudrions relever en particulier les points suivants, en vue de la réflexion et de l'action :

1. Que l'on envisage la publication de ce rapport, accompagné d'une sélection des principaux documents de travail présentés pendant les sessions de la Commission d'étude ;

2. Que, dans l'espoir que le rapport sera soumis finalement pour étude à des Conférences épiscopales et à des Eglises particulières, les trois partenaires au dialogue rédigent un bref guide du travail à joindre au document en vue de faciliter l'étude, les réactions et les commentaires ;

3. Comme on peut prévoir que des réactions proviendront de la base des Eglises partenaires au dialogue, une évaluation de ces réactions, faite ensemble par les trois partenaires, pourrait s'avérer fort utile ; cela impliquera probablement, à une date ultérieure, la nomination d'une commission spécialement chargée de ce travail.

(*) Texte original publié par la Fédération luthérienne mondiale et l'Alliance réformée mondiale (150, route de Ferney, CH 1211 Genève 20) et le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens (Cité du Vatican).

La présentation du document (en caractère gras) a été rédigée par le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens.

Avec l'expression de nos sentiments respectueux.

Signé par les coprésidents :

JACQUELINE STUYT,
DIETRICH ROSSLER,
RACHEL HENDERLITE.

RAPPORT FINAL

Commission d'étude catholique
romaine - luthérienne - réformée
sur

LA THEOLOGIE DU MARIAGE ET LE PROBLEME DES MARIAGES MIXTES

Venise, Italie, 1976

INTRODUCTION

Le dialogue en profondeur et au niveau mondial n'est pas un simple événement fortuit. Il doit avoir des motifs et un point de départ accepté par les deux parties. A l'origine de ce rapport, qui résume plus de cinq années d'intense travail de dialogue, on trouve une consultation entre représentants de la Fédération luthérienne mondiale, de l'Alliance réformée mondiale et de l'Eglise catholique romaine, qui a eu lieu à Rome du 15 au 17 décembre 1970.

En préparant ce dialogue, où sont impliqués des participants luthériens, réformés et catholiques romains, la consultation de 1970 en a exposé la raison d'être, tout en précisant une partie des buts visés :

« LES RAISONS D'UN DIALOGUE AU NIVEAU MONDIAL »

1. Maintenant plus que jamais, la division des Eglises est ressentie comme une extrême souffrance dans les mariages interconfessionnels. Ce problème est compliqué et aggravé aujourd'hui par une crise générale touchant la compréhension et la fonction du mariage.

Par conséquent, les Eglises devraient consacrer leur effort commun, en particulier à clarifier ces questions.

2. Nombreuses sont les Eglises locales et les autorités ecclésiastiques régionales qui collaborent entre elles dans le domaine du mariage et de la famille. Depuis la publication du *Motu proprio* « *Matrimonia mixta* », d'autres ont engagé entre elles des conversations d'un type nouveau, notamment sur le terrain des mariages mixtes.

Au niveau régional, ces tentatives de rapprochement en vue de résoudre le problème des mariages interconfessionnels se sont généralement avérées prometteuses.

3. Toutefois, limiter les efforts exclusivement au niveau régional, et par conséquent perdre de vue les aspects universels du problème, ce serait restreindre celui-ci. C'est pourquoi la Fédération luthérienne mondiale et l'Alliance réformée mondiale ont soutenu l'idée d'une discussion au niveau mondial avec l'Eglise catholique romaine, et l'ont préparée par deux consultations tenues à Cartigny (Suisse) en

novembre 1969 et mars 1970. Il y a pour engager ce dialogue à l'échelon mondial sur la théologie du mariage et sur le problème des mariages interconfessionnels, d'excellentes raisons, dont voici les principales :

a) Il arrive souvent que des facteurs dépendant de conditions locales, par exemple des situations de minorité ecclésiastique, l'absence de *stimuli* œcuméniques ou d'occasions de dialogue, rendent plus difficiles des accords au niveau régional, alors que des échanges et des consultations au niveau mondial peuvent les faire aboutir.

b) Au fond et en dernière analyse, le problème des mariages interconfessionnels découle de divergences dans la compréhension théologique du mariage. Ces questions théologiques ont la même valeur partout dans le monde, elles revêtent donc un caractère universel.

c) L'effort pour parvenir à une compréhension commune entre l'Eglise catholique romaine et les Eglises de la réforme devrait contribuer utilement à surmonter la crise universelle qui affecte la compréhension et la fonction du mariage.

Parmi les nombreux sujets qui devraient être étudiés, le rapport de 1970 soulignait : le mariage, réalité intéressant toute l'humanité, la réalité sacramentelle du mariage, l'indissolubilité du mariage, les règlements ecclésiastiques.

Un projet de calendrier fut adopté ; après des consultations en bonne et due forme, les trois partenaires nommèrent les membres de la Commission d'étude commune. Malheureusement, la maladie et la mort nécessitèrent certains changements que nous signalons ci-dessous.

PARTICIPANTS AU DIALOGUE :

Catholiques romains :

R. P. Franz BEFFART, Institut central catholique romain pour les questions du mariage et de la famille, Hohenzollernring 38-40 5 Cologne 1, République fédérale allemande.

M. Michel DOUSSE, Département de la famille du Conseil pour les laïcs, piazza S. Calisto 16, 00153 Rome, Italie.

R. P. Gustave MARTELET, S.J., professeur à la Faculté de théologie de Fourvière, 4, montée de Fourvière, 69000 Lyon 5, France.

Mme Jacqueline STUYT, présidente de la Commission pour l'œcuménisme, Union mondiale des organisations féminines catholiques, Flat B - 4, Cleveland Square, Londres W.2 - 6 DH, Grande-Bretagne.

R. P. Jérôme HAMER, O.P. (1971-1972), secrétaire - Secrétariat général pour l'Unité des chrétiens, Cité du Vatican.

Mgr Jozef TOMKO, S. Congrégation pour la Doctrine de la foi, Cité du Vatican.

R. P. Olaf WAND A.A. (1971), membre du personnel du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, Cité du Vatican.

D^r Wolf Dieter THEURER, C.S.S.R. (1972 † 1973), membre du personnel du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, Cité du Vatican.

Mgr Charles MOELLER, secrétaire général, Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, Cité du Vatican.

R. P. Pierre DE CONTENSON, O.P. (1973 † 1976), membre du personnel du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, Cité du Vatican.

Luthériens :

Mme Sophia TUNG, Eglise luthérienne de Taïwan, 86-1 section 3, Hsin Shen South Road, Taipei, Taïwan.

Prof. Dr Dietrich ROSSLER, Engelfriedshal 39, 74 Tübingen, République fédérale allemande.

Pasteur Maurice SWEETING, Eglise luthérienne, 29, rue des Glaces, 25000 Valentigney, France.

Pasteur Dr Harding MEYER, professeur chargé de recherches à l'Institut d'études œcuméniques, 8, rue Gustave-Klotz, 67000 Strasbourg, France.

Réformés :

Pasteur prof. Rachel HENDERLITE, Austin Presbyterian Theological Seminary, 100 East 27th Street, Austin, Texas, 78705, USA.

Pasteur prof. Daniel VIDAL, Trevino 1 - 3 Madrid 3, Espagne.

Pasteur Dr Rudolf EHRLICH (1974), The Manse 28, Summerside Street, Edimbourg 6, Ecosse.

Prof. Frank NICHOL (1974), Knox College, Dunedin, Nouvelle-Zélande.

Prof. N. H. G. ROBINSON (1974-1977), professeur de théologie, Université de St-Andrews, Ecosse.

Pasteur Richmond SMITH, secrétaire de théologie de l'ARM, route de Ferney 150, CH-1211, Genève 20 Suisse.

Pendant les sessions, la présidence a été assurée à tour de rôle par Mme Jacqueline Stuyt (catholique romaine), le professeur Dietrich Rössler (luthérien), le professeur Rudolf Ehrlich (réformé) de 1971 à 1974 et le professeur Rachel Henderlite (réformée) de 1974 à 1976.

Des observateurs étaient présents à la plupart des sessions :

Le Rév. chanoine Henry COOPER (anglican), Londres, les pasteurs Leslie CLEMENTS et Rév. DAVIES (tous deux du Conseil œcuménique des Eglises), Genève.

La Commission d'étude commune a tenu en tout cinq séances : Strasbourg 1971, Madrid 1972, Bâle 1973, Strasbourg 1974, Venise 1976. Suivant la nature des sujets traités, des spécialistes ont été invités en renfort à certaines séances.

1. Sujet 1971 : « Le mariage aujourd'hui du point de vue sociologique, psychologique et religieux ». Conseillère, Mme Micheline HERMANN-MERIC, psychologue (catholique romaine), Paris.

2. Sujet 1972 : « La sacramentalité du mariage ». Conseiller, le professeur Dr Hermann RINGELING (luthérien), Berne.

3. Sujet 1973 : « L'indissolubilité du mariage ». Conseillers : le R. P. Bernard DE LANVERVIN (catholique romain), Marseille ; prof. N. H. G. ROBINSON (réformé), St-Andrews.

4. Sujet 1974 : « L'indissolubilité du mariage », suite. Conseillers : les prof. Cyrille VOGEL (catholique romain), Strasbourg, et Hans DOMBOIS (luthérien), Heidelberg.

5. Sujet 1976 : Revue du travail de la commission et rapport final.

I. — CRISE ET DEFI

1. Dans ses débats sur les problèmes du mariage, la Commission a manifesté une conscience aiguë de la crise qui touche aujourd'hui le mariage. Cependant, tout en reconnaissant l'ampleur du défi actuel, nous souhaitons le maintenir dans une juste perspective en nous souvenant qu'il y a toujours eu dans le mariage un élément de crise ou de tension, dans la mesure où la réalité s'est trop fréquemment éloignée de l'idéal ; le mariage tel qu'il est fut souvent indigne de ce qu'il devrait être, et il n'est pas rare que cette situation ait été admise à la faveur d'une corruption de l'idéal, comme par exemple l'application de normes morales différentes au mari et à la femme. De plus, nous sommes profondément convaincus que les Eglises ne devraient pas dissimuler la part de responsabilité qu'elles peuvent avoir dans la crise, un peu à cause de leurs divisions et de

leur désunion dans le témoignage, un peu parce qu'elles se soucient trop de l'institution et trop peu des personnes qui y sont impliquées.

2. Néanmoins, la crise existe aujourd'hui, bien que, une fois encore, il ne faille pas la séparer trop strictement d'autres mouvements et tendances contemporains qui remettent en cause les normes et les autorités admises, car il n'est probablement pas faux de voir, à l'origine de ces mouvements, la recherche d'une réalité et d'une signification que bien des formes traditionnelles de vie et de comportement ont perdues ; or, cette recherche appelle une certaine dose de sympathie et de compréhension positive. D'autre part, cette recherche de la réalité n'est probablement pas le seul facteur déterminant dans la situation présente ; il ne fait aucun doute que l'émancipation des femmes a provoqué de grands changements dans la situation des couples, de même que les découvertes techniques touchant ce domaine de l'existence humaine. Un autre facteur, agissant à un niveau plus profond, est une attitude de l'esprit humain conscient d'avoir atteint un degré de civilisation moderne qui doit beaucoup aux réalisations scientifiques et aux modes de penser scientifiques. Cette attitude de l'esprit humain reflète peut-être le détachement propre à un âge scientifique ; elle est à coup sûr sujette à révision, et marquée par le scepticisme, le refus de s'engager et le goût des expériences. Elle convient bien à une période de pluralisme et de sécularisme ; mais il lui manque des critères pour évaluer la réussite de l'aventure de la vie et de l'histoire humaines. De plus, nombreux sont à notre époque ceux qui, en réaction contre le vide de l'esprit humain, ont cherché à participer à la réalité par toutes sortes de moyens divers. Certains de ces moyens ont entraîné des dangers particuliers pour la personne humaine. D'autres revêtaient un caractère essentiellement religieux ; c'étaient des tentatives pour retrouver ce sens existentiel de Dieu dont l'absence est au cœur même de nos problèmes actuels.

3. Cependant, quelle que soit la place qui revient aux expériences, ici ou là dans le cours de la vie humaine, il n'y a pas de place pour elles aux racines mêmes de la vie, en relation avec la vie elle-même. Quand nous nous mettons à considérer la question, nous faisons l'expérience que la vie est à la fois un don qui nous est fait et quelque chose que nous sommes habilités à transmettre aux générations futures — comme si Dieu ne nous avait pas seulement appelés à l'existence, mais avait aussi fait de nous ses partenaires dans la promotion et le développement de la vie humaine. Avec la vie elle-même, nous recevons la promesse d'une autre vie et la possibilité de la voir se développer, pour le bien ou pour le mal, dans nos enfants. De plus, tout mariage, avec les enfants qui lui seront peut-être accordés, doit se réaliser, ici encore pour le bien ou pour le mal, à travers une série de situations marquées par la santé et la maladie, la bonne et la mauvaise fortune, la prospérité et l'adversité, la vie et la mort. Il semble impossible d'être existentiellement conscient de cette expérience fondamentale, qui comporte une part de mystère et de défi, sans ressentir le besoin d'une vision expli-

cative; il est certain que l'Eglise chrétienne, pour sa part, a toujours attribué et doit continuer à attribuer une très grande importance et une très grande signification à la rencontre des sexes dans le mariage, qui est en quelque sorte au cœur de cette situation fondamentale.

4. Quand on formule cette vision, on peut tomber dans toutes sortes d'erreurs réductrices, dont les Eglises elles-mêmes n'ont pas toujours été exemptes. Elles ont parfois traité la sexualité comme un moyen purement biologique ayant pour seul but la procréation; mais d'autres peuvent également la traiter comme un simple langage anthropologique de communication et d'expression de soi, en excluant totalement la procréation. Or ces deux façons de voir sont partiales et unilatérales. D'autres encore peuvent traiter la sexualité comme un domaine de pure jouissance personnelle et de poursuite obsessionnelle du plaisir; mais ils se trompent doublement. Une telle conception réduit la personnalité humaine aux seules dimensions de l'instinct et du sentiment, et elle isole l'individu de sa ou de son partenaire, de ses enfants, de la société, des générations futures et de Dieu.

5. Il y a évidemment en jeu ici des questions relatives aux potentialités de l'homme et à la réalité humaine authentique qu'il serait tragique de laisser échapper par défaut; et même si nos Eglises ont pu paraître parfois indûment legalistes et introverties, il est certain que leur souci présent, dans ces conversations, est de retrouver la réalité et les valeurs contenues dans leurs traditions, en conformité avec l'Evangile de Jésus-Christ, et de se mettre au service de l'humanité, de ses besoins et de ses responsabilités dans un monde en évolution rapide, qui trouve plus facile de désespérer que de croire. Croyant aux valeurs de nos traditions, nous devons aider les gens à les comprendre d'une façon nouvelle, dans les termes de leur existence actuelle, faute de quoi ils se perdront dans la confusion née du changement.

II. — ASPECTS GENERAUX DU MARIAGE

6. Notre enquête sur le mariage part du fait que celui-ci est soumis à de constants changements. Ici aussi apparaît l'historicité de l'homme. Notre époque a entraîné des changements tout particuliers. Au nombre de ces changements figure le passage de la forme de vie préindustrielle à la société industrielle complexe d'aujourd'hui. Ce passage ne s'opère pas partout en même temps. De sorte que tous les degrés de l'évolution peuvent apparaître côte à côte. Citons, à titre d'exemples, la confrontation de différentes formes de mariage propres à différentes cultures, ou les pressions qui s'exercent sans cesse, de diverses manières, sur les individus — dans la société moderne —, en matière politique, morale, économique et autres. La science historique et l'ethnologie, tout comme la psychologie et la sociologie, font une description impressionnante de ces facteurs d'évolution, de pression et de changement. Dans un passé récent, le changement a été fortement influencé par l'évolution technologique. Celle-ci a rendu l'homme indépendant des contingences naturelles dans une mesure jusqu'alors inconnue.

A sa suite ont pu se produire des évolutions telles que, par exemple, la « révolution sexuelle ».

7. Chose étonnante, même une transformation radicale des mœurs conjugales n'a pu détruire le caractère fondamental du mariage. La modification de ces mœurs est une conséquence de l'historicité de l'homme. La culture n'est pas statique ni immuable. Elle est entraînée dans une évolution constante. Parmi ces évolutions, il en est plusieurs qui ne sont pas foncièrement étrangères à l'Eglise, car, en bien des points où s'opèrent des changements, l'Eglise retrouve les effets de sa prédication. Par exemple la conception de l'être humain en tant que personne, l'importance de la liberté personnelle et la valeur de l'amour. Ces thèmes ont toujours figuré au premier plan de la prédication de l'Eglise. Mais ils sont aussi devenus des notions directrices pour l'orientation de la vie dans le monde sécularisé.

8. La description de la réalité extérieure du mariage aboutit à un catalogue des caractéristiques, complémentaires et communément reconnues partout, du mariage :

— Le mariage est, surtout dans la tradition occidentale, une association libre basée sur la réciprocité.

— Il est une communauté d'habitation qui englobe la vie, le travail et les intérêts des partenaires.

— Il se fonde sur une communauté de vie qui englobe et dépasse les personnes et qui s'élargit en une communauté d'engendrement et d'éducation.

— Décrire le mariage comme une « communauté spirituelle », c'est affirmer que, dans le mariage, les questions fondamentales et générales de la vie doivent être résolues en commun. Du moment que la discussion porte alors sur la nature contraignante de ces questions et sur le fait qu'elles incluent l'ensemble de la vie, le mariage revêt un caractère religieux qui lui est constitutif.

Dans le cas d'un mariage particulier, cette liste des caractéristiques n'est jamais immuable et fixe. Les époux et le mariage ne restent pas à l'endroit d'où ils ont pris leur départ. La décision des époux de partager leur vie entière est liée à une évolution dans laquelle maturation et croissance deviennent possibles dans tous les domaines.

9. C'est pourquoi le mariage, tel qu'il est vécu aujourd'hui, ne peut en aucune façon être perçu seulement comme une pluralité de formes de vie incomparables et de types entièrement différents. Partout dans le monde le mariage est l'institution qui répond à cette expérience fondamentale de l'humanité que la personne humaine existe en tant qu'être sexué. Malgré toute la diversité historique, culturelle et psychosociale qui l'entoure, le mariage contient d'importants éléments communs. Un de ces éléments communs et importants est le fait qu'un homme et une femme fondent une communauté aussi bien pour eux-mêmes que face à la société. Du moment que le mariage, en tant qu'institution primaire, donne une forme sociale aux relations entre les sexes, il est exclu de traiter ces relations d'une façon arbitraire. Par conséquent, l'homme et la femme qui concluent un

mariage peuvent avoir l'assurance qu'ils y sont acceptés, préservés et protégés par la société et par toutes les instances sociales. Mais, d'autre part, à notre époque, on cherche surtout dans la relation sexuelle l'accomplissement de son bonheur personnel. Cette revendication de la relation sexuelle pour l'amour personnel et le bonheur privé se trouve évidemment en tension avec le mariage-institution : le mariage ne peut pas être fondé uniquement sur les sentiments amoureux des époux, et lié au sort de ces sentiments — mais le mariage ne se résume pas davantage à une institution sociale. Cette polarité peut receler des dangers qui entraînent dans certains cas la destruction du mariage. Dans un mariage réussi, en revanche, l'unité de la polarité riche en tensions est vécue comme accroissant la qualité de la vie : le mariage vécu est le lieu d'une humanité d'où l'affrontement entre institution et personne, entre amour de soi et amour du conjoint, est éliminé. C'est le cadre dans lequel un partenaire accepte l'autre malgré ses limites, et éprouve du même coup le bonheur d'être accepté par l'autre avec ses propres limites. Les partenaires se libèrent mutuellement, par une « garantie institutionnelle », de la peur de voir l'autre renier cette acceptation puisqu'ils s'engagent publiquement à la constance et sont par conséquent pris au mot par la société.

10. On peut donc parler de trois aspects ou de trois dimensions du mariage. Ce sont trois aspects de sa signification ou de sa fonction. Le premier aspect montre le couple dans sa vie, son histoire et ses vicissitudes. Le deuxième aspect fait une place centrale à la famille : les enfants sont une expression de l'institution qui correspond à sa nature, une expression aussi de l'amour personnel ; ils n'ajoutent rien d'étranger au mariage, mais ils l'élargissent aux autres dimensions. Enfin, le troisième aspect fait apparaître la signification du mariage pour la société. Le mariage est la cellule vitale, l'élément fondamental de la société civile comme de la communauté religieuse. On trouve dans ces trois cercles — ou ces trois dimensions — la description des manifestations vitales du mariage, et les significations qu'il revêt, bien au-delà d'un intérêt purement individuel. Mais on y trouve en même temps la description des menaces qui planent sur chaque mariage individuel. Dans chacune de ses dimensions, le mariage vécu est menacé d'échec et de naufrage : il est mis en péril tout autant par l'échec de la relation entre partenaires conjugaux que par la ruine de la relation familiale ou par la destruction de son intégration dans la société. C'est déjà une menace pour le mariage lorsqu'une de ces dimensions est négligée au profit des autres ou considérée comme moins importante. La meilleure manière de prévenir l'échec du mariage est d'aider les époux, de cas en cas, à découvrir ces aspects du mariage et leur responsabilité face à ces trois dimensions. C'est ainsi qu'ils deviendront aptes au mariage, au plein sens de l'expression.

11. La troisième dimension mérite une attention particulière. La relation entre le mariage et la culture ou la société dans laquelle ce mariage est vécu, est marquée par la réciprocité. D'une part, le mariage est l'élément for-

mateur et actif sur lequel s'édifient la société et la communauté. Mais, d'autre part, c'est de la société que sont issues les valeurs, les normes et les critères qui orientent la vie conjugale. Dans cette relation d'échange réciproque se déroulent aussi bien le processus social que l'histoire de chaque mariage concret. Mais cela fait que le mariage est tout particulièrement dépendant de ce qui a une valeur dans une société : la société doit être ouverte à tous les besoins vitaux du mariage dans toutes ses dimensions. Le mariage s'avère vulnérable et fragile face à tout ce qui empiète sur son espace vital et le restreint, et déjà face aux insuffisances des appuis et des soutiens qui lui sont nécessaires en toute occasion. De ce point de vue, la communauté religieuse, qui est en mesure de donner au mariage des fondements d'importance essentielle, peut aussi le mettre en danger. La communauté religieuse doit justement faire en sorte que le mariage trouve un espace et un appui dans le déploiement de sa vie sous toutes ses dimensions. La capacité de vie du mariage est mise en péril quand la communauté religieuse ne reconnaît qu'un cercle — par exemple celui de la famille — et néglige ou méprise les autres. C'est en ce sens que la communauté religieuse elle aussi doit être ouverte à tous les besoins vitaux du mariage. D'ailleurs, dans le mariage vécu concrètement, ces aspects ne sont pas séparés les uns des autres. Ils constituent au contraire une unité complexe qu'on ne saurait abandonner.

III. — LA RELATION DU CHRIST

12. En abordant la relation du Christ avec le mariage, nous abordons aussi la source paradoxale de nos divisions de chrétiens. Ce qui nous divise ici, ce n'est pas le Christ en lui-même bien sûr, mais la conception que nos différentes Eglises se font de son action sur nous dans la grâce, ou du moins la manière dont elles en parlent. Sur la question du mariage, la Réforme a été particulièrement radicale aux yeux des catholiques. Au nom d'une doctrine la grâce, ramenée bien souvent au seul acte, essentiel d'ailleurs, de la justification, les Eglises de la Réforme ont contesté la doctrine de l'Eglise catholique concernant le mariage, qui repose avant tout sur une doctrine de la sanctification. L'Eglise catholique de son côté développe à propos du mariage une doctrine sacramentelle qui paraît inacceptable aux Eglises de la Réforme. L'Eglise catholique leur semble introduire ainsi dans le mariage une efficacité de grâce, pour ainsi dire automatique, qui est théologiquement inacceptable et spirituellement non vérifiée. La doctrine catholique ne leur paraît pas respecter le caractère naturel (*weltlich*) du mariage qui relève à la fois de la création elle-même et des institutions civiles des hommes ; elle leur paraît en outre majorer à l'excès en ce domaine du mariage le rôle de l'Eglise par rapport à l'Etat. Enfin, la doctrine catholique leur semble oublier qu'une réalité aussi humaine que le mariage est d'abord à sauver. En disant du mariage qu'il est un sacrement, l'Eglise catholique paraît oublier, aux yeux des luthériens et réformés, que le mariage ne donne pas la grâce mais doit la recevoir.

Enfin, l'institution par le Christ d'un tel sacrement paraît au moins douteuse aux Eglises de la Réforme.

13. Notre intention n'est pas de résoudre ici toutes ces questions. Nous voulons simplement indiquer par quel chemin on peut passer pour découvrir ensemble une vision chrétienne du mariage, qui puisse devenir vraiment l'objet d'une annonce et d'une foi communes.

14. La Révélation nous enseigne tout d'abord que Dieu, le Dieu vivant et vrai, non seulement n'est pas étranger à la grandeur humaine de l'amour, mais qu'il en est, à titre personnel, le principe et la source. Seul en effet l'amour explique que Dieu soit réellement créateur et qu'il ait eu le dessein de faire exister la famille humaine dont l'amour soit aussi la condition et la vie. Or ce Dieu qui désire à tout prix que l'humanité soit une communauté de liberté et d'amour, ne veut pas accomplir ce dessein sans le ministère conjugal de l'homme et de la femme. Projet de communion totale qui aura pour conséquence d'enfanter et de faire advenir humainement des hommes, l'amour conjugal relève donc du dessein créateur de Dieu qui veut un monde où les hommes vivent à son image.

15. Cependant, Dieu n'est pas à la source créatrice du monde et de l'humanité sans donner par lui-même dans l'histoire l'exemple inégalé, inégalable de l'amour. Le peuple de l'Alliance surgit au cours des temps comme le bénéficiaire singulier et comme le témoin prophétique pour tous d'un amour sans réserve que rien ne lasse et ne détruit. Bien plus, cet amour conduit Dieu au partage intégral de notre propre condition dans l'incarnation de son Fils. S'unissant pour toujours dans la chair du Christ à notre humanité, Dieu révèle que son amour d'Alliance est lui aussi comparable à l'amour conjugal. Conjoint entièrement fidèle au peuple d'Israël, Dieu se révèle dans le Christ comme l'époux par excellence, lui qui prouve son amour absolu à l'endroit de l'Eglise et de l'humanité, en se livrant pour elles sur la Croix.

16. Un tel mystère, nous en sommes convaincus, n'est pas, ne peut pas être étranger à la situation conjugale. De fait, l'Alliance, projetée dès avant la création du monde, manifestée en Israël, réalisée en Jésus-Christ, annoncée par l'Eglise des apôtres, communiquée par l'Esprit-Saint, révèle que Dieu s'engage lui-même en Jésus-Christ pour conduire tout amour à sa totale vérité. Si l'on nous demande qui est ce Christ qui joue un tel rôle dans l'amour conjugal, nous répondons sans hésiter : c'est le Seigneur de la promesse, le Seigneur de l'Alliance et celui de la grâce. C'est pourquoi, sans oublier jamais l'action de l'Esprit au sein de tout amour conjugal, le fait que les chrétiens appartiennent à un tel Seigneur par leur incorporation baptismale à sa vie, touche aussi leur existence conjugale.

17. Si l'on accepte de sortir des formulations coutumières aux uns et aux autres, on verra que cette relation du Christ avec l'existence conjugale des chrétiens n'est rien d'autre que ce que nous appelons tous ensemble la grâce. La grâce, c'est en effet le Christ donné aux hommes dans l'Esprit et selon la promesse.

Ainsi, sans se trouver contenue dans l'état de mariage comme si elle était une réalité indépendante de Jésus-Christ ou comme si le mariage la produisait par soi-même, la grâce est entièrement accordée par le Christ aux époux. Donnée avant tout comme une promesse durable, cette grâce est tout aussi durable que le mariage en lui-même est appelé à l'être.

18. Cette relation de grâce entre le mystère du Christ et la situation conjugale, il faut la nommer. Nous croyons tous que le terme biblique d'Alliance caractérise vraiment le mystère du mariage. C'est cette alliance que l'Eglise catholique appelle un sacrement. Les Eglises de la Réforme préfèrent ne pas utiliser ce terme, d'abord à cause de la définition qu'elles donnent du sacrement, à cause aussi de la particularité du mariage par rapport aux sacrements du baptême et de l'eucharistie, à cause enfin des controverses et des malentendus du passé. Nous croyons qu'à partir de mentalités différentes et de situations historiques diverses, nous pourrions avoir une vision profondément commune du mariage.

19. En effet, nous sommes ensemble convaincus que le mariage a un rapport étroit avec la promesse de Dieu. Cette promesse n'est autre que le Christ lui-même en tant qu'il se tourne vers les époux afin que leur amour devienne lui aussi une union réelle et durable. Cette promesse n'est pas une simple idée, elle est la réalité même de Jésus-Christ. Parce qu'elle est la face du Christ tournée vers la vie conjugale, cette promesse ne saurait passer au pouvoir de ceux qui sont appelés à en bénéficier. Elle leur est donnée sans que jamais ils puissent en devenir les maîtres. Elle suppose donc une prédication explicite, toujours renouvelée, qui n'est pas plus à la merci de ses ministres que de ses bénéficiaires.

20. Cette promesse possède donc dès le départ et garde toujours l'initiative, une sorte d'autonomie par rapport aux époux. Elle les appelle inlassablement à se laisser façonner par elle, sans qu'ils se croient jamais parvenus à s'identifier pleinement à sa richesse d'exigence et de grâce.

21. Parler ainsi à la fois de l'initiative de la promesse à l'égard des conjoints et de l'expérience créatrice que ceux-ci sont appelés à faire de sa puissance sur eux, c'est parler du caractère sacramentel du mariage considéré à la lumière de l'Alliance, c'est dire aussi que le mariage est signe de l'Alliance.

22. Ainsi compris, le mariage confère aux chrétiens une responsabilité de bénéficiaires et de témoins. Ils acceptent notamment de vivre leur amour selon cette promesse de grâce dont ils savent qu'elle permet d'intégrer dans un don de soi sans réserve la grandeur du désir, mais qu'elle permet aussi d'en dépasser les ambiguïtés.

23. C'est ainsi que les catholiques n'ont pas à concevoir la grâce comme une sorte de donné purement objectif qui agirait sans condition sur les conjoints ; ils la voient eux aussi comme une expérience de fidélité et de vie que le Christ suscite dans les cœurs par le don de l'Esprit. Les luthériens et les réformés quant à eux reconnaissent que la promesse scellée

dans la mort du Christ et dans sa résurrection est active dans le cœur et la vie des conjoints qui vivent du mystère du Christ et qui deviennent ainsi ses bénéficiaires et ses témoins. Les uns et les autres nous sommes bien conscients qu'en exprimant ainsi l'aspect « sacramentel » du mariage à partir de la promesse et de l'Alliance, nous ne résolvons pas tous les problèmes qui se posent entre nous. Nous essayons seulement de sortir des équivoques théologiques que nous pouvons et devons dépasser. Nous savons en outre que nous n'épuisons pas la richesse d'un mystère de grâce qui déborde notamment les frontières de la vie chrétienne. C'est pourquoi nous ne saurions exclure des bienfaits de l'Alliance les couples qui n'y croient pas. En essayant de décrire le rapport de la grâce du Christ avec le mariage des chrétiens, nous entendons simplement manifester ce que le mystère du Christ recèle de richesses au service de l'amour conjugal qui acquiert ainsi sa vraie grandeur. Mais cette grandeur n'est jamais séparable de notre misère. Le Message de nos Eglises, surtout en ce temps de crise qu'est le nôtre, doit porter à la fois sur les valeurs que le Christ lui-même reconnaît et sur les misères qu'il dénonce et auxquelles il veut nous arracher. Il nous livre donc tous à la grâce qui tout ensemble et nous juge et nous sauve.

IV. — LE MARIAGE POUR LA VIE

24. Notre commune certitude est que l'homme et la femme s'engagent pour toute la vie dans l'union conjugale et que le couple est destiné par le mariage à durer « tout au long de la vie », comme disent nos liturgies. Etant un don réciproque qui fait des époux « une seule chair », il doit être total, sans réserve et inconditionné. Ainsi l'exige la dynamique propre à un amour authentique qui de soi tend à exister pour toujours. Il y va du respect profond à l'égard des personnes qui s'engagent, du bonheur de leurs enfants et du bien commun de la communauté humaine. C'est pourquoi, en désirant dans nos Eglises être des témoins inlassables de cet amour conjugal, nous pensons rendre service à l'humanité et au couple lui-même.

25. Malgré cette commune certitude, nos divisions demeurent évidentes, comme elles peuvent l'être sur l'aspect « sacramentel » du mariage. Mais alors que dans ce dernier cas nos divisions sont plutôt d'ordre théologique, elles relèvent ici pour une grande part de la pratique pastorale. Elles sont si importantes qu'il est nécessaire d'en donner une brève présentation en montrant ce qui les motive.

26. L'Eglise catholique se reconnaît sans pouvoir sur un mariage validement contracté et réellement engagé entre chrétiens (ce qu'elle appelle le mariage *ratum et consummatum*). Ce mariage en effet est à ses yeux le sacrement ou le signe de l'union du Christ et de l'Eglise et il se trouve à ce titre aussi indissoluble que cette union elle-même.

27. Devant les difficultés qu'un tel mariage peut rencontrer, on se demande, du point de vue de l'Eglise catholique, si ces difficultés ne viendraient pas d'un défaut qui aurait affecté

ce mariage et qui rendrait en fait inexistante ou nulle cette union. Si le mariage semble vraiment valide et normalement conclu, on essaie par tous les moyens de sauver cette union en repartant des ressources de grâce que le rapport de ce mariage avec le mystère du Christ assure aux deux conjoints. Si la vie conjugale paraît finalement impossible, la séparation de corps est légitime. Mais, si un divorce est décidé, l'Eglise catholique ne se reconnaît pas le droit de considérer le nouveau mariage qui suivrait comme un mariage chrétien ou même comme un mariage valide. C'est dire qu'elle nie que ce nouveau mariage venant après un divorce puisse représenter l'union du Christ et de l'Eglise qui, elle, est durable à jamais.

28. L'Eglise catholique n'accepte donc pas de voir dans l'incise de Matthieu 5 et 19 une tolérance chrétienne du divorce. Quant à l'exclusion, sévère, des sacrements pour de tels conjoints, elle a pour but d'exprimer le désaccord de l'Eglise avec ces époux et la contradiction que ces époux donnent au mystère du Christ par leur nouveau mariage. Mais cette exclusion ne doit pas supprimer l'appui spirituel que de tels époux sont en droit de trouver néanmoins dans l'Eglise.

29. Les Eglises de la Réforme, même si elles disent que le mariage est signe de l'Alliance, ne considèrent pas le mariage chrétien comme un sacrement au sens fort du mot. Sans doute voient-elles dans l'union du Christ et de l'Eglise le modèle du mariage chrétien. Selon Ephésiens 5, elles s'efforcent donc, elles aussi, d'assurer par tous les moyens à un tel mariage la fidélité que le Christ en attend. Mais ce rapport au Christ ne fait pas que les époux qui s'y trouvent engagés estiment incompatible avec le mystère du Christ le fait qu'ils puissent éventuellement divorcer en cas d'échec complet.

30. C'est pourquoi, si le mariage n'apparaît pas vivable, les Eglises de la Réforme pensent se trouver devant une destruction du lien que l'on peut constater comme on constate une mort. Rien ne subsiste donc de ce premier mariage qui puisse en interdire un autre. Non pas que les Eglises de la Réforme prennent ainsi leur parti du divorce ; mais, celui-ci étant là, elles ne se croient pas tenues de dire qu'un nouveau mariage chrétien est toujours impossible. Celui-ci pourra peut-être réaliser ce que le premier n'a pas pu obtenir : une meilleure conformité avec l'amour du Christ pour l'Eglise.

31. La différence avec la position catholique est évidente. Alors que, dans l'Eglise catholique, le mariage n'existe comme mariage chrétien qu'en tant qu'il représente, qu'il doit et peut représenter, en sa fidélité, l'amour du Christ et de l'Eglise, pour les Eglises de la Réforme le mariage devant se conformer à l'unité du Christ et de l'Eglise, cette unité qu'un premier mariage n'a pu réaliser, un autre, après divorce, peut-être y parviendra. Elles ne font donc pas du divorce un empêchement radical à un autre mariage chrétien.

32. Les présupposés d'une telle conduite sont nombreux. Sans parler ici du rapport entre la création et le péché, mentionnons : 1° la doctrine de la justification du pécheur ; 2° une conception de l'Evangile qui, par-delà toute

exigence, doit se montrer miséricorde et pardon; 3° une interprétation de l'incise de Matthieu comme tolérance chrétienne du divorce. Sur ces deux derniers points, les Eglises de la Réforme se rapprocheraient de la pratique orthodoxe de l'économie qui entend, elle aussi, témoigner à sa manière, par la miséricorde envers les époux divorcés, de l'Evangile lui-même. Enfin, 4° cette doctrine pense trouver des appuis dans certains faits de l'histoire de l'Eglise catholique, elle remarque en outre que, tout en ayant réaffirmé l'indissolubilité du mariage aux Conciles de Florence et de Trente, l'Eglise catholique cependant n'a pas voulu y condamner formellement la position des orthodoxes.

33. Nos différences de conduite entre Eglises sont donc considérables. Aucun de nous ne songe à les nier; aucun ne pense pouvoir les résorber d'une manière artificielle. Une chose cependant est certaine et qui nous est commune: tous nous voulons, chacun à notre manière, être dociles au Christ qui revendique pour le mariage une fidélité qui avant lui était trop souvent sacrifiée. C'est donc devant lui que nous devons ensemble nous replacer.

34. Mis devant le problème posé à l'union conjugale par le divorce, le Christ, reprenant la Genèse, proclame formellement: « Que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a uni. » (Mt 19, 6.) La faiblesse et la « dureté du cœur » des hommes ayant obscurci ce dessein voulu « à l'origine » par Dieu lui-même, le Christ Seigneur s'oppose de toute son autorité à la tolérance introduite dans la loi mosaïque. Il appelle les époux à une fidélité irrévocable avec une force si grande que des disciples en prennent peur, oubliant que ce qui est impossible aux hommes est possible à Dieu.

35. En effet, comme Dieu vient à la rencontre de son peuple dans une alliance d'amour et de fidélité, décrite par Osée et par les autres prophètes selon des symboles conjugaux, ainsi le Christ, sauveur des hommes et époux de l'Eglise, vient à la rencontre de l'amour des époux chrétiens, dont il est le modèle dans son union avec l'Eglise. S'il a donc parlé de l'union indéfectible de l'homme et de la femme, ce n'est pas tellement en vertu d'une lucidité de législateur, mais d'abord parce qu'il est en sa personne la source même de cette exigence. Mieux, cette exigence découle directement de sa manière d'être à l'égard des hommes. Dans sa puissance de salut, en effet, il demeure toujours avec eux afin que, comme lui-même a aimé l'Eglise et s'est donné pour elle, ainsi les conjoints puissent également s'aimer l'un l'autre fidèlement et pour toujours.

36. Cette fidélité de Dieu, pleinement révélée par le Christ dans sa croix et sa résurrection, rend possible et soutient la fidélité des conjoints à l'amour qu'ils se promettent et qu'ils se doivent. Certes, l'élan sexuel est une composante essentielle de l'amour mais, malgré sa valeur, il n'est pas suffisant pour en assurer la pérennité. L'amour conjugal demeure vulnérable comme le mariage lui-même aussi longtemps que le péché sera dans le monde. Mais la promesse faite par le Christ au couple étant une promesse de fidélité, elle peut rendre leur

amour durable. Cette promesse, qui est en même temps don et volonté de Dieu, vocation et exigence, peut aussi devenir jugement lorsqu'elle est refusée.

37. Le propre du couple chrétien consiste donc dans cette promesse qui le précède et l'accompagne; elle réside aussi dans le fait que cette promesse est reçue, crue, vécue et comme vérifiée chaque jour. Par là, l'union conjugale est capable de persévérer, de grandir à travers les joies, les menaces et les souffrances, et même de durer tout au long de la vie.

38. Cette indissolubilité nous apparaît dès lors dans l'amour conjugal comme le résultat de la fidélité de Dieu exigeant et permettant celle même des conjoints. Avant d'être une loi, l'indissolubilité est donc une exigence vitale de l'amour que les époux se portent et qu'ils doivent aussi à leurs enfants.

39. Il est vrai que nous vivons dans un monde qui remet volontiers les institutions en cause, et celle du mariage en particulier. Cette dernière contestation veut protéger le couple de ce qui fut ou de ce qui apparaît comme un formalisme. Cela conduit beaucoup de jeunes couples à refuser toute forme officielle à leur engagement, qu'elle soit civile ou religieuse. La sociologie et la psychologie ont contribué à ce que peut-être aujourd'hui plus qu'autrefois le mariage soit considéré comme un moyen de réussite, d'épanouissement et de bonheur personnel; ce qui rend le mariage plus vulnérable. Il arrive aussi que la vie commune soit envisagée comme un essai dont on ne peut ni ne veut garantir la durée. Si difficile qu'il soit d'évaluer toutes les conséquences de pareilles remises en question qui ne sont pas seulement négatives et qui d'ailleurs débordent le mariage lui-même, notre souci commun est que rien ne vienne abîmer la cellule de vie et d'amour qu'est le mariage.

40. Ce souci concerne les chrétiens et même tous les hommes. Il est si profond qu'il déborde nos diversités doctrinales et nos divergences pratiques. Aussi bien d'un seul cœur et d'une même foi, nous proclamons encore notre commune conviction que Dieu veut pour le mariage un engagement qui soit vraiment de toute une vie dans sa profondeur comme dans sa durée et cela pour le bien même de l'homme. La doctrine et la façon de faire de nos Eglises doivent donc sans cesse proclamer un pareil message, comme il est proclamé dans nos liturgies avec une convergence heureuse et avec une conviction née de la foi.

41. Et pourtant, quelle que soit la profondeur d'un tel consensus, il reste que nos conceptions et nos pratiques pastorales, comme nous l'avons dit, s'opposent en ce qui concerne le rapport du mariage chrétien avec le divorce. Alors que mariage chrétien et divorce demeurent incompatibles pour l'Eglise catholique, ils ne le sont pas nécessairement pour les Eglises de la Réforme et pour l'orthodoxie. Chacun de nous est pourtant convaincu d'être fidèle à l'Evangile, mais il l'est d'une manière qui n'exclut pas des questions réciproques et sérieuses.

42. Les luthériens et réformés demandent aux catholiques si dans leur vision de l'indissolubi-

lité du mariage chrétien, ils n'oublient pas la miséricorde au profit du « mystère » qui paraît à leurs frères luthériens et réformés devenu une « loi » qui n'a plus grand rapport avec l'Evangile. Les catholiques demandent aux luthériens et réformés si la manière dont ils concilient divorce avec mariage chrétien n'est pas en contradiction avec le mystère du Christ et si la pratique du remariage chrétien des divorcés n'obscurcit pas le principe même de l'indissolubilité.

43. A ces questions il n'est pas de réponse immédiate et qui obtienne l'adhésion de tous. D'une part, en effet, la miséricorde ne doit jamais favoriser ce qui détruit à la fois le mariage et l'amour, mais, d'autre part, il existe un usage orthodoxe de l'économie, et l'incise de Matthieu est un fait qui demeure un problème. Il est donc clair qu'on ne peut pas sortir de pareilles questions par des facilités qu'on appellerait, d'une manière non justifiée, œcuméniques. Mieux vaut reconnaître que nos oppositions pastorales sur ce point paraissent pour le moment inconciliables sinon peut-être inconciliables.

44. Cependant, ayant tous l'intention d'être fidèles au mystère du Christ, c'est à ce mystère d'abord, et non pas seulement entre nous, que nous demeurons confrontés. De ce fait, une question nous atteint tous et devrait nous ôter toute satisfaction de nous-mêmes : comment servons-nous, et servons-nous vraiment ou servons-nous autant que nous le devrions la vérité du mariage chrétien dans nos différentes pratiques, surtout en un moment où ce service spirituel et du mariage et de l'amour est plus que jamais nécessaire pour le monde ?

45. Ainsi sommes-nous ramenés à Celui que nous n'avons jamais cessé de découvrir au cœur et à la source du mariage chrétien : le Christ dont nous désirons tous faire rayonner le mystère de vie et de salut, sans que nous soyons jamais absolument certains de le faire mais sans jamais désespérer d'y parvenir aussi. C'est en tout cas un tel désir qui doit inspirer les attitudes que nous avons à prendre à l'égard des mariages mixtes, sans minimiser ni majorer, soit nos accords, soit nos dissensions.

V. — PASTORALE

46. Les problèmes que la Commission a eu à traiter sont des problèmes théologiques et ont été traités théologiquement : mais les préoccupations de la Commission sont aussi d'ordre pratique, c'est-à-dire pastoral. La Commission a examiné la question des aspects sacramentels et du caractère indissoluble « pour la vie » du mariage entre un homme et une femme de n'importe quelle Eglise, et aussi ce que nos Eglises peuvent dire et faire, dans la situation immédiate où nous vivons, pour rendre cet homme et cette femme capables de vivre ensemble dans le mariage sous la seigneurie du Christ.

47. L'Eglise a toujours été vivement consciente qu'elle ne vit pas dans un monde idéal, et au cours des années les différentes communions ont mis sur pied leurs méthodes propres pour préparer les gens au mariage. Généralement les Eglises ont élaboré ces dispositions à but pastoral indépendamment les unes des autres, voire

en opposition les unes aux autres. Mais la crise que les Eglises affrontent aujourd'hui dans un monde qui a rejeté dans une large mesure la foi chrétienne, leur impose à toutes la tâche commune d'exercer une mission prophétique et pastorale plus décidée. Il va sans dire que la mission pastorale ne devrait pas se concentrer exclusivement sur les accidents du mariage, mais qu'elle devrait tendre à jouer un rôle constructif dans l'édification de mariages particuliers comme dans la réalisation et l'accomplissement de nos potentialités humaines. De plus, nous croyons que l'exécution de cette mission pourrait être plus efficace si elle pouvait être considérée comme une tâche commune à entreprendre par les Eglises collaborant dans des situations concrètes, telles qu'une approche commune des mariages mixtes et même des célébrations communes du rite du mariage par l'utilisation d'éléments liturgiques communs.

48. Bien qu'elle soit consciente de travailler dans une situation perpétuellement changeante, et bien qu'elle se rende compte qu'on ne peut jamais prévoir avec précision quels seront les besoins en matière de pastorale du mariage, la Commission a identifié un certain nombre de domaines où l'on devrait accorder un soin tout particulier à la nature de la pastorale qui s'impose.

1. LA NATURE DE LA PASTORALE

49. L'Eglise doit être attentive en premier lieu à ce qu'elle entend par une pastorale destinée à aider pasteurs et laïcs à acquérir une compréhension plus profonde du mariage. La Commission reconnaît les vastes dimensions de cette tâche pastorale. Elle est persuadée que les conseils aux gens mariés tels qu'on les conçoit généralement ne représentent qu'une partie des responsabilités pastorales de l'Eglise, et qu'en fait on ne peut y recourir en dehors d'une action plus vaste. Elle est persuadée également que le souci des besoins des individus et des familles n'est pas l'affaire du pasteur seulement, mais que toute l'Eglise en porte la responsabilité. En vertu de leur vocation, les membres de l'Eglise ont l'obligation de prendre soin les uns des autres, de réaliser, dans la mesure de leurs capacités, une communauté de grâce dans laquelle chacun puisse trouver réconfort et force, et dans laquelle chacun puisse apporter à son prochain aide et réconfort. Certaines Eglises en sont arrivées à considérer que la pastorale inclut l'action sociale et politique dans la communauté ; elles la conçoivent comme tout ce que l'Eglise organisée, comme individus ou groupes, peut faire au nom de l'Eglise pour améliorer les conditions de vie des gens.

50. La tâche du pasteur sera d'aider les membres de sa paroisse à comprendre leur vocation et à s'équiper pour y répondre avec foi. Il le fera évidemment par une série d'activités diverses — par la prédication du haut de la chaire, par l'enseignement dans les écoles ecclésiastiques, lors des sessions spéciales pour parents, dans ses relations personnelles avec les enfants et les jeunes de la paroisse, dans des groupes professionnels et dans d'autres groupes organisés pour répondre à des besoins particuliers de la communauté au sens large. L'Eglise

fournit effectivement à ses membres une assistance pastorale et elle les équipe en vue du mariage en les introduisant dans une communauté de culte, d'étude et de témoignage où ils peuvent se savoir membres du peuple de Dieu en marche, ce peuple qui a été appelé à vivre ensemble sous la seigneurie du Christ et à se mettre au service des besoins du monde.

2. LA PREPARATION DES PASTEURS EN VUE DE LA PASTORALE

51. La deuxième tâche de l'Eglise dans son œuvre pastorale sera de préparer les pasteurs à la responsabilité d'équiper les individus et les familles en vue de la vie, et par conséquent du mariage. Cela inclut, sans se limiter à eux, les couples qui vont conclure un mariage mixte ou qui l'ont déjà fait, et cela exigera donc de leur part une nouvelle façon d'envisager les règlements ecclésiastiques. Le temps presse si l'on veut sauver les mariages chrétiens de l'avenir ; il est urgent que l'Eglise interprète ses règles comme une expression de l'amour de Dieu et de sa sollicitude pour la nature humaine telle qu'il l'a créée, et par conséquent comme des textes écrits pour notre bien et notre bonheur.

52. Ce ne sera pas une tâche aisée que de franchir les limites des approches traditionnelles du mariage. Mais heureusement les séminaires s'éveillent à la nécessité d'offrir aux étudiants qui se préparent au ministère un programme d'études plus vaste, dépassant la formation biblique, théologique et historique traditionnelle pour inclure une formation pastorale et même un apprentissage du ministère pastoral sous la direction de pasteurs capables et expérimentés. La lettre apostolique sur les mariages mixtes publiée récemment (1970) par le Pape Paul VI ouvre de nouvelles possibilités de comprendre la nature des règlements de l'Eglise catholique romaine. Cette lettre montre que le but du droit canon est sans aucun doute d'exprimer la sollicitude aimante du Christ pour son peuple, et la tentative de l'Eglise pour mettre l'amour en pratique dans les circonstances quotidiennes de la vie. On devrait encourager les étudiants qui espèrent entrer dans le ministère pastoral à interpréter le droit canon de ce point de vue et à collaborer avec des pasteurs d'autres Eglises pour rendre les couples capables de surmonter les difficultés inhérentes à un mariage mixte.

53. La nature de la pastorale des mariages mixtes représente pour les Eglises un défi urgent : il s'agit pour elles de fournir ensemble une formation pastorale et un service pastoral suivi. Cela présuppose que nos pasteurs seront initiés à la nature particulière des mariages mixtes (norme 14 de *Matrimonia mixta*), comme à une nouvelle manière de présenter les règles ecclésiastiques, manière que les gens mariés puissent saisir ; cela présuppose aussi que les pasteurs tiendront compte de l'énorme accroissement des connaissances et de la compréhension du mariage, données qui n'étaient pas disponibles au moment où furent formulées de nombreuses normes ecclésiastiques.

3. LA PASTORALE DE LA PAROISSE DANS SON ENSEMBLE

54. Une troisième situation qui réclame l'attention pastorale de l'Eglise face aux besoins capitaux de tous ses membres en ce qui concerne le mariage et la vie de famille, à notre époque de « stress » et de changements. Il est clair pour la Commission que dans le mariage, comme dans tous les autres domaines de la vie, le Christ suscite une crise. Sa présence apporte au monde pardon et vie nouvelle, et en même temps elle remet en question toutes les valeurs admises. Dès lors, les Eglises ont une double responsabilité en ce qui concerne le mariage, et notamment les mariages mixtes. La première est d'enseigner à leurs membres une conception théologique vigoureuse qui montre le mariage enraciné dans l'alliance de Dieu avec son peuple, et la famille chrétienne comme une communauté d'amour et une communion de foi. La seconde est d'être médiatrice de la grâce libératrice qui aidera les membres de l'Eglise, non seulement à vivre leur propre mariage sous la seigneurie du Christ, mais à devenir une communauté d'entraide et de soutien où l'on s'épaula mutuellement.

4. LA PASTORALE DES INDIVIDUS

55. En plus des dispositions qu'elle prend pour la paroisse dans son ensemble, l'Eglise doit fournir, par ses pasteurs et ses paroisses, une assistance pastorale aux individus, au fur et à mesure qu'ils avancent dans la vie.

a) Pastorale des enfants

56. Tout comme la préparation à la vie en général, la préparation au mariage doit commencer tôt. L'enfant qui vient au monde dans un ménage chrétien est l'expression de l'amour mutuel du couple ; à travers l'amour pleinement créateur de ses parents, il apprend qu'il est lui-même une créature aimée de Dieu. La préparation de l'enfant à la vie et au mariage ne commencera donc pas par des exhortations verbales ; il connaîtra l'amour de Dieu parce que, dès l'instant de sa naissance, il aura fait l'expérience de la vie dans une communauté d'amour et de grâce. Aider les parents à recevoir la grâce de Dieu de telle façon que leur maison devienne une communauté de grâce : telle est la première tâche de l'Eglise dans la pastorale des enfants. Une personne qui connaît dès le début la signification de la grâce de Dieu pour avoir vécu avec des parents qui ont eux-mêmes fait l'expérience de cette grâce, qui ont assumé leur propre péché avec les problèmes et les déficiences qu'il entraîne, et sont en mesure d'aider leur enfant à assumer le sien, cette personne peut aborder le mariage avec confiance et des intentions claires, puisqu'elle a été libérée pour conclure une alliance avec son conjoint, et qu'elle a l'assurance que le Christ les attend déjà dans cette alliance.

57. Si des personnes ayant grandi dans une famille qui était une communauté de grâce, d'amour et de sécurité contractent un mariage mixte, elles seront préparées à s'y engager dans l'amour du Christ, fondement de la grâce et de la foi qui, ils le savent, leur sont communes. Un

tel mariage rendra témoignage à la grâce de Dieu en Christ comme n'importe quel autre mariage entre chrétiens.

b) Pastorale des adolescents

58. Les adolescents d'aujourd'hui rejettent de plus en plus les Eglises institutionnelles et leurs règles, où ils prétendent ne pas trouver le Christ ; toutefois, ils se lèveront pour répondre à un défi ou suivre un idéal, et c'est dans ce contexte que les Eglises doivent s'efforcer de présenter la théologie du mariage et leurs règlements ; en rapport avec le plan de Dieu pour ceux qu'il a créés et qu'il aime. Il faut aussi présenter le mariage en relation avec l'Eglise et avec la communauté civile.

c) Conseils pré-nuptiaux

59. Cela conduira tout naturellement à la préparation proprement dite en vue du mariage. Dans la perspective biblique, l'éducation sexuelle devrait être liée dès le début à l'amour conjugal, dont Dieu a fait le symbole de l'Alliance. La préparation doit comprendre les facteurs communs à tous les mariages, mais qui prennent une plus grande importance encore dans le contexte des mariages mixtes. Le pasteur doit être capable de donner des informations sur les diverses Eglises, en particulier sur celles des deux conjoints. Le couple aura besoin de connaître, par exemple, non seulement les différences de croyance doctrinale entre les deux Eglises, mais aussi les différences dans les réglementations sur les cérémonies nuptiales. Ils doivent être au clair sur les attentes que les Eglises peuvent avoir à propos des enfants. Ces réglementations et ces attentes sont exposées au chapitre VI du présent rapport. Un des soucis majeurs des couples qui se trouvent dans ce cas sera de décider quelle est la meilleure manière d'élever leurs enfants dans la connaissance, l'amour et le service de Dieu, à la lumière de ces réglementations et de ces attentes. Cela suppose de la compréhension mutuelle pour les conséquences possibles d'interprétations théologiques et pratiques différentes de la foi qui leur est commune, et cela non seulement à propos de la forme d'instruction religieuse choisie, mais aussi à propos de sujets aussi fondamentaux que le planning familial et l'avortement.

60. La Commission insiste beaucoup sur la nécessité d'une assistance pastorale commune pour les partenaires de mariages rompus, y compris dans les cas où il y a eu divorce civil, et sur le souci constant de ceux qui concluent et vivent leur mariage hors de l'Eglise.

61. Nous tenons à signaler la valeur des directives sur la pastorale commune contenues dans les paragraphes 73 et 76 du rapport final de la Commission mixte anglicane-catholique romaine qui a abordé le même sujet que notre Commission. Les exemples qu'elles mentionnent embrassent le vaste éventail des diversités entre tempéraments nationaux et schémas socioculturels, auxquelles la pastorale doit se référer, et les expériences de toutes sortes qui ont été faites sur ce terrain dans différentes parties du monde. Le rapport souligne que les membres du clergé ont le devoir de pratiquer à un degré élevé la compréhension et la confiance mutuelles, qui contribueront à améliorer la préparation et

l'assistance pastorales communes des ménages mixtes. De plus, il est nécessaire de se rendre compte que la solution des problèmes personnels délicats inhérents aux mariages mixtes, dont il n'existe pas deux semblables, se trouve dans la maturation et la croissance sensitive de la famille même tout entière. Cette sensibilité a besoin d'être stimulée par l'apport de toutes les sortes d'aides extérieures ; si la pastorale est assurée en commun, ces aides doivent être exemptes de toute trace de compétition, de suspicion ou d'esprit possessif, car ces attitudes bloqueraient le développement affectif dès le départ.

62. La Commission a été encouragée par les perspectives nouvelles qui se sont ouvertes à elle à la faveur de son travail commun et qui lui font entrevoir l'espoir d'une compréhension plus profonde encore de la nature du mariage sous la seigneurie du Christ. L'espoir de la Commission est qu'à travers son travail ce don de compréhension puisse se refléter, jour après jour, dans la pastorale exercée par les Eglises auprès du Peuple de Dieu. La Commission espère aussi qu'à travers le travail commun des pasteurs des diverses Eglises, ces Eglises elles-mêmes seront conduites à une communion plus étroite entre elles. Quand les Eglises prennent des mesures communes pour la formation de leurs pasteurs, quand des pasteurs travaillent ensemble par-dessus les limites des dénominations, s'occupant de couples et de familles concrètes engagés dans des mariages mixtes, peut-être ces exemples peuvent-ils nous annoncer l'unité qui est la volonté de Dieu pour son Eglise. Déjà de petits groupes œcuméniques font leur apparition là où les pasteurs découvrent qu'ils sont déjà un, puisqu'ils entendent de la même façon le caractère sacramentel et pour toute la vie du mariage, et qu'ils ont reçu de Dieu la même vocation à servir son peuple dans ses efforts pour vivre sous sa seigneurie. Il se peut que les conséquences du travail de notre Commission apportent la guérison à des individus et à des familles, mais il se peut aussi qu'elles semblent conduire dans une certaine mesure nos Eglises vers une unité visible pour le monde.

VI. — PRESENTATION ET DISCUSSION DES NORMES DE L'EGLISE CATHOLIQUE SUR LES MARIAGES MIXTES

63. Sur de nombreuses questions, la Commission a pu constater des accords entre les conceptions des Eglises. Ces accords se situent avant tout sur le terrain dogmatique et dans les questions pratiques de théologie pastorale concernant la cure d'âme des époux et des familles impliqués dans des mariages confessionnellement mixtes.

64. Sur d'autres questions, en revanche, sont apparues des divergences qui semblent très complexes. Dans l'Eglise catholique, on envisage maintes questions dans une autre perspective ou sur un autre plan que dans les Eglises luthérienne et réformée. Cela est apparu en particulier dans le domaine du droit ecclésiastique relatif au mariage. Ici, la différence ne porte pas seulement sur la fonction et le poids que l'Eglise catholique d'un côté, les Eglises luthérienne et

réformée de l'autre attribuent à un tel système juridique. Il est évident que le système juridique se situe de part et d'autre dans des dimensions différentes et sur des plans différents. Aussi est-il traité dans un contexte totalement différent ; il est l'objet de jugements différents, et les tâches qui lui sont assignées sont autres.

65. Toutefois, la question du droit ecclésiastique relatif au mariage est d'une grande importance pour le dialogue œcuménique sur la théologie du mariage et surtout du mariage confessionnellement mixte. C'est pourquoi les membres luthériens et réformés de la Commission estiment indispensable d'insérer ici une information détaillée sur l'état de la législation relative aux mariages mixtes dans l'Eglise catholique. Cela nous fournit l'occasion d'exposer les différentes conceptions des Eglises sur cette question et d'entamer un dialogue entre elles.

A. LES NORMES DE L'EGLISE CATHOLIQUE SUR LES MARIAGES MIXTES

66. Comme toutes les lois et règles ecclésiastiques, les normes sur les mariages mixtes ont elles aussi une fonction pastorale dont l'objectif premier et fondamental est le salut des âmes. L'adage « *Salus animarum suprema lex* » finalise toute l'activité normative de l'Eglise. D'autre part les normes sur les mariages mixtes, tout comme les autres lois ecclésiastiques, sont l'expression de la théologie, ce qui rend nécessaire de voir leurs motifs et racines profondes dans la relation avec le message évangélique et dans son explicitation théologique.

67. Les normes catholiques actuellement en vigueur se trouvent dans le *Motu Proprio* de Paul VI, *Matrimonia mixta*, du 31 mars 1970 (*), dans lequel sont synthétisés les vœux exprimés, après une très large discussion, au premier Synode des évêques de 1967. Il est bien connu que les Pères du deuxième Concile du Vatican, ne pouvant affronter de façon définitive la question des mariages mixtes, ont prié le Pape de réformer la discipline canonique antérieure. C'est ce que le Pape fit effectivement, écoutant une nouvelle fois les évêques et suivant leurs désirs.

68. Le document du Pape constitue une sorte de « loi-cadre » pour toute l'Eglise catholique, laissant pourtant aux Conférences épiscopales la faculté de préciser certains de ses aspects, ainsi la forme concrète des promesses faites par la partie catholique, les motifs pour lesquels est accordée la dispense de la forme canonique de la célébration du mariage, l'enregistrement des mariages mixtes, les modalités de la pastorale des mariages mixtes. Pour connaître ces détails, il est absolument nécessaire de recourir aux normes complémentaires qui émanent des différentes Conférences épiscopales.

69. Le *Motu Proprio* de Paul VI comporte deux parties : l'une doctrinale, l'autre normative. La première partie met en relief quelques principes généraux de première importance pour bien comprendre la position de l'Eglise catholique en matière de mariages mixtes.

70. 1. L'Eglise catholique, comme d'ailleurs d'autres confessions, déconseille les mariages mixtes en tant qu'ils introduisent assez facilement dans les familles quelques difficultés, car la vie commune dans le mariage peut comporter des dangers pour la foi : la division dans la foi, des dangers pour la vie conjugale.

71. 2. L'Eglise catholique réaffirme comme fondamental et primordial le droit de tout homme de contracter le mariage et de procréer les enfants. Le respect de ce droit conduit l'Eglise catholique à une considération spéciale pour les difficultés des catholiques de trouver un partenaire catholique dans les pays où les catholiques forment une minorité très limitée.

72. 3. « L'Eglise ne met pas sur le même plan, au point de vue doctrinal comme au point de vue canonique, le mariage contracté par un conjoint catholique avec une personne non catholique mais baptisée, et le mariage par lequel un catholique s'unit à un non-baptisé. En effet, comme l'a déclaré le deuxième Concile du Vatican, ceux qui, même non catholiques, « croient au Christ et ont reçu valablement le baptême, se trouvent dans une certaine communion, bien qu'imparfaite, avec l'Eglise catholique... » Il existe donc dans un mariage entre baptisés — qui est un vrai sacrement — une certaine communion de biens spirituels, qui fait défaut dans l'union de conjoints dont l'un est baptisé et l'autre non. (MM, par. 5.)

73. Selon la communion des biens spirituels, l'Eglise catholique distingue en théologie et en droit trois catégories de mariages mixtes pour ses fidèles : 1. Avec les orientaux orthodoxes ; 2. Avec les autres baptisés ; 3. Avec les non-baptisés.

74. Le baptême est un lien fondamental et précieux d'union. Il fonde la sacramentalité du mariage. L'identité de l'engagement matrimonial et du sacrement et la réalité sacramentelle du mariage chrétien sont à l'origine du souci pastoral pour le mariage des fidèles catholiques dans ses présupposés essentiels, dans ses conditions, dans sa préparation et sa célébration, et au cours du développement de la vie matrimoniale.

75. La même sacramentalité est une des raisons des diverses attitudes de l'Eglise catholique à l'égard des mariages mixtes des catholiques avec les baptisés qui ne peuvent être licitement contractés sans la dispense préalable de l'autorité diocésaine — et avec les non-baptisés — où une telle dispense est requise sous peine d'invalidité.

76. Les prescriptions ecclésiastiques touchent les aspects suivants des mariages mixtes :

1. Promesses du conjoint catholique ;
2. Forme canonique de la célébration ;
3. Forme liturgique de la célébration ;
4. Prescriptions concernant la pastorale des mariages mixtes.

1. Promesses

77. Les normes catholiques mettent en relief la responsabilité en conscience de la partie catholique de professer sa foi et de la transmettre à ses enfants comme exigence inhérente à la foi elle-même.

(*) DC 1970, n° 1563, p. 452 et s. (NDLR).

D'où les normes suivantes :

78. a) « La partie catholique doit se déclarer disposée à écarter les dangers de perdre la foi », même en cas de mariage mixte.

79. b) La même partie catholique « a l'obligation grave de promettre sincèrement qu'elle fera tout son possible pour que tous les enfants soient baptisés et éduqués dans l'Eglise catholique ».

80. Procurer l'éducation religieuse des enfants est considéré comme une exigence provenant de la foi et de sa nature; toutefois, cette obligation est soumise à des influences qui peuvent échapper à la volonté du parent catholique. C'est pourquoi il est obligé de faire ce qui rentre dans ses possibilités et ses forces.

81. c) L'Eglise catholique, fidèle aux principes énoncés au deuxième Concile du Vatican, n'entend imposer à la partie non catholique aucune chose contraire à sa conscience, mais d'autre part elle doit soutenir et illuminer la conscience de son propre fidèle (ainsi que sa liberté de conscience) car elle est directement responsable de son salut. Par conséquent, elle exige que la partie non catholique soit informée de ces obligations de conscience de la partie catholique, mais on ne lui demande pas de faire de promesse.

2. La forme canonique de la célébration du mariage

82. L'Eglise catholique oblige ses propres adhérents à célébrer le mariage, même si c'est un mariage mixte, selon la forme canonique, afin qu'il puisse être reconnu valide par l'Eglise elle-même. La forme canonique consiste dans la célébration des noces devant un prêtre ou un diacre catholique ayant compétence et en présence de deux témoins. La loi concerne tous les mariages des catholiques; elle fut introduite au Concile de Trente, mais pas à titre de polémique ou de défense de la foi catholique contre les réformateurs.

83. Dans le Synode des évêques, de 1967, elle fut considérée encore comme nécessaire aussi pour les mariages mixtes par une forte majorité des représentants de l'épiscopat mondial, soucieux d'une plus grande protection du caractère sacré et sacramental du mariage; comme une plus grande garantie de l'indissolubilité du mariage; en raison de la plus grande certitude qu'elle offre sur la validité du mariage et sur le respect de ses propriétés essentielles; enfin, comme moyen offrant de plus grandes possibilités pour une pastorale vigilante des mariages. Les motifs énumérés constituent donc des finalités devenues, avec le temps, plus importantes que la finalité originelle de la lutte contre les mariages clandestins.

84. Si de graves difficultés s'opposent à l'observation de la forme canonique, les Ordinaires des lieux ont le droit d'accorder la dispense de cette dernière pour un mariage mixte; il appartient cependant à chaque Conférence épiscopale d'établir les règles selon lesquelles cette dispense sera accordée d'une manière licite et uniforme dans sa région ou son territoire, tout en veillant à ce qu'il y ait une certaine forme publique de célébration.

85. Bien évidemment, la dispense de la forme canonique ne signifie pas que la partie catholique est dispensée des autres obligations concernant la foi et rappelées ci-dessus.

3. La forme liturgique

86. Normalement, la forme canonique coïncide avec la forme liturgique de la célébration du mariage. Pour les mariages des catholiques avec d'autres baptisés, deux possibilités sont prévues :

1. Une célébration en dehors de la messe, selon le rite de l'*Ordo celebrandi matrimonium* de 1969, n. 39-54, dans le cadre d'une liturgie de la parole qui est suivie par l'échange des consentements et la bénédiction des époux ;

2. Ou bien, avec le consentement de l'Ordinaire du lieu, une célébration insérée dans une messe, selon l'*Ordo*, n. 19-38, mais en un tel cas pour la distribution de la communion on se conforme à la règle concernant l'intercommunion.

87. La norme 13 cherche à empêcher une forme de célébration qui pourrait nuire à un sain œcuménisme plutôt que l'encourager ou encore qui pourrait mener à une confusion doctrinale. On interdit la célébration simultanée selon deux rites différents, ou une célébration non catholique qui précéderait ou suivrait la catholique, si le consentement matrimonial devait y être exprimé ou renouvelé. En effet, si l'Eglise considère comme valide l'échange des consentements des époux en présence d'un prêtre ou d'un diacre catholique, un autre échange, antérieur ou postérieur, serait comme l'accomplissement d'un autre mariage; or le mariage s'effectue en un seul acte.

4. Prescriptions concernant la pastorale des mariages mixtes

88. La norme 14 prescrit à l'autorité diocésaine et aux curés de suivre avec une attention toute spéciale les mariages mixtes car une telle sollicitude pastorale au cours de la préparation, de la célébration et de la totalité du déroulement d'un mariage mixte, peut prévenir et résoudre de nombreuses difficultés. De façon particulière, les pasteurs ayant charge d'âmes doivent :

— Apporter au conjoint catholique et aux enfants nés du mariage mixte l'aide spirituelle dont ils ont besoin pour l'accomplissement des devoirs de leur conscience;

— De façon particulière pour qu'ils témoignent de leur propre foi ;

— Et aussi pour que se développe l'unité du couple et de la famille avant tout sur la base du seul baptême en Jésus-Christ ;

— Enfin la norme exprime sous la forme d'un désir le vœu du Synode des évêques de 1967 d'une collaboration loyale et sincère avec les ministres des autres communautés religieuses au service des mariages mixtes.

89. Les Ordinaires des lieux et les curés veilleront à ce que le conjoint catholique et les enfants nés du mariage mixte ne soient pas dépourvus des secours spirituels nécessaires à l'accomplissement de leurs devoirs de cons-

science; ils exhorteront également le conjoint catholique à veiller toujours sur le don divin de la foi catholique et à rendre témoignage « avec douceur et respect en ayant une bonne conscience » (cf. 1 P, 3-16); ils aideront les époux à resserrer l'unité de la vie conjugale et familiale qui, lorsqu'il s'agit de chrétiens, se fonde aussi sur leur baptême. A cette fin, il est souhaitable que les pasteurs d'âmes entretiennent avec les ministres des autres communautés religieuses des relations pénétrées de sincère loyauté et de sage confiance. Cette prescription a donné l'occasion d'une collaboration féconde à divers niveaux.

90. Les normes de la lettre apostolique *Matrimonia mixta* sont des lois générales pour l'Eglise catholique. Dans les divers pays, elles seront intégrées dans les prescriptions élaborées par les Conférences épiscopales concernées. Du point de vue œcuménique, ces prescriptions pourront être beaucoup plus intéressantes parce qu'elles descendent jusqu'aux détails et font face à des situations diverses et à des possibilités de solution dans les cas particuliers. Cependant, les règles particulières d'un territoire ne peuvent déborder le cadre déterminé par la loi générale.

B. COMMENTAIRE LUTHERO-REFORME

91. Dans les Eglises luthérienne et réformée nous sommes habitués aux mariages entre époux appartenant à des traditions ecclésiastiques différentes, par exemple à l'une des nôtres et à la communion anglicane, méthodiste ou baptiste; bien qu'à une certaine époque de tels mariages aient posé des problèmes, et qu'aujourd'hui encore il soit impossible d'émettre à leur sujet des jugements universels et à l'emporte-pièce, dans l'ensemble le problème a disparu, et des conventions sont nées pour régler les situations de ce genre. Ainsi, par exemple, une de ces conventions, en vigueur dans plusieurs régions, prévoit que le mariage soit célébré selon la forme en usage dans l'Eglise de la fiancée, et qu'ensuite le couple se rattache à l'Eglise du mari. Un des facteurs déterminants qui ont permis de parvenir à cette situation est sans aucun doute le progrès de la compréhension et de la reconnaissance mutuelles au sein du mouvement œcuménique et de la famille d'Eglises à laquelle il a donné naissance.

92. En revanche, il y a eu autrefois un grave et difficile problème là où l'un des partenaires du futur mariage était un catholique; et il n'est guère contestable que les difficultés provenaient des normes légales imposées, dans une telle situation, par le droit canon de l'Eglise catholique. Cette idée de normes légales dans un tel contexte est étrangère à la spiritualité des Eglises luthérienne et réformée. De leur point de vue, ces normes semblaient accorder l'importance première à l'accomplissement par l'époux catholique de ses obligations envers l'Eglise catholique et à l'accomplissement espéré, par les enfants, d'obligations semblables; alors qu'il était possible aux ministres et aux Eglises luthériens et réformés de donner la priorité absolue à l'épanouissement chrétien du mari et de la femme, à leur croissance commune dans la

grâce, comme couple marié, et par conséquent au bien de toute la famille.

93. Sur cet arrière-plan historique, les Eglises luthérienne et réformée saluent les modifications apportées ces dernières années aux normes légales et qui sont exprimées dans *Matrimonia mixta*; elles apprécient l'intention de l'Eglise catholique de rechercher l'épanouissement chrétien de toute la famille. De plus, les Eglises luthérienne et réformée reconnaissent que les normes légales cherchent à exprimer un souci pastoral et qu'elles plongent leurs racines dans des convictions théologiques sous-jacentes concernant des sujets tels que la nature de l'Eglise et de la révélation divine.

94. Il est nécessaire, toutefois, d'affirmer que les normes légales continuent à créer des problèmes, en relation notamment avec les prescriptions concernant les promesses et la forme canonique. Nous devons poser la question de savoir si, sur ces deux points en particulier, les normes légales n'empêchent pas une solution pleinement œcuménique du problème des mariages mixtes. En d'autres termes, considérant l'indubitable intention de l'Eglise catholique de rechercher l'épanouissement chrétien du mariage tout entier, considérant aussi le souci pastoral qui se trouve derrière le droit canonique, nous voudrions demander si les normes légales expriment pleinement et adéquatement ce souci pastoral. Il est significatif de remarquer que les conversations sur le mariage menées entre anglicans et catholiques ont rencontré des difficultés sur les mêmes points et nous nous risquons à proposer que soit soulevée la question de savoir si le degré de consensus atteint par notre dialogue ne justifie pas certaines modifications des normes légales.

C. UNE REPONSE CATHOLIQUE

95. Les difficultés mentionnées plus haut par les luthériens et les réformés semblent provenir du fait que les normes catholiques sur les mariages mixtes ne sont pas suffisamment considérées dans leur enracinement théologique et dans leur fonction éminemment pastorale. Dès lors on risque deux déformations:

— Penser que les diverses Eglises sont unies dans la foi et dans la doctrine relative aux mariages mixtes et considérer les normes ecclésiastiques comme l'unique source des divergences en la matière.

— Considérer les mêmes lois ecclésiastiques comme « la loi » de type vétéro-testamentaire, formaliste et legaliste, et pousser les conceptions divergentes de la loi jusqu'au point de donner l'impression qu'on veut réduire le radicalisme de l'Evangile à une invitation du Christ qui cesserait d'obliger et se viderait devant l'échec de la faiblesse.

96. Dans la conception catholique au contraire, les lois de l'Eglise sont une fonction de la théologie et une expression de la pastorale. Elles expriment de manière pratique les exigences de la doctrine de la foi et cherchent à introduire dans la vie des fidèles les valeurs chrétiennes. Il est donc vrai que les convictions théologiques sur la nature et le caractère obligatoire de la foi,

comme aussi sur la nature de l'Eglise, ont une influence sur l'esprit propre aux normes catholiques : la conception de l'Eglise non seulement invisible mais aussi visible, le rôle des pasteurs comme docteurs et guides des fidèles, ce qui dans la foi lie les croyants, la conception même de l'incarnation du Christ et la nature sacramentelle de son Eglise (comme institution et mystère, comme signe et moyen de la grâce du Christ) — tout cela implique une incarnation plus forte des exigences théologiques dans le champ de la vie concrète, par le moyen aussi de normes de comportement plus nombreuses et plus particularisées.

97. Le souci pastoral de l'Eglise catholique s'exprime en diverses formes : à travers la liturgie, dans les formes les plus variées de l'évangélisation, dans les contacts personnels des pasteurs avec leurs fidèles et aussi à travers les normes juridiques. Ces normes n'épuisent donc pas l'activité pastorale de l'Eglise. Mais elles ont une finalité pastorale profonde.

98. Par conséquent, il peut être vrai que le souci pastoral n'est pas totalement et pleinement exprimé dans les normes juridiques. Mais il est vrai aussi qu'elles ont une fonction pastorale : celle d'orienter les pasteurs et les fidèles vers une conduite pratique qui introduit dans la vie chrétienne concrète des conjoints les valeurs importées par le Christ et communiquées par l'Eglise. De plus, les normes peuvent parfois régler d'autres activités pastorales, de caractère non juridique, et dans ce sens être doublement pastorales.

99. Au-delà des divergences dans les convictions doctrinales et théologiques sur la nature et l'autorité de l'Eglise, sur le caractère obligatoire de la foi, sur la sacramentalité et l'indissolubilité du mariage, il y a quelques autres différences qui créent des difficultés pour les mariages mixtes : il s'agit avant tout des principes moraux.

100. L'Eglise catholique a une unique loi générale pour les mariages mixtes, à la manière d'une « loi-cadre » ouverte à l'application plus souple, à des situations diverses, par le moyen des normes des Conférences épiscopales nationales, mais elle se trouve devant de nombreuses Eglises issues de la Réforme, avec des convictions théologiques diverses et quelquefois avec des normes légales diverses sur les mariages mixtes. De là, la nécessité que les éventuels accords au niveau d'une Commission soient toujours plus approfondis, mais rendus plus agissants également dans les situations locales.

101. Si les difficultés persistent, le présent dialogue et le progrès partiel accompli en cette Commission démontrent l'exigence, non de le clôturer, mais de le continuer et de le rendre efficace aux différents niveaux.

CONCLUSION

Tâches et perspectives

102. 1. Un regard en arrière sur le déroulement de nos entretiens, tel qu'il se reflète dans le présent document, montre ceci : partis de la question du mariage en tant que réalité de

rencontre humaine, nous nous sommes immédiatement heurtés à deux questions fondamentales pour la théologie du mariage, dont l'importance s'est révélée toujours davantage à nous, et sur lesquelles, par conséquent, nous avons cru devoir concentrer notre attention : la question de la « sacramentalité » et celle de l'« indissolubilité » du mariage. Le résultat de notre travail est donc avant tout de nature théologique, et nous sommes convaincus que cela est d'une importance fondamentale pour toutes les conversations futures entre nos Eglises sur les questions du mariage et des mariages mixtes. Même si nous n'avons pas pu parvenir à un consensus complet sur tous les points, nous avons tout de même découvert ou élaboré des accords qui nous ont certainement rapprochés d'une compréhension commune du mariage et ont aussi des effets positifs sur le problème des mariages mixtes.

Le but d'un dialogue interconfessionnel comme le nôtre n'est certainement pas de s'accumuler que des accords théologiques. En même temps il est important qu'on s'approprie sur une large base, dans nos Eglises, les possibilités d'un accord théologique qui se sont ouvertes et qu'on les transpose dans la pratique de la vie ecclésiale. En ce sens, nous désirons faire ressortir en particulier les points suivants :

103. Il faudrait souligner clairement, au sein de nos Eglises, dans l'enseignement et la prédication, les caractères spécifiques du mariage chrétien et les préserver grâce à une forme liturgique correspondante de la célébration du mariage.

Il faut que les Eglises luthérienne et réformée utilisent la possibilité d'un remariage des divorcés d'une façon telle que cela n'obscurcisse pas leur conviction fondamentale que le mariage est conclu pour la vie, et leur témoignage à ce sujet.

104. Considérant les possibilités d'une entente théologique, nos Eglises devraient renoncer à l'attitude, encore très répandue, de méfiance réciproque dans le domaine des problèmes relatifs aux mariages mixtes ; du côté catholique en particulier, on devrait veiller — sans porter atteinte à la responsabilité pastorale des autorités compétentes — à ce que les possibilités ouvertes par la lettre apostolique *Matrimonia mixta* dans le cas de mariages mixtes entre catholiques et luthériens ou réformés soient appliquées dans tous les pays, non pas de façon restrictive, mais dans toute leur ampleur.

105. 2. Les membres luthériens et réformés de notre Commission ont estimé devoir poser à leurs partenaires catholiques deux questions en particulier :

a) Ne serait-il pas indiqué, au vu des accords théologiques déjà atteints et face à une praxis correspondante des Eglises luthérienne et réformée, d'examiner sérieusement, pays par pays, si, dans le cas d'un mariage mixte, l'Eglise catholique ne peut pas reconnaître comme valide un mariage célébré, même sans dispense de forme, par un pasteur luthérien ou réformé. On a souligné que, lors de l'examen de cette question, il faudrait se souvenir que, vis-à-vis de l'Eglise orthodoxe — malgré la persistance de sérieuses divergences dans la compréhension du mariage

— l'Eglise catholique ne maintient pas l'obligation de la forme canonique dans le cas d'un mariage mixte.

b) D'autre part, n'y aurait-il pas lieu d'examiner s'il n'existe pas, pour le partenaire catholique d'un mariage mixte, une façon à la fois plus pastorale et plus œcuménique de s'acquitter de l'obligation de faire baptiser et élever ses enfants dans l'Eglise catholique, que la prestation d'une promesse en bonne et due forme ? On a fait allusion ici, en particulier, à la proposition d'une solution de rechange qui a été faite dans le rapport de la Commission anglicane-catholique romaine sur le mariage (« Commission on the theology of Marriage with Special Reference to Mixed Marriages »). N° 71 (1).

106. Les membres catholiques de la Commission ont accueilli ces questions avec une vive compréhension. Ils ont souligné leur espoir qu'on en arrivera à des mesures de ce genre. Ils

(1) « Ce serait à l'Eglise d'exiger du prêtre de paroisse catholique romain responsable du mariage une attestation écrite destinée à l'évêque et certifiant qu'il a dûment rappelé au partenaire catholique romain ses obligations relatives au baptême et à l'éducation des enfants, et que, dans la mesure où les circonstances s'y prêtaient, il s'est assuré lui-même que l'autre partenaire était au courant de ces obligations. Il ne serait pas habilité à exiger une promesse à ce sujet de l'un ni de l'autre des partenaires, mais il pourrait demander formellement si les obligations ont été comprises. L'évêque pourrait alors, si les autres conditions ont été remplies, délivrer une dispense pour le mariage sur la base de cette attestation. Une telle procédure serait plus conforme que la manière de faire actuelle à l'esprit des documents de Vatican II sur les relations œcuméniques et la liberté religieuse ; nous croyons qu'elle susciterait davantage de respect et qu'elle retiendrait mieux l'attention, tant des non-catholiques romains que des catholiques. »

ont estimé toutefois que l'état actuel du dialogue ne peut pas encore justifier les progrès désirés par les deux parties (2). Outre les questions éthiques étroitement liées au mariage, ce sont surtout l'essence et l'intention de la forme canonique de la célébration du mariage qui n'ont pas encore été étudiées suffisamment.

La conviction commune était que les accords théologiques réalisés dans le dialogue sont d'une importance décisive pour la discussion de ces questions, dont ils constituent un préalable fondamental.

107. Les résultats de notre dialogue permettent en outre d'aborder ensemble d'autres questions qui se sont imposées à notre Commission au fil de son travail, et qui devraient par conséquent faire l'objet de nouveaux entretiens entre nos Eglises. Par exemple celles-ci :

108. La fonction religieuse de la législation ecclésiastique ; le problème d'une éthique chrétienne (justification et sanctification, loi et grâce) ; l'image de l'homme sous-jacente au mariage ; la compréhension de la Révélation et le rôle de l'Ecriture sainte comme témoignage contraignant ; la relation entre les données sociologiques et les normes chrétiennes.

(2) Mgr Jozef Tomko représente ici une exception ; dans la discussion déjà, il a pris ses distances, d'une façon ou d'une autre, par rapport aux deux propositions. Comme d'autres obligations l'ont empêché de participer à la session finale, il a fait savoir par la suite, dans une lettre adressée à Mgr Charles MOELLER, qu'il ne pouvait pas se rallier à l'espoir exprimé ici par les membres catholiques. Il a souligné en particulier que, selon son opinion, l'exigence de s'assurer que le partenaire catholique accepte ses obligations relève du *ius divinum* ; l'évêque ne peut donc pas en faire abstraction.

CONSIDÉRATIONS SUR LE RAPPORT FINAL :

« La théologie du mariage et le problème des mariages mixtes »

Par Mgr Lucien Anné, auditeur à la Rote ()*

Le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, en envoyant aux Conférences épiscopales le rapport final du dialogue tripartite — Secrétariat pour l'Unité, Fédération luthérienne mondiale, Alliance réformée mondiale — sur le thème : « La théologie du mariage et les problèmes des mariages mixtes », l'a accompagné d'une évaluation critique.

Dans la lettre d'accompagnement, qui demandait une étude et une réflexion portant sur ce rapport, on pouvait lire : « Pour faciliter cette étude, nous vous adressons ci-joint l'évaluation du rapport final, préparée par Mgr Lucien Anné, prélat auditeur de la Rote, personnalité qualifiée mais non engagée dans les conversations mêmes. » C'est dans le même

but que cette évaluation accompagne ici le rapport de la thèse protestante. En second lieu, l'accent,

I. — REFLEXIONS D'ENSEMBLE

Notes générales positives : En premier lieu l'accent sur le fondement du rapport conjugal inspiré par les rapports entre le Christ et l'Eglise, et en conséquence la manière de rapprocher la conception de la « grâce sacramentelle » (cf. num. 18-23) bien que plus sommairement exprimé, mis sur l'interdépendance entre le mariage et la culture et civilisation propres à chaque période, même si on ■ presque négligé de mentionner les facteurs économiques. Ceux-ci ont joué par exemple un rôle important dans le champ de l'émancipation de la femme : le travail des femmes dans l'industrie et le commerce leur ■ donné une plus grande indé-

(*) Texte original.

pendance, ■ amoindri l'intérêt pour la vie familiale et, par les circonstances même du travail (différence d'horaires, fatigue, plus grand besoin d'un « relax ») a affaibli la vie familiale elle-même, pour ne pas parler du rôle que joue la télévision. Plusieurs historiens ont, à raison, insisté sur l'importance de ces facteurs dans l'évolution de l'histoire et des institutions humaines.

En ce qui concerne la *pastorale*, le rapport a très heureusement mis l'accent sur le fait qu'on doit envisager cette pastorale dans un cadre plus large, celui de l'affaiblissement, à notre époque, du sentiment religieux, voire même du scepticisme concernant l'existence d'un Dieu personne et de l'immortalité de l'âme, et aussi de la mise en question des valeurs morales. Fort heureusement, le rapport ■ mis en vedette les points communs où on pourrait s'entendre sur un effort conjugué, tout en n'oubliant pas les obstacles, — du point de vue purement et malheureusement trop humain, — qui s'opposent à une sincère collaboration en vue de sauver les éléments religieux essentiels. On pourrait, je ne dis pas « sauver », mais « promouvoir » une civilisation vraiment chrétienne.

Le document met l'accent non seulement sur les rapports avec les « groupes » mais en particulier sur les relations personnelles et « d'homme à homme ». Ce point aurait pu être développé plus longuement.

Par contre, il semble qu'on ■ parfois voulu mitiger ou presque éviter les points qui séparent les doctrines catholique et protestante : le caractère essentiellement sacramentel du mariage entre baptisés, d'un côté, et, de l'autre l'aspect *presque exclusivement laïc* — en tant qu'*institution sociale* — du mariage, en ce qui concerne le protestantisme ; comme toute institution sociale, celle-ci a ses obligations morales ; et, dans le cas du mariage, elle a, en même temps aussi, une signification religieuse, comme cellule fondamentale de la société religieuse, selon la vision de saint Paul, dans la lettre aux Ephésiens. On reviendra plus loin sur cette matière.

A propos de la sacramentalité du mariage (n. 12), on se demande si la Commission ■ suffisamment mis en relief la confusion qu'il peut y avoir dans l'expression « institué par le Christ ». Il est intéressant de lire à ce sujet L. VAN PETEGHEM, *Sakramenten van Kristus en van de Kerk* (Les Sacraments du Christ et de l'Eglise), Gent, 1958, p. 96 et s., P. ANCIAUX, *Het sacrament van het huwelijk* (Le Sacrement du mariage), Tilt, 1959, p. 23 et s. Le P. ADNES, *le Mariage*, Tournai, 1961, écrit : « ... Mais une autre explication est possible. S'il est requis sans doute pour qu'un signe sacré soit un vrai sacrement de la Loi nouvelle que le Christ lui-même ait eu la volonté de faire de ce rite un signe efficace de la grâce, il ne semble cependant pas absolument nécessaire qu'il ait dû manifester toujours cette volonté d'une manière explicite (l'auteur renvoie ici à P. POURRAT, *la Théologie sacramentaire*, Paris, 1907, p. 273-274). Ce serait le cas du mariage. Cette volonté du Christ, non manifestée explicitement, d'élever le mariage à la dignité de sacrement, l'Eglise en ■ pris peu à peu conscience, grâce à une convergence de faits qui ■ complètent et s'éclairent mutuellement... » (P. 141.) Cette vision du P. Adnès et du P. Pourrat, qu'on retrouve implicitement aussi chez le P. Anciaux, correspond aux faits historiques et s'adapte merveilleusement à l'exposé du rapport sur la grâce dans le mariage (n. 14 et suivants). La matière de ces numéros doit — dans l'une ou l'autre

partie de ce document — être mise en rapport avec les raisons historiques qui ont amené la Réforme à classer le mariage parmi les objets tombant sous la compétence de la société civile.

De l'institution de ce sacrement (dans le sens exposé) par le Christ, on pourrait parler en connexion avec les excellents numéros 18-23, en rappelant le cadre historique dans lequel Luther ■ proclamé le mariage comme étant de la compétence du pouvoir civil. En ce sens, il a parlé du mariage comme étant « weltlich Ding » (affaire profane) (cf. *infra*, n. III).

II. — POINTS PARTICULIERS

Le document rappelle que « la conception de l'être humain en tant que personne, l'importance de la liberté personnelle, la valeur de l'amour ont toujours figuré au premier plan de la prédication de l'Eglise » (n. 7). Ceci ne semble pas tout à fait exact du point de vue historique : l'accent sur les relations interpersonnelles est plus récent. Longtemps, le mariage ■ été considéré avant tout comme une institution, comme il est reconnu dans le rapport même, à la fin du n. 1.

La remarque suivante regarde l'*indissolubilité du mariage* : ici le rapport a trop peu insisté sur l'enseignement des exégètes protestants en cette matière, ainsi que sur la tradition de l'Eglise primitive jusqu'au v^e siècle.

A propos des exégètes protestants (n. 2), ne serait-il pas utile de mentionner que d'éminents exégètes protestants enseignent que le Christ ■ proclamé l'*indissolubilité du mariage*, même dans la fameuse addition sur la « porneia », dans l'Evangile selon saint Matthieu.

Quant à la tradition de l'Eglise primitive, ne serait-il pas utile, en outre, de mentionner que d'après les études patristiques récentes et de la littérature de l'Eglise primitive, l'indissolubilité est enseignée comme un « praeceptum ». Je me permets ici de signaler l'œuvre de H. CROUZEL, *l'Eglise primitive face au divorce*, Paris, 1971, ainsi que l'article du même auteur : *Divorce et remariage dans l'Eglise primitive. Quelques réflexions de méthodologie historique* dans *Nouvelle revue théologique*, t. CVIII, 1976, p. 891 s., ainsi que l'article de A. HOUSSIAU, *Le lien conjugal dans l'Eglise ancienne*, dans *Année canonique*, 1973, p. 570 s.

Je me demande si, conjointement, les conclusions d'ordre vraiment scientifique de ces deux auteurs et la précision plus nuancée de l'institution du sacrement du mariage par le Christ, tel que ceci ■ été analysé plus haut dans l'excellent exposé sur la grâce du mariage, ne contribueraient pas à un rapprochement réel des doctrines théologiques du mariage professées par les croyances luthériennes, celles de l'Eglise réformée et celles de l'Eglise catholique.

S'il est permis d'exprimer franchement mon idée, je pense que sur la base des réserves exprimées à propos de l'institution par le Christ du sacrement du mariage et de l'indissolubilité, on peut dire que le n. 29-30 demande une refonte, en particulier l'affirmation « But his relationship with Christ... seek a divorce » : cette affirmation est certainement en contradiction avec la littérature chrétienne après le vi^e siècle, me semble-t-il. Il faudrait cependant un examen plus poussé pour établir plus exactement à

partir de quel moment le texte de l'épître aux Ephésiens a été pris comme base « mystique » de l'indissolubilité.

III. — SUGGESTIONS POUR ENRICHIR LA DISCUSSION COMMENCEE PAR CE RAPPORT

1. L'INSTITUTION DU MARIAGE.

Ne serait-il pas opportun de mentionner déjà au n. 4 que le mariage est « une institution naturelle, voulue par le Dieu créateur et restaurée en toute sa valeur par le Christ ». (Il en est largement question dans les n^{os} 9-10.)

A propos du n. 6 : « Notre enquête sur le mariage part du fait que celui-ci est soumis à de constants changements » ; il serait plus exact d'ajouter « partiellement soumis à de constants changements » ou même « pour une grande part ». Il y a, en effet, un élément important commun à toutes les civilisations à savoir que le mariage a été considéré, toujours et partout, comme une « institution ». Celle-ci a eu, dans la grande majorité des civilisations — exception faite de certains milieux occidentaux, — un sens religieux. Le mariage implique une permanence, et aussi « une relation interpersonnelle » ; cet aspect est au second plan, il est vrai, dans les civilisations primitives où le clan a eu un rôle central.

Le n. 9 est un très bon exposé sur la nature institutionnelle du mariage. Il serait peut-être utile d'annoncer cet aspect du mariage déjà au n^o 7. De plus, on pourrait noter ici que ce caractère institutionnel correspond aux plus profondes exigences de la nature même de la personne humaine, en tant que « personne ».

2. LE CARACTERE RELIGIEUX DU MARIAGE.

Au n. 8, à propos des mots « le mariage revêt un caractère religieux », il serait utile d'en mentionner explicitement le fondement, sa connexion avec l'origine et la transmission de la vie, ce qui est œuvre du Dieu-Créateur et, de la part des époux, une collaboration à ce mystère de vie.

Au n. 10, à propos des mots « le mariage est la cellule vitale, l'élément fondamental de la société civile comme de la communauté religieuse », je propose, afin d'être plus complet ou du moins plus explicitement religieux dans l'expression, d'ajouter l'idée de la relation de l'homme associé, par son mariage, à l'œuvre de la création, tant dans l'origine de la vie et sa propagation que dans son développement ultérieur culturel et religieux.

Quant au n. 36, il me semble qu'en cet endroit on pourrait rappeler, par une simple allusion, le caractère institutionnel du mariage, qui trouve ses racines les plus profondes, pour tout mariage, dans l'œuvre créatrice de Dieu, et en ce qui concerne le mariage entre baptisés dans sa référence à l'union mystique entre le Christ et l'Eglise, entre Dieu et le peuple élu, comme on l'a bien exprimé au numéro 3, pour ce qui concerne la source de la vie : Dieu « avait aussi fait de nous ses partenaires dans la promotion et le développement de la vie humaine » (cf. aussi n. 35, et K. LEHMANN, *Zur Sakramentalität der Ehe* (La sacramentalité du mariage), dans le recueil « *Ehe und Ehescheidung* » (Mariage et divorce).

Ce serait le lieu d'approfondir ce qui a été dit plus haut sur la doctrine de la Réforme concernant

ce caractère religieux. Je connais insuffisamment la doctrine du mariage du temps de la Réforme, pour pouvoir donner un jugement sur le n. 12. Toutefois, je voudrais signaler une citation de G. BAUMERT dans *Die Religion in Geschichte und Gegenwart*, t. II, 3^e éd., v^o *Ehe in der Kirchengeschichte...* Reformation... « Dieser Klerikalisierung ist in der Reformation widersprochen. Bleibt Luther in seiner Eheauffassung auch weitgehend durch Augustin und das Mittelalter bestimmt, so geht er doch grundsätzlich neue Wege, wenn er von der Ehe als einem « weltlich Ding » spricht : « ordinatio et institutio divina » (W. A., 42, 100, 25), neben der « ecclesia » die Grundlage für weltliches mitmenschliches Dasein, ... aber all das in und unter dem « weltlichen Regiment », während das « geistliche Regiment » in der Glaubensbindung der Person zum Ausdruck kommt. Die Kirche schärft aber die Verantwortung für den weltlichen Stand und versucht, aller Leichtfertigkeit zu wehren » (col. 321) (1). Il est intéressant de comparer cet exposé avec celui de l'encyclopédie WINKLER-PRINS, ed. VI, t. 11, v^o *Huwelijk, protestantse opvatting* (Le mariage, conception protestante), p. 59 s.). A mon avis, l'opposition entre le point de vue des Eglises luthériennes et des Eglises réformées d'une part, de l'Eglise catholique romaine d'autre part, est plus fondamentale que le dit le texte du n. 12 ; si je ne me trompe, les premiers considèrent le mariage comme relevant d'abord de la compétence de la société civile, bien sûr sans oublier les aspects moraux et religieux. Pour l'Eglise catholique romaine, le mariage des baptisés est d'abord de la compétence de l'autorité religieuse, laissant uniquement (et pas encore toujours exclusivement) à l'autorité civile les aspects temporels, tels que les droits à la sustentation en cas de séparation, l'assignation des enfants à l'une ou l'autre des parties ainsi que les droits de visite. Ceci s'est fait en certains concordats entre Eglise et Etat.

Ensuite il me semble que la discussion au sujet de « das weltliche Regiment » déborde la question de la Réforme. Elle est, en effet, aussi soulevée et défendue par les civilistes des monarchies absolues, professant la foi catholique (France, Sardaigne : cf. l'article *Mariage* dans *Dict. Théol. Cath.*, par G. LE BRAS).

3. CONCERNANT LA DIMENSION SOCIALE DU MARIAGE.

A propos du n. 8, il me semble qu'on a oublié un élément important, à savoir que les époux ont « une mission » à remplir vis-à-vis de la société, parce que le mariage est, peut-être en premier lieu, dans les intentions du Créateur, « une institution sociale », où l'homme — en tant que particulier aussi — a sa

(1) « La Réforme s'oppose à ce cléricalisme en matière de mariage. Bien que Luther, dans sa conception du mariage soit fortement déterminé par saint Augustin et le Moyen Age, en principe, en affirmant que le mariage est « une affaire profane », il ouvre de nouvelles voies : « ordinatio et institutio divina » (W.A. 42, 100, 25) sont à côté de « ecclesia », la base pour la vie des hommes en société dans le monde... Mais tout cela dans et sous le « gouvernement profane », pendant que le « gouvernement spirituel » trouve son expression dans le lien de foi accepté par la personne. L'Eglise inculque cependant la responsabilité pour le monde séculier et essaie de prévenir la légèreté (col. 321). »

place. L'homme est inimaginable en dehors d'une société : en considérant donc le mariage comme institution sociale, on ne diminue en rien la valeur personnelle de l'homme en tant qu'individu. « Wie het institutionele als secundair beschouwt, verklaart E. P. SCHILLEBEECKX, belijdt een vals, abstrakt personalisme » (Lezing aan de universiteit van Leuven) « Het menselijk bestaan is gekenmerkt door een oorspronkelijke ongescheidenheid van persoon en wereld » (E. VERBEEK, *Psychiatrische perspectieven*, p. 115) (2). Ici au n. 8, une simple mention de cet aspect *institutionnel* et de la mission sociale qui en dérive, suffirait, parce que cet aspect institutionnel du mariage est largement développé dans les nn. 9, 10, 11.

A propos du n. 11 : La phrase « C'est de la société que sont issus les valeurs, les normes et les critères qui orientent la vie conjugale », me semble incomplète. Dans la réalité, il y a des foyers où, nonobstant les influences mauvaises et en dehors des influences utiles qui viennent de la société soit religieuse soit civile, le « foyer formé par des époux et parents doués d'une forte personnalité » représente une force autonome de culture et de formation pour le couple et leurs enfants. Ne serait-il pas utile de compléter l'expression en ce sens ? Ou du moins de mitiger le caractère apparemment absolu de l'expression en y ajoutant « se déroule en général aussi bien... » ?

4. QUELQUES REMARQUES CONCERNANT LA TERMINOLOGIE, OU EXPRESSIONS PARTICULIÈRES.

Au n. 7 : Les mots «... et la valeur de l'amour », me semblent un peu équivoques. J'aurais préféré qu'on y ajoute : « ou plus précisément de l'aspect de relations interpersonnelles et de communauté de vie, dont l'amour, dans son sens spirituel, est un des éléments de perfection ». Justification : on peut avoir des cas d'incompatibilité de caractère ou de réactions d'ordre purement sexuel, qui font obstacle à un véritable amour dans le sens habituel de ce mot ; cependant, continue et se développe dans l'esprit des conjoints la conception de la « fidélité pour toute la vie », « de la conscience de former une communauté de vie ».

Au n. 9 : Ne serait-il pas plus complet d'ajouter, après les paroles : « le mariage ne peut être fondé », l'incise : « ni détruit » « exclusivement sur les sentiments amoureux des époux » ou de leur défaut.

Quant au n. 36 : Pour ce qui concerne l'emploi du mot « amour » je préférerais l'expression de « don mutuel total et irrévocable », ce qui correspond aux paroles de « Gaudium et spes » (n. 48-49), et évite l'équivocité du mot « amour », pour autant que certains auteurs considèrent l'amour conjugal comme élément essentiel du mariage. Cette expression ou une expression semblable correspond à ce qui est exprimé dans le n. 37.

Quant au n. 38 : L'on pourrait peut-être remplacer les mots « cette indissolubilité... dans l'amour con-

jugal » par une expression qui correspond à l'expression allemande « *unbedingte Treue* » (3), car le mot « fides » a dans la tradition chrétienne le sens d'un don et d'un engagement total vis-à-vis d'une autre personne.

En outre, serait-il superflu de compléter l'expression : « ... l'amour que les époux se portent et qu'ils doivent aussi à leurs enfants » par une expression qui signifie l'amour et la fidélité au Dieu créateur et sauveur, dont il est question au n. 35 ?

Il est utile de citer ici le texte de K. LEHMANN, dont il est question un peu plus haut : « Jede Vorstellung von einem objektivistisch verstandenen « Eheband », das die Ehe selbst als ein objektiv vorhandenes Ding betrachtet und so die Institutionalität der Ehe, losgelöst von der personalen Grundbeziehung, metaphysisch hypostasiiert, zerstört das Wesen von Ehe und die unauflösbare Spannung von Personalität und Institutionalität in ihrer Natur » (4). Cette remarque de Lehmann a sa réponse exacte dans les n. 18 à 23, où l'on indique comment sublimer cette tension et la résoudre ; la tension entre institution et personne se résout en remplaçant l'institution dans le dessein de la *lex aeterna*, où le Dieu créateur est animé par l'amour pour tout être créé ; il veut faire participer les croyants à sa propre vie, tant comme créatures que comme fils, par l'intermédiaire du Christ.

Au n. 8 : Les mots « une association libre », me semblent équivoques, parce que « free union », dans le langage actuel peut avoir un autre sens. Ne serait-il pas mieux d'employer une expression qui exprime clairement et uniquement « la liberté du choix et le caractère personnel du choix ». Cela correspond aux paroles de « Gaudium et spes » (n. 48 « actu humano ») et du droit « *qui nulla humana potestate suppleri valet* » (qui ne peut être suppléé par aucune autorité humaine).

5. SUGGESTIONS A PROPOS DE L'INDISSOLUBILITE DU MARIAGE.

a) La base théologique (n. 26-31)

Il est à noter que, jusqu'au V^e siècle, les écrits ne mentionnent pas comme base de l'indissolubilité du mariage que le « *praeceptum Domini* », rappelant les paroles de la Genèse, c'est-à-dire, le mariage tel qu'il est « *■ Deo Creante ordinatum* » (cf. à ce sujet Crouzel et Houssiau). Quant au texte de l'épître aux Ephésiens, L. GODEFROY écrit : « Ce symbolisme mystérieux ■ été très souvent rappelé par les Pères ; mais ils n'en ont pas tiré les conséquences auxquelles on aurait pu s'attendre » (*Dict. Théol. Cath.*, t. IX, v. *Mariage*, col. 2103). Toutefois, déjà très tôt, ils invoquent ce symbolisme contre tout remariage, soit après un divorce soit après un veuvage.

(3) « *Unbedingte Treue* » : fidélité inconditionnée.

(4) « Toute conception du mariage qui envisage le lien matrimonial comme une objectivation, et considère le mariage lui-même comme une chose existant objectivement et qui fait par conséquent du caractère institutionnel du mariage, séparé de sa relation interpersonnelle qui lui est fondamentale, une hypostase métaphysique, cette conception détruit l'essence du mariage et la tension indissoluble entre les caractères personnel et institutionnel, tension inscrite dans la nature même du mariage. »

(2) « Celui qui considère l'institutionnel comme secondaire, déclare Schillebeeckx, professe un personalisme abstrait (Conférence à l'Université de Louvain). L'existence humaine est marquée par le fait que l'homme et le monde sont inséparables. » (E. VERBEEK, *Perspectives psychiatriques*, p. 115.)

b) Des opinions catholiques (n. 26)

Ces dernières années, dans la littérature catholique, il y a une tendance à adoucir la portée de l'indissolubilité du mariage, soit en interprétant les paroles du Seigneur comme « Zielgebot » (commandement indiquant le but), « ein Sollensvorschrift » (prescription indiquant ce qui devrait être), « ein ethisches Modell, einen prophetischen Ruf » (un modèle éthique, un appel prophétique). Cependant il n'y a aucune preuve convaincante que le Christ n'a pas fait de l'indissolubilité une qualité essentielle du mariage, également pour le mariage entre non-baptisés. Tel est aussi l'enseignement qui ressort des écrits de l'Eglise primitive. L'interprétation du texte de saint Matthieu dans le sens d'un remariage n'est absolument pas convaincante. « Aucune de ces solutions n'est absolument satisfaisante », écrit H. CROUZEL (p. 33).

c) Cas de tolérance dans l'Histoire (n. 28)

Certains exégètes catholiques déclarent que saint Matthieu témoigne d'une coutume ou plutôt d'une pratique dans la communauté judéo-chrétienne d'admettre le remariage après un adultère.

Il y a cependant, dans la littérature primitive, des traces d'une certaine tolérance. « L'interdiction du remariage vaut dans toute l'Eglise, si ce n'est dans les Eglises syrienne et arménienne du V^e siècle. » A. HOUSIAU, a. c., p. 575. « Les règles disciplinaires qui conditionnent principalement l'accès à l'eucharistie ne correspondent pas entièrement avec la prédication morale » (Id., p. 574). Cet auteur cite le canon 11 du Concile d'Arles et saint Basile, Ambrosiaster, et saint Augustin (cf. l. c. : voir aussi N. JUNG, *Evolution de l'indissolubilité. Remariage religieux des divorcés*, Paris, 1974, au chapitre III : *Les documents favorables à la tolérance*, p. 65 s.).

d) Quelques tendances actuelles dans la pratique catholique (n. 27)

« Devant les difficultés qu'un tel mariage peut rencontrer, on se demande, du point de vue de l'Eglise catholique, si ces difficultés ne viendraient pas d'un défaut qui aurait affecté ce mariage et qui rendrait en fait inexistante cette union. » Cette formulation est trop générale et dérive de la tendance actuelle de certains tribunaux ecclésiastiques catholiques qui, dans un but pastoral, s'empressent de déclarer trop facilement la nullité d'un mariage irrémédiablement naufragé, sur la base d'un défaut de consentement pour raison de psychopathie ou d'immaturité trop facilement admise ou sur une interprétation nettement trop large de l'incapacité foncière de remplir les *onera conjugalia substantialia*... De fait, certaines pratiques de certains tribunaux ecclésiastiques équivalent à admettre le divorce dans l'Eglise catholique.

e) Le grand nombre de divorcés (n. 42)

Ne serait-il pas utile de faire allusion au nombre toujours croissant des divorcés, qui démontre que les racines du divorce ne se trouvent pas uniquement dans d'autres facteurs qui exercent leur influence très néfaste dans toute l'Eglise et qu'il faudrait combattre par un effort et une lutte conjugués.

6. SUGGESTIONS POUR LA COOPERATION DANS LA PRATIQUE.

Dans la préparation du mariage (n. 23)

Serait-il opportun d'ajouter ici que la préparation au mariage présuppose déjà un approfondissement

de la conception religieuse qui doit être à la base de toute vie humaine dans sa totalité ? Une pareille phrase annoncerait déjà le chapitre qui, dans la partie pastorale, traite de la préparation de la jeunesse au mariage en insistant sur le rôle des parents dans celle-ci.

Coopération en général.

Ne serait-il pas opportun de rappeler dès le n. 13 l'idée à développer plus largement au n. 47, à savoir que, mises à part nos divergences et nos oppositions soit dogmatiques soit en matière de morale conjugale (contraception, par exemple), il y a des valeurs plus fondamentales qui sont gravement menacées ? Une collaboration sincère, sans méfiance, inspirée par le seul amour de la vérité, de la charité et du Christ qui est « *via, vita et veritas* », serait extrêmement utile à propos de l'existence d'un Dieu personnel, dont il est dit dans l'Ecriture : « *Deus caritas est* » ; de l'existence d'un Christ-Sauveur, qui nous libère de notre condition de « pécheurs » ; de l'immortalité de l'âme. En effet, si l'on n'arrive pas à faire revivre ces idées fondamentales dans notre civilisation occidentale, et aussi dans les autres cultures — tout en respectant leur caractère propre, — tout apostolat du mariage perdra au moins la moitié de son efficacité. Il suffit de réfléchir aux causes profondes de la crise moderne et de l'attitude sceptique dont il est question dans ce rapport (cf., par exemple, le n. 2, vers la fin. ; le n. 5, in fine ; le n. 9, vers la fin).

Conclusion : Approche œcuménique et pastorale.

Le n. 47 suggère une approche commune des mariages mixtes. M'est-il permis de faire une suggestion : puisque la crise du mariage a des sources plus profondes, parmi lesquelles, entre autres, le scepticisme vis-à-vis de l'existence d'un Dieu personnel, le salut par le Christ, l'immortalité de l'âme, la mise en question de certaines valeurs morales, etc., ne serait-il pas possible de *collaborer efficacement*, dans un esprit vraiment œcuménique, en combattant tout esprit de méfiance, pour sauver ce que nous avons tous en commun et ce qui nous tient le plus à cœur, comme étant la base de ce que nous avons de commun dans notre foi chrétienne ? L'apostolat en faveur des valeurs positives du mariage présuppose que ces racines plus profondes soient renforcées (au n. 47).

Au n. 49 : Puisqu'il y a des points de vue encore nettement opposés en certaines questions d'ordre moral, entre ce qui est enseigné par l'Eglise catholique et ce qui est enseigné par les autres Eglises chrétiennes, qui, dans les mariages mixtes, peuvent amener certaines tensions, ne serait-il pas utile de préparer efficacement — non par un ou deux entretiens, mais par une véritable éducation de la conscience, — la partie catholique à affronter de la manière juste les « conflits d'obligations », dans lesquelles on doit en premier lieu placer l'observation des valeurs les plus importantes de la vie conjugale ?

— Les Chemins de la théologie dans le monde de ce temps, par Henri DENIS. — Un vol. 13,5 X 21 cm de 192 p. Editions du Centurion, Paris.

Le théologien, de nos jours, doit vivre avec l'histoire, aux écoutes de son peuple, suivre l'évolution de la culture et du monde sans négliger la vie des Eglises, ne pas éluder les options qui s'imposent. Plus que jamais, pas de théologie sans sociologie. Ces pages nous le rappellent impérieusement.

LES ÉVÊQUES ITALIENS ET LES DIFFICULTÉS DU PAYS

Au terme de sa réunion, qui s'est tenue à Rome du 23 au 26 janvier, le Conseil permanent de la Conférence épiscopale italienne a publié le message ci-après dans lequel il soumet aux communautés chrétiennes ses réflexions sur les difficultés morales et politiques du pays (1) :

1. Nous nous sommes réunis à Rome pour la session ordinaire du Conseil permanent de l'Episcopat.

Une grande partie de notre travail a été consacrée à la préparation de la XV^e Assemblée de l'Episcopat, qui se tiendra à Rome du 22 au 26 mai prochain.

L'Assemblée donnera une large place à la réflexion sur le plan de pastorale d'ensemble, mis en œuvre progressivement en ces dernières années. Elle en fera un examen sérieux, en vue de souligner les tâches prioritaires de nos Eglises locales : annoncer l'Evangile, le célébrer dans la liturgie, en témoigner dans la justice et la charité.

Comme nous l'avons déjà annoncé, nous avons confiance que la prochaine Assemblée pourra aussi encourager la publication d'un « livre pastoral » qui rassemblera tout ce que nous avons dit collectivement ces dernières années, afin de ne pas perdre les fruits recueillis et d'en faire bénéficier les communautés chrétiennes d'une façon plus durable.

La violence

2. Au cours de notre réflexion, chacun de nous a contribué à mettre en évidence les ombres et les lumières de notre temps et à souligner l'urgence d'une action courageuse de la part des chrétiens en faveur du progrès économique, moral et spirituel de notre pays.

Nous ne pouvons pas, nous non plus, dans les limites de notre compétence, ne pas voir la réalité d'un moment, qui est peut-être le plus difficile que nous ayons connu depuis la guerre.

Nous sommes frappés avant tout par l'extension continuelle des absurdes manifestations de violence criminelle — individuelle ou collective,

sociale ou politique — auxquelles nous assistons chaque jour. Nous sommes aussi préoccupés par la violence des paroles et des images qui manipulent les faits et n'ont rien de commun avec une communication sociale honnête. Egalement grave est la violence du marché de la drogue, de la pornographie et de la consommation, qui s'en prend surtout aux plus jeunes, aux plus faibles, et qui les prive de cette vigueur morale sans laquelle l'homme n'est pas authentiquement libre.

Nous avons déjà dit plusieurs fois, et nous le répétons, qu'il ne suffit pas de dénoncer cette triste réalité.

Tout le monde doit vaincre la peur, le découragement, la lassitude, le fatalisme. Chacun doit avoir conscience qu'il faut remonter aux causes de cette situation pour en arracher les néfastes racines en prenant les mesures qui s'imposent.

Aller à la racine du mal

3. Nous savons que cette volonté est vive dans le pays : dans les familles, dans le monde du travail, à l'école, dans le monde de l'information, chez tous ceux qui travaillent à assainir l'économie, à remédier aux déséquilibres sociaux, à rendre de nouveau crédibles les institutions politiques.

Il est important d'entreprendre cette tâche courageusement et avec désintéressement. Il serait, en effet, grave de spéculer sur la préoccupation et la peur des gens et d'être guidé plus par l'intérêt que par le désir de servir vraiment et intelligemment le bien commun.

C'est pourquoi tous les efforts doivent s'inspirer de valeurs morales claires et être résolument persévérants.

Quel homme, quelle vie sociale, quel modèle de société veut-on construire ? Quels sacrifices est-on disposé à affronter, et avec quelles espérances ?

Ces questions, tout le monde se les pose. Ce sont elles, encore une fois, qui ont retenu l'attention de notre Conseil et, sans autre prétention que celle de nous acquitter de notre service pastoral spécifique, nous vous faisons part de nos réflexions.

4. Notre tâche de pasteurs ne se limite pas à constater les phénomènes extérieurs d'une situation qui s'est progressivement aggravée. Nous devons aussi en rechercher les causes.

Celles-ci sont indubitablement de nature

(1) Texte italien dans l'*Osservatore romano* du 28 janvier 1978. Titre, sous-titres et traduction de la DC.

diverse. Pensons, par exemple, aux questions économiques et financières, qui sont certainement très importantes dans la vie d'un pays. Il est nécessaire que tous ceux qui ont des responsabilités en ces domaines soient compétents et actifs, qu'ils étudient les améliorations qui permettront de mieux répondre aux exigences de la population.

Que l'économie soit étroitement liée aux problèmes sociaux, c'est une évidence. Et, dès que l'on parle de questions sociales, on aborde le problème de la justice. Ici, les interventions qualifiées deviennent plus urgentes et doivent faire preuve d'une délicatesse et d'une sensibilité plus grandes.

Tout cela éclaire nécessairement l'horizon des problèmes moraux eux aussi. Et c'est particulièrement sur cela que nous voulons attirer l'attention de tous ceux qui, dans l'Eglise, veulent être fidèles à l'Evangile, de tous ceux qui misent sur les valeurs morales, fondement de la vie personnelle et communautaire.

La politique n'échappe pas à la morale

5. Nous ne pouvons pas non plus considérer la vie politique comme une activité échappant aux principes moraux. Cette activité, en effet, engage l'homme, son droit de naître et d'exister, sa conscience, sa famille, sa vie sociale, ses difficultés, sa liberté religieuse, sa destinée.

Et cela est d'autant plus important que, contrairement à ce que l'on affirme souvent, l'activité politique est toujours fortement conditionnée par des idéologies qui ont des origines historiques et culturelles bien précises et fort influentes.

Nous ne pouvons pas nous taire devant des expressions idéologiques, culturelles et politiques qui, de par leur inspiration, et dans la réalité des faits, sont profondément contraires aux principes fondamentaux de la vie et aux valeurs religieuses.

On ne peut pas admettre, en effet, que des orientations historiques de nature politique puissent supprimer ce qu'il y a de plus profond et de plus substantiel dans la vie.

Si nous nous taisions, l'Evangile du Christ nous accuserait.

Individualisme, capitalisme, hédonisme

6. En premier lieu, nous ne pouvons pas accueillir les idéologies qui éludent le fait religieux et ne le reconnaissent pas comme une réalité ayant une valeur en elle-même, ou le réduisent à une affaire privée, sans influence sur la vie communautaire.

Dans cette perspective, nous ne pouvons partager aucune des tendances individualistes ou des systèmes capitalistes qui ne tiennent pas compte des exigences de la communauté, en particulier des exigences de la vie sociale. Ils oublient que l'économie, elle aussi, est au service de l'homme (cf. *Populorum progressio*, 26). Nous savons combien ces idéologies et la pratique qui s'en inspire donnent lieu à un égoïsme généralisé, qui devient principe néfaste d'oppression,

d'abus et de conflits. Elles exaltent l'intérêt personnel et insultent vraiment le bien commun.

En second lieu, nous condamnons l'idéologie hédoniste, qui considère le plaisir comme la dimension principale de la vie humaine. Aujourd'hui, on déplore facilement le vaste phénomène de l'hédonisme et de la société de consommation. Mais, dans les faits et dans les orientations culturelles, on ne fait pas ce qu'il faut pour parvenir à un meilleur résultat. Bien au contraire, on continue à proposer, parfois même par les moyens de communication sociale, des modèles négatifs de comportement.

Il n'y a aucun sens chrétien dans les expériences qui se fondent sur l'exaltation radicale de l'homme et son autonomie totale.

La violence systématique, individuelle ou collective ; la spontanéité irrationnelle dont beaucoup s'inspirent dans leur langage, leur pédagogie ou leur action sociale ; le refus de toute norme morale autre que l'instinct sont des phénomènes purement destructeurs qui n'ont rien de commun avec la liberté chrétienne.

Le marxisme

7. Nous estimons enfin nécessaire d'attirer encore une fois l'attention sur le marxisme qui, dans notre pays, a trouvé une vaste et importante expression dans des organisations s'inspirant des principes du communisme.

Nous devons, tout d'abord, dire qu'il n'y a rien dans notre message qui n'ait déjà été déclaré précédemment. Nous confirmons ici toutes les déclarations de notre Conférence.

Nous ne voyons, en effet, dans la situation actuelle, aucun changement substantiel, particulièrement et avant tout sur le plan idéologique.

Nous sommes toujours préoccupés par la racine de l'arbre qui ne donne pas de garanties réellement valables sur les valeurs primordiales de l'esprit et les valeurs religieuses. C'est d'ailleurs une réalité que tout le monde peut constater là où un régime marxiste s'est implanté. Les signes et les motifs de préoccupation ne manquent pas également dans notre pays, malgré les assurances verbales du contraire.

Nous faisons remarquer que, dans nos paroles, rien n'est dirigé contre les personnes, que nous respectons et qui sont l'objet de notre sollicitude pastorale. Nous excluons tout sentiment d'aversion. Notre jugement sur les idées et la pratique qui en découle ne peut atténuer notre profonde sincérité.

D'ailleurs, les documents de l'Eglise — sur un long laps de temps — permettent de porter un jugement autorisé et réfléchi qui, en dehors de toute intention politique, s'en tient à la promotion des valeurs constituant le fondement irremplaçable de la vie humaine.

Que les chrétiens ne perdent pas leur identité

8. Nous recommandons vivement aux prêtres et aux fidèles ces critères de jugement sur la situation sociale et culturelle de notre pays, que nous n'avons fait qu'ébaucher, afin qu'ils comprennent qu'aujourd'hui la plus grande clarté

est requise de tous. S'il est nécessaire que les catholiques dialoguent également avec ceux qui ne partagent pas leur foi, ils ne doivent en rien perdre leur identité, et rien dans leur comportement ne devrait donner prise à équivoque. Telle est la première condition, tant pour la communion ecclésiale que pour un authentique service du monde.

Aux chrétiens qui, dans des moments délicats comme celui-ci, ont des responsabilités particulièrement grandes pour l'orientation de l'opinion publique et pour la recherche des solutions les meilleures, nous demandons de faire preuve de rigueur morale, d'honnêteté, de compétence et de cohérence. Nous sommes, en effet, convaincus qu'une solide cohérence peut faire apparaître les perspectives d'une contribution des citoyens au progrès social.

Centralisation excessive

9. Nous voulons dire un mot au sujet de la tendance, que l'on observe actuellement dans notre pays, à centraliser, à divers niveaux, un pouvoir politique qui ne laisse pas de liberté aux personnes, aux familles, aux corps intermédiaires, à la pluralité des expériences et des institutions, à la présence de l'Eglise. Une planification hégémonique et totalitaire de l'éducation, des écoles, de la culture et de ses expressions, des loisirs, de l'assistance publique, de la santé, de l'économie, ne peut que faire perdre le sens des responsabilités et créer les dangereux pré-supposés d'une collectivité qui perd l'homme en supprimant ses droits fondamentaux et ses libres capacités d'expression.

Aussi, souhaitons-nous que soient élaborés au plus tôt les moyens législatifs voulus, dans le respect de la Constitution du pays.

Les jeunes

10. Nous avons eu le souci de considérer des problèmes de nature ecclésiale et sociale en pensant spécialement aux jeunes. Lorsque l'on parle d'eux, c'est souvent pour les condamner sans nuance ou pour en faire un éloge inconsidéré. Nous ne partageons pas cette tendance et nous pensons plutôt qu'ils doivent être pris tels qu'ils sont réellement, avec ce qu'ils ont, ce qu'ils disent, avec leurs aspirations authentiques. S'ils sont en cause, alors c'est toute la communauté sociale et ecclésiale qui est en cause. Les angoisses que tout le monde éprouve, les exigences et les espérances de tous se déversent en effet sur eux avec une plus grande exaspération.

Nous estimons qu'il est de notre devoir de suivre de plus près la question des jeunes. On ne peut ni s'en désintéresser ni faire preuve de superficialité à son égard parce qu'il s'agit en effet des racines profondes d'une inquiétude qui n'est nullement passagère.

Que les communautés chrétiennes sachent assurer aux jeunes les espaces nécessaires pour la réflexion et pour des expériences de qualité, avec des prêtres et des adultes, afin qu'ils puissent étudier et proposer leurs projets à la lumière de l'Evangile. Ils ont, ces derniers temps, donné beaucoup de signes de leurs ressources spirituelles et de leur disponibilité à être eux aussi

des partenaires responsables, dans la communauté chrétienne et dans les activités sociales.

Nous souhaitons que les familles, les éducateurs, les institutions et les services de l'Etat sachent les introduire plus concrètement dans une authentique vie de participation, en les y intéressant, en favorisant les dialogues sérieux, en s'engageant à leur offrir de nouvelles responsabilités et de nouvelles possibilités de travail, en valorisant bien leur disponibilité au volontariat.

Nous nous adressons enfin aux jeunes, tout en sachant que nous n'avons rien de plus précieux à leur donner que l'Evangile du Christ. Nous avons l'intention de développer par la suite ces simples réflexions, avec nos frères dans l'Episcopat et nos communautés chrétiennes. Nous pensons qu'il sera bientôt possible de présenter plus concrètement leurs aspirations à l'attention de toute l'Eglise d'une manière opportune.

La marche vers Pâques

11. Nous allons bientôt arriver au Carême. L'attention des fidèles sera fortement centrée sur le Christ, sur son mystère de mort et de résurrection.

Les communautés chrétiennes, avec leurs prêtres marcheront vers Pâques sur les traces du Seigneur, surtout avec les signes efficaces de la liturgie.


Ce sera un temps fort de recueillement et de prière. Dans un monde qui semble avoir peur du silence intérieur et qui tend à recouvrir son malaise de tant de confusion et de désespoir, l'Eglise retrouvera confiance avant tout en accueillant toute parole qui vient de Dieu, pour s'ouvrir toujours davantage au dialogue avec lui et avec les hommes.


Loin d'être une évasion de la réalité quotidienne, ce devra être au contraire une lucide disposition à voir, à comprendre, à juger, à être présent, à porter sa croix, en assumant fidèlement ses responsabilités chrétiennes, dans la nouveauté de vie qui vient du baptême.

Plus profonde sera la conversion vers le Seigneur, plus grande sera la communion des chrétiens entre eux et avec leurs pasteurs. Plus authentique sera le témoignage de l'amour évangélique, plus remarquables seront les réalisations au service du bien commun.

Nous confions à nos communautés ces réflexions, comme une invitation à célébrer sincèrement le mystère pascal du Christ et de l'Eglise. Nous sommes certains que la grâce du Seigneur, avec l'intercession de Marie, saura susciter parmi des disciples une nouvelle ferveur et dans tout le pays une nouvelle espérance.

LE CONSEIL PERMANENT
DE LA CONFERENCE EPISCOPALE ITALIENNE.

— Pour que l'Université  (collectif). Association universitaire pour l'entente et la liberté. — Un vol. 13,5 x 21 cm de 156 p. Editions du Centurion, Paris.

C'est surtout la politisation, la lassitude et le découragement de ceux qui doivent la faire vivre qui sont une menace pour son avenir. Au bilan qu'ils dressent, les auteurs joignent, dans ces pages, des propositions de ce qui peut et doit assurer  vie.

OUI A L'ENFANT

Lettre pastorale des évêques suisses ()*

CHERS FRERES, CHERES SŒURS,

L'enfant a toujours été au cœur des préoccupations humaines; rarement cependant il l'aura été autant que dans les derniers mois de l'année écoulée où l'on a longuement débattu de l'enfant à naître et de l'avortement, de l'enfant dans sa relation à sa mère, à sa famille ou à la société.

Si vos évêques ont choisi de vous entretenir aujourd'hui de ce thème, en proclamant bien haut ce « oui à l'enfant », c'est parce qu'ils veulent vous aider à prendre au sérieux le refus de la solution des délais, ce « non » qui nous a engagés lors du dernier référendum.

I. — S'opposer aux courants destructeurs de la famille

Quand on parle dans notre société de l'enfant, deux mentalités opposées se font jour : pour certains l'enfant est toujours le fruit désiré de l'amour humain; il faut donner aux enfants et aux jeunes toutes leurs chances de réussir leur vie; rien ne doit être négligé de ce qui permettra à l'enfant de s'épanouir et de se former. D'autres prônent des idées totalement opposées, qui se manifestent en particulier dans le domaine du logement, conçu uniquement en fonction d'une famille restreinte; c'est ainsi qu'une famille nombreuse ne trouve pratiquement plus la possibilité de se loger convenablement; bien des propriétaires d'ailleurs donneront la préférence aux couples sans enfants. La manière de construire les grands immeubles et les exigences de la motorisation font que l'espace vital nécessaire à l'enfant est de plus en plus restreint. Et c'est ainsi qu'on en arrive à pénaliser de plus en plus les grandes familles. Dès qu'un couple a plus de deux enfants, certaines gens l'accusent d'irresponsabilité et une femme qui attend un troisième ou un quatrième enfant s'expose à être l'objet de remarques désobligeantes.

Accepter un enfant devient également un problème à cause de l'insécurité de l'emploi qui touche autant les travailleurs suisses que les migrants.

Une certaine conception de la démographie concourt également à mettre en question la famille nombreuse : nous avons, dit-on, à nous prémunir devant le risque d'une surpopulation. Or, il faut savoir que la Suisse appartient au groupe des pays où le phénomène de la dénatalité est le plus grave et où on ferait bien de se préoccuper sérieusement des conséquences de

cette baisse des naissances. Il faut donc admettre que choisir d'avoir une famille nombreuse peut être une option de planning familial authentique et perspicace, correspondant à une prise de conscience de sa responsabilité vis-à-vis de notre société et de l'humanité tout entière (1).

Notre devoir d'évêques est donc d'inviter tous les chrétiens à s'opposer aux courants de notre société qui tendent à détruire la famille. Nous soutenons en particulier les hommes politiques et les organisateurs qui luttent pour une vraie politique familiale et un statut équitable de la famille (2) prévoyant une bonne assurance-maternité, des allocations familiales suffisantes, des dégrèvements fiscaux proportionnés, une aide efficace à la famille, à la mère et à l'enfant, toutes exigences qui s'inscrivent dans la ligne de la doctrine sociale de l'Eglise.

Il est bien évident donc que nous attendons, autant des familles que de la société, qu'elles conjuguent leurs efforts pour adopter une attitude favorable à l'enfant. Cela ne nous dispense pourtant pas de nous interroger sur notre propre échelle des valeurs. Ne faisons-nous pas passer le confort matériel avant toute chose, sans plus même soupçonner qu'un certain renoncement et un véritable esprit de sacrifice peuvent être source d'une authentique joie de vivre ?

II. — Planification familiale responsable

Notre « oui à l'enfant » n'est cependant pas en contradiction avec une planification familiale responsable :

« Si c'est un amour pleinement disponible et vraiment humain qui est à l'origine de l'acceptation de l'enfant, cet amour conduit tout naturellement à une paternité responsable (3). » Une paternité responsable ne peut résulter d'une recherche égoïste de confort; elle doit tenir compte de la santé physique et psychique des époux, de leur capacité d'éduquer des enfants et du conditionnement économique et social. En ce qui concerne « la méthode de planning familial », le couple choisira lui-même la méthode de prévention qui convient à une conscience chrétiennement formée. Il a le devoir de s'informer consciencieusement et, si besoin est, de se faire conseiller par un médecin (4). « Les époux se laisseront guider par un amour attentionné pour

(1) Synode 72, Bâle VI, 7.92; Lausanne, mariage et famille, p. 7 (DC 1975, n° 1671, p. 218-219).

(2) Syndicats chrétiens : résolutions sur la famille du 6-11-77.

(3) Déclaration des évêques suisses sur *Humanae vitae*, 1968, n° 11 (DC 1969, n° 1531, p. 19).

(4) Synode 72, Bâle VI, 7.9.4; Lausanne, o.c., p. 7.

(*) *Evangile et mission - Semaine catholique en Romanie*, 26 janvier 1977. Les sous-titres et les références à la DC sont de notre rédaction.

leur conjoint et prendront leur décision en commun (5). » On peut dire en résumé avec les évêques suisses qui s'exprimaient à ce sujet en décembre 1968 :

« Les époux qui acceptent de rester ouverts au service de la vie et qui font de l'amour humain et chrétien la base de leur union conjugale vivent les exigences fondamentales de la volonté de Dieu (6). »

III. — L'enfant « non désiré »

Comme toute planification, la planification familiale suppose qu'on reste ouvert à l'imprévisible, à ce qui paradoxalement n'a pu être planifié. La planification est nécessaire en tous les domaines aujourd'hui, mais elle a ses limites. Si l'on ne fait pas la part de l'imprévu, toute planification risque d'être inhumaine.

Pour le couple, cela veut dire qu'il doit rester ouvert à l'enfant, même si sa venue n'a pas été planifiée, et qu'elle n'a pas été souhaitée présentement.

Remarquons à ce propos que lorsqu'on parle aujourd'hui d'enfant « désiré » ou « non désiré », on court le risque de mettre en tout premier lieu l'accent sur le désir des parents souvent entaché d'égoïsme. Ne serait-ce pas sacrifier inconsciemment à l'idée que l'on peut manipuler la vie humaine, comme si elle était au seul pouvoir de l'homme ? Le jour où l'enfant se révélerait différent au plan caractériel, physique ou psychique de celui qu'on avait souhaité, les parents vont en souffrir bien davantage s'ils n'ont pas voulu l'enfant pour lui-même, mais uniquement pour satisfaire leur propre désir.

La venue de tout enfant peut apporter à ses parents un enrichissement réel. Mais cet enrichissement ne sera complet pour les parents que s'ils considèrent que l'enfant est un don de Dieu qui leur en confie la charge. Une belle expression propre à la langue allemande désignait autrefois la femme enceinte en disant qu'elle était « bénie de Dieu ». C'était souligner que Dieu est l'auteur de la vie, que la vie est le fruit de sa bénédiction et que tout enfant peut devenir, si l'on se place du côté de Dieu, une vraie bénédiction pour ses parents.

Il ne faut pas, bien sûr, sous-estimer ou taire le problème posé dans une famille à l'annonce d'une maternité non prévue. C'est précisément les parents affrontés à une telle difficulté que nous voudrions inviter à trouver dans la force que donne la foi le courage d'accepter l'enfant. Nous voudrions aussi rappeler à tous les fidèles le devoir qui est le leur d'être attentifs à toutes les situations de détresse familiale présentes ou prévisibles. Nous disons notre reconnaissance particulière aux parents qui adoptent des enfants, souvent difficiles, et leur donnent une éducation aussi attentive que s'il s'agissait des leurs. Nous disons aussi merci aux mamans qui, à cause de leur situation de détresse, renoncent

à garder auprès d'elles leur enfant et permettent qu'il soit adopté. Notre gratitude s'adresse enfin aux laïcs et aux instituts religieux qui s'occupent des enfants victimes de situations qui obligent leurs parents à les mettre en pension.

IV. — Envisager l'avenir du monde avec optimisme

Si de nombreux couples ont aujourd'hui de la peine à dire oui à l'enfant, c'est parce qu'ils entrevoient l'avenir du monde sous un jour pessimiste. Selon eux, donner la vie à un enfant est irresponsable. Cette attitude peut se comprendre, car elle est le signe d'une authentique conscience de sa responsabilité. Renoncer à l'enfant n'est-ce pas cependant alors désespérer de l'avenir et se livrer à une résignation pure et simple ? L'avenir ne risque-t-il pas d'être plus sombre encore et notre condition de chrétiens nous permet-elle d'envisager l'avenir de cette manière ?

Nous n'avons pas le droit de limiter notre regard aux seules vingt ou cinquante prochaines années ; nous devons nous mettre en face d'un horizon plus vaste qui est celui que Dieu nous a annoncé. Dieu soutient par sa volonté sa création tout entière et chaque enfant est pour Dieu une manière mystérieuse de continuer à soutenir sa création, ce que seule la Révélation peut faire comprendre aux croyants. Une planification familiale qui, de la part des parents, refuserait purement et simplement l'enfant serait de nature à contrecarrer le plan de Dieu. Si par contre nous faisons confiance à Dieu, notre vie sera soutenue par une solide espérance en l'avenir : nous avons la certitude que Dieu n'appelle pas un enfant à la vie uniquement pour les quelques années qu'il passera sur la terre, mais aussi pour partager sa gloire dans l'éternité. Nous vivons aussi avec l'espoir d'être assez forts pour assurer un certain avenir au monde terrestre et d'être assez courageux pour nous engager à construire un monde meilleur, plus juste et plus accueillant à l'enfant. Notre monde a un urgent besoin d'hommes capables d'annoncer une telle espérance à travers leur propre vie et leur foi en l'enfant.

V. — La tâche éducatrice des parents

Forts de cette espérance, les parents doivent savoir que Dieu les soutient dans leur tâche d'éducateurs si difficile aujourd'hui. S'ils sont conscients que l'enfant est en définitive un présent que Dieu leur fait et non seulement l'objet de leur bon vouloir, ils en viendront plus facilement à établir avec leurs enfants une relation où l'on partage, car elle est fondée sur l'amour. Cette relation de partage exclut un style d'éducation autoritaire, car elle prend au sérieux en l'enfant sa dignité d'homme et de créature de Dieu. Elle proscriit également toute attitude anti-autoritaire qui supprimerait toute barrière et serait en définitive la négation même d'une authentique éducation : c'est parce que les parents aiment l'enfant que Dieu leur a donné qu'ils lui montreront le chemin qui lui per-

(5) *Ibid.*

(6) Déclaration, n° 22 (DC 1969, n° 1531, p. 20).

mettra de devenir un vrai chrétien et un membre de la communauté humaine conscient de ses responsabilités. Si l'on sait que ce sont les premières années de la vie qui sont déterminantes, il faudrait que l'on aide toutes les mamans, y compris les mères célibataires, à s'occuper elles-mêmes dans la mesure du possible de leurs petits enfants ; encore faut-il convaincre les mamans que ce devoir est pour elles primordial.

Les parents ne sont pourtant pas les seuls éducateurs des enfants : l'école, les mass media, les multiples influences exercées par l'environnement déterminent également l'éducation. Ceux qui exercent une influence sur les enfants et les jeunes, tels les maîtres, les autorités scolaires et aussi les groupes de jeunes portent tous avec les parents la responsabilité de l'éducation.

Nous disons merci à tous ceux qui se dévouent, au nom de leur foi, au service des enfants et des jeunes, comme à tous ceux qui dans les paroisses sont accueillants à la jeunesse, essaient de la comprendre et de parer à son désarroi.

VI. — Que notre regard sur l'enfant soit celui de Jésus

Chaque fête de Noël nous rappelle le mystère du Fils de Dieu devenu pour nous un petit enfant : Jésus est le signe de ce « oui » irréversible que Dieu a dit aux hommes qui devrait transparaître sans cesse en chaque enfant, en chaque adolescent, en chaque homme adulte.

Jésus a béni les enfants en proclamant : « Laissez les petits enfants et ne les empêchez pas de venir à moi. » (Mt 19, 14.) Plaçant un jour un enfant au milieu de ses disciples, il déclara : « Celui qui accueille un enfant comme celui-ci en mon nom, c'est moi qu'il accueille. » (Mt 18, 5.) Voulons-nous savoir si en tous ces problèmes de planification familiale, d'enfants et d'éducation nous sommes sur la bonne voie ? Demandons-nous alors quelle réponse nous donnerions à cette question : « Mon regard sur l'enfant est-il celui de Jésus ? »

Prions pour que notre regard soit celui de Jésus et efforçons-nous d'en tirer les conséquences pour notre vie.

VOS EVEQUES.

UNE SOCIÉTÉ A REFAIRE

Message pastoral des évêques du Canada ()*

1^{er} décembre 1977.

Bien que notre époque soit marquée par de graves problèmes sociaux, plusieurs chrétiens trouvent des raisons d'espérer. En effet, un peu partout au pays, des membres des différentes communautés chrétiennes en arrivent à une connaissance plus approfondie de Dieu dans les efforts qu'ils font pour vaincre les souffrances humaines. De même, en luttant ensemble pour la justice, surtout en faveur des pauvres et des opprimés, ces chrétiens découvrent d'autres citoyens qui poursuivent le même objectif. Toutes ces luttes sociales pour enrayer la pauvreté et les autres formes d'injustice et d'inégalité constituent, de fait, des signes d'espérance.

Toutefois, nous ne devons pas nous illusionner dans l'appréciation de ces efforts et des effets qu'ils entraînent. Nous vivons dans un monde tourmenté par l'incertitude, les contradictions et les conflits. Partout, les gens s'inquiètent de l'avenir. En comparaison avec d'autres, notre pays apparaît particulièrement prospère et pacifique. Mais chaque jour rappelle que nous vivons au milieu d'inégalités, de tensions et dans la crainte de la violence.

Les signes du sous-développement

A vrai dire, bien qu'il soit reconnu comme développé, notre pays laisse voir des signes de sous-développement. Déjà en 1971, un Canadien sur

quatre vivait dans la pauvreté (1) et, depuis lors, la crise de l'inflation de même que le taux élevé du chômage n'ont pas amélioré la situation. De puissantes compagnies, dont le contrôle se situe à l'étranger, disposent d'un pouvoir grandissant dans notre société sans que l'on puisse intervenir efficacement à cet égard. Leurs décisions influencent directement le chômage, l'augmentation des prix et la dévalorisation des revenus et de l'épargne. Les disparités économiques et sociales persistent entre les différentes régions du pays. La pollution et les avaries faites à l'environnement illustrent le mauvais usage que nous faisons souvent de nos ressources naturelles. Certaines collectivités, dont l'avenir est déterminant pour notre pays, s'inquiètent de la survivance de leur culture et de leurs coutumes. Les travailleurs, même syndiqués, participent peu aux décisions qui affectent leur mode de vie et leur bien-être. Bien plus, à tous les niveaux de gouvernement, nos représentants font face à des problèmes qui paraissent insurmontables.

Bien sûr, ces difficultés ne sont pas d'aujourd'hui. Au cours des vingt dernières années, dans nos messages, nous avons attiré l'attention de nos compatriotes canadiens sur l'un ou l'autre des maux qui affligent notre société. Par ailleurs, les gens prennent davantage conscience, aujourd'hui, de l'éclatement de la société. Chaque jour, la presse étale les controverses sur la situation actuelle ; elle fait aussi écho de revendications en faveur d'un changement. Toutefois, la diversité de ces revendi-

(*) Texte publié en brochure par la Conférence des évêques catholiques du Canada, 90, avenue Parent, Ottawa.

(1) *La Pauvreté au Canada*, rapport du Comité spécial du Sénat (David A. CROLL), Ottawa 1971, p. 11.

cations montre que nous sommes en présence de valeurs contradictoires et de plusieurs visions de l'homme et du monde.

Une intervention à deux volets

En nous adressant à vous, catholiques du Canada, nous poursuivons un double objectif : vous inviter à vous engager davantage dans la rénovation de la société et vous recommander une forme particulière d'engagement. En effet, les chrétiens doivent se consacrer, au nom de l'Evangile, à la transformation des modes de vie et des structures socio-économiques. Le Seigneur les appelle à être présents aux efforts de création ou de rénovation des moyens susceptibles de répondre aux besoins actuels, qu'il s'agisse de la planification de projets, de l'utilisation de techniques ou de la vie des institutions. Nous le rappelons aussi, les chrétiens ont à exercer un leadership quand il s'agit d'identifier et de promouvoir des solutions qui exigent le renouvellement des valeurs, des attitudes et des rapports humains.

En tout temps, les idées mènent le monde et les hommes se laissent guider par les valeurs véhiculées par les idéologies. Quant à nous, la Bible propose une conception de la justice qui éclaire le chemin. Tous verront leurs droits respectés et leurs besoins satisfaits dans la mesure où hommes et femmes vivront des rapports empreints de justice et d'égalité, et travailleront ensemble à accorder les institutions et les structures à ces dernières valeurs.

Les raisons d'espérer

Les problèmes actuels constituent pour vous comme pour nous une occasion et un lieu pour actualiser l'Incarnation et la Rédemption du Christ dans le monde d'aujourd'hui : « *L'expérience du chrétien lui vient d'abord de ce qu'il sait que le Seigneur est à l'œuvre avec nous dans le monde, continuant en son corps qui est l'Eglise — et par elle dans l'humanité entière — la Rédemption qui s'est accomplie sur la croix et qui a éclaté en victoire au matin de la Résurrection. Elle vient aussi de ce qu'il sait que d'autres hommes sont à l'œuvre pour entreprendre des actions convergentes de justice et de paix* (2). »

L'appel du Christ

Le monde d'aujourd'hui rappelle autant Ninive, ville du péché et de l'orgueil, que Jérusalem, ville sainte et lieu de rencontre avec Dieu (3). Le travail au cœur de ce monde prend ainsi un sens particulier pour nous tous. « *Nous avons reçu, dit Paul VI, la mission de collaborer à la création du monde surnaturel, inachevée jusqu'à ce que nous parvenions tous ensemble à constituer cet homme parfait « qui réalise la plénitude du Christ » dont parle saint Paul. (4) »* Votre attente de la terre nouvelle se nourrit des efforts déployés pour culti-

ver celle où vous vivez, car « *le corps de la nouvelle famille humaine y grandit et offre déjà quelque ébauche du siècle à venir* » (5). Le règne de Dieu vient et il est déjà commencé (6).

Les chrétiens, pauvres, riches ou de condition moyenne, sont invités à revêtir l'homme nouveau et à se laisser réconcilier avec Dieu (7). Cette double invitation vient de Celui qui a créé le monde et qui intervient dans l'Histoire comme notre Père commun, modèle d'amour et de justice. Son amour s'étend à toute l'humanité. Il est, d'une manière toute spéciale, l'ami du petit, de l'homme déchu et de tous ceux qui sont opprimés. Il nous appelle à nous libérer de l'égoïsme et de la cupidité, à nous préoccuper les uns des autres et à aimer notre prochain comme nous-mêmes.

Une idée-force des Ecritures, c'est la connaissance de Dieu et son expérience intime, actualisées dans l'amour et le respect du prochain, par la recherche de la justice pour le pauvre, le déshérité, l'opprimé, le vieillard, le malade et le prisonnier (8). Cet amour et ce respect trouvent leur source en Dieu qui est le Père de tous les hommes sans exception. Dieu est amour. Dans le Christ, le Père aime chacun de sorte que les hommes puissent s'aimer les uns les autres. Voilà le commandement nouveau (9). « *Si quelqu'un dit : « J'aime Dieu » et qu'il haisse son frère, c'est un menteur. En effet, celui qui n'aime pas son frère, qu'il voit, ne peut pas aimer Dieu qu'il ne voit pas. (10) »* Cette façon d'aimer fait appel à une justice qui comporte une égalité entre tous (11).

Au Sinaï, Dieu a conclu avec son peuple une alliance qui a été renouvelée dans la mort et la résurrection du Seigneur Jésus. Héritiers de cette alliance, les chrétiens ont reçu la mission de réconcilier tous les hommes avec Dieu, en entreprenant

(5) *Gaudium et spes*, constitution pastorale « l'Eglise dans le monde de ce temps », 7 décembre 1965, § 37 (DC 1966, n° 1464, col. 193 et s. — NDLR).

(6) *Evangelii nuntiandi*, exhortation apostolique sur « l'Evangélisation », Paul VI, 8 décembre 1975, § 13 (DC 1976, n° 1689, p. 1 et s. — NDLR).

(7) *Idem*, § 2.

(8) Amos, Jérémie, Isaïe, Osée, Psaumes 9, 10, 40, 72, 76, 146. Matthieu 25, 31-46 ; Marc 10, 42-45 ; Luc 4, 18-20 ; Jacques 1, 9 ; 2, 1-13 ; 5, 1-6.

(9) Jean 13, 34 ; 1 Jean 4, 7, 11, 16.

(10) 1 Jean 4, 20.

(11) L'égalité est un idéal difficile à atteindre, mais les chrétiens doivent faire tous les efforts pour s'en rapprocher. Ils ne peuvent accepter que les inégalités actuelles soient l'aboutissement inévitable d'une sélection naturelle, comme le prétend l'école de pensée sociale de Darwin. Bien au contraire, ils trouvent une invitation constante à la fraternité et au partage dans l'enseignement évangélique, en particulier dans les Actes des apôtres (2, 40-47 ; 4, 32-35) et dans saint Paul : « *Ce qu'il faut, c'est l'égalité. Dans le cas présent, votre superflu pourvoit à leur dénuement, pour que leur superflu pourvoie aussi à votre dénuement. Ainsi se fera l'égalité, selon qu'il est écrit : Celui qui avait beaucoup recueilli n'eut rien de trop, et celui qui avait peu recueilli ne manqua de rien.* » (2 Co 8, 13-15.) Par ailleurs, le Pape Léon XIII déclarait que « *... dès qu'on a accordé ce qu'il faut à la nécessité et à la bienséance, c'est un devoir de verser le superflu aux pauvres* » (*Rerum novarum*, encyclique de Léon XIII, 15 mai 1891, § 19). Et Pie XI d'ajouter : « *L'homme n'est pas autorisé à disposer, au gré de son caprice, de ses revenus disponibles, c'est-à-dire des revenus qui ne sont pas indispensables à l'entretien d'une existence convenable et digne de son rang.* » (*Quadragesimo anno*, Pie XI, 15 mai 1931, § 50.)

(2) *Octogesima adveniens*, lettre de Paul VI au cardinal Roy sur « La responsabilité politique des chrétiens », 14 mai 1971, § 48 (DC 1971, n° 1587, p. 502 et s. — NDLR).

(3) *Idem*, § 12.

(4) *Populorum progressio*, encyclique de Paul VI sur « Le développement des peuples », 26 mars 1967, § 28 (DC 1967, n° 1492, col. 673 et s. — NDLR).

dès aujourd'hui la construction d'un royaume basé sur la justice et l'amour. Par le baptême, vous êtes refaits à l'image de Dieu et engagés dans une vie nouvelle. Votre participation au repas du Seigneur annonce la gloire à venir et vous fait entrer, dès maintenant, dans le royaume que le Père nous a promis. Vous et nous répondons à ces dons du Seigneur par une conversion sans cesse reprise, par la réconciliation et la pénitence. C'est ainsi que nous nous plaçons sous la loi du Christ (12) et que nous maintenons l'alliance avec Dieu. L'esprit des Béatitudes donne aux chrétiens le pouvoir de transformer le monde au nom de Jésus-Christ. Il leur permet de devenir des artisans de paix, miséricordieux, pauvres en esprit, purs de cœur, affamés et assoiffés de justice, même dans l'affliction et la persécution (13).

Le discernement évangélique

Dieu veut que l'Évangile transforme non seulement notre vie personnelle et privée, mais toute la vie sociale et publique, c'est-à-dire les mentalités, les coutumes, les lois et structures de notre milieu (14). Il demande à chacun de créer un monde plus humain, plus fraternel ; un monde où l'injustice et la violence ne menaceraient plus les hommes et où les ressources de la création seraient utilisées pour satisfaire les besoins de tous. « *Il revient aux communautés chrétiennes, souligne Paul VI, d'analyser avec objectivité la situation propre de leur pays, de l'éclairer par la lumière des paroles inaltérables de l'Évangile, de puiser les principes de réflexion, des normes de jugement et des directives d'action dans l'enseignement social de l'Eglise* (15). » En appliquant ainsi l'Évangile à notre temps, vous pouvez mieux identifier et juger les enjeux de notre société et contribuer à son développement.

L'héritage du capitalisme

L'avènement de la société industrielle a été, sur certains points, un véritable facteur de progrès humain. Grâce à un travail constant et à des recherches systématiques, l'homme découvre peu à peu les secrets de la nature. Il est parvenu à créer de grands et audacieux projets qui pourraient mettre les richesses de la terre à la portée de tous. Toutefois, malgré la place accordée aux libertés individuelles, cela est loin d'être réalisé. De fait, au cœur de ces possibilités nouvelles, s'est développé un système néfaste qui considère « *le profit comme moteur essentiel du progrès économique, la concurrence comme loi suprême de l'économie, la propriété privée des moyens de production comme un droit absolu, sans limites ni obligations sociales correspondantes*. » (16) Sans ouverture sur un au-delà, le monde devient le lieu exclusif de la recherche d'une existence de plus en plus confortable. La recherche à tout prix de l'intérêt personnel est présentée comme une valeur. La théorie de la « *survivance des plus forts* » conduit à l'ac-

ception des phénomènes de la pauvreté et de la concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains d'une minorité. Les stratégies du monde industriel sont précisément conçues en vue de produire le maximum de succès et de profit. Pour cette raison, on favorise de manière constante une consommation effrénée des biens. En conséquence, les êtres humains et les ressources naturelles se trouvent soumis à un processus d'exploitation et de destruction.

En ce sens, notre pays demeure profondément marqué par les fondateurs du capitalisme libéral. Nous perpétuons aujourd'hui leur héritage, car leurs idées ont modelé nos institutions. Les valeurs qu'ils ont transmises ont façonné le système économique actuel, qui, à son tour, suscite des espoirs matérialistes, objets d'idolâtrie pour des millions de citoyens. Ces mêmes valeurs constituent une religion économique qui empêche le développement d'une morale de partage. Alors que des gens se sont efforcés de faire surgir en notre monde la solidarité et l'amitié, les structures sociales et économiques d'aujourd'hui sont devenues des lieux incultes d'individualisme et de promotion de soi. Le résultat est manifeste : plusieurs de nos concitoyens sont privés de certains biens nécessaires ; d'autres, enlisés dans l'avoir, parviennent difficilement à rencontrer Dieu, à connaître la personne de Jésus et à vivre son message. De génération en génération, les gens s'imprègnent d'une culture, de façons de penser et de croire qui sont étrangères au projet de Dieu.

L'option marxiste

Un nombre croissant de nos concitoyens ne peuvent tolérer davantage ce désordre établi. Dans une recherche sincère d'un monde meilleur, certains voient le marxisme comme une option possible. Certains chrétiens, férés de justice et d'égalité et désirant affranchir la société actuelle de ses idoles et modifier les rapports entre les hommes, essaient d'harmoniser le marxisme avec l'Évangile. C'est là une entreprise fort dangereuse, car l'idéologie marxiste contient des postulats inacceptables pour les chrétiens. Vous et nous, ne pouvons en effet accepter une idéologie qui nie l'existence de Dieu et son intervention dans l'Histoire, qui rejette la dimension et la vocation spirituelles de l'homme ; une idéologie qui tend à ne voir en la personne que sa fonction économique, qui propose la dialectique de la violence comme moyen de transformation sociale et aliène la liberté individuelle dans la collectivité (17). Comme disciples du Christ, nous ne pouvons souscrire à l'idée d'un paradis — la « *Cité idéale* » — pleinement réalisable ici, sur terre. En effet, le royaume promis par le Christ dépasse de beaucoup les frontières de ce monde et appelle les hommes à renaître sans cesse dans l'esprit du Seigneur ressuscité. Vous comprendrez, dès lors, que ce n'est pas sans inquiétude que nous constatons l'expansion de l'idéologie marxiste, surtout dans les milieux étudiants, populaires et autres.

Néanmoins, certains chrétiens, engagés dans des luttes pour la justice, utilisent ce que l'on appelle communément la « *grille d'analyse marxiste* ». Cette

(12) Galates, 1, 5 ; 6, 2.

(13) Matthieu 5, 1-16.

(14) *Populorum progressio*, § 81.

(15) *Octogesima adveniens*, § 4.

(16) *Populorum progressio*, § 26.

(17) *Octogesima adveniens*, § 26.

approche peut aider à l'identification d'injustices et de structures d'exploitation. Toutefois, l'analyse marxiste a tendance à réduire tout conflit social à deux principaux acteurs : exploiters-exploités, dominants-dominés, maîtres-esclaves. Nous ne pouvons nier que les luttes de classes ont apporté des bouleversements sociaux importants au cours de l'histoire. Mais de graves problèmes surgissent quand ces luttes s'enracinent dans une vision trop étroite de l'homme, engendrent la haine et la violence et débouchent sur une nouvelle forme d'oppression. En annonçant un Evangile d'amour et de justice, comme chrétiens, nous parlons de l'homme, d'un homme fait à l'image de Dieu avec des droits inaliénables qui ne doivent jamais être spoliés, quel que soit le changement social. Le projet du Christ est tel que, même au cœur des luttes difficiles, les hommes sont sans cesse appelés à changer leur cœur et leurs attitudes. C'est ainsi qu'ils pourront renaître et transformer les structures sociales, économiques et politiques qui engendrent la souffrance humaine.

Des perspectives chrétiennes

Au milieu des conflits, des contradictions qui opposent et oppriment les hommes, notre rôle de chrétiens est de faire la différence entre les promesses du royaume de Dieu et les utopies, les idéologies, quelle que soit la valeur de celles-ci. Beaucoup de gens se rendent compte que les idéologies actuellement dominantes, capitalisme ou marxisme, sont en contradiction avec les valeurs de l'Evangile. Ici et là, de par le monde, ces idéologies ont donné naissance à différents modèles sociaux. Aucun de ces modèles, cependant, ne répond de façon adéquate aux besoins de l'humanité. Cela se manifeste par la recherche de nouvelles valeurs sociales, de nouveaux objectifs et de nouvelles structures. Un tel phénomène caractérise bien notre époque. Au Canada et ailleurs, des études, des débats et des projets de toutes sortes se multiplient en vue de construire l'avenir. Dans ces initiatives, Dieu vous invite à vous libérer des modes actuels de penser et d'agir qui sont inadéquats, à vivre une vie nouvelle et à vous unir à d'autres hommes pour bâtir une société où une réelle liberté s'appuiera sur l'amour et la justice.

Dans votre milieu, vous pourrez rencontrer un éventail d'options et de multiples stratégies. Certains chercheront à réformer l'actuel système capitaliste à la lumière de l'Evangile. D'autres choisiront de militer dans des mouvements socialistes, en tentant de les rendre conformes aux enseignements de Jésus. D'autres encore rejeteront ces deux options pour s'engager dans la recherche d'un nouvel ordre socio-économique, s'inspirant eux aussi des principes de l'Evangile. La poursuite de ces différents plans d'action apportera inévitablement des tensions et des débats au sein de la communauté chrétienne. Cela peut être bénéfique sur le plan du changement social, mais une chose est sûre : une option n'est légitime que dans la mesure où elle amène les gens à travailler ensemble dans la création d'une société basée sur la justice.

Les projets d'avenir

A ceux d'entre vous qui, de plus en plus nombreux, travaillent à promouvoir la justice, nous désirons de nouveau donner notre appui sans réserve.

Nous convions les autres à s'engager dans le même sens. Au cours des deux prochaines années, nous avons l'intention de proposer un plan d'action pastorale, visant à amener plus de membres de la communauté catholique à être actifs dans la création d'un ordre social et économique basé sur la justice. Aussi, membres des communautés chrétiennes, nous vous adressons un appel urgent à vous engager dans les projets suivants :

1. Revoir les six jalons d'étude et d'action présentés dans notre Message de la Fête du travail 1976 « *De la parole aux actes (18)* ». Ces jalons contiennent des suggestions pratiques où, comme chrétiens, vous pouvez vous engager dans des actions destinées à faire disparaître les causes d'injustice dans votre milieu. La formation de groupes locaux d'étude et d'action sur les problèmes actuels d'injustice est vitale pour la promotion de la communauté chrétienne.

2. Participer à des projets d'étude et d'action qui débiteront l'an prochain dans chaque diocèse et chaque région apostolique. Au printemps 1978, un instrument de travail sera publié et visera à favoriser la sensibilisation de l'action des chrétiens dans chaque région. Il traitera des principales questions d'injustice au Canada et dans le tiers monde.

3. Participer à des rencontres régionales sur la justice sociale. Au cours des deux prochaines années, vous aurez de nombreuses occasions de vous regrouper sur le plan régional pour partager vos observations et vos expériences sur les différentes situations d'injustice et pour développer des stratégies d'action visant le nécessaire changement social dans notre milieu.

Un développement authentique

Il y a dix ans, dans son encyclique *Populorum progressio*, Paul VI indiquait les sources d'un véritable progrès humain et invitait tous les hommes à une solidarité universelle. Cette solidarité, disait-il, doit être telle que tous les peuples puissent développer pleinement leur personnalité, tant sur une base individuelle que collective. Ce développement intégral, selon lui, exige que les différents peuples deviennent les artisans de leur propre croissance, qu'ils développent entre eux des liens de solidarité et qu'ils y investissent le meilleur d'eux-mêmes (19). Les valeurs de l'amour, de la justice et de la liberté promues par l'Evangile peuvent servir à l'élaboration de plusieurs modèles de société. Toutefois, un ordre social qui exclurait ces valeurs ne pourrait répondre pleinement aux aspirations légitimes des hommes. Inspirés par ces valeurs pour relever le défi d'une société à refaire, vous contribuerez à un développement social authentique et, selon la tradition prophétique, vous serez des témoins de l'espérance dans le monde d'aujourd'hui.

(18) Annexe : Extrait du « *Message de la Fête du travail 1976* » : « *De la parole aux actes* ». (DC 1976, n° 1709, p. 1022 et s. - NDLR.)

(19) *Populorum progressio*, § 43 et s.

— Aspects psychosociaux de la vie collective. La psychologie de la vie sociale. Tome 2. — Un vol. 13,5 X 21,5 cm de 192 p. Editions du Centurion, Paris.

APPEL DES ÉVÊQUES D'ANGLETERRE ET DU PAYS DU GALLES EN FAVEUR DU DÉSARMEMENT

La déclaration ci-après a été lue le dimanche 29 janvier dans toutes les églises catholiques d'Angleterre et du Pays de Galles. En prévision de la session spéciale des Nations Unies qui aura lieu en mai 1978, les évêques demandent aux fidèles de prendre part à la lutte en faveur du désarmement ().*

Aujourd'hui, Dimanche de la paix, le Pape Paul VI demande à chacun d'entre nous de prendre le temps :

- de réfléchir à la signification de la paix ;
- de prier pour la paix ;
- d'agir en faveur de la paix.

Le mot d'ordre qu'il nous donne aujourd'hui est : Non à la violence ; oui à la paix.

Mais comment pourrions-nous dire « non » à la violence, alors qu'elle nous encercle ? Même en l'absence de la guerre, la lutte et la violence semblent faire fatalement partie de la vie humaine ; ne naissent-elles pas de notre tendance au péché, de notre convoitise et de notre cupidité, de notre envie et de notre ambition ? Tous autant que nous sommes, nous devons chaque jour prendre bien garde à notre penchant à la colère.

Pourtant, c'est d'un tableau plus large que nous voulons vous parler dans le message pour le Dimanche de la paix. Jour après jour, la télévision fait entrer jusque dans nos foyers des scènes de réelle violence : lancements de bombe, enlèvements, actes de vandalisme et de banditisme. Cependant que, sur nos écrans, les prétendus « divertissements » sont en fait une apologie de la brutalité et du meurtre.

Ni la violence à l'échelon local ni la guerre à l'échelle mondiale ne sont possibles sans le recours aux armes. Or, aujourd'hui, nous voyons partout les gouvernements dépenser des sommes de plus en plus fabuleuses pour inventer des méthodes toujours plus efficaces visant à détruire un nombre sans cesse plus grand d'ennemis.

La course aux armements a été vigoureusement condamnée par l'Eglise. Il y a déjà douze ans, Vatican II déclarait : « La course aux armements est une plaie extrêmement grave de l'humanité et lèse les pauvres d'une manière intolérable. La Providence divine requiert instamment de nous que nous nous libérions de l'antique servitude de la guerre. » (*Gaudium et spes*, 81.)

Il apparaît de plus en plus nettement que c'est seulement le désarmement international qui permettra à l'homme de se libérer de cet esclavage de la guerre.

Le « non » que nous disons à la violence ne sera effectif que si nous aboutissons à un désarmement réel. Même si l'idée ■ de quoi nous effrayer, il se pourrait bien que nous encourions une certaine responsabilité morale dès lors que nous admettons la possibilité de cette violence terrifiante qu'est la

guerre atomique. Notre devoir est tout tracé : il nous faut faire tous nos efforts pour mettre la guerre au ban de l'humanité, par le moyen d'un accord international — et cela suppose le désarmement. Cela comportera également le remplacement de la guerre par un système de sécurité internationale. Nous devons apprendre à régler nos différends internationaux de la même manière que nous réglons nos différends particuliers, par le recours à la loi ou à l'arbitrage, et non plus par la lutte.

Concrètement, que faire pour la paix ?

C'est dans cette optique que les évêques d'Angleterre et du Pays de Galles vous engagent aujourd'hui unanimement à favoriser la paix de toutes les manières qui sont en votre pouvoir, et en particulier à promouvoir le désarmement international. Si nous parlons de cet aspect particulier de l'instauration de la paix, c'est que, au mois de mai de cette année, une session spéciale des Nations Unies sera consacrée à cette question du désarmement, qui est d'une importance vitale pour toutes les nations.

Peut-être vous direz-vous : « En quoi cela me concerne-t-il ? Je n'assisterai pas à cette session. Je n'ai aucun moyen de peser sur les décisions. » Vous vous trompez.

Il est vrai que la session spéciale des Nations Unies sera directement l'affaire d'un petit groupe d'experts gouvernementaux. Mais, en Grande-Bretagne, nos hommes politiques dépendent de l'opinion publique et des réactions des électeurs, c'est-à-dire de vous-mêmes.

Faites connaître votre point de vue. Sur de tels problèmes éthiques fondamentaux, les chrétiens ont tous le devoir d'étudier le problème, de s'informer et ensuite d'essayer d'apporter une réponse par tous les moyens conformes à l'Evangile dont ils disposent.

Tout au long de son pontificat, Paul VI n'a jamais cessé de plaider en faveur d'une paix fondée sur la justice, et sur un désarmement progressif et général, entrepris de façon égale par toutes les nations. Même une modique fraction des sommes fantastiques consacrées à la course aux armements pourrait fortement contribuer à soulager les souffrances et à remédier à la misère de bien des pauvres dans le monde. La prochaine session spéciale doit être l'occasion pour la race humaine de faire un important pas en avant dans la direction d'un accord sur le désarmement. Et c'est pourquoi elle doit faire l'objet des prières et de l'espoir de tous les peuples de la Terre.

Le rôle de l'Eglise

Pour une bonne part la course actuelle aux armements est due à la peur. Face aux divisions politiques et idéologiques qui déchirent le monde, l'homme cherche sa sécurité. Dans la recherche d'une alternative à ce dilemme, l'Eglise a un rôle à jouer : celui d'encourager une patiente négociation, de souligner la possibilité d'un progrès réel, de prendre des mesures concrètes, de continuer à œuvrer pour le développement pacifique, en vertu de sa mission auprès de « toutes les nations ».

(*) Texte anglais dans *Cathnews*. Traduction, titres et sous-titres de la DC.

Aussi, en tant qu'évêques, cherchons-nous à encourager les organisations travaillant pour la paix. Nous voulons apporter une aide constructive à l'étude des problèmes liés au maintien de la paix ; promouvoir les centres pour l'étude de la paix qui examinent les méthodes permettant, d'une part, de résoudre les conflits et, d'autre part, de faire servir à d'autres usages les ressources militaires. Par-dessus tout, nous voulons substituer à l'apathie et au désespoir des hommes un espoir créateur, et encourager parmi vous cette volonté de paix sans laquelle les efforts de la Conférence des Nations Unies seraient nuls et non avenus.

En tant qu'Eglise du Christ, nous devons témoigner auprès du monde que Dieu veut la paix. L'Evangile de Noël a parlé de la naissance du Christ comme

d'un événement qui apporte « la paix sur la terre ». Il est venu comme l'Agneau de Dieu pour effacer le péché du monde. Il a été en butte à la violence, mais il l'a surmontée, et son message de Ressuscité est « La paix soit avec vous ».

Nous disons « oui » à la paix en participant à cette paix du Christ à chaque messe, en nous efforçant de préserver la paix dans nos foyers, sur les lieux de notre travail, dans notre quartier, partout où nous vivons.

Que le Christ qui a dit : « Bienheureux les pacifiques », bénisse chacun d'entre nous chaque fois que nous prions et travaillons pour la paix, chaque fois que nous nous efforçons de dire — en tant que personne, nation et communauté internationale — non à la violence, oui à la paix.

LA RÉPONSE A L'ABSURDITÉ QUI MENACE LE MONDE

Invitation des Eglises du Canada à la prière et au jeûne (1)

A l'heure actuelle, nous entendons dans notre pays, des voix désespérées. Ces voix, souvent jeunes, trahissent la lassitude et l'isolement : des mariages s'écroulent et les familles en subissent les conséquences ; des ouvriers perdent leur emploi et le chômage augmente ; la spirale de l'inflation monte de plus en plus et la valeur du dollar diminue ; les droits de la personne sont bafoués et la vie humaine elle-même est dévalorisée. Devant ces événements, de nombreux Canadiens se sentent de plus en plus seuls alors qu'ils cherchent une réponse à leurs souffrances et aux difficultés de leur vie. Face à ces réalités, les gens ont besoin de lumière et de force pour trouver un équilibre entre ces exigences trop grandes et leurs ressources limitées.

Quand les conflits et les désordres de la vie semblent particulièrement lourds, les chrétiens, par tradition, se tournent vers le repentir, la prière et le jeûne dans leur recherche de la paix et d'un sens à leur vie personnelle et communautaire. Aujourd'hui, le peuple chrétien entend les échos provenant de l'expérience du peuple hébreu dans le désert et de la vie de Jésus à Nazareth. A travers le cheminement difficile d'Israël et la voie pénible de la croix, les chrétiens reconnaissent le Peuple de Dieu et le Sauveur : ils cherchent ainsi une signification à l'apparente absurdité de la vie. Ils s'engagent à la suite de ceux que le Seigneur invite à chercher leur route dans la prière et le repentir.

Voilà pourquoi, comme chefs chrétiens de notre pays, nous vous pressons de suivre aujourd'hui cette voie. Les chrétiens, individuellement ou en communauté, doivent chercher ensemble la réponse à cette absurdité qui menace l'humanité. Ils le feront non seulement pour eux-mêmes, mais également pour tous leurs frères et sœurs du monde rachetés dans l'amour par le Seigneur.

Ceux qui se réclament du Christ comme Seigneur se sont toujours préparés à la grande fête de sa Résurrection en tentant de répondre d'une façon spéciale à son appel au repentir et à la construction d'une terre nouvelle. C'est pourquoi, nous vous demandons d'employer ce temps à déceler les ap-

pels de Dieu pour dissiper la souffrance, la pauvreté, l'injustice, la solitude et les conflits de notre pays. Avec un cœur et un esprit accueillant le Seigneur par la prière et le repentir, nous pouvons lui demander d'accomplir sa volonté par nous en travaillant à l'avènement de son règne de justice, d'amour et de paix. En cette période de l'année qui précède Pâques, de nombreux chrétiens, par des sacrifices et des actes de pénitence accomplis dans leurs familles, offrent, à la fois, une partie de leurs revenus aux pays en voie de développement et tentent de détecter les causes de la pauvreté pour les éliminer.

En agissant ainsi, les chrétiens témoignent plus éloquemment de leur foi dans la beauté et le sens de la vie. Hommes et femmes qui croient en la promesse du Christ ressuscité manifestent ainsi la joie et la paix enracinées au fond de leur cœur.

Avec empressement, nous demandons à tous les chrétiens de notre pays de susciter un mouvement de repentir, de prière et de jeûne qui amènera Dieu à renouveler notre monde. Cette célébration spéciale pourrait avoir lieu, soit le mercredi des Cendres 8 février, ou le dimanche 12 février. Avec foi et espérance, nous demandons de nouveau aux chrétiens de se tourner vers le Seigneur. Prions-le ensemble de nous aider à franchir le désert d'aujourd'hui et de nous tracer des avenues nouvelles prometteuses de vie et d'épanouissement.

LES CHEFS DES EGLISES CHRETIENNES AU CANADA.

Rev. E.W. SCOTT, primat,
Eglise anglicane du Canada.

Rev. D.W. SJOBERG, président,
*Eglise luthérienne en Amérique
(section Canada).*

Rev. DE COURCEY RAYNER, modérateur,
Eglise presbytérienne au Canada.

S.E. Mgr Gilles OUELLET, président,
*Conférence des évêques catholiques
du Canada.*

Rev. George TUTTLE, modérateur,
Eglise unie du Canada.

(1) Texte original. Titre de la DC.

ALLOCUTION DE Mgr ETCHEGARAY AUX JOURNALISTES

La messe traditionnelle de la presse, à l'occasion de la fête de saint François de Sales, a été célébrée le 24 janvier 1978, en l'église des Carmes de l'Institut catholique de Paris. Voici l'homélie qui a été prononcée par Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, président de la Conférence épiscopale française (1) :

Nous voici rassemblés en la fête de saint François de Sales, patron de la presse. Je me plais à le souligner, c'est un évêque qui a mérité d'assurer auprès des journalistes ce patronage rendu aujourd'hui difficile par l'évolution de la profession plus encore que par la turbulence de ses membres ! Un évêque protecteur, donc ami, sinon complice, des journalistes. Mais un saint évêque, témoin des exigences évangéliques et docteur de l'amour de Dieu, pour qui le maître mot était : « Tout par amour, rien par force. »

Savez-vous que son *Introduction à la vie dévote* — un titre très vieille France — a été sans doute, de tous les livres français, celui qui a été le plus édité, le plus traduit (en 18 langues dès le xvii^e siècle), celui qui est le plus entré dans la pratique chrétienne : plus qu'un succès littéraire, il est devenu source de vie, ce qui est le meilleur test journalistique. Cet évêque est bien encore d'actualité et fait pour « la une », lui qui n'a cessé de montrer « l'extrême convenance » entre Dieu et l'homme, car « Dieu est le Dieu du cœur humain » (Traité de l'amour de Dieu, liv. 1, ch. 15, NRF 1959, p. 395).

Chers amis, n'avez-vous pas à faire transpirer par tous les pores d'un événement, si crasseux soit-il, quelque chose de la tendresse qui ruisselle sur nous du visage de Dieu ? Comme l'homme, durci par l'épreuve, par l'échec, par la violence, et de la peine à se rendre vulnérable à l'amour, au pardon de Dieu ! Nous avons pu le constater encore ces jours-ci, devant la publication de quelques « éléments de réflexion sur la peine de mort ». Question très complexe, qui passionne et divise, surtout dans un climat d'insécurité croissante. Mais les chrétiens, quelle que soit leur position de départ, ne sauraient demeurer à l'écart de ce chemin de réflexion évangélique qui leur est proposé. Nous sommes, hélas ! plus habiles et plus prompts à accuser qu'à prévenir, à punir qu'à guérir.

Ce matin, je voudrais réfléchir avec vous sur votre profession de journalistes. Votre identité chrétienne — sans qu'elle puisse s'afficher toujours — vous accompagne partout où se déploie votre activité journalistique.

Il me semble que vous êtes investis d'une triple responsabilité, chargés d'aider : à voir juste, à voir loin, à voir haut.

1. Aider à voir juste

Les usagers ne le réalisent pas assez : un journaliste n'est jamais neutre. Il ne peut y avoir d'information objective si l'on entend par là une information donnée à l'état chimiquement pur. Le minerai qu'avec sagacité et prestement vous extrayez du

courant de la vie est toujours un alliage. Vous le savez, un fait brut ne devient objet d'information, c'est-à-dire événement, qu'en raison de la signification ou des significations que les hommes lui donnent. Dès lors, l'objectivité pour vous consiste à être plus révélateurs que fabricateurs de sens. Aider à voir juste, c'est faire ressortir les mille facettes d'un événement. Tâche d'autant plus difficile que vous ne travaillez pas en pleine nature, mais dans le cadre d'un journal, d'un poste de radio, d'une chaîne de télévision, qui sont autant d'institutions ayant une place sur l'échiquier social ou politique, avec des valeurs et des intérêts à défendre, un public à servir sinon à privilégier.

Comment aider à sortir de son univers mental le récepteur habitué à être toujours branché sur la même longueur d'onde, faute de temps ou simplement faute d'argent, car l'information pluraliste, idéalement la meilleure, est un luxe et elle devient vite une chimère pour beaucoup ? Comment faire de l'événement non pas une pièce à conviction au service d'un système de pensée, mais un facteur de plus large et plus intense communication entre les hommes divers ? Dans une société où l'information est devenue une marchandise et une denrée périssable, comment résister au goût du jour ou du consommateur pour aider le lecteur ou l'auditeur à discerner l'essentiel de l'éphémère, l'utile du futile, à repérer inlassablement ce qui est porteur d'espérance ? Comment contribuer à révéler l'homme à lui-même en tant que personne responsable et apte à juger par lui-même ?

2. Aider à voir loin

Il est banal de dire que l'information moderne a pris une dimension planétaire ; mais a-t-elle pris pour autant une dimension universelle ? Qui est mon prochain ? Cette question d'homme, autour de laquelle tourne le message de l'Evangile, a trouvé, grâce aux médias, une réponse d'une ampleur inattendue. Qui est mon prochain ? Le journaliste permet aujourd'hui à chacun de le découvrir non seulement sur son chemin habituel, celui qui monte de Jéricho à Jérusalem, mais sur les chemins et sentiers du monde. Mais êtes-vous sûrs d'avoir frayé tous les chemins et jusqu'au bout ? N'avez-vous pas oublié sur le talus, loin de vos colonnes, de vos micros ou de vos caméras, telle catégorie de personnes, tel isolé sans voix, sans support publicitaire ou idéologique ? Tout nous porte aujourd'hui à nous replier sur l'hexagone ou, pire, sur des problèmes mesquins voire anachroniques : n'hésitez donc pas, par vos questions et vos enquêtes, à briser sans cesse tous les cercles de myopie collective ou d'égoïsme de parti pour aider les hommes à voir aussi loin qu'il y a un homme et partout où se joue le véritable sort d'une humanité qui attend bien plus que du pain et du travail. Soyez les veilleurs du monde qui se lève. Tenez-vous éveillés.

3. Aider à voir haut

Il faut aller jusque-là : aider à voir haut, aider à regarder vers Celui qui est le Très-Haut. Ne craignez d'être ni intempestifs ni indiscrets. Intempestifs : comment le seriez-vous dans une société sécularisée au point de devenir irrespirable et où les hommes, des jeunes surtout, se sentant trahis

(1) Texte original.

ou déçus par « le progrès de la rationalité et le recul du sens » (Paul Ricœur), lancent des appels désespérés vers le « tout Autre » sans lequel aucun homme ne peut atteindre sa plénitude ? Indiscrets : comment le seriez-vous dans l'agora des mass media où votre foi peut découvrir — à la suite de saint Paul — tant de signes de reconnaissance « au Dieu inconnu » ? Votre identité chrétienne qui colle à votre peau de journalistes vous fera trouver le regard, le mot qui troue d'insolite la banalité d'un événement et aide l'homme à s'ouvrir à la recherche, à l'émerveillement. C'est par la profondeur de vos questions que vous pouvez atteindre et faire vibrer la corde religieuse qui se cache en tout homme. Ne vous laissez pas entraîner dans l'escalade d'une information concurrentielle, inflationniste, qui assourdit et asservit l'homme : sachez que, par la modulation de fréquence de la parole et même par l'invitation au silence de contemplation, vous pouvez

aussi bien assumer votre tâche de journalistes et servir la cause de l'homme.

Chers amis, pour avoir souvent mesuré l'ampleur de votre responsabilité et la complexité de votre tâche, je puis vous assurer, ce matin, de ma prière fervente pour vous tous, pour vos familles. Remercions le Seigneur du don de la foi. Je relisais ces jours-ci *l'Eté*, pages brûlantes de la chaleur de Tipasa, qu'écrivait, il y a déjà vingt-cinq ans, Albert Camus, ce grand journaliste tourmenté par la quête de Dieu. Il constatait que « la longue revendication de la justice épuise l'amour qui pourtant lui a donné naissance. Dans la clameur où nous vivons, l'amour est impossible et la justice ne suffit pas ». (*Essais*, NRF, 1965, p. 873-874.) Puisse-nous témoigner, grâce à notre foi, que l'amour est possible dans l'histoire présente que nous décrivons, que nous faisons.

Amen.

A PROPOS DE « SERVICE INCROYANCE-FOI » DE FRANCE

Sous ce titre, Ateismo ■ Dialogo, revue du Secrétariat romain pour les non-croyants (décembre 1977), publie l'article ci-après de M. l'abbé SIX, fondateur du Service français « Incroyance-foi », en le faisant précéder d'une introduction du P. Vincenzo Miano, secrétaire du Secrétariat romain (1) :

A l'occasion d'une récente réunion de consultants du Secrétariat pour les incroyants, tenue à Rome, nous avons demandé à M. l'abbé Six de faire brièvement l'histoire du Service « Incroyance-Foi » (SIF) et particulièrement des initiatives qu'à la fin de son second mandat il avait prises avec un jeune ami franc-maçon de fonder, sous sa responsabilité personnelle, la revue *Brèche*, destinée à être une tribune libre de croyants et incroyants.

Nous recevons maintenant de S. Em. le cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes et membre du Secrétariat du Saint-Siège pour les incroyants, la note suivante, que nous publions avec son accord (V.M.).

C'est Mgr Marty, l'un des évêques membres du Secrétariat pour les non-croyants, qui ■ souhaité, dès le début de 1966, la création pour la France d'une antenne du Secrétariat et qui m'a chargé de la fonder. Je venais d'être nommé consultant du Secrétariat, ce que je suis toujours d'ailleurs. Dès le point de départ, nous avons pensé qu'il fallait éviter de donner à cette antenne un caractère de puissance. C'est ainsi qu'il a paru préférable de ne pas s'installer dans des locaux trop officiels, comme le Secrétariat général de l'Episcopat ou même dans des lieux trop marqués comme une communauté religieuse. Nous pensions qu'il fallait que des non-croyants puissent venir de façon simple dans un espace accueillant ; des « bureaux » les auraient repoussés ; il fallait « personnaliser » les rencontres. Et c'est ainsi que je me suis installé dans un appartement modeste, bien situé dans Paris.

Un appartement qui n'appartenait à aucune instance ecclésiastique mais qui avait été acquis par vingt-sept amis, chrétiens et incroyants, pour mon usage personnel. J'étais donc responsable de cette antenne — qui prendra bientôt le nom de service Incroyance-Foi. J'habitais dans un appartement que je louais et j'y accomplissais la tâche qui m'avait été confiée. J'insiste sur cette donnée car elle est plus importante qu'on ne croirait : cette structure ■ permis beaucoup de rencontres qui n'auraient absolument pas été possibles autrement, car des non-croyants venaient assez aisément chez une personne (ils s'adressaient à moi, me téléphonaient, m'écrivaient...) alors qu'ils n'auraient jamais voulu se rendre dans les bureaux d'un organisme d'Eglise. Et quand, il y a un an, le P. Haubtmann m'a succédé au SIF, il ■ été très bénéfique, pour les amis non croyants que je continue de rencontrer, de voir que le 127, rue N.-D.-des-Champs n'était pas le local du SIF, n'était pas des « bureaux » et que mon successeur ■ donnait un autre lieu.

Un dialogue dans la liberté et le respect mutuels

Pendant ces dix ans, il y a eu un double travail. Du côté des non-croyants. Du côté des chrétiens.

Du côté des non-croyants, il s'agissait de manifester que l'Eglise en créant à la fin du Concile un lieu qui s'appelait le Secrétariat pour les non-croyants n'avait pas voulu établir une sorte d'officine pour récupérer les non-croyants, mais qu'elle désirait entrer sincèrement en lien avec eux, écouter leur point de vue, dialoguer avec eux dans le respect mutuel. Un long passé difficile a rendu, en France, les non-croyants particulièrement méfiants des entreprises de certains chrétiens ; et chacune des deux parties s'est enfermée dans un ghetto aux murs invisibles mais très réels, chacun se barricadant derrière un certain nombre d'a priori. Il fallait donc d'abord entrer en contact, lentement, paisiblement.

Comment des passerelles ont-elles pu progressivement s'établir ? Il y eut la chance de rencontres

(1) Sous-titres de la DG.

assez exceptionnelles, de sympathies, d'amitiés qui se sont nouées avec des non-croyants assez notoires. Et très vite, cela a fait la boule de neige ; des interférences ont eu lieu, toujours dans une grande discrétion et beaucoup de pudeur de part et d'autre. Des estimations réciproques se sont nouées, sans qu'aucun des deux, bien au contraire, ne perde son identité : aucun syncrétisme, mais des explications mutuelles, la vue plus claire de nos divergences, de nos différences. Personnellement, je voudrais dire que j'ai beaucoup reçu, que je reçois beaucoup de toutes ces rencontres. J'ai vérifié très concrètement ce que *Gaudium et spes*, n. 44, dit de l'Eglise et de ses « adversaires » et ce que le Pape Paul VI a dit un jour au patriarche Athénagoras : que l'Esprit-Saint parle à nous, Eglises, à travers l'incroyance de tant et tant de nos contemporains.

Du côté des chrétiens, il y avait aussi tout un travail à accomplir. Bon nombre d'entre eux n'étaient guère encore entrés dans la mouvance du Concile et tout particulièrement dans ce qu'il a exprimé sur la liberté religieuse, sur la vérité « qui s'impose seulement par la force de la vérité elle-même ». Et non pas par des coercitions physiques ou institutionnelles. Et non pas par des coercitions psychologiques, par la menace des châtements, ici-bas ou éternels. L'adhésion à la foi n'a de valeur que dans la liberté. L'acte de foi est l'acte le plus libre qui soit. Il doit être et ne peut être que l'acte le plus libre qui soit.

Certains chrétiens voyaient dans le SIF un instrument pour « convertir » les non-croyants, oubliant que seul l'Esprit-Saint convertit, retourne les cœurs et que seul l'amour gratuit est conforme à l'Esprit-Saint. Et Jésus a-t-il employé, pour convaincre, la puissance écrasante ? Ses armes étaient et demeurent la douceur, la paix, la patience, la tendresse. Or dans notre époque où depuis 1960, en France, il y a un recul net de la pratique religieuse, des vocations, etc., une certaine panique s'emparait de bien des chrétiens et leur faisait envisager d'utiliser des procédés conquérants alors que la douceur était plus urgente que jamais. Il y avait donc à rappeler sans cesse que « le plus fait plus de mal que le mal » (saint François de Sales) et que l'Evangile est message de vraie liberté du cœur.

Par le fait même, il fallait éviter que le SIF devienne une grosse organisation ayant pignon sur rue et tout faire pour qu'il demeure un « service », un lieu de rencontre et d'échange. Ou plutôt une multitude de petits lieux. C'est ainsi que grâce tout particulièrement au cardinal Gouyon, nous avons pu mettre sur pied de petites « antennes » dans chaque diocèse, avec un bulletin de liaison interne entre ces antennes : INF (Incroyance et Foi).

Nous avons ainsi cheminé avec bien des difficultés matérielles, un climat fréquent d'indifférence de la part de bien des chrétiens, plus désireux de méthodes aussitôt efficaces, plus habitués à un travail réalisé par des mouvements et des organismes chrétiens. Or, il faut bien le voir, les non-croyants sont particulièrement allergiques à ces groupes chrétiens qui leur apparaissent souvent, à tort sans doute mais c'est ainsi, comme des groupes de pression et de récupération. Nous avons parfois beaucoup à faire pour expliquer à des chrétiens que, sans le vouloir, ils agissaient de telle manière que les non-croyants se sentaient atteints dans leur liberté et qu'il était infiniment nécessaire de dissiper les malentendus. Or ceci ne peut se faire que dans le dialogue.

A travers ces amitiés avec des non-croyants, à travers aussi l'audience que le SIF trouvait peu à peu auprès d'eux (en 1973, un quart des abonnés de INF était formé de non-croyants) le besoin s'est fait sentir d'une plate-forme de rencontre, en parité égale entre chrétiens et non-croyants, entre des êtres de convictions différentes. En même temps s'exprimait un autre besoin : que le SIF devienne davantage l'affaire de l'ensemble des chrétiens ; et dans ce sens-là, j'ai beaucoup souhaité que le SIF devienne une Commission épiscopale en tant que telle, pour signifier à tous les catholiques de France combien cette tâche, comme l'Assemblée épiscopale l'a souvent rappelé, est urgente, et pour les inviter à entrer bien davantage dans ce travail.

Mais revenons à la question de la plate-forme. L'idée s'est mise en place peu à peu, à partir de 1973, de la création d'un lieu neutre, dirigé en coresponsabilité par des chrétiens et par des gens qui ont d'autres convictions que la foi chrétienne. Un tel lieu devait être fondé, bien sûr, en cogestion et non pas de nouveau par l'Episcopat uniquement. Il fallait qu'il soit fondé de façon assez personnifiée pour que l'ensemble de la population française en aperçoive bien la signification. C'est ainsi que nous avons fondé *Brèche*. Je venais de terminer mon mandat de responsable du service Incroyance-Foi et venais d'y être nommé expert par le cardinal Gouyon. Je n'avais donc plus une charge qui engageait directement l'Episcopat tout en étant bien engagé dans la structure du SIF et en même temps j'étais « reconnu » à travers mon appartenance comme membre de la Mission de France et comme professeur à l'Institut catholique de Paris. C'est un jeune franc-maçon, de l'obédience maçonnique longtemps la plus opposée à l'Eglise et dont les membres sont les plus agnostiques ou athées, c'est un jeune franc-maçon, donc, du Grand Orient de France, qui a accepté de fonder *Brèche* avec moi ; le Grand Orient de France a presque autant de membres qu'il y a de prêtres séculiers et un tiers de ces membres a moins de 30 ans. Le partage en coresponsabilité de *Brèche* comme réseau de rencontres entre gens de convictions différentes et de *Brèche* comme revue au service de ce réseau apparaissait comme significatif, ainsi que je l'ai expliqué clairement au Conseil permanent de l'Episcopat français le 6 avril 1976.

Voilà ce qu'est *Brèche*, initiative personnelle d'un franc-maçon et d'un prêtre, ouverture des uns aux autres, en réciprocité. Depuis un an *Brèche* suscite beaucoup d'intérêt — nous sommes un peu dépassés par les événements, les appels multiples. Ayant choisi de vivre sans l'aide d'aucune subvention (de l'Etat, d'un mouvement, d'une confession, d'une obédience), nous avons un équilibre financier difficile, on le comprend. Pourrions-nous tenir, vivre, élargir cette plate-forme qui est un peu comme une île construite au milieu de la mer et ballottée par des vents contraires ? C'est une aventure de grand large, passionnante.

Jean-François SIX.

(2) Au sujet de *Brèche*, cf. DC 1976, n° 1703, p. 741 (fondation) ; 1977, n° 1719, p. 433 (note de *Athéisme et dialogue*).

Brèche ■ organisé au mois de novembre 1977 un colloque sur le problème scolaire qui ■ eu un large retentissement en France (cf. DC 1978, n° 1733, p. 15, la réponse de Mgr Matagrín aux déclarations de François Mitterrand — NDLR).

Sous ce titre, Mgr PUECH, évêque de Carcassonne, a publié le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (Eglise en pays d'Aude, 26 janvier 1978) :

Le texte qui suit s'adresse d'abord aux chrétiens. Il forme un tout. Ce serait risquer de le trahir que d'en détacher seulement quelques phrases isolées du contexte.

A la veille des élections législatives, comment se prétendre disciple de Jésus-Christ sans écouter la voix de l'Eglise ? Ses enseignements ne nous font pas défaut. Connaissez-vous :

— La lettre du Pape Paul VI au cardinal Roy (« *Octogesima adveniens* », 1971) (1).

— Le document sur « la justice dans le monde », rédigé au Synode de 1971 (2).

— Les deux textes publiés par les évêques de France, en juin 1977, au sujet des dialogues entre chrétiens et marxistes (3).

— Et plus particulièrement, le document de l'Assemblée plénière de Lourdes, en 1972 : « *Pour une pratique chrétienne de la politique ?* » (4).

Au cours des prochaines semaines, ce dernier texte mérite d'être relu. Il ne s'agit pas de le résumer ici, mais d'y puiser quelques enseignements toujours valables.

1. Importance de l'action politique.

S'il entend vraiment aimer Dieu et aimer son prochain, un chrétien ne saurait se désintéresser de la vie publique. Aimer Dieu, c'est vouloir collaborer avec lui pour parfaire le monde. Aimer son prochain, ce n'est pas seulement dépanner un frère dans le besoin : il faut s'en prendre aux causes même des situations de misère ou d'injustice. L'organisation de la société demande à être sans cesse corrigée, améliorée, réaménagée. Travailler à la conversion des cœurs, c'est bien ; c'est mieux encore si cet effort va de pair avec le souci de convertir aussi les structures.

Ecoutez Paul VI : « Le passage de l'économie au politique s'avère nécessaire... Dans les domaines sociaux et économiques, tant nationaux qu'internationaux, la décision ultime revient au pouvoir politique. » D'où l'importance de l'action politique pour mettre en place les structures ou faire adopter les mesures « qui permettront d'atteindre le bien authentique et complet de l'homme, y compris sa fin spirituelle » (Paul VI au cardinal Roy, n° 46).

2. Sérieusement présent et actif.

Mais sera-ce uniquement en période électorale qu'un chrétien va s'intéresser à la vie collective de la cité ? *En tout temps*, il faut qu'il y soit *sérieusement présent et actif*. « L'engagement politique, disait Pie XI, est une forme éminente de la charité. »

Alors, au moment d'un vote, le chrétien se trouvera déjà informé sur les enjeux des options à prendre et sur leurs conséquences prévisibles. Face aux candidats et aux programmes, sa lucidité se tiendra en éveil, prête éventuellement à contester au nom de l'Evangile. Il aura déjà l'habitude de ne pas appréhender les problèmes en fonction d'intérêts particuliers (le commerce, par exemple, ou la viticulture) ou en fonction d'une seule question, si importante soit-elle (la liberté scolaire, par exemple). Mais d'instinct, soucieux d'une plus grande justice à instaurer dans la communauté nationale et dans les échanges mondiaux, il s'appliquera à rechercher « le bien commun ».

3. Relativiser la politique.

Lutter contre « la misère imméritée » et les inégalités injustes, promouvoir une meilleure répartition des biens, garantir les libertés légitimes, dépasser les rapports de force pour arriver à des ententes concertées, réformer les structures afin de transformer aussi les mentalités, qu'il faut ouvrir au souci de tous et surtout des plus pauvres : n'est-ce pas là une tâche exaltante pour un disciple de l'Evangile ? Sans doute, l'action politique n'est pas la seule manière de vivre l'engagement chrétien au service des autres ; mais elle est d'autant plus nécessaire que toute l'existence humaine aujourd'hui revêt une dimension politique. *Et pourtant*, si large et englobant que devienne son domaine, *la politique n'est pas le tout de l'homme*.

Elle n'est pas l'absolu auquel tout devrait se subordonner. En distinguant Dieu et César, le Christ s'est refusé à la sacraliser. Aucune raison d'Etat ne peut bâillonner les consciences. Aucun pouvoir, aucun parti n'ont droit à une fidélité inconditionnelle. Aucun projet politique, même s'il se présente sous l'étiquette chrétienne, ne saurait devenir le critère à travers lequel on puisse jauger tout le reste.

La libération totale de l'homme ne se réalise *pleinement* que dans la Pâque du Christ. C'est la vie même de Dieu, reçue du Christ mort et ressuscité, qu'il faut communiquer à tous, et d'abord aux pauvres et aux opprimés. Certes, « le combat pour la justice et la participation à la transformation du monde », sont « une dimension *constitutive* de la prédication de l'Evangile » (Synode de 1971). Mais on ne peut pas *identifier* cette action politique, qui lutte contre le désordre, l'exploitation, la tyrannie, avec le salut apporté par le Christ. L'action publique *humanise* le monde ; le Christ *divinise* l'homme, en le libérant de l'esclavage du péché.

4. Pas de blocage politico-religieux.

La foi dicte rarement les options à prendre. L'Eglise n'intervient pas pour authentifier un programme ou proposer un modèle préfabriqué. On n'adhère pas à un parti parce qu'on est chrétien. Ce n'est pas au nom de la foi qu'on vote pour un candidat ou pour un autre. Ce n'est pas de l'Evangile qu'on déduit un programme politique : il s'élabore à partir d'une analyse politique, économique, sociale.

Il faut donc éviter tout « *blocage* » de la foi, de l'Evangile, de l'Eglise, avec des choix politiques,

(1) DC 1971, n° 1587, p. 502 (NDLR).

(2) DC 1972, n° 1600, p. 12 (NDLR).

(3) DC 1977, n° 1724, pp. 684 et 690 (NDLR).

(4) DC 1972, n° 1620, p. 1011 (NDLR).

quels qu'ils soient. En fait, d'ailleurs, aucun projet politique ne saurait jamais être pleinement satisfaisant pour un chrétien.

C'est pourquoi, de nos jours, aucun parti ne devrait prendre l'étiquette de « chrétien ». Aucun ne jouit du monopole pour le regroupement des chrétiens. Aucun ne reçoit mission d'être le défenseur privilégié de l'Eglise et de la foi.

5. L'Evangile n'est pas neutre.

Distincte de tout choix politique, la foi ■ toujours là son mot à dire. « Tout en reconnaissant l'autonomie de la réalité politique, le chrétien s'efforce de rechercher une *cohérence* entre ses options et l'Evangile » (Lettre au cardinal Roy, n° 46). *L'Evangile n'est pas neutre.*

D'abord, un chrétien ne se reconnaît pas le droit de soutenir des *positions réprouvées* par l'Evangile ou tout simplement par la conscience humaine. Quel que soit le parti qu'il choisit, il ne peut, par exemple, soutenir la légitimité de l'avortement, de la torture, du racisme.

De plus, l'Evangile impose des *exigences positives* : par exemple, le souci des plus pauvres, la défense des faibles, la lutte contre la domination de l'argent, la responsabilité de chacun, le renversement des pouvoirs totalitaires, la conception de l'autorité comme un service. Promouvoir une société juste et fraternelle, ce doit être la visée de toute l'action politique.

C'est pourquoi, quel que soit le parti auquel il adhère, le chrétien, sous peine d'être infidèle à l'Evangile, ne peut pas rester insensible aux problèmes urgents de notre époque : l'exploitation des travailleurs immigrés, le pillage du tiers monde, la spéculation foncière, le mépris pour la vie humaine, les fantastiques dépenses d'armements, la condition féminine, la situation scolaire des enfants issus de classes sociales défavorisées, etc.

6. Pluralisme légitime.

De tels enjeux, communs à tous, n'empêchent pas des choix différents sur les mesures à prendre pour les atteindre. Le *pluralisme* des options politiques est donc légitime, dans la mesure où les exigences de l'Evangile sont respectées.

Quand elle met en garde contre la séduction et les dangers des divers matérialismes d'aujourd'hui, l'Eglise n'a aucune ambition politique. Elle n'a qu'un but : signaler risques et écueils, inciter à la réflexion, faire mûrir au soleil de l'Evangile les décisions à prendre. Ce serait imprudence grave, à coup sûr, de ne tenir aucun compte de tels avertissements. L'Eglise n'entend pas régenter les consciences ; mais elle a mission d'éclairer notre route à la lumière de la foi.

7. Pluralisme inconfortable.

Puisque, dans les limites ainsi tracées, le pluralisme est légitime, les chrétiens doivent *accepter sans arrière-pensée* d'avoir des options différentes. Qu'ils se trouvent éparpillés dans divers partis, ce n'est ni un malheur ni un scandale. Ils manifestent par là que la foi qui les unit transcende tous les partis, parce qu'elle est « d'un autre ordre » (dirait Pascal) que la politique.

Qu'ils s'écoutent donc les uns et les autres sans se

condamner. Qu'ils s'efforcent de se comprendre, en respectant leurs divergences et leurs oppositions. L'Eglise ne peut rester elle-même qu'à ce prix : rassembler autour de la table eucharistique, dans une communauté de foi et d'amour, des chrétiens, tous pécheurs, que l'Esprit-Saint unit bien plus fortement que la politique ne les divise.

8. Non ■ la violence.

En un temps où nous constatons une *montée de la violence*, il convient de rappeler aussi que les luttes électorales doivent se dérouler pacifiquement. Il faut blâmer les querelles de personnes, les mots blessants, les injures, les calomnies, les procédés malhonnêtes, les coups, les bagarres.

Tout conflit doit être vécu dans le respect des hommes et des groupes, y compris des adversaires. La foi ne démobilise pas et ne détourne pas d'un combat aussi résolu que loyal. Mais elle incite à reconnaître l'antagoniste et la part de vérité qui est en lui. Elle dispose à une réconciliation qui trouve sa source en Dieu. Elle est tendue vers la solidarité et la communication sans lesquelles il n'y a pas de vie sociale possible. Elle désire voir enfin le jour « où les ennemis se mueront en compagnons, où les adversaires se reconnaîtront frères ».

9. Et les prêtres ?...

Il appartient aux prêtres d'aider les chrétiens à vivre la fidélité à Jésus-Christ dans leur action politique. Eux-mêmes doivent être les témoins de l'Evangile qu'ils ont mission d'annoncer à tous sans exception.

« *Totalement consacrés à l'œuvre à laquelle le Seigneur les appelle* » (Ministère et vie des prêtres, n° 3), l'Eglise leur demande de ne pas s'engager eux-mêmes *publiquement* dans la politique.

Cette réserve ne leur est pas demandée par mésestime de la politique et de ses enjeux, ni par méconnaissance de leurs droits légitimes de citoyens, mais *au nom de leur mission pastorale*.

En adoptant cette attitude discrète et effacée, ils évitent de paraître des *partisans* et aucun de ceux qui font des choix politiques différents des leurs ne risque alors d'être gêné pour avoir recours à leur ministère.

Surtout, ils attestent ainsi qu'aucun programme, aucun parti, aucun régime politique ne pourront jamais *s'identifier* au « Royaume qui n'est pas de monde ». Ce Royaume se construit *au travers* des efforts pour organiser la cité terrestre ; mais il est *au-delà*. Le prêtre est envoyé pour rappeler à ses frères que le progrès social a beaucoup d'importance pour le Royaume de Dieu, mais qu'il ne saurait être *confondu* avec la croissance de ce Royaume. Le prêtre est fait pour donner Jésus-Christ, qui est déjà là, mais qui est toujours à venir.

— Réponses aux questions d'un chrétien d'aujourd'hui, par O. H. PESCH. Traduit de l'allemand par F. CHAMBARD.
— Un vol. 13 x 20 cm de 160 p. Prix : 25 F. Nouvelles Editions Mame, 3, rue Garancière, 75006 Paris.

Les questions sont les plus diverses : Dieu existe-t-il ?... Le chrétien est-il vraiment libre ?... Première et dernière questions. Mais l'auteur ■ voulu répondre dans un langage à la portée de tous à vingt et une questions qui peuvent se poser au chrétien de nos jours. On ■ tenu à éviter les explications simplistes tout en utilisant les données de la recherche théologique la plus actuelle.

Événements et Informations

FRANCE

Population par sexe et âge au 1^{er} janvier 1977

	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Moins de 20 ans ..	52 975 000	25 949 342	27 025 658
20 à 64 ans	16 640 300	8 499 167	8 141 133
65 ans ou plus	29 120 159	14 640 963	14 479 196
Population totale .	7 214 541	2 809 212	4 405 329

(« Population et Sociétés », janvier 1978.)

Mort de M. André-François Poncet

M. André-François Poncet, ancien ambassadeur de France auprès du Saint-Siège et membre de l'Académie française, est mort à Paris, le 8 janvier, à l'âge de 91 ans. (« OR », 9-10 janvier.)

Nomination du futur secrétaire général de l'enseignement catholique et renouvellement du mandat du P. Raymond Le Gall

Par décision du Conseil permanent, réuni les 9 et 10 janvier 1978, M. l'abbé Victor CHOPOT, directeur diocésain de l'enseignement catholique du diocèse de Luçon, est nommé secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique, en vue de se préparer à remplacer M. l'abbé Foiret comme secrétaire général en octobre 1978, à l'expiration du deuxième mandat statutairement non renouvelable de celui-ci. M. l'abbé Chopot prendra ses fonctions au secrétariat général le 1^{er} mars 1978.

Le Conseil permanent a également renouvelé le mandat du P. Raymond LE GALL comme aumônier et secrétaire national de la Mission de la mer pour un second mandat de trois ans, à compter de décembre 1977. (« SNOP », 18 janvier.)

Communiqué de la Fédération des groupes « Témoignage chrétien »

Après consultation des quelques groupes « Témoignage chrétien » qui entretiennent des rapports avec le collectif issu de la rencontre Chrétiens pour le socialisme de Lille, la FGTC (Fédération des groupes Témoignage chrétien) a décidé, dans les conditions actuelles, de ne pas être partie prenante de ce collectif et de ne pas assister

aux réunions prévues par lui en 1978.

La FGTC considère en effet que l'esprit qui anime le groupe CPS issu de Lille n'est pas de nature à satisfaire le témoignage évangélique et la recherche en Eglise qui demeurent plus que jamais nécessaires. (« SNOP », 18 janvier.)

ÉTRANGER

HONGRIE

La couronne de saint Etienne revient à Budapest

La couronne de saint Etienne, conservée au Fort Knox (USA) depuis trente ans, a été rendue au gouvernement hongrois par une délégation américaine présidée par M. Cyrus Vance, qui s'est rendue à Budapest le 6 janvier. Elle sera conservée au musée de Budapest.

Le Saint-Siège n'a pas servi de médiateur pour la restitution par les Etats-Unis de la couronne de saint Etienne au gouvernement hongrois. Il s'est borné à approuver ce geste, apprend-on de source officielle vaticane. (« Kipa », 2 janvier.)

ISRAEL

Première impression d'un « Rouleau du temple » à Jérusalem

Le premier exemplaire d'un « Rouleau du Temple », imprimé sur la base des manuscrits de Qumran, a été remis au président israélien par le professeur d'archéologie Yigael Yadin, de Jérusalem (qui a découvert le site de la forteresse judaïque de Massada, dans le désert).

Le « Rouleau du Temple » n'a neuf mètres de long et est le témoignage le plus important concernant le mouvement des Esséniens, qui aurait été en relation avec Jean le Baptiste et son entourage, préparant ainsi l'avènement du christianisme. Le « Rouleau » a été découvert, en 1967, pendant la guerre des Six Jours, chez un antiquaire de Bethléem. Dès 1948, des manuscrits ont été trouvés dans les grottes de Qumran, proches de la mer Morte, et les textes qui ont été mis à jour depuis lors constituent une bibliothèque volumineuse et très riche.

Selon le professeur Yadin, le « Rouleau du Temple » est la tentative faite par un contemporain de Jésus de reconstituer le « Livre de Dieu », que le roi David aurait remis à son fils et successeur désigné. L'Écriture sainte dit, en effet, que David donna au roi Salomon le plan du parvis du Temple, de son trésor, de ses galeries, de son intérieur, ainsi que du Saint des saints, le plan étant la description de tout ce que Dieu lui avait inspiré. Le « Rouleau du Temple » comprend également le cérémonial des sacrifices. Mais ce qui apparaît comme étant le plus important aux yeux de beaucoup, c'est que le texte qui vient d'être imprimé est la première mention connue du caractère monogamique du mariage, à laquelle s'ajoute une interdiction expresse du divorce. (« BIP/SNOP », 11 janvier.)

POLOGNE

Ordinations et vocations sacerdotales

Le bureau de presse du Secrétariat de la Conférence épiscopale polonaise a publié les statistiques ci-après à la fin de l'année 1977.

Il y a eu en Pologne, en 1977, 438 nouveaux prêtres, dont 341 prêtres diocésains pour 27 diocèses, et 97 religieux pour 26 instituts (Salésiens, 15; Franciscains, 9; Jésuites, Missionnaires Oblats, Salvatoriens et Verbistes, 8; Capucins, 7).

Dans les 27 grands séminaires diocésains et dans les 17 maisons de formation religieuse, il y a actuellement 5 058 séminaristes (3 607 diocésains et 1 451 religieux).

Le nombre des séminaristes est en augmentation par rapport aux années précédentes (1976 : 4 705 ; 1975 : 4 385 ; 1974 : 4 216 ; 1973 : 4 174 ; 1972 : 4 130 ; 1971 : 4 088). Mais les ordinations sacerdotales sont en diminution en raison de la réforme scolaire en Pologne d'il y a six ans, qui a entraîné une diminution du nombre des candidats aux écoles supérieures, y compris aux grands séminaires. Il y a eu, en effet, cette année 438 ordinations à la prêtrise contre 477 en 1976, 606 en 1975, 638 en 1974, 557 en 1973, 604 en 1972 et 480 en 1971. A la fin de l'année 1977, il y avait en Pologne 19 865 prêtres catholiques, dont 15 067 diocésains et 4 798 religieux. (« *Bureau de presse de l'Episcopat polonais* », 1^{er} janvier 1978.)

ZAIRE

Plus de trois cents entrées aux grands séminaires

1978 est pour le Zaïre l'année record des entrées aux grands séminaires. En effet, quelque 323 jeunes y ont été acceptés pour commencer leurs études de philosophie. Parmi ceux-ci, il y a 14 religieux. Cette poussée soudaine pose de sérieux problèmes aux responsables des séminaires et aux évêques. (« *Kipa* », 8 janvier.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Michael ROZARIO (évêque de Dinajpour) archevêque de *Dacca*, Bangladesh. (« *OR* », 6 janvier.) — M. l'abbé Lawrence McNAMARA (directeur exécutif de la Campagne pour le développement humain de la Conférence épiscopale des USA) évêque de *Grand Island*, USA. (« *OR* », 11 janvier.) — Mgr Thomas A. COSTELLO auxiliaire de *Syracuse*, USA. (« *OR* », 11 janvier.) — Mgr Geraldo MAJELA REIS évêque de *Três Lagoas*, Brésil, diocèse érigé le même jour. (« *OR* », 12 janvier.) — Le R. P. José MARTINS DA SILVA évêque prélat de *Vila Rondonia*, Brésil, prélature érigée le même jour. (« *OR* », 12 janvier.) — Le R. P. Clovis FRAINER, OFM cap., évêque prélat de *Coxim*, Brésil, prélature érigée le même jour. (« *OR* », 12 janvier.) — Mgr Luis COLUSSI auxiliaire de *Londrina*, Brésil. (« *OR* », 12 janvier.)

— Le cardinal Frantisek TOMASEK (administrateur apostolique de Prague) archevêque de Prague,

Tchécoslovaquie. (« *OR* », 11 janvier.)

Le P. François BERNARD écrit dans *la Croix* (12 janvier) : « Le cardinal Tomasek est désormais archevêque de Prague, dont il était administrateur apostolique depuis 1965. Pendant quinze ans, à partir de son ordination épiscopale en 1950, il avait été empêché d'exercer ses fonctions et relégué comme curé dans un petit village. Son arrivée à Prague était la contrepartie de l'exil à Rome du cardinal Béran, interné depuis 1948. Depuis la mort de ce dernier, en 1969, jusqu'à présent, le Pape n'avait pas pu nommer Mgr Tomasek archevêque à cause des difficultés suscitées par le gouvernement. Il l'avait fait cardinal « in petto » (sans révéler son nom) en 1976, et avait publié cette nomination à l'occasion du Consistoire de juin dernier (cf sa biographie dans *DC* 1977, p. 661). Désormais, l'archidiocèse de Prague retrouve un gouvernement pastoral normal, au bout de trente ans. »

Démission

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Hubert M. NEWELL, évêque de *Cheyenne*, USA. (« *OR* », 4 janvier.)

SAINT-SIÈGE

— Paul VI a nommé Mgr Ubaldo CALABRESI nonce apostolique au Venezuela. (« *OR* », 7-8 janvier.)

— La retraite du Vatican a eu lieu du 12 au 19 février. Elle a été prêchée par le P. Carlo Martini, s. j., recteur de l'Institut biblique pontifical. (« *OR* », 13 janvier.)

— Paul VI a reçu le 13 janvier M. Geoffrey Allan CROOSLEY, nouvel envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grande-Bretagne auprès du Saint-Siège. (« *OR* », 14 janvier.)

Nouveau directeur de « l'Osservatore Romano »

— Paul VI a nommé M. Valerio VOPPINI directeur de « l'Osservatore Romano ». Il succède à M. Raimondo Manzini. (« *OR* », 6 janvier.)

M. Valerio Volpini est né le 29 novembre 1923 à Rosciano, près de Fano, sur la côte de l'Adriatique, dans les Marches. Son père était ouvrier agricole.

Il est l'auteur de nombreuses publications : essais et critiques littéraires, anthologie de poésie et de prose contemporaines, biographies, etc.

En 1959, sous le titre de « Un'Uomo solo » (Un homme seul), il a publié une anthologie des œuvres de Georges Bernanos, dont il a traduit le « *Journal d'un curé de campagne* », et plusieurs autres ouvrages.

M. Raimondo Manzini, qui quitte « l'Osservatore Romano », qu'il a dirigé depuis 1960, a 77 ans. (« *Kipa* », 5 janvier.)

Erection de la province ecclésiastique de Slovaquie

L'Osservatore Romano (11 janvier) publie les informations ci-après :

« Le Saint-Père a érigé la province ecclésiastique de Slovaquie. Le siège métropolitain en sera à Trnava. Les diocèses suffragants seront : Nitra, Banská, Bystrica et Spis, qui jusqu'à maintenant étaient immédiatement rattachés au Saint-Siège, Rožňava et Košice, qui jusqu'à maintenant appartenaient à la province ecclésiastique d'Eger. »

« Le Saint-Père a érigé le diocèse de Trnava (Tchécoslovaquie) avec le territoire de l'administration apostolique du même nom, détaché de l'archidiocèse d'Esztergom — il a supprimé l'administration apostolique des paroisses du diocèse de Satu Mare situées en Slovaquie et l'a rattachée au diocèse de Košice — il a rattaché à l'archidiocèse d'Olomouc les paroisses situées sur le territoire de Český Tesín et qui faisaient partie de l'archidiocèse de Wrocław. »

Le P. François BERNARD écrit dans *la Croix* (12 janvier) :

« L'administration apostolique de Trnava devient archidiocèse, avec cinq diocèses suffragants (le diocèse de rite byzantin de Prešov restant à part). En même temps sont opérées des rectifications de limites de diocèses qui enjambaient les frontières entre la Slovaquie et la Roumanie, d'une part, la Moravie et la Pologne, d'autre part.

« Ces modifications adaptent l'organisation ecclésiastique aux frontières politiques fixées en 1921 par le traité de Trianon qui démembra l'Autriche-Hongrie. La Slovaquie faisait partie du royaume de Hongrie, et l'administration apostolique de Trnava (un million et demi de catholiques) était un morceau de l'archidiocèse primatial hongrois d'Esztergom. Les six diocèses slovaques (y compris le diocèse de rite byzantin) dépendaient autrefois des archidiocèses hongrois d'Esztergom et d'Eger.

« Ces modifications de structures ecclésiastiques rappellent des pages douloureuses de l'histoire tourmentée des peuples d'Europe centrale, et l'irrédentisme hongrois de l'entre-deux-guerres. Elles attirent aussi l'attention sur la situation actuelle de la Slovaquie, où la répression antireligieuse est particulièrement dure contre une population massivement attachée à l'Eglise catholique.

« On remarque surtout que l'érection de la province ecclésiastique et de l'archevêché de Trnava ne s'accompagne pas de la nomination d'un archevêque ni d'aucune nomination d'évêques, alors que trois diocèses sur cinq sont vacants. Mgr Gabris, qui reste admi-

nistrateur apostolique à Trnava, représentait l'épiscopat tchécoslovaque au Synode de l'automne dernier, et l'on se souvient de sa courageuse intervention sur les difficultés de la catéchèse dans son pays.

« En Bohême-Moravie, seule Prague est maintenant dans une situation normale. Quatre diocèses sont sans évêque, et l'archidiocèse d'Olomouc est dirigé par un administrateur apostolique. »

Augmentation des séminaristes en territoires de mission

Les statistiques publiées par la Société pontificale de Saint-Pierre Apôtre, concernant la situation

actuelle des séminaires indigènes, montrent que le nombre des grands séminaristes en territoires de mission fut de 7 784 durant l'année académique 1976-1977, soit en augmentation de 217 unités par rapport à l'année précédente.

Le nombre des nouveaux prêtres, en augmentation de 56 unités, fut de 548 ; quant au nombre des nouveaux séminaristes, il atteint un total de 2 125, soit une augmentation de 122 unités.

En Afrique on compte un total de 3 970 grands séminaristes, soit une augmentation de 159 unités ; quant aux grands séminaristes d'Asie, ils ont augmenté de 45 unités et atteignent un total de 3 336. (« Fides », 7 janvier.)

Appel du « Comité de sauvetage de l'Eglise catholique roumaine de rite oriental » à la Conférence de Belgrade (1)

Le 29 juin 1977, à Bucarest, un groupe de prêtres et de fidèles catholiques de l'Eglise roumaine unie, officiellement dissoute par le gouvernement en 1948 (2), a fondé un « Comité de sauvetage de l'Eglise catholique roumaine de rite oriental » (« Comitetul de Salvare a Bisericii Române Unite ».) Ce Comité demande « que soit rétablie la liberté de l'Eglise catholique unie avec l'autonomie qui fut la sienne tout au long de son existence (3) », et il a adressé l'appel ci-après à la Conférence de Belgrade :

En 1948, par décret, le gouvernement de la Roumanie a interdit l'Eglise catholique roumaine (de rite oriental), institution culturelle et religieuse la plus dévouée aux intérêts du peuple et du pays roumains.

Tous les évêques, presque tous les prêtres et des milliers de croyants qui n'ont pas voulu renoncer à leur foi ont été envoyés dans les prisons, les camps ou les mines de plomb.

En 1964-1966, quand intervint la libération des prisonniers politiques, les évêques, un grand nombre de prêtres et de croyants étaient morts !

L'Eglise catholique roumaine demeura interdite, mais cinq évêques qui avaient été consacrés dans la clandestinité et qui avaient survécu à dix-sept ans de prison ont persisté à réclamer au gouvernement leur liberté religieuse, en s'appuyant sur :

- L'article 30 de la Constitution roumaine ;
- L'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ;
- L'article 18 du Pacte international des droits

civils et politiques. Celui-ci refusa et entama contre eux une longue période de persécutions.

Aujourd'hui, ces cinq évêques et beaucoup de prêtres représentatifs vivent étroitement surveillés et sont soumis à des tracasseries et des interrogatoires répétés. Ce régime risque de mettre leur raison et leur santé en péril.

Les manifestations de l'Eglise catholique roumaine sont réprimées et punissables de prison.

Ainsi se trouve privée de liberté et vit sous la menace l'Eglise catholique roumaine, le mouvement le plus représentatif de la culture roumaine, de l'unité et de l'indépendance nationales.

Nous constatons que les accords d'Helsinki sur le respect des droits de l'homme, signés par notre gouvernement, n'ont pas été respectés en ce qui nous concerne.

Nous supplions la Conférence de Belgrade d'étudier notre problème et d'obtenir que notre gouvernement, conformément aux accords qu'il a signés, rende à notre Eglise catholique roumaine la liberté qui lui a été injustement supprimée en 1948.

Plus d'un million de catholiques roumains mettent tout leur espoir dans la Conférence de Belgrade. Ils appellent à leur aide les catholiques du monde entier et tous les hommes de bonne volonté épris de liberté.

LE COMITE DE SAUVETAGE DE L'EGLISE CATHOLIQUE ROUMAINE.

- Les Pères dans la foi, collection publiant des textes importants mais assez brefs et donnés dans leur intégralité pour nourrir la vie chrétienne. Ed. Desclée De Brouwer.
- La Prière, par ORIGENE, 140 p.

Une réponse faite à deux laïcs qui reflète une profonde expérience de la prière. Une vraie catéchèse où l'on découvre tant de détails répondant à nos propres questions. Très belles images sur le « Notre-Père ». A lire lentement et attentivement.

— La Foi chrétienne, par IRENEE de Lyon, 110 p.
Ce texte retrouvé en 1904 expose « la foi chrétienne et ses preuves » ; ce n'est pas encore le traité *Contre les hérésies*, mais déjà une catéchèse pour les adultes : comment voir Dieu, et l'homme, et le Christ, homme parfait qui révèle le Père, refaçonne l'homme... Les preuves sont surtout tirées de l'Ancien Testament.

(1) *Chrétiens de l'Est* (Aide à l'Eglise en détresse, B.P. 1, 78750 Marcell-Marly), troisième trimestre 1977.

(2) Cf. *DC* 1949, n° 1046, col. 833 et s. ; n° 1047, col. 923 et s.

(3) Dans une lettre au président Ceaucescu dont le même numéro de *Chrétiens de l'Est* publie des extraits.

L'Église dans le monde

CREATION DE L'ASSOCIATION ŒCUMENIQUE DES THEOLOGIENS

AFRICAINS (1)

La Conférence panafricaine des théologiens du tiers monde s'est tenue du 17 au 23 décembre 1977, à Accra (Ghana), sur le thème : « L'engagement des chrétiens dans l'Afrique d'aujourd'hui. Les préoccupations des théologies africaines naissantes ». A l'issue de leurs travaux, les participants ont pris plusieurs décisions importantes, parmi lesquelles :

— Une déclaration de sept pages, sur la situation africaine, la présence du christianisme en Afrique, les tendances actuelles de la théologie.

— La création de l'Association de théologiens africains.

— La fondation du Bulletin de théologie africaine. La rédaction et l'administration de ce bulletin, dont le premier numéro devra sortir avant juillet 1978, ont été confiées à l'abbé Ngindu Mushete, professeur à la Faculté de théologie catholique de Kinshasa.

Voici le communiqué intégral des théologiens africains présents à Accra :

Réunis à Accra ce 20 décembre 1977, les Africains présents à la Conférence panafricaine des théologiens du tiers monde ont créé l'Association œcuménique des théologiens africains. Cette association a pour but :

— D'encourager et de resserrer la coopération entre les théologiens de différentes langues, régions et confessions chrétiennes d'Afrique ;

— De promouvoir et développer une théologie africaine ;

— De favoriser l'échange de publications et expériences théologiques en Afrique ;

— D'aider les Eglises d'Afrique à vivre leur expérience chrétienne selon leur contexte socio-historique ;

— De stimuler l'esprit de recherche théologique en Afrique ;

— Et enfin de faciliter le rapprochement et servir de liaison entre les travaux qui sont faits par les théologiens africains.

Les participants ont décidé d'accepter au sein de cette association : comme membres effectifs, tout théologien africain sans distinction de langue, de région ou de confession chrétienne d'Afrique, et tout Africain, pasteur ou laïc, activement engagé dans la vie de l'Eglise et le développement d'une théologie chrétienne africaine. Le Comité exécutif pourra décider sur la participation de théologiens non africains qui travaillent en Afrique et dont le travail est positif pour les Eglises d'Afrique.

(1) *Documentation et information africaines*. (DIA, BP. 2598, Kinshasa), 28 décembre 1977.

La déclaration de la Conférence d'Accra, sur l'engagement actuel du christianisme en Afrique, a été publiée par le Centre Lebrez (9, rue Guénégaud, 75006 Paris, 4 F).

Les participants ont approuvé un projet de statuts qui sera perfectionné par le Comité exécutif provisoire élu à la fin des travaux. Ce Comité, composé de sept membres, est responsable de l'animation de la vie de l'association, de la diffusion du premier numéro du *Bulletin de théologie africaine*, organe officiel de l'association, de la préparation et de la convocation de la première Conférence générale de l'association, et de la collecte des ressources pour le financement des travaux de l'association.

Les participants ont élu un Comité exécutif provisoire composé de :

Coordinateur : R.P. Engelbert Mvong s.j. (Cameroun) ;

Membres : Rév. Simão Chamango (Mozambique) ; Daniel Ntoni-Nzinga (Angola) ; Gabriel M. Setiloano (Afrique du Sud) ; Peter Kodjo (Ghana) ; Paul Ramino (Madagascar) ; abbé Ngindu Musheto (Zaïre).

Ce Comité restera en fonction jusqu'à la première Conférence générale de l'association, et sera également responsable des relations de l'association avec les institutions et organisations théologiques au niveau du continent et du monde entier.

Les participants ont exprimé, au nom de l'association, le souhait de voir tous les théologiens africains se réunir autour de celle-ci pour le développement effectif d'une théologie africaine. Ils ont ensuite exprimé leur ferme désir de travailler très étroitement avec l'Association des théologiens du tiers monde et, à travers elle, avec les associations régionales d'autres parties du monde, pour la construction d'une communauté humaine juste et libre.

Que l'Eternel soit le Maître et le Guide de cette œuvre, pour que tout ce qui sera fait, le soit pour sa seule gloire.

Abbé NGINDU MUSHETE
Président de séance

Père E. MVENG
Coordinateur

COMMUNIQUE DES PATRONS CHRETIENS

A L'OCCASION DES ELECTIONS

Sous le titre : « A l'occasion des élections, une mission permanente et un devoir de vérité », le Bureau national du Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français (CFPC) a publié le communiqué ci-après le 16 janvier :

Les débats politiques auxquels vont donner lieu les élections législatives refléteront les aspirations de nos concitoyens. A ce titre, les chefs et dirigeants d'entreprise devront plus que jamais être attentifs aux idées exprimées et aux événements.

Mais la campagne électorale doit être pour eux l'occasion d'une double affirmation :

— Après comme avant la compétition politique, et quel qu'en soit le résultat, la mission des chefs

d'entreprise restera essentielle. On aura besoin demain comme hier de dirigeants de ces hommes et de ces femmes au travail, créateurs de biens et de services utiles à la cité, produisant plus qu'ils ne consomment, unis dans une œuvre commune où chacun doit pouvoir trouver une part de sa réussite personnelle.

— Comme responsables des cellules économiques de notre société, les chefs et dirigeants d'entreprise souhaitent que les débats politiques mettent en lumière des faits indépendants de toute idéologie. L'économie européenne doit relever le défi de son développement au milieu de contraintes connues : celles du coût de l'énergie, de la concurrence extérieure, du poids des investissements sans lesquels il n'y a pas d'avenir possible. Ce sont des réalités auxquelles tous, tant que nous sommes, ne sommes pas encore habitués. C'est une raison de plus pour améliorer l'information, la formation et la concertation.

Nous le faisons, quant à nous, au nom de valeurs spirituelles qui contribuent aussi à féconder la vie.

(Texte original.)

UNE DELEGATION DE L'ACO AU VATICAN

Sous ce titre, Témoignage, mensuel publié par l'Action catholique ouvrière (ACO), rend compte en ces termes, dans son numéro de février 1978, de la visite faite à Rome, en décembre 1977, par les dirigeants du mouvement :

« La mission originale de l'Eglise n'est pas celle d'une puissance politique. Elle est le service d'une bonne nouvelle qu'elle reçoit elle-même en Jésus-Christ : chaque homme est appelé à vivre de la vie même de Dieu comme un fils.

La mission de l'ACO est parmi les travailleurs celle de l'Eglise. Nous pensons que plus nous sommes fidèles à notre mission, plus nous aidons l'Eglise à vivre sa fidélité à Jésus-Christ et sa responsabilité dans l'histoire des hommes.

Ce que nous vivons, ce dont nous sommes témoins en classe ouvrière, nous avons à en rendre compte pour la joie de toute l'Eglise.

Nous voulons être écoutés pour ce que nous sommes : chercheurs de Dieu dans la vie et l'action ouvrière, témoins d'hommes et de femmes qui vivent de la vie même de Dieu parce qu'ils aiment leurs frères, témoins d'hommes et de femmes qui deviennent librement chercheurs de Dieu avec nous. »

Ce passage du rapport d'orientation dans le chapitre sur nos responsabilités rappelle une préoccupation qui ■ toujours été celle du mouvement, et c'est dans ce cadre qu'il faut situer les démarches maintenant habituelles de délégations auprès des responsables de l'Eglise universelle au Vatican.

Dans le prolongement de la 11^e Rencontre nationale (1), une délégation du Secrétariat national, composée de M. Lemièrre, président ; J. Body et S. Renard, permanents ; et R. Mendiburu, aumônier, ■ renouvelé cette démarche au mois de décembre.

L'accueil qui lui a été réservé montre bien que notre dernière Rencontre nationale n'est pas passée inaperçue au Vatican, en particulier par l'écho qu'en avait donné la grande presse.

Choix du socialisme, marxisme, accueil de la vie des immigrés, contacts internationaux, relations avec l'ensemble de l'Eglise, autant de sujets qui ont fait l'essentiel de notre ordre du jour.

Aux responsables des différents organismes romains chargés de tel ou tel secteur de la vie de l'Eglise (que l'on appelle les « congrégations »), nous avons expliqué ce dont nous sommes témoins en France et les perspectives que le mouvement se donne.

Nous nous sommes appuyés pour cela sur les rapports de la Rencontre nationale.

Nous avons inlassablement répété à nos interlocuteurs ce qui, pour nous, caractérise aujourd'hui notre démarche de chercheurs de Dieu en classe ouvrière, démarche que nous souhaitons accessible à tous les travailleurs sans exclusive et possible pour tous.

Nous croyons pouvoir dire que nous avons été écoutés attentivement par la plupart des personnes rencontrées. Sans doute faut-il souhaiter que cette confrontation avec la vie, et avec la vie des travailleurs en particulier, ne reste pas une rencontre exceptionnelle dans leurs activités de responsables.

Par ailleurs, plusieurs de nos interlocuteurs ont souligné l'intérêt qu'ils portaient à notre recherche, à cause de l'attention accordée par de nombreux mouvements d'autres pays à la réflexion de l'ACO française.

« Ce que nous vivons d'Eglise en classe ouvrière nous met en responsabilité dans l'ensemble des communautés de croyants. »

C'est bien cela que nous avons vécu à Rome.

CLOTURE DEFINITIVE DE « L'AFFAIRE GREGOIRE HADDAD »

Sous ce titre, Proche-Orient chrétien (publié par les Pères Blancs de Sainte-Anne, à Jérusalem), relate, dans son numéro 1-2 de 1977, l'épilogue de l'affaire de Mgr Haddad, ancien archevêque grec melkite catholique de Beyrouth (1) :

On se souvient que Mgr Grégoire Haddad, qui avait été démis de ses fonctions de métropolite grec-catholique de Beyrouth par le Synode de son Eglise, en août 1975, devait encore présenter à la Congrégation romaine pour la Doctrine de la foi une déclaration concernant les points doctrinaux qui, au jugement de cette Congrégation, exigeaient des éclaircissements dans les écrits de l'évêque (voir en dernier lieu POC 1975, pp. 335-344). Après l'envoi d'un premier texte (4 juillet 1975), puis d'un second (18 août 1975) (cf. *ibid.* p. 341), qui suscita de nouvelles remarques de Mgr Hamer, secrétaire de la

(1) Cf. DC 1974, n° 1662, p. 881.

C'est Mgr Habib Bacha qui ■ succédé ■ Mgr Haddad sur le siège de Beyrouth. (DC 1975, n° 1683, p. 840.)

(1) Cf. DC 1977, n° 1721, p. 533 et s. (NDLR.)

susdite Congrégation (lettre du 17 septembre 1975), Mgr Haddad fit parvenir à Rome le 9 décembre 1976 une déclaration qui fut enfin jugée satisfaisante. Le long intervalle de temps qui sépare celle-ci de l'essai précédent s'explique par le fait que, Beyrouth étant coupée en deux par la guerre civile, Mgr Haddad, qui se trouvait à l'Ouest, était dans l'impossibilité de rencontrer le P. Augustin Dupré La Tour, théologien jésuite avec lequel il devait préparer sa déclaration et qui résidait à Beyrouth-Est.

Il fallut encore quelques mois pour qu'on apprît que, par lettre adressée à l'intéressé et à son patriarche, S. B. Mgr Maximos V, la Congrégation romaine avait agréé ce texte, mettant ainsi un point final à la procédure mise en route au Vatican.

Dans sa déclaration, Mgr Haddad affirme qu'il n'a eu qu'un souci : « Trouver un langage adéquat pour transmettre le message du Christ à l'homme d'aujourd'hui. » Puis il dissipe clairement toutes les équivoques que ses écrits et propos ont pu contenir. « L'Eglise, en tant qu'institution humaine, constituée comme société, est au service de l'humanité ; mais en tant que mystère, communion avec Dieu et Corps mystique du Christ, elle est le terme de la vocation de l'humanité... Certaines de ses formes extérieures peuvent être considérées comme contingentes par rapport à la vérité du Christ » (d'où l'expression de « critère absolu » qu'employait l'évêque en parlant de l'homme dans ses écrits contestés) ; « c'est en fonction de l'homme que s'exerce la mission de l'Eglise, afin que l'homme puisse saisir et être pénétré de la vérité, puisse saisir et être pénétré de l'Amour de Dieu dans le Christ... L'homme n'est donc pas le critère absolu de la vérité, mais il est celui qui reçoit cette vérité. Il doit donc être en mesure de la comprendre en fonction de sa mentalité et de sa culture. Dou la nécessité d'une adaptation du message à sa condition historique ». « Cette recherche d'un langage compréhensible pour exprimer la doctrine de la foi suppose la fidélité aux critères fondamentaux de la vérité révélée en Jésus-Christ... Parole de Dieu transmise par l'Ecriture et la tradition et gardée fidèlement dans l'Eglise, corps du Christ, assistée par l'Esprit de Dieu à travers le magistère ». Sur les ministères, la mission libératrice de l'Eglise et du chrétien, la réforme de l'Eglise, le dogme marial, les icônes, la sexualité, l'avortement, l'évêque, appuyé souvent sur le Concile Vatican II, donne des éclaircissements pleinement conformes à la doctrine catholique.

LETTRE DE PRETRES MARIÉS AUX EVEQUES FRANÇAIS

Des « prêtres en foyer » d'Anjou, de Marseille, de la région parisienne et de Saône-et-Loire ont adressé aux évêques un « Cahier 1977 » (40 p.) qui contient différents textes exprimant leurs réflexions et leurs recherches, et en premier lieu la réponse qui avait été adressée par 200 prêtres mariés aux évêques de France (1). Voici la « lettre d'envoi aux évêques » (2).

Père,

En 1975 et 1976, vous avez reçu le cahier « Prêtres en foyer » que vous adressait l'équipe de Marseille.

Aujourd'hui, nous vous faisons parvenir le cahier « Prêtres en foyer » 1977 qui concerne non seulement l'équipe de Marseille, mais aussi celles de la région parisienne, de l'Anjou et de Saône-et-Loire. Ces équipes, en attendant d'autres qui sont décidées à s'y adjoindre ultérieurement, ont voulu en effet faire un cahier commun qui puisse exprimer leurs réflexions et leurs recherches, tout en conservant leur originalité propre.

Ce cahier vous est adressé en même temps qu'à tous les responsables de l'Entraide sacerdotale en France, ainsi qu'à tous les foyers de prêtres en foyer que nous connaissons. Il sera diffusé aussi aux laïcs qui s'intéressent de près ou de loin à nos problèmes. Nous voulons que les chrétiens soient, le plus possible, participants à nos recherches.

Nous espérons que cet élément du dialogue, venant de notre part, ne se transformera pas en monologue.

Beaucoup d'entre nous, et beaucoup plus qu'on a tendance à penser, essayent de vivre la mission au milieu du monde où ils se trouvent insérés désormais et pensent pouvoir être le trait d'union entre ce monde et l'Eglise qui, dans bien des cas, a perdu le contact.

Nous avons conscience des problèmes que cela pose à l'Eglise dans sa structure actuelle et c'est bien pour cela que, tous ensemble, en faisant appel à l'Esprit, nous réfléchissons et nous cherchons.

En ces jours proches de Noël où nous allons fêter celui qui est venu nous apporter l'amour et la paix, nous espérons que vous accueillerez favorablement ce cahier, qui se veut un témoignage de notre fidélité au Christ et à la mission confiée.

En même temps que nos meilleurs souhaits de fête, veuillez agréer, Père, l'expression de nos respectueux sentiments.

Pour les foyers :
Pierre et Micheline LAUTREY,
Sente de la ferme
93230 Romainville - T. 844-37-22

« Fidélité et ministère du prêtre » (DC 1976, n° 1710, p. 1065), les évêques français avaient donné « quelques éléments de discernement sur la situation des prêtres qui ont quitté le ministère », disant notamment : « La Tradition de l'Eglise exige le respect du lien entre le ministère presbytéral et l'état de vie choisi ou accepté au moment de l'ordination. Cela dit... nous ne voulons pas les traiter en exclus... Nous souhaitons que les communautés chrétiennes adoptent la même attitude... Certains acceptent de rendre d'authentiques services d'Eglise couramment assumés par des laïcs. Ceci est possible, à l'appréciation de l'évêque, pour le bien des communautés... »

(2) Texte original.

(1) DC 1977, n° 1718, p. 394.

Nous rappelons que dans leur déclaration intitulée

Imprimerie « Bayard-Presses »
5, rue Bayard, Paris-8°
Le directeur: J. GELAMUR
© 1978 by Bayard-Presses.

RÉIMPRESSION

Dans la série
« **LES GRANDS TEXTES** »
LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

POURQUOI UN CHRÉTIEN NE PEUT ACCEPTER L'AVORTEMENT

Une réimpression actualisée, 8 pages

Prix des 50 exemplaires, port compris : **30 F**

Prix des 100 exemplaires, port compris : **50 F**

Le cent suivant, port compris : **48 F**

Rappel :

Le Message au Peuple de Dieu sur la catéchèse

(8 pages, même prix) :

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08

Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

MICHAEL SCANLAN

Puissance de l'Esprit dans le Sacrement de Pénitence

Cette brochure voudrait aider à réfléchir sur la place qui revient à la confession et sur les richesses de grâce et de guérison que nous offre ce sacrement. Elle devrait aider concrètement prêtres et laïcs à exercer le ministère de réconciliation et de guérison qui leur est donné.

64 pages

10 F + port

PNEUMATHEQUE

43, rue du Commerce - 75015 Paris

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

Canada : 1 an, 12 \$; « Periodica » INC C.P. 220 Ville Mont
 Royal - P.Q. H.3.P. 3B9. Autres pays : 1 an : 12 F.;
 12 mois : 50 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : 12 F.; des années précé-
 dentes : 7 F. Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
 millésimé. Prix : 16,55 F net. Franco : 12 F. C.C.P. Paris 16-68.
 N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1736 - 19 FÉVRIER 1978

- 151 **Audiences générales.** Opposer le bien à l'offensive du mal
 (25 janvier); La tentation de fuir une société qui a changé
 (1^{er} février).

152 **Message de Carême.**

153 **Message à l'Inde sur Gandhi** (30 janvier).

153 **L'unité des chrétiens.** Angélus du 22 janvier.

154 **Liberté de l'enseignement et démocratie.** Lettre pontificale
 à la Semaine sociale d'Espagne.

156 Réponse du président Giscard d'Estaing à Paul VI.

LA THEOLOGIE DU MARIAGE - LES MARIAGES MIXTES

157 **Rapport de la Fédération luthérienne mondiale, de
 l'Alliance réformée mondiale et du Secrétariat pour l'Unité
 des chrétiens.**

172 **Considérations sur le rapport par Mgr Anné.**

177 **Message de l'Episcopat italien sur les difficultés du pays.**

180 **Oui à l'enfant.** Lettre des évêques suisses.

182 **Une société à refaire.** Message des évêques du Canada.

186 **Le désarmement.** Appel des évêques anglais.

187 **Message des Eglises du Canada pour le Carême.**

188 **Allocution de Mgr Etchegaray aux journalistes.**

189 **Le « Service incroyance-foi »; « Brèche »** (abbé J.-F. Six).

191 **Les élections** (Mgr Puech).

193 **Evénements et informations** (1^{er}-15 janvier).

195 **Appel de catholiques roumains.**

196 **L'Association œcuménique des théologiens africains.**

196 **Communiqué du CFPC à propos des élections.**

197 **Une délégation de l'ACO au Vatican.**

197 **Clôture de « l'affaire Grégoire Haddad ».**

198 **Lettre de prêtres mariés aux évêques français.**

ACTES DE E. S. PAUL VI

ACTES DU SAINT-SIEGE

DOSSIER

QUESTIONS ACTUELLES

EVENEMENTS

REVUE DANS LE MONDE

AP 14 '78

LA

60^e ANNÉE - T. LXXV

5 mars 1978

Prix : 6 F - BIMENSUEL

DOCUMENTATION CATHOLIQUE

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

**Le président Sadate
chez Paul VI**

**La crise du sacerdoce
(Paul VI)**

**Le Christ dans l'Église
et dans le monde
(dialogue
réformé-catholique)**

**Rencontre
interaméricaine
des religieux**



Le cardinal Hume (à gauche) et le Dr Coggan, archevêque de Cantorbéry
au Synode anglican (Photo Central Press - cf. p. 224)

RÉIMPRESSION

Dans la série
« **LES GRANDS TEXTES** »
LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

POURQUOI UN CHRÉTIEN NE PEUT ACCEPTER L'AVORTEMENT

Une réimpression actualisée, 8 pages

Prix des 50 exemplaires, port compris : **30 F**

Prix des 100 exemplaires, port compris : **50 F**

Le cent suivant, port compris : **40 F**

Rappel :

Le Message au Peuple de Dieu sur la catéchèse

(8 pages, même prix) :

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08

Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

MICHAEL SCANLAN

Puissance de l'Esprit dans le Sacrement de Pénitence

Cette brochure voudrait aider à réfléchir sur la place qui revient à la confession et sur les richesses de grâce et de guérison que nous offre ce sacrement. Elle devrait aider concrètement prêtres et laïcs à exercer le ministère de réconciliation et de guérison qui leur est donné.

64 pages

10 F + port

PNEUMATHEQUE

43, rue du Commerce - 75015 Paris

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

Actes de S. S. Paul VI

LA RÉCEPTION DU PRÉSIDENT SADATE

Interrompant sa retraite annuelle du début du Carême, Paul VI a reçu, le 13 février, M. Mohamed Anouar El Sadate, président de la République arabe d'Egypte, qui terminait ainsi sa tournée aux États-Unis et en Europe. Voici l'allocution qu'il lui a adressée, dans laquelle il a évoqué les problèmes de la paix au Moyen-Orient, du Liban, des Palestiniens et de Jérusalem (1) :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous souhaitons cordialement la bienvenue à votre Excellence et aux personnalités distinguées qui l'accompagnent, et nous exprimons notre satisfaction pour cette rencontre qui a eu pour thème la paix au Moyen-Orient, paix qui nous tient tant à cœur à nous aussi, et pour laquelle vous ne cessez d'œuvrer si intensément.

Vous le savez bien, monsieur le président, nous avons suivi dans la prière, avec nos vœux et un intérêt effectif, votre récente initiative en faveur de cette paix. Pour un objectif aussi important, pour les populations de la région et pour le monde entier, il nous semble en effet qu'aucune tentative appropriée ne doive être omise, dans le but et l'espoir de parvenir finalement à une solution équitable et durable du conflit.

Nous avons bien conscience de la difficulté de cette solution, à laquelle doivent concourir divers éléments : il faut reconstruire une prospective de justice et de sécurité pour toutes les populations du Moyen-Orient (et, ici, nous pensons au Liban qui a déjà payé un prix si élevé, parce que cette situation n'est pas résolue). Il faut aussi donner satisfaction aux légitimes aspirations du peuple palestinien. Il faut enfin assurer à Jérusalem des conditions juridiques et concrètes telles qu'elle cesse d'être une cause de querelles entre les parties, mais qu'elle devienne — comme c'est sa vocation — un centre spirituel de paix, où les communautés locales des trois grandes religions monothéistes pourront vivre ensemble dans une pacifique égalité de droits ; où juifs, chrétiens et musulmans de la région et du monde entier pourront se rencontrer et dialoguer fraternellement.

Nous sommes convaincu qu'en donnant des réponses adéquates à chacune et à toutes ces justes requêtes, l'édifice de la paix pourra être construit sur des bases solides, en créant un climat de confiance croissante et d'entente réciproque, et en ouvrant un processus permettant à la paix, grâce à la collaboration en différents domaines, de s'affermir et de fructifier toujours davantage.

Nous exprimons donc de nouveau le souhait fervent, déjà exprimé récemment, que grâce au courage persévérant et à la sage clairvoyance des responsables de toutes les parties intéressées, soit donnée une impulsion décisive à la recherche des solutions souhaitées et, nous voulons l'espérer, rapides.

Nous renouvelons enfin à Votre Excellence et au peuple égyptien tout entier nos vœux les plus fervents de progrès dans la paix et de bénédiction du Très-Haut.

L'ALLOCUTION DU PRÉSIDENT SADATE (2)

Au nom de Dieu : c'est vraiment une grâce du Dieu tout-puissant et très-haut que nous puissions nous rencontrer pour nous consulter réciproquement au service du bien et de la paix.

Dieu nous montre le chemin du bien et de la paix

Ce sont, en effet, là les fins les plus nobles que l'homme puisse désirer, et « nous ne pouvons que nous appuyer sur Dieu qui nous montre le chemin ». La mission céleste à laquelle nous croyons, aux diverses étapes du chemin de l'humanité, est essentiellement un appel au pardon, à l'amour et à la fraternité. Le Dieu très haut dit en effet dans son livre vénéré : « Que tout ce qui a été recommandé à Noé, ce que nous t'avons révélé et que nous avons recommandé à Abraham, à Moïse et à Jésus, soit pour vous une loi sacrée : il faut instaurer la religion et non en faire un motif de division. » Et le Très-Haut dit encore : « Votre nation n'est qu'une seule nation, et je suis votre Dieu que vous devez adorer. »

Nous trouvons dans la conduite des prophètes les plus hauts exemples à suivre. Ils se sont consacrés, ils ont consacré leur vie à inviter au bien

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 15 février 1978. Traduction de la DC.

(2) Traduction (d'après le texte italien publié dans l'*Osservatore Romano* du 15 février 1978), et sous-titres de la DC. Ce discours a été prononcé en arabe.

et à l'amour entre tous les hommes. Ils ont lutté pour extirper des cœurs les racines de l'inimitié, de la haine et de l'aversion, afin que l'homme vive dans la paix et la sécurité avec l'homme son frère : « Et nous avons parlé à Jésus, fils de Marie, et nous lui avons donné l'Evangile, et nous avons mis dans le cœur de tous ceux qui l'ont suivi la piété et la miséricorde. »

Le Dieu tout puissant et glorieux a exalté la paix en en faisant la plus noble aspiration de l'humanité et en disant à son propos : « Ils ont une demeure de paix près de leur Dieu qui se rend garant de ce qu'ils font. » Combien avons-nous besoin aujourd'hui de nous attacher à ces hautes valeurs, à ces nobles objectifs, dans un monde plein de tensions, de violences, d'hostilité ! Autant de choses qui compromettent l'essence même de la vérité humaine et menacent d'exterminer ce que la vie a de plus beau.

Il y a deux ans, nous nous sommes rencontrés dans cette demeure, et aujourd'hui nous nous retrouvons d'accord sur les deux mots de vérité et de justice sans lesquels les relations humaines et internationales ne sauraient être justes et sans lesquels il ne peut y avoir de légitimité.

Dieu nous exhorte à nous attacher à son droit et à ne pas y porter la moindre atteinte, parce que l'appel à la paix ne pourrait pas être sincère s'il n'était pas fondé sur la nette distinction entre le vrai et le faux, le licite et l'illicite.

Jérusalem, ville de la paix

Mais sur la terre de la paix et dans la cité de la paix, nous avons des frères et des fils qui attendent le jour où ils pourront jouir de leur droit à une vie libre et digne et où ils pourront adorer Dieu sincèrement dans leur religion en étant libérés de la peur et de la tension. Tout cela ne pourra se réaliser que par la libération de cette bonne terre qui a été le théâtre des plus grands chapitres de l'histoire de l'humanité, par la cessation de l'occupation avec tout ce qu'elle suppose de maux et de souffrances, et par la renonciation à tous les actes qui pourraient semer la haine dans les âmes, aiguïser conflits et dissensions, pour s'orienter au contraire vers une conduite qui puisse déboucher sur une vraie coexistence entre l'homme et son frère, dans une dignité et une cordialité réciproques.

Nous tous qui considérons Jérusalem comme « la sainte demeure », nous avons une grande mission et un noble objectif. Nous ne pouvons que travailler ensemble, la main dans la main, afin qu'elle devienne de nouveau un phare de paix et une lumière pour la coexistence entre ceux qui croient en Dieu et ses prophètes. « Le messager a cru en ce que son Dieu lui a révélé et les fidèles ont cru en Dieu, en ses anges, en ses livres, en ses envoyés. Nous ne devons pas faire de distinction entre ses envoyés. »

*
**

Dans nos efforts sur la voie de la paix, nous cherchons la volonté de Dieu et son secours. Nous ne renonçons nullement à nos droits, de même que nous ne voulons pas porter atteinte à ceux des autres. Et c'est pour cela que nous pouvons compter sur votre appui continu et indéfectible au service du droit et de la justice, parce que nous sommes tous en marche vers le même objectif et la même fin. Vos nobles prises de positions plusieurs fois répétées, en faveur du peuple palestinien dans sa

noble lutte, ont eu un large écho dans les âmes et dans les cœurs. Elles constituent, en effet, un témoignage authentique de l'unité de la conduite humaine sur le chemin de la vérité et de la foi.

Que Dieu nous aide, nous protège et nous montre le bon chemin !

LE COMMUNIQUE FINAL (3)

Le Saint-Père a reçu en audience, le 13 février, à 17 heures, S. E. M. Mohamed Anouar El Sadate, président de la République arabe d'Egypte. C'est la seconde fois que le président Sadate rend visite au Saint-Père, après sa visite du 4 avril 1976 (4).

Après un entretien privé entre Sa Sainteté et le chef d'Etat égyptien, ont été admis à la conversation, S. Exc. Mgr Agostino Casaroli, secrétaire du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise et, du côté égyptien, S. E. M. Sayed Al-Marei, président de l'Assemblée du peuple ; S. E. M. Hassan Ahmed Kamel, chef de Cabinet du président de la République, et S. E. M. Shaffie Abdel Hamid, ambassadeur d'Egypte auprès du Saint-Siège.

L'entretien s'est déroulé dans un climat de vive cordialité et de compréhension réciproque. Il a duré environ une heure.

Le président égyptien Sadate a fait un large exposé au Saint-Père sur les différents aspects et les récents développements de la situation au Moyen-Orient, sur les tentatives en cours pour la recherche de la paix, et sur la nécessité d'accélérer la solution définitive de la crise. Il a aussi exposé les buts de son voyage au Maroc, aux Etats-Unis et en Europe.

Sa Sainteté a exprimé l'espérance et le vœu que les efforts entrepris soient poursuivis avec constance, et dans la compréhension mutuelle de toutes les parties intéressées, jusqu'à ce que la crise soit réglée sous tous ses aspects. Le Souverain Pontife a renouvelé son souhait ardent qu'une juste solution soit apportée au problème des Palestiniens, et aussi à celui du Liban. Il a ensuite rappelé la position, bien connue, du Saint-Siège sur la question de Jérusalem et des Lieux saints.

Le Saint-Père et le président Sadate ont souligné, pendant la conversation, l'importance des relations spirituelles entre le monde chrétien et le monde islamique.

Le chef d'Etat égyptien a mis en évidence la contribution que le Saint-Siège peut apporter pour la solution du conflit, et le Saint-Père a renouvelé l'assurance que le Saint-Siège était prêt à collaborer à cet objectif selon ses possibilités.

Au terme de cet entretien, Sa Sainteté a prononcé le discours que nous reproduisons en tête de ce journal. Le président Sadate a répondu par un discours en arabe, que nous publions à côté, dans une traduction italienne.

(3) Traduction de la DC d'après le texte italien publié par l'*Osservatore Romano* du 15 février 1978.

(4) Cf. DC. 1976, n° 1697, p. 401. (NDLR.)

LA CRISE DU SACERDOCE

Comme chaque année au début du Carême, Paul VI a reçu, le 10 février, le clergé séculier et régulier du diocèse de Rome, auquel il a adressé l'allocution ci-après, en réponse aux paroles de présentation du cardinal vicaire, Ugo Poletti (1) :

Vénérés frères,

Merci de votre présence, qui nous montre déjà votre bonne volonté, votre affection, votre communion. Que le Seigneur vous le rende et vous fasse trouver dans cette rencontre de Carême la consolation dont votre ministère peut avoir besoin, non seulement pour le temps liturgique présent, mais pour la conscience habituelle de votre vocation sacerdotale. C'est en effet de cette vocation que nous voulons vous parler brièvement et simplement, même si nous ne pouvons rien dire de nouveau sur ce thème qui a fait l'objet de tant d'études et de méditations et dont nous avons nous-mêmes déjà parlé en d'autres circonstances. Mais c'est un thème davantage illustré par l'expérience spirituelle vécue par chacun de nous que par les livres qui le présentent et le décrivent magistralement. C'est aussi un thème qui nous semble répondre au besoin de nos âmes, tournées vers le mystère pascal que nous célébrerons prochainement, aussi bien qu'aux nécessités de notre ministère en général.

Eh bien ! nous vous dirons que nous avons médité sur le lien ecclésial et surnaturel qui unit notre personne et le ministère apostolique dont elle est chargée à vous, frères du clergé romain. Et nous avons cherché des mots qui pourraient résonner dans vos cœurs agités par l'expérience sacerdotale actuelle, en écho à la voix du Christ, notre maître, notre pasteur, notre sauveur, notre tout. Et il nous a semblé que ces mots devaient être ceux de Pâques, de la Résurrection : « Pax vobis ». Oui, paix à vous, mes prêtres, mes collaborateurs dans la charge pastorale de cette sainte et dramatique ville de Rome. Paix à vous, mes frères, mes fils.

La crise d'identité

Nous voulons par là répondre à un vœu que vous formulez dans vos cœurs tourmentés par le problème de votre condition spéciale de personnes consacrées au culte et à la vie de la foi. Ce problème s'est abattu comme une masse sur la conscience sacerdotale d'aujourd'hui. Chez certains confrères, il se fait opprimant et écrasant. Ils s'interrogent sur leur identité et ils se posent cette question à la fois élémentaire et terrible : qui suis-je donc ? A cette question, il

n'y avait pas d'autre réponse que de la poser sous une autre forme : Je suis prêtre, mais que signifie être prêtre ? Qu'est-ce que cela comporte ? Cette question, du seul fait qu'elle soit si radicale, crée un tourment intérieur et prélude parfois aux réponses les plus douteuses et les plus tristes.

Nous considérons avec appréhension cet état d'esprit de certains prêtres, et nous voudrions tout de suite les reconforter en leur apportant une réponse sereine et sûre, la réponse que vous donnez vous-mêmes, vous qui êtes ici, lorsque vous dites au Seigneur : « Tuus sum ego », je suis à toi. Et vous savez quelle ivresse, quelle sécurité envahissent alors la conscience du prêtre humble et fidèle.

Les défections

Nous nous abstiendrons aujourd'hui de considérer les formes et les proportions du phénomène des défections sacerdotales qui ont affligé l'Eglise ces dernières années et qui sont chaque jour présentes dans nos peines et nos prières. Les statistiques nous accablent ; chaque cas particulier nous déconcerte ; les motivations nous imposent certes respect et compassion, mais elles nous causent une peine immense. Le sort des faibles, qui ont trouvé la force de désert leur devoir, nous confond et nous fait invoquer la miséricorde de Dieu. Que ce soient précisément les plus aimés dans la maison de Dieu qui en contestent la stabilité et en violent les lois, a pour nous quelque chose d'invraisemblable qui remet sur nos lèvres les paroles angoissées du psaume : « Si encore un ennemi m'insultait, je pourrais le supporter ; si mon rival s'élevait contre moi, je pourrais me dérober. Mais toi, un homme de mon rang, mon familier, mon intime, qui vivais en bonne entente avec moi dans la maison de mon Dieu... » (Ps 54, 13-15.)

La désacralisation

Une volonté délibérée de « déconsacrer » la figure traditionnelle du sacerdoce s'est emparée de certains confrères, peu nombreux, nous voulons le croire. Un processus de désacralisation s'est abattu sur le sacerdoce pour en démolir la consistance et en recouvrir les ruines. Une manie de laïcisation a arraché les infules extérieures de l'habit sacré et a fait disparaître du cœur de certains le respect sacré dû à leur personne. Au lieu de cela s'étale la vanité du profane, allant parfois jusqu'à l'audace sans vergogne de l'illicite (cf. F. GALOT *Visage nouveau du prêtre*, I. Lethielleux 1970).

Revivre l'instant du premier appel

Mais aujourd'hui, en esprit de pénitence, ou plutôt dans l'esprit de conversion du Carême et comme un prélude du renouveau pascal, nous voudrions inviter chacun de vous à revivre ce moment intérieur où s'est allumée dans vos

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 11 février 1978. Traduction, titre et sous-titres de la DG.

cœurs la flamme de la vocation sacerdotale ou religieuse. Que s'était-il passé alors ? Que chacun se le redise. Ce ne fut certes pas facile. La conscience du sacrifice ne fut pas absente lorsqu'il fallut se décider et choisir finalement le genre de vie que vous avez préféré. Vous l'avez préféré comme une immolation volontaire, victorieuse devant les renoncements qu'elle comportait, et étrangement aimée en raison précisément de l'amertume dont elle remplissait votre cœur. C'était quelque chose de semblable à la célèbre crise de saint Augustin, dans le jardin de Milan, alors qu'il était encore païen : ... « Je pleurais dans la très amère contrition de mon cœur. C'est alors que j'entendis une voix venant d'une maison voisine. Un enfant — un garçon ou une fille, je ne sais — chantait cette ritournelle : *Tolle, lege; tolle, lege; prends et lis.* » (cf. *Confessions* 1, 8; ch. 12; cf. encore Leo TRESE, « Il sacerdote oggi », Morcelliana, Brescia, 1958; et aussi les autres écrits du même auteur, *ibid.*).

Revenons avec émotion sur le schéma essentiel de la vocation sacerdotale, sur le point de convergence des deux appels qui se font écho l'un l'autre : l'appel intérieur, extrêmement personnel, qui s'est insinué en nous, avec un étrange accent de douceur et d'autorité : « Viens, aie confiance, c'est le chemin de ta vérité ». Et puis l'appel extérieur, saint, grave, paternel, plein de patience et d'assurance; l'appel de l'homme de Dieu, du maître spirituel, qui, au terme de tant d'entretiens, sollicitant un redoutable exercice de notre liberté, nous a dit : « Tu peux, tu dois. » Ces mots, nos faibles lèvres les ont répétés, toujours dans le respect de la liberté personnelle. Mais celle-ci était désormais affermie par une autorité qui écartait toute hésitation ou doute. La conclusion entraînait dans l'âme comme un glaive tranchant (cf. He 4, 12) : « Oui, mon fils, viens; essaye, et tu verras » (cf. Jn 1, 39); la voix de l'évêque (cf. *Seminarium*, 1, 1967; Yves CONGAR, *Vocation sacerdotale*, pp. 7-16).

Le passage de Dieu

Pourquoi ces rappels ? Pour diverses raisons. D'abord parce qu'ils sont beaux, purs, caractéristiques. Chacun de nous peut ainsi retracer l'histoire de sa vocation. Et ici, chacun a sa propre histoire, son propre drame. C'est une page autobiographique que chacun de nous doit se rappeler, reconstruire, vénérer. C'est le passage de Dieu dans nos vies, avec le commentaire habituel : « Je crains Dieu qui passe. »

En second lieu, ces souvenirs ont un caractère que nous pourrions appeler divinatoire. Ils offrent la base humaine, personnelle, de ce qu'ensuite la grâce sacramentelle construira dessus, avec un caractère définitif : « sacerdos in aeternum ». C'est là une chose indicible qui offre un autre thème à de merveilleuses méditations. Il existe une littérature, même profane, sur cet aspect de l'ordination sacerdotale, irrévocablement gravée dans les entrailles de notre personnalité, terriblement ineffaçable, et parfois capable d'une merveilleuse reviviscence.

Et puis, comment pourrait-on épuiser la réflexion sur le mystère de l'identification de

notre pauvre vie avec le Christ lui-même ? Ce n'est pas en vain que nous pouvons et devons nous le répéter : le prêtre est un autre Christ. Il y aurait tant et tant de choses, nous le savons, à dire à ce sujet ! Nous voudrions vous demander, précisément comme pratique de Carême, d'attacher toute votre pensée à réfléchir sur cet aspect de notre personnalité sacerdotale.

Ceci afin que vous ayez le courage paradoxal de redire, chacun pour soi-même : « Je suis crucifié avec le Christ » (Ga 2, 19); afin que chacun sente et fasse passer dans son ministère sacerdotal cette immolation qui nous assimile à Jésus, notre modèle et notre sauveur; afin que chacun expérimente la joie du mystère pascal que nous vivons : « Je déborde de joie dans toutes nos détresses » (II Co 7, 4). Qu'il en soit ainsi pour vous tous, très chers fils, avec notre bénédiction apostolique.

LA CELEBRATION DES SACREMENTS LES VENDREDI ET SAMEDI SAINTS

Les « Notitiae » de la Congrégation pour les Sacrements et le Culte divin (décembre 1977, p. 602) publient la réponse ci-après, à un doute (1) :

Q. — La rubrique : « Le Vendredi et le Samedi saints, selon une très ancienne tradition, l'Eglise ne célèbre pas les sacrements », qui figure dans le Missel romain, le Vendredi saint, au n° 1, concerne-t-elle tous les sacrements ou seulement la célébration du sacrifice de la messe ?

R. — Cette rubrique concerne seulement la célébration du sacrifice de la messe.

En effet, les mots « l'Eglise ne célèbre pas les sacrements » sont extraits de la lettre du Pape Innocent I^{er} à Decentius, où il écrit : « Ces deux jours (le Vendredi et le Samedi saints), il est universellement admis que les apôtres étaient dans la tristesse et qu'ils se cachaient par crainte des Juifs; par conséquent, il ne fait pas de doute que ces deux jours-là ils ont tellement jeûné que la Tradition de l'Eglise a voulu que pendant ces deux jours les sacrements ne seraient pas célébrés » (Ep 25, 4; PL 20, 555 B-556 A).

Selon la coutume des premiers siècles, le jeûne pascal du Vendredi saint et, selon l'opportunité, également du Samedi saint, jusqu'à la Vigile pascale (cf. « Normes universelles de l'année liturgique et du calendrier », n° 20) (2) inclut également le jeûne ou abstention de la célébration eucharistique.

Tels demeurent le motif et le sens de la rubrique n° 1 du Vendredi saint.

(1) Traduction (d'après le texte latin) et titre de la DC.
(2) DC 1969, n° 1541, p. 526 (NDLR).

Réponse de la S. Congrégation pour la Doctrine de la Foi sur l'absolution collective (1)

Prot. N. 274/64

Q. Dans la juridiction ecclésiastique de « X », des célébrations pénitentielles spéciales ont été prévues pour préparer à Pâques, en précisant les endroits et les moments où l'absolution générale serait donnée, et en disant comment les gens devraient se préparer à ces célébrations.

Ce projet pastoral a été accueilli favorablement par les fidèles, et l'absolution générale a été donnée en présence de plusieurs prêtres, dont certains étaient aussi des pénitents.

Ce cas est-il conforme aux normes régissant l'absolution générale ?

R. La Congrégation pour la Doctrine de la foi répond que le cas exposé ci-dessus n'est pas conforme aux « normes pastorales pour l'administration de l'absolution sacramentelle générale » (AAS, 64, p. 510-514) (2) parce que les conditions énumérées pour l'usage de la pratique extraordinaire de l'absolution générale ne sont pas nécessairement réunies.

1. La norme III requiert que les fidèles, trop nombreux pour le petit nombre de prêtres pouvant entendre leurs confessions individuelles comme il faut dans des limites de temps convenables, seraient contraints d'être privés de la grâce sacramentelle ou de la sainte communion pendant longtemps, sans faute de leur part.

Le cas exposé n'indique aucune raison pour laquelle les fidèles n'auraient pas d'autres possibilités de se confesser et de recevoir la sainte communion, alors que ces possibilités sont normalement offertes d'une façon régulière dans leurs paroisses. Semblable raison se rencontrerait, par exemple, lorsqu'un prêtre ne pourrait se rendre que rarement dans un poste de mission éloigné.

2. La norme IV requiert que les évêques et les prêtres organisent leurs activités pastorales de telle sorte que des prêtres suffisamment nombreux soient disponibles pour le ministère de la confession sacramentelle.

Le cas exposé n'indique aucune raison pour laquelle les prêtres disponibles ne pourraient pas prévoir des horaires normaux de confession, conformément aux numéros 15-21 et 22-30 du Rituel de la pénitence.

Franjo, cardinal SEPER, *préfet*.

(1) Texte anglais original dans les *Notitiae* de la S. congrégation pour les Sacraments et le Culte divin, janvier 1978. Traduction de la DC.

Cette réponse a été donnée le 20 janvier 1978.

Nous rappelons les précisions qui avaient été données par cette même congrégation l'an dernier à l'Episcopat des Etats-Unis sur ce même sujet (DC, 1977, n° 1716, p. 297). Cf. également *infra*, p. 244.

(2) DC 1972, n° 1614, p. 713. (NDLR.)

L'HOMME NE VIT PAS SEULEMENT DE PAIN

Angélus du dimanche 12 février (1)

Aujourd'hui nous est proposée une parole du Seigneur qui rectifie et complète le programme fondamental de l'activité humaine, si l'on admet que ce programme doit consister à assouvir la faim de l'homme. L'homme que nous sommes tous est un être déficient, incomplet. Il a continuellement besoin de quelque chose de plus pour vivre : d'air pour ses poumons ; de pain, de nourriture pour son estomac, pour tout son organisme. Nous le savons, et toute l'économie humaine, le travail, le commerce, l'hygiène, la santé, le bien-être sont conçus pour donner à l'organisme, à la vie humaine, ce supplément matériel de nourriture venant de la terre et que, symboliquement, nous pouvons appeler pain. Et tout le cycle des besoins de l'homme semble alors complet, satisfait. Aussi nécessaire, riche et satisfaisant qu'il soit, ce cycle de la vie doit être considéré comme matériel, et même matérialiste, s'il clôt sur lui-même le domaine des aspirations de l'esprit et s'il enferme l'homme dans un cercle circonscrit par les choses, mesuré par le temps, dévoré par la mort. Ce matérialisme, qui aujourd'hui fascine les hommes et leur donne une impression de concret, de certitude et semble hélas ! leur suffire, est-il un système de pensée et d'action vraiment complet et suffisant ?

Eh bien ! non. Nous crions sur les toits ce que, dans le secret de la foi, le Seigneur nous a enseigné. L'homme est un être si grand qu'il a des besoins supérieurs qui dépassent ce qu'il peut sentir et souffrir, qui dépassent ce qu'il peut satisfaire avec le pain de l'ordre économique, social et politique. Il ■ une faim spirituelle que seuls la parole de Dieu, la foi, le Christ lui-même peuvent satisfaire et assouvir. Cela nous est rappelé dans l'Evangile d'aujourd'hui, et nous le répétons à l'intention de vous tous, du genre humain : « Ce n'est pas seulement de pain que l'homme doit vivre, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu » (Mt 4,4). Quelle autre annonce reconnaît comme celle-là les capacités de l'homme, la profondeur de ses aspirations vitales, sa possibilité de trouver le complément infini auquel il est essentiellement ordonné ? La parole de Dieu, la vérité de la foi, le Verbe divin qui s'est fait chair et aliment sacrificiel pour nous, peut combler l'inexorable « déficit » du bilan humain. Ce même Jésus qui a multiplié les pains pour la faim naturelle de l'homme et ■ fait un devoir de charité de répondre à cette faim, nous demande d'avoir faim d'un autre pain, de mettre notre espérance dans un pain qui dépasse tout ce à quoi on peut aspirer : la Parole vivante, immortelle de Dieu.

Réfléchissons-y sérieusement. C'est un thème pour le carême qui, liturgiquement, s'ouvre aujourd'hui. Marie est toute proche et elle nous enseigne.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 13-14 février 1978. Traduction de la DC.

— Une foi qui tient. Des raisons de croire aujourd'hui, par Jean RIGAL. — Un vol. 13,5 × 21 cm de 184 p. Editions du Centurion, Paris.

Même si la foi a été reçue comme un patrimoine familial, elle est dans ces pages — pour répondre aux besoins de notre temps — « questionnée, décapée, confortée, remodelée en fonction de nouvelles exigences ». Pour beaucoup, c'est le livre attendu.

L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

LA PRÉSENCE DU CHRIST DANS L'ÉGLISE ET DANS LE MONDE

*Dialogue entre l'Alliance réformée mondiale
et le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens (1970-1977) (1)*

Ce rapport a été définitivement rédigé et approuvé en 1977 par la Commission mixte responsable, et présenté aux autorités respectives sous les auspices desquelles s'est déroulé ce dialogue. Le Comité exécutif de l'Alliance réformée mondiale et le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens ont accueilli la proposition formulée dans la lettre d'accompagnement signée par les co-présidents de la Commission (voir ci-dessous), et ont décidé que le rapport serait envoyé pour étude aux Conférences épiscopales, aux Eglises membres de l'Alliance réformée mondiale, et qu'il serait publié dans le même but. Les prises de position qui seront suscitées par ces études seront par la suite examinées par une nouvelle Commission à créer d'un commun accord. Il faut remarquer le statut de ce document : à ce stade, il reste sous la responsabilité exclusive de la Commission qui l'a préparé, et ne constitue pas un document des autorités qui ont patronné le dialogue.

LETTRÉ D'ACCOMPAGNEMENT

AU SECRÉTARIAT DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ROMAINE POUR L'UNITÉ DES CHRÉTIENS ET À L'ALLIANCE RÉFORMÉE MONDIALE, AUTORITÉS DONT RELEVÉ LA COMMISSION MIXTE D'ÉTUDE CATHOLIQUE ROMAINE RÉFORMÉE.

Par la présente lettre, nous, coprésidents de la Commission mixte d'étude, voudrions fixer ici, au nom de tous les membres de ladite Commission, le prix que nous attachons à la faveur qui nous a été faite d'une étroite collaboration durant ces années d'étude. Avant toute chose, nous tenons à témoigner de notre reconnaissance envers Dieu, au service de qui nous nous efforçons d'être, pour tout ce qu'il nous a été donné

de sa grâce dans cette entreprise d'approfondissement en commun de notre connaissance des choses de la foi. Certes, des différences de nature substantielle subsistent encore, mais notre travail fait preuve d'une remarquable série de convergences et d'accords.

En leur soumettant ce rapport officiel du dialogue réformé-catholique romain, nous prions respectueusement nos autorités respectives de prendre en considération les points suivants.

Nous croyons très important :

1. Qu'après en avoir fait l'objet de la réflexion qu'il appelle, les autorités respectives de l'Eglise catholique romaine et de l'Alliance réformée mondiale soumettent ce rapport, en vue d'une étude la plus large possible, par exemple aux Conférences épiscopales de l'Eglise catholique romaine et aux Eglises membres de l'Alliance réformée mondiale ; ainsi qu'aux séminaires et facultés de théologie de l'une et l'autre appartenance.

2. Que, pour une date mutuellement agréée, des réactions soient demandées de ces instances respectives au terme d'un délai approprié d'étude et de réflexion.

3. Que soit envisagée la nomination d'une nouvelle commission mixte, ayant une certaine continuité avec la commission dont le travail est maintenant achevé ; le mandat de la nouvelle commission serait de dresser, en commun, le bilan des réactions reçues des parties en dialogue.

4. Maintes questions, que la lecture du rapport fera elle-même ressortir, requièrent encore une sérieuse discussion. D'autres questions seront, en outre, soulevées au cours de son étude et dans les réactions des différentes instances. Tout ce matériel, joint au mandat théologique originellement proposé lors de la rencontre préliminaire de Vogelezang (1969), permettra de discerner l'agenda de la phase suivante du dialogue.

5. Que, dès que le présent rapport aura été accepté par les organismes responsables, soit envisagée une éventuelle publication, en commun, de son texte sous forme d'un livre incluant

(1) Texte original publié par l'Alliance réformée mondiale (150, route de Fernay, CH 1211 Genève 20) et par le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens (Cité du Vatican).

La présentation du document (en caractères gras) a été rédigée par le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens.

également une sélection des exposés de base utilisés au cours de tout le dialogue.

En ce qui concerne les points mentionnés ci-dessus les soussignés se déclarent disposés à participer aux consultations éventuellement requises.

Nous concluons cette lettre en soulignant la ferme conviction des membres de la Commission que la croissance de la compréhension mutuelle enregistrée durant les années écoulées de notre dialogue en appelle le développement dans la poursuite du travail. C'est pourquoi nous avons esquissé dans les paragraphes précédents quelques-unes des étapes aptes à constituer une partie de la phase suivante des conversations théologiques entre les deux partenaires.

Au nom de la Commission mixte d'étude,
en soumission respectueuse,

KILIAN McDONNELL, O. S. B.
coprésident catholique romain.

DAVID WILLIS,
coprésident réformé.

LA PRESENCE DU CHRIST DANS L'EGLISE ET DANS LE MONDE

Echanges de vues entre représentants
de l'Alliance réformée mondiale
et le Secrétariat du Vatican pour l'Unité
des chrétiens

INTRODUCTION

1. « La présence du Christ dans l'Eglise et dans le monde », tel est le sujet traité dans une suite de dialogues entre représentants de l'Alliance réformée mondiale et du Secrétariat romain pour l'Unité chrétienne.

2. Le choix de ce sujet et le cheminement qui a rendu possible cette suite de dialogues menés au niveau international remontent à des conversations officieuses entre membres des deux corps confessionnels présents à l'Assemblée d'Upsal du Conseil œcuménique des Eglises. Ces conversations ont été assez prometteuses pour que le Comité exécutif de l'Alliance réformée mondiale se réunisse en juin 1968 pour « entreprendre une recherche des éléments qui, dans la nouvelle conjoncture, pouvaient rendre judicieuse la mise en route en ce moment d'un dialogue réformé-catholique romain ». Le décret de Vatican II sur l'œcuménisme manifestait qu'une disposition favorable à l'égard d'un tel dialogue existait également du côté catholique romain. En conséquence eurent lieu deux rencontres préliminaires entre délégués de l'Alliance réformée mondiale et du Secrétariat pour l'Unité, l'une à Genève en novembre 1968, l'autre à Vogelenzang (Hollande) en avril 1969. Ces deux rencontres préliminaires affirmèrent qu'il était souhaitable et réalisable de procéder, à un niveau mondial, à des conversations officielles réformées-catholiques romaines.

3. Ce faisant, aucun des deux corps confessionnels n'entendait réduire l'importance des conversations analogues, plus ou moins officielles, en cours depuis quelque temps au niveau national en Hollande, en France, en Suisse, aux Etats-Unis et en d'autres pays. De telles discussions nationales ont l'avantage de pouvoir se centrer sur les problèmes communs à l'Eglise dans le contexte local. Etant entrepris avec l'intention que chacune des parties soit responsable devant les autorités officielles respectives et d'engager celles-ci dans les questions traitées, ces dialogues nationaux abordent des sujets dont les conséquences sont considérables, tels que l'importance de la reconnaissance mutuelle du baptême. Toutefois, les conversations nationales ont des limites qui réduisent leur portée. En certains pays et en certaines régions, il n'y a pas de dialogue et l'on ne peut en prévoir : les régions, par exemple, où les chrétiens sont persécutés; ou encore celles où réformés ou catholiques romains sont en faible minorité; ou celles où les uns et les autres se trouvent dans une ambiance sociale qui décourage fortement les conversations de réconciliation entre groupes chrétiens. Même là où ils ont lieu, les dialogues nationaux sont souvent menés indépendamment d'autres conversations poursuivies entre les mêmes groupes en d'autres contextes, ce qui conduit à bien des répétitions inutiles. En outre, en raison des implications d'ampleur mondiale de quelques-unes des questions discutées, en raison aussi de la nécessité d'exercer une influence sur les centres d'autorité et de coordination universelle, le besoin s'est fait sentir de dialogues internationaux comme moyens d'investigation de nouvelles voies à ouvrir pour les relations entre réformés et catholiques romains et d'une plus large utilisation des résultats acquis au plan national. C'est donc chose entendue que les dialogues aux différents niveaux sont complémentaires.

4. Tout en décidant de procéder à ces conversations officielles au plan international, les autorités tant catholiques romaines que réformées étaient bien conscientes de l'intérêt des échanges de vues bilatéraux qu'elles avaient alors avec d'autres partenaires. Avec ceux-ci, cependant, leurs conversations ne feraient pas double emploi puisque certaines tensions sont propres aux relations qu'elles ont entre elles. Les parties étaient toutes deux convaincues qu'en interpellant leur partenaire dans ces échanges de vues bilatéraux elles s'acquitteraient de la responsabilité que chacune d'elles sait avoir à l'égard de cet autre et en tireraient un mutuel enrichissement. Toutes deux aussi étaient mues par le besoin ressenti de situer leurs discussions dans une perspective plus large : comment elles pourraient faire progresser l'intérêt commun qu'elles portent à la manifestation de l'actualité du Christ dans le monde d'aujourd'hui.

5. La rencontre de Genève en 1968 choisit pour celle de Vogelenzang le thème : « La présence du Christ dans l'Eglise et dans le monde », «... parce que ce thème semblait avoir une portée non seulement sur le salut final de l'homme mais encore sur sa vie et son bonheur *hic et nunc*. On attendait aussi de cette discussion sur la

présence du Christ dans l'Eglise et dans le monde, en particulier sur le sens de son action salvifique de l'humanité, qu'elle contribue à éclairer les différences qui distinguent les deux communions et qu'une évaluation honnête de ces différences les aide à les surmonter et à découvrir ensemble ce qu'elles doivent faire pour se rendre plus crédibles aux yeux du monde. » (Rapport commun, Vogelenzang, 17-19 avril 1969).

6. Les attentes concernant ce thème étaient justifiées. Sa discussion à Vogelenzang mit en lumière la nécessité de porter l'attention sur trois problèmes traditionnels, connexes au problème central qu'est la façon de comprendre aujourd'hui la Seigneurie du Christ : la christologie, l'ecclésiologie et l'attitude du chrétien dans le monde. Bien que traditionnels, ces problèmes l'Eglise les affronte aujourd'hui de nouvelle manière : les conditions historiques qui en inspiraient la formulation précédente ont radicalement changé ; l'évolution opérée dans le monde réclame d'urgence l'attention ; et les acquisitions des sciences historiques et de l'exégèse biblique demandent que les positions héritées du passé soient situées dans de nouvelles perspectives. Les résultats de cette première exploration du sujet furent si fructueux et si prégnants de questions qu'il fut retenu comme thème des conversations officielles subséquentes qui s'ouvrirent à Rome en avril 1970. Les sous-sujets des sessions successives furent : « La relation du Christ à l'Eglise » (Rome, printemps de 1970), « L'autorité doctrinale dans l'Eglise » (Cartigny, Suisse, printemps de 1971), « La présence du Christ dans le monde » (Bièvres, France, hiver de 1972), « L'Eucharistie » (Woudschoten-Zeist, Hollande, hiver de 1974), et « Le ministère » (Rome, mars 1975). (Voir l'appendice pour le détail des thèmes, sous-thèmes, auteurs et participants).

7. A ces sessions, chaque délégation comprenait cinq membres permanents, un membre du secrétariat de chacun des organes responsables et un consultant de chaque communion nommé en raison de sa compétence spéciale dans le sujet traité à la session considérée. Les noms des équipes permanentes, des consultants spéciaux et des membres des secrétariats ayant participé sont énumérés à la fin de ce rapport.

8. Chaque session durait cinq jours et suivait un cadre régulier. Quatre exposés de position, deux pour chaque équipe, étaient distribués à l'avance. Chacun d'eux était discuté en séance plénière et des sous-commissions étaient nommées, chargées de présenter à la plénière un rapport résumant cette première discussion de ces exposés. L'assemblée entière examinait alors ces rapports, discutait à nouveau les questions qu'ils soulevaient et en venait à une déclaration commune résumant les résultats de la session considérée.

9. Une première démarche en ces conversations était, pour bien des questions, de nous écouter soigneusement les uns les autres pour discerner ce qui se cachait derrière les terminologies différentes auxquelles le temps nous a accoutumés. Sciemment, le but de ces sessions n'était pas

de tendre à des recommandations spécifiques sur les sujets assignés. Leur tâche était plutôt de situer les convergences présentes, les tensions persistantes et les questions ouvertes par le processus qu'on vient de décrire. Les divers rapports sur chaque session étaient donc plus descriptifs que préceptifs. Les discussions portaient d'exposés de position visant délibérément à défricher le terrain pour les sujets considérés ; tandis que les discussions portaient notablement la marque de discussions théologiques transcendant les alignements confessionnels prévisibles, il était en même temps entendu que d'éventuelles recommandations concrètes se dégageant du rapport final seraient simplement le résultat de ce processus d'enquête critique et de discussion.

10. Après chaque session, un communiqué de presse était rédigé sur les termes duquel les deux délégations se mettaient d'accord. Cependant, il fut jugé préférable qu'avant de publier en ses détails le résultat de ces diverses discussions, on attende que soit prêt le rapport final couvrant l'ensemble des sessions. A l'issue de la cinquième session, un comité de rédaction fut nommé, chargé de préparer un avant-projet de ce rapport final ; soumis de nouveau aux membres permanents de la commission réunis à Rome les 21-26 mars 1977, il fut agréé et remis à l'Alliance réformée mondiale et au Secrétariat pour l'Unité.

11. Le rapport final que nous proposons ici renonce délibérément à tout essai de synthèse ; il offre plutôt l'élaboration commune des cinq rapports partiels par lesquels nous avons terminé chacune de nos sessions. Dans sa forme finale, il exprime la pensée commune de ceux qui ont été engagés dans les différentes étapes de sa formulation et de son acceptation. Il n'a pu, cependant, relever toute la diversité de style, la pluralité de méthode théologique, la chaleur de conviction et la nouveauté de perception contenues dans les exposés de position respectifs et dans leur discussion.

12. On constatera que durant ses entretiens la Commission s'est laissée guider méthodiquement entre autres par le désir de parvenir, pour chaque complexe thématique, à donner une vue globale de la mesure respective d'assentiment, de dissentiment, et des questions demeurrées ouvertes. Selon nous, cependant, le prix de ces entretiens ne réside pas seulement dans leurs « résultats », nécessairement provisoires. Bien plutôt les rapporteurs espèrent-ils que les lecteurs se laisseront entraîner par cet état intérieur qui nous a saisis dès les premières rencontres et qui ne nous a plus lâchés depuis lors. Le chemin a été long, pénible et a parfois semblé sans issue. Si, dans ces pages, à l'occasion, des rugosités, des obstacles, des échecs et des surprises se laissent percevoir, nous n'avons pas cru être autorisés à effacer ces traits réalistes. Mais l'intercession de beaucoup, notre prière commune au nom de Jésus, la confiance croissante, la patience fraternelle, le sérieux scientifique, la volonté tenace de continuer à nous écouter mutuellement, parfois aussi un accès de franche gaité — tout cela fait partie de

l'expérience dont nous avons été gratifiés lors de nos découvertes et qui ne peut se refléter qu'imparfaitement dans des procès-verbaux.

LA RELATION DU CHRIST A L'EGLISE

Réponse à l'action unificatrice du Christ :

13. Le point de départ de nos discussions a été la reconnaissance du fait qu'en Jésus-Christ Dieu a fait cause commune avec l'humanité pécheresse et vise à renouveler le monde. En conséquence, tous ceux qui se réclament du nom de Jésus-Christ ont pour tâche commune de porter témoignage de cet Evangile.

Les richesses du Christ et la multitude des témoins :

14. Etant donné que dans le Christ « habite corporellement toute la plénitude de la divinité » (Co 2, 9), une abondance de témoins est nécessaire pour rendre, au moins dans une certaine mesure, les « inépuisables richesses » (Ep 3, 8) du Christ. De la sorte, la mission et la tâche de Jésus, qui servent de norme pour l'Eglise de toute époque et de toute culture, et pour notre temps aussi, se reflètent dans un témoignage caractérisé, depuis les origines apostoliques, par un certain choix et par la pluralité.

Quelques traits essentiels de l'Eglise selon le Nouveau Testament :

15. Ce n'est pas simplement dans des textes-preuves isolés ou dans des modèles primitifs clairement discernables que l'on doit aller chercher les normes de la foi et de la pratique de l'Eglise, mais dans le Nouveau Testament pris dans son ensemble et comme témoignage du dessein et de la mission de Dieu envers Israël, l'Eglise et toute l'humanité. A cet égard, la théologie du Nouveau Testament doit tenir compte de la promesse contenue dans l'histoire des Alliances conclues par Dieu avec son peuple de l'Ancien Testament.

16. L'accord a régné sur une ecclésiologie présentée dans une perspective nettement christologique et pneumatologique dans laquelle l'Eglise est objet du Credo et ne peut pas être complètement saisie par une description historique et sociologique.

L'accord a régné aussi sur la présentation de l'Eglise comme « Corps du Christ » (cf. 1 Co 12, 12 s. 27 ; Ep 5, 30). Ce que dit l'apôtre Paul sur l'Eglise comme corps du Christ suppose l'expérience de la mort, de la résurrection et de l'exaltation du Seigneur. Comme le Christ glorifié lui-même, ainsi l'Eglise n'existe-t-elle comme Corps du Christ glorifié que dans l'Esprit-Saint. Pour mettre en garde contre une identification absolue de l'Eglise avec le Christ, on a insisté sur le caractère complémentaire d'autres images, en particulier celle de l'Epouse (cf. Ep 5, 25-32).

17. Le langage théologique est, dans une grande mesure, métaphorique parce que la métaphore est un moyen indispensable pour comprendre et

pour exprimer des réalités qui autrement ne peuvent être ni comprises ni exprimées. On fut mis en garde de ne pas donner l'impression que le langage théologique doive être tenu pour exclusivement métaphorique. Qu'on ne puisse parler d'identité dans un sens absolu, d'autres endroits le montrent qui voient dans le Corps du Christ une image de l'Eglise unie au nom du Christ (Rm 12, 5). A notre surprise, nous avons eu à remarquer que les décisions devant lesquelles nous sommes placés aujourd'hui sont fort loin de toujours coïncider avec les frontières confessionnelles.

La forme variant de temps en temps :

18. En dehors des traits essentiels que l'on vient d'exposer et qui s'imposent en tout temps et en toute culture, l'Eglise prend des formes diverses selon l'héritage historique qu'elle apporte avec elle et selon la situation sociale et culturelle dans laquelle elle se trouve et grandit. On peut constater déjà dans le Nouveau Testament des traces d'un certain développement. On est tombé d'accord que, déjà dans le Nouveau Testament, les traits essentiels de l'Eglise-une prennent forme concrète selon différents modèles. On a convenu qu'il est de bonne méthode de chercher dans la Bible des théologies de la nature de l'Eglise à partir desquelles on puisse inférer les grandes lignes d'une constitution d'Eglise et examiner si les structures ecclésiales actuelles y correspondent. Cela s'applique, par exemple, à la signification de l'expression « Eglise locale ». Aux temps du Nouveau Testament un district local était un espace géographique très restreint, tandis que dans une société techniquement très développée ce que l'on appelle « local » est beaucoup plus étendu. Mais catholiques romains et réformés sont d'accord que l'Eglise universelle est réellement représentée et existe dans l'Eglise locale.

19. Lorsqu'on en est venu à l'usage correct du Nouveau Testament dans la recherche de matériaux pour des doctrines contemporaines sur l'Eglise et sur le ministère, il fut en outre reconnu que l'on ne peut pas facilement surmonter les difficultés en ne prenant pour normatives que certaines parties du Nouveau Testament et en en reléguant d'autres à un rang secondaire. Le Christ se manifeste dans les conditions de la relativité historique. La théologie doit entreprendre la tâche malaisée de distinguer le normatif à l'intérieur du relatif et d'appliquer les résultats de cette recherche à la réalisation concrète de l'Eglise en différentes situations historiques.

20. Réformée ou catholique romaine, la théologie ne peut pas s'accommoder d'une coupure entre l'exégèse et la doctrine sur l'Eglise. Eu égard, cependant, à une question telle que celle de la relation entre les résultats de la critique historique sur le rôle direct de Jésus dans les origines de l'Eglise, d'une part, et l'acceptation néanmoins d'un tel rôle par les croyants, d'autre part, il n'a pas été admis par tous que le problème ne soit que celui d'une coupure entre l'exégèse et la doctrine sur l'Eglise. Certains tenaient que, dans ce cas, nous avons plutôt

affaire à une distinction entre l'usage du Nouveau Testament comme source historique et sa réception comme témoignage. Cela ne veut pas dire que pour les fidèles la recherche du Jésus de l'histoire soit rendue superflue par la préoccupation d'un Jésus de la foi supposé différent ; cela veut dire seulement que le témoignage du Nouveau Testament est fait, lui-même, d'une pluralité de témoignage sur le même fait du Christ et en contient diverses interprétations.

Au service du Christ pour le monde

21. Dans la communauté des chrétiens, tous les membres sont personnellement liés au Christ et sont donc tenus de le servir. Membres aussi du Corps sont ceux qui portent une charge (cf. plus bas le chapitre sur le « Ministère ») et qui servent à la fois le Christ et la communauté pour accomplir la mission de cette dernière dans le monde.

22. L'Eglise ne se tient pas à l'écart du monde ; elle en est bien plutôt une parcelle. Comme telle, elle témoigne de l'efficacité de la parole et de l'œuvre de son Seigneur. Elle est, en même temps, une manifestation anticipée de ce que Jésus destine à tous les hommes. En ce sens elle existe entièrement pour le monde et, jusque dans ses faiblesses, elle est le sel de la terre (cf. Mt 5, 13).

23. Tous furent d'accord que les conséquences éthiques qui résultent du message du Royaume de Dieu et de sa réception dans la foi s'étendent aussi au domaine de la politique. A ce sujet se dessinèrent dans les deux confessions aussi bien des courants mettant davantage l'accent sur la nécessité d'une certaine réserve, que d'autres insistant sur la nécessité et la possibilité de lire dans le message néo-testamentaire des prises de position politiques concrètes.

L'AUTORITE DOCTRINALE DANS L'EGLISE

24. Nous fûmes d'accord que l'Eglise dispose d'une autorité propre dans la mesure où elle écoute la parole que le Christ ne cesse de lui adresser.

Dans l'histoire de l'Eglise, la différence entre catholiques et réformés s'est concentrée de tout temps sur l'opposition entre « Ecriture et Tradition » et « Ecriture seule ». Les catholiques mettaient l'accent sur la nécessité et l'autorité du magistère ecclésiastique dans l'interprétation de l'Ecriture, tandis que les réformés déclaraient que l'Ecriture s'interprète elle-même et que, comme parole de Dieu, elle doit se démarquer strictement à l'égard de toute tradition humaine, voulant ainsi faire valoir, outre la doctrine de la justification, la totalité du message vétéro et néo-testamentaire.

Ecriture Sainte :

25. Aujourd'hui, aussi bien du côté catholique que du côté réformé, le problème ne se pose plus selon les lignes de front de la polémique post-tridentine. La recherche historique a montré comment les écrits néo-testamentaires sont déjà le résultat et le témoignage de traditions et comment, en outre, la formation du

Canon du Nouveau Testament s'est trouvée elle-même incluse dans un processus de tradition.

Depuis le second Concile du Vatican, la doctrine catholique souligne la liaison étroite qui existe entre l'Ecriture et la Tradition : « Toutes deux jaillissant d'une source divine identique ne forment pour ainsi dire qu'un tout et tendent à une même fin. » (*Dei Verbum*, 9). Par là, l'Ecriture et la Tradition « constituent un unique dépôt sacré de la Parole de Dieu confié à l'Eglise » (*Dei Verbum*, 10), où l'Ecriture reçoit une nouvelle et particulière dignité parce que c'est en elle que la prédication apostolique a trouvé une expression particulièrement claire (cf. *Dei Verbum*, 8).

De ce fait est devenue impossible la distinction habituellement faite entre Ecriture et Tradition comme entre deux sources différentes qui, dans leur fonction normative, se comportent soit comme alternatives, soit comme parallèles.

26. Nous sommes d'accord que l'Eglise, comme *creatura Verbi*, avec sa tradition, est subordonnée à la parole de Dieu et que les prédicateurs et les docteurs de la parole doivent s'en considérer comme les serviteurs (cf. Lc 1, 2) n'ayant à enseigner que ce que le Saint-Esprit leur fait entendre dans l'Ecriture ; cette écoute et cet enseignement se font en relation vivante avec la foi, la vie et, notamment, le culte de la communauté du Christ.

Nous sommes d'accord que le développement doctrinal ainsi que la genèse des confessions de foi s'opèrent en un processus dynamique. Dans ce processus la parole de Dieu manifeste sa force propre, créatrice, critique et qui juge. C'est ainsi que, par la Parole, le Saint-Esprit conduit l'Eglise à la réflexion, la conversion et la réforme.

27. Etant donné que notre manière d'aborder l'Ecriture est tributaire de l'enracinement de chacun dans sa tradition respective, nous avons tendance à entendre la parole de Dieu différemment : nous comprenons différemment même des affirmations centrales et nous les accentuons de manières diverses.

L'Ecriture a été composée dans la langue et dans les catégories de pensée du monde antique. Elle ne se rapporte donc pas directement à nos problèmes modernes. Par conséquent, toutes les Eglises doivent obligatoirement dépasser le texte scripturaire dans son immédiateté littérale.

En outre, nous discernons aujourd'hui plus clairement la variété interne de l'Ecriture sainte.

Pour toutes ces raisons, l'Eglise est forcée et obligée de procéder à une interprétation constamment renouvelée du message biblique.

28. C'est précisément dans cette interprétation que différentes formes de la tradition se sont développées, à quoi a contribué aussi, à l'occasion, la tendance à légitimer sa propre pratique. En général, les réformés sont en quête des preuves immédiates de leur doctrine dans le témoignage apostolique, tandis que

L'Eglise catholique romaine entend le témoignage apostolique davantage dans la vie de foi de l'Eglise universelle, pour autant qu'au cours des siècles elle tend constamment à la plénitude de la vérité divine (c. *Dei Verbum*, 8).

Une conception pneumatologique différente se trouve vraisemblablement à l'origine de cette disparité : la pensée catholique repose avant tout sur la confiance en la présence permanente de l'Esprit-Saint, tandis que l'Eglise réformée fait l'expérience de la présence de l'Esprit comme d'un don accordé toujours à nouveau par le Seigneur glorifié.

29. Dans les Eglises réformées, le « principe scripturaire », c'est-à-dire la confiance que la parole de Dieu produira toujours à nouveau la juste compréhension d'elle-même, postule dans la vie de l'Eglise une relation soigneusement maintenue entre le serviteur de la parole théologiquement formé et la communauté tout entière, responsable et théologiquement informée.

30. L'Eglise catholique place l'accent, à l'intérieur de la communauté, sur le service particulier de ceux qui, avec l'assistance du Saint-Esprit, portent la responsabilité pastorale et qui, en conséquence, doivent aussi pourvoir à l'exacte interprétation et à la juste prédication de la parole de Dieu.

Canon :

31. L'Eglise a la conviction de percevoir dans les écrits des apôtres et des prophètes la voix du Seigneur vivant, parlant aujourd'hui encore. Etant donné que c'est le même Esprit-Saint qui a inspiré les auteurs des Livres saints et qui illumine ceux qui, aujourd'hui, les lisent, l'Eglise a la promesse de percevoir dans la Bible, aujourd'hui encore et demain, la parole de Dieu.

32. Ces écrits ont été reçus par l'Eglise ancienne parce qu'ils attestaient l'Evangile dans sa transmission vivante (résumé dans ce qu'on appelle la *Regula fidei*) parce qu'ils ont été écrits par les apôtres comme témoins oculaires ou par leurs disciples ; parce qu'ils ont été transmis par l'Eglise, elle-même d'origine apostolique. Tant dans la tradition catholique que dans la tradition réformée, l'Eglise a joué un rôle dans la genèse du Canon, bien que la question reste ouverte de définir ce rôle avec plus de précision.

A partir de cette compréhension commune, l'alternative polémique traditionnelle, à savoir si la fixation du Canon a été un acte de décision d'une Eglise possédante ou la réception reconnaissante d'une Eglise obéissante, est dépassée.

33. L'Eglise primitive était d'avis que les différents auteurs qu'on entend dans les Ecrits du Canon, peuvent et doivent avoir, l'un à côté de l'autre, le droit de parole dans l'Eglise, parce qu'ils renvoient, malgré leurs différences, au même centre, c'est-à-dire le salut en Jésus-Christ. Le témoignage apostolique a donc une valeur prioritaire. Elucider et mettre en valeur non seulement la priorité historique mais encore la prééminence théologique de l'époque

apostolique demeure une tâche permanente des deux Eglises.

Confessions :

34. Nous posant la question de savoir si l'établissement de confessions de foi est pour l'Eglise une activité créatrice ou un progrès dans la perception de la plénitude déjà donnée, nous avons constaté une fois de plus que le dialogue était rendu plus difficile par des questions de terminologie, l'expression « confession de foi » se situant dans nos deux traditions dans une perspective différente, et nous nous sommes rendu compte qu'il importe d'avoir présentes à l'esprit les fonctions diverses que peuvent remplir les confessions de foi dans l'Eglise et dans la société.

35. Nous avons tenté néanmoins de dégager quelques points de convergence et de marquer aussi les positions diverses et contrastées.

Pour son témoignage dans le monde, l'Eglise doit toujours exprimer sa foi par des confessions où elle interprète dans le langage d'aujourd'hui la Parole de Dieu, tâche qui n'est jamais achevée. Une telle confession de foi est toujours l'expression d'une expérience de salut, telle qu'elle est vécue dans l'Eglise à un moment donné de son histoire.

36. L'histoire des doctrines chrétiennes nous met en présence d'un processus de constantes reprises interprétatives avec des étapes discontinues de structuration qui représentent chacune l'effort de l'Eglise pour formuler sa foi dans une époque et dans un milieu culturel déterminés. Cependant cette discontinuité de structuration ne s'oppose pas à une homogénéité du sens : la transcendance de ce sens se trouve ainsi soulignée par rapport à ces formulations. Il en résulte qu'aucune des formulations proposées n'est définitive en ce sens qu'elle n'aurait pas besoin d'une nouvelle interprétation dans une nouvelle situation socioculturelle. D'autant plus que la richesse inépuisable de la révélation consignée dans l'Ecriture oblige à revenir toujours à l'événement fondateur pour en découvrir sans fin de nouveaux aspects insoupçonnés des générations antérieures.

37. Les affirmations du passé sont, pour les catholiques, normatives comme guides pour les reformulations ultérieures. Pour les réformés, elles ont une valeur indicative réelle, qui est toutefois subordonnée à l'autorité de l'Ecriture.

En ce qui concerne l'enseignement, pour les réformés c'est la communauté dans son ensemble qui est responsable et qui délègue des hommes qualifiés ; alors que pour les catholiques il existe une responsabilité propre du ministère pastoral : celui-ci est enraciné dans la communauté croyante, mais ne tient pas son autorité d'une délégation de celle-ci.

38. La pratique est toutefois souvent assez différente des affirmations théoriques, soit qu'on durcisse celles-ci abusivement, soit que des éléments compensateurs interviennent en fait. Chez les réformés il y a des personnes, investies ou non d'une autorité officielle, qui en fait jouent un grand rôle.

Chez les catholiques, on souligne l'importance du « sens de la foi », commun à l'ensemble des fidèles, par quoi ils discernent la Parole de Dieu et y adhèrent (cf. *Lumen gentium*, 12) et qui se concrétise entre autres dans le fait d'une « réception » toujours renouvelée des Conciles et des décisions du Magistère.

Infailibilité :

39. Tandis que les réformés constatent que l'expression « infailibilité de l'Eglise » n'est presque jamais employée dans leur tradition, les catholiques constatent de leur côté que le mot est relativement récent dans le vocabulaire théologique et qu'il ne paraît guère heureux à cause des interprétations majorantes auxquelles il donne souvent lieu. Quant à la théologie de l'infailibilité, outre le fait qu'on a trop souvent eu tendance à réduire la question de l'infailibilité de l'Eglise au problème particulier de l'infailibilité du Pape, voire à un certain style d'exercice de celle-ci, on doit constater qu'elle s'est développée dans une problématique de type unilatéralement juridique qui la rend d'autant plus inassimilable à la pensée réformée. Cependant nous sommes capables d'exprimer une certaine visée commune.

40. La promesse faite par Dieu à l'Eglise est celle-ci : Dieu demeure fidèle à son alliance et, malgré les faiblesses et les erreurs des croyants, il fait entendre sa Parole dans l'Eglise.

41. Les catholiques estiment que la fidélité de Dieu envers son Eglise a pour conséquence que, lorsque le Peuple de Dieu unanime professe qu'une doctrine est révélée par Dieu et exige de ce fait un assentiment de foi, il ne peut pas tomber dans l'erreur. Et qu'en particulier ceux qui sont chargés spécialement de la mission d'enseignement sont protégés par un charisme spécial lorsqu'il s'agit de présenter le message révélé. « Les évêques considérés isolément ne jouissent pas de la prérogative de l'infailibilité ; cependant, même dispersés à travers le monde et conservant le lien de la communion entre eux et le successeur de Pierre, lorsque dans leur enseignement authentique concernant des questions de foi et de morale, ils déclarent d'un commun accord qu'il faut soutenir sans hésiter tel point de doctrine, ils énoncent alors infailliblement l'enseignement du Christ. Cela est encore plus évident lorsque, rassemblés en Concile œcuménique, ils enseignent et décident pour toute l'Eglise en matière de foi et de morale ; et on doit adhérer à leurs définitions dans l'obéissance de la foi » (*Lumen gentium*, 25). C'est également le cas, lorsque l'Evêque de Rome, dans les cas rares précisés par Vatican I, s'exprime *ex cathedra*. Toutefois, ce qui vient d'être dit n'implique pas que toutes les expressions choisies soient nécessairement les meilleures possibles, ni non plus que les autorités ecclésiales jouissent de ce charisme de manière permanente et qu'elles ne puissent se tromper dans un certain nombre des affirmations sur lesquelles elles ne s'engagent pas à fond.

42. Le refus opposé par les réformés à l'idée d'une infailibilité reconnue à des hommes procède d'une répugnance à lier de la sorte Dieu à l'Eglise à cause de la souveraineté du Christ sur

l'Eglise et de la liberté de l'Esprit, répugnance renforcée par l'expérience des fréquentes résistances de l'Eglise à la Parole et de ses erreurs. A cela s'ajoute le caractère personnel de la foi au Christ vivant ; en outre, le fait que beaucoup de réformés prennent aujourd'hui tellement au sérieux la résistance de l'homme à l'Esprit de Dieu qu'il leur devient impossible de parler d'infailibilité de l'Eglise. Abstraction faite de cela, toute prétention à l'infailibilité constitue pour la mentalité réformée un obstacle à la crédibilité de la prédication dans le monde moderne.

Les malentendus concernant l'idée d'infailibilité ecclésiale ne retirent rien au poids décisif, bien que subordonné, donné dans la tradition réformée aux premiers conciles œcuméniques dans la transmission et l'interprétation de l'Evangile. Pour les réformés, cependant, la seule chose qui, à proprement parler, est infailible, c'est la fidélité de Dieu à son alliance, fidélité en vertu de laquelle, par l'Esprit, il corrige et préserve son Eglise jusqu'à l'avènement définitif de son règne.

LA PRESENCE DU CHRIST DANS LE MONDE

Création et rédemption :

43. Dieu est présent dans le monde comme son créateur, celui qui le fait subsister, le Seigneur de l'histoire dirigeant toutes choses comme un père plein d'amour. Fréquemment, et aujourd'hui encore, dans l'histoire de la pensée chrétienne on part d'un point de vue ecclésiologique pour parler de la présence du Christ dans le monde : le Christ est présent dans l'Eglise et, par sa seigneurie sur elle, il exerce sa seigneurie sur le monde. Cette position mène à conclure que la présence du Christ se limite à la présence à laquelle l'Eglise sert de médiatrice, qu'il n'agit que dans l'Eglise, que sa seigneurie sur le monde ne s'exerce que par la mission de l'Eglise et que, lorsque le monde et l'Eglise sont en conflit, le Christ est toujours du côté de l'Eglise. L'Eglise est, bien sûr, l'épouse aimée du Christ, pour laquelle il s'est livré (cf. Ep 5, 25 s.) Mais cela n'empêche pas — c'en est même une raison de plus — que le jugement commence par la maison de Dieu (cf. 1 P 4, 17). Il faut se garder aussi de supposer que, lorsque le monde et l'Eglise sont en conflit, le Christ est de préférence et automatiquement du côté du monde.

44. Bien qu'il soit vrai qu'il y a une présence du Christ dans l'Eglise qui met celle-ci en relation spéciale à l'égard du monde, un monopole ecclésiologique de la présence du Christ et les conclusions qui en découlent sont exégétiquement insoutenables. La présence du Christ dans le monde est une conséquence de la continuité de l'action de Dieu dans la création et dans la rédemption. Cette double continuité de Dieu agissant dans la création et dans la rédemption est incluse dans l'alliance conclue par Dieu avec Israël dans l'Ancien Testament, renouvelée et transformée dans le Nouveau avec toute l'humanité. La continuité a mis un accent sur les implications politiques et sociales de l'œuvre de salut du Christ aussi bien que sur la foi comme

engagement personnel. Dans le Nouveau Testament la « nouvelle création » (cf. 2 Co 5, 17) et la rédemption sont vues comme la restauration et le parachèvement du dessein du Créateur. Le Christ est le rédempteur du monde en sa totalité ; en lui Dieu s'est réconcilié le monde (cf. 2 Co 5, 19). Les dimensions universelles de la seigneurie du seul et même Christ (cf. Ep 1, 21 s.) dont témoignent les Ecritures saintes, interpellent aujourd'hui avec force un monde profondément fragmenté et en quête de son unité.

45. C'est par l'Esprit que le Christ est à l'œuvre dans la création et dans la rédemption. En tant que présence dans le monde du Seigneur ressuscité, l'Esprit affirme et manifeste la résurrection et réalise la nouvelle création. Le Christ qui est le Seigneur de toutes choses et qui agit dans la création renvoie à Dieu le Père qui, dans l'Esprit, conduit et guide l'histoire dans un déroulement qui n'est pas dépourvu de plan.

46. Le Père est le principe absolument premier de tout car « tout est de lui, et par lui, et pour lui » (Rm 11, 33 ; cf. 1 Co 8, 6). C'est pourquoi nous avons été élus et prédestinés dans le Christ « pour être à la louange de la gloire de Dieu » et de sa grâce (Ep 1, 12-6). Le but du mystère du Christ même est de manifester aux principautés et aux puissances la sagesse infinie de Dieu (cf. Ep 3, 10). Après la chute, l'humanité s'est éloignée toujours davantage du Dieu unique. Un des fruits de l'ère messianique sera que tout genou fléchira devant Dieu (cf. Es 45, 23), que tous les peuples l'adoreront (cf. Ps 22, 30). C'est ce qui est dit dans l'Evangile de Jean : « C'est la gloire du Père que vous portiez beaucoup de fruits et vous serez alors mes disciples. » (Jn 15, 18.)

47. En réponse à la révélation de ce Dieu Trine et Un, les chrétiens affirment que l'histoire se déroule d'après un dessein bien déterminé et que c'est en ce cadre que les différentes réalités de toutes les activités humaines doivent être comprises. Sur cette base, nous pouvons aussi admettre que le processus de la sécularisation, avec son rejet de toute qualification cléricale et théologique, a donné à tous les aspects de la vie une autonomie dont la théologie en est venue à reconnaître la validité, et cela nous a incités à rechercher de nouvelles manières d'exprimer l'implication du Christ dans le monde. Cela demeure vrai même si nous ne sommes pas d'accord avec le rejet de transcendance qui a fréquemment accompagné ce processus et même si nous y détectons le sécularisme qui en résulte ainsi que l'allégeance à diverses religions ou pseudo-religions.

48. Nous sommes d'accord qu'il y a une présence de l'Esprit du Christ dans le monde. Comment et où pouvons-nous discerner cette présence efficace ? Ce problème nous place devant une série de questions qui sont posées aujourd'hui à toutes les Eglises. Elles peuvent être formulées de la façon suivante :

Nous cherchons sa présence dans le plan ou le dessein dont Dieu poursuit la réalisation à travers toute la complexité de l'histoire.

Nous cherchons sa présence dans le plan ou

le dessein dont Dieu poursuit la réalisation à travers toute la complexité de l'histoire.

Nous cherchons sa présence comme Seigneur de l'histoire dans ces mouvements de l'esprit humain qui, avec ou sans l'assistance de l'Eglise, réalisent les fins de son Royaume.

Nous cherchons sa présence dans ces valeurs et ces modèles de vie qui sont nés de l'Evangile mais qui sont maintenant immergés dans la conscience publique et dans les institutions.

49. En posant ces questions, nous avons cependant devant les yeux les convictions suivantes :

— Dans la croix le Christ s'est identifié lui-même aux hommes dans leur péché (cf. Es 53, 4 s. 11 s. ; Jn 1, 29 ; 2 Co 5, 21) et leurs besoins afin qu'ils puissent lui être identifiés dans la victorieuse vie nouvelle de sa résurrection (cf. Rm 6, 4 s. ; Col 3, 1-4). La première identification demeure vraie et efficace même là où elle n'est pas reconnue. Le Christ est présent dans le pauvre et le sans-appui qui crient à la libération.

— Le défi que le monde porte à l'Eglise et son appel au secours peuvent être à la fois un défi et un appel du Christ qui, de cette manière, juge son Eglise, lui demande obéissance et l'appelle à la réforme.

— Le chrétien qui se retourne sur sa propre vie dira que le Christ y a été à l'œuvre, le menant au repentir, à la conversion et à la foi, avant même qu'il n'en ait eu conscience et qu'il lui ait délibérément répondu. Nous sommes donc obligés de prétendre que le Christ est, de la même façon, à l'œuvre dans la vie de ceux des autres pour qui la foi ne se situe encore que dans l'avenir.

50. Le chrétien qui reconnaît sous ces formes la présence et l'activité du Christ s'en réjouira et sera disposé à collaborer avec elles. Cela ne veut pas dire que le salut des individus ou la transformation de la société soient complets aussi longtemps que l'œuvre du Christ ne fait pas l'objet d'une reconnaissance consciente grâce à la capacité qu'a l'Esprit d'interpréter et de convaincre. Les hommes ne peuvent être libérés des dangers démoniaques d'une autonomie absolue que par une reconnaissance ferme du fait que ce monde qu'ils s'efforcent de transformer est créature et qu'il passe. Amener ce monde à se mettre sous le gouvernement de Dieu ne veut pas dire que nous ayons en lui une cité permanente (cf. He 13, 14). Il n'y a pas de dichotomie entre la réponse personnelle des chrétiens au Christ qu'ils trouvent dans l'Eglise et leur réponse collective qu'avec les autres, chrétiens ou non, ils donnent au Christ qui les confronte avec le monde. Participer à l'amour de Dieu pour le monde qu'il a créé et qu'il s'emploie à re-crée avec le concours d'un peuple conscient de son devoir et sensible à cet amour.

Eglise et monde :

51. Le créateur du monde ne veut pas que l'humanité se détruise elle-même par manque de liberté, de paix et de justice (cf. Ez 18, 32). Bien plutôt, par la révélation de sa volonté, mène-t-il l'humanité sur la voie du salut et lui offre-t-il, en Jésus-Christ, une rédemption définitive de

tous les liens impies et la participation à sa vie divine, et ainsi à sa liberté.

Ce cheminement vers la liberté commence dès l'élection de l'ancien peuple de l'alliance, un peuple qu'il rappelle sans cesse à le servir librement.

52. En Jésus-Christ a lieu la réconciliation définitive et, avec elle, l'appel adressé au monde entier (cf. 2 Co 5, 18-21). L'Eglise, que le Christ a envoyée dans le monde, doit porter ce message de libération (cf. Lc 4, 18 s. ; Jn 8, 31-36 ; Rm 6, 18-22) aux peuples du monde et, avec ce message, l'appel aussi à cette liberté qui est don de Dieu aux hommes en grâce avec lui ; et tout cela pour mener à leur perfection la paix et la liberté qu'il veut établir définitivement (cf. Rm 8, 19-21). C'est là montrer déjà clairement que la relation fondamentale existant entre l'Eglise et le monde réside en Jésus-Christ, à la fois tête de l'Eglise et le Seigneur du monde (cf. He 1, 2 s. ; Ap 17, 14 ; 19, 15 s.).

53. L'Eglise professe que le Christ est lui-même le porteur du message de l'empire de Dieu sur l'humanité et de leur libération. Si l'Eglise va vers le monde, si elle porte l'Evangile aux hommes et s'efforce de réaliser plus de justice, plus d'esprit de conciliation et plus de paix, elle ne fait en cela que suivre son Seigneur dans des domaines qui lui appartiennent même à l'insu des hommes et où, de façon anonyme, il est déjà à l'œuvre.

54. L'Eglise est établie par le Christ pour communier à la vie qui vient du Père et elle est envoyée pour conduire le monde en Jésus-Christ à sa pleine maturité pour la gloire et la louange du Père. Elle est donc appelée à être le témoin et le signe visible de la volonté libératrice, de la rédemption donnée en Jésus-Christ, ainsi que du Royaume de Paix à venir. L'Eglise s'acquitte de cette tâche par ce qu'elle fait et par ce qu'elle dit, mais aussi, simplement, en étant ce qu'elle est, puisqu'il est de sa nature de proclamer la parole de jugement et de grâce et de servir le Christ dans le pauvre, l'opprimé, le désespéré (cf. Mt 25, 31-40). Plus particulièrement, cependant, elle s'assemble pour adorer et prier, pour recevoir sans cesse instruction et consolation, et pour célébrer la présence du Christ dans le sacrement ; autour de ce centre et grâce à la multiplicité des dons accordés par l'Esprit (cf. 1 Co 12, 4-11 28-30 ; Rm 12, 6-8 ; Ep 1 4, 11) elle vit en une « koinonia » de ceux qui ont besoin les uns des autres et qui s'aident mutuellement. Par quoi nous tenons ferme qu'il y a dans l'Eglise une présence spéciale du Christ qui la met en une situation toute particulière face au monde, qu'elle est aussi objet d'une assistance particulière de l'Esprit-Saint, avant tout dans son service de la Parole de Dieu et des sacrements (cf. Jn 14, 16-25 s. ; 15, 26 ; 16, 7-14).

55. L'Eglise ne peut donc répondre à sa vocation que si sa structure et sa vie sont empreintes d'amour et de liberté. Par conséquent, ce que veut l'Eglise ce n'est pas, par une propagande, gagner les hommes à un programme séculier de salut, mais les convertir au Christ et, par cela, les servir. Il y a dans sa proclamation de

l'Evangile en même temps une puissante force de création culturelle.

56. Comme *communio* ainsi articulée, l'Eglise est en opposition avec les structures des divers secteurs de vie de la société séculière moderne : en opposition à l'exploitation, à l'oppression, à la manipulation et aux contraintes spirituelles et politiques de toutes sortes. Refaire des communautés chrétiennes qui soient des formes authentiques de vie aurait aussi une influence dans d'autres secteurs de la vie sociale et politique.

57. En outre, des chrétiens conscients de leurs responsabilités ont souvent donné à leur engagement chrétien la forme de partis politiques, d'associations professionnelles, de syndicats, et autres choses semblables, sous la direction ou non des autorités ecclésiastiques officielles.

Ces activités connaissent aujourd'hui une certaine crise. La solution des problèmes concrets rencontrés exige aujourd'hui une grande compétence technique. En outre, il se peut aussi qu'à vouloir prendre position en tant que chrétiens, comme le font certains partis ou groupes d'intérêts, on fasse obstacle au témoignage chrétien porté devant tous les hommes. Dans les cas d'espèce, la décision à prendre est différente selon les pays et les circonstances ; mais il n'y a pas ici, pour nous, de différence confessionnelle spécifique.

58. Les autorités ecclésiastiques officielles, considérées souvent comme représentant leur communautés, doivent en conscience se demander si et où leur Seigneur leur fait un devoir d'intervenir publiquement par une parole prophétique et pastorale. Un tel devoir leur incombera surtout lorsque personne d'autre n'élève la voix contre des injustices ou des abus déterminés.

59. Sur la route où, en chaque époque, elle chemine à travers le monde, solidaire des hommes de son temps comme le lui a commandé le Christ, l'Eglise n'a pas le droit de se cramponner à ses propres programmes ; elle doit demeurer ouverte aux indications sans cesse renouvelées que le Saint-Esprit a promis de lui donner. En dépit de l'imperfection et de la précarité de son comportement social et même chrétien, le Saint-Esprit la soutient dans la fidélité à son Rédempteur et dans l'obéissance à Celui qui a créé et qui fait subsister le monde. L'Esprit est lui-même le gage (cf. Ep 1, 14 ; 2 Co 1, 22) que l'espérance qu'elle met en l'accomplissement final de la nouvelle création du monde ne sera pas confondue (cf. Rm 8, 11, 19-21 ; 2 P 3, 13).

L'Eglise, signe efficace de la présence du Christ dans le monde :

60. C'est par la façon dont elle vit que l'Eglise manifeste ses orientations fondamentales et les engagements déterminant son activité, quoi qu'elle puisse dire de contraire. Quand elle se replie sur elle-même et se cramponne à des structures périmées, elle donne l'impression que le Christ est sa possession exclusive et non pas son Seigneur qui la précède et la conduit. Quand elle est vraiment un peuple pèlerin cheminant de par le monde (cf. He 13, 14 ; Ph 3, 20 ; Ga 4, 26 ; 1 P 2, 11), l'Eglise témoigne que le Christ est

Seigneur aussi bien du monde que d'elle-même. Quand l'Eglise se tourne vers le dehors pour porter témoignage de la présence du Christ dans le monde, c'est l'effet de la présence convertissante du Christ dans son Eglise. L'Eglise est une communauté d'adoration dont les prières sont inséparables de son service prophétique et diaconal. Par son adoration et son témoignage elle célèbre le fait central de l'unité du Christ avec son peuple. Unie au Christ dans sa mort et sa résurrection, l'Eglise reçoit de l'Esprit la force de cheminer en nouveauté de vie et d'être, par là même, dans le monde du Christ, une présence convertie et convertissante. Vivant comme un peuple nouveau persuadé d'être agréé de Dieu dans le Christ, l'Eglise est un signe efficace de l'amour de Dieu pour toute sa création et de son dessein libérateur concernant tous les hommes.

61. Dans un monde en transformation profonde, l'Eglise ne peut pas se figer dans l'immobilisme au nom de son immutabilité, mais elle doit avant tout se mettre à l'écoute de la Parole de Dieu où elle discernera, au-delà de tout « conservatisme » et de tout « progressisme », les transformations qui s'imposent à elle en vertu même de sa fidélité à cette Parole.

62. Premièrement, il faut ne pas perdre de vue à la fois le caractère local et la catholicité de l'Eglise. Ce n'est qu'en participant à la communauté locale que nous avons part à la vie de l'Eglise universelle ; mais la communauté locale sans universalité (en particulier les petites communautés de base, mais aussi bien les Eglises locales au niveau régional) court le risque de devenir un ghetto ou de subir le pouvoir arbitraire de certaines personnalités.

63. Deuxièmement, les changements pratiques doivent tenir compte de la grande variété des situations auxquelles l'Eglise doit faire face et ces changements présupposent à la fois une décentralisation de l'Eglise et une plus large participation à tous les niveaux, très particulièrement à celui qui est communément appelé (peut-être d'une façon ambiguë), le laïcat. La participation est essentielle parce qu'elle découle de la vocation chrétienne elle-même ; parce que, en outre, un grand nombre de domaines ne sont guère accessibles à l'Eglise que par ses membres laïcs qui y vivent et y opèrent. En outre encore, cette participation est importante parce que le témoignage efficace de l'Eglise dépend, dans une très large mesure, de la compétence des laïcs en divers domaines, compétence que le clergé n'a pas, n'a pas eue, mais que trop souvent il avait la présomption de posséder. Cependant, la participation des laïcs à la vie de l'Eglise ne doit pas être regardée sous l'angle seulement de leur compétence professionnelle. Ils ont aussi un ministère spirituel spécifique qu'ils exercent par toutes leurs activités, y compris leur compétence technique. L'Eglise est ministérielle dans tous ses membres.

64. Troisièmement, l'Eglise doit avoir aujourd'hui grand soin de ne pas agir prématurément comme elle l'a fait trop souvent dans le passé, supprimant par erreur de nouvelles expressions de vie spirituelle et des formes spontanées de communauté, n'y voyant que de pures expres-

sions de l'esprit humain et non pas également de l'Esprit-Saint.

65. Quatrièmement, le changement de l'Eglise dans la fidélité doit être reconnu comme correspondant au caractère historique de l'Eglise. Cela veut dire que la continuité apostolique, définie peut-être d'une manière toute différente, fait partie intégrante de la permanence de l'identité de l'Eglise à travers le changement. Cela veut dire aussi que quand l'Eglise s'est modifiée dans l'obéissance, elle a toujours tenu compte des divers contextes sociopolitiques et culturels dans lesquels la présence du Christ était reconstruite et confessée. Ici se présente la question de savoir ce qui appartient à l'« establishment » de l'Eglise et ce qui provient des structures que le Christ a eu dessein de donner à son Eglise.

66. Tout en unissant entre eux ces traits caractéristiques de changement — et d'autres encore — nous avons discuté de leur répercussion sur la nouvelle manière de manifester l'unité de l'Eglise qui commence à se dégager. Le slogan « unitas in necessariis » (l'unité dans ce qui est nécessaire), a bien été accepté, mais nous n'avons pas encore spécifié ce qui est nécessaire. Un « œcuménisme de convergence » focalisé sur ce qui est nécessaire ne demandera ni uniformité

L'EUCCHARISTIE

LE FONDEMENT BIBLIQUE

67. La réflexion sur la célébration eucharistique doit partir de ses origines bibliques, à savoir :

— De la célébration du repas du Seigneur dans la communauté primitive ;

— De la célébration de la dernière Cène par Jésus ;

— De l'arrière-plan vétéro-testamentaire, et spécialement le repas pascal juif.

68. Quand la communauté se réunissait pour prier, « avec allégresse et simplicité de cœur » (Ac 2, 46), elle célébrait le mémorial de la mort et de la résurrection de Jésus et expérimentait sa présence comme Seigneur glorifié dans son Esprit, et, dans un désir ardent, elle attendait son retour dans la gloire. C'est ainsi qu'elle se comprenait comme le peuple pérégrinant de Dieu.

69. Les paroles prononcées par Jésus à la Cène — quoi qu'il en soit de la diversité de leur transmission — rappellent que la Nouvelle Alliance de Dieu avec son peuple est née du don que Jésus a fait de lui-même dans une mort pour la multitude. Que l'Ancienne Alliance soit relayée par la Nouvelle ne signifie pas qu'Israël soit rejeté (cf. Rm 11, 1 s. 28 s.), mais plutôt que les promesses de Dieu restent toujours vivantes, rendues efficaces par le nouveau don gratuit des forces réconciliatrices de la mort de Jésus.

70. Si l'on prend au sérieux ce fond de tableau, de nouvelles possibilités pour surmonter les positions confessionnelles classiques, opposées entre elles, se dégagent de l'interprétation des récits du Nouveau Testament regardant l'institution ; par exemple :

— C'est sur le fait de la présence personnelle du Seigneur vivant dans l'évènement commémoratif et communautaire du repas que porte l'accent et non sur la façon dont se produit ou peut être expliquée cette présence réelle, cet « est ». Le manger et le boire, ainsi que le caractère de mémorial du repas pascal que le Nouveau Testament rattache au dernier repas de Jésus, proclament l'avènement de la Nouvelle Alliance.

— Quand le Christ donne aux apôtres cet ordre « Faites ceci en mémoire de moi » (Lc 22, 19 ; cf. 1 Co 11, 25), le mot « mémoire » dit plus qu'une simple évocation mentale.

— Le concept de « corps » désigne toute la personne de Jésus dont la présence salvifique est expérimentée dans le repas.

71. Par ces réflexions sur les origines bibliques, on pourrait relativiser les alternatives traditionnelles qui dépendent d'une anthropologie et d'une cosmologie dualistes qui alourdissent le dialogue entre les confessions (comme, par exemple : réalisme/symbolisme, sacramentalisme/spiritualisme, substance/forme, sujet/objet). En contraste avec une objectivation sclérosante, une approche biblique originelle aide à mieux saisir le caractère événementiel de l'Eucharistie.

72. Le corps glorifié du Seigneur avec qui la communauté néo-testamentaire était en communion au repas du Seigneur est à comprendre dans la perspective du Christ ressuscité comme nouvel Adam, tout à la fois corps spirituel (« soma pneumatikon » ; 1 Co 15, 44) et esprit vivifiant (« pneuma zôopoloun » ; 1 Co 15, 45).

73. La notion de « koinonia » ne met pas l'accent seulement sur une communion avec le Seigneur Jésus-Christ glorifié mais aussi, au-delà et précisément par cela, sur une communion entre tous ceux qui participent au repas et sont appelés à former la communauté du Seigneur (cf. 1 Co 10, 17).

74. La réflexion sur le repas de la communauté primitive ne doit pas porter de façon rétrospective sur le passé avec l'intention de tenter de le restaurer ; elle doit bien plutôt rendre libre pour un nouveau ministère sacerdotal (cf. 1 P 2, 9) que la communauté doit exercer à l'égard du monde d'aujourd'hui.

LE MYSTERE PASCAL DU CHRIST ET L'EUCCHARISTIE

75. Le Christ nous envoie dans le monde porteurs d'un message de vie nouvelle, et de vie de communauté en communion avec lui. Dans nos paroles et dans nos actes, c'est lui-même qui se manifeste présent. Son Evangile rassemble, protège et maintient la « koinonia » de ses disciples comme un signe et un commencement de son royaume. C'est lui-même qui, régulièrement, convoque cette communauté pour qu'elle commémore sa mort ; c'est lui-même qui, par sa Parole, vient au milieu d'elle comme le Vivant, et donne à sa Parole une forme concrète

dans la célébration de la Cène dans laquelle il approfondit et scelle sa communion avec nous (cf. Jn 15, 4 s. ; 6, 56 s. ; 1 Co 10, 16). et dans laquelle la nouvelle communion de vie de la chrétienté se présente devant le monde (cf. 1 Co 10, 17 ; 1 Jn 1, 3). Dans la célébration du repas, la présidence du ministre de l'Eglise mandaté fait ressortir ce rôle, de caractère unique, du Christ comme Seigneur et comme Celui qui invite. Le ministre mandaté doit faire voir à la communauté rassemblée qu'elle n'a pas à disposer de l'Eucharistie mais seulement à refaire, dans l'obéissance, ce que le Christ a commandé à l'Eglise.

76. La communion et le témoignage de l'Eglise vivent par le fait même que Dieu remplit celle-ci de son Esprit (cf. Lc 24, 49 ; Ac 1, 8 ; Tt 3, 6).

Depuis le retour de Jésus à son Père, le chemin des disciples dans le monde est caractérisé par le fait qu'il reste caché (cf. 1 Jn 3, 1 s. ; 1 Co 4, 9-13 ; Jn 15, 18-21). Ils attendent son retour (cf. Ph 3, 20 s. ; Col 3, 4 ; 1 Jn 2, 28), se fiant à la promesse qu'il leur a faite de ne pas les laisser seuls (cf. Jn 14, 18 s. ; Mt 28 20). Dans le repas eucharistique ils font chaque fois l'expérience qu'il tient sa promesse.

Cette présence du Seigneur, don libre et gracieux, se réalise dans le Saint-Esprit (cf. 1 Co 2, 10-13 ; Jn 14, 16-20 ; 16, 13-15), c'est-à-dire : c'est le Christ lui-même qui en pose le fondement, qui crée en lui-même et en nous la possibilité de le reconnaître et de le recevoir, et sanctifie les moyens par lesquels il grave sa présence dans notre mémoire, nous transmet ses dons et nous équipe pour son service.

C'est ainsi que le Seigneur lui-même vient en nous dans son Esprit (cf. Rm 8, 9 ; Jn 7, 38 s.), par sa Parole, qu'il se rend témoignage à lui-même dans les signes sacrés et, nourrissant et abreuvant spirituellement son Eglise, marche avec elle vers le futur du Royaume accomplissement final du dessein de Dieu.

77. Toute l'œuvre divine de salut a pour fondement, pour centre et pour but la personne du Christ glorifié.

Le Christ n'a pas cherché lui-même son propre honneur mais l'honneur de Celui qui l'a envoyé (cf. Jn 8, 50 ; 7, 18). C'est en ce sens qu'il a dit : « Ma nourriture est de faire la volonté de Celui qui m'a envoyé et d'accomplir son œuvre. » (Jn 4, 34.)

78. Celui qui a été élevé à la droite du Père a vécu et est mort parmi nous. Il a partagé notre existence spatio-temporelle ; malgré notre péché, il a été avec nous homme parmi les hommes. Dans son exaltation il demeure Celui qu'il était : le fils obéissant (cf. He 5, 8 s. ; Ph 2, 8) et notre frère (cf. Jn 20, 17 ; He 2, 11). Par les liens qui nous unissent au glorifié nous participons de la réalité à laquelle il nous a donné accès par sa vie et par sa mort.

79. C'est cela que la communauté expérimente, confesse et représente dans le repas qu'elle célèbre avec lui. Unie au Christ par le Saint-Esprit, incorporée à lui par le baptême (cf. 1 Co 12, 12 s.), elle reçoit toujours d'une façon nouvelle son humanité en laquelle pour nous il a

vécu, est mort et a été glorifié, et qui constitue le lien réel avec Dieu même (cf. Jn 6, 57).

80. En sa personne, sa vie, sa mort et sa résurrection le Christ a fondé la Nouvelle Alliance.

En lui, personne et œuvre ne doivent pas être séparées. Ce qu'il a fait tient sa puissance salvatrice de ce qu'il est. Il est notre salut par cela même qu'il a fait. Le Christ médiateur (cf. 1 Tm 2, 5; He 8, 6; 9, 15) n'est pas un être intermédiaire, il est la médiation en personne. En lui et par lui se parachève le don que Dieu a fait de soi-même aux hommes que nous sommes; en lui et par lui s'accomplit le don que l'humanité fait d'elle-même à Dieu.

Le sacrifice offert par Jésus-Christ, c'est sa vie même et sa mort acceptées toutes deux par obéissance (cf. He 10, 5-10; Ph 2, 8). En vertu de sa résurrection, il continue de présenter à son Père durant l'éternité le don de soi qu'il a fait une fois pour toutes sous Ponce Pilate. C'est ainsi qu'il est notre unique intercesseur dans le ciel (cf. He 9, 11 s. 24; 10, 13 s. 19-21; 7, 24 s.; 1 Jn 2, 1; Rm 8, 34). Il nous envoie son Esprit afin que nous aussi, hommes faibles, nous puissions invoquer le Père et intercéder pour le monde (cf. Ga 4, 5; Rm 8, 15 s. 26).

81. Dans « l'Eucharistie », cette joyeuse prière d'action de grâces, pendant que la communauté chrétienne se remémore la mort que le Christ a subie pour ses péchés à elle et pour ceux du monde, le Christ lui-même est présent, lui qui « s'est livré pour nous, s'offrant à Dieu en sacrifice d'agréable odeur » (Ep 5, 2). Sanctifié par son Esprit, l'Eglise s'offre elle-même au Père par, avec et dans son Fils Jésus-Christ. Par là elle devient un sacrifice vivant d'action de grâces par lequel un culte de louange est publiquement rendu à Dieu (cf. Rm 12, 1; 1 P 2, 5).

La validité, la force et l'efficacité de la Cène résident dans la croix du Seigneur et dans sa présence vivante en l'Esprit-Saint. Tout cela ne reste pas sans effet sur nous, mais trouve son achèvement dans notre foi, notre vie et notre service.

Le témoignage, la célébration et le fruit de l'Eucharistie sont des concrétisations de la prédication et de la communion de l'Eglise, emportés dans ce mouvement par lequel le Père éternel, pour l'amour du Christ et par lui, accueille et recrée dans l'Esprit-Saint le monde déchu.

LA PRESENCE DU CHRIST DANS LE REPAS DU SEIGNEUR

82. Chaque fois que nous nous assemblons dans l'Eglise pour obéir au commandement du Seigneur « faites ceci en *anamnesis* de moi », il est au milieu de nous. C'est la présence du Fils de Dieu qui, pour nous autres hommes et pour notre salut, est devenu homme et a été fait chair. Par l'offrande de son corps nous avons été sanctifiés et rendus participants de Dieu. C'est là le grand mystère (*Sacramentum*) du Christ par lequel il s'est incorporé lui-même à notre humanité; et c'est en y participant que l'Eglise se construit comme corps du Christ.

C'est ce même mystère qui nous est dispensé dans la célébration eucharistique car « la coupe de bénédiction que nous bénissons n'est-elle pas communion au sang du Christ? Le pain que nous rompons n'est-il pas communion au corps du Christ? » (1 Co 10, 16). Nous rendre présent le Christ, nous unir et incorporer à lui est l'œuvre propre du Saint-Esprit qui s'opère quand l'Eglise invoque le Père pour qu'il envoie son Saint-Esprit afin qu'il sanctifie à la fois le peuple en adoration ainsi que le pain et le vin. Comment le Christ est présent dans l'eucharistie, nous pouvons le saisir dans une certaine mesure en considérant l'action de ce même Esprit-Saint par exemple dans la conception de Jésus de la Vierge Marie, et dans sa résurrection corporelle du tombeau — bien que, en tant qu'actions divines, ces faits ne soient explicables que du côté de Dieu et non du côté des hommes.

83. C'est dans cette lumière que nous pouvons comprendre quelque chose de la présence spécifique, à la fois sacramentelle et personnelle, de Jésus-Christ dans l'Eucharistie. Il vient à nous revêtu de son Evangile et de sa passion salvifique, si bien que notre participation à lui est communion à son corps et à son sang (cf. Jn 6, 47-56; 1 Co 10, 17). Cette présence est sacramentelle en ce sens que dans la communion eucharistique à son corps et à son sang le mystère du Christ prend une forme concrète. C'est aussi une présence personnelle parce que Jésus-Christ en personne est directement présent, se communiquant à nous en sa double réalité de vrai Dieu et de vrai homme. Dans l'Eucharistie, il se communique à nous dans la pleine réalité de sa divinité et de son humanité — son corps, son esprit et sa volonté, tout en demeurant le Fils qui est dans le Père comme le Père est en lui.

84. Réformés et catholiques sont convaincus de l'importance centrale de cette commune confession christologique. Le mode spécifique de la présence réelle du Christ dans l'Eucharistie doit donc être compris comme la présence du Fils qui, tout à la fois, nous est consubstantiel dans notre existence humaine et corporelle alors qu'il est éternellement consubstantiel au Père et au Saint-Esprit dans la déité (cf. Jn 17, 21-23).

Ici nous pensons qu'il est important de tenir compte du fait que la christologie de Calvin fut principalement inspirée par la théologie de saint Cyrille d'Alexandrie et de saint Athanase. On pourrait être facilement trompé par l'expression « *extra calvinisticum* » qui s'origine aux controverses entre protestants du début du XVII^e siècle; même alors cependant la doctrine calviniste était que, après l'incarnation, le Verbe éternel, pleinement uni à l'humanité dans l'union hypostatique, n'était néanmoins ni réduit à la chair, ni contenu en elle, mais qu'il existait « *etiam extra carnem* ». Cette doctrine d'après laquelle le Logos est, en même temps, incarné et présent dans le monde entier n'est pas spéciale au calvinisme; c'est une position commune à la christologie de l'orthodoxie préchalcédonienne aussi bien que postchalcédonienne, de l'Orient et de l'Occident. Il est clair que ce qui importe c'est le contexte intégralement trinitaire assuré par cette doctrine, ainsi que les présupposés christologiques sur lesquels il n'y a pas de désaccord fondamen-

tal entre les traditions catholique romaine et réformée.

85. C'est avec assurance que nous célébrons l'Eucharistie parce que nous bénéficions en Jésus-Christ de « cette voie qu'il a inaugurée pour nous, neuve et vivante, à travers sa chair » (He 10, 19-20). Il est à la fois apôtre envoyé de Dieu et notre grand prêtre (cf. He 3, 1) qui nous a consacrés dans l'unité avec lui-même de telle sorte que dans l'offrande qu'il fait de lui-même au Père par l'Esprit éternel (cf. He 9, 14) il nous offre aussi en lui ; ainsi par notre union à lui nous avons part à cette offrande de lui-même faite en notre nom. L'Esprit qui en lui crie « Abba, Père » (cf. Mc 14, 36) est le même qui crie « Abba, Père » en nous quand, au cours de l'Eucharistie, nous prenons sur nos propres lèvres la prière du Seigneur (cf. Rm 8, 15 s., 26 s.).

86. Dans cette union de l'Eglise sur terre avec le Christ ressuscité et monté au ciel, union qu'il entretient par sa communion eucharistique avec nous, l'Eglise est rendue capable, par grâce, de participer à sa mission de réconciliation auprès du monde. A cette mission, le Christ et l'Eglise ont part de façon différente : le Christ, au titre de médiateur et de rédempteur ; l'Eglise, comme communauté des rachetés à laquelle il a confié le ministère de la réconciliation (cf. 2 Co 5, 18) et l'intendance des mystères (cf. 1 Co 4, 1). « Chaque fois que vous mangez ce pain et que vous buvez cette coupe vous proclamez la mort du Seigneur jusqu'à ce qu'il vienne. » (1 Co 11, 26.) Ainsi donc, c'est précisément parce que la mission de l'Eglise est fondée sur la communion eucharistique avec le Christ et nourrie par elle que l'Eglise est envoyée par lui à toutes les nations et à tous les siècles au service de l'Evangile, confiante en la promesse du Christ : « Je suis avec vous pour toujours, jusqu'à la fin du monde. » (Mt 28, 18-20.)

L'EUCCHARISTIE ET L'EGLISE

Le Christ, l'Eglise et l'Eucharistie

87. « Cet homme accueille les pécheurs et mange avec eux. » (Lc 15, 2.) Cette phrase est caractéristique de l'œuvre du Christ. La puissance et l'efficacité de sa mort et de sa résurrection affrontent le pouvoir de la mort et du péché et le mettent en déroute. L'institution de l'Eucharistie fait de l'Eglise la communauté d'amour où cette puissance de la mort et de la résurrection est communiquée par l'entremise de l'unique intercesseur entre Dieu et le pécheur. Pour le temps qui s'écoule entre son premier et son second avènement, Notre-Seigneur a institué l'Eucharistie comme un repas sacrificiel. Les pécheurs, hommes et femmes, riches et pauvres, clercs et laïcs, unis à la table du Seigneur, sont les prémices de cette communion, de cette paix et de cette joie qui ont été promises à tous ceux ont faim et soif de justice (cf. Mt 5, 6).

L'Eucharistie et le renouveau de l'Eglise

88. L'Eucharistie est une source et un critère de renouveau pour l'Eglise. Un renouvellement

de la façon de comprendre l'Eucharistie peut conduire l'Eglise à un renouvellement de la façon de la célébrer manifestant plus clairement que l'Eglise est essentiellement « la communauté eucharistique ».

Le renouveau de l'Eglise par l'Eucharistie implique un appel incessant à l'unité de l'Eglise. La division des Eglises, sur le point précis où l'Eglise devrait manifester sa véritable nature d'Eglise une, sainte, catholique et apostolique, appelle avec urgence un consensus œcuménique sur la signification de l'Eucharistie et de son rapport à l'Eglise.

En même temps, l'Eucharistie exige de l'Eglise et lui inspire le sentiment que sa vocation est de porter l'Evangile au monde entier en proclamant la bonne nouvelle du salut donné par Dieu et en exerçant par ses actes l'œuvre de réconciliation. Puisque Eucharistie veut dire « action de grâces », les membres de l'Eglise voudront mener une vie inspirée et soutenue par le sentiment de la gratitude. Renouveau, unité et mission sont des caractéristiques inséparables de l'Eglise au moment où elle reçoit dans la foi le don de l'Eucharistie.

L'Eucharistie, la liturgie et le dogme

89. L'Eucharistie est une expression de la foi de l'Eglise. C'est en partie dans la vie liturgique que cette foi s'exprime, selon l'adage « *lex orandi, lex credendi* ». Transmettre l'Evangile par ses formules de prière, ainsi que par les formes de ses pratiques rituelles, est une des fonctions essentielle de la liturgie.

Au cours de l'Histoire, certaines formulations ont été adoptées dans l'usage dogmatique et liturgique d'abord comme moyens de défendre la foi contre de fausses interprétations. D'ordinaire, ces formulations sont nées dans un contexte de controverse dont l'écoulement du temps a eu tendance à les dégager. De telles formulations ont besoin d'être réexaminées pour voir si elles sont encore propres à être une sauvegarde contre les malentendus ou si même elles ne sont pas devenues elles-mêmes source de malentendus, tout particulièrement dans la conjoncture œcuménique.

Sur le plan pastoral, les Eglises ont donc la responsabilité de veiller à ce que de telles formulations contribuent à la communication authentique de l'Evangile au monde contemporain.

L'Eucharistie et l'organisation de l'Eglise

90. Quant aux aspects visibles de l'Eglise, l'Eucharistie devrait révéler au monde l'authentique réalité de celle-ci. Elle devrait, de même, permettre à l'Eglise de se remettre sans cesse en face de la vision de cette réalité. Elle met donc l'Eglise en mesure, à la fois, de révéler au monde cette réalité et de se donner la forme qui correspond à cette même réalité.

Comme communauté d'hommes et de femmes vivant dans le monde, l'Eglise s'organise elle-même de diverses manières au cours de l'histoire. Cette organisation de sa façon de vivre ne devrait pas obscurcir son visage authentique,

mais lui permettre d'être perçue dans son être véritable. C'est l'Eucharistie qui est la source d'un examen permanent de l'organisation et de la vie de l'Eglise.

En particulier, le droit ecclésiastique devrait être le reflet de la loi d'amour et de liberté qui est celle du Christ. Le droit ecclésiastique n'est pas un absolu : il est toujours au service d'un peuple pérégrinant. Une de ses fonctions est de promouvoir le constant renouveau de l'Eglise dans son annonce de l'Evangile et son service de l'humanité. Le droit ecclésiastique doit être en harmonie avec la loi du Royaume révélée dans l'Eucharistie.

COMMENTAIRE GENERAL

91. Tout en étant conscients du sérieux écart entre notre affirmation de posséder une conception théologique commune et nos comportements de fait, nous constatons avec reconnaissance que le cheminement de nos recherches et de nos discussions nous a conduits à une meilleure appréciation de la richesse de nos doctrines et de nos pratiques respectives. Nous croyons être parvenus à une conception commune de la signification, la finalité et la doctrine fondamentale de l'Eucharistie, conception qui est conforme à la Parole de Dieu et à la tradition universelle de l'Eglise. Nous croyons aussi que la voie est maintenant clairement ouverte devant nous où pourront être dissipés les malentendus et surmontées les divergences qui demeurent. Certes, le vocabulaire né dans des climats polémiques du passé ne se prête guère à rendre adéquatement compte de l'étendue de ce qui est commun dans les conceptions théologiques de nos Eglises respectives. Aussi est-ce avec gratitude que nous reconnaissons que nos deux traditions, réformée et catholique romaine, sont l'une et l'autre attachées à la foi en la présence réelle du Christ dans l'Eucharistie et que toutes deux tiennent au moins que l'Eucharistie est, entre autres :

1. Un mémorial de la mort et de la résurrection du Seigneur ;
2. Une source de communion aimante avec lui dans la puissance de l'Esprit (d'où l'épiclese dans la liturgie) ;
3. Et une source de l'espérance eschatologique en son retour.

PISTES DE RECHERCHE

92. Notre dialogue nous a convaincus de l'urgente nécessité de mettre à l'étude les questions suivantes :

— Quels sont les éléments constitutifs d'une célébration eucharistique eu égard, en particulier, à la relation de celle-ci avec certaines formes d'assemblées chrétiennes dites, dans certains pays, « agapê-célébration ».

— Quel est l'usage de l'Eucharistie aujourd'hui résultant d'une réflexion fidèle sur la tra-

dition et sur les mutations considérables qui caractérisent la vie aujourd'hui ;

— L'urgente question pastorale contemporaine de l'hospitalité eucharistique réciproque ;

L'étude de ces questions aurait à tenir compte :

— Des riches connotations de la notion de mémorial (*anamnesis*) ;

— Des catégories bibliques et patristiques « non dualistes » ;

— Des fausses antinomies que peut corriger l'étude de thèmes tels que « corps, personne, présence, spirituel » ;

— De la question du rôle propre du ministre ordonné dans la célébration eucharistique.

SUR LE MINISTERE

93. L'Eglise fonde sa vie sur l'envoi du Christ au monde et sur l'envoi de l'Esprit-Saint dans le but que hommes et femmes puissent être associés au Christ dans son service. L'autorité de l'Eglise est inséparable du service qu'elle a à accomplir dans le monde, objet de l'amour créateur et réconciliateur de Dieu. Serviteurs de leur Seigneur-serviteur, les ministres de l'Eglise doivent servir le monde avec sagesse et patience. Aucun office ne peut être exercé de façon crédible s'il ne l'est dans un esprit personnel et vivant de disciple. En même temps, ceux qui sont chargés d'un office dans l'Eglise doivent s'appuyer sur l'assurance donnée par le Seigneur que son dessein est de bâtir sa communauté à l'aide de serviteurs même imparfaits. Notre effort commun en vue d'une compréhension commune plus profonde de la nature du ministère dans l'Eglise doit aussi être motivé par le service de l'Eglise dans le monde.

Apostolicité

94. L'Eglise tout entière est apostolique. Etre apôtre veut dire être envoyé, avoir une mission particulière. La notion de mission est essentielle pour comprendre le ministère de l'Eglise. De même que le Christ est envoyé par le Père, de même l'Eglise est envoyée par le Christ. Mais cette mission de l'Eglise n'a pas de référence que christologique : l'envoi fait par le Christ et tout ce dont l'Eglise est équipée à son service est aussi l'œuvre du Saint-Esprit. La mission du Saint-Esprit fait partie de la construction de l'Eglise et de son ministère et pas seulement en vue d'en assurer un fonctionnement efficace. Trop souvent des déséquilibres dans la théologie du ministère sont la conséquence et le signe d'une insuffisante théologie trinitaire. C'est par la puissance de l'Esprit que le Seigneur soutient son peuple dans l'accomplissement de sa vocation apostolique. Cette puissance se manifeste par divers moyens qui sont les charismes — dons gratuits d'un seul et même Esprit (cf. 1 Co 12, 4-11). Guidée par l'œuvre de Dieu dans ce monde, et étant l'instrument de Dieu, l'Eglise est de nature charismatique.

95. L'Eglise est apostolique parce qu'elle vit la foi des premiers apôtres, qu'elle continue la

mission que le Christ leur a donnée et reste fidèle au service et à la manière de vivre dont les apôtres sont témoins. Les Ecritures canoniques sont l'expression normative de cette apostolicité. C'est dans l'expression normative de cette apostolicité, contenue dans le Nouveau Testament, qu'est donné un témoignage du ministère spécial confié par le Christ aux Douze et, parmi les Douze, à Pierre.

96. Il appartient à tous les membres du Corps du Christ de prolonger son ministère y compris son office sacerdotal (cf. 1 P 2, 5-9). Chaque membre contribue de façon différente à ce ministère global ; des dons divers sont répartis (cf. 1 Co 12, 4-11) et chaque croyant baptisé exerce de façon différente la part qu'il ou elle prend à ce sacerdoce total. Que tous ceux qui, par le baptême, font partie du Corps du Christ soient appelés au sacerdoce ne veut pas dire qu'il n'y ait pas, dans le Corps du Christ, certaines fonctions particulières propres à un ministère spécial.

Ministère spécial

97. Dans le cadre général de l'apostolicité il existe un ministère spécial auquel est confiée l'administration de la Parole et du sacrement. Ce ministère spécial est l'un des charismes donnés pour l'exercice de services particuliers au sein de l'ensemble du Corps. L'ordination, qui met à part pour l'accomplissement de ces services spéciaux se fait en présence de la communauté des fidèles. De là vient que la consultation faite auprès de la communauté, la profession de foi prononcée devant elle et la part que la communauté prend à la cérémonie liturgique font partie du rite de l'ordination. Il est important de le souligner parce qu'il nous faut dépasser une conception de l'ordination qui laisse supposer que ceux qui sont consacrés à ce ministère spécial sont dotés d'une *potestas* et revêtus d'une dignité par le Christ sans référence à la communauté des fidèles.

98. La validation liturgique de l'acte d'ordination inclut l'invocation du Saint-Esprit (épiclesse) et l'imposition des mains par d'autres ministres ordonnés. L'invocation du Saint-Esprit est un rappel du rôle essentiel que doit jouer la doctrine trinitaire dans toute conception équilibrée du ministère. Elle fait la juste part soit à l'action historique et actuelle de Jésus-Christ, soit à l'incessante opération du Saint-Esprit. L'imposition des mains est un signe efficace qui introduit et confirme le fidèle dans le ministère conféré. Ce n'est pas de la communauté que provient le ministère donné ni d'elle que le sujet reçoit autorité pour l'exercer, mais bien du Christ vivant qui en fait don à la communauté et l'insère dans sa vie.

99. La continuité de ce ministère spécial de la Parole et du sacrement fait partie intégrante de cette dimension de la présence souveraine et gracieuse du Christ à laquelle l'Eglise sert de médiatrice. Le pardon des péchés et l'appel au repentir sont l'exercice du pouvoir des clés dans l'édification de l'Eglise. Ce pouvoir, le Christ l'a confié aux apôtres en leur donnant l'assurance de sa présence continue jusqu'à la fin des temps. La continuité apostolique dépend non seulement du mandat originel qu'en a donné le Christ mais

encore de son continuel appel et de sa continue action.

Succession apostolique

100. L'expression « succession apostolique » a plusieurs sens ; mais dans le sens habituellement donné qui la réfère à la continuité du ministère spécial, il est clair qu'elle se situe à l'intérieur de l'apostolicité qui appartient à l'Eglise tout entière. Les uns et les autres, réformés et catholiques romains, croient qu'il y a une succession apostolique qui est essentielle à la vie de l'Eglise, bien qu'ils situent différemment cette succession (cf. plus bas). Nous sommes d'accord que nul n'assume un ministère spécial de sa seule initiative personnelle mais que c'est par l'appel de la communauté et l'acte d'ordination accompli par d'autres ministres qu'on entre dans le ministère spécial permanent de la Parole et du sacrement.

101. La succession apostolique consiste, pour le moins, dans la continuité de la doctrine apostolique ; mais cela ne s'oppose pas à une succession dans la continuité d'un ministère ordonné. La continuité de la doctrine authentique est assurée par l'assiduité à recourir à la sainte Ecriture et elle est transmise par la continuité de la fonction d'enseignement du ministère spécial. Il en va du cas particulier de la succession apostolique comme de tous les autres aspects du ministère de l'Eglise : cette succession exige à la fois une continuité avec les premiers apôtres et une action contemporaine gratuitement renouvelée du Saint-Esprit. L'Eglise vit de la continuité du libre don de l'Esprit conformément aux promesses du Christ, ce qui exclut à la fois une conception ritualiste de la succession, la conception d'une continuité mécanique et une succession isolée de la communauté historique.

Episcopat et collégialité

102. Nous sommes d'accord sur le fait que la structure fondamentale de l'Eglise et de son ministère est collégiale. Quand un sujet est consacré au ministère spécial, il accepte comme règle d'être introduit par là dans une fonction collégiale impliquant qu'il soit soumis aux autres dans le Seigneur, et qu'il s'assure le soutien et les admonestations des ministres, ses frères.

Cette « collégialité » prend la forme, du côté réformé, d'un régime synodal, et du côté catholique romain d'un collège des évêques dont la conception est en voie d'évolution progressive. Dans le système de gouvernement réformé, le synode fonctionne comme un épiscopat collectif exerçant une surveillance sur les pasteurs et les congrégations. Il nous semble qu'il vaudrait la peine de rechercher de quelle manière, sur le chemin de l'Eglise, les fonctions multiformes de l'office des Anciens, chez les réformés, pourraient être développées et rendues fécondes sous une forme moderne.

Nous sommes d'accord que la structure collégiale doit prendre différentes formes selon les différentes époques et nous devons être sensibles à la pluriformité des charismes. Ce principe de la collégialité ne doit pas être limité au niveau des synodes ou, dans l'Eglise catholique, au col-

lège épiscopal, ni même au seul clergé : il doit être réalisé à tous les niveaux de l'Eglise. La notion de « sobornost » peut ici venir en aide.

Accents différents ■■ sein de chacune de nos deux traditions

103. Il y a, sur le ministère, des positions théologiques qui ne coïncident pas avec les fidélités confessionnelles ; il y a, dans nos deux traditions des accents différents qui ne doivent pas être classés précisément selon des lignes confessionnelles comme on l'a communément pensé. Certains soulignent l'opposition entre l'Esprit et la structure ; certains soulignent l'œuvre de l'Esprit qui donne forme à la structure et l'âme. Une manière de voir déplore plus ou moins la réduction de la succession apostolique, par exemple, à une institutionnalisation qui porte à la prendre pour la simple continuité de l'imposition des mains. Une autre se réjouit plus au moins de cette institutionnalisation comme d'un autre exemple de l'usage fait par le Christ d'instruments terrestres comme intermédiaires de sa présence de grâce. Certains situent la succession apostolique presque entièrement dans la succession de la prédication apostolique, tandis que d'autres la placent dans la continuité ininterrompue, incluant aussi comme élément indispensable l'imposition des mains.

104. Pour certains réformés, la fidélité de Dieu se manifeste principalement en ce qu'elle surmonte l'infidélité de l'Eglise ; la Tradition est alors considérée autant comme une trahison que comme une transmission. D'autres, parmi lesquels des réformés et des catholiques romains, sont plus confiants en une aptitude de l'Eglise à assurer, grâce à la fidélité de Dieu, une fidèle transmission de ce qui a été une fois reçu. Certains considèrent qu'appliquer à l'ecclésiologie l'analogie de l'Incarnation c'est sous-évaluer l'œuvre de l'Esprit et de la seigneurie du Christ sur l'Eglise. Selon d'autres, les analogies empruntées à l'Incarnation s'appliquent de façon appropriée à l'Eglise lorsqu'elles sont faites dans un contexte trinitaire qui tient compte du dynamisme de l'œuvre du Christ opérant par le Saint-Esprit. Cela peut vouloir dire qu'un point de convergence est que personne n'entend faire de l'Eglise un « prolongement de l'Incarnation », mais qu'une réelle divergence apparaît entre nous quant à la manière de parler de l'Eglise en termes d'analogie incarnationnelle.

Accents différents entre ■■■ traditions

105. Les divergences qui existent entre la doctrine catholique romaine et la doctrine réformée sur le ministère proviennent souvent moins de conceptions objectivement différentes que de mentalités diverses qui portent à accentuer différemment des éléments faisant partie d'une tradition commune. En tout cas, il y a des différences doctrinales sous-jacentes aux manières diverses dont on traite de l'office ministériel dans les perspectives réformée et catholique romaine. Nous n'entendons pas minimiser le rôle qu'ont joué, en partie, dans la formation des différences doctrinales les facteurs culturels, sociologiques, économiques ainsi que diverses nuances de spiritualité.

106. La théologie catholique romaine et la théologie réformée sont, l'une et l'autre, particulièrement conscientes de l'importance des structures pour que l'Eglise puisse s'acquitter de son mandat. A cet égard, l'Eglise catholique romaine a déduit de la seigneurie du Christ une structure à prédominance hiérarchique tandis que, à partir de la même seigneurie du Christ, l'Eglise réformée a fait choix d'une organisation à prédominance presbytérienne-synodale. Aujourd'hui, l'une et l'autre portent un regard neuf sur la signification que prend l'Eglise vue dans les images qu'en donne l'Eglise primitive.

107. Il y a une différence dans la façon dont chaque tradition aborde la question de savoir dans quelle mesure et de quelle manière l'existence de la communauté des fidèles, son union avec le Christ et, en particulier, la célébration de l'eucharistie, nécessitent qu'il y ait dans l'Eglise des membres porteurs d'un office conféré par ordination. Dans quelle mesure est-il nécessaire d'être en liaison institutionnelle avec l'office de Pierre et l'office d'un évêque pour avoir un ministère régulièrement installé dans l'Eglise ? Pour les catholiques romains, la liaison avec l'Evêque de Rome joue un rôle décisif dans l'expérience de la catholicité. Pour les réformés, c'est par l'appartenance à une communauté particulière que le sentiment de la catholicité est le plus immédiatement éprouvé. Quand il s'agit de la relation entre ministère et sacrement, les catholiques romains trouvent que les réformés minimisent la mesure dans laquelle, dans son plan de salut, Dieu s'est lié lui-même à l'Eglise, au ministère et aux sacrements. Les réformés trouvent que, trop souvent, la théologie catholique romaine minimise la manière dont l'Eglise, le ministère et les sacrements dépendent de la liberté et de la grâce de l'Esprit-Saint.

Questions ouvertes

108. Comme ce fut le cas lors de notre dialogue sur l'Eucharistie, notre dialogue sur le ministère nous a fait constater quelques questions permanentes qui nous sont communes. Ces questions interpellent les deux traditions et, les uns et les autres, nous devons dans l'avenir parvenir à une compréhension plus complète encore du ministère.

— Dans quelle mesure les différences de rang à l'intérieur du ministère sont-elles essentielles ? Comment estimer théologiquement la différence entre évêque, presbytre et diacre ? Peut-on dire qu'en beaucoup de cas le pasteur ordonné exerce le ministère d'évêque ?

— Comment exprimer avec plus de précision la tension entre ministère et charisme ? conçue d'une manière très différente dans les Eglises ?

— Comment préciser la relation entre ministère et sacerdoce, relation traditionnellement

— Ce qui est spécifique dans le ministère consiste-t-il dans la fonction propre du président, considérée non comme un titre honorifique mais comme un service d'édification de l'Eglise : direction, prédication de la Parole, administration des sacrements ?

— Quelle position prenons-nous, d'autre part, à l'égard de la tendance à considérer les tâches de direction et d'administration comme indépendantes du service de la Parole et du sacrement ?

— Quelle place une conception véritablement théologique du ministère tient-elle entre l'accent mis en Occident sur l'organisation juridique et l'accent mis en Orient sur la référence liturgique ?

— Comment concevoir le principe de direction collégiale de la communauté développé dans la tradition réformée et comment doit s'organiser le rapport entre le pasteur et les anciens ?

— Quelle est la signification de l'imposition des mains : envoi en mission, tradition d'une « potestas » ou intégration dans un « ordo » ?

— Dans quelle mesure l'imposition des mains accompagnée de l'invocation du Saint-Esprit peut-elle être appelée « sacrement » ?

— Quelles données de fond et de forme sont à présupposer pour une reconnaissance réciproque des ministères ?

— Comment comprendre la notion de « defectus » ? Un « defectus » de forme peut-il mettre en question ou invalider le ministère comme tel — ou bien peut-il y être remédié par référence à la foi de l'Eglise ?

— Jusqu'à quel point peut-on, par des mesures institutionnelles, parer aux inconvénients dans les ministères ecclésiastiques tels que : hérésie des chefs ou de la majorité, triomphalisme, conception mécanique de l'ordination, culte de la personnalité dans l'Eglise, domination de l'appareil. — Possibilités de correction par application du principe de collégialité (dépendance de l'un par rapport aux autres, union entre le principe hiérarchique et le principe synodal).

Nous considérons comme particulièrement urgente la question suivante : dans quelle mesure nos réflexions sur le ministère ne sont-elles pas déterminées par nos structures mentales occidentales particulières et par l'histoire que nous avons vécue ? Dans quelle mesure l'importance que nous attachons au passé n'est-elle pas un obstacle plutôt qu'un stimulant pour la mise sur pied d'une nouvelle forme de ministère ? Comment être fidèle en même temps aux manières de voir de la tradition chrétienne et à ce qu'il y a de neuf dans l'expérience vitale du Peuple de Dieu ?

Ces questions appellent à poursuivre l'effort de clarification de la nature du ministère global qui revient à tout le peuple de Dieu et, dans le cadre de celui-ci, de la nature du ministère spécial. La poursuite d'un tel effort de clarification est nécessaire à la continuelle réforme de l'Eglise et à son édification afin qu'elle soit un excellent instrument du service du Christ dans le monde.

✱

Parvenus au terme de notre dialogue, nous attachons du prix à la déclaration suivante :

Nos conversations nous ont ouvert des perspectives inattendues sur des perceptions et des tâches communes jusque-là ensevelies sous des

oppositions séculaires. Notre dialogue s'est poursuivi, pénétré d'un constant sentiment de repentir pour les divisions des chrétiens qui infligent un démenti au message de réconciliation annoncé par l'Eglise dans un monde déchiré. Une note de joie et de reconnaissance continue de dominer en considération du fait que le Christ, Seigneur du monde et de l'Eglise, nous permet de contribuer ensemble à manifester l'unité que lui-même, en fait, réalise par sa parole et par son Esprit.

APPENDICE

LISTE DES RENCONTRES

1970 Rome (Italie). 6-10 avril

Thème : « La relation du Christ à l'Eglise »

Exposés de base :

1. Prof. Dr Josef ERNST (catholique) : « Die Bedeutung der Person Jesu ».

2. Prof. G. B. CAIRD (réformé) : « The Relationship between Christ and his Church in the New Testament ».

3. Prof. Dr Aelred CODY, O. S. B. (catholique) : « The Foundation of the Church ».

4. Prof. Jacques DE SENARCLENS (réformé) : « Les relations entre Jésus-Christ et son Eglise ».

1971 Cartigny (Genève, Suisse). 22-27 mars

Thème : « L'autorité doctrinale dans l'Eglise »

Exposés de base :

1. a) Prof. Dr W. C. VAN UNNICK (réformé) : « The Understanding and Usage of Scripture in the Reformed Family ».

b) Prof. Dr J.-F. LESCRAUWAET, MSC (catholique) : « The Understanding and Use of Holy Scripture in Roman Catholic Tradition ».

2. Prof. Dr Eduard SCHWEIZER (réformé) : « Zur Frage des Kanons ».

3. Prof. Dr Jean-Pierre JOSSUA, OP (catholique) : « Propositions sur les confessions de foi et leurs développements ».

4. a) Prof. Dr Amadeo MOLNAR (réformé) : « Infaillibilité de l'Eglise — Perspectives réformées du problème ».

b) Prof. Dr Roger AUBERT (catholique) : « Indéfectibilité et infaillibilité de l'Eglise ».

1972 Bièvres (Paris, France). 31 janvier-5 février

Thème : « La présence du Christ dans le monde »

Exposés de base :

1. Prof. Dr Josef ERNST (catholique) : « Die Gegenwart Christi in der Welt ».

2. Prof. J. ELLUL (réformé) : « Sécularisation et Christ incognito ».

3. Prof. René COSTE (catholique) : « L'Eglise et le défi du monde ».

4. Prof. Dr David WILLIS (réformé) : « The Situation and Responsibility of the Church in the World ».

1974 Woudschoten-Zeist (Pays-Bas). 18-23 février

Thème : « L'Eucharistie »

Exposés de base :

1. Prof. Dr George B. CAIRD (réformé) : « The Eucharist in the New Testament ».

2. R. P. James QUINN, SJ (catholique) : « The Eucharist (Sacrifice and Presence) in the Catholic Perspective ».

3. Prof. Thomas F. TORRANCE (réformé) : The Paschal Mystery of Christ and the Eucharist ».

4. Prof. J.-F. LESCRAUWAET, MSC (catholique) : « Eucharist and Church ».

1975 Rome (Italie). 3-8 mars

Thème : « Sur le ministère »

Exposé de base :

1. Dr Josef HOFFMANN (catholique) : Le ministère ordonné dans la communauté chrétienne ».

2. Prof. Dr David WILLIS (réformé) : « Ministry and Eucharist ».

3. Prof. Dr Martin Anton SCHMIDT (réformé) : « Amt und Kollegialität ».

4. R. P. Yves-M. CONGAR, OP (catholique) : « La succession apostolique ».

1977 Rome (Italie). 21-26 mars

Préparation du rapport final

PARTICIPANTS

REFORMES :

Membres :

- Prof. Paul J. ACHTEMEIER (Etats-Unis), 1975-1977.
- Prof. John M. BARKELEY (Irlande du Nord), 1972.
- Prof. Dr Markus BARTH (Suisse), 1974.
- Prof. Dr A. BRONKHORST (Pays-Bas), 1972 et 1974.
- Prof. Dr George B. CAIRD (Grande-Bretagne), 1970-1971-1972.
- Prof. Dr Gottfreid LOCHER (Suisse), 1971-1972-1974-1975-1977.
- Prof. Dr Amadeo MOLNAR (Tchécoslovaquie), 1970-1971-1975-1977.

- Prof. Dr G. C. VAN NIFTRIK (Pays-Bas), 1970.
- Prof. Dr Jacques DE SENARCLENS (Suisse), 1970.
- Prof. Dr W. C. VAN UNNIK (Pays-Bas), 1971-1974-1975-1977.

— Prof. Dr David WILLIS (Etats-Unis), coprésident, 1970-1971-1972-1974-1975-1977.

Membres ex-officio :

- Représentant du Dr Marcel Pradervand : Dr Raymond V. KEARNS (Etats-Unis), 1970.
- Past. Dr Edmond PERRET (Suisse), 1971-1972-1974-1975.

Staff de l'A.R.M. :

- Rév. Richmond SMITH (Suisse), 1970-1971-1972-1974-1975-1977.

Consulteurs :

- Prof. Dr Christian MAURER (Suisse).
- Prof. Dr Eduard SCHWEIZER (Suisse), 1971.
- Prof. Jacques ELLUL (France), 1972.
- Prof. Dr Thomas TORRANCE (Ecosse), 1974.
- Rév. Willy A. ROEROE (Indonésie), 1974.
- Prof. Dr Martin Anton SCHMIDT (Suisse), 1975.
- Rév. Francis DANKWA (Ghana), 1975.

CATHOLIQUES :

Membres :

- Prof. Dr Roger AUBERT (Belgique), 1970-1971-1972-1974-1975-1977.
- Prof. Dr Josef ERNST (République fédérale allemande), 1970-1971-1972-1974-1975-1977.
- Dr Josef HOFFMANN (France), 1970-1971-1972-1974-1975-1977.
- Prof. Dr J. F. LESCRAUWAET, MSC (Pays-Bas), 1970-1971-1974-1975-1977.
- Prof. Kilian McDONNEL, OSB (Etats-Unis), co-président, 1970-1971-1972-1974-1977.

Membres ex-officio :

- R. P. Jérôme HAMER, OP (Cité du Vatican), 1970-1971-1972.
- Mgr Charles MOELLER (Cité du Vatican), 1974-1975-1977.

Staff du Secrétariat pour l'unité :

- Rév. Dr August HASLER (Cité du Vatican), 1970-1971.
- Rév. Olaf WAND, AA (Cité du Vatican), 1972.
- R. P. Pierre-M. DE CONTENSON, OP (idem), 1974-1975.
- R. P. Stjepan SCHMIDT, SJ, (idem), 1977.

Consulteurs :

- Prof. Dr Aelred CODY, OSB (Italie), 1970.
- Prof. Dr Jean-Pierre JOSSUA, OP, (France), 1971.
- Prof. Dr René COSTE (France), 1972.
- Rev. James QUINN SJ (Ecosse), 1974.
- R. P. Yves-M. CONGAR, OP (France), 1975.

OBSERVATEURS DU COE :

- Prof. Dr Vilmos VAJTA (France), 1970-1971-1972-1975.
- Prof. Dr J.-B. BOENDEMAKER (Pays-Bas), 1974.

ERRATUM

Dans les « considérations » de Mgr Anné sur la théologie du mariage, publiées dans notre numéro du 19 février 1978, la ligne « ... de la thèse protestante. En second lieu, l'accent... », qui se trouve déplacée, p. 172, en haut de la col. 2, est la 6^e ligne du paragraphe qui suit. Il faut donc lire : « *Notes générales positives* : En premier lieu l'accent sur le fondement du rapport conjugal inspiré par les rapports entre le Christ et l'Eglise, et en conséquence la manière de rapprocher la conception de la « grâce sacramentelle » (cf. n° 18-23) de la thèse protestante. En second lieu, l'accent bien que plus sommairement exprimé, mis sur l'interdépendance entre le mariage et la culture et civilisation propres à chaque période, même si on a presque négligé de mentionner les facteurs économiques. »

LA VOIE COMMUNE VERS L'UNITÉ

Conférence du cardinal Hume devant le Synode général anglican

Le 1^{er} février, le cardinal Hume, archevêque de Westminster, a pris la parole devant le Synode général de l'Eglise d'Angleterre. Après avoir évoqué les divisions du christianisme qui sont un scandale et qui portent tort à la crédibilité du message du Christ au monde, le cardinal Hume a abordé quatre problèmes qui préoccupent l'homme d'aujourd'hui : la dignité humaine, les relations interraciales, la pornographie et le désarmement (*).

C'était il y a deux ans, le 5 février. Je célébrais la messe de bon matin tout seul dans la chapelle privée du doyen de Windsor. Ce jour-là je devais aller à Wimbledon pour dire que j'acceptais ma nomination au siège de Westminster. J'assistais à Saint-George à une conférence qui n'en était encore qu'à mi-chemin de sa course. On venait d'achever l'analyse des problèmes auxquels les Eglises doivent faire face. Il me fallut, hélas ! partir avant d'avoir découvert les solutions ! L'atmosphère de la conférence à laquelle assistaient de nombreux évêques de l'Eglise d'Angleterre et des représentants de la Conférence méthodiste et des autres Eglises libres était remarquable — chaude, amicale, soucieuse de collaboration et d'aide mutuelle. Nous étions un dans le Seigneur, car nous étions rassemblés en son nom et pour accomplir son œuvre. On ne pouvait en douter : Il était là au milieu de nous. Je garde le meilleur souvenir de ces prières dites ensemble et de ces discussions sur des sujets qui nous concernaient tous. Mais cette messe dite tout seul — permettez-moi de vous le dire — était quelque peu spéciale pour des raisons qui ne vous échapperont pas ; elle était empreinte d'une certaine tristesse car je ne pouvais la partager pleinement avec des amis et ceux qui travaillaient avec moi à la vigne du Seigneur. Collaboration et coopération dans le travail du Seigneur au niveau de la prière et du dialogue ; isolement et séparation dans le sacrement de l'Unité. Ces problèmes ont-ils été résolus ? Comment se présente la situation deux ans plus tard ? Deux ans, c'est un laps de temps relativement court pour rattraper le travail accompli par les commissions et digérer les conclusions auxquelles ont abouti les théologiens. La difficulté d'une telle tâche est déjà une preuve en soi du volume d'activités œcuméniques qui ont eu lieu, ces dernières années, au niveau local, national et, bien sûr, international.

Ma tâche, aujourd'hui, est peut-être plus modeste que celle que vous auriez pu attendre de moi. Je parle en mon nom propre. Je ne prétends posséder aucune compétence de spécialiste. Je ne vous parle pas en tant qu'envoyé du Saint-Siège ou en tant que représentant de la Conférence des évêques catholiques d'Angleterre et du Pays de Galles. Je suis très conscient du privilège personnel qui est le mien en étant votre invité et je vous en remercie bien sincèrement.

Le scandale de la division

Une chrétienté divisée est un scandale. Nos divisions sont une « pierre d'achoppement » et affaiblissent la crédibilité du message du Christ au monde. Elles mettent obstacle à la diffusion de la Bonne Nouvelle. Il est donc urgent de remédier à la situation actuelle. Et cette urgence s'impose encore davantage en Grande-Bretagne. Dans notre pays, en effet, nous voyons d'une manière toute particulière à quel point l'homme a besoin de Dieu, et la société d'une voix prophétique qui soit claire, cohérente et courageuse.

Tout au fond du cœur de chaque homme, femme et enfant, il y a un vide que Dieu seul peut combler. Tous nous sommes sans cesse à la recherche de cet amour parfait qui chasse toute peur — la peur provoquée par les problèmes de la vie quotidienne de l'homme, la peur de la souffrance, de la solitude, de la vieillesse, la peur du rejet et de l'aliénation, la peur de la mort. La quête de Dieu, qu'elle soit consciente ou non, est la quête du sens et du bonheur. Dieu est devenu homme pour donner à la vie de chacun d'entre nous un sens qui nous permet d'échapper à l'« absurde », au non-sens, et nous donne cette liberté intérieure qui libère une énergie, une force nouvelle pour accomplir ce qui est bien. Cela me remet en mémoire les lignes suivantes écrites par l'archevêque Ramsey : « Au plus profond de nous-mêmes il y a un creux formé par Dieu que rien ne peut remplir, ni la terre, ni le ciel, ni le créé, mais Dieu seul. »

Ces pensées nous sont familières à tous et elles nous sont précieuses, mais elles sont toujours inconnues de beaucoup d'hommes et de femmes qui, en raison de leur situation sociale ou familiale, sont privés de vérités aussi simples que fondamentales. Au milieu de tous les changements qui se succèdent à une stupéfiante rapidité, dans notre culture contemporaine, les règles et les principes fondamentaux de la vie de l'esprit et de la prière restent constants, inchangés. Nous sommes en défaut si nous ne proclamons pas cela à temps et à contre-temps. Nous avons tort aussi si nous privons les jeunes de l'occasion d'apprendre

(*) Texte anglais original. Titre, sous-titres et notes de la DG.

dans leur famille et à l'école la mystérieuse richesse du message et de l'action du Christ. On n'étudie pas la religion en la regardant de l'extérieur ; la religion ne révèle ses secrets et sa valeur que si on s'y engage de l'intérieur.

Le retour à la prière est une partie essentielle de cette conversion quotidienne (ou *metanoia*) à laquelle tout chrétien est appelé, même au milieu des occupations les plus pressantes. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions étancher comme il convient cette soif des valeurs de l'esprit.

Nous ne serons pas toujours populaires

Lorsque nous parlons de la voix ou du témoignage qui doit être le nôtre en tant que chrétiens, il nous faut prendre garde à l'arrogance. Les problèmes que doit affronter notre société, que ce soit en Grande-Bretagne ou ailleurs, sont complexes. On aurait tort de croire que leurs solutions sont simples. Il n'est pas toujours facile de discerner, dans telle ou telle situation, ce qui est bon et ce qui est mauvais. Certes, dans bien des problèmes, il peut y avoir des opinions différentes. Mais nous ne serons vrais envers nous-mêmes, ni aussi bien envers l'Evangile, que si nous sommes prêts à élever la voix et dire ce que nous pensons, chaque fois que les circonstances l'exigent. Nous ne serons pas toujours populaires. Nous serons accusés de nous immiscer dans des affaires qui ne nous concernent pas, nous encourageons la colère de ceux qui sont d'une opinion différente. Mais nous avons des convictions en ce qui concerne le bien de l'homme. Il nous faut donc prendre position, avec charité, humilité et fermeté et, je l'espère, avec une voix commune. Permettez-moi d'évoquer quatre questions (il y en a bien d'autres) qui préoccupent l'esprit de l'homme d'aujourd'hui : la dignité, les relations entre les races, la pornographie et le désarmement.

Nous en sommes tous persuadés : les hommes et les femmes ne peuvent se réaliser et accéder à un bonheur durable que s'ils sont libres de « croire de toutes les manières dans le Christ » qui n'est pas venu pour détruire mais pour construire.

La dignité de l'homme

La plupart des Etats, des philosophies politiques, des mouvements séculiers, proclament la dignité de l'homme. Mais, pour le chrétien, une telle expression doit avoir un sens qui transcende presque les limites du langage. Quand vous et moi, en tant que chrétiens, affirmons la dignité de l'homme, nous entendons par là davantage que l'humaniste, le marxiste ou l'agnostique libéral. Nous affirmons deux vérités. Tout d'abord, avec nos frères juifs, que l'homme est créé à l'image de Dieu. Ensuite, et nous sommes les seuls à le faire, que la parole s'est faite chair et a habité parmi nous. Dieu a assumé l'humanité et, désormais, pour toute l'éternité, la race humaine est investie d'une dignité divine. Tout ce qui diminue, asservit ou nie cette dignité est une offense envers la dignité humaine ; c'est aussi une sorte de blasphème contre Dieu. C'est seulement au niveau

de la foi et avec cette intensité de conviction que la voix des chrétiens peut s'élever contre tout ce qui dégrade et rabaisse les individus. Mais la voix prophétique chrétienne s'élève-t-elle dans les situations contemporaines, si nombreuses aujourd'hui, qui dégradent la dignité humaine ? Il est toujours plus facile de découvrir et de condamner les infractions contre les droits de l'homme dans les autres pays. Des événements récents nous invitent pourtant à prendre conscience que, en Grande-Bretagne, nous ne pouvons être excessivement fiers de nos réussites en ce domaine.

Les relations inter-raciales

En Grande-Bretagne aujourd'hui il n'est pas difficile de repérer des signes de tension raciale, et il est sûr que le débat sur l'immigration nous divise de plus en plus profondément. Il y a en particulier au cœur de nos villes, de nombreux quartiers où des individus et des organisations d'extrême droite ou d'extrême gauche risquent de provoquer des troubles encore plus graves. Les problèmes auxquels sont affrontés nos communautés d'immigrants d'une part, et la communauté blanche de Grande-Bretagne d'autre part, sont d'une extrême gravité. Je crains que l'exacerbation des deux camps n'empêche d'aborder le problème de façon calme et raisonnable et de trouver des solutions justes. S'il est relativement facile de condamner, il est très difficile d'encourager les gens à œuvrer ensemble dans l'enthousiasme et la persévérance pour une société meilleure et plus juste.

La marée pornographique

De même, la société contemporaine est envahie par une marée pornographique sans précédent. La pornographie établit une coupure entre la sexualité et l'amour humain. Elle réduit la sexualité à un besoin physique et l'amour à une réponse physique. Elle ne peut qu'engendrer la frustration, ne serait-ce que parce qu'elle néglige la dimension divine de l'amour. L'abus le plus récent et le plus lamentable a été l'utilisation croissante d'enfants pour les besoins de l'industrie pornographique. Il y a apparemment des lacunes dans notre législation. Le Parlement sera sans tarder saisi de propositions de loi visant à empêcher l'exploitation des enfants de cette manière. Les chrétiens, tous ensemble, doivent vigoureusement exprimer leur inquiétude devant cette pratique commerciale que toutes les honnêtes gens doivent sans hésitation regarder avec horreur et mépris.

Les dépenses militaires

Il y a des problèmes globaux qui menacent gravement le bien-être de la race humaine. Certains, comme la faim dans le monde, ont déjà alerté la conscience mondiale et engagé la voix prophétique des Eglises. Mais il en est un autre qui n'a pas provoqué au même degré le sursaut de la conscience chrétienne. Je veux parler du fait que l'humanité dépense chaque année la somme presque incroyable de 350 milliards de

livres pour la recherche, l'équipement et le personnel militaires. Cette année encore les dépenses militaires, ou la vente d'armes qui en découle, n'ont pas davantage rendu notre monde plus sûr. Comme vous le savez, plus de cent guerres conventionnelles ont été livrées depuis 1945 et les victimes se comptent par millions. La prolifération des armes atomiques et la multiplication des accidents qu'elles provoquent sont pour l'humanité un danger qui s'aggrave chaque année. Je suis convaincu que lorsqu'on aura vraiment pris conscience de l'importance des sommes consacrées aux dépenses militaires, le désir de changement se fera jour et on sentira l'urgence de trouver d'autres moyens pour régler les conflits.

Le pouvoir politique ne se trouve pas en nos mains, mais les Eglises chrétiennes que nous sommes n'en ont pas moins un rôle à jouer pour créer un climat susceptible de donner naissance à un monde différent. « La paix, a dit Paul VI dans *Populorum progressio*, se construit jour après jour, dans la poursuite d'un ordre voulu de Dieu, qui comporte une justice plus parfaite entre les hommes. » (N. 76.) Cette construction quotidienne est la tâche qui nous attend tous.

Je viens de dire que « le pouvoir politique ne se trouve pas en nos mains ». Cela est vrai, mais même notre influence morale en tant que chrétiens se trouve réduite du fait de notre évidente désunion, laquelle réjouit tant nos adversaires.

Ce fait doit nous rappeler que notre quête de l'unité chrétienne n'est pas simplement une question d'intérêt de groupe, elle est aussi une partie intégrante de notre vocation à réaliser le plan de Dieu, à savoir « unir toutes choses dans le Christ ». Permettez-moi donc d'évoquer ici les relations entre nos deux Eglises.

Dans leur déclaration commune du 29 avril de l'an dernier, Paul VI et l'archevêque Coggan ont repris une idée déjà émise par la Commission internationale anglicane-catholique à la fin de leur document conjoint sur l'autorité dans l'Eglise : « Durant une période de temps considérable, des théologiens de nos deux traditions, sans compromettre leur allégeance respective, ont travaillé sur un problème commun avec la même méthode. Dans ce processus, ils en sont venus à voir de vieux problèmes dans un nouvel horizon et ils ont fait l'expérience d'une convergence théologique qui, souvent, les a surpris. » (1)

Les surprises de l'Esprit-Saint

Cette dernière expression me remet en mémoire une phrase qu'employa un jour l'archevêque de Cantorbéry quand il était encore à York. A l'occasion de l'installation d'un prêtre anglican dans ce diocèse, il avait choisi pour thème de son homélie les « surprises de l'Esprit-Saint ». L'Esprit-Saint est à l'œuvre dans notre société et les résultats de son action peuvent être aussi déconcertants et inattendus que pour

les apôtres. Parfois, il travaille malgré nous, mais plus normalement et plus souvent par nous : la douloureuse confrontation de nos différences, sévèrement tenues en bride, mais nous divisant toujours ; les innombrables conférences sur le « dialogue », la masse des rapports et des documents à étudier. Travail ingrat, encore que nécessaire. C'est la seule façon de mener nos affaires, et Dieu opère par nous, que nous soyons hommes ou femmes. Mais ne perdons pas de vue son action en nous et, surtout, ne laissons pas s'émousser notre sensibilité à ses appels. Les signes des temps sont encourageants.

La Commission internationale anglicane-catholique a bien travaillé en étudiant de près trois importants problèmes : l'eucharistie, le ministère et l'autorité dans l'Eglise (2). Nous ne pouvons à présent négliger les paroles autorisées de Paul VI et de l'archevêque Coggan dans leur déclaration commune :

« Nous souhaitons maintenant que le travail qu'elle a commencé soit poursuivi selon des procédures appropriées à nos communions respectives, de telle sorte que ces dernières soient guidées sur le chemin qui mène à l'unité. »

On n'oubliera pas notamment la phrase suivante :

« Le moment viendra bientôt où les autorités respectives devront évaluer les conclusions. » (3)

Nous n'avons pas encore ratifié les Déclarations communes

Il vaut la peine de nous rappeler que ni l'une ni l'autre de nos Eglises n'a encore formellement ratifié ces trois déclarations communes. La tâche qui consiste à « évaluer les conclusions » doit être entreprise sans tarder et dans une totale loyauté envers la vérité qui nous conduise au bien ultime, à savoir « la restauration de la complète communion dans la foi et la vie sacramentelle » (*ibid.*). Qui veut la fin veut les moyens.

Permettez-moi de me livrer à quelques réflexions personnelles. Tout d'abord, il est clair que, en examinant les trois problèmes de l'eucharistie, du ministère et de l'autorité, la Commission étudiait des problèmes qui nous ont séparés depuis des siècles. Il était inévitable que l'étude et la doctrine de l'Eucharistie nous conduise à un examen du ministère et que celui-ci, à son tour, nous fasse déboucher sur la question de l'autorité. Derrière ces questions, et derrière la dernière en particulier, se cache, ce me semble, une théologie de l'Eglise, une théologie qui attend encore d'être étudiée et complétée. Je pense pour ma part que les problèmes touchant l'Eucharistie et le ministère ordonné ne seront pas résolus de façon satisfaisante tant qu'on n'aura pas abouti à un accord sur la nature de l'Eglise. Cet accord devra inclure, également, un accord sur la *Koinonia*, ou la relation

(2) Déclaration sur l'Eucharistie, DC 1972, n° 1601, p. 86 ; sur le ministère, DC 1973, n° 1644, p. 1063 ; sur l'autorité, DC 1977, n° 1713, p. 118.

(3) DC 1977, n° 1720, p. 458.

(1) DC 1977, n° 1713, p. 124.

de communion entre les Eglises. Une telle étude devra tenir compte des origines historiques et des développements postérieurs de nos différentes communions, aussi bien dans notre pays qu'ailleurs, de même que des principes théologiques tirés de l'Ecriture et de la Tradition.

Ensuite, le rapport de Malte proposait un rapprochement « par étapes ». Cela signifie, c'est du moins ainsi que je le comprends, qu'il nous faut élaborer ensemble ce qu'exige la croissance de la communion entre des Eglises qui cherchent à surmonter leur séparation. Il ne suffira pas de formuler les concepts théologiques appropriés. La réalité correspondante doit être mise en pratique. C'est seulement ainsi que l'on ira de l'avant.

Nous sommes déjà dans une communion partielle entre nous, mais nous n'avons pas atteint la pleine communion, qui doit être l'objectif suprême de notre tâche œcuménique. Nous ne savons pas encore quelle diversité d'accent doctrinal ou quelles différences de pratique seront non seulement tolérables mais encore désirables. Cela, il nous faudra l'étudier soigneusement.

Le problème de l'ordination des femmes

Puis-je suggérer que nous devons non seulement nous écouter les uns les autres, mais écouter ensemble ce que l'Esprit pourra nous dire. Il existe une ancienne pratique dans l'Eglise de Dieu selon laquelle la foi et sa formulation, la tradition et les ministères sont des questions à régler en consultation avec les autres Eglises locales. Maintenant que notre dialogue progresse et que nous allons vers une plus étroite collaboration sur la base de cette mutuelle communion entre les Eglises, il serait très inquiétant — pour prendre un exemple important — que la Communion anglicane continue d'ordonner des femmes sans tenir compte de la position de l'Eglise catholique romaine, de nos frères des Eglises orthodoxes et de l'Eglise vieille-catholique, sur un changement aussi important (4).

Vous pourriez d'ailleurs me rétorquer à bon droit : les mêmes principes de consultation mutuelle doivent s'appliquer en ce qui vous concerne, catholiques romains. Permettez-moi de dire que j'attends avec impatience le jour où une telle consultation deviendra une pratique normale. En même temps, en tant qu'évêque catholique romain, j'affirme et reconnais, comme vous vous y attendez, le rôle particulier accordé à Pierre en la personne de Paul VI.

L'intercommunion

Il y a un troisième point que je voudrais vous soumettre. Il concerne la pratique qui se développe de l'intercommunion à l'Eucharistie. Pour l'Eglise catholique romaine, comme vous le savez, le fait de partager la sainte communion à l'autel d'une autre Eglise est le signe et l'expression de la pleine unité que l'Eucharistie

signifie de sa propre nature (SPCU, Note d'octobre 1973) (5). Nous croyons que cette participation suppose non seulement la même croyance dans la réalité de la présence du Christ dans les saintes espèces, mais aussi une foi commune en général. Je ne doute pas un seul instant que le désir de tant de chrétiens de partager la même Eucharistie soit vraiment un don de Dieu, un don qui nous pousse tous à travailler avec d'autant plus de vigueur à surmonter nos difficultés. Ce désir est présent dans toutes les Eglises et communautés chrétiennes à travers le pays. Mais, comme le montre notre réponse officielle aux dix propositions de la Commission pour l'Unité des Eglises, nous reconnaissons qu'il y a d'autres questions à résoudre avant que nous puissions, en tant qu'Eglises, approcher ensemble de l'autel du Seigneur.

Franchise et charité dans le dialogue

Un quatrième point se présente à mon esprit à mesure que je poursuis ces réflexions : la maturité dans le dialogue est acquise lorsque les divergences peuvent être discutées publiquement, dans la franchise et la charité, bien plus être reconnues publiquement, car elles ne sont en aucune façon un manque de respect et d'amitié. C'est entre amis, en particulier, que nous pouvons nous permettre de ne pas prendre de gants. Une telle confiance nous rapproche bien plus qu'elle nous divise. Nous savons où nous nous trouvons et c'est de là que nous partons. C'est dans cet esprit que l'archevêque Coggan et moi-même parlons l'un à l'autre et que je vous ai parlé aujourd'hui. En avril dernier, vous vous en souvenez, le Saint-Père et l'archevêque nous ont appelé à une « collaboration poursuivie dans les limites que permettent la vérité et la fidélité ». En novembre dernier, les évêques catholiques d'Angleterre et du Pays de Galles ont invité avec instance leurs fidèles à un effort œcuménique généreux et ont clairement déclaré que les difficultés (ou limites) qui ne nous ont pas permis d'apporter une réponse positive à l'ensemble des dix propositions « ne doivent pas être considérées comme un désaveu... mais plutôt comme un encouragement à travailler et à prier avec plus d'ardeur pour cette unité et cette vérité que veut le Christ ».

Il ne fait guère de doute que toutes les Eglises, quel que soit le détail de leurs réponses aux dix propositions, inviteront leurs fidèles à une collaboration beaucoup plus étroite, de toutes les manières et à tous les niveaux, dans les paroisses, les villes et les villages. Une telle collaboration doit sûrement faire appel aux chrétiens de toutes les dénominations. Il serait bien triste en effet que la coopération entre deux Eglises (même la vôtre et la mienne!) donne l'impression de s'effectuer à l'écart des autres. Notre but, si nous voulons suivre la volonté du Christ, n'est pas la réconciliation de deux Eglises, mais l'unité de toutes. C'est ainsi que nous pouvons être ses témoins comme nous le devons.

(4) DC 1977, n° 1714, p. 158.

(5) DC 1973, n° 1643, p. 1005.

Sans une telle coopération locale tous nos efforts au niveau national pourraient être vains. Le plan local et le plan national ont besoin l'un de l'autre ; mais aucun ne doit négliger le cadre plus vaste du monde. Nous devons résister à toute tentation d'insularité, il nous faut jeter les yeux sur l'Eglise à travers le monde. Je suis convaincu que notre marche en avant dépend d'une étude plus détaillée de la place qui revient à l'Eglise locale dans l'ensemble de ses relations et de ses actions avec l'Eglise universelle, dont elle est la présence et le signe ici et aujourd'hui. L'an dernier, Paul VI a parlé de sa conception de la fonction pontificale : une forme particulière de service pour l'unité de l'Eglise. C'est la nature même de l'Eglise du Christ et de son unité — et non la crainte d'éventuelles conséquences pratiques de l'union — qui doit au premier chef préoccuper nos esprits et nos cœurs. Une telle étude, en effet, doit dégager devant

nos yeux — comme nous l'a rappelé l'ARCIC — des perspectives qu'il nous faudra affronter dans la foi et non la peur.

La peur ne doit jamais déterminer l'action des chrétiens. Dans quelques jours nous célébrerons le 500^e anniversaire de la naissance de ce courageux Anglais, saint Thomas More, dont la mémoire a été autrefois un sujet litigieux entre nous, mais que nous regardons à présent comme « un homme pour tous les chrétiens ». Ecrivant dans la Tour de Londres, peu avant son exécution, il se disait « fort préoccupé de constater de telles divergences dans notre foi », mais il était quelque peu réconforté par plusieurs points, dont je me contenterai de citer le premier :

« ... Ces derniers temps, à certains égards, est apparu l'espoir d'un bon accord en ce qui concerne notre foi. »

L'ŒCUMÉNISME MARQUE-T-IL LE PAS ?

Allocution de Mgr Hamer

Mgr Jérôme Hamer, secrétaire de la Congrégation pour la Doctrine de la foi (il était auparavant secrétaire du Secrétariat pour l'unité des chrétiens), a prononcé l'homélie ci-après, le 21 janvier dernier, au cours d'une rencontre de prière pour l'unité des chrétiens organisée à Rome par la confrérie S. Maria Odigitria des Siciliens (1) :

1. On entend dire parfois qu'aujourd'hui l'œcuménisme s'enlise. Est-ce vrai ? Je répondrai : non. Voyez ce que l'œcuménisme a réalisé pendant le Concile et tout ce qu'il continue à réaliser. Permettez-moi de le rappeler brièvement :

- Redécouverte des liens de communion ;
- Recherche fraternelle des racines et des causes de la division, affirmation de points de convergence ;
- Projets d'accords partiels sur les réalités fondamentales du baptême, de l'Eucharistie, du ministère, de l'unité de l'Eglise.

Tout cela représente un travail durable qui doit être poursuivi avec patience pour maintenir et consolider les résultats déjà obtenus et pour être toujours plus approfondi.

Il est vrai que l'œcuménisme attire moins l'attention qu'avant. Les grands documents conciliaires qui ont servi à définir l'attitude œcuménique de l'Eglise ont fait, pendant le Concile, l'objet de débats animés dont la presse s'est emparée. Les trois rencontres du Pape avec le patriarche Athénagoras, la visite du Dr Fisher, archevêque anglican de Cantorbéry, suivie par celle de son successeur, le Dr Ramsey, en 1966, ont fait sensation et ont contribué à faire savoir au monde entier que l'engagement de l'Eglise dans le mouvement vers l'unité de tous les chrétiens était sérieux et irréversible. Mais nous ne devons pas identifier l'œcuménisme avec le caractère exceptionnel de certaines de ses manifestations. Aujourd'hui, l'œcuménisme est entré dans le quotidien. Il est

devenu une activité normale de l'Eglise et il doit se développer harmonieusement, dans le calme.

Ce qu'il y a de plus créateur et de plus fécond dans notre vie, c'est le travail persévérant, jour après jour, sans relâche et sans bruit.

Il ne s'agit plus pour l'œcuménisme, aujourd'hui, d'ouvrir le dialogue, mais de le poursuivre et de l'approfondir. C'est un travail qui peut se faire sans grande publicité. Je dirai même que parfois la publicité risque de lui nuire.

Le mouvement continue donc et progresse dans la même direction, mais il comporte diverses tâches, dont certaines sont privilégiées à certains moments déterminés. Je voudrais mentionner deux tâches spécifiques de l'œcuménisme d'aujourd'hui : l'assimilation et l'approfondissement spirituel.

Connaître et faire connaître l'enseignement du Concile

2. En parlant d'assimilation, je me réfère au message du II^e Concile du Vatican. Le Concile nous a donné un enseignement, mais nous avons encore besoin de le faire nôtre, de le faire entrer dans le tissu vivant de nos vies, de nous l'approprier. En d'autres termes, nous devons mieux le connaître pour le vivre vraiment dans une pleine fidélité.

Cela vaut particulièrement pour l'œcuménisme. On attribue parfois au Concile les choses les plus invraisemblables, soit pour le combattre, soit pour invoquer son autorité dans des initiatives très discutables. Notre premier devoir est donc de connaître le Concile, et, pour les prêtres et les évêques, de le faire connaître, d'en faire connaître la portée exacte. Il s'agit non pas tant de combattre les idées fausses — elles sont toujours le fait de minorités aux deux extrémités de l'éventail des opinions — que de combler un vide en donnant des informations précises aux fidèles de bonne volonté auxquels le message du Concile n'est jamais parvenu dans un langage compréhensible, et qui risquent donc de devenir facilement la proie d'aventuriers. Un travail de catéchèse est par conséquent nécessaire.

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 25 janvier 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

L'œcuménisme spirituel

3. La seconde tâche est *l'approfondissement spirituel*. Nous parlons beaucoup, et à juste titre, d'œcuménisme spirituel. Cet œcuménisme comporte la prière pour l'unité, et plus particulièrement la célébration annuelle de la Semaine de prière pour l'unité. Mais il ne se réduit pas à cela.

L'œcuménisme spirituel, c'est tout simplement la vie chrétienne : la conversion du cœur et la sainteté de vie. Tout cela constitue l'âme de tout le mouvement œcuménique. Certes, la vie chrétienne n'est pas vécue directement en fonction de l'unité des chrétiens. Nous ne cherchons pas la conversion de notre cœur dans un but œcuménique. Nous n'en faisons pas non plus un moyen. La vie chrétienne est vécue simplement pour l'amour de Dieu. Mais il n'est pas contestable que le progrès de notre vie spirituelle, qui est essentiellement une vie pour Dieu et pour nos frères, aura une répercussion sur le mouvement pour l'unité des chrétiens. L'un des obstacles à l'unité des chrétiens est constitué par les discordes qui aujourd'hui divisent les fidèles de l'Eglise catholique. Ces dissensions sont souvent la conséquence d'une baisse d'intensité de la vie vraiment chrétienne. Sans la sainteté de vie, l'œcuménisme se réduit à une technique, à une affaire de spécialistes, à un immense réseau d'échanges très semblable à ceux que nous trouvons dans telle ou telle organisation internationale. Mais lorsqu'intervient le souffle de l'Esprit, qui opère la conversion du cœur, cette technique, ces « os desséchés » (Ez 37, 4), ces méthodes deviennent l'indispensable ossature d'un organisme vivant.

Je le répète : on ne peut pas dire que l'œcuménisme marque le pas, qu'il n'avance plus. Il faut simplement discerner ce que le Seigneur attend de nous aujourd'hui dans cette tâche qui lui est chère, et peut-être accepter un chemin caché, humble, qui n'attire pas beaucoup les regards.

Les francs-tireurs de l'œcuménisme

4. On peut certes freiner l'œcuménisme, ou même le paralyser. C'est ce que font ceux que j'appellerai les francs-tireurs de l'œcuménisme. A l'action de l'Eglise ils substituent leurs initiatives indépendantes. Ils sont prêts à abandonner une partie de l'enseignement de l'Eglise pour arriver les premiers au but, en pratiquant l'intercommunion, en identifiant le message chrétien avec un choix politique, etc. Ces initiatives précipitées, ces chemins de traverse débouchent dans le vide. L'expérience l'a clairement montré. L'œcuménisme est en effet un programme d'Eglise dans lequel tout baptisé a sa part d'initiative mais où les responsabilités ultimes sont entre les mains du Corps apostolique, c'est-à-dire les successeurs des apôtres, sous la direction du Successeur de Pierre, auxquels le Seigneur a confié la mission propre du bon Pasteur.

**

5. Le vrai œcuménisme procède donc de l'amour de l'Eglise et de notre fidélité à son égard.

Si en effet nous reconnaissons d'une part avec gratitude qu'il y a dans les autres confessions chrétiennes beaucoup d'éléments de sanctification et de vérité, nous savons d'autre part que l'unique Eglise du Christ, dont nous professons dans le Symbole l'unité, la sainteté, la catholicité et l'aposto-

licité, subsiste dans l'Eglise catholique d'aujourd'hui. Elle continue à exister en elle. Malgré le temps et l'érosion de l'histoire, elle persiste et se conserve en elle. Nous savons que l'Eglise dans laquelle nous avons été baptisés et dans laquelle nous célébrons l'Eucharistie est toujours dotée de tous les moyens de grâce dont elle est la somme et la plénitude.

Cependant, cette conviction de foi, loin de nous inciter à une tranquille sécurité, ne fait qu'augmenter notre responsabilité. Cette plénitude nous a été donnée ; nous devons la vivre et lui donner un visage concret. Nous serons des artisans d'union entre tous les chrétiens, dans la mesure où nous nous sentirons responsables du visage de l'Eglise aujourd'hui.

LE DIALOGUE THEOLOGIQUE AVEC LES ORTHODOXES

Le P. Pierre DUPREY, P. B., sous-secrétaire du secrétariat pour l'Unité des chrétiens, a répondu en ces termes à une question qui lui était posée par François Bernard, dans le cadre d'une interview publiée dans la Croix (17 janvier 1978) :

Il y a deux ans, en commun accord, catholiques et orthodoxes décidaient de préparer le dialogue théologique. A cette fin, une commission était constituée dans chaque Eglise. Ces deux commissions se mirent au travail. Chacune a très vite senti le besoin et exprimé le désir de prendre contact avec l'autre. Des délégués de chacune de ces commissions se rencontreront prochainement pour concorder leurs propositions et leurs perspectives. S'ils se mettent d'accord et si, ensuite, leurs commissions respectives entérinent leur accord, ils pourront soumettre des propositions concrètes à leurs autorités. Il ne me semble pas irréaliste d'espérer que l'année 1979 puisse voir la formation de la commission mixte orthodoxe-catholique et le commencement du dialogue théologique.

Votre impression est peut-être que tout cela est bien long. D'une certaine manière, cela est vrai. C'est le rythme inévitable de telles commissions. Mais catholiques et orthodoxes ont conscience que le dialogue théologique dans lequel ils s'engagent ne peut qu'aboutir au rétablissement de la pleine communion entre eux. L'enjeu est tellement sérieux qu'aucune hâte ne peut le compromettre, quelle qu'en soit l'urgence.

Le dialogue de la charité qui s'est développé durant ces quinze dernières années a considérablement modifié les mentalités dans l'une et l'autre Eglise. Cependant, l'évolution de ces mentalités ne se fait pas partout au même rythme. Si tous ont été d'accord pour juger la situation assez mûre pour passer au dialogue théologique, ce dialogue demandera du temps. Certes, il partira de ce qui s'est fait en ces dernières années, de la reprise de conscience que les Eglises catholique et orthodoxe sont des Eglises-sœurs, en communion presque totale. Je crois que le premier stade du dialogue sera d'approfondir ensemble et d'exprimer ensemble au niveau théologique la réalité de ces retrouvailles. C'est dans ce cadre, dans ces perspectives, que pourront être abordés les points qui font encore obstacle au rétablissement de la pleine communion entre nos deux Eglises.

Questions actuelles

III^e Rencontre Interaméricaine des Religieux

« LE LION ET LE RAT »

Conférence du P. J.-M. Tillard, O.P.

A l'occasion de la III^e Rencontre inter-américaine des religieux qui s'est tenue à Montréal du 20 au 27 novembre 1977, le P. Jean-Marie Tillard, O. P., a prononcé la Conférence inaugurale ci-après.*

*Il faut, autant qu'on peut, obliger tout le monde :
On a souvent besoin d'un plus petit que soi.*

*Entre les pattes d'un lion,
Un rat sortit de terre assez à l'étourdie.
Le roi des animaux, en cette occasion,
Montra ce qu'il était, et lui donna la vie.
Ce bienfait ne fut pas perdu.
Quelqu'un aurait-il jamais cru
Qu'un lion d'un rat eût affaire ?
Cependant, il advint qu'au sortir des forêts
Ce lion fut pris dans des rets,
Dont ses rugissements ne le purent défaire.
Sire rat accourut, et fit tant par ses dents
Qu'une maille rongée emporta tout l'ouvrage.*

JEAN DE LA FONTAINE.

Il n'est guère aisé de prendre la parole devant un auditoire comme celui-ci. En effet, la situation de la vie religieuse et, plus largement, de l'Eglise elle-même, n'est pas la même en Amérique latine et en Amérique du Nord. Ce serait donc une erreur que de présenter une vision passe-partout, adaptable sur mesure. D'ailleurs, sous nos yeux, ce qui ici apparaissait comme un excès apparaissait là comme une timidité tant les contextes sont divers. L'évolution future ne sera donc pas la même çà et là, tout comme le bilan de ces dix dernières années n'est pas le même. C'est pourquoi je me contenterai de présenter, dans les

limites de cette conférence, les deux grandes lignes de renouveau décelables, l'une au sud de notre continent américain, l'autre au nord, en essayant de faire percevoir qu'elles ont à se croiser et à se féconder l'une l'autre. Et j'ose, humblement et sans m'attribuer de charisme prophétique — Dieu m'en garde ! — insinuer que la vie religieuse n'aura d'avenir que si cette mutuelle fécondation a lieu. Autrement, on ira de part et d'autre se perdre dans un cul-de-sac sans issue. C'est une de mes convictions les plus profondes.

I. — L'ENGAGEMENT DES RELIGIEUX D'AMERIQUE DU SUD

L'aspect le plus marquant, et sans nul doute le plus évangélique, de l'évolution des religieuses et des religieux en Amérique latine est la remise en lumière de la grande vérité qui forme le cœur de la Bonne Nouvelle : Dieu est du côté des pauvres. Et c'est surtout sur ce point que les religieux d'Amérique latine ont à interpeller, avec vigueur, leurs frères et sœurs d'Amérique du Nord, si fiers parfois d'une sécularisation qui n'a été souvent qu'un « oui » facile à un style de vie confortable, médiocre.

Lorsque les religieux d'Amérique latine s'engagent, avec les risques graves que cela comporte et l'immense somme de courage toujours exigée, dans les dynamismes puissants qui labourent leurs peuples, c'est à ce que le dessein de Dieu a de plus profond qu'ils communient. Car la Bible tout entière est traversée par la certitude qu'il existe un lien secret, mystérieux, entre Dieu et les pauvres. Non seulement il est leur défenseur, mais ils sont ceux qui forment le point d'ancrage de son action dans l'histoire. C'est ce qu'impliquent les Béatitudes telles que Luc les transmet : « Bienheureux » non les « pauvres en esprit » ou les « pauvres de cœur », mais les pauvres tout court, ceux qui ont dans les yeux des larmes de détresse et qui sentent parfois la désespérance les ronger,

(*) Texte original français. Titre et sous-titres de la DC.
Le P. Tillard est professeur à la Faculté dominicaine de théologie d'Ottawa et à « Lumen vitae » (Bruxelles). Il est membre de la Commission théologique internationale et de la Commission internationale anglicane-catholique romaine.

les habitants des favellas ou des quartiers maudits des grandes cités, les héros de Dostoïevski ou de Bloy. Et pourquoi ? Non pas parce qu'ils seraient plus vertueux ou plus saints que les autres. Tout simplement parce que Dieu a opté pour être de leur côté et décidé que c'est avec eux qu'il enflammerait l'histoire humaine d'une grande espérance pour la conduire jusqu'au Jour du Fils de l'homme. Leurs cris de souffrance, prégnants d'espoir, leurs sursauts de dignité et de solidarité pour secouer le joug qui les brime seront le matériau de son œuvre.

Jésus ■ fait sien un destin humain de pauvre

Cette vérité bouleversante éclate en pleine lumière dans le mystère de Jésus. Celui que la Résurrection révélera comme le Messie venant combler l'attente de tous les hommes, riches comme pauvres, est le Fils exalté à la droite du Père, mais parce qu'il a fait sien un destin humain de pauvre et l'a vécu jusqu'à l'extrême pauvreté et le suprême abandon de la croix. L'Incarnation est le mystère de Dieu lui-même dans le mystère d'un pauvre. Comprenons-nous bien. Jésus n'est pas pauvre parce qu'il serait né de parents pauvres (nous n'en savons rien) ou qu'il aurait choisi de mener une vie de mortification et d'ascèse (son austérité est plus légère que celle du Baptiste). Il n'est pas non plus lié aux pauvres simplement pour avoir pris leur défense et accompli en leur faveur les gestes de miséricorde et de bonté dont l'ensemble constitue le faisceau de signes messianiques révélant au Précurseur que l'aurore du Royaume commence à briller. Jésus est Dieu fait pauvre parce que sur sa croix — qui débouche dans la Résurrection, sceau de son appartenance au mystère de Dieu — il fait sienne la condition humaine en ce qu'elle a de plus tragique : le cri d'angoisse du jardin des Oliviers, l'appel au Père sur la croix, la mort sur la colline des suppliciés aux portes de la ville entre deux larrons. Une vraie mort d'homme sans défense, un authentique déchirement d'homme au bord de la désespérance, une réelle crucifixion d'homme rejeté. C'est l'accomplissement même des Béatitudes telles que transmises par Luc. Les pauvres ne sont pas simplement les bénéficiaires privilégiés de l'ère nouvelle. L'événement qui ouvre celle-ci vient de l'un d'entre eux. Le terme de l'espérance messianique est l'œuvre d'un « pauvre ». Un vrai « pauvre » de la pauvreté profonde de l'homme ; un « pauvre » qui pourtant dans le plus profond de son être est Dieu lui-même. L'option de Dieu pour les « pauvres » est si totale, si radicale, si absolue qu'il ne se borne donc pas à être « Dieu pour les pauvres », mais est « Dieu fait pauvre ». Suprême triomphe des pauvres ! Ils mènent l'histoire à son terme. Les riches eux-mêmes devront leur Béatitude, dans le royaume, à ce « maudit », ce « méprisé », ce « banni » qui s'appelait Jésus. C'est ainsi que la grande Tradition a compris la Croix. Dépassant le sens littéral du texte de Luc elle a, avec justesse, élargi le sens de la parole de Jésus : « Bienheureux les pauvres : ils ont donné à l'attente l'Attendu. »

Ce sont les pauvres qui mènent les riches...

Il faut aller plus avant encore dans l'intelligence de ce lien entre Dieu et les pauvres. La loi chrétienne de l'amour fraternel allant jusqu'au pardon a sa démonstration la plus claire dans ce fait que ce sont les pauvres qui mènent les riches dans le salut eschatologique, et non l'inverse. Tel est le dépassement que la croix révèle face aux demandes du Pater. Le pardon est objectif. Or, en Jésus, c'est le pauvre qui l'accomplit et ainsi réconcilie l'humanité. La croix est le grand pardon du pauvre ouvrant le Royaume à ceux qui, souvent sans pouvoir faire autrement et comprendre l'enjeu de leur action, se sont appliqués à le maintenir dans son état de pauvre, à le mettre hors jeu. Tel est le paradoxe évangélique. Il n'y a pas opposition irréductible entre le triomphe des pauvres, l'engagement à leurs côtés et la loi de la réconciliation universelle. Car, si on l'interprète dans la vision de l'option de Dieu pour les pauvres qui parcourt la Bible, la grande réconciliation messianique a son axe dans le fait que les pauvres auront fait advenir le règne dans lequel les riches eux-mêmes prendront place, s'ils sont « pauvres de cœur » (au sens de Matthieu). Suprême pardon, suprême œuvre de réconciliation.

Le lien mystérieux entre salut et pauvreté

Depuis la résurrection du Christ, ce lien mystérieux entre salut et pauvres continue de constituer une des coordonnées majeures de la vie du Peuple de Dieu. On comprend que, depuis ses origines, le projet de « suite du Christ » ait cherché à réaliser cette osmose entre pauvreté et Royaume. Telle est, on le sait, l'intention profonde de ce que, par la suite, on nommera les vœux. Ainsi se nouent dans l'existence quotidienne du religieux sanctification et apostolat. A la « suite du Christ », non seulement on opte pour les pauvres en épousant leur soif de justice et leur volonté de faire triompher le droit, mais on essaie de passer en quelque sorte en leur mystère. Car, pour la foi, ils ne sont pas simplement des hommes ou des femmes ayant à recevoir de la part des autres ; ils sont aussi ceux et celles dont les autres ont à recevoir. En christianisme, la communion aux pauvres ne s'explique pas uniquement par le désir d'une action efficace (bien qu'elle implique la volonté que leur sort change grâce au respect de leurs droits), elle est surtout conduite par un attrait contemplatif dont rend compte la présence des traits du Christ Jésus dans les traits des pauvres. Il a pris leur visage, il leur a donné le sien. Nous voilà loin d'une option purement économico-sociale. Or, pauvreté, chasteté, obéissance religieuse s'enracinent là : il s'agit d'entrer dans le mystère du salut par le Pauvre Jésus en ouvrant sa propre vie à la puissance des Béatitudes. On se tient, avec le Christ, « du côté des pauvres » en entrant dans leur espérance et les sursauts de dynamisme collectif qu'elle suscite, mais la visée ne s'arrête pas là : avec le pauvre de Gethsémani et de la croix, on veut par là même entrer dans le grand mystère du salut de tous, riches y compris, et du pardon

collectif que le pauvre (qui prend les devants) offre au riche.

Dès que la vie religieuse s'embourgeoise...

Ceci explique pourquoi, selon une loi constante dont peut-être l'histoire de Cluny est l'exemple typique, dès que la vie religieuse s'embourgeoise et perd la conscience d'appartenir par son essence même au mystère de pauvreté que je viens de décrire, elle s'effrite et tombe en décadence. Et c'est aussi pourquoi, en sens inverse, les grands mouvements de renouveau, redonnant vigueur et souffle apostolique après des périodes de médiocrité et de tiédeur, sont des retours à la pauvreté évangélique conçue non comme ascèse, mortification ou source de mérites, mais comme mystère enraciné dans l'économie du salut. Basile, François d'Assise et Dominique, Charles de Foucauld en sont des exemples parmi plusieurs.

Ce qui se passe en Amérique latine est donc de la plus haute importance, non seulement pour l'avenir de la vie religieuse dans cette partie du monde, mais pour la vie religieuse dans toute l'Eglise. La communion courageuse à la situation et aux espoirs des pauvres que vivent là des religieux de toute espèce est le signe non équivoque d'une action authentique de l'Esprit du Christ et donc d'un renouveau. Devant ce fait, peu importe la baisse des entrées au noviciat ou la fermeture progressive des œuvres traditionnelles, peu importent les bavures. Car tout indique que l'Esprit est là — même s'il mène « là où on ne voudrait pas », ce qui est une strate de la pauvreté — et qu'on l'écoute. Or, les religieux des autres continents ont, sur ce point, à se laisser évangéliser par leurs frères et sœurs latino-américains qui sont pour eux un *mémorial* de l'appel radical qu'ils ont reçu dans le Christ. Ceci vaut surtout de l'Amérique du Nord.

Les pauvres sont-ils nos maîtres en Amérique du Nord ?

Car soyons lucides et honnêtes. Dans cette partie-ci de l'Amérique, où en sont la communion au mystère de pauvreté et l'entrée effective en l'option de Dieu pour les pauvres ? Certes — je l'ai dit dès le départ — notre situation politico-sociale n'est pas celle de l'Amérique latine et, probablement, ne le sera jamais. Aussi est-il hautement grotesque d'importer ici la problématique et les solutions de là-bas, comme une certaine théologie le préconise. La copie n'est jamais un signe de vérité et de courage ; elle est paresse et démission. Mais, ceci reconnu, demandons-nous si, en règle générale, nos communautés sont en harmonie avec le mystère de pauvreté qui forme comme l'horizon de la profession religieuse. Où est notre solidarité fondamentale ? Les pauvres sont-ils nos « maîtres » ? Notre désir profond est-il de faire corps avec ce qu'ils sont ? Qu'on me comprenne. Je ne demande pas si nous servons les pauvres ou travaillons pour eux. Je demande si nous avons dans le cœur quelque chose de l'attitude de François d'Assise ou de Charles de Foucauld :

le vouloir de laisser leur pauvreté déteindre sur nous. Sans ceci, notre service et notre générosité ne seront qu'aumône et paternaliste condescendance.

Dans l'aggiornamento post-conciliaire, nous avons — grâce à Dieu — changé beaucoup de ce qui devait être changé et, par là, réouvert grandes à l'Esprit nos fenêtres. Notre vie s'est simplifiée, elle s'est offerte à l'Evangile. Et les pas en avant accomplis sont irréversibles. Avec raison, nous nous sommes en particulier libérés d'une certaine vision de la mortification et de l'ascèse qui avaient peu à voir avec l'essentiel de l'Evangile. Le drame est que, assez souvent, par myopie ou manque de profondeur théologique, nous avons confondu la pauvreté avec une forme de cette mortification. Alors nous l'avons, elle aussi, plus ou moins éliminée. Nous la considérons comme une ascèse et non plus comme un mystère ! Car, à la suite de certains théologiens peu au courant de la grande tradition, nous allions proclamant ce non-sens théologique que seul le célibat représentait la dimension mystérique du projet religieux.

Ne sommes-nous pas les colonisés d'un monde confortable ?

Comme d'autre part on nous disait de partout, et à juste titre, qu'il fallait nous rapprocher du style de vie ordinaire des hommes, nous en avons conclu que l'idéal devait être le type d'existence de nos collègues infirmières, instituteurs, voire professionnels. Je ne crois pas exagérer en disant que c'est, plus ou moins, à ces milieux qu'extérieurement nous nous sommes identifiés. Notre style d'habillement, de nourriture, d'habitat s'est modelé sur ce qui se fait là, avec une touche de sobriété. Mais, ne tenant pas suffisamment compte des remarques de sociologues tels que Peter Berger, nous avons oublié que cette identification extérieure dans le vêtement, la maison, le transport, les loisirs marquait infailliblement notre âme. Si bien qu'il faut aujourd'hui se demander si, dans ces milieux qui sont ceux de notre travail quotidien (et il n'y a là rien de mauvais, bien au contraire, puisque telle est la société où nous avons à « suivre le Christ »), nous sommes encore témoins du mystère de pauvreté. Ne sommes-nous pas plutôt les colonisés d'un monde confortable, de mauvais goût, de peluches, de stéréophonie, de minibars, de loisirs médiocres ? Je ne dis pas que nous menons une vie douce : nos journées sont d'ordinaire très lourdes et notre vie communautaire y ajoute son poids d'exigences. Je ne dis pas non plus que nous délaissons les pauvres : nous nous occupons d'eux et nous nous montrons extrêmement sensibilisés à toutes les questions de sous-développement matériel ou de viol des droits humains fondamentaux. Mais, en tout cela, sommes-nous des hommes et des femmes de bien-être « se penchant » sur les pauvres, ou sommes-nous des hommes et des femmes de l'Evangile « rencontrant » dans les pauvres leur vérité même ? Est-ce que pour nous l'humanité idéale, dans laquelle nous nous retrouvons, n'est pas plutôt celle des quartiers cossus

de nos banlieues ? Plus radicalement encore, n'avons-nous pas peur d'être trouvés pauvres ? Si oui, cela signifie que dans notre aggiornamento quelque chose manque encore. Un quelque chose de si fondamental que sans lui il n'y a plus d'avenir et que, si nous ne nous convertissons pas, nous nous transformerons allègrement en groupes de vieux garçons et de vieilles filles bien nourris, bien vêtus et bien pourvus de loisirs, mais inféconds... Les mulets ne se reproduisent pas.

C'est ici que nos frères et nos sœurs d'Amérique latine viennent nous réveiller et nous remettent face à l'exigence profonde de notre appel. Leur témoignage est ainsi pour nous à la fois souffle d'espérance et interpellation. D'une part, disent-ils, le projet religieux est encore générateur d'énergies évangéliques et n'a rien d'une morphine endormant sur des rêves mythiques ; d'autre part, ajoutent-ils, il n'est lui-même en sa vérité que là où il continue de se bâtir sur l'acte de foi des Béatitudes : « Bienheureux les pauvres » qui ont prêté à Jésus leurs traits et, à cause de cela, « bienheureux les pauvres en esprit ». La vie religieuse latino-américaine représente dans sa ligne de force, et en dépit de bien des misères qu'elle cache, un *mémorial* de l'exigence fondamentale de la « suite du Christ ».

II. — LE RENOUVEAU RELIGIEUX EN AMERIQUE DU NORD

S'il fallait camper en une phrase la ligne maîtresse du renouveau religieux dans la partie nord de l'Amérique, je dirais (après avoir longtemps hésité) que c'est une remise en lumière de la dimension de prière, de rencontre spirituelle avec Dieu. Si j'ai hésité avant d'en venir à ce constat, c'est que ce renouveau spirituel charrie avec lui des déchets qui risquent de polluer de nouveau le projet religieux si on n'y prend pas garde. Cette pollution pourrait même être irrémédiable dans la situation où nous sommes. Qu'on me permette d'être franc et d'avouer, sans pour autant apparaître comme un monstre d'impiété, que bien des aspects du mouvement charismatique et de ce qui s'y greffe me laissent perplexe. Dans beaucoup de cas, la quête de l'expérience sensible, la recherche du merveilleux, la soif angoissée de dons extraordinaires n'ayant en eux-mêmes rien de spécifiquement chrétien représentent plus une régression de la vie de foi qu'un pas en avant. La foi veut le désert, le cri de pauvreté de Gethsémani ; elle se méfie d'instinct de ce qui « console » trop facilement et presque sur commande. On devine, en outre, chez plusieurs charismatiques, la conviction inavouée que l'accès au « baptême de l'Esprit » ou à l'« effusion de l'Esprit » — avec les manifestations que cela déclenche — représente le passage du seuil en deça duquel la plénitude de grâce n'est pas vraiment donnée. De là à la conscience d'appartenir au groupe des « parfaits » ou des dépositaires d'une certaine « gnose » il n'y a pas toujours loin. Oserai-je dire qu'un parfum de

montanisme rôde autour de certaines assemblées sûres de « posséder l'Esprit » et de parler en son nom ?

Le regain de la prière

Il faut pourtant reconnaître que cet enthousiasme intempérant, dont on ne saurait voiler le danger, est l'écume à la crête d'une vague de fond extrêmement importante. Car, comme dans presque tous les montanismes, cette vague représente une création ferme devant l'institutionnalisme desséché des Eglises officielles et la sécularisation souvent mal inspirée des diverses cellules ecclésiales. Il est fort significatif que, d'ordinaire, ce soient surtout des jeunes qui, rompant avec une vie mondaine d'insouciance, trouvent dans des groupes charismatiques ou des assemblées de prière l'école spirituelle leur permettant de déboucher dans une authentique vie chrétienne. D'ailleurs — fait remarquable — après quelques années ils lâcheront souvent les groupes ou mouvements trop échauffés et jugeront avec humour plusieurs de leurs pratiques « spirituelles ». Ils avoueront toutefois que c'était, dans leur existence évangélique, une étape providentielle.

Joint à d'autres faits, tels que l'attrait de beaucoup pour la vie contemplative ou le retour à la solitude et au silence, ce regain de la prière est sans nul doute un signe de l'action de l'Esprit. Dans l'élan de Vatican II, les Eglises — et en celles-ci les religieuses et les religieux — ont centré leurs efforts sur la générosité au service de ce qui germe de positif dans les projets humains visant à améliorer le monde. L'aggiornamento des congrégations s'est lui-même opéré à la lumière d'une vaste mobilisation missionnaire en ce sens, nourrie d'une surenchère verbale qui a façonné les consciences : on ne parlait que de « service du monde », de « présence au monde », d'« insertion dans les problèmes du monde ». Certains théologiens, surtout dans cette partie-ci de l'Amérique, en venaient même à définir le « projet religieux » par l'apostolat, ce qui est un impardonnable simplisme. Quoi qu'il en soit, il reste que ces efforts ont conduit les congrégations au cœur même des chantiers humains les plus audacieux et les plus lourds de promesse pour l'avenir. Cela, l'Esprit le voulait, d'autant plus qu'on en venait à redécouvrir l'importance de ce qu'on appelle la « fin secondaire » du projet religieux. Elle envahissait le champ des discussions et des préoccupations.

La quête de l'expérience de Dieu

On se montrait cependant peu attentif à une autre dimension du projet religieux. Car, s'il y a une « fin secondaire » c'est qu'il y a une « fin primaire », et tout porte à croire que celle-ci est essentielle, Monsieur de La Pallice ne dirait guère mieux ! Le projet religieux se vit **devant Dieu** et n'est authentiquement **pour** le monde que dans la mesure où ce **devant Dieu** est honoré et maintenu. Toute vie religieuse, même la plus immergée dans les problèmes du monde, porte un moment contemplatif et ce moment lui est essentiel. Or, surtout à l'étape des premiers cha-

pitres d'aggiornamento, on avait un peu partout tendance sinon à oublier la dimension contemplative du moins à ne pas lui accorder toute son importance. Le mot contemplation lui-même faisait peur, et un théologien quelque peu connu proposait de le supprimer « parce que trop grec dans ses origines et pas assez chrétien ». Cette mise en veilleuse a marqué les premières étapes du renouveau.

Dans ces perspectives, il est clair que la soif de spiritualité et la quête d'expérience de Dieu s'exprimant un peu partout en Amérique du Nord représente la ré-émergence d'une ligne essentielle de vérité et d'espérance. Même si cette ligne est parfois zigzagante. Il est d'ailleurs faux de penser que le mouvement charismatique — lui-même riche d'aspects franchement positifs, en dépit de ses limites — en représente la forme la plus normale. Il n'est que le signe, le plus frappant à cause des pratiques inhabituelles et des enthousiasmes contagieux qu'il suscite, d'un besoin largement ressenti et qui pénètre peu à peu les communautés religieuses. De nombreux indices traduisent l'action de l'Esprit conduisant les congrégations à une relecture courageuse non plus simplement de leur relation au monde mais aussi de leur relation à Dieu. On redécouvre que, de même qu'une quête spirituelle qui tarirait les désirs apostoliques serait évangéliquement suspecte, de même un engagement missionnaire qui ne s'ouvrirait pas sur la gratuité toute adoratrice du **devant Dieu** serait évangéliquement malsain et sans lien avec la « suite du Christ ». Même dans les congrégations les plus orientées, par leur histoire, vers l'engagement apostolique, on constate que pour la jeune génération — qui déteint étrangement sur les aînés — compte avant tout l'expérience du Christ, donc la « fin principale ». Si elle ne cherchait que l'action missionnaire, que plus de disponibilité pour l'évangélisation, que plus d'efficacité, elle irait frapper ailleurs : l'éventail des possibilités est immense. Or les noviciats commencent à se repeupler. Et ceux ou celles qui viennent parce qu'un groupe de prière ou une fraternité charismatique a aiguë leur désir de servir l'Evangile, n'entendent pas renoncer à la découverte de la place centrale du Dieu de Jésus-Christ en leur existence. Bref, scrutée par un regard théologique à la fois critique et ouvert, la flambée de retour au spirituel qui gagne dans les communautés d'Amérique du Nord se révèle très positive : pour un nombre grandissant de religieux l'engagement généreux au service des causes humaines, au nom de l'Evangile, ne prend maintenant de sens vrai et d'importance que vécu à l'intérieur du **devant Dieu** de leur appel. Ce **devant Dieu** devient pour eux primordial. Sans pour autant mettre en cause l'insertion dans la mission, et donc refuser la communion réaliste aux dynamismes de libération humaine qui soulèvent les milieux où ils s'engagent, ils cherchent à donner à la relation à Dieu l'ampleur qui lui revient en toute vie « à la suite du Christ ».

La dimension théologique du projet religieux

Cette remise en lumière, parfois maladroite mais toujours sincère, de la dimension théolo-

gale du projet religieux est sans doute ce que les religieuses et les religieux d'Amérique du Nord ont de plus positif à apporter à leurs frères et sœurs d'Amérique latine. Et c'est, me semble-t-il, le point sur lequel ceux-ci ont à se laisser d'une certaine façon contester à leur tour.

Il est évident, en effet, que là où les problèmes humains sont les plus brûlants et où les urgences sont dans un changement profond des conditions économique-sociales de l'existence, là surtout on peut être plus facilement tenté de se laisser à tel point dévorer par le don de soi aux tâches exigées qu'on oublie de creuser en sa vie un espace pour Dieu. Les religieuses et les religieux d'Amérique du Nord me permettront de noter que, d'une certaine façon, leur accent sur la spiritualité et la prière — dont je viens de souligner fortement l'importance et l'impact — est le fruit mûr d'une situation économique-sociale privilégiée, j'oserais même dire (qu'on m'absolve vite !) qu'on y hume un certain air de « loisirs spirituels ». C'est pourquoi, soit dit en passant, il me paraît si différent du témoignage de groupes tels que les Petits Frères ou Petites Sœurs de l'Evangile (du P. Charles de Foucauld) où la flamme de la contemplation brûle sur une communion physique au mystère des pauvres. Pour les religieux et les religieuses d'Amérique latine, l'appel à la contemplation et à la prière silencieuse sera sans doute bien différent, dans ses formes, de ce qui se vit ailleurs. Il sera souvent simplement la morsure vive d'un désir, la souffrance d'un besoin d'arrêt rarement assouvi, l'instant d'un regard qui voudrait s'attacher mais ne le peut. Les tâches sont telles que le Seigneur lui-même envoie vite Marie aider Marthe. L'Evangile le veut ! Néanmoins, il importe que cette morsure, cette souffrance, cette frustration de l'instant fugitif demeurent. Autrement, on ne serait plus dans cet Evangile. L'émergence inattendue de l'appel à la prière chez les religieuses et les religieux, que leur société risquait d'embourber dans le terre-à-terre satisfait d'une médiocrité sécularisée (même elle !) peut être un **mémorial** de l'exigence spirituelle de la « suite du Christ » pour ceux et celles que le drame de leur société risque de centrer sur les problèmes humains d'une façon qui ferait oublier le pourquoi de leur appel.

Une conscience aiguë de la référence à Dieu

Cet ensemencement d'inquiétude, ce rappel du **devant Dieu**, me semblent essentiels dans la confrontation et le dialogue avec le marxisme, lui aussi porteur d'espoirs humains et mobilisateur d'énergies au service des plus pauvres. Certes, en ce domaine c'est à ceux et à celles qui sont dans le feu de l'action qu'il revient de déceler l'attitude que l'Evangile dicte. Il n'existe pas de réponse à l'emporte-pièce. Qu'il me suffise donc de rappeler que, sans une conscience aiguë de la référence à Dieu et de la dimension mystique du projet religieux, il est aisé de glisser vers des militances étrangères. J'entends par là des engagements qui en arrivent peu à peu à ne plus se situer sur l'horizon de l'Evangile du Royaume de Dieu mais sur celui d'idéologies fascinantes cherchant elles aussi la libération des opprimés,

mais en la limitant aux perspectives de ce monde. Or, en appelant des hommes et des femmes à « suivre le Christ » et en les envoyant dans le creuset où la libération se cherche, l'Esprit de Dieu ne pense pas à leur conversion pure et simple aux grands courants qui cristallisent l'espoir des milieux où ils œuvrent. Il les envoie là avec mission de dire, en cette action, une Parole. Cette Parole a toujours Dieu pour sujet. Or ne risque-t-elle pas de s'effacer de la conscience là où elle n'est plus portée, répétée, méditée, crie dans la prière ? Mais alors la vie demeure-t-elle une vie apostolique ou ne devient-elle pas une vie militante, nourrie d'un noble idéal qui, pourtant, n'est plus exactement la plénitude de l'Evangile ?

III. — CONCLUSION

Y a-t-il un avenir à la vie religieuse ? Une chose paraît sûre : l'Esprit pousse les religieux vers un avenir. Mais celui-ci ne brillera que si nous acceptons de nous laisser mutuellement travailler par les forces de renouveau qu'il fait naître. Soyons sérieux. Le temps est venu pour nous de ne plus penser le renouveau uniquement en termes de chiffons, de dimension de maisons, de dynamiques de groupe, de quête infantile de « la fête », de fixation sur la détente. Il nous faut,

sous peine de mourir asphyxiés, aller au vif de l'Evangile. Sans entrer dans l'option de Dieu pour les pauvres et le mystère de la pauvreté — lieu du salut de tous, riches comme pauvres — nous ne pouvons que tourner en rond autour de notre appel. A force de tourner, on s'étourdit ; et étourdi on se fracasse contre un orme, l'orme de nos médiocres petits bonheurs tissés de copies de ce que notre société produit de plus banal. Quelle fin lamentable ! Morts pour avoir trop louché chez les voisins, comme des voyeurs... Bénis soient nos frères et nos sœurs d'Amérique latine qui nous réveillent dans notre triste aventure giratoire ! D'autre part, sans porter en son cœur un espace de prière — que d'ailleurs la communion au mystère de pauvreté selon l'Evangile ne cesse d'ouvrir — on risque fort de perdre de vue, en cours de route, ce pourquoi on s'épuise à changer le monde, suant sang et eau avec tous les hommes et les femmes au cœur droit. Sans s'en rendre compte, on change de chef, de royaume. Et on meurt sur une barricade ou dans un maquis, en criant aux autres l'espérance. Mort héroïque, devant laquelle on ne peut que s'incliner et qui compte parmi les plus nobles. Hélas ! on n'est plus dans le camp pour lequel on s'était engagé...

Entrée dans le **mystère de pauvreté**, conscience toujours avivée du **devant Dieu**, c'est seulement à la rencontre de ces deux coordonnées évangéliques qu'est notre avenir.

LE RELIGIEUX, TÊMOIN DE L'AUSTÉRITÉ DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Conférence du P. Arrupe

Au cours de la III^e Rencontre interaméricaine des religieux, le P. Arrupe, supérieur général de la Compagnie de Jésus, a prononcé la conférence ci-après sur le rôle des religieux dans le monde d'aujourd'hui. La vie religieuse ne sera convaincante que si elle devient un « témoin irrécusable contre la société de consommation », si elle prend partie pour les pauvres contre tous ceux qui les exploitent.*

Je vous remercie bien sincèrement de m'avoir invité à prendre la parole devant vous en cette occasion. Cela me permet, tout d'abord, de vous transmettre les cordiales salutations des Confé-

rences internationales des religieux (l'Union des supérieurs généraux des religieux et l'Union internationale des supérieures générales des religieuses) et, en leur nom, de vous dire combien nous apprécions et admirons vos efforts infatigables pour renouveler et faire progresser la vie religieuse. Donc, en leur nom et au mien : merci de tout cœur !

Le thème de votre Congrès est : « L'avenir de la vie religieuse que nous bâtissons ensemble pour demain. » Je voudrais apporter une pierre à votre recherche, en vous faisant part de mes réflexions sur un problème qui est antérieur à cette vision de l'avenir et qui, dans une grande mesure, peut conditionner cette vision. Le voici : quel est le plus grand service que les religieux peuvent rendre aujourd'hui à l'humanité et à l'Eglise ?

Notre point de départ sera l'idée que la vie religieuse a une signification dans la mesure où elle est un service pour l'Eglise et l'humanité, et qu'elle a un avenir dans la mesure où elle peut continuer d'assurer ce service d'une manière effective. L'Institut religieux d'hommes

(*) Texte anglais dans *Origins NC Documentary Service* du 22 décembre 1977. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

ou de femmes qui se reconnaît — ou est reconnu par d'autres — incapable d'un tel service serait, à partir de ce moment, le « figuier stérile » qui n'a plus le droit d'avoir sa place au soleil et n'est bon qu'à être arraché (1).

Quel est le service que la vie religieuse devrait assurer *aujourd'hui*? Je mets l'accent sur le mot *aujourd'hui*, car *aujourd'hui* est le premier pas vers l'avenir. Le monde change et, avec lui, change le service concret qu'il attend de nous. Le service que chaque Institut religieux — d'hommes ou de femmes — peut rendre est certes différent du fait que les charismes fondamentaux sont différents. Et un tel service concret doit rester ouvert à l'évolution s'il veut rester efficace dans un contexte qui ne cesse de changer.

Mais, cela dit, y a-t-il un dénominateur commun qui reste constant et s'impose à tous les Instituts religieux? Oui, il y en a un — car la vie religieuse, quelle que soit la modalité particulière adoptée par tel ou tel Institut, est l'Evangile rendu vivant, l'imitation du Christ. C'est à partir de cette fondamentale aspiration partagée par tous — la marche à la suite du Christ — que naît la préoccupation également commune de rendre le meilleur service possible au Christ dans l'avenir, thème même de votre Congrès. De cette source naît aussi le besoin de connaître, avant toute autre chose, le service particulier que la nouveauté de l'Evangile exige de nous *aujourd'hui*. L'avenir dépend de la façon dont nous répondons à cette question. Ou, mieux, l'avenir est déjà formé, comme un embryon, dans notre réponse.

La loi fondamentale de l'Evangile

La nouveauté de l'Evangile réside dans sa loi fondamentale : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même (2). » La loi tout entière trouve son accomplissement en cette unique parole. Et « comme moi je vous ai aimés, vous devez vous aimer les uns les autres (3) ». Ce « comme moi » est la véritable caractéristique du chrétien. « A cela on connaît que vous êtes mes disciples (4). » Et cet amour inconditionnel de Dieu et du prochain est un service, comme le service du Christ, qui va jusqu'à la mort (5), qui ne cherche pas à être servi mais à servir (6), qui ne se contente pas de donner ce qu'il possède, mais qui se donne lui-même, qui répudie tout repliement sur soi, tout comme le Christ « qui a pris la condition d'un esclave (7) ».

La nouveauté de l'Evangile est le principe qui guide la vie de tout chrétien. Ce qui pousse tel chrétien à faire un saut quantitatif et fait de lui un religieux, c'est le caractère radical, suprêmement exigeant, de cet amour et de ce service, qui a reçu une réalité concrète

dans la profession d'une vie selon l'Evangile et publiquement consacrée à Dieu et à l'Eglise (8).

En d'autres termes, la vocation de celui qui est choisi par le Christ (« Ce n'est pas vous qui m'avez choisi, c'est moi qui vous ai choisis (9) ») n'est pas seulement d'annoncer ou de prêcher le Christ, mais d'implanter un style de vie selon l'Evangile, d'amener les hommes et les femmes à s'aimer comme le Christ nous a aimés, de les amener à prendre conscience que cet amour leur a été donné librement par un autre — un autre qui les a aimés au point de vouloir partager son propre amour avec eux en mourant et en ressuscitant pour eux et en devenant leur nourriture dans l'Eucharistie. Telle est la voie qui mène à la maturité chrétienne (10).

Au service du monde d'aujourd'hui

Nous connaissons tous les admirables réalisations de la civilisation contemporaine, dans le domaine matériel, scientifique, technologique, aussi bien que religieux, humanitaire et éthique. Et pourtant, notre monde est menacé par deux spectres : la pauvreté et la guerre. Impossible d'abolir la guerre si nous ne commençons pas par faire disparaître la faim, la sous-alimentation et le mépris de la dignité humaine qui proviennent, du moins en partie, d'une injustice et d'une oppression intolérables. Dans les trente ans qui viennent, lorsque le total des êtres humains aura atteint le chiffre de 6 milliards, comment 5 milliards d'entre eux supporteront-ils d'être privés de leurs droits naturels, surtout lorsque le nombre des puissances nucléaires aura tellement augmenté que tout contrôle en sera impossible? En l'an 2000, si l'on n'assiste pas à un renversement des tendances actuelles, la situation sera bien pire. Les riches seront encore plus riches, les pauvres plus pauvres. La différence numérique entre riches et pauvres, et la différence qualitative entre leurs niveaux de vie, sera devenue gigantesque. Combien de temps cela pourra-t-il durer?

Aujourd'hui il est devenu évident que les êtres humains (ou nous-mêmes) pourraient créer un monde plus juste, mais que nous ne le voulons pas en fait. Les inégalités et les injustices ne peuvent plus être considérées comme le résultat d'un certain fatalisme de la nature; elles sont l'œuvre d'êtres humains et de notre égoïsme.

L'égoïsme de qui? Il serait très commode et facile de mettre la responsabilité de cette injustice structurée et institutionnalisée au compte des sociétés multinationales, aussi anonymes que sinistres, sur tel ou tel géant industriel ou telle puissance politique. Si ces sociétés ou Etats existent, c'est, entre autres raisons, parce que des chrétiens les ont créées, les ont promues, ou sont leurs clients soumis.

Si de nombreux gouvernements sont insensibles à la fraternité, incapables de réprimer les forces ou les agents de l'injustice, c'est parce

(1) Mt 21, 18-20.

(2) Ga 5, 14.

(3) Jn 13, 34.

(4) *Ibid.*

(5) Mt 20, 28.

(6) Mt 20, 28.

(7) Ph 2, 7.

(8) *Lumen gentium*, 42 ; *Perfectae Caritatis*, 1, 2.

(9) Jn 15, 16.

(10) *Presbyterorum ordinis*, 6.

que leurs citoyens n'accepteront jamais de faire un sacrifice, de renoncer à la haine qui les anime, de mettre un frein à leur appétit de posséder, d'accepter un style de vie plus modeste, dans le but de soulager la pauvreté qui étreint la grande majorité de la planète. Et il en est de même en d'autres parties du monde : si les gouvernements sévissent, c'est parce que nous ne cherchons pas d'alternative à la guérilla ou à la violence quand nous proclamons et défendons les justes droits de l'homme.

Un nouvel homme est né : l'homo consumens

Un énorme pourcentage d'hommes et de femmes qui vivent dans des pays riches en biens matériels semblent avoir troqué le nom de notre espèce : l'*homo sapiens* est devenu *homo consumens*. Depuis notre plus tendre enfance, on nous façonne pour que nous devenions des consommateurs. C'est le fait de la publicité qui est devenue comme l'air que nous respirons. Et une fois que cet *homo consumens* est produit, aidé en cela par la publicité, il influence à son tour l'économie, créant et justifiant des besoins encore plus grands. Le superflu devient le commode ; le commode devient le nécessaire ; le nécessaire devient l'indispensable (11).

Les techniques de la publicité sont scientifiquement étudiées de manière à dépasser le rationnel et le niveau conscient, en exerçant ainsi une influence décisive sur notre psychologie et nos décisions. Cela est allé si loin que certains se demandent s'il nous reste assez de liberté pour nous comporter de façon indépendante.

Ces techniques ne se contentent pas de modeler la personnalité du consommateur. Elles créent également la société de consommation, avec ses propres valeurs, ses attitudes et ses lois, avec une conscience affichée d'une supériorité de classe. Dans cette société, la « liberté » signifie l'usage illimité de biens, de services et d'argent. Le « développement » signifie que l'on possède davantage d'industrialisation, d'urbanisation, de revenus personnels. La « liberté d'information », dans un tel schéma, est assurée pourvu qu'elle vienne d'une certaine source et pousse à atteindre certains objectifs. L'objectif essentiel est l'ouverture et l'élargissement de marchés, le dégagement de bénéfices et, pour ce faire, la transformation du « village global » en une « ville de sociétés commerciales ». Le point central : moi-même. Les autres : des objets pour servir à mes fins. Le motif : le profit. La norme morale : l'efficacité. Les moyens : tout ce qui travaille. Et que les laissés-pour-compte se débrouillent comme ils peuvent.

Intuitivement, les jeunes se sont révoltés contre cet état de choses ; ils ont rejeté la société de consommation. Partout, désormais, des groupes de jeunes rompent avec la société qui les entoure et adoptent un style de vie plus

simple. Ils rejettent toute discrimination en dehors de celles qui sont nécessitées par la diversité des services communautaires. Ils possèdent tout en commun. C'est là une nette rupture avec la société de consommation. Visant au-delà du capitalisme, ils combattent la société industrielle elle-même, mettant radicalement en cause la logique de l'abondance, y compris dans sa version collectiviste. Sans nier les conflits entre les classes de la société et entre les nations, les jeunes perçoivent et dénoncent un abus plus profond et plus radical : celui de l'homme à l'égard de la nature.

La frugalité, nécessaire à notre survie

Tout cela semble montrer que la frugalité ou l'austérité de la vie apparaît comme absolument nécessaire pour la survie matérielle et sociale de la race humaine. Même les dirigeants des partis marxistes matérialistes le reconnaissent.

« L'austérité n'est pas seulement un expédient politique pour résoudre des difficultés temporaires ; c'est le moyen d'atteindre la racine — et de permettre une solide reconstruction — d'un système en proie à une profonde crise structurelle, qui affecte ses fondements, et non seulement ses différentes pièces. Un système dont la marque de fabrique est le gaspillage, l'extravagance, un appétit de consommation de plus en plus débridé. L'austérité établit une autre échelle de valeurs : rigueur, efficacité, sobriété, justice... Une politique d'austérité, de rigueur, de guerre au gaspillage est une inévitable nécessité pour tout le monde. C'est la force motrice de la lutte pour la transformation générale de la société, ou du moins des idées sur lesquelles la société doit se bâtir. »

Quelqu'un qui analyserait la société contemporaine selon les critères et les moyens évangéliques pourrait aller bien plus loin encore. Tout le monde reconnaît qu'il faut prendre un certain nombre de mesures efficaces, et que cela ne peut se faire sans de grands sacrifices. Mais qui est prêt à les consentir ? Personne ne fait le premier pas parce que personne n'est assez profondément motivé pour accepter le type de sacrifice qu'exige une vie plus frugale. Le pauvre dit : « Que le riche commence. Je me suis suffisamment serré la ceinture comme cela. » Le riche dit : « Pourquoi abandonnerais-je ce que j'ai légitimement gagné ? Cela ne servira à rien si les autres ne font pas de même. Qu'ils commencent, eux, après on verra. » Et ainsi personne ne fait rien.

De même que, pour créer le consommateur ou la société de consommation, on commence par créer et éduquer l'*homo consumens*, son élément de base ; de même, pour créer une société plus juste et plus équilibrée, qui permette à l'humanité de survivre, il faut commencer par créer l'*homo serviens* (12) qui se sait solidaire, frère ou sœur de tous. D'un côté, nous avons l'*homo consumens*, égocen-

(11) ERICH FROMM, *The Psychological Aspect of Guaranteed Income* (Doubleday, New York).

(12) Ph 2, 7 ; cf. Mt 20, 28.

trique, obsédé par l'avoir plutôt que par l'être, esclave de besoins qu'il s'est créés lui-même, insatisfait et envieux, dont le seul principe moral est d'entasser des richesses. De l'autre, par contraste, nous avons l'*homo serviens*, qui ne désire pas davantage de possessions, mais davantage d'être, qui cherche à se rendre plus apte à servir dans la solidarité, avec un sens modeste de ce qui est « suffisant ». Notre première obligation en tant que religieux sera de devenir des *homines servientes* qui, pour vivre, se contentent du nécessaire.

Le besoin urgent d'une solution

Le caractère universel de cette déformation mentale et sociale, la profondeur et la complexité de ses implications, la gravité de ses effets ont fait que ce problème est le problème numéro un, en importance et en urgence. Tous ceux qui sont ici présents doivent le ressentir en leur chair. « Il nous faut nous hâter, s'est écrié le Saint-Père, il est des situations dont l'injustice crie vers le ciel (13). » « Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout, et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ (14). »

« Plus pressante que jamais, vous entendez monter, de leur détresse personnelle et de leur misère collective, « la clameur des pauvres »... Ce cri vous oblige à éveiller les consciences au drame de la misère. Il conduit certains d'entre vous à rejoindre les pauvres dans leur condition, à partager leurs lancinants soucis... Il vous impose un usage de biens limité à ce que requiert l'accomplissement des fonctions auxquelles vous êtes appelés. Il faut que, dans votre existence quotidienne, vous donniez les preuves, mêmes extérieures, de l'authentique pauvreté (15). »

« Les besoins du monde actuel, si vous les éprouvez dans le cœur du Christ, rendent plus urgente et plus profonde votre pauvreté. S'il vous faut évidemment tenir compte du milieu humain où vous vivez, pour y adapter votre style de vie, votre pauvreté ne pourra être purement et simplement la conformité aux mœurs de ce milieu. Sa valeur de témoignage lui viendra d'une réponse généreuse à l'exigence évangélique, dans la fidélité totale à votre vocation, et non seulement d'un souci de paraître pauvre (16). »

Ce cri des pauvres vient rejoindre, dans le cœur des religieux, l'écho du oui inconditionnel donné personnellement au Christ lorsque nous avons accepté son invitation : « Vends tout ce que tu as, donne-le aux pauvres et suis-moi (17). »

Mais ce devoir, cette nécessité d'agir signifient-ils que nous devons monter sur les barricades, faire la révolution ? Non. Cela n'implique même pas de préférence pour une

forme particulière d'apostolat. Chaque Institut a ses propres formes et priorités. Mais, par contre, cela nous appelle à une solidarité — non seulement affective mais aussi effective — avec les pauvres. Il nous faut abandonner bien des choses qui nous semblent nécessaires. Par cette solidarité, cette frugalité, cette authentique pauvreté, nous mettons en jeu la crédibilité de l'Évangile (18). Le Concile nous l'a dit : « Il est nécessaire que les religieux soient pauvres en acte et en esprit (19). »

Ne pas se laisser égarer par le mirage de l'efficacité

Cette frugalité et ce dépouillement doivent également s'étendre à nos moyens d'évangélisation. Nous ne devons pas nous laisser égarer par les mirages de l'efficacité. Il faut au contraire veiller à ce que les moyens de notre travail ne soient pas autre chose que des moyens, justifiés par une fin proportionnée. Appliquant le principe du *tantum quantum* de saint Ignace, nous ne les utiliserons que dans la mesure où ils sont véritablement indispensables à l'extension du Royaume du Christ, sans qu'il y entre un bénéfice personnel ou un affaiblissement de notre liberté désintéressée.

Mais cessons d'argumenter. Ce qu'il nous faut, c'est réfléchir, et surtout passer à l'action. Si, face à un tel défi, nous n'apportons pas une réponse radicalement évangélique, la vie religieuse n'a plus aucune raison de survivre. Si, au contraire, nous répondons à ce défi avec cette profondeur, cette énergie que le Christ et d'innombrables candidats de valeur à la vie religieuse attendent de nous, alors nous assisterons à une magnifique, à une exubérante floraison.

Il me semble que nous sommes arrivés à un point où il faut nous poser les questions suivantes :

Qu'est-ce que la pauvreté religieuse signifie pour moi ?

Quels sont mes sentiments lorsque, dans un intime colloque avec les pauvres du Christ, je pense à tout ce que je possède et utilise ? Quelles sont les choses que j'ai en trop ?

Quand je dis que je veux donner quelque chose pour aider les pauvres, qu'est-ce que je donne en fait ? Il ne sert de rien de dire que c'est un acte symbolique. Ce qui nous intéresse à ce niveau ce n'est pas le symbolisme, mais une action effective, qui accomplit ce qu'elle proclame. Rappelons-nous la parole de saint Jacques : « Si vous ne leur donnez pas de quoi subsister, à quoi bon ? (20) »

Retournons aux fondements de notre spiritualité

Cette « conversion à la frugalité » exige que nous fassions retour aux fondements mêmes de

(13) *Populorum progressio*, 29, 30.

(14) *Gaudium et spes*, 1.

(15) *Evangelica testificatio*, 17, 18.

(16) *Ibid.*, 17, 18.

(17) Mt 19, 21.

(18) « La justice dans le monde », Synode des évêques de 1971, II^e partie.

(19) *Perfectae caritatis*, 13.

(20) Jn 2, 16.

notre spiritualité. C'est là seulement que nous pouvons trouver l'énergie spirituelle indispensable si nous voulons nous sentir inspirés, poussés, animés par l'Esprit-Saint. L'Esprit est le seul qui puisse nous assurer la victoire dans l'affrontement décisif avec les puissances de l'égoïsme, dont les mailles enserrent le monde entier, sans oublier nous-mêmes.

Le monde a besoin d'un témoin évident, irrécusable, qui l'ébranle de force, qui le « choque », le forçant à ouvrir les yeux à la réalité de son problème et de son unique solution. Pour y arriver, il faut bien plus que des mots lancés à la légère, ou des déclarations ambiguës dont le monde est rassasié. Il nous faut des mots de témoins, si clairs et si frappants qu'il sera impossible de les ignorer, des mots qui mettront dans une éclatante évidence notre message de sincérité, grâce à une vie que seule rend possible la puissance du Christ, notre seul Sauveur et le seul Fils de Dieu.

Ce III^e Congrès interaméricain des religieux est un lieu privilégié de réflexion en présence de Dieu sur un problème qui exige notre aide mutuelle, une réflexion fondée sur notre partage de certains principes évangéliques, communs à tous et unanimement acceptés. Les voici :

— Nous sommes tous fils de Dieu (21). Vis-à-vis des biens qui sont à notre disposition, nous ne sommes pas des maîtres, mais des intendants. Et nous avons à en rendre compte au Seigneur de tous (22) ;

— Nous devons aimer tous les hommes comme nous aimons le Christ, traitant les autres comme nous voudrions qu'on nous traite nous-mêmes (23) ;

— Les pauvres sont bienheureux (24) ;

— Il est plus facile à un chameau de passer par le chas d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le Royaume des cieus (25) ;

— Ceux qui deviennent riches entrent en tentation (26) ;

— Dieu a un amour de prédilection pour les pauvres de ce monde (27). « Il m'a envoyé prêcher la Bonne Nouvelle aux pauvres (28). »

— Nous devons nous contenter de manger à notre faim et d'être vêtus (29).

— Nous ne devons pas nous inquiéter du lendemain ; à chaque jour suffit sa peine (30).

— Nous devons revêtir l'esprit du Christ qui s'est dépouillé et a pris la condition de l'esclave (31).

Message à ceux du Nord et du Sud

Permettez-moi de dire à ceux d'entre vous qui venez des pays industrialisés de l'hémisphère Nord que vous avez la grande responsabilité de présenter cet enseignement à une société dont les attitudes et les orientations commandent le destin de millions d'hommes qui souffrent de l'oppression et de la misère. Le danger est qu'une lecture partielle et édulcorée de l'Evangile amène les gens à croire qu'ils peuvent avoir bonne conscience en utilisant les valeurs évangéliques de liberté, de propriété et de progrès, tout en les transformant en instruments de possession égoïste, d'exploitation et d'asservissement du prochain.

Je voudrais maintenant vous dire un mot, à vous qui venez d'Amérique latine. Je vous vois identifiés aux immenses multitudes dont la dignité humaine a été avilie et qui sont dépourvues du strict nécessaire pour vivre, sous les yeux parfois d'une minorité qui regorge de tous les biens. Amérique latine ! Kaléidoscope de cultures, de richesse et de misère, espoir et angoisse de l'Eglise. Tout en aidant notre peuple à obtenir ce dont il a été injustement privé, vous ne devez pas le laisser utiliser certaines valeurs — libération, égalité — tout en oubliant d'autres — fraternité, paix, pauvreté, et cette valeur de simplicité et de pauvreté qui fait des « petits de ce monde » les favoris du Christ (32).

Mais que le témoignage de votre vie à tous apparaisse en toute clarté, apportant la preuve de votre sincérité, montrant que vous restez libres de dénoncer. Qu'il s'agisse des riches ou des pauvres, des oppresseurs ou des opprimés, des croyants ou des non-croyants, nos paroles n'auront aucune force si la simplicité de notre vie personnelle — au-delà de tout soupçon ou malignité — ne vient appuyer la doctrine que nous prêchons.

Il nous faudra donner ce témoignage, même lorsque les exigences d'un apostolat authentique nous contraignent à nous plonger dans un milieu urbain, à un degré élevé de l'échelle sociale, et en percevant un salaire, etc. Ce sont là des circonstances qui exigent de la part de l'apôtre un témoignage encore plus visible de simplicité de vie et de détachement. En outre, la raison pour laquelle il se trouve dans cette situation doit apparaître clairement. Il faut qu'éclatent le mépris de l'argent et du pouvoir, la simplicité dans la nourriture, le vêtement, le transport.

Comment accueillera-t-on nos discours sur la justice si l'on nous voit jouissant d'un niveau de vie supérieur à celui de nos concitoyens, si nos relations nous lient aux riches, aux oppresseurs, aux classes dirigeantes ? Par ailleurs, comment pourra-t-on reconnaître le caractère évangélique de notre message sur la justice si nous préconisons la violence ou la guérilla, l'extrémisme armé, ou si nous corrompons notre travail de conscientisation par des méthodes ou des idéologies athées ? Comment les gens seront-ils convaincus que nous croyons en ce que nous prêchons s'ils voient que nous sommes

(21) Ga 3, 26.

(22) Lc 16, 2.

(23) Lc 7, 12.

(24) Mt 5, 3.

(25) Lc 18, 25.

(26) 1 Tm 6, 9.

(27) Jn 2, 5.

(28) Lc 4, 18.

(29) 1 Tm 6, 9.

(30) Mt 6, 34.

(31) Ph 2, 5-7.

(32) Cf. Mt 11, 25.

trop lâches pour dénoncer les injustices dans l'esprit de l'Evangile par peur de représailles contre nos personnes ou notre travail ?

Le plus grand service que puisse rendre le religieux

C'est donc là que se situe la réponse à ma question, telle que je la vois. Le plus grand service que les religieux puissent rendre à l'humanité d'aujourd'hui, c'est de porter un témoignage irrécusable contre la société de consommation par une vie austère et frugale, en présentant dans notre propre personne l'interprétation de l'Evangile, authentique et libératrice, à laquelle elle aspire.

Aussi bien, le monde devra-t-il adopter l'austérité s'il veut survivre. Et il devra le faire par l'un des deux moyens suivants : ou bien par la pression d'un Etat totalitaire qui l'imposera brutalement au prix de la liberté et des plus hautes valeurs personnelles — en se réclamant parfois paradoxalement du Christ et de son message — ou par le moyen de l'amour évangélique, en vertu duquel nous acceptons tous les sacrifices que le bien commun exige de nous. Notre option en tant que religieux est hors de doute. Mais sommes-nous prêts à faire dès maintenant un pas en avant ?

Cette simplicité de vie, dont aucun religieux ne peut se considérer comme dispensé, sera bien souvent, hélas ! le seul niveau possible de solidarité avec les pauvres. Mais cela n'est pas suffisant. Car si nous voulons que notre témoignage soit vraiment, et même irrésistiblement, efficace, alors de nombreux autres religieux, poussés par l'Esprit, devront choisir une solidarité plus étroite avec les autres, en travaillant directement parmi eux et pour eux dans des activités pastorales, sociales ou d'assistance. La solidarité de ces religieux qui, à titre individuel ou par le moyen d'institutions, sont engagés parmi les pauvres, partageant leur vie, leurs besoins et leurs espoirs, est à n'en pas douter plus convaincante, plus décisive.

La solidarité des religieux, avec ceux qui sont réellement pauvres, s'accompagnera pourtant de solitude. Le religieux fera siennes les justes aspirations du monde déchristianisé des travailleurs. Mais, en même temps, nous nous sentirons lorsque nous verrons que le monde des travailleurs ne comprend pas notre idéal, nos raisons et nos méthodes. Tout au fond de nous-mêmes, nous nous sentirons dans une solitude complète. Nous aurons besoin de Dieu et de sa force pour être capables de continuer de travailler dans la solitude de notre solidarité — solidaires, mais aussi solitaires — et en dernière analyse incompris et isolés.

C'est la raison pour laquelle tant de religieux et de religieuses engagés dans le monde du travail ont vécu une nouvelle expérience de Dieu. Dans cette expérience de solitude et d'incompréhension, leur âme a débordé de la plénitude de Dieu. Dans cette simple expérience, ils se sentent démunis, et pourtant capables de redécouvrir d'une manière neuve comment Dieu leur parle à travers ceux dont ils sont solidaires. Ils voient que ces gens, les gens en marge, ont quelque chose de divin à leur dire

par leur souffrance, leur oppression, leur délaissement.

Dieu parle par ces rudes visages

Et là on comprend la vraie pauvreté ; on reprend conscience de sa propre incapacité, de sa propre ignorance ; on ouvre son âme pour recevoir, à travers la vie du pauvre, une instruction profonde donnée par Dieu lui-même. Oui, Dieu parle par ces rudes visages, ces vies en ruine. Et voici qu'apparaît un nouveau visage du Christ dans les « petits » (33).

Le témoignage de ce genre de vie est des plus efficaces ; et à la longue il ne peut manquer d'être imité ou, du moins, compris et reconnu par les autres. En même temps, c'est un paradoxe. D'un côté, face à l'ampleur du problème, nous sentons à quel point notre témoignage est insuffisant ; de l'autre, nous sommes convaincus que c'est un témoignage nécessaire que le Seigneur exige de nous, et qu'il peut le remplir de la force de sa grâce.

Je reconnais qu'il s'agit là d'une entreprise extrêmement difficile, et je pense que ce congrès — ou, mieux, cette communauté — est une occasion privilégiée pour réfléchir à la tâche qui nous attend, en nous mettant tous ensemble devant le Seigneur.

Il est capital que nous croyions à la puissance de l'Esprit-Saint. Et cela, nous pouvons le savoir uniquement par l'expérience intérieure que nous faisons de la *Dunamis* de Dieu qui nous attire et, sans forcer notre liberté, accomplit tout ce qu'il désire. Cette force de la parole de Dieu, qui ne revient jamais vers lui sans effet, est semblable au vent violent de la Pentecôte qui a fait de pauvres pécheurs des apôtres pleins de puissance parmi les grands et les sages de ce monde. Voilà ce qu'il nous faut aujourd'hui : des religieux qui croient en cette expérience de Dieu, qui la vivent, qui agissent avec courage au nom de Dieu, qui savent que la force de Dieu est avec eux et qui, pourtant, ne perdent jamais de vue leur propre insignifiance.

Tel est le service que l'Eglise attend de nous aujourd'hui. Et, en même temps, tel est le commencement d'un nouvel avenir et d'une nouvelle image de la vie religieuse. Le Seigneur nous lance un appel. A nous d'y répondre.

(33) Mt 25, 46.

— Les 21 réformes de l'Eglise, par J.-R. ARMOGATHE ; 136 p. Fayard.

Réformes ? Entendez les 21 Conciles œcuméniques par lesquels, de Nicée à Vatican II, l'Eglise assure son développement continu en cherchant une conformité plus profonde à sa nature et à sa mission. Cette vision synthétique est très éclairante. Après la crise d'Arius, l'Eglise travaille à formuler qui est son Dieu, face aux païens : un Dieu unique, en trois personnes, révélé par la deuxième, qui est à la fois « vrai Dieu et vrai homme ». C'est l'œuvre des quatre premiers Conciles, de Nicée à Chalcédoine : 325-451. Les Conciles médiévaux travaillent à l'organisation de l'Eglise, après la chute des empires. Le « Grand Concile des temps modernes » (Trente), après les découvertes de l'Amérique, les mises en doute de la Réforme, arme l'Eglise pour la mission, précise les mots clés de Tradition, Justification, Eucharistie... Vatican I et II se complètent pour ce qui est de la foi, de l'équilibre entre épiscopat et Saint-Siège, de l'ouverture au monde... Peu de pages, mais on apprend beaucoup de choses en route.

Événements et Informations

FRANCE

Une nouvelle revue : « Espace »

Cette revue d'architecture et d'art sacrés veut combler le vide créé notamment par la disparition de « Art sacré ». Elle paraît chaque trimestre sous la responsabilité du Centre national de pastorale liturgique et du Comité national d'art sacré. Elle se propose d'étudier aujourd'hui les questions posées par l'entretien, la conservation, l'utilisation des lieux de culte, ainsi que par la création artistique contemporaine.

Thèmes abordés dans les premiers numéros : « Espace et rassemblement » ; « Conservation et vandalisme » ; « Espace et parole ».

Rédaction : P. COLBOC et J.-P. HINDRÉ, architectes ; A. PLATEAUX, technicien au diocèse de Lille ; PP. G. CARPENTIER, J. GELINEAU, J.-Y. HAMELINE, D. MILON, M. ROBLOT ; R. MOINEAU, secrétaire.

Abonnement (France et étranger) : un an (4 numéros) : 95 F par règlement à l'ordre de « Cahiers du Livre », BP 02, 37170 Chambray-lès-Tours. Le numéro : 25 F. (Corr. part.)

La loi sur l'enseignement agricole privé jugée non conforme à la Constitution

Le Conseil constitutionnel a déclaré non conforme à la Constitution la loi complémentaire relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé. Le Conseil constitutionnel, statuant sur la saisine de 63 députés socialistes, a notamment considéré que ce texte n'était pas compatible avec l'article 46 de la Constitution (irrecevabilité financière).

Auteur de la proposition de loi, le député RPR Guermeur a déclaré : « A cause de cette annulation, un tiers des établissements d'enseignement privé devra fermer ses portes. » (« La Croix », 20, 22-23 janvier.)

Nouveau Bureau du Colloque européen des paroisses

Mgr BOCKEL, archiprêtre de Strasbourg, a été élu président du « Colloque européen des paroisses » par

le Conseil international. Il remplace le chanoine Stevaux (Belge) arrivé au terme de son mandat. Le chanoine Connan, curé de Saint-Roch à Paris, a été reconduit comme secrétaire général. (« La Croix », 26 janvier.)

M. René Rémond, président de la FOCS

Le jeudi 26 janvier, le Conseil d'administration de la Fédération des organismes de communication sociale a élu à sa présidence M. René RÉMOND. Il a aussi, à cette occasion, nommé M. Paul DELOUVRIER président - fondateur. (« SNOP », 1^{er} février.)

A propos du catéchisme de Fulda

Sous ce titre, Mgr ORCHAMPT, évêque d'Angers, président de la Commission épiscopale française de l'enseignement religieux, a publié le communiqué ci-après :

« Pour répondre aux diverses interrogations, nous devons préciser :

1. Que, selon les décisions de la Conférence épiscopale, rappelées à Lourdes en novembre 1977, seuls doivent être utilisés les instruments de catéchèse officiellement reconnus par l'épiscopat ;

2. Que le catéchisme, dit de Fulda, est un manuel rédigé par une communauté de catéchistes allemands et qu'il n'a reçu l'approbation officielle ni de la Conférence épiscopale d'Allemagne fédérale ni de l'Episcopat français. † J. O. »

(« La Semaine religieuse d'Angers », 12 février 1978.)

Les marginaux à Paris

La commission diocésaine « Justice à Paris » publie une brochure intitulée « Parisiens... en marge », qui attire l'attention sur la situation des travailleurs immigrés, des personnes âgées, des handicapés... (8, rue de la Vierge l'Evêque, 75008 Paris).

ERRATUM

Dans le tableau de la population française par sexe et âge publié dans notre dernier numéro, p. 193, les catégories de personnes ont été malencontreusement interverties. En premier lieu doit venir la po-

pulation totale (52 975 000) ; en deuxième lieu les moins de 20 ans (16 640 300) ; en troisième lieu les 20 à 64 ans (29 120 159) ; en quatrième lieu les 65 ans ou plus (7 214 541).

ÉTRANGER

RFA

Diocèse de Cologne : Statistiques

	1968	1976
Baptêmes	40 389	20 201
Mariages à l'église...	15 591	10 622
Messes du dimanche	842 304	612 004
Enterr. à l'église....	29 759	29 098
(« Amtsblatt des Erzbistums Köln » 20 janvier.)		

URSS

Nouveau primat de l'Eglise de Géorgie

Sept évêques, membres du Saint-Synode de l'Eglise de Géorgie, ont élu, le 23 décembre 1977, S. E. le Métropolitain Elie à la primauté de leur Eglise. L'intronisation eut lieu deux jours plus tard, en l'église de Sioni à Tbilissi. Aussi Elie II devient-il le 146^e patriarche-catholique de Géorgie. A l'intronisation, le Patriarcat œcuménique devait être représenté par le Métropolitain Emilianos de Silybrie, mais celui-ci ne put s'y rendre pour des raisons techniques. (« Episkepsis », 15 janvier.)

VIETNAM

La liberté religieuse

A partir de neuf textes, publiés intégralement — dont deux déclarations de Mgr NGUYEN KIM DIEN, archevêque de Hué, en date du 15 et du 22 avril 1977, et une lettre aux prêtres, religieux et fidèles de l'archidiocèse —, le P. Claude LANGE a rédigé une note de réflexion : « Controverses sur la « liberté religieuse » au Vietnam ». Elle permet de saisir comment la « prise en charge complète de l'enfance et de la jeunesse par le Parti, l'Etat et les organisations révolutionnaires explique l'ampleur des problèmes

posés aux responsables religieux, chrétiens et bouddhistes, pour communiquer un message religieux à l'enfance et à la jeunesse du Vietnam, élevée dans un cadre entièrement socialiste ayant comme but ultime l'édification d'une société communiste ». (Dossier n° 31, janvier 1978, « Echange France-Asie », 26, rue de Babylone, 75007 Paris. Tél. : 222-31-64.) (« SNOP », 1^{er} février.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Mulindwa MUTABESHA (archevêque de Bukavu) administrateur apostolique « ad nutum Sanctae Sedis » du diocèse de Kindu, Zaïre. (« OR », 18 janvier.) — Mgr Nicolas LOPEZ RODRIGUEZ évêque de S. Francisco de Macoris, République Dominicaine, diocèse érigé le même jour. — M. l'abbé Tomas ABREU évêque de Mao-Monte Cristi, République Dominicaine, diocèse érigé le même jour. — Mgr Fernando VARGAS RUIZ de SOMOCURCIO, S.J. (évêque de Huaraz), archevêque de Piura, Pérou. Mgr Emilio VALLEBUONA MERECA, S.D.B., évêque de Huaraz, Pérou. (« OR », 22 janvier.) — M. l'abbé Dominic Joseph ABREO évêque d'Aurangabad, Inde, diocèse érigé le même jour. (« OR », 23-24 janvier.) — Mgr Ephraïm Silas OBOR évêque d'Idah, Nigeria, diocèse érigé le même jour. — Mgr Emanuele ROMANO coadjuteur avec droit de succession de Trapani, Italie. (« OR », 25 janvier.) — M. l'abbé Antonio

RIBOLDI, Rosminien, évêque d'Acerara, Italie. (« OR », 26 janvier.) — Mgr Ismaele Mario CASTELLANO (archevêque de Sienna et évêque de Colle Val d'Elsa) évêque de Montalcino, Italie, unissant « in persona episcopi » ces trois Eglises locales. (« OR », 29 janvier.) — Mgr Antonio GONZALEZ ZUMARRAGA évêque de Machala, Equateur. (« OR », 30-31 janvier.) — Mgr José Maria CIRARDA LACHIONDO (évêque de Cordoue) archevêque de Pampelune, Espagne. — Mgr Juan Angel BELDA DARDINA évêque de Jaca, Espagne. — Mgr Domingo J. HERRERA CASTILLO auxiliaire de Yucatan, Mexique. (« OR », 1^{er} février.)

Démissions

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Onyembo LOMANDJO, Spiritain, évêque de Kindu, Zaïre. (« OR », 18 janvier.) — De Mgr Vicente Felicísimo MAYA GUZMAN, évêque de Machala, Equateur. (« OR », 30-31 janvier.) — De Mgr Angel HIDALGO IBANEZ évêque de Jaca, Espagne. (« OR », 1^{er} février.)

Décès

— De Mgr Luciano MARCANTE, ancien évêque de Valva et Sulmona, Italie, survenu le 16 janvier. (« OR », 18 janvier.)

SAINT-SIÈGE

— Paul VI a reçu le 27 janvier M. Lazar NZORUBARA, nouvel ambas-

sadeur du Burundi auprès du Saint-Siège, venu lui présenter ses lettres de créance. (« OR », 28 janvier.)

Paul VI reçoit le maire de Rome

Paul VI a reçu, le 19 janvier, la municipalité de Rome, guidée par son maire (élu sur une liste communiste), Giulio ARGAN (Cf. DC 1976, p. 1009 ; 1977, p. 106). Après avoir évoqué les différentes difficultés de la ville, notamment la violence, il a réitéré la disponibilité de l'Eglise pour concourir au bien commun : « Il ne nous appartient pas d'affronter les solutions de ces problèmes et d'autres semblables. Nous n'y sommes cependant pas insensible. C'est pourquoi nous formons des vœux pour que vous sachiez les résoudre avec sagesse, en accueillant et en favorisant également la contribution au bien commun qui, à titre de solidarité et d'exemple, peut venir de l'humble et libre générosité de l'Eglise de Rome, dans le domaine de l'école et de l'éducation des jeunes, de la formation professionnelle, de l'assistance sanitaire et sociale... » (« OR », 20 janvier.)

Messe pour les « Amis des lépreux »

Paul VI a célébré la messe, le dimanche 29 janvier, dans la basilique Saint-Pierre, devant de très nombreux jeunes « Amis des lépreux », à l'occasion de la XXV^e Journée mondiale des lépreux. Dans son homélie, il a rappelé qu'il y a encore 15 millions de lépreux dans le monde, spécialement en Asie, en Afrique et en Amérique latine. (« OR », 30-31 janvier.)

— Apprendre à prier (à l'école de saint Paul et des Evangiles), par J. GUILLET et D. MOLLARD, 140 p. Prix : 36 F. Ed. Le Feu nouveau, 5, rue Bayard, 75008 Paris.

En un texte bref, plein de références, deux exégètes nous donnent non des méthodes de prière, mais des bases de départ, des sources. La prière de Paul, qui est constante, sort de sa vie, de sa communion au Christ, de son amour passionné des Eglises. Les Evangiles de l'enfance sont des écoles de louange (quatre cantiques). Avec saint Jean, nous entrons dans la prière de Jésus (formes, conditions...), dans son unité avec le Père. Tous les chemins de la vie sont chemins de prière. Unir action et contemplation, nous dit Paul VI...

— Eglise et charité, par Jean COLSON. Avant-propos de Mgr Jean Rodhain. — Un vol. de 206 p. Editions SOS, Paris. Mgr Rodhain, avant sa mort, avait attendu cet ouvrage. Il voulait saluer « un enseignement rajeuni de la vertu théologale de la charité à l'usage des clercs et des laïcs de l'an 2000 », comme il l'écrivait pour ces pages.

— Dieu est noir. Histoire, religion et théologie des Noirs américains, par Bruno CHENU. — Un vol. 13,5 X 21 cm de 320 p. Editions du Centurion, Paris.

L'existence des Noirs en Amérique pose bien des problèmes et la question religieuse n'est pas des moindres. C'est toute une page d'histoire qu'ouvre ici le P. Chenu pour motiver la réflexion chrétienne. C'est non seulement un problème de civilisation, c'est pour nous un problème d'Eglise qu'il met sous nos yeux ; et, pour lui, ce n'est qu'une introduction qui doit comporter des développements pour la conscience des Blancs qui se veulent vraiment chrétiens.

— Vivre aujourd'hui la foi de toujours, par G. MARTELET. — Un vol. 172 p., Le Cerf, 31 F.

L'auteur nous invite à relire le Credo et, pour cela, s'attaque d'abord au scandale du mal (souffrance, mort, etc.) qu'une exégèse simpliste fait descendre de la faute d'un seul homme. Ce qui installe la justice à la place de l'amour et bouleverse tout le message de la foi : l'image du Dieu Père, les motifs de l'Incarnation, les relations même entre les personnes divines. Non, le mal (finitude, mort, souffrance) fait partie du cycle de la vie (le grain meurt pour l'épi) et remonte à la création ; mais c'est par amour que Dieu crée un monde où l'on souffre et meurt : car ce mal n'est prévu que dans une alliance (Incarnation) où « Dieu se fait homme pour que l'homme devienne Dieu » (saint Athanase), c'est-à-dire que Dieu ne prévoit la mort que pour la résurrection. L'amour reprend la place de la justice dans l'Incarnation et la Rédemption, dans l'offrande du Christ à son Père, dans toute la diffusion de la grâce par l'Eglise. A partir de là, avec saint Paul se refait la synthèse de la foi : l'amour est le premier et dernier mot du monde, de Dieu, de la création et de l'existence humaine.

— Georges Hahn Interroge Marc Oraison. La vie vécue (coll. « Les interviews »). — Un vol. 13,5 X 21 cm de 176 p. Editions du Centurion, Paris.

On ne perd pas son temps avec Marc Oraison. Médecin, prêtre, psychothérapeute, ses réponses pleines de vie affrontent directement les questions les plus actuelles. Ce sont les problèmes d'aujourd'hui qu'il aborde pour l'intérêt constant du lecteur.

L'Église dans le monde

MESSAGE DES EVEQUES DE L'EST DE LA FRANCE AUX RELIGIEUSES

Les évêques de la région apostolique de l'est de la France, conscients de leur rôle d'« animateurs de la vie religieuse » ont organisé avec les supérieures majeures de la région, au lendemain de leur visite « ad limina », une rencontre au terme de laquelle ils ont rédigé le « message d'exigence et d'espérance » ci-après. « Nous croyons trop à la vie religieuse — leur disent-ils notamment — pour accepter qu'elle se contente d'habitudes routinières ou d'adaptations médiocres (1) » :

Les 9 et 10 janvier dernier, nous avons rencontré les quatorze supérieures majeures — dont une moniale — déléguées par l'Union régionale des supérieures majeures. Un représentant des supérieurs religieux était présent également. Ensemble, dans un grand climat de confiance, nous avons longuement réfléchi :

— Au charisme et à la visée profonde de vos congrégations ;

— A l'évolution des insertions apostoliques et aux besoins prioritaires de nos diocèses ;

— A vos recherches pour affirmer plus clairement votre spécificité religieuse ;

— Aux efforts à promouvoir au sujet des vocations, de la formation et de la collaboration pastorale aux différents niveaux de la vie de l'Eglise.

Nous avons ensemble constaté combien tout cela rejoignait les points sur lesquels le Pape Paul VI insistait dans le message qu'il nous a confié pour vous le 5 décembre dernier :

« Ne craignez pas d'être reconnues partout comme disciples de Jésus-Christ : le monde chrétien, le monde indifférent ou athée ont besoin de témoins qui s'affirment tels ! »

« Investissez vos talents en priorité dans des tâches d'apostolat ecclésial : il y a tant de travail pour les « ouvriers » dont parlait Jésus pour sa moisson ! »

« Maintenez un grand esprit de famille et donc de communauté digne de ce nom où, à travers des expériences sans doute différentes, religieux et religieuses témoignent d'unité et de charité. Ce serait une erreur de délaisser ce témoignage communautaire, inhérent à la vie religieuse. »

« La relève des vocations préoccupe sans doute gravement chacun et chacune : si les jeunes ont pu être éloignés par un certain style de vie que

le Concile Vatican II vous a invitées à renouveler, les adaptations excessives ne les attirent pas davantage, si elles sont des concessions à l'esprit du monde. Puissent-ils rencontrer en vous des passionnées de Jésus-Christ et de son œuvre ! »

« Sachez bien l'admiration et la confiance du Pape ! » (2).

A notre tour, nous profitons de cette occasion pour redire à chaque communauté comme à chacune d'entre vous notre confiance et le prix que nous attachons au témoignage de la vie religieuse aujourd'hui dans notre région.

Venant juste après notre retour de Rome, cette rencontre avec vos supérieures majeures nous invite à marquer auprès de vous une double insistance :

1. Mettez en priorité l'accent sur les valeurs essentielles de la vie religieuse. Le 10 janvier, avec vos supérieures, nous les résumions dans ces termes que nous vous invitons à approfondir dans vos communautés :

— Saisies par Dieu, passionnées de Jésus-Christ, consacrées à Dieu par l'Esprit-Saint ;

— Pour former une « communauté pascalle » (participante au charisme d'une congrégation reconnue par l'Eglise) ;

— Et rendre témoignage jusqu'au bout à l'Evangile, de façon lisible par les hommes d'aujourd'hui.

Votre apport irremplaçable à la vie de nos Eglises diocésaines, c'est d'abord l'authenticité de votre consécration religieuse. Ce qui est premier pour nous et pour le Royaume, c'est la qualité de votre prière et de votre fraternité, la transparence de votre vie consacrée.

2. Cette grâce qui vous est spécifique, vivez-la en Eglise. Que les communautés d'une même congrégation soient bien reliées entre elles. Que chaque congrégation ait le souci de s'ouvrir aux autres congrégations. Que les religieuses collaborent à leur place avec prêtres et laïcs dans l'Eglise locale. Nous souhaitons avec le Saint-Père qu'aux différents niveaux de la vie du diocèse où vous êtes présentes, vous vous efforciez, selon votre charisme propre, de privilégier les insertions plus directement apostoliques ou pastorales. Vous êtes, pour votre part, responsables d'assurer avec nous l'annonce de la foi et l'avenir de l'Eglise.

De notre côté, nous allons, chacun selon la physionomie et les possibilités du diocèse, chercher les moyens pour que la vie religieuse soit mieux comprise par les prêtres et les laïcs, mieux reconnue aussi avec son apport spécifique en différentes instances pastorales. Et surtout nous faisons nôtre ce que nous disait à Rome le cardinal Pironio, préfet de la Congrégation des Religieux : « L'évêque est

(1) Eglise de Metz, février 1978.

(2) DC 1977, n° 1732, p. 1053. (NDLR.)

l'animateur de la vie religieuse comme telle et pas seulement dans son insertion pastorale. »

C'est pourquoi nous voulons promouvoir la vie et les vocations religieuses dans nos diocèses. C'est dans ce même esprit que nous vous adressons ce message d'exigence et d'espérance.

Nous croyons trop à la vie religieuse pour accepter qu'elle se contente d'habitudes routinières ou d'adaptations médiocres. Allez au bout de votre vocation. Rappelez-vous ce que nous disait encore le Saint-Père : « Nous sommes appelés plus que jamais à la sainteté ; c'est la médiation la plus courte et la plus étonnante pour faire rencontrer Dieu ».

Nous savons, en effet, combien au cœur de la crise actuelle les hommes, et plus encore les jeunes, attendent que jaillissent des sources de vie et de lumière, où ils puissent pressentir la tendresse de Dieu.

Celles qui se sont engagées à vivre les béatitudes évangéliques ne sont-elles pas bien placées pour faire entrevoir à leurs frères le bonheur auquel le Seigneur les convie ?

Nous comptons sur vous.

LES EVEQUES
DE LA REGION APOSTOLIQUE DE L'EST

LA POSITION DES CONGREGATIONS ROMAINES SUR LES PROBLEMES POSES PAR LES SACREMENTS DE PENITENCE ET DE MARIAGE

Mgr BOILLON, évêque de Verdun, rend compte en ces termes dans le bulletin de son diocèse (Eglise de Verdun, 13 février 1978) des entretiens que les évêques de l'est de la France ont eus lors de leur visite « ad limina » (1) avec les congrégations romaines au sujet des sacrements de pénitence et de mariage (2) :

Le première Congrégation que nous avons rencontrée est celle dite de la « Discipline des sacrements », c'est-à-dire de la liturgie. Nous y avons abordé surtout deux problèmes.

Le caractère exceptionnel des absolutions collectives

D'abord celui du sacrement de réconciliation. Nous avons été récemment provoqués à ce dialogue par une intervention de la Congrégation réagissant contre le recours trop fréquent aux cérémonies pénitentielles avec absolution collective. Nous avons tenu à montrer les bienfaits de cette liturgie qui donne davantage la dimension ecclésiale au sacrement et qui fait de lui la célébration de la miséricorde de Dieu plutôt qu'un simple exercice

de purification personnelle. Nous avons cité les témoignages de très bons chrétiens déclarant avoir mieux compris et vécu le sacrement dans ces conditions. Nous avons en particulier parlé des réactions des jeunes.

Il nous a été répondu que cette manière de célébrer ne devait être qu'exceptionnelle, « quand il n'y a pas moyen de faire autrement ». Afin d'éclairer la portée de cette exigence, j'ai présenté ce que nous avons fait durant le Carême à la cathédrale. L'assistance comportait 500 à 600 personnes. La liturgie a duré plus d'une heure. Nous n'étions qu'une dizaine de prêtres. Si nous avions voulu entendre chaque pénitent en confession, la veillée aurait été interminable. J'ai ajouté que la manière de faire qui consiste à écouter l'accusation et à donner immédiatement l'absolution sans dialogue apparaît au confesseur et au pénitent comme trop formaliste.

Il me fut répondu que les pénitents n'étaient pas obligés de se confesser le soir même. Ils pouvaient se présenter au confessionnal dans les jours qui suivaient. Il n'y avait donc pas urgence.

En fait, le secrétaire nous a avoué que le document de la Congrégation (3) avait été mal présenté. Il proposait trois manières de faire. Sans doute précisait-il des exigences pour la troisième, l'absolution collective. Reste qu'une telle présentation semblait laisser le choix. Or, l'intention était qu'il n'y avait que deux choix possibles : la confession individuelle et la cérémonie pénitentielle commune, suivie d'absolutions individuelles.

Le secrétaire général de la Congrégation de la Foi avec qui nous avons repris la question a tenu à préciser que dans toute la tradition de l'Eglise, l'accusation des fautes a fait partie intégrante du sacrement, sauf en cas de nécessité urgente.

Nous devons donc tenir compte de ces précisions qui expriment nettement la pensée du Pape. Nous ne sommes pas propriétaires des sacrements, nous en sommes les serviteurs et les utilisateurs. Désormais, nous renoncerons aux absolutions collectives sauf en cas de nécessité, c'est-à-dire quand, sans faute de la part de l'organisateur, il y a urgence d'absoudre un trop grand nombre de pénitents par rapport au nombre de confesseurs. Pour que l'interprétation du cas de nécessité soit vraiment prise au sérieux, il nous a été rappelé que l'autorisation de l'évêque est chaque fois nécessaire.

A la suite de ces échanges, je me suis dit que peut-être nous avons polarisé l'essentiel de nos efforts sur les absolutions collectives. Or, l'essentiel aurait dû porter d'abord sur la confession individuelle. Alors qu'elle ressemble plutôt à une confidence, il faut lui donner une signification liturgique. Il faut réfléchir entre prêtres et laïcs sur le meuble même du confessionnal, sur le déroulement de l'acte sacramentel et sur ce qui doit lui donner le cachet d'un acte liturgique, d'une célébration à la gloire de Dieu.

Il faut également que les progrès réalisés par les célébrations pénitentielles ne soient pas perdus. Nous nous efforcerons de les améliorer en soignant

(3) DC 1972, n° 1614, p. 713 et s.

Nous rappelons les précisions données par la Congrégation pour la Doctrine de la foi. (DC 1977, n° 1716, p. 297 ; *supra*, p. 205. — NDLR.)

(1) Cf. DC 1977, n° 1732, p. 1051.

(2) Sous-titres de la DC.

mieux leur déroulement, en tentant de redonner aux chrétiens le sens du péché vu davantage comme refus de l'amour de Dieu que comme déviation morale ou faiblesse humiliante, et en donnant à la cérémonie le ton d'une célébration joyeuse de l'amour infiniment miséricordieux du Père.

Le mariage des baptisés qui ont perdu la foi

Nous avons également abordé longuement deux questions concernant le mariage.

La première qui nous préoccupe vient de ces baptisés qui ont complètement perdu la foi, qui le déclarent, mais qui demandent le mariage à l'église parce que, aux yeux de leurs parents et des paroissiens, ils ne sont pas, sans cela, considérés comme mariés. Ne pourrait-on donc envisager que pour eux le mariage civil, s'ils le considèrent comme indissoluble, soit un vrai mariage, puisque c'est le seul qu'ils peuvent honnêtement célébrer ?

C'est une question « nouvelle ». En effet, c'est bien un cas fréquent aujourd'hui, celui de familles bien chrétiennes où la foi des parents ne passe plus aux enfants, ou même elle est rejetée fortement par eux.

La question a déjà été posée à Rome, en particulier par les évêques français. Mais on ne voit pas actuellement que, pour deux baptisés, le mariage non sacramentel puisse être valide. Il n'en reste pas moins qu'il ne faut jamais encourager des fiancés à jouer la comédie d'un sacrement auquel ils déclarent qu'ils ne croient pas. Mieux vaut alors conseiller qu'ils se contentent du mariage civil, jusqu'au jour où, par le réveil de leur baptême, la grâce de Dieu les ressaisira. Cependant, ce qu'il faut éviter, c'est que le prêtre leur refuse le sacrement qu'ils demandent. L'Eglise est une Mère. Elle accueille, elle éclaire, mais elle ne contraint jamais d'autorité ni à recevoir un sacrement ni à s'en passer.

Les divorcés remariés

Une autre question préoccupe aussi les pasteurs. Elle concerne les divorcés remariés. Ne pourrait-on pas envisager que, dans certains cas, après un long délai pénitentiel, et sans mettre en cause l'indissolubilité du mariage, certains puissent être admis à l'Eucharistie ? La réponse a été nettement négative.

On peut le comprendre quand on réfléchit à la fragilité du mariage aujourd'hui. L'Eglise est la seule à en défendre la stabilité à tout prix. Avec une inconscience funeste, gouvernements et partis cherchent comment faciliter encore davantage le divorce et, par là, désintégrer de plus en plus la cellule de base de la société. On comprend combien il serait grave que l'Eglise semble relâcher même faiblement sa doctrine de l'indissolubilité.

Il n'empêche cependant que des questions douloureuses et complexes se posent. C'est pourquoi, sans vouloir donner de fausses espérances, le cardinal préfet nous a conseillé d'interpeller à nouveau Rome par écrit sur cette question.

J'ai pensé qu'il était utile de répercuter ici les directives doctrinales et pastorales reçues à Rome. Elles intéressent tout le monde, prêtres et laïcs. Elles ne dispensent pas de poursuivre les recherches car les problèmes se posent encore, mais cela dans l'obéissance.

† P. B.

TON ARGENT TE POSSEDE

L'argent asservit ceux qui croient s'en servir Le seul remède, c'est le partage

Sous ce titre, le cardinal MARTY, archevêque de Paris, a publié le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (« Présence et dialogue. L'Eglise en Ile-de-France », 18 février 1978) :

« Nul ne peut servir deux maîtres » (Mt 6, 24). Voilà vingt siècles que traducteurs et interprètes cherchent à nuancer ce texte. Mais Jésus, dans l'Evangile, est formel : « Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent. » Saint Jacques sera plus virulent encore contre ceux qui amassent or et argent par tous les moyens. Dieu entend les cris de ceux qu'ils ont spoliés de leur juste salaire. Leurs richesses témoigneront contre eux au dernier jour (Epître de saint Jacques 5, 1-6).

Tout se paye. Ou presque. Des frais de maternité aux frais d'obsèques, pas une heure gratuite dans notre vie. On achète de quoi vivre, et on vend de quoi faire la guerre. On achète des fleurs, et on vend sa force de travail. Un sourire se vend et fait vendre. Certains sont payés pour ça. On achète un renseignement, ou un silence. Jésus fut vendu pour trente pièces d'argent. Certains se vendent, corps ou conscience, pour moins encore. « Là où est ton trésor, là aussi sera ton cœur » (Mt 6, 21). Il y a des hommes qui ont un portefeuille à la place du cœur.

On parle peu de l'argent, du moins on n'en parle pas n'importe où... Ce n'est pas convenable. On montre ce qu'on a, on ne dit pas quel prix on l'a payé. On ne montre pas son argent, mais on le laisse deviner. On fait tout pour ne pas avouer un manque, une pauvreté, dans un monde où l'argent crée les hiérarchies.

Le scandale des inégalités

L'argent produit l'argent. Par une sorte de cristallisation, monstrueuse à l'échelle de la planète, l'argent va toujours là où il y a de l'argent. On dit même que l'argent « travaille » : blasphème de ceux qui ne font rien !

« L'argent ne fait pas le bonheur », dit-on souvent. Et d'autres d'ajouter : « Mais il y contribue. » Il est nécessaire pour vivre, pour nourrir une famille, élever des enfants. La propriété économique est un objectif légitime pour un peuple. Mais ce qui fait question, c'est justement sa répartition. Ce qui est scandale, c'est que certains n'aient pas de quoi vivre, alors que d'autres sont aliénés par leur superflu.

L'argent asservit

Car l'argent est une puissance. Les hommes l'ont inventé pour servir, pour permettre la communication et l'échange. Mais il n'a pas tardé à prendre le pouvoir. Avec des pseudonymes, sous des masques, parfois même avec des prétextes édifiants, on retrouve son influence un peu partout. Il arrive qu'on le soupçonne d'intervenir dans des opérations politiques, d'engendrer des inégalités devant

la justice. Et reconnaissons que dans l'Eglise nous ne sommes pas exempts de cette tentation. Partout, l'argent asservit ceux qui croient s'en servir. Il les possède. Comme un « démon ».

Il n'est pas facile de le remettre à sa place, de lui reprendre son pouvoir. Le seul antidote, le seul contre-poison efficace, c'est le partage. Non par condescendance, mais par justice. Non parce que l'argent donnerait de surcroît le pouvoir d'acheter le plaisir, de faire le bien, mais parce que notre superflu ne nous appartient pas. « Faites-vous des amis avec l'argent trompeur » (Lc 16, 9). On peut avoir de l'argent et rester libre, à condition de ne pas se considérer comme des propriétaires, mais comme de simples gestionnaires, à qui on demandera des comptes. Un certain détachement peut rendre libre, par la rencontre des autres.

Il y a un bon et un mauvais usage de l'argent. L'argent qui permet l'accumulation de richesses inutiles est mal utilisé. Celui qui permet de faciliter des démarches, d'acquiescer de l'influence, de passer avant les autres est corrompu et corrupteur. Au contraire, par l'investissement et la participation, ce même argent peut être créateur d'emplois, source de bien-être, mieux réparti. Mais ce partage, cette répartition, ne sont qu'une compensation légitime d'une injustice, d'un mal social, dont on ne peut prendre son parti : l'existence d'inégalités trop fortes dans les revenus.

Cet essai de répartition individuelle, par le partage, ne doit pas suffire à nous donner bonne conscience. Le problème est plus large. Il tient aux structures mêmes, de notre société. Je souhaite vivement que les chrétiens fassent la lumière sur ce point. Qu'ils acceptent de parler de ce sujet tabou, de se montrer les uns aux autres leur fiche de salaire ou leur déclaration de revenus. Que dans les équipes, les communautés, les mouvements, nous nous interpellions les uns les autres sur l'insidieuse omniprésence de cette idole, l'argent. « Mes petits enfants, gardez-vous des idoles ! » (1 Jn 5, 21).

Réviser les objectifs et le fonctionnement de notre système économique

Il nous faut remettre en cause, personnellement et collectivement, notre façon de vivre. Il nous faut résister à tout ce qui nous invite à la surconsommation et au gaspillage. Nous devons être disposés à réviser les objectifs et le fonctionnement de notre système économique, qui ne fait qu'accentuer les disparités. Beaucoup déjà s'expriment en ce sens. Des jeunes me le disent. La communauté et le partage pour eux ne sont pas un rêve. Entendons leurs appels avant que notre monde se casse sous le poids de son égoïsme. D'autres peuples aspirent au développement et à la dignité. Saurons-nous les entendre et rétablir le juste prix dans nos échanges avec eux ?

Il y va de l'avenir de notre humanité. L'argent en gangrène toutes les fissures. Il aggrave tous les conflits.

Pour nous, chrétiens, il y va de la vérité de notre Eucharistie. Nul ne peut rendre un culte à Jésus-Christ et à l'argent. L'avare qui thésaurise fait mentir le geste du pain partagé. Le chrétien qui partage accomplit le Royaume.

Cardinal François MARTY.

POUR LA RECONNAISSANCE DES DROITS DES IMMIGRES

Sous le titre « La France... société pluraliste avec différentes races, cultures et religions », Mgr SAINT-GAUDENS, président de la Commission épiscopale des migrations, a publié l'appel ci-après, le 24 février, dans la perspective des élections législatives (1) :

Dans l'interview publiée dans la **Croix** du 7 février, Mgr Etchegaray exprime sa crainte, à propos des prochaines élections, « que nos horizons ne se soient bien rétrécis quant à la vision de tous les hommes et de tout l'homme. N'y a-t-il pas de graves oublis, de grands oubliés ? Je n'entends pas beaucoup parler des immigrés ni du tiers monde, encore moins du quart monde. Quant à Dieu... ».

En septembre dernier, je souhaitais dans une déclaration « que les débats politiques de ces prochains mois stimulent les partis et le peuple français pour que soient enfin plus largement reconnus, dans la législation et dans les faits, les droits des travailleurs immigrés : droit au travail, droit au logement, droit à vivre avec leur famille, droit d'expression, droit d'association, droit à une participation à la vie politique communale, comme la proposition en est faite au sein de la Communauté économique européenne (2) ».

Je crois devoir aujourd'hui renouveler cet appel à tous les catholiques, quelles que soient leurs options politiques, au nom du service de l'Evangile.

Pourquoi donc ? Parce que nous assistons à un phénomène nouveau qui va s'accroissant en France, comme dans les divers pays de l'Europe occidentale industrialisée et que reconnaissent des études récentes de toutes provenances. Ce phénomène nouveau vient d'être reconnu clairement et courageusement par l'Assemblée plénière des évêques anglais. Ce qu'ils disent de l'Angleterre est autant vrai de la France « qui est maintenant une société pluraliste avec différentes races, cultures et religions (3) ».

Cette situation nouvelle met notre pays, et l'Eglise dans notre pays, devant des responsabilités très lourdes et complexes mais inéluctables, qu'ils ne connaissent pas jusqu'ici, du moins avec une pareille ampleur.

La reconnaissance des droits des immigrés, en même temps que la difficile recherche de relations fraternelles avec eux, font partie intégrante du message de l'Evangile tout autant « qu'ils sont un axiome de la plus haute sagesse humaine de tous les temps », comme Paul VI l'a exprimé le 14 janvier dernier aux membres du corps diplomatique : « Pour qui croit en Dieu, tous les êtres humains, même les moins favorisés, sont les fils du Père universel qui les a créés à son image et guide leurs destinées avec un amour prévenant. Paternité de Dieu signifie fraternité entre les hommes : c'est un point fort de l'universalisme chrétien, un point commun aussi avec d'autres grandes religions, et un axiome de la plus haute sagesse humaine de »

(1) Texte original. Titre de la DC.

(2) DC 1977, n° 1728, p. 896. (NDLR.)

(3) DC 1978, n° 1733, p. 49. (NDLR.)

tous les temps, celle qui a le culte de la dignité de l'homme (4) ».

C'est pour cela que je me réjouis de l'initiative des délégués diocésains à la pastorale des migrants de la région parisienne. Ils viennent d'adresser une lettre à tous les candidats — de tous les partis — pour stimuler, à travers eux et par eux, les consciences et les cœurs de tous les Français. En agissant ainsi, ils se disent solidaires de tous ceux qui, personnellement ou dans des organisations syndicales et politiques, agissent avec les mouvements représentatifs des migrants pour obtenir une reconnaissance plus complète de leurs droits.

Que se multiplient, dans le même esprit, pendant la période électorale et pendant les années prochaines, des initiatives hardies pour que ■ Bonne Nouvelle du Christ à l'égard de nos frères immigrés soit accueillie et vécue plus largement par tous les chrétiens de France.

Sabin SAINT-GAUDENS

évêque d'Agen,

Président

de la Commission épiscopale des migrations.

La lettre des délégués diocésains de la Région parisienne pour la pastorale des migrants

*Voici la lettre à laquelle se réfère
Mgr Saint-Gaudens dans le texte qu'on vient
de lire (5) :*

Paris, le 10 février 1978.

MONSIEUR LE CANDIDAT DÉPUTÉ,

Délégués des évêques de la région parisienne auprès des chrétiens et de tous les hommes soucieux de justice pour accueillir les travailleurs immigrés et leur permettre de mener une vie digne de notre pays, nous voudrions vous adresser quelques questions, reflets de nos préoccupations majeures.

Vous présentez votre candidature à des personnes possédant la carte nationale d'identité. Mais les départements de l'Île de France comptent 1 478 505 immigrés (chiffres du ministère de l'Intérieur au 31 décembre 1976) qui n'ont pas le droit de vote. Les circonscriptions électorales sont délimitées géographiquement en fonction du nombre total d'habitants, français et étrangers. Pour que la région parisienne soit celle de tous ses habitants, comment entendez-vous être aussi le député de tous les hommes qui travaillent à son développement, quelle que soit leur nationalité ?

L'importance des travailleurs immigrés dans notre économie et leur fonction structurelle ne sont plus à démontrer. Cependant des personnalités prétendent résoudre en partie les problèmes de l'emploi en se débarrassant d'eux. De récentes déclarations publiques et des propos officieux présentent le projet de ramener le nombre des travailleurs immigrés actifs en France de 1 900 000 à 1 000 000 d'ici à 1985.

(4) DC 1978, n° 1735, p. 102. (NDLR.)

(5) Texte original. Cette lettre porte l'entête du Service interdiocésain des travailleurs immigrés (archevêché, 8, rue de la Ville-l'Évêque, 75008 Paris).

Quelle est votre position à ce sujet ?

En France, plus d'un million de jeunes immigrés ont moins de vingt ans. La formation culturelle et la qualification professionnelle ne leur sont pas facilitées ici. Cela rend leur insertion problématique dans la communauté nationale. Beaucoup d'employeurs répugnent à embaucher ces jeunes étrangers. Monsieur le Député, voulez-vous être aussi le porte-parole de ces jeunes travailleurs à l'Assemblée nationale ? Quelles mesures concrètes proposez-vous pour qu'ils puissent s'insérer effectivement en France, particulièrement dans nos départements de la région parisienne ?

Toute association d'étrangers est soumise à l'autorisation du ministre de l'Intérieur. Cette disposition limitant la portée de la loi de 1901 sur les associations fut édictée en 1939 pour lutter contre le nazisme. Les immigrés représenteraient-ils un péril analogue ? Etes-vous prêt à demander la suppression de ce décret-loi pour qu'ils puissent partager les libertés d'association et d'expression dont jouissent les Français ?

À l'approche des élections législatives, les Français désirent éclairer le choix qu'ils auront à faire. « Quelle homme, quelle société, quelle France voulons-nous promouvoir ? », demandait dernièrement Mgr Saint-Gaudens, président de la Commission épiscopale des migrations. Notre lettre fait écho à cette interrogation. Dans l'esprit de l'Évangile, nous entendons rester solidaires des plus démunis et nous nous inscrivons aussi dans la ligne des accords internationaux et des droits de l'homme.

De très nombreux Français (soit à titre personnel, soit collectivement dans des associations, des organisations syndicales, etc.) agissent pour que soient reconnus les droits des immigrés. Des groupes d'immigrés eux-mêmes travaillent aussi en ce sens. Sans vouloir les suppléer, nous affirmons notre solidarité avec eux. Pour tous ceux qui portent ce souci dans la circonscription où vous vous présentez, en particulier pour tous ceux avec qui nous réfléchissons et agissons, nous espérons votre réponse personnelle et nous vous en remercions.

75 : B. LE FRANC ; 77 : J.-C. LUQUIN ;
78 : G. CHAUVET ; 91 : F. DEMARET ;
91 : A. LOUBOUTIN ; 91 : P. NAERT ;
92 : A. LISSARRAGUE ; 94 : P. LÉGER ;
95 : P. CALLEWAERT.

QUE SONT DEVENUES

LES DEUX RELIGIEUSES FRANÇAISES

DISPARUES EN ARGENTINE ?

Sous ce titre, le cardinal GUYOT, archevêque de Toulouse, publie dans le bulletin de son diocèse (Foi et Vie de l'Eglise au diocèse de Toulouse, 5 février 1978) le billet ci-après au sujet des Sœurs Alicia (Alice Dumont) et Léonie (Renée Duquet), enlevées à Buenos Aires en décembre dernier (cf. DC 1978, p. 90) :

Cette question, on nous la pose avec inquiétude, mais nous ne pouvons, hélas !, à ce jour y donner aucune réponse précise.

On connaît, en effet, les événements. Nous les avons nous-mêmes appris par les journaux. Les 8 et 10 décembre dernier, deux religieuses françaises ont été enlevées par des inconnus armés avec onze mères ou femmes de détenus.

Comme les deux Sœurs ont fait profession religieuse dans l'Institut des Missions étrangères, dont la Maison mère est à La Motte, près de Toulouse, la supérieure générale et moi-même avons aussitôt entrepris une série de démarches tant auprès des autorités civiles qu'auprès des autorités religieuses d'Argentine.

Mgr Panafieu, évêque auxiliaire d'Annecy, qui entreprenait à ce moment une visite aux prêtres français d'Amérique latine, a bien voulu lui-même intervenir sur place auprès de la nonciature et de la Conférence épiscopale argentine qui ont agi à plusieurs reprises auprès du gouvernement de Buenos Aires. « Les autorités françaises (ambassade et consulat), nous a-t-il fait savoir, sont également intervenues avec fermeté et constance. » Et il ajoute que les deux Sœurs étaient l'une et l'autre très estimées pour leur dévouement au service des pauvres. Elles étaient membres du Mouvement œcuménique pour la défense des droits de l'homme, présidé par Mgr Novak, évêque de Guilmes.

A la suite d'une initiative prise par la paroisse de Cugnaux, où travaillaient les Sœurs des Missions étrangères, le Comité interconfessionnel de Toulouse a ouvert dans la ville une pétition adressée au général Videla, président de la République argentine, en faveur de toutes les victimes de cet enlèvement :

« Malgré de multiples démarches, y lit-on, les pires inquiétudes demeurent au sujet de ces personnes. Ce problème humain, dramatique, ne peut nous laisser indifférents. Notre conscience d'hommes et de croyants nous incite à nous adresser à vous, en vous priant d'intervenir pour qu'une information soit donnée au moins à leur famille, sur la situation exacte dans laquelle elles se trouvent et pour que tout soit immédiatement mis en œuvre pour leur libération, le respect de leur personne et de leur santé. »

Ce texte a été signé par l'archevêque du diocèse, par le président du Conseil presbytéral de l'Eglise réformée et par le responsable laïc de la paroisse orthodoxe. M. le rabbin Haik ■ bien voulu lui-même apposer sa signature au nom de la communauté juive de Toulouse. De nombreuses autres signatures ont été recueillies.

Le Conseil national de « Pax Christi » a, de son côté, publié un communiqué demandant instamment aux gouvernements intéressés de faire toute la lumière sur cette disparition.

Aux dernières nouvelles, le président Giscard d'Estaing, en réponse à la lettre personnelle qu'il avait adressée au général Videla, aurait reçu de lui un message qui laisse espérer une solution favorable à cette douloureuse affaire.

Nous recommandons cette intention à la prière de nos diocésains.

31 janvier 1978.

† Cardinal Jean GUYOT.

— La Foi du Nouveau Testament, par Jean-Marie FAUX. — Un vol. 402 p., Institut d'études théologiques, 60, rue du Collège-Saint-Michel, Bruxelles.

La foi a-t-elle une objectivité ? Pour le montrer, l'auteur, spécialisé dans le sujet, retourne à l'origine de cette foi. Analysant d'abord l'acte de foi dans les écrits du N.T., il nous montre ensuite comment il surgit devant la proclamation de la mort et de la résurrection de Jésus-Christ : une bonne nouvelle pour tous les hommes.

NOTE DE L'ARCHEVECHE DE PARIS

A PROPOS D'UNE MESSE

POUR L'ARGENTINE

L'archevêché de Paris a publié la note ci-après, à la suite d'une protestation du ministère des Affaires étrangères d'Argentine (1) :

L'ambassade d'Argentine a formé le projet de faire célébrer une messe à Paris le 24 février prochain pour le bicentenaire de la naissance du général San Martin. Cette messe devait entrer dans le programme des cérémonies prévues en l'honneur du héros historique de l'Amérique du Sud.

De nombreuses cartes d'invitation précisant que cette messe aurait lieu à Saint-Germain-l'Auxerrois ont été envoyées par les services de l'ambassade avant même que le curé de cette paroisse, désireux d'en référer à l'archevêché, ait donné son accord.

Après en avoir délibéré avec son Conseil, le cardinal Marty a estimé tout à fait inopportun, dans les circonstances actuelles, qu'une cérémonie publique se déroule à cette occasion dans une église de Paris.

Assurément il est souhaitable de prier et de faire dire des messes pour tout homme, et spécialement pour ceux qui ont servi leur pays.

Il reste que depuis plusieurs mois l'opinion publique française est inquiète, à juste titre, du sort d'un certain nombre de nos compatriotes et de beaucoup d'autres hommes et femmes qui résident en Argentine. Plusieurs témoignages incontestables nous sont parvenus à une date encore très récente sur cette situation douloureuse.

Devant cet ensemble de faits, l'archevêque de Paris ne saurait donner un accord qui risquerait paraître les ignorer.

La commémoration du général San Martin correspond en Argentine à un légitime sentiment populaire ; elle constitue à Paris essentiellement une initiative propre de l'ambassade, c'est-à-dire des autorités argentines officielles. C'est de ces mêmes autorités que des familles françaises, comme bien d'autres d'ailleurs, attendent aujourd'hui des explications sur le sort de leurs disparus et l'adoption de mesures d'humanité indispensables.

Le 17 février 1978, 18 heures.

(1) Texte original. Titre de la DC.

Ce texte est publié sous le titre : « Note du Bureau de presse de l'archevêché de Paris à propos du communiqué du ministère des Affaires étrangères d'Argentine, publié le 15 février 1978. »

LA LOI CONTRE LE CHANGEMENT DE RELIGION EN ISRAEL

Lettre de Mgr Hanna Kaldany

Avant le vote par la Knesset (Parlement) d'une loi amendant le Code pénal de l'Etat d'Israël et concernant les sollicitations pour changer de religion (elles mettent en cause certaines activités chrétiennes en Israël), Mgr Hanna Kaldany, auxiliaire du Patriarcat latin de Jérusalem pour le territoire israélien,

a envoyé la lettre ci-après à la rédaction du journal israélien de langue anglaise, The Jerusalem Post. *

Monsieur,

Le projet de loi contre « la Mission » qui a passé en première lecture à la Knesset, le 5 décembre, ne concerne en aucune façon l'Eglise catholique en Israël. Bien que je ne puisse parler qu'au titre de chef de l'Eglise catholique romaine dans ce pays, permettez-moi de citer un passage tiré de la déclaration, publiée le 14 juillet 1963 et signée par les chefs de toutes les Eglises chrétiennes représentées en Israël :

« Nous n'exploitons pas la situation économique du citoyen israélien — sa pauvreté, son chômage, son insuffisance de logement, ou son désir d'émigrer — dans le but de le pousser à la conversion ; en effet, à nos yeux, la foi est un libre don de Dieu et une réponse désintéressée de la part de l'homme.

Nous ne tirons pas davantage profit, dans un but de conversion, d'une attitude psychologique négative de certains Juifs vis-à-vis d'Israël, qu'elle se manifeste par l'amertume ou par le désir d'échapper à leur judéité. Nous sommes, en effet, convaincus qu'un Juif qui devient chrétien reste membre de son peuple, tel qu'il a été par la naissance. »

Depuis, cette position n'a pas changé. Je suis d'autant plus stupéfait des attaques de certains membres de la Knesset, au cours de la séance du 5 décembre, de la déformation des faits et de l'exagération des chiffres que l'on a entendus à cette occasion. Par ailleurs, je voudrais exprimer ma profonde gratitude envers les membres de la Knesset ainsi qu'aux journalistes qui se sont montrés disposés à voir le problème dans sa vraie lumière.

Je rappelle que, dans une précédente tentative faite pour voter la même loi, le défunt Lévi Eshkol a victorieusement réfuté les arguments de ceux qui la préconisaient, en produisant des faits et des chiffres.

Il est de la nature de la loi, avant toute autre chose, de protéger les faibles. On peut se demander si la loi, telle qu'elle est proposée, protégera également les chrétiens qui vivent au sein d'une société juive contre les pressions et les tentations qui ont amené un certain nombre d'entre eux à changer de religion sous la contrainte.

L'article de loi voté par la Knesset

Le 27 décembre 1977, la Knesset a voté la loi ci-après, qui entre en vigueur le 1^{er} avril 1978 :

« Celui qui donne à quelqu'un ou promet de lui donner de l'argent, équivalent d'argent ou un autre avantage matériel pour l'amener à changer sa religion ou pour qu'il incite une autre personne à changer sa religion, sera passible d'une peine de cinq années d'emprisonnement ou d'une amende de 50 000 livres.

Celui qui reçoit ou consent à recevoir de l'argent, équivalent d'argent ou un autre avantage matériel contre une promesse de changer sa religion ou d'inciter une personne au changement de sa religion, sera passible de trois années d'emprisonnement ou d'une amende de 30 000 livres. »

(*) Texte anglais dans *The Jerusalem Post* du 14 décembre 1977. Traduction et titre de la DC.

L'ETAT FRANÇAIS ASSUME DIRECTEMENT LA RESPONSABILITE DE L'ELEONA

A JERUSALEM

Lettre du président Giscard d'Estaing au cardinal Guyot (1)

On sait qu'en 1922 un accord était intervenu entre le gouvernement français et Mgr Germain, alors archevêque de Toulouse, en vue de permettre à Mgr Germain et à ses successeurs de travailler à reconstituer l'antique basilique constantinienne de l'Eléona, en hommage au Cœur de Jésus, pour obtenir la paix du monde. Le site de l'antique Eléona restait propriété de la France et au cas où les travaux ne pourraient être poursuivis, les constructions entreprises seraient aussi propriété de la France.

D'importants aménagements ont été réalisés pour assurer la dignité de ce site et y permettre des célébrations liturgiques. Mais devant l'impossibilité de mener à bien la reconstitution de l'antique Eléona, le cardinal Guyot ■ estimé plus conforme aux accords de 1922 de rendre à la France la responsabilité du site de l'Eléona. Il le fit par une lettre au président de la République, dans laquelle il affirmait sa certitude que la France ferait honneur à cette responsabilité. Nous donnons la réponse du président de la République au cardinal Guyot :

Paris, le 12 décembre 1977.

Eminence,

La basilique de l'Eléona est l'un des monuments les plus vénérables dont la France ait la charge à Jérusalem ; elle appartient à ce titre à ce qu'il y a de plus précieux dans le patrimoine spirituel de notre pays. Aussi vous suis-je particulièrement reconnaissant d'avoir pensé à appeler mon attention sur ce haut lieu au moment où l'Etat s'apprête à en assurer directement la responsabilité.

Cette responsabilité, je sais avec quel soin religieux et quelle compétence les archevêques successifs de Toulouse s'en sont acquitté depuis 1922 avec le concours de l'Association des amis de l'Eléona. C'est grâce à leurs efforts soutenus pendant plus d'un demi-siècle que le monument a pu retrouver sa vocation de sanctuaire. Au moment où prend fin leur mission, il m'est agréable de rendre hommage à l'œuvre qu'ils ont accomplie et qui fait honneur à la France.

Soyez assuré, Eminence, que la tâche à laquelle vous devez à regret renoncer aujourd'hui, sera poursuivie. La France mesure l'exceptionnel privilège qui est le sien de s'être vu confier le site de la basilique de l'Eléona. Elle est consciente des devoirs qui en résultent pour elle et elle n'y faillira pas.

Je vous prie, Eminence, d'agréer l'assurance de ma très haute considération personnelle.

V. GISCARD D'ESTAING.

(1) *Eléona*, bulletin des amis de l'Eléona (Mont des Oliviers, Jérusalem), 13, rue de la Dalbade, Toulouse, janvier 1978).

Imprimerie « Bayard-Press »
5, rue Bayard, Paris-8^e

Le directeur: J. GELAMUR
© 1978 by Bayard-Press.

Canada : 1 an, 12 \$; « Periodica » INC C.P. 220 Ville Mont
Royal - P.Q. H.3.P. 3B9. Autres pays : 1 an : 12 F.;
12 mois : 50 F.

PRIX DU NUMERO : de l'année : 12 F.; des années précédentes : 7 F. Règlement : C. C. P. Paris 16-68.

Parait le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
millésimé. Prix : 16,55 F net. Franco : 20 F. C.C.P. Paris 16-68.
N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1737 - 5 MARS 1978

- 201 **Réception du président Sadate** (13 février).
- 203 **La crise du sacerdoce.** Allocution au clergé de Rome (10 février).
- 205 **L'homme ne vit pas seulement de pain.** Angélus du 12 février.

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 204 **La célébration des sacrements les Vendredi et Samedi saints.**
- 205 **L'absolution collective** (S. Congrégation pour la Doctrine de la foi).

ACTES DU SAINT-SIEGE

L'UNITE DES CHRETIENS

- 206 **LA PRESENCE DU CHRIST DANS L'EGLISE ET LE MONDE.** Dialogue entre l'Alliance réformée mondiale et le Secrétariat romain pour l'Unité des chrétiens.
- 224 **Conférence du cardinal Hume devant le Synode anglican.**
- 228 **L'œcuménisme marque-t-il le pas ?** (Mgr Hamer).
- 229 **Le dialogue avec les orthodoxes** (P. Duprey).

DOSSIER

LA III^e RENCONTRE INTERAMERICAINE DES RELIGIEUX.

- 230 **Conférence du P. Tillard, O.P.**
- 235 **Conférence du P. Arrupe, S.J.**

QUESTIONS ACTUELLES

- 241 **Événements et informations** (16-31 janvier).

EVENEMENTS

- 243 **Les évêques de l'Est de la France aux religieuses.**
- 244 **Rome et les sacrements de pénitence et de mariage** (Mgr Boillon).
- 245 **Ton argent te possède** (cardinal Marty).
- 246 **Elections et immigrés** (Mgr Saint-Gaudens).
- 247 **Les deux religieuses françaises disparues en Argentine** (cardinal Guyot).
- 248 **A propos d'une messe pour l'Argentine.**
- 248 **La loi contre le changement de religion en Israël.**
- 249 **L'Etat français assume directement la responsabilité de l'Eléona à Jérusalem.** (V. Giscard d'Estaing).

L'EGLISE DANS LE MONDE

LA

60^e ANNÉE - T. LXXV

19 mars 1978

Prix : 6 F - BIMENSUEL

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



**Déclaration
orthodoxe-catholique
sur les ministères**

**La crise
et le tiers monde
(Justice et paix)**

**Le commerce
des armes**

**Mgr Rodhain
(cardinal Benelli)**

« Le visage du Christ imprimé sur le Saint-Suaire nous est apparu si vrai, si profond, si humain et divin que nous l'avons admiré et vénéré comme aucune autre image ne nous avait permis de le faire. » (Paul VI, 23 novembre 1973 - cf p. 288 - Photo Keystone)

nouveauté

Dans la série
« LES GRANDS TEXTES »
(N° 20)

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

QUE PENSER DU SAINT-SUAIRE DE TURIN ?

(4 pages)

Prix des 50 exemplaires, port compris : 24 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 40 F
Le cent suivant, port compris : 38 F

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08
Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

RÉIMPRESSION

Dans la série
« LES GRANDS TEXTES »
LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

POURQUOI UN CHRÉTIEN NE PEUT ACCEPTER L'AVORTEMENT

Une réimpression actualisée, 8 pages

Prix des 50 exemplaires, port compris : 30 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 50 F
Le cent suivant, port compris : 48 F

Rappel :

**Le Message au Peuple de Dieu
sur la catéchèse**
(8 pages, même prix) :

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08
Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à
tous les lecteurs.

**Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs,
séminaires, bibliothèques, etc.**

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

Actes de S. S. Paul VI

ALLOCUTION AUX ÉLÈVES DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE ROME

Voici l'allocution prononcée par Paul VI en recevant, le 25 février, dans la salle des audiences générales, 10 000 élèves des écoles catholiques de Rome (1) :

CHERS ÉLÈVES DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE ROME,

Une grande joie nous envahit ce matin en vous recevant, parce que vous êtes la promesse de demain. Vous représentez l'espérance de l'Eglise et de la société.

En vous regardant, nous pensons avec confiance à ce que vous serez, à ce que le Seigneur demandera à chacun de vous dans la vie qui s'ouvre devant vous.

Le Christ appelle des témoins

Savez-vous ce qu'évoque en nous votre présence si émouvante, si nombreuse et si joyeuse ? Elle nous rappelle une page de l'Evangile d'une très grande beauté littéraire, mais surtout d'une incomparable richesse : l'appel des premiers apôtres, rapporté d'une façon particulièrement vivante chez saint Jean qui en fut l'un des acteurs.

Dans le récit, volontairement dépouillé mais si impressionnant, de cet instant unique où Jésus dit : « Venez avec moi ! » (cf. Jn 1, 39 ; Mt 4, 19 et 9, 9), qu'est-ce qui frappe le plus ? Est-ce la résolution, la sereine disponibilité de ces hommes qui laissent tout pour le suivre ? Est-ce l'irrésistible impulsion qui pousse chacun d'eux à aller dire aux autres : « Nous l'avons trouvé..., viens et vois ! » ? (Cf. Jn 1, 41 et 46.)

A partir de ce jour-là, ils sont devenus des « témoins », tellement « saisis » (cf. Ph 3, 12) par l'amour de leur maître et la beauté captivante de son message qu'ils sont prêts à affronter même la mort plutôt que de trahir leur engagement envers lui.

Il s'agit ici, vous pouvez le remarquer, d'une vocation exceptionnelle. Le Christ lui-même appelle *quelques-uns* au *don total* de leur vie. Ce ne serait donc pas quelque chose qui nous concerne de près. Eh bien ! non. Le Christ, non seulement continue à inviter certains au don total d'eux-mêmes en leur parlant personnellement dans le secret et en suscitant des échos profonds dans leur cœur, mais il va au-devant de tout être humain, de chacun de

vous, pour lui demander personnellement comme au jeune aveugle : « Crois-tu au Fils de l'homme ? » (Jn 9, 35.) A celui qui répond oui, il confie la mission d'être témoin de ce choix devant le monde.

Nous voudrions que chacun de vous prenne conscience de cette présence vivante du Christ et voie dans l'Evangile un appel que Jésus lui-même lui adresse personnellement. Il ne s'agit ni d'un rêve ni d'une autosuggestion. C'est la réalité, garantie par une promesse précise de Jésus : « Je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin du monde. » (Mt 28, 20.)

La réponse aux idéologies de haine et au matérialisme actuel

En une époque où les idéologies qui conduisent à la haine, au désordre moral, à la désagrégation sociale s'avèrent illusoires ; dans une société où trop de messages humains, trop de promesses de bonheur facile attirent les jeunes, en les laissant ensuite insatisfaits et déçus, vous éprouvez le besoin de revenir à l'Evangile pour y découvrir la réponse que Jésus lui-même apporte aux questions dont dépendent le sens de la vie, sa juste orientation, son bon usage, sa joyeuse progression.

Vous les jeunes, vous vous rebellez contre une conception de la vie qui prétend donner la première, sinon l'unique place, au profit, au succès, à l'utilisation égoïste des autres. Vous contestez une société qui, à votre soif d'authenticité, répond souvent par des formules habiles de compromis hypocrites ; qui, à votre désir d'amitié et de communication, oppose des modèles de vie sociale basés sur l'indifférence et l'exploitation réciproques ; qui ne sait pas offrir à votre volonté de vous donner généreusement la perspective stimulante de pouvoir raisonnablement trouver un travail ; qui répond à votre besoin de transcendance par des ersatz : les biens de consommation, voire les évasions aliénantes de l'érotisme et de la drogue.

Nous partageons votre soif d'authenticité et votre recherche de raisons de vivre et de certitudes qui donnent à votre vie une orientation sûre.

Et nous voulons vous dire que la solution radicale de vos problèmes ne se trouve pas dans un ensemble de « choses », mais dans « Quelqu'un ». Quelqu'un en qui se trouvent réunies toutes les valeurs auxquelles vous aspirez secrètement : le Christ.

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 26 février 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

A tous nous disons : allez au-devant du Christ, du Christ vivant, dont la voix résonne authentiquement, aujourd'hui encore, dans l'Eglise. Ne vous arrêtez pas à la surface, mais allez plus loin et recueillez le message que l'Eglise propose d'une façon sûre parce qu'elle est assistée par l'Esprit. Vous trouverez dans ce message la réponse apaisante à vos questions et les indications opportunes pour donner à votre vie son sens et sa valeur. Accueillez cette réponse avec la fraîcheur qui est propre à vos tendres années ; avec ce limpide émerveillement que l'expérience et les désillusions n'ont pas encore tué ; et surtout avec le généreux enthousiasme d'un cœur qui sait encore oser et veut réaliser concrètement l'idéal entrevu.

Si vous voulez vraiment être et demeurer toujours jeunes, suivez le Christ. Lui seul est le sauveur du monde. Lui seul est la vraie espérance de l'humanité.

Il n'y a pas de meilleurs apôtres pour les jeunes que d'autres jeunes

Mais il ne suffit pas de suivre le Christ. Il faut aussi l'annoncer, comme André s'est empressé d'aller le faire à son frère Simon (Jn 1, 41), et Philippe à Nathanaël : « Viens et vois. » (Jn 1, 46.)

On annonce Jésus de Nazareth par le témoignage concret et courageux d'une vie transformée. De même qu'un jour Jésus a appelé un à un les apôtres de son message, de même aujourd'hui le Pape, humble Vicaire du Christ, vous appelle un à un et vous invite à devenir dans le monde d'aujourd'hui les témoins de votre identité chrétienne originale et à annoncer généreusement le Christ autour de vous.

Très chers jeunes, sachez être des témoins de votre foi. Sachez vivre et proclamer en actes et en paroles, tout en respectant les opinions des autres, le message chrétien, avec simplicité, joie, ardeur, sans compromis ni lâcheté. Devenez devant vos amis des témoins persuasifs de votre foi. Nous avons écrit : « Il faut que les jeunes, bien formés dans la foi et la prière, deviennent toujours davantage les apôtres de la jeunesse. » (Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi*, 72.) (2) Nous répétons bien volontiers devant vous cette affirmation qui est le fruit de notre sincère et intime conviction. Il n'y a pas de meilleurs apôtres pour les jeunes que d'autres jeunes.

Le domaine de votre engagement est vaste : le milieu familial, où les parents transmettent l'Evangile, mais peuvent aussi recevoir de leurs enfants un message vécu de l'Evangile ; vos camarades, les divers groupes de jeunes dans l'Eglise, l'école, la paroisse, qui sont autant d'espaces où vous devez annoncer le Seigneur et l'actualité de son Evangile. Nous vous recommandons en particulier de vous insérer dans les activités de la paroisse, animées par les diverses communautés de jeunes. Vous deviendrez ainsi des coopérateurs intelligents et généreux du projet pastoral de votre diocèse.

Joie, vérité, sincérité

Cette Bonne Nouvelle a des dimensions que vous, les jeunes, avec vos caractéristiques propres, vous êtes particulièrement à même d'annoncer. Il y a en vous un capital naturel de joie et d'optimisme. Alors, témoignez donc de la joie de l'Evangile qui s'harmonise avec le mystère de la croix ; annoncez le paradoxal bonheur des Béatitudes ; annoncez le monde nouveau que le Christ a inauguré et qui peut être instauré en dépassant les courtes espérances de la société de consommation.

Les jeunes, nous l'avons déjà dit, aiment ce qui est vrai et sincère. Ils détestent l'hypocrisie et le mensonge. Imprégnés de ces sentiments profondément évangéliques, amenez vos camarades à refuser tout ce qui peut ressembler à de la fausseté et à rechercher le vrai en toutes choses.

Non à la violence

Les jeunes sont toujours prêts au sacrifice si, après avoir mesuré la grandeur d'une cause, ils pensent qu'il vaut la peine de s'y donner. Puisse donc votre vie être pour beaucoup une leçon d'héroïsme silencieux, dans un généreux renoncement ! Dites aux autres jeunes qu'il est stérile de s'évader dans le rêve, dans le désespoir, dans la facilité, dans la drogue ou dans la violence, et que c'est seulement si l'on sait se donner que l'on construit quelque chose.

La jeunesse est particulièrement fascinée par l'amour. Eh bien ! proclamez le véritable amour, celui qui ne se confond pas avec le plaisir égoïste, mais fleurit dans le don de soi. Semez autour de vous les grandes valeurs de la « civilisation de l'amour » : la solidarité, la fraternité, la dignité de la personne humaine, le rejet de tout ce qui est discrimination ou ségrégation, le service de la justice, la ferme résolution de construire la paix.

Lorsque votre impétueuse générosité devra se heurter à cette constatation qu'il existe dans la société d'aujourd'hui des situations qui exigent un changement profond, vous pourrez être tentés de rechercher des solutions radicales, de refuser les solutions qui ne sont pas immédiates, ou même de voir dans la violence un moyen de réaliser les transformations souhaitées.

Devant cette tentation, comme nous l'avons dit dans notre message de cette année pour « la Journée de la paix », répondez « non à la violence ». La violence, en effet, ne résout pas les problèmes créés par l'injustice ; elle ne fait qu'en créer de nouveaux. Répondez « oui à la paix », c'est-à-dire oui à une justice plus grande, oui à la solidarité, oui à la fraternité. C'est ainsi que vous améliorerez la société, non pas en la détruisant, mais en construisant quelque chose de nouveau et de beau, en pleine conformité avec votre vocation de jeunes et de catholiques.

Soyez vraiment une jeunesse catholique. Nous voulons dire : soyez fidèles à votre identité. En témoignant chaque jour sincèrement et courageusement de votre foi dans le Christ et de votre fidélité à l'Eglise, vous annoncerez et vous préparerez un monde plus juste et plus serein pour demain.

(2) DC 1976, n° 1689, p. 16 (NDLR).

Et pour conclure, nous voulons saluer non seulement vos maîtres, mais aussi vos parents, que nous voyons si nombreux à cette audience. Beaucoup parmi eux font partie des nouveaux organismes de parents d'élèves. Ils sont appelés à faire entendre les préoccupations, les désirs, les suggestions des familles dans la phase délicate de renouveau que traverse actuellement l'enseignement en Italie. Pour eux comme pour les enseignants nous demandons à Dieu de donner abondamment sa lumière, afin que, grâce à leur engagement généreux et à leur contribution responsable, l'école puisse trouver la juste voie lui permettant d'adapter toujours mieux ses structures aux exigences actuelles d'une société en transformation.

C'est avec ces vœux que, de tout cœur, en gage de notre bienveillance spéciale, nous donnons à tous notre bénédiction apostolique.

ALLOCUTION AU SEMINAIRE FRANÇAIS DE ROME

Au cours de l'audience générale du 22 février, Paul VI a salué en ces termes les élèves du séminaire français de Rome (Via Santa Chiara), guidés par leur supérieur, le P. Jean Savoie (1) :

Nous remercions le séminaire français de Rome d'être venu nous visiter. Nous ne doutons pas que votre présence, au grand complet, traduise la volonté de tous et de chacun d'une fidélité sans équivoque au Siège de Pierre ! Autrement votre mission d'éducateurs de la foi catholique, déjà commencée pour quelques-uns, se diluerait très vite dans un subjectivisme doctrinal et pastoral, incapable d'édifier des communautés chrétiennes vivant la vérité et la charité du Christ.

En attendant l'heure de prendre place dans le presbytérium de vos diocèses respectifs — nous disons bien dans le presbytérium, comme coopérateurs confiants et loyaux de l'évêque, au service du Peuple de Dieu —, nous formons pour vous tous des vœux anciens et toujours nouveaux. Que chacun se sente gravement responsable de la qualité de l'ambiance fraternelle de Santa Chiara, de la qualité du travail intellectuel, de la qualité d'une ouverture permanente et objective aux réels besoins pastoraux des hommes d'aujourd'hui, de la qualité de la vie spirituelle, personnelle et communautaire ! Bref, que le séminaire français de Rome, comme ceux de France et d'ailleurs, contribue par tout son style de vie à la relève du sacerdoce catholique, relève qui s'amorce doucement mais sûrement, à peu près partout dans le monde ! Avec notre bénédiction apostolique !

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 23 février 1978.

Auparavant, Paul VI avait salué le cirque Médrano, revenu à Rome après vingt-cinq ans d'absence, qui a exécuté ses meilleurs numéros dans la Salle des audiences.

Angélus du dimanche 5 février (1)

Habitué à honorer les anniversaires des événements historiques, nous rappellerons que cette semaine, le 7 février, il y aura cent ans qu'est mort notre vénéré prédécesseur, le Pape Pie IX, Giovanni Mastai Ferretti, à l'âge de 85 ans et demi. Il a été enterré, comme on le sait, à S. Lorenzo al Verano. Son pontificat (1846-1878) fut le plus long de l'Histoire, depuis les origines jusqu'à aujourd'hui. C'est lui qui, à partir de 1870, cessa d'exercer le pouvoir temporel sur Rome et sur la petite partie du territoire italien qui lui restait autour de Rome. Comme nous le savons, il a fallu attendre jusqu'en 1929 pour que se réconcilient le Saint-Siège et l'Italie. Depuis, il n'est plus question de pouvoir temporel, sauf sur le petit territoire de la Cité du Vatican, en signe de l'indépendance du Siège apostolique.

Mais le pontificat de Pie IX fut si traversé d'événements, et si mémorable pour l'Eglise, il fut un tel « signe de contradiction » (Lc 2, 34) qu'il n'est encore pas entré dans l'Histoire révolue, puisque les discussions à son sujet ne sont pas tout à fait éteintes. En tout état de cause, nous lui devons affection et respect en souvenir de sa bonté paternelle ; de l'honneur qu'il a rendu à Marie en proclamant le dogme de l'Immaculée Conception ; de l'exemple et de l'impulsion qu'il a donnés à la piété de l'Eglise ; de la nouvelle force qu'il a donnée à la structure de l'Eglise, spécialement avec le premier Concile du Vatican, demeuré inachevé mais complété par le II^e Concile du Vatican. A cela nous pouvons encore ajouter : la nouvelle conscience qu'il a donnée de l'indépendance de la mission de l'Eglise à l'égard du pouvoir civil ; le renouveau de l'activité missionnaire et de la pastorale.

Avec Pie IX s'est terminée une longue période de l'histoire de l'Eglise et du christianisme populaire, non sans de pénibles difficultés. Mais tout de suite est apparue une nouvelle vitalité venant de la fidélité à la doctrine et à l'esprit religieux, des racines internes de l'Eglise. Nous devons encore faire nôtre cet héritage, en sentir la vigueur qui demeure, en célébrer la vertu traditionnelle avec une générosité spirituelle et apostolique toujours nouvelle. Nous savons qu'une commémoration spéciale est prévue, mais elle est reportée au mois prochain (2).

Nous avons confiance que le « Pape de l'Immaculée » nous obtiendra des secours spéciaux de la Reine du ciel.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 6-7 février 1978. Traduction et titre de la DC.

(2) Elle a lieu le 5 mars. Nous jublions ultérieurement l'homélie prononcée par Paul VI.

— Trente-cinq ans de mission au Petit-Colombes (1939-1974), par Antoine DELESTRE. Préface d'Emile Poulat. — Un vol. 13 X 19,5 cm de 216 p. Prix : 43 F. Editions du Cerf, Paris. Le nom de Colombes est évocateur de toute une histoire, comme les noms des PP. Michonneau et Rétif, dont le ministère dans cette paroisse de la banlieue parisienne a connu la célébrité. Emile Poulat écrit avec raison : « L'histoire religieuse — la grande — passe par Colombes sans avoir à faire de détour. » C'est dire avec quel intérêt on lira les pages si vivantes d'A. Delestre. Cet élan que connut cette paroisse du Sacré-Cœur de Colombes, qu'en reste-t-il aujourd'hui ?... Lisons ce livre pour profiter de cette histoire toute récente.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LE CAREME, PRINTEMPS SPIRITUEL

Audience générale

du Mercredi des Cendres, 8 février (1)

L'Eglise a toujours donné une importance normative à la succession du temps tout au long de l'année, et elle répartit sur elle avec une grande rigueur sa pédagogie tant spirituelle qu'ascétique. Le Carême qui, liturgiquement, commence aujourd'hui cette année, est un temps spécial, un temps fort. Il faut que nous suivions cette discipline traditionnelle de l'Eglise qui confère au calendrier une autorité particulière et donne un sens spirituel au temps qui passe. Un fidèle ne peut pas être indifférent aux saisons et aux jours comme s'ils étaient tous égaux et n'exigeaient pas d'être vécus d'une façon déterminée.

Le dimanche

Nous savons combien est importante la répartition des journées de la semaine, qui a aussi dans le calendrier sa loi propre. C'est ainsi que le premier jour de la semaine, le chrétien est tenu à une observance religieuse particulière. Il doit participer à la « synaxe », à l'assemblée communautaire, liturgique, où sont célébrés la Parole sacrée et le Sacrifice eucharistique. Le récent Concile a confirmé cette norme en vertu de laquelle « le dimanche est le jour de fête primordial qu'il faut proposer et inculquer à la piété des fidèles, de sorte qu'il devienne aussi jour de joie et de cessation de travail » (*Sacrosanctum Concilium*, 106). Nous le savons, et nous ferons bien de considérer toujours cette norme comme capitale dans notre vie religieuse et profane. Il nous est demandé aussi d'attacher une importance supérieure au temps qui précède Pâques et y prépare, c'est-à-dire le Carême.

Préparation sacramentelle

Le Carême est un temps de préparation sacramentelle. Il prépare en premier lieu les néophytes au sacrement du baptême. Pour les chrétiens déjà baptisés, le Carême ne sera pas simplement un souvenir de ce premier et grand sacrement de purification et de régénération qu'ils ont déjà reçu. Il sera un renouveau psychologique et moral opéré par le baptême lui-même, qui comporte, avec l'acceptation de la foi, un style de vie conforme à celle-ci, considérée comme principe logique et mystique, selon la parole classique de saint Paul : « Le juste vit de la foi » (Rm 1, 17). C'est là un travail continu. Et puis le Carême

est ordonné à la réconciliation des pénitents. Toute la doctrine sur le péché commis après le baptême trouve ici son enseignement et son indigestible conclusion, laquelle se résume dans la paix de la conscience qui retrouve l'amitié avec Dieu par le sacrement de pénitence. La préparation du Carême trouve ainsi son couronnement dans la prédisposition pascale, lorsque, dans le sacrifice eucharistique, le fidèle est admis à la communion avec le Christ lui-même, « notre pâque immolée » pour nous (1 Co 5, 7).

Autour de ces sacrements, la vie des fidèles se développe et se transforme, en étant caractérisée par un surcroît de prière, d'ascèse et d'amour. On écoute la parole de Dieu avec plus d'amour et d'assiduité. Et si aujourd'hui les foules chrétiennes sont moins nombreuses à assister aux prédications de Carême, tout chrétien conscient devrait trouver le temps et le moyen de participer au moins à une préparation pascale prêchée pour un groupe particulier. Cette forme de prédication — et c'est heureux — s'est en effet bien répandue et elle est devenue facilement accessible. C'est ainsi que la lampe de la prière, presque instinctivement, ou plutôt par une mystérieuse rencontre avec l'Esprit-Saint devenu présent dans nos cœurs, brille de nouveau et donne à l'atmosphère du Carême une lumière qui nous fait verser des pleurs de joie.

Que reste-t-il de la discipline du Carême ?

Et que reste-t-il de l'obligation du jeûne et de l'abstinence de Carême ? Ne reste-t-il rien de ce qui autrefois était si impérieux, si sévère et si... ritualisé ? A part deux jours de jeûne, qui obligent encore (le Mercredi des Cendres, c'est-à-dire aujourd'hui, et le Vendredi saint, ce « jour grand et amer »), les prescriptions des années passées ont été supprimées dans l'Eglise, sensible aux nouvelles conditions et aux nouvelles exigences de la vie d'aujourd'hui. Mais ce qui demeure est, pour les cœurs forts et fidèles, d'autant plus digne de notre respect attentif. Il se résume en deux mots qui complétaient l'ancien jeûne : l'austérité personnelle dans la nourriture, les loisirs, le travail... et l'amour du prochain, de celui qui souffre, de celui qui a besoin d'aide, de celui qui attend que nous venions à son secours ou que nous lui pardonnions... Tout cela demeure, comme demeure aussi l'obligation de l'abstinence tous les vendredis de Carême. Ce programme varié et spontané, qui n'est pas toujours facile, exige de notre part un choix, de l'effort (que les jeunes appellent « fioretto »), de l'austérité. Seule l'austérité rend la vie chrétienne forte et authentique.

Que l'austérité, contrastant avec la mollesse qui est aujourd'hui à la mode, soit notre façon de pratiquer la pénitence chrétienne, sans ostentation (cf Mt 6,1 et s.), mais avec une reconfortante sincérité.

Avec notre bénédiction apostolique.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 9 février 1978. Traduction et sous-titres de la DG.

LE CAREME,
ECOLE DE FORCE CHRETIENNE

Audience générale du 22 février (1)

TRÈS CHERS FRÈRES ET FILS,

Comme vous le savez, l'Eglise attache une importance particulière à l'actuel temps liturgique du Carême. En cette audience générale hebdomadaire, en ce bref instant de réflexion spirituelle, notre pensée ne peut en faire abstraction. Bien que la discipline du Carême soit beaucoup moins exigeante, ce temps qui prépare à la fête de Pâques n'en demeure pas moins un temps grave et riche en thèmes liturgiques.

Nous nous limiterons à considérer l'itinéraire religieux et moral que l'esprit du Carême peut encore comporter pour notre éducation chrétienne.

Eh bien ! aujourd'hui, très chers visiteurs, nous vous proposons d'essayer, par un acte conscient de bonne volonté, d'entrer dans l'esprit du Carême et d'en faire un exercice énergique d'ascèse. Nous voulons des chrétiens forts et cohérents. Le Carême est précisément une école de force chrétienne. Nous vous demandons donc, à vous et à tous ceux à qui peut parvenir l'écho de ces très simples paroles, de modifier, si besoin est, l'idée que l'on se fait souvent du Carême : un temps de spiritualité lugubre et triste. Que la pénitence qu'il impose à celui qui veut suivre son itinéraire soit imprégnée de pensées graves et exige des choses désagréables, on le sait. Mais lorsqu'elle est inspirée par l'amour du Christ pour nous, la pénitence engendre en nous non pas des sentiments déprimants et décourageants, mais des sentiments d'humilité sincère. Pleine de courage, elle sait la récompense qui l'attend : la joie et la paix de l'âme. Dans la résolution de l'enfant prodigue, courageusement décidé à revenir à la maison de son père, vibre déjà une force d'âme qui devra, même subjectivement parlant, se résoudre en un sentiment reconfortant de renouveau intérieur. « Je me lèverai et j'irai. » (Lc 15, 18.) L'enfant prodigue revient ainsi sur ses pas qui, de perdus qu'ils étaient, deviennent des pas de rédemption.

Voyez, la pénitence chrétienne peut être comparée à un exercice physique de gymnastique, dur, bien sûr, mais source de force. La pénitence chrétienne est un exercice spirituel qui exige des efforts, mais elle n'est ni déprimante ni avilissante. Nous pouvons, en nous

contentant d'une analyse élémentaire mais essentielle, ramener à trois points le processus de la pénitence chrétienne.

Dans le langage biblique, elle est caractérisée par un mot capital, un mot grec devenu courant : « metanoia », qui veut dire conversion, changement d'orientation. C'est comme un vigoureux coup de barre qui modifie le sens de la marche et souvent doit s'y opposer (cf. Mt 3, 2 ; 4, 17). Ce premier point est le plus important. Psychologiquement parlant, il n'a rien de déprimant. Il est au contraire le signe d'une maturité de pensée et d'une nouvelle vigueur de volonté personnelle.

Deuxième point, plus difficile pour la maturation de la conscience, plus difficile à évaluer objectivement : la conscience du mal moral dont on s'est rendu coupable ; la conscience du péché. Elle suppose un redoutable réalisme dont n'est pas capable un esprit superficiel, et que souvent on se refuse volontairement à admettre, alors qu'il fait partie réellement et essentiellement de l'ordre moral, cet ordre moral qui a été violé. Notre vie d'hommes libres et conscients est placée existentiellement sous le regard de Dieu, sous son jugement direct, sous sa bonté qui exige le respect d'une obligation morale immanente.

Le respect de cette obligation commande les oscillations de l'aiguille fatale entre le bien et le mal, entre l'action juste et bonne et son contraire, le péché, dont on parle si peu aujourd'hui. Le péché est la violation d'un rapport immanent et transcendant, le rapport de l'homme avec Dieu. C'est une offense à Dieu, à la raison, à l'ordre exigé par les circonstances et la situation. Saint Augustin a forgé une définition qui n'a rien perdu de sa valeur aujourd'hui : « Le péché est un acte, une parole ou un désir contre la loi éternelle. La loi éternelle est une pensée ou une volonté de Dieu qui commande de conserver l'ordre naturel ou interdit de le troubler. » (*Contra Faustum* ; 1, 22, ch. 27 ; PL 42, 418.)

Notre étude devient aussi intéressante que difficile. Qu'il nous suffise de rappeler la répercussion ontologique de nos actes sur l'écran, toujours tendu et infaillible, du regard de Dieu. Dieu voit. Dieu enregistre. Dieu juge. « Où fuirai-je, loin de ta face ? » (Ps 138, 7.) C'est là une situation réelle à laquelle nous ne pourrions jamais échapper. Et c'est l'aspect le plus délicat et le plus redoutable pour la conscience humaine. C'est l'un des chapitres les plus communs mais les plus graves et aussi les plus consolants et les plus revigorants de l'activité humaine.

Oui, parce que toute cette pédagogie morale et spirituelle aboutit à un grand précepte de l'art chrétien de bien vivre : la maîtrise de soi. C'est un thème immense et de premier ordre, auquel nous conduit et nous laisse cette excursion sur les chemins du Carême. Ayons confiance. Soyons forts.

Soyons sur la bonne voie, la voie de la vie, de la vie pascalle. Avec notre bénédiction apostolique.

(1) Texte Italien dans *L'Osservatore Romano* du 23 février 1978. Traduction de la DG.

Il n'y a pas eu d'audience générale le mercredi 15 février à cause de la retraite de Carême à laquelle participait Paul VI et qui était prêchée par le P. Carlo Martini, S.J., recteur de l'Institut biblique pontifical.

FAIRE RETOUR SUR SOI-MEME POUR REVENIR A DIEU

Audience générale du 1^{er} mars (1)

Le temps liturgique dans lequel nous sommes — le Carême qui nous prépare à Pâques — nous oblige à revenir sur l'un de ses aspects essentiels : le retour à la conscience religieuse, c'est-à-dire la prise de conscience intérieure et personnelle de notre relation avec Dieu. Il faut donner à cette relation la place et la fonction qu'elle doit avoir par nature, c'est-à-dire du fait même que nous existons : Dieu nous est nécessaire. Il est nécessaire aussi à notre conscience. Là est notre responsabilité décisive. C'est cela qui fait de nous des êtres religieux, c'est-à-dire conscients d'une part de la souveraine existence de Dieu en lui-même, dans son mystère indicible mais souverain, et d'autre part de la relation qui nous unit à lui. Tout découle de cela : l'échelle des devoirs, l'échelle des valeurs, c'est-à-dire le sens de la vie que le Christ nous a confirmé, en nous permettant d'en faire la lumière qui oriente nos pas. Souvenons-nous-en toujours, avec joie, avec force, en étant bien résolu à trouver dans cette foi fondamentale en Dieu l'orientation supérieure et intime de notre personne et de nos actes. Notre « Credo », celui spécialement que nous récitons à la messe du dimanche, avec l'Eglise présente, devrait avoir cette fonction. C'est comme le pilote du navire qui vérifie si le cap est bon et qui le maintient ou le corrige s'il le faut. Cette vérification, cette confirmation trouvent leur expression maîtresse à Pâques. C'est ce qu'en pratique signifie l'expression courante et populaire de « faire ses Pâques » : rectifier le cours de notre vie pour lui donner son orientation suprême, qui est religieuse.

Or nous savons tous que cette norme, en laquelle se résume la sagesse de notre vie dans le temps, est aujourd'hui souvent, très souvent même, hélas ! négligée et contestée. On conteste la « sacralité » de la vie humaine, c'est-à-dire sa dimension religieuse essentielle. De plus, même chez ceux qui admettent encore un rapport ontologique entre l'homme et Dieu, c'est-à-dire une relation religieuse existentielle, on constate une tendance à laquelle on donne aujourd'hui le nom d'« horizontalisme », qui néglige cette dimension religieuse, ce devoir donc, pour insister sur la primauté du rapport social, considéré comme suffisant et comme fin suprême de l'activité humaine.

Ce ne sera certainement pas nous qui nierons l'importance, la dignité, la nécessité des devoirs sociaux. Ils ont même une place d'honneur, sous le signe du service et du sacrifice, dans la liste des devoirs de l'homme, précisément en vertu de ce qui les justifie et les ennoblit tous : le devoir du culte et de l'amour de Dieu. Nous ne voulons pas sous-estimer l'horizontalisme social. Mais nous reconnaissons et pratiquerons d'autant mieux ces devoirs sociaux

que nous maintiendrons plus fermement et clairement le principe dont ils tirent leur raison d'être et qui est précisément le principe religieux (cf. *S. Th. II-II*, 81, 1 et 5).

Nous rappellerons une parole de l'Evangile qui semble être une incidence littéraire et qui a, pour qui la comprend, la richesse infinie de la parfaite psychologie humaine. Elle se rapporte à « l'enfant prodigue » dont saint Luc nous rapporte le malheureux sort : il a dissipé honneur et biens dans le vice, « dans une vie de désordre ». A un certain moment, « rentrant en lui-même », il veut revenir à la maison de son père, et dans un mouvement de courage, il dit : « Je me lèverai et j'irai. » (Lc 15, 18.) On connaît le joyeux épilogue : les deux protagonistes, aussi incomparables qu'ils soient, Dieu, le père, et l'homme pécheur, se retrouvent dans une grande joie.

Saint Augustin a résumé en deux mots, incomparables mais appelés à se rencontrer, ce divin et humain récit de l'Evangile : miséricorde et misère (cf. *Enarr. in Ps* 32, 4 ; *PL* 36, 287 ; cf. *De Civ. Dei*, 9, 9 ; *PL* 7, 636 ; cf. SAINT AMBROISE, l'Evangile de saint Luc, 7, 220).

Cela, oui, c'est l'Evangile, l'Evangile du Carême ; un Evangile triomphal, un Evangile pour tous : faire retour sur soi-même pour revenir à Dieu.

Avec notre bénédiction apostolique.

MESSAGE PONTIFICAL A LA CONFERENCE SUR LE DESARMEMENT

Du 27 février au 2 mars, s'est tenue à Genève la Conférence internationale des organisations non gouvernementales sur le désarmement. Voici le message que le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a envoyé, au nom de Paul VI, à M. Sean McBride, président de la Conférence (1) :

Sa Sainteté le Pape Paul VI m'a chargé de vous exprimer ses meilleurs vœux pour le succès de la Conférence internationale des organisations non gouvernementales sur le désarmement. Il est convaincu que la paix et la sécurité durable et générale du monde peuvent être assurées non pas par la force des armes, mais par la confiance mutuelle, la collaboration fraternelle et la justice. Les immenses dépenses d'armements ne peuvent jamais être justifiées alors que l'humanité souffrante continue à vivre dans la pauvreté et la faim. La limitation et le contrôle d'armements devenus de plus en plus sophistiqués et meurtriers doivent être assurés sans délai comme un pas vers un désarmement plus général. Le Pape Paul encourage donc vivement tous les organismes internationaux et tous les hommes de bonne volonté à employer à ce que le désarmement progresse rapidement.

Cardinal VILLOT.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 2 mars 1978. Traduction de la DC.

(1) Texte anglais dans *l'Osservatore Romano* du 5 mars 1978. Traduction de la DC.

Actes du Saint-Siège

LA SCIENCE AU SERVICE DE LA PATERNITÉ RESPONSABLE

Lettre pontificale

Du 10 au 19 février, s'est tenue, à Melbourne (Australie), à l'occasion du X^e anniversaire de l'encyclique *Humanae vitae*, la Conférence internationale sur les méthodes naturelles de planification familiale, à l'initiative de l'Organisation mondiale pour la méthode de l'ovulation (méthode Billings). A cette occasion, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé la lettre ci-après, au nom de Paul VI, à Mgr Little, archevêque de Melbourne (1) :

EXCELLENCE,

Le Saint-Père est heureux d'apprendre que la Conférence internationale sur la régulation des naissances et la méthode de l'ovulation pour la planification naturelle de la famille, organisée à l'occasion du X^e anniversaire de l'encyclique *Humanae vitae*, se tiendra à Melbourne, du 10 au 19 février 1978, sous les auspices de l'Organisation mondiale pour la méthode de l'ovulation (méthode Billings) (2), et il m'a chargé de faire connaître à cette Conférence, par votre intermédiaire, le grand intérêt pastoral qu'il lui porte.

Au sujet de l'exercice responsable de la procréation, le Saint-Père a réitéré, encore tout récemment, les encouragements de l'Eglise au progrès que peut apporter la recherche (cf. allocution au Congrès d'obstétrique et de gynécologie psychosomatiques, 19 novembre 1977) (3). Comme il l'avait déjà fait dans *Humanae vitae*, il a, une fois de plus, manifesté clairement son désir d'encourager les activités des hommes et des femmes de science engagés dans des programmes de recherche qui promeuvent des moyens de régulation des naissances pleinement respectueux du développement intégral de la personne humaine et de la dignité d'un amour conjugal constamment ouvert à la vie. L'Eglise, en effet, souligne que « l'importance de la connaissance des lois biologiques de la fécondité humaine, qui favoriserait une saine régulation des naissances par des méthodes naturelles, exige que les recherches scientifiques s'intensifient en ce domaine » (Lettre au Congrès pour la promotion de la vie organisé par la Fédération internationale d'Action familiale à Cali, juin 1977) (4).

Au service de la profession médicale...

Sa Sainteté exhorte donc instamment les participants au Congrès international de Melbourne à « continuer à promouvoir en toute occasion les solutions inspirées par la foi et par la droite raison » (*Humanae vitae*, 27) (5), et à s'efforcer de susciter la conviction chrétienne et le respect des exigences de la loi morale autour d'eux (cf. *ibid.*). Les résultats des recherches continues sur les méthodes destinées à mieux déterminer le moment de l'ovulation peuvent servir toute la profession médicale en justifiant scientifiquement les méthodes naturelles de régulation des naissances et en les faisant adopter toujours davantage par le personnel médical et social.

— Et des couples

En dernière analyse, de plus, cette recherche doit être mise directement au service des couples, spécialement des couples chrétiens, qui s'efforcent d'être fidèles à leurs devoirs et de porter à sa perfection leur noble vocation d'amour conjugal. Ceux qui promeuvent les moyens naturels de planification familiale doivent aussi s'intéresser aux personnes qui, en dehors de l'Eglise catholique, s'efforcent honnêtement de conformer leur vie à un idéal très élevé. Cette sollicitude s'inscrit comme un élément important dans le souci de l'Eglise pour l'universel progrès humain dans le monde moderne.

Le Saint-Père espère qu'on aura spécialement le souci d'aider ceux qui n'ont pas toujours réussi à vivre pleinement les difficiles exigences posées par la doctrine chrétienne sur le mariage. Puisse l'exhortation que *Humanae vitae* adresse à ces couples — « qu'ils ne se découragent pas, mais qu'ils recourent avec une humble persévérance à la miséricorde de Dieu » (n° 25) — inciter à la charité chrétienne également ceux qui peuvent apporter leur aide par leur expertise et leurs connaissances médicales !

Un respect de la nature qui correspond à une aspiration actuelle

A cause de l'importance vitale qu'il attache aux efforts faits en ce domaine, le Saint-Père profite de cette occasion pour encourager leur sérieuse coordination, aujourd'hui spécialement où un plus grand nombre de médecins et de membres du personnel médical portent un nou-

(1) Texte anglais dans *L'Osservatore Romano* du 12 février 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

(2) Cf. DC 1976, n° 1693, p. 217. (NDLR.)

(3) DC 1977, n° 1731, p. 1001. (NDLR.)

(4) DC 1977, n° 1724, p. 653. (NDLR.)

(5) DC 1968, n° 1523, p. 1455. (NDLR.)

vel intérêt à ces méthodes qui respectent plus fidèlement le cycle de la nature, et où les jeunes recherchent de plus en plus des modes de vie pleinement naturels, surtout, pourrait-on dire, en réaction contre les résultats décevants des promesses de solutions techniques pour tous les problèmes humains.

Le Saint-Père insiste donc pour que les différents et louables efforts tendant à ce noble but soient toujours mieux coordonnés sur le plan de la recherche scientifique, de l'appréciation des progrès et de l'application pratique des différentes méthodes. Il exprime sa reconnaissance spéciale à quiconque entend ses appels à la collaboration entre tous ceux qui, devant le défi de la régulation des naissances, ont le même souci d'une vie familiale et d'un amour conjugal authentiques et chrétiens.

C'est dans ces sentiments, et avec une profonde affection paternelle, que le Saint-Père donne sa bénédiction apostolique spéciale à tous les participants au Congrès international de Melbourne, en demandant au Seigneur de les aider à promouvoir un idéal du mariage vraiment humain et chrétien et de les soutenir dans leurs nobles efforts pour rendre service au monde au nom de Jésus-Christ, vrai Dieu et vrai homme.

Honoré d'avoir l'occasion de transmettre ce message de Sa Sainteté, j'y ajoute mes meilleurs vœux, dans la prière, pour cet important événement pastoral de l'archidiocèse de Melbourne.

Sincèrement vôtre dans le Christ.

J., cardinal VILLOT.

LE MÉDECIN ET LA QUALITÉ DE LA VIE

Lettre pontificale à la Fédération internationale des Associations médicales catholiques

Du 29 janvier au 1^{er} février, s'est tenu, à Bombay (Inde), le XIV^e Congrès mondial de la Fédération internationale des Associations médicales catholiques (FIAMC), sur le thème : « La qualité de la vie dans une société en mutation ». Au nom de Paul VI, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé la lettre ci-après au docteur Gino Papola, président de la Fédération (1) :

CHER DOCTEUR PAPOLA,

Le Saint-Père a appris avec un grand intérêt que la Fédération internationale des Associations médicales catholiques avait choisi comme thème pour son XIV^e Congrès mondial : « La qualité de la vie dans une société en mutation ».

Peu de thèmes sont aujourd'hui aussi urgents. Aussi sensibilisée que soit la civilisation moderne au problème des droits de l'homme — dont le droit à la vie est l'un des plus sacrés, — paradoxalement, notre époque n'est que trop familiarisée avec les atteintes à la vie et à la dignité de la vie.

Les questions posées par le progrès actuel

L'homme d'aujourd'hui est parvenu à un niveau de progrès qui était impensable il y a un siècle, mais il est troublé par des doutes sur la valeur de son progrès matériel. Et il s'interroge : ce progrès aide-t-il vraiment à vivre d'une façon plus profondément et authentiquement humaine ? N'étouffe-t-il pas plutôt les possibilités d'une vie authentiquement humaine ? Comment se fait-il que ce progrès ne soit fina-

lement le privilège que d'une partie très limitée de l'humanité, alors que de vastes secteurs de celle-ci mènent une existence infra-humaine ?

De plus, la science a permis de prolonger la vie dans des circonstances que l'on considérait habituellement comme mortelles, et de modifier sa qualité psychique et physique. Cela pose la question de savoir jusqu'à quel point il est obligatoire ou opportun d'intervenir, et quels moyens l'on doit choisir parmi ceux qui sont maintenant à notre disposition, en ayant pour objectif de sauvegarder la dignité de la personne humaine et son équilibre psychosomatique.

Ces questions concernent tout le monde, individus et familles, et aussi les spécialistes en matière d'économie, sociologie, écologie, science, technologie, information, éducation, politique nationale et internationale. Elles ne peuvent pas non plus être ignorées des législateurs et des gouvernants.

Parmi ces groupes, les médecins ont une grande importance. Ces « protecteurs, défenseurs et amis de l'homme », comme le Saint-Père les a récemment appelés dans son message pour la XI^e Journée de la paix (2), sont à même de voir, dans le progrès de la science dans les différentes branches de la médecine, un moyen qui doit être mis au service de la qualité de la vie. Dans cette perspective, aucun médecin conscient de sa mission ne peut refuser de tenir compte des progrès de la science médicale.

Les conséquences d'une fausse conception de la vie

Les questions que nous avons posées plus haut relèvent cependant, en premier lieu, de la morale et de la religion. On arriverait à une

(1) Texte anglais dans *l'Osservatore Romano* du 1^{er} février 1978. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) DC 1978, n° 1733, p. 3. (NDLR.)

notion sérieusement faussée de la qualité de la vie, ainsi qu'à un comportement erroné ou perversi, si l'on ne reconnaissait pas que cette notion a, au plus profond d'elle-même, une dimension morale et même théologique.

Il ne fait pas de doute que l'omission de ces dimensions essentielles et la fausse conception de la vie qui en résulte conduisent à ce que, trop souvent, on invoque la « qualité de la vie » pour justifier des principes, des normes et des programmes idéologiques, et en conséquence des initiatives concrètes qui portent atteinte à la dignité de la vie. On en voit des exemples dans l'avortement provoqué, l'infanticide, l'euthanasie, la torture et autres pratiques semblables.

Par ailleurs, la foi du médecin catholique, enracinée dans la Parole de Dieu contenue dans l'Écriture, alimentée par l'enseignement de l'Église, et vécue dans la communauté ecclésiale, lui inspirera toujours une conception exacte et une pratique ennoblissante de la vraie « qualité de la vie ».

Le sens et le respect de la vie humaine, don de Dieu

Il sait que la vie humaine est un don que le Seigneur nous a fait pour que nous puissions servir et aimer nos frères, le glorifier dans notre vie terrestre et dans la vie à laquelle il nous a destinés en Jésus-Christ. Les toutes premières pages de l'Écriture présentent la vie comme venant de Dieu qui a créé l'homme à son image et veut que tous les hommes partagent sa vie divine (cf. Ge 1 et 2). Ce plan de Dieu a été révélé de plus en plus clairement dans l'histoire du salut ; il a ensuite été concrétisé en Jésus-Christ, l'Agneau qui donne sa vie et conduit aux sources d'eau vive (cf. Ap 7, 17).

Cette vérité fondamentale et simple sur le sens et le but de la vie, que nous sommes constamment invités à méditer, écarte toute espèce de pessimisme à propos de la vie. Elle nous enseigne que même la souffrance a un sens et que la mort n'est pas la fin ou la destruction de l'être, mais une participation au mystère de Celui qui s'est appelé lui-même « la vie » (Jn 11, 25). Elle nous montre que l'esprit a priorité sur la matière, et que la prospérité, l'abondance et le plaisir ne sont pas des absolus. Elle interdit aussi de détruire la vie et d'utiliser celle des autres à son gré.

Cependant, puisque c'est Dieu qui donne la vie, il a confié à l'homme, à la famille et à la société la fonction de développer les qualités intrinsèques — intellectuelles, morales et physiques — de chaque individu. C'est dans cette fonction générale que se situe la mission pour le médecin de prévenir ou corriger, par ses conseils et sa science, les déviations affectant la personne humaine ; d'aider celle-ci à faire face à l'épreuve de la souffrance et de la mort, sans cependant avoir recours à un usage excessif et nuisible de la psychopharmacologie ; et de contribuer à éduquer le public en le mettant en garde contre l'usage immodéré des médicaments.

L'homme a reçu pour mission de « dominer la guerre (cf. Ge 1, 28). Personne ne peut imiter le riche de la parabole qui ne se souciait pas du pauvre Lazare (cf. Lc 16, 19-31). Il est demandé au contraire à chacun de veiller à ce

que tous aient les moyens de mener une vie vraiment humaine. Les meilleures conditions de vie que le progrès a rendues possibles aujourd'hui encourageront la recherche de la perfection et l'accomplissement des devoirs auxquels Dieu appelle chacun de nous.

En tant que médecins catholiques, vous êtes bien conscients des graves responsabilités que vous avez assumées, principalement en ce qui concerne la santé psychique et physique de ceux qui se confient à vos soins. Le Saint-Père souhaite que je renouvelle ici l'expression de son estime contenue dans son message pour la XI^e Journée mondiale de la paix. Mais vous savez aussi que la maladie et même les déformations organiques ne privent pas l'individu de la dignité humaine et de son droit inaliénable à la vie, et que par conséquent une vie humaine ne peut pas être supprimée au nom de la « qualité de la vie ».

La doctrine catholique sur l'emploi des moyens thérapeutiques ordinaires et extraordinaires

De plus, le médecin est appelé à soigner le malade non seulement avec compétence scientifique, mais avec amour et respect. Il sera souvent appelé à l'aider à prendre des décisions, parfois graves. Ces décisions doivent être guidées non par des considérations sentimentales, mais par des critères objectifs. Elles doivent tenir compte de l'enseignement de l'Église, que le médecin doit donc étudier attentivement. A ce propos, il peut être bon de rappeler la doctrine catholique sur le devoir pour le médecin d'utiliser tous les moyens à sa disposition dans la situation concrète qui est la sienne pour sauver la vie humaine. Bien que le malade puisse refuser les moyens thérapeutiques considérés comme « extraordinaires », spécialement lorsqu'il n'y a pas pour lui d'espoir d'amélioration, il ne peut pas rejeter les moyens ordinaires et les services fondamentaux que la société et la science médicale doivent mettre à la disposition de tous.

Pour que l'homme d'aujourd'hui ne soit pas un « être condamné au progrès »

C'est certainement en étant convaincus de l'importance de ces réflexions théologiques que des médecins de différentes parties du monde ont répondu à l'invitation de la FIAMC et se réunissent pour étudier attentivement des thèmes concernant leur profession. Ils le font dans un esprit d'ouverture et de respect pour les croyances, et aussi dans le désir d'être éclairés par la foi catholique qu'ils partagent en commun et par l'inspiration originale qui en découle. Une telle rencontre ne peut pas manquer de confirmer les participants dans leurs engagements d'hommes, de médecins, de chrétiens et de catholiques.

Cela n'est rendu que plus important dans un monde où toutes les sociétés sont en mutation et où le heurt ou l'interférence des différentes conceptions philosophiques ou culturelles sur la notion de qualité de la vie ne se limitent pas aux pays les plus développés. Le médecin catholique proclamera ses convictions par la parole et par l'exemple d'une charité effective. Le fait

que le Congrès mondial de la FIAMC se tient en Inde évoque le grand dévouement et le sacrifice de tant de missionnaires, prêtres, religieux et laïcs de l'Inde et de tous les pays dits « de mission ». Ils sont un admirable exemple et un témoignage de la conception chrétienne concernant la valeur de la vie humaine, le respect qui lui est dû dès son commencement, et aussi dans la maladie et à l'approche de la mort.

Le Saint-Père est également heureux de savoir que le Congrès examinera aussi les problèmes sociaux liés à la qualité de la vie. L'activité du médecin ne peut pas être séparée de celle de la société, et spécialement de celle de la famille. Le Congrès de Bombay ne manquera pas d'approfondir de nombreux points qui ne peuvent être abordés que là. Le programme élaboré par les organisateurs en est la garantie.

Le Saint-Père espère que tous les participants au Congrès approfondiront leurs convictions fondamentales et les communiqueront dans les milieux médicaux. Il espère aussi que beaucoup de médecins catholiques à travers le monde, stimulés et aidés par leurs associations médicales

catholiques nationales et par la Fédération internationale, uniront leurs efforts avec ceux d'autres professions (pharmaciens, psychologues et psychiatres, assistantes sociales, enseignants, et aussi hommes politiques, ingénieurs, journalistes, etc.), afin que, grâce à la coopération intelligente et généreuse de chacun, l'homme d'aujourd'hui ne soit pas « un être condamné au progrès », comme on l'a dit avec ironie, mais un être pour lequel le progrès est source d'une vie vraiment humaine.

Le Saint-Père vous exprime ces vœux en ayant confiance que vous contribuerez à les réaliser par tous les moyens qui sont en votre possession. C'est dans ces sentiments qu'il donne sa bénédiction apostolique à vous-même, monsieur le Président, à l'assistant ecclésiastique et aux organisateurs, et à tous les membres de la FIAMC, spécialement à ceux qui participent au XIV^e Congrès mondial.

Avec mes meilleurs vœux personnels, je suis sincèrement vôtre.

Jean, cardinal VILLOT.

S. CONGREGATION POUR LES SACREMENTS ET LE CULTE DIVIN

Lettre circulaire aux présidents des Conférences épiscopales au sujet des prières eucharistiques pour les enfants et pour la réconciliation (1)

Rome, 10 décembre 1977.

EXCELLENCE,

Sur mandat du Souverain Pontife, ce S. Dicastère lui a soumis le résultat de la consultation menée auprès de certaines Conférences épiscopales sur l'usage des prières eucharistiques pour enfants et pour la réconciliation.

Les Conférences épiscopales qui avaient obtenu la faculté d'utiliser ces prières ont été à peu près unanimes à estimer positif leur usage. Certaines d'entre elles ont demandé que l'usage de ces prières fût prorogé au-delà de la fin de l'année courante 1977, étant donné le peu d'intervalle entre le début et la fin de la concession, ce qui diminue beaucoup la possibilité pour les pasteurs d'âmes de juger de l'efficacité pastorale de cette expérimentation.

Le Souverain Pontife a bien voulu accorder une prorogation de l'usage des prières eucharistiques pour enfants et pour la réconciliation pour une nouvelle période de trois ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année 1980, en observant les mêmes conditions qu'auparavant. Cette concession s'adresse soit aux Conférences épiscopales qui jouissent déjà de cette faculté, soit aux autres Conférences qui voudraient introduire dans leur propre nation l'usage de ces prières avec l'approbation du Saint-Siège.

Tout en ayant le plaisir de vous communiquer cette décision, cette S. Congrégation estime opportun de vous rappeler certaines conditions tout à fait nécessaires pour l'introduction et l'usage de ces prières :

1. L'usage d'une prière eucharistique pour des messes avec enfants est limité aux messes qui sont célébrées pour eux seulement, ou à celles dans lesquelles ils constituent la majorité des participants (cf. le fascicule édité par les soins de la S. Congrégation pour le Culte divin, intitulé *Preces eucharisticae pro missis cum pueris et de reconciliacione*, Rome, 1^{er} novembre 1974, p. 2, n. 4. Traduction française : *Prières eucharistiques pour la réconciliation et pour assemblées d'enfants*, Desclée, 1975, p. 4, n. 4).

2. Les prières pour la réconciliation peuvent être employées lorsque des célébrations particulières ont lieu sur les thèmes de la réconciliation et de la pénitence, surtout en Carême, à l'occasion de pèlerinages ou de rencontres spirituelles (*Ibid.*, p. 2, n. 1 ; dans le texte français, p. 3, n. 1).

3. Les textes sont « *ad interim* » et pour expérimentation. Aussi ne peuvent-ils être publiés dans les éditions officielles ni insérés dans le missel romain (*Ibid.*, p. 2, n. 1 ; dans le texte français, p. 3, n. 1).

4. Il appartiendra au Saint-Siège, après l'expérimentation, de présenter des textes définitifs qui puissent être insérés dans le missel romain.

D'ici là, que les Conférences épiscopales, avec l'aide des commissions liturgiques, régulièrement établies selon la norme du numéro 44 de

(1) Traduction (du texte latin) établie par le Secrétariat de l'Episcopat français.

Au sujet de ces prières eucharistiques, dont l'usage avait été autorisé en 1974 pour trois ans, cf. DC 1975, n° 1674, p. 369.

la Constitution *Sacrosanctum Concilium*, travaillent à préparer les adaptations utiles (textes et mélodies, surtout pour les acclamations), de façon à obtenir une participation active et intelligente, en premier lieu des enfants, aux célébrations qui se font pour eux, sans jamais perdre de vue le but de ces célébrations : « On se rappellera toujours que de telles célébrations eucharistiques doivent conduire les enfants vers les messes d'adultes, surtout celles où la communauté chrétienne doit se rassembler le dimanche. » (Cf. Directoire pour les messes d'enfants, n. 21.)

Les Conférences épiscopales qui n'ont pas encore employé les prières eucharistiques pour assemblées d'enfants et pour la réconciliation, et qui voudraient demander au Saint-Siège la faculté de les utiliser, sont averties que cette concession prendra fin à l'issue de l'année 1980.

Il m'est agréable de vous offrir l'expression de mon respectueux dévouement et de vous dire tout mon attachement dans le Seigneur.

JACQUES R. card. KNOX,
préfet ;

VIRGILE NOÉ,
secrétaire adjoint.

LES DIX PRIERES EUCHARISTIQUES APPROUVEES

Note du Centre national français de pastorale liturgique

Nous faisons suivre la lettre que l'on vient de lire de la note ci-après, où le Centre national (français) de pastorale liturgique (CNPL) fait le point sur les prières eucharistiques actuellement autorisées en France par la Congrégation pour les sacrements et le culte divin (1) :

Au cours des dernières semaines, plusieurs décisions de la Congrégation pour les Sacrements et le Culte divin ont été transmises à la Conférence épiscopale française (comme aux autres ou à d'autres conférences épiscopales) soit pour proroger l'autorisation d'utiliser certaines prières eucharistiques, soit pour autoriser l'usage de nouveaux textes.

La présente note a pour but de donner la teneur de ces décisions et de rappeler quelques orientations sur l'utilisation de ces prières eucharistiques.

1. Le 10 décembre 1977 (Prot. C. D. 2250/77-Notitiae, 1977, p. 555-556), l'usage des trois prières eucharistiques pour les assemblées d'enfants et des deux prières pour la réconciliation a été autorisé pour une nouvelle période de trois ans ; jusqu'à la fin de l'année 1980 (2).

Le Saint-Siège a rappelé les occasions où ces prières eucharistiques pouvaient être utilisées :

a) L'usage d'une prière eucharistique pour des messes avec enfants est réservé aux messes qui sont célébrées pour eux seulement, ou à celles dans lesquelles ils constituent la majorité des participants.

b) Les prières « de la réconciliation peuvent être employées lorsque des célébrations particulières ont lieu sur les thèmes de la réconciliation et de la pénitence, surtout en Carême, à l'occasion de pèlerinages ou de rencontres spirituelles ».

2. Le 2 février 1978 (Prot. C. D. 1583/77) a été autorisé pour la France l'usage de la prière eucharistique dite du Synode suisse (accordée à ce pays le 8-8-74 et au diocèse de Strasbourg le 15-4-75). Le texte de cette prière eucharistique, avec ses quatre préfaces propres et ses quatre intercessions correspondantes, sera employé tel qu'il a été approuvé pour les autres pays.

Cette prière eucharistique sera plus spécialement indiquée pour les grands rassemblements ecclésiaux.

3. Le 5 novembre 1977 (Prot. C. D. 1654/77 - Notitiae 1977, p. 560), a été autorisé pour la France l'usage de variantes et embolismes pouvant être introduits dans les prières eucharistiques 1, 2, 3 et 4, selon les temps, les fêtes, ou encore pour des occasions diverses (baptême, mariage...).

La France dispose donc de dix prières eucharistiques approuvées :

- quatre du Missel romain ;
- trois pour les assemblées d'enfants ;
- deux pour la réconciliation ;
- une pour les grands rassemblements.

Les variantes aux prières eucharistiques 1, 2, 3, 4 permettront ainsi de faire droit au légitime besoin d'adaptation d'un texte en des circonstances ou des temps déterminés, ceci dans l'esprit défini par la lettre *Eucharistiae participationem* (27 avril 1973, AAS 1973, 340-347 ; DC 1973 (609-612), reconnaissant qu'il appartient à la tradition liturgique romaine « de faire grand cas de l'immutabilité des textes et de ne pas exclure d'opportunes variations ».

1^{er} mars 1978.

N. II. — Les prières eucharistiques ont déjà fait l'objet d'une publication ; elles seront rééditées courant avril en un fascicule pouvant être annexé aux Missels romains parus ou à paraître.

Les variantes seront intégrées à leur place dans les éditions à paraître du Missel romain ; elles seront également « tirées à part » (Editions Desclée-Mame).

— Pierre Pierrard interroge le grand rabbin Kaplan. Justice pour la foi juive. — Un vol. 13,5 x 21 cm de 288 p. Editions du Centurion, Paris.

Ce livre, de la collection « Les interviews », sera pour de nombreux chrétiens comme une révélation. Le sous-titre dit bien ce qui nous est demandé en conclusion de ces pages dont l'intérêt est évident. La spiritualité juive est mal connue et même, pour la foule des lecteurs, pas connue du tout. Des phrases mettront le chrétien mal à l'aise ; mais il y a là une question qu'on ne peut éluder : Il y a tout un passé — ne survit-il pas parfois ? — qu'il faut regarder en face, même s'il nous gêne. Un tel livre, une fois commencé, le lecteur le lira jusqu'au bout.

— Les Chemins d'Emmaüs. De la religion populaire à la foi du Peuple de Dieu. Trente ans de recherches pastorales, par Jean VINATIER. — Un vol. 13,5 x 21 cm de 208 p. Editions du Centurion, Paris.

Milieus populaires, campagnes déchristianisées, centres industriels : quelle place peut y prendre l'Eglise de nos jours ?... L'auteur en parle en connaissance de cause ; par son ministère, il en fait l'expérience. Avec lui, le lecteur saura ce qu'est de nos jours la pastorale de l'espérance.

(1) Texte original. Titre de la DC.

(2) *Supra*, p. 260.

Questions actuelles

RÉFLEXIONS DE THÉOLOGIENS ORTHODOXES ET CATHOLIQUES SUR LES MINISTÈRES (1)

Le ministère dans l'Eglise est de plus en plus au centre du débat œcuménique. Aussi, des théologiens orthodoxes et catholiques se sont-ils rencontrés pour approfondir ce point commun de leur foi dans les perspectives du débat actuel.

Le document publié ci-après a été rédigé lors de leur dernière rencontre au Centre orthodoxe du Patriarcat œcuménique à Chambésy (du 11 au 15 décembre 1977). Il ne donne qu'un résultat partiel des amples et riches échanges auxquels ces rencontres donnèrent lieu. Cependant, les théologiens qui l'ont rédigé espèrent qu'il pourra être une contribution utile à la recherche œcuménique en cours.

S. Em. Mgr DAMASKINOS, métropolitain de Tra-noupoles ;

Le R. P. ION BRIĂ, de l'Eglise orthodoxe rou-maine ;

Le professeur JEAN ZIZIOULAS, du Patriarcat œcuménique, du côté orthodoxe.

Mgr CHARLES MOELLER (2) ;

Le R. P. LOUIS BOUYER, oratorien ;

Le R. P. J. M. R. TILLARD, O.P. ;

Le R. P. G. MARTELET, S.J. ;

Le R. P. PIERRE DUPREY, P.B., du côté catho-lique.

Ont pris part à des réunions précédentes et ont ainsi contribué à cette recherche :

S. Exc. Mgr VASSILIOS, évêque d'Aristis ;

Le professeur OLIVIER CLÉMENT.

A la première réunion en 1972, le P. PAUL VERGHESE (aujourd'hui métropolitain Pavlos Gre-gorios), de l'Eglise syrienne de l'Inde, avait été aussi invité.

✱

Dans le débat œcuménique sur le ministère, la tentation est souvent de souligner unilatéra-lement certains aspects du lien du Christ et de l'Esprit, selon des tendances qui d'ailleurs se retrouvent au long de l'histoire où elles furent la source de tensions doctrinales.

— Certains ne considèrent que l'action histo-rique du Christ, envoyé par le Père, choisissant

ses apôtres, constituant la communauté de la Nouvelle Alliance, la dotant de ce qui est requis pour qu'elle poursuive sa mission. L'accent est mis sur le fait que le Christ donne l'Esprit à l'Eglise.

— D'autres considèrent le tout de l'Eglise dans la dépendance de l'Esprit. Par l'Esprit, le Christ est venu ; par l'Esprit se constitue et grandit le corps du Christ. L'accent est mis sur la dépendance, continue et toujours actuelle, de l'Eglise vis-à-vis de l'Esprit-Saint. On laisse dans l'ombre la relation de l'Eglise avec ce qui a été accompli par le Christ dans l'histoire.

Dans la première de ces approches, le danger est de ne pas montrer le lien de l'œuvre histo-rique de Jésus avec l'action de l'Esprit. Dans la seconde, il est de minimiser le lien étroit de l'action actuelle de l'Esprit avec l'œuvre accomplie par Jésus durant sa vie terrestre. On tend à glisser d'un côté vers une vision de l'Eglise où le Christ n'est pas assez lié à l'Esprit, de l'autre vers une vision de l'Eglise où l'action de l'Esprit risque d'être isolée de sa relation au Christ.

Or il ne peut y avoir d'approche authentique du ministère que si l'on s'efforce de tenir en même temps ces deux aspects du mystère de l'Eglise. Les théologiens orthodoxes et catho-liqués qui ont participé aux colloques de Cham-bésy (1972, 1975, 1977) et de Rome (1973, 1976) ont pensé qu'en esquissant une présentation du ministère reçu en commun dans la foi de leurs Eglises ils pouvaient offrir sur ce point impor-tant une contribution valable au dialogue œcu-ménique. La place que leurs deux traditions accordent à la fonction de l'évêque les a incités à centrer leur attention surtout sur le ministère épiscopal.

I. — Le Christ et l'Esprit

Nature charismatique, sacramentelle et apostolique du ministère

1. C'est après la manifestation de l'Esprit à son baptême que Jésus inaugure son ministère : annoncer la Bonne Nouvelle du salut, mani-fester l'arrivée du royaume, témoigner du Père. C'est dans le même Esprit que, prêtre unique de l'Alliance Nouvelle, il fait le sacrifice de sa propre vie, et c'est l'Esprit qui le ressuscite.

(1) Texte original. Sous-titres de la DG.

(2) Mgr MOELLER et le P. DUPREY sont respectivement secrétaire et sous-secrétaire du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens. (NDLR.)

De même, depuis la Pentecôte, dans l'Eglise qui est son Corps, c'est uniquement dans l'Esprit que ceux qui sont chargés du ministère peuvent accomplir les actes qui conduisent le Corps à sa pleine stature. Dans la Tête comme dans le Corps, Esprit et ministère sont inséparables.

2. Si les implications de cette façon de considérer le Christ dans l'Esprit sont nombreuses, on peut, en tout cas, les résumer en deux points qui commandent tout le reste :

— D'une part, cette compréhension du rapport entre le Christ et l'Esprit interdit de voir le Christ comme un individu isolé. Partout, en effet, où il est présent dans l'Esprit, il a avec lui son corps, la communauté des saints dont il ne peut être séparé. Car il est le premier-né d'une multitude de frères.

— D'autre part, cette compréhension du rapport entre le Christ et l'Esprit montre que, de par sa nature, la présence actuelle du Christ est eschatologique. Là où l'Esprit agit, en effet, il fait entrer l'histoire dans les derniers temps (cf. Ac 2, 17), révélant et apportant au monde les arrhes de sa destinée finale, qui n'est autre que la présence du royaume dans la création.

Cette perspective fait comprendre la nature de l'Eglise. Celle-ci apparaît alors comme la communauté de la Nouvelle Alliance que le Christ rassemble autour de lui et par laquelle il se rend présent dans l'histoire ; communauté dans laquelle et par laquelle il réalise le salut final du monde.

3. Là s'enracine le ministère ecclésial. Puisque le Christ n'est présent qu'avec la communauté, son ministère pour le monde ne s'accomplit durant l'histoire que dans et par le ministère de cette communauté. Le ministère de l'Eglise n'est pas parallèle à celui du Christ : il se situe en lui.

Puisque le Christ n'est présent que dans l'Esprit — source de la communauté —, le ministère ecclésial est de par sa nature charismatique. Il s'accomplit en fait par une multiplicité de fonctions qu'exercent des membres de la communauté, selon la diversité des dons qu'ils reçoivent. Il n'y a pas d'Eglise du Christ sans ministères de l'Esprit, mais il n'y a pas de ministères sans Eglise, donc pas de ministères en dehors ou au-dessus de la communauté. Tous les ministères ne trouvent sens et raison d'être que dans celle-ci.

Cette nature charismatique du ministère ecclésial se manifeste en outre dans le fait que tous les ministères ont pour fin de servir le monde pour l'amener à percevoir puis à atteindre son véritable but, le royaume de Dieu. C'est en constituant la communauté des derniers temps, le corps du Christ, que le ministère de l'Eglise répond aux besoins ultimes du monde.

4. Cela donne au ministère ecclésial sa qualité *sacramentelle*. Par le mot sacramentel on entend souligner qu'en tout ministère de l'Eglise se trouve signifiée et présente la réalité eschatologique du royaume. Cette réalité est la grâce ultime, mais en tant qu'offerte au monde par un acte historique — la vie, la mort et la

résurrection du Christ — et par les réalités créées dont il a fait le *mémorial* de son offrande. Le mot *sacramentel* montre également que tout acte du ministère est un acte de la communauté mais qui pourtant lui est donné d'en haut par l'intermédiaire de quelqu'un habilité à cet effet. Cette vision de la *sacramentalité* du ministère s'enracine dans le fait que le Christ est, à la fois, celui que l'Esprit rend présent par la communauté et celui qui donne l'Esprit à cette communauté. S'il veut respecter le vrai rapport du Christ et de l'Esprit, le ministère doit manifester ce double mouvement.

5. La communauté rassemblée dans l'Esprit autour du Christ exerçant son ministère pour le monde a son fondement dans la communauté des Douze. Le caractère apostolique de l'Eglise et de son ministère se comprend à cette lumière.

D'une part, les Douze sont les témoins de la vie historique de Jésus, de son ministère et de sa résurrection. D'autre part, en tant que compagnons du Christ eschatologique, ils relient chaque communauté à la communauté des derniers temps. Le ministère ecclésial sera donc appelé « apostolique » parce qu'il s'exerce dans la fidélité avec ce qui est donné puis transmis dans l'histoire. Mais il sera aussi « apostolique » parce que l'assemblée eucharistique qu'il préside est une anticipation de la communauté finale des hommes avec le Christ. Par cette double relation, le ministère de l'Eglise demeure constamment relié à celui des Douze et, par là, à celui de Jésus lui-même.

II. — L'évêque

La présidence de l'eucharistie

6. Comme fondement de l'Eglise, les Douze sont uniques. Pourtant, il fallait que d'autres hommes signifient leur irremplaçable présence. De cette façon serait assuré le lien de chaque communauté avec à la fois la communauté des origines et la communauté eschatologique.

7. Au début de l'Eglise, ce lien de l'épiscopat avec la communauté apostolique a été perçu de deux façons : Clément de Rome (Cor, 44) reliait la mission de l'évêque à l'envoi des apôtres par le Christ et à l'envoi du Christ par le Père. Cela faisait de l'évêque un successeur des apôtres, assurant dans l'Eglise la permanence de la mission apostolique. Pour Ignace d'Antioche (Magn. 6, 1 ; 3, 1-2 ; Tral. 3, 1-2), c'est le Christ entouré des Douze qui se perpétue dans l'Eglise par l'évêque entouré de ses presbytres. Il contemple dans la communauté chrétienne rassemblée autour de l'évêque la manifestation, dans l'Eglise, de la communauté apostolique. Clément envisage d'abord le moyen qui assure la continuité de la présence du Christ dans l'Eglise, grâce à la succession apostolique. Ignace préfère contempler le mystère de cette présence du Christ dans l'Eglise, grâce à la personne de l'évêque. La figure et la fonction de l'évêque ne sauraient être pleinement comprises qu'à la jonction de ces deux points de vue. La néces-

saire complémentarité des deux perceptions du lien Christ-Esprit, que nous avons soulignée plus haut, joue ici.

8. De même que les apôtres ont rassemblé les premières communautés en annonçant le Christ, en célébrant la fraction du pain, en conduisant les baptisés vers une communion croissante avec le Christ et entre eux, ainsi l'évêque, établi par le même Esprit, continue d'annoncer le même Evangile, de présider à la même Eucharistie, de servir l'unité de la même communauté. Mais également il représente ainsi, sacramentalement, le Christ au milieu de ses frères.

9. Parce que c'est au Mémorial eucharistique que l'Eglise se manifeste en plénitude, c'est également dans la présidence de l'Eucharistie que le rôle de l'évêque apparaît en plein lumière.

En effet, si dans la célébration eucharistique, à laquelle le baptême donne accès, les croyants peuvent s'offrir avec le Christ parce qu'ils sont devenus en lui un sacerdoce royal, ils le font grâce à l'acte du ministère qui représente au milieu d'eux le Christ lui-même annonçant la Parole évangélique, faisant les gestes de son dernier repas afin que le pain et la coupe deviennent par l'Esprit son Corps les incorporant à lui et son Sang leur donnant sa vie. De plus, la prière et l'offrande du peuple sacerdotal, incorporé au Christ, sont comme récapitulés dans la prière d'action de grâces de l'évêque et son offrande des dons.

10. L'Eucharistie réalise ainsi l'unité de la communauté chrétienne. Elle manifeste aussi l'unité de toutes les communautés célébrant vraiment le Mémorial du Seigneur et, plus encore, l'unité de toute la communauté apostolique depuis les origines. Dans l'Esprit, elle rejoint, au-delà de l'histoire, la grande assemblée des apôtres, des martyrs, des témoins de tous les temps réunis autour de l'agneau. Ainsi, acte central du ministère épiscopal, elle rend déjà présente la réalité dernière : l'Eglise rassemblée dans la communion, s'offrant au Père, par le Fils dans l'Esprit. Mais elle le peut parce que, dans le Mémorial, ce que Jésus a historiquement accompli est sacramentellement présent.

11. Celui qui préside ainsi à l'Eucharistie a la responsabilité de garder la communauté dans la fidélité à l'enseignement des apôtres et de la guider dans la vie nouvelle. Il est son pasteur.

Il lui revient d'abord de veiller à ce que soit donné à son peuple, par la prédication et la catéchèse, le contenu authentique et intégral de la parole de Dieu donnée aux apôtres « une fois pour toutes ».

C'est aussi à lui qu'il incombe d'entraîner ce Peuple vers l'annonce à tous les hommes du salut en Jésus-Christ, et vers un témoignage qui incarne cette annonce.

12. Cette fonction de l'évêque reflète l'image des apôtres, juges de la communion dans la foi apostolique et dans la fidélité aux exigences d'une vie selon l'Evangile. Il se trouve également associé à la fonction des apôtres jugeant le monde dans la lumière du Christ. Toutefois il est lui-même soumis au jugement de l'Evangile.

III. — Unité de l'Eglise locale et communion universelle des Eglises

L'ordination épiscopale

13. Puisqu'il culmine dans la célébration de l'Eucharistie, par laquelle tous deviennent un seul corps du Christ, le ministère de l'évêque est, au sein de l'ensemble des charismes et des ministères que l'Esprit suscite dans l'Eglise, un ministère de rassemblement dans l'unité. Dotée de la variété des dons de l'Esprit, la communauté locale, porte en son centre, comme signe responsable de la communion de tous, l'évêque récapitulant sa plénitude.

14. Cette unité de l'Eglise locale est inséparable de la communion universelle des Eglises. Il est essentiel à une Eglise d'être en communion avec toutes. Cette communion s'exprime et se réalise dans et par le collège épiscopal. Par son ordination, l'évêque est constitué ministre d'une Eglise qu'il représente dans la communion universelle ; il entre alors dans le collège des évêques.

L'ordination épiscopale, faite au moins par trois évêques, exprime la communion des Eglises de ces évêques consécrateurs avec celle du nouvel ordonné : elle agrège celui-ci au collège des évêques. Dans l'ordination, les évêques exercent leur fonction de témoins de la communion dans la foi apostolique et la vie sacramentelle, non seulement à l'égard de celui qu'ils ordonnent, mais à l'égard aussi de l'Eglise dont il sera l'évêque.

Dans la perspective de la communion entre les Eglises locales pourrait être abordée la question qui se pose entre catholiques et orthodoxes au sujet de la fonction de l'Evêque de Rome, parmi les évêques.

15. Sacrement de la succession apostolique, l'ordination confère le don de l'Esprit. Dans la concélébration eucharistique, expression de l'unité de la communauté et de son identité avec la communauté apostolique, il revient aux évêques consécrateurs d'imposer les mains sur celui qui sera donné à cette Eglise comme évêque et d'invoquer sur lui l'Esprit. Ils le font comme représentants du Christ, seuls habilités à conférer le ministère épiscopal, mais ils le font au sein de la prière de la communauté.

Le don conféré consacre, de manière définitive, au service de l'Eglise, celui qui le reçoit. C'est un point de la doctrine traditionnelle en Orient et en Occident. Pour en rendre compte, on a élaboré, surtout en Occident, la théologie du « caractère ». Par-delà certaines présentations qu'on en fait, il importe d'en reconnaître l'intention.

IV. — L'Episcopat et la diversité des ministères

16. Jusqu'ici nous avons traité principalement de l'évêque. Mais le ministère ecclésial s'exerce à travers une diversité de ministères. Aucun de ceux-ci n'existe indépendamment des autres ; aucun ne saurait en remplacer un autre. Cela vaut spécialement des ministères fondamentaux qui structurent la communauté eucharistique :

celui de l'évêque, celui des presbytres, celui du diacre, ceux des laïcs.

17. Aux origines, l'évêque était ordonné avant tout pour son rôle de président de l'assemblée eucharistique. Les presbytres formaient le collège qui l'entourait lors de cette célébration et qui exerçait certaines responsabilités dans le gouvernement de la communauté et l'enseignement de la Parole de Dieu. Le diacre, lui, était attaché exclusivement au service de l'évêque. Il servait de lien entre celui-ci et l'assemblée des fidèles.

La création des paroisses, qui avait pour but de faciliter l'accès de tout le Peuple de Dieu à l'Eucharistie, provoqua un changement dans cette répartition des rôles. Le presbytre — pris individuellement et non plus inséré dans son collège presbytéral — en vint à présider l'assemblée eucharistique (de la paroisse); l'évêque, quant à lui, devint l'administrateur d'un assez vaste groupe ecclésial (le diocèse); et le diacre fut attaché au service du presbytre. De ce fait, le pouvoir (« sacerdotal ») se concentra peu à peu dans les mains du presbytre qui devint alors le « prêtre » (hiereus). L'évêque, lui, ne conservera en propre que le droit d'ordonner; la fonction de diacre ne sera plus vraiment comprise.

La situation que nous trouvons aujourd'hui, aussi bien dans l'Eglise catholique que dans l'Eglise orthodoxe, est un résultat de cette évolution : évêques souvent chargés de diocèses géants et se faisant aider d'évêques « auxiliaires » ; évêques dont la célébration de l'Eucharistie au milieu de leur peuple n'apparaît plus comme la fonction primordiale; évêques qui souvent ne peuvent plus avoir avec tous les prêtres et les laïcs de leur diocèse des relations vivantes suffisamment fréquentes.

18. On peut se demander si la situation actuelle rend pleinement justice à la nature des ministères. L'Eglise doit, en effet, par ceux-ci, non seulement servir le Royaume mais en donner une image. Or, ce n'est pas seulement la nature historique de l'Eglise mais sa réalité eschatologique que l'Eucharistie doit manifester. Ceci vaut spécialement des ministères qui structurent l'assemblée. Le rassemblement des laïcs en un seul lieu est un élément indispensable de cette manifestation du royaume, ce qui est la source de leur ministère. La fonction qu'a l'évêque d'être l'image du Christ au milieu des siens est un autre aspect indispensable de son ministère. Et le presbyterium entourant l'évêque ne saurait être remplacé. A leur tour, les diacres doivent rester des liens entre le président de l'Eucharistie et le Peuple de Dieu (le *laos*), apportant au Christ les dons du peuple et les redonnant transformés par l'Eucharistie en dons de vie éternelle.

Le ministère de l'Eglise est un, mais il s'accomplit dans une multitude de charismes. La structure hiérarchique de l'Eglise ne contredit donc pas sa nature charismatique. Au contraire, elle l'exprime en formes concrètes. La signification de l'épiscopat et de la diversité des ministères ne peut être justement perçue que dans une ecclésiologie qui respecte la vraie relation du Christ et de l'Esprit.

Chambésy, le 15 décembre 1977.

LE DIALOGUE

CATHOLIQUE - PENTECOTISTE

(Rome, 3-7 octobre 1977) (1)

Au couvent de la Trinité des Monts à Rome, du 3 au 7 octobre 1977, s'est tenue une réunion qui entamait la seconde phase du dialogue entre l'Eglise catholique romaine et quelques Eglises pentecôtistes. Une série de cinq réunions d'étude et de discussion avait pris fin en 1976, et cette rencontre de 1977 ouvrait un nouveau cycle de cinq ans.

Deux thèmes ont été traités à cette occasion.

Le Dr Vinson SYNAN, secrétaire général de la « Pentecostal Holiness Church », et le R. P. Kilian McDONNELL, O.S.B., président de l'« Institute for Ecumenical and Cultural Research », St John's Abbey, Collegeville, USA, avaient préparé des exposés sur « Le parler en langue comme aspect caractéristique de l'expérience dans le mouvement pentecôtiste ».

Le R. P. J. H. WALGRAVE, O.P., professeur de théologie dogmatique à l'Université de Louvain, Belgique, et le Dr F. MOELLER, président de l'« Apostolic Faith Mission Church », Afrique du Sud, ont présenté des études sur « Les relations entre foi et expérience ».

Certains aspects de ces problèmes avaient été abordés fréquemment au cours du précédent cycle de réunions, mais ils ont été cette fois traités plus en profondeur. Le résultat de ces discussions sera inséré dans un rapport général présenté au terme de cette nouvelle période de cinq ans.

Un des principaux problèmes qui émerge de la discussion et réclame une attention immédiate est l'interprétation de l'Ecriture. Il constituera le thème principal de la rencontre de 1978.

Voici les autres participants : *Pentecôtistes classiques* : Dr David J. DU PLESSIS, *Etats-Unis*, coprésident; Dr Robert MCALISTER, *Brésil*, cosecrétaire; Dr Justus T. DU PLESSIS, *République d'Afrique du Sud*; Dr John MEARES, *Etats-Unis*; Dr F. P. MOELLER, *République d'Afrique du Sud*; Dr Thomas ROBERTS, *France*. *Observateurs* : Dr Paul FINKENBINDER, *Etats-Unis*; Dr James LANE, *Etats-Unis*; Dr J. E. WORSFOLD, *Nouvelle-Zélande*. *Catholiques romains* : R. P. Pierre DUPREY, P.B., *Italie*, coprésident; Mgr MEEKING, *Italie*, cosecrétaire; R. P. W. DALTON S.J., *Italie*; R. P. J. LÉCUYER, C.S.S.P., *Italie*; R. P. Heribert MUEHLEN, *Allemagne*.

(1) Communiqué de presse publié par le Service d'information du Secrétariat pour l'unité des chrétiens (1977, III-IV).

ERRATUM

Dans le document œcuménique sur « La présence du Christ dans l'Eglise et dans le monde », publié dans notre dernier numéro, une inversion de lignes s'est produite, p. 221, col. 2. Au numéro 108, l'avant-dernier paragraphe doit se lire comme suit : « Comment préciser la relation entre ministère et sacerdoce, relation traditionnellement conçue d'une manière très différente dans les Eglises ? »

LE PRIX DU PARTAGE

Les chrétiens, la crise et le développement des peuples (*)

Pâques ! C'est l'appel à une vie nouvelle. En Jésus-Christ, Dieu la propose aux hommes.

Nous célébrons Pâques alors que nous vivons un moment de l'histoire où tant de choses se transforment !

Moment difficile, à la vérité : comme d'autres pays, le nôtre connaît des difficultés économiques qui, selon toute vraisemblance, ne disparaîtront pas facilement.

Nous voilà invités à réfléchir, d'une manière réaliste, sur le monde en crise et à agir pour qu'il progresse vers plus de justice.

S'IL Y A MARASME, D'OU VIENT-IL ?

Un million de demandeurs d'emploi en France. Davantage même, selon les centrales syndicales ouvrières.

Inquiétude des jeunes face à leur avenir.

Désespoir de ceux qui, la cinquantaine atteinte, voient leur usine fermer ses portes.

Retraite anticipée, non souhaitée, non préparée.

Autant, parmi d'autres, de questions douloureuses. Cette situation de chômage ne doit pas, pour autant, conduire à la recherche de responsables qui n'y seraient pour rien. Cette recherche ne conduirait qu'à des conséquences dommageables.

Les travailleurs immigrés ne sont pas responsables du chômage.

On lit et on entend dire que, si les travailleurs immigrés rentraient dans leur pays, le problème de l'emploi en France serait résolu. *C'est inexact.*

Un rapport établi pour le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre du Travail et le secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés (1), montre qu'une diminution en cinq ans de 150 000 immigrés actifs dans notre pays, soit près de 10 % de leur effectif total, n'apporterait que 58 000 emplois supplémentaires aux nationaux. Ce nombre serait même

ramené à 13 000 si, les immigrés étant partis, les employeurs accéléraient le processus de remplacement d'hommes par des machines.

On peut affirmer qu'un départ massif de la main-d'œuvre immigrée désorganiserait complètement des secteurs entiers de l'économie française.

On mesure, par là, combien est tendancieuse l'affirmation qu'il suffirait de se passer des travailleurs étrangers pour résoudre le problème du chômage. Elle est aussi dangereuse car elle peut faire éclater, dans notre pays, d'inadmissibles comportements racistes.

Ce qui est exact, en revanche, c'est qu'une part du haut niveau de vie dont nous bénéficions est le fruit du travail des immigrés, nos frères en humanité, qui vivent dans des conditions précaires : travail pénible et dangereux, logement insalubre, conditions de vie précaires, insécurité, dispersion des familles.

Les pays du tiers monde ne sont guère responsables de la crise de l'industrie textile

Des usines textiles ferment, d'autres réduisent le nombre d'heures de travail (2).

On lit et on entend dire que cette situation est créée par les pays en voie de développement qui envahissent le marché français de tissus bon marché et de vêtements à bas prix.

Mais savez-vous que la France importe plus de vêtements de la Communauté économique européenne que de tous les pays en voie de développement ?

C'est vrai, Hong Kong, Taiwan et la Corée du Sud sont de grands exportateurs de chemises et de pantalons.

Mais savez-vous qu'à ces pays nous vendons plus que nous n'achetons ?

C'est vrai, il faut s'attendre à ce que se multiplient les produits manufacturés de toute sorte en provenance des pays du tiers monde s'étant dotés d'une industrie.

Mais savez-vous que la plus grosse part des exportations de produits finis par les pays en voie de développement sont le fait de firmes multinationales implantées dans ces pays pour y exploiter les avantages de coût de la main-d'œuvre ?

Savez-vous que, malgré le poids de ces firmes américaines, européennes et japonaises, les pays du tiers monde ne réalisent que 7 % de la production industrielle mondiale, alors qu'ils portent 70 % de la population totale ?

Savez-vous aussi que, parmi nos achats de produits manufacturés à l'étranger, 5 % seule-

(*) Texte original.

Ce texte va être publié pour Pâques sous forme d'une plaquette aux Editions du Paroi. La plaquette contiendra en outre le texte de l'appel des cinq évêques pour Noël 1977, publié dans la *Documentation catholique* n° 1733, du 1^{er} janvier 1978.

Prix de la plaquette : 3 F (réduction par quantité). Commandes à adresser à la Commission française Justice et Paix, 71, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006, Paris, CCP 21 838 57 N PARIS.

(1) « Immigration et développement économique et social », rapport général présenté par Anicet LE PORS et publié par la « Documentation française », mai 1976.

(2) Il n'y a pas que le textile... Nous ne retenons que cet exemple car il est significatif.

ment viennent d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et 95 % des pays riches ?

Edifier un monde nouveau plutôt que d'accuser les autres

Comme on le voit, il s'en faut de beaucoup que les pays en voie de développement soient la principale cause des difficultés de l'industrie textile française.

Pourtant, l'apparition de produits finis en provenance de ces pays sur les marchés occidentaux est un fait irréversible, normal. *Il est nécessaire pour que progresse la justice dans le monde.*

En fait, *c'est l'ensemble des relations politiques, économiques et culturelles entre les pays riches et les pays en voie de développement qu'il faut reconsidérer.* Au moment même où bon nombre de nos compatriotes se croient menacés dans leur emploi par les pays pauvres, ceux-ci nous invitent à construire avec eux un monde plus juste.

Depuis 1973, inlassablement, ils demandent que soit instauré un nouvel ordre économique international. C'est une remise en cause fondamentale des rapports existant entre riches et pauvres qui est ainsi faite.

A des rapports de domination doivent désormais se substituer des rapports de coopération véritable en vue d'un développement solidaire.

C'est le plus grand défi posé aux hommes d'aujourd'hui.

C'est sa solution que l'histoire retiendra. Le passage de rapports de domination aux rapports de coopération entre les peuples comme entre les hommes, pour un développement solidaire, s'inscrit dans la ligne du renouvellement de Pâques. Y travailler n'est donc pas facultatif pour les chrétiens.

D'UN DESORDRE INACCEPTABLE...

La marche du monde contemporain est marquée par le désordre. Désordre politique, économique et culturel.

Désordre politique

Désordre politique, quand des continents entiers sont la proie de conflits sanglants entre grandes puissances du monde développé, par pays pauvres interposés.

Désordre politique quand de nombreux régimes ne survivent qu'en violant ouvertement les droits les plus évidents des individus.

Désordre politique en Afrique australe où des minorités blanches confisquent à leur seul profit l'essentiel des richesses créées, arrêtent, condamnent, exilent et tuent parfois les militants noirs et blancs, même pacifistes, des mouvements de libération.

Désordre, voire scandale politique quand les pays développés consacrent plus de 200 milliards de dollars aux dépenses d'armement alors que l'aide publique au développement, la même année (en 1974), n'est que de 12 milliards de dollars (3).

Désordre économique aussi

Désordre économique quand l'instabilité des cours des matières premières rend impossible la planification de l'investissement dans les pays producteurs, faute de pouvoir escompter sûrement leurs recettes.

Désordre économique quand il faut vendre de plus en plus de produits pour acheter la même quantité d'objets. C'est ce que les économistes appellent la dégradation des termes de l'échange. Savez-vous par exemple que cette dégradation a été telle pour les producteurs de café qu'il a fallu attendre 1975 pour que le prix à la production atteigne son niveau de 1954 ?

Désordre économique quand les monnaies changent de cours au gré des politiques des nations riches et de la spéculation internationale. L'effondrement des cours du dollar a pour effet la diminution des ressources des pays pauvres exportateurs de matières premières.

Désordre économique quand 10 % au moins de la population mondiale (400 millions de personnes) souffrent de carences alimentaires graves et à peu près 50 % (soit 2 milliards) souffrent de malnutrition et de la famine.

Désordre économique scandaleux quand le blé est devenu une arme, « l'arme alimentaire », moyen de pression odieux pour réduire au silence les affamés et les mal nourris.

Désordre culturel enfin

Désordre culturel quand des peuples entiers sont contraints de renoncer à leur identité pour adopter les modèles tout faits imposés par les pays « développés ».

Désordre culturel quand des peuples voient leur culture traditionnelle réduite à l'état de folklore et disparaître.

Désordre culturel quand les modèles ont exclu tout « art de vivre », au seul profit de l'usage des biens matériels ou d'un nihilisme amer et désespéré, voie ouverte au terrorisme violent.

Ce désordre multiforme est engendré par la volonté de domination, ce que nous appelons le péché. On ne peut regarder l'autre en face si on a pour projet de le dominer. Pas davantage, on ne peut regarder Dieu en face si on se sert de lui, de quelque manière, pour justifier ou pour cautionner un projet de domination.

Dans sa prédication, Jésus, Fils de Dieu, ne cesse de dire pourtant l'humilité de Dieu.

— A UN NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL

Remettre les hommes face à face comme des partenaires à part égale et non les uns contre les autres, c'est le projet d'un nouvel Ordre économique international.

(3) Dans un rapport datant de février 1977, « Eléments constitutifs d'un nouvel ordre économique international », François PERROUX cite les chiffres suivants pour les dépenses d'armements : le monde dépense 35 milliards de dollars par heure, ou 840 millions par jour, soit 300 milliards de dollars par an.

Travailler à un nouvel ordre économique, c'est inscrire dans nos plans de développement et dans nos projets individuels ou familiaux les conséquences de la perte progressive de privilèges exorbitants : matières premières bon marché, échanges commerciaux inégaux, avantages monétaires, main-d'œuvre étrangère sous-payée, quasi monopole de la production des biens manufacturés. *Nous avions, pour une grande part, construit notre expansion sur ces privilèges.* Désormais, nous sommes amenés à explorer d'autres voies, en vue d'un nouvel ordre économique international, si du moins nous accordons du prix à la paix mondiale, c'est-à-dire à la régression du désordre !... Qu'un nouvel ordre conduise, à long terme, à une nouvelle expansion, c'est possible.

Mais il serait insupportable que des travailleurs, des petits agriculteurs, des régions entières fassent seuls les frais de cette mutation. Des efforts budgétaires sont à fournir pour adapter notre économie aux conditions nouvelles. Ils sont à répartir entre tous, au prorata de leurs capacités contributives.

Les couches aisées de la population auront à participer de manière importante à l'effort collectif.

En aucun cas une plus grande justice entre les peuples ne doit signifier un élargissement des inégalités au sein même de notre pays, car la justice est une.

Dès aujourd'hui, tout doit être mis en œuvre pour que le développement nécessaire des peuples du tiers monde ne se traduise pas par du chômage et des baisses de pouvoir d'achat, l'éviction ou la faillite, dans la classe ouvrière, la paysannerie, les cadres et les entrepreneurs. *Un progrès dans la justice internationale et un progrès dans la justice nationale ne se conçoivent pas l'un sans l'autre.*

DIEU NOUS INVITE A LA PAQUE

Les mots qui viennent d'être employés, les situations qui viennent d'être décrites ne font pas partie du vocabulaire religieux habituel. On ne les trouve pas dans l'Evangile. Car Jésus ne pouvait évoquer pour ses contemporains une situation historique — « accident de l'histoire » — qui devait se produire dix-neuf siècles plus tard : la croissance démesurée de la puissance économique.

Pourtant, on l'a relevé plusieurs fois, aujourd'hui comme hier, sévit le mal que Jésus n'a cessé de combattre : la domination de l'autre (4).

La tentation au désert est éloquente : qui de nous, s'il était le Fils de Dieu, ne voudrait dominer les royaumes de la terre ? Jésus s'y refuse, de même qu'au déploiement de la force pour se soustraire à ses juges.

(4) Le mot « domination » peut désigner la maîtrise ou l'autorité. Cf. Gen. 1,28 : « Dieu les bénit et il leur dit : [...] remplissez la terre et soumettez-la, et dominez sur les poissons de la mer... », etc.

Ici et dans l'ensemble du présent document, le mot domination évoque plutôt le joug, l'oppression, la sujétion, voire la tyrannie.

La résurrection de Jésus, que nous célébrons, inaugure le Règne de justice et d'amour annoncé par lui. Elle est le signe et le point de départ d'un dynamisme nouveau dans le monde. Le Christ appelle et entraîne l'humanité à passer d'un agencement du monde autour de la *volonté de domination* à un nouvel agencement autour de la *volonté de communion*.

A travers la vie économique, notamment en raison de son importance considérable, nous sommes conviés à édifier une communion plus véritable. Tâche difficile, tant sont pressantes les forces de domination. Mais ce serait une forme de péché — par omission — que de laisser sans suite les appels de l'Esprit au travers des occasions qu'offre l'Histoire.

Déceler et anéantir les traces et les causes de domination, c'est le projet que l'Esprit-Saint nous propose pour actualiser, dans le temps et l'espace, notre participation à la Pâque du Christ.

Ce projet est un pari. Les sacrifices à consentir seront importants car le prix du partage est élevé. La croix fait partie de l'existence chrétienne.

Mais, par ailleurs, on pressent que les convulsions accompagnant la poursuite de rêves hégémoniques dans une terre limitée pourraient bien être mortelles.

Dès lors, la voie pascalle, mort et résurrection, n'est-elle pas la seule qui s'impose à la foi et dont la raison, à son niveau, entrevoit la vérité ?

La fraternité et la coopération, se substituant à la volonté de puissance, deviennent, pour beaucoup d'hommes de notre temps, l'objectif prioritaire. Quoi qu'il en coûte, il fait partie de l'horizon de notre monde.

15 mars 1978.

« Nous serons amenés à tenir de plus en plus un langage de vérité vis-à-vis d'une société fermée sur elle-même, qui ne pense qu'à s'enrichir. Les appels de l'Evangile n'ont-ils pas, de tout temps, invité au partage ? Nous ne sommes plus à une époque où le partage portait sur le seul superflu ; nous sommes dans un univers aux ressources limitées, et il nous faut mettre en commun tant les emplois que les matières premières. Mais même ce partage ne saurait suffire : il faut aller jusqu'à une nouvelle répartition des responsabilités, des idées et des projets. Un tel partage viendra bouleverser nos modes de vie et appellera des renoncements profonds. »

Mgr ROGER ETCHEGARAY,
président

de la Conférence épiscopale française,
Assemblée plénière de l'Episcopat,
 Lourdes, novembre 1977 (5).

(5) DC, 1977, n° 1730, p. 988 (NDLR).

LA VENTE ET LA LIVRAISON D'ARMES CONVENTIONNELLES

Rapport du Conseil britannique des Eglises

Le 26-27 avril 1977, le Conseil britannique des Eglises (« British Council of Churches ») a approuvé le rapport ci-après, qui est une étude réaliste sur « la vente et les livraisons d'armes conventionnelles, des systèmes d'armements et de la technologie apparentée ». La Commission Justice et Paix internationale de la Conférence épiscopale d'Angleterre et du Pays de Galles, après étude du document, en a recommandé l'étude aux catholiques.*

A. — LA NATURE DU PROBLEME

Depuis la fin de la Dernière Guerre mondiale, le commerce des armes n'est plus la prérogative de sociétés privées (« les marchands de canons »), mais d'Etats qui, le cas échéant, trouvent avantage à accorder une licence de vente et de livraisons d'armes à des organismes privés (1). De ce fait, le développement de ce commerce est déterminé non par des considérations d'avantages commerciaux, mais par le large éventail des conceptions, vraies ou fausses, que l'on se fait de l'intérêt politique, militaire et économique.

Toutefois, si le commerce des armes est important, il ne représente qu'un faible pourcentage de l'ensemble des dépenses militaires dans le monde. En 1974, les livraisons d'armes ont atteint 9 milliards de livres sterling, soit 3 % du total des dépenses militaires mondiales qui atteignent 285 milliards de livres (2). Il est clair que, même si le problème du commerce des armes pouvait être « complètement résolu », il nous resterait encore bien du chemin à parcourir avant de nous débarrasser du fléau de la guerre.

Vaut-il la peine, en ce cas, d'examiner attentivement le problème du commerce des armes ? La réponse à une telle question comporte deux volets. D'une part, l'aspect inquiétant de ce commerce n'est pas seulement son volume actuel, mais aussi sa croissance et l'évolution dans la qualité du matériel. Entre 1965 et 1974, le total global a augmenté d'environ 60 % (un peu moins que l'augmentation de la production mondiale en biens et services durant la même période, mais les chiffres n'en restent pas moins inquiétants). Aussi bien, le point le plus important est-il sans doute le fait que la qualité du matériel commercialisé a connu un changement radical : l'ancienne pratique qui consistait à fournir des surplus et des armements vieillissants a peu à peu été remplacée par la vente et la livraison de la technologie la plus

récente et la plus avancée, parfois avant que les armes nouvelles n'aient été intégrées dans l'appareil militaire de l'Etat fournisseur. De telles tendances justifient amplement que l'on s'inquiète du commerce des armes.

Par ailleurs, il arrive que l'on exagère l'importance de ce dernier. Les causes du commerce des armes sont profondément enracinées dans le besoin, ressenti dans le monde entier, de se reposer sur la sécurité militaire. Et précisément parce que les causes plongent si profond, il est fort improbable que l'on puisse faire beaucoup de progrès aussi longtemps que le système militaire mondial restera ce qu'il est. Ceux qui considèrent que le problème du commerce des armes est un bon moyen pour attirer l'attention des Eglises sur les questions vitales de la paix doivent bien prendre conscience que, à certains points de vue, le commerce des armes est un phénomène superficiel.

La vente et la livraison des armes conventionnelles, des systèmes d'armements et de la technologie qui s'y rattache sont régis en très grande partie, mais non totalement, par des facteurs politiques. Sur les 9 milliards d'importations en 1974, 2,8 milliards étaient représentés par des livraisons à l'intérieur de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Toute limitation du commerce des armes qui laisse intactes les structures politiques et militaires sous-jacentes ne peut espérer affecter cette partie du commerce. Ceux qui concentrent leurs efforts sur le commerce des armes plutôt que sur les structures politiques et militaires du monde moderne, sur lesquelles il est bien plus difficile d'avoir barre, ne peuvent de façon réaliste entamer le commerce interne de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Une telle limitation est hérissée de difficultés.

Ce qui, éventuellement, pourrait faire l'objet d'un contrôle est le commerce réalisé en dehors des principales alliances. En l'occurrence, un élément essentiel que nous avons du mal à apprécier pleinement en Grande-Bretagne est la suspicion qui s'attache, dans le tiers monde, à toute tentative de limitation. Deux exemples permettront de le faire comprendre. En novembre 1965, Malte introduisait auprès du premier Comité de l'Assemblée générale des Nations Unies une résolution invitant le Comité de désarmement des 18 nations (aujourd'hui la Conférence du Comité sur le désarmement) à proposer un système permettant de rendre publiques les livraisons d'armes, par l'intermédiaire des Nations Unies. Le projet fut repoussé. En novembre 1968, le Danemark présentait au premier Comité de l'Assemblée générale un projet de résolution où le secrétaire général était prié de demander aux gouvernements-membres leur avis, notamment sur l'enregistrement auprès du Secrétariat de « toutes les importations et exportations d'armes et de munitions conventionnelles... et sur la publication des informations concernant ces livraisons ». Le projet souleva un tel tollé de la

(*) Texte anglais original. Traduction de la DC.

(1) Le commerce de seconde main est encore largement entre les mains de firmes privées.

(2) Voir l'appendice sur les transferts d'armes en 1975.

part des Etats concernés qu'il ne fut pas soumis au vote. Dans l'un et l'autre cas, des propositions qui pourraient apparaître au lecteur britannique comme totalement bénignes ont été regardées par le tiers monde comme une conspiration montée par les possesseurs d'armements avancés contre ceux qui en étaient dépourvus.

Dans les discussions de 1965, l'Argentine s'est élevée — et ce ne devait pas être la dernière fois — contre des mesures destinées à « désarmer les désarmés ». Toute suggestion tendant à limiter le commerce des armes doit tenir compte, d'une manière ou d'une autre, de la susceptibilité à fleur de peau des pays en voie de développement. Il ne faut pas oublier que ces Etats peuvent légitimer leurs craintes en invoquant l'article 51 de la Charte des Nations Unies, qui reconnaît à chacun de ses membres le droit à sa propre défense.

B. — CONCEPTIONS OPPOSEES SUR LE COMMERCE DES ARMES

C'est un sentiment généralisé que le commerce des armes est répugnant du point de vue moral. Parmi les raisons souvent avancées en ce sens, on peut citer les suivantes :

— Certaines guerres semblent être exacerbées par la fourniture d'armes en provenance de sources extérieures ;

— On court le danger de voir une guerre locale conduire à une déflagration mondiale ;

— Les intérêts britanniques dans le commerce et les livraisons d'armes semblent être déterminés moins par le souci du pays client que par des facteurs économiques intérieurs (par exemple la réduction du prix de revient, l'amélioration de la balance des paiements, la diminution du chômage) ;

— Nous paraissions tirer profit des guerres d'autres peuples, guerres qui sont souvent utilisées par les grandes puissances pour résoudre leurs conflits par procuration. Nous donnons l'impression de pratiquer un double jeu en prétendant fournir des armes uniquement dans un but de dissuasion et, ensuite, en stoppant les fournitures lorsque les armes sont employées, parfois pour le seul motif de la défense ;

— La militarisation désorganise l'économie des pays en voie de développement car elle attire les meilleurs techniciens ;

— Les dépenses engagées dans les achats d'armes sont en réalité un gaspillage, en particulier lorsque les pays récepteurs font l'achat d'engins d'une haute technicité qui n'ont guère de rapport avec leurs besoins de sécurité ;

— Ce dont le monde a vraiment besoin, croyons-nous, c'est d'un système efficace de sécurité internationale qui rendrait anachronique le commerce des armes.

Par ailleurs, un certain nombre d'arguments tendent à montrer que le commerce des armes ne doit pas être condamné à la légère. Nous citerons les suivants :

— Si le commerce des armes venait à cesser, alors que les Etats continueraient à ressentir le

besoin d'une protection militaire, le résultat pourrait être qu'un nombre bien plus grand d'Etats chercheraient à développer leur industrie de guerre ;

— L'économie britannique, du moins à moyen terme, se trouve lourdement engagée dans le commerce des armes. On estime que, en 1975-1976, les exportations d'armes représentent 560 millions de livres sterling, soit 2,8 % de la totalité. 240 000 personnes environ sont employées dans des industries liées à la défense ;

— Si la Grande-Bretagne renonçait à sa participation au commerce des armes, le coût de sa défense et de sa dissuasion augmenterait sans que cela ait une incidence sérieuse sur le volume total de commerce des armes et, selon toute probabilité, la participation britannique ne ferait qu'aller arrondir celle de nos concurrents ;

— Le gouvernement britannique adopte une attitude pragmatique vis-à-vis du commerce des armes, en ce sens qu'il étudie chaque cas en lui-même. Bien qu'il ne faille pas attendre une quelconque perfection en ce domaine, les fonctionnaires concernés sont en mesure de répondre aux intérêts des clients éventuels et de leurs voisins, tout en cherchant à sauvegarder les intérêts légitimes de la Grande-Bretagne. La suspension des ventes et des livraisons en cas d'aggravation de conflit témoigne de leur vigilance ;

— Un accord entre clients potentiels visant à limiter le commerce des armes est à la fois plus prometteur et plus juste que toute autre manière d'aborder le problème. Les pays occidentaux peuvent certes apporter tout leur soutien aux propositions américaines en faveur d'une limitation volontaire, mais ils ne peuvent raisonnablement espérer imposer une solution. Ceux qui critiquent le commerce des armes croient trop vite que l'initiative revient aux fournisseurs plutôt qu'aux clients.

Il y a un bon fond de vérité dans les arguments des deux parties. L'analyse et les propositions qui suivent suggèrent qu'il est possible et qu'il vaut la peine de trouver un objectif commun qui tienne compte à la fois de ceux qui critiquent le commerce des armes avec le tiers monde et ceux qui tendent à souligner ses côtés positifs.

C. — METHODE D'ANALYSE

Le problème du commerce des armes peut être abordé, semble-t-il, par trois biais possibles : les Nations Unies, les pays clients et les pays fournisseurs. Les Nations Unies représentent la seule structure globale, la seule institution où les Etats sont considérés comme globalement responsables. Mais le problème est si urgent, les divergences d'intérêts si grandes, les possibilités d'une initiative même restreinte si encourageantes, du moins relativement, qu'un cadre plus étroit mérite également considération.

Dans chacun de ces trois cas, nous nous efforcerons d'établir un modèle de responsabilité. Autrement dit, nous nous demanderons

quelles sont les obligations qui reviennent aux Etats et autres partenaires en ce qui concerne le commerce des armes.

Il importe de faire une très importante distinction entre deux types d'obligations : les obligations « absolues », qui ne souffrent aucune exception ; les obligations *prima facie*, (terme du droit anglo-saxon signifiant que l'obligation en question paraît bien fondée à première vue (*prima facie*), c'est-à-dire d'après les premiers examens) qui admettent rarement des exceptions et font retomber la charge de la preuve sur la personne ou l'Etat qui a proposé l'exception, la présomption du droit étant du côté de la personne qui fait observer la règle.

Un exemple peut permettre de souligner l'importance de cette distinction. Certains de ceux qui se sont élevés contre la politique des alliés pendant la Deuxième Guerre mondiale, à savoir le bombardement sans discrimination des villes allemandes et japonaises, fondaient leurs critiques sur une obligation grave. A leurs yeux, il s'agissait même là d'une obligation *prima facie* de la plus haute gravité, à savoir d'éviter d'attaquer directement des populations civiles. Sans aller jusqu'à prétendre que cette règle ne souffrait pas d'exceptions, ils estimaient qu'il incombait aux avocats du bombardement sans discrimination de se justifier. Si l'on avait prêté l'oreille à ces critiques, l'équilibre du pouvoir entre ceux qui préconisaient le bombardement sélectif et ceux qui poussaient au bombardement sans discrimination aurait été fondamentalement modifié. Il est possible, par exemple, que le bombardement gratuit de Dresde aurait été écarté. En tout état de cause, l'analyse de la nécessité de bombarder s'est effectuée de façon empirique, sans que l'on ait fait appel à un sentiment quelconque d'obligation contraignante.

L'exemple suggère que l'insistance sur l'importance de règles claires, précisant à quel niveau se situe la charge de la justification dans les affaires de politique générale, est une tâche indiquée pour les Eglises.

D. — QUE PEUVENT FAIRE LES NATIONS UNIES ?

Il a été suggéré que les Nations Unies pouvaient apporter une aide de deux façons, par l'embargo et l'information.

a) *L'embargo*. En mai 1951, l'Assemblée générale approuvait une résolution recommandant un embargo sur les chargements d'armes et de matériel de guerre à destination de la Corée du Nord et de la Chine. Plus de 40 Etats observèrent l'embargo, bien que le bloc soviétique et la Chine eussent fait valoir que l'Assemblée générale avait débordé de son domaine de compétence. Plus près de nous, l'Assemblée générale a voté des résolutions moins litigieuses recommandant aux Etats-membres d'appliquer l'embargo aux livraisons d'armes à l'Afrique du Sud (depuis 1962) et pour un temps au Portugal. Le Conseil de sécurité a maintenu depuis 1965 un embargo, légalement contraignant, contre la Rhodésie.

Tous les Etats sont assujettis à la législation internationale et donc obligés d'observer les embargos du Conseil de sécurité. Du fait que le Royaume-Uni est membre de l'ONU, il a la stricte obligation d'observer les recommandations édictées par l'Assemblée générale. Mais du fait que l'ONU est une institution éminemment faillible, ces recommandations ne peuvent être absolues. Ce sont des obligations *prima facie*, la présomption étant en faveur de l'observance du règlement.

b) *L'information sur le commerce des armes*. Il a été signalé plus haut que les initiatives de 1965 et de 1968, tendant à permettre aux Nations Unies de collecter et de rendre publiques les informations sur le commerce des armes, ont échoué. Une initiative japonaise, en 1976, a été brisée net par une motion de procédure présentée par l'Inde dans le but d'ajourner le débat. Certains commentateurs estiment que le brutal rejet de cette initiative pourrait renforcer la résolution du Japon et d'autres pays de porter la question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Une possibilité qui n'a pas été étudiée est la suivante : les principaux groupes des Nations Unies pourraient avoir un intérêt commun à transférer à cet organisme l'ensemble des activités de collecte et de publicité de l'information, actuellement entre les mains de l'Institut international pour les études stratégiques et de l'Institut international de Stockholm pour la recherche de la paix. Ces institutions étudient certains aspects de l'évolution générale de l'armement. Si leur mission d'information et de publicité était assumée par les Nations Unies (comme c'était le cas entre les deux guerres mondiales par le secrétariat de la Ligue des Nations), l'intérêt actif des Etats pour une bonne information, par exemple dans le domaine du commerce des armes, pourrait être considérablement augmenté.

E. — QUE PEUVENT FAIRE LES PAYS CLIENTS ?

Initiatives de l'Amérique latine

Parmi les propositions tendant à limiter les achats d'armes et les dépenses militaires en Amérique latine figurent celles de Costa Rica en 1958, du Chili en 1960, des présidents d'Amérique latine lors de leur réunion au sommet à Punta del Este en 1967 et de la Colombie en 1971, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains. Plus près de nous, la déclaration d'Ayacucho a été signée à Lima par huit Etats latino-américains le 9 décembre 1974. Elle appelait les signataires, entre autres, à « créer les conditions susceptibles de permettre la limitation effective des armes et de mettre un terme à leur achat, dans des buts hostiles et offensifs, afin de consacrer toutes les ressources possibles au développement... économique et social ». La déclaration ne prévoyait aucun mécanisme destiné à appliquer de telles limitations, et il est trop tôt pour évaluer ses effets sur l'achat d'armements par les signataires. Il est possible que, dans un avenir proche, les tensions, qui semblent aller en s'aggravant, réduisent à néant ses résultats, mais elle peut aussi, à long terme, s'avérer extrêmement féconde.

Propositions des Etats-Unis

En avril 1966, les Etats-Unis ont préconisé six principes susceptibles de fournir une base à des accords pour un contrôle des armes à un niveau régional.

a) Les Etats de la région doivent s'efforcer de ne pas acquérir de n'importe quelle source des armements frappés d'interdit ;

b) L'initiative de l'accord doit provenir de la région elle-même ;

c) Tous les Etats importants de la région doivent être partie prenante ;

d) Les fournisseurs potentiels doivent s'efforcer de respecter les accords ;

e) L'accord doit contribuer à la sécurité régionale ;

f) Des mesures adéquates doivent être prises pour assurer le contrôle.

Bien que la proposition n'ait guère rencontré de soutien actif, les Etats-Unis n'ont pas cessé de la reformuler périodiquement.

Analyse

Les pactes régionaux du type indiqué par la déclaration d'Ayacucho et par les six principes américains ont le grand mérite d'être le résultat d'accords entre pays clients et donc d'éviter les suspicions mentionnées plus haut. Mais la nature même de ces règlements fait que la Grande-Bretagne ne peut guère y apporter de contribution. Tout ce que peut faire un Etat fournisseur est d'apporter son soutien aux six principes américains et d'éviter de faire capoter les recherches d'accords régionaux, dans l'espoir d'obtenir des avantages personnels. Les Eglises ont souvent de meilleures relations avec les pays clients qu'avec les pays fournisseurs. Elles auraient sans doute avantage à examiner ce qu'elle pourraient faire pour favoriser la cause de la limitation volontaire des armements au niveau régional.

Les pays fournisseurs, y compris la Grande-Bretagne, ont-ils l'obligation de soutenir les accords régionaux et d'éviter de les torpiller ? Toutes choses étant égales par ailleurs, il est très probable que les Etats d'une région tendraient vers une autolimitation des armements s'ils étaient en relativement bons termes les uns avec les autres et regardaient de telles limitations comme un moyen d'affirmer et de faire progresser leurs bonnes relations. De même, toutes choses étant égales par ailleurs, il est souhaitable que les Etats soient en bons termes les uns avec les autres. Il y a donc une obligation de soutenir, et d'éviter de faire échouer, les accords de limitation au niveau régional. Il est toutefois possible qu'un projet d'accord régional établisse une discrimination par rapport à l'un des membres de la région. (Imaginons un accord au Proche-Orient, excluant Israël, qui serait utilisé pour prétendre que les livraisons d'armes à ce pays sont inacceptables, parce que destructrices de l'accord). Il est par ailleurs imaginable que les Etats d'une région se trompent sur la meilleure façon pour eux de protéger leur sécurité. (Supposons, par exemple, qu'un projet de limitation risque de

créer un déséquilibre militaire et de provoquer des tensions susceptibles de gâcher, à l'avenir, des relations qui sont actuellement bonnes, alors qu'un surcroît d'armements donnerait une possibilité sûre de rétorsion dans des systèmes conventionnels et fournirait un moyen de dissuasion sur lequel on puisse compter). Le point le plus important est peut-être le suivant : il peut se présenter le cas où tous les membres d'une région ont des gouvernements dictatoriaux qui méritent d'être renversés, si bien que l'amélioration des relations entre eux ne serait aucunement souhaitable. En raison de telles possibilités, l'obligation de favoriser des accords régionaux, et de ne pas y mettre obstacle, ne constitue pas un devoir absolu. L'obligation existe, et il revient à ceux qui sont en faveur d'une exception de présenter eux-mêmes leurs preuves.

La probabilité d'accords régionaux dans des zones de grande tension est extrêmement réduite. Il est donc nécessaire de se demander dans quelles circonstances il est souhaitable que des fournisseurs imposent des restrictions, même contre le gré des Etats clients.

F. — QUE PEUVENT FAIRE LES FOURNISSEURS ?

En 1975, les Etats-Unis fournissaient environ 50 % de la totalité des ventes d'armes, l'URSS 26,8 %, la France 5,2 %, la Grande-Bretagne 3,9 %, la Chine 2 %, la République fédérale d'Allemagne 2,7 %. Parmi les Etats dont la vente d'armes est en augmentation figurent Israël, le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud, le Pakistan, la Corée du Sud, et, plus récemment, l'Irlande. Il est important de ne pas oublier que tous les Etats sont des concurrents économiques et qu'il existe, entre la plupart des grands fournisseurs d'armes, une lutte acharnée, à la fois politique et idéologique. Toute proposition d'action auprès des Etats fournisseurs doit répondre aux questions suivantes : Quel rapport y a-t-il entre la proposition et ses objectifs politiques ? Quel rapport y a-t-il avec la prolifération des industries d'armements ? Quel rapport y a-t-il avec les intérêts économiques du pays fournisseur ?

Nous allons examiner ces points les uns après les autres :

Objectifs politiques

Il est extrêmement difficile de synthétiser et d'évaluer le rapport entre le commerce des armes et les objectifs politiques. En raison des objectifs diversifiés, et mutuellement hostiles, d'un certain nombre d'Etats en cause, il vaut mieux commencer par étudier les intérêts des fournisseurs particuliers plutôt que de se demander s'il existe, chez eux, un intérêt commun susceptible de donner une raison politique à la limitation du commerce des armes.

Avantages politiques du commerce

Il est possible d'imaginer un type de livraison d'armes qui réaliserait, en quelque sorte, le rêve de tout diplomate. Une livraison de ce genre consiste à donner ce qu'ils désirent à des gouvernements amis, lesquels paient même pour

cela ! Chaque fois qu'elles sont possibles, de telles livraisons sont aujourd'hui particulièrement tentantes pour certains fournisseurs. C'est le cas notamment pour les Etats-Unis quand ils cherchent à éviter de s'engager plus à fond du point de vue militaire auprès d'amis et d'alliés et c'est aussi le cas pour l'URSS et la Chine, quand ils veulent convaincre l'opinion mondiale qu'ils prennent fait et cause pour les causes populaires dans le monde, qu'ils refusent d'étendre leur sphère d'influence sans tenir compte de l'opinion du peuple dans les Etats où ils interviennent.

A ces évidents avantages du commerce des armes il convient d'ajouter d'autres considérations plus discutables. On a prétendu que la fourniture d'armes confère une influence, sinon à tous les fournisseurs, du moins aux deux superpuissances. La guerre arabo-israélienne de 1973 en est un bon exemple : les USA et l'URSS n'auraient pu y mettre un terme s'ils n'avaient été les principaux fournisseurs d'armes des belligérants. Mais on ne peut trouver d'exemple convaincant d'une semblable influence dans le cas de puissances moyennes, du type de la Grande-Bretagne et de la France.

Les événements qui se sont produits au cours de la guerre de 1965, entre l'Inde et le Pakistan, illustrent une autre remarque touchant le commerce des armes. Dès le début des hostilités, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont suspendu leurs livraisons d'armes aux belligérants. Le résultat ne s'est pas fait attendre : l'Inde a demandé l'aide de l'URSS et le Pakistan celle de la Chine. En conclusion, l'influence et le prestige de la Chine et de l'URSS se sont accrus, aux dépens de l'Occident, dans la compétition idéologique.

Inconvénients politiques du commerce

Un bon nombre d'Etats, en dehors de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, qui sont les clients du commerce des armes sont politiquement instables. Il suffit, dès lors, d'un changement de régime pour que le fournisseur trouve, braqué contre lui, son armement le plus avancé. Peut-être l'exemple le plus saisissant de ce phénomène est-il la très grande quantité de technologie militaire avancée des Etats-Unis, qui est à la disposition du nouvel Etat unifié du Vietnam, lequel est antiaméricain.

Il arrive aussi que, à la suite d'un marché d'armements, un pays fournisseur se trouve entraîné politiquement bien au-delà de ce qu'il aurait souhaité. Ainsi, l'Iran, en procédant à l'achat d'armes, exigeant l'appoint d'un personnel américain, a établi une alliance de fait qui, en cas de grave crise militaire, ferait monter le coût politique du côté américain.

On ne connaît aucun moyen de contrôler la revente généralisée des armes. Les armes et les systèmes d'armements peuvent facilement être transférés d'un camp ami à un camp hostile et, à moins que le fournisseur ne jouisse d'un monopole dans les livraisons au client original, il ne dispose d'aucun moyen de sanction. Dans ce domaine, il ne semble exister aucune perspective d'un contrôle plus serré. La durabilité de l'influence que procure le commerce des armes est, par ailleurs, sujette à caution. La

première livraison d'armes soviétiques après la guerre, en dehors de la zone du Pacte de Varsovie et de la Corée du Nord, s'est effectuée en Egypte (par l'entremise de la Tchécoslovaquie en 1955). Or, en dépit du commerce très actif qui s'est instauré par la suite entre l'Egypte et l'URSS, l'Egypte n'a eu guère de mal à expulser le personnel soviétique et à adopter une politique étrangère plus favorable à l'Occident, dès que ses intérêts l'ont exigé. Cet exemple est typique d'un monde où les principaux fournisseurs n'ont pas signé d'accords globaux visant à réduire le commerce des armes, et se livrent à une concurrence acharnée pour étendre leur influence par tous les moyens en deça d'une guerre importante.

Est-il possible de se former un jugement équilibré entre les avantages et les inconvénients politiques du commerce des armes, de manière à aboutir à des conclusions applicables à toutes les parties du monde ? Il semble que non.

Selon les théâtres d'opérations, les probabilités des différents facteurs que nous venons de mentionner font l'objet, de la part des pays fournisseurs, d'estimations différentes. La supputation des avantages et des inconvénients en ce qui concerne l'Afrique n'a guère de sens quand on en fait l'application au Proche-Orient.

Les implications éthiques de ce problème sont assez complexes. Chaque cas comporte des avantages et des inconvénients qui demandent à être soupesés, mais, en chaque cas, la supputation est différente. Le fait que, dans chaque cas, il y a le pour et le contre de chaque côté signifie qu'une personne qui estime que l'aspect éthique l'emporte de façon écrasante sur le commerce des armes n'est pas forcée de conclure que les intérêts éthiques et politiques divergent systématiquement. Par ailleurs, une telle personne doit reconnaître que l'évaluation politique de l'intérêt, dans le cas donné, peut différer considérablement de ce qu'exige un principe éthique.

Notre discussion sur les objectifs politiques s'est concentrée sur les cas où les intérêts des fournisseurs sont en conflit. Il existe d'autres cas. On peut sans doute admettre que les USA et l'URSS considèrent qu'ils ont tous les deux intérêt à réduire les livraisons d'armements avancés au Proche-Orient, et que, en 1970, ils ont agi en ce sens pour refuser à leurs clients les armes à longue portée qu'ils leur demandaient instamment. Malheureusement, de telles situations sont rares.

La prolifération des industries de guerre

De sévères restrictions apportées d'un commun accord par les gros fournisseurs d'armes sont susceptibles d'aboutir à une grave injustice envers les clients. En effet, de telles restrictions donnent aux pays capables de développer leurs propres armes (conventionnelles), à partir de leurs bases industrielles, un avantage considérable sur les Etats qui dépendent de l'importation d'armes. On pourrait poser le problème de la façon suivante : ceux qui préconisent la réduction du commerce des armes seraient-ils satisfaits de la rupture qu'elle provoquerait, par exemple, dans l'équilibre militaire au sud du continent africain, où la République

sud-africaine est capable de produire par ses propres moyens bon nombre de modèles d'armes, alors que ses voisins en sont incapables ? On estime qu'une quinzaine d'Etats sont en train actuellement de réduire leur totale dépendance d'autrefois, en développant leur propre industrie de guerre. A-t-on raison de leur donner un avantage militaire, qui ne cesse de s'accroître, sur les 80 ou 90 autres Etats du tiers monde ? On a suggéré que, pour obvier à de telles difficultés, toutes les restrictions qui pourraient être imposées devraient être solidement replacées dans un contexte de règlements (de préférence régionaux) visant à équilibrer le niveau d'armements disponibles pour des Etats importateurs ou non. La mise au point d'une telle stratégie est certes des plus difficiles et dépend pour une très grande part de la bonne volonté des fournisseurs et des clients, mais en principe un tel schéma nous semble exigé par la plus élémentaire justice.

Intérêts économiques

Le point de vue officiel des gouvernements britanniques successifs est que l'objectif premier de toutes les manufactures d'armes en Grande-Bretagne est la défense du pays, y compris la contribution à la force de dissuasion de l'OTAN. Tout bénéfice économique provenant du commerce des armes doit être considéré comme un supplément. Il n'a pas toujours été facile aux porte-parole britanniques de faire clairement apparaître cet ordre de priorité, bien que Roy Mason ait insisté sur le fait que « le Royaume-Uni se situe à un plan moral bien plus élevé que tout autre pays en mesure de vendre des armes, ce qui, aussi bien, a porté tort à nos relations avec d'autres pays (3) ». La difficulté est particulièrement grave aux périodes de restriction économique. L'éventuelle information de l'ONU sur les dépenses militaires mondiales, que nous avons suggérée plus haut, pourrait contribuer à attirer l'attention sur l'aspect politique. Les Eglises sont bien placées pour insister sur le fait que les intérêts économiques dans le commerce des armes doivent être subordonnés aux intérêts politiques.

Il est possible que, sur le plan strictement commercial, le commerce de armes soit très séduisant ; la marge bénéficiaire est élevée et les perspectives de marchés suffisamment stables sont finalement assez alléchantes. A moyen terme, les séductions économiques sont encore plus grandes. Et les hommes politiques, surtout en période de crise économique, sont naturellement préoccupés par le court terme. En Grande-Bretagne, par conséquent, même si la politique officielle est pour une stricte subordination de l'intérêt économique, de fortes pressions ne manquent pas de s'exercer en sens contraire.

Une réponse qui pourrait convenir aux chrétiens non pacifistes est la suivante : la Grande-Bretagne et la France seraient moins soumises à des pressions pour vendre des armes au tiers

monde si les Etats-Unis acceptaient d'équilibrer leurs ventes et leurs achats d'armes en tenant compte de l'Europe. Si la part britannique du marché de l'OTAN s'élargit, notre pays se trouvera du coup mieux placé pour réduire son commerce en dehors de l'Alliance. Mais une telle solution n'a guère de chance d'être acceptée par les pacifistes.

On peut envisager une ligne d'action un peu plus radicale, qui donne peut-être aux Eglises la possibilité d'une contribution bien à elles. Les sociétés qui travaillent dans le domaine des armements ont beaucoup de mal à trouver d'autres lignes d'activité, qui soient aussi profitables. Dans ces sociétés, où les Eglises détiennent des actions substantielles, des pressions pour amener à chercher de nouveaux terrains (et moins profitables) sont déjà mises en pratique et il vaut peut-être la peine de les intensifier.

Il s'agit là, nous devons le noter, d'un problème où règne un large accord. On entend parfois le commandement militaire se plaindre de ce que la fourniture d'armes à d'autres pays entraîne une insuffisance d'équipement dans l'armée nationale : « Nous ne pouvons même plus entraîner nos propres soldats sur les nouveaux engins, car toutes les places sont prises pour l'entraînement des soldats étrangers ! » De telles remarques de la part de militaires signifient que la pression pour subordonner les intérêts économiques aux « besoins » politiques et militaires nationaux pourrait bien trouver des soutiens dans bien des secteurs.

G. — RECOMMANDATIONS

Il est bien évident qu'il n'existe pas de réponse toute faite au problème du commerce des armes. Exiger qu'on y mette un arrêt total serait déraisonnable ; bien plus, cela encouragerait, dans de nombreux pays du tiers monde, la création d'industries nationales de guerre et priverait les pays fournisseurs d'une quelconque possibilité de peser sur le conflit local. Par ailleurs, refuser toute restriction ne fait qu'augmenter les risques d'un conflit militaire dans le monde entier et détourne vers des réalisations non pacifiques des ressources dont le besoin se fait cruellement sentir.

Les recommandations qui suivent tiennent compte de ce dilemme. Elles s'efforcent de fournir des orientations pour le commerce des armes. Les Eglises seront sans doute d'accord pour exhorter les gouvernements à suivre ces orientations :

1. L'ultime usage des armes est de tuer, de détruire. C'est donc un jugement politique responsable, et non l'expédient politique ou l'opportunité économique qui doivent déterminer l'exportation ou non des armes, ainsi que la quantité de matériel. Même un pays qui, comme la Grande-Bretagne, se trouve dans une situation de difficulté économique et accuse un déficit dans la balance de paiement ne peut se libérer de la responsabilité politique et morale qu'implique le commerce des armes.

(3) Le 13 juillet 1976 en réponse à une question du Parlement.

Il s'ensuit quatre conséquences pratiques. Tout d'abord, il ne faut pas permettre que le commerce des armes prenne dans l'économie britannique une importance telle que le gouvernement en soit pratiquement réduit à fournir ce qui est exigé de lui, car il n'a pas d'autre possibilité. Il doit rester libre de refuser même l'offre de ventes la plus alléchante.

Ensuite, l'équipement des forces armées britanniques doit être déterminé par les besoins de sécurité du pays, et non par des considérations d'exportation. Même si un plus grand étalement de la production et la vente à l'étranger font éventuellement baisser le coût de la défense nationale, ce ne peut être une justification pour les exportations d'armes.

Troisièmement, le contrôle politique sur l'exportation des armes doit être assuré à tous égards. Cela signifie non seulement que les autorités politiques doivent avoir le dernier mot en ce qui concerne les exportations et le type de matériel exporté ; cela signifie aussi, et c'est plus important, que ce sont les considérations politiques qui doivent l'emporter. Cela implique une analyse affinée du contrecoup que peut provoquer un marché spécifique d'armements sur les relations de sécurité à l'intérieur d'une région donnée. Au cas où une telle analyse ne s'est pas réalisée, aucune exportation ne saurait être permise.

Enfin, dans le but de faire prendre conscience au grand public du problème en jeu, les grands marchés d'exportation d'armes devraient être soumis à l'examen du Parlement.

2. C'est avec raison que l'on établit des distinctions entre les livraisons d'armes. Tout pays a droit d'acquérir des armes pour assurer sa propre défense, mais cela ne signifie pas que les fournisseurs aient l'obligation d'exporter. La décision d'exporter ou non est une question qui regarde le jugement politique responsable de l'Etat fournisseur. C'est son devoir d'établir des distinctions.

Cela signifie aussi que l'argument, si souvent avancé, selon lequel la modération dans les exportations d'armes n'est possible que si les autres fournisseurs coopèrent, ne peut de soi justifier les exportations.

L'exportation des armes implique une responsabilité morale et politique ; on ne peut y échapper en désignant du doigt les agissements d'autrui, et des exportations irresponsables ne peuvent être justifiées par l'argument : « Si nous ne le faisons pas, d'autres le feront à notre place. »

3. Dans toute exportation d'armes, deux principes indispensables doivent être respectés :

a) Aucune exportation n'est autorisée dès lors qu'elle est interdite par la législation internationale ;

b) Aucune exportation n'est permise qui favoriserait directement la prolifération des armes nucléaires.

Le premier de ces principes est évident et ne nécessite aucune explication. Si la législation internationale interdit l'exportation d'armes en

direction de certains pays (par exemple les résolutions actuelles du Conseil de sécurité pour la Rhodésie et l'Afrique du Sud), l'exportation de certaines armes (par exemple les armes nucléaires en vertu du traité de non-prolifération, ou des armes déclarées illégales par une Convention internationale), cela doit être pleinement respecté par le gouvernement britannique.

Le second principe est d'une application plus malaisée du fait que les distinctions sont ici moins tranchées. Bien que l'aviation tactique moderne puisse servir de système porteur pour des engins nucléaires grossiers, cela ne peut être considéré comme leur mission première ou optimale. Mais il y a des systèmes d'armes qui, bien que de nature non nucléaire, peuvent jouer un rôle nucléaire, en tant que fonction primaire. L'exportation de tels engins à des Etats qui sont sur le point d'accéder au statut de puissance atomique pourrait précipiter la prolifération d'engins nucléaires, et doit être interdite. Cela s'applique en particulier à des avions et à des missiles à longue portée. L'exportation d'armes (comme les missiles de croisière), dont le nombre va croissant, et qui peuvent être également utilisées dans l'attaque et la défense, doit être également interdite.

4. Les armes destinées à l'exportation doivent servir à des objectifs légitimes et non faciliter des agressions militaires.

Ici encore, il s'agit d'une distinction facile en théorie, mais qu'il s'avère difficile de traduire dans la pratique. Après tout, bien des Etats, dont la Grande-Bretagne, ont longtemps soutenu que la dissuasion, autrement dit la capacité de faire échec à un agresseur et de le punir, au cas où il aurait commencé par remporter des victoires, est le meilleur moyen d'éviter la guerre. Et nombreux sont ceux qui rejettent la distinction entre armes offensives et défensives. Même les armes les plus défensives, comme les missiles antiaériens et anti-blindés, ont permis à l'Egypte, pendant la guerre de 1973, d'occuper le territoire détenu par Israël.

Mais s'il n'existe pas de distinctions absolues, il y en a de relatives. Après tout, il existe des armes offensives qui comprennent des missiles à longue portée, des engins de destruction massive, de même que des armes facilitant la conquête territoriale. Et, bien souvent, le critère ne s'applique pas seulement, ni même avant tout, aux types d'armes mais à leur nombre. 100 tanks peuvent être des armes efficaces pour la défense, mais 300 tanks peuvent être mieux adaptés à l'attaque et à la conquête de territoire. Des systèmes fixes de défense aérienne peuvent jouer un rôle avant tout défensif, et des systèmes mobiles de défense aérienne fournir un abri à l'attaquant contre les défenses de l'adversaire.

Les Eglises ne peuvent ni ne doivent se laisser entraîner dans les subtiles distinctions des experts sur ce point. Leur jugement, en ce qui concerne l'armement moderne, ne peut qu'être approximatif. Mais plus apparaîtra douteux, à la suite d'une analyse *prima facie*, l'impact offensif d'un marché d'exportation, plus elles devront insister pour que les gouverne-

ments exportateurs soient à même de justifier la légitimité de leur action en vertu de ce principe.

5. Une réduction effective du commerce des armes ne peut être atteinte que par le moyen d'accords entre fournisseurs et clients.

Même au cas où un embargo décidé par les fournisseurs sur des exportations spécifiques d'armes apparaît comme effectif, cet embargo ne fonctionnera qu'avec la collaboration des pays clients du tiers monde. Les réductions du commerce des armes doivent donc être replacées dans le contexte de l'objectif suprême du désarmement et ne peuvent progresser que si des accords régionaux ont été préalablement conclus. Cela engage la responsabilité particulière des Eglises, non seulement en tant qu'institutions nationales concernées par les exportations d'armes, mais aussi en tant qu'organismes internationaux responsables de la paix. Elles devront user de leur influence et de leurs contacts dans le tiers monde pour faire prendre conscience des dangers potentiels que font courir les exportations sauvages d'armes, danger qui menace non pas tant les fournisseurs que les clients eux-mêmes.

APPENDICE

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS D'ARMES EN 1975

(en millions de livres sterling)

REGION	Exportation	Importation
1. OTAN	6 293	1 613
2. Pacte de Varsovie	2 846	1 230
3. Autres pays européens	239	278
4. Proche-Orient	98	3 242
5. Asie (Est)	203	1 801
6. Asie (Sud)	10	246
7. Afrique	3	837
8. Amérique latine	23	437
9. Océanie	10	43
10. OPEC	(68)	(2 400)

PRINCIPAUX IMPORTATEURS

(en millions de livres sterling)

1. Iran	1 110
2. Sud-Vietnam	906
3. Israël	711
4. Allemagne fédérale	483
5. Iraq	451
6. RDA	370
7. Libye	361
8. Pologne	275
9. Arabie Saoudite	245
10. Egypte	231
11. Syrie	221
12. Tchécoslovaquie	195
13. Corée du Sud	182
14. Canada	180
15. Turquie	166
16. Taiwan	165
17. Nord-Vietnam	155
18. Inde	152
19. USA	144
20. Jordanie	131

PRINCIPAUX EXPORTATEURS

(en millions de livres sterling)

1. USA	4 850
2. URSS	2 610
3. France	504
4. Royaume-Uni	378
5. Allemagne fédérale	257
6. Chine	191
7. Tchécoslovaquie	118
8. Italie	99
9. Canada	73
10. Belgique	67
11. Pays-Bas	63
12. Suisse	58
13. Iran	52
14. Yougoslavie	48
15. Espagne	46
16. Autriche	43
17. Suède	42
18. Hongrie	42
19. Pologne	41
20. Bulgarie	27

SI L'AFRIQUE VEUT GARDER SON AME...

Voici la partie centrale du message de Noël du cardinal THIANDOUM, archevêque de Dakar (1) :

[...] Quand Dieu accepte, comme il l'a fait en Jésus-Christ, de partager la condition humaine dans toutes les dimensions, hormis le péché, le programme de bonheur dont il est question n'est pas inaccessible au bon vouloir des hommes. C'est pourquoi, le Message de Noël qui s'adresse à tous les croyants et aux hommes de bonne volonté de nos communautés dakaroises, sénégalaises et africaines, *peut et doit* leur permettre de relever les graves défis qui leur sont lancés.

— *Des sociétés de consommation* qui naissent dans les grandes capitales africaines. Les caractérisent : le gaspillage, la création de nouveaux besoins, l'aggravation des inégalités économiques, la perte progressive des valeurs spirituelles et surnaturelles, c'est-à-dire le sens de Dieu — pour ne citer que ces manifestations. Si *l'Afrique veut garder son âme* et accomplir sa mission providentielle dans le monde, elle ne saurait prendre le risque de les accueillir à bras ouverts.

Cela m'amène à souhaiter fort pour mon pays, qui est dans le Sahel — encore durement éprouvé par la sécheresse — un style de nos festivités religieuses et nationales qui soit en harmonie avec la conjoncture économique difficile.

— L'importation en terre africaine d'idéologies modernes en mal de succès de par le monde, comme le retour inconditionnel à un paganisme rétrograde et dangereux dans ses pratiques maléfiques, sont aussi des défis, voire des aliénations. L'homme que Dieu est venu libérer peut-il accepter de redevenir esclave d'une mystique de mort ?

— La désintégration concertée de l'Afrique, pour contrecarrer la construction de son unité sur des bases politiques, sociales, culturelles et religieuses solides, est visiblement une entreprise colonialiste bien montée, à laquelle coopèrent malheureusement des frères de race, victimes de l'erreur, à moins qu'il ne s'agisse de complicité avec les ennemis du continent, ce qui serait beaucoup plus grave... Face à ce gigantesque défi, le salut ne peut venir que des Africains eux-mêmes, premiers responsables des destinées de leur pays. Ils en ont les capacités, Dieu aidant.

La mise en application du Message de Noël ne va pas de soi ; mais quand Dieu se met de la partie, comme il l'a promis, alors nous devenons forts et capables de nous surpasser. [...]

(1) *L'Osservatore Romano*, édition hebdomadaire en langue française, 3 janvier 1978. Titre de la DC.

— Catéchèse et culture, par E. BARBOTIN et G. CHANTRAINE (coll. « Le Sycomore »). — Un vol. 11,5 x 19 cm de 160 p. Editions Lethielleux, Paris - Culture et vérité, Namur.

Dieu doit-il abdiquer devant la culture actuelle — ou à venir ? Même en milieu chrétien, la catéchèse ne s'impose-t-elle pas ? La question est bien actuelle. Les auteurs la posent délibérément et le lecteur de cette nouvelle collection ne peut s'y dérober. C'est l'Evangile qu'il faut annoncer encore au monde moderne — dont la culture ne pourrait y faire obstacle — sans remettre à demain.

LE DÉBAT SUR LES DROITS DE L'HOMME

Déclaration de la Présidence de la Conférence épiscopale allemande

A l'issue de l'Assemblée plénière de printemps des évêques d'Allemagne fédérale, le cardinal Hoeffner, président de la Conférence épiscopale, a rendu publique, le 15 février, la déclaration ci-après sur la défense des droits de l'homme et la lutte contre toutes les violations de ces droits (*)

1. La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui se tient à Belgrade depuis l'automne dernier, abordera ces jours-ci la dernière phase de ses délibérations. Il s'agit, dans cette Conférence, de l'examen des « principes de la coopération pacifique et confiante en Europe » qui ont été solennellement approuvés en automne à Helsinki par 35 Etats.

Nous avons déjà connu la « Déclaration universelle des droits de l'homme » des Nations Unies et la « Convention pour la protection des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales » du Conseil de l'Europe. De même, les droits fondamentaux et les libertés fondamentales se trouvent désormais intégrés dans les Constitutions de la plupart des Etats. Pour autant, Helsinki est devenu le symbole d'une plus grande liberté de circulation pour les personnes, les idées et les informations et, surtout, pour la garantie et la mise en pratique des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'importance des accords d'Helsinki

2. Au nom d'Helsinki se sont attachés bien des espoirs. Les peuples attendent l'application des principes qui y ont été proclamés. L'humanité est devenue plus sensible à la garantie, ou au contraire au refus, des droits de l'homme et des libertés dont la jouissance et le libre usage sont partie intégrante de la dignité humaine. C'est là un des phénomènes les plus encourageants de notre temps.

Nous sommes pleins de reconnaissance pour les multiples efforts de ceux qui luttent pour le droit à la vie de leurs semblables. Mais le danger existe aussi que l'on se contente de mots creux, déformés à l'usage de systèmes particuliers. La lutte pour les droits de l'homme ne doit pas être falsifiée par une image de l'homme qui se limite à des visées politiques.

Une situation préoccupante dans le monde entier

3. Par ailleurs, la situation réelle est préoccupante. Jour après jour, les droits de l'homme sont foulés aux pieds dans presque toutes les parties du monde : en Afrique du Sud, mais aussi dans certaines parties du nord de ce continent ; en Amérique, en Asie, mais aussi chez nous en Europe, principalement dans les pays sous domination communiste.

Un examen attentif permet d'affirmer que le mode et l'ampleur des violations des droits de l'homme varient considérablement de pays à pays, et bien souvent même entre pays voisins. Il faut également reconnaître que tous les droits de l'homme n'ont pas la même importance. Il existe des droits élémentaires, inaliénables, et il en existe d'autres qui ne peuvent être atteints que lorsque les droits élémentaires sont réalisés.

C'est pour ces droits de l'homme que nous nous engageons, principalement pour le droit à la vie, à la liberté et à la justice. Si nous nous engageons, ce n'est pas parce que cela fait moderne, mais parce que c'est un commandement de l'Evangile, un commandement de l'humanité, de la justice et de l'amour. Nous nous engageons à cause de Jésus-Christ, Fils de Dieu devenu homme, crucifié et ressuscité.

La liberté religieuse

4. L'un de ces droits de l'homme est la liberté de religion et de croyance. Cet engagement que nous prenons au nom de l'Evangile est « sans nul doute un service rendu à la communauté des chrétiens, mais aussi à toute l'humanité » (*Evangelii nuntiandi*, 1). La liberté de conscience, de croyance et de religion fait partie des droits fondamentaux les plus élémentaires. Elle découle de la dignité de la personne humaine. Tous les droits fondamentaux reposent sur le fait que l'homme a été créé Fils de Dieu, est orienté vers Dieu et est responsable devant lui. C'est pourquoi l'homme, en tant que personne, est porteur des plus grandes valeurs spirituelles et morales. De là, il fait découler son droit et son devoir de définir sa propre voie en responsabilité devant Dieu. C'est là, en définitive, que prennent toute leur dimension sa dignité et sa spécificité en tant que créature de Dieu.

5. Le document final d'Helsinki a abordé la liberté de religion dans son Principe VII :

« Les Etats participants respectent les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ;

Dans ce cadre, les Etats participants reconnaissent et respectent la liberté de l'individu de professer et pratiquer, seul ou en commun, une religion ou une conviction en agissant selon les impératifs de sa propre conscience ;

Les Etats participants confirment que les cultes, institutions et organisations religieux, agissant dans le cadre constitutionnel des Etats participants, et leurs représentants peuvent, dans le domaine de leur activité, avoir entre eux des contacts et des rencontres et échanger des informations (1). »

(*) Texte original allemand. Traduction, sous-titres et note de la DC.

(1) DC 1975, n° 1682, p. 780.

Nous rappelons ces principes pour apporter notre soutien à ceux dont les droits sont violés. Ces principes sont également un fondement normatif pour la vie de l'Eglise.

La violation des libertés religieuses à travers le monde

6. Ces libertés sont aujourd'hui violées de multiples façons.

a) Cela se produit fréquemment non seulement pour des raisons d'hostilité envers la religion ou l'Eglise, mais aussi pour d'autres motifs : des motifs nationalistes, sociaux ou racistes jouent en l'occurrence et même prédominent souvent. On pourrait parler d'une motivation « mélangée ». Nous citerons quelques exemples :

— La situation en Irlande du Nord nous préoccupe, et nous sommes effrayés par les destructions du Liban ;

— Nous déplorons que, dans certains pays d'Amérique latine, des évêques et des prêtres, émus par la détresse des pauvres, soient persécutés eux-mêmes par le pouvoir en raison de leur engagement au service des opprimés ;

— Nous sommes effrayés par les rapports en provenance de nombreuses régions d'Afrique et de l'Asie du Sud-Est, surtout du Vietnam où, à la suite des guerres et des bouleversements, des églises ont été fermées, des croyants ainsi que des opposants politiques ont été arrêtés et mis à mort, des prêtres et des missionnaires expulsés, persécutés et assassinés.

b) A côté de ces cas, dont les motivations sont diverses, il en existe d'autres où l'appartenance à une religion donnée représente une raison déterminante pour un préjudice ou une persécution.

Nous avons tous en mémoire des exemples de certains pays africains. Il y a souvent des discriminations, des expulsions et des persécutions uniquement pour la raison que l'on est hindou, musulman ou même — dans quelques pays d'Asie et d'Afrique — chrétien. Le Pape Paul VI a parlé du « drame de la fidélité au Christ » : « Combien de chrétiens, aujourd'hui encore, sont étouffés par une oppression systématique parce qu'ils sont chrétiens, parce qu'ils sont catholiques ! » (*Evangelii nuntiandi*, 39.)

c) Enfin, il y a surtout une lutte de l'athéisme contre la religion et contre ceux qui croient en Dieu.

Cette lutte a été déclenchée dans la plus grande partie de notre globe. Il existe un athéisme militant en Afrique, par exemple au Mozambique ; il en existe aussi en Amérique latine, par exemple à Cuba ; il en existe en de nombreux pays d'Asie, comme en Chine, au Laos, au Cambodge et particulièrement en Europe de l'Est. Nous connaissons tous des exemples.

Nous sommes frappés au cœur quand nous entendons des dirigeants de parti dans les pays de l'Europe de l'Est se vanter de ce que « les dimensions de l'Eglise ont été réduites à un niveau tolérable ». Nous sommes bouleversés

lorsque nous entendons dire que des malades doivent mourir sans l'assistance d'un prêtre, non par suite du manque de clergé, mais souvent à cause des tracasseries de fonctionnaires locaux. C'est avec consternation que nous lisons qu'un journal russe connu se plaint de ce que « la jeunesse n'a pas encore été arrachée à l'influence de parents croyants » et que, « dans les mass media, on utilise trop peu de matériel antireligieux ».

N'est-il pas effrayant de voir — surtout dans les pays du bloc de l'Est — que l'éducation des enfants à la foi est assortie de menaces de rétorsion ; que, notamment en République démocratique allemande, les croyants sont écartés de l'enseignement supérieur et des possibilités de promotion sociale, uniquement à cause de leur foi, et sont même privés de leur emploi ?

Il est déplorable, et totalement incompatible avec les conclusions d'Helsinki, que le clergé dans certains pays de l'Europe de l'Est ait été divisé à la suite d'une pression physique et psychique, et que des associations de prêtres dirigés par l'Etat aient été créées dans le but de tromper les croyants et de les conduire à l'athéisme.

Nous n'avons pas le droit de nous taire

7. Devant tout cela, nous ne pouvons nous taire.

En tant que chrétiens, il ne nous revient pas de juger. Mais nous avons le devoir de parler pour ceux qui sont victimes de l'injustice. Nous protestons contre l'oppression des hommes et contre la réduction intentionnelle des droits qui leur ont été donnés par Dieu.

Il faut protester contre le refus des libertés fondamentales et la violation des droits de l'homme, partout où cela se produit, non seulement là où on ne court aucun danger, mais aussi quand il faut affronter la colère des puissants. Nous ne devons pas avoir peur des puissants, et nous n'avons pas le droit de fermer l'oreille aux cris de ceux qu'ils oppriment. Nous devons appeler la persécution de son nom et nous n'avons pas le droit de nous taire, par amour de nos aises ou par lâcheté.

Nous pensons que, en définitive, nous devons aider tous les hommes, y compris ceux qui, aujourd'hui, luttent encore contre les croyants. Le Seigneur est devenu homme pour tous les hommes, et il est mort sur la Croix pour nous tous.

8. Puisse le Seigneur fortifier ceux qui sont rejetés et opprimés à cause de leur foi. Puisse-t-il leur donner la force de tenir bon, dans la fidélité, pendant le temps de la persécution.

Qu'il éclaire ceux qui les persécutent. Qu'il leur donne la grâce de comprendre l'injustice qu'ils commettent, de se convertir, comme autrefois Saul, et de le reconnaître dans sa grandeur et sa bonté.

Que le Seigneur nous donne la force de ne pas être lâches et muets devant l'injustice ; qu'il nous donne la force, au contraire, de nous engager, pleins de courage et de persévérance, en faveur des persécutés et des opprimés, et de les fortifier par nos prières et nos sacrifices.

LISTE DES MEMBRES DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE FRANÇAISE (1)

AGEN : † Sabin Saint-Gaudens.
 AIRE-ET-DAX : † Robert Bézac ;
 c. Robert Sarrahière.
 AIX-EN-PROVENCE : † Charles de
 Provençères ; a. Raymond Bou-
 chex.
 AJACCIO : † Jean-Charles Thomas.
 ALBI : † Robert Coffy.
 AMIENS : † Géry Leuliet.
 ANGERS : † Jean Orchampt.
 ANGOULEME : † Georges Rol.
 ANNECY : † Jean Sauvage ; a. Ber-
 nard Panafieu.
 ARRAS : † Gérard Huyghe ; a. Jules
 Harlé.
 AUCH : † Maurice Rigaud.
 AUTUN : † Armand Le Bourgeois.
 AVIGNON : † Eugène Polge ; a. Jean
 Cadilhac.
 BAYEUX : † Jean Badré.
 BAYONNE : † Jean-Paul Vincent.
 BEAUVAIS : † Stéphane Desma-
 z res.
 BELLEY : † René Dupanloup.
 BESANÇON : † Marc Lallier ; a.
 Jean Cuminal.
 BLOIS : † Joseph Goupy.
 BORDEAUX : † Marius Maziers ;
 a. François Frétellière.
 BOURGES : † Paul Vignancour.
 CAHORS : † Joseph Rabine.
 CAMBRAI : † Henri Jenny ; a. Jean-
 François Motte.
 CARCASSONNE : † Pierre Puech.
 CHALONS-SUR-MARNE : † Lucien
 Bardonne.
 CHAMBERY : † André Bontems ;
 a. Eugène Lecrosnier.
 CHARTRES : † Roger Michon.
 CLERMONT-FERRAND : † Jean
 Dardel.
 CORBEIL : a. Yves Bescond.
 COUTANCES : † Joseph Wicquart.
 CRETEIL : † Robert de Proven-
 chères.
 DIGNE : † Bernardin Collin.
 DIJON : † Albert Decourtray.
 EVREUX : † Jean Honoré.
 FREJUS ET TOULON : † Gilles
 Barthe.
 GAP : † Pierre Chagué.
 GRENOBLE : † Gabriel Matagrín ;
 a. Michel Mond sert ; François
 Bussini .
 LANGRES : † Lucien Daloz.
 LA ROCHELLE : † Félix Verdet ;
 c. François Favreau.
 LAVAL : † Paul Carrière.

LE HAVRE : † Michel Saudreau.
 LE MANS : † Bernard Alix.
 LE PUY : † Jean Cornet.
 LILLE : † Adrien Gand.
 LIMOGES : † Henri Gufflet.
 LUÇON : † Charles Paty.
 LYON : † Cardinal Alexandre Re-
 nard ; a. Paul Bertrand ; Maurice
 Delorme.
 MARSEILLE : † Roger Etchegaray ;
 a. Jacques Fihey.
 MEAUX : † Louis Kuehn.
 MENDE : † René Boudon.
 METZ : † Paul-Joseph Schmitt.
 MONTAUBAN : † Jacques de Saint-
 Blanquat.
 MONTPELLIER : † Louis Boffet.
 MOULINS : † André Quélen.
 NANCY : † Jean Bernard ; a.
 Jacques Delaporte.
 NANTERRE : † Jacques Delarue.
 NANTES : † Michel Vial.
 NEVERS : † Jean Streiff.
 NICE : † Jean Mouisset.
 ORLEANS : † Guy Riob .
 PAMIER : † Léon Soulier.
 PARIS : † Cardinal François Marty ;
 a. Robert Frossard ; Georges Gil-
 son ; Julien Gouët ; Daniel P ze-
 ril ; Emile Marcus.
 PERIGUEUX : † Jacques Patria.
 PERPIGNAN : † Henry L'Heureux.
 POITIERS : † Joseph Rozier.
 PONTOISE : † André Rousset.
 QUIMPER : † Francis Barbu.
 REIMS : † Jacques Ménager ; a.
 Guy Herbulot.
 RENNES : † Cardinal Paul Gouyon ;
 a. Joseph Duval.
 RODEZ : † Roger Bourrat.
 ROUEN : † André Pailler.
 SAINT-BRIEUC : † Pierre Ker-
 vennic.
 SAINT-CLAUDE : † Gilbert Du-
 chêne.
 SAINT-DENIS : † Jacques Le Cor-
 dier ; c. Guy Deroubaix.
 SAINT-DIE : † Jean Vilnet.
 SAINT-ETIENNE : † Paul Rousset.
 SAINT-FLOUR : † Maurice Pour-
 chet.
 SEES : † Henri Derouet.
 SENS ET AUXERRE : † Eugène
 Ernoul .
 SOISSONS : † Gérard Bannwarth.
 STRASBOURG : † Léon-Arthur El-
 chinger ; a. Charles Brand.
 TARBES ET LOURDES : † Henri
 Donze.

TOULOUSE : † Cardinal Jean
 Guyot ; c. André Collini.
 TOURS : † Louis Ferrand.
 TROYES : † André Fauchet.
 TULLE : † Jean-Baptiste Brunon.
 VANNES : † Pierre-Auguste Bous-
 sard.
 VERDUN : † Pierre Boillon.
 VERSAILLES : † Louis Simon-
 neaux.
 VIVIER : † Jean Hermil.

★

MISSION DE FRANCE : † Roger
 Etchegaray ; a. Jean Rémond.
 VICARIAT AUX ARMEES : † Ga-
 briel Vanel.

★

EXARCHAT APOSTOLIQUE POUR
 LES UKRAINIENS : † Vladimir
 Malanczuk.
 EXARCHAT APOSTOLIQUE POUR
 LES ARMENIENS : † Grégoire
 Ghabroyan.

★

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
 FORT-DE-FRANCE : † Maurice
 Marie-Sainte.
 BASSE-TERRE : † Sim on Oualli.
 CAYENNE : † François Morvan.
 SAINT-DENIS : † Gilbert Aubry.
 SAINT-PIERRE - ET - MIQUELON :
 † François Maurer.

★

TERRITOIRES D'OUTRE-MER
 (Les  v ques des TOM ne sont pas
 membres de la Conférence  pisco-
 pale française. Ils participent à
 l'Assemblée plénière, avec voix
 consultative.)
 WALLIS ET FUTUNA : † Lolesio
 Fuahea.
 PORT-VILA : † Francis Lambert.
 NOUMEA : † Eugène Klein.
 PAPEETE : † Michel Coppenrath.
 TAIHOAE : † Hervé Le Cl ac'h.

(1) Liste mise à jour par le
 Secrétariat de l'épiscopat français à
 la date du 3 mars 1978.

Les villes dont le nom est en capi-
 tales gras sont le si ge d'un arche-
 v ch . Signification des signes et
 lettres : †, évêque titulaire ; c., coad-
 juteur ; a., auxiliaire. (Cf. La liste
 publiée l'an dernier. DC 1977, né 1714,
 p. 181.)

COMMISSIONS ÉPISCOPALES FRANÇAISES (2)

1. Famille et communautés chrétiennes

Paris : Simonneaux.
Nord : Desmazières.
Ouest : Boussard.
Centre : Goupy.
Sud-Ouest : Patria, P. Guichement (Dax).
Midi : Puech.
Provence : P. Forno (Toulon).
Centre-Est : Bontems, Renard.
Est : DUCHENE.
Secrétaire : P. AUDOLLENT.

2. Monde ouvrier

Paris : Deroubaix, Frossard.
Nord : Herbulot.
Ouest : Kervennic, VIAL.
Centre : Riobé.
Sud-Ouest : Maziers.
Midi : Bourrat.
Provence : Cadilhac.
Centre-Est : Lecrosnier.
Est : Boillon.
Mission de France : Rémond.
Secrétaire : P. JADOT.

3. Monde rural

Paris : P. Thiroux (Corbeil).
Nord : Harlé, Leuliet.
Ouest : Barbu, P. Houdouin (Le Mans).
Centre : P. Trémine (Bourges).
Sud-Ouest : Sarrabère.
Midi : DE SAINT-BLANQUAT.
Provence : P. Dalverny (Nîmes).
Centre-Est : Hermil.
Est : Delaporte.
Secrétaire : Fr. TAVERDET.

4. Milieux indépendants

Paris : Delarue.
Nord : Bannwarth.
Ouest : Derouet.
Centre : Vignancour.
Sud-Ouest : Favreau.
Midi : Donze.
Provence : Barthe.
Centre-Est : Panafieu.
Est : BERNARD.

5. Enfance-jeunesse

Bannwarth : JIC.
Bescond : JEC.
Bourrat : JOC-JOCF.
Brunon : FSCF.
Harlé : MRJC.
Herbulot : ACE.
Panafieu : JIC-JICF.
Pourchet : MEJ.
QUELEN : Scouts et Guides.
Thomas : SCEJI.
Vanel : Vicariat aux armées.

6. Monde scolaire et universitaire

Paris : Bescond.
Nord : Honoré, Jenny, PAILLER.
Ouest : Duval, Paty.
Centre : Streiff.
Sud-Ouest : Rozier.
Midi : L'Heureux, de Saint-Blancquat.
Provence : Fihey.
Centre-Est : Bertrand, Dozolme, Dupanloup.
Est : Lallier.
Secrétaire : P. LAVOYE (Versailles).

7. Migrations

Nord : Harlé.
Ouest : Kervennic.
Centre : Ernoult.
Sud-Ouest : SAINT-GAUDENS.
Midi : Rabine.
Provence : Collin.
Centre-Est : Hermil.
Est : Delaporte, Ghabroyan-Malanczuk.
Secrétaire : P. GUILLARD.

8. Clergé et séminaires

Paris : de Provençères.
Nord : Bardonne, Daloz.
Ouest : Duval (Clergé), Wicquart.
Centre : Ernoult, P.-J. Madelin (Orléans).
Sud-Ouest : FRETILLIERE.
Midi : Guyot, Rabine.
Provence : Bouchex.
Centre-Est : Mondésert, Sauvage.
Est : Decourtray.
Représentant de la CEMO : Frossard.
Secrétaires : P. MADELIN (clergé-séminaires), P. DEVILLE (séminaires).

9. Etat religieux

Paris : Rousset.
Nord : Gand.
Ouest : Alix.
Centre : Michon.
Sud-Ouest : Rol.
Midi : Boudon.
Centre-Est : Dardel.
Provence : Collin.
Est : VILNET.
Secrétaire : P. MOUGEOT (Lons-le-Saunier).

10. Liturgie et pastorale sacramentelle

Paris : Marcus.
Nord : GAND.
Ouest : Carrière.
Centre : Vignancour.
Sud-Ouest : Favreau.
Midi : Boudon, Coffy.
Provence : Barthe.
Centre-Est : Gaidon.
Est : Schmitt.
Secrétaire : P. MILON.

11. Opinion publique

Paris : Delarue.
Nord : Saudreau.
Ouest : BADRE.
Centre : Goupy.
Sud-Ouest : Patria.
Midi : Soulier.
Provence : Chagué.
Centre-Est : Delorme.
Est : Brand.
Secrétaire : P. DAVID.

12. Commission sociale

Paris : Kuehn.
Nord : FAUCHET, Ménager.
Ouest : Gouyon, Derouet.
Centre : Ferrand.
Sud-Ouest : Rozier.
Midi : P. Foulquier (Rodez).
Provence : Mouisset.
Centre-Est : Matagrín, P. Montfalcon (Lyon).
Est : Boillon.
Secrétaires : P. TOULAT, P. MONT-FALCON (sect. santé), Mgr IZARD (sect. socio-caritative).

13. Enseignement religieux

Paris : Gilson.
Nord : Motte.
Ouest : ORCHAMPT.
Centre : Quélen.
Sud-Ouest : Brunon.
Midi : Soulier.
Provence : Boffet.
Centre-Est : Rousset.
Est : Cuminal.
Secrétaire : P. DUFAUX.

14. Missions à l'extérieur

Paris : Gouet.
Nord : Bardonne, Leuliet.
Ouest : Wicquart.
Centre : Goupy.
Sud-Ouest : Gufflet.
Midi : COLLINI.
Provence : P. Dokitch (Montpellier).
Centre-Est : Dupanloup.
Est : P. Zinty (Besançon).
Secrétaires : PP. BARRAL et TROUCHE, Sœur J. PERNIN.

15. Unité des chrétiens

Paris : Pézeril.
Nord : Desmazières.
Ouest : Gouyon.
Centre : P. Farcet (Bourges).
Sud-Ouest : Vincent.
Midi : Boudon.
Provence : P. Sicard (Avignon).
Centre-Est : LE BOURGEOIS.
Est : Elchinger.
Secrétaire : P. DESSEAUX.

(2) *SNOP*, 22 février 1978. Les noms des présidents sont indiqués en capitales. Cette liste est arrêtée au 20 février 1978.

CONSEIL PERMANENT (3)

Mgr **ETCHEGARAY**, président de la Conférence épiscopale française.
Mgr **Matagrín**, vice-président de la Conférence épiscopale française.
M. le cardinal **Marty**, archevêque de Paris.
M. le cardinal **Gouyon**, Mgr **Boffet**, Mgr **Decourtray**, Mgr **Kuehn**, Mgr **L'Heureux**, Mgr **Maziers**, Mgr **Ménager**, Mgr **P. Rousset**, Mgr **Streiff**.
Secrétaire : **P. DEFOIS**.

BUREAU D'ETUDES DOCTRINALES

Mgr **COFFY**, président.
M. le cardinal **Renard**, Mgr **Bouchex**, Mgr **Duval**, Mgr **Gilson**, Mgr **Honoré**, Mgr **Pézeril**.
Secrétaire : **P. LATOUR**.

PRESIDENTS DES COMMISSIONS EPISCOPALES

1. Commission de la famille et des communautés chrétiennes : Mgr **Duchêne**.
2. Commission du monde ouvrier : Mgr **Vial**.
3. Commission du monde rural : Mgr **de Saint-Blanquat**.
4. Commission des milieux indépendants : Mgr **Bernard**.
5. Commission enfance-jeunesse : Mgr **Quélen**.
6. Commission du monde scolaire et universitaire : Mgr **Pailler**.
7. Commission des migrations : Mgr **Saint-Gaudens**.
8. Commission du clergé et des séminaires : Mgr **Frétellière**.

9. Commission de l'état religieux : Mgr **Vilnet**.
10. Commission de liturgie et de pastorale sacramentelle : Mgr **Gand**.
11. Commission de l'opinion publique et des moyens de communication sociale : Mgr **Badré**.
12. Commission sociale : Mgr **Fauchet**.
13. Commission de l'enseignement religieux : Mgr **Orchampt**.
14. Commission des missions à l'extérieur : Mgr **Collini**.
15. Commission pour l'unité des chrétiens : Mgr **Le Bourgeois**.

(3) Les trois listes qui suivent ont été établies par le Secrétariat de l'Episcopat français. Elles sont arrêtées à la date du 27 février 1978.

Mgr RODHAIN

Homélie prononcée par le cardinal Benelli, archevêque de Florence, à la messe anniversaire de la mort de Mgr Rodhain (Lourdes, 1^{er} février 1978) (1)

Je voudrais que mes premières paroles soient pour dire combien il m'est précieux, ce matin, de me trouver, ici, à Lourdes, pour participer à cette célébration eucharistique qui nous réunit les uns et les autres, dans une démarche de l'affection et de la fidélité pour une prière commune à l'intention de celui dont le souvenir est et demeurera gravé au plus profond des cœurs de tant d'hommes et de femmes de par l'Eglise et de par le monde.

Plus que les paroles, votre présence à vous tous, en ce premier anniversaire de la mort de Mgr Rodhain, manifeste que son rayonnement et son influence vont bien au-delà des sincères regrets d'un instant, manifeste aussi que les routes qu'il a ouvertes demeurent tracées par les jalons qu'il avait profondément plantés pour que malgré les inévitables incertitudes du chemin, soient maintenu ferme le cap et intacte la résolution.

Mgr Rodhain a souvent écrit que l'Eglise avait besoin de signes. Et il est bien vrai que, dans sa génération, il aura été un merveilleux créateur de signes d'Eglise.

Mais j'ajouterai que l'Eglise a besoin de témoins autant qu'elle a besoin de signes.

Mgr Rodhain restera un des grands témoins de l'Eglise de notre temps.

Déjà à plusieurs reprises — et sous divers aspects — sa vie et son œuvre ont été évoquées et bien évoquées.

Il est souhaitable — et j'en forme le vœu — que cette vie et cette œuvre soient présentées en

forme exhaustive non pas dans un vain souci d'hommage personnel, mais pour contribuer à l'histoire de l'Eglise et aussi à la définition d'une « doctrine de la charité adaptée à l'an 2000 », comme il se plaisait à le suggérer.

Poussant mon vœu plus avant, je crois que, dans une telle entreprise, il sera indispensable de déceler, puis de mettre en évidence les ressorts essentiels qui ont sous-tendu en permanence cette vie si richement et si totalement remplie.

Pour avoir connu Mgr Rodhain, à divers titres, à diverses époques de sa vie et en diverses situations, pour avoir eu, dans les dix dernières années, plusieurs fois l'occasion de traiter avec lui de problèmes importants et graves, je crois pouvoir ici aujourd'hui porter mon témoignage.

Et je livrerai ma conviction profonde sur sa vie et sur son œuvre en affirmant que les deux pôles de référence de l'une et de l'autre furent la fidélité à l'Eglise et l'accomplissement quotidien de son sacerdoce.

Fidélité à l'Eglise

Il fut fidèle et il fut prêtre.

Voilà le suprême enrichissement que Mgr Rodhain apporte au patrimoine spirituel du Secours catholique, au moment où la mort, dépouillant chacun des artifices dont la vie souvent nous encombre, permet à l'essentiel de surgir sous son véritable éclairage et dans toute son ampleur.

Mgr Rodhain fut fidèle à l'Eglise ; c'est-à-dire qu'il ne se considéra jamais comme un « manager » dont les intuitions brillantes se suffisent à elles-mêmes comme justification.

(1) Texte original. Sous-titres de la DG.

Il était d'Eglise, vivait en Eglise, savait se faire convaincant pour expliquer et faire admettre ses thèses, savait s'armer d'une patience inébranlable pour attendre que les idées qu'il préconisait eussent fait leur chemin, même si quelque incompréhension était source d'une profonde et silencieuse souffrance, que l'amitié parvenait à peine à soupçonner.

On sait que la belle aventure apostolique du Secours catholique est née de l'Aumônerie des prisonniers et déportés. On sait que prisonnier lui-même, Mgr Rodhain s'évada et aussitôt entreprit son œuvre. Très peu savent qu'il s'évada deux fois. Ainsi le raconte sa sœur : « Il y eut encore un jour de juin 1940, un lundi, lorsqu'échappé de son camp de prisonniers, il vint à Paris chercher du sérum et aussi, auprès du cardinal Suhard, la permission de s'évader.

« A cinq heures du matin, il sonna à notre monastère, lamentablement maigre et épuisé. » « Je dis ma messe, puis je retourne au camp ; je m'évaderai *pour de bon* mercredi. »

Avant de se lancer dans la grande aventure de l'Aumônerie des prisonniers et déportés dont il sentait la nécessité, il voulait savoir de l'Eglise si cette initiative était acceptée ou si on estimait plus convenable qu'il demeure prêtre au milieu de ses camarades prisonniers.

Il était fidèle.

« J'aime l'Eglise », écrivait-il en 1956, à l'occasion des quatre-vingts ans de Pie XII, en refusant de s'associer à ceux qui, disait-il, « se frappent sans cesse la poitrine, mais en mettant l'Eglise en accusation ».

« Je suis prêtre, je suis catholique et par conséquent je suis, avant tout, fidèle à celui qui est actuellement le Pape, Paul VI. Gouvernant la barque de l'Eglise au lendemain du Concile, il a besoin de la fidélité de ses fidèles : je suis fidèle. »

Cette déclaration dans un débat radiophonique, en 1968, se passe de commentaires sur la qualité de l'attachement de Mgr Rodhain à l'Eglise : il ne fut jamais ni servile ni obséquieux à l'égard des personnes ; mais il fut sans compromis dans sa fidélité à l'Eglise car cette fidélité s'enracinait dans sa foi. Et s'il plaça toujours si haut, tel le diacre Laurent, sa charge caritative et celle de ses collaborateurs, c'est parce qu'il se considérait — et à juste titre — en mission au nom de l'Eglise et sous son autorité.

Avec des gestes inattendus qui lui étaient familiers, il cherchait à traduire cette conviction profonde : ainsi, au retour d'un de ses nombreux voyages au Bangladesh où, à la demande du Saint-Père, il avait organisé une opération de secours et ensuite de remise en route de l'activité agricole, il se présenta à l'audience de Paul VI, une gerbe de mil à la main. « Voici quelques brins de la première récolte réalisée grâce à l'appui que Votre Sainteté a donné à ce pays. » Symbole oui, mais symbole aussi du bon serviteur qui, sa mission fidèlement accomplie, vient en rendre compte à celui qui préside à la charité de l'Eglise. Et ici, le sens du symbole s'élargit singulièrement...

Accomplissement quotidien de son sacerdoce

Cette fidélité, qui était devenue tellement synonyme de sa personne même, n'a d'égale dans sa vie que l'attachement à son sacerdoce et à la mission qu'il lui conférait.

« Tu es *sacerdos in aeternum* », avait-il coutume de dire.

Sur ce sujet, et dès le début de son ministère, il a écrit des lignes admirables qui prennent, en nos temps, une résonance étonnante.

C'était en 1934, en la basilique Saint-Maurice d'Epinal, il prononçait l'homélie à la première messe d'un nouveau prêtre de ce diocèse. Je ne résiste pas à citer quelques passages de sa conclusion où l'on retrouve l'intense ardeur apostolique qui enflammait le cœur de ce jeune curé lorrain :

« Quelle belle histoire, jamais écrite, que celle du prêtre et des âmes. Où est la commission d'enquête qui saura un jour en découvrir les invisibles dossiers et en étaler les lumineux témoignages. Comme on y saisirait la place du sacerdoce ! »

« Placé au point de rencontre de toutes les générosités et de toutes les plaintes, placé au carrefour de la communion des saints, le prêtre est bien le trait d'union entre Dieu et les âmes. »

« Qu'on ne vienne pas lui dire que les âmes ne savent pas ce qu'elles coûtent : il voit bien qu'elles ne coûtent encore pas tout ce qu'elles valent. »

« Il n'y a pas d'exil pour lui. (Et à l'époque il avait été un peu exilé par son évêque.) Et lorsqu'on le croit en disgrâce, il lui reste la grâce. Etant tout à Dieu, étant aussi tout aux âmes, il est à la source et au confluent de toutes les grâces. Il les voit partir ; il les voit arriver, et c'est là son bonheur. »

« Le bonheur du prêtre, si les mots humains pouvaient l'exprimer, comme le témoignage de tous vos prêtres chanterait, Seigneur, votre gloire ! »

Je crois qu'après avoir entendu ces paroles, qui mériteraient une longue réflexion, il ne faut pas chercher ailleurs le secret des merveilleuses réalisations du fondateur du Secours catholique. Il a d'abord, partout et partout, cherché à exprimer son sacerdoce au service des âmes.

Il ne dira pas autre chose, vingt ans plus tard, quand signant la préface d'un livre traduit de l'anglais et intitulé : *Pourquoi je suis devenu prêtre*, il écrira :

« Le flot du film et du roman aura beau présenter du prêtre cent images superficielles, le flux et le reflux de l'opinion publique auront beau tour à tour se passionner pour telle ou telle formule du prêtre d'actualité, le désir d'apostolat le plus désintéressé pourra même accoler à son titre tous les adjectifs susceptibles de l'attacher aux missions ou bien au monde ouvrier, il reste finalement qu'une seule réalité demeure, un seul caractère ineffaçable subsiste : il est prêtre. Prêtre tout court. Et ce mot seul dit tout, et le dit terriblement.

« Les modalités passeront, Devant l'histoire montante, la Rédemption seule reste la seule histoire. Et dans la Rédemption, un seul est chargé de prêcher le dogme, et un seul est marqué pour célébrer le sacrifice, et un seul pour relier Dieu aux hommes : c'est le prêtre.

« Certains sont angoissés pour garder le lien avec les hommes. Mais finalement chaque prêtre véritable et vrai sait très bien que le lien difficile à trouver et à garder, c'est le lien avec Dieu. »

Je considère pour ma part qu'il est excellent pour notre époque d'avoir donné à l'Eglise un prêtre de cette stature spirituelle et de cette trempe humaine.

Et je crois que l'on n'a pas assez souligné comment, en lui, qui fut l'initiateur de tant d'entreprises, l'organisateur de tant de vastes campagnes, le promoteur de tant de desseins, au service de l'homme, de tout l'homme et de tous les hommes, se trouvent réunies ces brillantes et exceptionnelles qualités d'homme d'action en même temps que ces profondes vertus sacerdotales de don total à Dieu et à sa mission apostolique.

Vingt ans plus tard, le 12 juillet 1974, au lendemain de la première grande épreuve de santé dont il ne devait jamais totalement se remettre, célébrant à la cité Saint-Pierre ses cinquante ans de sacerdoce, il dira :

« A l'instant de cette échéance, j'avoue qu'une clarté plus vive que jamais illumine pour moi un des aspects du sacerdoce.

« Il s'agit de sa lumineuse continuité.

« En cet instant, je reste fasciné par cette lignée ininterrompue de prêtres qui, depuis le Jeudi saint et jusqu'à la fin des temps, ont reçu de l'Eglise cette mission d'intercéder pour tout le Peuple de Dieu : quelle solidité historique ; quelle fidélité théologique. Coutumes et costumes ont pu changer, mais depuis vingt siècles cette généalogie sacerdotale est demeurée inchangée.

« D'avoir reçu cette mission de l'Eglise, d'avoir été appelé et admis par l'Eglise — pendant un demi-siècle — à travailler dans cette lignée du sacerdoce, c'est un privilège qui, je l'avoue, me semble aveuglant. »

Ainsi jugeait-il son sacerdoce, au soir de sa vie. Et alors qu'il se savait déjà gravement atteint, il interpellait pour l'avenir ce signe qui lui était donné de célébrer cet anniversaire à Lourdes, alors qu'il avait envisagé de le célébrer en Lorraine.

« Sans le vouloir, je suis conduit pour cet anniversaire dans cette bergerie de Lourdes. C'est un signe. C'est une indication de la Vierge Marie. C'est une invitation pour le temps qui me restera à tout ramener inlassablement vers les plus pauvres.

« Pour ce signe donné ce jour : merci à Notre-Dame de Lourdes. »

Souci permanent des plus pauvres

Le service des plus pauvres ; il fut l'obsession de sa vie et il conviendrait d'analyser comment il fit sienne cette parole de l'Evangile, inspirée d'Isaïe, que rapporte saint Luc, dans le récit du début de la vie publique de Jésus :

« On lui présenta le livre du prophète Isaïe. L'ayant déroulé, il tomba sur le passage où il est écrit :

L'esprit du Seigneur est sur moi
Parce qu'il m'a consacré par l'onction.
Il m'a envoyé porter
la bonne nouvelle aux pauvres,
Aux captifs la délivrance,
Aux aveugles le retour à la vue,
Rendre la liberté aux opprimés,
Proclamer une année de grâce du Seigneur. »

S'il n'est pas possible, en un si bref moment, de dessiner même à grands traits, l'œuvre apostolique et caritative de Mgr Rodhain, ni d'illustrer le souffle sacerdotal dont il l'anima, qu'il me soit permis toutefois de vous demander, à vous tous, qui à quelque titre avez accepté de poursuivre dans l'Eglise et au nom de l'Eglise ce service des pauvres auquel il vous avait pour la plupart appelés, qu'il me soit permis de vous demander de garder fidèlement présent le visage de votre fondateur. Plus que jamais, les certitudes auxquelles il arrima son action vous seront nécessaires : sa foi profonde, sa fidélité à l'Eglise, son souci permanent des plus pauvres. Avec ces certitudes, vous pouvez avancer sans crainte, sinon sans difficultés.

Votre témoignage est essentiel, et le service de la charité qui ose dire son nom plus nécessaire que jamais. Mais ce témoignage, mais ce service, pour être authentiques, et reconnus comme tels, doivent, également plus que jamais, s'inscrire sans équivoque dans le grand dessein de ceux qui, dans l'Eglise et au nom de l'Eglise, président à la charité : le Pape et les évêques.

C'est la leçon de la vie et de l'œuvre de votre fondateur.

En ce sanctuaire privilégié en qui le Saint-Père, comme il le rappelait récemment aux évêques de ce pays, place tant d'espérances, confions à Notre-Dame notre commune prière d'intercession afin qu'elle la présente à son Fils, en faveur de ce grand serviteur de l'Eglise, dont le souvenir nous rassemble aujourd'hui.

Confions aussi à Notre-Dame, qui sut remarquer l'humble et pauvre Bernadette, le souci des pauvres que nous devons porter chacun pour notre part.

Notre-Dame fut celle à qui Mgr Rodhain voulut remettre son âme ; lui confiant son âme, il lui livra aussi son œuvre.

Puisse Notre-Dame de Lourdes — et nous le lui demandons — demeurer l'inspiratrice de tous ceux qui, ici, à Lourdes, dans ce pays de France et dans le monde entier, ont le redoutable privilège d'être les serviteurs des pauvres.

Puisse Notre-Dame de Lourdes nous apprendre à accomplir ce service en esprit et en vérité, dans la grande tradition de fidélité que nous lègue le fondateur du Secours catholique, avec l'ambition, « dans un monde qui bascule vers un axe nouveau », de chercher, quand se découvrent des horizons imprévus et parfois incertains, la « main du Christ qui », selon la belle expression de Mgr Rodhain, « se sert parfois d'écritures droites et parfois de lettres penchées, pour écrire une histoire toujours jeune : celle de l'Eglise du Christ ».

Que Notre-Dame de Lourdes vous aide et vous bénisse.

LA FONDATION JEAN RODHAIN

Allocution de M. René Brouillet

Le 1^{er} février, à Lourdes, à l'issue de la messe anniversaire de la mort de Mgr Rodhain, M. René Brouillet, membre du Conseil constitutionnel, ancien ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, a fait part à l'assistance de la création d'une Association dont il a accepté la présidence et qui deviendra « Fondation Jean-Rodhain » (1).

Voici le texte de son allocution (2) :

La même fidélité aujourd'hui nous rassemble ; la même dette de gratitude à l'égard de celui qui, il y a un an, nous a quittés. Comme ailleurs, ce même jour, pour la même prière devant d'autres autels, la même fidélité, la même gratitude fervente réunissent tant d'autres de nos frères et de nos sœurs qui, comme nous, ont été parmi les destinataires de ses bienfaits.

L'hommage rendu tout à l'heure à sa mémoire par S. Em. le Cardinal Benelli, à qui nous sommes si vivement reconnaissants d'avoir bien voulu présider la célébration de ce premier anniversaire, nous a émus, tous et toutes, au plus profond de nous-mêmes.

La mission qui m'incombe, en cet instant, est de vous faire part d'une initiative née de la réflexion des responsables du Secours catholique, de la Cité-Secours Saint-Pierre de Lourdes, et d'un groupe d'amis et admirateurs de Mgr Rodhain et conçue dans le souci de répondre à une préoccupation constante, une préoccupation centrale de l'incomparable Serviteur des pauvres à qui le Seigneur a bien voulu accorder cette grâce de terminer sa vie terrestre, ici-même, au lieu de la manifestation de la Vierge à sainte Bernadette, achevant d'écrire, de sa main tremblante, l'ultime message d'un dernier « Je vous salue, Marie ».

Paroles de Mgr Rodhain sur la théologie et la pédagogie de la charité

Cette préoccupation, dès le premier jour, dès la fondation du Secours catholique, par delà l'expérience de l'aumônerie des prisonniers de

guerre, elle trouve son expression dans la bouche ou sous la plume de Mgr Rodhain : c'est celle d'une recherche théologique tendant à renouveler, à rajeunir l'enseignement de cette vertu théologale qu'est la charité.

De longues explications, de longs commentaires, une quelconque paraphrase, à cet égard, sont inutiles. Un choix de citations sera pour moi la démarche la plus sûre pour illustrer de la manière la plus éloquente la pensée de Mgr Rodhain.

Je puise, au fil des années, dans les paroles et les écrits de celui sur la tombe duquel nous sommes venus nous recueillir aujourd'hui.

« Le public voit dans le Secours catholique des camions distribuant une épicerie de secours. C'est un petit aspect de la question. L'aspect essentiel, c'est la pédagogie de la charité. C'est pour cela que j'ai fondé le Secours catholique. »

Et Mgr Rodhain d'expliquer que, du jour où l'Etat et les institutions officielles auront le monopole de l'action dite antérieurement charitable, « nous verrons, dit-il, chez nos fidèles, une ankylose du sens de la charité. C'est très proche de la paralysie de l'âme. Je ne serai tranquille, ajoute-t-il, que lorsque le Secours catholique sera arrivé à faire enseigner cette actualité de la charité aux deux bouts de l'échelle : au catéchisme, par un chapitre sur la charité ; dans les institutions catholiques, par la création d'une chaire d'enseignement de la vertu de charité ».

Autre évocation, dans le même sens, faite par Mgr Rodhain, non plus de la fondation du Secours catholique, mais de sa participation, à Rome, en 1952, au Congrès mondial de l'apostolat des laïcs. « En arrivant, dit-il, étonnement de mes collègues des autres pays, me répétant sur tous les tons : qu'est-ce qu'une œuvre charitable vient faire dans un Congrès de l'apostolat des laïcs ? Je fais, devant tout le monde, un rapport sur la place de la charité dans l'apostolat : l'échec est glacial ! Le soir, je suis réconforté : car on vient m'annoncer que, par ordre du Souverain Pontife, Pie XII à l'époque, le sujet « Place de la charité dans l'apostolat » sera, dans le discours de clôture, traité par le président du Congrès, Mgr Montini. Et depuis cette époque, Mgr Montini d'abord, Paul VI ensuite, n'ont cessé de m'encourager dans cette voie. »

1956 : 10^e anniversaire de la fondation du Secours catholique. Qu'entendons-nous de la bouche de Mgr Rodhain ? « Pour le Secours catholique, l'essentiel c'est la charité. Il a été fondé pour la réhabiliter. » Et cette phrase encore, à propos de la Cité Saint-Pierre de Lourdes : « Ce n'est pas l'amusement d'un secrétaire malade de la pierre, mais l'accrochage du Secours catholique à la plus pauvre des pauvres : Bernadette, avec toute la signification que cela comporte, en face de Notre Dame qui s'y connaît en charité. »

(1) Il a été nécessaire de commencer par une « Association » loi de 1901. Dès que les fonds indispensables à la reconnaissance juridique auront été réunis, l'Association (déclarée au Journal Officiel du 1^{er} février 1978) deviendra « Fondation Jean-Rodhain ».

Voici la composition du bureau de l'Association pour la « Fondation Jean-Rodhain » (106, rue du Bac, 75341 Paris CEDEX 07) : Président : M. René BROUILLET, ambassadeur de France. Vice-présidents : Mgr Maurice BONNERIC, président de la Cité-secours Saint-Pierre de Lourdes ; M. Robert PRIGENT, président du Secours catholique. Secrétaire : R. P. ROUSSET. Trésorier : M. Michel CHARPENTIER. (Messages du Secours catholique, mars 1978.)

(2) Texte original. Sous-titres de la DC.

Autre texte de la même année sur la nécessité de réhabiliter la charité véritable « qui est autre chose que la bienfaisance » : « La charité aura toujours assez de techniciens. Mais, pour l'an 2000, la charité a, d'abord, besoin de théologiens, formant des diacres dans l'esprit de l'Eglise primitive. »

Et voici, en 1960, cette intervention de Mgr Rodhain, lors du Congrès eucharistique international de Munich : « Les progrès techniques ont fait croire à l'homme que la charité était périmée. Et même les chrétiens ont perdu partiellement l'estime de cette charité et des activités charitables... Il importe donc de revenir au dogme. Dans l'histoire de l'Eglise, la charité a diminué chaque fois que la foi a faibli. La première pédagogie de la charité consiste à enseigner le Dieu de charité au catéchisme et dans les séminaires, dans les sermons et dans les cercles d'action catholique : théologie d'abord ! »

Autre propos, encore, celui-là de 1962, quelques mois avant l'ouverture du Concile : « La charité se doit de précéder. Elle voit et elle regarde « en avant ». Ce n'est pas le mot charité du dictionnaire. Ce n'est pas la « vertu de charité » C'est cette flamme qui précède l'épître aux Corinthiens et va jusqu'à l'Apocalypse. La charité est un feu qui précède et qui illumine la route. »

Et voici le Concile. Quiconque en a suivi les travaux garde en mémoire la participation combien active, combien féconde, de Mgr Rodhain à la préparation notamment des deux schémas qui sont devenus, en novembre et décembre 1965, l'un, le décret sur l'apostolat des laïcs ; l'autre, la Constitution pastorale *Gaudium et spes* sur l'Eglise dans le monde de ce temps.

Cette même année 1965 voit Mgr Rodhain porté à la présidence de Caritas Internationalis, poste qui, comme l'a si bien marqué le colonel Klein, « le place au service direct de l'Eglise universelle et de son chef, pour l'exercice de la charité aux quatre coins du monde ».

Puis, c'est en 1971, « pour faciliter par une plus étroite coordination des efforts, une plus large et plus intense promotion de l'activité charitable de l'Eglise dans le monde », la création du Conseil pontifical « *Cor unum* » dont Mgr Rodhain devient aussitôt l'un des membres les plus écoutés.

Et j'en arrive ainsi au texte le plus récent de Mgr Rodhain, dont je crois essentiel, pour achever d'éclairer notre dessein, de vous donner lecture, à savoir celui de son intervention à la V^e Assemblée générale du Conseil pontifical « *Cor unum* », en mai 1976.

« Autant les responsables du développement, déclare Mgr Rodhain, ont heureusement reçu, depuis quelques années, un enseignement adapté, autant les fantassins de la charité locale attendent une préparation, une adaptation, un enseignement : ni dans les séminaires, ni dans la prédication, ni dans la catéchèse, on ne trouve, pour l'action charitable, une alimentation adaptée à notre temps. C'est une diaconie sans docteur de la charité. »

Et Mgr Rodhain de conclure : « La théologie de la charité est, en 1976, une théologie sous-

développée. Depuis la catéchèse jusqu'aux soutenances de thèses théologiques, il reste un travail d'actualité à réaliser pour réhabiliter et rajeunir la notion de charité. Du même coup, on préparera, à longue échéance, un regard plus lucide dans cinquante ans sur les problèmes de développement et de partage. L'enseignement passe avant toutes les techniques. »

Le vœu ainsi exprimé par Mgr Rodhain est repris par l'Assemblée générale de « *Cor unum* » dans le paragraphe ci-après de ses conclusions. « On aimerait que « *Cor unum* » contribue à l'élaboration d'une théologie de la charité, et également d'une pédagogie. « *Cor unum* » a, en ce sens, une mission d'éducation. »

La nouvelle association

Telles sont les paroles, tels sont les écrits de Mgr Rodhain — et j'aurais pu vous en citer bien d'autres — dans le droit fil desquels ont entendu se situer les responsables du Secours catholique, de la Cité-Secours Saint-Pierre de Lourdes et un groupe d'amis et admirateurs de celui sur la tombe de qui nous sommes venus nous recueillir et prier aujourd'hui, en conjuguant leurs efforts en vue de la création d'une « Fondation Jean-Rodhain », laquelle aura son siège ici à Lourdes et sera destinée précisément à promouvoir l'approfondissement d'une théologie de la charité.

La reconnaissance d'une fondation requiert — vous le savez ou non — dans notre droit français, la constitution préalable d'une dotation dont les ressources lui permettront de se consacrer à la poursuite des fins qu'elle s'assigne. Aussi bien, pour la réunion de ces ressources, pour la constitution de cette dotation, les responsables du Secours catholique et de la Cité-Secours Saint-Pierre et les amis de Mgr Rodhain qui m'ont donné mission d'être, aujourd'hui, auprès de vous leur interprète, ont-ils décidé, à titre de première étape, de créer, sous la forme d'une association de la loi de 1901, une « Association pour la Fondation Jean-Rodhain » dont la déclaration a été faite et les statuts ont été déposés, lundi dernier 23 janvier, auprès de l'autorité administrative compétente de Paris : déclaration et dépôt de statuts dont mention est faite, précisément aujourd'hui, au *Journal officiel* daté du jour anniversaire de la mort de Mgr Rodhain.

L'objet de cette Association : je ne saurais vous en proposer une définition plus précise, dans la ligne de tous ces textes que vous venez d'entendre ou plutôt réentendre de Mgr Rodhain, qu'en vous donnant lecture de ses articles 2 et 3 :

« ART. 2. — Cette Association a pour but la création d'une « Fondation Jean-Rodhain » et, à cette fin, la réunion des ressources destinées à constituer sa dotation.

« En réponse aux appels du Magistère pontifical et, spécialement, de la lettre de S. S. le Pape Paul VI en date du 15 juillet 1971 instituant le « Conseil pontifical *Cor unum* », elle se donne, dès à présent, les objectifs qu'entend s'assigner la Fondation, à savoir, notamment, sur la base de l'œuvre et des

écrits de Mgr Rodhain et à la lumière des enseignements laissés par sa vie dans la contemplation du mystère du Christ pauvre : l'approfondissement de la théologie de la charité, en particulier comme inspiratrice de la solidarité, de la concorde et de la justice, avec les implications concrètes qui en résultent.

« ART. 3. — Les moyens que se propose de mettre en œuvre l'Association sont, notamment, la création d'enseignements, de centres de recherche et de documentation, le financement de publications, l'attribution de bourses, l'organisation de colloques, etc. »

A nous donc, avec votre participation, avec votre aide, d'aller de l'avant, de franchir, le plus rapidement possible, la première étape, de réunir, au plus vite, les ressources appropriées, en telle sorte que l'Association pour la Fondation Jean-Rodhain fasse place, dans le plus court délai, à « la Fondation Jean-Rodhain » elle-même. Et, sans attendre, dès à présent, préoccupons-nous de promouvoir cet approfondissement de la théologie de la charité, donnons-nous pour ambition d'assurer la création et la mise en place, là où leur présence sera le plus utile et leur rayonnement le plus fécond, de chaires consacrées à l'enseignement de cette vertu théologale.



A nous de le faire dans la fidélité la plus vivante, la plus concrète, à la préoccupation de celui que nous honorons aujourd'hui. « La tiédeur de la charité, répétait Mgr Rodhain, produit l'ankylose dans les articulations, la paralysie dans les structures. » L'approfondissement à promouvoir de la théologie de la charité ne doit pas davantage verser dans les fondrières de l'abstraction, emprisonner dans l'hermétisme de je ne sais quel nouveau jargon. Toute la réflexion destinée à nourrir un enseignement rajeuni de la vertu théologale de charité doit s'articuler étroitement sur l'Evangile, sur la parole de Dieu, sur l'enseignement donné par le Christ. Pensons à l'Evangile du pauvre Lazare...

Présidant, ici-même, à Lourdes, le 25 septembre dernier, à la célébration du 30^e anniversaire du Secours catholique et exprimant, avec la même insistance, la même préoccupation que Mgr Rodhain, le cardinal Marty s'adressait à l'assistance en ces termes : « La charité n'est pas une suppléance passagère. De nouvelles formes de développement laissent de côté, ou même engendrent, de nouvelles formes de pauvreté... Il me paraît important que le Secours catholique continue d'avoir un grand souci doctrinal. »

Avec la même insistance, le cardinal Benelli tant de fois a mis l'accent et — avec quelle élévation — continue de mettre l'accent sur les trois aliments essentiels d'une communauté ecclésiale vivante : catéchèse, liturgie, charité.

C'est dans le même sens que nous exhorte notre Saint-Père le Pape Paul VI :

— Qui, dès sa première encyclique *Ecclesiam suam*, lançait vers nous cet appel : « La charité doit, aujourd'hui, occuper la place qui lui revient, la première et la plus haute dans l'échelle des valeurs religieuses et morales. » ;

— Dont, trois ans plus tard, en la fête de Pâques 1967, l'autre grande encyclique *Populorum progressio*, sur le développement des peuples, a si profondément réjoui le cœur de Mgr Rodhain, qui en a été l'un des cinq premiers destinataires ;

— Et qui, dans la même pensée, recevant, lundi 5 décembre dernier, les évêques français de nos huit diocèses de l'Est, leur confiait le vœu que voici : « Après le bouillonnement apostolique des dernières décennies, l'Eglise en France a besoin d'approfondir et d'équilibrer le rapport action-contemplation. »

La voie est maintenant tracée. A quelques pas de cette tombe devant laquelle nous sommes venus prier, accordez-moi seulement encore un dernier mot : qu'il me soit permis d'exprimer notre respectueuse, notre fervente gratitude à la sœur de Mgr Rodhain, Mère Teresia. En voulant bien approuver notre initiative qui m'écrit-elle, « renferme la promesse que ce que mon frère a désiré le plus ardemment, est en train de se réaliser », en voulant bien que soit donné aujourd'hui à notre Association, demain à notre Fondation, le nom prestigieux de son frère, elle prêche, elle-même, d'exemple et nous apporte, tout à la fois, le plus émouvant témoignage d'adhésion et le plus précieux concours.

ALLOCUTION DU CARDINAL BENELLI (3)

M. l'Ambassadeur, lorsque le 23 janvier dernier vous m'écriviez pour m'annoncer que, ce jour et sous votre présidence, devait être créée « l'Association pour la Fondation Jean-Rodhain », vous m'avez invité, avec votre habituelle délicatesse, à exprimer ce que cette initiative me suggérait ; ayant lu l'article 2 de vos statuts, ma première réaction fut d'estimer que tout était dit et bien dit par ce texte.

Et cependant, je ne résiste pas au désir de vous dire, ce matin, combien l'Association que vous fondez aujourd'hui me semble correspondre d'une part — et vous l'avez dit — à ce qui fut le souci constant de Mgr Rodhain, mais me semble correspondre surtout à un besoin actuel et urgent de l'Eglise, en cette fin de xx^e siècle.

Faut-il « réhabiliter » la vertu de charité, comme l'a si souvent demandé Mgr Rodhain ? Certes.

Mais cette réhabilitation doit lui rendre sa place exacte, totale et indispensable dans la pastorale.

Contribuant à réaliser cet objectif, vous n'inventerez ni n'innoverez rien ; vous contribuerez simplement à remettre en valeur une constante de la Tradition de l'Eglise depuis ses origines.

La pastorale moderne s'organise autour de la communauté ecclésiale qui en constitue le pivot. L'Eglise est une communauté rassemblée. Les évêques français le rappelaient, ici-même à

(3) Texte original.

Lourdes, en 1976 quand ils écrivaient : « Le rassemblement n'est pas une activité de l'Eglise parmi d'autres qu'elle peut accomplir ou ne pas accomplir. Il est constitutif de l'Eglise. » (Compte rendu de l'Assemblée plénière de l'Episcopat français, 1976, page 121.)

Et la vie ecclésiale de cette communauté s'articule sur trois axes principaux : la catéchèse, la liturgie et la charité.

C'est l'enseignement déjà donné par l'organisation de la première communauté chrétienne rapportée par les Actes des apôtres dans leur chapitre 2 où il est écrit : « Les disciples se montraient assidus à l'enseignement des apôtres, à la mise en commun des biens, à la fraction du pain et aux prières. » Nous trouvons là le schéma des valeurs essentielles de la vie ecclésiale qui devaient permettre à l'Eglise de porter témoignage et d'annoncer la parole. Ces valeurs n'ont pas changé, même si pour des raisons diverses, et qu'il serait trop long d'examiner, elles ont été, tour à tour, plus ou moins privilégiées.

Pourquoi cacher que la plus révolutionnaire de ces trois valeurs, je veux dire la charité, a connu et peut-être connaît encore une désaffection qui a coïncidé avec certaines tentatives de sécularisation.

Pourtant, il ne peut être indifférent ni facultatif pour l'Eglise d'exercer cette mission de charité que saint Paul a décrite avec force et lyrisme dans la première épître aux Corinthiens pour conclure : « La charité ne passera pas. »

Il ne peut être indifférent ni facultatif pour l'Eglise que soit annoncée la loi d'amour, avec les expressions concrètes qu'elle exige et qui constituent le sceau de son authenticité. Poussée jusqu'à l'extrême de sa logique, cette loi d'amour porte en elle la force de transformation du monde, comme l'indiquait le Saint-Père : « Si nous, chrétiens, nous avons compris cet évangile de l'amour, ou loi, sa nécessité, son actualité, nous ne nous prendrions pas à douter que le christianisme, notre foi, soit incapable de résoudre dans la justice et dans la paix les problèmes sociaux ; nous ne nous prendrions pas à penser que pour parvenir à une telle solution, il est nécessaire de recourir au matérialisme avec le danger réel de noyer notre profession de foi chrétienne dans les idéologies de ceux qui les combattent ; avec le danger d'aboutir à des solutions amères, illusoires et peut-être finalement antisociales, sinon inhumaines. »

Votre rôle sera de contribuer à redonner à la charité son vrai visage, pour ceux qui n'y veulent voir, à tort et abusivement, qu'une répréhensible assistance paternaliste alors qu'elle est la plus haute et la plus noble expression de l'amour de Dieu, qu'avec un infini respect et une sollicitude de tous les instants nous devons réapprendre à découvrir chez notre frère pauvre, quelle que soit d'ailleurs la pauvreté qui l'opprime.

Ce faisant, vous vous situez dans la droite ligne du souci constant de l'Eglise et de son souci actuel. Soyez les artisans de ce renouveau de la vertu de charité, vous serez du même coup parmi les meilleurs artisans du renouveau de l'Eglise.

COMMUNIQUE DE L'EVEQUE DE LA GUADELOUPE AU SUJET DE LA CAMPAGNE D'EXPULSION D'ETRANGERS

Après plusieurs années de tolérance, qui ont eu pour effet de favoriser la venue de nombreux Haïtiens et Dominicains, les pouvoirs publics ont urgé brutalement la réglementation du séjour des étrangers en Guadeloupe.

A partir de cette décision, la police pour les villes, la gendarmerie pour les zones rurales ont été chargées de rechercher les ressortissants haïtiens ou dominicains qui n'ont pas « l'autorisation de séjour » et de les expulser. Depuis la mi-janvier, ont lieu à travers le pays des rafles, des descentes de police, des arrestations et des renvois sans ménagement ni délai. Ces méthodes expéditives qui, sans doute, se veulent efficaces, sont injustes et humiliantes pour des gens qui étaient de bonne foi et qui sont, dans la plupart des cas, des pauvres à la recherche désespérée d'un travail pour aider leur famille à survivre.

Il ne faut pas s'y tromper, une telle campagne n'a été possible qu'avec une certaine complicité générale du pays — explicite dans telles déclarations de tels de nos représentants politiques, implicite dans l'attitude de la population.

Il faut admettre que l'accueil des étrangers — et notamment de travailleurs antillais acceptant l'emploi dans des conditions de sous-paiement et de non-protection sociale — a des limites et pose des problèmes réels. De plus, un taux anormal de délinquance dans la migration dominicaine plus récente est incontestable.

Mais, au nom de l'Evangile pour les chrétiens, au nom du respect dû à l'homme de la part de tous, je pose ces questions :

— Aux responsables politiques et administratifs : pourquoi ajouter à la dureté d'une décision de freiner l'immigration une cruauté superflue ?

— Aux responsables judiciaires et aux hommes de droit : pourquoi la loi concernant l'expulsion des étrangers est-elle appliquée ici avec moins de respect des personnes qu'en France ?

— Aux employeurs : dans la mesure où vous avez utilisé à bon compte une main-d'œuvre si bonne au travail et si peu exigeante, pouvez-vous vous sentir quittes à bon compte de son élimination si brutale ? Pourquoi certains d'entre vous vont-ils jusqu'à refuser de leur payer, avant leur départ, ce qui leur revient ?

— A tous enfin — et particulièrement aux chrétiens en cette période du Carême — ne devons-nous pas ouvrir nos yeux et nos cœurs au drame qui atteint chez nous un si grand nombre de personnes ? Ne devons-nous pas faire tout ce qui est en notre pouvoir pour réduire leur malheur présent et pour empêcher qu'un tel malheur puisse, dans l'avenir, se renouveler ?

A Basse-Terre, le 24 février 1978,
† S. OUALLI.

(Texte original.)

— Le Langage de l'évangélisation, par Marcel DUMAIS. — Un vol. 400 p., Coll. « Recherches », Editions Bellarmin (Québec) et Desclée (Tournai).

Par quel langage faire parvenir un message et communiquer sa foi ? Y a-t-il une méthode et des critères d'efficacité ? Cette recherche se fait à partir du discours de saint Paul à Antioche de Pisidie (Ac 13, 16-41), remarquable en effet par sa structure, sa forme et son contenu. Ce travail a fait l'objet d'une thèse de doctorat.

LE LINCEUL DE TURIN

Sous ce titre, le P. André-Marie DUBARLE, O.P., fait le point, dans le Monde de la Bible (janvier-février 1978) (1), sur les problèmes posés par la relique communément appelée « le saint suaire de Turin » qui provoque un renouveau d'intérêt avant l'« ostension » prévue dans la cathédrale de Turin du 27 août au 8 octobre de cette année (2) :

Le linceul (plutôt que le saint suaire) de Turin est une bande de lin mesurant 1,10 m de large et 4,36 m de long. C'est un sergé à chevrons en arête de poisson. Rien ne s'oppose dans nos connaissances archéologiques à ce qu'il ait été tissé au Proche-Orient vers le début de notre ère. Il offre sur un fond clair deux silhouettes opposées par la tête et présentant de face et de dos un homme entièrement nu, les mains croisées sur le pubis et portant diverses traces de blessures.

Historique

Ce linge est conservé depuis 1452 par la famille ducal, puis royale de Savoie, qui le déposa d'abord dans une chapelle construite pour lui à Chambéry. C'est là qu'en 1532 un incendie faillit le détruire. La chaleur intense carbonisa un coin du linge plié et produisit deux séries symétriques de brûlures qui, par bonheur, encadrent les silhouettes du corps en empiétant seulement sur les bras et les épaules. En 1578 eut lieu le transfert à Turin.

L'histoire antérieure du linceul est plus contestée. Vers la fin du xiv^e siècle, il était conservé à Constantinople et exposé chaque vendredi. Il disparut lors de la prise de la ville par les croisés latins en 1204. Est-il alors parvenu bientôt en France à Besançon, ou seulement plus tard ? Il est impossible d'en discuter ici. Exposé à Lirey, dans le diocèse de Troyes, à partir de 1355, il fut finalement remis au duc de Savoie.

Entre le premier siècle et le séjour à Constantinople les destinées de ce linge sont obscures. Mais le silence des textes n'est pas aussi complet qu'on l'a dit parfois, sans que les attestations recueillies suffisent à elles seules à certifier que le linge conservé à Turin est bien le linceul du Christ enseveli. Citons la plus remarquable. Dans l'Evangile aux Hébreux, écrit non canonique de la fin du premier siècle, on lisait que le Seigneur ressuscité donna son

linceul (*sindonem* dans la citation de saint Jérôme) au serviteur du grand prêtre (cf. Jn 18, 10, 22, 26) avant d'apparaître à Jacques (cf. 1 Co 15, 7). A cette époque, on croyait donc savoir que le linceul n'avait pas été abandonné au hasard, qu'il était conservé par un personnage connu et on n'éprouvait pas à son égard la répulsion inspirée par tout ce qui touchait aux cadavres.

Aux textes écrits s'ajoutent quelques indices d'un autre ordre. Certaines représentations du Christ comportent à partir du vi^e siècle une mèche aberrante, traversant le front. Ceci ne s'explique guère sans le souci de reproduire ce que l'examen moderne du linceul de Turin fait interpréter comme une coulée de sang. Les légendes sur une image non faite de main d'homme et produite par le contact du visage de Jésus avec un linge (voile de Véronique en Occident : image d'Edesse, envoyée par Jésus lui-même au roi Abgar, pour l'Orient) sont-elles de pures inventions ou dérivent-elles de l'observation d'un tissu portant des empreintes comme le linceul de Turin ? Il n'est possible que d'indiquer ici les pistes qui s'ouvrent à la recherche historique, basée sur des œuvres humaines.

Il faut ajouter aussitôt qu'il y a peu d'espoir d'arriver à la certitude par ce moyen. Et il est compréhensible que des négations catégoriques ou des doutes insurmontables soient opposés à l'authenticité du linceul par ceux qui ne disposent que de textes écrits. Mais la question ne se pose plus ou ne devrait plus se poser de la sorte aujourd'hui. Et seul un défaut d'information ou le refus injustifié des auxiliaires normaux de l'histoire peuvent expliquer que l'on veuille toujours décider de l'authenticité ou de l'inauthenticité par le témoignage des textes écrits.

Les questions posées depuis la photographie de 1898

En mai 1898, à l'occasion d'une ostension solennelle, fut prise la première photographie du linceul de Turin. A la stupéfaction de l'opérateur, le cliché négatif permit d'observer, au lieu de silhouettes étranges, un admirable visage empreint d'une gravité douloureuse qu'il est difficile de rattacher à une tradition artistique connue.

Cela déclencha une série de travaux qui font sortir la question de l'authenticité hors du domaine des œuvres humaines et de leur interprétation. Les questions qui se posent désormais sont les suivantes : un artiste peut-il peindre en négatif et dans quel but énigmatique l'aurait-il fait ? Y a-t-il eu inversion spontanée des valeurs lumineuses dans les empreintes ? Quand a-t-on pu avoir une telle connaissance précise non seulement de l'anatomie, mais du mode de coagulation du sang, avec les différences entre le sang veineux et le sang artériel ? Une sculpture enduite de colorant peut-elle être à l'origine des empreintes ?

Les médecins et les chirurgiens qui ont eu la patience d'examiner minutieusement les images

(1) 5, Rue Bayard, 75380 Paris CEDEX 08.

Ce numéro est entièrement consacré à la Passion de Jésus.

(2) Sous-titres de la DC.

Nous rappelons le message de Paul VI au sujet du saint suaire publié dans notre numéro du 16 décembre 1973, p. 1059.

Le présent texte est publié en tiré à part. Cf. *supra*, p. 250.

négatives obtenues par la photographie sont unanimes à conclure : cette étoffe a contenu pendant un court laps de temps (une trentaine d'heures) le corps d'un supplicié dont les blessures évoquent immédiatement ce que les évangiles racontent du Christ : traces sanglantes sur tout le pourtour du crâne, face tuméfiée, pieds et mains percés par un clou, large traînée de sang s'échappant de la poitrine, multiples petites blessures parsemant le corps entier.

Tout récemment, une expertise a porté sur un dépôt de poussière prélevé sur le linceul. Un microscope puissant a permis d'identifier des grains de pollen connus en Galilée au premier siècle de notre ère, d'autres de la région d'Edesse en Asie mineure, d'autres de Constantinople, puis de France et d'Italie. Cette méthode nouvelle, usitée depuis peu en médecine légale, apporte une confirmation inattendue à ce que l'on savait pertinemment ou que l'on pouvait supposer des pérégrinations du linceul.

Des précisions frappantes apportées aux récits évangéliques

La conclusion qui s'impose à ceux qui ont suivi ces recherches est que l'étoffe conservée à Turin est bien le linceul de la sépulture de Jésus. Les exégètes sont donc mis devant une donnée à confronter avec les récits de la Passion. Comme à l'occasion de tout fait archéologique nouveau, ils peuvent être amenés à comprendre les textes d'une manière nouvelle qu'on n'aurait pas imaginée autrement. Les écrits éclairent les restes concrets du passé comme ils en reçoivent une lumière inattendue. Il ne faut pas demander au linceul de nous donner le sens religieux de la Passion dans le dessein divin du salut. Mais il peut offrir à notre regard un visage du Christ aussi émouvant que majestueux qui a l'avantage d'être vrai et non pas imaginé.

Il peut en outre apporter des précisions frappantes aux récits évangéliques. On peut reconstituer le fouet de la flagellation avec sa lanière armée de deux petites boules métalliques, produisant des blessures en forme d'halète. On peut déterminer la position du bourreau et celle du supplicié, les bras élevés et liés au-dessus du corps.

La couronne d'épines s'enfonce dans le cuir chevelu et des ruisseaux de sang ont imprégné les cheveux et la barbe. Sur le côté gauche du front, ils décrivent une sinuosité déterminée par les rides de la peau. La joue droite porte une grande contusion et l'arête du nez est brisée. Ce sont les suites des soufflets et coups reçus pendant les scènes d'outrages.

L'épaule droite n'est qu'une plaie provoquée par le frottement de la poutre transversale de la croix pendant la montée du calvaire. Les genoux sont également très blessés. Les clous des mains sont plantés non au milieu des paumes, qui se seraient déchirées sous le poids du corps, mais près du poignet dans l'espace de Destot, placé au milieu du carpe. Ils coupent les nerfs médians, ce qui provoque la rétraction du pouce, qui n'apparaît pas à côté des autres doigts allongés, et aussi une douleur fulgurante.

Les deux pieds sont traversés par un seul clou. Le crucifié peut prendre appui sur eux pour lutter contre l'asphyxie qui le gagne par suite de sa position. On suit, grâce à l'inclinaison différente des coulées de sang, sur l'avant-bras, les efforts qu'il fait pour se redresser et respirer. Tous les problèmes que pose le linceul de Turin ne sont pas résolus et il y a, comme dans toute recherche, des différences d'interprétation parmi ceux qui se sont occupés de cette étude. Mais dès maintenant, il y a assez de lumière pour inviter les biblistes à ne pas se retrancher dans un silence gêné.

A.-M. DUBARLE.

NOTE

Dans les limites étroites de cet article, il est seulement possible d'indiquer des lignes très générales, non de développer les arguments.

Pour une démonstration méthodique de l'authenticité du linceul de Turin, un ouvrage de base est de Paul VIGNON : *le Linceul du Christ. Etude scientifique*. » (Paris, Masson, 1902, 207 pages, 21 x 28.)

La seconde publication de Paul Vignon : *le Saint suaire de Turin devant la science, l'archéologie, l'histoire, l'iconographie, la logique*. (Paris, Masson, 1938, 220 pages, 25 x 33; 2^e édition augmentée, 254 pages), n'était pas une mise à jour du volume antérieur, mais une enquête entièrement nouvelle sur bien des points.

Pour la synthèse entre les récits évangéliques et les données ressortant du linceul et des expériences qu'elles ont provoquées, j'ai suivi ici le docteur P. BARBET : *la Passion de Jésus-Christ selon le chirurgien* (6^e édition, 1965, Paris, Apostolat des éditions) et Antoine LEGRAND : *Le saint suaire témoigne comment est mort le Christ* (26^e mille, édition revue en 1977, Paris, Apostolat des éditions; 16 pages 21 x 27 avec de nombreux schémas et photographies).

— J'ai tenté d'expliquer « pourquoi les biblistes négligent-ils le linceul de Turin ? » dans *Sindon*, n° 25 (avril 1977), p. 17-30 (revue d'histoire d'art, d'exégèse et de médecine au sujet du linceul, publiée à Turin, via San Domenico 28). J'ai passé en revue les raisons alléguées ou les sentiments cachés pour montrer qu'ils ne justifient pas ce désintérêt.

— Dans *le Figaro* du 2 novembre 1977, p. 9, R. LAURENTIN a signalé les résultats de recherches toutes récentes : « L'énigme du saint suaire de Turin : des tests nouveaux ont été pratiqués sur ce qui fut peut-être le linceul du Christ (3). »

— Il y a malheureusement un grand défaut d'information sur le sujet, mais aussi des erreurs flagrantes. Dans *Deux mille ans de christianisme* (t. 3 (1975), dossier 7, p. 45), le linceul de Turin était confondu avec le suaire de Cadouin (Dordogne), dont l'inauthenticité était démontrée par les inscriptions musulmanes qu'il portait.

(3) Dans *le Figaro* du 8 avril 1977, André CASTELOTT concluait, au terme d'un article sur « Les mystères du saint suaire de Turin » : « [...] Le suaire a donc enveloppé un cadavre, et ce cadavre était celui d'un crucifié qui — les traces le prouvent — fut flagellé, porta son *patibulum*, fut cloué à une croix et reçut un coup de lance au côté. Mais s'agit-il du corps du Christ ?... Un seul crucifié — celui que l'on accusait de s'être dit le roi des juifs — a reçu, des mains des soldats romains, en manière de dérision, une couronne d'épines... » (NDLR.)

Événements et Informations

FRANCE

Le P. Bonfils secrétaire du Comité permanent des religieux

Le Comité permanent des religieux de France a élu le P. Jean BONFILS (Provincial de la Société des missions africaines de Lyon) secrétaire général du CPR en remplacement du P. Jean-François Barbier qui, pour des raisons de santé, a demandé à être déchargé de cette responsabilité avant l'expiration de son mandat (septembre 1979). Le P. Bonfils entrera en fonction le 1^{er} octobre 1978. (« *La Croix* », 1^{er} février.)

Le P. Mascarello aumônier général des prisons

Le Conseil permanent de l'Episcopat français a désigné le P. Marie-Paul MASCARELLO, Franciscain, pour succéder à Mgr Rodhain dans la fonction d'aumônier général des prisons.

L'abbé André CLAVIER, aumônier de la prison de la Santé, à Paris, et l'abbé Gérard GEOFFROY, aumônier du Centre pénitencier de Toul, ont été choisis par la Commission sociale de l'Episcopat comme adjoints à l'Aumônerie générale.

Ces trois nouveaux responsables constituent l'équipe nationale chargée de coordonner les liens avec les autres instances de la pastorale et avec le ministère de la Justice.

La Commission nationale de l'Aumônerie regroupe cette équipe, les neuf aumôniers régionaux, neuf délégués élus par les aumôniers de chaque région pénitentiaire et deux représentants des maisons centrales. Elle est présidée par Mgr MOUISSET, évêque de Nice, chargé par la Commission sociale de l'Episcopat de suivre les problèmes des prisons.

Cette Commission nationale est l'organisme d'orientation de la pastorale des prisons.

Le siège de l'Aumônerie générale des prisons est au 106, rue du Bac, 75341 Paris CEDEX 07. Tél. : 260-37-70. (« *La Croix* », 11 février.)

Démission de l'abbé bénédictin d'En Calcat

Le P. Dominique HERMANT, après treize ans d'abbatiate à En Calcat, a demandé et obtenu d'être relevé de sa charge. Il écrit dans une lettre adressée à Mgr Coffy, archevêque d'Albi : « Je reste moine d'En Calcat, même si je prends d'abord un temps de recul. La communauté a préféré remettre à un peu plus tard une élection abbatiale ; elle a donc reçu un « prieur administrateur » (c'est-à-dire ayant tous les pouvoirs d'un abbé) en la personne du P. Thomas Romieu. » (« *Eglise d'Albi* », 9 février.)

Un sondage IFOP sur l'école libre

La *Vie* (2-8 février) publie les résultats d'un sondage sur l'école libre. Voici les réponses à la question : « L'existence d'un enseignement privé est conforme à la tradition de liberté de la France. »

Tout à fait d'accord ..	39	} 70
Plutôt d'accord	31	
Plutôt pas d'accord ..	8	} 18
Pas du tout d'accord ..	10	
Ne se prononcent pas ..	12	
	100	

Mort du P. Besnard

Le P. Albert-Marie BESNARD, Dominicain, prieur du couvent 29, boulevard Latour-Maubourg à Paris, est décédé le 6 février à 5 h 30.

Né le 27 mars 1926, à Toulouse, élève de Polytechnique, le P. Besnard était entré dans l'Ordre dominicain en 1950. Prêtre en 1954, il avait été prieur du couvent de Strasbourg et chargé de la formation des jeunes Dominicains de 1959 à 1968. Depuis 1968, il était directeur de la *Vie spirituelle*. Spécialiste de la prière, il animait un certain nombre de groupes d'étudiants et de moniales contemplatives.

Prédicateur de la messe du dimanche à France-Culture, il était particulièrement apprécié.

Parmi les nombreux livres qu'il a publiés, notons *Propos intempêtes sur la prière*, *Pour Dieu il*

n'est jamais trop tard, *Un certain Jésus*, *Quand les vieux parlent*, *Chemins et Demeures*, *Vie et Combats de la foi*, *Laisse-moi me retourner et te voir* ; sous presse : *Par un long chemin vers toi*. (« *La Croix* », 8 février.)

Mort de Jacques Chastenet

L'historien Jacques CASTENET est mort le 7 février, à l'âge de 84 ans. Membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques, il avait rempli des fonctions diplomatiques en particulier comme secrétaire général de la Haute Commission interalliée des territoires rhénans (1920-1921) ; il avait collaboré à la *Revue politique et parlementaire* et il a été codirecteur du journal *le Temps*, de 1931 à 1942. Il avait été aussi conseiller de l'Union française. Il laisse de nombreux ouvrages historiques, parmi lesquels : *le Parlement d'Angleterre*, *le Siècle de Victoria*, une *Histoire de la III^e République* en sept volumes, une *Histoire de l'Espagne*, *Cent ans de République*, *Une époque de contestation : la monarchie bourgeoise*. Comme journaliste et publiciste, il avait collaboré à divers journaux et revues français et étrangers. Il était grand officier de la Légion d'honneur. (« *La Croix* », 9 février.)

ÉTRANGER

ALLEMAGNE

Réponse à Mgr Lefebvre

Dans le numéro de Noël de « *Welt am Sonntag* », Mgr Lefebvre déplorait que la cathédrale de Cologne ait été mise à la disposition de musulmans pour y célébrer leur culte. « Il est inadmissible, écrivait-il, que dans une église catholique on permette la célébration d'un culte qui n'est pas catholique, même pas chrétien, et par conséquent n'est pas voulu par Dieu. »

L'archevêché de Cologne répond en rappelant que la Conférence épiscopale allemande a recom-

mandé de mettre à la disposition des musulmans des lieux de prière, dans la mesure du possible. et à certaines conditions (enlever les crucifix, images et statues; informer les fidèles et l'évêché). Et il ajoute : « A notre connaissance, la cathédrale de Cologne n'a été mise qu'une fois à la disposition de musulmans pour leur culte, le 4 février 1965, avec l'accord du Chapitre de la cathédrale. (« *Pastoralblatt für die Dioezesen Aachen, Berlin, Essen, Koeln, Osnabrück* », février 1978.)

SRI LANKA

Statistiques

« *L'Annuaire du Sri Lanka* » (ex-Ceylan) qui paraît pour la première fois, donne les chiffres suivants : la population totale du pays atteignait, à la fin de 1976, les 12 711 143 habitants (recensement de 1972) répartis comme suit : 9 146 679 Cingalais (soit 5 millions et demi de « Low Country » et 3 700 000 « Kandyan »), 1 195 368 Tamouïs, 824 291 Maures cingalais, 44 250 « Burghers », 41 615 Malais, 29 416 Maures indiens et 13 957 appartenant à différents groupes.

Au point de vue religieux, les bouddhistes sont majoritaires avec 8 567 570 adeptes, suivis par les hindous (2 239 310), les musulmans (909 941), les catholiques (883 111), les autres confessions chrétiennes avec 103 576, enfin, divers groupes avec un total de 7 635 membres. (« *Fides* », 9 février.)

USA

Mort du P. Feeney

Le P. Léonard Feeney, ancien Jésuite, qui fut excommunié en 1953 pour désobéissance au Saint-Office, après avoir « été » au centre d'une controverse doctrinale (il interprétait de manière absolue l'axiome : « Hors de l'Eglise, point de salut. » — Cf. « *DC* » 1952, col. 1395.) est décédé à l'âge de 80 ans. Il avait fondé, pour propager sa doctrine, un groupe de spiritualité bénédictine qui s'appelait « les esclaves du Cœur-Immaculé de Marie ». Réconcilié avec l'Eglise catholique, il y a quelques années, le P. Feeney avait déclaré ne renier aucune de ses convictions. (« *La Croix* », 10 février.)

Schisme dans l'Eglise épiscopale

Quatre prêtres anglicans, qui ont rompu avec l'Eglise épiscopale parce que celle-ci a accepté l'ordination sacerdotale des femmes et

a prôné une attitude libérale à l'égard du divorce et de l'avortement, ont été consacrés évêques, à Denver, d'une nouvelle communauté ecclésiale. Celle-ci, « l'Eglise anglicane d'Amérique du Nord », n'aurait pour l'instant que 10 000 fidèles environ. (« *La Croix* », 10 février.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé :

— Le P. Luis ORELLANA, S.J. (secrétaire de l'Episcopat de l'Equateur) auxiliaire de *Guayaquil*, Equateur. (« *OR* », 3 février.) — Mgr Raphaël MONTIANO LIM (évêque de Laoag) évêque de *Boac*, Philippines. (« *OR* », 5 février.) — Le P. Jorge Mario AVILA DEL AGUILA, C.M., administrateur apostolique « permanent constitutus » de *El Peten*, Guatemala. (« *OR* », 12 février.) — Mgr Serafino SPROVIERI auxiliaire de *Catanzaro* et *Squillace*, Italie. (« *OR* », 12 février.) — Le P. James H. McDONALD, C.S.C., auxiliaire de *Hamilton*, Canada. (« *OR* », 16 février.)

Démission

Le Saint-Père a accepté la démission de Mgr André OUELLETTE, évêque de *Mont-Laurier*, Canada. (« *OR* », 16 février.)

Décès

— De Mgr Domenico PETRONI, ancien évêque de *Melfi* (Italie), survenu le 2 février, à l'âge de 96 ans. (« *OR* », 5 février.) — De Mgr Redento M. GAUCI, O.C., ancien prélat de *Chuquibamba* (Pérou), survenu le 10 février, à l'âge de 57 ans. (« *OR* », 13-14 février.) — De Mgr Anastasio GRANADOS GARCIA, évêque de *Palencia* (Espagne), à l'âge de 68 ans. (« *OR* », 15 février.)

SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a donné au cardinal Francesco CARPINO le titre du diocèse suburbicain d'Albano. Il avait précédemment le titre presbytéral « pro hac vice » de Santa Maria ausiliatrice in Via Tuscolana. (« *OR* », 10 février.)

— Le Saint-Père a reçu, le 9 février, M. CHOW SHU-KAI, nouvel ambassadeur de Chine (Taiwan) auprès du Saint-Siège, venu lui remettre ses lettres de créance. (« *OR* », 10 février.)

— La retraite annuelle du Vatican a eu lieu du 12 au 18 février. Elle

était prêchée par le P. Carlo MARTINI, S.J., recteur de l'Institut biblique pontifical. (« *OR* », 10 février.)

Le Saint-Père a nommé :

— Délégué apostolique au Mexique Mgr Girolamo PRIGIONE. (« *OR* », 10 février.) — Consultant du Secrétariat pour les non-chrétiens le P. Joseph SPAE, C.I.C.M. (« *OR* », 13-14 février.) — Prêlat auditeur de la Rote Mgr Antoni STANKIEWICZ. (« *OR* », 16 février.)

La présidence de la Conférence du CELAM

Le Saint-Père a confié la mission de présider, en son nom et autorité, la III^e Conférence générale de l'Episcopat latino-américain, qui doit se tenir à Puebla (Mexique) du 12 au 28 octobre 1978 :

Au cardinal Sebastiano BAGGIO, président de la Commission pontificale pour l'Amérique latine ;

Au cardinal Aloisio LORSCHIEDER, O.F.M., archevêque de Fortaleza et président du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) ;

Et à Mgr Ernesto CORRIPIO AHUMADA, archevêque de Ciudad de Mexico.

Le Saint-Père a en outre nommé secrétaire général de cette même Conférence Mgr Alfonso LOPEZ TRUJILLO. (« *OR* », 3 février.)

Au musée du Vatican

1 471 201 personnes ont visité les musées du Vatican en 1977, soit une moyenne de 4 715 par jour. Seule l'Année sainte (1975) avait connu un nombre plus grand de visiteurs. (« *OR* », 3 février.)

Causes de béatification

Le 6 février, en présence du Saint-Père, ont été promulgués quatre décrets sur l'héroïcité des vertus de :

1. LUIGI ORIONE, prêtre, fondateur de la « Piccola Opera della Divina Provvidenza », né à Pontecurone, diocèse de Tortona (Italie), le 23 juin 1872, mort à San Remo le 12 mars 1940 ;

2. MARIE DE SAINT-IGNACE (Claudine THÉVENET), fondatrice de la congrégation des Sœurs de Jésus-Marie, née à Lyon le 30 mars 1774, morte à Lyon le 3 février 1837 ;

3. ANNA MARIA ADORNI, fondatrice des Ancelles de l'Immaculée et de l'Institut du Bon-Pasteur de Parme, née à Fivizzano, diocèse de Pontremoli (Italie) le 19 juin 1805, morte à Parme le 7 février 1893 ;

4. MARIE-FRANÇOISE DES CINQ PLAIES (Marguerite SINCLAIR), sœur professe du Tiers-Ordre de Saint-François, coadjutrice externe de l'Ordre de Sainte-Claire, née à Edimbourg le 29 mars 1900, morte à Warley, diocèse de Brentwood (Grande-Bretagne) le 24 novembre 1925. (« OR », 6-7 février.)

Les Instituts religieux masculins en 1978

Au début de 1978, vingt instituts religieux masculins comptent plus de 3 000 membres profès. Comparés aux effectifs de 1970, ils sont tous en régression, soit par suite de décès, soit par suite de défections, qui ne sont pas compensés en raison de l'insuffisance des vocations. Les effectifs des membres de ces Instituts sont les suivants (entre parenthèses les

chiffres de 1970) au début de l'année 1978 :

— Compagnie de Jésus-Jésuites, S.J. : 28 038 (33 828).

— Franciscains, O.F.M. : 21 504 (26 666).

— Salésiens de Don Bosco, S.D.B. : 17 535 (21 905).

— Capucins, O.F.M. cap. : 12 475 (15 291).

— Frères des Ecoles chrétiennes, F.S.C. : 11 484 (16 187).

— Bénédictins, O.S.B. : 10 147 (11 540).

— Dominicains-Frères prêcheurs, O.P. : 8 733 (9 399).

— Rédemptoristes, C.S.S.R. : 6 888 (8 501).

— Maristes, F.M.S. : 6 291 (9 696).

— Obats de Marie-Immaculée, O.M.I. : 6 271 (7 387).

— Société du Verbe-Divin-Missionnaires de Steyl, S.V.D. : 5 243 (5 757).

— Lazaristes-Congrégation de la Mission, C.M. : 4 333 (5 900).

— Pères du Saint-Esprit, C.S.SP. : 4 081 (4 847).

— Frères Mineurs conventuels-Cordoliers, O.F.M. conv. : 4 000 (4 590).

— Augustins, O.S.A. : 3 650 (4 447).

— Carmes déchaux, O.C.D. : 3 425 (4 016).

— Pères Blancs - Missionnaires d'Afrique, P.A. : 3 235 (3 659).

— Passionistes, C.P. : 3 194 (3 642).

— Trappistes - Cisterciens réformés, O.C.R. : 3 179 (3 642).

— Frères chrétiens-Christian Brothers, C.F.C. : 3 078 (3 779). (« Ki-pa », 15 février.)

le Cardinal Marty et les présidents de la République

Présence et dialogue - L'Eglise dans la région parisienne (4 mars 1978) rend compte, sous la signature d'Hervé Boulic, des propos tenus par le cardinal Marty le 22 février, au déjeuner mensuel des informateurs religieux, à Paris. Voici les passages où il évoque ses rencontres avec M. Pompidou et le général de Gaulle :

Evoquant les relations entre l'Eglise et l'Etat, le cardinal a fait plusieurs révélations sur ses contacts avec M. Pompidou et le général de Gaulle.

Avec le président POMPIDOU, il avait des relations déjà anciennes, nouées à l'époque où le cardinal était évêque de Saint-Flour, et que M. Pompidou venait passer ses vacances dans le Cantal. Profondément marqué par la tradition laïque dans laquelle il avait grandi, Georges Pompidou était, dit le cardinal, profondément spiritualiste. C'est ainsi que plus tard les deux hommes déjeunèrent en tête à tête à l'Elysée à sept reprises, mais sans parler de politique. Au président qui lui suggérait d'emprunter une entrée discrète, l'archevêque répondit : « Si je viens à l'Elysée, ce sera par la grande porte », voulant ainsi signifier son désir que les relations entre l'Eglise et l'Etat se déroulent au grand jour et sans la moindre ambiguïté.

Le cardinal avait auparavant rencontré le GÉNÉRAL DE GAULLE, l'occasion la plus marquante restant celle de la réconciliation franco-allemande, en 1961, avec la messe à laquelle participèrent, dans la cathédrale de Reims (dont Mgr Marty était alors l'archevêque), le général de Gaulle et le chancelier Adenauer.

En 1968, à son arrivée à Paris, le P. Marty n'avait pu rencontrer le Général en raison des événements de mai. C'est seulement en septembre qu'il fut reçu à l'Elysée. Après une quarantaine de minutes d'entretien, le Général lui confia son désarroi devant les événements de mai qu'il compara à la rupture du barrage de Fréjus : « De Gaulle, même lui, ne peut arrêter un barrage qui s'écroule. » Le cardinal commenta : « Je compris qu'il baissait les bras, sans doute par lucidité. »

Et le Général, après un silence : « Monsieur l'Archevêque, l'Eglise aussi aura son barrage ! » Le cardinal, en prenant congé se souvient avoir pensé : « L'Eglise, du moins, a fait son Concile, et elle a les paroles de la vie éternelle. »

Le cardinal Marty a encore évoqué ses relations avec le président Pompidou à propos des événements de mai 1968 :

Mai 1968 a remis en cause un modèle de société fondé sur le progrès et la croissance. Mais les deux ne vont pas forcément de pair : la croissance, si elle devient sa propre fin, est la négation de tout progrès vraiment humain.

A ce sujet, le cardinal évoque ses rencontres avec M. Pompidou : « Je me demande si Georges Pompidou, qui était un humaniste, avait bien compris cette impossible rupture entre le spirituel et le temporel. Il croyait aux valeurs spirituelles, mais souhaitait qu'elles ne changent pas. Il nous demandait de les sauvegarder en permanence. Il avait besoin de ce pôle de stabilité pour pousser la croissance économique, source, disait-il, d'une plus grande justice. Mais le monde spirituel n'est pas en dehors de notre devenir terrestre. Il n'y a pas de domaine réservé, protégé, qui serait le monde de l'Esprit, de la morale, de la religion. »

Cette crise de civilisation, inconfortable, offre néanmoins le mérite de nous inciter à une vaste révision de vie, observe le P. Marty. Mais à cette crise s'ajoute la crise économique. La croissance se trouve remise en cause depuis 1973... Nous devons avoir le courage de reconnaître que plus de justice dans le monde, cela signifie moins de richesse dans nos pays. « Peut-être, note le cardinal, 1973 sera-t-elle retenue par l'Histoire comme une date plus importante que mai 1968 ? »

L'Eglise n'est pas hors de cette société. Elle est invitée elle aussi à sa propre purification. Et comme l'armée, l'école et l'université, elle ne peut le faire sans crise. [...]

L'Église dans le monde

LA TRAGÉDIE DES REFUGIÉS DU SUD-EST

ASIATIQUE

Le 16 février, le Comité administratif de la Conférence épiscopale des Etats-Unis a rendu publique la déclaration ci-après sur le sort des personnes qui tentent de s'enfuir à bord de petites embarcations du Vietnam, du Laos et du Cambodge ; elle est adressée au président Jimmy Carter et au Congrès américain pour qu'ils prennent des mesures plus humaines et plus énergiques en faveur de ces réfugiés, notamment en facilitant l'entrée d'un plus grand nombre d'entre eux dans le pays ().*

Nous lançons un appel au président et au Congrès pour qu'ils répondent de manière plus énergique et plus humaine aux cris angoissés des hommes, des femmes et des enfants qui, pour trouver la liberté, s'enfuient de l'Asie du Sud-Est par la route puis par mer sur de petites embarcations.

Le nombre de ces réfugiés, dont 60 % sont des enfants, s'est accru ces derniers mois à la suite de la répression à laquelle se livrent les nouveaux régimes communistes dans certains pays du Sud-Est asiatique, forçant ainsi des familles à ce qu'il faut bien appeler des tentatives suicidaires pour chercher un asile.

Comme c'est généralement le cas lorsque des réfugiés se déplacent en masse dans des conditions hostiles, certains n'atteignent pas leur but, et cela se traduit par autant de pertes de vies humaines.

Au milieu du bouleversement auquel est en proie le Sud-Est asiatique, des rapports dignes de foi nous parviennent sur les conditions atroces dans lesquelles se déroule la marche forcée des réfugiés à partir du Laos et du Cambodge, ainsi que sur les pertes de vies humaines, estimées à près de 50 %, pour ceux qui tentent désespérément de quitter le Vietnam par bateau. Sur deux personnes qui jouent ainsi le tout pour le tout, une seule survit.

En Thaïlande, il existe environ 100 000 réfugiés du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Ils ont trouvé un asile des plus provisoires dans trois camps séparés dont s'occupe le gouvernement de Thaïlande. Chaque mois, 5 000 nouveaux réfugiés environ arrivent en Thaïlande, 1 500 dans de petites embarcations en provenance du Vietnam, et plus de 3 000 par voie de terre à partir du Cambodge et du Laos. En dépit de l'hospitalité traditionnelle du peuple thaï fondée sur l'histoire nationale et la religion, le gouvernement se trouve dans une position délicate sur le plan intérieur et diplomatique, du fait que le pays est entouré de pays communistes bien armés.

Nous n'avons aucune possibilité de connaître le nombre de réfugiés qui ont été refoulés aux fron-

tières par des fonctionnaires locaux de Thaïlande. La presse américaine a fait état il y a quelques mois d'un groupe de vingt-neuf personnes qui ont été renvoyées au Cambodge et exécutées immédiatement.

Certains réfugiés ont fait le tour du monde

L'un des aspects tragiques de ce mouvement de réfugiés est la réticence des bateaux de plus fort tonnage naviguant au sud de la mer de Chine à recueillir les réfugiés qui sont en perdition dans de petites embarcations. L'expérience du passé a appris aux capitaines de ces bateaux qu'un geste d'humanité peut leur créer, pour eux-mêmes et leur navire, de nombreux ennuis. Certains pays, apprenant que des réfugiés se trouvent à bord d'un navire, ne permettent même pas à l'équipage de mettre pied à terre. Aucune autorisation de débarquer n'est accordée aux réfugiés, et le bateau doit les garder à bord ; il ne reste au capitaine qu'à espérer atteindre un port qui accordera aux réfugiés un asile temporaire. On a vu des bateaux faire pratiquement le tour du monde, déposant des réfugiés en Afrique du Sud, au Koweït, en Italie, et en d'autres endroits.

Il est effrayant de penser que, après avoir bravé les dangers de la mer, les réfugiés s'aperçoivent que ce qui les attend n'est pas en réalité un asile. Une multitude de rapports indiquent que leurs bateaux sont souvent repoussés loin du rivage et remorqués jusqu'en haute mer. Ces réfugiés n'ont plus qu'une solution : tenter de trouver un havre dans les autres pays bordant le sud de la mer de Chine (Philippines, Corée, Macao, Hong Kong et Taiwan) ou, en désespoir de cause, de faire voile dans leur petite et frêle embarcation vers l'Australie, distante de plus de 3 000 milles.

Le 11 août 1977, le gouvernement des Etats-Unis a autorisé l'entrée dans le pays de 7 000 réfugiés par bateau, et de 7 000 autres établis dans des camps. Le 25 janvier de cette année, il a autorisé l'entrée de 7 000 réfugiés par voie maritime. Ces entrées ne sont que des palliatifs. Il faut mettre au point une procédure officielle pour éviter un désastre inouï.

L'exemple de la France

Le gouvernement français a mis au point une procédure humaine, et accepte environ 1 000 réfugiés par mois depuis un certain temps. Les gouvernements de l'Australie, du Canada et de certains pays européens ont pris des engagements plus limités.

En faisant appel au président et au Congrès pour qu'ils répondent de manière plus humaine et plus énergique à la tragique situation des réfugiés qui s'enfuient du Sud-Est asiatique sur de petites embarcations, nous n'oublions pas la responsabilité du monde des affaires et de l'Eglise elle-même dans ce problème. Le monde des affaires, en particulier celui du commerce maritime des Etats-Unis, ne doit pas abandonner ces hommes, ces femmes et ces

(*) Texte anglais dans *Origins NC Documentary Service* du 2 mars 1978. Traduction, titre, sous-titres et note de la DC.

enfants aux périls de la mer. L'antique tradition qui consiste à recueillir les occupants de bateaux et de navires en perdition doit être continuée par les capitaines et les équipages des navires américains, ainsi, d'ailleurs, que par les capitaines et les équipages de tous les autres pays.

Pour ce qui est de l'Eglise, nous redisons notre engagement d'aider les réfugiés de tous pays, indépendamment de leur religion ou de leur idéologie politique. Nous lançons un appel aux diocèses, aux paroisses et à chaque catholique des Etats-Unis pour qu'ils accentuent leur effort pour assister et reclasser ces réfugiés qui arrivent sur nos côtes. Nous n'oublions pas les paroles du Pape Paul VI : « La pastorale des migrants ■ toujours retenu l'attention et la sollicitude maternelle de l'Eglise. Au cours des siècles, elle n'a jamais cessé d'aider par tous les moyens ceux qui, comme le Christ exilé en Egypte avec la famille de Nazareth, furent contraints de quitter leur patrie pour émigrer au loin. » (*Pastoralis Migratorum Cura*) (1).

(1) DC 1970, n° 1555, p. 58.

A PROPOS D'UN OUVRAGE DE DOCUMENTATION SUR L' « AFFAIRE KUNG »

A l'occasion de la parution d'un ouvrage, reproduisant l'ensemble de la documentation sur l' « affaire Kung », le cardinal HOEFFNER, président de la Conférence épiscopale allemande, a fait la déclaration ci-après le 16 février 1978 ().*

1. Je regrette que le professeur Kung ait cru bon de diffuser les minutes de la conversation qui a eu lieu à Stuttgart, sur le caractère confidentiel desquelles on était expressément tombés d'accord.

2. Par ailleurs, cette publication donne à chacun la possibilité de se faire une opinion personnelle. La question de savoir s'il s'agissait d'un interrogatoire ou d'un entretien se résout d'elle-même.

3. La préface du professeur Jens ne contribue pas au rapprochement. Il renforce les préjugés et exacerbe les passions.

De son côté, la postface du professeur Kung, par son langage autoritaire et son ton professoral, contribue plutôt à creuser de nouveaux fossés qu'à favoriser un respect mutuel. L'appel à la compréhension dans le paragraphe final apparaît en contradiction avec ce qui précède.

4. Il est douloureux de constater que, dans la préface et la postface, on cherche à mettre en opposition l'attitude de la Conférence épiscopale allemande sous le cardinal Doepfner et sous le cardinal Hoeffner. Le cardinal Doepfner était profondément déçu de constater que le professeur Kung n'était pas disposé à faire un pas en avant à la rencontre de l'autre position. Que l'on consulte notamment à cet égard les lettres du 26 juin 1974 et du 24 juin 1976 qui sont reproduites dans les livres aux pages 115 et 208.

(*) Texte original allemand. Traduction et titre de la DC.

5. D'autre part, la documentation présentée par le professeur Jens n'est pas exhaustive. Elle commence en 1973, alors que, les années précédentes, une correspondance avait été échangée entre le professeur Kung et la Congrégation de la Foi. Si Jens a introduit dans sa documentation la « Déclaration des théologiens sur la liberté de la théologie » (1968), il n'a pas repris les autres documents de cette époque.

6. Dans ce débat, il n'y ■ pas d'un côté la science théologique et de l'autre l'épiscopat, car, aux côtés de la Conférence épiscopale allemande, un grand nombre de théologiens réputés ont adressé des critiques fondamentales au livre de Kung : *Christ sein*. Je citerai ici seulement les noms des professeurs H. U. von Balthasar, A. Deissler, A. Grillmeier, W. Kasper, J. Kremer, K. Lehmann, K. Rahner, J. Ratzinger, H. Riedlinger, Th. Schneider, B. Stoeckle.

7. Après un examen attentif de la documentation présentée par la Conférence épiscopale allemande et par Walter Jens, on pourra se rendre compte que dans les documents de la Conférence épiscopale allemande, rien n'a été falsifié. C'est uniquement à la demande du professeur Kung qu'ont été laissées de côté des lettres qui, parce qu'elles s'adressaient au cardinal Doepfner et non au président de la Conférence épiscopale allemande, auraient pu être considérées comme des lettres personnelles, ainsi que d'autres lettres où des tiers étaient concernés. La Conférence épiscopale allemande n'a jamais émis la prétention de présenter une documentation complète.

L'impression que l'ouvrage cherche à susciter dans son annonce, à savoir que c'est seulement par la documentation de Walter Jens qu'il est possible de s'informer de façon complète, est donc abusive.

Mgr FAUCHET COMMENTE LE DOCUMENT DE L'EPISCOPAT FRANÇAIS SUR LA PEINE DE MORT

Sous le titre : « Aimer les hommes jusqu'au bout », Mgr FAUCHET, évêque de Troyes, a publié le commentaire ci-après des « éléments de réflexion sur la peine de mort » (1) élaborés par la Commission sociale de l'Episcopat français, dont il est président (2) :

La Commission sociale de l'Episcopat a élaboré et publié des *Eléments de réflexion sur la peine de mort* (Editions du Centurion, 32 pages, 4 F). *L'Osservatore Romano*, le journal du Vatican, vient de reproduire ce texte en entier dans ses colonnes. En tant que président de la Commission sociale, j'ai présenté ce document aux correspondants de presse, radio et télé le lundi 23 janvier et à la télévision le dimanche 12 février. Déjà un certain nombre d'évêques ont pris une position personnelle sur cette question. Le cardinal Marty est membre de l'Association contre la peine de mort, comme l'étaient ses prédécesseurs à Paris : les cardinaux Veuillot, Feltin, Suhard. Le texte qui vient d'être

(1) DC 1978, n° 1735, p. 108 et s.

(2) SNOP (Secrétariat général de l'Episcopat français), 15 février 1978.

publié est collectif, signé par les membres de notre Commission sociale, travaillé en liens constants avec les évêques du Conseil permanent depuis janvier 1977. De plus, le président de notre Conférence épiscopale, Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, l'a recommandé dans son bulletin diocésain le 22 janvier, en terminant ainsi : « J'appelle les chrétiens, quelle que soit leur position de départ, à ne pas demeurer étrangers à une réflexion sereine et globale : ils ne peuvent s'y dérober. » (3)

Aider à réfléchir...

Les lettres qui affluent dans mon courrier, me montrent que beaucoup de catholiques ont du mal à faire cette « réflexion sereine et globale ». J'admets très bien qu'on puisse ne pas être d'accord sur tout. Mais que de haine et de fiel peuvent se cacher parfois dans un cœur humain même lorsqu'il se dit chrétien ! « Dans cette question de la peine de mort, comme dans beaucoup d'autres questions de fond de notre vie personnelle ou collective, il y a une grande différence entre ceux qui réfléchissent vraiment et ceux qui se laissent emporter par leurs passions. Quelqu'un qui réfléchit sera moins sensible aux slogans faciles et au « sensationnel ». Il est donc important d'aider à réfléchir. C'est le but que nous avons poursuivi en ces pages et que nous proposons à ceux qui s'en serviront individuellement ou en groupe » (p. 27).

... et ■ transformer les mentalités

M. Alain PEYREFITTE écrit, en annexe du rapport « Réponses à la violence » (p. 236) : « On doit... travailler à transformer les mentalités : faire en sorte que les couches de l'opinion, devenues de plus en plus défavorables à l'abolition depuis une douzaine d'années, y redeviennent favorables ; faire prendre conscience aux citoyens de ce que la peine de mort, telle qu'elle est pratiquée, ne représente plus une sécurité ; surtout atténuer le sentiment d'insécurité qu'ils éprouvent en faisant échec à la montée de la violence. »

C'est bien en vue de cette transformation des mentalités que nous avons, nous-mêmes, écrit et publié le texte, en dehors de toute visée de politique partisane et de toute provocation.

Certains imaginent la peine de mort comme le remède magique qui ferait cesser crimes et terrorisme. Elle existe aujourd'hui dans le Droit français et qu'empêche-t-elle ? Alors est-ce vraiment de ce côté qu'il faut chercher ?

Agir contre les criminels et pour toutes les victimes

Nous sommes d'accord — et nous l'écrivons p. 6 — que « la société doit protéger ses membres et se protéger elle-même contre les criminels. Ce devoir est encore plus impérieux quand se multiplient les actes de terrorisme, les prises d'otages, les meurtres d'enfants et de vieillards sans défense... ». Et parfois on se trouve dans le cas de légitime défense où tuer l'agresseur reste le seul moyen de l'empêcher de tuer (cf. p. 7).

Les auteurs de crimes et d'attentats doivent être recherchés, jugés, punis, empêchés de nuire. Leur responsabilité n'est pas totalement diluée dans celle de la société (cf. p. 29) qui semble pourtant plus soucieuse parfois de fabriquer des choses et de les consommer que de respecter et former des

personnes (cf. p. 28). Soyons plus prompts à prévenir qu'à accuser, à guérir qu'à punir. Nous sommes appelés à réagir contre toutes les formes de violence dans notre vie personnelle et collective (cf. p. 30). Nous devons aider, davantage encore, les victimes et leurs familles qui se trouvent souvent seules lorsque presse, radio et télé se sont tues.

A l'écoute de l'Evangile et du Christ...

Mais en même temps le chrétien ne peut consentir facilement à ce qu'on se débarrasse d'un criminel en décidant de le tuer, infligeant ainsi « une blessure grave et définitive à des parents, une épouse, des enfants, qui ne sont pas coupables » (p. 10).

Notre foi nous dit que tout homme est créé à l'image de Dieu. Ce lien intime ne disparaît jamais quelle que soit l'infidélité de l'homme, et nous appelle à respecter toute vie humaine « qui est sacrée, depuis le premier moment de sa génération jusqu'au dernier instant de sa survie naturelle dans le temps » (Paul VI, 1^{er} janvier 1977).

Le Christ lui-même a ouvert un avenir à la pécheresse que la loi de Moïse condamnait à être lapidée. « Va et ne pêche plus », lui a-t-il dit, sans l'approuver. Il espère toujours tout de tout homme. Il accueille les « pauvres », les oubliés et les exclus de la société.

Voici quelques paroles du Christ qui pourront nous aider dans notre réflexion :

« Vous avez appris qu'il a été dit : œil pour œil, dent pour dent... Tu aimeras ton prochain et tu haïras ton ennemi ! Et moi je vous dis : Aimez vos ennemis et priez pour ceux qui vous persécutent afin d'être vraiment les fils de votre Père qui est aux cieux. Il fait lever son soleil sur les méchants et sur les bons. Car si vous aimez ceux qui vous aiment... que faites-vous d'extraordinaire ? Les païens n'en font-ils pas autant ? Vous donc, vous serez parfaits comme votre Père céleste est parfait. » (Mt 5, 38, 43-48.)

L'Evangile n'est pas automatiquement accordé à ce que pense l'opinion et ne se laisse annexer par aucun sondage. Il n'y est écrit nulle part : « Pensez, parlez, agissez comme tout le monde. »

Au contraire, saint Paul nous a mis en garde (Rom 12, 2) : « Ne vous modeliez pas sur le monde présent, mais soyez transformés par le renouvellement de votre intelligence, pour discerner quelle est la volonté de Dieu : ce qui est bon, ce qui lui est agréable, ce qui est parfait. »

Comme le Christ, aimer tous les hommes jusqu'au bout

Chrétiens, nous savons bien que nous sommes habités par les mêmes poussées instinctives qui bouillonnent chez tous les hommes. C'est pourquoi nous comprenons les déficiences de notre Eglise dans le passé (cf. ch. II). Nous nous sentons tous pauvres et infidèles devant les exigences évangéliques. Mais, dans le monde dur qui est le nôtre, on ne peut se résigner à la violence. En agissant avec tous pour la faire disparaître, nous ne cessons de proclamer, en essayant de le vivre, que le vrai remède à la violence c'est d'*aimer tous les hommes jusqu'au bout* comme le Christ, venu non pour condamner mais pour sauver.

16 février 1978.

† André FAUCHET,
évêque de Troyes,
Président de la Commission sociale
de l'Episcopat.

(3) DC, 1978, n° 1735, p. 115. (NDLR.)

SUR LES CHEMINS DU SACREMENT DU PARDON

Sous ce titre, Mgr ETCHEGARAY a publié le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (L'Eglise aujourd'hui à Marseille, 26 février 1978) (1) :

Qu'il est difficile de tenir l'équilibre, empêtré dans ses péchés, sur les chemins du pardon ! La perte d'équilibre, qui va jusqu'à la crise de la « confession », vient d'abord d'une crise de la foi. Là où se réduit le champ de la foi, là se rétrécit le champ du sacrement du pardon. Là où s'affaiblit le sens de « l'Evangile de la réconciliation », là s'étiole un sacrement qui est fait pour nous aider à participer à la délivrance de toute la création (2 Co 5, 11-21).

Tout au long de son histoire, l'Eglise n'a cessé de rappeler les quatre éléments constitutifs du sacrement du pardon, tels que nous les avons appris au catéchisme : la contrition, l'aveu, l'absolution, la satisfaction ou pénitence. Selon les sensibilités propres à chaque époque, la combinaison de ces éléments ■ pu être modifiée ou aussi déplacée leur accentuation. Aujourd'hui, depuis la promulgation en 1974 du nouveau rituel aux formes diversifiées et complémentaires, où en sommes-nous ? Si nous ne voulons pas gâcher les chances de renouveau qu'offre cette réforme liturgique, il est important d'examiner lucidement la façon loyale et spirituelle dont nous l'appliquons.

On ne peut considérer comme interchangeable les trois formes aujourd'hui possibles du sacrement de la réconciliation ou n'en retenir qu'une seule, la dernière-née, la célébration communautaire avec absolution collective. Cette forme sacramentelle doit demeurer exceptionnelle. Il est vrai, des chrétiens y ont découvert ou approfondi le pardon de Dieu. Mais il y ■ des généralisations ou des précipitations pastorales qui sont germes de mort pour le sacrement qu'on voudrait revivifier. L'absolution collective, si elle est systématisée, banalisée, court le risque d'escamoter le caractère personnel de toute conversion et rend plus difficile l'explication par le prêtre ou l'acceptation par le pénitent du devoir de dialogue avec un prêtre pour l'aveu des fautes graves.

L'exigence de personnalisation d'une démarche pénitentielle est d'autant plus forte que nous sommes à une époque où les consciences redeviennent aussi dures à ouvrir que de vieilles huîtres. On entend souvent des chrétiens avouer non plus leurs fautes mais leur incapacité à détailler des fautes : « Je ne sais plus quoi dire en confession. » Il ne s'agit certes pas de retomber dans une comptabilité pointilleuse, mais d'aider chacun à assumer ses propres péchés par l'appréciation morale d'actes précis et non de vagues états d'âme. Dans une société où le péché collectif, quand il est reconnu, apparaît souvent comme le péché de personne, le sens de la responsabilité qui fait l'homme et le chrétien grandit par l'effort d'affinement de la conscience. C'est aussi un signe de santé et une source de joie que de sentir,

(1) Nous rappelons les documents sur le sacrement de pénitence publiés dans notre dernier numéro, p. 205 (réponse de la Congrégation pour la Doctrine de la foi sur l'absolution collective) et p. 244 (la position des congrégations romaines sur le caractère exceptionnel des absolutions collectives).

grâce à l'Eglise, le regard miséricordieux du Seigneur se poser sur un visage qui a un nom et sort de l'anonymat.

Avec le renouveau du sacrement du pardon, une grande chance est remise par l'Eglise entre nos mains. A nous de la saisir comme une semence de grâce pour faire germer dans nos communautés un arbre qui s'était rabougri.

Le 26 février 1978.

† Roger ETCHEGARAY.

SAINT-NICOLAS-DU-CHARDONNET

UN AN APRES

C'est le dimanche 27 février 1977 que l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet (Paris-5^e) a été occupée par un groupe conduit par les abbés Coache et Ducaud-Bourget (1). Un an après, cette occupation dure toujours, malgré les décisions de justice (2). A l'occasion de cet anniversaire, le P. Pierre BELLÉGO, curé de Saint-Séverin et Saint-Nicolas-du-Chardonnet, a publié les commentaires ci-après dans la feuille ronéotypée « Saint-Nicolas occupé » (26 février 1978), en les faisant suivre de deux déclarations du cardinal Marty :

Saint-Nicolas un an après, en dépit de la loi et à l'encontre de toute justice, est toujours occupé.

Pourquoi ? Les raisons en sont simples !

— Les occupants étant ce qu'ils sont, il est impensable qu'ils reconnaissent une autre autorité que celle qu'ils s'arrogent et se soumettent à l'ordre de quitter les lieux.

— Proclamer la justice ne demande que de la compétence juridique ; la faire respecter exige décision et courage. Nous en sommes toujours à espérer l'intervention des pouvoirs publics.

— Ayant délibérément choisi la voie légale et pacifique, les paroissiens lésés se devaient de contenir leur juste ressentiment ; pendant cette trop longue année, ils ont maîtrisé la tentation pourtant séduisante de reconquérir leur église en saisissant à leur tour les armes de la violence...

Ces trois raisons suffisent pour expliquer la situation actuelle, elle n'en est que plus scandaleuse.

Scandaleuse, parce qu'elle manifeste la faiblesse du droit lorsqu'il ne veut s'appuyer que sur la force de la loi et refuse d'entrer dans le jeu des influences, des pressions et des chantages.

Sandaleuse, parce qu'elle accroît jour après jour la frustration des habitants du quartier privés du lieu de culte auquel ils sont attachés, insultés par la présence ostentatoire des occupants, abandonnés par les défenseurs naturels de leurs droits de citoyens...

Scandaleuse, parce qu'un groupe en désobéissance ouverte avec l'Eglise, présente de cette Eglise, de sa doctrine, de sa liturgie une image si durcie et figée qu'elle est une offense à la douceur vivante de l'Evangile.

Contre cette situation trois fois scandaleuse nous ne cesserons de protester et de réclamer qu'il y soit mis fin.

(1) Cf. DC 1977, n° 1717, p. 308.

(2) Cf. DC 1977, n° 1719, p. 415 ; n° 1726, p. 780.

Car si la paroisse était moribonde, on pourrait peut-être prendre son parti d'une telle situation ; mais elle vit plus que jamais et elle a un besoin urgent de retrouver son espace normal.

Elle vit sa vie liturgique, belle non de la splendeur surajoutée d'innombrables lumières ou d'ornements archaïques et somptueux, mais de la splendeur de la foi qui déplace les montagnes de difficultés, dilate l'étroitesse des lieux, fait d'un préau une cathédrale, se rit de l'hiver et célèbre Noël en plein air.

Elle vit dans tout le développement de la catéchèse en dépit des entraves apportées par la perte des locaux. Elle vit dans les multiples activités des Scouts : chassés de leur clocher, ils aménagent des caves et s'y installent.

Elle vit surtout, et de façon inattendue, dans les liens fraternels qui se sont soudés entre paroissiens jusqu'ici inconnus les uns des autres ; dans la prise de conscience de la responsabilité de chaque chrétien à l'égard de l'Eglise dont nous sommes tous artisans autant que bénéficiaires ; dans la découverte d'un christianisme vivant de Jésus et de l'Evangile.

Dans les difficultés, la faiblesse, la pauvreté, le mépris voici que la paroisse tend à se transformer et laisse paraître les traits d'une vraie communauté. Eglise renouvelée, elle ne saurait être longtemps privée de l'espace dont elle a besoin.

Un an après, les paroissiens ne sont pas nostalgiques, ils ne rêvent pas de la restauration de quelque ancien régime, ils vivent et savent que l'espérance mise en Dieu ne sera jamais déçue.

Pierre BELLÉGO,
curé de Saint-Séverin-Saint-Nicolas.

Déclarations du cardinal Marty

I. Extrait de l'homélie prononcée à Saint-Nicolas « hors-les-murs », le IV^e dimanche de l'Avent — 18 décembre 1977 :

Par cette prière commune que je viens faire aujourd'hui avec vous, j'ai voulu vous donner un nouveau geste, clair. J'irai jusqu'au bout, chers amis, jusqu'au bout de l'appel à la justice de notre pays.

Ce cas est très douloureux, certes, mais l'enjeu en est plus grave encore, car non seulement on porte atteinte à votre droit de l'exercice du culte, mais on porte atteinte à l'Eglise fondée sur Jésus-Christ, à l'Eglise établie sur la foi de Pierre et de ses successeurs, aujourd'hui le Pape Paul VI, à l'Eglise établie sur la foi des apôtres et de leurs successeurs, les évêques du monde entier.

Chassés de l'église de votre quartier, l'église de vos familles, je viens vous dire, comme évêque successeur des apôtres, en communion avec les évêques du monde entier et avec le Saint-Père, je viens vous dire : « Vous êtes en communion avec moi et, par moi, avec l'Eglise universelle. »

En acceptant le Concile dans toutes ses exigences, vous êtes les témoins et des témoins courageux de la catholicité de l'Eglise universelle, celle des évêques unis au Pape Paul VI. Chrétiens fidèles ne vous laissez pas abuser. Maintenez votre fidélité à l'Eglise dans l'authentique communion avec le Pape et les évêques.

II. En réponse à la question d'un journaliste sur l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, le cardinal Marty a déclaré le 20 février 1978 :

En 1965, je ne pensais pas que les portes d'une église paroissiale de Paris seraient fermées à son archevêque. Je ne croyais pas à la crise intégriste. L'unanimité des évêques du monde entier était telle qu'on ne pouvait envisager une contestation organisée. Et cette unanimité ne fut pas factice de la part des évêques ou arrachée par le Pape. Je le dis avec souffrance. Il est injuste de la part de Mgr Lefebvre d'insinuer que bien des évêques pensent autrement que leurs déclarations et leurs actions. J'ai voté au Concile selon ma conscience. Et personne n'a fait pression sur moi. Est-ce possible qu'un évêque puisse tenir de tels propos ? Nous l'avons entendu à la télévision. Chaque jour, je prie pour qu'il soit libéré de son aveuglement.

Un évêque contre tous ! Je persiste à croire que c'est là une péripétie. Péripétie douloureuse pour la France surtout, car la crise n'est pas mondiale. Je m'en suis rendu compte pendant le Synode romain d'octobre dernier. En ce domaine, et en ce qui me concerne, je n'ai pas varié dans mon jugement et dans mon action. On peut relire mes déclarations. Il appartient aux pouvoirs publics de faire leur devoir. Il nous appartient à nous — à temps et à contre-temps — de tendre la main de la communion dans la foi.

Association de défense des paroissiens et amis de Saint-Séverin-Saint-Nicolas

Dans le but de soutenir le curé légitime et les paroissiens en communion avec lui dans la restitution de leurs droits, une association s'est constituée (loi de 1901). Elle veut agir par tous moyens légaux et en informant l'opinion publique, en protestant auprès de qui de droit contre toute agression commise et en informant ses adhérents (3).

Ecrire : Association de défense Saint-Séverin-Saint-Nicolas, 39, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris. (CCP Paris 21 805 26 A.)

L'ÉCOLOGIE

Mgr BOILLON, évêque de Verdun, publie sous ce titre le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (Eglise de Verdun, 24 février 1978). L'écologie attire avec raison l'attention sur les risques de destruction de l'équilibre naturel. Mais cet équilibre n'est-il pas menacé aussi par la contraception, l'avortement, le divorce ?

Je n'entre pas dans le combat politique. Néanmoins, force est de reconnaître que l'écologie n'est plus le fait de « doux rêveurs chimériques » comme les considéraient les managers de l'économie au début de ce mouvement. Voilà qu'elle devient une

(3) Dans un communiqué publié fin février, cette Association déclare notamment : « Les paroissiens spoliés et leurs amis se sont regroupés dans une association de défense qui agit en communion avec le cardinal archevêque de Paris et en union étroite avec le clergé régulier de la paroisse. Cette Association est décidée à obtenir, par tous les moyens légaux, l'exécution de la décision de justice. Elle a écrit à cet effet à M. le Maire de Paris, à M. le Garde des sceaux, aux candidats aux élections législatives dans le secteur... » (NDLR.)

force collective capable de brouiller les cartes des combinaisons politiques.

Après l'engouement quasi religieux pour la science, et la conviction qu'un jour elle résoudrait tous les problèmes, voici que les hommes s'inquiètent des désordres que cette même science a permis d'introduire dans la nature, et des menaces qui en résultent pour l'espèce humaine. Ils s'aperçoivent enfin qu'on ne modifie pas sans dangereuses conséquences les équilibres naturels. L'orgueilleux Prométhée n'est plus qu'un apprenti sorcier !

Ce qui m'étonne cependant, c'est que le procès engagé par les écologistes se limite le plus souvent à l'environnement de l'homme, à la nature extérieure et à la société qui le conditionne. Or n'est-il pas plus dangereux encore de troubler les équilibres internes de l'organisme humain ? Prenons quelques exemples.

Telle mère de famille, constatant que la télévision énerve ses enfants et les empêche de s'endormir, leur administre chaque soir un tranquillisant. Elle est dispensée de les éduquer : elle a trouvé « un bon truc ». Mais tous ses amis l'avertissent qu'elle est en train d'intoxiquer ses fils.

N'est-ce pas la même imprudence, la même inconscience, qui conseille et fournit aux adolescentes, aux jeunes filles, aux femmes, la pilule contraceptive ? Inutile de leur conseiller d'acquiescer à la maîtrise de leur sexualité : on leur propose à la place « un bon truc ». Mais cette intoxication n'est-elle pas plus dangereuse encore, elle qui trouble l'équilibre d'une des fonctions les plus délicates de l'organisme humain ?

Si la contraception a échoué, voilà « un autre truc ». Il suffit d'arracher au corps de la femme cet embryon humain qui s'était niché dans sa chair, et qui ne vivait que grâce à cette intimité d'union avec la mère. Des médecins, des gynécologues sérieux, des moralistes ont crié casse-cou. Le gâchis a continué, et voilà que les statistiques révèlent qu'après des avortements les femmes parviennent de moins en moins à conduire à terme l'enfant qu'elles désirent, et que le taux de mortalité en ce cas remonte de façon inquiétante.

Mais un autre désordre humain menace notre société ; il concerne la vie conjugale. C'est la fragilité et la désintégration croissante des foyers. Les sociologues sont d'accord pour reconnaître que le foyer est la cellule de base qui donne solidité à une société. Les pédagogues sont d'accord pour reconnaître que l'équilibre d'un enfant est profondément troublé par la cassure du foyer parental. Cependant, ni les écologistes, ni les législateurs, ni les partis politiques ne semblent s'en émouvoir. Les projets, en ce qui concerne la famille, se limitent aux problèmes économiques : c'est utile certes, mais insuffisant. D'aucuns y ajoutent, dans la tradition individualiste du jacobinisme français, le projet de rendre encore plus facile le divorce. Mais aucun ne dénonce comme funeste pour la nation et pour son avenir l'instabilité des foyers. Personne ne semble préoccupé d'en rechercher les causes et de voir dans quelles mesures la société en porte les responsabilités afin d'y remédier.

Les protestations des écologistes, auxquelles j'applaudis en les trouvant seulement trop limitées, me renvoient à une autre réflexion. Si la nature, si l'homme n'étaient que la résultante de forces aveugles, la résultante du « hasard », il serait étonnant que les équilibres naturels soient si intou-

chables : l'intelligence humaine est capable de faire mieux que le hasard ! Mais si la nature, si l'homme sont l'œuvre d'un Créateur infiniment bon et intelligent, on comprend qu'il soit beaucoup plus délicat d'en troubler l'ordonnance. Sans doute Dieu a confié cette nature à l'homme en le chargeant de l'organiser. Mais cette organisation a un sens : elle doit être au service de tous les hommes, même des plus faibles, et non au profit de quelques-uns. Elle doit permettre à l'homme de grandir, et non de se déshumaniser en remplaçant sa volonté libre par « des trucs ». Ce n'est que par la conformité à la volonté du Créateur que l'homme peut sans dommage intervenir dans la création.

Nous expérimentons là que Dieu n'est pas seulement le Dieu des individus, il est le Dieu des sociétés, le Dieu de toute l'humanité, le Dieu de l'univers. Tous les aspects de notre vie — personnel, familial, social, scientifique, artistique — doivent être réponse au dialogue engagé par Dieu en son acte créateur.

† P. B.

LA DROGUE

Intervention du chef de la délégation du Saint-Siège, Mgr Silvio LUONI, à la V^e session spéciale de la Commission des stupéfiants au sujet de l'abus des drogues (Genève, 13-24 février 1978) (1)

Monsieur le Président,

Après avoir entendu les interventions des honorables délégués à la 5^e session spéciale des stupéfiants, qui ont parlé au sujet de l'abus des drogues, la délégation du Saint-Siège se permet de faire quelques réflexions.

D'abord, il semble qu'on puisse faire l'unanimité sur certains points.

1. L'ampleur du phénomène de l'abus des drogues, qui est véritablement devenu un phénomène social mondial.

Il y a bien peu de pays qui échappent à ce fléau, qui désormais frappe d'une façon plus ou moins grave la communauté internationale dans son ensemble.

2. L'importance de l'enjeu économique du phénomène du trafic des drogues. Même si on ne dispose pas de chiffres précis, il est couramment admis que ce trafic constitue une partie considérable des revenus invisibles de certains pays.

3. L'abus toujours plus croissant des drogues toujours plus fortes. Le cri d'alarme ne cesse de retentir contre cette redoutable escalade.

Nul n'est mieux placé que la Commission des stupéfiants pour constater la progression constante du phénomène.

Malgré toute la bonne volonté des gouvernements, et malgré la bonne qualité des instruments juridiques

(1) Texte original.

que la communauté internationale s'est donnée, le fléau ne cesse de se développer.

4. Tandis que jadis l'abus des drogues était un phénomène n'atteignant de préférence que les adultes et certaines couches sociales et que par contre les jeunes consommateurs ne constituaient qu'une exception, maintenant la tendance est renversée, et ce sont les jeunes qui sont la cible d'une véritable attaque criminelle à l'échelle mondiale.

Il suffit de penser à l'initiation à la drogue qui se passe dans le milieu scolaire, à l'extérieur et parfois même à l'intérieur des écoles.

Que faire donc face à ce redoutable phénomène social de notre époque apparemment incontrôlable ?

Les réactions sont différentes.

Il y a une tendance à dépénaliser, voire à décriminaliser l'usage de certaines drogues légères, tout en gardant l'interdiction des drogues plus fortes.

N'y a-t-il pas ici une certaine similitude avec ce qui s'est passé avec l'avortement dans certains pays ?

On cherche à sortir le phénomène de la clandestinité en le légalisant tout simplement, comme si c'était la clandestinité et pas l'abus des drogues en lui-même qui est dangereux.

Il faut aussi signaler la théorie de certains sociologues qui considèrent l'abus des drogues légères à l'instar du phénomène de la pornographie, auquel il est d'ailleurs souvent lié.

Une fois libéralisé, l'abus des drogues se viderait de sa séduction de fruit interdit pour se normaliser et se réduire automatiquement à un phénomène mineur.

Ce n'est pas ici le lieu de faire la critique en profondeur de ces tendances, qui d'ailleurs posent plus de problèmes qu'elles n'apportent de solutions valables.

Il suffit de faire remarquer que c'est un fait établi que l'abus des drogues légères est le point de démarrage vers l'usage des drogues de plus en plus fortes.

Il n'appartient pas non plus à la délégation du Saint-Siège d'indiquer aux gouvernements les mesures nécessaires pour combattre l'abus des drogues.

On ne peut que les encourager à poursuivre la lutte contre ce terrible fléau, tout en faisant la distinction qui s'impose entre la culpabilité et la responsabilité du simple consommateur et celles bien plus graves du producteur et du trafiquant.

Qu'il nous soit permis de souligner la nécessité d'envisager davantage des mesures préventives, surtout s'il s'agit des problèmes d'abus des drogues parmi les jeunes, problèmes qui préoccupent particulièrement la délégation du Saint-Siège, ainsi que d'autres délégations.

Il faut d'abord remonter aux situations humaines qui sont à l'origine de l'abus des drogues.

On est facilement tenté de culpabiliser totalement ou presque un certain type de société capitaliste et bourgeoise comme si l'abus des drogues n'était qu'un phénomène qui lui est propre et pas un fait désormais généralisé.

C'est évidemment une explication un peu simpliste d'une certaine sociologie tendant à diminuer voire même enlever la responsabilité de l'individu.

C'est pourquoi la délégation du Saint-Siège se permet d'encourager particulièrement toute solution du grave problème qui s'inspire du plus grand respect

de la dignité de la personne humaine, et de son sens de la responsabilité.

Il faut cependant reconnaître que l'abus des drogues parmi les jeunes est très souvent une conséquence d'aliénation, motivée par un milieu familial et social dans lequel il est difficile de s'épanouir et de se réaliser.

Certaines formes de l'habitat, des conditions de travail, des relations humaines, tant sur le plan familial que personnel, ne sont-elles pas perturbées, constituant ainsi, dans le courant de la vie quotidienne, une ambiance favorisant l'abus des drogues ?

Et quelle incidence le chômage des jeunes a-t-il dans cette situation ?

C'est là que les autorités publiques devraient intervenir pour assainir toute situation favorisant l'aliénation des drogués.

La délégation du Saint-Siège encourage aussi la formation de personnel spécialisé d'assistance aux jeunes drogués, la mise en place de Centres de consultations ouverts aux jeunes aussi bien qu'à leurs parents.

Elle exprime en outre son intérêt pour ce qu'on appelle « les communautés thérapeutiques », où des anciens drogués récupérés apportent l'aide de leur expérience à la réintégration dans la société des drogués actuellement affectés.

Cela donne un climat de confiance qui permet aux victimes de la drogue de retrouver le sens de responsabilité ainsi que l'harmonie de l'épanouissement de leur personne.

Il serait opportun que ces initiatives qui ont donné des résultats encourageants soient davantage appuyées ou prises en charge par les pouvoirs publics.

Avant de conclure, M. le Président, la délégation du Saint-Siège voudrait rendre hommage à l'Organe international de contrôle des stupéfiants ainsi qu'à la Division des stupéfiants et au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues.

Dans leurs nobles efforts pour contribuer à la solution d'un des problèmes les plus angoissants de notre époque, ils pourront toujours compter, dans la mesure du possible, sur l'appui sans réserve du Saint-Siège.

Genève, 15 février 1978.

— L'Echec scolaire, par Guy AVANZINI. — Un vol. 13,5 x 21 cm de 198 p. Editions du Centurion, Paris.

— Les idées justes ne tombent pas du ciel, par Georges CASALIS. — Un vol. 240 p., Editions du Cerf, 63 F.

« Les idées justes ne tombent pas du ciel et n'étant pas innées ne peuvent venir que de la pratique sociale », dit M. Mao. Le pasteur Casalis traduit : « Il ne suffit pas de militer, il faut encore lire ce qu'on fait à lumière de l'Evangile. » A son avis, la véritable théologie doit être « inductive », c'est-à-dire qu'elle ne part pas de vérités éternelles pour rejoindre la réalité, mais des obscures luttes quotidiennes confrontées à la pratique de Jésus. C'est une théologie engagée, partant du vécu, basée sur l'instinct de libération et inséparable de l'action révolutionnaire. Pour nous entraîner, l'auteur multiplie les allusions aux moments et événements du monde actuel, à partir desquels on pourrait élaborer cette « contre-théologie ». Convaincra-t-il ? Il est certainement bon d'avoir réfléchi à ces questions pour se fixer soi-même.

Imprimerie « Bayard-Presses »

5, rue Bayard, Paris-8^e

Le directeur: J. GELAMUR

© 1978 by Bayard-Presses.

225-73-003. France. \$: « Periodica » INC C.P. 220 Ville Mont
Canada : 1 an, ■ \$: « Periodica » INC C.P. 220 Ville Mont
Royal - P.Q. H.3.P. 3B9. Autres pays : 1 an : ■ F.;
■ mois : 50 F.
PRIX DU NUMERO : de l'année : ■ F.; des années précédentes : 7 F. Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non
milléimé. Prix : 21,55 F net. Franco : 25 F. C.C.P. Paris 16-68.
N° d'enregistrement ■ la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1738 - 19 MARS 1978

- 251 Aux élèves des écoles catholiques de Rome (26 février).
- 253 Au séminaire français de Rome (22 février).
- 253 Pie IX. Angélus du 5 février.
- 254 Audiences générales. Le Carême (8 et 22 février, 1^{er} mars).

ACTES DE S. PAUL VI

- 256 Message à la Conférence sur le désarmement.
- 257 Les méthodes naturelles de planification familiale
- 258 Le médecin et la qualité de la vie. Lettre pontificale.
- 260 Les prières eucharistiques (S. C. du Culte divin).
- 261 Les dix prières eucharistiques autorisées en France.

ACTES DU SAINT-SIÈGE

- 262 Document orthodoxe-catholique sur les ministères.
- 265 Le dialogue catholique-pentecôtiste.
- 266 Le prix du partage (« Justice et Paix » France).
- 269 Le commerce des armes (Conseil britannique des Eglises).
- 276 Si l'Afrique veut garder son âme... (cardinal Thiandoum).
- 277 La liberté religieuse (évêques allemands).
- 279 Evêques et Commissions épiscopales de France.
- 281 Mgr Rodhain. Homélie du cardinal Benelli.
- 284 La Fondation J. Rodhain (R. Brouillet; card. Benelli).
- 287 Expulsions d'étrangers à la Guadeloupe (Mgr Oualli).
- 288 Le Saint-Suaire (P. André-Marie Dubarle).

QUESTIONS ACTUELLES

- 290 Evénements et informations (1^{er}-15 février).

ÉVÉNEMENTS

- 292 Souvenirs du cardinal Marty sur les présidents de Gaulle et Pompidou.
- 293 Les réfugiés du Sud-Est asiatique (évêques des USA).
- 294 L'affaire Küng (cardinal Hoeffner).
- 294 La peine de mort (Mgr Fauchet).
- 296 Le sacrement du pardon (Mgr Etchegaray).
- 296 Saint-Nicolas-du-Chardonnet un ■ après.
- 297 L'écologie (Mgr Boillon).
- 298 La drogue (Mgr Luoni).

L'EGLISE DANS LE MONDE

*
**

- 250 Les grands textes de la DC : Le Saint-Suaire.

LA

60^e ANNÉE - T. LXXV

2 avril 1978

Prix : 6 F - BIMENSUEL

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Au pèlerinage de Czestochowa, août 1977 (Photo Sygma)

**Le pontificat de Pie IX (Paul VI) - Le Conseil permanent de l'Épiscopat français
Lettre pastorale du cardinal Wyszynski**

LIVRES NEUFS A PRIX REDUITS

Voici à l'intention de nos lecteurs une sélection d'ouvrages — vendus par correspondance — dans les meilleures conditions de livraison et de prix

COMBIEN DE KILOMETRES POUR BETHLEEM ? par Norah Lofts. La plus belle histoire du monde jamais contée : trois rois-mages partent de points différents du globe pour un étrange rendez-vous : celui que leur a fixé l'Etoile au chevet de l'Enfant-Dieu. Un univers, celui qui a entouré la naissance de l'Enfant-Roi, tour à tour fantastique et de la plus grande simplicité, nous est restitué avec ses couleurs, ses foules, ses passions. 14 x 20, 357 p., Table Ronde 1966, prix 12 F.

JESUS, par Guitton, Leprince-Ringuet, R.P. Carré, Refoulé, o.p. Des philosophes, des savants, des théologiens questionnent Jésus, sa terre, son temps, ses disciples, sa vie. Ce livre, aux illustrations somptueuses, sait allier l'art le plus haut à la méditation personnelle. 16 x 24, 265 p., 49 ill. in-texte en noir et blanc, 27 p. ill. couleurs h.t., 25 p. ill. noir et blanc h.t., Réalités Hachette 1971, prix 29 F.

LA SAINTE EUCHARISTIE, par Jacques Gerber. Voici un parfait résumé de théologie morale sur l'Eucharistie étudiée en tant que sacrement et en tant que sacrifice. 12 X 19, 194 p., Tequi 1925, couverture très défraîchie. Prix 10 F.

DIX APPARITIONS DE LA VIERGE, par Omer Englebert. Familière, imposante, triste ou enjouée, c'est ainsi qu'apparaît la Vierge. Depuis 1830, son message se répète obstinément. Pourquoi ? 12 x 19, 272 p., Albin-Michel 1961. Val. 20 F, prix 7,80 F.

Collection LA GUILDE CHRETIENNE. Textes choisis des meilleurs écrivains catholiques, dont certains membres de l'Académie française. Volumes 13 x 20,5, nombreuses illustrations, reliés façon club Valeur 25 F l'un. Prix, le tome : 9,80 F. Les six tomes ensemble, val. 150 F, prix 51 F.

— Tome II, 346 p. : Jacques Hérissay, **LES AUMONNIERS DE LA GUILLOTINE** ; Gilbert Cesbron, **UNE AFFAIRE D'HOMMES, DEMAIN PEUT-ETRE**, Mr V. ; J.-B. Jégo, **MARCEL CALLO** ; Mgr Trochu, **LE CURE D'ARS**.

— Tome 12, 328 p. : Daniel Rops, **SAINT-BERNARD** ; R. P. Michel Riquet, **LE CHRETIEN FACE A LA VIE** ; Maxence Van der Meersch, **PECHEURS D'HOMMES** ; Joseph Folliet, **LE PERE REMILIEUX**.

— Tome 13, 348 p., Jean Guitton, **JESUS** ; Gaëtan Bernoville, **VIE DES JESUITES** ; Douglas Hyde, **BANDIT POUR LE CHRIST** ; La Varende, **LE SAINT ESPRIT DE M. DE VINTIMILLE, UNE FEMME INSIGNIFANTE, APRES VEPRES**.

— Tome 14, 380 p. : Charles Pichon, **CHARLES DE FOUCAULD** ; Marie Noël, **CONTES** ; J. Goubert et Mgr Christiani, **LES APPARITIONS DE LA SAINTE VIERGE** ; Robert Serrou et Pierre Vals, **CARMELITES ET CARMES**.

— Tome 15, 380 p. : Daniel Rops, **SAINT PAUL** ; La Varende, **LE CENTAURE DE DIEU** ; Chanoine Popot, **J'ETAIS AUMONIER A FRESNES** ; Chanoine J. Leclercq, **LA VIE DU PRETRE LEBBE**.

— Tome 16, 346 p. : Henry Bordeaux, **SAINT FRANÇOIS DE SALES** ; Henri Queffélec, **CHEMINS DE TERRE** ; Christine Garnier, **HISTOIRES DU R.P. BROTTIER** ; Rémy, **LEUR CALVAIRE**.

HISTOIRE DIPLOMATIQUE DE VICHY, pétain diplomate, par Pierre Queuille. La III^e République vaincue se déchargea sur le maréchal d'une France qui était aux mains des Allemands. Chaque jour taraulé par eux, le vieux soldat loyal sut se métamorphoser en un diplomate rusé. Ainsi parvint-il à préserver la France du pire, qui semblait pourtant inévitable. 15,5 x 24, 325 p., Albatros 1976, Prix 45 F.

LES 200 FAMILLES AU POUVOIR, par Henry Coston. Un livre révélateur : l'auteur démontre que les leaders de la majorité et de l'opposition émergent aux mêmes caisses secrètes, qu'ils sont liés à la haute finance, laquelle rançonne les épargnants et les commerçants et tire profit de la pilule. 14 x 22,5, 265 p. Prix 48 F.

L'INEGALITE DE L'HOMME, par Hans J. Eysenck. C'est savamment, certes, mais lumineusement expliqué. Et puis, il faut bien se faire une raison : de même qu'il n'y a pas deux arbres ou deux fauves semblables, les hommes diffèrent entre eux. Foin de l'illusion égalitaire. Chaque être manifeste, plus ou moins, de charme, d'attraction et s'épanouit suivant sa personnalité propre. 15 x 22, 288 p., 16 fig. in-t., Copernic 1977. Prix 49 F.

TEILHARD DE CHARDIN, étude critique. Vision cosmique et christique, par Philippe de la Trinité, o.c.d. Teilhard refuse de se contenter d'effusions mystiques ou de vagues dons religieux. Il entend nous présenter une nouvelle cosmogonie et nous faire voir dans l'univers « la face expérimentale naturelle de Dieu ». 13 x 19,5, 324 p., Table Ronde 1968, Imprimatur. Prix 10 F.

HANNIBAL, par Gabriel Audisio. C'est avec César et Alexandre, l'un des trois grands noms de l'antiquité guerrière. Avec son œil unique, ses éléphants chargés de tours qui piétinent la neige des Alpes, quelle belle figure pour la légende ! Par-delà, Gabriel Audisio a cherché l'homme, le chef militaire naturellement génial, le chef de guerre, le cavalier presque aussi prestigieux à cheval que Jules César. 14 x 19, 217 p., relié, Berger-Levrault 1961. Prix 18,60 F.

LES 50 AMERIQUES, par Raymond Cartier. 50 états bien divers sont devant nous, bien portraiturez, avec leurs richesses, leur mentalité, leur hymne, leur drapeau, 50 Etats qui, soudain, s'effacent et se fondent en une seule nation. 13,5 x 20,5, 534 p., relié, Presses de la Cité 1974, paru à 46,70 F. Prix 20 F.

LA COLLINE INSPIREE, par Maurice Barrès. Montherlant fut mauvais prophète : l'incomparable violoncelle de Barrès chante, plus que jamais, proche de nos oreilles. Jamais sa musique n'a été plus émouvante et plus profonde que dans ce lamento pour un prêtre perdu qui regagne toutefois, in articulo mortis, le giron de l'Eglise. Edition critique établie par Joseph Barbier, docteur ès lettres à l'occasion du centenaire de Maurice Barrès. 20 x 25,5, 472 p., Berger-Levrault. Prix 20 F.

L'AGE ROMAN, par Marcel Pacaud et Jacques Rosslaud. Avec ce merveilleux itinéraire dans les grands centres romans, c'est l'éternelle quête de Dieu que l'on retrouve. 16 x 20, 238 p., 89 ill., relié toile, Fayard. Val. 30 F, prix 16 F.

ICONES, par Christophe Walter. Quand l'art et la religion s'unissent si parfaitement, le miracle est parfait. Découvrez celui de l'icône, ces vierges de tendresse et les anges noirs de la déploration. Vous comprendrez alors la résistance mystique de la Russie contemporaine. 22 x 29, 64 p., 56 ill. coul. et 10 dessins en noir et blanc, relié, Nagel 1976, imprimé en Suisse, Paru à 60 F, prix 35 F.

Passer commande à

DIFRALIVRE DC 53

BP 14 - 78580 MAULE

Tél. (16-1) 090-72-89

JOINDRE LE REGLEMENT A LA COMMANDE (y ajouter pour envoi et emballage : 6 F pour le premier volume et 1 F par volume supplémentaire pour la France métropolitaine, et 9 F pour le premier volume plus 1 F par volume supplémentaire pour toutes autres destinations), en chèque bancaire ou postal, mandat-lettre, timbres-poste français. (CCP 19979.24 M PARIS)

Expédition rapide.

Bon de garantie, accordant faculté de retour, joint à notre envoi.

Actes de S. S. Paul VI

PIE IX

Le dimanche 5 mars a été célébré solennellement, dans la basilique Saint-Pierre, le centenaire de la mort de Pie IX (1), le Pape de Vatican, le dernier souverain des Etats pontificaux. Dans l'homélie ci-après, Paul VI a dressé un bilan de son long pontificat (2).

VÉNÉRABLES CONFRÈRES ET TRÈS CHERS FILS,

La circonstance qui nous réunit aujourd'hui dans cette basilique patriarcale est le centenaire de la naissance de l'un de nos prédécesseurs qui — ainsi que nous le lisons sur la plaque posée en son honneur près de la statue du Prince des apôtres, au chapitre du Vatican — fut « le seul dont les années de pontificat romain égalèrent celles de Pierre ».

Lorsque, le 7 février 1878, un soir d'hiver, mourut le serviteur de Dieu, Giovanni Mastai Ferretti, le Pape Pie IX, se terminaient trente-deux années d'un service pontifical long et bien rempli, qui domine littéralement tout le XIX^e siècle.

Ce siècle fut capital pour l'Eglise et pour le monde. Il a en effet commencé par le pontificat de Pie VII, qui dura plus de vingt ans, et qui fut traversé en grande partie par l'ouragan napoléonien, lequel représenta également pour la société un rude bouleversement. A la fin de ce siècle, alors que le monde s'ouvrait déjà à une ère nouvelle, nous trouvons le pontificat de l'inoubliable Pape Léon XIII, qui dura vingt-cinq ans. Et au milieu du siècle, dont il constitue le centre royal et idéal, nous trouvons l'aimable figure du Pape Pie IX, autour de laquelle alternent événements glorieux et épreuves douloureuses qui constituent comme la trame de sa vie, de celle de l'Eglise et, d'une façon générale, de la société de son temps.

Un homme de Dieu

La complexité des événements qui se sont produits et des problèmes qui se sont posés pendant ce si long pontificat, est toujours

ouverte, sur le plan de l'histoire, c'est-à-dire du passé, à la réflexion continuelle et aux recherches approfondies d'une érudition sérieuse et bien documentée. Mais peut-être, osons-nous penser, une longue période de décantation sera-t-elle encore nécessaire pour que les perspectives s'élargissent, pour qu'on y voie plus clair, pour que l'on comprenne pleinement les événements avec leurs motivations les plus profondes et les plus vraies. C'est ainsi que, toute animosité passionnelle, tout préjugé ayant disparu, la personnalité de ce Pape pourra apparaître dans toute son authenticité humaine, sa bonté rayonnante, sa vertu exemplaire.

Nous sommes donc réunis ici pour commémorer sa naissance au ciel, il y a un siècle ; le moment où, tandis que s'égreuaient les *Ave Maria*, son âme apostolique quitta son corps chargé d'années et d'épreuves. Ce qui veut dire que notre attention et notre méditation recueillie porteront seulement sur le profil spirituel et apostolique de ce Pape qui fut tant aimé, et sur ce qu'il entreprit avec un courage inlassable pour le développement de la foi catholique et le bien de la sainte Eglise. Nous sommes heureux que participent à cette cérémonie des représentants nombreux et qualifiés des Marches, son pays natal, avec les évêques de cette région.

L'évêque qui, en juin 1846, après un Conclave très court, fut élevé au pontificat suprême, était un vrai homme de Dieu, qui brillait par sa piété profonde et son zèle ardent pour les âmes. Encore dans la force de l'âge, il apportait à la mission de Père universel qui lui était confiée, la ferveur d'une foi profonde, une riche expérience pastorale mûrie au contact continu avec les populations des diocèses de Spolète et d'Imola, la connaissance directe des problèmes qui apparaissaient aussi bien au sein de la communauté ecclésiale que dans l'organisation de l'Etat de l'Eglise. Mais il apportait surtout l'intense désir de servir la cause du Christ et de son Evangile. « Servir l'Eglise, telle fut l'unique ambition de Pie IX », a écrit un historien faisant autorité (cf. Roger AUBERT, *le Pontificat de Pie IX*, édition italienne, Turin 1970 ; première partie, p. 450). Cela explique qu'il se soit consacré inlassablement aux devoirs, même les plus pénibles et les plus difficiles, de son ministère apostolique. C'est là une qualité constante qu'il est nécessaire de lui reconnaître, non sans admiration, au-delà des impulsions de son caractère humain et des difficultés objectives qui s'interposèrent dans son activité de Pasteur et de souverain.

(1) Cf. Les paroles prononcées par Paul VI le 5 février dernier. (DC 1978, n° 1738, p. 253.)

(2) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 6-7 mars 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

L'effondrement du pouvoir temporel

A cent ans de sa mort, la figure de Pie IX apparaît sous une double image à la fois conventionnelle et fidèle à la réalité : d'une part, le Pape de la défaite, qui voit s'effondrer un pouvoir temporel avec lequel le pontificat romain s'était d'une certaine manière identifié ; d'autre part, le Pape renaissant sous son aspect propre, aspect qui n'avait jamais été trahi, mais qui apparaissait d'une façon plus manifeste et évidente ; le pasteur d'un peuple qui, de lui-même et dans l'opinion publique, ne savait pas bien si et comment il devait se dire chrétien. L'effondrement du pouvoir temporel apparaissait injuste et grave. Il compromettait l'indépendance, la liberté et l'action de la papauté. Jusqu'à la « Conciliation », cette menace a pesé sur le Siège apostolique. Elle a entretenu vivant, dans une amère nostalgie, le souvenir des siècles où le pouvoir temporel avait servi de bouclier pour le pouvoir spirituel en même temps que de garant pour ce territoire de l'Italie centrale où avaient été conservé, dans la vie du peuple, le souvenir de la tradition classique romaine. Cet état de choses avait favorisé la structuration des Etats du continent, en entretenant une conscience unitaire de la civilisation née de l'humanisme gréco-romain, et surtout en faisant grandir la foi catholique dans les âmes et dans les mœurs. Mais le développement historique et civil des peuples, puis finalement, après la Révolution française et l'évolution post-napoléonienne, leur maturation constitutionnelle vers la moitié du XIX^e siècle, ne permettaient plus aux Etats pontificaux d'exercer une suprématie idéologique et une primauté temporelle.

La tentative d'engager l'Etat pontifical dans une guerre nationale échoua devant la conscience que le Pape retrouvait de sa mission propre, qui est religieuse et non politique, et encore moins militaire (allocution du 29 avril 1848). D'où l'inquiétude révolutionnaire qui eut pour triste épilogue l'assassinat de Pellegrino Rossi (le 15 novembre 1848), puis la fuite du Pape à Gaète (le 25 novembre). Nous ne referons pas ici l'histoire de ces malheureux événements. Qu'il suffise de faire remarquer que lorsque le Pape est revenu à Rome (le 12 avril 1850), il n'était plus en mesure de redire, comme il l'avait fait avec sérénité deux ans auparavant (le 11 février 1848) : « Grand Dieu, bénissez l'Italie ! » Rendu amer par la souffrance et par cette rude expérience, il avait repris son autorité de souverain temporel jusqu'au 20 septembre 1870, mais en étant désormais éloigné des idéaux et des tendances politiques de son temps. Et la nouvelle situation nationale n'avait pas apaisé son esprit exacerbé. La blessure infligée alors à la papauté avait atteint aussi une grande partie du peuple et de l'Eglise entière. Elle a troublé pendant longtemps la conscience de la société et le sentiment catholique.

Mais c'est alors que, précisément dans cette situation paradoxale, s'est renouvelé le prodige de l'immortalité de Pierre (« Je suis avec vous tous les jours, jusqu'à la fin du monde », Mt 28, 20, avait dit Jésus). Tout le pontificat

de Pie IX fut, peut-on dire, une révélation des forces inépuisables que possèdent en propre la papauté et l'Eglise, pour une histoire toujours nouvelle.

Ce qui caractérisa avant tout son service, ce fut une générosité large et ouverte. Enracinée dans la cordialité et le bon sens innés de sa région, celle-ci lui valut l'attachement des classes humbles et populaires et, dans une mesure croissante, de la multitude des fils de l'Eglise.

La réforme du clergé

Si maintenant nous considérons les objectifs principaux de sa fervente activité pastorale, nous devons parler avant tout du clergé, auquel Pie IX, aidé par tant d'éminents évêques diocésains, a porté une attention spéciale, avec une heureuse intuition de ses besoins prioritaires, comme le montrent de nombreux documents de son pontificat. C'est ainsi qu'il releva grandement l'image du prêtre. Il sera désormais formé régulièrement au séminaire, où il sera initié à la vie intérieure et à l'obéissance. Ensuite, dans son ministère, il sera plus conscient de ses responsabilités et toujours proche de son peuple. Il ne sera plus destiné à vivre dans la tranquillité et la facilité de prébendes ecclésiastiques, mais à exercer avec plus d'amour un ministère plus ardu et plus assidu. Ce n'est pas en vain que l'on parle de « Clero piano », et pas seulement à cause de l'habit qu'il porte. C'est l'affirmation exacte et démontrable avec certitude qu'il est devenu un clergé plus discipliné, plus pieux et plus zélé que dans le passé. Même si, indubitablement, on doit constater quelques lacunes, on ne peut nier que la spiritualité et le ministère des prêtres aient gagné en qualité. Surmontant des conceptions étroites et particularistes, ils éprouvent toujours davantage le besoin de coordonner leurs efforts et leurs initiatives. Une activité nouvelle anime l'Eglise de Pie IX. On voit en effet apparaître à ce moment-là de nombreux groupes d'oblats, une floraison de sociétés et d'associations sacerdotales qui intensifient chez les ministres de Dieu la vie spirituelle, la persévérance, la fidélité à la vocation, la disponibilité à servir non seulement comme le veulent, mais comme le désirent les supérieurs. On doit voir là un bon précédent qui influencera plus tard les directives juridiques et pastorales de l'Eglise (cf. CIC, canons 124-129 ; *Presbyterorum Ordinis*, 8, 12, 15-17).

Le renouveau de la vie religieuse

La communion fraternelle des prêtres entre eux, prélude à une collaboration mieux organisée avec les laïcs pour l'apostolat, s'instaure ainsi, parallèlement à une nette reprise des ordres et des congrégations religieuses. Au milieu du XIX^e siècle, ces dernières connaîtront un développement sans précédent. Si d'anciens instituts se reprennent après les suppressions, les expulsions, les obstacles qui, sous diverses formes variant selon les pays, entravent leur activité éducatrice et charitable, allant jusqu'à

menacer la vie contemplative et monastique, il faut surtout considérer le grand nombre d'instituts masculins et féminins qui naissent en cette même période, grâce spécialement aux initiatives de prêtres courageux qui n'étaient pas insensibles à l'esprit soufflant de Rome.

La liste des instituts fondés ou approuvés pendant le pontificat de Pie IX serait trop longue à énumérer ici, et nous risquerions de déplorables oublis. Le mérite de ce Pape fut aussi d'avoir promu la réforme des instituts existants, en corrigeant les abus, en choisissant des supérieurs capables, parfois par des interventions personnelles, en introduisant le principe important, passé ensuite dans le Code de droit canon (cf. can. 574), que la profession définitive doit être précédée de vœux simples. Pour ce qui est des nouveaux instituts, ses préférences allaient à ceux d'apostolat actif consacrés aux pauvres, aux malades, à la bonne presse, à l'enseignement et surtout aux missions.

Les missions

Nous en arrivons ainsi aux missions, et ici, comment pourrait-on oublier la dimension qu'a prise l'action évangélisatrice de l'Eglise après 1850 ? En effet, l'époque de Pie IX fut très féconde pour les missions. Nous y trouvons des noms prestigieux, des hérauts de l'Evangile qui partent pour toutes les parties du monde, en tissant pour ainsi dire un réseau très serré qui s'étend des deux Amériques à l'Extrême-Orient, des pays d'Afrique alors explorés au continent australien.

L'unité des chrétiens

Dans le même temps, on voit clairement apparaître chez les catholiques la préoccupation de l'unité. C'est alors que le Pape adresse ses premiers appels aux Eglises d'Orient et d'Occident séparées de Rome. Même si cela ne fut pas suivi de résultats concrets, un mouvement œcuménique avant la lettre a été amorcé qui, à long terme, servira à préparer dans la charité et dans la prière les futurs contacts et rencontres entre frères chrétiens. Ce mouvement contribuera au moins à rasséréner les esprits, à apaiser les polémiques, à instaurer le nécessaire climat de fraternité qui convient à ces rencontres. On ne peut pas non plus passer sous silence le rapprochement avec Rome qui s'est produit dans les îles britanniques, et dont l'un des fruits a été l'incomparable cardinal John Henry Newman, puis la restauration de la hiérarchie catholique, d'abord en Angleterre, puis en Ecosse.

L'Immaculée Conception Le I^{er} Concile du Vatican

Mais Pie IX est passé à l'histoire, surtout comme le Pape de l'Immaculée et du premier Concile du Vatican, et il ne fait pas de doute qu'un lien religieux, une affinité interne relient ces deux actes du magistère pontifical. Devant les yeux de l'homme oublieux, du monde

de l'indifférence et du rationalisme, étranger ou fermé à la foi et à la grâce, il a fait briller la lumière de la Vierge Marie, ce signe grandiose de beauté transcendante, cette image prophétique du plan de restauration religieuse qu'il poursuivait inlassablement en tant que chef visible de l'Eglise. Et la célébration du Concile du Vatican fut un événement ecclésial d'une portée historique incalculable. Ses décisions et ses définitions sont comme des phares lumineux dans le développement multiséculaire de la théologie, comme autant de points fermes au milieu du tourbillon idéologique qui a caractérisé l'histoire de la pensée moderne. Elles ont posé les présupposés d'un dynamisme dans les études, les œuvres, la pensée et l'action qui devait culminer, à notre époque, au II^e Concile du Vatican, lequel s'est expressément référé au premier. Il convient en effet de faire remarquer qu'en promulguant la Constitution dogmatique *Pastor aeternus*, Pie IX n'a fait que poser la poutre maîtresse de cette solide construction ecclésiologique qui a ensuite été complétée et perfectionnée par la Constitution *Lumen gentium*, la grande charte du II^e Concile du Vatican. Il y a là une admirable continuité qui est double parce qu'elle concerne objectivement et l'Eglise et la doctrine que l'Eglise professe sur elle-même.

L'apostolat des laïcs

Nous voulons aussi rappeler que sous Pie IX, également du fait des circonstances historiques et politiques, a été ébauchée la première idée d'une organisation des catholiques, en vue non seulement de protéger les valeurs de leur foi, mais de promouvoir leur collaboration active à l'apostolat hiérarchique. En effet, c'est au temps de Pie IX que remonte l'origine de l'Action catholique, alors appelée « Société de la jeunesse catholique italienne », à laquelle on doit, entre autres choses, la décision de fonder ce qui sera, à partir de 1874, l'Œuvre des congrès. Il s'agit certes de structures embryonnaires qui ont trouvé leur définition et leur développement dans les décennies suivantes, mais l'idée était lancée et elle devait se révéler bonne. De ce point de vue encore, comme pour les données de fait rappelées ci-dessus, Pie IX apparaît dans l'histoire de l'Eglise comme un animateur et un constructeur actif dont le charisme et l'héritage ont été transmis jusqu'à aujourd'hui, s'il est vrai que beaucoup de ses intuitions, beaucoup de ce qu'il a voulu et réalisé est demeuré vivant et dure encore.

Un souvenir de Giorgio Montini

Nous concluons sur un épisode, pour nous émouvant, qui touche à notre chère famille naturelle.

En 1871, un tout jeune homme de Brescia fut présenté par ses parents à Pie IX qui, dans sa tendresse innée pour les jeunes, lui posa la main sur la tête en disant : « Giorgio, toi aussi tu seras un petit député. » (Cf. A. FAPPANI, *Pio IX e la Famiglia Montini alla luce di documenti inediti*, dans *Pio IX*, I^{er}, 1972, p. 317.)

Quarante ans après, Giorgio, devenu effectivement député, signait le registre des visiteurs au palais Mastai, maison natale du Pape, à Senigallia. Ce jeune homme, c'était notre père... C'est ainsi qu'un fil historique ténu nous relie d'une façon particulière à notre vénéré prédécesseur. Cela peut expliquer le lien d'ordre personnel et affectif qui, s'ajoutant à des motifs spirituels et ecclésiaux plus élevés, nous unit à la sainte mémoire et à la chère figure de ce Pape.

*
**

Nous avons voulu aujourd'hui le commémorer pour lui rendre l'hommage qui lui est dû, aussi indigne que nous en soyons, et aussi pour lui manifester la vive reconnaissance que le Pasteur

de l'Eglise d'aujourd'hui doit à celui de l'Eglise d'hier, que l'Eglise du II^e Concile du Vatican doit à celle du premier Concile du Vatican, que tout le Peuple de Dieu, dans l'admirable réalité unitaire de la communion des saints, doit à ceux — fidèles et pasteurs — qui l'ont précédé « sous le signe de la foi » et qui, ayant leur lampe à la main (cf. Mt 25, 1 ; 5, 15), sont déjà partis à la rencontre du Christ notre Seigneur. Qu'il en soit ainsi.

(Cf. *Le Pontificat de Pie IX*, par R. AUBERT, *Histoire de l'Eglise*, vol. 21, Bloud et Gay, 1952 ; *Pio IX* (1846-1850), de Giacomo MARTINA, Università Gregoriana Editrice, 1974. Du même auteur : *Pio IX, Chiesa e Mondo moderno*, Ed. Studium, Rome, 1976.)

LE ROLE DES LAICS DANS L'ÉGLISE

Allocution aux évêques d'Ecosse

Paul VI a reçu, le 4 mars, les évêques de la Conférence épiscopale d'Ecosse, venus en visite ad limina, et leur a adressé l'allocution ci - après, en réponse aux paroles de présentation du cardinal Gray, archevêque de Saint-Andrews et Edimbourg (1) :

VÉNÉRABLES ET CHERS FRÈRES DANS LE
CHRIST,

C'est un grand plaisir pour nous de vous recevoir ce matin. Il y a en effet aujourd'hui cent ans, notre prédécesseur Léon XIII, par la bulle apostolique *Ex supremo apostolatus apice* — qui était sa première bulle —, restaurait la hiérarchie de l'Eglise catholique en Ecosse, cette Eglise qu'il appelait « la chère fille du Saint-Siège ».

Et aujourd'hui, dans l'unité de Jésus-Christ, nous célébrons ensemble cet important anniversaire. Ce faisant, nous commémorons dans l'action de grâce non seulement cet événement d'il y a un siècle, mais les origines anciennes de la foi dans votre pays. C'est la providence de Dieu qui vous a unis au Siège de Rome depuis le temps de saint Ninian, par qui vous a été annoncé l'Evangile du salut. Et c'est la puis-

sance de la grâce de Dieu qui a soutenu votre peuple à travers toutes les vicissitudes des siècles, en lui faisant porter d'abondants fruits de justice et de sainteté de vie chrétienne.

Il y a deux ans, nous avons offert en exemple à l'Eglise universelle « un glorieux héros de votre peuple, un idéal exemplaire de votre passé, un magnifique encouragement pour votre heureux avenir » (homélie du 17 octobre 1976). Vous vous en souvenez, c'était la canonisation de John Ogilvie (2). A cette occasion, alors que nous exprimions « notre fierté et notre joie » (allocution du 20 octobre 1976 aux pèlerins écossais), nous pensions à tous ceux qui sont dans votre pays. Et aujourd'hui, encore une fois, toute l'affection de notre cœur va vers les fidèles d'Ecosse.

En vous, nous saluons le clergé, les religieux et les laïcs qui, avec vous, constituent l'unique communion de l'Eglise. Nous voudrions qu'ils sachent tous que nous leur portons une affection paternelle et que nous prions chaque jour pour eux. Nous saluons spécialement ceux qui sont loin des centres diocésains, ceux qui vivent dans les endroits éloignés des Hébrides, de l'Orkney et des Shetlands. Ils nous sont tous proches dans l'amour du Christ.

Nous profitons de cette occasion pour parler du rôle des laïcs dans l'Eglise. Bien que beaucoup de progrès aient été faits pour promouvoir l'apostolat des laïcs, la doctrine du II^e Concile du Vatican sur ce point est si riche qu'elle mérite une réflexion plus poussée. Les évêques doivent constamment rappeler à leurs fidèles que l'apostolat des laïcs est « une parti-

(1) Texte anglais dans *l'Osservatore Romano* du 5 mars 1978. Traduction et titre de la DC.

Participaient à l'audience, outre le cardinal Gray : son auxiliaire, Mgr Monaghan ; NN. SS. Winning (Glasgow), Renfrew et Devine, ses auxiliaires ; McGee (Galloway), Hart (Dunkeld), McGill (Paisley), Thomson (Motherwell), McPherson (Argyll), Conti (Aberdeen).

(2) Cf. DC 1976, n° 1707, p. 909 (NDLRj).

cipation à la mission de salut de l'Eglise : à cet apostolat, tous sont députés par le Seigneur lui-même en vertu du baptême et de la confirmation » (*Lumen gentium*, 33). Si les laïcs font cela, ils peuvent en recevoir une profonde conscience de leur identité chrétienne et de nouvelles forces pour exercer le rôle qui leur est propre. Leur mission est grande : travailler du dedans à la sanctification du monde, à la manière du levain (cf. *ibid.*, 31). Par les laïcs, le monde doit « s'imprégner de l'Esprit du Christ et atteindre plus efficacement sa fin dans la justice, la charité et la paix. Dans l'accomplissement universel de ce devoir, les laïcs ont la première place » (*ibid.*, 36). En travaillant étroitement ensemble, le clergé et le laïcat peuvent acquérir un profond discernement pour l'application particulière de ces principes. Et si les laïcs vivent en vérité leur vocation spécifique, l'Eglise tout entière n'en est que plus forte.

Dans l'exercice de votre tâche personnelle de pasteurs du Peuple de Dieu, ayez à cœur de parler non seulement de la grande dignité des laïcs, mais aussi de la source de leur force. Ceci nous amène à notre second point : l'Eucharistie. Ici, ce ne sont pas seulement les prêtres, mais tous les membres de l'Eglise qui ont un rôle à jouer et une inspiration à trouver. En effet, la participation pleine et active de tout le peuple à la liturgie sacrée est « la source première et indispensable à laquelle les fidèles doivent puiser un esprit vraiment chrétien » (*Sacrosanctum Concilium*, 14). C'est l'Eucharistie qui permet aux fidèles de jouer leur rôle propre au service de l'Evangile et d'apporter leur témoignage de laïcs au Royaume de Dieu. C'est dans l'Eucharistie qu'ils puisent la force pour le travail d'évangélisation qui leur est propre dans le domaine politique, social, économique, culturel et scientifique, dans le monde des arts, dans la vie internationale, dans les mass media et dans toutes les dimensions de l'activité humaine séculière (cf. *Evangelii nuntiandi*, 70). C'est ainsi que la puissance du mystère pascal transforme le monde et fait avancer le Royaume de Dieu.

Mais, pour bien faire apparaître la merveilleuse unité du plan de Dieu, nous n'hésiterons pas à dire que, puisque les laïcs dépendent de l'Eucharistie, ils dépendent aussi du sacerdoce dans l'accomplissement de leur rôle ecclésial. C'est ce qu'a bien exprimé le Concile : « La différence même que le Seigneur a mise entre les ministres sacrés et le reste du Peuple de Dieu comporte en soi union, étant donné que les pasteurs et les autres fidèles se trouvent liés les uns aux autres par une communauté de rapports. » (*Lumen gentium*, 32.) Et, de même que vous êtes attentifs, à juste titre, à promouvoir la dignité du laïcat, de même nous vous demandons d'intensifier vos efforts pour que vos fidèles favorisent les vocations sacerdotales et prient pour elles. Le besoin est grand. Ce qui est en jeu, c'est le bien de tout le corps du Christ. Nous vous demandons donc de donner la priorité et d'être personnellement très attentifs à la préparation des candidats au sacerdoce, au contenu doctrinal de leurs études et à tout ce qui concerne la vie de vos séminaires.

Oui, vénérables frères, les laïcs, l'Eucharistie, les vocations sacerdotales, tels sont les trois principaux sujets du message que nous vous adressons aujourd'hui, en même temps que nous vous confirmons dans la foi de Pierre et de Paul : la foi en Jésus-Christ, Fils de Dieu et Sauveur du monde.

Avec ces réflexions, nous vous assurons de nos prières pour tous vos travaux pastoraux. A vous et à tous vos chers fidèles, nous donnons notre bénédiction apostolique spéciale.

L'ATTENTAT DE TEL-AVIV ET L'OCCUPATION DU SUD-LIBAN

Après l'attentat du 11 mars, revendiqué par l'Organisation palestinienne de Yasser Arafat et qui a fait quarante-cinq morts sur la route de Haïfa à Tel-Aviv, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé le message ci-après à Mgr Carew, délégué apostolique à Jérusalem (1) :

Le Saint-Père, apprenant le très grave attentat terroriste de Tel-Aviv, qui a causé de nombreuses pertes de vies humaines également parmi les populations civiles, y compris d'innocents enfants, charge Votre Excellence d'exprimer aux familles des victimes, aux blessés et aux autorités israéliennes, la profonde part qu'il prend à leur épreuve, en les assurant de ses ferventes prières.

Sa Sainteté souhaite vivement que ce geste tragique ne donne pas lieu à un nouvel enchaînement de violences sanglantes qui ajouterait des obstacles supplémentaires à la recherche d'un juste paix mettant fin aux haines et aux conflits entre les populations de la Terre sainte.

Jean, cardinal VILLOT.

**

Les représailles auxquelles fait allusion le message que l'on vient de lire, ont eu lieu le 15 mars, avec l'occupation par l'armée israélienne du Sud-Liban. Paul VI a alors fait adresser par le cardinal Villot le message ci-après à Mgr Bruniera, nonce apostolique à Beyrouth (2) :

Le Saint-Père est profondément attristé par le si grand nombre de victimes causé par les bombardements faits sans discrimination par les Israéliens, frappant également des populations désarmées, des camps de réfugiés et des villes libanaises.

Votre Excellence est chargée d'exprimer, au nom de Sa Sainteté, ses très vives condoléances aux autorités et aux familles des victimes libanaises et palestiniennes, en les assurant de sa fervente prière et du réconfort de sa bénédiction apostolique.

Cardinal VILLOT.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore romano* des 13-14 mars 1978. Traduction de la DC.

(2) Texte italien dans *l'Osservatore romano* du 18 mars 1978. Traduction de la DC.

L'ENLÈVEMENT D'ALDO MORO

M. Aldo Moro, président du Conseil national italien de la Démocratie chrétienne, a été enlevé dans la via Mario-Fani, à Rome, le 16 mars, juste avant l'ouverture du débat au Parlement sur l'investiture du nouveau gouvernement Andreotti. L'enlèvement, au cours duquel cinq gardes du corps de M. Moro ont été tués, a été revendiqué par les « Brigades rouges » au moment où leurs principaux chefs étaient jugés à Turin. Dès qu'il eut appris cet attentat qui a plongé toute l'Italie dans la stupeur, Paul VI ■ adressé les messages ci-après au cardinal vicaire de Rome et à Mme Moro (1) :

A M. LE CARDINAL UGO POLETTI

Le nouveau et très grave geste criminel qui a été perpétré ce matin contre une haute personnalité politique et qui, avec une férocité inhumaine, a frappé des personnes qui s'acquittaient généreusement de leur devoir, en ensanglantant encore une fois les rues de cette ville, autrefois maîtresse de civilisation, aujourd'hui témoin impuissante d'une nouvelle barbarie, ■ mis le comble à notre amertume, alors que nous étions déjà profondément troublé par une trop longue suite d'affreuses violences. En disant combien vivement nous déplorons ce grave méfait, nous confions à Votre Eminence le soin de transmettre aux familles des victimes le témoignage de la part profonde que nous prenons à leur déchirante souffrance et l'assurance que nous aurons pour elles une pensée particulière dans nos prières, avec notre bénédiction. Nous redisons combien fermement nous réprouvons toute manifestation d'intolérance et nous formons des vœux fervents pour que l'action résolue de tous les responsables puisse rendre à la chère nation italienne cette tranquillité dans l'ordre sans laquelle il ne peut y avoir de vie en société.

PAULUS PP. VI.

A Mme ELEONORA MORO

Nous tenons à vous dire la part profonde que nous prenons à votre désarroi devant le très grave enlèvement de votre cher mari, ce matin, en fauchant en même temps les jeunes vies de cinq innocents défenseurs de l'ordre. En cette heure d'angoisse nous prions spécialement le Seigneur pour qu'il touche le cœur des auteurs de ce tragique attentat et qu'il rende sain et sauf à l'affection de sa famille votre cher mari. En gage de paternel réconfort, nous envoyons notre bénédiction apostolique à vous et à vos enfants.

PAULUS PP. VI.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 17 mars 1978. Traduction de la DC.

Paul VI a de nouveau évoqué l'enlèvement d'Aldo Moro avant la récitation de l'*Angelus* le dimanche 19 mars : ■ ... Nous prions pour les familles qui pleurent des êtres chers, tués en faisant leur devoir, par une haine homicide insensée qui encore une fois ■ voulu saper la pacifique vie sociale ; nous prions pour M. Aldo Moro, qui nous est cher, séquestré après un lâche guet-apens. Nous demandons du fond du cœur qu'on le rende à l'affection des siens... » (*l'Osservatore romano*, 20-21 mars traduction de la DC.)

Message du cardinal Villot à M. Andreotti

Voici le télégramme que, au nom de Paul VI, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé à M. Giulio Andreotti, président du Conseil (2) :

En ces instants de souffrance et de stupeur, où le Prof. Aldo Moro a été séquestré et où cinq gardiens de l'ordre ont été froidement exécutés d'une façon barbare en accomplissant leur devoir, le Saint-Père, par mon intermédiaire, désire faire savoir à Votre excellence et au gouvernement la part qu'il prend à la profonde affliction de tout le pays. Il déplore vivement que se renouvellent et s'intensifient de tels crimes qui veulent ruiner les fondements de la juste vie sociale. Il manifeste aussi sa sereine certitude que la solidarité commune et la constante résolution de faire respecter la chose publique permettront au peuple italien de surmonter les difficultés présentes. En confirmation de sa bienveillance, il invoque la protection de Dieu sur ce cher pays afin qu'il retrouve dans sa tradition chrétienne multiséculaire la force et le courage de construire la paix sociale.

Cardinal Jean VILLOT.

(2) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 19 mars 1978. Traduction de la DC.

TOURISME ET PELERINAGE

Au cours de l'audience générale du mercredi 1^{er} mars, Paul VI a salué en ces termes les participants au Congrès international de la pastorale du tourisme (1) :

C'est encore pour nous une joie de saluer et d'encourager les évêques, les religieux et les laïcs qui accomplissent un bon travail d'Eglise, dans le monde du tourisme international. Croyez bien, chers amis, que le Pape apprécie à sa valeur votre apostolat tout à fait particulier. En nous référant au programme de votre Congrès romain, nous vous disons de tout cœur : Allez de l'avant, multipliez et étoffez vos équipes de réflexion et d'action, soyez aussi attentifs aux agents et aux employés du tourisme qu'aux touristes eux-mêmes, élargissez l'accès au tourisme de ceux qui sont pauvres d'argent et de culture ! Et en cette époque de renouveau des pèlerinages, contribuez de toutes vos forces à faire en sorte que ceux-ci soient vraiment des éléments et des étapes de la formation permanente de la foi ! Permettez-nous de mentionner les efforts de la « Peregrinatio ad Petri Sedem », qui ne saurait s'arrêter sur un si bon chemin. Pour tous et pour chacun de vous, quel travail enthousiasmant ! Mais, au-delà des plans et des techniques assurément nécessaires, quel souffle évangélique ce travail suppose ! Avec notre Bénédiction apostolique !

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 2 mars 1978. Titre de la DC.

LA DISCIPLINE ET LE DEVOIR DE LA PÉNITENCE

Audience générale du 8 mars (1)

La spiritualité du Carême — ce temps qui, dans notre religion, précède la célébration, à Pâques, du grand mystère de notre salut — suppose, et même exige que nous ayons conscience d'avoir personnellement besoin de pénitence. Plus l'homme se connaît lui-même, et en même temps découvre qu'il y a dans sa vie quelque chose d'irrégulier, d'incomplet, de regrettable, de mal, plus il ressent le besoin insatisfait d'accuser son imperfection. Ce besoin dénote une grandeur manquée, un devoir trahi, un remords inévitable, et donc une misère pathologique. Cela exalte et en même temps humilie l'idée que l'homme se fait de lui-même. Nous connaissons tous la sagesse de ces mots qui sont à la base de la psychologie humaine : « La grandeur de l'homme, c'est de se reconnaître misérable. » (PASCAL, *Pensées*, 397.) Ces considérations, qui dénoncent la condition pénible, dramatique et même tragique de la vie humaine, ont dans l'Evangile un écho précis. C'est comme une voix qui non seulement réveille la triste conscience de notre infirmité congénitale, mais indique tout le suite le remède : « Le temps est accompli et le Royaume de Dieu est proche : convertissez-vous et croyez à l'Evangile » (Mc 1, 15); « Faites pénitence, le Royaume des cieux est proche » (Mt 3, 2 ; 4, 17).

La nouvelle discipline de la pénitence du carême

Nous savons tous combien ces divines paroles sont passées dans la vie de l'Eglise, dans sa pédagogie, non seulement pour l'exigente formation des moines et des chrétiens fidèles, mais aussi dans la vie du peuple, lorsque celui-ci était habituellement à l'écoute de l'Eglise et que le mode de vie de la société permettait qu'une discipline pénitentielle aussi prolongée que celle du Carême soit suivie par tous (cf. DUCHESNE, *Origines du culte chrétien*, p. 254, etc.). Les temps ont changé, non seulement parce que les gens ne se conforment plus à la pratique de l'Eglise, mais parce que l'activité humaine, celle du travail spécialement, est organisée autrement. Si bien que l'observance régulière, méthodique, austère du Carême, avec le jeûne qu'il impose, est devenue pratiquement impossible. C'est ainsi qu'après le récent Concile, de nouvelles dispositions ont été publiées avec notre Constitution apostolique *Paenitemini* du 17 février 1966, qui a pratiquement aboli l'obligation traditionnelle du jeûne (2). Demeure l'obligation de l'abstinence

tous les vendredis non « festifs » (restant sauf le pouvoir accordé aux Conférences épiscopales de commuer cette obligation en une autre œuvre de caractère pénitentiel ou caritatif les vendredis en dehors du Carême). Demeure aussi l'obligation du jeûne et de l'abstinence le jour des Cendres (premier jour du Carême) et le Vendredi saint. Ces deux jours restent d'obligation, à partir de quatorze ans pour l'abstinence et de vingt et un ans également pour le jeûne. Quant aux personnes âgées, elles sont dispensées de l'obligation du jeûne dès qu'elles entrent dans leur soixantième année. Ces règles très simples et bien connues doivent d'autant plus être rappelées que plus grandes doivent être notre fidélité et notre ponctualité à suivre la loi de l'Eglise.

**L'esprit de pénitence
est d'autant plus nécessaire
que sa pratique extérieure est plus atténuée**

Mais outre ces précisions si réduites (et les autres que les évêques locaux voudront ajouter) demeure pour tous, et plus que jamais, la loi de la pénitence, qui oblige toujours tout bon chrétien, jeune ou vieux, et qui est d'autant plus urgente que plus difficiles sont les temps et la vie du monde moderne. La pratique extérieure de la mortification corporelle est aujourd'hui très atténuée. Mais le besoin et le devoir de la pénitence, spécialement en esprit, en matière de divertissements, de dissipations, de pensées perverses, doivent être observés d'une façon d'autant plus vigilante et intérieure.

Nous devons ici rappeler l'ascèse que doit s'imposer tout bon chrétien. Nous nous limiterons à rappeler d'une façon spéciale la recommandation du pardon fraternel des offenses qui nous ont blessés intérieurement. Le Seigneur nous en fait une obligation dans la prière fondamentale du *Notre Père*. Nous devons y revenir.

Et puis, nous devons encore rappeler (mis à part le sacrement de Pénitence) les trois œuvres pénitentielles que l'Eglise suggère pour suppléer aux pratiques pénitentielles qu'aujourd'hui tout le monde ne peut pas observer dans la pratique : la prière, la mortification des sens et de l'orgueil, et enfin la charité dans ses multiples manifestations accessibles à tous, parmi lesquelles l'aumône pour nos frères qui sont dans le besoin a encore une place prééminente. « La charité, écrit saint Pierre, couvre une multitude de péchés. » (1 P 4, 8.)

Ne l'oubliez pas, frères et fils, et, comme on l'enseigne aujourd'hui encore : agissez.

Avec notre bénédiction apostolique.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 9 mars 1978. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) DC, 1966, n° 1466, col. 385 et s. (NDLR.)
Il n'y a pas eu d'audience générale les 15 et 22 mars en raison de l'état de santé de Paul VI.

ALLOCUTION A LA COMMISSION PONTIFICALE DES COMMUNICATIONS SOCIALES

Paul VI a reçu, le 8 mars, les participants à l'Assemblée plénière de la Commission pontificale pour les Communications sociales, et leur a adressé l'allocution ci-après (1) :

Nous sommes heureux de vous accueillir pendant l'Assemblée plénière de la Commission pontificale pour les Communications sociales, dont vous avez été appelés à faire partie, conformément à ce qui avait été prévu par le II^e Concile du Vatican, pour collaborer avec nous dans la pastorale d'un domaine si délicat et important de l'apostolat moderne (cf. décret *Inter mirifica*, 19).

Au service du message chrétien

Vous êtes réunis pour faire le point sur la situation qui s'est créée dans le monde entier à la suite du développement grandiose — vertigineux, dirons-nous — des instruments de communication sociale. Nous saisissons volontiers cette occasion pour assurer chacun de vous et, par votre intermédiaire, les Conférences épiscopales, les congrégations religieuses, le laïcat catholique et tous ceux qui ont la responsabilité directe de ces instruments, de notre constante sollicitude, afin que ces « merveilleuses inventions techniques » soient toujours utilisées, surtout par les chrétiens, avec une conscience vigilante et éclairée, c'est-à-dire dans le respect des principes moraux auxquels on ne peut se soustraire, et au service du message chrétien.

Il n'est pas rare, en effet, que nous parvenions des appels de gens préoccupés par des spectacles avilissants, des publications obscènes, des manipu-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 9 mars 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

Le cardinal THIANDOU, archevêque de Dakar, responsable des communications sociales au sein du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar, a déclaré après cette réunion, dans une interview recueillie par Joseph Vandrisse :

Nous sommes conditionnés sur place, et parfois sans le savoir, par l'information étrangère — y compris religieuse — et nous sommes incapables de transmettre à l'extérieur l'information qui concerne nos sociétés ecclésiales et africaines.

Pour des raisons socio-économiques et culturelles multiples, l'Afrique est, en effet, le continent où la presse écrite est la moins développée. La presse catholique ne compte qu'une dizaine de titres aux tirages très relatifs, cinq autres ont été suspendus ou ont disparu ces dernières années. Face à cette pauvreté, se développent des organes dépendant directement de gouvernements et de puissances étrangères, de sociétés multinationales ou même d'organismes catholiques disposant de fonds considérables.

C'est un aspect de notre sous-développement et de notre dépendance qui est rarement signalé. Les médias qui parlent de l'Afrique sont des filtres qui trient l'information, la tamisent ou la déforment. Cette mainmise prend l'allure d'une véritable recolonisation. (*Le Figaro*, 15 mars 1978.)

lations de la vérité, des obstacles mis à la légitime expression de la vie religieuse par ces instruments. Nous recevons aussi, heureusement, des informations réconfortantes sur l'action de tant de personnes de bonne volonté qui s'efforcent de donner un visage chrétien à la presse, de rendre les transmissions religieuses dignes de l'excellence du message qu'elles transmettent, de faire servir les moyens de communication à l'éducation, au développement, à la culture, aux sains divertissements, et surtout à l'information vraie. Ce sont là, frères et fils, des problèmes que nous n'avons pas besoin de rappeler à votre attention parce qu'ils font déjà l'objet de vos préoccupations et qu'ils sont au centre de votre actuelle réunion. Chaque continent, vous le savez bien, a en ce domaine des problèmes propres qui tiennent à leurs différentes conditions socioculturelles. Partout, cependant, apparaît l'urgence d'un engagement chrétien plus intense, plus généreux, plus incisif, ainsi qu'une vision plus claire des responsabilités de chacun devant le bien à promouvoir, ou aussi, malheureusement, le mal qui pourrait provenir d'une tolérance nuisible, d'un oubli des principes moraux, d'une application insuffisante à proclamer sur les toits le message du salut opéré par le Christ.

La catéchèse

A ce propos, nous voudrions vous adresser du fond du cœur un appel particulier qui s'inspire du thème particulier étudié par la récente assemblée du Synode des évêques : la catéchèse, spécialement celle des enfants et des jeunes. Nous entendons la catéchèse comme une pleine initiation à la vie chrétienne, qui peut aujourd'hui faire appel à l'aide efficace des moyens de communication sociale. Elle ne pourrait plus s'adresser à tous ni s'avérer pleinement convaincante sans ces instruments, aujourd'hui adoptés par la pédagogie moderne. Dans l'apostolat des communications sociales, il faut donner la priorité absolue à l'information et à la formation religieuse, en pensant non seulement à la société humaine, qui aujourd'hui, bien plus qu'autrefois, a besoin d'aliment spirituel, mais aussi et surtout aux exigences des nouvelles générations. Celles-ci, en effet, manquant de modèles et d'exemples, risquent de devenir précocement stériles en raison de la crise des valeurs auxquelles il faut croire. Que la satisfaction de cette exigence primordiale soit la contribution qualifiée que vous offrirez à l'action évangélisatrice de l'Eglise ! Avec notre bénédiction apostolique.

— La *Démocratie chrétienne*, par Pierre LETAMENDIA, assistant à la faculté de droit de Bordeaux (coll. « Que sais-je ? »). — Un vol. 11,5 x 17,5 cm de 128 p. Presses universitaires de France, Paris.

Dans ces pages, l'auteur expose « le développement du courant démocrate-chrétien sur un plan idéologique et politique ». Il ajoute un tableau des principaux partis démocrates-chrétiens et s'interroge sur l'avenir de ce mouvement.

Actes du Saint-Siège

LETTRE DE LA CONGRÉGATION POUR LA DOCTRINE DE LA FOI AU SUJET D'UN LIVRE SUR L'HOMOSEXUALITÉ

L'été dernier, la Congrégation pour la Doctrine de la foi a adressé au P. Arrupe, supérieur général de la Compagnie de Jésus, la lettre ci-après au sujet d'un livre publié par un Jésuite américain, le P. John McNeill : The Church and the Homosexual, qui prend des positions contraires à l'enseignement de l'Eglise et qui a été largement diffusé aux Etats-Unis (1) :

I. — LES FAITS

La Congrégation veut d'abord préciser certains points concernant la nature et la publication de ce livre.

Un plaidoyer théologique en faveur des relations homosexuelles

1. Le livre *l'Eglise et les homosexuels* prône clairement et ouvertement au sujet de l'homosexualité une position morale qui, en théorie et en pratique, est contraire à l'enseignement traditionnel et actuel de l'Eglise.

Selon ses propres termes, l'auteur présente un « plaidoyer théologique » (p. 23) en faveur de « relations homosexuelles moralement responsables » (p. 196 et passim). Le contenu de ce livre tend à démontrer qu'il n'y a pas de preuve qu'existe une obligation morale de s'abstenir de « relations homosexuelles moralement responsables », et que, par conséquent, aussi bien l'Eglise que les lois civiles doivent accepter ces relations comme légitimes.

L'auteur présente ainsi l'esprit et le contenu de son livre : « Dans leur présentation traditionnelle de l'obligation morale, saint Thomas d'Aquin et saint Alphonse de Liguori, entre autres, ont toujours maintenu que « n'oblige que ce qui est certain ». Etant donné, comme je le crois :

« 1. L'incertitude de l'existence d'une interdiction claire dans l'Ecriture ;

(1) Texte anglais dans *Origins - NC Documentary Service*, 16 mars 1978. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

La rédaction d'*Origins* fait remarquer, en publiant ce texte — qui lui a été envoyé, à sa demande, par la Congrégation romaine pour la Doctrine de la foi —, que cette dernière n'y fait pas figurer certains passages se référant à des correspondances privées.

« 2. Le fondement discutable de la condamnation traditionnelle dans la philosophie morale et la théologie morale ;

« 3. L'apparition de nouvelles données qui bouleversent beaucoup de postulats traditionnels ;

« 4. Les controverses entre psychologues et psychiatres au sujet de la théorie, de l'étiologie, de la thérapeutique, etc., il est manifestement nécessaire de rouvrir le débat public sur le problème moral de l'activité et des relations homosexuelles. » (Cf. p. 20-21.)

« Imprimatur » et « Imprimi potest »

2. Ce livre ■ été publié avec l'« Imprimi potest » du supérieur provincial jésuite, le P. Eamon Taylor ; l'« Imprimatur » n'a pas été demandé parce que, de l'avis du canoniste consulté, « l'autorisation est recommandée, mais non prescrite », et dans ce cas « l'objectif de cette recommandation a déjà été atteint avec le long processus d'examen..., et les délais supplémentaires occasionnés par une demande d'approbation auprès du diocèse constitueraient un inconvénient disproportionné pour l'auteur et l'éditeur... ».

Ce point est important. Quel est l'objectif de l'« Imprimi potest » qui a été accordé ? Bien que l'« Imprimatur » soit fortement recommandé dans un cas de cette sorte (cf. le décret « au sujet de la vigilance des pasteurs de l'Eglise sur les livres » publié par cette Congrégation le 19 mars 1975) (2), il n'est pas imposé. Cependant, conformément aux constitutions de la Compagnie de Jésus, l'autorisation du supérieur compétent est nécessaire. L'« Imprimi potest » qui a été donné devrait normalement vouloir dire que le contenu du livre a été jugé sain, conforme à l'enseignement de l'Eglise et pouvant être mis en pratique. Or, ce n'est manifestement pas le cas pour le livre du P. McNeill.

Le P. McNeill explique ainsi, dans la préface de son livre, comment il comprend la signification de l'« Imprimi potest » : « Il est important pour le lecteur de comprendre ce qu'implique l'« Imprimi potest » ecclésiastique, c'est-à-dire l'autorisation de publier donnée par mes supérieurs religieux et ce qu'il n'implique pas. D'abord, l'autorité qui donne l'autorisation ne s'engage en aucune manière pour dire qu'elle est d'accord ou non avec le contenu du livre. L'autorisation implique seulement l'assurance de la part de l'autorité que le livre est prudent,

(2) DC 1975, n° 1674, p. 361 (NDLR.)

qu'il correspond aux normes requises pour la publication d'un livre sur un problème moral controversé. Ensuite, l'autorisation de publier n'implique en aucune manière que les conclusions auxquelles aboutit ce livre sont acceptées par l'Eglise catholique comme faisant partie de son enseignement officiel. Seuls le Pape et les évêques ont autorité pour enseigner officiellement au nom de l'Eglise. » (Cf. p. XII-XIII.)

Normalement, cependant, l'« Imprimi potest » est l'autorisation donnée par le supérieur, en se basant sur l'avis du censeur selon lequel le livre ne contient pas d'erreurs ou de jugements nuisibles pour le lecteur.

Un public restreint qui est devenu le grand public

C'est pourquoi il semble important de se référer aux explications données par le supérieur provincial, le P. Eamon G. Taylor, S.J., lorsqu'il a donné l'« Imprimi potest ». La raison pour laquelle il s'est écarté des normes habituelles de l'« Imprimi potest » semble être basée sur le fait que selon lui le livre n'atteindra qu'un public restreint pour lequel on pourrait raisonnablement affirmer que le danger n'existe pas.

On lit dans la déclaration préparée par le P. Taylor à propos de son « Imprimi potest » : « L'autorisation de publier donnée par les supérieurs ecclésiastiques n'implique aucun jugement sur le contenu du livre ou les opinions qui y sont exprimées. Il implique que le livre a été jugé comme ayant été écrit avec compétence et en esprit de responsabilité et que, par conséquent, il peut être présenté à des spécialistes et étudié par eux... Le jugement ultime sur la méthode et la conclusion du P. McNeill sera donné par ses pairs, les professionnels de la théologie morale, et par les autorités du magistère de l'Eglise auxquelles le P. McNeill s'en remet. »

Dans cette explication, le P. Taylor en appelle aux « spécialistes » et aux « pairs » dans le domaine de la théologie morale comme étant les lecteurs qui sont envisagés et justifient l'autorisation de publier.

Par ailleurs, il nous semble manifeste que ce public de spécialistes et de pairs envisagé par le supérieur provincial n'était pas du tout celui que le P. McNeill et son éditeur avaient en vue. C'est la conclusion que nous tirons de sa déclaration d'intention dans la préface de son livre, ainsi que des causeries et conférences qu'il a données ville après ville pour faire vendre son livre et faire connaître sa thèse sur l'homosexualité.

L'intention du P. McNeill est claire. Il dit : « L'« Imprimi potest » était important pour moi, avant tout parce que, comme je l'espère, ce livre contribuera à susciter une discussion allant au fond des choses sur la conception morale de l'Eglise et sa pratique pastorale concernant les homosexuels. Ensuite, parce que je veux particulièrement atteindre, pour leur offrir de nouvelles possibilités pleines d'espoir, tous les homosexuels catholiques qui se débattent pour concilier leur double identité de catholiques et d'homosexuels. Il était donc important pour moi que ce livre soit inséré dans le grand courant des débats et des réflexions catholiques. » (P. XII.)

Le P. McNeill faisait part ensuite de son intention de donner la publicité la plus large possible à ses opinions théologiques et pastorales. Il commente ainsi les développements qui ont conduit à la publication du livre : « Presque en même temps que l'offre de publication, j'ai été informé par mes supérieurs jésuites que le Père général, Pedro Arrupe, S. J., avait écrit de Rome pour m'ordonner de ne rien publier dans la grande presse et de ne pas m'adresser à des groupes homosexuels (plus tard, des officiaux m'ont dit qu'à la suite de la publication d'un article dans *The National Catholic Reporter*, différentes congrégations romaines avaient exercé des pressions sur le Père général pour qu'il prenne des mesures contre moi). J'ai été particulièrement outré par cette interdiction, d'abord parce qu'il me semblait absolument inconcevable que, ainsi que le supposait la lettre, le débat moral soit limité à des spécialistes et qu'il soit ignoré des moyens d'information ; et ensuite parce que, j'en étais convaincu, c'est seulement par une discussion ouverte, à laquelle la communauté catholique homosexuelle participerait sur un pied d'égalité, qu'on pourrait arriver à un réel progrès dans la conception morale que l'Eglise se fait de l'homosexualité, et par conséquent dans sa pratique pastorale. » (P. X.)

Le P. McNeill dit que dans l'attitude de certains des membres de la Commission créée par les autorités jésuites pour juger son travail, il a vu un encouragement à poursuivre la publication de ses idées dans toute la communauté catholique et laïque plutôt que dans un public restreint de spécialistes : « ... La majorité de la Commission a estimé que le manuscrit était un travail sérieux d'un haut niveau qui méritait d'être publié. Plusieurs étaient fortement d'avis qu'il devrait y avoir un débat public sur tous les problèmes en jeu et que mon manuscrit apporterait une importante contribution à ce débat. » (P. XI.)

Il semble donc clair que l'intention exprimée par le P. Taylor ne coïncide pas avec celle du P. McNeill et avec son comportement. Par conséquent, même sans vouloir juger s'il a été sage de donner l'« Imprimi potest » en premier lieu, il semble maintenant absolument raisonnable et nécessaire de le retirer.

La parution du livre juste après « Persona humana »

3. Nous trouvons extraordinaire qu'un livre qui est si nettement en contradiction avec la doctrine morale de l'Eglise soit publié quelques jours après la parution de la déclaration « Persona humana » où cette Congrégation traite de cette même question (3). Aucune personne raisonnable ne peut imaginer que dans le cas présent l'on ait pris le temps d'étudier et de juger sérieusement la déclaration émanant du magistère authentique de l'Eglise. Une telle façon d'agir ne peut que dénoter un dédain on ne peut plus grave, qui se refuse à étudier sérieusement et à soutenir loyalement l'enseignement de l'Eglise, comme on devrait l'attendre de ses fils, spécialement ceux qui exercent des responsabilités en son sein du fait de leur ordination.

(3) DC 1976, n° 1691, p. 111 (NDLR.)

L'extrait ci-après d'un article paru dans le magazine *Times* (20 septembre 1976), est un exemple de la façon dont cette situation a bien été comprise par le public dans son ensemble : « Lorsque la Congrégation pour la Doctrine de la Foi a publié sa déclaration de 5 000 mots sur l'homosexualité, les relations préconjugales et la masturbation, elle répondait en partie à des gens qui se plaignaient que l'Eglise ne donnait pas assez de directives pour les questions sexuelles. Quelques jours plus tard, le P. John McNeill, un prêtre jésuite, ancien professeur de théologie morale au défunt Woodstock College et à l'Université de Fordham, ■ pu obtenir l' « Imprimi potest » (« peut être imprimé ») pour un livre qui attaque fortement l'enseignement de l'Eglise sur l'homosexualité. »

Le scandale

4. Nous pensons enfin qu'il est important de clarifier la question du scandale causé par ce livre. Ce scandale vient du contenu du livre (les idées qu'il exprime et les attitudes pastorales qu'il suggère, en désaccord avec l'enseignement et la pratique de l'Eglise) : il vient aussi des circonstances de sa publication, l' « Imprimi potest » lui donne le sceau de l'approbation ecclésiastique et la publication du livre quelques jours après « *Persona humana* » est gravement nuisible à l'attitude respectueuse envers l'enseignement donné par le magistère authentique de l'Eglise dans l'opinion publique ; il vient enfin de la publicité et de la propagande faite autour du livre et des idées qu'il contient par le P. McNeill lui-même dans ses tournées de conférences et dans ses conférences de presse.

On peut mesurer la gravité du scandale dans la mesure extraordinaire prise par le président de la Conférence épiscopale des Etats-Unis, Mgr Bernardin, archevêque de Cincinnati, à l'occasion de la publicité donnée au P. McNeill avant sa venue dans son diocèse : « Ce week-end, le P. John McNeill, S.J., sera dans notre ville où il doit parler de son nouveau livre : **L'Eglise ■ les homosexuels.** Parce que sa visite a déjà été annoncée publiquement et que donc de la publicité sera faite autour de sa conférence, je tiens à rappeler la position de l'Eglise sur l'homosexualité afin qu'il n'y ait pas de confusion dans les esprits... Personne ne peut prétendre vouloir changer cet enseignement bien clair. S'il est légitime pour des théologiens d'explorer cette question morale comme toute autre, c'est rendre un mauvais service que de contester cet enseignement publiquement en donnant l'impression que des changements radicaux se sont produits ou sont sur le point de se produire. »

Ces tournées du P. McNeill dans différentes villes des Etats-Unis continuent à être un motif de scandale, à la fois à cause des faux espoirs donnés aux homosexuels catholiques et de la confusion créée dans toute la communauté. Ces tournées publiques montrent clairement que l'objectif par lequel le P. Taylor justifiait primitivement son « Imprimi potest » — « être présenté à des spécialistes et étudié par eux » — a depuis longtemps été dépassé.

II. — LES MESURES A PRENDRE

Après ces considérations qui avaient pour but de clarifier les faits, nous pouvons passer au second point : que faut-il faire pour éviter de nouveaux scandales ? Il nous semble que devraient être prises, les mesures ci-après qui constituent un minimum :

1. On devrait demander au P. Taylor de retirer son « Imprimi potest », de telle sorte qu'il ne figure plus dans d'éventuelles réimpression, seconde édition ou traduction du livre. Il est clair que le livre a déjà été répandu plus qu'il n'est nécessaire pour une étude par des spécialistes.

2. Il est important que le retrait de l'« Imprimi potest » et les arguments qui le motivent soient communiqués et au P. McNeill et aux éditeurs du livre pour éviter que ne se développe encore une situation où, la préparation étant déjà tellement avancée, les autorités locales seraient amenées à autoriser une réimpression, une nouvelle édition ou une traduction avec l'approbation ecclésiastique.

3. Il semble urgent qu'il soit interdit au P. McNeill de faire de nouvelles tournées ou conférences sur la question de l'homosexualité et la morale sexuelle ou pour diffuser son livre.

LES CHRETIENS DEVANT LES GRAVES DECISIONS DONT DEPEND L'AVENIR DE LEUR PAYS

Angélus du dimanche 12 mars (1)

Nous approchons des saintes journées de la Passion du Seigneur. Dimanche prochain, nous entrons au cœur de ce mystère qui chaque année nous fait parcourir de nouveau les étapes de notre salut. En ce dimanche, que l'on appelait autrefois dimanche de la Passion, l'Evangile de la résurrection de Lazare nous donne une première annonce et un préambule de la victoire du Christ sur la mort. Nous sommes, aujourd'hui, comme dans le vestibule du sanctuaire de la Semaine sainte, où nous devons pénétrer avec une foi et un amour ardents, en étant soutenus par ces paroles qui sont un défi aux vicissitudes et aux contradictions de l'Histoire : « Je suis la résurrection et la vie. » (Jn 11, 25.)

Cela, nous devons le proclamer d'autant plus hautement que plus amers et décevants sont les démentis qui, ces jours-ci, dans tant de parties du monde, sont apportés à notre attente d'espérance.

Nous ne pouvons pas demeurer insensibles devant les événements auxquels nous assistons en ces jours, particulièrement ceux qui intéressent la vie publique. Prions pour que, non seulement dans leur vie personnelle et familiale, mais aussi dans les graves décisions qui orientent la situation future de leur pays, les chrétiens soient toujours cohérents avec leur foi ainsi qu'avec la conception chrétienne de l'homme et de la société.

Que Marie, notre espérance, nous soutienne tous.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 13-14 mars 1978. Traduction et titre de la DC.

Le texte de l'allocution figure, dans *l'Osservatore Romano*, à côté du résultat du premier tour des élections législatives françaises, qui a eu lieu ce même dimanche.

Questions actuelles

LE CHRIST, FILS DE DIEU

Message pascal des évêques de la région du Midi de la France (1)

« Arrivé dans la région de Césarée de Philippe, Jésus interrogeait ses disciples : « Au dire des hommes qui est le Fils de l'homme ? » Ils dirent : « Pour les uns, Jean le Baptiste, pour d'autres Elie ; pour d'autres encore Jérémie ou l'un des prophètes. » Il leur dit : « Et vous qui dites-vous que je suis ? » Prenant la parole Simon-Pierre répondit : « Tu es le Christ, le Fils du Dieu vivant. » Reprenant alors la parole, Jésus lui déclara : « Heureux es-tu car ce n'est pas la chair et le sang qui t'ont révélé cela, mais mon Père qui est dans les cieux. » (Mt 16, 13-17.)

« Pour vous, qui suis-je ? » Cette question du Christ à ses apôtres hante les hommes depuis deux mille ans.

Qui est donc ce Jésus de Nazareth qui a bouleversé l'histoire ? N'est-il qu'un homme, — le plus grand peut-être — mais rien qu'un homme ? Est-il Dieu qui aurait revêtu les apparences d'un homme pour parler aux hommes et leur révéler le chemin du salut ?

L'Eglise confesse que ce Jésus est le Messie annoncé et attendu par le peuple de l'Ancien Testament et qu'il est le Fils unique de Dieu devenu homme pour sauver tous les hommes.

La tendance actuelle à ne voir que l'humanité du Christ

Tout au long de son histoire elle a défendu sa foi en Jésus Homme-Dieu contre deux courants contraires. Le premier, déjà dénoncé par saint Jean, pense que l'humanité du Christ n'est qu'un corps d'emprunt. Il croit ainsi sauver la divinité du Seigneur. Jésus est Dieu, mais il n'est pas véritablement homme. Le second courant, aussi ancien que le précédent, nie la divinité du Christ pour sauver son humanité. Jésus est un homme, mais il n'est pas véritablement le Fils de Dieu.

Ce dernier courant semble connaître aujourd'hui un regain de faveur. Certes on ne nie pas toujours explicitement la divinité du Christ, mais, pour mettre en pleine lumière son humanité, on tait sa filiation divine. Parfois aussi, on emploie un vocabulaire qui laisse planer des doutes. Une telle manière de parler du Christ trouve, actuellement, un terrain favorable. Nous

sommes en effet en un temps qui porte toute son attention sur l'homme : sur sa liberté, sa responsabilité, la création de lui-même par lui-même, sa maîtrise de la nature et de l'histoire. Exalter cet homme libre qu'a été Jésus de Nazareth, sans pour cela faire appel à sa filiation divine, c'est, pense-t-on, donner à l'homme tout son poids et toute sa valeur et c'est offrir aux hommes le modèle dont ils ont besoin.

La foi spécifique de l'Eglise

Assistée par l'Esprit, chargée de garder fidèlement « les insondables richesses du mystère du Christ », ayant reçu mission de les annoncer, l'Eglise proclame, avec Pierre : « Tu es le Christ, le Fils du Dieu vivant. » Siècles après siècles, elle confesse sa foi en disant : « Jésus est réellement Dieu et réellement homme. » Pour garder ses membres dans la foi et les préserver des déviations toujours menaçantes et sans cesse renaissantes, elle a élaboré les grands symboles de la foi. Celui que nous chantons, chaque dimanche à la messe, trace les limites à l'intérieur desquelles nous devons demeurer pour être fidèles à la foi des apôtres. « Je crois en un seul Seigneur Jésus-Christ, le Fils unique de Dieu, né avant tous les siècles. Il est Dieu...

(1) Semaine religieuse de l'archidiocèse d'Albi, 9 mars 1977. Sous-titres de la DC.

Ce message est ainsi présenté dans la Revue religieuse du diocèse de Cahors (19 mars 1978) par Mgr Rabine :

Cette année les évêques de la région Midi ont estimé nécessaire d'adresser à tous leurs diocésains le même message pascal. A une époque où, de différentes manières, la substance même de notre foi au Christ est trop souvent et trop légèrement remise en cause, nous avons pensé que notre devoir de pasteurs et de docteurs était de confirmer nos frères dans la foi de l'Eglise. Puissent ces lignes nourrir notre réflexion, notre prière, notre désir d'accueillir et de rayonner par toute notre existence Celui dont saint Paul pouvait écrire : « Pour moi, vivre c'est le Christ. »

† J. RABINE,
évêque de Cahors.

Mgr BOUDON, évêque de Mende, fait remarquer en publiant ce message dans le bulletin de son diocèse (Eglise de Mende, 17 mars) : « Ce message de Pâques doit faire l'objet d'une grande diffusion. Il veut répondre à des hésitations et au flou de la foi de nombreux chrétiens... »

Pour nous les hommes et pour notre salut, il descendit du ciel, par l'Esprit-Saint, il a pris chair de la Vierge Marie et s'est fait homme. »

Dans sa liturgie, l'Eglise rend grâce au Père pour le don de son Fils unique. « Tu as tellement aimé le monde, Père saint, que tu nous as envoyé ton propre Fils... conçu de l'Esprit-Saint, né de la Vierge Marie, il a vécu notre condition d'hommes, en toute chose, excepté le péché, annonçant aux pauvres la Bonne Nouvelle du salut, aux captifs la délivrance, aux affligés la joie. Pour accomplir le dessein de ton amour il s'est livré lui-même à la mort, et, par sa Résurrection, il a détruit la mort et renouvelé la vie. » (Prière eucharistique IV.)

Dans ses symboles, comme dans ses prières, l'Eglise réaffirme toujours cette même foi : Jésus est le Fils de Dieu devenu homme. Il est Sauveur par sa mort et sa Résurrection. Cette foi, elle la proclame à temps et à contretemps malgré les difficultés qu'elle éprouve à la bien formuler. Une telle insistance repose sur le fait que le Mystère du Christ, Fils de Dieu, constitue le cœur de la foi chrétienne. Si nous rejoignons bien des croyants dans notre affirmation que Dieu existe, nous nous distinguons de tous par notre foi en Dieu qui, en la personne de son Fils, est entré dans notre histoire. Nous nous distinguons de tous les croyants par notre foi au Christ, Dieu et homme, « unique médiateur entre Dieu et les hommes » (1 Th, 2-5). La foi en Jésus-Christ, réellement Dieu et réellement homme, mystère qui sera toujours scandale et folie pour la sagesse humaine, caractérise le christianisme et le distingue de toutes les autres religions.

Il est impossible de séparer le message évangélique de la personne du Christ

La Bonne Nouvelle du salut, l'Evangile qui est objet de notre foi, n'est pas d'abord un livre, mais Jésus-Christ lui-même. « Mon refuge, c'est l'Evangile qui est pour moi Jésus lui-même en chair » écrit saint Ignace d'Antioche. Croire en l'Evangile c'est accueillir le Christ, Fils de Dieu qui aujourd'hui, par la puissance de l'Esprit, s'offre à notre rencontre. Annoncer l'Evangile c'est proclamer que le Fils de Dieu s'est fait homme pour que nous recevions de cet homme pouvoir de devenir fils de Dieu. Aussi est-il impossible pour nous de séparer le message évangélique de la personne du Christ, car c'est le Christ, Fils de Dieu, qui constitue le contenu du message. C'est le Christ et lui seul qui est Sauveur. C'est lui qui est la Bonne Nouvelle du salut accordé par Dieu à tous les hommes. « Il n'y a aucun salut ailleurs qu'en lui, car il n'y a sous le ciel aucun autre nom offert aux hommes qui soit nécessaire à notre salut. » (Ac 4, 12.)

« Là où il ne reste que l'homme, l'homme ne reste pas »

Jésus est Sauveur parce qu'il est le Fils unique de Dieu devenu homme. En le contemplant nous découvrons que Dieu nous aime, « lui qui n'a pas épargné son propre Fils, mais l'a livré pour

nous tous » (Rm 8, 32). En le contemplant, lui Fils de Dieu devenu homme et ressuscité, nous découvrons qui est l'homme : l'homme est appelé à devenir Fils de Dieu dans le Fils unique. Il est appelé à la Résurrection. La tradition, à ce sujet, a toujours parlé de la divinisation des hommes en Jésus-Christ, par la puissance de l'Esprit.

Si Jésus de Nazareth, cet homme né de la Vierge Marie, n'est pas le Fils unique de Dieu, notre foi est vaine. Nous ne sommes que les disciples d'un sage, le plus grand peut-être, mais qui n'est qu'un sage parmi d'autres. Nous ne sommes pas sauvés. « Là où il ne reste plus que l'homme Jésus, l'homme lui-même ne reste pas longtemps. » (Ratzinger.)

Si le Christ, le Fils unique du Père, n'est pas réellement homme, en tout semblable à nous, sauf le péché, notre foi est vaine. Nous sommes les adorateurs d'un Dieu qui reste étranger à l'homme et à son histoire. Dieu, alors, n'est plus qu'une puissance lointaine que nous ne pouvons approcher. Nous ne sommes pas sauvés.

Si nous n'annonçons pas Jésus-Christ, Fils unique de Dieu devenu homme, et si nous ne le proclamons pas sauveur de tous les hommes, nous ne disons rien d'original sur Jésus de Nazareth, ni rien d'original sur l'homme. Nous ne faisons que dire l'homme en un vocabulaire religieux, mais « là où il ne reste que l'homme, l'homme ne reste pas » (Ratzinger), et nous n'annonçons pas le salut.

A la question de Jésus à ses apôtres : « Qui dites-vous que je suis », l'Eglise répond en reprenant les paroles de saint Pierre : « Tu es le Christ, le Fils du Dieu vivant. » Réponse qui d'abord est une prière qu'elle adresse à son Seigneur. Dans cette prière, indéfiniment répétée au long des jours, l'Eglise puise force et courage pour annoncer au monde que Jésus-Christ est le Fils unique de Dieu devenu homme, qu'il est mort et ressuscité pour conduire tous les hommes au Père.

En la fête de Pâques, nous reprendrons la prière de Pierre : « Seigneur, tu es le Christ, le Fils du Dieu vivant. A qui irions-nous ? Tu as les paroles de la vie éternelle. Et nous avons cru et nous avons reconnu que tu es le saint de Dieu. » Nous puiserons dans cette prière le courage et la joie de proclamer que Jésus est le Fils de Dieu devenu homme et qu'en lui nous recevons la grâce d'être fils de Dieu, promis à la Résurrection.

RECTIFICATIF

Dans la liste des membres de la Conférence épiscopale française, publiée dans notre numéro du 19 mars 1978, p. 279, il faut ajouter à Autun le nom de l'évêque auxiliaire, Mgr Maurice GAIDON. D'autre part, au Puy, le prénom du nouvel évêque, Mgr CORNET, est Louis, et non Jean.

(Depuis la publication de cette liste, Mgr Jean CADILHAC, auxiliaire d'Avignon, a été nommé évêque de Nîmes, le 23 mars.)

CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

Compte rendu de la réunion des 13-15 mars 1978 (1)

Le Conseil permanent de l'Épiscopat s'est réuni les 13, 14 et 15 mars 1978, avec les présidents des Commissions épiscopales et du Bureau d'études doctrinales.

LES ELECTIONS (2)

En ouvrant les travaux du Conseil permanent, Mgr ETCHEGARAY a évoqué d'abord « l'événement politique qui touche en ce moment la France jusque dans ses racines les plus profondes ». « Les évêques n'ont été ni silencieux ni taciturnes : tout au long de ces derniers mois, ils ont pu éclairer les fidèles sur tous les grands sujets où des valeurs humaines et chrétiennes sont à défendre. Mais je pense qu'à la suite des élections, quelle qu'en soit l'issue, nous aurons à dégager de nouveaux éléments de réflexion qui puissent aider tous les citoyens à assumer ensemble la communauté de destin de notre pays partagé, déchiré par tant de divisions. » Mgr Etchegaray a ajouté qu'« une grande tâche, courageuse et mobilisatrice de toutes ses énergies spirituelles, attend l'Eglise en France ».

A ce sujet, le président de la Conférence épiscopale a souligné le grave devoir d'éclairer et d'éduquer la conscience morale. « Au-delà de toute réforme de structures sociales, comment peut-on espérer un redressement pour une société plus juste et plus fraternelle, si la conscience de l'homme, laissée à la dérive subjective, n'a plus de points de repère extérieurs, des critères de discernement assez clairs ?... Pas plus qu'on ne saurait se résigner à la cassure morale qui existe trop souvent dans la vie privée, privatisée jusque dans sa conscience, pas davantage on ne saurait consentir dans la vie publique à ce que se creuse le fossé entre le moral et le légal. Loin de subir les contraintes d'une cité séculière où Dieu serait de plus en plus absent, les chrétiens doivent s'ingénier à l'inspirer sans cesse de toute la force de l'Evangile. »

Mgr Etchegaray a terminé par ces mots : « Rendre une conscience aux hommes d'aujourd'hui, une conscience évangélique, telle est la tâche urgente de notre Eglise en tous ses membres, et particulièrement la tâche des prêtres. » Il rappelle ainsi l'importance de la prochaine Journée mondiale des vocations sacerdotales, le 18 avril, en vue de laquelle il a adressé une lettre à tous les prêtres de France (3).

(1) Texte publié par le Secrétariat national de l'opinion publique (SNOP).

Cette réunion a eu lieu à Paris, comme les précédentes.

(2) Sous-titre de la DC.

(3) *Infra*, p. 332 (NDLR).

SUITE DE LOURDES 1977

1. Catéchèse

Mgr ORCHAMPT fait le point sur les décisions adoptées à Lourdes :

1. La préparation du « texte de référence » et du « recueil pour les enfants » s'amorce. Autour de Mgr Gilson, qui représente la Commission épiscopale de l'enseignement religieux, une équipe s'est mise au travail ; le P. Pierre Gervaise, du diocèse de Paris, en est l'animateur. A cette équipe participent des membres du Centre national de l'enseignement religieux, de la Commission nationale, mais également d'autres catéchètes.

2. On observe une diminution considérable du temps « libéré » pour la catéchèse au cours de l'année scolaire ; de cent dix heures, il y a dix ans, il est réduit actuellement à trente-cinq heures. Comment, dans ces conditions, assurer une vraie formation des enfants et des jeunes ?

2. Profession de foi

Mgr QUELEN a rappelé que, pour une rédaction de ce texte, le Bureau d'études doctrinales avait désigné deux de ses membres (M. le cardinal Renard et Mgr Pézeril), et la Commission épiscopale de l'enseignement religieux, Mgr Motte et Mgr Quelen lui-même.

Le P. Jean-Jacques Latour est secrétaire de ce groupe qui est maître d'œuvre.

Le travail est commencé.

3. Formation dans les séminaires

Depuis l'Assemblée de Lourdes 1977, le Centre national des grands séminaires (CNGS) a rédigé un projet de « ratio studiorum ». A la suite de celle-ci, une annexe est consacrée à la formation permanente des prêtres.

Ce document sera envoyé prochainement aux évêques pour consultation, en attendant qu'ils se prononcent à Lourdes.

Le travail se poursuit en liaison étroite avec la Congrégation romaine compétente.

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme

Mgr ELCHINGER, président du Comité, s'est félicité des progrès réalisés dans le dialogue judéo-chrétien qui est entré dans une dynamique de « guérison » et de « réconciliation ». Le Comité est en lien avec onze correspondants régionaux, établis dans les villes où vivent des communautés juives. Mais on constate parfois

dans les communautés chrétiennes une confusion regrettable entre les enjeux religieux de ce dialogue et des revendications politiques relatives à la terre d'Israël. Le dialogue peut s'établir avec profit autour de bien des thèmes religieux fondamentaux ; par exemple : comment présenter aujourd'hui la foi en un Dieu unique et la présence de l'action de Dieu parmi les hommes ? Quel est le contenu de notre foi commune concernant le jugement final, la résurrection, l'inspiration des Ecritures, etc. ?

Deux questions importantes sont actuellement posées à l'Eglise par les communautés juives :

— Que pense l'Eglise du judaïsme ? Le judaïsme d'aujourd'hui garde-t-il une mission religieuse ?

— Les chrétiens peuvent-ils reconnaître la communauté juive qui vit en terre d'Israël comme une dimension essentielle du judaïsme religieux ?

Déjà en 1973, le Comité avait donné quelques éléments de réponse à cette dernière question.

De plus, des exégètes et théologiens catholiques vont publier assez prochainement des études sur « la vocation permanente de la religion juive ».

Le Comité a pour mission d'informer les évêques sur les questions doctrinales et pastorales posées en France par le judaïsme. Il conseille et guide les initiatives individuelles et celles des centres spécialisés. Il est particulièrement attentif aux problèmes concernant le judaïsme dans la catéchèse et la liturgie. Il se préoccupe de la formation des prêtres aux valeurs permanentes du premier testament. Il s'efforce d'aider les diocèses à réagir contre ce qui pourrait être encore signe d'antisémitisme.

De nos jours, l'Eglise et la Synagogue se trouvent affrontées pareillement et ensemble à un monde de plus en plus travaillé par l'incroyance.

Commission des migrations

Mgr SAINT-GAUDENS, président de la Commission (récemment nommé membre de la Commission pontificale pour les migrations), a rappelé d'abord quelques points concernant la situation des migrants :

Les migrants de nationalité étrangère dépassent 4 millions (dont 85 000 étudiants). Mais il ne faut pas oublier les migrants de nationalité française : les 180 000 venant des DOM, les 200 000 d'origine algérienne. Il faut noter aussi 900 000 personnes naturalisées depuis 1945 et gardant souvent des liens avec leur pays d'origine.

La situation est, à bien des égards, nouvelle. Entre les deux guerres, la perspective d'avenir pour les migrants était l'assimilation.

Actuellement, la France devient, comme les autres pays industrialisés d'Europe, et comme l'ont exprimé récemment pour leur propre pays les évêques anglais, « une société avec plusieurs races, cultures et religions » (4). Des

groupes ethniques originaux, compacts vivent et se développent en France.

D'après les prévisions, même si de nouveaux migrants n'arrivent pas en France, leur nombre total se maintiendra sans doute, ne serait-ce qu'à cause des naissances.

Devant cette situation complexe, l'Eglise en France aura à donner un témoignage difficile, car il va souvent à l'encontre des réactions spontanées, rendues plus dures par suite de la situation économique. C'est ce témoignage que veulent promouvoir le Secrétariat national et les délégués diocésains, en lien avec la Mission ouvrière et avec l'ensemble de l'Eglise. C'est à ce témoignage que les déclarations récentes faites au nom de la Commission épiscopale ont voulu appeler les chrétiens, tant pour la vie de l'Eglise que pour la reconnaissance des droits des migrants.

Au cours du débat, les évêques ont reconnu qu'une attention pastorale originale devait être intensifiée et que des moyens renouvelés devaient être mis en œuvre.

Il leur apparaît nécessaire de respecter les « différences » des communautés étrangères, leur culture, leurs habitudes, tout en cherchant à développer les relations avec les communautés qui sont sur place. Pour vivre ensemble, nous aussi nous aurons à changer. La Commission a fait le projet d'élaborer un document, tenant compte de ces données nouvelles, pouvant aider à la réflexion de tous.

Mission de France

Mgr REMOND, auxiliaire de Mgr Etchegaray, a présenté un rapport sur la Mission de France. Les 304 prêtres de la Mission de France sont, pour la plupart, engagés dans la pastorale du monde ouvrier. 27 d'entre eux sont au service du tiers monde. Ils sont présents dans 50 diocèses de France et 12 diocèses du tiers monde. 229 sont au travail, dont 71 ont en même temps une responsabilité de paroisse.

Dans l'évolution de la Mission de France depuis dix ans, une conviction fondamentale apparaît : « La foi de Jésus-Christ est possible en d'autres cultures, d'autres idéologies, la lumière du Christ peut les éclairer de l'intérieur pour donner du Dieu vivant des témoignages inédits. Et la Mission de France veut porter modestement ce projet d'inscrire la foi en d'autres cultures, d'autres idéologies. »

Pour en vivre, la confrontation mutuelle entre des prêtres, dont les insertions humaines et ecclésiales sont diverses, est indispensable.

Puis, Mgr Rémond a exprimé comment est donnée la formation au ministère presbytéral dans la fidélité à la Tradition apostolique de la foi et la fidélité aux aspirations du monde actuel. 33 jeunes sont actuellement en formation ; ils ont acquis une maturité humaine dans l'exercice d'un métier, dans des responsabilités sociales et dans un engagement apostolique. Ils se présentent après avoir déjà fait un premier cycle dans un séminaire ou les groupes de formation.

Le débat a porté sur l'actualité aujourd'hui des intuitions missionnaires qui ont été à l'ori-

(4) DC 1978, n° 1733, p. 49 (NDLR).

gine de la Mission de France, la nécessité pour l'Eglise de porter témoignage dans un monde sécularisé.

L'Association entre diocèses et avec la « Mission de France »

Evêque délégué par l'ensemble des évêques associés, Mgr KUEHN a donné un rapport sur le fonctionnement de l'« Association ».

Elle a été créée en 1968 à la demande d'évêques qui ont désiré que des équipes de prêtres diocésains puissent être associées officiellement au travail de réflexion de la Mission de France.

En 1977, 22 diocèses lui sont rattachés ; on compte 46 équipes et 220 membres. La moitié des prêtres ont un travail salarié. De fait, l'Association est plus présente dans le rural.

« L'Association » veut être au service de l'effort missionnaire dans les diocèses.

Il s'agit d'équipes diocésaines. Elles ont comme base la vie d'équipe. On voit de plus en plus des religieuses et des laïcs s'associer étroitement aux équipes.

Un diocèse entre dans l'Association par une décision de l'évêque et de son Conseil ; il existe alors un engagement réciproque diocèse-équipe pour soutenir la créativité des équipes et assurer la continuité de la visée « Association » dans un diocèse.

Les équipes sont engagées dans un « collectif » interdiocésain. Un Bureau responsable assure un rôle de coordination et favorise l'approfondissement de ce qui est vécu et la confrontation entre équipes.

Ce « collectif » a un partenaire privilégié : la Mission de France.

**

Un échange a suivi cette présentation.

Dans le monde actuel, les prêtres sont tous au contact avec l'incroyance. Mais certains types d'existence sacerdotale amènent plus que d'autres à rencontrer cette incroyance et à vivre dans un environnement non chrétien. Les évêques sentent qu'ils ont à leur égard une responsabilité particulière, au nom de leur ministère épiscopal, pour opérer avec eux les discernements nécessaires et les aider à vivre leur mission.

Les évêques se sentent solidairement responsables de l'effort missionnaire.

« L'Association », entre autres, peut favoriser le dialogue entre églises diocésaines, entre évêques, prêtres, laïcs, pour discerner les enjeux d'aujourd'hui, garder la priorité à l'annonce de l'Evangile.

Comité épiscopal de la mer

Mgr SAUDREAU, nouveau président du Comité de la mer, a donné un rapport sur la Mission de la mer en 1978. Celle-ci veut réaliser une présence évangélisatrice de l'Eglise auprès des équipages des navires de la marine marchande, des navires de pêche, auprès du monde mari-

time des ports de commerce ou de pêche. Elle réalisera aussi un véritable service d'accueil et d'entraide auprès des nombreux marins étrangers qui passent dans les ports. Actuellement, l'ensemble des marins vit dans un climat d'insécurité quant à leur avenir et leur emploi.

La Mission de la mer mène cinq types d'action :

1. Les communautés portuaires, lieu de partage dans la foi et d'entraide fraternelle.

2. Les équipes maritimes de l'ACO (ACOM). (Elles sont surtout situées dans l'Ouest.)

3. Les prêtres navigants (ils sont 20 : 17 prêtres, 1 diacre, 2 religieux Frères ; 14 sont au commerce, 6 à la pêche). Ces prêtres font partie des communautés portuaires auxquelles ils sont intégrés.

4. « Jeunesse de la mer. »

Ce mouvement est devenu non confessionnel, mais des prêtres et des chrétiens participent à son animation. Le mouvement soutient une réflexion sur le sens de la vie et des actions menées par les jeunes marins. Au sein du mouvement, une recherche existe également pour permettre aux chrétiens volontaires de réfléchir à leur foi.

5. L'action internationale.

Les orientations mises en œuvre actuellement.

1. La Mission de la mer se veut plus particulièrement engagée aux côtés des marins les plus pauvres (navires de complaisance, marins du tiers monde, secteurs en difficulté...).

Elle cherche à réaliser un lieu de recherche, de partage et de célébration de la foi chrétienne pour les marins chrétiens ou catéchumènes et, également, à constituer un lieu d'ouverture religieuse pour tout marin, croyant ou non.

2. L'objectif de la Mission de la mer est de progresser dans la perspective « du Peuple de Dieu en monde maritime ».

Pour l'avenir, une question est posée : comment les diocèses côtiers peuvent-ils former des prêtres et les détacher pour cet apostolat ?

Sinon, la Mission de la mer risque d'apparaître très vite comme marginale dans les soucis de l'Eglise comme les marins le ressentent trop souvent dans la vie française.

QUESTIONS DIVERSES

1. Session « Montmartre » de Limoges 6-8 mars 1978

Le P. DEFOIS a rendu compte au Conseil permanent de la session, qui s'est tenue près de Limoges la semaine dernière, et dont le thème était : « L'Eglise diocésaine aujourd'hui. »

Quelques accents ont été mis en valeur au cours de cette session de « prospective pastorale » :

L'Eglise diocésaine doit signifier le mystère du salut en Eglise, dans une situation particulière.

Elle peut le réaliser par la « synodalité », interne aux communautés diocésaines (faisant route ensemble dans la foi) et externe dans les rapports d'Eglise à Eglise.

C'est aux différents membres du Peuple de Dieu qu'il appartient de donner consistance à ce signe d'Eglise, par un véritable exercice de la coresponsabilité.

2. Relations avec les Eglises des autres continents

1. Mgr MÉNAGER, président de la Commission Justice et Paix, a participé à l'Assemblée de la CIDSE (Coopération internationale pour le développement socio-économique) à Panama. Pour la première fois, une Assemblée CIDSE s'est tenue hors d'Europe. Une trentaine de pays étaient représentés. Il s'agissait de passer d'un type de relations d'assistance à un esprit de véritable échange dans la même Eglise, et cela dans la perspective de l'évangélisation.

1. Mgr MÉNAGER, président de la Commission Antilles et au Mexique.

2. Voyage en Asie de Mgr FAUCHET, président de la Commission sociale.

Le Fonds de développement humain pour l'Asie a été créé en 1973. Le CCFD s'est rattaché en 1975 à cet organisme. Des rencontres sont organisées régulièrement.

Avec Mgr DEROUBAIX, évêque coadjuteur de Saint-Denis, Mgr Fauchet s'est rendu en Thaïlande, puis à Manille et, de là, vers le sud des Philippines, du 25 février au 10 mars, pour participer aux travaux organisés par le Fonds de développement humain pour l'Asie.

Ils ont rencontré des personnes vivant dans des conditions difficiles et essayant de se prendre en charge, dans la société comme dans l'Eglise.

Mgr Fauchet a souligné le poids de l'Asie dans l'équilibre du monde, le rôle qu'y jouent les influences étrangères, la misère, l'inorganisation du monde du travail dans ce continent. 2,2 % seulement de la population sont catholiques. C'est un appel pour une Eglise qui veut vivre la collégialité : quels sont nos vrais liens avec l'Asie ?

3. Voyage de Mgr Etchegaray au Brésil

Mgr Etchegaray a été invité à se rendre au Brésil par le cardinal Lorscheider.

A Brasilia, Mgr Etchegaray a rencontré la « Commission pastorale » (*) de l'Episcopat brésilien pour un échange de vues et faire le point sur le déroulement du projet concernant les « Journées internationales pour une société dépassant les dominations ».

A l'occasion de ce bref voyage, Mgr Etchegaray a rencontré divers évêques brésiliens et visité plusieurs prêtres *Fidei donum*.

(*) La Commission pastorale correspond au Conseil permanent français.

VOICI L'HOMME

Message œcuménique contre le racisme (1)

L'Organisation des Nations Unies a voulu que le 21 mars soit une Journée mondiale contre toute discrimination et particulièrement contre le racisme, ce jour commémorant un épisode douloureux de la lutte raciale en Afrique du Sud. En cette occasion, les Eglises adressent à leurs fidèles le message suivant :

Nos Eglises s'apprêtent à célébrer la Passion et la Résurrection du Christ, du Fils de Dieu fait homme. Nous nous retrouvons unis dans l'adoration de celui qui donne sa vie.

En effet, « Voici l'homme »... Jésus, suspecté, arrêté, condamné après un jugement dérisoire. Il se trouve dans la situation du prisonnier, du condamné. Il ne s'est trouvé personne pour le défendre.

Nous vous invitons, en regardant cet « homme de douleur » tel qu'il fut le Vendredi saint, à voir avec lui et en lui une multitude : tous ceux qui, à travers le monde, connaissent la souffrance de l'injustice, le poids des inégalités, l'oppression et le mépris de leurs droits élémentaires.

Dans notre pays aussi, il importe que chaque croyant agisse contre toute discrimination entre ceux qui y vivent : racisme, antisémitisme, toute forme de discrimination, selon la couleur, la nationalité ou la culture.

Le Christ est mort pour tous, c'est notre foi. Le royaume ouvert par sa Résurrection est celui de la complète justice dans la parfaite unité. Il se prépare dès ici-bas. Que faisons-nous pour l'accueillir ?

Signatures :

Mgr ETCHEGARAY,
président de la Conférence
épiscopale française.

M. MAURY,
président de la Fédération
protestante de France.

Mgr MELETIOS,
métropolite de l'Eglise
orthodoxe grecque.

(1) Texte original.

Ce message est destiné à être lu aux offices du Vendredi saint.

— **Espérance de vie**, par Louis LOCHET. — Un vol. 11,5 x 18 cm de 184 p. Prix : 25 F. Les Editions ouvrières, Paris.

Voici une série de témoignages qui nous invitent à regarder, lors du 3^e âge, vers l'avenir ; non pas rester jeune, mais le devenir. Nous sommes tous concernés dans cette perspective : quel que soit le nombre de nos années. Ainsi considérée, la vie appelle l'espérance.

— **Le cardinal Pironio vous parle...** — Un vol. 15 x 23 cm de 94 p. Prix : \$ 3,00. Editions Etchemin, 1 207, rue Commerciale, Saint-Romuald, Québec (Canada).

A l'occasion de la III^e Rencontre interaméricaine des Religieux, à laquelle il participait, le cardinal Pironio, préfet de la Congrégation des Religieux, donna six messages importants concernant la vie consacrée dans les temps actuels, et particulièrement au Canada. C'est son intervention au Synode de Rome, en octobre 1977, qui clôt ces différents témoignages.

LA RESPONSABILITÉ DU CHRÉTIEN DANS L'ÉGLISE, DANS LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

*Lettre pastorale de Carême du cardinal Wyszyński,
archevêque de Gniezno et Varsovie (1)*

Enfants de Dieu bien-aimés dans l'Eglise du Christ !

En ce temps d'après-Concile, nous voulons faire connaître au Peuple de Dieu les tâches qui incombent aux évêques, aux prêtres, aux familles et à tous ceux qui font confiance au Christ et à son Evangile.

Dans ce but, depuis des années, nous choisissons dans les documents du Concile les idées maîtresses du renouveau conciliaire. En tête se trouve : « l'Homme dans les desseins éternels de Dieu » — « l'Homme dans le monde de ce temps ; sa responsabilité pour les autres et toute l'œuvre des hommes dans le monde ». *De ces considérations découle l'objectif pour l'année courante : « l'Homme dans la communauté ecclésiale ; l'éducation à la responsabilité envers la sainte Eglise ».*

Je suis convaincu que le temps du Carême et de Pâques est particulièrement propice pour ces méditations afin de bien comprendre que l'Eglise dans le monde, dans notre patrie, n'est pas uniquement l'affaire de la hiérarchie, mais la propriété commune du Christ et du Peuple de Dieu, des évêques et des prêtres, des familles, des gens de différentes conditions et professions, et même de ceux qui ne se sentent pas étroitement liés à la communauté catholique. En effet, l'expérience montre que presque tous s'intéressent vivement à ce que l'Eglise fait, dit, exige, et à la manière dont elle remplit ses obligations. Sans cesse les gens présentent aux évêques et aux prêtres leurs exigences, leurs idées, leurs conseils, sans toujours penser suffisamment à ce qu'ils devraient faire eux-mêmes et à leurs devoirs dans la communauté du Peuple de Dieu, dans l'Eglise.

Le Carême, nos prières, nos réflexions et nos retraites peuvent en effet fournir une bonne occasion pour un examen de conscience que nous voulons, chers fils, faciliter tant pour vous que pour nous mêmes dans cette lettre de votre évêque.

I. — L'EGLISE DU CHRIST EST COMMUNAUTE DE TOUS LES HOMMES

1. Communauté de l'Eglise

Evidemment, il s'agit d'une communauté différente de toute autre communauté humaine. Pour expliquer son caractère, Jésus-Christ s'est comparé au cep et les hommes aux sarments. « Je suis le cep ; vous êtes les sarments. Qui demeure en moi, comme moi en lui, porte beaucoup de fruits. » (Jn 15, 5.) « ... demeurez en moi, comme moi en vous. » (Jn 15, 5.) C'est de cette union à lui qu'il fait dépendre tous les fruits

spirituels de notre vie : « De même que le sarment ne peut pas de lui-même porter du fruit sans demeurer sur le cep, ainsi vous non plus, si vous ne demeurez en moi. » (Jn 15, 4.) Pour mieux expliquer la nature de l'Eglise en tant que communauté, le Christ s'est servi de diverses paraboles, comme celle du grain de sénévé, du levain dans trois mesures de farine, du filet jeté en mer, de la brebis perdue, des noces royales, du froment et de l'ivraie, des ouvriers dans la vigne, etc.

Partout le Christ a souligné le lien entre la personne et la communauté.

Ces comparaisons approchent à peine la réalité de la communauté qui existe dans l'Eglise. Car l'essence et le chef de cette communauté, c'est le Christ lui-même, qui nous a acquis par sa passion sur la croix et nous a unis au Père céleste. C'est lui qui vit dans l'Eglise et par sa présence unit tous les enfants de Dieu.

2. Le Christ, chef de la communauté

Le Fils de Dieu, Jésus-Christ, Verbe éternel engendré avant tous les siècles par le Père, a pris chair sous l'action du Saint-Esprit, dans le sein de la Vierge Marie et s'est fait homme. Comme l'explicite fortement le Saint-Père Paul VI, « le Christ a habité parmi nous, plein de grâce et de vérité, il a fondé le Royaume de Dieu, nous a donné le commandement de nous aimer mutuellement comme il nous a aimés. Il nous a enseigné la voie des béatitudes évangéliques, selon lesquelles nous devons être pauvres en esprit et doux, supporter patiemment ce qui nous fait souffrir, être assoiffés de justice, miséricordieux, purs de cœur, porteurs de paix, supportant la persécution pour la justice... » (Paul VI, *Credo*). Retourné auprès de son Père après sa résurrection, le Christ reste toujours dans son Eglise, afin de nous unir et nous conduire, en tant que Voie, Vérité et Vie, vers le Père des lumières.

3. Notre insertion dans la communauté

Notre insertion, dans la famille du Christ, se fait par le saint baptême donné au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit. *Puisque tous nous sommes enfants de Dieu le Père, notre créateur — personne n'est écarté de cette vocation.* Dieu a mis sa ressemblance dans notre existence, notre personnalité, notre vie, et il reconnaît comme siens tous les hommes. C'est justement pour ces hommes et pour leur salut qu'est venu son Fils unique, envoyé par le Père, afin de se faire pour tous la voie qui conduit au Père.

Afin de nous faciliter ce chemin, « Dieu a convoqué l'assemblée de ceux qui dans la foi convergent vers Jésus, auteur du salut et principe d'unité et de paix et il en a constitué l'Eglise, afin qu'elle soit pour tous et pour chacun le sacrement visible de cette unité salutaire » (*Lumen gentium*, 9).

(1) *Biuro Prasowe Sekretariatu Episkopatu Polski*, 28 février 1978. Titre de la DC.

L'Eglise sert donc tous les baptisés, au nom de la Très Sainte Trinité, comme communauté surnaturelle, grand Corps mystique du Christ. Elle nous sert par la puissance et les fruits de la passion du Christ et la foi vivante en la résurrection et la vie éternelle. A nous tous elle montre le but commun : l'amitié avec Dieu, centre d'une admirable et unique alliance et de l'égalité du Peuple de Dieu.

Dans l'esprit de cette égalité l'Eglise nous enrichit de la vérité évangélique qu'elle annonce à toute créature sans distinction.

Elle nous maintient tous dans la même foi et elle nous engage tous à l'amour dont nous trouvons la mesure pour les autres dans notre besoin personnel d'amour.

L'Eglise nous unit tous continuellement, face à l'autel où se tient Jésus-Christ toujours vivant parmi nous, afin d'« intercéder en notre faveur auprès du Père » (He 7, 25). Cette alliance unique au monde par le sacrifice de l'autel et le repas eucharistique s'étend au monde entier et relie entre eux, en Jésus-Christ, tous les peuples et toutes les nations. C'est dans une pareille communauté que nous vivons sans cesse, sans égard à ce que nous sommes et à ce que nous faisons. En effet, l'évangélisation des hommes, devant le Père, par le Fils, ne connaît pas de limites dans l'union et l'égalité.

C'est cela qui précisément constitue l'essence de la communauté du Peuple de Dieu dans l'Eglise de Jésus-Christ.

II. — NOTRE RESPONSABILITE ENVERS L'EGLISE DU PEUPLE DE DIEU

Notre responsabilité envers l'Eglise est aussi grande que l'universalité de l'Eglise dans la pensée et les desseins de son Sauveur. Elle embrasse l'ordre de la nature et de la grâce, le monde des hommes et des créatures.

Saint Paul nous enseigne dans sa lettre aux Romains : « En effet, tous ceux qu'anime l'Esprit de Dieu sont fils de Dieu. Aussi bien n'avez-vous pas reçu un esprit d'esclaves pour retomber dans la crainte ; vous avez reçu un esprit de fils adoptifs qui nous fait nous écrier : Abba ! Père ! — L'Esprit en personne se joint à notre esprit pour attester, que nous sommes enfants de Dieu. Enfants et donc héritiers ; héritiers de Dieu et cohéritiers du Christ. » (Rm 8, 14-17.)

La volonté salvifique du Christ embrasse la totalité du monde créé, tous les hommes, afin qu'aucun d'entre-eux ne péricule, mais ait la vie éternelle.

Elle unit aussi nos volontés à la volonté du Christ. La volonté humaine doit répondre à la volonté salvatrice du Christ. Le domaine de notre responsabilité pour l'Eglise s'étend ainsi à tous les hommes, à tout notre entourage ; saints et pécheurs, amis et ennemis, proches et lointains, nos compatriotes et les hommes de différentes races, peuples et nations.

Nous sommes donc responsables de l'Eglise en tant que communauté à laquelle le Christ a assigné la mission du salut, qu'il a constituée lui-même, à laquelle il a donné des évêques et des prêtres et a recommandé d'annoncer la Bonne Nouvelle à toutes les nations (Mt 28, 19). Nous avons le devoir de veiller à ce que l'Eglise puisse librement et sans entraves remplir cette tâche,

aussi bien le Saint-Père au Vatican, que l'évêque dans son diocèse, ou le pasteur dans la communauté paroissiale qui lui est confiée.

1. **La responsabilité envers l'Eglise** signifie avant tout notre propre responsabilité envers nous-mêmes, notre être humain, appelé grâce au don de la raison et du libre arbitre à implanter et développer dans notre vie l'ordre moral personnel et social dans la coexistence avec les autres. Nous sommes responsables de la recherche de la Vérité et de son insertion dans toute notre vie. Nous avons la responsabilité d'assumer nos efforts dans la marche vers cette Vérité et de développer notre personnalité.

2. **En tant que chrétiens** nous avons en outre la responsabilité de l'ordre surnaturel tout entier de notre vie, dans lequel nous sommes introduits par notre baptême. Saint Jean nous enseigne : « A ceci nous savons que nous le connaissons, si nous gardons ses commandements... Celui qui prétend demeurer en lui doit se conduire lui aussi comme lui se conduit » (I Jn 2, 3-11.) Il ne peut y avoir de dissonance douloureuse entre la subtilité de l'Evangile, notre foi inébranlable, notre attachement à l'Eglise et le quotidien de notre vie, où tous nos défauts peuvent être un outrage à l'esprit de l'Evangile et semer le scandale autour de nous : Voyez, combien ils sont forts dans la foi et faibles dans l'observation des principes de la morale !

C'est ici que s'exprime l'essence de notre responsabilité à l'égard de l'Eglise du Christ. Parfois les fidèles demandent aux évêques et aux prêtres quels sont actuellement leurs tâches dans l'Eglise postconciliaire. La réponse est claire : ces tâches sont les mêmes que depuis la fondation de l'Eglise par Jésus-Christ. Il nous appartient de rester en union avec le Christ vivant dans l'Eglise, d'être fidèles à la grâce sanctifiante, d'être unis dans l'amour avec la Très Sainte Trinité, d'y puiser l'amour pour les frères et de le répandre autour de nous. Voilà, l'activité la plus essentielle des fidèles dans l'Eglise. C'est d'elle que dépend la force de l'Eglise et l'accomplissement de nos tâches personnelles en tant que Peuple de Dieu.

3. **Les parents chrétiens** qui introduisent par le baptême leurs enfants dans la communauté surnaturelle du Christ sont responsables de l'éducation et de la vie chrétienne dans la famille. Ils doivent rendre accessible et possible la connaissance des vérités de la sainte foi, surtout par la catéchèse. Ils sont responsables du bon exemple de la vie familiale et de la fidélité aux commandements de Dieu et de l'Eglise. Les maris sont responsables de donner l'exemple d'un amour semblable à celui dont le « Christ a aimé l'Eglise » en se livrant pour elle (Eph 5, 25). La famille catholique est en effet une cellule très importante dans l'Eglise ; elle doit être saine et exemplaire, elle doit être une école de formation catholique et même de vertus religieuses, morales, sociales, professionnelles, nationales et civiques.

4. **La volonté universelle salvifique du Christ** l'a attiré vers les malades et ceux qui souffrent, vers les pécheurs et les publicains auxquels il a prédit qu'ils précéderaient les justes dans le royaume des cieux (Mt 5, 21, 31). Cette attitude nous oblige tous. Personne ne peut être exclu

de ce programme du Christ. Nous sommes donc responsables aussi de tous ceux-là auxquels le Christ a donné la primauté dans son œuvre d'évangélisation. Mais il y a encore une catégorie de gens qu'on qualifie d'ennemis. Le Christ nous a obligés avec insistance à les aimer et à prier pour eux (Mt 5, 44). En outre, il nous a recommandé de leur faire du bien. Il n'a donc pas voulu que nous les renions en refusant notre amour à ceux pour qui, dans son œuvre de salut sur la croix, il a prié son Père avec tant de ferveur. En fait, le chrétien ne peut considérer personne comme ennemi, puisque Dieu embrasse tous les hommes de son unique amour et les a tous donnés à son Fils. Nous sommes responsables de ce que la haine ne se propage pas et n'entrave pas l'œuvre du royaume de l'amour dans le monde.

5. Notre responsabilité envers l'Eglise ne peut se borner uniquement à nous soucier de notre paroisse, des bâtiments de l'église, des cimetières, de l'entretien des prêtres, des pauvres, des malades et des orphelins. Ce domaine matériel de la vie de l'Eglise est certes nécessaire, car « ceux qui servent l'autel ont part à ce qui est offert à l'autel » (1 Co 9, 13), mais il n'épuise pas notre responsabilité envers l'Eglise.

Certes, plus grande est la responsabilité qu'ont envers l'Eglise le Saint-Père, les évêques, les prêtres, les familles religieuses, les parents et les éducateurs, ceux qui enseignent la religion ou les missionnaires. Ce sont des obligations supplémentaires. Mais tous nous répondons de l'Eglise tout entière et de ses libres activités dans la communauté nationale, dans l'Etat, conformément à la mission qui est assignée à chacun par le Christ.

III. — NOTRE RESPONSABILITE ENVERS LE MONDE CREE

Dans la pensée du Créateur, dans l'œuvre de salut du Christ et dans la vie quotidienne de l'homme une grande place est donnée à l'immense monde de la création temporelle. Sur ce monde, le Christ s'est penché avec beaucoup d'amour comme sur l'œuvre créatrice de Dieu. Il a été donné à l'homme comme une aide puissante dans sa marche vers Dieu à travers ce monde. Mais après le péché originel, qui a blessé la nature humaine sans toucher la création, l'homme voit dans le monde créé comme un obstacle sur son chemin vers le salut, comme une tentation qui le détourne de la voie des commandements de Dieu et de la perfection chrétienne. D'où une perpétuelle tension entre l'homme appelé au royaume de Dieu et le monde créé qui, semblerait-il, serait soumis au royaume de Satan. Saint-Paul en a eu conscience lorsqu'il a pris la défense du monde créé. Il concevait toute la nature irrationnelle en tant que « personne » et il annonçait sa libération de l'homme qui la souille par le péché et l'utilise d'une façon mauvaise. Il attendait pour le monde la restauration de cette gloire et de cette dignité que le Créateur s'était proposée, lui qui voyait que toutes les choses créées étaient très bonnes (Gn 1, 3, 10, 12, 18, 31). « Dieu vit tout ce qu'il avait fait : cela était très bon. » (Gn 1, 31.)

L'homme, déformé par le péché, a commencé à utiliser souvent ces dons du Créateur en désaccord avec leur valeur et leur destination, et par-

fois même contrairement aux desseins du Créateur. De là le tourment du monde des créatures privées de raison. « Car la Création en attente aspire à la révélation des fils de Dieu. Elle fut assujettie à la vanité — non qu'elle l'eût voulu, mais à cause de celui qui l'a soumise à cette vanité, dans l'espérance qu'elle sera aussi libérée de la servitude de la corruption pour entrer dans la liberté de la gloire des enfants de Dieu. Nous le savons en effet, toute la création jusqu'à ce jour gémit en travail d'enfantement. » (Rm 8, 19-22.)

1. Il pourrait sembler que tout ce domaine du monde créé n'entre pas dans le champ d'intérêt de l'Eglise, puisque le Royaume du Christ n'est pas de ce monde (Jn 18, 35). L'Eglise, en effet, ne revendique pas le droit d'organiser l'ordre matériel sur cette terre. Elle laisse ces choses aux autres autorités, aux autres pouvoirs.

Cependant, toute la doctrine de l'Evangile annoncée par l'Eglise — à travers l'éducation de l'homme dans le respect du temporel — exerce une grande influence sur la juste manière d'utiliser le monde créé. Nous voyons déjà que Jésus-Christ, qui a assumé un corps humain, l'a nourri du lait de sa mère et du pain de cette terre. Il a béni et multiplié les pains, enseigné l'honnête travail humain. Il a comparé son Père à un agriculteur et lui-même au semeur. Il regardait les champs de blé et d'ivraie, le grain qui lève et les épis (Mc 4, 26-29). Il observait les vignes, les bons et les mauvais figuiers, les épines et les ronces, les troupeaux et les brebis perdues, les serpents et les colombes, le prix des moineaux au marché, les terriers des renards, les nids des oiseaux et leurs petits.

Tout ce grand domaine des créatures privées de raison n'échappait pas à l'attention du Christ. Il réprimandait les mauvais travailleurs, comme aussi les riches qui fermaient leurs cœurs et leurs greniers aux besoins des gens, pour jouir égoïstement des biens créés.

L'Evangile presque tout entier devient dans la bouche du Christ un grand exposé des principes fondamentaux de l'économie nationale et un abécédaire économique. Cependant, l'économie doit obéir au plan du Créateur qui veut nourrir tous ses enfants et ici la morale de l'Evangile peut nous aider. Combien belle est l'expression de ces pensées dans la quatrième prière eucharistique qui dit que le Créateur a confié à l'homme le monde entier créé par lui, afin qu'en servant Dieu le Créateur, il gouverne toute créature.

2. Le travail de l'Eglise pour sauver l'homme dans l'ordre du Royaume de Dieu a donc une énorme importance pour la sanctification du temporel, afin d'éduquer les hommes à faire un bon usage des biens de cette terre, d'apprécier à leur juste valeur les dons du Créateur, les dons de la terre et les fruits du travail de l'homme (cf. Prière eucharistique). C'est pourquoi, à l'exemple du Christ qui a béni le pain et le vin et s'en est servi pour le sacrifice de l'autel, l'Eglise elle aussi, aujourd'hui, bénit le travail humain, les semences, les champs et les troupeaux, les différentes saisons du travail agricole, les machines et les appareils techniques. Il est bien qu'elle le fasse afin de souligner leur destination qui est d'aider l'homme dans sa marche depuis cette terre vers le Royaume des cieux.

3. Certes, tout ce qui est nécessaire pour maintenir l'ordre moral dans le domaine des biens temporels ne dépend pas uniquement du travail de l'Eglise. En effet, de mauvaises habitudes se sont enracinées aux temps des partages de la Pologne, des guerres, des invasions et de l'occupation qui ont déformé la vie des hommes, lesquels défendaient leur existence à tout prix et subissaient des déviations morales qui subsistent encore aujourd'hui.

L'Eglise, actuellement, ne fera pas à elle seule le miracle de changer l'homme, si celui-ci doit vivre dans des situations malsaines du point de vue social, en étant limité dans sa liberté d'action, menacé dans l'accomplissement de ses tâches morales, traditionnelles, sociales et professionnelles.

Après s'être assuré un espace plus large de liberté pour l'annonce de l'Evangile, avec davantage de possibilités d'action grâce aux moyens de communication sociale, surtout la presse et l'édition catholique, avec le droit de développer des associations apostoliques, l'Eglise peut rappeler aujourd'hui aux catholiques, avec plus d'efficacité, leur responsabilité envers cet immense domaine qui prend de plus en plus de place dans la vie de chaque chrétien et est indispensable pour un sain développement de notre vie familiale.

4. Dès maintenant, l'Eglise peut montrer au monde des créatures « la révélation des fils de Dieu... : la création elle aussi sera libérée de l'esclavage, de la corruption, afin de participer à la liberté et à la gloire des enfants de Dieu » (Rm 8, 19-22).

Lorsque l'Eglise défend la vie des enfants dans les familles, elle met en valeur le stimulant si puissant du travail humain et son sens chrétien, car il nourrit les enfants, les nourrits qui profitent non seulement du lait maternel, mais des fruits du travail de leurs parents. Le vrai esprit du travail humain saura changer l'idée même du travail, qui doit être un service social mutuel dans un esprit de justice réciproque et de justice sociale.

C'est alors que le travail sera pénétré des impératifs moraux, des obligations qu'il faut accomplir « non d'une obéissance toute extérieure qui cherche à plaire aux hommes, mais comme des serviteurs du Christ, qui font avec cœur la volonté de Dieu » (Ep. 6, 6).

Alors l'économie dans le travail remplacera le gaspillage des moyens de production et des matières premières, alors l'application au travail déclarera la guerre aux absences de travail, le désintéressement dans le travail surmontera la corruption qui nous humilie et l'enrichissement facile aux dépens de la nation. Alors la sobriété dans le travail deviendra l'impératif de la lutte contre l'alcoolisme, la compétence réelle remplacera l'irresponsabilité et les exigences sociales mettront fin à l'ère des « dignitaires », si nocive pour la probité au travail, et à la contrainte exercée par les chefs sur la foule des honnêtes travailleurs dans tous les domaines de la vie quotidienne. Alors la morale sociale, l'exécution consciencieuse des obligations et du travail, l'éthique professionnelle, parviendront à s'imposer, et il en résultera un grand renouveau qui mettra fin à la crise.

Nous devons en finir avec cette conviction qu'entre l'économie nationale et la morale chrétienne il n'y a aucun lien. Au contraire, c'est là l'impératif du moment et la condition du vrai renouveau de notre vie temporelle. C'est ici qu'apparaît la responsabilité des enfants de l'Eglise pour le renouveau et la sanctification du temporel, afin qu'ils montrent par l'exemple comment servir socialement leurs frères et comment profiter des fruits du travail humain et des dons de la terre.

Pour cela, même le monde temporel a besoin aujourd'hui de cette « révélation des fils de Dieu » (Rm 8), qui planterait les valeurs de la morale chrétienne dans notre vie de chaque jour, dans notre vie temporelle et matérielle, qui sera bénie par Jésus-Christ, le Fils du Laboureur céleste, le Semeur de l'Evangile de vérité, de vie, de sainteté, de grâce, de justice, d'amour et de paix.

Nous savons que ce travail n'est pas facile ; qu'il exige beaucoup de temps, de renoncement personnel, de sacrifice et de dévouement, mais il est la condition indispensable de la renaissance morale dans tant de domaines de la vie. Il est la main secourable de l'Eglise du Christ qui conduit le peuple de Dieu à travers la patrie terrestre vers la patrie céleste.

CONCLUSION

En suivant le fil de ces pensées, nous reviennent avec insistance à l'esprit ces paroles de saint Jean Apôtre : « Voyez quel grand amour nous a donné le Père, pour que nous soyons appelés enfants de Dieu, car nous le sommes » (Jn 3, 29 ss). « Bien-aimés, dès maintenant nous sommes enfants de Dieu et ce que nous serons n'a pas encore été manifesté. Nous savons que lors de cette manifestation nous lui serons semblables, parce que nous le verrons tel qu'il est. » Quiconque a cette espérance en lui se rend pur comme lui est pur (Jn 2, 29-3, 6).

Animés de cette espérance, élevons notre prière vers le Sauveur du monde :

« Jésus, Fils du Dieu vivant, Gloire du Père, Lumière éternelle, Roi de gloire, Soleil de justice, Fils de la Vierge Marie, reste avec nous.

« Jésus, Conseiller éternel, Dieu fort, Père du siècle futur, Prince de la paix, conduis-nous par la sainteté de ton humanité.

« Jésus tout-puissant, patient, obéissant, doux et humble de cœur, montre-nous la force de ta douceur.

« Jésus, Père des pauvres, Gloire de tes fidèles, Bon Pasteur, Lumière vraie, Bonté infinie, notre Voie et notre Vie, donne à l'Eglise l'esprit de ta pauvreté. » (Prières liturgiques des Laudes, 3-1.)

C'est sur cette prière que nous terminons ces considérations, en étant conscients que Dieu, qui fait naître en nous ces pensées, a aussi le pouvoir d'opérer en nous « le vouloir et le faire » (Ph. 2, 13). La Sainte Mère de Dieu nous aidera par l'exemple de sa vie familiale, par son attitude de servante du Seigneur dans la pauvre maison de Nazareth, et par sa sollicitude pour les besoins des autres, comme à Cana.

Je bénis de tout cœur tous les travaux des prêtres, des pasteurs, des prédicateurs de retraites, ainsi que les cœurs généreux du peuple de Dieu, par la puissance de la sainte Trinité, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit.

Stefan Cardinal WYSZYNSKI.

LA POLOGNE A L'INTERSECTION DE LA RÉALITÉ CHRÉTIENNE ET DE L'IDÉOLOGIE MATÉRIALISTE

Homélie du cardinal Wyszynski

Le service de presse de l'Episcopat polonais (1) publie les extraits ci-après de l'homélie prononcée par le cardinal Wyszynski, primat de Pologne, dans la cathédrale de Varsovie, le jour de l'Epiphanie, 6 janvier 1978 (2) :

... Il faut d'abord rappeler ce qui est universellement connu et constitue le sujet de nos considérations et de nos discussions. Voici qu'au temps de notre génération, après une guerre dévastatrice, une singulière rencontre eut lieu en Pologne. L'Eglise, avec sa présence et le travail qu'elle a fait ici depuis dix siècles, avec son expérience religieuse morale et sociale, en même temps qu'avec toute la richesse de ses incontestables mérites dans le domaine de la culture et de la morale, s'est trouvée devant une nouvelle réalité philosophique et idéologique. Cette rencontre a fait apparaître des difficultés, des préjugés mutuels, ainsi que des tentatives de les surmonter, de faire valoir l'importance de l'Eglise et de sa morale évangélique même dans des situations toutes nouvelles. Car l'Eglise en Pologne a déjà vécu, pendant ses dix siècles d'existence, des situations diverses, dans lesquelles elle a toujours secouru la Nation, la société et sa vie temporelle.

Dans la rencontre de la réalité évangélique avec la doctrine matérialiste, divers problèmes se sont posés. Nous avons observé qu'ils se sont accruss jusqu'à présent. L'Eglise, qui s'intéressait beaucoup aux luttes économiques et sociales du XIX^e siècle, comme le montre l'histoire de la doctrine sociale catholique, a vu très tôt les éléments des grandes transformations du monde. Car le développement des techniques de production a modelé en même temps l'homme et les conditions de son existence. Il est vrai que cela l'aidait à dominer le monde, comme le Créateur le lui avait déjà recommandé : « Soumettez-vous la terre. » (Gn 1.) Mais en même temps cela créait de nouveaux problèmes et de nouvelles difficultés. Les conflits économiques et sociaux entre patrons et ouvriers sont passés tout simplement sur le terrain de l'homme vivant. C'est ainsi que l'attention s'est centrée non seulement sur les problèmes économiques et sociaux, mais sur l'homme tout entier, avec sa destinée, sa dignité, ses particularités spirituelles, sa personnalité libre et raisonnable ne se laissant pas enfermer dans des dimensions politiques ou économiques.

(1) Biuro Prasowe Sekretariatu Episkopatu Polski, 15 février 1978.

(2) Titre et sous-titres de la DC.

L'apport de l'Eglise dans la vie de la nation

C'est en fait que des expériences douloureuses ont résulté du heurt entre l'ordre évangélique multiséculaire et la conception matérialiste du monde. Nous pourrions rappeler ici les erreurs nées de l'hypertrophie du mécanisme économique par rapport à la personne humaine. Ces erreurs portaient aussi bien sur la culture nationale, la conception du monde, la politique de la population que sur la mission de l'Eglise, le travail accompli par elle pendant dix siècles et la culture chrétienne de la nation. Elles ont causé des difficultés parfois insurmontables. Il fallut alors attendre patiemment et compter sur le temps qui est un élément important en matière sociale, économique et politique. Il fallut attendre jusqu'aux nouvelles expériences.

Après trente ans, nous pouvons mieux comprendre notre travail et le dialogue que nous avons entretenu avec la nouvelle idéologie. Aujourd'hui, on admet que l'Eglise a ses mérites dans la solution des nouveaux problèmes qui dépassent le domaine économique et social et concernent l'homme, sa personnalité et sa liberté. On parle souvent de ces mérites, car l'Eglise, présente dans l'histoire de la nation l'a toujours servie, n'a jamais lutté contre elle, mais a toujours été avec elle malgré les changements de situation politique et nationale. Aujourd'hui encore, l'Eglise en appelle à l'Evangile. Tous les principes de l'Evangile du Christ prêchés par l'Eglise apportent aussi à notre vie sociale et publique contemporaine des biens non seulement religieux mais sociaux.

L'Eglise sert la nation aujourd'hui encore par les vérités évangéliques et l'action morale. Il est bien évident que, malgré l'efficacité de son travail, l'Eglise n'est pas à même de surmonter toutes les difficultés qui se dressent devant nous. Mais nous comprenons tous qu'aujourd'hui une plus grande contribution de l'Eglise est nécessaire pour surmonter les défauts nés pendant une longue période d'esclavage. Toute captivité produit des déviations sociales et morales. De même, de nombreuses guerres et occupations du sol de notre patrie ont dû conduire et ont conduit à divers déviations et défauts sociaux et moraux.

Tout cela a influencé la formation du milieu où nous vivons aujourd'hui, en attendant de l'Eglise la solution de divers problèmes de nature morale. L'Eglise est prête à le faire. C'est sa mission. Mais la collaboration de la nation et de la société est indispensable. Il faut des conditions dans lesquelles l'Evangile annoncé au peuple ne se heurte pas à la propagande politique athée ou à une aversion pour l'Eglise parfois redoublée.

L'expérience non seulement nous apprend et nous découvre de nouvelles tâches, mais elle nous ouvre de nouvelles voies. Nous le voyons

mieux aujourd'hui. Elle progresse en ce xx^e siècle beaucoup plus qu'il y a cent ans. Les controverses du xix^e siècle se concentraient plutôt sur le domaine social, économique et professionnel, entre les riches et les ouvriers pauvres des usines.

Aujourd'hui, après des années de labeur et d'efforts divers, nous nous apercevons qu'il ne suffit pas seulement de « sauver » l'économie et la production, car de nouvelles situations surgissent qui font apparaître de nouvelles tâches. Le progrès actuel ne se fait plus ainsi dans la ligne de ces questions : que possèdes-tu ? Qu'as-tu et que te manque-t-il ? Nous demandons plutôt : qui es-tu ? Quelle valeur représentes-tu ? Qu'est-ce que tu apportes à la vie familiale, professionnelle, sociale, économique et religieuse ? Un nouveau problème surgit, non celui du régime, mais celui de l'homme. Il s'agit pour l'homme, aidé par l'organisation de la vie économique et la technique de production, de ne pas devenir esclave des conditions de travail dans son effort pour dominer le monde.

Les lettres pastorales et les mémorandums des évêques

Une question se pose : comment améliorer le travail de l'Eglise en Pologne pour qu'elle puisse surmonter toutes les déviations morales qui sont l'héritage, comme je l'ai déjà dit, du temps de la captivité, de l'occupation, des guerres et autres situations ?

L'Episcopat polonais, dans ses pourparlers avec les autorités gouvernementales, demande une plus grande liberté sociale, surtout la remise en activité des associations et des fraternités ecclésiastiques, qui fonctionnaient jadis. L'Eglise attend aussi une presse authentiquement catholique et la possibilité de publier des livres et d'autres publications qui aideraient à améliorer l'action morale dans la nation. Il s'agit d'agir non seulement par la chaire et la catéchèse, mais aussi par l'édition catholique.

L'Episcopat adresse souvent des lettres pastorales aux fidèles. Nous savons qu'elles sont lues dans les églises. Nous ne pouvons pas vous les faire parvenir par les moyens de communication sociale. Il n'y a que la chaire qui nous reste. En écoutant les lettres pastorales des évêques, vous pouvez constater qu'elles sont nombreuses et touchent un très large éventail des réalités de notre vie. L'Eglise attend que soient appréciées à leur juste valeur ses lettres qui n'ont pas de buts politiques, mais manifestent sa volonté d'approfondir la formation morale de notre vie sociale et nationale. Il suffit de citer la lettre lue le 4 décembre dernier. Elle évoquait toutes sortes de difficultés de notre vie (3) dont nous devons parler. Nous sommes en effet chez nous, en famille, nous nous entretenons de nos soucis, de nos problèmes familiaux, nationaux, moraux. Aussi, nos lettres doivent-elles être lues dans cet esprit et non pas dans un autre. Parfois peut-être, la presse étrangère essaie de donner aux déclarations de l'Episcopat dans ses lettres un caractère qui diffère de nos intentions.

Souvenons-nous que nous sommes chez nous. Nous avons le droit de nous parler sincèrement et ouvertement, de dévoiler nos faiblesses, de montrer les remèdes et les moyens de s'en servir.

Récemment, l'Episcopat a publié une lettre pour la défense de la vie dans les familles. Rappelons-nous que cette lettre, elle aussi, bien qu'elle révèle une série de problèmes douloureux, est l'expression du souci des évêques qui, en ce moment, est le souci non seulement de l'Eglise, mais de toute la nation en face du danger de mort qui pèse sur elle et dont j'ai si souvent parlé ces dernières années.

Aujourd'hui, cette menace sur la vie de la nation est beaucoup plus précise, elle est devenue un problème non seulement religieux et moral, mais social et existentiel. Nous devons donc considérer les lettres des évêques polonais du point de vue de nos besoins intérieurs. Et c'est de cette façon qu'elles doivent être lues, méditées et mises en application dans la vie quotidienne.

C'est dans le même esprit que l'on doit évaluer les différents mémorandums que l'Episcopat a adressés aux autorités de l'Etat, surtout après ses Assemblées plénières. Dans ces mémorandums, nous parlons des affaires, que j'appellerai familiales, qui concernent avant tout notre nation. Je vais en rappeler plusieurs. Par exemple, ceux sur la liberté religieuse (1972), sur la liberté de conscience et de profession de la foi chez les jeunes, surtout les étudiants (1974), sur les matières essentielles pour la culture chrétienne de la nation (1974), sur l'éducation de la jeunesse et l'éducation sexuelle, de la même année. Concernant la politique de la population, nous avons remis un long mémorandum pour une meilleure condition de la vie familiale ; ensuite, celui sur le Code du travail, où l'Episcopat a estimé nécessaire de corriger certaines formules pour le bien des travailleurs ; celui sur la censure de la presse catholique demandant la liberté en ce domaine, et celui sur les constructions d'églises. Je cite ces documents comme exemples car il y en a eu beaucoup d'autres.

Je souligne encore une fois que c'est d'abord à nous qu'il appartient de faire une lecture correcte de ces mémorandums, pour lesquels nous avons souvent reçu des réponses positives, car dans notre patrie nous avons le droit et le devoir de parler franchement et ouvertement ! Il n'y a que nous qui comprenons pleinement nos besoins, parce que nous sommes plongés dans notre réalité, ce qui n'est pas toujours le cas pour ceux qui nous regardent d'une certaine distance, particulièrement les reporters et les journalistes étrangers.

La nécessité de la morale évangélique dans la vie économique et sociale

On pourrait parler maintenant des espérances pour l'avenir. Evidemment, tout ce que j'ai dit au commencement reste actuel. *La Pologne est le terrain où se rencontrent la réalité chrétienne et l'idéologie matérialiste.* Les différences de doctrine ne se laissent pas toujours surmonter, et probablement on n'y arrivera

(3) DC 1978, n° 1735, p. 118 et s. (NDLR.)

jamais pleinement. Mais comme je l'ai dit, il y a des expériences instructives. Il suffit de citer un seul exemple : aujourd'hui tout le monde sait que même dans la vie économique et sociale les principes de la morale évangélique sont nécessaires.

Jadis on percevait clairement la différence entre l'économie et la morale. Mais aujourd'hui nous voyons que même l'économie la mieux organisée, la technique la plus développée qui font l'objet des ambitions modernes du monde entier, doivent se conformer aux principes moraux. Au siècle dernier, le monde était divisé en deux : le monde capitaliste et le monde prolétaire. Avec le temps, par suite du développement de la technique employée dans le travail, une nouvelle classe s'est constituée. On lui donne divers noms. Aujourd'hui, on parle souvent de technocrates. Ce sont des hommes ayant une formation spécialisée qui sont nécessaires aussi bien aux capitalistes qu'aux communistes. Et il est difficile de préciser où ils se situent vraiment. La technicité du travail, même si elle trouvait son expression dans un nouveau groupe social appelé technocratie, même si elle atteignait le sommet de son développement dans le domaine des ordinateurs, si à la mode maintenant, ne pourrait pas changer l'homme, ne pourrait pas le corriger, même s'il semble qu'elle devrait le faire.

Aujourd'hui, pour vaincre nos différents défauts, nos faiblesses, il faut non seulement « sauver l'économie », la production, mais sauver l'homme. Il faut revenir à l'homme et lui rappeler ses devoirs dictés par l'Evangile du Christ, par le sens commun et par le sens de la résistance nationale. L'Evangile nous dicte la nécessité d'une attitude de serviteurs dans la lutte contre toute forme de dignitarisme. Le Christ a dit : « Celui qui voudra être le premier parmi vous se fera l'esclave de tous. » (Mc 10, 44.) L'esprit de service — nous devons en effet nous servir les uns les autres, parce qu'on nous sert aussi — est l'attitude qui convient le mieux pour toutes les formes de dépendance, particulièrement celle des employés, car ce sont eux qui sont les premiers serviteurs de toute la nation.

De même, le problème du travail et de l'assiduité est une question non seulement de physiologie et de technique, mais aussi d'attitude morale du travailleur, en s'opposant à toutes les déviations, surtout les excès de boisson. Le problème de la sobriété y est étroitement lié. Sans l'aide des motivations morales et religieuses, la victoire sur l'alcoolisme qui détruit notre nation ne sera pas possible.

De même, lorsqu'il s'agit du désintéressement dans le travail, en surmontant la mauvaise habitude de se faire acheter ou de s'enrichir, souvent aux dépens de la société. La Bible nous enseigne qu'il faut travailler non pour nous-mêmes mais pour le Créateur (Ep 6, 6). Nous sommes sous le regard de Dieu.

Le problème de la compétence est aussi une question très importante du point de vue social. Il exige de combattre toutes les formes de l'ignorance, qui parfois s'enracinent très profondément dans le style de notre vie. On

dit dans le langage populaire : « Je me débrouillerai », « Adviennne que pourra ». Pour une juste solution de tous ces problèmes, il faut faire appel à l'éthique professionnelle qui forme dans la conscience le sens de la responsabilité pour les obligations assumées et pour la vie.

On pourrait citer beaucoup d'exemples semblables. Ils montrent que la technique de production la mieux organisée ne peut pas résoudre les problèmes essentiels de la vie économique et sociale ; qu'il faut élaborer un profond changement de l'homme, de sa personnalité, et que de ce changement dépend le maintien de notre souveraineté morale, culturelle, nationale, sociale, professionnelle, économique et religieuse. Nous voyons donc combien l'Evangile vient à la rencontre de nos besoins et des exigences de la vie contemporaine. Ce sont des expériences auxquelles nous sommes parvenus aujourd'hui, peut-être sans grands dommages. *Mais en fin de compte, nous pouvons déclarer que la vie religieuse a une grande et salutaire influence sur la vie sociale et publique ; que dans son activité l'Eglise n'a pas une attitude hostile, mais une attitude d'aide et de service ; que la morale chrétienne et l'éthique professionnelle doivent prendre la parole pour que le travailleur se sente obligé par les principales lois morales à la responsabilité non seulement devant les hommes, mais devant Dieu.*

Pour tout cela, il faut partir du fondement chrétien et national de la culture et défendre cette culture. Cela requiert particulièrement la formation chrétienne de la jeune génération dans les idées nationales et religieuses. Nous devons compter sur l'homme.

Toute la vie sociale exige d'une façon indispensable ce principe de la mission de l'Eglise : « Allez, ce que vous entendez dans le creux de l'oreille, proclamez-le sur les toits. » (Mt 10, 27.) Elle exige la publicité et la liberté d'opinion publique. Très souvent, les gens ne connaissent pas la vérité, ils ne savent pas quel est l'état des choses et, à cause de cela, ils ne se sentent pas responsables de la situation sociale, économique ou morale. Si par exemple nous gardions le silence sur le véritable état de la vie familiale, nous rendrions un mauvais service à la nation. De même dans beaucoup d'autres domaines. C'est pourquoi il est si important que l'homme puisse voir la réalité, bien s'en pénétrer et assumer ses responsabilités là où il est.

Dans quelques semaines, l'Episcopat polonais va publier les lettres pastorales de Carême concernant la responsabilité des catholiques à l'égard de l'Eglise. J'ai préparé une telle lettre et elle sera lue l'un des premiers dimanches du Carême. Mais souvenons-nous que nous sommes aussi responsables en conscience de la nation, de la famille, de notre éducation, de nos conditions de travail, de nos devoirs professionnels. Nous sommes responsables de la conformité de notre vie religieuse avec notre vie morale, ce qui, comme nous le constatons, fait très souvent apparaître de grands désaccords. Le problème de la morale chrétienne s'étend à tous les domaines de la vie humaine.

L'Eglise ne veut pas créer un état dans l'Etat

Je sais, mes chers fils, qu'il ne vous est pas facile de demeurer ici dans une foule si compacte, c'est pourquoi je parle par têtes de chapitre sans développer les problèmes. Chacun d'eux a de grandes dimensions, chacun nous oblige et à chacun nous devons porter un grand intérêt.

Nous voyons que l'Eglise dans notre patrie, malgré sa situation à l'intersection de deux idéologies, le christianisme et le matérialisme, a beaucoup de travail en son sein, des tâches d'évangélisation dans sa mission de témoigner pour le Christ et de former un visage spirituel et moral à la nation. L'Eglise n'aspire pas au pouvoir, elle ne veut pas non plus — comme on peut souvent le lire — créer un Etat dans l'Etat. *Même maintenant, dans la poursuite des pourparlers entre les représentants du Saint-Siège et les autorités de l'Etat, ou entre l'Episcopat de Pologne et le gouvernement polonais, quand nous demandons la reconnaissance du caractère public et légal de l'Eglise, nous ne voulons pas pour autant faire de l'Eglise une institution de caractère politique.* Avant la guerre, il y avait en Pologne le Concordat de 1925 qui donnait aux différentes institutions ecclésiastiques un caractère public et légal. Et l'Etat n'en était pas menacé. *Mais l'Eglise n'est pas une association ordinaire. L'Eglise a une constitution octroyée par le Christ, une organisation, des buts et des moyens propres. Pour ces buts, elle doit avoir un statut convenable, reconnu dans les limites de notre réalité nationale et politique.* Il ne faut donc pas craindre que si l'Eglise, dans notre réalité contemporaine, obtenait une telle forme de reconnaissance, elle en abuserait, car pendant les dix siècles de son existence en Pologne, l'Eglise ne l'a jamais fait...

Il s'agit de venir au secours de la personne humaine

L'homme d'aujourd'hui, ce géant abattu, ployant sous la carapace de la technique, de la technocratie qui l'aide à vivre et en même temps le gêne, doit recouvrer la liberté des enfants de Dieu pour qu'il puisse se lever, marcher librement et remplir les tâches que le Créateur lui a assignées. C'est la tâche de toute la famille humaine à laquelle nous appartenons aussi.

C'est pourquoi le problème est beaucoup plus large. Il ne s'agit pas seulement de sauver l'économie, il ne s'agit pas seulement des luttes entre les classes sociales. Il s'agit de venir au secours de la personne humaine, pour qu'à travers l'ordre social et économique, les formes contemporaines de la vie et du travail, il ne perde pas sa personnalité et ses valeurs morales essentielles, sans lesquelles rien ne peut être obtenu dans le domaine de la vie terrestre et de l'ordre économique.

« Puer natus est nobis » ! Nous sortons de la cathédrale avec la conviction que chacun de nous porte le fardeau de son humanité, de sa personnalité et de son intelligence, en étant un être libre et aimant. Nous comptons combien de mil-

liers nous sommes. Mais la statistique ne nous dira pas tout, car elle se rapporte aux nombres, et la valeur de la société ne dépend que de la qualité des hommes. Elle dépend de qui nous sommes, de ce qu'est notre vie personnelle, familiale, professionnelle, de la façon dont nous travaillons, dont nous vivons, dont nous utilisons notre travail, parfois dur, dont nous traitons les valeurs qui nous ont été confiées, de l'usage que nous en faisons. Cela témoigne de notre culture personnelle et professionnelle et aussi de notre culture religieuse, car il n'est pas indifférent de savoir quels catholiques nous sommes...

COMMUNIQUE DU CONSEIL CENTRAL DE L'EPISCOPAT POLONAIS (1)

Le 19 janvier 1978, s'est tenue à Varsovie une session du Conseil central de l'Episcopat de Pologne sous la présidence du cardinal Stefan Wyszyński, primat de Pologne.

1. Le Conseil central de l'Episcopat a étudié, à la lumière des tâches pastorales, les problèmes sociaux et moraux actuels de notre pays, ainsi que les conditions du travail de l'Eglise afin qu'il soit de plus en plus fructueux pour le bien de la nation.

2. Le Conseil central a discuté des thèmes proposés pour le VI^e Synode des évêques. L'ensemble de ces thèmes et les conclusions à leur sujet seront soumis à l'Assemblée plénière.

3. Le Conseil central a étudié les questions relatives à la culture nationale, en soulignant son caractère chrétien et humaniste. C'est en se basant sur l'enseignement du II^e Concile de Vatican, dans la Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps, que l'Episcopat de Pologne voit sa tâche envers la culture nationale. Il s'acquitte de cette tâche par le travail ecclésial et l'apostolat des laïcs.

Au cours de la session ont aussi été présentés les documents liés à l'activité du Conseil scientifique de l'Episcopat sur la base du compte rendu de sa première activité quinquennale.

4. En étudiant les problèmes de la formation du clergé, ainsi que les tentatives pour lier les prêtres à des activités non pastorales, le Conseil central de l'Episcopat a exprimé ses réticences devant l'appel fait à des prêtres pour travailler dans la « Fédération catholique Caritas » (2). Le Conseil central a recommandé à la Conférence épiscopale d'étudier ce problème. En même temps, et en lien avec cela, le Conseil central rappelle que tous les prêtres sont obligés de se conformer aux prescriptions de leurs évêques et aux dispositions adoptées par la Conférence épiscopale de Pologne.

Warszawa, le 20 janvier 1978.

(1) Biuro Prasowe Sekretariatu Episkopatu Polski, 15 février 1978.

(2) Cf. DC 1977, n° 1719, p. 435. (NDLR.)

LA RELATION DU CHRÉTIEN AVEC L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ

Lettre pastorale de Carême de l'évêque de Limbourg

Mgr Wilhem KEMPF, évêque de Limbourg (Allemagne fédérale) a consacré sa lettre pastorale de Carême en 1978 aux problèmes très concrets qui se posent aux chrétiens dans un Etat démocratique (terrorisme, valeurs fondamentales, société et jeunesse, partis politiques) ().*

Ces dernières années, mes lettres de Carême traitaient de questions intérieures à l'Eglise. Cette année je voudrais partir d'une parole de Jésus qui est importante pour les rapports des chrétiens avec l'Etat et la société. Je veux parler de ce passage de l'Evangile où les adversaires de Jésus lui posent la question : « Est-il permis ou non de payer le tribut à César ? » (Lc 20, 22.)

La question était en fait un piège. L'empereur, le César romain Tibère était, pour la sensibilité politique du peuple d'Israël, à cette époque, le symbole même d'une puissance occupante haïssable. Dire oui à l'empereur c'était donc trahir son propre peuple, et lui dire non c'était se rebeller contre l'ordre politique établi.

Jésus, dans sa réponse, élève la question au-dessus des remous de la politique quotidienne pour la faire passer au plan supérieur d'une prise de position fondamentale vis-à-vis de l'autorité de l'Etat, en disant : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. » (Lc 20, 25.) Jésus ne se laisse pas entraîner dans le détail de ce qui revient à l'autorité de l'Etat. Mais il constate que, pour qu'il soit possible de vivre ensemble dans l'Etat, une puissance qui assure l'ordre est nécessaire, qui doit être respectée dans les limites de ce qui « revient à Dieu ».

Les chrétiens, dans leur réflexion sur cette parole de Jésus, se sont souvent attachés à la seconde partie de sa déclaration ; car la plupart du temps il s'agissait pour l'Eglise — et dans le domaine des Etats totalitaires il s'agit toujours de cela au premier plan — de se défendre contre des attaques et des empiètements. En raison du terrorisme qui nous effraie tous aujourd'hui, la première partie de la déclaration de Jésus revêt aussi une importance sans cesse grandissante : rendez à César, c'est-à-dire à l'autorité de l'Etat, ce qui lui revient.

Les terroristes ont dit un non catégorique à l'Etat, tel qu'il a été édifié à grand peine chez nous, dans la République fédérale allemande, à la suite du régime de terreur du national-socialisme. Ce non catégorique et l'inhumanité brutale avec laquelle les terroristes et leurs séides menacent aujourd'hui l'Etat et ses institutions, doivent nous donner l'occasion, au début du Carême, de méditer sur les paroles de Jésus : Rendez à César — rendez à l'Etat — ce qui est à

l'Etat. Le thème de ma lettre de cette année sera donc : « Le chrétien et l'Eglise dans notre Etat démocratique. »

1. — LE CHRÉTIEN DANS L'ETAT DEMOCRATIQUE

Dans la République fédérale allemande, nous vivons sous un régime de démocratie libérale. La Loi fondamentale et les différentes Constitutions des *Laender* en constituent les assises. La vie, dans notre Etat, entraîne pour tous les citoyens, et donc aussi pour les chrétiens, des droits et des devoirs. L'individu a une responsabilité dans l'élaboration de la vie de l'Etat et de la société. Il peut et doit apporter son concours au bien commun. Cette responsabilité dans la vie publique découle aussi, pour nous chrétiens, du commandement du Seigneur : « Rendez à César ce qui est à César. »

Il faut mentionner ici en tout premier lieu la sauvegarde du droit de vote ; car, par les élections au Parlement, les députés ont mandat pour définir l'orientation politique. Quiconque s'abstient de voter sans raison grave abandonne la sauvegarde du plus important des droits démocratiques à d'autres personnes dont les conceptions et les objectifs s'opposent peut-être aux siens.

Pour que le chrétien, en tant que citoyen, puisse exercer son droit de vote de façon responsable, il a le devoir de s'informer objectivement. Il doit savoir de quoi il s'agit. Il n'a pas le droit, s'agissant des questions importantes de notre peuple, de se laisser manipuler, mais il doit au contraire se forger son propre jugement. Au droit du citoyen à une information complète correspond le devoir, pour les journalistes responsables de la presse, de la radio et de la télévision, d'informer de façon objective sur les problèmes du jour, d'établir une différence entre les nouvelles et les commentaires, ainsi que d'empêcher la manipulation trompeuse de l'opinion.

Le rôle des partis

Selon notre Loi fondamentale, les partis apportent une contribution décisive à la formation de la volonté politique. C'est pourquoi les chrétiens qui peuvent prendre une part active aux affaires du pays devraient adhérer à l'un des partis démocratiques. De cette manière, ils peuvent faire passer leurs propres convictions dans les débats d'opinion intérieurs aux partis et apporter leur contribution aux décisions qui touchent aux choses et aux personnes. Ce faisant, le chrétien doit se demander quels légitimes intérêts il entend favoriser en adhérant à un parti et en y militant, et quelle contribution il est à même d'apporter à la communauté. Il doit bien voir si, en les confrontant

(*) Texte allemand dans *Herder Korrespondenz* de mars 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

à son propre système de valeurs chrétiennes, le programme d'un parti et le comportement politique de ses membres lui donnent la possibilité de réaliser ses idées. Tout chrétien qui, à la suite de telles réflexions, adhère à un parti démocratique, mérite notre respect et notre reconnaissance.

Le problème de la jeune génération

L'appel à prendre ses responsabilités sur le plan politique s'adresse avant tout à la jeune génération. Elle doit manifester de la compréhension à l'égard de la génération plus ancienne qui, après l'amère expérience de la dictature, de la guerre et de la destruction, a créé notre Etat actuel. Les anciens se demandent avec inquiétude si la jeune génération comprend encore ce qu'elle a voulu construire autrefois. Cette inquiétude est souvent mal comprise par les jeunes, qui y voient un refus d'aller de l'avant et de se renouveler. Il me semble que l'on peut déceler ici une différence de sensibilité devant la vie : alors que l'ancienne génération fait surtout entrer en ligne de compte la conscience des fondements naturels de notre Etat démocratique, la nouvelle fixe ses regards sur l'avenir de l'humanité, sur un ordre pacifique mondial et la réalisation de la justice sociale. Il est donc nécessaire que jeunes et vieux dialoguent entre eux sur la façon dont ces nouveaux problèmes peuvent être résolus sur la base de notre ordre national.

Nous vivons dans une société pluraliste, autrement dit dans une société où les hommes ont des convictions et des visions du monde différentes. En dernière analyse ce pluralisme découle de la liberté de la personne humaine. L'une des tâches de l'Etat est de rendre possible une convivence ordonnée de cette société pluraliste en créant et en maintenant un cadre d'ordre nécessaire à cet effet. Notre Etat actuel protège le citoyen contre le danger qu'une conviction lui soit imposée contre sa conscience. Chacun d'entre nous a le droit d'avoir ses propres convictions et de s'engager pour elles sur le plan politique, dans la mesure où il respecte l'ordre prévu par la Constitution.

Notre Etat démocratique garantit la liberté de religion. Nous revendiquons pour nous ce droit et nous le reconnaissons aussi pour les fidèles des autres communautés religieuses, par exemple pour les très nombreux concitoyens qui professent la religion musulmane. La vie dans une société pluraliste exige de tous le sens de la tolérance. Les hommes n'ont pas le droit de se diffamer et de détruire ainsi les fondements de la vie commune ; ils doivent apprendre à se rencontrer dans le respect et à vivre ensemble dans la paix. La tolérance ne signifie cependant pas que tout soit également juste et que, finalement, tout soit également vrai. Nous nous en tenons à la parole du Christ devant Pilate : « Je suis né et je suis venu au monde pour rendre témoignage à la vérité. » (Jn 18, 37.) La tolérance exige de prendre au sérieux le partenaire du dialogue, comme un homme à qui il revient aussi de trouver la vérité. Elle exige qu'on soit prêt à entrer dans les vues de l'autre et à comprendre ses arguments.

Cela vaut aussi pour le style de la discussion politique. Dans les débats de politique concrète, l'argument objectif doit prendre le dessus. Rabaissier, calomnier, faire de fausses suppositions — que ce soit dans la politique nationale, régionale, cantonale ou communale — est indigne du chrétien. Un chrétien doit être prêt, dans une confrontation politique, à accepter la défaite sans pour cela répudier ses convictions : bien au contraire, il doit continuer à lutter pour elles et, en cas de victoire, il doit être prêt à intégrer dans ses réflexions les points de vue du vaincu.

2. — L'EGLISE DANS L'ETAT DEMOCRATIQUE

L'Etat neutre du point de vue idéologique a besoin, pour maintenir la liberté de conscience et de religion de ses citoyens, d'une plate-forme de convictions qui soient communes à tous. La convivence dans notre Etat repose sur la reconnaissance par les citoyens de valeurs fondamentales importantes ; ce sont avant tout l'inviolabilité de la dignité humaine, le droit à la vie, la liberté de la personne, la liberté de croyance, de conscience et de confession, et la protection du mariage et de la famille. De la plate-forme de convictions communes découlent les normes de comportement pour la convivence de l'individu et des groupes sociaux dans l'Etat. De lui-même, l'Etat ne peut créer ces convictions fondamentales. Il peut et doit, par contre, les protéger. Chez nous elles sont, pour une bonne part, protégées par le fait qu'elles ont trouvé place dans la loi fondamentale et dans les Constitutions de chaque *land*. Si ces valeurs fondamentales en tant que telles cessent d'être acceptées par la majorité des citoyens, le danger existe que le fondement sur lequel repose notre Etat démocratique s'écroule pour céder la place à une forme d'Etat non démocratique. En tant que chrétiens, nous considérons qu'il est du naissances, la difficile situation des immigrants et l'aide au tiers monde. Elle peut ainsi exercer une influence sur la formation de la volonté politique, sans pour cela s'inféoder à un parti politique quelconque.

Il est important pour elle d'entretenir des contacts avec d'autres groupes sociaux, notamment avec les autres Eglises chrétiennes ; un large accord permet en effet d'atteindre plus facilement des objectifs communs. Cela constitue par ailleurs une contribution de l'Eglise à la solidarité des différents groupes sociaux dans l'Etat.

3. — LA PAROISSE DANS UNE COMMUNAUTE DEMOCRATIQUE

L'Eglise se concrétise localement dans la communauté paroissiale, et là aussi elle apporte une contribution à notre vivre ensemble démocratique. Dans le culte, elle exprime la foi que l'homme, en dernière analyse, est en relation avec Dieu et qu'il tient sa dignité et sa personnalité de lui, que tous les hommes, en tant que créatures de Dieu, sont appelés à faire partie du Royaume, comme frères et sœurs de

Dieu. Le commandement de l'amour du prochain n'ordonne pas seulement d'éviter de traiter les autres injustement, de les asservir et de les réduire au niveau d'un objet; il exige de plus que les hommes se comportent entre eux comme des frères et des sœurs. La célébration de la messe, où l'amour du Christ envers Dieu et envers l'homme est sans cesse rendu présent, doit aussi être l'expression visible de cette nouvelle manière de vivre ensemble la vie humaine.

Dans le ministère de la proclamation de la parole, nous témoignons que nous sommes sauvés par Jésus, que Dieu nous accorde la réconciliation et qu'il nous a confié cette réconciliation. La haine et la vengeance sont repoussées à cause de Jésus. Le message de Jésus est un appel incessant à la justice, à la réconciliation et à la paix dans le monde.

De même, par le service du prochain, la communauté paroissiale apporte une importante contribution à une vie meilleure et plus humaine des hommes dans la société et l'Etat, que ce soit par l'entraide entre voisins, par le souci des nouveaux arrivants et de ceux qui se trouvent dans le besoin. Dans de nombreuses communautés, les jeunes se voient offrir, par une offre personnelle et diversifiée, une aide pour trouver leur voie et s'insérer dans notre société. C'est un service semblable que rendent les communautés paroissiales dans les jardins d'enfants, les clubs du troisième âge et autres institutions. On s'y exerce au dialogue, aux rapports mutuels et à la solidarité, et ce sont là de précieux atouts pour l'engagement dans la vie publique.

Il est en outre important que, dans les possibilités de formation qu'offre la paroisse, figurent les sujets socio-politiques et civiques; sur ces questions également une information objective est nécessaire.

La mise en œuvre de toutes ces tâches revient en premier lieu au curé et aux membres de la communauté paroissiale, notamment au Conseil de fabrique. C'est dans une délibération commune que les divers problèmes doivent être discutés, dans un esprit ouvert et réaliste, de façon à aboutir à de bonnes conclusions. Ces bureaux élus de nos communautés doivent montrer par l'exemple que des hommes de conceptions et d'opinions politiques différentes peuvent et veulent dialoguer fraternellement. Sur ce point également, je vois une importante et précieuse contribution de nos paroisses à la formation du sens civique dans notre peuple.

4. — COUP D'ŒIL SUR LES PROBLEMES ACTUELS

Les réflexions qui précèdent pourraient donner l'impression que notre système libéral se présente sous les meilleurs auspices. Qu'il n'en soit rien, il est à peine besoin de le dire. Certes, nous avons l'une des Constitutions les plus libérales du monde et nous jouissons d'un niveau élevé de richesses matérielles et de sécurité sociale. Pourtant, nous nous trouvons aujourd'hui devant des problèmes qui pèsent très lourd sur nous et qu'il est impossible de résoudre si la conscience morale n'est pas

renouvelée en profondeur et si les riches ne renoncent pas à l'augmentation régulière de leur niveau de vie personnel.

Permettez-moi de citer, sous forme de questions, quelques-uns des problèmes les plus pressants :

— Comment la sécurité intérieure peut-elle être garantie dans notre pays d'une manière efficace, et en même temps d'une manière qui corresponde à notre système libéral et démocratique ?

— Comment pouvons-nous amener la génération montante à accepter notre Etat et à s'y engager pour obtenir davantage de justice et de solidarité ?

— De quelle manière les immigrants qui vivent dans notre pays depuis des années, et en particulier la seconde génération, peut-elle être agrégée à notre société, d'une manière satisfaisante pour les deux parties ?

— Comment le chômage peut-il être combattu, et l'entrée des jeunes dans le monde du travail peut-elle être assurée ?

— Comment les partenaires sociaux peuvent-ils aboutir à un rapport équilibré salaire-prix, sans pour cela compromettre la capacité de production de l'Eglise de s'engager en faveur de la sauvegarde de ces convictions fondamentales dans notre société, et donc pour l'existence de notre système libéral.

Au cas où, dans la société, s'instaure un débat sur l'ampleur des droits fondamentaux et sur leur interprétation, c'est le devoir de l'Etat — en particulier de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle de l'Allemagne fédérale — de définir et de préserver un cadre valable pour les droits fondamentaux. Toutefois, il doit être expressément souligné que, pour un chrétien, l'obligation morale de conscience n'est aucunement modifiée quand cette obligation, dans un cas particulier, ne fait pas — ou ne fait plus — l'objet de sanctions pénales. C'est ainsi, par exemple, que l'autorisation récente, sous certaines conditions, d'interrompre une grossesse, ne signifie pas qu'un tel acte soit permis devant Dieu et devant la conscience. Il existe de nombreuses infractions répréhensibles du point de vue moral qui ne font pas l'objet de sanctions pénales.

L'Eglise, sous sa forme visible, constitue dans la société et l'Etat un corps autonome. Il serait difficile de trouver dans le monde un autre pays où les relations entre l'Etat et l'Eglise soient réglées de façon plus libérale que dans le nôtre. Pour que l'Eglise puisse accomplir sa tâche, l'Etat lui assure la liberté et la protection nécessaires.

Il n'est guère dans la ligne d'un Etat libéral de vouloir entreprendre lui-même toutes les tâches publiques, d'empêcher, de réduire ou d'interdire totalement les initiatives des groupes sociaux. Là où, aux côtés de l'Etat, des communes et autres corps constitués, des institutions ecclésiales prennent aussi en charge des tâches publiques dans le domaine éducatif et caritatif, ces institutions peuvent revendiquer, à l'intérieur d'un cadre commun préétabli, la liberté de développement nécessaire à tous les corps constitués, ainsi que l'égalité dans la pro-

tection. L'Etat n'a pas le droit de favoriser unilatéralement tel ou tel corps constitué et de le favoriser aux dépens des autres, mais il doit les situer tous face à la justice. De son côté, l'Eglise reconnaît que, dans ses souhaits comme dans ses idées, elle doit tenir compte du bien commun. L'Eglise assume de nombreuses tâches utiles à la communauté : par exemple dans les jardins d'enfants, les écoles, les centres de consultation, les bureaux d'aide sociale, les hôpitaux, les hospices pour personnes âgées, les institutions pour handicapés, les œuvres de jeunesse. Un encouragement et un soutien de la part de l'Etat s'imposent donc également en ce qui concerne les institutions de l'Eglise.

L'Eglise respecte tous les partis démocratiques

Dans son action, l'Eglise rencontre aussi les partis politiques. La conception qu'elle a d'elle-même l'empêche de s'identifier avec l'un quelconque des partis politiques. Elle respectera tous les partis démocratiques en tant que tels qui adhèrent à notre Constitution et lui reconnaissent l'espace de liberté nécessaire à son activité, surtout lorsqu'il s'agit de la sauvegarde des convictions fondamentales communes, indispensables à la convivence sociale. Dans cette mesure, on peut parler de la neutralité de l'Eglise par rapport aux partis politiques.

La proximité ou la distance de l'Eglise par rapport à un parti démocratique se mesure à la proximité ou à la distance du programme et de la praxis de ce parti par rapport aux commandements de l'Evangile, dans un problème donné. En outre, la relation mutuelle dépend de la mesure même où les représentants des deux côtés réussissent à se rencontrer sans préjugés et dans le respect de leur mission différente.

Là où cela est légitime à partir de l'Evangile de Jésus-Christ, les responsables de l'Eglise ont le droit et le devoir de prendre position sur le projet d'un parti politique. Mais dans les nombreuses questions de politique pratique, pour la solution desquelles l'Evangile ne fournit pas de réponse claire, la réserve de l'Eglise s'impose.

« Comme les options politiques, de par leur nature, sont contingentes et n'interprètent jamais l'Evangile de façon absolument adéquate et durable, le prêtre, témoin des réalités futures, doit garder quelque distance avec toute charge ou engagement politique. » (Synode romain de 1971, *Le sacerdoce ministériel*.) La Conférence épiscopale allemande a précisé, dans sa déclaration du 27 septembre 1973 sur l'activité du prêtre dans les partis politiques, qu'il ne convient pas que le prêtre s'engage publiquement pour un parti ou pour les choix d'un parti. Certes, il y a dans le domaine politique des questions brûlantes où le prêtre, en vertu de sa mission spirituelle, doit prendre position. Mais lorsqu'il s'agit de questions où les catholiques, sans danger pour leur foi, peuvent être d'un avis différent, le prêtre ne doit pas prendre parti publiquement dans l'exercice de son ministère. Sinon, le danger existe que son ministère pastoral soit rendu plus difficile ou même impossible auprès d'une partie des fidèles.

Avocate des sans-voix

Conformément à sa mission, l'Eglise doit se faire l'avocate de ceux qui, sur le plan de la société ou de l'Etat, ne peuvent suffisamment faire entendre leur voix. Elle peut le faire souvent avec plus de facilité que d'autres groupes parce qu'elle dispose de la liberté et de l'indépendance nécessaires. C'est pourquoi elle se trouve bien placée pour aborder des sujets devant lesquels d'autres reculent parce qu'ils sont impopulaires, comme, par exemple, le droit à la vie avant la fin de l'économie et pénaliser les travailleurs ?

— Comment pouvons-nous contribuer à mettre fin à la dégradation de l'environnement et au pillage des matières premières irremplaçables de la terre, afin de laisser une terre habitable à ceux qui viendront après nous ?

— Comment et dans quelle mesure notre pays peut-il, en liaison avec les autres pays industrialisés, apporter sa contribution au développement du tiers monde ?

— Comment la paix entre le monde occidental et les pays de l'Est peut-elle être assurée de manière réaliste, et comment pouvons-nous contribuer à la paix dans les autres zones de tension ?

Les mesures de légitime défense ne suffisent pas

Je voudrais montrer la nécessité d'un changement profond de mentalité en donnant un exemple, celui de notre confrontation avec le terrorisme. Les terroristes tentent, par leurs actions brutales et inhumaines, de contraindre notre Etat à prendre des mesures de légitime défense, pour ensuite le diffamer comme un Etat policier ou un Etat violent.

A la fin des années vingt, l'expérience nous a montré comment l'ordre démocratique de l'époque a été détruit systématiquement par le mauvais usage de la liberté démocratique et par une exploitation sans scrupule des conditions économiques difficiles. Au bout de tout cela, c'est la dictature qui s'est profilée sous la forme du national-socialisme. Les plus âgés d'entre nous ne sont pas près de l'oublier. Cela devrait constituer pour nous un avertissement : dans la lutte contre le terrorisme, il ne faut pas nous contenter des mesures justifiées de légitime défense que prend l'Etat. Il est tout aussi important de méditer sur ce qui pousse les terroristes qui, dans leur majorité, proviennent des couches aisées de la population, à refuser impitoyablement notre système d'Etat et de société. La raison décisive me paraît être dans l'insuffisance de la réponse au sens de la vie. Le bien-être à lui seul ne fournit aucun sens à notre vie. Il n'est guère de parole de l'Ecriture qui soit aussi importante à l'heure actuelle que celle-ci : « L'homme ne vit pas seulement de pain mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu. » (Mt 4, 4.) Et Jésus nous dit dans son sermon sur la Montagne : « Cherchez d'abord le Royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste vous sera donné par surcroît. » (Mt 6, 33.)

En jetant les yeux sur les insuffisances de l'Etat et de la société et sur les tâches non encore résolues, nous ne voulons pas attendre

le salut uniquement des autres. C'est bien à chacun d'entre nous de se poser, au début de ce Carême, quelques questions de conscience :

— Si nous constatons une diminution de la pensée chrétienne dans notre pays, il nous faut nous demander si l'Eglise dans son ensemble et le chrétien en particulier vivent le message chrétien et en portent témoignage d'une manière suffisamment crédible pour que les autres soient capables de le recevoir comme un message de salut et d'espoir.

— Si la situation des nécessiteux et des marginaux dans notre société nous préoccupe, nous devons nous demander si nous faisons assez, sur le plan personnel et sociopolitique, pour améliorer leur sort.

— En voyant que la progression de notre bien-être a atteint un seuil, nous devons nous demander si nous sommes prêts à mettre une sourdine à nos prétentions et à ne pas vivre au-dessus de nos moyens.

— En voyant que près de 500 millions d'hommes ne disposent pas du pain quotidien nécessaire, nous devons nous demander si nous sommes prêts, suivant en cela le commandement de Jésus à accepter pour nous-mêmes des limitations et des renoncements, de manière à réduire le fossé entre les peuples dépourvus et les peuples nantis.

Avant tout, il nous faut comprendre que la question religieuse est la question primordiale de l'humanité. C'est la réponse à la question religieuse qui, en définitive, établit la séparation entre ce qui est à un sens et ce qui n'en n'a pas, entre ce qui est bon et ce qui est mauvais dans la vie, aussi bien pour l'individu que pour la société humaine en général. Elle décide de l'avenir et de la survie de l'humanité. C'est pourquoi, nous chrétiens, nous rendons à l'Etat et à la société d'aujourd'hui un service irremplaçable en plaçant l'orientation religieuse de la vie comme le fondement d'un ordre social digne de l'homme et en la maintenant vivante dans la conscience de tous. La « paix sur terre » n'est pas obligatoirement une utopie. Mais elle restera une utopie aussi longtemps que prédominera l'opinion que l'on peut résoudre les problèmes qui se posent à nous sans cette orientation religieuse.

En tant que chrétiens, suivant en cela le commandement du Christ, nous voulons rendre honnêtement à l'Etat ce qui est à l'Etat. Mais la chose la plus importante que nous puissions donner, c'est notre engagement pour que les hommes, dans l'Etat et la société, « donnent à Dieu ce qui est à Dieu ». Que le temps de Carême que nous venons de commencer, temps de rentrée en nous-mêmes et de conversion, nous fortifie dans cette conviction.

DÉCLARATION FINALE DU REPRÉSENTANT DU SAINT-SIÈGE A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

La Conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe s'est terminée le 9 mars par un communiqué final jugé décevant, les 35 délégations n'ayant pas pu parvenir à un consensus, notamment sur la question des droits de l'homme. Voici la déclaration faite ce même jour par Mgr Achille SILVESTRI, représentant du Saint-Siège (1) :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au moment où se termine cette réunion de Belgrade, la première pensée de ma délégation se tourne, avec une vive gratitude, vers le gouvernement et les peuples de Yougoslavie qui, tous ces derniers mois, nous ont accueillis avec sympathie et cordialité, et en particulier vers M. le Secrétaire exécutif, ses divers colla-

borateurs et tout le personnel des différents services — techniciens, interprètes et auxiliaires — qui ont assuré avec tant de dévouement un parfait fonctionnement de toutes les réunions.

Beaucoup attendaient plus de cette Conférence

Monsieur le Président, lorsque l'on travaille avec acharnement et ténacité, comme l'ont fait les 35 délégations, avec des discussions, des propositions, des négociations qui ont duré cinq mois, il est naturel que l'on soit tenté de dresser un bilan des résultats en les comparant avec les efforts qui ont été faits. Or, tout le monde le reconnaît, ces résultats sont quelque peu limités. Alors qu'une centaine de propositions ont été présentées et discutées, le document final fait état seulement de la décision de tenir une prochaine rencontre à Madrid (2), ainsi que des réunions d'experts à Montreux, Bonn et La Valette. Certes, ces réunions ont pour objet d'importants développements en matière de sécurité et de coopération. On ne peut nier, par exemple, que l'élaboration d'une méthode pour le règlement pacifique des controverses, si elle

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 11 mars 1978. Traduction et sous-titres de la DG.

Nous rappelons l'intervention de Mgr Silvestrini à cette même Conférence, sur la liberté religieuse, publiée dans notre numéro du 6 novembre 1977, p. 935 et s.

(2) Cette Conférence s'ouvrira le 11 novembre 1980. (NDLR.)

est appliquée avec efficacité, pourrait caractériser la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe comme un pas en avant de qualité et d'une portée originale.

Sont également très intéressantes la préparation du « Forum scientifique » et la réunion d'experts sur la Méditerranée, consacrée aux problèmes qui concernent une zone géographique et humaine étroitement associée aux vicissitudes de l'Europe.

Mais nous devons reconnaître que beaucoup attendaient bien plus de cette réunion de Belgrade. Cette attente n'était en soi pas utopique. C'était un signe de l'importance croissante donnée à l'Acte final d'Helsinki dans l'opinion publique.

Les espoirs qu'avait fait naître l'Acte final d'Helsinki

Notre délégation, elle aussi, attache de l'importance aux espérances suscitées par cet Acte final dans le peuple. Elles signifient, en effet, que les populations souhaitent voir leurs pays se rencontrer et collaborer dans le plus grand nombre de domaines possible ; qu'elles attendent de l'Acte final d'Helsinki — qui porte les signatures de tous les pays d'Europe, grands et petits, ainsi que des Etats-Unis et du Canada — qu'il offre des voies et des moyens toujours plus efficaces à cette fin. Certes, le processus est long et progressif, et il y a encore une certaine dose d'impatience. De plus, le temps qui s'est écoulé est bref, et certains changements, dans tous domaines et dans tous pays, ont besoin d'une maturation.

Mais le débat franc et ouvert qui s'est instauré ces derniers mois ne pourra pas rester sans profit.

La sécurité

Prenons par exemple les problèmes de la sécurité.

Si la réunion de Belgrade n'a pas réussi à développer davantage les engagements de l'Acte final qui veulent accroître la confiance dans le domaine de la dissuasion militaire, il est cependant permis d'espérer que le débat sérieux et passionné qui s'est instauré encouragera dans d'autres instances — les négociations SALT, la réduction des forces militaires du Centre-Europe, et la prochaine Assemblée spéciale de l'ONU consacrée à tous les aspects du désarmement — une volonté effective de parvenir à des résultats de portée appréciable.

Les droits de l'homme

De même pour les droits de l'homme. Avec son principe 7, l'Acte final offre un texte d'une haute tenue et des résolutions concrètes, faisant honneur aux 35 pays qui l'ont approuvé et signé après deux ans de laborieuse formulation

à Genève (3). Ici également, le débat a été vif et animé. Différentes propositions ont été faites pour encourager sa plus large application.

Même si elles n'ont pas été retenues, aucun participant n'a voulu atténuer le sens et la portée du principe 7. De même, la fréquente référence, sur laquelle nous sommes tous d'accord, au caractère unique et global de l'Acte final, donne une égale valeur à tous les dix principes. Et, pensons-nous, cela valorise l'importance des droits de l'homme au lieu de la réduire, car le respect de la liberté de religion et de foi est ainsi mis sur le même pied que l'inviolabilité des frontières.

La liberté religieuse

Notre délégation, fidèle à l'engagement qu'elle a pris dès les consultations préparatoires de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, a continué, également ici à Belgrade, à fournir une contribution spécifique dans le domaine des droits de l'homme, des libertés fondamentales, et plus particulièrement de la liberté religieuse. Avec une respectueuse franchise, elle a souligné les aspects les plus importants de cette liberté qui attendent encore d'être positivement résolus dans une mesure répondant aux exigences réelles des croyants et de leurs communautés. Les propositions avancées en faveur non seulement des catholiques mais des croyants de toutes confessions, se proposaient de contribuer à protéger, dans la vie individuelle et sociale, une valeur d'un grand prix pour les consciences et qui a en même temps une incidence non négligeable sur la tranquillité, l'amitié et la solidarité entre les peuples. Nous avons espoir que l'Acte final, de même qu'il a fait naître des améliorations et des développements positifs, particulièrement pour ce qui est des déplacements des personnes et des communications d'un pays à un autre pour des motifs religieux — et nous avons estimé de notre devoir d'en prendre acte avec satisfaction — pourra aussi avoir une efficacité de plus en plus tangible pour répondre aux exigences que nous avons soulignées.

La coopération dans le domaine humanitaire

La même chose semble pouvoir être dite à propos des problèmes qui concernent d'autres attentes des personnes et des groupes. Je me réfère à la coopération dans le domaine humanitaire (réunification des familles, contacts et mariages, voyages, etc.), ainsi qu'aux conditions de vie et de travail des émigrés et aux problèmes des minorités. Les situations sont diverses et complexes, les difficultés ne sont pas minces ni toujours fictives, et pourtant les résultats que jusqu'à maintenant l'Acte final a permis d'obtenir ne sont pas si insignifiants. Puisse le chemin déjà parcouru stimuler et

(3) Cf. DC 1975, n° 1682, p. 760. (NDLR).

accélérer encore davantage celui qu'il reste à parcourir ! Aucune des parties participantes, pensons-nous, n'a de motifs pour redouter de semblables progrès ou pour avoir à s'en repentir.

Monsieur le Président, l'Acte final d'Helsinki est, dans toutes ses parties, une conquête précieuse pour les peuples d'Europe. Si cette première rencontre de Belgrade n'a pas réalisé toutes les promesses que l'on pouvait en attendre, on a eu cependant la confirmation de

sa pleine valeur et en même temps de la nécessité de l'appliquer toujours mieux.

L'attente est réveillée ; les peuples des pays participants en sont toujours davantage convaincus et conscients. En réaffirmant la pleine confiance dans les possibilités positives, restées intactes, de l'Acte final d'Helsinki, nous exprimons le vœu que, pendant le temps qui s'écoulera entre Belgrade et Madrid, la résolution de tous les gouvernements — d'une façon unilatérale, bilatérale et multilatérale — fera progresser le processus de paix et de coopération dans une mesure correspondant au développement croissant de cette attente.

LETTRE DE Mgr ETCHEGARAY AUX PRÊTRES A L'OCCASION DE LA JOURNÉE DES VOCATIONS

A l'occasion de la Journée mondiale des vocations (dimanche 16 avril), Mgr Etchegaray, président de la Conférence épiscopale française, a adressé aux prêtres la lettre ci-après dans laquelle, après avoir regretté que la France soit l'un des pays où la remontée des vocations n'est pas encore amorcée, il leur rappelle la nécessité de « reprendre l'initiative de l'appel » (1) :

Cette année, je suis heureux de présenter moi-même le thème de la prochaine Journée mondiale des vocations et son enjeu.

« Pour la vie du monde, parmi les serviteurs de l'Evangile, des prêtres. »

Telle en est la formulation en forme de trilogie. Mais, nous le savons, qui annonce un discours en trois points risque de trop développer les deux premiers et d'escamoter le troisième.

Ne diluons pas la vocation sacerdotale au milieu des autres vocations au point qu'on devient incapable de la repérer. Certes, hier, le prêtre était trop vu en gros plan comme un « superbaptisé », celui qui avait répondu à « la » vocation. Aujourd'hui, à suivre l'évolution du vocabulaire courant, nous voici à l'extrême : successivement le mot clef a été sacerdoce, sacerdoce ministériel, ministère sacerdotal, ministères.

Je me réjouis que le Centre national des vocations ait le souci de bien ancrer la vocation sacerdotale au cœur de ce vaste monde en attente de vrais serviteurs de l'Evangile. Dans le service de l'Evangile, la mission du prêtre est originale ; et il s'agit de bien faire ressortir cette originalité. A travers même la diversification des tâches pastorales ou la mutation du statut social du prêtre, l'Eglise, peuple de Dieu, sait presque instinctivement ce qu'est un prêtre et elle réclame comme un besoin

vital sa présence authentique. Le prêtre est celui qui crée l'espace où la foi peut surgir à l'écoute de la Parole divine, celui qui offre l'aliment sacramentel et surtout eucharistique par lequel la foi se purifie et se nourrit.

Pourquoi donc la France est-elle, aujourd'hui, un des pays du monde où n'est pas encore amorcée une remontée des vocations sacerdotales ? Il s'agit de n'écarter aucune cause ; mais, sans jouer au sergent recruteur, j'ose affirmer que, s'il y a peu d'appelés, c'est parce qu'il n'y a plus guère d'appelants ou, si l'appel se fait entendre, c'est de façon trop faible, trop intermittente. Cela me fait mal d'entendre dire : « Ai-je le droit d'orienter aujourd'hui des jeunes vers le sacerdoce ? » Nous serions plus respectueux des jeunes et moins centrés sur nos problèmes personnels si nous nous demandions : « A quelles conditions des jeunes peuvent-ils accueillir l'appel ? »

Il nous faut donc reprendre l'initiative de l'appel, avec la présentation explicite du ministère sacerdotal. Le Christ disait simplement : « Venez et voyez. » (Jn 1, 39.)

« Venez. » Où ? Là où il habite. Ce n'est pas difficile à trouver. Il nous a laissé lui-même son adresse, une adresse bien repérable : « Là où deux ou trois sont réunis en mon nom, je suis au milieu d'eux. » (Mt 18, 20.) Alors... où sont donc ces communautés rassemblées au nom de Jésus-Christ ?

« Voyez. » Qui ? Des familles, des groupes, des paroisses, qui ne sont pas en dépression spirituelle, mais qui croient encore à « la force de l'Evangile » (Rm 1, 16), avec une foi pas plus grosse qu'un grain de sénévé. Des prêtres qui ne se considèrent pas comme des fins de série ou des bricoleurs dans une boutique sans clientèle, mais qui cherchent à vivre à la manière des apôtres, en plein vent de Pentecôte, avec l'audace et la sérénité d'un fondateur d'Eglise.

L'avenir de l'Eglise est de ce côté. Levons les yeux : c'est déjà l'aube pour la moisson. Ne vous surprenez-vous pas en train d'appeler ?

Roger ETCHEGARAY.

(1) Texte original.

En raison de l'embargo, fixé au 10 avril, nous ne pourrions publier que dans notre prochain numéro le message de Paul VI à l'occasion de la Journée mondiale des vocations.

LES PÈLERINS DE LOURDES

Exposé de Mgr Donze

Lourdes attire de plus en plus de monde. On a compté plus de 4 millions de visiteurs en 1977. Dans l'exposé ci-après, qu'il a fait le 10 février 1978 devant 400 directeurs et animateurs de pèlerinages, Mgr Donze, évêque de Tarbes et Lourdes, analyse la diversité de ces pèlerins ou visiteurs et la diversité de leurs attentes. Il propose ensuite des orientations pour mieux apporter l'Evangile à ces foules () :*

Il me semble d'abord nécessaire avant d'entrer dans le vif du sujet de bien situer le présent exposé par rapport au travail de votre journée et, par le fait, d'en indiquer les limites.

Cet exposé ne peut et ne veut pas être une sorte d'étude doctrinale sur l'évangélisation, sur la transmission de la foi dans notre culture actuelle. Il s'inspirera toutefois très nettement, comme il se doit, de l'exhortation du Saint-Père *Evangelii nuntiandi*. Il n'a pas été conçu non plus à la manière d'un commentaire littéral du thème proposé cette année par les sanctuaires aux différents pèlerinages qui s'y dérouleront : « Avec Marie, accueillir et annoncer la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ aujourd'hui. » Il prendra toutefois ce thème comme point de départ et comme centre d'intérêt.

Il sera de caractère nettement pastoral et voudrait servir d'introduction aux carrefours que vous tiendrez ensemble, au cours de la deuxième partie de cette matinée. En résumé, m'inspirant de l'expérience vécue dans les sanctuaires durant ces dernières années ; mieux, de la connaissance que je puis en avoir, je voudrais plus largement répondre à la question déjà posée l'an dernier lors de notre rencontre : « Dans quelle mesure, par toute sa réalité visible, l'Eglise, telle qu'elle se présente à Lourdes, annonce-t-elle aux hommes d'aujourd'hui que Dieu les aime et qu'il les sauve en Jésus-Christ ? Comment rendre son visage plus expressif, plus révélateur du mystère sauveur du Christ, se réalisant de nos jours ? »

Autrement dit : comment Lourdes peut-elle à sa manière mieux contribuer à l'évangélisation des hommes de notre temps ?

A ces questions, j'essaierai d'apporter quatre éléments de réponse, complémentaires les uns des autres.

1. La grande diversité des pèlerins de Lourdes.
2. Ce qu'ils attendent de Lourdes ? Pourquoi y viennent-ils ?
3. Les chemins d'évangélisation qui se présentent à Lourdes.
4. Les orientations proposées pour une plus grande cohésion dans l'annonce de la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ.

(*) *Bulletin religieux du diocèse de Tarbes et Lourdes*, 23 février 1978. Cet exposé est publié sous le titre : « Avec Marie, accueillir et annoncer la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ aujourd'hui », thème de la rencontre des directeurs de pèlerinages.

1. — LA GRANDE DIVERSITE DES PELERINS DE LOURDES

Si nous commençons par un aperçu sur la grande diversité des personnes qui se rencontrent, en passant, à Lourdes, c'est que cette évocation ne me semble pas inutile pour les responsables que vous êtes dans l'animation des pèlerinages. Vous connaissez, certes, les personnes qui travaillent avec vous, celles que vous accompagnez dans les pèlerinages que vous organisez ; mais il importe de réaliser que la plupart du temps elles arrivent ici pour s'insérer dans un ensemble fort disparate, très différent de leur contexte habituel de vie et de caractère nettement international.

Il y a là un fait que l'on ne peut négliger, si l'on veut aborder d'une manière réaliste le problème de l'annonce de la Bonne Nouvelle du Christ dans ce contexte lourdaise qui nous intéresse aujourd'hui. Il est toujours important de connaître le terrain sur lequel tombe la semence.

Il faut bien avouer cependant que donner une idée même approximative des millions de personnes qui passent à Lourdes chaque année est chose difficile. Les études faites jusqu'à présent permettent cependant de nous approcher du réel.

Les statistiques de la ville signalent qu'en 1977 le nombre des visiteurs de la cité a dépassé le chiffre de 4 millions. Sur ce nombre important les pèlerins venus en pèlerinages organisés (trains spéciaux, avions ou autocars) atteignent à peine, d'après les évaluations du P. Ramond, le quart soit 732 472, dont 46,70 % sont des Français (soit : 342 069), et 53,30 % des habitants d'autres pays (soit : 390 403). Je ne m'attarderai pas sur ces chiffres qui sont tous en augmentation depuis l'an dernier. Mais je veux signaler qu'ils recouvrent à des degrés divers, bien sûr, une population d'une très grande variété qui s'étale sur un très large éventail de générations, de situations sociales et professionnelles, ainsi que d'horizons géographiques. Quelques notes rapides à ce sujet :

Il vient à Lourdes des enfants, mais la quasi-totalité y sont amenés, soit par leurs grands-parents ou par leurs parents dans le cadre des vacances, ou d'un circuit touristique. Ils ne font pas au départ une démarche personnelle.

C'est un fait aussi que les jeunes viennent nombreux à Lourdes, particulièrement durant les temps de vacances. Ils y viennent non seulement avec les adultes dans les pèlerinages organisés, mais individuellement et de plus en plus dans des groupes organisés pour eux-mêmes.

Dire combien ils sont dans l'ensemble est assez difficile : des statistiques plus précises seraient nécessaires.

Quant aux adultes, tous les milieux, ouvriers, ruraux et indépendants, toutes les situations professionnelles s'y retrouvent avec cependant une proportion notable de ruraux (de toutes professions) et de personnes du troisième âge, plus libres de leur temps. Il semble que seule une certaine bourgeoisie récente, brasseuse de grands capitaux, sans tradition humaine et reli-

gieuse bien marquée, n'y soit pas présente. On n'y rencontre pas de modernes « businessmen », sauf s'ils sont puissamment motivés par un drame personnel.

Faut-il ajouter, tant le phénomène est manifeste, que des personnes de tous pays passent aussi dans les sanctuaires ? Une statistique, établie pour 1977 par le Service d'accueil des touristes et isolés, a constaté avoir pris contact avec 575 groupes de 31 nationalités et des isolés de 95 nationalités différentes.

2. — TOUTES CES PERSONNES, QU'ATTENDENT-ELLES DE LOURDES ?

J'emprunterai certains éléments de la réponse à cette question, à une enquête sociologique, réalisée ces derniers mois par le Centre ESTA de Paris. Encore bien élémentaire, il est vrai, elle nous fournit cependant quelques constatations intéressantes. Je les compléterai par des notes en provenance des services du pèlerinage d'un jour et du Pavillon du Lac.

Ces constatations sont le résultat d'observations faites surtout auprès des pèlerins français ; mais il me semble que dans la plupart des autres pays familiers de Lourdes on en trouverait de semblables. C'est pourquoi je les crois éclairantes pour nous tous.

a) La vie exprimée.

Dans les divers contacts personnels que l'on peut avoir avec les pèlerins, tous les aspects de la vie actuelle sont exprimés.

1. Pour les milieux ouvriers spécialement, ce qui revient le plus souvent dans les échanges concerne les dures conditions de leur vie. Il faut citer en particulier : le chômage avec tout ce qu'il comporte de problèmes douloureux, le rendement et le travail pénible et leurs conséquences sur la santé et la vie de famille, la répression dont sont victimes un certain nombre de syndicalistes.

2. Dans les milieux plus aisés, ce sont les problèmes de la vie familiale et les relations jeunes et adultes qui sont le plus souvent abordés. La foi des jeunes, leur abandon massif de la pratique religieuse, de la morale traditionnelle reviennent comme un leitmotiv. Des situations complexes, parfois dramatiques, sont évoquées qui sont souvent la raison première de la venue à Lourdes des personnes qui en souffrent.

Mais aussi, la profession, ses problèmes, ses difficultés, sa place énorme dans la vie familiale et sociale, les engagements de tous ordres qu'elle entraîne : regroupements professionnels, syndicaux, les associations de tous genres ; les rapports sociaux qu'elle suscite : relations de patrons petits ou grands, avec leurs employés, leurs clients, les organisations concurrentes, l'administration, etc. ; le chômage, l'avenir professionnel des jeunes, leur place dans la société...

Ce n'est là bien évidemment qu'un aperçu limité de la vie des personnes que nous rencontrons à Lourdes ; avec son caractère largement incomplet, il reste cependant significatif et assez suggestif pour éveiller notre attention.

b) Les différents types de pèlerins.

Il n'est pas sans intérêt non plus, en relation avec la préoccupation d'évangélisation qui est la nôtre, de

tenter d'analyser au point de vue religieux les différents types de pèlerins (malades ou bien portants, jeunes et adultes) auxquels nous avons à faire.

1. Il y a ceux qui appartiennent à ce que j'appellerai la « religion populaire ».

Ils viennent à Lourdes pour demander des « grâces » souvent d'ordre temporel : la guérison, le soulagement, le support d'une maladie, d'une peine douloureuse, la réussite, la bonne marche de leur foyer ; la droiture morale de leurs enfants, de leurs proches, la réussite dans leur métier, le succès à un examen, etc. Ils vivent à Lourdes une expérience religieuse qui peut se caractériser par le sentiment d'une plus grande proximité avec Dieu et la Vierge Marie. Ils prient avec plus de ferveur parce qu'ils ont l'impression « que la Vierge est là » et qu'elle a grand pouvoir sur son Fils. Ils recherchent un Dieu qui se manifeste par ses dons et ses secours, qui peut faire des miracles ; et ils sont très attachés à la Vierge Marie qui leur apparaît comme une mère compatissante et bonne, la Consolatrice des affligés.

Ils pratiquent volontiers les « rites » de Lourdes : vont aux piscines, boivent de l'eau et en emportent, font brûler des cierges, baisent le rocher, participent aux processions, voudraient y entendre des chants plus traditionnels et moins de lectures, prient silencieusement devant la Grotte.

Dans la vie ordinaire, leur pratique religieuse est variable ; cependant ils restent, dans l'ensemble, traditionnels et sont parfois désorientés par les changements dans l'Eglise. Les plus fervents d'entre eux ressentent avec peine la baisse de la foi de nos jours.

2. Il y a ensuite les « chrétiens actifs ».

Pour eux, ce qui compte à Lourdes, c'est le « miracle spirituel ». Ils entendent par là le progrès spirituel, le ressourcement, la conversion, la transformation des croyants, la découverte et le renforcement de la foi dont Lourdes est le point de départ pour eux et pour d'autres. Ils croient aux « miracles » de Lourdes, mais pour eux les grands miracles de Lourdes sont d'ordre spirituel.

En général, très attachés au culte de la Vierge, ils sont plus sensibles que d'autres au rôle éducatif du Message marial, de la vie de Bernadette et aux efforts pastoraux tentés pour donner un sens biblique aux « signes » de Lourdes : l'eau, le feu, le rocher, le service des malades... Par contre, on trouve une grande diversité chez eux en ce qui concerne la pratique des « rites » de Lourdes tels que nous les avons décrits tout à l'heure.

Dans leur vie ordinaire, ils sont habituellement des pratiquants actifs ; certains étant plus attirés par les exercices de piété et l'action caritative ; d'autres plus intégrés aux courants actuels de l'Eglise : l'ouverture à la vie, le service des pauvres, le souci d'évangélisation, etc.

3. Un troisième type de pèlerins pourrait être qualifié de « spiritualiste ».

Ce sont des personnes attachées à Lourdes parce que c'est un haut lieu de prière. Ils sont sensibles à la piété des foules, impressionnés par le spectacle des malades, de la place qu'ils occupent, de la manière dont ils sont servis. Ils restent aussi attachés à la dévotion mariale.

Par contre, ils se montrent souvent réservés, sinon critiques, en ce qui concerne les « rites » de Lourdes, sont sceptiques par rapport aux faits miraculeux dont on parle et ils se défient de toutes démarches par trop sentimentales, de toutes demandes de « grâces matérielles », ces demandes leur paraissant de caractère trop intéressé. Ils se révèlent aussi plutôt individualistes et n'aiment guère les grandes manifestations.

Dans la vie ordinaire, par leur culture qui souvent dépasse la moyenne, ils sont influencés par les courants de pensée qui jettent le doute sur les certitudes religieuses, et parfois ils ont une pratique chrétienne peu régulière.

4. En quatrième lieu, on trouve ceux qu'on pourrait appeler les « **aspirants à la rencontre** ».

Ils valorisent quant à eux la rencontre. Ils viennent à Lourdes avant tout pour rencontrer d'autres personnes avec lesquelles ils pourront « discuter », « échanger » sur tous les problèmes actuels qui les intéressent, aussi bien politiques que religieux. Ils y cherchent non des maîtres, des prédicateurs, des porteurs de message, d'exigences, mais, des semblables à tous niveaux. Ils ne trouvent pas qu'à Lourdes cette possibilité. Certains estiment même que là, elle ne leur est pas assez accordée et lui préfèrent d'autres lieux de rencontre, tels Taizé, etc.

En général, du reste, ils sont peu attachés à Lourdes par ce qui constitue son caractère original : les événements passés (qu'ils ignorent), la rencontre avec la Vierge, le contexte actuel. C'est ainsi qu'ils critiquent volontiers les cérémonies qui s'y déroulent et où ils se sentent étrangers, le culte de la Vierge, de même que les rites spécifiques de Lourdes.

Pour les caractériser dans la vie, disons qu'ils sont en général jeunes, d'éducation secondaire, de classe moyenne, parfois de promotion récente, ou militants de divers milieux et que la pratique religieuse n'est pas, pour beaucoup d'entre eux, une préoccupation.

5. En cinquième lieu, il y a ceux que j'appellerai : « **les curieux** ». Ils sont assez nombreux parmi les « gens de passage » à Lourdes ; mais il s'en trouve aussi dans les groupes organisés de pèlerins. Certains arrivent souvent sans rien connaître de Lourdes. D'autres sont des militants parfois au bord de l'incrédulité, mais qui cherchent. D'autres s'interrogent en spectateurs étonnés de ce qu'ils constatent sur place, et leurs sentiments vont de la réserve au scepticisme, à la critique, voire à l'hostilité, accusant Lourdes d'être l'un des derniers remparts de la superstition.

6. Il ne faudrait pas oublier non plus ceux et celles qui accueillent pèlerins et touristes à Lourdes dans les hôtels et magasins. A leur égard aussi, nous avons des possibilités d'évangélisation : les uns sont installés dans la ville, les autres sont des travailleurs saisonniers avec tout ce que cette condition de vie suppose.

7. Enfin une septième catégorie pourrait être celle des passants en détresse reçus au Service d'Entraide ou encore des désœuvrés et des marginaux qui fréquentent Lourdes comme tous les lieux des grands rassemblements. Je ne fais que les mentionner ; mais ils ne devraient pas échapper à notre vigilance pastorale.

3. — QUELS SONT LES CHEMINS D'EVANGELISATION QUI S'OFFRENT ICI A LOURDES A CET ENSEMBLE FORT COMPLEXE ET DISPARATE DE PERSONNES ?

a) **Les traits majeurs du processus d'évangélisation : quelques rappels d'ordre général.**

Parler d'évangélisation c'est parler de l'Evangile ; non des Evangiles, qui ne font que rendre témoignage à l'Evangile lui-même et ne sont que les messages dans lesquels il s'exprime sous forme de proclamation et de discours ; mais de l'Evangile primordial : la Bonne nouvelle de l'événement unique, irréversible qui a surgi il y a deux mille ans, et au centre duquel il y a Jésus le Seigneur ; un événement qui est intervention gratuite de Dieu dans l'histoire humaine, porteur de ses intentions dernières et qui donne son sens définitif à la vie de l'homme, ainsi qu'à la création tout entière.

Telle est la source de l'évangélisation. Si nous nous interrogeons maintenant sur son terme, son but, il nous faut dire que c'est l'accueil dans l'univers des libertés humaines de cet événement fondateur avec tout ce que cela peut comporter comme renversement de perspectives. Accueil qui provoque en effet ces libertés à espérer un avenir absolu déjà réalisé dans le Christ Ressuscité, à travailler la réalité humaine dans la volonté du Père, à rassembler et à réconcilier, faisant apparaître, dans l'histoire que font les hommes, des urgences inédites d'amour et de bonheur ; tout autant d'attitudes et de comportements qui passent par une conversion.

Par là, il apparaît que le but de l'évangélisation ne saurait se limiter à une visée d'humanisme social, ni à un projet de moralisation, ni à une sagesse philosophique, ni à une amélioration des conditions de vie, ni à un équilibre écologique. Rien de tout cela n'est étranger à ce qu'a ouvert l'avènement de Jésus-Christ ; mais cet avènement nous entraîne au-delà, il dilate à l'infini le désir qu'il rencontre chez les hommes.

Il n'en reste pas moins que si le terme est au-delà, le lieu, le terrain où se déploie l'évangélisation, c'est la réalité humaine comme telle, autrement dit : « la somme des occupations, des savoirs, des organisations qui constituent les matériaux et le cadre de l'agir des hommes, individus et groupes », ainsi que, à travers tout cela, ce qui est entreprise, création, et, « réalisation d'une histoire ». Ajoutons que « l'Evangile trouve dans l'existence de chaque homme et de chaque groupe humain des espaces privilégiés d'accueil et des situations plus sensibles... Ainsi se présentent les événements de la vie qui ravivent les options profondes, les rencontres d'autrui, les épreuves de la fidélité, les occasions de gratuité, les combats pour la justice, les débats pour la vérité, les conquêtes de la maîtrise de soi, les luttes contre la haine et le mépris, la contestation des conformismes, la confrontation avec la peur. Ce sont là autant de tournants de la vie... où la possibilité de rencontrer l'Evangile se fait proche » (P. LIEGE) (1).

La source de l'évangélisation, le terme et le but de l'évangélisation, le lieu et le terrain de l'évangélisation ayant été décrits brièvement, il nous reste à voir les agents de l'évangélisation.

(1) Cf. *Communautés nouvelles*, n° 55, déc. 1977, p. 58 sq.

b) Pour ne pas trop rester dans la vague je voudrais signaler ceux qui sont en particulière relation ■■■■ Lourdes.

1. Il est clair d'abord que le premier évangéliste est l'Esprit-Saint et que toute activité d'évangélisation ne se conçoit que comme la collaboration « qu'apportent au témoignage... de l'Esprit, les témoignages des croyants... dans l'aujourd'hui des hommes » (Liégé, p. 82). Néanmoins, dans l'ordre ordinaire des choses, ces croyants-témoins sont indispensables. C'est à travers tout ce qui, dans leur existence même, est saisi par la foi évangélique, qu'ils parlent de l'Evangile. C'est surtout par leur existence même à la fois enracinée dans l'humain et greffée sur le Ressuscité qu'ils seront évangélistes ; ce qui du reste ne les dispense pas de s'expliquer et de confesser le Christ par la parole (Liégé, p. 64).

« Mais il ne suffit pas de parler des croyants pris individuellement, comme si le témoin pouvait être seul, un individu isolé. En effet, d'ordinaire ce sont « la continuité et la communion des témoins qui, par la symphonie de leurs témoignages, (assurent) la force de déposition en faveur du Seigneur Jésus et de son Evangile, de façon convaincante » (Liégé, p. 64) ; chacun parlant à sa façon et selon sa vocation. « La seule chose redoutable est la dissonance dans le témoignage, le contre-témoignage » (ib., p. 65). Autant dire, comme une évidence « que l'évangélisation ne se joue pas d'abord au niveau des méthodes », aussi nécessaires qu'elles soient, « mais au niveau de la qualité de la foi décidée et vécue dans les groupes de croyants » (ib., p. 69).

Cette dernière remarque est d'une grande importance en ce qui concerne Lourdes. A l'expérience du reste il s'avère que le premier chemin d'évangélisation qui s'offre à Lourdes c'est le témoignage collectif de la communauté chrétienne qui s'y rassemble, l'ambiance qui y règne et dont les éléments principaux sont :

— Le climat de prière : il est fréquent d'entendre dire : « A Lourdes, on prie mieux qu'ailleurs » ;

— Le climat de fraternité qui se manifeste dans la façon d'accueillir, de faire des remarques, de recevoir des demandes, d'écouter des confidences parfois douloureuses ;

— L'attention concrète donnée aux pauvres, aux malades et handicapés, la disponibilité sans éclat dont il sont l'objet de la part d'un grand nombre, particulièrement de la part des jeunes ;

— L'impression de paix et de joie, de désintéressement donnée par les malades eux-mêmes ; la sincérité des jeunes dans l'expression et le partage de leur foi.

On peut se demander quelle place occupe dans ce contexte la prédication. C'est un fait que les gens sont d'ordinaire plus frappés, par les actes dont ils sont les témoins que par les paroles qu'ils entendent ; cela les conduit plus directement à une réflexion personnelle. Il est à noter aussi qu'en général les pèlerins se souviennent peu de ce qui se dit dans les sermons, discours et allocutions divers, et, qu'ils n'en parlent pas comme de quelque chose qui les ■■ frappés. Cependant cette prédication est indispensable pour donner le ton à l'ensemble, pour inviter à la réflexion, pour expliciter le sens des comportements, attirer l'attention. En fait, elle constitue un élément indispensable du contexte spirituel de Lourdes.

2. il est de plus normal que parmi ces chemins d'évangélisation que nous cherchons à décrire, une grande place soit réservée aux **Sacrements**. Ils sont en effet liés très directement à l'évangélisation. Ils ne sont pas simplement des moyens efficaces pour atteindre Dieu et obtenir son secours ; mais avant tout, un langage ; « un outil de communication », où, par la parole et par des gestes Dieu manifeste son amour aux hommes, et le Christ Sauveur, par l'Esprit, exerce son activité de salut auprès d'eux. Dans ces conditions, il serait contre-indiqué de séparer évangélisation et sacrement. Or, ces gestes sauveurs du Christ nous avons essayé de leur donner à Lourdes le plus d'impact possible sur les personnes et cela en plein accord avec les principes généraux de la liturgie conciliaire. C'est dans ce sens que nous nous sommes efforcés de donner aux messes « internationales » du dimanche et du mercredi un caractère de solennité et de communion qui frappe beaucoup de personnes ; que nous avons voulu expliciter le sens profond de l'onction des malades et du sacrement de réconciliation ; sans d'ailleurs, ce n'est là qu'une remarque en passant, avoir toujours été bien compris.

3. D'autres chemins d'évangélisation ont encore fait l'objet de nos initiatives. Je veux parler de la **trilogie des rites**, propres à Lourdes, autour de **l'eau, du feu et du rocher**. L'effort que nous avons fait pour éveiller l'attention des pèlerins au sens profond des gestes qu'ils posent, en prenant de l'eau, en allant se baigner, en portant un cierge, en baisant le rocher peut les conduire à la découverte de l'amour sauveur de Dieu et de sa fidélité. De même on ne saurait passer sous silence l'écho suscité dans les consciences par « un chemin de croix » bien préparé. Ecoutons simplement cette remarque d'un témoin : « C'est le chemin de croix qui marque le plus les pèlerins, avec cette découverte d'une exigence de vraie conversion de toute la vie, et la découverte de la gratuité et de la générosité de l'amour de Dieu, dans la célébration communautaire de la Réconciliation ». (C.P., p. 26) (2).

4. Enfin, s'agissant de l'annonce de l'Evangile dans les sanctuaires de Lourdes, il me semble nécessaire de signaler aussi le rôle joué dans ce sens par les divers services et permanences qui y travaillent :

— Le Service des hôtes, dont 58 personnes ont fait partie l'an dernier du 20 juin au 20 septembre, et qui, accueillant les pèlerins et visiteurs aux entrées des sanctuaires, reçoivent leurs premières questions et parfois leur premières confidences ;

— Les divers pavillons et permanences où s'établissent avec les pèlerins des contacts personnels aux conséquences spirituelles souvent inattendues ;

— Le Service des jeunes qui, de plus en plus s'organise et se structure pour répondre aux besoins d'échange, de réflexion, de prière et d'engagement exprimés ou non par les jeunes qui s'adressent à lui ;

— Les différentes initiatives prises par les diverses Hospitalités de Lourdes pour approfondir le sens de leur service auprès des malades et y préparer ceux et celles qui demandent à y participer ;

— Les moyens audio-visuels enfin (montages, cinéma, expositions) mis à la disposition des pèlerins pour les introduire à une connaissance des faits de Lourdes, à leur signification profonde et à leur relation avec l'histoire actuelle de l'Eglise.

(2) C. R. du Conseil pastoral du 22 novembre 1977.

4. — LES ORIENTATIONS PROPOSEES POUR UNE PLUS GRANDE COHESION PASTORALE DANS L'ANNONCE ■ LOURDES DE LA BONNE NOUVELLE

1. Puisque je viens de parler des **services et permanences** qui sont dans les sanctuaires à la disposition des pèlerins et visiteurs, je commencerai par eux. Il me semble d'une grande importance que ces derniers soient mis au courant par les responsables de groupes des possibilités qui s'offrent à eux, à travers ces moyens, dont le but est de faciliter à la fois leurs réflexions et leurs échanges. Or, on constate que beaucoup les ignorent ; c'est dommage pour eux, car ils partent ainsi de Lourdes ne gardant qu'une impression et un souvenir très superficiels de leur passage.

2. S'agissant de la manière dont les **Sacrements** du Christ sont vécus à Lourdes, au-delà de ce qui est déjà réalisé, des progrès restent à accomplir pour rendre leur célébration plus significative, plus parlante à la conscience religieuse des personnes qui y participent, afin qu'elles soient par là invitées à tirer de cette participation les conséquences qui en découlent pour leur comportement dans la vie de tous les jours.

Nous n'avons pas pour cela à nous écarter des règles liturgiques actuelles, mais à utiliser toutes leurs possibilités ; à favoriser en particulier la coopération active des personnes à l'animation des célébrations, à expliquer le plus clairement possible les modifications introduites par l'Eglise dans le déroulement de tels ou tels rites et la terminologie employée à leur sujet. C'est ainsi qu'un certain nombre de pèlerins ignorent ce que veut dire le mot « réconciliation », et ce qu'il ajoute comme sens aux mots « pénitence » et « confession ».

A propos de ce sacrement, je me permets de rappeler que sa forme ordinaire est l'aveu privé avec absolution individuelle. Certes, la confession individuelle reste encore très fréquentée à Lourdes, cependant un effort est à faire pour la valoriser. Ce qui suppose que des confesseurs nombreux soient à la disposition des pénitents. Sur ce point je fais appel à tous ceux qui ont la responsabilité des pèlerinages et leur demande qu'ils veillent à ce que des prêtres de leurs groupes soient désignés pour ce ministère et se joignent effectivement aux confesseurs ordinaires des sanctuaires.

3. J'en arrive maintenant aux **carrefours**, « **ateliers** », **débats et dialogues** qui en fait se multiplient dans le cadre des pèlerinages. Cette évolution me paraît heureuse. Toutefois tous ces contacts, toutes ces rencontres n'ont pas la même valeur. C'est pourquoi je me permets à ce propos d'attirer votre attention sur les carrefours par milieux de vie et sur les avantages qu'ils comportent. Il s'agit là de rencontres, par petits groupes, entre personnes qui vivent les mêmes réalités, les mêmes soucis, les mêmes espoirs, les mêmes luttes dans leur existence quotidienne, et, où les échanges portent sur les événements de la vie de chacun.

Le premier de ces avantages est que l'on arrive ainsi à mieux situer et définir le terrain de l'annonce de la Bonne Nouvelle ; ce qui permet de la faire fructifier. Dieu, en effet, s'adresse toujours à un homme vivant inséré dans un peuple qui ■ une histoire, une mentalité, des solidarités, façonné par une vie quotidienne déterminée, avec des difficultés particulières, des combats journaliers, des espoirs et

des joies qui lui sont propres. Ne pas tenir compte de cette réalité c'est parler en l'air, ne pas suffisamment respecter les chemins du Seigneur pour atteindre les personnes. En tenir compte au contraire c'est les amener à vivre l'histoire de leur existence quotidienne en référence à Dieu et donc à en faire une « histoire sainte ».

Un autre avantage c'est de permettre aux personnes qui se rencontrent de découvrir qu'elles ne sont pas seules à vivre telles ou telles situations qui leur sont pénibles ; mais que d'autres, beaucoup d'autres, les vivent avec les mêmes sentiments d'échec, les mêmes espoirs de s'en sortir. Il y a là un élargissement du regard jusque-là limité à soi-même et à ses proches. Soudain on ne vit plus seul mais avec d'autres. Et l'on s'exprime alors en vérité sur des préoccupations profondes que parfois l'on avoue n'avoir jamais dites ailleurs.

Enfin, cette expression de la vie, conduit les uns et les autres à ne pas se contenter de résolutions générales et vagues, mais amène à la découverte concrète de ce que l'on peut faire dans la vie courante avec les autres. Et par là est apportée une réponse au problème posé par « l'après Lourdes ». C'est ce qu'exprime fort bien une jeune de 20 ans : « Si Lourdes est le lieu de ressourcement où l'on peut approfondir sa foi et aller plus loin dans la découverte de Jésus-Christ, il n'en reste pas moins que la « réalité quotidienne », le concret de la vie se trouve un peu « oublié ». C'est toute la question de « l'après Lourdes »... C'est à ce niveau qu'il faut mettre l'accent : « Lourdes n'est pas une parenthèse agréable, mais une étape qui s'incarne dans le cheminement de la vie. » (C.P., p. 29) (3).

Je noterai encore toutefois que, si par ce partage de vie on est conduit parfois à découvrir la nécessité d'engagements concrets pour permettre aux hommes autour de soi d'affirmer leur dignité et, comme l'on dit, de se mettre debout et de se libérer, il importe cependant de constater en même temps sa propre faiblesse et son insuffisance pour y parvenir ; ce qui conduit à une autre découverte, capitale elle aussi : celle de la présence active du Dieu sauveur qui, dans son amour pour les hommes, les guide et les soutient afin qu'ils parviennent à se dépasser eux-mêmes.

4. C'est dans la même foulée que je voudrais dire un mot maintenant de la prière et de la réflexion personnelle sur la Parole de Dieu. Ecouter la vie c'est bien ; mais il n'y a pas de découverte possible de Dieu à partir de la vie, à partir de l'action, s'il n'y a pas pour accompagner cette recherche, un effort sérieux pour essayer de regarder Dieu à partir de ce qu'il nous a révélé de lui-même, et pour lui parler à cœur ouvert.

Cet effort sera sans nul doute favorisé par le silence. A ce propos je voudrais vous transmettre un appel pressant : veillons à la qualité des « lieux de silence » dans les sanctuaires. Pour cela, il nous faut insister plus encore que nous ne l'avons fait jusqu'à présent sur le silence devant la Grotte. Tout le monde, responsables de pèlerinages, hospitaliers, malades et bien-portants, prêtres et laïcs, jeunes et anciens doivent se mobiliser, et faire que ce ne soit pas un « foirail », ainsi que le dit un rapport de jeune. Pour cela, il nous faut aussi veiller à ce

(3) C. R. du Conseil pastoral du 22 novembre 1977.

que la crypte devienne de plus en plus un lieu de prière, d'adoration, d'écoute de Jésus, parole vivante de Dieu. Pourquoi enfin ne pas envisager des contacts entre un certain nombre de pèlerins et les monastères de Lourdes qui le souhaiteraient ?

5. L'évangélisation ne pourra que tirer avantage de ces contacts, ainsi du reste que d'une plus large participation des malades aux divers événements de la vie des sanctuaires, de même que d'une plus effective collaboration entre les multiples services et permanences qui y travaillent pour aider les pèlerins dans leur démarche spirituelle. Une connaissance mutuelle entre permanents, des rencontres entre eux pour s'exprimer comment ils prennent eux-mêmes en compte le thème d'année pour en inspirer leur propre vie, voilà tout autant d'initiatives qui leur permettraient, à leur tour de mieux servir l'annonce de la Parole de Dieu.

6. Dernière remarque enfin, sur laquelle je n'insisterai pas, tant elle va de soi. Elle porte sur la nécessité tout particulièrement ici à Lourdes d'annoncer la Bonne Nouvelle avec Marie : c'est-à-dire par son

intercession et à son exemple. Le Pape a dit qu'elle est « l'étoile de l'évangélisation ». Méditons cette parole pour en inspirer notre conduite et notre enseignement. Au milieu des temps difficiles et incertains que nous traversons, la Vierge nous montre la direction, elle nous guide dans cette voie de l'annonce de l'Evangile à nos contemporains. Puisse nous la suivre !

CONCLUSION

Je vous remercie de m'avoir écouté si longtemps. Pour conclure je ne ferai que reprendre un passage de l'allocution du Saint-Père aux évêques de la région parisienne. « Il faut maintenir, transformer ou créer des « signes » de la foi chrétienne facilement reconnaissables, bien lisibles par la grande masse de nos contemporains. »

C'est bien là notre ambition. Je souhaite que dans le prolongement des remarques que je viens de vous exposer, votre échange nous permette de la réaliser.

† Henri DONZE.

“Tant d'efforts pour renouveler la pastorale sacramentelle ne doivent pas être compromis par quelques inconséquences ou maladresses”

Déclaration du cardinal Marty à son Conseil presbytéral (1)

LA CELEBRATION ■■■ SACREMENTS

« Je voudrais vous entretenir d'un autre aspect de la vie de l'Eglise à Paris. Il s'agit de choses qui lui sont plus intérieures, plus intimes. Elles sont importantes. Il s'agit de notre manière de célébrer les sacrements et en particulier l'eucharistie. L'évangélisation nous mobilise comme notre devoir le plus urgent. Le service sacramentel, qui conditionne d'ailleurs l'évangélisation, doit rester notre préoccupation la plus grave.

Je connais vos efforts pour une préparation mieux adaptée de la célébration du baptême et de la confirmation, pour l'accueil des fiancés, pour la préparation des catéchumènes, pour le renouveau du

sacrement de la réconciliation, ainsi que pour faciliter à des groupes de mentalités très diverses une participation active à l'eucharistie. Il faut travailler simultanément sur tous ces fronts.

Je veux énumérer quelques points d'attention. Je le fais pour que tant d'efforts pour renouveler la pastorale sacramentelle ne soient pas compromis par quelques inconséquences ou maladresses.

LA CONFIRMATION

Un des trois sacrements « sacrement de l'Esprit et de l'Eglise ».

Entrée dans le dynamisme de la Pentecôte.

Tous les sacrements bâtissent l'Eglise, lui donnent un visage. Toute catéchèse doit préparer aux sacrements de l'initiation, donc de la confirmation. La confirmation n'a pas besoin d'être liée à une année de catéchèse, mais les enfants et jeunes ne doivent pas être exclus, doivent être acheminés vers ce sacrement. Et les communautés doivent être re-préparées en vue de la célébration de ce sacrement.

LA RECONCILIATION

Puisque nous sommes en carême, je dis un mot d'abord du sacrement de la réconciliation. La célébration communautaire de ce sacrement prend place, heureusement, dans le nouveau rituel. Les expé-

(1) *Présence et dialogue - L'Eglise dans la région parisienne*, 18 mars 1978.

Nous lisons dans le compte rendu de la réunion du Conseil presbytéral de Paris, qui a lieu le 17 avril, et qui est publié dans ce même numéro de *Présence et dialogue* : « A la fin de la rencontre, le cardinal Marty nous a fait part librement de ses soucis. Certes, l'évangélisation reste le devoir le plus urgent, mais l'action liturgique est une affaire sérieuse et grave. Après avoir rappelé les efforts entrepris, spécialement par le centre Jean-Bart, pour un renouveau de la pastorale sacramentelle, il a fait part de ses préoccupations en ce qui concerne la célébration eucharistique. Le cardinal nous a communiqué quelques extraits de ces réflexions qu'il faut situer dans le climat très fraternel du Conseil presbytéral. »

riences qui en sont faites ont pour résultat de bien faire comprendre l'enjeu ecclésial du pardon que l'Eglise a reçu mission de donner au nom du Christ. Je rappelle simplement que l'aveu des péchés entre normalement dans la structure du sacrement. En dehors de circonstances tout à fait exceptionnelles, on ne doit pas l'omettre. Je vous renvoie à ce sujet à la présentation du sacrement de réconciliation faite dans *Présence et Dialogue* (n° 133 du 14 février 1974 et n° 181 du 11 mars 1976).

L'EUCCHARISTIE

C'est la célébration de l'eucharistie surtout qui me préoccupe. Je partirai de quelques faits sur lesquels, en conscience, je ne peux pas garder le silence.

1. Les prières eucharistiques

Il arrive que tel ou tel prêtre s'estime contraint de renoncer à concélébrer plutôt que de s'associer à une prière eucharistique qui paraît complètement étrangère aux formulaires actuellement homologués par le Pape. Faut-il rappeler que l'expression de la louange eucharistique fait l'objet d'une légitime régulation ecclésiale ?

Je sais bien que nous devons tenir compte de l'usure des prières eucharistiques. Mais n'y a-t-il pas pour cela un moyen auquel nous n'avons pas suffisamment recours ? Il consiste à les expliquer, à dévoiler le contenu spirituel de chacune d'elles. Certains chrétiens se lassent de ces prières parce qu'ils les entendent sans qu'on les ait aidés à les connaître. Ils en ignorent les richesses. Les prières liturgiques sont des matériaux pour la réflexion doctrinale, le ressourcement de l'action et la prière contemplative.

2. Le respect de l'Eucharistie

Autre chose. Je ne suis pas sûr que le respect de l'Eucharistie soit toujours suffisamment marqué. Or c'est le Seigneur qui est là, présent.

Des prêtres, ou des laïcs chargés par un prêtre de porter la communion, m'ont fait part de leur surprise de constater que des personnes, parfois nombreuses, participent au Corps du Christ, alors que de toute évidence elles n'y sont pas préparées, qu'elles se sont écartées depuis longtemps de la pratique sacramentelle ou même qu'elles sont étrangères à la vie de l'Eglise. Ces personnes peuvent être de bonne foi. Mais c'est à nous qu'il appartient d'éclairer les membres d'une assemblée eucharistique. L'enseignement de saint Paul garde son actualité : « Celui qui mange et boit sans discerner le Corps du Seigneur mange et boit sa propre condamnation. » (1 Co 11, 29.) Veillons à ce que le rite de la communion soit présenté et organisé de telle façon que les participants aient la possibilité de poser librement l'acte de la communion eucharistique.

3. Le rythme des célébrations eucharistiques

Il y aurait peut-être aussi à nous interroger sur le rythme de nos célébrations eucharistiques. Ne pêche-t-on pas ici par excès, là par défaut ?

« En France, dès qu'il faut prier, on ne sait plus que dire la messe », m'a fait remarquer un prêtre étranger. Le reproche est bien un peu mérité. Autant la célébration de l'eucharistie dans un petit groupe, quand elle est prévue, préparée avec soin et bien célébrée, est légitime et bénéfique, autant l'automatisme « de la messe en fin de réunion » me paraît critiquable.

Mais, à l'inverse, certains prêtres prennent de la distance par rapport à la célébration de l'eucharistie. Certes, celle-ci ne constitue jamais une obligation sauf pour répondre au besoin des fidèles. Mais il nous faut considérer que le sacrifice sacramentel du Christ ne nous appartient pas. Il appartient à l'Eglise et, par elle, au monde. Comment, prêtres, pourrions-nous perdre de vue le sens de notre messe quotidienne par laquelle nous sommes rendus contemporains de l'événement d'où provient le salut de tous les hommes ? A notre charge, bien sûr, que cette célébration éclaire toute la journée et que nous y puissions notre élan apostolique.

4. Le vêtement liturgique

Je trouve aussi que l'on se dispense trop aisément du vêtement liturgique. Là où tout contribue à construire un signe, n'avons-nous pas besoin d'exprimer que le Christ lui-même doit nous renouveler, « nous vêtir » pour que nous puissions le célébrer ? Ne faut-il pas ménager une rupture entre le flux de nos activités quotidiennes, même quand il s'agit du service du Seigneur, et le temps de l'accueil de ce même Seigneur dans le sacrement par lequel il se donne à nous ? Prenons donc le temps de célébrer ! Prenons le temps de nous vêtir pour la liturgie, dont on dit justement qu'elle est une fête !

CONCLUSIONS

Je vous livre ces points d'attention pour que vous y réfléchissiez. Nous sommes, pour les sacrements, dans un temps de recherche, d'adaptation. Mais *chercher* ne veut pas dire se *contenter d'approximations*, surtout dans un tel domaine. *Adapter* ne veut pas dire *céder à la facilité*. Pour sauver nos progrès vers plus de simplicité dans la liturgie, nous devons éviter ce qui pourrait paraître négligence. Pour sauver notre effort de diversité, au gré des assemblées qui célèbrent, nous devons éviter que tout devienne flou...

La célébration des sacrements suppose que nous nous rendions très attentifs aux conditions de vie des hommes et à leur langage. Mais il n'est pas aussi simple qu'on le prétend de compter avec l'évolution des cultures. Ne nous livrons pas à des essais qui n'ont aucune chance d'ouvrir un avenir parce qu'ils seraient le fait de groupes isolés ou le fruit d'improvisations hâtives. Les essais qui ouvrent un avenir sont ceux qui sont menés en Eglise. Et l'Eglise sait que l'on interdit le progrès aussi bien par un traditionalisme étroit que des innovations inconséquentes.

La qualité de notre vie sacramentelle commande notre travail d'évangélisation. C'est à ce titre que j'ai tenu à vous en parler ce soir.

Événements et Informations

FRANCE

Nominations d'aumôniers de mouvements

Lors de sa réunion des 13 et 14 février 1978, le Conseil permanent a nommé le P. François JUGLA, du diocèse de Toulouse, aumônier national de l'ACGF, à partir de septembre 1978 ;

Le P. Jean DE MONTALEMBERT, du diocèse de Meaux, aumônier national de l'ACI à tiers de temps ;

Le P. Jacques TOURNAYRE, du diocèse du Puy, aumônier du mouvement « Espérance et Vie » à temps partiel, en remplacement du P. Cafarel. (« SNOP », 22 février.)

Abbaye d'Hautecombe : un nouvel abbé

Le RP Dom Edouard Dupruetz, qui avait été élu Abbé d'Hautecombe (Savoie) le 16 juillet 1943, ayant remis sa charge entre les mains du T.R.P. Dom Jean Prou, Abbé de Solesme, celui-ci est venu présider une nouvelle élection le 28 février. Le chapitre du monastère a élu pour lui succéder le R.P. Dom Michel PASCAL, âgé de 37 ans, qui est originaire de Tassin-la-Demi-Lune à Lyon. Au nom du Saint-Siège, le Père abbé de Solesmes a confirmé l'élection et procédé à l'installation du nouvel Abbé. (*Correspondance particulière.*)

Association française des journalistes catholiques

Le Comité de l'association a renouvelé le bureau qui est ainsi composé :

Présidents d'honneur : Maurice CARITÉ, Maurice CHUZEL. Présidente : Jacqueline COLLINS (TF 1) ; vice-présidents : Michèle LÉONARD (« Le Monde ») ; secrétaire général : Guy BRUEL (« Panorama du Médecin ») ; secrétaire général adjoint : Guy LAMBERT (« La Vie Française ») ; trésorier : Alain DE PENANSTER (« L'Express ») ;

membres : Jean-Pierre DUBOIS-DUMÉE (« La Vie »), Jean DE FABRÈGUES (« la France Catholique-Ecclesia »), Henri SACQUET (« la Revue Parlementaire »), Robert SERROU (« Paris-Match »).

En plus de l'organisation de la messe annuelle de la presse qui marque la fête patronale des journalistes (saint François de Sales) et qui fut concélébrée cette année par Mgr Etchegaray, président de la Conférence épiscopale française et Mgr Poupard, recteur de l'Institut catholique de Paris, l'Association va développer sa participation à l'UCIP et à diverses activités, et se propose d'organiser une grande rencontre chaque année, avec des participants de qualité, sur un thème concernant la profession. (UCIP Information, mars 1978.)

Nouveau bureau des informateurs religieux

L'Association professionnelle des journalistes de l'information religieuse a renouvelé son bureau au cours de son assemblée générale le 28 février. Ont été élus : président, André VIMEUX (« Témoignage chrétien » — Il succède à Jean BOURDARIAS, du « Figaro » — NDLR) ; vice-présidents, Alain WOODROW (« Le Monde »), et Raymond PERROT-MINOT (AFP) ; secrétaire générale, Brigitte ANDRÉ (« Informations catholiques internationales ») ; secrétaire administrative, Mme BERNARD TARDY ; membres du bureau, Jean-Claude ESCAFFIT (« La Croix »), Patrice CANETTE (« Le Pèlerin »), Bertrand DE LUZE (« Réforme »), Jacques MIGNON (« Fêtes et Saisons »). (« La Croix », 2 mars.)

Les étudiants africains en France

On comptait en 1973-1974, en France, 66 500 étudiants étrangers. En 1974-1975, ils étaient 75 000, soit un accroissement de 13 %.

En 1976, les Africains représentaient le plus fort contingent de

ces étudiants étrangers, comprenant environ 40 000 éléments.

Parmi les Africains, les disciplines littéraires attirent 7 268 garçons et 2 730 filles, les sciences juridiques 5 070 garçons et 988 filles. En économie se sont inscrits 4 753 garçons et 874 filles. En chirurgie dentaire 359 garçons et 123 filles. Les instituts universitaires de technologie (IUT) regroupent 1 216 garçons et 148 filles. Les grandes écoles ne comptent qu'un nombre très insignifiant d'Africains. (« Fidélité et Renouveau », Ouagadougou, janvier 1978.)

Nouveaux lieux de culte de Mgr Lefebvre dans les diocèses de Poitiers et Rennes

« La Semaine religieuse de Poitiers » (18 février) publie ce communiqué :

« Voici, de nouveau, Mgr LEFEBVRE dans le diocèse de Poitiers pour instaurer un autre lieu de culte, de caractère privé, qui sera desservi par un prêtre, sans mandat et sans pouvoir.

« L'intervention de Mgr Lefebvre confirme bien qu'il se situe, de toute évidence, dans une démarche en rupture de communion avec le Pape et les évêques.

« Ubi Petrus... Ubi Episcopus : ibi Ecclesia » c'est-à-dire :

« Là où est le Pape... là où est l'Evêque : là est l'Eglise ».

« C'est le principe le plus traditionnel et le plus rigoureux qui a toujours constitué le critère décisif pour déterminer ce qui est d'Eglise et ce qui n'en est pas. Il s'agit donc d'un fait, d'une situation dont il est facile pour chacun de percevoir la signification et de prendre la mesure.

Joseph ROZIER,
† Evêque de Poitiers. »

On lit par ailleurs dans « La Vie diocésaine de Rennes » (25 février) le communiqué ci-après :

« L'Association Saint-Pie-V a annoncé l'ouverture à Rennes d'une

chapelle où est célébrée la messe et où sont administrés les sacrements.

« Dans cette chapelle, le culte est assuré par des prêtres qui refusent le Concile et s'élèvent contre les décisions que le Pape Paul VI a prises pour le mettre en application. De ce fait, les fidèles qui participent aux cérémonies de cette chapelle le font en désobéissance ouverte à l'Eglise. L'archevêque de Rennes précise que les prêtres qui la desservent ne jouissent pas des pouvoirs canoniques requis et qu'en conséquence sont nuls de plein droit les mariages dont ils reçoivent les consentements et les absolutions qu'ils donnent. »

ÉTRANGER

ALLEMAGNE

Motion de l'UCIP concernant le nouvel ordre de l'information

Réuni à Munich du 23 au 25 février, le Conseil de l'UCIP (Union catholique internationale de la presse) « appelle les catholiques engagés dans la presse en général et ceux œuvrant dans la presse catholique en particulier, à traduire d'ores et déjà dans leurs activités professionnelles, un nouvel ordre international de l'information ».

A cet effet — et dans la ligne des recommandations à l'intention de l'Unesco lors du Congrès de l'UCIP à Vienne, en octobre dernier — « le Conseil leur recommande :

« — Pour contribuer à un meilleur équilibre de l'information d'accorder une attention constante aux nouvelles en provenance des pays en développement ainsi qu'à celles relatives à la vie internationale ;

« — Pour encourager la négociation d'un contrat de solidarité entre tous les usagers de la communication, de renforcer les moyens humains et techniques d'information dont a besoin la presse des pays du tiers monde (formation et recyclage des cadres de production, de promotion et de gestion, acquisition de matériels, transfert technologique, etc.) ;

« — Pour réaliser une presse au service de l'homme, de développer la relation lecteur-journal de manière à garantir la liberté d'expression face aux contraintes idéologiques, économiques et politiques. » UCIP : 10, avenue de la Gare des Eaux-Vives, CH, 1207 Genève. (« *SNOP* », 8 mars.)

ANGOLA

La nationalisation de « Radio-Ecclesia »

La station émettrice catholique « Radio Ecclesia » a été nationalisée, le 25 janvier dernier, par un décret du président de la République populaire d'Angola, M. Agostino Neto.

Ce décret explique que la République populaire étant un Etat laïc, « doit être complètement séparée des institutions religieuses. Toutes les religions, affirme-t-il, seront « respectées » et l'Etat « protégera » les Eglises ainsi que les édifices et objets du culte, dans la mesure où ils seront conformes à ses lois. Par ailleurs, il est annoncé que l'orientation et le contrôle des moyens d'information qui, jusqu'ici, relevaient du ministère de l'Information, seront désormais de la compétence du département de l'Information et de la Propagande du Comité central du MPLA. Par ailleurs, on le devine, ne pouvaient que provoquer la disparition de tout émetteur, soit privé, soit au service de l'Eglise.

Pour justifier la confiscation de Radio-Ecclesia, on croit bon d'ajouter que cette station émettrice, ayant été créée dans le cadre d'une entente entre l'Eglise catholique et l'Etat portugais, la République populaire d'Angola ne se sent aucunement liée par ces engagements. Indépendamment de cela, ajoute-t-on, « la nationalisation s'imposait en vertu du principe de l'égalité entre les religions ». Radio-Ecclesia, faut-il le rappeler, était une création purement ecclésiale. Elle était « propriété légitime » de l'Eglise angolaise et avait pour but exclusif l'éducation culturelle, morale et religieuse du peuple angolais. Tout cela avait été clairement défini dans un document public, paru le 8 décembre 1955 et signé par l'archevêque et plusieurs évêques de l'Angola. La suppression regrettable et contraire à la volonté de l'Eglise d'un émetteur aussi appr-

cié, vient de mettre, hélas ! un terme à un service désintéressé assuré par l'Eglise durant près d'un quart de siècle. (« *Fides* », 22 février 1978.)

CHINE

Réapparition officielle des religions

Seize dirigeants de groupes religieux chrétiens, musulmans, bouddhistes et lamaïques ont été associés aux travaux de l'Assemblée populaire nationale réunie le 26 février à Pékin. Ils y participent au titre de membres du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Cet organisme est l'expression d'une politique de Front uni visant à mobiliser toutes les forces vives du pays : professions, intellectuels, minorités ethniques et groupes religieux. Les croyants sont ainsi reconnus capables de servir la construction socialiste dans la perspective générale d'union pour la modernisation qui domine la V^e Assemblée populaire nationale. Ceci n'implique d'ailleurs pas de révision idéologique, l'athéisme marxiste prévoyant la survivance des religions tant que les conditions de vie sociale sont insuffisantes.

Les chrétiens sont représentés par deux évêques catholiques, un évêque anglican et un ou deux dirigeants protestants. Le retour de Mgr Pi Shu-shih, nommé par Rome archevêque de Shenyang (Moukden) en 1949 et président de l'Association patriotique des catholiques de Chine depuis juillet 1957 est particulièrement bienvenu. Sans nouvelle de lui depuis au moins douze ans, on pouvait craindre sa disparition. Il est accompagné d'un nouveau venu dans les organes nationaux : Mgr Chang Chia-shu, évêque de Shanghai, élu et consacré en 1960 sans approbation du Saint-Siège.

Des représentants religieux ont d'abord été nommés aux échelons locaux et provinciaux. Ils ont sans doute fait entendre leur voix et demandé une réactivation de la vie religieuse pratiquement anéantie depuis la révolution culturelle. On peut espérer dans un proche avenir la réouverture de certains lieux de culte et peut-être un bulletin de liaison entre chrétiens. Souhaitons aussi la reprise d'échanges religieux au moins avec les pays amis de la Chine. (« *SNOP* », 8 mars. »)

ESPAGNE

Le cardinal Tarancon réélu président de la Conférence épiscopale

Le cardinal ENRIQUE Y TARANCON, archevêque de Madrid, a été réélu, le 27 février, président de la Conférence épiscopale espagnole pour un troisième mandat, par 50 voix sur 75 votants. A été élu vice-président Mgr Jose Maria CIRARDA, archevêque de Pamplona, par 46 voix (« *Prensa asociada* », 1^{er} mars.)

L'Eglise et l'autorité civile

Avant son élection, dans son discours d'ouverture de la 28^e Assemblée plénière de l'Episcopat espagnol, le 27 février, le cardinal TARANCON a dit notamment, après avoir exprimé le désir de la Conférence épiscopale d'avoir une attitude à la fois « de respect, de collaboration et d'indépendance » à l'égard des autorités civiles : « Tel est le chemin que nous nous proposons de suivre, quel que soit le pouvoir, aujourd'hui ou demain. Nous serons toujours avec le peuple espagnol et ses besoins, jamais avec quelque groupe de pouvoir ou de parti que ce soit. Tous pourront compter sur cette Conférence pour la défense des droits de l'homme, pour la construction d'un peuple plus égal, plus libre, plus profond. Que personne ne compte sur nous pour servir les intérêts particuliers d'un groupe ou d'une idéologie. Nous défendrons les droits des croyants et des incroyants et nous critiquerons les autorités lorsque nous penserons que c'est notre devoir, quelles que soient leur idéologie ou leur appellation. Nous défendrons, comme il est logique, les droits de l'Eglise, non comme les intérêts d'un groupe particulier, mais comme faisant réellement partie des droits du peuple espagnol, dont une bonne partie est croyant. Nous ne demanderons aux autorités aucun privilège sinon le respect et la garantie efficace de la vie religieuse qu'une partie de notre peuple veut maintenir, sans que cela suppose ou inclue un traitement différent entre les différentes Eglises ou communautés ou une atteinte aux droits de ceux qui ne croient pas, ces droits étant pour nous aussi respectables que les nôtres. » (« *Prensa asociada* », 28 février.)

Le cardinal Gonzalez Martin et la perte du sacré

Dans une conférence prononcée le 23 février, devant l'« Academia de Doctores » de Madrid, sur le thème : « La perte du sacré : une société à la dérive », le cardinal Gonzales MARTIN, archevêque de Tolède, a dit notamment : « On voit apparaître à l'horizon de la vie espagnole, d'une façon toujours plus grossière et plus sombre, la dérision de la religion, la pornographie la plus basse et la plus détestable, les mouvements féministes de libération de la femme avec leurs manifestations aberrantes, les idéologies marxistes qui veulent corriger les vices du capitalisme en alimentant d'autres vices plus graves et plus nocifs... A la faveur des nouvelles situations et comme conséquence anticipée de celles qui se préparent, selon les projets de beaucoup, une grande partie du peuple espagnol est comme « narcotisée » par la préoccupation du terrestre immédiat, par l'appel à une liberté de plus en plus dégradée par la désinvolture la plus grossière, l'insulte et l'ignominie... En tant qu'homme religieux, et simplement en tant qu'homme qui aime la civilisation et le progrès, je souffre de voir se perdre le sens du sacré. Mais ce qui me fait le plus souffrir, c'est qu'on le perde par frivolité, par sottise, par mimétisme, par une lâcheté qui n'ose pas dire son nom. »

Auparavant, le cardinal avait dit, à propos des sarcasmes contre l'Eglise : « Jamais l'Eglise n'a été mieux disposée, grâce à la révision d'elle-même qu'elle a faite au dernier Concile, à reconnaître ses excès ou ses limites. » (« *Ecclesia* », 4 mars 1978.)

GRANDE-BRETAGNE

Les anglicans adoptent le lectionnaire catholique

« *The Tablet* » (18 février) publie cette information : « Le Synode général de l'Eglise d'Angleterre a décidé de rendre officiel l'usage du lectionnaire catholique pour les messes des jours de semaine. D'une façon non officielle, certains prêtres anglicans, particulièrement ceux qui célèbrent l'eucharistie tous les jours, utilisent déjà le lectionnaire catholique parce que les lectionnaires anglicans existants ne donnent des lectures de l'Ecriture que

pour les dimanches et certaines fêtes. Le Synode général a décidé par un vote, le 3 février, de demander aux évêques de l'Eglise d'Angleterre qu'ils invitent la Commission liturgique à préparer un lectionnaire quotidien qui prévoirait la possibilité d'utiliser les lectures du lectionnaire catholique. »

JAPON

Dix millions de Bibles distribuées en 1977

La Société biblique japonaise annonce que 10 865 000 exemplaires de la Bible ont été distribués durant la période allant de novembre 1976 à octobre 1977. La plupart de ces Bibles distribuées gratuitement l'ont été principalement par l'intermédiaire de la Société biblique japonaise elle-même. On évalue à 1 480 000 le nombre d'exemplaires vendus en librairie et à environ 1 800 les librairies qui ont participé à la vente. (« *Fides* », 15 février.)

PAYS-BAS

Les évêques prennent position contre la bombe à neutrons

La Conférence épiscopale néerlandaise souscrit formellement et de tout cœur à la lettre que le Conseil des Eglises a adressée au Conseil des ministres néerlandais et qui traite de la bombe à neutrons. Dans cette lettre, les Eglises prient très instamment le gouvernement néerlandais de promouvoir une politique aboutissant à ce que la bombe à neutrons ne soit pas intégrée au système de défense de l'Occident et soit proscrite au plan international. La conférence épiscopale, lors de sa réunion mensuelle, tenue à Breda, a immédiatement porté sa prise de position à la connaissance du Conseil des ministres. Elle a décidé d'offrir la lettre du Conseil des Eglises aux Conférences épiscopales des autres pays membres de l'OTAN. Par ailleurs, la lettre ne s'occupe pas seulement de la bombe à neutrons : elle s'élève également contre « tout développement ultérieur et toute extension de l'armement nucléaire ». Elle conclut comme suit : « En élaborant leurs

décisions, gouvernement et parlement ont besoin d'être soutenus par la population. Aussi le « non » que nous disons à la bombe à neutrons implique-t-il que les Eglises se décideront plus encore que par le passé à fournir leur part d'efforts pour former les consciences de leurs membres. Il faut que l'individu en vienne à prendre conscience de ce que nous ne sommes pas réduits à l'impuissance mais que nous pouvons et devons en toutes circonstances élever la voix pour mettre fin à cette folie qu'est la course aux armements qui menace de nous rapprocher de l'anéantissement de la création de Dieu. » Dans une déclaration en date du 13 janvier 1976, la Conférence épiscopale avait déjà pris position, énergiquement, contre la course aux armements et pour le désarmement. (« DC », 1976, n° 1695, p. 309 et s. — « Bureau de presse de l'Episcopat hollandais », 21 février.)

SENEGAL

Léopold Senghor réélu président

Le président Senghor a été réélu à la tête de la République sénégalaise avec 82 % des suffrages exprimés lors des élections du 26 février. A l'Assemblée législative, le parti d'opposition, le Parti démocratique sénégalais, obtient 17 sièges contre 83 au Parti socialiste. (« La Croix », 2 mars.)

« Les résultats de ces élections, écrit dans son éditorial « *Afrique nouvelle* » (Dakar, 1^{er}-7 mars), démontrent aisément que le Sénégal n'est pas gouverné par une clique au pouvoir, mais par un gouvernement démocratiquement élu, qui n'a, certes, pas obtenu les 99,99 % des suffrages, mais qui n'en a pas moins été élu par une majorité. Le style de suffrages bien connu en Afrique n'a pas trouvé un terrain favorable au Sénégal. Voilà donc des élections qui peuvent, qui doivent ouvrir les yeux à d'autres princes qui nous gouvernent. »

Interrogé par le quotidien « *Le Soleil* » sur les rapports entre la religion et l'Etat, le président SENGHOR a répondu :

« Le problème des rapports entre la religion et l'Etat a été défini par la Constitution. En reconnaissant l'autonomie des communautés religieuses et leur rôle dans l'éducation, l'Etat a marqué la nature de

ses relations avec la religion. Les chefs religieux eux-mêmes ont défini ces rapports dans le même sens, en séparant le temporel, qui ressortit à la politique, du spirituel, qui ressortit à la religion, étant donné que le spirituel est un aspect du culturel.

« Comme vous le savez, nous sommes un Etat laïc. Cela ne veut pas dire que l'Etat ignore les communautés religieuses ; cela signifie que, reconnaissant leur rôle, il doit leur assurer une liberté de développement autonome. L'Etat aide les fidèles à vivre leur vie religieuse comme il les aide à vivre leur vie culturelle en général.

« On sait que, dans ce domaine, l'Etat sénégalais ne fait pas de démagogie. Les communautés religieuses doivent d'abord s'aider elles-mêmes, avant que l'Etat ne les aide.

« Pour en revenir à la laïcité, celle-ci, dans notre Constitution, ne veut dire ni hostilité ni indifférence, mais sollicitude sans discrimination. Il reste donc entendu que, s'ils veulent avoir de bons rapports entre eux, le spirituel et le temporel sont séparés. » (« *Kipa* », 24 février.)

SUISSE

Une mise au point de la Nonciature apostolique au sujet d'un testament de la duchesse d'Angoulême

L'avocat lucernois Moritz Isenschmid avait émis, il y a quelques années, des affirmations selon lesquelles les Archives secrètes du Vatican seraient en possession d'un testament de la duchesse d'Angoulême léguant tous ses biens à son frère Louis. Ce dernier, fils de Louis XVI, aurait été enlevé de la prison du Temple où il était détenu, serait venu en Suisse, dans les Grisons, y aurait acquis la nationalité suisse et y aurait vécu sous le nom de Franz-Josef Rassel. Ces affirmations faisant sporadiquement surface — tout récemment encore dans un quotidien de Rome — la Nonciature apostolique en Suisse a publié, le 27 février 1978, le communiqué suivant :

« Etant donné que les mass media ont repris récemment l'insinuation selon laquelle le Saint-Siège aurait reçu un héritage du Dauphin de France, fils du roi Louis XVI, avec le devoir de le

remettre aux héritiers, la Nonciature apostolique a été autorisée à faire la déclaration suivante : « Le Saint-Siège a déjà fait savoir, à diverses reprises, à qui l'avait mis en cause à ce sujet, que les recherches effectuées soigneusement et de manière répétée dans ses Archives, n'ont livré aucune trace qui puisse démontrer ladite affirmation. Par suite, le Saint-Siège confirme à nouveau : 1. Qu'il n'a jamais reçu aucun testament, sous quelque forme que ce soit, en relation avec ladite question ; 2. Qu'il n'a jamais reçu l'héritage prétendu. » (« *Evangelie et mission* », « *Semaine catholique en Romandie* », 9 mars 1978.)

Supérieure générale de l'Œuvre de Saint-Paul.

Le 27 février, en présence de Mgr Pierre Mamie, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, le chapitre général de l'œuvre de Saint-Paul a élu supérieure générale Sœur Cécile-Jean BOULLENGER, de Muids (Eure, France), née le 17 octobre 1942. Elle succède à Mère Madeleine-Odile Schoffit, qui avait terminé son mandat.

L'Œuvre de Saint-Paul, dont la maison mère est à Fribourg (Suisse), a été fondée il y a cent cinq ans par le chanoine Joseph Schorderet. Elle est consacrée à l'apostolat de la presse. (« *Kipa* », 1^{er} mars.)

USA

Démarches d'épiscopaliens auprès des évêques catholiques.

« *The Tablet* » (18 février) publie l'information suivante : « Un nombre « important » de prêtres, groupes de prêtres et quelques communautés épiscopaliennes ont entrepris des démarches auprès de la Conférence nationale des évêques catholiques et du Vatican « en demandant la pleine communion avec l'Eglise de Rome ». Ceci est rapporté par Mgr Bernard LAW, évêque de Springfield - Cape Girardeau, Missouri, qui, avec Mgr Raymond LESSARD, évêque de Savannah, Géorgie, sert d'intermédiaire entre ces prêtres et l'Episcopat des Etats-Unis. Les démarches de ces prêtres auprès de l'Eglise romaine catholique ont coïncidé avec l'approbation par l'Eglise épiscopaliennne de l'ordination des femmes et d'autres pratiques « libérales... »

Nominations et transferts.

Le Saint-Père a nommé : Mgr Telesforo Giovanni CIOLI (évêque d'Arezzo et de Sansepolcro) évêque de Cortona, Italie. Il unit « in persona episcopi » ces trois diocèses. (« OR », 19 février.) — Mgr Luciano GIOVANNETTI auxiliaire d'Arezzo, Cortona et Sansepolcro, Italie. (« OR », 19 février.) — Mgr Paul Nicolau GONZALVES (administrateur apostolique « sede vacante » du diocèse) archevêque de Goa et Damao, Inde. (« OR », 26 février.) — M. l'abbé Michael AUGUSTINE auxiliaire de Madras et Mylapore, Inde. (« OR », 27-28 février.) — Le P. Hendrik BOMERS, lazariste, vicaire apostolique de Gimma, Ethiopie. (« OR », 1^{er} mars.) — Mgr Eusebius BELTRAN évêque de Tulsa, USA. (« OR », 1^{er} mars.) — M. l'abbé Peter ROSAZZA auxiliaire de Hartford, USA. (« OR », 1^{er} mars.)

Le Saint-Père a donné son assentiment à l'élection de l'archimandrite François ABOU MOKH comme

évêque auxiliaire du patriarche melkite. Cette élection a été faite le 7 février par le Synode épiscopal melkite, réuni à Raboué (Liban), sous la présidence du Patriarche Maximos V Hakim. Ce même Synode a nommé Mgr Elias NIJME évêque de Tripoli des Melkites. (« OR », 24 février.)

Démission.

Le Saint-Père a accepté la démission de Mgr Giuseppe FRANCIOLINI, évêque de Cortona, Italie. (« OR », 19 février.)

Décès.

De Mgr Pietro MASSA, évêque expulsé de Nanyang (Chine), survenu le 19 février, à l'âge de 82 ans. (« OR », 22 février.) — Du cardinal Paul Yoshigoro TAGUCHI, archevêque d'Osaka (Japon), survenu le 23 février. Le cardinal Taguchi, né à Nagasaki le 20 juillet 1902, avait été nommé cardinal au Consistoire du 5 mars 1973. (Cf. « DC » 1973, n° 1629, p. 315.) (« OR », 24 février.) — De Mgr Eugène ARTHURS, ancien évêque de Tanga (Tanzanie), survenu le 23 février, à l'âge de 63 ans. (« OR », 24 février.)

— Le P. Patrick TREANOR, S.J., directeur de l'Observatoire du Vatican depuis 1970, est mort le 18 février. Il était né à Londres le 15 mars 1920. (« OR », 19 février.)

La sentence du juge de La Spezia.

L'Osservatore Romano du 23 février proteste vigoureusement contre la sentence rendue par le tribunal de La Spezia qui condamne quatre prêtres à quatre-vingt jours de prison ferme et à un an d'interdiction de charges publiques et de suspension de leurs droits d'électeurs, pour avoir, en 1974, affiché à la porte de leurs églises, les déclarations des évêques italiens et des évêques de Ligurie à propos du référendum sur le divorce. « Personne ne peut oublier que lorsque la liberté religieuse est menacée, ce sont toutes les libertés qui sont menacées », conclut l'article qui est intitulé : « Une sentence aberrante. »

DÉCLARATION DE L'ÉPISCOPAT IRLANDAIS SUR LA VIOLENCE

Le Conseil permanent des évêques irlandais, réuni à Maynooth le 24 février, a publié le communiqué ci-après condamnant les récentes explosions de violence, notamment l'attentat, revendiqué par l'IRA provisoire, qui a fait douze morts dans un restaurant de Belfast, le 17 février (1) :

Les terribles attentats qui ont été commis en Irlande du Nord ces dernières semaines, et qui ont atteint leur point culminant avec l'horrible massacre de douze innocents à Comber, vendredi dernier, ont causé une marée de réprobation dans tout le pays. Depuis le début, la présente campagne de violence a été condamnée à de multiples reprises par les évêques catholiques d'Irlande. Encore une fois, nous la condamnons et nous exprimons notre horreur devant les victimes et les terribles blessures infligées à des innocents. Ceux qui délibérément sup-

priment des vies humaines sont coupables de meurtre.

L'immense majorité des gens, en Irlande, veulent que cette campagne de violence cesse immédiatement. Nous les exhortons à redoubler leurs prières et leurs efforts pour la paix et la réconciliation en ce temps de Carême.

A tous les responsables des actes de violence, nous demandons de regarder l'horreur qu'ils causent, d'entendre les cris d'angoisse des mourants et des mutilés. Au nom de Dieu, devant qui ils auront à répondre au jour du jugement, nous disons à ceux qui dirigent ces campagnes et ordonnent ces actes : arrêtez la violence tout de suite.

Nous demandons à tous de faire preuve de tolérance et de modération, de chasser toute idée de rancœur et de vengeance, comme Notre-Seigneur nous l'a demandé, et d'apporter une coopération totale pour éliminer les crimes de la violence. Au nom des évêques catholiques d'Irlande, nous disons notre sincère sympathie aux blessés et à ceux qui sont dans le deuil. Que Dieu les console dans leur souffrance et leur peine !

(1) Texte anglais dans *The Tablet*, 14 mars 1978. Traduction de la DC.

L'Eglise dans le monde

L'EVANGILE DE LA PAIX ET LE DANGER DE LA GUERRE

Déclaration du Bureau administratif de la Conférence épiscopale des Etats-Unis

Le 15 février, le Bureau administratif de la Conférence épiscopale des Etats-Unis a rendu publique la déclaration ci-après sur les responsabilités spécifiques de l'Eglise aux Etats-Unis dans le domaine de la paix et de la guerre (*).

Dans son message pour la Journée de la paix de 1978, le Pape Paul VI a de nouveau engagé la communauté de l'Eglise et la communauté humaine tout entière à réfléchir au sens de la paix dans un monde encore marqué par de multiples formes de violence. Parmi celles-ci, le spectre de la guerre technologique représente l'une des plus graves menaces pour notre époque. Ecoutons le Saint-Père : « Nous voudrions être en mesure de dissiper ce terrible cauchemar qui nous poursuit, en proclamant à haute voix l'absurdité de la guerre moderne et l'absolue nécessité de la paix fondée, non pas sur la supériorité des armes dotées aujourd'hui d'un potentiel de guerre infernal — souvenons-nous de la tragédie du Japon —, ni sur la violence structurelle de régimes politiques, mais sur la pratique patiente, rationnelle et solidaire de la justice et de la liberté, comme les grandes institutions internationales d'aujourd'hui s'attachent à la promouvoir et à la défendre. Nous avons confiance que les enseignements magistraux de nos grands prédécesseurs, Pie XII et Jean XXIII, continueront d'inspirer, sur ce point fondamental, la sagesse des maîtres modernes et des hommes politiques contemporains (1). »

En tant que pasteurs chargés de la doctrine dans l'Eglise, nous attachons à ces mots de Paul VI une importance particulière. Son message annuel pour la Journée de la paix constitue une concrétisation frappante du mandat du II^e Concile du Vatican : « ... s'efforcer de reconsidérer la guerre dans un esprit entièrement nouveau » (*Gaudium et spes*, 80). Une telle attitude nouvelle a été clairement marquée lorsque le Saint-Siège est intervenu en 1976 auprès des Nations-Unies pour déclarer que la course aux armements « doit être condamnée sans réserve comme un danger, une injustice et une erreur (2) ».

La course aux armements représente une inquiétude et un défi pour la famille humaine tout entière. En outre, tous les membres de l'Eglise universelle sont

appelés à porter témoignage de l'Evangile de la paix. Mais, pour l'Eglise catholique aux Etats-Unis, les paroles prophétiques du Saint-Père ont une signification particulière. Aucun autre pays n'a un rôle plus décisif à jouer pour déterminer le délicat équilibre entre les dangers de la guerre et les possibilités de la paix. C'est une illusion de penser que les Etats-Unis sont seuls à porter la responsabilité. Mais c'en est une autre, plus dangereuse, de ne pas reconnaître le potentiel de paix que représente notre position dans le monde.

Deux événements importants en 1978

En 1978 deux événements illustreront le rôle et la responsabilité des Etats-Unis dans la course aux armements. Le premier est la VIII^e session spéciale des Nations-Unies sur le désarmement. Le deuxième est le débat qui se poursuit aux Etats-Unis sur un accord Salt II avec l'URSS, dans le but d'assigner de nouvelles limites aux armes nucléaires. Notre but, dans cette déclaration, n'est pas de procéder à une analyse détaillée de l'un et l'autre de ces deux sujets, mais d'attirer sur eux l'attention en tant qu'exemples de débat politique où les problèmes moraux de la course aux armements peuvent être rattachés à ses dimensions techniques.

Le premier impératif moral est que la course aux armements doit être arrêtée et que la réduction des armements doit être effectuée. Pour atteindre ces objectifs, plusieurs choix spécifiques doivent être faits pour placer sous contrôle, au plan quantitatif et qualitatif, la course aux armements des superpuissances, restreindre la prolifération des armes nucléaires et mettre un frein à la croissance rapide des ventes d'armes classiques dans le monde.

Chacun de ces problèmes complexes exige d'être traité à part, de manière que les rapports entre les facteurs moraux et techniques puissent être articulés et soupesés. L'évaluation doit avoir lieu au sein du processus politique et dans le cadre plus large d'une discussion publique bien informée. La doctrine des catholiques sur la moralité de la guerre a traditionnellement été élaborée pour apporter une réponse à l'un et l'autre de ces plans. Cette doctrine s'efforce de définir un cadre pour le débat public et de fournir des orientations pastorales aux individus. Il revient aux évêques et aux autres membres de l'Eglise, notamment aux laïcs catholiques possédant des compétences spécifiques en ce qui concerne le maintien de la paix, de réaliser cette tâche aujourd'hui.

La doctrine catholique sur la paix et la guerre

Les catholiques disposent de nos jours d'un riche enseignement sur les problèmes de la guerre et de la paix. La doctrine de *Pacem in terris* (1963) et de *Gaudium et spes* (1965) ouvre de nouvelles perspec-

(*) Texte anglais dans *Origins NC Documentary Service* du 2 mars 1978. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(1) DC 1978, n° 1733, p. 1 (NDLR).

(2) DC 1976, n° 1701, p. 604 (NDLR).

tives religieuses et morales à ceux que leur conscience pousse à choisir la voie de la non-violence pour rendre témoignage de l'Evangile. Ces mêmes documents affirment, comme d'ailleurs la doctrine catholique l'a traditionnellement reconnu, que certains usages de la force pour défendre le bien commun sont légitimes. L'une et l'autre de ces positions morales s'enracinent dans l'Evangile et fournissent aux catholiques et aux autres un moyen raisonnable et sûr pour se faire un jugement sur les questions de la guerre et de la paix dans le monde moderne. Dans le but d'apporter une contribution à la politique et au débat public dans les mois à venir, nous partirons de ces deux positions morales pour parler des problèmes spécifiques du débat sur les armements.

Mais, en plus de cette importante tâche morale, l'Eglise a un autre rôle. L'Eglise doit être une voix prophétique en faveur de la paix. Dans la tradition des trois derniers Papes, l'Eglise de ce pays doit expliquer le sens de la paix, engager les citoyens et les gouvernements à rechercher la paix et à s'opposer aux forces et aux éléments qui empêchent la paix de se réaliser. Rechercher la paix dans le processus politique nécessite du courage ; parfois même cela signifie prendre des risques en faveur de la paix.

L'Eglise, d'une manière à la fois compétente et prudente, doit encourager à prendre des risques raisonnables pour la paix. Le risque exige un certain niveau de foi, et la foi, à son tour, repose sur l'espérance que procure la prière. En tant qu'Eglise dans ce pays, nous nous efforçons d'être une voix morale qui barre la route à la guerre, une voix prophétique qui engage à la paix et une communauté priante qui ■ le courage de travailler pour la paix.

AVORTEMENT ET FORMATION DES CONSCIENCES

Déclaration de la Conférence des évêques suisses

Les évêques suisses, réunis en Assemblée plénière du 6 au 8 mars 1978, ont publié la déclaration ci-après au sujet de la votation du 28 mai sur une loi relative à l'avortement (1) :

Le 28 mai 1978, sera soumise au vote du peuple suisse la « loi fédérale sur la protection de la grossesse et le caractère punissable de son interruption » du 24 juin 1977. C'est pourquoi les évêques suisses se sont à nouveau occupés des questions concernant l'avortement lors de leur Conférence ordinaire de printemps. Leur discussion peut être résumée en cinq points :

1. Les évêques rappellent, à ce sujet, les principes fondamentaux qu'ils avaient déjà exposés à plusieurs reprises (2) :

(1) Kipa, 10 mars.

(2) Cf DC 1973, p. 381 ; 1977, p. 737 et 891 ; 1978, p. 180 (NDLR.)

L'avortement est la suppression d'une vie humaine et, par conséquent, un mal qu'il faut éviter et empêcher à tout prix. Demeure la question de savoir si, et dans quelle mesure, l'Etat peut déclarer non punissable l'interruption de grossesse pratiquée dans des situations de détresse d'une particulière gravité.

2. Par rapport à la législation actuelle, la nouvelle « loi fédérale sur la protection de la grossesse et le caractère punissable de son interruption » introduit largement de nouveaux motifs d'interruption non punissable de la grossesse. Elle peut ainsi amener à penser que l'avortement ne serait pas un très grand mal.

Certes, la nouvelle loi fédérale présente quelques progrès. Contrairement à la « solution du délai », elle protège légalement la vie humaine dès la conception. En comparaison avec la législation actuelle, elle ne se limite pas à une protection de la vie par des mesures pénales seulement, mais elle prévoit aussi des mesures sociales.

3. Ainsi, le 28 mai 1978, le citoyen se trouvera devant une question plus complexe que lors du vote sur la « solution du délai ». Il s'agissait alors de se déterminer sur une seule question, fondamentale : la vie humaine doit-elle être protégée, par la loi pénale, durant les trois premiers mois de la grossesse ? En conséquence, on pouvait plus facilement se déterminer contre la « solution du délai » puisque celle-ci prévoyait que l'interruption de grossesse durant les premiers trois mois ne serait pas punissable, et cela sans qu'aucun motif grave ne soit exigé par le droit.

Le 28 mai prochain, en revanche, il s'agit d'un texte législatif qui forme un tout. Cette nouvelle loi correspond à nos convictions dans la mesure où elle prévoit une assistance sociale aux mères en difficulté et assure la protection légale de la vie humaine pendant toute la durée de la grossesse. Sur ce dernier point, elle n'admet que des exceptions à la règle. Toutefois, cette nouvelle loi est en opposition avec nos principes par le fait qu'elle définit trop largement ces cas d'exception et ne protège, ainsi, pas suffisamment la vie humaine avant la naissance.

En fait, le 28 mai prochain, c'est un choix politique qu'il faut faire et c'est la loi dans son ensemble qui doit être acceptée ou rejetée. On doit donc peser les avantages et les inconvénients de cette loi, les comparer à ceux de la législation actuelle et tenir compte des conséquences de la décision des citoyens. Il s'agit donc d'une appréciation qui ne met pas en cause les principes fondamentaux mais qui dépend surtout du jugement de la conscience de chacun sur la situation réelle.

4. De toute façon, et au-delà de la votation du 28 mai 1978, il faut entreprendre deux actions indispensables :

Il faut améliorer les mesures sociales existantes et en prendre de nouvelles en faveur des femmes et des mères en difficulté, leur permettant ainsi de bénéficier rapidement d'une aide efficace.

Il faut également travailler à éduquer les consciences dans un monde de plus en plus divisé sur les options morales fondamentales. Ainsi, chacun sera plus à même de prendre des décisions personnelles dans un contexte social donné.

La conscience doit être formée de telle manière qu'elle soit en mesure de reconnaître que les exigences de la loi morale vont souvent au-delà des exigences des lois civiles. La conscience bien formée conduira aussi à une saine conception de la sexualité et de la planification familiale, elle conduira à s'engager davantage pour la construction d'une société plus juste et fraternelle.

5. Les évêques remercient tous ceux qui ont déjà contribué et qui travaillent à promouvoir une société qui n'abandonne pas mères et enfants à leur solitude mais les entoure, les comprend et les aide.

Les évêques reviendront sur la question de la formation de la conscience individuelle face à une société aux options morales fort diverses. L'Eglise, en effet, ne peut se désintéresser des problèmes qui réclament sans cesse une analyse renouvelée, et cela d'autant moins que chaque catholique sait devoir former sa conscience et l'éduquer en se référant tout particulièrement à l'enseignement de son Eglise.

Le peuple de Dieu tout entier jouit, en effet, de l'assistance de l'Esprit-Saint qui éclaire les autorités de l'Eglise et la conscience de chacun des croyants.

LE BAPTEME DES PETITS ENFANTS, CE BEAU RISQUE DE L'EGLISE

Sous ce titre, Mgr ETCHEGARAY a publié le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (Eglise aujourd'hui à Marseille, 12 mars 1978), au moment où est annoncé pour son diocèse, un fascicule qui doit servir de guide pour la pastorale du baptême :

Apprendre à bien poser les questions est aussi important qu'apprendre à y répondre. Surtout quand il s'agit d'une réalité à plusieurs facettes dont aucune ne peut être négligée. Plus on avance ainsi dans l'étude du baptême des enfants à partir de situations difficiles rencontrées aujourd'hui, plus on hésite à y chercher des solutions radicales qui ne sauraient satisfaire à toutes les exigences de ce grand sacrement.

Sans nous installer pour autant dans un paresseux et funeste compromis, nous annonçons dans ce bulletin la mise en route d'une pastorale rénouvée qui permet d'accueillir, de façon à la fois bienveillante et lucide, les familles qui demandent le baptême pour leur enfant. Tout y est pleinement fidèle aux orientations ouvertes par le Rituel romain de 1969 : on ne recommandera jamais assez ce document d'Eglise qui porte en lui la clef ou plutôt les clefs d'un renouveau du baptême « en esprit et en vérité ».

Le baptême des enfants de parents chrétiens ne saurait être considéré comme facultatif dès lors qu'on en perçoit la réalité profonde. Le sens du baptême s'évanouit quand il n'est plus saisi comme grâce, quand la foi est ressentie comme un fardeau plus que comme un cadeau. L'amour prévenant, gratuit et personnel de Dieu est une donnée première inéluctable. Il faut nous laisser éclairer davantage par l'Eglise d'Orient, dont la ferme et sereine pratique manifeste à quel point notre salut est un don

de Dieu. Cette tradition ne se fonde pas d'abord sur la considération du péché originel, mais sur la signification positive du baptême reconnu comme une nouvelle naissance ou, mieux, comme le vrai commencement de l'existence de l'homme né « de l'eau et de l'Esprit », selon le mot du Christ à Nicodème (Jean 3, 5). Dans une de ses catéchèses d'initiation, saint Cyrille de Jérusalem nous dit que le baptême est « le bain d'éternité », la refonte totale de l'être humain, où son plasma reçoit la vraie figure à l'image de Dieu. Le baptême est un acte où l'Eglise se dit à elle-même ce qu'elle est : servante de la vocation de l'homme, qui est le partage de la vie divine par son union au Christ dans l'Esprit.

La liberté — à laquelle notre époque est si sensible — ne consiste donc pas à pouvoir se passer du baptême, mais bien à en assumer la responsabilité dès que possible. Lorsque l'Eglise baptise, elle doit veiller non seulement à la vérité du signe qu'elle donne d'elle-même, mais à la conscience de la communauté qui accueille un nouveau membre. Baptiser un enfant, c'est rendre la famille et la communauté responsables de la manière dont le néophyte fera de son existence quotidienne une participation à la mission de l'Eglise « sacrement du salut ». Rien ne nous rend plus solidaires les uns des autres et plus responsables de l'Eglise qu'un baptême.

L'Eglise baptise les enfants quand elle peut présumer sans témérité que la vie baptismale a quelque chance de s'épanouir, de façon libre et consciente. Il y a là certes toujours un risque, un grand risque, mais un beau risque auquel elle ne doit pas renoncer : sa fidélité intrépide est une simple réponse à la fidélité magnanime de Dieu.

Ce beau risque de l'Eglise !

Le 12 mars 1978.

† Roger ETCHEGARAY.

DECLARATION DU CENTRE CHRETIEN DES PATRONS FRANÇAIS APRES LES ELECTIONS

Après le deuxième tour des élections législatives (19 mars), qui a reconduit la majorité précédente avec 291 sièges contre 200 à l'union de la gauche, le Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français (CFPC) a publié le 20 mars, sous le titre « Prenons l'initiative », la déclaration ci-après de son président, M. André Aumônier :

Après les élections législatives et les passions contraires qu'elles ont soulevées, allons-nous attendre passivement que le nouveau gouvernement et le nouveau Parlement n'entreprennent une nouvelle réforme de l'entreprise pour découvrir des recettes-miracles ?

Les chefs d'entreprise doivent, les premiers, prendre des initiatives ; ce sont d'abord les *comportements* qu'il faut le plus souvent transformer

dans l'entreprise. C'est là qu'est le nœud de tout progrès social.

Chaque ouvrier, employé, agent de maîtrise ou cadre doit avoir la certitude d'être utile et de servir à quelque chose. Chacun doit savoir que la destinée des uns et des autres dépend de ce qu'ils sont capables de faire ensemble dans l'entreprise.

C'est le premier devoir des chefs d'entreprise d'aller voir les hommes sur le tas, les écouter et de tâcher de les comprendre. L'exercice de l'autorité y gagne en humanité et en efficacité.

L'information et les décisions prioritaires, à base d'imagination, s'appliqueront à tout ce qui concerne la sécurité du travail au sens large : emploi, salaires, durée et conditions de travail.

Il est impossible d'aller très loin dans l'échange sans passer par des groupes limités où puisse naître la confiance au sein de l'entreprise.

C'est grâce à des cellules vivantes que les entreprises pourront, à l'avenir, traverser dans de meilleures conditions les transformations autrement difficiles que ne manquera pas de provoquer la redistribution mondiale des ressources et des productions.

Les chrétiens chefs d'entreprise, fidèles à leurs prédécesseurs et aux initiatives qu'ils ont prises dans le passé, se sentent responsables d'écrire cette page de notre histoire sociale.

(Texte original.)

HOMELIE DU P. LENDGER AUX OBSEQUES DE CLAUDE FRANÇOIS

Claude François, célèbre vedette de la chanson et du « show-business », dont de nombreux jeunes avaient fait une « idole », est mort accidentellement (électrocuté dans sa salle de bain) le 11 mars, boulevard Exelmans, à Paris. A ses obsèques, célébrées en l'église Notre-Dame d'Auteuil le 15 mars, le P. André Lendger, O. P., aumônier du monde du spectacle, a prononcé l'homélie ci-après (1) :

Claude François n'est plus. Claude François vit. La cérémonie que nous célébrons n'a pas d'autre signification que l'affirmation de la vie. Au-delà des disques et des cassettes, au-delà des vidéo et de tous les moyens qui nous permettront de revoir ou de réentendre Claude François, j'affirme qu'il vient d'entrer dans une vie qui est un accomplissement et un achèvement de tout ce qu'il a fait sur cette terre. On peut débattre la question de savoir si Claude François avait une foi pleine d'assurance et d'intrépidité, mais nous ne sommes pas ici pour justifier un homme.

Qu'il me soit cependant permis de dire que cette vie dans laquelle Claude François entre maintenant est celle à laquelle il ■ sans doute aspiré de tout

son être, même confusément. Comme peut-être chacun d'entre nous, Claude François a tenté d'aimer. Ce n'est un secret pour personne que Claude François a rêvé d'aimer et d'être aimé comme il n'est pas possible de le faire sur cette terre. Dans la complication de son être, dans son avidité de vivre, il y avait un désir d'absolu. Il m'est permis d'y voir un avant-goût de la vie en Dieu, car seul Dieu peut nous donner suffisamment de plénitude pour apaiser nos passions, non pas en les effaçant, en les gommant, mais en leur communiquant tout leur éclat, toute leur signification. Seule la vie en Dieu que la mort inaugure en chacun de nous et à laquelle nous tendons comme nous pouvons, abolit les limites de la sensibilité du temps et de l'espace. Seule elle peut nous procurer l'éclatement de tout nous-même dans l'éblouissement de Dieu, dans l'absolu, au contact de celui qui n'est qu'amour. Cela, je crois que Claude François l'a profondément espéré, désespérément peut-être, ce qui donne à cette cérémonie toute sa vérité.

Mais je voudrais maintenant, sans trahir Claude François, lancer un message qui, je crois, est le sien, à tous ceux qui l'ont profondément admiré. Il ne suffit pas en effet d'avoir aimé fanatiquement un homme, d'en avoir fait un mythe. Il faut maintenant le suivre dans ce qui n'a pas toujours apparu nettement aux yeux de ceux qui ne connaissent pas le fond du cœur ni la dureté de la vie d'un artiste.

Si Claude François est devenu un mythe, c'est parce que beaucoup se sont reconnus en lui. Il a catalysé par sa voix, son physique, son sens du spectacle, les aspirations de beaucoup. Sa frénésie rejoignait la frénésie de nombreux jeunes prêts à s'exalter et à se donner, qui trouvaient en lui une partie d'eux-mêmes. J'ai entendu dire qu'il avait été mobilisé. N'est-ce pas plutôt le monde actuel qui nous démobilise alors que notre désir est plus vaste que ce que cette société nous propose. La vie de Claude François, et de tous ceux qui l'ont aimé, ne dit-elle pas au contraire qu'il est urgent de retrouver les aventures intérieures sans lesquelles l'homme se traîne.

Claude François n'a-t-il pas été une idole parce qu'il a aimé et qu'il y a eu un échange entre tous. Claude François nous donne une piste qui est un message. Sa carrière, il l'a construite avec soin, avec ténacité, avec courage. Il a travaillé, il a cherché et exploré. On ne devient pas Claude François par chance. On le devient parce qu'on ■ la volonté et de la force. Cette volonté, il l'a mise au service d'une création, et cette création elle-même est le fruit de ses propres tensions. Qui n'a ces problèmes ? Au lieu de s'enliser dedans, combien de monde serait changé si chacun utilisait ses tensions, ses contradictions, pour faire quelque chose. L'artiste est celui qui vit de ses tensions pour faire plus. Comme tous ceux qui ont fait quelque chose, Claude François s'est donné. En cela, avec ses limites et ses pauvretés humaines, il rejoint le Christ. Frères, chrétiens ou non, soyons semblables à ce Christ qui a tout donné, même sa vie, pour que vivent les hommes.

Imprimerie « Bayard-Presses »
5, rue Bayard, Paris-8^e
Le directeur: J. GELAMUR
© 1978 by Bayard-Presses.

(1) Texte original.

nouveauté

Dans la série
« **LES GRANDS TEXTES** »
(N° 20)

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

QUE PENSER DU SAINT-SUAIRE DE TURIN ?

(4 pages)

Prix des 50 exemplaires, port compris : 24 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 40 F
Le cent suivant, port compris : 38 F

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08

Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

RÉIMPRESSION

Dans la série
« **LES GRANDS TEXTES** »
LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

POURQUOI UN CHRÉTIEN NE PEUT ACCEPTER L'AVORTEMENT

Une réimpression actualisée, 8 pages

Prix des 50 exemplaires, port compris : 30 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 50 F
Le cent suivant, port compris : 48 F

Rappel :

**Le Message au Peuple de Dieu
sur la catéchèse**
(8 pages, même prix) :

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08

Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à
tous les lecteurs.

**Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs,
séminaires, bibliothèques, etc.**

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

Canada : 1 an, 15 \$, « Periodica » INC C.P. 220 Ville Mont
Royal - P.Q. H.3.P. 3B9. Autres pays : 1 an : 15 F.;
6 mois : 8 F.
PREL DU NUMERO : de l'année : 6 F. ; des années précédentes : 7 F. Règlement : C. C. P. Paris 16-68.
Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 21,55 F net. Franco : 25 F. C.C.P. Paris 16-68.
N° d'enregistrement ■ la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1739 - 2 AVRIL 1978

- 301 Le pontificat de Pie IX. Homélie du 5 mars.
- 304 Allocution aux évêques d'Ecosse (le laïcat, 4 mars).
- 305 L'attentat de Tel-Aviv ; l'occupation du Liban.
- 306 L'enlèvement d'Aldo Moro.
- 306 Tourisme et pèlerinages. Allocution du 1^{er} mars.
- 307 Discipline de la pénitence. Audience générale du 8 mars.
- 308 A la Commission des communications sociales (8 mars).
- 311 Les élections françaises. Angélus du 12 mars.

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 309 Le livre du P. McNeill sur l'homosexualité (lettre de la S. Congrégation pour la Doctrine de la foi).

ACTES DE SAINTSÉL

- 312 Le Christ, Fils de Dieu (évêques du Midi).
- 314 Les travaux du Conseil permanent de l'Episcopat.
- 317 Message œcuménique contre le racisme.
- 318 Lettre pastorale de Carême du cardinal Wyszynski.
- 322 Christianisme et matérialisme (cardinal Wyszynski).
- 325 Communiqué de l'Episcopat polonais.
- 326 Le chrétien dans un Etat démocratique (Mgr Kempf).
- 330 Le Saint-Siège et la Conférence de Belgrade.
- 332 La Journée des vocations (Mgr Etchegaray).
- 333 Les pèlerins de Lourdes. (Exposé de Mgr Donze.)
- 338 Le respect de la liturgie (cardinal Marty).

QUESTIONS ACTUELLES

- 340 Evénements et informations (16-28 février).

EVENEMENTS

- 344 La violence (évêques irlandais).
- 345 Paix et guerre (Episcopat des Etats-Unis).
- 346 L'avortement (évêques suisses).
- 347 Le baptême des petits enfants (Mgr Etchegaray).
- 347 Après les élections (patrons catholiques).
- 348 Claude François. Homélie du P. Lendger.

ET LOIPE DANS LE MONDE

*
**

- 349 Les grands textes de la DC : Le Saint-Suaire.

MY 25

LA

60^e ANNÉE - T. LXXV

Prix : 6 F - BIMENSUEL

16 avril 1978

Marygrove College Libran

Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMO

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Mgr Casaroli (Photo AFP)

Le Saint-Siège et la vie internationale (Mgr Casaroli)
Les vocations sacerdotales



Actualité des Pères de l'Eglise

20 PAGES ILLUSTRÉES

NUMERO SPECIAL DE FRANCE CATHOLIQUE ECCLESIA
réalisé sous la direction du Père A.G. Hamman
professeur à l'Institut patristique de Rome

- *Comment lire les Pères en 1978*
- *Les Pères et la catéchèse*
- *Aux origines de nos rites liturgiques*
- *Nouvelle place faite à la femme*
- *Dictionnaire des Pères*
- *Les Pères et l'Université*
- *Deux pionniers : Jean Danielou et Henri Marrou*
- *Un magistère au service de la Foi*
- *Carte, chronologie, etc.*

Le n° 4 F ● FcE, 12, rue Edmond-Valentin, 75007 Paris
CCP Paris 7149-54

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

Actes de S. S. Paul VI

MESSAGE AUX JEUNES, LE DIMANCHE DES RAMEAUX

Comme chaque année, le dimanche des Rameaux (19 mars), des dizaines de milliers de jeunes remplissaient la place Saint-Pierre pour la messe traditionnellement célébrée pour eux. Paul VI, retenu par la grippe, leur a adressé le message ci-après qui a été lu par son cardinal vicaire, Ugo Poletti (1) :

vous voulez « aller à la rencontre » (cf. Jn 12, 12) de Jésus, le Messie, le Seigneur, vrai homme et vrai Dieu, le Fils objet de la prédilection du Père. Vous voulez poser un geste public et communautaire de foi authentique, capable de rénover intégralement votre vie.

Le mystère de Jésus, planté ■■ cœur de l'histoire

Qui est ce Jésus à la rencontre duquel vous voulez aller ? Depuis deux mille ans, cette question fondamentale est plantée au cœur même de l'histoire et de la culture humaine. Elle était déjà posée en Palestine par les contemporains de Jésus qui entendaient sa parole, qui étaient témoins des signes prodigieux qu'il accomplissait : « Qui est celui-là ? » (Mc 4, 41 ; Mt 21, 10.) Le « mystère de Jésus » inquiétait et continue à inquiéter les hommes. Ils ont répondu, et ils continuent à répondre, ou bien par un préjugé de refus, ou bien par une indifférence aboulisque, ou bien, par contre, par une ardente adhésion de foi qui engage et transforme toute la personne.

Pour nous et pour vous, très chers jeunes, Jésus de Nazareth n'est pas simplement un grand génie religieux à ranger à côté ou au-dessus de tant de personnalités qui, tout au long de l'histoire, ont adressé à l'humanité un message sur Dieu. Il n'est pas seulement un grand prophète dans lequel la présence du divin se serait manifestée d'une manière particulière et surabondante. Il n'est pas un surhomme ou un supermystique dont l'action ou l'enseignement pourraient encore stimuler ou fasciner des âmes particulièrement sensibles.

A la question pressante de Jésus : « Et vous, qui dites-vous que je suis ? », nous répondons avec Simon Pierre : « Tu es le Christ, le Fils du Dieu vivant » (Mt 16, 16), et avec saint Thomas : « Mon Seigneur et mon Dieu. » (Jn 20, 28.)

Il est Celui qui a le pouvoir de dire avec assurance à un pauvre paralytique : « Mon Fils, tes péchés te sont remis » (Mc 2, 5), en lui donnant en même temps la guérison, à l'appui de cette extraordinaire affirmation. Il est Celui qui, devant les scribes et les pharisiens stupéfaits, se déclare « Maître du sabbat » (Mc 2, 28), capable de reconsidérer et de modifier du dedans la loi de Moïse (cf. Mt 5, 21 et s.). Il est Celui qui affirme être « le chemin, la vérité et la vie » (Jn 14, 6), « la résurrection et la vie » (Jn 11, 25) pour tous les hommes

TRÈS CHERS JEUNES,

Votre acclamation : « Hosanna au Fils de David » s'est élevée vers le ciel comme un chœur puissant, tandis que vous agitez vos rameaux de palmier et d'olivier.

L'enlèvement d'Aldo Moro (2)

Vous offrez ainsi une image de paix, d'espérance, d'amour, qui constitue un serein motif de réconfort dans les moments tragiques que nous vivons. Tous, en effet, nous sommes encore bouleversés, atterrés, stupéfaits parce que, une fois encore, les forces désagréatrices de la société ont frappé froidement et cyniquement. Il y a quelques jours, cinq honnêtes citoyens qui gagnaient leur vie par leur honnête travail ont été assassinés d'une façon barbare. Une haute personnalité politique a été enlevée et un défi ouvert à par là été lancé à l'Etat. A ce vil et cruel comportement d'assassins anonymes, vous répondez aujourd'hui par votre présence massive de catholiques qui refusez toute violence, quelle qu'elle soit, qui proclamez le respect et l'amour universels.

Et alors, nous demandons-nous, pourquoi des jeunes ouvriers et étudiants, atteints de plein fouet par les problèmes et les difficultés de cette année 1978, se sont-ils réunis ici en si grand nombre pour chanter, prier, participer à cette célébration ?

La réponse à cette légitime question, vous l'apportez vous-mêmes par votre présence : vous êtes venus pour revivre, pour renouveler, pour célébrer aujourd'hui l'entrée triomphale de Jésus dans la Ville sainte, son entrée messianique qui était le signe de sa passion, mais aussi de sa glorification définitive et toute proche. Comme les habitants de Jérusalem,

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 20-21 mars 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

(2) DC, 1978, no 1739, p. 306 (NDLR).

qui croient en lui. Il est Celui qui va au-devant de la mort en la dominant et qui, par sa résurrection, bouleverse les plans mesquins de ses opposants. Jésus de Nazareth est vraiment le centre de l'histoire, comme l'a proclamé saint Paul : « Il est l'image du Dieu invisible, premier né de toute créature, car en lui tout a été créé, dans les cieux et sur la terre, les êtres visibles comme les invisibles... Tout est créé par lui et pour lui, et il est, lui, par devant tout ; tout est maintenant en lui. » (Col 1, 15 et s.)

En Jésus vous trouverez la joie, l'authenticité, l'amour...

A Jésus-Christ, Verbe incarné, Fils éternel de Dieu, vont notre humble adoration, notre ferme foi, notre sereine espérance, notre amour sans condition. Il vaut vraiment la peine, très chers jeunes, de donner sa vie pour le suivre lui, rien que lui, tout en sachant que cette décision comporte des renoncements, des sacrifices, des risques, des incompréhensions. Mais Jésus-Christ, a écrit Pascal, « est un Dieu dont on s'approche sans orgueil et sous lequel on s'abaisse sans désespoir » (B. PASCAL, *Pensées*, fr. 528).

Vous les jeunes, vous recherchez passionnément la joie. Vous la cherchez dans les autres, dans la vie, dans les choses. Jésus vous promet sa joie complète (cf. Jn 15, 11 ; 16, 22 et 24 ; 1 Jn 1, 4).

Vous recherchez l'authenticité et vous avez horreur de la duplicité : Jésus a démasqué l'hypocrisie de ceux qui voulaient abuser l'homme, spécialement dans leurs rapports avec Dieu (cf. Mt 23, 5-7 ; Mc 3, 4).

Vous voulez être considérés pour ce que vous êtes et non pour ce que vous possédez. Jésus a dit : « Attention ! Gardez-vous de toute avidité ; ce n'est pas du fait qu'un homme est riche qu'il a sa vie garantie par ses biens. » (Lc 12, 15.)

Vous redoutez la solitude qui rétrécit le cœur et développe l'individualisme égoïste. Jésus nous fait participer à la communion qui existe entre lui et le Père (cf. Jn 14, 23 et s.) et il ouvre notre cœur à l'amour pour tous les hommes, fils du même Père (cf. Jn 15, 12 et s.).

Vous cherchez à être libérés du péché qui dégrade l'homme, à être libérés du mal, des conditionnements sociaux, des ténèbres de l'ignorance. Le Christ est la lumière qui « éclaire tout homme » (Jn 1, 9 ; 8, 12). Il est notre libération (cf. Jn 8, 36 ; Ga 4, 31).

Vous les jeunes, vous voulez transformer le monde, le rendre plus beau, plus juste : le Christ, par son incarnation, sa passion et sa résurrection, a renouvelé la réalité, il nous a renouvelés nous-mêmes : « Si quelqu'un est dans le Christ, il est une nouvelle créature. Le monde ancien est passé, voici qu'une réalité nouvelle est là. » (2 Co 5, 17.)

Que donc le Christ soit au centre de votre cœur, pour vous donner généreusement aux autres. Qu'il soit au centre de votre intelligence, pour donner une perspective chrétienne à l'his-

toire et à la culture. Qu'il soit au centre de votre vie de citoyens, dans une société qui a toujours davantage besoin des idées et des forces des jeunes. « Nous avons tout dans le Christ, écrivait saint Ambroise... Le Christ est notre tout. Si tu veux guérir tes blessures, il est le médecin ; si tu brûles de fièvre, il est la source qui te restaure ; si tu es écrasé par tes péchés, il est la justification ; si tu as besoin d'aide, il est la force ; si tu crains la mort, il est la vie ; si tu fuis les ténèbres, il est la lumière ; si tu as faim, il est nourriture. » (Saint AMBROISE, *la Virginité*, 16 ; PL 16, 291.)

Qu'il en soit ainsi, très chers fils, pour vous et pour tous les jeunes du monde !

APPEL POUR LA LIBERATION D'ALDO MORO

Angélus du dimanche 2 avril (1)

Aujourd'hui, en l'octave de Pâques, tout nous inviterait à revivre dans la joie le rayonnement spirituel de cette grande fête, qui reflète sur l'Eglise naissante le mystère de la nouvelle vie chrétienne et apporte un printemps toujours nouveau à sa conscience et à l'efficacité de son action. Qu'il en soit ainsi pour nous tous, qui nous mettons fidèlement à l'école de la liturgie pascale.

Mais, engagés comme nous le sommes, nous aussi, en vertu de notre expérience religieuse, dans l'actualité historique de notre temps, nous ne pouvons nous isoler des événements dramatiques dans lesquels sont impliquées des personnalités particulièrement représentatives de la vie sociale et qui portent atteinte à la solidité de celle-ci.

Nous aussi, en effet, nous participons avec anxiété à l'événement douloureux qui tient en haleine cette chère ville de Rome, notre diocèse, et toute l'Italie. Près de vingt jours ont déjà passé depuis le moment où a été versé le sang innocent de cinq gardiens de l'ordre et où M. Moro a été enlevé. Et au milieu de ces jours, il y a eu la fête de Pâques, ces jours sacrés où nous avons célébré la mort et la résurrection du Seigneur.

Nous n'avons aucun indice particulier sur l'état de fait. Mais aux auteurs inconnus de cette action terrifiante nous adressons un vif et pressant appel pour les conjurer de rendre la liberté au prisonnier. Le prix que cinq familles ont payé par le sang versé et par leur souffrance est déjà trop élevé. Et la souffrance du sequestré, l'angoisse silencieuse de ses proches, le traumatisme de la conscience publique sont si inhumains !

Nous ne désespérons pas ; nous prions. Que par la Vierge Marie, Reine du ciel, soit exaucée notre et votre prière !

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 3-4 avril 1978. Traduction et titre de la DC.

Au sujet d'Aldo Moro, président du Conseil national italien de la Démocratie chrétienne, enlevé le 16 mars par les « Brigades rouges », cf. DC 1978, n° 1739, p. 306.

VICTOIRE DE LA CROIX, VICTOIRE DE L'AMOUR

Message du Vendredi Saint

En raison de son état de santé, Paul VI n'a pas pu participer au traditionnel chemin de croix du Colisée, le Vendredi saint (24 mars). Voici le texte du message télévisé qu'il a adressé aux fidèles qui participaient au chemin de croix et qui a été diffusé par la télévision et la radio dans 24 pays (1) :

Au terme de ce chemin de croix, nos mains sont encore comme attachées à l'humble et pesant bois de la croix de Jésus. Il nous semble entendre ses dernières paroles, celles dont les témoins ont gardé le souvenir et qu'ils ont rapportées telles quelles. Sur le point de mourir, le Crucifié a crié d'une voix forte : « Eloï, Eloï, lama sabaqthani », ce qui signifie : « Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ? » (Mc 15, 34.) C'est, textuellement, le début du psaume 21 qui, bien sûr, n'exprime pas le désespoir, impossible chez le Christ, mais son immense tristesse au comble de son épreuve, sous le coup d'une horrible et intense souffrance humaine de toute sorte. Cette souffrance, Jésus l'assume avec une certaine référence à sa cause profonde et première, le péché. Lui, l'innocent, il en supportait les conséquences (cf. 1 P 2, 22-24), avec leur tragique et fatale conclusion : la mort (cf. Rm 5, 12). Jésus est écrasé sous le poids insupportable du sort qui lui est destiné, celui de l'Agneau de Dieu (Jn 1, 29, 36), celui de la victime totale, celui de son sacrifice.

Nous demeurons atterrés, le souffle coupé. Promenant notre regard autour de nous, nous demandons : mais pourquoi ? Mais pour qui ? Nous voudrions que tous ceux qui ont choisi cet itinéraire permettent un instant à la sensibilité de leur conscience de s'exprimer spontanément ; qu'ils connaissent ce moment d'émotion et de sympathie qui ne peut manquer de leur valoir cette première joie de savoir que, sans mérite de leur part, ils sont immensément aimés.

C'est le mystère de la croix, le mystère de l'amour de Dieu, dans le Christ, pour nous, pour chacun de nous. Saint Paul ne cesse de le répéter : « Le Christ m'a aimé et il s'est livré pour moi » (Ga 2, 20) ; « Le Christ nous a aimés et il s'est livré lui-même pour nous. » (Ep 5, 2.) Alors que nous étions encore pécheurs, le Christ est mort pour nous (cf. Rm 5, 10-11). Son amour est prévenant (Jn 4, 10), plus grand que tout (Jn 15, 13), libérateur (Ga 4, 5), gratuit (Ep 1, 6). C'est un amour qui se sacrifie « dans le sang du Christ » (1 Jn 1, 7).

Que chacun de nous fasse dans sa propre conscience l'expérience du chemin de croix et

qu'il se dise à lui-même ces paroles que nous venons de rappeler : le Christ m'a aimé jusqu'à la mort. Il m'a aimé et il s'est livré pour moi. Que chacun essaie de prendre conscience de cet amour vivant, personnel, infini de Jésus, Fils du Dieu vivant, pour chacun de nous : oui, le Christ m'a aimé. Cela, chacun peut le dire : le pécheur, l'incrédule, le faible, le malheureux. Que personne ne s'exclue de cet amour, mais que chacun se laisse emporter et vaincre par la douce violence de l'amour que le Christ lui porte, à lui précisément. La victoire de la croix, c'est la victoire de l'amour du Christ. C'est l'aube de la lumière, c'est la nouvelle vie qui refleurit, qui reverdit sur le tronc salubre de la croix.

Redisons ensemble cette hymne débordante d'émotion et de joie :

*Crux fidelis, inter omnes
Arbor una nobilis !
Nulla tamen silva profert
Flore, fronde germine !
Dulce lignum, dulci clavo
Dulce pondus sustinens !*

PRIERE

POUR LA III^e CONFERENCE GENERALE DE L'EPISCOPAT LATINO-AMERICAIN

Paul VI a rédigé la prière suivante pour la III^e Conférence générale de l'Episcopat latino-américain, qui se tiendra à Puebla (Mexique) du 12 au 28 octobre 1978 (1) :

Dieu tout puissant, que monte vers toi la prière de ce peuple qui finalement t'adore, te prie et t'aime.

Seigneur, affermis notre foi. Donne-nous la force de la professer avec sincérité et de la répandre avec enthousiasme parmi les hommes, tes fils et nos frères.

Père très bon, donne-nous l'espérance qui ne trompe pas, l'espérance que nous garantit le ministère de la sainte Eglise de ton fils, Jésus-Christ notre Seigneur.

Affermis-nous dans la charité qui dépasse tous les biens et qui est répandue dans nos cœurs par la grâce ineffable de l'Esprit Saint.

Seigneur, éclaire nos pasteurs, pour que, en union avec le Siège de Pierre, ils donnent une nouvelle impulsion à l'évangélisation dans notre continent latino-américain.

Que notre prière soit portée par l'intercession maternelle de la très Sainte Vierge Marie et des saints, nos protecteurs. Amen.

PAULUS PP. VI

(1) Texte italien dans l'Osservatore Romano du 26 mars 1978. Traduction de la DC.

(1) Traduction de la DC d'après le texte espagnol original.

ETRES FERMES DANS LA FOI

Message pascal

Le dimanche de Pâques, 26 mars, Paul VI, convalescent, a pu célébrer la messe sur la place Saint-Pierre, protégé par un abri de plexiglas. Après la messe, célébrée devant une foule évaluée à 200 000 personnes, il est monté à la loggia centrale de la basilique Saint-Pierre pour donner sa bénédiction Urbi et orbi. Il a, auparavant, prononcé le message ci-après, qui a été retransmis par la radio et la télévision dans 30 pays. On estime à un demi-milliard le nombre des personnes qui l'ont écouté (1) :

FILS TRÈS CHERS DE L'EGLISE DE DIEU, ET VOUS TOUS, FRÈRES DE L'HUMANITÉ ENTIÈRE,

Nous rassemblons en cet instant ce qu'il nous reste encore d'énergie humaine et ce qui surabonde en nous de certitude surhumaine pour faire joyeusement écho auprès de vous à l'annonce qui traverse et renouvelle l'Histoire du monde : le Christ est ressuscité. Oui, Notre-Seigneur Jésus-Christ est ressuscité de la mort et a inauguré une vie nouvelle pour lui-même et pour l'humanité.

Il est venu à la rencontre des hommes, déconcertés par le grand prodige de sa nouvelle existence, avec le salut le plus simple et le plus merveilleux, celui de sa paix : « La paix soit avec vous » (Jn 20, 19-21), dit-il en réapparaissant à ses disciples.

Nous, héritiers authentiques de ce bonheur, nous le saluons dans la merveille de la nouveauté inédite, dans notre conscience qui se réjouit de la surprenante réalité, dans la joie qu'une nouvelle présence du divin Maître nous oblige à ressentir sa victoire sur notre peureuse incrédulité et à répéter avec un élan pareil à celui du disciple Thomas : « Mon Seigneur et mon Dieu. » (Jn 20, 28.)

Et c'est ainsi que, tandis que nous célébrons la vérité et la gloire de ta résurrection, ô Seigneur, la lumière nous inonde et nous envahit. Oui, nous savons, nous jouissons d'une assurance nouvelle, qui nous met en communion spirituelle et vivante avec toi. Oui, nous croyons. Nous pouvons t'offrir le don qui vient de toi, ô Ressuscité, notre foi, la foi humble mais déjà glorieuse dont nous vivons, pour laquelle nous vivons, selon ce qui nous est enseigné et ce que nous-mêmes, dans une certaine mesure, nous expérimentons en notre esprit : « Le juste vit par la foi. » (Ga 3, 11.)

Ce fruit de la foi, fils et frères bien-aimés, doit être le fruit de notre Pâques.

Il nous fait être « fermes dans la foi » (1 P 5, 9). Nous devons adhérer avec une confiance totale à la parole de Dieu qui nous vient par les voies de la Révélation. Nous devons en faire le centre de l'existence humaine, centre logique et actif (Ga 5, 6). Nous

qui avons le bonheur de nous dire croyants, nous devons dépasser le stade des opinions discutables, des idéologies bâties par la mentalité humaine et par des intérêts pratiques particuliers, pour reconnaître à la foi les droits de la parole de Dieu, même si ici-bas la connaissance que nous en avons est comme reflétée dans un miroir énigmatique (cf. 1 Co 13, 12). Un jour arrivera la révélation face à face ; mais pour le moment il nous faut être fidèles, avec une cohérence courageuse, à la norme de pensée et d'action qui, à travers le magistère authentique de l'Eglise, mère et maîtresse, arrive de la religion du Christ jusqu'à nous.

Oh ! n'ayons pas peur. Cette sagesse surnaturelle n'affaiblit pas le développement et la liberté qui dérivent pour nous de la science et de l'expérience dues à notre effort naturel. Au contraire, elle les renforce et les intègre dans la découverte du langage muet de la création. Elle résout dans un échange supérieur d'intelligence et d'amour la parole nouvelle que le Père daigne adresser par la médiation de son Fils et dans l'Esprit-Saint, à l'humilité de notre vie pour l'associer à sa plénitude. Oh ! ne craignons pas de faire du *Credo*, qui nous est garanti par la résurrection du Christ, l'expression de notre espérance (cf. He 11, 1), et sachons surmonter ce fonds de doute, de scepticisme, de négation, qui s'est déposé dans la mentalité de tant d'hommes qui se disent modernes seulement parce qu'ils sont les fils de notre temps.

Essayons plutôt de mériter pour notre paix, et même pour notre activité temporelle, la force lumineuse de la parole du Christ : « Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libres. » (Jn 8, 32.)

Tel est notre souhait de Pâques, fils et frères. Puissiez-vous expérimenter, avec la certitude de la foi, la joie qui lui appartient en propre (Ph 1, 23), afin que nous puissions faire nôtre cette prière suprême de l'Eglise : « *Ibi nostra fixa sint corda ubi vera sunt gaudia.* » (Que nos cœurs soient fixés là où se trouvent les joies véritables. Cf. oraison du XXI^e dimanche ordinaire.) Tel est notre souhait pascal, que nous confirmerons maintenant avec notre bénédiction apostolique.

Paul VI a ensuite exprimé ses vœux de Pâques en onze langues :

En italien : *Buona e Santa Pasqua !*

En français : *Saintes et joyeuses fêtes de Pâques !*

En anglais : *A happy, blessed and peaceful Easter to you all !*

En allemand : *Gesegnete, frohe Ostern !*

En espagnol : *Paz, felicidad y alegría en Cristo resuscitado !*

En portugais : *Votos de santa e feliz Pascoa !*

En grec : *Cristos anesti !*

En arabe : *Al Massih Gam Haggan Gam !*

En lituanien : *Linksmu, sventu, Veluku !*

En coréen : *Bu Hoa rur Gukha hamnida !*

Pour tous (en latin) : *Surrexit Dominus vere, alleluia !*

(1) Traduction française diffusée par la Salle de presse du Saint-Siège. Titre de la DC.

LES VOCATIONS

MESSAGE DE PAUL VI POUR LA XV^e JOURNÉE MONDIALE DE PRIÈRE POUR LES VOCATIONS

(Dimanche 16 avril) (1)

A TOUS NOS FRÈRES ET FILS DE L'ÉGLISE
CATHOLIQUE,

Dans le climat de la joie pascalle, qui s'ouvre dans l'attente, pleine de promesses, de la prochaine fête de la Pentecôte, nous célébrons encore une fois, comme nous le faisons depuis quinze ans, la Journée mondiale de prière pour les vocations.

Des interrogations inquiétantes

Au cours de cette période assez longue, qui coïncide avec celle de notre pontificat, nous nous demandons combien d'« ouvriers pour la moisson » (cf. Mt 9, 37 et s.; Lc 10, 2), combien de « travailleurs de la vigne » (cf. Mt 20, 1 et s.) sont arrivés au soir de leur journée terrestre et se sont présentés au Seigneur, pour rendre compte de leur œuvre et pour recevoir leur récompense ? Combien d'autres ont pris leur place ? Certainement beaucoup. Mais les vides ont-ils tous été comblés ? Est-ce que ceux qui s'engagent dans le ministère sacré réussissent partout à répondre aux nécessités spirituelles des populations toujours plus nombreuses ? Et ceux qui travaillent déjà dans les secteurs multiples et immenses que le Seigneur a confiés à son Église, éprouvent-ils tous l'amour évangélique, le courage chrétien, la ferveur apostolique qui sont nécessaires pour remplir avec fidélité, générosité, efficacité, leur sublime mission ?

Ce sont là des interrogations inquiétantes qui nous font expérimenter avec souffrance notre insuffisance au regard d'événements et de problèmes que nous sentons aussi considérables. Mais le bon Pasteur, dont la figure ressort dans la liturgie de ce dimanche, vient au-devant de nous et nous tend la main. Lui, il connaît nos difficultés ; il a dit en effet : « La moisson est abondante, mais les ouvriers peu nombreux. » C'est pour cela qu'il nous invite, et même qu'il nous commande : « Priez donc le maître de la moisson d'envoyer des ouvriers à sa moisson. » (Mt 9, 37-38). Et de cette prière il nous a

lui-même donné l'exemple puisque, avant de choisir les apôtres, il passa la nuit en colloque avec son père (cf. Lc 6, 12-13), et à la fin de la dernière Cène il éleva vers lui sa prière sacerdotale (cf. Jn 17).

Savez-vous bien pour quoi vous priez ?

Oui, le Seigneur nous a dit de prier, et nous prions. L'Église prie dans toutes les parties du monde, unie dans la même foi et la même invocation, élevant avec plus de ferveur encore, en cette Journée, sa supplication universelle qui ne s'interrompt jamais.

Cette prière doit nous faire comprendre et aimer plus profondément tout ce que le Seigneur a voulu dire sur le don exaltant et joyeux de la vocation. C'est lui qui a parlé à ceux qu'il a appelés les premiers. Il leur a enseigné beaucoup de choses. Il les a voulus proches de lui (cf. Mc 3, 13 et s.). Il les a éclairés sur leur vie et sur leur mission, quand il a adressé à ses disciples le message des Béatitudes (cf. Mt 5, 1 et s.; Lc 6, 20 et s.), son discours missionnaire (cf. Mt 10) et, en particulier, son testament sacerdotal, avant son sacrifice (cf. Jn 13, 14, 15, 16).

Nous voudrions maintenant vous demander, surtout à vous les jeunes : connaissez-vous la pensée de Jésus à ce sujet ? Autrement dit, savez-vous bien pour quoi vous priez ? Vous priez pour les prêtres, pour les religieux, pour les missionnaires ; mais connaissez-vous bien les réalités mystérieuses et merveilleuses du sacerdoce catholique, de la vie consacrée par les vœux, du don de soi au service des missions ? Si vous ne connaissez pas bien ces choses, comment pourriez-vous les aimer, comment pourriez-vous les faire vôtres et les ressentir comme idéaux de vie, auxquels il faudrait rester fidèles pour toujours ?

Eh bien, le texte évangélique d'aujourd'hui nous éclaire justement, avec ses images merveilleuses, sur ces dons de Dieu, et nous les fait mieux comprendre. Quand Jésus parle du « Pasteur » et du bercail, il se présente lui-même comme bon pasteur, et il présente la communauté des croyants, c'est-à-dire son Église,

(1) Texte original. Sous-titres de la DG.

comme le bercaïl ouvert pour accueillir toute l'humanité (cf. Jn 10, passim ; Constitution dogmatique *Lumen gentium*, n. 6, 9). Or, pour comprendre le sens et la valeur de toute vocation, il faut appliquer son esprit et son cœur à ces deux réalités : le Christ et l'Eglise. C'est là qu'est la lumière pour accueillir la vocation, et le soutien pour persévérer dans cette vocation profondément comprise, librement choisie, fortement aimée.

Regardez le Christ

Regardez le Christ. Nous le disons spécialement à vous, les jeunes, avec une affection paternelle et une grande confiance. Regardez Jésus de Nazareth, Fils de l'homme et Fils de Dieu, grand prêtre du nouveau Peuple de Dieu, Pasteur éternel de son Eglise, qui a offert sa vie pour son troupeau, « prenant la condition d'esclave., se rendant obéissant jusqu'à la mort et à la mort de la croix » (cf. Ph 2, 7-8). Du Christ provient, comme d'une source pure, divine, le sacerdoce de la Nouvelle Alliance : aussi bien le sacerdoce commun des fidèles, en vertu du sacrement du baptême (cf. Constitution dogmatique *Lumen gentium*, n. 10, 11), que le sacerdoce ministériel, en vertu du sacrement de l'Ordre (cf., par exemple, *ibid.*, n. 10, 21, 28) ; de lui provient le don des « conseils évangéliques de chasteté vouée à Dieu, de pauvreté et d'obéissance, fondés sur les paroles et les exemples du Seigneur » (*ibid.*, n. 43) ; de lui encore provient le mandat de la mission : « Allez et enseignez toutes les nations » (Mt 28, 19), pour porter sa vérité et son salut au genre humain « jusqu'à la fin du monde » (*ibid.*, 28, 20 ; cf. Constitution dogmatique *Lumen gentium*, n. 17). Seule une intimité vécue, jour après jour, avec lui, en lui et par lui, peut faire naître et accroître dans un cœur de jeune la volonté de se donner irrévocablement, sans compromis et sans fléchissements, avec une joie toujours nouvelle et régénératrice, aux responsabilités d'être « ministres du Christ et dispensateurs des mystères de Dieu » (1 Co 4, 1), comme du reste la volonté de persévérer dans les engagements crucifiants, propres à la vocation chrétienne qui naît au baptême et se développe durant toute la vie. Regardez donc le Christ, toujours, pour établir avec lui un colloque décisif et fidèle.

Regardez l'Eglise

D'autre part, regardez l'Eglise. Elle est le troupeau du Seigneur, qu'il a réuni et qu'il continue de guider, comme le bon Pasteur, modèle de tout pasteur. Elle est le bercaïl, que le Seigneur a édifié pour accueillir et défendre son troupeau ; elle est la famille de Dieu, où grandissent ses fils en tout temps, en toute nation. Elle est l'Eglise visible et spirituelle, réalité historique et mystère de foi, Eglise d'hier et d'aujourd'hui, de toujours ; comme l'a dit le Concile, « elle ne vise qu'un but : continuer, sous l'impulsion de l'Esprit consolateur, l'œuvre même du Christ, venu dans le monde pour rendre témoignage à la vérité, pour sauver, non pour condamner, pour servir, non pour être servi ». (Constitution pas-

torale *Gaudium et spes*, n. 3). Pour cette Eglise, Jésus a institué son sacerdoce ; dans cette Eglise, Jésus a suscité la vie consacrée dans la profession des conseils évangéliques ; à cette Eglise, Jésus a confié la tâche formidable de l'entreprise missionnaire pour le monde entier.

**

Nous vous le disons donc, à vous les jeunes, et aussi à ceux qui sont moins jeunes : cherchez à mieux connaître ces réalités et ces vérités, pour les aimer davantage, pour découvrir et vivre votre vocation, pour lui demeurer fidèles avec la grâce du Seigneur.

Mais nous devons aussi ajouter pour vous, pasteurs d'âmes, religieux, religieuses, missionnaires, éducateurs, pour vous théologiens, et pour vous experts en spiritualité, en pédagogie et en psychologie des vocations : faites connaître ces réalités, enseignez ces vérités, rendez-les compréhensibles, stimulantes, attrayantes, comme savait le faire Jésus, le Maître et le Pasteur. Que personne, par notre faute, n'ignore ce qu'il doit savoir, pour orienter dans un sens différent et meilleur sa propre vie.

Prière

Concluons ensemble ces considérations en adressant au Christ lui-même notre humble prière :

Eclairés et encouragés par ta parole, nous te prions, Seigneur, pour ceux qui ont déjà répondu à ton appel et qui en vivent maintenant. Pour tes évêques, tes prêtres, tes diacres ; également pour les religieux, Frères et Sœurs, qui te sont consacrés ; et encore pour tes missionnaires et pour ces laïcs généreux qui œuvrent dans les ministères institués ou reconnus par la sainte Eglise. Soutiens-les dans les difficultés, réconforte-les dans leurs souffrances, assiste-les dans leur solitude, protège-les dans la persécution, affermis-les dans la fidélité !

Nous te prions, Seigneur, pour ceux qui commencent à ouvrir leur esprit à ton appel, ou qui déjà se préparent à le suivre. Que ta parole les éclaire, que ton exemple les entraîne, que ta grâce les guide jusqu'aux ordres sacrés, jusqu'aux vœux religieux, jusqu'à l'envoi missionnaire.

Que ta parole, Seigneur, les guide tous et les soutienne, afin qu'ils sachent orienter, conseiller et aider leurs frères avec cette force de conviction et d'amour que tu possèdes et que seul tu peux communiquer.

Confiant dans l'action de Dieu, « qui produit en nous le vouloir et le faire en vue de ses bienveillants desseins » (cf. Ph 2, 13), nous vous adressons à tous de grand cœur, et en particulier à ceux qui se préparent dans la prière et l'étude à collaborer plus directement à l'annonce de l'Evangile, en gage d'encouragement, notre bénédiction apostolique.

Du Vatican, le 1^{er} février 1978, quinzième année de notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

LE PRÊTRE, L'APPELÉ APPELANT

Homélie de Mgr Etchegaray (1)

FRÈRES PRÊTRES,

Chaque année, cette messe chrismale me donne l'occasion de vous offrir en partage quelques points de réflexion sur notre commune mission. Et ce partage fraternel, j'ose le faire en présence de laïcs et de religieux qui viennent nous accompagner dans cette démarche originale. Ils ont droit à nous entendre, à connaître nos propres questions, car c'est pour eux que nous nous les posons et c'est souvent par eux que nous trouvons les vraies réponses.

Au fil des années précédentes, nous avons pu ensemble méditer sur :

- Le prêtre au cœur de la vie des hommes par l'Eucharistie (1972) ;
- L'identité et l'unité du Presbyterium (1973) ;
- Le ministère de la Réconciliation (1974) ;
- La prière du prêtre (1975) ;
- La fidélité sacerdotale (1976) ;
- Le prêtre, témoin de la foi (1977).

Ce matin, je vous propose de nous arrêter un instant sur *l'appel au ministère presbytéral*. Dans un triptyque, nous verrons :

- Le prêtre, l'homme qui est appelé lui-même ;
- Le prêtre, l'homme qui éveille des appels ;
- Le prêtre, l'homme qui veille sur les appelés.

Cette relance de l'appel nous incombe en priorité de toute façon, mais elle nous presse aujourd'hui du fait de la chute vertigineuse des vocations sacerdotales, soit à Marseille, soit en France. Le nombre de jeunes et d'adultes engagés dans nos séminaires ou groupes diocésains était en 1970-71 de 3 350 ; il est de 1 151 en 1977-78. La courbe des ordinations diocésaines en France est descendue de 646 en 1965 à 285 en 1970 et à 99 en 1977. Lorsque je suis arrivé à Marseille, le diocèse comptait 25 grands séminaristes ; ils ne sont plus que 9 aujourd'hui.

Bien des raisons expliquent cette crise. Il nous faut refuser les interprétations faciles qui nous empêcheraient de poser les vraies questions. Ce n'est pas le lieu de faire cette analyse, mais nous ne saurions en faire l'économie. Ici, sans nous culpabiliser outre mesure, nous avons à réfléchir sur notre part de responsabilité dans cet affaissement. Mais, plus que d'analyses, nous avons besoin de convictions. Qui d'entre nous oserait nier qu'il ne s'est pas laissé prendre dans le tourbillon de la dépression, s'installant bon gré mal gré dans cette disette de vocations et cherchant même à lui trouver une justification rassurante ? Bien sûr, tout est grâce, vu surtout du côté de Dieu ; mais il y a des grâces de transit... qu'il faut souhaiter garder le moins longtemps possible, car l'homme est plus fait pour le printemps que pour l'hiver, pour le bonheur que pour l'épreuve !

Nous ne pouvons imaginer une rupture de la chaîne du ministère presbytéral, car le « métier » de prêtres ne saurait disparaître comme tant de professions au cours des siècles. Nous avons à réagir contre certains phénomènes de lente dérive, contre des expressions et des initiatives qui manifesteraient une résignation à se passer de prêtres ou à les voir peu nombreux. Parler, sans référence à un prêtre, de communauté ou d'assemblée sans prêtre risque de désigner une situation doctrinalement intenable pour l'Eglise. Certaines pratiques sacerdotales, dans la façon de nous situer à l'intérieur d'une équipe de laïcs ou même au cœur d'une action liturgique, rendent peu à peu insignifiante, voire inutile, la place spécifique du prêtre. Pourquoi tant de complexes ou de faux-fuyants pour nous comporter tout bonnement en prêtres chaque fois qu'il le faut ou qu'on nous le demande ? Pourquoi si peu de visibilité du prêtre à une époque où les signes extérieurs retrouvent leur valeur relative mais nécessaire ?

1. — Le prêtre, l'homme qui est appelé lui-même

S'il y a peu d'appelés, c'est d'abord qu'il n'y a plus guère d'appelants, je le répète partout. Mais le meilleur appelant sera celui qui vit déjà la condition d'appelé, le prêtre lui-même. Quoi qu'on dise, les premiers générateurs de prêtres seront toujours des prêtres ; mais des prêtres qui vivent intensément l'appel qu'ils ont entendu un jour, des prêtres qui ne flottent pas dans l'incertitude de leur identité sacerdotale. Si le but s'obscurcit ou s'il est déclaré obscur, qui s'engagera ? Qui osera engager d'autres ? L'Eglise sait, a toujours su ce qu'est un prêtre. Rien de plus clair que le document conciliaire sur le ministère et la vie des prêtres : depuis combien de temps ne l'a-t-on pas repris en main ? Seul le sacerdoce qui y est décrit est capable de soutenir une vie de prêtre et d'assurer la relève.

Pour cela, n'avons-nous pas à réentendre nous-mêmes le premier appel qui nous a fait tout quitter, tout risquer pour l'amour du Seigneur, pour le service exclusif de son Evangile ? Le ministère sacerdotal est une constante réponse à un constant appel. Le dynamisme de notre vie apostolique dépend de la netteté avec laquelle chaque jour nous continuons de choisir, de préférer Celui qui a osé le premier nous appeler ses amis. Cette préférence prend à certaines heures le goût amer du sacrifice, mais, en la ravivant de la fraîcheur du premier appel et de la première réponse, notre cœur ne cessera d'accroître sa capacité d'accueil, de liberté et de joyeux élan. Alors, mais alors seulement, montera de notre cœur ce que Gabriel Marcel appelle « le vœu créateur comme essence de la paternité » (*Homo viator*, p. 135), ce désir profond, mystérieux qui tient aux entrailles de notre vie et nous pousse à transmettre notre vocation à d'autres, à éveiller des vocations sacerdotales pour l'Eglise.

(1) Texte original.

Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, président de la Conférence épiscopale française, a prononcé cette homélie en sa cathédrale le Jeudi saint, 23 mars 1978, à la messe chrismale.

2. — Le prêtre, l'homme qui éveille des appels

C'est ainsi que l'appelé devient vite appelant, éveilleur d'appel. Je pense à cette réflexion de Saint-Exupéry dans *Terre des hommes* : « Certes, les vocations aident l'homme à se délivrer ; mais il est également nécessaire de délivrer les vocations. » Une vie d'homme ne se tire pas tout entière d'elle-même comme le fil dont l'araignée ourdit sa toile ; elle est polarisée par la vocation qui lui donne tout son sens, gonfle toutes ses énergies.

Je viens de faire une marche-pèlerinage aux Saintes-Maries avec les « terminales » de Marseille. Pour plusieurs d'entre eux, le choix d'un métier est encore indécis ou livré soit au hasard, soit à la nécessité. Qui oserait dire qu'aucun de ces jeunes n'attend d'être délivré par un appel mobilisateur au service de l'Eglise ? N'y en a-t-il pas qui, comme le paralytique de Bethzatha, n'ont personne pour les aider à plonger dans la piscine ? (Jn 5, 7.) Nous savons bien qu'on ne lance pas l'appel comme on met une annonce dans le journal, surtout lorsque la cote du prêtre a baissé à l'argus. Nous savons bien qu'on ne peut plus lancer l'appel de la même manière qu'autrefois, comme si le monde n'avait pas changé et ne s'était pas épaissi dans l'incroyance. Nous savons bien le rôle irremplaçable des communautés chrétiennes, trop habituées jusqu'ici à attendre un prêtre comme on attend un nouveau facteur quand l'autre est muté.

Par notre souci de susciter des communautés vivantes et responsables, des communautés en attente d'un ministère presbytéral authentique, les avons-nous mises en état d'urgence d'appel, leur avons-nous donné le goût d'appeler, avons-nous été pour elles le fer de lance de cet appel impérieux ? Sommes-nous convaincus que les périodes de l'enfance adulte, de la seconde adolescence et de l'entrée dans l'âge adulte sont — comme l'expérience le prouve — des moments privilégiés pour faire entendre l'appel ? En parlons-nous avec les familles chrétiennes que nous connaissons ? Sommes-nous décidés à présenter et à vivre le ministère presbytéral, non à la manière d'un grand prêtre installé dans le temple, mais à la manière des apôtres dont l'audace et les exigences missionnaires ont été si bien illustrées par saint Paul ? (Cf. par exemple 2 Co, chap. 10 et 11.)

3. — Le prêtre, l'homme qui veille sur les appelés

Le prêtre éveille des appels, mais aussi il veille sur les appelés. Une vocation se construit tout au long d'une marche tâtonnante dont le parcours se révèle progressivement. Toute vocation est dynamisme de perpétuel renouveau en vue de son accomplissement ; elle exige la présence active de témoins qui jalonnent sa route et l'aident à la découverte de la dimension ecclésiale du ministère.

Aucune vocation ne peut mûrir sans pédagogie de l'engagement : il y a des pas qu'il faut faire, des seuils qu'il faut franchir, parce qu'ils éclairent et fortifient une marche en avant.

Comme le Christ sur la route d'Emmaüs, savons-nous devenir des compagnons attentifs, entreprenants et patients de ceux qui cheminent en scrutant le sens de la parole de Dieu qui germe dans leur vie ? Comme le Christ aux bords du Jourdain, savons-nous redire : « Venez et voyez ! » et accueillir inlassablement dans l'amitié, la prière et la joie de cet enfant, ce jeune interrogateur et observateur de nos vies personnelles et communautaires ?

Toute relève suppose un mot de passe, un témoin à se transmettre : sommes-nous vraiment solidaires des séminaires, des groupes de formation où se prépare notre relève sacerdotale ?

Chers amis, ce matin je ne fais que poser des questions, des questions qui touchent à notre propre responsabilité ; elles ne recouvrent pas tout le champ de la réflexion sur l'appel au ministère presbytéral. Ce que je voudrais surtout, c'est vous stimuler à les reprendre, à les approfondir, à les compléter. La prochaine Journée mondiale des vocations, le dimanche du Bon Pasteur, nous incite à le faire entre nous et avec des laïcs. Pour ma part, je suis prêt à aider de mon mieux toutes les initiatives que vous pourriez imaginer. Il y va de l'avenir de l'Eglise. Le Conseil presbytéral est aussi résolu à tout entreprendre ; il est à votre service pour ouvrir avec vous les voies de l'Espérance.

Car il s'agit de dépasser les cris d'alarme, les soupirs de découragement, les sanglots sur le temps passé. Au milieu des difficultés qu'il ne faut pas masquer, nous devons, avec une joyeuse obstination, témoigner que Jésus-Christ ne vieillit pas et qu'il continue à appeler. Il n'est pas tonifiant de colmater des brèches ou d'organiser des replis successifs. C'est dans un climat de Pentecôte que nous devons repercuter son appel. Pas de relance des vocations sans relance de l'évangélisation qui est mission essentielle de l'Eglise, « son identité la plus profonde » (PAUL VI, *Evangelii nuntiandi*, n. 14).

Que cette messe chrismale soit pour nous un appel à vivre notre ministère avec encore plus de dynamisme et de joie, et à le vivre en commun. Que cette messe chrismale soit pour nous le sommet de la prière au Maître de la moisson (Lc 10, 2). C'est Dieu qui appelle, mais il veut faire dépendre son appel de notre prière ; nous ne le croyons pas assez.

Vous me permettrez, en terminant, de vous relire le bout de papier que j'avais trouvé, jeune prêtre, sur le bureau d'un confrère aumônier jociste à Bayonne ; il est encore plus actuel qu'il y a quelques années :

« Si tu ralentis, ils s'arrêtent ; si tu faiblis, ils flanchent ; si tu t'assois, ils se couchent ; si tu doutes, ils désespèrent ; si tu critiques, ils démolissent ; si tu marches devant, ils te dépasseront ; si tu donnes la main, ils donneront leur peau ; et si tu pries..., alors ils seront des saints. »

Jeudi saint 1978.

ROGER ETCHEGARAY.

Appel du cardinal Marty (1)

A TOUS CEUX ET A TOUTES CELLES QUI
RÊVENT DE REFAIRE LE MONDE, A VOUS
JEUNES CHRÉTIENS DE 1978,

Depuis deux ans, j'ai rencontré beaucoup d'entre vous. Vous êtes venus me voir. Vous m'avez invité dans vos groupes, vos communautés ou vos mouvements. Vous m'avez écrit.

J'y vois un appel. Je vous dois d'y répondre. Je le fais en cette fête de Pâques, qui est le printemps de l'Eglise.

Et à mon tour, je vous adresse un appel. Un appel pressant, chaleureux, fraternel. Un appel à l'action. J'ai cru comprendre que vous l'attendiez.

Vivre et annoncer l'Evangile

Je vous invite à vous emparer de l'Evangile. Je le remets entre vos mains. Il vous est donné. Il sera ce que vous en ferez : un livre dans une bibliothèque ou une source de vie pour le monde d'aujourd'hui.

Vous me l'avez dit. Il vous est arrivé d'être bouleversés par les paroles de Jésus ou par sa fascinante liberté. Vous avez découvert qu'une vie n'est jamais perdue, même dans l'échec et la souffrance, tant qu'elle peut être donnée. Jésus vous a fait entrer dans l'expérience de sa prière ; il vous a donné le goût de la longue et silencieuse adoration de Dieu qu'il appelle son Père. Avec lui, vous osez dire qu'il est Père pour tous les hommes. Jésus vous a appris le geste du partage et les quelques mots qui peuvent réconcilier. Il vous a remis debout. Il vous a réappris à voir. Il vous a redonné la parole pour être dans le monde le cri des pauvres et des opprimés ; pour être dans l'Eglise le cri de ceux qui ne savent pas prier.

Vous avez à vivre l'Evangile. Vous avez à dire l'Evangile.

Depuis vingt siècles, l'Eglise du Christ est cette voix qui retentit dans le vide du tombeau : « Le crucifié, Dieu l'a ressuscité ! » Vous êtes l'Eglise. Votre parole et votre vie

diront la Résurrection. Vos engagements au service des hommes, la qualité de votre vie communautaire et la vérité du partage que vous saurez vivre en témoigneront : ce qui fait exister le monde, ce n'est ni le culte de l'argent, ni le goût du pouvoir, ni la profanation de la sexualité, ni la puissance de la science, ni le savoir de la technique... Ce qui fait vivre le monde, c'est le don de soi. A l'image de Dieu, qui est Amour et partage.

C'est bien ainsi que vous essayez de vivre dans vos équipes ou vos communautés, en famille, comme étudiants ou jeunes travailleurs. Vous n'êtes pas plus géniaux ni meilleurs que ceux qui vous ont devancés. Plus réalistes peut-être. Mais je suis persuadé que votre génération saura réinventer la vie communautaire dont le monde d'aujourd'hui a tellement besoin. En particulier dans la jungle de la ville.

Je sais que vous serez responsables de l'Evangile reçu et vécu en Eglise. J'appelle chacun et chacune d'entre vous à prendre sa place. Laïcs, vous ne serez pas des marginaux, mais vous serez pleinement responsables de la transmission de la foi et de l'avenir de l'Eglise. Il y aura — et il y a déjà — des animateurs dans les communautés, des militants dans les mouvements, des engagés au service de la paix et de la justice. Il y aura — et il y a déjà — des femmes et des hommes qui prendront des responsabilités, en catéchèse, pour les célébrations, etc. Il y aura — et il y a déjà — des religieuses et des religieux pour dire que la vie est éternelle puisqu'on aime éternellement Dieu. Leur mission sera leur consécration : dire au monde qu'une vie entièrement mise sur l'absolu de Dieu vaut la peine d'être vécue.

L'Eglise, il faut la faire vivre. Comme évêque, c'est ma tâche et ma passion. Construire l'Eglise comme une communion de multiples communautés.

L'appel à devenir prêtre

Et ici, à certains d'entre vous, je veux adresser un appel plus particulier. Pour mon

(1) Texte original. Titre et sous-titres de la DC.

Dans l'homélie qu'il a prononcée à la messe chrismale, le Mercredi saint (22 avril), à Notre-Dame de Paris, le cardinal MARTY avait dit, à propos de cet appel, rédigé avec 25 jeunes prêtres :

Samedi dernier je célébrais la liturgie des Rameaux avec 500 jeunes sur la rive droite. Ensemble, pendant plus de deux heures, nous avons médité sur Jésus, Fils de Dieu, et sur le procès qu'on lui intente depuis vingt siècles. Ensemble, nous avons vécu la Passion. Beaucoup de ces jeunes avaient participé, de multiples façons, à la préparation de cette célébration. Ils y étaient très fortement impliqués. Dans un geste volontaire et libre, presque tous se sont engagés par leur signature à prendre la responsabilité du Message évangélique.

Au terme de la messe, je leur ai adressé un appel. Un appel à vivre pleinement de l'Evangile, un appel à en

être responsables, un appel à l'action pour construire l'Eglise. Un appel, pour certains d'entre eux, à partager notre responsabilité, à devenir prêtres, comme serviteurs de l'Evangile, de la vie sacramentelle, des communautés...

Je répercuterai cet appel ici même, le jour de Pâques. Je le répéterai prochainement au pèlerinage des jeunes à Lourdes et durant le prochain trimestre dans diverses rencontres de jeunes. Le texte de cet appel est imprimé en tract. Je vous invite, frères prêtres, des paroisses ou des diverses aumôneries, à diffuser très largement cet appel. Il vous sera offert à la sortie de la célébration. Vous pouvez demander à la Maison diocésaine tous les tracts qui vous sont utiles.

Il y a de l'embauche pour proclamer l'Evangile. « Les pauvres sont-ils évangélisés », me demandait le Pape Jean XXIII en 1962 ?...

ministère d'évêque, et celui de mes successeurs, je cherche des collaborateurs, des prêtres et des diacres. Je cherche des hommes qui acceptent de consacrer toutes leurs forces vives au service de l'Évangile et de la communion (2).

Quelques-uns parmi vous sont venus m'en parler. Parfois timidement. Avec tout ce qu'on peut raconter sur l'Église et sur le ministère des prêtres, ils se demandaient s'il y avait encore de l'embauche.

Eh bien, oui, j'embauche !

Pourquoi faire ?

Souvent, vous me posez cette question. J'y réponds : pour annoncer l'Évangile, pour faire naître de vraies communautés d'Église et pour les faire vivre de Jésus-Christ. Des témoins et des fondateurs. Des hommes qui, dans l'Église, ne monopolisent pas les responsabilités, mais qui soient responsables de la responsabilité de tous. L'Église de Vatican II, l'Église des cinq continents, a besoin de ces prêtres-là.

Au nom de Jésus, pour la vie du monde et pour la communion des frères chrétiens, les prêtres refont avec le pain et le vin le geste du partage, et redisent les mots du sacrifice : « Ceci est mon Corps, ceci est mon Sang, pour vous, et pour la multitude. » Dans l'Église de la Résurrection, ils incarnent la tendresse du Père et expriment son pardon. Ils insufflent l'Esprit-Saint. Non comme un pouvoir, mais comme un service. Dans un monde qui change, dans une Église secouée par les bourrasques ou tentée par la peur, ils ont — et vous aurez — l'audace de la fidélité et la passion de l'Espérance.

Si d'aventure, en certains d'entre vous, cet appel à devenir prêtre rejoint comme un désir, ou comme l'ébauche d'une question, ne l'étouffez pas. Prenez le temps d'y voir clair, sereinement. Parlez-en entre vous. Parlez-en avec un ami. Parlez-en à un prêtre. Ou venez me voir.

Pour ma part, voyant s'approcher le terme de ma course, je peux dire avec saint Paul : « Je sais en qui j'ai cru. » Dieu ne déçoit pas. Je peux vous le dire à tous et à toutes. Vous choisirez des chemins divers. Vous y rencontrerez les difficultés et le doute. Puissiez-vous reconnaître alors Celui qui chemine avec vous sur la route. Puissiez-vous, pleins de joie, en porter la nouvelle à vos frères.

Pâques 1978,

† Cardinal FRANÇOIS MARTY,
archevêque de Paris.

(2) Le cardinal Marty ■ de nouveau évoqué cet appel dans son homélie de Pâques, à Notre-Dame de Paris, et il ■ donné ces chiffres : « En 1970, il y avait 62 séminaristes pour le diocèse de Paris. Au creux de la vague, ■ 1974, il y en avait 29. En 1978, ils sont 48. Il y aura 6 nouveaux prêtres cette année... » (NDLR.)

LES PRETRES SECULIERS EN FRANCE

Quelques éléments de statistique (1)

1. — Combien sont-ils ? (2)

En 1965 : 40 994 prêtres séculiers ; En 1975 : 36 014 prêtres séculiers ; soit une diminution de 12 %.

Les religieux prêtres, résidant en France, étaient en 1975 : 8 940. Au total, il y avait donc en France : 44 950 prêtres.

2. — Quel âge ont-ils ?

Un exemple : le diocèse du Havre en 1977 :

13 de 70 à 80 ans.
48 de 60 à 70 ans.
50 de 50 à 60 ans.
25 de 40 à 50 ans.
7 de 30 à 40 ans.
1 de 20 à 30 ans.

On devine que la silhouette de cette « pyramide » se retrouve en bien des diocèses de France.

3. — Que font-ils ?

En 1975 :

1. — Au service des paroisses rurales....	31,95 %
soit 1 prêtre pour 1 300 personnes.	
Au service des paroisses urbaines.....	27,41 %
soit 1 prêtre pour 3 527 personnes.	
2. — Au service de l'éducation et de l'enseignement	9,47 %
3. — Dans les aumôneries (communautés religieuses, hôpitaux...)	5,90 %
4. — Services généraux des diocèses....	5,15 %
5. — Pour « l'apostolat des laïcs »	3,31 %
6. — Autres tâches missionnaires	2,20 %
7. — Fonctions interdiocésaines régionales ou nationales	1,94 %
8. — Autres situations (études, « en congé », retraités, en activité hors de France)	12,67 %

4. — Nombre d'habitants pour un prêtre séculier : 1904-1975

Nombre d'habitants pour un prêtre.

1904 : 740 ; 1929 : 960 ; 1946 : 1 030 ; 1975 : 1 460.

Une évolution due : à l'accroissement de la population totale ; à la diminution du nombre des prêtres.

— Mais avec des situations fort diverses d'un diocèse à l'autre :

287 à Mende ; 825 à Coutances ; 1 832 à Paris ; 6 006 à Pontoise ; 1 460 pour l'ensemble de la France.

A l'étranger : 920 en Espagne ; 7 100 aux Philippines.

(1) Ces chiffres et ceux qui suivent sont extraits du dossier établi par le Centre national des vocations (106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07) et présenté aux informateurs religieux le 30 mars 1978 par le P. Claude Cugnasse.

(2) Beaucoup d'indications statistiques sont tirées de Julien Potel : *les Prêtres séculiers en France*, Le Centurion, 1977.

POUR LA VIE DU MONDE, PARMI LES SERVITEURS DE L'ÉVANGILE, DES PRÊTRES

Sous ce titre, Mgr FRÉTELLIÈRE, évêque auxiliaire de Bordeaux, président de la Commission épiscopale française du clergé et des séminaires, a fait l'exposé ci-après au cours de la conférence de presse donnée aux informateurs religieux (au Secrétariat de l'Episcopat, 106, rue du Bac, à Paris, le 30 mars 1978) avant la Journée mondiale des vocations, fixée au dimanche 16 avril (1) :

I. — L'EFFORT EN COURS CONCERNANT LA PASTORALE DE L'APPEL AU MINISTÈRE PRESBYTÉRAL

a) La Journée mondiale des vocations est le temps fort d'un travail qui se poursuit toute l'année. De ce travail ordinaire, le dossier presse du CNV présente certains aspects. A l'occasion de cette Journée mondiale des vocations, un dossier a été envoyé à tous les prêtres de France, accompagné d'une lettre personnelle de Mgr Etchegaray (2). Cette initiative est appuyée de diverses manières à travers le pays :

— Par une lettre personnelle de l'évêque à tous ses prêtres dans un certain nombre de diocèses (cf. Toulouse par exemple) ;

— Par des rencontres, notamment de prêtres, organisées par l'évêque ou le service diocésain des vocations ;

— Par des appels lancés aux jeunes et à tous les chrétiens (cf. Paris) ;

— Par des publications du CNV (cf. revue *Vocation*).

En cette Journée des vocations, nous répercuterons, bien sûr, le message que le Pape adresse à toute l'Eglise en cette occasion (3).

b) Le Conseil permanent, sur proposition que je lui ai faite en décembre, a décidé en janvier, et prévu de manière pratique en février, de mettre au programme de la prochaine Assemblée plénière de Lourdes cette question de l'appel au ministère presbytéral. Au terme de quatre années de travaux à Lourdes sur la formation dans les grands séminaires (cf. le vote de la « Ratio Studiorum » prévu cette année), le moment semble particulièrement opportun de raviver dans l'Eglise de France l'attention à la pastorale de l'appel au ministère presbytéral.

Pour souligner l'importance qu'il accorde à cette question, le Conseil permanent a décidé que la préparation et l'animation de l'échange

seraient assurées sous sa propre responsabilité. Pour suivre et organiser le travail, il a constitué une équipe :

— Deux évêques du Conseil permanent : Mgr MAZIERIS et Mgr KUEHN ;

— Deux évêques de la Commission du clergé et des séminaires : Mgr BARDONNE et moi-même ;

— Trois prêtres de l'équipe évêques-prêtres. Cette équipe rencontre régulièrement le Conseil permanent chaque trimestre. Elle choisira elle-même ses représentants lors de sa prochaine rencontre en avril ;

— Deux responsables du Centre national des vocations : le P. MUCHERY et le P. CUGNASSE ;

— Le secrétaire du Conseil national des grands séminaires (CNGS) : le P. BONY, supérieur du séminaire des Carmes.

La visée de l'opération est précise. Il ne s'agit pas d'élaborer un rapport sur la pastorale des vocations. Il s'agit de faire une sorte de bilan-projet afin de relancer à la base dans toute l'Eglise de France, d'une manière concrète et réaliste, la pastorale de l'appel au ministère presbytéral.

— Avant l'été, aidés par une grille de réflexion, dans chaque région, les évêques (si possible avec les délégués des vicaires généraux et des conseils presbytéraux et avec les responsables des services diocésains des vocations et des centres de formations) sont invités à préciser les besoins de l'Eglise par rapport au ministère presbytéral et à porter un regard critique sur leur pastorale de l'appel au ministère presbytéral. Les mouvements de laïcs sont invités par ailleurs à faire part, s'ils le désirent, de leur réflexion et de leurs efforts au service de cette même pastorale.

— A Lourdes, l'équipe constituée par le Conseil permanent aura pour mission de favoriser une confrontation des expériences faites dans les régions et, compte tenu de ce qui sera exprimé également par les mouvements, aidera l'Assemblée à dégager des pistes de réflexion et d'action.

c) A la fin de février dernier, les évêques du monde entier ont reçu une lettre et un dossier de la Congrégation romaine pour l'Educaton catholique. Nous ignorons la publication imminente de cette lettre et de ce dossier quand a été prise, en février, la décision de mener l'opération que je viens de vous décrire.

Chaque évêque est invité à « élaborer un programme pastoral ou plan d'action diocésain pour toutes les vocations consacrées ». Ce document, une fois mis au point, doit être publié par l'évêque dans son diocèse « et servir de norme pour la communauté tout entière ». Il doit être transmis à la Congrégation romaine « au plus tard pour Pâques 1979 ». La Congrégation voudrait ainsi « imprimer un nouvel élan dans les dix années à venir à la cause des vocations consacrées ».

(1) Texte original. Les sous-titres secondaires sont de notre rédaction.

(2) DC 1978, n° 1739, p. 332 (NDLR).

(3) Supra, p. 355.

II. — POURQUOI VOULONS-NOUS STIMULER AINSI LA PASTORALE DE L'APPEL AU MINISTÈRE PASTORAL ?

Une première réponse nous vient tout de suite à l'esprit. Elle est simple. Depuis quelques années, le nombre de jeunes qui s'engagent dans une formation en vue du ministère presbytéral reste stationnaire à un niveau nettement trop bas et, dès maintenant et pour plusieurs années, nous aurons un nombre d'ordinations beaucoup trop faible pour répondre à nos besoins locaux, pour satisfaire aux exigences de la mission de l'Eglise en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud.

Les prêtres sont nécessaires à la vie et à la mission de l'Eglise.

Mais cette évocation numérique risque de nous enfermer dans des perspectives de type aménagement du territoire. En réalité, si l'Eglise doit appeler au ministère presbytéral, c'est au nom même de sa foi, en raison de son expérience et pour répondre aux besoins particuliers de l'évangélisation de demain.

Notre foi nous le dit : les prêtres sont nécessaires à la vie et à la mission de l'Eglise.

Avec insistance, depuis quelques années surtout, les évêques invitent les chrétiens à prendre, en communion avec eux, des responsabilités dans l'Eglise. Le sacrement de l'Ordre et le ministère sacramentel auquel il habilite relie le prêtre à l'évêque d'une manière spéciale et le qualifient pour être, à un titre particulier, garant de l'identité de l'Eglise et serviteur de sa vitalité.

Les chrétiens peuvent valablement se réunir en l'absence du prêtre pour prier, réfléchir, mener une action. Le groupe qu'ils constituent, pour être pleinement reconnu comme communauté d'Eglise, a besoin du ministère d'un prêtre. Il y a communauté d'Eglise, en effet, et pas seulement club de croyants, lorsqu'est révélée et assurée l'originalité du lien qui, se référant à la foi des apôtres, unit les membres de la communauté entre eux et avec les autres communautés d'Eglise. Or il relève du ministère propre des prêtres, en communion avec celui des évêques, d'être le garant de la fidélité à la foi des apôtres, d'assurer sacramentellement le lien vital à Jésus-Christ et de veiller à la communion de toutes les communautés d'Eglise. C'est dans l'Eucharistie que le témoignage de la communauté prend sa source et toute sa dimension, et le prêtre est le ministre nécessaire de l'Eucharistie.

Ce que notre foi nous dit, l'expérience de tous les jours nous le confirme. Pour tout observateur de la vie de l'Eglise, il est clair en effet que le témoignage évangélique d'une vie sacerdotale a un impact particulier, ne serait-ce que parce que le prêtre a consacré toute sa vie au service de l'Evangile, mais aussi parce que sa mission spécifique dans l'Eglise fait qu'à travers lui, plus qu'à travers quiconque, on juge et on apprécie l'Eglise. Par ailleurs, il suffit d'écouter les chrétiens, d'observer la vie des mouvements, des groupes et des communautés, pour être persuadé de l'importance du rôle du prêtre dans l'éveil, le soutien, l'éducation de la foi et de la vie militante des chrétiens.

La société sécularisée qui a tant remis en cause la civilisation et la culture chrétiennes n'est pas sans poser elle-même aujourd'hui des questions. Le matérialisme, qu'il soit d'un bord ou de l'autre, laisse beaucoup de nos contemporains sur leur faim dans leur recherche du sens de la vie, dans leur quête du bonheur. En consacrant leur vie à l'Evangile des Béatitudes et de l'amour, en travaillant à faire que les hommes se reconnaissent frères parce que fils du même Père, Dieu, les prêtres assurent dans la période troublée que nous vivons un service éminent de l'humanité.

Le rôle du prêtre dans les années à venir

L'évocation du temps de l'Histoire qui est le nôtre m'amène à insister sur l'importance du rôle des prêtres dans les années à venir.

L'Eglise demain devra assumer sa mission avec des moyens plus pauvres que par le passé. La pauvreté mal assumée peut engendrer nostalgie, complexe ou résignation. Vécue dans l'esprit de l'Evangile, elle est au contraire génératrice de liberté et de disponibilité. Qui dit pauvreté ne dit pas clandestinité. L'Eglise, demain, à cause même de sa pauvreté, devra affirmer avec plus d'audace son identité, son originalité.

Dans une telle Eglise, par leur vie et par leur ministère, les prêtres auront à se situer comme un ferment.

Selon des modalités pastorales qui devront prendre en compte l'évolution de la société et des mentalités, les prêtres devront accentuer certains aspects de leur ministère de toujours : plus que jamais ils auront vocation de fondateurs, de rassembleurs, d'éducateurs, de garants.

Peut-on évoquer rapidement ce que ces mots recouvriront demain ? Dans un monde sécularisé qui prend ses grandes options sans référence à l'Evangile et où la foi paraît étrange, les prêtres seront affrontés à la difficulté, et partant à la nécessité, de fonder des communautés de croyants. Ils ne le feront pas seuls. Avec patience, mais avec ténacité, ils devront aider les communautés existantes à faire éclater les murs du ghetto dans lequel elles seront tentées de se préserver. Les hommes de ce temps auront bien besoin du témoignage des communautés chrétiennes. L'argent, l'érotisme, la volonté de puissance referment constamment l'homme sur lui-même. La vie, selon Jésus-Christ, est libération des prisons que nous reconstruisons sans cesse.

Les prêtres travailleront à développer chez les chrétiens le sens de l'écoute, le goût de l'accueil de l'autre, le souci de l'ouverture à l'universel. Le monde éclate dans tous les sens. Grâce à Jésus-Christ, la communion dans la diversité est possible et enrichissante pour tout le monde. Il sera important que les communautés chrétiennes en donnent le témoignage.

Les prêtres auront plus que jamais à éveiller des hommes et des femmes, de tous âges et de toutes situations, à prendre leur part dans les échanges et dans les responsabilités au sein de l'Eglise. Notre société n'hésite guère à écraser l'homme, à commencer par les plus pauvres. Dans l'humanité, selon Jésus-Christ, tout homme a ses chances. Les communautés chrétiennes doivent le manifester clairement.

A une époque où l'affrontement à l'incroyance, à l'indifférence sera rude, les prêtres devront veiller à ce que la foi des chrétiens irradie toute leur vie et s'ancre solidement à la Tradition vivante de l'Eglise. Par là, le témoignage pourra être rendu que, dans la logique de l'Incarnation, quelle que soit l'évolution de la civilisation et de la culture, la parole de Dieu est destinée à tout homme. Toute génération, toute race, toute classe sociale a grâce et mission pour redire cette parole en sa propre langue.

Le prêtre de demain ne sera pas seul à poursuivre ces objectifs de qualité de la vie en Eglise et d'actualisation de l'Evangile. Il en partagera le souci avec tous les chrétiens qui prendront des responsabilités dans l'Eglise. Mais il relèvera de son ministère propre de faire que l'effort de tous puise sa source et sa cohésion dans une commune référence à Jésus-Christ et soit vécu dans l'action de grâce comme une offrande spirituelle.

Une telle mission est exigeante. Elle est aussi une grâce et une joie parce qu'elle est porteuse d'espérance pour le monde, et notamment pour les croyants. Les prêtres ne pourront l'assumer qu'en s'entraïdant, en se complétant les uns les autres, en faisant équipe entre eux et avec leur évêque. Leur vie, leur ministère ne seront pas toujours confortables. Leur fidélité, leur fermeté seront mises à l'épreuve. Ils auront besoin du soutien humain et spirituel des chrétiens avec lesquels ils seront appelés à collaborer étroitement. Il leur faudra être, à la fois mystiques et apôtres, proches des hommes de leur temps et témoins de l'absolu d'un Dieu qui est amour fidèle et gratuit pour tous les hommes.

L'hésitation à répercuter l'appel

Certains, je le sais, hésitent ou même renoncent à répercuter près des jeunes l'appel au ministère presbytéral. La crise qu'a connue le clergé ces dernières années n'est guère encourageante, disent-ils. L'avenir de l'Eglise est incertain. Tout évolue si vite qu'il est imprudent d'appeler des hommes à prendre des risques peut-être démesurés.

A cela, j'ai envie de répondre, et tout simplement, qu'il serait bien irréaliste de penser que l'option pour une profession et pour une vie conjugale ne comporte pas également des risques et tout aussi importants. Mais surtout, de quel droit refuserions-nous aux jeunes de pouvoir choisir une option possible pour eux ? Est-ce que cela voudrait dire que nous les croyons a priori incapables d'assurer, à leur manière à eux, les moyens de trouver un épanouissement dans un sacerdoce qui a comblé pendant des générations, et comble encore aujourd'hui, la vie de tant d'hommes heureux d'être prêtres ?

Oh ! je le sais bien, nous allons nous heurter à bien des difficultés : le petit nombre des jeunes suffisamment ouverts à la foi pour se laisser séduire par le service de Jésus-Christ dans le sacerdoce, l'impact défavorable que peut avoir sur eux le mode de vie actuel des prêtres et les conditions dans lesquelles ils exercent parfois leur ministère.

En relançant aujourd'hui avec vigueur l'appel au ministère presbytéral, nous nous engageons

dans un effort qui ne produira, sans doute, des fruits que progressivement. Le résultat sera à la mesure de notre prière, de notre audace, de notre persévérance, de notre foi en l'Esprit de Jésus-Christ qui fait vivre son Eglise.

A la première Cène, ils étaient onze invités à la table du Maître, onze appelés à continuer son œuvre. La trahison de l'un, le reniement de l'autre, la peur de tous au soir du Jeudi saint témoignent de la fragilité du groupe. Et pourtant, des milliards d'hommes ont vécu depuis deux mille ans de la foi de ces premiers apôtres. Comment l'Eglise, lorsqu'elle se souvient de ses origines, ne vivrait-elle pas envers et malgré tout dans l'Espérance ?

30 mars 1978.

F. FRÉTELLIÈRE.

LES SEMINAIRES EN FRANCE

Eléments de statistiques 1977-1978 (1)

a) Les entrées

	En centres de formation	En GFU (2)	En GFO (3)	TOTAL
1976	164	39	12	215
1977	152	42	6	200

b) Origine de ceux qui entrent

Viennent :	
Des foyers de jeunes	38
Du séminaire d'âinés	4
De l'enseignement catholique	19
De l'enseignement d'Etat	34
Des facultés	36
Du travail	42
Des centres de formation religieux	2
Du service national	24
Non identifié	1

Cette statistique ne présente que la situation des candidats au cours de l'année qui précède son entrée en formation.

Sans doute les 24 qui proviennent du Service national seraient, à peu de chose près, à répartir proportionnellement dans les autres catégories.

De toute façon, ces chiffres confirment l'évolution déjà remarquée dans le sens d'une plus grande maturité, acquise chez beaucoup par une expérience de vie professionnelle.

c) Les effectifs généraux

— 978 en Centres de formation (grands séminaires), y compris, au niveau du 2^e cycle, 20 membres des équipes de formation en milieu ouvrier.

— 33 en formation à la Mission de France.

— 103 en Groupe de formation universitaire (GFU).

— 37 en Groupe de formation en monde ouvrier (GFO).

(GFU et GFO se situent au niveau du 1^{er} cycle).

Soit 1 151 au total.

d) Les ordinations

— 1976

— 1977

A mettre en rapport avec la baisse des entrées en formation des années 1969, 1970...

(1) Extrait du dossier du Centre national des vocations (cf. *supra*, p. 360).

(2) Groupes de formation universitaires. (NDLR.)

(3) Groupes de formation en monde ouvrier.

DÉCLARATIONS DU CARDINAL GARRONE

Le Figaro (3 avril 1978) a publié l'interview ci-après, recueillie par J. Vandrisse, du cardinal Garrone, préfet de la Congrégation pour l'Education catholique :

« Il serait d'abord contraire à la vérité de laisser croire que la situation, dans l'ensemble de l'Eglise catholique, est catastrophique. On voit lentement se redresser, contre toute attente humaine, en bien des pays du monde, la courbe qu'on disait fatalement descendante des vocations sacerdotales et religieuses. L'énergique et patiente volonté de certains Episcopats n'y est certainement pas pour rien. »

Le cardinal Garrone évoque l'Assemblée plénière de la Congrégation pour l'Education catholique qui s'est tenue le mois dernier. Les membres et les consultants de cet organisme venus du monde entier ont constaté que « dans l'ensemble des pays, la remontée est évidente et générale, modeste mais continue avec parfois des pointes spectaculaires ». A Cordoba, en Argentine, les entrées au grand séminaire sont passées de 13 à 95 en trois années.

Des points de stagnation existent pourtant : en Italie, en Espagne et en France : « Chaque situation, commente le cardinal, est particulière. On ne peut trouver d'explication universelle. Il faut trouver sur place les raisons de ce retard et c'est le rôle des évêques. »

— On accuse parfois le Concile...

— C'est bien là manquer à l'évidence ! Faut-il rappeler que Pie XII, dès 1950, donnait formellement aux séminaires des orientations reprises par le Concile sur l'éducation à la responsabilité. S'il y a un jugement à porter, il doit consister, à mon avis, dans la confrontation de ce que l'on a fait et de ce que le Concile demandait. Certaines Eglises, comme celle de Pologne, franchement « conciliaires », n'ont rien rejeté des lumières reçues. Elles en recueillent les bienfaits...

— Les consignes de la Congrégation sont-elles reçues et appliquées ?

— Un organisme comme le nôtre a une fonction de proposition et de coordination. Il doit donc accepter la collaboration franche et constante avec les Episcopats des Eglises nationales. Notre Congrégation a pu établir ainsi, avec la collaboration des évêques, une sorte de « loi-cadre » pour tous les séminaires catholiques (1). Ce document, publié en 1970, n'a d'autre raison d'être que de fournir aux Conférences épiscopales l'instrument dont elles avaient besoin pour rédiger leur propre loi d'orientation en maintenant fermement les valeurs traditionnelles dans la formation des futurs prêtres, et en faisant droit à ce que le Concile apporte d'ouvertures. Là où cette loi-cadre n'a pas été suffisamment appliquée et où les choses ont tourné peu heureusement, on y revient comme à une planche de salut. »

Est-ce le cas en France ? Il faut reconnaître que l'élaboration de cette loi propre aux séminaires fran-

çais a été laborieuse. Ce n'est qu'en mars 1974 que le Conseil permanent de l'Episcopat a chargé la Commission du clergé et des séminaires de préparer un texte qui fut adopté en octobre 1975 par l'Assemblée plénière.

La Congrégation romaine fit alors remarquer que le document devait être complété par un règlement des études (actuellement en voie d'élaboration). Elle estimait « indispensable » que des chartes déterminant dans le concret la vie des séminaires soient établies (elles le furent en 1977) et, enfin, elle exprimait quelques réserves sur certains groupes de formation (2).

— Ces réserves, nous les maintenons, commente le cardinal Garrone. Par contre, la lecture des chartes, et ce que nous savons par ailleurs, nous permet de témoigner en faveur des séminaires de France et du travail sérieux qui s'y fait. Des campagnes calomnieuses ont été menées contre certains séminaires. Cela est totalement injuste et contribue à faire hésiter des jeunes gens désireux de se consacrer au service de l'Eglise, qui sont tentés de chercher une formation par des voies latérales.

— C'est-à-dire ?

— Je veux parler des centres de formation établis en France ou ailleurs, regroupant des jeunes hommes en assez grand nombre, qui exigent une formation spirituelle et intellectuelle intense, dans la ligne des orientations du Concile. Ces jeunes gens ne demandent qu'à servir plus tard leur diocèse. Pourquoi n'ont-ils pas rejoint les centres de formation choisis par leur évêque ? Il y a là une question que l'on ne peut éluder. Les vocations ne manquent pas. Il faut certes « relancer l'appel », et les évêques français sont décidés à intensifier leur action à ce sujet. Mais en même temps il faut que soient prévus des centres ouverts aux perspectives pastorales et missionnaires de l'Eglise locale et de l'Eglise universelle. Il faut examiner cette question avec courage. Il faut recréer des instruments adaptés aux besoins formulés.

— Etes-vous optimiste pour l'avenir ?

— Oui, dans la mesure où le travail qui est entrepris l'est dans la foi. Ce n'est pas un vain mot. Les signes ne manquent pas aujourd'hui en France, comme dans d'autres pays, pour nous permettre d'affirmer que la fidélité paie. C'était le sens du message que Paul VI a lancé en décembre dernier aux catholiques de France (3). Il serait tragique que, sous la pression de slogans simplistes et fallacieux — ce sont les mots du Pape — on prenne parti du manque de vocations en attendant des résultats illusoires pour demain. Paul VI disait de l'Eglise de France qu'elle témoigne d'une réelle bonne santé. Comment pourrait-elle alors se résigner, sans espoir de participer à la remontée générale ?

(1) DC 1970, n° 1563, p. 459 et s. (NDLR.)

(2) DC 1976, n° 1690, p. 61. (NDLR.)

(3) Cf. DC 1977, n° 1732, p. 1051 et s. (NDLR.)

Questions actuelles

NON A LA VIOLENCE, OUI A LA PAIX

Allocution de Mgr Casaroli à New York

Le 23 janvier 1978, dans le cadre de la célébration de la Journée de la paix, Mgr Casaroli, secrétaire du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise (la grande presse le désigne souvent comme « le ministre des Affaires étrangères de l'Eglise »), a prononcé l'allocution ci-après à New York, dans l'église de la Sainte-Famille, au cours d'une célébration œcuménique à laquelle participait notamment M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU. Cet exposé et les deux autres qui suivent permettent d'avoir une vue d'ensemble de l'attitude du Saint-Siège devant les différents problèmes de la vie internationale ().*

Jamais, au cours de son histoire multimillénaire, l'homme ne s'est senti aussi près qu'aujourd'hui de s'emparer des forces du monde qui l'entoure.

Après avoir imposé à grand-peine, grâce à son intelligence, sa propre autorité sur la terre et sur la mer, après avoir ravi aux oiseaux ce qui semblait être leur privilège, à savoir la possibilité de se mouvoir dans l'atmosphère comme dans son propre élément, l'homme a réussi à violer les secrets les plus jalousement gardés de la matière, en découvrant ses harmonies les plus profondes et en pénétrant dans les retraits les plus secrets de son ordre admirable. Bien plus, il a commencé à se rendre maître des énergies cachées dans les mystérieuses profondeurs de l'atmosphère et à les réduire, tout réticents et rebelles qu'ils soient, à son propre service. Comme dédaigneux de se sentir prisonnier sur la planète dont il se proclame orgueilleusement le souverain, et qu'il sait ne représenter qu'une partie infinitésimale de l'univers, l'homme a commencé l'admirable épopée de la découverte et de la conquête de l'espace; en brisant les chaînes qui l'ont lié pendant des millénaires à la terre, il s'est lancé au-dehors de l'atmosphère qui l'entoure comme un manteau protecteur et, courageusement, s'est aventuré vers d'autres mondes, vers d'autres réalités inconnues.

Comme ils semblent lointains les temps — et ils datent d'hier! — où c'était encore une folle audace que de se confier à un fragile esquif pour traverser les mers et les océans à la recherche de nouvelles terres dangereuses et in-

connues, les temps où apparaissaient comme un rêve ridicule les premières tentatives pour s'élever dans l'air. Assurément, l'homme a des raisons de se sentir fier des étapes qu'il a déjà parcourues, et d'espérer atteindre les nouveaux objectifs encore plus ambitieux auxquels aspire sa soif jamais étanchée de connaissance et de domination.

L'homme risque d'être dépassé par ses conquêtes

Et pourtant...

Et pourtant, l'homme est encore bien loin de pouvoir se considérer comme maître de lui-même et de ce qui l'entoure.

A supposer même qu'il réussisse à surmonter, ne serait-ce qu'un instant, l'ivresse de ses victoires, il est obligé de reconnaître que les espaces qu'il lui reste à parcourir sont immenses, que ce soit dans la connaissance de son propre organisme et des moyens de le soustraire aux assauts de la maladie et des ravages du temps qui passe, ou pour atteindre les sanctuaires de l'infiniment petit ou de l'infiniment grand, et qu'il est encore au tout début d'un chemin qui se mesure en millénaires. Mais voici encore plus important : bon nombre de ses conquêtes semblent vouloir échapper à sa domination et se révolter contre lui, menaçant son intégrité et sa survie. Comme l'antique guerrier de la Bible écrasé par le poids de l'animal qu'il vient de tuer pour renverser le souverain qu'il portait, l'homme moderne risque d'être, selon l'expression lapidaire de saint Ambroise, « suo sepultus triumpho » : enseveli sous son propre triomphe.

Nouvel apprenti sorcier, l'homme a déchaîné des forces qu'il ne réussit pas toujours à maîtriser (les drames écologiques si terrifiants en sont un exemple). Mais la plus grande menace vient de l'homme lui-même, de sa mauvaise volonté, ou de son incapacité à diriger vers des objectifs positifs les énergies dont il est en mesure de se servir (ici nous viennent aussitôt à l'esprit les énergies nucléaires et les autres découvertes, par exemple, du domaine bactériologique ou biochimique ou même du secteur des éléments atmosphériques et météorologiques).

Comme le notait le Pape Paul VI dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU en octobre 1965, « le péril ne vient ni du progrès ni de la science... Le vrai péril se tient dans l'homme, qui dispose d'instruments toujours plus puissants aptes aussi bien à la ruine qu'aux

(*) Texte original anglais. Traduction et sous-titres de la DC.

plus hautes conquêtes » (1). Malheureusement l'homme est souvent porté à utiliser les découvertes de la science et de la technique à des fins égoïstes dont le résultat n'est autre que l'injustice envers les autres. Dans cet abus de la force contre le bon droit d'autrui, se trouve la source ultime des conflits, non seulement entre les individus et les groupes familiaux et sociaux, mais aussi entre les Etats.

Il est vrai — comme le fait remarquer le Saint-Père dans son message pour la Journée de la paix en 1978 — que « personne aujourd'hui n'ose plus soutenir comme principes de bien-être et de gloire des programmes déclarés de lutte meurtrière entre les hommes, c'est-à-dire de guerre » (2).

L'évolution des mentalités ■■ sujet de la guerre

Cela s'est souvent produit dans les siècles passés, quand les peuples et les princes voyaient dans la lutte le moyen d'agrandir leurs propres territoires et d'accroître leur réputation d'hommes forts et courageux, et quand la guerre — tout en restant destructrice et source de nombreux maux pour les populations qui en étaient les victimes — apparaissait presque comme un noble concours de puissance, d'habileté, de génie militaire, d'audace, parfois de ruse : un concours affronté pour lui-même et pour les avantages qu'il pouvait apporter, sans trop d'implications ou de préoccupations d'ordre moral (pour celles-ci on trouvait assez facilement, trop facilement même, une excuse ou une justification).

Il est vrai aussi que l'augmentation croissante du potentiel de destruction et de mort que représentent les armes à la disposition de l'humanité à l'époque moderne, l'a contrainte à regarder la guerre d'un autre œil et avec une préoccupation toute différente, sinon avec un autre sens de responsabilité morale que dans les siècles passés.

Et pourtant cette augmentation, déjà considérable à l'époque, n'a pas suffi, il n'y a guère plus de trente ans, à empêcher l'Europe, et ensuite une grande partie du monde, de tomber dans le gouffre d'une guerre sanglante. Mais même en ce cas, aucun des belligérants n'a osé pousser le cynisme jusqu'à proclamer ouvertement des intentions d'agression et de conquête : c'est le droit à la révision des ajustement territoriaux consécutifs à la précédente grande guerre européenne ou l'allégation de besoins vitaux (le « Lebensraum ») qui ont fourni aux instigateurs du conflit un alibi à des projets et à des programmes d'une nature bien différente ; quant à l'autre partie, elle pouvait en appeler au droit de résister à l'agression et de désarmer l'envahisseur. Le résultat fut une lutte sans merci, dont le souvenir ne s'est pas effacé de notre mémoire et dont les blessures ne sont pas encore totalement cicatrisées.

Aujourd'hui, en vérité, les armements ont connu des développements qu'on ne pouvait prévoir il y a encore une dizaine d'années et,

par voie de conséquence, comme le fait encore remarquer le Pape dans son message : « Il y a une répression de la guerre en raison même du caractère terrible des armes... La peur, commune à tous les peuples et spécialement aux plus forts, restreint l'éventualité d'une guerre qui dégénérerait en conflagration cosmique. » Toutefois, une telle peur, toute salubre et normale qu'elle soit, suffit-elle à exclure de manière absolue la terrible possibilité d'une guerre ?

Il n'est même pas nécessaire de faire l'hypothèse d'un homme politique ou d'un peuple capables de s'exposer et d'exposer le monde, ou une partie de celui-ci, à une aventure aussi effroyable, pour un rêve de pouvoir.

L'équilibre de la terreur

Mais il suffit d'analyser un peu la situation pour comprendre ceci : le fait qu'une partie soit en possession d'armes menaçantes et qu'on ne puisse donc exclure l'éventualité, même lointaine et improbable, qu'il y recoure quand il le veut ou croit pouvoir le faire impunément, ou du moins sans de trop graves dommages, ce simple fait suffit à provoquer chez les autres parties le sentiment de la nécessité de s'armer à leur tour. Et cela, ne serait-ce que pour équilibrer les forces et dissuader des adversaires actuels ou potentiels de se lancer dans une aventure, aussi dangereuse pour l'agresseur que pour l'agressé, dans l'espoir de mieux garantir sa propre sécurité.

Equilibre de la force et de la terreur, dissuasion sont des termes désormais entrés dans le vocabulaire politique usuel. Mais l'équilibre est par lui-même instable : chaque partie, dans la conviction ou la crainte de se trouver désavantagée, est portée à augmenter, quantitativement et qualitativement, ce qu'elle croit être sa propre marge de sécurité ; si bien que l'on assiste à une rivalité que l'on réussit mal à contenir jusqu'à présent et qui est déjà elle-même un mal et un danger. Non seulement elle pèse lourdement sur l'économie mondiale, au grand détriment du bien-être et du développement des peuples, mais elle maintient une psychologie d'insécurité qui, au lieu de dissuader, pourrait pousser en fin de compte à des gestes désespérés : en particulier si l'une des parties devait croire exposées à un danger proche sa liberté ou ses propres raisons de vivre.

Même sur le simple plan de l'efficacité, donc sans faire entrer en ligne de compte les aspects moraux de la question, le fait de s'en tenir à la seule logique de la force et de ses équilibres comme règle suprême des rapports entre les Etats est donc discutable. J'ajouterais que, aujourd'hui particulièrement, cela est extrêmement dangereux : même lorsque toutes les parties déclarent ne pas vouloir recourir à la force dans un but offensif, mais seulement pour une légitime défense contre la violence d'autrui.

Certes, à défaut d'autres moyens pour tâcher d'éviter le pire, on peut comprendre que les Etats recourent, entre-temps, à celui-là.

(1) DC 1975, n° 1457, col. 1737-1738 (NDLR).

(2) DC 1978, n° 1733, p. 1 (NDLR).

Le caractère suprêmement irrationnel de la guerre

Mais c'est le devoir et l'intérêt vital de l'humanité de ne pas s'arrêter ici. C'est le devoir et l'intérêt de l'humanité de prendre conscience de ce que le Pape Paul VI, dans son message pour la Journée de la paix, appelle « l'absurdité de la guerre moderne », et même « le caractère suprêmement irrationnel de la guerre » : la folie de confier à la confrontation des forces — comme dans un duel — les raisons de la justice et du droit.

Tous les Etats et tous les peuples doivent donc se convaincre que c'est leur devoir moral — lequel coïncide avec leur intérêt réel — de renoncer avec décision à toute tentative de recourir à la force et à la violence contre d'autres. Et ils doivent en être convaincus, même lorsqu'il ne s'agit pas d'imposer égoïstement sa propre domination mais, par exemple, d'affirmer un ordre social et un système de vie correspondant à une conception que l'on considère comme juste et bénéfique. Comme si la grandeur du projet suffisait à justifier la violence et les souffrances qui en seraient les conséquences !

« Non à la violence, oui à la paix » : c'est précisément le thème proposé par le Pape pour la Journée d'aujourd'hui. Tel est l'appel qu'il lance au monde et dont il illustre les raisons, confiant ses considérations à la réflexion et à l'esprit de générosité de tous les hommes de bonne volonté.

A l'origine des guerres, la méfiance réciproque

Mais l'expérience montre combien les intentions, même les plus sincères, sont peu efficaces dans les rapports entre Etats si elles ne réussissent pas à convaincre de leur sincérité. Ce problème est donc, pratiquement, non moins important et non moins difficile à résoudre que celui qui touche à la bonne volonté elle-même des différents Etats. C'est l'antique problème de la méfiance réciproque, si répandue, qui est à la base de la fragilité de la vie internationale, avec les soupçons, les réserves, les ruses, dont est tissée l'Histoire : soupçons, réserves, ruses considérés comme d'autant plus légitimes, ou même plus justes, que sont plus grandes les valeurs en jeu — les intérêts des peuples, la liberté ou l'existence même des Etats — et qu'est donc plus grave le danger de l'imprudence ou de la naïveté des responsables de leur sauvegarde.

Il faut reconnaître que la confiance dans les rapports internationaux, si elle est nécessaire, apparaît comme tout aussi difficile, surtout en lui donnant la mesure ou l'ampleur qui seraient nécessaires pour servir de base à une sécurité générale durable.

Pour cette raison, beaucoup sont portés à affirmer que, en dépit de tout, l'unique, ou du moins la meilleure sécurité possible pour un Etat reste, hélas ! toujours celle qui s'en remet aux forces sur lesquelles il peut compter, à lui seul ou avec ses alliés.

On en arrive même à soutenir que régler sa conduite selon un critère différent, même pour

les plus nobles motifs, s'avérerait en réalité dangereux pour la paix, puisque les agresseurs se verraient pour ainsi dire encouragés à profiter de la faiblesse d'autrui pour imposer leur propre domination.

La guerre, loi éternelle du monde ?

Au fond, on voit affleurer ici la conviction exprimée récemment encore par l'un des plus célèbres philosophes italiens de notre époque : « La guerre est une loi éternelle du monde (3). »

Contre cette façon sceptique et désenchantée de voir les choses, la voix du Pape, interprète des plus profondes aspirations et des certitudes, peut-être inexprimées, de l'humanité, s'est élevée pour proclamer que « la paix est possible » (4), tout autant qu'elle est nécessaire et désirable.

Mais — sont tentés de se demander bien des gens — ne s'agit-il pas de l'un de ces « optimismes de la volonté » auxquels, pour ne pas tomber dans des rêves périlleux, il est nécessaire d'opposer le « pessimisme de la raison » ?

Aux personnes obligées par leurs responsabilités mêmes de se confronter aux réalités des problèmes des peuples et de la vie internationale, la prudence, le « réalisme » sont indispensables, obligatoires même. Mais cela n'a rien à voir avec la pusillanimité et le manque de grandes visions ou de perspectives historiques.

L'homme moderne ne peut se soustraire aux défis qu'un progrès, créé par lui-même, lui lance sous une forme aussi claire que provocante. Lui qui s'est rendu toujours plus maître de la nature qui le soutient et l'opprime ne peut laisser son destin à la merci des forces irrationnelles qui tendent à le dominer : à ces forces l'homme doit au contraire s'efforcer d'imposer le joug de son intelligence et de sa force morale.

Premier défi : le désarmement

Le premier défi que l'homme d'aujourd'hui doit surmonter est celui du désarmement : première condition pour vaincre la méfiance, qui paralyse toute bonne volonté.

Les responsables de nos nations s'en rendent clairement compte. Pour cette raison, votre Organisation a prévu, pour le printemps de cette année, une session spéciale de l'Assemblée générale sur le désarmement. Dans quelques jours, le Comité préparatoire tiendra sa quatrième et avant-dernière séance pour préciser l'ordre du jour et la procédure de ces grandes assises.

En vérité, l'opinion publique, dans la mesure où elle en est informée, regarde cette Organisation avec intérêt, mais aussi avec une confiance dans ses résultats pratiques plus limitée que ne l'exigeraient la gravité, l'importance et l'urgence de la question. Il est à

(3) Benedetto Croce, *Discorso all' Assemblea Costituente italiana sul Trattato di Pace fra l'Italia et le Potenze*

(4) Message pour la Journée de la paix (DC 1978, n° 1733, p. 1. NDLR).

souhaiter, pour le bien de l'humanité, que les Nations Unies sachent démentir un semblable scepticisme, en réussissant à surmonter les très réelles difficultés, qui ont jusqu'à présent fait du désarmement un rêve non réalisé et, dans l'opinion de beaucoup, non réalisable.

Quoi qu'il en soit, il semble que le désarmement, pour être un élément pleinement efficace de confiance internationale et donc de paix, devrait répondre aux conditions fondamentales suivantes :

— Etre (c'est là le but ultime) *total et général* ;

— Aussi longtemps qu'un semblable objectif ne pourra être atteint, et qu'on doive donc se contenter entre-temps d'un allègement progressif de la pression militaire, la réduction des armements doit être *équilibrée*, de manière à ne pas mettre dans une condition défavorable l'une ou l'autre des parties. Cela vaut de même pour l'arrêt de la course aux armements, en commençant par les armes les plus homicides et les plus dangereuses ;

— En tout cas, on ne peut s'attendre à ce que les peuples avancent courageusement dans une telle voie, à moins que le désarmement ne soit dûment et sûrement *contrôlé*.

Deuxième défi : éliminer les ~~causes~~ de la violence

Le second défi regarde l'élimination des causes de la violence. Un discours sur ce point serait long et complexe. Il suffira de rappeler que, dans bien des cas, la violence est une réaction contre des situations d'injustice et d'oppression : autrement dit, la révolte est une tentative désespérée pour secouer, par exemple, un état de violence institutionnelle ou structurelle qu'on ne réussit pas, ou qu'on croit ne pas réussir, à modifier par d'autres voies. Cette constatation n'entend pas justifier le recours à la violence armée, encore moins celle qui sert de l'arme du terrorisme : ne serait-ce que parce que la violence crée presque fatalement d'autres violences, et que même si elle sort victorieuse elle réussit rarement à porter remède à une situation d'injustice sans en créer une autre encore plus injuste et elle aussi structurellement violente.

On ne peut néanmoins fermer les yeux devant la réalité. Penser que la tranquillité à l'intérieur des Etats et la paix entre eux peuvent s'instaurer et durer, là où l'on n'est pas capable de supprimer ce qui donne presque fatalement naissance à la violence, est une illusion.

Il est vrai que, bien souvent, la violence naît d'autres causes : l'égoïsme, l'esprit de puissance, la soif de domination...

Contre tout cela, il est nécessaire, en premier lieu, de faire appel au sens des responsabilités des peuples et de leurs chefs — et cela regarde la prédication de l'Eglise et des hommes de religion, l'exhortation des grands leaders moraux des nations et du monde — et d'attirer fortement leur attention sur les dangers très graves que la guerre (je parle spécialement de la guerre moderne) comporte pour tous, y compris les vainqueurs.

Troisième défi : le règlement pacifique des conflits

Mais la communauté mondiale doit aller plus loin : c'est là le troisième défi qu'elle doit savoir affronter avec une courageuse détermination et avec sagesse politique. Elle doit apprendre à établir un ordre qui permettra la solution de ses problèmes par des moyens pacifiques, capables d'assurer efficacement le respect des droits et la satisfaction équilibrée des légitimes intérêts et des exigences justifiées de tous ses membres.

Il faut donc que l'humanité réussisse à donner vie à une autorité commune — commune dans l'origine, dans le contrôle, dans le respect — non destinée à supprimer ou à limiter indûment la souveraineté de chaque Etat pris individuellement, mais à en rationaliser de la meilleure manière possible l'exercice, dans l'intérêt du bien commun, et à empêcher que cela se déroule de façon anarchique et qu'ainsi la vie internationale soit abandonnée au pur jeu des convictions, des forces, des intérêts, quand ce n'est pas des égoïsmes et des peurs des uns et des autres.

Un « saut qualitatif » est nécessaire

Utopie ? L'histoire semble le confirmer. Mais on ne peut oublier que les problèmes de la guerre et de la paix revêtent aujourd'hui des proportions et une nature profondément différentes de celles du passé. Aujourd'hui, l'homme est, pourrait-on dire, condamné à la paix, s'il ne veut pas être condamné à la catastrophe. (Cela vaut non seulement pour les conflits majeurs, mais aussi pour ceux, plus limités, qui devraient être réglés par des armes conventionnelles et tactiques ; il faut d'ailleurs ajouter que celles-ci peuvent elles aussi trop facilement s'étendre et entraîner, dans leur escalade, les grandes puissances, avec le danger que l'on passe à l'emploi d'armes nucléaires ou équivalentement destructrices, au cas où l'une des parties se sentirait perdue.)

Pour cette raison, dans la vie internationale, s'impose aujourd'hui un « saut qualitatif », analogue (sinon égal) au processus qui, de la barbarie primitive, a porté progressivement l'homme à des formes supérieures et toujours plus articulées de vie associée, jusqu'à l'Etat moderne.

Vue dans cette perspective, qui ne se limite pas au présent, mais regarde aussi le passé pour évaluer les possibilités et les avantages de futurs développements, l'« utopie » n'apparaît plus tellement utopique ; elle semble même répondre à un réalisme solide, encore que très courageux.

L'Organisation des Nations Unies est née précisément dans un tel esprit et dans un tel but.

Elle a encore du chemin à parcourir pour répondre toujours plus pleinement aux finalités qu'elle s'est proposées, aux attentes des peuples, aux exigences très ardues de l'Histoire. Des voix de critique et de déception s'entendent souvent, principalement pour déplorer ou un manque d'objectivité et d'impartialité, ou une insuffisante évaluation des problèmes qui

assaillent vitalement l'ensemble des Etats ou certains d'entre eux. Il serait pourtant regrettable que les déceptions et les critiques aillent jusqu'à déclarer inutile et dépassée la fonction de l'Organisation! Non seulement elle ne doit pas s'affaiblir, mais elle doit au contraire se renforcer et s'améliorer.

Les Nations Unies, ultime espoir de la paix

Je voudrais rappeler l'appréciation qu'a portée sur elle le Pape Paul VI en octobre 1965 : « Les peuples considèrent les Nations Unies comme l'ultime espoir de la concorde et de la paix. »

En cette Journée, où nous voulons exorciser le spectacle menaçant de la violence, à l'intérieur de nations et dans leurs rapports mutuels,

notre prière s'élève pour la paix du monde mais, en même temps, pour l'instrument dans lequel le monde met sa confiance pour qu'il la protège et l'enrichisse de contenus positifs de coopération et de progrès.

Croyants de religions ou de confessions diverses, rassemblés ici en union respectueuse avec d'autres amis qui ne partagent pas notre foi, mais ont en commun avec nous le sentiment de la fraternité entre les peuples et la préoccupation de l'avenir de l'humanité, nous confions à Dieu les vœux et les intentions de tous les hommes de bonne volonté que nous représentons ; que l'humanité soit enfin libérée de l'antique esclavage de la guerre et puisse se consacrer, en toute tranquillité et sécurité, aux nécessaires batailles contre l'ignorance, la pauvreté, la maladie, et étendre ainsi toujours davantage sa pacifique domination sur l'univers.

LE SAINT-SIÈGE ET LES PROBLÈMES DE L'EUROPE CONTEMPORAINE

Conférence de Mgr Casaroli

Le 18 novembre 1977, Mgr Casaroli, secrétaire du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise, a prononcé à l'université de Linz (Autriche) la conférence ci-après sur le Saint-Siège et les problèmes actuels de l'Europe.*

Pendant de nombreux siècles, depuis le moment où, à travers la Grèce et Rome, l'axe de l'Histoire s'est déplacé vers l'Occident, l'Europe a été, de cette Histoire, le cadre et la dominatrice. Encore au début du siècle dernier, l'épopée napoléonienne — comparable seulement à celle d'un Alexandre le Grand ou d'un Jules César — avait eu comme frontières, au sud, la Méditerranée, effleurant à peine la côte africaine, à l'ouest, l'Espagne avec l'Angleterre, sa grande et indomptable ennemie dans la défense des mers ; au nord et à l'est, la Russie où, au milieu des neiges, l'étoile du grand *condottiere* commençait à perdre son éclat.

La situation est changée. Les leviers des grandes responsabilités mondiales sont à présent entre les mains d'une superpuissance extra-européenne, ayant toutefois de profondes racines éthiques et culturelles européennes, les USA, et de sa grande rivale, moitié européenne et moitié asiatique, l'URSS. Un autre colosse qui, tout en refusant nom et titre de superpuissance, est en train de disputer la place aux deux premières, la Chine, asiatique, elle aussi. Les nouvelles forces de l'Amérique latine, de l'Afrique, de l'Asie, de l'Australie font de plus en plus sentir leur poids, éléments tantôt d'équilibre, tantôt de propulsion, et parfois encore d'urgence et d'impatience, pourrait-on dire,

dans leurs revendications et leurs requêtes, d'ailleurs bien souvent justifiées. L'Europe — je parle de l'Europe occidentale — n'a pas encore trouvé la voie de l'intégration politique qui pourrait faire d'elle le quatrième pôle du pouvoir mondial.

Malgré cela, la place de l'Europe est, encore aujourd'hui, bien loin d'être secondaire sur la scène universelle, tant pour son développement et son potentiel économique et technique que pour l'influence, une quasi-hégémonie, qu'elle exerce dans le domaine de la culture et des idées.

Elle a, en plus, un bien triste privilège.

C'est en Europe qu'ont eu leur origine les deux derniers conflits à dimension mondiale. Et il n'est pas invraisemblable, selon des prévisions assez répandues, que si un troisième conflit devait se déclencher, il aurait, lui aussi en Europe, son détonateur.

L'Europe est donc encore et toujours, pour le reste du monde, une réserve très précieuse et une menace potentielle. Ses problèmes ne sauraient donc laisser personne indifférent, et moins encore ceux qui y vivent et y travaillent.

Quand, en 1969, les pays du Pacte de Varsovie, d'abord, puis la Finlande intéressèrent également le Saint-Siège à l'initiative qui, ensuite, devait se concrétiser, de 1973 à 1975, en la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, le Saint-Siège répondit, faisant observer qu'il ne poursuivait aucune fin politique et qu'il n'était pas, pour employer ce terme, une « puissance » exclusivement européenne. Toutefois, fut-il encore dit, « le Saint-Siège est profondément et directement intéressé au problème de la paix et de la collaboration entre les peuples : problème qui n'est pas

(*) Texte original allemand. Traduction de l'*Osservatore Romano* (Edition hebdomadaire en langue française) du 21 mars 1978. Notes de la DC.

exclusivement politique, mais présente des aspects de caractère essentiellement moral et humain. En outre, la paix et la bonne harmonie en Europe sont tellement importantes, non seulement pour ce continent mais pour le monde entier, que le Saint-Siège ne peut manquer de faire le plus grand cas de tout ce qui les concerne. Enfin, le fait que la « base territoriale » du Saint-Siège, — si minime et quasi symbolique soit-elle — se trouve en Europe, ajoute incontestablement un autre titre à l'intérêt particulier que le Saint-Siège se doit de porter aux problèmes de la paix sur ce continent ».

Finalement, considérant l'attitude unanimement favorable des pays participant à la Conférence, le Saint-Siège décida d'y prendre part, non seulement en qualité d'observateur, mais de membre, à égalité de droits et de responsabilités ; avec la seule réserve — comprise et acceptée par les autres membres — qu'en considération de la nature et du caractère particulier de sa mission, il se serait abstenu dans les questions de nature directement politique, sans que son abstention dût empêcher la formation d'un consensus général, nécessaire — conformément au système adopté — pour l'approbation des conclusions de la Conférence.

Tout cela indique déjà l'importance que le Saint-Siège attribue à l'Europe et à ses problèmes. Ceci ne réduit en rien l'attention que, en vertu du caractère universel de sa mission qui le rend américain, africain, asiatique, australien autant qu'européen, il porte aux problèmes des autres continents dans le domaine qui lui est propre, c'est-à-dire le domaine religieux et celui de la vie ecclésiastique en premier lieu, mais aussi dans ceux qui se réfèrent à la paix, à la justice, aux droits de la personne humaine, et au développement moral, culturel et économique de l'humanité.

Sécurité et détente

Quels sont « les problèmes actuels de l'Europe » ?

En dresser une liste complète serait plutôt difficile ; traiter de tous se révélerait absolument impossible.

Il en est toutefois quelques-uns, d'intérêt fondamental et plus général, sur lesquels j'aimerais m'arrêter un moment.

Le premier de tous, et vraiment fondamental, celui de la sécurité. Aussi longtemps que ce problème n'aura pas été résolu, toute perspective de règlement des autres manquera de base.

Le dernier grand conflit qui, en éliminant la menace du nazisme et de ses alliés, aurait dû rendre la paix à l'Europe, l'a laissée, en fait, tout autant divisée et en proie aux suspicions et à la peur. La guerre de combats, avec ses massacres et ses destructions, a fait place à la guerre froide avec ses tensions, avec le spectre d'une reprise d'hostilités.

Et si le péril a été évité, on le doit probablement moins à la bonne volonté des responsables — qui ne manque pas chez la plupart d'entre eux, mais n'est que peu efficace — qu'à des circonstances objectives, dont la moins

importante n'est certainement pas la peur justifiée qu'inspirent les armes nouvelles que la science et la technique sont en train d'accumuler, les rendant de plus en plus sophistiquées : cela n'a toutefois pas rendu aux peuples européens ce sentiment de sécurité et de tranquillité auquel ils aspiraient.

La certitude que, dans les conditions actuelles, une nouvelle guerre serait un suicide, même pour ceux qui réussiraient à en sortir vainqueurs, a servi, et sert encore, de « facteur de dissuasion », spécialement en Europe où les blocs qui se serrent autour des deux superpuissances sont en contact immédiat et où il serait difficile d'empêcher qu'un conflit, même limité à l'origine, se convertisse en rencontre entre les deux « Grands » (à la différence de ce qui a pu advenir ailleurs : il suffit de se rappeler les cas les plus graves comme la guerre au Vietnam et le conflit du Moyen-Orient auxquels les « Grands » s'intéressaient et participaient à fond, sans toutefois se laisser entraîner dans une confrontation directe ; plus récemment, l'intervention soviétique en Angola et, à présent, dans la « Corne de l'Afrique »).

Malgré cela, plus d'une fois le danger a semblé terriblement proche, spécialement durant la période de « guerre froide » ; et il ne fut pas absent non plus aux temps de la « coexistence pacifique » de Khrouchtchev.

La politique de « détente » que les deux « Grands » ont adoptée au début des années 70 a conduit à une sécurité substantiellement majeure, toute relative qu'elle soit encore.

On n'ignore pas les fréquentes critiques et objections soulevées par ce qu'on a appelé « l'illusion de la détente », ni les réponses qui peuvent y être données selon le point de vue du Saint-Siège.

La politique de détente est considérée par beaucoup comme un fait entre les deux « Grands » dont, certes, les autres pays subissent eux aussi le contrecoup, bénéfique ou, suivant les critiques, nuisible, mais où ces derniers ne peuvent jouer aucun rôle décisif. Et même, selon quelques commentateurs (J. GRAPIN et J.-B. PINATEL, *la Guerre civile mondiale*, Paris 1977, p. 248), les conversations et les accords intervenus en la matière entre les Etats-Unis et l'URSS, à un moment déterminant de la politique de détente, les accords SALT, auraient servi principalement à « fixer les règles du jeu pour leur *dominium* sur les autres nations ».

Ceci ne saurait évidemment pas être accueilli favorablement par les pays d'antique tradition qui, il n'y a pas tellement longtemps, étaient les grands protagonistes sur l'échiquier de la politique internationale. Les réactions de la France du général de Gaulle sont, à cet égard, symptomatiques.

Cette attitude des Etats s'explique et se justifie par le sentiment de leurs propres souveraineté et indépendance, conçues également comme responsabilité inaliénable à l'égard de leur propre présent et de leur propre avenir.

A ceci s'ajoute chez beaucoup, en ce qui concerne l'Europe occidentale, le soupçon que le

processus de détente a déterminé une situation de moindre sécurité pour les alliés des Etats-Unis. Ceci aurait été provoqué par l'évolution de la position américaine : de celle du temps d'Eisenhower (toute attaque directe contre l'Europe entraînerait automatiquement une guerre nucléaire) à la position actuelle, déterminée par la modification progressive du rapport entre les armements respectifs des Etats-Unis et de l'Union soviétique. « L'évolution des doctrines stratégiques nucléaires des Etats-Unis — et par conséquent la réalité de la sécurité de l'Europe — (selon les partisans de cette thèse ; cf. J. GRAPIN et J.-B. PINATEL, *ibid.*, p. 64) a été continuellement, depuis la dernière guerre mondiale, déterminée par l'évolution du degré de vulnérabilité du territoire américain aux attaques nucléaires de l'URSS. En d'autres termes, la situation de l'Europe dépend d'éléments qui lui sont totalement étrangers. »

Pour le Saint-Siège, la sauvegarde de la paix — en Europe comme dans tout autre continent — est d'une importance primordiale.

Naturellement non pas dans le sens qu'un pays doive *propter vitam, rationem perdere vitæ* : c'est-à-dire sacrifier, pour survivre, ce qui représente les raisons mêmes de son existence. Parmi ces raisons figurent sans le moindre doute l'indépendance et la dignité nationales : l'esclavage n'est pas de la vie ! La paix du sépulcre n'est pas une paix !

Il faut toutefois ajouter immédiatement que, même en considérant les questions relatives à la souveraineté, il est nécessaire de procéder sur la base d'un critère non seulement politique mais également moral : un critère fait de sagesse et du sens de responsabilité et qui ne cède pas à la tentation de transformer illégitimement en mythe — ou comme on dit maintenant d'« absolutiser » — des valeurs, mêmes légitimes.

A côté des valeurs de la souveraineté et de l'indépendance des Etats, il y a celles de la solidarité entre les peuples et de leur commune responsabilité pour la sécurité commune. Elles comportent également la disponibilité à de raisonnables sacrifices dans l'exercice des droits de chacun.

La prépondérance des « Grands » dans la faculté de déterminer le sort de la paix, la sécurité du monde ou du moins d'une grande partie du monde, a des aspects gravement négatifs et dangereux, trop évidents pour qu'il faille les commenter.

D'autre part, il y a là une situation qu'il serait bien difficile — sinon impossible — de modifier dans les circonstances présentes. Seule, la réalisation progressive d'une réelle « multipolarité » qui se substituerait au « bipolarisme » ou au « tripolarisme » d'aujourd'hui pourrait modifier la rigidité actuelle du cadre de la vie internationale. Il y a lieu, de toute manière, de se demander jusqu'à quel point cela pourrait, en réalité, se traduire par un accroissement effectif de la sécurité collective.

Une garantie de sécurité, plus solide et plus stable, même si elle est toujours, hélas ! relative, ne pourrait, en tout cas, provenir que de la solution des problèmes qui menacent actuel-

lement la paix et de l'instauration d'un système international plus avancé qui puisse offrir à tous une possibilité réelle d'obtenir pacifiquement la reconnaissance et le respect de leurs propres droits.

La solution des problèmes existant entre des Etats et des peuples n'est jamais chose facile, tellement sont embrouillés les nœuds gordiens que l'Histoire ne cesse de nouer et que les passions et les émotions ne font que serrer et compliquer davantage. Elle exige de la sagesse politique et de la clairvoyance historique, une grande force de volonté, la capacité d'accepter les inévitables sacrifices que comporte toute conciliation de points de vue opposés et, ce qui n'est pas moins nécessaire, assez de prestige pour les faire accepter par l'opinion publique de son propre pays.

J'aimerais seulement rappeler à ce sujet — par une simple allusion et sans vouloir le moins du monde avancer une estimation toujours délicate au sujet de décisions encore vivement discutées par les intéressés les plus directs — rappeler donc, ce qu'a fait l'Allemagne au début des années 70. Le « nœud allemand » était sans conteste le plus difficile, le plus complexe, le plus sensible, le plus dangereux laissé par la dernière guerre au cœur même de l'Europe : une blessure ouverte (et encore sanglante, il faut l'admettre), une menace continuelle contre la stabilité et la tranquillité du continent. Je voudrais également rappeler ici le traité signé à Osimo par l'Italie et la Yougoslavie.

On fera peut-être remarquer qu'une « solution pacifique » qui ne soit pas, en même temps, parfaitement conforme aux raisons de la justice ou aux profondes attentes et aspirations des populations intéressées porte en soi les germes d'une future instabilité, de futurs troubles. Mais on pourrait lui répondre que le recours à la guerre — en plus d'être la source d'innombrables maux et souffrances — n'est certainement pas apte à mieux garantir le respect, soit des aspirations et des attentes des peuples, soit, surtout, des raisons de la justice.

L'instauration d'un système international semblable à celui défini ci-dessus pourrait n'être considérée que comme une utopie : belle, noble, respectable mais absolument inefficace, sinon directement dangereuse, comme tout ce qui n'est pas fondé dans et sur la réalité.

Il ne me plairait pas de passer ici, comme on dit, pour un « avocat de causes perdues ». Mais je voudrais faire remarquer que c'est précisément la réalité de la situation mondiale et le développement des engins de guerre dû à la science et à la technique qui placent dramatiquement l'humanité devant cette alternative : ou vivre continuellement dans la terreur et sous la menace d'une terrible autodestruction, ou trouver un autre moyen pour régler la coexistence collective, avec ses problèmes et ses inévitables contrastes.

Voilà le grand défi que lance le progrès scientifique et technique à l'humanité qui en est, à juste titre, si orgueilleuse, mais n'est pas encore parvenue à réaliser pour elle-même un progrès correspondant dans le domaine de la moralité et de la « sagesse ». Un défi qu'il

appartient surtout aux jeunes générations de relever et de vaincre. Pour une entreprise aussi grandiose et difficile que nécessaire, elles peuvent compter sur les encouragements, sur l'appui et sur l'apport du Saint-Siège et de son autorité morale.

D'Helsinki à Belgrade

C'est dans cette perspective de la recherche de moyens autres que le recours à la force pour régler la coexistence des peuples et des nations que doit être considérée l'initiative de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (1973-1975).

Elle vous est trop connue — également pour ce qu'on en dit ces jours-ci, au moment où la réunion de Belgrade est en train d'établir une sorte de bilan de ses premiers résultats pratiques — pour qu'il soit nécessaire de s'étendre sur le sujet.

Accueillie au début par certains, assez nombreux, avec scepticisme, avec suspicion, tenue par d'autres pour un piège dangereux tendu par un bloc à l'autre et, par quelques-uns, tournée en ridicule comme « bouffonnerie de paroles », la Conférence d'Helsinki restera pourtant dans l'Histoire de l'Europe moderne comme un événement majeur : et non seulement du fait qu'elle a réuni pour la première fois tous les Etats européens (à une exception près quantitativement négligable, mais politiquement et moralement douloureuse, l'Albanie) et avec eux, les USA et le Canada, mais aussi pour être parvenue à des conclusions qui ont obtenu l'assentiment de tous les Etats participants, représentés — personnellement, ou exceptionnellement par un délégué — par les plus hautes autorités politiques, chefs d'Etat ou de gouvernement.

Sans être un traité, l'Acte final d'Helsinki constitue toutefois une déclaration formelle de volonté politique qui engage souverainement les pays signataires. Comme tel, il est destiné à avoir une influence qui pourrait être décisive sur les rapports entre les pays européens : influence qui, peut-on dire, commence seulement à pouvoir se manifester, et cela suscite une impatience facile à comprendre chez tous ceux qui ont fait du document comme leur drapeau, soulignant ainsi sa singulière importance.

J'ai déjà parlé de la participation du Saint-Siège à la Conférence. J'ajouterai que la décision était le fruit d'un choix médité, précédé d'une réflexion qui n'allait pas sans quelque doute, quelque hésitation : pourquoi le Saint-Siège aurait-il dû prendre part (non pas comme d'habitude en des cas analogues en qualité d'observateur, mais de membre) à des assises d'Etats ayant un caractère ouvertement politique ? N'aurait-il pas été préférable de les suivre, de les encourager, de les orienter — éventuellement — avec une bonne parole ? Le choix a dépendu de l'idée que le Saint-Siège se fait de la paix comme valeur morale, et non seulement politique, d'importance fondamentale. Le Pape Paul VI a expliqué ainsi, le 22 juin 1973, « l'esprit qui a guidé le Saint-Siège dans son action de paix » : « Nous ne croyons pas pouvoir nous borner à appuyer en ce domaine des

initiatives d'autrui... Nous estimons qu'il est de notre devoir de nous faire, autant que possible, d'actifs promoteurs de paix et de pacification. » (AAS 1973, p. 388.) (1)

L'appréciation des résultats de la Conférence d'Helsinki guide maintenant le Saint-Siège dans son attitude à Belgrade. Convaincu du poids que les principes et les conclusions de l'Acte final peuvent avoir, et sont destinés à avoir, pour l'avenir de l'Europe, il entend coopérer à ce qu'ils puissent développer tout leur potentiel et à éviter que leur application soit mise en danger. Une attitude positive et constructive, donc, qui ne l'empêche pas de dûment constater ce qui n'a pas encore été fait ni de reconnaître, non moins dûment, ce qui a été accompli, ce qui est en voie d'accomplissement ni surtout de soutenir le dynamisme du processus mis en œuvre par la Conférence d'Helsinki, l'encourageant et le stimulant à des réalisations toujours plus complètes et fidèles, non seulement dans les secteurs qui sont de particulier intérêt pour l'Eglise et pour la vie religieuse, mais dans la gamme tout entière des questions et des intérêts qu'envisage l'Acte final, particulièrement en ce qui regarde les droits humains.

L'impératif de la coopération

La Conférence d'Helsinki a été le premier grand événement politique paneuropéen. Pratiquement tous les pays du vieux continent, et avec eux les Etats-Unis et le Canada, en tant que participants, sous une forme directe, aux événements européens de l'après-guerre, s'y sont trouvés réunis et ont discuté ensemble de leurs problèmes communs fondamentaux, prenant tous ensemble des résolutions valables pour tous. Dans l'Acte qui en est le fruit, la Conférence continue à les unir.

Aussi est-ce là une première manifestation d'unité européenne. C'est également pour cette raison qu'il est si important d'en protéger l'esprit et les résultats contre les difficultés qui menacent de déchirer un tissu encore si fragile et semblent vouloir repousser de nouveau en arrière la roue de l'Histoire, comme si l'expérience des deux années écoulées depuis la Conférence devait inciter à conclure que l'idée même d'une unité — fût-elle partielle à ses débuts — de l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » (selon l'expression du général de Gaulle) n'était, dans les circonstances présentes, rien de plus qu'une utopie absolument irréalisable.

De Gaulle (*Mémoires d'espoir, le Renouveau* 1958-1962, Paris 1970, p. 181) trouvait « conforme à la nature » des pays européens « qu'ils parviennent à former un tout, ayant dans le monde son caractère propre et sa propre organisation ». Ces pays sont tous, en effet, « de la même race blanche, de la même origine chrétienne, de la même manière de vivre, liés depuis toujours entre eux par d'innombrables relations de pensée, d'art, de science, de politique, de commerce ».

(1) DC 1973, n° 1636, p. 651.

Toutefois, cette argumentation met également en lumière les obstacles qui s'opposent à ce que l'ensemble des pays européens puissent parvenir aujourd'hui à l'unité (que, du reste, de Gaulle concevait, non comme la « fusion des peuples » du continent, mais comme le résultat de leur « rapprochement systématique » : *ibid.*). Si subsiste en fait la communauté de l'« origine chrétienne », une partie de l'Europe rejette, au niveau officiel, l'idée qu'une telle origine puisse légitimement avoir une influence sur la « manière de vivre » des sociétés respectives : dont le modèle est, au contraire, inspiré par une idéologie déclarée clairement étrangère au christianisme et qui même considère la religion comme une forme d'aliénation. Et ceci n'est pas le seul élément qui différencie profondément la « manière de vivre » d'un groupe de pays européens par comparaison aux autres.

Il n'en est pas moins vrai que, malgré une radicale diversité dans l'organisation sociale des différentes nations, subsistent toujours parmi les peuples européens tant de traits fondamentaux communs et tant d'intérêts communs.

Sans se laisser aller à des rêves de futures réalisations possibles, il est entre-temps souhaitable que les peuples européens cherchent à développer les contacts et les formes de coopération prévus dans l'Acte final d'Helsinki.

Le principal obstacle au rapprochement des peuples européens est encore et toujours la méfiance profonde qui sépare les gouvernements du monde occidental de ceux du monde socialiste au sujet des intentions réelles de leurs politiques respectives et au sujet des dangers qu'une moindre vigilance pourraient comporter. La détente en matière militaire et le renforcement — toujours en ce domaine — « des mesures propres à augmenter la confiance » et à diminuer la pression (je me réfère en particulier aux négociations de Vienne pour la réduction mutuelle et balancée des forces armées en Europe, MBFR) sont certainement destinés à créer un climat de majeure tranquillité, nonobstant les objections soulevées et les craintes persistantes dans de nombreux milieux. Mais aussi longtemps que dans les deux camps subsistera l'impression ou la certitude que l'autre ne cesse d'avoir pour objectif final de détruire ou de miner le système politico-économico-social, ne serait-ce même que par la pénétration idéologique ou par l'appui donné à des éléments internes de désagrégation, il est inévitable que les rapprochements et les coopérations seront considérés avec suspicion.

La philosophie — si l'on peut s'exprimer ainsi — de l'Acte final d'Helsinki tend à surmonter cet état d'âme, dans la conviction que les contacts entre les peuples et une loyale coopération dans les divers domaines qui y sont considérés peuvent préparer une situation de plus grande confiance, basée sur une meilleure connaissance mutuelle et sur la conscience retrouvée de tout ce qui les unit face à ce qui les divise, politiquement ou idéologiquement, ainsi que de leur participation commune à des valeurs et des intérêts fondamentaux.

Pour sa part, en souscrivant à l'Acte d'Helsinki, le Saint-Siège a confirmé qu'il partageait ces espoirs et ces attentes.

Déjà en mai 1948, le Pape Pie XII avait envoyé un représentant au Congrès de La Haye « pour l'Europe unie », dans l'intention de « montrer la sollicitude et l'encouragement du Siège apostolique pour l'union des peuples », souhaitant que l'Europe, jusqu'alors « foyer d'agitation chronique », puisse devenir un « bastion de paix et la providentielle promotrice d'une détente générale ».

Ce n'est pas un simple souhait. Le Saint-Siège voudrait être un élément de meilleure compréhension entre les nations, sans exclure, certes, celles d'Europe.

Il est vrai que pour pouvoir le faire, il a besoin, d'abord, d'avoir avec les différents pays des rapports (pas nécessairement officiels ou diplomatiques) qui, avec un bon nombre de ceux-ci, ont été par contre interrompus pendant de nombreuses années. Depuis quelque temps, le dialogue a été amplement repris et il a, naturellement, comme objet principal, la vie de l'Eglise et le sort de la religion ; mais il offre au Saint-Siège la possibilité de traiter également avec les gouvernements, des aspects de la vie internationale qui, en raison de leur connexion avec l'ordre moral, peuvent entrer dans le cadre de ses préoccupations.

Les organisations européennes

Lorsque l'on parle d'« Europe unie », l'esprit court aujourd'hui tout naturellement à cette union partielle de pays européens connue sous le nom de « communautés européennes » : partielle, non seulement parce qu'elle ne groupe qu'une partie — même si elle s'accroît progressivement — des pays européens appartenant au camp occidental, mais partielle également parce qu'à l'union économique ne correspond pas encore une réelle union politique. Le Saint-Siège maintient avec les communautés européennes d'excellents rapports, rendus officiels en 1970 lorsque fut accrédité près d'elles un nonce apostolique (2). Le Saint-Siège a également un représentant, ayant fonction d'observateur permanent, près le Conseil de l'Europe, tandis que depuis 1962 il fait partie du Conseil de coopération culturelle dudit Conseil.

Le Saint-Siège considère que les organisations susdites, si elles répondent au désir ou à la nécessité d'une plus étroite et organique coopération économique, culturelle et politique de nations liées par une affinité plus étroite, elles ne contredisent pas et n'empêchent pas de possibles formes futures de coopération et d'union plus vastes et elles peuvent même servir à les préparer. C'est dans cet esprit que Paul VI, se référant au thème affronté en 1967 par l'Assemblée des Instituts européens : « L'Europe occidentale et les pays de l'Est », relevait : « Avec ceci, vous avez choisi un des points fondamentaux dont peut dépendre l'organisation

(2) Mgr Igino CARDINALE, qui est en même temps nonce apostolique en Belgique (5-9, avenue des Franciscains, B-1150 Bruxelles).

définitive de la société européenne. Le Saint-Siège est avec vous dans cette étude (3)... »

Situations douloureuses

Pour compléter ce cadre, il faudrait toucher encore plusieurs points. Quelques-uns ont un caractère plus limité, mais n'en impriment pas moins leur marque sur le visage de l'Europe de nos jours : qu'il suffise de se rappeler l'Irlande, une situation vraiment très douloureuse, particulièrement pour le Saint-Siège ; et à une autre extrémité du continent la question chypriote. Le Saint-Siège cherche, selon ses possibilités, à favoriser des solutions conformes à la justice et à l'équité.

Dans une perspective plus ample se place le problème de la violence : un phénomène non exclusivement européen, certes, mais tel qu'il risque de conditionner l'avenir de la société européenne. Ici, s'il fallait épuiser le sujet, le discours se ferait trop long. Le Saint-Siège est sérieusement préoccupé par le problème tel qu'il se présente, soit dans le contexte européen, soit à la dimension mondiale. Pour des raisons évidentes, son action en ce domaine se développe principalement sur le plan de l'action ecclésiale de formation des consciences, spécialement parmi les jeunes : non sans insister toutefois sur la nécessité de combattre efficacement les causes sociales profondes du phénomène.

(3) DC 1967, n° 1494, col. 878-880.

Un bastion de paix

Déclin ou renaissance de l'Europe ?

Les deux thèses ont, l'une et l'autre, des partisans et des arguments à faire valoir. Il n'est pas facile de faire des prophéties, mais il est certain que le vieux continent a encore une richesse et un potentiel d'énergies tels qu'il peut faire fond sur d'énormes possibilités de reprise et de plus grands développements.

Mais pour cela, il a besoin toutefois de paix et de sécurité ; de coopération de la part de tous ses membres ; d'une unité de fond, donc, qui — avant même d'actuelles ou éventuelles formes d'union plus organique — permette une commune activité sereine et non dissonante ou — ce qui serait pire encore — minée par des contrastes.

A cet effet, il importe que non seulement soient résolues les tensions, mais aussi que les oppositions idéologiques perdent leur caractère de lutte ou de menace qui rend impossible une réelle et pacifique collaboration dans la recherche d'un terrain de rencontre pratique et dans la reconnaissance commune des communes valeurs.

Je voudrais conclure en répétant le vœu du Pape Pie XII : il représente l'esprit avec lequel le Saint-Siège continue à considérer l'Europe : « Puisse-t-elle, grâce au concours de tous les peuples européens auxquels ne manquera pas celui du Saint-Siège, devenir, également pour le reste du monde, un *bastion de paix* ! »

LE SAINT-SIÈGE ENTRE LES TENSIONS ET LA DÉTENTE

*Conférence de Mgr Casaroli, secrétaire du Conseil
pour les Affaires publiques de l'Eglise (1)*

1. — LE RISQUE DE GUERRE

L'histoire de l'humanité semble se dérouler sur une toile de fond faite de tensions, suivies d'apaisements, à la suite desquels apparaissent de nouvelles tensions, puis de nouvelles détente, de sorte qu'elle ressemble non pas à un fleuve majestueux et paisible, mais à une mer agitée, toujours traversée de courants, remuée par les marées, battue par les vents. Souvent, trop souvent, cette alternance se transforme en drame ou en tragédie, la brise devient tempête ou ouragan, et les tensions, au lieu de s'orienter vers des règlements pacifiques par des accords ou des compromis, débouchent sur des crises violentes et traumatisantes dont la solution engendre normalement des tensions encore plus profondes et plus dangereuses.

Les rythmes de l'histoire humaine sont rarement harmonieux et paisibles, et le rêve du

« *toto orbe in pace composito* », de cette paix universelle qui a été le triomphe de la « *Pax romana* » (si toutefois on peut la considérer comme une vraie paix), semble relever davantage du domaine des aspirations du cœur que de celui des réalités.

Les tensions, les conflits et même les guerres apparaissent ainsi comme quelque chose d'inévitable. Ce caractère inévitable, certains ont cherché à l'interpréter rationnellement, dans le cadre de la nature dialectique de la réalité et de l'Histoire. Ils ont même été jusqu'à voir dans l'alternance des antithèses et des synthèses le ressort du progrès de l'humanité et à considérer comme positifs même les aspects négatifs d'un processus considéré comme non seulement irréversible, mais bienfaisant.

Il en est peu cependant qui, sans recourir à des constructions théoriques, ont eu le courage de pousser cet optimisme jusqu'à affirmer explicitement le caractère bienfaisant de la guerre. Et je pense que personne n'oserait le faire aujourd'hui devant le caractère atroce qu'a pris la guerre moderne.

(1) Texte italien dans *La Civiltà Cattolica*, 4 février 1978. Traduction de la DC.

Cette conférence a été prononcée à Vienne devant l'*Österreichische Gesellschaft für Aussenpolitik und internationale Beziehung*, le 17 novembre 1977.

Il n'en demeure pas moins que tout le monde craint — et beaucoup prévoient — que l'humanité va se trouver pratiquement incapable d'empêcher, à long terme, qu'elle ne devienne de nouveau victime du fléau de la guerre, même au risque d'une conflagration où les arsenaux des armes nucléaires, chimiques, bactériologiques et autres déploieraient leur terrible potentiel de destruction et de mort. Le cri du Pape Paul VI devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 4 octobre 1965 : « Jamais plus la guerre ! », peut apparaître, à la lumière d'expériences multiséculaires et récentes, rien de plus qu'une généreuse utopie.

Mais précisément, la crainte du pire — pour soi-même, sinon pour les autres —, malgré les prévisions pessimistes qui semblent amplement justifiées par l'Histoire, incite les responsables de la vie des peuples — et en particulier ceux des grandes puissances, entre les mains desquels repose principalement le destin du monde — à chercher les moyens permettant d'éviter la catastrophe, ou du moins d'en éloigner le spectre et de retenir l'humanité sur la pente glissante qui y conduit.

C'est cette préoccupation qui est à la base de la politique de détente. Elle se conjugue bien souvent avec les efforts pour limiter le mal et les risques, à défaut de pouvoir les supprimer complètement, parce qu'on est convaincu qu'il n'est pas possible d'obtenir plus, ou bien parce que l'on espère ou calcule que l'on pourra obtenir certains avantages sans avoir à payer un prix trop élevé. C'est ainsi que, tout en étant décidé à ne pas courir le risque d'un affrontement total ou nucléaire, on n'exclut pas l'hypothèse de guerres « limitées », menées avec des armes conventionnelles. Parfois même, cette hypothèse est inscrite dans des plans d'expansion et d'accroissement des forces qui, selon ceux qui les font, devraient améliorer leurs positions et leur permettre de maintenir ainsi une situation d'équilibre.

Le titre de mon exposé parle de « tensions », auxquelles s'oppose la « détente ». En réalité, toutes les tensions de notre temps ne se situent pas dans le cadre de celles qui ont opposé ou continuent à opposer les superpuissances ou les grands blocs.

Cependant, les tensions qui ne rentrent pas dans ce cadre, ou du moins les plus importantes d'entre elles, tendent presque automatiquement à s'insérer dans la « grande tension », et leurs possibilités de solution demeurent inévitablement conditionnées par elle.

Autre remarque : en me référant à la position ou aux attitudes du Saint-Siège devant les tensions et la détente, je ne veux évidemment pas parler à titre officiel ni officieux. Je parle en fait à titre personnel, en me basant sur ce qui est publiquement connu de cette position et de ces attitudes, et en en tirant les conclusions que permet leur lecture attentive.

2. — GUERRE FROIDE, COEXISTENCE PACIFIQUE, DETENTE

A la fin de la dernière guerre, lorsque n'existent « nations alliées » — détruire la menace nazie en Europe et la menace japonaise en Asie —,

on vit tout de suite resurgir les éléments de division et les oppositions profondes que les intérêts communs de la guerre avaient seulement mis en sommeil. Ils se sont polarisés autour des deux grandes puissances alliées, les Etats-Unis et l'URSS, en donnant naissance aux deux blocs, qui continuent à s'opposer malgré certaines variations dans les rapports internes.

La caractéristique spécifique de cette opposition, c'est qu'elle ne s'explique pas seulement par des conflits de puissance ou des antagonismes de domination militaire et politique. Ses racines sont plus profondes et s'enfoncent dans un affrontement entre idéologies, entre conceptions du monde, « Weltanschauungen ». C'est pourquoi, tout en revêtant de nombreux aspects qui, dans l'Histoire, ont caractérisé les luttes entre groupes de nations ou empires, cette opposition présente aussi certains traits propres (et, semble-t-il, d'une façon dominante) de ce que l'on a appelé les « guerres de religion ». Egalement dans ces guerres, aux motivations religieuses se mêlaient souvent des intérêts nationaux, et il est pratiquement impossible de trouver dans l'Histoire une guerre qui soit purement une guerre de religion.

Il faut cependant faire remarquer que dans les blocs idéologiques qui s'affrontent aujourd'hui — monde communiste et monde non communiste ou anticommuniste —, les aspects idéologiques s'incarnent dans la réalité politique, et donc dans les intérêts politiques et leurs conflits, bien plus que ne le faisaient les aspects religieux lorsqu'ils étaient à l'origine du conflit. C'est ainsi que, par exemple, les alliances entre pays catholiques et pays protestants, ou même non chrétiens, dictées par des intérêts politiques convergents, même contre d'autres pays de même religion, étaient alors plus faciles que ne le sont aujourd'hui les alliances politiques entre pays communistes et non communistes. Naturellement, il ne s'agit pas là de règle absolue.

La rupture entre la Chine et l'URSS est considérée par beaucoup comme un conflit d'intérêts politiques et nationaux. Ce conflit est si grave que, du moins pour un temps, il prévaut sur la base idéologique qui les unit ; même si, comme l'affirment l'une et l'autre, à ce conflit indéniabla s'ajoutent des divergences idéologiques substantielles qui les opposent, au nom de ce marxisme dont elles se réclament l'une et l'autre, presque plus profondément encore que le contentieux politique et national.

La conscience de ce problème avait amené les pays victorieux de l'Allemagne et du Japon à essayer d'empêcher les affrontements et les conflits en se partageant des aires d'influence avec garantie réciproque de non-ingérence. Mais cela non plus n'a pas réussi à éliminer les craintes et les suspicions de part et d'autre. Le bloc soviétique, en effet, voyait dans les Etats-Unis et leurs nouveaux alliés non seulement un adversaire visant à prédominer sur le monde ou à y exercer son hégémonie, mais le champion d'une conception de l'homme et d'un ordre social irréductiblement ennemis de la conception communiste. Les thèses marxistes sur la nature offensive et impérialiste du capitalisme donnaient à ce jugement négatif un

caractère de certitude qui, pour le monde communiste, faisait apparaître l'affrontement comme pratiquement inéluctable.

Pour l'autre bloc, les visées et les projets agressifs et expansionnistes du communisme, surtout sur le plan européen, ne faisaient aucun doute.

Ces convictions et craintes opposées et convergentes furent à la base de ce qu'il est convenu d'appeler si justement « la guerre froide ». La durée de celle-ci coïncide avec la période qui va pratiquement de la fin de la dernière guerre à l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir, ou du moins peu après. Ces années-là, il a semblé à plusieurs reprises que le monde était au bord d'une nouvelle guerre. En tout état de cause, il régnait un climat qui était celui existant entre ennemis plutôt qu'entre compagnons d'armes qui venaient de remporter la victoire sur un terrible ennemi commun, au prix d'efforts communs et de sang versé ensemble.

Pour désigner la nouvelle ligne de la politique extérieure soviétique — officiellement annoncée au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, en 1956 —, Khrouchtchev choisit l'expression « coexistence pacifique ».

Cette expression, qui n'est pas nouvelle dans le vocabulaire politique, peut certainement être utilisée dans un sens positif acceptable par tous. Mais pour Khrouchtchev qui, derrière ce principe, voulait réaliser son « grand dessein », elle tendait plutôt à signifier l'adaptation de l'ancienne attitude et de finalités à la fois anciennes et inchangées, à une situation nouvelle où, selon lui, le capitalisme avait cessé d'être aussi menaçant qu'avant pour ses adversaires. En effet, pour justifier l'abandon de la « guerre froide », on invoquait les nouvelles données de la situation mondiale : l'extension du monde socialiste à l'Europe de l'Est, à la Chine, à certains pays d'Asie, et le mouvement de libération des pays dominés par le monde industrialisé qui était en train de s'affirmer. La situation plus favorable créée par ces nouvelles données semblait encourager le Premier soviétique à une politique que l'on aurait pu appeler « triomphaliste » qui le poussa à prendre des risques parfois considérables (à Berlin et à Cuba).

Depuis la fin de l'ère Khrouchtchev (1964) — qui laissait en héritage à l'URSS de nombreux problèmes internes et le conflit avec la Chine — jusqu'en 1969, on assista à la course aux armements entre les USA et l'URSS ; course dont l'économie soviétique, en particulier, fit les frais, mais qui réduisit notablement l'avantage des Etats-Unis, jusqu'à donner à l'URSS la parité stratégique avec son grand adversaire.

Pour des raisons techniques, l'accumulation parallèle d'armements nucléaires conduisit, au début des années 70, à une rupture de la situation d'équilibre entre les puissances nucléaires. Elle conduisit aussi à la prise de conscience générale de l'« impossibilité » d'un conflit, quelle que soit la supériorité qualitative ou quantitative de l'un sur l'autre. En effet, la possession de part et d'autre de cette force que les Français appellent « de seconde

frappe », force que même une attaque surprise ne pourrait pas arriver à anéantir, permet à l'agressé de porter à son tour à l'éventuel agresseur un coup tel que cela le conduirait à réfléchir, dès avant de tenter son agression, même s'il peut entrevoir une victoire, laquelle ne serait sans doute pas moins amère que la défaite. C'est là l'essence ou, si l'on veut, la « philosophie », de la « dissuasion » ou de « l'équilibre de la terreur », qui garantit encore une relative sécurité devant l'éventualité d'un conflit nucléaire.

C'est la conscience de cet état de choses qui a conduit progressivement les deux Grands à une entente tacite pour respecter l'équilibre des deux systèmes et les zones respectives d'influence. C'est sur ce terrain qu'est née et s'est développée la politique de la « détente », dans laquelle plusieurs ont pu voir comme un « changement de nature » dans les rapports entre l'Est et l'Ouest.

Le climat de détente a favorisé le développement de la série d'accords tendant à diminuer les risques de conflit et à augmenter la sécurité. Par exemple, le traité de Moscou de 1963, pour interdire les expériences nucléaires dans l'atmosphère, au-delà de l'atmosphère ou sous l'eau ; le traité approuvé par l'Assemblée générale de l'ONU en 1967 qui, entre autres choses, interdisait la mise sur orbite d'armes nucléaires ; le traité de non-prolifération nucléaire, en 1968. En 1972, une convention interdisait l'emploi, la prolifération et l'accumulation des armes biologiques. Mais plus important et significatif encore, dans le cadre de la détente, est le début de la négociation SALT. Il est significatif parce que les deux superpuissances, plutôt que de se limiter à interdire à des tiers l'accès à la puissance nucléaire, ou à leur interdire des expériences devenues superflues pour eux, ont commencé à parler de la réduction de leur propre armement stratégique.

Parmi les autres accords, nés dans le climat de détente et susceptibles d'en étendre et d'en confirmer l'esprit, citons par exemple ceux qui concernent la recherche médicale, la protection de l'environnement, l'exploration de l'espace, la coopération scientifique et technologique. La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et la Conférence pour la réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe centrale (MBFR) doivent être vues elles aussi dans cette perspective.

En se référant, en 1974, aux nouveaux rapports URSS-USA, la revue *Etudes* pouvait écrire : « Le changement qualitatif dans la nature des relations soviéto-américaines est réel : il est fait de trois éléments. En premier lieu, ils semblent tous les deux être d'accord... sur le respect de leurs intérêts réciproques... En second lieu, URSS et USA semblent s'accorder sur la solution des crises internationales (vraisemblablement une allusion au conflit du Moyen-Orient, après la crise de 1973). » Laissons le troisième élément, moins important pour notre objectif, et passons au commentaire final : « Quelle que soit la perspective choisie, on doit constater que la détente a un sens précis, celui d'une coopération liée à la sécurité mondiale (2). »

Tout bien considéré, je crois que l'on peut partager ce jugement — sommaire, certes, et incomplet — sur la « phénoménologie » de la détente, sous réserve d'un jugement plus complet à porter sur ce même phénomène.

3. — L'ACTION DU SAINT-SIEGE POUR LA PAIX

Le Saint-Siège, pour les raisons qui l'ont conduit à participer aux problèmes et aux responsabilités de la vie internationale (raisons que je considère ici comme connues, et sur lesquelles je me suis déjà largement expliqué en d'autres circonstances) (3), ne peut pas ne pas se demander, lui aussi, quel jugement doit être porté et quelle attitude doit être prise devant ce phénomène qui intéresse de façon vitale le présent et l'avenir d'une grande partie de l'humanité, et qui implique aussi, plus ou moins directement, le reste du monde.

Concrètement, la question se pose de savoir si la détente dont nous parlons doit être considérée comme un fait positif dans son ensemble, un fait qu'il faut encourager et appuyer, ou bien comme un facteur avant tout négatif ou un piège dangereux.

Les interventions pontificales et conciliaires

Le point de départ fondamental, c'est que le Saint-Siège est ouvertement, résolument pour la paix, tant la paix et l'harmonie sociale au sein de chaque nation que la paix internationale. Les déclarations en ce sens sont si nombreuses et si claires qu'il serait vraiment superflu de s'y étendre. Mais il ne sera pas superflu de rappeler que cette attitude du Saint-Siège est due non pas à des considérations tactiques ou contingentes, mais à une conviction de principe qui ne peut pas varier avec les circonstances.

L'encyclique *Pacem in terris* de Jean XXIII, la lettre apostolique *Octogesima adveniens*, ainsi que les autres innombrables déclarations et initiatives de Paul VI, parmi lesquelles on ne peut pas oublier son discours à l'ONU, déjà mentionné; l'institution de la Journée mondiale de la paix, avec ses messages annuels; et puis, pour ce qui concerne plus généralement la position de l'Eglise catholique, la Constitution *Gaudium et spes* du II^e Concile œcuménique du Vatican, sont là pour témoigner de cette orientation et des raisons profondes qui sont à sa base, particulièrement pour ce qui est des formes et des caractéristiques de la guerre moderne.

Mais déjà saint Pie X et Benoît XV, lors de la première Grande Guerre, et Pie XII, avant, pendant et après la Seconde, s'étaient fait les porte-parole des exigences de paix de la papauté. Pour Pie XII, il serait injuste d'oublier,

entre autres choses, le cri qu'il avait poussé, au moment où le monde se trouvait au bord de la tragédie, pour essayer d'empêcher que le conflit n'éclate, pour exhorter les hommes de gouvernement responsables à réfléchir sur les très graves conséquences des décisions qu'ils étaient sur le point de prendre : « Rien n'est perdu avec la paix. Tout peut l'être avec la guerre. »

On sait les arguments juridiques, les principes de fraternité, les motifs d'humanité qui, aux yeux du Saint-Siège et de l'Eglise catholique, militent contre l'idée même du recours à la guerre comme moyen pour régler les désaccords ou les conflits entre les peuples, aujourd'hui spécialement où les nouvelles armes que le progrès scientifique et technique met à la disposition de l'homme augmentent d'une façon redoutable le potentiel de destruction et de souffrance.

Il faut aussi considérer que le recours à la force pour régler des questions de justice ou d'intérêts légitimes est en lui-même, pourrait-on dire, « a-rationnel ». Aucun argument rationnel valable, en effet, ne permet de déduire que, dans l'histoire humaine, il y ait un rapport nécessaire entre force et bon droit, la force étant nécessairement au service du droit. Au contraire, dans l'Histoire, de nombreuses et très tristes expériences nous ont montré que, trop souvent — même dans les relations internationales —, l'injuste, plus fort, dominait, du moins temporairement, sur le juste plus faible. Naturellement, personne ne pourrait nier à ce dernier le droit de défendre ses droits et son honneur, même s'il devait ou prévoyait qu'il devait succomber dans une lutte inégale ou incertaine. Mais il n'en reste pas moins que la raison demande que cette défense et cette protection soient plutôt garanties par des moyens juridiques efficaces, dont l'absence représente toujours un très grave élément d'« irrationnel » ou de « désordre » dans l'ordre international.

Je voudrais au moins rappeler, à ce propos, l'effort que les Papes récents, à commencer par Pie XII, ont fait et font encore pour contribuer à préciser les principes destinés à assurer la possibilité d'une vie commune pacifique entre les peuples, en éliminant les raisons objectives pour lesquelles des pays, même pacifiques et non agressifs, peuvent se sentir autorisés, sinon même carrément obligés, à recourir à une guerre, parfois suicidaire, pour ne pas perdre les raisons mêmes de leur existence.

Et il faut aussi rappeler la faveur que le Saint-Siège, dans ce contexte, a manifestée et continue à manifester, malgré le caractère limité des résultats obtenus jusqu'à maintenant, à des formes d'organisation internationale — et avant tout l'ONU, aujourd'hui — qui ont pour finalité fondamentale de favoriser la suprématie du droit sur la force et d'éviter ainsi les dangers de guerre.

Sala réalisme

Résolument en faveur de la paix, le Saint-Siège a cependant trop le sens des réalités et de leurs exigences pour pouvoir être compté parmi ces « forces pacifistes » dont on a pu

(2) H. CARRERE D'ENCAUSSE, « De la coexistence pacifique à la détente. La politique extérieure de l'URSS au début des années 1970 », dans *les Etudes*, 340 (1974), 188.

(3) Mgr A. CASAROLI, « La santa Sede e la Comunità Internazionale », dans *La Comunità Internazionale*, XXIX (1974), 595-611 (DC, 1965, n° 1673, p. 309 et s. - NDLR).

écrire que « la paix est trop importante pour être laissée aux pacifistes » (4).

Abstraction faite du ton dont est porté ce jugement, c'est un fait qu'il n'est pas suffisant de parler de paix ou de l'invoquer pour qu'elle soit assurée, et qu'il ne suffit pas de déplorer les dangers ou de condamner les fauteurs de guerre pour en éloigner le spectre. Ce qui ne diminue pas l'importance et l'efficacité, soulignée par *Gaudium et spes* (n. 82), d'une opinion publique formée à « de nouveaux sentiments générateurs de paix ».

La protection et la construction concrète de la paix exigent un travail solide, sérieux, aussi patient que tenace et courageux, soutenu avec esprit de décision, compétence et expérience ; un travail difficile qui présuppose une connaissance exacte des situations ou des problèmes, souvent ingrat à cause des incompréhensions, des désillusions, des obstacles variés et imprévus que l'on rencontre ; un travail qui s'effectue sur des trames complexes et fragiles, toujours exposé au manque de bonne volonté et aux calculs égoïstes de l'autre ou des autres parties.

Conscient de cela, le Saint-Siège apprécie comme il convient les efforts de ceux qui, avec sincérité et capacité, œuvrent en faveur de la paix. Il fait attention à ne pas attribuer à de la mauvaise volonté des retards ou des succès qui sont peut-être dus à des difficultés objectives. Il a le souci d'encourager et d'exhorter tous les responsables et il leur offre sa collaboration, aussi modeste qu'elle puisse être, lorsqu'elle est possible.

En tout cas, luttant contre le scepticisme de ceux qui, ne voyant que les difficultés de la paix, semblent résignés à l'éventualité ou à la fatalité de la guerre, le Saint-Siège continue à proclamer hautement que « la paix est possible » et qu'elle est un devoir pour tous ceux qui exercent une autorité et des responsabilités, qu'il s'agisse de la conduite de la politique nationale et internationale, de la formation des consciences ou de l'orientation de l'opinion publique. Ils ont le devoir de travailler à ce que le bien de la paix soit assuré à l'humanité et à chaque nation, de travailler à ce qu'il s'agisse d'une vraie paix, stable et sûre, conforme à la justice et, le plus possible, aux légitimes intérêts de tous.

Paix et détente, le désarmement

La détente n'est pas la paix (comme d'ailleurs n'est pas non plus la paix la seule « absence de guerre » ou le seul « équilibre des forces adverses », (cf. GS, n. 78). Mais quels rapports y a-t-il entre détente et paix ?

La détente est-elle un pas vers la paix (ou du moins la sécurité) ? Ou sert-elle simplement, comme beaucoup le pensent, à camoufler une guerre qui n'ose pas ou ne veut pas dire son nom ? Ou bien n'est-elle pas carrément — et beaucoup le soutiennent — un stratagème qui cache, chez l'une ou l'autre partie, ou chez toutes, la volonté et l'espoir de pouvoir mieux se préparer à une guerre, voulue ou jugée inévitable ?

Cette dernière interprétation trouve davantage de crédit en Occident, ou du moins elle y est plus ouvertement exprimée. Et le fait même que les mots employés (« coexistence pacifique » d'abord, puis « détente »), et surtout l'initiative, portent ou semblent porter plutôt la marque soviétique, conduit l'Occident à se méfier encore davantage de la chose, de la notion et de l'expression elle-même. C'est ainsi que la « détente » semble pour beaucoup être un mot piégé, une réalité à deux faces qui doit être suivie avec la plus grande prudence, tant ses aspects sont divers et multiples.

Les raisons de perplexité, sinon de refus, ne manquent pas.

La première est sans doute que l'on se trouve devant une grande illusion, avec toutes les conséquences et les dangers que comporte l'illusion dans une question aussi vitale que celle de la sécurité d'une si grande partie du monde.

Mais la raison la plus fondamentale, c'est que l'on constate que persiste la méfiance réciproque entre deux mondes idéologiquement opposés, d'une manière qui continue à sembler inconciliable. On ne contribue certes pas à faire revenir la confiance lorsque l'on affirme, comme on l'entend faire ici ou là, d'une façon plus ou moins explicite, que la détente politique et militaire ne signifie pas l'abandon ou l'atténuation de la lutte idéologique, ou lorsque l'on intervient dans les affaires d'autres pays, en dehors de son propre bloc ; interventions peut-être, ou même sûrement, dictées par des considérations d'intérêt politique, économique ou stratégique, mais présentées comme une aide désintéressée à des causes soutenues en raison de leur caractère idéologique ou, en tout cas, pour des motifs d'ordre idéologique.

La détente, toujours selon ses critiques, crée une situation dans laquelle, pour qui le veut (et il s'agit normalement des plus décidés et des plus audacieux), il est facile d'exercer une pression, sinon une sorte de chantage, sur ceux qui, par conviction ou crainte du pire, tiennent à ne pas mettre en danger la situation de relative tranquillité et sécurité qu'elle représente.

La détente menace ainsi de devenir un avantage, non exclusif, certes, mais prépondérant pour l'une ou l'autre partie. C'est ce que l'on disait (mais maintenant le jugement semble quelque peu modifié) pour la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. C'est ce que l'on dit maintenant pour la négociation sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe centrale (MBFR).

Et en particulier la détente, affirme-t-on, a permis à la partie se trouvant en état d'infériorité militaire ou économique, de profiter de cet état de relative tranquillité pour se mettre à niveau.

Que penser de ces critiques ?

J'ai déjà dit que les motifs de perplexité et de doute ne manquent pas. Mais il n'est pas suffisant de s'y arrêter.

Politiquement et aussi moralement parlant, il est important de se demander à quoi il faut donner la prépondérance dans une évaluation de synthèse : à l'équilibre, aussi imparfait et peu sûr qu'il soit, qui s'est établi de fait depuis

(4) M. D. SCHULMAN, « Oltre la guerra fredda », Milan, *Il Saggiatore*, 1966, 120.

plus de vingt ans et qui permet de vivre à l'abri de la menace immédiate de destruction de masse, ou bien aux aspects problématiques ou risqués qui pèsent sur le système de relations sur lequel s'appuie cet équilibre ?

Une chose semble certaine : après une profonde tension, une détente progressive peut être la voie pour parvenir à la solution des problèmes qui engendrent le conflit. Et dans la situation mondiale concrète qui s'est créée après la dernière guerre mondiale, elle semble être l'unique voie réalistement possible pour éviter le retour à un climat de guerre, ne serait-ce que de guerre froide, comme au début. Surtout si, allant plus loin, on n'abandonne pas la résolution et l'espérance d'arriver, même avec peine, à une situation qui puisse réaliser, du moins dans sa substance, le concept de paix internationale.

La reconnaissance qu'il n'y a pas d'autres alternatives valables ne peut que conduire le Saint-Siège, précisément parce qu'il prend parti clairement et ouvertement contre la guerre et pour la paix, à porter un jugement fondamentalement, mais résolument positif sur le processus de détente.

Fondamentalement, parce que le Saint-Siège se rend bien compte de la nécessité de déterminer et de réaliser les conditions permettant d'assurer que la détente n'aboutisse pas à une tromperie ou à une désillusion.

Résolument, parce que l'optimisme fondamental du Saint-Siège en matière de paix — « la paix est possible », difficile, mais possible — se reflète nécessairement aussi sur la détente.

Les objections soulevées contre la détente sont en bonne partie celles que l'on invoque à propos de la paix, particulièrement parce que la paix, outre qu'elle est si difficile à réaliser, ne peut jamais être considérée comme définitivement assurée. Et cela, non tant en raison de circonstances contingentes, mais bien plutôt parce que, dans sa naissance et dans son maintien, elle est le fruit de la convergence de volontés humaines, toujours libres, et mues par des émotions et des évaluations souvent divergentes ou contrastantes, lorsque ce n'est pas par des passions et des visées égoïstes.

L'Eglise reconnaît que « la paix n'est jamais chose acquise une fois pour toutes, mais sans cesse à construire » (GS, n. 78). La conclusion d'un semblable état de choses ne doit pas être, cependant, un sentiment de découragement ou d'abandon, mais la résolution d'agir d'autant plus vigoureusement que l'entreprise est plus laborieuse.

Pour ce qui est de la détente, elle apparaît aujourd'hui comme une situation imposée avant tout par la peur. Il serait naturellement préférable qu'elle soit plutôt le fruit d'un choix fait par conviction et volonté de paix. Cependant, bien que l'on doive agir en ce sens, on ne peut pas méconnaître l'intérêt qu'il y a à ce que, en attendant, le danger du pire soit évité, même si c'est par le mécanisme de la dissuasion militaire.

L'esprit de la détente demande cependant que la dissuasion perde toujours davantage les aspects agressifs et menaçants qu'elle avait pendant la « guerre froide » et même la « coexis-

tence pacifique ». C'est ce que l'on cherche à obtenir, par exemple, par la réduction des forces militaires et avec les mesures destinées à accroître la confiance, mesures qui ont été prises en considération en particulier par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et qui maintenant font l'objet de propositions à la Conférence de Belgrade.

Reste maintenant tout le grand et encore plus essentiel chapitre du désarmement, en particulier en ce qui concerne les armes nucléaires, chimiques, biologiques et autres semblables. Toute initiative sérieuse et sincère dans ce domaine a l'encouragement et l'appui du Saint-Siège qui, précisément pour apporter son soutien moral, a accédé, en 1971, au traité sur la non-prolifération des armes atomiques.

Sans pouvoir, ou vouloir, entrer dans les aspects techniques ou strictement militaires de la question, le Saint-Siège s'est toujours exprimé en faveur d'un désarmement général et contrôlé, considéré comme l'objectif final et, en même temps, contre la course aux armements, pour une réduction de ceux-ci et des dépenses qu'ils représentent. C'est précisément dans ce but que, le 4 décembre 1964, à Bombay, le Pape Paul VI a lancé un appel au monde, demandant de « consacrer fût-ce une partie des dépenses militaires à un grand fonds mondial pour la solution des nombreux problèmes qui se posent pour tant de déshérités » (5). Cet appel, il l'a renouvelé l'année suivante dans son discours à l'ONU.

Le Saint-Siège ne veut pas par là méconnaître le droit de chaque pays à garantir sa propre défense, de la façon et dans la mesure qui sont vraiment requises par les nécessités, et dans un esprit qui ne soit ni d'agression ni d'aventure.

J'ajouterai — à titre encore plus personnel, s'il est possible — qu'un sentiment généralisé de sécurité, dans le sens évoqué plus haut, peut même être considéré comme particulièrement favorable à un climat de réelle détente, un climat permettant d'entretenir des rapports plus sereins et fructueux entre les différents pays, c'est-à-dire de mieux réaliser les aspects positifs de la détente, à savoir une coopération dans l'intérêt des uns et des autres.

De plus en plus, en effet, des problèmes multiples lient entre eux les peuples et les pays. Seul un effort commun peut les résoudre, non seulement sur le plan bilatéral, mais à une échelle continentale et mondiale. Qu'il suffise de rappeler les problèmes des sources d'énergie, des matières premières, de la pollution de l'atmosphère et des océans, de l'insuffisance des ressources alimentaires par rapport au développement démographique, et beaucoup d'autres.

Evidemment, il y a aussi, pour chaque pays et pour le monde entier, l'avantage d'un allègement, et même d'un allègement *sensible*, du poids non seulement des dépenses militaires proprement dites, mais de tout l'ensemble de ce que l'on pourrait appeler la continuation d'une économie de guerre, particulièrement aux Etats-Unis et en URSS.

(5) DC 1965, n° 1439, col. 15 (NDLR).

On a fait observer à juste raison que l'une des conséquences les plus tristes de cet état de choses, c'est qu'il a contribué à maintenir dans l'indigence la partie la plus pauvre de la population du monde (6). Même dans les pays « riches », la « croissance » a trahi le « développement », en s'orientant vers des fins étrangères à ce dernier. Et, d'une façon générale, on peut dire que tout notre système de développement est qualitativement handicapé par la persistance d'une économie de guerre.

L'expérience vécue des avantages que la détente peut apporter et la conscience des maux et des dangers que comporte nécessairement une autre politique devraient de toute façon inciter tout le monde à ne pas la mettre en danger, mais à la renforcer. Reste cependant toujours l'ombre du doute et de la suspicion : la détente ne fera-t-elle pas le jeu de ceux qui veulent en profiter pour mieux se préparer à faire la guerre et la gagner ?

Le problème des intentions et des plans — tactiques et stratégiques — réellement poursuivis, particulièrement par les superpuissances, est en réalité difficile à résoudre. On reconnaît qu'une marge de risque et d'incertitude demeure inévitable. Une juste et nécessaire prudence exige qu'elle soit réduite au minimum, en faisant attention, plus qu'aux paroles, aux faits et aux situations objectives, et en conservant — pour toute éventualité — une marge raisonnable de sécurité. Dans la pratique, l'équilibre entre confiance et prudence n'est pas toujours facile à trouver ; mais il doit constituer le critère dont s'inspire l'attitude des responsables de la vie internationale.

Détente et justice

Que dire, maintenant, des rapports entre détente et justice ? Cette dernière n'est-elle pas trop souvent sacrifiée sur l'autel de la première ?

C'est là, sans doute, l'une des questions les plus angoissantes qui se présentent à la conscience de l'homme politique désireux de s'inspirer dans sa conduite non pas des exigences de la pure « raison d'Etat », mais, sur un plan supérieur, de celles de la morale et de l'humanité. La même chose vaut également pour les rapports entre la paix et la justice.

Le problème s'est imposé récemment et continue à s'imposer d'une façon particulièrement intense à l'attention de l'opinion publique mondiale, particulièrement à la suite des positions bien connues prises par le nouveau président des Etats-Unis, Carter. Il est maintenant sur la sellette à la Conférence de Belgrade, où la question du respect des droits de l'homme, en relation avec ce que l'on appelle la troisième corbeille de l'Acte final d'Helsinki (1975), constitue un point d'où peuvent particulièrement naître des difficultés et des heurts. Quelle est la position du Saint-Siège sur cette question qui implique si directement les principes de l'ordre moral ?

La réponse du Saint-Siège ne peut que s'inspirer de ces mêmes principes. Elle ne pourrait évidemment pas accepter ce que certains

affirment en théorie et ce que beaucoup plus suivent en pratique, à savoir que la politique est complètement non seulement distincte, mais indépendante de la morale, qu'elle lui est étrangère ; qu'entre les deux il n'y a ni ne doit y avoir de lien ou, ce qui revient au même, que la politique a sa morale, dont les normes sont dictées uniquement par l'utilité et l'intérêt de l'Etat.

Or la morale, la vraie morale, exige que le droit soit respecté, que la justice soit rendue. Elle prend la défense du faible contre l'oppression du fort, fût-il revêtu d'autorité.

Pour le Saint-Siège, il n'y a pas, objectivement, d'opposition entre justice et paix. La paix est même l'œuvre de la justice, « *Opus justitiae pax* ». Et il ne peut y avoir de paix réelle et stable sans le respect des exigences de la justice et du droit de tous, individus, peuples et Etats. L'enseignement du Saint-Siège et de l'Eglise sur ce point est si clair et si constant qu'il serait vraiment superflu d'y insister.

On pourrait alors se demander pourquoi, devant toutes les injustices qui se commettent dans le monde, le Saint-Siège et l'Eglise ne prononcent pas chaque fois des condamnations claires et publiques ; et pourquoi ils n'insistent pas pour que les Etats et les gouvernements eux aussi, du moins ceux qui se réclament des valeurs morales, et spécialement ceux qui se disent chrétiens, interviennent vigoureusement, dans la mesure de leurs possibilités et de leurs responsabilités, pour défendre les opprimés et les victimes de la violence.

Sans pouvoir entrer dans tous les détails, je voudrais présenter quelques considérations.

En premier lieu, même lorsque, pour le Saint-Siège ou pour d'autres, le devoir d'intervenir est clair, cette intervention peut revêtir des formes et des modes divers, compte tenu des circonstances, pour qu'elle soit plus efficace et qu'elle ne vienne pas à nuire à ceux-là mêmes qu'elle veut aider, ou à d'autres. Il n'est pas dit qu'une condamnation publique ou une demande publique soient toujours la meilleure voie pour parvenir au but recherché, même si la justice exige normalement que celui à qui il appartient de parler ne garde pas le silence, même devant l'opinion publique, spécialement lorsqu'il s'agit de graves violations du droit ou de situations d'injustice érigées en système.

La morale cependant — et non la « raison d'Etat » — peut se trouver devant des cas où les responsables sont placés devant d'angoissantes et parfois dramatiques alternatives, où il faut choisir entre des maux graves et où il n'est pas possible de les éviter tous ensemble. Le choix du moindre mal, vers lequel oriente la morale, n'est pas toujours facile à faire. Le devoir des responsables est de peser très attentivement les problèmes, avec réalisme mais aussi avec un profond respect pour les exigences de la conscience morale. Aussi ne serait-il pas juste que ceux sur qui ne pèse pas le poids de la décision, et donc la responsabilité de ses conséquences, aient la critique trop facile ; d'autant plus — et ils doivent en avoir conscience — qu'ils ne disposent pas toujours de tous les éléments de jugement qui sont nécessaires.

(6) Cf. J. GRAPIN - J.-B. PINATEL, « La guerre civile mondiale », Paris 1976, 172.

4. — LES RAPPORTS DU SAINT-SIEGE AVEC LES PAYS DE L'EST

Mon exposé — déjà trop long, bien que sommaire — serait incomplet si je n'y ajoutais un mot sur les « tensions » dont le Saint-Siège, dans le cadre général du thème de cette Conférence, a été non seulement spectateur mais participant, et sur la « détente » que l'on peut constater, également sur ce point.

La formation, à la fin de la dernière guerre, d'un bloc de pays ayant un système politique, économique et social basé sur le marxisme, bloc qui s'est ensuite élargi à d'autres pays, a comporté un ensemble de tensions radicales, non seulement avec le bloc occidental, mais aussi avec l'Eglise catholique et avec le Saint-Siège. Il est superflu d'en rappeler ici l'histoire qui, tout en ayant des caractéristiques propres à chaque pays, comporte une ligne fondamentale communale. Les difficultés entre l'Eglise et l'Etat n'ont pas manqué en cette période, comme d'ailleurs dans certains pays situés en dehors du monde communiste, mais avec une nature et une gravité fort différentes, sans être telles qu'elles doivent rentrer dans le cadre de la grande « tension » de l'après-guerre.

Les gouvernements intéressés ont constamment soutenu que les causes de ces situations étaient politiques, et non religieuses ; qu'elles étaient liées à la lutte non pas contre la religion, mais contre les ennemis du nouvel ordre de l'Etat. Je crois qu'ici nous pouvons laisser cette question de côté. Elle a d'ailleurs été déjà examinée et discutée à plusieurs reprises. Mais même si l'on accepte la thèse gouvernementale sur les causes des conflits, on ne peut méconnaître qu'elles ont eu pour résultat tout un ensemble d'actes et de dispositions qui se tiennent avec des répercussions profondes sur la vie et les possibilités d'action de l'Eglise — hiérarchie, clergé, religieux et fidèles — et, d'une façon plus générale, sur l'exercice des droits religieux des citoyens. D'où les fortes tensions à l'intérieur des différents pays, qui se sont répercutées au-dehors, non seulement dans les rapports avec le Saint-Siège, mais aussi dans l'écho qu'elles ont eu et les réactions qu'elles ont suscitées dans le reste du monde.

Depuis un certain temps, là encore on assiste à un relâchement de la tension, bien que d'une façon inégale. Pour ce qui est de l'Eglise catholique, ce processus a commencé pratiquement avec l'avènement de Jean XXIII, et on voit là certainement l'influence de sa singulière personnalité ; mais il a été influencé également par le climat d'une détente plus générale. On a aussi fait remarquer, à juste raison, que les attitudes et les rapports se sont généralement plus facilement améliorés avec le Saint-Siège — dont on reconnaît et apprécie la contribution au service de la paix — qu'avec l'Eglise, et surtout en faveur de l'Eglise et de la vie religieuse dans les différents pays.

Le Saint-Siège, pour sa part, n'a jamais caché que, tout en étant heureux de pouvoir apporter son appui à la cause de la paix, car il considère que c'est son devoir moral, son objectif premier et fondamental dans ses rapports avec les Etats et les gouvernements est le service de l'Eglise, ainsi que la promotion de la vie et

des droits religieux. C'est dans ce sens qu'il cherche à agir, même si ce n'est pas toujours avec succès.

Dans le discours prononcé le 9 juin 1977 à l'occasion de la visite de M. Janos Kadar au Vatican, le Pape Paul VI a fait remarquer que le rapprochement entre le Saint-Siège et la Hongrie (mais la même chose vaut pour les autres pays à régime communiste) est suivi par beaucoup « d'une façon attentive et souvent critique ».

Devant la perplexité, devant les critiques que l'on avance, on répond souvent qu'il n'y a pas d'alternative à cette ligne de conduite (nous ne parlons pas de politique !). Et c'est vrai. Dans le discours que l'on vient de citer, Paul VI disait : « L'expérience confirme la valeur du chemin qui a été entrepris et qui est le chemin d'un dialogue sur les choses, un dialogue soucieux de sauvegarder les droits et les légitimes intérêts de l'Eglise et des croyants, mais en même temps ouvert à la compréhension des préoccupations et de l'action de l'Etat dans les domaines qui lui sont propres (7). »

Si l'on demande quels sont les critères, les méthodes, les résultats et les espérances de ce dialogue, je crois pouvoir répondre brièvement, en reprenant des précisions déjà données en différentes autres occasions.

Les critères sont la « globalité », la priorité, la perspective historique. Ce qui veut dire qu'il ne serait ni juste ni objectif de considérer les problèmes relatifs aux rapports entre l'Eglise et l'Etat et leur solution séparément de leur ensemble ; ou sans tenir compte des priorités à donner à chacun d'eux, selon les nécessités et les possibilités ; ou sans chercher à prévoir, autant que possible, avec la prudence et la modestie nécessaires, quelles conséquences on peut attendre ou espérer, dans un avenir plus ou moins proche ou lointain, de ce qu'il est possible de faire maintenant.

Pour ce qui est de la priorité des choix, par exemple, on entend souvent dire que le Saint-Siège donne une préférence injustifiée, plutôt qu'à d'autres questions plus essentielles, à des problèmes institutionnels ou à la nomination d'évêques dans les pays concernés. Or il devrait être clair que la première préoccupation du Saint-Siège, « dans l'ordre des fins », pour employer le langage de la scolastique, est la pleine liberté de l'Eglise et de son action, ainsi que la liberté de la vie religieuse. Par contre, « dans l'ordre de l'exécution », toujours dans le langage de la scolastique, il ne serait pas sage de refuser aujourd'hui ce qui est possible aujourd'hui, sous prétexte que c'est encore partiel ou imparfait, à condition toujours que cela ne nuise pas à l'obtention de la fin. Tandis que, « dans l'ordre des moyens », on doit aussi considérer ce qu'il est urgent de chercher à assurer, précisément pour parvenir à cette même fin.

Ces critères ne sont pas toujours faciles à appliquer dans la pratique, mais je crois que personne ne peut douter qu'ils sont raisonnables et qu'ils correspondent à la prudence pastorale.

(7) DC 1977, n° 1723, p. 607 (NDLR).

C'est à cette prudence pastorale, ainsi qu'à l'esprit de l'Evangile, que veut s'attacher la méthode suivie par le Saint-Siège dans un dialogue qui présente des aspects si nouveaux, si délicats et si difficiles étant donné l'idéologie dont s'inspire l'interlocuteur. Cette méthode a pour fondement la loyauté et une étude attentive des situations ; une méthode réaliste, dans le meilleur sens du terme ; ferme sur les questions de principe ou sur les droits fondamentaux, mais sans se refuser à considérer l'ensemble des problèmes de tous ordres dans lequel se situe le problème religieux, et en étant prêt à rechercher les solutions pratiques qui sont possibles, même provisoirement, lorsqu'il n'est pas possible d'aller plus loin. Cette méthode est enfin patiente et constante comme le requièrent des problèmes dont la solution définitive semble parfois lointaine et demande un effort tenace et cohérent.

Pour évaluer les résultats du dialogue, on ne peut pas faire abstraction, comme nous l'avons déjà dit, des critères de fond qui y président : « globalité », perspective historique, choix des priorités. A la lumière de ces critères, le Saint-Siège pense pouvoir considérer comme confirmée la valeur d'une voie qui, par ailleurs, ne semble pouvoir être remplacée par aucune autre dont on pourrait attendre des résultats meilleurs.

Que peut-on espérer pour l'avenir ?

Ici, le scepticisme est fréquent, et la prudence est de rigueur.

Les motifs de scepticisme sont évidents : d'une part, une longue expérience de difficultés ; d'autre part, le fait que ces difficultés semblent devoir être attribuées non pas tant à des circonstances contingentes, même si elles résistent au changement, qu'à la logique d'une « politique religieuse » cohérente avec les principes marxistes.

Comme on l'aura déjà remarqué, dans le discours cité plus haut, le Pape a parlé de « dialogue sur les choses ». Le dialogue sur le plan de l'idéologie semble en effet pratiquement impossible, étant donné l'opposition radicale entre le marxisme idéologique et les principes chrétiens. De nombreux marxistes eux-mêmes le reconnaissent, spécialement là où le marxisme s'efforce de transformer selon sa « Weltanschauung » les structures sociales et la mentalité des citoyens, spécialement des jeunes. C'est certainement cela — la formation de l'homme, et surtout des jeunes — qui constitue la difficulté la plus grande et la plus difficile à surmonter, même dans le « dialogue sur les choses ».

Cependant, l'Eglise et le Saint-Siège ne perdent pas confiance, je ne dirai pas dans la Providence, ce qui est évident, mais dans la force des réalités et dans les exigences de la vie et de l'esprit humain, qui a soif de liberté, d'absolu, de Dieu, devant la rigidité des idéologies et la négation du transcendant.

Rappelons-nous à ce propos la réflexion de *Pacem in terris* : « Une doctrine, une fois fixée et formulée, ne change plus, tandis que des mouvements (il s'agit ici des « mouvements historiques fondés dans un but économique, social, culturel ou politique », nés de

doctrines philosophiques, que le christianisme considère comme fausses, « sur la nature, l'origine et la finalité du monde et de l'homme ») ayant pour objet les conditions concrètes et changeantes de la vie ne peuvent pas ne pas être largement influencés par cette évolution (8). » J'ajouterai que les mutations, même profondes, auxquelles ils ne peuvent pas échapper, peuvent aussi être fort lentes et laborieuses.

✱

L'amélioration des rapports entre le Saint-Siège, l'Eglise et l'Etat, là où persistent encore les tensions qui ont connu des phases si aiguës, ne pourra que favoriser une détente plus générale.

On a parfois l'impression que celle-ci marque le pas, ou même puisse être menacée, sinon par des volontés contraires, du moins par la lassitude et la méfiance. Cela pourrait être désastreux, et il faut agir vigoureusement pour l'éviter.

Le Saint-Siège, cependant, regarde encore plus loin : au-delà de la détente, il regarde vers la paix.

Jamais l'humanité n'a été autant qu'aujourd'hui exposée au risque de destructions immenses et peut-être irréparables. La peur représente une barrière qui, sans être absolument infranchissable, n'en est pas moins encore efficace. C'est bien, mais c'est encore trop peu. C'est trop peu rassurant pour l'avenir, et cela répond trop peu aux exigences les plus vraies et les plus profondes de l'humanité.

Il faut que les peuples abandonnent résolument les vieux rêves d'« épopées » guerrières ou dominatrices. Il faut qu'ils aient la force et la sagesse de combler ce vide avec quelque chose de positif, en affrontant consciemment et résolument la lutte non sanglante pour le progrès de l'humanité : la lutte contre la misère, la faim, le sous-développement matériel, culturel, spirituel. Les immenses ressources que la nature, la science, la technique mettent à la disposition de l'homme d'aujourd'hui, lui offrent des possibilités et des perspectives jusqu'alors inimaginables et qui sont destinées à s'élargir encore. A lui d'en profiter pour édifier un monde plus heureux et plus juste au lieu de s'en servir pour le détruire. Cela exige, en même temps que les structures politiques et techniques nécessaires, un profond changement de psychologie, surtout dans les jeunes générations : l'égoïsme doit faire place à l'esprit de solidarité, l'opposition à la coopération, la guerre à la paix.

L'heure semble décisive pour un choix conscient et responsable. A cette fin, le Saint-Siège est prêt à offrir à tous les hommes de bonne volonté non seulement ses encouragements, mais tout le poids de l'autorité morale que lui assurent des siècles d'histoire, la mission d'enseignement et d'orientation qui lui est propre, et l'écoute qu'il trouve chez tant de millions de personnes, dans tous les continents.

(8) DC 1963, n° 1398, col. 541-542 (NDLR).

L'ESPÉRANCE OU LA FOI EN L'AMOUR

Conférence de Mgr Paul POUPARD, recteur de l'Institut catholique de Paris, à la Fondation TEILHARD de CHARDIN (11 mars 1978) (*)

MESDAMES, MESSIEURS ET CHERS AMIS,

Voici déjà cinq ans, j'avais le privilège de m'entretenir avec vous, à la demande de Mlle Mortier, sur *l'Eglise et l'avenir du monde*. Nous ne quitterons guère ce grand sujet pour méditer aujourd'hui sur *l'Espérance*, puisque tel est le thème que, sur l'insistance de Mlle Mortier, j'aborde cet après-midi avec vous. Et il est bien vrai que, dans l'Eglise comme dans la cité, l'heure est à l'espérance, en ce monde qui, depuis des années, s'est pris à mettre en pratique cette réflexion de François Mauriac à une Semaine des intellectuels catholiques, voici un quart de siècle : *Si Dieu n'est pas et donc si tout est permis, ce qui est permis, c'est d'abord d'être désespéré* (1).

Foi en l'amour

Dans son regard perçant sur l'avenir, le P. Teilhard de Chardin craignait une grève de l'espérance. Que dirait-il, s'il revenait aujourd'hui parmi nous ? Le scepticisme guette. A quoi bon avancer, puisque sans cesse l'horizon recule, au fur et à mesure ? C'est contre cela que proteste cette *foi en l'amour* qu'est l'espérance, la petite fille Espérance naguère célébrée par Péguy en termes inoubliables. Trois enfants cheminent dans la forêt touffue. Les deux grandes sœurs, qui sont les plus fortes, marchent le plus allègrement, en tenant par la main un petit bout de chou, cette toute petite fille qui est la plus faible. Mais finalement, c'est cette gamine, la plus fragile, qui, de toute la pression dont elle est capable, avec ses deux petites menottes, entraîne les deux autres en avant, toujours plus avant. Car l'Espérance est la plus forte. Si l'on n'espérait pas, qui donc pourrait-on croire ? Si l'on n'espérait pas, de quelle insignifiance serait l'amour !

Espoir et espérance

Mais qu'est-ce donc qu'espérer ? A la différence d'autres langues, la richesse du français entretient comme une tension entre *l'espoir* et

l'espérance, l'un et l'autre venu du même mot latin, *spes*, l'un surgi du cœur des hommes ; l'autre, vertu infuse, nous disent les théologiens, c'est-à-dire reçue comme don de Dieu. Il n'entre nullement dans mon propos de faire sortir une espérance plus forte d'un désespoir plus profond, comme certaine apologétique s'y est trop longtemps et complaisamment complu. Toute la perspective christologique s'inscrit là contre : le don du Christ n'est pas une passerelle fragile jetée en travers de l'abîme, sur le gouffre du désespoir. C'est une surabondance d'amour au contraire qui se greffe sur nos meilleures aspirations. Je dirais plutôt que nous assistons aujourd'hui à une double conjonction : d'une part la faillite de beaucoup de raisons d'espérer, qui n'étaient que fugitives illusions prospectives, d'autre part l'incoercible besoin d'espérer que révèle, à défaut d'une naïve confiance en l'avenir, aujourd'hui disparue, la nostalgie persistante de l'espérance, cette *espérance qui ne trompe pas*, selon le mot de l'apôtre Paul, apôtre des gentils, et homme d'espérance (Rm 5, 5).

L'humanité malade d'espérance

Revenant sur espoir et espérance, on pourrait, avec Gabriel Marcel, souligner que l'espoir est dans l'ordre des événements, une prévision fondée sur une perspective raisonnable, alors que l'espérance est pour les personnes une confiance en quelqu'un, qui légitime une attente. Le premier volet est aussi clair que les perspectives de la prospective sont décevantes, toutes ces prévisions économiques, politiques, budgétaires, trop souvent cruellement démenties par l'événement quotidien. Qui donc avait prévu la crise, le coût accru du pétrole, la fragilité des monnaies ? Tout le monde parle de la croissance démographique exponentielle et s'inquiète d'une terre surpeuplée, alors que les spécialistes s'inquiètent, eux, d'une récession durable des pays développés, et attirent l'attention sur les déséquilibres explosifs avec les continents surpeuplés et sous-développés... Après avoir célébré la croissance tous azimuts, on panique devant les nuisances. Le progrès n'est plus sans retombées négatives, ni la croissance indéfinie ni le progrès illimité. La ville n'est plus un rêve doré, mais un piège détérioré. Le mythe de la paix a volé en éclats. Et si le dogme de la dictature du prolétariat est bruyamment renvoyé aux oubliettes, l'ombre du Goulag se fait

(*) Texte original.

(1) François MAURIAU, *Les chrétiens ont-ils un espoir temporel ?*, dans *Espoir humain et espérance chrétienne*, Semaine des intellectuels catholiques, CCIF, 1951, Ed. Pierre Horay, p. 124.

par contre pesante et menaçante. L'immense Chine de Mao elle-même, si longtemps idyllyquement parée des sortilèges d'un nouveau paradis, retombe brutalement dans la vulgarité de la bande des quatre. L'union de la gauche vole en éclats, la majorité étale sa désunion... A quoi bon poursuivre ?

Vous en avez certes, mesdames et messieurs, réunis que vous êtes dans la ferveur d'une pensée résolument tournée vers l'avenir, une conscience plus aiguë que beaucoup d'autres. N'est-il pas significatif du reste que l'enthousiasme pour l'œuvre du P. Teilhard de Chardin se soit sans conteste refroidi au cours des dernières années ? Dans un monde sécularisé où la nature a perdu ses sortilèges, et la culture ses privilèges, l'humanité désabusée a le sentiment d'être guérie de bien des désillusions. Ne serait-elle pas, en fait, *malade d'espérance* ?

L'espoir des désespérés

Vingt mille lieues sous les mers... Je me revois, à peine adolescent, rêvant à pleines brassées devant ces perspectives vertigineuses ouvertes sur les profondeurs sous-marines. Et je me retrouve — c'était hier — dans les flancs redoutables du sous-marin nucléaire de l'île Longue, portant dans ses entrailles la mort sur commande. Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ? La confiance en la science, la croyance dans un meilleur état de vie d'une humanité fraternelle se sont évanouies devant Hiroshima. L'affreux impérialisme vaincu, les peuples délivrés du joug du colonialisme devaient danser la ronde fraternelle de la paix, et voici que Cambodge et Vietnam s'affrontent en des combats meurtriers où périt le dogme sacro-saint de la science infailible de l'Histoire. Ainsi dépérissent lamentablement les idéologies dominantes sous les coups redoublés de l'Histoire. Le temps n'est-il pas venu de vivre l'*Espoir des désespérés* (2) annoncé par Emmanuel Mounier ?

Le grand livre de l'espérance

Ce rapide tour d'horizon accompli, par manière de prolégomène, je voudrais maintenant revenir avec vous à ce qui est pour moi la source, et rouvrir ce *grand livre de l'espérance* qu'est la Bible. De la Genèse à l'Apocalypse, n'est-ce pas l'alpha et l'oméga de l'Écriture ? Dès le premier homme, la première femme, et le premier péché au premier jardin, c'est l'espérance d'un Sauveur qui point, et ne cessera de s'affirmer à travers les soubresauts de l'histoire sainte, jusqu'à ce que, au dernier jour, le Paradis perdu soit enfin retrouvé et l'ancien jardin solitaire transformé en une ville immense, toute bruissante du bonheur des hommes. Israël est le peuple de la promesse. Et la Bible qui raconte son histoire est le livre

de l'espérance. Toute l'histoire du peuple juif est tendue vers la réalisation de la grande promesse, dont il est le premier objet, pour en être ensuite le dépositaire, le bénéficiaire, et l'instrument de sa réalisation.

Espoir et espérance. Il me semble que toute l'éducation du peuple choisi s'est faite entre ces deux pôles inextricablement emmêlés... et ils le demeurent encore aujourd'hui, si j'en crois une récente Assemblée de l'Épiscopat français à Lourdes, consacrée à *Libération des hommes et salut en Jésus-Christ* (3). Quand nous rouvrons ces vieux livres de l'Ancien Testament, quelle lenteur des siècles, quelle lourdeur des hommes, quelle pensanteur des événements ! Violences, guerres, déportations, épreuves multiformes avec leur interminable cortège de désolations. Où donc est la terre où coulent le lait et le miel, où se déroule la vie heureuse et paisible ? L'homme de l'Écclésiaste est désabusé, la femme de Ben-Sirah est acariâtre, les enfants de la promesse sont fratricides dès la première génération, les méchants prospèrent, le juste est malheureux, et Job maudit le jour...

C'est dans ce livre d'images bien loin d'Épinal que peu à peu s'affine l'espoir et se précise l'espérance. Isaïe, Jérémie, Ezéchiel et Daniel affirment l'espérance messianique, et les psaumes chantent la foi en Iahvé, le défenseur, le goël, le sauveur, le libérateur de l'esclavage des hommes, de la tyrannie des étrangers, des exactions des puissants, mais aussi libérateur de cet esclavage et de cette tyrannie plus forte encore et oppressante : le péché tapi au cœur de l'homme. Et cette espérance soude l'Ancien Testament au Nouveau à travers une jeune femme vierge et mère, Marie. Elle a espéré si fort que Dieu a donné corps à son espérance. Le Verbe s'est fait chair. La parole éternelle de Dieu s'est incarnée en son sein maternel. Oui, c'était le Fils de l'homme, l'Emmanuel, ce fils du charpentier. Elle l'a cru, malgré les quolibets, au milieu des railleurs et des sceptiques, à travers les larmes, au feu de l'épreuve, submergée par la souffrance devant la mort de la croix, debout, ferme dans la foi. Et le Christ est ressuscité, sa présence est venue, en chair et en os pour Thomas l'incrédule, témoigner aux disciples bouleversés que ce qu'il avait dit était bien vrai, qu'il était vraiment vivant par-delà la mort : le Christ ressuscité ne meurt plus et tous les hommes sont appelés à vivre, de sa vie qui a traversé l'épreuve de la mort. A sa suite, les enfants de Dieu ont vocation d'être introduits dans l'éternelle famille du Père, au souffle de l'esprit vivificateur.

Court espace de temps où, si j'ose dire, aux yeux de la foi émerveillée, l'espérance s'est incarnée... Et voilà que depuis deux millénaires la grisaille a repris, et le temps de l'Eglise a commencé, sur tous les chemins d'Emmaüs.

(2) Emmanuel MOUNIER, *Carnets de route XXX, l'Espoir des désespérés*, Seuil, coll. « La condition humaine », 1953.

(3) *Libération des hommes et salut en Jésus-Christ*. Réflexions proposées par le Conseil permanent de l'Épiscopat, suite à la session pastorale de 1974. Préface de Mgr André FAUCHET, Centurion, 1975.

Christ, notre espérance

Rupture et nouveauté de l'espérance chrétienne. C'est bien la même. Mais tout est changé, alors même que le banal et tragique quotidien demeure inentamé. C'est l'auteur de l'épître aux Hébreux qui déclare notre *espérance meilleure* (He 7, 19), parce que Celui vers qui se portait l'attente confiante et impatiente d'Israël, le Messie, est déjà venu. C'est le déjà-là et le pas-encore. Venu, il reviendra. C'est le temps de l'absence, qui est celui de la présence eucharistique. Le *Christ, notre espérance* (1 Tm 1, 1), nous est connu, mais *dans un miroir, d'une manière confuse* (1 Co 13, 12), et non clairement. Car notre salut est objet d'espérance, et voir ce qu'on espère, ce n'est plus l'espérer (Rm 8, 24). Du visible à l'invisible, il n'est qu'un regard de foi pour abolir la distance et lire la transparence dans l'opacité. Oui, la légère tribulation d'un instant nous prépare, bien au-delà de toute mesure, une masse éternelle de gloire. Aussi bien, ne regardons-nous pas aux choses visibles, mais aux invisibles. Les choses visibles, en effet, n'ont qu'un temps, les invisibles sont éternelles (2 Co 4, 17-18). Si c'est pour cette vie seulement que nous avons mis notre espoir dans le Christ, nous sommes les plus malheureux de tous les hommes (1 Co 15, 19). Étonnant florilège, chez l'apôtre messager de l'espérance, Paul le converti.

Pour lui, espérance et foi sont si connexes qu'elles paraissent parfois confondues, la charité en étant le gage et le principe : *L'espérance ne déçoit point, parce que l'amour de Dieu a été répandu dans nos cœurs par l'Esprit-Saint qui nous a été donné* (Rm 5, 5). Et encore : *La charité espère tout* (1 Co 13, 17). C'est de la foi que jaillit l'espérance. C'est l'espérance qui anime la foi. C'est l'amour qui en est la source. Les chrétiens ne sont-ils pas, pour saint Paul, ceux qui, par avance, ont espéré dans le Christ (Ep 1, 12)? Le Christ est l'espérance du chrétien, puisque c'est en lui que Dieu se donne.

Eglise-sacrement

Nos pères dans la foi passaient avec intrépidité du Christ à l'Eglise. N'est-ce pas Jeanne d'Arc qui confondait ses juges en déclarant avec une fermeté inébranlable devant leurs arguties captieuses : *Jésus-Christ et l'Eglise, m'est avis que c'est tout un*. Aussi un saint Jean Chrysostome pouvait-il tranquillement affirmer : *Ton espérance, c'est l'Eglise* (4). Il avait théologiquement raison, puisque l'Eglise est l'*universel sacrement du salut*. Mais ce sont vérités de foi que notre époque incrédule rend difficilement crédibles aux chrétiens eux-mêmes. Mettre son espérance dans l'Eglise ne va pas sans heurt ni déchirement, tant est grande la distorsion entre ce qu'elle est, le sacrement de

Jésus-Christ (5), et ce qu'elle paraît à travers les hommes pécheurs qui la constituent. Le nouveau Peuple de Dieu est bien l'héritier du peuple élu. Il a besoin comme lui de purifier son espérance, pour tendre à une confiance inconditionnelle et irréfragable. N'était-ce pas déjà le mouvement d'Abraham (Gn 12, 2)? En ce contexte semi-nomade et tribal, la promesse d'une terre, d'une nombreuse postérité pour la conserver, la défendre et l'exploiter, c'était un avenir humain assuré. Mais notre père dans la foi accepte de se lancer à l'aventure du risque, en quittant la sécurité de son pays, parce qu'il fait confiance au Dieu qui l'appelle, bien plus qu'aux biens promis. Ces biens, Israël libéré d'Egypte, les atteint enfin. Mais que de contradictions dans son histoire, où la possession terrestre engendre l'abandon du vrai Dieu, et où le retour au Dieu fidèle se concrétise, dans l'exil, par l'espoir du retour dans la terre promise. C'est au creux de l'adversité qu'Israël espère le plus fortement un avenir meilleur. Le retour d'exil n'est pas un retour au passé. Sous l'occupation païenne et la domination romaine, renaît le souhait confiant de la venue du Messie promis.

Je revivais récemment, à travers les somptueuses images du Jésus de Nazareth de Zeffirelli, ce drame de l'espérance d'Israël retombée en espoir de libération temporelle : Barabbas préféré à Jésus. Et, après la mort, la déception au cœur des plus fidèles, ce tragique aveu des pèlerins d'Emmaüs : *Nous espérions...* Jésus a déçu l'espoir qu'il avait suscité. Il fallait, comme il le dit patiemment, en expliquant les Ecritures, ou ouvant leur sens, par-delà la lettre, il fallait la souffrance et la mort, cette purification tragique, pour que s'accomplisse le passage de l'espoir humain à l'espérance théologale en Dieu qui se donne, et non plus dans les biens qu'il donne. Espérance eucharistique : *Chaque fois en effet que vous mangez ce pain et buvez cette coupe, vous annoncez la mort du Seigneur jusqu'à ce qu'il revienne* (1 Co 11, 26). N'est-ce pas le dernier mot de l'Ecriture : « *Marana tha, viens, Seigneur Jésus.* » (Ap 22, 20.)

Dis-moi ce que tu espères

Nos communautés chrétiennes aujourd'hui sont bien loin d'éprouver cette tension du désir, cette force de l'attente, cette impatience de la parousie. N'est-ce pas le signe irrécusable d'un manque de foi? *Dis-moi ce que tu espères*, et je te dirai qui tu es. Le malade espère guérir, l'étudiant réussir ses examens, le jeune à l'embauche son test de passage, le politicien sa réélection, le chercheur trouver... Nous espérons tous le passage du facteur, la visite des amis, le retour du printemps, l'éclosion des fleurs. Et tout d'un coup, il y a comme un changement de palier, le passage à une dimension spirituelle; nous espérons faire de notre vie autre chose qu'une réussite matérielle,

(4) Saint Jean CHRYSOSTOME, *Hom. in Eutropium* 6, *Patrologie grecque* 52, 402, cité par Jean-Hervé NICOLAS, *Espérance*, dans *Dictionnaire de spiritualité*, t. IV, Beauchesne, 1960, col. 1227.

(5) Cf. RP Henri DE LUBAC, *Méditation sur l'Eglise*, Aubier, coll. « Théologie » 27, 1953, p. 185-203.

quelque chose de beau, les jeunes fiancés construire un foyer merveilleux, les parents transmettre, avec la vie, des raisons de vivre : car la vie est belle, l'amour est bon, la fidélité existe, le monde a un sens, l'amitié est solide, et l'amour est plus fort que la mort. *On obtient tout de Dieu, autant qu'on en espère*, selon le message de Thérèse de Lisieux : tout, même la vie par-delà la mort, espoir fou, espérance ferme, fondée sur la résurrection (6).

Résurrection

En ce monde où tous les êtres sont inexorablement voués à la mort, c'est bien là l'espérance absolue, véritable sens dernier de l'évolution, cette néguentropie qui est la dérogation la plus insolente à l'ordre biologique, la *résurrection* (7). Telle était bien la conviction du P. Teilhard de Chardin : *Au-dessous et en arrière de nous, l'abîme indéfini du temps est ouvert. Et la figure du monde présent se découvre à nos regards comme le terme momentané d'une genèse* (on pourrait dire, d'une embryogénèse) *immense* (8). L'évolution n'est pas une froide mécanique qui se déroule et se dévide à travers les siècles, jusqu'à l'épuisement total de l'énergie originelle, mais le désir ardent d'un amour qui ne cesse de croître, jusqu'à ce qu'il trouve enfin son parfait accomplissement en Celui qui est l'alpha et l'oméga, la source, le fleuve et la mer, le commencement et le terme, le chemin, la vérité et la vie : *Je vais vers Celui qui vient*.

Le P. Teilhard

Comme l'a brillamment montré M. l'abbé Gérard Baudry dans une thèse de doctorat en théologie soutenue le 5 octobre 1977 à l'Institut catholique de Paris, sur *l'eschatologie dans l'œuvre de Teilhard de Chardin*, c'est dès sa jeunesse que le P. Teilhard découvre qu'il y a un dessein de Dieu à l'œuvre au plus profond de l'être. Sa dominante spirituelle, c'est la foi dans le Seigneur de l'Histoire. Le monde est pour le Christ plénitude de l'univers. Et l'espérance se fonde sur la foi en Dieu garant de la consistance du monde, source féconde des énergies, dynamisme qui ramène toutes choses vers l'accomplissement parousiaque de leur plénitude, ce plérôme mystérieux de l'apôtre Paul. En ces dernières décennies d'un millénaire sur lesquelles se projette déjà la peur apocalyptique de l'an 2000, Teilhard nous immunise contre l'idée d'une catastrophe généralisée vouant le monde à l'anéantissement. Il nous oriente, au contraire, vers la maturation du cosmos, s'ache-

vant dans le Corps du Christ. Jérusalem céleste, monde nouveau, où la multitude initiale des êtres sera englobée en son unité spirituelle. Dès la *Grande Monade*, de 1918, l'humanité n'est pas encerclée sur soi dans une clôture infranchissable. Loin de l'emprisonner, le cercle qui l'embrasse, ayant son centre en Dieu, la situe dans le milieu divin de l'amour, éternel antidote à la solitude désespérante. Loin de se dissoudre dans un grand tout anonyme, non seulement l'amour ne disparaîtra pas à la fin du monde, mais il trouvera son épanouissement en Dieu, dans un accroissement indéfini au sein de l'amour trinitaire. En d'autres termes, le monde en évolution repose sur son terme qui lui donne l'être et le mouvement, et constitue sa seule fin concrète, véritable attraction créatrice de ce pôle en avant, axe de la poussée humaine vers l'Esprit. Cette logique de l'Incarnation est le moteur de la perspective missionnaire teilhardienne. Car le Tout lui-même ne tient que par son achèvement à venir. Le Christ ne peut sublimer en Dieu la création qu'en l'élevant progressivement, sous son influence, à travers tous les cercles successifs de la matière et de l'esprit. Voilà pourquoi, afin de tout ramener à son Père, il a dû tout épouser, entrer en contact avec chacune des zones du créé : revêtu de la terre, le Christ guide par le dedans la marche universelle du monde.

Passion de l'avenir

Telle est la *passion de l'avenir* chez Teilhard, où la *Messe sur le monde*, pétrie de lyrisme cosmique, déroule sa liturgie mystique sacramentelle. Le Christ ressuscité empêche de réduire l'eschatologie à une rêveuse utopie. Il la transforme en convergence universelle et personnelle. C'est en lui, en qui tout ne fait qu'un, que tout est appelé à se métamorphoser en ce *milieu divin*. Dès lors que le chrétien a pris conscience de ce qu'est la parousie, comment ne s'efforcerait-il pas de mettre sa vie en accord avec son espérance ? Pour renouveler le *désir et l'espoir du grand avènement*, il intensifiera en lui l'amour du Christ *Pentocrator* et prendra conscience d'une *connexion plus intime entre le triomphe du Christ et la réussite de l'œuvre que cherche à édifier ici-bas l'espoir humain*. Variable propédeutique de l'espérance, le *milieu divin* prélude à une théologie et à une morale de l'espérance. Tel est le nouveau *sens humain*, capable d'assumer les meilleures aspirations de notre temps, dans une logique vivante de l'espérance, où la croix du Christ est la clé de voûte de la cathédrale d'un monde, dont elle résout les antinomies : *personnel-universel*. Spirale ascendante, l'humanité converge en son sommet christocentrique, *ô Christ toujours plus grand !* Le Christ ressuscité est le premier métamorphosé, dont la croix se dresse de plus en plus droit au carrefour de toutes valeurs et de tous problèmes, nous incitant tous, pour hâter la parousie, à achever de faire l'homme sur la terre (9).

(6) R. P. GONRAD DE MEESTER, carme, *les Mains vides, le message de Thérèse de Lisieux*, Cerf, coll. « Foi vivante » n° 146, 1972, p. 143.

(7) Cf. Jean GUITTON, *le Catholicisme*, DDB, 1972, p. 105 ; R. P. GUSTAVE MARTELET, s. j., *Résurrection, eucharistie et genèse de l'homme*, Desclée, 1972.

(8) R. P. PIERRE TEILHARD DE CHARDIN, *Œuvres*, t. III, *la Vision du passé*, Seuil, 1957, La place de l'homme dans la nature, p. 248.

(9) Abbé Gérard BAUDRY, *l'Eschatologie dans l'œuvre de Teilhard de Chardin*, 1 vol. de 312 p., en deux tomes polycopiés, Institut catholique de Paris, 1977.

Dynamisme de l'espérance

Le dynamisme de l'espérance, chez Teilhard, n'est donc point rêve ni chimère, mais conviction de foi et exigence d'amour : *Tout essayer pour le Christ ! Tout espérer pour le Christ ! « Nihil intentatum ! » Nous n'espérerons jamais assez de l'unité humaine croissante. Une grande espérance en commun, telle est bien la conviction teilhardienne, sur laquelle s'appuie votre Front international de l'espérance. Car la foi suscite l'espérance. Et l'espérance est le projet de la foi et le fruit de l'amour, dont le modèle insurpassable nous est donné, au jour de l'annonciation faite à Marie, par le mystère de l'Incarnation, adhésion confiante et consentement sans retour au projet de Dieu. Et la Visitation en est le premier fruit, joyeux et fraternel. Loin de se replier sur soi dans l'anxiété et l'angoisse, sinon l'exaltation trompeuse, l'espérance nous entraîne aux gestes spontanés de l'amour, qui est partage de foi et de joie, et irradie la confiance, dans la patience de l'attente active. Non point passé dormant en nos intelligences assoupies, mais levain agissant en nos intelligences toujours en éveil. Levain dans la pâte pour la faire lever, et non poupée de sel dans la mer pour s'y dissoudre. Ferment actif de la venue du Royaume, et non désertion du monde présent. Dilatation du désir, sans terme ni limite, puisqu'il s'arc-boute sur l'infini de Dieu.*

L'alliance, pédagogie de l'espérance

Du Protévangile de la Genèse jusqu'à l'Apocalypse, la Bible, je l'ai dit, est le livre de l'espérance. La vigueur exemplaire de l'espérance d'Abraham s'enracine dans la foi en la réalisation des promesses. *La foi que j'aime le mieux, dit Dieu, c'est l'espérance.* Espérant contre toute espérance, il crut et devint ainsi père d'une multitude de peuples... Devant la promesse de Dieu, l'incrédulité ne le fit pas hésiter, mais sa foi l'emplit de puissance, et il rendit gloire à Dieu, dans la persuasion que, ce qu'il a une fois promis, Dieu est assez puissant pour l'accomplir. En son campement précaire, la foi du nomade était ferme et son espérance assurée (He 11, 8-10). Lorsqu'il fut arraché à sa terre, en proie au doute amer, Israël exilé se remémora Abraham : *Il était seul quand je l'ai appelé. Mais je l'ai béni et multiplié* (Is 51, 2). Et le vieux prophète des temps agraires, Isaïe, redonne espérance en son peuple, en lui rappelant comment le patriarche avait vécu d'une manière exemplaire la triple dimension de l'espérance : attente, confiance et persévérance. Ce n'est pas le lieu de reprendre ici tout l'Ancien Testament. Je vous invite simplement à le relire, et à redécouvrir l'alliance, comme pédagogie de l'espérance personnelle et communautaire, jusqu'à laisser poindre, avec le psaume 16, le mystérieux début d'une espérance toute neuve, en la lumière par-delà le sombre Shéol : *Tu ne peux abandonner mon âme à la fosse ni laisser ton ami voir la corruption.* Amour commençait à rimer, par-delà le temps, avec toujours. La mort ne peut pas être une séparation définitive, c'est un mystérieux passage, que nous enseignera prophétiquement la

Pâque du Seigneur : *en mourant, il a vaincu la mort ; en ressuscitant, il nous a rendu la vie.* Tel était déjà le message secret du livre de la Sagesse : *L'espérance du juste, c'est la bienheureuse immortalité* (10) (Sg 3, 4).

Déjà sur cette terre, un peu de paradis

Si le bouddhisme s'efforce de combattre le désir comme racine de la douleur, le christianisme veut le purifier de cette captativité radicale qui le porte vers de faux biens, en l'orientant vers le bien premier et dernier, le Seigneur, fondement de son espérance sûre et inébranlable. Car *l'œil n'a pas vu, l'oreille n'a pas entendu, jamais n'est monté au cœur de l'homme ce que Dieu a préparé pour ceux qui l'aiment* (11) (1 Co 2, 9). Nous ne sommes pas seuls au sein d'un nature aveugle, et au milieu d'idoles toujours renaissantes, à travers le flux des cultures et le reflux des civilisations. Le dynamisme originel de notre existence ne saurait indéfiniment balancer entre le désir et l'espoir, l'aspiration et l'effort, l'instabilité et l'inquiétude, la rivalité acharnée et la nostalgie inassouvie. La flèche de l'élan est orientée par la force paisible du pressentiment d'où jaillit la certitude d'un achèvement infini. Le monde n'est pas opacité de la matière, mais transparence de l'esprit, pays merveilleux du désir émerveillé de l'enfance, exacerbé de l'adolescent, désabusé de l'adulte, illuminé du vieillard, où s'entrouve déjà le ciel intérieur, cette douce et forte tendresse des êtres et des choses les plus humbles (12). Toutes les cantilènes de la tristesse humaine ont-elles autre objet que d'empêcher le doute de se pétrifier en désespoir, et les cantiques religieux d'approcher l'absolu du désir en rendant courage à ceux qui n'ont plus la force d'aimer ? Quelle liturgie nous traduira l'image ruisselante du bonheur : le juste resplendira comme le soleil, radieux comme l'étoile du matin, enveloppé dans la gloire du Très-Haut. Et dès ce monde, comblé de toutes les promesses de l'Évangile : de l'eau à la Samaritaine, du pain au peuple, un filet rempli jusqu'au bord pour les pêcheurs, des perles précieuses aux négociants, un trésor inattendu sous la pioche du chercheur, du blé au centuple pour le paysan. Et *déjà sur cette terre, un peu du paradis*, le ciel commencé au cœur des plus humbles qui rayonnait d'un Curé d'Ars, et transparaît chez Mère Teresa de Calcutta : *Nous savons bien nous-mêmes que ce que nous faisons n'est qu'une goutte dans l'océan. Mais si cette goutte n'était pas dans l'océan, elle manquerait* (13). Nous ne pouvons nous désaisir de notre destin sur une quelconque fata-

(10) Cf. le numéro collectif de *Lumière et Vie, l'Espérance*, t. VIII, n° 41, janvier-mars 1959, Lyon.

(11) Cité en exergue par Ladislaus BOROS, *A nous l'avenir, Méditations sur l'espérance*, Desclée 1971.

(12) Cf. R. P. Jean GALOT, *Le Mystère de l'espérance*, Lethielleux, coll. « Vie spirituelle et vie intérieure », 1973.

(13) Malcom MUGGERIDGE, *Mère Teresa de Calcutta*, Seuil, coll. « Foi vivante », n° 126, 1973, p. 109.

lité, nous laisser aller à la dérive du temps, ni engloutir dans l'abîme sans fond du devenir. Une politique de l'espérance (14) est possible, à condition que chacun sorte du conformisme et de la passivité. Car le futur a déjà commencé, où le Vendredi saint est provisoire, alors que Pâques est définitif. Les idéologies sont périssables, mais l'utopie déjà réalisée.

Entre le déjà-là et le pas-encore

Notre temps contradictoire s'interroge entre la peur et l'angoisse. Il a prôné l'émiettement des tâches, sans se soucier de l'abrutissement des tâcherons. Son entreprise de sécularisation est allée jusqu'à transformer la nature en écosystème, et la culture en composante existentielle. Et le relâchement culturel se traduit en resserrement structurel, en cette société de démagogie où la fidélité a peur d'être ridicule, la responsabilité anachronique, et le respect invouable. Aussi, de la civilisation en question à la désintégration de la culture, de la contestation de l'éthique à la disparition du sens, de la tentation suicidaire à la menace totalitaire, d'un monde chaotique à une société grégaire, la réalité n'est guère encourageante et les futurologues ne sont pas gais (15). Un moment pris eux-mêmes dans cette morosité démobilisatrice, les théologiens ont, grâce à Dieu, redécouvert l'espérance. Jürgen Moltmann, traduit de l'allemand en 1970 (16) a entraîné nombre d'articles et d'études, dont celle de RENÉ LAURENTIN sur les *Nouvelles Dimensions de l'espérance* (17) : dimensions temporelle, historique, symbolique, active, collective, politique, christologique, pneumatologique, eschatologique et éternelle. Dire que l'attente humaine est fondée sur une promesse divine est reconnaître en l'espérance le ressort de l'Histoire, et identifier celle-ci comme l'intervalle orienté entre la proclamation et l'échéance de cette promesse. Si la foi a priorité, l'espérance a donc la primauté. Sans foi, l'espérance n'est qu'utopie. Mais, sans espérance, la foi dépérit. Contestataire du présent, elle atteste l'avenir, qu'elle appelle et construit. Car elle prend les choses, non point telles qu'elles sont, mais telles qu'elles vont, dans leur dynamisme où le déjà-là appelle le pas-encore, c'est-à-dire non point une restauration, mais une renaissance, comme Jésus tentait de l'expliquer à Nicomède.

Energie d'avenir

Je ne sais pas si la mort de Dieu a entraîné celle de l'homme, et le dépérissement des reli-

gions traditionnelles, celui des religions séculières. Une chose me paraît sûre, c'est que le besoin d'intériorité de l'homme appelle une réponse religieuse. Les partis politiques dérapent dangereusement quand ils s'efforcent de combler la béance des messages religieux. Et il n'est pire déchéance pour le religieux que de vouloir désespérément se confondre avec le socio-politique. Le monde actuel, qu'un Teilhard n'a pas connu, et qui est devenu agnostique, violent, débauché, apparemment désespéré, est aussi passionné d'authenticité et de justice. Lui rendre espoir, ne serait-ce pas, loin de se fondre en un mimétisme réducteur, bien au contraire, y témoigner d'une espérance inconfusable vers un au-delà déjà commencé. Le saint troue l'opacité d'un monde clos, en y incarnant les conseils évangéliques. Au milieu des homosexuels d'Athènes et de Corinthe, insensibles aux orgies romaines, les premiers chrétiens n'ont pas eu pour souci majeur de moraliser les spectacles ni d'abolir l'esclavage ni de rendre la justice, mais d'appeler les hommes, tous les hommes, à vivre en justes, avec la grâce de Dieu, toujours prêts à rendre compte de l'espérance qui les anime. Comme la fontaine sur la place, le sourire sur le visage, l'espérance est gratuite, et désirable comme la beauté que rien n'épuise. Prophétique et intrépide, elle transforme la nostalgie du passé en énergie d'avenir.

Ne sommes-nous pas trop tentés, sur l'horizon incertain de notre histoire, de remplir des objets de ce monde l'espace mystérieux que nous ouvre l'espérance, en lui demandant l'assurance pour nos lendemains, comme le supplément d'âme pour les combats du jour ? Dès lors, ce n'est plus en avant qu'elle entraîne ses deux sœurs, comme le voyait le poète, mais seulement sur place qu'elle s'épuise avec elles en un stérile jeu de cache-cache. Espérer au contraire, c'est croire en un avenir, c'est en ouvrir le champ, en ensemercer les sillons, relativisant les incertitudes du présent, par la certitude du lendemain, relançant l'élan de la foi, avec un goût du bonheur qui empêche le désir de se réduire à ses figures finies, mais y puise déjà, à travers l'épiphanie des signes, une plénitude d'accomplissement. Qui donnera aux chrétiens de redécouvrir dans l'Eglise ce peuple immense où l'accomplissement de la promesse dilate et déploie l'espérance jusqu'aux confins du monde et de l'histoire (18) ?

Ce n'est point là romantisme nostalgique, ni illuminisme verbeux, pas plus que volonté de sécularisation devant un avenir enténébré, mais foi inconfusable dans un amour dont la croix a montré le sérieux et auquel la résurrection a déjà donné le sceau de l'éternité. C'est dire que, loin de nous dérober aux tâches nécessaires du présent, l'espérance nous donne la force de les assumer avec la foi de l'amour, comme Jean XXIII l'a fait, au couchant de son exis-

(14) André BIELER, *Une politique de l'espérance*. De la foi aux combats pour un monde nouveau. Préface de Dom Helder CAMARA, Genève, Labor et Fides, Centurion, Paris, 1970.

(15) Cf. Bertrand COUSIN et Guy-Willy SCHMETZ, *Vivre notre temps*. t. I^{er} « Le Présent », 1977.

(16) Jürgen MOLTSMANN, *Théologie de l'espérance*. Etudes sur les fondements et les conséquences d'une eschatologie chrétienne, Cerf-Mame, coll. « Cogitatio fidei », n° 50. Cf l'ouvrage collectif, *Apocalypses et théologie de l'espérance*, Cerf, coll. « Lectio divina », n° 95, 1977.

(17) René LAURENTIN, *Nouvelles dimensions de l'espérance*, Cerf, 1972.

(18) Marguerite LENA, *Espérance et confession de foi*, dans textes présentés par Claude BRUAIRE, *la Confession de la foi*, Fayard, coll. « Communio », 1977, p. 281 s.

tence terrestre, qui a été comme une aurore de jeune et neuve espérance, sur notre vieux monde désabusé (19).

Ainsi s'explique, contre toute prévision humaine, la convocation inopinée du Concile œcuménique. Pour comprendre le second Concile du Vatican, il faut le considérer comme l'initiative courageuse d'une Eglise qui, à l'instigation d'un Pape âgé, accepte de se remettre en question, de se rénover, pour présenter au monde le message d'un Evangile redevenu neuf. Une telle remise en cause de l'Eglise par elle-même ne peut s'expliquer que par une robuste espérance de l'Esprit. Cette *fleur spontanée d'un printemps inattendu*, selon l'expression imagée du vieux Pape Jean, n'était point fruit d'une tactique politique, mais la floraison d'une espérance mystique. Dieu nous garde, disait le Pontife, *de faire croire qu'il ne nous reste rien d'autre à faire que d'arroser de larmes notre pénible chemin* (allocution du 14 novembre 1960). C'est ainsi que le vieux Pape a pris le risque de mettre institutions, usages et traditions en situation d'instabilité précaire, pour *bâtir un édifice nouveau sur les fondements posés au cours de l'Histoire*, selon l'expression qu'il emploie devant de jeunes architectes, le 2 septembre 1962, *suscitant ainsi une intense espérance*, comme il le souligne trois jours plus tard devant un autre auditoire. Pas plus que Teilhard, le Pape Jean ne pouvait prévoir la décennie que nous venons de vivre : le triomphe des méthodes critiques, l'envahissement des sciences humaines, la révolte d'une partie de la jeunesse, la sécularisation radicale, la crise du magistère, l'inintérêt pour ce qui émane d'une hiérarchie, la montée du politique. En ce monde marqué par l'effacement des modèles culturels, la crise profonde des évidences et des crédibilités, la dispersion du sens dans les domaines cloisonnés du savoir, la discontinuité et la contradiction entre les références, la contestation des systèmes, le soupçon des représentations, le refus des dogmatismes, le Concile aura été et demeure une proposition d'espérance pour raviver la ferveur de la foi quelque peu assoupie. L'Histoire dira, dans quelques décennies, ce que les chrétiens auront fait pour faire fructifier ce germe d'espérance enfoui dans la matrice de l'Histoire.

Il me faut conclure.

Espérer c'est agir

Espérer, c'est agir, comme vient de nous le rappeler Michel Sinniger avec ferveur dans ce beau livre qui inaugure une collection prometteuse, *Transmettre l'espérance* (20). A travers tensions et conflits, l'homme de foi incarne dans l'amour son espérance, dans la conviction où il est que ni l'échec ni la mort ne peuvent

engloutir ses humbles efforts. Dans la certitude de l'amour sauveur, il n'est plus de situation sans issue ni d'être sans espoir. Comme le dit l'apôtre Paul du croyant, c'est humblement qu'il vit sa foi, *portant ce trésor en des vases d'argile* (2 Co 4, 7), *mais tenant ferme, comme s'il voyait l'invisible* (He 11, 27).

PAQUES A TAIZE

Sous ce titre, le bulletin de presse Information Concile des jeunes (71250 Taizé-Communauté) publie les informations ci-après au sujet des prochains séjours du F. Roger, prieur de Taizé, à Bari et en Afrique noire :


Au cours du rassemblement européen qui, comme chaque année, réunit des milliers de jeunes à Pâques à Taizé, plusieurs annonces ont été faites.

Le prieur de Taizé, F. Roger, qui va vivre chaque année une période dans un bidonville d'un pays du tiers monde, ira prochainement passer aussi un temps dans un quartier populaire européen. Ce sera en Italie, ce pays dont la situation est grave. Avec un certain nombre de ses frères, il passera une douzaine de jours de prière à Bari, en réponse à l'invitation de l'archevêque de cette ville du sud de l'Italie à partir du 27 avril. Transportant leur vie dans un quartier populaire de pêcheurs et de maçons, ils travailleront avec les habitants, prieront dans une église, accueilleront.

A la fin de l'année, c'est en Afrique noire, où les tensions sont explosives, que F. Roger ira vivre un mois dans un quartier pauvre, accompagné de l'équipe intercontinentale qui anime le Concile des jeunes. Ils y partageront les conditions de vie des plus démunis. Comme la situation de l'Afrique noire est mouvante, le lieu précis sera annoncé dans quelques mois.

Le départ pour l'Afrique noire aura lieu lors d'un rassemblement de jeunes à Munich, en Allemagne, du 17 au 19 novembre. Le retour se fera à Paris, où se tiendra une « rencontre européenne » à laquelle, pour la première fois, les jeunes inviteront toutes les générations, du 27 au 29 décembre.

Taizé, le 26 mars 1978.

— Eglise et  France. Situation juridique et actuelle, par René METZ. — Un vol. 13 x 19,5 cm de 148 p. Prix : 29 F. Les Editions du Cerf, Paris.

Professeur honoraire à la Faculté de théologie et à l'Institut de droit canonique de l'université de Strasbourg, l'auteur est un spécialiste de ces questions que pose la situation de l'Eglise en France, concordataire ou non. Il s'agit bien des questions actuelles qui naissent de l'ordre juridique pour l'Eglise du fait des lois civiles et canoniques dans un pays qui, dans sa masse, vit la séparation de l'Eglise et de l'Etat et qui, dans trois départements, est concordataire. Comment les relations entre les deux pouvoirs s'exercent-elles et qu'en résulte-t-il pour la vie pratique de l'Eglise même ?

(19) Cf. G. CHANTRAINE, *Optimisme, angoisse et espérance chez Jean XXIII*, dans *Nouvelle Revue théologique*, t. 86, avril 1964, p. 369-387.

(20) Michel SINNIGER, *Espérer, c'est agir, Salvator*, coll. « Transmettre l'espérance », 1977 ; cf. *ibid.*, René COSTE, *Pluralisme et espérance chrétienne*.

Événements et Informations

FRANCE

Elections législatives

Voici les résultats définitifs du premier tour des élections législatives (dimanche 12 mars) tels qu'ils ont été publiés le 13 mars par le ministère de l'Intérieur :

Inscrits : 35 179 654.
Votants : 29 125 025 (82,7 %).
Exprimés : 28 541 062 (81,1 %).
Abstentions : 6 054 629 (17,2 %).

GAUCHE :

Partis se réclamant du programme commun (45,1 %) :

Parti communiste (PC) : 5 870 340 voix (20,5 %).

Parti socialiste (PS) : 6 450 134 voix (22,5 %).

Mouvement des radicaux de gauche (MRG) : 603 932 voix (2,1 %).

EXTREME GAUCHE : 952 661 voix (3,3 %).

MAJORITE : (46,5 %).

Rassemblement pour la République (RPR) : 6 451 454 voix (22,6 %).

Union pour la démocratie française (UDF) : 6 122 180 voix (21,5 %).

Candidats se réclamant du soutien à l'action du président : 684 985 voix (2,4 %).

ECOLOGISTES : 612 100 voix (2,1 %).

DIVERS : 793 276 voix (3 %) se répartissant de la façon suivante :

Divers majorité : 1 %.

Divers droite : 0,9 %.

Divers opposition : 1,1 %.

(« La Croix », 15 mars.)

**

Deuxième tour (dimanche 19 mars).

Résultats en sièges (entre parenthèses, gains ou pertes par rapport aux élections législatives de 1973) :

Parti communiste : 86 (+ 13).

Parti socialiste : 103 (+ 7).

Radicaux de gauche : 10 (— 3).

Divers opposition : 1.

Total pour la gauche : 200.

RPR : 148 (— 31).

UDF : 127 (+ 31).

Divers majorité : 16 (— 9).

Total pour la majorité : 291.

(« La Croix », 21 mars.)

Le ministère de l'Intérieur a communiqué le résultat définitif en voix et en pourcentages des 423 circonscriptions du deuxième tour.

Inscrits : 30 956 076 ; votants : 26 206 710 (84,6 %) ; exprimés : 25 475 802 (82,2 %) ; abstentions : 4 749 366 (15,3 %).

Partis se réclamant du programme commun : total : 12 553 262 (49,29 %) ; PC : 4 744 868 (18,62 %) ; PS : 7 212 916 (28,31 %) ; MRG : 595 478 (2,36 %).

Majorité : total : 12 865 122 (50,49 %) ; RPR : 6 651 756 (26,11 %) ; UDF apparentés : 5 907 603 (23,18 %) ; candidats se réclamant du soutien à l'action du président de la République : 305 763 (1,20 %).

Divers : 57 418 (0,22 %).

(« La Croix », 22 mars.)

Le Comité épiscopal pour les non-croyants Le service Incroyance-Foi

Le Comité épiscopal français pour les non-croyants est ainsi composé : cardinal GUYON, archevêque de Rennes, président.

Membres : NN. SS. BARTHE, DELAPORTE, DEROUET, ERNOULT, HONORÉ, PÉZERIL.

Experts : J.-F. SIX, Jean GUITTON, les PP. CHENU, CONGAR, DUBARLE, RUSSO.

Le Secrétariat national français, créé le 9 avril 1965, a été confié pendant dix ans à J.-F. SIX. Puis, pendant deux ans, de 1975 à 1977, le Service français Incroyance-Foi a été animé par le P. Paul HAUBTMANN, S. J. Sa santé ne lui a pas permis de continuer sa tâche. L'année scolaire étant entamée, il n'a pas été possible au Comité épiscopal français pour les non-croyants de lui trouver un remplaçant. Un intérim a été assuré par le P. Jean-Marc FURNON. Le titulaire provisoire du Service est actuellement, à la demande du cardinal GUYON, le P. Yves de GIBON,

délégué diocésain du SIF au diocèse de Nanterre, délégué œcuménique adjoint et chargé d'information pour les sectes à Paris.

Adresse du Secrétariat : 8, rue de Saint-Simon, 75007 Paris. (« SNOP », 8 mars.)

(Cf. l'article du P. SIX sur le Service « Incroyance-Foi » et « Brèche », dans « DC » 1978, n° 1736, p. 189.)

Un sondage sur l'école catholique

« Témoignage chrétien » (2 mars) publie un sondage IFOP sur l'école catholique dont nous extrayons ces éléments : « Quand vous étiez enfant, êtes-vous allé ou non au catéchisme ou à des cours d'instruction religieuse ? » Oui : 90 % ; non : 10 %. — « Où avez-vous fait la plus grande partie de vos études ? » Dans l'enseignement public : 73 % ; dans l'enseignement privé catholique : 23 % ; dans l'enseignement privé non catholique : 2 %. — « Allez-vous à la messe une fois par semaine ? » Ensemble des personnes interrogées : 14 % ; celles qui ont fréquenté le catéchisme : 15 % ; celles qui ont fait la plus grande partie de leurs études dans l'enseignement public ou privé non catholique : 8 % ; celles qui ont fait la plus grande partie de leurs études dans l'enseignement catholique : 33 %. — « Quelle est votre préférence politique ? » Parmi les personnes issues de l'enseignement non catholique : pour la majorité actuelle : 34 % ; pour l'opposition de gauche : 59 %. Parmi les personnes issues de l'enseignement catholique : pour la majorité actuelle : 57 % ; pour l'opposition de gauche : 34 %.

Une enquête de « la France catholique »

Voici quelques-uns des résultats d'une enquête effectuée par l'hebdomadaire « La France catholique » (12, rue Edmond-Valentin, Paris-7^e) parmi ses lecteurs, publiés dans le numéro du 3 mars (les chiffres qui suivent les questions donnent le pourcentage des « oui ») :

L'EGLISE CATHOLIQUE

doit-elle être :

Une pyramide hiérarchique où l'autorité se délègue	60,1
Une assemblée horizontale où l'autorité vient de la base ?	3,0
Une communion où l'autorité du Christ s'exerce comme un service ?	84,4

LA VIERGE MARIE

Sa place dans l'expression actuelle de la foi et de la prière chrétiennes est-elle à votre avis :

Trop réduite ?	74,8
Juste ?	29,8
Trop grande ?	2,4

LE BAPTEME

doit-il être conféré à tout petit enfant dont les parents le demandent ?	86,4
Seulement à ceux dont les parents offrent des garanties de vie chrétienne ?	16,0
Seulement à des catéchumènes libres de leur choix ?	8,2

LA MESSE

La liturgie, sous ses formes actuellement les plus répandues en France, est-elle assez significative du caractère sacré de la messe ?	42,3
L'accentuation du sacré est-elle dans le retour à des rites traditionnels, tels que l'usage du latin ou le chant grégorien ?	34,9
Est-elle dans la recherche d'une liturgie à la fois moderne et plus ferme dans ses formes ?	72,6

3 millions de protestants en France ?

L'annonce par le doyen Roger Mehl, de Strasbourg, des statistiques faites par des instituts extérieurs aux Eglises sur le nombre des protestants en France a fait l'effet d'une petite bombe au Conseil permanent des Eglises réformées et luthériennes de France réuni à Lyon. En effet, selon ces données, on constate que le nombre des Français qui se déclarent protestants est trois fois plus élevé que celui des fidèles atteints par l'ensemble des Eglises issues de la Réforme, soit au total quelque 3 millions de protestants répartis très irrégulièrement sur l'ensemble du territoire. Jusqu'ici, les Eglises se basaient sur un chiffre d'environ 1 million de protestants.

L'Assemblée du Conseil permanent réunissait sur le thème « Vivre ensemble » 72 délégués, pasteurs et laïcs, représentant l'Eglise réformée, l'Eglise évangé-

lique luthérienne, l'Eglise réformée d'Alsace-Lorraine et l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace-Lorraine. (« SOEPI », 16 mars.)

S'appuyant sur différents sondages, le doyen Roger MEHL estime à 3 % de la population française, soit 1 590 000 le nombre des protestants français. Cela semble confirmé par le fait qu'au recensement de 1866 (le dernier avant la République, qui ne fait plus mentionner l'appartenance confessionnelle dans les recensements, et la perte de l'Alsace-Lorraine), il y avait en France 850 000 protestants sur 30 millions d'habitants. (« Réforme », 8 avril.)

ÉTRANGER

ARGENTINE

Intervention de l'épiscopat auprès du gouvernement

Réuni en début de semaine, le Conseil permanent de la Conférence épiscopale d'Argentine a chargé son président, le cardinal Raul Primatesta, archevêque de Cordoba, d'adresser une note au chef de l'Etat, le général Jorge Rafael Videla.

Le texte épiscopal s'enquiert du sort réservé, en Argentine, à ceux qui ont disparu sans laisser de trace, ainsi qu'aux détenus politiques.

Interrogé par la presse, le cardinal Primatesta a refusé de donner toute précision quant au contenu de la note. (...)

C'est la troisième fois, en une année, que l'Episcopat d'Argentine s'adresse au chef de l'Etat. La plus grande discrétion a été observée au sujet des messages confidentiels remis au général Videla. On sait seulement qu'en mars 1977, les évêques avaient exposé leur prise de position face aux problèmes de politique intérieure, auxquels est confronté le pays. Un deuxième message a été remis au chef de l'Etat, le 30 novembre dernier, par des représentants de l'Episcopat. On ignore tout des questions qu'il soulevait. (« Kipa », 15 mars.)

EGYPTE

Les coptes et le sacerdoce des femmes

Le patriarche des Coptes, CHE-NOUDA III, d'Alexandrie, a interdit aux femmes tout ministère dans

son Eglise. Il ne saurait être question de l'accès de femmes à l'ordination sacerdotale, mais l'esprit de l'Evangile et la tradition canonique s'opposent à ce qu'une femme exerce un ministère « inférieur » dans l'Eglise, même celui de lecteur, c'est-à-dire la lecture de textes liturgiques pendant les offices religieux, souligne le patriarche copte. (« Kipa », 3 mars.)

ESPAGNE

Mgr Lefebvre à Madrid

Mgr Marcel Lefebvre a fait un voyage en Espagne où il a tenu, notamment, une conférence le 9 mars au siège du parti « Fuerza nueva », devant 1 200 personnes composées d'une dizaine de prêtres, d'un groupe de Français et de personnes de la haute société. Il fut présenté par le professeur Gamba y Blas Pinar, président de « Fuerza nueva ». (« Ecclesia », 18 mars.)

A la fin de la réunion, M. Blas Pinar et Mgr Lefebvre ont salué, d'un balcon, plusieurs centaines de personnes qui attendaient dans la rue, faute d'avoir trouvé place dans la salle. La foule a chanté le « *Cara el Sol* », l'hymne de la Phalange, tandis que M. Blas Pinar, bras levé, faisait le salut franquiste. (« La Croix », 11 mars.)

26 704 petits séminaristes

Le Bulletin d'information de la Conférence espagnole des religieux donne les chiffres suivants : Il y a en Espagne 165 petits séminaires appartenant à 50 congrégations religieuses, avec un total de 15 720 élèves (Maristes : 14 séminaires et 1 101 élèves ; Clarétains : 10 séminaires et 482 élèves ; Franciscains : 10 séminaires et 544 élèves). Et 56 petits séminaires diocésains (Léon, 45 ; Pays basque et Navarre, 37 ; Vieille Castille, 23 ; Catalogne, 21), avec 10 984 élèves. Au total, 221 petits séminaires et 36 704 élèves. (« Prensa asociada », 22 mars.)

ETATS-UNIS

Le diaconat permanent

Sur les 170 diocèses américains, 112 ont des programmes de formation destinés aux candidats au diaconat permanent.

Les Etats-Unis comptent actuellement 2 387 diacres ordonnés et 2 610 candidats. 93 % des diacres sont des hommes mariés ; 78 % d'entre eux sont de culture anglophone, 16 % de culture hispanique et 5 % sont des Noirs.

Le diocèse qui compte le plus de diacres est celui de Chicago avec 311 diacres ordonnés et 138 candidats. (« *La Croix* », 10 mars.)

GRANDE-BRETAGNE

Le dialogue anglican-catholique

Le Synode provincial anglican pour l'Ecosse, réuni en octobre 1977, a publié la résolution ci-après : « Ce Synode salue les trois accords publiés par la Commission internationale anglicane catholique romaine. (« *DC* » 1972, p. 86; 1973, p. 1063; 1977, p. 118 -ND LR.) Il insiste pour que la récente déclaration sur l'autorité soit largement lue et sérieusement étudiée; il se déclare convaincu que les deux déclarations précédentes sur l'Eucharistie et le ministère représentent un bon et juste exposé de la position anglicane; le degré d'accord doctrinal qu'ils expriment non seulement justifie, mais requiert qu'ils soient pris sérieusement en considération et qu'ils conduisent à une action positive à tous les niveaux. » (« *Anglican Information* », mars 1978.)

Le même Bulletin informe que la Conférence de Lambeth se tiendra du 22 juillet au 13 août 1978, à l'Université de Kent, près de Cantorbéry, sur le thème « L'Eglise d'aujourd'hui et le monde d'aujourd'hui ».

Un catholique professeur à l'Université de Cambridge

Le Dr Nicolas LASH a été nommé professeur de théologie à l'Université de Cambridge, et il est, depuis la Réforme, le premier catholique à occuper une telle chaire dans une des plus anciennes universités d'Angleterre. Prêtre catholique, le professeur Lash a obtenu la dispense de ses engagements sacerdotaux et s'est marié en 1976. (« *Kipa* », 3 mars.)

Spécialiste de Newman, auteur de nombreux livres, le professeur Lash a été pendant cinq ans membre de la Commission théologique nationale et a joué un grand rôle dans la fondation de l'influent groupe œcuménique : Downside Symposium. (« *La Croix* », 10 mars.)

ITALIE

Le doyen de l'épiscopat universel

L'évêque le plus âgé du monde catholique est un Italien, Mgr Antonio TEUTONICO. Il est né à S. Elia a Pianisi, dans l'archidiocèse de Bénévent, le 28 août 1874, sous Pie IX.

Il a vécu sous le pontificat de huit Papes.

Le vice-doyen est un Américain, Mgr Edward HOWARD, né à Cresco (Iowa), dans l'archidiocèse de Dubuque, le 5 novembre 1877 (« *Kipa* », 4 mars.)

Restauration des reliques de saint François à Assise

Les reliques de saint François d'Assise ont été sorties, récemment, du sarcophage qui les contenait en la cathédrale d'Assise. Elles ont été ensuite extraites de l'urne métallique, elle-même placée à l'intérieur du sarcophage, et transférées dans une urne en plexiglas. Ces travaux ont été entrepris parce qu'une restauration du sarcophage s'imposait. Les grillages métalliques protégeant les sceaux du sarcophage étaient totalement oxydés et ne garantissaient plus la sécurité indispensable.

Pour l'ouverture de l'urne, il a fallu une autorisation spéciale du Pape Paul VI. Les travaux ont été exécutés par un groupe de spécialistes et de professeurs de la Faculté de médecine de l'Université catholique italienne du Sacré-Cœur. (« *Kipa* », 13 mars.)

Le squelette de saint François d'Assise a été replacé dans la crypte de la basilique de la ville, au cours d'une liturgie présidée, le 5 mars, par le cardinal Silvio Oddi, légat pontifical à Assise.

Les ossements du saint ont été déposés dans une nouvelle urne de plexiglas, contenue dans une autre de cuivre doublé d'or défendue par une lourde grille du XIII^e siècle. Un message de Paul VI a été lu.

Les reliques de saint François, mort en 1226, avaient disparu après quelques siècles, pour être retrouvées en 1818, lors de travaux dans la crypte. Elles ont été identifiées de nouveau, montrant que le saint était un petit homme frêle, souffrant d'une tuberculose osseuse. (« *Kipa* », 5 mars.)

PORTUGAL

32 % de pratique religieuse

Un sondage effectué à la demande de la Conférence épiscopale du Portugal révèle que 32,5 % des catholiques portugais assistent régulièrement à la messe du dimanche, dont 61 % de femmes et 39 % d'hommes. Le taux de pratique est bien plus élevé au nord qu'au sud du pays (« *Prensa associada* », 11 mars.)

URSS

Arrestation du chef des « Adventistes du 7^e jour »

Selon des informations données à Moscou par des membres de son Eglise, M. Vladimir CHELKOV, chef des Adventistes du 7^e jour en URSS, a été arrêté le 14 mars dernier à Tachkent, et l'on ignore où il se trouve.

M. Chelkov, 83 ans, a déjà subi vingt-trois années de privation de liberté; c'est sa quatrième arrestation.

Les Adventistes ont lancé un appel au président américain Carter; pour sa part, le Comité de défense des droits des croyants, animés par le P. Gleb Yakounine, orthodoxe, a lancé un appel au Pape Paul VI, à tous les chefs religieux du monde chrétien, et aux croyants, leur demandant de « ne pas rester indifférents au destin de Vladimir Chelkov » dont la détention « équivaut à une condamnation à mort », étant donné son âge et sa santé. (« *La Croix* », 22 mars.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé :

Mgr Mario REVOLLO BRAVO (auxiliaire de Bogota) archevêque de *Nueva Pamplona*, Colombie (« *OR* », 4 mars). — M. l'abbé Louis CORNET, du diocèse d'Autun (curé de la basilique du Sacré-Cœur à Paray-le-Monial), évêque du *Puy-en-Velay* (« *OR* », 4 mars.)

Mgr CORNET est né le 31 octobre 1923, à Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or). Après des études primaires chez les Frères de Chagny et des études secondaires au Petit Séminaire de Rimont (1936-1942), il est entré au Grand Séminaire d'Autun le 1^{er} octobre 1942. Son séjour à Autun a été coupé par le Service du Travail obligatoire et le service militaire. Ordonné prêtre le 18 décembre 1948 en l'église Notre-Dame d'Autun, Louis CORNET a été vicaire à Gueugnon, de 1949 à 1951; vicaire à Louhans, aumônier du lycée et directeur de *l'Etoile louhannaise*, de 1951 à 1954; directeur spirituel au Petit Séminaire de Rimont, de 1954 à 1962. Le 7 juillet 1962, il était nommé directeur diocésain de l'enseignement

religieux et chargé des vocations sacerdotales et religieuses. Le 1^{er} décembre 1964, il devenait pour trois ans le supérieur du Grand Séminaire d'Autun. Après la fermeture du Grand Séminaire, en 1967, il demeure responsable des séminaristes diocésains. Au cours de l'année scolaire 1968-1969, il assure en même temps les fonctions de supérieur ecclésiastique de l'Institution Saint-Lazare d'Autun.

C'est le 8 mai 1970 que le P. CORNET devient curé de la basilique de Paray-le-Monial et responsable de la coordination pastorale pour l'ensemble parodien et le secteur. En outre il est, depuis sa fondation, membre du Comité national du diaconat de France. Depuis le 12 décembre 1973, il est délégué du Conseil presbytéral d'Autun à l'Assemblée régionale évêques-prêtres. A ce titre, il a représenté les Conseils presbytéraux de la région apostolique Centre-Est à l'Assemblée plénière de l'épiscopat à Lourdes, en 1977. Ajoutons que le P. CORNET a animé de prêtres et de religieuses. (*Eglise d'Autun, Chalon et Mâcon*, 10 mars.)

— Mgr Giovanni PISANU, évêque d'Ozieri, Italie. (« OR », 5 mars.)

— Mgr Jozsel BANK (archevêque d'Eger), évêque de Vac, Hongrie. (« OR », 6-7 mars.) — M. l'abbé Ference ROSTA, auxiliaire de Szekesfehervar, Hongrie. (« OR », 6-7 mars.) — Le P. Rafael-Arcadio BERNAL SUPELANO (provincial des Rédemptoristes de Colombie), vicaire apostolique de Sibundoy, Colombie. (« OR », 6-7 mars.) — Le P. Generoso CAMINA, P.M.E., auxiliaire de Davao, Philippines. (« OR », 10 mars.) — M. l'abbé Nestor CARINO, auxiliaire de Legazpi, Philippines. (« OR », 10 mars.) — Mgr Salvatore CASSISA (évêque de Cefalu), archevêque de Monreale, Italie. (« OR », 12 mars.) — Le P. Juan-Francisco SARASTY JARAMILLO, eudiste, auxiliaire de Cali, Colombie. (« OR », 12 mars.) — M. l'abbé Miguel-Pedro MUNDO, auxiliaire de Jatai, Brésil. (« OR », 16 mars.)

Démissions

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Alfredo RUBIO DIAZ, archevêque de Nueva Pamplona, Colombie. (« OR », 4 mars.) — De Mgr Jean DOZOLME, évêque du Puy-en-Velay, pour raison de santé.

(« OR », 4 mars.) — De Mgr Corrado MINGO, archevêque de Monreale, Italie. (« OR », 12 mars.)

Décès

— De Mgr Denis NGANDE, évêque de Bafoussam (Cameroun), survenu le 28 février, à l'âge de 57 ans. (« OR », 4 mars.) — De Mgr Enrique DELGADO Y GOMEZ, ancien archevêque de Pamplona, Espagne, survenu le 1^{er} mars, à l'âge de 89 ans. (« OR », 4 mars.) — De Mgr Acacio CHACON, ancien archevêque de Merida, Venezuela, survenu le 2 mars, à l'âge de 93 ans. (« OR », 4 mars.) — De Mgr Josef MAREK, auxiliaire de Wroclaw, Pologne, le 3 mars, à l'âge de 47 ans. (« OR », 5 mars.) — De Mgr Thomas NEWMAN, ancien évêque de Prome, Birmanie, à l'âge de 74 ans. (« OR », 11 mars.)

SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a nommé le P. Egidio VIGANO, supérieur général des Salésiens, membre de la Congrégation des religieux. (« OR », 13-14 mars.)

— Le Saint-Père a nommé prononce apostolique dans la République démocratique du Soudan, Mgr Giovanni MORETTI. (« OR », 16 mars.)

L'internationalisation du personnel diplomatique du Saint-Siège

Paul VI a reçu, le 6 mars, les élèves de l'Académie pontificale ecclésiastique, fondée en 1701, pour la formation des prêtres se destinant au service diplomatique du Saint-Siège. Il leur a dit notamment : « ... Nous voyons que sont bien représentés parmi vous les différents pays du monde : Canada, France, Allemagne, Inde, Italie, Yougoslavie, Malte, Pologne, Espagne, Etats-Unis, Suisse, Ouganda, Vietnam : l'internationalisation souhaitée par le II^e Concile du Vatican est bien engagée également dans votre vieille académie qui montre ainsi qu'elle sait bien s'adapter aux exigences actuelles... Le diplomate du Saint-Siège est avant tout et surtout un prêtre. Il n'aspire pas, spécialement aujourd'hui, à une vie confortable, à des privilèges, encore moins à la grandeur humaine... » (« OR », 6-7 mars.)

Les prêtres dans le monde et en pays de mission

Les statistiques globales des prêtres, publiées par l'*Annuaire de statistiques de l'Eglise*, dans sa dernière édition de 1975 (qui correspond à la situation au 31 décembre 1975), donnent pour les cinq continents les chiffres suivants :

		Prêtres pour 10 000 catholiques
Afrique	15 978	3,3
Asie	24 092	4,6
Océanie	5 403	10,4
Amérique	115 039	3,4
Europe	244 271	9,3
Total	404 783	5,7

Aussi bien en Asie qu'en Afrique, les prêtres diocésains sont presque tous indigènes et ils ont augmenté par rapport aux années précédentes. Chez les prêtres religieux, les indigènes sont toujours une minorité, plus consistante en Asie et plus restreinte en Afrique, bien qu'elle augmente dans les deux continents.

Selon le même *Annuaire*, les pays d'Asie, d'Afrique et d'Océanie qui ont le plus grand nombre de prêtres autochtones sont les suivants :

		Prêtres pour 10 000 catholiques
EN ASIE		
Inde	10 158	11,0
Philippines	4 453	1,3
Corée	827	8,1
Japon	1 833	49,5
Sri Lanka	571	5,8
Taiwan	742	26,0
Indonésie	1 464	5,1
Hong Kong	349	13,4

EN AFRIQUE

Zaïre	2 352	2,2
Tanzanie	1 297	4,4
Nigeria	917	2,2
Ouganda	778	1,9
Afrique du Sud.	1 174	6,7
Cameroun	708	4,3
Rwanda	390	2,2
Kenya	768	3,3
Burundi	401	2,1

EN OCEANIE (sauf l'Australie)

Nlle-Zélande ..	810	18,4
Pap.-N.-Guinée.	500	6,3
Samoa occ.	37	10,4
Fidji	67	13,7
Polynésie fr. ..	44	8,9
Carolines et		
Marquises	38	9,5
(Fides, 1 ^{er} mars.)		

L'Église dans le monde

DECLARATION DE L'EVECHE DE SANTANDER SUR GARABANDAL

Le service d'information de l'évêché de Santander a communiqué à l'agence madrilène « Prensa asociada » la déclaration ci-après (1) :

Au mois de décembre 1977, Mgr Del Val, évêque de Santander, a fait une visite pastorale dans le haut Nansa, situé sur son diocèse. Il a également fait une visite, à ce moment-là, à la paroisse de San Sebastian de Garabandal, située dans cette région (2).

Au terme de cette rencontre pastorale, l'évêque de Santander a dit : « Les évêques qui m'ont précédé dans le diocèse n'ont pas admis le caractère surnaturel des événements qui se sont produits, depuis 1961, dans cette paroisse de San Sebastian de Garabandal. J'ai toujours été disposé, dans la charité et sans préjugés — et je continuerai à l'être — à considérer tout événement qui se produirait ici. Mais, depuis les six années de mon épiscopat à Santander, aucun phénomène nouveau ne s'est produit. » Mgr Del Val ■ terminé en disant, en cette même date, que devant les suggestions de tant de partisans de ces phénomènes, il ne voyait pas d'inconvénient, pour sa part, à ce qu'une Commission pontificale, au Saint-Siège, examine ces phénomènes avec la collaboration du diocèse de Santander.

Ces déclarations de l'actuel évêque de Santander ont donné lieu, dans de nombreuses parties du monde, surtout parmi les partisans des phénomènes de San Sebastian de Garabandal, à des commentaires au sujet desquels ont peut faire cette mise au point :

La disponibilité de Mgr Del Val pour considérer tout événement relatif à San Sebastian de Garabandal ne signifie pas que l'évêque projette de réviser le procès sur les événements en question, qui a été conclu en son temps par cet évêché. Par

ailleurs, les réactions auxquelles ont donné lieu les déclarations faites par l'évêque à San Sebastian de Garabandal déconseillent comme non opportune la création d'une commission spéciale pour cette question auprès du Saint-Siège.

LA VICTOIRE SUR LA MORT

Sous ce titre, Mgr COFFY, archevêque d'Albi, a publié le billet ci-après, à la veille de Pâques (1) :

Dans la Bible, la foi au Dieu vivant et présent dans l'histoire des hommes se caractérise par la certitude d'une victoire sur la mort.

La foi d'Abraham, de Job, de Marie à l'Annonciation

« Abraham ■ cru que de son corps presque centenaire et du sein de Sarah, l'un et l'autre atteints par la mort, Dieu qui fait vivre les morts et appelle à l'existence ce qui n'existe pas » lui donnerait une descendance nombreuse comme le sable du rivage. « Il était pleinement convaincu que ce qu'il a promis, Dieu a la puissance de l'accomplir. » (Rm 4, 18-20.) Lorsque Dieu lui demande le sacrifice (la mort) de son fils Isaac, sur qui repose toute la réalisation de la promesse divine, Abraham n'hésite pas : il part avec Isaac au pays de Moriya, comme Yahweh le lui demande. « Il espère contre toute espérance. »

C'est quand il a découvert l'inanité des raisonnements que lui débitent ses amis pour expliquer sa situation d'infortune, que Job parvient à la foi qui est espérance, c'est-à-dire certitude d'une victoire sur la mort. « Je sais bien moi, que mon Rédempteur est vivant, que le dernier il surgira sur la poussière. Et après qu'on aura détruit cette peau qui est mienne, c'est bien dans ma chair que je contemplerai Dieu... Mon cœur en brûle au fond de moi. » (Jb 19, 25-27.)

A l'Annonciation, la Vierge Marie croit que la Parole de l'ange se réalisera. Elle qui est vierge sera Mère de Dieu en demeurant vierge. Le signe qui lui est donné est celui d'Elisabeth qui a conçu un fils dans sa vieillesse, « car rien n'est impossible à Dieu ».

La foi d'Abraham, de Job, de Marie à l'Annonciation et de bien d'autres personnages de l'Ancien

(1) *Prensa asociada*, 2 avril 1978. Traduction de la DC.

Au sujet des « apparitions » de Garabandal, cf DC 1965, n° 1457 (note de l'évêque de Santander et avis du Saint-Office) ; 1967, n° 1491, col. 671 (note de l'évêque de Santander et lettre de la Congrégation pour la Doctrine de la foi) ; 1969, n° 1531, col. 47 (communiqué de l'évêché de Santander) ; 1970, n° 1564, p. 532 et s. (lettres de la Congrégation pour la Doctrine de la foi et de l'évêque de Santander).

(2) Le *Boletín oficial del Obispado* de Santander signale sans commentaires, dans son numéro de février 1978, p. 17, cette visite qui a eu lieu le 21 décembre 1977 (NDLR).

(1) *Semaine religieuse de l'archidiocèse d'Albi*, 24 mars 1978. Sous-titres de la DC.

Testament trouve son expression dernière et achevée dans la foi pascalle des apôtres. Au matin de Pâques, il n'est plus question de victoire sur des « images » de la mort telle la vieillesse ou la stérilité, mais sur la mort elle-même. Jésus, qui a été crucifié le vendredi et qui a été mis au tombeau, est vivant. Non seulement il a traversé la mort, mais il a vaincu la mort. Aussi bien, la foi des disciples au Christ ressuscité est espérance de leur propre résurrection.

La foi chrétienne est espérance d'une victoire sur la mort

La Bible et plus particulièrement l'événement de Pâques nous révèlent que la foi chrétienne est espérance d'une victoire sur la mort. Elle nous révèle en outre que cette espérance n'est pas l'espoir humain passé à la limite. Elle est une vertu théologique c'est-à-dire qu'elle repose non sur l'homme mais sur Dieu, Maître de l'impossible. Elle naît là où meurent tous les espoirs humains. C'est particulièrement vrai pour Abraham et aussi pour Job. « C'est dans la déception de toute foi humaine que Job accède au sommet de l'espérance et c'est dans l'expérience de la fidélité trahie et de l'épouse adultère qu'Osée et Ezéchiel en raniment l'élan. » (M. Lena.) C'est vrai aussi des disciples d'Emmaüs qui ne reconnaissent le Ressuscité que dans le renoncement à leurs espoirs humains : « Nous espérons, nous, que c'était lui qui délivrerait Israël. » (Lc 24-21.)

La dépossession qui exprime une confiance totale ■ Maître de l'impossible

Ne concluons pas de ce rappel qu'il n'existe aucun rapport entre l'espérance et les espoirs des hommes. La foi chrétienne qui est espérance vient rejoindre les aspirations humaines et particulièrement le vœu d'un dépassement de la mort inscrit au plus profond du cœur de l'homme. L'homme aspire à la victoire sur la mort — cette victoire qui donne sens à l'univers, à l'histoire et à l'existence individuelle. Mais, seul, Dieu donne cette victoire. Par ailleurs, il faut consentir à la mort. Abraham est constitué père des croyants dans la promesse d'un fils. Or à peine a-t-il cru à cette promesse et reçu Isaac qu'il lui est demandé d'y renoncer. L'épreuve est extrême, mais la promesse ne se réalise que dans ce renoncement. Abraham est constitué croyant dans cette dépossession qui exprime une confiance totale à Dieu « maître de l'impossible ». Le Christ reprend cette attitude et lui donne son achèvement. Il connaît la dérélition : « Pourquoi m'as-tu abandonné ? », il la résout dans la confiance, et dans les « Abba » Père, « entre tes mains, je remets mon esprit ».

Là est l'expérience de la foi qui est espérance et amour. Et c'est cette expérience qui constitue l'identité chrétienne, ce que saint Paul appelle l'homme nouveau constitué par une création nouvelle en Jésus-Christ mort et ressuscité. Tout ce que nous pouvons dire et témoigner de notre foi s'enracine dans cette expérience fondamentale.

Robert COFFY.

IL FAUT PLUS QU'UN CHANGEMENT : IL FAUT UNE RESURRECTION

*Homélie de Pâques de Mgr Elchinger,
évêque de Strasbourg (1)*

Frères et Sœurs,

Vous le constatez, beaucoup d'hommes restent indifférents au mystère que nous célébrons en ce jour. Ils estiment que la résurrection du Christ ne résout pas nos problèmes actuels et ne peut rien changer à nos difficultés présentes et à nos épreuves.

Ils font erreur. Ils ignorent la portée toujours actuelle du message pascal. Celui-ci est un message de renouveau et de réveil. Sa portée concrète dépend de notre manière d'écouter, de comprendre et d'accueillir l'appel du Sauveur ressuscité, appel qui vise à un retournement des mentalités, à une rénovation de l'homme, à une restauration, de ce qui est en train de se désintégrer, de se désarticuler en nous.

Le changement le plus urgent, c'est la nécessité d'une conversion

Nous sommes saturés de querelles idéologiques qui nous masquent les vrais problèmes. Nous avons à retrouver les finalités véritables de l'Etat, de l'argent, du métier, de l'industrie, de la profession. Nous avons à redécouvrir ce qu'est l'homme, à quoi il est destiné. C'est toute une rééducation que nous avons à accepter, afin de trouver le courage de refuser les mensonges, de renoncer aux slogans, pour nous attaquer aux racines profondes, des injustices, de l'inflation et du chômage, de la déformation du sens du travail et du recul de la conscience professionnelle.

Pour améliorer la situation d'un pays, il ne suffit pas de changer les structures de la société. Il faut changer le cœur de l'homme. En effet, à la source de beaucoup de désordres et de discordes, de la plupart des obstacles et des démissions, il y a le péché qui est en chacun de nous. C'est lui le point de départ des maladies de la société et de ses fautes.

Il nous faut reconquérir un nouveau courage de vivre. Nous avons besoin d'une conception nouvelle de la responsabilité afin d'admettre et d'endosser nous-mêmes les conséquences — c'est-à-dire les sanctions — des actes que nous posons. Il nous faut un supplément d'honnêteté et de générosité qu'on ne fabrique pas dans les laboratoires de sociologie ou d'économie politique.

Trop de nos contemporains n'admettent plus l'invisible, la dimension intérieure et spirituelle de l'homme. Ils considèrent l'invisible tout au plus comme une superstructure, comme une option supplémentaire, alors qu'il est la racine, la source, le moteur de tout le reste.

Ayons le courage de reconnaître que le changement le plus urgent, c'est la nécessité d'une conversion. Cela vaut pour chacun d'entre nous.

(1) Texte original. Sous-titres de la DG.

Pour bien résoudre nos difficultés, nous avons besoin d'une suffisante clairvoyance et d'une solide indépendance de jugement. Il nous faut commencer par bien situer les problèmes qui nous tourmentent. Ne manque-t-il pas à beaucoup d'entre nous la vigueur morale, la profondeur spirituelle, requises pour avoir assez de caractère, de désintéressement et d'esprit de sacrifice, sans lesquels on ne peut retrouver la passion de servir qui est la condition de tout renouveau.

Le courant lumière et le courant force

Face à ces nécessités primordiales voici que l'Eglise nous annonce en ce jour la présence permanente parmi nous du Christ ressuscité.

Certes, il faut d'abord croire fermement que Jésus-Christ est ressuscité.

Ne nous laissons pas impressionner par les contestations de ceux qui finiraient par réclamer des documents photographiques du tombeau vide ou des apparitions du Sauveur. Comment pourrions-nous être insensibles à des témoins qui ont préféré mourir martyrs plutôt que renier la résurrection du Christ. L'existence de la lumière n'est pas à mettre en doute parce que des aveugles la nient. Et la musique n'est pas à déprécier parce que des sourds en contestent le bienfait. Et le bon sens ne perd pas sa valeur du fait que certains en manquent.

Ainsi en est-il de nos certitudes chrétiennes. Les imperfections de l'Eglise et les fautes des chrétiens ne peuvent suffire à ébranler nos convictions religieuses essentielles, qui seules peuvent donner à notre vie un fondement inébranlable.

En cette fête, le Christ ressuscité nous propose à nouveau de nous brancher plus directement sur le courant lumière et sur le courant force qui nous transmettent quelque chose de la sagesse et de la puissance de Dieu, de sa force d'aimer. Si nous y consentons, il en résulte une transfiguration de notre volonté et une ouverture très large de notre cœur. Nous devenons capables de participer à un profond renouveau des rapports humains parce que nous découvrons les vraies raisons de vivre.

Tout cela devient plus qu'un simple changement. Cela devient une résurrection : une résurrection de ressources intérieures qu'on avait, en partie, oubliées ou mutilées.

Remonter à notre source par la prière

Il y a plus d'hommes qu'on ne le pense qui aspirent à ce renouveau, ne voulant plus que notre société ressemble à un fleuve coupé de sa source et qui se perd dans le sable. Ces hommes s'appliquent à devenir plus réceptifs devant Dieu. Comme la terre est réceptive à la pluie et prête à recevoir la semence, nous sommes invités à nous tenir tout ouverts devant Dieu, très confiants, pour recevoir de Lui ce qu'il veut nous donner. Car ce que nous faisons en famille ou dans la profession, ce que nous voudrions réussir, intéresse notre Créateur et Père plus que nous ne saurions l'imaginer.

C'est pourquoi, d'ailleurs, il y a de nos jours, de plus en plus de « chercheurs de Dieu » qui veulent apprendre à prier. Ils sentent que la prière est bien plus qu'une formule qu'on récite : c'est une ouverture à Dieu, c'est-à-dire une remontée à notre source.

C'est par la communion à Dieu, une communication d'énergies nouvelles.

Je connais des personnes très occupées, ayant de grandes responsabilités professionnelles qui ont su réserver chaque jour une heure d'oraison, c'est-à-dire une heure d'écoute de Dieu et de disponibilité à Lui. Et depuis ce sont des hommes et des femmes donnant la preuve irréfutable que par cette réceptivité vis-à-vis de Dieu ils ont reçu un supplément de clairvoyance, de courage et d'amour, ainsi qu'un équilibre et un rayonnement étonnants.

C'est tout cela la grâce du renouveau pascal.

Frères, si nous acceptons d'en faire l'expérience ! Oui, quelle chance nous avons de pouvoir « rencontrer » le Seigneur et recevoir le don de Dieu.

Dans la mesure où nous nous laissons transformer, guérir et aimer par le Sauveur, le monde aura la preuve que le Christ n'est plus dans son tombeau.

Et nous serons à notre tour des témoins de sa résurrection.

† L. A. ELCHINGER.

NOTE DE Mgr MAZIERES CONCERNANT L'INTERPRETATION DES LECTURES LITURGIQUES AYANT TRAIT AUX JUIFS

Sous ce titre, le bulletin du diocèse de Bordeaux (l'Aquitaine, 24 mars 1978) publiée, à la veille de Pâques, cette note de Mgr Maziers, archevêque de Bordeaux :

La célébration des fêtes pascales attire notre attention sur un problème qui se pose tout au long de l'année : il s'agit des difficultés que peuvent entraîner les allusions aux Juifs contenues dans les lectures liturgiques.

Le Nouveau Testament contient un certain nombre de passages qui évoquent les Juifs en mauvaise part. Dans le passé, ces textes ont contribué à nourrir l'hostilité des chrétiens à l'égard des Juifs. Aujourd'hui encore, c'est bien ainsi qu'ils sont trop souvent compris, tant par les israélites que par les chrétiens.

Il est donc nécessaire de rappeler à ce propos :

— Qu'on ne saurait faire de ces textes une lecture qui ne tiendrait pas compte des conditions historiques dans lesquelles a été rédigé le Nouveau Testament ;

— Que ces textes — comme du reste l'ensemble des Ecritures — ne peuvent pas être compris indépendamment de l'interprétation officielle qu'en donne l'Eglise.

C'est à cette interprétation que se référait le cardinal WILLEBRANDS lorsqu'il déclarait au dernier Synode des évêques (*), en citant les « Orientations » publiées par la Commission romaine pour les relations religieuses avec le judaïsme.

(*) DC 1977, n° 1731, p. 1022. (NDLR.)

« En ce qui concerne les lectures liturgiques, on prendra soin d'en donner, dans l'homélie, une interprétation juste, surtout quand il s'agit de passages qui semblent placer le peuple juif en tant que tel sous un jour défavorable (1). »

Et dans une note, on se réfère à deux points importants :

« C'est ainsi que la formule « les juifs », dans saint Jean, désigne parfois, suivant les contextes, « les chefs des juifs » ou « les adversaires de Jésus », expressions qui rendent mieux la pensée de l'évangéliste et évitent de paraître mettre en cause le peuple juif comme tel. Un autre exemple est l'usage des mots « pharisien » et « pharisaïsme » qui ont acquis une nuance largement péjorative (1). »

Il y a encore un autre point délicat touchant l'interprétation du Nouveau Testament et qui a été relevé par le Concile et par les « Orientations ». C'est la responsabilité de la mort de Jésus. [...] A ce sujet, le Concile s'exprime ainsi : « Encore que des autorités juives, avec leurs partisans, aient poussé à la mort du Christ, ce qui a été commis durant sa passion ne peut être imputé ni indistinctement à tous les juifs vivant alors, ni aux juifs de notre temps (2). »

Aussi, quand nous devons lire dans nos assemblées liturgiques des passages de l'Écriture qui ont donné prétexte, au cours des siècles, à des accusations contre les juifs, que les prêtres sachent accompagner ces lectures des explications et commentaires nécessaires pour prévenir toute interprétation abusive de ces textes.

La célébration de la Pâque nous rappelle les racines bibliques et israélites de notre foi. Que cette fête soit l'occasion de prier pour qu'entre chrétiens et juifs se développent la connaissance, la compréhension et l'estime réciproques.

HOMÉLIE DU P. CHENU, OP, A L'OCCASION DU X^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU P. EMILE GABEL

Le 8 mars, l'Association des Amis du Père Gabel, à l'occasion de son assemblée générale, a célébré par une eucharistie la mémoire du P. Emile Gabel, A.A., ancien rédacteur en chef de la Croix, pour le dixième anniversaire de sa mort (1). Voici quelques extraits de l'homélie dans laquelle le P. Marie-Dominique Chenu a non seulement évoqué l'amical souvenir du Père, mais aussi présenté la charte du journalisme chrétien, que le Père avait contribué à élaborer, en des temps difficiles (*).

(1) Orientations et suggestions pour l'application de la déclaration conciliaire *Nostra Aetate*, 1^{er} décembre 1974. (DC, 19 janvier 1975, n° 1668.)

(2) Vatican II : Déclaration *Nostra Aetate* sur les religions non chrétiennes, IV.

(1) Cf. DC 1968, n° 1515, col. 752.

(*) Titre, sous-titres et notes de la DC.

Usant de la liberté laissée à celui qui préside le partage de la parole de Dieu, je ne vous propose pas un commentaire du texte que nous venons de lire, mais je prends pour objet la parole de Dieu aujourd'hui en acte de la Communauté du peuple de Dieu ; ce qu'un ouvrage italien récent appelait, sous un titre dont l'ambiguïté est suggestive, « le cinquième Évangile ». Non certes par un retrait des quatre Évangiles, mais parce que, dans la proclamation actuelle de la Bonne Nouvelle, ces textes ne sont pas seulement des références documentaires, soumises à une exégèse historique, mais en vérité des sources vives, créatrices d'intelligence de la foi : Dieu parle aujourd'hui.

Ce propos est de circonstance, s'il est vrai que le journaliste a précisément pour objet ce « cinquième Évangile », et se présente ainsi, avec ses ressources à la fois techniques et spirituelles, comme un témoin qualifié de cette intelligence. Témoin au sens fort : celui qui dit ce qu'il a perçu dans les « événements » dans lesquels, au jour le jour, se manifeste le travail de l'Esprit, grâce au discernement des « signes des temps ». Témoin, et non pas docteur, ni porte-parole des docteurs : il ne se propose pas — dans sa fonction propre — d'instrumentaliser les énoncés d'un magistère dans un endoctrinement abstrait et intemporel, mais de transmettre efficacement une perception concrète, existentielle, comme on dit, de l'Évangile « en situation ». Son objet est l'information.

C'est précisément dans cette conviction que, il y a plus de quarante ans, je contractai avec le P. Gabel une amicale complicité, théologique, ecclésiastique, évangélique. Ainsi fit-il confiance à la position que je pris, dans une conférence au 39^e Congrès de la Bonne Presse (1939), auquel m'avait invité le P. Merklen, pour définir le statut théologique et la fonction originale du journaliste. Ce compagnonnage nous amena, l'un et l'autre, à revendiquer le rôle de l'opinion publique dans l'Eglise, et, pour le P. Gabel, à l'expérimenter comme rédacteur en chef de la Croix, de 1949 à 1957. De cette expérience, souvent contrariée par le pouvoir, on pourra lire l'analyse, toujours actuelle, dans l'article vigoureux qu'il publiera plus tard dans *Journalistes catholiques*, janvier 1965. On était alors en plein Concile, auquel il participait comme expert, au titre de secrétaire général de l'Union catholique internationale de la presse. L'actualité était alors patente, car l'Assemblée venait d'adopter un texte sur les moyens de communication sociale, qui déconcertait les journalistes par la distorsion qu'il faisait de la fonction du journal vers une manipulation moralisante du public.

« Dans l'Eglise, dit le P. Gabel, régnaient encore à propos de l'information une conception et une illusion héritées de l'Ancien Régime, auxquelles sont enclins tous les pouvoirs fortement centralisateurs : le pouvoir est jugé discrétionnaire de l'information à concéder aux sujets. Il est maître de la circulation des nouvelles, c'est-à-dire que les sujets devraient apprendre seulement ce que le pouvoir souhaite et permet qu'ils sachent. »

L'opinion publique dans l'Eglise

Contre cette conception, le P. Gabel recourt aux propos de Pie XII, peu suspect de démocratisation

de l'Eglise, sur l'opinion publique, lieu et test de santé mentale, dans la vie des sociétés, Eglise comprise. « L'opinion publique est l'apanage de toute société normale composée d'hommes qui, conscients de leur conduite personnelle et sociale, sont intimement engagés dans la communauté dont ils sont les membres. Elle est partout, en fin de compte, l'écho naturel, la résonance commune plus ou moins spontanée, des événements et de la situation actuelle, dans leurs esprits et dans leurs jugements. Là où n'apparaît aucune manifestation de l'opinion publique, là surtout où il faudrait en constater la réelle inexistence, par quelque raison que s'explique son mutisme ou son absence, on devrait y voir un vice, une infirmité, une maladie de la vie sociale... Ainsi l'opinion publique au sein même de l'Eglise. Il ne peut y avoir à s'en étonner que ceux qui ne connaissent pas l'Eglise ou qui la connaissent mal, car enfin elle est un corps vivant, et il manquerait quelque chose à sa vie si l'opinion publique lui faisait défaut, défaut dont le blâme retomberait sur les Pasteurs ou sur les fidèles. » (Allocution au Congrès mondial de la presse catholique, 1950.) (2)

Ce qui est nouveau et ce que tient incessamment le P. Gabel, c'est qu'il ne s'agit pas d'un opportunisme pastoral, ni d'une générosité libérale : c'est une vérité sur la *nature* même de l'Eglise comme « peuple de Dieu ». Il serait navrant que ce principe, hautement proclamé dans la Constitution de l'Eglise (*Lumen gentium*, ch. 2), soit réduit, comme on le voit encore, au lieu commun d'une exhortation rhétorique. C'est la raison d'être, assortie de tous ses droits, de l'opinion publique. Journal du peuple chrétien, non journal de la hiérarchie et instrument du pouvoir.

La liberté de la foi

La seconde racine de cette théologie de l'opinion publique se plante dans la liberté de la foi. Certes la foi est conditionnée par un magistère ; mais ce contrôle ne s'exerce pas par un impératif sociologique et laisse intacte la liberté, à ce point qu'une réduction de la liberté serait une réduction de la vérité de l'assentiment. Or, l'un des champs décisifs de cette liberté s'étend dans l'observation des « événements », dans l'information, comme tâche fonctionnelle du journaliste, qu'aucune apologétique ne peut compromettre. Il s'agit — déjà pour tout chrétien, mais le journaliste est son informateur — de dégager la signification des comportements de l'homme dans la construction du monde et de la société, comme matériau de l'histoire du salut : discerner les « signes des temps », en repérant, sans détriment pour l'objectivité terrestre des faits et des choses, les impacts possibles de la parole de Dieu, en cette incarnation de la vie divine dans la vie des hommes.

Comme on le sait, c'est Jean XXIII, puis le Concile, puis fréquemment Paul VI, qui, par recours à cette expression du messianisme évangélique (Mt, 16), ont énoncé cette « loi de l'évangélisation » (Constitution *Gaudium et spes*, 44), non par endocrinement magistral, mais par investigation et interprétation des « événements » de l'histoire du salut. Eminente dignité du journaliste, en acte de théologien, dans la Communauté-Eglise, car sa meilleure

garantie, « en épousant les formes mentales du monde » (*ibid.*), est de communier aux aspirations et aux espérances du Peuple de Dieu. Le P. Gabel fut un bon théologien, dans l'Eglise en renouveau.

COMMUNIQUE DE L'EVEQUE DE QUIMPER AU SUJET DE LA MAREE NOIRE

Dans la nuit du 16 au 17 mars, un pétrolier géant battant pavillon panaméen, l'Amoco Cadiz, est venu se briser sur les rochers en face de Portsall (Finistère-Nord), déversant pendant quinze jours ses 220 000 tonnes de pétrole brut. A la suite de cette catastrophe, la quatrième frappant le Finistère, Mgr BARBU, évêque de Quimper, a publié le communiqué ci-après :

Un sinistre cordon noir et gluant frange aujourd'hui toute la côte nord de la Bretagne.

Au-delà de la nature défigurée, de la faune marine dévastée, des parcs à huîtres et des viviers ruinés, des cultures maraîchères souillées, des milliers d'oiseaux — dont certaines espèces rares — condamnés à périr, il y a des hommes et des femmes qui, pendant une longue semaine, ont ragé d'impuissance et qui, aujourd'hui, souffrent douloureusement face à un paysage dévasté.

Marins pêcheurs, goémoniers, ostréiculteurs sont frappés de plein fouet. Et l'une des richesses d'appoint de cette côte pittoresque, le tourisme, ne peut qu'envisager la perspective la plus sombre, ce qui signifie aussi l'absence de locations d'été et la disparition de centaines d'emplois saisonniers en ce pays déjà si marqué par le sous-emploi.

*
**

On cherche des responsables...

Le premier est facile à désigner : la *recherche incontrôlée du profit*. D'où ces supers-tankers dont on augmente sans cesse le tonnage pour diminuer les frais de transports — ces sociétés multinationales qui priment le rendement sans se soucier des failles de leur gestion, — ces pavillons de complaisance dont la Mission de la mer a dénoncé si souvent, mais en vain, l'insuffisant contrôle de la navigabilité des bateaux et parfois l'incompétence des équipages, sans parler des conditions de travail des hommes...

C'est aussi l'*insuffisance des réglementations internationales*, toujours en retard sur l'évolution des techniques de transport, la *pauvreté des moyens de prévention* ou la nocivité de certains moyens d'intervention en de telles catastrophes, malgré de sévères avertissements (cette marée noire est la quatrième sur les côtes finistériennes).

Et bien sûr cette *superconsommation d'énergie* qui caractérise les pays industrialisés, de l'Est comme de l'Ouest, énergie basée aujourd'hui en majeure partie sur les hydrocarbures... et demain peut-être sur le nucléaire, nouvelle menace plus difficile encore à maîtriser.

Nous sommes tous concernés.

Car directement ou indirectement, nous sommes de ces *superconsommateurs d'énergie*. Et nous ac-

(2) DC 1950, n° 1064, col. 323. (NDLR.)

ceptons si mal la moindre restriction, la moindre remise en cause de notre confort. Sans nous demander aux dépens de qui, ni dans quelles conditions il est rendu possible.

Nous nous désintéressons trop facilement — ou on nous désintéresse, comme l'a montré la toute récente campagne électorale, — des questions internationales capitales pour la survie de l'humanité, aujourd'hui que l'on sait que les ressources de la planète ne sont pas illimitées : sauvegarde du patrimoine commun de l'humanité, élaboration d'un ordre économique international, réglementation du droit de la mer, limitation du gigantisme des transports maritimes...

*
**

En faveur de ces hommes et de ces femmes directement atteints par cette catastrophe doit se développer un *large mouvement de solidarité*. Je dis bien, de solidarité, car les Bretons ont toujours gagné leur pain à la sueur de leur front et refusent d'être des assistés, mais ils n'admettent pas non plus d'être seuls à supporter les conséquences d'un tel sinistre.

Nous savons bien, hélas, que faute d'un droit international équitable, les responsables ne répareront point tous les dégâts ni ne compenseront le manque à gagner de ces milliers d'hommes et de femmes privés de l'exercice de leur métier. Une large solidarité nationale — et pourquoi pas européenne ? — a été promise. Nous espérons qu'elle jouera au maximum et le plus rapidement possible, sans que les dossiers s'endorment dans les bureaux.

Quant à nous, Bretons, qui sommes plus proches de ceux qui sont atteints par ce désastre, nous voudrions répondre, dans la mesure de nos moyens, comme beaucoup déjà l'ont fait, aux appels d'aide qui nous seront adressés pour la remise en état de ce pays odieusement souillé. Nous savons qu'on peut faire confiance à la population laborieuse de nos côtes, si les possibilités lui en sont données pour cette remise en état.

Et je voudrais qu'en ce temps de Pâques le dernier mot soit à l'espérance et non à la fatalité. Si joue à plein cette solidarité de tous, nos côtes d'Armorique retrouveront leur richesse et leur beauté.

Francis BARBU,

évêque de Quimper et de Léon.

(Texte original.)

— **Souvenirs autobiographiques de saint Jean Bosco.** Introduction de Francis DESRAMAUT. Traduction de A. BARUCQ.
— Un vol. 13,5 x 18,5 cm de 256 p. Apostolat des éditions, Editions Paulines, Paris.

Les écrits de saint Jean Bosco respirent la bonne humeur. Le P. Desramaut a bien raison d'écrire : « Ses souvenirs autobiographiques devraient servir d' « agréable divertissement » à ses fils. De fait, certaines descriptions, vivantes et rapides, sont cocasses à souhait. L'auteur s'y amuse de lui-même et des autres. Il n'était pas tenté par l'esprit du sérieux. Les « mémoires » ont été voulus instructifs. Ils sont aussi amusants.

Imprimerie « Bayard-Presses »

5, rue Bayard, Paris-8°

Le directeur: J. GELAMUR

© 1978 by Bayard-Presses.

nouveauté

Dans la série

« LES GRANDS TEXTES »

n° 21

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

vous propose

LA VOCATION AUJOURD'HUI APPEL AUX JEUNES

Textes de Paul VI,

du cardinal Marty,

de Mgr Etchegaray, de Mgr Fréteillère

Prix des 50 exemplaires, port compris : 30 F

Prix des 100 exemplaires, port compris : 50 F

Le cent suivant, port compris : 48 F

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBE
5, rue Bayard - 75380 Paris Cedex 08

Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
CCP BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

Dans la série

« LES GRANDS TEXTES »

(N° 20)

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

vous propose

QUE PENSER DU SAINT-SUAIRE DE TURIN ?

(4 pages)

Prix des 50 exemplaires, port compris : 24 F

Prix des 100 exemplaires, port compris : 40 F

Le cent suivant, port compris : 36 F

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBE,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08

Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

Royal - P. Q. H. P. 3 B 9. Autres pays : 1 an 110 F.
 12 mois : 56 F.
PRIX DU NUMÉRO : de l'année 6,50 F ; des années précédentes : 7 F. Règlement : C.C.P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 21,55 F net. Franco : 24 F. C.C.P. Paris 16-68.
 N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1740 - 16 AVRIL 1978

- 351 Message aux jeunes (dimanche des Rameaux, 19 mars).
- 352 Appel pour la libération d'Aldo Moro (2 avril).
- 353 Message du Vendredi saint (24 mars).
- 353 Prière pour l'Amérique latine.
- 354 Message pascal (26 mars).

ACTES DE S S PAUL VI

LES VOCATIONS

- 355 Message de Paul VI (1^{er} février).
- 357 Le prêtre, l'appelé appelant (Mgr Etchegaray).
- 359 « J'embauche ». Appel du cardinal Marty.
- 360 Les prêtres séculiers en France (chiffres).
- 361 Conférence de presse de Mgr Fréteillère.
- 363 Les séminaires en France (chiffres).
- 364 La formation sacerdotale en France (cardinal Garrone).

DOSSIER

TROIS CONFERENCES DE Mgr CASAROLI

- 365 Non à la violence, oui à la paix.
- 369 Le Saint-Siège et l'Europe.
- 374 Le Saint-Siège entre les tensions et la détente.

- 383 L'espérance ou la foi en l'amour (Mgr Poupard).
- 389 Pâques à Taizé.

QUESTIONS ACTUELLES

- 390 Evénements et informations (1-15 mars).

EVENEMENTS

- 394 Les « apparitions » de Garabandal (évêché de Santander).
- 394 La victoire sur la mort (Mgr Coffy).
- 395 Homélie de Pâques de Mgr Elchinger.
- 397 Les lectures liturgiques parlant des juifs (Mgr Maziers).
- 397 Homélie du P. Chenu sur le P. Gabel.
- 398 La marée noire (Mgr Barbu).

CITÉS DANS LE MONDE

*
**

- 399 Les grands textes de la DC : les vocations.

LA
DOCUMENTATION
CATHOLIQUE

60^e ANNÉE - T. LXXV Marygrove College 7 mai 1978
Detroit, MI 48221
Prix : 6 F - BIMENSUEL
PLEASE DO NOT REMOVE



Terres, propriété et travail des hommes (cf. p. 413 et s.)

Le sacrement de pénitence (Paul VI) - Aldo Moro (Paul VI, évêques italiens)
La contraception (évêques irlandais) - La question nucléaire

nouveauté

Dans la série
« LES GRANDS TEXTES »
n° 21

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

LA VOCATION AUJOURD'HUI APPEL AUX JEUNES

Textes de Paul VI,
du cardinal Marty,
de Mgr Etchegaray, de Mgr Frétellière

Prix des 50 exemplaires, port compris : 30 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 50 F
Le cent suivant, port compris : 48 F

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBE
5, rue Bayard - 75380 Paris Cedex 08

Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
CCP BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

Dans la série

« LES GRANDS TEXTES »
(N° 20)

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

QUE PENSER DU SAINT-SUAIRE DE TURIN ?

(4 pages)

Prix des 50 exemplaires, port compris : 24 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 40 F
Le cent suivant, port compris : 36 F

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08

Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à
tous les lecteurs.

**Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs,
séminaires, bibliothèques, etc.**

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LA CONSCIENCE D'ÊTRE RASSEMBLES EN EGLISE

Audience générale du 29 mars (1)

SALUT A VOUS, FRERES ET FILS TRES CHERS !

Nous voudrions — et vous aussi, certainement — découvrir et célébrer le lien qui nous unit et qui fait de nous plus que des amis : des membres d'un peuple unique et nouveau dans lequel chacun est ce qu'il est de par sa nature, son origine ethnique et nationale, l'éducation qu'il a reçue, sa langue, ses activités et ses centres d'intérêt propres et particuliers. Mais dans ce peuple, chacun est appelé à une égale dignité, à s'intégrer dans une société supérieure, spirituelle et réelle, où il n'est pas perdu dans la masse, mais reçoit une citoyenneté à la fois humaine et divine ; où chacun demeure lui-même dans une communion indicible avec tous ceux qui partagent une même foi, bénéficient de ce même don divin qu'est la grâce ; et où tous ensemble constituent une merveilleuse unité qui s'appelle « l'Eglise », l'Eglise une et catholique.

Salut à vous, frères et fils de cette famille religieuse qui est née le jour de la Pentecôte à partir de personnes extrêmement diverses (comme il est dit dans le célèbre récit des Actes des apôtres — Ac 2, 7-12 — où tous ceux qui étaient présents, d'origine et de formation diverses, sont étonnés d'entendre un langage commun que tous comprennent). Ainsi est l'Eglise, que saint Augustin définit comme le peuple fidèle, répandu dans le monde entier (cf. *Enarr in Ps 149* ; *Cat. Rom. De nono art.*, 2).

Comme il est beau, comme il est facile de voir que, dans une rencontre comme celle-ci, telles des lumières éclatantes, les « notes » de l'Eglise, c'est-à-dire les aspects extérieurs de son être mystérieux, sont évidentes pour celui qui tient ouverts les yeux de l'Esprit. Qui ne voit que l'Eglise à laquelle nous appartenons est essentiellement d'origine apostolique ? Ce sont les apôtres qui sont nos fondateurs, les témoins du plan divin constitutionnel de l'Eglise, notre Eglise apostolique, qui ne doit à aucune autre source son origine et sa raison d'être. Et s'il en est ainsi pour la note de l'apostolicité — dont nous savons bien qu'ici

chacun de nous peut la revendiquer — n'éprouvons-nous pas en même temps une émotion merveilleuse en nous sachant intégrés dans la vraie Eglise, une dans sa foi, dans l'essence de son Esprit, dans son union avec Dieu ; catholique dans son corps, dans sa composition humaine, c'est-à-dire universelle ? (Cf. JOURNET, *l'Eglise*, II, p. 1193.) Et alors, de cette Eglise une et catholique naît une quatrième note, qui concerne les dons divins dont elle est dépositaire et dispensatrice, ainsi que les fins qui guident sa vie complexe : la sainteté. C'est la couronne qui lui est promise, celle de l'Eglise des saints, couronne d'autant plus désirable qu'elle est davantage encore exposée à la faiblesse humaine (cf. *Ibid.*, p. 924-934).

Ne trouvons-nous pas un grand réconfort spirituel en pensant, en prenant conscience que nous appartenons à notre Eglise une, sainte, catholique et apostolique ? Ne devons-nous pas remercier le Seigneur de nous avoir donné la chance d'être ainsi fils de sa bonté ? (Tt 3, 4). N'éprouvons-nous pas le très vif désir, le désir peut-être poignant d'être en vérité moralement à la hauteur des devoirs de notre vocation catholique ? Et enfin, n'aimerons-nous pas encore davantage nos frères encore séparés de nous, en souhaitant et en espérant pouvoir les avoir avec nous dans la plénitude de la vérité et de la grâce ? Avec notre bénédiction apostolique.

VITALITE DE L'EGLISE DANS LE MONDE CONTEMPORAIN

Audience générale du 5 avril (1)

Saint Jean nous rapporte dans son Evangile que lorsque le Seigneur est entré à Jérusalem, le jour des Rameaux, au milieu d'une grande foule qui l'acclamait, des Grecs se sont approchés de l'apôtre Philippe (celui de Bethsaïde, en Galilée) et lui ont dit : « Seigneur, nous voudrions voir Jésus. » (Jn 12, 20.) C'est un épisode singulier dans l'Evangile qui nous montre quel mouvement d'opinion publique entourait la personne du Sauveur, puisque même des étrangers voulaient le connaître et le consulter. C'est un bel et intéressant pré-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 30 mars 1978. Traduction de la DC.

Cette audience générale du mercredi de Pâques était la première depuis le 8 mars, les autres (15 et 22 mars) ayant été suspendues en raison de la grippe de Paul VI.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 6 avril 1978. Traduction de la DC.

lude à la diffusion du message de l'Evangile (cf. C. CURCI, *Il N. Test.*, vol. II, p. 93).

Nous voulons voir le Seigneur ! Pour nous, ce désir se formule différemment. Il porte non tant sur la personne historique de Jésus que sur son Corps mystique, l'Eglise, qui naît de lui, vit de lui et par lui, et représente son actualité historique et mystique dans le temps présent qui nous est accessible. Et nous voulons voir dans votre présence à cette rencontre momentanée, mais très significative, l'expression d'une aspiration analogue à celle du récit de l'Evangile que nous venons de rappeler : nous voulons voir l'Eglise, nous voulons connaître l'Eglise. Ordinairement, en effet, ce désir demeure insatisfait. Une visite touristique à Saint-Pierre peut donner l'illusion de connaître l'Eglise ; une visite à un monument ou à un autre lieu de l'Eglise peut satisfaire la curiosité artistique, archéologique, historique, c'est-à-dire la curiosité de connaître ce à quoi se réfère la mémoire locale. Par exemple, la visite des fouilles de Pompéi peut facilement donner l'impression que maintenant on connaît bien la civilisation gréco-romaine dont les restes de la ville enfouie sous la pluie de cendres du Vésuve, et maintenant redécouverte par les fouilles, constituent un souvenir impressionnant, mais lointain et mort. L'Eglise, elle, est une institution certes millénaire, mais qui aujourd'hui est toujours vivante et active, et même aspire à des développements modernes et actuels.

Cette survivance de l'Eglise dans les temps modernes est le plus redoutable prétexte pour susciter contre elle les oppositions les plus fortes et souvent les persécutions les plus terribles. La mentalité matérialiste de la civilisation actuelle conduit dans la conscience populaire, et aussi chez des gens très cultivés, intelligents et modernes, à poser cette question agressive : l'Eglise, pour quoi faire ? N'est-elle pas une institution archaïque, aujourd'hui dépourvue de sens ? Aujourd'hui, le monde profane ne se suffit-il pas à lui-même ? A quoi sert l'Eglise maintenant ? Elle ne travaille pas comme travaille l'homme moderne ; que fait-elle, que produit-elle ? Chacun peut voir l'opposition radicale qui se manifeste contre l'Eglise. Certains voient en elle une société se superposant à la société civile. Si on la tolère jusqu'à un certain point, on la considère comme encombrante, oiseuse, inutile, dépassée. Quelles pages historiques de vie moderne, de politique féroce, d'engouement progressiste et révolutionnaire s'ouvrent devant nous ! Quelle marée d'anticléricalisme, d'irreligion, de fureur aveugle mais rusée contre tout reste de foi et, plus que jamais, contre cette foi religieuse, institutionnalisée, indépendante, qui s'appelle l'Eglise !

L'Eglise serait-elle donc un phénomène historique du passé qui nous a laissé des restes d'institutions maintenant dépassées et absorbées dans une vie moderne purement laïque ? Ici se posent des questions élémentaires, mais extrêmement vigoureuses et rigoureuses auxquelles les jeunes semblent être spécialement sensibles ; par intuition ou par une expérience initiale, ils semblent avoir des solutions originales, bien que traditionnelles et s'appuyant sur des siècles de témoignage solide. En

somme, aujourd'hui, au fond de la conscience des jeunes, deux vieilles questions resurgissent : Qu'est-ce que l'Eglise ? Que fait l'Eglise ?

Nous ne répondrons pas aujourd'hui à ces questions, mais nous les laissons à votre réflexion. En contemplant les monuments que vous visitez en touristes intelligents et, mieux encore, en chrétiens qui réfléchissent, peut-être entendrez-vous, peut-être comprendrez-vous cette parole du Seigneur : « Je vous le dis, si eux se taisent, ce sont les pierres qui crieront. » (Lc 19, 40.)

Qu'il en soit ainsi, avec notre bénédiction apostolique.

L'EGLISE, COMMUNAUTE QUI PRIE ET QUI CROIT

Audience générale du 12 avril (1)

TRÈS CHERS FILS, VÉNÉRÉS FRÈRES,

D'où venez-vous ? Permettez-nous de vous poser cette question, qui ne veut certainement pas méconnaître la parenté spirituelle, mystique et réelle découlant de votre heureuse appartenance à l'Eglise de Dieu, à la commune famille du Christ dans laquelle nous vivons et dont même beaucoup d'entre vous, frères et sœurs consacrés à l'Eglise, donnent un témoignage rayonnant et exemplaire. Cette question reconnaît la réalité profane de la société dans laquelle nous sommes tous immergés, cette société qui, dans certaines de ses expressions, s'est non seulement distinguée, mais séparée de l'Eglise en déclarant qu'elle se suffit à elle-même, et qui même, dans certaines de ses affirmations, se veut hostile et ennemie. Nous connaissons trop bien ces affirmations pour ne pas en avoir tous l'amer souvenir gravé dans le cœur, un souvenir agressif et radical qui se présente comme une contestation inexpugnable : l'Eglise, pour quoi faire ? Une mentalité laïque, aveugle, intraitable, répète : l'Eglise n'est-elle pas superflue aujourd'hui ? N'est-elle pas devenue inutile pour l'homme d'aujourd'hui ? Son bagage de civilisation n'est-il pas vieilli, dépassé, encombrant pour la civilisation des temps nouveaux ? Frères et fils, venez-vous dans cette demeure, où la voix des siècles passés semble plus forte que celle du siècle présent, avec cet esprit étranger, avec une curiosité de touristes amusés qui viennent là en passant, mais qui, au fond, demeurent indifférents au monde religieux, nous voulons dire à l'Eglise victorieuse du temps qui, ici, est non seulement représentée, mais vivante ?

Ce que nous disons là est peut-être artificiel et importun, mais ce n'est pas irrespectueux, et encore moins superflu. Nous voudrions par là stimuler votre attention, certainement étonnée et admirative devant ce cadre monumental, voudrions vous appeler à approfondir les

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 13 avril 1978. Traduction de la DG.

Audience générale du 19 avril (1)

Grâce au Seigneur, nous avons eu la joie spirituelle — et c'est un des moments les plus grands de notre ministère — de déclarer bienheureuse Maria Katharina Kasper, fondatrice d'une congrégation religieuse féminine, les « Pauvres Servantes de Jésus-Christ » (2). Fondée en Allemagne, cette congrégation est maintenant répandue dans le monde entier depuis le siècle dernier, et elle se consacre au service du prochain dans tant d'œuvres de charité. Cette béatification a donné l'occasion de mieux connaître cette pieuse institution qui mérite réflexion de la part de l'Eglise d'aujourd'hui.

Nous pourrions considérer ce fait qui s'inscrit désormais, et pour toujours, dans l'histoire religieuse du monde, à côté d'autres fondations semblables qui ont caractérisé la vie de l'Eglise au siècle dernier spécialement, et aussi en notre siècle. Ce fut, sur le plan évangélique et social, comme une floraison de merveilleuses institutions, au point de constituer un phénomène par lequel la présence de l'Eglise s'est qualifiée et affirmée dans une société en évolution qui n'était certainement pas portée d'elle-même à la foi et au style de vie des siècles précédents. Mais au xix^e siècle, une nouvelle vitalité réveille le sens religieux chrétien. Elle se manifeste particulièrement dans des œuvres au service des hommes, inspirées avant tout par la religion catholique.

Cet aspect de la vivante renaissance spirituelle du catholicisme se manifeste dans des initiatives particulières, au cœur et à l'origine de chacune desquelles il y a une figure humaine, très humaine, qui engendre, résume, fixe, perpétue le caractère religieux et social qui leur est propre.

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 20 avril 1978. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) C'est le dimanche 16 avril que Paul VI a procédé à la béatification de Maria Katharina Kasper. Elle est née à Dernbach (diocèse de Limburg) le 26 mai 1820, dans une modeste famille paysanne. A l'âge de vingt-deux ans à la mort de son père, elle s'engage comme ouvrière agricole et domestique pour aider sa famille à vivre. En 1845, après la mort de l'abbé Heimann, curé de Wirges, qui eut une profonde influence sur elle, elle décide de fonder un institut, les « Arme Dienstmägde Jesu Christi » (2 000 membres actuellement) dont elle fut supérieure jusqu'à sa mort, survenue le 2 février 1898 (d'après *L'Osservatore Romano*, 16-17-18 avril 1978.)

Dans l'homélie prononcée en allemand lors de sa béatification, PAUL VI a dit notamment : « La pauvreté personnelle, l'amour des pauvres, la simplicité et l'humilité, le don de soi au service du prochain pour Jésus-Christ, telles sont les caractéristiques essentielles de la piété et de l'apostolat de la nouvelle bienheureuse. On ne connaît d'elle aucun fait ou acte extraordinaire. Elle a vécu d'une façon simple mais profonde, ce qu'elle demandait à ses sœurs : « Soyez toutes saintes, mais des saintes obscures. » Mère Maria Katharina est pour nous un modèle surtout par sa fidélité et sa conscience dans les devoirs petits et insignifiants de chaque jour et dans son aspiration à faire la volonté de Dieu dans toutes les situations de la vie... » (*L'Osservatore Romano*, 17-18 avril 1978, traduction de la DC - NDLR.)

réponses à une question que vous vous posez artistique, historique et surtout religieux dans lequel vous vous trouvez en ce moment ; nous certainement déjà : l'Eglise, qu'est-ce que c'est ? Oui, posez-vous cette question qui appelle beaucoup de réponses. Et pour formuler vos réponses, prenez la façon la plus facile, celle de Jésus lui-même lorsqu'il répondait à ceux qui le contestaient : « Quand bien même vous ne me croiriez pas, croyez au moins à mes œuvres. » (Jn 10, 38.) Considérons-nous comme des disciples regardant l'Eglise de l'extérieur et, dans notre enquête à son sujet, posons deux sortes de questions : Qu'est-ce qu'elle est ? Qu'est-ce qu'elle fait ? Renonçons pour le moment à la première question qui exigerait une réponse doctrinale, théologique, que nous connaissons tous plus ou moins et qui n'est certainement ni simple ni brève. Le *Credo* nous offre pour cela des éléments d'étude et de connaissance. Portons aujourd'hui notre attention sur la deuxième question : que fait l'Eglise ? Ici, la réponse est certainement plus facile parce qu'elle nous est donnée par des éléments pouvant être observés immédiatement.

Alors, que fait l'Eglise ?

La première réponse, sur laquelle nous nous arrêterons, est splendide, mais vaste comme l'océan : l'Eglise prie. Sa première tâche, son premier devoir, sa première finalité, c'est la prière. Cela, chacun le sait. Mais essayez seulement de donner la définition de cet acte qui est spécifiquement propre à l'Eglise et vous verrez quelle immensité, quelle profondeur, quelle beauté comporte la prière. Elle est la première raison d'être de l'action de l'Eglise. Son nom même la définit. Le mot « Eglise » ne signifie-t-il pas assemblée qui prie ? Ne se confond-il pas avec le mot qui désigne l'édifice où les fidèles se réunissent pour prier ? L'Eglise n'est-elle pas une société religieuse dont la raison d'être est le culte de Dieu ? (Cf. *S. Th.* 11, 81.) Le fait même de la prière n'implique-t-il pas toute une conception de la vie, une philosophie de l'être qui distingue les hommes en une première catégorie fondamentale, la catégorie religieuse précisément ? Quelle a été la première affirmation du récent Concile, sinon celle sur la liturgie ? Et qu'est-ce que la liturgie, sinon le culte public de l'Eglise, sa voix communautaire tournée vers le mystère de Dieu le Père, par le Christ, dans l'Esprit-Saint ? La liturgie n'épuise pas toute l'activité de l'Eglise, de même qu'elle n'exprime pas toutes les voix de chacun des fidèles, qui ont encore l'obligation et la possibilité d'entretenir un dialogue personnel avec Dieu (cf. *Constitution Sacrosanctum Concilium*, 13).

Ces considérations pourraient se poursuivre indéfiniment. Mais ces brèves paroles suffiront à vous donner une première image de l'Eglise, celle d'une humanité qui prie et donc qui croit, qui s'élève au-dessus de la terre, qui chante, pleure, implore, espère, déploie sa capacité d'infini ; une humanité qui trouve dans son aspiration vers le ciel le sens de sa marche et sa force pour effectuer dignement son voyage sur la terre.

Qu'il en soit ainsi pour nous tous. Avec notre bénédiction apostolique.

La sainteté confère une merveilleuse énergie à chacune de ces figures. Grâce à elles, vraiment, l'Eglise renaît avec une nouvelle beauté et manifeste, également, devant un monde profane et hostile, une vitalité extraordinaire qu'aujourd'hui on appellerait « charismatique ». Quelle sainteté ? C'est une sainteté toujours si unique et originale, même si elle s'exprime sous des formes similaires, que sous son aspect terrestre et historique, l'Eglise apparaît comme un jardin au printemps.

Dans ce jardin — où la botanique, nous voulons dire l'hagiographie de l'Eglise, a du mal à classer, c'est-à-dire à distinguer, et parfois à reconnaître les meilleures fleurs, tant il y en a — nous admirons les saints modernes qui réjouissent l'Eglise et lui font prendre conscience de sa note permanente de sainteté, puisée aux sources inépuisables de la grâce de Dieu.

Réjouissons-nous dans le Seigneur et arrêtons-nous un moment pour contempler la fleur qui vient d'être proposée à la vénération de l'Eglise. Maria Katharina Kasper est précisément une fleur d'une singulière beauté qui mérite d'être admirée et imitée. Elle est née sur une terre austère, mais que d'amicale sensibilité en elle pour cette heureuse terre ! Elle est née dans le peuple et combien cette origine a contribué à sa simplicité naturelle et a forgé en elle la force dont elle a eu besoin pour consacrer sa vie au service du peuple ! Elle est née pauvre, mais quel charisme de richesse évangélique a-t-elle su tirer de l'expérience vécue de la pauvreté évangélique : humilité, travail, sympathie sociale, esprit de service, sens de l'obéissance et de l'ordre ! Elle est née travailleuse, et elle a consacré toutes ses énergies à travailler pour gagner son pain, pour elle et spécialement pour les autres. Elle est née et elle a grandi hors des milieux cultivés, mais que de sagesse, que d'intuition de la réalité humaine ne manifeste-t-elle pas en partageant la vie des gens de son milieu et de son temps ! Elle est née femme, et quelle bonté, quelle délicatesse, quel amour ne répand-elle pas autour d'elle dans la virginale pureté de sa vie !

Aimer Dieu pour aimer le prochain

Maria Katharina est devenue chrétienne par la nouvelle naissance du saint baptême et par l'éducation pieuse et populaire qu'elle a reçue en tant qu'humble, simple et commune, pourrait-on dire, fille de l'Eglise catholique. C'est là, nous semble-t-il, le centre d'où partent ses multiples vertus et d'où rayonne la splendeur de sa sainteté vigoureuse, calme, magistrale. Une sainteté où l'amour du Christ et, dans le Christ, du mystère divin, source de la vocation primordiale, suprême et gratuite à l'amour qui « nous a aimés en premier » (1 Jn 4, 10), coïncide avec l'amour du prochain, quel qu'il soit, le prochain qui a besoin d'être aimé, servi, soigné, pardonné. Cette coïncidence ne signifie pas qu'il existe un rapport précis entre l'amour de Dieu et l'amour du prochain. Il serait plus exact de dire que, dans l'économie de l'Evangile, l'amour du prochain découle, doit découler de l'amour de Dieu, reçu et rendu en échange. Pour être authentique, fort, inépuisable et par conséquent saint et authentiquement chrétien, l'amour du prochain, l'amour social doit avoir sa source

dans l'amour de Dieu, dans l'amour religieux. C'est là un catéchisme élémentaire, mais fondamental : aimer Dieu pour aimer le prochain, dans lequel est le Christ en personne, s'il est dans le besoin, s'il souffre, s'il est misérable : le bien que vous aurez fait à l'homme qui souffre, qui est dans le besoin, « c'est à moi que vous l'avez fait » (Mt 25, 40). Maria Katharina est une bienheureuse dans laquelle cette parole éternelle s'est réalisée, et elle se réalise encore dans ses filles.

Louange à Dieu, honneur à Maria Katharina espérance pour nous. Avec notre bénédiction apostolique.

COMMUNAUTE CHRETIENNE ET CATECHESE

Au cours de l'audience générale du 5 avril, Paul VI a adressé l'allocution ci-après aux évêques du Conseil international de la catéchèse, qui étaient réunis à Rome du 3 au 8 avril, sur le thème : « Communauté chrétienne et catéchèse (1). »

A cette audience participent les membres du Conseil international de la catéchèse, réunis ces jours-ci pour étudier le thème « communauté chrétienne et catéchèse ».

En vous saluant avec une affection paternelle, frères et fils très chers, nous voulons vous témoigner notre sincère satisfaction pour votre travail au service de la S. Congrégation du Clergé et, en particulier, pour votre contribution à la préparation et aux travaux du récent Synode des évêques. Nous sommes certain que la réflexion à laquelle vous vous consacrez généreusement en ce moment contribuera grandement à faire apparaître les liens profonds qui existent entre communauté chrétienne et catéchèse, en mettant en relief les caractéristiques d'une vraie communauté chrétienne et la tâche qui, en conséquence, doit incomber à la catéchèse : présenter ces caractéristiques aux fidèles pour les aider à les vivre dans un esprit de concorde fraternelle et constructive.

Seule une vraie communauté, qui sait témoigner de sa foi en la célébrant avec une joyeuse conviction dans la liturgie et en l'exprimant avec une courageuse cohérence dans les choix concrets de la vie quotidienne, peut faire œuvre efficace de catéchèse et créer les conditions permettant la manifestation des différents charismes, en particulier la floraison de vocations sacerdotales et religieuses dont dépend surtout l'avenir de l'Eglise.

Que donc, dans votre travail, le Seigneur vous donne en abondance ses lumières et ses faveurs, que nous demandons de tout cœur pour vous par la prière et notre bénédiction apostolique.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 6 avril 1978. Titre et traduction de la DC.

LE SACREMENT DE PÉNITENCE DANS LA DOCTRINE DE L'ÉGLISE

*Allocution aux évêques de l'Etat de New York venus en visite
« ad limina » (20 avril) (1)*

VÉNÉRABLES ET CHERS FRÈRES,

Au nom du Seigneur, « la paix soit avec vous » (Jn 20, 19).

Nous avons attendu ce jour, et maintenant nous vous saluons tous avec joie, avec une grande joie. Pour un court moment, vous êtes venus au centre de l'unité de l'Eglise depuis les champs de votre travail pastoral. Dans la tradition apostolique de l'Eglise, vous êtes venus « voir Pierre » (Ga 1, 18). Et avec vous, vous apportez les espoirs et les aspirations de plus de 6 millions de catholiques de l'Etat de New York. En vous, pasteurs des Eglises locales, nous embrassons, dans l'amour du Sauveur, tout le peuple de Dieu. En effet, de par la volonté du Christ, Notre-Seigneur, tous vos fidèles sont aussi nos fils et nos filles dans la communion de l'Eglise universelle, et avec une grande affection paternelle, nous désirons les affermir tous, en même temps que vous, leurs évêques, dans la foi en Jésus-Christ, le Fils du Dieu vivant.

Pour nous, vos diocèses sont vraiment dignes d'un honneur spécial, d'une attention pastorale spéciale. Vous êtes les héritiers d'une grande tradition de sainteté. Le sang des martyrs d'Amérique du Nord a sanctifié votre sol. De plus, sainte Frances Cabrini, sainte Elisabeth-Ann Seton et saint John Neumann ont vécu parmi vous. Vous êtes aussi les héritiers d'une grande richesse ethnique. Combien d'immigrants — peut-être vos propres pères, vos propres mères — sont entrés en Amérique par New York! Nous nous souvenons aussi avec gratitude de votre hospitalité.

En nous rendant visite ici aujourd'hui, vous professez votre foi en l'Eglise, communion de foi et d'amour, édifiée sur le Christ Jésus, et unie d'une façon visible dans le Successeur de Pierre. Nous savons que le Seigneur Jésus est avec nous en notre réunion d'aujourd'hui. Nous avons confiance que, par la puissance de son Esprit, vous repartirez d'ici avec de nouvelles forces, avec une nouvelle vigueur pour poursuivre votre ministère d'évangélisation : proclamer le Christ, annoncer son Royaume et sa venue.

L'appel à la conversion

Nous voudrions réfléchir un instant avec vous sur un aspect fondamental de l'Evangile :

(1) Texte anglais dans *l'Osservatore Romano* du 21 avril 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

Participaient à l'audience : le cardinal COOKE (New York) ; NN. SS. HUBBARD (Albany) ; MUGAVERO (Brooklyn) ; HEAD (Buffalo) ; BRZANA (Ogdensburg) ; HOGAN (Rochester) ; MCGANN (Rockville Center) ; HARRISON (Syracuse) ; J. RYAN, coadjuteur du Vicariat aux armées ; SNYDER, auxiliaire de Brooklyn ; MCCARRICK, VAUGHAN et GARMENDIA, auxiliaires de New York ; A. RYAN et J. DALY, auxiliaires de Rockville Center.

l'appel du Christ à la conversion. Ce thème de la conversion a été annoncé par saint Jean-Baptiste : « Convertissez-vous ! » (Mt 3, 2.) Ces mots ont ensuite été prononcés par Jésus lui-même (cf. Mt 4, 17). Et, en même temps qu'il enseignait ce message aux apôtres, il leur demandait d'en faire la matière de leur prédication (cf. Lc 24, 27).

Le jour de la Pentecôte, fidèle au commandement de Jésus, Pierre proclamait la conversion pour le pardon des péchés (cf. Ac 2, 38). Et saint Paul dit clairement : « J'ai annoncé qu'ils avaient à se convertir et à se tourner vers Dieu. » (Ac 26, 19.)

Chers frères, cet appel à la conversion nous est adressé par le Seigneur Jésus : il concerne nos propres vies et notre annonce incessante et courageuse de la parole. En une autre circonstance, nous avons dit que la conversion est tout un programme, lié à la force de renouveau de l'Evangile (cf. audience générale du 9 novembre 1977) (2). En tant que telle, la conversion constitue l'objectif de notre apostolat : éveiller la conscience du péché dans sa réalité constante et tragique, dans ses dimensions personnelles et sociales, et en même temps la conscience que « là où le péché a proliféré, la grâce a surabondé » (Rm 5, 20) ; et proclamer le salut en Jésus-Christ.

L'absolution générale n'est autorisée qu'en des situations extraordinaires de grave nécessité

Aujourd'hui, à vous, à vos frères évêques et prêtres d'Amérique, nous voudrions spécialement parler de certains aspects sacramentels de la conversion, de certaines dimensions du sacrement de pénitence ou de la réconciliation. Il y a six ans, avec notre approbation spéciale, et sur notre mandat, la S. Congrégation pour la Doctrine de la foi a promulgué des normes pastorales réglementant l'absolution sacramentelle générale. Ce document, intitulé *Sacramentum Paenitentiae*, rappelait l'enseignement solennel du Concile de Trente sur le précepte divin de la confession individuelle (3). Il reconnaissait aussi la difficulté pour les fidèles, en certains endroits, de recourir à la confession individuelle en raison du manque de prêtres. Il était prévu que l'absolution générale pouvait être donnée en cas de grave nécessité, et les conditions de cette grave nécessité étaient clairement spécifiées (norme 3).

Il était ensuite réservé à l'Ordinaire, après consultation des autres membres de la Confé-

(2) DC 1977, n° 1731, p. 1002. (NDLR.)

(3) DC. 1972, n° 1614, p. 713 et s. (cf. également les rappels de la Congrégation pour la Doctrine de la foi : DC, 1977, n° 1716, p. 297 ; 1978, n° 1737, p. 205 - NDLR.)

rence épiscopale, de juger si les conditions nécessaires, déterminées par le Siège apostolique et spécifiées à la norme 3 étaient effectivement réalisées. Les Ordinaires n'étaient pas autorisés à modifier les conditions requises, à remplacer ces conditions par d'autres, ou à déterminer la grave nécessité selon leurs critères personnels, quelle que soit leur valeur. *Sacramentum Paenitentiae* a en effet reconnu que les normes régissant la discipline fondamentale du ministère de la réconciliation dans l'Eglise concernaient spécialement l'Eglise universelle et relevaient de son autorité suprême. Ce qui est si important dans l'application des normes, c'est que le ministère fondamental de la réconciliation dans l'Eglise soit exercé d'une façon générale en conformité avec l'intention du Christ, notre Sauveur. Dans la vie de l'Eglise, l'absolution générale ne doit pas être utilisée comme une option pastorale normale, ou comme un moyen de faire face à une situation pastorale difficile. Elle n'est autorisée que dans des situations extraordinaires de grave nécessité telles qu'elles sont indiquées dans la norme 3. Et l'an dernier, nous avons attiré l'attention publiquement sur le caractère tout à fait *exceptionnel* de l'absolution générale (4) (cf. audience générale du 23 mars 1977).

Nous rappelons aussi, frères, ce que nous avions dit dans notre lettre aux évêques d'Amérique à l'occasion de votre II^e centenaire : « Nous demandons la plus grande vigilance dans la question de la confession auriculaire (5). » (AAS 68, 1976, p. 410.) Et aujourd'hui nous ajoutons explicitement : nous demandons que les lois soient fidèlement appliquées. La fidélité à la communion de l'Eglise universelle le demande. Cette fidélité sera en même temps la garantie de l'efficacité surnaturelle de votre mission ecclésiale de réconciliation.

Le ministère de la confession

Nous vous demandons aussi, à vous les évêques, d'aider vos prêtres à avoir une estime toujours plus grande de leur splendide ministère de confesseurs (cf. *Lumen gentium*, 30). Des siècles d'expérience confirment l'importance de ce ministère. Et si les prêtres comprennent profondément combien, par le sacrement de pénitence, ils collaborent étroitement avec le Sauveur à l'œuvre de conversion, ils exerceront ce ministère avec une générosité toujours plus grande. Un plus grand nombre de confesseurs seront à la disposition des fidèles. Le manque de temps peut conduire à différer, ou même abandonner, d'autres œuvres, mais pas le confessionnal. L'exemple de saint Jean Vianney n'est pas démodé. L'exhortation du Pape Jean XXIII dans son encyclique *Sacerdotii nostri primordia* est toujours extrêmement actuelle.

A plusieurs reprises, nous avons demandé que la fonction capitale du sacrement de pénitence soit sauvegardée (cf. audience générale des 3 avril 1974, 12 mars 1975). Et il y a deux ans,

lorsque nous avons béatifié le P. Leopoldo da Castelnovo, Capucin, nous avons souligné qu'il est parvenu à la plus grande sainteté par un ministère consacré à la confession. Nous croyons que dans l'Eglise d'aujourd'hui — dans vos diocèses comme ailleurs —, les conditions sont mûres pour un usage plus diligent et fructueux du sacrement de pénitence, conformément à l'*Ordo paenitentiae*, ainsi que pour un ministère plus intense de la part des prêtres. Il en résultera des fruits de plus grande sainteté, de plus grande justice dans les vies des prêtres et des fidèles. Mais c'est de votre vigilance et de votre fidélité que, avec la grâce de Dieu, dépend la pleine réalisation de ce renouveau. Elle requiert de votre part une action constante et une ferme direction spirituelle. De plus, au sujet de la pratique de la confession fréquente, nous vous demandons de rappeler à vos prêtres, religieux et laïcs — à tous les fidèles qui aspirent à la sainteté — ces paroles de notre prédécesseur Pie XII : « Ce n'est pas sans l'inspiration du Saint-Esprit que cette pratique a été introduite dans l'Eglise. » (AAS 35, 1943, p. 235.)

La première confession doit précéder la première communion

Un autre aspect important de la discipline pénitentielle de l'Eglise est la pratique de la première confession avant la première communion. Nous demandons que les normes édictées par le Siège apostolique ne soient pas vidées de leur sens par une pratique contraire. Nous rappelons à ce propos ce que nous avons dit l'an dernier à un groupe d'évêques venus en visite *ad limina* : « Les fidèles s'étonneraient à bon droit que des abus manifestes soient tolérés par ceux qui ont reçu la charge de l'« épiscopat », qui signifie, depuis les premiers temps de l'Eglise, vigilance et unité (6). » (AAS 69, 1977, p. 473.)

Il y a beaucoup d'autres aspects de la conversion dont nous aurions aimé vous parler. Mais nous terminerons en vous confiant pour vos fidèles un message de réconfort et de confiance : « Jésus-Christ notre espérance. » (1 Tm 1, 1.) Dans la lumière de sa résurrection, par la puissance de sa parole, exhortez vos fidèles à poursuivre tout au long de leur vie le processus de conversion, en ayant bien conscience que « l'œil n'a pas vu, l'oreille n'a pas entendu et n'est pas monté au cœur de l'homme tout ce que Dieu a préparé pour ceux qui l'aiment » (1 Co 2, 9.)

Vénérables frères, nous vous remercions profondément de votre coopération dans l'Evangile et nous demandons au Seigneur Jésus de vous renouveler dans son amour. A tous vos prêtres et diacres, vos religieux et vos laïcs, nous adressons nos vœux de paix avec notre bénédiction apostolique, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, amen.

(4) DC 1977, n° 1718, p. 357 (NDLR).

(5) DC 1976, n° 1703, p. 702. (NDLR.)

(6) Aux évêques français de la région apostolique du Sud-Ouest (DC 1977, n° 1719, p. 402 - NDLR).

RÉCEPTION DES ÉVÊQUES DU BURUNDI

Recevant, le 6 avril, les évêques du Burundi venus en visite ad limina, Paul VI leur a adressé l'allocution ci-après (1) :

Chers Frères dans le Christ,

En évoquant la vitalité religieuse de votre pays, vous venez de réaffirmer votre volonté de communion avec le Successeur de Pierre et toute votre visite *ad limina* consolide vos liens avec l'Eglise de Rome. Avec grande joie, nous vous accueillons et vous remercions de ce témoignage. Nous saluons avec une particulière attention les évêques qui viennent ici pour la première fois, et Mgr Roger Mpungu, qui vient d'assumer la charge que nous lui avons confiée d'administrateur apostolique du diocèse de Muyinga. Soyez tous les bienvenus ! Notre pensée englobe aussi avec vous le cher Mgr Joseph Martin, ancien évêque de Bururi, qui a consacré toute sa vie à votre cher pays ; nous sommes heureux que vous ayez joint votre démarche à la nôtre pour que ses mérites soient reconnus.

En ce temps pascal, notre regard se tourne vers le Christ ressuscité, continuellement présent à son Eglise, après avoir subi l'épreuve de la Passion, et lui insufflant l'Esprit Saint. Manifestement, les progrès étendus et rapides de l'Eglise catholique au Burundi, après quelque soixante-quinze ans d'apostolat missionnaire, sont un signe de cette présence. Vos compatriotes ont su accueillir la foi chrétienne et constituer une Eglise vivante avec les moyens de son rayonnement : catéchuménat, écoles, séminaires. « Que celui qui a commencé en vous cette belle œuvre en poursuive l'achèvement », comme le souhaitait l'apôtre Paul aux chrétiens de Philippiens (cf. 1, 7).

Les quelques mots que nous ajoutons n'ont pour but que de souligner vos propres préoccupations et d'encourager vos efforts.

L'évangélisation

La foi chrétienne ■ donc pris racine rapidement dans le cœur de nombreux fidèles : il s'agit maintenant de l'approfondir toujours davantage. C'est le fruit d'une catéchèse appropriée dont vous avez bien saisi l'importance : elle leur fera mieux comprendre, au regard de leur sensibilité africaine, la merveille du salut du Christ Jésus, et leur permettra de la célébrer et d'en vivre, personnellement et en communauté.

Evangeliser, ce n'est pas seulement annoncer ce salut et solliciter des gestes religieux, c'est confronter sans cesse notre vie, nos comportements, nos mentalités, nos projets, à la charte des Béatitudes, aux exigences de l'amour que le Christ attend de ses disciples. C'est une œuvre de longue haleine et, là aussi, nous encourageons le soin que vous apportez à la formation des consciences. Nous

devons témoigner d'une vie nouvelle que le Christ rend possible et qui s'élève courageusement au-dessus des mœurs de ce monde, comme l'Apôtre des gentils le souligne à la fin de chacune de ses épîtres (cf. Co 3).

Les idéologies étrangères L'école catholique

Cette œuvre catéchétique et morale requiert les moyens qui ont le plus de chance de toucher les adultes et les jeunes. Les adultes chrétiens ont besoin d'une formation doctrinale pour rendre compte de l'espérance qui est en eux (cf. 1 P 3, 15) et chercher une application efficace de principes sociaux cohérents avec leur foi, sans céder à la tentation d'idéologies et de pratiques étrangères qui ruineraient leur vie chrétienne et l'humanisme de leur vie sociale, car elles sont incapables, malgré leurs promesses, d'assurer un développement intégral et équitable pour tous. Pour les enfants et les jeunes, les écoles catholiques méritent vraiment d'être soutenues, même au prix de certains sacrifices car, comme le montre l'expérience de beaucoup de pays, elles permettent de réaliser, de façon profonde et constante, une symbiose de la foi et de la culture, à conjuguer avec l'éducation des parents et des communautés chrétiennes.

Unité

Tout ce que vous faites en particulier pour consolider la compréhension, la paix, la collaboration, la justice, disons l'amour entre les différentes familles et ethnies burundaises constitue à coup sûr un témoignage spécifiquement chrétien et un service capital pour l'avenir de votre pays (2).

Cette unité doit d'abord briller entre vous, pasteurs, entre vos prêtres, entre religieux et religieuses, entre vos communautés chrétiennes. Elle est le signe de l'Esprit-Saint qui vous ■ établis gardiens pour paître l'Eglise de Dieu (cf. Ac 20, 28). Elle témoigne de l'originalité des chrétiens. Elle prolonge l'expérience typique de l'Eglise primitive : « Voyez comme ils s'aiment. » (Tertullien : *Apologeticus*, n. 39, PL 1, 471.) Elle est exigée par le bien commun de l'Eglise. Nous nous réjouissons donc de tout ce que vous ferez pour susciter une collaboration fraternelle dans la pastorale.

Les vocations

En tenant compte du précieux concours que continuent à vous apporter vos frères étrangers, nous encourageons les louables efforts que vous faites pour préparer les nombreux pasteurs dont votre Eglise a besoin : prêtres séculiers et religieux. Nous constatons avec joie que la vie religieuse est florissante chez les femmes. C'est un bon signe et une espérance pour l'avenir. Nous savons aussi l'aide de premier plan qu'apportent les catéchistes

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 7 avril 1978. Sous-titres de la DC.

Participaient à l'audience : NN. SS. MAKARAKIZA (Gitanga), président de la Conférence épiscopale ; NTUYAHAGA (Bujumbura), KABURUNGU (Ngozi), RUKUNA (Ruyigi), BUDUDIRA (Bururi), MPUNGU, administrateur apostolique du diocèse de Muyinga.

(2) Au sujet des luttes sanglantes entre Bahutu et Batutsi, cf. DC 1972, n° 1611, p. 560 et 597. (NDLR.)

et les laïcs qui prennent en charge un secteur de l'apostolat : leur formation, leur soutien doivent constituer une part importante du ministère sacerdotal.

Ainsi seront rassemblées toutes les forces vives de l'Eglise au Burundi, pour le progrès religieux et humain de votre peuple et pour l'exemple qui en résultera en cette partie de l'Afrique.

**

En tous les domaines que nous avons évoqués, la sollicitude du Saint-Siège, qui vous est manifestée notamment par notre nonce apostolique, n'a pour but, vous le savez, que de fortifier cette cohésion, soutenir votre courage, raffermir votre espérance, vous aider en un mot, dans le respect de vos particularités et dans la communion avec l'ensemble de l'Eglise.

Nous accompagnons nos vœux paternels d'une particulière bénédiction apostolique pour chacun de vous, et nous l'étendons de tout cœur à vos collaborateurs et à tous vos diocésains.

LETTRE AUX BRIGADES ROUGES

Avant l'ultimatum, fixé par les « Brigades rouges » au 22 avril à 15 h pour l'exécution d'Aldo Moro (1), Paul VI leur a écrit cette lettre qui a eu un large retentissement en Italie et dans le monde (2) :

Je vous écris à vous, hommes des Brigades rouges : rendez M. Aldo Moro à la liberté, à sa famille, à la vie civile.

Je ne vous connais pas et je n'ai jamais eu le moyen d'avoir quelque contact que ce soit avec vous. C'est pourquoi je vous écris publiquement, en profitant du temps qui reste avant l'échéance que vous avez fixée pour exécuter la menace de mort contre cet homme bon et honnête, à qui personne ne peut reprocher un méfait quelconque, que personne ne peut accuser de manquer de sens social et de ne pas avoir servi la justice et la pacifique vie sociale.

Je n'ai aucun mandat à son égard, aucun intérêt privé ne me lie à lui. Mais je l'aime comme un membre de la grande famille humaine, comme un ami d'études et, à un titre tout à fait particulier, comme un frère dans la foi et comme un fils de l'Eglise du Christ.

(1) Au sujet de l'enlèvement d'Aldo Moro, cf. DC 1978, n° 1739, p. 306 ; n° 1740, p. 352.

(2) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 23 avril 1978. Traduction de la DC. Ce numéro de l'*Osservatore Romano* est sorti exceptionnellement à midi, avec trois heures d'avance, pour être diffusé avant l'ultimatum de 15 heures.

Le dimanche suivant (23 avril), Paul VI a dit, avant la récitation de l'Angélus :

D'Aldo Moro, nous n'avons aucune autre nouvelle. Nous avons tremblé hier, lorsqu'a sonné l'heure fixée par ces anonymes qui se sont érigés d'eux-mêmes en juges unilatéraux et bourreaux. Et nous tremblons encore, en espérant toujours et en priant pour que soit épargnée à Rome, à l'Italie, au monde et spécialement à sa famille et à ses amis la consommation du crime annoncé. Cette attente nous laisse encore espérer. En attendant, nous souffrons et nous prions. (L'*Osservatore Romano*, 24-25 avril 1978. Traduction de la DC.)

Et c'est au nom suprême du Christ que je m'adresse à vous, ce nom que vous n'ignorez certainement pas, vous qui êtes les adversaires inconnus et implacables de cet homme digne et innocent. Je vous en prie à genoux : libérez M. Aldo Moro, simplement, sans conditions, en vertu non pas tant de mon humble et affectueuse intervention que de sa dignité de frère commun en humanité, et — en voulant espérer que cela compte pour votre conscience — au nom d'un vrai progrès social, qui ne doit pas être maculé de sang innocent ni tourmenté par des souffrances superflues.

Nous devons déjà pleurer trop de victimes et déplorer la mort de personnes qui faisaient leur devoir. Tous nous devons redouter la haine qui dégénère en vengeance ou se laisse aller au sombre désespoir.

Et tous nous devons craindre Dieu qui venge ceux qui sont tués sans cause ni faute de leur part.

Hommes des Brigades rouges laissez-moi espérer, me faisant en cela l'interprète de vos concitoyens, qu'il y a encore en vous un sentiment d'humanité qui aura le dessus.

J'en attends la preuve dans la prière et en vous aimant toujours.

PAULUS PP. VI.

Du Vatican, le 21 avril 1978.

LES AIDES AU PRETRE

Au cours de l'audience générale du mercredi 19 avril, Paul VI a salué en ces termes les participantes de l'Assemblée générale de la « Fédération internationale des aides au prêtre », avec leur fondateur, le chanoine Bonhomme (1) :

Aux membres de la Fédération internationale des Aides au prêtre réunis en Assemblée générale, nous confirmons les vifs encouragements donnés l'an dernier à leur Bureau (2). A une heure où les prêtres doivent accomplir un ministère difficile et souvent surchargé, vous assumez un rôle de choix pour créer dans leur maison un climat simple, certes, mais digne, agréable, accueillant, favorable aux tâches sacerdotales et aux besoins des laïcs qui y collaborent. Trouvez dans ce service d'Eglise et dans l'entraide de vos associations le soutien dont vous avez besoin. Un grand merci au nom des prêtres, avec notre paternelle bénédiction apostolique.

Paul VI a dit ensuite en allemand, à l'intention des « Pfarrhaushälterinnen » d'Allemagne, accompagnées de leur conseiller ecclésiastique, Mgr Gutting (3) :

Que la nouvelle bienheureuse, Mère Maria Katharina Kasper, soit pour vous, dans votre travail, le modèle du service et du don de soi désintéressés ! Qu'elle soit votre secourable médiatrice !

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 20 avril 1978.

(2) DC 1977, n° 1720, p. 452. Nous rappelons l'erratum publié p. 514 (omission de la phrase : « Un véritable service d'Eglise » - NDLR).

(3) Traduction de la DC.

LES COMMUNICATIONS SOCIALES EN OCÉANIE

Message pontifical

Au début de l'année, les délégués épiscopaux des différents pays d'Océanie pour les communications sociales ont tenu différentes réunions pour élaborer une stratégie commune. A la réunion finale, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé le message ci-après, au nom de Paul VI (1) :

Du Vatican, le 31 janvier 1978.

Au cardinal Réginald DELARGEY
Archevêque de Wellington,
Président de la Conférence
épiscopale de Nouvelle-Zélande.

EMINENCE,

Le Saint-Père désire vous faire savoir qu'il suivra avec grand intérêt les travaux des Commissions épiscopales pour les communications sociales et de leurs experts qui, sur l'initiative de la Commission pontificale pour les communications sociales, se réuniront à Palmerston North du 20 au 26 février. Cette réunion a pour but de déterminer une stratégie pastorale d'ensemble destinée à guider l'apostolat des moyens de communication sociale dans l'Eglise au cours des années à venir dans cette vaste région du monde qui comprend l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie - Nouvelle Guinée, les îles Salomon et l'ensemble complexe des groupes d'îles en Micronésie, Mélanésie et Polynésie.

Sa Sainteté attache une valeur particulière à la composition de cette Conférence qui réunit à la fois des représentants des Episcopats de ce que l'on

appelle les pays développés et de ceux qui sont encore en voie de développement. Pour les uns comme pour les autres, les « mass media » offrent un redoutable défi et de merveilleuses possibilités. et c'est pour le Pape un motif de joie et d'encouragement de voir que, dans un véritable esprit de partage fraternel de leurs préoccupations et de collaboration, les évêques d'origines si différentes ont tenu à faire face ensemble à ces défis et, avec la grâce de Dieu et forts de leur entraide mutuelle, à exploiter au mieux la « riche promesse » des médias en faveur de l'évangélisation, de la promotion des plus hautes valeurs humaines et spirituelles et de l'amélioration authentique de la condition de l'homme sur la terre.

L'adaptation de l'enseignement de l'Eglise aux conditions locales

La tâche que vous entreprenez maintenant au cours de votre réunion continentale doit être vue comme une partie vitale et intégrale du programme soigneusement entrepris par l'Eglise universelle pour la mise en œuvre du décret du II^e Concile du Vatican, *Inter mirifica*. Ce décret déclare clairement que l'Eglise a l'obligation de proclamer la Bonne Nouvelle du salut en utilisant les instruments de communication sociale et aussi former les hommes à un bon usage de ces instruments (art. 3). Conscient que « l'humanité est appelée chaque jour à devenir de plus en plus dépendante d'une bonne utilisation des mass media » (art. 24), les Pères du Concile ont indiqué avec soin quelles structures seraient nécessaires pour que l'Eglise puisse s'acquitter effectivement de ses res-

(1) Traduit du texte original anglais. Sous-titres de la DC.

Le P. Jean-Yves RIOCREUX, responsable des mass media dans le diocèse de Nouméa, nous a envoyé la présentation ci-après des travaux de la Conférence de Palmerston North :

Une Conférence internationale réunissant une quarantaine de personnes engagées dans les médias s'est tenue du 20 au 26 février à Palmerston North, en Nouvelle-Zélande. Evêques responsables des Commissions pour les communications sociales, prêtres et laïcs travaillant actuellement dans cet apostolat, ils sont venus de tous les horizons du Pacifique : d'Australie et de Nouvelle-Zélande bien sûr, mais aussi de Papouasie-Nouvelle-Guinée, et de la plupart des îles d'Océanie.

La Commission pontificale pour les communications sociales organise depuis plus de cinq ans ces réunions continentales. Après l'Afrique, l'Amérique du Nord et du Sud, l'Asie, l'Océanie. Mgr Deskur, qui dirige au Vatican la Commission pontificale pour les communications sociales, présidait cette réunion de Palmerston North.

Cette réunion continentale a permis de faire le point sur le travail considérable accompli dans ce domaine dans tous les pays du Pacifique, et a permis d'esquisser quelques lignes d'action pour l'avenir.

Au cours de la séance d'ouverture, le cardinal Delargey, président de la Conférence épiscopale néo-zélandaise, a lu le message du Pape ; chacun a écouté avec émotion ces encouragements et directives, transposant dans sa propre situation chacune des phrases du Saint-Père. Puis, dans

un remarquable exposé, le ministre néo-zélandais de la Radio et de la Télévision, M. Templeton, a décrit la « révolution » du xx^e siècle, celle des médias qui a changé la vie quotidienne de nos contemporains. Il a ensuite souligné la nécessité absolue d'une présence d'Eglise à ce monde nouveau. Mgr Deskur a repris plusieurs fois cette idée, évoquant parfois des souvenirs, tel celui d'une dernière rencontre avec Pie XII en 1958, avouant son étonnement devant la puissance possible de la télévision. Il y a vingt ans ! Le président de la Commission pontificale a invité les responsables des communications à ne pas se limiter à leurs programmes religieux, fussent-ils de qualité, mais il leur a demandé de devenir des membres actifs et compétents de ce monde des médias. Trop souvent, a-t-il ajouté, l'Eglise a eu une attitude défensive en face de ces moyens. Il faut savoir adopter une attitude constructive.

Tout au long de cette Conférence, le thème de la compétence professionnelle a été abordé, l'Eglise ne pouvant plus se contenter de l'amateurisme. Voilà pourquoi une place importante dans ce plan d'ensemble a été faite à la formation future des directeurs des communications et de leurs collaborateurs. Et ceci est valable pour les personnes des grands pays comme pour celles des petites îles.

C'est au prix de cette compétence professionnelle et de leur engagement réel que les chrétiens du Pacifique comme les chrétiens du monde entier exerceront une influence positive significative dans ce monde des mass media.

ponsabilités pastorales en matière de communications sociales. Le Décret conciliaire a été prolongé par l'instruction pastorale *Communio et progressio*, approuvée par Sa Sainteté en 1971.

La Commission pontificale pour les communications sociales a, depuis, concentré ses efforts, en une étroite et harmonieuse collaboration avec les évêques locaux de chacune des régions et continents en question, sur l'adaptation du contenu de ces documents aux circonstances et exigences particulières dont l'Eglise fait l'expérience en chaque pays. En cette matière, comme vous pouvez le voir, le Saint-Siège tient particulièrement compte de la grande diversité des circonstances locales dans lesquelles l'Eglise doit poursuivre sa mission et il compte fortement sur la sagesse et l'expérience des évêques, désignés par leurs Conférences épiscopales, dans chaque région, pour diriger et guider l'apostolat des communications sociales.

C'est ainsi que le plan qui ressortira de ces jours de consultation et de partage à Palmerston North, tout en adhérant pleinement aux directives générales d'*Inter mirifica* et de *Communio et progressio*, apparaîtra en même temps comme leur juste et adéquate application en fonction des situations concrètes que vous rencontrez localement. Et votre plan, sagement conçu et prudemment inséré dans le programme général de l'Eglise universelle, sera de proclamer au monde Jésus-Christ et son Evangile de salut qui donne la vie et qui édifie.

Coopération sur le plan national et international

Le rayonnement des moyens modernes de communication, comme le souligne le décret conciliaire (art. 22), dépasse de beaucoup les frontières nationales, et aujourd'hui chaque homme se sent lui-même de plus en plus membre de la communauté humaine tout entière. C'est pour cette raison que le Saint-Siège se fait l'avocat d'une attentive et forte coopération, dans toute la mesure où cela est utile et possible, entre le personnel et les structures de communication sociale de l'Eglise dans les différents pays, grâce à un partage libre et généreux des possibilités et des qualifications, en ce qui concerne en particulier la formation technique et la circulation d'une information adaptée.

Votre Conférence explorera certainement toutes les possibilités qui s'offrent d'elles-mêmes pour une collaboration à une large échelle, en fonction de ces différents axes. Elle prendra également en considération les possibilités qui existent, sans aucun doute, de fructueuse coopération avec les nombreux professionnels des communications sociales partageant les préoccupations des participants pour la promotion des plus hautes valeurs humaines. Elle voudra aussi examiner si les possibilités d'une collaboration fraternelle en matière de communication sociale avec les personnes des autres Eglises chrétiennes travaillant dans les médias ont été pleinement utilisées, et comment de tels efforts en commun pourront être intensifiés et rendus plus féconds.

Il sera bon aussi que vous étudiez comment vos initiatives en matière de communications sociales peuvent profiter au mieux des services offerts par les organisations catholiques internationales pour les communications sociales approuvées par le Saint-

Siège (2). Ces organisations ont acquis depuis plus de cinquante ans de travail et de recherche une expérience mondiale dont elles mettent la richesse à votre disposition.

Le « plan prudent et bien établi » demandé par l'instruction *Communio et progressio* (art. 165) pour être « la pensée authentique des autorités ecclésiastiques », en s'appuyant sur « les conseils des experts autorisés des différents secteurs des communications » présuppose un examen attentif de la situation existant actuellement. Le Saint-Père remarque avec plaisir que cet examen a déjà été réalisé non seulement dans les réunions régionales de Port Moresby, de Sydney, de Suva et de Nouvelle-Zélande, mais aussi dans les rapports nationaux qui ont précédé ces réunions régionales. Sa Sainteté reconnaît avec beaucoup de gratitude le travail accompli par toutes les nombreuses personnes qui ont contribué à la réalisation de ces rapports. A partir du travail accompli, il est maintenant possible d'élaborer pour les communications sociales un plan pastoral vraiment réaliste qui ne perd jamais de vue l'urgence de l'annonce du Christ.

Une nouvelle impulsion à l'évangélisation

Il sera opportun de prévoir dans ce programme comment pourra être célébrée de la façon la plus effective et fructueuse possible l'annuelle Journée mondiale des communications sociales, de sorte que chacun des bienfaits escomptés par le II^e Concile du Vatican, en créant cette journée, soit pleinement obtenu. Cette journée aura pour thème cette année la formation de l'usager, thème qui doit faire l'objet d'une préoccupation pastorale permanente.

Le Saint-Père insiste pour que vos travaux et vos prières aient pour but de donner « une nouvelle impulsion » (*Evangelii nuntiandi*, 2), dans ces lointaines parties de l'Eglise confiées à votre soin, à une proclamation renouvelée de l'Evangile par tous les moyens, traditionnels et modernes, que Dieu dans sa Providence a mis à votre disposition. « Les conditions de la société dans laquelle nous vivons obligent chacun d'entre nous... à réviser les méthodes, à prendre en considération tous les moyens par lesquels nous pouvons apporter le message chrétien à l'homme moderne... en le présentant aux hommes de notre temps de la manière la plus compréhensible et la plus persuasive possible. » (*Ibid.*, 3.)

Le Saint-Père sait combien vous êtes sensibles à cette obligation de l'évangélisation, obligation que vous partagez avec lui et avec tous les autres pasteurs de l'Eglise. Il connaît la force de votre attachement et la profondeur de votre fidélité au Siège de Pierre et à la foi en Notre-Seigneur Jésus-Christ. Il vous assure de la place spéciale que vous avez dans sa pensée et dans ses prières quotidiennes. Il vous transmet son plein encouragement pour les tâches auxquelles vous êtes confrontés et il confie à l'assistance du Saint-Esprit le travail de cette réunion continentale. Il envoie enfin à tous les participants de cette Conférence, et à tous ceux qui l'ont préparée, sa paternelle bénédiction apostolique.

Heureux de vous transmettre ce message, je vous redis mon dévouement dans le Christ.

J. cardinal VILLOT.

(2) UNDA, OCIC, UCIP (note du traducteur).

ÉVANGÉLISATION ET LIBÉRATION INTÉGRALE DE LA POPULATION RURALE

Lettre pontificale

Du 29 mars au 9 avril a eu lieu à L'Arbresle (Rhône) l'Assemblée statutaire de la Fédération internationale des mouvements des agriculteurs catholiques (FIMARC). Au nom de Paul VI, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a fait parvenir la lettre ci-après à Mme Flora Herrier, présidente de la Fédération (1) :

Madame la Présidente,

En vous envoyant cette lettre au nom du Saint-Père, j'ai la joie de m'adresser aussi à tous les participants de la Session mondiale et de l'Assemblée statutaire de la FIMARC, réunis à L'Arbresle, du 29 mars au 9 avril.

Vos préoccupations et votre action sont centrées sur l'évangélisation et la libération intégrale de la population rurale, cette très grande partie de l'humanité qui est souvent la plus oubliée et qui connaît de grandes souffrances.

Comment ne pas évoquer l'expérience séculaire de l'Eglise incarnée dans le monde rural aux multiples visages ? L'annonce du message chrétien et le témoignage de la foi s'y sont manifestés sous des formes différentes, selon les époques et les lieux : union des communautés ecclésiales autour du pain de la Parole et du Corps du Seigneur, développement et mise en valeur des richesses de la religiosité des paysans, pénétration de la culture rurale par les valeurs évangéliques, création sous l'impulsion d'une charité active de nombreux services d'éducation, d'aide, de protection, etc.

Pour que le pain soit distribué équitablement aux hommes

Les cycles lents, aux interruptions régulières, de la vie rurale ont été profondément bouleversés par l'irruption de la nouvelle civilisation technico-industrielle qui déchaîne et propage des ondes successives de transformations économiques, sociales, culturelles et religieuses. La possibilité de « dominer » la nature est certes multipliée par le progrès de la science, le développement de la technique et un accroissement économique incontestable. Mais, si cette évolution n'est pas accompagnée du progrès social et moral qui lui donne son sens et sa justification, il ne peut qu'en résulter, pour le monde rural, un nouvel affaîsissement de la promotion espérée et l'accroissement des déséquilibres et disparités de situation. C'est ainsi que la majorité des paysans, à l'échelon des individus, des familles, des groupes sociaux et même de populations entières, ne reçoivent de façon mar-

ginale que les miettes d'un pain inéquitablement distribué à la table de l'humanité. N'est-ce pas là l'un des grands scandales de notre temps ?

C'est contre une telle situation que s'est élevé le Pape Jean XXIII dans son encyclique *Mater et Magistra* (troisième partie), et que les évêques du monde entier se sont prononcés dans le document conciliaire *Gaudium et spes* (nn. 9 § 2, 60 § 3, 71 § 6). C'est pour contribuer à y mettre fin que le Pape Paul VI en a dénoncé les causes et proposé les remèdes dans l'encyclique *Populorum progressio* (nn. 29, 60), et surtout dans ses diverses allocutions à la FAO. Pour que recule « le spectre de la faim », de la dénutrition, de la misère dans un monde qui regorge par ailleurs d'abondance, il faut que les chrétiens et par eux, ceux qui les approchent, entendent résonner au fond de leur conscience ces premières paroles de la Bible par lesquelles Dieu chargeait l'homme de « soumettre » la terre (Gn, 1, 28), afin de la transformer en un verger fécond pour tous les hommes. Comment pourraient-ils oublier l'attitude du Christ qui a pitié de la foule qui n'a pas de quoi manger (cf. Mt 15, 32), qui multiplie et distribue les pains, qui s'identifie aux pauvres affamés au point de dire aux élus : « J'ai eu faim et vous m'avez donné à manger » (Mt 25, 35) et qui place « notre pain quotidien » parmi les demandes essentielles à adresser au Père (cf. Mt 6, 11).

Pour que le paysan gagne son pain par son travail, sa sueur et sa souffrance, pour que le pain soit partagé en famille et distribué équitablement aux hommes, il importe que des chrétiens comme vous, membres de la FIMARC, preniez vos responsabilités et partagiez les angoisses et les espérances du monde rural, vous mettant au service de son développement.

Le paysan ■ faim de dignité

Mais le paysan ■ également faim de dignité. Il veut que soient reconnues ses valeurs culturelles et ses traditions religieuses. Il désire apporter sa contribution comme protagoniste de son propre développement, jouir du progrès moderne, non pas à travers un pâle reflet ou de façon mécanique, marginale, mais comme « artisan de son destin ». Il est donc important d'ouvrir ses horizons à des solidarités plus larges, de libérer ses énergies, de multiplier les échanges de tous genres en vue de s'engager « dans un combat sans merci pour donner à chaque homme de quoi manger pour vivre, ce qui s'appelle vivre une véritable vie d'homme, capable, par son travail, d'assurer la subsistance des siens, et apte, par son intelligence, à participer au bien commun de la société, par un engagement librement consenti et une activité volontairement assumée » (Allocution du Pape Paul VI à la FAO, 16 novembre 1970, AAS 62, 1970, p. 831) (2).

Ses besoins religieux

L'Eglise porte son attention au monde rural pour que soient satisfaits ses besoins matériels et recon-

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 1^{er} avril 1978. Titre et sous-titres de la DC.

A été élu président de la FIMARC pour quatre ans, Roger LELIEVRE, ancien secrétaire général du CMR (« Chrétiens dans le monde rural »), agriculteur dans le Tarn. Il succède à Flore Herrier (belge) qui occupait cette charge depuis huit ans.

(2) DC 1970, n° 1575, p. 1053. (NDLR.)

nus ses titres à la dignité. Elle se préoccupe en même temps de ses besoins religieux qui donnent sa vraie dimension à la grandeur humaine. Se fondant sur la foi traditionnelle des paysans ou se référant tout au moins à leurs aspirations et sentiments religieux, l'Eglise, à la suite du Christ, leur rappelle que « l'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu » (Mt 4, 4). De même qu'ils ont l'honneur de tirer du fruit de leur travail la matière du sacrifice eucharistique, l'Eglise les invite à participer à l'œuvre de rédemption des péchés d'injustice et de domination dont leurs frères ou eux-mêmes peuvent être victimes. Elle les convie, comme les pauvres de l'Evangile, au banquet de la communauté fraternelle des enfants de Dieu pour y trouver la raison et la force de travailler à la libération authentique et au salut de leurs frères.

Pour vous, chers membres de la FIMARC, que votre

foi dans le mystère pascal de la mort et de la résurrection du Christ éclaire profondément et maintienne dans l'espérance chrétienne votre service du monde paysan. Et cela n'est possible que dans un attachement indéfectible à l'Eglise, qui vous aidera à sauvegarder la spécificité de votre mission apostolique, sans vous laisser enfermer dans des préoccupations purement temporelles.

C'est dans ces sentiments que le Saint-Père bénit vos personnes, vos familles et votre mouvement dont il suit le travail avec attention. Comptant sur votre fidélité au message du Christ transmis par l'Eglise, il vous renouvelle ses encouragements et ses vœux pour la fécondité de votre mission d'évangélisation.

Heureux de vous transmettre ce message, je vous assure, Madame la Présidente, de mes sentiments dévoués en N. S.

Jean Card. VILLOT.

POURQUOI LE RACISME DOIT ÊTRE CONDAMNÉ

Intervention de la délégation du Saint-Siège à la réunion de représentants des gouvernements chargés d'élaborer un projet de déclaration sur la race et les préjugés raciaux — Unesco, Paris, 13-20 mars 1978 (1)

La délégation du Saint-Siège tient à exprimer son accord sur l'opportunité de cette déclaration du fait qu'elle ne double pas les déclarations et conventions antérieures des Nations Unies et de l'Unesco, qu'elle s'inscrit très heureusement dans le cadre des objectifs majeurs de l'Unesco et qu'elle apparaît apte à offrir une base pour son action en ce domaine.

La délégation du Saint-Siège tient, en outre, à dire combien elle apprécie la netteté et la vigueur de cette condamnation du racisme sous ses divers aspects.

Mais, en ce qui concerne les justifications de cette condamnation que nous offre le présent projet, il nous semble qu'elles appellent à certains égards une présentation améliorée qui leur donnerait plus de poids, une plus grande validité et qui dissiperait certaines équivoques du texte ; de plus, la déclaration gagnerait à faire place à des vues plus fondamentales.

En associant assez étroitement en plusieurs passages l'éthique et la science, le texte du projet risque de laisser entendre que c'est, en définitive, dans la science (biologie, sciences humaines) que doit être cherchée la condamnation du racisme. Or, si notable que soit l'apport des travaux scientifiques récents — notamment en génétique — à la condamnation du racisme, il n'en reste pas moins que c'est surtout dans des vues indépendantes des conclusions des sciences positives, sujettes d'ailleurs à des modifications peut-être non négligeables, que doit être cherchée la justification de cette condamnation, savoir cette conviction qui procède d'une réflexion fondamentale sur la condition humaine, selon laquelle est affirmée l'unité essentielle de l'espèce humaine — ceci sans même qu'il soit fait appel à son unité d'origine —, et sa conséquence, l'égalité de tous les êtres humains et de tous les peuples. Comment d'ailleurs pourrait-on fonder sur la science seule l'éthique de solidarité, de fraternité et de paix dans laquelle doit s'inscrire la condamnation du racisme, si l'on veut lui donner toute la force qui en permettra une effective mise en œuvre ?

Sans doute, ces vues sont présentes dans le document. Mais il leur est donné pour sources, d'une part les normes du droit international, principalement la déclaration universelle des Droits de l'homme ; d'autre part, le consensus social des peuples. Or, cette condamnation, comme d'ailleurs ces normes elles-mêmes, ont une inspiration plus profonde qui est à chercher dans un idéal, dans une éthique, dans une conception de la nature et de la vocation de l'homme et de l'humanité beaucoup plus fondamentale que les normes purement sociales.

Ajoutons que ces vues plus fondamentales, qui trouvent aujourd'hui leur expression dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, de l'Unesco, se rencontrent aussi et depuis longtemps dans les philosophies, les morales, les religions, réalités qui, d'ailleurs, ont été prises en considération en tant que telles dans le colloque de l'Unesco « Les convictions et la paix » en mai 1974. Il y a là un état de choses que l'on aurait souhaité voir mentionné dans le projet de déclaration.

En ce qui concerne l'Eglise catholique, on y trouve de nombreuses prises de position contre le racisme. Déjà, au ^{xvi}e siècle, chez un Las Casas et de la part du Pape Paul III. Et, tout récemment, de façon particulièrement ferme et explicite, dans la Constitution *Gaudium et Spes* du Concile Vatican II. Nous y relevons notamment cette déclaration : « Toute forme de discrimination touchant les droits fondamentaux de la personne, qu'elle soit fondée sur la race, la couleur de la peau, la condition sociale, la langue ou la religion, doit être dépassée et éliminée comme contraire au dessein de Dieu, car tous les hommes, doués d'une âme raisonnable et créés à l'image de Dieu, ont une même nature. On doit donc toujours davantage reconnaître leur égalité fondamentale. »

Dans de telles perspectives, on ne saurait trop souligner le rôle majeur si justement noté dans le texte du présent projet, de l'éducation dans l'élimination du racisme. Cette éducation qui ne sera pas seulement une information, mais une formation des consciences, établira cette condamnation du racisme au plus profond du cœur des hommes.

(1) Texte français original. Titre de la DG.

CONSEIL NATIONAL FRANÇAIS DE PASTORALE RURALE
y compris la Commission épiscopale du monde rural
COMMISSION SOCIALE DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS (1)

TERRES, PROPRIÉTÉ ET TRAVAIL DES HOMMES

*Eléments de réflexion chrétienne
sur les problèmes fonciers en espace rural (2)*

PRESENTATION

Les documents d'Eglise sur les problèmes des biens, leur propriété et leur usage sont nombreux. Notons, parmi les textes majeurs de l'époque contemporaine, l'encyclique *Quadragesimo anno* (en particulier le n. 54) (3), le discours de Pie XII à Noël 1942 (4), la Constitution pastorale sur « l'Eglise dans le monde de ce temps » (n. 69-71 (5) et l'encyclique *Populorum progressio* (n. 22) (6).

En France, Mgr GUYOT, évêque de Coutances, adresse une lettre pastorale de Carême traitant de « l'usage chrétien de la propriété » (Editions Notre-Dame, Coutances). Cette lettre date de 1954. Quelques années plus tard, le 16 novembre 1961, après la publication de l'encyclique *Mater et Magistra* citée en référence, il

écrit une autre lettre intitulée : « Quelques réflexions chrétiennes à propos des fermages (7). »

Le 10 février 1972, Mgr SAUVAGE, évêque d'Annecy, soumet à un public qu'il espère « nombreux et attentif » le résultat d'une recherche sérieuse du Conseil diocésain des laïcs : « La question foncière nous concerne. »

En janvier 1974, la Commission sociale de l'Episcopat publie une note de réflexion sur la spéculation foncière en milieu urbain (de larges extraits en sont publiés, dans le présent document, en annexe 7) (8). L'origine de ce document est à chercher dans la note de l'Assem-

(1) Le Centre national de pastorale rurale (CNPR) est ainsi composé :

Evêques : les membres de la Commission épiscopale du monde rural, dont le président, Mgr RIGAUD, archevêque d'Auch ; secrétaire, le P. Léon TAVERDET, Frère missionnaire des campagnes.

Laïcs : des responsables nationaux de mouvements : CMR ; ACGF ; VEA (ex-ACGH) ; MRJC ; ACE.

Religieux et religieuses : des délégués de l'Union des supérieur(e)s majeur(e)s et de l'UREP ; des membres d'Instituts religieux ayant une implantation dans l'espace rural (Dominicaines missionnaires des campagnes ; Frères et Sœurs missionnaires des campagnes).

Représentants de Centres nationaux de pastorale : Centre national de pastorale liturgique ; Centre national de l'enseignement religieux ; catéchuménat ; représentants de quelques régions ; un sociologue ; un théologien ; un secrétaire général adjoint de l'Episcopat.

La présidence du CNPR est assurée par le président de la Commission épiscopale du monde rural. Pour la période considérée : Mgr RIGAUD, archevêque d'Auch.

Secrétaire désigné pour cette étude : abbé René-Yves BLANCHARD.

Secrétaire : Colette BOUTELOUP, Dominicaine missionnaire des campagnes.

Les objectifs du CNPR sont les suivants :

— Promouvoir ensemble un nouveau visage d'Eglise ;
— Aider et soutenir, dans ce but, certaines réalisations communes de l'Eglise en monde rural ;
— Aider et soutenir les efforts accomplis dans les régions et les diocèses.

La Commission sociale de l'Episcopat est composée d'évêques ou de prêtres (c'est le cas pour le Midi et

pour le Centre-Est) représentant chacun une des neuf régions apostoliques de France.

Président : Mgr FAUCHET, évêque de Troyes ;

Evêque de la Commission désigné pour participer aux réunions du groupe de travail : Mgr DEROUET, évêque de Sées ;

Secrétaire : abbé Pierre TOULAT.

(Composition de la Commission. Cf. DC 1978, n° 1738, p. 280 — NDLR.)

Les objectifs de la CSE sont de stimuler une réflexion selon l'Evangile sur des événements, situations ou problèmes de société en raison de leur signification pour les hommes d'aujourd'hui.

C'est à la demande du CNPR et de la Commission sociale de l'Episcopat qu'un groupe de travail a été constitué pour élaborer l'*Etude sur les problèmes fonciers en espace rural*.

(Extrait de l'ouvrage publié aux Editions du Centurions. — Cf. infra, note 8.)

(2) Texte original, présenté au cours d'une conférence de presse donnée à Paris, 8, rue de l'Abbé-Grégoire, le 19 avril, sous la présidence de Mgr Derouet.

Les notes de la présentation sont de notre rédaction.

(3) DC 1931, n° 569, col. 1403 et s.

(4) DC 1946, n° 971, col. 909 et s.

(5) DC 1966, n° 1464, p. 255.

(6) DC 1967, n° 1492, col. 681.

(7) DC 1962, n° 1369, col. 207 et s.

(8) DC 1974, n° 1645, p. 26 et s.

Cette référence et celles qui suivent renvoient au livre *Terres, propriété et travail des hommes*, publié aux Editions du Centurion (17, rue de Babylone, 75007 Paris) qui contient, outre les documents du CNPR et de la Commission sociale de l'Episcopat, un long document de travail sur « les problèmes fonciers en espace rural » et un certain nombre d'annexes. (22 x 15 cm, 120 p., 20 F.)

blée plénière de l'Episcopat : « Pour une pratique chrétienne de la politique. » La spéculation foncière est indiquée dans une liste des « problèmes concrets qui sont des enjeux fondamentaux pour l'homme (9) » (Lourdes 1972). La même année — en 1974 — le CNPR publie un document intitulé : « Le statut de la propriété foncière en question : des chrétiens s'interrogent. »

Le travail sur les problèmes fonciers en espace rural que nous présentons s'inscrit dans cette suite de réflexions fondamentales ou occasionnelles :

1. — POURQUOI CE DOCUMENT ?

1. Dans toute société, la propriété du sol et son affectation à divers usages (production de biens alimentaires, support d'activités non agricoles ou du cadre de vie) constituent un problème capital. Comment équilibrer et arbitrer la dynamique de l'industrialisation en espace rural et la nécessité de maintenir en terres agricoles des surfaces suffisantes ? (N. 3, 8, 11.)

2. Nombre de ventes de terres se déroulent dans le calme. Mais, dans certains cas de plus en plus fréquents, des conflits éclatent ouvertement, dans un climat parfois passionnel, mettant en cause de nombreuses personnes et institutions (n. 1, 2, 3 et 4).

3. Malgré une législation renouvelée en fonction de nécessités, de besoins et d'aspirations modernes, la spéculation foncière a trop souvent libre cours. Elle a des effets directs sur les agriculteurs. Certains, s'ils ne peuvent « suivre » les prix, se voient menacés de perdre leur outil de travail. D'autres sont contraints d'investir, dans l'achat de terres, des sommes importantes qu'ils auraient pu consacrer à l'amélioration de leur exploitation ou de leurs conditions de vie (n. 5, 6, 7, 10 et 15).

4. Dans l'opinion publique, le droit de propriété est trop souvent encore considéré comme un droit absolu. On laisse dans l'ombre la fonction sociale de toute appropriation. Malgré les correctifs introduits par la législation, le droit du propriétaire l'emporte trop souvent sur celui du locataire — du fermier, entre autres — et sur le bien de la collectivité. (Orientations pour l'action. Introduction du ch. 3 et n. 8, 9, 10 et 12.)

5. Toutes ces données concernent directement les agriculteurs. Un peu plus de la moitié des terres agricoles appartiennent à ceux qui les cultivent. Mais qui — urbain ou rural — n'est pas directement impliqué, un jour ou l'autre de sa vie, par un aspect des problèmes fonciers en espace rural (héritage, décision municipale d'aménagement, responsables politiques ou administratifs, notaires, etc.) ? (N. 5 et 6.)

6. Les chrétiens sont présents à ces problèmes. L'action de nombre d'entre eux, qui s'inscrit dans le sens d'une plus grande justice, n'est pas toujours comprise. Et pourtant, la

pensée de l'Eglise, qui trouve son inspiration dans la méditation de la Bible, insiste, d'une manière continue, sur la « destination universelle des biens », ce qui n'est pas toujours compris. (Conclusion du chap. 3. Invitation à l'étude et orientations pour l'action.)

II. — POSITIONS MAJEURES DE CE DOCUMENT

7. Ce document s'attache aux problèmes posés par la terre comme « bien de production ». C'est dire qu'il ne vise pas la propriété des « biens de consommation » tels que la maison ou le jardin.

8. Le texte, attentif à la spéculation qui naît à l'occasion du changement d'usage des terres (terres agricoles devenant terres à urbaniser, par exemple), souhaite une meilleure maîtrise de la collectivité sociale sur ces phénomènes et propose qu'on distingue mieux le droit de propriété et le droit de changement d'usage. Cela pourrait amener à mettre en place une fiscalité plus efficace en cas de changement d'usage des terres.

9. Le document prend en compte — et à son compte — le fait que la terre a pour première fonction la production de biens alimentaires et qu'elle est considérée, par un grand nombre d'agriculteurs, comme leur outil de travail. C'est pourquoi, à l'instar des instruments de travail industriels, il doit être protégé. Protégé de toute affectation « sauvage » à des activités non agricoles. Protégé aussi, par dispositions légales, contre la spéculation, voire soustrait progressivement à la loi de l'offre et de la demande. La terre, en effet, n'est pas un bien marchand comme les autres.

10. La propriété individuelle des sols est un droit et un moyen. Mais d'autres moyens d'appropriation sont possibles, qui déchargent la personne ou la famille de la contrainte financière que constitue l'achat de la terre : la propriété privée peut aussi être associative. Cette perspective est très présente dans le document. Sont aussi évoquées les recherches sur les modes d'appropriation collective, comme une manière d'assurer la destination universelle des biens et de supprimer la spéculation foncière sur les terres agricoles.

11. L'enseignement de l'Eglise et les réalisations des chrétiens aux différentes époques s'inspirent des intuitions bibliques : la terre est destinée par Dieu à tous les hommes — le monde est renouvelé en Jésus-Christ. Malgré les avatars de leurs comportements, la pensée des chrétiens reste ferme sur la destination universelle des biens. Cette considération est première et déterminante.

III. — STATUT ET STRUCTURE DU DOCUMENT

12. L'étude proposée n'a pas la cohérence d'un programme politique. Tel n'est pas son but. C'est une « étude susceptible de donner à réfléchir » qui entre suffisamment dans cer-

(9) DC 1972, n° 1620, p. 1013.

taines techniques pour permettre un travail sérieux. C'est aussi un texte qui veut promouvoir l'action, qui est urgente et nécessaire.

13. Le document émane de deux organismes de l'Eglise en France. L'un est une Commission épiscopale (la Commission sociale de l'Episcopat); l'autre est un Conseil de pastorale (Conseil national de pastorale rurale), sous l'autorité du président de la Commission épiscopale du monde rural, auquel participent des laïcs, des religieuses, des religieux et des prêtres.

14. Le texte a été présenté au Conseil permanent qui, le 12 décembre 1977, a donné son accord pour sa publication.

15. Le document comprend trois parties, de nature différente :

La première partie (Invitation à l'étude) et la troisième partie (Orientations pour l'action) expriment la pensée et la position des deux organismes qui ont pris l'initiative de ce travail, à savoir la CSE et le CMR.

La deuxième partie (Etude sur les problèmes fonciers en espace rural) est le fruit de la réflexion d'un groupe de travail constitué à la demande des deux organismes d'Eglise (cf. annexe 2). Ceux-ci, après en avoir dûment pris connaissance à plusieurs reprises, ont retenu ce texte comme instrument de travail et le proposent aux femmes et aux hommes « qui veulent appuyer leur réflexion chrétienne sur des données méthodiquement énoncées ».

I. — INVITATION A L'ETUDE ET A LA REFLEXION CHRETIENNE SUR LES PROBLEMES FONCIERS EN ESPACE RURAL

« Terre à vendre. » Ces simples mots évoquent une opération courante : un propriétaire — personne physique ou morale — se dessaisit d'un terrain, un autre se l'approprie. Cette transaction, qui s'effectue normalement sans difficulté, devient de plus en plus source de tensions et de conflits parfois dramatiques. Ces débats passionnés — voire ces affrontements — manifestent que la terre n'est pas un bien tout à fait comme les autres.

Quand un sol est affecté à un usage, d'autres usages sont, par le fait même, exclus. La manière dont seront utilisés les sols conditionne l'avenir d'hommes et de femmes — agriculteurs, ruraux et citadins — dans notre société : à travers les choix, économiques et politiques, faits en ce domaine, c'est leur espoir qui prend corps ou qui s'évanouit.

Au cours de l'histoire, l'Eglise, comme société de croyants insérée dans la société humaine, a été partie prenante du sol. Comme porte-parole de l'Evangile dans le monde, en des termes qui ont varié suivant les époques, elle a exprimé une pensée sur la terre, son usage et son appropriation.

Mettre en lumière la signification de la terre pour l'homme, faire apparaître l'enjeu, pour l'avenir, de choix faits pour l'utilisation des sols (1), exprimer aujourd'hui une pensée chrétienne

sur leur usage et leur propriété, tels sont les objectifs du document que nous présentons.

L'Eglise, la terre et la propriété

La pensée contenue dans les textes officiels de l'Eglise à propos de la terre et de la propriété n'est pas toujours comprise avec exactitude. Elle est même parfois réduite à une défense inconditionnelle du droit et, qui plus est, du droit individuel de propriété. Or, elle est d'un tout autre inspiration et d'une tout autre ampleur.

Toute réflexion sur l'usage et l'appropriation des sols s'origine dans la reconnaissance que la terre — l'univers dans son ensemble et, entre autres, les sols — est création de Dieu et qu'elle est destinée aux hommes. Elle est pour tous les hommes. Nul ne peut se l'approprier d'une façon exclusive (2).

C'est pourquoi, à ce sujet, la législation de l'Ancien Testament prescrit divers moyens de réaliser le dessein de Dieu (3) et les prophètes, défenseurs des droits du pauvre, dénoncent l'acaparement. Ainsi, le prophète Isaïe stigmatise le cumul des terres en ces termes : « Malheur à ceux qui ajoutent maison à maison et joignent champ à champ, au point de prendre toute la part et de rester les seuls habitants du pays. » (Is 5, 8.)

Sous des formes diverses — compensation par l'aumône ou fonction sociale de la propriété — l'Eglise affirme, de tout temps, que l'appropriation d'un bien n'est pas pour le seul usage de celui qui l'acquiert. De nos jours, dans des textes connus — ceux de *Mater et Magistra*, de Vatican II, et de *Populorum progressio* notamment — l'Eglise réaffirme sa conviction constante : la terre et les biens qu'elle enferme ou qu'elle produit sont pour tous. C'est ce que veut dire l'expression consacrée « destination universelle des biens ». Cette expression vise aussi leur usage et elle s'applique à ces biens que sont les sols.

faces cultivées ou cultivables (culture proprement dite ou élevage), c'est-à-dire les biens et moyens de production liés à la terre. Nous ne visons pas la maison et le jardin, qui sont communément considérés plutôt comme des biens de consommation durable.

(2) Pour une étude théologique plus approfondie, il y aurait lieu de développer le sens des expressions bibliques :

— Qui soulignent l'origine de la terre et la seigneurie de Dieu sur son œuvre : « Toute la terre est mon domaine. » (Ex 19, 5.) Lire aussi : Dt 10, 14 ; Ps 24, 1-50-89, etc. ; Jos 3, 13 ; Ps 97, 5 ; Mi 4, 13 ; Za 4, 14 et 6, 5, etc., où l'on trouve l'expression « Seigneur de toute la terre ».

— Qui indiquent, dans un langage symbolique, que l'humanité entière est le destinataire des biens créés. Le mot « Adam » ne désigne pas un individu parmi d'autres, mais l'Homme. Adam, c'est toute l'humanité considérée comme un tout.

(3) Les prescriptions relatives à l'année sabbatique, qui consistaient, entre autres, à donner, tous les sept ans, une année de repos à la terre, sont exprimées dans les textes suivants : Ex 23, 10-11 ; Lv 25, 1-7 ; Dt 15, 1-8. 1 M 6, 49-53. L'année du « Jubilé », tous les cinquante ans, consistait en une redistribution des terres qui, pour quelque motif que ce soit, avaient changé de propriétaire. Cf. Lv 25, 8-55 et 27, 17-18. Nb 36, 4. Is 61, 1-2.

(1) Nous avons en vue, dans ce document, les sur-

Cette conviction, longuement élaborée, est confirmée par le regard que pose Jésus sur l'homme et sur les choses. A ses yeux, il est inhumain, pour un homme, de laisser son semblable dans le dénuement. Le jugement de Dieu portera d'ailleurs sur le comportement à l'égard de celui qui avait faim et soif. L'homme qui ne voit pas Lazare peiner auprès de lui est injuste : c'est un homme perdu (Lc 6, 24-25 ; Lc 16, 19). L'Evangile n'est pas un discours sur l'usage du sol ou sur son appropriation. Il y est seulement question des choses, de leur utilité et donc de leur usage pour la vie ordinaire. Elles sont faites pour assurer la vie. Mais la vie n'est pas dans la possession. Ni la sécurité : « Au sein même de l'abondance, dit Jésus, la vie de l'homme n'est pas assurée par ses biens. » (Lc 12, 15.)

Au fur et à mesure qu'apparaissent, dans la société, des modes nouveaux de comprendre et de réaliser l'appropriation et l'utilisation de la terre, l'Eglise interroge, tout en s'interrogeant elle-même sur les biens fonciers qu'elle possède. Etudes, prises de position de chrétiens organisés en mouvement, documents pastoraux destinés à la réflexion (4) diffusent, dans la communauté chrétienne et au-delà, une pensée inspirée de l'Evangile et confrontée à la réalité.

Dès lors, les textes — d'évêques ou de laïcs — ne sont pas une simple répétition les uns des autres. Ils expriment le fonds commun de la pensée de l'Eglise sur les biens, la propriété et l'usage du sol. Mais, chemin faisant, ils intègrent des données nouvelles.

Ils soulignent particulièrement que le droit de propriété — contrairement à ce que pensent certains — n'est pas absolu. Il est donc légitime d'y apporter telle ou telle limitation quand des abus se manifestent. Ainsi, actuellement, dans notre pays, le changement d'usage de la terre — une terre productrice devenant une terre constructible, par exemple — entraîne une spéculation. L'intervention des pouvoirs publics apparaît nécessaire pour sauvegarder les droits des gens démunis ou laissés pour compte. Ce qui était naguère une simple hypothèse devient une requête : distinguer le droit de propriété et le droit de changement d'usage de la terre.

Un autre trait de la pensée chrétienne se précise à travers l'expérience contemporaine : l'usage ou la propriété du sol ne sont pas qu'individuels. En réalité et en droit, l'appropriation ou l'utilisation deviennent le fait d'associations ou de sociétés d'un genre nouveau (5) qui, tout

(4) C'est ainsi qu'en 1974 la Commission sociale de l'Episcopat a publié une note de réflexion sur la « spéculation foncière en milieu urbain » (DC p. 26 - NDLR). Ce document appelait, en suite et en complément, une réflexion sur les problèmes fonciers en milieu rural. De même, le CMR (Chrétiens dans le monde rural) a publié une brochure sur les problèmes fonciers agricoles *Statut de la propriété foncière en question, des chrétiens s'interrogent* (1974). Voir également le texte de synthèse du CMR, « Propriété et usage des biens », Congrès de Vichy, 1976, dans *Eglise aujourd'hui*, n. 380, août-septembre 1976.

(5) L'appropriation ou l'usage associatif ne sont pas à proprement parler nouveaux. Des « personnes morales » (une communauté monastique, un hospice, etc.) relevant

en étant de type associatif, relèvent du domaine privé.

Enfin, des chrétiens posent la question des limites de la propriété privée — individuelle ou associative — en certains cas, au profit de formes d'appropriation par les collectivités publiques locales.

Ainsi, s'instaure une confrontation permanente entre la pensée propre de l'Eglise et l'expérience des hommes qui contribuent au développement de la communauté humaine.

L'Eglise reconnaît ce qu'elle a reçu et reçoit de l'histoire et de l'évolution du genre humain (6).

Une réflexion pour l'action

C'est dans cette perspective que nous situons la présente étude sur les problèmes fonciers en milieu rural.

Il est urgent de renouveler les façons de faire. En effet, trop d'inconséquences graves pèsent sur beaucoup de gens. L'action, collective et continue, s'impose. Nous estimons qu'une telle action doit reposer sur une connaissance des données économiques, sociales, juridiques et politiques ayant trait au « foncier ». C'est pourquoi nous avons demandé à un groupe de travail, constitué à cet effet (7), de rédiger un document plus élaboré où l'on trouvera des éléments d'information et, dans le sens indiqué, des éléments d'appréciation. Nous présentons ce document comme un instrument de travail, pour servir de base à la discussion et à la réflexion.

Notre appel est d'abord une invitation à l'étude des réalités complexes en tenant compte des différences dues aux régions, aux générations et aux conceptions de la vie en société.

du statut privé ont, à toutes les époques, possédé et cultivé la terre. Mais les associations telles que les GAEC (Groupements agricoles d'exploitation en commun) ou les GFA (Groupements fonciers agricoles) sont d'un autre type. Cf. le document d'étude, § 4, n. 12 et n. 14.

(6) « De même qu'il importe au monde de reconnaître l'Eglise comme une réalité sociale de l'histoire et comme un ferment, de même l'Eglise n'ignore pas tout ce qu'elle a reçu de l'histoire et de l'évolution du genre humain. » (Constitution *L'Eglise dans le monde de ce temps*, n. 44, § 11.)

(7) Le groupe de travail a été constitué avec des personnes de provenances diverses :

- Agriculteurs et travailleurs agricoles appartenant à diverses organisations syndicales agricoles ;
- Responsables de Mouvements (CMR, MRJC) ;
- Membres de l'administration (ministères de l'Equipement et de l'Agriculture) ;
- Ingénieurs et techniciens (Crédit agricole, SAFER) ;
- Un théologien (Institut catholique d'Angers) ;
- Un représentant de la Commission sociale de l'Episcopat et un représentant de la Commission épiscopale du monde rural ;
- Un promoteur immobilier ;
- Un notaire et un juriste.

Ces personnes ont participé à ce travail à titre personnel.

Le long document de travail annoncé par cette introduction occupe les pages 17 à 68 du livre publié aux Editions du Centurion (cf. *supra*, p. 413, note 8). Il est analysé dans la présentation (*supra*, p. 414 — NDLR).

Parmi les femmes et les hommes qui liront cette étude, il en est qui sont déjà engagés dans l'action. Action difficile, qui est une lutte pour une plus grande justice. Lutte contre la course au profit qui menace tout homme. Contre des positions de domination qui perpétuent une dépendance et oppriment les plus pauvres. Pour obtenir que la loi protège ceux qui ont besoin d'être défendus et ne soit pas tournée au service des privilégiés. Cette action militante n'est pas toujours bien reconnue, y compris dans des communautés chrétiennes.

Par ce document, nous voulons aider à ce que soient mieux comprises l'action des personnes, l'action des organisations professionnelles — agricoles et autres — et l'action administrative, législative et politique.

Nous souhaitons qu'en ce domaine l'Evangile soit une lumière, une source d'inspiration et une interpellation.

Touchant la relation des hommes avec la terre et les biens, toute parole d'Eglise est perçue comme une menace ou comme un espoir, suivant les positions ou les intérêts que chacun défend. Nous voudrions que les uns et les autres — et nous-mêmes avec eux — acceptent la mise en question. Nous sommes naturellement des êtres installés sur nos positions et nous avons de la peine à faire bouger nos structures mentales, plus rigides encore que les structures sociales : les études sur le développement des sociétés et notre propre expérience le montrent à l'envi.

C'est pourquoi, comme disciples du Christ, nous avons à entendre la parole du Seigneur, qui ne se contente pas de l'état actuel du monde. Il prépare un avenir de plus grande justice et d'amour avec les hommes, en nous faisant entrevoir, pour nous guider ici et maintenant, un horizon lointain : « Voici que je fais l'univers nouveau. » (Ap 21, 5.)

Cette introduction est signée par le Conseil national de pastorale rurale — y compris la Commission épiscopale du monde rural — et par la Commission sociale de l'Episcopat qui présentent ce document du groupe de travail à la réflexion de tous.

20 janvier 1978.

III. — ORIENTATIONS POUR L'ACTION (*)

Les réflexions et orientations qui suivent ont été proposées par le CNPR — y compris la Commission épiscopale du monde rural — et par la Commission sociale de l'Episcopat.

Des comportements spéculatifs se sont répandus, il y a une concurrence entre les divers usages des sols, des conflits entre intérêts particuliers et intérêt général apparaissent. C'est pourquoi une action s'impose. Elle a pour but d'instaurer plus de justice dans des affaires minées par le désir d'accaparement et de profit maximum.

C'est une action qui concerne chacun. Les attitudes et les comportements influent sur le cours des choses. Nul n'ignore le poids d'un

choix et d'une décision personnelle sur d'autres que soi, sur les relations entre proches, sur le climat social et sur les structures d'un pays.

Cette action se nourrit et se développe dans et par les collectivités locales publiques, les organisations professionnelles, les administrations, c'est-à-dire là où l'on cherche des solutions aux problèmes posés par l'usage, la propriété et l'attribution des terres.

Chrétiens, en tout cela, nous partageons les soucis et les tâches communes. Dans les « situations de défi et d'abus » où nous sommes placés, nous entendons l'appel à exprimer la « vigueur mobilisatrice de l'Evangile (1) ».

Inspiration fondamentale

Tout au long de l'Histoire, l'Eglise, tant par la pratique que par l'enseignement et le témoignage, a exercé une influence sur la manière dont les hommes ont pris possession ou fait usage de la terre. Sa pensée commune et constante en la matière — sous une forme ou sous une autre et quels que soient les avatars de ses comportements — se fonde sur sa méditation des textes bibliques :

— La terre destinée par Dieu à tous les hommes ;

— Le monde renouvelé en Jésus-Christ.

La terre destinée par Dieu à tous les hommes

« Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice, inséparable de la charité. Quelles que soient les formes de la propriété, adaptées aux légitimes institutions des peuples, selon des circonstances diverses et changeantes, on doit toujours tenir compte de cette destination universelle des biens (2). »

Le but ainsi fixé, l'appropriation des biens, est de l'ordre des moyens. Elle peut être collective ou privée (3).

A propos de l'appropriation individuelle et du droit à la propriété, l'Eglise insiste sur le devoir lié indissolublement à ce droit : les biens possédés par quelqu'un sont aussi, de quelque manière, pour autrui. Cette obligation sociale est inhérente à toute propriété. Les textes de l'Eglise parlent abondamment de cette « fonction sociale » de la propriété. Parfois, dans les premiers temps de l'Eglise, ce devoir a été imputé à la charité. Plus communément, depuis le Moyen Age et dans les temps modernes, il

(1) Pour une pratique chrétienne de la politique, document de l'Assemblée plénière de l'Episcopat, Paris, 1972, Ed. du Centurion, p. 20.

(2) Vatican II, *L'Eglise dans le monde de ce temps*, n. 69, § 1.

(3) L'appropriation collective — ou publique — peut se réaliser de manière centralisée (l'Etat) ou de manière décentralisée (les collectivités publiques locales). L'appropriation privée peut être individuelle ou associative. Cf. le Document d'étude, n. 12.

(*) La II^e partie correspond au document de travail (cf. *supra*, note 8).

est compris comme un devoir de justice sociale. De la lecture des textes de Pie XII (4), il ressort que la fonction sociale du droit de propriété prolonge et englobe son aspect proprement individuel.

Ce qui est vrai de tout bien l'est particulièrement de la terre. Certes, la propriété et les autres formes de pouvoir privé sur les biens extérieurs contribuent à l'expression de la personne, lui donnent une occasion et un moyen, entre autres, d'exercer sa responsabilité dans la société et l'économie, assurent à chacun une zone indispensable d'autonomie personnelle et familiale, constituent l'une des conditions des libertés civiles (5). Pourtant, aux yeux de l'Eglise méditant la parole de Dieu, l'important ce n'est pas d'abord l'appropriation privée de la terre (6) mais, pour l'ensemble des hommes, la possibilité d'en user ou d'en bénéficier. Cette finalité s'impose à tout propriétaire au point que, si celui-ci ne la respecte pas, la société a le droit de le contraindre. « L'autorité publique, s'inspirant des véritables nécessités du bien commun, peut déterminer, à la lumière de la loi naturelle et divine, l'usage que les propriétaires pourront ou ne pourront pas faire de leurs biens (7). » La même idée est reprise dans l'encyclique *Populorum progressio* : « Tous les autres droits, y compris le droit de propriété et de libre commerce, sont subordonnés à la destination universelle des biens (8). »

En résumé, et dans un langage familier, cela veut dire qu'en aucun cas la propriété privée individuelle ne peut être un absolu. Ceci est à moi, soit ! mais ce qui est à moi n'est pas que pour moi. La finalité sociale traverse l'appropriation individuelle : ceci est à moi pour tous.

Il est des cas où la meilleure façon de réaliser la finalité sociale sera une forme d'appropriation collective : « Ceci est pour tous, et donc à tous. »

Le monde renouvelé en Jésus-Christ

L'Evangile est l'annonce d'un monde renouvelé. Dans et par le Christ, naît, en germe et en promesse, un monde de frères. Ce projet de fraternité universelle est promis comme réalité du Royaume. Il inspire, dans le temps présent, certains comportements qui en sont comme l'esquisse et l'ébauche. « Si quelqu'un, écrit saint Jean, jouissant des richesses du monde, voit son frère dans la nécessité et lui ferme ses entrailles, comment l'amour de Dieu demeurerait-il en lui ? (9) » Dès lors, les hommes sont appelés à mesurer à cette aune la valeur de leurs pratiques.

(4) Cf. Notamment le message de Noël 1942.

(5) Cf. Vatican II, *L'Eglise dans le monde de ce temps*, n. 71, § 1 et 2. Dans le présent document, nous mettons l'accent sur la terre comme instrument de production (de biens ou de services).

(6) Il faut ajouter qu'aucune forme de l'appropriation et aucun régime de propriété privée ne sont immuables, comme le soulignait déjà Pie XI dans *Quadragesimo anno*, n. 54.

(7) Pie XI, *Quadragesimo anno*, n. 54.

(8) *Populorum progressio*, n. 22.

(9) 1 Jn 3, 17.

La richesse, sous toutes ses formes — argent, biens, terres — est mise en question. Car, de moyen, elle se transforme en obstacle. Elle encombre et préoccupe au détriment du règne (Lc 14, 15-24). Celui qui possède des biens n'est pas condamné, mais Jésus l'avertit du danger : endurcissement du cœur (Lc 12, 15), enlèvement dans l'accumulation, le calcul et la jouissance (Lc 12, 16-21). Le disciple de Jésus est invité à orienter et à maîtriser son désir. Qu'il ne se trompe pas de richesse ! Celles du Royaume l'emportent sur toutes les autres. Qu'il prenne la juste mesure de ce qu'il a ! S'il consent à le risquer et à le perdre pour le Royaume, il est gagnant. Qu'il partage : il est sur le chemin de la vérité.

L'Evangile ne contient pas une doctrine élaborée sur la possession et l'usage de la terre. Mais il répercute le cri des prophètes pour dire au Peuple de Dieu que la fidélité à l'Alliance passe par la considération et le service de l'homme, frère, semblable, et signe de Dieu lui-même. Que l'homme soit sourd, aveugle à la misère et laisse le pauvre périr auprès de lui, le voilà perdu. Lazare a droit d'être avec les autres à la table de l'humanité et non, mendiant, aux pieds de quelque puissant (Lc 16, 19-31).

Dès maintenant, chacun n'a pas pour lui seul ce qui lui appartient. Jésus a parlé de manteau à partager (10). Ses disciples comprennent, à travers cet indicatif, que l'amour va plus loin. A la fois geste prophétique et utopie d'une société fraternelle, la pratique des premiers chrétiens concernant les biens est un signe pour une autre manière de vivre. Le récit des Actes des apôtres (11) n'est pas un reportage sur la communauté chrétienne primitive. De plus, il correspond à une étape du développement économique de l'humanité. Il n'en est pas moins, aujourd'hui comme hier, le signe révélateur d'une intention et d'un projet d'existence. Selon une première allusion, « nul ne disait sien ce qui lui appartenait mais, entre eux, tout était commun ». La propriété n'est pas niée, mais bien l'esprit propriétaire et l'exclusivité du bien possédé. Mieux et pour le moins — les détails manquant — l'usage de ce qui appartenait à chacun était commun. Selon une seconde allusion, non seulement les croyants « mettaient tout en commun », mais ils abandonnaient biens et propriétés pour en retirer l'argent nécessaire à la subsistance de tous et le partager « selon les besoins de chacun ».

Quoi qu'il en soit du détail, il y a là une source qui ne tarira pas et c'est cela qui nous intéresse ici. La venue du Seigneur Jésus et le renouvellement du monde qui en résultera (12) suscitent, dès maintenant, des comportements inédits.

Dans les premiers siècles, les Pères de l'Eglise stigmatisent les accaparements des riches, si fréquents de leur temps. Ils contestent aussi le principe même de l'appropriation privée de la terre et des biens. Car, disent-ils après le

(10) Mt 5, 41 ; Lc 6, 29.

(11) Ac 2, 44 et 4, 32.

(12) Ap 21, 5.

psalmiste (Ps 24), la terre est au Seigneur avec tout ce qu'elle contient. Elle est donnée en commun à tous les hommes. « Quel tort fais-je, direz-vous peut-être, en gardant ce qui est à moi ? Comment à vous ? Où l'avez-vous pris ? D'où l'avez-vous apporté en ce monde ? C'est comme si, au spectacle, quelqu'un s'emparait d'une place et voulait empêcher les autres d'entrer pour pouvoir jouir tout seul d'un plaisir destiné à être partagé. Ainsi sont les riches. Ils considèrent comme leur appartenant des biens communs à tous parce qu'ils s'en sont emparés les premiers [...]. Les troupeaux de bœufs paissent sur la même montagne. D'immenses groupes de chevaux se nourrissent dans le même champ. Tous les autres animaux se cèdent les uns aux autres la nourriture dont ils ont besoin. Les hommes, eux, s'approprient et gardent pour eux ce qui est commun à tous ; ils prétendent posséder seuls ce qui appartient à tout le monde. » (SAINT BASILE, IV^e siècle.)

Si, en fin de compte, les Pères de l'Eglise acceptent la propriété, c'est en la tempérant par un devoir impérieux de charité. A cette seule condition, l'appropriation privée est légitime. Et que l'homme qui, par le partage de ses biens, veut se faire fraternel, n'oublie pas que ce partage est, de quelque manière, une restitution : « Ce n'est pas de ton bien que tu distribues au pauvre, c'est seulement sur le sien que tu lui rends. Car tu es seul à usurper ce qui est donné à tous pour l'usage de tous. » (SAINT AMBROISE, IV^e siècle.)

A leur manière et dans un contexte différent, des groupes, des mouvements, des communautés de chrétiens puisent à cette source et s'inspirent, aujourd'hui, dans leur action, de ces convictions primordiales.

Action

Pour que soit réalisée dans les faits la fonction sociale des sols, selon le principe même de la destination universelle des biens, l'action collective prend diverses formes. Cette action — ceux qui en ont l'expérience le savent — exige de la rigueur.

En effet, les problèmes abordés sont complexes. Ils supposent une information large et renouvelée.

Ce sont des problèmes humains, qui soulèvent des questions sur les moyens mais aussi sur les fins de la vie commune en société : les chiffres et les intérêts y entrent en ligne de compte, mais surtout le sens de la dignité de chacun.

Ce sont des problèmes politiques, dont la solution passe par des rapports de force et des négociations entre groupes où s'exprime le droit des plus pauvres à être respectés.

Ce sont des problèmes dont la base est économique : malgré les difficultés et les incertitudes d'une approche scientifique, ils requièrent méthode et analyse pour être correctement traités.

Souvent, ce sont des problèmes nouveaux par leur ampleur ou leur diversification. Aucun système n'en rend compte pleinement. « Le chrétien doit, au nom de l'exigence de vérité,

éviter de s'emprisonner, consciemment ou non, dans les systèmes tout faits (13). »

L'action pour l'acquisition d'une terre, la défense d'un fermier, la délimitation d'un plan d'occupation des sols, etc., provoquent des tensions. Il y a de véritables conflits, longs et durs. Parfois même, pour obtenir un résultat réellement juste et équitable, la pure légalité est outrepassée. Cela ne va pas sans questions pour les protagonistes engagés dans l'action. A certains points de vue et à certaines conditions (information, durée, etc.), ces moments difficiles peuvent devenir un facteur de progrès :

- En renversant un cours des choses trop souvent considéré comme normal et inéluctable ;

- En favorisant des solutions plus équitables ;

- En dévoilant ce qui est en question dans une affaire, même mineure, et qui n'apparaît pas de prime abord ;

- En obligeant chaque partie à mettre à jour son information ou à faire part de ses raisons et de ses droits ;

- En obligeant à aller plus loin dans l'étude d'une situation dont les mécanismes, les causes et les effets sont à expliquer ;

- En provoquant des actes de solidarité ;

- En faisant découvrir des besoins inaperçus, des personnes ignorées ou des groupes mal vus, jusque-là ;

- En prenant des responsabilités, au fil des événements ;

- En percevant les exigences nouvelles de la vie collective, dans un monde qui ne ressemble plus à l'ancien et qui englobe toute l'humanité.

Dès lors, aussi étonnant que cela paraisse, un certain style d'action et de lutte peut être l'expression d'un véritable amour des autres, pour lesquels on s'est mis en peine. Cette affirmation est à méditer par les membres pratiquants de nos communautés chrétiennes. Il leur arrive, en effet, de ne pas comprendre le sens d'une action militante. A cause de cela, des hommes et des femmes — et leurs organisations — sont déconsidérés et tenus en suspicion, voire à l'écart en raison de leurs options pourtant inspirées par le souci de la justice.

La pratique qui plaît au Seigneur, dit le prophète Isaïe, c'est de « rompre les chaînes injustes », de « délier les liens du joug », de « renvoyer libres les opprimés » et de « partager le pain avec l'affamé (14) ».

Lucidité

« Lorsque ton œil est sain, dit l'Evangile, ton corps tout entier est aussi dans la lumière ; mais dès qu'il est malade, ton corps aussi est dans les ténèbres. Vois donc si la lumière qui est en toi n'est pas ténèbres (15) ! »

(13) *Pour une pratique chrétienne de la politique*, VI, § 3 (p. 62). Nous nous inspirons ici de l'ensemble de ce paragraphe.

(14) Is 58, 6-7.

(15) Mt 7, 22-24.

L'évocation des problèmes fonciers a été faite, dans l'étude qui précède, d'une manière globale. Chacun les pense et les exprime avec des nuances qui tiennent à la région, à la position professionnelle, à l'appartenance politique ou idéologique. Le travail, l'éducation, les relations, bref l'expérience humaine font que les mêmes réalités sont vécues différemment. Le premier effort de lucidité consiste pour chacun à reconnaître sa propre singularité. Chacun devient capable de se dire — et de dire à d'autres — l'approche qu'il fait des problèmes liés au foncier : les raisons pour lesquelles il met l'accent sur tel ou tel aspect, les mobiles qui sont à l'origine de telle ou telle prise de position. Etre lucide, c'est reconnaître cette part d'expérience personnelle ou d'option idéologique qui est inmanquablement mêlée à l'observation méthodique et à l'analyse politique.

Etre lucide, c'est aussi observer l'écart entre les objectifs d'une action collective et ses propres comportements quotidiens. On lutte pour une plus grande justice à l'égard de ceux qui utilisent la terre comme instrument de travail, mais l'« esprit propriétaire » — l'esprit qui fait dire « c'est à moi ! » — ne risque-t-il pas de « revenir au galop » quand il s'agit de décisions plus personnelles ?

Toutes ces remarques valent pour les individus. Elles valent aussi pour les groupes ou les organisations professionnelles, exposés au danger du corporatisme.

Pour sa part, l'Eglise, en France, comme groupe particulier dans la société, possède des biens, des immeubles et — moins que dans le passé — des terres. L'effort de lucidité la concerne aussi. Au cours de l'Histoire, des chrétiens ont accepté — pour le moins — des situations objectivement injustes. Des responsables et des membres de l'Eglise, en raison de leurs solidarités avec les propriétaires, n'ont pas entendu les légitimes requêtes des travailleurs de la terre. Aujourd'hui, dans la gestion et l'affectation des terres qui appartiennent encore à la communauté ecclésiale, comment est assumée la fonction sociale de la propriété ? Quels moyens sont mis en œuvre dans les diocèses, les congrégations religieuses, les associations catholiques, pour honorer cette exigence ? Avec qui et par qui sont préparés les dossiers ? Qui a droit à la parole ? etc. Heureusement, en nombre de cas, des réponses satisfaisantes sont cherchées et données. Des terrains sont vendus par priorité à des collectivités publiques, sans que l'on tire de la transaction le profit maximum. Des espaces verts appartenant à des associations religieuses sont ouverts au public. Même modestes, des pratiques de ce genre expriment que les biens sont destinés à un usage commun. « Si l'Eglise doit témoigner de la justice, elle reconnaît que quiconque ose parler aux hommes de justice doit d'abord être juste à leurs yeux. Il faut donc examiner avec soin les procédures, les possessions et le style de vie de l'Eglise (16). »

Evolutions

Les modifications apportées par la loi, au cours des dernières décennies, tempèrent le droit de propriété en matière d'aménagement foncier. Pourtant, dans les faits et souvent dans la jurisprudence, le droit de propriété foncienne encore souvent comme un absolu. La persistance de la spéculation foncière, la manière dont sont favorisés les propriétaires dans les litiges et les procès, ou les difficultés d'intervention de la collectivité publique pour les changements d'usage — pour ne citer que ces exemples — manifestent bien le caractère péremptoire de la référence au droit de propriété. Les passions soulevées par les débats et les tensions à propos du marché foncier confirment que les mentalités sont encore imprégnées du sentiment que la propriété est pratiquement intouchable.

Aussi y a-t-il lieu d'agir pour que soient mieux perçues dans l'éducation civique, plus clairement définies dans le droit français et rendues plus efficaces, dans la réalité, les dispositions légales ou réglementaires qui ont trait à la fonction sociale de la propriété :

- Mesures, notamment fiscales, pour réprimer et supprimer la spéculation foncière, au sens où elle est définie dans l'étude ;

- Accession plus facile des agriculteurs — personnes ou associations — à la terre, outil de production, en se basant d'abord, non pas sur la capacité financière, mais sur les compétences et sur les besoins réels ;

- Conception et réalisation des équipements collectifs en tenant compte, d'une part, de la nécessité de protéger le potentiel de production agricole et, d'autre part, de l'utilité commune plutôt que des intérêts, convenances ou profits de personnes ou de groupes particuliers ;

- Distinction entre le droit de propriété lui-même et le droit de changement d'usage, afin que celui-ci soit soumis, pour éviter les abus, à un contrôle d'institutions et organismes divers ayant compétence pour le bien commun ;

- Meilleure définition et promotion de formes sociétaires ou associatives — et non plus seulement individuelles ou familiales — de la propriété privée des terres.

Ces dispositions existent déjà ou sont esquissées dans la pratique et le droit. Elles concernent l'usage et la propriété privée — individuelle ou associative — des terres. Dans une perspective différente, d'autres formes de propriété, collective celle-là, centralisée (Etat) ou décentralisée (pouvoirs publics locaux) sont possibles (17).

Au regard de la pensée constante de l'Eglise en matière sociale, les diverses formes d'usage et de propriété sont acceptables, pourvu qu'elles respectent — les unes comme les autres — à la fois la destination universelle des biens et la liberté fondamentale des personnes. Le point central n'est pas la détermination des modes de propriété possibles (privée ou collective), mais la destination universelle des biens et de

(16) Synode des évêques, Rome, 1971, *la Justice dans le monde. Doc. catholique*, n° 1600, du 2 janvier 1972.

(17) Voir le document d'étude n° 12.

leur usage, à assumer et maintenir en toutes circonstances, quel que soit le mode de propriété adopté par une société.

L'ensemble de ces dispositions s'inscrit de plus en plus dans une perspective où sont à prendre en compte deux séries d'exigences :

— L'intérêt d'agriculteurs qui exploitent actuellement des terres et qui en vivent ;

— La solidarité avec les générations futures pour lesquelles il faut prévoir un patrimoine agricole suffisant et préserver un cadre naturel satisfaisant.

Croissance ?

Les problèmes fonciers s'inscrivent dans le processus de la production agricole et, par là, dans la croissance économique. Terre, production et croissance sont liées.

Sans avoir à faire ici une évaluation du modèle de croissance en vigueur dans notre pays et dans les pays industrialisés, il convient de souligner que les solutions aux problèmes fonciers ne sont pas indépendantes d'une conception de la croissance économique. Une croissance :

— Qui ait en vue une répartition plus juste des revenus et des pouvoirs, et non pour effet leur accumulation et leur hiérarchisation ;

— Qui prenne en compte et en charge les hommes et les groupes plus démunis ;

— Qui prévoie — surtout en temps de crise — le partage des risques en fonction des moyens de chacun ;

— Qui reconnaisse le travail comme un lieu de responsabilité et comme une source de sécurité ;

— Qui, assurant aux hommes et aux femmes emploi et rémunération de leur travail, fasse disparaître de la pratique sociale les mesures d'exception (primes, indemnités, exonérations, etc), qui maintiennent leurs bénéficiaires dans un état de dépendance et entretiennent une mentalité d'assistés (18).

CONCLUSION

Un monde ■■ gestation

Les problèmes fonciers — comme bien d'autres problèmes — sont comme une montagne à soulever. La tentation est grande de baisser les bras. Un des traits caractéristiques du chrétien, c'est l'attente du Royaume, une attente active, ingénieuse. Le monde n'est pas livré à la fatalité. Il est sans cesse à faire. L'espérance s'inscrit dans l'action pour la transformation du monde, en vue de sa transfiguration quand le Christ viendra. Ce Christ qui, déjà, vient.

Concrètement, l'espérance chrétienne découvre les limites d'une action qui se déploie au milieu des aléas, voire des échecs. Le chrétien n'est pas un homme tranquille. « La foi l'amène, sans relâche, à en appeler d'une cité imparfaite à une

cité moins imparfaite. Mais il sait que cela durera jusqu'à la fin des temps, et qu'une société merveilleuse, intégralement transparente et fraternelle, ne pourra jamais advenir [...]. L'espérance lui permet de vivre, d'agir, de lutter sans avoir besoin de l'opium des illusions et des simplifications (19). »

C'est dans cette perspective réaliste que l'espérance pousse les chrétiens à l'accueil et à la critique positive de solutions neuves, à l'invention de structures inédites, à l'« imagination sociale », à la recherche, dans l'histoire qui se déroule, des « possibles ignorés (20) ». Le chrétien est le disciple de Celui qui « fait l'univers nouveau (21) ». Ce monde autre n'est pas un après. Il est, dès maintenant, en gestation.

Janvier 1978.

(19) *Pour une pratique chrétienne de la politique*, 6, § 2, p. 60-61.

(20) Cette expression, comme la précédente, est de Paul VI, Lettre au cardinal Roy, n. 37.

(21) Ap 21, 5.

QUI POSSEDE LA TERRE ? (*)

On sait mal qui possède la terre. Dans chaque commune, le cadastre indique la nature, la surface, la qualité, le nom et l'adresse du propriétaire de chaque parcelle. Celles d'un même propriétaire sont regroupées par le fisc, au niveau communal. On évalue à près de neuf millions ces propriétés définies sur le plan communal. Les propriétaires de terres et de bois sont sans doute quatre millions.

Un peu plus de la moitié des terres (en 1970 : 51,8 %) appartiennent à ceux qui la cultivent.

ESSAI DE CLASSIFICATION DES PROPRIÉTAIRES DE BIENS RURAUX 1970

Nombre (chiffres arrondis) (1)

Agriculteurs exploitants :	1 350 000
dont : cultivant uniquement leurs propres terres	650 000
cultivant et leurs propres terres et des terres louées	700 000
dont : baillant également les terres d'autres exploitants	750 000
Non-agriculteurs :	1 800 000
dont : patrons, cadres supérieurs	400 000
cadres moyens, employés	200 000
ouvriers	300 000
inactifs et divers	900 000
Propriétaires de forêts :	1 600 000
dont : possédant aussi des terres agricoles	300 000

(*) Extrait du livre *Terres, propriété et travail des hommes* (cf. *supra*, p. 513, note 8).

(1) En 1973, les 55 millions d'hectares du territoire métropolitain se divisent ainsi : terrains bâtis ou urbanisés : 3,5 ; rochers, glaciers, terrains stériles : 1,5 ; bois et forêts : 14 ; prairies : 14 ; vignes, vergers : 2,3 ; labours : 17.

(Source : H. de Farcy, de l'Académie d'agriculture. *Cahiers d'actualité religieuse et sociale* n° 133, du 1^{er} janvier 1977.)

(18) Cf. Le texte de synthèse du CMR, *Eglise aujourd'hui*, n° 380, août-septembre 1976, p. 415.

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE N'EST PAS UNE IDOLE

Mgr PUECH, évêque de Carcassonne, a publié le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (1) :

Tout ce qui est *légal* n'est pas forcément *moral*. Dans notre société « permissive », les exemples ne manquent pas : une loi permet l'avortement, alors que l'avortement est toujours un crime ; une loi facilite le divorce, alors que le mariage est indissoluble. Jamais les chrétiens ne prendront leur parti de ces entorses à la loi divine. Ils s'efforcent de témoigner leur sollicitude fraternelle à des personnes malheureuses ; ils veulent mettre tout en œuvre pour éviter que d'autres s'affrontent aux mêmes difficultés. Mais jamais ils ne cesseront de protester contre des lois immorales.

Ils ne cesseront pas davantage de réclamer l'amendement de l'article 544 de notre Code civil. Depuis bientôt deux siècles, cet article nous impose une *définition inacceptable* pour un chrétien : la propriété serait « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements ».

1. *Les biens de la terre sont destinés à tous les hommes.* Dieu les a créés pour tous. Ils doivent satisfaire aux besoins de tous.

De là vient l'étroite *solidarité des peuples* riches et des peuples sous-développés. Pourquoi, au cours de la récente campagne électorale, s'est-on si peu inquiété des disproportions irritantes dans le standard de vie des uns et des autres ?...

De là vient qu'un Etat ne peut refuser, sans causes justes et sous certaines garanties, l'accès de son territoire à des *étrangers* privés de ressources. *Pourquoi* sommes-nous si facilement « racistes » à l'égard des migrants ?...

De là vient qu'il faut condamner l'*excessive disproportion* entre des fortunes scandaleuses de certains et les conditions de vie misérables d'un grand nombre. *Pourquoi* sommes-nous si réticents pour imaginer les moyens de tendre à une plus équitable répartition des richesses ?...

De là vient même qu'en cas de *nécessité* tout est commun. « Celui qui se trouve dans l'extrême nécessité ■ le droit de se procurer l'indispensable à partir des richesses d'autrui. » (Vatican II, *Gaudium et spes*, 69.) Songez au cas des sans-logis et des familles qui vivent dans des conditions inhumaines, à l'étroit, sans air, sans hygiène...

Propriété privée et dignité de la personne humaine

2. S'il en est ainsi, faut-il condamner la *propriété privée* ?

Non, dans la mesure où elle est, comme le prolongement direct de la personne, nécessaire à ses besoins réels et à son épanouissement. Elle est alors un droit incontestable. Raisonnable et libre,

tout être humain doit pouvoir organiser judicieusement l'usage des biens nécessaires à sa vie, à la vie de sa famille, dans le présent et dans l'avenir, ce qui implique le droit de les posséder.

Reconnaître la *légitimité de la propriété privée*, ce n'est donc pas vouloir consolider les inégalités sociales et le privilège de l'argent. C'est promouvoir la *dignité de la personne humaine*. Tout homme, pour vivre, a droit à l'usage des biens de la terre : « à ce droit correspond l'obligation fondamentale d'accorder une propriété privée autant que possible à tous » (Pie XII).

Il y a un *espace vital irréductible* qui est requis par les besoins de la vie personnelle et familiale. Cette doctrine ne rejoint-elle pas les aspirations les plus profondes ? N'est-ce pas le signe d'une ascension humaine, quand une famille parvient à posséder un logement, un jardin, des éléments de sécurité ? L'expansion des diverses formes de propriété (personnelle ou communautaire) supprimerait la condition prolétarienne, c'est-à-dire l'état de ceux qui n'ont rien et qui vivent dans une insécurité totale.

Ecoutez ce qu'enseigne le Concile de Vatican II :

« La propriété et les autres formes de pouvoir privé sur les biens extérieurs contribuent à l'*expression de la personne* et lui donnent l'occasion d'exercer sa *responsabilité* dans la société et l'économie. Il est donc très important de favoriser l'accession des individus et des groupes à un certain pouvoir sur les biens extérieurs.

La propriété privée ou un certain pouvoir sur les biens extérieurs assurent à chacun une *zone indispensable d'autonomie* personnelle et familiale ; il faut les regarder comme un prolongement de la liberté humaine. Enfin, en stimulant l'exercice de la responsabilité, ils constituent l'une des conditions des libertés civiles. » (*Gaudium et spes*, 71.)

La destination universelle des biens

3. Toutefois, s'il est légitime de posséder des biens, ce ne peut être qu'en respectant leur *destination universelle*. Et c'est pourquoi l'article 544 de notre Code civil est inacceptable.

Le propriétaire d'un bien en est vraiment le maître ; mais il n'en est pas le maître absolu. Il n'est pas libre d'en jouir en égoïste, pour satisfaire ses caprices ou à son profit exclusif. Il doit tenir compte de l'utilité commune. L'homme, enseigne saint Thomas d'Aquin, « ne doit pas posséder les biens extérieurs comme propres, mais *comme communs, de telle manière qu'il les communique facilement dans les nécessités des autres* » (2 a, 2 æ, q. 66, a. 2).

Qu'un mendiant nous sollicite dans la rue ou un quêteur sous le porche d'une église, nous aurons peut-être bonne conscience en donnant quelque argent. Mais nous sommes-nous jamais interrogés sur l'origine de nos ressources, sur l'emploi que nous en faisons, sur l'usage de nos biens, sur le placement de nos économies, sur notre attitude envers tous ceux qui sont dans le besoin ?... Soyons sincères et avouons que nous croyons avoir sur nos biens un pouvoir absolu et discrétionnaire, libre de

(1) *Eglise en pays d'Aude*, 6 avril 1978. Titre et sous-titres de la DC.

toutes obligations et de tout contrôle, bénéficiaire du maximum de droits et de profits.

En la matière, le droit romain et notre Code civil s'inspirent de conceptions païennes, mais pas de l'Evangile. *La propriété privée n'est pas une idole* : il n'y a d'absolu que Dieu. Parmi les biens qui lui appartiennent, le chrétien use de ceux qui lui sont nécessaires et il administre le reste pour les autres et pour les pauvres.

L'Eglise n'a jamais admis que des privilèges exorbitants soient liés à la situation de propriétaire. En particulier, « là où il existe des domaines ruraux étendus, médiocrement cultivés ou mis en réserve des fins de spéculation », elle a toujours proclamé la nécessité de « répartir ces propriétés insuffisamment cultivées au bénéfice d'hommes capables de les faire valoir » (*Gaudium et spes*, 71).

Certes, les justes droits du propriétaire exigent qu'il soit indemnisé équitablement. Mais l'injustice est plus grave encore d'accaparer des terres inexploitées ou des bâtiments en ruine, alors que les unes et les autres assureraient, dans le voisinage, la survie d'une famille laborieuse.

Ainsi donc, c'est la dignité de la personne humaine qui fonde le droit à la propriété privée et il est souhaitable que tous puissent accéder à cette propriété (personnelle ou communautaire).

Mais aucun régime de propriété n'est immuable : l'Histoire en témoigne. Il est donc toujours possible d'imaginer des formes nouvelles, plus aptes à répondre à la fonction essentielle des biens terrestres, qui est l'épanouissement de la vie personnelle et de la vie sociale. Cependant, il faudra toujours refuser, comme contraires au droit naturel, des conceptions païennes, attribuant à la propriété un droit illimité, en dehors de toute subordination au bien commun.

Les chrétiens doivent en témoigner : en ce domaine comme en tout autre, la loi évangélique de l'amour commande les relations entre les hommes et elle nous appelle à un juste partage des biens créés par Dieu pour tous.

L'Esprit du Christ est en nous comme une force de contestation et de renouveau. Nous avons beaucoup à faire, soit pour nous convertir nous-mêmes à une authentique conception chrétienne de la propriété, soit pour changer les mentalités autour de nous, soit pour obtenir des transformations audacieuses du statut de la propriété foncière, en particulier.

LES BIENS D'EGLISE (*)

« Que signifie pour l'Eglise « posséder des biens » ? Quelle utilisation en faire ? Comment les gérer ? [...] La possession de biens pour une institution comme l'Eglise suppose une certaine « politique ». Qui va inspirer cette politique pour que l'Eglise soit crédible aujourd'hui et dans l'avenir ? Pour que la possession de ces biens soit suffisamment transparente au mes-

sage de l'Evangile ? Pour qu'elle soit perçue comme un service et non comme un pouvoir ? »

Telles sont précisément quelques-unes des questions posées par le Groupe national de travail sur la vie matérielle de l'Eglise, dans son dossier « Pour un immobilier au service de la mission de l'Eglise en France », publié l'été dernier (1).

Par ailleurs, dans un article intitulé « La vérité sur les richesses de l'Eglise de France », paru dans *France catholique-Ecclesia*, du 3 mars 1978, le P. Marcel BROHAN, secrétaire général adjoint de l'Episcopat, souhaitait, sans en dissimuler la difficulté « une évaluation et une classification du patrimoine immobilier, pour mettre fin à l'ambiguïté persistante » :

« [...] Y a-t-il un « parc immobilier » de l'Eglise de France ? Avouons qu'il n'est pas facile d'y voir clair. La raison fondamentale en est que l'administration de la plupart de ces biens ne dépend ni des évêques ni des évêchés. Certains relèvent directement des congrégations religieuses : tel est le cas des communautés, couvents, cliniques, dispensaires. La plupart des églises et des presbytères sont la propriété des communes ou de l'Etat : l'Eglise ne peut pas les aliéner.

« Parmi les autres « biens d'Eglise », il en est peu qui soient la propriété de l'Association diocésaine. Patronages et salles paroissiales sont, la plupart du temps possédés et gérés directement par des associations ou des sociétés civiles locales ; les administrateurs, aussi dévoués que jaloux de leur autonomie, sont des membres de la communauté paroissiale.

« Parfois, les propriétaires légaux sont des personnes physiques qui ont prêté leur nom. Cette complexité patrimoniale est l'héritage de l'histoire du début du siècle : les « fabriques » ayant perdu leur personnalité juridique au moment de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il a bien fallu inventer, à la hâte et empiriquement, les modalités de possession indispensables aux paroisses et aux diocèses. Une œuvre de clarification et de regroupement s'impose désormais. En quelques diocèses, elle est déjà bien avancée. En d'autres, elle est à peine commencée.

« Malgré cette imprécision, reconnaissons-le : ce patrimoine immobilier n'est pas négligeable. En certaines villes, il recouvre une surface assez impressionnante. Des éléments pourraient et devraient en être « réalisés ». Parfois, ce sont les riverains qui se sont opposés au dessaisissement et au lotissement de l'espace libre. Mais, en bien des cas, ce patrimoine n'est pas réalisable, car il est affecté aux besoins de l'Eglise et de l'évangélisation (évêchés, séminaires, salles de réunions et de catéchisme, écoles).

« Enfin, depuis une vingtaine d'années, les diocèses et les paroisses ont dû construire de nouveaux lieux de culte, dans les villes en expansion notamment. Le financement n'a pu être effectué, la plupart du temps, qu'en contractant des emprunts : les ventes progressives servent maintenant à amortir le capital et à payer les intérêts. Tout porte à croire que, mises à part certaines propriétés exceptionnelles, le prétendu parc immobilier de l'Eglise est d'un maigre rapport et d'une aussi maigre promesse [...]. »

(*) Ce document a été remis aux journalistes au cours de la conférence de presse du 19 avril 1978 où a été présenté le texte « Terre, propriété et travail des hommes ».

(1) Ce dossier, disponible au Secrétariat de l'Episcopat (service du P. Brohan), 106, rue du Bac, 75007 Paris, comprend trois fascicules : 1. Réflexion et recherche (6 F) ; 2. Eléments de gestion (7 F) ; 3. Types de contrat (7 F).

Questions actuelles

PLANIFICATION DE LA FAMILLE ET CONTRACEPTION

Déclaration des évêques d'Irlande à propos d'un projet de loi (1)

1. La question de la planification de la famille et de la contraception se pose de nouveau sur le plan législatif. Nous voulons encore une fois faire connaître publiquement notre position à son sujet.

Une loi ne peut pas rendre bon ce qui est mal en soi

2. Nous parlerons d'abord de l'enseignement de l'Eglise catholique sur la contraception artificielle.

En premier lieu, nous déclarons clairement que l'Eglise n'est pas opposée à la planification de la famille en tant que telle. La paternité responsable est, en effet, une dimension importante du mariage chrétien.

Celle-ci, cependant, ne doit pas être confondue avec la contraception artificielle, et nous rappelons, à ce propos, ce que nous avons dit dans notre déclaration de novembre 1973 : « La question qui se pose n'est pas de savoir si la contraception artificielle est bonne ou mauvaise. L'enseignement de l'Eglise est clair : elle est moralement mauvaise. Aucune modification dans les lois de l'Etat ne peut faire que l'usage des contraceptifs devienne moralement bon. Ce qui est mal en soi demeure en effet mal, quoi que puisse dire la loi de l'Etat. »

Ceci demeure aussi vrai en 1978 qu'il y a cinq ans. Personne ne peut, au moyen d'une loi, rendre bon ce qui est mal en soi. Cet enseignement lie la conscience des catholiques.

Il n'est pas demandé à l'Etat d'imposer la morale catholique

3. Il ne s'ensuit pas nécessairement que l'Etat est tenu d'interdire la distribution et la vente des contraceptifs. Il y a beaucoup de choses que l'Eglise catholique considère comme moralement mauvaises, mais dont elle n'a jamais dit qu'elles devraient être interdites par l'Etat. Ceux qui persistent à voir la solution du problème uniquement en termes d'imposition ou de non-imposition par l'Etat de l'enseignement moral catholique, sont donc à côté de la question.

Le législateur doit tenir compte de la dimension morale et sociale de la nouvelle législation

4. Il y a cependant dans cette question un aspect public et social dont nous allons parler maintenant.

Dans le domaine de la contraception, la loi peut influencer sur la façon dont les gens conçoivent le mariage, la famille, la fidélité. La loi peut influencer sur l'attitude des gens au sujet des relations entre les sexes, dans le mariage et en dehors du mariage. La loi influe sur l'environnement moral dans lequel nous vivons. La loi peut rendre plus difficile ou moins difficile pour les jeunes de mener une vie décente. Le législateur doit prendre en considération les effets qu'en ce domaine la nouvelle législation aura vraisemblablement. Il doit peser le pour et le contre. Le bien que peut faire une loi doit être mis en face du mal qu'elle peut faire.

On peut dire que la conscience est une sauvegarde suffisante des principes moraux. Mais la conscience elle-même peut devenir obscurcie et affaiblie par les attitudes de la société. Un changement apporté par la loi peut amener des gens à penser que la morale a changé elle aussi.

5. Si nous soulignons certaines des difficultés inhérentes à une modification de la législation dans le domaine de la contraception, c'est parce que nous pensons que certains aspects du problème peuvent être ignorés dans la discussion publique. Nous agissons ainsi parce que nous sommes convaincus que sinon certaines lois entraîneraient presque certainement des conséquences dont les gens pourraient ne pas être prévenus.

Les questions dont nous allons parler sont toutes des questions de morale publique. Elles concernent l'impact que certains changements apportés à la législation auraient probablement sur la société. Le législateur a l'obligation morale de tenir compte de cette dimension morale et sociale de la nouvelle législation.

L'expérience d'autres pays met en garde contre certains maux

6. Les sociétés où les contraceptifs sont largement entrés dans les mœurs ont connu un abaissement du niveau de la morale sexuelle. L'infidélité conjugale a augmenté. La stabilité de la

(1) Texte original anglais. Traduction et sous-titres de la DC. Cette déclaration a été rendue publique le 4 avril 1978.

famille a été affaiblie. Une attitude entièrement nouvelle envers les relations sexuelles s'est développée. La promiscuité a eu tendance à augmenter. La légalisation de l'avortement a généralement suivi.

Certains de ces maux — il est triste de le dire — sont déjà parmi nous. Nous devons nous attendre à ce que de telles tendances se développent chez nous si les contraceptifs sont largement à la disposition de chacun dans ce pays.

7. La situation légale concernant les contraceptifs n'est, en effet, pas satisfaisante. Ceux-ci peuvent maintenant être importés sans restriction légale. Dans beaucoup d'endroits, les jeunes non mariés peuvent maintenant se les procurer. On peut objecter qu'il faudrait apporter un minimum de modifications à la législation et qu'il s'ensuivrait une amélioration de la situation.

Cette façon d'envisager la modification de la législation comporte, cependant, de sérieux problèmes. Ces problèmes doivent être honnêtement regardés en face.

8. La bonne volonté et les bonnes intentions des législateurs doivent être reconnues. Beaucoup d'entre eux ont eux-mêmes des enfants et ils partagent généralement la préoccupation des gens de voir le mariage et la famille protégés et d'éviter de créer de nouveaux problèmes pour les jeunes qui essaient d'être bons dans un monde qui, déjà, rend les choses si difficiles pour eux. Les législateurs devraient en particulier chercher à obtenir tout ce qui est au pouvoir de la loi pour limiter et contrôler l'achat de contraceptifs et pour s'opposer à ce qu'ils se répandent parmi les jeunes non mariés.

L'expérience des autres pays montre, cependant, que là où la loi a permis que les contraceptifs soient en vente libre, tous les contrôles prévus par la loi n'ont eu que des effets très limités.

La publicité pour les contraceptifs

9. L'industrie multinationale des contraceptifs investit beaucoup d'argent dans la publicité. Celle-ci exerce sur les gens une pression constante pour les amener à utiliser les contraceptifs. Certaines publicités s'adressent explicitement aux jeunes, même dès le jeune âge. Certaines sont distribuées par la poste sur une large échelle. Les campagnes de vente menées par des fabricants de contraceptifs dans d'autres pays ont certainement contribué à la baisse générale de la morale sexuelle. La publicité et la promotion des contraceptifs sont une question de morale publique qui requiert beaucoup d'attention de la part des législateurs.

Les contraceptifs abortifs

10. Nous savons, par leurs déclarations publiques, que la grosse majorité de nos législateurs sont totalement opposés à l'avortement sous quelque forme que ce soit et qu'ils rejettent toute mesure légale qui le favoriserait, même implicitement. Mais, selon une opinion bien fondée, certaines formes de contraceptifs ont une action abortive. On pense, par exemple, que les moyens intra-utérins agissent en causant

un avortement ultra-précoce. Il est probable qu'il en est de même pour plusieurs variétés de contraceptifs oraux. Il y a effectivement tout un domaine où il semble difficile de faire la part entre les procédés qui sont avant tout abortifs et ceux qui sont avant tout contraceptifs. La légalisation de ces procédés, semble-t-il, laisserait la porte dangereusement et légalement ouverte à l'avortement.

Les problèmes moraux des membres des services de santé

11. Dans une société moderne, on en vient à considérer comme normal de rattacher les contraceptifs aux services de santé. Mais cela aussi pose beaucoup de questions. Souvent, aucun problème de santé ne se pose dans l'immédiat. De plus, si la prescription et la vente des contraceptifs sont considérés comme des services médicaux, cela peut créer des problèmes de conscience pour les médecins, les infirmières et les autres membres des personnels de santé, ainsi qu'aux pharmaciens. Les droits que ces personnes ont en conscience ne peuvent être négligés.

Le nouvel intérêt pour les moyens naturels

12. Actuellement, dans beaucoup de pays, il y a un sentiment d'insatisfaction envers les contraceptifs oraux et même les contraceptifs artificiels d'une façon générale. Dans le monde entier on observe un intérêt croissant pour les moyens naturels de limitation des naissances.

Ces dernières années, on a fait beaucoup de progrès dans toute l'Irlande pour mettre en place des services destinés à renseigner et conseiller sur ces méthodes naturelles de paternité responsable. En Irlande et ailleurs, on a aussi fait des progrès dans la recherche concernant ces méthodes. Pour celles-ci, la recherche, le développement et la formation devraient bénéficier de ressources plus grandes. Elles ne bénéficient pas des importants budgets que les profits de l'industrie des contraceptifs dégagent pour les méthodes artificielles.

13. Les problèmes que nous avons posés sont des problèmes de morale publique qui concernent le bien-être de toute notre société. Aucune personne responsable ne voudrait voir se multiplier dans notre pays les maux sociaux sur lesquels nous avons attiré l'attention. Le problème auquel doivent faire face les législateurs est précisément celui-ci : décider si, et dans quelle mesure, la nouvelle législation peut donner des garanties contre de semblables maux ; si et comment ces garanties peuvent être rendues efficaces.

— Fernand Portal : *Refaire l'Eglise de toujours*. Textes présentés par Régis LADOUS. — Un vol. 13 x 20 cm de 258 p. Nouvelle Cité, BP 12, 92744 Clamart Cedex.

Le P. Portal, Lazariste, se montre par ses écrits bien en avance sur son temps. Ses lettres (il faut citer sa longue correspondance avec lord Halifax et avec Mme Gallice) témoignent d'un esprit qui, dans le présent, devinait l'avenir. Aussi ses écrits, ses conférences sont très actuels. Vrai disciple de saint Vincent de Paul, en relation avec les personnalités les plus diverses de son temps, il est un témoin de l'Eglise, même pour nos jours. Il a pu écrire : « Un jour, on verra que nous avions raison. » Ce livre le montre bien.

MESSAGE DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT ITALIEN SUR LES DIFFICULTÉS DU PAYS (1)

A NOS CONFRÈRES DANS L'ÉPISCOPAT ET A
LEURS COMMUNAUTÉS DIOCÉSAINES,

L'enlèvement d'Aldo Moro (2) Les racines profondes du malaise

1. Les préoccupations exceptionnelles qui pèsent sur le pays, les incertitudes qui troublent les consciences, les angoisses qui déchirent les familles, là où l'on pleure un être cher, victime de la haine, où l'on craint pour le sort de celui qui est encore entre les mains de ses ravisseurs, ont été au centre des réflexions des évêques en cette session du Conseil permanent.

L'humanité traverse une période sombre de son histoire, où dominent des violences de toutes sortes : la course aux armements, stratégiques ou non, occultes ou visibles, qui dévore la substance des pauvres et menace de destructions irréversibles ; la liberté d'opinion, écrasée dans certains régimes, au moyen de traitements physiques et psychiques brutaux, par ceux qui détiennent le pouvoir et l'utilisent pour asservir ; le mépris de la vie humaine à toutes les phases de son développement.

En Italie, à la criminalité commune et aux affrontements idéologiques se sont ajoutées les agressions terroristes toujours plus fréquentes et plus féroces, inspirées par une logique aberrante et destructrice, préparée avec une glaciale et parfaite technicité. Cette horrible spirale a atteint un sommet tragique avec l'assassinat de cinq hommes, victimes de leur devoir, et la séquestration, qui dure toujours, de l'honorable Moro, un homme d'Etat dont tout le monde reconnaît la loyauté et la compétence politique.

Si nous osons espérer que notre voix puisse toucher la conscience des auteurs de ces crimes, nous les supplierions de renoncer à ces méthodes injustes et cruelles que l'Evangile condamne et qui font horreur au pays tout entier.

Nous voulons aussi exprimer notre reconnaissance à tous ceux qui travaillent à ramener la paix et la sérénité dans nos populations, en particulier à ceux qui, pour le bien commun, assument des services difficiles et des risques mortels.

Les souffrances de notre peuple trouvent un écho douloureux dans le cœur des évêques. Elles les poussent à rechercher, dans l'optique pastorale qui leur est propre, les voies d'une renaissance et les motifs d'une espérance qui ne trompe pas. Sans ignorer les causes immédiates, sans sous-estimer les mesures urgentes destinées à protéger les structures nécessaires à une vie sociale sereine et bien ordonnée, ils

ont préféré rechercher les racines profondes d'un si grand malaise.

A ce niveau, la décadence actuelle semble provenir — et ce n'est pas l'avis seulement des évêques — du vide de trop de consciences d'où toute valeur religieuse et humaine semble avoir disparu. Et sur ce vide des consciences, tous les effondrements sont à craindre, même les plus redoutables.

Dans la société s'est instaurée une sécularisation dans l'optique de laquelle l'homme revendique une autonomie arbitraire et absolue. Il méconnaît Dieu et Celui qu'il a envoyé ; il perd le sens du péché ; il ne voit plus les limites infranchissables entre le licite et l'illicite, entre le juste et l'injuste. Tant il est vrai que celui qui perd de vue le Christ, l'« homme parfait », perd aussi le sens de son existence et de ses actes, ne sait plus d'où il vient et où il va, ni ce qui lui apporte le vrai bien. L'homme qui veut s'enfermer dans ses limites et se fermer à toute lumière venant d'en haut se déshumanise progressivement.

Nous assistons ainsi à la désagrégation de nombreuses familles. Egalement parce que la loi, s'inspirant d'une conception individualiste et abstraite de la liberté, a cessé de soutenir l'indissolubilité du lien conjugal, il est fréquent qu'elles ne trouvent plus en elles-mêmes toute la force de cohésion nécessaire, ni l'idéal de la fécondité, ni la capacité d'éduquer, ni les valeurs à transmettre.

Guère meilleure est la situation de l'enseignement aujourd'hui. Bien souvent, il est agité intérieurement par des idéologies envahissantes et oppressives, et menacé extérieurement par d'infâmes trafics de drogue et de pornographie. De plus, de larges couches de la société, imprégnées d'un égoïsme sans borne, dégradées par un hédonisme envahissant et un érotisme effréné, ne savent plus offrir aux jeunes de dignes modèles de vie et un idéal de devoir et de service pour lequel il vaut la peine de se sacrifier.

L'avortement

2. Au milieu de tant de ténèbres, alors que nous espérerions un peu de lumière et que nous nous attendrions à ce que nos institutions emploient ce qu'il leur reste de vitalité à une reprise de la nation, avant tout sur le plan moral, voilà qu'encore une fois nous sommes obligés d'attendre avec appréhension les conclusions du débat sur l'avortement, qui a repris ces jours-ci au Parlement (3).

A plusieurs reprises, les évêques italiens, obéissant à un très grave devoir de leur ministère, se sont prononcés sur l'illicéité absolue de l'avortement provoqué qui est à la fois le fruit

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 4 avril 1978. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) Nous rappelons les déclarations de Paul VI au sujet de l'enlèvement d'Aldo Moro par les Brigades rouges, le 16 mars dernier. (DC 1978, p. 306, 325, supra, p. 408 — NDLR.)

(3) La loi sur l'avortement a été votée par la Chambre des députés le 14 avril. (NDLR.)

caractéristique et la triste source de l'égoïsme de la société.

Au moment où notre peuple condamne résolument la violence, qu'il nous soit permis d'élever notre voix pour la défense de la vie humaine, également à son stade le plus humble et le plus innocent. Elle est un tel bien qu'il ne peut être permis à personne de la supprimer ou d'autoriser d'autres à la supprimer.

Nous estimons qu'il est de notre devoir de le redire avec une fermeté évangélique : lorsque l'on porte atteinte aux principes fondamentaux de la société humaine, on ouvre une brèche dans laquelle pourront s'engouffrer les conséquences les plus tragiques et les plus imprévues.

Comme l'a toujours fait l'Eglise, nous condamnons encore une fois, et de la façon la plus catégorique, cette triste chose qu'est l'avortement clandestin. Et nous rappelons qu'une action aussi criminelle que l'est la suppression d'un être humain innocent conserve toute sa gravité, même si elle est commise avec l'autorisation de la loi humaine.

Nous n'ignorons pas les souffrances et les difficultés que peut parfois connaître une femme du fait qu'elle est enceinte. Mais la légalisation de l'avortement, pour quelque motif ou prétexte que ce soit, n'est pas le remède efficace à de si grands maux, comme nous l'enseigne d'ailleurs l'expérience des pays où elle a été adoptée.

C'est dans une autre direction, une direction positive, que doivent s'orienter les efforts de tous et du législateur : la protection communautaire de la maternité, de façon à supprimer, dans la limite du possible, toutes les difficultés d'ordre sanitaire, financier et social qui, dans certains cas, rendent particulièrement lourde pour une femme sa condition de mère.

On attend beaucoup de l'Eglise

3. Dans un contexte aussi incertain et, sous bien des aspects, dramatique, il nous est impossible d'ignorer que l'on attend beaucoup de l'Eglise.

Jamais autant qu'aujourd'hui, en public et en privé, il n'a été autant demandé aux évêques, par des croyants ou des incroyants, de parler et d'indiquer le chemin de la vérité et de la justice, à la lumière de la Révélation de Dieu et de la sagesse multiséculaire de l'Eglise.

Nous ne pouvons pas décevoir cette attente. Nous ne renonçons donc pas, et nous ne renoncerons jamais à l'exercice de notre Magistère.

Si la communauté chrétienne, en vertu du trésor de sa foi qui a vaincu le monde, ne peut manquer de proposer à tous l'Evangile comme principe de renouveau de la vie, il appartient aux pasteurs de s'employer à ce que ce témoignage soit authentique, éclairé et courageux.

Certes, les temps qui se préparent requièrent que les croyants affirment clairement leur identité, leur unité au-delà de tous les motifs de division, en prenant conscience plus clairement que la réalité ecclésiale est le fait éternellement nouveau de l'Histoire du monde.

En vertu de notre responsabilité d'évêques, nous préparons la XV^e Assemblée de l'Episcopat

italien, dont le thème, « Evangélisation et communauté », par son caractère capital, intéresse non seulement nos Eglises, mais le pays tout entier. Seules, en effet, des communautés évangélisées, c'est-à-dire pleinement conscientes du message de l'Evangile, peuvent être en mesure de donner par leur vie le témoignage de leur foi au Christ ressuscité.

A notre prochaine rencontre de mai, nous discuterons et nous mettrons au point cet instrument de travail que veut être le « Livre pastoral » dont nous avons déjà parlé. Il s'agit d'une proposition d'ensemble et re travaillée des indications données par la réflexion intense et les expériences pastorales de ces dernières années dans toutes les Eglises d'Italie.

Par ailleurs, le motif dominant du « Livre pastoral », comme de la prochaine Assemblée, demeure l'« évangélisation » et la « promotion humaine ». C'est là l'apport original de l'Eglise, également pour la reprise souhaitée de la société italienne. En effet, au moment où s'écroulent tant de mythes aux aspirations uniquement matérielles, où les idéologies manifestent leurs limites, une communauté qui prie, qui écoute la parole, qui célèbre l'Eucharistie, qui est unie à ses pasteurs, qui partage effectivement avec les moins favorisés leurs exigences de justice, introduit dans le monde ces ferments de renouveau moral qui peuvent vraiment faire espérer les nouveaux modèles de développement attendus surtout par les jeunes.

Menaces sur la liberté religieuse

4. Dans cette tâche, nous comptons sur les prêtres, nos collaborateurs dans le service commun du Peuple de Dieu.

Dans leurs contacts quotidiens avec les fidèles, ils annoncent la parole qui sauve, ils offrent les moyens sacramentels qui purifient du mal, ils revivifient les valeurs sans lesquelles l'homme ne peut pas être pleinement lui-même et ne peut pas atteindre les hautes finalités auxquelles il a été appelé par la bonté miséricordieuse du Père.

Nous désirons remercier les prêtres qui, d'une façon digne d'éloges, transmettent, développent et appliquent les plans pastoraux élaborés par notre Conférence et qui entretiennent fidèlement la communion avec nous. Nous nous sentons en particulier intimement solidaires de ceux d'entre eux qui ont été condamnés en raison de leur obéissance à nos directives pastorales (4). Nous réaffirmons en même temps notre droit et notre devoir de proclamer toujours et partout la doctrine de l'Eglise sur le mariage. Nous savons en effet que, à la lumière de l'Evangile, elle peut promouvoir les vraies valeurs de la personne humaine et de la famille.

Cet enseignement n'est certainement pas contraire à la Constitution de notre pays qui

(4) A propos de la sentence du juge de La Spezia condamnant quatre prêtres qui avaient affiché à la porte de leurs églises les déclarations des évêques sur le divorce, cf. DC 1978, n° 1739, p. 344. (NDLR.)

« reconnaît les droits de la famille en tant que société naturelle fondée sur le mariage » (cf. Art. 29). On ne peut pas non plus oublier, nous semble-t-il, que cette même Constitution reconnaît, et par conséquent garantit à l'Eglise — et aussi à ses membres — le libre exercice des activités religieuses et pastorales (cf. Art. 2 et 21) que le Concordat décrète expressément (cf. Art. 2).

Des signes d'espérance

5. L'horizon est couvert de nuages sombres. Mais l'on voit déjà de nombreux et importants signes d'espérance et d'un nouveau printemps plein de promesses.

Dans les communautés chrétiennes, on assiste à un réveil de la prière. On désire une prière plus assidue, animée par la certitude que ce qui est impossible aux hommes avec leurs seules forces est facile à Dieu. Il y a aussi un réconfortant retour à une dévotion mariale tendre et forte, éclairée et populaire. Les fidèles sentent que Marie leur est proche comme une mère, qu'elle prie avec eux et pour eux, comme avec les disciples du Seigneur aux premiers temps du christianisme.

C'est précisément parce que l'heure est difficile que les croyants prennent clairement conscience de leurs responsabilités croissantes. Le renouveau de la prière n'enferme pas leur foi dans une spiritualité intimiste mais, revigorés par le contact personnel avec le Christ, ils se sentent appelés à un témoignage créateur et généreux. Dans chaque diocèse, dans chaque paroisse se créent des groupes de catéchistes, avec des jeunes et des adultes, dont beaucoup de parents. Les croyants non seule-

ment s'engagent dans la pastorale paroissiale en communion avec leurs prêtres, mais ils apportent généreusement leur présence pour la gestion collective des écoles et la recherche des solutions les meilleures pour les problèmes de l'environnement et du territoire.

Les évêques encouragent les chrétiens à s'insérer toujours davantage, loyalement et activement, dans les structures culturelles, syndicales, politiques de la vie sociale, afin de mettre l'inspiration chrétienne au service d'une société non violente.

Pour cela, les évêques mettent leurs espérances surtout en beaucoup de jeunes, chez lesquels, depuis quelque temps, on constate un profond changement. Aujourd'hui, en effet, malgré les conditionnements dont ils sont l'objet, ils sont portés à comprendre, aimer et servir l'Eglise, indissolublement institution et mystère, établie autour des apôtres et de leurs successeurs, image vivante et visible de l'unique Corps invisible, le Christ ressuscité.

Chez ces jeunes — toujours plus courageux et dont la confiance en Dieu et dans l'Eglise est toujours plus grande —, les évêques sont heureux de constater des convictions vécues et des élans surprenants, pour vaincre la violence par l'amour, pour assurer justice et liberté à tous. C'est ainsi qu'ils manifestent leur foi par leur vie, sans l'imposer à personne.

Qu'en ce temps de Pâques le Seigneur Jésus nous remplisse de son espérance, qu'il imprègne abondamment de son Esprit nos sollicitudes pastorales, qu'il comble nos vœux.

Rome, 7 avril 1978.

LE CONSEIL PERMANENT
DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE ITALIENNE.

LE DRAME DU LIBAN

Message pascal du Patriarche maronite Antoine-Pierre Khorriché (1)

TRÈS CHERS FILS ET FRÈRES BIEN-AIMÉS,

La célébration de la résurrection du Seigneur est la fête de la joie authentique et de la véritable paix. Seuls, toutefois, pourraient éprouver une telle joie et connaître une telle paix ceux qui auraient su maîtriser en leurs âmes les attirances du mal pour s'engager résolument sur les voies du bien; ceux qui auraient pu s'élever au-dessus des égoïsmes et des mesquineries pour s'attacher à cette règle d'or enseignée par le divin Maître: « Ainsi donc tout

ce que vous voulez que les hommes, vous fassent, faites-le aussi pour eux; car c'est la loi et les prophètes. »

Mais quelle signification les fêtes gardent-elles parmi nous? Voilà ce que, l'âme pleine d'amertume et le cœur ulcéré, nous sommes aujourd'hui en droit de nous demander, face aux contradictions qui nous opposent, devant tant de prodigalité et de luxe étalés aux côtés de tant de pauvreté et de dénuement et alors que le pays ploie sous le faix des malheurs et que nous vivons tous d'effrayantes drames. Combien nombreux peuvent-ils être les Libanais qui ressentent la joie et la paix de ces saintes fêtes, alors que nous présentons le déplorable contraste de deux catégories opposées en toutes choses et en tous points; alors que les uns connaissent l'opulence jusqu'à l'impudence et les autres, la pauvreté jusqu'à la misère; alors que d'un côté c'est le rire qui fuse et de l'autre, les sanglots qui étouffent; alors que

(1) Texte original (traduit de l'arabe). Titre et sous-titres de la DC.

Ce message se situe après l'occupation du Sud-Liban par l'armée israélienne le 15 mars, à la suite de l'attentat palestinien de Tel-Aviv (DC 1978, n° 1739, p. 305), et l'envoi dans cette région de la Force intérimaire des Nations Unies (FINUL) comprenant 1 200 militaires français.

d'une part l'on fait fi de Dieu et de l'autre on renie le Créateur ? Ne devons-nous point attribuer à notre éloignement du Seigneur et à notre méconnaissance de ses divins enseignements les malheurs qui nous frappent, chaque fois plus cruels et plus néfastes ? Ne dirait-on pas, qu'un voile épais sur les yeux, nous ne savons plus retrouver les voies du salut ? La division au plan national ne résulte-t-elle point irrévocablement de l'opposition des mentalités et d'une véritable désagrégation spirituelle et morale ?

Si, le cœur rempli de la crainte de Dieu, nous avions débattu nos problèmes et leur avions ainsi cherché solution, nous n'en serions point venus à cet état de division ni au vide des institutions qui s'en est suivi, ni par suite à cette effarante désintégration.

La désagrégation du pays

Comment interpréter autrement cette corruption des services et institutions et cette mentalité régnante de tout régler par compromis au point que tout semble devenu objet de marchandage et de vénalité ? Comment comprendre autrement cette cupidité qui provoque une intolérable hausse des prix à un degré tel que les Libanais des classes moins nanties ou pauvres ne sont plus en mesure d'acquérir quelque lopin de terre pour se construire un humble logis et fonder un foyer, ni même de trouver quelque emploi qui leur assure les moyens légitimes d'une existence digne ? Comment voir autrement l'incroyable désordre où tout semble perdu : le prestige de l'Etat aussi bien que le respect des lois ; la justice autant que la sécurité. Rien n'est plus à même de libérer les âmes de l'angoisse qui les étreint, puisqu'à chaque instant la vie des Libanais se trouve menacée par une criminalité de tous bords.

Que dire alors au sujet de l'entente nationale ? Ne voilà-t-il point qu'à peine certains ont revendiqué un régime de laïcité complète de l'Etat dans le respect de la religion et de la liberté de conscience, qu'aussitôt il s'en est trouvé d'autres pour réclamer à leur encontre un régime qui sauvegarde le confessionnalisme dans certains de ses aspects et l'abolir en certaines de ses manifestations ? Pour peu que des Libanais aient exigé que l'exercice de la souveraineté nationale fût étendu indistinctement à tous les étrangers vivant au Liban, il y en eut d'autres pour en exempter certaines catégories, fussent-elles, par les actes de violence auxquelles elles se livrent au-dedans comme au-dehors, cause des malheurs qui s'abattent sur le pays et dont le plus récent et non le moindre a été l'invasion du territoire. Ne sommes-nous point également divisés au sujet de l'octroi de la nationalité, à propos de l'armée nationale, de la décentralisation, de la loi électorale, du document constitutionnel ? Et voilà que les nations, proches ou éloignées, assistent à cette désagrégation : certaines pour nous avoir en pitié et d'autres même pour s'en réjouir. Il est bien avéré en tout cas — et pour nous cela est aujourd'hui sans conteste — « que tout royaume divisé sur lui-même se détruit, les maisons tombent l'une sur l'autre ». (Luc 11, 17.)

Les « Casques bleus »

N'est-il donc point venu encore le moment de tirer leçon de nos erreurs et de nos malheurs ? Allons-nous comprendre enfin que nos divisions ne nous vaudront que ruines et calamités ? Hier encore nous n'étions point d'accord au sujet de l'entrée au Liban-Sud des forces internationales. Il a donc fallu l'invasion, la terre brûlée, les ruines et la mort, l'exode des populations et les inextricables problèmes sociaux qu'il entraîne, pour nous amener à accepter la présence des forces internationales. Et nous voici pleins de gratitude envers ceux qui ont jugé leur présence indispensable pour nous sauver et qui nous les ont envoyées dans un geste d'amitié ou encore de pitié. La fatalité veut-elle donc que dans cette région on rejette un jour ce que l'on sait devoir accepter le lendemain ; qu'on ne se rende au fait que tardivement, sous le coup du malheur et quand tout a explosé ?

Ce malheureux pays vient de subir ce que jamais, à notre avis, aucun peuple n'a supporté, quelque cruelles qu'aient été les circonstances. Et nous voilà, pour comble, enclins à abonder en blâme envers des nations amies ou proches qui n'ont point accouru pour nous aider à démanteler les complots tramés contre nous, alors qu'il nous incombait de nous reprocher à nous-mêmes une situation radicalement insoluble sans notre commun accord, sans notre sincère entente, sans notre ferme décision à convenir ensemble du destin de ce pays. Le monde entier se fût-il entendu pour la résoudre à notre place qu'il n'eût point réussi à le faire. Avons-nous donc oublié que nul ne saurait nous aimer plus que nous-mêmes, quelque intense que fût son intérêt pour nos problèmes, quelque droite que fût son intention à notre égard, quelque sincère et étroite que fût pour nous son amitié ? Un adage de chez nous ne dit-il pas, avec combien de vérité et de réalisme, ce qui équivaut à l'aphorisme connu « aide-toi, le ciel t'aidera » ?

Ou l'entente nationale, ou la partition

C'est un appel ému et douloureux que nous lançons aujourd'hui, dans l'état pitoyable où nous sommes arrivés. Il n'est que temps de décider : ou bien d'une entente nationale convenue selon des principes fondamentaux inviolables et c'est là notre vœu le plus cher ; ou bien — et nous le disons hautement, ce serait là ce que nous exécutons le plus et rejetons avec véhémence — d'une partition qui garantisse à ce peuple martyr quelque sécurité pour ses lendemains et quelque assurance pour le destin de ses enfants, à l'instar de ce qui est donné à tous les peuples de la terre dans le vaste monde qu'est le nôtre. Mais alors, nous aurions — nous-mêmes et nul autre que nous — contribué à la pleine réussite de l'infamieux complot tramé contre nous ; nous aurions aussi à ployer sous le terrible et juste verdict de l'histoire contre nous et serions donnés en humiliante leçon à quiconque parmi les hommes serait encore à même de juger et de comprendre.

Devant cette innommable tragédie qui a valu à près de deux cent mille des enfants de ce pays les affres de l'exode sur le territoire même d'une patrie qu'ils ont jusqu'ici tant aimée et

à laquelle ils ne pourront peut-être plus — qui saurait en juger ? — vouer le même amour après tant de malheurs et de misères, nous ne pouvons qu'exprimer une fois encore à ces chers fils combien nous partageons leur douleur et leur amertume. Nous renouvelons à tous nos concitoyens et à toutes les organisations concernées notre vibrant appel à leur venir en aide pour alléger le plus possible leurs souffrances.

Nous nous tournons aussi vers le Seigneur pour l'implorer de nous dessiller les yeux afin que nous puissions voir ; de nous ouvrir les oreilles pour qu'enfin nous comprenions ; de toucher nos cœurs pour nous aider à prendre conscience. Il est temps pour nous de sortir de ce long sommeil, de nous éveiller de cette léthargie, de ressusciter avec le Christ de la nuit de la mort. Mais il nous faut d'abord mourir au vieil homme tout de bassesse et de turpitude pour

revêtir l'homme nouveau aux intentions droites, aux pensées sincères, aimant la justice et conscient de ses responsabilités.

Confiant en la grâce du Seigneur, acceptons courageusement la leçon de l'épreuve et unissons-nous pour reconstruire le Liban afin qu'il prenne sa place au sein des nations du monde. Le Liban a beaucoup donné à ce monde en valeurs humaines et dans le double domaine de la civilisation et de la foi. Le Liban continuera, Dieu aidant, à donner avec non moins de générosité et nous croyons fermement que rien n'est impossible à Dieu.

De notre Siège patriarcal à Bkerké, le 25 mars 1978.

† Antoine-Pierre KHORAICHE,
patriarche d'Antioche et de tout l'Orient.

COMMUNIQUÉ DE LA 162^e ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE L'ÉPISCOPAT POLONAIS (1)

Les 8 et 9 mars 1978 s'est tenue à Varsovie la 162^e Assemblée plénière de l'Épiscopat polonais. L'ordre du jour ■ été présenté par le Conseil central de l'Épiscopat qui s'était réuni à Varsovie le 7 mars de cette année. Tant la session du Conseil central que celle de la Conférence plénière ont été présidées par le cardinal Stefan Wyszyński, primat de Pologne.

Les évêques et le Saint-Siège

1. Le premier jour n'étaient présents que les évêques diocésains. Les évêques responsables des diocèses ont écouté le compte rendu du secrétaire de l'Épiscopat sur sa dernière visite au Vatican, où il fut délégué par le primat de Pologne à l'invitation du secrétaire d'État du Siège apostolique. Après les entretiens à la Secrétairerie d'État et aux congrégations romaines, Mgr Bronisław Dąbrowski ■ été reçu en audience privée par le Saint-Père Paul VI.

Après avoir entendu ce rapport, les évêques ont exprimé leur reconnaissance au Siège apostolique pour son souci d'assurer l'avenir de l'Eglise dans notre réalité idéologique et politique. Ils ont exprimé l'espoir que le développement ultérieur des contacts entre le Siège apostolique et la Pologne servira le bien de l'Eglise et de la nation. Notre nation ■ toujours eu et a encore un grand respect et un grand attachement pour le Siège apostolique. Elle donnera toujours sa confiance aux messagers du Saint-Siège envoyés à l'Eglise et à la nation polonaise.

Les relations Eglise-Etat

2. Les évêques diocésains ont évalué la situation idéologique et politique de notre pays et ils ont discuté de certains problèmes concernant les rapports entre l'Eglise et l'État. En examinant un certain nombre des déclarations publiées dernièrement par les

responsables politiques dans le contexte de certains faits, les évêques ont exprimé leur conviction que dans la situation actuelle de notre pays, les autorités politiques et gouvernementales veilleront à assurer le respect des droits civiques garantis dans la Constitution et affirmés dans les documents internationaux. Cela pourrait conduire à surmonter les difficultés qui se sont accumulées ces derniers temps.

Les évêques sont convaincus que les citoyens désirent se laisser guider par le bien du pays et celui de la patrie, qu'ils veulent s'unir pour servir la nation. Cependant, cela exige des conditions sociales et politiques convenables qui rendraient possible l'essor des énergies des citoyens. Il faut leur faire davantage confiance pour gagner leur estime et leur engagement au service du pays. La nation a assez de force pour venir à bout de ses difficultés, surtout dans le domaine économique et social.

La « Caritas »

3. L'Épiscopat a envisagé l'activité de l'« Association des catholiques Caritas » (2). L'Assemblée a constaté que cette institution, enlevée à l'Eglise par l'État, va au-delà de ses compétences telles qu'elles ont été définies par ses statuts et leurs annexes en vue d'une entente. En dépit de sa fin, qui est la protection des pauvres, des enfants infirmes et des vieillards, cette Association, sans nécessité et sans y être appelée, se préoccupe de grouper le clergé catholique. Elle enfreint par là les prescriptions du droit canonique, puisque ces démarches sont faites sans l'autorisation du Siège apostolique, qui est seul habilité à réunir les prêtres dans des institutions interdiocésaines. Pareillement, la création du Fonds interdiocésain d'assurance pour les retraités est en désaccord avec le Code de droit canon. Cette démarche

(1) *Biuro Prasowe Sekretariatu Episkopatu Polski*, 31 mars 1978. Sous-titres de la DC.

(2) Cf. DC 1977, n° 1719, p. 435 ; 1978, n° 1739, p. 325 (NDLR).

fait partie des devoirs des évêques des diocèses, qui ont l'obligation d'organiser la protection des prêtres mis à la retraite.

Le caractère chrétien de la culture nationale

La censure

4. L'Assemblée plénière a entendu le compte rendu du cardinal Karol Wojtyła sur les cinq premières années d'activité du Conseil scientifique de l'Episcopat de Pologne. Soucieux de son développement ultérieur, les évêques ont discuté aussi des problèmes de la culture nationale, qui, depuis mille ans, porte la marque chrétienne. Depuis bien des années, en effet, l'on s'efforce d'imposer à la culture polonaise la marque du monisme matérialiste et de la laïcisation, si étrangers à l'esprit polonais. L'Assemblée manifeste sa désapprobation pour toutes les démarches qui entravent l'esprit humain dans la libre création des valeurs culturelles. Il est regrettable que la censure de l'Etat limite la création scientifique, la recherche scientifique, la production artistique et religieuse. L'existence de cette censure, dont l'intervention s'étend si largement, est un malentendu nocif. L'Eglise va appuyer les initiatives qui visent à ce que la culture, les productions de l'esprit humain et l'histoire nationale soient présentées d'une façon authentique, car la nation a droit à la vérité objective sur elle-même.

Le monde rural

5. A propos des problèmes pastoraux du monde rural, l'Assemblée a exprimé son souci du développement harmonieux de la vie morale et religieuse dans les villages polonais. La campagne ■ toujours été une grande force morale et patriotique dans la nation. C'est elle qui nourrit toute la société. C'est pourquoi le juste développement du monde rural doit préoccuper toute la nation. C'est aux autorités de l'Etat qu'il appartient de créer des conditions favorables pour que les agriculteurs puissent se sentir chez eux en sécurité, aimer leur travail et servir la nation par leur production. La Conférence encourage tous les prêtres travaillant en milieu rural à faire leurs problèmes préoccupant les campagnes polonaises et à inciter la jeune génération à ne pas abandonner à la légèreté l'héritage transmis par leurs ancêtres.

Jasna Gora

6. A propos du programme de la troisième année d'action de grâce avant le VI^e centenaire de l'image de Notre-Dame de Jasna Gora, la Commission mariale a présenté le déroulement de la solennité de Notre-Dame reine de Pologne qui se tiendra à Jasna Gora et dans les paroisses. L'Assemblée a approuvé la lettre pastorale qui sera lue dans toutes les églises paroissiales et leurs annexes le 30 avril de cette année sur le thème : « Pourquoi consacrerons-nous la Pologne à l'amour maternel de la Vierge Marie ? » Cette année, les évêques réunis à Jasna Gora renouvelleront l'acte millénaire pendant les célébrations du 3 mai prochain. Dans les paroisses, les fidèles le feront le dimanche 7 mai, avec leurs prêtres, à toutes les messes.

L'Assemblée des évêques demande au clergé et aux fidèles, dans la situation difficile de notre patrie, de renouveler cet acte avec foi et confiance, en œuvrant pour la paix et l'ordre dans la vie sociale et dans le travail.

Le surmenage des ouvriers

7. On constate que les travailleurs, dans l'industrie lourde et dans les mines, sont surchargés au-delà de leurs possibilités physiques par un travail qui entraîne une lassitude permanente. Cela se répercute sur les autres obligations, surtout familiales, religieuses et sociales des mineurs, des métallurgistes et des travailleurs des fermes socialisées. La Conférence demande aux autorités d'intervenir le plus tôt possible dans cette situation pénible et de venir en aide aux travailleurs surmenés.

**

8. La discussion sur les problèmes pastoraux du service liturgique et du mouvement Oasis ont fait apparaître des difficultés créées par les autorités administratives en ce qui concerne les retraites de jeunes menées selon la méthode d'Oasis. L'Assemblée a décidé l'entrée en vigueur des nouvelles « Heures liturgiques » au fur et à mesure de leur parution en langue polonaise.

9. Sur la proposition de Mgr Jerzy Stroba, président de la Commission catéchétique, la Conférence a étudié les conditions de travail des catéchistes religieux et laïcs, hommes et femmes, et elle leur a adressé ses sincères remerciements pour leur travail zélé et très nécessaire pour l'Eglise et la nation, en vue de l'éducation de la jeune génération. Pour améliorer leurs conditions d'existence, la Conférence a adopté de nouvelles mesures pour la rémunération des catéchistes, à partir desquelles sera fixé un taux obligatoire dans l'Eglise.

10. La Conférence a également entendu les comptes rendus des présidents de plusieurs Commissions épiscopales.

A la fin de leurs travaux, les évêques ont donné leur bénédiction à toute la nation.

Warszawa, le 10 mars 1978.

— **Les Réalités de Vatican II** et les désirs de Mgr Lefebvre, par François HOUANG et Roger MOUTON. — Un vol. 13,5 x 21,5 cm de 144 p. Editions Fayard, Paris.

A propos du drame de l'ancien archevêque-évêque de Tulle, ces pages nous donnent un exposé magistral de la doctrine de l'Eglise en mettant l'accent sur l'œuvre doctrinale de Vatican II, car c'est ■ la lumière de ce dernier Concile œcuménique que la dissidence de Mgr Lefebvre prend tout son sens paradoxal. Les auteurs posent nettement la question : Mgr Lefebvre est-il encore catholique ? C'est un exposé serein de la question si actuelle, suivi de l'affaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

— **La Grande Nouvelle qui vous apporte le bonheur**, par Jean-Marie ONFROY (coll. « Lumière du monde »). — Un vol. 12,5 x 19 cm de 282 p. et 39 illustrations photographiques pleine page. Editions Résiac, BP 6 F, 53150 Montsurs, et chez l'auteur : 61470 Le Sap.

C'est une réédition de l'ouvrage où l'auteur retrace la vie de Jésus en suivant le récit évangélique. Des mises au point ont été faites qui étaient nécessaires.

— **Réalités et Avenir de ■ catéchèse**. Principaux documents du Synode des évêques dans le monde (Rome 1977). — Un vol. 234 p. Prix : 40 F. Editions du Centurion, Paris.

Dans les années qui viennent, l'Eglise catholique va sans cesse se référer aux documents élaborés par le Synode romain sur la catéchèse. D'où l'intérêt de ce livre, qui présente les textes principaux — interventions du Pape, des évêques et documents de travail — qui ont jalonné un mois de travail intense. On y trouvera également l'essentiel des trente-quatre propositions soumises par les Pères à Paul VI. Les traductions utilisées sont celles de ■ Documentation catholique.

LA CONCEPTION VIRGINALE DU CHRIST

Déclaration de la Société mariologique espagnole (*)

La Société mariologique espagnole, profondément attristée devant certaines publications récentes en Espagne (1) qui atténuent la vérité dogmatique de la conception virginale de Jésus et scandalisent le peuple chrétien, sans prétendre s'attribuer un Magistère qui ne lui appartient pas, mais désirant apporter le témoignage que l'on attend d'elle, a cru devoir faire la déclaration suivante :

Une vérité de foi...

1. La conception virginale de Jésus est une vérité de foi, professée comme telle par l'Eglise dans le Symbole des apôtres depuis ses origines au début du III^e siècle (2), en recueillant des formulations qui étaient habituelles au I^{er} siècle. Dans le *Romanum vetus* (« né de l'Esprit-Saint [et] de la Vierge Marie ») (3), comme dans le *Textus receptus* (« conçu de l'Esprit-Saint, né de la Vierge Marie ») (4) et dans les formes intermédiaires (5), l'Eglise a professé solennellement et invariablement, sans hésitations ni doutes, pendant des siècles, cette vérité révélée par Dieu, comme liée au mystère de l'Incarnation. Elle a été professée selon des formules semblables par les symboles baptismaux de l'Eglise d'Orient (6) et le symbole du I^{er} Concile de Constantinople (7), récité non seulement à toutes les professions de foi, mais dans la liturgie. Nous voulons citer aussi les symboles de nos I^{er}, VI^e, XI^e et XVI^e Conciles de Tolède (8).

2. Cette même constance de la foi de l'Eglise en la conception virginale se retrouve dans les professions de foi de Pélage I^{er} (9), de Léon IX (10), dans le Tome dogmatique de saint Léon le Grand (11), dans les Conciles romains de 649 (12) et 680 (13), au III^e Concile de Constantinople (14), au IV^e Concile du Latran (15), au II^e Concile de Lyon (16), au Concile de Florence (17) et, tout récemment,

(*) Texte espagnol (de la Déclaration et de la note qui suit) dans *Ecclesia*, 8 avril 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

La Croix (20 avril 1978) a publié l'information suivante :

Deux théologiens espagnols, le P. Xavier Pikaza, de l'université de Salamanque, et le P. José Ramon Scheifler, de l'université Deusto près de Bilbao, sont au centre de la controverse. Tous les deux, le premier, dans un livre, le second par un article publié par la revue *Sal Terrae*, ont repoussé l'enseignement traditionnel de l'Eglise sur la virginité de Marie et la conception virginale de Jésus.

Le P. Arrupe, supérieur général de la Compagnie de Jésus, a réfuté l'article du P. Scheifler, qui est jésuite. Ce dernier a alors, dans un second article, déclaré qu'il maintenait tous les termes de sa thèse.

A l'initiative de groupements laïcs, des pétitions ont demandé aux évêques de réaffirmer la doctrine de l'Eglise. Elles ont recueilli des milliers de signatures : 4 000 à Madrid, 10 000 dans un autre diocèse d'Espagne.

Pour mettre fin à cette agitation, la Commission épiscopale d'Espagne pour la Doctrine a rendu publique une note qui a été très largement diffusée dans la presse religieuse comme non confessionnelle.

dans le *Credo* du Peuple de Dieu proclamé par le Pape Paul VI (18).

3. Plusieurs de ces documents, non seulement affirment positivement la conception virginale, mais excluent expressément toute intervention de l'homme (19). Le *Credo* de Paul IV, contre les Unitaires, rejette ouvertement une intervention de saint Joseph (20).

4. Cette masse de documents dogmatiques, tout au long des siècles de l'Eglise, témoigne, sans doute possible, que la conception virginale de Jésus, dans son sens traditionnel strict, appartient au dépôt de la foi chrétienne.

venant de l'Evangile...

5. Cette foi, l'Eglise l'a apprise dans les écrits du Nouveau Testament. Elle est exprimée dans les deux annonces, à Marie et à Joseph. Dans la première (Lc 1, 26-27) est expressément affirmée la virginité de Marie au moment de l'Annonciation. Deux éléments sont au centre du message : la future maternité de Marie et le caractère virginal de cette maternité. Celui-ci est souligné par la question de Marie et la réponse de l'ange.

Dans l'annonce à saint Joseph (Mt 1, 18-25), la conception virginale est présupposée au message. L'objet de celui-ci est précisément de certifier à Joseph l'intervention divine et de lui signifier en conséquence son rôle et sa mission dans le plan de Dieu. Mais l'évangéliste donne un détail intéressant, comme pour écarter un sens possible du mot « vierge » qui ne correspondrait pas à la réalité : « Avant qu'ils aient habité ensemble. » Dans la réalité de la conception virginale, l'évangéliste a vu l'accomplissement de la prophétie d'Isaïe sur la Vierge mère (Is 7, 14), et il conclut en réaffirmant la virginité de Marie pendant tout le temps qui a précédé la naissance de Jésus. Nous ferons encore remarquer que le changement de construction grammaticale dans la généalogie (Mt 1, 16) n'est pas un hasard. L'évangéliste non seulement n'emploie pas l'affirmation normale, qui aurait été : « Joseph, de Marie, engendra Jésus », mais, par un « aoriste divin » (« de laquelle fut engendré Jésus »), il prend acte de l'intervention inespérée et surnaturelle de Dieu. Par un autre procédé, saint Luc, dans sa généalogie de Jésus (3, 23), exclut l'intervention de Joseph (« il était fils, croyait-on, de Joseph »).

enseignée d'une façon immuable par le Magistère de l'Eglise

6. Ces textes de l'Evangile sont si clairs qu'ils ne laissent subsister aucun doute sur l'affirmation de la conception virginale. Mais nous avons de plus le Magistère de l'Eglise qui, ainsi que nous l'avons vu, les a toujours compris ainsi. Il n'est pas permis à un exégète ou à un théologien catholique d'interpréter l'Ecriture

dans un sens différent de celui enseigné par ce Magistère. C'est ce qu'a défini le Concile de Trente (21); c'est ce qu'a inclus le Pape Pie IV dans la profession de foi tridentine : « J'admets la Sainte Ecriture selon le sens qu'a maintenu et que maintient notre sainte Mère l'Eglise, à laquelle il appartient de juger de l'interprétation et du sens vrai des Saintes Ecritures (22). » Cette règle d'interprétation, qui oblige tout exégète et tout théologien catholique, a été authentifiée par le I^{er} Concile du Vatican (23); elle a été reprise par Léon XIII dans l'encyclique *Providentissimus* (24) et par Pie XII dans l'encyclique *Humani generis* (25); elle a encore été rappelée par le II^e Concile du Vatican dans la Constitution dogmatique *Dei Verbum* : « La charge d'interpréter de façon authentique la parole de Dieu, écrite ou transmise, a été confiée au seul Magistère vivant de l'Eglise. » (N. 10.) Et : « Tout ce qui concerne la manière d'interpréter l'Ecriture est finalement soumis au jugement de l'Eglise, qui exerce le ministère et le mandat divinement reçus de garder la parole de Dieu et de l'interpréter. » (N. 12.)

7. C'est pourquoi il n'est pas concevable que le légitime travail exégétique puisse conduire à une opposition avec le sens biblique enseigné authentiquement par le Magistère de l'Eglise (26). Dans les écrits sur la conception virginale, ni le genre midrashique (comme si tout midrash était nécessairement créatif ou pouvait être « illustratif »), ni la théologie allusive, ni toutes les hypothèses, quelles qu'elles soient, qui peuvent s'accumuler, ne seront jamais des procédés légitimes pour un catholique s'ils ne sauvegardent pas dans son sens strict la vérité de la conception virginale, révélée par Dieu, enseignée constamment et immuablement par l'Eglise comme vérité de foi obligeant tout chrétien. Encore bien moins peut-il être légitime de s'employer à accumuler de prétendus silences, contradictions, discordances ou réminiscences nettement judaïsantes qui aboutissent à nier la réalité objective de la conception virginale de Jésus.

P. ENRIQUE LLAMAS,
président
de la Société mariologique espagnole.

NOTE DE LA COMMISSION EPISCOPALE ESPAGNOLE POUR LA DOCTRINE DE LA FOI SUR LA CONCEPTION VIRGINALE DE JESUS (*)

La Commission épiscopale pour la Doctrine de la foi, devant l'inquiétude occasionnée dans le Peuple de Dieu par certaines publications, estime qu'il est de son devoir pastoral de rappeler ce qui suit :

1. Cette doctrine est de foi selon la Tradition la plus vénérable et la plus ancienne de l'Eglise, recueillie par le II^e Concile du Vatican : « ... Dans sa foi et son obéissance, la Bienheureuse Vierge Marie a engendré sur la terre le Fils du Père, sans connaître d'homme, enveloppée par l'Esprit-Saint. » (*Lumen gentium*, 63.)

2. Cette Commission épiscopale demande aux théologiens d'avoir toujours présente à l'esprit la règle donnée par le Concile : « Puisque la Sainte Ecriture doit être lue et interprétée à la lumière du même Esprit qui la fit rédiger, il ne faut pas, pour découvrir exactement le sens des textes sacrés, porter une moindre attention au contenu et à l'unité de toute l'Ecriture, eu égard à la Tradition vivante de toute l'Eglise et à l'analogie de la foi. Il appartient aux exégètes de s'efforcer, suivant ces règles, de pénétrer et d'exposer plus profondément le sens de la Sainte Ecriture, afin que, par leurs études en quelque sorte préparatoires, mûrisse le jugement de l'Eglise. Car tout ce qui concerne la manière d'interpréter l'Ecriture est finalement soumis au jugement de l'Eglise, qui exerce le ministère et le mandat divinement reçus de garder la parole de Dieu et de l'interpréter. » (*Dei Verbum*, 12; cf. n. 10.)

3. Lorsque l'on parle de ce mystère de la conception virginale dans la prédication, la catéchèse ou dans des écrits, on doit exposer clairement la foi commune de l'Eglise afin qu'il n'y ait pas de confusion dans le Peuple de Dieu.

Pour que la conception virginale de Jésus soit bien comprise et évaluée, il faut qu'elle soit présentée dans le cadre du mystère total du salut, de sorte que prennent tout leur relief la gratuité de l'initiative de Dieu dans l'Incarnation, la réalité de ce mystère (Jésus-Christ, vrai Dieu et vrai homme) et le rôle tout spécial de Marie dans l'économie du salut.

4. Il convient par ailleurs de rappeler que :

a) La conception virginale de Jésus n'implique aucun sens péjoratif pour ce qui est de la vie conjugale dans le mariage.

b) Une moindre estime pour ce mystère conduirait les croyants à ne plus être sensibles aux éléments les plus strictement religieux de la foi et de la vie chrétienne.

Madrid, le 1^{er} avril 1978.

(1) X. PIKAZA, *Los orígenes de Jesús. Ensayos de Cristología bíblica*. Edit. Sigueme. Salamanca, 1976, p. 26-36 et 269-307, principalement J. R. SCHEIFLER, *La vieja Navidad perdida. Estudio bíblico sobre la infancia de Jesús*, Sal Terrae 65 (1977), 835-851.

(2) DS 10. — (3) DS 11-12. — (4) DS 27-35. — (5) DS 13-26. — (6) DS 42, 44, 46, 48, 50-51, 55, 60-64. — (7) DS 150. — (8) DS 189, 591, 533, 571. — (9) DS 442. — (10) DS 681. — (11) DS 291-292. — (12) DS 503. — (13) DS 547. — (14) DS 555. — (15) DS 801. — (16) DS 852. — (17) DS 1337.

(18) AAS 60 (1968), 437. (DC 1968, n° 1521, col. 1253. — NDLR.)

(19) DS 63, 189, 503, 533.

(20) DS 1880.

(21) Ses. IV : *Decretum de Vulgata editione Bibliorum et de modo interpretandi Sacram Scripturam* (DS 1507).

(22) DS 1863.

(23) DS 3007.

(24) DS 3281-3282.

(25) DS 3886.

(26) C'est pourquoi nous jugeons inadmissibles tant les présupposés méthodologiques que les déductions de X. PIKAZA dans *En torno a los orígenes de Jesús in « Salmanticensis »*, 24 (1977), 351-361.

LA QUESTION NUCLEAIRE (*)

Incité de plusieurs côtés à réfléchir sur les problèmes nucléaires, le Conseil de la Fédération protestante de France a chargé sa Commission sociale économique et internationale, en septembre 1977, d'étudier ces questions.

Leur portée est, en effet, telle qu'elles ne peuvent laisser les Eglises indifférentes. Le monde dans lequel nous vivons et dont nous ne sommes que les gérants est promis à un avenir de renouvellement qui en fera un monde de lumière. Ce renouvellement est assuré parce qu'il est l'œuvre de Dieu seul, le maître de l'Histoire, tel qu'il s'est manifesté en Jésus-Christ. Ceux qui, dans la foi, se placent devant cette perspective, sont logiquement conduits, dans leur vie personnelle et aussi dans les positions qu'ils formulent en prenant part aux débats publics, à refuser l'absurde, c'est-à-dire la décision délibérée qui conduit clairement à des conséquences incompatibles avec l'avenir attendu. Et le problème nucléaire est visiblement un de ceux qui risquent de conduire à des décisions absurdes.

En raison de sa complexité, la Commission a largement fait appel à des compétences extérieures et a donc invité différentes personnalités dont la qualification et la responsabilité étaient particulièrement évidentes et dont les orientations étaient diverses. Ces personnalités ont accepté, à titre personnel, de répondre à un ensemble de questions préparées à l'avance.

Eclairée par ces réponses, parfois contradictoires, la Commission a constaté qu'il lui était tout à fait impossible d'élaborer un avis définitif qui puisse devenir la position de la Fédération protestante sur un sujet aussi complexe. Elle a, par contre, constaté une très large convergence en son sein sur la nature des questions que pose le développement de l'énergie nucléaire. Loin de clore le débat, ces questions doivent au contraire le relancer et peut-être le clarifier.

Le Conseil de la Fédération les a reçues comme telles et a décidé de les publier sous sa responsabilité.

I. — CHOIX DE SOCIÉTÉ À L'ÈRE NUCLEAIRE

Il convient tout d'abord de rappeler que nous sommes déjà dans l'ère nucléaire. Engendrée grâce aux recherches fondamentales des physiciens avant 1939, son acte de naissance date de l'explosion des bombes de Hiroshima et Nagasaki. Depuis trente ans, le monde vit sous l'équilibre de la terreur nucléaire, qui a en particulier assuré la balance égale entre

les Grands, l'absence de guerre entre les pays riches et leur développement économique, mais aussi l'exportation de leurs conflits et de leurs rivalités dans la partie du monde la plus pauvre. Parallèlement, les recherches civiles se sont développées, permettant de mettre au point des sources d'énergie d'origine nucléaire qui aujourd'hui sont déjà en activité dans de nombreux pays. Rappelons à ce sujet que la France n'était en 1976, relativement à sa population, que très modestement équipée en énergie nucléaire, arrivant loin derrière des pays tels que la Suède, la Suisse, la RFA et le RU, pour ne pas parler des EU (1).

Ce bref rappel montre l'imbrication des questions scientifiques, technologiques et militaires dont le nucléaire donne un exemple frappant, mais non unique. En effet, il serait naïf d'isoler le nucléaire dans notre société, et la Commission a souvent constaté que les mêmes questions pouvaient se poser à propos d'autres domaines du développement technique.

Toutefois, le fait nucléaire est symbolique à bien des égards, et les manifestations diverses qu'il a engendrées dans le monde entier doivent être prises au sérieux autant par les questions qu'elles posent que par celles dont elles ne sont que le signe. S'agissant de l'avenir de l'homme et de la société, elles concernent directement les Eglises.

Nous allons évoquer celles qui ont paru les plus importantes.

II. — SCIENCE — TECHNOLOGIE — ECONOMIE — EQUILIBRE MONDIAL

La découverte de l'énergie nucléaire, par transformation de matière en énergie, est incontestablement une prouesse de l'esprit humain. La mise en œuvre technique de cette découverte a nécessité des travaux considérables et, d'une manière générale, on est frappé par le sérieux de tous ceux qui y ont contribué.

Par contre, les motivations conduisant au développement accéléré de l'énergie nucléaire, comme par exemple dans le programme français, méritent d'être examinées de plus près.

Ces motivations sont fondées sur la demande prévisible en énergie dans les vingt prochaines années et la nécessité de limiter nos importations de pétrole, charge de plus en plus lourde dans notre équilibre commercial.

(1) Les puissances en mégawatts électriques des centrales nucléaires en fonctionnement en 1975 sont respectivement pour la France, la Suède, la Suisse de 3 026, 2 682 et 1 052. Le programme français prévoit en 1980 une puissance de 20 000 MGE, c'est-à-dire, par habitant, environ le double de ce qui est installé aujourd'hui en Suisse.

(*) Texte original.

Tout en reconnaissant qu'un service public tel que l'EDF ne peut être placé devant le risque de coupures de courant qui seraient la conséquence du manque de décisions prises en temps voulu, la Commission se pose plusieurs questions. Cette prévision de la demande ne traduit-elle pas une idéologie apparemment générale selon laquelle le bonheur est au bout d'une croissance continue ?

Peut-on isoler la consommation en énergie de la consommation en général ? N'y a-t-il pas d'énormes gaspillages dans nos sociétés riches, gaspillages d'autant plus inadmissibles qu'à côté de pays nantis et défendant leurs privilèges, d'autres sombrent dans la misère et la famine ? Est-ce que nous devons admettre sans discussion le primat d'un certain type de développement économique, surtout lorsque celui-ci consacre en partie l'égoïsme des pays nantis en amassant chez eux les principales richesses, et augmente ainsi l'injustice mondiale ?

Les Eglises ne peuvent échapper à ces questions.

III. — DEMOCRATIE — TECHNOCRATIE

A plusieurs reprises, la Commission a eu le sentiment que des choix fondamentaux étaient faits sans véritable débat démocratique. Plusieurs de nos invités ont tenté de réfuter cette impression en indiquant que les choix gouvernementaux avaient été l'objet de débats parlementaires et que la question nucléaire avait été beaucoup plus largement discutée que bien d'autres aussi importantes.

On ne peut nier, certes, qu'un débat démocratique ait été engagé dans les formes traditionnelles. Mais nombreux sont ceux qui ont le sentiment d'avoir été écartés du débat, ce qui pose un grave problème de société : devant une question techniquement si difficile, la responsabilité des choix peut-elle être confiée à d'autres que ceux qui ont la connaissance et la compétence ? La technocratie est un véritable défi à la démocratie et ceci n'est pas propre au débat nucléaire. Il est urgent pour nos sociétés de réfléchir aux moyens permettant aux hommes de se déterminer librement sans devenir les esclaves d'impératifs économiques ou techniques définis par des groupes d'experts. Ceci est d'autant plus important que ces experts sont au cœur de situations où sont en jeu des intérêts considérables, la compétence s'alliant alors au pouvoir. La Commission pose le problème, mais là non plus n'en a pas la solution.

IV. — INCERTITUDES ET RISQUES — DANGERS — SECURITE

Toute activité humaine entraîne un certain nombre de risques. L'évaluation a priori de ces risques est très difficile. Ce qui paraît être propre au nucléaire, c'est le caractère irréversible des choix à opérer. Une discussion technique sur le pétrole, le charbon, l'hydraulique

ne passionnerait pas les foules, et pourtant chacune de ces sources d'énergie entraîne des risques réels et des accidents ont effectivement eu lieu. Dans le choix nucléaire, on met en jeu de manière irréversible les générations futures. La Commission a constaté que les experts, sur plusieurs points précis, ne sont pas toujours du même avis, ce qui augmente l'incertitude et nourrit l'angoisse.

Il paraît clair que les mesures de sécurité prises au niveau des centrales nucléaires du programme français ont été soigneusement étudiées. Elles dépassent probablement en sévérité et en coût tout ce qui a été jusqu'à ce jour exigé dans l'industrie française. Toutefois, ces mesures n'ont porté jusqu'à aujourd'hui que sur des prototypes et n'ont subi, en tout cas en ce qui concerne les centrales françaises, l'épreuve ni du temps ni de l'échelle industrielle.

On peut aussi éprouver une crainte devant le fait que le contrôle de la sécurité est entièrement confié à des organismes gouvernementaux. Quelles que soient les traditions d'indépendance des fonctionnaires qui y exercent les responsabilités centrales, ces services sont cependant exposés aux risques de subir dans certains cas des pressions insupportables — par exemple dans le cas où les contrats de retraitement des déchets que la France a signés avec des pays étrangers devraient être exécutés alors que la sécurité des usines de retraitement ne serait pas complètement assurée. Tout en étant bien conscients du fait que les difficultés techniques des problèmes posés exigent des moyens de contrôle considérables et l'intervention de techniciens pleinement au courant de l'évolution technique actuelle, nous pensons qu'il serait nécessaire de faire intervenir dans les procédures de contrôle des instances indépendantes des pouvoirs politiques et économiques. Ces instances devraient notamment recueillir l'avis des organisations représentatives des travailleurs des centrales et des usines de retraitement. C'est le seul moyen d'éviter le doute qui s'empare de ceux qui ont le sentiment qu'on leur cache certains problèmes, malgré le flot d'informations sur le nucléaire. On voit mal en effet comment ceux qui poussent à l'accélération du programme nucléaire peuvent paraître entièrement objectifs dans le débat, et ceci entraîne un certain désarroi de l'opinion.

Au-delà de la sécurité des installations proprement dites, deux points restent très préoccupants : l'élimination des déchets et la prolifération nucléaire.

C'est sur ce problème des déchets que nous avons rencontré le plus de divergences entre nos interlocuteurs. Pour certains, le problème ne se pose même pas, pour d'autres il paraît loin d'être résolu.

Nous reprenons entièrement à notre compte la position du Conseil œcuménique des Eglises qui a récemment publié une longue déclaration sur les problèmes nucléaires indiquant en particulier :

« Dans tous les cas, aussi longtemps que des solutions techniquement satisfaisantes au grave problème de la gestion des déchets n'auront pas été trouvées, l'idée d'une rapide expansion

de la production d'énergie nucléaire demeurera forcément hautement contestable pour une grande partie du public, étant donné le caractère irréversible du risque (2). »

A court terme, la prolifération est le risque le plus important d'une expansion du nucléaire, et en particulier de l'industrie du plutonium. Il est apparu clairement à la Commission que la différence entre atome civil et atome militaire était artificielle. Les risques de conflits atomiques seront donc certainement augmentés, en particulier par les ventes à des pays étrangers de techniques ou d'équipements nucléaires.

Enfin et surtout, on peut craindre dans nos pays, où les libertés sont déjà souvent menacées (informatique), une surveillance accrue des populations et l'instauration de mesures répressives, justifiées par ces risques, mais pouvant conduire à des régimes policiers. La démesure de certaines réactions policières n'est-elle pas le signe de ce danger ?

V. — LE PROGRAMME NUCLEAIRE FRANÇAIS

La France est engagée depuis 1973 dans un programme très ambitieux. Alors que des programmes similaires dans d'autres pays ont été sérieusement revus en baisse, ce n'est pas encore le cas en France, bien que des retards importants de réalisation soient dès maintenant prévisibles. A la différence de ceux d'autres pays, le programme français est complet puisqu'il prévoit l'enrichissement de l'uranium, pour devenir indépendant des Etats-Unis, le retraitement des combustibles irradiés, l'extraction du plutonium et la filière à surrégénérateurs.

Après avoir entendu des exposés très détaillés sur ce programme, la Commission a constaté trois points faibles :

a) Accélération du programme

L'abandon de la filière française « graphite-gaz » au profit de l'américaine « à eau pressurisée » a pour conséquence qu'on lance un très vaste programme sans être passé par le stade du prototype. Toutes les centrales françaises seront du même type, beaucoup sont en construction et aucune n'a réellement fonctionné suffisamment longtemps. Qu'arriverait-il au programme si des défaillances importantes se manifestaient après quelques années de fonctionnement ?

b) Retraitement des combustibles irradiés

Si le programme se réalise, les capacités de retraitement prévisibles seront insuffisantes. Il nous semble que c'est de loin le maillon le plus faible du dispositif français. Aucune usine de retraitement (et en particulier celle de La Hague) n'a réellement fonctionné à l'échelle industrielle. De plus, la France s'est engagée à

retraiter les combustibles irradiés en provenance d'autres pays (Japon, RFA, Autriche). C'est certainement sur ce point qu'une information objective et contradictoire est indispensable.

c) Surrégénérateur

Cette technique peut paraître extrêmement séduisante en raison de l'économie de matière première qu'elle réalise. Avec Super-Phénix (Creys-Malville), la France s'est engagée dans un programme très ambitieux et largement en avance sur ce qui se fait dans le monde. La Commission ne peut se prononcer sur les dangers de cette filière car, si les risques sont certainement plus grands (plutonium, sodium), il semble aussi que les précautions soient considérables.

En tout état de cause, la Commission estime qu'il faudra avoir une expérience suffisante du surrégénérateur actuellement en construction avant d'engager aucun autre programme de centrales de ce type.

D'une manière plus générale, il semble impossible d'arrêter tout ce qui est en cours de réalisation, et on peut valablement se demander si le pari industriel pris par la France n'est pas trop risqué. Il faudrait adopter un rythme de croissance plus modéré permettant réellement de tirer clairement, par des procédures où interviendraient activement des instances indépendantes du pouvoir, toutes les conclusions nécessaires en matière de sécurité, d'impact sur l'environnement, de coût réel. Aujourd'hui, on en est plutôt au stade des prévisions. Il conviendrait au même moment de développer considérablement les économies d'énergie et de penser à l'étape future, puisque tous s'accordent à penser que le nucléaire n'est qu'une étape vers la seule énergie réellement illimitée dans le temps à l'échelle humaine qu'est l'énergie solaire. C'est ce que nous considérons comme un moratoire.

Mais tout ceci exige une volonté politique et un large consensus national pour sortir de notre égoïsme hexagonal. Les Eglises doivent être des lieux où ces questions sont posées. Elles doivent les aborder avec lucidité et dans le souci d'éviter que notre pays ne s'engage dans des perspectives absurdes. C'est pourquoi la Commission croit nécessaire de souligner trois faits :

— Devant les difficultés et les questions que son exécution soulève, le programme nucléaire ne peut avoir l'amplitude initialement prévue dans les délais fixés. D'autre part, ce programme ne suffit pas à lui seul pour résoudre la crise pétrolière. On doit donc admettre que celle-ci risque de demeurer ouverte pendant de nombreuses années encore, plaçant la France et les pays occidentaux dans une situation qui est pour le moment sans issue ;

— On n'échappe donc pas à la nécessité absolue de maîtriser la croissance de la consommation d'énergie et de la réduire beaucoup

(2) DC 1977, n° 1726, p. 771. (NDLR.)

plus que le gouvernement ne le juge aujourd'hui possible. Mais la maîtrise de la consommation d'énergie suppose un changement complet des méthodes par lesquelles la politique économique est conçue et exécutée. De ce changement, il est facile de dire qu'il nécessite la mise en place d'un dispositif de planification beaucoup plus rigoureux et s'étendant au plan international. En fait, il s'agit d'une mutation profonde impliquant en particulier la transformation de nos relations avec le tiers monde.

— Dans ces conditions, la nécessité de gérer sans désordre dramatique une économie d'énergie caractérisée par une insuffisance des équipements de production s'imposera. On risque donc de ne pas échapper à une économie de rationnement, à des mesures s'apparentant à l'économie de guerre.

En résumé, l'absurde que nous devons refuser, dans l'attente du monde de lumière qui nous est promis, se présente donc dans deux directions : c'est tout d'abord l'inadaptation des procédures de contrôle à l'étendue des risques encourus, si le programme est exécuté coûte que coûte ; mais c'est aussi l'insuffisance dra-

matique des équipements énergétiques, si un certain programme nucléaire n'est pas réalisé et si rien n'est fait pour maîtriser dans toute la mesure voulue la croissance de la demande.

La Commission estime qu'une solution raisonnable peut et doit être cherchée dans un étroit défilé, entre ces deux périls : de l'intervention d'instances indépendantes du pouvoir dans les procédures de contrôle, on peut attendre que les risques industriels inacceptables pour l'avenir soient écartés — mais le programme ne sera réalisé qu'avec retard (un retard qui est déjà partiellement acquis) ; d'une programmation précise de mesures allant jusqu'au rationnement (un rationnement dont les modalités seraient définies au préalable et dont les instruments seraient mis en place), mais qui devraient naturellement comporter d'autres moyens moins sommaires (liés à un choix de société), on peut attendre que soient écartés le désordres inacceptables qui résulteraient de l'insuffisance des équipements énergétiques.

Adopté par le Conseil
de la Fédération protestante de France,
le 18 février 1978.

LES VOCATIONS QUI CONSTRUISENT L'ÉGLISE

Homélie du cardinal Marty à Notre-Dame de Paris, dimanche 9 avril 1978 (1)

FRÈRES ET SŒURS EN CHRIST,

Sur le chemin d'Emmaüs, ces deux hommes étaient perdus ; ils étaient sans espérance. Jésus les rejoint. Il les écoute ; il marche avec eux, à leur rythme ; il les instruit. Il rompt le pain de vie et les disciples le reconnaissent. Sans attendre, ils rejoignent leurs amis de Jérusalem. Dans la lumière de Pâques, dans le souffle de l'Esprit, dans la ferveur de l'Eucharistie, voilà l'Eglise qui prend naissance.

A quelques jours de la Journée mondiale des vocations — journée décidée par le Pape Paul VI, — je veux vous parler de ces vocations qui font vivre l'Eglise et qui, aujourd'hui encore, la construisent comme un peuple de témoins. Le peuple de ceux qui se laissent instruire par le Christ, qui reprennent vie dans son Eucharistie et qui travaillent à sa mission : « Allez dans le monde entier et annoncez l'Evangile... »

A Paris, 15 000 laïcs exercent des responsabilités ecclésiales

Quand dans l'Eglise on parle des « vocations », on pense d'abord aux vocations sacerdotales et religieuses. On donne des chiffres, on fait des comparaisons, on dessine des courbes, on établit des statistiques. Il est vrai, dans les années qui viennent, il y aura trop peu

de prêtres nouveaux. Pour l'Eglise de Paris, à l'heure actuelle, 46 jeunes se préparent au sacerdoce. Dans les séminaires et les groupes de formation de la région parisienne, ils sont 180. C'est insuffisant, mais ce n'est pas rien.

Sait-on suffisamment que ces futurs prêtres auront à collaborer avec de nombreux laïcs ? Ce sera même un des aspects essentiels de leur ministère ; car, ainsi que nous l'avons voulu, depuis quelques années les laïcs prennent des responsabilités ecclésiales : à Paris servent près de 4 000 catéchètes, dont 1 500 dans les aumôneries de lycées et d'écoles. Il y a 400 laïcs qui accueillent les fiancés et les préparent au mariage ; il y en a 200 pour la préparation au baptême des enfants et autant pour les catéchuménats des adultes. Ils sont près de 15 000 militants dans les divers mouvements apostoliques et éducatifs. Sans compter les équipes liturgiques, les services d'entraide et tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, acceptent de collaborer à la vie de l'Eglise et de sa mission.

Ces chiffres ne disent pas tout. Mais ils sont le signe évident d'un visage renouvelé de l'Eglise. Une Eglise sans prêtres ? Absolument pas ! Mais une Eglise où chacun peut prendre ses responsabilités, selon sa vocation et la grâce de son baptême et de sa confirmation.

Nous sommes passés progressivement d'une Eglise où les prêtres étaient presque les seuls responsables et où des laïcs et des religieuses acceptaient de les aider, à une Eglise où tous sont responsables, chacun à sa place. Lorsque des parents chrétiens font la catéchèse de leurs

(1) Texte original. Titre et sous-titres de la DG.

enfants, ce n'est pas pour suppléer la carence des prêtres. C'est bien au nom de leur responsabilité chrétienne propre. Le sacrement de mariage construit l'Eglise. Et des parents n'ont pas besoin d'être délégués pour prendre ainsi leurs responsabilités. Beaucoup le font et ont le souci d'en acquérir la compétence. Les prêtres ne sont pas pour autant absents : ils doivent y exercer leur ministère spécifique ; ils ont à susciter ces responsabilités : ils les encouragent et veillent à la nécessaire formation. Surtout ils ont la tâche de rassembler la communauté tout entière — parents et enfants, catéchètes et catéchisés — pour la faire vivre des sacrements et chanter le mystère du Christ. Les prêtres sont signes et garants que ce qui se vit est bien la mission de l'unique Eglise, dans la fidélité à l'enseignement des apôtres.

Mais les prêtres demeurent indispensables

Il y a quelques années plusieurs prêtres me demandaient, un peu inquiets : « Si les laïcs prennent tant de responsabilités ecclésiales, soit dans la catéchèse, soit dans les célébrations, ou encore au service de l'évangélisation, que nous restera-t-il ? » Je comprends cette inquiétude. Mais il me semble qu'aujourd'hui nous avons mieux redécouvert que les prêtres sont indispensables, précisément pour que les laïcs prenant leurs responsabilités spécifiques, l'Eglise existe. Il faut un effort considérable et quotidiennement repris, pour que dans une communauté précise, dans un quartier ou dans un mouvement, de telles responsabilités puissent être éveillées, soutenues, promues, reconnues. Cela suppose des prêtres qui s'y engagent. Avec audace et persévérance.

Or, je le remarque souvent, c'est dans les communautés et les mouvements où les responsabilités sont vraiment partagées, que des vocations sacerdotales surgissent et s'épanouissent. C'est toujours un signe de vitalité pour une communauté particulière. Des jeunes lycéens qui, dès le second cycle, ont participé à la catéchèse des plus jeunes, des jeunes étudiants et apprentis qui ont accompagné des équipes de l'Action catholique de l'enfance, des animateurs de groupes de prière ou des chefs scouts... n'en ont jamais retiré l'impression que le prêtre était inutile. Bien au contraire ! Ce sont ceux-là qui perçoivent la nécessité d'un service presbytéral : le service de la réconciliation, le service de l'Eucharistie, le service de l'unité, le service de la mission. Il faut déjà avoir été le témoin de l'Evangile dans sa vie personnelle et avoir voulu servir la communauté chrétienne, pour percevoir à quel point il est vital pour l'Eglise et pour le monde, que l'Eucharistie soit célébrée. Que soient refaits les gestes du Christ et redits les mots de son sacrifice : « Le pain que je donnerai, c'est ma chair pour la vie du monde. » Voilà à quoi le prêtre est consacré. Et pour ce ministère, des jeunes sont encore capables de se mobiliser.

Les jeunes : soif de se donner, volonté d'être reconnus

A cause de cette conviction et de mon souci quotidien de l'avenir de l'Eglise, ces deux der-

nières années je me suis efforcé de rencontrer davantage de ces jeunes. Je visite leurs communautés : groupes de jeunes dans une paroisse, aumôneries de lycées ou de collèges, mouvements apostoliques, groupes de prière... Ils m'accueillent et je leur parle. Je les écoute aussi. Je dois dire qu'ils sont très francs et directs.

Or, deux choses me frappent en eux : une très grande soif de se donner, et une volonté d'être reconnus.

Ils sont prêts à s'engager au service de causes généreuses, l'alphabétisation, le service des handicapés, les actions en faveur du tiers monde et du quart monde, tout ce qui est fait pour la sauvegarde de la nature... Leurs jugements sont sans nuance. Plusieurs m'ont dit ne pas vouloir « perdre leur vie à la gagner ». Ils ne manquent pas de générosité.

Mais en même temps, ils veulent être reconnus tels qu'ils sont. Non pas « récupérés », — comme ils disent —, ils veulent pouvoir dire leurs aspirations et vivre à leur rythme. Ils ont besoin qu'on leur fasse confiance et leur dire le vrai, les provoquer à une conversion, les obliger à un dépassement sont des marques de confiance.

C'est bien dans cet esprit que je leur ai adressé récemment un appel. La presse en a parlé. Depuis trois semaines je le reprends dans diverses communautés. Si vous ne l'avez pas lu, vous le trouverez aux portes de la cathédrale (2).

Cette invitation, adressée aux jeunes chrétiens de 1978, veut les provoquer à vivre de l'Evangile et à l'annoncer. Cet Evangile du Christ nous fait vivre. Mais nous n'en avons pas le monopole. Nous ne l'avons reçu que pour le transmettre. Les nouvelles générations devront s'en emparer, non comme d'un livre de bibliothèque, mais comme d'un message de vie. Et vivant de ce message, ils auront à la transmettre.

Telle est la tâche de l'Eglise depuis vingt siècles. C'est pourquoi, parmi les jeunes, certains consacreront leur vie, toute leur vie, à annoncer l'heureuse nouvelle de la Résurrection, à faire naître de vraies communautés chrétiennes, à les faire vivre de Jésus-Christ. Je sais qu'ils le feront.

On me dit optimiste ! Je suis seulement plein d'espérance. De cette espérance qui remplissait le cœur de l'apôtre Pierre alors qu'au matin de la Pentecôte il s'écriait : « Comprenez ce qui se passe aujourd'hui... Ce Jésus que vous aviez livré, Dieu l'a ressuscité ! »

Amen.

(2) Cf. DC 1978, n° 1740, p. 359 (NDLR).

ERRATUM

Dans le document œcuménique : « Présence du Christ dans l'Eglise et dans le monde », publié dans notre numéro du 5 mars 1978, il manque la dernière ligne du n° 66, p. 215, col. 2 : « ... ni mort du pluralisme. »

Événements et Informations

FRANCE

L'Année de formation permanente aux ministères

Fondée en 1968, l'AFPC (Année de formation permanente du clergé), dirigée par l'abbé Paul Barrau (1), à l'Institut catholique de Paris (2) et qui a formé une cinquantaine de prêtres par an, élargit ses perspectives et son sigle qui devient AFPM (Année de formation permanente aux ministères).

De fait, déjà des Frères (surtout Frères des Ecoles chrétiennes) et quelques religieuses avaient participé à cette formation (3) suivie par des prêtres et des religieux exerçant leur ministère en France et à l'étranger. Des laïcs exerçant un « ministère » (lycée, paroisse) ont demandé à s'inscrire.

Ces besoins exprimés et cette ouverture s'inscrivent dans l'évolution actuelle de l'Eglise. L'AFPM veut tenter d'y répondre.

(« La Croix », 13 avril.)

L'Abbé Boissonnet succède à Mgr Ramondot

Le Conseil permanent de l'Episcopat a nommé l'abbé André BOISSONNET directeur général de l'Aumônerie des Français de l'étranger et directeur de la Délégation catholique pour la coopération. Ces nominations ont pris effet à la date du 1^{er} janvier 1978.

De plus, l'agrément a été donné à son élection récente au poste de président du Comité catholique des amitiés françaises dans le monde.

L'abbé BOISSONNET succède à Mgr RAMONDOT comme directeur général de l'Aumônerie; il assurait déjà les fonctions de secrétaire général de la délégation catholique. (Corr. particulière.)

Psautier : Version œcuménique Texte liturgique

Après dix années de travail le « Psautier liturgique œcuménique » vient de paraître. Il répond à la demande exprimée par les Episcopats francophones en 1966.

Parallèlement au groupe des exégètes chargés des psaumes dans l'ensemble de la traduction œcuménique de la Bible (TOB), fut constituée une équipe, également œcuménique, ayant la tâche de prévoir un texte qui réponde aux exigences propres d'un psautier liturgique.

La traduction des Cantiques bibliques, sur la base des textes antérieurs publiés successivement pour l'usage liturgique dans le « Psautier de la Bible de Jérusalem », « Prière du Temps présent », le « Livre des jours », ainsi que dans les divers « Lectionnaires », a été entièrement révisée selon les mêmes principes que la traduction des psaumes.

Ce texte, approuvé par les Conférences épiscopales francophones, a reçu l'agrément de la Congrégation pour le culte divin afin d'être progressivement intégré aux livres liturgiques élaborés à la suite de la réforme du Concile de Vatican II.

En vente dans les librairies catholiques. (« Eglise de Lille », 17 mars).

tobre 1977, lors de la vague de répression contre les mouvements de la « conscience noire ». (Cf. « DC » 1977, n° 1726, p. 788.) Le P. Mkhathswa, 39 ans, demeure frappé, jusqu'en 1982, d'une mesure de bannissement et d'assignation à résidence dans la cité africaine de Mamelodi, près de Pretoria, ce qui lui interdit de reprendre ses activités. (« La Croix », 21 mars.)

BELGIQUE

Le P. de Locht

Le chanoine Pierre de Locht, maître de conférence à l'Université catholique de Louvain, ne sera pas sanctionné pour ses prises de position favorables mais nuancées sur l'avortement.

Il était menacé de licenciement par les autorités de l'Université, sur avis de la Conférence des évêques. (Cf. « DC » 1978, p. 1734, p. 90. — NDLR.) La Commission statutaire de l'Université, compétente en matière de discipline, vient de rendre un avis motivé estimant toute sanction irrecevable. « L'enseignement de l'Université catholique de Louvain, a estimé la Commission, se fonde sur une recherche scientifique et ne peut donc être confondu avec l'enseignement de l'Eglise [...]. Confondre les deux ferait naître le soupçon qu'à l'Université catholique la fonction de réflexion est exercée sous contrainte. » (« La Croix », 22 mars.)

L'enseignement de la religion islamique dans les écoles catholiques

Nous lisons dans le compte rendu des travaux de l'Assemblée plénière de l'Episcopat belge :

« Les évêques ont marqué leur accord sur une note des vicaires généraux concernant l'enseignement de la religion islamique dans les écoles catholiques. Plusieurs facteurs doivent être pris en considération : le nombre important d'enfants musulmans dans les écoles catholiques et le respect dû à leurs convictions religieuses, la complexité des problèmes touchant les immigrés musulmans, la législation générale régissant l'enseigne-

ÉTRANGER

AFRIQUE DU SUD

Libération du secrétaire de l'Episcopat

Les autorités sud-africaines ont libéré, la semaine dernière, le P. Smangalis Mkhathswa, secrétaire général de la Conférence épiscopale catholique d'Afrique australe, qui avait été arrêté le 19 oc-

(1) Aidé du P. Santaner, capucin, animation biblique, et du P. Roger Pannier (équipe sacerdotale de Cergy-Pontoise), pastorale.

(2) Inscriptions avant le 15 septembre, 12, rue Cassette, 75006 Paris. Tél. : 222-41-80, poste 378, après-midi.

(3) Qui comporte quelques cours, des sessions d'étude, un travail de groupe, des ateliers de travail, un travail personnel et un voyage d'étude-pèlerinage en Terre sainte de trois semaines, avec l'Ecole biblique de Jérusalem.

ment de la religion en Belgique et la spécificité de l'enseignement. C'est pourquoi les évêques ont accepté la proposition qui vise à confier au vicaire général diocésain chargé de l'enseignement les mesures adéquates à prendre pour chaque cas particulier qui lui serait soumis. » (« *Pastoralia* », bulletin officiel de l'archevêché de Malines-Bruxelles, avril 1978.)

BRESIL

L'Episcopat demande une retractation ■ ■ général Figueredo

La Conférence épiscopale a demandé une rétractation au général Figueredo, commandant de la 8^e région militaire, qui a affirmé récemment que les prêtres qui travaillent en Amazonie « encouragent la subversion ».

Mgr M. LORSCHETER, secrétaire général de la Conférence épiscopale du Brésil, a publié une déclaration disant que les Brésiliens « en ont assez de ces accusations sans fondement, faites au nom d'un anti-communisme à bon marché, qui dénotent une déplorable ignorance de la mission authentique et du travail de l'Eglise catholique. Notre clergé a le droit d'exiger du commandant qu'il se rétracte s'il ne peut pas prouver son accusation ». (« *Prensa asociada* », 30 mars.)

Le projet de l'Episcopat pour dépasser les dominations

Après la conférence de presse tenue le 9 mars à Paris par Mgr Padin sur la nouvelle forme que revêt le projet de « Journées internationales pour une société dépassant les dominations », projet lancé par la Conférence épiscopale brésilienne (CNBB), de nouvelles précisions sont apportées par une lettre de Mgr Padin.

Mgr Padin, coordonnateur désigné par la CNBB, informe que « devant les difficultés rencontrées pour la réalisation d'une réunion finale internationale », la présidence de la CNBB proposera que « la phase finale de sa mission dans le projet consiste dans la publication de la totalité des documents et des conclusions des rencontres déjà réalisées... sans que la réunion finale ait lieu ».

La décision prise est le résultat de la réunion tenue au Brésil par la Commission pastorale de la CNBB avec la participation du cardinal Gantin et du P. Heckel de la Commission pontificale « Justice et Paix » et des représentants d'Episcopats soutenant le projet : NN.

SS. Etchegaray (France), Ouellet (Canada), Maloney (Etats-Unis). (« *L'Eglise aujourd'hui à Marseille* », 9 avril.)

MEXIQUE

L'Episcopat désavoue l'évêque de Cuernavaca

L'Episcopat mexicain a désavoué publiquement l'évêque de Cuernavaca, Mgr MENDEZ ARCEO, qui avait déclaré que le marxisme est indispensable pour la réalisation de la doctrine chrétienne.

La déclaration de l'Episcopat mexicain est une réponse à la réflexion chrétienne sur la révolution cubaine, qui avait été publiée à La Havane par Mgr Mendez Arceo, Ernesto Cardenal et Alfonso Comin au mois de février dernier.

Dans son message, l'Episcopat souligne que l'Evangile n'est lié à aucun système politique ou idéologique. Il affirme que les doctrines, comme le marxisme contiennent une conception de l'homme, de l'Histoire et la société qui est incompatible avec la foi chrétienne. (« *Prensa asociada* », 30 mars.)

PORTUGAL

Les prêtres qui se mettent à leur compte

Le cardinal RIBEIRO, patriarche de Lisbonne, a dit dans une homélie adressée aux prêtres de son diocèse : « ... Comment comprendre et accepter que dans un presbyterium il y ait des prêtres qui décident par eux-mêmes s'ils doivent ou non prendre une profession, s'ils doivent ou non accepter de servir ici ou là, dans telle ou telle circonstance ? Comment comprendre et accepter que dans un diocèse il y ait des prêtres « autonomes » qui se mettent à leur compte en refusant, parfois avec ostentation, de s'intégrer dans une pastorale organisée ? » (« *Prensa asociada* », 30 mars.)

Les chrétiens devant la crise de la société

Dans son homélie de Pâques, le cardinal RIBEIRO a dit notamment : « Nous savons que pour beaucoup de Portugais l'heure actuelle semble lourde d'incertitudes, de préoccupations, de nuages sombres qui bouchent l'horizon. Et ce n'est pas moi qui les contredirai. Les symptômes de crise grave sont trop évidents dans notre société. Les chrétiens portugais ne peuvent pas demeurer insensibles devant l'augmentation de la criminalité qui engendre la peur et l'insécurité ;

l'extension de la drogue et de la prostitution qui dégradent et corrompent ; le manque d'honnêteté de nombreux enseignants qui transforment l'école en tribune démagogique pour leurs idéologies ; la manipulation des consciences qui semble être l'objectif de certains moyens de communication sociale ; les jeux politiques mesquins qui font passer des intérêts égoïstes avant le bien commun ; le manque de logements dignes dont souffrent gravement tant de familles et qui en empêche d'autres de se constituer ; l'augmentation du chômage et le manque de nouveaux emplois qui mettent en danger la subsistance de beaucoup de gens... Si les chrétiens doivent être les premiers à dénoncer cela, il est aussi indispensable qu'ils soient les premiers à agir d'une façon constructive, à s'engager sérieusement dans la transformation positive de la société. » (« *Prensa asociada* », 2 avril.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé : — Mgr Oskar SALER, archevêque de Fribourg-en-Brisgau, RFA. Mgr Saier était auxiliaire de ce même diocèse. (« *OR* », 17 mars.) — Mgr Philip SULUMETI (évêque de Kisumu) évêque de Kakamega, Kenya, diocèse érigé le même jour. (« *OR* », 19 mars.) — M. l'abbé Zaccheus OKOTH évêque de Kisumu, Kenya. (« *OR* », 19 mars.) — M. l'abbé Nicodemus KIRIMA évêque de Mombasa, Kenya. (« *OR* », 19 mars.) — Le P. John Christopher MAHON, de la Société de Saint-Patrick pour les Missions étrangères, évêque de Lodwar, Kenya, diocèse érigé le même jour et dont le P. Mahon était préfet apostolique. (« *OR* », 19 mars.) — Le P. Daniel VERSTRAETE, O.M.I., évêque de Klerksdorp, Afrique du Sud, ancienne préfecture apostolique de l'Ouest Transvaal, érigée le même jour en diocèse et dont Mgr Verstraete était préfet apostolique. (« *OR* », 19 mars.) — Le P. Dominic KHUMALO, O.M.I., auxiliaire de Durban, Afrique du Sud. (« *OR* », 19 mars.) — M. l'abbé Lorenzo CARDENAS AREGULLIN auxiliaire de Tehuacan, Mexique. (« *OR* », 19 mars.) — Mgr Mark F. SCHMITT (auxiliaire de Green Bay) évêque de Marquette, USA. (« *OR* », 22 mars.) — Mgr Estevao CARDOSO de AVELAR, O.P. (prélat de SSma Conceição de Araguaia)

évêque d'Uberlandia, Brésil (« OR », 30 mars.) — M. l'abbé Celso PINTO DA SILVA auxiliaire de *Sao Sebastiao do Rio de Janeiro*, Brésil. (« OR », 30 mars.) — M. l'abbé Joseph G. FERNANDEZ évêque de Quilon, Inde. (« OR », 31 mars.) — Mgr Domenico VACCHIANO (évêque de Cassano all'Jonio) prélat de Pompei (Italie) et délégué pontifical pour le sanctuaire de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire. (« OR », 31 mars.)

— Mgr Jean CADILHAC (auxiliaire d'Avignon) évêque de Nîmes (« OR », 24 mars.) Nous avons publié la biographie de Mgr Cadilhac lorsqu'il a été nommé auxiliaire d'Avignon le 5 septembre 1973. (« DC », 1973, p. 894.)

— Le P. Norbert CALMELS (Abbé général des chanoines réguliers Prémontrés) évêque titulaire de Dusa. (« OR », 23 mars.)

Mgr Norbert Calmels est né à Vezins (Aveyron) le 27 décembre 1908, a fait ses études à l'école Sainte-Foy de Conques, est entré chez les Prémontrés, à l'abbaye de Frigolet en 1926, en a été élu Abbé en 1946. Il est Abbé général de l'Ordre des Prémontrés depuis 1962 et conseiller à la S. Congrégation des Religieux depuis 1973.

Ami des académiciens Marcel Pagnol et Jean Guilton et fin lettré, il a écrit plusieurs ouvrages de genres différents : en 1966, *la Vie du Concile* ; en 1967, *les Sermons de Marcel Pagnol* ; en 1968, *le Concile et vies consacrées* ; en 1969, *François Fabié, poète de la nostalgie* ; en 1970, *Journal d'un Chapitre* ; en 1970, *le Saint Bon Sens de Mère Conduché* ; en 1975, *Matisse — la chapelle du Rosaire des Dominicaines de Vence et de l'Espoir* ; en 1976, *l'Elixir du R. P. Gaucher* ; en 1976, *Rencontres avec Jean Guilton*. (« Semaine religieuse de Rodez », 26 mars.)

Démissions

Le Saint-Père a accepté la démission de :

Mgr Eugène BUTLER, CSSp, évêque de Mombasa, Kenya. (« OR », 19 mars.) — Mgr Alberico SEMERARO, évêque d'Oria, Italie ; Mgr Salvatore DE GIORGI, coadjuteur, lui succède de plein droit (« OR », 19 mars.) — Mgr Jose R. MARTENETZ, évêque de Sao Joao Batista em Curitiba pour les Ukrainiens, Brésil ; Mgr Efreim B. KREVEL, coadjuteur, lui succède de plein droit. Ils sont l'un et l'autre basiliens de Saint-Josaphat. (« OR », 22 mars.) — Mgr Manuel TAVARES DE ARAUJO, évêque de Caico, Brésil. (« OR », 30 mars.) — Mgr Otavio DE AGUIAR, évêque de Palmeira dos Indios,

Brésil. (« OR », 30 mars.) — Mgr Jérôme FERNANDEZ, évêque de Quilon, Inde. (« OR », 31 mars.)

Décès

— Du cardinal Giacomo VIOLARDO, survenu à Rome le 17 mars. Né le 10 mai 1898, il avait été créé cardinal le 28 avril 1969. (« OR », 19 mars. — Cf. « DC » 1970, p. 470.) — De Mgr Achille SALVUCCI, évêque de Molfetta (Italie), survenu en cette ville le 18 mars, à l'âge de 93 ans. (« OR », 20-21 mars.)

SAINT-SIÈGE

Réponse

■ sujet de Dom Helder Camara

Les services d'information de l'Eglise catholique aux Pays-Bas ont adressé au Saint-Siège une demande d'éclaircissement au sujet des rumeurs selon lesquelles Rome aurait interdit à Dom Helder Camara, archevêque d'Olinda et Recife (Brésil) de voyager à l'étranger. 25 professeurs et 300 étudiants de théologie de l'Université de Louvain avaient transmis au cardinal Suenens et au nonce à Bruxelles une motion estimant « regrettable l'interdiction de voyager faite à Dom Helder », car cette décision « enlève une voix prophétique aux pauvres d'Amérique du Sud et du monde entier ». (« La Croix », 24 mars.)

Voici la réponse du Saint-Siège :

« Le Saint-Siège n'a jamais demandé à Mgr Camara, ni récemment ni dans le passé, de ne pas voyager ou de renoncer à toute activité en dehors du territoire de sa propre juridiction ecclésiastique. Il est vrai, toutefois, qu'un de ses confrères, récemment, l'a confidentiellement invité à davantage tenir compte des nécessités pastorales de son vaste archidiocèse en se limitant à n'accepter les engagements extra-diocésains qu'en considération des exigences de sa tâche primordiale et de ses graves responsabilités de pasteur envers son propre clergé et ses propres fidèles. »

Le porte-parole n'a pas voulu préciser qui était le confrère de Mgr Helder Camara.

(« Bureau de presse de l'Eglise catholique aux Pays-Bas », 22 mars 1978. — Ce communiqué a été lu le 22 mars par le P. Romeo Panciroli, directeur de la Salle de presse du Saint-Siège, « Kipa », 22 mars.)

Un luthérien, professeur

■ l'Institut biblique pontifical

Pour la première fois dans l'Histoire, un pasteur luthérien, le Rev.

John Hall ELLIOTT (USA) est chargé d'un cours à l'Institut biblique pontifical, à Rome. Ce cours, qui doit durer un semestre, porte sur la première lettre de saint Pierre et sur la tradition petrinienne dans l'Eglise, y compris le développement de la papauté. (LW F Information, « Lutheran World Federation News Service », 20 mars 1978.)

Intervention du Saint-Siège

■ Congrès international pour l'énergie solaire

Le délégué du Saint-Siège, Mgr François DE NITTIS, est intervenu au cours du Congrès international pour l'énergie solaire (New Delhi, 16-20 janvier 1978) dont le thème des travaux était : « Le soleil, prochaine source d'énergie pour l'humanité. » : « L'énergie solaire semble constituer le meilleur choix pour l'avenir de l'humanité. De plus elle est un patrimoine universel de tous les peuples, de toutes les nations riches et pauvres, disponible à faible prix, inépuisable, ne provoquant aucune pollution, ne présentant aucun danger. La délégation du Saint-Siège demande donc que la recherche et le développement de l'énergie solaire dans son approche scientifique adéquate soient, par ce Congrès international, déclarés « questions prioritaires » pour le développement social et économique du monde, spécialement en ce qui concerne les pays du tiers-monde... »

Nous espérons que la coopération internationale pour la promotion humaine qui est — comme l'a relevé Paul VI — la caractéristique la plus importante de notre époque et, dans le cas présent, le mutuel échange des connaissances techniques et scientifiques au sujet de l'application de l'énergie solaire au service de l'homme, pourront ouvrir des voies nouvelles vers ce qui a été défini la « civilisation solaire », qui rapproche toujours plus l'homme des rythmes de la nature. » (« SNOP », 12 avril.)

La grand-croix de la Légion d'honneur ■ cardinal Schröffer

M. Georges GALICHON, ambassadeur de France près le Saint-Siège, a remis au cardinal Joseph Schröffer, de la Curie romaine, les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur. Cette distinction a été conférée au cardinal pour les mérites qu'il s'est acquis au service de la réconciliation franco-allemande, dans la période d'après-guerre, alors qu'il était évêque d'Eichstätt et président de la section allemande de « Pax Christi ». « Kipa », 31 mars.

L'Eglise dans le monde

A PROPOS DES PRELEVEMENTS D'ORGANES

Sous ce titre, Mgr ETCHEGARAY a publié le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (« L'Eglise aujourd'hui à Marseille », 16 avril 1978) à propos de la loi Caillavet (1) :

De quoi s'agit-il au juste ? Le 4 avril vient de paraître le décret d'application d'une loi du 22 décembre 1976 passée alors trop inaperçue dans l'opinion publique. Cette loi précise les conditions légales dans lesquelles peuvent s'effectuer des prélèvements d'organes sur des vivants en vue d'une greffe ou sur des cadavres à des fins thérapeutiques ou scientifiques. La recherche médicale verra-t-elle s'ouvrir devant elle de nouvelles perspectives ? Et de nombreux patients qui désespéraient de pouvoir bénéficier d'une transplantation (à cause d'impasses ou de complications juridiques) retrouveront-ils une chance nouvelle de survie ? Il faut le souhaiter.

Pourquoi en parler ici ? Pour deux raisons morales très importantes. La première raison concerne spécialement les chrétiens. L'Eglise catholique ■ toujours reconnu que la dignité de l'homme implique qu'après sa mort son corps soit traité avec respect. Elle a combattu tout acte qui serait vécu comme une négation de sa foi ; c'est ainsi que, pendant longtemps, elle s'est opposée à l'incinération des cadavres, car beaucoup, en la demandant, voulaient signifier qu'ils ne croyaient pas en la résurrection. Dans le cas de prélèvement d'organes, Pie XII, dès 1956 (à propos de greffes de cornée, les autres n'étant pas encore réalisées), avait dit : « Il faut éduquer le public et lui expliquer que consentir expressément ou tacitement à des atteintes sérieuses à l'intégrité du cadavre dans l'intérêt de ceux qui souffrent n'offense pas la piété due au défunt (2). » C'est là un geste de solidarité, un don suprême au-delà de la mort fait à un malade inconnu qui met son ultime espoir dans une transplantation. Ce Pape, dont l'autorité en matière d'éthique médicale est reconnue par des non-catholiques, se trouve même cité — avec peut-être une interprétation trop extensive — dans l'exposé des motifs de la loi et dans le rapport présenté au Sénat.

La seconde raison d'évoquer ici la loi Caillavet, c'est que, faute d'information assez vaste, elle risque de travestir un don en prélèvement non voulu. En effet, désormais, pour tout adulte, l'absence d'un refus formel explicite durant la vie équivaut à une acceptation d'un prélèvement éventuel d'organe après sa mort. La loi renverse donc la pratique ac-

tuelle, en faisant de l'autorisation de prélèvement la règle et de l'interdiction l'exception : la personne qui refuse que des prélèvements d'organes soient réalisés sur son cadavre doit le signaler expressément.

Il est donc souhaitable que tout soit mis en œuvre par les pouvoirs publics pour l'information et l'éducation des citoyens. Sinon, cette loi dont les intentions humanitaires sont incontestables, apparaîtrait comme faisant fi de la liberté de l'homme et des sentiments des familles en deuil. Des médecins pourraient être très hésitants à pratiquer des prélèvements dans l'ombre par crainte de voir ensuite l'opinion publique s'émouvoir et devenir hostile. Et, en définitive, le but même de la loi ne serait pas atteint.

Le 16 avril 1978.

† Roger ETCHEGARAY.

MAINTENANT ET A L'HEURE DE NOTRE MORT : OU SONT LES VRAIES QUESTIONS?

Sous ce titre, Mgr ETCHEGARAY a publié, dans le bulletin de son diocèse (l'Eglise aujourd'hui à Marseille, 30 avril 1978), le billet ci-après au sujet de la proposition de loi Caillavet, reconnaissant à tout malade incurable le droit de refuser « l'archarnement thérapeutique » :

Une proposition de loi, à peine rendue publique, vient de relancer un grand débat de société autour de la mort... et de la « bonne mort ». Il est souhaitable qu'on prenne le temps et le champ nécessaires pour saisir les vraies questions, des questions concrètes et non pas théoriques.

« Notre proposition concerne une situation particulière : le droit de mourir à son heure en réduisant l'acharnement thérapeutique. » Pourquoi cette levée de suspicions, voire d'oppositions à l'égard d'un texte à visée humanitaire ? Sans doute parce qu'il répugne à beaucoup que l'Etat légifère en cette matière, d'autant plus qu'il s'agit d'un domaine scientifiquement incertain, aux frontières imprécises. Sans doute parce que l'on craint de ne pouvoir maintenir au même cran des volets entrouverts à travers lesquels se profile le risque d'une véritable euthanasie dont il est difficile — certains disent même hypocrite — de distinguer une forme « active » et une autre « passive ». Par ailleurs, cette proposition apparaît trop rationnelle, trop abstraite : comment peut-on demander à un homme d'appréhender sa mort à l'heure où il est en bonne santé, et qui peut préjuger de ses propres réactions lorsqu'il se trouvera aux portes de la mort ?

(1) La loi Caillavet, du 22 décembre 1976, publiée au Journal Officiel des 4 et 5 avril 1978, avant tout pour permettre d'effectuer les 800 à 1000 transplantations rénales qui seraient nécessaires chaque année (cf. la Croix, 11 avril).

(2) DC, n° 1228, p. 780. (NDLR.)

C'est en amont ou en aval de cette proposition de loi que se posent les vraies questions. En premier lieu, quelle place tient la mort dans notre vie, maintenant ? Notre époque s'ingénie à camoufler la mort, à tricher avec elle. La mort est masquée au mourant lui-même, la mort est « inversée » selon l'expression de Ph. Ariès, l'idéal est de ne pas « se voir mourir ». Nous avons à redécouvrir la mort sans fard, comme le primitif que demeure devant elle l'homme le plus civilisé. La manière dont une civilisation campe la mort dans l'horizon quotidien de la vie est un critère décisif de son respect pour l'homme.

Sur cette route sinueuse, la souffrance est notre compagne habituelle. Mais l'homme a toujours du mal à la comprendre et à l'accepter, surtout lorsqu'il n'y a plus d'espoir. Le chrétien lui-même n'a pas de réponse, si ce n'est l'exemple du Christ innocent, révélant son amour pour nous jusqu'à sa passion et sa mort. La souffrance n'a pas de valeur propre : elle est une défaite pour beaucoup, l'occasion d'un sursaut pour certains, ceux que Claudel appelle « des âmes agrandies dans des corps entravés ». Faire reculer la souffrance, tout en l'assumant quand elle s'impose, est un devoir pour l'homme. Et, s'il est vrai que notre pays est en retard dans l'emploi d'analgésiques efficaces, il est urgent de développer les recherches qui contribuent à soulager la souffrance sans porter atteinte à la lucidité ni altérer la personnalité du malade.

Il y aurait enfin à réfléchir sur la « médicalisation » de la mort qui la soustrait peu à peu à l'environnement humain, dans un décor de plus en plus encombré d'appareils techniques et de moins en moins réchauffé de présence fraternelle. Le monde a besoin de bien autre chose que de thérapeutiques, si raffinées soient-elles. « On meurt toujours seul », rappelait Pascal ; mais il faut comprendre l'appel irrépressible de celui pour qui le visage insolite de la mort est tout proche, l'appel à être entouré, soutenu. Or, nous ne savons plus comment nous comporter devant un mourant, sinon pour accomplir des gestes mécaniques qui meublent le temps et l'espoir. Nous avons oublié les attitudes pourtant si simples de disponibilité, d'écoute silencieuse.

L'une des tâches de l'institution hospitalière n'est-elle pas de favoriser la relation du malade avec sa famille et avec le personnel soignant ? S'il y a un droit de vivre sa mort, il ne peut être exercé pleinement à travers un texte juridique d'esprit individualiste, mais grâce à une concertation vivante et constante de tous ceux qui, en lui tendant la main, accompagnent un frère « jusqu'au bout ». Cette proposition de loi ne s'ouvre-t-elle pas sur un monde de froide solitude et, par la conception de l'homme qu'elle véhicule, ne serait-elle pas un obstacle plutôt qu'une stimulation à poursuivre l'immense effort d'humanisation de nos hôpitaux ?

*« O mon Dieu, donne à chacun sa propre mort,
Donne à chacun la mort née de sa propre vie ! »*

R.-M. RILKE.

Et, comme témoin du Christ ressuscité, j'ose ajouter :

*« Donne à chacun de vivre sa mort
Comme un jour de naissance... à la vraie vie ! »*

ROGER ETCHEGARAY.

ESCALADE

Sur cette même proposition de loi Caillavet, le cardinal RENARD, archevêque de Lyon, a publié, sous ce titre, ces réflexions destinées à paraître dans l'Eglise de Lyon (n° 9) () :*

Naguère, sous le même titre (1), je publiais un court article où j'esquissais « l'escalade » de la contraception à l'avortement et de l'avortement à l'euthanasie. Il y eut quelques voix discordantes : on n'en arrivera pas là : l'avortement, c'est autre chose que la contraception, et l'euthanasie, encore autre chose ! Les faits apparaissent différents : empêcher la conception de la vie, tuer la vie commencée, supprimer la vie finissante : il y a là trois niveaux ! Mais, au fond, il s'agit toujours de l'exigeant respect de la vie ! On passe d'un niveau à un autre, en une escalade : la preuve, c'est que ça existe dans la réalité, même si ce n'est pas encore acquis dans une légalité !

Dieu, maître de la vie

Les journaux nous apprennent un projet de loi qui permettrait au citoyen de demander, en une forme prévue, de ne pas le soumettre à un « acharnement thérapeutique » en cas de maladie inguérissable. Et c'est vrai que Pie XII et Paul VI, qui ont étudié tant de questions actuelles, ont déclaré que tout homme avait droit de mourir de mort naturelle, à l'heure de Dieu, Maître de la vie, sans être obligé de recourir à des méthodes thérapeutiques pour prolonger artificiellement l'existence, et qui semblent assez souvent des « tortures inutiles », selon le mot de Paul VI.

Attitude de l'Eglise

Qu'on veuille bien se rappeler ce qu'écrivait le Conseil permanent de l'Episcopat en juin 1976 (2) :

Pas d'euthanasie (3)

« L'euthanasie, entendue dans le sens de provoquer directement, pour abrégier la souffrance ou l'agonie, un processus de mort autre que celui qui est en cours, ne peut en aucun cas être considérée comme une aide apportée au mourant ; parce qu'elle comporte l'intention délibérée de donner la mort, elle est un acte radicalement opposé au respect de la vie. Entre accepter la mort du malade et lui donner la mort, il y a une différence essentielle. »

Pas d'acharnement thérapeutique

« Lorsqu'il n'y a plus aucun espoir de guérison, il n'est certes pas nécessaire de recourir aux moyens extraordinaires. Il n'est jamais défendu d'utiliser les analgésiques pour soulager la souffrance, même si indirectement l'échéance de la mort devait en être avancée. »

Humanisation de la mort

« Jusqu'à son dernier souffle, le mourant, même inconscient et diminué, reste un être humain avec toute sa dignité de personne humaine. La technique thérapeutique doit respecter non pas « la vie » sans

(*) Texte original.

(1) *Eglise de Lyon*, n° 29 du 19-7-1974. (DC 1974, n° 1659, p. 749, NDLR.)

(2) DC 1976, n° 1703, p. 722 et s. (NDLR.)

(3) Les sous-titres sont de l'auteur.

plus, mais la personne humaine tout entière, avec tout ce qu'elle est et selon sa dignité. Ce respect est particulièrement nécessaire dans les ultimes instants de lucidité où la personne est capable d'assumer personnellement sa propre mort. Autant que de sollicitude thérapeutique, le mourant a besoin de trouver auprès de lui la chaleur de présences qui l'accompagnent, aussi loin que possible, vers l'issue de son chemin de vie. »

Christianisation de la mort

« Le croyant pourra saisir le sens et la profondeur de ce qu'il est appelé à vivre en une telle circonstance : être pleinement présent à celui qui meurt, d'une présence vraie qui soit le symbole de la présence silencieuse de celui qui n'abandonne pas l'homme, surtout au cours de l'épreuve. »

(On n'oublie pas, bien sûr, l'onction des malades, à proposer à un frère souffrant, avec éveil de la conscience et de la foi.)

Faut-il une loi en une décision aussi personnelle ?

Faut-il donc une loi pour cette question capitale : doit-on, peut-on, dans un cas donné, ne pas appliquer un traitement extraordinaire, qui maintient une vie plutôt végétative, sans aucun diagnostic de guérison ? C'est à la conscience personnelle du patient ou, par la suite, à la conscience de parents proches, de se prononcer, avec le concours des médecins, sur la décision concrète de ne pas ou ne plus recourir à des moyens extraordinaires. La mort est un événement éminemment personnel : qu'on respecte donc son mystère !

Légal et moral

Et si jamais une loi intervenait, ne laisserait-elle pas croire progressivement à l'opinion que l'homme a fondamentalement le droit de décider de sa vie et de sa mort ? Il y aurait une nouvelle escalade, un nouveau dégradé de civilisation si l'on veut, car le légal devient le « moral » : ainsi cet aveu d'une maman qui demandait un avortement : « C'est normal, puisque c'est permis par la loi ». Si la loi traduit souvent les mœurs, il faut dire aussi que la loi les justifie et les généralise ! Caveant consules ! Que les responsables de la Cité y veillent ! et surtout les consciences éveillées, celles des chrétiens et des hommes de bonne volonté !

17 avril 1978.

† Cardinal A. RENARD.

LA DEMOGRAPHIE FRANÇAISE EN 1977 (1)

L'Institut national de la statistique et des sciences économiques (INSEE) a publié son « bilan démographique » (2) annuel. Nous en extrayons les chiffres qui permettent de mettre à jour ceux pu-

bliés dans le n° 99 de *Population et Sociétés*. La remontée de la natalité s'est confirmée et le nombre de naissances est estimé à 745 000, ce qui fait augmenter légèrement l'indicateur de fécondité de 1,83 naissances pour une femme en 1976 à 1,87 en 1977, encore bien inférieur au niveau de 2,10 qui correspond au renouvellement des générations.

Le nombre de décès a été particulièrement bas (en valeur absolue le plus bas depuis 1966, et en taux le plus faible jamais observé), en partie en raison de l'exceptionnelle clémence de la grippe, elle-même peut-être due à la plus grande fréquence de la vaccination des personnes âgées. La mortalité infantile continue de baisser, mais moins vite que précédemment.

La remontée de la natalité et la baisse de la mortalité cumulent leurs effets pour porter l'excédent naturel à 210 000 personnes, plus qu'en 1975 et 1976. Le solde migratoire ayant été estimé nul pour la deuxième année consécutive, l'accroissement total de la population est aussi de 210 000 et l'INSEE estime la population de la France à 53 183 000 personnes au 1^{er} janvier 1978, dont 13,8 % de 65 ans et plus.

La baisse de la nuptialité s'accroît : le nombre des mariages baisse pour la cinquième année consécutive, faisant pour la première fois depuis 1937 tomber le taux de nuptialité en dessous de 7 pour 1 000 habitants. En régime permanent, ce régime de nuptialité conduirait à un taux de célibat définitif de 20 %, alors qu'il est de l'ordre de 8 % pour les générations nées entre 1936 et 1940. En attendant des analyses plus approfondies, l'Institut national d'études démographiques verse au dossier de ce phénomène le long développement sur la nuptialité contenu dans le « Septième rapport sur la situation démographique de la France - Mars 1978 », et l'article de L. Roussel sur « la cohabitation juvénile en France » publiée dans dans le n° 1, 1978 de *Population*.

M. L.

	1977 (estim.)
Naissances (m)	745
Décès (m)	535
Excédent naturel (m)	+ 210
Solde migratoire (m)	0
Variation totale (m)	+ 210
Taux de natalité (t)	14
Taux de mortalité (t)	10,10
Taux de mortalité infantile (r)	12,30
Somme des naissances réduites (e)	1,87
Taux brut de reproduction (t)	0,91
Mariages (m)	367
Taux de nuptialité (t)	6,9
Population (3) (m)	53 183
Moins de 20 ans (3) %	31,1
65 ans et plus (3) %	13,8

(m) : milliers ; (t) : taux pour 1 000 habitants ; (r) : taux pour 1 000 naissances ; (e) : enfants pour une femme ; (f) : fille pour une femme.

(1) *Population et Sociétés* (organe de l'Institut national d'études démographiques, 27, rue du Commandeur, 75675 Paris Cedex 14), mars 1978.

(2) *Bulletin mensuel de statistique*, n° 1, janvier 1978.

(3) En fin d'année.

INTERVIEW

DU CARDINAL SILVA HENRIQUEZ, archevêque de Santiago du Chili

Au cours d'un voyage au Chili, Jean Bourdarias, chef des informations religieuses du Figaro, a recueilli l'interview ci-après du cardinal-archevêque de Santiago, avant l'amnistie annoncée par le général Pinochet le 5 avril, et à laquelle il n'a pas été étranger (1) :

Réconcilier la grande famille chilienne

QUESTION. — *Quel est à votre avis, le problème le plus important aujourd'hui pour l'Eglise du Chili ?*

Réponse. — Le problème le plus important pour l'Eglise est toujours de rester fidèle à sa vocation. Elle est appelée à être sacrement d'unité, servante et promotrice de l'homme, quels que soient sa condition, ses faiblesses ou ses besoins. L'orientation des principales questions qui concernent cet homme concret dans le temps et l'espace, marquera en conséquence celle que l'Eglise doit suivre à la lumière de l'Evangile.

Dans la conjoncture actuelle du Chili ces orientations peuvent se ramener à trois :

a) Contribuer à créer les conditions d'une effective et profonde réconciliation entre tous les secteurs de la grande famille chilienne, basée sur les grandes valeurs évangéliques et la constante tradition chilienne de justice, d'amour et de liberté.

b) Donner un témoignage de solidarité avec toutes les personnes et les groupes qui souffrent de la violence ou des carences, quelle que soit leur nature ou quelles que soient leurs causes : solidarité qui doit non seulement être concrète mais montrer clairement son origine et son inspiration évangéliques.

c) Enraciner l'évangélisation de la culture chilienne et des centres de pensée et d'action dans lesquels elle se crée, en ayant en vue une régénération de la société inspirée par la doctrine sociale de l'Eglise, cette « civilisation de l'amour », selon le mot de Paul VI.

Il s'agit là, comme vous le voyez, de problèmes pastoraux, mais qui supposent un riche contenu et une ferme orientation théologique et doctrinale.

L'Assemblée de l'Episcopat latino-américain

Q. — *Dans une perspective continentale, quel est l'aspect de la vie ecclésiale qui préoccupe le plus l'Eglise du Chili ?*

R. — Nous partons de deux faits providentiels :

a) L'Amérique latine possède, au-delà de la diversité des peuples qui la composent, une évidente communauté d'origine, de culture et de destin.

b) Elle comprendra bientôt presque la totalité des membres de toute l'Eglise catholique.

A cause de cela, il est clair que notre continent se voit assigner une responsabilité et une mission historique. Je crois qu'il est appelé à peser d'une façon plus ostensible que maintenant dans le

concert mondial du fait qu'il constituera par lui-même une réserve de valeurs humaines et chrétiennes.

Deux aspects de la vie ecclésiale latino-américaine me préoccupent particulièrement dans cette perspective :

a) Que l'Eglise — toujours fidèle à sa vocation de sacrement de l'unité — puisse servir davantage une réelle intégration des peuples latino-américains en les aidant à dominer les rancœurs et les isolationnismes et surtout les menaces de violence entre nations-sœurs.

b) Que l'Eglise continue à apporter sa contribution pour que les peuples d'Amérique latine puissent trouver leur chemin sans tomber dans la tentation des idéologies extrêmes qui sacrifient l'homme et ses droits fondamentaux, ce qui engendrerait de nouvelles escalades de violence.

Q. — *Est-il vrai, comme certains l'affirment, que la Conférence de Puebla pourrait être opposée à celle de Medellin ?*

R. — Je suis certain que les évêques latino-américains resteront fidèles à l'Esprit et qu'ils interpréteront certainement dans la foi les signes des temps à Puebla comme à Medellin.

L'INTERCOMMUNION ENTRE CATHOLIQUES ET ANGLICANS

Le 25 janvier 1978, le Dr COGGAN, archevêque de Cantorbéry et président de la Communauté anglicane, a prononcé dans la cathédrale catholique de Westminster, à Londres, une allocution où il plaide en faveur d'un progrès dans l'intercommunion entre catholiques et anglicans. Nous donnons ci-après le passage où il aborde plus explicitement cette question ().*

J'ai, depuis de longues années, le grand privilège d'être l'ami de mon cher frère dans le Christ, Basil Hume. Je lui ait fait part, à titre d'hôte et d'ami, de ce que je vais vous dire dans cette allocution, et il m'a assuré qu'il en était heureux, même s'il ne partage pas mon point de vue, en raison de divergences théologiques. La semaine prochaine, il nous parlera, je l'espère, avec la même franchise lorsqu'il sera l'hôte de notre Synode général (1).

Le fait que nous puissions parler ouvertement des sujets sur lesquels l'accord n'est pas encore complet — dont l'un est le problème de notre commune participation au sacrement de l'Eucharistie — est pour moi un signe de la maturité atteinte par notre

(*) Texte anglais dans *Origins NC Documentary Service* du 9 mars 1978. Traduction, titre et sous-titres de la DG.

(1) *DC* 1978, n° 1737, p. 224 et s.

Dans cette conférence, le cardinal Hume répond (p. 227) au présent plaidoyer du Dr Coggan en faveur de l'intercommunion. (NDLR.)

dialogue et, je l'espère, le signe de la maturité du dialogue entre nos deux communions. Un tel dialogue empreint de franchise, entrepris dans un profond amour, est sans doute la manière la plus féconde pour atteindre le but auquel nous aspirons les uns et les autres.

Nous sommes unis par notre commun baptême dans la Trinité. Nous sommes unis dans notre amour du Seigneur, de celui qui nous ■ aimés et s'est donné pour nous. Nous sommes unis dans l'appartenance à son Eglise, même s'il subsiste des zones d'interprétation théologique où l'accord n'a pas encore été atteint et qui, sans doute, continueront de nous interroger. Nous sommes unis dans notre désir d'obéir au commandement du Seigneur d'« aller... de faire des disciples... de baptiser... d'enseigner ». Nous sommes unis, comme je viens de le dire, dans la diffusion du texte imprimé de la Bible. C'est là un signe merveilleux d'unité. C'est le résultat de l'opération du Saint-Esprit. Grâce en soient rendues à Dieu.

Il y ■ un jugement de Dieu sur nous

Mais, avouons-le, notre impact sur les hommes qui, comme les Grecs dans l'Evangile de Jean, « voudraient voir Jésus », est pathétiquement faible, le témoignage que nous portons est rendu muet, la vision que nous partageons est brouillée. Je pose la question : pourquoi en est-il ainsi ? La raison ne pourrait-elle être que nous sommes divisés au point le plus profond de l'unité, dans le sacrement du corps et du sang du Christ ? N'est-ce pas un jugement de Dieu sur nous, pour n'avoir pas su prendre à bras-le-corps ces problèmes ? Nous reconnaissons notre unité dans le baptême ; nous persistons dans la désunion à l'eucharistie. Et voilà pourquoi nous partons affaiblis pour une mission où nous devrions être forts et revigorés par une participation commune au repas du Seigneur.

Nous nous abritons derrière des différences de doctrine, d'expression, d'explication. Mais n'y a-t-il pas, sous-jacente à tout cela, presque dans notre subconscient, l'incapacité de nous repentir de la manière dont, dans le passé, nous nous sommes infligés des blessures mutuelles ? Dernièrement mon attention a été attirée par un passage de l'essai du doyen Church sur Lancelot Andrews, où il dit ceci du conflit sous les règnes d'Elisabeth et de Jacques I^{er}. « La controverse, jamais silencieuse, et toujours acharnée et impitoyable, n'a rien été auprès des terribles hostilités menées, non par la parole, mais par l'action... Nous avons bien raison d'être épouvantés par les horreurs de la lutte. Les haines et les blessures profondes du conflit politique ont donné à la controverse théologique — la nécessaire controverse théologique — une déloyauté et une virulence dont elle ne s'est jamais remise, et qui ■ été un malheur pour la chrétienté, et fatale, non seulement à l'unité, mais à bien des égards à la vérité. »

Nous sommes les héritiers de ceux qui ont pris part à ces actes affreux. Nos yeux, à un degré plus ou moins grand, se sont fermés aux vérités de l'Evangile, qui sauvent et guérissent. Nous nous réjouissons des déclarations communes élaborées par la Commission internationale anglicane catholique. Nous nous réjouissons de la récente consécration du mémorial de l'abbaye de Westminster aux martyrs qui « séparés à l'époque de la Réforme par des convictions différentes, ont donné leur vie pour le Christ et pour la conscience ».

Vers l'unité sans absorption

Mais ne devrais-je pas demander pardon — comme je le fais d'ailleurs en ce moment — à mes amis catholiques pour les attitudes de suspicion et de froideur — pour ne pas parler de mépris — qui nous caractérisaient il y a seulement quinze ou vingt ans, et persistent parfois encore ? Et cet aveu de nos fautes ne devrait-il pas être scellé par une participation commune au sacrement de la sainte Communion ? N'est-ce pas là la voie vers l'unité sans absorption que le Pape Paul VI, faisant écho à une expression employée pour la première fois en 1925, a évoquée quand nous nous sommes rencontrés à Rome l'an dernier (2) ?

Dans le monde entier, des hommes et des femmes, des ministres ordonnés et des laïcs, refusent de continuer de vivre désunis face à ce que le Christ a voulu être, le sacrement de l'unité. Des catholiques romains reçoivent des mains d'anglicans les gages de la Passion du Christ, et vice versa. Cela je l'ai vu moi-même, j'y ai participé, et j'en ai été profondément ému, en Australie et dans les régions situées au-delà de ces îles. L'ordre est quelque chose d'important à l'intérieur de l'Eglise, et on ne saurait encourager les infractions aux règlements. Mais, je pose cette question : est-ce que l'Esprit-Saint ne parle pas aux dirigeants de nos Eglises par la voix des hommes qui voient, avec une clarté qui échappe parfois à nos yeux, le scandale de la désunion ?

Dans les deux fameux passages de l'Evangile de Matthieu (16,19 et 18,18) sur le fait de lier et de délier, on reconnaît généralement que, en araméen, les termes de « lier » et de « délier » désignent, dans le langage des rabbins, ce qui est « défendu » et ce qui est « permis ». Chez nous, dans le passé, on ■ prêté davantage attention au fait de lier qu'à celui de délier, au fait de défendre qu'à celui de permettre. Je pose de nouveau la question : l'Esprit ne dit-il pas à l'Eglise : « Vous qui agissez sincèrement et vous repentez véritablement de vos péchés, vous qui êtes avec vos voisins dans une relation d'amour et de charité, approchez-vous avec foi — approchez-vous ensemble avec foi — et prenez ce sacrement très saint pour en recevoir force et courage » ?

Comme je réfléchissais à cela la semaine dernière, j'entendis de nouveau les paroles de saint Paul où il parlait de la barrière séculaire qui séparait les Juifs des Gentils, et les Gentils des Juifs. Lui-même avait été élevé dans les lois et les ordonnances anciennes. Maintenant elles étaient annulées. Le mur était détruit. La haine avait disparu. Le Christ avait accompli — accomplissait — son œuvre de réconciliation. Voici ce qu'il écrivait : « Vous n'êtes plus des étrangers ni des hôtes. C'est lui qui est notre paix, lui qui des deux n'a fait qu'un peuple, détruisant cette barrière qui les séparait, supprimant en sa chair la haine, cette loi des préceptes avec ses ordonnances, pour créer en sa personne les deux en un seul Homme nouveau, faire la paix et les réconcilier avec Dieu tous deux en un seul corps, par la croix ; en sa personne il ■ tué la haine. » (Ep. 2, 14-16.)

(2) DC 1977, n° 1720, p. 457 (« L'Eglise anglicane unie, non absorbée »). Nous rappelons le plaidoyer en faveur de l'intercommunion, prononcé par le Dr Coggan à cette occasion (Ibid., p. 461 et s. - NDLR).

Que ce soit notre texte de méditation ce soir et qu'il soit notre guide demain.

Il y a un Seigneur à qui il faut obéir. Il y a une lumière à transmettre. Il y a un monde à gagner à la foi. Nous avons parlé assez longtemps de la douleur de la désunion. Maintenant agissons. Et dans la force du Corps rompu et du Sang répandu, nous irons de l'avant dans l'amour, et nous irons en paix.

GANDHI

A l'occasion du 30^e anniversaire de la mort du Mahatma Gandhi, Mgr LOURDUSAMY, secrétaire de la Congrégation pour l'Évangélisation des peuples, ancien archevêque de Bangalore, a prononcé à l'Institut d'études asiatiques de Rome, le 3 mars 1978, une allocution dont l'organe de sa Congrégation (Fides, 22 mars 1978) rend compte en ces termes :

Le secrétaire de Propaganda a commencé par citer des expressions éloquentes, par lesquelles J. Nehru, R. Tagore, Einstein et les Nations Unies avaient défini le « leadership » et le message de Gandhi, et en rappelant que le Pape Paul VI l'avait défini comme « héraut de la non-violence », « homme de paix », « défenseur des valeurs spirituelles et morales et passionné de la paix » ; il rappela aussi comment en Inde, il fut acclamé comme le « Père de la nation », surtout pour avoir été un *homme de Dieu et du peuple*. « Comme homme de Dieu, il incarna en lui-même ce qu'il y a de meilleur dans la vie et dans la tradition indienne : le sens profond des valeurs spirituelles, la recherche de la vérité et l'amour de la paix. Comme homme du peuple, il s'identifia entièrement avec les masses, et s'efforça de les conduire vers une Inde en laquelle tous et chacun pourraient vivre avec dignité. »

Un signe évident de tout ceci, précisa Mgr Lourdusamy, ce fut « la lutte pacifique » qu'il mena durant toute sa vie contre les castes, pour défendre les pauvres et les opprimés, spécialement ceux qu'il appelait les « harijans » (fils de Dieu), son opposition au communalisme (fédéralisme), son appel constant à la patience et au pardon, sa doctrine de la tolérance religieuse, et ses fréquentes références à Dieu, à l'âme, au péché, au repentir, et enfin à la prière. « Quel homme politique a consacré un jour chaque semaine au silence et à la réflexion, comme le faisait Gandhi chaque lundi ? »

« Le Mahatma Gandhi, ajouta-t-il, fut un véritable saint (non pas au sens canonique, c'est bien clair), une « grande âme » authentique qui croyait en Dieu et fut guidée par lui en chaque moment de sa vie ; il sut se nourrir aux plus vraies traditions religieuses de l'Inde, et s'inspira tant à la Bhagavad-Gita qu'à la fraîche vitalité de l'Évangile, particulièrement le Sermon sur la montagne. »

Il rappela combien était particulièrement chère la figure de Gandhi ; jusqu'en sa manière toute simple de se vêtir face aux grands de l'Empire britannique, il représentait la pauvreté de la masse de ses compatriotes, comme un précurseur de la vive conscience sociale de notre temps.

Le messager de la non-violence

En hommage à la mémoire de Gandhi, Mgr Lourdusamy souligna le principe fondamental et inspirateur de sa vie : la « Ahimsa » ou non-violence, qui était pour lui « une science, une philosophie et une vertu » pour toute l'humanité. « Comme on peut le voir dans ses écrits, pour la non-violence et la résistance passive, il s'est inspiré de Bouddha, de Léon Tolstoï et plus encore de Jésus-Christ. Les enseignements du Christ et du Nouveau Testament, et particulièrement les Béatitudes, eurent un impact évident dans la prédication et la vie pratique de Gandhi. »

Il fit observer également la profonde impression que le sacrifice du Christ jusqu'au don de sa vie laissa dans l'âme de Gandhi, et l'influence féconde du Crucifié dans sa vie, comme il l'exprima lui-même au Vatican devant une image du Christ crucifié. Gandhi eut l'intuition de la puissance rédemptrice de la souffrance innocente. Et il trouva dans le jeûne une source d'énergie pour la défense de la vérité et de la non-violence. « C'est pour cette raison que nous évoquons le souvenir de Gandhi : pour que la violence, le sentiment de frustration et de confusion que nous rencontrons partout n'arrivent pas à pénétrer au plus profond de l'âme ; pour que nous ne cédions pas à la tentation de répondre à la violence par une violence plus grande, et pour qu'ainsi nous mettions en relief toutes les valeurs pour lesquelles se battit le Mahatma et pour lesquelles à la fin il donna sa vie. Au cours des dernières années, bien des mythes de grandeur fondée sur la force et les armes se sont évanouis ; l'idéal de Gandhi, la non-violence et le chemin de la paix, rencontrent maintenant une plus grande adhésion, et fascinent les jeunes bien plus que dans le passé. »

Mgr Lourdusamy présenta ensuite Gandhi comme *homme de la paix* ; non seulement il l'aimait, mais il en fut un artisan, contre vents et marées ; il y voyait un effet d'une juste conception de la paternité de Dieu et de la fraternité des hommes : « Pour moi, disait-il, Dieu est Vérité et Amour ; Dieu est morale et moralité ; Dieu est intrépidité ; Dieu est la source de toute lumière et de toute vie ; et sans aucun doute, il se trouve au sommet, et même bien au-delà, de toutes ces réalités. »

Dans la ligne de Jean XXIII et de Martin Luther King, Gandhi fut lui aussi une voix prophétique de l'aspiration des peuples à la fraternité universelle, un homme de *l'universalisme* qui n'admet pas de discrimination entre les hommes, un des grands *œcuménistes* de notre temps qui « donna sa vie pour réaffirmer le principe même de l'unité entre des personnes professant divers *Credos* ». « Gandhi fut principalement un homme d'humble et constante recherche de la vérité », qui ne se borna pas à l'étudier d'une manière académique, mais la pratiqua dans la fidélité.

Gandhi et le christianisme

Parlant de l'attitude de Gandhi envers le christianisme, Mgr Lourdusamy déclara que Gandhi ne reconnut pas le Christ comme Dieu, mais comme un maître spirituel, et que lui-même était très proche du véritable chrétien. Il ajouta que pour sa part, il avait toujours admiré la capacité de Gandhi à saisir l'essence du christianisme, en dépit des contrastes et des réactions que produisaient chez lui les com-

portements des chrétiens. Il rappela le processus de sa véritable rencontre avec le christianisme, en parlant de la relation même de Gandhi dans son livre *Mes expériences avec la vérité*, et de ses contacts avec des chrétiens de diverses confessions protestantes au cours de ses études de droit en Angleterre.

Fasciné par le message du Christ, Gandhi « n'hésitait pas à recommander aux chrétiens — et spécialement aux missionnaires, aux prêtres et aux autres ministres — la nécessité pour eux d'être en accord avec le message du Christ, et de le traduire dans leur vie quotidienne ».

Il cita cet éloge que le Dr Radhakrishnan, ancien président de l'Inde, exprimait dans son introduction au livre *la Pensée de Mahatma Gandhi* : « Par sa vie et ses enseignements, il rend témoignage aux valeurs pour lesquelles son pays luttait durant des siècles : la foi dans l'esprit, le respect de ses mystères, la beauté de la sainteté, l'acceptation des obligations de la vie, la valeur du caractère, autant de valeurs qui n'ont de prérogatives ni nationales ni internationales, mais bien universelles. »

Il conclut enfin, en citant des passages de Vatican II (*Gaudium et spes*, n. 44), que, grâce à la vie et aux sublimes enseignements de Gandhi, l'Eglise dans le monde, et particulièrement en Inde, a pu recueillir de nombreux bienfaits. Par son esprit de service au peuple pour l'amour de Dieu et des hommes, il nous lègue des idéaux que le monde d'aujourd'hui, dévasté par la violence, les oppositions et les menaces contre la liberté, doit entendre sans aucun retard.

DJIBOUTI : LA SANCTIFICATION DU DIMANCHE EN PAYS MUSULMAN

Sous ce titre, l'Agence Fides de la Congrégation pour l'Evangélisation (12 avril 1978) rend compte en ces termes d'une lettre pastorale de Mgr HOFFMANN :

Dans sa lettre pastorale pour le Carême 1978, intitulée : « Pour la sanctification du dimanche », Mgr H. B. Hoffmann, évêque de Djibouti, explique aux catholiques comment réaliser leur devoir religieux dans un pays où le repos hebdomadaire officiel est le vendredi.

Après avoir exposé la doctrine concernant la célébration de l'Eucharistie et le repos dominical, Mgr Hoffmann s'exprime ainsi :

Une étude approfondie sur la célébration du dimanche dans les pays musulmans montre que les gouvernements tiennent de plus en plus compte du fait de la présence de chrétiens dans leur pays. Ainsi, dans plusieurs Etats musulmans comme le Soudan, l'Egypte, la Syrie, le Liban, la Jordanie, les chrétiens bénéficient le dimanche matin de temps de libre pour accomplir leur devoir religieux. Dans certains pays on permet aux chrétiens de sanctifier le dimanche non seulement par l'assistance à la messe mais même par l'observance du repos dominical. De toute façon il y a une solution qui est toujours réalisable partout, c'est de placer les ho-

raires des messes dominicales les samedis soir et les dimanches soir en dehors des heures de travail. La liturgie a toujours suivi la coutume juive et grecque qui consistait à célébrer les sabbats et les fêtes à partir du coucher du soleil de la veille. La sanctification du dimanche est aussi facilitée par l'horaire d'été de la journée continue qui permet le chômage le dimanche après-midi.

Il est évidemment plus difficile d'observer le deuxième précepte de la sanctification du dimanche, c'est-à-dire l'abstention du travail professionnel. Le chrétien authentique a conscience de ce fait et observera le repos dominical dans la mesure du possible, au moins les après-midi des dimanches durant l'horaire de la journée continue et les dimanches qui pour une raison particulière sont chômés dans le pays.

En ce qui concerne la célébration des fêtes chrétiennes d'obligation, nous espérons que les deux fêtes les plus importantes de l'année liturgique, Noël et Pâques, resteront toujours chômées et fériées dans le pays.

LA MESSE DE NOEL A PEKIN

L'Agence Fides, de la Congrégation pour l'évangélisation du monde (15 février 1978), publie l'information ci-après, provenant de Hong Kong, sous le titre : « A Pékin, assistance plus nombreuse à la messe de minuit » :

Cela ne pouvait se passer ailleurs, la cathédrale catholique de l'Immaculée-Conception de Pékin étant la seule église de Chine continentale où la messe de minuit soit encore autorisée. Environ 300 personnes, des Chinois en majorité, ont donc pu assister à cette messe sans qu'il y eût apparemment le moindre contrôle d'identité. On procéda même à la fin de la messe à l'illumination extérieure de la cathédrale.

La messe fut dite en latin et suivant le rite antérieur à Vatican II. Le célébrant ne prononça pas d'homélie mais se contenta de présenter des vœux de joyeux Noël. Une chorale d'une vingtaine d'enfants exécuta les chants en grégorien.

Pour le reste, Noël passa d'autant plus inaperçu qu'il coïncidait cette année avec le dimanche, jour habituel de fête et de repos pour la population.

On peut donc penser que l'affluence relative constatée cette année à la messe de minuit est sans doute à mettre sur le compte de cette coïncidence qui facilitait l'accès à l'église.

Ces quelques informations publiées par les Agences France-Presse et Reuter furent reprises par la suite par des journaux chinois, sous des titres divers, assez significatifs. Le journal communiste *Ta Kung Pao* titre par exemple : « Les étrangers célèbrent Noël à Pékin. Trois cents personnes assistent à la messe à la cathédrale » ; de son côté, le journal libéral *Tin Tin Daily News* met un tout autre accent : « Dans l'unique église du continent, trois cents fidèles assistent à la messe de minuit. » Quant au périodique *Wah Kiu Yat Po*,

organe des Chinois de l'extérieur tendant à se rapprocher politiquement de Pékin, il risque un titre qui en dit long : « La Chine continentale revient peu à peu à la normale. A l'occasion de Noël, l'église a été réouverte. Tout le monde peut aller librement à la messe. »

C'est évidemment ce que l'on souhaiterait. Puisse du moins le changement constaté à l'occasion de cette messe de minuit à Pékin être le signe précurseur d'un « retour à la normale » et d'une meilleure compréhension dans un climat de confiance.

Précision

A propos de l'information sur la Chine parue dans notre numéro du 2 avril 1978, p. 341, et où il est question de « Mgr Chang Chia-shu, évêque de Shanghai, élu et consacré en 1960, sans approbation du Saint-Siège », le P. Georges NAIDENOFF, directeur de *Missi*, nous fait remarquer : « Il me semble qu'il aurait fallu préciser que Mgr Chang est d'autant moins l'évêque de Shanghai que celui-ci, toujours vivant, est Mgr Kung, en prison depuis plus de vingt ans comme son vicaire général Mgr Tsu. Cette situation avait provoqué l'indignation du Pape Pie XII qui, en 1958, écrivait : « Il ne s'agit pas — comme on voudrait le faire croire — de diocèses vacants, mais souvent de sièges épiscopaux dont les titulaires légitimes languissent en prison ou sont empêchés de diverses manières... On profite de leur épreuve pour établir à leur place de faux pasteurs. » (DC 1958, n° 1287, col. 1225-1226.) Ceci reste vrai et il me semble qu'on ne doit pas le passer sous silence. Il y a en prison un témoin de la foi, l'honneur exige qu'il soit nommé car il est l'évêque légitime de Shanghai. »

(Dans « *l'Annuario pontificio* », de 1978, Mgr Ignatius KUNG PIN-MEI figure toujours comme évêque de Shanghai, avec la mention « en prison pour la foi ».)

UNE LYONNAISE SUR LE CHEMIN DE LA BEATIFICATION

Sous ce titre, Eglise à Lyon et à Saint-Etienne (10 mars 1978) publie la biographie ci-après de Claudine THEVENET (Mère Marie de Saint-Ignace), dont le décret d'héroïcité des vertus a été approuvé le 6 février dernier (DC 1978, p. 291) :

Claudine Thévenet est une authentique Lyonnaise. Elle est née le 30 mars 1774, rue Neuve ; fut baptisée dans son église paroissiale, à Saint-Nizier ; fit ses études à l'abbaye bénédictine de Saint-Pierre. La tourmente révolutionnaire toucha sa famille et elle vit mourir sous ses yeux, dans la plaine des Brotteaux, ses deux frères Louis et François. Elle n'avait pas vingt ans.

Sa vie sera consacrée désormais à sa famille et aux œuvres de charité, dans la paroisse Saint-Bruno. D'abord présidente de l'Association du Sacré-Cœur,

sous la direction du R. P. André Coindre, elle se dévoua, avec ses compagnes — dont Pauline-Marie Jaricot — à soulager toutes les misères du temps.

Convaincue que la plus grande misère est celle de vivre et de mourir sans connaître Dieu, elle se consacra à l'éducation chrétienne des filles et fonda une « Providence » à la Croix-Rousse. Puis, devenue fondatrice d'une congrégation en 1818, elle plaça son œuvre et sa communauté tout près de la Vierge de Fourvière. Elle y mourut saintement le 3 février 1837.

Très en avance sur son temps, elle désirait donner aux jeunes filles, orphelines souvent, un métier qui leur permette de vivre honnêtement : c'était le tissage de la soie ! Avec une solide formation chrétienne, elle leur apprenait aussi la couture, le raccommodage, les matières scolaires. Elle voulait en faire de vraies chrétiennes, de bonnes mères de famille, des femmes complètes. Quand elles quittaient la Providence, avec leur trousseau et une dot, fruit de leur travail en atelier, la Mère fondatrice ne les perdait pas de vue et veillait discrètement sur elles, les plaçant dans de bonnes familles. Aux jeunes filles de la classe aisée, fréquentant le pensionnat de Fourvière, les religieuses donnaient une formation religieuse, littéraire, artistique, aussi poussée que possible.

La congrégation fondée par Claudine Thévenet, missionnaire dès ses origines, s'est étendue à tous les continents ; elle comprend quinze provinces et se développe dans dix-neuf pays. Les religieuses de « Jésus-Marie », enseignantes et missionnaires, cherchent à « faire connaître et aimer Jésus et Marie », spécialement par l'éducation chrétienne de la jeunesse.

Joseph JOMAND.

— **Conciles gaulois du IV^e siècle.** Texte latin de l'édition C. MUNIER, introduction, traduction et notes par Jean GAUDEMET, professeur à l'université de droit, d'économie et de sciences morales de Paris. — Un vol. 12,5 x 19,5 cm de 164 p. Les Editions du Cerf, Paris.

L'introduction nous donne les éléments nécessaires pour comprendre l'importance pour l'Eglise de cette dizaine de Conciles qui devaient non seulement fixer son dogme pour se maintenir dans l'orthodoxie, mais encore préciser les éléments les plus urgents de son organisation. Les nombreuses notes sont précieuses pour comprendre les divers canons et en souligner la nécessité. C'est l'Eglise encore à ses débuts qui s'organise et prépare son avenir.

— **Regards sur la vie,** par Jules CARLES. — Un vol. 13,5 x 21 cm de 256 p. Prix : 42 F. Les Editions ouvrières, Paris.

Les lecteurs de la *Croix* connaissent bien le nom de ce Jésuite dont les articles scientifiques suivent toujours l'actualité. On retrouve dans ces pages son style clair qui met à la portée du grand public tant de questions que pose la recherche scientifique. Directeur lui-même de recherche au Centre national de la recherche scientifique, il traite ici des questions que pose à l'homme moderne la vie, l'hérédité et pratiquement l'univers lui-même avec tous ses problèmes. Le lecteur ne sera pas déçu en parcourant ces pages qui supposent un grand savoir. Il est bon de montrer que l'Eglise sait être aux avant-postes des sciences.

Imprimerie « Bayard-Presses »
5, rue Bayard, Paris-8^e

Le directeur: J. GELAMUR

© 1978 by Bayard-Presses.

Royal - P.Q. - S.F. - S.D.S. Autres pays : 7 F. an. 110 F. 11.
 ■ mois : 56 F.
PRIX DU NUMÉRO : de l'année 6,50 F ; des années précédentes : 7 F. Règlement : C.C.P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 21,55 F net. Franco : ■ F. C.C.P. Paris 16-68.
 N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1741 - 7 MAI 1978

- 401 **Audiences générales.** L'Eglise (29 mars, 5 et 12 avril) ; la Bienheureuse Maria Katharina Kasper (19 avril).
- 404 Allocution au Conseil national de la catéchèse (5 avril).
- 405 **Allocution aux évêques de l'Etat de New York** (20 avril).
- 407 **Réception des évêques du Burundi** (6 avril).
- 408 **Lettre aux Brigades rouges** (21 avril).
- 408 Les aides au prêtre. Allocution du 19 avril.

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 409 **Les communications sociales en Océanie.**
- 411 **Evangelisation et libération des ruraux.**
- 412 **Le racisme** (délégation du Saint-Siège à l'Unesco).

ACTES DU SAINT-SIEGE

- 413 **TERRE, PROPRIETE ET TRAVAIL DES HOMMES** (Episcopat français).
- 421 Qui possède la terre ?
- 422 **La propriété privée** (Mgr Puech).
- 423 **Les biens d'Eglise.**

DOSSIER

- 424 **La contraception.** Déclaration des évêques d'Irlande.
- 426 **Les évêques italiens et les difficultés du pays.**
- 428 **Le drame du Liban** (patriarche Khoraike).
- 430 **Communiqué de l'Episcopat polonais.**
- 432 **La virginité de Marie.** Réponses espagnoles.
- 434 **Le nucléaire** (Fédération protestante de France).
- 437 **Les vocations.** Homélie du cardinal Marty.

QUESTIONS ACTUELLES

- 439 **Evénements et informations** (16-31 mars).

ÉVÉNEMENTS

- 442 **Les prélèvements d'organes** (Mgr Etchegaray).
- 442 **La « bonne mort »** (Mgr Etchegaray, cardinal Renard).
- 444 **La démographie française en 1977.**
- 445 **Interview du cardinal Silva Henriquez.**
- 445 **L'intercommunion** (Dr Coggan).
- 447 **Gandhi** (Mgr Lourdusamy).
- 448 **Le dimanche en pays musulman** (Mgr Hoffmann).
- 448 **La messe de Noël à Pékin.**
- 449 **Vers la béatification de Claudine Thévenet.**

L'EGLISE DANS LE MONDE

LA

NUMÉRO 112
60^e ANNÉE - T. LXXV

Prix : 1 F - BIMENSUEL

10
21 mai 1978

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Le 50^e anniversaire de la JOC
Les catholiques polonais et leur culture

LIVRES NEUFS A PRIX REDUITS

Voici à l'intention de nos lecteurs une sélection d'ouvrages — vendus par correspondance — dans les meilleures conditions de livraison et de prix

CES FRANÇAIS QUI FURENT DES SAINTS, par le cardinal Grete. De saint Remi au saint Curé d'Ars, bien des hommes furent le levain du peuple de France. Il est bon de mieux connaître ceux qui sont à l'origine de tant d'affection populaire. 14 × 19, 124 p., Le Livre chrétien, Fayard 1956. Prix ■ F.

LE CHRETIEN FACE A LA VIE, par le R.P. Riquet. Face aux sciences de notre temps, les hommes s'affolent, s'étonnent ou se lancent dans des théories révolutionnaires. Alors, il est temps de faire le point avec l'Evangile. 14 × 19, 155 p., Le Livre chrétien, Fayard 1952. Prix 6 F.

JESUS, par Guittou, Leprince-Ringuet, R.P. Carré, Refoulé, o.p. Des philosophes, des savants, des théologiens questionnent Jésus, sa terre, son temps, ses disciples, sa vie. Ce livre, aux illustrations somptueuses, sait allier l'art le plus haut à la méditation personnelle. 16 × 24, 265 p., 49 ill. in-texte en noir et blanc, 27 p. ill. couleurs h.-t., 25 ill. noir et blanc h.-t., Réalités Hachette 1971. Prix 29 F.

Collection LA GUILDE CHRETIENNE. Textes choisis des meilleurs écrivains catholiques, dont six membres de l'Académie française. Volumes 13 × 20,5, nombreuses illustrations, reliés façon club. Valeur : 25 F l'un. Prix, le tome, 9,80 F. Les dix tomes ensemble, val. 250 F. Prix ■ F.

— Tome I, 380 p. : Pietro Ambrogiani, **JEAN XXIII** ; Michel de Saint-Pierre, **BERNADETTE DE LOURDES** ; Daniel-Rops, **LES MARTYRS** ; Robert Serrou et Pierre Vals, **LA TRAPPE**.

— Tome 2, 376 p. : Maria Winowska, **PADRE PIO** ; Marc Escholler, **LACORDAIRE** ; Mgr Breynat, **L'EVEQUE VOLANT** ; Gertrude von Le Fort, **LA DERNIERE A L'ECHAFAUD**.

— Tome III, 376 p. : Johannès Joergensen, **SAINT FRANÇOIS D'ASSISE** ; William Thomas Walsh, **NOTRE-DAME DE FATIMA** ; Roland Cluny, **SŒURS MISSIONNAIRES EN AFRIQUE** ; John Gibbons, **LE VAGABOND DE NOTRE-DAME**.

— Tome IV, 376 p. : La Varende, **DON BOSCO** ; G. Bissonnette, **MOSCOU, MA PAROISSE** ; Georges Blond, **L'HOMME, CE PELERIN** ; Suzanne Cita-Malard, **LA VIE DES BENEDICTINES**.

— Tome V, 376 p. : Mgr Fulton, J. Scheen, **LE CHEMIN DU BONHEUR** ; André Dupeyrat, m.s.c., **VINGT ET UN ANS CHEZ LES PAPOUS** ; Louis Chaigne, **SAINT THERESE DE LISIEUX** ; Henri Queffelec, **UN HOMME D'OUESSANT**.

— Tome VI, 374 p. : Louis Bertrand, **SANGUIS MARTYRUM** ; Maria Winowska, **LE FOU DE NOTRE-DAME** ; Abbé Eugène Joly, **QU'EST-CE QUE CROIRE ?** ; Daniel-Rops, **PORT-ROYAL**.

— Tome VII, 378 p. : Jacques Loew, **JOURNAL D'UNE MISSION OUVRIERE** ; La Varende, **UN SAINT** ; Mgr J. Calvet, **SAINT VINCENT DE PAUL** ; Nicolas Corte, **LA VIE ET L'AME DE TEILHARD DE CHARDIN**.

— Tome VIII, 380 p. : Edouard Estaunié, **L'INFIRME AUX MAINS DE LUMIERE** ; Robert Serrou et Pierre Vals, **AU DESERT DE CHAR- TREUSE** ; Jean Nicolas, a. a., **ONZE ANS AU PARADIS** ; Henri Massis, **NOTRE AMI PSI-CHARI**.

— Tome IX, 376 p. : René Bazin, **MAGNIFICAT** ; Daniel-Rops, **LA VIE DE SAINT AUGUSTIN** ; Jacques Andouard, **ROI DE L'EVASION** ; Fernand Remisch, **TRENTE-TROIS ANS AVEC THE- RESE NEUMANN**.

— Tome X, 340 p. : Francis Laner Talbot, s.j., **UN SAINT CHEZ LES HURONS** ; Henry Troyat, **LE**

PUY SAINT CLAIR ; Jean Descola, **QUAND LES JESUITES SONT AU POUVOIR** ; Fernand Hay-ward, **PIE X**.

ROME ET TEILHARD DE CHARDIN, par Philippe de la Trinité, o.c.d. L'auteur, qui appartient à l'Ordre des Carmes Déchaux, étudie minutieusement les positions doctrinales célèbres de Teilhard de Chardin. 14,5 × 19,5, 216 p., Fayard, 2^e choix. Prix 12 F.

JERUSALEM, LA VILLE SAINTE, par Michael Avi-Yonah. L'histoire des trois grandes religions coexistant dans la Ville sainte où elles ont façonné, à l'intérieur des vieux remparts, une remarquable communauté d'esprit, leurs lieux saints se jouxtant les uns les autres dans le temps et l'espace. 21,5 × 18,5, 152 p., 130 ill. dont 30 en couleurs, relié imitation toile, Weber 1974, paru à 53 F. Prix 36 F.

ORIGINES DE L'OCCIDENT, nomades et sédentaires, par Jacques Ménétrier. Les étapes de l'évolution du monde préhistorique gravitant autour du bassin méditerranéen, depuis l'apparition de l'homo sapiens, il y a quelque quarante mille ans, jusqu'à l'an 500 avant Jésus-Christ, où l'Occident acquiert alors sa personnalité, son originalité, son autonomie et ses lignes directrices. Un ouvrage de grand intérêt sur les origines de la civilisation, de l'Indus à l'Atlantique. 21 × 27, 212 p., 27 phot. dont 17 en couleurs, 20 cartes, glossaire, relié, Weber 1972, paru à 85 F. Prix 42,50 F.

LE CRUCIFIX, des origines au Concile de Trente, par le Dr Paul Thoby. Voici une histoire du Crucifix, thème émouvant et dramatique, sujet magnifiquement mais immense. Le déroulement à travers les siècles de toutes les créations consacrées au drame du Calvaire évoqué, avec les doctrines théologiques qui les ont inspirées, les caractères géographiques et ethniques qui les ont modifiées, la littérature religieuse ou profane qui les a propagées. Reflets de l'âme des générations passées, avec leurs légendes et leur poésie, toutes ces Crucifixions redisent à travers les âges la foi profonde et l'immense amour qui les inspirèrent. (Imprimatur.) Très bel ouvrage 22 × 28, 286 p., 39 dessins et 189 planches h. t. dont 5 en couleurs, broché à l'ancienne (non coupé), Bellanger 1959. Val. 150 F, prix 78 F.

ICONES, par Christophe Walter. Quand l'art et la religion s'unissent si parfaitement, le miracle est parfait. Découvrez celui de l'icône, ces vierges de tendresse et les anges noirs de la déploration. Vous comprendrez alors la résistance mystique de la Russie contemporaine. 22 × 29, 64 p., 56 illustr. en coul. et 10 dessins en noir et blanc, relié, Nagel 1976, imprimé en Suisse. Paru à 60 F, prix 35 F.

Passer commande à

DIFRALIVRE DC 54

BP 14 - 78580 MAULE

Tél. (16-1) 090-72-89

JOINDRE LE REGLEMENT A LA COMMANDE (y ajouter pour envoi et emballage : 6 F pour le premier volume et 1 F par volume supplémentaire pour la France métropolitaine, et 9 F pour le premier volume plus 1 F par volume supplémentaire pour toutes autres destinations), en chèque bancaire ou postal, mandat-lettre, timbres-poste français. (CCP 19979.24 M PARIS)

Expédition rapide.

Bon de garantie, accordant faculté de retour, joint à notre envoi.

Actes de S. S. Paul VI

« L'USAGER ET LES COMMUNICATIONS SOCIALES : ATTENTES, DROITS ET DEVOIRS »

*Message pour la XII^e Journée mondiale des moyens
de communication sociale (Dimanche 7 mai 1978) (1)*

VÉNÉRABLES FRÈRES ET TRÈS CHERS FILS,

La Journée mondiale des communications sociales constitue un rendez-vous annuel important. Elle est consacrée, comme vous le savez bien, à une réflexion approfondie au sujet de la fonction et de l'usage des instruments qui servent aux communications sociales, et que les Pères du Concile n'ont pas hésité à définir « admirables ». En effet, qui peut évaluer l'influence que ces moyens modernes sont en mesure d'exercer sur l'opinion publique ? Ils en orientent les jugements et en conditionnent les choix grâce à leur profond impact et leur large diffusion, à des techniques toujours plus perfectionnées, à des temps d'usage toujours plus longs.

Les attentes des usagers

Ce n'est donc pas étonnant que l'Eglise suive avec un intérêt croissant les développements d'un phénomène culturel d'une aussi vaste portée et ne cesse d'attirer l'attention, avec une sollicitude maternelle, de ceux qui en sont protagonistes ou qui ont conscience de leurs responsabilités en ce domaine. Cette même préoccupation pastorale nous a poussé à choisir comme thème du présent message l'examen des attentes, des droits et des devoirs de ceux qu'on désigne comme les « usagers », c'est-à-dire des destinataires des communications sociales. Nous les considérons naturellement du point de vue qui nous est propre : c'est-à-dire de celui du personnalisme chrétien, qui retrouve en chaque créature humaine une image vivante de Dieu (cf. Gn 1, 26) porteuse, par dessein providentiel, d'une destinée éternelle.

1. Un échange réciproque

La première attente des « usagers » qui mérite d'être soulignée et mise en valeur est l'aspira-

tion à l'échange réciproque (cf. encyclique *Ecclesiam suam*, AAS 56 [1964], p. 659). L'espace que les journaux et les émissions de radio et télévision réservent aux échanges avec leurs propres lecteurs, auditeurs et spectateurs ne correspond qu'en partie à ce désir légitime, car il s'agit toujours de cas isolés, alors que tous les « usagers » ressentent le besoin de pouvoir exprimer — d'une manière ou l'autre — leur propre opinion et d'offrir leur contribution d'idées et de propositions personnelles. Assurer cet échange, le favoriser et l'orienter vers des problèmes importants, permettrait aux « communicateurs » d'établir un contact continu et stimulant avec la société, et porter les « usagers » eux-mêmes à un niveau de correspondance active.

2. La vérité

La seconde exigence est celle de la vérité : il s'agit ici d'un droit fondamental de la personne, fondé sur la nature humaine et intimement lié au droit de participation que l'évolution d'aujourd'hui tend à assurer à chacun des membres de la société. Cette aspiration concerne par ailleurs de manière directe les moyens d'information, dont les destinataires ont le droit d'attendre la rapidité, l'honnêteté, la recherche d'objectivité, le respect de la hiérarchie des valeurs et, s'il s'agit de spectacles, la présentation d'une image véridique de l'homme tant comme individu que comme partie d'un contexte social déterminé.

3. Loisirs et détente

On ne peut pas non plus sous-estimer l'aspiration de l'homme moderne aux loisirs et à la détente en vue de la récupération de ses forces et de son équilibre psychique, mis à rude épreuve par les conditions souvent épuisantes que la vie et le travail imposent aujourd'hui. Ce désir légitime ouvre des perspectives spirituelles où la problématique religieuse et morale revêt une importance particulière. Les chrétiens savent que cette problématique, sous l'impulsion de l'Esprit, conduit l'homme à la plénitude de sa propre suprême destinée.

(1) Traduction française diffusée par la Commission pontificale pour les communications sociales. Sous-titres de la DC. Le titre reprend le thème de la Journée.

En France, la Journée des communications sociales a eu lieu le dimanche 5 février.

Une table ronde de la société

Afin de donner satisfaction à ces aspirations, la collaboration active de la part de « l'usager » est nécessaire. Celui-ci doit assumer un rôle actif dans le processus de formation à la communication. Il ne s'agit pas de créer des groupes de pression, durcissant encore plus les affrontements et les tensions de notre époque, mais d'empêcher que, au lieu d'une « table ronde de la société » où tous aient un juste accès selon la propre préparation et l'importance des sujets dont ils s'occupent, la place ne soit occupée exclusivement par des groupes non représentatifs qui pourraient faire un usage unilatéral, intéressé et restrictif des instruments à leur portée. Il est à souhaiter, au contraire, qu'entre « communicateurs » et « usagers », des rapports authentiques s'instaurent, c'est-à-dire que se réalise entre eux un véritable « colloque » (cf. *Instruction pastorale Communio et progrès*, AAS 63, 1971, n. 81, p. 623).

Devenir des interlocuteurs valables

Cela signifie que vous devez vous-mêmes, chers lecteurs, auditeurs et spectateurs, apprendre le langage des moyens de communication sociale, même si cela est difficile, afin d'être capables de devenir des interlocuteurs valables. Il faut que vous puissiez bien choisir votre journal, les livres, les films, les programmes de radio et de télévision, conscients que de votre choix — tout comme d'un bulletin de vote — dépendra l'encouragement et le soutien, également économique, ou bien le refus d'un type déterminé de communication (cf. *Ibid.*, n. 82, p. 624). Il faut, d'autre part, tenir compte de la grande complexité de la réalité des communications modernes où, en raison de leur nature — et parfois par volonté explicite d'instrumentalisation — le vrai peut être mêlé au faux, le bien au mal. Il n'y a en effet aucune vérité, aucune chose sacrée, aucun principe moral qui ne puisse être, directement ou indirectement, mis en question ou contesté au sein de l'ample échange des communications sociales. Vous devez donc faire preuve d'une capacité éveillée de discernement en confrontant les messages reçus aux authentiques valeurs morales et religieuses, en évaluant et en accueillant les éléments positifs, et en excluant par contre ceux qui sont négatifs.

Une triple capacité doit donc être acquise aujourd'hui par chaque usager désireux de pouvoir devenir citoyen adulte et responsable : la capacité de comprendre le langage des mass media, de choisir avec discernement et d'être capable de porter un bon jugement. Cette capacité détermine le dialogue avec le « communicateur ». Ce dialogue doit, ensuite, trouver les formes appropriées, correctes et respectueuses, bien que franches et fermes, pour intervenir selon que le demandent les circonstances.

La formation des usagers

Nous n'ignorons pas les difficultés que chaque « usager », à commencer par le chrétien, rencontre pour s'assurer les capacités nécessaires

à l'exercice de ses droits et devoirs, en conformité avec ses propres aspirations, dans la situation concrète du monde contemporain. Mais, s'il est vrai que l'avenir de la famille humaine dépendra, en grande partie, de l'usage qu'elle sera capable de faire de ses moyens modernes de communication, il est nécessaire de réserver à la formation des « usagers » une attention prioritaire tant au niveau du ministère pastoral que, plus généralement, au niveau de toute éducation.

Une première éducation doit s'accomplir, en ce domaine, à l'intérieur de la famille. Comprendre, savoir choisir et porter un jugement droit sur les moyens de communication sociale fait aujourd'hui partie intégrante de la formation à la vie. Il appartient aux parents d'aider leurs enfants à faire leurs choix, à formuler leurs jugements avec maturité, à dialoguer avec les « communicateurs ».

Cette formation doit se poursuivre à l'école. Le Concile œcuménique Vatican II en fait une obligation explicite aux écoles catholiques de tous les degrés (cf. Décret *Inter Mirifica*, n. 16), ainsi qu'aux associations d'inspiration chrétienne de caractère éducatif, spécifiant en particulier : « Pour atteindre plus efficacement un tel but, que soient insérés dans la catéchèse l'exposé et l'explication de la doctrine et de la discipline catholique en cette matière. » (*Ibid.*) Les éducateurs ne doivent pas oublier que leur activité pédagogique s'accomplit dans un contexte où de nombreux spectacles et émissions, touchant à la foi et aux principes moraux, atteignent quotidiennement leurs élèves, qui ont donc besoin de leurs continuelles explications ou rectifications par rapport aux choses lues, vues et entendues.

Informers sur les programmes et leur valeur morale

Les communautés locales de croyants, enfin, doivent aider leurs propres membres dans le choix, la compréhension et le discernement. Nous faisons appel à la presse catholique, aux autres moyens à la disposition des diocèses, des paroisses et des familles religieuses, afin qu'ils donnent le plus grand espace possible à l'information sur les programmes des communications sociales, qu'ils recommandent ou déconseillent en y apportant les motivations opportunes de façon à consentir aux fidèles de s'orienter, en pleine conformité à la doctrine et à la morale évangélique. Les chrétiens, et en particulier les jeunes, doivent clairement se rendre compte que leur sainteté de vie, l'intégrité de leur foi, la richesse de leur culture et, par conséquent, la contribution qu'ils donneront au développement général de la société, dépendent des choix qu'ils feront.

L'Eglise peut et doit les informer et les aider, mais ne peut pas se substituer à leurs décisions personnelles et cohérentes.



Comme on le voit tout de suite, la tâche est complexe et extrêmement exigeante. Seule la collaboration généreuse de tous pourra obtenir

non seulement que les moyens de communication sociale abandonnent les attitudes et expressions — que l'on constate malheureusement parfois — qui s'inspirent de la violence, de l'érotisme, de la vulgarité, de l'égoïsme et d'intérêts particuliers injustifiés, mais que la communication sociale soit capable d'offrir une information ample, rapide et véridique et, en ce qui concerne les spectacles, des loisirs sains, au plan culturel et spirituel, contribuant ainsi de manière efficace à cet humanisme plénier qui tient extrêmement à cœur à l'Eglise

(encyclique *Populorum progressio*, AAS 59, 1967, n. 42, p. 278, et n. 14, p. 264).

Désirant encourager l'effort de tous ceux qui se consacrent à cette tâche particulière, nous invoquons sur eux-mêmes et pour tous ceux qui participeront à la célébration de la 12^e Journée mondiale des communications sociales, l'abondance des dons de l'Esprit et nous leur donnons de tout cœur la bienveillante bénédiction apostolique.

Donné au Vatican, le 23 avril 1978, quinzième de notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LA VIE HUMAINE EST SACRÉE

Audience générale du 26 avril (1)

Le moment est venu où nous qui suivons le Christ, que nous soyons maîtres ou disciples, nous devons rappeler — et pas seulement rappeler, mais aussi observer — cette loi chrétienne fondamentale : la vie humaine est sacrée.

En la qualifiant de sacrée, nous voulons dire qu'elle échappe au pouvoir de l'homme et qu'elle est protégée par un pouvoir supérieur à celui de l'homme, défendue par la loi de Dieu. La vie humaine, sur laquelle l'homme, pour des motifs de parenté ou de supériorité sociale, exerce son autorité de tant de manières, est soustraite, en tant que telle, à cette autorité.

La haine des classes

Écoutons ce que nous dit l'Évangile : « Vous avez appris qu'il a été dit aux anciens : tu ne commettras pas de meurtre ; celui qui commettra un meurtre en répondra au tribunal. Et moi je vous dis (c'est le Christ qui parle) : Quiconque se met en colère contre son frère en répondra au tribunal ; celui qui dira à son frère : « imbécile » sera justiciable du Sanhédrin ; celui qui lui dira « fou » sera passible de la géhenne du feu. » (Mt 5, 21-22.) Jésus ne condamne pas la loi ancienne, mais il la déclare incomplète. Il promulgue la loi nouvelle, la loi de l'Évangile, et il la pousse jusqu'à la perfection : à notre frère est dû un respect complet ; complet sur le plan intérieur, où le respect naît et s'exprime, et sur le plan extérieur, celui de la protection due à la dignité de notre frère en tant que tel, en tant qu'homme-frère, pouvons-nous dire. Ce qui veut dire que l'Évangile nous demande d'avoir, en sentiments et en actes, pour les hommes, pour nos semblables, nos frères, un respect tel qu'un système social qui admet comme logique et nor-

male la haine des classes, ou l'égoïsme des classes, ne peut certainement pas revendiquer pour lui-même légitimité et exclusivité.

Quelle image nous donne aujourd'hui la vie du monde ?

Nous ne serons pas radicalement pessimistes. Mais nous devons reconnaître que la vie de l'homme sur la terre est de nouveau exposée à de graves dangers, qu'elle est même victime de nouvelles agressions. Nous ne voulons pas apaiser les craintes que certains phénomènes regrettables de la vie sociale suscitent facilement, comme pour démobiliser devant les efforts de civilisation qui ont été faits et qui sont encore faits. Ce que nous voulons, c'est encourager ces efforts, rappeler à la civilisation qu'elle doit veiller sans relâche à son devoir. Et nous le redirons sans cesse : la vie de l'homme est sacrée.

Aldo Moro

Ce que nous disons ici ne peut être qu'incomplet et rapide.

Mais pouvons-nous oublier la séquestration — qui se poursuit toujours — d'un homme d'une haute stature morale, politique, universitaire et sociale, M. Aldo Moro ? N'avons-nous pas lieu de craindre pour la stabilité de notre monde moderne, civilisé ? Pouvons-nous demeurer passifs devant son angoissante situation ? Est-il possible que la vie innocente d'un éminent homme d'État soit mise en jeu d'une façon inique, comme c'est le cas ? Les menaces contre la vie peuvent-elles déjouer tous les moyens de défense dont l'État dispose et dont il use avec un héroïsme si généreux dans un pays aussi bon et civilisé que l'est l'Italie ? Nous exprimons encore une fois le vœu, au nom de Dieu, que, dans l'intérêt des agresseurs eux-mêmes, ce drame connaisse un épilogue pacifique et apaisant.

Cet épisode est strictement symptomatique d'une situation qui remplit le cœur d'amertume. Comment ne pas éprouver une vive souffrance devant l'assassinat de tant de gardiens de l'ordre, tués d'une façon barbare uniquement parce qu'ils exécutaient fidèlement une mission qui leur avait été confiée par l'État, ce qui

(1) Texte italien dans *L'Ossevatore Romano* du 27 avril 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

revient à dire qu'ils faisaient ce qui est demandé par tous les citoyens aimant la tranquillité, l'ordre, la paix ? Comment ne pas élever notre protestation, d'autant plus ferme qu'elle est plus désarmée, devant les attentats par lesquels on cherche à étouffer dans le sang la liberté d'expression de journalistes, de travailleurs, d'hommes exerçant des professions libérales ? Et, en particulier, que dire des si nombreuses séquestrations de personnes en vue d'extorquer de l'argent, qui n'épargnent même pas d'innocents enfants ?

Sont en ce moment présentes dans notre cœur de père toutes les familles qui, dans le monde entier, pleurent l'un des leurs, victime de la violence, ou attendent avec angoisse sa libération. Nous voulons leur dire combien nous prenons part à leur épreuve et combien nous leur sommes proches par la prière.

L'avortement

Dans cette rapide, mais dramatique énumération des attentats contre la vie, nous ne pouvons pas passer sous silence ceux qui, bien souvent, hélas ! sont accomplis sous le sceau de la légalité. Nous pensons avant tout à l'avortement.

Tout commentaire serait superflu, et ces commentaires sont fournis par la situation politique actuelle. Mais on est horrifié à la seule pensée qu'un tel crime puisse, comme c'est malheureusement le cas dans d'autres pays, être légalisé, ou même bénéficier de la protection des services publics, sous prétexte d'attention pour des femmes malheureuses. Mais celles-ci porteront ensuite le remords inguérissable d'avoir consenti à ce que soit offensé ce qui leur a été donné de plus noble et de plus ineffable dans l'ordre de la nature, la maternité. Pauvres et innombrables vies humaines naissantes, emportées dans leur innocente faiblesse ! Comment une société civilisée et, qui plus est, chrétienne, peut-elle autoriser un tel « massacre des innocents » ? Comment peut-elle demeurer devant lui impassible et sans larmes ?

La drogue, l'euthanasie, la guerre

Et ces attentats contre la vie ne sont pas les seuls. Pensons à la drogue, contre la diffusion de laquelle on constate heureusement un peu partout une saine réaction.

Mais combien d'autres ennemis la vie humaine ne rencontre-t-elle pas qu'elle s'est elle-même créés ! Après les moyens anticonceptionnels et après l'introduction du divorce, on en vient à parler d'euthanasie. La violence privée se répand et s'organise, qu'il s'agisse de vengeance ou de chantages. Des peuples entiers font encore sporadiquement l'expérience de la guerre ou demeurent en permanence sous sa menace. L'éventualité de l'utilisation d'armes atomiques dans de possibles conflits internationaux devrait suffire pour mettre la conscience des peuples sur ses gardes. Oh ! oui, la vie humaine est sacrée. Ce dogme humain et chrétien doit être réaffirmé avec force et joie dans les cœurs de la nouvelle génération.

Nous le souhaitons, comme toujours, avec notre bénédiction apostolique.

BIENHEUREUX CEUX QUI ONT FAIM ET SOIF DE JUSTICE

Audience générale du 3 mai (1)

Nous ne saurions dire, de prime abord, pourquoi se présentent à nous les paroles de l'Évangile de saint Matthieu, au chapitre 5 dans le célèbre discours du Christ sur la montagne : « Bienheureux ceux qui ont faim et soif de justice, ils seront rassasiés. » Peut-être, très chers visiteurs, ces paroles nous viennent-elles à l'esprit parce que votre présence nous fait prendre plus vivement conscience du malaise moral et social qui existe dans le monde d'aujourd'hui, ce monde d'où vous venez. Et ici, devant nous, par votre attitude ouverte et confiante, vous exprimez la faim et la soif qui vous travaillent. C'est la faim et la soif propres à notre société, et qui tiennent aux conditions, aussi bien habituelles que contingentes, de la vie présente. Il en est ainsi pour des motifs contraires, mais qui concourent au même résultat : l'inquiétude suscitée chez quelques-uns par le bien-être dont ils jouissent et dont ils ressentent davantage l'insuffisance que la satisfaction ; ils ont faim et soif d'avoir plus. Chez d'autres, par contre, cette inquiétude est suscitée par l'insuffisance de ce qu'ils possèdent, ou par la fragilité de leur position dans une vie sociale instable et vacillante. Cette insuffisance s'exprime dans la faim et la soif dont parle l'Évangile, et que le Christ qualifie de bienheureuses : « Bienheureux ceux qui ont faim et soif de justice, ils seront rassasiés. » (Mt 5, 6.)

Que dirons-nous de cette parole de l'Évangile ?

Avant tout qu'elle reflète, sous des formes et dans une mesure diverses, une réalité psychologique essentielle que, pourrait-on dire, on retrouve chez tout le monde parce que, fondamentalement, elle tient à la nature même de l'homme. On doit le reconnaître, l'homme est un être incomplet. Même s'il est satisfait, il n'est jamais rassasié. Il est ainsi fait qu'il est toujours tourmenté par la faim et par la soif, par des désirs qui demandent à être davantage satisfaits. L'homme est comme Joseph, le fils préféré de Jacob, celui dont la Bible dit qu'« il franchit le mur » (Ge 49, 22). Ce qu'il y a de positif dans cette tendance à désirer, à croître, à avoir, c'est qu'elle correspond à la justice, c'est-à-dire à un plan divin inscrit dans la nature idéale de l'homme. Dieu, le Créateur, l'a implicitement inséré dans la conception type, la conception bonne de l'homme. Se conformer à ce plan, qui tend à la perfection, telle est la ligne à suivre. C'est la faim et la soif de justice inscrite par Dieu dans la vie de l'homme. C'est la « justice » implicite que l'homme doit désirer et expliciter. C'est la promesse évangélique qui est au terme de cette béatitude. La faim et la soif de cette perfection seront finalement rassasiées dans l'économie de l'Évangile.

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 4 mai 1978. Traduction de la DC.

Et la faim et la soif de cette perfection constituent déjà une béatitude.

Et qu'est-ce que cette justice que l'Evangile présente comme l'objet de la faim et de la soif de l'homme selon l'Evangile? C'est ce qu'il doit être et qu'il n'est encore pas parfaitement. C'est ce que la science morale définit comme le devoir, l'obligation morale, la loi à accomplir, la volonté divine à faire. C'est ce qu'il faut désirer en vertu d'une intervention divine, par le moyen d'un raisonnement logique ou aussi d'une inspiration charismatique. Et cet élément fondamental de la vie morale peut aussi trouver une application dans la vie spirituelle et effective de l'homme : le devoir peut être un poids pour l'âme, et il peut être aussi source d'énergie. Le Christ l'a décidé et proclamé : bienheureux ceux qui ont faim et soif de cette tâche de la vie humaine ; ceux qui ont faim et soif de faire leur devoir jusqu'au sacrifice d'eux-mêmes, parce que la fidélité au devoir accompli se transformera en béatitude. Là est l'Evangile, avec sa promesse et, pouvons-nous dire, avec la béatitude qui l'accompagne.

Déjà, la seule volonté, ce que l'Evangile désigne par faim et par soif, possède la vertu miraculeuse d'anticiper la béatitude, la satisfaction de la fidélité à la justice. C'est là un grand réconfort pour nous. La paix du cœur peut nous être donnée par anticipation dès la phase préparatoire à l'accomplissement de notre devoir, c'est-à-dire dès la phase du désir, de la résolution, de la bonne volonté. Et il arrive souvent, pour les âmes généreuses, que cette aspiration initiale à la justice modifie l'orientation générale des désirs insatisfaits, de ces désirs qui rendent malheureux parce qu'ils sont égoïstes, parce qu'ils ne sont pas selon cette « justice » qui, dans l'Evangile, est obtenue et réalisée par l'amour. Seul l'amour a le secret de la béatitude, aujourd'hui dans la vie présente et demain dans la vie à venir, cette vie eschatologique et mystérieuse certes, mais qui nous est garantie par la promesse infaillible du Christ.

Qu'il en soit ainsi, avec notre bénédiction apostolique.

LA MORT D'ALDO MORO

Le corps d'Aldo Moro, président du Conseil de la Démocratie chrétienne, qui avait été enlevé le 16 mars par les « Brigades rouges », a été retrouvé le 9 mai dans une voiture, en plein centre de Rome, via Caetani, tué par deux rafales de pistolet mitrailleur (1). Devant ce crime, qui a plongé dans la stupeur le monde entier, Paul VI a déclaré le mercredi 10 mai, dans la basilique Saint-Pierre, devant les élèves des écoles italiennes se préparant à la première communion (2) :

TRÈS CHERS ENFANTS,

Comme vous le savez certainement tous, hier a été accompli, ici à Rome, quelque chose de très triste, un crime horrible. M. Aldo Moro a

été tué lâchement et abandonné dans une voiture au centre de la ville. C'était une personne d'une grande autorité, un homme politique très important. Il avait un caractère bon et paisible. Son assassinat prémédité, calculé, effectué dans l'ombre, sans pitié, a rempli d'horreur notre ville, toute l'Italie, et il a suscité la colère et la pitié du monde entier. Nous le connaissons depuis ses jeunes années, lorsqu'il était étudiant à l'Université. C'était un homme bon et sage, incapable de faire du mal à qui que ce soit ; un excellent professeur ; un homme de politique et de gouvernement, une personne de grande valeur, un père de famille exemplaire, et surtout un homme ayant des sentiments religieux, sociaux et humains très élevés. Ce crime a bouleversé toutes les personnes honnêtes, toute la société. C'est comme une tache de sang qui déshonore notre pays. Tout le monde en parle, tout le monde est indigné. Et vous aussi, jeunes et enfants réunis dans cette basilique, cet événement vous remplit d'horreur et de peine.

Eh bien ! très chers fils, et vous, maîtres et parents qui les accompagnez en cet instant de prière sereine et solennelle, à l'occasion spécialement de leur sainte communion au Seigneur Jésus, élevez votre pensée avec nous et récitez, au début de notre brève cérémonie, une prière pour Aldo Moro, pour sa famille qui souffre et pour toute la nation.

(1) Cf. DC 1978, p. 306, 351, 352, 408, 426.

(2) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 11 mai 1978. Traduction de la DC.

NOUVEAUX MEMBRES DE L'ACADEMIE PONTIFICALE DES SCIENCES

Le Saint-Père a nommé membres de l'Académie pontificale des sciences : David BALTIMORE, professeur au Massachusetts Institute of Technology, USA ; André BLANC-LAPIERRE, professeur de physique à l'Université de Paris-Sud ; Aage BOHR, professeur de physique théorique à l'Université de Copenhague ; Giuseppe COLOMBO, professeur de mécanique des vibrations à l'Université de Padoue ; Johanna DOBEREINER, professeur à l'Université fédérale rurale de Rio de Janeiro ; Har Gobind KHORANA, professeur de biochimie à l'Université de Cambridge, USA ; Albert William LILEY, professeur de physiologie périnatale à l'Université d'Auckland, Nouvelle-Zélande ; Feodor LYNEN, directeur du Max-Planck Institute pour la chimie cellulaire de Munich ; Giuseppe MORUZZI, professeur de physiologie humaine à l'Université de Pise ; Crodowaldo PAVAN, professeur de génétique à l'Université de Sao Paulo, Brésil ; Giampetro PUPPI, professeur de physique générale à l'Université de Bologne ; Alexander RICH, professeur de biophysique au Massachusetts Institute of Technology de Cambridge, USA ; Roger Walcott SPERRY, professeur de psychobiologie au California Institute of Technology de Pasadena, USA ; Karl WIESNER, professeur de chimie à l'Université de New Brunswick, Canada.

(*L'Osservatore Romano*, 30 avril 1978.)

RÉCEPTION DU ROI HUSSEIN DE JORDANIE

Le 29 avril, Paul VI a reçu le roi Hussein Ibn Tallal de Jordanie et lui a adressé cette allocution (1) :

MAJESTÉ,

Nous sommes très heureux de souhaiter la plus cordiale bienvenue à Votre Majesté et aux éminentes personnes qui vous accompagnent.

Cette rencontre nous rappelle l'aimable visite que vous nous aviez faite en mai 1964, et tout spécialement les journées inoubliables de notre pèlerinage en Terre sainte, pendant lequel Votre Majesté et le peuple jordanien nous avaient fait une réception si chaleureuse et si spontanée.

Votre visite nous donne l'occasion de présenter encore une fois au noble peuple de votre royaume nos vœux les plus fervents de prospérité et de paix, avec la bénédiction du Très-Haut. Nous espérons que le développement économique et social mis en œuvre par votre pays, sous la sage direction de ceux qui le gouvernent, sera toujours accompagné d'un profond esprit religieux et moral chez tous les citoyens, spécialement dans la jeune génération, depuis la toute première éducation.

Votre Majesté peut être assurée de la loyauté avec laquelle la communauté catholique de Jordanie apportera sa contribution au progrès, dans le domaine qui lui est propre, en collaboration avec les autorités et avec ses compatriotes.

La paix au Moyen-Orient

Comme vous le savez le problème de la paix dans cette région troublée du Moyen-Orient est pour le Saint-Siège une source de vive préoccupation et de souci constant. Sachant que Votre Majesté travaille à rechercher une paix basée sur une reconnaissance bien équilibrée des légitimes exigences des différentes parties, nous voulons vous faire part de notre profond désir que les dirigeants concernés puissent arriver à prendre résolument à bras-le-corps les problèmes cruciaux du conflit, et leur trouver rapidement une solution dans un esprit de sagesse et de bonne volonté.

Les Palestiniens, Jérusalem

En particulier, nous exprimons encore une fois l'espoir qu'une juste fin puisse être mise à la triste situation des Palestiniens, et que

Jérusalem, la Ville sainte des trois grandes religions monothéistes — judaïsme, christianisme et islam — puisse réellement devenir un « haut lieu » de paix et de rencontre pour les peuples des différentes parties du monde qui, malgré leur diversité, sont fraternellement unis par le culte qu'ils rendent au seul et unique Dieu.

C'est avec ces vœux que nous demandons au Tout-Puissant de donner sa protection et ses abondantes faveurs à Votre Majesté, à la famille royale et à tout le royaume de Jordanie.

L'ALLOCUTION DU ROI HUSSEIN

VOTRE SAINTETÉ,

C'est pour moi un grand bonheur et une grande satisfaction d'être encore une fois avec Votre Sainteté pour renouer des liens solides et anciens, ainsi que pour bénéficier de votre sagesse et de votre inspiration. Votre pèlerinage historique en Terre sainte, il y a quinze ans, vous a permis de connaître mon pays et mon peuple directement. Il a ouvert de nouvelles perspectives de compréhension et d'association spirituelle entre nous. Nous avons toujours eu, profondément enraciné dans notre culture et notre héritage national, un respect profond et sincère pour les valeurs que vous incarnez, pour le message que vous portez et pour le rôle que vous jouez dans le monde au service de l'humanité. Dans mon pays, la Jordanie, comme dans le monde arabe plus largement, il y a eu entre l'islam et le christianisme une interaction positive et créatrice pour forger notre histoire et enrichir notre esprit. La fraternité entre Arabes musulmans et chrétiens a été développée et affermie par la place spéciale que la religion chrétienne occupe dans la doctrine de l'islam, ainsi que par les épreuves et les souffrances que musulmans et chrétiens ont traversées ensemble au cours de leur longue histoire commune. Et jamais cela ne s'est reflété d'une façon aussi frappante que dans les souffrances des Arabes palestiniens. A leur déracinement et à leur éviction se sont ajoutées, depuis onze ans, les souffrances de l'occupation. Ils ont assisté de leurs propres yeux, et avec eux le monde arabe et l'univers tout entier, à la mutilation de leur chère et sainte Jérusalem.

Le message de paix de Votre Sainteté s'étend au Moyen-Orient. Tous les peuples de cette région ont besoin de la paix et ils la veulent. Mais une paix durable et viable doit s'enraciner dans la justice et la dignité humaine, non dans ce qui est imposé et supprimé militairement.

Votre Sainteté inspire la paix et la justice. La Jordanie aime s'associer à ce que vous représentez et servez. Nous désirons affermir ces liens et coopérer sincèrement au service du Tout-Puissant et de l'humanité.

(1) Texte anglais (des discours de Paul VI et du roi Hussein) dans *l'Osservatore Romano* du 30 avril 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

LE 50^e ANNIVERSAIRE DE LA JOC

Document de la Commission épiscopale française du monde ouvrier (1)

Les évêques de la Commission épiscopale du monde ouvrier (CEMO) s'adressent à l'opinion publique, et plus particulièrement aux chrétiens.

Ils rappellent tout ce que représentent cinquante années d'histoire de la JOC, depuis les débuts du mouvement avec le P. Cardijn en Belgique et le P. Guérin en France, jusqu'au prochain rassemblement du 14 mai 1978 à La Courneuve.

Une conviction, en particulier, court tout au long de cette histoire : « Un jeune travailleur vaut plus que tout l'or du monde. » C'est l'amour de Dieu qui donne à chaque homme une dignité de fils de Dieu, qui donne à chaque travailleur « une vocation et une mission divine dans sa vie et dans son milieu de travail. » Fondée sur cette conviction, « la JOC a toujours voulu, d'un même mouvement, amener les jeunes du monde ouvrier à dénoncer eux-mêmes l'injustice de leur situation, à s'organiser entre eux pour en obtenir la transformation, à devenir « apôtres les uns des autres » dans une action commune. »

Ces perspectives expliquent tout à la fois les difficultés rencontrées par la JOC, son dynamisme sans cesse renouvelé, ses positions actuelles. Les évêques de la CEMO ne veulent pas faire un bilan exhaustif mais plutôt témoigner de la fidélité de la JOC d'aujourd'hui à la JOC de toujours.

Tel est l'essentiel de leur déclaration, c'est ce qu'ils souhaitent d'abord exprimer.

Le rassemblement du 14 mai à La Courneuve inaugure une étape nouvelle de cette histoire de la JOC et JOCF. Les évêques de la CEMO participeront à cette fête avec la volonté de servir, dans leur responsabilité apostolique, la fidélité de la JOC à sa propre histoire.

**

La JOC a cinquante ans. Elle fêtera cet anniversaire le 14 mai à La Courneuve.

Evêques de la Commission épiscopale du monde ouvrier, nous ne pouvons laisser passer

(1) Texte original. Il en est de même pour la lettre qui suit. Ces deux documents ont été publiés à la veille de la célébration du 50^e anniversaire de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF) à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), le dimanche de la Pentecôte, 14 mai 1978.

Nous publierons dans notre prochain numéro un billet de Mgr Etchegaray sur la JOC.

cet événement sans dire comment nous y sommes engagés au nom même de notre responsabilité apostolique. Nous laissons aux travailleurs et à leurs organisations le soin d'apprécier l'apport de la JOC au mouvement ouvrier.

Pour notre part, nous voudrions essayer de dire comment nous voyons la mission originale de la JOC dans la jeunesse ouvrière, les leçons tirées de son histoire, les conditions actuelles de son action, les exigences auxquelles elle doit satisfaire.

1. — Au départ, dans le cœur et la foi d'un prêtre, une conviction :

« Un jeune travailleur vaut plus que tout l'or du monde »

La JOC a pris naissance dans le cœur d'un prêtre issu lui-même de la classe ouvrière.

« Un jeune travailleur vaut plus que tout l'or du monde. » Cette conviction s'enracinait dans la foi du P. Cardijn : c'est l'amour de Dieu qui donne à tout homme une dignité de fils de Dieu, qui donne « à chaque jeune travailleur une vocation et une mission divine dans sa vie et son milieu de travail. »

A travers cette conviction, proclamée depuis aux quatre coins du monde par la JOC, son fondateur exprimait tout à la fois souffrance et espérance.

— Souffrance devant l'injustice dont souffraient les jeunes travailleurs, devant leurs conditions de vie et de travail, devant le fossé qui se creusait entre l'Eglise et eux, notamment lors de leur entrée au travail.

— Espérance dans les possibilités des jeunes travailleurs pour changer leurs conditions de vie, pour se transformer eux-mêmes dans l'action et témoigner entre eux de leur foi en Jésus-Christ.

Pour le P. Cardijn, comme pour le P. Guérin qui prit le relais en France, la JOC devait, d'un même mouvement, amener les jeunes du monde ouvrier à dénoncer eux-mêmes l'injustice de leur situation, à s'organiser entre eux pour en obtenir la transformation, à devenir « apôtres » les uns des autres dans une action commune.

On ne peut comprendre l'histoire de la JOC, ni ses positions actuelles, sans percevoir cette intuition initiale dans toutes ses dimensions. Elle a donné à la JOC son dynamisme ; elle explique aussi ses difficultés.

2. — Une histoire faite d'épreuves et de difficultés

Dès le début, les jocistes ont eu à lutter.

L'Eglise, elle-même, a mis longtemps à comprendre la nouveauté et les exigences de leur démarche. Ils ont été accusés de mettre en cause l'unité des chrétiens.

Ils ont connu souvent la contradiction de leurs camarades de travail, pour qui l'Eglise apparaissait, non seulement comme une étrangère, mais comme un adversaire. Ils ont subi la répression d'une société qui s'est montrée dure pour les militants ouvriers.

L'histoire de la JOC est marquée, à travers plusieurs générations de militants, par la difficulté de cette double fidélité à l'Eglise et à la classe ouvrière.

Vouloir être à la fois un mouvement d'éducation mené par les jeunes eux-mêmes, un mouvement de jeunes s'organisant pour prendre leur place dans l'action ouvrière, un mouvement apostolique voulant témoigner de sa foi en Jésus-Christ, c'était, inévitablement, accepter d'être signe de contradiction.

Les anciens de la JOC peuvent dire ce que leur coûtèrent la première « percée jociste » ; la participation aux grèves de 1936 ; la période de 1939-1945 avec la résistance, la déportation, la captivité ; la guerre d'Algérie ; les événements de mai 1968.

Ce ne sont là que des événements majeurs où la JOC dut lutter pour garder son identité et assurer sa mission : fonder l'Eglise en jeunesse ouvrière en respectant les aspirations des jeunes travailleurs et les exigences de l'Evangile ; prendre part au dynamisme du mouvement ouvrier sans devenir simplement une organisation ouvrière parmi d'autres.

3. — Une histoire pleine de dynamisme...

Nombreux sont les jeunes travailleurs, et parmi les plus écrasés, qui ont redécouvert leur dignité dans l'action jociste, parce qu'on leur a fait confiance, parce qu'ils ont pu s'exprimer, prendre leur vie en main, exercer des responsabilités.

Nombreux ceux qui ont découvert que cette dignité reconquise leur vient de Dieu : un Dieu qui les aime, les fait à son image, les rend capables de se dépasser eux-mêmes.

Ils ont pu agir ensemble, « entre eux, par eux, pour eux ». Lorsque des jeunes, par une action commune, sortent de l'isolement, de l'écrasement, de la résignation, de la révolte, pour construire un monde nouveau, lorsqu'ils se mettent au service les uns des autres, ils entrent dans le chemin de l'amour fraternel, un chemin qui est ouvert au Dieu d'Amour, appelant son peuple à se rassembler.

Par la JOC, des jeunes ont appris à découvrir, à vivre, à dire et à partager la foi en Jésus-Christ. Ils ont appris ensemble qu'on peut être à la fois pleinement ouvrier et pleinement chrétien. Sont accrédités comme témoins dans la jeunesse ouvrière ceux qui partagent sa condition, ses aspirations et parlent son langage.

C'est dans la JOC, et par elle, que des prêtres, des évêques ont découvert de nouvelles exigences apostoliques, et des chemins nouveaux pour faire exister l'Eglise dans des mondes qui se

construisent en dehors d'elle. L'expérience de la JOC n'est sans doute pas étrangère à la grande réflexion apostolique de l'Eglise au Concile Vatican II.

4. — Une histoire qui continue...

C'est parmi les jeunes travailleurs d'aujourd'hui, la masse des jeunes travailleurs, que la JOC poursuit et veut poursuivre sa mission.

La jeunesse ouvrière continue de souffrir de ses conditions d'existence et de travail : elle est durement touchée par le chômage, les inégalités scolaires et culturelles, l'insécurité devant l'avenir, l'absence d'équipements collectifs. Elle participe au besoin de changement que ressent l'ensemble de la classe ouvrière ; elle découvre l'importance de l'action politique. Elle est marquée par la diversité et les affrontements des organisations ouvrières.

La coupure entre la classe ouvrière et l'Eglise est loin d'être résorbée ; et surtout les jeunes travailleurs vivent de plus en plus hors de la foi, sans passé chrétien, sans avoir entendu parler de Jésus-Christ.

C'est dans ce contexte que la JOC se situe aujourd'hui ; c'est là qu'elle rassemble les jeunes travailleurs, les met à l'action, devient le porte-parole de leurs aspirations, accomplit sa tâche d'éducation.

Plus elle est solidaire du mouvement ouvrier, plus s'impose à elle la nécessité de trouver sa place originale dans l'ensemble des organisations ouvrières et d'affirmer sa finalité apostolique. C'est bien ce qu'elle fait quand, dans le projet de la « Charte de la jeunesse ouvrière », elle annonce Jésus-Christ sans hésitation et sans ambiguïté : « Avec Lui, nous découvrirons ce Dieu d'amour qui donne vie au-delà des échecs et de la mort. Il est vivant. Il nous appelle. Nous adhérons à son Esprit d'amour en prenant le chemin de la lutte, de la libération, de la vie, avec tout notre peuple, la classe ouvrière. »

Plus la JOC rejoint des jeunes marqués par l'incroyance, plus il faut que l'éducation de la foi soit à la mesure de cette situation ; que la rencontre avec la personne de Jésus-Christ se nourrisse de l'accueil de la Parole de Dieu, des sacrements, de la prière. Nous pouvons témoigner de la persévérance avec laquelle la JOC et la JOCF poursuivent ces objectifs, et nous tenons à souligner l'importance de notre ministère sacerdotal d'évêques et de prêtres au service de cette mission.

5. — La fête du 14 mai à La Courneuve

La célébration du 50^e anniversaire de la JOC nous invite à reconnaître le dynamisme apostolique du mouvement et à préciser le sens de notre participation à cet événement.

Nous le faisons en fidélité à ce qu'exprimait l'Assemblée plénière de l'Episcopat en 1975 : « En fonction de leur enracinement humain, des mouvements sont parfois conduits à prendre les options temporelles qu'ils jugent nécessaires à leur action apostolique et cohérentes avec la foi de l'Eglise. Ils le font librement sous leur propre responsabilité. » (2).

(2) DC 1975, n° 1686, p. 964-965. (NDLR.)

Toute l'histoire de la JOC témoigne de sa volonté de permettre aux jeunes travailleurs à la fois de s'organiser pour transformer leurs conditions d'existence et d'enraciner l'Eglise en jeunesse ouvrière. Un tel projet l'amène à chercher sa place dans le mouvement ouvrier et donc à entrer en dialogue avec les organisations ouvrières. Elle le fait sous sa propre responsabilité. Ainsi, la JOC et la JOCF ne nous demandent pas de signer la « Charte de la Jeunesse ouvrière » ou de cautionner les invitations adressées pour le 14 mai aux organisations ouvrières.

Evêques et prêtres, nous sommes par notre ministère « serviteurs de la liberté des mouvements ». C'est au nom de leurs solidarités humaines que la JOC et la JOCF prennent certaines options. Tout en respectant leurs choix, nous rappelons qu'elles ne peuvent prétendre engager toute l'Eglise et nous témoignons d'ailleurs que telle n'est pas leur intention.

Comme « serviteurs de leur fidélité », nous les interrogeons au nom de l'Evangile et de la communion ecclésiale et nous les invitons à purifier leurs options à la lumière de la foi.

C'est dans ces perspectives que se situe notre dialogue avec la JOC et JOCF, notamment dans la préparation du 50^e anniversaire. C'est bien comme serviteurs de la mission de l'Eglise en jeunesse ouvrière que nous sommes engagés avec le mouvement, que nous cherchons à

l'accompagner dans sa démarche apostolique en posant avec les responsables les questions qui relèvent de notre ministère. Les orientations qui sont prises, les choix qui sont faits, le dialogue avec les organisations permettent-ils à tous les jeunes travailleurs d'être accueillis tels qu'ils sont, de cheminer ensemble vers le Christ ? Permettent-ils aux militants de faire face à leurs responsabilités, de structurer et d'approfondir leur foi, d'accéder aux sacrements et à la prière ?

Tout à la fois mouvement de jeunesse ouvrière et mouvement d'Eglise, la JOC se présente sous un double aspect qui empêche parfois de la comprendre vraiment. Tenir fermement cette double solidarité est beaucoup plus exigeant aujourd'hui que dans le passé. N'en est-il pas de même pour tous les chrétiens soucieux d'être des témoins authentiques de Jésus-Christ dans leurs divers milieux ?

Nous souhaitons que le 50^e anniversaire soit la démonstration vivante de la volonté de la JOC d'être au service de la libération totale de la jeunesse ouvrière en Jésus-Christ. Qu'il permette à tous les participants, enfants, jeunes, adultes, de vivre un grand moment de solidarité et d'amitié, mais aussi de faire l'expérience d'une Eglise vivante et dynamique.

Puisse le projet réussir ! Nous en mesurons tout l'enjeu apostolique.

MESSAGE DE LA COMMISSION ÉPISCOPALE FRANÇAISE DU MONDE OUVRIER AUX RESPONSABLES DE LA JOC ET DE LA JOCF

Ce message s'inscrit avec le dialogue habituel de la Commission épiscopale du monde ouvrier avec la JOC et la JOCF.

Il témoigne des préoccupations majeures que les évêques portent avec les responsables des mouvements : la priorité apostolique de la JOC et de la JOCF, leur démarche originale d'éducation de la foi, leur ouverture à tous les jeunes travailleurs sans exception, leur souci d'une formation adaptée aux besoins d'aujourd'hui.

En lien avec le document que nous publions comme évêques de la CEMO sur le 50^e anniversaire de la JOC, nous voulons aussi nous adresser plus directement à vous. Ce message s'inscrit dans le dialogue que nous poursuivons avec vous. Il voudrait témoigner de ce qui nous tient à cœur, à vous comme à nous, dans les projets de la JOC et JOCF.

1. « Le projet de la JOC, JOCF, dites-vous en présentant le 50^e anniversaire, c'est la libération totale de la jeunesse ouvrière en Jésus-Christ. » La JOC et la JOCF veulent permettre aux jeunes travailleurs de faire l'expérience de la rencontre de Jésus-Christ vivant. Avec vous, nous sommes sûrs que le Seigneur a un peuple nombreux parmi les jeunes du monde ouvrier. Qui révélera ce peuple à lui-même comme Peuple de Dieu, sinon vous qui en faites partie ? La raison d'être de la JOC est bien là, depuis toujours et aujourd'hui plus que jamais.

C'est pourquoi vous présentez résolument aux jeunes travailleurs que la JOC met à l'action, la foi du mouvement. Ils peuvent faire ainsi l'expérience d'une vie d'Eglise qui les ouvre à l'appel de Dieu, qui leur permet de rencontrer Jésus-Christ au cœur de la vie et de l'action menée ensemble. Vous voulez que le 50^e anniversaire soit porteur de tout ce projet de la JOC.

Avec vous, nous sommes persuadés que la priorité apostolique, toujours affirmée par la JOC, constitue sa grande richesse, qu'elle donne tout son sens à son action, car Jésus-Christ seul assure la pleine libération de l'homme.

2. La JOC et la JOCF ont eu comme souci constant la réconciliation entre la vie des jeunes travailleurs et la foi en Jésus-Christ, dans une démarche originale et cohérente.

Les jeunes sont invités à regarder ensemble leur existence, à en voir les conditions réelles. Le mouvement leur « donne la parole », leur révèle la possibilité de changer quelque chose. Il leur propose les moyens de mener des campagnes précises, de présenter des revendications élaborées entre eux, de faire aboutir des transformations réelles qui répondent à leurs besoins et à leurs aspirations.

Dans cette démarche, le mouvement accueille sans cesse la vie des jeunes travailleurs, dans la diversité des âges, des situations ; il reçoit leurs questions nouvelles comme appel du Christ

dans le développement même de l'action jociste. Il permet ainsi à chaque jeune travailleur d'être fondateur du mouvement là où il vit et d'y rencontrer Jésus-Christ.

Le vaste débat que vous avez voulu pour le 50^e anniversaire, autour de la Charte de la jeunesse ouvrière, est significatif de cette démarche d'éducation humaine et chrétienne. L'insistance que vous mettez sur une révision de vie sérieuse traduit votre volonté d'insérer la foi dans la trame même de la vie quotidienne des jeunes travailleurs et dans toutes les étapes de l'action jociste.

Nous ne pouvons que nous réjouir de voir ainsi s'affirmer progressivement la cohérence nécessaire entre la vie dont on perçoit mieux les enjeux, et la foi en Jésus-Christ qui lui donne tout son sens.

3. « La JOC, disait une militante jociste, n'est-elle pas un don de Dieu aux jeunes travailleurs et travailleuses ? » C'est sûrement en réponse à un appel de l'Esprit Saint que la JOC est née et poursuit sa mission pour toute la jeunesse ouvrière.

Celle-ci se diversifie — vous le savez par expérience —, jeunes des grandes cités, des grosses entreprises, jeunes en CET, chômeurs et chômeuses, apprentis, immigrés, ruraux qui deviennent ouvriers, dans des régions qui s'urbanisent... L'attention du mouvement aux catégories, aux milieux, cherche à répondre à ces différences. Il y a aussi la diversité des mentalités, des sensibilités religieuses : ceux pour qui Jésus-Christ est un inconnu, ceux qui le connaissent et l'ont choisi.

Vous voulez à la fois rester accueillants à tout jeune travailleur, à toute jeune travailleuse, et vous situer dans les perspectives de libération du mouvement ouvrier. C'est une conciliation parfois difficile, car des positions politiques ou idéologiques trop radicales, ou mal expliquées, peuvent éloigner du mouvement certains jeunes. Si la JOC est « don de Dieu », elle l'est pour tous, tous ont droit à l'Evangile. En le rappelant ici, nous savons rejoindre une préoccupation fondamentale et permanente de la JOC, qui veut se présenter comme présence originale d'une Eglise ouverte à tous sans exception.

4. Vous êtes, à juste titre, préoccupés d'approfondir et d'expliquer ce que signifie la référence à Jésus-Christ, le recours à l'Ecriture et à la Tradition vivante de l'Eglise. La JOC a toujours porté ce souci, et cherché à donner aux militants et responsables les moyens nécessaires à leur formation. Plus que jamais, cet effort s'impose. Les jeunes sont de plus en plus tôt, et de plus en plus souvent, impliqués dans les confrontations d'idées ; de plus en plus nombreux sont ceux qui poursuivent des études ; les organisations ouvrières multiplient les écoles de formation ; l'action demande des analyses et des références idéologiques. Et dans le même temps, la JOC accueille de plus en plus de jeunes sans passé chrétien.

Comment la vie leur parle-t-elle de Dieu, s'ils ne savent pas comment Dieu a parlé dans l'histoire de son peuple, et de manière déterminante par son Fils Jésus-Christ ? Dans notre document sur *Marxisme et foi*, nous disions : « Adhérer

à des idées sur le Christ, ce n'est pas rencontrer vitalelement sa personne, c'est vrai, mais la rencontre de sa personne, la conversion qu'elle provoque, le témoignage qu'on en porte s'expriment nécessairement à travers des idées et un langage. »

Nous nous réjouissons de l'effort que vous faites pour approfondir la foi du mouvement, dans les rapports d'orientations, les sessions intensives, les bulletins de militants. C'est sûrement un des points sur lesquels il faut poursuivre résolument la recherche pour que la JOC et la JOCF soient à la hauteur des exigences de leur mission apostolique.

Parce que nous essayons de partager le mieux possible l'amour passionné de la JOC pour les jeunes travailleurs, sa volonté de leur ouvrir les chemins de la rencontre avec le Christ ; parce que nous cherchons à vivre pour vous et avec vous notre responsabilité d'évêques ; nous avons voulu vous dire nos préoccupations. Elles nous sont dictées par le désir que le présent et l'avenir de la JOC soient l'épanouissement du passé...

Et maintenant, continuez « d'avancer au grand large ».

Continuez d'ouvrir des voies nouvelles à l'Evangile, dans la joie du chemin parcouru, et l'espérance que vous tenez du Christ lui-même.

La jeunesse ouvrière a besoin de vous.

L'Eglise a besoin de vous, comme vous avez besoin d'elle.

Dans la série

« LES GRANDS TEXTES »

n° 21

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

vous propose

LA VOCATION AUJOURD'HUI APPEL AUX JEUNES

Textes de Paul VI,
du cardinal Marty,
de Mgr Etchegaray, de Mgr Fréteillère

Prix des 50 exemplaires, port compris : 30 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 50 F
Le cent suivant, port compris : 45 F

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBE
5, rue Bayard - 75001 Paris Cedex 08

Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
CCP BAYARD-PRESSE - PARIS 16-68

LA JOC : 50 ANS D'HISTOIRE

Sous ce titre, Mgr BOILLON, évêque de Verdun, membre de la Commission épiscopale du monde ouvrier, écrit dans le bulletin de son diocèse (Eglise de Verdun, 5 mai 1978) :

Je me souviens de l'enthousiasme avec lequel nous avons accueilli l'implantation de la JOC à travers la France dans la décade qui précéda la guerre. Pour les séminaristes et les jeunes prêtres que nous étions, c'était vraiment l'aurore d'une ère nouvelle. Personnellement, c'est avec une certaine appréhension, mais aussi avec joie, que sur l'initiative de mon ami, l'abbé Henri Godin, il me fut demandé d'ajouter à ma fonction de professeur celle d'aumônier fédéral adjoint de la JOC.

La mobilisation priva le mouvement d'un bon nombre d'aumôniers et de tous les aînés : beaucoup restèrent en captivité. Puis ce fut l'occupation, et l'interdiction du mouvement par les Allemands dans la zone nord : il fallut vivre dans la clandestinité et replier dans la zone libre les structures dirigeantes. Mais quand toute la France fut occupée, c'est dans les réseaux de résistance, dans les maquis et au service du travail obligatoire en Allemagne, que la JOC poursuivit son action.

La libération fut une explosion de joie, et le travail reprit avec un grand dynamisme. L'abbé Guérin, le fondateur en France, était toujours là. Il demeurera à l'aumônerie jusqu'à sa mort, apportant aux générations successives des jocistes la qualité de sa vie intérieure, la fidélité aux intuitions premières, et une confiance inépuisable envers les jeunes militants.

**

Au fil des années, le mouvement a réalisé de plus en plus sa mission de mouvement représentatif de la jeunesse ouvrière et d'instance missionnaire ayant pour but de rendre l'Eglise présente au monde ouvrier. Passionnés du service de la classe ouvrière, les jocistes eurent le souci de « s'incarner » de plus en plus, non seulement dans le monde ouvrier, mais dans le mouvement ouvrier. Ils y découvrirent les conditionnements dus aux conditions de vie, et la nécessité d'une action collective pour en triompher. Ils comprirent l'importance des organisations ouvrières. Ils participèrent à la lutte des classes, partagèrent l'aspiration au socialisme, et vécurent le compagnonnage avec les marxistes.

Il en est toujours résulté une tension dramatique, due à cette mission de rendre l'Eglise présente au monde ouvrier. C'est en effet une mission d'incarnation : c'est en prenant la condition humaine que Jésus a révélé la Bonne Nouvelle du Salut aux hommes, et a rendu la Sainte Trinité présente parmi eux. Pour Jésus, l'Incarnation a consisté à prendre tout de l'humanité « tout sauf le péché ». Saint Paul va même plus loin dans son expression : « Il s'est fait péché pour nous racheter du péché ». On perçoit ici la difficulté qu'affrontera toujours la JOC. Quelle est la limite entre les aspirations de la classe ouvrière, ses luttes pour plus de justice contre une société qui l'écrase, ce que le marxisme en exprime, — et ce qui est véritablement péché, c'est-à-dire refus de Dieu et de l'Evangile. Durcir à l'excès les exigences évangéliques, c'est se couper du mouvement ouvrier et donc renoncer pratiquement à la mission. S'abandonner sans discernement aux

idéologies et aux passions du monde ouvrier, c'est pactiser avec le péché et stériliser la mission.

C'est presque une gageure, qui explique et la méfiance de jeunes du monde ouvrier envers la JOC, « le mouvement des curés », et les critiques, voire les condamnations de chrétiens à l'égard de ce mouvement. En fait, ce que beaucoup lui reprochent surtout, ce sont ses prises de position politiques. De cela, les évêques ont pris conscience. Ils ont constaté qu'à la politisation croissante de la vie, surtout en monde ouvrier, peut difficilement échapper un mouvement d'action catholique qui veut vivre pleinement la solidarité d'Incarnation. Mais ils ont tenu à préciser que sur ce point « les mouvements n'engagent qu'eux-mêmes et pas l'Eglise ».

Ce que peuvent affirmer ceux qui travaillent avec la JOC, c'est le souci constant et particulièrement actuel, d'être fidèle à Jésus-Christ et de rester unie à l'Eglise. Sans doute, mouvement apostolique, il rejoint des jeunes qui se situent à toutes les étapes de la foi à l'incroyance ; mais pour les dirigeants comme pour les documents fondamentaux, Jésus-Christ est toujours le point ultime de référence.

Ce que tout le monde peut constater, ce sont les fruits produits par ce mouvement. Depuis son origine et jusqu'à nos jours, nombreux sont les jeunes ouvriers qui n'avaient jamais connu Jésus ou l'avaient totalement oublié, et qui, par son influence, ont appris à l'aimer et à le connaître. Nombreux ont été — et cela continue — les prêtres dont la vocation est née dans l'action militante de la JOC.

Mais un autre fruit est peut-être plus important. Entre la classe ouvrière et l'Eglise, le xix^e siècle a creusé un profond fossé qui subsiste toujours. Le mouvement ouvrier est né et a grandi dans la méfiance et l'hostilité à l'égard de l'Eglise. Or, par la JOC — et l'ACO qui continue son action — cette méfiance a commencé de se dissiper et cette hostilité a beaucoup diminué. Sans doute tout n'est pas résolu. Mais celui qui a connu la situation il y a cinquante ans, ne peut que constater des signes non équivoques d'une heureuse évolution. La JOC a commencé le dialogue entre l'Eglise et le monde ouvrier.

**

« Il y a bien des demeures dans la maison de mon Père », disait Jésus. Il y a bien des demeures dans l'Eglise. Ne faut-il pas souhaiter que chacun, que chaque mouvement, que chaque institution évitent de critiquer ou de condamner ceux qui ne suivent pas la même route qu'eux. Qu'ils se réjouissent que parmi ces « demeures », les jeunes aient leur place, même si la passion de la jeunesse, son impatience, et même ses excès les dérangent ou les inquiètent. N'est-ce pas là le rôle des jeunes dans la société ? Que l'action de ces jeunes, même maladroite, soit plutôt pour chacun un stimulant pour l'action et l'engagement apostolique ; qu'ensemble nous rendions grâce à Dieu pour la diversité des chantiers de l'Eglise, et que nous priions pour que l'essentiel soit manifesté, la gloire de Dieu dans un monde juste parmi des hommes libres et fraternels.

Ce sera notre intention de prière du jour de Pentecôte.

† P. B.

Questions actuelles

LES DEVOIRS DES CATHOLIQUES POLONAIS ENVERS LEUR CULTURE NATIONALE ET RELIGIEUSE

Lettre pastorale de l'Episcopat (1)

BIEN-AIMÉS ENFANTS DE DIEU, DE LA NATION
POLONAISE !

Nous voulons aujourd'hui vous parler de la grande importance de la culture nationale pour notre vie domestique. Nous voyons en effet un grand danger qui peut menacer l'influence de la culture nationale sur l'éducation de la jeune génération.

Alors que notre pensée se tourne vers les jeunes, les paroles du psaume de David, exprimées par Jérémie, prototype de l'amour de la patrie, s'imposent à nous avec une force étrange : « Si je t'oublie, Jérusalem, que ma droite se dessèche ! Que ma langue s'attache à mon palais si je perds ton souvenir, si je ne mets Jérusalem au plus haut de ma joie ! » Si l'éminent prophète ressentait ainsi la cause de la liberté de sa patrie dans des temps aussi éloignés, qu'en est-il pour nous, enfants de cette nation catholique pour laquelle l'Evangile était le couronnement de tous les droits, devoirs et vertus civiques ?

Ce sont ces motifs qui nous poussent à prendre la parole. Le Saint-Père, dans une de ses allocutions, disait : « Dans les pays de vieille formation chrétienne, nous devons avoir profondément conscience... du travail de construction de l'Eglise accompli pendant des siècles par ceux qui nous ont précédés. Nous sommes leurs héritiers ; nous continuons un travail antérieur à nous. Nous devons... former en nous un humble esprit de fidélité, en nous réjouissant de ce que les siècles passés nous ont transmis de vivant et d'authentique dans la formation du corps mystique du Christ. » (Audience générale du 14 juillet 1976.) La nation polonaise se trouve dans cette heureuse situation que le christianisme y a pris racine il y a mille ans. Il faut rendre grâce au Christ et à sa Mère de ce que notre culture se soit formée en relation étroite avec le christianisme et ait été profondément imprégnée par l'Evangile.

(1) *Biuro Prasowe Sekretariatu Episkopatu Polski*, 1-15 mai 1978. Sous-titres de la DC.

Cette lettre a été lue dans toutes les églises de Pologne le dimanche 21 mai.

I

La culture nationale, âme de la nation

1. Tous nous comprenons l'importance de la culture dans la vie de la nation. La culture nationale est appelée à juste titre l'« âme de la nation ». La lutte pour la culture nationale a toujours été comprise comme un des premiers devoirs découlant de l'amour de la patrie. Toute la nation — évidemment avec un degré de conscience plus ou moins grand — se sentait responsable de la culture nationale. La culture, en effet, étant le patrimoine accumulé par de nombreuses générations, est la propriété incontestable de la nation tout entière. Elle est un de ses plus grands trésors, une des plus grandes tâches qui lui incombent. Il appartient à chaque génération d'accueillir tout le patrimoine culturel et de créer de nouveaux biens culturels. Aussi, la culture nationale peut-elle aussi être considérée comme « racine de la nation », fruit de l'action commune en vue du perfectionnement de tous les domaines de notre vie. Il est juste de parler de différents niveaux de culture : culture du travail et des loisirs, de la vie religieuse, de la vie familiale, sociale, culture pédagogique. Tous ces domaines constituent ensemble la culture nationale. A la base de la pénétration de la vie de la nation par la culture religieuse, il y a le mandat du Christ : « Allez donc, de toutes les nations faites des disciples, les baptisant ! » Le Christ veut que dans le corps social de la nation il n'y ait pas de divisions.

2. Le mot « culture », dont on se sert si souvent à différents propos, peut faire naître la question : « Qu'entendons-nous par là ? Qu'est-ce qui peut être menacé ? Qu'est-ce qui doit être défendu ? » Puisque le domaine de la culture de la nation est immense, il est difficile d'y répondre en une phrase. Il sera plus facile de l'expliquer brièvement.

On peut penser qu'au plus profond des fondements de la culture nationale il y a la parole de la mère qui fait naître le premier sourire de l'enfant. Dès ce moment, il s'insère de manière continue dans le grand poème de la langue de sa patrie, qui devient toujours plus puissante dans la conscience de l'enfant, du jeune homme, de l'adulte, du lecteur ou de

l'écrivain. La culture de la parole et du langage est le lien spirituel le plus fort qui relie chacun de nous à la communauté nationale, à la communauté du pays natal. Ceux qui sont conscients de l'importance de ce lien, aussi bien chez nous que dans l'émigration, ont toujours eu à cœur de défendre la pureté de la langue maternelle et son aire d'influence. Cela est attesté par notre expérience nationale au temps de l'esclavage ou au temps de la dispersion et de l'émigration.

La culture de la langue nationale engendre la créativité littéraire qui s'exprime en prose et en poésie. C'est l'objet de notre éducation nationale, qui nous fait prendre conscience des expériences de la nation, du sens de la collectivité et des liens familiaux. Nous devons être exigeants sur ce point où il nous faut trouver notre inspiration. Les héros de la littérature, de la poésie, de l'art, du théâtre deviennent souvent pour nous des modèles de vie auxquels nous nous référons volontiers.

Nous sommes ainsi conduits vers l'Histoire de la nation, de son existence, de ses expériences, de ses luttes, de ses réussites et peut-être de ses défaites, dont nous parle si souvent la littérature historique nationale. Les liens culturels de la nation sont affermis par la participation vivante à son Histoire, à laquelle nous nous sentons si fortement liés que nous ne voulons pas renoncer à nous souvenir de ses expériences, mêmes douloureuses.

L'Histoire de la nation, ses sentiments et ses luttes intérieures s'expriment dans l'art, surtout dans le chant et la musique, dans l'architecture, la sculpture et la peinture. C'est le complément du langage national, ce qui explique que nous nous retrouvions mieux en lui que dans la création mondiale.

Tout cela, nous le considérons comme notre propriété personnelle, nous sommes là dans notre monde à nous, qui nous est proche et compréhensible. Nous revenons volontiers au patrimoine de notre culture nationale. La possibilité de profiter librement de ses richesses nous remplit de joie. Nous espérons, attendons son influence éducative sur la jeune génération. Nous ne voulons pas qu'elle s'en désintéresse et nous nous tenons sur la défensive, afin que la création étrangère — fût-elle de grande valeur — ne fasse pas oublier le livre, la musique, la sculpture et le chant polonais. Certes, toute culture nationale puise dans le patrimoine des autres nations, mais elle ajoute aussi beaucoup à leurs trésors.

Nous avons conscience que ces quelques paroles ne répondent pas pleinement à notre question : qu'est-ce que la culture ? D'autant moins qu'il existe un monde immense d'expériences spirituelles qui enrichissent les dimensions matérielles de la culture nationale.

La culture polonaise ne peut être vidée de ses éléments chrétiens

3. Pour parler comme il convient de la culture de la nation polonaise, il faut prendre conscience de cette vérité : des liens étroits unissent notre culture au christianisme. Notre culture est l'œuvre d'une nation dont la majorité était constituée par des gens vivant de la foi. A la source de maintes œuvres d'art popu-

laire ou classique, à la base de la formation de multiples habitudes, nous retrouvons l'inspiration religieuse. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les « catalogues des objets d'art polonais » ; il suffit de se pencher sur la littérature, de faire un peu de recherches sur les mœurs, les coutumes et les chants, pour voir quelle énorme importance avaient les valeurs religieuses dans notre culture. C'est pourquoi — bien que nous comprenions tous que la notion de culture religieuse diffère de la notion de culture nationale —, lorsqu'il s'agit de notre culture nationale, qui est étroitement liée à la culture religieuse, toute élimination des valeurs religieuses dont elle est imprégnée conduirait à sa déformation. Tous ceux qui veulent bien connaître notre culture sont obligés de tenir compte de ses éléments religieux. Un ancien historien, auteur de *l'Histoire de la culture polonaise*, l'a souligné : « Tout ce qui, de quelque manière que ce soit, promouvait le progrès, relevait des activités de l'Eglise : elle enseignait, éclairait les esprits et broyait les cœurs. » (A. BRUCKNER, *Histoire de la culture polonaise*.) Cela est d'autant plus vrai qu'à la vie religieuse sont liées les valeurs morales qui ont imprégné la vie nationale et sont jusqu'à maintenant très appréciées dans la société polonaise.

Les parents ont le droit d'exiger qu'à l'école on transmette à leurs enfants toute la culture polonaise

4. En prenant la parole sur cette question, les évêques polonais veulent souligner que les parents chrétiens ont droit à ce que leurs enfants aient libre accès à la plénitude des richesses de la culture nationale. L'école et toutes les institutions d'enseignement qui éduquent la jeune génération pour la nation devraient aider la jeunesse à entrer dans l'ensemble de la culture nationale.

En évoquant les luttes de la nation pour la défense de sa culture, il convient de rendre hommage à tous les éducateurs et professeurs, qui, au temps de l'esclavage ou de l'occupation, au risque de leur vie, s'employaient à ce que l'école accomplisse sa mission envers la nation. Il convient aussi d'honorer les prêtres, les religieux et les religieuses qui font tant d'efforts pour transmettre et créer la culture nationale. On peut constater, aujourd'hui encore, qu'il y a beaucoup d'éducateurs qui ont profondément à cœur de transmettre honnêtement le patrimoine culturel national aux enfants et aux jeunes.

On doit cependant constater avec peine que les programmes scolaires, et par suite les manuels pour les enfants et les jeunes, ne transmettent pas pleinement les valeurs de la culture nationale. A titre d'exemple, rappelons que le programme actuel de l'enseignement de la langue polonaise passe sous silence la créativité qui puisait son inspiration dans la vie religieuse. Par principe, on ne parle pas des thèmes religieux, qui ont pourtant joué un grand rôle dans la création littéraire de maints de nos écrivains. Lorsque l'on donne des extraits des écrits de certains auteurs, on omet dans les manuels scolaires les passages qui parlent de Dieu, ce qui parfois déforme le

texte. Dans l'enseignement de l'Histoire, on passe sous silence l'action de l'Eglise pour promouvoir la créativité nationale. *Tous les événements qui répondent aux principes officiels, et cipes de la dialectique matérialiste. On choisit pour les programmes uniquement les événements qui répondent aux principes officiels, et on omet tout ce qui a trait à la vie religieuse.* Si on en parle, c'est surtout défavorablement. De cette manière, on ne donne pas à la jeunesse une vraie image de notre Histoire nationale.

Aux cours de « préparation à la vie familiale », on impose des principes non chrétiens de vie familiale. Et pourtant, il est évident que la majorité des parents veulent préparer leurs enfants à une vie familiale chrétienne. Il est aussi *significatif que, dans les moyens de communication sociale actuels, font totalement défaut les informations sur la vie et les travaux de l'Eglise, comme si elle n'existait pas en Pologne.* Les événements les plus importants de l'activité de cette Eglise sont passés sous silence, bien que souvent ils aient une signification marquée pour la Pologne contemporaine. On peut citer à titre d'exemple les nombreuses lettres des évêques adressées aux fidèles sur des questions morales, si importantes pour la nation. Il est bien connu que la vie sociale et professionnelle devient de plus en plus difficile, à moins qu'on y introduise les principes de la morale sociale catholique.

On ne peut, dans une brève lettre pastorale, parler de toutes les matières de l'enseignement scolaire, mais il n'y a pas de doute que ce qui a été dit à propos de la langue polonaise, de l'Histoire et de l'éducation à la vie familiale, vaut pour l'ensemble du travail scolaire qui omet systématiquement les sujets ayant trait à la vie religieuse et qui même, parfois, s'oppose directement la foi des enfants et de la jeunesse.

5. Il faut encore ajouter que l'objectif de l'école est de préparer les enfants et les jeunes non seulement à accueillir la culture, mais aussi à la développer. Sans nul doute, il est très mauvais que dans les écoles d'une nation en majorité chrétienne, où règne une atmosphère favorable à la créativité différenciée, on fasse abstraction de la créativité liée à la vie religieuse. Pratiquement, en effet, tous ceux qui participent à la vie religieuse par leur créativité dans les domaines de la littérature, de la musique et du chant ne peuvent se manifester dans les institutions d'enseignement.

II

En parlant des dangers que présentent des programmes scolaires laïcisés, nous désirons inviter tout le monde à vouloir davantage sauvegarder et développer notre culture nationale et religieuse.

Parents, complétez ce que vos enfants ne reçoivent pas à l'école

1. *Nous nous adressons avant tout à vous, parents catholiques.* Les familles étaient et sont la première école de la culture nationale et religieuse. C'est dans la famille que nous sommes préparés à la culture de la vie sociale, puisque c'est là que nous apprenons l'amour. Soignez

la culture religieuse et nationale dans vos familles. Veillez à ce que vos enfants ne soient pas éduqués selon des programmes incompatibles avec les désirs de la majorité des parents. Réclamez courageusement le respect de vos droits de parents. Dans vos conversations avec vos enfants, efforcez-vous de compléter ce qu'ils ne reçoivent pas à l'école, surtout dans le domaine de la littérature et de l'Histoire de la patrie. Envoyez vos enfants à la catéchèse, afin de leur faciliter la connaissance, non seulement de l'Evangile, mais aussi de notre culture religieuse et nationale. Veillez sur la sauvegarde des mœurs et des coutumes religieuses dans vos foyers familiaux.

Enseignants, forcez la consigne du silence

2. *Instituteurs et éducateurs,* nous vous encourageons vivement à approfondir sans cesse votre mission de transmettre la culture nationale. Souvenez-vous que vous enseignez et éduquez des enfants qui vous sont confiés par des parents en majorité chrétiens, que vous devez aider par votre travail. Puisse ne jamais tomber de votre bouche une parole qui pourrait affaiblir l'amour de l'enfant pour Dieu et la patrie. Soyez convaincus qu'en transmettant honnêtement la culture nationale, vous répondez à votre vocation et que vous en serez récompensés. Dans votre travail, ayez le souci de présenter la culture nationale sous son juste jour. Forcez la consigne du silence dans les affaires relatives à la foi. Pour que la culture nationale soit perçue dans sa totalité, *efforcez-vous de changer le climat des écoles, de telle sorte que les enseignants ne soient pas forcés de se taire sur les mérites de l'Eglise.* Que les éducateurs apprécient l'apport de la littérature religieuse; qu'ils parlent des héros nationaux pénétrés d'esprit chrétien, de la vie religieuse actuelle de la nation, de la créativité qui prend sa source dans l'inspiration religieuse. Nous avons aujourd'hui tant de poètes et d'écrivains éminents, pénétrés d'esprit religieux et vivant chrétiennement. Les enseignants devraient être tenus par les programmes à parler objectivement aux jeunes de l'importance des valeurs religieuses pour la vie de notre nation.

Enfin, au nom des liens étroits de la morale chrétienne avec notre culture, *il faut en finir avec les attaques contre les fondements de la morale chrétienne. L'école devrait reconnaître le droit de vivre selon les principes de la morale chrétienne et faire ressortir sa valeur pour la vie nationale, professionnelle et sociale.* Cela est évident, aujourd'hui surtout où les mutations socio-économiques appellent à de nouvelles tâches en matière de morale et de mœurs.

Jeunes, revendiquez le droit à la culture religieuse

3. *C'est à vous, chers jeunes,* que nous adressons les paroles les plus cordiales : souvenez-vous que vous êtes les rejetons du tronc séculaire de l'histoire de la nation. Vous avez donc le droit et le devoir de connaître et d'accueillir sa culture nationale qui est fondamentalement chrétienne. Soyez aussi conscients que vous devrez par la suite créer et propager la culture.

Vous êtes appelés à « vous soumettre la terre » (Gn 1, 28). En vous appliquant honnêtement aux différentes branches des sciences et en cultivant différentes sortes d'arts du pays, vous pouvez grandement contribuer à ce que la famille humaine s'élève à un plus haut degré de vrai, de bien et de beau (*Gaudium et spes*, 57). Conscients de votre responsabilité, réclamez aussi une place et des droits pour notre culture religieuse. Par ces paroles de Vatican II nous rappelons que « cependant continue à s'imposer à chaque homme le devoir de sauvegarder l'intégralité de sa personnalité, en qui prédominent les valeurs d'intelligence, de volonté, de conscience et de fraternité, valeurs qui ont toutes leur fondement en Dieu Créateur et qui ont été guéries et élevées d'une manière admirable dans le Christ ». (*Gaudium et spes*, 61.)

Patriotisme et esprit universel

4. Alors que nous dévidons ces réflexions et définissons les tâches et les devoirs, la question peut se poser de savoir comment notre tâche dans le domaine de la culture nationale peut se concilier avec la mission surnaturelle de l'Évangile et de l'Église.

La réponse, nous la trouvons tant dans l'appel du Christ adressé à toutes les nations, que dans le devoir de l'amour de la patrie que l'Église place parmi les vertus chrétiennes du Peuple de Dieu. Cette double exigence préservera des excès du nationalisme et du racisme dégénérés.

Les expériences historiques de la Pologne nous ont appris que tous les essais étrangers pour assimiler les Polonais n'ont donné que des résultats négatifs. Ils les ont conduits à se défendre contre le « déluge suédois » ; ils ont conduit à la Diète de Quatre Ans, la Confédération de Bar, les insurrections nationales, toute la littérature, l'art, la musique et les chants nationaux. Ces expériences sont donc un avertissement pour tous ceux qui voudraient limiter l'influence de la culture nationale sur l'éducation de la jeunesse, ou contrôler le développement intérieur de la nation et ses besoins, c'est-à-dire sa vie même.

D'ailleurs, l'Église elle-même, dans les décrets conciliaires, apprend à créer cette harmonie à partir de l'Évangile. D'un côté elle invite au respect de tout ce qu'il y a de vérité et de grâce dans la culture des autres nations à travers la mystérieuse présence de Dieu. De l'autre, elle porte à connaître et apprécier la culture de sa propre nation, ainsi que les convergences des traditions familiales, la religion des pères, avec la religion chrétienne. Le décret sur l'activité missionnaire parle du devoir de connaître l'histoire, les fins et les méthodes de travail de l'Église, ainsi que les conditions spécifiques sociales, économiques et culturelles de la nation (*Ad gentes*, 10).

Nous devons généreusement concilier l'amour de la patrie, entendu comme devoir chrétien, avec le bien de la famille humaine tout entière, qui devient une à travers les divers liens tissés entre les peuples et les générations (*Gaudium et spes*, 76). C'est ainsi que s'établit l'équilibre entre les tâches et les devoirs en vue de défendre sa propre culture nationale et l'assi-

milation des expériences des autres nations entre les bras de l'Église qui embrassent tout le Peuple de Dieu.

C'est aux catholiques qu'il appartient de maintenir le patrimoine culturel polonais

C'est à vous tous, très chers fils dans le Christ, que nous adressons notre appel ! Nous sommes conscients que chaque nation a le devoir d'enrichir la famille humaine de son patrimoine culturel. Tous ensemble, nous devons prendre une nouvelle conscience de notre responsabilité envers notre culture nationale et religieuse. Tous nous devons veiller — chacun dans la mesure de ses possibilités — à écarter les tentatives de limiter l'influence de notre culture sur l'éducation. Tous nous devons avoir le souci de son développement approprié. N'oublions pas qu'il nous appartient non seulement de nous « soumettre la terre », mais de faire en sorte que dans notre patrie tout soit pénétré de l'Esprit de Dieu. Déjà saint Paul attire l'attention des chrétiens sur ce point en écrivant : « Car la création en attente aspire à la révélation des fils de Dieu... ; avec l'espérance d'être elle aussi libérée de la servitude de la corruption pour entrer dans la liberté de la gloire des enfants de Dieu. » (Rm 8, 19-22.)

C'est précisément nous, catholiques, qui, à bien des titres, sommes responsables de ce que, dans notre patrie, tout parle le langage de la liberté et de la gloire des enfants de Dieu. C'est à nous qu'il échoit d'éveiller la conscience et l'ambition de nous organiser à la polonaise sur le sol de notre patrie, selon l'esprit du patrimoine multiséculaire de notre culture religieuse et nationale comprise avec largeur d'esprit. Il nous faudra y revenir souvent, et c'est ce que se proposent les évêques polonais.

Nous désirons tourner votre regard, vos cœurs et vos pensées vers la Mère de Dieu qui, dans l'histoire de notre nation, tient une place si éminente. Modèle de l'esprit humain libéré de la servitude des choses et s'élevant vers ce qui « est en haut », elle a été une force et une source d'inspiration pour tant d'esprits créateurs de notre culture nationale. Son manifeste libérateur, le « Magnificat » peut devenir pour nous un programme d'action. Pleins d'espérance, nous déposons entre ses mains nos désirs, nos aspirations et nos projets. Que la Mère de Dieu, la Vierge exaltée par Dieu, veuille accepter cet hommage de gratitude pour la présence de six siècles de son image à Jasna Góra.

Aux temps les plus difficiles de notre existence, nous avons chanté : « Nous n'abandonnerons pas la terre de nos ancêtres. Nous ne permettrons pas que disparaisse notre langue maternelle... » Nous ne délaisserons pas, ô Christ, les églises, nous ne permettrons pas que l'on ensevelisse notre foi... » Cet appel, répétons-le encore aujourd'hui.

L'amour de Dieu le Père, la grâce de Jésus-Christ notre Seigneur et la communion de l'Esprit Saint soient avec vous tous.

La 162^e Conférence plénière de l'Épiscopat.

Warszawa, le 8 mars 1978.

Ont signé : les cardinaux, archevêques et évêques présents à la Conférence.

D'OU VIENT LE TERRORISME ? A QUELLE CONDITION PEUT-ON LE VAINCRE ?

Déclaration de la Conférence épiscopale allemande

Le 10 avril 1978, le Conseil permanent de la Conférence épiscopale allemande a rendu publique la déclaration ci-après sur les raisons du terrorisme en Allemagne fédérale et les moyens de lutter contre lui. C'est à une remise en cause de la société de consommation et aussi de l'Eglise et des chrétiens que les évêques allemands convient la communauté catholique ().*

Nous avons beau être oublieux de la précipitation qui caractérise notre époque, le mot de terrorisme ne disparaîtra pas de sitôt de nos mémoires. Nous avons dû faire l'expérience trop élémentaire d'une menace contre la vie individuelle et collective, nous avons été trop profondément effrayés par ce dont sont capables des hommes qui vivent parmi nous.

Liberté et droit

Devant un ordre que nous approuvons, une liberté que nous voulons, et face à des hommes qui vivent à nos côtés, nous avons la responsabilité de ne pas laisser saper à la base les principes même de notre société. Ce serait un rêve dangereux que d'oublier que la liberté exige d'être protégée par le droit, et que ce droit doit être appliqué aussi contre ceux qui exigent pour eux-mêmes une liberté sans limite, tout en refusant aux autres cette même liberté.

Nous avons déjà parlé du terrorisme dans notre Déclaration de septembre 1977 : « Les autorités fédérales et régionales ont le devoir, par toutes les mesures appropriées, de mettre un terme aux infractions des terroristes et d'empêcher qu'elles ne se reproduisent à l'avenir ». Et nous avons ajouté : « Aujourd'hui, nous ne pouvons éluder une question : comment se fait-il que ces dernières années, en nombre sans cesse croissant, et avec un manque de scrupules de plus en plus accentué, se produisent des attaques contre la paix et la liberté, la dignité et la vie humaine ? Quelles sont les raisons et les points de départ de ces crimes, quels en sont les pères spirituels ? (1) »

Depuis, beaucoup de choses ont été dites et écrites sur cette question. Pourtant, comme bon nombre de nos concitoyens, nous ne sommes pas

quitte avec la question angoissante : avons-nous reconnu les signes des temps ? Dans la société, l'Eglise, la science, les médias, la vie quotidienne, notre style de vie, avons-nous accueilli la remise en question à laquelle nous convient les réalités cruelles du terrorisme ?

Barrages contre la terreur

Il ne suffit pas de nous effrayer devant ces états de faits, et de ne rien entreprendre. Nous devons, par le moyen de mesures de protection et de lois, construire des barrages pour nous défendre contre la terreur. Mais ces barrages ne suffisent pas. Il nous faut faire retour sur nous-mêmes. Nous devons être remplis d'effroi devant ce qui peut arriver à des hommes. Nous devons nous demander comment l'homme peut se précipiter dans de tels abîmes.

Nous, chrétiens, nous ne pouvons éluder cette confrontation. Nous croyons en un Dieu qui a vu d'avance et mesuré ces abîmes, mais qui n'a pas reculé devant eux, et est devenu homme pour nous et notre salut. Nous croyons en ce Dieu qui a fait sortir de sa cachette Adam, saisi de terreur devant lui. Ainsi Dieu a accepté l'homme dans toute sa réalité. Il l'a portée lui-même, l'a guérie par le dedans et transformée.

N'est-ce pas là que se trouve, aujourd'hui encore, notre devoir ? Il ne suffit pas de nous réfugier dans la conscience, la confession générale de notre faute. Mais il ne suffit pas non plus de procéder à une analyse froide et détachée et de faire comme si cela ne nous touchait pas personnellement. Au contraire, il importe de regarder la réalité en face, de porter notre part de détresse et de chercher des voies qui ne soient pas des impasses.

C'est dans cette vision que, une fois de plus, nous prenons la parole dans le débat sur les causes et l'arrière-plan du terrorisme. Notre parole ne veut pas être un jugement définitif, mais un point de départ pour une nouvelle réflexion, une impulsion pour faire le point et se réorienter. Cela est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que beaucoup seraient tentés de se laisser aller à un fallacieux espoir que tout sera réglé par les mesures juridiques envisagées par le gouvernement.

I. — COMMENT CELA A-T-IL PU SE PRODUIRE ?

Il est oiseux de passer en revue encore une fois ce que d'autres ont découvert dans leur recherche des raisons et de l'arrière-plan du terrorisme. Pourtant nous estimons qu'il vaut la peine d'attirer l'attention sur les trois états de faits suivants :

(*) Texte allemand dans *Pressedienst des Sekretariats der Deutschen Bischofskonferenz* du 10 avril 1978. Traduction et notes de la DC.

(1) DC 1977, n° 1729, p. 944. (NDLR.)

Premier état de fait : Il existe parmi nous des hommes qui ont été capables d'accomplir des actes que, il y a quelques années encore, nous n'aurions pu leur attribuer et dont eux-mêmes ne se seraient pas cru capables. Dans la pensée et la sensibilité de ces hommes il s'est donc passé quelque chose que nous devons essayer de déceler.

Et ces hommes ne sont pas des isolés. Ils agissent en collaboration avec d'autres qui — même s'ils hésitent, agissent indirectement, et cela d'ailleurs pour les motifs les plus divers — ont soutenu leur action ou l'ont rendue possible.

Deuxième état de fait : Les hommes que nous appelons terroristes et ceux qui sont en relation avec eux et leur activité, sont issus de notre société. Ils ont dit un non radical à cette société et l'ont vomie. Pourtant, d'autre part, c'est précisément cette société qui a préparé à leur pensée et à leur comportement le sol nourricier qui a rendu possible leur non à cette société et à sa manière de vivre. Où trouver, dans cette société, le terreau en question ? A quel niveau, nous aussi apportons-nous notre contribution ?

Troisième état de fait : Les hommes que nous appelons terroristes et les milieux qui sont proches d'eux vivent dans un monde où sont présents le christianisme et l'Eglise. Bon nombre d'entre eux ont reçu une éducation chrétienne, et, un jour ou l'autre, tous se sont trouvés affrontés à la question de savoir comment ils devaient se comporter vis-à-vis du message et des exigences de la foi chrétienne. Pour quelle raison ce message et ces exigences ne se sont-ils pas transformés en une force vivante ? En quoi nous les chrétiens avons-nous failli ? En quoi l'Eglise a-t-elle manqué à son devoir ? A quel plan s'impose une réorientation ?

Conditions spirituelles et humaines

Encore que l'on puisse se demander si cela vaut encore pour la « deuxième génération » de terroristes à laquelle nous avons surtout affaire actuellement, une chose reste hors de doute. A l'origine du mouvement terroriste s'est trouvé l'idéal d'une société où règneraient la justice et l'égalité totales. Sa devise proclamait : le bonheur est réalisable, accessible à tous ; il faut nous fixer cet objectif, engager les autres sur cette voie, les y contraindre. La formulation a beau être grossière et approximative, elle décrit dans ses grandes lignes l'« idéal » de ceux qui, il y a une dizaine d'années, ont amorcé le soulèvement dans le sillage duquel est née la terreur actuelle. Ce qui est resté c'est l'impulsion vers le changement absolu. Une telle impulsion ne peut exister que si l'objectif dont il s'agit est uniquement terrestre, et est fondamentalement accessible grâce à nos propres forces. Si l'objectif se trouve ici-bas, à l'intérieur de l'histoire, si je puis l'atteindre de moi-même, alors il n'existe plus de normes qui m'interdisent d'employer n'importe quel moyen. A l'origine de la violence il y a donc toujours l'insignifiance de l'homme qui croit pouvoir atteindre ses buts par ses propres forces, qui croit qu'il doit le faire par ses propres forces. Un tel orgueil plein d'illusion suscite une ivresse et un radicalisme qui ne reculent devant rien.

Cela ne veut en aucune façon dire que tous les hommes qui s'orientent vers des buts uniquement terrestres deviennent fatalement des artisans de violence. Bien souvent, un dernier lien, une dernière moralité arrêtent et retiennent l'homme dont le regard se limite au monde d'ici-bas. Mais, en définitive, une telle attitude n'offre aucune garantie absolue que l'on respectera ce qui est inaccessible, intangible. Là où tout est accessible, le danger existe que tout puisse être aussi détruit. Et alors on voit s'écrouler les barrières dressées contre le recours à la violence.

Dans la théorie de nombreuses idéologies imprégnées de marxisme, on lit expressément que, pour atteindre son but, on ne doit pas exclure la violence contre les choses et les hommes. Mais il serait faux de n'y voir qu'une particularité du marxisme. Quand on regarde les choses de plus près, l'utilisation de la violence n'est pas à exclure non plus lorsque l'homme n'admet pas que des modèles et des buts se trouvent placés au-dessus du monde, de la société et de l'histoire.

Selon toute apparence, l'espoir de se répandre dans le monde entier est désormais brisé chez bien des acteurs de la scène du terrorisme. Mais même lorsque l'espoir et l'idéal se sont écroulés il reste l'ivresse du changement, et la destruction devient la fête de cette ivresse.

Destruction de tout ce qui est humain

Une chose est claire : celui à qui tous les moyens sont bons pour atteindre son but ne recule pas devant la violence. Pour lui, tout devient moyen, et en définitive lui-même et sa propre vie. D'ailleurs ce qui nous effraie toujours dans les activités et le comportement des terroristes c'est un sang-froid absolu qui ne semble plus connaître de sensibilité et pour lequel aucun sacrifice ne paraît trop élevé. Les liens de la famille et de l'amitié sont rompus ou exploités de façon éhontée et impitoyable. Le non radical à tout ce qui existe et est valable comporte aussi un non à toutes les valeurs et à tous les sentiments considérés comme humains. Ce qui a commencé par un prétendu engagement en faveur de l'humanité s'achève par l'autodestruction de cette même humanité.

Rien ne serait plus éloigné de nous que de dénigrer ceux qui sont prêts à se sacrifier pour un idéal. De nombreux jeunes n'affirment-ils pas que nous n'avons plus de buts valables, puisque nous hésitons à exiger des sacrifices ? Mais là est le tragique de ceux qui sont entraînés dans le sillage du terrorisme ; la disponibilité au sacrifice s'est transformée en une disponibilité à la dilapidation. Mais le sacrifice ne dilapide pas, il fait un don. Le sacrifice n'est pas contre quelqu'un, mais pour quelqu'un. Un sacrifice s'accomplit pour atteindre une plus grande plénitude de sens. La destruction de ce qui est humain est au contraire un signe d'absurdité.

Un non radical à l'institution

Une autre attitude d'esprit qui peut conduire au terrorisme est le non radical à toute institution. C'est dans ce non que les terroristes trouvent de

nombreux alliés qui, assez souvent, ne se rendent pas compte de la route où les conduit leur compagnonnage.

Il est presque de bon ton d'exercer son esprit critique aux dépens de toute institution. C'est ainsi que des institutions comme le mariage, la famille, l'Eglise et l'Etat sont soupçonnées de restreindre la liberté de l'individu, de l'asservir aux intérêts d'autrui, et de réduire son espace. Elles sont accusées de renforcer les conditions existantes, d'entretenir des préjugés dépassés contre la raison et la liberté. Qui oserait nier que les institutions peuvent agir aux dépens de la liberté de l'individu, d'une liberté qu'elles devraient protéger et soutenir ? Mais qui pourrait nier aussi que ceux qui récusent les institutions ne peuvent présenter d'autre solution de rechange qu'un chaos, où la liberté de l'individu n'est plus protégée ou soutenue ? En outre, l'appel à la destruction des institutions n'est-il pas le premier pas vers un tourbillon de forces contradictoires auxquelles l'individu est livré sans défense et d'où naissent fatalement de nouvelles institutions et de nouvelles structures de violence ?

Au fond, le non à l'institution est un non à la propre finitude de l'homme. Quiconque veut posséder une liberté sans entrave, sans dépendance et sans la sécurité au sein d'un ordre qui se propage d'un homme à l'autre oublie que le ciel n'est ni accessible ni réalisable aujourd'hui. Et si nous ne voulons pas reconnaître que nous sommes des créatures, que notre liberté est donc limitée et créée, alors nous provoquons nous-mêmes ce chaos que nous trouvons avec ses dernières conséquences dans le non des terroristes à l'institution.

Cela n'amoindrit pas, bien au contraire, la nécessité pour les institutions de ne pas se laisser reposer paresseusement sur leur acquis. Elles doivent se renouveler à partir de la vie et de la liberté de ceux qui les portent et les composent. Mais l'individu et la société sont appelés à faire preuve de force, de courage et d'imagination pour créer et renouveler des institutions qui aient un sens.

La force de la pensée

Il serait aberrant de rejeter la faute du terrorisme sur la pensée humaine qui pose des questions critiques à notre société et à sa manière de vivre. Tout simplement c'est le destin d'une pensée d'être bien ou mal comprise, utilisée en bien ou en mal. Il n'en va pas autrement pour la Parole de Dieu dans la Bible. Mais, de même que nous, prédicateurs de la Parole, nous avons la responsabilité de la conserver, de veiller à son exacte exposition et à sa juste compréhension, de même ceux qui élaborent et communiquent des pensées sont responsables de leurs répercussions dans le public. Les pensées, elles non plus, ne tombent pas dans le vide, mais agissent dans l'espace et le temps. L'esprit de responsabilité exige que l'on pense à ces retombées.

Un fait doit nous faire réfléchir dans bien des projets en cours, la route de la science et de la société n'est plus balisée par des principes indubitables et intangibles. On considère précisément

que la tâche de l'homme moderne consiste à mettre en question ces principes, à les remplacer par d'autres hypothèses et modèles. La critique, et même la négation permanente, est proclamée comme une nouvelle attitude éthique. Mais, précisément, cette éthique — tellement sujette à caution — doit elle aussi se laisser interroger sur les conséquences et les répercussions, les aspects unilatéraux et tronqués d'un tel modèle de pensée. Et de telles questions ne doivent pas être rejetées comme un soupçon, une marque de mépris, elles sont au contraire nécessaires dans l'intérêt d'une attitude critique bien comprise.

Arrière-plan social

Il serait faux de voir dans les idées et les positions des terroristes une perversion monstrueuse de l'esprit et du cœur, avec laquelle notre société n'aurait rien à voir. De même qu'il ne saurait être question d'idéaliser notre société, de même il serait faux de dénigrer les forces et les développements positifs qui sont à l'œuvre dans cette société. Nous sommes dans une société libérale, qui nous donne des chances de justice sociale et de développement humain que l'on n'a jamais connues dans les époques passées. Et pourtant le terrorisme jette une lumière oblique sur cette société aussi. Son refus de la société actuelle, la critique qu'il porte contre elle ne sont pas approximatifs ; car les types de comportement du terrorisme ne sont pas sans rapports avec les types de comportement qui ont cours dans notre société. Nous voudrions en donner quelques exemples.

La tentation du pur pragmatisme

Examinons-nous donc. Est-ce que des objectifs qui vont plus loin que les questions de puissance et de pouvoir, est-ce que des modèles qui ne sont pas seulement orientés vers les loisirs et l'augmentation du niveau de vie jouent un rôle pour nous ? Ou bien les valeurs, les buts et les modèles ne sont-ils valables pour nous que dans la mesure où ils ne nous gênent pas ? Et nos objectifs ne se limitent-ils pas à ce que nous procure une heureuse combinaison de bien-être et de liberté ? Il serait insensé de négliger l'importance des besoins et des désirs tout à fait élémentaires de l'homme et de ne pas se soucier de donner à tous ce qui est nécessaire, en fonction de leur droit et de leur développement. C'est là une condition indispensable. Mais si en s'en tenait à cela, la vie ne serait pas plus humaine. C'est seulement lorsque nous progressons dans la compréhension et l'effort commun que sont assurés les fondements de l'humain, y compris dans les situations de crise et de conflit.

Mais nous ne pouvons nier que les modèles et les représentations, à l'intérieur de notre société, sont de plus imprégnés de considérations pragmatiques, que l'accord sur le contenu et les objectifs de l'humanité se rétrécit de plus en plus. Dès lors nous ne pouvons esquiver la question : quiconque poursuit des objectifs uniquement pragmatiques ne possèdent plus de barrière suprême qui l'empêche de recourir à la violence pour les atteindre.

Et si nous-mêmes nous ne pouvons rien imaginer en dehors de tels objectifs, qu'opposons-nous aux idéologies qui recourent à la violence ?

Culture du prêt-à-jeter

Les symboles de notre mode de vie orienté vers le pragmatisme sont les innombrables objets qui nous séduisent et que nous utilisons un moment pour les jeter ensuite. Parfois nous frissonnons à la pensée que nous gaspillons ainsi nos propres réserves de possibilités vitales et que nous rétrécissons le champ d'action de notre avenir, du monde qui viendra après nous. Mais nous avons du mal à en tirer les conséquences dans notre comportement de chaque jour.

Les choses que nous jetons ne sont d'ailleurs que les symboles des valeurs que nous laissons tomber. Quand la fidélité ne nous plaît plus, quand les convictions ne sont plus payantes, quand ce qui était autrefois sacré pour nous nous demande un sacrifice inaccoutumé, alors nous avons aussitôt à la bouche le mot de « déraisonnable ». Comment dès lors s'étonner de ce que même notre vie et celle des autres courent le danger de devenir des objets de rebut ?

Nous avons été effrayés par l'autodestruction de l'humain dans les milieux terroristes. Et le destin de l'homme chez nous, en nous ?

L'expérience de l'absurde

Nous ne sommes pas livrés sans défense à tous ces dangers, mais nous n'en sommes pas moins menacés par eux. Il ne faut donc pas s'étonner de la rapidité et de la facilité avec lesquelles se répand l'absurde entre le pragmatisme pesant et la culture du prêt-à-jeter, en proie à une telle nervosité. Quand les chances de vie et d'avenir sont gravement menacées, quand éclate une crise économique et que le chômage s'accroît de façon inquiétante, quand la sécurité de l'emploi et les possibilités de travail pour les jeunes se réduisent c'est là certes une situation grave. Nous devons faire tout notre possible pour nous rendre maîtres de la situation, et chaque fois que ceux qui bénéficient d'un emploi et de la sécurité oublient les autres, ils commettent une véritable injustice. Mais, derrière cette lutte souvent frénétique contre de telles menaces, se cache souvent plus qu'une simple réaction contre des conditions objectives. Tout se passe comme si notre société n'était plus sûre d'elle-même, du sens qu'il y a en tout cela.

Nous faisons une semblable expérience même lorsque tout marche bien. On n'a jamais eu autant l'impression de courir dans le vide qu'au moment même où la machine tournait à plein régime. La pression du fonctionnel, la contrainte de l'action et de la consommation sont si souvent déplorées que nous sommes déjà tentés de ne plus prendre de tels mots au sérieux. Mais quand nous pensons au nombre de suicides et de tentatives de suicides, de même qu'aux multitudes de manières dont on s'évade de notre société de bien-être par l'ébriété et la drogue, nous nous trouvons fatalement placés devant la question ; la sortie silencieuse hors de notre société, le tran-

quille désespoir devant la vie et son sens doivent-ils moins nous inquiéter que la protestation brutale et l'attaque directe du terrorisme ? Et comment mesurer la facilité avec laquelle on passe de l'un à l'autre ?

L'arrière-plan religieux

Dans la vie de tel ou tel terroriste, on remarque certains indices d'arrière-plan nettement religieux ou anti-religieux. Il nous faudra prendre le temps d'étudier ce problème de façon plus attentive. Mais la question la plus urgente pour le moment est celle-ci : quels sont les types de pensée et de comportement qui ont poussé tel homme sur le chemin du terrorisme ou qui l'ont tellement dégoûté qu'il a emprunté la voie de la violence ?

Ici non plus il ne peut être question de désigner une poignée de coupables dans la théologie et l'Eglise et de leur mettre sur le dos la responsabilité du terrorisme. Il n'en reste pas moins qu'une réflexion sur le problème s'impose dans l'Eglise aussi.

Réduction « horizontaliste » de la foi

Le salut que Dieu nous donne en Jésus-Christ n'est pas seulement un salut pour l'au-delà, mais c'est aussi un salut pour ici et maintenant. Le Dieu qui crée et rachète le monde veut aussi que nous conservions notre foi dans l'édification de ce même monde. Celui qui espère seulement dans le salut que Dieu accordera à la fin de sa vie et à la fin de l'histoire, et auquel importe peu ce qui se passe à ses côtés, n'a rien compris à la grandeur et à la plénitude du message chrétien.

Si grave que soit le danger de cette vision unilatérale, la réduction opposée est aussi déformée et aussi grosse de menaces. Nous lui donnons le nom d'« horizontalisme ». Ici le salut de Dieu se situe à l'intérieur du monde et se transforme en un avenir que l'homme peut atteindre et réaliser. Le commandement de Dieu, selon lequel nous devons l'aimer de tout notre cœur et par dessus tout, et notre prochain comme nous-mêmes, se trouve réduit à une simple impulsion humanitaire.

Cette réduction horizontaliste de la foi et l'écho qu'elle a trouvé ont plusieurs causes. L'une d'entre elles réside dans la difficulté de présenter à l'homme moderne des énoncés de la foi qui lui soient compréhensibles.

En outre un certain nombre de besoins spirituels n'ont pas été satisfaits par une théologie qui sépare trop brutalement le monde d'ici-bas du monde de l'au-delà, et finalement aussi par une adaptation aux idéologies par trop optimistes du progrès. Nous rencontrons ici les nuances les plus diverses, qui vont d'une nouvelle accentuation, nécessaire et pleine de sens, à la déformation et à l'aliénation de la foi.

Il y a un risque évident à se fourvoyer, sous l'impulsion d'un idéal religieux, dans des idéologies uniquement orientées vers la transformation du monde. Là où Dieu est évacué de la foi, et où seule subsiste l'exigence de changer le

monde et de le rendre meilleur, on assiste à une destruction de la foi qui ne peut guère apporter de frein à l'auto-destruction de l'humain. Seule la théologie qui maintient Dieu et le ciel maintient aussi l'homme et la terre.

Réduction « spiritualiste » de la foi

Les extrêmes se touchent, disait l'antique sagesse. Cela vaut aussi pour la théologie. Il y a quelques raisons de penser que, non seulement la confusion entre le terrestre et le spirituel, mais aussi une séparation radicale entre l'un et l'autre ont donné naissance à une mentalité qui a pu conduire au terrorisme. Lorsque la foi devient affaire de pure intériorité, la relation avec les réalités terrestres comme la politique, l'économie et la science ne sont plus touchées par elle. Qui-conque cherche Dieu uniquement avec son cœur et ne cherche pas aussi le monde et l'homme avec le cœur de Dieu, celui-là perd ou dégrade l'homme et le monde.

L'Eglise : institution ou foyer ?

Le rejet, par tant de membres de notre société, de tout ce qui s'appelle institution s'étend aussi à l'Eglise. L'exigence qu'elle représente, pèse d'autant plus lourd qu'elle pénètre jusqu'au plus profond de l'homme, qu'elle ne peut être remise à la disposition de notre liberté, et enfin qu'elle ne se manifeste pas ici et maintenant dans une expérience immédiate.

Devant la difficulté qu'elle a de se faire comprendre, l'Eglise doit-elle capituler ? Ce serait reculer devant la mission qui lui a été confiée par le Seigneur ; ce serait reculer devant l'Esprit du Seigneur qui veut faire de nous une maison et une famille de Dieu accueillantes même à ceux du dehors. Il faut qu'il y ait une institution, même si parfois elle donne l'occasion de trébucher. L'appel que le Seigneur lance à son Eglise consiste à rendre son amour digne de foi, compréhensible, et à préparer ainsi un foyer à l'homme.

Mais ce serait aussi une erreur de regarder l'Eglise uniquement comme une communauté sécurisante et de la disperser en une quantité de petits groupes. Elle ne doit rien rejeter de la mission que le Seigneur lui a confiée et qu'elle doit exécuter, dans l'espoir qu'il pourra réaliser en elle davantage qu'elle-même par ses propres forces.

L'Eglise, expérimentée uniquement comme une institution froide, inspirerait une répulsion, déclencherait l'agressivité, ne donnerait aucune réponse digne de foi à ceux qui s'interrogent sur le sens de la vie. Par ailleurs, une Eglise qui ne serait qu'un rassemblement de groupes isolés s'écroulerait et aboutirait à la création de sectes.

Aujourd'hui surtout où les hommes recherchent un endroit où s'arrêter et se réfugier, l'Eglise est interpellée. C'est une chance et une exigence de notre foi de donner à la liberté humaine la mesure et la plénitude que nous ne pouvons donner de nous-mêmes mais qui nous ouvrent l'espace de la communauté, à la manière d'un foyer.

La question n'est pas : plus d'exigence ou plus de sécurité ? L'homme a besoin de l'une et de

l'autre pour qu'il fasse cette double expérience : je suis pris au sérieux, et je suis accueilli. Dieu s'est engagé tout entier pour moi. C'est pourquoi il devient pour moi le but pour lequel je puis m'engager tout entier.

La théologie horizontaliste, l'intériorité détachée du monde et la tension entre institution et foyer dans l'Eglise ne présentent certes pas un rapport direct avec le phénomène inquiétant du terrorisme. Tout cela montre plutôt pourquoi le christianisme et l'Eglise n'ont pas réussi à offrir à ceux que nous appelons terroristes une alternative attrayante à leur projet ; et cela montre aussi pourquoi tant d'hommes ne croient plus pouvoir trouver dans l'Eglise ce qu'ils cherchent et désirent, et s'adressent à d'autres idéaux et à d'autres communautés.

Le problème fondamental : la compréhension exacte de la liberté

Les réflexions que nous venons de faire reflètent toutes un problème fondamental : le besoin de liberté. Jamais l'aspiration à la liberté n'a été aussi forte qu'à l'époque moderne. L'homme ne se contente plus, dans un monde donné d'avance, de changer de place telle ou telle chose ; il veut donner à son monde une forme nouvelle totalement nouvelle, le planifier lui-même et le projeter.

Liberté face à l'alternative

Mais aujourd'hui notre liberté humaine se trouve placée devant quelque chose qu'elle ne peut plus réaliser à elle seule. Elle se trouve face à une alternative : ou bien prendre son indépendance par rapport à Dieu ou bien se détruire elle-même.

C'est seulement lorsque notre liberté rencontre celui qui nous a créé et qui seul peut la racheter et la remplir qu'elle peut éviter de sombrer dans un vide destructeur. Le fait d'être dans la dépendance de la liberté de Dieu signifie à la fois la reconnaissance de normes et de valeurs dont nous ne pouvons disposer nous-mêmes, le respect de l'homme et de toute créature et en fin de compte le oui à un ordre historique concret dans la société de l'Eglise.

Dans notre situation ce qui est décisif c'est donc ceci : la liberté doit dire un oui *libre* à la dépendance par rapport à Dieu, aux valeurs et aux attitudes fondamentales qu'elle garantit, à l'homme et à la création, à l'institution enfin qui est nécessaire pour que la liberté puisse exister dans le monde. La dépendance et l'institution ne contredisent ni la dignité de la créature ni la réalité du salut, l'Esprit Saint.

II. — QUE FAIRE ?

Dans ce qui va suivre nous ne pouvons examiner que quelques points de vue qui nous paraissent importants au premier chef en tant qu'Eglise.

Le terrorisme met en question les fondements et la situation de l'Etat et de la société. C'est pourquoi les hommes politiques ont pour première tâche de protéger avec vigueur les principes et les valeurs fondamentales irrécusables de la vie de l'homme en société. La politique doit toujours être pragmatique, sans quoi elle est inefficace. Mais elle ne doit jamais être uniquement pragmatique, sans quoi elle sape ses propres fondations. Il est donc évident que la politique ne peut protéger efficacement les fondements de la vie collective et la liberté humaine que si les hommes politiques s'engagent, dans leurs rapports mutuels et dans l'exercice de leurs fonctions, à observer les valeurs et les conceptions humaines sans lesquelles il ne saurait y avoir d'humanité. Les hommes politiques feront leur métier et rendront humainement crédible leur propre responsabilité dans la mesure où les hommes critiques et interrogateurs de notre pays trouveront une alternative aux idéologies utopiques et au désintérêt, à la résignation et au refus.

A la place de la consommation, du gaspillage et du prêt à jeter, c'est le respect de la vie et de l'espace vital des hommes qui doit déterminer les décisions et le style de la politique.

Un engagement courageux en faveur des mesures indispensables pour préserver les institutions et par elles, l'espace de liberté de l'individu dans la société tombe aussi sous le sens. Bien entendu, il est également nécessaire de ne pas tenir seulement compte du succès auprès du public, mais aussi de prendre la responsabilité de mesures impopulaires lorsque l'exige l'intérêt de la communauté et de la liberté.

Responsabilité de la société

Il ne suffit pas de faire appel à l'Etat. Une société libre a besoin de la coresponsabilité des groupes et des forces qui la composent. Ici, ne faut-il pas incriminer cette lâcheté qui ne prend parti pour rien, qui se contente de discourir sur les valeurs et les normes suprêmes, qui se cantonne dans une attitude critique et cynique là où s'imposent le jugement, l'engagement et la claire décision ?

Il ne nous suffit pas de parler d'un nouveau style de vie, il nous faut encore le mettre en pratique. De ce style de vie font partie aussi bien l'esprit de décision, la clarté et le courage que l'ouverture, la tolérance et la disposition à comprendre et à pardonner.

Nous avons déjà abordé la responsabilité particulière des intellectuels. Une société hautement évoluée vit des pensées qui s'y échangent. Chaque pensée, chaque mot est une semence qui peut donner naissance à un bon ou à un mauvais fruit. Ce qui est dit, pensé, mis en scène, écrit et diffusé ne tombe pas dans le néant, mais agit sur des hommes vivants. Et c'est pourquoi nous lançons un appel à tous ceux qui travaillent dans la science, l'enseignement, l'éducation, l'art et la publicité, afin qu'ils soient conscients d'occuper des postes déterminants pour l'avenir de notre société.

Partout où des hommes vaquent à l'éducation, à la politique, à l'économie, à la religion, se produisent des frottements. Une société sans conflits est pure utopie. Il faut des efforts continus pour déceler les causes des conflits et, une fois découverts les déséquilibres, rétablir l'harmonie. Il n'est pas sain de « mettre des grains de sable dans les rouages » pour provoquer systématiquement des conflits permanents. Notre époque a besoin d'artisans de paix et de réconciliation si nous voulons que notre société ne soit pas un champ clos où s'affrontent des ennemis.

Responsabilités des chrétiens et de l'Eglise

Chemin faisant nous avons rappelé que le Christ n'a pas reculé devant le fardeau et la détresse de l'humanité, mais qu'il les a pris sur lui. Nous, chrétiens, nous ne devons pas non plus nous dérober. Certes, nous devons sans cesse nous remettre en question, nous-mêmes et notre comportement, mais cette remise en question doit s'effectuer à travers une parole qui reste toujours valable : l'Evangile. Donnons-lui la chance de devenir en nous un projet vivant, contre la destruction et le désespoir qui peuvent s'emparer des pensées, des cœurs et des actions.

Prenons donc conscience de ce que signifie aujourd'hui l'appel de l'Evangile à la conversion et à la réconciliation.

Contre la tentation du pur pragmatisme, pour lequel ne comptent que l'utilité, l'avantage et la jouissance, l'Evangile dresse devant nos yeux des normes et des valeurs qui dépassent le monde et l'histoire ; et c'est ainsi qu'il nous devient possible de dire un oui sans réduction à l'homme et de donner une forme humaine à notre société.

Contre une culture du prêt-à-jeter, l'Eglise se fait l'avocate de ce qui transcende le temps et qui, pour cette raison, rend l'aujourd'hui supportable.

Face à l'absurde, l'imitation du Christ nous propose des objectifs qui méritent un don total, un engagement de tout l'être, bannissant ainsi l'ennui et le goût de la destruction.

S'orienter vers l'Evangile

Dans la mesure où les chrétiens et l'Eglise vivent l'Evangile, le renouvellement de l'homme, de la société et de l'Eglise devient possible.

C'est le grand, l'imprescriptible commandement de l'amour de Dieu et du prochain qui doit surtout nous montrer le chemin. Et ici nous ne devons jamais oublier que même l'ennemi est notre prochain. Il va de soi que l'amour du prochain n'est pas un simple sentiment. Il comprend aussi une justice qui rend à chacun ce qui lui revient. La doctrine sociale catholique fait partie du message dont l'Eglise est redevable à la société.

La famille chrétienne

Au milieu des tensions entre les générations, la famille chrétienne doit être la cellule du renou-

veau. Il nous faut des familles qui apportent la sécurité et auxquelles les enfants restent attachés par l'amour, même lorsque les conflits s'exacerbent. Toute la politique sociale doit être au service de ce but. C'est parce que trop de familles ont manqué de force protectrice que de nombreux jeunes ont versé dans le terrorisme.

Le message du Christ et la jeunesse

Aujourd'hui la tâche de la pastorale des jeunes consiste à se mettre au service de l'Eglise pour proclamer à la nouvelle génération le message du Christ et l'engager dans un style de vie chrétien. Une telle pastorale réclame tout notre appui.

L'enseignement religieux

L'enseignement religieux, dans tous les établissements scolaires, doit avant tout mettre au cœur de son projet éducatif la question du sens de la vie et du salut qui vient de la foi. Il ne peut rester au niveau de la diffusion du savoir, mais doit toujours viser à introduire dans la foi et à faire vivre dans la communauté ecclésiale.

Les journalistes catholiques

Les journalistes catholiques de la presse profane et religieuse, de la radio et de la télévision

jouent un rôle décisif. Au milieu de la multiplicité déroutante des opinions, leur parole équilibrée, critique et constructive prend une importance de plus en plus grande.

Les communautés catholiques

La réorientation et la guérison d'un peuple proviennent de communautés d'hommes animées d'un même esprit, qui prient, se sacrifient et travaillent pour ce but.

Nos associations et organisations catholiques doivent être des communautés missionnaires dans l'Eglise, la société et l'Etat.

Dans tous nos milieux de vie, il nous faut prendre au sérieux l'espérance qui est en nous, une espérance qui va plus loin que le monde et le temps et qui, précisément pour cette raison, nous donne la force d'affronter le monde et le temps.

— Pour une catéchèse d'espérance, l'opération KT 80 ■ Paris, par Pierre GERVAISE et Albert ROUET. Préface de Mgr Daniel PEZERIL. — Un vol. 13,5 x 21 cm, de 144 p. Editions Le Centurion, Paris.

Comme le dit Mgr Pézeril : « La catéchèse, c'est ce que le cœur de l'Eglise confie au cœur de l'enfant. Tout comme le cœur de l'enfant, celui de l'Eglise qui fait mémoire est tourné vers l'avenir. » C'est l'avenir de l'Eglise et celui de tout fidèle que prépare la catéchèse ; elle est donc porteuse d'espérance. Pendant deux ans, plus de 500 catéchistes ont mis en commun leurs expériences. Il en résulte un document, KT 80, qui est un acte d'espérance. « Nous entrons dans une nouvelle étape », dit le cardinal Marty.

Catéchismes 78-79

Pour les 8-9 ans

NOTRE PÈRE DU CIEL

IMPRIMATUR DE PARIS

programme de l'année réparti en 33 leçons

1 vol. 14 x 22 ; 128 p. illustr. couleurs

Prix 12 F

**ATTENTION : en commandant avant le 1^{er} JUIN
CONDITIONS PARTICULIÈRES POUR QUANTITÉS
A PARTIR DE 250 EXEMPLAIRES**

En complément pour les groupes

1 SÉRIE DE 32 TABLEAUX (22 x 30)

40 F

CONSULTEZ NOTRE CATALOGUE DE CATÉCHISMES

Pour : PRIMAIRE - SECONDAIRE - UNIVERSITAIRE - CATÉCHISTES ET ADULTES

LIBRAIRIE P. TÉQUI, 82 rue Bonaparte, 75006 PARIS

FOI DE L'ÉGLISE : LUMIÈRE POUR NOS ILES

Lettre des évêques des Iles du Sud-Ouest de l'océan Indien (*)

CHERS CHRÉTIENS,

1. Pourquoi cette année encore nous sommes-nous réunis aux Seychelles en tant qu'évêques de la zone pastorale des îles du sud-ouest de l'océan Indien ? Pourquoi Mgr Sebastiani, prononce à Tananarive et délégué apostolique, représentant du Pape Paul VI, a-t-il tenu à participer à notre rencontre ?

Dans ce temps de Pâques, nous nous sommes rappelés que les apôtres eux aussi s'étaient réunis et qu'ils s'étaient interrogés sur le témoignage de ceux qui avaient vu le Christ vivant. Ensemble, ils avaient cherché. Ensemble ils ont reconnu et accueilli le Christ vivant au milieu d'eux. Dans la paix et la joie données par le Christ ressuscité ils ont été réconfortés dans leur foi et dans leur mission.

La collégialité

2. En tant qu'évêques, successeurs des apôtres, nous croyons que nous retrouver pour partager nos soucis et nos responsabilités est une part essentielle de notre vie de pasteurs en communion avec le Pape, le successeur de Pierre, au service de l'évangélisation du monde.

Cette rencontre est aussi pour nous l'occasion :

- D'une prise en charge mutuelle ;
- D'un regard renouvelé et élargi sur les réalités qui nous entourent ;
- D'une vérification de nos orientations pastorales
- D'un approfondissement des problèmes communs auxquels nous sommes confrontés ;
- D'une expérience de vie fraternelle et de prière partagée.

Ainsi nous vivons la collégialité, c'est-à-dire cette responsabilité collective que tous les évêques partagent avec le Pape dans l'Eglise.

Cette année, cette collégialité a pris une résonance nouvelle. La présence de Mgr Sebastiani, délégué de Paul VI, était le signe concret de la mission du Saint-Père pour confirmer ses frères dans la foi.

La paix en océan Indien

3. Evêques des îles du sud-ouest de l'océan Indien, comment ne pas reconnaître ensemble que notre océan ne cesse de prendre de l'importance.

tance. Objet de convoitises, deviendra-t-il une nouvelle source de conflits ?

A ce sujet, nous voulons réaffirmer que la défense de la paix et de la liberté est pour nous une dimension essentielle de notre responsabilité de pasteurs.

La construction de la paix, la défense de la liberté, ne peuvent être accaparées par ceux qui se réclament de telle ou telle idéologie, ou qui se situent à la remorque des stratégies politiques des grandes puissances (1). Elle doit être l'œuvre commune de tous ceux qui, pays riverains et grandes puissances, veulent construire le monde pour l'épanouissement et le bonheur de l'homme.

4. Nous faisons nôtre l'appel déjà lancé par Jean XXIII dans *Pacem in terris* (2) pour la recherche de la paix dans le monde avec la « justice, la sagesse, le sens de l'humanité qui réclament qu'on arrête la course aux armements, qui réclament la réduction parallèle et simultanée de l'armement existant dans divers pays, la prescription de l'arme atomique et enfin le désarmement effectué d'un commun accord et accompagné de contrôles efficaces ».

Cette recherche de la paix pour l'océan Indien doit donc s'inscrire dans la grande recherche internationale.

Dans nos diocèses

5. Notre regard s'est aussi porté sur certaines données qui existent dans nos différents diocèses, même si elles ne se retrouvent pas partout de la même manière. Nous les considérons dans un premier temps sans y porter de jugement de valeur.

Depuis quelque temps, les chrétiens de nos diocèses ont pris une conscience plus vive de l'importance de l'engagement politique comme d'une dimension primordiale de la vie humaine. Cependant, tandis que certains vont jusqu'à réduire la vie humaine à sa seule dimension politique, la majorité de nos fidèles ne sont pas arrivés à une « pratique chrétienne de la politique ». Il existe un grand décalage entre ce qu'ils croient et ce qu'ils vivent, la politique est encore un terrain en friche pour une morale selon l'Evangile.

6. Dans leur recherche d'une plus grande justice, des mouvements d'Eglise sont amenés à vivre leur action en solidarité dans leurs milieux, avec des forces politiques ou des syndicats. Ces actions sont menées de façon ponctuelle pour un but déterminé, mais cette solidarité est souvent interprétée comme une inféodation aux partis ou organisations politiques avec qui ils collaborent.

7. D'autres chrétiens trouvent dans les formes de piété traditionnelles une expression suffisante de leurs sentiments religieux. Ils ne voient pas la

(*) *Croix-Sud*, hebdomadaire catholique de la Réunion, 23 avril 1978.

Cette lettre a été publiée lors de la réunion des évêques des Seychelles, de l'île Maurice et de la Réunion, qui s'est tenue du 3 au 8 avril 1978 à l'évêché de Victoria, aux Seychelles. Participait également à la réunion le P. Michel Boullé, vicaire épiscopal de l'île Rodrigues. Mgr Léon Messmer, administrateur apostolique aux Comores, n'a pu y participer pour raison de santé. Le communiqué final dit à son propos qu'« il a besoin d'une pensée spéciale et des prières des chrétiens, vu la difficile mission qui est la sienne aux Comores ».

(1) Voir *DC*, 6 mars 1977.

(2) *Pacem in terris*, 112.

nécessité d'aller plus loin et de faire le lien entre leur foi et leur vie quotidienne. A la soif de merveilleux viennent se mélanger certaines pratiques teintées de superstition qui ont une longue tradition dans le passé culturel de nos îles.

8. Historiquement, dans nos îles, l'Eglise catholique a ouvert beaucoup de chemins dans le domaine de l'éducation par les écoles, dans celui de la santé et des services sociaux. Aujourd'hui, de plus en plus, l'Etat prend en charge les services qui intéressent l'ensemble de la population.

Par ailleurs, les circonstances nouvelles, l'accroissement de la population, la complexité des législations sociales ne permettent plus à l'Eglise de continuer, dans certains cas, ses œuvres regardées comme traditionnelles.

9. A propos de certaines situations, nous ressentons avec peine entre les prêtres, des divisions qui freinent les initiatives pastorales et ne permettent pas les remises en cause de façon sereine et constructive.

Regard de foi sur l'Eglise

10. Face à ces données vécues nous invitons les chrétiens à renouveler leur regard de foi sur l'Eglise et son mystère. Dans l'esprit de l'Eglise nous sommes amenés à vivre une plus grande fidélité à la mission que Jésus-Christ nous a confiée. Il nous sera donné d'avancer ensemble en surmontant les ambiguïtés, les défaillances et les oppositions.

11. Allons d'emblée à la nature de l'Eglise telle qu'elle nous a été révélée par le Christ et la vie de la grande communauté chrétienne bâtie dans la succession des apôtres. L'Eglise est d'abord communion. Elle est instituée comme un mystère de communion, pour la communion entre les hommes et avec Dieu. Ce ne sont ni les volontés humaines ni les ambitions politiques qui l'ont instituée, mais Jésus-Christ qui nous apprend que Dieu veut nous sauver. Dieu est un Père aimant et plein de tendresse. Il veut nous faire vivre par son Esprit. C'est Dieu lui-même, Père, Fils et Esprit-Saint, qui préside à la naissance et à la croissance de l'Eglise.

12. Le Père fait de nous ses enfants. Jésus le Fils nous apprend à vivre en frères. L'Esprit nous met en communion avec le Père, le Fils et tous nos frères. L'esprit peut devenir pleinement l'Esprit qui anime notre vie et la vie de tous nos frères. Il appartient donc aux baptisés de rendre témoignage au Père, au Fils et à l'Esprit, par leurs actes et leurs paroles, de telle manière que l'Eglise soit à la fois le signe et le moyen de l'union avec Dieu : le sacrement de l'unité pour nos différentes populations et pour nos populations entre elles.

13. Ainsi l'Eglise ne pense pas son action en terme de majorité et d'opposition politiques. Le service qu'elle veut rendre est désintéressé et ne concerne nullement la prise de pouvoir politique. L'unité qu'elle veut promouvoir est aussi d'un autre ordre. Nous le savons : « La mission propre que le Christ a confiée à son Eglise n'est ni d'ordre politique, ni d'ordre économique ou social : le but qu'il lui a assigné est d'ordre religieux. Mais précisément, de cette mission reli-

gieuse découlent une fonction, des lumières et des forces qui peuvent servir à constituer et à affermir la communauté des hommes selon la loi divine (3). La loi divine qui, en définitive, est la Bonne Nouvelle de l'Evangile proposée à tout homme de bonne volonté.

Cause de Dieu, cause de l'homme

14. C'est de cette manière que la cause de Dieu en Jésus-Christ devient la cause de l'homme et que la cause de l'homme en Jésus-Christ devient la cause de Dieu. A travers les âges, l'Eglise s'est étendue à une multitude de pays. Elle s'est insérée dans les systèmes politiques, économiques et sociaux les plus divers ; elle n'est liée à aucune forme particulière de culture et peut faire sienne les valeurs qui font grandir l'homme. Rien de ce qui est humain ne lui est étranger et elle-même est une source d'humanité toujours renouvelée. Aujourd'hui, ce que l'Eglise demande pour elle dans nos îles, c'est le maintien de la liberté pour la foi dans la liberté de religion. Aujourd'hui, ce que l'Eglise veut accomplir par sa mission chez nous, au sein de nos populations et dans le monde, c'est « favoriser et élever tout ce qui se trouve de vrai, de bon, de beau dans la communauté humaine, qui renforce la paix entre les hommes pour la gloire de Dieu (4) ».

15. C'est parce que la mission de l'Eglise est religieuse que cette mission est d'autant plus humaine. Quand dans l'histoire de nos pays, des étapes nouvelles se présentent, il est nécessaire de faire un retour à l'essentiel pour retrouver la liberté et l'audace de l'Evangile. Chaque fois que l'Eglise a affronté les crises dans cet esprit, elle les a surmontées. Et ces crises sont devenues des crises de croissance. Il nous faut toujours discerner les appels de l'Esprit à travers les signes des temps et laisser de côté ce qui paralyse la marche vers l'avenir.

16. Les temps changent, la mission de l'Eglise demeure : annoncer la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ à travers des communautés vivantes de telle manière que tous les hommes puissent avoir des raisons d'espérer. Pour ce monde et pour l'éternité. Le royaume s'incarne déjà en cette terre mais ne se réalisera pleinement que dans la communion sans faille avec Dieu et nos frères les hommes, après le passage de notre mort.

17. La liturgie tient la première place pour la louange de Dieu et pour nous aider à commémorer la vie du Christ ressuscité qui, par l'Ecriture et les sacrements dans l'Eglise, nous donne part à sa vie. Le devoir pour l'Eglise de projeter la lumière de la foi sur toute la vie, et par conséquent sur la vie sociale et politique, sera toujours d'actualité :

- Dénoncer les abus et les injustices ;
- Défendre la dignité de l'homme ;
- Rappeler les valeurs humaines et les valeurs de l'Evangile.

(3) *Gaudium et spes*, 42.

(4) *Gaudium et spes*, 76.

Cela fait partie de sa mission prophétique.

18. Mais l'Eglise ne sera pas un Etat dans l'Etat ou un tribunal d'appel : elle essaiera de vivre le plus fidèlement possible le message de son Maître et elle proclamera ses convictions pour une profession de foi en Dieu et en l'homme.

Cependant, les expressions et les formes de sa mission peuvent changer au cours de l'Histoire. Elles changent notamment dans les services que l'Eglise est appelée à rendre pour la promotion de l'homme, son développement, l'aide aux défavorisés.

Evangéliser les solidarités

19. Nous pouvons maintenant revoir les données mentionnées plus haut pour y apporter un certain éclairage pastoral. Nous sommes heureux de voir la maturation politique grandissante de nos chrétiens. Qu'ils relèvent chaque jour le défi de vivre l'Evangile au milieu des contraintes et des difficultés de la vie politique. Nous les encourageons dans leur double fidélité à l'Evangile et à l'homme. A tous, nous voulons rappeler que la politique n'épuise pas toutes les richesses de la foi, et que la foi en Jésus-Christ ne se réduit pas à la politique. Pour certains, c'est là une tentation. La foi est, avant tout, la vie de Dieu au cœur de notre vie. Il est donc nécessaire que les chrétiens s'intéressent activement aux affaires de la cité. Lorsqu'ils ont des talents adéquats, qu'ils s'engagent en politique comme l'on s'engage en charité : pour la construction de la justice dans la logique et le respect de la foi.

20. Il est important, pour les mouvements d'Eglise et d'Action catholique, d'exercer concrètement leur solidarité avec d'autres organismes qui partagent les mêmes aspirations. C'est en étant proches, solidaires et critiques vis-à-vis de ses propres solidarités d'abord et des pratiques de la société ensuite, que l'on peut évangéliser. C'est la condition de base pour tous les milieux.

Dans ces solidarités, les mouvements d'Eglise et d'Action catholique éviteront de s'aligner de façon inconditionnelle sur tel ou tel parti politique ou syndicat, ou bien encore de se confondre avec eux (5).

Ce sera pour eux la meilleure façon de progresser. L'indépendance et la liberté qu'ils manifesteront dans ces domaines seront la meilleure réponse à ceux qui se posent des questions sur leurs orientations ou sur leur identité.

Dans ces conditions, qu'ils n'aient pas peur et ne se laissent pas décourager par des accusations la plupart du temps injustifiées. Ils sauront alors que leur engagement est au service de l'homme dans la lumière de l'Evangile et non d'une idéologie ou d'un parti politique.

Eduquer la piété populaire

21. Le désir d'une communion avec Dieu qui se contenterait de pratiques de piété sans enracinement dans la foi en Jésus-Christ sombrerait bien vite dans une fausse religiosité, voire dans la superstition. Une telle religion aliénerait les chrétiens de leur mission d'être le sel de la terre et la lumière du monde.

De ce fait, la vie du chrétien, au lieu d'être une confession du Christ, de sa puissance libératrice, une action de grâce et de louange, se transforme souvent :

— D'une part en une fidélité minutieuse à des pratiques de piété ;

— Et d'autre part, en une pratique purement ritualiste et utilitaire.

22. Si la foi est détachée de la vie concrète, la conséquence est une vie détachée de la foi. Il en résulte une absence presque totale de l'expérience de salut, opérée par Dieu notre Père, en Jésus-Christ.

Cette expérience est une donnée essentielle de la foi chrétienne et permet d'atteindre une véritable maturité dans la foi.

Nous voulons donc attirer l'attention des chrétiens sur le devoir de structurer leur foi sur la vie de Jésus-Christ célébrée en Eglise et à l'écoute des signes des temps.

23. Il est inutile de se perdre en dévotions secondaires si on laisse de côté la charpente et le cœur de la vie chrétienne. La dévotion obligatoire pour tous, c'est la dévotion à Jésus-Christ, à son Père et à l'Esprit-Saint. C'est encore la saine dévotion à Marie, Mère de Jésus, Mère de Dieu et de l'Eglise.

Alors, les aspirations religieuses de nos populations seront à la fois comblées et libérées. Les dimensions populaires de notre christianisme deviendront une véritable richesse au moment où, par ailleurs, les sciences humaines redécouvrent la valeur de la religion comme partie intégrante de l'homme.

D'autres façons de servir

24. Vis-à-vis de ce que nous pouvons appeler la « marginalisation » de l'Eglise dans ses œuvres traditionnelles, il nous faut être lucides et courageux. Pendant toute une période l'Eglise était la seule à s'occuper de l'éducation par les écoles, des soins aux malades par des dispensaires et des hôpitaux, de l'assistance aux détreffes par des services caritatifs. Lorsque l'Etat prend en charge ces services pour le bien de la population, l'Eglise ne peut que se réjouir. Nous n'avons pas à nous accrocher désespérément à ces formes traditionnelles de services du moment où d'autres, Etat ou organismes privés, sont plus qualifiés que nous ou disposent de moyens plus développés pour accomplir ces missions. Il nous faut trouver d'autres façons de servir : et par des expériences originales dans ces mêmes domaines et par une attention à des détreffes dont personne ne s'occupe encore.

(5) Cf. Séminaire inter-îles de l'ACI à la Réunion, 1^{er} septembre 1977.

25. C'est pourquoi nous tenons au principe de la liberté d'associations comme garantie de l'expression publique et organisée de l'amour des chrétiens pour leur prochain. De cette façon aussi, nous contribuons à développer les libertés pour nos populations où toute volonté de créativité, dans l'esprit du bien commun, doit être encouragée. Nous refusons de laisser dissoudre l'Eglise dans la société, de telle manière que la religion ne soit plus qu'une affaire personnelle privée ou bien ramenée à sa seule dimension culturelle publique.

26. Que l'Eglise soit donc un bel arbre, avec des racines profondes ! Qu'elle porte du fruit et un fruit qui demeure. Avec ses laïcs engagés au cœur de monde, avec ses mouvements et ses organismes. Même si certains récoltent aujourd'hui les fruits que nous avons semés hier, continuons à semer. Sur de nouveaux terrains, trouvons de nouvelles manières de semer. C'est toujours à partir des semences que germent les récoltes futures. Et gardons-nous bien de couper les racines des arbres qui ne donnent pas encore de fruits parce que la saison de la cueillette n'est pas encore venue.

Dialogue et réflexion

27. Nous invitons les prêtres à maintenir entre eux des structures de dialogue et des temps de réflexion. En tant qu'évêques, nous nous engageons à développer un effort sur ces points particuliers.

Les prêtres, plus que les autres membres de la communauté chrétienne, parce qu'ils sont les premiers responsables, avec l'évêque, de la pastorale, ont à renouveler leur regard sur ce qui fait l'essentiel de la mission de l'Eglise dans nos sociétés en mutation.

Bien des divisions tomberaient si les prêtres prenaient conscience que :

a) La mission propre de l'Eglise au cœur des réalités sociales et politiques n'est pas perçue de la même façon par tous ;

b) La distinction entre la politique, au sens large, comme service du bien commun dans la promotion des valeurs de justice et de liberté, et la politique, au sens strict, comme recherche et comme exercice du pouvoir, n'a pas été suffisamment reconnue et assumée ;

c) Une certaine confusion demeure encore au sujet de ce qui fait la vocation propre du prêtre, du religieux et de la religieuse, et du laïc, dans l'Eglise et dans le monde.

Des communautés responsables

28. Depuis le Concile Vatican II, il y a eu tant de la part des laïcs que de la part des prêtres et des évêques, une prise de conscience plus poussée du rôle des laïcs dans la vie et la mission de l'Eglise.

Nous voudrions attirer l'attention des fidèles de nos diocèses sur le développement qu'il y a eu dans ce domaine au cours des dix dernières années.

Le Concile a souligné que les laïcs, comme tous les membres de l'Eglise, participent à la triple fonction prophétique, sacerdotale et royale du Christ en vue de l'accomplissement de la mission du Christ lui-même.

Cette mission, il la réaliseront spécifiquement dans le domaine temporel par un engagement dans le monde en vue de la construction de l'histoire.

29. Un phénomène nouveau vient aujourd'hui nous interpeller dans l'Eglise universelle et dans nos diocèses. La naissance de petites communautés chrétiennes responsables et vivantes, sans présence fixe d'un prêtre, assigne aux laïcs des fonctions et des ministères de caractère non seulement temporel mais aussi spirituel.

A ce propos, le cardinal Malula, archevêque de Kinshasa, demandait au Synode que la mission déclarée comme « propre » au laïcat soit redéfinie en rapport à la « mission spirituelle » présentée comme revenant spécifiquement au prêtre.

Avec les épiscopats africains et latino-américains, nous voulons reconnaître, dans la naissance de ces communautés, une invitation de l'Esprit-Saint pour rendre les laïcs pleinement participants à la vie de l'Eglise en devenant ainsi des membres vraiment actifs de l'Eglise.

Révision des attitudes, des méthodes et des institutions

30. Ce type de communautés implique une profonde révision des attitudes, des méthodes et des institutions de la pastorale traditionnelle.

Pour les prêtres, elles sont l'occasion de susciter l'engagement des laïcs habitués à une longue passivité. Dans cette nouvelle perspective, le prêtre ne pourra plus être l'organisateur de tout, mais le conseiller et le formateur ; non plus tellement celui qui dirige, mais celui qui anime et encourage. Son rôle essentiel ne sera plus seulement le culte et la sacramentalisation, mais bien la construction de communautés de croyants, signes de salut parmi les hommes.

C'est dans ces communautés bien vivantes, avec des familles chrétiennes enracinées dans la vie, dans la foi et dans l'Evangile, que les vocations sacerdotales et religieuses pourront le mieux s'éveiller, s'épanouir et persévérer. L'Œuvre des Vocations aura davantage de chances sur une base large et dynamique où tous les chrétiens sont responsables de l'Eglise. Les prêtres et les religieuses ont le devoir d'appeler à la vocation sacerdotale et religieuse : d'abord par l'exemple de leur vie consacrée et toute donnée au service de Dieu et des hommes, ensuite en portant efficacement le souci de l'avenir de l'Eglise avec les évêques. Enfin, en relation et en coordination avec les premiers responsables de la pastorale des vocations, ils prendront des initiatives pour susciter des groupes de jeunes où la prière et la réflexion prépareront à des choix librement et mûrement décidés.

31. Dans la naissance et le développement de ces communautés, nous trouvons plusieurs signes d'espérance :

a) Une manière concrète d'inviter les laïcs à participer activement à la mission de l'Eglise ;

b) Ces communautés permettront à l'Eglise, à travers le rapport concret que le laïc chrétien établit avec le monde, d'exprimer sa mission dans la vie du pays.

c) Elles pourront prendre en charge des paroisses où, par manque de clergé, il ne sera plus possible d'avoir un prêtre à demeure.

32. Ainsi, les petites communautés chrétiennes sont des signes d'espérance, des symptômes de vitalité, une réponse aux nouveaux défis que le monde d'aujourd'hui lance à l'Eglise. Pour la formation de ceux qui seront appelés à être responsables des communautés, chaque diocèse et l'inter-îles devront s'organiser pour assurer des structures de formation adéquate.

Conclusion

33. Nous terminons la rencontre inter-îles 1978 en ce troisième dimanche après Pâques où la liturgie nous propose comme texte de l'Evangile le récit de la rencontre de Jésus avec les disciples d'Emmaüs.

Comme les disciples, nous faisons route ensemble, confiants que Jésus ressuscité se fait reconnaître au milieu de nos soucis, de nos problèmes, de nos aspirations.

Avec vous tous, nous voulons refaire la prière qui nous est proposée en ce dimanche. Elle

résume bien ce que nous avons voulu partager avec vous dans ce message : nous sommes certains que le Seigneur ressuscité veut renouveler les forces et la jeunesse de son Eglise en face des données nouvelles que nous percevons comme caractéristiques de nos diocèses aujourd'hui.

Que le Christ ressuscité nous confirme dans l'espérance et dans la joie qui furent celles des disciples d'Emmaüs quand leurs yeux s'ouvrirent et qu'ils reconnurent le Seigneur :

« Garde à ton peuple sa joie, Seigneur,
Toi qui refais ses forces et sa jeunesse ;
Tu nous a rendu la dignité de fils de Dieu ;
Affermis-nous dans l'espérance de la résurrection.

Le 9 avril 1978.

FÉLIX PAUL,
évêque de Port-Victoria,
Seychelles.

JEAN MARGEOT,
évêque de Port-Louis,
île Maurice.

GILBERT AUBRY,
évêque de Saint-Denis,
île de la Réunion.

— **Ma Bible.** Histoires de Moïse et Josué. Livre de l'éducateur. — Un vol. 14 × 21,5 cm de 106 p. Editions Le Centurion, Paris.

Parents et éducateurs trouveront dans ces pages le moyen de familiariser l'enfant avec le style biblique pour qu'il en saisisse le sens et la portée.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

LA QUESTION DU SACERDOCE DES FEMMES DANS L'ÉGLISE

par Louis Ligier (*)

INTRODUCTION

Depuis au moins deux ans, surtout à la suite du déroulement de l'Année de la femme qui s'est terminée au début de 1976, la question de l'accès de la femme au sacerdoce est devenue l'un des problèmes ecclésiologiques les plus brûlants. La récente Déclaration *inter insigniores*, rendue publique le 27 janvier 1977 (1), l'a résolue par une affirmation ferme quoique mesurée, du Magistère. Ce document répond à une double intention : affirmer de nouveau la discipline normative de l'Eglise et l'expliquer « dans les circonstances actuelles » (*pro praesentibus adjunctis*), par un recours à la réflexion théologique. On ferait donc erreur en appliquant à cette décision une valeur purement transitoire du fait de cette formule, car il résulte du contexte que ce *pro praesentibus adjunctis* porte seulement sur la seconde partie, c'est-à-dire sur ce qui concerne l'explication théologique requise, en effet, par les circonstances actuelles. Il semble évident que la décision présentée comme « normative », est valable non seulement pour aujourd'hui, comme elle l'a été dans le passé, mais qu'elle engage également l'avenir de l'Eglise.

L'événement que représente cette Déclaration est si proche qu'il n'est plus permis de traiter aujourd'hui de ce sujet de l'accession de la femme au sacerdoce comme on le faisait auparavant (2). Mais d'autre part il n'est pas encore possible de considérer ce document comme un

texte datant du passé et qui autoriserait un débat désormais pacifique. Nous sommes encore engagés dans l'événement. La seule possibilité qui s'ouvre à notre réflexion est d'étudier les questions que cette Déclaration touche et éclaire en restant attachés au texte et à son commentaire officiel. Un fait frappe aussitôt : on a laissé de côté les arguments d'ordre psychologique et sociologique qui permettraient de savoir si oui ou non la femme est apte à la maîtrise de soi et si elle est capable de commander et de guider les autres. Les raisons invoquées sont seulement d'ordre biblique et théologique. Quelques-unes sont à situer à la frontière entre la théologie et l'Écriture sainte. D'autres sont centrées sur la pratique de l'Eglise, sur ses sources et ses critères : elles concernent les paragraphes 3 et 4 de la Déclaration. D'autres, au contraire, résolument théologiques, visent l'anthropologie et surtout la symbolique sacramentelle du sacerdoce (cf. les derniers paragraphes, à savoir les paragraphes 5 et 6). Nous suivrons ces trois démarches dans notre exposé.

I. — ECRITURE, REVELATION ET THEOLOGIE

Les problèmes-frontières entre l'Écriture sainte et la théologie sont au nombre de trois, pour ce qui touche à notre propos : 1) La conduite pratique de Jésus dans le choix de ses apôtres ; 2) La doctrine de Paul sur la relation

(*) Ce texte ■ paru en italien dans *l'Osservatore Romano* (édition quotidienne) du 25 janvier 1978 et en traduction française dans l'édition hebdomadaire de *l'Osservatore Romano* en langue française des 21 et 28 mars 1978. C'est cette traduction que nous reproduisons ici, après révision par l'auteur.

Le P. Louis Ligier, S.J., professeur de théologie sacramentelle à l'Université pontificale Grégorienne, est consultant de la Congrégation pour la Doctrine de la foi.

(1) Cette Déclaration a été publiée le jeudi 27 janvier 1977 par *l'Osservatore Romano*, accompagnée d'un commentaire de la S. Congrégation pour la Doctrine de la foi. Elle porte la signature du Pape à la date du 15 octobre 1976, en la fête de sainte Thérèse d'Avila. (DC 1977, n° 1714, p. 158 et s. NDLR.)

(2) Les principaux éléments d'une bibliographie sur la question se trouvent dans :

Haye VAN DER MEER, « *Priestertum der Frau? Eine theologiegeschichtliche Untersuchung* », *Questiones disputatae*, n° 42, Herder, Fribourg-en-Brisgau, 1969.

R. GRAYSON, « Le ministère des femmes dans l'Eglise ancienne », Gembloux, 1972.

Ruth T. BARNHOUSE, etc., « *The Ordination of Women to the Priesthood: An Annotated Bibliography* » in *Anglican Theological Review Suppl. Series* n° 6, juin 1976, p. 81-106.

Corrado MARUCCI S.J., « *La donna e i ministeri nella Bibbia e nella tradizione* » in *Rassegna di teologia* 17 (1976), p. 273-296. ■ *Valutazione teologica degli argomenti sul controverso sacerdozio femminile*, *ibidem*, p. 384-403.

Retenons en outre :

E. GIBSON, « *When the minister is a woman* », New

York, Holt 1970 (traduction française, Tournai Casterman 1971, avec préface d'Yves Congar, O.P.).

Jean GALOT, S.J., « *Mission et ministère de la femme* », Paris 1973.

Philippe DELHAYE, « *Rétrospective et prospective des ministères féminins dans l'Eglise* », *Revue théologique de Louvain* 3 (1972), 55-75.

Ch. LEFÈVRE, « Sur le problème du presbytérat féminin », *ibidem*, p. 200-204.

Ida RAMING, « *Der Ausschluss der Frau vom priesterlichen Amt: Gottgewollte Tradition oder Diskriminierung? Eine Rechtshistorisch-dogmatische Untersuchung* », Cologne, Vienne 1973.

J.-M. AUBERT, « La femme, antiféminisme et christianisme », Paris 1975. Th. HOPKO, « *On the male character of christian priesthood* », in *St Vladimir's theological Quarterly* 19 (1975), p. 147-173.

H.-M. LEGRAND, O.P., « L'ordination des femmes au ministère presbytéral, réflexions théologiques du point de vue catholique », in *Bulletin du secrétariat de la Conférence épiscopale française*, n° 7, avril 1976, 1-16.

B. LAMBERT, O.P., « L'Eglise catholique peut-elle admettre des femmes à l'ordination sacerdotale ? » *Documentation catholique*, n° 73 (1976), p. 773-780.

Louis BOUYER, *Mystère et ministère de la femme*, ■ *Présence et Pensée*, Aubier, Paris 1976.

Jean GALOT, S.J., « *Sacerdozio e promozione della donna nel documento della Sacra Congregazione per la Dottrina della Fede* », in *La Civiltà Cattolica*, 5 février 1977, p. 218-235.

Rosemary GOLDIE, « *La dichiarazione « Inter insigniores » : un invito alla riflessione e alla responsabilità* » in *Presenza pastorale*, nov.-déc. 1977, p. 76-85.

théologique entre l'homme et la femme ; 3) La prétendue opposition, enfin, entre la Déclaration qui émane de la Congrégation pour la Doctrine de la foi et la Commission biblique internationale au cours de sa session d'avril 1976.

1. La soi-disant opposition entre les instances romaines

Commençons par cette dernière difficulté, soulevée le matin même de la conférence de presse du 27 janvier, par le *Corriere della Sera*, dans son annonce d'un document romain qui serait en opposition avec l'opinion de la Commission pontificale biblique internationale. De fait, il résultait de la rédaction de trois points par cette Commission — points rendus publics aux Etats-Unis à la suite d'indiscrétions — une certaine divergence d'opinion parmi les exégètes. Certains admettaient la présence « d'indices suffisants » pour exclure, à propos des sacrements de l'eucharistie et de la pénitence, l'accès des femmes au sacerdoce. D'autres, par contre, sans toutefois rien affirmer, se demandaient si l'Eglise à qui a été confiée l'économie des sacrements, ne pouvait confier également aux femmes, selon les circonstances, ces deux ministères de l'eucharistie et de la réconciliation. Tous, cependant, s'accordaient pour dire qu'il n'y a aucune « évidence » proprement dite à ce sujet dans le Nouveau Testament (3).

En réalité, il n'y avait pas d'opposition entre la Commission biblique et la Déclaration — et il ne pouvait pas en être autrement du fait que les deux points sur lesquels les exégètes avaient des opinions différentes n'étaient pas complètement opposés entre eux. En tout premier lieu, leur façon de s'exprimer était différente. Les uns affirmaient l'existence « d'indices suffisants ». Les autres ne proféraient pas une affirmation, mais posaient une question. Ils se demandaient, en effet, si l'Eglise hiérarchique n'avait pas la possibilité de confier ces ministères aux femmes. En outre, alors que la première affirmation était purement exégétique, l'autre abandonnait ce domaine pour poser une question théologique : l'Eglise hiérarchique, à qui a été confiée l'économie des sacrements, n'aurait-elle pas également le pouvoir de confier à des femmes l'eucharistie et le sacrement de la réconciliation. Bref, le « désaccord » entre les exégètes était celui-ci : les uns affirmaient et les autres se demandaient. Les uns restent dans le domaine de l'exégèse, les autres posent une question d'herméneutique théologique. Il est évident que dans ce contexte il ne pouvait y avoir une véritable opposition entre les deux instances, la Commission biblique et la Déclaration, puisqu'il n'y avait rien de contradictoire entre elles.

a) De fait, tous les exégètes étaient d'accord sur le manque « d'évidence ». Or ce fait est également admis par la Déclaration quand elle dit au dernier alinéa du paragraphe 2 : « De telles constatations, il est vrai, ne fournissent

pas une évidence immédiate (4). » Première concordance.

b) Certains exégètes reconnaissent l'existence « d'indices suffisants » pour ne pas admettre les femmes au ministère de l'eucharistie et de la réconciliation. Ce point est aussi confirmé par la Déclaration quand elle dit : « On doit, cependant, reconnaître qu'il y a un ensemble d'indices convergents qui soulignent le fait important que Jésus n'a pas confié aux femmes la charge donnée aux « Douze (5). » Seconde concordance.

c) Quant au dernier point, ce n'était pas de la part des exégètes une assertion, mais bien une demande : « Certains se demandent si l'Eglise hiérarchique... » Or c'est à une question de ce genre que la Déclaration entend répondre dès le début quand elle conclut son introduction en disant : « L'Eglise ne se considère pas autorisée à admettre les femmes à l'ordination sacerdotale (6). » Et elle continue en fournissant les raisons qu'elle tire de la Tradition. Elle ajoute ensuite que les pouvoirs de l'Eglise hiérarchique, qui sont pourtant très larges, ne peuvent s'étendre à la substance des sacrements. Il n'y a donc pas d'opposition, mais bien une réponse à la question qui émanait de la Commission biblique.

Mais si les trois conclusions de la Commission biblique n'étaient pas en mesure de faire obstacle aux affirmations de la Congrégation pour la Doctrine de la foi, elles demeurent pourtant un témoignage intéressant de l'orientation de l'herméneutique actuelle. Aujourd'hui, l'exégète n'accepte pas de se limiter à rechercher le sens des textes bibliques tel qu'il se présentait au temps de leur formation : il prétend aussi se prononcer sur la signification de ces textes pour l'homme d'aujourd'hui. Mais cette juste prétention requiert de ceux qui l'exercent, l'exégète comme le théologien, de ne pas enjamber les siècles depuis le Christ jusqu'à nos jours, mais bien plutôt d'être attentifs à tenir compte de la Tradition, d'écouter le Magistère à qui a été confiée, avec l'assistance du Saint-Esprit, l'interprétation de la Sainte Ecriture. Par conséquent, la récente proposition des exégètes de la Commission biblique et leur appel à l'Eglise hiérarchique, maîtresse de l'économie des sacrements, ne pouvaient être interprétés comme une opposition faite au Magistère, mais comme un appel adressé à ce même Magistère. En effet, seul le Magistère est en mesure d'évaluer les pouvoirs qu'il a reçus du Seigneur.

2. Le choix des apôtres

Nous arrivons maintenant au second des points-frontières, à savoir la façon dont le Seigneur Jésus a opéré le choix de ses apôtres, sans appeler aucune femme à faire partie des

(4) Déclaration.

(5) *Ibidem*.

(6) *Ibidem*. Voici le texte latin : « *Ecclesiam, quae Domini exemplo fidelis manere intendit, auctoritatem sibi non agnoscere admittendi mulieres ad sacerdotalem ordinationem.* »

(3) *Biblical Commission Report* : « *Can Women be Priests ?* », in *Origins*, vol. 6, n° 1 juillet I 1976, p. 92-96 (surtout p. 96).

tiques, selon lequel seuls les douze apôtres étaient présents à la dernière Cène (8). A ce propos, on objecte qu'il s'agit de simples faits et que ces faits n'ayant pas été accompagnés de paroles explicites, on ne peut en donner une explication certaine. On ajoute, par ailleurs, qu'attribuer à chacun des gestes du Seigneur une intention précise visant l'avenir serait faire une exégèse « positiviste » (9), et s'arrêter à une conception désormais dépassée de la conscience de Jésus (10).

Ce n'est pas le rôle du théologien de résoudre la totalité du problème posé ainsi. Cependant, comme la Sainte Ecriture appartient au théologien autant qu'à l'exégète, qu'on nous permette de l'utiliser. Il ressort, en effet, des textes du Nouveau Testament que le choix des Douze n'a pas été fait au hasard : selon saint Luc, il a eu lieu après une nuit entière passée en prière (11). Si l'on s'arrête au texte de saint Marc, Jésus « appela ceux qu'il voulut lui-même » (12), non pas pour les avoir près de lui dans un sens purement symbolique, mais pour les envoyer prêcher et guérir (13).

Du point de vue théologique, deux points méritent d'être mis en relief. Le premier, tiré de *Dei Verbum*, nous rappelle que la révélation de Dieu ne consiste pas seulement en paroles explicites, mais également en actes, « *gestis verbis* » (14). Ceci est très important pour tout ce qui touche à l'institution des sacrements et à la discipline des premiers temps. Quant à la conception actuelle de la conscience de Jésus que l'on oppose à la précédente pour exclure l'idée que les gestes du Christ aient été posés avec des intentions pour l'avenir, elle tire son inspiration d'une christologie « ascendante ». Mais la christologie « descendante » opposée à la première est bien loin d'être seulement tardive et dogmatique. Elle apparaît dès le Nouveau Testament : elle découle directement de l'évangile de saint Jean et des épîtres de saint Paul. Elle mérite, de ce fait, d'être considérée comme valable, non seulement par respect pour le Magistère, mais d'abord par fidélité au Nouveau Testament.

(7) « Jésus-Christ n'a appelé aucune femme à faire partie des Douze. » (Déclar. p. 6.) Cf. Mc 3, 13-19 ; Mt 10, 1-4 ; Lc 6, 12-16.

(8) « Avec les Douze » (Mc 14, 17) ; « Avec les douze apôtres » (Mt 26, 20) ; « Et les apôtres avec lui » (Lc 22, 14).

(9) « ... une mentalité herméneutique, que nous appelons positiviste selon laquelle on donne une valeur, universelle et déterminante, valable pour tous les temps, aux choix concrets de Jésus. » (C. MARUCCI, l. c. p. 390, n° 14.)

(10) Cette notion serait dépassée par la christologie « ascendante ».

(11) « Jésus s'en alla sur la montagne pour prier et passa la nuit en prière. Quand il fit jour, il appela à lui ses disciples et il en choisit douze auxquels il donna le nom d'apôtres... » (Lc 6, 12-13.)

(12) Mc 3, 13.

(13) « ... Il en établit douze pour rester avec lui et aussi pour les envoyer prêcher et pour qu'ils aient le pouvoir de chasser les démons. » (Mc 3, 14.)

(14) *Dei Verbum*, n° 2.

3. La doctrine de Paul sur la relation homme-femme

Un dernier point-frontière est constitué par la théologie de Paul sur les rapports entre l'homme et la femme. Selon la première épître aux Corinthiens, l'homme est le chef de la femme, comme le Christ l'est de l'homme (15). Cette doctrine est reprise par la lettre aux Ephésiens (16) pour justifier la soumission de la femme à son mari : « Que les femmes soient soumises à leurs maris comme au Seigneur... » Pour sa part, la Déclaration laisse de côté ces passages et se contente de nous renvoyer au texte de la Genèse cité plus haut : « A l'image de Dieu, il les créa ; homme et femme il les créa. » Plutôt que d'en appeler aux versets de saint Paul pour mettre en relief la supériorité de l'homme sur la femme, le nouveau document cite à plusieurs reprises Galates 3, 28 qui, au contraire, met en évidence leur égalité. Ce passage est sans doute plus opportun dans la conjoncture actuelle. Ce serait pourtant une erreur d'interprétation, nous semble-t-il, de priver de signification théologique la doctrine de Paul évoquée plus haut. De fait, deux théologiens, Louis Bouyer et Hans Urs von Balthasar, l'un quelques semaines avant la Déclaration (17) et l'autre peu de temps après (18) ont fait des remarques précieuses, susceptibles de permettre un nouvel approfondissement de l'enseignement de l'Apôtre en accord avec les exigences de la culture contemporaine.

II. — LA PRATIQUE DE L'EGLISE ET SA VALEUR NORMATIVE

Puisque notre réflexion est théologique, elle doit s'intéresser surtout à la pratique de l'Eglise et à la valeur « normative » que la Déclaration lui reconnaît. Ceci est de la première importance puisque en définitive la conclusion doctrinale de ce document prend justement appui sur ce point et en tire sa force, comme nous le voyons précisément au terme du paragraphe 4, volontairement consacré à mettre en relief la « valeur permanente de l'attitude de Jésus et des apôtres ».

Il est évident, comme l'écrit Balthasar dans son article déjà cité que « le simple fait d'un usage, jusqu'ici ininterrompu, de l'Eglise, ne peut constituer un argument suffisant pour que nouvelles conceptions ou de changements de circonstances culturelles ». « Tout dépend, ajoute le même théologien, de savoir si l'aspect qui est en jeu appartient ou non à l'essence de la structure de l'Eglise, telle qu'elle est instituée (19). » L'argumentation doit être basée « sur cet usage ne puisse être changé sur la base de des raisons appartenant au mystère propre » de l'Eglise. Nous dirons de notre point de vue

(15) « Je veux que vous sachiez que le Christ est le chef de tout homme, et le chef de la femme c'est l'homme, et le chef du Christ c'est Dieu. » (1 Co 11, 3.)

(16) 5, 22-23.

(17) Louis BOUYER, *le Mystère et les Ministères de la femme*, Paris 1976.

(18) Hans URS VON BALTHASAR, « La tradition ininterrompue » (cf. ORLP, n° 13, 1977, p. 1-2).

(19) *Ibidem*.

qu'au cours des premiers siècles, l'opposition de l'Eglise à l'accession des femmes au sacerdoce était liée à sa résistance à des sectes hérétiques et venait de sa volonté de suivre l'inspiration du Christ. Pour s'en rendre compte, il suffit de se référer à deux groupes de documents principaux sur la question.

1. La pratique de l'Eglise primitive et ses témoignages

Le premier groupe de documents est constitué par l'histoire des hérésies primitives. On y voit que les célébrations eucharistiques, où intervenaient des femmes et où leur accès au sacerdoce était autorisé étaient celles des sectes hérétiques gnostiques, montanistes ou collyridiennes. Il s'agissait donc d'affirmations aberrantes. Dans l'*Adversus haereses* de saint Irénée, cette pratique est liée à la gnose de Valentin (20). Ailleurs, elle s'unit à une eschatologie, une ecclésiologie et une pneumatologie aberrantes, celles du montanisme (21). On la trouve ensuite dans le culte marial erroné des Collyridiennes qui admettaient l'offrande ou *prophora* d'un pain au nom de Marie (22). Un milieu hérétique semblable était de soi, et reste encore aujourd'hui pour nous le signe d'une peu banale aliénation de l'authentique tradition chrétienne.

Il faut, en outre, tenir compte des recueils liturgico-canoniques orientaux d'Egypte ou d'Antioche. Ils ont en propre, avec leur prétention à être des ordonnances apostoliques et à cause de leur influence sur la discipline orientale, de condamner l'accession des femmes aux ordres comme étant contraire aux directives apostoliques émises par la hiérarchie primitive et, au-delà de cette hiérarchie, à la volonté du Christ (23). Il en est de même pour l'« Ordonnance apostolique » (24). Toutes ses recensions s'accordent pour dire — en y ajoutant aussi certains détails inattendus et en prenant à leur compte la recommandation (elles l'attribuent même à Pierre) faite par Paul aux femmes de ne pas élever la voix dans l'assemblée — que « quand le Maître demanda le pain et le calice et dit la bénédiction avec les paroles « Ceci est mon corps, ceci est mon sang », il n'a pas per-

mis à celles-ci (c'est-à-dire aux femmes) de rester avec nous » (25). De là vient, dans les Eglises orientales, la conviction que le Christ a réservé aux hommes l'offrande eucharistique. Le texte grec des *Constitutions apostoliques* qui appartient au IV^e siècle le dit clairement : « Si, conformément à ce qui a été dit auparavant, nous ne leur (c'est-à-dire aux femmes) permettons pas d'enseigner, à plus forte raison comment leur accorder, contrairement à la nature, d'exercer le sacerdoce (*hierateuein*) ? Ce fut, en l'effet, l'ignorance impie des Grecs qui les a conduits à ordonner des prêtresses pour les divinités féminines. Mais ce n'est pas là la législation du Christ (26). » Il est vrai que certains auteurs de l'ère patristique invoquent en plus la loi de la Genèse (27). De la même manière, en Occident, l'Ambrosiaster rappelle « que l'homme est à l'image de Dieu et non la femme (28) ».

Mais plus décisive que cet argument de convenance théologique était, déjà alors, et reste pour nous, la persuasion, attestée dans la Didaké, les Constitutions apostoliques et l'Ordonnance apostolique — les mêmes documents qui nous renseignent sur la structure hiérarchique (épiscopat, presbytérat et diaconat et leurs ordinations respectives) — que, dans l'exclusion des femmes, il s'agit d'une volonté du Christ, transmise par les apôtres et appliquée par eux. Ordonner des femmes au presbytérat et à l'épiscopat serait contraire à cette tradition apostolique.

2. Les pouvoirs de l'Eglise en matière de sacrements

De cette façon, le lien entre la pratique et la foi de l'Eglise a été éclairci ainsi que la relation entre cette pratique ecclésiastique et le mystère du Christ. Bien plus, ce lien se révèle comme n'étant pas seulement extrinsèque mais intrinsèque parce qu'il découle du mystère sacramentel de l'Eglise, épouse bien-aimée du Seigneur Jésus. Dans l'action liturgique et sacramentelle, par laquelle « Dieu est glorifié et les hommes sont sanctifiés, le Christ s'associe toujours son Eglise (29) ». C'est à elle, en effet, qu'il a confié, avant de retourner à son Père, l'administration des sacrements où s'actualise l'efficacité de la rédemption et où sa présence vivante se manifeste. On invoque donc, non sans raison, les pouvoirs qui en dérivent pour l'Eglise en notre faveur.

En fait, les sacrements constituent une réalité complexe, ils sont l'imbrication d'un élément christologique et d'un tissu ecclésiologique, c'est-à-dire d'une base substantiellement dérivée de la volonté du Seigneur Jésus et exprimée dans les sources de la Révélation, et de compo-

(20) *Adversus Haereses*, I, 13, 2, *Patrologie grecque*, 7, 580-581 ; le texte grec est conservé dans le Panarion d'Epiphane. (Holl, GCS, 31, p. 6 et s.)

(21) Voir TERTULLIEN, *De praescriptione haereticorum*, 41, 5 (*Patrologie latine* 2, 56 B ; CCL 1, 221, 13-15) ; lettre de Firmilien de Césarée de Cappadoce à Cyprien de Carthage (*Inter. epist. Cypr.* 75, GCS 31, p. 243-244). Voir GALOT, l. c. p. 68-78.

(22) EPIPHANE, *Panarion*, 79, 2-4 (GCS 37, p. 477-479) ; *Patrologie grecque*, 42, 740-741. Voir GALOT, l. c., p. 81-84.

(23) Quand la Didascalie des apôtres interdit aux femmes de prêcher, elle rappelle aussi que : « Le Seigneur Dieu, Jésus-Christ, notre maître, nous a envoyés, nous les Douze, pour enseigner au peuple et aux nations. Il y avait avec nous les femmes-disciples Marie de Magdala, Marie la fille de Jacques et l'autre Marie : et il ne leur a pas dit d'enseigner comme nous au peuple. » (III, 6. 2 *Funk* I p. 190 ; F. Nau, Paris, 1912, p. 124 ; Connolly, p. 133 et 142.)

(24) Dans ses recensions : latine, saïdique, arabe, éthiopienne, grecque et syriaque. (J.-M. HANSEN, *la Liturgie d'Hippolyte. Documents et Etudes*, 1970, p. 62-63).

(25) HASSENS, l. c., p. 63-65 (recension syriaque).

(26) *Constitutions apostoliques* III, 9, 3, *Funk* I, p. 201, 7-11.

(27) D'autant plus que l'argument était avancé par saint Paul lui-même (1 Co 11, 8-9) ; Jean Chrysostome, *In Epist. I ad Cor.* homélie XXVI, 4, *Patrologie grecque* 61, 217-218.

(28) In 1 Co 14, 34, *CSEL*, 81-82, 164, 18.

(29) *Sacrosanctum Concilium*, n° 7.

santes rituelles et pastorales requises par la vie concrète, liturgique et pastorale de l'Eglise. D'où une tension entre l'élément christologique et l'élément ecclésiologique, entre la structure liturgique du rite, d'une part, et la substance du sacrement, de l'autre, et donc entre les conditions nécessaires requises pour la validité du sacrement et un vaste éventail de possibilités aussi bien pastorales que liturgiques.

C'est pourquoi, dans le cas de l'accession de la femme au sacrement de l'ordre, on fait appel aux pouvoirs laissés par le Christ à l'Eglise, son épouse et sa servante. Ceci était l'argument proposé par la Commission biblique dans son troisième point. Et c'est aussi la raison que l'on avance en matière de mariage pour obtenir quelque permissivité en vue d'annuler le lien sacramentel dans les cas d'échec de l'union. Et il est certain que, pour qui observe l'évolution historique, les pouvoirs de l'Eglise en matière de sacrements se révèlent relativement étendus. Le baptême, actuellement célébré sous une forme simple, a été conféré pendant des siècles sous forme d'une triple immersion qui suivait les trois demandes tirées du Symbole des apôtres (30). La confirmation, dans l'Occident latin, séparée pendant des siècles du baptême, le suit encore immédiatement en Orient, exactement comme cela se faisait pendant les quatre premiers siècles (31). L'onction des malades est conférée dans l'Eglise grecque byzantine par sept prêtres, tandis que chez les Latins il en suffit d'un seul (32). Ces exemples que l'on pourrait facilement multiplier, attestent les larges possibilités de l'Eglise dans le domaine des sacrements. Saint Thomas en était conscient (33). L'Eglise d'aujourd'hui n'hésite pas à en user. Elle sait qu'elle est en mesure, comme le disait, il y a trente ans, *Sacramentum Ordinis*, « d'abroger ce qu'elle a établi » en matière de sacrements (34).

Mais cette compétence et ce pouvoir, basés sur la complexité christologique et ecclésiastique du signe sacramentel et correspondants à la structure divine et humaine de l'Eglise ne s'étendent pas à l'élément spécifié par le Christ et par lui seul, c'est-à-dire à ce qui constitue le noyau substantiel des sacrements. L'Eglise a la compétence de déterminer le signe sacramentel dans sa structure liturgique essentielle et de

préciser les conditions pastorales de l'accès au sacrement, mais elle ne peut pas toucher à l'élément fondamental qui, exprimé dans les sources révélées, n'est rien d'autre que « ce que le Christ Seigneur, selon le témoignage des sources de la Révélation, a voulu que l'on maintienne dans le signe sacramentel (35) ». Il y a donc des points immuables. Par exemple, l'Eglise ne peut donner aux païens qu'un seul sacrement, le baptême, qui est la porte des autres. A ses fidèles, elle pardonne leurs péchés non pas par le baptême mais par la pénitence. Il n'est pas possible de confondre ces deux sacrements. L'onction des malades est donnée seulement aux malades, non aux biens-portants. Le mariage ne peut être donné qu'à un homme et une femme qui, baptisés, ont l'intention de fonder une famille. Ainsi apparaît-il que la spécification du sujet païen ou baptisé, sain ou malade, homme ou femme, entre, selon les cas, dans les éléments qui font la substance d'un sacrement donné. En cas de doute, c'est à l'Eglise elle-même, comme le dit la Déclaration, d'assurer dans les différents domaines, « par la voix de son Magistère..., le discernement entre ce qui peut changer et ce qui doit rester immuable (36) ».

Et c'est justement le cas de l'accession de la femme au sacrement de l'ordre. Une pareille nouveauté mettrait en jeu le sujet même du sacrement. Or, opérer cette mutation serait comme si l'on changeait le sujet du baptême, de la pénitence, de l'onction des malades et même du mariage — en effet, ce dernier sacrement est un sacrement d'état de vie comme l'ordre. On toucherait donc à la substance du sacrement. Cet argument qui n'est pas évident *a priori* découle cependant de la pratique cohérente des Eglises apostoliques aussi bien en Orient qu'en Occident. Ces Eglises apostoliques sont parfois divisées entre elles sur la conception du primat, du patriarcat, sur la célébration des rites sacramentels, sur la discipline même : par exemple, les Orientaux séparés admettent davantage de cas qui autorisent la dissolution du lien matrimonial. Toutes, cependant, sont d'accord pour exclure les femmes du sacerdoce. Il y a là un point d'accord disciplinaire qui ne peut être négligé.

C'est pourquoi, selon l'expression du document, la pratique de l'Eglise revêt dans ce cas

(30) C'était l'usage au début du III^e siècle, selon la Tradition apostolique (J.-M. HANSSENS. *La Liturgie d'Hippolyte : ses documents, son titulaire, ses origines et son caractère*, Rome 1959, p. 461-462 ; B. BOTTE, *la Tradition apostolique de saint Hippolyte*, Münster 1963, p. 48-51.

(31) L. LIGIER, *la Confirmation : sens et conjoncture œcuménique hier et aujourd'hui*, Paris 1973, p. 51-95.

(32) *Mikron Euchologion é Hagiasmatarion*, Athènes 1956, p. 139-182.

(33) « ... Ea quae per Ecclesiam statuuntur, ab ipso Christo ordinantur » (*Summa theolog.* III q. 83, *sed contra*). (Ce qui est établi par l'Eglise l'est par le Christ lui-même.)

(34) « ... Omnes norunt Ecclesiam quod statuit etiam mutare et abrogare valere. » (Tout le monde sait que l'Eglise peut changer et abroger ce qu'elle a décidé.) (*Denz-Sch.*, n° 3858(fin).)

(35) « ... Ecclesiae nulla competat potestas in « substantiam Sacramentorum » id est in ea quae, testibus divinae revelationis fontibus, ipse Christus Dominus in signo sacramentali servanda statuit. » (*Ibidem*, n° 3857.) (L'Eglise n'a aucun pouvoir sur « la substance des sacrements », c'est-à-dire sur ce que, selon les sources de la divine Révélation, le Seigneur Christ lui-même a ordonné d'observer comme signe sacramentel.)

(36) Déclaration : « His in rebus, ad extremum est Ecclesiae, per suum Magisterium pronuntiantis, decernere quatenus partes sint immutabiles, quae vero partes mutationi sint obnoxiae. » (En cela, c'est finalement à l'Eglise, quand elle s'exprime par son Magistère, de discerner ce qui est immuable et ce qui est susceptible de changement.)

un « caractère normatif (37) ». Cette déclaration mérite réflexion. En effet, quand il s'agit de discipline sacramentelle, la normativité d'une praxis est une prérogative qui, tout en étant fondée sur un donné primitif, ne se vérifie que petit à petit, à travers le cours des siècles et la multiplicité des Eglises locales. Et ceci, du fait qu'elle est acceptée comme une règle constante, universelle, obligatoire et reconnue comme telle par tous. Car, dans ce fait, sont présumées et se reconnaissent la présence du Christ et la direction du Saint-Esprit dans la vie du Peuple de Dieu. Quand l'Eglise d'aujourd'hui affirme cette normativité, elle ne se limite pas à s'identifier avec son passé, mais elle prend possession de son présent, consciente des principes qui la dirigent, et elle manifeste sa responsabilité en face de l'avenir.

III. — REFLEXION THEOLOGIQUE DANS LE CADRE DE L' « ANALOGIE DE LA FOI »

Comme on l'a vu dans les premières réactions des journaux, certains auraient préféré que l'Eglise se soit contentée de proférer une réponse uniquement disciplinaire et dogmatique, qu'elle aurait achevée en énonçant le « caractère normatif » de la pratique de l'Eglise. Et ceci sans ajouter d'autres considérations. C'était l'opinion de plusieurs historiens et sociologues. La réaction du théologien suisse que nous avons déjà cité a été tout autre. Une contribution de l'ecclésiologue français, H.-M. Legrand, O.P., le faisait également prévoir quand il écrivait : « Certains qui veulent une réponse exclusivement dogmatique à la question posée..., à l'exclusion de toute considération anthropologique, historique, psychologique et sociologique, font une option théologique périlleuse (38). » Il est vrai que dans les deux derniers paragraphes 5 et 6 : « Le sacerdoce ministériel à la lumière du mystère du Christ et dans le mystère de l'Eglise », la Déclaration ne prétend pas apporter « une argumentation démonstrative (39) », qui « ne va pas sans risque », comme l'admet le commentaire officieux (40). Mais il est permis d'espérer que, comme il arrive souvent, la seconde vague de commentaires dans la presse, celle des revues et des livres, sera plus positive. En effet, entendues correctement, les « convenances théologiques » signifient, comme l'écrit Balthasar, « l'harmonie interne, celle que possède un organisme dans l'équilibre de ses différents organes » ; et il ajoute : « Saint Anselme n'a pas hésité à attribuer une nécessité à cette

harmonie interne en Dieu, malgré toutes les libertés de la dispensation divine (41). »

1. L'argument anthropologique des rapports homme-femme

Comme on l'a déjà souligné, l'argument anthropologique des rapports entre l'homme et la femme n'est pas traité dans la Déclaration. Celle-ci même se contente de souhaiter que sa publication soit une aide dans le futur « pour approfondir la mission respective de l'homme et de la femme ». Récemment, pourtant, le P. Bouyer (42), suivi par Balthasar (43), en faisait un nouvel usage et montrait que la fonction de représentation convient seulement à l'homme. Par contre, la femme, de son côté, « est » en sa qualité de vierge et de mère. Chez l'homme, la « paternité » qui est contingente, momentanée, est « représentation » ; alors que, considérée dans la Très Sainte Trinité, elle est susceptible de définir la Première Personne, dans sa personne et son identité éternelle : « elle est » au sens plein du terme. Le Père engendre éternellement le Fils. Et celui-ci, tout en étant distinct, n'en est jamais séparé et lui est pleinement uni dans la consubstantialité d'une même nature. C'est pourquoi la paternité humaine chez l'homme ne dépasse pas « la représentation ». Elle est donc un reflet lointain de la paternité parfaite du Père, *ex quo omnis paternitas in coelis et in terra nominatur* (de qui tire son nom toute paternité au ciel et sur la terre) (44). D'autant plus que, au niveau humain, l'homme doit se tourner vers la femme pour devenir père. Même dans ce sens, il s'avère que dans son être masculin l'homme « représente » plus qu'il n'« est ». Cette réflexion anthropologico-théologique ne manque pas d'apporter quelque lumière sur la question. Elle laisse cependant place, comme l'admet von Balthasar, à des questions. En effet, la femme aussi, pour avoir un fils, doit se tourner vers l'homme comme celui-ci vers la femme. Et si la femme a le privilège de porter son enfant neuf mois dans son sein, il arrive aussi un jour, celui de la naissance, où le fils se sépare de la mère. Par conséquent, chez la femme aussi la maternité est contingente, transitoire : elle « n'est » pas au sens plein du terme, même si elle ne « représente » pas un modèle divin. Il a donc été opportun que la Déclaration ne s'aventure pas sur cette voie qui aurait suscité plus de questions qu'elle n'aurait apporté de lumière.

2. Le thème biblique des rapports

Plus adapté, voire même nécessaire, est l'argument développé au paragraphe 5, sur les rapports entre Dieu et son peuple, entre le Christ et l'Eglise, qui prennent la forme privilégiée d'un mystère nuptial. Ainsi comprend-on pourquoi la représentation du Christ dans son peuple a

(37) Déclaration : « *Ecclesiae ergo praxis vim normae habet.* » (La praxis de l'Eglise revêt force de loi.)

(38) « L'ordination des femmes ■■ ministère presbytéral », in *Bulletin Secr. Conférence épisc. fran.* n° 7, avril 1976, p. 9.

(39) Déclaration, premier alinéa du paragraphe 5.

(40) Commentaire de la S. Congrégation, ■■ paragraphe intitulé : « Le sacerdoce ministériel à la lumière du mystère du Christ. » (DC 1977, n° 1714, p. 165 et s. — NDLR.)

(41) Balthasar, article cité.

(42) *Le Mystère et les ministères de la femme*, p. 47 s.

(43) Balthasar, article cité.

(44) Ep 3, 15.

été confiée à l'homme. Ce thème biblique prépare l'argument théologique du *in persona Christi*, qui sert de pivot à la partie théologique de la Déclaration.

A notre avis, l'originalité de la Déclaration n'est pas de dire que « le peuple élu devient pour Dieu une épouse ardemment aimée », ni dans le témoignage d'Osée (45), de Jérémie (46), d'Ezéchiel (47) et également du Cantique des cantiques, ni dans la considération que l'idée appartient à la tradition juive aussi bien qu'à la tradition chrétienne : ce sont là des éléments bien connus. L'essentiel est dans le fait, relevé par le document, que le thème des « nocces » soit entré dans le Nouveau Testament. S'appuyant aussi bien sur les synoptiques (48) que sur l'Evangile de saint Jean (49), la Déclaration souligne que le Christ est présenté comme l'époux et les apôtres comme les amis de l'époux ; que dans les épîtres de saint Paul l'Eglise est la vierge dont le Christ a fait son épouse (50) et pour laquelle il s'est sacrifié (51) ; que les derniers chapitres de l'Apocalypse reprennent les symboles de l'Ancien Testament et décrivent la nouvelle Jérusalem « prête comme une épouse parée pour son époux (52) ». Il ne pouvait pas en être autrement puisque chez Isaïe les oracles sur la nouvelle Jérusalem annonçaient la rencontre nuptiale pour les temps eschatologiques (53).

Par conséquent, le transfert de ce thème de l'Ancien au Nouveau Testament est décisif. Non seulement parce que ce dernier prolonge le premier et en accomplit les oracles, mais surtout parce qu'il est le passage des figures au temps de la réalité qui engage un renouveau concret et qualitatif. En effet, selon la première économie, régie par les images, Israël n'était pas seulement l'épouse, mais aussi la vigne, le royaume et la cité. Et en face de ce peuple, Dieu, son créateur et Seigneur, se présentait sous les images du roi, du pasteur et de l'époux. Leurs rapports étaient donc illustrés par des symboles variés et complémentaires. Or, en passant dans la Nouvelle Alliance, ces thèmes symboliques conservent leur capacité de signification et d'illustration des valeurs spirituelles. L'Eglise reste peuple, royaume, cité, vigne, temple aussi bien qu'épouse. Et le Christ est époux ou roi, réellement, même si c'est au niveau spirituel ou surnaturel. Survient en outre l'incarnation et avec elle la nouveauté. Le Fils de Dieu devient homme d'une façon concrète, individuelle et historique et non en figure. Il a vraiment la condition masculine qui, déjà préfigurée par l'image de l'époux, revêt désormais une signification bien précise. L'expression des rapports entre Dieu et l'humain

sort du cercle des figures pour entrer dans l'ordre des réalités concrètes qui, rapportées à son humanité individuelle et à sa mission historique, prennent un sens *sacramentel* qui, tout en appartenant au domaine des signes, dépendent aussi de la nature et de l'histoire. De fait, le Christ œuvre désormais en homme, pas seulement parce qu'époux de l'Eglise, mais parce que Dieu fait homme. Et c'est pour cela que ses rapports nuptiaux avec son peuple prennent une valeur sacramentelle qui dépasse celle des symboles de la première Alliance.

3. La théologie ministérielle de l'« in persona Christi »

Agissant en homme, le Christ fait des options humaines autant que divines : il accueille des disciples, institue des sacrements, choisit des apôtres sur qui il fonde l'Eglise et les envoie dans le monde pour le représenter : « Qui vous accueille, m'accueille (54) » ; « Qui vous écoute, m'écoute (55) » ; « Tout ce que vous lierez sur la terre sera lié aussi au ciel, et tout ce que vous délierez sur la terre sera délié aussi au ciel (56). » Les apôtres et eux seuls, parce que revêtus de l'*exousia*, c'est-à-dire de la plénitude de l'autorité, appuyés par son indéfectible présence, parlent, dirigent, célèbrent ses mystères en son nom et *in persona sua*. D'où jaillit le principe repris par la Déclaration, selon lequel les prêtres et les évêques œuvrent *in persona Christi* (57).

Et il est exact d'affirmer que cette formule, avec son sens sémitique, se préparait, depuis l'Ancien Testament : Moïse était la « main forte » de Dieu en face d'Israël (58). Les prophètes étaient sa bouche (59) et même sa présence : « Vivant est le Seigneur devant qui je me tiens (60). » C'est pour cela que Cyrille de Jérusalem, en parlant à ses catéchumènes, pouvait leur dire que le psalmiste et les prophètes parlaient *in persona Dei* (61), *in persona Filii* (62), *in persona Christi* (63). Mais appliquée aux prêtres du Nouveau Testament, la formule prend un sens doublement riche.

(54) Mt 10, 40.

(55) Lc 10, 16.

(56) Mt 18, 18 ; cf. 16, 19.

(57) Déclaration, en citant les textes de Vatican II, du Synode des évêques de 1971 et de *Mysterium Ecclesiae* de l'année 1973. L'étude de l'expression et de sa signification dans les œuvres de saint Thomas est encore à faire, en utilisant surtout l'*Index thomisticus* du P. Roberto Busa, S.J. En effet, l'essai du P. B. D. Marliangeas, O.P. (*In persona Christi, in persona Ecclesiae. Note sur les origines et le développement de l'usage de ces expressions dans la théologie latine*, in Vatican II. La liturgie après Vatican II, « *Unam Sanctam* » n. 66 Paris 1968, p. 283-288) ne réussit pas à saisir toute la complexité et toutes les nuances du sens de cette formule.

(58) Dt 34, 12.

(59) Is 1, 20 ; 30, 2 ; 40, 3 ; 58, 14 ; Mt 4, 4 ; cf. Dt 18, 18-19 ; Jr 1, 9.

(60) 1 Rois 17, 1 ; 18, 15 ; 2 Rois 3, 14 ; 5, 16.

(61) *Catéchèses* 16, 29, Patrologie grecque, 33, 960 A.

(62) *Catéchèses* 10, 2, *ibid.* 661 B.

(63) *Catéchèses* 13, 13, *ibid.* 789 C ; 14, 6 *ibid.*, 829 C ; cf. « in persona Jesu », *Cat.* 12, 26, *ibid.* 760 A.

(45) Déclaration.

(46) Jr 2.

(47) Ez 16.

(48) Déclaration : Mc 2, 19 ; Mt 22, 1-14.

(49) Jn 3, 29.

(50) 2 Co 11, 2.

(51) Ep 5, 22-33.

(52) Ac 21, 2 ; 19, 7 et 9.

(53) Is 61, 10 ; 62, 4-5.

Le sens sémitique premier d'instrument — bouche, main — qui agit au nom de Dieu, avec l'aide de son autorité et de sa présence, pour porter son message et réaliser ses desseins, se trouve confirmé. Il s'agit donc d'une représentation fonctionnelle, de nature *spirituelle* autant que matérielle. Mais tandis que dans la première loi cette représentation se rapportait au Dieu invisible, elle se réfère maintenant au Christ, au Fils de Dieu fait homme, à sa mission historique et à ses mystères de Pâques devenus le centre des siècles. Lié au Christ, le ministre est son apôtre, son prêtre. Et, tandis que dans l'Ancien Testament la mission prophétique était purement charismatique, maintenant, après l'incarnation, la mission qui constitue le prêtre représentant du Christ est fondée sur un charisme reçu dans l'Eglise instituée par lui. La représentation ministérielle se définit dans l'homme prêtre comme un caractère essentiellement spirituel, mais ce caractère le consacre et le configure au Christ homme-Dieu, notre prêtre dans son humanité. Et ce caractère est reçu selon un rite conféré par l'Eglise du Christ. De cette façon, consacré prêtre, l'homme devient le signe, le sacrement du Christ. Sa mission est de le rendre présent dans sa parole, son gouvernement et ses mystères.

Il y a une autre contribution à mettre en évidence, à savoir l'élément concret de la représentation ministérielle. De fait, comme cela a été souligné précédemment, l'option de l'incarnation l'a fait sortir du cercle des symboles généraux pour le faire entrer dans celui des réalités naturelles et concrètes, devenues sacrements de la personne et des gestes du Christ. Les sacrements ne sont pas seulement les instruments d'une grâce purement spirituelle. Ils sont aussi les signes naturels de cette grâce car ils la symbolisent dans leur structure naturelle : ils appartiennent au cadre du monde où Dieu est entré. C'est lui qui a choisi l'eau et le bain comme rite d'initiation, le pain et le vin du repas comme signe de participation à sa Pâque, parce qu'il existe un symbolisme naturel entre le bain et le renouveau du baptême, entre la réfection de la Cène et la communion à la Pâque. Pareillement pour se rendre sacramentellement présent au milieu de son peuple, devant son assemblée, le Fils de Dieu fait homme a choisi le type humain qu'il avait reçu de sa mère. Non pas pour limiter sa présence, mais pour donner à sa représentation spirituelle un soutien qui la rende reconnaissable et crédible justement parce que ressemblante à sa figure humaine.

Comme on l'a dit plus haut, les sacrements de la nouvelle Alliance découlent de la nouveauté de l'Evangile dans son aspect concret et non des figures de la première Alliance qui peuvent seulement l'illustrer. Pour sa part, le sacrement de l'ordre dérive du fait que le Fils de Dieu s'est incarné en naissant de la Vierge Marie et, en outre, du choix historique du collège des apôtres constitué par des hommes comme il l'était lui-même.

Ces deux éléments, une ressemblance naturelle inscrite dans l'être physique et une représentation spirituelle qui est effectuée par

la mission reçue avec le caractère sacerdotal, intègrent la notion complète de la sacramentalité propre au sacerdoce (64). Si nous tenons compte de l'un comme de l'autre, nous n'éprouverons pas de difficulté à entendre dans les épîtres de saint Paul que le ministre du Nouveau Testament, tout en étant un homme, ait le sens aigu de sa faiblesse (65). Bien plus, cette crainte est le signe de l'authenticité de la fonction d'ambassadeur du Christ. En effet, la nature humaine, la « chair », ne peut pas ne pas se sentir fragile devant les exigences de la mission reçue. Ce sentiment la maintient dans le sérieux de son rôle apostolique : « *Cum infirmior tunc potens sum.* » (C'est quand je suis faible que je suis fort) (66). » Le prêtre a le sentiment de sa faiblesse et de sa fragilité, justement parce qu'il a conscience de représenter le Seigneur Jésus.

En face de cette théologie de l'*in persona Christi*, deux objections se présentent cependant : l'une est théologique et l'autre est tirée des Saintes Ecritures.

4. L'objection de l' « *in persona Ecclesiae* »

La théologie rappelle, non sans raison, que le prêtre, dans tous les domaines — évangélisation, souci pastoral, ministère sacramentel — agit *in persona Ecclesiae* non moins que *in persona Christi Capitis*. Et l'on sous-entend que si la représentation du Christ conduit à réserver le sacerdoce aux hommes seuls, la représentation de l'Eglise inviterait à admettre aussi les femmes. Et il est exact que, par exemple, si dans l'Eucharistie le célébrant consacre en utilisant les paroles personnelles du Christ, il le fait à l'intérieur d'une prière de supplication qui revêt l'attitude d'humilité et d'action de grâces qui est le propre de l'épouse du Christ.

Certes, il faut estimer que le prêtre agit *in persona Christi* et également *in persona Ecclesiae*. Mais, dans les deux cas, le sens de la représentation est bien différent. Le Christ est homme, en effet, non seulement parce qu'il est l'époux de l'Eglise, mais aussi parce qu'il est le Verbe de Dieu qui s'est réellement, concrètement fait chair. L'Eglise, par contre, n'est pas une femme au sens propre et concret mais au sens purement symbolique, en tant qu'elle est traitée en épouse par le Seigneur Jésus. C'est pourquoi, la représentation qui dérive de l'*in persona Christi* prévaut sur l'autre en raison de tout le poids de la réalité et de toute la différence qui distingue les Testaments. D'autre part, quand on raisonne à partir de l'humilité du prêtre qui supplie au nom de l'Eglise, il est nécessaire de souligner que sa modestie et sa soumission ne reflètent pas la féminité de

(64) La Déclaration attire l'attention sur ces éléments (§ 5, dernier alinéa).

(65) 1 Co 2, 3 ; 2 Co 12, 9-10. Ida Raming voit dans ce sentiment de faiblesse une contradiction avec la doctrine traditionnelle (l. c. p. 217-218). Au contraire, von Balthasar estime que cette tension entre la faiblesse et la force de l'apôtre est un « dualisme insurmontable intrinsèque à la représentation sacerdotale » (article cité).

(66) Ph 4, 13 ; cf. 2 Co 12, 10 ; 2 Tm 4, 17.

l'Eglise, mais bien sa condition de créature. En effet, comme l'Eglise, le prêtre, si grand que soit son ministère, doit se souvenir de sa condition humaine. D'autant plus que le Christ lui-même qu'il représente est le Verbe fait chair, prêtre dans son humanité, récapitulant dans son être théandrique la condition de créature qu'il a assumée et la condition divine qui lui est propre : né homme de la Vierge le Christ est, comme nous, « participant de la chair et du sang », c'est-à-dire de notre faiblesse (67). Par conséquent, le prêtre, quand il agit ministériellement *in persona Christi*, représente son humanité avec ses limites naturelles, et sa divinité avec sa transcendance. Il n'est pas permis d'oublier que le Seigneur Jésus, chef de l'Eglise, notre souverain prêtre, agissait *in persona Ecclesiae* aussi bien que *in persona propria*. Il en est de même du prêtre son représentant (68).

5. Egalité des baptisés

Il reste encore une dernière difficulté plus évidente que l'on objecte plus souvent aujourd'hui, à savoir que si la doctrine de l'*in persona Christi* réserve aux hommes seuls la représentation du Christ prêtre, ceci semble contredire des affirmations fondamentales de l'Ecriture sainte. Selon le premier chapitre de la Genèse, l'homme créé à l'image de Dieu n'est pas seulement l'homme mais aussi la femme : « *Ad imaginem Dei creavit illum, masculinum et feminam creavit eos* (69). » Et si le péché lui a fait perdre cette ressemblance, le baptême la lui restitue. En effet, saint Paul écrit avec force aux Galates : « Il n'y a plus ni juif ni grec, il n'y a plus ni esclave ni homme libre, il n'y a plus ni homme ni femme, car vous êtes tous un dans le Christ Jésus (70). » Ceci est l'argument utilisé aujourd'hui par les féministes les plus éclairés : tout chrétien, en vertu de son baptême, est l'image du Christ ; donc chacun, la femme comme l'homme, est capable de le représenter dans le Peuple de Dieu (71).

A cette difficulté, il n'est malheureusement pas possible de donner une réponse exhaustive dans les limites d'une simple conférence. Qu'il suffise d'apporter un éclaircissement en distinguant la double fonction du Christ dans son Corps mystique en la considérant sous le profil

des deux sacrements du baptême et de l'ordre. Le même Christ est, en effet, en vertu du baptême, le médiateur de la grâce commune à tous et, par conséquent, principe d'identité entre les chrétiens. De plus, par l'institution du sacerdoce, il est aussi l'auteur de la « mission » et donc principe de la différence qui provient du fait que l'un est envoyé aux autres au nom du chef du Corps mystique.

6. Le Christ, médiateur de la grâce commune à tous

Avant tout, en vertu du baptême, le Christ, médiateur de la grâce, étend sans discrimination le don de la vie divine : tous peuvent devenir, par grâce créée, les participants de cette nature divine que le Fils unique a en commun avec le Père et avec le Saint-Esprit. A cet égard, comme il n'y a pas de différence entre les personnes divines, mais une parfaite consubstantialité — au point qu'elles possèdent dans l'unité la même nature divine — de même, bien que par analogie, il n'y a pas entre les hommes de différence dans la participation à la grâce divine : il n'y a ni juif ni grec, ni esclave ni homme libre, ni homme ni femme (72). En ce sens, les chrétiens ressemblent tous au Christ et se ressemblent entre eux. Mais cette ressemblance, tout en étant véritable et ontologique, est une réalité spirituelle donc cachée, invisible et eschatologique : elle sera révélée à l'heure de la consommation. « Quand il se sera manifesté, nous serons semblables à lui (73)... » Cette ressemblance ne peut donc pas, pendant le temps de l'Eglise, avoir à son tour une fonction sacramentelle. Puisqu'elle découle d'un premier sacrement, dont elle est la *res*, elle ne peut être le principe, c'est-à-dire le *sacramentum tantum* d'une autre réalité. Les effets spirituels, procurés par les sacrements, requièrent un signe propre, naturel et perceptible, dont la fonction est de signifier et d'opérer cette grâce spirituelle. Les sacrements ne chevauchent pas l'un sur l'autre : la *res* de l'un ne peut servir de *sacramentum tantum* au suivant. Et pour différencier le nouveau sacrement, il ne suffit pas d'invoquer, dans notre cas, l'intervention du rite particulier des ordinations. Car, dans les sacrements qui touchent l'état de vie, comme le mariage et l'ordre, la sacramentalité ne se réduit pas au domaine du rite — qui est simplement une condition *sine qua non* — voire même cause première, mais elle s'étend aussi au sujet du sacrement. Comme chacun des époux devient pour l'autre signe et instrument de la grâce, de même le prêtre marqué par son ordination du caractère et de la grâce sacerdotale devient signe et instrument de grâce pour les baptisés. C'est pourquoi la ressemblance divine, engendrée par le baptême, ne peut servir de signe sacramental à la grâce conférée par le sacerdoce. Un signe naturel est requis : pour le mariage c'est la dualité homme-femme qui représente le rapport Christ-Eglise. Pour l'ordre, l'homme

(67) He 2, 14.

(68) La Déclaration expose la même doctrine en d'autres termes : « C'est vrai que le prêtre représente l'Eglise qui est le Corps du Christ. Mais s'il le fait, c'est précisément parce que d'abord il représente le Christ lui-même qui est la Tête et le Pasteur de l'Eglise. » Cette formule est utilisée par Vatican II (§ 5, p. 15) et, avant *Lumen gentium*, par l'encyclique *Mediator Dei* de Pie XII (AAS 39, 1947, p. 556).

(69) Gn 1, 26.

(70) Ga 3, 28.

(71) R. A. Norris jr, « *The Ordination of Women and the « Maleness » of Christ* » in : *Anglican Theological Rev. Supp.* Ser. n. 6 juin 1976, p. 69-80. Sujet abordé avant lui, mais sous une autre forme par Edward J. Kilmartin, S.J., « *Apostolic Office Sacrament of Christ* » in *Theological Studies*, 36 (1975), p. 243-264.

(72) Ga 3, 28.

(73) Jn 3, 2.

seul est l'image du Christ, tête et chef de son Corps mystique.

7. Le Christ, chef du Corps mystique

Le Christ, outre son rôle de médiateur de la grâce commune, a aussi le rôle de chef du Corps. Ce rôle l'élève au-dessus de tous et le constitue principe de la structure sacerdotale et hiérarchique de l'Eglise. Or, cette fonction, étant structurale, exige d'être étendue, prolongée et signifiée jusqu'à la fin des temps par une représentation ecclésiale. Celle-ci est, comme cela a été relevé par Vatican II (74), la représentation transmise aux évêques et aux prêtres et instituée par le Seigneur Jésus par le choix et la consécration de ses apôtres. Or ce rôle de chef est le propre du Christ, c'est-à-dire du Fils incarné, consacré et envoyé par le Père (75) : elle n'appartient ni au Père, qui n'est pas envoyé, ni à l'Esprit-Saint dont la mission est différente bien que complémentaire. Elle est distinctive du Fils parce que, en définitive, elle s'appuie, comme toute mission *ad extra*, sur sa procession *ad intra*, la génération qui le distingue du Père et de l'Esprit-Saint. La « mission » est le principe de différenciation dans l'Eglise puisque la « procession » est la cause de la distinction des personnes dans l'unité de leur commune nature. Donc, puisque cette fonction de chef est nécessaire à la vie de l'Eglise, et puisqu'elle est entièrement le propre du Christ, il lui appartient, et à lui seul, de déterminer à qui et comment en confier la représentation. Il l'a fait par le choix et la mission de ses apôtres et par leur consécration à leur futur ministère (76). Le principe de l'ordination sacerdotale est tout entier ici. Cette ordination confère le caractère par lequel un baptisé est configuré au Christ, chef de l'Eglise (77). Par ce sacrement, le prêtre est habilité à le rendre présent en face de l'Eglise dans l'attitude du chef. Ce sacrement ainsi constitué n'est pas, de soi, destiné à tous, mais réservé à ceux qui, portant en eux une ressemblance humaine avec lui, ont été appelés et choisis selon sa libre disposition de chef.

Il convient donc de distinguer une double ressemblance avec le Christ : la ressemblance commune, effet du baptême, qui consiste en une réalité mystérieuse et invisible, incapable donc de servir de signe visible pour un autre sacrement ; et celle qui, communiquée par le caractère de l'ordination, est la source de la représentation sacerdotale. Cette dernière, tout en étant elle aussi invisible, est cependant fondée sur une ressemblance naturelle, et conférée par un rite sacramentel qui la rend publique face aux fidèles.

(74) *Lumen gentium*, n. 21 ; vers la fin.

(75) « *Quem Pater sanctificavit et misit in mundum* » (Jn 10, 36), formule citée au début de *Lumen gentium*, n. 28, de *Presbyterorum ordinis*, n. 2 et également de *Ad gentes*, n. 3 b.

(76) Jn 17, 17-19.

(77) *Presbyterorum ordinis*, n. 2 et 12 ; *Optatum totius*, n. 8 ; *Synodus Episcoporum* 1971, dans la première partie, n. 5, p. 15 (voir aussi le paragraphe 6 de *Mysterium Ecclesiae*).

CONCLUSION

Pour conclure, il nous semble opportun de clarifier encore une difficulté qui vient précisément de cette réflexion théologique. On se demande ici ou là si la Déclaration, qui intervient au beau milieu du dialogue œcuménique, ne risque pas de le compromettre, voire de le bloquer. Cette conclusion ne serait, à notre avis, ni juste ni autorisée par la Déclaration qui, depuis le début, est consciente de son opportunité œcuménique. En effet, après avoir rappelé la position première des Eglises issues de la réforme protestante du xvi^e siècle et l'attitude actuelle de certaines d'entre elles, la Déclaration souligne expressément qu'il s'agit d'un « problème œcuménique sur lequel l'Eglise catholique doit faire connaître sa pensée (78) ». Elle ne vise donc pas à clore le dialogue mais à le faciliter et, si c'est nécessaire, à en éclairer les termes d'une façon plus adéquate.

Avant tout, la Déclaration entend mettre en évidence que Rome veut ce dialogue. Dans son texte, en effet, elle ne cherche qu'à favoriser les conditions requises pour son heureuse issue. De fait, en invitant les autres Eglises à ne pas introduire dans leur discipline la nouveauté du ministère féminin, l'Eglise catholique veille au principe bien connu en matière œcuménique et qui veut que, au moment où se déroule un processus de réunion, il n'est pas convenable qu'une Eglise introduise des usages qui mettront un obstacle au rapprochement prévu avec les autres Eglises. Et quand elle déclare la non-admissibilité des femmes au sacerdoce, Rome n'est pas en train de créer une nouvelle discipline : elle confirme seulement, en face des changements admis par d'autres Eglises issues de la réforme du xvi^e siècle, qu'elle reste fidèle à son attitude qui est antérieure aux débuts du dialogue. Les empêchements à l'union, s'il y en a, viennent de ceux qui introduisent des nouveautés. Rome renouvelle donc sa volonté de respecter les conditions voulues pour une issue positive des rencontres.

Cette Déclaration a, en outre, le mérite de proposer au dialogue œcuménique sur les ministères la clé centrale, celle de la sacramentalité du sacerdoce ministériel. Avec son insistance sur la qualité sacramentelle du presbytérat et de l'épiscopat, tous deux signes du Christ, chef de l'Eglise, ce document n'introduit pas de principe nouveau : il renouvelle seulement l'attachement de Rome aux propos du récent Concile Vatican II quand *Lumen gentium* affirme que les évêques, « d'une façon éminente et visible, tiennent la place du Christ lui-même, maître, pasteur et pontife et jouent son rôle (79) ». Ainsi, il devenait clair que l'épiscopat est sacramentel aussi bien dans son exercice que dans la liturgie qui le confère. Le prêtre est constitué sacrement vivant du Christ dans sa triple tâche magistrale, pastorale et culturelle. Faisant retour à ce principe, la Déclaration montre que l'obstacle actuel au dialogue

(78) Déclaration (introduction) : « *Hujus ergo negotii œcumenicum momentum patet, de quo Ecclesia catholica suam mentem aperire debet.* »

(79) *Lumen gentium*, n. 21 vers la fin.

œcuménique n'est pas dans l'existence ou non du ministère ou du pastoral, ni dans l'existence ou non du rite de l'imposition des mains et de la prière d'investiture : ces rites, en fait, existent dans presque toutes les Eglises. La difficulté est de reconnaître la valeur authentiquement sacramentelle, basée sur l'institution par le Christ, du ministère et du rite qui le confère. Il est donc important aujourd'hui, à un moment où le dialogue œcuménique est parvenu à ce qu'on appelle la réconciliation des ministères, que l'Eglise catholique romaine répète la même position dogmatique qu'elle avait formulée pendant le dernier Concile. En apportant ces précisions que certains, aujourd'hui, voudraient négliger, Rome, bien loin de clore le dialogue, le maintient à son niveau doctrinal et plus encore le place dans sa juste perspective.

**

Qu'il nous soit permis d'ajouter un dernier mot adressé aux religieuses et aux femmes, comme le fit la Déclaration quand elle s'exprime ainsi : « On dit parfois et on écrit dans des livres ou des revues que des femmes se sentent une vocation sacerdotale. » A cette parole plusieurs firent écho en observant que sainte Thérèse de Lisieux avait elle-même expérimenté cet attrait. En effet, dans la lettre adressée à sa sœur, Sœur Marie du Sacré-Cœur, pour l'anniversaire de sa profession, le 1^{er} septembre 1896, elle avait déclaré : « Je sens en moi la vocation de prêtre ; avec quel amour, ô Jésus, je te porterais dans mes mains lorsque, à ma voix, tu descendrais du ciel... Avec quel amour je te donnerais aux âmes !... Mais, hélas ! tout en désirant d'être prêtre, j'admire et j'envie l'humilité de saint François d'Assise et je me sens la vocation de l'imiter en refusant la sublime dignité du sacerdoce... Je voudrais éclairer les hommes comme les prophètes, les docteurs, j'ai la vocation d'être apôtre... Je voudrais parcourir la terre, prêcher ton nom et planter sur le sol infidèle ta Croix glorieuse, mais, ô mon Bien-Aimé, une seule mission ne me suffirait pas, je voudrais en même temps annoncer l'Evangile dans les cinq parties du monde et jusque dans les îles les plus reculées... Je voudrais être missionnaire non seulement pendant quelques années, mais je voudrais l'avoir été depuis la création du monde et l'être jusqu'à la consommation des siècles... A l'oraison, mes désirs me faisant souffrir un véritable martyre, j'ouvris les épîtres de saint Paul afin de chercher quelque réponse. Les chapitres 12 et 13 de la première épître aux Corinthiens me tombèrent sous les yeux... J'y lus, dans le premier, que tous ne peuvent pas être apôtres, prophètes, docteurs, etc., que l'Eglise est composée de différents membres et que l'œil ne saurait être en même temps la main... La réponse était claire mais ne comblait pas mes désirs, elle ne me donnait pas la paix... Sans me décourager, je continuai ma lecture et cette phrase me soulagea : « Recherchez avec ardeur les dons les plus parfaits, mais je vais encore vous montrer une voie plus excellente. » Et l'Apôtre explique comment tous les dons les plus parfaits ne

sont rien sans l'Amour... Que la charité est la voie excellente qui conduit sûrement à Dieu. Enfin, j'avais trouvé le repos... La charité me donna la clé de ma vocation... Je compris que l'Amour renfermait toutes les vocations, que l'Amour était tout, qu'il embrassait tous les temps et tous les lieux... En un mot, qu'il est éternel !... Alors, dans l'excès de ma joie délirante, je me suis écriée : O Jésus, mon Amour..., ma vocation, enfin je l'ai trouvée, ma vocation c'est l'Amour !... Oui, j'ai trouvé ma place dans l'Eglise, et cette place, ô mon Dieu c'est vous qui me l'avez donnée... dans le cœur de l'Eglise, ma mère, je serai l'Amour..., ainsi je serai tout..., ainsi mon rêve sera réalisé (80) ! »

C'est pourquoi, après avoir été canonisée par le Pape Pie XI, Sœur Thérèse de l'Enfant-Jésus fut aussi proclamée par lui patronne de l'Œuvre de Saint-Pierre-Apôtre pour le clergé indigène, puis, en 1927, patronne des missions à côté de saint François-Xavier. Que son témoignage émouvant soit, pour toutes et pour tous, le commentaire de la Déclaration qui dit : « Les plus grands dans le Royaume des cieux, ce ne sont pas les ministres, mais les saints. »

(80) Sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus, *Manuscrits autobiographiques*, Carmel de Lisieux, 1957 p. 226-229.

PRÊTRES ALLEMANDS A DACHAU

Un volume de 180 pages
(format livre de poche)
16 F franco

*Un témoignage historique
irréfutable qui étonnera*



Commander à :
FRATERNITE SAINT-BENOIT

L'Olivérale - Route de Nice
13100 Aix-en-Provence
C.C.P. Strasbourg 1837-87

Événements et Informations

FRANCE

Au sujet de l'Eglise dite « catholique-orthodoxe de France »

La « Semaine religieuse de Poitiers » (8 avril) publie le communiqué ci-après :

« On nous a demandé de divers côtés des renseignements au sujet de l'Eglise dite « catholique-orthodoxe de France » qui vient d'acquiescer un lieu de culte à Poitiers.

« Renseignements pris auprès du chanoine Desseaux, chargé du Secrétariat français pour l'Unité des chrétiens, nous devons préciser — sans pour autant juger les personnes — que dans l'état actuel des choses :

« 1. Ce groupe ne représente pas, comme des gens mal informés pourraient le croire, l'orthodoxie en France. L'Eglise orthodoxe est présente en France depuis longtemps (par des groupes importants venus de Grèce, de Russie, etc.) et l'Eglise catholique est en dialogue fraternel avec elle. Le moins qu'on puisse dire est que ce nouveau groupe, dont l'histoire serait longue à raconter, se présente tout autrement ;

« 2. Ce groupe n'est pas sans pratiquer à l'occasion, vis-à-vis de l'Eglise catholique, un prosélytisme de mauvais aloi tout à fait contraire à l'esprit œcuménique.

« Pour ces raisons et aussi longtemps que se prolongera l'état de choses actuel, le Secrétariat français pour l'Unité des chrétiens demande, dans l'intérêt même d'un œcuménisme authentique ;

« — Que les catholiques ne prennent aucune initiative susceptible d'encourager le développement de ce groupe ;

« — Qu'ils n'en considèrent pas les membres comme des interlocuteurs en œcuménisme. »

Prières eucharistiques

« Eglise de Lille » (7 avril) publie ce communiqué :

« 1. L'usage de la prière eucharistique dite du Synode suisse est désormais autorisé en France (décision de la S. Congrégation des Sacraments, 2 février 1978).

« Le texte de cette prière eucharistique propose quatre préfaces

propres et quatre intercessions correspondantes.

« 2. Dans les prières eucharistiques 1, 2, 3 et 4, des variantes et embolismes divers sont autorisés depuis le 5 novembre 1977. Grâce à ces variantes, les prières eucharistiques comportent quelques éléments nouveaux d'adaptation aux temps liturgiques et à la célébration du mariage ou du baptême.

« 3. Les dix prières eucharistiques autorisées en France seront éditées courant avril en un fascicule pouvant être annexé aux missels romains. Les variantes seront « tirées à part », aux Editions Desclée-Mame.

La Commission de pastorale sacramentelle.
(Nous rappelons la circulaire de la Congrégation du Culte divin et la note du CNPL publiées dans notre numéro du 19 mars 1978, p. 260.)

Une résidence du Secours catholique pour femmes seules

Les 8 et 9 avril, 200 militants du Secours catholique de Paris se sont réunis à Chantilly. Avec eux, le cardinal Marty et M. Prigent, président national. Un projet de création d'un centre d'accueil pour femmes seules chargées d'enfants a été révélé et expliqué aux militants présents : le centre « La Fayette accueil », dans le Xe, à Paris. L'immeuble a été offert par les Sœurs de Saint-Charles de Nancy. (Communiqué du Secours catholique.)

A propos d'un nouveau prieuré de Mgr Lefebvre

Mgr MAZIER, archevêque de Bordeaux, a publié le communiqué ci-après au sujet du prieuré de Vêrac :

« Je viens d'apprendre par un article paru dans « Sud-Ouest » (édition de Libourne) du 29 mars 1978, la fondation d'un prieuré animé par un prêtre ordonné à Ecône.

« Je n'ai été, sur un tel projet, ni consulté ni informé. Je n'ai donc donné aucune autorisation.

« Une telle manière d'agir est en opposition avec une vraie fidélité à l'Eglise qui passe par une authentique communion avec le Pape et les évêques.

« De cette communion entre tous les membres du Peuple de Dieu, le Pape Paul VI a défini l'importance et les conditions dans son discours aux évêques du Sud-Ouest du 18 avril 1977 (cf. « L'Aquitaine », n° 17, du 29 avril 1977). Je demande aux prêtres et aux fidèles du diocèse de s'y référer comme règle de pensée et d'action.

« Pour la vérité de cette vie ecclésiale dont l'évêque du diocèse est le garant, je précise les points suivants :

« 1. Un prêtre ne peut exercer un ministère pastoral dans le diocèse sans en avoir reçu mission de l'évêque.

« 2. Le prêtre du prieuré de Vêrac n'ayant reçu aucune mission de l'évêque de Bordeaux, les actes pastoraux et sacramentels qu'il accomplira dans le diocèse seront illicites.

« 3. De même les célébrations de mariage et du sacrement de pénitence accomplies sans avoir reçu le pouvoir de juridiction seront invalides.

« Bordeaux, le 2 avril 1978.

M. MAZIER,
archevêque de Bordeaux.
(« L'Aquitaine », 7 avril.)

Le ~~ministère~~ du pasteur Georges Appia

Le 1^{er} avril, le Conseil permanent luthéro-réformé de France a désigné le successeur du pasteur Georges Appia au poste chargé de mission pour les relations avec le catholicisme. Il s'agit du pasteur Albert NICOLAS, né en août 1918. Après avoir été aumônier militaire durant les guerres d'Indochine et d'Algérie, il fut nommé secrétaire général de la Fédération protestante de France, où son mandat se termine cette année. (« Service protestant français de presse et d'information », 19 avril.)

La composition du troisième ministère Barre

PREMIER MINISTRE : M. Raymond BARRE.

MINISTRES :

Justice : M. Alain PEYREFITTE.

Santé et Famille : Mme Simone VEIL (majorité présidentielle).

Intérieur : M. Christian BONNET (UDF).

Affaire étrangères : M. Louis DE GUIRINGAUD (majorité présidentielle).

Défense : M. Yvon BOURGES (RPR).

Travail et Participation : M. Robert BOULIN (RPR).

Coopération : M. Robert GALLEY (RPR).

Economie : M. René MONORY (UDF).

Budget : M. Maurice PAPON (RPR).

Environnement et Cadre de vie : M. Michel d'ORNANO (UDF).

Education : M. Christian BEULLAC (majorité présidentielle).

Universités : Mme Alice SAUNIER-SEITÉ (majorité présidentielle).

Agriculture : M. Pierre MÉHAGNERIE (UDF).

Industrie : M. André GIRAUD.

Transports : M. Joël LE THEULE (RPR).

Commerce et Artisanat : M. Jacques BARROT (UDF).

Commerce extérieur : M. Jean-François DENIAU (UDF).

Jeunesse, Sports et Loisirs : M. Jean-Pierre SOISSON (UDF).

Culture et Communication : M. Jean-Philippe LECAT (majorité présidentielle).

SECRETAIRES D'ETAT :

Postes et Télécommunications : M. Norbert SEGARD (UDF).

Anciens Combattants : M. Maurice PLANTIER (RPR).

Auprès du premier ministre : MM. Jacques DOMINATI (UDF) ; Jacques LIMOUZI (RPR), chargé des relations avec le Parlement ; Pierre AIGRAIN, recherche.

Auprès des ministres :

Justice : Mme Monique PELLETIER (UDF).

Santé et famille : M. Daniel HOEFEL (sénateur centriste).

Intérieur : M. Paul DIJOU (UDF), chargé des DOM-TOM ; M. Marc BÉCAM (RPR), collectivités locales.

Affaires étrangères : M. Olivier STIRN (UDF).

Travail et participation : MM. Jacques LEGENDRE (RPR), formation professionnelle ; Lionel STOLÉRU (UDF), travailleurs manuels et immigrés ; Mme Nicole PASQUIER (UDF), emploi féminin.

Environnement et Cadre de vie : MM. Marcel CAVAILLÉ (UDF), logement ; François DELMAS (UDF) environnement.

Education : M. Jacques PELLETIER (sénateur, gauche démocratique).

Agriculture : M. Jacques FOUCHIER (UDF).

Industrie : M. Jean-Pierre PROUTEAU, petite et moyenne industrie. (« La Croix », 7 et 8 avril.)

ÉTRANGER

CONGO-BRAZZAVILLE

Main basse du gouvernement sur les Eglises

Le gouvernement marxiste de la République populaire du Congo (RPC) a fait table rase, à l'exception de 7 dénominations, de toutes les sectes, mouvements et associations religieuses installés au Congo. Par le décret 78/076 du 8 février dernier, pas moins de 30 « groupements de fait, sectes et associations religieuses... dont les buts réels, l'activité ou les agissements sont incompatibles avec l'intérêt général de la nation et de la révolution » ont été dissous. Leurs « biens meubles et immeubles » deviennent propriété de l'Etat congolais. Seules seront autorisées à exercer leur ministère l'Eglise catholique, l'Eglise évangélique du Congo (directement membre du COE), l'Armée du Salut, l'Eglise kimbanguiste, le Comité islamique du Congo, la mission prophétique Lassy Zéphyrin et Tenrikyo. Par ailleurs, toute autre organisation de jeunesse en dehors de l'Union de la Jeunesse socialiste du Congo (UJSC), l'aile jeune du Parti unique, sera dorénavant interdite. (« SOEPI », 6 avril.)

HOLLANDE

Mgr Luigi Bettazzi élu président international de « Pax Christi »

Le cardinal Bernard Jean ALFRINK ayant demandé, pour raison d'âge — il est né en 1900 — d'être déchargé de sa responsabilité de président international de « Pax Christi », le Comité du Mouvement des catholiques pour la paix a désigné son successeur en la personne de Mgr Luigi BERTAZZI, évêque d'Ivrea (Piémont, Italie septentrionale).

Mgr BETTAZZI est né à Trévise le 26 novembre 1923 et a été ordonné prêtre pour le service de l'archidiocèse de Bologne le 4 août 1946. Nommé en 1963 évêque titulaire de Thagaste et auxiliaire du cardinal Giacomo Lercaro, archevêque de Bologne, il est évêque d'Ivrea depuis le 20 novembre 1966 et président national italien de « Pax Christi » depuis 1968. Son élection à la présidence internationale s'est faite à l'unanimité des membres du Comité. (« Kipa », 7 avril.)

ISRAEL

Découverte au monastère Sainte-Catherine

Le monastère Sainte-Catherine, au pied du Mont Sinaï, n'a pas fini de révéler ses trésors. Des icônes, quarante-sept caisses de manuscrits bibliques, de livres des Pères de l'Eglise, ainsi que divers autres écrits datant du IV^e siècle y ont été découverts. C'est ce qu'a déclaré récemment au spécialiste du Nouveau Testament à Tübingen le professeur Martin Hengel, le professeur Agourides, d'Athènes. Les moines lui ont en effet montré, lors d'une visite à leur monastère, quarante-sept cartons avec des papyrus et des morceaux de parchemins, bien conservés, classés et étiquetés.

La découverte d'icônes a été qualifiée de sensationnelle : certaines ont en effet été peintes selon un procédé abandonné à partir du IV^e siècle. C'est par hasard que des maçons sont tombés, en démolissant un mur, sur une cache qui contenait une pile d'icônes et de grandes caisses bien fermées.

Le monastère Sainte-Catherine est un lieu privilégié pour de pareilles découvertes. Déjà en 1944 et en 1859 le théologien von Tischendorf y trouva la plupart des 3 000 manuscrits bibliques qui constituent aujourd'hui, à côté du Codex vaticanus, le Codex sinaïticus. Huit pages manquantes jusqu'alors à ce Codex ont été trouvées lors de cette découverte qui remonte en fait à deux ans, mais dont les moines n'ont fait part qu'à quelques personnes en Grèce. (« SOEPI mensuel », mai 1978.)

ITALIE

Fr. Roger et des Frères de Taizé en Italie

Répondant à l'invitation de l'archevêque de Bari, dans le sud de l'Italie, frère Roger et treize des jeunes frères de la communauté de Taizé sont actuellement, pour un temps, dans un quartier pauvre de cette ville, dans une grande précarité, sans eau courante ni égouts. Ils souhaitent par là être une présence dans une zone de pauvreté en Europe (après un temps de présence parmi les plus démunis de Calcutta et sur la mer de Chine) et aussi vivre un signe de communion dans une période de secousses en Italie.

Taizé, le 28 avril 1978.

(Informations Concile des jeunes.)

JAPON

Opinions et attitude de la jeunesse vis à vis de la religion

Le secrétaire de la Commission épiscopale japonaise pour les non-croyants, l'abbé G. INUGAI, vient d'envoyer à Rome, au Secrétariat pour les non-croyants, un rapport sur la situation religieuse de la jeunesse japonaise où sont étudiés les causes de cette situation et les remèdes à y apporter.

Le rapport a été rédigé en tenant compte des résultats de deux enquêtes : 1. L'enquête « A », publiée en 1972 par le gouvernement japonais sous le titre : « La jeunesse du monde moderne », exposait en un tableau comparatif l'attitude des jeunes dans 11 pays ; 2. L'enquête « B », réalisée en 1977 par la Commission japonaise pour les communications sociales, avait pour titre : « Opinions et attitudes des jeunes vis-à-vis des religions et du christianisme. »

Selon l'enquête « A », la jeunesse japonaise serait la jeunesse du monde ayant le plus haut pourcentage de non-croyants : en effet, environ 74 % des jeunes Japonais se proclamant indifférents tandis que 6 % se disent athées, 1 % seulement déclare pratiquer une religion, mais si l'on demande à ceux-ci à quelle religion ils appartiennent, 18 % seulement sont en mesure de préciser leur religion tandis que 19 % ne savent pas trop à quelle religion ils se rattachent.

Selon l'enquête « B », environ 76 % des jeunes Japonais pratiquent une certaine adoration de la nature et visiteraient occasionnellement des temples shintoïstes ou bouddhistes, voire les tombes de leurs parents. Toutefois, 71 % déclarent que la religion n'est pas nécessaire lorsqu'on a pleine confiance en soi et que l'on est exempt de problèmes personnels, familiaux ou professionnels. (« *Fides* », 12 avril.)

PORTUGAL

Les évêques et l'Action catholique

Les évêques portugais se sont réunis en Assemblée plénière à Fatima, du 3 au 6 avril. Dans leur communiqué final, un passage relatif à leur attitude devant les différents mouvements d'Action catholique a particulièrement retenu l'attention :

« Continuant son étude sur les mouvements d'Action catholique, l'Assemblée a retenu comme Action catholique les mouvements suivants : la Jeunesse universitaire catholique (JUC), la Ligue univer-

sitaire catholique (LUC) et le Mouvement des enseignants catholiques (MEC), et elle en a approuvé les statuts.

« La « déclaration de principe » présentée par la Jeunesse ouvrière catholique (JOC) ne méritant pas d'être approuvée, ce Mouvement ne peut pas être considéré comme d'Action catholique ni se prévaloir de ce nom dans les circonstances présentes.

« Pour ce qui est de la Jeunesse agricole et rurale catholique (JARC), la Jeunesse étudiante catholique (JEC) et la Ligue ouvrière catholique (LOC), l'Assemblée a constaté que leurs statuts et leurs comportements pratiques ne correspondent pas intégralement aux exigences fixées par la Conférence épiscopale. Elle espère cependant que ces mouvements y correspondront à la suite du dialogue que poursuit avec eux la Commission épiscopale de l'Apostolat des laïcs et de l'Education chrétienne » (*Traduit du texte portugais original.*)

Les dirigeants de la JOC portugaise annoncent, dans un communiqué, qu'ils vont tenter par tous les moyens, au niveau national et international, « de clarifier la situation ». Ils rappellent que la « déclaration de principes » qui n'a pas été acceptée par l'Episcopat avait été approuvée au V^e Congrès mondial de la JOC en 1975, à Linz (Autriche). Ils précisent que ce document ainsi que celui sur « la spécificité chrétienne de la JOC » qui l'accompagnait avaient été jugés satisfaisants par le Saint-Siège, qui a reconnu la JOC comme organisation internationale catholique. (« *La Croix* », 19 avril.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé :

— Le P. Armando GIANI, O.F.M., évêque de *Bouar*, Empire Centre-africain, diocèse érigé le même jour. (« *OR* », 2 avril.) — Mgr Patrick FLORES (auxiliaire de San Antonio) évêque de *El Paso*, USA (« *OR* », 5 avril.) — Mgr Dante SANDRELLI (auxiliaire de Formosa) évêque de *Formosa*, Argentine (« *OR* », 7 avril.) — Mgr Mario PICCHI, S.D.B. (auxiliaire de La Plata) évêque de *Venado Tuerto*, Argentine (« *OR* », 7 avril.) — Mgr Angelo CAMPAGNA, évêque d'*Alife* et *Cajazzo*, Italie. (« *OR* », 9 avril.) — Mgr Salvatore ISGRO (évêque de Gravina et prélat d'*Acquaviva delle Fonti*, Italie. (« *OR* », 9 avril.) — Le P. Julio TERRAZAS SANDOVAL, CSSR., auxi-

liaire de *La Paz*, Bolivie. (« *OR* », 16 avril.)

Démissions

Le Saint-Père a accepté la démission de :

Mgr Jacques LE CORDIER, évêque de Saint-Denis (France) ; Mgr Guy DEROUBAIX, coadjuteur avec droit de succession, lui succède de plein droit (biographie : « *DC* » 1976, p. 994). — Mgr Sidney M. METZGER, évêque d'*El Passo*, USA. (« *OR* », 5 avril.) — Mgr Raul SCOZZINA, O.F.M., évêque de Formosa, Argentine. (« *OR* », 7 avril.) — Mgr Bernard T. TOPEL, évêque de Spokane, USA. (« *OR* », 12 avril.)

Décès

De Mgr Giovanni PIRASTRU, ancien évêque d'Iglesias (Italie), survenu le 31 mars, à l'âge de 94 ans. (« *OR* », 3-4 avril.) — Mgr Manuel DE MEDEIROS GUERREIRO, ancien évêque de Nampula, Mozambique, survenu le 10 avril, à l'âge de 88 ans. (« *OR* », 15 avril.) — Mgr James MENDONÇA, ancien évêque de Tiruchirappalli, Inde, survenu le 14 avril, à l'âge de 86 ans. (« *OR* », 16 avril.)

SAINT-SIÈGE

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Carlo CURIS pro-nonce apostolique au Nigeria. (« *OR* », 2 avril.) — Mgr Orlando DI JORIO chef de la Chancellerie du Tribunal de la Rote. (« *OR* », 12 avril.)

Nomination d'un Ordinaire ■ Roumanie

Un accord partiel entre le Saint-Siège et la Roumanie a été conclu récemment, a-t-on appris le 13 avril au Vatican. C'est en vertu de cet accord que la Congrégation pour les Evêques, avec l'approbation de Bucarest, a pu nommer l'abbé Pierre Gherghel « ordinaire » sans caractère épiscopal du territoire du diocèse de Iasi.

La nouvelle n'a pas été annoncée officiellement, parce que cette nomination a un caractère « provisoire », précise-t-on au Vatican, l'abbé Gherghel n'ayant pas le titre d'évêque de Iasi. La nomination a été en effet révélée uniquement par Radio-Vatican, qui n'est pas considéré comme étant une « source officielle ».

L'accord sur le nom et la fonction de l'abbé Gherghel, âgé de 37 ans, vice-recteur du séminaire de Iasi, a été négocié avec les autorités roumaines par le P. John Bukovsky, envoyé du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, qui s'est rendu à Bucarest au début du mois. (« *Kipa* », 13 avril.)

L'Eglise dans le monde

LA PREPARATION DU DIALOGUE THEOLOGIQUE ORTHODOXE-CATHOLIQUE

L'Osservatore Romano (3-4 avril 1978) a publié le communiqué ci-après (1) :

Le groupe mixte de coordination entre les deux commissions techniques de théologiens chargées de préparer le dialogue théologique entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe s'est réuni à Rome du 29 mars au 1^{er} avril 1978.

Depuis leur création, en 1976 (2), ces deux commissions ont effectué ce travail préparatoire au sein de chacune de leurs Eglises. D'un commun accord elles ont constitué un groupe de coordination pour examiner ensemble le travail déjà fait de part et d'autre.

Le groupe de coordination est ainsi composé :

— *Du côté orthodoxe :*

S. Exc. Mgr PARTHENIOS, métropolite de Carthage (président) ; S. Exc. Mgr KYRILL, archevêque de Vyborg ; Rév. prof. Ion BRIA ; prof. Jean ZIZIOULAS ; arch. Spyridon PAPAGEORGIOU (secrétaire).

— *Du côté catholique :*

S. Exc. Mgr Ramon TORRELLA (président) ; P. Pierre DUPREY, P.B. ; P. John F. LONG, S.J. ; Dom Emmanuel LANNE, O.S.B. ; Mgr Eleuterio F. FORTINO (secrétaire).

Au cours de la présente rencontre, le groupe de coordination a examiné l'objectif du dialogue, la méthode à suivre dans ce dialogue et les thèmes à étudier dans sa première phase. Le groupe s'est mis d'accord sur un plan de travail qui doit maintenant être soumis aux deux commissions responsables pour qu'elles l'examinent et le présentent éventuellement aux autorités des deux Eglises.

Lorsque le travail préparatoire sera terminé, les autorités de l'Eglise catholique et de l'Eglise orthodoxe seront en mesure de prendre des décisions concrètes pour l'ouverture officielle du dialogue théologique entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe.

LE DIALOGUE AVEC L'EGLISE COPTE ORTHODOXE

Sous ce titre, l'Osservatore Romano (9 avril 1978) publie le communiqué ci-après (1) :

Du 13 au 18 mars dernier, s'est tenue au Caire la IV^e Réunion de la Commission mixte entre l'Eglise catholique et l'Eglise copte orthodoxe. Les réunions précédentes s'étaient tenues en 1974 (2) et

1975 au Caire et en 1976 à Vienne. La Commission mixte a été instituée par S. S. Paul VI et S. S. Shenouda III à l'occasion de leur rencontre à Rome en mai 1973 (3). Sur la base de ce qui a été précisé dans la Déclaration commune publiée à la suite de cette rencontre, le but de la Commission est de « guider l'étude commune dans les domaines de la tradition ecclésiale, de la patristique, de la liturgie, de la théologie, de l'histoire et des problèmes pratiques, de telle sorte que, par un travail commun, dans un esprit de respect mutuel, nous puissions chercher à résoudre les divergences existant entre nos Eglises, et que nous soyons capables de proclamer ensemble l'Evangile d'une façon correspondant à l'authentique message du Seigneur, ainsi qu'au besoin et aux attentes du monde d'aujourd'hui » (4).

Lors de ces rencontres, la Commission a discuté de certaines études sur le rôle des Conciles dans la vie de l'Eglise et sur les sacrements en relation avec l'Eglise et l'économie du salut. Ces thèmes avaient été proposés lors de rencontres précédentes comme particulièrement importants pour parvenir à une compréhension commune de la foi et de la vie chrétienne. La Commission a pu clarifier différents aspects de ces questions et indiquer des domaines nécessitant une réflexion et une clarification plus grandes.

La Commission a examiné certains aspects généraux des relations entre nos deux Eglises et leurs activités et elle a exprimé son accord sur certaines recommandations spécifiques pour l'étude de la nature et des formes de la pleine unité à laquelle nous aspirons. Elle a examiné le travail du Comité mixte local créé en 1974 pour promouvoir et guider les contacts entre les Eglises au niveau local et pour aider à surmonter les obstacles qui s'opposent à l'établissement de ces contacts. Des propositions ont également été faites en vue d'améliorer et de renforcer ce travail.

La Commission, consciente de ce que son travail et celui du Comité local sont fonction de la volonté de Dieu sur nos Eglises, a aussi souligné la nécessité pour ses membres d'unir à leur travail la prière et le jeûne et elle a souhaité que d'autres fidèles des deux Eglises soient aussi invités à contribuer à ces activités spirituelles en vue d'obtenir la bénédiction de Dieu.

Les conclusions et les propositions de cette rencontre sont maintenant soumises aux autorités respectives.

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

(2) Cf. DC 1974, n° 1653, p. 447 ; 1975, n° 1668 p. 78 et s. (NDLR.)

(3) Cf. DC 1973, n° 1633, p. 510 et s. (NDLR.)

(4) Ibid., p. 516. (NDLR.)

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

(2) Cf. DC 1976, n° 1695, p. 342 (NDLR.).

Au cours de la Rencontre, les membres de la Commission sont intervenus dans un esprit fraternel à deux cènes offertes au siège du Patriarcat copte orthodoxe et à la Nonciature apostolique. Ils ont également fait un pèlerinage au Wadi Natroon, où ils ont été reçus aux monastères de Saint-Macaire et de Deir es Suriani.

*
**

Ont participé à la Rencontre :

Du côté catholique : Mgr Charles MOELLER, secrétaire du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, chef de la délégation catholique ; S. Exc. Mgr Youhanna KABES, évêque auxiliaire de S. B. le patriarche Stephanos I^{er} ; S. Exc. Mgr Athanasios ABADIR, vicaire patriarcal de S. B. ; le professeur Aloys GRILLMEIER, S. J., professeur émérite à la Faculté de théologie Sankt Georgen de Francfort (Allemagne) ; le professeur André DE HALLEUX, O.F.M., professeur à l'Université de Louvain ; le P. John F. LONG, S. J., chef de service au Secrétariat pour l'Unité des chrétiens ; M. Amin FAHIM, président de l'Association chrétienne de Haute-Egypte pour l'enseignement et la promotion sociale.

Du côté orthodoxe : S. Exc. GREGORIOS, évêque pour la culture copte et les études théologiques supérieures, chef de la délégation copte orthodoxe ; S. Exc. SAMUEL, évêque pour les services publics, œcuméniques et sociaux ; le P. Antonios RAGHEB curé de Shoubia, Le Caire ; le Dr Georges Habib BEBAWI, professeur de patristique au collège théologique copte ; le Dr Maurice TADROS, professeur de Nouveau Testament au Collège théologique copte ; M. Amin Fakry ABDELNOUR, laïc, responsable des institutions ecclésiales, sociales et civiles. Deux membres de la délégation n'ont pu participer : l'évêque YOHANNES, de Garbieh (pour raison de santé) et l'évêque ATHANASIOS, de Beni Suef (retenu hors d'Egypte par des engagements importants).

CONCLUSION DES ENTRETIENS ISLAMO-CHRETIENS AU CAIRE (1).

Du 11 au 14 avril 1978 s'est tenue au Caire une rencontre islamo-chrétienne entre le Secrétariat pour les non-chrétiens et les autorités religieuses et académiques de la mosquée El Azhar. Au terme des discussions, qui se sont déroulées dans un profond climat de respect et de cordialité, les deux délégations ont rédigé d'un commun accord la communication dont nous reproduisons ci-après les parties principales. Son importance tient, au-delà de son contenu, au fait que pour la première fois s'expriment ensemble des représentants de l'Eglise catholique et de l'institution culturelle la plus ancienne et la plus prestigieuse de l'Islam.

Au nom du Dieu clément et miséricordieux.

COMMUNIQUE CONJOINT SUR LA RENCONTRE DE LA DELEGATION D'EL AZHAR ET DE LA DELEGATION DU VATICAN.

A la mosquée El Azhar, au Caire, S. Em. le grand iman, le Dr Abd el Halim Mahmoud, cheikh d'El Azhar,

■ accueilli S. Em. le cardinal Sergio Pignedoli, président de la Commission pour les rapports religieux avec l'Islam, à la suite d'une invitation qui lui avait été adressée par les autorités religieuses et académiques d'El Azhar.

Cette visite ■ eu lieu du mardi (3 Gumada al-ula 1398 H) 11 avril 1978 au vendredi (6 Gumada al-ula 1398 H) 14 avril 1978 A. D.

Y ont participé :

DU COTE DU VATICAN :

Président : S. Em. le cardinal Sergio PIGNEDOLI, président du Secrétariat pour les non-chrétiens.

Membres :

Mgr Pietro ROSSANO, secrétaire du même Secrétariat ; P. Ary ROEST CROLLIUS, consultant du Secrétariat ; P. Elias JARAWAN, collaborateur du Secrétariat ; S. Exc. Mgr Athanasios ABADIR, vicaire patriarcal copte-catholique d'Alexandrie ; P. Georges ANAWATI, directeur de l'Institut dominicain du Caire ; P. Jacques JOMIER, membre du même Institut ; P. ZEMOKHOL, directeur de « Caritas » Egypte ; Dr Michel FARAH, expert ; P. Christian VAN NIESPEN, expert ; Prof. Boutros CASSAB, expert ; deux interprètes.

DU COTE DE L'UNIVERSITE EL AZHAR.

Président : le grand iman Dr Abd el Halim MAHMOUD, cheikh d'El Azhar.

Membres :

Cheikh Mohamed Metwali el SHARAWI, ministre des Wakfs et ministre d'Etat pour les Affaires d'El Azhar ;

Dr Mohamed Assan FAYED, recteur de l'université El Azhar ; cheikh Mohamed Fawi BARAKAT, secrétaire général du Conseil suprême d'El Azhar ; Dr Abdel Guilil SHALABI, secrétaire général du Conseil suprême des recherches islamiques ; Dr El Hoseny Abdel Meguide HASHEM, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires d'El Azhar ; cheikh Ibrahim ELDESOUKY, sous-secrétaire d'Etat pour la foi ; Dr Abdel Fattah BARAKA, professeur de géologie ; cheikh Abdel Halim Helmi MAHMOUD, directeur général d'El Azhar.

Etaient également présents : S. Exc. Mgr Achille GLORIEUX, pro-nonce apostolique au Caire, et M. El Chaffei ABD EL-HAMID, ambassadeur de la République arabe d'Egypte auprès du Saint-Siège.

S. Em. le grand iman ■ ouvert la Rencontre en parlant de la dignité du Christ et de sa sainte Mère, toute pure, ainsi que de l'attitude de l'Islam devant les religions divines et leurs adeptes. Il a aussi fait allusion à l'importance de la collaboration constructive pour éveiller la conscience mondiale, répandre le sens de la charité et porter remède au matérialisme, à l'athéisme, à la discrimination raciale et à tous les crimes contre l'homme.

S. Em. le cardinal Pignedoli ■ ensuite pris la parole pour remercier et exprimer ■ joie devant toute la collaboration qui s'établit au service du bien. Il ■ également dit que le Vatican a décidé de participer à cette rencontre dans un esprit de foi en Dieu et de confiance dans la sagesse humaine, dans des sentiments de joie et d'amour, ajoutant que la culture, fondée sur la foi, est le gage d'une rencontre propre à réaliser l'idéal de la paix. Il a en conséquence exprimé le vœu que cette réunion prélude à d'autres rencontres, en Egypte ou au Vatican.

(1) Texte italien dans l'Osservatore Romano du 19 avril 1978. Traduction de la DC.

Les participants ont ensuite exposé les questions suivantes :

— La conviction que Dieu ■ choisi les prophètes pour guider les hommes et faire progresser l'humanité ;

— La paix dans l'Islam : Dieu ■ créé les hommes pour qu'ils se connaissent et s'aident dans le bien et la justice afin de parvenir à la paix. La cause de la paix préoccupe la chrétienté. Dans cet esprit, Paul VI a souhaité le meilleur succès à l'initiative prise par le président Sadate pour la paix au Moyen-Orient.

— La coopération, l'aide réciproque et l'absence, dans l'Islam, de tendances au fanatisme. Les dangers que rencontrent l'Islam et le christianisme sont constitués par les courants matérialistes qui nient le Créateur, la résurrection et le jugement.

— Le nouveau climat théologique qui caractérise l'Eglise dans ses rapports avec l'Islam peut se résumer en trois points :

1. Le monde chrétien désire mieux connaître l'Islam, de même que les musulmans connaissent mieux le christianisme ;

2. Les chrétiens désirent coopérer avec tous leurs frères de toute l'humanité pour la justice et le bonheur de tous les hommes ;

3. Entre chrétiens et musulmans existent des valeurs communes destinées à protéger la société contre les déviations et l'athéisme.

Les participants ont ensuite convenu qu'il est nécessaire de libérer l'homme des esclavages de toute sorte et que les chefs religieux devraient faire tous leurs efforts pour libérer la société de tous les conflits qui, parce qu'ils gaspillent leurs énergies, les empêchent de réaliser leurs objectifs.

Les deux délégations se sont mises d'accord sur la nécessité de continuer à maintenir des contacts pour un raffermissement des valeurs spirituelles et la diffusion des sentiments d'amour.

Enfin, S. Em. le cardinal Pignedoli ■ invité le grand imam, Dr Abd el Halim Mahmoud, à rendre visite au Saint-Siège. Le grand imam ■ accepté l'invitation.

LA VII^e REUNION ANNUELLE DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LIAISON ENTRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LE JUDAÏSME

(Communiqué officiel) (1)

La septième réunion annuelle du Comité international de liaison entre l'Eglise catholique et le judaïsme s'est tenue à Madrid (Espagne) du 5 au 7 avril 1978.

La première séance a eu lieu à Tolède dans la synagogue dénommée aujourd'hui synagogue du Transito, pour commémorer la présence juive en Espagne jusqu'en 1492. Le cardinal archevêque de Tolède, Don Marcelo Gonzales Martin, avait reçu auparavant le Comité à sa résidence et avait chaudement encouragé les relations judéo-chrétiennes en général et en Espagne en particulier. Le rabbin Ronald B. Sobel, directeur du Comité juif interna-

tional pour les consultations interconfessionnelles et Mgr Charles Moeller, vice-président de la Commission vaticane pour les relations religieuses avec le judaïsme, ont répondu au nom des deux délégations. Le cardinal Gonzales Martin ■ voulu participer également à la première séance à la synagogue.

Les séances de travail de la réunion se sont déroulées au Centre communautaire de la Communauté israélite de Madrid (Calle Balmes 3). Le thème central en était : « **L'image donnée du judaïsme dans l'éducation chrétienne et l'image donnée du christianisme dans l'éducation juive.** » Du côté chrétien, une série de rapports ont été présentés par le P. Jorge Mejia, secrétaire de la Commission vaticane ; le professeur Clément Thomas, de Lucerne (Suisse) ; le P. Bernard Dupuy, de Paris ; le P. Vicente Serrano, de Madrid, et le D^r Eugène Fisher, de Washington (Etats-Unis). Après une présentation générale des déclarations officielles concernant les Juifs et le judaïsme, il fut procédé à une analyse de la situation dans les principales aires linguistiques et à un examen des progrès réalisés ces dernières années. Du côté juif, ont été présentés deux rapports, respectivement par le P^r Sidney B. Hoenig de l'Université Dropsie (Philadelphie, Etats-Unis) et par le P^r Shema-ryahu Talmon de l'Université hébraïque (Jérusalem, Israël). Le premier texte contenait une vue d'ensemble de l'histoire de l'enseignement juif sur le christianisme à travers les âges et faisait ensuite l'analyse de la présentation du christianisme dans le matériel éducatif juif contemporain. Le deuxième texte avait trait à la présentation du christianisme dans le matériel éducatif utilisé habituellement dans les écoles israéliennes. Il ■ été remarqué que des progrès significatifs ont été accomplis aussi bien dans l'enseignement catholique sur les juifs et le judaïsme que dans l'enseignement juif sur le christianisme.

La seconde partie de la rencontre ■ été consacrée à un échange d'informations sur les points suivants : la récente loi israélienne sur le prosélytisme, la situation des droits de l'homme en diverses parties du monde, la résurgence du nazisme et de l'antisémitisme en Allemagne et dans d'autres pays, le dialogue islamo-catholique et le début des contacts entre musulmans et juifs.

Les délégués ont été invités à une réception offerte au Centre d'études judéo-chrétiennes de Madrid et ont aussi participé à une Kabbalat Shabbat (office d'ouverture du shabbat) et à un dîner offert par la communauté juive de Madrid. Le cardinal archevêque de Madrid, Don Vicente Enrique y Tarancon, son évêque auxiliaire Don Ricardo Bianco et M. Eduardo Zulueta, directeur général des Affaires religieuses au ministère de la Justice, étaient les invités d'honneur.

Mgr Moeller et le rabbin Sobel, en qualité de coprésidents de la rencontre, ont exprimé les sentiments des participants, en soulignant la cordialité et l'amitié qui ont marqué les trois journées de la réunion de Tolède et de Madrid et la commune détermination d'aller de l'avant dans la poursuite des objectifs et de la finalité du Comité.

Les participants catholiques étaient :

Membres : Mgr Charles MOELLER, vice-président de la Commission pour les relations religieuses avec le judaïsme (Cité du Vatican) ; P. Jorge MEJIA, secrétaire de cette Commission ; P^r Roger LE DEAUT,

(1) Traduction ISTINA, d'après le texte anglais original.

professeur à l'Institut biblique pontifical (Rome) ; P. Bernard DUPUY, secrétaire de la Commission de la Conférence épiscopale française pour les relations avec le judaïsme (Paris).

Experts : Mgr George HIGGINS, secrétaire pour les recherches de la Conférence épiscopale des Etats-Unis (Washington) ; D^r Eugene FISHER, secrétaire du Secrétariat de la Conférence épiscopale des Etats-Unis pour les relations judéo-chrétiennes (Washington) ; P. Vicente SERRANO, directeur du Centre d'études judéo-chrétiennes, Madrid ; P. Jacques Marcel DUBOIS, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem ; P^r Clemens THOMAS, directeur de l'Institut d'études juives de Lucerne (Suisse).

Les participants juifs étaient :

Membres : Rabbin Ronald B. SOBEL, président, Comité juif international pour les consultations interreligieuses (New York) ; rabbin Henry SIEGMAN, vice-président du Conseil des synagogues des Etats-Unis (New York) ; D^r Gerhart M. RIEGNER, secrétaire général du Congrès juif mondial (Genève) ; rabbin Marc H. TANENBAUM (directeur du département des Affaires interconfessionnelles du Comité juif américain (New York) ; D^r Joseph L. LICHTEN, représentant du B'nai B'rith à Rome ; P^r Shemaryahu TALMON, président du Conseil juif d'Israël pour les consultations interreligieuses (Jérusalem).

Invité spécial : Rabbin André CHEKROUN, du Consistoire central israélite de France (Paris).

Experts : M. Fritz BECKER, délégué du Congrès juif mondial (Rome) ; rabbin Balfour BRICKNER, directeur du département des relations interconfessionnelles de l'Union des Communautés juives des Etats-Unis (New York) ; M. André CHOURAQUI, président du Conseil du Comité interreligieux d'Israël (Jérusalem) ; D^r Ernest Ludwig EHRLICH, directeur du B'nai B'rith (Riehen/Bâle) ; M. Théodore FREEDMAN, directeur de la Division du programme national, Anti-Defamation League of B'nai B'rith (New York) ; P^r Sidney B. HOENIG, Dropsie University (Philadelphie) ; M. Zachariah SHUSTER, consultant, Comité juif américain (Paris) ; D^r Paul WARSZAWSKI, directeur-adjoint du Bureau latino-américain du Congrès juif mondial (Buenos-Aires).

Madrid, 7 avril 1978.

MARIAGES MIXTES

Préparation et célébration (1)

*LES EVEQUES DE STRASBOURG ET DE METZ,
LES PRESIDENTS DE L'EGLISE DE LA CONFES-
SION D'AUGSBOURG ET DE L'EGLISE REFORMEE
D'ALSACE ET DE LORRAINE,*

*ensemble préoccupés de l'épanouissement chrétien
des couples mixtes et de leur désir de témoigner de
l'unité chrétienne, se permettent d'adresser aux pas-
teurs et aux prêtres ces quelques recommandations
relatives à la préparation et à la célébration des
mariages entre chrétiens d'origines confessionnelles
différentes.*

(Ce texte a été élaboré en commun par la Com-

*mission pour les problèmes œcuméniques des dio-
cèses de Strasbourg et de Metz et par la Commis-
sion luthéro-réformée pour les relations avec le
catholicisme.)*

*Mgr L.-A. ELCHINGER M. le président André APPEL
Mgr P.-J. SCHMITT,*

*M. le président Christian SCHMIDT,
Mgr Ch. BRAND.*

LETTRE AUX PASTEURS ET AUX PRETRES

La rencontre des théologiens, le partage de la vie chrétienne, la collaboration au service des hommes, le souci d'un témoignage commun dont la force est à la mesure de l'unité, le scandale de la division, tout cela fait qu'aujourd'hui les chrétiens sont davantage conscients de leur lien profond en Christ et se résignent de moins en moins à vivre séparés.

Vous devinez qu'en dépit de considérables progrès, il y a bien du chemin à parcourir pour aboutir à la pleine communion entre nos Eglises ; car au-delà du consensus doctrinal qui se cherche encore, il reste l'apprentissage de la vie commune qui exige de profondes conversions des mentalités et des cœurs. De nombreux efforts seront encore nécessaires pour tisser les liens de l'unité, dont l'absence nous a laissés trop longtemps indifférents.

Mais la grâce d'un même baptême nous invite tous à vouloir l'unité de l'Eglise du Christ et à œuvrer pour sa réalisation.

Or, cette entreprise œcuménique trouve son premier impact dans le contexte des mariages mixtes.

Vous connaissez les multiples problèmes que de tels mariages posent aux fiancés, à leurs familles et à leurs communautés chrétiennes respectives.

Les conjoints assument souvent mal la division des Eglises, source de conflits entre la fidélité de chacun à la foi de sa propre confession et l'amour qui les porte l'un vers l'autre. Trop souvent, hélas, ces conflits tendent à se résoudre en l'indifférence religieuse.

Pourtant le mariage mixte pourrait être une grâce, c'est-à-dire une occasion pour des croyants, membres par un même baptême du corps du Christ, de rendre proche dans chaque Eglise la richesse de l'autre et de manifester ainsi quelque chose de l'unité que le Christ nous veut.

Les couples mixtes peuvent apporter une précieuse contribution à l'unité par le dialogue sur les sources communes de la foi, par le partage des dons que chacun reçoit et continue de recevoir de son Eglise, par l'existence chrétienne de leur famille, voire aussi par l'engagement de chacun des époux dans sa propre communauté ecclésiale.

Afin de préparer un tel mariage et de lui offrir les meilleures chances d'être une grâce au profit des époux et un témoignage de l'Evangile du Christ en vue de l'unité de son corps, il nous a paru utile de reposer, en termes clairs, l'ensemble des questions relatives à l'accueil et à la préparation des fiancés, ainsi qu'à la célébration du mariage.

1. Préparation commune au mariage

Il serait souhaitable que tout mariage mixte soit précédé d'une préparation spirituelle assurée en commun par le pasteur et par le prêtre. Cette pré-

(1) *L'Eglise en Alsace*, mars 1978.

paration en commun s'impose davantage encore lorsque les deux ministres sont invités à participer ensemble à la liturgie du mariage. L'expérience prouve qu'il n'est ni toujours aisé pour des motifs de disponibilité, ni toujours opportun pour des raisons psychologiques, de réaliser habituellement des rencontres à quatre. Mais ce qui ne peut se faire de façon simultanée peut du moins se réaliser de manière successive et concertée.

2. « Déclaration d'intention »

Ce document, demandé lors de tout mariage entre catholiques, n'est pas un moyen de pression, mais une proposition permettant aux fiancés de reprendre leur réflexion sur le sens et les dimensions du mariage chrétien et de préparer ainsi le consentement ou les promesses qu'ils se donneront personnellement lors de la célébration. La « Déclaration d'intention » peut être personnalisée et, dans le cas des mariages mixtes, une rédaction commune est souhaitable et, la plupart du temps, possible.

Elle abordera, entre autres questions, celle de l'insertion ecclésiale des enfants. Il importe que cette question soit l'objet d'une première réflexion lors de la préparation du mariage, même si la décision définitive ne peut encore intervenir.

3. Education chrétienne des enfants

Le baptême et l'éducation qui seront donnés aux enfants relèvent de la responsabilité des deux parents et ne peuvent être décidés à l'encontre de la conscience de l'un des deux.

Si l'Eglise catholique rappelle au conjoint catholique le devoir de vivre sa foi et de faire ce qui dépend de lui pour que le baptême et l'éducation des enfants soient assurés dans son Eglise, le conjoint protestant a les mêmes devoirs, même si cela ne lui est pas toujours explicitement rappelé. Il pourra d'ailleurs le mentionner sur la « Déclaration d'intention ». Mais comme l'éducation des enfants est toujours l'affaire des deux parents et qu'aucun des deux ne saurait être amené à contrarier sa conscience, ils agiront au mieux dans les circonstances concrètes du foyer, sachant que la paix et l'unité de la communauté conjugale doivent être sauvegardées en priorité.

En tout état de cause :

— Ils veilleront ensemble à l'éducation chrétienne de leurs enfants.

— L'un et l'autre, par la conduite exemplaire de leur vie, permettront à leurs enfants une approche respectueuse de la foi de leurs Eglises respectives.

— L'un et l'autre approfondiront leur foi en vue d'un dialogue fécond afin de pouvoir répondre aux questions de leurs enfants.

— Ils sont invités à prier ensemble, particulièrement pour l'unité de l'Eglise.

4. Le choix d'une Eglise

Le choix de l'Eglise où devra être célébré un mariage mixte doit être laissé à l'entière liberté des futurs époux. Les ministres, les ayant aidés dans leurs réflexions, respecteront leur libre choix à cet égard.

Pourtant, pasteurs et prêtres auront à cœur de rappeler aux fiancés qui demandent à recevoir la bénédiction nuptiale dans l'Eglise protestante que le conjoint catholique devra demander à son Eglise la

dispense de « forme canonique » en vue de la reconnaissance de son mariage.

On évitera de célébrer l'Eucharistie ou la Sainte Cène si une telle célébration devait manifester ou accentuer la division des Eglises au sein du couple et des familles.

5. Participation du ministre de l'autre Eglise

a) Le principe de cette participation

Il importe que cette participation ne soit décidée qu'à la demande des futurs époux et n'ait lieu qu'au terme d'une réflexion œcuménique sérieuse, pour souligner un projet de vie au service de l'unité chrétienne, ou dans le cas d'un engagement particulier de l'un des fiancés dans sa propre Eglise. En revanche, il faudra éviter que la présence des deux ministres soit motivée par l'unique souci de l'apaisement familial, ou que cette double participation apparaisse comme une manifestation plus ou moins mondaine d'un œcuménisme à la mode.

b) La forme de cette participation

Il convient de rappeler que dans le cas de la participation du ministre de l'autre confession, seul le ministre de l'Eglise où se célèbre le mariage est habilité à recevoir le consentement ou les promesses des époux, à leur donner la bénédiction nuptiale et à présider à l'échange des alliances, le rôle du ministre invité étant essentiellement d'être le témoin fraternel de la sollicitude pastorale de son Eglise au profit du nouveau couple. Cette présence active pourra se traduire par une participation à la liturgie de la parole et de l'intercession. Il importera alors que la célébration soit préparée en commun.

6. Inscription et information mutuelle

Les mariages mixtes célébrés à l'Eglise protestante avec la dispense de forme canonique sont inscrits dans les registres des deux Eglises.

Pour tous les autres mariages mixtes, il serait souhaitable que, par souci pastoral et avec l'accord des époux, pasteurs et prêtres s'informent réciproquement de leurs célébrations.

A PROPOS DE LA VOTATION SUISSE SUR L'AVORTEMENT

Une votation doit avoir lieu en Suisse le 28 mai au sujet d'une loi relative à l'avortement. Mgr SCHWERY, évêque de Sion, a écrit à ce sujet la lettre ci-après au Comité vaaisan « Oui à la vie » (1) :

Vos questions et celles que beaucoup de fidèles m'ont posées sur la dernière déclaration de la Conférence des évêques suisses (2) nécessitent la présente intervention que je vous autorise à publier et diffuser.

1. Je vous encourage à relire et méditer la déclaration citée, ce qui me dispense de répéter l'ensemble des arguments que nous y avons développés. Il me paraît évident que ceux-ci doivent s'inscrire dans le contexte de l'enseignement permanent de l'Eglise. Toutefois, puisque l'on s'inquiète d'un manque de clarté, j'en citerai une déclaration récente, extraite de la Constitution conciliaire

(1) Texte original.

(2) DC 1978, n° 1739, p. 346. (NDLR.)

de Vatican II, *Gaudium et spes* n. 27 : « Tout ce qui s'oppose à la vie elle-même, comme toute espèce d'homicide, le génocide, l'avortement... : toutes ces pratiques et d'autres analogues sont, en vérité infâmes. »

Le chrétien ne doit jamais faire le mal afin qu'un bien puisse s'ensuivre (cf. Rom 3, 8). Le Concile ne laisse aucune place pour la suggestion qu'il pourrait exister des situations et des circonstances qui justifieraient un acte libre et délibéré de meurtre, d'avortement...

2. La déclaration des évêques suisses exprimait clairement, entre autres : « L'avortement est la suppression d'une vie humaine et, par conséquent, un mal qu'il faut éviter et empêcher à tout prix. »

Malgré quelques aspects positifs nouveaux, « cette nouvelle loi est en opposition avec nos principes ».

3. Certes, les évêques ont fait appel « au jugement de la conscience de chacun ». Cet appel revêt toute son importance du fait que leur déclaration était attendue sur le plan suisse, et non seulement de la part des seuls croyants catholiques. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que « la conscience humaine serait l'instance suprême qui déciderait par elle-même du bien et du mal », — ce qui serait contraire à l'enseignement traditionnel de l'Eglise. Nous savons bien que la conscience humaine n'est pas infaillible, et, d'ailleurs, les évêques ont insisté sur la nécessité toujours plus urgente de la former et de l'éduquer. La conscience humaine est elle-même « mesurée » par la loi morale dont l'origine est en Dieu.

4. Certains ont reproché aux évêques suisses d'avoir confondu « exigences morales » et « choix politique ». Retenons donc cette mise en garde de Jésus :

« Mon royaume est dans ce monde », donc, confronté au monde. Dans la confrontation actuelle entre « nos principes » et la loi fédérale, il importe que nous prenions conscience de la portée de nos choix. Avec lucidité, il faut bien voir qu'il ne suffit pas à la conscience chrétienne d'être « en ordre », à titre individuel, et au moment précis d'un choix déterminé. Personne n'ignore, en effet, que notre « non » lors du scrutin du 28 mai prochain est également souhaité par des courants politiques qui ont déjà programmé les étapes ultérieures d'une libéralisation encore plus grande de l'avortement. Si notre engagement pour le respect de la vie devait cesser ou se relâcher après le 28 mai, alors, et malgré la tranquillité momentanée de notre conscience, la vie des enfants à naître serait encore moins protégée par la suite.

C'est cette prise de conscience que je souligne personnellement comme une invitation à redécouvrir, en connaissance de cause, le sens de nos responsabilités à long terme et le « sens chrétien du risque ». Ce « risque » lui-même est signe du goût de la vie dans une civilisation de plus en plus malade de son abondance et de sa recherche d'un « bonheur » terrestre programmé et calculé.

5. Mais Jésus dit aussi clairement que « son royaume n'est pas de ce monde ». En opposition avec l'esprit du monde, l'Evangile de Jésus ne peut pas autoriser la conscience chrétienne à être complice, par un acte positif lors du scrutin du 28 mai prochain, d'une législation finalement favorable à un mal prévisible et bien défini.

Je dois voter non à cette loi.

6. Et si, « politiquement », l'on peut me prédire qu'après le 28 mai la confrontation se poursuivra, encore plus âpre, je tiens à savoir et à redire de quelle confrontation il s'agit. Entre l'esprit libéralisant de notre civilisation et la fidélité aux exigences évangéliques, souvent héroïque, le choix du chrétien doit être fait également dans un esprit de foi et de confiance. Le « risque » auquel j'ai fait allusion ci-dessus peut s'inscrire dans une conception chrétienne de l'espérance. Que ceux qui y croient prennent ce risque en faveur du respect authentique et intégral de la vie, sachant que tout ne s'arrêtera pas au rejet de la loi proposée. Ce ne peut être qu'un pas de plus pour des engagements et des sacrifices sans doute encore plus difficiles demain qu'aujourd'hui.

Sion, le 18 avril 1978.

† Henri SCHWERY, évêque de Sion.

APPEL DES DELEGUES DIOCESAINS FRANÇAIS A LA PASTORALE DES MIGRATIONS

Les délégués diocésains à la Pastorale des migrants se sont réunis en rencontre nationale, les 17 et 18 avril. Presque tous les diocèses étaient représentés, sous la présidence de Mgr Saint-Gaudens, président de la Commission épiscopale des migrations. Les délégués diocésains ont tenu, au moment même de la rencontre, à adresser l'appel ci-après aux chrétiens de France, au nom même de leur responsabilité diocésaine dans l'Eglise.

Notre pays, comme beaucoup de pays industrialisés occidentaux, utilise massivement les travailleurs immigrés pour assurer son développement économique et sa prospérité. La tendance au cloisonnement dans les tâches s'accroît : aux immigrés de plus en plus les travaux dévalorisés.

Cette situation interdit aux immigrés une réelle promotion collective et conduit à une ségrégation dans les divers aspects de la vie quotidienne (logement, scolarisation des enfants, formation, loisirs, culture, participation à la vie civique...). Elle développe le racisme.

La crise économique a accentué cette ségrégation et donné le prétexte à multiplier les abus de pouvoir, les intimidations, les refoulements ou expulsions arbitraires, créant un grave climat d'insécurité.

Les jeunes étrangers nés en France ou arrivés enfants sont de plus en plus nombreux : 1 200 000 ont moins de 20 ans ; 35 000 ont demandé l'accès à l'emploi en 1977. Ils réclament avec les jeunes Français le droit de participer pleinement à la vie d'un pays qui souvent les rejette.

Délégués diocésains à la pastorale des migrants, délégués nationaux de missions, nous nous sommes réunis les 17 et 18 mai 1978, à Orsay, avec des évêques de la Commission épiscopale des migrations. Ensemble nous avons constaté à nouveau cette situation des immigrés.

Convaincus de la nécessité d'être à l'écoute de ce que les travailleurs immigrés disent eux-mêmes, spécialement à travers leurs associations, nous sommes solidaires de l'action des organisations ouvrières, au sein desquelles les immigrés jouent un rôle de plus en plus important.

Au nom de l'Evangile qui nous invite à recon-

naître la dignité de tous et à renverser les barrières entre les hommes, nous lançons un appel aux chrétiens de France. Nous leur demandons :

— D'aller au-delà des actions de dépannage et d'entraide ;

— De chercher à comprendre les mécanismes qui conditionnent l'immigration ;

— D'apporter leur appui aux justes revendications des immigrés.

Et notamment :

— Le droit à la sécurité et, en particulier, la cessation immédiate des expulsions et refoulements arbitraires ;

— Le droit d'association : abrogation des décrets-lois d'avril et septembre 1939 et application aux immigrés de la loi de 1901 sur les associations ;

— Le droit à l'enseignement de la langue d'origine dans le cadre de l'Education nationale ;

— Le droit de participation à la vie publique : participation aux décisions les concernant, là où sont élaborées ces décisions aux plans local, départemental et national ;

— L'application intégrale de la législation actuelle concernant les saisonniers.

Notre intervention voudrait encourager les chrétiens à s'informer sérieusement sur les points indiqués et à prendre leurs responsabilités. Nous souhaitons qu'elle appuie le travail des mouvements, des paroisses, des groupes de chrétiens. Elle veut aussi contribuer à développer le dialogue fraternel entre les groupes ethniques vivant dans notre pays et à préparer, dans la justice, un meilleur avenir pour tous.

Service national Pastorale des migrants, 269 bis, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris. Tél. : 307-25-50.

(Texte original.)

A PROPOS D'UNE CROIX ABATTUE

A ALERIA

Sous le titre « La croix des morts doit rester debout », Eglise de Corse (15 mars 1978) publie la note ci-après :

Aleria, 22 août 1975 : deux gendarmes s'écroulent, mortellement frappés. La justice elle-même n'a pu identifier avec certitude les auteurs de ces coups de feu (1).

Mais les deux morts, eux, portaient un nom ; ils avaient une famille. Jean-Yves Giraud est pleuré par ses parents ; Mme Hugel et ses quatre enfants pleurent un époux et un père. Leur souffrance demeure.

Fidèles à un sentiment de profonde humanité, reprenant le geste que nous faisons constamment sur les lieux mêmes où l'homme perd la vie en accomplissant loyalement ses fonctions, des voisins avaient dressé une croix en mémorial pour ces deux gendarmes dont la mort a plongé la Corse entière dans une profonde stupeur.

(1) Cf. DC 1975, n° 1682, p. 783 ; n° 1683, p. 817 et s. (NDLR.)

A quels sentiments peuvent donc obéir ceux qui l'ont abattue ?

Nous réprouvons sans réserve un tel geste sacrilège, profanant la mémoire de deux êtres humains et annulant la signification même de la croix : symbole de la souffrance injuste, de la mort imméritée, du pardon octroyé à « ceux qui ne savent pas ce qu'ils font », et surtout de la résurrection espérée dans la foi au Dieu vivant.

Si la croix appelle la réconciliation, l'abattre signifie-t-il un choix de la vengeance ou de la haine ? Personne n'ose le penser. Nous préférons tous y voir un geste inconsidéré, totalement irréfléchi.

S'il en est ainsi, ce geste se ne renouvellera pas. Le vrai culte des morts, selon l'authentique tradition corse, aura le dernier mot. La croix demeurera debout afin que personne n'oublie et que tout passant entende l'appel à la vie, à la réconciliation et à la paix qui monte en cet endroit de Corse.

† Jean-Charles THOMAS,
évêque de l'Eglise de Corse.

Ange GIUDICELLI,
vicaire général.

Joseph ZARZELLI,
chancelier.

Dans la série
« LES GRANDS TEXTES »
(N° 20)
LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose
**QUE PENSER
DU SAINT-SUAIRE
DE TURIN ?**
(4 pages)

Prix des 50 exemplaires, port compris : 24 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 40 F
Le cent suivant, port compris : 24 F

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
8, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08
Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 16-08

Imprimerie « Bayard-Presses »
5, rue Bayard, Paris-8°
Le directeur: J. GELAMUR
© 1978 by Bayard-Presses.

Trois nouveaux titres dans la collection
“ Croire et Comprendre ”

ALAIN MARCHADOUR

Un évangile à découvrir

La lecture de la Bible hier et aujourd'hui

Pour des millions d'hommes la Bible est le livre de référence ; de Jésus jusqu'aujourd'hui on ne cesse de la lire mais avec des interprétations différentes et contradictoires. Alain Marchadour nous familiarise avec ces lectures diverses de la Bible et les explique. Ce livre des chrétiens devient vivant et neuf pour les hommes qui s'y confrontent. -

184 PAGES - 31 F

MICHEL LEGRAIN

Le corps humain

Du soupçon à l'évangélisation

En regard d'une pensée chrétienne héritière de toute une tradition de soupçon face aux revendications corporelles, Michel Legrain propose une nouvelle mise en œuvre. Il part d'une réflexion sur la condition humaine dans la Bible et d'une analyse critique des perspectives habituelles : il invite à un regard renouvelé sur la vie humaine, corporelle de plus d'une manière : dans l'évolution personnelle, la destinée conjugale, la réalité sociale. Un livre traversé d'un souffle de joie et d'espérance. - 280 PAGES - 45 F

MARIO ALBERTON

Un sacrement pour les malades

Dans le contexte actuel de la santé

Jésus a habité la souffrance, la maladie, la mort. Il l'habite aujourd'hui, le sacrement de l'onction en est le signe et la grâce. Célébrer l'onction met en question les représentations et les pratiques qui ont cours aujourd'hui dans les institutions médicales et soignantes, dans la communauté ecclésiale, dans le comportement et les idées des chrétiens. - 176 PAGES - 29 F

JACQUES ROLLET

L'heure des choix

Annonce de l'Évangile et pratiques pastorales

L'église est en crise... faut-il démissionner ? Acculés à la vérité, les chrétiens doivent examiner les questions essentielles : les catholiques partagent-ils vraiment la même foi au même Dieu ? Que représente pour eux Jésus crucifié et ressuscité ? Quel visage de Dieu est révélé aujourd'hui par l'Eglise ? Les chrétiens n'ont d'autre alternative que de pratiquer l'Évangile libérateur auquel ils disent se référer. L'action pastorale est figée ; il est urgent de la renouveler. Jacques Rollet démontre que cela est possible, dès à présent. Son plaidoyer est convaincant. - 152 PAGES - 33 F

AR



le Centurion

Canada : 1 an, 110 F. ; 6 mois : 60 F.
 Royal - P. Q. H.3.P. 3 B9. Autres pays : 1 an, 110 F. ; 6 mois : 60 F.
PRIX DU NUMÉRO : de l'année 6,50 F. ; des années précédentes : 7 F. Règlement : C.C.P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 21,55 F net. Franco : 23 F. C.C.P. Paris 16-68.
 N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1742 - 21 MAI 1978

- 451 **Message pour la Journée des Communications sociales** (23 avril).
- 453 **Audiences générales** : la vie est sacrée (26 avril) ; la justice (3 mai) ; la mort d'Aldo Moro (10 mai).
- 456 **Réception du roi Hussein de Jordanie** (29 avril).

LE 50^e ANNIVERSAIRE DE LA JOC

- 457 **Document et lettre de la Commission épiscopale française du monde ouvrier.**
- 461 **La gageure de la JOC** (Mgr Boillon).

- 462 **Lettre de l'Episcopat polonais sur la culture nationale.**
- 466 **Déclaration de l'Episcopat allemand sur le terrorisme.**
- 473 **Lettre des évêques des Seychelles, de l'île Maurice et de La Réunion.**
- 478 **Le sacerdoce des femmes.** Etude du P. Ligier.

- 489 **Evénements et informations** (1^{er}-15 avril).

- 492 **La préparation du dialogue orthodoxe-catholique.**
- 492 **Le dialogue avec l'Eglise copte orthodoxe.**
- 493 **Les entretiens islamo-chrétiens du Caire.**
- 494 **Le dialogue judéo-chrétien** (réunion de Madrid).
- 495 **Les mariages mixtes en Alsace-Lorraine.**
- 496 **La votation suisse sur l'avortement** (Mgr Schwery).
- 497 **Appel des délégués diocésains français à la pastorale des migrations.**
- 498 **A propos d'une croix abattue à Aleria.**

ACTES DE S. S. PAUL VI

DOSSIER

QUESTIONS ACTUELLES

EVÉNEMENTS

ETOLISE DANS LE MONDE

LA

60^e ANNÉE - T. LXXV

Prix : 6 F - BIMENSUEL

4 juin 1978

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

DOCUMENTATION
CATHOLIQUE

Le désarmement
(évêques belges)

La criminalité
(évêques des USA)

Le mystère du Christ
(Épiscopai français)

**La Fédération
catholique
mondiale
d'apostolat biblique**



Le président Giscard d'Estaing à la session de l'ONU sur le désarmement
(photo Sygma)

Dans la série
« LES GRANDS TEXTES »
(N° 20)

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

**QUE PENSER
DU SAINT-SUAIRE
DE TURIN ?**

(4 pages)

Prix des 50 exemplaires, port compris : 24 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 40 F
Le cent suivant, port compris : 36 F

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ,
5, rue Bayard - 75380 PARIS Cedex 08
Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
C.C.P. BAYARD-PRESSE - PARIS 11-41

Dans la série
« LES GRANDS TEXTES »
n° 21

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE
vous propose

**LA VOCATION AUJOURD'HUI
APPEL AUX JEUNES**

Textes de Paul VI,
du cardinal Marty,
de Mgr Etchegaray, de Mgr Fréteville

Prix des 50 exemplaires, port compris : 30 F
Prix des 100 exemplaires, port compris : 50 F
Le cent suivant, port compris : 48 F

ADRESSER LES COMMANDES A BERNARD LABBÉ
5, rue Bayard - 75380 Paris Cedex 08
Joindre règlement à l'ordre de BAYARD-PRESSE
Chèque bancaire ou virement postal trois volets
CCP BAYARD-PRESSE - PARIS 11-41

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres
français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à
tous les lecteurs.

**Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs,
séminaires, bibliothèques, etc.**

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

LA MORT D'ALDO MORO

LA PENTECOTE

Audience générale du 10 mai

Le mercredi 10 mai, lendemain de la mort d'Aldo Moro, Paul VI s'est d'abord adressé à des enfants réunis dans la basilique Saint-Pierre (1), puis il a prononcé l'allocution suivante devant les fidèles qui étaient dans la salle des audiences générales (2) :

TRÈS CHERS FILS,

FIDÈLES ET VISITEURS ICI PRÉSENTS,

Il nous semblerait que nous manquerions de sincérité et de pitié si, avant de vous adresser les brèves paroles spirituelles préparées pour cette audience, nous ne vous associons tous à la peine que nous a causé la mort barbare de M. Aldo Moro, dont vous avez été informés vous aussi par la publicité qui lui a été faite. Nous vous dirons seulement à présent que cet homicide est grave en lui-même et par les répercussions morales et sociales qu'il peut avoir. Nous voudrions en revanche que la réflexion même sur un tel événement rappelle chacun à des réflexions très sérieuses et concrètes sur notre participation, privée ou publique, à la vie sociale de notre temps. Nous devons nous sentir non seulement participants, mais partiellement responsables de son cours, en ce sens que nous devons tous faire en sorte que notre mentalité et notre comportement soient guidés par une forte conscience morale. Il faut que la qualité des idées et des œuvres de tous soit plus présente et plus opérante dans notre monde, afin que lui soit épargnée la dégénérescence dont l'injuste et tragique fin d'un homme d'Etat bon, serein, cultivé et pieux comme le fut Aldo Moro est un signe qui fait peur et qui fait rougir. Nous désirons dans ce but prier pour lui, pour sa famille et pour toute cette société qui nous entoure et qui est d'autant plus l'objet de notre intérêt pastoral et de notre paternelle affection que les temps s'annoncent plus tristes.

Vous aussi, priez, souffrez et aimez avec nous.

Paul VI a ensuite prononcé l'allocution ci-après, sur la Pentecôte, qu'il avait préparée pour cette audience générale :

FRÈRES ET FILS,

Nous sommes dans la période commémorative extrêmement importante qui sépare et réunit

deux événements capitaux pour l'histoire de la religion dans le monde, l'Ascension, c'est-à-dire le glorieux et mystérieux exode de Jésus-Christ qui, après sa résurrection, quitte la scène de cette vie terrestre, et la Pentecôte, c'est-à-dire pour nous, chrétiens, la venue de l'Esprit-Saint dans le groupe des disciples du Seigneur. Conformément à la dernière recommandation qu'il leur avait faite, ils étaient réunis à Jérusalem, attendant le « baptême de l'Esprit-Saint » qui devait leur être donné bientôt. De ce baptême, ils n'avaient pas une idée bien claire, mais ils se rappelaient, et certainement ils méditaient, les paroles que Jésus leur avait dites : « Vous allez recevoir une puissance, celle du Saint-Esprit qui viendra sur vous ; vous serez alors mes témoins à Jérusalem, dans toute la Judée et la Samarie, et jusqu'aux extrémités de la terre. » (Ac 1, 8.)

La Pentecôte chrétienne constitue une date décisive pour l'histoire de l'humanité. Il s'agit de la naissance de l'Eglise. Saint Augustin dit : « L'Esprit-Saint est pour le Corps (mystique) du Christ, qui est l'Eglise, ce qu'est l'âme pour le corps de l'homme. » (PL 38, 1231.) Il s'agit du don de l'Esprit de Dieu, de l'animation surnaturelle de l'humanité par l'Eglise, de la présence et de l'action du Paraclet promis, troisième Personne de la très Sainte Trinité, Dieu unique en trois personnes distinctes, le Père, le Fils et le Saint-Esprit, comme on le sait.

L'Esprit-Saint est le « don de Dieu » (cf. St AUGUSTIN, *De Trinitate*, V, 15 ; PL 38, 921). Il est l'amour de Dieu qui se communique, qui multiplie ces signes de sa présence et de son action que sont ses dons (cf. 11, 2), comme on le rappelle dans le sacrement de confirmation (sagesse et intelligence, conseil et force, science et piété, crainte de Dieu). Et saint Paul écrira aux Galates : « Voici le fruit de l'Esprit : amour, joie, paix, patience, bonté, bienveillance, foi, douceur, maîtrise de soi. » (5, 22-23.)

La vie du chrétien qui est dans « la grâce de Dieu » est comme un jardin en fleurs. Nous devons toujours honorer l'Esprit-Saint, en nous efforçant d'être nous-mêmes ce jardin où il fleurit ; avec cette note relative à l'activité spirituelle du Paraclet (comme le définit saint Jean : 14, 26 ; 15, 26 ; 16, 2) dans l'âme chrétienne par l'action sacramentelle : « Le baptême donne l'Esprit-Saint comme force sanctifiante, puissance intérieure qui anime le chrétien de l'Esprit du Christ et le fera vivre comme lui. La confirmation est la nouvelle Pentecôte de chaque chrétien, qui lui donne l'Esprit pour faire de lui un adulte : il ne vivra plus seulement pour lui-même, comme l'enfant, mais il aura dans l'Eglise une mission... la mission de tout chrétien de travailler au royaume de Dieu. » (P. BENOIT, *Passion et Résurrection du Seigneur*, Cerf, 1966, p. 368.)

(1) Cf. DC 1978, n° 1742, p. 455.

(2) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 11 mai 1978. Titres de la DC.

Alors, ne soyons pas inattentifs à la Pentecôte. « N'éteignez pas l'Esprit », redisons-nous avec saint Paul (1 Th 5, 19), mais à tous nous recommandons d'allumer ou de réallumer la flamme vivante de la charité, qui est précisément celle de l'Esprit-Saint.

DIEU TIRE LE BIEN DU MAL

Audience générale du 17 mai (1)

Il nous faut réfléchir et réfléchir encore. Nous sommes en un moment historique où la situation de la société évolue, se transforme, fait apparaître de nouveaux problèmes, de nouvelles difficultés, de nouvelles possibilités. Le cadre extérieur de la vie a une grande répercussion sur nos âmes. La tragédie de M. Moro et des hommes de son escorte nous a profondément troublés. La façon dont elle s'est terminée nous fait voir avec tristesse dans cet événement une crise dont l'épilogue n'a pas encore résolu les problèmes qu'elle pose. Cependant, de nouveaux aspects de ce drame douloureux se présentent à nous comme des indices de quelque chose qui est nouveau et meilleur.

Mais combien d'événements ne voyons-nous pas qui viennent déjouer nos prévisions pour un monde que nous voudrions voir s'édifier dans l'ordre, la justice et la paix, alors qu'il souffre de lois inacceptables, de conflits jamais apaisés, de questions posées et exaspérées par le progrès lui-même ! Un sentiment de pessimisme vient anéantir tant d'espérances sereines et ébranler notre confiance dans la bonté du genre humain. Ce sont là des réflexions pénibles et dangereuses qui font perdre confiance en un avenir juste et heureux pour le monde.

Alors, arrêtons-nous ici de glisser sur la pente d'un possible pessimisme, et efforçons-nous de retrouver notre nécessaire optimisme grâce à quelques pensées fondamentales inspirées de notre conscience religieuse, sans pour autant écarter celles que peuvent nous inspirer notre raison et notre expérience.

La première pensée réconfortante, nous devons la demander à l'existence et à la bonté de Dieu. Il n'écarte pas des vicissitudes humaines les sinistres développements qui peuvent découler d'une liberté capricieuse, instable et faillible. Dans l'économie du gouvernement supérieur du monde, cette liberté est en effet laissée à cet être minuscule mais terrible qu'est l'homme, lequel, par ses défaillances ou par sa malice (avec la complicité d'un autre être mystérieux et maléfique, le diable), peut troubler le cours idéal et régulier de l'activité humaine. Mais ce désordre n'immobilise pas la main de Dieu, qui peut intervenir et tirer un nouveau bien du mal causé par la méchanceté de sa créature. La restauration de l'ordre est même un autre grand effet de la présence de Dieu dans la vie des hommes, présence qui peut faire produire des effets positifs à toute situation humaine. Rappelons-nous ce que nous assure saint Paul : « Tout concourt au bien de ceux qui aiment Dieu. » (Rm 8, 28.)

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 18 mai 1978. Traduction et titre de la DC.

L'un des arts de la Providence est précisément de nous faire trouver des trésors de salut dans l'expérience même de certains maux qui nous font souffrir. Souvenons-nous de ces paroles du Christ qui apportent une nouveauté immensément consolante : « Heureux ceux qui pleurent, ils seront consolés » (Mt 5, 5) ; paroles auxquelles font écho celles-ci prononcées par le Divin Maître à propos des tribulations des derniers temps de l'histoire : « C'est par votre persévérance que vous gagnerez la vie. » (Lc 21, 19.)

Il y a dans la souffrance humaine une certitude qui devrait nous consoler et la rendre supportable, c'est que la souffrance n'est pas inutile : elle est associée à une récompense qui faisait dire à saint François d'Assise, affligé par ses stigmates : « La joie qui m'attend est si grande que toute peine m'est chère. » Parmi les grandes merveilles opérées par le christianisme, il y a encore celle-ci qu'il nous a appris à souffrir patiemment et à découvrir des trésors d'humanité et de grâce dans la souffrance et le malheur (cf. FRANÇOIS COPPÉE, *la Bonne Souffrance*, 1908).

Nos réflexions nous conduisent donc à un optimisme qui n'est pas seulement une construction de l'esprit, mais aussi une vision de la vie, une expérience, source de grandeur et de réconfort non illusoire pour celui qui vit le christianisme et sait trouver dans la croix la sagesse et la force dont a besoin notre pauvre mais héroïque existence.

Avec notre bénédiction apostolique.

LA PRIERE POUR ALDO MORO

Une messe à la mémoire d'Aldo Moro, enlevé le 16 mars et tué le 10 mai par les « Brigades rouges » (1), a été célébrée le samedi 13 mai, en la basilique Saint-Jean-de-Latran (2). Paul VI avait tenu à présider la cérémonie à titre d'évêque de Rome et de vieil ami d'Aldo Moro. Il n'a pas prononcé d'homélie, mais il a récité la prière ci-après à la fin de la messe (3) :

Et voici que nos lèvres, scellées comme par un énorme obstacle, semblable à la grosse pierre qui avait été roulée à l'entrée du tombeau du Christ, veulent s'ouvrir pour un *De profundis*, c'est-à-dire pour exprimer le cri et les pleurs de la souffrance indicible qui étouffe notre voix devant la présente tragédie.

Seigneur, écoute-nous !

Et qui peut écouter notre plainte, sinon toi encore, Dieu de la vie et de la mort ? Tu n'as pas exaucé notre prière pour que soit sauvé Aldo Moro, cet homme bon, doux, sage, innocent, notre ami. Mais toi, Seigneur, tu n'as pas

(1) Cf. DC 1978, n° 1 742, p. 455.

(2) François BERNARD, envoyé spécial permanent de la Croix à Rome écrit :

Dans la basilique Saint-Jean-de-Latran, samedi après-midi, étaient présents ceux contre qui les « Brigades rouges » ont levé l'étendard de la révolte, ceux que les terroristes désignent comme les dirigeants de « l'Etat im-

abandonné son âme immortelle, marquée par la foi dans le Christ qui est la résurrection et la vie. Pour lui, pour lui.

Seigneur, écoute-nous !

O Dieu, Père des miséricordes, fais que ne soit pas interrompue la communion qui, malgré les ténèbres de la mort, se poursuit entre ceux qui ont quitté cette existence temporelle et nous qui sommes encore vivants, tels le soleil dont la course s'achemine inexorablement vers le crépuscule. La Rédemption donne à notre être un programme qui n'est pas vain : notre chair ressuscitera, notre vie sera éternelle. Oh ! que notre foi soit dès maintenant digne de cette réalité promise ! Aldo et tous ceux qui vivent dans le Christ, dans la béatitude du Dieu infini, nous les reverrons.

Seigneur, écoute-nous !

Maintenant, Seigneur, fais que notre cœur, apaisé par la vertu de ta croix, sache pardonner l'injuste et mortel outrage infligé à cet homme très cher et à ceux qui ont subi le même sort cruel. Fais que tous nous recueillions dans le pur linceul de sa noble mémoire l'héritage toujours vivant de sa conscience droite, de son exemple humain et cordial, de sa consécration au rachat social et spirituel de la chère nation italienne.

Seigneur, écoute-nous !

Paul VI a ensuite ajouté, à l'intention de ceux qui participaient à la cérémonie et de ceux qui la suivaient à la radio et à la télévision :

Avant que se termine cette messe de *Requiem*, où nous avons prié pour le repos éternel de

notre frère, nous levons les bras pour bénir ceux qui sont présents dans cette basilique, ceux qui, n'ayant pas pu rentrer, sont restés sur la place et tous ceux qui, bien qu'éloignés, nous sont unis spirituellement. Nous voulons, en particulier, embrasser par ce geste paternel tous ceux dont l'un des leurs a été victime d'une semblable cruelle violence et dont le cœur est déchiré. Nous prions aussi pour ces victimes. Sur tous, nous implorons la reconfortante assistance du Seigneur, source de sérénité et d'espérance.

périaliste des multinationales ». [...]

Avec les plus hautes autorités de l'Etat avaient pris place les équipes dirigeantes de tous les partis italiens (sauf deux des groupuscules d'extrême gauche) et la quasi-totalité des députés et sénateurs. Devant le corps diplomatique étaient rangées 27 délégations étrangères, dont celles de deux pays communistes : la Yougoslavie et la Roumanie. La France était représentée par M. Alain Peyrefitte, au nom du gouvernement, et M. Jean Lecanuet, au nom du président de la République.

La femme et les enfants d'Aldo Moro avaient maintenu leur décision de ne pas venir à cette messe. La place de la famille était tenue par son frère et sa sœur, auxquels s'étaient jointes les familles de deux des agents tués lors de son enlèvement.

Aucune des manifestations populaires habituelles n'a donc salué l'entrée du Pape dans la basilique. Jamais Paul VI n'était apparu aussi impressionnant de force intérieure, avec son visage grave et tourmenté, son corps raidi à la fois par une souffrance morale et par le mal qui entrave sa démarche de vieillard. [...] (*La Croix*, 15-16 mai.)

(3) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 15-16 mai 1978. Traduction de la DC.

ALLOCUTION AUX ÉVÊQUES DU NICARAGUA

Recevant, le 8 mai, les évêques du Nicaragua venus en visite « *ad limina* », Paul VI leur a adressé cette allocution, dans laquelle il a surtout parlé de la situation difficile de l'Eglise dans le pays (1) :

VENERABLES FRÈRES DANS L'ÉPISCOPAT,

C'est avec une grande satisfaction que nous vous recevons aujourd'hui collectivement, pasteurs du Peuple de Dieu au Nicaragua, qui êtes venus à Rome en visite « *ad limina apostolorum* », pour « voir Pierre ».

La profonde réalité ecclésiale que nous offre cet instant fait résonner en nous d'une façon encore plus intense notre sollicitude constante pour toutes les Eglises, en particulier celles confiées immédiatement à vos soins et qui sont toutes l'objet de nos soins de Pasteur suprême.

Dans l'indicible charité qui nous unit tous au Christ, Notre Seigneur, nous voulons en premier lieu vous confirmer dans vos efforts et vos espérances, reconnaître comme il se doit votre fidélité à l'Eglise et vous remercier de votre généreux dévouement à son service, sans épargner vos forces et vos sacrifices. Tel est l'hommage public

que nous voulons rendre à votre ministère silencieux et parfois incompris, au milieu de nombreuses et grandes difficultés.

Nous n'oublions pas, en effet, les problèmes complexes que connaissent l'Eglise et la société civile de votre pays. Ils requièrent de votre part une vigilante attention, afin de pouvoir toujours faire entendre opportunément la voix de l'Eglise qui guide vos fidèles avec prudence sur la juste voie et évite des attitudes pouvant s'avérer moins constructives sur le plan tant ecclésial que social.

Pour mieux parvenir à ces objectifs, une grande aide résultera de la cohésion et de l'unité d'intentions de l'Episcopat, en étroite communion avec le représentant pontifical, en espérant que l'authentique esprit dans lequel il sert l'Eglise trouvera de larges échos dans votre pays. Tout cela s'avérera positif pour vous lorsque s'établira un dialogue ouvert et constructif avec les autorités civiles, dans le respect des compétences et des droits des uns et des autres, dans la fidélité aux exigences imprescriptibles du ministère épiscopal, et dans le désir

(Managua) ; BARNI (Matagalpa) ; SCHAEPLER (Bluefields) ; LOPEZ FITORIA (Granada).

Mgr Salazar, évêque de Leon, président de la Conférence épiscopale, n'ayant pu venir en raison de son état de santé, c'est Mgr VEGA, prélat de Juigalpa, vice-président, qui a prononcé les paroles de présentation, où il a

(1) Traduction de la DC d'après le texte espagnol publié par *l'Osservatore romano* des 8-9 mai 1978.

Participaient à l'audience NN. SS. ORANDO BRAVO

d'éviter à la nation des heures particulièrement douloureuses et difficiles. Cela contribuera en même temps à proposer clairement des finalités strictement religieuses dans certains aspects de la vie de l'Eglise, comme vous l'avez fait récemment. Cette attitude de votre part devra s'accompagner d'une sensibilité particulière pour répondre fidèlement à l'appel des plus pauvres, pour prendre la défense des légitimes intérêts de ceux qui ne peuvent se faire entendre, en évitant avec sagesse et discernement que l'Eglise soit utilisée à des fins qui ne sont pas les siennes.

En cette circonstance singulière, nous voulons aussi vous exhorter, ainsi que vos collaborateurs, à être toujours davantage à l'écoute de vos fidèles qui attendent surtout de l'Eglise ce qu'elle seule peut leur donner : la force intérieure pour mener une vie authentiquement chrétienne qui ne se ferme pas aux réalités du présent, mais demeure toujours ouverte au surnaturel et à la plénitude de l'au-delà.

Pour l'instant, il faut s'employer à ce que toutes les forces disponibles soient utilisées au maximum, non seulement pour dénoncer les déficiences, mais aussi et avant tout pour mener une action sociale de suppléance bienfaisante et désintéressée, afin d'aider tous ceux qui ont besoin de justice, surélevée par la charité.

dit notamment : « A la traditionnelle action de l'Eglise en faveur des malades et des nécessiteux sur le plan individuel s'ajoute aujourd'hui la difficile et délicate participation de l'Eglise à la libération de ceux qui sont opprimés par une injustice sociale d'autant plus nocive qu'elle est davantage organisée institutionnellement. »

Nous lisons dans la Croix (19-20 février 1978) :

Par une lettre pastorale lue, le dimanche 28 janvier, dans 170 paroisses du pays (et censurée dans la presse et à la télévision), les évêques du Nicaragua ont repris vigoureusement position contre la situation de leur pays, sous la dictature de la dynastie Somoza (qui s'exerce depuis plus de quarante ans).

La lettre des évêques énumère une série d'injustices auxquelles s'affronte la population :

... Absence totale de droits civils et de garanties, malgré des paroles lénifiantes ;

Le mystère continue d'entourer la mort et les disparitions d'hommes et de femmes innombrables ;

Des fonctionnaires continuent de s'enrichir en abusant de leurs fonctions, trahissant leur devoir de service public ; une corruption largement répandue se poursuit sans contrôle, et des scandales publics sapent la confiance et la moralité du peuple ;

Le jeu, l'alcoolisme, la drogue, la prostitution et d'autres vices sont protégés et exploités par ceux-là mêmes qui auraient le devoir de les combattre ;

Les citoyens sont victimes d'extorsions de « taxes » non prévues par quelque loi ;

Le droit des citoyens à élire leurs gouvernants est bafoué par les manipulations (du parti au pouvoir) ;

Les travailleurs n'ont aucun moyen de défendre leurs droits légitimes ;

Le droit à l'information est mutilé par les amendes et les menaces contre les moyens de communication ;

La justice rendue par les tribunaux est sélective et aveugle devant les crimes de certains ;

Le budget du gouvernement laisse les pauvres à l'abandon — logement décent, santé et nourriture suffisantes, éducation, emplois sont hors d'atteinte pour la moitié de la population.

En conclusion de ce réquisitoire, les évêques constatent que les conditions du pays en sont arrivées à un point tel qu'une part importante « de notre peuple, y compris des jeunes des universités et du monde rural, n'a pas d'autre solution que le recours aux armes ».

Nous voulons enfin conclure sur une note d'espérance, qui nous est inspirée par la vitalité spirituelle bien connue de votre peuple, ainsi que par sa riche tradition chrétienne et sociale, que nous estimons tant et qui nous console tant. Nous sommes persuadé que l'œuvre d'évangélisation, généreusement secondée par vos collaborateurs, apportera au Nicaragua de nouvelles énergies qui donneront à la vie de l'Eglise une nouvelle floraison.

C'est ce que nous espérons et ce que nous demandons au Seigneur, en pensant avec une affection particulière aux âmes consacrées : prêtres, religieux, religieuses qui aspirent à une vie entièrement donnée à l'Eglise. A eux et à tous vos fidèles, transmettez nos salutations affectueuses et notre souvenir paternel, en même temps que la bénédiction apostolique que nous vous donnons de tout cœur.

A PROPOS DES RECOURS ABUSIFS AU SAINT-SIEGE

Lettre circulaire du Tribunal suprême de la Signature apostolique aux archevêques et évêques des diocèses (1)

Le canon 1569 du Code de droit canonique reconnaît à tout fidèle le droit de demander que sa cause — quel que soit le degré de la sentence et à quelque stade qu'en soit le procès — soit déferée au Saint-Siège. Ce droit, qui correspond à la fonction du Pontife romain, demeure ferme et entier.

L'expérience a cependant montré que l'on abuse parfois de ce droit, uniquement pour suspendre les délais de la procédure ou empêcher l'exécution de la sentence.

C'est pourquoi ce tribunal suprême, après en avoir conféré avec le Souverain Pontife, rappelle, pour éviter que soit perturbé l'ordre des juridictions, que ce recours extraordinaire, qui s'adresse à la personne même du Pontife romain, ne suspend ni l'action de la juridiction compétente ni l'exécution de la sentence contre laquelle n'existent pas ou n'ont pas été invoqués les motifs qui, en vertu du droit, peuvent suspendre son exécution (cf Can. 1889, 1893, 1895, 1898, 1907). Ce qui, d'ailleurs, est dit bien clairement au canon 1569, § 2.

Aucun blocage ou suspension du cours légitime de la procédure ne doit donc être admis sauf s'il est établi par un document authentique de l'autorité légitime que le Souverain Pontife a pris une décision particulière au sujet de la procédure de cette même cause.

Les archevêques et évêques des diocèses sont priés d'en informer les officiaux des tribunaux.

Fait à Rome le 13 décembre 1977.

Pericle card. FELICI,
préfet.

Aurelio SABATTANI,
archevêque titulaire
de Justiniana, secrétaire.

(1) Texte latin dans les *Acta Apostolicae Sedis* du 31 janvier 1978. Traduction et titre de la DC.

FÉDÉRATION CATHOLIQUE MONDIALE D'APOSTOLAT BIBLIQUE

Assemblée plénière de Malte

La communication du message de l'Évangile à une communauté perturbée

*Adresse inaugurale du cardinal KÆNIG, archevêque de Vienne,
président sortant*

Du 11 au 19 avril 1978 s'est tenue à Malte la deuxième Assemblée plénière de la Fédération catholique mondiale d'apostolat biblique, fondée en 1972. Elle a réuni 76 délégués représentant 44 Conférences épiscopales nationales. Nous présentons ci-après un ensemble de documents relatifs à cette Assemblée, et d'abord le discours d'ouverture du cardinal Kœnig () :*

l'avenir, tel Ragouel quand il donna sa fille Sarra en mariage au jeune Tobie... Vous connaissez cette histoire dont nous pouvons, aujourd'hui, devant cette deuxième Assemblée plénière, répéter la conclusion : « Tout va bien, il n'est pas mort... »

La Fédération, elle aussi, a survécu à la nuit de ses premiers combats pour l'existence. Elle a défini ses tâches, elle a rendu à l'Eglise un réel service pastoral. Et la valeur de ses services a été reconnue par des Conférences épiscopales, des Agences ecclésiastiques et d'autres organismes engagés dans la mission pastorale d'évangéliser le monde entier.

Fidélité à la parole

Il y a six ans qu'en avril 1972 je rencontrais une poignée d'entre vous, réunis à Vienne, pour décider de la destinée de la Fédération catholique mondiale d'apostolat biblique. Dès ce moment, tous avaient conscience d'une grande nécessité pastorale : aider les catholiques d'après Vatican II à retrouver leur tradition scripturaire et à tirer au clair leur fonction prophétique dans la société. Tous ceux qui étaient là affirmaient l'urgence du travail de votre Fédération, mais peu pouvaient alors dire avec certitude comment il serait le mieux accompli, et même si la Fédération vivrait pour l'accomplir.

Quelques-uns des membres de cette première Assemblée plénière pouvaient, certes, douter de

1. — EGLISE ET SOCIÉTÉ EN TRANSITION

1.1 : Une conscience de plus en plus vive

La croissance de la Fédération coïncide avec celle de la conscience interne de l'Eglise. De plus en plus, le Peuple de Dieu se reconnaît chargé d'une mission : devenir un symbole communautaire d'espérance et un signe prophétique de contradiction, en rapport direct avec une intelligence plus mûre de ses origines et de sa tradition biblique. Les trois synodes romains sur la Justice, l'Évangélisation et la Catéchèse, l'ont confirmé sans équivoque.

(*) Textes originaux. Titre de la DC.

« L'apostolat biblique, du fait de sa référence au livre, met en jeu des savoirs, des techniques et des dépenses qui dépassent trop souvent les moyens des Eglises locales, surtout dans le tiers monde. La Fédération a été fondée pour rompre leur isolement (DC 1969, n° 1542, p. 556).

« Elle rassemble des Organisations désignées par les Conférences épiscopales, elle les met à même de négocier au plan international avec tous organismes catholiques ou protestants, elle leur donne surtout l'occasion et le moyen de découvrir et d'affirmer leur propre pensée chrétienne. Elle réunit, aujourd'hui, 15 membres en Afrique, 10 dans les Amériques, 10 en Asie, 13 en Europe (Est et Ouest), et deux en Océanie.

« La deuxième Assemblée plénière était en même temps un Congrès d'étude, de prière et de contact, rassemblant

76 personnes dont 6 évêques (Australie, Nigeria, Philippines, Thaïlande, Zambie). Elle a été inaugurée par S. Em. le Cardinal Koenig, évêque-président sortant, et close par S. Em. le Cardinal Zoungrana, élu pour six ans dans les mêmes fonctions, jusqu'à la prochaine Assemblée.

« Le Comité exécutif renouvelé comprend 7 membres du tiers monde, 5 du monde industriel, plus un représentant des associés et un délégué du secrétariat pour l'Unité des chrétiens.

« La Fédération publie un bulletin trimestriel en anglais, auquel s'ajoutent une édition espagnole et, bientôt, une édition française.

« Le membre français est le Service biblique *Évangile et Vie*, 4, avenue Vavin, 75006 Paris.

« Le siège social est en Allemagne fédérale : 12 Mittelstrasse, D 7000 Stuttgart. » (P. DU BUTT, O. P.)

1.2 : Une société qui change

Il faut reconnaître que l'ordre de la société mondiale a subi, pendant les années 1970, des modifications profondes. **L'interdépendance** de toutes les nations, riches ou pauvres, développées et sous-développées, du nord au sud et de l'est à l'ouest, est devenue une réalité, un fait d'expérience quotidienne, aussi inévitable que de remplir son réservoir d'essence.

Toute aussi évidente est devenue la **relation certaine** entre les problèmes généraux de la faim, de la malnutrition, de la maladie, de l'analphabétisme d'une part et, d'autre part, ces questions socio-économiques et politiques que sont l'exploitation, la course aux armements, la violation des droits de l'homme, l'appui aux dictatures, l'oppression de peuples entiers, la résistance à l'autodétermination, le style de vie irresponsable et la consommation massive d'une minorité privilégiée.

1.3 : L'image de l'Eglise

Quand cette société de conflit et de transition, de violence et de dialogue, regarde l'Eglise, que voit-elle ? Quelle image les hommes se font-ils de l'Eglise, du moins la plupart d'entre eux ?

En Asie, beaucoup regardent encore l'Eglise et son Evangile comme étrangers aux cultures orientales et à leurs visions du monde. En Afrique et en Amérique latine, de larges secteurs voient l'Eglise alignée sur les régimes dictatoriaux contre lesquels ils luttent pour leur liberté, tout cela en dépit de très remarquables exceptions.

Dans l'Europe et l'Amérique industrielles, les communautés ecclésiales ont été vidées par l'exode général de membres de tous les âges. Les sociologues proposent diverses explications, mais le fait est là : pour une proportion significative de la population, l'Eglise n'existe plus qu'en marge de la société.

Est-il injuste de nous appliquer les mots de saint Pierre : « Le temps est venu où le Jugement va commencer par la Maison de Dieu. » (1 P 4, 17) ? Dans la mesure où l'Eglise se préoccupe avant tout de ses propres intérêts et de ses activités intérieures, dans toute la mesure où (ce qui est bien pire) des Eglises locales sont associées aux structures du pouvoir, du privilège, de la richesse et du prestige, ou se séparent de la vie et des aspirations du peuple, nous assistons vraiment au Jugement de Dieu sur son peuple infidèle. Tel est bien l'enseignement continué de l'Ecriture.

2. — REPONSE A LA REALITE

2.1 : En un tel moment de l'histoire, nous sommes réunis à Malte, vous et moi, pour partager nos expériences si diverses de la communication du message évangélique à cette société souffrante et perturbée dont je viens d'esquisser la description.

Avant de quitter cette Assemblée plénière, dans neuf jours, nous espérons répondre de manière convenable à cette double réalité : un monde qui fait la découverte de son unité interne et de sa responsabilité mutuelle — une Eglise sommée de s'engager dans ce monde pour en

être la lumière, le levain, le sel. Nous, membres de cette Fédération, conscients de notre tâche spécifique de réveiller la conscience biblique du Peuple de Dieu, nous nous fixons deux buts principaux en fonction de notre expérience individuelle et collective de la spiritualité biblique.

Nous nous proposons d'abord de formuler des priorités concrètes qui guideront notre travail pendant les six prochaines années. Nous les fonderons sur le partage de nos intuitions et de nos expériences échangées pendant les premiers jours de cette Assemblée.

Ensuite, et en rapport étroit avec le premier point, nous comptons faciliter la communication et la coopération entre nous, membres de cette Fédération en aménageant notre organisation, y compris son développement régional, et en élisant les représentants et dirigeants qui réaliseront nos propositions dans les années à venir.

Notre prière, c'est de pouvoir tout accomplir, pendant ces journées de travail, comme une communauté de pèlerins qui cherchent ensemble le sens de la parole de Dieu aujourd'hui.

2.2 : Une communauté de pèlerins

Ces objectifs, ce travail doivent nous familiariser avec ce fait : **La Fédération, c'est nous !** Cette communauté d'organisations représentatives des Eglises locales, vouées à faire entrer les Saintes Ecritures dans tous les aspects de la vie chrétienne, fonctionnera selon les lignes d'action, décisions et initiatives qui vont être les nôtres. L'orientation et le développement de la Fédération catholique mondiale d'Apostolat biblique, pendant les six ans qui viennent, nous allons les déterminer pendant ces journées.

C'est le moment d'exprimer notre gratitude à tous nos compagnons, aux membres anciens et actuels du Comité exécutif, au Bureau de la Fédération, dont la contribution a été inestimable pendant les années passées. Quelques-uns d'entre vous se sont engagés avec les cardinaux Bea et Willebrands dès le premier appel de la Fédération à l'existence. Non moins important fut le travail de ceux qui apportèrent intuition, orientation et continuité, sans parler des laborieux travaux d'organisation qu'il ne faut surtout pas oublier. Nous apprécions à toute sa valeur l'œuvre de ceux qui nous ont permis de nous réunir ici et maintenant pour « aider l'Eglise du xx^e siècle à s'adapter de mieux en mieux pour proclamer l'Evangile aux hommes du xx^e siècle ». (*Evangelii nuntiandi*, 2.) Et nous vous disons avec saint Paul : « Allons plus avant sur le chemin qui nous a conduits là où nous sommes. » (Ph 3, 16.)

3. — PRIORITES DE L'EVANGELISATION

Plusieurs facteurs conditionnent la route à suivre : Le Pape Paul VI nous rappelle, dans *Evangelii nuntiandi*, qu'il nous faut rester fidèles à la fois « au message dont nous sommes les serviteurs et aux hommes à qui nous devons le transmettre vivant et intact. » (EN 4.) A cet avertissement, il ajoute trois questions :

— De nos jours qu'est-il arrivé de cette énergie cachée de la Bonne Nouvelle, capable d'agir puissamment sur la conscience des hommes ?

— Jusqu'à quel point et de quelle manière cette force évangélique peut-elle transformer vraiment les hommes de ce siècle ?

— Quelles méthodes faut-il suivre pour que la puissance de l'Évangile ait son efficacité ?

Ces questions du Pape Paul touchent très spécialement à nos réflexions des jours qui viennent.

3. 1 : Fidélité au message

Qu'est-ce qu'implique la fidélité au message ? Nous reconnaissons que la Parole de Dieu, contenue dans les Écritures (*Dei Verbum*, 24), est la proclamation inspirée et mise par écrit de communautés qui ont témoigné de leur expérience que Dieu s'engageait avec elles pour accomplir leur destinée tout entière. A travers les événements même de leur histoire, Dieu leur communiquait ses appels à la réconciliation et son pouvoir unifiant (*DV* 21). Et il le faisait dans le cadre d'une alliance qui reste valide pour toutes les générations. Ce qu'il fit alors Dieu a promis de l'accomplir aussi **maintenant** : « Dieu a voulu que les héritiers de la promesse soient convaincus que son dessein est inaltérable... afin que nous aussi nous soyons fortement encouragés à nous accrocher d'une main ferme à l'espérance qui nous est offerte. » (*He* 6, 17-18.)

C'est un trait distinctif de la révélation juive et chrétienne et il nous faut comprendre dans cette perspective historique notre fidélité au message entier des Écritures.

3. 2 : Fidélité aux hommes

Le deuxième facteur de l'évangélisation est la référence aux hommes à qui nous adressons le Message. Peut-être serait-il plus exact de dire : **Avec qui** nous cherchons le sens et l'expression de ce message aujourd'hui. Car c'est le Peuple de Dieu tout entier qui participe à ce processus « dans un admirable effort ». (*DV* 10.) Et chacun le fait du point de vue de sa culture particulière et des circonstances historiques, éléments qui varient de pays en pays et de génération en génération. Tout comme il existe une hiérarchie des vérités particulières dans l'unité interne du christianisme, ce qui permet au cours de l'histoire de mettre l'accent sur tel ou tel point de la doctrine (*Unitatis redintegratio*, 11), il est normal d'affirmer qu'il existe une hiérarchie des priorités, décisions et problèmes auxquels l'Eglise doit s'appliquer pour évangéliser. Ces questions, variables d'un moment à l'autre, les « signes des temps » nous les font voir. (*Mt* 16, 3.)

3, 2, 1 : l'aliénation culturelle.

Dans cette perspective, nous comprendrons mieux l'avertissement de Paul VI : « La rupture entre l'Évangile et la culture est, sans aucun doute, le drame de notre temps. » Graves paroles, auxquelles il ajoute cette instruction : « Ce qui importe, c'est d'évangéliser la culture et les cultures des hommes... en prenant toujours la personne pour point de départ et en revenant toujours aux relations des hommes entre eux et avec Dieu. » (*EN*, 20.)

Les questions que nous allons nous poser, ici à Malte, voudront dire quelque chose aujourd'hui

d'hui pour l'évangélisation de la société moderne, dans la mesure où elles correspondent à ces facteurs :

Notre fidélité au témoignage révélé sur l'action de Dieu dans l'histoire présente de l'humanité ;

Notre fidélité aux hommes avec qui nous cherchons, aujourd'hui, les signes de Dieu, qui fait actuellement avancer son règne ;

Et non à notre fidélité, notre respect, pour le cadre culturel dans lequel se place ce double processus.

3, 2, 2 : solidarité.

De telles conditions nous imposent des exigences toujours, changeantes. Nous renouvelons nos vœux, non seulement en ce qui touche le contenu originel du Message ou l'expression contemporaine de notre proclamation, mais aussi en ce qui concerne la réponse qu'exige la bonne nouvelle.

Nous ne saurions nous contenter de la question : « Comment pourrions-nous traduire et distribuer plus de Bibles ? » Nous n'oserons pas nous limiter à chercher les moyens les plus efficaces de vulgariser les résultats de la recherche exégétique. Disposer d'un texte de la Bible est, sans doute, une nécessité première ; communiquer avec toute l'exactitude possible une explication objective et pertinente du message originel inspiré, l'est également. Mais pour une authentique annonce de la Parole, quelque chose de plus est tout aussi essentiel.

Le Pape Paul VI le dit en peu de mots : « L'homme moderne écoute plus volontiers les témoins que les professeurs, et s'il écoute les professeurs, c'est parce qu'ils sont des témoins. » (*EN* 41.) Les évangélisateurs, ou pour mieux dire, la communauté évangélisante, témoignent de la volonté de Dieu qui sauve et de sa présence qui guérit, quand ils partagent la vie et la destinée de ceux qui les entourent et se rendent solidaires des mouvements qui travaillent à l'entière libération et au développement de leur peuple. Il n'y a **qu'une** histoire mondiale et nous y sommes engagés, il n'y a **qu'une** communauté humaine universelle et nous en sommes membres. Si elles ne sont pas influencées par l'Évangile, c'est que nous avons manqué à notre mission ! Le oui sans équivoque de Dieu à la destinée commune de ses enfants a été proclamé en Jésus-Christ (*2 Co* 1, 19-20), l'aîné d'une multitude de frères (*Rm* 8, 29). C'est spécialement « dans le message chrétien que l'homme peut trouver la réponse à ses questions et l'énergie de s'engager dans la solidarité des hommes » (*EN* 3). Si nous nous écartons de cette proclamation d'espérance unifiante (*Jn* 11, 52), si nous n'en sommes pas témoins par un genre de vie contraire au monde actuel, si nous ne sommes pas engagés dans la solidarité de notre société, alors nous trahissons la fraternité radicale révélée en Jésus-Christ.

4. — DES PRIORITES CLAIREMENT POSEES

Dans ces conditions, nous sommes obligés de poser clairement les priorités de notre évangélisation, car elles vont déterminer en pratique comment s'exprimeront notre fidélité à l'Évangile

et notre fidélité aux hommes. Sans aucun doute, nous le reconnaissons tous, un grand nombre de catholiques baptisés sont déchristianisés et ne vivent qu'un christianisme superficiel. (EN 15, 52). Il est également évident que ni l'appartenance à l'Eglise, ni la piété et la pratique sacramentelle, ne peuvent être considérées comme les vrais objectifs de notre tâche évangélique.

Le kérygme fondamental, proclamé par le Christ en personne, annonçait beaucoup plus : le royaume toujours décrit en termes de relations mutuelles et de responsabilités réciproques. Le Pape Paul nous le décrit prophétiquement comme : « Le nouveau monde, le nouvel état des choses, la nouvelle manière d'être, de vivre, de vivre ensemble » (EN 23). Jésus l'annonçait sans compromission :

« L'Esprit du Seigneur est sur moi. Il m'a choisi pour annoncer la Bonne Nouvelle aux pauvres. Il m'a envoyé proclamer la liberté aux captifs, rendre la vue aux aveugles, libérer les opprimés, proclamer une année de grâce de la part du Seigneur. » (Lc 4, 18-19.)

Comment allons-nous traduire cette proclamation dans nos plans, dans nos méthodes, compte-tenu de notre perspective historico-culturelle ? Plus spécifiquement considérons-nous cette Bonne Nouvelle comme une puissance de Dieu, capable d'accomplir ce qu'elle annonce ? (Rm 1, 16 ; Is 55, 11 ; He 4, 12.)

Quand nous proclamons que Dieu, aujourd'hui, s'engage dans la destinée humaine, sommes-nous personnellement engagés dans les conséquences de ce message ? Que faisons-nous quand nous rencontrons des hommes écrasés par l'oppression ?

Le Livre de l'Exode raconte que les enfants d'Israël ne pouvaient et ne voulaient pas écouter Moïse « car ils n'en pouvaient plus, dans leur dure servitude » (Ex 6, 9). A cette réalité sociale, Moïse répondit par un double engagement de solidarité : « Il refusa d'être appelé l'enfant de la fille de Pharaon et il préféra être maltraité avec le peuple de Dieu. » (He 11, 24-25.) Et il alla porter le message de délivrance à la source même de l'oppression (Ex 3 à 6).

Posons-nous encore une question : Notre manière de comprendre le règne de Dieu inclut-elle une restructuration de la société d'aujourd'hui, divisée et déshumanisante ? La lutte de classes, décrite au chapitre 4 de la Genèse, appelle, eschatologiquement, une société transformée, basée sur la responsabilité mutuelle et, en fin de compte, sur la fraternité. Dieu intervient personnellement en faveur de l'opprimé et Caïn — prophétiquement — lui répond : « Je ne sais pas où est Abel, suis-je le gardien de mon frère ? »

Quand le Christ lance son programme d'évangélisation, comme je l'ai dit plus haut, il annonce que les exigences cinquantenaires de l'année jubilaire vont devenir la condition permanente du Royaume de Dieu qui apparaît. Elles sont quatre :

- L'émancipation de tous ;
- La propriété soumise au bien commun ;
- La responsabilité dans l'usage des biens naturels ;

— Et enfin, le partage de l'amour et de la fidélité de Dieu dans toute la communauté (Lc 25).

Si le règne de Dieu doit porter sur notre existence tout entière, pouvons-nous proclamer ces thèmes bibliques et leur donner un sens sans être attentifs à l'exploitation de fait du peuple de Dieu et à ses souffrances ?

L'objectif final de l'apostolat biblique n'est pas d'interpréter la Bible mais d'interpréter la vie. On ne peut donc éviter cette réalité : les deux-tiers de la population mondiale sont déshumanisés par la faim et la pauvreté. Huit cent millions d'hommes sont dans les chaînes de l'analphabétisme qui s'oppose à leur autodétermination et à leur développement normal. Et les historiens affirment que nous sommes témoins, dans nos décades, des plus grandes migrations de toute l'histoire tant sont nombreuses les victimes des décisions politiques et de la lutte pour le pouvoir.

Dans notre message évangélique, quel écho, peut-on entendre des gémissements qui s'élèvent pour la réforme des prisons ? Pour les droits des femmes dans la société et dans l'Eglise ? Quel plaidoyer pour le caractère sacré de la vie avant la naissance, ou pour la priorité de la paix sur la guerre dans les budgets nationaux ?

Tel serait le vocabulaire à employer pour une traduction de l'Evangile en langue d'aujourd'hui, selon l'équivalence dynamique.

CONCLUSION

Nous le voyons : la tâche que nous nous sommes fixée pour les journées qui viennent a d'effrayantes implications. Nous voilà sommés, nous, d'être entièrement fidèles à la parole au cours de nos sessions, réflexions et prières. La spiritualité biblique consiste à les intégrer toutes en un seul **kairos**, une manifestation de Dieu au milieu de nous qui nous interpelle. Dans le même processus, nous sommes appelés à une fidélité radicale et fraternelle les uns aux autres. Cela demande le respect des différences culturelles, l'ouverture aux diverses intuitions, le dialogue, la sincérité, l'entraide qui conviennent à des pèlerins dans le même voyage. « Qu'il y ait unité quand c'est nécessaire, liberté en ce qui reste mouvant, et de la charité toujours. » (*Gaudium et spes*, 92.)

Jésus-Christ est la Bonne Nouvelle du Père qui se soucie de tous les hommes. En lui, Dieu se révèle comme la puissance de l'amour, plus grande que toutes les forces du mal. Ma prière pour nous tous, pendant les jours que nous allons passer ensemble, c'est que nous soyons saisis par l'Esprit qui fit parler saint Paul :

« Dieu veut faire connaître son secret à son peuple, ce riche et glorieux secret qu'il offre à tous les peuples. C'est que le Christ est en vous, espérance de gloire. Nous prêcherons donc le Christ à tout le monde. Avec toute la sagesse possible, nous les avertissons et les instruisons pour que chacun soit amené en présence de Dieu, comme un individu adulte uni au Christ.

Voilà pourquoi nous peinons et luttons, avec la puissance que le Christ nous donne et qui est à l'œuvre en nous. » (Col 1, 25-29.)

LA BIBLE ET LE CONTINENT AFRICAIN

*Adresse du cardinal ZOUNGRANA, archevêque de Ouagadougou,
président de la Fédération*

L'histoire des Eglises particulières d'Afrique est encore brève, si on met à part quelques Eglises vulnérables qui peuvent se glorifier de remonter à l'âge apostolique ou postapostolique. Pourtant déjà nous pouvons y distinguer plusieurs périodes jusqu'à ce jour ou l'apostolat biblique va peut-être donner à notre action pastorale une nouvelle coloration, en réponse à un besoin de plus en plus clairement ressenti.

Nos jeunes Eglises ont été profondément marquées à l'époque de leur fondation, par les conceptions catéchétiques et les pratiques pastorales des Eglises plus anciennes, grâce auxquelles l'Evangile leur a été transmis. Dieu veut se servir des hommes pour transmettre la Bonne Nouvelle. Aussi le fruit précieux de la foi divine est-il transmis avec les enveloppes humaines qui l'entourent, dont la valeur doit être peu à peu jugée, critiquée, dans un travail indispensable de discernement. Dans les Eglises qui nous ont évangélisés, disons entre 1850 et 1950, la catéchèse se faisait essentiellement au moyen du catéchisme. C'était, a-t-on dit, l'âge d'or du catéchisme. Nous avons connu en Afrique ces catéchismes pour toutes les catégories de personnes : les catéchumènes, les enfants, les jeunes gens, les adultes, etc. La vie chrétienne de nos premières générations de baptisés témoigne de la valeur de cette méthode. Indiscutablement, elle a fait des chrétiens instruits et convaincus qui savaient faire passer leur foi dans leur vie. Il y avait là un effort très valable de clarté, une volonté de présentation rationnelle, même si cela risquait d'être au détriment du mystère. L'inconvénient était de présenter la vie chrétienne comme une doctrine à croire et une morale à pratiquer, en oubliant quelque peu qu'elle est aussi appel permanent de l'Esprit entendu dans la Parole de Dieu et lu dans les signes de la vie quotidienne.

Les obstacles à la présentation directe de la Parole

Il faut dire que la présentation directe de la Parole de Dieu se heurtait à des obstacles divers dont les générations actuelles risquent de ne pas voir toute l'importance. Je n'en citerai que quelques-uns :

— L'évangélisation s'adressait généralement à des populations ignorant l'écriture. La diffusion du texte sacré ne pourrait se faire que lorsqu'une partie notable de la population aurait été alphabétisée. Et à cela d'abord, les missionnaires s'appliquèrent de leur mieux.

— Dans un contexte d'extrême pauvreté, avec les moyens matériels les plus réduits, les missionnaires ne disposaient pas des instruments nécessaires pour la reproduction des textes. Il fallait se contenter de textes ronéotypés, parfois bien imparfaitement. Pour un livre imprimé, il

fallait envoyer les manuscrits en Europe ou en Amérique ; on devine les délais et les difficultés qui pouvaient en résulter.

— Ce n'est que peu à peu que les langues africaines livraient leur secret aux missionnaires, et tant que la connaissance de la langue demeurait insuffisante, il fallait se contenter de travaux provisoires. On devait attendre que se trouvent parmi les chrétiens autochtones des hommes suffisamment cultivés, capables de collaborer valablement à l'œuvre de traduction de la Bible, pour être en mesure d'entreprendre sérieusement la diffusion de la Parole de Dieu dans les langues africaines.

— L'Eglise s'est enfin heurtée, et se heurte encore, au problème de la multiplicité des langues. Là où existe une langue commune pour une population importante, la solution est relativement facile. Mais comment faire quand, dans un même pays, pourtant de dimensions modestes, une cinquantaine de langues sont parlées ? Quand dans un diocèse chaque paroisse a sa langue ? Quand dans une même paroisse, on parle jusqu'à six langues différentes ?

Et pourtant malgré ces difficultés, un travail considérable a été fait, qu'il serait injuste de méconnaître. A aucun autre moment de l'histoire de l'Eglise n'a été accompli un tel effort de traduction de la Parole de Dieu dans des langues nouvelles : traduction de l'Evangile d'abord, du Nouveau Testament dans son ensemble ensuite, de l'Ancien Testament enfin, au moins pour les chapitres les plus importants.

L'essor du clergé africain

Une deuxième phase de notre histoire religieuse a commencé avec l'essor du clergé africain. En continuité avec l'étape précédente, la première annonce de la Bonne Nouvelle a été poursuivie, mais il est apparu qu'une tâche nouvelle s'imposait avec urgence : incarner le message chrétien dans la culture africaine. Donner à l'Eglise un visage authentiquement africain, lui trouver aussi un langage pleinement intelligible pour les peuples évangélisés, un langage qui ne soit plus une simple traduction, une transposition, mais qui jaillisse de la culture du terroir, utilisant toutes ses richesses pour présenter un Evangile, nouveau certes, mais non pas étranger. A cette tâche d'inculturation, notre clergé local s'est donné de toutes ses forces, avec passion pourrait-on dire. A la suite de Tertullien, ce grand Africain du II^e siècle, il a refait avec joie la découverte de « l'anima naturaliter christiana » en saisissant dans sa propre culture toutes les possibilités de compréhension et d'expression du message. Nous sommes encore à l'œuvre, la tâche n'est pas achevée. Pourtant, dès maintenant, nous pouvons affirmer que

de très beaux efforts, couronnés de succès, ont été faits pour la création d'une catéchèse et d'une liturgie africaines.

Ceux qui se sont adonnés à ce travail ont été influencés par le renouveau biblique qui a précédé le Concile Vatican II. Dans la liturgie, une place plus large a été faite aux chants d'inspiration biblique et aux psaumes traduits en langue du pays. Les nouvelles formes de catéchèse essayaient de faire un usage plus éclairant de la Parole de Dieu. En même temps, là où ils étaient assez nombreux, les prêtres africains prenaient la relève des missionnaires pour la mise à la portée du peuple, de la Parole de Dieu traduite en sa langue, permettant ainsi de répondre aux exigences de la nouvelle liturgie.

La dimension œcuménique

Vous vous étonnez peut-être de ne pas m'entendre parler de l'aspect œcuménique de notre travail. Je ne veux pas conclure sans en parler, même s'il est délicat de le faire, au moins pour deux raisons.

La première, c'est que la situation est notablement différente, suivant les zones. D'une façon générale, la collaboration œcuménique semble plus facile dans la zone anglophone, plus difficile en zone francophone et même parfois nulle. Dans ces dernières régions, les protestants sont venus plus tard, parfois ils ne sont représentés que par des groupes minoritaires peu ou mal intégrés à l'ensemble de la population. Ceci déjà explique une attitude de repliement sur soi.

La deuxième raison, c'est qu'une part importante du travail d'évangélisation, du côté protestant, a été entreprise par des communautés fondamentalistes, déjà repliées sur elles-mêmes et refusant de se lier aux Eglises protestantes qui sont entrées dans le mouvement œcuménique, au sein du Conseil œcuménique des Eglises. Ainsi, les Assemblées de Dieu, qui ont déployé une grande activité missionnaire en Afrique de l'Ouest, ont refusé de participer aux travaux de la CETA qui réunit les communautés chrétiennes d'Afrique se réclamant de la Réforme. Toute collaboration œcuménique leur paraît une faute contre la foi, que seul peut inspirer l'esprit du mal.

Dans ces conditions, le travail biblique qui devrait nous réunir ne peut que marquer nos divergences, puisque chaque communauté fait ses propres traductions et les diffuse de son côté. Nous reconnaissons cependant bien volontiers le remarquable travail accompli par nos frères séparés pour faire connaître l'Écriture dans les différentes langues africaines. Les traducteurs catholiques se sont souvent inspirés des travaux de leurs frères protestants. En Haute-Volta, lorsque nous avons voulu étudier plus profondément les techniques de traduction, c'est à des techniciens protestants de la zone anglophone que nous avons fait appel et ils nous ont apporté une aide vraiment fraternelle. Nous souhaitons de tout cœur qu'une telle collaboration se renouvelle et s'étende.

Sans rien négliger des résultats du labeur d'un siècle d'évangélisation, il nous reste maintenant à entreprendre une troisième étape pour que la Parole de Dieu soit vraiment au cœur de notre vie ecclésiale et de notre pastorale. Pour cela,

qu'il soit plus lisible dans les faits que les chrétiens sont réunis par la Parole de Dieu qui les convoque. Qu'avant toute démarche, les fidèles sachent écouter la Parole et y trouver leur lumière. Que nos liturgies fassent croître dans les cœurs, le respect, l'amour et l'intelligence de la Parole. Que notre catéchèse soit toute fondée sur elle. Enfin, suivant le vœu de Vatican II, « que l'accès de la Sainte-Ecriture soit largement ouvert à tous les chrétiens » (*Dei Verbum*, 21). Déjà, dans cette perspective, différents diocèses intègrent l'alphabétisation dans la préparation des catéchumènes adultes au baptême.

Depuis longtemps nos fidèles ont reçu de leurs pères dans la foi le goût de l'Eucharistie ; puissent-ils avec la même ardeur se nourrir aussi de la table de la Parole ! Mais cela soulève des problèmes considérables pour des Eglises pauvres en moyens et en personnel. L'aide, les conseils, la collaboration de la Fédération catholique mondiale pour l'apostolat de la Bible peuvent être ici décisifs. Nous attendons d'elle avant toute chose, qu'elle nous aide à entrer dans une intelligence savoureuse et fructueuse de la Bible, au bénéfice du Peuple de Dieu en Afrique, mais aussi pour le bien de l'Eglise tout entière qui en sera enrichie.

ADRESSE DE CLOTURE DU CARDINAL ZOUNGRANA

CHERS AMIS DE LA FÉDÉRATION CATHOLIQUE
MONDIALE D'APOSTOLAT BIBLIQUE,

Nous arrivons à la fin de cette assemblée, beaucoup de travail a été fait, un grand effort a été accompli. Chacun peut, vraiment, se considérer en bonne conscience en présence du Seigneur.

Permettez-moi d'abord de renouveler mes remerciements, pour la confiance qui m'est faite, à moi fils de l'Afrique. Je les adresse à vous tous et, spécialement, aux organisateurs de votre assemblée et au cardinal Koenig.

Quel est donc votre travail ? Passer de l'apostolat de la Bible à l'apostolat biblique.

Que chacun de vous vive de la Bible avant d'exercer un tel apostolat, de diffuser, de faire lire, de faire méditer, de faire vivre les autres, et le plus largement possible. Et cela pour toutes les couches du Peuple de Dieu, pas seulement pour les élites mais aussi pour les petits, ces petits auxquels s'adressait le Christ, y compris les catéchumènes et les néophytes.

L'apostolat biblique doit pénétrer la catéchèse et toutes les formes de la pastorale, y compris celles qui utilisent les mass media.

Cette activité suppose un effort de traduction. Nos différentes communautés en sont à des étapes différentes, et la Parole de Dieu nous interpelle tous en vue d'une action concertée. Dans ce sens, votre Fédération est appelée à être comme un instrument de conscientisation du Peuple de Dieu, pour qu'il redécouvre ses racines scripturaires, en continuité avec les communautés que nous voyons dans la Bible et qui, en leur temps, ont rendu témoignage à la Parole de Dieu.

Aussi l'effort de la Fédération est-il un signe de l'activité de l'Esprit qui ouvre le monde à la

manifestation du Verbe incarné dont la Sainte Ecriture conserve la trace.

Diffuser et faire connaître la Bible, c'est donc faire connaître et aimer la personne du Verbe de Dieu, le Christ, centre de l'histoire du salut. Et de ce point de vue, la lumière et la vie de la Bible ne sont pas encore assez répandues dans le monde.

Assouvir la faim et la sous-alimentation spirituelles ! Pour cela, Dieu nous encourage aux sacrifices, à l'effort financier, chaque Eglise selon ses moyens. C'est la forme la plus noble de la charité, de l'amour.

L'universalité, le caractère international de votre Fédération sont, certes, un signe de l'universalité de l'Eglise. Et voici l'occasion de nous féliciter de la présence du D^r Renzo Bertalot qui

représente les Sociétés bibliques unies, pour leur région d'Europe..

Votre Assemblée souhaite donc qu'un service d'apostolat biblique soit organisé, au niveau de chaque pays, de chaque région, de chaque continent. Mais je ne vais pas répéter les déclarations et recommandations de votre Assemblée, ni les lignes d'action qu'elle propose.

Nous allons retourner, chacun dans son pays, forts de la Parole de Dieu pour en être de vrais serviteurs efficaces. Comme Paul à Timothée, la Fédération dit à chacun de nous :

« Je t'en adjure, devant Dieu et devant le Christ Jésus, proclame la Parole, insiste à temps et à contretemps, réfute, menace, exhorte avec une patience inlassable et avec le souci d'instruire. »

DÉCLARATION FINALE DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

La seconde Assemblée plénière de la Fédération catholique mondiale d'apostolat biblique s'est réunie à Malte, du 11 au 19 avril 1978, avec soixante-seize participants venus de quarante-quatre pays. Elle confirme que la Fédération offre ses services à tous ceux qui ont reçu de Dieu le devoir spécial de répandre sa Parole, transmise par la Sainte Ecriture. Elle a pour vocation d'aider, de stimuler, d'harmoniser l'apostolat biblique à travers le monde en promouvant l'étude de la Bible et son interprétation, et en encourageant à cet effet la coopération interconfessionnelle et internationale.

I. — RECOMMANDATIONS A TOUS

1. L'apostolat biblique

Les membres de la Fédération ont été encouragés les premiers en constatant le développement de l'apostolat biblique dans les six années écoulées depuis leur première assemblée (Vienne 1972).

En huit journées de travail assidu, ils ont constaté et compris que seule une spiritualité biblique bien enracinée permet aux chrétiens de jouer leur rôle spécifique dans le monde et de contribuer à construire une nouvelle société, fondée sur les intuitions et les valeurs chrétiennes.

L'Assemblée recommande donc que, dans chaque diocèse, l'évêque désigne une personne compétente pour animer, coordonner et promouvoir l'apostolat biblique, et que des mesures soient prises pour coordonner ce travail au niveau national.

2. Liturgie

Du fait de leur origine internationale, les participants ont fait l'expérience de formes variées d'une liturgie basée sur la parole, ils en ont apprécié la richesse en y trouvant une source de lumière et de force.

L'Assemblée recommande que les Conférences épiscopales et les Organisations bibliques

assurent aux animateurs de la liturgie et de la paraliturgie une formation convenable pour proclamer les Ecritures, afin que tous les fidèles — dont ils sont les serviteurs — puissent être équipés à jouer leur rôle de « ministres de la parole » (cf. Lc 1, 3).

3. Séminaires

L'Assemblée a porté une attention spéciale à la formation des séminaristes en pastorale biblique, pensant que l'enseignement des Ecritures risque trop facilement de rester au niveau académique.

L'Assemblée recommande donc que cette formation vise à donner une expérience profonde de foi, centrée sur la Bible, et que les études bibliques soient complétées par un apprentissage concret tel que le permet l'application pastorale des leçons reçues, tout spécialement dans les diverses façons de communiquer le message évangélique.

4. Les catéchistes

L'Assemblée attache la plus haute importance à ce que les catéchistes aient une connaissance de la Bible, solide et adéquate, puisqu'ils jouent un rôle vital d'entraîneurs et d'animateurs des communautés chrétiennes. Ainsi pourront-ils découvrir la présence active de Dieu dans leur vie comme dans toute l'histoire, interpréter pour leurs communautés les desseins du Seigneur à la lumière de sa parole et se servir de la Bible comme source de vie et de prière. Telle doit rester la visée de tout enseignement biblique pendant et après la formation première.

5. Groupes bibliques

Les membres de l'Assemblée, partageant leurs informations venues de tous les continents, ont constaté partout l'émergence de nombreux groupes spontanés, surtout dans le laïcat : Partage biblique, Néo-catéchumènes, Groupes charismatiques, Communautés de base, Mouvements de familles chrétiennes, etc. Nous reconnaissons là un signe des temps et une œuvre de l'Esprit.

L'Assemblée recommande que les Conférences épiscopales encouragent la formation de tels groupes et les invitent à faire entrer dans leurs programmes l'étude priante de la Bible. Les Conférences épiscopales et les Organisations bibliques donneront à ces groupes l'aide et l'instruction nécessaires au sujet de la Bible, afin que leur vie chrétienne soit solidement fondée sur une bonne connaissance de la parole de Dieu.

6. Catéchèse

A la lumière de ses réflexions sur la Bible et la catéchèse, l'Assemblée se joint aux hiérarchies de tous les pays et au récent Synode des évêques pour reconnaître le besoin d'une sûre catéchèse biblique qui puisse former dans la foi toutes les parties de l'Eglise. La parole de Dieu, telle qu'elle se trouve dans la Bible, doit avoir sa juste place dans toute session catéchétique et toute forme d'éducation de la foi, pour donner sens et lumière à toute la vie des hommes.

L'Assemblée recommande donc à toutes les Organisations bibliques de collaborer étroitement avec les Organismes catéchétiques pour la formation des prêtres, des catéchistes et des maîtres de religion.

7. Exégèse

L'Assemblée considère qu'un des plus graves défis que nous lance notre siècle, sur le terrain biblique, est de rendre l'exégèse signifiante et utile pour la spiritualité et pour le ministère pastoral de la parole. Un chrétien doit unir étroitement son étude scientifique de la Bible et sa croissance spirituelle. Cette interaction, ainsi que l'aptitude à la transmettre, doit être encouragée dans la formation de tous les ministres de la parole pour qu'ils puissent montrer dans leur vie personnelle et dans leur enseignement que la Bible porte sur la réalité.

L'Assemblée recommande donc que des cours dans l'art de communiquer prennent place dans la formation de tous les prêtres et enseignants afin que leur enseignement de la Bible marque sensiblement la vie de leurs auditeurs.

8. Œcuménisme

L'œcuménisme a été donné par Dieu aux chrétiens du ^{xx} siècle pour qu'ils recherchent, par la grâce du Christ, leur unité en lui (Jn 17, 23). L'Assemblée plénière pense que la Fédération peut jouer un rôle vraiment vital dans la promotion du dialogue et de la coopération avec les autres Eglises chrétiennes et avec l'Alliance biblique universelle (Sociétés bibliques unies).

L'Assemblée recommande que les traductions de la Bible soient, autant que possible, interconfessionnelles. Qu'une étroite collaboration existe avec les Sociétés bibliques pour produire et distribuer les Ecritures, pour organiser des Dimanches de la Bible, des Semaines et Expositions bibliques, etc. Aussi souvent que possible, l'éducation, l'enseignement et la recherche devront se faire au niveau interconfessionnel.

9. Autres religions

En s'augmentant de membres de plus en plus nombreux, notre Fédération s'est enrichie d'héritages religieux variés.

Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'autres parties du monde ont de riches traditions religieuses, recueillies dans leurs livres sacrés et soutenues par une tradition vivante. Dans ces parties du monde, l'Evangile apparaît trop souvent comme identifié à une culture particulière, étrangère à la mentalité du peuple et à ses expressions. Cette situation contradictoire appelle une rencontre vivante avec ces religions et leurs textes sacrés.

L'Assemblée recommande que les cultures et les traditions religieuses de tous les peuples soient respectées, aussi bien en leur présentant l'Evangile pour la première fois qu'en leur permettant de développer leurs formes authentiques de vie chrétienne et de culte.

10. Chrétiens hors de l'Eglise

L'Assemblée se sent profondément concernée par le nombre croissant d'hommes, de femmes et de jeunes qui pensent encore être chrétiens et montrent dans leur vie des qualités chrétiennes, mais qui ont abandonné tout engagement sérieux dans la vie de l'Eglise. Il existe parmi eux d'authentiques chercheurs de la vérité dont certains se tournent vers les méthodes orientales de prière et de méditation, ou cherchent en d'autres religions cette expérience de Dieu qu'ils n'ont pas trouvée dans le christianisme. L'Assemblée reconnaît qu'ils nous mettent au défi de leur montrer, dans nos vies, les fruits de l'Esprit et le témoignage d'une communauté vivante, nourri de la parole de Dieu : condition pour qu'ils puissent reconnaître le Christ comme Celui qu'ils cherchent et contribuer au renouveau de la société.

11. Les incroyants

L'Assemblée sait que les chrétiens, toutes confessions réunies, ne sont qu'une minorité dans le monde d'aujourd'hui. Elle se reconnaît la responsabilité de témoigner de la vérité salvatrice du Christ devant les incroyants, tâche urgente que rendent difficile la division des Eglises et notre échec à laisser le Christ achever en nous son œuvre de rédemption.

L'Assemblée recommande que nous, chrétiens, nous recherchions le Christ aujourd'hui avec une telle profondeur de vues et une telle communion aux sentiments des hommes qu'ils trouvent en lui le sens de leur vie et l'espérance qui oriente leur avenir.

12. Justice et droits de l'homme

L'apostolat biblique doit mettre en évidence le défi des Ecritures à ce monde marqué par la division et l'oppression. Il comporte que les Conférences épiscopales ne cessent de présenter à leurs fidèles la nécessité de respecter la dignité de tous les hommes en tous les pays. Les droits des personnes et des minorités doivent être respectés, la liberté de conscience doit être garantie et la loi également appliquée à tous.

13. Coopération internationale

Dans ce monde où tant de nations émergent et où grandit la coopération internationale, la Fédération souhaite apporter sa modeste contribution en rassemblant des chrétiens de toutes les parties du monde pour un effort commun de répandre la Bonne Nouvelle du salut.

L'Assemblée recommande donc que les Conférences épiscopales et les Organisations bibliques collaborent de plus entre pays voisins pour promouvoir l'apostolat biblique. Que des réunions soient tenues aussi souvent que possible, spécialement pour envoyer leurs recommandations aux organisateurs de la prochaine Assemblée plénière.

14. Les arts, l'audio-visuel, les mass media

Les arts, et spécialement l'expression audio-visuelle, sont un nouveau moyen de communication, devenu usuel dans les mass media au niveau international. La parole de Dieu peut y prendre forme. Si les chrétiens négligeaient ces moyens d'expression, ils seraient coupables de cacher ce qui a été révélé à l'humanité tout entière.

L'Assemblée recommande donc à la Fédération d'encourager les projets utilisant l'audio-visuel et les mass media et de faire circuler les informations à ce sujet.

15. Les illettrés

Pour ceux qui sont incapables de lire la Bible, l'Assemblée recommande le développement d'autres moyens de communiquer la parole de Dieu, tels que le chant, la danse ou l'audio-visuel, afin que le message biblique ne soit pas réservé à ceux qui savent lire.

Pour les pays où les analphabètes sont encore en forte proportion, l'Assemblée recommande que les Eglises prennent l'initiative de former des maîtres de lecture et de fournir aux lecteurs débutants des textes bibliques adaptés.

II. — RECOMMANDATIONS SPECIALES AUX MEMBRES DE LA FEDERATION ET A SON BUREAU

Ayant fait les recommandations qui précèdent à tous ceux qui sont engagés dans l'apostolat biblique et en portent la responsabilité à tous les niveaux, les membres de cette Assemblée désignent les tâches suivantes comme leurs priorités pour les six années qui viennent, au niveau national et international.

16. Au niveau national

- Coordonner l'apostolat biblique.
- Former des organismes bibliques là où ils font défaut.
- Mettre en œuvre des centres de formation biblique.
- Etablir la coopération interconfessionnelle dans tous les domaines possibles.
- Achèver les traductions et commentaires en cours.
- Créer des communautés chrétiennes de base et promouvoir leur formation biblique.
- Encourager les groupes de partage biblique.
- Célébrer le Dimanche de la Bible, organiser des Semaines bibliques.
- User largement, dans notre apostolat de l'expression audio-visuelle et des mass media.
- Envoyer nos rapports sur les diverses formes de notre apostolat au Bureau de la Fédération ainsi qu'aux membres de notre région et de notre continent.

17. Au niveau régional

- Coopérer entre pays voisins.
- Echanger du matériel audio-visuel.

18. Au niveau continental

- Echanger régulièrement informations et expériences.
- Partager les ressources en personnel.
- Travailler à établir en Asie et en Afrique des Instituts de pastorale biblique.
- Organiser, pour ceux qui prennent part à l'apostolat biblique, des ateliers annuels ou bis-annuels.
- Coopérer avec les Associations bibliques professionnelles déjà existantes.
- Maintenir et développer les services existants en Afrique.

19. Pour le Bureau de la Fédération

- Aider à organiser séminaires et ateliers d'apostolat biblique.
- Entrer en rapports avec les pays qui ne sont pas encore membres de la Fédération.
- Veiller à ce que le bulletin de la Fédération touche tous ceux qui ont part à l'apostolat biblique : séminaires, centres catéchétiques, etc.

20. Pour le Bureau exécutif

- Se mettre en rapport avec d'autres corps, tels que la Commission biblique pontificale.

III. — CONCLUSION

Tous ceux qui ont participé à cette Assemblée plénière ont étudié et expérimenté la spiritualité biblique pendant leur réunion à Malte. Ils osent faire à l'Eglise les recommandations qui précèdent. Ils regardent l'avenir avec l'Esprit d'espérance qui s'est élevé en eux durant cette Assemblée, et ils se proposent de continuer leur travail selon les exhortations de saint Paul :

« Nous prêchons le Christ à tous les hommes. Avec toute la sagesse possible, nous les avertissons et les instruisons pour conduire chacun d'eux en présence de Dieu, comme un homme adulte en Christ.

« C'est pour cela que nous peinons et luttons, avec la grande puissance que le Christ nous donne et qui opère en nous. » (Col 1, 28-29.)

— **L'Evidence et le Mystère ?**, par Joseph MAJALUT. — Un vol. 13,5 × 18 cm de 184 p., 34 F. Editions Le Centurion, Paris.

La littérature chrétienne n'a pas disparu avec Mauriac et Bernanos. Ces pages nous en fournissent la preuve. Le sous-titre nous en avertit : « Essai sur la littérature chrétienne pour aujourd'hui ». On trouvera dans ce livre que la foi chrétienne peut se manifester dans une authentique valeur littéraire. De nombreux auteurs nous en apportent, la preuve, comme ce livre lui-même.

— **Qui est l'Esprit-Saint ?**, par Dom Charles MASSABKI, O.S.B. — Un vol. 13,5 × 21,5 cm de 260 p. Prieuré Saint-Benoît, 78470 Saint-Lambert-des-Bois ; Office général du Livre, 14 bis, rue J.-Ferrandi, 75006 Paris.

Cette question, tout fidèle doit se la poser car, par sa foi, il est le temple de l'Esprit-Saint. Malheureusement, pour beaucoup il est « le Divin Méconnu », comme le dit l'auteur. Peut-être touchons-nous là comme la raison de la tiédeur de tant de vies chrétiennes. C'est dire l'intérêt de ce livre. Les parents y trouveront une doctrine sûre pour préparer leurs enfants à la grâce de la confirmation, et de nombreux fidèles un éclairage de leur foi qui fortifiera leur vie chrétienne et nourrira leurs prières.

Questions actuelles

« TU ES LE CHRIST, LE FILS DU DIEU VIVANT » (Mt 16, 16)

Note du Bureau d'études doctrinales de la Conférence épiscopale française

Avec l'accord du Conseil permanent, le Bureau d'études doctrinales de la Conférence épiscopale française publie la note suivante () :*

Depuis quelques années, nombreux sont les livres, dossiers, cahiers et articles de revues qui tentent une présentation du mystère du Christ pour les hommes d'aujourd'hui.

La recherche d'un nouveau langage pour dire le Christ est une opération difficile et de longue haleine. Parmi les expressions nouvelles, il en est qui paraissent se concilier mal avec la doctrine de l'Eglise. Certaines démarches relèvent de l'apologétique : or, nous le savons, on ne dit pas d'emblée la totalité du mystère quand on s'adresse à l'incroyant. Dans leur ensemble, ces ouvrages ou articles ne sont accessibles qu'à un petit nombre de chrétiens. Mais on voit circuler des formules qui s'inspirent de la pensée de ces chercheurs en la simplifiant jusqu'à la caricature. Le peuple chrétien est inquiet des silences, des imprécisions qu'il constate dans l'énoncé du mystère du Christ (1). Il est troublé par certaines interprétations nouvelles. Aussi est-il nécessaire et urgent de rappeler la foi commune de l'Eglise. On n'invente pas aujourd'hui la vraie foi au Christ.

« Les écrits du Nouveau Testament, témoignage permanent du divin »

(Vatican II, décret sur la révélation, n° 17)

« Ce que nous avons entendu, ce que nous avons vu de nos yeux, ce que nous avons contemplé, ce que nos mains ont touché du Verbe de vie..., nous vous l'annonçons. » (1 Jn 1, 1-3.)

Ce que nous savons de Jésus repose sur le témoignage de foi des apôtres et des disciples. Témoins de sa vie, de sa prédication, de sa mort, de sa résurrection, de son ascension, du don de l'Esprit à la Pentecôte, les apôtres et les disciples ont consigné leur foi dans

les écrits du Nouveau Testament. La source de notre connaissance de Jésus-Christ est donc l'Ecriture qui a été écoutée, méditée, vécue, transmise par toute l'Eglise au cours des âges. Certes, le mystère du Seigneur ne sera jamais dit parfaitement et totalement ; il appartient à chaque génération d'en découvrir les insondables richesses ; mais ce qui en est dit est toujours un approfondissement de l'Ecriture et de la réflexion de la vie de l'Eglise. L'Ecriture, lue par la Tradition, est la source de la Révélation, non un espace offert à l'imagination de chacun. Saint Paul déjà demandait à Timothée de ne pas tenir compte des fables et des inventions qu'il pressentait : « Viendra un temps où certains ne supporteront plus la saine doctrine, mais au gré de leurs propres désirs et l'oreille leur démangeant, ils s'entoureront de quantité de maîtres. Ils détourneront l'oreille de la vérité et vers les fables se retourneront. » (2 Tm 4, 3-4.)

« Jésus-Christ est l'unique médiateur entre Dieu et les hommes »

(1 Tm 2, 5)

La Bonne Nouvelle, l'Evangile, c'est que Jésus est sauveur de tous les hommes. Le contenu de l'Evangile n'est autre que Jésus lui-même « qui s'apporte, en quelque sorte dans la Bonne Nouvelle ». Nous ne sommes donc pas sauvés en adhérant « à une certaine idée de Dieu » que Jésus de Nazareth nous aurait révélée. Nous sommes sauvés par Jésus-Christ ressuscité qui ne cesse de s'offrir à notre rencontre pour nous conduire au Père, par la puissance de l'Esprit. « Il n'y a aucun salut ailleurs qu'en lui, car il n'y a, sous le ciel, aucun autre nom offert aux hommes qui soit nécessaire au salut. » (Ac 4, 12.)

« Le Christ Jésus, Fils de Dieu »

(II Co 1, 19)

Jésus de Nazareth est le Fils unique de Dieu. Il s'est attribué à lui-même des titres qui, dans l'Ancien Testament, désignaient Dieu. Il a posé des actes qui relèvent de la puissance de Dieu, comme remettre les péchés. Si, à la lumière de la résurrection, des expressions pour dire la divinité du Christ se sont précisées lentement et

(*) Texte original.

(1) Parmi ces ouvrages, citons entre autres, à des titres divers : Hans Küng, *Être chrétien*, Seuil ; Georges MOREL, *Question d'hommes. Jésus dans la théorie chrétienne*, Aubier ; Jacques POUILLER, *Quand je dis Dieu*, Seuil.

portent une marque du temps qui les a forgées, la confession de foi de l'Eglise n'a jamais varié de la Pentecôte à nos jours. Jésus est le Fils unique de Dieu devenu homme. « Le Verbe fut chair et il a habité parmi nous, et nous avons vu sa gloire, cette gloire que Fils unique, plein de grâce et de vérité, il tient du Père. » (Jn 1, 14.)

C'est cette vérité qui, dans un langage recherché pour dire le mystère du Christ, paraît parfois niée ou édulcorée. Si elle n'est pas toujours niée explicitement, souvent les expressions utilisées n'en rendent pas compte avec assez de netteté (2). Il faut souligner, par exemple, l'ambiguïté d'une formule telle que « Jésus est de Dieu » : c'est fort insuffisant pour dire la foi de l'Eglise.

Si Jésus de Nazareth, né de la Vierge Marie, n'était pas le Fils unique de Dieu, il ne serait pas le Sauveur, mais seulement un prophète parmi d'autres, qui nous ont parlé de Dieu à travers les siècles.

Jésus-Christ, vraiment homme

Fils de Dieu, Jésus est vraiment homme. Sa vie en Palestine, au début de notre ère, n'a rien à voir avec les apparitions des dieux dont parlent les mythologies païennes. Jésus de Nazareth est véritablement homme, en tout semblable à nous, sauf le péché. « Celui qui n'avait pas connu le péché, Dieu l'a, pour nous, identifié au péché afin que par lui nous devenions justice de Dieu. » (2 Co 5, 12.) L'expression de saint Paul : « Dieu l'a identifié au péché », et cette autre de l'Épître aux Romains : « Dieu a envoyé son propre Fils dans la condition de notre chair de péché », traduisent avec force le réalisme de l'Incarnation.

Toutes les études actuelles mettent l'accent sur la réalité de l'humanité du Christ. Mais on ne sauve pas ce réalisme en gommant la divinité du Christ. Si le Christ n'était pas Dieu, il n'y aurait pas Incarnation. Mais par ailleurs, si le Christ n'était pas véritablement homme, il n'y aurait pas non plus Incarnation et Dieu ne serait pas réellement entré dans notre Histoire. Il ne serait pas le « Dieu-avec-nous » et nous ne pourrions parler du salut de l'homme.

Jésus, mort et ressuscité

« Ce Jésus, Dieu l'a ressuscité, nous tous en sommes témoins. » (Ac 2, 32.) Cette proclamation de saint Pierre, au matin de la Pentecôte, constitue le noyau de la prédication apostolique, qui nous parvient par la longue et permanente Tradition de l'Eglise. Si les apôtres ont proclamé cette nouvelle avec la joie et l'enthousiasme qui transparaissent dans les écrits qu'ils nous ont laissés, c'est pour deux raisons :

1. C'est bien Jésus de Nazareth qu'ils ont connu, c'est bien Jésus crucifié sous Ponce

Pilate qui se manifeste à eux : « sous d'autres traits » (Mc 16, 12), ressuscité, vainqueur de la mort. « Christ ressuscité désormais ne meurt plus. La mort sur lui n'a plus d'empire. » (Rm 6, 9.)

2. La résurrection de leur Seigneur est promesse, c'est-à-dire certitude de la résurrection des hommes. « Christ est ressuscité des morts, prémices de ceux qui sont morts..., c'est par un homme que vient la résurrection des morts. » (1 Co 15, 20-21.) Dans cet événement de Pâques, les apôtres lisent leur propre résurrection.

La résurrection de Jésus est une reconnaissance par Dieu de tout le message de Jésus, et plus particulièrement de l'affirmation centrale de ce message : Jésus de Nazareth, Fils de Dieu devenu homme, est le Sauveur de tous les hommes.

La résurrection du Christ est aussi l'inauguration des temps nouveaux. En Jésus-Christ ressuscité, nous entrons dans un monde nouveau, une ère nouvelle ; nous croyons que le Royaume de Dieu est inauguré en notre monde et qu'il connaîtra son accomplissement à la fin des temps. « Dieu alors sera tout en tous. » (1 Co 15, 28.)

« Si le Christ n'est pas ressuscité, notre prédication est vide, vide aussi notre foi... Si nous avons mis notre espérance en Christ pour cette vie seulement, nous sommes les plus à plaindre des hommes. Mais non ! Christ est ressuscité des morts, prémices de ceux qui sont morts. » (*Ibid.* 15, 19-20.)

Malgré les difficultés qu'elle ne peut pas ne pas rencontrer pour formuler le mystère du Christ, l'Eglise a toujours affirmé ces vérités. Dans sa prière comme dans ses professions de foi, elle a toujours confessé que Jésus de Nazareth est vrai Dieu et vrai homme, qu'il est mort et ressuscité et qu'il est l'unique Sauveur des hommes. On ne peut être chrétien, disciple du Christ, si on ne professe pas cette vérité fondamentale de la foi.

ROBERT COFFY,
archevêque d'Albi.

ALEXANDRE RENARD,
cardinal-archevêque de Lyon.

RAYMOND BOUCHEX,
archevêque d'Avignon.

JOSEPH DUVAL,
évêque auxiliaire de Rennes.

GEORGES GILSON,
évêque auxiliaire de Paris.

JEAN HONORÉ,
évêque d'Evreux.

DANIEL PÉZERIL,
évêque auxiliaire de Paris.

— **La Foi des premiers jours.** Expériences chrétiennes d'aujourd'hui, par Robert MASSON. — Un vol. 13,5 x 18 cm de 196 p., 32 F. Editions Le Centurion, Paris.

L'auteur a réuni dans ces pages des manifestations de foi vécues par une dizaine d'auteurs qui se sont fait un nom dans la littérature d'aujourd'hui. C'est le cardinal Marty qui clôt ce livre par l'expression de son amour de l'Eglise. Chaque auteur témoigne de sa foi avec l'accent qui lui est propre et c'est là l'intérêt et la valeur de ces pages où la personnalité de chacun se retrouve telle que sa vie la manifeste.

(2) C'est le cas, malgré la qualité, des Cahiers bleus de La Tourette, nos 6 et 7, Jésus Sauveur.

VIVRE EN PLÉNITUDE

Éléments de base d'une spiritualité chrétienne

Message pastoral de l'Episcopat canadien — Pentecôte 1978 ()*

AVANT-PROPOS

En 1975, les évêques catholiques du Canada publiaient un message pastoral sur le « nouveau charismatique ». Ce phénomène conserve toujours son importance dans le nouveau spirituel que connaît l'Eglise d'aujourd'hui. Il n'est cependant pas le seul par lequel se manifeste l'action de l'Esprit. D'autres formes de vie de prière et d'engagement ont surgi récemment, cherchant toutes à favoriser un approfondissement de la vie spirituelle des chrétiens.

Un tel contexte pastoral incite les évêques à s'adresser de nouveau à vous. Dans ce message intitulé *Vivre en plénitude*, ils décrivent cinq dimensions fondamentales de la vie spirituelle : la prière, la communion avec l'Eglise, le témoignage, l'engagement au service des autres, et la constante conversion du cœur.

Ces cinq éléments de base forment le tissu de toute vie chrétienne. Ils peuvent également orienter les communautés de prière dans lesquelles s'engagent beaucoup de chrétiens, leur permettant de croître et de s'épanouir en plénitude. Chacun est appelé à les vivre selon l'appel qui lui est propre et dans le respect de la diversité des cheminements par lesquels l'Esprit conduit les fidèles.

Mes confrères évêques et moi-même sommes donc heureux de vous offrir ces quelques réflexions, confiants qu'avec la grâce de l'Esprit elles contribueront à éclairer votre cheminement de prière et de vie. Puissent-elles être pour vous une invitation pressante à renouveler le don de l'Esprit du Seigneur qui est en vous.

GILLES OUELLET,
archevêque de Rimouski,
président de la Conférence
des évêques catholiques du Canada.

INTRODUCTION

**La présence active de l'Esprit
est de nos jours source de grande espérance**

1. S'étant fait l'un des nôtres pour que nous ayons la vie en plénitude (1), Jésus ne nous a jamais abandonnés. Au moment de retourner vers son Père, il a envoyé à ses disciples l'Esprit qu'il leur avait promis. Ce même Esprit est toujours présent. Il agit au sein de l'Eglise comme au cœur de chaque chrétien. Au fil des générations, c'est lui qui a permis au peuple

des croyants de porter jusqu'à nous la présence de Jésus, et de garder vivant son message de vie, d'amour et de paix.

2. C'est une joie pour nous, évêques du Canada, de constater l'ampleur du nouveau que l'Esprit suscite dans l'Eglise d'une façon particulière depuis quelques années. Un nouveau qui s'exprime par des expériences, des initiatives et des mouvements si diversifiés qu'il serait difficile d'en donner une description complète. Chez beaucoup de gens, chez les jeunes en particulier, l'action de l'Esprit produit une redécouverte du mystère de la foi et des valeurs religieuses.

La présence de l'Esprit se manifeste aussi dans notre société. Il est à l'œuvre dans les efforts de tous ceux qui, attentifs aux besoins de leurs frères, œuvrent pour une société plus humaine, plus juste et plus fraternelle.

3. Nous n'ignorons pas cependant que cette même société est travaillée par des forces de désintégration et de déshumanisation engendrées par l'esprit du mal. Elles s'expriment dans l'oubli de Dieu, l'égoïsme, l'injustice, la violence et l'oppression. Nous savons aussi que l'Eglise elle-même est tiraillée par des tensions internes et qu'elle est secouée par les mutations de la société dans laquelle elle s'insère. Mais l'Esprit veille. Son action constitue pour nous une source d'espérance. C'est cette espérance que nous voulons partager avec vous, frères et sœurs, dans ce message que nous adressons à tous les catholiques de notre pays.

La présence de l'Esprit invite au discernement

4. La société dans laquelle a vécu l'apôtre Paul n'était guère différente de la nôtre à cet égard. Il recommande à ses fidèles la persévérance et la vigilance. « N'éteignez pas l'Esprit, dit-il, ne méprisez pas les dons de prophétie ; examinez tout avec discernement : retenez ce qui est bon (2). »

C'est le même effort de persévérance et de discernement que nous vous proposons aujourd'hui en vous rappelant quelques-unes des grandes lignes de toute spiritualité chrétienne. Sans vouloir être exhaustifs, il nous semble qu'un mouvement ou une expérience de nouveau peuvent s'évaluer à partir de cinq critères fondamentaux :

- I. — La rencontre de Dieu dans la prière ;
- II. — La communion avec l'Eglise ;
- III. — Le témoignage de l'Eglise tout entière ;

(*) Texte original.

Ce message a été préparé par la Commission épiscopale canadienne de théologie.

(1) Cf. Jn 10, 10.

(2) 1 Th 5, 19-21.

IV. — L'engagement au service des autres ;

V. — La constante conversion du cœur et de la vie.

I. — LA RENCONTRE DE DIEU DANS LA PRIÈRE

5. Toute vie chrétienne et tout renouveau spirituel authentiques s'enracinent dans la prière, c'est-à-dire dans une rencontre personnelle et aimante de Dieu. C'est là que nous reconnaissons ce qu'il est et les merveilles qu'il accomplit. Dans la prière, nous faisons l'expérience de la communion d'amour avec le Père, grâce à l'Esprit qui nous rend témoignage que nous sommes fils de Dieu (3). Elle anime la vie entière du chrétien, car elle est la prise de conscience de la rénovation de toutes choses dans le Christ.

L'ouverture à la prière requiert des efforts personnels et le support d'une communauté de foi

6. Saint Paul dit que même si nous ne savons pas prier, l'Esprit intercède en nos cœurs (4). Mais l'accueil de ce don de l'Esprit exige un effort sérieux et constant de la part de l'homme. Cet effort implique une ascèse volontaire, c'est-à-dire le respect des valeurs morales et une discipline de vie qui maintiennent l'homme dans la possession harmonieuse des dynamismes qu'il porte en lui.

En second lieu, pour entendre la voix de l'Esprit au fond de nous-mêmes et parler cœur à cœur avec Dieu, il faut créer dans notre existence quotidienne des espaces de solitude et de silence.

De plus, dans notre culture marquée par le rationalisme, il faut être conscient que c'est tout l'être humain, physique, psychologique et spirituel qui est assumé dans la prière. Les gestes et les symboles, en faisant appel à nos sens, ont ainsi une fonction essentielle, celle de nous disposer à la prière et même de l'exprimer.

Enfin, la tradition chrétienne, à l'instar de toutes les autres grandes traditions religieuses, nous apprend que pour cheminer vers une rencontre de Dieu toujours plus vraie et plus profonde, nous avons besoin de maîtres expérimentés.

7. Au Canada comme ailleurs, nous constatons avec joie que l'Esprit a suscité une grande soif d'expériences spirituelles au cours des dernières années. Les groupes et les maisons de prière se sont multipliés. Des chrétiens y ont découvert ou redécouvert la prière. Ils ont appris à partager leur expérience spirituelle avec des frères et sœurs dans la foi. A condition que s'exerce un sage discernement, ces groupes et ces rencontres permettent au peuple chrétien de retrouver dans la prière une spontanéité que les réformes liturgiques cherchent encore à susciter. On y apprend à célébrer Dieu dans la

joie et l'enthousiasme. On y découvre parfois un sens authentique à des pratiques de piété populaire qu'un usage trop routinier avait rendues désuètes.

8. L'attrait qu'exercent aujourd'hui les ordres contemplatifs, principalement chez les jeunes, est un autre indice de cette soif spirituelle. Ces communautés ont une grande responsabilité dans le renouveau spirituel. Se consacrant dans une totale gratuité à la louange et au service de Dieu, fonction primordiale de l'Eglise, elles témoignent avec force de l'absolu de Dieu et de la relativité de toutes choses terrestres.

II. — LA COMMUNION AVEC L'EGLISE

9. Le disciple du Christ a été appelé « par son nom » pour témoigner de Jésus et de son message ; mais il a été appelé avec d'autres. Tous ceux en qui la semence de la parole de Dieu a pris racine forment la grande famille des disciples de Jésus qui s'appelle l'Eglise. Ensemble, ils apprennent à prier. Unis dans la joie et la reconnaissance pour l'amour de Dieu en Jésus-Christ, ils louent le Père en communion avec leurs frères et sœurs dans la foi. Avec leurs pasteurs, ils s'efforcent de scruter le message de l'Evangile et d'en découvrir les dynamismes pour le monde d'aujourd'hui.

10. En célébrant le salut apporté par le Christ pour tous les temps et tous les lieux, la liturgie constitue la source et l'expression privilégiée de cette communion fraternelle. Dans les sacrements, en particulier dans la célébration de l'Eucharistie, nous sommes appelés à expérimenter et à exprimer les liens par lesquels Dieu nous unit dans la foi, l'espérance et la charité. Dans la liturgie terrestre, nous participons par un avant-goût à la liturgie céleste et, comme des voyageurs, nous nous acheminons vers le royaume éternel (5).

La communauté ecclésiale doit s'intéresser à tout le monde

11. Rassemblés dans le Seigneur, les chrétiens sont appelés à aller vers le monde pour lui faire partager les richesses de la foi. Ils sont appelés d'une façon toute particulière à se soucier de ceux qui, pour des motifs divers, se sont éloignés de la communauté ecclésiale. Car ceux-ci ont besoin de sentir que l'Eglise demeure solidaire de leur cheminement. C'est au contact d'une authentique communauté chrétienne qui les accueille et les aide à croire en l'amour de Dieu à leur égard qu'ils pourront recréer ou réassumer leur appartenance au Peuple de Dieu.

12. Cela suppose toutefois qu'il existe de véritables communautés chrétiennes à l'intérieur de l'Eglise. De fait, en vue de donner à leur foi une dimension toujours plus personnelle et communautaire, beaucoup de chrétiens de chez nous ont senti le besoin de créer de nouveaux types

(3) Cf. Rm 8, 15-17.

(4) Cf. Rm 8, 26.

(5) Cf. Concile œcuménique Vatican II, « Constitution sur la liturgie », 4 décembre 1963, numéro 8.

de rassemblement. Avec des frères et sœurs de leur milieu de vie, ils cherchent à se dépasser eux-mêmes, à vivre plus concrètement le salut apporté par Jésus-Christ. Si ces communautés vivent en communion sincère avec la grande famille ecclésiale et ses pasteurs, elles peuvent grandement concourir à son renouveau et former d'éloquents témoins de l'Evangile.

III. — LE TMOIGNAGE DE L'EGLISE TOUT ENTIERE

Les disciples de Jésus continuent sa mission par le témoignage vécu

13. Jésus, né de la Vierge Marie, a été consacré par l'onction de l'Esprit-Saint pour annoncer la Bonne Nouvelle aux pauvres (6). Il a confié à ses disciples la tâche de poursuivre cette mission et de porter la Bonne Nouvelle jusqu'aux confins de la terre et dans tous les secteurs de l'humanité.

C'est l'Eglise tout entière qui porte la responsabilité de témoigner de Jésus-Christ dans tous les moments de l'histoire et à tous les peuples. Chaque chrétien, qu'il soit évêque, prêtre, religieux ou laïc, mais selon la vocation qui lui est propre, est responsable de cette mission : aider ses frères et sœurs à découvrir et à partager l'amour que Dieu leur porte en Jésus-Christ.

14. Le témoignage ne peut être vrai que s'il se fonde sur des attitudes vécues : la compréhension et l'accueil, la communion de vie et de destin avec les autres, la solidarité dans les efforts de tous pour tout ce qui est noble et bon. Bref, le rayonnement d'une foi simple et spontanée, d'une espérance qui dépasse les espoirs humains.

Cela s'impose d'autant plus que « l'homme contemporain écoute plus volontiers les témoins que les maîtres, ou s'il écoute les maîtres, c'est parce qu'ils sont témoins (7) ».

Le partage de la foi est un élément essentiel à son propre développement

15. Mais le témoignage exige encore plus. Il doit conduire au partage de la foi et de l'expérience religieuse. C'est à une « spiritualité de grand vent » que nous sommes conviés par l'Esprit, et non à la spiritualité de ghetto de ceux qui n'osent plus s'exposer au-dehors par crainte de revenir diminués. Nous sommes appelés à partager notre expérience spirituelle avec ceux qui sont près comme avec ceux qui sont loin, avec ceux qui ont mis leur espérance dans le Christ, comme avec ceux qu'anime une autre croyance religieuse ou qui se disent incroyants.

16. La foi grandit en se communiquant ; c'est un fait. En partageant leur connaissance et leur expérience du Christ, les croyants s'appro-

prient ensemble des valeurs de l'Evangile. Leur foi devient plus personnelle et plus communautaire. Ils transforment ainsi en profondeur leur milieu de vie qui devient lui-même lieu de l'éducation de la foi. En ce lieu, les croyants sont toujours en état d'apprentissage, en état de cheminement progressif, car la foi, qui est un don de Dieu, exige un accueil constamment renouvelé pour demeurer vivante et vigoureuse.

L'éducation de la foi se fait d'abord dans la famille et prend racine dans la vie et la parole de Dieu

17. Le Concile a redonné à la famille le beau nom traditionnel d'Eglise domestique. C'est là que commence l'expérience spirituelle. Accompagné de ses parents, l'enfant apprend à aimer Dieu, à le prier en commun et à le servir dans ses frères et sœurs. C'est à partir du milieu familial que l'enfant apprend à bâtir ses rapports avec le monde et à entrer en relation avec les autres.

Ce premier apprentissage doit trouver continuité et renforcement là où l'enfant est appelé à parfaire son éducation. La concertation entre les différents agents responsables de son développement devient donc nécessaire. Il faut bâtir des ponts entre la famille, l'école et la communauté chrétienne, sinon la foi du jeune ne trouve pas de terrain suffisamment préparé pour s'enraciner profondément.

18. C'est aussi vrai pour l'adulte, qu'il soit laïc, prêtre ou religieux. Tous nous avons besoin d'une communauté de soutien pour faire grandir le don de Dieu en nous et pour le partager avec les autres. On reconnaît ici l'importance du ressourcement constant des communautés chrétiennes si elles veulent rester fidèles à la vie et à l'Evangile. Les efforts pour une prédication dominicale toujours plus évangélique et pertinente, l'apport de célébrations significatives, l'engagement en faveur des pauvres et des petits, la mise en place de groupes de réflexion et de recherche, sont autant d'éléments indispensables pour garder une communauté vivante et rayonnante.

19. Mais toute initiative d'éducation de la foi ne portera de fruits que dans la mesure où elle s'enracine dans la parole de Dieu. On n'a jamais fini de scruter la profondeur de cette parole. Elle est une nourriture de vie accessible à tous. Aussi ne saurions-nous trop encourager les initiatives visant à l'acquisition d'une solide connaissance de l'Ecriture sainte. Les fidèles pourront ainsi analyser leur expérience de vie à la lumière de la parole de Dieu et de la tradition de l'Eglise.

IV. — L'ENGAGEMENT AU SERVICE DES AUTRES

Le renouveau spirituel doit déboucher sur l'action

20. Notre vie de foi ne peut rester strictement intérieure, individuelle. Elle doit déboucher dans des engagements concrets au service des autres. Le Christ suscite en nos cœurs le

(6) Cf. Lc 4, 18.

(7) *Evangelii Nuntiandi*, exhortation apostolique sur l'évangélisation. Paul VI, 11 décembre 1975, paragraphe 41.

désir du siècle à venir. Par là même, « il anime, purifie et fortifie ces aspirations généreuses qui poussent la famille humaine à améliorer ses conditions de vie et à soumettre à cette fin la terre entière (8) ».

21. Ce n'est pas seulement dans des actions d'éclat que s'ébauche le siècle à venir, mais avant tout dans le quotidien de la vie. En effet, les hommes et les femmes qui se mettent au service de leur entourage immédiat participent, eux aussi, à la construction d'un monde meilleur.

L'espérance dans le royaume de Dieu conduit à la transformation de la vie personnelle et sociale

22. Par sa mort et sa résurrection, le Christ a délivré le monde de l'empire du péché et l'a rétabli dans la grâce. Le travail du chrétien n'est donc jamais tout à fait une activité profane. Qu'il soit d'ordre domestique, scientifique, technique, politique, culturel ou autre, il a aussi une dimension religieuse. Le chrétien qui assume les confusions, les médiocrités, les tensions et les contradictions de son époque, témoigne par là même de la vie nouvelle que Jésus a donnée au monde.

23. Notre espérance est tournée vers l'avènement de ce royaume où les boiteux marchent, les sourds entendent, les aveugles voient et où les pauvres reçoivent la Bonne Nouvelle. Parce qu'ils sont mus par cette espérance, les chrétiens ne font pas qu'attendre passivement la réalisation de cet idéal. Ils y travaillent activement dès aujourd'hui.

Se consacrant à la transformation des mentalités égoïstes et des structures sociales injustes, ils cherchent à remédier aux scandaleuses disparités sociales et économiques, tant dans notre pays qu'ailleurs dans le monde. Ce faisant, ils exercent une authentique influence évangélique, et manifestent leur espérance.

24. Jésus s'est non seulement donné de préférence aux plus petits et aux plus défavorisés de la société, mais il s'est identifié à eux (9). C'est ce qui impose à ses disciples de travailler à la libération de toutes les misères et à l'abolition de toutes les formes d'exploitation. Mais dans une société où le conflit tend à devenir permanent et où la violence devient stratégie de changement, les chrétiens ont pour mission d'incarner la force transformatrice de l'amour et de la non-violence évangélique.

Dans les luttes de libérations qu'ils partagent avec des hommes de diverses idéologies, les chrétiens doivent s'inspirer de l'exemple de Jésus pour s'affranchir de toute forme d'esclavage. La soif du pouvoir, la poursuite effrénée du succès et du confort, l'esprit raciste, l'érotisme à outrance, toutes ces formes de domination peuvent nous emprisonner, nous aliéner et nous détruire.

(8) Concile œcuménique Vatican II, « Constitution pastorale : l'Eglise dans le monde de ce temps », 7 décembre 1965, numéro 38.

(9) Cf. Mt 25, 31-46.

L'esprit des béatitudes engendre au contraire une attitude de détachement, surtout face au gain matériel. Mais cette attitude, qui fait partie de la liberté des enfants de Dieu, peut-elle être authentique, si elle ne se transpose pas dans un comportement et un style de vie simple et pauvre, à l'exemple du maître ?

V. — LA CONSTANTE CONVERSION DU CŒUR ET DE LA VIE

La croix : signe de souffrance et source de vie

25. Dans sa vie, le chrétien est marqué du sceau de la croix librement acceptée par le Christ. Pour lui, la croix du Christ ressuscité n'est pas seulement un fait du passé. Il accepte de la porter dans sa propre existence, sachant qu'elle est source de vie. Il sait la reconnaître dans sa propre souffrance et celle de ceux qui l'entourent, dans les injustices sociales, dans l'humiliation que vivent trop souvent les personnes âgées, les handicapés, les chômeurs, les analphabètes, les bas salariés et les assistés sociaux.

Il est déjà sur le chemin de la conversion le chrétien qui prend conscience que ces problèmes sociaux constituent de fait un péché collectif, c'est-à-dire un mal dont tous portent la responsabilité.

En effet, la découverte angoissante du péché collectif conduit souvent l'homme d'aujourd'hui à la redécouverte du sens du péché personnel. Alors, celui-ci paraît comme un refus d'amour envers son frère comme envers Celui qui nous a aimés jusqu'à mourir pour nous délivrer de l'empire du péché.

La vraie conversion fait appel au courage et au changement

26. La conversion est au cœur du message évangélique. Elle est une transformation constante et profonde du cœur, du regard et des habitudes. Jésus, comme Jean-Baptiste, y a fait appel dès le début de sa prédication : « Convertissez-vous, car le royaume des cieux est tout proche (10). »

Il n'y a de vraie conversion que celle qui transforme la vie tout entière. Elle consiste à savoir dire non à tout ce qui tend à rendre la vie personnelle et sociale indépendante de Dieu et par conséquent moins humaine.

Le chrétien renonce ainsi à tout ce qui est exploitation ou compromission avec l'injustice. Dans bien des cas, cette conversion suscitera l'invention de nouveaux modes de vie collective conformes aux exigences radicales de la pauvreté et de la simplicité évangéliques.

27. Comme institution, l'Eglise doit vivre elle aussi la conversion continue. Pourtant, on y décèle de nos jours des manifestations de résistance au changement. Une telle attitude n'est guère compatible avec l'Esprit de Dieu. Aujourd'hui, comme au temps d'Abraham, l'Esprit

(10) Mt 4, 17.

appelle au « désinstallation ». Nous sommes invités à participer au rajeunissement perpétuel de l'Eglise, afin qu'elle puisse présenter à Dieu et au monde un visage « sans rides ni taches ».

La conversion expérimentée dans le sacrement du pardon

28. Seul l'Esprit de Dieu peut réaliser cette conversion au niveau des individus et des institutions. Lui seul peut, selon la parole du prophète, changer nos cœurs de pierre en cœurs de chair, et y inscrire sa loi d'amour (11).

En Eglise, tout chrétien a l'occasion d'expérimenter cette loi d'amour par le sacrement du pardon. Grâce à ce sacrement, Dieu nous manifeste sa sollicitude en allant à la recherche de la brebis égarée. Nous sommes confiants que la redécouverte du sens du péché collectif et individuel, et de l'image d'un Dieu aimant, permettra aux chrétiens de saisir toutes les richesses de ce sacrement.

CONCLUSION

La plénitude de la vie chrétienne pour tous les croyants

29. Tous les baptisés doivent tendre à la plénitude de la vie chrétienne. Ils y parviendront en s'efforçant de réaliser une synthèse harmonieuse des cinq grandes lignes de fond de la spiritua-

lité que nous venons de décrire. Bien sûr, il y aura toujours des vocations particulières d'individus ou de groupes qui mettront l'accent sur tel aspect plutôt que sur tel autre. Cela ne devrait cependant jamais aller jusqu'au point d'ignorer ou de mettre en veilleuse les autres éléments.

Il importe donc que ceux qui se sentent appelés à la prière et la contemplation acquièrent aussi une conscience sociale. Inversement, ceux qui sont engagés dans les activités sociales ont besoin de s'ouvrir à la dimension contemplative. Ainsi, tous tendront ensemble vers la plénitude de vie recherchée non seulement pour eux-mêmes mais pour tous leurs frères et sœurs. « Je suis venu, dit Jésus, pour qu'ils aient la vie et qu'ils l'aient en plénitude (12). »

Dans l'Eglise, aucune personne, aucun groupe ne peut prétendre au monopole de l'Esprit. Alors que chacun s'efforce d'apporter sa pierre à l'édification du royaume de Dieu, en s'ouvrant à l'influence et à l'interpellation des autres, et en respectant la diversité de l'action de l'Esprit-Saint parmi les membres du Peuple de Dieu. Les dons sont nombreux, mais il n'y a qu'un seul Esprit.

(11) Cf. Ez 11, 19.

(12) Jn 10, 10.

« JOC, PRENDS GARDE DE PERDRE TON AME! » « EGLISE, PRENDS GARDE DE PERDRE LA JOC! »

Déclaration de Mgr Etchegaray (1)

C'est assurément une grande fête de famille pour d'innombrables jocistes d'hier et d'aujourd'hui, pour beaucoup de prêtres et de religieuses également. Une déclaration de la Commission épiscopale du monde ouvrier présente les arêtes vives d'une histoire qui a marqué tout autant l'Eglise que le monde ouvrier, surtout dans notre pays (2). Ce jubilé ne passera pas inaperçu, mais mon désir d'évêque est qu'il soit reconnu et célébré par tous, avec une sympathie lucide et exigeante.

Il est difficile de comprendre un jeune, encore plus un jeune du monde ouvrier, d'un monde que les conditions de vie et de travail ont rendu méfiant à outrance et contraint à ne compter que sur lui-même. Il est difficile de comprendre l'action jociste, encore plus de la suivre patiemment sur des chemins qui ne sont pas les nôtres et dont les traces semblent s'effacer à tout instant. Il est difficile de dire où commence le mouvement apostolique,

encore plus où il s'arrête, surtout chez les jeunes de plus en plus solidaires d'organisations syndicales et politiques.

Pour de nombreux jeunes, la JOC est leur propre mouvement ouvrier, c'est-à-dire le lieu où ils peuvent partager entre eux tout ce qui fait la vie ouvrière avec ses aspirations et ses luttes. Pour de nombreux jeunes, la JOC est leur propre Eglise, c'est-à-dire le lieu où ils peuvent retrouver et vivre la vocation de fils de Dieu. Plus qu'une simple carte de relations, la JOC cherche à être une communauté de jeunes sans cesse en éveil et en formation. Plus qu'une succession d'activités, la JOC cherche à être un temps pascal permanent où tout est pédagogie de résurrection. La JOC est comme une école de vie qui révèle progressivement à un jeune son unité intérieure, son dynamisme humain et spirituel. Mais qu'il est long le chemin qui mène à l'Evangile, surtout pour des jeunes travailleurs qui poussent sur un humus sécularisé ou marxisé ! Mais qu'elle est loin la JOC du papa grandi au patro du curé ! La JOC est devenue de plus en plus catéchuménale, une JOC du seuil de l'Eglise. Hier, la JOC partait de l'Eglise où elle est née, vers le monde ouvrier, avec du mal à se faire reconnaître par celui-ci.

(1) *L'Eglise aujourd'hui à Marseille*, 14 mai 1978. Titre de la DC. Ce texte est publié sous le titre : « La JOC fête ses 50 ans ».

(2) DC 1978, n° 1742, p. 457. (NDLR.)

Aujourd'hui, la JOC part du monde ouvrier où elle s'est naturalisée, vers l'Eglise, avec autant de mal à se faire reconnaître par celle-ci.

Les évêques, guides et témoins de la marche laborieuse de la JOC et de la JOCF, leur posent avec confiance des questions, des questions vitales pour l'avenir du mouvement dans l'Eglise :

— « C'est au nom de leurs solidarités humaines que la JOC et la JOCF prennent certaines options. Tout en respectant leurs choix, nous rappelons qu'elles ne peuvent prétendre engager toute l'Eglise, et nous témoignons d'ailleurs que telle n'est pas leur intention. »

— « Des positions politiques ou idéologiques trop radicales, ou mal expliquées, peuvent éloigner du mouvement certains jeunes. La JOC est « don de Dieu », elle l'est pour tous, tous ont droit à l'Evangile. »

— « Avec vous, nous sommes persuadés que la priorité apostolique, toujours affirmée par la JOC, constitue sa grande richesse, qu'elle donne tout son sens à son action, car Jésus-Christ seul assure la pleine libération de l'homme. »

— « La JOC accueille de plus en plus de jeunes sans passé chrétien. Comment la vie leur parle-

t-elle de Dieu, s'ils ne savent pas comment Dieu a parlé dans l'histoire de son peuple et de manière déterminante par son Fils Jésus-Christ ? »

Il est regrettable que le rassemblement de La Courneuve, par la sélection significative des invitations et des stands offerts, soit grevé d'ambiguïtés qui risquent de jeter le trouble à l'extérieur et de masquer l'intuition pentecostale du P. Cardjin et du P. Guérin. Nous savons combien il a été toujours difficile à la JOC de porter conjointement, comme sur une ligne de crête, les trois lettres de son sigle qui constituent à la fois son originalité et sa fragilité. Je souhaite que l'espérance apostolique qui a fait naître la JOC il y a cinquante ans, loin d'être trahie, éclate de manière toujours plus visible dans le monde ouvrier et dans toute l'Eglise. Qu'ainsi la JOC trouve l'élan d'un nouveau bond en avant, dans une Eglise capable de répondre aux vraies questions de l'homme d'aujourd'hui.

JOC, prends garde de perdre ton âme !

Eglise, prends garde, de perdre la JOC !

Le 14 mai 1978.

† ROGER ETCHEGARAY.

HOMÉLIE DE PENTECOTE DU CARDINAL MARTY

Notre-Dame de Paris, 14 mai 1978 (1)

FRÈRES ET SŒURS EN CHRIST,

Credo. Je crois. Nous sommes une assemblée de croyants ; nous professons le Credo de l'Eglise, une, sainte, catholique et apostolique. Au jour de la Pentecôte, par l'irruption illuminative de l'Esprit dans le cœur des Apôtres, l'Eglise ■ vu son premier jour. Elle est née de l'Esprit qui procède du Père et du Fils. Et depuis l'événement de Jérusalem, l'Esprit qui est Seigneur, lui donne la vie.

Le chrétien ne choisit pas dans le Message des apôtres. Il est l'homme de tout le Credo. Il est l'homme de la Trinité divine. Il n'accepte pas un évangile tronqué. Il reconnaît en Jésus la personne du Fils de Dieu. Il ne le sépare pas de Dieu son Père. Il n'oppose pas l'Esprit à l'Institution ecclésiale. Dans la foi chrétienne, tout se tient ; le Symbole des apôtres n'est pas un catalogue de matières à option. Il est le mouvement même de la Foi, vécue en Eglise.

Cette Eglise, notre Eglise, est un peuple qui jour après jour fait l'expérience du Saint-Esprit. Pour nous, l'Esprit est une puissance d'appel et de conversion. Pour nous, il est une puissance de partage et de communion. Pour nous, il est le souffle vital qui engage à la mission. Je crois au Saint-Esprit : le Saint-Esprit m'a appris à ne jamais désespérer de l'Eglise. Il fait éclater les frontières ; il empêche de s'enfermer dans un langage seulement sociologique sur l'Eglise. C'est l'Eglise, dans sa visibilité, dans son organisation même, qui se doit de manifester au monde le souffle créateur de l'Esprit de Dieu.

Quelle en est la source ? Jésus, le Christ lui-même. Au temps de Pâques, Jésus ressuscité a répandu le souffle de l'Esprit sur ses disciples : « Recevez l'Esprit-Saint... » Depuis lors, comme l'écrit saint Irénée : « Là où est l'Esprit, là est l'Eglise. Là où est l'Eglise, là est l'Esprit, et toute grâce. »

Telle est la foi catholique.

Telle est mon expérience personnelle.

L'unité de l'Eglise et sa nécessaire diversité

Je ne peux célébrer la fête de la Pentecôte sans évoquer les grands rassemblements d'Eglise auxquels j'ai eu la grâce de participer. Le Concile Vatican II d'abord. Et les cinq Synodes de Rome. Mais aussi ces innombrables célébrations eucharistiques au cours desquelles le peuple chrétien chante sa foi.

Dans les Actes des Apôtres, saint Luc énumère avec émerveillement tous les peuples rassemblés à Jérusalem. De tous les pays, de toutes les races. Parthes, Mèdes, Elamites, habitants de l'Asie jusqu'à la Mésopotamie, Africains jusqu'à la Libye, Romains et Crétois, Juifs et Arabes. Tous appelés à entendre le même Evangile. Tous appelés à chanter les merveilles de Dieu. Et chacun dans sa propre langue ! C'est un miracle. Le miracle de la Pentecôte. Et ce miracle dure depuis vingt siècles.

Pour ma génération d'évêques le Concile en fut l'expérience concrète, visible, et bien impressionnante. Il récoltait les fruits de l'immense effort missionnaire de Pie XI et de Pie XII. Il rassemblait, pour la première fois dans l'histoire, l'Eglise des cinq continents.

(1) Texte original. Sous-titres de la DC.

La tâche exaltante de l'Eglise du xx^e siècle est bien d'implanter, dans son intégralité, l'Evangile du Christ chez les peuples de différentes cultures. Et cela se fait.

J'ai de multiples occasions de rencontrer des évêques étrangers, d'aller chez eux ou de les accueillir à Paris. Ainsi demain, je recevrai le cardinal Benelli, l'archevêque de Florence. C'est toujours une joie profonde de partager la richesse de nos différences, nous qui sommes frères en Christ. J'aime à reprendre avec eux la si belle exhortation de Paul VI sur l'évangélisation : « Les Eglises particulières, écrit le Pape, sont profondément amalgamées avec les personnes mais aussi les aspirations, les richesses et les limites, les façons de prier, d'aimer, de considérer la vie et le monde qui marquent tel ou tel ensemble humain ; elles ont donc le rôle d'assimiler l'essentiel du message évangélique, de le transposer, sans la moindre trahison de sa vérité essentielle, dans le langage que ces hommes comprennent, puis de l'annoncer dans ce langage. »

Dans le récit du miracle des langues, nous ne faisons pas seulement mémoire des merveilles du passé : nous annonçons l'avenir de l'Eglise. Une Eglise qui saura dire et vivre les Béatitudes dans toutes les langues et toutes les cultures.

Parce que je crois au Saint-Esprit, je crois en l'unité de l'Eglise. Je crois à sa nécessaire diversité. Nous sommes le Corps du Christ. Chacun de nous en est membre, chacun a une place, chacun a sa vocation et sa fonction. Au sein de cet unique Corps, l'Esprit ne nous assimile pas les uns aux autres. Il nous personnalise et nous diversifie. Dans la lumière de l'Esprit, chacun de nous est unique, comme chaque enfant dans une famille. A notre baptême chacun de nous a reçu un nom, unique. A la Pentecôte, les langues de feu se partageaient, « et il s'en posa une sur chacun d'eux » (Actes 2, 3). « Le mystère de l'Eglise, écrit un théologien, c'est le mystère d'une unique personne, l'Esprit-Saint, en de multiples personnes, Jésus-Christ d'abord, et nous ensuite. »

C'est vrai de chaque chrétien. C'est vrai de chaque communauté. Là non plus l'Esprit n'assimile pas. Dans chaque peuple, dans chaque culture, il fait naître l'Eglise. Unique est la foi, mais divers sont les langages et les mentalités. L'Evangile transcende les cultures : il doit prendre corps en chacune d'elles, sans jamais s'y perdre.

Le rassemblement de la JOC

C'est bien dans cette perspective qu'il nous faut regarder aujourd'hui tout rassemblement d'Eglise pour y discerner l'œuvre de l'Esprit de la Pentecôte. Aujourd'hui encore l'Esprit refuse nos étroitesse, il dénonce nos enfermements. Nul ne peut prétendre avoir le monopole de l'Esprit.

En ce dimanche de la Pentecôte, proche de Paris, se tiennent trois grandes manifestations de jeunes chrétiens. Aujourd'hui même, à La Courneuve, la Jeunesse ouvrière chrétienne célèbre son cinquantième anniversaire. En ce même week-end, des milliers d'étudiants sont en pèlerinage sur la route de Chartres. Et cinq mille scouts, de toute la France, sont réunis à

Jambville. Je sais aussi que dimanche prochain ce sera le rassemblement de l'Action catholique de l'Enfance.

L'Eglise, vingt siècles après la Pentecôte, offre de multiples visages. Pourquoi s'en étonner ? C'est une richesse. Je pense, en particulier, au rassemblement de la JOC. Certains l'ont contesté ; ils ont eu du mal à y reconnaître une expression possible de la foi.

Or, l'intuition des fondateurs de la JOC est bien dans la logique de la Pentecôte. Permettre au monde ouvrier de vivre et d'exprimer la foi en Jésus-Christ, au cœur de ses espérances, de ses luttes et de ses solidarités. Il s'agit de faire exister l'Eglise dans un monde qui s'est construit en dehors d'elle. Il s'agit de témoigner qu'on peut être à la fois pleinement ouvrier et pleinement chrétien.

Les évêques membres de la Commission épiscopale du monde ouvrier sont présents à La Courneuve. Ils représentent l'épiscopat. Leur participation revêt à mes yeux une grande signification : elle est le signe que personne ne doit se sentir exclu ou marginalisé dans l'Eglise pour des considérations sociales ou politiques. Les jeunes de la JOC ont leur place dans l'Eglise, même si certaines de leurs prises de position peuvent y faire naître des tensions avec d'autres chrétiens, vivant la même foi dans une autre culture.

Ces jeunes ne sont pas toute l'Eglise. Ils ne sont même pas toute l'Eglise en monde ouvrier. Mais la JOC et la JOCF sont vraiment des mouvements qui ont permis et permettent encore, et permettront demain à l'Esprit, de faire vivre de l'Evangile de Jésus-Christ, des jeunes. Je le souhaite vivement.

Il est une exigence que je leur rappelle : comme tout autre groupe social, ils doivent sauvegarder l'originalité de la foi chrétienne dans sa radicalité et sa vigueur. L'Evangile ne se négocie pas. Il ne se taille pas à la mesure de nos idées et de nos analyses. Il se saisit de tout homme, de toute femme et l'introduit dans le mystère de Dieu. « Sans moi, vous ne pouvez rien faire », dit le Christ. La JOC et la JOCF l'affirment.

Ce que nous citons tout à l'heure de l'exhortation de Paul VI sur l'unité de la foi dans la diversité des cultures reste ici particulièrement important. Là encore il s'agit, je cite, « d'assimiler l'essentiel du message évangélique, de le transposer, sans la moindre trahison de sa vérité essentielle, dans le langage que ces hommes comprennent, puis de l'annoncer dans ce langage ». Ce n'est pas chose simple. Cinquante ans de JOC ont ouvert cependant un chemin. Depuis le temps du P. Guérin, qui est celui de mes premières années de sacerdoce, je l'ai suivie aussi. J'en porte témoignage.

Pour chacun des mouvements catholiques, pour chacun d'entre nous, pour chacune de nos communautés chrétiennes, que l'Esprit de Pentecôte opère un vrai renouvellement, un vrai ressourcement. Qu'il nous ouvre toujours davantage à l'audace de la mission, à la fidélité de la prière, et à la pleine compréhension de tous ceux qui, avec nous, dans la diversité et l'unité du corps ecclésial, s'efforcent de porter le beau nom de chrétiens.

AMEN !

DÉSARMER POUR SURVIVRE

Déclaration des évêques de Belgique sur la paix et le désarmement (1)

Pourquoi cette déclaration ?

Le 11 avril 1978 a ramené le 15^e anniversaire du jour — un Jeudi saint —, où le Pape Jean XXIII promulguait sa mémorable encyclique *Pacem in terris*. Ce document peut être considéré à bon droit comme la charte du Mouvement catholique pour la paix. Dans cette lettre, Jean XXIII s'adressait à l'opinion publique, à tous les hommes de bonne volonté, à tous les chrétiens, pour les inviter expressément à s'engager dans cette tâche immense qu'est la réalisation de la paix sur la terre. A l'exemple de son prédécesseur Pie XII, il y faisait l'éloge de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que de l'activité de l'Organisation des Nations Unies ; il voyait là des signes de notre temps, des événements porteurs d'espérance, dignes de retenir toute notre attention et de mobiliser tous nos efforts.

Il nous paraît donc opportun de saisir l'occasion de la prochaine session spéciale de l'ONU sur le désarmement pour nous rappeler le message de Jean XXIII. En même temps, il y a là pour nous une invitation à contribuer, pour notre part, à éclairer les consciences sur les problèmes si importants de la paix et du désarmement. Comment n'être pas frappé, d'ailleurs, par le fait que, dès 1976, le Vatican fut parmi les tout premiers à répondre à l'ONU qui, en vue de cette session de mai-juin 1978, l'avait prié ainsi que les Etats-membres de faire connaître son point de vue et ses propositions concrètes. La réponse romaine, publiée dès juin 1976, reste l'une des déclarations majeures du Vatican ; elle est remarquable de force et de clarté, et ne peut laisser personne indifférent, sûrement pas un chrétien et un catholique.

Le message biblique est un message de paix

Le message de l'Ecriture, si central dans notre patrimoine religieux, est incontestablement un message de paix à l'adresse de tous les hommes. La paix (*shâlôm*) est, à travers toute la Bible, un thème fondamental, lié à la justice, sans laquelle — dit le prophète Isaïe — la paix n'est pas possible. Les appels du prophète Michée ont, eux aussi, gardé toute leur actualité, notamment quand il s'écrie que « Dieu nous enseigne ses voies » et que « nous suivons ses sentiers lorsque de nos épées nous forgeons des socs de charrue, et de nos lances des faucilles » (Mi 4, 2-3). On sait par ailleurs que la paix biblique est infiniment plus que la simple absence de guerre ou de conflit : elle est plénitude de vie et religion véritable dans un univers sans oppression, bref une existence telle que le Créateur la veut pour nous, une vie

conforme à la volonté de Dieu. Dans l'Ecriture, la piété vraie, la justice et la paix sont inséparables l'une de l'autre ; d'autre part, l'idolâtrie, l'infidélité à Dieu, l'injustice et la guerre sont, chez les prophètes, l'objet d'une même condamnation.

En la personne du Seigneur Jésus, cette heureuse annonce de paix, de justice, de religion vraie, se réalise par une solidarité concrète avec les hommes les plus faibles et les plus démunis. Dans toutes ses attitudes, le Christ a eu le souci d'abaisser toute barrière entre l'homme et Dieu, et dès lors entre l'homme et son semblable. Il a, pour ainsi dire, conclu une alliance nouvelle, alliance de paix et de réconciliation, l'aurore du Royaume de Dieu.

Par là, tous sont reconnus dans leur dignité d'hommes, dans leur égalité devant Dieu (Ga 3, 28), dans leur qualité d'être créés à l'image de Dieu et appelés à devenir enfants de Dieu. La Bonne Nouvelle est véritablement message de paix pour tous les hommes et tous les peuples. Par sa mort en croix, le Christ a condamné toute volonté de domination et d'oppression, pour proclamer le règne de la miséricorde, de la bonté et de l'amour. En Jésus-Christ, la croix, symbole de violence, est devenue signe de paix. Signe, surtout, du Fils de Dieu devenu homme pour nous réconcilier mutuellement en Dieu. Gage de vie éternelle, ferment qui doit déjà pénétrer toutes nos relations et toute l'activité de la communauté des hommes, et qui doit nous porter à plus de paix et à plus de justice.

Oui, la paix biblique et évangélique est une promesse pour l'avenir et un don venant de Dieu. Mais c'est à nous que cette promesse est confiée, nous en sommes responsables. Certes, l'homme n'est pas capable de construire la paix par ses seules forces ; mais la paix de l'Ecriture et de l'Evangile ne peut se réaliser sans l'homme, un homme qui met la main à la charrue en vertu de la promesse divine. « Car il appartient à chacun des croyants de devenir, dans toute la force des termes, une vive lumière, une puissante source d'amour, un levain dans la pâte, et cela au service de l'humanité entière ; plus il en sera ainsi pour les croyants, plus ils seront unis spirituellement à Dieu. » (*Pacem in terris*.)

Qu'il nous soit permis d'appeler ici l'attention sur un aspect du message révélé qui paraît singulièrement actuel. Analysant les traits les plus géniaux de la figure d'Isaïe, les exégètes ont souvent relevé sa vigoureuse lucidité dans le discernement des signes du temps, et notamment des dangers de guerre qui menaçaient Israël. Fort de sa foi, le prophète ne cessa d'adjurer ses contemporains de placer toute leur confiance en Dieu et de se défier totalement de moyens purement humains. « Malheur à ceux... qui mettent leur confiance en une charrerie nombreuse et dans une cavalerie

(1) Texte original.

importante, mais qui n'ont aucun espoir dans le saint d'Israël et ne consultent pas Jahvé. » (Is 31, 1.) Dans cette conviction profondément religieuse d'Israël — une conviction à laquelle fait d'ailleurs écho l'ensemble du message biblique —, le chrétien d'aujourd'hui peut trouver un vif encouragement à s'engager pour la paix avec une audace renouvelée. Pour lui, en effet, la confiance en la Providence divine n'est pas un vain mot ; pour lui, la prière n'a rien d'un geste inutile, et conduit à l'engagement. Aussi voudra-t-il s'employer à briser, coûte que coûte, la spirale de la violence. Au nom même de sa confiance en Dieu, il saura préférer les risques du désarmement à ceux de la guerre.

La course aux armements : une escalade effrayante

Face à cet idéal chrétien et à ce message biblique, la course aux armements des trente dernières années apparaît comme un immense défi. Cette course insensée est la négation même de ce que Dieu attend de nous. Et comment ne pas songer ici à ces hommes et à ces peuples qui désirent ardemment la paix et trouvent dans l'Écriture et la Tradition tant de motifs de se mettre activement à son service : quelle ne doit pas être leur angoisse quand ils s'aperçoivent que la course aux armements étend sur le monde l'ombre sinistre de la mort et de la destruction !

Les faits sont bien connus, encore que nous en prenions si difficilement la mesure. Suivant des données dignes de foi, les dépenses mondiales pour l'armement et la défense — calculées sur la base d'une année, et déduction faite du taux d'inflation — sont sept fois plus élevées qu'à la veille de 1940. Elles ont franchi, en 1976, le cap des 300 milliards de dollars. Une telle somme représente largement 6 % du produit mondial brut, c'est-à-dire de la totalité des biens et services produits par l'humanité tout entière. Cela représente une fois et demie ce que l'univers dépense pour l'éducation et l'enseignement, et plus de deux fois ce que l'ensemble des Etats consacre à la santé des citoyens. Depuis 1945, le budget militaire cumulé et la communauté internationale a dépassé — en chiffres comparables — la totalité des sommes engagées pour l'armement entre 1900 et 1945, en ceci compris les immenses dépenses occasionnées par deux guerres mondiales. En ce moment même, les dépenses militaires de la communauté mondiale atteignent un milliard de dollars *par jour*, soit plus que le budget *annuel* de l'ONU. Un nombre énorme de savants et de techniciens — 400 000 personnes environ — travaille à temps plein à la production d'un arsenal d'engins toujours plus perfectionné, avec un budget annuel de quelque 25 milliards de dollars. Tout cela pour construire des avions de combat toujours plus efficaces, des missiles et des systèmes de radar d'un modèle sans cesse renouvelé. Les deux superpuissances — les Etats-Unis et l'Union soviétique — disposent en ce moment de plus de 50 000 engins nucléaires — 11 000 de type stratégique, 40 000 de type tactique — tous et chacun assez puissants pour

anéantir des villes comme Hiroshima ou Nagasaki, et même pour provoquer des destructions de 10 à 100 fois supérieures. Leur puissance explosive totale suffirait à dévaster la planète douze fois, de fond en comble.

Circonstance aggravante et combien inquiétante : les deux superpuissances sont en passe d'entraîner l'univers entier dans la même course folle. Non seulement les Etats membres des deux grandes alliances — OTAN et pacte de Varsovie —, mais aussi, toujours davantage les Etats et les peuples du tiers monde. Ceux-ci, en effet, s'estiment de plus en plus contraints de prendre parti pour l'Est ou pour l'Ouest, avec les conséquences que l'on devine pour leurs budgets militaires et pour le fragile équilibre des forces existant en diverses régions clés, dites stratégiquement importantes. C'est ainsi que les dépenses militaires d'Israël et des Etats arabes grimpent vers un plafond d'une hauteur saisissante, tandis que l'Afrique elle-même est entraînée dans une série de courses régionales aux armements qui augmentent le danger de guerre. La course aux armements est devenue de toute évidence un monstre aux têtes multiples, tenant l'univers en haleine dans l'éventualité d'une conflagration qui signifierait, si elle éclatait, une sorte de fin de monde.

La course aux armements condamnée sans réserves

La course aux armements est condamnée *sans réserves* par l'Eglise dans la déclaration du Saint-Siège de juin 1976. Ce document n'hésite pas à la qualifier littéralement de danger, d'injustice, de violation du droit, de forme de vol, ou encore d'erreur, de faute, de folie et de machine devenue folle. Pareille fermeté dans la réprobation s'inscrit dans le prolongement du Concile Vatican II qui condamne *radicalement* l'emploi des armes de destruction massive (GS, n. 80). Elle rejoint aussi l'enseignement des derniers Papes (Pie XII, Jean XXIII et Paul VI) dans leur condamnation de la guerre totale.

Le Pape Pie XII, faisant allusion aux conséquences désastreuses d'une guerre nucléaire, pensait déjà qu'il vaut mieux subir l'injustice lorsqu'il n'y a plus proportion entre les conséquences tragiques d'une guerre et l'injustice dont on est menacé. Dans son encyclique *Pacem in terris*, Jean XXIII constatait avec beaucoup de tristesse que c'est justement dans les pays économiquement les plus forts qu'un immense arsenal d'armes de guerre est déjà à disposition et s'accroît tous les jours. Et il faisait observer que la justice, la sagesse, le sens de la dignité humaine réclament qu'on arrête la course aux armements ; il y a là autant d'impératifs pour une réduction réciproque et simultanée de l'armement, pour la proscription de l'arme atomique et enfin pour un désarmement parallèle effectué d'un commun accord et accompagné de contrôles réciproques et efficaces. « Il faut empêcher à tout prix, proclamait Pie XII, que la guerre mondiale, avec ses ruines économiques et sociales, ses aberrations et ses désordres moraux, déferle une troisième fois sur l'humanité. »

Le Concile Vatican II déclare « que tout acte de guerre qui tend indistinctement à la destruction de villes entières... avec leurs habitants est un crime contre Dieu et contre l'homme lui-même qui doit être condamné fermement et sans hésitation ». Quant à la discussion qu'a pu provoquer l'armement nucléaire, Vatican II considère « qu'on peut tout au plus y voir un délai qui nous est concédé d'en haut » pour prendre d'autres dispositions et « trouver les méthodes qui nous permettront de régler nos différends d'une manière plus digne de l'homme » (GS, n. 80). Dans la Constitution *Gaudium et spes*, les Pères du Concile estiment que « la course aux armements est une plaie extrêmement grave de l'humanité et lèse les pauvres d'une manière intolérable ». Paul VI, dans l'encyclique *Populorum progressio*, fait écho à ce thème en déclarant que le développement est le nouveau nom de la paix. Dans son message pour le 20^e anniversaire d'Hiroshima (1965), Paul VI n'hésite pas à dire que les armes atomiques doivent être mises hors la loi. La même année, il se rendit à New York pour s'adresser à l'Assemblée générale de l'ONU et pour mettre en évidence les immenses dangers qui menacent l'humanité sur les champs de bataille du XXI^e siècle.

La déclaration du Saint-Siège de 1976 franchit un nouveau pas lorsqu'elle reproche à cette folle course aux armements d'entretenir une fausse paix et une fausse sécurité : « Elle institue le désordre établi. Elle constitue une perversion de la paix. » Et le document d'ajouter : « On comprend dès lors la sévérité du diagnostic. » « Aux yeux de l'Eglise, la situation actuelle de prétendue sécurité est à condamner : 1^o au nom de la paix, qu'elle n'assure pas... ; 2^o au nom de la morale naturelle et de l'idéal évangélique. »

En rapport avec les problèmes des pays en voie de développement, le document constate que l'utilisation des ressources financières à des fins militaires entraîne un ralentissement ou une diminution de l'aide au tiers monde. Elle rend difficile le transfert « désarmer pour assurer le développement » qu'ont réclamé les Pères du Concile dans *Gaudium et spes*, ainsi que Paul VI dans son discours de Bombay ou dans l'encyclique *Populorum progressio*.

Des nouvelles voies sont à explorer

Lorsque l'Eglise catholique — mais aussi le Conseil œcuménique des Eglises, la Conférence mondiale des religions pour la paix, et tout récemment encore la Rencontre œcuménique européenne de Chantilly — condamne radicalement cette course aux armements, elle en appelle à d'autres moyens pour assurer la sécurité des peuples. Même si la course à l'armement nucléaire et à d'autres armes de destruction massive peut « historiquement » se comprendre, le chrétien ne pourra jamais se contenter de cette constatation sans se poser de question. De même que pour le chrétien, le commerce des armes n'est pas un commerce comme les autres, ainsi la course aux armements n'est pas pour lui une nécessité fatale. Si l'espérance d'un monde plus pacifique est légitime,

elle doit l'être surtout parmi les chrétiens. Lorsqu'il s'agit de trouver des moyens pour sortir de l'impasse où la course aux armements entraîne l'humanité, les chrétiens se doivent d'être présents et de collaborer avec tous ceux qui veulent briser le cercle infernal de la peur et de la terreur. Si l'on veut que la Bonne Nouvelle transmise par les générations précédentes s'implante plus profondément dans notre XX^e siècle, on ne peut garder le silence au moment où tant de personnes mettent encore leur confiance en des armes qui sont une menace permanente pour l'humanité. D'autres voies doivent exister pour assurer la sécurité ; comme chrétiens, nous voulons soutenir cette recherche de nouvelles méthodes capables d'engendrer la véritable paix.

Le désarmement est une des tâches les plus importantes assignées à notre société. Sans doute, comme l'indique le document du Saint-Siège de 1976, le processus de désarmement devra respecter un certain nombre de conditions. Cela ne peut cependant masquer son urgence. De même si, hélas ! un certain recours aux armes pour assurer sa sécurité se justifie encore — *Gaudium et spes* (n. 79) évoque le droit et le devoir de légitime défense —, pareil état de choses ne peut servir de prétexte aux nations et à leurs responsables pour ne pas franchir des étapes vers un désarmement général. L'exemple de peuples qui ont réussi une réconciliation après des périodes de guerre doit être pour tous un encouragement.

Pour mener à bien cette entreprise, il importe avant tout d'élaborer un nouvel ordre juridique international. Faisant écho à *Pacem in terris*, la déclaration du Vatican de 1976 prône « la paix par le droit ». A cet effet, le Vatican plaide, selon les meilleures traditions de l'Eglise, en faveur d'une « autorité publique de compétence universelle » (*Pacem in terris*, n. 133) et « d'une autorité publique universelle reconnue par tous, qui jouisse d'une puissance efficace susceptible d'assurer à tous la sécurité, le respect de la justice et la garantie des droits » (GS, n. 82, 1). Le Synode des évêques de 1971 affirme que l'action des Nations Unies et des organisations internationales doit être soutenue, comme l'amorce d'un système susceptible de freiner la course aux armements, de résoudre les conflits par des moyens pacifiques, tels qu'un appel à une législation internationale, à l'arbitrage, à une force de police internationale. « Nous avons foi en l'ONU », déclare le Pape Paul VI en 1972, dans une allocution à M. Kurt Waldheim. « Nous avons confiance dans ses possibilités d'étendre le domaine de la paix et le règne du droit dans notre monde tourmenté. Nous sommes prêts à lui donner notre entier appui moral. La cause de la paix et du droit est sacrée. Les obstacles qu'elle rencontre, poursuit le Pape, ne doivent pas décourager ceux qui s'y dévouent ; qu'ils proviennent de circonstances adverses ou de la malice des hommes, ils peuvent et doivent être surmontés. » La déclaration du Vatican de 1976 insiste en même temps sur l'importance de conventions et d'accords bi ou multilatéraux, comme autant de pas vers plus de concorde et de collaboration internationales, et plaide en

faveur de la création de nouvelles institutions ayant pour objectif spécifique le désarmement.

Notre pays lui aussi doit œuvrer pour la paix

Nous insistons dès lors pour que la Belgique n'épargne aucun effort pour promouvoir la détente et le désarmement, et ceci, en premier lieu, au niveau européen, dans le cadre de la Conférence pour la sécurité et la coopération européenne (Helsinki-Belgrade) et des conversations sur le désarmement à Vienne entre les pays de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie (MBFR), mais également au niveau mondial, où les Nations Unies incarnent l'espérance d'un monde plus pacifique. Avec d'autres petits pays, la Belgique peut jouer en ce domaine un rôle particulièrement stimulant, pour raffermir l'autorité des Nations Unies, et pour en venir, dans le cadre de l'ONU, à de véritables accords sur le désarmement. Une Convention sur les armes biologiques a déjà été conclue en 1972. Elle interdit la fabrication et le développement d'armes biologiques, et elle oblige les États à détruire d'éventuelles réserves. Nous nous réjouissons de cette Convention. Nous insistons pour que la Belgique ne cesse d'effectuer des démarches pour amener les États à conclure des conventions analogues concernant les armes chimiques et atomiques. Peut-être pouvons-nous espérer que les discussions actuelles sur l'arme à neutrons aboutissent finalement à faire avancer l'idée d'un désarmement universel et réciproque.

Unie à d'autres petits pays, la Belgique peut prendre des initiatives pour freiner le commerce international des armes, et examiner, au sein des Nations Unies, les difficultés et les possibilités qui se présentent lors de la reconversion de l'industrie des armes de guerre. Le fait qu'il n'existe pas en la matière de traités ni de conventions internationales ne peut dispenser la Belgique d'imposer des restrictions à ses propres exportations d'armes, et d'examiner, en ce qui la concerne, les possibilités de reconversion de sa propre industrie. Comme il y a un rapport des plus directs entre la paix et les problèmes du développement, et les droits des hommes et des peuples, nous souhaitons que la Belgique « investisse en sécurité », par l'augmentation de sa contribution au développement, et par l'appui apporté, de toutes les manières et aussi dans notre propre pays, aux droits des hommes et des peuples.

Une participation plus active à l'œuvre de l'Eglise en faveur de la paix

Personne n'a le droit de prêcher la paix, s'il ne fait, là où il se trouve, tout ce qu'il peut pour donner une chance à la paix. Les messages de paix des responsables d'Eglise n'auront de répercussion que dans la mesure où ils encouragent le peuple chrétien tout entier à s'engager au service de la paix. Cela comporte en l'occurrence une éducation authentique des fidèles à la paix et à la coresponsabilité, une sensibilisation à la dimension mondiale des problèmes actuels, au dialogue et à la concertation, à la solidarité et à la collaboration, une formation au

sens du droit et du devoir. L'enseignement religieux devrait mieux accentuer le rapport du message biblique et évangélique de paix avec les divers problèmes de notre temps : à l'échelon familial, scolaire, professionnel, social, politique (sans oublier la dimension européenne et mondiale). Une telle formation conduit aussi bien à des attitudes correctes qu'à des convictions raisonnées, fondées sur une information objective et une analyse loyale. Comme évêques, nous appuyons les efforts pour développer les recherches scientifiques concernant la paix. Nous encourageons les organisations chrétiennes qui suivent de près l'internationalisation croissante des problèmes, et qui vivent intensément leur solidarité avec d'autres peuples et d'autres groupes de la population. Nous approuvons leur engagement pour plus de justice sociale dans le monde. Nous y voyons une contribution non négligeable pour la paix dans le monde, et nous espérons qu'ils réussiront dans leurs efforts pour susciter auprès de la population un esprit de solidarité toujours croissant avec les peuples du tiers monde.

Nous recommandons enfin le travail de Pax Christi, le Mouvement international catholique pour la paix, ainsi que l'activité de la Commission Justice et Paix, deux organismes au sein desquels des membres compétents de la communauté chrétienne prennent à cœur l'œuvre de la paix. Pax Christi fut érigé en France à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et est actuellement actif dans douze pays de l'Europe de l'Ouest, aux États-Unis et en Australie. Le mouvement s'adresse explicitement aux communautés catholiques, et il a fourni un sérieux effort pour sensibiliser l'opinion catholique aux problèmes de la paix, et pour rappeler aux chrétiens leur coresponsabilité en la matière. Les Commissions Justice et Paix, actives aux plans international, national et diocésain, ont été constituées selon les directives de l'encyclique *Populorum progressio* (1967) afin de coordonner les efforts des communautés ecclésiales pour la justice et pour la paix, et dans le but de prendre des initiatives concrètes. Nous avons l'espoir que ces deux organismes continueront à trouver, auprès de nos communautés chrétiennes, soutien et engagement.

Nous attendons de la communauté chrétienne de notre pays qu'elle marque un vif intérêt pour la session spéciale de l'ONU sur le désarmement et qu'elle en suive les travaux avec attention. La déclaration du Vatican de 1976 offre un résumé de la doctrine de l'Eglise en la matière. Nous espérons dès lors que ce document sera étudié avec sérieux et qu'il sera le point de départ d'une campagne d'information cohérente et objective auprès de l'opinion publique. La session spéciale de l'ONU sur le désarmement en mai et juin prochains ne peut passer inaperçue dans notre communauté ecclésiale. Que telle soit donc aussi l'une de nos grandes intentions de prière durant les mois qui viennent, et surtout pendant ladite session. « Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu. » (Mt 5, 9.)

Les évêques de Belgique.

Mai 1978.

LA COLLECTIVITÉ ET LA LUTTE CONTRE LE CRIME

Déclaration de la Conférence épiscopale des Etats-Unis

L'aggravation de la criminalité aux Etats-Unis a amené la Conférence épiscopale américaine à demander au Comité du développement social et de la paix mondiale d'étudier le problème sous tous ses aspects et de présenter des propositions concrètes pour le résoudre. Le long document ci-après, publié avec l'approbation de la Conférence épiscopale, est en fait un appel pressant, lancé à la collectivité américaine, et notamment à la communauté chrétienne, pour prendre ses responsabilités et lutter enfin efficacement contre la vague croissante de criminalité ().*

Le peuple américain est visiblement, et à bon droit, préoccupé de la vague actuelle de criminalité. Cette inquiétude se reflète dans les sondages d'opinion publique, dans la peur, largement répandue, qui se manifeste dans de nombreuses collectivités et les importantes sommes d'argent consacrées à la prévention et à la détection du crime.

Le taux de criminalité aux Etats-Unis est dangereusement élevé. C'est ainsi que, en 1976, plus de 18 000 personnes ont été assassinées dans les villes, les banlieues et les zones rurales ; que plus de 56 000 femmes ont été les victimes de viol ou de tentative de viol ; qu'on a compté 400 000 vols à main armée et 3 millions de cambriolages ; que les vols dans les magasins, les vols à la tire et les vols de bicyclettes ont coûté aux Américains 1 milliard 200 millions de dollars (1). On a également assisté à une recrudescence de violence due à des gangs dans certaines de nos grandes villes.

De plus, dans un passé récent, des hommes politiques de premier plan ont dû démissionner de leur poste, convaincus de malversations dans leurs fonctions officielles ; de nombreuses industries et sociétés ont été accusées d'avoir contrevenu aux règlements sanitaires et d'avoir négligé la sécurité de leurs travailleurs ; et plus de 1 000 Américains ont été accusés de fraude contre la fiscalité fédérale (2). Toutefois, les statistiques ne tiennent compte que des infractions fichées par la police et relevées au niveau national. Plus important que les chiffres est le fait que ceux-ci représentent des êtres humains causant des torts à d'autres êtres humains.

Il existe différentes formes de comportements délictueux. Si l'assassinat, le viol et le vol à main armée sont les plus évidentes, toute attention exclusive portée à la criminalité violente néglige une proportion considérable de comportements criminels. Le délit économique, les abus de pouvoir de la part de fonctionnaires, la discrimination et la fraude dans les produits de consommation, entre autres, causent un tort grave à notre société et contribuent à détruire la confiance entre les citoyens et à saper à la base la collectivité. Ces délits ont beau être moins violents, ils n'en minent pas moins le bien commun et ne créent pas moins de vic-
times.

La peur du crime a donné lieu à une vaste rhétorique politique. Mais ce n'est pas la rivalité politique partisane qui fournit le contexte le plus favorable pour analyser le problème et engager une action positive. Parfois elle aboutit à des propositions contraires à nos traditions religieuses et juridiques. Notre réponse nationale aux problèmes posés par la criminalité doit refléter un certain nombre de valeurs et de principes de base — engagement envers la justice, respect de la vie et de la dignité humaine, souci de la sécurité et de la collectivité, reconnaissance de la responsabilité morale personnelle et de l'importance de la loi.

Le coût du crime est écrasant. Il comprend la perte de vies humaines, les dommages personnels, la perte de milliards de dollars, en biens et en espèces, à la suite de fraudes, de vols et d'escroqueries. Le crime crée la peur et la méfiance à l'égard des individus et des institutions. De nombreuses personnes estiment que nos institutions juridiques ne sont plus capables de les protéger des blessures, des vols ou des abus de pouvoir. Cette peur et cette méfiance imprègnent profondément le tissu social de notre nation.

Nous sommes bouleversés par le taux de criminalité de notre pays et par les souffrances humaines qu'elle laisse dans son sillage. Notre inquiétude est encore aggravée par le fait que le contrecoup de la criminalité et de la justice criminelle retombe de manière disproportionnée sur les plus faibles de notre société — les pauvres, les minorités, les personnes âgées. Comment pourrions-nous rester silencieux devant un problème qui touche tant de gens ?

Il est évident que le crime est en lui-même un problème moral, mais il a aussi des conséquences à long terme sur la société. Dans ce document, ce qui nous préoccupe fondamentalement, c'est la répercussion du crime sur les familles américaines, les quartiers, les collectivités. Le coût humain du crime sape à la base la confiance et le respect mutuel qui sont les fondements mêmes de toute société prospère. Les facteurs qui contribuent au crime s'intensifient lorsque la vie de famille et de collectivité est affaiblie et que décroît la responsabilité

(*) Texte anglais dans *Origins NC Documentary Service* du 9 mars 1978. Traduction de la DC.

(1) Statistiques empruntées à : *Crime in the United States, 1978 : Uniform Crime Reports*. Federal Bureau of Investigation, US Department of Justice.

(2) *Annual Report of the Attorney General of the United States*, p. 146.

personnelle. Parmi ces facteurs, il faut citer : l'inégalité économique et sociale, la tolérance de l'injustice et la discrimination, les fausses valeurs du matérialisme et de la cupidité, le manque de respect mutuel, la perte de la responsabilité personnelle envers ses propres actions et choix moraux, l'incapacité d'aimer son prochain, la tolérance et la justification du délit économique chez certains fonctionnaires et citoyens. Tant qu'on n'aura pas porté remède à ces préoccupations fondamentales, notre pays ne fera pas de progrès importants contre la criminalité, en dépit de toutes les améliorations de la technique et de l'augmentation des investissements financiers. Toute réponse effective à la criminalité doit s'attacher à améliorer notre vie communautaire, à renforcer les liens familiaux et de voisinage, à déraciner l'inégalité économique et l'injustice sociale et à enseigner les valeurs fondamentales de la responsabilité personnelle, de la dignité et de la décence humaines.

Cela signifie que la justice criminelle et les institutions destinées à réprimer le crime ne peuvent à elles seules se charger du fardeau de la criminalité. Les efforts des organismes chargés de l'application de la loi, des tribunaux et des techniques de répression sont voués à l'échec s'ils ne suscitent pas l'intérêt et la participation de la communauté tout entière pour venir à bout de la criminalité. Un progrès réel dans la lutte contre le crime ne peut se réaliser que par une action concertée de la collectivité qui unit les efforts des citoyens, des groupes œcuméniques et ecclésiaux, des organisations civiques, des milieux d'affaires, du syndicalisme et des professions libérales dans une tentative globale pour améliorer notre commune qualité de la vie.

PRINCIPES

La complexité de la criminalité et de la justice criminelle exige une sensibilité aiguë en ce qui concerne les multiples valeurs et intérêts rivaux qui influencent la politique publique et l'action individuelle face à la criminalité. Les préoccupations différentes des victimes, des contrevenants, des fonctionnaires de la justice criminelle et des contribuables doivent être équilibrées dans la recherche d'une juste réponse. Trop souvent, des principes fondamentaux semblent entrer en conflit les uns avec les autres. Ainsi, le souci de la sécurité collective s'oppose parfois à la tradition légale du respect des libertés civiles des contrevenants. A la lumière de ces tensions, il est nécessaire d'établir brièvement les principes et les valeurs qui sont à la base de notre analyse du problème de la criminalité et de nos propositions d'action.

En tant qu'Américains, nous disposons d'atouts susceptibles de peser sur ce problème : la tradition de liberté religieuse, le cadre constitutionnel des Etats-Unis et de fortes traditions juridiques. En tant que croyants, nous trouvons une force dans l'héritage judéo-chrétien et dans l'enseignement et l'exemple de Jésus-Christ.

A. La tradition chrétienne

Jésus, qui a été crucifié et est mort entre deux voleurs, a prêché un Evangile de pardon

et a manifesté sa compassion et sa pitié envers ceux que la société rejetait (3). Il a manifesté l'amour que le Père offre à tous et nous a enseigné à traiter avec charité même ceux qui nous offensent (4). Son Eglise a constamment affirmé les droits fondamentaux de la personne humaine : le droit à la vie, le droit à la dignité humaine, le droit de disposer de tout ce qui est nécessaire pour vivre, y compris la sécurité personnelle et la liberté par rapport à la peur.

Ces droits sont regardés comme nécessaires pour une fidélité libre et responsable envers les commandements de Dieu et nos obligations en tant que membres de la société. Tout en affirmant ces droits, l'Eglise a également reconnu les devoirs correspondants, en particulier la responsabilité de veiller à ce que les droits de nos frères les hommes soient protégés. La doctrine chrétienne reconnaît que l'homme est pêcheur et affirme les réalités du choix moral, la responsabilité personnelle et l'obéissance à l'autorité légitime, en même temps qu'elle proclame le message de l'amour infini de Dieu et sa grâce salvifique (5).

B. La tradition américaine

L'égalité des personnes devant la loi, une procédure légale, le procès devant un jury, et le droit d'être protégé contre toute perquisition et saisie illégales sont des principes fondamentaux de la tradition constitutionnelle américaine. Leur but est de veiller à ce que nul ne soit privé de vie, de biens ou de liberté sans une procédure légale juste.

Le système juridique américain s'efforce d'assurer une justice égale et la protection des droits des contrevenants, des victimes et de la société dans son entier. Trop souvent, nous avons été infidèles aux promesses de notre tradition juridique. Dans de nombreux cas, un double étalon a réservé aux personnes riches et influentes un traitement plus indulgent qu'aux pauvres et aux sans appui. Mais de tels échecs n'invalident aucunement les principes de notre système.

La loi criminelle est de la responsabilité de la société civile et vise à assurer la justice, l'harmonie et la correction. Les lois criminelles sont l'expression morale de la communauté, mais ne sont ni la morale elle-même ni la source de la morale. Un comportement légal n'est pas nécessairement moral. Ainsi, la pratique de l'avortement est clairement immorale, mais en vertu des récentes décisions de la Cour suprême, elle est légale aux Etats-Unis. Par ailleurs, il y a des types de comportement qui sont actuellement régis par la loi criminelle, et qui pourraient l'être plus effectivement par d'autres moyens. Ainsi, plutôt que de se reposer seulement sur la loi criminelle et les organismes chargés de l'application de la loi, l'active participation de dirigeants de communautés, de groupes ecclésiaux et de centres éducatifs s'imposerait pour développer une poli-

(3) Mc 12, 27 et s. ; Lc 23, 43 34a ; Lc 4, 18 et s.

(4) Mt 5, 11.12 ; 38-48.

(5) Col 3, 2, 5-10 ; Rm 14, 7-8 ; Rm 13, 1-7 ; Rm 14, 9.

tique et des programmes dans le domaine de la recherche et du traitement de la drogue et de l'alcoolisme.

Un engagement plus poussé de la collectivité peut aboutir à une approche plus humaine et plus efficace de ces problèmes. Dans le cas de la drogue, le recours à la collectivité peut promouvoir le développement de mesures pour empêcher et éventuellement éliminer la corruption sans cesse grandissante des fonctionnaires chargés d'appliquer la loi, le recrutement des jeunes délinquants, de même que pour réduire dans le grand public la méfiance envers le système de justice criminelle et la confrontation avec lui.

Les relations entre la morale et la loi criminelle sont complexes. Le domaine de la responsabilité morale déborde souvent celui de la loi. En tant que croyants, nous ne devons pas nous contenter d'obéir à la lettre de la loi. Nous sommes appelés à suivre le message de l'Evangile, qui exige davantage que la loi civile, mais qui nous offre la promesse du Christ, de son aide et de sa grâce salvifique (6).

CAUSES DE LA CRIMINALITE

Nul ne peut déterminer avec précision et certitude les causes du comportement criminel. Mais nombre de facteurs contribuent puissamment à créer un cadre où prospère le crime. Les efforts pour s'attaquer à ces problèmes doivent faire partie de toute tentative pour réduire la criminalité, même s'il nous faut reconnaître que leur suppression n'éliminerait pas totalement le problème de la criminalité dans notre pays.

A. Les fausses valeurs

Notre société est de plus en plus marquée par de fausses valeurs qui sont en contradiction avec la vie chrétienne et favorisent la criminalité. Nous voulons parler ici du matérialisme, de l'individualisme excessif, de l'acceptation de la violence et du manque de respect pour la vie humaine. Nous craignons qu'une éthique de la consommation et de la cupidité ne soit une force prépondérante dans notre société.

La recherche d'une consommation illimitée des biens matériels, du profit excessif et du plaisir à tout prix, contribue à créer de nombreuses formes de comportement illégal et immoral. Une concurrence acharnée entre les individus et les sociétés contribue aussi à la criminalité en favorisant une recherche incontrôlée de puissance et de réussite personnelle, qui souvent conduit à des abus de pouvoir et à la négligence de valeurs plus importantes, telles que celles de la vie familiale et de la conduite éthique. Le non-respect de la vie et l'acceptation d'une violence excessive se sont traduits par une dévaluation de la vie humaine et l'apathie devant la souffrance des autres. Les fausses valeurs entraînent de nombreux citoyens à enfreindre l'esprit de la loi, et ces personnes,

à leur tour, peuvent en engager d'autres à violer la lettre de la loi, c'est-à-dire à commettre des crimes.

B. L'injustice sociale

Un autre facteur important d'accroissement de la criminalité est le grave manque de justice sociale dans notre société. Ces dernières années, le chômage et les inégalités sociales et économiques se sont grandement aggravées et restent à un niveau très élevé. Des millions d'Américains ne peuvent accéder à un logement décent, à des soins médicaux et à une éducation convenables.

La faim continue d'affecter des familles dans les taudis en ville et les baraques à la campagne. La répartition des chances et des bénéfices économiques est toujours grossièrement inégale. Notre société, malgré de grands rêves et quelques progrès, continue de se caractériser par de lourdes injustices.

La plupart du temps, ce sont les faibles, les pauvres, les personnes âgées, les jeunes, les minorités et les femmes qui en pâtissent le plus. Ils sont souvent les victimes de la criminalité et des échecs de la justice criminelle. Les familles qui sont plongées dans la pauvreté, qui ne disposent pas de revenus suffisants, de logements, d'éducation ou de soins médicaux suffisants voient trop souvent leurs enfants accusés et emprisonnés comme délinquants juvéniles.

Dans beaucoup de nos grandes cités, où le chômage approche de 50 %, la criminalité est devenue l'industrie numéro un, remplissant le vide laissé par le départ des affaires et des emplois. Les études du Bureau fédéral des prisons indiquent une très nette corrélation entre le taux d'incarcération et le chômage (7). Bien qu'ils ne soient pas seulement des problèmes de pauvres, la drogue et l'alcoolisme prospèrent surtout dans les zones de pauvreté et contribuent à alimenter un cycle sans fin de crime et de peur. Sans des efforts d'envergure pour combattre l'injustice, notre lutte contre la criminalité manquera à la fois d'efficacité et de crédibilité.

C. Le relâchement des liens familiaux et de voisinage

Un autre facteur qui contribue souvent à l'augmentation de la criminalité est le déclin des institutions sociales de base, notamment la famille et la communauté de quartier. Cela est grave dans la mesure où l'une et l'autre sont le cadre où nous apprenons à nous situer par rapport à autrui. En outre, des enquêtes indiquent que de nombreux crimes sont commis à l'intérieur des familles et entre amis.

Les signes d'une tension croissante dans la famille sont bien connus : augmentation du taux de divorce et de paternité irresponsable, taux élevé de violences à l'intérieur de la famille (sévices contre la femme et les enfants).

(6) Mt 6, 33.

(7) Interview de Norman A. Carlson, *Corrections Digest*, vol. 5, n° 12 (juin 1974), p. 464.

Ces problèmes se retrouvent dans les familles de tous les groupes raciaux, économiques, culturels et sociaux. De plus, la vie familiale est menacée par des forces sociales et économiques — inégalités, chômage, absence de logement et de soins médicaux, influence des fausses valeurs —, de même que par les effets débilissants de l'alcoolisme et de la drogue.

L'insuffisance de la vie familiale, que ce soit dans les classes populaires, moyennes ou supérieures, accroît de toute évidence la criminalité. La rupture des liens familiaux est probablement l'explication qui revient le plus souvent dans le comportement criminel. Il nous faut travailler avec plus de diligence à renforcer la stabilité de la famille américaine et lui rendre un rôle d'importance dans notre société, car c'est dans la famille que nous apprenons à nous respecter mutuellement et à harmoniser nos besoins personnels avec ceux des autres (8).

Là où décline la qualité des relations communautaires, quelques-unes des défenses les plus efficaces contre la criminalité disparaissent. Le sens de l'entraide et du support mutuel, qui sont souvent des freins efficaces contre l'isolement et l'aliénation, facteurs de criminalité et de peur, se désintègre. Les relations positives entre la collectivité et la police sont brisées. Le changement dans la quantité et la qualité des services municipaux, de même que le déclin de l'engagement au service de la collectivité contribuent également à éroder les défenses de la communauté contre la criminalité. Il est important de rétablir les valeurs et les organismes favorisant la vie de quartier puisque, avec une forte vie familiale, ce sont les barrages les plus efficaces contre la criminalité. La coopération entre quartiers différents doit être également encouragée de manière à répondre aux problèmes qui dépassent chaque quartier pris en particulier.

D. L'absence de sens moral

Un autre facteur de nature à favoriser la criminalité est l'absence de sens moral dans les institutions les plus importantes de notre société. Trop souvent, nos responsables n'ont témoigné d'aucune attitude de respect envers la loi. Alors que la plupart des gens sont à la recherche de décence et de moralité dans leurs relations et leurs vies, il peut arriver qu'ils soient pris dans des pressions institutionnelles qui réduisent leur sens moral. Cette disparition du sens moral se répand à travers la collectivité tout entière.

Dans le gouvernement, ces derniers temps, nous avons vu trop d'exemples de corruption et d'abus de pouvoir. Malheureusement, certains fonctionnaires ont mis leur propre soif de pouvoir et d'argent au-dessus de leur responsabilité envers le public et le bien commun. Dans certains cas, les dirigeants politiques ont cherché à manipuler les légitimes inquiétudes provoquées par la criminalité pour trouver des avantages politiques, en alimentant les craintes des citoyens de manière à faire des proposi-

tions contradictoires avec nos traditions constitutionnelles et juridiques.

Nous avons vu dans le monde des affaires de lamentables exemples de profits éhontés aux dépens de la sécurité des travailleurs, de l'environnement et du service rendu au public. Des hommes d'affaires se sont parfois livrés à des activités illégales dans leur recherche d'un plus grand rapport économique. Des pratiques monopolistiques, la manipulation des prix, le refus d'observer les règlements des conditions du travail et de l'environnement, des versements illégaux à des campagnes politiques et un grand nombre d'autres abus ont donné l'impression en certains milieux que bien des hommes d'affaires se croient dispensés d'observer la loi ou de donner l'exemple d'une responsabilité collective.

L'absence de responsabilité morale ne se limite pas aux milieux des affaires ou du gouvernement. Des abus sont évidents, par exemple dans le travail, la médecine, l'éducation et le service social. Des dirigeants syndicalistes ont été convaincus de pratiques de corruption. Des rapports récents tendent à prouver que les programmes de Medicaid et Medicare (assistance médicale et soins médicaux), qui ont été mis au point pour assister les nécessiteux, ont été détournés de leur but par certains membres du corps médical. Certaines institutions médicales n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités en ne s'attaquant pas à des politiques et à des pratiques discriminatoires, en favorisant les besoins de l'institution au-delà des préoccupations éducatives, et en n'assurant pas la formation et l'exemple éthiques qui sont nécessaires au maintien d'une société juste et morale.

De plus, le monde du spectacle et de l'information a contribué à cette absence de sens moral. En mettant l'accent sur le matérialisme et en donnant l'impression de l'excuser, en glorifiant l'activité du criminel, les médias ont favorisé le comportement criminel. De nombreux films et programmes de télévision exaltent le « superflic » et le fonctionnaire qui enfreignent les lois destinées à protéger les droits individuels.

Cette glorification du comportement illégal par les responsables de l'application de la loi et par les fonctionnaires publics sape à la base les valeurs d'honnêteté et de respect de la loi, qui sont les soutiens essentiels de toute bonne société. D'autres personnes du monde du spectacle ont soutenu ou excusé l'indécence, la pornographie et l'exploitation du sexe. Il s'agit là d'une double exploitation : des enfants et des adultes qui participent à la production de ce matériel, et des problèmes de ceux qui les achètent ou les voient.

Les moyens d'information font souvent leurs gros titres avec le crime, en particulier les crimes violents. Cela peut conduire à la démoralisation de la collectivité, aussi bien qu'à la création d'une image déformée d'un groupe minoritaire, ou des jeunes en général.

Enfin, les dirigeants religieux ont leur part dans la baisse actuelle de l'esprit moral. Nous n'avons pas élevé la voix aussi fortement et aussi efficacement que nous l'aurions dû. Nous

(8) Vatican II, *Gaudium et spes*, p. 52.

n'avons pas agi avec assez d'efficacité pour surmonter les causes de la criminalité et les circonstances qui contribuent au comportement criminel. Dans notre propre enseignement et dans nos établissements scolaires, nous n'avons peut-être pas assez mis l'accent sur la responsabilité morale personnelle, la formation morale et l'esprit social. Des activités ont été autorisées qui, non seulement violaient l'esprit de la loi, mais étaient illégales. Si nous voulons donner l'exemple sur le plan moral, il nous faudra veiller à ce que toutes les activités de l'Eglise manifestent une stricte conformité avec la loi.

Beaucoup de personnes faisant partie du gouvernement, du monde des affaires, des syndicats, des médias, de la vie religieuse et d'autres institutions se sont efforcées d'être des exemples de moralité. Le refus d'autres personnes d'agir ainsi et l'acceptation de ce refus par de nombreux membres de notre société ont sans doute sapé à la base les efforts de ceux qui ont essayé. Si nous voulons nous attaquer au crime de façon effective, il nous faudra adresser un défi à ceux qui ont la responsabilité morale d'agir. Le sens moral, la participation et le soutien de ceux qui sont dans la vie publique, les affaires, le syndicalisme, les médias, les communautés religieuses, doivent être coordonnés dans des programmes d'éducation, dans le but de prévenir et de réduire la criminalité et d'éliminer ses causes profondes.

COMMENT AGIR

Pour avoir raison de la criminalité, il existe deux méthodes fondamentales : la première met l'accent sur l'individu, la deuxième sur la société et la collectivité.

Nous voudrions affirmer d'entrée de jeu la responsabilité morale personnelle de chaque individu. Sans négliger les forces nombreuses et puissantes qui sont à l'œuvre dans notre société, nous croyons que c'est l'individu qui est responsable des choix fondamentaux de son action personnelle, et il arrive parfois que le résultat de ces choix soit la violation de la loi criminelle, aussi bien que morale. Ainsi, les crimes sont fréquemment des péchés, aussi bien que des actes illégaux. C'est pourquoi nous lançons un appel urgent pour que des efforts soient entrepris, notamment sur le plan de la recherche et de l'éducation, pour comprendre et promouvoir la formation morale propre à chaque personne, le développement des valeurs chrétiennes et l'acceptation de la responsabilité personnelle par chaque individu.

Les familles et les institutions religieuses ont une responsabilité de premier plan dans ce domaine. Le renforcement de la vie familiale et de la vie religieuse, à la lumière de leur influence sur le développement moral personnel, est un élément déterminant dans la lutte efficace contre la criminalité, sur le plan religieux et communautaire.

Ensuite, nous reconnaissons que les choix de l'homme sont également influencés par des facteurs collectifs et sociaux. La perception que l'individu a de lui-même affecte évidemment la probabilité qu'il versera ou non dans le crime.

Les organisations religieuses ne peuvent limiter leurs préoccupations au sort de l'individu et à sa conscience individuelle. L'action en faveur d'une société plus juste et plus équitable fait partie, de toute évidence, du ministère de l'Eglise et de la réponse de tout chrétien au problème de la criminalité.

Un accent excessif sur la responsabilité personnelle ou bien sur les causes sociales de la criminalité est fondamentalement insuffisant. Une réponse intégrée et globale à la criminalité s'impose si nous voulons lutter contre elle avec efficacité, en étant fidèles à notre ministère et à notre enseignement.

LES PROBLEMES DE LA JUSTICE CRIMINELLE

Les problèmes de la justice criminelle sont complexes et difficiles, du fait qu'ils englobent de nombreux intérêts légitimes mais divergents et rivaux. Etant donné que la plupart des délits entraînent une menace envers les personnes et les biens, les interréactions entre ces différents intérêts sont souvent des plus étroites. Au vu de cette diversité, il est impératif que notre analyse des problèmes reflète les valeurs chrétiennes, les traditions constitutionnelles et juridiques des Etats-Unis, ainsi que le souci de la justice sociale et des droits de l'homme.

A. Y a-t-il une alternative à la prison ?

Pour toute personne dotée de sensibilité morale, c'est un grave dilemme que d'élaborer une réponse à la fois empreinte de justice et de charité envers le criminel. La collectivité définit le type de comportement qui est juridiquement criminel. Elle détermine la réponse qui communique le mieux au prévenu et à la collectivité la condamnation du comportement criminel, et définit aussi les conditions de réinsertion pour ceux qui ont enfreint la loi. Les chrétiens, en tant que membres de la société civile, contribuent à déterminer la réponse de la collectivité au comportement criminel. En tant que chrétiens, toutefois, nous avons la responsabilité particulière de veiller à ce que le message communiqué au prévenu par la collectivité reflète les principes chrétiens, y compris le droit à la vie et la dignité de l'homme ; la protection des droits de toutes les personnes ; la pitié et la compassion pour ceux qui sont moins fortunés ; le pardon pour ceux qui nous offensent ou nous causent du tort ; l'ouverture d'une communauté qui aime et guérit (9).

Il est bien clair que notre système pénitentiaire actuel ne reflète pas les valeurs chrétiennes. De nombreuses enquêtes montrent bien que la prison déshumanise et dépersonnalise. La vie de la prison refuse à l'individu toute possibilité de prendre des décisions et des responsabilités ; elle donne par contre l'occasion de s'éduquer dans le crime, au lieu

(9) Mt 5, 11-12 ; Lc 15.

de se réhabiliter (10). Plutôt que de développer les qualifications des prévenus en vue d'un futur emploi, les travaux exécutés en prison ont pour seul but de pourvoir aux besoins de l'institution. Les personnes qui font partie du système correctionnel reconnaissent que l'expérience apportée par ces travaux est inutile.

Les enquêtes ont montré que la criminalité est causée non seulement par des inaptitudes personnelles, mais aussi par l'inter réaction complexe des forces économiques et sociales. Toutefois, la vie pénitentiaire ne peut résoudre ces problèmes. Le système est incapable de fournir des possibilités d'emplois à long terme, d'augmenter la stabilité de la famille, d'encourager la responsabilité ou d'améliorer les liens entre le contrevenant et la collectivité, pour la raison qu'il est séparé de la communauté, où il doit en définitive apprendre à se réinsérer. La prison n'apporte qu'un message d'impuissance et de colère collective.

En tant que communauté chrétienne, nous devons nous efforcer d'exprimer au prévenu notre désapprobation devant son comportement criminel, mais aussi montrer une grande disponibilité à accepter la réintégration de cet individu dans la société comme un membre utile. Dans ce but, il nous faut trouver des voies différentes de notre conception actuelle de l'incarcération.

Il nous faut nous rappeler que les prisons, telles que nous les connaissons, sont une création historique relativement récente. Avant le début du XIX^e siècle, pour combattre la criminalité, on recourait à des formules autres que celles de l'emprisonnement. Certaines étaient plus brutales que l'incarcération, d'autres moins. De nombreuses solutions de rechange (11) ont été imaginées et expérimentées aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'étranger. Parmi elles, l'exécution de tâches au service de la communauté par le contrevenant; la réparation des dommages causés à la victime; le règlement des différends entre citoyens par l'entremise d'un médiateur plutôt que par les tribunaux; des programmes de lutte contre la drogue et l'alcoolisme auxquels les prévenus sont confiés avant le procès; des programmes d'emplois mis au point par des organismes, et bien d'autres encore. Il ne faut pas oublier, toutefois, que ces initiatives sont des solutions de rechange à l'incarcération, et non des efforts après la libération du condamné ou de nouvelles méthodes pour faire entrer davantage de gens dans le système de

justice criminelle. Pour résoudre efficacement le problème du criminel et assurer ainsi la sécurité de tous les citoyens, il sera nécessaire de faire appel à l'inventivité et aux talents de tous.

On doit l'admettre : une faible proportion de détenus ayant commis des actes de violence ou autres crimes graves ne peuvent ni ne doivent être placés dans un cadre non structuré. Mais, même ce type de détenus ne doit pas nécessairement être maintenu dans nos prisons actuelles. Des installations légères, reliées à la communauté, semblent devoir fournir un cadre plus humain et plus adapté. Il nous faut faire appel à la créativité pour imaginer des programmes positifs, de vrais programmes de réhabilitation pour ces contrevenants. Il faudra cependant veiller à ce que ces installations ne deviennent pas des prisons en réduction.

L'incarcération des prévenus avant leur procès pose un autre problème grave (12). Trop souvent, la différence entre ceux qui attendent leur procès en prison et ceux qui bénéficient de la liberté sous condition tient à la possibilité ou non de payer une caution, plutôt qu'à la probabilité ou à la gravité d'une infraction.

Un certain nombre de groupements communautaires ont mis au point des programmes permettant à un accusé d'être libéré avec la caution de l'un des membres du groupe. D'autres groupements ont établi des programmes grâce auxquels les renseignements sur l'emploi, le lieu d'habitation et le niveau de revenus de l'accusé sont confirmés et transmis au tribunal par un bénévole. Une caution raisonnable doit être fixée en fonction des considérations suivantes : probabilité de la traduction devant un tribunal; gravité de l'accusation et revenus de l'accusé. Certains prévenus, qui semblent représenter une grave menace pour la communauté, ne doivent pas être libérés sous caution. Si, toutefois, la somme demandée pour la caution est supérieure, la durée de la détention avant l'ouverture du procès pourrait être réduite en accélérant la procédure d'instruction.

La réhabilitation et la réinsertion effectives des criminels exigent une participation active de la collectivité. Après avoir manifesté notre désapprobation devant le comportement criminel, nous devons accepter d'accueillir l'ancien prévenu dans l'esprit de réconciliation et de pardon du Seigneur (13).

B. Condamnation

L'échec dans la lutte contre la criminalité en Amérique a souvent été attribué, non seulement à son système pénitentiaire, mais aussi à la grande disparité qui règne entre les sentences, en raison de la politique de « verdict indéterminé ». Dans ce système, le juge impose une peine sous la forme d'un minimum et d'un maximum de temps à purger (par exemple entre un et dix ans). Un individu, une fois incarcéré, doit purger une partie de la peine

(10) Par exemple : Gresham Sykes, *Society of Captives* (New Jersey, Princeton University Press, 1958) ; Richard Cloward, éd., *Theoretical Studies in Social Organization of the Prison* (New York : Social Research Council, 1960) ; Tom Wicker, *A Time to Die* (New York : Quadrangle, 1975).

(11) Voir : National Advisory Commission on Standards and Goals, *Corrections* (Washington, DC, 1973), p. 232-236 ; Ira Schwartz, « Prisons Run for Humans-Not Animals » *Chicago Tribune* (août 1976) ; Robert B. Coats, Alden D. Miller, Lloyd E. Ohlin, *Exploratory Analyses of Recidivism and Cohort Data on the Massachusetts Youth Correctional System* (Cambridge, Mass. : Harvard Law School Center for Criminal Justice, juillet 1975).

(12) National Advisory Commission, *op. cit.*, p. 274.

(13) Mt 18, 21-22.

minimum avant de pouvoir bénéficier de la libération. En deçà de la peine maximum, la libération du prévenu sur parole, ou en fonction d'autres critères, est habituellement à la discrétion de la magistrature correctionnelle. La disparité et l'inégalité créées par ces procédures de verdict engendrent souvent des sentiments de frustration et de colère chez le prévenu.

Diverses enquêtes ont attiré l'attention sur ce problème et proposent des solutions de rechange (14). Dans notre déclaration, *The Reform of Correctional Institutions in the 1970 s.*, nous reconnaissons l'insuffisance du système pénal sur le plan de la réhabilitation et les problèmes posés par le « verdict indéterminé ». Nous avons également exprimé notre conviction que le système correctionnel doit remplir plusieurs fonctions, y compris la réhabilitation du prévenu, le dédommagement de la victime et la protection de la société (15). Le système actuel des prisons et du verdict n'atteint pas ces buts, de toute évidence, pas plus qu'il ne reflète dans la pratique les valeurs chrétiennes.

Pour cette raison, nous croyons que les procédures de condamnation doivent être repensées de manière à leur permettre de mieux atteindre ces objectifs et de refléter plus clairement les valeurs et les enseignements de la Tradition chrétienne. La forme et la durée de la condamnation doivent se fonder sur les principes suivants :

- Le recours à l'incarcération comme une mesure en dernier ressort ;

- Le recours à des solutions communautaires de rechange pour la plupart des délits criminels ;

- La prise en considération de la gravité du délit ;

- La réduction de la disparité arbitraire dans les sentences, en tenant compte avant tout de la gravité du délit et des condamnations antérieures pour de semblables délits ;

- La prise en considération des circonstances aggravantes et atténuantes dans les cas individuels ;

- La promotion du respect et de la compréhension de la loi ;

- Le souci d'une dissuasion spécifique et adéquate, avec des garanties contre les abus d'une dissuasion générale utilisée pour justifier les peines ;

- La réconciliation entre la victime et le délinquant.

Ces changements devraient contribuer à développer une pratique plus juste et plus efficace de la justice.

(14) Parmi eux figurent : Andrew von Hirsh, *Doing Justice* (New York : Hill and Wange, 1976) ; « Report of the Twentieth Century Fund », Task Force on Criminal Sentencing, *Fair and Certain Punishment* (New York : McGraw-Hill, 1976) ; David Fogel, *We are the Living Proof* (Cincinnati : W. H. Anderson, 1976).

(15) *The Reform of Correctional Institutions in the 1970*. Conférence épiscopale catholique, novembre 1973.

C. Peine capitale

Le recours à la peine de mort pose de graves questions morales et religieuses, aussi bien que politiques et juridiques. En 1974, se fondant sur leur conception de la valeur et de la dignité humaines, les évêques catholiques des Etats-Unis ont exprimé leur opposition à la peine capitale (16). Nous continuons de soutenir cette position, dans la conviction qu'un retour à la peine de mort ne peut que conduire à une érosion encore plus prononcée du respect de la vie dans notre société.

La violence criminelle est, dans notre société, un grave problème qu'on ne saurait négliger. Nous ne mettons pas en cause le droit, pour la société, de punir l'individu coupable d'un délit grave accompagné de violence, et nous ne voulons pas débattre ici de la valeur des arguments concernant ce droit. Mais l'histoire passée montre que la peine de mort, dans son application, a été discriminatoire et s'est appliquée au détriment des faibles, des indigents et des personnes pauvres du point de vue social. En outre, des données récentes (17) mettent définitivement en question l'efficacité de la peine de mort en tant que moyen pour détourner de la criminalité.

Nous sommes profondément inquiets devant les efforts législatifs actuels tendant à autoriser l'exécution d'un condamné par une injection mortelle, sous couvert d'esprit humanitaire. Une telle pratique ne tend qu'à camoufler la réalité d'une punition cruelle et inhabituelle. Nous trouvons cette pratique inacceptable.

La question cruciale pour le chrétien est la suivante : quelle est la meilleure manière de favoriser le respect de la vie, de préserver la dignité de la personne humaine et de manifester le message rédempteur du Christ ? Nous ne croyons pas qu'un nombre plus grand de morts soit la réponse à cette question. Il nous faut en conséquence trouver, pour résoudre le problème du délit violent, des méthodes qui soient davantage dans la ligne de la conception évangélique du respect de la vie et du message du Christ sur l'amour sauveur de Dieu. A la lumière de Dieu, la guérison du délinquant doit prendre le pas sur la punition, car le Seigneur est venu sauver et non condamner.

D. Criminalité juvénile

L'un des aspects les plus inquiétants du problème de la criminalité est sans doute la jeunesse de nombreux délinquants graves. En 1976, 76 % des personnes arrêtées pour vol, 84 % de celles arrêtées pour cambriolage et 57 % de

(16) Motion on Capital Punishment, Conférence catholique des Etats-Unis, novembre 1974.

(17) Par exemple : T. Sellin, *The Death Penalty : A Report for the Model Penal Code Project of the American Law Institute*, 1959 ; T. Sellin, « Capital Punishment » (septembre 1961) ; David C. Baldus and James W. L. Cole, « A Comparison of the Work of Thorsten Sellin and Isaac Ehrlich on the Deterrent Effect of Capital Punishment », *Yale Law Review* 85 (décembre 1975), p. 170-186 ; William J. Bowers and Glenn L. Pierce ; Peter Passell, « The Deterrent Effect of the Death Penalty », *Stanford Law Review* 28 (novembre 1975), p. 61-80.

celles arrêtées pour viol avaient moins de vingt-cinq ans. 24 % des personnes arrêtées pour meurtre avaient entre vingt et vingt-deux ans (18).

La plupart des jeunes désignés comme délinquants n'ont pas commis de délits violents. Dans presque tous les Etats, les enfants qui s'enfuient du foyer familial, se livrent au vagabondage ou sont déclarés incorrigibles par leurs parents, peuvent être envoyés dans des centres de redressement. De tels délits sont habituellement appelés « délits contre le statut ». Ce ne sont des crimes qu'en raison du statut même du mineur; ce ne sont pas des crimes s'ils sont commis par des adultes. En 1975, 75 % des filles et 25 % des garçons des centres de redressement s'y trouvaient à cause de « délits contre le statut » (19). Le jeune qui se trouve dans ce cas est souvent incarcéré plus longtemps que celui qui a commis un vrai délit car, dans la plupart des cas, il n'y a pas de foyer où le fugitif ou le récidiviste puisse être renvoyé.

La plupart des délinquants juvéniles sont les victimes de foyers désunis, de systèmes scolaires irresponsables, de milieux de vie agités, ou de possibilités d'emplois insuffisantes. Beaucoup d'entre eux sont devenus insensibles et cyniques après avoir été abandonnés, battus et même violés par des membres de leur famille (20). Certains d'entre eux, dont le quotient d'intelligence est moyen ou au-dessus de la moyenne, souffrent de difficultés scolaires, telles que la dyslexie : celle-ci, non traitée, a abouti aux échecs scolaires, à la frustration et, en fin de compte, au vagabondage et à la délinquance.

Nous avons déclaré, dans notre document sur la réforme correctionnelle, que des efforts exceptionnels doivent être accomplis pour réhabiliter le délinquant juvénile (21). Ces efforts doivent être entrepris avant que le jeune soit envoyé dans un centre de redressement. La communauté chrétienne doit répondre aux besoins de toute la jeunesse. Il faut enseigner aux enfants le respect d'eux-mêmes et des autres; mais ce n'est que par nos propres actions que nous pouvons espérer leur démontrer de façon effective le sens de ces valeurs.

Les délinquants juvéniles devraient être gardés et rééduqués à l'intérieur de la collectivité. Nous soutenons les efforts accomplis pour décriminaliser, dans tous les Etats, les « délits contre le statut ». Des projets et des solutions de rechange mis au point par la collectivité tels que l'éducation spécialisée, les conseils aux familles, des programmes de loisirs et autres services d'aide privée doivent être mis à la disposition des jeunes et de leurs familles, sans

qu'il faille recourir au système de la justice juvénile et sans marquer d'un fer rouge les jeunes qui participent à ces programmes.

Notre premier but, dans ce domaine, est de maintenir nos jeunes en dehors du système de justice juvénile en leur fournissant l'assistance dont ils ont besoin. Certes, nous n'excusons pas les actes de violence des jeunes, mais nous reconnaissons que le fait de les faire entrer, de manière en quelque sorte institutionnelle, dans le système de justice juvénile, est habituellement pour eux une expérience qui contribue à les brutaliser plutôt qu'à les réhabiliter, à les remplir d'amertume et, bien souvent, à leur enseigner comment devenir des criminels plus habiles plutôt que de meilleurs citoyens.

E. Délits non violents

Vu que les délits non violents sont souvent regardés dans un esprit de laxisme, nous nous sentons obligés de souligner leur gravité et leur coût élevé pour la société. L'une des catégories dans ce domaine est appelée délit économique (*white-collar crime*). On entend généralement par là des délits commis par des personnes dans l'exercice de leurs fonctions. Ce peut être l'acte d'un individu, par exemple la contre-façon ou l'escroquerie; ou un délit commis au nom d'une société, par exemple la concussion commerciale, les infractions à la législation antitrust comme les délits contre la fixation des prix, la sécurité d'un produit et la santé, ainsi que les délits financiers. Ce type de délit peut être perpétré par ou contre des sociétés, des firmes, des associations sans but lucratif, des clients, des organismes du gouvernement, etc.

On estime que ce type de délits-escroqueries, fraudes bancaires, gaspillage, délits provoqués par ordinateur, fraudes sur les chèques et les cartes de crédit (non compris les violations de la législation antitrust) — coûtent 40 milliards de dollars par an. C'est 200 fois plus que la somme totale des hold-up dans les banques en 1974 (22). En 1972, 135,6 millions de dollars ont été perdus à la suite de fraudes et d'escroqueries bancaires, et 22 seulement à la suite de vols (23). Bien que le coût économique soit vertigineux, c'est surtout le prix humain qui nous préoccupe. Et c'est pourquoi nous redisons notre opposition aux délits économiques, tels que nous les avons définis dans notre document de 1973 sur la réforme correctionnelle.

La non-observation de normes de pollution réalistes et pratiques pour l'air et l'eau, des règles de sécurité dans les mines ou les réacteurs nucléaires, peut causer la mort et la destruction. La violation de ces règlements peut créer des conditions de nature à abrégier la vie des travailleurs, des riverains et des clients.

Il arrive que les réglementations elles-mêmes soient fixées dans des circonstances discutables. On met côte à côte le coût humain de la non-

(18) *Crime in the United States*, 1976, *op. cit.*

(19) Rosemary Sarri, *Under Lock and Key: Juvenile Girls and Detention* (National Assessment of Juvenile Corrections, The University of Michigan, décembre 1974), 18.

(20) Par exemple : Gisela Knopka, *The Adolescent Girl in Conflict* (Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall, 1966); Kenneth Wooden, *Weeping in the Playtime of Others* (New York, McGraw-Hill Book Company, 1976).

(21) *The Reform of Correctional Institutions*, *op. cit.*

(22) « White Collar Justice », *Law Week* (avril 1976).

(23) Hearings before the Subcommittee on Criminal Laws and Procedures of the Committee on the Judiciary on S. 1 and S. 1400 (Sénat des Etats-Unis, 94^e Congrès, première session, 19 juillet 1975).

observation de normes sévères et les pertes d'argent prévisibles du fait de leur observation. Les règlements, en conséquence, reflètent souvent un souci plus grand du profit industriel que de la vie humaine. Par exemple, des organismes de l'Etat édictent des critères, qui ont été récusés par leurs propres experts, mais sont soutenus par les industriels ou les fabricants du produit en question (24).

Nos institutions politiques nationales, nos partis politiques, les responsables des Etats, des localités et de la Fédération sont parfois des instruments au service de l'activité criminelle. Nos récents scandales nationaux sont particulièrement choquants parce qu'ils se sont produits au niveau le plus élevé de gouvernement. Ils ne sont pourtant pas isolés. Le scandale a envahi les rouages de l'administration des Etats et des localités (25). Les malversations de fonctionnaires violent la confiance publique et renforcent la conviction que certains sont au-dessus des lois. Dans de nombreux cas, la corruption politique a été mise en relation avec la nécessité, pour les hommes politiques, de recueillir de fortes sommes d'argent pour les campagnes électorales. La réforme de la législation des campagnes électorales est une condition nécessaire pour résoudre de façon effective le problème des délits politiques.

La manière dont la justice criminelle lutte contre le délit économique sape également à la base le respect de la loi dans notre société. Une étude de la New York Southern District Court, portant sur la période du 1^{er} juillet 1971 au 30 juin 1972, indique que le risque d'emprisonnement pour une escroquerie était de 23,2 %, pour une concussion de 25 % et pour un braquage de banque de 85 %. La durée moyenne des condamnations a été de dix-huit mois pour l'escroquerie, de onze mois pour la concussion et de soixante-neuf mois et demi pour le vol à main armée dans une banque (26).

De nombreux citoyens habituellement respectueux de la loi commettent des actes qui pourraient faire l'objet de poursuites s'ils étaient pris sur le fait. Aujourd'hui, bien des gens regardent comme normal le fait de déduire de leur déclaration d'impôts des sommes discutables ou de conduire en état d'ivresse. Ce comportement et la philosophie individualiste qu'il reflète ont été condamnés par Vatican II (27).

Le délit économique met en danger nos vies et le tissu social de notre société. Pourtant, les institutions chargées de l'application de la loi ne consacrent qu'une petite part de leurs ressources à ce type de délit. Au cours de l'année fiscale 1974, moins de 15 % des activités juridiques, du personnel et du budget du Département de la justice ont été consacrés aux activités de fraudes sur les impôts, la législa-

tion antitrust et la consommation (28). Seuls quelques fonctionnaires conservent des données utiles sur ces délits (29). Mais plus important encore est le fait que beaucoup de ces délits sont regardés avec indifférence par la collectivité.

Pour lutter efficacement contre des délits économiques, il faut commencer par la collectivité. Il nous faut cesser de les regarder comme normaux. Il nous faut aussi examiner notre propre vie pour voir comment nous contribuons à aggraver ce problème par nos actions, notre attitude et notre indifférence. Si le contrevenant doit être traité avec compassion et si nous devons rechercher la réconciliation de l'individu avec la collectivité, il nous faut combattre avec vigueur ces délits et chercher à les éliminer de notre société.

En 1976, les statistiques criminelles indiquaient que 64 % de tous les assassinats étaient commis avec une arme à feu, et 49 % avec un revolver. 24 % de toutes les attaques à main armée et 43 % de tous les vols à main armée ont été commis par des armes à feu. 85 % des policiers tués l'ont été avec des armes à feu (30). D'autres études ont montré que la plupart des homicides ont été commis contre des amis et des parents, et non des étrangers. Etant donné qu'un nombre important d'actes de violence sont commis avec des armes à feu et à l'intérieur des familles, nous croyons que ces armes doivent faire l'objet d'un contrôle efficace et, finalement, être éliminées de notre société. Nous reconnaissons que le contrôle du port d'armes n'éliminera pas la violence due aux armes à feu, mais nous pensons que c'est là un élément indispensable pour s'attaquer à ce problème de manière sérieuse ou rationnelle (31).

F. Application de la loi et professions juridiques

L'arrestation, le jugement et la correction des malfaiteurs sont nécessaires pour sauvegarder la loi et assurer la justice. Cela exige une application de la loi et un système de justice criminelle qui bénéficient d'un vigoureux soutien de la part de la collectivité et soient pourvus des ressources et du personnel nécessaires pour remplir de manière juste et efficace leurs fonctions. Nous reconnaissons que la plupart des membres de la police et de la justice font tous leurs efforts pour appliquer et maintenir la loi. Leur tâche est souvent difficile et dangereuse. La coopération entre ceux qui ont à traiter professionnellement du crime et les citoyens et les groupes sociaux est indispensable si l'on veut réprimer le crime de façon effective.

Le maintien de la loi et de la justice impose toutefois une obligation supplémentaire à ceux qui sont chargés d'appliquer la loi. Comme ils sont souvent perçus comme des symboles de la

(24) Daniel F. Ford et Henry W. Kendall, « Nuclear Safety ». *Environnement* (sept. 1972), p. 1-6.

(25) Hearings on S. 1 and S. 1400, *op. cit.* p. 7893.

(26) *Law Week*, *op. cit.* p. 11.

(27) Constitution pastorale, *op. cit.* 30.

(28) Hearings on S. 1 and S. 130, *op. cit.* p. 7893.

(29) *Loc. cit.*

(30) *Crime in the United States*, *op. cit.*

(31) Handgun Violence : A Threat to Life, Déclaration de la Conférence épiscopale des Etats-Unis (cf. *DC* 1975, n° 1684, p. 892. — *NCLR*).

loi et de la justice criminelle, ils ont tout particulièrement la responsabilité de montrer qu'ils respectent eux-mêmes la loi, la collectivité et le droit des autres. Trop souvent, ces dernières années, on a vu des cas de brutalité policière, d'écoute illégale de citoyens américains, de perquisitions illégales, et même des cambriolages, réalisés par les fonctionnaires chargés de l'application de la loi.

Il est arrivé que des procès largement répercutés par les médias ont présenté une image du processus judiciaire s'apparentant au cirque. De nombreux citoyens se sont rendu compte que la plupart des prévenus n'ont pas droit à un procès avec jury, mais que leur affaire est décidée par une procédure informelle, appelée « plea bargaining ». La plupart du temps, cette procédure prévoit un arrangement (bargaining) entre le ministère public et l'accusé ou l'avocat de la défense, par lequel l'accusé plaide coupable d'une accusation moins grave que celle qui pourrait être prouvée dans le procès. « Moins grave », cela signifie en général une accusation entraînant une peine maximum moins grande (32); ce qui réduit le pouvoir du juge. Une telle méthode ne contribue qu'à rabaisser le processus de justice criminelle (33).

Pour qu'un système de justice criminelle soit juste, il est essentiel que des services juridiques de qualité soient assurés en nombre suffisant au client indigent. Les enquêtes montrent que, en dépit de la garantie constitutionnelle d'un avocat, de nombreux prévenus pauvres ne sont pas représentés comme il convient (34). Disposer d'un conseiller juridique de qualité est un droit et non un privilège dépendant des ressources financières. Les hommes de loi, les responsables du gouvernement et les citoyens ont la responsabilité de veiller à ce que ce droit soit assuré à tous.

Mais bon nombre de problèmes posés par l'administration de la justice criminelle sont souvent plus profonds que les erreurs individuelles. Ainsi, le « plea bargaining », certains cas de corruption dans des secteurs de la police et l'usage illégal de systèmes d'écoute, sont aujourd'hui regardés comme des procédés acceptables par de nombreux professionnels de la justice criminelle. Par suite des ressources limitées de celle-ci, certaines de ces activités sont devenues des pratiques courantes. D'autres se sont aggravées en raison des insuffisances de gestion ou des pressions politiques.

(32) President's Commission on Law Enforcement and the Administration of Justice, *Task Force Report: The Courts* (1973), p. 10-11.

(33) National Advisory Commission, *op. cit.* p. 168-169.

(34) Par exemple : David L. Bazelon, « The Realities of Gideon and Argersinger », *Georgetown Law Journal* 64 (mars 1976), 811-38 ; National Advisory Commission on Standards and Goals : *Courts* (Washington, DC, 1973), p. 250-252 ; National Advisory Commissions on Standards and Goals : *A National Strategy to Reduce Crime* (Washington, D.C., 1973), p. 105-106 ; *Guidelines for Legal Defense Systems in the United States: The Report of the National Study Commission on Defense Services*, National Legal Aid and Defender Association, 1976.

Si nous voulons réorganiser le système de justice criminelle de manière qu'il réponde aux meilleures aspirations de notre peuple tout entier, il faut aboutir à une meilleure administration et à un soutien plus ferme de la collectivité.

G. Le Grand Jury

Le système du Grand Jury fait l'objet d'attaques car il en est venu à fonctionner comme un mécanisme destructeur des droits de nombreux Américains (35). Le Grand Jury est en général choisi au hasard parmi les personnes inscrites sur les listes électorales et il siège soit pour une période déterminée, soit pour une affaire spécifique. Il a pour but d'examiner, au cours d'une séance à huis clos, les preuves apportées contre les individus accusés de délits graves et, sur la base d'un juste procès, de décider s'il convient ou non de poursuivre pour délit l'individu en question.

Au cours d'une audience avec Grand Jury, des pratiques sont permises qui peuvent conduire à des abus comme : le droit pour le gouvernement d'appeler n'importe quel témoin sans explication et sans avis préalables ; l'interdiction à l'avocat du témoin de pénétrer dans la salle du tribunal d'audience ; la possibilité de jeter un témoin en prison pour offense à la Cour pendant toute la durée du Grand Jury en raison de son refus de témoigner ; la possibilité pour le gouvernement d'imposer de force l'immunité à un témoin et, ce faisant, de mettre la personne en demeure de choisir entre la prison ou la déposition. Ces pouvoirs ont été, dans de nombreux cas, réclamés par le ministère public contre des opposants à l'action gouvernementale, des adversaires politiques et même des dirigeants des Eglises.

Soucieux de la vie et de la liberté de nos concitoyens et de la justice sociale dans notre société, nous croyons que le moment est venu de réformer le système du Grand Jury. Les réformes doivent refléter le souci de la dignité humaine de chaque personne, les droits constitutionnels qui doivent être accordés dans un procès régulier, et la reconnaissance que le but de la procédure du Grand Jury est d'assurer la justice et de protéger le citoyen contre une accusation infondée, et non d'assurer une condamnation.

H. La prévention des délits grâce à la collectivité

Les récentes discussions sur la criminalité se sont concentrées sur l'action de la collectivité pour prévenir le délit (36), ainsi que sur les armes dernier modèle et l'entraînement des professionnels de la justice criminelle. En dépit de la rhétorique sur la collectivité, c'est à des professionnels utilisant des techniques modernes que continue d'être confiée en grande partie la

(35) *Grand Jury*, 1976, vol. 1, 1-4.

(36) *The Challenge of Crime in a Free Society*, Commission présidentielle sur l'application de la loi et l'administration de la justice, 1967, p. 39.

responsabilité de réduire et de prévenir la criminalité.

Tout en reconnaissant que les professionnels de la justice criminelle doivent être entraînés et que de nouvelles technologies facilitent la détection du crime, ils ne peuvent à eux seuls régler les causes qui contribuent dans notre société à la criminalité. C'est dans la collectivité que doit être recherchée une réponse efficace au crime. Et une telle approche exige la participation de tous les membres de la collectivité — professionnels, non-professionnels, jeunes, vieux et adultes. Sans cette mobilisation de tous les citoyens, nous continuerons d'être à la merci du crime.

I. Recherche

Il est évident que les causes de la criminalité et la mise en œuvre d'une lutte efficace contre ce problème sont complexes. Des enquêtes plus poussées s'imposent pour découvrir les causes profondes de la criminalité et les diverses manières de résoudre ce problème. Ces dernières années, des organismes fédéraux et différents Etats ont patronné des recherches, mais une trop grande partie de ces efforts a été consacrée au développement du matériel et à l'équipement. En outre, les limites d'une enquête que l'on évalue soi-même sont des plus évidentes : en l'occurrence, ce sont les organismes qui étudient leurs propres programmes.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une recherche, éventuellement financée par le gouvernement, mais qui s'attache à l'étude objective des causes de la criminalité et de la réponse à y apporter. Les institutions éducatives catholiques sont particulièrement bien placées pour promouvoir une telle recherche du fait qu'elles disposent des compétences et de l'arrière-plan nécessaires aussi bien dans les disciplines académiques concernées que dans la doctrine morale et sociale de l'Eglise. En vertu de cette position unique, elles ont la responsabilité, aussi bien devant l'Eglise que devant la société, d'appliquer leurs ressources à l'étude de la criminalité et de la justice criminelle.

J. Préoccupations particulières : les victimes du crime, les personnes âgées, les médias

Les victimes de la criminalité sont souvent oubliées par la collectivité et le système de justice criminelle. L'expérience qu'elles ont vécue peut engendrer la haine, ce qui cause à l'individu un dommage plus grave encore que le crime. En tant que chrétiens, nous avons le devoir de manifester une profonde compassion à l'égard des victimes du crime et de veiller concrètement à ce qu'elles reçoivent le dédommagement et la restitution auxquels elles ont droit.

Les personnes âgées sont souvent les victimes d'actes délictueux, perpétrés avec ou sans violence. La plupart de ces délits peuvent être empêchés par des efforts de la collectivité aussi simples qu'un meilleur éclairage aux arrêts des autobus ou une information sur les techniques utilisées par les malfaiteurs pour leur dérober

leurs économies. Les personnes âgées peuvent contribuer à la lutte contre la criminalité en travaillant comme volontaires dans des organismes chargés de l'application de la loi, ou en collaborant à la réhabilitation des délinquants juvéniles. Il existe également des programmes où des jeunes, même des membres de gangs, ont prêté leur concours pour protéger nos citoyens plus âgés contre la criminalité. Ces initiatives procurent des emplois intéressants aux jeunes, fournissent une aide nécessaire aux personnes âgées et permettent de développer amour et compréhension entre les deux générations. En s'efforçant d'utiliser les talents des jeunes comme des personnes âgées, non seulement la collectivité trouve une aide dans la lutte contre la criminalité, mais réaffirme aussi la dignité humaine de ceux qui, trop souvent, sont rejetés.

Tout en soutenant vigoureusement les droits constitutionnels de la liberté de parole et de la presse, nous croyons que les responsables des médias doivent exercer, comme beaucoup le font déjà, une plus grande responsabilité morale dans l'établissement des programmes de divertissements et d'information. Nous croyons aussi que des efforts doivent être faits dans la famille, à l'école et dans la paroisse pour aider l'enfant à développer un sens critique qui lui permette d'aborder les moyens d'information et de fournir des solutions de rechange à la vision simpliste que présentent les médias pour résoudre les problèmes.

LE ROLE DE L'EGLISE

En tant que communauté chrétienne, nous avons la responsabilité d'utiliser nos ressources pour lutter contre la criminalité en Amérique. Notre action se doit de refléter nos valeurs chrétiennes, de même que nos traditions constitutionnelles et juridiques. Il nous faut nous efforcer de redonner vie à nos institutions sociales de base, qui sont nos armes les plus fortes contre la destruction provoquée par la criminalité. Notre action doit se situer au niveau local par la paroisse et le diocèse, et au niveau national, là où s'élabore la politique du pays.

A. La responsabilité de l'Eglise locale

C'est l'Eglise locale qui fournit le cadre le plus approprié aux activités de l'Eglise concernant la réduction et la prévention de la criminalité. Elle peut se joindre à d'autres groupements locaux pour étudier le problème de la criminalité et lutter contre elle. De nombreux diocèses et paroisses sont déjà engagés dans un grand nombre d'activités de lutte contre le crime. Nous apportons notre soutien à ces initiatives et encourageons les autres paroisses et diocèses, de même que les ordres religieux, à prendre les initiatives suivantes :

1. Favoriser les valeurs chrétiennes par l'éducation, la liturgie et les médias, de manière à prévenir la criminalité et à lutter contre elle. L'Eglise, en tant que communauté de chrétiens,

a le devoir de donner une image positive d'un respect sans compromission pour la loi et les droits humains de toutes les personnes, de même qu'un vif désir de voir réhabilité et réintégré dans la communauté celui qui s'est rendu coupable d'un délit ;

2. Provoquer des débats sur la nature et les formes de la criminalité, ainsi que sur les problèmes de justice criminelle ;

3. Etudier la manière dont le christianisme peut réduire et empêcher toutes les formes de criminalité ;

4. Organiser des échanges entre des professionnels de la justice criminelle, des citoyens et d'anciens délinquants sur les problèmes, les services et les besoins de la collectivité ;

5. Organiser des débats entre hommes d'affaires, experts et citoyens pour trouver les moyens de répondre à toutes les formes de délit économique ;

6. Encourager hommes de loi, psychologues, psychiatres et autres spécialistes catholiques à offrir leurs services à ceux qui sont démunis et désavantagés ;

7. Procurer des possibilités sur le plan de l'éducation, de l'emploi et des loisirs, à la jeunesse, comme une claire réponse aux fausses valeurs de la violence et du matérialisme souvent idéalisées dans notre société ;

8. Prendre ou soutenir des initiatives collectives pour améliorer les conditions de logement, les services municipaux, la sécurité et la qualité de la vie en général ;

9. Mettre en place des interventions d'urgence et des groupes de conseillers familiaux pour répondre en particulier aux problèmes des femmes battues, des épouses bafouées et des enfants martyrs ;

10. Etablir un système de patrouilles de quartier et de surveillance de citoyens dans les zones à forte criminalité. Développer des groupes de quartier, forts et efficaces.

11. Apporter assistance et protection aux personnes âgées, notamment dans les zones à forte criminalité, et les encourager à participer à la prévention des délits ;

12. Soutenir ou favoriser les initiatives tendant à assister les accusés avant le procès et à leur fournir les services juridiques nécessaires ;

13. Patronner des programmes pour rendre publique la procédure des tribunaux de manière à s'assurer que les droits de tous les citoyens traduits devant les tribunaux soient protégés.

14. Animer les foyers de délinquants juvéniles et encourager la participation de ces derniers aux efforts pour prévenir la criminalité ;

15. Soutenir les initiatives destinées à aider les délinquants et leurs familles et collaborer avec eux ;

16. Aider les prisonniers libérés sur parole à trouver un travail approprié et encourager les employeurs à embaucher ces personnes ;

17. Créer des programmes répondant aux besoins matériels et moraux des victimes de la criminalité ;

18. Assurer la liturgie dominicale pour les prisonniers ;

19. Accorder des subventions aux aumôniers de prison par l'entremise des diocèses ou des ordres religieux, là où cela est nécessaire, de manière à leur permettre d'exercer plus pleinement et plus librement leur ministère ;

20. Mettre en œuvre des programmes d'orientation pour ceux qui choisissent de travailler dans les établissements de correction. Chaque fois que cela est possible, ces programmes devront être réalisés dans un esprit œcuménique ;

21. Soutenir et encourager le développement de la recherche sur les causes de la criminalité et sur les réponses à y apporter, notamment par le moyen des universités, des collèges et des organismes de recherche catholiques.

Ces initiatives peuvent et doivent être entreprises en coopération avec d'autres groupements religieux et communautaires, de même qu'avec les organismes du gouvernement. Elles doivent être mises en œuvre parallèlement à des efforts entrepris pour assurer une plus grande justice sociale dans d'autres domaines, tels que la santé, le logement, le bien-être, l'économie et l'inégalité sociale. Bien que les besoins, et donc les réponses des collectivités, soient différents, il est évident que l'Eglise a la responsabilité d'agir pour réduire la criminalité et que cet engagement doit refléter les valeurs et les principes compatibles avec l'Evangile et la tradition constitutionnelle américaine.

B. Politique du gouvernement

Dans la tradition américaine, ce sont les autorités des Etats et des localités qui ont la charge de la criminalité et de la justice criminelle. Seuls un petit nombre de délits spécifiques, tels que les vols dans les banques et les délits comportant des activités entre plusieurs Etats relèvent de la juridiction des autorités fédérales. Depuis les années 60, le gouvernement fédéral a accru son rôle dans le domaine de la justice criminelle. Il exerce actuellement une bien plus grande influence sur la politique de la justice criminelle au plan des Etats et des localités, à la suite de plusieurs décisions de la Cour suprême des Etats-Unis et de la *Law Enforcement Assistance Administration*, du ministère de la Justice des Etats-Unis. A la lumière du réseau complexe des interventions du gouvernement dans la justice criminelle, une lutte globale contre la criminalité exigera une action gouvernementale au niveau de la nation et des Etats, de même qu'au niveau local.

Nous encourageons donc la Conférence épiscopale des Etats-Unis et les diocèses de notre

pays à soutenir l'action du gouvernement et les initiatives de politique générale dans divers domaines :

1. Une lutte effective contre les causes socio-économique de la criminalité

Une action doit être menée pour mettre fin à l'inégalité économique par le moyen du plein emploi et la garantie de revenus décents pour tous les Américains. De même, nous demandons instamment que des mesures soient adoptées pour assurer le droit à un logement décent, une éducation de qualité et des soins médicaux appropriés (37). Il nous faut mobiliser toutes nos ressources nationales et communautaires pour remédier aux conditions sociales insuffisantes qui contribuent à certaines formes de criminalité.

2. Lutte contre le délit économique

Le délit économique est un problème complexe qui devra être résolu à plusieurs niveaux. Pour que ce problème puisse être abordé avec efficacité, il sera nécessaire, à notre avis, de prendre des mesures tendant à lutter à la fois contre les différents types de délit économique et à procurer des dédommagements aux victimes de ces délits.

Une bonne partie des efforts de politique générale comportent des aspects techniques sur lesquels nous ne pouvons nous étendre ici. Nous croyons cependant que des initiatives de politique générale pour lutter contre le délit économique sont nécessaires et qu'elles doivent refléter la gravité des atteintes contre les individus et la société. Des codes stricts d'éthique et de conduite devront être adoptés par les institutions, les organisations, les professions et les associations. Des initiatives sur le plan éducatif s'imposent pour aider les victimes potentielles de ces délits — hommes d'affaires, experts et citoyens, — pour repérer ces délits et ainsi contribuer à les empêcher.

3. Contrôle des armes à feu

Nous sommes en faveur d'une politique de contrôle cohérent des armes à feu au niveau national. Cette politique comprendrait : un délai de réflexion de plusieurs jours entre la vente et la possession de l'arme ; l'enregistrement des armes à feu ; l'obligation d'un port d'armes ; des contrôles plus efficaces régularisant la fabrication, la vente et l'importation des armes à feu. Nous reconnaissons toutefois que ces mesures individuelles n'élimineront pas totalement les abus. Nous pensons que seule l'interdiction d'importation, de fabrication, de vente, de possession et d'usage des armes à feu (avec des exceptions raisonnables pour la police, les militaires, les gardiens et les clubs de tir, où les armes à feu seront conservées dans de bonnes conditions

de sécurité) apportera une réponse efficace à cette forme de violence (38).

4. La justice et la délinquance juvénile

Notre premier but doit être de garder notre jeunesse en dehors du système de justice juvénile et de prévoir des ressources suffisantes pour répondre à ses besoins à l'intérieur de la collectivité. Les « délits contre le statut » doivent perdre leur caractère de délit dans tous les Etats et, en même temps, les services nécessaires doivent être fournis aux jeunes en dehors du cadre du système de justice juvénile. Nous préconisons le développement de la formation professionnelle, une création importante d'emplois et de loisirs et toutes les autres solutions collectives susceptibles d'aider notre jeunesse à augmenter le respect de soi-même et le respect des autres.

5. L'assistance de la justice criminelle fédérale

Les ressources de la justice criminelle fédérale doivent être avant tout consacrées au développement de la collectivité au plan de l'Etat et au plan local, ainsi qu'à la prévention du crime plutôt qu'à l'achat d'équipement sophistiqué.

6. Solutions dépendant de la collectivité

Pour la plupart des délinquants, nous souhaitons que les fonds de la Fédération, des Etats et des localités soient consacrés à des solutions dépendant des collectivités : obligation pour le délinquant de fournir un service dans l'intérêt de la collectivité, restitution à la victime, utilisation d'autres formes de possibilités non résidentielles et placement dans des installations dépendant de la collectivité, pour des cas limités. Le premier souci doit être de développer des solutions positives de rechange à l'incarcération. Nous reconnaissons toutefois qu'un petit nombre d'individus ne peuvent être intégrés à la collectivité. Ils doivent être soignés dans des installations de petite dimension et offrant toute sécurité, qui respectent leur dignité, tout en protégeant la collectivité.

Tant que les prisons existeront, des efforts devront être faits pour que les détenus bénéficient de conditions humaines d'internement. Des fonds devront être consacrés à des projets basés sur la collectivité et à des programmes de réhabilitation. Avant le procès, des solutions collectives telles que la caution versée par un tiers, l'identification et la vérification de la résidence et de l'emploi de l'accusé doivent être développées de manière à permettre une libération plus fréquente des détenus sous caution tout en protégeant la sécurité de la collectivité. Ces pratiques ne doivent pas être utilisées pour apporter des discriminations contre les pauvres, les faibles et les minorités.

(37) The Right to a decent Home, Conférence épiscopale des Etats-Unis ; The Economy : Human Dimensions, Conférence épiscopale des Etats-Unis, novembre 1975.

(38) Handgun Violence, *op. cit.*

7. Politique des jugements au plan des localités, des Etats et de la Fédération

Notre premier objectif dans la réforme de la politique des jugements doit être d'assurer les points suivants : recours limité à l'incarcération, utilisation de solutions collectives pour la plupart des délinquants et élimination de la disparité arbitraire dans des sentences, de manière que ceux qui se sont rendus coupables essentiellement du même délit reçoivent des sentences équivalentes. Des comités comprenant des citoyens et des experts doivent être formés pour passer en revue les procédures et les politiques pénales et établir des types de circonstances atténuantes et aggravantes, qui peuvent être considérées dans les cas individuels.

8. Peine capitale

Nous continuons de nous opposer aux tentatives faites pour rétablir la peine de mort.

9. Surveillance électronique

De manière générale, nous nous opposons à l'utilisation des tables d'écoute et autres mécanismes de surveillance électronique dans le but de recueillir des informations économiques et politiques à partir de conversations regardées comme privées. Nous estimons qu'il est nécessaire de poursuivre l'étude des aspects éthiques de la surveillance exigée pour des motifs de sécurité nationale. Nous souhaitons la mise au point de règlements législatifs tendant à limiter l'utilisation de ces procédés à des cas d'extrême danger national.

10. Compensation due aux victimes

Nous souhaitons la création de systèmes destinés à apporter une compensation aux victimes, au plan de la Fédération, des Etats et des localités. Nous estimons que la collectivité doit avoir une responsabilité dans le versement d'une compensation aux victimes d'un délit. Un tel programme doit prévoir une compensation pour les dommages personnels résultant d'un délit ; pour les survivants qui étaient à la charge d'un individu dont la mort a été la conséquence d'un crime ; pour une partie des biens perdus à la suite d'un délit. Chaque fois que cela est possible, le contrevenant doit participer au processus de restitution (39).

11. Réforme du Grand Jury

Nous soutenons la réforme du système du Grand Jury de manière à assurer les droits constitutionnels des témoins du Grand Jury.

Le besoin d'une réforme dans ce domaine existe au niveau des Etats aussi bien que des localités. Nous encourageons les individus, les paroisses, les diocèses, les ordres religieux et les autres organisations à soutenir les efforts réalisés dans ce sens par leurs collectivités.

(39) *The Reform of Correctional Institutions, op. cit.*, p. 6.

CONCLUSION

L'ampleur et la complexité du problème criminel aux Etats-Unis sont tellement redoutables qu'elles risquent de créer un sentiment d'impuissance et la tentation d'accepter le crime comme une réalité de la vie sous prétexte que les solutions sont difficiles à trouver. Plutôt que de succomber à ces sentiments, il faut au contraire faire assaut d'efforts pour résoudre le problème.

En ce moment, notre souci n'est pas de consoler ceux qui sont découragés par les dimensions du problème de la criminalité, mais d'encourager nos fidèles et tous les Américains à regarder en face la criminalité, ainsi que les attitudes, les conditions et les fausses valeurs qui la favorisent, en dépit de l'immensité de la tâche. Nous lançons un appel aux initiatives et au soutien de tout le Peuple de Dieu.

En tant que croyants, nous avons de fortes traditions qui nous permettent d'apporter une réponse à la criminalité. En tant qu'Américains, nous pouvons trouver un soutien réel dans notre héritage constitutionnel et dans nos institutions sociales fondamentales — la famille, la communauté, les rapports de bon voisinage.

Dans leurs efforts pour réduire et empêcher le crime, les croyants doivent essayer de suivre l'exemple du Christ qui a aimé ses ennemis, qui a pardonné à ceux qui l'ont persécuté, qui a enseigné que seuls l'amour et le pardon peuvent l'emporter sur le mal et la haine (40). Malgré la difficulté de la tâche, nous devons nous efforcer de créer des communautés qui incarnent cet amour salvifique. Il nous faut aussi équilibrer les intérêts discordants de ceux qui sont en cause dans le système de justice criminelle, en accord avec les protections qui sont garanties dans la Constitution américaine.

Tout le monde sait que bon nombre de solutions au problème du crime, telles que l'élimination de l'inégalité des droits et du chômage, ainsi que le changement des attitudes et des valeurs, exigeront du temps, de la patience, des ressources financières et beaucoup de dévouement. Pourtant, nous avons l'espoir que nous qui vivons « sur la terre des hommes libres et dans le pays des braves », nous pourrions résoudre efficacement le problème du crime dans notre société.

Cette tâche si difficile de réduire et d'éliminer la criminalité en Amérique exige un engagement plein de foi, d'espérance et de charité, en réponse à l'enseignement de Jésus, à la fois Seigneur et Messie (41).

(40) *Le 23, 34 ; Rm 12, 17, 20-21.*

(41) *Ac 2, 36.*

— *Des chrétiens dans la vie*, par André SEVE. — Un vol. 13,5 x 18 cm de 272 p. Editions du Centurion, Paris.

A. Seve a réuni dans ce volume 24 interviews, parues dans « la Croix », de chrétiens qui vivent leur foi dans les situations les plus variées. La diversité des tempéraments et des personnalités éclate à chaque page. Donc aucun risque de monotonie, et l'intérêt se renouvelle avec chaque interviewé. C'est la démonstration qu'une foi bien vivante sait tirer parti de toutes les occasions que présente la vie quotidienne pour s'affirmer et se conforter.

Événements et Informations

FRANCE

Hommage rendu à Mgr Charles Lefebvre, doyen de la Sacrée Rote romaine

Dans le cadre de la XIV^e Session d'études de droit canonique, organisée conjointement par la Faculté de droit canonique de Paris et la Société internationale de droit canonique et de législation religieuse comparée (autrefois Société française de droit canonique), une cérémonie d'hommage à Mgr Charles Lefebvre, doyen de la Sacrée Rote romaine, a été organisée à l'Institut catholique de Paris, le lundi 10 avril 1978. Devant de nombreuses personnalités, notamment les cardinaux Marty et Gouyon, M. Alain Poher, M. René Brouillet, il fut remis à Mgr Charles Lefebvre un ouvrage composé en son honneur. Le tome XXII de la *Revue l'Année canonique*, comprenant en préface une « *Tabula Gratulatoria* » de plus de deux cents signatures provenant du monde entier, lui fut offert conjointement par Mgr Bernard de Lanversin, président de l'Association, et M. le doyen Jean Passicos, doyen de la Faculté de droit canonique de Paris.

Après que Mgr Paul Poupard, recteur de l'Institut catholique de Paris, eut brillamment retracé la carrière pédagogique et scientifique de Mgr Charles Lefebvre, le président de l'Association et le doyen de la Faculté de droit canonique de Paris ont tenu à noter combien la carrière scientifique de S. Exc. Mgr Lefebvre s'est doublée d'une œuvre pastorale qui demande à être soulignée.

En effet, la relation annuelle de l'activité du tribunal de la Sainte Rote romaine révèle qu'à côté des sentences portées chaque année, presque toutes en matière matrimoniale (environ 200 chaque année) et de façon officielle, toute une « pastorale » d'accueil, de conseil, de réconfort et d'accompagnement s'accomplit à l'égard de ceux dont, malheureusement, la doctrine et le droit de l'Eglise ne permettent pas de régler la situation.

(Correspondance particulière.)

A propos du « Domaine de l'Immaculée-Conception » de Puylaurens

Sous ce titre, Mgr Coffy, archevêque d'Albi, a publié le communiqué ci-après :

« Mgr Dupuy, le 27 juillet 1972, dans un communiqué officiel, mettait ses diocésains en garde envers « la création, à Puylaurens, sous le nom de « Domaine de l'Immaculée-Conception », d'un centre de rayonnement prétendument apostolique et marial.

Mgr Dupuy soulignait que cette entreprise se situait totalement en dehors de l'Eglise et n'engageait que ses initiateurs.

Depuis lors, ce projet a connu bien des péripéties sur lesquelles il est inutile de revenir.

Aujourd'hui, il est question d'un redépart.

Aussi, je tiens à renouveler fermement la mise en garde de mon prédécesseur.

Nous ne manquons pas de centres officiels de dévotion mariale où peuvent s'exprimer nos sentiments envers Notre-Dame.

C'est pourquoi les vrais fidèles ne se laisseront pas abuser. Ils s'abstiendront de participer à des manifestations religieuses organisées sans l'approbation de l'Eglise et à l'encontre de ses orientations. »

† ROBERT COFFY.

(« *Semaine religieuse de l'archidiocèse d'Albi* », 20 avril.)

Mort du professeur Robert Debré

Le professeur Robert Debré, père de la pédiatrie moderne, est décédé le 29 avril, à Paris.

Né à Sedan, le 7 décembre 1882, ce fils de grand rabbin avait fait des études littéraires avant de se consacrer à la médecine. Licencié en philosophie, il participe, avec Péguy, à l'aventure des « Cahiers de la quinzaine », tout en suivant les cours de la Faculté de médecine de Paris. Il devient docteur en 1911, en même temps que le chef de laboratoire à l'hôpital Trousseau.

Agrégé de médecine en 1920, professeur de bactériologie clinique à la Faculté de médecine de Paris, en 1933, il est nommé chef de service à l'hôpital Bretonneau. Pendant l'occupation, il participe activement à la Résistance et siège au Comité parisien de libération.

C'est en 1940 qu'il obtient la chaire de clinique médicale des enfants à Necker. Médecin-chef de l'hôpital des Enfants-Malades de 1948 à 1956, il prend la tête de l'école pédiatrique française, qui se développe dans le monde entier, et qu'il oriente notamment vers la génétique et l'étude des malformations congénitales.

Père de la pédiatrie moderne, il s'était placé au premier rang des novateurs et des grands praticiens. Philosophe presque autant que médecin, il s'était attaché à combattre la maladie sans jamais oublier la psychologie du malade, toujours animé du désir d'établir le meilleur contact humain possible.

C'est également à lui qu'on doit une réforme radicale des structures de la médecine française : « La réforme Debré », d'où sont sortis les Centres hospitalo-universitaires (CHU) d'aujourd'hui.

Robert Debré a encore pris part à la rédaction du *Code de la famille* (à partir duquel on a assisté à un relèvement démographique sensible dans le pays) et à la création du Centre international de l'enfance et du Fonds international de secours à l'enfance.

Lui-même avait élevé neuf enfants, dont M. Michel Debré, qui fut premier ministre (la *Croix*, 3 mai).

Mort de Jacques Rueff

L'économiste français Jacques Rueff, membre de l'Académie française et chancelier de l'Institut de France, est mort le dimanche 23 avril, à son domicile parisien, à l'âge de 81 ans.

Spécialiste de questions financières et monétaires, auteur de plusieurs livres sur ces problèmes, il avait succédé, en 1964, à Jean Cocteau, à l'Académie française.

La Faculté de théologie catholique de Strasbourg (9, place de l'Université, 67084 Strasbourg Cedex) organise, à partir d'octobre 1978, un enseignement à distance conduisant au diplôme d'études universitaires générales, puis à la licence en théologie. (*Correspondance particulière.*)

Fondation du monastère d'Escayrac

Mgr RABINE, évêque de Cahors, annonce qu'à sa requête, le maître général des Dominicains et la Congrégation des Religieux ont autorisé la fondation sur son diocèse d'un monastère de religieuses dominicaines contemplatives : le monastère d'Escayrac, Lascabanes, 46800 Montcuq. (*Revue religieuse du diocèse de Cahors*, 16 avril.)

Nouvel Abbé à Hautecombe

Dom Edouard Dupriez, qui avait été élu Abbé d'Hautecombe (Savoie) le 16 juillet 1943, ayant remis sa charge entre les mains de Dom Jean Prou, Abbé de Solesmes, celui-ci est venu présider une nouvelle élection le 28 février.

Le chapitre du monastère a élu pour lui succéder Dom Michel PASCAL, âgé de 37 ans, qui est originaire de Tassin-la-Demi-Lune, à Lyon.

Au nom du Saint-Siège, le Père Abbé de Solesmes a confirmé l'élection et procédé à l'installation du nouvel Abbé. (*« La Croix »*, 21 mars).

Il a reçu la bénédiction abbatiale des mains de Mgr Bontems, archevêque de Chambéry, le 3 avril. (*« Eglise de Savoie »*, avril).

Un prieur administratif à En-Calcat

Un prieur administratif à l'abbaye d'En-Calcat, le P. Thomas ROMIEU, a été nommé pour une durée d'un an en remplacement de Dom Dominique Hermant. (*« La Croix »*, 23 mars, cf *« DC »* du 19 mars 1978, p. 290).

Nouvel Abbé à La Pierre-qui-Vire

A l'abbaye de La Pierre-qui-Vire (Yonne), le P. DUVILLIER, 40 ans, a été élu comme Abbé. Il succède à Dom Denis Huerre qui a démissionné après avoir été pendant vingt-cinq ans à la tête de la célèbre abbaye bénédictine. (*« La Croix »*, 23 mars.)

ÉTRANGER

AFRIQUE ORIENTALE

Essor prodigieux de l'Eglise en un quart de siècle

En un quart de siècle, l'Eglise a connu dans trois pays d'Afrique orientale — Ouganda, Tanzanie et Kenya — un essor prodigieux. C'est ce qui apparaît à la lecture du bilan dressé après vingt-cinq ans de fonctionnement de la hiérarchie ordinaire qui y avait été installée le 25 mars 1953.

Dans ces trois pays, entre 1953 et 1978, la population est passée de 17 930 864 à 41 900 287 d'habitants, soit une augmentation de 23 969 423 (134 %), et le nombre de catholiques de 2 583 600 à 9 760 499, soit une augmentation de 7 176 899 (278 %) ; les prêtres africains sont passés de 320 à 1 297 (+ 977, 305 %) ; les grands séminaristes de 339 à 1 192 (+ 853, 252 %) ; les religieuses africaines de 1 511 à 4 700 (+ 3 189, 211 %).

(*« Fides »*, 15 avril.)

RHODESIE

Un évêque revient comme missionnaire

Mgr Louis HAENE, S.M.B., évêque de Gwelo (Rhodésie) pendant de nombreuses années, qui avait renoncé en février 1977 au gouvernement de son diocèse pour laisser la place à un évêque rhodésien, Mgr Chiginya, s'était retiré en Suisse, son pays natal. Pourtant, son esprit missionnaire l'a conduit à revenir à nouveau en Rhodésie, pour y travailler comme simple missionnaire au service du peuple rhodésien. Mgr Haene a vécu en étroite communion avec la communauté catholique de Gwelo durant les pénibles épreuves du peuple rhodésien ; en 1949, il avait fondé la Congrégation rhodésienne de droit diocésain appelée « Religieuses de l'Enfant-Jésus ».

(*« Fides »*, 19 avril 1978.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé :

Mgr Magin TORREBLANCA évêque de Texoco, Mexique, où il était auxiliaire. (*« OR »*, 19 avril.) — Mgr Luis REYNOSO CERVANTES auxi-

liaire de Monterey, Mexique. (*« OR »*, 19 avril.) — M. l'abbé Gérard DRAINVILLE (curé au diocèse de Joliette) évêque d'Amos, Canada. (*« OR »*, 20 avril.) — Mgr Hubert Joseph HART évêque de Cheyenne, USA. (*« OR »*, 26 avril.) — M. l'abbé James R. HOFFMAN auxiliaire de Toledo, USA. (*« OR »*, 26 avril.) — Mgr Roland Pierre DU MAINE et Mgr Francis A. QUINN, auxiliaires de San Francisco, USA. (*« OR »*, 29 avril.) — Mgr Gerald Emmett CARTER (évêque de London) archevêque de Toronto, Canada. (*« OR »*, 30 avril.) — Mgr Raymond BOUCHEN (auxiliaire d'Aix) archevêque d'Avignon. (*« OR »*, 2-3 mai.) La DC a publié la biographie de Mgr Bouchex quand il a été nommé auxiliaire d'Avignon, le 27 février 1972. (*DC* 1972, p. 342). Il est membre du Bureau d'études doctrinales de l'Episcopat français.

Démissions

Le Saint-Père a accepté les démissions de :

Mgr Gaston HAINS, évêque d'Amos, Canada. (*« OR »*, 20 avril.) — Mgr Girard W. TICKLE, vicaire aux armées de Grande-Bretagne. (*« OR »*, 24-25 avril.) — Mgr Toussaint Léon CHAMBON, O.F.M. cap., évêque de Bossangoa, Empire centrafricain (*« OR »*, 24-25 avril) ; Mgr Sergio GOVI, O.F.M. cap., coadjuteur avec droit de succession, lui succède de plein droit. (*« OR »* 24-25 avril.) — Mgr Robert BEZAC, évêque d'Aire et Dax, France ; Mgr Robert SARRABÈRE, coadjuteur avec droit de succession, lui succède de plein droit. (La DC a publié la biographie de Mgr Sarrabère quand il a été nommé coadjuteur d'Aire et Dax, le 8 novembre 1974. — *DC* 1975, p. 43.) — Mgr Philip P. POCOCK, archevêque de Toronto, Canada. (*« OR »*, 30 avril.) — Mgr Eugène POLGE, archevêque d'Avignon. (*« OR »*, 2-3 mai.)

Décès

De Mgr Thomas CAHILL, archevêque de Canberra, Australie, survenu le 16 avril, à l'âge de 65 ans. (*« OR »*, 17-18 avril.) — Mgr Anthony MUSSIO, ancien évêque de Steubenville, USA, survenu le 15 avril, à l'âge de 75 ans. (*« OR »*, 17-18 avril.) — Mgr Jean CAYER, vicaire apostolique d'Alexandrie d'Egypte et administrateur apostolique d'Alexandrie d'Egypte et administrateur apostolique de Port-Saïd, survenu le 13 avril, à l'âge de 77 ans. (*« OR »*, 19 avril.) — Mgr Giuseppe ANGRISANI, ancien évêque de Casale Monferrato, Italie, survenu le 24 avril, à l'âge de 83 ans. (*« OR »*, 24-25 avril.)

L'Église dans le monde

DECLARATION DU SYNODE PATRIARCAL DES EVEQUES MARONITES (1)

Réunis autour de S. B. le patriarche Mgr Antoine Pierre Khoraihe, pour leur retraite spirituelle annuelle, à Bkerké, du 16 au 22 avril courant, les évêques maronites ont procédé à l'examen des questions intéressant l'Eglise maronite en particulier, et le Liban en général. En conclusion de leurs travaux, ils ont publié la déclaration suivante :

Le Synode patriarcal a :

1. Après expiration le 4 courant, du mandat des membres du Synode permanent, organe ayant pour but d'assister le patriarche dans l'administration des affaires du patriarcat, désigné, pour une période de cinq ans, les nouveaux membres de ce Synode ;
2. Réorganisé la Commission liturgique en lui adjoignant de nouveaux membres auxquels il aura à confier des travaux à exécuter dans des délais déterminés suivant un programme spécial ;
3. Poursuivi l'étude des questions regardant le petit et le grand séminaire dans le but d'assurer aux séminaristes une meilleure formation sacerdotale ;
4. Demandé à l'Office maronite pour la planification et le développement, organe relevant de sa juridiction, de fournir une aide financière aux sinistrés des événements d'Aïn Errémâné.

Les problèmes du Sud-Liban

1. Les jours difficiles que viennent de vivre les Libanais, ainsi que les durs événements qui se sont succédé depuis l'invasion du Liban-Sud, jusqu'à l'arrivée des forces de l'ONU, la détérioration de l'état de sécurité et l'échec des tentatives d'examen des problèmes fondamentaux et la démission du gouvernement, tous ces faits doivent mettre les Libanais en face de leurs responsabilités et les avertir des options décisives qu'ils ont à prendre. Ils peuvent, en effet, par leur insouciance et leur rancune, aller à leur perte, ou bien par leur clairvoyance et leur sagesse se relever, serrer les rangs et reconstruire leur pays, leur patrie et leur avenir.
2. Le bombardement aveugle d'Aïn Errémâné (2) avec des armes lourdes et des bombes au napalm dirigées contre la population désarmée : vieillards, femmes et enfants, et qui a détruit des maisons sur leurs habitants, laisse dans tous les cœurs un sentiment pénible de colère et de révolte portant les consciences à s'interroger : où veut-on en venir avec le Liban, après cette vague de violence et d'injustice, et cette suite, variant d'une région à l'autre, de provocations et d'agressions faisant, parmi les citoyens, des victimes innocentes habituées à vivre ensemble dans un climat de collaboration et de paix ?

3. Toute présence armée sur le territoire libanais qui échappe au contrôle de l'Etat est une atteinte à la souveraineté de l'Etat et à sa dignité, une menace à son existence et, pour les citoyens, une source continuelle d'inquiétude pour leurs vies et leurs biens. Passer outre ou admettre cette présence rend toute déclaration en faveur de l'unité du Liban, de son territoire et de son peuple, qu'elle émane d'individus, de groupes ou d'Etats, purement verbale, ne pouvant signifier qu'une manière de travestir la vérité, de se dérober au devoir et d'admettre l'injustice. C'est pourquoi l'Etat se doit d'œuvrer par tous les moyens à sa disposition pour mettre fin à cette présence armée en mettant particulièrement la Ligue arabe et l'ONU en face de leurs responsabilités qui leur imposent de protéger leurs membres et d'assurer la sécurité du Liban, dans la région et le monde. Rien en effet n'est plus injuste que de réparer une injustice en en commettant une autre.

4. Appréciant la déclaration de S. E. M. le président de la République promettant d'indemniser les parents des victimes, d'aider les blessés, de réparer les dégâts et de déterminer les responsabilités, le Synode patriarcal espère que cette déclaration sera mise à exécution dans le plus bref délai. Il espère également que le rapprochement qui a eu lieu entre les hommes politiques aboutira à des prises de position positives et constructives et hâtera la formation d'un gouvernement capable de renflouer le pays avec l'aide de toutes ses forces vives.

5. Proclamant son attachement à l'unité du territoire, du peuple et au régime démocratique libre et équitable au Liban, le Synode patriarcal invite tous les Libanais à rejeter les dissensions, renoncer aux intérêts particuliers et placer leur loyalisme à l'égard du Liban au-dessus de tout autre loyalisme. Il adresse un pressant appel à tous les Libanais, résidents et émigrés, pour soutenir l'Etat et l'appuyer, moralement et matériellement, par tous les moyens dont ils disposent afin qu'il puisse assumer, dans ces circonstances difficiles, ses responsabilités envers la patrie, les citoyens et l'Histoire.

Les membres du Synode patriarcal, qui viennent de passer une semaine de prière et de recueillement, suppliant Dieu d'accorder aux blessés prompt guérison, d'accueillir dans sa miséricorde les âmes des victimes et de consoler les cœurs des affligés, invitent tous les Libanais à revenir à Dieu, à se pénétrer davantage des enseignements religieux, à s'attacher aux valeurs spirituelles et à y conformer leur conduite, en vue de faire rayonner la paix dans le pays et de contribuer à l'œuvre du salut national. Ils s'adressent à tous pour leur demander d'élever au Seigneur de ferventes prières afin que les forces du bien triomphent des forces du mal et que le Liban puisse se relever et retrouver vigueur, paix et sécurité.

Bkerké, le 22 avril 1978.

(1) Texte original. Sous-titre de la DC.

(2) Quartier chrétien de Beyrouth (NDLR).

L'EGLISE ET LE DIABLE

Déclaration du cardinal HOFFNER, président de la Conférence épiscopale allemande

Le 1^{er} juillet 1976, en République fédérale allemande, une jeune fille de vingt-deux ans, Anneliese Michel, mourait de faim et de déshydratation. Devant l'inefficacité du traitement psychiatrique, les parents avaient accepté de la faire exorciser, ce qui fut fait au cours de soixante-sept séances par deux prêtres d'Aschaffenburg (Bavière), avec l'autorisation de l'évêque de Würzburg. En avril 1978, le tribunal de grande instance d'Aschaffenburg a condamné à six mois de prison avec sursis les deux prêtres exorcistes et les parents de la jeune fille. La Cour a reconnu les quatre accusés coupables d'« homicide par imprudence ». A l'occasion du débat qui s'est instauré dans le public sur le diable et les possessions diaboliques, le cardinal Hoeffner, archevêque de Cologne, président de la Conférence épiscopale allemande, a rendu publique la déclaration ci-après (*):

Depuis plusieurs années la doctrine de l'Eglise sur le diable et la puissance du mal est devenue, pour l'opinion publique de notre pays, un sujet de discussion âprement débattu et controversé. Cette discussion a été encore relancée par la mort affreuse d'une jeune fille. Le procès sur les circonstances de la mort d'Anneliese Michel a redonné une nouvelle vie au débat sur le diable et l'exorcisme.

Les développements qui suivent ne constituent pas une prise de position sur le procès et sur la sentence du tribunal.

Le diable et la puissance du mal

L'Eglise enseigne, dans une tradition ininterrompue, que Dieu a doté d'intelligence et de volonté des êtres invisibles. Certains d'entre eux, par une décision libre de leur part, se sont dressés contre Dieu, créateur de tout bien, et sont devenus mauvais. De plus, l'Eglise a la conviction que ces esprits mauvais tentent d'exercer une influence négative sur le monde et les hommes. Cela se manifeste de nombreuses manières. L'une d'entre elles peut revêtir la forme de la possession.

L'enseignement de l'Eglise sur le diable n'a toutefois rien à voir avec l'erreur qui n'a cessé de se reproduire au cours des siècles, selon laquelle il y aurait dès l'origine, égal à Dieu, un principe mauvais. Elle souligne au contraire que le diable est un être créé, et que sa méchanceté ne peut contre-carrer la puissance et la bonté de Dieu. De même, l'Ecriture indique à chaque croyant que Jésus-Christ a brisé la puissance de Satan. Quiconque croit en Jésus-Christ, l'aime et espère en lui n'est certes pas totalement à l'abri de l'attaque du tentateur, mais est fortifié et protégé contre sa puissance.

La théologie catholique affirme l'existence du diable et des forces démoniaques.

Pour les hommes de ce xx^e siècle finissant, il n'existe pas non plus de raison de nier l'activité de

Satan et des esprits mauvais dans notre monde ou de considérer comme absurdes les affirmations à ce sujet. Jusqu'à présent, les recherches profanes, en dépit d'une grande avancée dans la connaissance, n'ont pu donner de réponse satisfaisante à la question : où se trouve l'origine de tous les actes effroyables, terrifiants et inhumains que l'on a constatés au cours de l'histoire, qui se continuent dans notre prétendu siècle éclairé et ne cessent de se produire aujourd'hui encore, heure après heure ? Au fond, seul peut répondre à cette question celui qui connaît le secret du mal, et notamment celui du diable.

Erreur, abus et superstition

Le propre du diable est de se camoufler et de se cacher derrière d'innombrables masques. Rien ne lui est plus précieux qu'une superstition massive, qui est en contradiction avec la doctrine obligatoire de l'Eglise. Il est bien rare que, dans l'opinion publique, on ne néglige pas cette différence.

Nous nous opposons fermement à tous ceux qui répandent une « foi dans le diable » insensée. Dans leur égarement ils vont si loin qu'ils publient des déclarations de la bouche de prétendus possédés, cherchant à confirmer ainsi leurs opinions erronées. Face à de tels milieux sectaires, l'Eglise doit faire des mises en garde aussi sévères que dans le passé.

Ce que disent l'Ecriture et la véritable doctrine de l'Eglise sur le diable n'est pas matière à option. Mais le cœur même du message de Jésus-Christ est le salut communiqué à tous les hommes, par lequel la puissance du diable et des démons est radicalement brisée.

L'exorcisme

En plusieurs endroits le Nouveau Testament rapporte la lutte du Fils de Dieu contre les puissances démoniaques et le diable. L'Eglise de Jésus-Christ poursuit ce combat à sa façon, sous de multiples formes. Dans sa liturgie figurent toujours des prières pour demander l'aide du Christ contre la puissance du diable.

L'exorcisme, qui date de 1614, n'est aucunement un rituel secret, mais constitue, dans son noyau central, une prière pressante de l'Eglise pour que Dieu daigne libérer de ses souffrances, par l'acte sauveur du Christ, tel homme qui se trouve en proie à des tourments extraordinaires.

Il faut s'élever contre la fausse impression que l'Eglise se hâte de voir partout d'innombrables cas de possession. En réalité, il en est très rarement ainsi.

Le Rituel romain prévoit expressément qu'on ne doit pas préjuger à la légère qu'une personne est possédée. De plus, il exige que le prêtre qui accomplit l'exorcisme n'exerce aucune fonction médicale.

L'activité d'exorciste ne doit être confiée par l'évêque qu'à des prêtres sages et dignes de confiance.

L'expérience des événements récents montre qu'il faudra redoubler d'efforts pour saisir de façon plus précise les dispositions du Rituel romain. Avant d'admettre un cas de possession, il importe d'épuiser à plein les possibilités de la médecine et de la psychiatrie. Au cours de l'exorcisme, les soins médicaux ne doivent pas être interrompus. Au cas où l'observation médicale ou les soins médicaux seraient refusés par les personnes concernées ou leurs proches, l'exorcisme ne doit pas être réalisé. Les prêtres exorcistes doivent éviter tout ce qui ne relève pas de leur mission.

(*) Texte allemand dans *Pressedienst des Sekretariats der Deutschen Bischofskonferenz* du 28 avril 1978. Traduction de la DC.

L'intérêt considérable des médias et de l'opinion publique pour le « cas de Klingenberg » et le problème qu'il pose ne doit pas être considéré comme une pure et simple recherche de sensationnel ou une attaque contre l'Eglise. Assurément il y a eu aussi des écarts de langage. Mais ce qui a dominé c'est la pitié pour les terribles souffrances et la mort d'une jeune fille. Cela a montré enfin avec quelle intensité tant d'hommes sont à la recherche de réponses à l'origine et à la nature du mal.

L'effrayant événement de Klingenberg, ainsi que le débat qu'il a déclenché, pourrait relancer une réflexion sur le sens de la vie et ainsi conduire bien des hommes à la foi en ce Dieu qui a libéré l'homme, par la mort et la résurrection de son Fils, des ténèbres du mal.

A PROPOS DE LA VISITE DE LEONID BREJNEV EN ALLEMAGNE FEDERALE

Déclaration du cardinal Hoeffner

A l'occasion de la visite de Leonid Brejnev en Allemagne fédérale, du 4 au 7 mai 1978, le cardinal Hoeffner a fait la déclaration ci-après () :*

Le chef de l'Etat et du Parti de l'Union soviétique, Leonid Brejnev, fera ces jours prochains une visite officielle en Allemagne fédérale. Le but de cette visite est d'aboutir à une meilleure compréhension entre les peuples et de contribuer ainsi à la paix en Europe. Les évêques allemands saluent ces efforts.

Mais nous tenons à souligner aussi que de nombreux citoyens de notre pays sont préoccupés et bouleversés par les nouvelles selon lesquelles les droits inaliénables de l'homme, tels qu'ils ont été explicités dans la « Déclaration universelle des droits inaliénables de l'homme, tels qu'ils ont été établis comme obligatoires par tous les documents sur les droits de l'homme, sont violés en Union soviétique. Cette inquiétude devant la transgression des droits de l'homme en Union soviétique a déjà été exprimée, à l'occasion de la première visite de Brejnev en Allemagne fédérale en 1973, par une lettre commune du président du Conseil de l'Eglise évangélique de l'époque, l'évêque H. Dietzfelbinger, et de mon prédécesseur le cardinal Julius Döpfner, adressée au Premier soviétique (1). Ils signalaient notamment la situation des communautés baptistes en URSS et celle de l'Eglise persécutée de Lituanie.

Même à la suite de la signature officielle par l'Union soviétique du document final d'Helsinki sur la préservation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, des croyants qui en appellent à leur droit dans ce domaine continuent d'être persécutés.

(*) Texte allemand dans *Pressedienst der Sekretariats der Deutschen Bischofskonferenz* du 28 avril 1978. Traduction, titre et note de la DC.

(1) DC 1973, n° 1635, p. 645.

Nous donnons à titre d'exemple les faits suivants :

— L'inculcation de l'athéisme par la force parmi les jeunes en Union soviétique ;

— L'oppression et la persécution de l'Eglise en Lituanie ;

— Les obstacles mis à la pastorale pratique des chrétiens orthodoxes ;

— La destruction de l'Eglise unie à Rome en Ukraine et en Russie blanche ;

— La persécution particulièrement sévère des chrétiens baptistes ;

— Le refus des droits des minorités pour les Allemands de la Volga.

Solidaires de tous ceux qui souffrent pour leur foi, nous attendons que se concrétisent les droits de l'homme fondés sur la nature et la dignité humaines.

Nous ressentons également de l'inquiétude devant la gigantesque course aux armements qui menace les peuples de notre terre. Nous lançons un appel aux dirigeants de l'Union soviétique, en tant que l'une des superpuissances, pour qu'elle prenne au sérieux le désarmement, qu'elle fasse la preuve de sa responsabilité en donnant satisfaction au profond désir de paix de l'humanité tout entière, et enfin qu'elle délivre le monde de la peur qui l'opprime. La course aux armements doit s'arrêter, et l'équilibre de la terreur être remplacé par un équilibre de la confiance. Mais cette confiance ne peut être atteinte que par un désarmement bilatéral pondéré, qui englobe également le système d'armes classiques.

Nous souhaitons la compréhension entre les peuples. Nous mettons de grands espoirs en un avenir pacifique. Mais cela ne sera possible que si les hommes politiques s'engagent avec décision dans un désarmement équilibré et respectant les droits imprescriptibles et la dignité de chaque homme. C'est dans ces conditions seulement que la paix sera possible entre les peuples.

LES ATTEINTES A LA LIBERTE RELIGIEUSE EN TCHECOSLOVAQUIE

Déclaration du cardinal HOFFNER, président de la Conférence épiscopale allemande, à propos de la visite du président Husak (1)

Le président de l'Etat tchécoslovaque, Gustav Husak, doit faire la semaine prochaine une visite officielle en République fédérale d'Allemagne. Nous nous réjouissons lorsque des hommes politiques s'efforcent de discuter et de régler des problèmes litigieux dans des rencontres et des conversations personnelles. Cette visite peut contribuer à améliorer les relations entre nos deux pays.

(1) Texte allemand publié par le Secrétariat de l'Episcopat allemand. Traduction et titre de la DC. Cette déclaration porte la date du 7 avril 1978.

La visite en Allemagne fédérale de M. Husak, président de la République et secrétaire général du Parti communiste de Tchécoslovaquie, a eu lieu du 10 au 14 avril.

Nous sommes prêts à tendre la main aux peuples de Tchécoslovaquie et à nous réconcilier avec eux. Nous sommes conscients du lourd passé qui est derrière chacun de nos pays. Les souffrances subies ont laissé d'horribles souvenirs dont beaucoup sont encore vivants. Mais la volonté de réconciliation est plus forte.

Cette réconciliation et une authentique détente ne sont cependant possibles que si ces conversations ne se limitent pas au plan gouvernemental et si les peuples peuvent se rencontrer directement.

La reconnaissance et l'application des droits de l'homme sont pour cela un présupposé indiscutable.

Mais ce point constitue précisément pour nous un grave motif de préoccupation. En Tchécoslovaquie, bien que ce pays soit parmi les signataires des accords d'Helsinki, « les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction » (2) sont niés dans la pratique. Nous rappelons à ce propos les faits patents ci-après :

— Sur le plan professionnel, les croyants voient leur promotion compromise.

— Des menaces sont exercées sur les enfants en raison de leur foi ou de la foi de leurs parents.

— L'enseignement religieux est rendu pratiquement impossible par des mesures bureaucratiques. On le remplace par une athéisation obligatoire.

— Pour faire des visites à domicile, les prêtres ont besoin d'une autorisation de l'Etat. En conséquence, les malades ou les mourants sont souvent privés de l'assistance du prêtre.

— La vie des paroisses est étouffée par des charges et des interdictions de toutes sortes.

— Les prêtres particulièrement engagés dans la pastorale sont suspendus par l'Etat et empêchés d'exercer leur ministère sacerdotal.

— L'entrée dans les séminaires est réglementée par l'Etat.

— Ce qui reste encore des communautés religieuses dissoutes en 1950 est liquidé par des moyens brutaux.

Ce ne sont là que quelques exemples, qui sont en contradiction avec la Constitution tchécoslovaque elle-même.

En raison de notre solidarité avec les chrétiens persécutés de Tchécoslovaquie, nous ne pouvons pas nous taire devant cette visite officielle. Nous devons élever notre voix, car ceux qui sont directement concernés ne peuvent pas le faire.

De différents côtés, dans le passé, on a parlé des atteintes aux droits de l'homme qui se commettent en Tchécoslovaquie. Egalement en Allemagne, la presse a abondamment parlé des mesures prises contre les signataires de la « Charte 77 ».

Nous espérons que le président Husak reconnaît les injustices qui sont commises dans son pays et qu'il modifiera le cours de sa politique. Car enfin, l'oppression de la liberté religieuse et la persécution des chrétiens ternissent aussi l'image de son gouvernement.

Nous ne voulons ni haine ni inimitié. Nous voulons la réconciliation. Mais cette réconciliation doit se faire au niveau des populations. Elle doit rendre les contacts possibles et avoir pour fondement les droits de l'homme.

Nous espérons qu'en République fédérale allemande, dans ses conversations avec les hommes politiques responsables et dans ses contacts avec la population, le président Husak reconnaîtra cette manifeste volonté de réconciliation, mais aussi la résolution de défendre chaque fois les droits de l'homme, en raison de notre solidarité avec ceux qui souffrent persécution et oppression.

MEMOIRE DES SUPERIEURS GENERAUX DES CONGREGATIONS RELIGIEUSES MASCULINES ET FEMININES DONT UNE PARTIE DES MEMBRES VIVENT EN TCHECOSLOVAQUIE (1)

Rome, le 21 janvier 1978

AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DE TCHECOSLOVAQUIE, MONSIEUR GUSTAVE HUSAK,

Nous suivons avec grande attention les travaux de la réunion de Belgrade 1977, à laquelle sont représentés les Etats participants de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, convoquée conformément aux dispositions de la résolution finale sur les suites à donner à cette Conférence. Dans cette réunion, on attire vigoureusement l'attention sur la violation, dans divers pays, des droits fondamentaux de l'homme, en tant qu'elle met en danger la sécurité et la coopération en Europe.

En qualité de supérieurs généraux et supérieures générales d'Instituts ayant des religieux en Tchécoslovaquie, nous nous sentons obligés en conscience à cet appel qui veut attirer l'attention sur l'injustice grave que doivent subir dans votre pays les membres de nos Congrégations.

— Ils sont empêchés de vivre leur vocation selon les statuts de leurs familles religieuses.

— Il leur est défendu d'accomplir librement leur tâche apostolique au service de l'Eglise.

— Ils se voient refuser d'admettre les jeunes qui se sentent appelés à la vie religieuse de leurs communautés et de les former.

— Fréquemment les religieux et les religieuses sont soumis à des vexations, à des contrôles spéciaux et sont traités en citoyens de seconde catégorie.

(1) Texte français original.

En diffusant ce texte, l'Union des supérieurs généraux cite cette information donnée dans les ICI (15 avril 1978) : « Les autorités civiles tchèques n'ont toujours pas renoncé à leur vieux « rêve » décrété officiellement dès l'année 1950 : la suppression pure et simple des ordres religieux. A cette date, en effet, les religieux et les religieuses du pays avaient été regroupés dans des « monastères de concentration » avec interdiction d'accueillir des novices... Faisant valoir que l'Etat a repris entièrement à son compte l'action caritative, les autorités ont élaboré une nouvelle méthode pour en finir avec les ordres religieux sans créer trop de troubles dans la population : elles entendent persuader les prêtres de paroisses de donner leur accord à la fermeture des couvents, sous prétexte « qu'à notre époque, même du point de vue de l'Eglise, les ordres religieux sont devenus superflus ! »

(2) DC 1975, n° 1682, p. 760. (NDLR.)

Déclaration de Mgr Rozier (*)

L'assassinat de M. Aldo Moro est plus qu'un meurtre : c'est une déclaration de guerre à la société. Il constitue plus qu'un attentat contre une personne : une atteinte à l'humanité elle-même.

Il ne s'agit pas ici de prendre en considération la personnalité de la victime, ni sa qualité d'homme d'Etat, ni son appartenance politique ou religieuse. Il s'agit de discerner et de qualifier le processus qui a conduit des individus, constitués en faction, à arrêter un homme — en provoquant le meurtre de plusieurs autres, — à disposer de sa vie et de son poids politique comme monnaie d'échange, à le torturer au moins moralement, pour l'assassiner enfin en narguant et en défiant l'accablement d'une famille, la panique d'un Etat, l'angoisse d'une nation et l'indignation du monde entier.

Il y a eu dans l'histoire des drames d'une ampleur plus grande et plus sanglante. Mais on en vient maintenant à incorporer la violence à une odieuse stratégie qui joue avec la vie et avec la mort, avec la souffrance et l'angoisse, avec le sort des personnes et des institutions, stratégie auprès de laquelle les sanglantes mises à mort dans les jeux du cirque n'étaient qu'une fade barbarie. La brutalité a maintenant à son service tous les mécanismes et tous les ressorts de la « civilisation ».

Devant de tels faits, il ne suffit pas de poursuivre et de châtier les coupables. La blessure est trop profonde. Elle atteint dans sa profondeur et elle interroge la conscience humaine. N'est-ce pas l'histoire qui fait marche arrière, la société radicalement retournée dans ses perspectives et renversée dans ses valeurs... ? N'est-ce pas le signe de ce que Péguy appelait « la décréation », c'est-à-dire la négativité introduite dans les processus même de l'histoire et de la vie sociale ?

Une telle perversion est trop profonde et trop grave pour être un pur accident. N'est-elle pas le fruit ou le signe des carences d'un monde qui, au milieu de toutes les productions et réalisations matérielles, laisse l'homme dans un vide moral et spirituel où les esprits déboussolés, se jettent aussi bien dans le nihilisme que dans la volonté de puissance.

Il y a des assassinats qui sont simplement des mises à mort et aboutissent à la suppression de quelqu'un dont on ne parle plus. Ce ne peut pas être le cas. Un immense cri s'élève qui dit autre chose que l'horreur et l'indignation. Le drame qui vient de s'accomplir en Italie atteint un degré tragique qui lui donne une dimension d'universalité. C'est la conscience qui se trouve mise en demeure non seulement de protester, mais d'attester qu'il y a un niveau profond où l'humain et le sacré se confondent, où le respect et l'espérance font corps.

Mais ne faut-il pas alors que « l'Esprit vienne au secours de notre esprit » ?

Joseph ROZIER,
évêque de Poitiers.

(*) La Semaine religieuse de Poitiers, 20 mai 1978.
Cet article a paru dans Centre-Presse, le Courrier de l'Ouest, le Courrier français.

Ayant des informations précises sur tous ces points, nous entendons protester contre cette injustice.

Cette infraction aux droits de l'homme les plus fondamentaux nous touche au vif et de façon profonde, car nous connaissons le concours éminent qu'apportent les Instituts religieux à la vie sociale, spirituelle et culturelle de la population de votre pays. Nous remarquons d'ailleurs avec une profonde admiration la loyauté et l'amour intenses que gardent nos confrères et nos sœurs à l'égard de leur patrie et de leurs concitoyens malgré toute l'injustice avec laquelle ils sont traités.

En raison de cela, nous sommes assurés et confiants que vous aurez à cœur, en tant que chef de l'Etat, de faire toute le possible pour que cesse la situation présente et pour qu'il soit pourvu à la reconnaissance des droits humains des religieux et religieuses selon l'esprit et la lettre de la résolution finale de la Conférence d'Helsinki.

Comme supérieurs généraux et supérieures générales, nous sommes en devoir, en raison de notre responsabilité, de présenter les requêtes suivantes :

— La possibilité, pour tous les religieux et religieuses, de vivre en communauté, conformément à la nature de leur vocation.

— La possibilité, pour tous les religieux et religieuses, d'accomplir librement leur activité pastorale au service de l'Eglise.

— La possibilité, pour tous les religieux et religieuses, d'admettre et d'instruire de nouveaux membres.

— La possibilité, pour tous les religieux et religieuses, d'avoir des contacts normaux avec leurs supérieurs.

— La possibilité, pour tous les religieux et religieuses, d'avoir leur propre maison, de la choisir librement comme les autres citoyens du pays.

— L'éloignement des fonctionnaires de l'Etat, en conformité avec la liberté et la dignité de tout citoyen, des maisons de la « Caritas » où vivent les religieuses.

Nous sommes convaincus, par ces requêtes, de n'exiger rien qui soit situation spéciale ou privilège. Il ne s'agit là que de l'application de la Déclaration des droits de l'homme approuvée par les Nations Unies et de la Résolution finale d'Helsinki mises en pratique dans le monde d'aujourd'hui, également dans les pays socialistes, comme la Pologne, la République démocratique allemande et la Yougoslavie. Nous ne voulons pas abandonner l'espoir que ceci soit également possible dans la République socialiste de Tchécoslovaquie.

Pour l'Union des supérieures générales :

Sr Regina CASEY, MSC,
vice-présidente de l'Union.

Sr Caterina PORRO, RN,
conseillère de l'Union.

Sr Francis-Joseph SCARPELLO, RA,
secrétaire générale de l'Union.

Pour l'Union des supérieurs généraux :

P. Pedro ARRUIPE, SJ,
président de l'Union.

P. Lucio MIGLIACCIO, OMD,
conseiller de l'Union.

P. Henri SYSTERMANS, SSCC,
secrétaire général de l'Union.

AMELIORATION DES RAPPORTS ENTRE L'EGLISE ET L'ETAT AU ZAIRE

Le 28 mars 1978 M. Mobutu Sese Seko, président de la République, recevait en audience l'abbé Monsengwo, secrétaire général de l'Episcopat venu lui exposer les préoccupations des évêques du Zaïre.

Il s'agissait :

1. De l'aide financière demandée à l'Etat en faveur des écoles publiques, dites « conventionnées ». Vu l'état de délabrement d'un bon nombre de ces écoles, l'Eglise sollicite un fonds spécial de redémarrage, indispensable au redressement souhaité ;

2. De la demande de réhabilitation du Comité permanent des évêques, dissous par l'autorité le 15 février 1973 ;

3. De faciliter à l'Eglise l'accès aux mass media (presse, radio, télévision) ;

4. De l'encadrement de la jeunesse zaïroise. L'Eglise, inquiète et angoissée, offre ses services en vue d'étudier avec le pouvoir les meilleurs moyens de résoudre ce problème ;

5. Du climat social. L'Eglise remercie le chef de l'Etat pour l'amélioration sensible apportée aux conditions de vie du personnel enseignant. Elle suit avec intérêt les efforts entrepris par l'autorité en faveur des travailleurs d'autres secteurs.

L'entrevue, au dire du négociateur, semble avoir été très positive et satisfaisante. Deux jours plus tard en effet, le président fondateur annonçait au bureau politique sa décision d'accorder désormais une place aux émissions religieuses dans les programmes de la *Voix du Zaïre*.

Quelques jours plus tard, on apprenait que le chef de l'Etat zaïrois avait élevé à la dignité de chevalier de l'Ordre national du Léopard l'abbé Monsegwo Pasinya. Cette distinction honorifique lui était accordée en reconnaissance pour les efforts incessants déployés en vue de rétablir la bonne entente entre l'Eglise et l'Etat du Zaïre.

Rappelons qu'en avril 1972, l'abbé Monsengwo avait été nommé secrétaire général adjoint de la Conférence épiscopale. Le 17 janvier 1975, il était désigné comme représentant permanent de l'Episcopat auprès des autorités du pays. Enfin, en 1976, l'Assemblée générale des évêques lui confiait la tâche de secrétaire général de la Conférence épiscopale.

(*Fides*, 19 avril 1978.)

LA SESSION DE L'ONU SUR LE DESARMEMENT

Communiqué de la section française de Pax Christi (1)

A la veille de l'ouverture de la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement, Pax Christi

— Dénonce une fois de plus la course effrénée aux armements, menace pour la paix et source de dépenses considérables et stériles « qui dévorent le pain des pauvres » ;

— Se félicite que la France ait saisi cette occasion pour prendre de nouvelles initiatives en faveur du désarmement ;

— Forme le vœu que cette Conférence contribue à une authentique réglementation des armements et souhaite que la France réfrène sa politique de ventes d'armes de manière à permettre un arrêt de la course aux armements conventionnels ;

— Rappelle qu'il a réclamé dès 1970 la création d'une « Agence nationale du désarmement », susceptible de contribuer à l'élaboration de solutions techniques et d'assurer la liaison entre le gouvernement et les différents groupes impliqués dans l'organisation de la paix.

Paris, le 18 mai 1978.

UN DOSSIER DES EGLISES SUR LE DESARMEMENT

La Commission française « Justice et Paix » (71, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris) et la Commission sociale économique et internationale de la Fédération protestante de France (102, bd Arago, 75014 Paris) ont publié le communiqué ci-après avant le départ du président Giscard d'Estaing pour la Session spéciale de l'ONU sur le désarmement (1) :

Agissant comme présidents de la Commission française Justice et Paix (catholique) et de la Commission sociale, économique et internationale (protestante), Mgr Jacques MENAGER et M. Claude GRUSON ont fait remettre à M. GISCARD D'ESTAING, le vendredi 19 mai, un dossier sur le commerce des armes.

A l'approche de la session spéciale de l'ONU sur le désarmement, ils présentent au président de la République plusieurs documents dans lesquels les Eglises alertent les chrétiens mais aussi bien les autres citoyens et les pouvoirs publics.

Le dossier comprend :

— La « Note de réflexion sur le commerce des armes » publiée conjointement, en avril 1973, par le Conseil permanent de l'Episcopat français et par le Conseil de la Fédération protestante de France (2), et assortie d'une brève mise à jour ;

— La note de la Commission Justice et Paix d'Angleterre et du pays de Galles sur « les chrétiens et le commerce des armes », publiée en janvier 1976 (3) ;

— La déclaration du Conseil britannique des Eglises sur « la vente et la livraison d'armes conventionnelles », publiée en avril 1977 (4).

— Une étude du Conseil national des Eglises des Etats-Unis sur « le marché militaire : l'exportation des armes dans une perspective chrétienne », publiée en mai 1978.

En présentant ces différents documents, les présidents de Justice et Paix et de la Commission sociale de la Fédération protestante de France indiquent pourquoi plusieurs Eglises ont jugé nécessaire d'exprimer publiquement leur pensée face à

(1) Texte original. Titre et notes de la DC.

(2) DC 1973, n° 1 631, p. 423 et s.

(3) DC 1976, n° 1 695, p. 313 et s.

(4) DC 1978, n° 1 738, p. 269 et s.

(1) Texte original.

Cette session se tient à New York du 23 mai au 28 juin

cette extension du commerce des armes, à la fois signe et moyen d'une course effrénée aux armements.

Quand le document des catholiques américains sera élaboré, l'ensemble du dossier, présenté conjointement par des responsables d'Eglises des trois pays, sera publié en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

22 mai 1978.

COMMUNIQUE DE L'EVECHE

DE TARBES ET LOURDES

A L'OCCASION DU RASSEMBLEMENT

« COMBAT POUR LA FOI »

Un pèlerinage à Lourdes, qui a réuni de 300 à 500 personnes, a été organisé par M. l'abbé Coache le jour de la Pentecôte. Auparavant, Mgr Donze, évêque de Tarbes et Lourdes, avait publié le communiqué ci-après (1) :

Lourdes est une terre de fraternité, de paix et de prière qui veut rester en étroite communion avec le Saint-Père et les évêques qui lui sont unis.

Les pèlerins qui s'y rendent ont à cœur de respecter ce caractère d'Eglise que doit manifester tout sanctuaire marial.

Ce n'est pas le cas de M. l'abbé Coache. Les menaces qu'il s'est permis de rendre publiques à l'occasion du rassemblement dont il a pris l'initiative portent la marque de l'agression et de la violence.

Sa prétention de passer pour un « martyr » ne trompera personne. Les chrétiens fidèles et les pèlerins de Lourdes ne se laisseront pas abuser. Les faits sont simples. Ayant, en raison de son attitude de dénigrement et de désobéissance, encouru dans son diocèse une sanction d'interdit, confirmée dès le 18 mars 1970 par la Congrégation pour le Clergé, ce prêtre n'a pas l'autorisation de célébrer la messe ni d'organiser des rassemblements ou des processions dans le domaine des sanctuaires.

Nous invitons tous ceux qui seront à Lourdes pour les fêtes de Pentecôte à éviter de se joindre, même par curiosité, au groupe qui l'accompagne ; et nous convions tous les pèlerins à prier avec une ferveur accrue le Saint-Esprit, par l'intercession de Notre-Dame, pour que se renforcent la paix, l'unité et l'ardeur apostolique, dans l'Eglise de Jésus-Christ.

(1) Texte original.

On lit dans l'article de Maurice ABAD, publié dans la Croix (15-16 mai) :

[...] Le Recteur des sanctuaires a porté plainte en bonne et due forme contre le pèlerinage traditionaliste « combat de la foi » pour violation de domaine privé et non-observance du règlement intérieur. Samedi soir, en effet, alors que se terminait sur l'esplanade la procession aux flambeaux, l'abbé Coache a célébré la messe sur un autel portatif à quelques pas de la grotte des Apparitions, les militants du mouvement ayant formé un cercle serré et impénétrable autour de leur leader.

Il reste que les 25 000 pèlerins présents ce week-end dans les sanctuaires sont restés insensibles et indifférents aux agissements des disciples de l'abbé Coache.

LE CONGRES DU MOUVEMENT CHRETIEN DES FEMMES SEPARÉES, DIVORCÉES

Communiqué final

Le II^e Congrès des femmes séparées, divorcées, qui s'est tenu à Paris, les 29, 30 avril et 1^{er} mai, a réuni 170 personnes venues de presque tous les départements de France pour étudier les problèmes des femmes séparées ou divorcées dans la vie, dans la société, dans l'Eglise.

Après avoir entendu de nombreux témoignages remarquables de franchise, Mme WOLFROM, déléguée régionale pour l'Île-de-France à la Condition féminine ; Mme MARRONCLE, conseillère conjugale, et Mme TERRIER, conseillère familiale, ont répondu aux questions posées dans les carrefours sur le travail, la reconnaissance de nos droits, la vie affective et sexuelle, l'éducation des enfants. Prenant conscience de l'ampleur des thèmes abordés et de leur importance dans nos vies, Mmes Wolfrom, Marroncle et Terrier ont proposé une étude ultérieure plus approfondie de ces problèmes.

Le Congrès a étudié ensuite la place des femmes séparées ou divorcées non remariées dans l'Eglise.

Une Table ronde, à laquelle ont participé Mgr DUCHENE, président de la Commission épiscopale de la famille ; Mgr MARCUS, évêque auxiliaire de Paris, représentant S. Em. le cardinal Marty ; Mgr PATRIA, chargé au sein de la Commission épiscopale de la famille de la pastorale des femmes séparées et divorcées non remariées ; le P. AUDOLLENT, directeur du Secrétariat national de pastorale familiale, et des responsables du groupement chrétien des femmes séparées, divorcées, a permis de percevoir dans quel esprit l'Eglise prend en compte nos situations dans le contexte du monde moderne et a défini les grandes lignes de sa pastorale.

Elle reconnaît :

— Les valeurs humaines et chrétiennes (fidélité, courage, éducation des enfants) vécues, souvent douloureusement, par les personnes séparées et divorcées non remariées ;

— Les valeurs humaines et chrétiennes vécues réellement par certains divorcés remariés.

En ce qui concerne les divorcés remariés, si l'Eglise reconnaît leur amour, elle ne peut pas s'y reconnaître.

Mais le signe de la fidélité de l'amour de Dieu, réellement manifesté dans les couples vivant le sacrement de mariage, existe souvent dans la fidélité difficile des personnes séparées ou divorcées non remariées.

GROUPEMENT CHRETIEN
DES FEMMES SEPARÉES DIVORCÉES,
277, rue Saint-Jacques, 75005 PARIS.

(Texte original.)

Imprimerie « Bayard-Presses »
5, rue Bayard, Paris-8^e
Le directeur: J. GELAMUR
© 1978 by Bayard-Presses.

Royal - P. Q. R. S. P. 3 B 9. Autres pays : 1 an, 110 F ;
 6 mois : 56 F.
PRIX DU NUMÉRO : de l'année 6,50 F ; des années précédentes : 7 F. Règlement : C.C.P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 21,55 F net. Franco : 24 F. C.C.P. Paris 16-68.
 N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1743 - 4 JUIN 1978

- 501 Audiences générales. La mort d'Aldo Moro ; la Pentecôte (10 mai) ; Dieu tire le bien du mal (17 mai).
- 502 La prière pour Aldo Moro (13 mai).
- 503 Allocution aux évêques du Nicaragua (8 mai).

- 504 Les recours abusifs au Saint-Siège (Signature apostolique).

LA FEDERATION CATHOLIQUE MONDIALE D'APOSTOLAT BIBLIQUE (Assemblée de Malte).

- 505 Exposé du cardinal Koenig.
- 509 Exposé du cardinal Zoungwana.
- 511 Déclaration finale.

- 514 Le Christ, Fils de Dieu (Episcopat français).
- 516 Vivre en plénitude (Episcopat canadien).
- 520 La JOC (Mgr Etchegaray, cardinal Marty).
- 523 Désarmer pour survivre (évêques belges).
- 527 La lutte contre le crime (Episcopat des Etats-Unis).

- 541 Evénements et informations (16-30 avril).

- 543 Déclaration des évêques maronites sur le Liban.
- 544 A propos d'exorcisme (cardinal Hoeffner).
- 545 Les évêques allemands et la visite de Brejnev.
- 545 L'Eglise en Tchécoslovaquie (cardinal Hoeffner ; supérieurs généraux).
- 547 L'assassinat d'Aldo Moro (Mgr Rozier).
- 548 Amélioration des rapports Eglise-Etat au Zaïre.
- 548 La session de l'ONU sur le désarmement (Pax Christi, Justice et paix).
- 549 Le rassemblement « Combat pour la foi » à Lourdes (Mgr Donze).
- 549 Le mouvement chrétien des femmes séparées, divorcées.

ACTES DE S. S. PAUL VI

ACTES DU SAINT-SIEGE

DOSSIER

QUESTIONS ACTUELLES

EVENEMENTS

LA FOI DANS LE MONDE

LA

NUMÉRO 1141
60^e ANNÉE - T. LXXV

Prix : 6 F - BIMENSUEL

12

18 juin 1978

DOCUMENTATION CATHOLIQUE

Marygrove College Library
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE



Le pèlerinage militaire international à Lourdes (cf p. 578)

L'Église et la mobilité humaine
16 thèses de christologie sur le mariage

LIVRES NEUFS A PRIX REDUITS

Voici l'intention de nos lecteurs une sélection d'ouvrages — vendus par correspondance — dans les meilleures conditions de livraison et de prix

CES FRANÇAIS QUI FURENT DES SAINTS, par le cardinal Grete. De saint Remi au saint Curé d'Ars, bien des hommes furent le levain du peuple de France. Il est bon de mieux connaître ceux qui sont à l'origine de tant d'affection populaire. 14 x 19, 124 p., Le Livre chrétien, Fayard 1956. Prix 6 F.

LE CHRETIEN FACE A LA VIE, par le R.P. Riquet. Face aux sciences de notre temps, les hommes s'affolent, s'étonnent ou se lancent dans des théories révolutionnaires. Alors, il est temps de faire le point avec l'Evangile. 14 x 19, 155 p., Le Livre chrétien, Fayard 1952. Prix 6 F.

JESUS, par Guitton, Leprince-Ringuet, R.P. Carré, Refoulé, o.p. Des philosophes, des savants, des théologiens questionnent Jésus, sa terre, son temps, ses disciples, sa vie. Ce livre, aux illustrations somptueuses, sait allier l'art le plus haut à la méditation personnelle. 16 x 24, 265 p., 49 ill. in-texte en noir et blanc, 27 p. ill. couleurs h.-t., 25 ill. noir et blanc h.-t., Réalités Hachette 1971. Prix 29 F.

Collection LA GUILDE CHRETIENNE. Textes choisis des meilleurs écrivains catholiques, dont six membres de l'Académie française. Volumes 13 x 20,5, nombreuses illustrations, reliés façon club. Valeur : 25 F l'un. Prix, le tome, 9,80 F. Les dix tomes ensemble, val. 250 F. Prix 85 F.

- Tome I, 380 p. : Pietro Ambrogiani, **JEAN XXIII** ; Michel de Saint-Pierre, **BERNADETTE DE LOURDES** ; Daniel-Rops, **LES MARTYRS** ; Robert Serrou et Pierre Vals, **LA TRAPPE**.
- Tome 2, 376 p. : Maria Winowska, **PADRE PIO** ; Marc Escholier, **LACORDAIRE** ; Mgr Breynat, **L'EVEQUE VOLANT** ; Gertrude von Le Fort, **LA DERNIERE A L'ECHAFAUD**.
- Tome III, 376 p. : Johannès Joergensen, **SAINT FRANÇOIS D'ASSISE** ; William Thomas Walsh, **NOTRE-DAME DE FATIMA** ; Roland Cluny, **SŒURS MISSIONNAIRES EN AFRIQUE** ; John Gibbons, **LE VAGABOND DE NOTRE-DAME**.
- Tome IV, 376 p. : La Varende, **DON BOSCO** ; G. Bissonnette, **MOSCOU, MA PAROISSE** ; Georges Blond, **L'HOMME, CE PELERIN** ; Suzanne Cita-Malard, **LA VIE DES BENEDICTINES**.
- Tome V, 376 p. : Mgr Fulton, J. Scheen, **LE CHEMIN DU BONHEUR** ; André Dupeyrat, m.s.c., **VINGT ET UN ANS CHEZ LES PAPOUS** ; Louis Chaigne, **SAINT THERESE DE LISIEUX** ; Henri Queffelec, **UN HOMME D'OUESSANT**.
- Tome VI, 374 p. : Louis Bertrand, **SANGUIS MARTYRUM** ; Maria Winowska, **LE FOU DE NOTRE-DAME** ; Abbé Eugène Joly, **QU'EST-CE QUE CROIRE ?** ; Daniel-Rops, **PORT-ROYAL**.
- Tome VII, 378 p. : Jacques Loew, **JOURNAL D'UNE MISSION OUVRIERE** ; La Varende, **UN SAINT** ; Mgr J. Calvet, **SAINT VINCENT DE PAUL** ; Nicolas Corte, **LA VIE ET L'AME DE TEILHARD DE CHARDIN**.
- Tome VIII, 380 p. : Edouard Estaunié, **L'INFIRME AUX MAINS DE LUMIERE** ; Robert Serrou et Pierre Vals, **AU DESERT DE CHARTREUSE** ; Jean Nicolas, a. a., **ONZE ANS AU PARADIS** ; Henri Massis, **NOTRE AMI PSICHARI**.
- Tome IX, 376 p. : René Bazin, **MAGNIFICAT** ; Daniel-Rops, **LA VIE DE SAINT AUGUSTIN** ; Jacques Andouard, **ROI DE L'EVASION** ; Fernand Remisch, **TRENTE-TROIS ANS AVEC THERESE NEUMANN**.
- Tome X, 340 p. : Francis Laner Talbot, s.j., **UN SAINT CHEZ LES HURONS** ; Henry Troyat, **LE**

PUY SAINT CLAIR ; Jean Descola, **QUAND LES JESUITES SONT AU POUVOIR** ; Fernand Hayward, **PIE X**.

ROME ET TEILHARD DE CHARDIN, par Philippe de la Trinité, o.c.d. L'auteur, qui appartient à l'Ordre des Carmes Déchaux, étudie minutieusement les positions doctrinales célèbres de Teilhard de Chardin. 14,5 x 19,5, 216 p., Fayard, 2^e choix. Prix 12 F.

JERUSALEM, LA VILLE SAINTE, par Michael Avi-Yonah. L'histoire des trois grandes religions coexistant dans la Ville sainte où elles ont façonné, à l'intérieur des vieux remparts, une remarquable communauté d'esprit, leurs lieux saints se jouxtant les uns les autres dans le temps et l'espace. 21,5 x 18,5, 152 p., 130 ill. dont 30 en couleurs, relié imitation toile, Weber 1974, paru à 53 F. Prix 36 F.

ORIGINES DE L'OCCIDENT, nomades et sédentaires, par Jacques Ménétrier. Les étapes de l'évolution du monde préhistorique gravitant autour du bassin méditerranéen, depuis l'apparition de l'homo sapiens, il y a quelque quarante mille ans, jusqu'à l'an 500 avant Jésus-Christ, où l'Occident acquiert alors sa personnalité, son originalité, son autonomie et ses lignes directrices. Un ouvrage de grand intérêt sur les origines de la civilisation, de l'Indus à l'Atlantique. 21 x 27, 212 p., 27 phot. dont 17 en couleurs, 20 cartes, glossaire, relié, Weber 1972, paru à 85 F. Prix 42,50 F.

LE CRUCIFIX, des origines au Concile de Trente, par le Dr Paul Thoby. Voici une histoire du Crucifix, thème émouvant et dramatique, sujet magnifique mais immense. Le déroulement à travers les siècles de toutes les créations consacrées au drame du Calvaire évoqué, avec les doctrines théologiques qui les ont inspirées, les caractères géographiques et ethniques qui les ont modifiées, la littérature religieuse ou profane qui les a propagées. Reflets de l'âme des générations passées, avec leurs légendes et leur poésie, toutes ces Crucifixions redisent à travers les âges la foi profonde et l'immense amour qui les inspirent. (Imprimatur.) Très bel ouvrage 22 x 28, 286 p., 39 dessins et 189 planches h. t. dont 5 en couleurs, broché à l'ancienne (non coupé), Bellanger 1959. Val. 150 F, prix 78 F.

ICONES, par Christophe Walter. Quand l'art et la religion s'unissent si parfaitement, le miracle est parfait. Découvrez celui de l'icône, ces vierges de tendresse et les anges noirs de la déploration. Vous comprendrez alors la résistance mystique de la Russie contemporaine. 22 x 29, 64 p., 56 illustr. en coul. et 10 dessins en noir et blanc, relié, Nagel 1976, imprimé en Suisse. Paru à 60 F, prix 35 F.

Passer commande à

DIFRALIVRE DC 55

BP 14 - 78580 MAULE

Tél. (16-1) 090-72-89

JOINDRE LE REGLEMENT A LA COMMANDE (y ajouter pour envoi et emballage : 6 F pour le premier volume et 1 F par volume supplémentaire pour la France métropolitaine, et 9 F pour le premier volume plus 1 F par volume supplémentaire pour toutes autres destinations), en chèque bancaire ou postal, mandat-lettre, timbres-poste français. (CCP 19979.24 M PARIS)

Expédition rapide.

Bon de garantie, accordant faculté de retour, joint à notre envoi.

Actes de S. S. Paul VI

DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

L'EPISCOPAT ET LE PEUPLE ITALIEN FACE A DES TEMPS DIFFICILES

Audience générale du 24 mai

A l'audience générale du 24 mai, les évêques italiens, qui étaient réunis en Assemblée plénière, à Rome, du 22 au 26 mai, étaient présents dans la salle des audiences avec les fidèles. C'est à eux que Paul VI a consacré la majeure partie de son allocution (1) :

Nous sommes très heureux et honoré d'accueillir, parmi les visiteurs de cette audience générale de la semaine, le groupe tout entier des participants à l'Assemblée plénière de la Conférence de l'Episcopat italien, avec les personnes qui lui sont rattachées, sous la présidence du cardinal Antonio Poma, archevêque de Bologne (2). Nous le saluons respectueusement et cordialement, lui et ceux qui l'entourent, et nous exprimons notre satisfaction devant la communion ecclésiale et spirituelle qui est ainsi manifestée d'une façon officielle. Elle nous donne l'occasion de l'admirer dans sa plénitude numérique et morale, au moment où, comme chaque année, elle revêt une expression opérative à laquelle nous-même, non seulement comme pasteur de l'Eglise universelle, mais comme évêque de l'Eglise de Rome, nous sommes heureux de participer à un titre spécial.

L'Episcopat italien

Il nous semble que cette présence, qui émerge au milieu de la foule des visiteurs

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 25 mai 1978. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) La Croix (27 mai 1978) a publié l'information suivante :

Le Pape a nommé, à nouveau, comme président de la Conférence épiscopale italienne le cardinal Poma, archevêque de Bologne, qui exerce ce mandat depuis neuf ans. (En Italie, le Pape nomme le président de la Conférence qui, ailleurs, est élu par les évêques.) Un vice-président a été réélu : Mgr Molotese (Tarente) ; deux nouveaux vice-présidents ont été élus : NN. SS. Ballestrero (Turin) et Bonfiglioli (Cagliari). Les 250 évêques italiens ont commencé l'étude d'un guide de la pastorale commun à toute l'Italie (NDLR).

présents à cette audience générale, doit nous fournir, bien que très brièvement, le thème de notre discours habituel. Ceci, avant tout, parce que — et c'est une réalité singulière, magnifique — l'Assemblée de l'Episcopat italien manifeste et illustre d'elle-même l'union canonique de l'Eglise en Italie. Nous rappelons encore une fois quelle importance historique et morale le regretté cardinal Giovanni Mercati, dont la mémoire mérite d'être évoquée, attachait à cette union canonique qui n'avait encore jamais existé auparavant, et qui est maintenant, en quelque sorte, le résultat imprévu des vicissitudes de l'histoire profane de ce pays et de la maturation de son destin providentiel. Nous devons aussi, pour notre consolation, prendre acte de la structure connatuelle, heureuse et promettante que s'est donnée la Conférence épiscopale italienne, spécialement après le Concile, avant même d'avoir des statuts officiels, avec ses organes opératifs distincts et qualifiés, avec ses programmes pratiques et précis, en faisant l'économie de tant d'initiatives particulières dispendieuses grâce à des plans unitaires plus simples et étendus. Nous devons féliciter ceux qui ont dirigé et organisé le travail central de la Conférence épiscopale italienne et, en même temps, leur exprimer notre reconnaissance et nos vœux pour que continue à se développer son action organisée et efficace. Au nom de tous, nous remercions fraternellement et spécialement le cardinal Poma et ses collaborateurs de leur talent patient et discipliné.

La situation religieuse du peuple italien

Le diagnostic porté sur la situation religieuse du peuple italien, héritier d'une formation religieuse excellente, mais devenue peut-être aujourd'hui un peu languissante et routinière, a conduit à réviser les méthodes et les instruments de la religion populaire. Cette révision fort délicate et difficile n'est pas terminée. C'est ainsi, par exemple, que nous attendons maintenant le *Livre pastoral* promis par la Conférence et souhaité par le peuple chrétien. Ce fait mérite louange et attention. Dans son inépuisable capacité d'expression, l'éducation religieuse, fidèle à la Tradition, mais renouée dans son esprit, en adhérant avec amour au don inestimable de la Révélation, achemine l'Eglise vers de nouveaux développements. Sur ce point encore, nous nous sentons obligé de remercier du travail qui a été fait et d'exprimer nos vœux

Audience générale du 31 mai (1)

pour celui qui reste à faire. Nous n'irons pas plus loin dans cette apologie des tâches qui attendent les pasteurs de l'Eglise italienne. Ils les connaissent : la formation religieuse, qui est leur premier devoir ; la pratique religieuse, spécialement la formation liturgique et donc le chant sacré collectif ; l'aide à la promotion sociale ; l'éducation catholique — écoles, patronages, formation des adultes, etc. — ; la famille particulièrement, etc.

Frères dans l'Episcopat, c'est pour nous un grand motif de joie et de confiance de savoir que vous êtes tous à l'écoute de la voie nouvelle, toujours nouvelle de l'Eglise, et que vous vous donnez tous d'une façon exemplaire à votre tâche pastorale. Courage ! Dieu vous bénisse !

La négation religieuse, le divorce, l'avortement

Et vous, fidèles qui nous écoutez, ne sentez-vous pas que ces paroles sont aussi pour vous ?

Mais nous ne pouvons pas, en une semblable occasion, ne pas dire un mot des difficultés particulières que rencontre aujourd'hui le ministère pastoral.

Qui de vous ne voit monter la marée de la négation religieuse ?

Elle commence par l'indifférence. Il y a ensuite la critique, puis l'aversion anticléricale et antireligieuse. Maintenant, un pluralisme équivoque sape tout engagement spirituel et même moral. Où est-il le peuple chrétien qui était non seulement fidèle aux commandements, mais s'en nourrissait, qui était vivant, joyeux de croire, de prier et de manifester pour le Christ un amour fort, en étant capable de porter la croix avec lui ?

Nous ne pouvons pas passer sous silence le devoir de la fidélité conjugale dans la famille, devenu plus pressant maintenant que le divorce légal peut s'installer impunément. Nous ne pouvons pas non plus oublier que tous, et nous les pasteurs spécialement, nous avons le devoir de déplorer la législation permissive sur l'avortement. Quelles nouvelles affirmations morales ne faut-il encore faire sur l'intangibilité sacrée de la vie humaine dès le sein maternel ! Quelles discrètes mais efficaces mesures ne doit-on pas prendre en faveur de ces malheureuses mères tentées de supprimer l'être vivant, nouveau, sacré, qui palpite dans leur sein ! Ces problèmes actuels doivent d'autant plus faire l'objet de notre charité que plus grandes sont les possibilités offertes au crime envers une créature innocente et sans défense. Problèmes actuels venant s'ajouter à d'autres, immenses et innombrables, qui rendent graves, toujours plus graves le devoir pastoral, la responsabilité envers le Peuple de Dieu et aussi le peuple qui, sans être officiellement de Dieu, est nôtre pour toujours.

En invoquant la Sainte Vierge et nos saints, nous vous saluons encore une fois et nous vous bénissons avec les paroles du Christ : « C'est moi, ne craignez pas. » (Jn 6, 20.) Non, nous ne devons pas craindre, le Christ est avec nous.

Avec notre bénédiction apostolique.

Dimanche dernier, après la belle cérémonie de la Fête-Dieu, célébrée en la majestueuse basilique de Saint-Paul, à Rome — une basilique de rêve, dirions-nous presque — nous avons été heureux de jeter un coup d'œil rapide et extérieur sur les bâtiments de la nouvelle école professionnelle, presque achevés. Placée sous le patronage de saint Paul, elle s'élève sur un terrain jouxtant la monumentale basilique historique qui garde le tombeau du « Docteur des nations » (1 Tm 2, 7). Nous avons éprouvé un sentiment de consolation devant cette belle et prometteuse construction nouvelle qui a déjà recueilli des centaines de demandes provenant de jeunes du quartier populaire voisin, désireux de s'inscrire à la nouvelle école et de donner ainsi à leur vie un noble but d'étude et de travail. Cette brève visite nous a procuré une intime satisfaction, dans un sentiment de confiance et d'amitié pour les jeunes qui se pressaient autour de ce furtif visiteur que nous étions.

De nouveau nous revient cette question obsédante et prosaïque : à quoi sert l'Eglise aujourd'hui ? Que fait-elle ? Derrière cette question, presque agressive et subversive, il y a la conviction manifeste, mais injustifiée, qu'aujourd'hui l'Eglise a perdu sa raison d'être, qu'elle apparaît inutile, sur le plan pratique et économique, pour une société qui, voulant se dire moderne, se définit comme matérialiste.

A quoi sert l'Eglise, que fait-elle au milieu du monde d'aujourd'hui tout entier accaparé par son travail utilitaire de production ? Eh bien ! ce bel édifice moderne nous a semblé apporter une réponse actuelle qui est celle de toujours : l'Eglise enseigne. L'enseignement est une tâche propre de l'Eglise, comme l'Histoire nous le montre. L'histoire du passé fait l'apologie de cet art supérieur, pratiqué par l'Eglise, souvent pour suppléer une société civile qui n'était pas encore mûre, et ensuite toujours en jonction avec elle, mais avec un titre spécial, pour ne pas dire exclusif, comme il se devrait. L'Eglise a quelque chose à enseigner qui est de sa propre compétence : la vérité religieuse. Celle-ci n'est ni dépassée ni superflue : elle est nécessaire. Et nous ajouterons qu'elle est nécessaire pour la fin supérieure, transcendante et irremplaçable qui est propre à la religion : la vraie vie, la vie spirituelle aujourd'hui, et ensuite la vie éternelle. Mais elle est aussi nécessaire pour la fin temporelle présente si celle-ci doit être poursuivie selon des principes vrais, authentiques, fermes, capables certes de s'exprimer dans des formes et des lois diverses, mais non dans un pluralisme équivoque et discordant qui ne permet pas une interprétation humainement concordante, dans un système juridique logique. Et cela requiert une référence à l'absolu, au nécessaire, au religieux.

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 1^{er} juin 1978. Traduction de la DC.

« Allez, enseignez », a commandé le Maître de l'humanité, le Christ Notre Seigneur. Et cette investiture justifie le droit et le devoir d'enseigner et d'éduquer qui est propre à l'Eglise. Il est vrai que l'Eglise dispose d'autres chaires, qui ne sont pas celles de l'école, pour enseigner ses vérités. Mais personne ne pourra contester deux critères qui gouvernent l'enseignement. Premier critère : l'unité ou la complémentarité de la doctrine qui doit être enseignée si l'on veut donner à l'élève un développement harmonieux et heureux. Le second critère, c'est qu'un enseignement purement didactique ne satisfait pas le vrai maître et ne forme pas l'homme chez l'élève si l'amour n'anime pas l'un et l'autre,

le maître et l'élève. Et cela suppose qu'une école, l'école chrétienne, avec ses différentes matières — rationnelles, scientifiques, morales et religieuses — les unisse en un dialogue complet et systématique.

C'est là une sagesse ancienne, mais non vieille, conduisant l'éducateur religieux à enseigner un programme scolaire qui inclut tout et qui fait de l'école un centre éducatif capable de tout enseigner, même les matières profanes, à la lumière supérieure de la foi religieuse.

Cela nous conduit à une apologie de l'école, qu'elle soit publique ou privée, à laquelle nous adressons, comme toujours, notre sympathie, notre estime, nos encouragements et notre bénédiction aposolique.

LA VALEUR SUPRÊME DE LA VIE

Allocution à des évêques des Etats-Unis venus en visite « ad limina » (26 mai) (1)

VÉNÉRABLES ET CHERS FRÈRES DANS LE CHRIST,

« Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils, son unique, pour que tout homme qui croit en lui ne périsse pas, mais ait la vie éternelle. Car Dieu n'a pas envoyé son Fils dans le monde pour juger le monde, mais pour que le monde soit sauvé par lui. » (Jn 3, 16-17.)

Aujourd'hui, frères, par votre présence au siège de Pierre, vous attestez solennellement, en paroles et en actes, que vous croyez fermement en Jésus-Christ, Fils de Dieu, et que votre ministère est consacré à son œuvre de salut — le salut du monde. Evêques de l'Eglise catholique, vous êtes venus pour manifester d'une façon spéciale la communion de son Eglise universelle. Tous ensemble, nous sommes réunis dans l'Esprit-Saint. Notre rencontre pastorale est placée sous le signe de la fidélité absolue au « souverain berger » (1 P 5, 4) du troupeau. Pour avoir une vue plus pénétrante de notre mission, il est bon que nous regardions vers celui qui a dit : « Je suis venu pour que les hommes aient la vie, et qu'ils l'aient en abondance. » (Jn 10, 10.)

Jésus-Christ, le bon pasteur, demeure pour toujours le modèle de toutes nos activités pastorales. Nous sommes ses disciples, et « au disciple, il suffit d'être comme son Seigneur » (Mt 10, 25). Notre ministère est modelé sur le sien. Nous avons été envoyés pour continuer, en son nom et par sa puissance, l'œuvre du Fils unique de Dieu. Nous avons été envoyés comme

apôtres pour prêcher l'Evangile du salut, pour proclamer la vie dans le Christ et, finalement, conduire la famille humaine à la plénitude de la vie éternelle. Puisque, dans le plan de Dieu, la personne tout entière est appelée à la vie éternelle et que cette vie est déjà commencée sur la terre, notre ministère implique nécessairement que nous servions la vie humaine tout entière.

De multiples initiatives en faveur de la vie

Nous voulons aujourd'hui vous parler spécialement de la vie, pour vous assurer tous que nous sommes près de vous dans les efforts splendides, continuels, unis, que vous faites au service de la vie, précisément pour être fidèles à votre vocation de pasteurs du peuple de Dieu dans les Etats de l'Ohio, du Michigan et du Minnesota. En raison de l'unité, de la responsabilité et du mérite qui lient solidement la hiérarchie tout entière de votre pays dans cette question cruciale, nous voulons nous adresser non seulement à vous, mais à tous les évêques des Etats-Unis, comme nous l'avons fait lors de la visite « ad limina » des évêques de New York, le mois dernier et, comme nous avons l'intention de le faire par la suite, avec l'aide de Dieu.

Nous vous parlons au titre de notre mission de confirmer nos frères (cf. 22, 23) et donc de l'autorité suprême qui nous a été donnée dans l'Eglise de Jésus-Christ. Et c'est pourquoi, au nom de Jésus-Christ, nous vous remercions de votre ministère au service de la vie. Nous savons que vous avez travaillé précisément pour que soit réalisée la parole du bon berger : « Qu'ils aient la vie et qu'ils l'aient en abondance. » Sous votre direction, tant de catholiques — prêtres, diacres, religieux et laïcs — ont entrepris ensemble de nombreuses initiatives destinées à défendre la santé et promouvoir la vie humaine.

Avec la lumière de la foi, la chaleur de l'amour et la conscience de votre responsabilité pasto-

(1) Texte anglais dans *l'Osservatore Romano* des 26-27 mai 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

Participaient à l'audience les évêques de l'Ohio, du Michigan et du Minnesota : le cardinal DEARDEN (Detroit) ; NN. SS. BERNARDIN (Cincinnati), ROACH (Saint-Paul-Minneapolis), BRETTENBECK (Grand Rapids), DONOVAN (Toledo), HERRMANN (Columbus), HICKEY (Cleveland), LUCKER (New Ulm), MALONE (Youngstown), SZOKA (Gaylord) ; KRAWEZAK, SCHOENHERR et IMESCH, auxiliaires de Detroit ; HUGHES, auxiliaire de Youngstown.

rale, vous avez œuvré pour vous opposer à tout ce qui blesse, affaiblit ou déshonore la vie humaine. Votre charité pastorale a trouvé une expression solide de quantités de manières, toutes rattachées au problème de la vie et visant à protéger la vie sous ses multiples aspects. Vous vous êtes efforcés de proclamer dans la pratique que tous les aspects de la vie humaine sont sacrés.

C'est ainsi que vos efforts se sont orientés vers l'élimination de la faim, de conditions de vie sous-humaines et vers la promotion de programmes en faveur des pauvres, des personnes âgées et des minorités. Vous avez travaillé à améliorer l'ordre social. Et nous savons qu'en même temps vous avez dirigé vos fidèles vers le but auquel Dieu les appelle : la vie plus haute, dans le Christ Jésus (cf. Ph 3, 14).

L'avortement

Parmi vos nombreuses activités au service de la vie, il en est une qui, spécialement dans la conjoncture historique actuelle, mérite nos plus vifs éloges et notre plus ferme soutien : la lutte continuelle contre ce que le II^e Concile du Vatican a appelé le « crime abominable » de l'avortement (*Gaudium et spes*, 51). Ne pas respecter le caractère sacré de la vie dans le sein de la mère, c'est affaiblir l'édifice lui-même de la civilisation ; c'est préparer une mentalité, et même une attitude publique, qui peuvent conduire à accepter d'autres pratiques allant contre les droits fondamentaux de l'individu. Cette mentalité peut, par exemple, conduire à être indifférent à ceux qui sont dans le besoin, insensible aux besoins sociaux. Elle peut conduire au mépris des personnes âgées, voir militer pour l'euthanasie. Elle peut préparer la voie à ces formes de manipulations génétiques qui vont contre la vie, et dont les danger ne sont pas encore pleinement perçus du grand public.

Droits de l'homme et service de la vie

Il est donc très encourageant de voir le grand service que vous rendez à l'humanité en rappelant constamment à vos fidèles la valeur de la vie humaine. Nous avons confiance que, en vous appuyant sur les paroles du Bon Berger, qui inspire votre activité, vous continuerez à exercer votre fonction de guides, en soutenant la communauté ecclésiale tout entière dans sa vocation au service de la vie.

C'est donc pour vous un honneur devant le monde que dans votre pays tant d'hommes et de femmes remarquables, de différentes convictions religieuses s'unissent dans un profond respect des lois du Créateur et Maître de la vie et que, par tous les justes moyens qui sont à leur disposition, ils s'efforcent, devant le témoignage de l'histoire, de prendre résolument position en faveur de la vie humaine.

Nous sommes convaincu, de plus, que tous les efforts qui sont faits pour sauvegarder les droits de l'homme servent effectivement la vie humaine. Tout ce qui, légalement ou de fait, tend à bannir la discrimination, basée sur « la race, l'origine, la couleur, la culture, le sexe ou la religion » (*Octogesima adveniens*, 16), sert la vie. Lorsque les droits des minorités sont reconnus, lorsqu'une

aide est apportée aux handicapés mentaux ou physiques, lorsque l'on permet aux marginaux de se faire entendre, c'est la dignité de l'homme, la plénitude et le caractère sacré de la vie humaine qui sont promus. Tout ce que vous faites dans vos églises locales pour les écoles catholiques, pour la formation à la justice sociale et pour affronter différents problèmes sociaux concernant la communauté locale, nationale ou internationale, sert la vie. En particulier tout ce qui contribue à améliorer le climat social, à freiner la permissivité de l'hédonisme, toute assistance apportée à la famille, source de nouvelles vies, soutient effectivement les valeurs de la vie.

La planification naturelle de la famille

Nous savons qu'à l'occasion du X^e anniversaire d'*Humanae vitae*, différentes initiatives ont été prises dans tout votre pays pour présenter la planification naturelle de la famille en accord avec l'enseignement de l'Eglise. Ces activités honorent la vie directement dans la dignité et l'importance de son origine. En soutenant les programmes de planification naturelle de la famille, l'Eglise témoigne non seulement de sa fidélité au plan du Créateur, mais aussi de sa fidélité à servir la personne humaine, qui demeure « le principe, le sujet et la fin de toutes les institutions » (*Gaudium et spes*, 25).

Votre mission au service de la vie humaine trouve cependant son sommet lorsque vous guidez vos fidèles vers la plénitude de la vie éternelle : le salut dans le Christ. Par votre ministère, le Seigneur lui-même offre aux fidèles le pain de vie, qui vient de la table à la fois de la parole de Dieu et du Corps du Christ (*Dei Verbum*, 21). Comme le Christ l'a promis, celui qui mange ce pain a déjà la vie éternelle (cf. Jn 6, 54).



Au milieu de toutes les espérances, de toutes les difficultés et de tous les défis de votre ministère, nous vous exhortons à aller de l'avant avec fidélité et confiance, dans la communion de l'Eglise universelle, en conduisant votre peuple sur les chemins de la vie. Rappelez-vous ce que le Christ nous a dit : « Je suis toujours avec vous. » (Mt 28, 20.)

Chers frères dans le Christ, pourquoi nous avons-nous parlé de ces choses ? A cause de l'importance vitale du thème de la vie pour l'orientation de notre ministère. Mais aussi pour que, rassemblés dans l'Esprit-Saint, nous puissions connaître ensemble la joie de vivre dans le Christ, la joie d'être les apôtres de Celui qui est lui-même la vie. Et nous prions pour que, par la puissance du Saint-Esprit, vous prépariez dans vos Eglises locales une nouvelle floraison de joie basée sur cette profonde conviction que Dieu a envoyé son Fils pour apporter la vie éternelle, de sorte que le monde puisse être sauvé par lui.

C'est avec ces sentiments, frères, et avec une profonde affection dans le Seigneur, que nous saluons tous vos diocèses et que nous donnons notre bénédiction apostolique à votre clergé, vos religieux, vos séminaristes et vos laïcs. « Paix à vous tous qui êtes dans le Christ. » (1 P 5, 14.)

LA PLANIFICATION NATURELLE DE LA FAMILLE

Lettre pontificale au Symposium de l'Episcopat des Etats-Unis pour le X^e anniversaire de l'encyclique Humanae vitae (1)

CHER CARDINAL COOKE (2),

Le Saint-Père a appris avec beaucoup de satisfaction que se tiendrait prochainement le Symposium intitulé « Planification naturelle de la famille : dix ans de progrès — 1968-1978 » par lequel le « Committee for Pro-Life Activities » de la Conférence nationale des évêques catholiques des Etats-Unis et la « Natural Family Planning Foundation » veulent commémorer le 10^e anniversaire de l'encyclique *Humanae vitae*.

Sa Sainteté m'a chargé d'adresser, par votre intermédiaire, ses encouragements à ce Symposium qui se propose de passer en revue les progrès scientifiques accomplis en ces dix dernières années, et d'amener à mieux comprendre et soutenir l'enseignement de l'Eglise sur la morale conjugale, la vie familiale et la paternité responsable.

Les participants au Symposium seront bien informés des récentes interventions de l'Eglise sur ces questions précises. A cette occasion, le Saint-Père, tout en rappelant l'enseignement déjà donné, veut attirer l'attention sur certains problèmes particulièrement importants pour la pastorale en matière de planification naturelle de la famille.

La recherche scientifique

Le premier point sur lequel il désire attirer l'attention, c'est la *recherche*. Il est encourageant de constater le développement de la recherche scientifique rigoureuse qui a été entreprise sur la planification naturelle de la famille dans les années qui ont suivi l'encyclique *Humanae vitae*. Il est important que cette recherche se poursuive d'une façon ouverte, de sorte que les méthodes naturelles de régulation des naissances puissent être scientifiquement soutenues sur une plus grande échelle et donc être acceptées avec une plus grande confiance par un plus grand nombre de gens. Il est également satisfaisant de constater la collaboration scientifique toujours croissante qui existe non seulement en matière de recherche, mais également pour évaluer les résultats et développer les méthodes d'enseignement.

L'intérêt actuel pour ce qui est naturel

Le second point que Sa Sainteté veut souligner, c'est la *promotion*. Il redit ses encouragements et sa gratitude à tous ceux qui travaillent à promouvoir la planification naturelle de la famille, directement avec des couples, ou

dans des cercles médicaux et sociaux. Il demande aussi avec insistance que soient poursuivis intensément les efforts pour mettre les résultats de la recherche scientifique au service des couples dans le monde entier.

Le respect croissant des droits de la conscience et du droit de suivre ses propres convictions religieuses, allant de pair avec un nouvel intérêt, spécialement chez les jeunes, pour des formes de vie qui respectent la nature, devrait encourager les organismes qui ont la responsabilité du développement positif de la société à porter un intérêt plus grand et plus constructif aux moyens naturels de planification de la famille. Il est important que les autorités publiques et les organismes internationaux, le personnel médical et social, les conseillers familiaux et les éducateurs reconnaissent les valeurs hautement positives que l'on trouve dans les méthodes naturelles et qui font grandir la dignité de la personne humaine : la connaissance et la compréhension de la fertilité aident à garantir l'autonomie personnelle en libérant les couples des moyens artificiels, en les acheminant vers une maîtrise de la sexualité qui contraste avec ces graves problèmes sociaux actuels que sont la permissivité et la promiscuité. Il est donc vivement souhaitable que les organismes publics manifestent l'intérêt qui se doit en faveur des couples et des organisations dont les convictions les amènent à suivre ces idéaux élevés.

La planification naturelle de la famille n'est pas une méthode de contraception

Le Saint-Père a souligné un troisième point important pour la pastorale : les *idéaux* qui doivent inspirer tout programme de planification naturelle de la famille. La planification naturelle de la famille n'est pas une autre méthode de prévention des naissances. L'encyclique *Humanae vitae* le dit clairement : « Comme tout autre problème concernant la vie humaine, le problème de la natalité doit être considéré, au-delà des perspectives partielles — qu'elles soient d'ordre biologique ou psychologique, démographique ou sociologique — dans la lumière d'une vision intégrale de l'homme et de sa vocation, non seulement naturelle et terrestre, mais aussi surnaturelle et éternelle (n. 7) (3). »

Une bonne pratique de la planification familiale naturelle requiert un engagement personnel à la fois du mari et de la femme. Par cet engagement, elle devient un moyen effectif d'assurer, avec la grâce de Dieu, l'unité du mariage et l'amour conjugal, dont le II^e Concile du Vatican a dit qu'ils sont « d'eux-mêmes

(1) Texte anglais dans l'*Osservatore Romano* du 25 mai 1978. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Ce Symposium a eu lieu à New York du 23 au 25 mai.

(2) Archevêque de New York (NDLR).

(3) DC 1968, n° 1523, col. 1444 (NDLR).

ordonnés à la procréation et à l'éducation » (GS, 50).

L'Eglise reconnaît vraiment qu'il faut du courage et de la générosité pour avoir des enfants. Elle reconnaît aussi les différents sacrifices et difficultés, mais aussi les joies et les promesses que cela comporte. Aujourd'hui, où l'enfant est souvent considéré avant tout comme une charge, comme une restriction à la liberté du couple, il est nécessaire de proclamer qu'il est le témoignage vivant de l'amour du couple. Il convient aussi d'ajouter que, parmi les couples qui s'acquittent de leur rôle procréateur avec une généreuse responsabilité humaine et chrétienne, « il faut accorder une mention spéciale à ceux qui, d'un commun accord et d'une manière réfléchie, acceptent de grand cœur d'élever dignement même un plus grand nombre d'enfants » (GS, 50).

Le Saint-Père souligne que — ainsi que cela doit être le cas dans tous les domaines de la mission pastorale de l'Eglise — les programmes de planification naturelle de la famille doivent présenter l'enseignement authentique de l'Eglise dans son intégralité, en portant l'attention qui se doit aux pleines exigences du plan de Dieu sur le mariage, qui est « une sage institution du Créateur pour réaliser dans l'humanité son dessein d'amour » (*Humanae vitae*, 8). En même temps, les couples doivent pouvoir compter sur la compréhension chrétienne et une patiente attention pastorale, de sorte que, avec l'aide de Dieu, ils puissent faire face avec succès à toutes les difficultés qui peuvent naître des conditions physiques, économiques, psychologiques et sociales, ou d'autres circonstances difficiles.

De plus, il devrait être relevé que la promotion de programmes de planification naturelle de la famille fait partie de la contribution de l'Eglise au progrès intégral et universel. C'est un service spécifique rendu aux couples qui s'efforcent de s'acquitter fidèlement de leurs devoirs d'époux et de parents. Il est vital que ceux qui se consacrent à enseigner et promouvoir la planification familiale naturelle reçoivent une formation appropriée de la part des communautés ecclésiales et de leurs chefs, en étant reconnus et soutenus par eux.

La maîtrise de la sexualité

Le Saint-Père propose à la réflexion des participants au Symposium de New York la façon dont l'Eglise conçoit la planification naturelle de la famille, selon laquelle, en particulier, celle-ci ne peut pas demeurer simplement sur le plan des techniques ou de la recherche scientifique, bien qu'elles lui soient essentiellement liées. Les programmes de planification naturelle de la famille doivent plutôt s'attaquer concrètement à cette tâche délicate qu'est l'éducation à la chasteté conjugale. Cette éducation doit être aidée et soutenue par la prière. Pour les catholiques, elle sera puissamment complétée par le sacrement de pénitence et l'Eucharistie. Les programmes doivent viser à développer une vision intégrale de la personne humaine où l'amour conjugal est intimement lié à l'ouverture à la vie, et où la joie n'est pas isolée du sacrifice et de la maîtrise de sa propre sexualité. La réalisation de cette vision et sa présen-

tation au monde troublé d'aujourd'hui constituent la tâche et la contribution spécifique de tous les chrétiens, mais spécialement des couples chrétiens mariés qui, en vertu du sacrement de mariage, sont appelés à construire le Royaume de Dieu sur la terre.

**

C'est pour le Saint-Père un motif de satisfaction de savoir que les organisateurs et les participants du Symposium de New York partagent ces grands idéaux chrétiens concernant le mariage et la vie humaine et qu'ils ont déjà manifesté leur attachement à ces idéaux par les efforts inlassables qu'ils mènent depuis des années. A tous ceux qui travaillent ensemble à promouvoir la dignité de l'amour conjugal, l'importance de la famille chrétienne et le caractère sacré de la vie humaine à tous ses stades, Sa Sainteté exprime sa profonde gratitude.

Avec affection paternelle dans le Christ Jésus, il donne sa bénédiction apostolique spéciale à tous les participants et à leurs collaborateurs loyaux, en demandant au Seigneur, source de la vie et de l'amour, de continuer à prodiguer son aide et ses grâces à leurs activités futures.

En formulant les meilleurs vœux pour le soutien généreux que vous apportez aux activités en faveur de la vie, je demeure sincèrement vôtre dans le Christ.

† JEAN, cardinal VILLOT.

LES MASSACRES DE KOLWEZI

Au cours de l'audience générale du mercredi 24 mai, Paul VI a évoqué en ces termes, à l'intention des groupes de langue française, les massacres perpétrés à Kolwezi (Shaba, Zaïre) par des groupes d'ex-« gendarmes katangais » venus d'Angola qui ont occupé la ville du 13 au 19 juin, jusqu'à la venue des parachutistes de la Légion étrangère :

Nous nous sentons obligé, devant la douloureuse gravité des faits qui ont frappé ces jours-ci la zone du Shaba (ex-Katanga), au Zaïre, en Afrique, d'exprimer notre souffrance de voir tant de victimes civiles et innocentes, de toute race et de toute couleur, qui ont perdu tragiquement la vie.

Notre pensée et notre affection de Père vont à toutes ces populations éprouvées, et en particulier aux prêtres, missionnaires, religieuses qui ont donné une preuve de courage, de zèle et de générosité en se dévouant sans trêve au service de leurs frères, dans la fidélité à leur mission d'annonciateurs de l'Evangile.

Nous vous demandons d'élever avec nous une fervente prière pour ces victimes et pour invoquer le réconfort et l'aide de Dieu pour tous ceux qui ont souffert violences, humiliations et privations de tout genre.

Veuillez le Seigneur écouter notre supplication en donnant à cette région et à toute l'Afrique la paix qui est la condition première de toute vraie vie en société, du véritable progrès et du développement intégral de l'homme !

(Texte français dans l'Osservatore Romano du 25 mai 1978.)

Actes du Saint-Siège

L'ÉGLISE ET LA MOBILITÉ HUMAINE

Lettre de la Commission pontificale pour la Pastorale des Migrations et du Tourisme à toutes les Conférences épiscopales ()*

A la lumière du décret du Concile œcuménique Vatican II sur l'office pastoral des évêques, *Christus Dominus* n. 18, les éminentissimes et excellentissimes membres de la Commission pontificale des migrations et du tourisme ont reconnu l'opportunité de condenser en un texte unique les principaux aspects pastoraux des phénomènes de la mobilité humaine en notre temps, de manière à constituer un instrument utile au service spécialement des évêques qui s'interrogent sur la manière d'intensifier l'action pastorale en ce secteur ou d'en jeter les bases là où encore on s'efforce de saisir les dimensions de tels phénomènes.

La Commission pontificale a préparé un avant-projet qui, soumis à une vaste consultation des commissions épiscopales, a été plusieurs fois réélaboré et présenté à l'Assemblée plénière qui s'est tenue du 13 au 15 octobre 1976, ouverte aussi aux consultants.

L'Assemblée a exprimé un avis favorable au document, lui reconnaissant comme mérite principal le fait que le thème de la mobilité humaine soit abordé en une vision d'ensemble ramenant au commun dénominateur pastoral les divers phénomènes.

L'Assemblée a encore offert des indications et des suggestions. Leur mise en acte a réclamé un autre travail, en même temps que d'autres consultations s'ouvraient. Elles ont permis d'aboutir au texte actuel.

Il est superflu de noter que demeurent en vigueur les documents normatifs déjà émanés du Saint-Siège, auxquels il est fait une constante référence, à savoir : le *Directoire général Peregrinans in terra* du 30 avril 1969, l'*Instruction De pastorali migratorum cura* du

22 août 1969, les *Normae et Facultates pro maritimorum et navigantium spirituali cura gerenda* du 24 septembre 1977.

INTRODUCTION

Dans son souci de porter à tous les hommes le message du salut (1), l'Eglise se préoccupe des situations découlant des phénomènes de la mobilité humaine (2). Elle voit en elles un reflet fondamental de ces « couches d'humanité qui se transforment » (3) et en partage les problèmes de la manière la plus étroite.

D'une manière particulière, l'Eglise a conscience que la mobilité des peuples, telle qu'elle se manifeste en notre temps, revêt des aspects multiformes, parfois même contrastés, qui sont essentiellement dus à la diversité d'origine : autre en effet est la mobilité déterminée par le libre choix des intéressés, autre la mobilité qui naît de la contrainte de quelque nature qu'elle soit : idéologique, politique, économique, etc.

Cette distinction de base est toujours présente au service que l'Eglise propose à tout le monde migratoire, avec une préférence marquée, comme le veut l'Evangile, pour les catégories les plus pauvres, les moins aisées, les plus marginales.

Les principaux groupes de migrations humaines actuelles peuvent être énumérés, même si ce n'est pas absolument exhaustif, dans la liste suivante :

— Les émigrants proprement dits, qui abandonnent leur résidence habituelle pour chercher à l'extérieur de nouveaux motifs et de nouveaux

(1) Cf. Mt 28, 16-20 ; Mc 16, 15.

(2) Cf. Décret du Concile œcuménique Vatican II sur l'office pastoral des évêques *Christus Dominus* n° 18 ; Décret du Concile œcuménique Vatican II sur l'activité missionnaire de l'Eglise *Ad gentes divinus* n° 38 ; *Motu proprio* de S. S. Paul VI « *Apostolicae Caritatis* », AAS 62 (1970), p. 193-197.

(3) Exhortation apostolique de S. S. Paul VI *Evangelii nuntiandi* n° 19, AAS 68 (1976), p. 18 (DC 1976, n° 1689, p. 4).

(*) Traduction française diffusée par la Commission pontificale. Nous avons ajouté en notes quelques références à la DC.

Le texte italien de ce document a été publié dans l'*Osservatore Romano* des 26-27 mai 1978.

moyens de vie (4); il s'agit en grande partie de travailleurs manuels, mais aussi de techniciens d'entreprises, d'exilés et de réfugiés en quête de liberté; on doit y ajouter les jeunes étudiants qui se rendent à l'étranger pour un perfectionnement technique et culturel (5).

— Les marins du commerce et de la pêche, qui passent leur temps sur l'eau, habituellement détachés de leur foyer et de leur pays d'origine (6).

— Les navigants aériens, que leur profession conduit à parcourir le ciel et à toucher rapidement les points les plus éloignés du globe; ils comprennent les passagers et tout le personnel du vaste réseau des aéroports (7).

— Les nomades, menant une vie errante, presque toujours étrangers à une société qui ne comprend que difficilement leur identité ethnique et culturelle (8).

— Les touristes, qui entrent en contact avec des milieux différents et des sociétés nouvelles, pour des raisons de repos, de soins médicaux, d'enrichissement culturel ou de pèlerinage religieux (9). On peut joindre à cette catégorie tous ceux qui utilisent habituellement les autoroutes.

L'intensification et le développement des phénomènes, dans la dynamique d'un monde en transformation, font naître des exigences et des points d'interrogation, auxquels la sagesse pastorale entend donner une réponse adéquate. D'où la nécessité de considérations approfondies, destinées à renouveler le traditionnel engagement de l'Eglise et à le revaloriser à la lumière d'une conscience plus mûre et d'une expérience plus riche.

Le critère fondamental en a été indiqué par le Concile Vatican II qui, dans le décret *Christus Dominus* sur la charge pastorale des évêques, n. 18, s'exprime comme suit :

« Il convient d'avoir une sollicitude particulière pour les fidèles qui, en raison de leur situation, ne peuvent bénéficier suffisamment

du ministère pastoral ordinaire et commun des curés, ou en sont totalement privés : tels sont la plupart des émigrants, des exilés, des réfugiés, des marins ou des aviateurs, des nomades et autres catégories semblables. On devra aussi promouvoir des méthodes pastorales appropriées pour soutenir la vie spirituelle de ceux qui, pour motif de détente, gagnent pour quelque temps d'autres contrées. Les Conférences épiscopales, surtout nationales, doivent étudier attentivement les questions les plus urgentes qui ont trait à ces diverses catégories de fidèles. Avec des méthodes et par des institutions appropriées, elles devront, grâce à l'union et à l'effort de tous, pourvoir au mieux au soin spirituel de ces fidèles, en tenant compte d'abord des règles établies ou à établir par le Siège apostolique, tout en les adaptant convenablement aux conditions de temps, de lieux et de personnes. »

LE PHENOMENE DE LA MOBILITE

Les programmes pastoraux, qui traduisent le souci anxieux de porter l'Evangile, doivent tenir compte de la situation de fait. Aussi est-il opportun de considérer en premier lieu la mobilité humaine, afin de mieux en saisir la portée et les influences.

1. Une ère nouvelle

La mobilité est à la fois cause et effet de l'ère technique et scientifique, que certains définissent comme « postindustrielle ». Elle doit sans aucun doute être comptée parmi les « rapides et profonds changements qui s'étendent progressivement à l'univers entier », selon les paroles du Concile œcuménique Vatican II (10), et qui caractérisent la période présente.

Il s'agit d'un phénomène très complexe et articulé, d'où émerge une diversité d'éléments toujours objets d'étude de la part des spécialistes. Il suffira d'en mentionner quelques-uns : la tendance à favoriser l'unité juridique et politique de la famille humaine; le notable accroissement des accords et des échanges culturels, l'interdépendance des Etats, spécialement sous l'aspect économique; la création d'entreprises multinationales; le déséquilibre entre les pays abondamment pourvus de ressources et les pays pauvres; les efforts pour garantir toujours plus largement les bienfaits sociaux; le progrès des moyens de communication et de diffusion (11).

L'enchevêtrement de certains de ces éléments — et l'on voit combien ils sont différents en

(4) Cf. Constitution apostolique du Pape Pie XII *Exsul Familia*, AAS 44 (1952), p. 649 ss. (DC 1953, n° 1145, col. 457 et s.); *Motu proprio* de S. S. Paul VI « *Pastoralis migratorum cura* », AAS 61 (1969), p. 601-603 (DC 1970, n° 1555, p. 58 et s.); Instruction de la S. C. pour les évêques *De pastoralis migratorum cura*, AAS 61 (1969), p. 614-643 (*Ibid.*, p. 59 et s.).

(5) Cf. Encyclique de S. S. Paul VI *Populorum progressio* n° 68, AAS 59 (1967), p. 290 (DC 1967, n° 1492, col. 697).

(6) Cf. Constitution apostolique *Exsul Familia*, passim; *Leges operis Apostolatus Maris*, AAS 50 (1958), p. 375-383; *Normae et facultates pro maritimorum atque navigantium spirituali cura gerenda*, AAS 69 (1977), p. 737-746.

(7) Cf. Constitution apostolique *Exsul Familia*, AAS 44 (1952), p. 670.

(8) Cf. Constitution apostolique de S. S. Paul VI *Regimini Ecclesiae universae* n° 52, AAS 59 (1967), p. 855 ss. (DC 1967, n° 1500, col. 1441 et s.).

(9) Cf. Directoire général de la S. Congrégation pour le clergé *Peregrinans in terra*, AAS 61 (1969), p. 361-384.

(10) Constitution pastorale du Concile œcuménique Vatican II *Gaudium et spes* n° 4 (DC 1966, n° 1464, col. 196).

(11) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes* n° 6, 16, 25, 26; Encyclique du Pape Jean XXIII *Pacem in terris*, AAS 55 (1963), p. 291.

eux-mêmes et de par leur portée — produit des poussées et des occasions de mouvement, à l'intérieur du pays ou au-delà des frontières nationales ; par suite, ce mouvement revêt un visage polyvalent, et oblige au discernement de tout ce qui en lui peut être facteur de promotion et d'élévation, et au contraire de tout ce qui peut marquer un chemin régressif de l'homme (12).

Bien que sous des formes et dans des mesures diverses, la mobilité est devenue un destin général. Au nombre imposant de ses protagonistes directs, il convient d'ajouter — et ils sont encore davantage — ceux qui en sont atteints par contrecoup : en premier lieu les familles, puis les travailleurs et employés des divers secteurs du mouvement, etc. En tenant compte simplement des familles, on voit apparaître aussitôt des implications de vaste portée humaine, sociale, morale et religieuse.

2. Un monde en évolution

Au-delà des aspects qui viennent d'être rappelés, il y a quelque chose de plus profond. La mobilité invite à une compréhension appropriée du monde dans lequel nous vivons, et dont nous voyons évoluer sous nos yeux les structures.

L'économie est devenue planétaire : pour être réaliste, la politique assume des dimensions mondiales ; la vie sociale trouve ses centres d'animation au niveau mondial. C'est à cette évolution du monde qu'il convient de se référer, et pas seulement à la mobilité des personnes (13).

Il est désormais impossible d'être indifférent à l'interpénétration des races, des civilisations, des cultures et des idéologies. Le monde est devenu tout petit, les frontières tendent à disparaître, l'espace s'est restreint, les distances s'évanouissent, la vie fait sentir ses propres répercussions jusque dans les zones les plus lointaines : nous vivons tous comme dans un seul village.

3. Profonde mutation de l'homme : ombres et lumières

Plus que les dimensions et le rythme de la mobilité, c'est la qualité du changement opéré par elle dans l'homme qui est importante (14). Il s'agit d'un changement profond, qui agit sur la manière de penser et le style de vie, et comporte donc en même temps des lumières et des ombres.

(12) Cf. Directoire général *Peregrinans in terra* nos 8-12 ; Instruction *De pastoralis migratorum cura* nos 2-3.

(13) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes* n° 63 ; Lettre apostolique de S. S. Paul VI *Octogesima adventus* n° 7, AAS 63 (1971), p. 405-406.

(14) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes* n° 6-8.

Le sentiment du provisoire invite à préférer les aspects de nouveauté, laissant de côté parfois la stabilité et la hiérarchie des valeurs. L'esprit se fait plus curieux et plus disponible, plus sensible et plus ouvert, plus disposé au dialogue. Dans un tel climat, l'homme peut être conduit à approfondir ses propres convictions, tout comme il peut tendre à un facile relativisme.

La mobilité détermine un certain déracinement du milieu d'origine, une solitude accentuée, un isolement dans l'anonymat. De là peut découler, soit le refus plus ou moins conscient du nouveau contexte de vie, soit son acceptation non critiquée par contraste avec l'expérience précédente, soit une attitude passive, source d'aliénation culturelle et sociale.

4. L'impact sur la foi

En tant que telle, la mobilité ne peut être considérée comme opposée à la foi ; et l'Eglise s'efforce avec prudence d'en mettre en valeur toutes les possibilités qui peuvent devenir instruments d'évangélisation.

Toutefois, dans des situations déterminées, la pratique religieuse est souvent compromise (15). La rupture des liens entre foi et culture, qui constitue « le drame de notre époque (16) », y trouve une accentuation aiguë, qui ne rend pas facile l'équilibre entre les gestes de la nouvelle vie et les gestes chrétiens d'hier. Plus est rapide le passage d'une société de type familial, rural, simple et traditionnel, à une société extra-familiale riche, industrielle, complexe et dynamique, plus deviennent dures les crises, et plus il est difficile de préserver l'unité de la conscience personnelle.

Il y a, en tout cas, le choc d'un monde nouveau, avec son univers culturel et son système de valeurs et de modèles. D'où ce repliement de mentalité, dans lequel la recherche religieuse ne réussit pas toujours à trouver un débouché, comme le montrent les fréquentes sympathies envers les idéologies séculières et pseudo-religieuses.

Dans de telles conditions, la foi ne peut plus être seulement un héritage à conserver et à préserver ; c'est une réalité qu'il faut approfondir, développer, répandre. Le chrétien est ainsi obligé à vérifier personnellement sa foi dans un contexte parfois de véritable « diaspora ».

De là provient l'exigence que la pastorale de ces couches de l'humanité doit s'adapter à leur situation spirituelle, pour être en mesure d'y découvrir, d'y semer et d'y construire la foi.

(15) Cf. Instruction *De pastoralis migratorum cura* n° 4.

(16) Cf. Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* n° 20.

L'EGLISE ET LES PHENOMENES DE LA MOBILITE HUMAINE

I. — L'ANNONCE DE L'EVANGILE

« Signe et instrument de l'unité de tout le genre humain (17) », l'Eglise se sent intimement engagée par l'évolution de la civilisation, dont la mobilité humaine est une composante essentielle, et s'interroge sur les exigences de sa présence dans ce monde nouveau, en qui se reflète, en un certain sens, son visage de peuple en pèlerinage sur la terre (18).

De la sorte, elle revit une fois de plus le mystère de son divin Fondateur, mystère de vie et de mort (19). Hier, pour rejoindre le monde païen, elle a cherché à perdre sa physionomie judaïque; pour aller à la rencontre des barbares, elle a abandonné l'empreinte qu'elle tenait de la mentalité romaine; pour être disponible à l'humanité entière, elle s'est efforcée de s'ouvrir à toutes les cultures. Une disposition semblable la guide aujourd'hui dans son effort pour que l'Evangile devienne le ferment de la réalité des transmigrations, et pour que celles-ci puissent être autant que possible un moyen adapté à l'accomplissement de sa mission.

Son devoir primordial est la proclamation de la Bonne Nouvelle. Il est bien vrai que certains phénomènes, comme par exemple l'émigration, le nomadisme, la vie maritime, etc., comportent des situations d'injustice. L'Eglise est profondément sensible à de telles situations et elle est convaincue qu'elle doit exprimer cette sensibilité dans les manières les plus conformes à la plénitude de sa vocation. Elle estime donc que son devoir spécifique et premier est de proclamer incessamment la « Bonne Nouvelle », par le témoignage et l'annonce explicite de la parole de Dieu (20). « L'histoire de l'Eglise, à partir du discours de Pierre le matin de la Pentecôte, se mêle et se confond avec l'histoire de cette annonce (21) »; dans de nombreux cas, la mobilité humaine a été déterminante ou du moins a exercé une notable influence sur la naissance et le développement de nouvelles Eglises.

A l'époque actuelle, l'important accroissement du mouvement et son affermissement dans une dense variété de formes constituent un événement singulier dans l'histoire du cheminement ecclésial, qui accentue la grave parole de saint Paul : « Malheur à moi si je n'annonce pas l'Evangile. (22) ! »

Sans vouloir anticiper sur ce qui sera dit dans la suite plus concrètement de l'action de l'Eglise, il faut affirmer comme préliminaire l'importance irremplaçable de la dimension spirituelle, qui se traduit, en plus de la prédication, dans la catéchèse, dans la vie liturgique et sacramentelle, en un mot dans la sanctification des âmes et de la société. Pour ce vaste et complexe monde de la mobilité aussi, l'Eglise doit être le sel et la lumière.

1. Les migrants catholiques

L'Eglise nourrit une identique affection pour toutes les catégories humaines concernées par ces phénomènes; il est pourtant naturel que sa sollicitude doive s'adresser en tout premier lieu à ses fils.

La tâche fondamentale qui s'impose dans le présent contexte historique consiste dans le rétablissement des liens entre la foi et la vie (23). Voici donc immédiatement la nécessité de chercher la correspondance qui doit exister entre la condition de la mobilité et la vie chrétienne.

La vie chrétienne est essentiellement la Pâque vécue avec le Christ, c'est-à-dire un passage, une sublime migration vers la communion totale du Royaume de Dieu, où tout et tous seront restaurés dans le Christ (24).

De son côté, la mobilité met à l'épreuve la conscience qu'a l'homme d'appartenir à un peuple, sur les traces, en un certain sens, du peuple élu, qui obtint la libération de l'esclavage et collabora au dessein de Dieu dans son pèlerinage vers la Terre promise (25).

Il faut donc aider le chrétien à affronter sa nouvelle condition, à surmonter les inconvénients qui en sont la conséquence, et surtout à en valoriser la dimension libératrice implicite, en relation avec le dessein de salut. A l'exemple de Moïse, attentif au cri de son peuple, l'Eglise intensifie son écoute des angoisses du monde de la mobilité, et les fait siennes. De plus, puisque la mobilité — comme, du reste, à sa manière aussi la stabilité — comporte de sérieuses tentations, elle cherche à prémunir le croyant face aux diverses formes d'idolâtrie et à tous les dangers auxquels il se trouve exposé (26).

Enfin — et c'est d'une grande importance — le souffle prophétique de l'Eglise tend constamment vers l'objectif de la libération du péché et de la conversion (27). Il trouve une signification particulière dans le mouvement, qui rappelle le

(17) Constitution dogmatique du Concile œcuménique Vatican II *Lumen gentium* n° 1.

(18) Cf. *Ibidem* nos 9 et 48.

(19) Décret *Ad gentes divinitus* n° 5.

(20) Cf. Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* nos 21-22.

(21) Cf. *Ibidem*.

(22) 1 Co 9, 16.

(23) Cf. Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* n° 29.

(24) Cf. Ph 3, 10; Rm 8, 17; Constitution pastorale *Gaudium et spes* n° 22.

(25) Cf. Gn 12, 1-4; Ex 14, 27-31; Hb 11, 8-10.

(26) Cf. Instruction *De pastoralis migratorum cura* n° 4.

(27) Cf. Constitution dogmatique *Lumen gentium* n° 48; Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* n° 36.

sens itinérant de la vie et donc le but final du pèlerinage terrestre, dont l'accomplissement sera le retour à Dieu (28), dans la participation à la Pâque du Seigneur.

2. L'horizon œcuménique

Les phénomènes de la mobilité humaine sont comme des carrefours où se rencontrent, parfois d'une manière permanente, diverses confessions ou dénominations chrétiennes. La signification et les dimensions œcuméniques s'y présentent dans toute leur force (29).

L'objectif commun aux religions chrétiennes de préserver et approfondir la foi en Dieu rédempteur au milieu des assauts d'un sécularisme envahissant (30), et l'engagement, commun lui aussi, dans des actions destinées à la totale libération et à la promotion humaine, selon l'esprit et les normes d'une juste collaboration œcuménique, réclament d'une manière pressante la nécessité de mettre fin au scandale des divisions entre chrétiens.

Ainsi acquiert une nouvelle force la conscience que le devoir de travailler à l'unité constitue un grand motif de crédibilité, comme l'a dit la dernière prière du Seigneur : « Comme toi, Père, tu es en moi et moi en toi, qu'ils soient un en nous, afin que le monde croie que tu m'as envoyé (31) » : le signe de la foi est l'unité de l'Eglise.

Il ne s'agit pas ici d'horizon œcuménique seulement en un sens étroit. Il convient de l'étendre également aux non-chrétiens, que la mobilité moderne enveloppe toujours davantage, et parfois dans des zones géographiques de tradition catholique. Dans la fraternité universelle entre les peuples, toujours appelée à s'intensifier, et dans l'estime des valeurs authentiques de ces religions non chrétiennes (32), l'Eglise découvre une dimension nouvelle pour son ardeur missionnaire et son ministère de salut (33).

II. — LE SALUT DE L'HOMME DANS LE MONDE DE LA MOBILITE

1. L'Eglise en dialogue avec le monde

Selon les orientations du Concile Vatican II (34), et dans la ligne bien des fois affirmée et clarifiée par Paul VI, l'Eglise se sent intimement solidaire avec le genre humain (35), et partie

(28) Cf. Constitution dogmatique *Lumen gentium* n° 49 ; 1 Jn 3, 2 ; Rm 8, 29 ; ■ Tm 2, 11-12 ; Tt 2, 13 ; 1 Th 1, 10 ; Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* n° 28.

(29) Cf. Décret du Concile œcuménique Vatican II sur l'œcuménisme *Unitatis redintegratio* n° 9 ; Décret du Concile œcuménique Vatican II sur l'Apostolat des laïcs *Apostolicam Actuositatem* n° 27 ; Instruction *De pastoralis migratorum cura* n° 13 ; Directoire général *Peregrinans in terra* n° ■ et 27 ; *Normae et facultates pro mariti-*

prenante « des joies et des espérances, des tristesses et des angoisses des hommes de notre temps (36) ». Comme le proclame le Saint-Père dans l'Encyclique *Ecclesiam suam*, l'Eglise « se fait message, se fait conversation (37) ».

Telle est son attitude envers le monde de la mobilité, dont les phénomènes contiennent, même si c'est sous des formes diverses, l'espérance d'un avenir meilleur, le besoin de vaincre certains maux, l'aspiration à l'unité et à la fraternité.

Bien loin de s'aligner sur des critères purement humains, l'Eglise s'efforce de servir Dieu dans cet espace constitué par les hommes touchés par le mouvement, parfaitement consciente que ses propres fils le peuplent aujourd'hui bien davantage qu'hier. De là sa préoccupation de trouver un langage adapté aux diverses situations sociospirituelles, sans que soit jamais mis dans l'ombre — comme c'est naturel — le contenu essentiel de la foi.

2. Au service de la paix

Mais l'Eglise a aussi le devoir d'animer la vie sociale tout entière. Aussi porte-t-elle son attention au monde en mouvement pour y restaurer la paix qui, comme le souligne Jean XXIII dans l'Encyclique *Pacem in terris*, repose sur quatre colonnes : la vérité, la justice, la charité, la liberté (38).

Les déplacements humains comportent de multiples possibilités d'ouverture, de rencontre, d'unité ; mais ils se heurtent souvent à des manifestations de racisme individuel et collectif, qui sont le fruit d'une mentalité raidie dans les schémas fermés propres à une société travaillée par de profonds déséquilibres.

Ces graves problèmes, constamment suivis par le Saint-Siège, préoccupent les instances pastorales à tous les niveaux. La mobilité offre des occasions de former les hommes à vivre leurs relations interpersonnelles selon les valeurs essentielles à la paix. Telle est la dimension, pour ainsi dire, sociale de l'évangélisation.

morum et navigantium cura gerenda, art. 12.

(30) Cf. Décret *Ad gentes divinitus* n° 20 ; Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* n° 54.

(31) Jn 17, 21.

(32) Cf. Déclaration du Concile œcuménique Vatican II sur les religions non chrétiennes *Nostra Aetate* n° 1 et 5.

(33) Cf. Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* n° 53.

(34) Cf. spécialement Constitution dogmatique *Lumen gentium* n° 8, 9, 38 ; Constitution pastorale *Gaudium et spes* n° 2, et 40-43.

(35) Cf. Homélie de S. S. Paul VI pour la conclusion du Concile œcuménique Vatican II, AAS 58 (1966), p. 6.

(36) Constitution pastorale *Gaudium et spes* n° 1.

(37) AAS 56 (1964), p. 639.

(38) AAS 55 (1963), p. 266.

3. Promotion et défense des droits de la personne humaine

L'annonce de l'Evangile comporte et exige le salut intégral de l'homme, son authentique et effective « libération » (39), grâce à l'instauration de conditions convenant à sa pleine dignité.

La connaissance que, dans le Christ, l'Eglise a pu acquérir de l'homme, et qui fait d'elle une « experte en humanité » (40), l'oblige à proclamer sans trêve les droits fondamentaux de l'homme (41), à élever sa voix prophétique lorsque ceux-ci sont foulés aux pieds et à travailler dans la constance et la patience à l'élévation humaine.

Elle a manifesté une sensibilité particulière pour le monde du travail, avec une considération toute particulière pour les migrants ; et le magistère suprême a proclamé les droits de l'homme, dépassant même en certains aspects les formulations historiques, en référence aux situations qui découlent des phénomènes de la mobilité.

Ici, le point central est constitué par la dignité de la personne, et donc l'égalité fondamentale de tous les hommes, sans possibilité de discrimination. De là découlent les droits essentiels, universaux et impossibles à abdiquer, qui peuvent être indiqués synthétiquement comme suit : le droit à demeurer librement dans son propre pays, à avoir une patrie, à émigrer à l'intérieur ou l'extérieur et à s'y établir pour des raisons légitimes, à vivre en tout lieu avec sa propre famille, à disposer des biens nécessaires à la vie ; le droit de l'homme à conserver et développer son patrimoine ethnique, culturel, linguistique, à professer publiquement sa propre religion, à être reconnu et traité conformément à sa dignité de personne en toute circonstance (42).

En affirmant ces principes, la sagesse pastorale n'oublie pas que, dans leur application concrète, ils s'insèrent dans le concept de bien commun universel, embrassant les dimensions de l'entière famille des peuples, par-delà tout égoïsme de classe et tout nationalisme (43).

(39) Cf. Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* nos 30-39.

(40) S. S. Paul VI, Message à l'Assemblée des Nations Unies, AAS 57 (1965), p. 878 (DC 1965, n° 1457, col. 1729 et s.).

(41) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes* n° 41.

(42) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes* nos 25-29, 63-69 ; Décret *Apostolicam actuositatem* n° 11 ; Déclaration *Nostra aetate* n° 5 ; Ple XII, Radiomessage pour le 50^e anniversaire de *Rerum novarum*, AAS 33 (1941), p. 203 ; Radiomessage de Noël 1942, AAS 34 (1943), p. 19-20 ; Radiomessage de Noël 1952, AAS 45 (1953), p. 41 ; Jean XXIII, Encyclique *Pacem in terris*, AAS 55 (1963), p. 263-272 ; S. S. Paul VI, Encyclique *Populorum progressio*, AAS 59 (1967), p. 257-292 ; Lettre apostolique *Octogesima adveniens*, AAS 63 (1971), p. 413-414 ; Discours au Congrès européen de la pastorale des migrants, AAS 65 (1973), p. 592 ; Instruction *De pastoralis migratorum cura* nos 5-11.

(43) Le bien commun de la société « est l'ensemble

De plus, il existe une relation rigoureuse entre droits et devoirs de l'homme. Le Saint-Père affirme : « Si les droits fondamentaux de l'homme représentent un bien commun de toute l'humanité en marche vers la conquête de la paix, il est nécessaire que tous les hommes, prenant toujours mieux conscience de cette réalité, sachent bien qu'en ce domaine, parler de droits c'est aussi énoncer des devoirs (44). »

4. Les droits de la communauté

Il est également important de souligner que la défense des droits et l'incitation à l'observance des devoirs ne se limitent pas uniquement à la personne humaine considérée sous son aspect individuel, mais embrassent les droits et les devoirs des collectivités, des groupes et des minorités. A ce propos, Paul VI proclame : « Nous ne pouvons demeurer indifférent devant l'urgence de construire une communauté de vie humaine qui garantisse partout à l'individu, aux groupes et particulièrement aux minorités, le droit à la vie, à la dignité personnelle et sociale, au développement dans un milieu protégé et amélioré et à l'équitable répartition des richesses de la nature et des fruits de la civilisation (45). »

III. — UN STYLE PASTORAL POUR LA MOBILITE

1. Les points d'arrivée de l'Eglise locale

Dans leur effort pour progresser sur les voies ouvertes par le Concile œcuménique Vatican II, les Eglises locales découvrent dans la mobilité une incitation à une vision plénière du bien commun et à la promotion de la fraternité chrétienne universelle.

La tentation de se renfermer en des visions particularistes, oubliées des nécessités des autres Eglises, n'aurait aucun sens.

Aussi, s'impose un dynamisme renouvelé de totale et continue conversion missionnaire et apostolique, en raison duquel :

a) L'Eglise de départ se sent obligée à préparer et à suivre ses fidèles qui, pour quelque motif que ce soit, se rendent dans un autre lieu ;

b) L'Eglise d'arrivée fait en sorte d'être profondément sensibilisée à ses nouveaux devoirs de

des conditions de vie sociale grâce auxquelles les hommes peuvent atteindre leur perfectionnement de la manière la plus totale et avec la plus grande rapidité » ; Déclaration du Concile œcuménique Vatican II sur la liberté religieuse *Dignitatis humanae* n° 6 ; cf. Jean XXIII, Encyclique *Mater et magistra*, AAS 53 (1961), p. 421-447 ; Encyclique *Pacem in terris*, AAS 55 (1963), p. 272.

(44) Message à l'ONU à l'occasion du 25^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, AAS 65 (1973), p. 677 (DC 1974, n° 1645, col. 15).

(45) *Ibidem*, p. 674.

service, particulièrement envers ceux qui installent leur demeure sur son territoire ;

c) L'une et l'autre alimentent leur propre responsabilité pastorale dans la lumière d'un sens de réciprocité vif et concret.

Ainsi se réalise dans l'Eglise locale l'unité dans la pluralité, c'est-à-dire cette unité qui n'est pas uniformité, mais harmonie, et dans laquelle les diversités légitimes sont assumées au sein d'une tension commune et unitaire.

2. Mobilité pastorale de l'Eglise

Du fait que l'homme se déplace, subitement apparaît l'exigence élémentaire de le rejoindre dans les lieux où il vit d'une façon plus ou moins temporaire, et de répondre aux problèmes pastoraux spécifiques qui découlent de sa condition. « A la mobilité du monde moderne, affirme le Pape Paul VI, doit correspondre la mobilité pastorale de l'Eglise (46). »

Il s'agit, essentiellement, d'une question de mentalité. Il faut, en effet, un effort important pour dépasser des habitudes enracinées dans une situation de pure stabilité. Qu'il suffise de penser par exemple aux difficultés qui s'opposent à une répartition du clergé qui corresponde à la croissance des agglomérations urbaines dérivant de l'abandon des zones rurales (47).

Cette affirmation n'entend pas diminuer le moins du monde l'intérêt porté aux réalités territoriales, en particulier de la paroisse qui en est l'expression la plus accessible. Même dans le monde de la mobilité, le lieu demeure une réalité. Mais la mobilité fait naître des conceptions, plus encore que des institutions, « supraterritoriales ». Cela correspond, du reste, au changement de la fonction du lieu, qui est devenu, à cause de la mobilité, l'intermédiaire de nombreuses influences. Dans la vision pastorale, les diocèses et les paroisses ne se définissent plus seulement en termes géographiques ; ces entités sont aussi appelées à s'étendre jusqu'où se rendent et vivent un si grand nombre de leurs fidèles.

3. La préparation

Une exigence élémentaire consiste dans la préparation des fidèles à l'expérience de la mobilité. C'est un devoir de la pastorale normale, un aspect fondamental de celle-ci, qui rentre donc dans les thèmes de la catéchèse, de la prédication, de la formation spirituelle. Il convient que le chrétien ait conscience des devoirs de sa vocation même quand il se trouvera en dehors du

contexte religieux habituel, quels que soient les motifs de son déplacement. Cela réclame, de la part du clergé local, un « aggiornamento » spécifique qui doit s'enraciner dans la formation donnée au séminaire.

L'amplitude et la variété des exodes touristiques ne peuvent laisser indifférentes les communautés chrétiennes de départ. Des interventions pédagogiques, occasionnelles et systématiques doivent tendre à faire naître les dispositions intérieures inspirées de la sagesse humaine et chrétienne.

Que dire à propos de ces phénomènes qui causent des absences prolongées et parfois définitives ? Dans ce cas, apparaissent aussi les problèmes de l'adaptation à de nouveaux milieux, avec le risque d'un déracinement total, même sur le plan religieux.

C'est le cas de la vie maritime. Un souci pastoral spécifique est dirigé vers les marins bien avant leur embarquement, et il cherche à faciliter leur passage à de nouvelles conditions de vie, à continuer leur vie religieuse dans leur nouveau cadre de vie, en alimentant et en fortifiant en eux la foi ; ceci vaut tout spécialement pour les jeunes.

Cette nécessité est encore plus urgente dans le domaine de l'émigration. Demain, les travailleurs migrants devront affronter les nombreuses situations inhérentes à leur insertion dans leur Eglise d'arrivée. Aussi est-il indispensable qu'ils reçoivent les orientations opportunes en temps voulu, sur la base d'une solide formation religieuse (48).

4. L'accueil

Le « bon accueil » (49) est l'expression de la charité ecclésiale, entendue dans sa nature profonde et dans son universalité. Elle comprend une série de dispositions qui vont de l'hospitalité à la compréhension, à la valorisation, et constitue le présupposé psychologique nécessaire à la connaissance réciproque oubliée de tout préjugé, et à une vie commune dans la sérénité et l'harmonie. L'accueil se traduit également dans un témoignage chrétien.

Une telle conception acquiert des motifs plus accentués lorsque la mobilité présente des aspects de continuité, qui engendrent une certaine stabilité des personnes. De toute manière, la pastorale doit tenir compte largement des diversités ethniques, linguistiques et culturelles. Par suite, l'Eglise locale d'arrivée ne peut pas ne pas considérer comme son devoir primordial de pourvoir, comme le disait déjà Pie XII dans la

(46) Discours au Congrès européen pour la pastorale des migrants, AAS 65 (1973), p. 591 (DC 1973, n° 1642, p. 973).

(47) Cf. Décret du Concile œcuménique Vatican II sur le ministère et la vie sacerdotale *Presbyterorum ordinis* n° 10 ; Décret *Christus Dominus* n° 6 ; *Motu proprio* « *Ecclesiae sanctae* », art. 2, 1-4.

(48) Cf. Instruction *De pastoralis migratorum cura* n° 26.

(49) S. S. Paul VI, Encyclique *Populorum progressio* n° 69, AAS (1967), p. 290.

Constitution apostolique *Exsul Familia*, « à ce que les étrangers, soit migrants, soit pèlerins, reçoivent d'elle une assistance spirituelle indispensable et sérieuse, au moins égale à celle que les fidèles reçoivent dans leurs diocèses d'origine » (50).

Le Pape Paul VI s'exprime dans le même sens dans le *Motu proprio* « *Pastoralis migratorum cura* », lorsqu'il se réfère aux exhortations adressées par le Concile aux évêques en ce domaine, et rappelle que les migrants « ne sont pas confiés au ministère pastoral à la manière des autres fidèles, mais encore, en raison du caractère particulier de leur situation, réclament un soin correspondant à leurs nécessités spécifiques » (51).

En raison de la nature particulière de l'Eglise, les migrants ne sont pas des étrangers. Du fait même qu'ils se trouvent dans une partie donnée du Peuple de Dieu en pèlerinage sur la terre, ils ne peuvent pas ne pas recevoir de l'Eglise les moyens et les bienfaits du salut. Aussi, l'Eglise locale d'arrivée est-elle la principale dépositaire des responsabilités pastorales envers les immigrés (52), et c'est en premier lieu à elle que s'adressent les graves exhortations du Concile déjà mentionnées (53) au sujet de la pastorale des divers groupes de fidèles.

Mais bien d'autres lieux sont désormais devenus de véritables carrefours humains. Les centres touristiques, spécialement ceux du tourisme populaire, les aéroports internationaux, les grands croisements d'autoroutes, les ports maritimes : voilà autant de milieux qui réclament la mise en œuvre du bon accueil de la part des Eglises locales directement intéressées. Il faut aussi rappeler, à cause de son caractère particulier, le phénomène du nomadisme : l'Eglise y rencontre une occasion privilégiée pour exercer, par-delà les préjugés et les mises à l'écart, parfois légalisées, son anxiété pastorale, expression d'une maternelle prédilection.

L'accueil est évidemment appelé à se traduire concrètement dans des initiatives pastorales particulières. Nous disons ici particulières dans le sens qu'elles doivent être appropriées à leurs destinataires, qu'elles doivent correspondre à leur mentalité, à leur langue, à leur situation spécifique. Mais il ne s'agit pas — et il ne pourrait s'agir — d'initiatives refermées sur elles-mêmes : ceux qui s'y adonnent le font en tant que délégués des Eglises et des communautés locales, qui ne sont pas pour autant déchargées de leurs responsabilités propres.

Bien que la mobilité réclame la création de nouvelles institutions d'évangélisation, les insti-

tutions ordinaires demeurent appelées à montrer la même sensibilité. L'organisation de l'accueil, dans un esprit de charité, doit ainsi conduire les paroisses à se manifester toujours davantage comme des communautés, et non pas seulement comme des groupements anonymes ou de simples « stations-service » des choses spirituelles.

5. Collaboration solidaire entre les Eglises pour une pastorale sans frontières

Nous avons parlé des Eglises de départ et des Eglises d'arrivée. Mais la réalité territoriale ne peut être considérée comme une entité indépendante ; en elle se reflète une vie qui n'y trouve pas sa propre origine. D'autre part, les faits montrent avec une fréquence croissante qu'une même Eglise locale est à la fois lieu de départ et lieu d'arrivée : tandis qu'elle est touchée par le départ de ses fidèles pour diverses raisons, elle est dans le même temps touchée par une immigration, due quelquefois aux mêmes raisons, parfois à d'autres.

La pastorale requise par la mobilité est nécessairement une pastorale qu'on peut qualifier de « sans frontières ». La complexité des déplacements des hommes rejaillit sur le plan ecclésial : les moyens adéquats ne peuvent donc être trouvés que dans la collaboration solidaire entre toutes les Eglises directement intéressées (54).

6. Naissance des communautés ecclésiales dans les milieux de la mobilité

Les phénomènes de la mobilité poussent la paroisse à développer sa propre vocation centrifuge : elle n'a pas moins besoin d'aller à la rencontre du monde que de se mettre, d'une certaine manière, au service du monde.

Lieu privilégié dans lequel, par-delà les frontières et dans la joie de la charité universelle, est célébrée l'Eucharistie, sacrement de l'unité, la paroisse est toutefois appelée quasiment à se multiplier, pour faire en sorte que, dans les groupes humains de la mobilité comme dans les centres de vie collective et culturelle où s'élaborent les mentalités, puissent germer d'authentiques cellules chrétiennes, communautés véritables empreintes de l'esprit de l'Evangile.

Pour les chrétiens emportés dans une situation nouvelle par les diverses formes de l'émigration, comme pour tous ceux qui sont à la recherche de la foi, ces communautés constitueront des centres appropriés de catéchuménat, permettant progressivement une entrée véritable dans la vie de l'Eglise.

(50) AAS 44 (1952), p. 692.

(51) AAS 61, (1969), p. 602.

(52) Cf. *Instruction De pastoralis migratorum cura* n° 30, 3.

(53) Cf. Décret *Christus Dominus* n° 18.

(54) Cf. S. S. Paul VI, Message au Congrès européen pour la pastorale des migrants, AAS 65 (1973), p. 590.

L'EGLISE A L'ŒUVRE DANS LE MONDE DE LA MOBILITE

De tout ce qui vient d'être dit, il ressort que les phénomènes de la mobilité constituent pour l'Eglise une invitation à réaliser sa propre identité et sa propre vocation.

L'Eglise les a déjà considérés en tant que tels, et leur a dédié une attention particulière et concrète, qui constitue à elle seule un important chapitre de ses préoccupations ; dans la Constitution apostolique *Exsul Familia*, le Pape Pie XII en a rappelé l'itinéraire, comme pour montrer la continuité d'un même souffle d'animation dans la mise à jour progressive des moyens par rapport aux requêtes des diverses époques (55).

Ce document, qui considère tous les aspects de la mobilité, conserve encore aujourd'hui toute sa valeur. C'est de ce tronc ancien que dérivent aujourd'hui des germes nouveaux.

1. Un engagement commun : dans l'Eglise, il n'y a pas de marginaux

La croissance considérable du mouvement et, sur un autre plan, la conscience plus profonde acquise par l'Eglise elle-même au moment du Concile Vatican II conduisent à intensifier la présence et à renouveler la sensibilité pastorale.

Il s'agit là d'un problème de personnes et d'institutions.

En ce qui concerne les personnes, le concept de l'Eglise comme Peuple de Dieu, association mystérieuse et merveilleuse composée d'éléments aussi actifs les uns que les autres, revient au premier plan.

Sur la base de la commune dignité fondamentale, la vérité des ministères, des fonctions, des responsabilités, accentue l'universalité de la sollicitude pastorale (56).

De plus, sur la même base, le caractère inné de l'organisme ecclésial, dans lequel personne ne peut être considéré comme un étranger ou même simplement un hôte, et moins encore comme un marginal, acquiert une densité toujours plus grande (57).

De là découlent des déterminations d'une importance fondamentale pour la pastorale de la mobilité :

a) En tout premier lieu, la nécessité d'une sensibilité du Peuple de Dieu tout entier à ces phénomènes et à leurs implications religieuses, pastorales, apostoliques, missionnaires,

sociales, etc. On a déjà fait allusion au fait que cet apostolat, même s'il requiert des services et des personnes qualifiés, ne peut demeurer l'œuvre exclusive de spécialistes. Ces derniers ne pourraient suppléer aux responsabilités qui incombent à tous dans l'Eglise, et leur action ne pourrait être efficace sans le soutien et l'apport de tous.

On ne soulignera jamais assez que les phénomènes modernes du mouvement présentent des occasions d'exercer en plénitude non pas d'abord des devoirs, mais des privilèges appartenant à la vocation chrétienne. En d'autres termes, ils constituent une impulsion à la générosité, à l'altruisme, à la créativité, dont il serait bien difficile de recueillir dans une seule formule toutes les possibilités d'expansion.

b) La mobilité, telle qu'elle se déroule à l'époque actuelle, crée souvent dans la société des zones de discrimination, d'émargination humaine. Ce phénomène ne pourrait trouver son expression, dans le contexte ecclésial, sans porter atteinte à la notion même d'Eglise et sans vider le concept chrétien de fraternité de toute signification.

Malheureusement, on ne rencontre pas toujours une exemplarité à toute épreuve sur ce point délicat et décisif. Là où la mobilité est particulièrement accentuée et crée des problèmes, il arrive parfois que des fractions de l'Eglise ne soient pas indemnes d'infiltrations de type nationaliste.

2. Pleine reconnaissance de la nature et de la mission des laïcs

La nature et la mission du laïcat qui, selon l'ecclésiologie de Vatican II, est enracinée dans la commune dignité sacerdotale, royale et prophétique des membres du Peuple de Dieu (58), trouve une pleine correspondance dans la mentalité requise par les phénomènes de la mobilité humaine.

L'exigence fondamentale d'imprégner du ferment chrétien le monde en mouvement, pour être totalement réalisée, réclame que les laïcs soient formés, encouragés et soutenus dans l'exercice des responsabilités, qui leur appartiennent non pas comme des rôles de suppléance découlant de réalités contingentes, mais comme des fonctions inhérentes à leur vocation chrétienne.

Engagés dans la condition de vie et de travail qui est celle de leurs frères, témoins de l'espérance dans leur propre milieu, soucieux aussi d'élever leur milieu et de promouvoir les valeurs recherchées des hommes par leur témoignage collectif, les laïcs se trouvent, pour ainsi

(55) Cf. AAS 44 (1952), p. 649-704.

(56) Cf. Constitution dogmatique *Lumen gentium* n° 36.

(57) Cf. Constitution dogmatique *Lumen gentium* n° 31 ; Lettre du cardinal secrétaire d'Etat pour la célébration de la « Journée du migrant », in *Enseignements de Paul VI*, vol. XIV 1976, p. 910-912.

(58) Cf. Constitution dogmatique *Lumen gentium* n°s 31-38.

dire, aux premières lignes de l'Eglise, pour diffuser son message de salut. Le champ spécifique qui s'ouvre à leur activité d'ouvriers de l'évangélisation est des plus vastes (59). Et les besoins suscités par la mobilité présentent des perspectives nouvelles et urgentes, qui rendent irremplaçable la collaboration habituelle des laïcs et l'engagement qui leur incombe personnellement et dans l'apostolat organisé, aussi bien au sein de l'Eglise que par rapport aux réalités terrestres (60).

Particulièrement dans les zones où les fidèles, par suite des déplacements, vivent dans l'isolement ou la « diaspora », il convient que la hiérarchie rende plus facile aux laïcs l'exercice des prérogatives de la vocation baptismale, en leur attribuant des charges spéciales tant pour la catéchèse que pour la célébration de la liturgie de la Parole, conformément aux normes en vigueur (61).

3. Nouvelles dimensions du ministère pastoral

Les aspects de nouveauté découlant du mouvement comportent pour le ministère presbytéral de nouvelles dimensions. Ainsi est-il advenu de fait avec l'organisation de services pastoraux pour les migrants et les marins, dont les figures typiques demeurent le missionnaire ou l'aumônier des migrants (62), ainsi que l'aumônier de la mer (63). Mais ce ne sont pas les seules.

Avec une certaine variété, qui dépend de situations locales, on a mis en place l'assistance spirituelle aux touristes, aux nomades, aux aviateurs ; ainsi sont apparus l'aumônier du tourisme (64), l'aumônier des nomades, l'aumônier d'aéroport. Dans certains pays, face à l'importance prise par le trafic routier et aux multiples problèmes qui en dérivent, on a créé progressivement une nouvelle forme d'apostolat, confiée à l'aumônier de la route.

Les orientations ecclésiologiques du Concile et leur application, sous forme de normes, ont permis une impulsion renouvelée et, en même temps, ont ouvert de nouveaux espaces à la créativité apostolique et pastorale.

Avec les références nécessaires, et compte tenu des exigences particulières des instituts de perfection, ces champs d'apostolat sont ouverts

aux prêtres des ordres et congrégations religieuses et des instituts séculiers. Le Concile Vatican II (65) et les normes d'application publiées par le Saint-Siège (66) les encouragent et les stimulent.

Il est toutefois nécessaire de souligner que des tâches si délicates ne peuvent être accomplies que par des prêtres convenablement préparés. La préparation spécifique constitue une nécessité radicale, aussi bien en raison de la nature qu'en vue de l'efficacité d'une telle pastorale.

Dans cet ordre d'idées apparaît l'exigence toujours plus nette que la formation spirituelle, théologique, juridique et pastorale, dans les séminaires et les différents stages pour futurs prêtres, soit sensibilisée aux problèmes soulevés dans le domaine de la pastorale de la mobilité. C'est à ce critère que se réfèrent les nouvelles normes « *De cleri transitu ab una ad aliam diocesim secundum Concilium oecumenicum Vaticanum secundum* », approuvée par S. S. Paul VI le 16 mars 1974 (67).

L'exercice du ministère qualifié du prêtre dans les domaines spécifiques du mouvement doit être tenu en grand honneur par les communautés chrétiennes ; celles-ci ne peuvent s'exempter des devoirs de justice et de charité envers ceux qui sont voués à cet apostolat difficile.

Il est évident que la figure de l'aumônier assume une physionomie juridique différente en fonction des secteurs de son activité et des charges qui lui sont attribuées. On peut lui confier une paroisse personnelle, ou une mission avec charge d'âmes, ou encore une mission simple, ou enfin un vicariat (68), comme c'est prévu pour l'assistance aux émigrés, et — pour la mission avec charge d'âmes — également dans certains ports de mer (69). Il en va de même pour les cas de ces prêtres qui sont nommés aumôniers d'aéroport, de la route, des touristes et des nomades.

En tout cas, ce qui importe le plus, c'est qu'en plus des liens juridiques, on mette justement en valeur les liens pastoraux qui existent entre l'aumônier et l'Eglise locale, qu'il s'agisse de celle qui l'a envoyé ou de celle qu'il sert. En aucune façon il ne pourra jamais être considéré comme un étranger. Au contraire, une égalité

(59) Cf. Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* n° 69.

(60) Décret *Apostolicam actuositatem* n° 10 ; Instruction *De pastorali migratorum cura* nos 56-61 ; Directoire général *Peregrinans in terra* nos 34-47.

(61) Cf. Décret *Apostolicam actuositatem* n° 17 ; Décret *Ad gentes divinitus* n° 16.

(62) Cf. Instruction *De pastorali migratorum cura* nos 35-36.

(63) Cf. Constitution apostolique *Exsul Familia*, tit. II, chap. III, 25-31 ; *Normae et facultates pro maritimorum atque navigantium spirituali cura gerenda*, art. 8.

(64) Cf. Directoire général *Peregrinans in terra* n° 23.

(65) Cf. Décret *Christus Dominus* n° 35.

(66) *Motu proprio* « *Ecclesiae sanctae* », I 29-31 ; Instruction *De pastorali migratorum cura* nos 52-55 ; Directoire général *Peregrinans in terra* nos 30-32.

(67) Revue de la Commission pontificale pour la pastorale des migrations et du tourisme *On the move* n° 9, septembre 1974, p. 9-12.

(68) Cf. Instruction *De pastorali migratorum cura* n° 33.

(69) Cf. *Leges operis apostolatus maris* nos 7 et 17 ; *Normae et facultates pro maritimorum et navigantium spirituali cura gerenda*, art. 8, 4.

de traitement avec le clergé diocésain (70) constitue le présupposé de sa participation intégrale à la vie de l'Eglise locale, pour qu'il reçoive d'elle tout le soutien spirituel et matériel nécessaire, et contribue à l'élaboration de la pastorale d'ensemble.

Il faut considérer de la même manière la collaboration réciproque entre les aumôniers et les curés (71). Si une telle collaboration trouve parfois son fondement au plan juridique par le cumul des facultés (72), au plan pastoral elle tire toujours sa raison d'être du même souci de service et de salut des âmes.

4. Le diaconat permanent

La figure du diacre permanent, expressément prévue dans la pastorale du tourisme (73), trouve de nombreuses possibilités d'application au plan général du monde en mouvement, comme dans les différents secteurs où il s'articule ; elle constitue un précieux enrichissement de la présence et du service ecclésial.

5. Les religieuses

Partageant, comme tous les baptisés, la fonction sacerdotale, prophétique et royale du Christ, les religieuses sont appelées par l'Eglise à évangéliser au moyen d'une intime union avec Dieu, par un témoignage de vie et d'action apostolique en conformité avec le charisme propre de leur institut.

La contribution de la religieuse dans le monde de la mobilité suppose vocation et compétence spécifique (74) ; elle trouve son sens véritable dans la totale consécration à Dieu et se manifeste encore dans l'exercice des dons caractéristiques de la condition féminine.

A la lumière de l'expérience si heureusement intensifiée au cours des dernières années, spécialement dans l'assistance aux émigrés, l'œuvre accomplie par les religieuses mérite les plus vives appréciations. En bénéficient particulièrement les enfants et les anciens, les malades et les personnes seules, mais également les initiatives pastorales diverses. Un accroissement ultérieur de l'apport des religieuses, qui est souhaité d'une manière générale, apportera une excellente impulsion à la pastorale de la mobilité dans tous les secteurs.

6. Les Commissions épiscopales

La solidarité entre les Eglises se concrétise à travers le travail supraterritorial des Commissions épiscopales nationales, ou bien, jusqu'à ce que celles-ci puissent exister, grâce à l'œuvre d'un évêque promoteur ou délégué de la Conférence (75). On rencontre ici le point de convergence et, en même temps, de rayonnement, des responsabilités collégiales et locales, auxquelles fait constamment appel la mobilité humaine. Et c'est aussi un service irremplaçable rendu aux diocèses particuliers, qui ne sont pas toujours en mesure d'affronter adéquatement l'enchevêtrement et la superposition des problèmes découlant du caractère même des migrations humaines dans leurs diverses formes.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de diminuer la responsabilité des évêques diocésains, mais plutôt de la rendre plus aisée, et d'assurer une unité d'orientation et de coordination pastorale dans des domaines qui, comme on l'a vu, dépassent par la force des choses les frontières géographiques.

Les situations particulières peuvent suggérer l'opportunité de créer une Commission épiscopale qui, sur le modèle de la Commission pontificale, embrasse les divers secteurs de la mobilité, ou du moins ceux qui sont localement les plus importants. Il est toutefois désirable que la responsabilité épiscopale se manifeste au moyen d'instruments vraiment adaptés aux nécessités pastorales des catégories de fidèles qui ne peuvent profiter suffisamment du travail habituel des curés.

7. La Commission pontificale

La Commission pontificale pour la pastorale des migrations et du tourisme est un fruit du Concile Vatican II. Elle exprime d'une manière nouvelle la sollicitude qui avait suggéré, par étapes successives, la création des diverses œuvres pour l'émigration et de l'Œuvre de l'Apostolat de la mer, et — dans un contexte différent et sous d'autres poussées sociopastorales — de l'apostolat des nomades, de l'apostolat de l'air et de l'Office pour la pastorale du tourisme. En regroupant au sein de cette Commission les cinq institutions, chacune avec ses finalités et ses dimensions spécifiques, et en lui conférant la physionomie définie d'un organisme unique du Saint-Siège, le *Motu proprio* « *Apostolicae caritatis* (76) » a valorisé le commun dénominateur pastoral des diverses formes

(70) Cf. Instruction *De pastoralis migratorum cura* n° 43.

(71) *Ibidem*, n° 39, 1-5 ; Directoire général *Peregrinans in terra* n° 22.

(72) Cf. Constitution apostolique *Ersul Familia*, tit. II, art. 36 ; Instruction *De pastoralis migratorum cura* n° 39, 3.

(73) Cf. Directoire général *Peregrinans in terra* n° 33.

(74) Cf. Instruction *De pastoralis migratorum cura* n° 54-55.

(75) Cf. Constitution apostolique *Ersul Familia*, tit. II, chap. I n° 6 ; *Motu proprio* « *Ecclesiae sanctae* » n° 9 ; Instruction *De pastoralis migratorum cura* n° 22 ; Directoire général *Peregrinans in terra* n° 15 ; *Leges operis apostolatus maris* n° 5 ; *Normae et facultates pro maritimum atque navigantium spirituali cura gerenda*, art. 4-5.

(76) AAS 62 (1970), p. 193-197.

de mobilité, tel que le découvre l'anxiété évangélisatrice de l'Eglise; il a en même temps garanti un service central qualifié, dont le devoir est d'encourager, de promouvoir et de coordonner les énergies locales, dans la vision typique d'une réalité universelle telle qu'est l'Eglise catholique. Outre son importance habituelle pour la promotion d'un constant dialogue, l'action de la Commission pontificale a une valeur particulière grâce à la promotion de rencontres et de congrès internationaux (77).

8. Des instruments au service de la pastorale : les centres d'études

La complexité et la fréquente évolution enregistrée dans les phénomènes du mouvement rendent nécessaire, pour l'orientation de la pastorale, l'action d'institutions complémentaires, destinées à suivre ces phénomènes et à les évaluer objectivement.

Il s'agit ici de centres pastoraux pour les groupes ethniques, mais surtout de centres d'études interdisciplinaires, qui regroupent les matières nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de la pastorale. Sociologues, psychologues, anthropologues, économistes, juristes et canonistes, moralistes et théologiens, se rencontrent pour confronter, avec les pasteurs d'âmes, leurs connaissances et leurs expé-

(77) Cf. *Motu proprio « Ecclesiae sanctae »*, I, n° 42, par. 4.

riences; ils contribuent ainsi à l'approfondissement de la connaissance des phénomènes et à l'indication des instruments les mieux adaptés.

Ces centres, déjà à l'œuvre dans divers endroits, obtiendront une plus grande efficacité au moyen d'une coordination, réclamée, du reste, par le caractère international de la mobilité.

REFLEXIONS FINALES

Le cadre qu'on vient de chercher à esquisser regroupe dans une unique vision ecclésiale les phénomènes de la mobilité humaine contemporaine, dont les principaux ont été indiqués au début. Il est clair, toutefois, qu'en plus d'éléments communs, chaque phénomène présente des caractéristiques propres et spécifiques. Il est traité à part de chacun d'entre eux, en appliquant à leurs aspects propres les principes et les orientations exposés jusqu'ici.

La Commission pontificale a confiance d'avoir correspondu au désir manifesté de divers côtés, animée de la bonne volonté de contribuer à une toujours plus grande intensification de la pastorale spécifique au service du « monde en mouvement », dans l'ambiance de la pastorale de toute l'Eglise.

Le Saint-Père Paul VI, par lettre de la Secrétairerie d'Etat n. 345748, en date du 4 mai 1978, a approuvé de sa propre autorité le présent document, et en a ordonné la publication.

LA PASTORALE DU TOURISME EN FRANCE

Exposé de Mgr Clarizio, pro-président de la Commission pontificale des migrations et du tourisme ()*

Ce qui m'a toujours frappé dans l'Eglise de France, depuis qu'un séjour de plusieurs années en votre pays, à la Nonciature de Paris, m'a permis de la connaître de l'intérieur, c'est cette vitalité profonde, portée par un souffle évangélique authentique, qui la pousse toujours en avant, la rend créative, la contraint à se renouveler et la fait aussi bien prompte à faire son autocritique que prête à des redépars humbles mais vrais. Je ne sais pas si c'est elle qui moud et cuit encore aujourd'hui le pain de la chrétienté entière, mais ce que je sais, c'est qu'il manquerait certainement quelque chose à cette chré-

tienté si en France on se laissait aller, au cours de cette crise grave que nous traversons, à manquer à l'espérance. A cet égard, je ne puis que souscrire à cet appel que naguère le cardinal Marty vous adressait, lorsqu'il disait, souhaitant que les aspects positifs de cette crise dominant sur les aspects négatifs : « Nous sommes plus attentifs aux pans de murs qui croulent qu'à la lente germination des semences. » Et je sais aussi ce qu'il manquerait à la chrétienté si l'effort d'une toujours plus profonde intelligence de la foi au service de l'homme et du monde d'aujourd'hui venait à s'atténuer chez vous.

Tout ce que présentement je vous affirme, j'ai eu l'occasion de le vérifier l'an dernier quand, au fil des mois, se sont succédés, en notre Commission, les groupes d'évêques en visite « ad limina » par régions apostoliques. Leur passage et le dialogue que nous avons eu avec eux nous ont confirmé dans le sen-

(*) Texte original. Sous-titres et notes de la DG.

Cet exposé a été prononcé à Paris le 2 mai 1978 devant le Groupe épiscopal et le Bureau pastoral français des réalités touristiques, réunis pour une journée de réflexion sur le thème « Dire et lire l'Evangile dans les réalités du tourisme et des loisirs ».

timent d'une attention pastorale à des phénomènes massifs, comme celui du tourisme, qui pourtant ailleurs sont parfois moins perçus, et encore d'un véritable engagement, communément partagé et marqué de réalisme, à leur égard. Tous nos visiteurs nous ont ainsi manifesté une même volonté de porter collectivement la préoccupation de ce « fait social » qu'est le tourisme et de la traduire concrètement. Pareille sensibilité ne paraît pas encore, je le dis uniquement par souci de vérité, dans tous les pays du monde. Et c'est ainsi que je ne vois guère ailleurs l'équivalent de ce qu'est pour vous le « groupe épiscopal », dont la fonction est déjà moins de promouvoir que d'animer les organisations locales, diocésaines et régionales de la pastorale du tourisme, puisque celles-ci sont bien en place, et de maintenir l'ensemble de l'Eglise de France dans l'exercice d'une fidélité déjà en acte pour saisir pastoralement ce monde des loisirs et des vacances et ceux qui en sont les artisans et les utilisateurs.

C'est vous dire que nous attendons finalement beaucoup de vous à la veille de notre prochain Congrès mondial, probablement en septembre ou octobre 1979. Ma présence parmi vous aujourd'hui peut être considérée comme une fraternelle mais pressante insistance pour vous convaincre de nous apporter tout votre concours. Vous avez déjà en main les conclusions définitives du Congrès international de la pastorale du tourisme qui s'est achevé à Rome le 1^{er} mars dernier, et que l'on peut considérer comme une matière des plus précieuses pour l'approfondissement de notre commune réflexion à venir. Je ne les reprendrai pas devant vous. Mais vous me permettrez de vous souligner brièvement trois pistes de grand intérêt à propos desquelles je souhaiterais que vous puissiez engager votre recherche. Elles me semblent de grande importance.

Le tourisme, lieu privilégié d'évangélisation

La première : regarder en clair toutes les possibilités et les chances qu'offre le tourisme pour l'évangélisation et la catéchèse. Trop de pasteurs demeurent apparemment déconcertés devant ce phénomène qui, par les mouvements de population qu'il provoque, vide ici, encombre ailleurs les églises. Trop de pasteurs restent traumatisés par les « mues culturelles » qu'entraîne ce phénomène chez ceux qui se déplacent comme chez ceux qui reçoivent : se contentant de le considérer sous un angle trop directement moralisant, ils en viennent à ne souligner alors que ses aspects négatifs. Sans nier l'ambiguïté du tourisme, comme de tout fait humain, il y a mieux à faire qu'à le dénigrer. Et c'est à considérer les enjeux concrets pour l'avenir de l'annonce et l'éducation de la foi qu'il importe que vous donniez la préférence. Faites-vous, au cœur du prochain Congrès, les champions avertis et lucides de cette perspective, déjà ouverte au cours du Congrès d'octobre, comme en témoigne l'article 11 des conclusions qui parle même du tourisme comme « lieu privilégié » d'évangélisation.

Le Jour du Seigneur

La seconde : j'aimerais que vous puissiez nous donner l'apport de votre réflexion originale sur un point délicat mais important de notre recherche commune : sur le « sens de la fête et du jour du

Seigneur » dans le cadre du tourisme. La fidélité à ce que l'on appelle le « précepte dominical » souffre certainement dans le temps du tourisme, aussi bien de la part de ceux qui le pratiquent que de la part de ceux qui le font : c'est chose vérifiable. Mais un effort pastoral doit viser au-delà même de cette fidélité, tout en l'incluant. C'est le « sens » même du jour du Seigneur qu'il faut expliciter et aider à retrouver concrètement, comme cela est suggéré aussi dans les conclusions de la rencontre d'octobre (7, 1). Quelle pédagogie mettre en œuvre ? Quels instruments susciter ? Vaste question à laquelle nous devons nous consacrer.

Les loisirs

Le troisième : au-delà du temps strict de ce que l'on est convenu d'appeler les « vacances », il y a le loisir, avec ses multiples facettes, celui du repos hebdomadaire, du Week-end, des résidences secondaires, etc. Le titre même du SELT (1) est, à mes yeux, à cet égard, très significatif de l'entreprise que vous poursuivez : il s'agit d'évangélisation des loisirs aussi bien que du tourisme. Je pense qu'il y a là une intuition qui reste à analyser encore, à poursuivre et qui se rattache au fait sans doute globalement reconnu, souvent cité en référence, mais, à mon avis, insuffisamment saisi, et de loin, au fait, dis-je, nouveau de civilisation : le temps toujours plus grand octroyé aux loisirs qui modifie « qualitativement » l'homme.

Inclure le tourisme dans l'enseignement supérieur

Est-ce trop vous demander que de creuser ces problèmes dans la perspective de notre rencontre mondiale ?

Mais au-delà de l'attente concrète de notre Commission concernant ce Congrès désormais prochain, je voudrais encore solliciter votre aide compétente en trois autres directions, au sujet desquelles je me suis déjà exprimé lors de ma participation passée à vos rencontres.

D'abord, il importe que le phénomène du tourisme fasse l'objet d'une étude théologique encore plus approfondie : au service de cette étude doivent confluer toutes les recherches des différentes disciplines concernées : anthropologie, sociologie, économie, etc. Je relance une nouvelle fois, ici, un appel pour que dans l'une ou l'autre de vos universités catholiques, cette préoccupation soit accueillie et que cela se traduise au plus vite par l'ouverture d'une chaire où un enseignement de type universitaire puisse avoir cours. Ce serait traiter le phénomène du tourisme comme un phénomène secondaire, ce qu'il n'est pas, vous en êtes convaincus ; ce serait ne pas le prendre au sérieux que de négliger cette recherche scientifique et ses débouchés dans l'ordre de l'enseignement.

(1) Il s'agit du Service d'évangélisation des loisirs et du tourisme, antenne nationale de la pastorale des réalités du tourisme en France, située 31, rue de Lourmel, 75015 Paris. Tél. : 577-20-74. Délégué national : Jean Bailleux.

Je souhaiterais encore plus : c'est que la France soit à l'origine d'une initiative dont la portée me semble aussi capitale pour l'avenir religieux et humain de ces hommes qui sont très soucieux du cadre et de la « qualité de la vie » à la fois dans les professions et dans la « civilisation des loisirs », à savoir : que dans l'enseignement des séminaires soient institués des cours sérieux et méthodiquement organisés et suivis sur la pastorale du tourisme, et plus largement même sur la « pastorale de la mobilité », éventuellement avec des stages. La conviction dont me semblent bien faire preuve les évêques de France à l'égard de l'importance du tourisme me laisserait croire que c'est là chose relativement vite réalisable. Comme en toutes choses, il faut sans doute seulement que l'un ou l'autre commence, pour que ça suive d'une manière plus générale.

Participation des laïcs

Enfin, je souhaiterais que vous intensifiez votre recherche sur les expériences en cours si activement poussées chez vous de la participation du laïcat aux instances pastorales. Si le P. CONGAR écrit qu'« aujourd'hui est formellement dénoncée cette vision pyramidale d'une Eglise où les laïcs n'étaient guère qu'une clientèle et une aide occasionnelle du clergé » (*Eglise catholique et France moderne*, Hachette 1978, p. 65), il reste sans doute pour une part que c'est en associant les laïcs à part entière et en pleine confiance aux instances pastorales qu'on pourra éviter ce risque du christianisme d'aujourd'hui que S. Exc Mgr MATA-GRIN situe lucidement — je cite — « dans l'éclatement entre un christianisme politique sans le sens de la transcendance et un renouveau spirituel sans incarnation historique ». (*Européen*, 160-161, juillet 1976, p. 7.)

Rencontre des peuples, rencontre des religions

J'aurais aimé achever sur ces trois appels. Pourtant avant de conclure, laissez-moi encore vous exprimer deux convictions.

Je m'en voudrais en effet de ne pas vous encourager encore à conserver vivante en vous votre foi dans les possibilités qu'offre le tourisme pour promouvoir un véritable œcuménisme. Laissez-moi une nouvelle fois faire référence au P. CONGAR. Il écrit dans le même ouvrage, pages 145 et 146, ces propos lumineux : « La rencontre des religions ■ été de tous les temps. Elle se présente aujourd'hui dans des conditions nouvelles. Les voyages..., les déplacements de population, les congrès... font rencontrer les peuples dans des conditions nouvelles : pas seulement quantitativement, mais qualitativement nouvelles, authentiques et pressantes. Or, la rencontre des peuples engage la rencontre des religions. » Ces phrases n'appellent pas de commentaire. Elles situent, d'elles-mêmes et très bien, l'apport énorme d'une véritable pastorale du tourisme à la pastorale générale de l'Eglise.

Les pèlerinages

La seconde conviction : l'importance, d'un mot, des pèlerinages et plus largement de ce que l'on est désormais convenu d'appeler le « tourisme reli-

gieux ». Que les pèlerinages connaissent un authentique renouveau, c'est une chose indéniable. Il faut chercher la signification de ce renouveau tout d'abord, y compris chez les jeunes. Il faut ensuite trouver les meilleures expressions à leur donner. Vous avez à cet égard en France des réalisations significatives, que je ne puis toutes énumérer : pèlerinage des étudiants à Chartres, visites aux sites artistiques, avec CASA (2), etc. Faites-nous part de vos découvertes et de vos recherches sur ce sujet : il importe qu'elles confluent vers la Commission pontificale qui a la responsabilité de ce secteur pastoral.

J'aurais aimé, vous le sentez bien, prolonger avec vous cette conversation confiante, à cœur ouvert. Je m'arrête, mais tout de même pas avant de vous avoir dit combien il était bon pour moi de partager ainsi avec vous, persuadé que j'étais de l'accueil que vous feriez à mes dires. Mais pourquoi ne pas laisser la parole au Saint-Père lui-même et nous recueillir ensemble en réentendant les paroles qu'il nous adressait le 1^{er} mars dernier ? « Allez de l'avant, multipliez et étoffez vos équipes de réflexion et d'action, soyez aussi attentifs aux agents et aux employés du tourisme qu'aux touristes eux-mêmes, élargissez l'accès au tourisme de ceux qui sont pauvres d'argent et de culture ! Et en cette époque de renouveau des pèlerinages contribuez de toutes vos forces à faire en sorte que ceux-ci soient vraiment des éléments et des étapes de la formation permanente de la foi... Pour tous et pour chacun de vous quel travail enthousiasmant ! Mais, au-delà des plans et des techniques assurément nécessaires, quel souffle évangélique ce travail suppose ! » (3).

(2) La Communauté d'accueil dans les sites artistiques (CASA) a son siège national 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris. Tél. : 360-66-29, 754-71-62.

(3) DC 1978, n° 1739, p. 306.

— **L'Homme et la Vie.** Biologie contemporaine et éthique. par Gabriel FRAGNIERE et le Centre « Prospective ». — Un vol. 13,6 x 21 cm de 110 p. Editions du Centurion, Paris.

Les sciences de la vie, par leurs progrès, renouvellent sans cesse l'intérêt du sujet. On s'en rendra compte très vite en parcourant ces pages. Elles posent en même temps la question de la morale que toute manifestation de vie humaine comporte naturellement. Ce livre de la collection « Amour humain » nous le fait constater. Le succès du savoir scientifique ne peut que provoquer une nouvelle ère de réflexions éthiques.

— **Dictionnaire des ■■■■ propres de la Bible.** — Un vol. 18,5 x 22,5 cm de 536 p. + 12 p. de cartes couleurs. Prix : 155 F. Cerf-DDB.

C'est un ouvrage de très grande envergure que les Editions du Cerf-Desclée De Brouwer viennent de présenter au public intéressé par l'étude biblique. Il rassemble en effet tous les noms propres de l'Ancien et du Nouveau Testament, soit plus de 3 500 notices, qui comprennent toutes les références bibliques. Chacune d'entre elles constitue un exposé clair et organisé de tout ce qui se rattache à un nom. Le public de langue française disposera désormais d'un outil de travail irremplaçable où tout ■ été prévu pour la consultation aisée et agréable. Ajoutons que le **Dictionnaire des noms propres de la Bible** est enrichi de précieuses annexes : tableaux chronologiques, chronologie générale, synopsis des principaux personnages de la Bible, atlas de 12 pages couleurs. Il est à signaler enfin que l'ouvrage est bien plus qu'une sèche nomenclature. Comme le souligne dans la préface le P. Tournay, directeur de l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem, les auteurs « ont réussi à broser un véritable panorama sociologique du peuple d'Israël à partir des personnages et des lieux concernés plus ou moins par le message biblique ».

SEIZE THÈSES DE CHRISTOLOGIE SUR LE SACREMENT DE MARIAGE (*)

INTRODUCTION

Le bilan du second quinquennat (15 août 1974-14 août 1979) de la Commission théologique internationale commence à s'esquisser. Les problèmes d'ecclésiologie et de dogmatique v'auront toujours occupé une bonne place, en raison de leur urgence comme du fait de la spécialisation de la majorité des membres. En 1975, le professeur Urs Von Balthasar, le R. P. Semmelroth et le professeur K. Lehmann furent les chevilles ouvrières d'une réflexion studieuse sur les rapports entre le Magistère et les théologiens (1). En octobre 1978, les problèmes actuels de la christologie retiendront l'attention des membres de la CTI.

Pour ce quinquennat cependant, la Secrétairerie d'Etat et la Congrégation de la Doctrine de la foi auraient voulu renforcer le nombre des professeurs de morale pour promouvoir l'étude des questions de la praxis et de la vie chrétiennes. La session de décembre 1974 fut ainsi consacrée à l'étude des méthodes de la morale et des critères de l'acte moral (2). En 1976, la « théologie de libération » fut l'objet d'une étude critique et synthétique (3). Décembre 1977 vit une session consacrée à la « doctrine du mariage chrétien ».

(*) Texte original.

(1) Texte latin des conclusions avec commentaire du R. P. Semmelroth et du Prof. K. Lehmann dans *Gregorianum* (Rome), 1976, t. 57, n° 3, p. 549-523 ; texte français avec commentaire du professeur Ph. Delhaye dans la *Documentation Catholique*, 18 juillet 1976, n° 1702, p. 658-665.

(2) Comme textes approuvés *in forma generica* par la CTI, au cours de cette session de décembre 1974, il faut citer essentiellement : *Neuf thèses pour une éthique chrétienne* de M. Urs von Balthasar (publication avec commentaire du Secrétariat général de la CTI dans la DC du 4 mai 1975, n° 1675, p. 420-426) et *L'impact des normes morales du Nouveau Testament sur la vie chrétienne*, du professeur H. Schürmann (avec commentaire de même source dans la DC du 7-21 septembre 1975, p. 761-766). Les deux textes originaux allemands ont été repris par le professeur J. Ratzinger en même temps que sa précieuse collaboration dans un petit volume, *Prinzipien Christlicher Moral*, Einsiedeln (Suisse), Johannes Verlag, 1975, 93 pages. Parmi les très nombreux travaux privés préparés pour cette semaine d'études 1974 et publiés comme textes privés, citons au moins celui du professeur H. Schürmann, *la Loi du Christ* (Ga 6, 2). *Le comportement et la parole de Jésus comme norme morale suprême et définitive d'après saint Paul*, qui est devenu le chapitre 3 de son ouvrage : *Comment Jésus a-t-il vécu sa mort ?* Paris, 1977, *Lectio Divina*, n° 93, p. 117-144.

(3) *Déclaration sur la promotion humaine et le salut chrétien* dans la DC du 4-18 septembre 1977, n° 1726, p. 761-768. Le professeur Lehmann a publié les relations préparatoires et les conclusions dans l'ouvrage :

C'est en octobre 1977 que le R. P. Mahoney, S.J., doyen de la Faculté de théologie de Heythrop College (Université de Londres), avait lancé l'idée de cette recherche et convaincu une majorité de ses collègues : « On a beaucoup étudié, ces dernières années, les problèmes pratico-pratiques de la vie matrimoniale des chrétiens, constatait-il. Mais maintenant, ce qui est mis en cause et ce qui doit être approfondi, c'est le cadre même de cette vie sexuelle : le mariage comme communauté stable de vie et d'amour. Cette suggestion fut retenue par S. Em. le cardinal Séper, président de la CTI, qui, après consultation des membres, constitua une sous-commission ad hoc. Elle fut composée des professeurs B. Ahern, C.P.; C. Caffara; Ph. Delhaye (président); W. Ernst (4); K. Lehmann; J. Mahoney, S.J. (moderator discussionis); J. Medina; O. Semmelroth. C'est elle qui, sans oublier de grouper de nombreux documents (5), prit la responsabilité des thèmes à traiter dans des « relations » et à résumer dans des thèses. Bientôt, il sera possible de publier un petit volume, renrenant la plupart de ces travaux sur le mariage comme institution et sa mise en cause actuelle (Dr Ernst), la sacramentalité du mariage et sa relation à la foi vécue (Dr Lehmann), le mariage comme œuvre du Dieu créateur et le sacrement (professeur Caffara), l'indissolubilité du mariage sacramentel consommé (professeur Hamel). Ce point de vue doctrinal sera d'ailleurs complété au plan de la praxis par une étude sur la pastorale des divorcés remariés, élaborée en connexion avec le Comité pontifical pour la Famille.

Si la CTI tient à structurer ses débats et à en donner souvent au public les conclusions auxquelles elle est parvenue et sur lesquelles elle s'engage au plan scientifique « in forma specifica », elle n'en fait pas moins place à d'autres travaux et des conclusions d'un autre genre. Ceux-ci restent le témoignage de l'un ou l'autre membre de la CTI ; la Commission les étudie plus brièvement, souvent pour

Theologie der Befreiung, 1977, Einsiedeln, Johannes Verlag, 221 pages.

(4) En attendant la publication, dans un volume de langue française, des relations brèves et du commentaire des thèses, certains travaux préparatoires ont déjà été mis à la disposition du public. Citons, entre autres : W. Ernst, *Le mariage comme institution et sa mise en cause actuelle*, dans *Esprit et Vie*, 1978, p. 2-10, 17-28, 69-79.

(5) Mentionnons entre autres le précieux « document » de Mgr A. G. Martimort, *Contribution de l'histoire liturgique à la théologie du mariage*, dans *Esprit et Vie*, 1978, p. 129-137.

la seule raison que, comme tels, ils ne rentrent pas dans le cadre systématique prévu. Selon l'ancien vocabulaire romain, l'approbation donnée alors par le groupe reste « in forma generica », c'est-à-dire que si l'approbation, souvent chaleureuse d'ailleurs, va aux idées essentielles du texte, elle ne couvre pas chacun des détails ni chacun des mots. Ceux qui ont l'habitude des réunions de professeurs savent assez qu'elles sont dominées par ce que quelqu'un appelait la « règle de la vigilance maximale ». Pour qu'un texte soit approuvé comme celui d'un groupe (« in forma specifica »), chaque mot doit être étudié, les votes s'accompagnent de modi en nombre considérable. On y gagne peut-être en précision, mais on y perd en spontanéité et en impact. Une érosion se produit qui réduit le texte au plus petit commun dénominateur.

Ce genre de publication « in forma generica » fut déjà utilisé pour la session de morale de 1977, notamment pour les travaux de M. Urs Von Balthasar et du professeur H. Schürmann, ainsi que nous l'avons dit plus haut (note 2). Aujourd'hui, la CTI utilise le même procédé de rédaction et de divulgation pour les Seize thèses de christologie sur le sacrement de mariage du R. P. MARTELET, S.J. L'auteur les a présentées durant la session de décembre 1977 comme complément à l'exposé du professeur Lehmann. Les membres de la CTI les ont approuvées à une très large majorité et en ont souhaité la publication après révision, donnant, comme je l'ai dit plus haut, leur approbation générale.

Je ne commenterai pas ces Seize thèses : elles ont leur sens obvie et ne présentent aucun de ces nœuds — encore moins de ces « croix » — que les interprètes rencontrent parfois. Mais elles ont aussi leur densité qui exige une réflexion mûrie et une lecture répétée. Je noterai seulement que les membres de la CTI exprimèrent leur reconnaissance au R. P. Martelet pour avoir utilisé, à propos du mariage chrétien, la méthode de ressourcement christologique qu'il a déjà appliquée à la vie de l'au-delà (6) ou au thème de la Révélation (7). Il ne s'agit pas là d'une mode ou d'un artifice de présentation, mais d'un approfondissement doctrinal dont l'Eglise a besoin, en ces temps difficiles. On trouve ainsi une manière positive de répondre à la question de tant de nos contemporains : « Le Christ, mais pourquoi ? » Ainsi, c'est aussi bien l'intelligence du mystère du Christ comme celui de la praxis et de la vie chrétiennes qui s'enrichit. Peut-être aussi l'exégèse et l'œcuménisme, quand on songe à cette affirmation récente d'un bibliste de Neuchâtel : « ... La loi et la christologie vont de pair dans le premier évangile (8)... » En tout

cas, pour les membres de la CTI, les thèses du P. Martelet ici publiées furent une des approches pour l'intelligence de cette consigne si dense de saint Paul (1 Co 7, 39) : « Se marier, oui, mais seulement dans le Seigneur. »

PH. DELHAYE,
secrétaire général de la CTI.

TEXTE

SEIZE THESES DE CHRISTOLOGIE SUR LE SACREMENT DE MARIAGE (*)

Sacramentalité du mariage et mystère de l'Eglise

1. La sacramentalité du mariage chrétien apparaît d'autant mieux qu'on ne la sépare pas du mystère de l'Eglise elle-même. « Signe et moyen de l'union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain », comme dit le dernier Concile (*Lumen gentium*, 1), l'Eglise repose sur le rapport indéfectible que le Christ se donne avec elle pour en faire son corps. L'identité de l'Eglise ne dépend donc pas des seuls pouvoirs de l'homme mais de l'amour du Christ, que la prédication apostolique ne cesse d'annoncer et auquel l'effusion de l'Esprit nous permet d'adhérer. Témoin de cet amour qui la fait vivre, l'Eglise est donc le sacrement du Christ dans le monde, puisqu'elle est le corps visible et la communauté qui dit la présence du Christ à l'histoire des hommes. Certes, l'Eglise-sacrement dont Paul déclare la « grandeur » (Ep 5, 32) est inséparable du mystère de l'Incarnation puisqu'elle est un mystère de corps ; elle est inséparable aussi de l'économie de l'Alliance puisqu'elle repose sur la promesse personnelle que le Christ ressuscité lui fait de demeurer « avec » elle « tous les jours jusqu'à la consommation des siècles » (Mt 28 fin). Mais, l'Eglise-sacrement relève encore d'un mystère qu'on peut dire conjugal : le Christ est lié à elle en vertu d'un amour qui fait de l'Eglise l'épouse même du Christ, dans l'énergie d'un seul Esprit et l'unité d'un même corps.

L'union du Christ et de l'Eglise

2. L'union sponsale du Christ et de l'Eglise ne détruit pas mais tout au contraire accomplit ce que l'amour conjugal de l'homme et de la femme annonce à sa manière, implique ou déjà réalise en fait de communion et de fidélité. En effet, le Christ de la Croix accomplit la parfaite oblation de lui-même, que les époux désirent opérer dans la chair sans cependant jamais y parvenir parfaitement. Il réalise, à l'égard de l'Eglise qu'il aime comme son propre corps, ce que les maris doivent faire pour leurs propres épouses, comme le dit saint Paul. De son côté, la résurrection de Jésus dans la puissance de l'Esprit révèle que l'oblation qu'il

(6) G. Martelet, *L'au-delà retrouve. Christologie des fins dernières*, Paris, Desclee, 1975.

(7) G. Martelet, *Le mystère du Christ à travers celui de la Révélation, Dei Verbum*, dans *Bulletin de l'association pour le développement des bibliothèques religieuses*, Une relecture des dossiers conciliaires, numéro spécial 118, mars 1978, A 1-12.

(8) J. Zumstein, *La condition du croyant dans l'Evangile selon Matthieu*, Fribourg (Suisse), Editions Universitaires, 1977, p. 344, note.

(*) Sous-titres de la DC.

a faite à la Croix porte ses fruits dans cette chair même où elle fut accomplie, et que l'Eglise aimée par lui à en mourir, peut initier le monde à cette communion totale entre Dieu et les hommes dont elle bénéficie comme épouse de Jésus-Christ.

Le symbolisme conjugal dans l'Ecriture

3. C'est donc à bon droit que l'Ancien Testament emploie le symbolisme conjugal pour suggérer l'amour sans fond que Dieu éprouve pour son peuple et que, par lui, il entend révéler à l'humanité tout entière. Dans le prophète Osée notamment, Dieu se présente comme l'époux dont la tendresse et la fidélité sans mesure sauront enfin gagner Israël, tout d'abord infidèle à l'amour insondable dont il est gratifié. L'Ancien Testament nous ouvre ainsi à une compréhension sans timidité du Nouveau, où Jésus se trouve désigné à maintes reprises comme l'Epoux par excellence. Il l'est par le Baptiste en Jn 3, 29 ; Jésus s'appelle ainsi lui-même en Mt 9, 15 ; Paul le désigne aussi de la sorte par deux fois en 2 Co 11, 2 et en Ep 5 ; l'Apocalypse le fait aussi en 22, 17, 20, pour ne rien dire des allusions explicites à ce titre qu'on trouve dans les paraboles eschatologiques du Royaume en Mt 22, 1-10 et 25, 1-12.

Jésus, époux par excellence

4. D'ordinaire négligé par la christologie, ce titre doit retrouver à nos yeux tout son sens. De même qu'il est *la Voie, la Vérité, la Vie, la Lumière, la Porte, le Berger, l'Agneau, la Vigne, l'Homme* lui-même, puisqu'il reçoit du Père « la primauté en tout » (Col 1, 18), Jésus est aussi, avec la même vérité et le même bon droit, l'Epoux par excellence, c'est-à-dire « le Maître et Seigneur » quand il s'agit d'aimer l'autre que lui comme sa propre chair. C'est donc par ce titre d'Epoux et par le mystère qu'il évoque qu'une christologie du mariage se doit de commencer. En ce domaine comme en tout autre, « nul ne peut poser de fondement que celui qui s'y trouve, à savoir Jésus-Christ » (1 Co 3, 10). Toutefois, le fait que le Christ est bien l'Epoux par excellence n'est pas à séparer du fait qu'il est « le second » (1 Co 15, 47) et « le dernier Adam » (1 Co 15, 45).

Adam, figure de celui qui devait venir

5. L'Adam de la Genèse, indissociable d'Eve, auquel Jésus lui-même se réfère en Mt 19 où il aborde la question du divorce, n'est pleinement identifié que si l'on voit en lui « la figure de Celui qui devait venir » (Rm 5, 14). La personnalité d'Adam, en tant que symbole initial de l'humanité tout entière, n'est donc pas une personnalité étroite et close sur elle-même. Elle est, comme celle d'Eve aussi, d'ordre typologique. Adam est relatif à Celui auquel il doit son sens ultime et nous aussi d'ailleurs : Adam ne va pas sans le Christ, mais le Christ à son tour ne va pas sans Adam, c'est-à-dire sans l'humanité tout entière — sans tout l'humain aussi — dont la Genèse salue l'apparition

comme voulue par Dieu de manière tout à fait singulière. C'est pourquoi la conjugalité, qui constitue Adam dans sa vérité d'homme, revient aussi au Christ par qui elle s'accomplit en étant restaurée. Abîmée par un défaut d'amour devant lequel Moïse a dû lui-même s'incliner, elle va retrouver dans le Christ la vérité qui lui revient. Car, avec Jésus, apparaît dans le monde l'Epoux par excellence qui peut, comme « second » et comme « dernier Adam », sauver et rétablir la véritable conjugalité que Dieu n'a cessé de vouloir au profit du « premier ».

Jésus, rénovateur de la vérité primordiale du couple

6. Discernant dans la prescription mosaïque sur le divorce un résultat historique qui vient de « la dureté du cœur », Jésus ose se présenter en rénovateur résolu de la vérité primordiale du couple. Dans le pouvoir qu'il a d'aimer sans limite et de réaliser par sa vie, sa mort et sa résurrection, une union sans pareille avec l'humanité tout entière, Jésus retrouve la signification véritable du mot de la Genèse : « Que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a uni ! » A ses yeux, l'homme et la femme peuvent s'aimer dorénavant comme Dieu, depuis toujours, désire qu'ils le fassent, car en Jésus se manifeste la source même de l'amour qui fonde le royaume. Aussi, le Christ ramène-t-il tous les couples du monde à la pureté initiale de l'amour promis ; il abolit la prescription qui crut *devoir* souscrire à leur misère, à défaut de *pouvoir* en supprimer la cause. Au regard de Jésus, le couple inaugural redevient ce qu'il fut toujours aux yeux de Dieu : le couple prophétique à partir duquel Dieu révèle l'amour conjugal auquel l'humanité aspire, pour lequel elle est faite mais qu'elle ne peut atteindre qu'en Celui qui apprend divinement aux hommes ce que c'est que d'aimer. Dès lors, l'amour fidèlement durable, la conjugalité que « la dureté de nos cœurs » transforme en un rêve impossible retrouve par Jésus le statut d'une réalité qu'il est seul, comme dernier Adam et comme Epoux par excellence, à pouvoir de nouveau lui donner.

La sacramentalité du mariage, évidence pour la foi

7. La sacramentalité du mariage chrétien devient alors une évidence pour la foi. Les baptisés faisant visiblement partie du corps du Christ qu'est l'Eglise, le Christ attire en sa mouvance leur amour conjugal, pour lui communiquer la vérité humaine dont, en dehors de lui, cet amour est privé. Il le fait dans l'Esprit, en vertu du pouvoir qu'il a, comme second et comme dernier Adam, de s'approprier et de faire réussir la conjugalité du Premier. Il le fait aussi selon la visibilité de l'Eglise où l'amour conjugal, consacré au Seigneur, devient un sacrement. Les époux attestent au cœur de l'Eglise qu'ils s'engagent dans la vie conjugale, en attendant du Christ la force d'accomplir cette forme d'amour qui, sans lui, périlite. De ce fait, le mystère propre au

Christ comme Epoux de l'Eglise s'irradie et peut s'irradier dans les couples qui lui sont consacrés. Leur amour conjugal se voit ainsi approfondi et non défiguré puisqu'il renvoie à l'amour du Christ qui les soutient et qui les fonde. L'effusion spéciale de l'Esprit, comme grâce propre au sacrement, obtient que l'amour de ces couples devienne l'image même de l'amour du Christ pour l'Eglise. Cependant, cette effusion constante de l'Esprit ne dispense jamais les couples de chrétiens et de chrétiennes des conditions humaines de la fidélité, car jamais le mystère du second Adam ne supprime ou supplante en quiconque la réalité du premier.

Le mariage civil

8. En conséquence aussi, l'entrée dans le mariage chrétien ne saurait s'accomplir par la seule reconnaissance d'un droit purement « naturel » concernant le mariage, quelle que soit la valeur religieuse que l'on reconnaisse à ce droit ou qu'il possède en fait. Aucun droit naturel ne saurait définir en effet, à lui seul, le contenu d'un sacrement chrétien. Si on le prétendait dans le cas du mariage, on fausserait la signification d'un sacrement qui a pour but de consacrer au Christ l'amour des époux baptisés, pour que le Christ y déploie les effets transformants de son propre mystère. Dès lors, à la différence des Etats séculiers qui voient dans le mariage civil un acte suffisant pour fonder, du point de vue social, la communauté conjugale, l'Eglise, sans récuser toute valeur à un tel mariage pour les non-baptisés, conteste qu'il puisse jamais suffire aux baptisés eux-mêmes. Seul le mariage sacrement leur convient, lui qui suppose de la part des futurs époux la volonté de consacrer au Christ un amour dont la valeur humaine dépend finalement de l'amour que le Christ lui-même nous porte et qu'il nous communique. Il suit de là que l'identité du sacrement et du « contrat », sur laquelle le Magistère apostolique s'est formellement engagé au XIX^e siècle, doit être comprise d'une manière qui respecte vraiment le mystère du Christ et la vie des chrétiens.

Contrat et sacrement

9. L'acte d'alliance conjugale, souvent appelé contrat, qui acquiert la réalité de sacrement dans le cas des époux baptisés, ne le devient pas par effet simplement juridique du baptême. Le fait que la promesse conjugale d'une chrétienne et d'un chrétien est un vrai sacrement relève de leur identité chrétienne ; réassumée par eux au niveau de l'amour qu'ils se vouent dans le Christ. Leur pacte conjugal, en les donnant l'un à l'autre, les consacre aussi à Celui qui est l'Epoux par excellence et qui leur apprendra à devenir eux-mêmes des conjoints accomplis. Le mystère personnel du Christ pénètre donc de l'intérieur la nature humaine ou « contrat ». Celui-ci ne devient sacrement que si les futurs époux consentent librement à entrer dans la vie conjugale en passant par le Christ auquel, par le baptême, ils sont incorporés. Leur libre intégration au

mystère du Christ est si essentielle à la nature du sacrement que l'Eglise entend s'assurer elle-même, par le ministère du prêtre, de l'authenticité chrétienne de cet engagement. L'alliance conjugale humaine ne devient donc pas sacrement en raison d'un statut juridique, efficace par soi indépendamment de toute adhésion librement consentie au baptême lui-même. Elle le devient en vertu du caractère publiquement chrétien qui affecte en son fond l'engagement réciproque, et qui permet en outre de préciser en quel sens les époux sont eux-mêmes ministres d'un tel sacrement.

Les conjoints, ministres du sacrement dans l'Eglise et par elle

10. Le sacrement de mariage étant la libre consécration au Christ d'un amour conjugal naissant, les conjoints sont évidemment les ministres d'un sacrement qui les concerne au plus haut point. Cependant, ils ne sont pas ministres en vertu d'un pouvoir qu'on dirait « absolu » et dans l'exercice duquel l'Eglise, à strictement parler, n'aurait rien à voir. Ils sont ministres comme membres vivants du corps du Christ où ils échangent leurs serments, sans que jamais leur décision, irremplaçable, fasse du sacrement la pure et seule émanation de leur amour. Le sacrement comme tel relève tout entier du mystère de l'Eglise dans lequel leur amour conjugal les fait entrer d'une manière privilégiée. Aucun couple dès lors ne se donne le sacrement de mariage sans que l'Eglise y consente elle-même, et sous une forme différente de celle que l'Eglise établit comme la plus expressive du mystère auquel le sacrement introduit les époux. Il revient donc encore à l'Eglise d'examiner si les dispositions des futurs conjoints correspondent réellement au baptême qu'ils ont déjà reçu ; il lui revient en outre de les dissuader, si besoin est, de faire un geste qui serait dérisoire par rapport à Celui dont elle est le témoin. Dans le consentement échangé qui fait le sacrement, elle demeure encore le signe et le garant du don de l'Esprit-Saint que les époux reçoivent en s'engageant l'un envers l'autre comme chrétiens. Les conjoints baptisés ne sont donc jamais ministres du sacrement de leur mariage *sans* l'Eglise et moins encore au-dessus d'elle ; ils en sont les ministres *dans* l'Eglise et *par* elle, sans reléguer jamais au second rang Celle dont le mystère commande leur amour. Une juste théologie du ministère du sacrement de mariage a non seulement une grande importance pour la vérité spirituelle des conjoints, elle a, en plus, des répercussions œcuméniques non négligeables dans nos rapports avec les orthodoxes.

L'indissolubilité du mariage

11. Dans ce contexte, l'indissolubilité du mariage apparaît elle aussi sous une vive lumière. Le Christ étant l'Epoux unique de son Eglise, le mariage chrétien ne peut devenir et rester une image authentique de l'amour du Christ pour l'Eglise, sans entrer pour sa part dans la fidélité qui définit le Christ comme Epoux de l'Eglise. Quelles que soient la douleur et les dif-

ficultés psychologiques qui puissent en résulter, il est donc impossible de consacrer au Christ, afin d'en faire un signe ou sacrement de son propre mystère, un amour conjugal qui implique le divorce de l'un des deux conjoints ou des deux à la fois, s'il est vrai que le premier mariage était vraiment valide : ce qui, dans plus d'un cas, n'est pas une évidence. Mais si le divorce, comme c'est son but, déclare désormais périmée une union légitime et permet de ce fait que s'en instaure une autre, comment prétendre que le Christ pourrait faire de cet autre « mariage » une image réelle de son rapport personnel à l'Eglise ? Bien qu'il puisse réclamer quelque égard, sous certains aspects, surtout quand il s'agit du conjoint injustement abandonné, le nouveau mariage des divorcés ne peut être un sacrement et il crée une inaptitude objective à recevoir l'Eucharistie.

Divorce et Eucharistie

12. Sans récuser les circonstances atténuantes et parfois même la qualité d'un remariage civil après divorce, l'accès des divorcés remariés à l'Eucharistie s'avère incompatible avec le mystère dont l'Eglise est servante et témoin. En recevant des divorcés remariés à l'Eucharistie, l'Eglise laisserait croire à de tels conjoints qu'ils peuvent, au plan des signes, communier à Celui dont ils désavouent le mystère conjugal au plan de la réalité.

Le faire serait en outre, de la part de l'Eglise, se déclarer elle-même d'accord avec des baptisés, au moment où ils entrent ou demeurent dans une contradiction objective évidente avec la vie, la pensée et l'être même du Seigneur comme Epoux de l'Eglise. Si celle-ci pouvait donner le sacrement de l'unité à ceux et celles qui, sur un point essentiel au mystère du Christ, ont rompu avec lui, elle ne serait plus le signe et le témoin du Christ, mais bien son contre-signe et son contre-témoin. Néanmoins, ce refus ne justifie nullement on ne sait quelle procédure infamante qui contredirait à son tour la miséricorde du Christ à l'égard des pécheurs que nous sommes.

Pourquoi l'Eglise ne peut dissoudre un mariage « ratum et consummatum »

13. Cette vision christologique du mariage chrétien permet encore de comprendre pourquoi l'Eglise ne se reconnaît aucun droit de dissoudre un mariage « ratum et consummatum », c'est-à-dire un mariage sacramentellement contracté dans l'Eglise et ratifié par les époux eux-mêmes dans leur chair. En effet, l'entière communion de vie, qui humainement parlant définit la conjugalité, évoque à sa manière le réalisme de l'Incarnation où le Fils de Dieu ne fait plus qu'un avec l'humanité dans la chair. En s'engageant l'un pour l'autre dans la tradition sans réserve d'eux-mêmes, les époux signifient leur passage effectif à la vie conjugale, où l'amour devient un partage aussi absolu que possible de soi-même avec l'autre. Ils entrent ainsi dans la conduite humaine dont le Christ a rappelé le caractère irrévocable et dont il a fait une image révélatrice de son propre mystère. L'Eglise ne

peut donc rien sur la réalité d'une union conjugale qui a passé au pouvoir de Celui dont elle doit annoncer et non pas résorber le mystère.

Le privilège paulin

14. Ce qu'on appelle le « privilège paulin » ne contredit en rien ce que l'on vient de rappeler. En fonction de ce que Paul explique en 1 Cor 7, 12-17, l'Eglise se reconnaît le droit d'annuler un mariage humain qui se révèle chrétiennement invivable pour le conjoint baptisé, en raison de l'opposition que lui fait celui qui ne l'est pas. Dans ce cas, le « privilège », s'il existe vraiment, joue en faveur de la vie dans le Christ, dont l'importance peut prévaloir de façon légitime, au regard de l'Eglise, sur une vie conjugale qui n'a pas pu et ne peut pas être effectivement consacrée au Christ par un tel couple.

Le mariage chrétien ne peut être isolé du mystère du Christ

15. Qu'il s'agisse donc de ses aspects scripturaires, dogmatiques, moraux, humains ou canoniques, jamais le mariage chrétien n'apparaît isolable... du mystère du Christ. C'est pourquoi le sacrement de mariage, dont l'Eglise témoigne, auquel elle éduque et qu'elle permet de recevoir, n'est réellement vivable que dans une conversion continue des époux à la personne même du Seigneur. Cette conversion au Christ fait donc partie intrinsèque de la nature du sacrement et elle commande directement le sens et la portée d'un tel sacrement dans la vie des conjoints.

Une vision qui n'est pas totalement inaccessible aux non-croyants

16. Toutefois cette vision christologique n'est pas de soi totalement inaccessible aux non-croyants eux-mêmes. Non seulement elle a une cohérence propre qui désigne le Christ comme le seul fondement de ce que nous croyons, mais elle révèle aussi une grandeur du couple humain qui peut « parler » à une conscience, même étrangère au mystère du Christ. En outre, le point de vue de l'homme comme tel est explicitement intégrable dans le mystère du Christ au titre du premier Adam dont le second et dernier n'est jamais séparable. Le montrer pleinement dans le cas du mariage ouvrirait la réflexion présente sur d'autres horizons dans lesquels on n'entre pas ici. On a voulu rappeler avant tout comment le Christ est le vrai fondement, souvent ignoré par les chrétiens eux-mêmes, de leur propre mariage en tant que sacrement.

G. MARTELET, S.J.

— **Les Enjeux du mariage**, par André BARRAL-BARON (coll. « Dossiers libres »). — Un vol. 11 x 18 cm de 128 p. Prix : 18 F. Les Editions du Cerf, Paris.

Rencontre et fête pour les jeunes qui s'engagent l'un envers l'autre, le mariage ne tarde pas à poser des problèmes au couple qui en fait l'expérience. Ces pages apprendront au lecteur ce qu'il est en réalité, ce qu'il doit être pour le bonheur de ceux qui se lient ainsi et les problèmes que peuvent affronter les conjoints ainsi que la communauté elle-même. Jeunes, adultes et prêtres ne peuvent ignorer ces questions.

« POUR UNE PRATIQUE CHRÉTIENNE DE L'ÉCONOMIE »

Message pontifical aux Assises nationales du patronat chrétien français

Du 19 au 21 mai se sont tenues, à Nantes, les Assises nationales du Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français (CFPC), sur le thème : « Pour une pratique chrétienne de l'économie. » A cette occasion, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a envoyé, au nom du Saint-Père, le message ci-après, à M. André Aumônier, président du CFPC (1) :

Du Vatican, le 28 avril 1978.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En vous adressant ce message au nom du Saint-Père, je veux d'abord féliciter le Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français de ne pas craindre de se prononcer « pour une pratique chrétienne de l'économie ». Vivre selon l'Evangile a toujours été ressenti, selon l'avertissement du Seigneur lui-même, comme une « conversion » (cf. Mc 1, 15) qui fait prendre résolument « la voie étroite » (cf. Mt 7, 14). C'est vrai de tous les domaines de l'existence. C'est vrai à un titre particulier de l'économie, un univers où trop souvent les comportements pratiques, les mentalités et les idéologies se conjuguent pour exclure l'Evangile comme un « réactif étranger ».

Le Souverain Pontife est vivement conscient de la difficulté et de la noblesse de la tâche entreprise par vos prochaines Assises de Nantes, et il a déjà eu l'occasion de s'exprimer sur ce sujet précis dans son discours au XI^e Congrès de l'Union chrétienne des chefs d'entreprise italiens, le 8 juin 1964 (cf. la *Documentation Catholique*, t. 61, 1964, col. 801-805) : vous y trouverez une source d'inspiration chaleureuse et toujours actuelle.

Dans vos travaux préparatoires, vous vous êtes efforcés d'assimiler, avec fidélité et pénétration, les directives que Sa Sainteté vous donnait à vous-même et aux autres membres de la délégation du CFPC, lors de votre visite de 1976 (2), ainsi que les textes clés du Magistère pontifical et conciliaire. Il ne vous échappe pas, en effet, que l'heureuse formulation « pour une pratique chrétienne de l'économie », si elle met en évidence la consistance propre de l'économie, ne réduit pas pour autant l'inspiration chrétienne à quelques principes généraux ou à de simples motivations subjectives. *Octogesima adveniens* le souligne opportunément : « Si l'enseignement social de l'Eglise n'intervient pas pour authentifier une structure donnée ou pour proposer un modèle préfabriqué, il ne se limite pas non plus à rappeler quelques principes généraux : il se développe par une

réflexion menée au contact des situations changeantes de ce monde, sous l'impulsion de l'Evangile comme source de renouveau, dès lors que son message est accepté dans sa totalité et dans ses exigences. » (N. 42.)

La pratique économique a ses motivations, ses méthodes, ses disciplines et ses objectifs propres. En l'éclairant sur l'orientation morale dont, comme toute pratique humaine, elle est tributaire, l'Evangile ne la fausse pas et ne freine pas son dynamisme (cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes*, n. 36, 42). Il s'insère au contraire dans le puissant mouvement d'une activité plus large qui met en œuvre les ressorts les plus authentiques des hommes et qui vise leur développement plénier et solidaire. Vous en ferez l'expérience en explorant les relations que l'entreprise noue avec ses clients, avec ses fournisseurs, avec la cité ; en cherchant à promouvoir activement une participation toujours plus grande de ses membres aux fruits de l'effort commun, à la croissance et aux responsabilités, comme il convient à des « êtres libres et autonomes, créés à l'image de Dieu » (cf. *Ibid.*, n. 68, § 1). L'esprit évangélique de service et sa prédilection pour les plus pauvres vous fera porter une attention privilégiée aux travailleurs immigrés et aux pays du tiers monde. Le nouvel art de vivre auquel aspire ce temps — et qui inclut assurément l'importante tranche de vie consacrée au travail — trouvera dans l'Evangile des lumières et des énergies irremplaçables pour réapprendre à l'homme à se respecter lui-même, à gérer son environnement d'une manière responsable, à valoriser son effort, l'arrachant aux tensions inhumaines et à la tyrannie des besoins artificiellement stimulés, l'orientant vers la poursuite d'un bien commun où chacun puisse grandir dans l'exercice de ses droits et de ses devoirs, sans lui faire oublier l'essentiel : « Que servirait à l'homme de gagner l'univers s'il vient à perdre son âme ? » (Mt 16, 26.)

L'Evangile éclaire et libère la conscience morale. Il assure ainsi à l'activité humaine sa rectitude et sa pleine créativité. Il fait plus encore. Sans identifier le progrès terrestre avec la croissance du Règne du Christ, il montre le lien entre les deux. Il est légitime, assurément, de rechercher les critères qui aident à mesurer et à promouvoir la nécessaire efficacité de l'activité économique. Mais le critère ultime du caractère chrétien de la pratique économique, le voici : est-ce qu'à travers ces résultats — qui passent — nous contribuons à faire croître, dans l'Esprit du Seigneur, « ces valeurs de dignité, de communion fraternelle et de liberté » dont le Concile nous rappelle que nous les retrouverons plus tard, purifiées de toute souillure, illuminées, transfigurées, lorsque le Christ reviendra et nous prendra avec lui ? (Cf. Const. past. *Gaudium et spes*, n. 39, § 3.)

Cette réflexion approfondie, appuyée à la fois sur une étude objective des données économiques et une méditation de l'Evangile, ne

(1) Texte original. Titre de la DG.

(2) DG 1976, n° 1696, p. 351 et s. (NDLR.)

devra pas oublier le puissant impact des mentalités des milieux dont nous sommes tributaires. Aussi, les membres du CFPC auront-ils intérêt à mesurer lucidement le poids de ces mentalités, dans un dialogue élargi avec les chrétiens de leurs milieux de vie qui cherchent à en prendre conscience.

Que l'Esprit-Saint vous guide dans cette recherche ! Lui seul donnera au caractère « chrétien » de votre association sa pleine raison d'être et le rendra apte à pénétrer l'univers difficile de la pratique économique. En envoyant aux participants des Assises de Nantes sa bénédiction apostolique, le Saint-Père prie pour l'heureuse issue et le rayonnement de vos travaux et vous adresse ses fervents encouragements.

Heureux de joindre mes vœux à ceux du Souverain Pontife, je vous assure, monsieur le Président, de mon fidèle dévouement en Notre-Seigneur.

† J. card. VILLOT.

MOTION FINALE

DES ASSISES NATIONALES DU CFPC

(Nantes 19, 20 et 21 mai 1978) (1)

Les chrétiens chefs et dirigeants d'entreprise affirment qu'une pratique chrétienne de l'économie subordonne les activités économiques aux besoins de l'homme et des hommes.

L'économie est, en effet, un moyen et non une fin ; et des dirigeants chrétiens, s'ils doivent soumettre leurs décisions à des critères d'efficacité doivent trouver dans leur foi une intelligence nouvelle pour résoudre les problèmes que leur posent, dans le monde changeant d'aujourd'hui, la gestion des activités et l'environnement dans lequel elles ont et auront à s'exercer.

Ces activités doivent permettre l'épanouissement d'hommes qui acceptent d'exercer leurs responsabilités, fondements de leurs libertés.

C'est au chrétien, et pour nous au chrétien chef d'entreprise, de donner ainsi ses chances à l'Evangile.

Réunis à Nantes, les chefs et dirigeants d'entreprise chrétiens constatent que les activités des entreprises, dont ils ont la responsabilité, s'exercent dans un environnement qui a pris une dimension internationale où se manifestent de plus en plus des rapports de force et des actes de concurrence qui ne résultent pas exclusivement des mécanismes de l'économie de marché, mais simultanément :

— D'une politique de développement d'activités de haute technologie de pays industriels ;

— D'une politique de développement industriel du tiers monde ;

— D'une politique d'investissements agressifs de groupes internationaux dans des pays à bas salaires ;

— D'une politique d'exportation des pays de l'Est ;

— De la politique des pays de l'OPEP.

Les entreprises dont ils ont la charge ont, devant cette situation, à réorienter leurs activités, leurs programmes d'investissements, leur politique de l'emploi, leurs conditions de financement et de répartition des fruits de leurs activités. Il leur faut assurer à des hommes et des femmes dont les mentalités, les connaissances, les aspirations et les besoins se sont considérablement modifiés, des conditions de vie et de travail suffisamment satisfaisantes, tout en préparant un futur dont ils sont avec d'autres, mais plus que d'autres, responsables.

Cette nécessaire transformation des activités et parfois des implantations des entreprises implique des décisions difficiles, dont les conséquences conditionnent la vie de nombreuses personnes et, parfois, de toute une région.

De telles décisions ne devront être prises qu'après information et consultation de tous ceux qu'elles concernent, aussi bien à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur, en considérant leur impact sur la qualité et le volume de l'emploi.

Elles auront à être étudiées à partir d'une réflexion sur le futur, dans un contexte qui, tenant compte de l'évolution des activités économiques de la collectivité nationale, aura dû faire l'objet d'une concertation pouvant aller jusqu'au niveau de l'Etat, qui peut être amené à ménager des protections qui ne peuvent être que transitoires.

Dans une situation où une plus grande liberté va devoir être la condition de plus grandes responsabilités, les chefs et dirigeants d'entreprise ont le devoir de reconnaître et de revendiquer ces responsabilités individuelles ou collectives, que ce soit en matière d'investissements, de prix, de revenus ou d'emplois, mais aussi celui de rendre compte de la manière dont ils les auront exercées.

C'est à ce prix que les chefs et dirigeants d'entreprise auront la capacité de conduire avec tous ceux qui les entourent l'évolution nécessaire de nos activités économiques dans des conditions qui tiennent compte des aspirations et des besoins des hommes de notre temps.

L'espérance qui est en eux donnera aux chefs et dirigeants d'entreprise chrétiens le courage de se mettre en route. Puissent la foi et la charité qui sont en eux leur donner l'intelligence des chemins à suivre et des initiatives qu'il est de leur devoir de prendre.

ERRATA

Dans l'étude du P. Ligier sur le sacerdoce des femmes, publiée dans notre numéro du 21 mai 1978, il manque la première ligne en haut de la col. 1, p. 480 : « ... Douze (7) et le fait relevé par les trois synopses... »

Même page, dans le dernier paragraphe, en bas de la col 2, la 3^e ligne avant la fin (« ... cet usage ne puisse être changé sur la base de... ») doit être remontée 6 lignes plus haut (« ... un argument suffisant pour que cet usage ne puisse être changé sur la base de nouvelles conceptions... »).

(1) Texte original.

MESSAGE PONTIFICAL AU PÈLERINAGE MILITAIRE INTERNATIONAL

(*Lourdes, 26-28 mai*) (1)

Du Vatican, le 15 mai 1978.

Chers Jeunes,

et vous tous, chers Pèlerins militaires de Lourdes.

Le Pape Paul VI, informé du déroulement de ce XX^e Pèlerinage international, m'a chargé d'adresser ses félicitations aux organisateurs, aux aumôniers et aux participants venus d'une vingtaine de nations, et d'exprimer à tous ses sentiments et ses souhaits, en faisant écho au thème de vos échanges et méditations de groupes, repris dans les célébrations et les homélies des évêques et des prêtres qui vous accompagnent : « Courage, je suis avec vous jusqu'à la fin des siècles. » (Mt 28, 20.)

Depuis le temps où il était aumônier d'étudiants catholiques jusqu'à sa charge présente de Pasteur de l'Eglise universelle, le Saint-Père a toujours porté une attention profonde aux jeunes générations, plus encore aux générations actuelles marquées par les contrecoups d'une société en rapide mutation. Vos problèmes habitent son cœur et son esprit : les tensions sociales et mêmes familiales, l'incertitude de l'avenir professionnel, l'anonymat des grandes cités, l'envahissement d'une civilisation des objets et des sensations, le déferlement des mass media, le foisonnement des nouveaux conformismes, l'impression d'écrasement et d'impuissance, l'affrontement très fréquent à l'incroyance tranquille ou à un certain athéisme scientifique, moral et social. Plus que vous ne l'imaginez, le Pape participe à vos inquiétudes et à vos souffrances. Au terme de votre splendide pèlerinage, il est heureux de vous lancer un appel ardent et confiant au courage et à l'optimisme chrétiens, pour la réussite de votre mission d'aujourd'hui et de demain.

Le Saint-Père vous exhorte tous à une connaissance plus objective de vos problèmes personnels et des événements contemporains. Les craintes se réduisent toujours quand on prend soin de s'informer avec exactitude et de réfléchir sans passion. La paix, l'espérance, le courage commencent à renaître et à se propager. Certes, il y a lieu de déplorer la surabondance des informations partielles et partiales qui harcèlent l'homme d'aujourd'hui. Mais il faut aussi se réjouir de vivre à une époque qui nous appelle tous à faire preuve, plus que jamais, de vigilance, de discernement et de choix.

Ensuite, dans ce monde tel qu'il est, au cœur même de vos efforts pour approfondir le sens de votre vie personnelle et de l'histoire collective, il est une présence invisible et salvifique pour tous les hommes de bonne volonté : celle du Christ. C'est là une certitude mystérieuse, singulière, mais réelle et efficace. Qu'elles résonnent toujours dans vos cœurs les paroles de Jésus méditées tout au long de votre pèlerinage : « Je suis avec vous jusqu'à

la fin des siècles » (Mt 28, 20) et d'autres aussi lumineuses : « Pourquoi avez-vous peur, gens de peur de foi ? » (Mt 4, 40) ou encore « Gardez courage, j'ai vaincu le monde. » (Jn 16,33.) Avant de quitter Lourdes, haut lieu spirituel de rencontre avec le Christ et sa Mère Immaculée, de rapprochement des nations, regardez et entendez profondément le Christ, comme ce jeune homme dont il est question dans l'Evangile (Mc 10, 17-21). Le Christ veut nous libérer de l'individualisme, de la peur, du doute, des mirages, de la contestation systématique trop souvent devenue comme une profession de foi stérile des temps modernes et qui en reste au domaine des idées ou s'égare dans la violence. Le Christ vous appelle aujourd'hui à engager tout votre être sur les chemins de la contemplation et de l'action chrétiennes. Oui, contemplation, car vous êtes tous capables d'une amitié vraie avec le Christ, en fréquentant davantage l'Evangile, les sacrements, les assemblées chrétiennes. Avec le Christ et par lui, vous deviendrez capables d'accomplir les merveilles dont il ne craignait pas de parler à ses premiers disciples, et que tant d'autres ont réalisées depuis deux mille ans. Soldats aujourd'hui au service de vos patries, chefs de famille demain et chargés de responsabilités civiles et professionnelles, vous serez des promoteurs des vraies valeurs : la dignité de tout homme, la justice, l'amitié entre les hommes, la paix entre les peuples et l'accueil de la foi. C'est sur le roc de telles valeurs qu'il importe de construire l'homme et la société. L'Eglise compte sur votre ardeur et le Saint-Père, au nom du Christ, vous bénit de tout cœur.

Je suis heureux de vous transmettre ce message du Pasteur de toutes les Eglises et d'y joindre l'expression de mes souhaits et de ma prière personnelle à vos intentions.

† J. card. VILLOT.

LA FRATERNITE HUMAINE N'EST PAS UN REVE

*Message de Mgr VANEL,
vicaire aux armées françaises,
aux pèlerins
du 20^e Pèlerinage militaire international
de Lourdes (1)*

Mes chers amis,

Soyez les bienvenus à Lourdes, à l'aube de notre 20^e Pèlerinage militaire international.

En vous accueillant aujourd'hui, ma première pensée veut rejoindre nos camarades engagés sur

(1) Texte original.

(1) Texte original, titre de la DC.

les théâtres d'opération, du Liban, du Tchad et du Zaïre. Nous ne saurions les oublier dans notre amitié et notre prière.

Les événements qu'ils vivent nous rappellent la mission du soldat telle que nous la comprenons dans la lumière de l'Evangile et l'enseignement de l'Eglise. Elle s'exprime en termes de solidarité et de secours. Elle est la réponse à une urgence, et le dernier recours lorsque les moyens pacifiques s'avèrent insuffisants. Elle n'a d'autre but que la protection des personnes et de leurs communautés, la défense du droit et le rétablissement de la paix. Elle reconnaît ses limites et doit ouvrir les voies à l'action généreuse. Car elle sait que la paix est une œuvre de justice qui appelle la rencontre des hommes et l'intelligence des cœurs. Elle sait surtout que la paix ne serait qu'une apparence fragile et redoutable, si le cri des pauvres n'était pas entendu. Elle doit être porteuse d'une conviction que partagent tous les fils de Dieu : la fraternité humaine n'est pas un rêve mais une réalité possible, parce que le Christ nous en a donné la promesse, l'espérance et les moyens.

*
**

De cette fraternité possible, le Pèlerinage militaire international, depuis vingt ans, veut être le messager.

Au lendemain d'une guerre douloureuse, des soldats, ennemis d'hier, ont voulu lancer un défi. Ils se sont retrouvés, revêtus des mêmes uniformes qui, naguère, les désignaient pour cible, mais, cette fois, pour se tendre la main, mettant en commun leur prière et leur foi.

Ils attestaient, par là, que la fraternité n'est pas une illusion, si elle reconnaît la source qui lui donne naissance : Dieu, Père de tous les hommes, et son fils Jésus-Christ, leur frère universel. Dieu, dont il est dit, dans l'Eglise, qu'il corrige les erreurs, et rassemble ce qui est dispersé.

Le flambeau que vos aînés, à Lourdes, se sont transmis d'année en année, c'est à nous qu'il appartient de le recevoir aujourd'hui.

La fraternité est un don que Dieu nous donne. Mais lorsque Dieu nous fait une grâce, c'est toujours à une coopération qu'il nous appelle. Le don de la fraternité n'est pas une moisson toute prête pour la récolte, mais une semence qu'il nous revient de faire fructifier.

Aussi, mes chers amis, soyons les pèlerins, c'est-à-dire les artisans de la fraternité. Ne remettons pas la tâche à plus tard ou à d'autres. C'est maintenant que Dieu nous appelle, aujourd'hui à Lourdes, demain dans nos unités, nos familles et nos cités.

Soyons les hommes de la communication, de l'accueil et du partage. Soyons des hommes de prière, ouverts à l'esprit de Jésus-Christ qui seul peut faire de nous des hommes nouveaux et fraternels. Soyons les témoins de l'Evangile, convaincus que la parole du Christ est la seule réponse qui soit à la hauteur de l'Unité dont l'appel angoissé monte de tous les cœurs. Soyons des témoins intrépides dont l'espérance n'est jamais brisée, parce que le Seigneur nous a promis d'être toujours avec nous.

Que ces trois journées passées à Lourdes, soient riches d'amitié et de prière, de lumière et de grâces.

Que les mots prononcés deviennent des sources, et que de nos lèvres, ils viennent s'imprimer dans nos cœurs :

« Fidèles à l'esprit... Témoins de l'évangile... Courage... Je suis avec vous. »

LA PRESSE CATHOLIQUE ET LE SENS DE L'EGLISE

Voici la partie centrale de l'allocution que Paul VI a prononcée en recevant, le 22 mai, les religieux de la Congrégation des prêtres du Sacré-Cœur de Jésus (fondée par le P. Léon Dehon le 28 juillet 1878), à l'occasion du centenaire de la Congrégation (1) :

[...] En vous exprimant notre sincère estime pour les différentes activités pastorales et missionnaires auxquelles votre congrégation se consacre avec tant de sollicitude, nous désirons vous parler en particulier de l'apostolat de la presse qui, à côté de l'apostolat missionnaire, paroissial et social, tient une place importante dans votre service ecclésial. Nous sommes profondément convaincu du grand rôle de la presse catholique, dont l'importance est indéniable pour la diffusion des principes chrétiens et la défense des valeurs catholiques, et qui est si opportune pour former des chrétiens éclairés et authentiques.

Nous avons confiance que dans ce domaine, dont l'influence est si grande sur la société, ne manquera pas de votre part, à tous les niveaux, une volonté renouvelée de contribuer toujours davantage au vrai bien des âmes et à l'édification de l'Eglise. Nous vous exhortons donc à agir constamment en pleine conformité avec les orientations doctrinales et disciplinaires de l'Eglise, en vous employant attentivement et avec amour à ce que les lecteurs de vos publications soient sagement formés à un sens chrétien authentique et aux exigences impératives découlant du message de l'Evangile.

Les célébrations prévues dans le cadre de l'année du centenaire doivent être une occasion propice également pour prendre toujours plus vivement conscience de la responsabilité et des devoirs inhérents à cette délicate activité, en ne perdant pas de vue les directives autorisées du récent II^e Concile du Vatican. Celui-ci demande que tant la recherche des informations que leur divulgation respectent la justice et la charité et concourent toujours « à la formation et à la diffusion de saines opinions publiques » (cf. décret « *Inter mirifica* », n^{os} 5 et 8). Veuillez donc être attentifs à ces exigences, en prenant en considération non seulement l'intérêt qu'une publication peut susciter, mais aussi et surtout les effets qu'elle peut produire dans les âmes pour l'accroissement de la foi auquel vous appelle votre zèle religieux. Que par conséquent ni des opinions non conformes au sens de l'Eglise, ni des intérêts étrangers à la cause de l'apostolat ne viennent jamais à prévaloir sur la rectitude de votre travail de presse, de sorte que chacun de vous puisse dire avec saint Paul, qui fut un lumineux exemple de journaliste avant la lettre : « Je fais tout pour la cause de l'Evangile » (1 Co 9, 23). [...]

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* des 22-23 mai 1978. Traduction et titre de la DG.

Les 2 700 prêtres du Sacré-Cœur ont notamment à Bologne une importante maison d'éditions qui publie le périodique *Il Regno* et la *Settimana del Clero*. (La Croix, 25 mai.)

Questions actuelles

MESSAGE DES ÉVÊQUES ITALIENS

Au terme de leur XV^e Assemblée plénière, qui s'est tenue à Rome du 22 au 26 mai 1978, les évêques italiens ont publié le message ci-après, dominé encore par les considérations sur la mort d'Aldo Moro (1) :

Réunis pour notre Assemblée annuelle, nous désirons saluer avec ferveur, au nom du Seigneur, nos frères dans la foi et tous ceux qui suivent la vie de l'Eglise avec une sincère attention.

Nous voulons, ensemble, leur faire part des principales orientations de notre réflexion commune.

Nous pensons pouvoir le faire à cœur ouvert, avec confiance. Notre foi a en effet été unanime au cours de ces journées, dans l'écoute de la Parole, dans la célébration de l'Eucharistie, dans la sollicitude pour l'Eglise et pour le monde, dans la fidélité filiale au successeur de Pierre.

Les racines de la désagrégation morale et sociale

1. Nous avons porté la plus vive attention aux tragédies récentes et actuelles vécues avec nos populations.

Celles-ci ne sont que la violente explosion d'une dégradation morale et sociale qui bouleverse profondément le sens de la vie et les règles élémentaires de la vie sociale, puisqu'elle nie la présence de Dieu et étouffe la voix authentique de la loi gravée dans le cœur de l'homme.

Nous en avons parlé inlassablement ces derniers temps en invitant à reconnaître et à extirper courageusement les racines idéologiques et sociales d'une telle désagrégation morale. C'est l'homme qui meurt lorsque viennent à se perdre le sens de Dieu et la loi d'amour qui vient de lui.

La saine réaction populaire devant le terrorisme

2. Un fait cependant nous a semblé incontestable et de bon augure pour l'avenir : le peuple italien, placé devant le terrorisme, a réagi en

réprouvant toute violence et en témoignant unanimement en faveur de la valeur sacrée et intangible de la vie humaine.

Plutôt que de capituler, les gens se sont ressaisis et il en est résulté une élévation inattendue du niveau spirituel de la nation : dans les sentiments très humains des gens simples, dans les préoccupations des responsables, dans une bonne partie de la presse, dans la prière des croyants.

Dans les gestes du Saint-Père, chacun a senti vibrer les fibres les plus authentiques de l'Eglise, et même de l'humanité. Les vérités éternelles les plus intuitives du christianisme sont apparues comme connaturelles à la sensibilité populaire.

On peut à l'avenir compter sur cette âme populaire, à laquelle l'Eglise la première fait largement confiance. L'Evangile du Christ doit être quotidiennement annoncé et rappelé afin que puissent se développer de nouvelles possibilités de vie pour la famille humaine.

L'avortement

3. Il nous semble devoir également faire remarquer que si le peuple italien a résisté à l'une des épreuves les plus dures de son histoire contemporaine, cela est dû à son estime innée pour la personne humaine.

La loi qui dit : « Tu ne tueras pas » est une acquisition élémentaire de la conscience, un enseignement fondamental de la foi chrétienne, le présupposé intangible d'un vrai progrès moral et social.

C'est cela, et rien d'autre, qui est au cœur d'une bonne législation assurant la protection de la maternité et l'accueil de la vie.

Nous l'avons dit à plusieurs reprises et nous le redisons aujourd'hui plus fortement : l'avortement provoqué est un meurtre contre un être humain innocent et sans défense.

La vie de l'homme est au pouvoir non pas de l'homme, mais de Dieu seul. Même pour ceux qui se disent non croyants, la vie humaine doit être défendue et non pas attaquée, servie et non pas opprimée, gardée et non pas détruite.

Aujourd'hui, devant la législation sur l'avortement qu'avec tant d'obstination on a voulu introduire également dans notre pays, l'Eglise ne se résigne pas et ne peut pas se résigner (2).

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 31 mai 1978. Traduction et sous-titres de la DC.

(2) La loi sur l'avortement a été adoptée définitivement par le Sénat italien le 19 mai par 160 voix contre 148. (NDLR.)

Tous les chrétiens sont appelés à de nouvelles tâches en vue d'une évangélisation claire et sûre s'adressant particulièrement aux plus jeunes.

Devant la gravité de la situation créée dans notre société, les femmes ont besoin d'un nouveau courage pour rendre témoignage de la sublimité de leur vocation à donner et éduquer la vie.

De nouvelles responsabilités apparaissent en vue d'une action morale et sociale pouvant apporter, par tous les moyens légitimes, démocratiques et opportuns, de sérieuses garanties pour la protection de la maternité et la défense de l'enfant à naître.

En outre, l'objection de conscience s'impose pour le personnel sanitaire et celui exerçant des activités auxiliaires.

Nous ne manquerons pas de revenir bientôt sur ces questions complexes, en étant certains que la conscience populaire saura réagir à ce mépris manifeste de la vie par un sens humain et chrétien élevé.

Les laïcs

Ni individualisme ni centralisme totalitaire

4. Au cours de notre assemblée, nous avons pensé aux laïcs chrétiens avec une confiance renouvelée. Jamais comme en ce moment leur rôle ne s'est avéré aussi fondamental pour la mission de l'Eglise dans le monde.

Les réalités qui constituent l'ordre temporel, et en premier lieu la vie humaine et la famille, requièrent aujourd'hui une attention proportionnée à la gravité du moment.

Nous reconnaissons et sollicitons les compétences spécifiques des laïcs, dans leurs associations et leurs mouvements d'Eglise, conscients comme nous le sommes que notre responsabilité épiscopale serait elle-même en grande partie stérile sans leur présence active et bien ordonnée dans les divers domaines de la vie sociale.

Dans ce contexte, nous tenons à leur dire que nous sommes fermement contre d'une part les tendances à un individualisme irrationnel et égoïste, et d'autre part les projets de centralisation totalitaire en matière de gestion de la vie publique, particulièrement pour ce qui est des institutions d'assistance et de bienfaisance.

Comme nous l'avons déjà dit plusieurs fois, nous ne demandons pas de privilèges et nous ne faisons pas obstacle à la réforme des institutions qui ont besoin d'aggiornamento. Mais nous, estimons nécessaire que soit respectée la liberté de tous et que, pour garantir une réelle participation, soit rendu possible le pluralisme des institutions et des services.

Ce que nous demandons là est conforme à la constitution de notre pays, qui n'est pas collectiviste, mais est pour la participation et la promotion.

Priorité à l'évangélisation

5. Toutes ces réflexions sur les conditions de notre pays et sur les responsabilités de l'Eglise ont enrichi l'examen que nous avons voulu faire ensemble du programme pastoral entrepris ces dernières années.

Les choix qui ont été faits nous ont semblé parfaitement bons et opportuns, et aujourd'hui

nous les confirmons en vue de la tâche permanente de nos communautés chrétiennes.

La priorité à l'évangélisation, son lien indestructible avec les sacrements et le témoignage chrétien sont les motifs dominants de notre service de l'Evangile et du monde d'aujourd'hui.

La recherche doctrinale, les orientations pour l'action, les perspectives de vie ecclésiale contenues dans le programme entrepris doivent demeurer une source authentique également pour les années à venir.

Au cours de l'assemblée, il nous a été possible de recueillir à ce propos des contributions autorisées et précieuses que nous nous efforcerons de mettre à la disposition de tous avec le « Liber pastoralis », afin de continuer à marcher ensemble comme doit le faire le Peuple de Dieu, dans le respect des compétences spécifiques des Eglises locales.

Les vocations, les jeunes

6. Dans le cadre des tâches pastorales les plus pressantes, notre assemblée a voulu prendre, à l'unanimité, deux décisions importantes.

La première concerne le problème des séminaires et des prêtres. Nous consacrerons notre prochaine Assemblée plénière à ces questions et, au cours de l'année pastorale 1979-1980, nous proposerons à toute la communauté chrétienne un sérieux programme de prière et de réflexion, afin que le Seigneur continue à nous donner des prêtres et des diacres pour répondre aux besoins de son Eglise.

La seconde décision, c'est la volonté de porter à l'attention de toute la communauté chrétienne la condition des jeunes dans la société et dans l'Eglise. Nous voulons nous mettre tout de suite au travail, en partant avant tout des diocèses et des régions pastorales.

Egalement, pour ces tâches plus strictement ecclésiales, nous comptons avec confiance non seulement sur les prêtres, qui nous sont si généreusement associés dans le ministère quotidien, mais sur les religieux et les religieuses, les laïcs et les associations — avant tout l'Action catholique — qui ont toujours su sentir et faire leurs tâches essentielles de l'Eglise dans le monde.

Au moment où se termine le mois de mai, que la piété du peuple chrétien consacre à la Très Sainte Vierge Marie avec des manifestations toujours étonnantes et vivantes, nous lui adressons notre prière.

De la Mère du Christ et de l'Eglise, modèle exemplaire de vie évangélique et signe éminent d'espérance pour l'humanité, nous implorons paix et bénédiction pour notre pays et pour le monde entier. Nous lui confions les conclusions de notre assemblée et toutes nos communautés ecclésiales.

Rome, 30 mai 1978.

— De l'Eucharistie à la Trinité, par M.-V. BERNARDOT, O.P.
Préface de A.-M. CARRE, O.P. — Un vol. 11 x 18 cm de 142 p. Coll. « Foi vivante », Editions du Cerf, Paris.
En ce petit volume d'il y a soixante ans, le P. Bernardot avait mis toute sa foi. En approfondissant le mystère de l'Eucharistie, il passait du mystère du Christ au mystère de son Corps mystique qui s'étend à toute l'Eglise. Il nous rappelle qu'on ne peut dans sa foi séparer la Tête du Corps. Livre toujours actuel.

CÉLÉBRER L'EUCCHARISTIE AUJOURD'HUI

Lettre pastorale des évêques de la partie francophone de Belgique ()*

AUX PRÊTRES ET AUX ANIMATEURS DES CÉLÉBRATIONS LITURGIQUES,

Introduction

Nous arrivons au terme de la réforme générale de la liturgie, entreprise à la suite du Concile Vatican II. Les livres liturgiques en langue française sont presque tous publiés (1) et l'heure est maintenant à l'approfondissement. Il faut tout faire pour éviter que les chrétiens ne participent aux célébrations de façon routinière. Du reste, de plus en plus nombreux sont ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur le sens de leur participation à la messe dominicale et sur la place de la liturgie dans leur vie.

Par ailleurs, les tensions actuelles se répercutent dans le domaine de la liturgie et il arrive que partisans des nouvelles célébrations et partisans de l'ancienne liturgie s'affrontent.

Nous voudrions, quant à nous, tenter une sorte de bilan de la situation actuelle, vous inviter à un discernement et vous engager à travailler avec espérance dans ce secteur capital de la vie de l'Eglise.

I. — UN BILAN POSITIF

Les fruits du Concile

Le renouveau liturgique, mis en œuvre par Vatican II, a déjà porté beaucoup de fruits. La Parole de Dieu commence à retrouver sa place centrale dans la vie du peuple chrétien grâce aux célébrations, à l'étude et au partage des Ecritures. La participation à la liturgie est devenue plus effective et plus vraie ; les célébrations s'insèrent souvent avec bonheur dans la vie quotidienne et l'interpellent. La vie spirituelle trouve dans les sacrements un haut-lieu de son dynamisme ; le renouveau dans la célébration de l'office fait accéder à la prière de louange. Les recherches musicales et artistiques en rapport avec la liturgie ont progressé au cours des dernières années. Tout cela, voulu par le Concile, est positif et plein de promesses pour l'avenir.

(*) Texte publié en brochure par LICAP, rue Guimard 1, 1010 Bruxelles.

(1) Les principaux livres liturgiques encore à paraître sont le *Lectionnaire rituel* (sacrements et sacramentaux), le livre du *Sacrement de la réconciliation*, le livre des *Ordoninations* (évêque, prêtre, diacre), le livre complet de l'Office divin, *Prière du temps présent* et l'*Eucharistie en dehors de la messe* (communions des malades et culte eucharistique).

On trouvera la liste des livres liturgiques déjà parus dans P. De Clerck, *Les livres liturgiques officiels, La Foi et le Temps*, t. 6, juillet-août 1976, p. 393-406. Il faut y ajouter le rituel de l'onction des malades, *Sacrements des malades, Pastorale et célébrations*, Chalet-Tardy, 1977, le *Rituel du baptême des enfants en âge de scolarité*, Chalet-Tardy, 1977, et le *Rituel de la consécration des vierges*, CNPL, Paris 1976.

Traduction des livres liturgiques

La traduction des livres liturgiques en langue vivante, aujourd'hui presque achevée, favorise l'impact de la Parole sur la vie quotidienne. Les adaptations pastorales de certains rituels comme celui du mariage, des funérailles, de la réconciliation et de l'onction des malades nous montrent quelle intensité la liturgie peut donner aux moments importants de la vie.

Le mouvement d'adaptation a dépassé le simple fait de la traduction : nous avons aujourd'hui sous les yeux de nombreux essais de prières et de célébrations marqués par la sensibilité chrétienne contemporaine ; ils sont le signe que beaucoup d'assemblées et de responsables ressentent le besoin d'exprimer leur foi dans un langage et des attitudes de prières plus personnels.

Cette requête est saine et légitime ; la prière plus spontanée et la liturgie se fécondent mutuellement. Qui ne s'en réjouirait ?

Participation active

L'effort pour une participation plus active des fidèles, demandée par le Concile Vatican II, a profondément modifié le visage des assemblées et suscité chez beaucoup une attitude de recherche. On comprend mieux, après quelques années de renouveau, que la liturgie est à la fois universelle et locale et que la situation concrète des hommes peut avoir une réelle influence sur leur manière de vivre l'unique mystère du Christ. C'est ainsi qu'à côté de liturgies plus classiques, certaines célébrations sont marquées par un effort d'expression particulier, souvent empreint d'authenticité.

Une attitude de responsabilité

C'est dans ce contexte que de nombreux prêtres et responsables de liturgie se sont mieux rendu compte qu'il ne suffit pas d'appliquer matériellement les dispositions d'un livre liturgique : il faut en pénétrer l'esprit.

Célébrer suppose une attitude de responsable et le prêtre est à un titre spécial ministre de la prière liturgique. Cette tâche est délicate, elle requiert un long effort de compréhension. Nul ne peut s'approprier la prière liturgique comme son bien personnel, tel est le sens fondamental des normes liturgiques ; nul ne peut non plus faire abstraction de la physionomie particulière de chaque assemblée. La ferveur et l'enthousiasme de nombreuses communautés ont confirmé et encouragé les pasteurs et les équipes liturgiques dans leurs efforts pour rendre vivante la célébration chrétienne.

Influence de la liturgie

Le renouveau liturgique a dépassé les limites des célébrations sacramentelles. On constate une

même préoccupation pastorale en ce qui concerne bien d'autres formes de la prière communautaire : célébrations et veillées rencontrant davantage les requêtes de la sensibilité religieuse populaire, groupes de prière, réunions de groupes charismatique, etc. En tout cela, l'esprit de la liturgie a apporté une dimension propre et contribué à un réel enrichissement.

II. — DES ELEMENTS QUI MERITENT ATTENTION

Une certaine lassitude

Tout n'est pourtant pas parfait : nous allons relever quelques éléments préoccupants, et réfléchir à certaines questions actuelles, car le renouveau liturgique doit se poursuivre sur les meilleures bases possibles.

Dans trop d'assemblées, on se contente de lire les textes liturgiques sans honorer la part de personnalisation qu'ils prévoient. Certaines célébrations se déroulent sans qu'apparemment on ait eu le souci de les préparer avec soin ; des chrétiens disent leur lassitude devant le peu d'intérêt que manifestent ceux qui devraient se sentir les premiers responsables.

Mais il faut aller plus loin. A-t-on suffisamment pris conscience d'une certaine baisse de la pratique liturgique, particulièrement chez les jeunes ? Beaucoup désertent les assemblées parce qu'ils ne s'y retrouvent pas au niveau de ce qui fait leur vie. Par ailleurs, tous ne sont pas aptes à pratiquer le même langage et à vivre les mêmes démarches de foi. Il manque singulièrement à l'Eglise d'aujourd'hui des lieux d'initiation chrétienne pour ceux qui sont baptisés mais ne peuvent vivre la totalité de leur foi baptismale sans un cheminement patient et profond.

Des maladresses

Dans d'autres cas, la bonne volonté des prêtres voisine avec une certaine maladresse, due souvent à un manque de compétence. Il arrive que des assemblées soient tiraillées en sens divers parce que des célébrants n'arrivent pas à actualiser et à personnaliser la célébration sans désorienter. Des habitudes s'instaurent qui ne respectent pas le sens du mystère célébré. Certains ne profitent-ils pas de l'assemblée liturgique pour dire ou faire n'importe quoi ? D'autres ne veulent-ils pas introduire l'eucharistie à l'occasion de n'importe quelle réunion ? Ceux qui composent divers textes ont-ils assez longuement mûri la parole qu'ils vont prononcer ? La personnalisation voulue par les livres liturgiques est trop importante pour qu'on puisse la traiter sans y apporter toute la compétence et le bon sens requis.

Certaines assemblées négligent les attitudes communes et ne connaissent guère que la position assise. Certaines excluent même la possibilité de s'agenouiller. Lorsque l'eucharistie se déroule dans un endroit familial — local de réunion ou habitation — il arrive qu'on néglige le minimum d'aménagement que requiert un espace de qualité — disposition des chaises, de la table eucharistique, etc. et que, sous prétexte de simplicité ou de pauvreté, on sous-estime les signes festifs

que sont la coupe eucharistique, le vêtement liturgique, la nappe, les fleurs, le luminaire, etc.

Une participation mal comprise

Dans la célébration liturgique, chacun participe selon la situation qui est la sienne dans l'Eglise. La vraie participation suppose une articulation correcte entre le célébrant et l'assemblée, sans oublier les divers rôles et ministères qui interviennent au sein de la communauté de prière.

On ne gagne rien à tout confondre ! Certains essais de participation à la prière eucharistique altèrent le rôle central du prêtre. Il arrive que toute l'assemblée récite l'entièreté de la prière eucharistique ou que les éléments de celle-ci soient proclamés successivement par plusieurs personnes de l'assemblée. A ce sujet, la recherche de participation au niveau des messés d'enfants — brefs refrains et acclamations — est exemplaire et devrait empêcher qu'on s'aventure dans de telles impasses. De même, dans les célébrations de mariage, le rôle des nouveaux époux est parfois majoré indûment à un point tel que le prêtre n'apparaît plus comme le témoin authentique de l'Eglise et le président de l'assemblée sacramentelle.

Textes non bibliques

La liturgie donne une place de choix à la proclamation des Ecritures. Or, il arrive qu'en des circonstances particulières, on en vienne à la remplacer par des textes non bibliques. Est-ce un bien ? Un effort de discernement s'impose. En aucune manière, des textes non bibliques, même de spirituels chrétiens, ne sauraient remplacer l'Ecriture. S'ils peuvent parfois préparer à l'écoute des Ecritures ou la prolonger, leur fonction est autre : méditation, prière, interrogation, etc. ; il ne s'agit pas de donner aux textes non bibliques la valeur normative qu'on reconnaît à la Parole de Dieu.

De plus, certains textes « à succès » utilisés dans certaines liturgies, par exemple de mariage, ne sont pas toujours aussi accessibles ni universels qu'on l'imagine et risquent de s'user rapidement.

Ce qui importe avant tout, c'est que la Parole de Dieu soit comprise, assimilée et vécue par les fidèles. En ce domaine, il reste encore beaucoup à faire.

Célébrations « à thèmes »

La liturgie est le haut-lieu de la prière ecclésiale. C'est la prière qui doit donner à toute célébration sa couleur dominante ; à cet égard, nous sommes préoccupés par un risque d'invasion d'éléments qui ne s'harmonisent pas toujours avec le contenu et le climat de celle-ci. Nous songeons à une certaine prolifération de la parole qui transforme l'assemblée en lieu d'endoctrinement souvent fort abstrait et peu orienté vers la louange et l'intercession véritable. Nous pensons aussi aux multiples préoccupations, légittimes par ailleurs, qui mobilisent les assemblées au gré des journées ou des campagnes à caractère social, caritatif, sociopolitique. Chacun sait l'importance de ces enjeux, mais on se trompe quand on utilise la Parole et la prière liturgique pour interpeller l'assemblée sans que

le « thème » proposé conduise jusqu'à la dimension spécifique de la célébration.

L'homélie en particulier semble courir aujourd'hui un double risque : parfois elle est un discours qui vise uniquement à sensibiliser les chrétiens à une cause ou un événement important, parfois elle développe une réflexion doctrinale abstraite, sans impact réel sur la vie.

Enfin, de nombreuses célébrations pèchent aujourd'hui par une sorte d'inflation verbale qui nuit à l'intériorité de la démarche liturgique. La réflexion et la prière silencieuses favorisent au contraire l'accueil de la Parole et la réponse des croyants.

La liturgie, seul lieu de formation à la foi ?

C'est une erreur de faire porter par l'assemblée dominicale ou la célébration sacramentelle tout le poids de l'éducation à la foi s'étalant en des phases et des lieux complémentaires. Nous faisons preuve de trop peu d'initiative pour inventer les formes de vie ecclésiale et de présence au monde qui libéreraient la liturgie de fardeaux qu'elle ne peut porter sans les trahir et se trahir elle-même : lieux de cheminement pour chrétiens inaptes à entrer directement dans la célébration sacramentelle, groupes d'apprentissage de la vie chrétienne en communauté, utilisation des mass media. Certaines réalisations existent déjà et elles sont encourageantes : souvent, elles permettent à la célébration liturgique de se développer selon son rythme propre. Il faut continuer et amplifier cette recherche.

III. — POUR UN PROGRES DANS LA BONNE DIRECTION

Une saine pédagogie liturgique suppose qu'on connaisse la nature propre de la célébration chrétienne. Au cours des dernières années, on a mieux pris conscience de sa place dans la vie de l'Eglise.

La liturgie doit en effet sortir d'un triple isolement : elle ne peut être une parenthèse dans l'existence du chrétien ; elle ne peut être une activité isolée de la vie de l'Eglise ; elle ne peut non plus être un moment festif sans rapport avec la vie du monde. Toutefois, elle a sa consistance propre qu'il faut découvrir : elle est rencontre du Dieu vivant dans la communauté des croyants et spécialement à travers les signes de la Parole et du repas eucharistique.

L'action liturgique est un moment original de la vie de l'Eglise, mieux, une manière propre pour l'Eglise d'exister devant Dieu.

A. Trois références indispensables

1. La Bible

La prière liturgique est pétrie de la parole biblique ; c'est ce qui lui donne sa stabilité propre. Depuis toujours, la Parole de Dieu rejaillit en prière et en proclamation de foi dans l'assemblée.

Continuons nos efforts patients pour que la Bible redevenue un pain quotidien suffisamment assimilé par les célébrants, les responsables liturgiques et toute l'assemblée chrétienne. Rien ne

progressera sans ce terrain fécond ; il y va de la spiritualité même du peuple chrétien tout entier. De ce point de vue, l'usage du missel est à recommander.

2. Le sens des sacrements

Les sacrements et la liturgie n'occupent pas toute la place dans la vie de l'Eglise, mais ils en expriment le visage d'une manière propre. Sacrements de la foi, ils sont signe de l'amour de Dieu agissant dans la vie des hommes ; comme tels, ils s'insèrent dans le lent cheminement personnel et communautaire des membres de l'Eglise. Expression du culte « en esprit et en vérité », ils réalisent l'adhésion de ceux qui mettent leur foi dans le Christ et font monter vers Dieu l'adoration, la louange, l'intercession d'un peuple qui est provoqué à la conversion et fait l'expérience du salut qui lui est offert.

Célébrer les sacrements et la liturgie en dehors de cette conviction fondamentale ou en des circonstances qui la trahiraient ne pourrait donner du fruit en abondance, comme on est en droit de l'attendre par la grâce de l'Esprit qui agit dans l'Eglise.

3. La situation contemporaine

La liturgie doit atteindre l'homme d'aujourd'hui. Cela implique deux exigences essentielles. D'une part, que nous reconnaissons à quel point nous sommes marqués par les grands courants de l'opinion publique et par les moyens de communication sociale. Un célébrant ne peut se dispenser de porter en lui les grands problèmes actuels quand il anime la prière liturgique. D'autre part, on n'anime pas une assemblée comme on prie en solitaire. Les responsables de la liturgie doivent avoir le sens de l'humain et, autant que possible, être sensibilisés aux sciences humaines et aux techniques de la communication. La participation de l'assemblée doit s'exprimer selon les normes habituelles du partage de la parole et de l'agir commun, dans le respect d'une célébration ordonnée.

B. Créativité et adaptation

On parle beaucoup aujourd'hui de « créativité ». De soi, la créativité fait partie de la vie liturgique et celle-ci ne peut s'essouffler dans le conformisme ou la nostalgie du passé. Mais sait-on toujours bien ce qu'est la créativité ? On ne crée pas n'importe comment et il faut commencer par apprendre à adapter progressivement ce qui est donné ! Le but de l'adaptation est de faire communier telle assemblée concrète au mystère célébré ; or, ce mystère n'est pas l'œuvre de l'homme ! On comprend que l'Eglise ne peut permettre une créativité désordonnée dans les domaines qui touchent à la substance des sacrements ou de la foi, telle la prière eucharistique ou la manière de célébrer les sacrements. La Constitution conciliaire sur la liturgie a du reste réaffirmé la responsabilité de la hiérarchie en cette matière aux numéros 22 à 24 (2) et, aux

(2) Les nos 22-24 de la Constitution liturgique énoncent des normes générales pour la réforme liturgique de Vatican II. Seuls le Pape et les évêques peuvent modifier

numéros 37 à 40, les principes de l'adaptation de la liturgie et les enjeux pastoraux qui sont en cause (3).

Une liturgie vivante et adaptée se doit de mettre en œuvre les éléments de la liturgie qui sont plus libres comme les monitions, les chants et certaines prières. Souvent la manière de personnaliser la célébration consiste à partir du texte proposé pour lui donner un visage propre à telle assemblée, grâce à quelques retouches discrètes qui suggèrent sans désorienter. Mais il faut aussi songer qu'il n'y a pas que la parole : s'efforce-t-on assez d'imaginer des formes adaptées dans l'aménagement des lieux, la symbolique, les rites et gestes concrets ? Pareil champ de recherche est encore à explorer !

La « créativité » est un art délicat qui suppose une longue fréquentation du donné liturgique traditionnel, une habitude de prier à partir de la liturgie, sans parler d'une bonne connaissance des lois de la parole et de la composition. On peut affirmer, sans risque de se tromper, que les meilleures créations sont les plus discrètes et les plus conformes au génie biblique et au sens profond de l'homme devant Dieu.

C. Sens de la communion ecclésiale

Tout cela, il faut le vivre dans un grand sentiment de la communion ecclésiale qui n'est ni uniformité paresseuse, ni fantaisie incontrôlée.

Nul ne célèbre pour soi, mais comme serviteur de l'Eglise, communauté des croyants structurée par le corps épiscopal. C'est dans un dialogue confiant et sincère entre tous ceux qui aiment la prière de l'Eglise que progressera sainement le renouveau liturgique.

D. Insérer la liturgie dans l'ensemble des tâches ecclésiales

Nous désirons vivement que le travail d'éducation liturgique ne soit pas coupé des autres domaines où l'Eglise engage aujourd'hui le meilleur de ses forces : évangélisation, catéchèse,

la liturgie ; en effet, l'autorité en cette matière appartient au Saint-Siège et, dans les limites fixées par le droit, aux Conférences épiscopales et à l'évêque (n° 22).

Deux principes essentiels doivent guider la réforme : « Maintenir la saine tradition » et « Ouvrir à un progrès légitime » (n° 23) ; deux critères doivent présider aux changements : « L'utilité de l'Eglise » et « Le développement organique des rites liturgiques » (n° 23). L'Ecriture sainte ■ une importance primordiale dans la célébration : elle ■ suscité au cours des siècles les prières et les chants de la liturgie et donné aux actions et symboles leur signification originale ; il faut donc promouvoir le goût de la Parole de Dieu (n° 24).

(3) Les n° 37-40 donnent des normes précises en vue de l'adaptation de la liturgie aux traditions et au tempérament des différents peuples. La réforme prétend maintenir « l'unité substantielle du rite romain » (n° 38) sans pour autant « imposer la forme rigide d'un libellé unique » (n° 37). Une saine variété de formes est concevable : l'Eglise se veut accueillante aux diverses cultures et parfois intégrera dans sa liturgie certains éléments s'ils s'harmonisent avec un authentique esprit liturgique (n° 37). Certaines adaptations relèvent de l'autorité épiscopale locale (n° 39) ; dans d'autres cas, les adaptations seront proposées par les assemblées épiscopales au Saint-Siège ; celui-ci pourra permettre des expérimentations établies et suivies par des hommes compétents (n° 40).

construction d'un monde nouveau, libération de l'homme. Nous avons besoin d'œuvrer en tout cela de manière concertée en communion avec le collège épiscopal tout entier, et de nous conformer à l'unique bonne nouvelle du Christ mort et ressuscité. C'est pour conduire les hommes à célébrer un jour, dans le sacrement et la prière, la vie que Dieu met en chacun de ses enfants que l'Eglise s'engage patiemment dans le long chemin de l'évangélisation sous toutes ses formes. C'est dans la mesure où la liturgie, selon sa spécificité, présentera un visage de vérité et de saine liberté qu'elle pourra devenir le lieu de la prière d'une Eglise en marche.

A cet égard, nous savons les douloureuses questions posées aux pasteurs par la pastorale sacramentelle des « mal croyants ». On ne peut soumettre l'accès aux sacrements à des normes rigides opposées à l'esprit de l'évangile, mais on ne peut pas non plus « donner » un sacrement là où une autre démarche plus progressive et plus vraie serait nécessaire. C'est en ce domaine qu'il faut investir beaucoup de forces pour évangéliser et chercher les meilleures conditions d'un éveil à la foi qui soit œuvre de la communauté chrétienne elle-même. Sans doute, cet effort nous permettrait-il, à plus longue échéance, de mieux situer les délais nécessaires à la célébration de certains sacrements.

Conclusion

Notre époque se caractérise par une grande diversité, notamment au plan liturgique. Les chrétiens sont amenés à célébrer en des situations bien différentes : messes dominicales paroissiales, eucharistie de petits groupes, célébrations avec les enfants, etc. Nous vous invitons toutefois à vous reconnaître appelés à célébrer avec les autres chrétiens le même Dieu au sein de l'Eglise.

La Commission interdiocésaine de pastorale liturgique (C.I.P.L.) est chargée par nous de promouvoir la vie liturgique dans la partie francophone du pays. Elle a déjà collaboré avec les autres régions de langue française à l'élaboration des nouveaux livres liturgiques. Au niveau plus local, elle a le souci de vous informer et de vous fournir des moyens de formation : publications, sessions, rencontres, etc.

Nous vous engageons à lire la brochure « Célébrer l'eucharistie aujourd'hui » (4) rédigée par la C.I.P.L. : elle traite d'un certain nombre de questions actuelles touchant la pastorale liturgique de la messe.

Que la liturgie de l'Eglise devienne toujours davantage source de vie et d'engagement pour vous et vos communautés.

Les évêques de la partie francophone de Belgique.

Mai 1978

Cette lettre est adressée aux prêtres et aux animateurs des célébrations. Elle n'est pas destinée à la lecture publique.

(4) Commission interdiocésaine de Pastorale liturgique, *Célébrer l'eucharistie aujourd'hui*, éd. Centres diocésains de documentation. Ce livre est disponible dans les divers Centres diocésains de documentation et dans certaines librairies.

SUGGESTIONS POUR L'UTILISATION
DE LA LETTRE PASTORALE
« CÉLEBRER L'EUCARISTIE AUJOURD'HUI »

1. Ce document concerne en premier lieu les célébrants, les équipes liturgiques et les animateurs des célébrations. Il n'est pas normalement destiné à la lecture dans les églises et chapelles publiques.

2. On pourrait l'utiliser de différentes manières :

- Publication d'extraits dans les journaux paroissiaux ;
- Affichage dans le fond des églises ;
- Utilisation dans diverses réunions pastorales ;
- Document pouvant servir de base pour une catéchèse scolaire ou paroissiale ou pour la prédication.

3. La question qu'il faut se poser est la suivante : Que pourrions-nous faire pour améliorer nos célébrations liturgiques ?

Qualité de la célébration ou de la participation des chrétiens, meilleure insertion dans la vie de la communauté chrétienne, ouverture aux problèmes actuels, etc.

4. L'équipe pastorale ou les responsables liturgiques pourraient réfléchir ensemble sur la Lettre pastorale et le livret « Célébrer l'eucharistie aujourd'hui » édité conjointement sous la responsabilité de la CIPL (Commission interdiocésaine de pastorale liturgique) disponible dans les Centres diocésains de documentation. Toutes suggestions pourraient d'ailleurs être faites à la Commission dont voici l'adresse : Secrétariat de la CIPL, 10, avenue Reine-Astrid, 7000 Mons.

CRÉATIVITÉ ET SPONTANÉITÉ DANS LA LITURGIE

Sous ce titre, les Notitiae de la S. Congrégation pour les Sacrements et le Culte divin (avril 1978) publient le texte ci-après du F. Max THURIAN, de la Communauté œcuménique de Taizé, en le faisant précéder d'une introduction :

En notant ses réflexions jaillies d'une foi profonde au service du dialogue œcuménique, l'auteur de l'ouvrage Tradition et renouveau dans l'Esprit (1) s'adresse à tous ceux qui veulent rester en contact avec les sources de l'Eglise, dans un esprit ouvert sur le présent et l'avenir. Cinq chapitres : « Eglise visible et invisible », « Bible et Tradition », « Le ministère du sacerdoce », « Le sacrifice eucharistique », « Marie et l'Eglise », renvoient au lecteur chrétien l'écho fidèle de ses problèmes, de ses souffrances, de ses joies et de son espérance.

Nous reproduisons ici la dernière partie du chapitre sur le sacrifice eucharistique (p. 174-184). On y appréciera le regard lucide que porte, avec sympathie et compétence, un observateur éclairé sur quelques problèmes liturgiques de l'Eglise romaine, comme aussi la pertinence des solutions qu'il propose à certaines difficultés actuelles.

A. D.

Le goût du changement

Il est étonnant de remarquer le besoin de création et de spontanéité dans l'Eglise catholique romaine d'aujourd'hui. En effet, pendant de nombreux siècles, par exemple, la liturgie romaine n'a connu qu'une seule prière eucharis-

tique, colorée par une quinzaine de préfaces propres. Depuis quelques années, les prêtres ont quatre canons au choix (2) et le missel contient 82 préfaces magnifiques, sans compter les innombrables formulaires d'oraisons propres, les lectures très variées, les messes votives ou rituelles. C'est comme si cette immense richesse de textes adaptés à toutes circonstances, au lieu de satisfaire les besoins divers, ne faisait qu'exister le goût du changement pour le changement, maladie de notre temps. Serions-nous là encore victimes de la société de consommation ?

La créativité : excès et limites

Essayons de définir et de délimiter ce besoin liturgique moderne. Si je comprends bien, certains voudraient que soit laissée à chaque prêtre la possibilité de créer à l'avance ou même d'improviser, sur le moment, des oraisons, des préfaces, des prières eucharistiques, quand ce n'est pas la liberté de substituer aux lectures bibliques un texte d'auteur moderne, ou même un article de journal... Le protestantisme le plus libéral n'a jamais été si excessif.

Tous ne vont pas jusque-là, parmi les prophètes de la création spontanée, heureusement ! Certains souhaiteraient pouvoir quitter la liturgie proposée, de temps à autre, afin de rendre son texte plus actuel et plus accrochant pour l'homme d'aujourd'hui. On ne se contente pas des lieux prévus par la liturgie pour une création et une actualisation légitimes, qu'a rappelés la lettre du 27 avril 1973 de la Congrégation pour le Culte divin, *Eucharistiae participationem* (2) : l'introduction à la célébration, la monition de l'acte pénitentiel, l'introduction aux lectures, l'homélie, la prière universelle, l'intro-

(1) Frère Max Thurian, *Tradition et renouveau dans l'Esprit*, Presses de Taizé, 1977, 208 pages. Texte reproduit avec la bienveillance autorisation de l'auteur et de l'éditeur. Les sous-titres sont de notre rédaction.

(2) Ce texte a été écrit avant que soit prolongé l'usage pour la France de 6 autres prières eucharistiques : 3 « pour enfants », 2 « de la réconciliation », 1 « du Synode suisse » : voir DC du 19 mars 1978, p. 260 (note de l'auteur).

duction à la prière eucharistique avant la préface, la monition du *Notre Père*, la conclusion de la messe.

Selon la discipline de l'Eglise, il y a donc huit moments de la liturgie eucharistique où la création et l'actualisation peuvent avoir lieu. Cela me paraît déjà très important. Que voudrait-on encore, sans en arriver à un bavardage ennuyeux et fatigant ? Pour ma part, je suis sûr que beaucoup de fidèles préféreraient de plus longs moments de silence où ils auraient, eux, la possibilité d'une création intérieure, plutôt que des exhortations incessantes, des oraisons fabriquées et difficiles à suivre, des homélies-discours qui n'en finissent pas et font penser à un avion tournant au-dessus du brouillard en quête d'un terrain d'atterrissage !

Les chrétiens d'aujourd'hui ont soif de prière sobre et de contemplation authentique, et la liturgie simple proposée par l'Eglise, entourée de silence, va les leur procurer bien mieux que toutes les créations cléricales de célébrants individualistes, plus soucieux de faire passer leurs idées que d'aider leurs frères à regarder le visage du Christ crucifié et ressuscité.

Textes fixes et monitions libres

Nous parlons maintenant non des lieux de la liturgie où la discipline permet la création, mais de ceux où il est demandé d'utiliser les textes proposés : les oraisons, la préface, la prière eucharistique, par exemple. Pour pouvoir créer dans ces domaines, il faudrait une formation théologique et liturgique très sûre. En effet, ces prières comportent une structure précise et transmettent une doctrine qu'on ne peut pas inventer de manière individualiste.

Prenons, par exemple, la prière eucharistique ; elle obéit à un style et se construit sur un modèle nécessaire à la foi eucharistique, qui ne permettent pas de créer beaucoup plus de formulaires que ceux que nous avons à présent. Il faut une action de grâce dans le style de la *berakah* juive, bénédiction pour toutes les merveilles de Dieu : qui pourrait créer mieux que les 82 préfaces actuelles ? L'épiclese consécatoire ne peut pas varier beaucoup. L'institution doit être toujours semblable pour être dite par cœur. L'anamnèse cite les événements du mystère de Jésus-Christ. L'oblation unit l'offrande de l'Eglise à l'unique sacrifice du Sauveur, présenté en mémorial. L'épiclese sur l'Eglise se poursuit par les intercessions qui aboutissent à la doxologie finale. Cette structure nécessaire limite naturellement les formulaires.

La création dans les oraisons, les préfaces et les canons ne pourrait être que l'affaire de prêtres très bien formés. Ce serait donc un petit nombre de spécialistes qui aurait le don de cette création. Il y aurait alors une élite de liturges. Et les autres, tous les autres ? Il faudrait qu'ils se contentent des textes officiels. Ceux-ci seraient donc jugés comme un pis-aller pour ceux qui n'ont pas le don de la créativité et de la spontanéité. Curieuse conception de la liturgie de l'Eglise ! Ou bien tous les prêtres essaieraient tant bien que mal de créer leurs prières pour les adapter à leurs communautés, et l'on verrait se dégrader la liturgie,

qui deviendrait un verbiage pieux sans solidité doctrinale et sans caractère universel.

Les caractères de la liturgie

Une des fonctions essentielles de la liturgie est l'édification de la communauté chrétienne en Eglise, corps du Christ.

La liturgie a un caractère *formateur*. Par la liturgie, l'Eglise transmet l'Evangile du Christ dans toute sa richesse et sa diversité. La liturgie est une des formes de la Tradition vivante, par laquelle la parole de Dieu est communiquée aux hommes pour les transformer. Une création individuelle limite forcément la doctrine à quelques thèmes chers au « créateur liturgique ». Tel prêtre dira toujours « libération », lorsqu'il rencontre les mots « salut » ou « rédemption » ; on peut le comprendre, à condition qu'il ne limite pas par là l'œuvre de Dieu au bien-être terrestre des hommes. Un autre évitera « les anges » ou « la gloire » de Dieu, pour parler presque exclusivement de « la pauvreté » et de « la faiblesse » du Fils de l'homme, qu'il nommera plus volontiers « notre frère » que « notre Seigneur »... On pourrait allonger la liste. Qui ne voit pas, en tout cela, un appauvrissement du message biblique ?

La liturgie a un caractère *communautaire*, c'est l'action d'un peuple. Les textes, mûris par l'expérience de toute l'Eglise, qui s'est elle-même nourrie de la parole de Dieu à travers les siècles, sont porteurs d'une sève vivifiante bien propre à faire grandir la communauté chrétienne. La liturgie représente une expérience unique de prière contemplative du Peuple de Dieu, dont personne n'a le droit de priver les membres de l'Eglise. La création personnelle d'un célébrant est parfois une manière de dépouiller les fidèles d'un héritage auquel ils ont droit parce qu'il est celui de leur famille, l'Eglise universelle, la communion des saints. Ces problèmes de création liturgique sont souvent une affaire de célébrants, plutôt qu'un besoin communautaire. Il y a une forme de cléralisme dans la liberté que prennent certains célébrants avec la liturgie du Peuple de Dieu. Beaucoup de chrétiens pourraient dire : « Ces affaires liturgiques ne nous intéressent pas, ce sont des problèmes que se posent les prêtres ; ce que nous voulons, c'est être participants à une prière authentiquement vécue par une communauté et un prêtre qui croient ce qu'ils disent et qui le manifestent. » C'est respecter le Peuple de Dieu que de lui transmettre l'expérience toujours vivante des saints qui ont vécu dans l'amitié du Christ, héritage auquel il a droit et qui le fera vivre bien plus authentiquement que les petites expériences personnelles de tel ou tel.

La liturgie a un caractère *contemplatif*. Elle oriente le regard et le cœur vers le visage du Christ ; elle s'efforce plus de dépeindre et de représenter que d'expliquer ou de raisonner. Or les créations sont la plupart du temps didactiques ; parce que l'on pense qu'une oraison est trop pauvre de substance, on va la charger de considérations explicatives et didactiques. La prière, alors, au lieu de réunir la communauté en l'orientant dans la contemplation de Dieu,

propose une réflexion plus ou moins bien construite, qui replie le fidèle sur lui-même au lieu de l'ouvrir à la transcendance. Le protestantisme libéral a vu fleurir (si l'on peut dire !) ces prières didactiques et moralisantes où l'on parlait plus aux hommes et à soi-même qu'à Dieu. J'ai entendu parfois des prières, qui suivaient l'homélie, où tout ce qui avait été dit déjà était repris dans un autre style ; c'est comme si la prédication devait être répétée une seconde fois sous forme de prière que l'on appelait, hélas ! trop justement, « prière d'abondance ». Inutile de dire que ces oraisons prétendues spontanées exprimaient plus les opinions théologiques, politiques ou sociales du pasteur, qu'elles ne transmettaient la substance de l'Évangile. Au lieu de prier, les fidèles écoutaient ces élévations spirituelles en se demandant quelle tendance elles exprimaient.

La liturgie a un caractère *universel*. Elle est la prière catholique par excellence. Le fait de soumettre son esprit et son cœur à un texte qui est prié par de nombreux chrétiens, en des Églises très diverses à travers le monde, constitue un lien œcuménique de la prière qui consolide l'unité du corps du Christ.

Les déviations de la prière

Une maladie fréquente de nos jours est le besoin de *changer pour changer*. On croit souvent que la vie de la prière se manifestera mieux si l'on change constamment les textes. Or ce changement constant produit la distraction plus que l'esprit d'oraison. Le vrai changement profitable reste celui du cœur. Il faut qu'à chaque liturgie l'être se convertisse pour se rendre disponible à l'accueil de la parole de Dieu et de la Tradition vivante de l'Église. C'est bien le sens de l'invitation « Elevons notre cœur » et de la réponse « Nous le tournons vers le Seigneur ». Si le célébrant vit profondément cette *metanoia*, cette conversion de son cœur, il va dire la prière de l'Église de manière toute nouvelle ; il va la changer de l'intérieur, sans modifier sa lettre ; il va la remplir d'esprit, du Saint-Esprit créateur.

Il y a aussi de nos jours une autre déviation, la méfiance à l'égard de la doctrine reçue de l'Église. On voudrait recommencer la Pentecôte, reprendre à zéro la Tradition. Or, nous sommes insérés dans une succession de foi et de prière que la liturgie nous transmet dans sa pureté. Nous avons besoin plus que jamais du « sens de l'Église » pour nous garder fidèles dans la foi. Tant de tâches nous attendent en ce monde, qui meurt de ne pas être nourri de l'Évangile, que nous ne pouvons pas perdre vainement notre temps à refaire la foi de l'Église. Celle-ci, transmise par la liturgie, fortifie et libère notre esprit, qui peut alors s'adonner à des exigences plus pressantes, dans l'ordre de l'engagement au service de l'homme.

Une troisième déviation de la prière est l'opinion que le dialogue entre chrétiens est déjà une prière. La liturgie consistera en partage d'Évangile, où trop souvent les hommes se regardent vivre, plutôt que de remettre leur vie à Dieu, dans l'adoration et l'intercession. Une telle prière tourne en rond et ne sera jamais libératrice.

Enfin notre époque, si critique à l'égard du langage, fait trop confiance aux mots, oubliant que dans le domaine de Dieu les paroles sont toujours symboliques, qu'elles orientent le cœur vers l'ineffable, sans jamais pouvoir le comprendre totalement. Pourquoi perdre son temps à corriger sans cesse les textes liturgiques, alors que toujours les mots resteront une approximation et devront être dépassés dans la contemplation ? Ceci ne vise pas la belle réforme des textes liturgiques récemment accomplie. Mais on peut dire que l'effort maximum a été fait pour notre temps et qu'il s'agit aujourd'hui de vivre pleinement de ce résultat considérable. La multiplication des créations, pour corriger le texte reçu, donne une impression de bavardage : sous trop de paroles, l'essentiel disparaît, noyé. Tout devient monocorde, sans une heureuse diversification de style que la liturgie actuelle offre avec tant de bonheur.

Les avantages d'une bonne monition

L'avantage de la monition, librement créée mais bien préparée, est qu'elle peut attirer l'attention, avant un acte liturgique, donc le préparer et l'interpréter avant qu'il ne se produise. Au contraire, la modification du texte même de la prière opère une distraction de l'esprit qui cherche à suivre les raisons du changement : pourquoi le prêtre a-t-il dit cela ? Quelle intention a-t-il ? Veut-il modifier la doctrine de l'Église ?... Tout cela n'est aucunement favorable à la prière et à la contemplation.

Une introduction ou une monition bien faite, conforme à l'intention du texte liturgique qui suit, est un appel à méditer sur ce que la communauté accomplit devant Dieu ; il est bon de la faire suivre d'un bref moment de silence, après lequel le texte liturgique, prié calmement et avec intelligence, prendra tout son relief. Nous avons déjà dit que la discipline liturgique actuelle prévoit six créations possibles de monitions : au début de la messe, à l'acte pénitentiel, avant les lectures, avant la préface, avant le *Notre Père* et à la conclusion de la messe. Qui voudrait faire plus, ou même utiliser toutes ces possibilités, noierait la célébration dans un flot de paroles humaines et fatigantes.

On ne peut pas exclure qu'au cours d'une oraison, d'une préface ou d'un memento, le célébrant se sente appelé à introduire une brève interpolation. Il respecte le texte liturgique mais, dans le mouvement de sa signification, il insère une phrase qui mettra en relief un aspect particulier...

Mais il faut toujours avoir à l'esprit ce qui résume le problème de la créativité et de la spontanéité en liturgie. La vraie spontanéité, la vraie créativité dans une célébration, c'est de bien se préparer pour faire vivre un texte, en donnant esprit à la lettre de la liturgie. Un orchestre et un soliste ne créent pas à nouveau un concerto, exécuté peut-être des dizaines de fois ; ils se préparent longuement pour lui donner vie, et c'est précisément leur interprétation, fidèle au texte, mais vivante par le cœur et l'esprit, qui exprime leur spontanéité, leur créativité.

MAX THURIAN.

ÊTRE CHRÉTIEN AU VIETNAM AUJOURD'HUI

Interview de Mgr Nguyen Van Binh, archevêque d'Hôchiminhville

Mgr Nguyen Van Binh, archevêque d'Ho-Chi-Minh-Ville, a accordé à un envoyé spécial du quotidien communiste italien l'Unità l'interview ci-après, dans laquelle il décrit l'état des relations entre l'Eglise et l'Etat et le chemin que suit la communauté chrétienne dans un Etat socialiste ().*

— *Quels sont, selon vous, la place et le rôle des catholiques aujourd'hui au Vietnam ? Quel est leur apport dans la reconstruction d'un pays qui a subi tant de destructions et de pertes en vies humaines, et dans la création d'une nouvelle société ?*

— Nous sommes des Vietnamiens qui vivons sur le sol vietnamien. Depuis quelques années déjà nous nous appelons « Vietnamiens catholiques », et même « catholiques vietnamiens », pour mieux souligner le fait que nous sommes catholiques, mais qu'avant tout nous sommes vietnamiens. Conscients de la place et du rôle des Vietnamiens, devenus maîtres de la nation, nous, catholiques — du clergé et des religieux jusqu'aux fidèles — nous apportons tous notre contribution à l'œuvre de reconstruction de notre pays. On peut le dire : dans toutes les grandes usines d'Etat et sur tous les chantiers, dans les sociétés, les entreprises et les fabriques, de même que dans les zones de décentralisation et dans les nouvelles régions économiques, partout des catholiques sont présents, et le sont de manière positive. Je n'ai pas sous la main les données pour les autres diocèses. Mais dans l'archidiocèse d'Ho-Chi-Minh-Ville — selon le bilan de 1977 — les catholiques qui ont reçu des félicitations officielles sont en nombre assez élevé. Ainsi, dans l'usine de textiles de Dong Nam où, sur les quatorze ouvrières de la section 22, cinq sont catholiques ; et les deux qui ont été promues « ouvrières d'avant-garde » sont catholiques. Sur les six religieuses en service à l'hôpital antituberculeux de Hong Bang, quatre ont été promues « travailleuses d'avant-garde » et « deux » « militantes d'élite » dans le mouvement d'émulation, alors que, sur le total de six cent cinquante employées de l'hôpital, il y a deux cents « ouvrières d'avant-garde » et quatre « militantes d'élite » seulement.

Les rapports entre l'Eglise et l'Etat s'améliorent

— *Trois ans après la libération du pays et la réunification, comment décririez-vous l'état des rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat socialiste du Vietnam ?*

(*) Texte italien dans l'Unità du 30 mai 1978. Traduction, titre, sous-titres et note de la DC.

— Je puis dire que les rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat socialiste du Vietnam s'améliorent de jour en jour. Au début, il faut l'admettre, il y a eu certaines difficultés, qui découlaient des préjugés et des malentendus des deux côtés. Mais grâce à l'approfondissement de la politique du gouvernement, en particulier celle qui regarde la religion, grâce aussi aux contacts que nous avons pu avoir avec les dirigeants du parti et de l'administration au niveau central aussi bien que local, nous avons bien compris que l'objectif poursuivi par les communistes — jusqu'au sacrifice de leur vie — n'est autre que le bonheur de tous et de chacun. D'autre part, nos frères révolutionnaires se rendent compte plus clairement que la grande majorité des Vietnamiens catholiques sont des patriotes. S'ils ont eu des limites dans l'expression de leur patriotisme, c'est à cause des malentendus provoqués par une propagande pernicieuse. Aujourd'hui, dans la nouvelle situation, loin de toute domination étrangère, la capacité des catholiques à jouer leur rôle se trouve multipliée. De plus, nos frères révolutionnaires continuent de nous aider. Avec beaucoup de patience, les dirigeants d'Ho-Chi-Minh-Ville sont venus à plusieurs reprises s'entretenir avec des évêques, les prêtres et les religieux, ce qui a contribué à nous faire mieux comprendre la politique du parti et de l'Etat. De notre côté, nous avons également eu des échanges très amicaux avec eux, et participé à des rencontres organisées, soit par le Front de la patrie, soit par le gouvernement. Grâce à tout cela, nous nous comprenons mieux des deux côtés, et nous avons une meilleure estime les uns des autres, pour être mieux au service de notre pays. Je pense que si l'on considère l'intérêt du peuple comme base commune, tous les problèmes, quels qu'ils soient, peuvent être facilement résolus. Ainsi, avant l'ordination d'un prêtre ou la nomination d'un curé, nous avons l'habitude d'avoir un échange d'opinion avec le Front et l'administration locale. Car le prêtre, responsable d'une paroisse, a une influence sur des personnes qui sont en même temps des fidèles et des citoyens... A notre avis, ces échanges préventifs créeront des conditions favorables aux activités religieuses des prêtres, sur le plan local.

Dans une société totalement différente

— *Parmi les problèmes hérités de l'Histoire, quels sont les plus complexes pour l'Eglise et les fidèles ? Comment les résoudre ?*

— Oui, nous avons vécu des siècles durant sous un régime social déterminé. Aujourd'hui, dans une société totalement différente et totalement nouvelle, il y a sans aucun doute de nombreux problèmes qui doivent être résolus. Certains d'entre eux peuvent l'être avec une relative facilité, il suffit pour cela d'une juste connaissance des choses et d'une ferme décision. En particu-

lier, nous nous sommes adaptés assez rapidement sur le plan des structures et du mode de vie. Dans le passé, à l'intérieur d'une société capitaliste, par exemple, l'Etat ne pouvait s'occuper de tous les besoins du peuple, et nous devons nous charger de la création d'écoles, d'hôpitaux et d'orphelinats. Aujourd'hui, sous le régime socialiste, comme l'Etat assume lui-même le service de tout le peuple nous n'hésitons pas à remettre à l'administration nos institutions. Les catholiques qui travaillent dans ces institutions peuvent continuer leur travail comme personnel de l'Etat. Dans le même esprit, nous avons remis à l'Etat les centres d'exploitation financière que nous possédions dans le passé pour subvenir aux besoins de nos œuvres sociales. En ce qui concerne l'entretien des prêtres et des religieux, tous doivent vivre comme le peuple travailleur. C'est le cas de la plupart des religieux et des religieuses de notre diocèse. Nos séminaristes, eux aussi, partagent leur temps entre l'étude et le travail manuel. Les besoins des prêtres qui doivent consacrer tout leur temps aux tâches pastorales seront couverts par la contribution financière des fidèles.

Le problème qui continue d'être le plus complexe est celui des préjugés. Pour les liquider complètement, il faut du temps et beaucoup de conditions favorables. Systématiquement, et pendant de longues années, les puissances étrangères avaient creusé au sein de notre peuple un profond fossé entre bouddhistes et chrétiens, entre la population du Nord et celle du Sud, entre croyants et non-croyants, et cela dans le but de maintenir leur domination. Surtout ces dernières décennies, quand elles se sont rendu compte que la révolution socialiste avait la possibilité de vaincre, elles ont cherché de toutes les façons à créer la division entre les chrétiens et les révolutionnaires, entre les athées et les croyants, en faisant croire à nos catholiques que la coexistence avec les communistes était impossible. Pourtant, après trois ans de coexistence sous la direction du Parti communiste, nous nous rendons compte que, malgré la différence dans l'idéologie et la vision du monde qui existe entre les croyants et les non-croyants, catholiques et communistes ont tous la même préoccupation et la même volonté de travailler au bien-être et au bonheur de tous.

S'engager au service du peuple

Comme nous l'avons dit, ces trois dernières années, grâce à la politique très équitable du gouvernement révolutionnaire à l'égard de la religion, grâce aussi à l'aide toujours pleine de compréhension du parti et du Front de la patrie d'Ho-Chi-Minh-Ville d'une part, et d'autre part grâce à l'évolution toujours plus remarquable des catholiques, nous avons réussi à combler en partie le fossé de la division et à effacer la plupart des préjugés. Certes, le travail n'est pas aussi facile et aussi simple que s'il s'agissait de tourner les pages d'un livre. Les cinquante millions d'habitants ne peuvent avoir en même temps le même degré d'intelligence et les mêmes conditions pour bien comprendre les choses. Il faut donc reconnaître sincèrement qu'il existe encore des préjugés chez certains cadres révo-

lutionnaires à l'égard des catholiques, de même que chez les catholiques à l'égard des révolutionnaires. Il n'en reste pas moins que, pour nous tous, la marche de l'histoire est déjà très claire. J'ai déjà dit plusieurs fois aux prêtres, aux religieux et aux fidèles que nous avons le devoir de nous engager dans les différentes œuvres au service du bien commun et du peuple tout entier. C'est dans les usines d'Etat, où tous travaillent ensemble, que ceux qui se préoccupent sincèrement du bien du peuple se rencontreront s'apprécieront réciproquement et se sentiront tous nécessaires à l'œuvre commune. Autrefois, étant donné les différences idéologiques, certains d'entre nous pensaient que les religieux n'auraient pu continuer facilement à enseigner dans les écoles socialistes. Mais comme ils se sont montrés d'excellents enseignants, le gouvernement les a invités à continuer, et la plus grande partie d'entre eux ont été acceptés comme enseignants de l'Etat.

— *Quelle action mène l'Eglise catholique pour réaliser dans le concret les orientations de Vatican II et des Synodes successifs ?*

— L'orientation de Vatican II, que les Synodes des évêques essaient de promouvoir (1), est une orientation d'ouverture et de dialogue, de retour aux sources, au service de la masse, en particulier des pauvres. Selon moi, c'est en vivant sous le régime socialiste que nous avons des conditions favorables pour son application. En effet, sous le régime socialiste, l'homme, ayant cessé d'être assujéti à l'appât du gain égoïste, serait plus disposé à accueillir des valeurs spirituelles. Par le travail, l'homme non seulement produit des biens matériels et se rend utile à la société, mais comprend mieux aussi ce que signifie l'argent ; il comprend mieux les valeurs du travail et du travailleur.

Tous les Vietnamiens d'aujourd'hui s'avancent dans cette direction, qui est véritablement raisonnable et juste. C'est aussi grâce à cela que l'Eglise a connu une évolution positive. J'ai encouragé nos prêtres et nos religieux à participer aux divers travaux au coude à coude avec le peuple, en particulier dans les travaux d'irrigation et de drainage, dans la construction des usines d'Etat. Grâce à l'aide du Front de la patrie d'Ho-Chi-Minh-Ville, un terrain de cinquante hectares a été confié à l'archevêché afin que le clergé et les religieux puissent contribuer à la production des céréales. En ce qui concerne nos séminaristes, je les engage à plus d'un an de travail productif dans les différentes entreprises ou usines d'Etat, avant d'être ordonnés prêtres. Je crois que les engagements dans ce sens correspondent effectivement à l'orientation de Vatican II et des Synodes des évêques. Naturellement, il faut que nous confrontions toujours l'Evangile aux valeurs découvertes au cours de cet engagement, de manière que notre foi apparaisse comme quelque chose qui nous pousse à servir Dieu et le peuple. Le chemin que suit notre Eglise est un chemin plein d'encouragements et de promesses, mais non un chemin facile. Il exige beaucoup de réflexion et de travail.

(1) Sur l'intervention de Mgr Nguyen Van Binh au Synode, cf. *DC* 1977, n° 1729, p. 923.

Événements et Informations

FRANCE

Mgr Bodet et Mgr Malbois à la Propagation de la foi de Paris et de Lyon

Après de longues années passées au services des Œuvres pontificales missionnaires en France, Mgr Georges Marchand et Mgr Henri Foucard ont demandé à Mgr Collini, directeur national de ces œuvres, de pourvoir à leur succession. Sur sa proposition, et avec l'agrément des archevêques de Paris et de Lyon, le Conseil permanent de l'Episcopat a nommé Mgr Henri Bodet, du diocèse d'Angers, attaché à la Secrétairerie d'Etat du Vatican, président du Conseil central de Paris de la Propagation de la foi et de Saint-Pierre apôtre ; Mgr Albert Malbois, ancien évêque de Corbeil, président du Conseil central de Lyon de la Propagation de la foi et de Saint-Pierre apôtre. Ces nominations prendront effet le 1^{er} août prochain. (« La Croix », 3 mai.)

Sondage sur le célibat sacerdotal

Dans le cadre d'une enquête sur le prêtre, « la Croix » (29 avril) publie les résultats d'un sondage, jusqu'alors inédit, effectué par la SOFRES en décembre 1977 pour le compte de la délégation générale à la recherche scientifique et technique :

ETES-VOUS FAVORABLE OU OPPOSE ?

I. — AU MARIAGE DES PRETRES

Sur 100 prêtres	27	66	7
Sur 100 catholiques pratiquants réguliers.....	47	44	9
Sur 100 catholiques pratiquants irréguliers....	72	19	9
Sur 100 catholiques non pratiquants	84	10	6

II. — A CE QUE DES HOMMES DEJA MARIÉS SOIENT ORDONNES PRETRES

Sur 100 prêtres	81	15	4
Sur 100 catholiques pratiquants réguliers.....	57	35	8
Sur 100 catholiques pratiquants irréguliers....	63	27	10
Sur 100 catholiques non pratiquants	73	20	7

Nominations

Le Conseil permanent de l'Episcopat a nommé, le 9 mai :

1. Le P. Yves BONNET, du diocèse de Nantes, comme aumônier national de l'Union catholique des cheminots français.

2. Le P. Michel LEDUC, du diocèse de Lille, comme aumônier national de la JEC.

Il a prolongé pour un an le mandat du P. Etienne CHARPENTIER, du diocèse de Chartres, comme directeur d'« Evangile et Vie ». (« SNOP », 24 mai.)

Nouvelle supérieure de la Congrégation des Filles du Saint-Esprit

Au cours du Chapitre qui a réuni 64 Sœurs, venues de cinq pays, la Congrégation des Filles du Saint-Esprit a élu Sœur Marie-Thérèse GRALL, supérieure générale. Née en Bretagne en 1706, la Congrégation est implantée en Belgique, Hollande, France, Angleterre, Etats-Unis, Afrique et Amérique latine (15, bd Sébastopol, 35100 Rennes). (« La Croix », 18 mai.)

Rencontre nationale des Scouts de France

Les groupes Scouts de France ont tenu leur rencontre nationale pendant le week-end de la Pentecôte (13-15 mai) au château de Jambville (78440 Gargenville). Nous

lisons dans le communiqué distribué à la presse lors de ces journées qui ont réuni plus de 5 000 responsables :

« Les Scouts de France sont le plus important mouvement français de scoutisme avec 100 000 adhérents, 15 000 responsables bénévoles.

« Implantés dans 5 000 lieux d'activités, ils proposent aux enfants et aux jeunes 2 millions de journées de plein air ou de camp et réalisent plus de 30 000 journées de formation de cadres. Ils publient deux journaux mensuels et de nombreux documents pédagogiques.

« Suivant les principes de toute éducation active moderne, ils sont à l'écoute des besoins et des appels de chaque génération pour lui permettre de découvrir en elle les moyens d'y répondre et rendre ainsi chacun responsable de sa propre croissance. Les principes fondamentaux de l'éducation par le scoutisme restent étonnamment modernes, pour peu qu'on fasse l'effort d'en comprendre l'esprit, en dépassant les formes apparentes.

« Cela se vit aujourd'hui dans des unités d'une vingtaine de garçons, « la meute » pour les Louveteaux de 9 à 12 ans, la « troupe » pour les Rangers de 12 à 14 ans, le « poste » pour les Pionniers de 14 à 17 ans et dans les « équipes » pour les Compagnons de 17 à 19 ans. »

ÉTRANGER

COMORES

Coup d'Etat

Un coup d'Etat a renversé, dans la nuit du 12 au 13 mai, M. Ali Soilih. Le nouveau chef d'Etat, M. Saïd Atthoumani, a pris la tête d'un Comité politico-militaire, dont la première décision a été d'autoriser la liberté de culte et la pratique de la foi coranique. (« La Croix », 16-17 mai.)

ESPAGNE

Le retour des restes du cardinal Vidal i Barraquer

Les restes du cardinal Vidal i Barraquer, ancien archevêque de Tarragone, mort en exil à la chartreuse de La Valsainte (canton de Fribourg, Suisse) en septembre 1943, sont revenus en Espagne. Les évêques catalans écrivent à ce propos : « Nous avons la joie d'annoncer que les restes du cardinal Vidal i Barraquer reviendront, si Dieu le veut, à son siège primatial de Tarragone le 15 mai, lundi de la Pentecôte..., conformément à ses dernières volontés... Cette annonce, nous la faisons dans une espérance de réconciliation et de paix ; en espérant voir cicatrisées les blessures, pardonnées les offenses, oubliées les rancœurs, surmontées les passions... », (« *Ecclesia* », 13 mai.)

GRANDE-BRETAGNE

Un obstacle aux relations anglicanes-catholiques

Dans un article publié dans « *The Times* » (10 mai), Mgr BUTLER, évêque auxiliaire de Westminster, membre de la Commission épiscopale anglaise pour l'unité, a averti que si l'Eglise d'Angleterre venait à adhérer à un accord avec l'Eglise méthodiste et l'Eglise réformée unie sur la base des dix propositions, cela créerait de nouveaux obstacles pour ses relations avec Rome. (« *The Tablet* », 20 mai.)

ISRAEL

Nouvel Abbé à Latroun

A l'abbaye de Latroun, de l'Ordre de la Stricte Observance (Trappistes), le P. Elie Corbisier avait donné sa démission en 1976, et le P. Yves De Broucker avait été nommé supérieur pour le remplacer pendant deux ans. Au cours d'un chapitre, présidé en janvier dernier par le Rme Père Abbé de Sept-Fons, le P. Yves a été élu Abbé par la communauté, et son élection a été confirmée par le Père Abbé général des Trappistes. Le 6 avril, S. B. Mgr Beltritti, patriarche latin de Jérusalem, a conféré la bénédiction abbatiale au Rme P. YVES DE BROUCKER. Le monastère compte une trentaine de Trappistes originaires de différents pays : France, Arménie, Liban, Yougoslavie, Belgique, Allemagne et Italie. (« *La Terre sainte* », mai-juin 1978.)

ITALIE

La loi sur l'avortement

Le Sénat italien a repoussé, le 11 mai, par 162 voix contre 150 (dont les démocrates-chrétiens), la motion préjudicielle contre l'examen de la loi sur l'avortement (il l'a adoptée le 19 mai par 160 voix contre 148). Le cardinal BENELLI, archevêque de Florence, a déclaré, à ce propos, dans son homélie du dimanche de la Pentecôte (14 mai) : « Un commandement de Dieu : tu ne tueras pas, est en jeu. Personne, je crois, ou du moins je veux l'espérer, ne voudrait aller délibérément contre ce commandement ; personne ne voudrait se reconnaître coupable d'une loi qui déclare pleinement légitime ce que Dieu condamne d'une façon si catégorique et inconditionnelle. Si je ne me trompe, beaucoup de ceux qui, autrefois, s'étaient déclarés favorables à la légalisation de l'avortement sentent qu'il n'est pas juste de faire croire à des pauvres femmes en difficulté qu'elles peuvent en toute tranquillité supprimer leur créature. Ils sentent qu'il n'est pas juste de le leur faire croire, car ils savent fort bien que cette suppression de la vie est et restera toujours, malgré les lois les plus solennelles de l'Etat, devant leurs consciences de mères, devant Dieu et devant les hommes, un crime abominable. Comment alors peut-on prendre parti pour l'avortement ? Avec l'autorité et la charité de la succession des apôtres, je voudrais dire à ces hommes que leurs efforts sont parfaitement vains et qu'ils ne pourront jamais justifier ce qui objectivement est injustifié et injustifiable. » (« *L'Osservatore Romano* », 17 mai.)

HIÉRARCHIE

Nominations et transferts

Le Saint-Père a nommé :

— Le P. Michel MAITRE, spiritain, administrateur apostolique « sede vacante et ad nutum Sanctae Sedis » de Bambari, Empire centre-africain. (« *OR* », 7 mai.) — Mgr Giulio PARISE, vicaire apostolique de Napo, Equateur, dont il était auxiliaire. (« *OR* », 12 mai.) — M. l'abbé Armand RAZAFINDRATANDRA, évêque de Majunga, Madagascar. (« *OR* », 13 mai.) — Le P. Jean-Samuel

RAOBELINA, des missionnaires de N.-D. de La Salette (secrétaire de la Conférence épiscopale, directeur national des œuvres pontificales missionnaires), évêque de Tsiroanomandidy, Madagascar. (« *OR* », 13 mai.) — Mgr Juvenal RORIZ, CSSR (prélat de Rubiataba), archevêque de Juiz de Fora, Brésil. (« *OR* », 14 mai.) — Mgr Armando CIRIO, OSI (évêque de Toledo), évêque de Cascavel, Brésil, diocèse érigé le même jour. (« *OR* », 14 mai.) — Le chanoine Geraldo MAJELLA AGNELO, évêque de Toledo, Brésil. (« *OR* », 14 mai.) — M. l'abbé Heitor DE ARAUJO SALES, évêque de Caico, Brésil. (« *OR* », 14 mai.) — M. l'abbé Reinhard PUENDER, évêque de Coroata, Brésil. (« *OR* », 14 mai.) — Le P. Olivo FAZZA, SVD (provincial des Verbits à Sao Paulo), évêque de Foz do Iguaçu, Brésil, diocèse érigé le même jour. (« *OR* », 14 mai.) — Le P. Jorge Eduardo MARSKELL, SFM (administrateur apostolique d'Itacoatiara, Brésil), évêque prélat de la même prélature. (« *OR* », 14 mai.) — M. l'abbé Jean GRATTON (prêtre du diocèse d'Ottawa), évêque de Mont-Laurier, Canada. (« *OR* », 14 mai.) — Le P. Egidio SAMPIERI, OFM (directeur de l'œuvre orientale de la Custodie de Terre sainte), vicaire apostolique d'Alexandrie, auquel sont unis « ad personam » les vicariats apostoliques d'Héliopolis et de Port-Saïd, Egypte. (« *OR* », 14 mai.)

Démissions

Le Saint-Père a accepté les démissions de :

— Mgr Gérard-Marie CODERRE, évêque de Saint-Jean de Québec, Canada. Mgr Bernard HUBERT, coadjuteur avec droit de succession, lui succède. (« *OR* », 4 mai.) — Mgr Maximiliano SPILLER, CSI, vicaire apostolique de Napo, Equateur. (« *OR* », 12 mai.) — Mgr Jean DAVID, CSSP, évêque de Majunga, Madagascar. (« *OR* », 13 mai.) — Mgr Amand HUBERT, SMA, vicaire apostolique d'Héliopolis, Egypte. (« *OR* », 15-16 mai.)

Décès

— De Mgr Emilio CINENSE, archevêque de San Fernando, Philippines, survenu le 5 mai, à l'âge de 66 ans. (« *OR* », 7 mai.) — De Mgr Roger MICHON, évêque de Chartres, Eure-et-Loir, survenu le 6 mai. Né à Draveil (Essonne) le 12 février 1904, Mgr Michon avait été nommé évêque de Chartres le 12 février 1955. (« *OR* », 7 mai.) — De Mgr Walter Andrew FOERY, ancien

évêque de Syracuse, USA, survenu le 10 mai, à l'âge de 87 ans. (« OR », 14 mai.) — De Mgr Mak-similijan DRZECNIK, évêque de *Mari-bor*, Yougoslavie, survenu le 13 mai, à l'âge de 74 ans. (« OR », 15-16 mai.)

SAINT-SIÈGE

— Paul VI a reçu, le 5 mai, Mlle Lombe Phyllis CHIBESAKUNDA, nouvelle ambassadrice de Zambie auprès du Saint-Siège, venue lui présenter ses lettres de créance.

(« OR », 5-6 mai.) Mlle Chibesa-kunda, 34 ans, continuera en même temps à exercer sa charge de haut commissaire de la Zambie à Londres. (« *The Tablet* », 13 mai.)

Béatification de Sœur Maria-Enrichetta Dominici

Paul VI a procédé, le dimanche 7 mai, à la béatification d'une religieuse italienne. Caterina Dominici est née à Borgo Salsasio, Carmagnola (près de Turin), le 10 octobre 1829. Elle entre le 19 novembre 1850 dans l'Institut des Sœurs de Sainte-Anne, à Turin, où elle prend le nom de Sœur Maria Enrichetta. Le 4 octobre 1854, elle part

pour la maison de Castelfidardo où, en 1855, elle soigne les malades pendant l'épidémie de choléra. Le 23 juin 1858, elle revient à Turin comme maîtresse des novices. Le 1^{er} juillet 1861, elle est élue supérieure générale de son Institut, charge qu'elle conservera jusqu'à sa mort, survenue le 21 février 1894. (D'après « *l'Osservatore Romano* », 7 mai 1978.) Paul VI a dit au terme de son homélie : « Ses dernières paroles, adressées à ses sœurs avant de mourir, ont été : « Je vous recommande l'humilité... l'humilité. » Là est résumé le grand message que la nouvelle bienheureuse adresse à nos contemporains. » (« OR », 8-9 mai.)

Mémorandum des évêques d'Irlande du Nord à propos d'un projet de loi sur le divorce

Les six évêques ayant juridiction en Irlande du Nord ont adressé le mémorandum ci-après à M. Roy Mason, secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, à propos d'un projet de loi tendant à aligner dans leur pays la législation du divorce sur celle d'Angleterre (1) :

La proposition, tendant à introduire en Irlande du Nord une nouvelle législation sur le divorce s'alignant en substance sur celle existant déjà en Angleterre et au Pays de Galles, préoccupe vivement la communauté catholique ainsi que de nombreuses catégories de l'ensemble de la population. Les évêques catholiques partagent cette préoccupation.

L'Eglise catholique enseigne que le mariage est indissoluble, c'est-à-dire que ceux qui sont valablement mariés ne sont jamais libres de rompre leur mariage et d'en contracter un nouveau. Le mariage sacramentel, une fois consommé, ne peut s'achever que par la mort de l'un des deux époux.

Nous n'acceptons pas que l'Etat puisse faire ou défaire un mariage où des catholiques sont concernés. Tout ce qu'il peut faire, c'est réglementer les aspects civils du mariage.

Il est nécessaire de rappeler cette position de la doctrine catholique devant les propositions actuelles en vue de faciliter l'obtention du divorce civil en Irlande du Nord. Aucun changement de la loi civile ne peut changer la vérité du mariage aux yeux de Dieu. Aucune loi nouvelle ne peut modifier la doctrine de l'Eglise qui est fondée sur l'Evangile de Jésus-Christ. Aucun catholique ne peut contracter un nouveau mariage du fait qu'il a obtenu un divorce civil en vertu de la loi en vigueur en Irlande du Nord. L'entrée en vigueur d'une loi libérale sur le divorce ne changerait rien à cela.

L'expérience de l'Angleterre et du Pays de Galles a montré qu'une législation moins restrictive a con-

duit à une forte augmentation du nombre des divorces. Durant les sept dernières années, c'est-à-dire depuis la nouvelle loi, le nombre annuel des divorces a plus que doublé. En Irlande du Nord, beaucoup de gens, de toutes confessions, craignent que la nouvelle législation ait pour effet une semblable augmentation du nombre des divorces. Nous sommes convaincus qu'en Irlande du Nord très peu de gens aimeraient voir tant de nos mariages finir devant les tribunaux pour divorces. La loi qui est proposée tendrait certainement à amoindrir la signification spirituelle et le sérieux du mariage. Elle rendrait plus probable que certains se marieraient trop à la légère, en se disant qu'en cas d'insuccès ils auraient facilement une porte de sortie. En effet, avec la nouvelle loi qui est proposée, les personnes mariées auraient tendance à faire moins d'efforts pour que leur mariage soit une réussite. Elles seraient davantage portées à rompre leur mariage sans faire vraiment d'efforts assez sérieux pour surmonter les difficultés que tout mariage peut connaître.

La loi sur le divorce qui est proposée accepterait la séparation sans consentement comme preuve de l'échec irrémédiable du mariage. Aux termes de cette loi, par exemple, l'époux coupable pourrait obtenir le divorce malgré les objections de l'épouse innocente. Il nous semble qu'il y aurait là une grave injustice pour cette dernière.

Aucun argument valable n'a été présenté pour montrer qu'en Irlande du Nord la majorité de la population souhaite un changement radical dans la législation sur le divorce actuellement en vigueur. Un tel changement aurait de sérieuses conséquences pour la stabilité de la famille et le bien-être de la société. Aucun changement de cette nature ne devrait être introduit par règlement, sans avoir été discuté et voté par les représentants élus de la population. Comme cela n'est pas possible en ce moment, nous croyons que le moment n'est pas venu d'apporter un changement radical à la législation en vigueur.

(1) Traduction de la DC d'après le texte anglais original.

L'Eglise dans le monde

MGR LEFEBVRE

A SAINT-NICOLAS-DU-CHARDONNET

Mgr Marcel Lefebvre est venu, le dimanche 4 juin, confirmer deux cents enfants dans l'église parisienne Saint-Nicolas-du-Chardonnet, occupée illégalement depuis le 27 février 1977 (1). Voici les déclarations qui ont été faites à ce propos par le cardinal MARTY et son auxiliaire, Mgr PEZERIL (2) :

Déclaration du cardinal MARTY

Le dimanche 4 juin, Mgr Lefebvre viendra une fois encore parmi les occupants de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet avec la prétention de confirmer des jeunes.

Je me dois de rappeler une fois encore que c'est une démarche qui se situe en rupture de communion avec l'Eglise catholique, en désobéissance formelle au Pape, et en désaccord complet avec l'archevêque de Paris.

L'église qui lui servira de cadre est occupée à l'encontre de toute légalité, comme il a été reconnu par l'autorité judiciaire, et le trouble dû à la poursuite de cette occupation est un grave dommage qu'avec les chrétiens de ce quartier je déplore avec force.

Ce rappel s'impose pour éviter que l'oubli, l'indifférence ou l'habitude ne fassent perdre de vue la prise de position de l'archevêché.

Je demande aux catholiques de Paris de prier aux messes de ce dimanche pour l'unité de l'Eglise : que le signe de la fraternité exigée par le Christ soit donné en communion avec le Pape Paul VI.

Cardinal François MARTY.

Extrait de l'homélie de Mgr PEZERIL
évêque auxiliaire de Paris, lors de la célébration de la Confirmation des enfants de la paroisse Saint-Séverin - Saint-Nicolas, le dimanche 28 mai.

Alors qu'une fois de plus je vais, au nom de l'Eglise, demander au Christ d'envoyer son Esprit-Saint sur vos enfants, il m'est impossible de ne pas penser à l'épreuve qui est la vôtre, qui est la nôtre. Une confirmation de dissidence va être célébrée dimanche prochain à Saint-Nicolas. Saint-Nicolas, c'est pour nous bien davantage qu'une querelle immobilière. Il ne s'agit pas d'un bâtiment. Il apparaîtra malheureusement dimanche prochain que le sacrement de confirmation qui va y être conféré, le sera par un évêque dans une démarche qui est un outrage à l'unité catholique, un outrage au Pape, un outrage à l'Eglise, un outrage au Christ.

Il y a là pour nous un scandale grave. Nous sommes en réalité devant une immense détresse spirituelle.

(1) Cf. DC, 1977, n° 1717, p. 308 et s.

(2) Bulletin de la Communauté chrétienne Saint-Séverin - Saint-Nicolas, 4 juin 1978.

Mgr Lefebvre fait souvent allusion à l'enseignement traditionnel de l'Eglise. Je puis donner ma parole que si un seul de ses maîtres de jadis survenait dimanche prochain, il l'arrêterait sur le porche de Saint-Nicolas, il lui interdirait de franchir le seuil. Il lui dirait : « Comment osez-vous inviter tant de familles à vous conduire leurs enfants pour une confirmation que vous allez célébrer à l'encontre de l'unité de l'Eglise et comme un défi au Pape, une confirmation dont vous savez que la célébration sera sacrilège, au cours d'une Eucharistie elle aussi sacrilège ? » L'étrange sollicitude de faire avancer ainsi les jeunes, sous prétexte de leur donner ce sacrement, dans une équivoque aussi troublante !

C'est pour nous tous une tristesse immense. En vérité, l'Esprit-Saint ne peut être manipulé de la sorte, si je puis dire. Comment en un pareil moment, ne pas nous interroger : « Qu'est-il donc arrivé comme malheur à l'Eglise pour qu'un évêque lui-même s'égare au point d'en arriver là ? » En tout cas ce n'est pas ainsi que sera sanctifiée l'Eglise. Il y a quelques mois, Mgr Lefebvre écrivait et titrait même que le Pape Paul VI est entre les mains de Satan. C'est vraiment le langage qu'on employait aux pires moments, aux moments les plus désordonnés de la Réforme. Mais ce langage n'était pas tenu par les catholiques fidèles : il l'était par ceux qui se séparaient de Rome.

Nous allons prier. Impossible de ne pas penser à ce qui va se passer là-bas dimanche prochain. Parce que c'est aussi chez vous. Cette église est la vôtre ; elle reste la vôtre ; elle sera la vôtre. Vous en gardez la responsabilité morale et spirituelle.

Nous allons prier pour les enfants qui seront confirmés dans ces conditions, pour leurs familles, pour tous les fidèles de Saint-Nicolas. Nous allons prier pour Mgr Lefebvre. Nous n'avons pas d'autre ressource à son égard mais de n'est pas la moindre. Que Dieu lui accorde de s'apercevoir où il en est et de se retourner tout à coup. Dans l'histoire, on a vu des conversions plus sensationnelles encore.

Pourtant, mes frères c'est pour nous aujourd'hui un temps de joie, un jour de soleil. Il y a des jeunes parmi nous, vos enfants. Le Saint-Esprit va venir pour renouveler une fois de plus la face de la terre.

Mgr Daniel PEZERIL.

LETTRE OUVERTE DE Mgr RIOBE

A Mgr LEFEBVRE

Avant la venue de Mgr Lefebvre à Orléans, le 30 avril, Mgr RIOBE, évêque du diocèse, lui avait adressé la lettre ouverte ci-après :

Voici près de vingt ans, vous m'accueillez à Dakar, votre diocèse. Ensemble, nous vivons frater-

nellement les deux retraites que vous m'aviez demandé de prêcher à vos prêtres.

Il y a dix-sept ans que je suis évêque et je n'ai jamais fermé ma porte à personne. L'évêché d'Orléans est votre maison.

L'un et l'autre nous sommes évêques de Jésus-Christ, conscients de nos graves responsabilités dans l'annonce de l'Evangile, conscients aussi de nos misères et de notre péché.

Ni vous ni moi ne sommes propriétaires de l'Eglise et de ses sacrements.

Ni vous ni moi ne pouvons prétendre, sans orgueil, voire sans aberration, détenir à nous seuls la vérité et être les seuls « gardiens de la liturgie catholique, de la Bible et du catéchisme catholiques ».

Nous n'avons de raison d'être que pour servir le peuple de Dieu, en fidélité à Jésus-Christ, et en lien étroit avec nos frères, les évêques de l'Eglise universelle, dont le Pape Paul VI assure l'unité et la communion dans la foi.

A grand renfort d'affiches et d'invitations « strictement personnelles », vous allez demain, à Orléans, célébrer solennellement l'Eucharistie.

Ayez pitié de nos frères catholiques dont vous troublez la foi.

Les uns viendront vous voir dimanche par pure curiosité, parce qu'on a fait de vous une vedette politique.

D'autres vous suivent, égarés dans des chemins que ni vous ni moi n'avons su redresser. Ils ont soif de vérité. Ils sont en quête de Jésus-Christ.

Mais combien de catholiques sont lassés de nos divisions, pensant que sur les chantiers du monde, il y a d'autres combats à mener, et l'Evangile à annoncer !

Ayez pitié des petits enfants que vous allez confirmer sans y être autorisé ni par le Pape ni par l'évêque du diocèse, posant ainsi un acte de désobéissance grave que rien ne peut légitimer. Quand je pense que vous allez oser reconfirmer des enfants !

Je sais que l'Association Saint-Pie-V a de l'argent, beaucoup d'argent. Est-ce bien là un signe de l'Evangile et d'une authentique efficacité du service épiscopal ?

Je sais qu'à Ecône, il y a des jeunes, mais de toute la France et de l'Europe entière. Sont-ils donc en nombre si important ? Et combien restent à Ecône ?

Pardonnez-moi, Monseigneur, mon frère, ce cri du cœur...

Je ne peux que vous aimer.

Que Jésus-Christ nous garde dans la paix.

(La Croix, 29 avril 1978.)

LETTRE DE L'ARCHEVEQUE DE GLASGOW AU SUJET DE L'OUVERTURE D'UN LIEU DE CULTE RELEVANT DE Mgr LEFEBVRE

Un prêtre néo-zélandais, l'abbé Thomas Fuohy, a ouvert à Glasgow un lieu de culte traditionaliste où il a célébré la messe selon le rite de saint Pie V, le dimanche 21 mai, devant une assemblée de 70 personnes. Mgr WINNING, archevêque de Glasgow, a

publié la mise en garde ci-après qui a été lue dans toutes les églises de son diocèse ce même dimanche (1) :

Une église, qui se dit catholique romaine, a récemment été ouverte au centre de Glasgow, John Street, sous le titre « Eglise du Saint-Esprit ». Le groupe responsable de cette nouvelle communauté affirme aimer l'Eglise catholique, mais il est en fait sérieusement fourvoyé. Devant les demandes de directives qui m'ont été adressées par des catholiques de l'archidiocèse, j'ai décidé de clarifier la situation. En prenant la parole, je peux être accusé d'être dur pour un petit groupe de gens bien intentionnés, mais mal guidés. Par contre, garder le silence actuellement pourrait faire penser que je fuis mes responsabilités.

D'abord les faits. Les responsables de l'ouverture de cette église et du culte qui y est célébré se réclament du mouvement catholique traditionaliste dirigé par Mgr Lefebvre, l'archevêque français en retraite, qui a été suspendu de tout exercice de son sacerdoce par Paul VI le 22 juillet 1976.

Mgr Lefebvre prétend que l'ancienne forme latine de la messe, qui était utilisée jusqu'en 1970, est la seule façon légitime de célébrer la messe, et c'est pourquoi seule cette forme latine est utilisée dans l'Eglise de John Street. Mgr Lefebvre et ses partisans prétendent que le Pape n'a pas autorité pour changer la façon de célébrer la messe. Une telle prétention est proprement insoutenable et aucun catholique ne peut sérieusement défendre cette position. De plus, cette prétention à propos de la messe n'est que le symbole d'une assertion beaucoup plus sérieuse de Mgr Lefebvre : en suivant le II^e Concile du Vatican, l'Eglise a abandonné ses vraies traditions. Cela aussi est faux et insoutenable.

En mai 1976, Paul VI a dit de Mgr Lefebvre qu'il avait pris la tête d'une faction séparatiste dans l'Eglise. Selon les termes du Saint-Père, cette faction « éloigne les fidèles des liens d'obéissance au siège de Pierre comme à leurs évêques légitimes » (2). Cette faction a maintenant décidé de créer un centre à Glasgow. Cette présence à John Street doit donc être considérée comme un défi ouvert à l'autorité du Pape et de l'évêque, une atteinte à l'unité du Corps du Christ qui est l'Eglise.

Plusieurs points cruciaux se posent.

La seule personne qui puisse autoriser l'ouverture d'un lieu de culte catholique est l'évêque du lieu. L'église de John Street a été ouverte sans s'en référer le moins du monde à moi et elle n'a pas mon approbation. La seule personne qui puisse autoriser un prêtre à être au service d'une communauté catholique en célébrant la messe, entendant les confessions, présidant les mariages et autres rites, est l'évêque du lieu. Le prêtre qui célèbre à l'église de John Street n'est pas autorisé par moi à exercer un tel ministère dans le diocèse. Il s'agit en fait d'un prêtre du diocèse de Wellington, en Nouvelle-Zélande, qui est ici sans autorisation.

Je veux donc que cela soit bien clair : quiconque fait partie de cette communauté risque d'être totalement coupé du Saint-Père et de l'autorité légitime de l'Eglise qui est à Glasgow. Parce que

(1) Texte anglais dans *The Tablet*, 27 mai 1978. Traduction et titre de la DC.

(2) DC 1976, n° 1700, p. 557. (NDLR.)

le prêtre desservant n'a pas l'approbation officielle des autorités de l'Eglise, les confessions qu'il entend sont nulles et non avenues. Il en est de même pour les mariages qu'il reçoit.

On me demandera inévitablement si j'interdis formellement aux catholiques de fréquenter cette église. Je préfère vous demander de considérer les faits : le défi lancé au Pape, aux évêques et à l'autorité légitime de l'Eglise, les actes graves qui sont posés contre l'unité, et les activités d'un prêtre qui n'est pas officiellement accrédité. Les catholiques qui font partie de cette communauté sont gravement fourvoyés et ils portent une lourde responsabilité. Ce qu'ils font est mal. Ils ont surtout besoin de prières. C'est pourquoi je vous demande de prier pour qu'ils reviennent à la foi et à la pratique de l'Eglise catholique.

A PROPOS D'UN MARIAGE MIXTE DANS LA FAMILLE ROYALE D'ANGLETERRE

Le Service catholique anglais de presse et d'information (« Cathnews », 31 mai 1978) publie la note ci-après au sujet du mariage du prince Michael de Kent, anglican, et de la baronne Marie Christine von Reibnitz, catholique, dont le précédent mariage ■ été annulé par l'Eglise, mais qui n'en est pas moins considérée comme divorcée aux yeux de l'Eglise anglicane (1) :

On ■ annoncé les fiançailles du prince Michael de Kent et de la baronne Marie Christine von Reibnitz. La baronne est catholique romaine et ■ été précédemment mariée à M. Thomas Toubridge. Son mariage précédent a été rompu légalement en 1977. En 1976, elle a fait une demande en nullité de mariage et l'Eglise a déclaré son mariage « nul et non avenue » en mai 1978.

Le prince Michael, baptisé dans l'Eglise anglicane, est le seizième dans l'ordre de succession au trône. En vertu de la loi, il doit avoir l'autorisation de la reine pour se marier valablement. C'est la première fois qu'un membre de la famille royale demande au souverain de se marier avec une catholique dans l'Eglise catholique.

En se mariant avec une catholique, le prince perd automatiquement ses droits à la succession au trône. Les enfants issus du mariage ne garderaient leur droit à la succession que s'ils étaient baptisés et élevés dans la Communion anglicane.

L'Eglise anglicane ne reconnaît pas l'annulation du mariage et elle ne permet pas le remariage religieux d'un divorcé. La loi de notre pays n'autorise pas un membre de la famille royale à se marier civilement en Angleterre et au Pays de Galles. Le couple ne peut donc pas se marier dans notre pays et il envisage de se marier dans une église catholique en Autriche.

L'annulation du mariage

Marie Christine von Reibnitz, dont les fiançailles avec le prince Michael de Kent ont été annoncées

aujourd'hui, est membre de l'Eglise catholique romaine. L'annulation de son précédent mariage ■ été prononcée en mai, près de deux ans après que la demande en ait été faite.

L'annulation du mariage doit être clairement distinguée du divorce. L'Eglise catholique enseigne que deux baptisés, mariés conformément à la loi et dont l'union a été consommée, sont indissolublement unis. Leur union est sanctifiée par la bénédiction de Dieu et elle dure jusqu'à la mort de l'un des deux. Pour l'Eglise, un mariage valide ne peut pas être dissous, et un divorce prononcé par un tribunal civil ne supprime donc pas le lien du mariage. L'Eglise considère qu'en prononçant un divorce, l'Etat prend acte de ce qu'un mariage a irrémédiablement échoué.

Mais l'annulation est quelque chose de tout à fait différent. Le procès en nullité prend en considération non pas l'échec de l'union, mais la nature du consentement donné par les époux. S'il apparaît que ce consentement a été défectueux sous tel ou tel aspect, c'est-à-dire s'il ne réunit pas tout ce qui est requis par l'Eglise, alors l'annulation peut être prononcée.

Cette décision peut être prise par une autorité compétente de l'Eglise, par exemple le tribunal diocésain ou par le tribunal suprême en matière de mariage, la S. Rote romaine, après deux décisions distinctes mais concordantes en faveur de l'annulation, impliquant au moins deux instructions de la cause.

L'annulation n'est pas une chose nouvelle dans l'histoire de l'Eglise. Si elle est prononcée, l'homme ou la femme sont considérés par la loi de l'Eglise comme libres de contracter une nouvelle union en demeurant pleinement membres de l'Eglise.

La procédure des tribunaux de mariage est strictement confidentielle. L'Eglise s'engage à ne pas révéler les preuves apportées au tribunal et à ne pas rendre publics les motifs de l'annulation.

La dispense pour le mariage royal

La baronne Marie Christine von Reibnitz a demandé au Pape Paul VI une dispense pour se marier avec le prince Michael de Kent dans une église catholique. Cette dispense est requise chaque fois qu'un catholique romain veut se marier avec quelqu'un d'une autre Eglise chrétienne. Mais ici elle est adressée personnellement au Pape parce qu'il s'agit d'un mariage royal. La décision du Saint-Père ne sera pas connue avant quelque temps. Cependant, parmi les éléments qui doivent être pris en compte, il y a ceci : d'une part, en tant que catholique, la baronne s'engage solennellement à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que ses enfants soient baptisés et élevés dans l'Eglise catholique. Elle a pris cet engagement. D'autre part, le prince Michael s'estime tenu d'élever ses enfants dans l'Eglise catholique à cause des liens historiques (en vertu de la Constitution et de la loi) de la famille royale avec l'Eglise d'Angleterre.

Il semble que cela devrait créer un conflit de conscience. La question sera examinée et décidée par le Saint-Siège à la lumière des principes qu'il ■ déjà établis pour de semblables situations dans le *Motu proprio* « *Matrimonia mixta* » (2).

(1) Traduction de la DG.

(2) DG 1970, n° 1563, p. 452 et s. (NDLR.)

Chaque cas, avec ses difficultés particulières, est jugé à la lumière de ses propres circonstances. Le cas présent a manifestement des aspects uniques.

Si le Pape donnait son autorisation, le mariage royal serait célébré dans une église catholique en Autriche. La baronne demeurerait dans la communion de l'Eglise catholique et les enfants seraient anglicans.

L'ARGENTINE ET LA COUPE DU MONDE

Sous ce titre, le mensuel français de « PAX CHRISTI » (« le journal de la paix », 43, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, juin 1978) publie le texte ci-après :

La Coupe du monde de football va dérouler ses fastes en Argentine du 1^{er} au 25 juin. Les seize équipes qualifiées affûtent leurs armes et parmi elles, bien sûr, l'équipe de France dont les performances récentes et la présence au « Mundial » — après douze ans d'absence — suscitent chez nous un engouement extraordinaire.

Mais le fait que cette prestigieuse compétition — la plus importante avec les Jeux Olympiques — se déroule dans un pays où règne une dictature militaire, a provoqué une vigoureuse contestation. En Argentine même et ailleurs. Le mouvement d'inspiration peroniste « Montonero », tout en affirmant ne pas vouloir s'opposer au bon déroulement des matches, a déclaré : « Il s'agit d'une opération de prestige de la Junte militaire qui rappelle la mascarade des Jeux Olympiques de 1936 organisés par Hitler et Goebbels. » Le syndicat des journalistes britanniques a parlé lui aussi « d'une campagne de propagande semblable aux Jeux de Berlin ».

Il est certain que le gouvernement argentin a fait de cette Coupe du monde une affaire personnelle susceptible de redorer auprès de l'opinion internationale, un blason quelque peu terni par des enquêtes sérieuses — et notamment celles d'Amnesty International — qui prouvent qu'une répression féroce s'est abattue sur ce pays. Il s'agira de démontrer que l'Argentine est une nation calme et prospère où il fait bon vivre.

Une bataille perdue

Un collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football (Coba) s'est constitué. Il a multiplié les dossiers accablants, les prises de contacts, est intervenu en France, auprès des candidats à la députation leur demandant :

1) De tout faire pour que notre sélection nationale n'aille pas en Argentine ; 2) Qu'en toute hypothèse, la France retire son appui militaire et économique à la junte. Des tracts ont été distribués — par Amnesty également — aux abords des stades pour sensibiliser l'opinion et en particulier, lors de France-Brésil. La vérité oblige à dire que toutes ces initiatives n'ont rencontré qu'un faible écho.

Les Français — un tantinet chauvins et nationalistes — ont envie de voir Platini et consorts « flamber » à la Coupe du monde. La fameuse petite phrase de Georges Marchais : « Où irait-on jouer, aussi bien à l'ouest qu'à l'est, si l'on renonçait à l'Argentine ? », a rassuré les consciences ébranlées.

Le boycott était une bataille impossible à gagner, ne serait-ce que parce qu'elle a démarré trop tard. Ce n'est pas en quelques mois qu'on peut improvi-

ser une pareille organisation dans un autre pays. L'opposition a donc perdu, y compris celle qui s'était levée à l'intérieur, tout autant pour des raisons économiques que politiques. On va construire des dizaines de kilomètres d'autoroutes, alors qu'il faut cinq années de salaire à un ouvrier argentin pour s'acheter une petite auto. Evidemment, il y avait sans doute mieux à faire dans un pays où règnent le chômage et la misère, que d'édifier des équipements de luxe, afin d'accueillir les riches étrangers.

Des initiatives mais...

Mais il est clair que supprimer la Coupe du monde — car le boycott aurait abouti à cela — c'eût été dire adieu aux grandes compétitions sportives internationales et en particulier aux Jeux olympiques de Moscou en 1980. On pourrait, concernant l'URSS, élever les mêmes objections et nourrir les mêmes dossiers que pour l'Argentine. Or, qui oserait prendre une pareille responsabilité ? Le sport de haute compétition en dépit de ses tares a aussi des aspects positifs et une valeur d'exemplarité. Tous les régimes politiques sont d'accord là-dessus.

Ce qui ne veut pas dire qu'il faut nécessairement rester inactifs devant ce qui se passe en Argentine. L'Union des journalistes argentins en France a souhaité une prise de position en faveur de leurs confrères emprisonnés. Peu d'échos jusqu'ici. Le syndicat des journalistes britanniques — très actif — a exprimé le désir de voir des organes de presse non sportifs « couvrir des événements en Argentine, dépassant les limites des stades de football ».

La section ouest-allemande d'Amnesty International a estimé que l'attitude des sportifs étrangers pourrait améliorer le sort des prisonniers. Elle se proposait de faire signer une pétition par tous les joueurs sélectionnés demandant la libération de tous les prisonniers. Le célèbre gardien de but Sepp Maier, du Bayern Munich et de l'équipe nationale, a dit oui tout de suite. Elle a demandé qu'une commission d'enquête soit formée relativement aux douze citoyens allemands disparus et des cinq autres détenus en Argentine. Mais à toutes ces initiatives, le gouvernement allemand a opposé une fin de non-recevoir. Un autre footballeur allemand, bien connu lui aussi : Paul Breitner, a lancé un appel à ses coéquipiers, pour qu'ils refusent de serrer la main aux généraux argentins lors du Mundial. Il a été immédiatement exclu de l'équipe. Toujours en Allemagne, un séminaire sur « la situation politique en Argentine » a été interdit. Un député de l'opposition a déclaré qu'il s'agissait d'une immixtion dans les affaires intérieures d'un pays étranger. Refrain bien connu.

Des remous se sont également produits en Suède, autre nation qualifiée. En vérité, c'est peu. Les pouvoirs publics, partout, veillent au grain. Pas de vagues. Ce qui compte avant tout, c'est le bon comportement de l'équipe nationale de la Coupe du monde. Cet état d'esprit est largement répandu dans l'opinion : en France comme ailleurs. Certains — une petite minorité — le regretteront. Les prisonniers argentins — eux — attendront des jours meilleurs, même si le général Videla consent, à la faveur de l'événement, à quelques gestes de mansuétude.

En 1936, Hitler avait fait stopper l'arrestation des juifs pendant le déroulement des Jeux Olympiques. On connaît la suite...

PAX CHRISTI

LA FETE DES MERES... ET DES GRANDS-MERES

Sous ce titre, Mgr ETCHEGRAY a publié le billet ci-après dans le bulletin de son diocèse (L'Eglise aujourd'hui à Marseille, 28 mai 1978), pour la fête des mères, célébrée en France le dimanche 28 mai :

Ce dimanche, les mamans sont à la place d'honneur. Je me souviens de ce camarade d'école à qui l'instituteur demandait d'inscrire sur le tableau noir quelques héros et qui ne sut écrire en basque que le nom de maman : « Ama ». Il ne se trompait pas. Chacun de nous peut en dire autant de sa propre mère, elle seule s'étonnerait de se voir ainsi glorifiée. Je ne sais pas pourquoi, il me vient aussi à l'esprit une légende en forme de chanson que nous apprenions à l'école. Pour l'amour d'une fille cruelle, un jeune homme avait arraché le cœur de sa mère et l'emportait en courant, lorsqu'il tomba ; et le cœur lui dit doucement : « T'es tu fait mal, ô mon enfant ? »

La « fête des mères » ne saurait se réduire à une opération basement commerciale, car elle est à coup sûr le rappel de la tendresse la plus naturelle, la plus universelle, la moins publicitaire. A voir la manière dont elle est présentée, on peut se demander si elle n'est pas célébrée trop exclusivement par les tout-petits. Pourtant, des enfants et des mères, il y en a de tous les âges et rien ne peut altérer la relation qui unit toute une vie l'enfant et sa mère, la mère et son enfant.

Quel que soit l'âge, le cœur d'une mère est toujours en éveil. Tout ce qui vient de ses enfants, ou tout ce qu'ils oublient de lui donner, la touche profondément. Quelle pudeur nous arrête trop souvent pour ne plus oser témoigner notre tendresse à notre mère âgée avec la spontanéité, la gaucherie d'un enfant ! Et pourquoi les mères sont-elles parfois trop silencieuses avec leurs grands enfants, comme si avec l'âge les échanges de cœur devenaient moins chaleureux ? C'est peut-être pour cela que nous nous abritons si facilement derrière la naïveté des petits enfants et que nous leur laissons le soin de célébrer la fête des mères : leurs épanchements nous dispensent sans doute de nous livrer nous-mêmes, nous les grands enfants. Si toutes les mères savaient garder la simplicité d'une jeune maman et tous les enfants la fraîcheur d'un tout-petit, ne serait-ce pas alors la véritable fête de toutes les mères... et des grand-mères ?

Car je pense aussi aux grand-mères, à toutes ces « mémés » ou « mamies » que je rencontre, en particulier à l'occasion d'une cérémonie de confirmation. Pourquoi sont-elles souvent plus proches de leurs petits-enfants que de leurs propres enfants ? C'est qu'il existe entre eux une entente, presque une complicité, d'une rare qualité, une façon commune de regarder la vie un peu de l'extérieur : le tout-petit, parce qu'il n'est pas encore entré dans la vie active, la grand-mère parce qu'elle considère la vie avec un certain recul, un certain détachement.

Il y a bien des manières de vivre la fête des mères. Ce dimanche peut apporter une nouvelle provision de bonheur, de bonheur simple et vrai ; mais il peut aussi réveiller des souffrances secrètes, car la famille est aussi parfois le lieu de la contradiction et de l'épreuve. Je souhaite que personne ne manque ce rendez-vous familial. Pour moi, comme pour beaucoup d'autres, c'est dans le souvenir des morts que

je rejoindrai celle qui demeure si vivante que j'ose lui souhaiter encore : bonne fête, maman.

Le 28 mai 1978.

† Roger ETCHEGARAY.

STATISTIQUES SUR LE PERSONNEL ET LES ŒUVRES DE L'EGLISE EN COTE-D'IVOIRE

Avec une superficie de 322 463 km² et une population globale de 6 784 676 habitants, la Côte-d'Ivoire représente, du point de vue catholique, beaucoup plus que ce qu'indique à première vue le chiffre des baptisés (702 395) et des catéchumènes (143 198).

Structurée en huit circonscriptions — l'archidiocèse d'Abidjan et sept autres diocèses — toutes gouvernées par un archevêque et des évêques indigènes, auxquels s'ajoute l'évêque auxiliaire d'Abidjan, Mgr L. Yapi, lui aussi autochtone, elle est déjà pourvue d'un clergé indigène. Sur les 431 prêtres qui travaillent actuellement en Côte-d'Ivoire, 103 sont autochtones (et 4 autres sont décédés). Un bon nombre parmi les 90 frères sont également indigènes, ainsi que 82 des 498 religieuses ; en outre il faut ajouter 26 novices, 2 postulantes et 21 pré-postulantes. L'Institut des religieuses « Sœurs de Notre-Dame de la Paix », fondé en 1965 par Mgr B. Yago et actuellement riche d'une centaine de professes, est également d'origine indigène.

Sur les 6 784 676 habitants de la Côte-d'Ivoire, on compte : 702 395 catholiques (431 prêtres, 90 frères, 498 religieuses) ; 162 760 protestants ; 1 376 409 musulmans ; 4 439 424 animistes.

Les diocèses les plus importants sont : Abidjan (2 100 000 habitants, 369 000 catholiques) ; Bouaké (1 134 726 habitants, 101 759 catholiques) ; Gagnoa (765 000 habitants, 87 000 catholiques) ; Abengou (554 950 habitants, 85 042 catholiques).

Outre les catholiques indiqués, il y a 143 198 catéchumènes répartis ainsi :

Abidjan : 50 000 ; Abengourou : 31 239 ; Bouaké : 16 965 ; Daloa : 2 357 ; Gagnoa : 20 150 ; Katiola : 4 748 ; Korhogo : 7 625 ; Man : 10 114.

Au grand séminaire d'Anyama se forment 66 séminaristes de théologie et de philosophie ; et les 13 de la dernière année de théologie seront prochainement ordonnés prêtres. Dans les 6 petits séminaires reçoivent leur formation d'aspirants au sacerdoce 403 séminaristes.

L'Eglise fournit une large contribution à l'enseignement et à l'éducation avec 308 écoles primaires comptant 98 163 élèves, et 191 écoles secondaires comptant 7 161 élèves.

Au niveau des études supérieures et de la formation apostolique, un important travail est fourni par la Faculté de théologie d'Abidjan, inaugurée le 14 février 1976, qui, moyennant le grade de bachelier et deux années d'études, confère le grade de licencié en théologie, ainsi que par l'Ecole de formation de catéchistes et l'Institut catéchétique d'Abidjan.

L'Institut Inades (Institut africain pour le développement économique et social) travaille depuis 1962 à donner une impulsion au développement de la population, spécialement dans le secteur rural, et réalise un remarquable travail de promotion.

A Abidjan fonctionnent également un Secrétariat pour la formation permanente des laïcs, ainsi qu'un Secrétariat pour les relations avec l'Islam.

(Fides, 22 avril 1978.)

J.-R. BOUCHET, *o.p.*, H. CAFFAREL

le Renouveau charismatique interpellé

études et documents

Que penser de ce phénomène complexe qu'est le Renouveau charismatique ?

Le P. Jean-René Bouchet, *o.p.*, et le chanoine Henri Caffarel se sont livrés à une réflexion critique à la lumière de la grande tradition spirituelle de l'Eglise.

152 p., 36 F.

Collection « Renouveau »
EDITIONS DU FEU NOUVEAU
5, rue Bayard, 75008 Paris
CCP Paris 5563-68 D

— **Comment prévoir.** De la gestion de son propre avenir à la futurologie. — Un vol. 13,5 x 21 cm de 90 p. illustrées. Editions Le Centurion, Paris.

Pour gérer son avenir dans la vie familiale ou dans l'industrie, il faut se servir de sa raison comme de son imagination, de la réflexion et du courage de l'innovation, de la méthode pour envisager l'avenir et l'aménager pour se décider clairement.

— **A la rencontre du Christ dans son Eglise,** par Jacqueline CORREARD et Elisabeth SAINT-PIERRE. — Un vol. 12,5 x 19 cm de 144 p. Editions Saint-Paul, Paris-Fribourg.

C'est un double témoignage que le Christ est toujours vivant et agit dans son Eglise. Bien des âmes y trouvent la paix et la joie de leur foi chrétienne.

— **Ma Bible.** Histoires d'Abraham, Isaac et Jacob. Livre de l'éducateur. — Un vol. 14 x 23,5 de 110 p. Editions Le Centurion, Paris.

La Bible a son langage qui n'est pas celui de la vie courante actuelle. Il revient donc aux parents ou aux éducateurs d'aider l'enfant à comprendre ces récits et à en percevoir le fruit qu'il doit en tirer.

— **Le Livre des parents.** T. III : Notre enfant de 2 à 3 ans. Tout sur les activités et les jeux, l'alimentation et l'environnement, la sexualité et l'éveil de la personnalité, les méthodes d'éducation et mille autres choses encore, par Ulrich DIEKMAYER. — Un vol. cartonné 15,5 x 22,5 cm de 176 p., 38 F. Editions Le Centurion, Paris.

Ce livre rendra service à tous ceux qui ont la charge de la formation de l'enfant en bas âge. Cela s'improvise pas. L'éducateur doit être formé pour remplir son rôle. C'est le but de ces pages si intéressantes.

Imprimerie « Bayard-Presses »

5, rue Bayard, Paris-8^e

Le directeur: J. GELAMUR

© 1978 by Bayard-Presses.

TOUS LES LIVRES

étudiés dans cette revue, comme tous les autres livres français et étrangers, peuvent être fournis rapidement à tous les lecteurs.

Conditions spéciales aux membres du clergé, professeurs, séminaires, bibliothèques, etc.

Adressez lettres, commandes, valeurs à :

OFFICE GÉNÉRAL DU LIVRE

14 bis, rue Jean-Ferrandi

75006 PARIS

Compte postal Paris 195-93

Expéditions pour tous pays

Royal - P.Q.H.3.P. 3 B 9. Autres pays : 1 an, 110 F. ;
 6 mois : 55 F.
PRIX DU NUMÉRO : de l'année 6,50 F. ; des années précédentes : 7 F. Règlement : C.C.P. Paris 16-68.
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.
 Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 21,55 F net. Franco : 24 F. C.C.P. Paris 16-68.
 N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 51094.

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1744 - 18 JUIN 1978

- 551 **Audiences générales.** Les travaux de l'Episcopat italien (24 mai) ; La mission éducative de l'Eglise (31 mai).
- 553 **La valeur suprême de la vie.** Allocution à des évêques des Etats-Unis (26 mai).
- 556 **Les massacres de Kolvezi.** Déclaration du 24 mai.
- 579 **La presse catholique.** Allocution du 22 mai.

ACTES DE S. S. PAUL VI

- 555 **Lettre pontificale au Symposium américain sur la planification naturelle de la famille.**
- 557 **L'EGLISE ET LA MOBILITE HUMAINE.** Lettre de la Commission pontificale des Migrations et du Tourisme.
- 568 **La pastorale du tourisme** ■ France (Mgr Clarizio).
- 571 **16 thèses sur le mariage** (Commission théologique internationale).
- 576 **Message pontifical aux patrons chrétiens français.**
- 577 **Motion finale des assises du CFPC.**
- 578 **Message pontifical au pèlerinage militaire international.**
- 578 **Message de Mgr Vanel, vicaire aux armées françaises**

ACTES DU SAINT-SECR.

- 580 **Message des évêques italiens.**
- 582 **Lettre des évêques belges francophones sur la messe.**
- 586 **Créativité et spontanéité dans la liturgie** (F. Max Thurian).
- 589 **Interview de Mgr Nguyen Van Binh à « l'Unita ».**

QUESTIONS ACTUELLES

- 591 **Evénements et informations** (1^{er}-15 mai).

EVENEMENTS

- 593 **Les évêques d'Irlande du Nord et le divorce.**
- 594 **Mgr Lefebvre** (cardinal Marty ; NN. SS. Pézeril, Riobé, Winning).
- 596 **Un mariage mixte dans la famille royale d'Angleterre.**
- 597 **L'Argentine et la Coupe du monde** (« Pax Christi »).
- 598 **La fête des Mères** (Mgr Etchegaray).
- 598 **Statistiques catholiques sur la Côte-d'Ivoire.**

L'EGLISE DANS LE MONDE



